HISTOIRE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

1919-1943

Pierre Broué



Fayard

Pierre Broué

HISTOIRE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

1919-1943

Fayard



Documents de couverture :

1re page : affiche, *Longue Vie à la Troisième Internationale*, in *Histoire des Soviets*, publiée par H. de Weindel vers 1923-1924.

4e page : projet de monument à la Troisième Internationale de Vladimir Tatline, vers 1920. Droits réservés.

Avertissement

J'aurais pu écrire Komintern, ou Internationale communiste, ou IIIe (3e, troisième) Internationale. Pourquoi ai-je écrit Comintern dans le cours de l'ouvrage ?

L'abréviation, l'acronyme usuel en russe pour *Kommounistitcheskii Internatsional*, c'était, en cyrillique, Komintern. Les militants étrangers l'ont adopté mais aussi adapté. Dans les langues où la première lettre de « communiste » était un K, ils ont normalement gardé le K. Dans les autres, en français, espagnol ou anglais, ils ont normalement gardé le C. Boris Souvarine l'expliquait très bien.

Et puis sont venus les journalistes qui cherchent la sensation, de prétendus historiens qui veulent exclure et condamner. Le K, pour eux, c'était une aubaine, parce que, en français, ça sonne étranger. Se souvient-on de ceux qui parlaient de CGT.K au temps de la guerre froide ? Ce sont les mêmes.

En outre, l'Internationale, en français, est féminin. Pourquoi le Komintern, brutalement masculin ? Internationale est masculin en russe, nous dit-on ; mais parti est féminin en allemand, et l'on ne dit pas la parti communiste. Internationale est féminin en français. Masculiniser, là aussi, c'est une dénaturation, une manipulation par les sons.

L'acronyme de la Communiste Internationale, c'est la Comintern. C'est tout. Petite lubie de maniaque, dira-t-on ? Utile, impérieuse restauration pour l'historien. Pour déformer l'histoire, tous les moyens sont bons aux mains de certains, même les tout mesquins d'apparence mineure. Il faut riposter à tous.

Merci, ami lecteur, d'accepter *la* Comintern. C'est mieux, bien moins brutal. Et c'est beaucoup plus près de la vérité historique.

P. B.

Présentation

L'Internationale communiste (Comintern) a existé de 1919 à 1943, vingt-quatre ans, soit la durée d'une jeune vie, gonflée d'ambition et d'espoir, puis atteinte d'une incurable maladie, sèchement tranchée par décision administrative. Son histoire a été à la fois longue et précipitée, chargée d'autant de déceptions que d'espérances, de plus de drames que de fêtes. Elle est difficile à retracer.

D'abord parce qu'on ne peut faire son histoire « en soi ». Née de la Révolution russe, elle a épousé l'histoire du Parti communiste russe bolchevique, dont elle a dépendu idéologiquement, politiquement, matériellement aussi. Ensuite parce que son développement et son action couvrent pratiquement tous les pays du monde, ce qui fait de son histoire une entreprise, sinon démesurée, du moins malaisément mesurable. L'ouverture partielle des archives de Moscou a bien entendu ouvert aussi des possibilités aux historiens, mais a fait apparaître autant de difficultés nouvelles, du fait de l'abondance des matériaux, de la durée de la consultation – sans parler des frais élevés de voyage, séjour, reproduction des documents.

Pourquoi, dans ces conditions, avoir tenté l'aventure d'écrire ce livre avec la certitude de ne pouvoir connaître qu'une partie des documents accessibles et de devoir renoncer à attendre ceux, plus importants, qui le deviendront un jour mais sont encore inconsultables ? Non seulement parce que les archives de Moscou ne sont qu'une partie des archives, lesquelles d'ailleurs ne peuvent faire l'histoire à elles seules contrairement à ce qu'affirment certains charlatans et sorciers modernes, mais parce que l'histoire de l'Internationale communiste est un enjeu actuel. Un enjeu culturel, historique, politique, de première importance et probablement exemplaire à l'époque de la « pensée unique » et du « politiquement correct ».

La chute du mur de Berlin, l'éclatement de l'URSS, l'ouverture partielle des archives de Moscou ont bouleversé au passage le champ de la recherche historique sur le communisme, l'Internationale, la Russie soviétique. Par un phénomène curieux – mais loin d'être inexpliquable au temps de la Russie d'Eltsine – et pour des raisons qui ne sont pas simplement financières, des équipes entières de chercheurs, mais aussi des historiens isolés ont impulsé un mouvement marqué de régression intellectuelle. On a ramené cette

histoire-là au niveau de celle des plus médiocres parmi les historiens staliniens ou américains du temps de la Guerre Froide.

Échappant aux règles qui régissent toute l'histoire humaine, le communisme n'est plus, aux yeux de certains, dans un monde manichéen, que l'essence d'un Mal majeur, une essence qui peut revêtir des formes diverses mais qui ne s'altère jamais dans sa nature essentielle de Mal. Le bolchevisme, selon eux, surgit donc d'une conspiration, sans relation avec la guerre mondiale, la boucherie des tranchées, la crise économique, la décomposition de l'État. Sa nature même, et en particulier le caractère « utopique » des objectifs qu'il s'est fixés, le condamne à utiliser la terreur et à se préoccuper avant tout de la construction d'un Etat bureaucratique, centralisé et terroriste par nature. Il n'y a plus dès lors dans l'histoire de son développement qu'un enchaînement mécanique déterminé avec rigueur par le caractère utopique du choix initial.

Le résultat est évidemment qu'il ne peut y avoir d'histoire du communisme et de ses institutions, mais seulement l'enregistrement d'un développement écrit à l'avance, un développement mécanique de ses virtualités uniques. Ainsi Staline succède-t-il à Lénine parce que le léninisme contenait déjà le stalinisme, et tout est toujours prévisible à qui détient la clé unique de la connaissance. Ces anticommunistes, souvent anciens staliniens – la regrettée Annie Kriegel en ayant été l'exemple type – ou, pour les plus jeunes, anciens maoïstes, font de l'histoire du communisme un grand jeu de Meccano, construisant son développement sur le modèle du catalogue titré « Sens de l'Histoire », conformément à la caricature stalinienne de la pensée marxiste. Staliniens retournés, ils exposent et pratiquent dans leur travail historique le même stalinisme inversé qui est leur système de pensée. L'intérêt de connaître le communisme, dans une telle conception, ne relève ni de la curiosité historique ni de la recherche scientifique, mais seulement de la possibilité de découvrir des armes idéologico-politiques mieux affûtées pour combattre le Mal et défendre ce que certains continuent à considérer sans la moindre ironie comme un monde « libre ».

On peut évidemment ne pas être d'accord; penser que le communisme est né de la société de classes, de la pensée et de l'action d'hommes et de femmes, de leur organisation en une force matérielle pour la création d'une société « sans classes », égalitaire. On peut estimer que le stalinisme a pris appui sur la cristallisation de couches sociales privilégiées liées à l'appareil du pouvoir. C'est mon cas.

Le stalinisme dérive bien du communisme, dont il était l'un des multiples futurs possibles. Mais il en dérive comme une variante, un produit de la résistance interne et externe du vieux monde, ce que Trotsky appela « dégénérescence » pour marquer la différence entre les objectifs des pionniers et le résultat du travail des « épigones » de Lénine.

Il est permis de penser que le prétendu « monde libre » n'est pas le fin du fin pour l'humanité, ni la fin de l'histoire, comme le suggèrent des penseurs de la même école. On doit savoir aussi que les révolutions coûtent souvent beaucoup moins cher en vies humaines que les guerres modernes qui les provoquent, et enfin que les prétendues utopies sont parfois moins coûteuses que le conservatisme borné, avec ses corollaires inévitables : réaction, régression et répression.

L'étude de l'histoire a d'ailleurs suggéré jusqu'à présent que les révolutionnaires ne « font » pas exactement les révolutions. Les révolutions se font, c'est-à-dire sont faites par des millions d'hommes, et c'est leur victoire ou leur défaite qui est tranchée par des organisations, des groupes – état-majors et troupes d'assaut – de la révolution ou de la contre-révolution. Elle suggère en outre que les révolutions sont les plus grands moments de creation dans tous les domaines.

Enfin, n'est-il pas légitime de souhaiter comprendre le monde dans lequel on vit ? Comment le pourrait-on sans appréhender dans sa complexité le grand mouvement qui flamba à la suite de la révolution d'octobre 1917 et où s'inscrivent la formation et le développement de l'Internationale communiste ?

On a utilisé ici d'abord les documents publics, innombrables, de l'Internationale communiste elle-même, et, autant que possible, sa presse, qu'on est loin d'avoir, on s'en doute, entièrement dépouillée. Dans les archives soviétiques, la recherche a porté sur des moments cruciaux ou sur des épisodes obscurs des moments importants.

On n'a pas étudié parallèlement et au même rythme l'ensemble des sections. Le regard du chercheur a accompagné le mouvement général de l'attention de l'Internationale, dont le centre de gravité s'est situé le plus souvent en Allemagne, parfois brièvement en Italie et en Chine, mais aussi en Espagne, et qui, par ailleurs, ne quitta jamais vraiment l'Union soviétique. On a tenté de résumer ce qui n'était pas au cœur.

Le lecteur ne tiendra pas rigueur à l'auteur d'avoir été concis sur les points d'histoire de l'URSS qu'il devait nécessairement aborder et qu'il a largement traités dans ses ouvrages précédents. Il ne s'irritera pas non plus des emprunts faits à ses propres ouvrages touchant d'une façon ou d'une autre le sujet de ce livre.

L'histoire qu'on trouvera ici est avant tout, délibérément, une histoire politique. Bien d'autres volumes auraient été nécessaires pour une histoire institutionnelle de l'Internationale, de ses organisations auxiliaires et bien entendu de ses sections nationales, ses partis. D'excellents chercheurs sont au travail sur ces thèmes, et s'annonce, dans l'histoire sociale, la floraison de milliers de « camemberts ».

Aucun travail historique ne peut être tenu pour définitif. L'auteur de celui-ci n'a pas une telle prétention, pour des raisons tant générales que particulières. Mais il espère que sa parution marquera un coup d'arrêt dans la dérive de la recherche historique sur le communisme, et que, jusque dans la critique de son travail, elle donnera le signal d'un nouveau départ. Il souhaite, autrement dit, qu'elle aide à quitter définitivement les étendues stériles du dogmatisme et du doctrinarisme contre-communistes – du stalinisme retourné –, et qu'en incitant les historiens du communisme à revenir durablement au travail historique elle permette de rendre à l'histoire son véritable rôle, qui est d'aider les lecteurs à comprendre le monde où ils vivent et, utopie peut-être, mais combien généreuse, de les aider ainsi à le maîtriser.

P. B.

Grenoble, Saint-Martin-d'Hères, Madrid, Barcelone, Salamanque, Paris, Cambridge (Ma), Stanford, Berkeley, Moscou, Kharkov, Francfort-sur-le-Main, Chicago, Montréal, Ottawa, Rimouski, Youngstown, Cologne, São-Paulo, Salvador, 1991-1996.

PREMIÈRE PARTIE

La montée

1917-1923

La IIIe Internationale, la Comintern, est née de la IIe Internationale, l'Internationale socialiste, c'est vrai. Mais elle est née au fond du gouffre, de la Première Guerre mondiale et des indicibles souffrances qu'elle a apportées à l'humanité, fauchant la vie de millions d'hommes – certains historiens contemporains l'oublient très volontiers. Leur lutte pour la paix, leur combat acharné contre la guerre – cette guerre monstrueuse qu'on fait mine d'ignorer – ont légitimé les bolcheviks de Lénine et donné à la révolution d'Octobre un éclat et un attrait incomparables. C'est ce combat qui constitue la préhistoire de l'Internationale communiste. Puis la révolution russe a construit le socle sur lequel elle s'est dressée.

Elle n'a pas grandi sans peine. Les jeunes hommes qui combattaient à son avant-garde avaient appris la vie à la pointe des baïonnettes et croyaient que la victoire revient à celui qui tire le premier. Il y a dans les années d'après guerre bien des morts inutiles – et irremplaçables. Ce sont des années d'apprentissage et d'échecs. Les Russes sont les maîtres d'école, toujours respectés, pas toujours écoutés. Lénine, Trotsky, doivent ruser contre les tenants de la « théorie de l'offensive », essayer, mais en vain, de conserver Paul Levi dans le parti allemand, de trouver un terrain d'entente à Prague avec Šmeral, de calmer partout l'impatience gauchiste. Ils doivent lutter pied à pied pour que l'Internationale tire les leçons de ses premiers pas, adopte la politique du front unique ouvrier et le mot d'ordre de gouvernement ouvrier. Il y a enfin des partis communistes de masse. On découvre cependant que la victoire révolutionnaire n'est plus une question de jours ou de mois, mais d'années, de décennies peut-être.

L'Internationale est une internationale de l'action, mais aussi de la confrontation. Et c'est dans la contradiction ouverte, passionnée, qu'elle prépare, toutes tendances confondues, l'insurrection en Allemagne, celle qui était prévue et préparée en 1923.

Mais la victoire n'est pas au rendez-vous, Lénine meurt, Trotsky est écarté.

Est-ce la même histoire, celle qui continue ?

CHAPITRE PREMIER

Quand ils ont vu détruit l'ouvrage de leur vie...

Cet été 1914, dont un chef-d'œuvre aujourd'hui très injustement oublié de la littérature française, *L'Été 1914*, de Roger Martin du Gard, avait si fortement montré l'empreinte sur le début de ce siècle, est une date sinistre dans l'histoire de l'humanité. Elle marque en effet le début de la Première Guerre mondiale, d'indicibles souffrances portant de rudes coups à l'espoir d'un avenir pacifique.

Le drame des socialistes

Date effroyable pour les socialistes en particulier. Qu'on parle de « *trahison* » ou de « *faillite* », leur drame est là : l'Internationale des travailleurs, l'Internationale des socialistes, qu'ils avaient construite pour transformer le monde, empêcher la guerre, préparer un avenir fraternel et pacifique, a disparu en tant que force de changement social et de paix. Elle n'est plus qu'une coquille vide, une simple étiquette.

Tous les partis socialistes des pays belligérants sauf deux – le serbe et le russe – se sont ralliés au drapeau de l'union nationale brandi par la classe dirigeante : les socialistes y sont devenus va-t-en-guerre. Dans les pays neutres, ils ne valent guère mieux, et le renégat Mussolini en est l'exemple le plus connu. Jean Jaurès, le grand tribun français, dont la voix de tonnerre semblait à elle seule capable de faire reculer la guerre, est mort sous les balles d'un misérable dopé de drogue patriotique.

Tous les jours au front tombent des socialistes, irremplaçables dans la tâche qu'ils s'étaient fixée. Dans plus d'un pays, leurs camarades emplissent les prisons ou partent pour un lointain exil. Pour toutes ces femmes et pour tous ces hommes, l'ouvrage de leur vie vient d'être détruit. Une petite partie d'entre eux, sans un mot de plainte, entreprennent de le rebâtir.

L'Internationale pour temps de paix

Nous n'allons pas reprendre ici de vieilles polémiques. D'aucuns, parmi les historiens, tiennent beaucoup à démontrer le patriotisme des « masses ». Ils en nient les aspirations, voire l'existence, quand ces aspirations sont sociales, mais ils les découvrent avec une

stupeur joyeuse quand ils pensent qu'elles sont devenues « patriotes », à partir du moment où toute opinion opposée se trouvait interdite. Laissons-les à leur service auto-commandé.

Nous parlons ici de la poignée de socialistes qui ont subi mais pas abandonné, baissé la tête mais pas renié. Il y en a plus qu'on ne le croit. On les découvre encore aujourd'hui à travers les correspondances avec leurs familles, dans des souvenirs inédits, voire dans des carnets oubliés, des dossiers d'archives négligés.

Nous nous intéresserons ici à ceux qu'on appelait alors et pour trois quarts de siècle les « militants », femmes et hommes qui avaient décidé de consacrer leur vie au mouvement socialiste et révolutionnaire, sans aucune distinction entre les deux adjectifs, car les socialistes étaient des révolutionnaires, et l'objectif de la révolution attendue et préparée, le socialisme.

Sur le papier, il y a toujours une Internationale, et même un Bureau socialiste international que dirige le Belge Huysmans. Mais la tragédie est qu'il n'y a plus de contacts entre partis socialistes de pays en guerre les uns contre les autres, et que ceux-ci l'acceptent, qu'ils s'y résignent ou qu'ils le revendiquent. Plus d'un socialiste a remâché son aigreur en s'entendant assurer que les contacts reprendraient après la guerre et qu'on rectifierait alors.

C'est que les révolutionnaires ont beau jeu de se gausser de l'idée sous-jacente à cette résignation : il n'y aurait en somme d'Internationale possible qu'en temps de paix ? Toute Internationale de temps de guerre serait impossible ? Ceux qui soutiennent une telle position ne sont pas considérés comme de bonne foi par leurs adversaires. Pour ces derniers, guerre ou paix, et guerre plus encore que paix, il faut une Internationale.

COMMENT REBÂTIR?

A partir de cette proposition générale, les nuances varient à l'infini, au point même que les frontières des groupes partisans de solutions différentes deviennent floues.

Ceux qui veulent demeurer dans la « vieille maison » invoquent le fait qu'elle est la propriété de la classe ouvrière tout entière, que celle-ci ne l'abandonnera pas facilement, ou que, si elle s'en éloigne, elle y sera ramenée par le temps et par la force des choses. Alors, on pourra la transformer.

D'autres considèrent que cette vieille maison est bien un champ de bataille et que c'est sur ce terrain qu'il faut gagner les masses. Pas question d'illusions, donc, mais pas question non plus d'abandonner le drapeau à ceux qui l'ont sali. Il faut reconquérir l'Internationale de l'intérieur et rompre avec son passé de vilenie : la proclamer « autre » ou en fonder une nouvelle.

Beaucoup, parmi les militants des grands partis – c'est sensible surtout dans la social-démocratie allemande –, ont peur de se couper des masses en s'éloignant du parti, redoutent de se trouver à la tête d'un groupuscule ou d'une secte, loin du mouvement réel de la classe et de la masse profonde des travailleurs. Parfois, la force des choses va conduire ces hommes à faire des mouvements emboîtés les uns dans les autres comme des poupées russes.

Et puis il y a ceux qui n'ont pas peur de devenir une secte ou un petit groupe, car déjà ils le sont.

Il y a enfin ceux qui appartiennent à une organisation indépendante, et qui n'hésitent donc pas non plus.

MILITANTS ET GROUPES ALLEMANDS [1]

A tout seigneur, tout honneur. Le Parti social-démocrate allemand a été le modèle d'organisation et la matrice des débats idéologiques à l'intérieur de l'Internationale. Le Russe Trotsky écrivait en 1914 : « Nous sommes unis par de nombreux liens avec la social-démocratie allemande. Nous sommes tous passés par l'école socialiste allemande et avons appris les leçons de ses succès comme de ses échecs. La social-démocratie allemande était pour nous non seulement *un* parti de l'Internationale. Elle était *le Parti par excellence* [2]. »

L'effondrement moral face au patriotisme de l'été 1914 a été le coup le plus dur. Mais la résistance est grande. Depuis quelques années, les « gauches » du SPD ont commencé à s'organiser pour lutter contre l'opportunisme et contre l'appui que lui apporte celui qui a été jusque-là leur théoricien, Karl Kautsky. Pourtant, ils n'ont rien fait dans le domaine de l'organisation pour se préparer à la situation qu'ils ont à affronter. Leurs premiers tracts contre la guerre seront des lettres manuscrites expédiées aux adresses tirées du fichier des femmes socialistes : l'appareil a confisqué la liberté d'expression du parti [3].

Deux grands noms parmi ces « résistants » symbolisent le passé antimilitariste et révolutionnaire, ceux de Karl Liebknecht et de Franz Mehring.

Le premier a quarante-trois ans. Il est le fils d'un des fondateurs du parti, Wilhelm Liebknecht. Mais il n'a jamais été un homme du sérail, et les gens de l'appareil n'ont aucune considération pour lui. Avocat, défenseur des pauvres, des émigrés de l'Est, surtout les Russes, et des simples soldats, il a été le populaire animateur des Jeunesses, l'auteur d'un fameux rapport sur *Militarisme et antimilitarisme* à leur 1er congrès, en 1906, qui lui a valu une condamnation à dix-huit mois de prison. C'est un tribun au grand cœur, un combattant, un agitateur, un symbole, mais pas une tête politique.

Franz Mehring, lui, est de la génération des pères fondateurs. Il a soixante-six ans. Cet intellectuel distingué, vaillant combattant de la démocratie venu au socialisme à l'heure de sa persécution, lui reste fidèle à l'heure des reniements. Critique et historien, il est celui de la social-démocratie allemande. Il a été après 1910 le « rassembleur » des gauches ; il ne saurait plus en être le dirigeant, voire seulement l'animateur.

En fait, c'est de l'Europe de l'Est que sont venus au début du siècle militants et idées révolutionnaires qui ont tant animé les débats internes. La Polonaise Rosa Luxemburg, quarante-trois ans, qui dirige aussi de loin un parti social-démocrate polonais, le SDKPiL, a été le chef de file le plus percutant de la gauche dans le débat contre les révisionnistes. Elle met en cause l'opportunisme des dirigeants, leur conservatisme et celui des chefs syndicalistes, et leur politique inavouée, le nationalisme rampant, l'adaptation à l'impérialisme allemand. C'est un cerveau puissant, une théoricienne de premier ordre, respectée et souvent haïe, écrivain et journaliste de talent, oratrice et agitatrice passionnée. Revenue en Pologne en 1905 pour participer à la révolution, elle a passé de longs mois en prison. C'est une vraie tête politique, celle de la gauche en Allemagne. Elle suscite beaucoup de respect mais aussi des haines féroces, comme femme, comme Juive, comme étrangère, comme révolutionnaire.

Son initiateur et longtemps compagnon dans la vie, le Polonais Leo Jogiches (Tyszka), est, lui, beaucoup moins connu. A quarante-quatre ans, il est un expert de l'activité

1. Nous citons au fur et à mesure les ouvrages qui nous paraissent essentiels.

2. « La Guerre et l'Internationale », dans *La Guerre et la révolution*, p. 62.

3. Nous avons utilisé essentiellement pour l'avant-guerre le livre de Schorske, *German Social-democracy 1905-1917.*

clandestine, un homme de l'ombre terriblement efficace qui, à la suite de leur rupture personnelle, a décidé de lui servir de bras pour les questions matérielles et d'organisation, dans lesquelles il excelle, avec des talents qui le font redouter.

Fait important, Rosa et Jogiches sont les seuls qui, dans le parti allemand, ont une authentique expérience de la révolution, de la clandestinité, de la prison. Tous deux ont joué un rôle important en Pologne au cours de la révolution russe de 1905, au cours de laquelle ils ont été traqués, arrêtés et longuement emprisonnés[4].

Derrière eux, il y a nombre de cadres solides parmi les anciens : citons seulement l'animatrice des Femmes socialistes, Clara Zetkin, cinquante-sept ans, très connue dans l'Internationale, amie personnelle de Rosa. Il y a aussi des centaines de jeunes intellectuels et surtout d'ouvriers socialistes, à l'usine ou à l'armée, qui ne renoncent pas.

Nombre de cadres ont été les élèves de Rosa Luxemburg à l'école du parti. Ainsi Paul Frölich, et August Thalheimer, trente ans tous deux, devenus journalistes et résolument « de gauche ». Les ouvriers de talent ne manquent pas, le maçon Heinrich Brandler, trente-trois ans, les métallos Fritz Heckert, trente ans, Jakob Walcher, vingt-sept ans, l'ouvrier en chaussures Willi Münzenberg, vingt-quatre ans, et, malgré la trahison de beaucoup de jeunes intellectuels, d'autres qui passent au premier plan justement en ces moments décisifs : ainsi Paul Levi, trente et un ans, avocat de Rosa et son compagnon dans les mois qui précèdent la guerre.

Citons à part, car il est véritablement un homme à part, un Galicien qui a milité d'abord dans le parti polonais de Rosa Luxemburg. Il s'agit de Karol Sobelsohn, devenu journaliste en Allemagne, où il s'est installé en 1908. Un franc-tireur que Rosa Luxemburg exècre, qui sera connu sous le pseudonyme de Karl Radek, vingt-neuf ans, visage simiesque et plume au vitriol, souvent accusé de déloyauté et même d'indélicatesse. Isolé, exclu du parti allemand, il se réfugie en Suisse, se lie avec Lénine et l'aide à constituer une fraction internationale, puis se heurte à lui sur la question de l'autodétermination nationale[5].

D'AOÛT 1914 AUX PREMIERS MOUVEMENTS DE MASSE

C'est Rosa qui est le moteur de la résistance à la guerre. Elle sous-estime la tâche aux premières heures avant d'en réaliser l'ampleur, sans l'aide du moindre appareil, face à la double répression du Parti social-démocrate et de l'État. Bientôt, pourtant, des militants ouvriers, avec des moyens artisanaux mais un moral inébranlable, apportent leur aide. Rosa va publier les premières *Lettres de Spartacus* autour desquelles, dans une organisation étroitement contrôlée par Jogiches, se rassemblent les forces résolues à combattre la guerre.

Karl Liebknecht, à la réunion du groupe des députés, a combattu pour le vote contre les crédits de guerre, mais il s'est incliné devant la « discipline ». Dûment chapitré par Rosa, copieusement engueulé par les métallos de Stuttgart, il s'aligne ensuite sur ses camarades de gauche. Son vote contre les crédits de guerre en décembre 1914, sa formule « L'ennemi principal est dans notre pays », son arrestation enfin, le 1er mai 1916, alors qu'il manifeste dans son uniforme de territorial au cœur de Berlin en distribuant des tracts contre la guerre, en font un héros international[6].

En 1916, ils sont tous deux en prison. Mais, pour des milliers de travailleurs, et même des soldats français dans les tranchées, ils sont un drapeau de la révolution, les meilleurs

4. Parmi les biographies de Rosa Luxemburg, celles de P. Frölich, J.-P. Nettl et G. Badia sont les plus complètes.
5. Nous avons utilisé pour cette présentation essentiellement P. Broué, *Révolution en Allemagne 1918-1923.*
6. Élie Reynier, qui fut mon maître à penser, m'a raconté que c'était, pas très loin du front, une boulangère française qui lui avait appris la manifestation berlinoise de Liebknecht, qu'elle tenait elle-même d'un prisonnier allemand.

disciples de la vieille école socialiste, ceux qui n'ont pas renié ses enseignements. Le groupe qu'ils ont fondé, privé de nombreux militants, tués au combat ou condamnés à la prison, continue une précaire activité clandestine. D'abord appelé groupe Internationale, il est devenu groupe Spartakus. En mai 1916, le groupe clandestin des ouvriers social-démocrates des grandes usines de Berlin, les Délégués révolutionnaires *(Revolutionäre Obleute)*, qui sont en train de devenir une véritable direction révolutionnaire des travailleurs berlinois, organise une grève de protestation de 55 000 métallos en solidarité avec Liebknecht, qui passe en jugement [7].

LES RUSSES

Plekhanov s'étant rallié à l'union sacrée avec le tsarisme contre le militarisme allemand, les social-démocrates russes hostiles à la guerre, les révolutionnaires qui dénoncent la faillite de l'Internationale n'ont personne qui possède le prestige d'une Rosa Luxemburg ou d'un Karl Liebknecht. Mais ils disposent pourtant d'un atout considérable. Ils ont un parti, ce que les amis de Rosa n'ont pas – et c'était précisément cette dernière qui disait alors en toute conviction qu'il valait mieux le pire des partis que pas de parti du tout. C'est récemment que la scission a été consommée définitivement au sein du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR), mais Lénine et sa « fraction » bolchevique ont conservé la majorité, donc le titre et la légitimité de parti historique des travailleurs et des socialistes russes.

Les Russes sont certes méconnus dans les rangs des partis européens de l'Internationale, mais ils sont connus, même s'ils ne sont pas aimés, dans ses congrès et leurs états-majors. On leur reproche bien sûr leur radicalisme, voire un certain aventurisme. En réalité, ce sont des conspirateurs, des révolutionnaires trempés dans l'activité clandestine, qui ont connu la prison, le bagne, l'exil pendant des années, et aussi les spectaculaires évasions, la fuite à l'étranger, l'aide et la solidarité internationales.

Dans le reste du monde, on connaît un peu Lénine (Vladimir Ilyitch Oulianov), quarante-quatre ans, qui a fondé à l'étranger l'*Iskra*, ce journal autour duquel se sont organisés dans l'Empire russe les groupes clandestins d'ouvriers social-démocrates et de révolutionnaires professionnels. Il a été le dirigeant de la scission d'avec les mencheviks en tant que chef incontesté de la fraction bolchevique (majoritaire). C'est un véritable Européen, qui a séjourné en Pologne, en Allemagne, en France, en Suisse, où il va vivre pendant la guerre. Il a ferraillé dans les congrès internationaux contre l'opportunisme et les « intrigues », sur la question des « expropriations » et des finances. Il est en Suisse quand la guerre éclate, et, sur le coup, refuse de croire à la « trahison » des social-démocrates allemands. C'est un excellent débatteur, plus pédagogue que tribun, et un polémiste redoutable à la plume acérée.

De son entourage, on connaît surtout son principal lieutenant en émigration, Radomylsky, dit Zinoviev, trente et un ans, qu'on appelle Gricha et qui a fort mauvaise réputation car c'est à lui qu'il confie les basses besognes : on ne sait pas qu'il est un orateur au souffle inépuisable, car il n'a pas encore trouvé d'auditoire à sa mesure. L'homme de confiance de Lénine, c'est Alexandre, le métallo Chliapnikov, dit Bélénine, trente ans. Il a vécu en Europe occidentale de 1908 à 1914, parle bien français, un peu allemand et anglais. Au début de 1914, il revient à Saint-Pétersbourg, avec un faux passeport français, travaille en usine et retourne à Stockholm en septembre pour organiser le transport en Russie, par la Suède, des lettres, des hommes et de la « littérature ». Il se

7. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 78-79.

met aussitôt au travail, après avoir pris contact avec les hommes qui ont déjà aidé dans ces tâches après une rencontre avec Lénine en 1910, les socialistes Zett Höglund et Ström : dès novembre, le courrier circule et le *Sotsial-demokrat* est expédié dans des lots de bottes. Lénine a donc repris contact avec son parti.

Lors des premières condamnations de dirigeants bolcheviques, Chliapnikov envoie à Petrograd un dirigeant socialiste suédois, Gustav Möller, en « homme d'affaires ». Lui-même séjourne d'avril à août à Londres, travaillant à l'usine Fiat, et réussit à se procurer le matériel pour faire de faux papiers et de l'argent pour son travail. A son retour, il repart presque aussitôt pour la Russie, sa mission étant d'établir une solide « route du Nord » et un bureau du parti dans la capitale. Il réussit à atteindre Petrograd, la dernière partie de son voyage étant assurée par des militants finlandais. Malgré la résistance du bureau du parti de Petrograd, et grâce aux contributions financières du grand écrivain Maksim Gorky, il crée le « bureau du CC », comme Lénine le lui a demandé, et, après quatre mois, repart en février 1916, ayant vérifié que tout fonctionne.

A son retour il découvre une dangereuse affaire. Un ancien militant devenu nationaliste estonien, Alexander Keskülla, a profité de sa place dans le réseau pour « informer » les Allemands et les pousser à « utiliser » Lénine et les bolcheviks. La police suédoise est sur les dents, Boukharine va être expulsé, les militants suédois sont arrêtés et condamnés. Réfugié à Oslo, Chliapnikov doit aller se procurer de l'argent jusqu'aux États-Unis et reste hors d'Europe de juin à octobre 1916, date de son retour à Petrograd. Il va refonder un « bureau du CC », qui est encore en place quand éclate la révolution. Son rôle, pendant ces trois années, a été capital[8].

Les noms de Kamenev, trente et un ans, intellectuel cultivé et discret, député à la Douma qui a refusé de se reconnaître « défaitiste » devant le tribunal en 1915, et de Malinovsky, trente-huit ans, métallo à la grande gueule – en réalité agent provocateur de la police tsariste, l'Okhrana –, leaders des bolcheviks à la Douma, ne sont connus que de rares initiés. La masse des cadres, révolutionnaires professionnels, ouvriers d'usine, intellectuels, est totalement inconnue en Occident, et sans doute dirigeants et militants n'imaginent-ils même pas ce que peut être cette puissante avant-garde rompue au travail clandestin, enthousiaste et disciplinée.

A l'extérieur du Parti bolchevique, mais se rapprochant de plus en plus de lui, après sa rupture de 1906 avec la fraction menchevique, il y a Trotsky, Lev Davydovitch Bronstein, trente-trois ans, le seul homme de cette génération de révolutionnaires à avoir joué, encore très jeune, un rôle prééminent dans une révolution puisqu'il fut en 1905, à vingt-six ans, président du soviet de Saint-Pétersbourg. Il s'est fait une réputation mondiale par sa retentissante défense, accusatrice du régime tsariste, lors de son procès. Journaliste, sillonnant l'Europe avant la guerre, Trotsky est bien connu dans tous les partis socialistes. A l'été 1914, il a réussi à s'installer à Paris, où il est correspondant de guerre d'un journal d'Ukraine. Bientôt, il édite dans la capitale française une feuille internationaliste quotidienne légale qui change souvent de nom à cause de la répression : le plus illustre fut *Naché Slovo* (Notre Parole). Mais en 1916 la police française l'expulse. D'Espagne, où il fait de la prison, il gagne les États-Unis et occupe très vite une place importante au sein du parti socialiste américain.

Il y retrouve le tout jeune bolchevik Nikolaï Boukharine, venu de Suède, qui s'est opposé à Lénine sur la question de l'autodétermination nationale. Boukharine et Trotsky sont en désaccord sur les rythmes de la scission et de la construction de nouvelles

8. Les développements ci-dessus ont été reconstruits à partir du livre de M. Futtrell, *Northern Underground*, et d'A. Chliapnikov, *On the Eve of 1917*.

organisations, que Boukharine désire commencer immédiatement. Mais la révolution russe éclate avant la révolution américaine. Trotsky, suivi à la trace par un agent secret britannique qui parvient à le faire débarquer et interner au Canada, ne rejoint pas sans mal la Russie en révolution. A son arrivée, il y découvre l'existence d'une véritable organisation de 150 membres environ, qu'il a contribué à créer avant la guerre et qui se réclame de lui, l'« organisation interrayons ». Très vite, avec elle, il rejoint Lénine et le Parti bolchevique [9].

DEUX HOMMES A PART

Dans le camp des adversaires de la guerre grandit le rôle d'un homme exceptionnel par sa personnalité et qui n'entre dans aucune catégorie. Khristian Rakovsky (ou Christian Racovski) a quarante et un ans en 1914. Il est né bulgare, mais, en 1914, il est de nationalité roumaine et chef du parti socialiste de ce pays. Il a milité déjà en Suisse, où il a été l'organisateur d'un congrès international d'étudiants, en France, en Allemagne, en Russie. Il a hérité d'une grosse fortune qui lui permet de vivre et de financer les activités et les journaux socialistes. Il a financé l'*Iskra*. Il finance son propre parti, mais aussi le journal de Trotsky à Paris. En tant que citoyen d'un pays neutre de 1914 à 1916, il a des facilités de communications et de déplacements. Il ne dispose pas d'un appareil à proprement parler, mais d'un réseau extrêmement riche et varié. Il jouit aussi d'un énorme prestige personnel dans les rangs socialistes, et c'est là sans doute qu'il faut chercher l'origine des calomnies qui vont le traquer pendant toute la guerre, tendant à faire de lui un agent de l'Autriche, puis de l'Allemagne, de l'« étranger » en tout cas, comme il sied à tout homme que l'on veut désigner au bras des assassins.

Cet internationaliste vraiment international est depuis plusieurs années membre du Bureau socialiste international (BSI) de la IIe Internationale, anime les partis social-démocrates des Balkans, dont il a réussi à constituer la fédération. Ami personnel de Trotsky, il est une figure légendaire parce que c'est lui qui a fait connaître au monde l'épopée et l'odyssée des marins du *Potemkine*, dont il a été l'efficace protecteur en 1905. Il a entraîné le parti roumain et les autres partis des pays balkaniques dans l'opposition à la guerre. Surtout, réussissant pendant la guerre à entrer en contact avec Lénine comme avec Trotsky, avec Paul Levi aussi, le représentant de Spartakus, il a été l'inspirateur et dans une large mesure l'organisateur des conférences socialistes internationales et de la naissance du mouvement antiguerre qu'on appellera « zimmerwaldien ». Adversaire de l'entrée de la Roumanie dans la guerre, cible de plusieurs attentats, il est littéralement kidnappé par la police roumaine et disparaît en prison en septembre 1916. Il a déjà cristallisé sur sa personne bien des espérances. Comme celui de Trotsky, son nom est connu des socialistes du monde entier. Il joue un rôle important dans la préhistoire de notre sujet [10].

L'Écossais John Maclean, le très populaire Johnny, trente-cinq ans en 1914, enseignant, socialiste antiguerre, partisan du défaitisme révolutionnaire, fondateur du Collège ouvrier d'Écosse à Glasgow, est l'autorité reconnue dans la classe ouvrière de la Clyde. Les Russes le considèrent comme l'égal de Liebknecht. Lui-même se considère dès 1915 comme un « léniniste » [11].

9. Voir P. Broué, *Trotsky*.
10. P. Broué, *Rakovsky*.
11. W. Kendall, *The Revolutionary Movement in Britain*.

DES DIVERGENCES DE TAILLE

Ce n'est pas une petite affaire que d'opérer un tournant de l'ampleur de celui que proposent ces hommes et ces femmes. Des millions de travailleurs, même désappointés, profondément déçus, ne changent pas de parti et a fortiori d'Internationale comme on change de chemise quand on l'a trop longtemps portée.

Tous ceux que nous venons de voir et d'apprendre sommairement à connaître sont persuadés que la IIe Internationale a vraiment fait faillite et qu'il faut la remplacer par une nouvelle qui soit, elle, capable de mener sa tâche à bien. Mais des questions aussi difficiles que celle-ci est fondamentale sont néammoins posées. Quelle Internationale ? La même, renouvelée ? La même, améliorée ? Une autre, sur une base nouvelle ? Laquelle ? Quand ? Enfin et surtout, comment ? Car les partis de la IIe Internationale sont encore là, ne vont pas mourir de mort naturelle, même s'ils sont bien malades. Et si, avec optimisme, on les considère tous comme morts, encore est-il clair qu'il va falloir déblayer la route de leurs cadavres encombrants et de bien des débris, et que la nouvelle Internationale ne va pas avancer d'un pas égal le long d'une large avenue rectiligne.

Dès 1914, les divergences apparaissent en effet considérables à travers les positions respectives de Lénine, Rosa Luxemburg, Liebknecht, Trotsky, Rakovsky.

PERSPECTIVES DE LÉNINE

Lénine s'est exprimé le premier, le 24 août 1914, dans un projet de texte pour son comité central. Selon lui, face à la guerre « bourgeoise, dynastique, impérialiste », l'attitude des dirigeants socialistes est une « trahison pure et simple du socialisme » ; il ne leur reproche pas de n'avoir pu l'empêcher mais de s'être alignés sur ce qu'il appelle la position criminelle de leurs gouvernements, en abandonnant la position de la classe ouvrière. Ce sont les social-démocrates allemands qui portent la responsabilité principale, dans l'enchaînement des événements, de ce qu'il appelle la faillite idéologique et politique de l'Internationale. Mais la raison historique de cette faillite est selon lui « l'opportunisme bourgeois », fruit de la pression des couches privilégiées de travailleurs, de l'aristocratie ouvrière mieux payée que la masse et de la bureaucratie ouvrière des partis et des syndicats.

Août 1914 marque à ses yeux un tournant dans le développement du socialisme, jusqu'à présent relativement pacifique, l'entrée dans une période d'actions révolutionnaires, la rupture avec l'opportunisme et son expulsion des partis ouvriers étant désormais à l'ordre du jour. Pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, ce n'est pas l'unité de la classe ouvrière qui est nécessaire mais son unité révolutionnaire. Pour cela, il faudra passer par la scission et, dans l'immédiat, la préparer.

Dans *Le Socialisme et la guerre*, il ébauche les perspectives. Pour fonder une nouvelle Internationale, il faut que la volonté en existe dans plusieurs partis, et, de ce point de vue, c'est l'Allemagne qui constitue le secteur décisif. Si les conditions mûrissent pour que soit constituée une nouvelle Internationale débarrassée de l'opportunisme et du chauvinisme, le Parti ouvrier social-démocrate (bolchevique) y prendra sa place. Si la transformation et l'épuration s'annoncent plus longues, le parti demeurera dans l'ancienne Internationale jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire[12].

12. Lénine, *Œuvres*, t. XXI.

PERSPECTIVES DE ROSA LUXEMBURG

Tout le monde, et d'abord Lénine, comprend que le petit groupe qui se constitue dans les premiers jours de la guerre autour de Rosa Luxemburg est appelé à jouer un rôle décisif dans la question de l'Internationale. Ce groupe est d'accord avec Lénine pour constater la faillite de la IIe Internationale et la nécessité historique de la IIIe. Mais à partir de là les désaccords commencent. A son ami Kostia Zetkin qui venait de dire qu'il voulait « démissionner du parti », Rosa Luxemburg, le 2 août 1914, a fait cette réponse caractéristique de son mode de fonctionnement intellectuel : « Ton "démissionner du parti" m'a fait rire. Espèce de grand enfant, ne voudrais-tu pas par hasard "démissionner du genre humain" ? En présence de phénomènes historiques de cette ampleur, toute colère doit céder la place à une réflexion froide et à une action opiniâtre [13]. »

Rosa Luxemburg semble considérer que Lénine restreint singulièrement les causes de la faillite. Elle ne conteste pas le rôle de l'opportunisme, mais attache beaucoup d'importance aux questions d'organisation. Elle souligne en effet que la social-démocratie allemande, profondément atteinte, ne pouvait redevenir « une force révolutionnaire active » par ce qu'elle appelle « de simples programmes et manifestes, une discipline mécanique ou des formes d'organisation désuètes [14] ». Car, à ses yeux, le fait qu'un organisme de 4 millions d'hommes, la social-démocratie allemande, ait pu être contraint par « une poignée de parlementaires » à une volte-face complète sur ce qui était sa raison d'être pose la question de ses vertus tant célébrées, et en particulier de son « organisation » et de sa « fameuse discipline ». Le facteur décisif dans l'histoire, pour Rosa, c'est la volonté consciente des grandes masses, la conscience de classe, l'intervention résolue et énergique des révolutionnaires au sein de la classe ouvrière. Pas de scission, donc, action sans réserve contre la trahison et pour la mobilisation des travailleurs dans la lutte contre la guerre. Pas de « défaitisme révolutionnaire », ni de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile », comme chez Lénine, mais une lutte contre la guerre développant dans l'action la « volonté consciente des grandes masses » [15].

A bien des moments pourtant les divergences semblent noyées dans une certaine confusion. En 1915, Karl Liebknecht lance sa célèbre formule « L'ennemi principal est dans notre propre pays » et écrit : « Guerre civile, pas paix civile », tout en affirmant que la nouvelle Internationale naîtra sur les ruines de l'ancienne, ce qui enchante Lénine. L'année suivante, pourtant, il reprend le thème de Rosa : l'Internationale ne sera pas reconstruite par « une douzaine de personnes », mais par « l'action de millions d'hommes ».

En janvier 1917, Rosa Luxemburg dit encore nettement : « Il est toujours possible de sortir de petites sectes ou de petits cénacles, et, si l'on n'y veut pas rester, de se mettre à bâtir de nouvelles sectes ou de nouveaux cénacles. Mais ce n'est que rêverie irresponsable que de vouloir libérer toute la masse des prolétaires du joug le plus pesant et le plus dangereux de la bourgeoisie par une simple "*sortie*" [16]. »

LES AUTRES ACTEURS

Dans une brochure sur *L'Internationale et la guerre* publiée en Suisse et diffusée clandestinement en Allemagne par les gauches, Trotsky a également pris position dès

13. G. Badia, *Rosa Luxemburg épistolière*, p. 197.
14. *Spartakusbriefe* (éd. 1958), p. 139.
15. Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 81.
16. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 82.

l'été 1914. En août, dans la préface de *L'Internationale et la guerre*, qui provoquera les premiers regroupements, il explique le gigantesque travail accompli par la IIe Internationale dans le domaine de la culture et assure que la nouvelle époque va apprendre au prolétariat à « combiner les vieilles armes de la critique avec la nouvelle critique des armes ». Il affirme : « Ce n'est pas le socialisme qui s'est effondré, mais sa forme historique extérieure temporaire. L'idée révolutionnaire commence sa nouvelle vie en brisant sa rigide carapace [...]. La vieille taupe de l'histoire est en train de bien creuser ses galeries et nul n'a le pouvoir de l'arrêter. » Il assure aussi que son livre tout entier est, « de la première à la dernière page, écrit avec dans la tête l'idée de la Nouvelle Internationale toujours présente, cette Nouvelle Internationale qui doit naître du cataclysme mondial actuel, l'Internationale du dernier conflit et de la victoire finale [17] ». Mais plus il se rapproche de Lénine et plus la polémique fait rage entre eux. Lénine lui reproche en effet sa lenteur à rompre avec les éléments pacifistes et son refus du « défaitisme révolutionnaire ».

Il en est de même pour Rakovsky, d'abord sur une position « neutraliste » avec son parti, mais que Trotsky amène peu à peu sur une position de classe fortement antichauvine, cependant que Lénine les critique tous deux férocement. Rakovsky a commencé par une polémique contre les socialistes français qui a exercé une grande influence dans le mouvement ouvrier français, Parti socialiste et CGT. En 1916, il va lancer et faire acclamer le mot d'ordre de IIIe Internationale dans un meeting de masse à Berne.

John Maclean, qui a pendant toute la guerre un comportement héroïque, ne participe pas aux grands débats. Il enseigne l'économie marxiste, organise, anime grèves et manifestations ouvrières. Il est révolutionnaire, partisan du défaitisme révolutionnaire, mais écrit plus de pages sur la nécessité du Parti communiste écossais que sur celle de l'Internationale communiste, qui fera pourtant de lui l'un de ses présidents d'honneur.

Les autres acteurs sont les membres des fractions et petites organisations précitées, qui s'activent : tirage et distribution de tracts, diffusion de textes théoriques, de brochures clandestines, voyages comme courriers ou porteurs de matériel, agents de liaison. Ils se retrouvent en prison dans tous les pays belligérants, sont envoyés au front quand ils sont en âge de porter les armes.

Deux exceptions cependant : les éléments avancés des PS des pays neutres qui serviront de support à l'activité internationale. Au premier rang, le Suisse Fritz Platten.

« Les masses » bougent-elles ? Un peu. On enregistre quelques frémissements, c'est-à-dire que l'opposition à la guerre déborde des cénacles et des discussions internes, et que commence dans les usines et dans la rue la lutte contre ses conséquences. La vallée industrielle de la Clyde, en Écosse, est le théâtre d'une agitation continuelle. Déjà, en novembre 1915, 9 000 travailleurs ont fait grève pendant dix-huit jours. Quand, le 5 janvier 1916, le gouvernement propose son projet de loi sur la conscription, les ouvriers du comité de la Clyde sont les premiers à réagir et à organiser l'agitation.

Bientôt, le Russe Piotr Petrov (en Écosse, Peter Petroff), lié à Trotsky et Lénine, collaborateur de Maclean, mari de l'ancienne correspondante de la presse social-démocrate allemande Irma Hellrich, est arrêté. Le 6 février, Maclean l'est à son tour, puis est incarcéré à Édimbourg. Le 11 avril 1916, il est condamné par la Haute Cour à trois ans de prison et envoyé au pénitencier de Peterhead. Mais à la mi-juillet 1916 200 000 mineurs font reculer les patrons et le gouvernement sur les règles répressives qu'on prétend leur appliquer. En novembre, ce sont les métallos de Sheffield qui l'emportent sur la question du contrôle des sursis [18].

17. Cité par P. Broué, *Trotsky*, p. 146-147.
18. W. Kendall, *op. cit.*, p. 116-140.

A plusieurs reprises, à Berlin, en 1915, ont lieu des manifestations de quelques centaines de femmes pour le ravitaillement, de plusieurs milliers de personnes en novembre 1915 sur l'avenue Unter den Linden à Berlin, quelques semaines plus tard à Neukölln et sur la Potsdamen Platz, préparées systématiquement par des tracts hectographiés [19]. Une dialectique se crée entre les initiatives des groupes et la réponse de la rue.

En juillet 1916, de grandes manifestations ont lieu en Roumanie contre l'éventualité d'une entrée en guerre du pays. La police tire à Galatzi, faisant six morts et de nombreux blessés. Le gouvernement roumain arrête Rakovsky, puis le libère précipitamment par crainte de ne pouvoir maîtriser les réactions ouvrières [20].

Aleksandr Chliapnikov a donné dans ses souvenirs de cette époque une description de la position des bolcheviks clandestins dans la Russie en guerre :

> Nos petites organisations, dispersées autour des usines, des fabriques et des mines, se préparaient à la lutte. A cette époque, elles n'avaient aucune recette militaire à leur disposition, et elles n'étaient pas aussi bien armées que les détachements policiers du tsar ; mais cela ne démoralisait pas nos combattants, armés qu'ils étaient seulement d'une soif de se battre et de gagner. Tout ouvrier avait l'idée vague que sous ces gros manteaux gris, les cœurs des soldats battaient au rythme de ses propres désirs. La tâche du prolétariat, c'était d'amener l'armée dans un front révolutionnaire contre le tsar, les grands propriétaires, la bourgeoisie et la guerre [21].

Dès la fin de 1916 éclatent des grèves ouvrières, à Lougansk notamment puis à Petrograd ; à Moscou, manifestation des soldats d'un régiment d'infanterie contre la répression par la police de la grève d'une usine voisine, grève politique aussi contre le procès de l'organisation clandestine des marins bolcheviques. Le parti existe, plus fort sans doute qu'en aucun autre pays : 3 000 clandestins à Pétersbourg, selon un rapport de Chliapnikov, mais aussi 150 à Nijni-Novgorod, 120 à Kharkov, où l'on pense que la révolution sociale va bientôt exploser [22].

CONTACTS INTERNATIONAUX

Bientôt les contacts reprennent entre socialistes adversaires de la guerre, qu'ils soient de la nuance « pacifiste » ou de la tendance « révolutionnaire ». Les socialistes des pays neutres jouent à cet égard un rôle décisif. Ce sont en général des pacifistes, ceux que Lénine appelle des « centristes ». Il ne saurait en être autrement puisque les principaux représentants des autres courants révolutionnaires refusent de s'engager avec Lénine et les bolcheviks dans la voie qui mène à la nouvelle Internationale.

D'ailleurs, il y a désaccord sur les objectifs mêmes de la lutte : tant les Allemands du groupe de Rosa Luxemburg que Trotsky refusent la notion de « défaitisme révolutionnaire », à laquelle Lénine tient énormément dans la mesure où elle lui paraît la seule qui puisse unir les socialistes des pays en guerre, puisque, sur cette ligne, ils doivent se retrouver exactement à l'opposé des chauvins, en œuvrant tous à la défaite de leur propre bourgeoisie, c'est-à-dire de la bourgeoisie mondiale. Rosa Luxemburg et Trotsky estiment quant à eux que la lutte contre la guerre est en soi révolutionnaire si elle n'est bridée par aucune préoccupation de défense nationale.

Les choses ne peuvent aller vite. Lénine en a conscience, qui écrit :

> Pour fonder une organisation marxiste internationale, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans différents pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le

19. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 76.
20. P. Broué, *Rakovsky*, p. 109.
21. A. Chliapnikov, *op. cit.*, p. 225.
22. Rapport du même, *ibidem*, p. 181-184.

plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhérera avec joie à cette IIIe Internationale épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Autrement, cela voudra dire que cette épuration exige une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre parti formera l'opposition la plus extrême au sein de l'ancienne Internationale jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire[23].

Au départ, les bolcheviks sont d'ailleurs dans un isolement presque complet. Les seuls avec qui ils puissent s'allier sont de petits groupes presque marginaux : les social-démocrates hollandais qui ont formé le groupe « tribuniste » des Pays-Bas, la poétesse Henriëtte Roland-Holst, cinquante-cinq ans, et deux militants influents en Allemagne, le grand astronome Anton Pannekoek, quarante et un ans, et le poète Hermann Gorter, cinquante ans, aux Pays-Bas. Avec eux il y a les militants de Brême proches de Pannekoek qui ont des liens avec le *Bremer-Bürgerzeitung*, Karl Radek et le groupe berlinois de Julian Borchardt, quarante-six ans, qui édite *Lichtstrahlen* et va constituer les Socialistes internationaux d'Allemagne (ISD). Les bolcheviks exilés en Suède, avec Boukharine, nouent d'autres contacts. On peut suivre dans la correspondance de Lénine, notamment avec Radek, ses efforts et ses espérances pour la constitution d'un groupe international, Stern (L'Étoile), qui ne verra pas le jour.

L'intervention de Rakovsky

Rakovsky, qui était membre du Bureau socialiste international, avait déjà joué un rôle déterminant dans le refus du PS serbe de voter les crédits de guerre. Sa correspondance avec le guesdiste Charles Dumas avait été décisive pour l'organisation des adversaires de la guerre en France. La courageuse attitude du parti roumain renforçait son prestige. Ses initiatives au cours de l'année 1915 en font un acteur de premier plan sur la scène du socialisme international. Son objectif est de regrouper les adversaires de l'union sacrée dans la guerre. Il prend son bâton de pèlerin.

Fin février 1915, il est à Rome, prend contact avec le PSI puis se rend en Suisse pour rencontrer les dirigeants du PS suisse. En mai, il est à Paris et rencontre longuement Trotsky, à qui il rend compte de ses discussions et avec qui il met au point les grandes lignes de la conférence que vont convoquer les socialistes suisses. Il repasse au retour par la Suisse afin de rencontrer Lénine, de l'informer et de connaître ses intentions. A tous, il assure que le prolétariat peut mettre fin à la guerre, comme l'a montré la guerre des Balkans, qui s'est terminée « quand les socialistes ont fait la grève des tranchées et proclamé l'idée de la lutte de classes ».

En juillet, il est à Bucarest à la conférence – qu'il a convoquée – des partis social-démocrates de Serbie, de Roumanie, de Grèce et du parti des *tesnjaki* bulgares. Il entraîne derrière lui la conférence, fait voter un manifeste exigeant la fin de la guerre, une position de principe contre « la collaboration de classes, le social-patriotisme, le social-impérialisme et l'opportunisme », et obtient qu'elle envoie l'expression de sa profonde admiration à Rosa Luxemburg, à Karl Liebknecht et aux socialistes des pays belligérants qui sont restés « loyaux à l'Internationale ». La constitution de cette Fédération balkanique est, de toute évidence, une façon spectaculaire de « rétablir l'Internationale », selon la formule qu'il utilise[24].

23. Lénine, *Œuvres*, t. XXI, p. 342.
24. P. Broué, *Rakovsky*, p. 109-111.

ZIMMERWALD

La conférence socialiste internationale se tient dans le petit village de Zimmerwald du 5 au 8 septembre 1915. Le PS suisse y a invité tous les partis et organisations ouvrières prêts à lutter contre la guerre par les méthodes de la lutte prolétarienne de classe et opposés à la « paix civile » que prêchent les partisans de l'union sacrée. Trente-six délégués, venant de dix-neuf pays et tenant à peu de choses près, comme l'a signalé Trotsky, dans quatre voitures. Personne n'est venu du groupe de Rosa Luxemburg.

Les présents sont divisés en trois tendances : une majorité qui est prête à réclamer la paix générale mais refuse d'envisager la scission de la IIe Internationale ; une minorité de huit délégués, la gauche, conduite par Lénine, qui se prononce pour construire la IIIe Internationale. Entre les deux, un centre, avec Rakovsky, Trotsky, Angelica Balabanova, le Suisse Grimm[25].

Le *Manifeste*, rédigé par Trotsky et à propos duquel Lénine et Rakovsky ont eu un heurt sérieux, met l'accent sur la lutte contre la guerre par les moyens de classe, sur le refus catégorique et définitif de toute union sacrée. Lénine et les siens se sont prononcés contre en commission, mais ils le votent en séance plénière, ce que Lénine va expliquer en écrivant : « Que ce manifeste fasse un pas en avant vers une véritable lutte contre l'opportunisme,vers la rupture et la séparation d'avec lui, c'est un fait. Nous serions sectaires si nous refusions de faire ce pas en avant ensemble[26]. »

A l'issue de la conférence, la majorité constitue une Commission socialiste internationale (CSI) dont font partie notamment Angelica Balabanova et Rakovsky. Le grand discours de ce dernier à Berne le 8 février 1916, prise de position retentissante en faveur d'une nouvelle Internationale[27], suscite un regain des calomnies qui faisaient de lui un « agent allemand »[28].

Lénine s'attache à organiser la gauche de Zimmerwald avec les amis de Pannekoek et Karl Radek. Ce n'est pas un succès immédiat, il a des problèmes avec Radek – encore sur la question de l'autodétermination nationale –, et finalement Pannekoek ne trouve pas l'argent qui permettrait de continuer la publication au-delà du nº 2. Tout de même, comme l'écrit Radek, ce qui compte, c'est qu'en s'associant au mouvement zimmerwaldien les militants révolutionnaires sont partis de l'idée qu'« il était impossible de former d'emblée une organisation de combat à partir des débris de l'ancienne Internationale[29] ».

NOUVEAUX POINTS D'APPUI

En réalité, des forces nouvelles commencent à se dégager de la lutte des idées et des combats de classe renaissants, dans de nombreux pays et souvent sous l'influence directe des réfugiés révolutionnaires russes.

En France, Trotsky et le groupe de *Naché Slovo* se sont liés au noyau syndicaliste révolutionnaire de *La Vie ouvrière* de Pierre Monatte et Alfred Rosmer, qui agit d'abord dans la CGT puis s'élargit au PS avec des éléments socialistes comme Fernand Loriot et le jeune intellectuel Raymond Lefebvre. Syndicalistes et socialistes antiguerre vont se retrouver au Comité pour la reprise des relations internationales. L'influence de *Naché Slovo* est euro-

25. La bibliographie est abondante ; nous renvoyons ici notre *Rakovsky*, p. 111-112.
26. *Sotsial-demokrat*, 11 octobre 1915.
27. P. Broué, *Rakovsky*, p. 115.
28. *Ibidem*, p. 113-118.
29. K. Radek, *Lichtstrahlen*, nº 1, 3 octobre 1915.

péenne. Le bolchevik Petroff, émigré en 1907, et l'ouvrier tailleur Fineberg ont traduit en Grande-Bretagne les principaux articles de Trotsky et les ont fait connaître notamment à Maclean qui écrira pour lui l'histoire des grèves de la Clyde [30]. Les traductions allemandes des articles de Trotsky paraissent dans le *Berner Tagwacht* et sont envoyées à Liebknecht, qui, à la fin de la guerre, connaît tous les écrits de Trotsky.

En Suède, les émigrés russes bolcheviques ou proches sont en contact avec les Suédois qui travaillent depuis des années à transporter les matériaux et les hommes jusqu'en Russie. Au congrès de Copenhague, en 1910, Lénine a discuté avec deux socialistes finlandais, Sirola et Wiik, de la question des « routes ». Il s'est même rendu en Suède pour convaincre le jeune socialiste Zett Höglund d'aider les bolcheviks en ce domaine. Boukharine, Kollontaï se sont liés avec plusieurs responsables socialistes. Le dirigeant des jeunesses et éditeur du journal *Stormklockan*, Zett Höglund, avec son camarade Ture Nerman, a rencontré Lénine à la veille de la conférence de Zimmerwald. Il est condamné pour « haute trahison » en 1916. Une puissante aile gauche est animée par Otto Fredrick Ström, avocat, secrétaire du parti suédois en 1911, écarté en 1916. Elle est en liaison avec la gauche qui se développe dans le Parti ouvrier norvégien [31].

Aux États-Unis naît un noyau cosmopolite qui se réunit le 14 janvier 1917 pour décider de sa stratégie dans le PS américain. Il y a là quatre Russes – Trotsky, Boukharine, Kollontaï, Goldstein-Volodarsky –, le Japonais Katayama Sen, le Hollandais Rütgers et quatre Américains, dont Louis Fraina, vingt-quatre ans, ancien dirigeant du Socialist Labor Party (SLP) et militant des Industrial Workers of the World (IWW), l'un des chefs de file de la gauche du PS, signataire d'une motion pour le congrès avec Trotsky et partisan proclamé d'une nouvelle Internationale [32].

En Grande-Bretagne, l'héroïque John Maclean incarne la lutte révolutionnaire contre le chauvinisme ; il est le Liebknecht britannique, en liaison avec Petroff et Litvinov, qui travaille dans l'édition sous le nom de Harrison, sert de correspondant aux bolcheviks. Les éléments dirigeants des grèves de la Clyde, les militants du SLP, sont proches des zimmerwaldiens. Maclean connaît Trotsky et écrit pour *Naché Slovo*. En 1916, un bateau russe vient mouiller dans la baie de la Clyde et 200 marins débarquent pour assister à un meeting de protestation contre l'emprisonnement de Maclean et de leur compatriote Petroff, héros de la révolution de 1905 [33].

Les dirigeants et les militants de Suisse ont été soumis à la pression constante et ont subi l'influence des bolcheviks et autres émigrés. Si Robert Grimm, le leader du PSS, est resté un authentique centriste, Fritz Platten, qui avait déjà participé à la révolution de 1905, est tout acquis aux bolcheviks. Sur place, Lénine, qui a gagné deux fidèles, le Polonais Bronski et le jeune Allemand Willy Münzenberg, se bat pour gagner des individualités. Les Allemands du groupe Spartakus ont demandé à Paul Levi, réformé, d'assurer en Suisse les relations internationales. Ce brillant intellectuel, qu'on connaît ici sous le nom de Paul Hartstein, fréquente Radek et penche aussi pour Lénine. Le jeune prodige Valeriu Marcu, ce fils de capitaliste allemand de Bucarest que Rakovsky a envoyé à Lénine comme courrier et déjà révolutionnaire, devient un jeune bolchevik, admirateur du dirigeant russe, ami de Paul Levi et de Münzenberg, puis retourne en Roumanie – tout droit en prison – via la Russie [34].

30. N. Milton, *John Maclean*, p. 111-112.

31. On peut suivre ces développements dans M. Futtrell, *op. cit.*, et dans les recueils consacrés à la lutte contre la guerre, comme Gankin et Fischer, *The Bolsheviks and the World War.*

32. T. Draper, *The Roots of American Communism*, p. 81-84.

33. W. Kendall, *op. cit.*, p. 128.

34. P. Broué, *Rakovsky*, p. 113.

Nous pensons qu'il faut aussi se garder d'oublier l'insurrection irlandaise de Pâques 1916, preuve concrète que la guerre n'arrête pas mais au contraire alimente la révolution. A ceux, comme Radek, qui arguent du caractère religieux et petit-bourgeois du mouvement, en dépit de l'existence de l'Armée citoyenne appuyée sur le mouvement ouvrier et inspirée par le militant ouvrier James Connolly, Lénine rétorque qu'il n'existe pas de révolution prolétarienne pure et que ce mouvement populaire est la conséquence directe de l'oppression impérialiste[35].

D'ailleurs, 1917 va renvoyer au second plan bien des discussions.

LE TOURNANT DE 1917

Les dirigeants du monde capitaliste ont appelé cette année « l'année terrible ». Elle a en tout cas complètement bouleversé les données de l'histoire que nous nous efforçons d'analyser en modifiant radicalement le rapport de forces entre les révolutionnaires, qui divergeaient sur les délais de création de la nouvelle Internationale. Tous attendaient, sans pouvoir réellement intervenir pour accélérer les processus, deux phénomènes qu'ils prévoyaient liés l'un à l'autre. D'une part, une crise politique au sein des organisations social-démocrates traditionnelles, vraisemblablement d'abord dans le SPD allemand. Ensuite, un réveil du mouvement ouvrier, des grèves et des manifestations, un soulèvement, peut-être une insurrection contre la guerre. Il va s'y ajouter la crise au sein des armées, les désertions et les mutineries. Des événements de ces deux types se sont bien produits. Mais, contrairement à ce qu'escomptaient beaucoup de révolutionnaires de l'époque, il n'y a pas eu une révolution allemande arrachant définitivement le masque de la social-démocratie et facilitant son remplacement avec la création d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale.

Par ailleurs, c'est dans l'Empire russe qu'éclate la révolution, que se soulèvent en février 1917 les travailleurs des villes, puis les marins et les soldats qui constituent leur propre pouvoir, les conseils (soviets) élus de députés d'ouvriers, paysans, soldats et marins. Les bolcheviks sont les seuls qui aient assez d'audace pour poser devant le peuple les questions cruciales, celles de la paix et de la terre. Le petit groupe de conspirateurs – les « coupeurs de cheveux en quatre », comme disaient leurs adversaires –, chevauche un mouvement de millions d'hommes qui les écoutent mais les poussent aussi en avant. Les échos de leur lutte pour la paix se font maintenant entendre dans la boue des tranchées. Leur décision d'appeler au partage des terres des propriétaires fait le tour des villages misérables de l'Andalousie et dresse les masses paysannes paupérisées dans un rêve qui paraît désormais réalisable.

Quand ils ont pris le pouvoir, à la suite de l'insurrection d'octobre, il est clair qu'aux yeux des travailleurs, sinon des socialistes du monde entier, les rapports de forces ont changé. Lénine et Trotsky sont les premiers et les seuls socialistes dans l'histoire qui soient allés jusqu'au pouvoir, qui aient « osé », comme l'écrit Rosa Luxemburg. Ils sont sûrs maintenant qu'ils ont montré la voie juste en désignant l'objectif d'une nouvelle Internationale. Mais la route qui y conduit est encore longue et sinueuse.

SCISSION EN ALLEMAGNE : LA NAISSANCE DE L'USPD

C'est l'initiative de l'appareil social-démocrate contre l'indiscipline des minoritaires, révolutionnaires et centristes, qui a perpétré une véritable scission et poussé ces derniers à proclamer un nouveau parti – lequel était simplement la reproduction de l'ancien, celui

35. Cité par C. Desmond Greaves, *The Life of James Connolly*, p. 423.

d'avant 1914, doté d'une décentralisation qui ne le rendait guère capable d'agir en cas d'urgence.

Tout a commencé par l'exclusion des opposants de la fraction parlementaire du parti. Liebknecht d'abord, le 12 janvier 1915, après son refus de voter les crédits militaires ; Haase ensuite, pour s'être opposé avec 32 autres députés au renouvellement de l'état de siège. Les exclus forment au Reichstag un « collectif de travail social-démocrate » qui tient Liebknecht à l'écart : il n'y a qu'un parti, mais deux groupes parlementaires et trois tendances...

L'exécutif attaque pour une reprise en main. La confiscation, en octobre 1916, du quotidien *Vorwärts* de Berlin par l'autorité militaire et sa remise à la direction nationale sont ressenties comme un véritable attentat. Une banale conférence des oppositions tenue le 7 janvier 1917 montre son impuissance en décidant de garder le contact dans le cadre des statuts, et l'exécutif saisit le prétexte pour décréter que « l'opposition s'est mise d'elle-même en dehors du parti ». Toutes les organisations locales tenues par des minoritaires, 91 au total, sont ainsi exclues, et la majorité des militants dans les plus grandes villes.

Tirant la leçon des faits et n'ayant d'autre solution en dehors d'un suicide collectif, l'opposition, dans une conférence tenue à Gotha à Pâques, décide de se constituer en Parti social-démocrate indépendant (USPD). « La réadoption solennelle par le congrès de Gotha du vieux programme d'Erfurt donne à la fondation du parti tout son sens : il s'agit de faire revivre le vieux parti social-démocrate et ses vieilles méthodes de combat, sa tradition d'opposition et de refus de collaboration, mais aussi son scepticisme à l'égard de la révolution prolétarienne, toujours considérée comme un objectif désirable mais hors d'atteinte. » Et, pour tirer ce qui leur paraît les leçons du passé avec l'ultracentralisation de l'appareil, les social-démocrates indépendants suppriment pratiquement toute centralisation sérieuse. C'est à ce parti que décident de se rattacher alors les gens de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, le groupe Spartakus – ce que d'autres, qu'inspire l'exemple des bolcheviks et qui s'en réclament, considèrent comme une grave erreur.

L'ADHÉSION DES SPARTAKISTES À L'USPD

Aucune des raisons mises en avant, à l'époque et depuis, par les spartakistes pour expliquer leur adhésion au parti indépendant, qui comptait dans ses rangs bien sûr Haase et Ledebour, mais aussi Kautsky et Bernstein – ils ne symbolisaient pas que le centrisme –, ne paraît crédible au premier abord. Tentant d'expliquer cette décision surprenante, j'écrivai en 1971 [36] qu'elle découlait sans doute de leur conception même de la révolution, de leur conviction que les masses trouveraient et bâtiraient elles-mêmes dans l'action les formes d'organisation nécessaires à leur combat. Mais on peut se demander si précisément les « Délégués révolutionnaires » des usines de Berlin n'étaient pas en train de mettre sur pied une nouvelle forme d'organisation en réseau, et s'interroger sur l'importance que les spartakistes lui ont accordée.

En vérité, le plus grave, c'est qu'était ainsi consacrée une véritable scission entre révolutionnaires. Début décembre, à Brême, Johann Knief avait demandé que l'opposition se fixe l'objectif de la construction d'un parti révolutionnaire. Dans les colonnes du nouveau journal des Brêmois, *Arbeiterpolitik*, Karl Radek menait campagne contre la dangereuse utopie qu'était à ses yeux l'idée de construire un parti en commun avec les centristes. Un article non signé montrait la responsabilité énorme des spartakistes qui

36. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 93.

allaient bien inutilement prolonger la phase préparatoire. Paul Levi partageait cette opinion. Rosa Luxemburg ne semble pas s'être passionnée pour cette question et aucun de ses biographes ne mentionne de prise de position de sa part. C'est Jogiches qui fit le tour des opposants pour les faire renoncer à leur opposition. C'est qu'au même moment la révolution en Russie posait tous les problèmes et que peu d'Allemands réalisaient clairement où ils en étaient et où ils allaient.

Relevons tout de même que Kautsky se réjouissait que la scission de l'USPD ait barré la route à Spartakus, et que Rosa Luxemburg, alors emprisonnée, a été hostile au départ du SPD et à l'entrée dans l'USPD. Qu'*Arbeiterpolitik* a néammoins fait de *« Frau Luxemburg »* la cible de sa polémique contre l'opportunisme en matière d'organisation. Que Franz Mehring a reconnu dès juillet 1917 que l'entrée de Spartakus dans l'USPD était une erreur. Enfin, que Lénine a sauvé la face du héros Liebknecht en faisant semblant de le croire : « En réalité, Liebknecht n'a pas entièrement fusionné avec les kautskystes : il a conservé son autonomie en matière d'organisation, pour constituer uniquement un bloc temporaire et conditionnel contre les socialistes chauvins[37]. »

LA RÉVOLUTION RUSSE

Radek a raconté qu'un jour de mars 1917 il avait quitté Berne, où il habitait, pour discuter avec Paul Levi, qui vivait à Bâle. Au restaurant où ils prirent leur repas du soir, le serveur leur dit qu'il y avait eu des émeutes à Petrograd et que le tsar avait abdiqué. Radek décida de revenir à Berne. Un message de Lénine l'y attendait, lui demandant de le rejoindre rapidement. Il prit le premier train pour Zurich. Lénine l'attendait à la gare[38].

Quelques jours plus tard, Lénine et une trentaine d'émigrés russes étaient autorisés par l'état-major allemand, après des négociations conduites par le socialiste suisse Fritz Platten, à traverser le territoire allemand pour se rendre en Suède afin d'être rapatriés (c'est l'histoire du wagon dit plombé). Lénine signait la déclaration des partants, Paul Levi se portait garant pour eux. Radek, qui s'était joint aux voyageurs, ne signait rien. D'ailleurs, il devait s'arrêter à Stockholm.

L'histoire venait de faire une nouvelle donne.

Il ne s'agit pas ici pour nous de faire l'histoire de la Révolution russe mais d'indiquer quel impact elle eut sur le reste du monde. Les révolutionnaires russes, même les camarades de Lénine, qu'on appelait alors les « maximalistes », étaient inconnus la veille. Ils étaient maintenant cloués au pilori par la presse et les gouvernants du monde, et, du coup, leurs noms éveillaient au contraire la sympathie de millions d'exploités et de malheureux voués à finir comme chair à canon. C'étaient eux que les ouvriers italiens acclamaient à travers les représentants du gouvernement provisoire[39], que les paysans andalous invoquaient pour se justifier d'avoir occupé et commencé à défricher les terres en friche du grand propriétaire sur lesquelles ils mouraient de faim[40]. C'était leur nom que les travailleurs écrivaient sur les murs dans les quartiers ouvriers des villes d'Occident, comme le constatera avec une stupeur joyeuse un bolchevik venu nouer des liens[41].

Les journalistes ou les hommes politiques qui avaient appelé les soldats allemands à

37. Lénine, *Œuvres*, t. XXIV, p. 3311, article de la *Pravda* du 12 mai (29 avril) 1917.

38. W. Lerner, *Karl Radek, the last Internationalist*, p. 52-53.

39. La venue de représentants du gouvernement provisoire russe en Italie au printemps de 1917 avait provoqué des déchaînements d'enthousiasme dont ils étaient les premiers surpris.

40. G. Meaker, *The Revolutionary Left in Spain 1914-1923*, p. 122 *sq*.

41. Il s'agit de Dëgott, « V "svobodnom" podpol'e (Vospominaniia o podpol'nioj rabote za granitsh v 1919-1921 goda) », dont nous avons utilisé la traduction italienne, « Nella "libera" clandestinità (Ricordi del lavoro clandestinio all'estero nell'anni 1919-1923 », reproduite dans *L'Est*, n° 1, mars 1967, p. 177-214.

débarrasser les Russes du joug tsariste et l'Europe de la menace du tsar comprenaient-ils le prestige qu'ils avaient ainsi contribué à donner à cette poignée d'hommes, inconnus la veille, qui venaient de renverser et de chasser le monarque autocrate ?

On sait que Rosa Luxemburg écrivit des notes à la fois enthousiastes et fort critiques sur la prise du pouvoir par les bolcheviks, la terreur rouge, la dissolution de la Constituante, la suspension des libertés. On oublie peut-être souvent qu'elle s'était opposée à leur publication : il s'agissait de notes de travail à son usage personnel, d'idées dont elle n'était pas certaine d'avoir le droit ou le devoir de les exprimer, du fait de la faiblesse de son information. Elles ne seront publiées qu'après sa mort, dans un contexte politique qui leur donnait évidemment un sens différent[42]. En outre, on ne nous en voudra pas de souligner que, même résolument internationalistes, les révolutionnaires sont gens sérieux et qu'il s'agissait plus pour eux d'œuvrer à la révolution, à la lutte contre la guerre dans leur propre pays, que de critiquer ce que leurs frères faisaient ailleurs.

UNE MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE : GRÈVES OUVRIÈRES

Ce sont les dirigeants, le gouvernement, qui sont les premiers à voir un danger qu'ils considèrent évidemment comme un simple effet de contagion. En Allemagne, un ministre parle au Conseil de « l'effet enivrant de la révolution russe », et un autre, de l'agitation qu'entretient dans le pays le mouvement révolutionnaire de Russie et du risque d'une tempête dont le gouvernement ne pourrait se rendre maître. Les autorités comprennent le danger du mot d'ordre « Mettre fin à la guerre par des grèves » et font appel aux dirigeants syndicaux pour conjurer le danger[43].

La première épreuve de force va être pour le mois d'avril 1917, une grève lancée pour le ravitaillement – un mot d'ordre très populaire –, destinée à écarter ou noyer l'agitation pour la libération du président des Délégués révolutionnaires, le tourneur Richard Müller. A Berlin puis à Leipzig se succèdent assemblées générales, élection de comités de grève dans lesquels figurent les syndicats, élaboration des revendications – de plus en plus politiques – contre la répression. Les ouvriers de la Knorr-Bremse réclament la libération de Liebknecht, élisent un « conseil ouvrier » et appellent les autres usines à faire de même. Le travail reprend difficilement. Plus de 50 000 travailleurs soutenus par des députés USPD dénoncent la « trahison » de la grève par les syndicats[44].

Le 1er mai 1917 est marqué par un geste hautement symbolique. Le conseil des soldats de la ville roumaine de Iaşi, après avoir pris contact avec les rares socialistes roumains encore en liberté, découvre que Khristian Rakovsky est détenu dans la prison de cette ville. Le prisonnier politique est solennellement libéré par une gigantesque manifestation, avec les soldats russes en armes derrière leurs drapeaux rouges. C'est un immense symbole : la révolution vient de défaire ce que la guerre avait fait. Rakovsky rejoint Odessa en révolution, puis Petrograd[45].

Durant ce même mois de mai 1917, il y a en France la grève des midinettes, qui travaillent dans les usines textiles. Les manifestantes crient « A bas la guerre ». Leur grève est prolongée par celle des employés de banque et surtout des métallos des usines de guerre de la région parisienne, qui lancent des mots d'ordre politiques – par exemple la publication des buts de guerre[46].

42. Il s'agit du texte intitulé *La Révolution russe*.
43. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 101.
44. *Ibidem*, p. 101-105.
45. P. Broué, *Rakovsky*, p. 126-129.
46. A. Marty, *La Révolte de la mer Noire*.

LES « POILUS » SE RÉVOLTENT

D'avril à juin, des mutineries touchent les trois quarts de l'armée française, et notamment les grandes unités qui ont combattu au front. L'offensive conduite par le général Nivelle a été une vraie boucherie. Elle a fait en quelques heures, le matin du 16 avril 1917, 35 000 morts et 90 000 blessés. Au total, 140 000 morts et des centaines de milliers de blessés et de mutilés en moins de quinze jours. On connaîtra plus tard les noms de Craonne, du Chemin des Dames, de Cœuvres, de Fère-en-Tardenois. Les soldats ont refusé d'obéir, et notamment de remonter au front, certains ont voulu marcher sur Paris. Ils ont menacé les officiers. On a entendu crier « Vive la révolution », « Vivent les Russes », « A Paris ». Des unités ont arboré le drapeau rouge, chanté *L'Internationale* et l'anonyme *Chanson de Craonne*

C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau [...]
Mais c'est fini, car les troufions
Vont tous se mettre en grève

Quelque 60 divisions sont touchées, les deux tiers du total[47]. Des maniaques dénoncent un complot alors qu'il s'agit du désespoir et de la colère de centaines de milliers de combattants. Le général Franchet d'Esperey clame qu'il est « prouvé » que les révoltes ont été préparées de l'arrière, que deux régiments marchaient sur Paris, qu'on avait distribué des tracts « La Commune vous attend ».

La répression est sévère. L'instituteur syndicaliste Paul Breton a été condamné à mort et grâcié sur l'insistance des hommes politiques, dont Paul Painlevé, auprès du général Pétain. Mais un autre enseignant, le caporal Lefèvre, vingt ans, le caporal Julien Dauphin, le mineur Cordonnier et plusieurs centaines d'autres sont passés par les armes : le général Philippe Pétain reprend l'armée en main, avec 554 condamnations à mort[48]. Un silence absolu a été gardé dans la presse sur cette crise. Raymond Lefebvre, un des socialistes du noyau antiguerre, écrit que « le prolétariat militaire [qui] couve son rêve de justice » règlera « la question de la guerre ».

Juin 1917, ce sont aussi 10 000 soldats russes du camp de la Courtine qui se soulèvent. Ils veulent rentrer chez eux. Ils ne veulent plus de leurs officiers. Il n'y a pas parmi eux un seul bolchevik, mais à bien des égards ils se comportent comme tels[49].

En Autriche, sous l'influence d'un délégué à Kienthal qui connaît Lénine, Boukharine et Radek, Franz Koritschoner, et de la très jeune Ilona Duczynska, qui a vécu à Zurich ces dernières années, un petit groupe d'étudiants socialistes qu'anime une autre jeune femme, Elfriede Friedländer-Eisler, s'active. Après qu'une grève ouvrière générale à Vienne a réussi en mai à faire rétablir une ration de pain qui venait d'être diminuée, ils parviennent à se réunir à Sankt Aegyd, dans les bois, en juillet, et à organiser une force révolutionnaire qui s'oppose à la gauche pacifiste. Le 7 décembre, ils tiennent à Vienne une réunion illégale pour la paix à laquelle participent quelque 700 personnes, dont un certain nombre d'ouvriers[50].

47. J. Rabaut, *L'Antimilitarisme en France*, p. 109-112 ; J. Williams, *Mutiny 1917*, p. 30-52 ; G. Pédroncini, *Les Mutineries de 1917*.

48. Voir le récit des procès dans J. Williams, *op. cit., passim*.

49. On a enfin sur cette question un travail solide, celui de R. Adam, *Histoire des soldats russes en France 1915-1920. Les damnés de la guerre*.

50. L. Laurat, « Le Parti communiste autrichien », *Contributions à l'histoire du Comintern*, p. 69.

LES MARINS ALLEMANDS CONTRE LA GUERRE

C'est au mois de juin de la même année qu'apparaît au grand jour en Allemagne le mouvement d'organisation des marins de la flotte de guerre, avec la constitution de « commissions de cambuses » dont l'inspirateur, le marin Max Reichpietsch, explique qu'elles constituent un premier pas vers des conseils de marins comme en Russie. Les députés de l'USPD qu'il rencontre l'incitent à organiser des « actions pour la paix », malheureusement sans la protection populaire ni les précautions nécessaires. L'état-major frappe. Tous les dirigeants sont arrêtés, jugés, condamnés. Reichpietsch est fusillé[51].

Pour Lénine, cette affaire prouve qu'on approche de la révolution mondiale. Mais elle est pourtant un revers sur sa route et une source d'inquiétude, car il n'y a pas de parti ouvrier pour en assumer les responsabilités et celle des travailleurs auprès des jeunes marins. On peut se passer d'une telle organisation pour libérer un prisonnier politique. Elle est indispensable pour soulever la flotte de guerre.

L'EUROPE SECOUÉE

Les fronts chancellent : il y a des mutineries de soldats écossais et canadiens sur le front français, de soldats grecs, réprimées dans le sang, d'Italiens aussi. Et un peu partout, les désertions se multiplient, prenant souvent la forme de redditions : les Alsaciens-Lorrains désertent les tranchées allemandes, les Tchèques et les Croates, les rangs austro-hongrois. Puis on déserte pour sauver sa vie, parfois en masse – on parle de « grève militaire » –, comme les soldats italiens après le désastre de Caporetto le 24 octobre 1917.

Toute l'Europe semble trembler sur ses bases. Le 13 août, deux diririgeants mencheviques russes, envoyés du gouvernement provisoire de Kerensky, sont acclamés à Turin par une foule enthousiaste de 40 000 personnes qui crient « Vive Lénine ! » Du 22 au 25 août, à la suite d'une pénurie totale de pain, c'est la grève et un véritable soulèvement des ouvriers contre leurs conditions de vie et contre la guerre. Les ouvriers turinois, face à la répression, dressent des barricades, se battent rue par rue. Il y a plus de 50 victimes parmi les travailleurs, des centaines de blessés, des arrestations en masse. Un tribunal militaire va juger les « dirigeants » désignés par le gouvernement, à commencer par celui du Parti socialiste italien, G.M. Serrati, accouru pour essayer de prendre la tête de ce mouvement spontané. C'est dans cette vague révolutionnaire et en défense des travailleurs qu'apparaissent pour la première fois au grand jour des noms comme ceux d'Amadeo Bordiga et d'Antonio Gramsci[52].

Au mois d'août, la classe ouvrière espagnole – l'Espagne est neutre – a fait une autre expérience avec la grève générale du 15 au 18 août sur des mots d'ordre et revendications politiques pour l'instauration d'une république démocratique. Elle se termine par des arrestations en masse de militants ainsi que de la direction nationale de la grève, syndicalistes et membres du PSOE, comme le dirigeant réformiste de ce dernier, Francisco Largo Caballero, condamné à la prison à vie. Partis et syndicats étaient avec les travailleurs, certes, mais ces derniers n'avaient pas d'armes[53].

51. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 106-109.
52. P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, I, p 11.
53. G. Meaker, *op. cit.*, p. 99-132.

LA RÉVOLUTION RUSSE, AVANT LA NOUVELLE INTERNATIONALE

A son arrivée en Russie, dans ses fameuses « thèses d'avril », où il appelait les travailleurs à lutter pour le pouvoir des soviets – conseils d'ouvriers et de soldats –, Lénine affirmait que la fondation de la IIIe Internationale était à l'ordre du jour en tant que tâche actuelle urgente. Il ne va cesser de le répéter jusqu'à la prise du pouvoir, saisissant toutes les occasions pour souligner l'importance de Karl Liebknecht et de leur accord. Il ne perd pas de vue une minute la question de l'Internationale, même s'il doit consacrer tout son temps à la survie – ou à la victoire ? – de la révolution dans l'Empire russe.

Avec Karl Radek, déposé au passage à Stockholm, que rejoignent les Polonais experts en clandestinité que sont Hanecki (Fürstenberg) et Vorovski, il a constitué un bureau du parti à Stockholm, dont la mission est double. Il faut donner au monde, et en particulier au mouvement ouvrier allemand, des informations sur ce qui se passe réellement en Russie et surtout sur la politique bolchevique. Il faut aussi obtenir d'Allemagne les informations nécessaires à la direction du parti russe.

Les trois ont reçu, au lendemain des journées de juillet, le renfort de Rakovsky, menacé d'extradition en Roumanie par le gouvernement provisoire, cible des généraux blancs, que les militants bolcheviques ont aidé à quitter Petrograd et à gagner Stockholm.

Pour informer l'Europe, on a tâté le terrain avec la publication d'une feuille ronéotypée de format réduit, *Russische Korrespondenz-Pravda*. Son succès permet de viser plus haut avec l'hebdomadaire imprimé *Bote der russischen Revolution*, qui publie en allemand à Stockholm et en français à Genève les nouvelles de Russie – informations de la *Pravda* surtout – arrivées par la Finlande. Pour les nouvelles d'Allemagne, c'est plus simple encore. Johann Knief, l'homme d'*Arbeiterpolitik* lié à Radek, a laissé domicile et travail pour se consacrer à leur collecte et adresse à son ami à Stockholm des informations que ce dernier transmet aussi par téléphone à Lénine[54].

Balabanova, la secrétaire de la commission de Zimmerwald, que la présence de Rakovsky a rapprochée des trois autres représentants du parti de Lénine, a évoqué dans ses Mémoires la « période de grande excitation et de constante anxiété, dans cette première semaine historique de novembre, quand la question du destin de la révolution et du socialisme lui-même semblaient se jouer[55] ».

Quand Rakovsky revient à Petrograd, l'insurrection, décidée par le Parti bolchevique, exécutée de main de maître par Trotsky, a réussi. Le congrès des soviets a proclamé qu'il prenait le pouvoir. L'ancien dirigeant du PS roumain et membre du Bureau socialiste international donne son adhésion au parti de Lénine, qui lui fait accorder une ancienneté à partir de 1892. La révolution commence à rassembler.

Tous ceux qui, depuis 1914, ont pris part à la lutte contre la guerre et pour la renaissance du mouvement socialiste international ressentent la victoire de la révolution d'Octobre comme un fait historique. Clara Zetkin parle d'« événement exaltant », Rosa Luxemburg, d'« événement magnifique » et d'« élixir de vie ». Dans sa critique citée plus haut de la Révolution russe, elle écrit aussi ces lignes sans ambiguïté : « Les Lénine et les Trotsky avec leurs amis ont été *les premiers* qui aient devancé le prolétariat mondial par leur exemple. Ils sont les seuls jusqu'ici à pouvoir s'écrier avec Ulrich de Hütten : "*J'ai osé cela.*" C'est ce qui est l'essentiel et ce qui *reste* de la politique des bolcheviks[56]. » L'organe anarchiste de Catalogne *Tierra y Libertad*, lui, salue tout simplement « les frères en idées

54. P. Broué, *Rakovsky*, p. 132-134.
55. Cité dans P. Broué, *ibidem*, p. 134.
56. R. Luxemburg, *La Révolution russe*, dernière page du texte dans toutes les éditions.

et en révolution[57] » dont l'action victorieuse fait battre les cœurs d'enthousiasme. L'ouvrage de Lénine *L'État et la révolution* gagne plus d'un libertaire, anarchiste, anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire.

Après cette première et grande victoire révolutionnaire, la voie de l'Internationale peut sembler grande ouverte. En fait, les puissances mondiales – « l'impérialisme », comme disent les révolutionnaires – tentent de l'étouffer en même temps que la révolution, dans une Russie cerclée de fer et de feu.

57. *Tierra y Libertad*, 28 novembre 1917, cité par G. Meaker, *The Revolutionary Left in Spain*, p. 101.

CHAPITRE II

De la guerre à la révolution mondiale (1918)

1918 est la dernière année de la guerre. Personne ne le sait. Tout le monde le souhaite. Elle commence très mal pour la monarchie austro-hongroise, avec ce signe décidément annonciateur des grands craquements qu'est la révolte des marins parqués dans l'enfer des navires de guerre et sans ennemi en vue.

PREMIÈRES MUTINERIES DANS L'ARMÉE DE TERRE

Dès 1915, l'armée austro-hongroise donne des signes d'ébranlement. Le 4e régiment de ligne de Bosnie-Herzégovine, où se sont produites des manifestations antiguerre et anti-impériales, est décimé. Dominique Gros écrit :

> A partir de 1917, de véritables hordes de déserteurs armés quittent l'armée de terre et se réfugient dans les montagnes de Croatie et de Slovénie. La plus grosse partie de ces « cadets verts » va se constituer en 8 bataillons de 1000 hommes, concentrés [...] sur les montagnes du littoral [...] ainsi que dans les forêts. La population les protège et les nourrit, et [...] l'armée austro-hongroise renonce complètement, dès l'hiver 1917, à entreprendre contre eux une action militaire. Mais c'est dans la marine impériale que l'agitation révolutionnaire démocratique est la plus importante : c'est là qu'elle revêt ses formes spécifiques[1].

C'est également à cette époque que se produit à Mostar la mutinerie des soldats d'un bataillon du 22e régiment d'infanterie[2]. Bientôt, c'est le coup de tonnerre de la manifestation pour la paix des matins de Cattaro, passée sous silence dans la plupart des ouvrages consacrés à la guerre de 1914-1918. Les avertissements s'accumulent, mais le pouvoir ne peut plus faire grand chose. Un officier a essayé de parler de religion aux marins, et l'un d'eux lui a brutalement répondu qu'il n'y avait « plus de Dieu[3] ». Ainsi, après la révolution russe qui a frappé l'Entente, l'affaiblissement austro-hongrois menace les Centraux.

1. D. Gros, *Les Conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie*, p. 192, Dijon. Nous lui devons aussi le récit qui suit.
2. *Ibidem*, p. 94.
3. *Ibidem*, p. 97.

La « mutinerie » de Cattaro

Après la destitution de l'amiral de la flotte, le « Yougoslave » Hans, c'est un aristocrate hongrois, l'amiral Miklós Horthy, qui prend le commandement. Le gros des navires – une quarantaine – est ancré normalement à Cattaro (Kotor). Il y a eu, avant la nomination de Horthy, de vifs incidents qui ont provoqué le limogeage de son prédécesseur et la création d'un Comité révolutionnaire yougoslave, animé par un enseigne croate de vingt-six ans, Antun Šešan, qui place ses espoirs dans une action commune avec les forces armées italiennes[4].

Le début du mouvement, avec les conditions matérielles et le mépris dont sont accablés les marins par des officiers brutaux et arrogants rappelle irrésistiblement la mutinerie du *Potemkine*. Mais là aussi l'étincelle vient du mouvement ouvrier. Une grève éclate à l'arsenal, et les grévistes lancent des mots d'ordre pour la paix. Une assemblée de marins tenue dans une auberge de Gjenovic le 20 janvier décide, sur proposition du quartier-maître morave Frantisek Raš, qu'appuie le marin tchèque Gustav Stonavsky, organisateur d'une grève de la faim dans la flotte en 1912 contre la guerre des Balkans, de manifester pour la paix sur tous les bateaux le 1er février à midi. La résolution, diffusée sur tous les bateaux, est approuvée : les marins répondent à un sentiment de solidarité.

Le 1er février 1918, ils manifestent à leur tour pour la paix, titrent leur résolution « Ce que nous voulons » et revendiquent la paix générale et immédiate, sans annexion, le désarmement, le droit à l'autodétermination des peuples, la « démocratisation ». Une autre série de revendications porte sur le ravitaillement, la suppression des privilèges des officiers. Un comité de travailleurs civils, élu par les ouvriers du port, se joint aux marins[5]. L'action n'est pas facile car il y a sur les bateaux 16,3 % d'Autrichiens allemands, 20,4 % de Hongrois, 11 % de Tchèques et de Slovaques, 34,1 % de Yougoslaves, les Slaves du Sud, Croates surtout, 14, 3 % d'Italiens, 3,8 % de Polonais[6]. C'est la tour de Babel.

Les hommes se définissent non comme mutins mais comme grévistes. Ils élisent leurs comités de navires et un comité central de quatre membres, dont Raš. Ces hommes sont intrépides. Ils ont demandé l'aide du mouvement ouvrier, attendent avec confiance, ignorant pourtant que les amiraux et les généraux ont intercepté leurs appels au secours, qui n'arriveront pas[7]. Raš dit à l'amiral qui lui communique les ordres en forme d'ultimatum de Horthy : « Notre mouvement est une révolution. Et toute révolution coûte du sang. Nous avons pris le pouvoir [...]. Peu m'importe d'être pendu aujourd'hui ou demain. » Et d'expliquer à l'amiral ébahi qu'il va falloir « rompre avec l'État, comme en Russie[8] ».

Isolés, les marins doivent céder le 10 février sous le bombardement et se refusent à riposter. 40 « mutins » sont traduits en conseil de guerre. Quatre sont condamnés à mort, dont Raš, et aussitôt fusillés, les autres sont condamnés à de lourdes peines, ainsi qu'une seconde fournée de 382[9]. L'ordre est rétabli. Mais ce coup de tonnerre annonce de sérieuses tempêtes. Le 11, les dirigeants social-démocrates sont venus protester et même menacer : on leur promet qu'il n'y aura pas de nouvelles exécutions et que la répression sera plus modérée[10].

4. *Ibidem*, p. 97-99.
5. *Ibidem*, p. 96.
6. *Ibidem*, p. 94-95.
7. *Ibidem*, p. 98-99.
8. *Ibidem*, p. 96.
9. *Ibidem*, p. 99.
10. *Ibidem*.

UN PEU PARTOUT, DES SECOUSSES

A des milliers de kilomètres de là, en France, quelques semaines plus tôt, un charpentier en fer de 42 ans, Clovis Andrieu, est revenu chez lui, à Firminy, où il dirige le syndicat des métaux CGT. Il avait été mobilisé le 27 novembre 1917, sous prétexte de propos subversifs, en fait à cause de sa combativité, mais une grève généralisée dans le bassin de la Loire a obligé les autorités militaires à le renvoyer dans ses foyers. Il profite de la mobilisation des travailleurs pour préparer ce qu'il appelle « la grève insurrectionnelle », dont il attend la révolution et la fin de la guerre [11].

En Finlande, une terrible guerre civile commence. Le Parlement élu, à majorité sociale-démocrate, présidé par Kullervo Manner, a été dissous par le Gouvernement provisoire russe et remplacé par un gouvernement dirigé par le président du Sénat, Svinhuvfud, un régent qui cherche un roi. Il a obtenu en 1917 sa reconnaissance par la Russie soviétique et le retrait des troupes russes de son territoire. Mais les 26 et 27 janvier 1918 éclate à Helsinki le soulèvement des social-démocrates finnois appuyés par les travailleurs et les soldats russes. Une guerre civile commence où s'affrontent les gardes rouges, les forces armées du gouvernement révolutionnaire de Kullervo Manner et les gardes blancs du major-général tsariste Carl von Mannerheim, regroupés dans le Nord.

Ainsi va l'Europe. Dernière année de guerre, première année de révolution et de guerre civile.

LA CRISE AUSTRO-HONGROISE S'AGGRAVE

Pour l'amiral Horthy, Cattaro et les signes de décomposition qui venaient de s'y manifester n'étaient « que partie du grand bouleversement, qui, partout dans l'empire des tsars en 1917, atteignait les pays Baltes, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie ». Le mois de mai voit les premières mutineries dans l'armée de terre. Le 22, le 17e bataillon d'infanterie proclame la démobilisation et déclare : « Debout avec les bolcheviks. Vive le pain, à bas la guerre ! » Dans les jours suivants se produisent des refus d'obéissance d'unité entières, dont le 7e bataillon de chasseurs de Rumburg, constitué d'ouvriers de Plzeň qui refusent de monter au front sous l'impulsion de l'un d'entre eux, František Noha, un jeune ouvrier tourneur qui a été prisonnier de guerre en Russie et y a été gagné par les idées révolutionaires des bolcheviks. Noha et neuf de ses camarades, dont un télégraphiste des chemins de fer, le sous-officier Vodička, sont fusillés le 25 mai 1918. Le gouverneur de Prague s'inquiète du « rapport devenu évident entre la révolution sociale de Russie et la situation militaire et politique à l'intérieur de la monarchie [12] ».

Et le mouvement continue, parfois animé par d'anciens prisonniers russes, révolte de soldats ukrainiens et slovènes, fin mai, du 71e régiment d'infanterie slovaque à Kragujevac en juin. Le général commandant en Galicie informe Vienne qu'il ne contrôle plus rien [13]. Dans la Flotte, ce sont les comités d'action ou comités révolutionnaires animés par des Croates qui tiennent le haut du pavé. Modèle d'organisation, le comité « révolutionnaire » – devenu « populaire » – de Šibenik s'effondrera sans gloire, parce que les sous-officiers qui l'ont créé par une activité courageuse et patiente font confiance aux hommes politiques nationalistes qui veulent avant tout éviter l'insurrection et se laissent prendre à revers par

11. G. Raffaelli et M. Zancarini, « Clovis Andrieu », dans *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, ci-après *Maitron*, p. 155-158.
12. D. Gros, *op. cit.*, p. 101.
13. *Ibidem*, p. 103.

les Italiens : ces héros de l'indépendance yougoslave sont en prison quand celle-ci est en passe d'être acquise[14].

LE PROBLÈME DE LA PAIX

La guerre avait provoqué la révolution en Russie. C'était à la paix qu'aspiraient d'abord les soldats et les travailleurs russes. En cela au moins leurs aspirations répondaient à celles des travailleurs du monde entier. Les dirigeants bolcheviques ne l'avaient emporté sur leurs concurrents pour le pouvoir, de février à octobre, que parce qu'ils avaient fermement maintenu la revendication pour la paix, alors que les autres partis, cédant aux pressions des Alliés et de leurs propres chefs militaires, avaient continué la guerre et les sanglantes offensives qui avaient finalement abouti à la décomposition de l'armée russe. Aussi, dès la prise du pouvoir, le gouvernement de Lénine publia ce qu'il appelait un « décret sur la paix » : « Le gouvernement des ouvriers et des paysans [...] propose à toutes les nations belligérantes et à leurs gouvernements de commencer immédiatement les négociations en vue d'une paix équitable et démocratique [...] une paix immédiate sans annexion (c'est-à-dire sans confiscation de territoires étrangers, sans annexion forcée de nationalités étrangères) et sans indemnités[15]. »

Cette première manifestation demeura sans réponse. Le 20 novembre, le gouvernement adressa au général Doukhonine, commandant en chef des armées russes, une note lui prescrivant d'engager des négociations afin de conclure un armistice sur tous les fronts[16]. Le 21 novembre, Trotsky adressa à tous les ambassadeurs alliés à Petrograd une note dans laquelle il les priait de prendre en considération « une proposition formelle d'armistice immédiat sur tous les fronts et d'ouverture immédiate des négociations de paix ». La même note était adressée à tous les belligérants[17]. Mais le généralissime ne reconnaissait pas le gouvernement. Il refusa purement et simplement de demander l'armistice. Le gouvernement le révoqua le 22 novembre et désigna pour lui succéder un nouveau commandant en chef, l'enseigne Krylenko, sans doute le bolchevik le plus ancien dans le grade le plus élevé !

Le 23, les représentants alliés à Petrograd, soutenus par l'attaché militaire américain, s'adressèrent directement à leur tour au général Doukhonine, lui rappelant que les Russes s'étaient engagés à ne pas conclure de paix séparée[18]. Le 24, Trotsky, rappelant que les Alliés n'avaient pas répondu à la note du 8, déclarait au nom du gouvernement soviétique que leur appel au général Doukhonine constituait « une immixtion dans les affaires intérieures du pays ayant pour objectif de provoquer la guerre civile[19] ». Or le général Doukhonine s'était pour sa part effectivement engagé dans la voie de la guerre civile en adressant le même jour une proclamation aux soldats contre la politique de paix du gouvernement. Il allait être lynché par des soldats le 3 décembre lors de l'occupation de son QG par Krylenko et son escorte de marins.

NÉGOCIATIONS D'ARMISTICE

Entre-temps, le 28 novembre, le haut-commandement allemand avait fait savoir qu'il était prêt pour sa part à négocier un armistice. La date du 2 décembre fut fixée pour

14. *Ibidem*, annexes.
15. Cité dans Gankin et Fischer, *The Bolshevik Revolution 1917-1918* (documents), p 125.
16. *Ibidem*, p. 233.
17. *Ibidem*, p. 243.
18. Gankin et Fischer, *The Bolshevik Revolution*, p. 245.
19. *Ibidem*, p. 244-246.

permettre aux Alliés de rejoindre un rendez-vous fixé à Brest-Litovsk. L'ordre n° 3 du commandant en chef Krylenko ordonna « de cesser le feu immédiatement et de commencer la fraternisation sur tous les fronts ». Les Alliés ne vinrent pas au rendez-vous. La bataille internationale pour la paix commençait. A Brest-Litovsk et en Europe.

Dans les pourparlers commencés dans la vieille ville de Brest-Litovsk, les Russes sont seuls face aux Centraux, et ce n'est pas ce qu'ils avaient voulu. La délégation soviétique, présidée par A. A. Ioffe, comprend Kamenev, Karakhane, Sokolnikov, une socialiste-révolutionnaire, Anastasia Bitsenko, un officier, un paysan, un ouvrier et huit « experts ». Les Russes essaient de gagner du temps, notamment en posant comme condition préalable à la conclusion d'un armistice l'engagement du gouvernement allemand de ne pas transférer à l'Ouest les troupes du front de l'Est. Le 5 décembre est signé un accord pour une trêve jusqu'au 17. Si les Alliés ne viennent pas, il va falloir négocier une paix séparée pour tenir la promesse des bolcheviks de ramener les soldats chez eux.

A partir du 12 reprennent les négociations d'armistice proprement dites, et les Russes obtiennent qu'il n'y ait pas de transfert de troupes allemandes à l'Ouest pour une durée d'un mois et que des contacts pour la « fraternisation » des troupes soient organisés à l'Est : « des rencontres de 25 personnes au maximum, sans armes, de chaque côté », ce qui était largement suffisant pour les objectifs des bolcheviks, ce que les généraux allemands ne comprirent sans doute pas sur le coup. L'armistice est prolongé jusqu'au 18 janvier.

C'est Trotsky, en sa qualité de commissaire du peuple aux Affaires étrangères, qui dirige la délégation russe aux négociations de paix. Petrov (l'ex-Petroff) vient d'être « expulsé » de sa prison britannique et travaille avec lui. Comme il ne veut faire courir aucun risque à Trotsky, à leur arrivée à Brest, il court en avant, arborant un drapeau blanc, pour s'assurer qu'il n'y aura pas de « méprise ». Trotsky, lui, ne met pas son drapeau rouge dans sa poche. Après avoir semoncé ses collaborateurs qui ont accepté de manger à la même table que leurs adversaires, il annonce publiquement le 22 décembre l'envoi en Allemagne, la veille, d'un wagon de propagande socialiste et pacifiste, et précise : « Bien que nous soyons en train de négocier avec l'Allemagne, nous parlons toujours la langue de la révolution[20]. » Il marque d'entrée bien des points. Les généraux ennemis sont en effet surpris par sa dialectique, ne savent trop que répondre et le laissent parler. En réalité, par-dessus leurs têtes, ils s'adresse à leurs soldats, pour les aider à penser et à se dresser contre la guerre. Les généraux austro-allemands découvrent d'ailleurs avec colère que, au cours de ces « contacts » qu'ils ont accepté d'organiser entre soldats des deux camps, les leurs sont inondés d'une littérature subversive qui les appelle à la désobéissance et qu'il y a un réel risque de « contagion ».

De Karl Radek, Trotsky a dit à Sadoul qu'il « appréciait l'intelligence et l'élan de cet homme énergique et passionné[21] », et il le charge d'organiser la propagande en direction des soldats allemands et austro-hongrois pour des actions de « fraternisation ». Radek s'y adonne à cœur joie. Il a préparé, avant de venir, un numéro en allemand d'un journal intitulé *Der Fackel*, qui appelle les soldats à se révolter. Il le distribue à son arrivée, en pleine gare, aux militaires allemands présents, sous les yeux de leurs officiers. Il scandalise l'ennemi au point que le général Hoffmann demande son exclusion de la délégation russe en expliquant que ces pratiques sont contraires aux usages diplomatiques et que, de toute façon, ce « déserteur autrichien » n'est pas à sa place dans une délégation gouvernementale russe. On peut comprendre son étonnement et apprécier la situation ainsi créée.

LE FLAMBEAU

20. L. Trotsky, *Sotch*, III, 2, p. 215.
21. Cité dans P. Broué, *Trotsky*, p. 223.

LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Pendant plusieurs semaines, la délégation russe à Brest-Litovsk et particulièrement Trotsky réussissent à tenir en haleine les négociateurs et à gagner chaque jour un peu de temps en embarquant leurs interlocuteurs dans une joute oratoire où ils marquent presque toujours les points, à la grande irritation des porteurs de sabre de la délégation des Centraux. L'état-major allemand décide alors de revenir à la diplomatie du coup de poing sur la table. Le 9 février, le général Hoffmann dépose un document, une carte géographique sur laquelle une ligne jaune marque les annexions revendiquées par les Centraux et le contour des nouvelles frontières. C'est une amputation dans la chair vive de la Russie telle qu'elle était sous le tsar, pour ne pas parler de la Russie soviétique (un quart du territoire, 44 % de la population, un tiers des récoltes, 27 % du revenu de l'Etat, 80 % des raffineries de sucre, 73 % de l'acier, 75 % du charbon, 9 000 entreprises sur 16 000).

Face au diktat, les bolcheviks se divisent. Lénine pense que les soldats, qui ont déserté en masse pour rentrer chez eux, ont « voté avec les pieds ». On ne peut pas se battre quand on n'a pas d'armée, et il n'y a plus d'armée russe. Le gouvernement soviétique ne peut que s'incliner, signer la paix aux conditions allemandes, pour ne pas périr et entraîner avec lui la révolution dans le monde. Les « communistes de gauche », autour de Boukharine, expliquent que signer la paix serait au contraire trahir la révolution allemande qui monte et contre laquelle l'armée impériale pourrait alors se tourner. C'est aussi trahir le prolétariat occidental et les soldats contre lesquels l'état-major allemand pourra employer des effectifs jusque là retenus à l'Est. Contre l'occupation étrangère, contre l'oppression, on n'a certes pas d'armée, mais on dispose en revanche de tous les moyens de la « guerre révolutionnaire », les actions de partisans, de terroristes, qu'on ne définit pas avec une grande rigueur mais qui répondent en gros à la notion de résistance populaire armée. Trotsky, pour sa part, préconise une solution audacieuse, terriblement risquée, qui prétend répondre aux exigences contradictoires de la situation : l'impossibilité de faire la guerre et la nécessité de ne pas trahir les révolutionnaires. Elle tient dans sa formule « Ni paix ni guerre ». Il ne faut pas signer la paix, mais il ne faut pas continuer la guerre, et il faut le déclarer ouvertement à la face des Allemands et des peuples du monde.

C'est ce qui est fait après une discussion acharnée à l'intérieur du Parti bolchevique. Complètement ahuris dans un premier temps et sans doute tout près de se laisser prendre, les généraux allemands se ressaisissent ensuite et lancent une attaque terrible, avançant profondément sans rencontrer de résistance. Ils aggravent leurs conditions, qu'il faut bien accepter pour survivre et, cette fois, Trotsky assure le succès de la position de Lénine. On signe[22].

TEMPÊTE OUVRIÈRE SUR L'EUROPE

L'année 1918 commence par une grève dans la capitale hongroise. Les chercheurs de différents pays ont découvert plusieurs pistes qui les ont menés jusqu'aux deux principaux dirigeants, pionniers des conseils ouvriers en Hongrie, Antal Mosolygó et Sándor Öszterreicher. Ceux-ci sont en effet en contact avec le cercle Galilée, formé d'étudiants socialistes gagnés à la révolution, à qui Ilona Duczynska, après Vienne, a apporté ses documents sur les conférences internationales. Les étudiants d'Otto Korvin, qui rejoignent le cercle, ont, eux, été formés aux techniques conspiratives par Vladimir Justus, prisonnier de guerre russe et bolchevik !

22. Voir le récit de ces développements dans P. Broué, *Trotsky*, p. 224-236.

La grève commence le 14 janvier à Budapest, le 16 elle s'étend aux usines de munitions de Basse-Autriche, le 17 à toute la classe ouvrière de Vienne. Quelques jours plus tard, ce sont les ouvriers des usines de guerre de Berlin, suivis par les métallos et d'autres corporations. Aucune direction syndicale officielle n'a appelé à la grève. Ce sont de jeunes étudiants liés à des ouvriers, s'appelant « radicaux de gauche », qui sont à l'origine du mouvement à Budapest et à Vienne. A Berlin, les dirigeants ont été les Délégués révolutionnaires, à Brunswick, les spartakistes. L'Autrichien Franz Borkenau, après sa rupture avec le communisme, commente en 1939 dans un ouvrage sur l'Internationale communiste :

> Malgré cela ou plutôt pour cette raison même, cette grève a été en plus d'un sens le plus grand mouvement révolutionnaire d'origine réellement prolétarienne que le monde moderne ait jamais vu. Bien que vaguement lié à l'agitation paysanne, il reposa sur ses propres forces. Et, ce qui est le plus remarquable, ce fut l'unique action internationale de grève de cette importance connue dans l'histoire. La coordination internationale que la Comintern essaya si souvent plus tard de réaliser fut automatiquement produite ici, à l'intérieur des frontières des puissances centrales, par la communauté d'intérêts dans tous les pays concernés et par la prédominance, partout, des deux problèmes principaux, le pain et les négociations de Brest. Partout les mots d'ordre revendiquaient une paix avec la Russie, sans annexion ni compensation, des rations plus grosses et une pleine démocratie politique.
>
> Le mouvement secoua les puissances centrales jusqu'à leurs fondations mêmes. Il est certainement inexact de dire que la guerre a été perdue du fait des activités des révolutionnaires, car les puissances centrales ont été battues sur le champ de bataille. Mais elle a accéléré leur défaite et dessiné les grandes lignes de la révolution qui venait. Elle fut due à la révolution russe, ou cette dernière fut sa cause la plus immédiate. Et il reste ce fait remarquable que le plus gros effet qu'eut sur l'Europe la révolution russe fut obtenu avant qu'il ait existé une Internationale communiste[23].

La répression est sévère. Nombre d'ouvriers sont arrêtés et condamnés, des révolutionnaires aussi, et parmi eux Ilona Duczynska, qui vient d'avoir dix-neuf ans.

LA PAIX ET SES LENDEMAINS

Les bolcheviks avaient absolument besoin de la paix – et ils l'ont obtenue à Brest, mais à un prix exorbitant. Ils avaient escompté le secours du prolétariat international. Celui-ci s'est manifestée dans les pays belligérants, surtout en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais ni au moment ni avec la puissance nécessaires pour leur épargner cette terrible épreuve : les grandes grèves de 1917 n'ont pu empêcher que la révolution fût saignée au traité de Brest-Litovsk et dans le cours de son application.

Les lendemains sont en effet dramatiques. En quelques semaines, les Allemands ont consolidé leurs positions dans ou à proximité de régions industrielles vitales, et occupé des « greniers à blé ». Chassant des gouvernements nationaux ou installés par les bolcheviks, ils installent leurs propres fantoches, civils ou militaires, qu'ils soutiennent de leurs baïonnettes. De la Baltique à la mer Noire, traversant l'Ukraine, s'étendent des dépendances – des intendances aussi – de l'armée impériale allemande, et avec elles l'ordre des potences. La révolution semble y être écrasée par les protectorats installés par l'état-major impérial de Berlin.

Le traité oblige les Russes à retirer leurs troupes de Finlande. Ce retrait n'est pas achevé que le général Rüdiger von der Golz, ancien aide de camp de Guillaume II,

23. F. Borkenau, *World Communism*, p. 92-93.

débarque à Hangoe, dans le dos des troupes rouges, à la tête de la division de la Baltique : il entre à Helsinki le 14 avril. Le gouvernement socialiste de Finlande n'a pas réussi à évacuer à temps toute la population ouvrière, ainsi qu'il avait espéré pouvoir le faire. La plupart des dirigeants du mouvement révolutionnaire réussissent à trouver refuge en Russie. Le gouvernement blanc est rétabli le 4 mai sous la présidence du général major von Mannerheim. La répression se déchaîne. Borkenau écrit à ce sujet : « C'est le premier exemple où l'on vit une terreur blanche qui vengeait quelques centaines de victimes de la classe possédante dans le sang de dizaines de milliers de pauvres[24]. » Une évaluation des victimes de la terreur blanche fait apparaître 8 000 à 15 000 victimes, selon les social-démocrates, 15 000 à 20 000 pour les communistes.

L'avance des troupes russes en Roumanie semblait sur le point de s'étendre à ce pays tout entier en mars 1918 et de faire sa jonction avec un mouvement populaire combatif. Elle se retire, et c'est le déferlement des troupes des Centraux. Rakovsky, porte-drapeau de cette « conquête révolutionnaire », doit se réfugier en Russie soviétique. Il est condamné à mort par contumace par un tribunal militaire roumain.

CRISE AU SOMMET DU PARTI BOLCHEVIQUE

Dans l'intervalle, sur la proposition de Lénine, le Parti bolchevique a quitté sa « chemise sale », l'étiquette de « social-démocrate », pour devenir un parti « communiste ». Cela ne lui évite pas une crise très profonde. Des régions entières ne se considèrent pas comme engagées par le traité de paix. Les communistes de gauche agissent en fraction indépendante, négocient avec les autres formations, publient leur propre presse, indépendamment du parti et de sa direction. Le Parti bolchevique est en état de scission de fait. Il ne restaurera son unité qu'avec l'effondrement des armées des Centraux, qui donne raison à Lénine, mais qu'il faudra attendre encore pendant de longs mois.

A l'extérieur de la Russie, et particulièrement en Allemagne, venant après l'échec du grand mouvement gréviste de Berlin à Leipzig en passant par Budapest et Vienne – une action de masse dont beaucoup avaient espéré qu'elle allait prendre à revers les maréchaux du Kaiser –, après l'offensive allemande et le démembrement du territoire soviétique, ces défaites sont un coup au moral du camp révolutionnaire. La correspondance entre les dirigeants allemands emprisonnés en apporte la preuve. Aucun doigt accusateur ne s'élève certes contre les bolcheviks, qui, après tout, ont « osé » mais qui sont restés seuls. Il n'en existe pas moins un sentiment de frustration, voire un ressentiment à leur égard. Ils ont certes desserré l'étreinte, mais n'est-ce pas au prix de son resserrement sur la gorge de la révolution allemande ? C'est ce que pensent bien des dirigeants, et surtout des cadres. C'est ce que pense Rosa Luxemburg, qui écrit un article de condamnation très ferme de la politique de Lénine. Il faudra la pression et la grande insistance de Paul Levi, son avocat, amant, camarade de combat et dirigeant clandestin de son organisation, pour qu'elle renonce à exiger sa publication.

Le déclin de l'influence de ceux qu'on appelle toujours « radicaux de gauche » *(Linksradikalen)* est net dans les mouvements de grèves. Les social-démocrates majoritaires ont repris du poil de la bête, les indépendants de l'USPD ont de toute évidence moins peur d'apparaître comme des « opportunistes », et les spartakistes, du fait des bolcheviks, ont perdu une part de leur autorité. La répression gouvernementale aggrave évidemment cette situation. Les bolcheviks, qui en ont conscience, ont pourtant vu dans les mouvements révolutionnaires un signe bien plus important que le balancement de sentiments subjectifs :

24. F. Borkenau, *op. cit.*, p. 106.

en Hongrie comme en Autriche sont nés au cours des grèves de véritables soviets, des conseils ouvriers qui conféraient au mouvement sa réalité sociale-politique et son caractère international. En d'autres termes, et sans le savoir, les combattants ouvriers pour la paix d'Europe centrale se sont engagés dans la lutte pour la dictature du prolétariat.

DES DIPLOMATES TRÈS SPÉCIAUX

Déjà, au lendemain de la révolution russe, en janvier 1918, pensant assurer la sécurité de l'héroïque militant écossais, le gouvernement soviétique avait nommé John Maclean consul de Russie à Glasgow. Au lendemain du traité de Brest-Litovsk, en février 1918, la Russie avait gagné le droit d'avoir des représentations diplomatiques dans les rares pays qui la reconnaissaient ou acceptaient une présence officieuse. Deux de ces missions ont joué un rôle particulièrement important : l'ambassade de Berlin et la mission diplomatique de Berne. Les gens qui les composent sont évidemment des diplomates très spéciaux, avant tout des militants qui ont une expérience conspirative et clandestine et dont la mission est d'aider politiquement et matériellement les révolutionnaires du pays où ils sont affectés.

L'ambassadeur à Berlin est A.A. Ioffe, ami de Trotsky et ancien exilé pour son activité au service de la diffusion de la *Pravda* de Vienne, négociateur à Brest-Litovsk. Il parle couramment l'allemand, connaît beaucoup de monde, des révolutionnaires au chancelier en passant par les princes et généraux rencontrés à Brest. Il annonce la couleur dès son arrivée, refusant d'aller présenter à l'empereur Guillaume II ses lettres de créance. Il invite en revanche révolutionnaires, socialistes et intellectuels pacifistes, dès sa première réception. Le personnel de l'ambassade est formé d'hommes et de femmes connaissant l'Allemagne et le métier de révolutionnaire. Le premier secrétaire, Vladimir Zagorsky, est un vieux bolchevik qui a vécu plusieurs années à Leipzig et était avant la guerre le responsable du « centre bolchevique » en Allemagne. Les autorités allemandes ne donnent pas leur agrément à Marchlewski (Karski), trop connu de leurs services de police. L'ambassade, située sur Unter den Linden, est un lieu de passage et de séjour pour les bolcheviks en circulation pour raisons semblablement « diplomatiques » dans des pays voisins. Deux voyageurs importants y ont séjourné assez longtemps et ont pu travailler avec Ioffe à démêler les problèmes allemands, Boukharine et Rakovsky, dont Berlin était le port d'attache quand il avait terminé une discussion avec l'une des créatures allemandes d'Ukraine, ainsi l'ataman Skoropadsky.

Nous savons qu'Ioffe fut un conseiller, mais non un mentor. Il n'opéra aucun choix parmi les groupes, donna, selon ses propres déclarations aux *Izvestia* le 6 décembre de la même année, plusieurs centaines de milliers de marks à Emil Barth, président des Délégués révolutionnaires, responsable de la préparation de l'insurrection, qui n'appartenait nullement à la mouvance bolchevique. Il confia à l'avocat et membre de l'USPD, Oscar Cohn, chargé des affaires de l'ambassade, un fonds de 10 millions de roubles destiné à aider la révolution en Allemagne. L'ambassade russe a financé pendant cette période six journaux de l'USPD sans qu'il soit possible de dire qu'elle les dirigeait ou leur dictait une orientation. A l'agence de presse Rosta, qu'il implanta à Berlin, position stratégique pour l'information, mais aussi travail rémunéré, Ioffe embaucha un bon spécialiste, Emil Eichhorn, ancien responsable du bureau de presse du Parti social-démocrate, dirigeant berlinois de l'USPD, ainsi que les spartakistes Ernst Meyer et Eugen Léviné.

La mission diplomatique de Berne, elle, fut formée de militants familiers avec la Suisse. Son organisateur, arrivé avant tous les autres à la suite d'un long périple, fut un adjoint de Trotsky et son proche collaborateur, un vieux bolchevik, le Dr Ivan Zalkind. Docteur

en médecine, ayant vécu longtemps à Paris, où il a connu Trotsky, il est marié à une Française (Suzanne). Arrivé dix jours avant Berzine, il ouvre la voie à la mission. Il était en effet parti de Petrograd avec Kamenev le 1er février 1918, était passé par Stockholm, puis par l'Écosse et Londres, et n'était arrivé à la frontière suisse que le 7 mai. Pendant son séjour, il tenta de passer en Italie mais fut refoulé.

Une partie du personnel de la mission a été recrutée sur place, ou presque. Son chef n'a rien d'un diplomate professionnel : l'ouvrier letton Jan Berzine, dit Winter, était venu en Suisse comme représentant de son parti dans la gauche de Zimmerwald. Il parlait un français parfait. Le conseiller était aussi un vieux bolchevik, G.L. Chklovsky, ami de Zinoviev, qui avait vécu en émigration en Suisse de 1909 à 1917. Le Polonais Bronski, pilier de la gauche de Zimmerwald en Suisse, collaborateur de Lénine, n'avait fait qu'un bref séjour à Petrograd avant de revenir en Suisse. La militante italo-russe Angelica Balabanova était, nous le savons, la secrétaire du groupe zimmerwaldien. La femme de Fritz Platten, Olga, travaillait également à la mission.

Certains des hommes de la mission étaient peu connus. Un ancien terroriste SR de 1905, devenu bolchevik en émigration, Iakov Reich, était chargé du bulletin d'information à destination de l'Allemagne et de la France avec un spécialiste russe de la presse, Zamiatine. Il était compétent en affaires. Ce révolutionnaire professionnel était une sorte de factotum universel. Le Serbe Ilya Milkić avait représenté le parti socialiste de son pays à la conférence de la IIe Internationale à Copenhague en 1910. Élu conseiller municipal de Belgrade sur une liste du PS serbe, il avait émigré en Suisse pendant la guerre et correspondu avec Trotsky. Le Polonais Stefan Bratman, métallo à Zurich, était avec les bolcheviks dans l'émigration : il devint secrétaire de la mission. N.N. Lioubarsky, lui, venait d'Extrême-Orient et allait se diriger vers l'Italie, où il deviendrait Carlo Niccolini. De Petrograd vint aussi le jeune Hongrois Tibor Szamuely. Fils de gros commerçants, journaliste socialiste possédant plusieurs langues, devenu communiste alors qu'il était prisonnier de guerre en Russie, il semblait promis à un bel avenir de dirigeant révolutionnaire.

L'AGITATION RÉVOLUTIONNAIRE CONTINUE

La lutte se poursuit dans les autres pays à un niveau qui n'est certes pas celui de l'Europe centrale. Elle n'en est qu'à son début.

En France, le 1er mai, c'est une nouvelle grève victorieuse des ouvriers du bassin de Firminy pour la libération de six d'entre eux menacés du conseil de guerre. C'est aussi, au lendemain du congrès de Saint-Étienne des minoritaires révolutionnaires de la CGT, la grève de Vienne et l'arrestation de ses dirigeants, Richetta, Herclet et Miglioretti, condamnés à de lourdes peines pour s'être livrés lors de la grève générale à de « la provocation au meurtre et [à] la provocation de militaires à désobéissance[25] ».

En Italie, il y a des grèves à Milan le 1er mai, avec des mots d'ordre contre la guerre. Des rencontres traduisent les efforts pour la création à la gauche du PSI d'une fraction « intransigeante », et l'on remarque l'orientation révolutionnaire des Jeunesses socialistes, qui regardent vers Moscou. En mai, la condamnation de Serrati à trois ans de prison pour « trahison indirecte » du fait de sa « participation » aux événements de 1917 contribue à freiner la cristallisation d'une gauche. Lui-même déclare d'ailleurs devant le tribunal que, si les socialistes sont capables d'interpréter l'histoire, ils ne peuvent pas la faire.

En Grande-Bretagne, John Maclean, condamné à trois ans de prison, libéré après

25. Voir les notices correspondantes dans le *Maitron*.

quatorze mois, écrit un livre intitulé *War after the War* (Guerre après la guerre). De nouveau arrêté après le grand meeting de janvier 1918 contre la mobilisation des jeunes de dix-huit ans, il est incarcéré à la prison de Duke Street et va pouvoir entendre les clameurs pour sa libération poussées par les 100 000 manifestants du 1er mai 1918, manifestation organisée par le Comité des ouvriers de la Clyde, centre de la résistance ouvrière à la guerre et à l'exploitation. Le monde n'entendra pas, du fait de la censure, sa célèbre plaidoirie devant le tribunal qui le juge pour son « action inconstitutionnelle » : « Je ne suis pas ici en tant qu'accusé ; je suis ici en tant qu'accusateur du capitalisme ruisselant de sang de la tête aux pieds[26]. »

En Espagne, où la révolution russe est apparue, acclamée par presse et groupes anarchistes, comme la révolution qui donne la terre aux paysans, l'agitation revêt une grande ampleur à partir de mai 1918, faiblit un peu en été pour reprendre en automne avec le congrès syndicaliste de Castro del Rio du 25 au 27 octobre et le déclenchement d'une grève générale totale, y compris dans 34 villes de la province de Cordoue, avec un degré de coordination sans précédent. Dans les villes, le congrès de Sáns de la CNT de Catalogne mettant en avant la forme d'organisation du *Sindicato único* marque le point de départ d'un mouvement massif de syndicalisation, l'apparition de nouveaux jeunes dirigeants, le Catalan Salvador Seguí et le Léonnais Angel Pestaña, et le début des « deux années rouges », le *bienio bolchevique*. La fermentation politique est importante, aussi bien dans les organisations syndicales, y compris celles qu'influencent les anarchistes et les « syndicalistes », que dans le PSOE, où les jeunesses socialistes sont à l'avant-garde de la « reconnaissance » du modèle russe[27].

LES ÉTATS-UNIS DANS LA GUERRE

Un facteur nouveau est venu perturber l'évolution jusque-là linéaire des affaires mondiales. Les États-Unis sont entrés en guerre le 2 avril 1917, au lendemain de la sortie de la guerre de la Russie soviétique. Bien des facteurs poussaient leur président, élu sur un programme de politique extérieure isolationniste. Il y avait les marchés des belligérants à conquérir, leurs économies à coloniser aujourd'hui ou demain, la révolution à étouffer dans l'œuf avant qu'il ne soit trop tard. Bientôt, il apparut que la guerre fournissait à la classe dirigeante l'occasion d'une répression colossale contre le mouvement socialiste et révolutionnaire dans le pays, d'une remise au pas des travailleurs.

L'État américain et la classe dirigeante déployèrent toutes les ressources de leurs moyens de répression : lourdes condamnations, discutables – contre les anarchistes, Berkman, Emma Goldman et surtout Tom Mooney –, interdiction ou suppression de fait des journaux par le refus de la poste de les acheminer, attaques contre les locaux du Parti socialiste ou de syndicats, opérations terroristes de déportation des familles des grévistes en Arizona, utilisation des *vigilantes* protégés par la police pour briser des grèves, et casser des réunions, lynchages. Après Joe Hill, c'est celui de Frank Little, adversaire de l'entrée en guerre et organisateur à l'été 1917 de la grève de 75 000 mineurs du cuivre, qu'il concevait comme une action contre la guerre. Il fut enlevé dans la nuit du 1er août 1917, traîné derrière une auto dans les rues de Butte (Montana) et pendu à un viaduc de chemin de fer. La classe dirigeante américaine déclarait la guerre à la révolution.

Ce fut parfaitement visible avec l'énorme procès pour la suppression de l'organisation de classe des travailleurs nord-américains, les Industrial Workers of the World (IWW), les *wobblies* qui avaient tant fait pour les revendications comme pour la défense des droits

26. N. Milton, *John Maclean*, p. 172. Nan Milton, morte en 1996, était la fille de John Maclean.
27. G. Meaker, *op. cit.*, p. 133-188.

démocratiques des plus défavorisés pendant des décennies. Le 1er avril 1918 il s'ouvre à Chicago avec 101 membres des IWW. Il va durer cinq mois. Certain de l'issue, son dirigeant et symbole, le grand Bill Haywood, a cherché refuge en Russie. Les accusés et leurs avocats se défendent en attaquant et réussissent à faire le procès du capitalisme et de sa prétendue démocratie. John Reed, toujours grand témoin, donne de remarquables comptes rendus des audiences dans *The Masses*, écrivant quelques pages éblouissantes.

Enfin, le président Wilson se manifeste spectaculairement sur la question des buts de guerre. Ce n'est évidemment pas un hasard si c'est au moment précis où la délégation russe revenait à Brest-Litovsk qu'il prononça au Congrès, le 8 janvier 1918, le célèbre discours dans lequel il énonçait les quatorze points pour une paix démocratique. L'idée lui venait, semble-t-il, des diplomates américains de Petrograd qui suggéraient de « reformuler les buts de guerre anti-impérialistes [*sic*] et les exigences de paix démocratique des États-Unis », en somme, selon l'expression d'E.G. Sisson, lui-même inspiré par le colonel Robins, « des paragraphes de publicité ».

Quelles qu'aient été les intentions de Woodrow Wilson, ses « quatorze points », venant après l'entrée en guerre des États-Unis, modifiaient profondément le rapport des forces et augmentaient fortement les capacités de résistance des puissances à la révolution. Non seulement l'armée américaine, bien équipée, remplaçait avantageusement l'armée russe et rompait définitivement l'équilibre des forces militaires en faveur des Alliés, mais encore les « quatorze points » proclamés comme buts de guerre privaient les Russes de l'exclusivité de leur politique de paix, et donc de leur prestige. Dans la lutte contre la révolution montante et les initiatives « comme les Russes », ils allaient en effet constituer le vêtement idéologique de la social-démocratie, voire des socialistes centristes qui refusaient de rompre avec leur bourgeoisie nationale mais ne pouvaient pas ou plus approuver une politique de guerre dont la fin ne serait pas une « paix démocratique ».

LA FORTERESSE ASSIÉGÉE

C'est à l'été 1918 que la Russie révolutionnaire achève de revêtir la physionomie sous laquelle elle a été connue du reste du monde en ses premières années et qui lui a été imposée de fait par les entreprises meurtrières conduites contre elle par les puissances en guerre. Commence alors l'époque du communisme de guerre et de la terreur rouge. La lutte sans merci, dans des conditions matérielles de plus en plus difficiles, dans l'état d'isolement de ce pays arriéré, dans le cadre vertigineux de cette guerre impérialiste déjà guerre civile, impose aux dirigeants l'application d'un régime économique d'exception que l'on a baptisé – ce pourrait être par ironie – le « communisme de guerre » :

> Le communisme de guerre naît des nécessités même de la guerre. Il faut, pour les mobiliser, contrôler toutes les ressources du pays : c'est sous l'emprise de la nécessité qu'il faudra nationaliser l'industrie sans que les ouvriers aient eu le temps de passer par l'école du contrôle. Le ravitaillement et l'équipement, l'armement, sont des impératifs absolus. Le commerce privé disparaît totalement pour nourrir soldats et citadins ; les détachements d'ouvriers armés perquisitionnent dans les villages, réquisitionnent le grain. Les paysans pauvres sont organisés contre le koulak pour la défense du régime. Les recettes budgétaires sont nulles et le gouvernement n'a pas l'appareil nécessaire à la levée d'impôts : la planche à billets fonctionne sans discontinuer. Une gigantesque inflation augmente les difficultés que seule une contrainte accrue permet de surmonter. Bientôt on paiera en nature les salaires qui sont déjà bien inférieurs au strict minimum alimentaire. Ainsi que le souligne Isaac Deutscher, il y a dans cette situation une grimaçante ironie : le contrôle gouvernemental total, la suppression du marché, la disparition de la monnaie, l'égalisation des conditions de vie semblent la réalisation du programme communiste alors qu'ils

n'en sont que la tragique caricature. Car ce communisme-là n'est pas né de l'épanouissement des forces productives mais de leur effondrement. Il n'est que l'égalité dans la misère, proche du retour à la barbarie. Il faut toute l'énergie révolutionnaire des bolcheviks pour entrevoir, derrière les flammes cruelles de l'énorme fournaise, ainsi que le dit Trotsky aux jeunes communistes, la lutte de l'homme pour se rendre maître de sa propre vie[28].

A partir de juillet aussi on voit s'imposer avec brutalité la puissance de la Tcheka, « Commission extraordinaire pour combattre la contre-révolution et le sabotage », qui a été confiée au Polonais Dzerjinski. L'assassinat du populaire orateur bolchevique Volodarsky – formé aux États-Unis – déclenche la riposte qu'on appelle la « terreur rouge » : il faut combattre l'Anglais, les Tchèques, le terroriste Savinkov, et la trahison est partout, avec l'ennemi de classe. On liquide le tsar et sa famille. La terreur blanche frappe encore. Ouritsky est tué, Lénine, grièvement blessé. La révolution russe a elle aussi ses massacres de Septembre. La Tcheka a pour mission d'exterminer la bourgeoisie en tant que classe ; elle agit en toute indépendance, au-dessus de toutes les autorités puisque la sécurité est la nécessité suprême. Trotsky justifie : « Maintenant qu'on accuse les ouvriers de faire preuve de cruauté dans la guerre civile, nous disons, instruits par l'expérience, que l'indulgence envers les classes ennemies serait la seule faute impardonnable que puisse commettre en ce moment la classe ouvrière russe. Nous nous battons, au nom du plus grand bien de l'humanité, au nom de sa régénérescence, pour la tirer des ténèbres et de l'esclavage. » Il explique aussi : « La révolution n'implique pas "logiquement" le terrorisme, de même qu'elle n'implique pas l'insurrection armée. Mais elle exige de la classe révolutionnaire qu'elle mette en œuvre tous les moyens pour atteindre cette fin : par l'insurrection armée s'il le faut, par le terrorisme si nécessaire[29]. »

Les bolcheviks, et bien des révolutionnaires avec eux, avaient rêvé d'une démocratie socialiste, et même cru qu'ils avaient commencé à la bâtir. Sans chercher à duper le reste du monde, ils doivent vite reconnaître qu'ils en sont en réalité très loin, et c'est avec toute leur conviction qu'ils mettent l'accent sur le mot d'ordre de dictature pour caractériser le nouveau régime des soviets par la domination sans partage du parti : Trotsky le dit crûment : « La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un parti pourvu d'un programme d'action bien défini et fort d'une discipline interne indiscutée[30]. » Ainsi se forge et se façonne, se consolide et se trempe dans le fer et le feu le premier détachement de l'Internationale, l'avant-garde qui, la première, s'est emparée du pouvoir et a l'ambition de montrer la voie, celle qui est, qu'on le veuille ou non, une sorte de modèle pour les autres.

DE LA GUERRE À LA GUERRE

Dans un premier temps, immédiatement après le traité de Brest-Litovsk, les Alliés interviennent en Russie sous le prétexte de prendre position contre – voire de combattre – l'avance des armées allemandes au-delà des limites fixées à Brest-Litovsk. Leur intervention prend ensuite un élan décisif avec la constitution de la Légion tchécoslovaque, primitivement destinée à combattre les Centraux, dont le « rapatriement » par voie terrestre vers Vladivostok, le refus de se laisser désarmer et le retour vers la Russie d'Europe vont donner le signal de la guerre civile. Elle va en effet servir de point d'appui aux entreprises des Alliés et aux ambitions des généraux tsaristes qui aspirent à renverser à leur profit le

28. P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 126.
29. L. Trotsky, *Défense du terrorisme*, p. 75.
30. *Ibidem*, p. 143.

régime bolchevique et à mettre fin à la révolution. Les débarquements successifs des Américains et des Japonais à Vladivostok, des Anglais à Arkhangelsk et Mourmansk, en liaison avec la Légion tchécoslovaque, et une opération militaire à Iaroslavl conduite par l'ancien terroriste SR et ministre de Kerensky Boris Savinkov posent les jalons d'une intervention qui serait une grande opération de guerre.

C'est dans ce cadre qu'apparaît l'amiral Koltchak. Écartant les responsables civils de la contre-révolution et s'adjugeant le titre de commandant suprême, il va être, presque jusqu'à la fin de son aventure, l'incarnation de la « légalité » en Russie aux yeux des « démocraties ». C'est également dans ce cadre que se situe en juillet 1918, après l'assassinat de l'ambassadeur allemand von Mirbach, la tentative d'insurrection des SR de gauche à Moscou, facilement réprimée par les gardes rouges et les volontaires étrangers ainsi que par les fusiliers lettons.

Les Alliés, dès la fin de la guerre avec l'Allemagne, peuvent intervenir directement et ouvertement sur place, fournissant aux armées blanches armes, munitions et même parfois uniformes. Louis Fischer, journaliste américain, a pu écrire :

> Avec l'élévation de Koltchak, même le prétexte le plus mince d'une opposition démocratique au bolchevisme disparut. Tous les généraux, en Ukraine ou sur le Don, au Kouban ou dans le Caucase, qu'ils fussent pour l'Allemagne ou pour l'Entente, étaient franchement réactionnaires et autocrates et pour la plupart des monarchistes enthousiastes, Krasnov, Alekseiev, Doutov, Denikine, Kalédine et autres ne prétendirent jamais être appuyés par le peuple. Le gouvernement d'Arkhangelsk était de même un instrument aux mains des Alliés. En novembre 1918 par conséquent, la guerre civile en Russie devint clairement une lutte entre la révolution rouge et la réaction noire, entre les communistes et les monarchistes, entre les bolcheviks ennemis de la démocratie bourgeoise et les ennemis de toute démocratie. Les Alliés se rangèrent dans ce second parti [31].

En août 1918, la situation des bolcheviks est extrêmement précaire, Moscou est menacée de tous côtés. Les victoires de Trotsky devant Kazan et de Toukhatchevsky à Simbirsk desserrent l'étreinte. L'effondrement des empires centraux ne garantit pourtant pas la survie aux bolcheviks. S'il ouvre la voie à des révolutions dans ces pays, tout devient possible. Sinon, les Alliés vont poursuivre impunément leur action contre-révolutionnaire. Avant même la demande allemande d'armistice, le chef du gouvernement français Georges Clemenceau donne des instructions au général Franchet d'Esperey pour la « grande intervention » en vue de la « chute du bolchevisme ». Les troupes de Koltchak étant rejetées vers l'est, une conférence des Blancs en Roumanie confie les affaires au général Denikine et enregistre la promesse du prochain débarquement à Odessa de douze divisions françaises avec artillerie, tanks et avions. L'encerclement final est en préparation.

Plus que jamais le sort de la révolution russe dépend des autres pays, ou plutôt le sort de la révolution en Russie dépend de la poursuite de la révolution mondiale. Jamais sans doute le besoin de l'Internationale communiste n'avait été aussi présent à l'esprit des Russes, que ce fût pour leur défense ou pour la victoire dans d'autres pays. Après la guerre et avec leur guerre à eux, les Alliés allaient internationaliser la révolution, forcer la naissance de l'Internationale nouvelle.

LA MUTINERIE DE RADOMIR

C'est en Bulgarie qu'apparut le premier signe de la deuxième rupture dans la chaîne des partis en guerre. La situation y devint brutalement critique sans qu'apparemment les amis bulgares des bolcheviks, les *tesnjaki*, en aient pris conscience. Le tsar venait de

31. L. Fischer, *Les Soviets dans les affaires mondiales*, p. 113.

constituer un gouvernement présidé par Malinov, qui recherchait les voies d'un armistice avec les Alliés. Le 15 septembre, le corps expéditionnaire allié commandé par le général français Franchet d'Esperey réussissait à enfoncer les lignes bulgares sur le front de Macédoine. Le résultat fut d'abord une débandade gigantesque, puis les soldats bulgares se révoltèrent. Une partie d'entre eux désertèrent pour retourner chez eux. Les autres décidèrent d'en finir avec le régime et de marcher sur Sofia afin de punir le tsar Ferdinand et les politiciens responsables de la guerre.

Le 14 septembre, les soldats rebelles s'emparaient du nœud ferroviaire de Kiustendil, proche de Sofia. Le gouvernement décida alors de libérer de sa prison le dirigeant de l'Union agraire, Alexandre Stambolisky, et Malinov lui proposa d'entrer dans un gouvernement national avec la mission d'assurer la paix dans l'ordre et de négocier l'armistice avec les Alliés. Il refusa. Le dirigeant paysan se rendit ensuite au domicile du dirigeant des socialistes « étroits », les *tesnjaki*, Dmitri Blagoiev, qu'il trouva alité, et lui proposa une alliance pour la prise du pouvoir. Il se disait prêt à appliquer le programme socialiste à la seule condition que soit maintenue la propriété privée des petits paysans. Il se heurta à un refus catégorique. Le parti « étroit » ne voulut pas de l'alliance avec la paysannerie pour la prise du pouvoir à la tête d'une république démocratique et à la place du régime impérial, qui resta en place. Ainsi, dans des circonstances exceptionnelles, le parti socialiste « étroit » des Bulgares démontrait-il qu'il n'avait pas assimilé l'expérience de ces bolcheviks dont il se réclamait. Ce que voulaient les *tesnjaki*, disaient-ils, ce n'était pas « la démocratie » mais le socialisme.

Stambolisky se porta alors au-devant des soldats mutinés, qu'il rencontra à une quarantaine de kilomètres de Sofia, se plaça à leur tête, se proclamant président de la République bulgare, et désigna un gouvernement provisoire. Privée de tout appui parmi les travailleurs des villes, jetée dans une impasse qui lui imposait l'action avant la cristallisation organique du mouvement de masse, l'insurrection ne pouvait que marquer le pas. La décision, très rapide alors – et pour cause –, du gouvernement de demander des négociations d'armistice fit le reste. C'était fini, l'occasion favorable était passée, pas seulement pour la Bulgarie. Pourquoi ? Pas par couardise, bien sûr, mais du fait d'un profond sectarisme, dont les « étroits » n'étaient pas les seuls à souffrir. Les soldats et sous-officiers mutins de Radomir se dispersèrent aux quatre vents et le parti « étroit » bulgare retomba dans son isolement sectaire, commentant d'un ton acerbe les « prétentions » des agrariens qui pourtant, eux, avaient au moins combattu la guerre. Ainsi ceux qui n'avaient pas bougé se réjouirent bruyamment d'avoir « des principes » qui leur évitaient de commettre des « erreurs ».

LES GROUPES COMMUNISTES EN RUSSIE

Les Russes s'étaient préparés de leur mieux à l'internationalisation de la révolution. Au mois de janvier 1918, ils avaient envoyé Kamenev et Zalkind en Occident pour tenter de trouver alliés ou appuis. La tournée anglaise avait été médiocre, malgré l'aide de Litvinov. La rencontre de Kamenev avec les Webb n'avait guère d'intérêt. Son entrevue avec Tom Bell et Arthur MacManus, qui eut probablement lieu, en avait un peu plus. Le gouvernement Clemenceau refusa de l'admettre en France alors même qu'il avait un visa de l'ambassade de France en Norvège. Zalkind aboutit à Berne.

Mais les bolcheviks avaient une profonde tradition internationaliste. Ils surent utiliser le matériel humain dont ils disposaient, des hommes retenus contre leur gré sur le territoire russe et qui cherchaient, eux aussi, à lutter pour mettre fin à la guerre et, parfois, pour faire la révolution, « comme les Russes ». Il y avait alors en Russie 2 millions de prison-

niers de guerre, qui vivaient ou plutôt survivaient dans des conditions très précaires, souffrant de la faim et du froid ; plusieurs centaines de milliers devaient d'ailleurs succomber à ces effroyables conditions de vie. Les simples soldats servaient de main-d'œuvre dans les industries locales, ce qui les mit en contact avec des travailleurs et des militants russes. Dans les camps prévalait l'autorité des officiers, traditionalistes, antisocialistes et antisémites, pas toujours appréciée, il s'en faut, et la situation, déjà tendue, y explosa avec la révolution russe.

L'organisation de prisonniers de guerre dans des « sections étrangères » du Parti bolchevique est l'un des épisodes qui constituent la préface à la naissance formelle de l'Internationale communiste. Nous trouverons dans les groupes communistes étrangers de Russie bien des noms qui seront plus tard ceux d'importants dirigeants de l'Internationale et des partis communistes, et qui ont fait là leurs premières armes. Ce travail a été entièrement animé, impulsé et organisé par Karl Radek, nommé dans ce but commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères, dont nous savons qu'il avait reproché son caractère flou à la ligne spartakiste et qu'il soutint résolument en Allemagne le groupe qui publiait *Arbeiterpolitik* depuis 1916. Ses « services » étaient le département de la propagande internationale du commissariat aux Affaires étrangères. L'appareil de l'Internationale communiste est là en germe.

LE GROUPE COMMUNISTE HONGROIS

Du groupe de social-démocrates hongrois prisonniers de guerre qui sont devenus communistes en Russie se détache le nom de Béla Kun, trente et un ans en 1917. Socialiste à seize ans, il a été journaliste dans la presse social-démocrate et employé d'une caisse d'assurances ouvrière. Il est brillant intellectuellement et écrit bien. Mobilisé en 1914, il est devenu sous-lieutenant. Il est fait prisonnier en mars 1916. Visage poupin, bon orateur, plume alerte, esprit vif, il plaît. Interné dans un camp près de Tomsk, il y trouve des camarades de parti, et, avec un petit groupe, commence à apprendre le russe et à lire les classiques du marxisme. Au printemps de 1917, ils organisent dans le camp une action contre la répartition injuste et inégale des colis de la Croix-Rouge. Kun rejoint en mai le Parti bolchevique à Tomsk. Lui et ses camarades sont mis en liberté. Nombre d'autres groupes de Hongrois sont apparus dans différents camps et suivent la même voie. En décembre 1917, Karl Radek, qui a remarqué son dynamisme, fait appel à lui pour coordonner et développer l'action des différents groupes communistes de prisonniers. Béla Kun, installé à Petrograd, organise son équipe : Endre ou Andreas Rudnyánszký, trente-deux ans, avocat en Hongrie, qui a épousé la sœur de Boukharine, et quelques autres, anciens responsables syndicaux ou socialistes, le typo Sándor Kellner, le mécanicien de précision Joszef Rabinovits.

Tibor Szamuely, vingt-sept ans, est lui aussi journaliste, très jeune, un homme d'action, militant socialiste et athée. Chassé du camp de prisonniers – il est lieutenant – par des officiers réactionnaires qui l'ont grièvement blessé, il a travaillé en usine et rejoint les bolcheviks par leur organisation ouvrière. Il parle plusieurs langues étrangères et a le goût des choses militaires.

Au lendemain de la tenue à Moscou d'une conférence de l'Internationale social-démocrate des prisonniers de guerre, qu'ils ont contribué à organiser, Kun et ses camarades hongrois, au cours d'une réunion le 24 mars 1918, fondent la section hongroise du parti russe, qui proclame sa détermination d'aider à la pénétration du mouvement communiste en Hongrie et aux États-Unis, pour lesquels Tibor Szamuely est volontaire. Le 14 avril, au cours d'un grand meeting de prisonniers de guerre à Moscou, Béla Kun lance un appel

enflammé.Il faut réduire en cendres les châteaux et les palais, balayer les obstacles à l'affranchissement des esclaves. Il dit aux soldats : « Tournez vos armes contre vos officiers et contre les palais. Que chacun d'entre vous soit un enseignant de révolution dans son régiment. » Béla Kun est président, Tibor Szamuely – c'est un signe des temps – secrétaire aux affaires militaires, commissaire d'un bataillon international constitué par les élèves de son cours d'agitation. Ces hommes sont proches des dirigeants russes, prennent part à leurs discussions comme à leurs combats. On peut dire qu'ils sont des leurs. Béla Kun est au nombre des « communistes de gauche » autour de Boukharine, qui combattent avec acharnement la signature de la paix de Brest-Litovsk. Tibor Szamuely est l'un des chefs improvisés qui étouffent quelques semaines plus tard dans la capitale le soulèvement des SR de gauche, auxquels il enlève le bâtiment de la poste. Ferenc Münnich, Maté Zalka (futur général Lukács), Manfred Stern (futur général Kléber) se battent dans les rangs de l'Armée rouge.

L'importance des militants hongrois est soulignée par le fait que Béla Kun est élu le 17 avril à la présidence de la Fédération des bolcheviks des sections étrangères, par le passage de centaines de leurs compatriotes par leur école d'agitation-propagande (en même temps école militaire), à Moscou et Omsk, et par la diffusion de leur journal de recrutement et d'organisation, *Szocialist Forradalom* (Révolution sociale). Tibor Szamuely, lui, est plus qu'un membre du groupe hongrois. En 1918, il est d'abord affecté à la mission de Berne, centre de l'activité bolchevique en Europe. Il est ensuite délégué au premier congrès des conseils ouvriers allemands à Berlin et a, de même que les autres envoyés de l'IC – dont Radek –, d'importantes discussions avec les révolutionnaires allemands.

C'est en novembre 1918 que le comité directeur, réuni à l'hôtel Dresden à Moscou, décide que le temps de la révolution est arrivé dans l'ancien empire des Habsbourg et que les Hongrois doivent regagner leur pays. Béla Kun est à Budapest au début de novembre, avec pas mal d'argent. Quelque 200 communistes hongrois sont ainsi rapatriés par petits groupes. Rudnyánszky reste en Russie, remplaçant Kun à la tête de la Fédération des sections étrangères.

LES COMMUNISTES ALLEMANDS

L'histoire des communistes allemands en Russie n'est pas moins intéressante que celle des Hongrois, mais elle a été moins étudiée. C'est en effet en Allemagne et pas en Russie que se trouve en 1917 le gros des futurs dirigeants allemands. Le groupe compta sans doute quelques centaines de membres. Il faut ajouter que les colonies allemandes de la Volga donnaient aux communistes allemands une sorte de base territoriale et qu'elles facilitèrent leur adaptation à la Russie. Le futur président du groupe allemand de Russie, Karl Toman, un ancien secrétaire du syndicat des orfèvres, est en réalité un Autrichien, une nuance de peu d'importance en Russie à l'époque. Il était dans un camp de prisonniers de guerre près d'Omsk, comme le noyau des Hongrois, et a été avec eux à l'origine du travail de recrutement parmi les étrangers. Parmi les autres membres autrichiens de la section allemande du PC de Russie, il faut citer Artur Ebenholz, un des dirigeants du mouvement des prisonniers, le cordonnier Johann Koplenig, qui rejoint les bolcheviks à Nijni-Novgorod, puis dirige les prisonniers de guerre communistes de Perm. Il revient en Autriche en 1920 et sera le président du PC autrichien de 1965 à 1985. Enfin, l'officier d'état-major de l'armée austro-hongroise Otto Steindrück va servir dans l'Armée rouge et dans celle de la République hongroise, et devenir un des meilleurs officiers de renseignement de l'armée russe.

La personnalité la plus étonnante du groupe est cependant le journaliste Ernst Reuter, né en 1889. Fils d'officier, étudiant révolté, enseignant, devenu journaliste socialiste, révisionniste et radical de gauche en même temps, en correspondance avec Hugo Haase et Romain Rolland, il a été grièvement blessé sur le front russe en août 1916 Fait prisonnier, il aboutit après quelques pérégrinations à l'hôpital de Nijni-Novgorod. En dix-huit mois il a appris à lire, écrire et parler le russe couramment. Guéri, il connaît en Russie un itinéraire exceptionnel. Travailleur forcé dans une mine près de Toula, chef de la révolte ouvrière, il chasse le directeur après la révolution d'Octobre et en prend la direction avec un groupe d'autres prisonniers, dont le Hambourgeois Rudolf Rothkegel, le Brémois Hermann Osterloh, et l'appui de tous les travailleurs. Il entre ainsi dans le mouvement communiste par la porte de la lutte. Il est alors appelé à Moscou par Radek, et l'on peut croire qu'il va faire une carrière analogue à celle des Hongrois. Collaborateur, avec Irma Hellrich Petrova – la femme du Petroff que nous avons rencontré en Grande-Bretagne et qui est devenu commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères après sa libération –, du journal des soldats en quatre langues, *Völkerfriede*, Reuter peut dès lors être considéré comme l'un des futurs dirigeants de ce mouvement dans un avenir proche. Or il n'en est rien.

Ernst Reuter est connu des principaux dirigeants soviétiques. Il est considéré comme un homme si remarquable qu'il se voit confier une vraie responsabilité d'État, celle du commissariat des Allemands de la Volga – cette colonie dont l'existence remonte à la Grande Catherine –, qui devient le 19 octobre 1918 la Commune ouvrière des Allemands de la Volga, dont il est alors le commissaire. Pendant quelques mois, cet homme de vingt-neuf ans est le chef d'un État minuscule – 450 000 personnes – et y fait merveille avec une équipe d'hommes recrutés en Russie parmi les prisonniers comme lui, Rudolf Rothkegel, Hermann Osterloh et Josef Böhm. Avec eux travaillent aussi un ouvrier agricole, l'Allemand de la Volga Klinger, et le fils d'un ouvrier immigré, Nicolas Krebs, qui a russisé son nom en Nikolaï Rakov, milite auprès de Radek et devient bientôt pour tous Felix Wolf. Wilhelm Hering, dit Ferry, va militer dans l'appareil de l'IC (il est envoyé en Allemagne). Membre de l'appareil clandestin, il sera exclu comme « mouchard » en 1921.

En novembre 1918, la révolution allemande tant attendue est là. Une délégation de l'exécutif des soviets part pour Berlin participer au congrès des conseils d'ouvriers et de soldats : Radek, Reuter et Felix Wolf en sont, avec Ioffe et Rakovsky. La jonction se prépare. Quand les délégués sont tous arrêtés à Kovno par les troupes allemandes, Lénine donne à Radek par téléphone son accord pour que Wolf, Reuter et lui gagnent Berlin clandestinement, ce qu'ils font, déguisés sans mal en prisonniers de guerre rapatriés. Szamuely arrive à son tour par une autre voie.

AUTRES GROUPES COMMUNISTES

La légende, qui concurrence sérieusement l'histoire dans les médias, a fait du futur maréchal Tito un combattant de l'Armée rouge et l'un des fondateurs en Russie du Parti communiste de Yougoslavie. L'intéressé, qui était alors le sergent croate Josip Broz, prisonnier de guerre en Russie, a démenti et donné un récit de ce séjour. Fait prisonnier en mars 1915, il était au cachot lors de la révolution de février 1917. Quelques semaines plus tard, il rencontrait des bolcheviks et commençait ses lectures. Évadé, il participa à Petrograd aux journées de juillet, tenta de se cacher en Finlande quand la répression se déchaîna, mais fut repris. Après la révolution d'Octobre, il s'engagea à Omsk dans la Garde rouge internationale, formée d'anciens prisonniers mais n'eut pas l'occasion de

combattre. Il vécut clandestinement chez les Kirghizes, épousa une très jeune Russe et revint dans son pays.

Dans l'intervalle s'étaient organisés des groupes communistes serbes, croates, slovènes. Sous l'impulsion d'Ilya Milkić, ancien délégué au congrès de Copenhague de l'Internationale, en 1910, qui avait passé la guerre en France, puis en Suisse, et avait travaillé à la représentation soviétique de Berne, les communistes yougoslaves de Russie et d'Ukraine se regroupaient dans une ligue puis un parti communiste dont la direction rentra très vite au pays. Des prisonniers yougoslaves ont constitué leur propre section à Moscou en novembre 1918. Bien des noms de membres de ces organisations jalonnent l'histoire du PC yougoslave : contentons-nous de mentionner Lazar Vukićević, le Serbe Nikola Kovaćević, le Dalmate Vlado Copić, le Croate Ivan Vuk, qui vient d'Ukraine, Ivan Matuzović, qui ira combattre aux côtés des Hongrois avec des volontaires yougoslaves, le célèbre cavalier Danilo Srdić. Beaucoup combattent dans l'Armée rouge. Les prisonniers de guerre yougoslaves gagnés au communisme étaient plus de 300.

Il y avait en Russie plus de 200 000 militaires tchécoslovaques : les légionnaires et les prisonniers de guerre. En mai 1918, deux groupes de syndicalistes et de socialistes tchèques prisonniers de guerre, déjà constitués à Kiev et à Petrograd, constituent à Moscou un Parti communiste tchéco-slovaque. Parmi eux, Alois Muna, trente-deux ans, un tailleur qui publia à Kiev le journal *Svoboda* (Liberté), Arno Hais, fils d'un dirigeant syndical de la chimie, Jaroslav Handlíř, trente ans, menuisier, Brétislav Húla, vingt-cinq ans, Čeněk Hruška, vingt-neuf ans, ouvrier agricole. Le Croate Gustav Barabáš se révèle grand chef de guerre dans l'Armée rouge. Mentionnons aussi le jeune František Beneš, l'instituteur Volek, deux intellectuels qui deviendront célèbres, le père du *Brave Soldat Chveïk*, Jaroslav Hašek, et le mathématicien et philosophe Arnost Kolman.

Pour des raisons que nous ignorons, les Tchécoslovaques furent autorisés à fonder en Russie leur propre parti, comptant un millier de membres selon Pavel Reimann, au cours d'un congrès tenu à Moscou du 25 au 27 mai 1918. Le temps d'une formation sommaire, après deux discussions de Muna avec Lénine, le gros de ces communistes tchèques furent renvoyés au pays très vite, en novembre 1918, et durent faire face dès leur arrivée à une campagne de meurtres qui ne leur laissa d'autre choix que d'aller se placer sous la protection des ouvriers mineurs de Kladno, un endroit sûr pour eux où ils purent développer leur action de « groupe communiste de Bohême » pour la constitution d'un parti communiste et publièrent de nouveau *Svoboda*. C'est en Tchécoslovaquie que devait être fondé pour de bon le parti communiste de ce pays, trois ans plus tard.

Socialiste, le Turc Mustapha Subhi s'était réfugié à Moscou après la révolution de février, et le Gouvernement provisoire l'avait considéré comme prisonnier de guerre. Les prisonniers turcs étaient également assez nombreux. Subhi commença à les organiser. Deux de ses recrues au moins ont joué plus tard un certain rôle dans le PC turc : Ismaïl Hakki, de Kayseri, et l'électricien Süleyman Nuri. A la fin de 1918, il avait formé un groupe turc ainsi que des organisations militaro-politiques turques, et parlait – sans doute avec quelque exagération – de milliers de volontaires turcs servant dans l'Armée rouge.

Il y eut aussi un groupe communiste français à Moscou, alors qu'il n'y avait pas de prisonniers de guerre, la France étant un pays allié. On en connaît assez bien l'histoire aujourd'hui. Il avait commencé sous la forme d'un groupe franco-anglais, avec M. Philips Price, journaliste britannique gagné au bolchevisme, et sous la direction d'un ancien compagnon de Lénine en Suisse, Niourine. L'énumération de ses membres ressemble à un dîner de têtes de Prévert : des membres de la mission militaire et diplomatique française, des officiers de réserve, l'avocat Jacques Sadoul et le professeur agrégé Pierre Pascal, le

correspondant du *Figaro*, René Marchand, les soldats de deuxième classe Marcel Body, typographe, et Robert Petit, fils de cheminot, ainsi que la femme du second, Marie-Louise, les institutrices privées Jeanne Labourbe, Rosalie Barberet, Suzanne Depollier-Girault, et le fils de Rosalie, Henri Barberet, dix-huit ans ; enfin, à partir de février 1919, l'écrivain Henri Guilbeaux, agent double, servant le 2e bureau français et probablement la Tcheka en même temps. Deux des membres de ce groupe, le mécanicien Robert Deymes, un sergent, et l'ingénieur Edmond Rozier, ancien directeur technique de Renault, sollicités par Trotsky, font une contribution capitale à la guerre civile en dressant les plans pour la construction des premiers tanks de l'Armée rouge. Le petit groupe a en outre fourni plusieurs courriers, et surtout joué un rôle très important dans la lutte contre l'occupation française à Odessa et pour la fraternisation entre ouvriers russes et soldats et marins français. Deux de ses membres ont été tués, Jeanne Labourbe et Henri Barberet.

Il y a aussi un groupe communiste bulgare à Moscou, dont l'un des animateurs, Stojan Djorov, devenu bolchevik en 1917, à trente-quatre ans, a parcouru le territoire soviétique jusqu'au Daghestan à la recherche de recrues bulgares et fondé en 1918 à Odessa des « brigades » bulgares pour combattre dans les rangs de l'Armée rouge. Un fort groupe bulgare à Odessa était formé de militants plus proches de Rakovsky que des *tesnjaki*.

Des prisonniers de guerre roumains sont également devenus communistes. On cite Hilarion Pescariu et Emil Bozdogh, tous deux nés en Transylvanie, Iuliu Delianu, organisateur à Petrograd, et Alexei Genegariu. Enfin, il faut sans doute signaler que l'expérience bolchevique inspira des initiatives analogues en Occident. C'est ainsi qu'à l'automne 1918 le cheminot italien Francesco Misiano se rendit en Autriche pour y organiser le travail politique parmi les soldats italiens prisonniers de guerre.

VERS L'INTERNATIONALE

Ces groupes constituent en quelque sorte une pré-Internationale. Tous sont évidemment partisans de la fondation de celle-ci, non seulement sous l'influence des bolcheviks, mais par la force des choses et de leur propre itinéraire. Ils ne sont pas le facteur essentiel de la fondation de l'Internationale communiste, mais un catalyseur, un exemple mais aussi une force, qui, bien que réduite, donnait tout de même vraisemblance et substance aux rêves fondateurs. Nombre de ces hommes ont combattu la Légion tchèque et les Blancs de Koltchak. Ils ont eu leurs héros : Béla Jaross, commandant d'un régiment de l'Armée rouge, le jeune officier Artur Dukesz, ancien dirigeant des étudiants révolutionnaires de Budapest, tous deux faits prisonniers et fusillés, et les centaines de tués dans les rangs de leurs volontaires, Jan Vodička, qui a été condamné pour « insubordination » dans la Légion tchèque où il appelait ses camarades à ne pas combattre les bolcheviks, qu'il avait appris à estimer ! Pour eux n'avait pas encore commencé ce qui était leur banc d'épreuve décisif. Novembre 1918 était en effet non seulement la date de la fin de la Première Guerre mondiale, mais aussi celle du début des premières révolutions après celle de Russie.

CHAPITRE III

Un tournant incertain et sanglant[1]

Encore aujourd'hui, l'histoire de ce temps reste difficile à déchiffrer C'est en effet l'histoire d'une période révolutionnaire, dont une partie demeure cachée. C'est aussi une histoire réellement, organiquement internationale, dont les traces sont dispersées aux quatre vents et dont les documents sont restés inaccessibles pendant de longues périodes.

Les plus grandes difficultés proviennent sans doute du fait que les très grands événements – ceux qui restent dans la mémoire – masquent tous les autres et, d'une certaine façon, les déforment par leur ombre. Tel est particulièrement le cas de la période de quelques mois qui s'ouvre en novembre 1918.

NOVEMBRE ROUGE

Quelle image choisir pour caractériser ce mois extraordinaire ?

La capitulation dans la clairière de Rethondes ?

Le défilé militaire sur les Champs-Élysées ?

La « grève de la guerre », la fuite, le refus de continuer à se laisser massacrer qui fait courir, le dos à l'ennemi, des dizaines de milliers de soldats et même d'officiers italiens n'accepta plus de mourir pour rien ?

Un nom pour cette manifestation géante, cette fuite, terrible et barbare, Caporetto ?

La grève générale en Suisse, les combats à Zurich sur les barricades entre soldats-paysans décidés à en découdre et ouvriers décidés à ne plus accepter la vie chère et l'arbitraire des patrons, les interdictions – celle des manifestations pour la Russie –, les expulsions – celle du jeune socialiste allemand Willy Münzenberg –, puis, plus grave encore, celle des diplomates de la mission de Berne et des étrangers en contact avec elle ?

La décomposition de l'Empire austro-hongrois, la prise du pouvoir par les différents « conseils nationaux », l'éclatement en nations de l'empire des Habsbourg ?

On comprendra que nous choisissions plutôt la grande cavale des marins de Kiel qui viennent de refuser la « sortie » suicidaire que leur préparait l'amiral de la flotte à titre de baroud d'honneur, et qui ont entamé un tour éperdu de l'Allemagne ouvrière pour

1. Pour tout ce qui concerne la révolution allemande, qui est au cœur de ce chapitre, on s'est beaucoup servi de P. Broué, *Révolution en Allemagne 1918-1923*.

appeler au secours, pour qu'on les défende, pour qu'on les aide à ne pas mourir bêtement, maintenant que la guerre finit et qu'on la voit toute nue et si sale avec son cortège de misères et de crimes.

Et, tout de suite après, la manifestation de Berlin le 9 novembre, les foules ouvrières en rangs serrés et disciplinés, descendant vers le centre de la capitale pour clamer que c'est assez, qu'elles veulent qu'il soit mis fin à la guerre, qu'on fasse la paix, qu'on vive de nouveau.

Et le social-démocrate Scheidemann, encore ministre impérial, proclamant tout simplement la « République » du haut d'un balcon du Reichstag, tandis que Karl Liebknecht, presque la veille encore détenu dans une prison militaire, proclame sous un tonnerre humain la « République socialiste » du haut d'un balcon du palais impérial.

Le Kaiser Guillaume II, lui, fait ses valises. « Il faut sacrifier l'empereur pour sauver le pays », disait quelques jours auparavant un dirigeant socialiste.

LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE

Deux mois avant ces événements, le dirigeant spartakiste Ernst Meyer écrivait à Lénine qu'on pouvait s'attendre à une accélération des développements politiques... pendant l'hiver. La révolution est allée plus vite que les révolutionnaires, dont les dirigeants sont d'ailleurs presque tous emprisonnés. Mieux informés, les chefs de l'armée, Hindenburg et Ludendorff, annoncent que celle-ci ne peut tenir. Pour « prévenir le bouleversement d'en bas par une révolution d'en haut », il faut négocier avec les Alliés au nom d'un gouvernement comprenant des social-démocrates. Ce sera chose faite le 4 octobre, par un gouvernement Max de Bade comprenant deux ministres socialistes. Il demande l'ouverture des discussions d'armistice, et les ministres social-démocrates obtiennent la libération des prisonniers politiques, au premier chef Karl Liebknecht, pour désamorcer l'agitation.

L'homme qui symbolise la lutte contre la guerre est à Berlin le 23 octobre. Il harangue la foule, salue la révolution russe et la révolution socialiste allemande. Puis il se rend à l'ambassade russe, discute longuement avec Boukharine, qui découvre en lui « un vrai bolchevik », participe à la grande fête donnée le soir par Ioffe, à qui Lénine envoie un télégramme. Mais ce drapeau vivant de la révolution n'a pas d'organisation – 50 spartakistes à peine dans la capitale – et refuse d'être coopté à la direction de l'USPD, comme elle le lui propose. Il s'épuise dans les jours suivants à discuter au sein du « conseil ouvrier provisoire » constitué par les Délégués révolutionnaires, où il a été coopté avec Pieck et Ernst Meyer. Pour lui, il faut multiplier les meetings, les manifestations, tremper les masses, lancer la jeunesse dans la rue, pousser aux initiatives. Mais il se heurte à des apprentis conspirateurs hésitants qui tergiversent et se gaussent de ce qu'ils appellent sa « gymnastique révolutionnaire ».

Le gouvernement, lui, hésite moins. Le 5 novembre, il fait un geste chargé de signification tant à l'adresse du pays qu'à celle des Alliés. Ce jour-là, en effet, le nouveau ministre des affaires étrangères, Solf, convoque Ioffe et l'informe que, l'ambassade russe violant la loi internationale, il a décidé un retrait des représentants de part et d'autre. Cela signifie que les diplomates russes doivent quitter Berlin, ce qu'ils font le lendemain, avec leurs hôtes, tous conduits à la frontière par train spécial.

La question de la révolution reste entière. Les marins vont la régler sans attendre. A Kiel, ils ont commencé à agir parce qu'ils ne veulent pas être sacrifiés dans une « sortie » pour la gloire. Certains sont arrêtés, d'autres manifestent. Une patrouille tire et il y a un mort. Alors ils se lancent : un comité est élu par 20 000 marins, des conseils de marins dirigent les bateaux où flotte le drapeau rouge. La mutinerie se répand dans les ports puis

les villes où les marins vont appeler au secours. Partout surgissent des comités d'ouvriers et marins ou soldats. La révolution s'étend comme une nappe d'huile.

Partout, sauf à Berlin. Là, c'est l'arrestation du futur chef militaire de l'insurrection – le lieutenant Walz, dit Lindner – qui décide les conspirateurs à faire le saut. Emil Barth rédige un tract appelant à l'insurrection le 9 pour abattre le régime impérial, établir une république des conseils. Ses camarades des Délégués révolutionnaires et l'USPD berlinoise suivent. Dans la soirée, les rapports des usines sont unanimes : les ouvriers vont sortir dans la rue et manifester. Le Parti social-démocrate décide de prendre le train en marche. Il y parvient sans mal le lendemain, réussit avec beaucoup d'audace à gagner la sympathie de la majorité des conseils de soldats, peu politisés, qu'il fait élire, et se présentent partout sous l'étiquette de « conseil ouvrier ». Ses dirigeants proposent aux Indépendants de partager avec eux les responsabilités gouvernementales, ce que ces derniers finissent par accepter.

Pour le monde, neutres et une partie des belligérants, la révolution allemande de novembre signifie d'abord la fin de la guerre. Pour les communistes de Russie, l'apparition des conseils ouvriers, la révolte des soldats, les manifestations de masse, l'abdication de Guillaume II, l'arrivée au pouvoir d'un Conseil des commissaires du peuple *(Volksbeauftragten)* signifient qu'ils ne sont plus seuls. Un autre pays, un pays avancé, le plus avancé d'Europe, dit Lénine, celui qui fut longtemps la patrie des socialistes organisés, vient de s'engager à son tour dans la voie de la révolution, confirmant tous leurs espoirs et mettant un terme à une si longue attente. Karl Radek, qui se trouve alors, pour peu de temps encore, à Moscou, raconte : « Quand la nouvelle de la révolution allemande nous parvint, une joie tumultueuse envahit la classe ouvrière de Russie. Des dizaines de milliers d'ouvriers éclatèrent en vivats sauvages. Je n'avais jamais rien vu de semblable. Tard dans la soirée, ouvriers et soldats rouges défilaient encore. La révolution mondiale était arrivée. Notre isolement était terminé. » Il explique : « La classe ouvrière russe, plus jeune, plus faible sur le plan de l'organisation, sait bien que, sans la révolution socialiste en Allemagne, la révolution ouvrière russe, reposant sur elle seule, n'aura pas la force suffisante pour construire une nouvelle maison sur les ruines laissées par le capitalisme[2]. »

DUALITÉ DE POUVOIRS

La dualité de pouvoirs qui apparaît en Allemagne en novembre 1918, comme en Russie en février 1917, est d'un type original. Bien sûr, les conseils d'ouvriers et de soldats ont tous les attributs d'un pouvoir que n'a plus, souvent, l'ancienne administration. Mais ils sont dirigés par les éléments les plus modérés de la classe ouvrière. En particulier, au nom de la démocratie, les social-démocrates « majoritaires » ont obtenu très souvent la parité dans l'exécutif du conseil entre eux et les indépendants. Dans la pyramide des conseils, l'influence de l'appareil syndical et de celui du Parti social-démocrate ne cesse d'augmenter de la base au sommet. La pointe de la pyramide, c'est le social-démocrate majoritaire Friedrich Ebert, à qui Max de Bade a transmis les pouvoirs de chancelier du Reich que lui avait conférés Guillaume II, et qui a été élu président du Conseil des commissaires du peuple, chef de l'État bourgeois et en même temps de l'État révolutionnaire des conseils. En réalité, Ebert, qui accepte l'installation d'un téléphone direct avec le maréchal Hindenburg pour le maintien de l'ordre, est décidé à restaurer l'autorité de l'État – celui qui n'est pas « révolutionnaire », car lui-même « hait la révolution autant que le péché ». L'armée, sur ce point, lui fait confiance : il n'y a pas d'autre parti pour l'aider et pour la couvrir que le parti social-démocrate dit « majoritaire », le SPD.

2. *Krasnaia Nov*, n° 10, 1926, p. 140, trad. allemande « November. Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen », *Archiv für Sozialgschichte*, II, 1962, p. 121D.

Le contraste est frappant en Allemagne entre l'allant, la fougue, la masse des manifestations d'ouvriers et de soldats, la généralisation des conseils, le rôle personnel des militants révolutionnaires, et la faiblesse de ces derniers sur le plan de l'organisation. Incontestablement, Liebknecht apparaît bien comme le général de la révolution allemande. Il ne manque pas de troupes, mais il n'a ni état-major ni officiers. La Ligue Spartakus – qui n'a pas officiellement quitté l'USPD – a décidé d'agir en toute indépendance par rapport à ce dernier, qui a envoyé ses représentants comme ministres dans le gouvernement Ebert. Désireuse de se donner les moyens de cette politique, elle s'empare dans un premier temps des locaux et du matériel d'imprimerie d'un grand quotidien, mais n'a pas la force de le conserver face à l'opposition des nouvelles autorités. *Die Rote Fahne,* son organe, ne paraît qu'avec un réel retard dans une période où les jours comptent pour des mois et les mois pour des années. C'est Rosa Luxemburg, libérée parmi les derniers, qui écrit les éditoriaux et trace les grandes lignes de la politique, tandis que Liebknecht poursuit un inlassable et écrasant travail d'agitation dans les masses. Les deux dirigeants spartakistes qui incarnent la révolution concentrent sur leurs personnes la haine des classes dirigeantes, des militaristes, des antisémites, de la bourgeoisie et des *Junker* comme des anciens combattants nationalistes, convaincus d'avoir été « trahis » par des gens de leur espèce.

Il y a conflit de pouvoir entre le Conseil des commissaires du peuple d'Ebert et le conseil exécutif des ouvriers et soldats de Berlin, que dirigent de fait les Délégués révolutionnaires, l'aile gauche de l'USPD, et leur représentant, le dirigeant syndical Richard Müller. La question centrale est celle de la force armée dans la capitale. La décision de l'exécutif de Berlin de constituer une Garde rouge, prise le 12 novembre, se heurte à une mobilisation des soldats par les social-démocrates majoritaire et doit être abandonnée. Quelques jours plus tard, une tentative de l'exécutif d'organiser une force armée notamment au service de la préfecture de police, qu'occupe Emil Eichhorn, aboutit au résultat contraire, la formation d'une troupe de 17 000 hommes sous les ordres du commandant social-démocrate de la capitale, Otto Wels.

Une nouvelle défaite attend les dirigeants du comité exécutif. Une résolution de Daümig, présentée le 16 novembre, se prononçant pour une « république des conseils », préconise la convocation d'un conseil central des conseils de tout le pays afin d'étudier « une nouvelle Constitution conforme aux principes de la démocratie prolétarienne ». Après une bataille confuse, elle passe avec un additif d'Hermann Müller précisant que la nouvelle Constitution devra être soumise à « une assemblée constituante convoquée par le conseil central[3] ». Les membres du Parti social-démocrate dans les conseils ont réussi à y faire passer la ligne de la destruction de la dualité de pouvoir et la disparition des conseils en tant qu'organes de pouvoir. La convocation de la Constituante est décidée. Dans *Die Rote Fahne*, Rosa Luxemburg écrit l'épitaphe du conseil exécutif de Berlin :

> Il est clair que c'était dans le conseil exécutif, dans les conseils d'ouvriers et de soldats, que les masses devaient se retrouver. Or leur organe, l'organe de la révolution prolétarienne, est réduit à un état d'impuissance totale. Le pouvoir lui a glissé des mains pour passer dans celles de la bourgeoisie. Aucun organe de pouvoir politique ne laisse de son plein gré échapper le pouvoir à moins d'avoir commis quelque faute. Ce sont la passivité et même l'indolence du conseil exécutif qui ont rendu possible le jeu d'Ebert-Scheidemann[4].

Ce jeu va aller jusqu'au bout. Le congrès central des conseils se réunit le 16 décembre. Sur 489 délégués, dont 405 de conseils ouvriers, il y a 288 membres du SPD contre 90 indépendants – 10 spartakistes seulement. Ni Liebknecht ni Rosa Luxemburg n'ont

3. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 182.
4. *Die Rote Fahne*, 11 décembre 1918.

été élus, et le congrès refuse de les inviter. S'inspirant sans doute de l'exemple des « journées » de la Révolution française, les spartakistes organisent avec les Délégués révolutionnaires d'énormes manifestations – 250 000 le premier jour –, dont une de soldats et une autre de grévistes qui tentent de faire pression sur le congrès où elles viennent défendre leurs revendications. En vain. Les jeux sont faits. Le congrès des conseils, sauf sur la question de l'armée, où le vote sur les « sept points de Hambourg » signifie la fin de l'armée impériale, suit Ebert. Le dernier vote politique sur une motion Daümig en faveur du pouvoir des conseils ne lui donne que 344 voix contre 988. Immédiatement se déroulent dans toute l'Allemagne ouvrière des manifestations contre le pouvoir central et contre la perspective électorale adoptée par le congrès, l'élection de la « Constituante ». Protestation, ou perspective immédiate de lutter pour le pouvoir des conseils contre les représentants et sans doute la majorité des travailleurs – les moins politisés – qui suivent le SPD ?

Pourtant, un élément extrêmement positif subsiste aux yeux des spartakistes. A chaque agression ou tentative de la droite, les travailleurs berlinois ont jusqu'à présent riposté avec toujours plus de force. Le 8 décembre après une fusillade contre une manifestation de la Ligue des soldats rouges, le 10 décembre après l'entrée dans la capitale des troupes du général Lequis, arrivées en bon ordre et qui se dissolvent littéralement, le 25 décembre enfin, « le Noël sanglant », où les troupes appelées pour réprimer la mutinerie des marins de la Division du Peuple sont littéralement balayées par des centaines de milliers de manifestants. Dans ces manifestations comme dans le début d'un mouvement de grèves, Rosa Luxemburg voit le cheminement des masses, la révolution même.

Le revers de la médaille, c'est que les mobilisations auxquelles les spartakistes entraînent dans la rue les démobilisés, les déserteurs, les chômeurs, toutes les victimes de la guerre et de la crise, sont loin d'être parfaitement contrôlées ni même contrôlables, que des éléments suspects, voire provocateurs, s'immiscent dans leurs rangs, poussant aux violences, réclamant à la grande joie des jeunes et des éléments apolitiques enragés la chute du gouvernement et dénonçant les social-démocrates comme l'ennemi n° 1. L'incident le plus grave a lieu à Noël. A l'initiative de militants spartakistes, le journal social-démocrate *Vorwärts* est occupé par des manifestants. Ils se souviennent que ce journal, payé autrefois par des milliers et des milliers de souscriptions d'ouvriers, avait pris position contre la guerre en 1914 et avait été confisqué par les autorités militaires puis remis aux social-démocrates majoritaires. Pour eux, il s'agit de reprendre « leur bien », celui des travailleurs. Les occupants publient des tracts signés *Vorwärts rouge*, appelant au renversement du gouvernement Ebert et à son remplacement par « de vrais socialistes, c'est-à-dire des communistes », puis, sous la signature « Ouvriers et soldats du Grand-Berlin », un véritable ultimatum au gouvernement. Le journal est finalement évacué, mais l'épisode nourrit la calomnie sans cesse rabâchée selon laquelle les spartakistes veulent détruire par la force et la violence la liberté d'expression.

CONSEILS OUVRIERS ET PARTIS COMMUNISTES

En cet automne de 1918, une partie de l'Europe centrale et orientale se couvre de conseils analogues aux soviets, et cela paraît aux dirigeants bolcheviques le label de l'authenticité du mouvement prolétarien – comme le leur. La guerre civile semble installée à demeure, en une sorte de prolongement de la guerre civile russe. La perspective de la défaite des empires centraux encourage toutes les formes de lutte. Les travailleurs de Roumanie – qui font leur apprentissage – en sont aux grandioses manifestations de rue. Le gouvernement réplique par un véritable massacre de manifestants à Bucarest le

18 décembre : l'armée tire, faisant 60 morts dans la foule et d'innombrables blessés. Aussitôt après, la police arrête 65 dirigeants du mouvement ouvrier politique et syndical, qu'elle incarcère. L'un des plus valeureux dirigeants du Parti socialiste roumain, Ioan Frimu, va mourir en prison, du typhus, dira-t-on[5].

On a pu, pendant quelques jours, dans le sillage de la révolution allemande, croire à une révolution dans les Pays-Bas. Le 11 novembre, le leader social-démocrate Pieter Jelles Troelstra se disait partisan d'une révolution prolétarienne, et le lendemain exigeait la remise du pouvoir à son parti, le SDAP. Un Comité socialiste révolutionnaire dont le SDAP était membre demandait un gouvernement reposant sur les conseils d'ouvriers et de soldats, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la journée de huit heures, la démobilisation, le droit pour les soldats de conserver leurs armes, le vote des femmes. David Wijnkoop, dans un meeting de masse, appelait à l'élection de conseils et à la saisie des moyens de production, la proclamation de la Commune d'Amsterdam et de la République socialiste fédérale des Pays-Bas. Le 13, Wijnkoop réclamait au Parlement la formation d'un gouvernement basé sur les conseils et l'abolition de la monarchie. Une fusillade contre une manifestation faisait dix morts et Wijnkoop, sur les marches de la Bourse, appelait à la proclamation de la Commune d'Amsterdam. Les choses en restèrent là avec un appel au calme du SDAP, Troelstra compris, le lendemain.

C'est sans doute en Autriche proprement dite que le mouvement a été le plus faible. Là, aucune gauche ne s'est vraiment développée pendant la guerre. Le geste héroïque et symbolique de Friedrich Adler, abattant le chef du gouvernement, l'homme de la guerre, le comte von Stürgkh, le 24 octobre 1916, avait donné un coup de fouet et encouragé la résistance ouvrière, mais en même temps fait de lui un symbole révolutionnaire. Or il ne se décide pas à quitter le Parti social-démocrate et à se tourner vers le communisme, même après le 19 novembre 1918, où il reçoit à Vienne la brève visite de Béla Kun qui lui apporte une lettre pressante de la part de Lénine. Quand, le 30 octobre 1919, au milieu de l'éclatement de l'empire, se constitue un gouvernement provisoire pour l'Autriche proprement dite, la floraison des conseils d'ouvriers et de soldats, le rétablissement des libertés démocratiques et la libération des prisonniers politiques font apparaître la toute-puissance des social-démocrates, désormais dirigés par la gauche d'Otto Bauer, et l'insigne faiblesse des groupes révolutionnaires.

Le groupe le plus sérieux est celui de Franz Koritschoner et de Josef Strasser. Le second est un excellent journaliste. Le premier a alors vingt-six ans. Issu d'une famille de banquiers juifs, neveu de Rudolf Hilferding, le théoricien social-démocrate, il s'est lié d'amitié avec Boukharine et, par lui, politiquement avec les bolcheviks. Il connaît Lénine depuis Kienthal. Il avait été arrêté après les grèves de janvier. Ses amis restés en liberté, dont Strasser, sont en contact avec Paul Levi et la Ligue Spartakus. Il a avec lui la très jeune Ilona Duczynska, qui était à Zurich et a connu tous les zimmerwaldiens.

Le deuxième groupe est celui de l'Association libre des étudiants socialistes, que dirige Elfriede Eisler, une jeune femme de vingt-trois ans, avec son jeune mari Paul Friedländer, son frère Gerhardt Eisler et Karl Frank, vingt-trois ans tous les deux. Il a été dissous en janvier et a poursuivi une activité clandestine, Elfriede se liant pendant l'été avec un typographe, exclu du Parti social-démocrate et fondateur d'un petit cercle communiste, Karl Steinhardt, quarante-trois ans. L'homme est en contact avec la mission diplomatique soviétique de Vienne, ce qui va permettre au groupe de recevoir une aide matérielle bien utile.

Le troisième groupe, quelques dizaines de jeunes militants, était, lui, constitué sous la

5. P. Broué, *Rakovsky*, *op. cit.*, p. 138.

direction de Johannes et Hilde Wertheim et surtout de Leo Rothziegel, un typographe de vingt-six ans. D'abord anarchiste, déserteur, mutin, évadé de la prison militaire, il s'était rallié au marxisme fin 1917 sous l'influence de Koritschoner, avait joué un grand rôle dans les grèves de janvier 1918. Arrêté en avril, il avait constitué en novembre, à sa libération de prison, la Fédération des socialistes révolutionnaires « Internationale ». Le 3, il était entré dans la Garde rouge, dont il fut aussitôt l'un des mentors.

Le Parti communiste autrichien a été créé comme à la sauvette, le 3 novembre 1918, par « un congrès convoqué on ne sait trop comment [...] de bouche à oreille », écrit le futur Lucien Laurat, à l'époque Otto Maschl[6]. Les amis de Koritschoner sont absents et persuadés qu'ils ont été délibérément tenus à l'écart. Le groupe de Leo Rothziegel n'est pas représenté non plus. En revanche, Steinhardt est présent. La présence de Karl Toman et de quelques autres ex-prisonniers de guerre venant de Moscou montre qu'une liaison existe. Le 12 novembre, à la suite de violents incidents avec la police, qui prétend interdire l'entrée du Parlement à une délégation, Koritschoner est grièvement blessé par balle. Un autre incident, l'occupation d'un journal pendant quelques heures par le groupe Friedländer, provoque l'arrestation de la jeune femme et, semble-t-il, une volte-face des amis de Koritschoner, qui rejoignent le jeune PC. Après de longues négociations, le groupe des Wertheim et de Rothziegel le rejoint aussi dans une « unification » formellement réalisée à la conférence le 9 février 1919. Ainsi le groupuscule peut-il grandir. De quelques centaines au plus à sa naissance, il est passé à quelque 10 000 en mars 1919. C'est pourtant un effectif tout à fait dérisoire, si on le compare aux 500 000 membres du Parti social-démocrate autrichien.

Les militants en provenance de Moscou ont eu beaucoup plus d'importance dans la naissance du parti communiste en Hongrie. La presse de Budapest avait fait à Béla Kun une énorme publicité. Aux yeux des militants gagnés au modèle ou au moins à l'exemple russe, il était celui d'entre eux qui jouissait de l'appui de Lénine. Lors de l'arrivée de Kun à Budapest, le 17 novembre, la situation est particulièrement complexe, entre le gouvernement provisoire du grand seigneur démocrate le comte Mihaly Karolyi, le Conseil national hongrois, le Conseil des soldats animé par Jószef Pogány et le Conseil des ouvriers de Budapest. La force politique dominante dans ces trois organismes était évidemment le Parti social-démocrate, dont la direction niait de toutes ses forces que fût engagé un développement de dualité de pouvoir. Il y a aussi, en dehors des nouveaux adhérents, plusieurs groupes qui se réclament de la révolution, dans une situation économique et sociale catastrophique où le gouvernement Karolyi, avec l'appui et sous la pression des social-démocrates, multiplie les concessions, ce dont le ministre socialiste Kunfi suggère qu'il soit récompensé par « une suspension de six semaines de la lutte de classes ». Le groupe dit des « socialistes indépendants » rassemble des opposants d'avant guerre et des dirigeants ouvriers comme Sándor Özstreicher. La « vieille opposition socialiste » se réveille ensuite avec Béla Vagó, Jenö Lászlo, Béla Szántó. Le groupe d'Ottó Korvin, qui s'intitule socialiste révolutionnaire, né du combat antimilitariste, réalise l'exploit de diffuser par avion sur un meeting social-démocrate l'appel enflammé à la révolution lancé de Moscou par Sverdlov et censuré depuis par tous les moyens d'information. Un groupe interusines de « métallos socialistes » avec Aladar Komját et un autre de « technocrates révolutionnaires » animé par Gyula Hevesi, vingt-six ans, se joignent à eux.

Ce sont ces groupes qui vont se réunir le 24 novembre, après d'intenses discussions d'une semaine. Seul manque le groupe du cheminot Jenö Landler, que Kun n'a pu convaincre. L'ouvrier Antal Mosolygó est vice-président mais ne restera pas. Le comité

6. L. Laurat, « Le PC autrichien », *op. cit.*

central comprend 18 membres dont 6 du groupe des ex-prisonniers de guerre, venu de Moscou, quatre anciens responsables social-démocrates de la vieille opposition et un représentant de chacun des autres groupes. Béla Kun a réussi une très belle opération[7].

Le Parti communiste de Pologne devait évidemment avoir une histoire bien différente de celle des autres[8]. D'abord parce que la Pologne, divisée par ses puissants voisins, avait été jusqu'au terme de la guerre partagée entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Ensuite parce que le mouvement socialiste y était profondément divisé sur la question nationale, mais sous un angle particulier. En effet, on sait que Rosa Luxemburg, opposée de façon irréductible à la théorie de l'« autodétermination » des nationalités de Lénine, refusait de prendre en compte quelque revendication nationale que ce soit, et en particulier celle d'une indépendance nationale polonaise – et que c'était cette position, à l'intérieur du mouvement ouvrier polonais, qui s'opposait à celle des chauvins partisans d'une restauration nationale. On s'explique ainsi sans peine que tant de militants d'origine polonaise, ayant commencé leurs premières armes dans une organisation polonaise, soient devenus des militants à part entière en Russie et en Allemagne et y soient demeurés ou allés après 1917 quand ils avaient survécu. Tel fut le cas de Dzerjinski, de Worowski, qui deviendra Vorovsky, de Hanecki (Ganetsky), d'Ounschlicht, militant dans les rangs russes, de Radek, Marchlewski-Karski, mais surtout Rosa Luxemburg et Leo Jogiches, militant dans le parti allemand.

Bien sûr, la Pologne ne fut pas épargnée par la floraison ou l'explosion des conseils ouvriers à la fin de la guerre, surtout après la fin de l'occupation germano-autrichienne en 1918. M. Dziewanowski, enseignant d'histoire à Harvard, va même jusqu'à exprimer l'idée que « jamais les forces de soulèvement de la société n'eurent de chance de réussite comme pendant cette brève période[9] ». Le premier conseil ouvrier surgit à Lublin le 6 novembre, seulement pour donner son allégeance à un gouvernement « du peuple » constitué dans la même ville sous un président socialiste, puis la transférer à un autre gouvernement de même type, à Varsovie. Bientôt cependant apparurent des conseils ouvriers de type plus combatif, encadrés par des socialistes plus avancés. Le soutien à Varsovie de celui de Lódz provoqua de vives protestations de sa minorité. En revanche, dans le conseil ouvrier de la zone minière de Dąbrowa, la majorité, dirigée par l'ouvrier communiste Hibner, s'engagea dans la voie révolutionnaire, manifestant sa solidarité avec la Russie soviétique, condamnant le gouvernement de Varsovie, appelant à la formation de la Garde rouge et instaurant la journée de travail de huit heures.

L'appel de Dąbrowa à la grève générale illimitée n'a pas fait l'unanimité et n'a été que partiellement suivi par les ouvriers, cependant qu'il entraînait la formation de quelques conseils de paysans. A la mi-décembre, le gouvernement de Varsovie utilisa son armée toute neuve pour désarmer la Garde rouge, dissoudre les conseils à Dąbrowa et faire condamner les dirigeants du mouvement. Deux groupes ici étaient prêts à franchir le pas, le SDKPiL, Parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lituanie, pour qui, comme l'écrit M. Dziewanowski, « la réalité d'une nation polonaise séparée était comme l'apparition soudaine de quelqu'un dont on annoncé la mort et l'enterrement à plusieurs reprises avec joie et soulagement[10] ». C'était une surprise aussi désagréable pour la gauche du PPS, qui avait finalement suivi le SDKPiL.

7. Voir les ouvrages de Tökés et Borsanyi.

8. Le livre le plus accessible est celui de M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland.*

9. *Ibidem*, p. 70.

10. *Ibidem*, p. 74.

NAISSANCE DU PARTI EN POLOGNE

Après une conférence de ce dernier qui constata que l'unification devait se faire sur son programme à lui, confirmé par les faits, et envoya ses projets de résolutions à Rosa Luxemburg et Leo Jogiches pour approbation le congrès d'unification se réunit le 16 décembre 1918 à Varsovie. Il choisit d'appeler le nouveau parti « communiste » en hommage au nom nouveau du parti russe, et « ouvrier » pour rester dans sa tradition « luxembourgiste ». Il assura qu'il avait pour but la révolution sociale et la dictature du prolétariat qui serait réalisée par les soviets de villes et de villages. La plate-forme adoptée réitérait la position de Rosa Luxemburg sur la question nationale : « Le prolétariat polonais rejette toute solution politique liée à l'évolution du monde capitaliste comme autonomie, indépendance et autodétermination. [...] Pour le camp international de la révolution sociale, il n'y a pas de problème de frontières nationales [11]. » C'était un parti squelettique formé de cadres de grande qualité et riche de virtualités. Finalement, on peut se demander si la naissance de l'État polonais n'a pas levé un obstacle sur la voie de l'unification des révolutionnaires. En tout cas, le mouvement se poursuit dans tous les pays.

PREMIERS PAS EN ITALIE

Relevons un indice d'un des plus importants développements au sein du mouvement européen. On connaît la puissance du Parti socialiste en *Italie*, son influence chez les ouvriers des villes et aussi chez les paysans pauvres. Le 18 novembre 1918, au domicile d'un avocat socialiste, à Florence, s'est tenue une réunion des représentants des plus importantes sections maximalistes – un nom qu'ils ont pris récemment, mauvaise traduction de « bolcheviks », les révolutionnaires, « de gauche » – du PSI [12].

Parmi les présents se trouve évidemment Giacinto Menotti Serrati, chef incontesté de ce parti de plus de 80 000 membres, mais également le vétéran Constantino Lazzari, soixante et un ans, fondateur et secrétaire général du parti, ancien zimmerwaldien, depuis des années en contact avec le mouvement international en Suisse par l'intermédiaire de l'ancien secrétaire des JS italiennes, Isaac Schweide, vingt-huit ans, un Suisse né en Argentine, réfugié après avoir été expulsé d'Italie en 1915 [13].

On relève aussi la présence de deux militants presque inconnus qui vont dominer toute la première histoire du mouvement communiste, Amadeo Bordiga, vingt-neuf ans, qui publie à Naples le journal *Il Soviet*, et Antonio Gramsci, vingt-sept ans, qui, dans quelques mois, va commencer la publication de *L'Ordine nuovo*.

LA CLÉ : LA FONDATION DU PARTI ALLEMAND

La naissance du Parti communiste allemand (Spartakus), qu'on appellera KPD(S), est un fait capital. La clé de la révolution en Europe se trouve en effet – l'accord là-dessus est général – en Allemagne. A Moscou, on pense qu'elle est entre les mains du Spartakusbund et des IKD de Brême et Hambourg, les anciens d'*Arbeiterpolitik*, et de leur capacité à servir de socle à un grand parti. Un autre problème est posé du même coup, en relation indirecte d'ailleurs avec l'appartenance des spartakistes à l'USPD qui constitue un obstacle à cette politique : c'est la question des Délégués révolutionnaires de Berlin. Ces hommes sont dans la capitale la direction reconnue des travailleurs – on peut même

11. *Ibidem*, p. 78.
12. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, t. I, p. 3.
13. *Premier Congrès de l'Internationale communiste*, « Introduction », n. 10, p. 39.

dire leur direction révolutionnaire –, et leur groupe, initialement constitué comme un réseau de délégués ouvriers du parti appuyé sur un appareil syndical, a joué et joue encore un rôle d'état-major.

Il semble que les spartakistes aient été les premiers à se faire une raison et à décider à la fois de quitter l'USPD et de s'ouvrir à une fusion avec les IKD. Et que, parmi eux, Jogiches fut le dernier à accepter ce tournant. Les spartakistes n'ont pas apprécié les critiques et commentaires acerbes contre eux dans les pages d'*Arbeiterpolitik* mais ils ont maintenant à faire face à un nouveau danger : ils redoutent, sur la base de l'expérience qu'ils ont faite à Berlin, qu'un nouveau parti ne se constitue avec les indépendants de gauche comme Ledebour et Daümig et la participation des Délégués révolutionnaires, une formation qui occuperait leur espace et deviendrait un écran entre eux et les ouvriers les plus avancés. Les IKD, les anciens d'*Arbeiterpolitik*, qu'on appelle aussi parfois *Linksradikalen*, ne sont pas non plus enthousiastes pour se retrouver – et en minorité – dans la même organisation que « *Frau Luxemburg* », comme ils ont écrit (madame au lieu de camarade, *Genossin*).

Moscou vient d'envoyer Radek à Berlin. Il connaît ces militants, qui sont non seulement ses camarades mais d'une certaine manière ses disciples. Pendant toute la guerre, Radek est resté en relation avec Knief, et celui-ci, dès leur première rencontre, en décembre 1918, ne lui a pas caché son hostilité à la fusion avec Spartakus tant pour des raisons politiques que du fait des méthodes autoritaires que Jogiches a fait prévaloir dans cette organisation centralisée. Radek s'emploie à surmonter ces arguments. Il plaide les besoins du prolétariat allemand, leur urgence, leur importance historique, la nécessité de relativiser les vieilles rancunes, minimise la poigne de Jogiches, certes lourde dans la clandestinité mais forcément remise en question avec l'initiative des groupes dans une période d'activité des masses. Knief et ses camarades finissent par se laisser convaincre. Leur conférence, le 24 décembre, se prononce pour l'unification des deux organisations. La première bataille est gagnée.

Mais la deuxième, la conquête des Délégués révolutionnaires, va être perdue. Il semble que Liebknecht et Pieck, qui avaient collaboré avec eux, étaient convaincus que la tâche serait facile. Pieck ne proposa en effet au congrès qu'une demi-heure d'interruption de ses travaux pour mener cette discussion. Elle eut lieu en réalité, dans le cours même du congrès, le 31 décembre 1918 et le 1er janvier 1919. La délégation (sept membres) des Délégués révolutionnaires était plus une délégation d'indépendants de gauche que de Délégués, avec Daümig, Ledebour – traditionnellement hostile aux spartakistes, qu'il traitait de « putschistes » –, et Richard Müller, que les spartakistes avaient traité avec une extrême sévérité pour son activité comme président de l'exécutif des conseils de Berlin. Les Délégués révolutionnaires veulent bien entrer dans le nouveau parti, mais ils posent des conditions. La première est que le congrès revienne sur sa décision de ne pas participer aux élections à la Constituante. La deuxième était qu'eux-mêmes soient admis à parité dans la commission du congrès chargée du programme et de la tactique. Ils voulaient en outre que le mot Spartakus disparaisse du nom de la nouvelle organisation et qu'un droit de regard sur la presse soit organisé pour eux.

Bien que certains, du côté des Délégués révolutionnaires, aient escompté que ces conditions allaient faire échouer tout accord, il faut bien admettre qu'elles n'étaient pas déraisonnables : moins nombreux à Berlin que les spartakistes, les Délégués pouvaient-ils s'enfermer dès le départ dans une situation minoritaire alors que leur influence était infiniment plus large ? L'argument selon lequel il ne pouvait y avoir parité entre une organisation purement berlinoise et une organisation nationale n'était guère valable non plus. Il y avait là des inquiétudes de chapelle : après tout, les spartakistes n'étaient pas

200 à Berlin ! Liebknecht pensait que « les Délégués révolutionnaires du Grand Berlin [étaient] les meilleurs et les plus actifs du prolétariat berlinois, [qui dépassaient] de cent coudées les bonzes des cadres de l'USPD [et qu'ils étaient] dignes de confiance [14] ». Mais au nom des spartakistes, il déclara que les exigences des Délégués révolutionnaires étaient « inacceptables ».

Les spartakistes espéraient-ils une base plus favorable à la fusion que les chefs qui formaient la délégation ? Ils demandèrent un vote à l'assemblée générale des Délégués révolutionnaires. Celle-ci se prononça par 26 voix contre 16 en faveur de l'exigence de la participation aux élections et par 35 voix contre 7 pour leur propre admission à parité dans les commisssions du congrès du programme et de la tactique. Sans avoir fait une seule concession, et ayant opposé à ses partenaires sa majorité numérique, le congrès du KPD enregistre à l'unanimité le refus des Délégués révolutionnaires d'être partie dans l'unification. Une déclaration assure que « quelques membres du Parti indépendant en pleine faillite qui jouent les extrémistes » cherchent à « troubler l'alliance entre les spartakistes et les Délégués révolutionnaires et à faire obstacle au développement » du parti à Berlin [15].

Il est incontestable qu'une importante occasion a été perdue là dans la bataille pour la construction d'un véritable parti et contre la marginalisation qui guette le parti en train d'être fondé. Radek est inquiet, qui a perçu dans le congrès une certaine ironie condescendante à l'égard des Délégués révolutionnaires. Ces derniers, dans leur assemblée générale du 1er janvier, se divisent sur l'avenir. Une partie d'entre eux souhaite l'adhésion au KPD, d'autres, dirigés par Ledebour, Daümig, Wegmann et Eckert, veulent la fondation d'un nouveau parti qui irait aux élections. La majorité décide de rester provisoirement à l'USPD puisqu'elle en contrôle l'organisation berlinoise.

La conférence de Berlin, Spartakusbund et IKD réunis, décide « de créer un nouveau parti autonome, décidé à aller de l'avant avec audace, un parti solide et homogène dans sa théorie et sa volonté, se donnant un programme clair, qui fixe les buts et les moyens appropriés aux intérêts de la révolution mondiale [16] ». Les autres décisions portent pourtant la marque du sectarisme, ou plutôt du gauchisme, qui apparaissait dans les négociations avec les Délégués révolutionnaires. Après un rapport de Paul Levi qui explique la nécessité, pour l'agitation et pour la construction du parti communiste, de participer aux élections à la Constituante, le congrès refuse, par 62 voix contre 23. C'est une défaite non seulement pour Levi, mais pour Rosa Luxemburg personnellement. Déjà, dans l'IKD, Knief avait été battu sur ce point par Paul Frölich et ses amis. Si la discussion sur les syndicats ne se termine pas par un vote, elle révèle que l'hostilité aux dirigeants syndicaux marqués pendant la guerre par leur politique de collaboration de classes est devenue une opposition aux syndicats eux-mêmes, et une volonté de les « déserter ».

A Clara Zetkin qui s'inquiète de ces positions gauchistes et sectaires, Rosa Luxemburg explique qu'il s'agit d'un phénomène infantile, « un extrémisme un peu puéril », explicable par la jeunesse et l'inexpérience des délégués. Son grand discours sur le programme marque toute la distance qui existe entre sa pensée – celle de la direction – et celle de la majorité des militants impatients de la base et de la frange sympathisante :

> Il n'est rien qui soit plus nuisible à la révolution que les illusions, rien qui lui soit plus utile que la vérité franche et claire [...]. La lutte pour le socialisme ne peut être menée que par les masses, dans un combat corps à corps contre le capitalisme, dans chaque entreprise, opposant

14. *Der Gründungsparteitag*, p. 277.
15. *Ibidem*, p. 271.
16. *Ibidem*, p. 171.

> chaque prolétaire à son patron. Alors seulement il s'agira d'une révolution socialiste [...]. Nous devons conquérir le pouvoir politique par le bas et non par le haut [...]. Si Spartakus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable, de la grande majorité des masses prolétariennes, dans toute l'Allemagne [...]. La victoire de Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution [17].

C'est très clair, mais on est en droit de douter que cadres, militants et même certains dirigeants aient vraiment compris et cru ce que disait l'oratrice.

LE PROBLÈME DE L'INTERNATIONALE POSÉ

Depuis août 1914 et l'enregistrement par lui de la faillite de la IIe Internationale, Lénine n'avait cessé de répéter qu'il fallait constituer une nouvelle Internationale, et, depuis que les bolcheviks avaient abandonné la chemise sale social-démocrate pour devenir communistes, il s'agissait pour lui de l'Internationale communiste, ou encore IIIe Internationale. Les bolcheviks avaient dû cependant admettre que cette construction ne pouvait être entreprise immédiatement. Avec Zimmerwald et la constitution de la gauche zimmerwaldienne, Lénine avait parlé de « première pierre de la nouvelle Internationale ». Dans ses fameuses thèses d'avril 1917, Lénine insistait sur le fait que le premier devoir de son parti était de fonder sans attendre la IIIe Internationale.

Les bolcheviks avaient cependant conscience qu'il n'était pas possible de lancer l'Internationale à partir d'un seul parti et que la collaboration d'au moins un parti communiste d'Europe occidentale était souhaitable. Le 24 décembre, parlant des programmes de Spartakus et du PC autrichien, Lénine, dans la *Pravda*, parlait de « la vitalité et des progrès de la IIIe Internationale ». La naissance du KPD apportait la condition manquante. La condition essentielle était toutefois le consentement du parti allemand, et, sur ce plan-là, les choses ne se présentaient pas bien. De même qu'elle était hostile à la constitution d'un parti « communiste », Rosa Luxemburg l'était à la formation d'une Internationale ainsi nommée. Son camarade de parti Eberlein, dont le témoignage est ici corroboré par celui de Paul Levi, explique en ces termes sa position à la fin de l'année 1918 :

> Le Parti communiste russe est encore le seul dans l'Internationale [...]. Le devoir des communistes est d'arracher les partis socialistes de l'Europe occidentale à la IIe Internationale afin de fonder une nouvelle Internationale révolutionnaire. Le Parti communiste russe n'y arrivera jamais à lui tout seul [...]. C'est à nous, révolutionnaires allemands, qu'il appartient de servir de trait d'union entre les révolutionnaires de l'est de l'Europe et les socialistes encore réformistes d'Occident [18].

Lors de son intervention au congrès de fondation du KPD à Berlin, le 25 décembre 1918, l'envoyé du parti russe, Karl Radek, avait conclu en saluant « l'Internationale qui sera la ligue des classes ouvrières, dans laquelle chacune saura pourquoi elle combat, où chacune suivra son propre chemin, où la révolution mondiale libérera la classe ouvrière, où le socialisme ne sera plus l'objet du combat mais le sujet de notre travail conscient [19] ». Ce langage fleuri dissimulait sans doute sa déception : il ne pouvait en effet ignorer que la direction du nouveau parti partageait la position de Rosa Luxemburg.

Vingt-quatre heures plus tard arrivait à Moscou l'avocat Eduard Fuchs, porteur d'une lettre de Rosa Luxemburg pour Lénine et chargé d'une mission d'information quant aux intentions des dirigeants bolcheviques. Lénine donnait aussitôt des instructions à Tchit-

17. *Ibidem*, p. 387 et 401.
18. Eberlein « Spartakus et la IIIe Internationale », *Inprekorr*, n° 28, 29 février 1924, p 306-307.
19. *Gründungsparteitag*, p. 86.

chérine, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, afin qu'il prépare d'urgence des documents pour la convocation d'une « conférence socialiste internationale » dont il proposait qu'elle ait lieu le 1er février à Berlin si elle y était possible légalement, et sinon aux Pays-Bas. Fuchs emporta les documents à Berlin. Le retour de Fuchs avec la documentation confirmait les craintes de Rosa Luxemburg : Lénine et ses camarades étaient engagés sur une voie qu'elle estimait fausse, et, dans le meilleur des cas, la fondation serait prématurée. Mais cela ne la fit nullement fléchir. Bien entendu, le KPD(S) va envoyer des représentants à la conférence de Moscou. Ce sont Hugo Eberlein et Eugen Léviné. Les instructions que leur donne Rosa sont parfaitement nettes : dans les conditions actuellement données, ne voter en aucun cas en faveur de la création d'une nouvelle Internationale.

LA SEMAINE SANGLANTE

Mais la situation allemande évolue très rapidement. La crise de l'USPD, les combats du 10, puis du 25 décembre précipitent les événements. Le gouvernement et l'état-major sont toujours convaincus qu'il faut désarmer les ouvriers berlinois mais pensent que l'armée revenue du front n'en a pas la capacité. Or, au même moment, à l'initiative du général de division Maercker, est constitué un « corps franc de chasseurs volontaires » sur le modèle de ceux qui luttent à l'Est contre les bolcheviks, mais spécialement entraîné et préparé aux tâches militaires d'une guerre civile. Le remaniement ministériel provoqué par la démission des ministres indépendants va fournir celui qui est capable de l'utiliser : le social-démocrate de droite Gustav Noske, lié depuis de longues années aux milieux de l'état-major, dont il a la confiance, un homme à poigne, décidé à employer la force et, comme il dit, « à jouer le rôle du bourreau ». Sa tâche va être facilitée par d'énormes erreurs de ses adversaires.

L'épreuve de force va porter, une fois de plus, sur la question de la force armée. En l'occurrence, il s'agit du préfet de police de la capitale depuis la révolution, celui que par analogie avec la France en 1848 on surnommait parfois « le Caussidière allemand », Emil Eichhorn. Ce vétéran social-démocrate, indépendant de gauche, lié à Ioffe, jouit de la confiance des travailleurs berlinois, qui se sentent protégés et sont effectivement aidés par lui. En revanche, il est haï de la droite, à commencer par les social-démocrates, parce qu'il constitue un obstacle à ses plans de reprise en main. Le 1er janvier 1919, le *Vorwärts* social-démocrate commence la préparation de l'offensive contre lui en l'accusant de tous les méfaits : bénéficiaire de « l'or russe » à l'agence Rosta, il a acheté illégalement des armes, trafiqué sur les produits alimentaires, c'est « un danger pour la sécurité publique ». Le 3, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur l'accuse officiellement des mêmes méfaits et d'autres, de l'escroquerie au vol à main armée. Le 4, il est révoqué et remplacé par le social-démocrate Eugen Ernst. Or, méprisant les arguments juridiques de certains, il refuse de quitter le poste auquel l'ont placé les travailleurs berlinois en novembre. Résolutions, grèves, manifestations, lui renouvellent leur soutien. Le soir même il reçoit celui des Indépendants de gauche de Berlin, des Délégués révolutionnaires et du KPD. La centrale de ce dernier, en se prononçant pour la grève, précise qu'il ne faut pas lancer de mots d'ordre impliquant celui du renversement du gouvernement. Radek s'inquiète cependant, car Liebknecht, dans une conversation privée, lui a confié : « Si notre gouvernement est encore impossible, un gouvernement Ledebour appuyé sur les Délégués révolutionnaires est d'ores et déjà possible[20]. »

20. K. Radek, « November... », *loc. cit.*, p. 137.

L'appel à la manifestation, paru dans *Freiheit* et *Die Rote Fahne* et signé par les Délégués révolutionnaires, l'USPD et le KPD, dénonce une « conspiration méprisable » dans la révocation d'Eichhorn, afin d'établir « une autorité despotique contre les ouvriers révolutionnaires ». Il se termine par un appel à la mobilisation : « Venez en masse ! Votre liberté, votre avenir, le destin de la révolution sont en jeu. A bas le despotisme d'Ebert, Scheidemann, Hirsch et Ernst ! Vive le socialisme révolutionnaire international[21] ! » L'envoyé de Moscou témoigne :

> La participation des masses à la manifestation [du 5 janvier] fut telle qu'il était tout à fait possible, ces jours-là, de prendre le pouvoir à Berlin. Le gouvernement installé à la Wilhelmstrasse n'était protégé que par des ouvriers social-démocrates non armés. Pas un seul soldat devant le siège du gouvernement [...]. Personne ne fixa aux masses descendues dans la rue un objectif précis. Rosa était d'avis que prendre le pouvoir à Berlin ne rimait à rien si la province ne se soulevait pas[22].

Un dirigeant communiste resté anonyme à l'époque – il s'agit de Paul Levi – décrit ce qui était peut-être, écrit-il, « la plus grande action prolétarienne de masse jamais vue dans l'Histoire [...] une armée de 200 000 hommes comme aucun Ludendorff n'en avait jamais vue[23] ». Eichhorn clame sa détermination : « J'ai reçu mon poste de la révolution et je ne le rendrai qu'à la révolution[24]. »

Les chefs ouvriers, eux, délibèrent. Bien entendu, il y a Ledebour, Daümig, les Délégués révolutionnaires que préside désormais Paul Scholze, Anton Grylewicz, l'adjoint d'Eichhorn, et Liebknecht, toujours flanqué de Wilhelm Pieck. On apprend que des collaborateurs d'Eichhorn, que le social-démocrate Fischer avait tenté de corrompre, dénoncent l'entreprise et soutiennent leur chef. On envisage tout, depuis le recul jusqu'à l'attaque. C'est finalement le héros du 25 décembre, l'ex-lieutenant Dorrenbach, chef de la Division de marine du Peuple, lié à Liebknecht, qui fait pencher la balance : il y a, assure-t-il, des craquements dans les forces de l'ordre, lui-même dispose de la Division de marine et il assure que plusieurs milliers d'hommes, disposant de 2 000 mitrailleuses et de 20 camions, cantonnés à Spandau, où le spartakiste von Lojewski dirige le conseil de soldats, sont prêts à appuyer les travailleurs berlinois. Il convainc Ledebour et Liebknecht, et c'est à une forte majorité, contre un petit groupe avec Richard Müller et Daümig, qu'on se décide à aller de l'avant afin de renverser le gouvernement. On désigne alors un comité révolutionnaire formé de trois membres, Liebknecht, Ledebour et Scholze, qui « proclame la déposition » du gouvernement et « assume provisoirement les fonctions gouvernementales[25] ». Ce devrait être le début de l'insurrection[26]. Pendant ce temps, dans Berlin, des groupes armés agissant de leur propre initiative et peut-être à celle de provocateurs – plusieurs enquêteurs ont parlé du garçon de café Alfred Roland – occupent les locaux du *Vorwärts*. D'autres journaux et entreprises de presse sont également occupés. L'Italien Misiano est parmi les occupants du *Vorwärts*.

Le réveil est amer. D'abord, dans la nuit, aux environs de 13 heures, la réunion commune des dirigeants révolutionnaires – 35 personnes autour des 3 membres du comité révolutionnaire – s'est transportée au Marstall à la suggestion de Dorrenbach pour se placer sous la protection des marins de la Division du Peuple. Dans la journée, les marins,

21. *Freiheit* et *Die Rote Fahne*, 5 janvier 1919.
22. K. Radek, « November... », *loc. cit.*, p. 137.
23. *Die Rote Fahne*, 5 septembre 1920.
24. *Ibidem*, 6 janvier 1919.
25. Ce texte est reproduit dans *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 272.
26. Cet appel n'aura aucune suite !

mécontents de l'occupation de leur Marstall par des civils qui s'emparent de leurs armes, accusent Dorrenbach de n'avoir consulté personne à la Division de marine, même pas le comité des 5 qui la commande et dont il fait partie. Les marins commencent par libérer les prisonniers social-démocrates arrêtés au matin (dont Franz Fischer et Otto Wels), puis expulsent le comité révolutionnaire : la troupe de choc de la révolution chasse le gouvernement révolutionnaire, désormais sans domicile fixe ! Un détachement de 300 hommes partis occuper le ministère de la Guerre se volatilise. Son chef est allé chercher un ordre... écrit, puis s'est endormi. Las d'attendre, les hommes sont partis. Or, dans la nuit du 5 au 6, un tract de l'exécutif social-démocrate allemand parle des « bandits armés », des « fous et des criminels », de menaces contre les travailleurs, « meurtres, guerre civile sanglante, anarchie et famine ». Du côté des « insurgés », au sommet, c'est le désarroi. Les dirigeants nationaux de l'USPD font pression sur Ledebour pour qu'il accepte de négocier. Le « grand » comité révolutionnaire décide de le faire par 51 voix contre 10. Radek, à qui la centrale a demandé de se cacher, envoie un message pour dire qu'il faut appeler à la reprise du travail et mener campagne pour la réélection des conseils. Rosa Luxemburg lui répond que les Indépendants se disposent à capituler et qu'il ne faut pas leur faciliter la tâche. Jogiches réclame le désaveu de Liebknecht et Pieck, qui, depuis le 5 au soir, agissent sans mandat, sans contact et dans un sens opposé à la ligne du parti. Mais la centrale ne s'y décide pas.

Les négociations commencent le 6 au soir, se prolongent sans résultat jusqu'au 8 au soir. La seule question abordée est de savoir si l'évacuation des immeubles occupés par les révolutionnaires est un objet de négociation ou un préalable. Le 8, au Reichstag, on organise des régiments de volontaires dirigés par un journaliste social-démocrate et un officier. Les ministres se réunissent en secret et nomment Noske commandant en chef. Il concentre les corps francs près de la capitale. Liebknecht va saluer les occupants du *Vorwärts* – dont son propre fils – et dénonce la trahison des Indépendants. Surtout, une proclamation gouvernementale annonce la couleur, dénonçant « Spartakus » qui « se bat pour tout le pouvoir », a muselé le peuple, suspend liberté personnelle et sécurité, interrompt le ravitaillement. Le gouvernement annonce qu'il va « répondre par la force à la force ». « Le pouvoir organisé du peuple va mettre un terme à l'anarchie. » En fait, c'est le même jour qu'ont commencé les premières opérations militaires pour reprendre l'immeuble de la direction des chemins de fer. Le 10, c'est l'attaque contre la garnison de Spandau, l'assassinat en prison de Max von Lojevski. Dans la nuit du 10 au 11, c'est l'arrestation de Ledebour et d'Ernst Meyer. Le 11 au matin commence le bombardement du *Vorwärts*. Les occupants capitulent au bout de deux heures ; l'un des dirigeants de l'occupation, l'IKD Werner Möller, est abattu sur place. Parmi les prisonniers se trouve le cheminot italien Francisco Misiano, déjà rencontré en Suisse. Même scénario à la préfecture de police, le 13, où le communiste Justus Braun est abattu lui aussi.

Dans l'intervalle, Levi et Radek ont encore fait tout leur possible pour éviter la poursuite d'une politique désastreuse qui équivaut à un suicide. Radek a écrit à la centrale une longue lettre où il rappelle l'expérience des bolcheviks, la décision de battre en retraite au moment des journées de juillet 1917. Rosa Luxemburg écrit ses derniers articles en rejetant la responsabilité du désastre et des morts qui s'entassent dans Berlin sur « la direction », les gens de l'USPD. Ni Liebknecht ni elle n'acceptent de quitter Berlin, ils tentent de s'y cacher. Ils ont de faux papiers qui ont l'air de ce qu'ils sont. Ils sont arrêtés dans la soirée du 15 janvier et transférés à l'hôtel Eden, QG de la division de la Garde. Après un très dur interrogatoire, ils sont tous deux assassinés de façon atroce. Le cadavre de Rosa Luxemburg est jeté dans un canal, celui de Liebknecht, abattu au Tiergarten, est présenté comme celui d'un inconnu. La vérité se fera jour difficilement, après une enquête

longue et dangereuse, menée notamment par Leo Jogiches, assassiné à son tour en mars en prison, et par Paul Levi. Tibor Szamuely réussit à s'échapper de Berlin en flammes : on n'aurait pas donné cher de sa peau s'il était tombé aux mains des Corps francs. Quelle était sa mission ? Quel rôle a-t-il joué ? On sait seulement qu'il était partisan de prendre le pouvoir et qu'il reprocha à Liebknecht non de s'être avancé, mais de ne pas s'être avancé plus loin et plus vite. Il réussit à rejoindre Budapest.

LE PASSAGE DU RELAIS

Ainsi, ce qui reste de l'armée allemande, organisé dans la troupe de guerre civile que constituent les Corps francs, frappe à la tête la révolution mondiale en Europe en assassinant deux de ses dirigeants les plus prestigieux, Rosa Luxemburg, qui était sans doute l'une des plus grandes théoriciennes socialistes, et Liebknecht, génial agitateur à la stature internationale de héros. Ils ne seront pas remplacés.

Les Alliés ont tenté dans la même période un encerclement de la Russie rouge. Utilisant leur victoire sur les Centraux, soit pour prendre purement et simplement leur place, soit au contraire en sous-louant leurs services de façon qu'ils leur servent de transition avant la relève, ils ont probablement espéré aussi un instant étouffer le cœur même de la révolution avec la Russie rouge. Lénine l'avait compris : dès la confirmation de l'armistice à l'Ouest, il dit à Tchitchérine : « Et maintenant le Grand Capital va se mettre en branle contre nous[27]. » Les Alliés commencent à appliquer des plans de longtemps préparés. C'est le 22 novembre que le général Denikine, stationné à Ekaterinodar, fut avisé de la prochaine arrivée d'une escadre alliée, et le 23 elle mouilla dans la mer Noire en face de Novorossisk : avec la défaite des Turcs, la voie des Dardanelles était ouverte. Avec l'escadre arrivait une mission dont le chef français apportait le salut à « la vaillante armée de volontaires » et la reconnaissance du général comme chef de la Russie du Sud : il n'allait manquer désormais ni d'argent, ni d'armes, ni de munitions. Denikine allait pouvoir commencer la conquête de l'Ukraine, mais s'inquiétait tout de même, réclamant le 7 décembre au général Franchet d'Esperey l'envoi de deux divisions au moins vers Kharkov et Ekaterinoslav. Une semaine plus tard, lesdites divisions se faisant attendre, il priait le général français de bien vouloir faire son possible pour que les troupes allemandes n'évacuent pas Kharkov avant une relève, alliée ou blanche.

Le premier débarquement français eut lieu le 17 décembre, à Odessa, et toute la côte ukrainienne de la mer Noire ainsi qu'une bande de territoire d'une profondeur de plus de 100 kilomètres furent occupées par une force de 12 000 hommes, Français, Polonais, Grecs, Algériens et Sénégalais. Cette armée moderne de qualité comptait des tanks et une aviation efficace et entraînée. Ses arrières étaient assurés par une puissante flotte comprenant notamment trois cuirassés et huit croiseurs, une grande puissance de feu. La Crimée était également occupée par quelques soldats français, des Grecs et des Sénégalais. Les Anglais, eux, débarquaient à Batoum, quelques mois après la fameuse et ignoble exécution des « 26 commissaires » de Bakou. La mission Malleson s'installait à Bakou. Dans le même temps, d'autres troupes britanniques débarquaient à Riga, puis déchargeaient à Tallinn de grandes quantités d'armes et de munitions et un certain nombre de canons. On pouvait compter sur l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, nettoyées par le général allemand von der Golz, déjà vainqueur de la Finlande rouge, pour la croisade finale en direction de Petrograd avec la Finlande blanche de Mannerheim.

Quelques semaines plus tard, cependant, politiques et militaires alliés parmi les plus

27. Cité par L. Fischer, qui le tient de Tchitchérine, *Les Soviets dans les affaires mondiales*, p. 126.

chauds partisans de l'intervention commençaient à faire entendre des paroles de prudence. Du côté des bolcheviks, une adroite diplomatie essayait d'amener l'adversaire à renoncer. Le message de Noël de Litvinov au président Wilson, au nom du gouvernement soviétique, était bien de nature à troubler peuples et dirigeants. Il disait notamment :

> Les ouvriers et paysans russes n'arrivent pas à comprendre que les pays étrangers qui n'ont jamais songé à intervenir dans les affaires de la Russie quand elle était gouvernée par la barbarie des tsars et soumise au militarisme, et qui ont même défendu ce régime, puissent aujourd'hui se sentir autorisés à intervenir en Russie [...].
>
> La dictature des travailleurs et des producteurs n'est pas un but en soi, mais le moyen de construire un système social nouveau dans lequel on donnerait à tous les citoyens du travail utile et des droits égaux [...].
>
> On peut ou non y croire, mais en tout cas, on n'a pas le droit d'envoyer des troupes étrangères pour combattre contre lui, ni d'armer et de soutenir les classes qui ont intérêt à la restauration de l'ancien système d'exploitation de l'homme par l'homme[28].

L'INTERNATIONALISME COMBATTANT

C'est peut-être en Ukraine que se cristallise à cette époque le premier élément véritablement militant de la IIIe Internationale, dans un combat qui fait plusieurs victimes. Les meilleurs militants bolcheviques d'Ukraine, ceux qui ont la plus grande expérience de la clandestinité, comme l'ouvrier Goloubenko, sont venus renforcer les bolcheviks d'Odessa. Citons parmi ces jeunes gens le secrétaire des Komsomols d'Odessa, plus tard grand historien de la Révolution française, Viktor Daline, et l'historienne Anna Pankratova sous le nom de Nioura Palitch. Le travail pour la « fraternisation » avec les militaires français est considéré comme essentiel. Il est dirigé par un ancien ouvrier du Livre de Paris, où il était l'ami proche de Lénine, Vladimir Dëgott. Le PC va y être sérieusement appuyé par le groupe communiste français de Russie et le bureau du Sud de l'Internationale communiste. Une répression impitoyable va faire ici les premiers martyrs du communisme français, l'institutrice Jeanne Labourbe et le lycéen Henri Barberet.

Peut-être l'unité du sujet que nous avons entrepris de traiter ici est-elle symbolisée par le fait que l'ami de Rosa Luxemburg en Suisse et de Liebknecht à Berlin, Khristian Rakovsky, arrive en Ukraine, choisi par Lénine comme chef du gouvernement le 22 janvier 1919. Dans le discours qu'il prononce à son arrivée, il parle avec l'émotion qu'on peut imaginer de l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxemburg. Il est à ce poste pour faire de l'Ukraine la tête de pont de la révolution européenne et tente dans ce but de développer l'Internationale communiste dont il est l'un des principaux dirigeants...

Un souvenir personnel pour conclure sur les difficultés de l'historien hier et aujourd'hui dans ce champ de recherche. Dans les débuts de la *perestroïka,* une historienne soviétique rencontrée à Moscou m'offrit une photographie de la réception en Ukraine de délégués français. Ils étaient dans une voiture découverte, et la foule massée dans la rue les acclamait. Avec eux, dans la voiture, se trouvait un homme d'une quarantaine d'années, en uniforme de l'Armée rouge. C'était Khristian Rakovsky, le chef du gouvernement ukrainien. Elle ne savait pas qui il était. Elle ignorait jusqu'à son nom. Sa bonne foi était entière. Mesure-t-on la tâche de l'historien du communisme, devant ces trous béants de la mémoire, qui ne sont pas le fruit du hasard ?

28. Extraits dans L. Fischer, *op. cit.*, p. 136.

CHAPITRE IV

L'Acte fondateur[1]

C'est pendant les terribles journées de janvier 1919 que Moscou a complété les préparatifs de sa « conférence » en vue de la fondation de la IIIe Internationale. Lénine est persuadé que le pas décisif en ce sens a été franchi avec la fondation du parti allemand, qui donne au parti russe le partenaire tant attendu. Il en a longuement discuté avec Trotsky et avec Rakovsky. Le 26 janvier, il écrit, dans une « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique » : « Lorsque la Ligue Spartakus se fût intitulée Parti communiste allemand, alors la fondation de la IIIe Internationale, de l'Internationale communiste, véritablement communiste, véritablement internationale, devint un fait. Formellement cette fondation n'a pas encore été consacrée, mais en réalité la IIIe Internationale existe, dès à présent[2]. » Il ignore bien sûr alors l'assassinat des deux dirigeants communistes allemands. Il ne l'apprendra que le 21 janvier, et l'article paraîtra dans la *Pravda* du 24. Le journal du Parti communiste russe publie le même jour la lettre d'invitation à la conférence socialiste internationale. Contrairement à des affirmations opposées, toutes inspirées directement ou non par Staline, elle a été rédigée par Trotsky et a d'ailleurs pris place dans le tome XIII de ses œuvres, paru en URSS en 1926.

La lettre d'invitation

La lettre, rédigée donc par Trotsky[3], est signée par Lénine et Trotsky pour le PCR(b), Karski (Marchlewski) pour le bureau étranger du parti polonais, Rudnyánszký pour celui du parti hongrois, Duda pour celui du parti autrichien, Rozine pour le bureau russe du parti letton, Sirola pour le CC finlandais, Rakovsky pour la Fédération social-démocrate des Balkans et Reinstein du Socialist Labor Party américain. Des hommes qui se trouvent tous sur le territoire soviétique. Elle a probablement été écrite en décembre, avant le départ de Fuchs, puisqu'elle ne mentionne pas le Parti communiste allemand mais seulement la Ligue Spartakus. La première phrase annonce la couleur : « Les partis et organisations

1. Nous avons utilisé le volume *Premier Congrès de l'Internationale communiste*, ci-après *PCIC*.
2. Lénine, *Œuvres*, t. 28, p. 451.
3. L. Trotsky, *Sotchineniya*, XII, p. 33-37. Nous faisons référence ici à la traduction dans *PCIC*.

soussignés considèrent que la convocation du premier congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire est d'une urgente nécessité[4]. »

Elle commence par un rapide tableau de la situation mondiale, faillite de la IIe Internationale, incapacité du « centre », montée très rapide de la révolution mondiale.

> Le danger d'étouffement de cette révolution par l'alliance des États capitalistes sous le drapeau hypocrite de la Société des Nations, les tentatives des partis social-traîtres de se réunir et d'aider encore leurs gouvernements et leurs bourgeoisies pour trahir la classe ouvrière après s'être mutuellement « amnistiés », enfin l'expérience révolutionnaire extrêmement riche déjà acquise et le caractère mondial de l'ensemble du mouvement révolutionnaire – *toutes ces circonstances nous obligent à mettre à l'ordre du jour la question de la convocation d'un congrès international des partis prolétariens révolutionnaires*[5].

Les buts et la tactique sont définis dans une première partie. La période est celle de la décomposition et de l'effondrement du capitalisme mondial et sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne si le socialisme ne l'emporte pas. Le prolétariat doit prendre le pouvoir, c'est-à-dire détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie et organiser un nouvel appareil d'État prolétarien, « instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et de son expropriation ». Une définition est donnée de l'État prolétarien :

> Non la fausse démocratie bourgeoise – cette forme hypocrite de la domination de l'oligarchie financière – avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses ; non le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elles-mêmes avec la participation réelle des masses à l'administration du pays et à l'activité de la construction socialiste [...]. Le pouvoir des conseils ouvriers est sa forme concrète[6].

Il faut l'expropriation immédiate du capital, l'abolition de la propriété privée des moyens de production et sa transformation en propriété sociale. La socialisation est définie comme « la remise de la propriété privée à l'État prolétarien et à l'administration socialiste de la classe ouvrière ». Elle s'applique à la grande industrie et aux banques, aux terres des grands propriétaires fonciers et de la production agricole capitaliste, implique la monopolisation du commerce, le socialisation des immeubles des grandes villes, « l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organisations émanant de la dictature prolétarienne ». Le désarmement complet de la bourgeoisie, l'armement général du prolétariat, l'union complète des pays où la révolution a vaincu sont d'absolues nécessités. Et le texte fait ce rappel apparemment nécessaire : « La méthode fondamentale de la lutte est l'action de masse du prolétariat, y compris la lutte armée ouverte contre le pouvoir d'État du capital[7]. »

La dernière partie porte sur les relations avec les partis dits socialistes. Elle préconise la lutte implacable contre les social-patriotes, la critique impitoyable pour séparer les éléments révolutionnaires du centre de ses chefs, « la rupture d'organisation avec le centre » étant à un moment nécessaire. La gauche révolutionnaire des partis socialistes doit en outre s'allier avec « les éléments qui se placent sur le terrain de la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des conseils, en premier lieu les éléments syndicalistes du mouvement ouvrier[8] ». La lettre énumère ensuite les 39 groupes ou organisations aux-

4. *PCIC*, p. 39.
5. *Ibidem.*
6. *Ibidem*, p. 40.
7. *Ibidem*, p. 41.
8. *Ibidem.*

quels elle est adressée : les partis communistes déjà existants, les éléments révolutionnaires de partis socialistes, groupements syndicalistes et unionistes.

L'invitation de Moscou a-t-elle touché tous ses destinataires et les a-t-elle touchés à temps ? Non. La conférence est terminée depuis une semaine quand ses destinataires de Calgary, au Canada, la reçoivent. Ils acceptent d'ailleurs l'invitation. Au XIVe congrès du PSI, Constantino Lazzari dira que l'invitation officielle et originale lui était parvenue au mois de mars 1919 par les chaussures d'un « pauvre vagabond » *(pobre pellegrino)* venant de Moscou et aussitôt arrêté[9]. En revanche, une circulaire interne de février de la Fédération de la jeunesse socialiste italienne avait publié le texte de l'invitation, accompagné d'une acceptation enthousiaste de son secrétaire, Luigi Polano, vingt-deux ans, dont les policiers italiens se demandaient si elle ne pourrait pas servir à l'inculper de « sédition militaire » : « Sûrs d'être les interprètes de l'immense phalange des jeunes socialistes, non seulement d'Italie mais du monde entier, nous répondons à l'appel de Nicolas Lénine *[sic]* par un vibrant "Présents" ! Communistes du monde, jeunes et adultes, au congrès[10] ! » Le délégué norvégien à la conférence, Emil Stange, est parti de Christiania sans que l'invitation soit parvenue à son parti. On sait aussi que les combats en Ukraine ont empêché les deux délégués hongrois venant de Hongrie même d'arriver, et qu'ils se sont contentés de télégraphier leur solidarité, qu'un seul voyageur allemand a pu arriver, etc.

DES DÉLÉGUÉS PEU REPRÉSENTATIFS

Tous les auteurs ont insisté sur le caractère peu représentatif des délégués de ce congrès de fondation. C'est une évidence. Au total, 51 délégués ont pris part à ses travaux, compte tenu des arrivées en retard, des départs avant la fin, des absences momentanées. Parmi eux, huit délégués du PCR (b), Lénine, Trotsky, Zinoviev, Staline, Boukharine, Tchitcherine, et les deux suppléants, Obolensky-Ossinsky et Vorovsky. Nombre d'entre eux, environ une quarantaine, dont 20 avec voix consultative, sont en réalité des militants bolcheviques : ceux du parti russe, bien sûr, mais aussi ceux des partis letton, lituanien, biélorusse, arménien, de Russie orientale. Il en est de même des membres des sections étrangères du PCR(b), des groupes communistes tchèque, bulgare, yougoslave, français, chinois, coréen et nord-américain, ainsi que de celui des Allemands de la Commune de la Volga et des sections du bureau central des peuples d'Orient et des sections étrangères du parti groupant des étrangers vivant en Russie. Le Parti communiste finlandais avait son existence propre mais il avait été fondé à Moscou et sa direction y résidait. Il était une forme de transition avec les partis du troisième type.

Les partis communistes ayant une existence propre étaient le parti allemand, le parti polonais, le parti autrichien, le parti hongrois, récemment fondés. Le cas allemand était évidemment un cas particulier. Le KPD avait envoyé deux militants, mais l'un d'entre eux, d'origine russe, le journaliste de l'agence Rosta Eugen Léviné, avait été arrêté et refoulé à la frontière. Hugo Eberlein fut le seul délégué qui réussit à arriver à Moscou. Vieux spartakiste, il ne brillait pas par son intelligence, mais il semble que Jogiches l'avait choisi pour sa ténacité. Il utilisait le pseudonyme d'Albert, avait un mandat de sa centrale, donné par Rosa Luxemburg quelques jours avant sa mort. Il était pourtant bien difficile d'affirmer qu'il représentait ce qu'était devenu le parti allemand après le bain de sang de janvier et l'assassinat de cadres et de militants, y compris les deux dirigeants symboliques. En tout cas, après son arrivée à Moscou, il logea chez la femme de Marchlewski, qui, avec Balabanova, commença son siège. Au cours de plusieurs rencontres

9. Compte rendu (en italien) du XIVe congrès, p. 38.
10. Document d'archives cité par P. Spriano, *op. cit.*, t. I, p. 23.

au domicile de Lénine, il eut à subir aussi, raconte-t-il, les assauts de Trotsky, Boukharine et Rakovsky.

Les autres partis avaient une existence réelle, de faibles effectifs et encore aucune centralisation politique véritable. Le délégué autrichien, Steinhardt, arriva en cours de congrès avec un Letton du nom de Petine, qui avait eu des responsabilités dans la Commune de la Volga et avait peut-être travaillé à Vienne. Le parti polonais avait confié son mandat à l'un des siens vivant en Russie, Josef Ounschlicht. Quant au parti hongrois, dont les dirigeants se trouvaient alors en prison à Budapest, il avait envoyé deux délégués, nous le savons, qui ne réussirent finalement pas à traverser à temps le terrain miné par la guerre et la révolution. Son représentant à Moscou, Rudnyánszký, dut se contenter des informations reçues le 15 février pour parler de la situation au pays.

La situation était différente avec les partis qui n'avaient pas le label de « communistes » mais une existence réelle de partis indépendants. C'était le cas du parti social-démocrate de gauche de Suède – 17 000 membres – fondé en 1916 par les vieux amis des bolcheviks F.O. Ström et Z. Höglund et représenté par Otto Grimlund, vingt-quatre ans, arrivé au troisième jour de la conférence avec un mandat qui devra toutefois être ratifié par un congrès. C'était plus encore le cas du Parti ouvrier norvégien, le DNA (Det Norske Arbeiderpartie), qui compte 100 000 membres et a vu arriver à la direction en 1918 la gauche syndicaliste de Martin Tranmael : il était représenté au congrès par son secrétaire Emil Stange, venu, lui, à temps. Fritz Platten était membre du PS suisse et en représentait la gauche. Il contestait vigoureusement la représentativité du groupe Forderung, qui avait délégué à la conférence de Moscou l'étudiante polonaise de Suisse Léonie, dite Lea Kascher, 27 ans, dûment mandatée par ce groupuscule. L'Américain Boris Reinstein n'avait pas non plus de mandat de son parti, le Socialist Labor Party. Il avait quitté les États-Unis au début de 1918. Le cas du Néerlandais S.J. Rütgers était peut-être plus caricatural encore, bien qu'il ne représentait pas, dans le cadre des groupes de Moscou, le Parti social-démocrate hollandais (tribuniste) dont il aurait pu aussi bien être représentatif. Il venait des États-Unis, où il était resté longtemps et représentait une ligue pour la propagande socialiste ; il était passé par le Japon. Quant à Rakovsky, il représentait la Fédération balkanique, les tesnjaki bulgares et le PC roumain. Il n'a évidemment aucun contact avec aucune des trois organisations, la Fédération depuis son congrès de 1915, les Bulgares depuis aussi longtemps et les Roumains depuis 1916. Aucune explication n'est donnée de l'absence des Bulgares. On croit d'abord que personne ne songera à disputer à Rakovsky ces mandats qui lui reviennent en vertu d'un droit historique. Pourtant, à la commission des mandats, il est contesté pour la Fédération balkanique par le Serbe Milkić et par un Grec. Personne ne peut évidemment soutenir que ce congrès est réellement représentatif du mouvement ouvrier mondial. Il ne l'est même pas de cette avant-garde révolutionnaire qui a mûri pendant la guerre et bourgeonne depuis 1917. Et pourtant le mouvement qu'il incarne est un mouvement bien réel et qui emporte vers le combat de classe des centaines de milliers, sinon des millions d'individus.

LES DÉBATS : RAPPORTS

C'est bien entendu Lénine qui ouvre le congrès. Bref, concis, mais toujours aussi clair et pédagogue. Il apporte ce qui est au fond « la bonne nouvelle » des bolcheviks :

> La dictature du prolétariat, c'était jusqu'à maintenant du latin pour les masses. Maintenant, grâce au rayonnement du système des soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes : les masses ouvrières ont trouvé la forme pratique de la dictature. Elle est devenue compréhensible pour les grandes masses ouvrières grâce au pouvoir des soviets en Russie,

aux spartakistes en Allemagne, à des organisations analogues dans d'autres pays, comme, par exemple, les comités de délégués d'atelier (Shop-stewards committees) en Angleterre [11].

Le congrès a duré du 2 au 6 mars et nous n'en avons pas un compte rendu sténographique, ce qui reflète la pénurie de moyens élémentaires dont souffraient les bolcheviks, même au sommet du parti et de l'État, à cette époque. Nous parlerons successivement des rapports, de la décision sur la fondation de l'Internationale ensuite et finalement du *Manifeste* qui devait faire connaître au monde cette naissance.

Les rapports sont souvent des comptes rendus, parfois des récits. On informe les Russes et les Russes informent. Le premier est celui d'Eberlein, l'Allemand qui apparaît sous le nom d'Albert et se trouve d'emblée au centre de l'attention du congrès. C'est en grande partie un compte rendu, pas toujours très fidèle, de ce qui s'est passé en Allemagne depuis 1914. Il parle de la semaine sanglante, de l'occupation et de la reprise du *Vorwärts*, du meurtre de Rosa Luxemburg et de Liebknecht, et même de l'arrestation de Radek, qu'il appelle curieusement « notre camarade russe ». A le lire, on éprouve cependant un sentiment de malaise. Dans son désir de faire apparaître son parti comme un vrai parti révolutionnaire candidat au pouvoir, n'exagère-t-il pas sa force et son importance, ne bluffe-t-il pas ses propres camarades, ce qui est une erreur terrible en politique ? Qui se douterait, à l'écouter, que son parti comprenait 50 membres à Berlin au 7 novembre, à peine 200 au moment du congrès ? Ce n'est pas suggérer correctement la réalité que de dire qu'il y a des endroits où « le prolétariat allemand n'est pas encore rallié au parti communiste [12] ». Le contraste est frappant avec les textes qu'au même moment Karl Radek écrit de sa prison et qui décrivent ce petit parti saigné et désorienté dont les membres sont capables de mourir en braves mais pas de prendre le pouvoir et moins encore de le garder.

Relevons par contraste les renseignements que donne Zinoviev sur les effectifs du Parti bolchevique russe : 10 000 membres environ à la veille de la guerre, 500 000 aujourd'hui. Il parle de sa pénétration chez les paysans, de la transformation et des progrès de l'école, tente de justifier la « terreur rouge », dont il croit que le double meurtre en Allemagne va démontrer à tous la nécessité. Il admet très franchement qu'il y a nombre de mécontents chez les ouvriers russes. Pour conclure, fort intelligemment, adroitement même, il s'efforce, pour ces nouveaux venus qui connaissent un peu l'histoire, de placer la révolution russe dans le sillage de la Commune de Paris de 1871. Il assure : « Dès le début nous nous sommes donné pour tâche d'embrasser tout le travail de la Commune de Paris, de comprendre ce que les ouvriers parisiens avaient montré au monde en 1871 et de continuer leur œuvre dans des conditions nouvelles. Il va sans dire que nous devons mettre la plus grande partie de notre travail au compte de nos précurseurs, les ouvriers français [13]. » C'est là-dessus qu'il conclut :

> Camarades, nous bâtissons tout notre travail sur l'expérience que nous a léguée l'héroïque Commune de Paris de 1871. Notre grand maître, Karl Marx, nous a appris à aimer la Commune. Le testament de la Commune de Paris est pour nous sacré. Travailler à la réalisation de l'idée dont nous avons hérité, aider à la victoire de la classe ouvrière internationale sur la bourgeoisie, voilà notre grande ambition, voilà ce qui sera notre plus grande gloire [14].

Sirola parle brièvement de la révolution finlandaise pour souligner que ses camarades et lui ont été pendant longtemps prisonniers d'une idéologie « unitaire », ne se résignant

11. *PCIC*, p. 53.
12. *Ibidem*, p. 65.
13. *Ibidem*, p. 75.
14. *Ibidem*.

pas à la scission et hésitant sur la question de la dictature, ce qui a probablement coûté cher aux prolétaires de Finlande. Stange explique que son parti, le DNA, n'a pas encore abandonné complètement la ligne de la démocratie pour se rallier à la dictature du prolétariat à travers les « conseils ». Reinstein essaie d'expliquer au congrès les traits originaux de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier de son pays. Il s'attache à décrire la radicalisation qui s'est produite à partir de 1917, rend un hommage particulier, pour sa lutte contre la guerre, au socialiste Eugene Debs. Il assure : « Je suis convaincu que, dans cette lutte du prolétariat mondial contre le capitalisme mondial, le prolétariat américain aura une influence aussi décisive pour la victoire du prolétariat mondial que l'eut le capital américain dans cette guerre impérialiste contre les puissances centrales [15]. » Rudnyánszký fait le point sur ce qu'il sait de la situation dans son pays, dont il ignore tout depuis janvier. Lea Kascher, la déléguée suisse du groupuscule qui s'intitule PC, fait une description fantasmagorique des « masses révolutionnaires » suisses : « Après que les masses eurent appris la trahison de la direction de la grève qui, pour les gens de l'extérieur, était inattendue, tout le monde se mit à crier : "Des conseils ouvriers ! Les communistes ont raison !" Les masses avaient compris [16]... » Mais ce récit épique ne sert que de support à une attaque en règle contre la gauche du PS suisse que Fritz Platten représente à Moscou et qu'elle somme de rompre « complètement » et de s'engager « dans une politique purement communiste [17] ». Une brève intervention de Trotsky sur les problèmes de l'Armée rouge lui permet de donner les explications de toute évidence nécessaires ici sur l'utilisation des officiers de carrière et le rôle des commissaires politiques.

Le deuxième jour, on entend le Français Jacques Sadoul célébrer les « puissants leaders Lénine et Trotsky, pleinement à la hauteur de leur tâche grandiose [...] qui dirigeront à l'avenir le prolétariat mondial [18] », le deuxième voyant reconnaître « son énergie inébranlable, sa haute intelligence et son génie incontestable [19] ». Sadoul assure : « Non seulement le communisme français ne possède pas, du moins pour le moment, de maréchal, mais il ne dispose même pas de ces généraux révolutionnaires comme il y en a tant en Russie et qui sont dans leur essence un produit purement national, créé par la nature même du pays, les différences aiguës de son climat, l'immensité de ses territoires [20]. » L'Anglo-Russe Joe Fineberg (Iossif Fajnberg) intervient sur la question du mouvement ouvrier britannique et révèle des connaissances précises et une conception générale solide. Il montre l'importance et les limites du mouvement des *shop-stewards*. Il parle aussi de l'insurrection de Pâques 1916 en Irlande, du rôle qu'y ont joué le syndicaliste irlandais James Connolly et le syndicat des transports, de l'appui du mouvement ouvrier britannique au mouvement national irlandais. L'homme a été membre du BSP et proche de Maclean, lié à Petroff et secrétaire de Litvinov [21]. Cela se sent.

LE PROBLÈME DE L'INTERNATIONALE

Tout le monde sait que le problème de l'Internationale se débat en coulisses. On ne le cache pas au congrès. Le premier jour, Platten explique qu'il y a eu des désaccords en commission préparatoire. Certains pensent que la réunion doit proclamer la IIIe Internationale. « Un délégué venu de l'étranger » – c'est Eberlein – demande qu'on se contente

15. *PCIC*, p. 85.
16. *Ibidem*, p. 89.
17. *Ibidem*, p. 111.
18. *Ibidem*, p. 111.
19. *Ibidem*, p. 107.
20. *Ibidem*, p. 111.
21. Voir W. Kendall, *op. cit.*, *passim.*

de parler de « conférence communiste » et qu'on renvoie à plus tard, dans une conférence élargie, la proclamation de la IIIe Internationale. Il explique sa position, dit Platten, par la faible représentativité de la conférence, par le petit nombre d'invités touchés à temps[22]. Zinoviev intervient à son tour et parle plus clairement : « Notre parti considère qu'il est grand temps de fonder formellement la IIIe Internationale. Et nous proposions que la fondation soit effectuée dès cette première séance. Mais, comme nos amis du Parti communiste allemand insistent pour que notre assemblée ne se constitue qu'en conférence, nous estimons nécessaire de nous rallier provisoirement à la proposition des communistes allemands[23]. » Lénine s'incline-t-il devant Rosa Luxemburg morte ? Le Finlandais Kuusinen ne s'y résigne pas. Il accepte de reculer le jour même mais prévient qu'il compte reprendre la bataille et arracher la décision de fondation avant la fin de la conférence[24].

Le lendemain, au cours de la discussion sur le programme et la plate-forme, Eberlein revient sur la question pour rassurer ceux qui ont cru que les communistes allemands avaient une position de principe hostile à la IIIe Internationale. Il n'en est rien, dit-il, ils pensent simplement que les ouvriers ont de la méfiance pour les créations et fondations d'en haut, dans des conférences confidentielles, et il souligne qu'il faut d'abord avoir un programme, le faire adopter aux ouvriers du monde, afin qu'ils construisent eux-mêmes la IIIe Internationale. L'occasion est bonne pour Kuusinen de développer un peu plus ses arguments et de contrer ceux d'Eberlein. La IIIe Internationale ne sera pas comme la IIe, car elle sera l'Internationale de l'action. La plate-forme est bonne mais exige des conclusions pratiques dont la fondation de l'Internationale est la première. Il est vrai que l'assemblée n'est pas représentative, mais l'argument est faible, car l'Internationale est nécessaire parce que la révolution internationale a commencé.

Il ne lui sera pas répondu. Les présents ne peuvent pas ignorer qu'on discute ferme en coulisses, entre membres du PC russe, depuis l'arrivée de Rakovsky, à midi. Ce dernier reste ferme en effet dans sa détermination de peser de tout son poids pour que soit fondée la IIIe Internationale. On va donc écouter le dernier discours, enflammé, de Steinhardt, qui vient d'arriver, sous le nom de Gruber, et donne une description sans doute à peine exagérée de l'Europe centrale en cet après-guerre, terminant par cette exclamation : « Nous sommes partis de Vienne pour Moscou il y a dix-sept jours. Nous avons fait tout le voyage avec des compagnons ouvriers, sur des tenders, dans des locomotives, sur des tampons, dans des wagons à bestiaux, à pied à travers les lignes des bandes de brigands ukrainiens et polonais, en danger de mort permanent mais avec cette idée : nous voulons, nous devons aller à Moscou et rien ne doit nous empêcher d'y parvenir[25]. »

Le lendemain 4 mars, la question de l'Internationale est remise tout naturellement à l'ordre du jour. Fritz Platten, qui préside, annonce le dépôt d'une motion émanant de toute évidence de Rakovsky, mais qui est signée également de Gruber-Steinhardt, Rudnyánszký et Grimlund. Elle se prononce pour la fondation de la IIIe Internationale, « organisation unifiée, commune et internationale de tous les éléments communistes qui se placent sur le terrain [...] de la dictature du prolétariat[26] ». Tout le monde peut comprendre alors que la discussion qui s'est déroulée en dehors du congrès, depuis l'arrivée de Rakovsky, entre dirigeants russes et avec Eberlein, a été réglée. C'est évidemment la condition minimale pour que la conférence revienne sur une décision acquise.

L'intervention d'Eberlein est un baroud d'honneur, mais pas une formalité. Il argumente,

22. *PCIC*, p. 54-55.
23. *Ibidem*, p. 55.
24. *Ibidem*.
25. *Ibidem*, p. 140.
26. *Ibidem*, p. 164-165.

et explique d'abord que la décision antérieure avait été prise sur l'insistance de « la délégation allemande » – c'est ainsi qu'il se désigne – tenue par un mandat qui lui interdit de participer à une fondation immédiate. La résolution Rakovsky l'oblige à expliquer. Il conteste que la fondation soit une nécessité absolue. Il faut certes un centre politique, mais celui-ci existe déjà, et la rupture des partisans du système des conseils est en train de se faire partout. La IIIe Internationale devra être le « fondement d'une puissance d'organisation ». Or ses bases d'organisation n'existent pas et il est faux d'insister pour la fonder, sous prétexte que la IIe essaie de ressusciter à Berne. Les interventions au congrès ont montré, selon lui, d'importantes divergences quant aux objectifs et aux méthodes. Il pense que les délégués sont venus plus pour s'informer que pour fonder une Internationale.

> Si nous voulons entreprendre la fondation de la IIIe Internationale, il nous faut d'abord dire au monde ce que nous voulons, expliquer le chemin qui est devant nous, sur quoi nous voulons et pouvons nous unir [...]. Il n'existe de véritables partis communistes que dans peu de pays ; dans la plupart, ils ont été créés au cours des dernières semaines ; dans plusieurs pays, il existe aujourd'hui des communistes, ceux-ci n'ont pas encore d'organisation[27].

Démontrant ensuite la non-représentativité des délégués – sur la base des travaux de la commission des mandats, et mettant même en cause Rakovsky, déjà contesté par un Grec et un Serbe pour son mandat de la Fédération balkanique –, il conclut :

> Il y a si peu d'organisations qui participent à la fondation de la IIIe Internationale qu'il est difficile d'apparaître publiquement. Il est par conséquent nécessaire, avant d'entreprendre la fondation, de faire connaître notre plate-forme au monde entier et d'inviter les organisations communistes à déclarer si elles sont prêtes à fonder avec nous la IIIe Internationale [...]. Je vous demande instamment de ne pas entreprendre dès aujourd'hui la fondation de la IIIe Internationale et je vous prie de ne pas agir avec précipitation, mais de convoquer à bref délai un congrès qui fondera ensuite la nouvelle Internationale, mais une Internationale qui regroupera alors effectivement des forces derrière elle[28].

C'est Zinoviev qui lui répond. La commission des résolutions a discuté la veille de cette question et a décidé à l'unanimité de proposer à l'assemblée de se constituer en IIIe Internationale. Pourquoi remettre à plus tard la fondation de la IIIe Internationale, demande-t-il à Eberlein, retournant contre lui ses arguments et les affirmations de son rapport sur le fait que les communistes allemands seraient proches du pouvoir : « Nous avons vécu une révolution prolétarienne victorieuse dans un grand pays, nous avons une révolution qui marche à la victoire dans deux pays, et après cela nous disons que nous sommes encore trop faibles ? [...] Il y a un parti qui marche au pouvoir et qui, dans quelques mois, formera, en Allemagne, un gouvernement prolétarien. Et nous devrions hésiter[29] ? » Il conclut :

> Nous ne voulons pas travailler maintenant avec le sentiment d'être trop faibles, mais nous devons être pénétrés du sentiment de notre force, de la conviction que l'avenir appartient à la IIIe Internationale, et, si nous travaillons dans cet esprit, nous franchirons sans hésitation ce pas nécessaire. Après mûre réflexion, notre parti propose de constituer immédiatement la IIIe Internationale. Le monde entier verra ainsi que nous sommes armés intellectuellement et organisationnellement[30].

Les jeux sont faits. Angelica Balabanova déclare que les organisations et partis qui constituèrent Zimmerwald sont aujourd'hui pour la fondation de la IIIe Internationale.

27. *PCIC*, p. 166.
28. *Ibidem*, p. 166-167.
29. *Ibidem*, p. 167.
30. *Ibidem*, p. 168.

L'un des délégués finlandais, Yukka Rakhia, lit une déclaration de son parti, rédigée après une entrevue avec Eberlein la veille. Puis, dans une intervention fougueuse, il affirme que le soutien à la fondation de la IIIe Internationale se trouve dans « l'immense mouvement révolutionnaire » en train de se développer dans l'Europe entière. Rudnyánszký, Sadoul, Steinhardt, ajoutent quelques arguments. Le délégué polonais Jozef Ounschlicht lance un appel passionné à Eberlein pour qu'il cesse de s'opposer à la fondation. Rakovsky, dans une intervention très écourtée et probablement involontairement tronquée dans le compte rendu, fait un rapprochement entre la crainte de l'opinion manifestée par Eberlein et l'attitude de Ledebour. Il souligne aussi, après Yukka Rakhia, le caractère formel des raisons du report proposé par Eberlein, et leur oppose les nécessités politiques.

Finalement, la proposition de Rakovsky et des autres est mise aux voix. Eberlein s'abstient. Tous les autres délégués votent pour.

La IIIe Internationale est née.

LES DOCUMENTS PROGRAMMATIQUES

C'est Lénine qui a écrit et présenté les thèses en 22 points sur « Démocratie bourgeoise et dictature du prolétariat ». Écrites avec beaucoup de sobriété et de clarté, elles sont une sorte de bréviaire de l'agitateur sur ces deux questions que Lénine fusionne en une seule. Il explique en effet que la défense de la domination des exploiteurs est assurée aujourd'hui, notamment par des social-traîtres, au moyen d'arguments philosophico-politiques de condamnation de la dictature et d'apologie de la démocratie en général. Mais ces gens se gardent bien de donner un contenu de classe à ces notions, alors qu'il n'existe dans le monde, dit Lénine, que la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. L'histoire démontre selon lui qu'aucune classe n'a pu prendre ni garder le pouvoir sans avoir brisé par la violence la résistance des anciennes classes dominantes. Tous les social-traîtres d'aujourd'hui ont enseigné hier cette idée de Marx et Engels que « la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'une machine à opprimer la classe ouvrière par la bourgeoisie, la masse de la population active par une poignée de capitalistes [31] ». La Commune de Paris, dont les communistes se réclament, ne fut pas une institution parlementaire. Sa signification consiste « en ce qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil d'État bourgeois, l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire et policier, pour les remplacer par l'organisation des masses de travailleurs se gérant elles-mêmes et ne connaissant pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif [32] ».

Il examine ensuite très concrètement ce que sont en régime capitaliste la liberté de réunion, la liberté de la presse, par exemple, pour ceux qui n'ont pas les moyens matériels leur permettant d'en disposer réellement. Il montre que la terreur qui règne dans de nombreux pays démocratiques depuis les États-Unis jusqu'à l'Allemagne, qui a vu assassiner Rosa Luxemburg et Liebknecht, est l'expression normale d'une classe privilégiée défendant sa domination. Il développe : « Dans un tel état de fait, la dictature du prolétariat ne se justifie pas seulement en tant que moyen de renverser les exploiteurs et de briser leur résistance,mais aussi par le fait qu'elle est nécessaire à la masse des travailleurs comme unique moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a mené à la guerre et en prépare de nouvelles [33]. » Il insiste sur le deuxième point, car il est évident que la dictature du prolétariat exige des formes nouvelles de démocratie, des institutions

31. *PCIC*, p. 151.
32. *Ibidem*, p. 152.
33. *Ibidem*, p. 155.

et aussi des conditions nouvelles d'application, qui n'ont pas encore été trouvées ou n'existent pas encore. Cela peut nourrir des désillusions ou l'idée que l'unique objectif de la dictature du prolétariat est celui – capital, il est vrai, mais pas unique – de briser la résistance des anciens maîtres.

> La dictature du prolétariat est la répression par la violence de la résistance des exploiteurs, c'est-à-dire d'une minorité infime de grands propriétaires fonciers et de capitalistes [...]. Il en résulte que la dictature du prolétariat doit entraîner non seulement le changement des formes et institutions démocratiques en général, mais encore une extension sans précédent de la démocratie réelle pour la classe ouvrière assujettie par le capitalisme[34].

Il explique :

> L'ancienne démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, était organisée de façon à éliminer avant tout, précisément, les classes laborieuses de l'appareil administratif. Le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est organisé au contraire de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil administratif [...]. Seule la démocratie soviétique ou prolétarienne conduit pratiquement à l'abolition du pouvoir d'État, car elle commence aussitôt à préparer le dépérissement complet de tout État en associant les organisations des masses laborieuses à la gestion de cet État[35].

La plate-forme de l'Internationale a été préparée et présentée par Boukharine. Elle est écrite avec le même souci de clarté et de pédagogie. L'introduction explique que le capitalisme a tenté de surmonter ses contradictions par la guerre mais qu'il a seulement abouti à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, qui marque le début de la révolution communiste du prolétariat. Puis elle développe le thème de la conquête du pouvoir politique, où parallèlement se poursuivent la destruction de l'ancien appareil d'État et la construction du nouveau : le désarmement de la bourgeoisie, la destruction du corps des officiers et l'armement du prolétariat, la formation de la Garde rouge, la destitution des juges bourgeois et l'érection de tribunaux prolétariens. Elle comporte une importante partie sur démocratie et dictature, qui souligne : « Le système des conseils rend possible la véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et à l'intérieur du prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie[36]. » La position dominante du prolétariat industriel y constitue un privilège seulement temporaire.

Sur le plan économique, l'objectif est la socialisation de l'économie, qui permettra sa centralisation et la subordination de la production à un Plan unique. Elle réalisera d'abord la socialisation des grandes banques, des branches industrielles trustifiées ou cartellisées, des grandes propriétés agricoles. La petite propriété ne doit pas être expropriée. La tâche de la dictature prolétarienne ne sera réalisée en ce domaine que « dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes centralisés de direction de la production et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes, [...] appeler à un travail d'administration directe des couches toujours plus nombreuses des masses laborieuses[37] ». Le grand commerce sera également socialisé. On donnera aux techniciens et spécialistes qualifiés la possibilité de développer l'activité créatrice.

La plate-forme se termine en indiquant que « le chemin de la victoire » passe par la rupture avec les social-démocrates de droite et du centre, et par l'union avec les éléments qui se placent sur le terrain du pouvoir des conseils. Elle définit également le rôle de l'Internationale, au-delà de la coordination des efforts du prolétariat international :

34. *PCIC*, p. 156.
35. *Ibidem*, p. 156-157.
36. *Ibidem*, p. 220.
37. *Ibidem*, p. 221-222.

« L'Internationale, qui subordonnera les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale, réalisera l'entraide des prolétaires des différents pays [...], soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement du système impérialiste mondial[38]. »

LE *MANIFESTE* DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

C'est à Trotsky que revint la mission de rédiger, après celui de Zimmerwald, le manifeste nécessaire à la proclamation de la nouvelle Internationale. Il est d'une tout autre qualité que la plate-forme. Trotsky le lit et le traduit lui-même, à la tribune. C'est au *Manifeste* de Marx et Engels qu'il fait référence dans son introduction : « Au fond, le mouvement a suivi le chemin tracé par le Manifeste du parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les précurseurs de la révolution sociale. Mais elle est arrivée[39]. » Il explique que les communistes se sentent héritiers et exécuteurs testamentaires de l'œuvre annoncée il y a soixante-douze ans. Leur tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire, d'éliminer « les scories dissolvantes de l'opportunisme et du social-patriotisme », d'unir les forces de « tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial[40] ». La guerre a couvert l'Europe de ruines. Il rappelle que le socialisme l'a prédite pendant des années et l'a considérée comme inéluctable, dénonçant l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future. Après un tour d'horizon sur les diverses responsabilités gouvernementales, il aborde la question de fond : « Les contradictions du régime capitaliste se sont transformées pour l'humanité, par suite de la guerre, en souffrances inhumaines : faim, froid, épidémies, barbarie morale. La vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et le passage progressif du capitalisme au socialisme a ainsi été définitivement tranchée[41]. » Il souligne que la guerre a balayé toutes les conquêtes de la lutte syndicale et parlementaire, a permis au capital financier de militariser l'État, et qu'elle l'a militarisé lui-même. Le retour à la libre concurrence est pour lui impossible : « La question est uniquement de savoir qui sera désormais l'agent de la production étatisée : l'État impérialiste ou l'État du prolétariat victorieux[42] ? » Il poursuit :

> Abréger l'époque de crise actuelle n'est possible que par les méthodes de la dictature du prolétariat qui ne regarde pas vers le passé, qui ne tient compte ni des privilèges héréditaires, ni du droit de propriété, mais uniquement de la nécessité de sauver les masses affamées, qui mobilise à cet effet tous les moyens et toutes les forces, décrète l'obligation du travail pour tous, institue le régime de la discipline du travail afin de guérir en quelques années les plaies béantes de la guerre mais aussi d'élever l'humanité à des sommets nouveaux et insoupçonnés[43].

L'État national, qui impulsa vigoureusement le développement capitaliste, est devenu un corset trop étroit pour les forces productives. Les impérialistes des deux camps oppriment les petits peuples, les affament et les humilient sans cesser de parler du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Seule la révolution prolétarienne leur offre une perspective réelle en les unifiant sur le plan économique, tout en garantissant leur indépendance dans leurs affaires et leur culture nationale. La question coloniale a été mise aussi à l'ordre du jour par la guerre, et dès à présent la lutte dans certaines colonies n'est plus engagée

38. *PCIC*, p. 223.
39. *Ibidem*, p. 206.
40. *Ibidem*.
41. *Ibidem*, p. 208.
42. *Ibidem*, p. 209.
43. *Ibidem*.

seulement pour la libération nationale mais revêt un caractère social. C'est l'Europe socialiste qui apportera l'aide décisive aux colonies libérées.

Il répond aux accusations lancées contre les révolutionnaires russes par la bourgeoisie : « L'ensemble du monde bourgeois accuse le communisme d'anéantir les libertés et la démocratie politique. Mais c'est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que constater l'impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et crée les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle et supérieure[44]. » Dans le règne de la destruction de l'économie et des institutions politiques, le prolétariat a créé son propre appareil, les conseils ouvriers, souple et ouvert aux autres couches exploitées et opprimées, « la conquête la plus importante et l'arme la plus puissante du prolétariat à notre époque ». Arme indispensable au moment où « la guerre impérialiste, qui oppose les nations les unes aux autres, se transforme en guerre civile qui oppose une classe sociale à une autre[45] ». Et Trotsky de retrouver sa verve de polémiste :

> Les vociférations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait connue jusqu'à présent l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile en effet, si les cliques d'exploiteurs qui ont entraîné l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à tout progrès des masses travailleuses, n'organisaient pas des complots et des meurtres, ne sollicitaient pas le secours de l'étranger pour maintenir ou restaurer leurs privilèges usurpés. La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels[46].

Il affirme que les communistes ne provoquent pas artificiellement la guerre civile, cherchent à l'abréger, à réduire le nombre de ses victimes et avant tout à assurer la victoire du prolétariat. C'est pourquoi il faut armer le prolétariat à temps. C'est pourquoi la Russie se protège par son Armée rouge.

Il en vient pour finir à la question de l'Internationale, rappelant que, dès l'origine du mouvement socialiste organisé, les ouvriers les plus avancés ont tendu vers une association internationale. Après un bref résumé de l'histoire des Internationales et du rôle qu'elles ont joué dans le développement général, il affirme :

> Nous nous considérons, nous, communistes, rassemblés dans la IIIe Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre d'une longue série de générations révolutionnaires depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Si la Ière Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé ses voies, si la IIe Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la IIIe Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire de l'Internationale de l'action.
>
> La critique socialiste a suffisamment stigmatisé l'univers bourgeois. La tâche du parti communiste international consiste à renverser cet ordre social et à édifier à sa place le régime socialiste[47].

CONDITIONS ET PORTÉE DE LA FONDATION

Les conditions de la proclamation de la IIIe Internationale – l'acronyme russe aussitôt utilisé a été Komintern, dont Français et Britanniques ont fait Comintern, en toute logique – ont depuis été l'objet de bien des polémiques. On peut se l'expliquer par les hésitations manifestes de la direction russe devant l'opposition posthume de Rosa Luxemburg expri-

44. *PCIC*, p. 211.
45. *Ibidem*, p. 212.
46. *Ibidem*.
47. *Ibidem*, p. 214.

mée par Eberlein. Une première version, née des premiers comptes rendus, bien résumée et adoptée en 1939 par Franz Borkenau, attribuait le changement de position des Russes et d'autres délégués à l'intervention de Steinhardt, qui aurait fait passer dans la réunion internationale le souffle de la guerre civile et de la révolution en Europe centrale. L'interprétation est tout de même surprenante. Aucun des Russes présents n'était un enfant de chœur disposé à prendre des décisions de cette importance sur la base d'un rapport qui montrait seulement de façon concrète ce que tout le monde savait de façon générale.

Trotsky, interrogé plus tard par ses jeunes camarades, dont Pierre Naville, leur répondit qu'il y avait eu une vraie hésitation chez les dirigeants bolcheviques, y compris Lénine et lui, et que l'homme qui avait retourné la situation au soir de la deuxième journée, le jour même de son arrivée, était son ami Khristian Rakovsky. Mais l'origine de cette version, sans doute honnêtement présentée par Borkenau, se trouve dans une déclaration de Zinoviev au congrès du PCR(b) en mars 1919, dans laquelle il assure que l'arrivée de Grimlund, Rakovsky et Steinhardt contribua, aussi bien que le cours du congrès lui-même, à infléchir l'attitude d'Eberlein et celle de la délégation russe.

Une autre source peut être aussi un article de Vorovski, membre de la délégation russe, dans la *Pravda* du 7 mars 1919, où il qualifie l'arrivée de Steinhardt de « moment rare et mémorable, resté profondément ancré dans les cœurs et les esprits des présents ». Il vit en Steinhardt, avec ses grandes bottes, ses vêtements en loques, qu'il fendit avec son couteau pour en extirper son mandat, et sa barbe inculte, l'image même du prolétariat, et assure qu'il était « impossible d'écouter sans émotion le simple récit de ce camarade autrichien ». Il faut pourtant souligner qu'en 1924 c'était au discours de Rakovsky qu'Eberlein aussi attribuait le mérite d'avoir retourné la conférence.

La polémique a été relancée en 1965 par une contribution d'Angelica Balabanova sur « Lénine et la création du Comintern ». L'ancienne secrétaire de Zimmerwald n'hésite pas à affirmer dans ce texte que cette affaire constitue « une fraude probablement sans précédent dans l'histoire des relations entre hommes d'un minimum de niveau moral, à plus forte raison dans l'histoire du mouvement ouvrier ». Elle en attribue l'initiative à Zinoviev, « avec le concours direct de Boukharine et non sans l'approbation de Lénine et deTrotsky[48] ». Mais cette version, qui a acquis droit de cité chez quelques historiens, n'est pas soutenable non plus. Elle affirme en effet que l'intervention de Steinhardt – à ses yeux une machination – provoqua un tonnerre d'applaudissements à la faveur desquels Zinoviev fit sa proposition de revenir sur le vote acquis. C'est désolant pour Balabanova, mais le compte rendu publié alors qu'elle était secrétaire de l'Internationale communiste révèle sans erreur possible qu'il est faux d'assurer, comme elle le fait, que le congrès fut prolongé d'un jour afin de permettre l'intervention de Steinhardt. Celui-ci parla en effet à la fin de la session du 3 mars. La proposition de Zinoviev fut faite en séance vingt-quatre heures plus tard, à la fin de la séance du 4 : pour pouvoir accepter la version de Balabanova, il faudrait admettre des applaudissements vraiment très prolongés...

D'autres contradictions et impossibilités flagrantes interdisent de prendre au sérieux ce témoignage-réquisitoire tardif qui pourrait bien, lui, n'être qu'une fraude : il est par exemple tout à fait impossible que les bolcheviks aient réussi à coordonner et à synchroniser, dans les conditions de l'époque, l'arrivée de Steinhardt et de Guilbeaux, vieil ennemi de Balabanova, qui y voit pourtant la preuve d'un complot. Ajoutons que la militante italo-russe, en son vieil âge, assure s'être abstenue, alors que le compte rendu indique que tous les délégués à titre consultatif, dont elle était, ont voté pour la proclamation immédiate, et mentionne bien le vote d'Eberlein qui, lui, s'est vraiment abstenu. Elle

48. A. Balabanova, « Lénine et la création du Comintern », *Contributions à l'histoire du Comintern*, p. 32.

assure que Lénine lui demanda de voter au nom du PS italien alors qu'elle n'était à la conférence qu'en tant que représentante de la commission de Zimmerwald. Elle n'a jamais démenti le compte rendu qui lui fait dire : « Il est de mon droit et de mon devoir de déclarer que la plupart des partis qui se réunirent à Zimmerwald soutiennent la fondation immédiate de la IIIe Internationale[49]. » Enfin, sa version et la chronologie sur laquelle elle l'appuie sont contredites par tous les autres témoignages et documents, selon lesquels la question fut discutée dans la soirée du 3 mars non seulement au sein de la commission des résolutions mais dans le cours d'une rencontre entre Eberlein et la délégation finlandaise. Fraude délibérée ? Énorme anachronisme, paranoïa de vieillard imaginant à l'époque de Lénine des machinations staliniennes ? Balabanova est sans doute excusable, mais pas ceux qui reprennent ces évidentes erreurs dans un but intéressé. Nous ne conclurons pas là-dessus, mais seulement sur le fait que le compte rendu officiel était honnête et que, de toute évidence, les bolcheviks étaient suffisamment mal informés et hésitants pour avoir changé leur fusil d'épaule en vingt-quatre heures.

Pour achever sur ce point, nous ajouterons un détail. Après la mort tragique de Rosa Luxemburg et de Jogiches, les deux adversaires de la proclamation de l'Internationale, il n'y eut pas de suites ni de critique contre Eberlein dans le parti allemand. C'est presque incidemment qu'Ernst Meyer rappela au Ve congrès du parti que le mandat d'Eberlein était aussi de quitter la conférence si elle se décidait pour la proclamation. Les communistes et les socialistes qui se préparaient à devenir communistes acceptèrent avec enthousiasme la création de l'Internationale.

Des décisions de longue portée concernant la direction furent prises à la fin de ce congrès de fondation. Les cinq dirigeants désignés furent Rakovsky, Lénine, Trotsky, Zinoviev et Platten. Mais cette direction-là, symbolique et prestigieuse aux yeux des militants, n'était que de pure forme, et quatre de ses membres étaient indisponibles pour le travail quotidien. Rakovsky était mobilisé à la pointe du combat, à la tête du gouvernement ukrainien, Lénine à la tête du gouvernement russe, Trotsky au commandement de l'Armée rouge. Platten, lui, partant pour la Suisse, fut arrêté en Finlande le 8 avril, expulsé en Russie en mai, tenta de repartir en passant par la Roumanie, fut à nouveau arrêté et ne parvint en Suisse qu'au printemps 1920. Zinoviev était, par la force des choses, et du consentement de Lénine et de Trotsky, président de l'Internationale, avec l'aide intermittente de Boukharine. Franz Borkenau commente :

> Ce choix n'était pas heureux. [...] Brillant orateur et débatteur, il avait l'art de traiter avec toute sorte de gens mais sa duplicité innée et un amour du double jeu et de l'intrigue dégoûtèrent les plus enthousiastes. Il était notoire qu'il manquait de courage, mais, comme il arrive souvent à des gens excitables, il était capable d'exagérer terriblement les chances et incapable de reconnaître les échecs. Il avait fait carrière dans une soumission totale à Lénine qui le trouvait utile parce qu'il répétait à la lettre les idées du maître mais avec un don polémique et littéraire qui manquait à Lénine. Mais il avait refusé de le suivre dans les jours décisifs et en novembre 1917 avait deux fois publiquement rejeté la responsabilité pour le coup d'État bolchevique. C'était cet homme, qu'on n'avait pas jugé digne d'un poste important dans l'État soviétique, qui était mis à la tête de l'Internationale communiste[50].

Et il poursuit par une accusation ravageuse :

> Bien sûr, les gens qui comptaient réellement à l'époque étaient écrasés de travail mais il n'existe pas de meilleur symptôme de la véritable échelle des valeurs d'un mouvement que sa décision quant à ce qui est essentiel et ce qui est moins important en cas d'urgence. Les Russes

49. *PCIC*, p. 169-170.
50. F. Borkenau, *op. cit.*, p. 163.

> croyaient sincèrement qu'ils œuvraient pour la révolution mondiale et considéraient que leur propre révolution en faisait partie. Mais en même temps, pour cette tâche, sans en avoir conscience, dans le choix des hommes qu'ils y déléguaient, ils étaient des nationalistes russes qui considéraient déjà les autres partis comme des auxiliaires de leur propre cause[51].

On peut – c'est notre cas – considérer la fin de cette phrase comme un jugement reposant sur un anachronisme. On peut néammoins penser que le choix de Zinoviev pour présider aux destinées de l'Internationale n'était pas vraiment heureux. Trotsky disait de Zinoviev que, toujours enthousiaste pour gagner les esprits et les cœurs, il s'effondrait devant les décisions d'action, ce qui n'est évidemment pas une qualité pour un poste de cette importance.

LA DIRECTION AU JOUR LE JOUR

Iakov Reich, alias Thomas, indique dans ses Mémoires que le premier bureau de l'IC, sous la présidence de Zinoviev, avait Balabanova comme secrétaire. Elle remplaçait théoriquement Radek, alors détenu à Berlin, mais ses rapports avec Zinoviev étaient si mauvais que Rakovsky accepta de l'emmener en Ukraine, où il lui confia un poste gouvernemental et l'animation du bureau du Sud de l'Internationale communiste. Elle fut alors remplacée par Vorovsky, qui fut peu actif, car malade, mais suppléé par son adjoint, Jan Berzine-Winter. L'Allemand de la Volga Klinger était secrétaire administratif. Les membres ordinaires étaient, outre Boukharine, Lioubarsky et Reich – en somme à peu près les anciens collaborateurs de Radek au département de la propagande des affaires étrangères et anciens membres de la mission diplomatique de Berne. Le Russe Mikhaïl Kobetsky, trente-huit ans, longtemps chargé des transports clandestins de la presse bolchevique à partir du Danemark, rejoint ce noyau.

Les premiers fonctionnaires de l'Internationale sont des hommes hors normes. Le Russo-Belge Kibaltchitch, vingt-neuf ans, dit Victor Serge, un ancien anarchiste, n'a pas encore adhéré au parti vers lequel il se dirige. Zinoviev le recrute pour la revue *L'Internationale communiste*. En même temps que lui, on recrute un homme exceptionnel dont il nous a laissé un portrait attachant : V.O. Lichtenstadt, dit Mazine, trente-sept ans, condamné pour attentat terroriste à la bombe en 1906, forçat pendant dix ans au terrible bagne de Schlüsselbourg, qui, lui aussi, rejoint les bolcheviks. A Petrograd, on les loge à l'hôtel Astoria, chauffé et éclairé, et on leur donne à Smolny une grande salle avec une table et deux chaises. Le premier numéro de la revue sort avec un article de Zinoviev qui assure que la victoire de la révolution allemande n'est qu'une question de mois, peut-être seulement de semaines. Serge rencontre à l'exécutif Boukharine, qui vient d'ailleurs de temps en temps, Klinger, Sirola, Rudnyánszký, des Bulgares qu'il ne nomme pas et aussi, fréquemment, un chef militaire d'origine anarchiste, le Russo-Américain, William dit Bill Chatov, passionné par les discussions. Les services de l'IC seront bientôt transférés à Moscou, où ils auront alors tout l'espace voulu dans un hôtel particulier où avait logé l'ambasadeur allemand von Mirbach.

Bien entendu, contrairement à une légende savamment entretenue sur la base de simples fantasmes, ce n'est pas par suite d'une volonté « grand-russe » de soumission de la Comintern à Moscou que cette dernière est restée dans la capitale soviétique, mais simplement parce que les circonstances, guerre et guerres civiles, faisaient que c'était effectivement le seul endroit au monde où elle pouvait fonctionner. A cet égard, il n'y a aucune raison de douter de l'honnêteté de Zinoviev et de Trotsky quand, en 1919, ils indiquent

51. *Ibidem*, p. 175.

que le siège de la Comintern sera déplacé, dans les années qui viennent, à Berlin ou à Paris.

Nous connaissons les noms d'un certain nombre des hommes que la Comintern utilisa à cette époque. C'étaient généralement soit des Russes que les vicissitudes de la guerre civile avaient privés de leur milieu, ou qui, ayant milité hors de Russie avant la guerre, étaient utiles par leurs liaisons personnelles et leur connaissance du terrain, soit des étrangers réfugiés. Ainsi faut-il ajouter aux noms des anciens de Berne ceux de Vladimir Dëgott, Aleksandr Abramovitch, Daniel Riedel, tous anciens Parisiens, et Chaim Heller, ex-Italien, ainsi que ceux des émigrés communistes finlandais Edward Gylling et Mauno Heimo. En fait, très vite, les responsables de l'IC ont essayé, non de décentraliser leur appareil mais d'établir des antennes ou des avant-postes, des « bureaux » qui devaient dans leur esprit les rapprocher de l'Occident, dans cette période où le voyage de Moscou, du fait du blocus et des opérations militaires, était mortellement dangereux. Ils le feront d'abord sur le territoire ukrainien – soit théoriquement à l'étranger –, puis réellement à l'étranger.

LE BUREAU DU SUD

Il a fallu l'ouverture des archives de Moscou pour que les historiens se rendent compte que l'Internationale avait très tôt créé un bureau en Ukraine qui avait laissé des archives. Angelica Balabanova, qui était alors, on s'en souvient, secrétaire du comité de Zimmerwald, raconte que c'est Lénine en personne qui lui demanda de s'établir en Ukraine car ce pays était alors la tête de pont vers l'Europe en effervescence et qu'elle en serait ainsi beaucoup plus proche. Un seul inconvénient : il était possible que se tienne bientôt dans la capitale une conférence internationale, et, dans ce cas, il lui ferait envoyer un train pour qu'elle puisse y participer. Elle vint donc, avec Rakovsky, un jour en retard, comme on sait.

C'est dans la ligne de cette première décision qu'il fut décidé, au cours du congrès, d'installer en Ukraine un « bureau du Sud », dont la direction politique confiée à Rakovsky et Angelica Balabanova montrait l'importance qu'on y attachait. C'est au congrès même que furent recrutés les premiers collaborateurs de ce bureau, Rakovsky ayant personnellement sollicité Jacques Sadoul. Avocat, membre du Parti socialiste, capitaine de réserve, Sadoul est membre du cabinet du ministre socialiste Albert Thomas quand ce dernier le fait affecter comme observateur politique à la mission militaire française en Russie, à l'été 1916, et il a été pendant plusieurs mois l'intermédiaire politique officieux entre les Alliés et le gouvernement de Lénine. Peu à peu gagné par le bolchevisme, il adhère au Groupe communiste français à l'été 1918. Il a trente-huit ans quand il arrive en Ukraine, en mars 1919. Marcel Body a donné un récit coloré du voyage des gens du congrès vers le siège du nouveau bureau : l'arrêt à Koursk, la participation de dirigeants ukrainiens à un meeting, leur retour au galop pour éviter des poursuivants armés et le départ précipité du train. L'ombre semble grouiller d'ennemis. A plusieurs reprises les balles sifflent, des inconnus tentent de tuer des passagers, dont beaucoup – comme Alexandra Kollontaï – sont impavides.

Ce n'est pas par hasard que plusieurs Français sont du voyage. L'un des points névralgiques de la situation en Ukraine est le grand port d'Odessa, tenu par les troupes françaises du général d'Anselme, tête de pont de l'intervention des armées du monde capitaliste. L'agitation et la propagande révolutionnaire en direction des soldats et marins français sont au centre de la stratégie bolchevique, et il faut, pour la mener à bien, des Français ou des francophones. C'est le PC ukrainien, épaulé par le centre, qui a jusqu'alors dirigé

cette activité. Mais ses membres, les Ivan Goloubenko, Ian Gamarnik, Lavrenti Kartvelichvili, jeunes hommes rompus aux activités clandestines par leur action dans les villes ukrainiennes occupées, ne peuvent l'assumer seuls. Il est difficile de distinguer, dans l'activité en question, la part qui revient au parti russe, à l'ukrainien, au « collège étranger » ou aux émissaires du bureau du Sud. C'est là un travail international et internationaliste, on peut même dire un creuset où naît la nouvelle Internationale. La composition du bureau a beaucoup varié. Autour d'un staff technique formé de Russes, dirigé en 1920 par Mark Moisseiev, qui comprend sténos, comptables, téléphonistes, une trentaine de personnes au total, des politiques : Jacques Sadoul, qui assure la direction au jour le jour, le Yougoslave Milkić, le Bulgare Chabline, la Française Rosalie Barberet et un peu plus tard le Polonais Feliks Kon et l'orientaliste russe Mikhaïl Veltman, dit Pavlovitch.

Le premier front a été celui d'Odessa, où il y a eu beaucoup de victimes. L'institutrice Jeanne Labourbe, quarante-trois ans, compagne d'un communiste yougoslave, envoyée de Moscou en février, arrêtée, violée et sauvagement massacrée par des hommes du SR français en mars 1919, est la plus célèbre, suivie peu après du jeune Henri Barberet, dix-huit ans, organisateur de la diffusion de journaux et de tracts communistes, tué en combattant les hommes de l'ataman Grigoriev, ralliés aux bolcheviks puis mutinés. Les militants sont des révolutionnaires professionnels qui connaissent le français, Russes comme Vladimir Dëgott, ouvrier relieur, proche de Lénine qui a milité avec lui à Paris, des Roumains aussi, Mihaïl Bujor, évadé de prison le même jour que Rakovsky et passé en Russie avec lui, Daniel Riedel, ex-Parisien, qui, au début, a fait passer les militants venus de Moscou à travers les lignes ennemies, l'un des organisateurs du travail d'Odessa ensuite, Alter Zalik, un Franco-Roumain, et la journaliste luxembourgeoise Stella Kosta, membre du Parti socialiste français depuis 1904.

Le second front, c'est le reste du monde. Il s'agit d'envoyer des émissaires dans les pays voisins pour y prendre des contacts, de recevoir aussi ceux qui parviennent jusqu'à Kiev d'abord, Kharkov ensuite. Nous connaissons les noms des courriers. Ce sont en général des inconnus. Parfois porteurs de fortunes en roubles « Nicolas », en monnaie du pays de destination, en diamants et bijoux, ils se sont révélés honnêtes : un seul a disparu, mais on ne sait comment, un autre n'a pu remettre le « trésor » dont il avait été chargé à son destinataire, mais il est revenu pour s'en expliquer. Les hommes sont envoyés en fonction de la destination choisie et de leurs propres capacités. Plusieurs partent ainsi pour la France : Boris Pokhitonov, dit Wulfert, dont la mère est belge, se rend les poches pleines au congrès de Strasbourg du PS, où il renoue les contacts avec des socialistes de gauche. L'ancien marin de la mer Noire Louis Badina, évadé d'une prison roumaine et réfugié en Ukraine, est envoyé en France porteur d'un vrai trésor. D'autres émissaires pareillement chargés partent d'Ukraine pour Sofia, Belgrade, Athènes, Bucarest, Ankara.

Des émissaires arrivent aussi de différents pays. Le bureau a interrogé les plus notables. Presque tous les membres responsables veulent rencontrer Rakovsky, sauf les Bulgares du parti *tesnjak* de Blagoiev, qui sont plutôt réticents et vont plus volontiers à Moscou. Il y a un peu de tout parmi les arrivants et les partants, deux Turcs par exemple, dont l'arrivée réjouit, mais dont nous ne savons rien. Ces hommes ont parfois connu de véritables odyssées.

Ainsi le commandant de l'armée bulgare Georgi Dontchev, qui s'est mutiné à la tête de ses soldats alors que le mouvement auquel il croyait participer était annulé. Il apporte des nouvelles fraîches, mais de Serbie, où il s'était réfugié. Ainsi le dirigeant des jeunesses communistes, le Bosniaque Mio Ivić, qui apporte un précieux rapport sur la naissance du PC yougoslave. Il a quitté Belgrade le 4 février 1920, sans argent, est arrivé à Salonique, où il a travaillé pour avoir de l'argent, mais, passager clandestin pour Istanbul, a été dépouillé de tout son pécule à son débarquement. Aidé par des Italiens, il parvient à

Batoum, d'où il est refoulé sur la Géorgie. C'est par la montagne, traversant sans chaussures des zones enneigées, qu'il a atteint Vladikavkaz, où les communistes locaux lui ont donné de l'argent, ce qui lui a permis d'atteindre Rostov-sur-le-Don puis Kharkov, où il arrive enfin le 18 avril.

Ces premiers contacts permettent de passer au niveau supérieur, l'organisation de « routes » clandestines s'appuyant sur des réseaux. Il y en a deux, la « maritime » pour la Bulgarie, la « terrestre » pour la Roumanie, la Galicie, la Bukovine, avec des relais, de faux papiers, de l'argent, bien sûr. Dans l'ensemble cela fonctionne. C'est en Turquie qu'il y a le plus de « voyageurs » communistes tués.

Un autre pan de l'histoire de la IIIe Internationale se déroule en 1919 en Europe centrale. Ce n'est pas une affaire de clandestins, mais celle de deux États en révolution dirigés par des communistes, avec des armées « rouges » en lutte contre les Roumains que protègent les Alliés. Nous parlerons plus loin de la révolution hongroise et de la République des conseils dirigée par Béla Kun. Beaucoup ont cru que l'avenir de la révolution en Europe se jouait là, dans l'éventuelle jonction des forces révolutionnaires des armées rouges d'Ukraine et de Hongrie.

Rakovsky semble bien avoir été dupé par la confiance en eux des dirigeants hongrois, et notamment par leurs rodomontades sur leur armée, en réalité minée par l'activité secrète des « Blancs ». La réciproque n'est pas vraie. Béla Kun est, semble-t-il, jaloux de son autorité, ombrageux et brutal. Aucune discussion n'a lieu avec Rakovsky, et Kun s'adresse systématiquement au seul Lénine, d'ailleurs pour se plaindre de Rakovsky. Nous ignorons ce que Tibor Szamuely, très critique à l'égard de la politique de Béla Kun, et Rakovsky se sont dits quand ils se sont rencontrés à Kharkov, pendant le voyage en avion du premier vers Moscou. Béla Kun a fait fusiller deux officiers rouges, Grigory Efimov et Junkelson, que lui a envoyés Rakovsky, en les accusant de « comploter » contre lui avec un « groupe anarchiste ». Son armée, minée de l'intérieur, s'effondre, à peine lancée dans l'offensive contre les troupes roumaines, ce qui oblige l'Armée rouge à évacuer l'Ukraine. Béla Kun a tenté inlassablement, le reste de sa vie, de rejeter sur Rakovsky la responsabilité de la défaite. Après l'assassinat des dirigeants spartakistes allemands, c'est en effet une grave défaite, la première « occasion manquée » d'un élargissement sérieux de la révolution en Europe. C'est aussi la fin de ce qu'on est tenté d'appeler la brève période Rakovsky de l'Internationale communiste, probablement rêvée un moment par Lénine.

LE BUREAU DE BERLIN

Une nuit du printemps 1919, Lénine convoque chez lui Iakov Reich. Il le connaît assez bien et l'estime. Il veut lui parler d'un projet qui concerne l'Internationale. Il pense qu'on ne peut plus continuer à aider depuis Moscou des inconnus ou des gens inexpérimentés à s'engager dans le travail révolutionnaire. Le voyage de Moscou, dans les deux sens, est en outre trop aléatoire, dangereux à tous égards. L'idée de Lénine, comme toujours, est très simple. Il faut installer un avant-poste de l'Internationale à l'étranger, avec des hommes expérimentés, rompus à la clandestinité et capables en matière financière. Ces gens seront pourvus de capitaux importants pour disposer et faire disposer autour d'eux de moyens matériels. Ils devront s'occuper de publier journaux, brochures, livres, au besoin créer une maison d'édition à l'étranger. Il demande à Reich de se rendre à Berlin afin d'y organiser un bureau d'Occident de l'Internationale. Ce dernier accepte : pour cette mission et pour l'histoire, il sera désormais le camarade Thomas[52].

52. On trouvera le « Récit du camarade Thomas » sur la fondation de ce bureau de Berlin dans les *Contributions*, *op. cit.*, p. 5-27.

L'homme est né à Lemberg, et a la nationalité polonaise. Il a été socialiste dès ses années de lycée, a organisé et dirigé une imprimerie clandestine à Varsovie en 1905 puis a fait partie d'une organisation de combat et participé – avec Piłsudski, dit-on – à un attentat contre le gouverneur de Varsovie. Réfugié en Allemagne puis en Suisse, il a été chimiste puis enseignant, membre du Parti social-démocrate suisse. C'est là qu'il s'est lié avec les émigrés russes, particulièrement Zinoviev. Recruté en 1918 à la mission diplomatique russe de Berne, il a édité un journal et lancé une maison d'édition. Expulsé après la grève générale de novembre 1918, il est arrivé à Moscou en janvier 1919 et y a utilisé notamment le pseudonyme de James Gordon. Il a reçu pour sa mission la somme énorme de 1 million de roubles en devises. En outre, Lénine l'a envoyé dans le sous-sol du Palais de justice auprès du trésorier des affaires secrètes, le Polonais Hanecki (Fürstenberg), qui lui a remis des diamants d'une immense valeur, butin de la Tcheka.

Nous avons quelques témoignages sur l'homme, ses dons exceptionnels de conspirateur, ses habitudes et sa prudence. En novembre, l'Estonien Kingisepp, qui sert de relais, informe Zinoviev que Thomas a créé deux bureaux – dont un illégal –, établi des communications sûres avec la Hollande, la Scandinavie, l'Autriche et les Balkans, et, par la Suisse, avec la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. En fait, Thomas exploite et perfectionne les réseaux existants du Suédois Otto Frederick Ström, trente-neuf ans, et du Suisse cosmopolite Isaac Schweide, vingt-neuf ans. En décembre, il a organisé à Francfort une première conférence des PC d'Europe. Dans le même temps, il prépare l'installation à Vienne d'un sous-bureau dirigé vers le Sud-Est européen. Ce sous-bureau viennois est placé sous la direction d'un militant polonais proche de Radek, Josef Rotstadt, dit Krasny, trente-trois ans, et de militants autrichiens, Gerhardt Eisler, trente-trois ans, le frère d'Elfriede Friedländer, Karl Frank, vingt-six ans, et Richard Schüller, dix-huit ans. Bientôt ils seront aidés et presque envahis par des responsables hongrois réfugiés. Des représentants de l'IC sont acheminés et implantés par ses soins dans plusieurs pays. Alexandre Abramovitch, trente et un ans, qui fut proche de Lénine en Suisse, travaille à Berlin sous le nom d'Albrecht puis en France sous celui de Zalewski. Dëgott va bientôt retourner à Paris. N.N. Lioubarsky est à Vienne à l'été 1919 et sa destination est l'Italie, où il va être délégué auprès du PSI sous l'identité de Carlo Niccolini. Le Polonais Chaim Heller, trente-huit ans, qui vivait en Italie depuis 1911, se présente à Antonio Gramsci à Turin sous le nom d'Antonio Chiarini. Le Franco-Roumain Daniel Riedel, dit Ivan, est aussi envoyé en Italie.

Le secrétariat d'Europe occidentale de l'Internationale communiste (WES) est déjà en place. Ses membres ont été choisis en commun par Radek et Thomas. En plus d'eux deux – Karl Radek est toujours prisonnier à Berlin, mais sa cellule est devenue un salon politique et souvent un lieu de décision pour les communistes –, il comprend les Allemands Paul Levi, Thalheimer, dirigeants du parti, Willi Münzenberg, des Jeunesses. Il comprend aussi le Polonais Mieczyslav Warszawski, dit Bronski, trente-sept ans, ancien de la mission de Berne puis de l'ambassade soviétique expulsé en 1918, revenu en 1919 prendre des contacts, envoyé auparavant par l'exécutif de l'IC, Félix Wolf, vingt-neuf ans, venu clandestinement en Allemagne en 1918 avec Radek, et, comme trésorier, Eduard Fuchs, quarante-neuf ans, célèbre avocat et spécialiste d'art érotique. L'équipe technique autour de Thomas comprend sa secrétaire, sa propre femme, Ruth Jensen, dite Ruth Gebhardt, Felix Wolf, un exceptionnel faussaire du nom de Slivkine, la Russe Elena Stassova. En quelques mois le WES s'est constitué un remarquable appareil. Il a acheté une maison d'édition, Carl Hoym, à Hambourg, qui lui sert de façade légale. Sa façade illégale est dans une librairie berlinoise, et il a aussi un bureau annexe à Leipzig, au rôle toutefois

secondaire. Il a réussi à nouer de solides relations d'affaires avec plusieurs banques intéressées par la Russie soviétique, notammment la Bankhaus Schell de Reval.

On ne peut évidemment comparer les réalisations du bureau de Berlin et celles du bureau du Sud. Le deuxième est implanté dans une région ruinée, paupérisée, et doit par exemple utiliser pour son travail les deux côtés de feuilles de papier qui ont la consistance d'un mauvais buvard. Dans l'Allemagne capitaliste en crise, le détenteur de devises – et c'est le cas du bureau de Berlin – n'a que l'embarras du choix pour réaliser de bonnes affaires s'il a quelque expérience, comme c'est le cas de l'équipe constituée autour de Thomas[53].

LE BUREAU D'AMSTERDAM

Le bureau d'Amsterdam de l'IC n'est en rien comparable aux deux précédents, celui de Kiev – Kharkov dans le tohu-bohu d'une révolution et d'une sanglante guerre civile où les protagonistes prennent et reprennent les villes, fusillant à chaque fois les vaincus, ni celui de Berlin, machine bien huilée avec des spécialistes et un vrai trésor de guerre, embusqué dans une grande capitale ennemie qui ne le découvrira pas. C'est en septembre 1919 que la décision de fonder un bureau à Amsterdam est prise à l'exécutif de l'Internationale.

L'homme qu'on en charge est Sebald Justinus Rütgers, un ingénieur qui avait suivi le groupe gauchiste des « tribunistes » lors de la scission du Parti social-démocrate néerlandais. Après un long séjour aux Indes néerlandaises, il a joué un rôle aux États-Unis pendant la guerre dans le milieu internationaliste, fréquentant Trotsky, Fraina, Katayama Sen. Il avait participé au congrès de fondation. Il semble que le CE de l'IC ait désigné pour en faire partie avec lui David Wijnkoop, Van Ravesteyn, Henriëtte Roland-Holst, Gorter et Pannekoek. Ces deux derniers ne participeront d'ailleurs pas au bureau à cause de leurs divergences avec les autres membres. Mais, très vite, Rütgers et ses amis gauchistes sont victimes de leurs grandes illusions dans la démocratie bourgeoise en général et la démocratie hollandaise en particulier.

Le bureau d'Amsterdam était évidemment un avant-poste, visait le Nouveau Monde, la Grande-Bretagne, la France et de façon générale l'Extrême-Occident. Les Néerlandais ont des relations avec les Britanniques. Rütgers lui-même est lié à bien des éléments avancés du mouvement socialiste américain, notamment Louis Fraina, qui fut en 1917 associé à Trotsky. Ils ont réussi à faire partir de leur pays pour le continent américain le Russo-Américain Grusenberg, dit Borodine, avec 500 000 dollars pour le mouvement communiste américain. Malheureusement, le petit groupe hollandais, sous l'influence des tribunistes, se prend pour une avant-garde, un rôle qu'aucun communiste du monde n'était prêt à lui concéder. Il manifestait en outre au même moment un invraisemblable amateurisme dans l'organisation de sa conférence et un réel cynisme dans la façon de décider au nom de l'Internationale tout entière. Nous reviendrons plus tard sur cette question.

STOCKHOLM ?

Faut-il ajouter à cette liste le bureau de Stockholm, d'où partent des émissaires – deux d'entre eux à destination de la Grande-Bretagne, le Finlandais Vertheim et le Norvégien

53. On peut se faire une idée des ressources financières du bureau de Thomas en constatant qu'il affréta à deux reprises des avions privés, ce qui coûtait à l'époque très cher. Valtin, friand de comptes financiers, donne le chiffre de 400 000 marks remis à Fuchs, selon une lettre de Kingisepp à Zinoviev du 30 juillet 1919 (RTsKhIDNI, 324/1/549, p. 105), et parle d'un bénéfice de 10 millions pour les éditions dans leur première année (RTsKhIDNI, 495/19/1847).

Zachariassen, ont été repérés – souvent porteurs de fonds importants destinés aux sections occidentales ? Branko Lazitch souligne qu'il a plutôt un rôle administratif. Par ailleurs, Lars Björlin souligne le rôle internationaliste important du parti suédois, qui atteint, écrit-il, son apogée en 1920. Il était dirigé par Frederick Ström, l'un des principaux dirigeants du PC suédois, probablement en étroite liaison avec le Russe V.M. Smirnov, longtemps professeur à Helsinki, devenu consul général à Stockholm. Ses collaborateurs étaient sans doute les réfugiés finlandais Edward Gylling, le jeune Mauno Heimo, Allan Wallenius.

Alexander Kan a étudié l'activité de Ström sans distinguer toujours – mais est-ce possible ? – la part qui revient au parti suédois et à la Comintern[54]. Il a souligné l'importance de son activité en 1920, dans l'organisation de l'action contre l'attaque polonaise. Il a relevé dans le carnet de Ström des notes qui révèlent l'état d'esprit du dirigeant : il attend avec impatience que « les chevaux de Boudienny s'abreuvent dans les eaux de la Spree, de la Seine et de la Tamise[55] ».

MARÉE MONTANTE

D'une certaine façon, les événements qui se déroulent dans le mouvement ouvrier de nombre de pays semblent confirmer le pari de Lénine et la résolution Rakovsky pour la nouvelle Internationale. A un moment où l'information ne circule guère, ou sous une forme spéciale comme la dépêche lue à l'émetteur radio de Lyon sur l'activité des bourreaux chinois de Lénine dans les rues désertes de Kiev, groupes et individus, cercles et partis petits ou grands, unions et même syndicats, se mettent en mouvement dans sa direction. La présentation d'un volume de documents de l'Internationale pour la période qui va de sa proclamation à l'ouverture du IIe congrès, commence par ces paragraphes que nous reproduisons textuellement :

> Sept jours après la clôture des travaux [du congrès], à des milliers de kilomètres, au Canada, où l'on ignore encore qu'il s'est tenu et où l'on vient en revanche de recevoir la lettre qui le convoquait, se tient à Calgary la Western Labour Conference à l'initiative des militants canadiens qui refusent l'union sacrée et la campagne antisoviétique. Sur la proposition de Kavanagh, l'un des dirigeants de la Federation of Labour de Colombie-Britannique – qui sera quelques semaines plus tard l'un des leaders de la grève générale de Winnipeg, ce coup de vent « soviétique » sur le nouveau continent –, cette conférence ouvrière décide de répondre à l'appel de Moscou en proclamant « son accord total et sa sympathie à l'égard des buts et objectifs de la révolution des bolcheviks russes et des spartakistes allemands, [...] son adhésion sans réserve à la dictature du prolétariat en tant que moyen de transformer la propriété privée capitaliste en communauté », et elle adresse son fraternel salut au gouvernement soviétique et à la Ligue spartakiste allemande.
>
> Treize jours après la clôture du congrès mondial, par dix voix contre trois, le comité directeur du Parti socialiste italien, sur la base du même appel de janvier, décide de proposer au congrès national l'adhésion à l'Internationale communiste. Il a, à cette époque, 84 000 membres et en comptera 264 000 en 1920.
>
> Toutes les contradictions qui caractérisent la vague des premières adhésions sont concentrées dans ce double ralliement.

Mais il allait falloir encore plus d'une année pour les mettre côte à côte dans une salle de congrès.

54. Alexander Kan, « Der bolschevistische "Revolutionsexport" im Jahre 1920 », *Jahrbuch für Kommnismusforschung*, 1994, p. 88-103.
55. *Ibidem*, p. 90.

CHAPITRE V

L'âge ingrat

Pour les hommes d'État occidentaux, l'année 1917 avait été « l'année terrible ». Pour tout le monde, 1918 avait été « l'année rouge ». 1919 fut pour la Russie rouge « l'année de l'apocalypse » où les quatre fameux cavaliers se ruaient sur elle à la curée. Elle survécut. A trois reprises au cours de cette année, les troupes blanches soutenues par les subsides et le matériel des Occidentaux furent sur le point de remporter la victoire définitive et d'abattre le gouvernement de Moscou. Chaque fois la situation fut redressée. Dans plusieurs régions les gouvernements alliés raccourcissent leurs lignes et s'en vont. C'est le cas au nord, dans la région d'Arkhangelsk et Mourmansk, où les troupes britanniques rembarquent en septembre, laissant sans « protection » le gouvernement blanc de la province du Nord. A Odessa, les troupes du général d'Anselme, minées par la résistance ouvrière et par le mécontentement des soldats et marins français qui veulent que la guerre se termine aussi pour eux, doivent à leur tour rembarquer en avril.

C'est aussi que la révolution russe n'est plus isolée. 1919 est l'année de la révolution. Le Premier ministre britannique Lloyd George déclare dans un mémoire confidentiel : « L'Europe entière est pleine d'un esprit de révolution. Il existe un profond sentiment non seulement de mécontentement mais de colère et de révolte des travailleurs contre leurs conditions d'avant guerre. L'ensemble de l'ordre social existant, dans ses aspects politiques, sociaux et économiques, est mis en question par les masses de la population d'une extrémité à l'autre de l'Europe[1]. » Au mois de janvier, il assure à ses collègues qu'il est impossible d'envoyer des troupes contre les Russes car elles se mutineraient, et précise : « Si on commençait une entreprise militaire contre les bolcheviks, cela rendrait l'Angleterre bolcheviste et il y aurait un soviet à Londres[2]. »

Ces réserves n'empêchent pas le gouvernement français de se faire le champion de la lutte contre le communisme. Résumant devant le Sénat américain une intervention de Clemenceau à une session du conseil des Dix du 21 janvier 1919, William Bullitt écrit : « Le bolchevisme s'étendait. Il avait envahi les provinces de la Baltique et la Pologne, et, le matin même, on reçut de très mauvaises nouvelles concernant son succès à Budapest

1. Cité par E.H. Carr, *Bolshevik Revolution*, t. III, p. 128.
2. E.H Carr, *op. cit.*, p. 126.

et Vienne. L'Italie aussi était en danger. Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, traversait l'Autriche et la Hongrie et atteignait ainsi l'Italie, l'Europe serait confrontée à un très grand danger. Il fallait donc faire quelque chose contre le bolchevisme[3]. » Le journaliste américain Louis Fischer n'a sans doute pas tort d'en conclure que Clemenceau, représentant d'un système social, se sentait obligé de plaider pour la guerre contre un système rival[4].

LES GRANDES OFFENSIVES DES BLANCS

Dans la région de la Baltique, les hommes du Baltikum, volontaires baltes et allemands du général von der Golz, le bourreau de la Commune finlandaise, revenues au mois de janvier, reprennent Riga en mai. Elles l'évacuent sur injonction des Alliés, mais von der Golz réussit à se faire naturaliser russe par un gouvernement blanc, en même temps que 45 000 volontaires de son Baltikum.

En octobre, sous le commandement du général Ioudénitch, une petite armée blanche, appuyée par des tanks anglais, arrive aux portes de Petrograd. Envoyé en catastrophe par une décision du Politburo du 15 octobre, Trotsky arrive le 16, galvanise le moral des défenseurs et des habitants, dirige une semaine plus tard la contre-attaque victorieuse. La capitale de la révolution est sauvée.

Le péril n'a pas été moins grand sur le front Sud. Après la reprise d'Odessa, et au moment où s'ouvrait la perspective d'une jonction entre l'armée de la république hongroise des conseils et l'Armée rouge du front Sud, la défection d'un des chefs de cette dernière, N.A. Grigoriev – qui se proclame ataman –, déclenche une guerre civile de plusieurs semaines dans le camp des Rouges. C'est peut-être là un des moments où l'histoire bascule. Sans la défection de Grigoriev, la jonction, des armées russe et hongroise ouvrait la porte à la révolution dans toute l'Europe centrale et balkanique. L'effondrement de l'armée hongroise minée par la trahison fait le reste.

En mai, les forces de Denikine, supérieurement armées, pénètrent dans le Donets ; en juin, elles prennent Kharkov puis Tsaritsyne. En septembre, elles ne sont plus qu'à 300 kilomètres de Moscou. Pourtant, c'est pour elles le commencement de la fin. Les territoires occupés sombrent dans le chaos avec la cupidité des chefs, la restitution des terres aux seigneurs, la résistance populaire, les révoltes paysannes, les insurrections bolcheviques, et ce malgré la terreur blanche redoublée. En novembre, l'armée de Denikine est en pleine retraite. En décembre, l'Armée rouge a reconquis l'Ukraine.

A l'est, enfin, après avoir assassiné ou exécuté pratiquement tous les communistes sibériens, « l'armée occidentale » de Koltchak se lance à l'assaut. Elle remporte au printemps de 1919 de premiers succès, perce le front à la mi-avril, et ses chefs entrevoient alors une victoire proche avec la prise de Moscou. Une contre-offensive rouge dirigée par Mikhaïl Frounze les brise. Après une pénible retraite, après une dernière exécution massive d'otages, qui provoque l'horreur même de ses employeurs occidentaux, l'amiral est livré aux bolcheviks par la Légion tchécoslovaque et son patron français, le général Janin. Bien qu'à Moscou on souhaite un grand procès public, le nouveau dirigeant de la Sibérie, l'ouvrier bolchevique Ivan Nikititch Smirnov, reconnaît aux travailleurs d'Irkoutsk et de cette région le droit de juger le commandant suprême qui fut leur bourreau. Condamné à mort, l'amiral est exécuté.

La guerre civile n'est pas terminée. Mais elle a déjà marqué la révolution de son empreinte. Si celle-ci n'a pas été vaincue, elle a été contenue. Ensuite, l'armée blanche

3. Cité par L. Fischer, *Les Soviets dans les affaires mondiales*, p. 140.
4. *Ibidem.*

fusille, pend, incendie, ravage les régions dont elle reprend le contrôle, extermine, par exemple, tous les communistes de Sibérie. Toute-puissance de la Tcheka, exécutions sommaires, prises d'otages : la terreur pratiquée dans le camp d'en face façonne sans doute plus encore la mentalité des communistes russes.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'ils ne sont pour le moment guère préoccupés de contrôler la Comintern, même si, quand c'est nécessaire, ils doivent intervenir dans les discussions pour rappeler à des disciples zélés que les enseignements de leur révolution ne se résument pas à l'emploi du fusil et de la force militaire et policière nécessaires chez eux à ce moment.

HONGRIE : DE LA PRISON AU POUVOIR [5]

L'histoire de l'accession au pouvoir des communistes hongrois en mars 1919 est presque incroyable. La crise politique due à l'effondrement de la monarchie à la fin de la guerre et l'accession à la direction d'une Hongrie territorialement très diminuée d'un gouvernement de bourgeois démocrates très faible, sous le comte Mihály Károlyi, la féroce crise économique qui ravageait le pays, la misère des chômeurs et des anciens combattants, tout cela constituait un contexte favorable.

Il est d'autre part évident que les communistes hongrois n'avaient pas perdu leur temps en Russie à l'école des bolcheviks et dans les écoles d'agitateurs de Tibor Szamuely : ils étaient devenus de véritables maîtres dans le domaine de l'agit – prop. Meetings, manifestations, appels à l'action se succédaient, mobilisant les jeunes, les chômeurs, les travailleurs, les anciens combattants, apportant tous les jours au parti de nouveaux contingents d'adhésions, puisqu'il passa de 4 000 à 5 000 membres en novembre 1918 à environ 70 000 en 1919. C'est dire qu'il avait le vent en poupe.

Il s'est trouvé des « témoins » pour raconter l'explosion de joie au congrès de fondation de la Comintern à la nouvelle de l'arrivée des communistes hongrois au pouvoir : les faussaires, involontaires ou non, s'épargneraient quelque discrédit en consultant les chronologies. C'est en effet le 21 mars, soit deux semaines après la fin du congrès de Moscou, que Béla Kun devient membre du gouvernement hongrois. Personne pourtant n'avait prophétisé la façon dont cette arrivée au pouvoir s'était faite. C'est en effet en prison que ses futurs collègues du gouvernement, membres du Parti socialiste, sont allés chercher Béla Kun pour le faire entrer dans le gouvernement hongrois.

Au point de départ de cette extraordinaire aventure, il y a le désir de nombre de ministres, y compris socialistes, d'en finir avec la constante pression des manifestations communistes dans la rue et les progrès continus de leur parti. Le 20 février, l'association des chômeurs manifeste en masse devant le journal social-démocrate *Népszava* pour présenter ses revendications aux ministres socialistes. La direction du journal, se disant menacée, appelle la police et des coups de feu sont échangés. Quatre policiers sont tués par des manifestants, des soldats anarchistes, dira-t-on. Le PC crie tout de suite à la provocation. Mais le gouvernement, socialistes compris, décide de donner un coup d'arrêt : 68 responsables communistes, dont Béla Kun, sont arrêtés et incarcérés le 21. Avertis de leur arrestation, ils avaient décidé de la subir, se contentant de désigner un comité central de rechange. Les communistes, déjà en bonne position du fait de leur arrestation, vont bientôt faire figure de martyrs aux yeux des travailleurs. Les policiers, sous prétexte d'enquête et pour venger leurs camarades, passent à tabac Béla Kun, que l'on dit grave-

5. Ne connaissant pas la langue hongroise, nous avons utilisé pour cette partie les chapitres correspondants de Bennett Kovrig, *Communism in Hungary from Kun to Kadar*, Rudolf L. Tökés, *Béla Kun and the Hungarian Soviet Republic* ; ainsi que la traduction allemande du *Béla Kun* de l'historien hongrois György Borsanyi.

ment blessé. Un meeting des socialistes de droite en l'honneur des policiers tués connaît un certain succès. Mais un autre, des anciens du cercle Galilée, rappelant l'attitude passée des social-démocrates, le meurtre de Liebknecht et Luxemburg, dénonce la persécution dont sont victimes les détenus en soulignant que, de toute évidence, Kun et ses camarades ne sont pas arrêtés pour le meurtre des policiers mais parce qu'ils sont communistes. Finalement, devant les protestations dans le pays et les menaces de représailles de Moscou, le gouvernement accorde aux détenus communistes un régime politique confortable (cellules ouvertes, nombre illimité de visites, salle de réunion).

Cette répression chaotique et hésitante divise les socialistes. Une aile dirigée par Zsigmond Kunfi reproche à la direction du parti une politique de répression policière. Mais les communistes réussissent un coup audacieux. Un « second comité central », dirigé par Tibor Szamuely, reparaît ouvertement, publie de nouveau le journal, rouvre les locaux, appelle à la création d'une armée ouvrière et annonce qu'il va prendre des « mesures militaires ». Divisé et probablement ahuri, le gouvernement ne bouge pas. Du coup, les arrestations du 20 mars se retournent contre leurs instigateurs au moment où la crise sociale ne cesse de s'aggraver, avec la saisie des usines par les ouvriers, des terres des grands propriétaires et de leurs stocks par les paysans, de l'élimination des administrations et municipalités par les conseils ouvriers, de l'impuissance de la police dans la rue face aux marins et aux groupes de soldats rouges en armes.

Dans ces conditions, rien d'étonnant si les socialistes qui veulent rompre avec le gouvernement ont décidé d'aller prendre contact en prison avec les dirigeants communistes. Là, Béla Kun se dit prêt à un accord total. Il propose aux socialistes de soumettre le programme communiste à une « conférence des révolutionnaires ». Exigeant de ses éventuels partenaires la reconnaissance de l'impérialisme comme un stade distinct du capitalisme, le constat de la faillite du capitalisme, du socialisme d'État et du capitalisme d'État, il leur demande d'œuvrer à la prise du pouvoir pour une république des conseils comme nouvelle forme d'État et d'adhérer à l'Internationale communiste. Les socialistes hésitent. Ce sont finalement les exigences de l'Entente qui précipitent le mouvement. Le 19 mars, alors qu'on discute toujours avec acharnement en prison entre détenus et visiteurs, l'Entente présente un ultimatum qui signifie qu'elle va occuper la plus grande partie du pays. Le gouvernement refuse, déclare qu'il veut céder la place à un gouvernement socialiste, mais la nouvelle majorité des socialistes, isolant l'aile droite, ne veut pas aller au pouvoir sans le Parti communiste. L'accord est donc conclu, toujours en prison, en quelques heures ; fusion des deux partis, socialiste et communiste ; formation d'un gouvernement basé sur les conseils d'ouvriers et de paysans, annulation des élections prévues à la Constituante, formation d'une armée prolétarienne. Les communistes sortent de prison et se rendent à leurs ministères. Tous les organismes du PC rejoignent le parti unifié, qui s'appelle désormais Parti socialiste hongrois.

Le 22 mars se réunit le nouveau gouvernement, qui s'appelle Conseil révolutionnaire de gouvernement. Il comprend 17 commissaires du peuple socialistes, 12 communistes et 2 experts. Son président est le socialiste Sándor Garbai. Béla Kun est ministre des Affaires étrangères, mais c'est lui le véritable chef.

Une révolution pacifique ?

On peut aujourd'hui, à la lumière de l'expérience, et aussi peut-être faute d'imagination, trouver saugrenue cette façon de prendre le pouvoir et s'étonner que le monde n'ait pas pris la « révolution hongroise » pour une aventure d'opérette qu'elle n'était pas. En réalité, on est frappé de ce qu'elle fut prise très au sérieux, notamment par Lénine qui y vit le

reflet de la profonde crise mondiale de la domination de la bourgeoisie et déclara dans son discours de clôture au VIIIe congrès du PCR(b) le 23 mars 1919 :

> Quelles que soient les difficultés qui se dressent en Hongrie, nous avons là, outre la victoire du pouvoir soviétique, une victoire morale. La bourgeoisie la plus radicale, la plus démocratique et conciliatrice, a reconnu qu'à l'heure d'une très grave crise, alors que son pays, épuisé par la guerre, est menacé d'une guerre nouvelle, le pouvoir soviétique est une nécessité historique : elle a reconnu qu'il ne peut y avoir dans ce pays d'autre pouvoir que celui des soviets, que la dictature du prolétariat[6].

Relevons également que Lénine, au cours de ses entretiens avec Béla Kun, avant le retour en Hongrie de ce dernier, avait beaucoup insisté sur le danger d'une prise de pouvoir prématurée par un putsch. C'est une vue opposée que défendit alors Zinoviev : « La classe ouvrière ne peut pas vaincre trop tôt. C'est ce que disait Kautsky il y a dix ans, quand il était encore un socialiste. C'est ce que nous disons aujourd'hui. La classe ouvrière ne peut pas proclamer trop tôt sa dictature. La situation est mûre pour la victoire du socialisme. La dictature du prolétariat est à l'ordre du jour dans l'ensemble du monde civilisé »[7].

Les inquiétudes de Lénine sont ailleurs, et il ne les rend pas publiques. Il télégraphie par radio le même jour à Béla Kun :

> Je vous prie de me faire savoir quelles garanties effectives vous avez que le nouveau gouvernement hongrois sera réellement communiste et pas seulement socialiste, c'est-à-dire social-traître.
>
> Les communistes sont-ils en majorité au gouvernement ? Quand aura lieu le congrès des soviets ? En quoi consiste concrètement la reconnaissance de la dictature du prolétariat par les socialistes ?
>
> Il est absolument hors de doute qu'une imitation pure et simple de notre tactique russe dans tous les détails serait une erreur, étant donné les conditions particulières de la révolution hongroise. Je dois mettre en garde contre cette erreur, mais je voudrais savoir quelles garanties effectives vous avez[8].

La réponse de Béla Kun paraît à certains égards une dérobade, mais reflète aussi sans doute sa pensée. Elle va être publiée dans la *Pravda* :

> Le centre et la gauche du Parti social-démocrate hongrois ont accepté ma plate-forme. Cette plate-forme adhère strictement aux principes de la dictature prolétarienne et du système des soviets. Elle est conforme aux principes des thèses de Boukharine et en complète harmonie avec les thèses de Lénine sur la dictature.
>
> La droite socialiste [...] a rompu avec le parti sans entraîner personne. Les forces véritablement les meilleures qui aient jamais existé au sein du mouvement ouvrier hongrois participent maintenant au gouvernement, lequel, puisqu'il n'y a pas de véritables soviets ouvriers et paysans, détient le pouvoir, comme c'était le cas en Russie quand les comités de soldats assuraient l'ordre.
>
> Il y a un directoire dans le gouvernement, moi-même et Vagó du Parti communiste, Landler (qui a été emprisonné pendant la guerre) et Pogány (qui était chez nous avant la fusion [...]). Ils ont été en fait nos représentants dans la gauche socialiste ; et Kunfi, qui est quelqu'un comme votre Lounatcharsky. Mon influence personnelle sur le Conseil révolutionnaire de gouvernement est telle que la ferme dictature du prolétariat sera assurée. En outre, les masses sont derrière moi...[9]

En fait, du point de vue des bolcheviks, le plus étonnant est incontestablement la quasi-disparition du parti, dont la compétence semble être confisquée par le gouvernement.

6. Lénine, *Œuvres,* t. XIX, p. 225.
7. G. Zinoviev, « Les perspectives de la révolution prolétarienne », *Die Kommunistische Internationale*. n° 1, 1919, p. XIV.
8. Lénine, *Œuvres*, t. XIX, p. 228
9. *Pravda*, 28 mars 1919

Le 28 mars, un manifeste de l'Internationale communiste salue le passage du pouvoir en Hongrie « aux mains de la classe ouvrière » et appelle travailleurs et soldats français à s'opposer aux plans d'intervention de Clemenceau.

LA RÉPUBLIQUE DES CONSEILS DE BAVIÈRE [10]

La révolution de novembre avait porté au pouvoir en Bavière le dirigeant indépendant Kurt Eisner, qui avait constitué un véritable réseau de combattants pour la paix dans l'USPD et parmi les ouvriers des usines Krupp de Munich. Il était en outre allié à l'aile socialisante de la Ligue paysanne animée par l'aveugle Gandorfer. C'est lui qui, sortant d'une longue peine de prison, avait conduit la manifestation du 7 novembre au cours de laquelle avait été décidée la grève générale et l'assaut des casernes. Le roi avait abdiqué et le journaliste juif Kurt Eisner, militant USPD, pacifiste, objet de la haine de la droite, était devenu président du Conseil des ouvriers et soldats de Bavière. Il avait été assassiné le 21 février par un officier d'extrême droite, le comte Anton von Arco-Valley. Après trois semaines d'une période extrêmement confuse d'interrègne du social-démocrate Johannes Hoffmann, la république des conseils avait été proclamée à Munich par un conseil d'ouvriers et de soldats reflétant une curieuse coalition où figuraient militants de l'USPD, anarchistes, quelques représentants de la bohème littéraire et artistique, et même d'évidents malades mentaux légers – ce qui rappelle des traits mineurs de la Commune de Paris. Le plus surprenant était tout de même la présence dans cette coalition d'un ministre social-démocrate majoritaire de Bavière, Ernst Schneppenhorst.

Les communistes, par la voix de l'ancien journaliste d'origine russe de la Rosta, Eugen Léviné, rescapé de l'affaire du *Vorwärts*, que la centrale du KPD venait d'envoyer en Bavière, avaient pris position contre l'instauration du pouvoir des soviets autour d'« une table de café » et exclu l'un d'entre eux, qui y avait accepté des responsabilités. Léviné, qu'avaient rejoint deux autres communistes, Willy Budich et Karl Erde, venait de réorganiser le Parti communiste et de rompre la coalition permanente de groupes armés que son prédécesseur Max Levien avait maintenue dans la période précédente avec les anarchistes d'Erich Mühsam et Gustav Landauer, tous deux commissaires du peuple dans ce gouvernement qui ne dura d'ailleurs que six jours et dont le commissaire du peuple aux Affaires étrangères crut nécessaire d'aviser Lénine que son prédécesseur avait emporté la clé des WC...

Il est assez difficile de comprendre pourquoi, après six jours de pouvoir de ce « pseudo-conseil », comme disaient les communistes, forts de l'appui des conseils d'ouvriers de Munich où ils venaient de conquérir la majorité, ils ont subitement décidé de prendre à leur compte la défense de cette république que, la veille encore, ils qualifiaient de « mascarade ». Aux premiers coups de feu tirés par les forces de sécurité, le 13 avril, le conseil des ouvriers et des soldats de Munich, installé à l'hôtel de ville, désigna un comité exécutif de quatre membres présidé par Léviné. L'initiative était diamétralement opposée à la politique prescrite à l'époque par la centrale communiste, qui interdisait tout putsch et toute aventure. Le petit groupe communiste discute dur. Budich est résolument partisan de prendre le pouvoir. Il est le seul décidé et il l'emporte. Léviné, en leur nom, proclame : « Finalement la Bavière a elle aussi érigé la dictature du prolétariat [...]. Le soleil de la révolution mondiale s'est levé ! Vive la Révolution mondiale ! Vive la République de Bavière ! Vive le communisme [11] ! » On a longtemps cru que les événements de Bavière

10. A. Mitchell, *Revolution in Bavaria 1918-1919*, et H. Beyer, *Von der Novemberrevolution zur Räterpublik in München.*

11. Cité par A. Mitchell, *op. cit.*, p. 319.

se sont déroulés indépendamment de tout contact avec la centrale du KPD(S). Les Mémoires de Karl Erde (sous le nom de Retzlaw) nous ont appris que, mandaté par les communistes de Munich, il s'était, dès le 14 avril, rendu à Leipzig, y avait rencontré Paul Levi, lui avait rendu compte et en était revenu, comme le souhaitaient les communistes de Munich, avec Paul Frölich dissimulé sous le nom de Werner Manntey [12].

Le programme de la république des conseils de Bavière était celui de la Ligue Spartakus, approuvé par les délégués des conseils d'usine. L'effort essentiel de ses dirigeants communistes pendant les deux semaines où ils furent au pouvoir porta avant tout sur l'organisation de leur « armée rouge » et de leur police. Les organisateurs de la première furent les délégués des conseils de soldats, l'indépendant Ernst Toller, un écrivain, et les communistes Rudolf Egelhofer, un ancien marin de Kiel, et Willy Budich, l'ancien chef de la Ligue des soldats rouges de Berlin, aidés par deux officiers communistes, Ernst Günther et Erich Wollenberg. La « commission pour la répression de la contre-révolution » fut dirigée par le Munichois Strobel ; la police, par le journaliste de *Die Rote Fahne* de Munich, Ferdinand Mairgünther, et par Retzlaw. Ce dernier se rappelle que leur attention fut attirée par la société dite « de Thulé », à laquelle appartenaient des officiers comme l'assassin d'Eisner, le comte Anton von Arco-Valley, mais aussi le capitaine Ernst Röhm et Rudolf Hess. Il signale la présence dans les casernes munichoises, à cette date, de militaires en cours de démobilisation comme Hans Frank, Alfred Rosenberg et Adolf Hitler, mouchard du commandement à la caserne de la 2e compagnie du 2e régiment d'infanterie.

Paul Frölich prend la parole peu après son arrivée dans une grande manifestation, saluant « la révolution mondiale, la dernière des révolutions » en marche, et jurant la détermination de tous les présents de mourir pour elle s'il le fallait. Aucun des communistes n'avait apparemment d'illusions.

Cette république des soviets ne dure que deux semaines. Son exécutif communiste étant mis en minorité au conseil par une opposition conduite par un jeune ouvrier de l'USPD et par Ernst Toller, le chef de son armée, la république des conseils passe ses derniers jours et heures sous la férule de l'énergique Rudolf Egelhofer. L'exécution, ordonnée par lui, d'une vingtaine d'otages – dont quelques membres de la fameuse société « prénazie » de Thulé – sert de prétexte à une bacchanale sanguinaire. Munich, reprise par les troupes du général von Oven et par les fameux corps francs, la Brigade de marine d'Ehrhardt, est nettoyée de ses « communistes » à la mitrailleuse et au lance-flammes. Egelhofer et Gandorfer sont abattus sans autre forme de procès, Landauer est battu à mort. Mühsam est condamné à quinze ans, Eugen Léviné et l'employé de banque communiste Seidel, condamnés à mort, sont exécutés en juin. On n'a fait aucune distinction entre les deux républiques successives. Max Lewien parvint à s'enfuir et retourna en Russie. Retzlaw, Frölich, Budich, réussirent également à sortir de la fournaise. Le rôle des deux derniers resta inconnu des services de police, bien que Frölich ait écrit sous le pseudonyme de Paul Werner une histoire de la république des conseils de Bavière.

Pourquoi consacrer autant de place à un épisode somme toute mineur de la crise révolutionnaire en Europe ? La raison n'en est pas qu'Adolf Hitler en tant que caporal et Eugenio Pacelli, futur Pie XII, en tant que nonce apostolique, en ont été les témoins, probablement marqués par elle. Elle est plus simple : l'épisode en question fait partie de la mythologie de la Comintern à l'époque. La veille de l'entrée des troupes des corps francs dans Munich, Lénine, dans son grand discours du 1er mai, proclamait sur la place Rouge à Moscou : « Dans toutes les nations, les travailleurs se sont engagés sur la route de la lutte contre l'impérialisme. La classe ouvrière libérée célèbre librement et ouverte-

12. K. Retzlaw, *Spartakus. Aufstieg und Niedergang*, p. 157-158.

ment son anniversaire non seulement en Russie soviétique, mais aussi en Hongrie soviétique et en Bavière soviétique[13]. »

La révolution bavaroise a provoqué beaucoup d'espoir et fit beaucoup rêver dans le monde communiste. Rares sont les communistes étrangers qui ont eu le temps de la rallier dans les faits : on peut citer l'Italien Edmundo Peluso, pèlerin des insurrections perdues, fondateur des premiers groupes communistes du Portugal, qui revenait des combats de janvier à Berlin. Mais des dizaines et peut-être des centaines d'autres accoururent, dont beaucoup n'arrivèrent pas à temps.

Les cent quarante-trois jours de la Commune hongroise

Excellent observateur, ayant l'art de la formule, Franz Borkenau écrit sur le gouvernement de Béla Kun ce jugement en deux phrases percutantes :

> En Russie, Kun avait vu trois choses qui étaient d'une importance fondamentale pour une révolution hongroise : la révolution agraire, la lutte acharnée de Lénine contre les « réformistes » et les négociations de paix avec les Allemands à Brest-Litovsk. De ces trois expériences, il semble avoir tiré les surprenants principes qu'il ne fallait pas donner la terre aux paysans, qu'il fallait à tout prix faire la guerre et qu'au moment décisif un révolutionnaire doit conclure une alliance avec les réformistes[14].

Un bilan de politique économique et sociale sur une période aussi courte n'a guère de sens. Mais il est vrai que l'admiration des communistes hongrois pour la centralisation, les grandes entreprises et la planification leur a inspiré une politique qui ne pouvait pas, bien au contraire, rallier les paysans à leur cause, par exemple une nationalisation des grands domaines qui laissait la plupart du temps leur administration aux mains des anciens propriétaires.

Aux difficultés qui les avaient amenés au pouvoir se sont ajoutées celles qu'a provoquées leur arrivée au pouvoir, les pires n'étant pas la coexistence de deux monnaies, la « bonne vieille bleue » héritée des temps anciens et la nouvelle, la « blanche », imprimée par le nouveau gouvernement, et le refus général d'accepter la seconde, terriblement et rapidement dévaluée, y compris par les ouvriers – défenseurs du régime mais aussi de leur pouvoir d'achat. Des mesures hâtives, dénotant l'impatience et la volonté de se manifester en véritables communistes, une certaine façon aussi, peut-être, de copier la politique du communisme de guerre, inspirée en Russie par les circonstances de la guerre civile, comme l'interdiction de tout commerce privé, l'abolition par décret de toute propriété privée des moyens de production, ne firent qu'aggraver le chaos économique hérité de l'ancien régime. Très vite, l'effondrement de la production, la disparition de tout marché de produits, y compris alimentaires, fit apparaître le spectre de la famine. Borkenau, encore lui, relève que le seul facteur qui conserva au régime de Béla Kun une base populaire large fut son hostilité à l'Entente et sa détermination affichée de ne pas reculer devant la guerre et les provocations de l'Entente, par exemple à travers la Roumanie. En fait, comme le même auteur le souligne, le gouvernement de Béla Kun fut perçu en Hongrie comme « un gouvernement de défense nationale allié à la Russie soviétique », les dirigeants de cette dernière et de la Comintern la considérant pour leur part comme un pont vers la révolution dans le sud-est et le centre de l'Europe.

Très vite, cependant, il apparut qu'au sein même du gouvernement et du parti leur dirigeant se heurtait à une double opposition, qui ne cessa de se renforcer avec le déclin

13. *Izvestia,* 3 mai 1919. Lénine, *Œuvres,* t. XXXIX, p. 333.
14. F. Borkenau, *op. cit.*, p. 114.

du soutien populaire initial, celle d'une fraction importante de ses alliés socialistes, sur sa droite, celle de sa propre gauche, née du « second comité central », inspirée par Tibor Szamuely. Bien entendu, ce n'est pas par hasard que les chocs les plus importants eurent lieu sur la question du maintien de l'ordre et du contrôle des forces de police. Dès le début ils se produisirent avec les bandes irrégulières des « Enfants de Lénine » de Jozsef Cserny, qui « chassaient le bourgeois », et avec les services de sécurité, la « tcheka » d'Ottó Korvin, l'ancien anarchiste. Les plus graves se déroulèrent à l'occasion du soulèvement paysan à l'ouest, en pleine offensive de l'armée hongroise, en juin, qui coïncida avec une grève des cheminots pour leurs rations et le paiement de leurs salaires espèces sonnantes et trébuchantes, et fut sévèrement réprimé par Tibor Szamuely. A la suite de la protestation des ministres socialistes, la plupart des communistes impliqués dans la répression, dont Szamuely, furent envoyés au front en qualité de « commissaires politiques ».

Un peu plus tard, sous prétexte d'un complot « gauchiste » ou « anarchiste », les hommes de Béla Kun abattent sur son ordre, sans jugement, Grigori Efimov et Isaï Junkelson, deux officiers de l'Armée rouge, envoyés personnels de Rakovsky. Cette âpre lutte se poursuivit jusqu'aux tout derniers jours. Le biographe de Kun, Borsányi, assure que c'est là l'unique condamnation qu'il prononça lui-même, hors de lui, devant ce qu'il croyait une « trahison », et qu'il le regretta très vite amèrement. Indiquons à ce propos que la propagande anticommuniste a fait beaucoup de bruit autour de la répression menée par le régime des conseils, particulièrement par Ottó Korvin et Tibor Szamuely, qu'elle présente comme des bourreaux couverts de sang.

En fait, le nombre total des victimes de la « terreur rouge » est inférieur à celui des victimes de la répression, la plupart du temps jugée « modérée », menée au sein de l'armée française par Pétain après les mutineries de 1917. Et relevons la remarque judicieuse du biographe hongrois de Béla Kun rappelant que l'écrivain Lajos Kássak a pu répondre publiquement à des attaques politiques de Kun : « Les générations suivantes peuvent s'étonner : dans quel pays communiste un écrivain pouvait-il s'en prendre à l'homme du sommet du Parti-État dans une brochure publiée légalement par lui et, après cela, conserver quand même son poste ? Cet épisode mineur tend à prouver que l'éthique et les normes des communistes de 1919 différaient assez de leur éthique d'après 1945 [15]. » Pourtant, la littérature de haine – il n'est pas d'autre mot – triomphe avec la Commune hongroise, et les frères Tharaud se distinguent par leur acharnement et le choix d'être bas dans leur récit et nuls dans leur explication. Par opposition à ces gens qui n'étaient même pas des témoins éloignés, citons l'ex-jeune comtesse Katarina Andrássy, épouse du comte Michel Károlyi, baptisée « la comtesse rouge » par la droite, et notons la façon dont elle parle de deux protagonistes de la révolution :

> Il y avait aussi Ilona Duczynska qui appartenait à une noble famille polonaise ; une personnalité hors série ; pendant la guerre, elle avait fait de la prison pour avoir distribué des tracts antimilitaristes aux soldats ; aux assises, elle avait le visage transparent d'une icône, rayonnant de passion et auréolé de cheveux dorés.
>
> Tant que je vivrai, je me souviendrai du 1er mai 1919. La guerre faisait rage, l'Armée rouge hongroise se battait courageusement contre les envahisseurs. Szamuely, le Saint-Just de la Commune hongroise, avait fait draper de rouge la capitale : les édifices publics étaient recouverts de kilomètres de draperies rouges ; elles couvraient les statues, flottaient au-dessus des ponts... La bourgeoisie se terrait [16].

15. G. Borsanyi, *The Life of a Communist Revolutionary. Béla Kun*, p. 190.
16. C. Karolyi, *On m'appelait la comtesse rouge*, Paris, Budapest, 1981, p. 220.

« L'histoire intérieure » de la république dite « des conseils » hongrois peut se résumer par le combat fractionnel du « centre » de Kun pour contrôler les organes de décision, et notamment le « Conseil des 80 », qui succéda en mai au conseil ouvrier de Budapest, après des élections qui virent le succès d'une liste syndicaliste dans un arrondissement de Budapest et l'annulation de ce résultat, et dont l'un des signes extérieurs a été la réforme des statuts du parti et son changement de nom, qui en fit le Parti socialiste-communiste.

L'Armée rouge des Hongrois avait été bâtie au début sur le volontariat, mais il apparut nécessaire de recourir à la conscription. C'est peut-être ici que réside une originalité vraie de la révolution hongroise : la conscription fut effectuée par les syndicats, qui fournirent des contingents de travailleurs correspondant aux effectifs demandés. Le combat armé se poursuit jusqu'au bout. Devant le Conseil des ouvriers et soldats, Tibor Szamuely, le 1er août 1919, lance un appel à la résistance et aux barricades. Béla Kun et ses collègues démissionnent et quittent le pays. Szamuely est assassiné ou se suicide à la frontière. Ottó Korvin est pendu.

Les dernières phrases de Béla Kun sur le prolétariat hongrois qu'il avait prétendu représenter ont été prononcées dans un discours du 1er août et méritent d'être connues :

> Le prolétariat de Hongrie n'a pas seulement trahi ses dirigeants, mais lui-même. S'il y avait eu un prolétariat révolutionnaire avec une conscience de classe, la dictature du prolétariat ne serait pas tombée ainsi. J'aurais préféré une fin différente. J'aurais aimé voir le prolétariat combattre sur les barricades [...] déclarant qu'il préférait mourir qu'abandonner son pouvoir. [...] Le prolétariat qui était mécontent de notre gouvernement, qui criait dans ses propres usines « A bas la dictature du prolétariat ! » sera plus mécontent encore de tout gouvernement à venir. Je vois maintenant que notre expérience pour l'éducation des masses prolétariennes de ce pays pour en faire des révolutionnaires avec une conscience de classe a été vaine. Ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle, de la dictature de la bourgeoisie pour devenir révolutionnaire [17].

Quittant Budapest pour Vienne avec les siens et ses proches dans un train spécial, bénéficiant de l'immunité diplomatique, Béla Kun, après un internement de quelques mois, allait pouvoir se consacrer à « l'éducation révolutionnaire » des prolétaires de tous les pays.

En Hongrie, en tout cas, sous l'autorité du régent Miklós Horthy, que nous avons déjà rencontré, il y eut dans les premières années, au titre de la répression antirévolutionnaire, 5 000 exécutions capitales, 75 000 arrestations et condamnations à la prison. 100 000 Hongrois émigrèrent.

LA RÉVOLUTION HONGROISE ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

La révolution hongroise avait dès le début soulevé de grands élans d'enthousiasme dans le monde, bien qu'on en parlât peu dans la presse en dehors de l'Autriche et de l'Italie. L'*Avanti !* du PSI y avait un excellent correspondant, Isaac Schweide, qui signait ses articles Brante Iso. C'est en partie pour rompre son isolement que le gouvernement de Kun finança peu après sa naissance une revue suisse, *Le Phare*, dont la direction fut confiée à Jules Humbert-Droz. De nombreux étrangers de Budapest furent emportés par l'élan. Ainsi, l'étudiant en chimie Evzen Fried, originaire de Slovaquie, devint agent de liaison avec les révolutionnaires de son pays. Ainsi, Petko Miletić, jeune charpentier monténégrin travaillant à Budapest, entra dans la carrière de révolutionnaire professionnel

17. Cité par R.L. Tökes, *Béla Kun*, p. 203-204.

en combattant dans les rangs des Hongrois rouges. On étudia à Moscou avec Rudnyánszký l'organisation d'un corps de volontaires pour tenter une percée en Bukovine. A Vienne, Leo Rothziegel organisa une sorte de brigade internationale pour défendre la Hongrie. Il aurait réuni 400 volontaires, partis le 2 avril, qui seraient devenus 1 200 et qui furent envoyés aux points chauds. Il fut tué au combat le 28 avril. Parmi les autres volontaires étrangers, il y eut des Italiens – Dario Fieramenti et Colombo Menghi. Les étrangers volontaires qui habitaient la Hongrie furent organisés dans un Bataillon international balkanique que commanda le Croate Ivan Matuzović.

Dès la naissance de la république hongroise des conseils, la lutte militaire prit la coloration d'une lutte entre révolution et contre-révolution dans l'Europe centrale et balkanique. Une perspective apparaissait proche et presque tangible : celle de la jonction entre l'Armée rouge d'Ukraine et la Hongrie rouge. Contrairement à ce qui a été écrit à l'époque stalinienne et parfois repris, non seulement Rakovsky n'y était pas hostile, mais il apparaît qu'il s'engagea à fond dans cette perspective de priorité à la révolution mondiale, qui donnait pour lui tout son sens à sa mission en Ukraine. Il provoqua ainsi d'ailleurs le grand mécontentement de Lénine, qui semble avoir été à cette époque obnubilé – non sans raisons – par la menace des troupes de Denikine à l'ouest contre le cœur du pouvoir rouge.

L'historien hongrois Miklós Molnar explique dans un colloque à Montréal que la bourgeoisie internationale, elle, prit cette perspective, si l'on préfère ce danger pour elle, très au sérieux. Il écrit en effet :

> Les milieux politiques français aussi bien que les milieux militaires semblaient être convaincus (jusqu'au mois de mai en tout cas, jusqu'à la volte-face de l'ataman N.A.Grigoriev en Ukraine) du danger ou de l'éventualité d'une jonction entre l'Armée rouge soviétique et l'armée de la république hongroise des conseils. C'est ce qui a amené Foch à insister devant le conseil des Quatre sur la nécessité d'occuper Budapest. Plusieurs documents aux Archives du minisère de la Guerre ainsi qu'aux Affaires étrangères confirment qu'au-delà du cas hongrois c'était bien une éventuelle percée de l'Armée rouge d'Ukraine qui préoccupait les militaires français [18].

Cette perspective ne se concrétisa pas, alors qu'une attaque commune contre les troupes roumaines avait été décidée entre les forces hongroises et Armée rouge d'Ukraine. Dès les premières attaques, l'armée hongroise s'effondra. Non seulement l'Armée rouge resta seule dans la bataille, mais, profondément affaiblie par la trahison de Grigoriev, qui était devenu l'un de ses chefs, elle fut affaiblie par trois semaines de combat interne, au terme desquelles elle fut incapable, comme nous l'avons indiqué plus tôt, de résister à l'assaut des troupes de Denikine, bien armées, bien équipées, tout au début d'un élan qui allait les entraîner beaucoup plus loin. Mais la chute de l'Ukraine aggravait la position hongroise. Le choix qu'avait fait Lénine n'est-il pas analogue à celui qu'il avait fait pour Brest-Litovsk ? La question est ouverte. Béla Kun, lui, malgré une loyale défense de Lénine, ne cessa d'accuser Rakovsky d'être responsable de ce grave revers.

Ce n'était que le premier. Une chance au moins d'un sursis se présenta presque immédiatement, à la suite des désaccords entre Alliés. Le général sud-africain Smuts, représentant les Britanniques, se rendit à Budapest avec une proposition de compromis Il proposait une ligne de démarcation nouvelle, pratiquement le rétablissement de celle dont la modification avait provoqué la démission de Károlyi. L'Entente exigeait en échange qu'il n'y ait pas de mobilisation et que cesse la propagande à l'extérieur. Ces conditions étaient à accepter tout de suite, en bloc. Les Alliés s'engageaient à faire leur possible

18. Colloque Montréal, 1976, *Situations révolutionnaires en Europe 1917-1922*, commentaire de M. Molnar, p. 96.

pour fournir à Budapest farine et graisses. Craignant un piège, pensant que les Alliés donnaient là une preuve de faiblesse, il ne répondit pas, et l'offre de Smuts tomba à l'eau. Il n'y aurait pas de Brest-Litovsk pour la Hongrie. Franchet d'Esperey, l'ennemi juré, l'emportait. En quelques jours, ses troupes – roumaines – percèrent le front et, fin avril, approchèrent de Budapest. C'est alors que surgit enfin la révolution. Nous laissons la parole à Borkenau :

> C'est alors que l'imprévu se produisit. Les ouvriers de Budapest se soulevèrent. Ils voyaient que la victoire des Roumains signifiait celle de la contre-révolution. Les vieux partis féodaux avaient déjà commencé à se réorganiser et avaient formé un gouvernement « blanc » à Szeged. Les Roumains victorieux leur remettraient le pouvoir. Ainsi l'instinct de classe se combinait-il avec l'orgueil national blessé en un splendide geste d'héroïsme. Peut-être la moitié du prolétariat de Budapest fut-elle volontaire pour le front. Comme on n'avait pas le temps de créer au débotté une organisation militaire, on les organisa en bataillons et compagnies d'usines. Nombre d'officiers de métier s'engagèrent pour la guerre de défense nationale. Et d'un seul coup furent mises sur pied pas moins de quatre armées [19].

Sous le commandement en chef du leader syndicaliste social-démocrate Vilmos Böhm, avec pour chef d'état-major un militaire de carrière, le colonel Aurel Stromfeld, l'armée hongroise contre-attaqua, faisant refluer Tchèques et Roumains vers leur point de départ. Le soulèvement paysan à l'ouest et la grève des cheminots brisèrent cet élan.

LA RÉVOLUTION HONGROISE DÉBORDE DE SES FRONTIÈRES

Béla Kun avait tenté de répandre la révolution hors de ses frontières. Un appel aux travailleurs des pays de l'Entente leur avait assuré que l'avenir de l'humanité reposait sur leurs épaules. Un comité tchéco-slovaque animé en Hongrie par l'ancien prisonnier Antonin Janousek avait organisé la propagande révolutionnaire en Bohême et en Slovaquie. Une entreprise alliée entraîna la contre-attaque de l'Armée rouge hongroise, qui s'empara de Kožice le 6 juin, de Presov le 9, et qui proclama le 16, par la voix du communiste slovaque Stefan Stehlik la République soviétique slovaque, avec un Conseil de commissaires du peuple présidé par Antonin Janousek. On organisa une unité rouge de combattants non hongrois commandée par Matuzović, qui enregistra des milliers de volontaires.

C'est à ce moment qu'une note de Clemenceau proposa au gouvernement hongrois l'évacuation des provinces occupées par les Roumains en échange de celle de la Slovaquie, où les Hongrois venaient de proclamer, à Presov, dans la partie orientale, une « république des conseils » animée par leurs amis slovaques, Antonin Janousek, Stefan Stehlik, le jeune Hyněk Lenorović et d'autres. Dans le nº 3 de la revue de la Comintern *Kommunistitcheskii Internatsional*, Rudnyánszký expliquait gravement : « La Hongrie s'est trouvée sa première Ukraine, la République des conseils de Slovaquie. » Cette fois, Kun argua de l'exemple de Brest-Litovsk pour accepter cette proposition et battre en retraite. Les chefs de l'armée démissionnèrent, et, au congrès du parti, Kun eut à subir une ravageuse critique de Szamuely, tandis que Kunfi le soutenait. Terrible paradoxe et signe de la confusion des temps : contre le « défaitisme gauchiste », comme il disait, de son camarade de parti Tibor Szamuely, acquis comme lui à la révolution mondiale, il recevait le secours d'un « pacifiste » aboutissant sur le coup aux mêmes conclusions que lui.

Le gouvernement de Kun s'achève par un spectaculaire échec à l'extérieur, la *Bettelheimerei* dans l'histoire communiste, à savoir la tentative de putsch organisée à Vienne par le Dr Ernö Bettelheim sur les directives de Béla Kun. C'est vers la mi-mai que cet

19. F. Borkenau, *op. cit.*, p. 123.

homme, qui s'était jusque-là surtout occupé de la presse, arriva à Vienne en compagnie de son adjoint Ernö Czóbel, ainsi qu'une vingtaine de « spécialistes » hongrois, muni de fonds pratiquement illimités – selon toute vraisemblance, de faux billets autrichiens. Le PC autrichien avait alors, à son échelle, le vent en poupe. Il avait décuplé ses effectifs depuis sa naissance, atteignant les 40 000, et subissait positivement le contre-coup du sursaut ouvrier et national hongrois. Il fallut d'abord convaincre ses dirigeants, ce que Bettelheim fit avec l'autorité de celui qui parle au nom d'une révolution qui a vaincu. La discussion fut pourtant longue et difficile. Finalement on désigna une direction restreinte, un directoire de trois membres, Toman, Koritschoner et Wertheim. Il était chargé de l'agitation et de la propagande, de la partie visible des préparatifs. Le reste était l'affaire des Hongrois.

Bien entendu, le secret n'était pas possible sur de tels préparatifs, et le Parti social-démocrate réussit à mobiliser les conseils eux-mêmes contre l'entreprise, qui dût être décommandée deux jours avant la date prévue. L'arrestation des principaux dirigeants communistes et la répression d'une manifestation firent quelques morts le jour fixé pour l'insurrection décommandée, le 15 juin 1919. L'entreprise fut unanimement condamnée et devint symbolique d'un « putsch ». Dans la Comintern, Ernö Bettelheim, mais non Béla Kun, porta le poids de cet échec prévisible.

La révolution hongroise eut aussi de profonds échos et des prolongements en Yougoslavie. Dominique Gros écrit :

> La grève générale du 1er mai 1918, lancée par l'Internationale communiste, fut interdite par le gouvernement yougoslave, inquiet de l'agitation qu'entrenaient les communistes dans l'armée et particulièrement à Sarajevo. Les dirigeants communistes de Bosnie tentèrent d'organiser la grève malgré l'interdiction gouvernementale et furent arrêtés.
>
> Un des sommets de la crise révolutionnaire fut atteint le 20 juillet 1919, jour fixé par la Comintern pour le déclenchement d'une grève générale de solidarité avec la Russie et la Hongrie soviétique. Dans la plupart des pays d'Europe, cette action fut un demi-échec ; en revanche, elle fut si large et si efficace en Yougoslavie que l'historien Hasanagić a pu la considérer comme le plus grand succès politique obtenu par les communistes yougoslaves après la Première Guerre mondiale.
>
> Mais la direction du parti laissa les militants sans consignes politiques et ne lança aucune action centrale pour la prise du pouvoir. Il y eut seulement, sous l'influence directe de la révolution hongroise, deux importantes mutineries vers la frontière nord de la Croatie-Slavonie : des groupes d'anciens prisonniers de guerre rapatriés de Russie tentèrent de prendre le pouvoir à Maribor et à Varazdin ; l'insurrection fut matée en moins de vingt-quatre heures par les unités régulières de l'armée serbe. Pour ne pas parler de l'appui donné par la population urbaine au « conseil révolutionnaire » des insurgés, un communiqué officiel du gouvernement attribua l'événement à l'action de minorités allemandes. Il s'agissait en fait pour les paysans soldats révolutionnaires de proclamer la « république socialiste ».
>
> Il semble que ces tentatives isolées de prise du pouvoir aient fait partie d'un plan plus large, révélé par la découverte de complots insurrectionnels à Osijek, Subotica et Zagreb. Un nommé A. Diamantstein, délégué des communistes croates à Budapest, fut arrêté à Zagreb. Il avoua être responsable de l'attribution de subsides aux révolutionnaires yougoslaves et tenir ses instructions de Budapest. Il semble donc qu'il se soit agi d'une petite « affaire Bettelheim » *[Bettelheimerei]* organisée par les communistes hongrois pour hâter la formation de républiques soviétiques dans les Balkans. Il reste à établir quels furent les liens entre Budapest et la direction du nouveau Parti socialiste ouvrier yougoslave.

Le 5 août, l'exécutif de l'Internationale communiste fait une déclaration où il souligne :

« La sanglante leçon de Hongrie a enseigné aux prolétaires du monde entier qu'il ne peut y avoir de coalition, de compromis, avec les social-capitulards. » A sa façon, Béla Kun se souviendra de la leçon. Pour le moment, il médite dans le château de Karlstein, où il a été mis en résidence surveillée et où amis et ennemis conspirent pour l'enlever.

LA RÉVOLTE DES SOLDATS DE L'ENTENTE

Les arguments utilisés par les bolcheviks dans leur guerre verbale contre les dirigeants de l'Entente frappèrent-ils soldats et marins dans leurs refus d'obéissance, leurs révoltes, leurs « grèves la crosse en l'air » ? C'est infiniment probable car ils étaient extrêmement percutants et ils leur furent rabâchés, surtout dans la situation où des soldats étaient maintenus sous les drapeaux, alors que la guerre était terminée, et utilisés à des opérations de maintien de l'ordre dans un pays avec lequel le leur n'était pas en guerre. Le 31 janvier 1919 commençait à Glasgow une grève pour les quarante heures. 70 000 grévistes. Une charge de police, le Vendredi Rouge, faisait 40 blessés à St-George's Square. Les dirigeants des ouvriers en grève furent accusés d'incitation à l'émeute. Le secrétaire d'État à l'Écosse R. Munro déclara que le terme de « grève » était impropre pour désigner ce mouvement, qui était en réalité « un soulèvement bolchevique ».

Il était clair qu'on ne pouvait compter pour la répression sur les soldats et les marins. 10 000 soldats refusaient au même moment à Folkestone d'embarquer pour la France. 4 000 manifestaient à Douvres leur solidarité avec eux. 1 500 soldats d'Osterley Park allaient manifester devant Whitehall. Des soldats en armes manifestent à la parade des Horse Guards. 20 000 soldats refusent d'obéir aux ordres à Calais, et le général Byng négocie avec eux. 200 soldats manifestent en uniforme devant le 10 Downing Street. Tout cela en janvier 1919. Au total, une centaine de mutineries, dont quelques-unes ont été très sérieuses. Winston Churchill, qui était responsable de l'armée et de la démobilisation, parlera plus tard de « convulsion d'indiscipline ».

Il y a de toute évidence plusieurs organisations clandestines dans la flotte de guerre. L'équipage d'un croiseur se mutine dans la Baltique. Des bateaux sont renvoyés d'Arkhangelsk et de Mourmansk tandis que d'autres ne partent pas d'Invergordon, Portsmouth, Davenport, etc. L'équipage d'un croiseur refuse de quitter Rosyth pendant plusieurs semaines, ceux d'une escadre de destroyers de laisser le Firth of Forth pour la Baltique. Le 13 janvier 1919, les marins du HMS *Killbride* hissent le drapeau rouge au grand mât et télégraphient : « La moitié de la flotte en grève, l'autre moitié bientôt. » Comment, dans ces conditions, s'étonner que le Premier ministre britannique David Lloyd George déçoive ses interlocuteurs de Versailles en assurant qu'en cas d'intervention ouverte « les armées se soulèveraient ».

Il en est de même dans les troupes d'intervention françaises, où des militaires qui ont souvent un passé syndicaliste ou socialiste, souvent abonnés au journal *La Vague*, constituent des noyaux qui vont devenir des centres de résistance. Les premiers refus d'obéissance se produisent dans l'armée de terre : le 58e d'infanterie, à l'initiative du noyau qu'anime l'ancien marin Arsène Guettier, refuse de marcher sur Tiraspol et doit être rapatrié, le 2e régiment d'artillerie de montagne, le 176e d'infanterie, à Kherson, le 1er RMA (zouaves) [20]. Dans la flotte française de la mer Noire, l'organisation clandestine des marins se généralise et aboutit à un état de révolte généralisée. Le 17 avril, une partie de l'équipage du cuirassé *France* refuse de bombarder les lignes des révolutionnaires russes. Le 20, c'est la mutinerie d'une partie de l'équipage avec à sa tête le jeune Virgile

20. A. Marty, *La Révolte de la mer Noire*, p. 76-94, 135.

Vuillemin, vingt ans, l'élection de délégués, les revendications présentées à l'amiral[21]. Le 16 avril, l'officier mécanicien André Marty, du *Protêt*, qui a projeté une mutinerie sur ce torpilleur pour entrer dans le port d'Odessa en arborant le drapeau rouge, est arrêté et transféré sur le *Waldeck-Rousseau*, dont l'équipage se mutine à son tour[22]. Bien d'autres suivront. La mutinerie du *Guichen* a été immortalisée par un très beau livre d'un ancien quartier-maître mécanicien de vingt et un ans, le mutin Charles Tillon, *La révolte vient de loin*, devenu entre-temps dirigeant communiste, chef des FTP, ministre et... exclu du PCF.

Pendant ce temps, le gouvernement français a renoncé à l'aventure ukrainienne. L'armée du général d'Anselme, venu à Odessa en triomphateur, doit repartir assez piteusement. L'entrée des soldats rouges dans le grand port apparaît comme un événement considérable, en dépit des réserves que Louis Fischer exprime. Les bolcheviks sont impressionnés par leurs propres succès auprès des troupes françaises, non seulement par les mutineries, mais par leurs positions politiques, leurs liens avec la clandestinité russe, l'organisation de leur propre réseau. Des noms, inconnus aujourd'hui, symbolisent ce travail commun : Georges Laysse, marin français, membre du soviet de Sébastopol, Ferdinand Leuze, radio du *Jean-Bart*, qui assure l'information des équipages des navires ancrés dans ce port[23]. Les soldats coloniaux tiennent leur place. On relève qu'un matelot vietnamien, Ton Duc Thang, a hissé le drapeau rouge sur le *Jean-Bart*, ce qui lui vaut d'être envoyé au bagne de Poulo-Condore. Nous reparlerons de lui.

LES CIVILS BOUGENT AUSSI

Sous couleur de représentation de la Croix-Rouge, une mission bolchevique est envoyée en France : elle comprend Inessa Armand, Manouilsky et Jan Davtian et y reste de février à avril. A son retour, elle déclare que les gouvernants français ont avant tout peur que leur pays soit « contaminé par le bolchevisme ». Les voyageurs ont été particulièrement impressionnés par la manifestation parisienne contre l'acquittement de l'assassin de Jaurès, en mars, et par le spectacle du buste du tribun recouvert des décorations que s'arrachent les anciens combattants, tandis que le grand écrivain Anatole France salue les manifestants au cri de « Vive l'Internationale révolutionnaire ! »

De janvier à avril, les grèves se succèdent : cheminots, mineurs de fer de Lorraine, travailleurs de la confection à Paris. La pression de la base est telle que les dirigeants réformistes de la CGT doivent mettre, à côté de l'augmentation des salaires et de la journée de huit heures, pour le 1er mai, les mots d'ordre de démobilisation, d'amnistie et de condamnation de l'intervention en Russie. En avril, le syndicaliste révolutionnaire Raymond Péricat fonde une secte qu'il baptise Parti communiste. Mais le 1er mai, avec les 500 000 manifestants de Paris, est impressionnant. Des soldats manifestent. Il y a des heurts et un mort.

Les grèves, les mutineries, les manifestations décident les militants regroupés contre la guerre à franchir un pas décisif vers l'organisation des révolutionnaires. De façon significative, le Comité pour la reprise des relations internationales décide le 8 mai de se transformer en Comité de la IIIe Internationale. A sa tête, Fernand Loriot, Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Marcel Martinet, le vieux noyau de *La Vie ouvrière*, mais aussi des militants socialistes plus jeunes, comme le journaliste Boris Souvarine. A la démobilisation, en juillet, le comité compte une centaine de membres. Toujours en mai se crée à

21. *Ibidem*, p. 266-295.
22. *Ibidem*, p. 235-263.
23. *Ibidem*.

Paris le groupe Clarté qui veut constituer une Internationale des écrivains et artistes. Henri Barbusse, l'écrivain pacifiste, l'anime avec Souvarine, toujours lui, et le jeune Raymond Lefebvre, l'un des animateurs de l'Association républicaine des anciens combattants, fondée en novembre 1917 et qui est en train de devenir un foyer révolutionnaire. En juin, le congrès national des Jeunesses socialistes se prononce pour la IIIe Internationale, apportant à la cause du communisme des milliers de jeunes ardents.

Les mutineries de la mer Noire ont un prolongement sur le sol français. Le 6 juin, le quartier-maître Boucher, après la manifestation des hommes du *Provence*, dit à l'amiral Lacaze que les marins refusent qu'on touche un seul cheveu de leurs camarades qui ont défendu la révolution en Russie. Une délégation de l'équipage se rend à la Bourse du travail pour demander l'appui des syndicats. Le 12, les marins manifestent dans la rue, soutenus par des soldats du 112e RI et du 143e d'artillerie coloniale. Le 28 juin, c'est une vraie bataille de rue autour de la prison maritime de Toulon, d'où des milliers de marins veulent libérer leurs camarades. Le bilan de la répression est lourd. 28 soldats et 102 marins ont été condamnés à un total de six siècles de prison[24]. Aux yeux des communistes, ce sont les prémices de la nouvelle révolution française. L'annulation en France par la direction de la CGT de la grève internationale du 21 juillet contre l'intervention en Russie et en Hongrie est certes un coup porté au mouvement qu'elle aurait pu centraliser et lancer en avant. Mais elle est aussi un facteur de clarification et de reclassement des militants : Raymond Lefebvre adhère au Comité de la IIIe Internationale, alors que la scission à l'Association républicaine des anciens combattants laisse la voie libre aux hommes comme lui pour rassembler autour des communistes les ennemis irréductibles de la guerre, de retour du front.

L'Espagne n'est pas en reste. Le début de l'année a été marqué en Catalogne par un combat ouvrier qui va rester dans toutes les mémoires, une grève victorieuse de quarante-quatre jours. L'objectif en a été déterminé avec soin : c'est le tout neuf Sindicato Unico des travailleurs de l'eau, du gaz et de l'électricité de la CRT (CNT de Catalogne) qui s'en prend à la Ebro Power & Irrigation, couramment appelée La Canadiense, qui fournit l'électricité à tout le complexe industriel de Barcelone. La grève est dirigée par un très grand meneur d'hommes et organisateur, formidable orateur, Salvador Seguí, *« El Noy de Sucre »*. Joaquin Maurín l'a vu et, presque un demi-siècle plus tard, il est encore sous le choc, transporté, comme alors, par cet orateur extraordinaire qui est aussi un organisateur hors pair, « grand, athlétique, aux traits énergiques qu'adoucissait une aura de noblesse et de bonté quand il souriait[25] ». La grève résiste victorieusement à l'appel sous les drapeaux des grévistes de vingt-trois à trente et un ans, à plus de 45 000 arrestations, et se termine par un succès sans précédent, les termes de l'accord final étant approuvés par 25 000 travailleurs réunis sur la Plaza de Toros de las Arenas à Barcelone.

Dans la CNT, le courant de sympathie pour la révolution russe est puissant, et l'adhésion à la Comintern rassemble bien des sympathies. On observe cependant que les syndicalistes, partisans de l'organisation, sont parfois moins enthousiastes que les anarchistes, pour qui la leçon de la révolution en Russie se réduit au fait qu'elle est « au bout du fusil ». Un Seguí met les ouvriers en garde contre les actions minoritaires ou prématurées, plaide pour l'organisation et la préparation méthodique, comme un bolchevik ordinaire, bien qu'il soit sceptique sur les résultats économiques de la révolution et convaincu de la nécessité d'un contrôle à confier aux syndicats. A Madrid, lors du congrès de la CNT, du

24. A. Marty, *op. cit.*, p. 451-485.

25. J. Maurín, « Les Hommes et l'Histoire », *España Libre*, New York, 19 février 1960, sur lequel l'attention de l'auteur a été obligeamment attirée par Évelyne Riottot, auteur d'une thèse sur Maurín.

10 au 18 décembre 1919, 437 délégués représentent 714 000 syndiqués. Des hommes prestigieux comme Eusebio Carbó, Salvador Seguí, Angel Pestaña, mais aussi des militants peu connus comme Hilario Arlandis, Jesús Ibañez, Andrés Nin, penchent pour l'adhésion à la Comintern. Le congrès décide une « adhésion provisoire » et l'envoi d'une délégation de la CNT à Moscou pour étudier la question de l'adhésion.

Au congrès du PSOE, toujours à Madrid, du 10 au 15 décembre, les *terceristas* derrière Daniel Anguiano, réputé pour sa droiture, ancien secrétaire du fondateur du parti, Pablo Iglesias, se voient opposer une adhésion conditionnelle retardée. Chez les étudiants et les jeunes socialistes – 15 000 membres environ – se dessine un fort courant pour l'adhésion, avec l'Asturien José Loredo Aparicio, les Madrilènes Juan Andrade et Gabriel León Trilla, le Valencien Luis Portela, tous hommes de valeur. Il semble que l'arrivée et les rencontres de janvier 1920 avec le Russe Borodine qui vient du Mexique et son compagnon Ramirez – un des multiples pseudonymes d'un Américain de vingt-cinq ans, Richard Francis Phillips, un des fondateurs du PC mexicain – aient joué un rôle important dans leur orientation ultérieure. Non seulement l'Espagne n'est pas en retard, mais elle semble être bien engagée dans la voie commune aux autres pays d'Europe.

La situation est bien différente en Italie[26]. Ici il n'est pas question d'arracher une adhésion à la Comintern. Le PSI, un des plus grands partis socialistes du monde, a déjà donné son adhésion le 18 mars 1919 et va la confirmer au congrès de Bologne en octobre. En son nom, Oddino Morgari, son « ministre des Affaires étrangères », a annoncé son arrivée à Moscou dans une lettre à Lénine, assurant qu'il venait « exprimer au bolchevisme la solidarité sans réserve, enthousiaste et reconnaissante, du parti et du prolétariat italien conscient[27] ». La situation italienne relève plus de celle des pays vaincus que des vainqueurs, dont elle est en théorie. L'inflation, la chute de la production, les grèves et manifestations incessantes la caractérisent. Le PSI, à l'image de son dirigeant Serrati, ne croit pas que les révolutionnaires puissent « faire l'histoire » : la révolution viendra d'elle-même[28]. Le parti, qui est plus porté sur les discussions idéologiques abstraites que sur les mots d'ordre d'agitation plus concrets, peut et doit l'aider en développant sa propagande.

Son XVIe congrès, à Bologne, en octobre 1919, confirme l'adhésion à la IIIe Internationale et, par 65 % des voix, la motion « maximaliste » des amis de Serrati en faveur d'un « régime transitoire de dictature de tout le prolétariat à travers les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats[29] ». C'est Vladimir Dëgott, que nous avons plusieurs fois rencontré, qui représente la Comintern à ce congrès. Il a été terriblement impressionné par les inscriptions de « Vive Lénine, vive Trotsky » dans tous les quartiers ouvriers[30]. Lénine écrit à Serrati pour le féliciter de cette « éclatante victoire du communisme » et souligne en particulier l'importance des résolutions sur le parlementarisme bourgeois et l'utilisation du Parlement comme une tribune pour les révolutionnaires. De toute évidence, il est très satisfait de constater que le risque d'une tentative prématurée de prise de pouvoir n'existe pas du côté de la direction du PSI. Il souligne dans la même lettre :

> De lourdes tâches incombent au prolétariat italien en raison de la situation internationale de

26. Le guide est ici l'ouvrage de Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. I.
27. P. Spriano, *op. cit.*, p. 23.
28. Serrati, dans « En vue du congrès de Bologne », *Comunismo*, n° 1, 1er octobre 1919, écrit : « Nous, marxistes, nous interprétons l'histoire, nous ne la faisons pas. »
29. R. Paris, *Histoire du fascisme en Italie*, I, p. 174.
30. Nous n'avons pu mettre la main sur l'original russe de ses souvenirs *V « slobodom » podpolie* (En « liberté » dans l'illégalité), mais seulement sur un extrait de revue italienne publié sous forme de « tiré à part » où ne figurent ni le titre ni la date mais dont tout confirme qu'il s'agit d'extraits d'une traduction du travail de Dëgott.

l'Italie. Il se peut que l'Angleterre et la France, avec l'aide de la bourgeoisie italienne, s'efforcent de provoquer un soulèvement prématuré du prolétariat italien afin de l'écraser plus facilement. Mais cette provocation ne réussira pas. Le brillant travail des communistes italiens est le gage qu'ils réussiront avec le même succès à conquérir le prolétariat industriel et tout le prolétariat rural, plus la paysannerie : dès lors, la conjoncture internationale étant bien choisie, la victoire de la dictature du prolétariat en Italie sera bien solide. C'est ce que garantissent aussi les succès des communistes en France, en Angleterre et dans le monde entier[31].

Les liaisons se sont considérablement améliorées. A Milan, le Russe Lioubarsky, que nous avons déjà plusieurs fois rencontré, cette fois sous le nom de Carlo Niccolini, a beaucoup aidé à la mise sur pied de la revue *Comunismo*, qui se présente comme « revue de la IIIe Internationale ». Il apporte en quelque sorte la caution de la IIIe Internationale à la direction maximaliste et rappelle volontiers la nécessité de l'unité – un problème aigu dans le parti italien puisqu'une minorité ouvertement réformiste y est restée autour de Filippo Turati. En réalité, cette unité est remise en question à gauche. Amadeo Bordiga, le Napolitain, avec son journal *Il Soviet* et les jeunes militants de valeur qu'il a su regrouper autour de lui, se pose la question de la scission. Ils sont partis de l'« abstentionnisme », né de « la nécessité de couper tout contact avec le système démocratique de l'actuelle période révolutionnaire ». Mais cette attitude leur semble impliquer la scission qui permettrait de constituer « un parti purement communiste ». Polémiquant aussi bien avec la direction maximaliste qu'avec les jeunes théoriciens turinois des conseils ouvriers, Bordiga affirme nettement : « Le problème le plus important est celui d'organiser un puissant parti de classe [communiste] qui prépare la conquête insurrectionnelle du pouvoir [pour le prendre] des mains du gouvernement[32]. » Dans sa lettre à Moscou du 10 novembre 1919, il pose trois questions à la direction de la Comintern : l'attitude des communistes par rapport aux élections, la scission du PSI et enfin celle, tactique, de la constitution de soviets dans un État bourgeois et de leurs limites.

A Turin, qu'on appelle alors « la Petrograd italienne », paraît depuis le 1er mai une revue communiste, l'*Ordine nuovo*, animée par de jeunes intellectuels déjà plus communistes que socialistes, qui ont été plongés dans toutes les actions et les débats du prolétariat turinois en ces années de lutte, de bouillonnement intellectuel et d'agitation. Leur objectif avec la revue a été de « traduire dans la langue italienne historique les principaux postulats de la doctrine et de la tactique de l'Internationale communiste en 1919-1920 [...] ce que voulaient dire les mots d'ordre de conseils ouvriers et de contrôle de la production, c'est-à-dire des organes de toute la masse des producteurs pour l'expropriation des expropriateurs, pour la substitution du prolétariat à la bourgeoisie dans le gouvernement de l'industrie et par conséquent de l'Etat[33] ». Autour d'Antonio Gramsci, jeune intellectuel sarde de vingt-huit ans, d'autres jeunes gens, tous très brillants, Angelo Tasca, vingt-sept ans, Umberto Terracini, vingt-quatre, Alfonso Leonetti, vingt-quatre, Palmiro Togliatti, vingt--six. Lénine a beaucoup de considération pour la revue, qu'il tient pour une vraie revue communiste. Un membre du PCR(b), Chaïm Heller, est à Turin depuis octobre 1919 et collabore au travail sous le nom de Chiarini.

La Grande-Bretagne est en retard. Pourtant, il s'y développe de façon confuse et chaotique un mouvement communiste. Des éléments existent dans l'Independent Labour Party (ILP), pacifiste et souvent marqué par la religion, dans le British Socialist Party

31. Lénine, *Œuvres*, t. XXX, p. 86-87, lettre datée du 28 octobre.
32. A. Bordiga, *Il Soviet*, 20 février 1920.
33. A. Gramsci, « Notre Programme », *Ordine nuovo*, nos 3-4, 1-15 avril 1924.

(BSP) – qui va d'ailleurs demander son adhésion –, dans le Mouvement des comités ouvriers, né du réseau des shop-stewards, antiparlementariste et partisan de l'« action directe », dans le Socialist Labour Party (SLP), surtout implanté en Écosse, dans la Socialist Workers Federation de Sylvia Pankhurst, née d'une scission du mouvement féministe, et dans la South Wales Socialist Society. L'année 1919 se passe en interminables discussions de fusion traversées par les polémiques sur le rôle du parlementarisme, sur celui des organisations « unionistes » à la place des syndicats comme en Allemagne, et par une âpre concurrence pour les faveurs du représentant secret de la Comintern, Fedor Rothstein, opérant sous le nom de John Bryan, venu pour hâter l'unification et qui dispose de fonds importants. Maclean, une fois de plus arrêté et condamné à une lourde peine de prison en 1918 – des dizaines de milliers de travailleurs scandent « Johnny, Johnny ! » –, a certes été libéré à la fin de l'année, mais il est malade, près de l'épuisement, chômeur et de plus en plus obnubilé par les problèmes nationaux de l'Écosse, dont certains lui représentent qu'ils ne peuvent être réglés que par un PC britannique et en aucun cas par un parti communiste écossais, ce qui est pourtant sa conviction.

UNE TOUR DE BABEL POLITIQUE ?

Ainsi, deux types d'organisations hésitent devant la nouvelle Internationale, y entrent ou envisagent d'y entrer.

D'un côté, il y a des partis social-démocrates traditionnels, souvent partis de masse, avec de forts courants révolutionnaires surtout dans leur base ouvrière ou chez les anciens combattants dressés contre la guerre et ses grands massacres, mais aussi un réel attachement aux formes d'action traditionnelles, un mode d'organisation axé sur les élections, une tactique structurée par l'action parlementaire. Tel est le cas du parti italien, qui a adhéré, nous l'avons vu, au lendemain de la naissance de la Comintern, avec ses lutteurs antiguerre mais aussi ses social-patriotes et ses réformistes comme Filipo Turati, qui les symbolise tous.

De l'autre, des militants, parfois adhérents d'ailleurs à ces mêmes partis socialistes mais surtout très attachés à la pratique dite « unioniste » en Amérique, « syndicaliste révolutionnaire » ou « anarcho-syndicaliste » en Europe. Dans l'élan qui les entraîne au rejet total du parlementarisme, ils condamnent le principe même de l'« action politique », refusent de se prononcer pour un « parti ouvrier », célèbrent la supériorité absolue des syndicats d'industrie sur les syndicats de métier dans la lutte pour la transformation du monde.

Du coup, les formations qui rejoignent l'Internationale communiste, bien entendu nées dans un contexte et placées dans le cours d'une histoire différente, présentent les types et nuances les plus divers sous une même étiquette « communiste » et tout en se considérant comme émules et disciples du Parti bolchevique, sous l'influence directe ou indirecte duquel elles se sont souvent constituées.

Le 9 mars 1919, les militants venus de Russie avaient fondé l'organisation illégale Union communiste révolutionnaire yougoslave. Le Parti ouvrier socialiste (communiste) yougoslave (en fait serbe-croate-slovène-bosniaque) est né au congrès d'unification de Belgrade du 20 au 23 avril 1919 de la fusion de diverses formations socialistes de ces nationalités, après des contacts approfondis avec Kiev, où se trouve Milkić, membre du bureau du Sud. Il reçoit de l'argent après le voyage d'Ivić à Kharkov et un grand rapport préparatoire à la fusion ; à la fin de l'année, il compte alors 50 000 membres, dont une forte minorité décidée à ne quitter ni le parti ni la II[e] Internationale, et reste en partie dirigé par des « centristes ». Ses principaux dirigeants sont Filip Filipović et Zivko Topalović, secré-

taire, Šima Marković et Copić, qui vient de Russie. Le 1[er] mai, à la suite d'une grève de 200 000 travailleurs et de manifestations en Bosnie, la police arrête les dirigeants communistes de cette région. Cette répression entraîne des manifestations dont la répression, en juillet, provoque de graves émeutes. Il y a plus de 1 000 arrestations. Nombreux sont les militants communistes jugés dans les procès qui se déroulent alors devant le tribunal de Niš.

Le parti communiste bulgare, lui, est né en mai 1919, de la transformation en parti communiste du parti social-démocrate *tesnjak*, traditionnellement aligné sur les bolcheviks, mais qui ne s'est rallié que tard au mot d'ordre de la nouvelle Internationale. Il compte alors un peu plus de 20 000 membres, recueillera 20 % des suffrages aux élections de 1920 mais se trouve sur des positions sectaires et pourtant aux prises avec une minorité qui l'est plus encore et réclame la condamnation par principe de toute action parlementaire.

Le parti social-démocrate de gauche suédois de Höglund et Ström, avec ses 17 000 adhérents, rejoint l'IC le 14 juin 1919, un fait moins important sans doute que l'adhésion, le 8 avril 1919, du parti ouvrier norvégien du peintre en bâtiment Martin Tranmael, 30 000 membres, qui prétend cependant conserver son indépendance au sein de l'Internationale.

Le comité exécutif du Parti socialiste suisse a préconisé le 12 juillet l'adhésion à la Comintern, et le congrès de Bâle l'a décidée le 17 août, mais le référendum de ratification a vu 8 722 voix se prononcer pour l'adhésion et 14 612 contre. Il n'y a pas de scission, bien qu'on s'y prépare activement des deux côtés.

Le 22 juin, le PC polonais a confirmé son adhésion. Il a déjà décidé de ne pas participer aux élections quand, au début de 1919, il refuse de se faire « enregistrer » conformément à la loi, passant dans l'illégalité pour le quart de siècle à venir. Il compte alors environ 6 000 membres. En août le parti de Galicie orientale a demandé l'entrée dans la Comintern. Il y a dans cette région une véritable insurrection paysanne dont le chef, Tomasz Dombal, va rejoindre le PC. Ses dirigeants, Brand, Domsky, Próchníak, sont loin d'avoir la notoriété de ceux qui sont restés en Russie et militent dans le parti de Lénine.

En août 1919, une formation d'origine SR influencée par les nationalistes ukrainiens devient le PC ukrainien « borotbiste » et demande son adhésion à la Comintern : elle est plus populaire et plus ukrainienne que le PC officiel et compte dans ses rangs des hommes de qualité.

En septembre adhèrent le petit Parti communiste d'Alsace-Lorraine, et la fédération ukrainienne du Parti socialiste américain.

Les effectifs du PC autrichien s'effilochent au fil des semaines qui suivent la « Bettelheimerei ». De ses dirigeants, il a perdu Elfriede Friedländer, tout à fait discréditée, partie en Allemagne, et Rothziegel, tué sur le front hongrois. Steinhardt a été arrêté par les Roumains au lendemain du congrès de Moscou, puis relâché.

D'autres partis dits communistes ne sont que des sectes : le Parti socialiste ouvrier grec, qui atteint difficilement 2 000 membres, avec une tendance pro-Comintern que dirigent Ligdopoulos et Tzoulatis, les anciens dirigeants des Jeunesses socialistes, et la revue *Kommounismou* ; et aussi le PC suisse « vieux communiste », issu du groupe *Forderung*.

On hésite à caractériser le PC mexicain[34], formation socialo-anarchiste de moins de 1 000 membres, fondé par des militants mexicains et des émigrés américains qui ont fui la répression (les *slackers*), qui demande son adhésion à l'IC en septembre 1919. Il comptait déjà dans ses rangs l'Indien M.N. Roy, qui le représentait au II[e] congrès.

34. Sur les débuts du communisme au Mexique, voir les premiers chapitres d'Arnoldo Martinez Verdugo, *Historia del Partido comunista mexicano* et celui de Paco Ignacio Talbo II, *Bolshevikis Historia narrativa de los origenes del Comunismo en México 1919-1925.*

Début octobre, il reçoit, accompagné de l'étudiant de Detroit Rafael Mallén, son « cornac », Mikhaïl Markovitch Grusenberg, dit Borodine, collaborateur du secrétariat de la Comintern, qui trouve le moyen, en quelques semaines, de recruter un des jeunes généraux de la révolution, Francisco J. Múgica. Mais c'est le règne de la confusion que ce parti.

C'est un cas dramatique que celui du Socialist Party of America[35], avec sa scission, le 1er septembre 1919, au terme du congrès de Chicago, en deux partis hostiles, le Communist Party of America, appuyé sur les fédérations de langue slave du vieux Parti socialiste, et le Communist Labor Party, qui se veut un parti « américanisé », sous la houlette du journaliste John Reed, le talentueux auteur de *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, conquis par le spectacle de la révolution en 1917. Ils n'ont que 40 000 membres à eux deux. et demandent tous les deux leur adhésion à l'Internationale communiste

En même temps que les naissances par fusion commencent à apparaître les naissances par scission dans les rangs de l'Internationale et des partis communistes. Personne ne s'en inquiète en principe, car c'est évidemment compris dans la dialectique du développement des organisations. En revanche, dans le cours de ce même mois de septembre, à l'initiative du syndicaliste de Chicago John Fitzpatrick, héros de grandes grèves, se fonde le National Labor Party, fondé sur les puissants syndicats locaux, qui va fédérer des partis nés dans d'autres États[36]. Le 22 septembre 1919, à l'appel d'un comité d'organisation animé par William Z. Foster, un ami du noyau français de *La Vie ouvrière*, commence la grande grève de l'acier, entraînant 365 000 ouvriers dans une lutte de trois mois. Les chocs avec les « cosaques » de la police montée de Pennsylvanie feront 22 morts dans cette vraie guerre civile. Le patronat déchaîne contre les ouvriers qui s'organisent non seulement ses *vigilantes* traditionnels mais aussi ses policiers spécialisés : les *raids Palmer* – du nom de l'attorney général qui anime la répression – tentent, à partir de l'automne 1919, d'écraser toute vélléité de regroupement.

Plusieurs réunions internationales se prononcent aussi pour la IIIe Internationale. Ainsi la conférence d'Imola, réunie à l'occasion du congrès du PSI le 10 octobre 1919, avec des socialistes français et suisses, un Slovène, un Autrichien et l'Anglaise Sylvia Pankhurst. Cette dernière est aussi, fin décembre, à la conférence de Francfort-sur-le-Main où sont représentés les partis russe (Thomas), polonais (Bronski), roumain (Valeriu Marcu), allemand (Clara Zetkin), autrichien (Karl Frank), une initiative du secrétariat de Berlin[37].

Une des dernières batailles de classe de l'année 1919 se déroule en Bulgarie en décembre[38]. Une grève sauvage des cheminots trouve l'appui des communistes et des socialistes qui appellent à la grève générale le 28 décembre. Stambolisky mobilise tout ce qu'il peut pour briser cette grève et y parvient en alternant ordres de mobilisation et arrestations. Le mot d'ordre de grève est rapporté le 5 janvier. Les travailleurs des transports et les mineurs de Pernik continuent. Leur grève est terminée le 19 février. Stambolisky annule toutes les sanctions et restitue au PC bulgare ses droits et la possibilité d'un fonctionnement normal. Mais ce n'est que le début d'un conflit long et tragique.

L'ère des combats armés et des guerres civiles n'est pas près de prendre fin en Europe.

35. T. Draper, *The Roots of American Communism.*
36. N. Fine, *Labor and Farmer Parties in the United States 1828-1928.*
37. Voir les textes de cette conférence dans P. Broué, éd., *Du Premier au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste*, p. 281-305.
38. J.D. Bell, *The Bulgarian Communist Party from Blagoev to Zhivkov*, p. 27-29.

CHAPITRE VI

L'épicentre allemand[1]

Dans sa prison de Moabit – désormais convenablement installé au point de pouvoir bientôt faire de sa cellule un « salon politique » –, Radek médite sur la révolution allemande. Dans sa célèbre lettre au journaliste Alfons Paquet, le 11 mars 1919, il révèle ses sentiments face à la situation allemande. Il y exprime le sentiment qui le submerge « devant cette hémorragie interminable et sans objectif clair[2] ». Pour lui, c'est faute d'un parti révolutionnaire – le KPD(S) ne l'était pas et ne pouvait l'être –, que la révolution allemande a subi cette défaite coûteuse. Il écrit : « La guerre civile sera beaucoup plus acharnée et destructrice en Allemagne qu'en Russie[3]. » A terme, il garde confiance : « Dès qu'apparaîtra en Allemagne un gouvernement ouvrier énergique, les éléments de désorganisation seront rapidement surmontés, précisément à cause de ces traditions d'organisation qui aboutissent aujourd'hui à des résultats très différents[4]. » Au-delà des murs de sa prison, le parti qu'il a vu naître essaie de survivre dans des conditions terribles.

Le KPD(S) après janvier

Les contacts avaient été coupés après le meurtre de Rosa Luxemburg et de Liebknecht à Berlin. Le KPD(S) est hors la loi. Pendant les mois qui suivent, les corps francs de Noske parcourent l'Allemagne pour éteindre l'un après l'autre les foyers révolutionnaires où les conseils ouvriers ou les soldats et marins rouges gardent une bribe de pouvoir et surtout des armes. La légende, entretenue par quelques historiens, veut qu'il y ait eu dans le pays une série de putschs communistes. En réalité, nombre des entreprises ainsi qualifiées n'étaient que des tentatives de résistance à une normalisation menaçante. Il ne faut pas oublier qu'on sort alors d'une guerre mondiale et que les gens qui se battent, des

1. L'*Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* est évidemment la source documentaire principale du côté des communistes. Il faut ajouter les brochures comme celle de M.J. Braun (le Polonais Bronski), les Mémoires de Kapp et von Luttwitz, de Noske, de Severing, et, du point de vue de l'armée, les ouvrages de Gordon et de Wheeler-Bennett qui éclairent de l'intérieur le camp putschiste.

2. A. Paquet, *Der Geist der russischen Revolution*, p. XI.

3. *Ibidem*, p. IX.

4. *Ibidem*, p. X.

deux côtés, dans les rues des grandes villes allemandes, se sont battus pendant parfois cinq ans sur les divers fronts de la guerre mondiale.

En janvier 1919, il y a eu des heurts armés un peu partout et du sang : à Dresde, à Stuttgart, où tous les dirigeants communistes sont arrêtés pour « complot », à Leipzig, à Duisbourg, à Hambourg, à Halle. Les éléments révolutionnaires prennent le pouvoir à Düsseldorf et à Brême, proclamée « république des conseils », qu'un corps franc reprend en quarante-huit heures, faisant une centaine de victimes. En février, c'est l'intervention sanglante dans la Ruhr, où les mineurs exigent la nationalisation des mines de charbon. Leur grève est brisée, avec des centaines de victimes. A la fin du mois, c'est la grève générale en Allemagne centrale, bien organisée et centralisée sous la direction d'un conseil ouvrier régional. Elle est brisée en une semaine par les troupes du général Maercker, aux méthodes aussi sommaires que brutales : le chef des marins rouges, Karl Meseberg, est tué « dans une tentative de fuite ».

En mars, c'est la grève générale à Berlin. Les violences se multiplient. Les chars d'assaut foncent dans la foule des manifestants à Spandau. Le Marstall est pris d'assaut. Le 8, à la suite de la mort de 5 policiers, un journal annonce que 70 d'entre eux ont été massacrés dans l'immeuble de la police de Lichtenberg – ce qui est faux. Noske ordonne de fusiller sur place tout individu pris les armes à la main. Il y a quelque 3 000 victimes, et, dans la pure tradition des Versaillais français réprimant les Communards, l'exécution à la mitrailleuse de 28 marins prisonniers choisis « pour leur air intelligent ». Le 10 mars, Leo Jogiches, arrêté, est abattu pour « tentative de fuite ». Le 19 mai, les Corps francs prennent Eisenach et capturent Heinrich Dorrenbach ; il subit le même sort que Jogiches des mains du même "maton", au même endroit et sous le même prétexte, avec la même impunité. Nous avons vu plus haut le sort de l'éphémère république des conseils en Bavière.

Il n'y a pratiquement plus de Parti communiste allemand, seulement des militants et détachements épars qui se battent avec l'énergie du désespoir, sans contact avec une direction qui n'existe plus, et qui y perdent la vie. Paul Levi va bientôt tirer un bilan, au nom de ce qui reste de son parti, après et à travers la répression : « C'était une erreur de croire que quelques troupes d'assaut du prolétariat pouvaient remplir la mission historique qui est celle du prolétariat ; Berlin et Leipzig, Halle et Erfurt, Brême et Munich ont traduit dans les faits ce putschisme et démontré que seul l'ensemble de la classe prolétarienne de la ville et de la campagne peut s'emparer du pouvoir politique[5]. » A-t-il existé une centrale entre janvier et mars, quand Leo Jogiches a été abattu ? On peut en douter. En tout cas, aucune proposition publique n'a émané d'elle pour la défense, par exemple, de la république des conseils de Bavière. Il semble bien que l'ancien compagnon de Rosa ait consacré pendant ces mois son temps et son énergie à la tâche essentielle qui était de faire la vérité sur le double meurtre. Il a réalisé cet objectif et en est sans doute mort. La centrale, en tout cas, est reconstituée au cours du mois de mars, et son nouveau dirigeant est incontestablement Paul Levi.

Paul Levi

L'homme appartient à la plus jeune génération des spartakistes. Il est venu tard aux responsabilités, en fait après sa liaison avec Rosa, qu'il connut parce qu'il fut son avocat. Il se révèle bon journaliste et excellent orateur. Grand bourgeois d'origine, ayant beaucoup d'argent et des goûts de luxe, collectionneur de jades, amateur de jolies femmes, plutôt

5. P. Levi, « Épuration », *Die Internationale*, n°s 15-16, 1er novembre 1919, p. 283.

hautain, il n'est pas très populaire, respecté cependant dans le parti pour le courage et les qualités d'organisateur qu'il manifeste dans cette période où les Corps francs lui rendent involontairement hommage en mettant sa tête à prix pour 200 000 marks. Pour les Russes, il est loin d'être un inconnu. Il a été très lié à Radek. Il connaît bien Lénine et Zinoviev, qui l'appellent par son pseudonyme, Paul Hartstein. Lénine dira qu'il était *déjà* pendant la guerre un bolchevik, compliment rare dans sa bouche à l'adresse d'un étranger[6]. Levi a d'ailleurs combattu les positions de Rosa Luxemburg contre la scission d'avec le parti indépendant, s'est prononcé très tôt, avec Radek et les IKD, pour la rupture avec l'USPD et la fondation d'un parti communiste en Allemagne.

Depuis la fondation du KPD(S), il a été à contre-courant de sa majorité gauchisante, prônant la participation aux élections et présentant au congrès un rapport en ce sens qui a été rejeté. Il a été très hostile à l'occupation des entreprises de presse, qui lui paraît une provocation, et n'a pas caché ses critiques à l'égard de celle du *Vorwärts*. En liaison avec Radek, pendant que ce dernier se cache, il mène la lutte pour que le parti désavoue Liebknecht et ses initiatives en dehors du parti, pour que la centrale tente de reprendre en main les militants et appelle les travailleurs berlinois à battre en retraite. Arrêté peu après ses camarades, libéré grâce à sa qualité d'avocat et à l'ignorance de ceux qui le détiennent, il enquête aussi sur l'assassinat de Rosa et parvient à trouver témoignages et documents décisifs, son enquête complétant celle de Leo Jogiches. Le 27 mars 1919, il écrit à Lénine et lui dit que, devant la plus sauvage des terreurs blanches à Berlin, il a fallu replier la direction et le journal sur Leipzig[7].

LEVI DEVANT LE PARTI

Il dépeint la situation allemande, les efforts qu'il faut faire pour retenir les camarades, parmi lesquels il y a, insiste-t-il, beaucoup de « syndicalistes », empêcher qu'ils ne donnent au gouvernement l'occasion d'une « nouvelle saignée », les retenir de « commettre des folies ». Il indique d'ailleurs que les mêmes éléments tentent de réaliser des « coups d'État dans le parti lui-même ». Après une conférence d'organisation début avril, qui restructure en 22 districts, sous un secrétaire, les quelque 100 000 membres du KPD, Paul Levi reprend contact avec Radek incarcéré. Les deux hommes ont des analyses souvent très proches et des divergences sur lesquelles nous reviendrons. En revanche, lors de la conférence du KPD(S) qui se tient les 16 et 17 août à Francfort-sur-le-Main, Levi doit affronter les assauts d'une tendance gauchiste, dont le porte-parole, dénonciateur des « bonzes du parti », est Willy Münzenberg : elle exige de la conférence une condamnation définitive du parlementarisme, c'est-à-dire de toute participation aux élections.

C'est probablement à ce moment que Paul Levi, qui croit la révolution totalement épuisée, et que Radek a par ailleurs convaincu de ne pas tout abandonner, comme il le souhaitait, décide de recourir à des moyens extrêmes pour assurer le redressement du parti. La discussion qui s'engage dans le KPD, après l'expérience vécue, l'a convaincu en effet que les tenants des deux positions qui s'affrontent n'ont pas leur place dans le même parti. L'ampleur de la lutte pour la révolution mondiale implique tactique et stratégie à long terme. Il faudra beaucoup de temps dans un pays comme l'Allemagne pour que change radicalement la conscience des masses aujourd'hui abusées.

Dans ces conditions, un PC se heurte à deux déviations dangereuses, le « syndicalisme » dans le domaine économique, le « gauchisme » en politique. Les masses ne dirigent pas leurs propres combats. Il leur faut un parti qui soit leur mémoire, leur expérience, leur

6. Lénine, *Œuvres*, t. XXXII, p. 549.
7. Archives Paul Levi, Bonn, p. 55/4.

lieu de discussion, mais aussi leur direction dans le combat. Or la situation allemande est caractérisée par l'existence de syndicats de masses et de deux partis social-démocrates qui organisent l'écrasante majorité des travailleurs. Pour la victoire de la révolution, il faut conquérir la majorité de ces derniers. Ne pas le comprendre c'est, dit-il, faire preuve d'un « sectarisme communiste infantile ». Il ne faut pas prendre la fin pour le commencement, ni se contenter d'attendre le grand chambardement, ou de proclamer à tout moment la « trahison » des autres. Il faut convaincre et organiser. Et il est clair que Levi, comme Radek et le groupe de Chemnitz, avec Brandler, le plus nombreux du pays, est persuadé que la première tâche des communistes allemands est de gagner au communisme les ouvriers qui suivent l'USPD.

De leur côté, les éléments « gauchistes », avec l'affaissement de l'élan des masses, se dispersent à la recherche de nouvelles recettes. En gros, cependant, ils continuent à opposer « les masses » aux « chefs » – les « bonzes » –, la « spontanéité » et « l'initiative de la base » à la « bureaucratie ». Certains préconisent une nouvelle forme d'organisation, l'« union », cumulant les fonctions économiques et politiques, celles du syndicat et celles du parti. Levi pense qu'il ne s'agit là que d'un effroyable « retour en arrière, vers l'aube du mouvement ouvrier », un reflet de la terrible défaite subie.

Dissensions entre Levi et Radek

C'est à partir du mois d'août que Paul Levi et Karl Radek ont eu, dans la cellule de prison de ce dernier, des discussions de fond. Leur accord est fondamental sur la question de la prise du pouvoir, qui ne peut être effectuée que sur la base de l'accord de la majorité de la classe ouvrière. Ils sont en gros d'accord aussi sur la nécessité de débarrasser le parti des malheureux réflexes « putschistes » qui lui ont coûté et lui coûtent encore si cher. Radek dira – mais bien plus tard – qu'il a été d'accord avec les thèses de Paul Levi pour le IIe congrès en dépit de « quelques formulations opportunistes ». Reste qu'ils ne sont pas toujours d'accord sur ce qu'il faut ou non considérer comme un putsch, et que leurs discussions sur la république des conseils de Hongrie et sur celle de Bavière débouchent sur des constats de désaccord qu'ils exprimeront dans des articles publiés quelques mois plus tard dans la revue de l'Internationale ou dans celle du parti.

Sur la république des conseils hongroise, Paul Levi s'était déjà expliqué, alors que Radek était encore en cellule. Dans un article paru dans le *Freiheit* de Hanau le 24 mars, il faisait une comparaison explicite entre le soulèvement manqué de janvier à Berlin, où les masses étaient dans la rue, et l'arrivée au pouvoir des communistes à Budapest, écrivant :

> La nouvelle révolution hongroise, qui a remplacé la démocratie bourgeoise par le gouvernement des conseils, n'est pas le prix immédiat d'une bataille que le prolétariat hongrois aurait victorieusement livrée à la bourgeoisie et aux hobereaux hongrois. Elle ne résulte pas d'un corps à corps entre le prolétariat et la bourgeoisie où cette dernière aurait été renversée. Elle est la simple conséquence de ce que la bourgeoisie hongroise a – il n'y a pas d'autre mot – crevé [...]. Tout ce qui reste, c'est le prolétariat[8].

Il dresse ensuite un véritable réquisitoire contre l'union avec les socialistes réalisée par les communistes de Kun :

> Au début de notre révolution, il y avait aussi « l'union de tous les socialistes ». Les canailles qui ont trahi le prolétariat hongrois, comme Ebert et Scheidemann ont trahi le prolétariat allemand, s'enthousiasment maintenant pour la république des conseils et la dictature du prolétariat. C'est

8. Cité par P. Levi dans « Les Leçons de la révolution hongroise », *Die Internationale*, n° 24, 24 juin 1920, p. 32.

> un danger qui menace dès aujourd'hui la révolution hongroise et nous devons le dénoncer, dans l'intérêt de nos frères hongrois comme dans celui du mouvement allermand[9].

Il ajoute que tout ce qui s'est passé était parfaitement prévisible, mais aussi que l'on ne doit absolument pas s'engager dans une voie où l'on est certain de ne pouvoir gagner. C'est pourtant ce qu'ont fait les communistes hongrois, après s'être liés les mains par l'alliance avec les social-démocrates. Bien entendu, il condamne avec sévérité la *Bettelheimerei* comme un véritable putsch. En ce qui concerne l'action des communistes en Bavière en faveur de la république des conseils, il est sans doute plus sévère encore. Selon lui, les communistes ont en effet commis en Bavière une double erreur. La première est d'avoir sans raison apparente, surtout sans explication, abandonné leur hostilité ironique à l'égard d'une république des conseils, dont ils savaient et disaient la veille encore qu'elle n'avait aucune base, et de s'être lancés à la défense « de cette caricature de république des conseils ». La deuxième est qu'ils ont accepté que cette action défensive se transforme sans aucune raison solide en action offensive, en appelant à établir à Munich la dictature des conseils, sans se soucier de ce qui se passait dans le reste de l'Allemagne. Son jugement tient en une formule sévère : « Une "République des conseils" indépendanto-majoritaro-anarchiste établie sans base suffisante dans les masses, remplacée par une république des conseils communiste qui commet exactement la même faute, cela s'appelle mettre un zéro à la place d'un autre zéro[10]. »

Aussi féroce que lui à l'égard de la *Bettelheimerei*, critique sévère de la fusion des partis communiste et social-démocrate en Hongrie, Radek ne suit pas Levi sur le terrain de la critique de l'action. Pour lui, Béla Kun comme Léviné ont eu raison de se lancer au combat dans la mesure où une fraction du prolétariat attendait d'eux le salut, dans la mesure aussi où la Hongrie et la Bavière n'étaient pas le champ de bataille de la révolution prolétarienne mais des avant-postes de celle-ci, des combats avancés de la révolution européenne. Dans un texte public ultérieur, il va saluer ces deux dirigeants vaincus comme de véritables combattants, de vrais révolutionnaires prolétariens : « Béla Kun, dans l'histoire de la révolution, de même que Léviné, ne sera pas un aventurier révolutionnaire, mais un dirigeant révolutionnaire tel que Marx le comprenait[11]. » Il ironise lourdement – vise-t-il Paul Levi ? – à propos de ceux qui ne sont prêts à se lancer dans la bataille que si la victoire leur est garantie par un acte notarié. Nous savons aussi par Radek que les deux hommes ont pris acte de deux autres désaccords entre eux à ce moment. Radek était de plus en plus persuadé de l'importance du travail à l'intérieur des syndicats, « question de vie ou de mort », et voulait une vraie bataille pour y implanter tous les membres du KPD(S). Paul Levi, lui, refuse de la mener car il n'en a pas la force et se contentera d'appeler les communistes à ne pas les quitter.

Une escarmouche significative mais qui jaillit, elle aussi, de leurs discussions serrées, se produit en écho à la politique de répression des bolcheviks dans le cadre du communisme de guerre et à la répulsion qu'elle inspire à Paul Levi, bon disciple de Rosa Luxemburg. Radek ayant dit que les révolutionnaires devaient savoir ériger des potences, Levi lui répond par une démonstration en forme de gifle dans son style impeccable :

> Élever l'érection de potences à la hauteur d'une méthode pour unifier et souder le prolétariat au moment de la constitution du pouvoir des conseils, procéder à l'organisation et à la consolidation du prolétariat, non pas sur la base de « la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité du prolétariat », de son « accord conscient avec les idées, les buts et les méthodes de

9. *Ibidem*, p. 33.
10. « Le revers de la médaille », *Die Internationale*, n°s 9-10, 4 août 1919, p. 10-11.
11. K. Radek, *Soll die VKPD*, p. 102.

lutte » du communisme, mais sur la base d'exécutions capitales et de pendaisons, me paraît – je ne veux pas être trop dur – une méthode très malheureuse[12].

Et il retourne contre Radek l'expérience russe :

> A ma connaissance, la république russe des conseils n'a pas placé la potence dans son emblème entre la faucille et le marteau ; je crois que cette omission n'est pas l'effet du hasard ni d'une simple pudeur, mais qu'elle provient de ce que la république russe des conseils est construite, elle aussi, sur d'autres bases que celles que recommande le camarade Radek pour la Hongrie. Le lien qui fait la cohésion du prolétariat en tant que classe n'est sans doute pas une guirlande de roses, mais ce n'est pas en tout cas la corde d'un gibet[13].

Du même point de vue, le choix des journées de juillet 1917 à Petrograd comme exemple des circonstances où les communistes russes ne se sont pas battus quand les masses – les ouvriers de Petrograd comme les ouvriers munichois – le voulaient, et ont au contraire appelé à battre en retraite, renforce sa position. Il écrit avec l'aisance d'un vainqueur moral mais sans gloriole : « Depuis les journées de lutte armée à Berlin, en janvier et en mars 1919, depuis la fin de Munich et celle de la Hongrie, ma foi dans les vertus miraculeuses de la défaite est ébranlée. Je ne crois pas que l'on ait raison de passer aussi légèrement que le fait Radek sur des défaites aussi lourdes que la révolution hongroise...[14] ». Et c'est en militant, en dirigeant responsable, nous semble-t-il, qu'il ajoute cette remarque qui porte la marque de son temps :

> J'ai peur que, les choses étant ce qu'elles sont, la situation en Hongrie ne permette pas avant longtemps au prolétariat de ce pays de déployer « cette volonté renforcée et approfondie » dont parle Radek. Je ressens la Hongrie, de même que Munich, comme à porter au passif, pas à l'actif de la révolution mondiale, et ne puis me persuader que c'est agir en direction communiste que de conduire des actions comme s'il était indifférent que leurs résultats soient à porter à l'actif ou au passif. Et je suis moins disposé encore à dire qu'il faut provoquer une défaite si on ne peut provoquer de victoire, sous prétexte que la défaite aussi a du bon[15].

Points de rencontre, désaccords ? Un autre point de rencontre en tout cas apparaît solide en cet été de 1919 entre Karl Radek et Paul Levi : les deux hommes ont compris le rôle décisif pour la construction d'un parti révolutionnaire en Allemagne des ouvriers qui suivent le parti indépendant, l'USPD.

La gauche du parti indépendant

Les résultats des élections à la Constituante du 19 janvier 1919 avaient montré des développements et un reclassement extrêmement intéressant dans l'électorat des partis ouvriers. Ils indiquaient d'abord une forte poussée à gauche : les deux partis social-démocrates ensemble, majoritaires et indépendants, obtenaient 46 % des voix, alors que les dernières élections, celles de 1912, avaient donné 34,8 % au Parti social-démocrate alors uni. Mais le plus important est la composition de ce vote. Dans les zones non industrialisées, le Parti social-démocrate majoritaire fait un bond en avant. Au contraire, dans les régions de forte concentration ouvrière, il subit de lourdes pertes et se retrouve surclassé par le succès des indépendants. Ces partis à eux deux ont dans plusieurs régions ouvrières la majorité absolue mais souvent le Parti indépendant la frôle à lui tout seul. Il y a donc eu un véritable transfert dans l'électorat ouvrier. Les travailleurs industriels sont

12. P. Levi, « Die Lehren », *op. cit.*, n. 6, p. 37.
13. *Ibidem.*
14. *Ibidem*, p. 40.
15. *Ibidem.*

passés aux indépendants et sont remplacés, et parfois au-delà, par des couches non politisées d'ouvriers ou par les employés.

Le Parti indépendant est passé au cours de l'année 1919 de 300 000 à 750 000 membres, dépassant de très loin l'influence qu'il avait eue au moment de la révolution. Il a des bastions, 100 000 dans le district de Berlin-Brandebourg, dont 45 000 à Berlin même, 75 000 dans celui de Halle, 62 500 dans la Ruhr, 45 000 à Hambourg et Leipzig, etc. Ce parti ouvrier est un parti national, un parti de masses, avec un appareil. Dans le cours de la révolution il a été dans plusieurs régions une minorité dirigeante, l'animateur des conseils et des organes locaux et régionaux de pouvoir. Il a une large influence, avec en 1919, 46 quotidiens, plusieurs hebdomadaires spécialisés, un service de presse très professionnel.

Le phénomène essentiel est qu'au cours de l'année 1919 une aile gauche s'y dessine, dont l'objectif est l'adhésion à l'Internationale communiste. Il est facile de comprendre que le KPD(S) ne pouvait exercer et n'exerça aucune attraction sur la gauche de l'USPD, à côté duquel il était ridiculement petit et qui ne le prenait pas au sérieux : 100 000 face à 750 000 travailleurs. Mais il en allait tout autrement avec la Comintern. D'abord parce que celle-ci bénéficiait évidemment du prestige de la révolution d'Octobre, de l'attrait qu'elle exerçait dans de nombreux pays sur les partis socialistes ou sur les partis socialistes de gauche. Du coup, le rôle de la Comintern se fit décisif dans l'orientation de plusieurs centaines de milliers de travailleurs, dans un pays qui restait, malgré sa défaite, l'un des plus avancés du monde. Les masses et leurs dirigeants, après la révolution et la contre-révolution des corps francs, ne pouvaient envisager l'adhésion à une Internationale dans laquelle se trouvaient les hommes du parti de Noske. Ils se tournaient donc vers Moscou sur le plan international, comme, au même moment, en Allemagne, ils se tournaient vers des luttes de classes organisées.

Malgré toutes les hésitations et les contradictions de sa direction, l'USPD avait effectué des avancées considérables, notamment dans les syndicats. Au Xe congrès national des syndicats de 1919, c'étaient deux indépendants, tous deux métallos, Robert Dissmann et Richard Müller, qui avaient jeté les bases d'une opposition « lutte de classes » à la direction ultraréformiste et au solide appareil de Carl Legien, et obtenu 181 voix contre 420 à la fin du débat d'orientation. Tout le groupe des anciens Délégués révolutionnaires de Berlin, derrière Richard Müller, appartenait à la nouvelle équipe dirigeante du syndicat des métaux qui, à Berlin, était le noyau d'une nouvelle majorité du cartel des syndicats de la capitale, derrière les anciens Délégués Oskar Rusch et Otto Tost. Le syndicat des métiers de l'imprimerie était l'un des bastions de l'opposition, et son organe devient, à partir du 1er septembre 1919, celui de l'ensemble de l'opposition de gauche dans les syndicats. Toutes ces positions étaient d'autant plus solides qu'il n'y avait personne pour les contester sur leur gauche, les communistes ayant, on le sait, la plupart du temps abandonné les syndicats. Mais il a fallu du temps pour que se cristallise, en dehors de Berlin, une opposition de gauche dans le parti indépendant. Au IIe congrès, une minorité de gauche se retrouve autour d'un projet institutionnel bien schématique et idéaliste de conseils ouvriers, élaboré par Daümig.

C'est au cours de l'été que les premiers contacts sont pris entre Paul Levi, d'une part, en tant que représentant, non du KPD(S) mais de la Comintern, et, de l'autre, les membres d'une « nouvelle vague » d'Indépendants, particulièrement Walter Stoecker et Curt Geyer. Radek surveille de près ces contacts, dont Paul Levi lui rend compte. Dans la brochure qu'il écrit en prison en 1919, Karl Radek a été l'un des premiers à poser, comme Paul Levi, le problème de la conquête par le communisme des ouvriers du parti indépendant. Il explique qu'il ne s'agit pas de les pousser à rompre avec leurs dirigeants mais de les aider

à chasser les éléments droitiers et centristes des postes de responsabilité, pour constituer, à côté du KPD(S), une autre « armée du prolétariat ». Sa brochure se termine par un appel non seulement à renforcer l'Internationale communiste et à défendre la révolution russe, mais à « rassembler toutes les tendances révolutionnaires de la vieille Internationale ».

Des troupes fraîches se rapprochent de l'Internationale : ce ne sont plus seulement les Délégués révolutionnaires, mais des hommes, des cadres ouvriers dont le rôle a été important dans la guerre et la révolution : les frères Bernhard et Wilhelm Koenen, Anton Grylewicz, Bernhard Düwell, Paul Böttcher, Hermann Remmele. Des organisations régionales et locales, donc des journaux, deviennent des propagandistes pour l'adhésion « à Moscou », comme on dit, le *Hamburger Volkszeitung* dirigé par Wilhelm Herzog, le *Gothaer Volksblatt* pour ne parler que des premiers. A la conférence d'Iéna, Walter Stoecker, au nom de la gauche, pose le problème de l'adhésion à la Comintern en elle-même, et celui de la défense de l'URSS.

Au congrès de Leipzig, le programme du parti est remanié dans un sens qui convient à la gauche et aux Russes. La dictature du prolétariat se définit par le pouvoir des conseils ouvriers, l'action parlementaire est subordonnée à l'action de masses. Mais le congrès préfère à la motion Stoecker d'adhésion à la IIIe une résolution préconisant l'union dans une Internationale de toutes les formations socialistes révolutionnaires ; ce n'est qu'en cas d'échec que l'USPD entrerait dans la IIIe Internationale. Radek salue dans le congrès « une victoire des masses ouvrières indépendantes sur leurs dirigeants opportunistes ». Pour lui, la tactique des communistes dans la construction de la Comintern doit désormais s'appuyer sur le fait que les masses du parti indépendant sont communistes et qu'il existe à la tête du parti une aile gauche qui veut réellement s'engager dans la voie révolutionnaire. Les commentaires de Lénine sont plutôt féroces. Il reste cependant à régler la question du KPD(S), à lui faire surmonter sa crise, à en faire un parti d'action dirigé vers la formation d'un parti de masse et vers la conquête des ouvriers indépendants. Ce n'est pas l'affaire de Radek, mais celle, exclusive, de Paul Levi.

La scission voulue du KPD(S)

La conférence d'août a convaincu Levi qu'il ne l'emportera pas dans son parti en gagnant la majorité, et que le nombre de ses partisans à lui ne peut au contraire que s'amenuiser s'il demeure le champ d'action des gauchistes. Désormais certain qu'il ne peut obtenir des militants la discipline nécessaire, alors qu'il faut absolument revenir sur les décisions erronées du congrès de fondation, Paul Levi prépare donc le IIe congrès du parti dans la perspective d'y exclure, si c'est possible et nécessaire, la majorité même. Il modifie le mode de représentation, qui se faisait au détriment des groupes les plus nombreux, comme Chemnitz, qui le soutient, dissout aussi le repaire des éléments les plus remuants des gauchistes, la Ligue des soldats rouges.

Au congrès de Heidelberg, du 10 au 14 octobre 1919, auquel les délégués ont été élus avant que les membres du parti connaissent les thèses proposées, il attaque par un rapport politique mettant l'accent sur la question du rôle du parti communiste, qui divise les « gauchistes », par ailleurs d'accord contre la participation aux syndicats et aux élections. Wolffheim, délégué de Hambourg, propose d'inverser les points à l'ordre du jour, et Levi s'étonne qu'on propose de discuter de l'application d'abord et des principes ensuite. Le congrès le suit là-dessus par 23 voix contre 19, puis, par 24 contre 18, donne le droit de vote aux membres de la centrale, assurant ainsi la majorité à Levi. Cela ne lui suffit pas. Il veut l'adoption des thèses sur les principes et la tactique, et, pour la cohésion du parti et la clarté du débat, l'exclusion de ceux qui votent contre elles et ne peuvent, assure-t-il,

demeurer dans un parti dont ils désapprouvent les principes. Le piège se referme sur ses adversaires. Il gagne les deux premiers votes par 25 voix contre 23, le troisième par 21 contre 20, l'ensemble par 31 contre 18. Les délégués de l'opposition, exclus, s'en vont et ne reviendront pas.

Levi a désormais les mains libres, mais le coup est rude pour le parti, qui perd plus de la moitié des 50 000 membres qu'il compte en principe, avec des régions entières comme la Ruhr, Hambourg et Brême, Berlin surtout. On dénombre 500 militants sur 800 dans la capitale, 43 à Essen sur 2 000. Radek est mécontent, sinon surpris. Il avait approuvé les thèses de Levi, mais, ayant appris par une lettre de Bronski, apportée dans sa prison par Elfriede Friedländer, la jeune Autrichienne, émigrée à Berlin et devenue Ruth Fischer, que Levi se préparait à exclure l'opposition, lui avait aussitôt écrit pour tenter de l'en dissuader. Levi n'en avait tenu aucun compte. Quant à Lénine, il n'en est fut pas moins surpris. Pour lui, les thèses présentées par Levi étaient évidemment correctes. Mais l'exclusion d'une opposition marquée par sa jeunesse et son inexpérience ne l'était pas. Prudent tout de même, et connaissant Paul Levi, il lui propose avec beaucoup de précaution d'essayer de renouer les fils. Dans une lettre du 28 octobre 1919 adressée à la centrale de Levi, il écrit : « Si la scission était inévitable, il faut vous efforcer de ne pas l'aggraver, faire appel à l'arbitrage du comité exécutif de l'Internationale, forcer les gauchistes à formuler leurs divergences dans des thèses ou dans une brochure [16]. » Il s'adresse dans le même sens aux minoritaires.

UNE ESCARMOUCHE AVEC LÉNINE

Les « gauchistes », et pas seulement allemands, vont en effet très bientôt formuler leurs divergences. En attendant, une petite polémique éclate entre Lénine et la direction du KPD(S), ou plus exactement Thalheimer, le « théoricien » de la centrale, ancien élève de Rosa Luxemburg, un « petit » qui n'a pas peur de « jouer dans la cour des grands », car c'est ainsi à l'époque de l'Internationale naissante. Dans un texte rédigé le 10 octobre 1919, intitulé *Salut aux communistes italiens, français et allemands*, Lénine a abordé la question de la scission du KPD(S) et des relations avec les indépendants. Il regrette la scission et, rappelant l'histoire des luttes internes de la fraction bolchevique, essaie de convaincre ses lecteurs qu'elle n'était pas nécessaire. Il répète fermement que la centrale a raison et qu'elle avait raison au congrès, explique que l'opposition est en train d'abandonner les idées du marxisme pour celles du syndicalisme. Les communistes, affime-t-il, doivent prendre part aux élections parlementaires, militer dans les syndicats réactionnaires, être et agir partout où il y a des ouvriers, partout où l'on peut s'adresser à eux. Dans le même mouvement, il critique sévèrement les gens de la gauche des indépendants, dont il assure qu'« elle allie peureusement, sans égards pour les principes, les vieux préjugés de la petite bourgeoisie sur les élections parlementaires à la reconnaissance communiste de la dictature du prolétariat, du pouvoir des ouvriers [17] ».

Ce jugement public de Lénine est bien gênant pour le KPD(S) et pour la gauche indépendante. La droite des indépendants le reprend et l'orchestre. Thalheimer écrit une réponse qui va être reproduite avec le texte de Lénine. Il souligne que, de son propre aveu, Lénine manque d'informations sur la situation allemande et que sa lettre a été écrite avant le congrès de Leipzig, qui a créé une situation nouvelle. Mais il exprime clairement ses désaccords. Pour lui, les indépendants se sont trompés. Les communistes ne doivent pas cesser de les critiquer franchement et brutalement. Mais, ajoute-t-il, « nous refusons

16. Lénine, *Œuvres*, t. XXX, p. 83.
17. *Ibidem*, p. 48.

de les mettre dans le même sac sur le plan moral et intellectuel que les traîtres au socialisme, les fossiles de l'époque de la stagnation purement parlementaire du mouvement ouvrier allemand[18] ».

Quant à la scission, Thalheimer assure que les communistes allemands ont à ce sujet la même position générale que Lénine, mais qu'au moment de Heidelberg il s'agissait de beaucoup plus, à savoir tout simplement la survie du Parti communiste allemand, menacé alors d'autodissolution dans les organisations d'entreprise. Il assure donc que, loin d'être une erreur, la scission de Heidelberg est un exemple pour les autres partis occidentaux, et conteste l'universalité de l'expérience russe sous-entendue dans la lettre de Lénine : « Le milieu historique de l'Allemagne est plus proche de celui des pays occidentaux que ne l'est celui de la Russie. Les expériences allemandes en matière de tactique seront par conséquent d'une valeur particulière pour les Occidentaux[19]. » Il est vrai que la construction du Parti communiste allemand commence à être conçue d'une façon originale et nouvelle avec la conquête de la gauche des Indépendants et qu'elle laisse en arrière ce qu'on considérait jusqu'alors comme le « modèle » bolchevique.

Dans le même temps, le dirigeant ouvrier de Chemnitz, Heinrich Brandler, intervenant devant le Ier congrès des conseils d'usine, réfléchit à haute voix et soulève la question de ce qu'on appellera plus tard les « mots d'ordre de transition », des mots d'ordre adaptés à l'état d'esprit et aux possibilités du moment des travailleurs mais susceptibles de les faire avancer d'un pas, consciemment, vers d'autres mots d'ordre les rapprochant de la dictature du prolétariat. Ainsi la lutte et le développement du mouvement communiste posent-ils de nouveaux problèmes. L'apparition des premiers éléments d'une discussion publique, fraternelle, mais sans concessions n'est pas l'un des moindres. L'autre est celui des rapports entre communistes allemands et russes. Thalheimer, le jeune disciple de Rosa Luxemburg, discute avec Lénine sur un pied d'égalité. Cela peut être un acquis important.

Le putsch de Kapp[20]

Alors que la discussion vient à peine de commencer, moins de quatre mois après le congrès de Heidelberg, à propos duquel tout le monde avait plus ou moins enterré le mouvement de masse et la première phase de la révolution, voilà que l'Allemagne vit la plus grande grève générale de son histoire et que commence au sein du mouvement ouvrier une longue marche qui va amener au communisme des centaines de milliers de nouveaux adhérents. C'est l'armée, ou plutôt sa colonne vertébrale, le corps des officiers, qui fait germer cette moisson-là. Le traité de Versailles réduit ses effectifs, prévoit que soient jugés les crimes de guerre commis par des officiers, bref, les menace dans leur emploi, leurs privilèges et leur sécurité. Mais Noske, leur ancien utilisateur, ne les suit pas dans leur réaction corporatiste contre un traité voulu par les vainqueurs. Bourreau peut-être, mais pas aventurier. Le retour en Allemagne des Corps francs, imposé par l'Entente, complique les problèmes de postes et d'effectifs et jette sur la scène allemande des hommes prêts à tous les coups durs.

Côté putschiste, on retrouve presque tous les noms de ceux qui, d'en haut ou sur le terrain, ont combattu les milices ouvrières et les Gardes rouges en Allemagne, l'Armée

18. Thalheimer, *Der Weg der Revolution*, p. 18.

19. *Ibidem*, p. 18.

20. La bibliographie est abondante sur le putsch de Kapp, mais ce n'est que ces dernières années et encore en RDA qu'on a commencé à s'intéresser aux problèmes politiques soulevés. Citons entre autres les articles de Naumann et Voigtländer, « Zum Problem einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, n° 3, 1963, Erwin Könneman, « Zum Problem der Bildung einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, n° 6, 1963.

rouge sur les confins orientaux. Il y a là le général von Lüttwitz, le général Rüdiger von der Golz en personne, le lieutenant de vaisseau Ehrhardt à la tête de sa Brigade de marine, et, avec ses Gardes, le capitaine Waldemar Pabst, dont les hommes arrêtèrent, martyrisèrent et achevèrent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht il y a un peu plus d'un an. Tout ce beau monde appartient à une conspiration dans laquelle trempent aussi Ludendorff, l'ancien quartier-maître général de l'empereur, et les éléments les plus réactionnaires de la politique allemande, et dont tous les chefs militaires sont informés. Il s'agit de renverser le gouvernement de la république et de refuser de signer le traité de Versailles. Pour présider leur gouvernement, les généraux putschistes ont choisi un civil encore plus réactionnaire et obtus qu'eux, le directeur de l'agriculture en Prusse, le haut fonctionnaire Wolfgang Kapp, homme de confiance des Junker, les féodaux de l'Est.

Les hommes d'Ehrhardt marchent sur Berlin dans la nuit du 12 au 13 mars 1920, s'installent sans résistance. La police ordinaire et la police de sécurité *(Sicherheitspolizei)* sont gagnées au putsch. Les chefs putschistes ont exigé la démission du président et du gouvernement, la dissolution du Reichstag et un cabinet de techniciens avec un général à la Guerre. Les généraux non liés au complot ont informé Noske qu'ils ne résisteraient pas par les armes. Le général von Seeckt a lancé sa formule célèbre : « Les troupes ne tireront pas sur les troupes. » Le gouvernement, moins deux ministres, est parti en toute hâte chercher refuge à Dresde, puis à Stuttgart ; 200 députés sont partis aussi, dont nombre de social-démocrates. Kapp, qui s'est installé à la chancellerie, fait hisser le drapeau impérial, proclame l'état de siège, suspend tous les journaux, nomme le général von Lüttwitz commandant en chef. Tout est terminé ? Voire.

A 11 heures, en effet, le même 13 mars, le vieux président des syndicats, l'ultraréformiste Carl Legien, comprenant que la victoire des putschistes signifierait la fin du mouvement ouvrier organisé, a réuni dans un souterrain sa commission exécutive, et celle-ci lance le mot d'ordre de grève générale. Otto Wels, un des rares dirigeants socialistes restés sur place, rédige un appel à la grève générale, qu'il signe – sans les consulter – des noms des ministres en fuite, et qui est un appel à combattre la contre-révolution et à défendre la république. Les Indépendants appellent de leur côté à la grève, mais l'accord ne peut se faire sur un comité central de grève unique, car ils refusent de « défendre le gouvernement Ebert-Noske ». Il y a donc deux comités centraux de grève, les syndicats de Berlin se regroupant avec l'USPD.

Le Parti communiste allemand ne se manifeste que le 14. Paul Levi est en prison. La veille au soir, après avoir entendu un rapport très pessimiste du responsable de l'organisation fantômatique du KPD de Berlin, Friesland (Ernst Reuter), la centrale – contre l'opposition du seul Walcher – a adopté un appel que publie ce jour-là *Die Rote Fahne*. C'est un refus pur et simple de combattre le putsch militaire et d'approuver les appels à la grève générale. Les communistes disent qu'ils n'ont pas à défendre le gouvernement Bauer, Ebert-Noske, et que la classe ouvrière est pour le moment incapable d'agir.

Le pouvoir ouvrier insurrectionnel

Fort heureusement, les ouvriers allemands ne se soucient pas vraiment des mots d'ordre du KPD. Le 13 mars, les communistes de Chemnitz – ils sont le premier parti de cette ville ouvrière avec 14 000 membres –, que dirige Heinrich Brandler, ont formé un comité d'action qui arme une Garde rouge et prend le pouvoir, en commençant par désarmer les amis des putschistes, puis le font confirmer par l'élection d'un conseil ouvrier local par un vote dans les entreprises. Son autorité s'étend à 60 kilomètres à la ronde.

Toute l'Allemagne se couvre à nouveau d'organes ouvriers insurrectionnels, nés cette

fois de la grève contre le putsch de Kapp et composés, sous la pression de l'aile la plus radicale – tous ceux qui ont appelé à la lutte armée contre les officiers réactionnaires –, de militants indépendants de gauche et de communistes. C'est en effet la milice ouvrière, le premier organe de combat spontanément constitué, dont les premières initiatives consistent à se procurer des armes, qui appelle à centraliser l'autorité aux mains de comités d'action et surtout de leurs exécutifs. La question est de savoir si les organes ouvriers ainsi constitués sont prêts à laisser dans les zones industrielles le pouvoir aux bras armés de la bourgeoisie allemande, la police, la Sipo et l'armée, sans oublier les corps francs, que ces derniers se soient ou non prononcés en faveur des putschistes. Il n'en est pas question. Des comités d'action couvrent la Ruhr et bien d'autres régions d'un réseau aux mailles serrées. Leurs milices, improvisées mais rompues aux combats de la guerre civile, attaquent les troupes pour les désarmer et se gaussent des dirigeants social-démocrates qui les adjurent de respecter les officiers « loyaux ». L'historien Eberhard Lucas parle du pouvoir des conseils exécutifs : ils s'en emparent, soit en repoussant, soit en prévenant l'assaut des putschistes ou de leurs compères[21].

Le même auteur décrit minutieusement les développements dans la Ruhr aux mains des nouveaux « conseils ouvriers »[22]. A Hagen, par exemple, le dirigeant syndicaliste indépendant, le responsable du syndicat des métallos Josef Ernst, est à la fois dirigeant politique et chef militaire, porté au sommet par le mouvement pour constituer des milices ouvrières armées et un exécutif local du comité d'action[23]. A Dortmund, ce rôle d'inspirateur et de porte-voix du mouvement est joué par le jeune communiste Adolf Meinberg, héros des combats de 1919, libéré de prison par les travailleurs aux premières heures du putsch[24]. Ces troupes ouvrières improvisées prennent les devants aux premiers signes d'une velléité d'intervention du général von Watter – qui joue effectivement double jeu –, surprennent en mouvement les éléments du corps franc Lichtschlag, qu'ils déciment, et du régiment de hussards de Paderborn, mettent la main sur des documents qui leur révèlent les plans militaires des putschistes. La Ruhr s'enflamme et la profondeur du mouvement dans le bassin attire l'attention, mais elle n'est pas isolée et les ouvriers résistent partout, de même que les marins restent fidèles à leur propre tradition de combat. Ceux de la flotte de la Baltique arrêtent leur amiral, à Wilhelmshaven, et internent quelques centaines d'officiers. Partout il y a des combats et partout il y a des morts ouvriers qui galvanisent la volonté de résistance. Il y a de durs combats en Allemagne centrale. Des villes tombées aux mains des militaires, comme Halle, sont reprises par les travailleurs des villes voisines. A Leipzig, la police a commencé par tirer à la grenade et à la mitrailleuse contre les manifestants ouvriers.

Chemnitz apparaît comme une sorte de modèle d'organisation et d'action des révolutionnaires. Le représentant de l'agence Wolff télégraphie à son bureau que le mouvement ouvrier y est au pouvoir et décrit longuement les nouvelles institutions, le comité d'action tricéphale, avec un social-démocrate, un indépendant et un communiste qui coprésident, le désarmement des éléments bourgeois, l'armement de 3 000 ouvriers, l'occupation, aux premières heures, de la poste, des banques, de la gare de chemins de fer, l'interdiction des journaux de droite. Ici le vote a sanctionné l'action spontanée à chaud. Le conseil ouvrier a été élu dans l'ensemble des usines par 78 000 travailleurs avec un programme national qui comporte le désarmement et la dissolution de la police, de la Reichswehr, des formations paramilitaires de droite, la sécurité assurée par des gardes rouges ouvriers

21. E. Lucas, « Die Herrschaft der Vollzugräte », *Märzrevolution 1920*, p. 7-30.
22. *Ibidem*, p. 9-30.
23. *Ibidem*, p. 69-73.
24. A. Meinberg, *Aufstand an dem Ruhr.*

contrôlés par le conseil, la convocation d'un congrès des conseils pour l'ensemble du pays, l'érection d'un tribunal révolutionnaire pour juger les kappistes et leurs complices, la libération des prisonniers politiques, l'emprisonnement des patrons qui ont retenu les salaires des jours de grève. Il n'y a eu que deux voix contre ce programme. Pour tous, c'est ainsi que les ouvriers accèdent au pouvoir avec leurs organisations.

On va pourtant reprocher aux dirigeants communistes de Chemnitz – Eberhard Lucas, de même que les historiens SED Könnemann et Krusch, se fait l'écho de ces attaques qu'ils développent[25] – et particulièrement à Heinrich Brandler, le maçon qui est le vrai chef du parti ici, de n'avoir pas su utiliser ce bastion pour attaquer à l'échelle du pays, d'être resté cantonné dans son petit espace, bref, de s'être aligné sur... la défensive social-démocrate.

Personne n'a l'idée de réprimander ou de réprimer, même s'il ne l'approuve pas, l'organisateur communiste des chômeurs de l'Ergzgebirge-Vogtland, l'ancien militant du conseil des ouvriers et soldats de Falkenstein, Max Hölz, qui fait clairement bande à part à partir du 15 mars. Max Hölz est en effet l'organisateur de chômeurs et de desperados dans une région paupérisée. Sa guérilla est celle de la récupération des produits de première nécessité et de leur distribution aux pauvres. Il est immensément populaire, mais son communisme primitif de la « prise au tas » surprend les militants disciplinés. Il demeure cependant un frère d'armes.

L'Armée rouge de la Ruhr

Dans les jours qui suivent, de nombreuses unités, dont les effectifs varient de quelques dizaines à quelques centaines – l'unité de base, la compagnie, est de 400 hommes –, voire un millier, s'unifient dans la Ruhr en une « Armée rouge » que commandent des militants indépendants Josef Ernst et Karl Wohlgemuth, et le « syndicaliste » Karl Leidner. Les historiens allemands l'ont évaluée à 100 000 hommes. L'historien Bock y dénombre trois directions centrales rivales. Leurs chefs sont des ouvriers, souvent métallos, mais aussi mineurs et cheminots, nommés au sommet par les comités d'action, élus dans les cadres moyens et sur le terrain. La majorité d'entre eux appartient à l'USPD, et, bien entendu, à sa gauche ; les autres appartiennent au KPD ou à son opposition, qu'ils soient exclus ou non. L'un de ces derniers, Gottfried Karrusseit, un mécanicien de Gelsenkirchen, le seul à être cité nommément par Ruth Fischer[26] comme un des « chefs », est, selon l'historien Eberhard Lucas, un agent de la Reichswehr[27].

Lucas trace d'intéressants portraits de ces chefs issus de la classe ouvrière, parfois anciens militaires : August Müller, trente-cinq ans, cheminot, ajusteur, ancien sous-officier, Hermann Weidtkamp, trente-deux ans, ajusteur, ancien marin rouge, ancien mutin, Hans Ficks, vingt-neuf ans, outilleur, ancien membre du Conseil général des soldats en 1918-1919, le peintre décorateur Karl Leidner, trente-trois ans[28]. Ces hommes sont d'anciens combattants de la guerre mondiale, certains ont été sous-officiers. Ils ont des connaissances pratiques du maniement des armes et des opérations militaires à petite échelle, et souvent un intérêt particulier pour la chose militaire qui en fait de vrais experts. Ils ont souvent commandé dans le passé des unités de gardes rouges et sont en quelque sorte, en tant que militants, des spécialistes de la guerre civile, les équivalents allemands des Frounze, Mouklevitch et autres jeunes ouvriers devenus généraux.

25. E. Lucas, *op. cit.*, p. 163-164, et Könnemann et Krusch, *Aktionseinheit contra Kapp-Putsch*, p. 198-199.
26. R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 133.
27. E. Lucas, *op. cit.*, p. 183-184. Les historiens SED Könnemann et Krusch confirment, *op. cit.*, p. 439.
28. *Ibidem*, p. 73-74.

L'armement du prolétariat a resurgi, avec des sections de mitrailleuses (les ouvriers en ont environ 400), une vingtaine de canons légers et de mortiers, et même le régiment d'autos blindées des travailleurs de l'usine de Zella-Mehlis, commandé par l'ouvrier Richard Jung. Les fusils sortent de partout, même de certains dépôts de la police, et sont apportés par des policiers socialistes. Et, comme dans toute révolution, les ouvriers sont vite équipés des armes arrachées ou dérobées à l'adversaire, parfois apportées par des soldats qui ne veulent pas combattre le peuple. Mais l'Armée rouge de la Ruhr n'est que l'une des formations ouvrières armées qui s'organisent contre le putsch. En Thuringe se constitue en quelques jours une Armée de défense du peuple de plus de 5 000 hommes. Elle est commandée par un ouvrier de l'usine de wagons de Gotha, président de son conseil ouvrier, qui est aussi député USPD de gauche au Landtag, August Creuzburg.

La grève générale

Mais il y a surtout la grève générale, silencieuse, terriblement efficace, un cauchemar pour les généraux. Comme le souligne un ancien en RDA, « elle ne règle rien par elle-même, mais elle fait que tout est possible ». Les putschistes sont pris à la gorge. Le 16 mars, deux jours après leur arrivée au pouvoir, ils n'ont pu ni le faire savoir, ni disposer de transports, de ravitaillement, ni même d'argent, puisque les ouvriers de l'Imprimerie nationale est en grève. Kapp demande à Ehrhardt d'aller s'emparer de force à la Reichsbank des fonds nécessaires pour payer les soldes, intensifier la propagande, et s'entend répondre par l'officier qu'il n'a pas marché sur Berlin pour braquer des banques. La fille de Kapp ne trouve aucune dactylo pour taper le texte du manifeste des putschistes au pays, et ce n'est que quarante-huit heures plus tard que la presse, d'ailleurs toujours paralysée par la grève, reçoit la déclaration d'intentions des kappistes. L'historien britannique Wheeler-Bennett écrit : « Les rouages gouvernementaux s'étaient arrêtés de tourner, l'industrie et le commerce s'étaient arrêtés ; tous les services publics – électricité, eau, transports – étaient arrêtés[29]. »

A 1 heure de l'après-midi, toujours le 16 mars, le nouveau chef du Wehrkreis de Berlin, un général dont le nom nous est familier, Rüdiger von der Golz, donne l'ordre de fusiller tous les « meneurs » et les membres des piquets de grève. Il en a reçu l'ordre, et, de plus, il se souvient que ça avait marché en Finlande. Ici il ferait presque rire[30]. A la suite de cette menace, en tout cas, une délégation du grand patronat va dire à Kapp que la classe ouvrière est si unanime contre lui qu'on ne saurait distinguer les « meneurs » des autres. Le « congé » créé par la grève donne le loisir de tenir partout des assemblées ouvrières où l'on discute âprement et où on se prépare à renforcer et à durcir l'action. Partout la gauche de l'USPD s'impose au détriment de sa droite. Nombre de militants de l'opposition s'organisent d'ores et déjà pour combattre les putschistes les armes à la main. Certains s'abstiennent. Les communistes sont en général au moins actifs dans la grève. *Die Rote Fahne* a corrigé sa position absurde du 14 et appelé à son tour à la grève générale. Le 16, de sa prison, Paul Levi envoie à la centrale une lettre terrible[31]. Comment a-t-elle pu ne pas voir les possibilités que la lutte contre le putsch offrait aux révolutionnaires ?

La situation des putschistes se détériore rapidement. Dans la nuit du 16 au 17, un régiment du génie dont le commandement a rallié les putschistes se mutine et met ses officiers en prison. Il faut l'intervention du corps franc Ehrhardt pour le désarmer. Dans

29. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power. The German Army in Politics (1918-1945)*, p. 78.
30. J. Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, t. II, p. 102-103.
31. *Die Kommunistische Internationale*, n° 12, 30 juillet 1920, col. 2145-2148.

plusieurs villes, les officiers doivent consigner, voire mettre aux arrêts des sous-officiers et de simples soldats qui refusent la politique des chefs.

Au petit matin, la police de sécurité *(Sipo)* retourne sa veste et abandonne les putschistes. Le 17, Kapp s'enfuit. Il quitte la chancellerie en taxi, avec un bonnet enfoncé jusqu'aux yeux, suivi de sa fille en pleurs. Faute de temps, ses vêtements ont été roulés dans une couverture qui est jetée à la hâte sur le toit du véhicule et il arrive à l'étranger avec une courte tête d'avance sur le général von Lüttwitz. Au cours d'un conseil dramatique, le lieutenant-colonel von Wetzell a dit aux généraux, à la fureur d'Ehrhardt, que les troupes ne suivent plus et qu'elles vont se mutiner si les chefs s'obstinent. En quittant Berlin, Ehrhardt, dont les troupes sont conspuées et menacées dans la rue, fait tirer dans le tas pour dégager sa route. Le putsch est terminé. Ses conséquences se développent. Il tue encore : ainsi l'officier de marine pacifiste Hans Paasche, traître à la caste militaire, est-il abattu par ses ennemis de toujours.

LE PROBLÈME DU GOUVERNEMENT OUVRIER

A la différence de novembre 1918, l'Allemagne – sauf dans la Ruhr et autour de Chemnitz – n'est pas couverte d'un réseau de conseils ouvriers mais, partout, de comités d'action formés de représentants des partis ouvriers et des syndicats qui ont pris de fait le pouvoir dans le bref moment de sa vacance entre la normalité et la guerre civile. Vont-ils le garder ? Vont-ils le transmettre, et à qui ? A qui rendront-ils leurs armes – s'ils les rendent ? Pour nombre d'ouvriers, y compris partisans du Parti social-démocrate, il n'est pas possible de revenir à la coalition parlementaire antérieure, couverture de la réalité politique de l'alliance de Noske et des chefs de l'armée : c'est cette politique-là qui a fait faillite avec le putsch. Même le *Vorwärts* l'écrit : « Le gouvernement doit être remanié. Pas à droite. A gauche. Il nous faut un gouvernement qui soit décidé sans réserves à lutter contre la réaction militaire et nationaliste, et qui sache gagner la confiance des travailleurs aussi loin que possible sur sa gauche[32]. »

C'est Legien qui est le grand vainqueur. Le vieux bureaucrate syndical, pilier du gouvernement Ebert en 1918, a parfaitement senti le vent et mieux compris que les révolutionnaires autoproclamés les aspirations et la puissance des travailleurs unis. Lui non plus n'a pas appelé à la grève générale contre les putschistes armés jusqu'aux dents pour revenir à la situation antérieure, une formule gouvernementale se réduisant à Ebert-Noske. Le 17 mars, il invite à son conseil général des syndicats des représentants de l'exécutif de l'USPD. Les représentants de ce dernier, Hilferding et Wilhelm Koenen, l'entendent proposer la formation d'un « gouvernement ouvrier » composé des partis ouvriers, particulièrement les deux partis social-démocrates, le majoritaire et l'indépendant, et des syndicats. Un communiste, le cheminot Ottomar Geschke, est également présent, à la demande des Indépendants.

Les majoritaires ne peuvent qu'accepter cette proposition. Quelles que soient leurs réserves et l'hostilité de beaucoup, leur parti n'est pas en mesure d'endosser les conséquences qu'aurait pour eux le refus de cette proposition syndicale. Tout dépend évidemment des indépendants. Mais leur expérience gouvernementale récente constitue pour eux un souvenir cuisant et la combativité manifestée par les travailleurs leur fait craindre d'être débordés sur leur gauche. Alors que les deux hommes qui ont négocié avec Legien, Hilferding et Koenen, sont partisans d'accepter sa proposition, ils se heurtent à l'aile droite du parti, qui a peur de cette aventure et se couvre d'arguments « de gauche ».

32. *Vorwärts*, 18 mars 1920.

Artur Crispien clame qu'il ne saurait être question d'aller au gouvernement avec des « traîtres » et « assassins ». C'est l'argument même qu'a employé au temps du gouvernement Scheidemann-Haase l'aile gauche indépendante d'Ernst Daümig, et ce dernier, assurant que le gouvernement proposé par Legien ne saurait être qu'une nouvelle mouture du gouvernement Ebert-Noske, appuie la proposition de refus de Crispien.

L'USPD refuse donc la proposition de Legien, avec des formes, bien que les dirigeants Indépendants des syndicats berlinois autour d'Oskar Rusch, habituellement proches de Daümig, mais profondément plongés dans le mouvement gréviste, se soient prononcés fermement pour son acceptation. On n'en revient pas pour autant à la case départ. Legien ne pense pas qu'il soit avisé et même simplement correct d'appeler à la reprise du travail sans que les travailleurs, qui ont gagné cette bataille, reçoivent des garanties sérieuses. Il proroge donc le mot d'ordre de grève générale, se déclare prêt à prendre lui-même la tête du gouvernement. Ce gouvernement, qui, bien entendu, aurait écarté Noske et ses amis, mettrait des dirigeants syndicaux aux postes clés et aurait comme première tâche d'épurer profondément la police et l'armée allemandes.

Cette fois, Daümig est ébranlé. Il se dit prêt à accepter à condition que le « gouvernement ouvrier » ainsi formé appelle à la constitution de conseils ouvriers. Ce n'est pas compatible avec l'esprit même de la proposition de Legien, qui finit donc par renoncer, formulant pour l'arrêt de la grève et le prochain gouvernement les « Neuf Points des syndicats » qui comprennent nombre des revendications des travailleurs, depuis le châtiment des putschistes et l'épuration jusqu'à la réforme démocratique de l'État, la préparation de la socialisation et les autres points du programme qu'il avait rêvé de confier à un gouvernement ouvrier.

DES DÉBATS PUBLICS

Les dirigeants du KPD(S) se sont divisés aussi profondément sur cette question que ceux des indépendants. Lors de l'assemblée du comité de grève du Grand Berlin, le 21 mars, après l'arrivée de la nouvelle selon laquelle il y a des combats acharnés dans la Ruhr entre la Reichswehr non putschiste et les ouvriers armés depuis le putsch, les orateurs communistes, suivis par de nombreux ouvriers indépendants, se prononcent contre l'arrêt de la grève. Pieck et Walcher expliquent que la grève doit continuer jusqu'à ce que les travailleurs aient obtenu l'unique garantie sérieuse qu'on puisse, selon eux, leur proposer, l'armement du prolétariat.

Pour la première fois, la proposition de « gouvernement ouvrier » sort des cercles dirigeants politiques et syndicaux, et elle est enfin mentionnée et débattue publiquement dans une assemblée ouvrière très large et tout à fait représentative. Tandis qu'Ernst Daümig réitère son exigence d'une reconnaissance formelle de la dictature du prolétariat par l'éventuel gouvernement ouvrier, les deux dirigeants communistes présents, Wilhelm Pieck et Jakob Walcher, qui assurent que les communistes n'ont pas été informés, soulignent qu'ils ne parlent qu'à titre personnel, sans mandat de leur parti, et doivent improviser. Or l'improvisation des communistes, dans ce cadre, ne manque pas d'intérêt. Contre Daümig, Walcher souligne en effet que le gouvernement proposé par Legien ne serait pas une « nouvelle mouture » de l'ancien gouvernement, mais au contraire « un gouvernement socialiste contre Ebert et Haase », de fait le gouvernement de la grève générale contre le putsch et contre Noske, mais aussi contre les ministres en fuite. Il serait en soi un pas en avant, une conquête du mouvement ouvrier. Tourné vers les représentants des syndicats, il affirme :

Si vous prenez au sérieux votre engagement, si vous voulez vraiment aider les ouvriers et

désarmer la contre-révolution, si vous voulez vraiment épurer l'administration de tous les éléments contre-révolutionnaires, alors cela signifie la guerre civile. Dans ce cas, il va de soi que non seulement nous soutiendrons le gouvernement, mais que nous serons à la pointe du combat. Dans le cas contraire, si vous trahissez votre programme et si vous frappez les travailleurs dans le dos, alors nous – et nous espérons bien que nous serons suivis, dans ce cas, de gens venant de vos propres rangs –, nous entreprendrons la lutte la plus résolue, sans réserves et avec tous les moyens à notre disposition [33].

Le comité de grève du Grand Berlin décide finalement, avec l'appui des représentants du KPD(S), de voter pour la poursuite de la grève tant que n'ont pas été obtenues des garanties sur « l'intégration d'ouvriers dans les forces de défense républicaine » réclamée par les syndicats. Le gouvernement Bauer – celui de Noske, toujours théoriquement en place – s'engage aussitôt à respecter les quatre conditions que posent les syndicats : retrait des troupes de Berlin, levée de l'état de siège renforcé, engagement de ne diriger aucune attaque dans la Ruhr contre les ouvriers en armes, en Prusse, enrôlement d'ouvriers, sous le contrôle des syndicats, dans les « groupes de sécurité ».

La crise de l'USPD se double maintenant d'une crise au sommet du KPD(S). A peine sortie la circulaire datée du 22 mars 1920 précisant sa nouvelle position sur le problème nouveau du gouvernement ouvrier, la centrale, après une très longue et très vive discussion, décide de désavouer ses représentants au comité de grève du Grand Berlin pour leur vote de la veille sur les conditions de la reprise du travail et leur prise de position sur le gouvernement ouvrier. Cette déclaration est lue au comité de grève le 22 à midi. Quelques heures plus tard, en dépit d'une opposition de gauche avec Daümig, Koenen, Geyer et Stoecker, la direction de l'USPD se déclare satisfaite des nouvelles concessions des social-démocrates. Dans la soirée, un texte signé des syndicats, de l'USPD et du SPD appelle à la reprise du travail, compte tenu des nouvelles concessions. Le KPD(S), qui considère cette décision comme une capitulation, change une fois de plus d'avis sur la question du gouvernement ouvrier. Prenant conscience que le putsch a signifié la rupture entre la social-démocratie et la bourgeoisie, il assure que la lutte contre les militaires vise à l'élargissement du pouvoir politique des travailleurs et explique :

L'étape actuelle du combat, où le prolétariat n'a à sa disposition aucune force militaire suffisante, où le Parti social-démocrate majoritaire a encore une grande influence sur les fonctionnaires, les employés et les autres couches de travailleurs, où le Parti social-démocrate indépendant a derrière lui la majorité des ouvriers des villes, prouve que les bases solides de la dictature du prolétariat n'existent pas encore. Pour que les couches profondes des masses prolétariennes acceptent la doctrine communiste, il faut créer un état de choses où la liberté politique sera presque absolue et empêcher la bourgeoisie d'exercer sa dictature.

Le KPD estime que la constitution d'un gouvernement socialiste sans le moindre élément bourgeois et capitaliste créera des conditions extrêmement favorables à l'action énergique des masses prolétariennes et leur permettra d'atteindre la majorité dont elles ont besoin pour réaliser leur dictature politique et sociale. Le parti déclare que son activité conservera le caractère d'une opposition loyale tant que le gouvernement n'attentera pas aux garanties qui assurent à la classe ouvrière sa liberté d'action politique et tant qu'il combattra par tous les moyens la contre-révolution bourgeoise et n'empêchera pas le renforcement de l'organisation sociale de la classe ouvrière. En déclarant que l'activité de notre parti « conservera le caractère d'une oppposition loyale », nous sous-entendons que le parti ne préparera pas de coup d'Etat révolutionnaire mais

33. Cité par J. Walcher, « La centrale du KPD(S) et le putsch de Kapp », *Die Kommunistische Internationale*, n° 1, 1926, p. 406.

conservera une liberté d'action complète en ce qui concerne la propagande politique en faveur de ses idées[34].

Il semble que cette claire prise de position – qui ne sera rendue publique que le 26 mars – ait influencé les Indépendants, qui l'ont évidemment connue. Lorsqu'à la nouvelle de la reprise des combats dans la Ruhr, au matin du 22, les responsables des organisations ouvrières se réunissent de nouveau, les Indépendants renoncent à exiger qu'un gouvernement ouvrier prenne position en faveur de la dictature du prolétariat, du pouvoir des conseils. Daümig et Pieck polémiquent devant le comité de grève du Grand Berlin. Pieck explique : « La situation n'est pas mûre pour une république des conseils, mais elle l'est pour un gouvernement purement ouvrier. En tant qu'ouvriers révolutionnaires, nous désirons ardemment un gouvernement purement ouvrier[35]. » Et de regretter que l'USPD n'ait pas compris l'intérêt du prolétariat dans une situation favorable.

Une occasion perdue

L'assemblée vota la reprise du travail. Il n'y eut pas de gouvernement ouvrier. En revanche, la fin de la guerre civile dans la Ruhr constitua la revanche de la Reichswehr. Comme au temps de Noske, bien des combattants rouges périrent dans des combats perdus d'avance et parfaitement inutiles. La quasi-totalité des cadres survivants se retrouvèrent en prison. Parmi les morts, on relève le nom du cheminot USPD August Müller, « Dudo », un des chefs de l'Armée rouge.

Solidaire de sa classe et soucieux d'efficacité, le général von Seeckt a utilisé pour le rétablissement de l'ordre deux corps francs compromis jusqu'au cou avec les putschistes, celui de Rossbach et la Brigade de marine Ehrhardt. A propos de la situation et du déroulement général des événements dans la Ruhr, Brandler s'exclame tristement qu'il n'existe pas là de parti communiste. Pour illustrer la confusion qui règne au lendemain du putsch dans les sommets du KPD(S), il faut ajouter que le comité central de ce parti décida à son tour, par 12 voix contre 8, de condamner la « déclaration d'opposition loyale ». La nouveauté, décidément, ne passait pas.

Débat interrompu dans l'Internationale

A Moscou, on avait cru une fois de plus que l'heure de la révolution allemande et de sa victoire prochaine avait sonné. Dans la lointaine Ukraine, Rakovsky l'avait annoncé avec joie à son ami Korolenko. Un manifeste de la Comintern, le 25 mars, avait salué « la guerre civile en Allemagne », affirmant que les travailleurs étaient les maîtres de trois régions importantes, qu'une armée rouge régulière était apparue[36]. Lénine, dans son discours d'ouverture du IXe congrès du parti, le 29 mars 1920, comparait le putsch de Kapp à celui de Kornilov – qui avait précédé de très peu l'insurrection d'octobre 1917 – et assurait que le moment n'était plus très éloigné où l'on allait marcher « la main dans la main avec un gouvernement soviétique allemand[37] ».

La vérité une fois connue, on s'aperçut que la nouveauté ne passait pas non plus dans la Comintern, où il y eut une vraie levée de boucliers. L'erreur majeure du KPD(S), au moment du déclenchement du putsch, en faisait une cible facile. L'entrée de deux poids lourds dans le débat montre que la question est prise au sérieux.

34. *Die Rote Fahne*, 26 mars 1920.
35. *Freiheit*, 24 mars 1920.
36. *Deuxième Congrès de l'Internationale communiste*, ci-après *DCIC*, p. 186.
37. Lénine, *Œuvres*, t. XXX, p. 454.

Dans la revue *Kommunismus* de Vienne, Béla Kun, que tous les communistes avaient épargné en 1919, accable les dirigeants allemands tant pour leur passivité initiale que pour la déclaration d'opposition loyale[38]. Il ironise férocement, évoquant à propos de cette dernière « la révolution honnête » des démocrates bourgeois, dont Marx aimait à se gausser et qui n'est, dit-il, que sa sœur jumelle, née d'une utopie réactionnaire de fraternité, un mot d'ordre qui désarme la vigilance et empêche la préparation à la révolution, qu'il ne faut utiliser en aucune circonstance, d'autant qu'il n'a aucune chance de se réaliser[39].

L'attaque de Radek, qui vient de revenir à Moscou et de reprendre sa place au secrétariat de la Comintern, est dirigée contre Walcher, Pieck et les autres tenants de la « déclaration d'opposition loyale ». Mais elle vise avant tout Paul Levi, qui s'est contenté, prudemment, de montrer comment la centrale s'était lié les mains par sa première réaction. Radek écrit que la déclaration d'opposition loyale a été une grosse erreur, qu'il serait faux de passer aux pertes et profits comme une banale erreur de calcul. Pour lui, la direction du KPD(S) souffre du mal contraire à ce putschisme qu'elle a combattu. Elle est maintenant atteinte de ce qu'il appelle « un possibilisme communiste » qu'il faut liquider le plus vite possible. Jouant les prophètes, il assure que, si un gouvernement ouvrier voit le jour, ce sera pour trahir aussitôt et que c'est une grossière erreur de croire à l'existence de formes intermédiaires entre le parlementarisme bourgeois et la dictature du prolétariat.

LÉNINE DONNE LE COUP D'ARRÊT

Tout cela – qui, au premier coup d'œil, ressemble à un hallali contre la direction du KPD(S) – est arrêté très vite par quelques phrases de Lénine, rajoutées au dernier moment à son travail sur le gauchisme. Tout en condamnant des formulations qu'il pense fausses, par exemple sur « la démocratie bourgeoise qui ne serait pas la dictature de la bourgeoisie » ou l'emploi de l'expression « gouvernement socialiste » alors qu'il faudrait parler de « gouvernement de social-traîtres », il écarte froidement les arguments de catéchisme des grands prêtres et assure que la déclaration d'opposition loyale procédait d'une « tactique juste quant au fond, parfaitement juste dans ses prémisses fondamentales et sa conclusion pratique[40] ».

Quant il prend connaissance de l'article de Béla Kun, il écrit tout spécialement que ce dernier « oublie ce qui est la substance même, l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète ». Il ajoute à ce jugement sévère, quelques phrases en guise de leçon, une leçon dans laquelle il prend au piège les catéchistes de l'expérience russe attachés à la forme et qui ne voient pas le fond :

> Si la majorité des ouvriers des villes ont abandonné les tenants de Scheidemann pour les kautskystes, et si, au sein du parti kautskyste (« indépendant » par rapport à la tactique révolutionnaire juste), ils continuent à passer de la droite à la gauche, c'est-à-dire en fait au communisme, si la situation est telle, est-il permis de ne pas prendre en considération des mesures de transition et de compromis à l'égard de ces ouvriers ?
>
> Est-il permis de négliger, de passer sous silence l'expérience des bolcheviks qui, en avril et en mai 1917, ont mené quant au fond cette politique de compromis en disant qu'il était impossible de renverser purement et simplement le gouvernement provisoire (de Lvov, Milioukov, Kerensky et autres), car les ouvriers des soviets étaient encore pour eux, qu'il fallait d'abord un changement dans l'opinion de la majorité ou d'une grande partie d'entre eux ? Il me semble que ce n'est pas permis[41].

38. Béla Kun, « Les événements en Allemagne », *Kommunismus*, 14, 17 avril 1920, p. 403-411.
39. *Ibidem*, p. 407.
40. Lénine, *Œuvres*, t. XXI, p. 107.
41. *Ibidem*, p. 168.

Le problème des mots d'ordre de transition, celui du gouvernement ouvrier, posés par la vie, devaient reparaître deux ans plus tard et prendre place dans l'arsenal programmatique de la Comintern lors de son IV[e] congrès. C'est une des façons qu'a l'Histoire de progresser – en bégayant. Pour l'histoire de l'Internationale, il est capital qu'elle ait bégayé en ces mois en russe et en allemand, mais tout de même plus en allemand qu'en russe.

En juin, en tout cas, les élections au premier Reichstag donnent des résultats qui doivent inspirer la modestie aux communistes en ce qui concerne l'Allemagne. Les social-démocrates, avec 6 104 400 voix, ont 102 députés. Les Indépendants, avec 5 046 800, en ont 84. Les communistes, eux, obtiennent 589 000 voix et deux députés, Paul Levi et Clara Zetkin.

Nouveau départ

C'était un signe de vitalité que l'apparition au sein de la Comintern de préoccupations tactiques à la place du credo simpliste sur le pouvoir au bout du fusil. C'étaient également de bons signes, malgré le ton suffisant de Béla Kun et l'arrogance de procureur de Radek, que le début de telles discussions, l'effort de création et de conservation dans le domaine des idées, bref, la dialectique de la discussion politique.

Les militants ont-ils pris bonne note que les communistes n'approchaient décidément du pouvoir en ces années, en 1920 comme en 1917, que sous la forme d'une réaction défensive des masses à un coup de force de la réaction militariste et de l'extrême droite ? La leçon, en tout cas, n'est pas tirée clairement sur le coup. Bien au contraire, les adeptes de ce qu'on commence à appeler l'offensive balaient cet important élément d'expérience collective, et c'est cette idée qui sous-tend le développement de ce « gauchisme » que Lénine va baptiser la « maladie infantile » du communisme.

Il faut pourtant ajouter aussi, si l'on veut parler d'expérience et de bilan, que, moins d'une année après sa proclamation dans une petite salle du Kremlin, bien que les rangs de la nouvelle Internationale aient beaucoup grossi sous l'affluence de travailleurs et de jeunes dans l'Europe entière, il y avait déjà bien des places vides. Épuisé par ses années de prison, méfiant à l'égard de ceux qui s'affairent pour prendre la tête d'un parti communiste britannique, ancré dans la conviction qu'il faut surtout construire un parti communiste en Écosse, John Maclean avait laissé la sienne inoccupée. Parmi ceux qui manquent le plus, il y a, bien sûr, toute la vieille direction allemande, non seulement Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, mais aussi, conséquence directe et indirecte de leur assassinat, Leo Jogiches, assassiné lui aussi, et Franz Mehring, mort de chagrin. Johann Knief, lui, est mort de la maladie des pauvres.

Il y a des vides béants dans les rangs des plus jeunes, des combattants, de ceux qui ont mené les hommes aux premiers combats, Rudolf Egelhofer et Heinrich Dorrenbach en Allemagne, Leo Rothziegel l'Autrichien, l'homme de la Comintern, Mazine, les Hongrois Tibor Szamuely, assassiné, et Ottó Korvin, pendu, la Française Jeanne Labourbe, massacrée, les marins, l'Allemand Max Reichpietsch, fusillé, et le Morave František Raš, pendu, les mutins comme le Tchèque František Noha, fusillés, le garde rouge finlandais Yukka Rakhia, assassiné par des terroristes de son propre parti, militaires et tchékistes, « la fraction revolver ».

Tous seront remplacés ; ils étaient pourtant tous irremplaçables et il avait fallu des années pour faire d'eux les femmes et les hommes qu'ils étaient – ce pourquoi ils étaient morts. La Comintern naissait, bien sûr, mais dans une interminable saignée. Ce n'était pas elle qui avait inscrit sur son histoire le signe du sang. On allait pourtant lui en faire porter la responsabilité jusqu'à nos jours.

CHAPITRE VII

Gauchisme récurrent et opportunisme rampant

Paul Levi avait cru se livrer à Heidelberg à une opération chirurgicale afin de préserver l'organisme, qu'il jugeait sain, du communisme allemand. Lénine lui reprochait d'avoir employé la chirurgie pour guérir une maladie spécifique de l'enfance. L'un comme l'autre, en fait, se trompaient. La « maladie » que Lénine venait de baptiser « gauchisme » était en réalité beaucoup plus répandue et profonde que tous deux ne le pensaient. C'était une composante organique du mouvement communiste, un élément constituant de la Comintern naissante. Lénine fut probablement l'un des premiers à s'en apercevoir et à pousser les gauchistes à s'exprimer, à la fois pour les enfermer dans le cadre d'une discussion et pour détruire leurs postulats dans une discussion sérieuse. L'ex-féministe britannique ralliée au communisme, Sylvia Pankhurst, avait ouvert le feu la première en sa direction dans une lettre qu'il reçut en septembre 1919, qui fut publiée dans *The Call* du 22 avril 1920 et qui servit de support aux premières réflexions du dirigeant bolchevique sur cette question.

Sylvia Pankhurst

Fille de la fondatrice du mouvement des suffragettes pour le vote des femmes, devenue socialiste et fondatrice, à partir du mouvement féministe Workers Suffrage Federation, de la Workers Socialist Federation qui éditait le périodique *Workers' Dreadnought*, Sylvia Pankhurst avait été la première révolutionnaire britannique à s'engager avec les bolcheviks, à partir de mai 1918, à travers son contact avec Litvinov à Londres, et avait été le point d'arrivée des courriers de la Comintern dans les années suivantes. Elle avait assisté en 1919 au congrès de Bologne du PSI, participé aux conférences d'Imola et de Francfort, organisées par le bureau de Berlin de la Comintern, avant de se rendre à Moscou, de rencontrer Lénine et de participer à son retour à la conférence d'Amsterdam, organisée par le « bureau occidental ».

Elle avait commencé par porter des critiques contre le fait que l'activité électorale nuisait au travail politique révolutionnaire en général, puis contre le fait que les élus n'utilisaient pas leurs positions pour appuyer les luttes ouvrières ou diffuser les thèmes d'agitation révolutionnaire, avant de prendre définitivement et catégoriquement position

en 1919, puis de confirmer dans sa « Lettre ouverte à Lénine » son hostilité au principe même de la participation aux élections. Elle y écrivait notamment : « Le mouvement travailliste en Angleterre a été ruiné sous mes yeux par la politique parlementaire et municipale. Les dirigeants comme les masses ne font qu'attendre les élections, et, dans leur préparation de la campagne électorale, oublient complètement le travail socialiste. Pire, ils suppriment toute propagande socialiste pour ne pas effrayer les électeurs [1]. »

Parallèlement, elle s'opposait résolument à ce que les communistes britanniques du parti à construire pussent envisager d'être affiliés au Labour Party, comme le recommandait Lénine à partir de l'exemple du BSP. Lénine, dans sa première réponse, proposa de créer temporairement deux partis communistes séparés par la question de la participation aux élections. Bientôt pourtant, il va faire de Sylvia Pankhurst l'une de ses cibles dans son attaque générale contre les gauchistes et dans sa critique de ce qu'il appelle la « maladie infantile ».

LES HAMBOURGEOIS

Les premiers oppositionnels exclus du KPD(S) à Heidelberg à réagir sous forme organisée sont les Hambourgeois qu'animent, depuis l'époque de la guerre, le professeur d'histoire, puis journaliste, Heinrich Laufenberg et le journaliste Fritz Wolffheim, qui ont dirigé ensemble le conseil d'ouvriers et soldats de Hambourg à partir de novembre 1918 et animé la fraction communiste au congrès des conseils de décembre 1918 à Berlin. Dès octobre 1918, les deux hommes avaient défendu à Hambourg l'idée de la transformation de la révolution en guerre populaire révolutionnaire contre les impérialistes de l'Entente et l'alliance de l'Allemagne avec la Russie. En mai 1919, dans le *Kommunistische Arbeiterzeitung* de Hambourg, ils condamnent la signature éventuelle du traité de Versailles, qu'ils qualifient de capitulation devant l'impérialisme mondial. Ils ne sont pas attaqués par Levi sur ce terrain au congrès mais seulement pour leurs positions « syndicalistes ». Dès le lendemain de l'exclusion de tous les délégués de l'opposition, ils tentent de rallier derrière eux tous les groupes opposants en appelant à prendre contact avec eux

> toutes les organisations de parti du KPD qui pensent que la dictature du prolétariat doit être la dictature de la classe ouvrière et non celle des dirigeants d'un parti, qui pensent en outre que les actions révolutionnaires de masse ne sont pas commandées d'en haut par un groupe de chefs mais doivent émaner de la volonté des masses elles-mêmes et être préparées par le rassemblement sur le plan de l'organisation des prolétaires révolutionnaires dans les organisations de masse sur la base de la démocratie la plus large [2].

Le 3 novembre, en supplément à leur journal, ils publient une « Première Adresse communiste au prolétariat allemand », bientôt publiée à part sous le titre *Guerre populaire révolutionnaire ou Guerre civile contre-révolutionnaire ?* – « antiparti », comme le souligne l'historien Louis Dupeux, mais aussi « point d'ancrage d'un authentique nationalisme communiste [3] ». C'est dans les semaines qui ont suivi qu'ils ont pris, avec beaucoup de précautions, des contacts avec des éléments de la droite nationaliste, des cercles d'officiers à Hambourg mais aussi le comte Ernst zu Reventlow – et non pas, comme la centrale du KPD(S) l'a assuré, avec le général von Lettow-Vorbeck. Laufenberg fut arrêté peu après.

1. *Workers' Dreadnought*, 17 juillet 1920.
2. *Kommunistische Arbeiterzeitung*, Hambourg, 18 décembre 1919.
3. L. Dupeux, *National-Bolchevisme*, p. 106 et 107.

LES COMMUNISTES DE GAUCHE

En réalité, les nouvelles perspectives des Hambourgeois sont plutôt mal accueillies dans l'opposition, fortement influencée par les deux théoriciens hollandais Hermann Gorter, installé à Berlin, et Anton Pannekoek, revenu à Brême. Maîtres à penser d'une gauche social-démocrate allemande avant guerre, revenus en novembre 1918, les deux hommes, qui ne peuvent accepter les positions des Hambourgeois, s'attachent à clarifier les questions où il y a désaccord avec la centrale. Pannekoek, il faut le souligner, est un marxiste convaincu, un savant rigoureux. Lénine, qui a pour lui de l'estime, est tout à fait convaincu qu'il est possible de le convaincre, lui et bien d'autres du même coup, en l'éclairant. Pannekoek s'attache à développer ses positions dans une série d'articles parus dans *Kommunismus* de Brême, puis dans une étude intitulée *La Révolution mondiale et la tactique communiste*. Il rallie, au moins superficiellement, une bonne partie des gauchistes.

Reconnaissant avec Radek et Levi que l'Allemagne a vu refluer sa révolution et que la révolution mondiale est condamnée à être un processus très long, il souligne qu'il existe bien deux tendances fondamentales dans le mouvement révolutionnaire. Étant donné que la révolution ne peut être l'œuvre de personne, et en particulier d'aucun parti, quelle que soit sa forme, il explique que l'opportunisme se cramponne au « parti », que le mouvement s'est divisé entre une aile « radicale » et une aile « opportuniste ». La première met en avant des principes nouveaux, le système des soviets et la dictature du prolétariat, l'autre utilise encore les vieux moyens, élections, Parlement, syndicats. La racine de tout cela se trouve selon lui dans le fait que les masses sont encore dans une large mesure soumises « au mode de pensée de la bourgeoisie », qui fait qu'elles conservent leur croyance « dans les partis, les organisations, les chefs ». L'avenir de la révolution se situe dans les pays où la bourgeoisie est faible et encore récente et où le prolétariat est à l'abri de sa corruption et de son influence délétère.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les Brêmois Carl Becker et Paul Frölich en premier, ne manifestent aucun zèle pour une scission et pour la création d'un nouveau parti, et mènent le combat politique sur deux fronts, contre les Hambourgeois et contre la centrale « opportuniste ». Chargés du bureau d'information de l'opposition, ils font prévaloir cette ligne et manifestent leur modération en février 1920 lors de la création de l'Union générale ouvrière d'Allemagne (AAUD), sans pour autant obtenir de concession de la centrale qui exige la rupture publique avec Wolffheim et Laufenberg avant d'envisager quelque réadmission que ce soit dans les rangs du KPD(S). Déjà l'opposition semble près de se décomposer. Une aile se détache ouvertement du marxisme, avec Otto Rühle, à qui Franz Pfemfert va emboîter le pas. Ici on célèbre un « communisme antiautoritaire », proche du communisme libertaire de l'anarchisme : on oppose la liberté d'initiative, la spontanéité, le refus de la discipline, que l'on tient pour des traits « prolétariens » par essence, à la discipline, à la centralisation, à l'organisation, « bourgeoises » par définition.

LA CONFÉRENCE D'AMSTERDAM

Jusque-là, les débats avec Moscou se déroulent apparemment dans une atmosphère bon enfant, et ce n'est qu'en Allemagne qu'ils prennent, au moins dans la polémique écrite, un tour âpre et violent. Mais tout commence à se gâter à la suite d'une série d'initiatives prises par le bureau d'Amsterdam et ses inspirateurs néerlandais. Partant du fait que l'exécutif de la Comintern à Moscou a décidé du renvoi, sans fixation immédiate d'une nouvelle date, de la conférence internationale prévue en Europe occidentale pour la fin

de janvier 1920, le bureau d'Amsterdam a convoqué sa propre conférence pour le 3 février. Il a diffusé uniquement ses propres matériaux, et pas ceux du secrétariat de Berlin, invité avec beaucoup de retard les représentants de ce dernier et du KPD. Cette légèreté est d'autant plus impardonnable qu'il était parfaitement informé de l'existence de désaccords et de leur ampleur. Sûrs du caractère inoffensif d'une police qu'ils connaissent et tiennent pour pacifique, les Hollandais traitent joyeusement, bruyamment et ostensiblement leurs hôtes étrangers, les logeant dans les plus grands hôtels, se faisant remarquer, par exemple, en entonnant avec eux au café des chants révolutionnaires.

Ils désignent, apparemment sans problèmes, un bureau dont font partie des éléments connus pour leurs critiques du bolchevisme, particulièrement Hermann Gorter. Puis, devant les interpellations policières qui commencent, les attaques de la presse contre « la conférence des rouges », la découverte que les premiers jours des débats de la conférence ont été enregistrés, ils perdent la tête. Leurs dirigeants admettent auprès des policiers qu'ils ont organisé une « conférence communiste », tentent de faire refouler sans explication Clara Zetkin, qui est arrêtée et prend très mal toute l'affaire.

C'en est fini du bureau d'Amsterdam. Il y aura seulement, résidu de ses quelques mois de travail, un bureau américain créé à México avec quelques-uns des participants à la désastreuse conférence de février 1920. On ne saura que plus tard que les Néerlandais ne sont pas les seuls responsables. La police fédérale américaine, dans une entreprise de longue haleine, avait réussi à placer un de ses hommes dans la confiance du délégué des Etats-Unis, Louis Fraina. L'informateur, Nosivitsky, l'organisateur des écoutes, faisait un rapport quotidien à ses chefs et à ceux de la police britannique. Les bonnes gens communistes d'Amsterdam ne faisaient décidément pas le poids.

LE BILAN D'AMSTERDAM

Il est tout de même difficile de comprendre ce qui s'est passé avec la conférence d'Amsterdam. Bien sûr, il y a eu une accumulation d'insuffisances matérielles, de tâches non accomplies, avec des décisions unilatérales, autoritaires, arbitraires, privant de leurs droits les communistes qui avaient une orientation différente, voire des nuances avec les organisateurs, retenant leurs documents. Les communistes qui ont pris ces initiatives croyaient-ils agir dans une situation d'urgence et être autorisés à prendre des mesures de « salut public » ? Ou bien ont-ils vraiment cru qu'une sorte de vacance du pouvoir dans l'Internationale les autorisait à trancher des discussions encore inentamées ? On penche tout de même plus pour la sottise ou la candeur que pour le cynisme et la brutalité comme clés du comportement des responsables d'Amsterdam.

On ne peut tout de même pas s'empêcher de soupeser l'incommensurable incompétence et en même temps prétention qui les ont lancés dans une aventure pour laquelle rien ne les qualifiait et qui a fait des Hollandais, pendant quelques jours, de véritables inconnus dans leur propre maison, incapables de voir le danger quotidien que la police faisait peser sur un étranger ou sur un individu considéré comme subversif. Le bilan est plus lourd encore si l'on imagine l'effet produit par de telles « mésaventures » sur un révolutionnaire professionnel du parti russe ayant derrière lui quelques années de travail clandestin et l'idée qu'il pouvait en retirer du « parti mondial de la révolution socialiste ».

Laissons de côté les fautes énormes contre la sécurité. Il en est de plus grosses contre la démocratie. Plusieurs des futurs « délégués » étaient déjà présents quand on décida de convoquer les autres. Le délégué de l'opposition allemande fut prévenu à temps. Ni le parti ni le bureau de Berlin ne le furent. Les textes préparatoires à la conférence émanant du secrétariat de Berlin ne furent pas diffusés par les organisateurs avant et lors de la

conférence, et ces derniers ne communiquèrent aux participants que les leurs. La conférence crut aussi de son droit de répartir sans consultation des intéressés ni des organismes déjà existants les pays dépendant des deux bureaux d'Europe, se réservant l'Europe occidentale et cantonnant Berlin dans l'Europe centrale, prenant ainsi des décisions qui avaient tout d'un « coup d'État » au sein de l'Internationale ou d'un diktat prononçant des annexions. Les organisateurs avaient d'ailleurs déjà décidé, avant même sa tenue, de la composition des organes exécutifs qui appartenaient tous à un groupe politiquement homogène non ouvertement déclaré. Enfn, sur deux points au moins, les « décisions » de cette conférence, si elles avaient été appliquées, auraient coupé court à des discussions à peine commencées, par exemple celle de l'affiliation au Labour Party du futur PC britannique, défendue par le BSP et par... Lénine, ou encore la définition très américaine des syndicats de métier comme « aristocratie ouvrière », rejetant dans les pays occidentaux 16 millions de syndiqués dans cette catégorie !

La fondation du KAPD

L'oppposition, qui s'en allait à vau-l'eau pendant les premiers mois de 1920, fut ressuscitée par un choc qui l'électrisa, l'explosion de gauchisme qui suivit le putsch de Kapp, et, en particulier dans la Ruhr, les rivalités entre petits groupes et petits chefs pour se déborder mutuellement sur leur gauche dans le jusqu'au-boutisme le plus suicidaire après la fin de la grève générale. Aux yeux des anciens de l'opposition exclus à Heidelberg, les travailleurs allemands jusqu'au dernier avaient désormais « compris » la « trahison » de la « centrale Levi » au jour du putsch : celle-ci avait selon eux appelé à la passivité, puis défendu le respect des accords de Bielefeld, ce qui revenait à faire déposer les armes aux ouvriers devant l'ennemi de classe. C'est Karl Schröder, trente-cinq ans, militant d'avant guerre, intellectuel lié à Mehring, puis à Liebknecht et Rosa Luxemburg, disciple d'Hermann Gorter, qui, de Berlin, prit l'initiative de convoquer une conférence de l'opposition communiste pour lui poser la question de la fondation d'un nouveau parti communiste. Onze délégués de Berlin, rejoints par vingt-quatre délégués d'organisations de province, représentant, assurèrent-ils, environ 38 000 militants, répondirent à son appel. Le groupe de Brême, qui, avec 8 000 membres, était l'un des plus importants, n'était pas venu et, Carl Becker en tête, demandait sa réintégration dans le KPD(S).

La conférence décida de fonder le Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, KAPD, Parti communiste ouvrier d'Allemagne. Ce parti était censé être d'un style nouveau, libéré de tout chef, tournant le dos non seulement à la « centrale Levi » à cause de sa « trahison » mais au « parti vieux style Spartakus ». Il se disait « porté par les sentiments antiautoritaires des masses ». Son programme correspondait en tout point aux grandes lignes définies récemment par Anton Pannekoek. Il comportait ces phrases, copiées plus tard par Lénine avec indignation :

> Deux partis communistes se trouvent maintenant en présence.
>
> *L'un est le parti des chefs* qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger *par en haut*, acceptant les compromis et le parlementarisme, afin de créer des situations permettant à ces chefs d'entrer d'entrer dans un gouvernement de coalition qui détiendrait la dictature.
>
> *L'autre est le parti des masses* qui attend d'en bas l'essor de la lutte révolutionnaire, qui ne connaît et n'applique dans cette lutte que la seule méthode menant clairement au but, qui repousse toutes les méthodes parlementaires et opportunistes. Cette unique méthode est celle du renversement résolu de la bourgeoisie afin d'instaurer la dictature prolétarienne de classe et réaliser le socialisme. [...]

Là, c'est la dictature des chefs ; ici, c'est la direction des masses ! Tel est notre mot d'ordre[4].

Les conditions objectives de la révolution prolétarienne étaient plus que mûres, mais la condition subjective, l'état d'esprit du prolétariat, elle, ne l'était pas encore, et il fallait « développer sa conscience de classe », ce qui était le rôle du parti : « Le KAPD n'est pas un parti traditionnel. Il n'est pas un parti de chefs. Son travail essentiel consistera à soutenir l'émancipation du prolétariat à l'égard de toute direction [...]. L'émancipation du prolétariat à l'égard de toute politique traître et contre-révolutionnaire de dirigeants quels qu'ils soient est le moyen le plus authentique de sa libération[5]. » Enfin, tout en sollicitant son admission dans l'Internationale communiste, le congrès du KAPD condamnait sans appel, comme « opportuniste », le travail dans les syndicats réformistes ou dans les Parlements. Il annonçait aussi son intention de jouer un rôle actif dans les organisations para-militaires illégales, avec les autres partis ouvriers, les « organisations de combat ».

Il ne fut pratiquement pas question de la naissance du KAPD au 3e congrès du KPD(S), qui suivit de près sa naissance. En revanche, le secrétariat d'Europe occidentale de la Comintern à Berlin fit une déclaration concernant sa demande d'adhésion à l'Internationale communiste. C'était une vraie déclaration de guerre, utilisant à fond la présence de Laufenberg et de Wolffheim dans le nouveau parti.

RIPOSTE AUX GAUCHISTES

Les premières ripostes sont évidemment rédigées par Radek et dirigées contre les pires des gauchistes allemands, Wolffheim et Laufenberg. Il s'attache notamment à démontrer combien est illusoire leur idée de se débarrasser du traité de Versailles en surprenant l'ennemi par une « offensive immédiate » : « fanfaronnades », « politique de café du Commerce », dit-il, et de plus dangereuse, qui ferait le jeu de la droite nationaliste en France. L'affaire du putsch de Kapp et de ses lendemains une fois passés, on peut en venir à la clarification qui s'impose sur le fond. Une résolution du mois de mai de l'exécutif de l'Internationale communiste met fin à la mission du bureau d'Amsterdam :

> Il a été décidé à l'unanimité d'annuler le mandat du bureau d'Amsterdam étant donné que celui-ci défend sur toutes ces questions (élections, syndicats) un point de vue opposé à celui de l'exécutif. Ses fonctions sont dévolues au secrétariat d'Europe occidentale. Si des conférences partielles de partis adhérents à la IIIe Internationale sont réunies, leurs décisions ne peuvent avoir qu'un caractère préparatoire. Seul le congrès international convoqué par le comité exécutif peut prendre des décisions définitives[6].

Wolffheim et Laufenberg se discréditent par la bassesse de leurs attaques contre Paul Levi, qu'ils traitent de Judas qui a « poignardé dans le dos » le front allemand en 1918, se laissant même aller à son propos à des injures antisémites. A l'été 1920, ils ont disparu du mouvement révolutionnaire. Mais, comme l'hydre de la légende, le gauchisme, toujours décapité, voit repousser sur lui de nouvelles têtes. Bordiga s'enhardit sur ses positions abstentionnistes et pose le problème de la présence dans le PSI d'un Turati qui mène au Parlement la politique de son choix et se moque ouvertement de ceux de son parti. Il s'adresse à la Comintern par écrit. Le petit parti belge de War van Overstraeten se joint à son tour au chœur des « antiparlementaristes ».

Un nouveau centre de sensibilité gauchiste surgit avec le bureau de Vienne et surtout sa revue *Kommunismus*, pourtant dirigée par Krasny, un proche de Radek. S'additionnent

4. Transcrit effectivement avec indignation par Lénine dans *Œuvres*, t. XXXI, p. 35.
5. Communiqué sur la dissolution du bureau d'Amsterdam, *DCIC*, p. 437.
6. Autre communiqué *DCIC*, p. 436.

et se combinent en ce sens plusieurs influences : celle du sectaire PC autrichien, celle surtout de Béla Kun et du groupe d'émigrés hongrois de Vienne, avec à leur tête l'intellectuel Gyorgy Lukàcs. Ce dernier s'efforce de rattacher la participation électorale non aux principes mais à la tactique, et Lénine le juge nul. Béla Kun, lui, invente à ce sujet ce qu'il appelle « le boycott actif », « l'agitation révolutionnaire aussi large que si le parti participait aux débats ». Lénine se gausse de lui. L'historien Franz Borkenau pense pour sa part que le philosophe, dans sa langue spéciale, était alors en train de caricaturer en la poussant jusqu'à l'absurde la pensée de Lénine, faisant du parti l'unique et tout puissant facteur de l'histoire, donc de la révolution.

NOUVELLE INTERVENTION DE LÉNINE

Lénine, avec l'affaire d'Amsterdam, s'est décidé à intervenir sur la question du gauchisme dans la discussion internationale ouverte par une décision du CE de l'IC du 1er septembre et restée assez confuse. Il s'agit de porter sur le plan international la bataille publique d'idées. Il écrit le long texte intitulé *La Maladie infantile du communisme, le gauchisme*, avant de connaître la fondation du KAPD, et en écrit les dernières lignes au mois de mai 1920. Est-ce de sa part un désir de s'expliquer sur la validité de l'expérience russe qui lui reste de la discussion précédente avec Thalheimer ? En tout cas, il commence par une longue explication selon laquelle certains traits de l'expérience russe ont une portée internationale, c'est-à-dire une influence sur tous les pays, les mêmes traits se répétant inévitablement à l'échelle internationale. Il ajoute aussitôt, comme s'il pressentait l'usage nuisible qui pourrait être fait de cette idée systématisée, qu'il ne s'agit que des traits essentiels et que, dès la victoire de la révolution dans un pays avancé, la Russie redeviendra bientôt, non plus exemplaire, mais retardataire au point de vue « soviétique » et socialiste. Il s'attache ensuite longuement à une idée intéressante sur la résistance que rencontre le prolétariat dans sa révolution et sur ce qui en découle selon lui :

> La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi *plus puissant*, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité internationales des liaisons de la bourgeoisie, mais encore dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car malheureusement il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, à chaque heure, spontanément et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible[7].

C'est là le premier trait commun que le monde emprunte à la révolution russe. C'est cette tâche, dans ces conditions, qui exige un parti fort, solide, discipliné, trempé. Les autres traits sont la lutte contre l'opportunisme et, comme si elle était son revers, la lutte contre « l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois qui frise l'anarchisme ». Il soulignera plus loin :

> L'Histoire, soit dit en passant, a confirmé aujourd'hui sur une vaste échelle, à l'échelle mondiale, ce que nous avons toujours défendu, à savoir que la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne ressemblait le plus au parti dont le prolétariat révolutionnaire a besoin pour vaincre. Maintenant, en 1920, après toutes les honteuses faillites et les crises de l'époque de la guerre et des premières années qui la suivirent, il apparaît clairement que, de tous les partis d'Occident,

7. Lénine, *Œuvres*, t. XXXI, p. 17-18.

> c'est la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne qui a donné les meilleurs chefs, qui s'est remise sur pied, s'est rétablie, a repris des forces avant les autres. On peut le voir dans le parti spartakiste et dans l'aile gauche, prolétarienne, du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne qui mène sans défaillance la lutte contre l'opportunisme et le manque de caractère des Kautsky, des Hilferding, des Ledebour et des Crispien[8].

Revenant à l'histoire bolchevique, il mentionne les deux affaires au cours desquelles ce parti a souffert de gauchisme : en 1908, lorsque certains refusaient d'utiliser le Parlement le plus réactionnaire qui soit, et en 1918, quand d'autres gauchistes refusaient le « compromis » c'est-à-dire l'acceptation du diktat de Brest-Litovsk qui devait permettre à la révolution de survivre. Il rappelle que les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme et ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance aux premières ébauches du groupement de classe. Il est vrai qu'un certain esprit réactionnaire y est inévitable, qu'ils sont souvent aux mains de l'aristocratie ouvrière, mais il ne s'agit pas de lutter contre elle ou telle catégorie d'ouvriers : il faut les conquérir tous en les arrachant à l'influence de l'ennemi : « Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des ouvriers embourgeoisés[9]. »

Sur l'action parlementaire, il retourne contre les gauchistes tout leur argument : « La critique la plus violente, la plus implacable, la plus intransigeante, doit être dirigée non point contre le parlementarisme ou l'action parlementaire, mais contre les chefs qui ne savent pas – et plus encore qui ne veulent pas – tirer parti des élections au Parlement et de la tribune parlementaire en révolutionnaires et communistes[10]. »

Dans le chapitre consacré aux communistes « de gauche » britanniques, Lénine n'est pas moins sévère. La tactique préconisée par Sylvia Pankhurst n'est selon lui qu'un « enfantillage d'intellectuels ». Il rappelle que la révolution ne peut vaincre que lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer à vivre à l'ancienne manière. Le parti de la classe ouvrière doit donc d'abord obliger les prétendus socialistes Henderson et Snowden à battre les bourgeois Lloyd George et Churchill, puis aider la classe ouvrière à comprendre qu'ils ne sont que des « bons à rien ». Concrètement, cela veut dire constituer un parti communiste unifié, proposer au Labour une alliance électorale, tout en conservant à son égard une totale liberté. La démonstration est dans l'ensemble percutante. Lénine montre bien que les communistes de gauche prennent leurs désirs pour une réalité objective, que, pour gagner la majorité des opprimés, il faut une tactique : « Le tout est de *savoir* employer cette tactique à *élever* et non à abaisser dans le camp du prolétariat le niveau général de conscience, d'esprit révolutionnaire, de capacité de lutte et de victoire[11]. »

La réponse de Gorter à Lénine semble, elle, curieusement en dehors des luttes quotidiennes et même de l'impatience activiste des communistes de gauche. Il reste selon lui à gagner l'avant-garde, ce qui signifie arracher l'ouvrier à la propagande bourgeoise qui l'étreint à travers les élections et les syndicats. Seul un travail de propagande et d'éducation peut y parvenir. Il ne s'agit pas aujourd'hui de créer des partis de masses mais « des noyaux purs et solides de communistes[12] ».

8. *Ibidem*, p. 28.
9. *Ibidem*, p. 48.
10. *Ibidem*, p. 61.
11. *Ibidem*, p. 70.
12. H. Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin*, p. 108.

Le KAPD et la Comintern

Pourtant, le KAPD va lutter pour être affilié à l'Internationale communiste. Le groupe de Berlin en particulier semble avoir donné à cette affiliation une énorme importance. Au congrès de fondation, son rapporteur souligne qu'il ne s'agit pas pour le nouveau parti de demander son adhésion à la Comintern, mais seulement de l'expliquer. Les gens du KAPD expliquent qu'il y a un accord fondamental entre le programme révolutionnaire du KAPD et celui de la Comintern, alors que la « centrale Levi », dont on connaît la politique opportuniste, a été hostile à la fondation de la Comintern. C'est une résolution unanime qui a proclamé que le KAPD se tenait fermement sur le terrain de la IIIe Internationale. Il ne fallait pas s'attendre à une sympathie quelconque du bureau de Berlin, dont nous avons indiqué qu'il avait déclaré la guerre au KAPD dans son communiqué du 18 avril, assurant notamment :

> Au cours des dernières semaines, la position du KAP a été la suivante :
>
> 1. Il a entretenu des relations avec des officiers kappistes et provoqué ainsi le risque de putschs agencés par des agents provocateurs.
>
> 2. En relation avec ces officiers kappistes, il a renouvelé ses concessions au national-bolchevisme et est allé plus loin dans la complicité avec lui qu'il n'était allé jusque-là de par l'appartenance à ses rangs du groupe national-bolcheviste bien connu.
>
> 3. Il préconise la terreur individuelle et le sabotage industriel.
>
> 4. Il croit de son devoir de combattre, y compris par des méthodes terroristes, le KPD(S) adhérent de l'Internationale communiste. Il est possible de prévoir la décision que prendra l'Internationale communiste au sujet de la demande d'adhésion du KAPD d'après le passage suivant de la réponse de l'exécutif de l'IC à la lettre de l'USPD concernant son adhésion :
>
> *« Pas un mot dans les décisions de son congrès sur l'unification avec le KPD. L'unité du prolétariat révolutionnaire l'exige. On ne peut reconnaître sincèrement la dictature du prolétariat et le pouvoir des soviets si l'on ne veut pas en même temps prendre des mesures réelles, sérieuses, conscientes, pour que l'avant-garde du prolétariat de ce pays, qui a prouvé par une lutte longue et dure (contre les opportunistes aussi bien que contre les syndicalistes et les demi-anarchistes soi-disant de gauche) sa capacité à conduire la classe ouvrière vers cette dictature, bénéficie du soutien de tous les ouvriers conscients, pour que son autorité soit renforcée et la tradition ainsi acquise soigneusement préservée et développée. La Ligue Spartakus en Allemagne, qui a été fondée par des dirigeants comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, constitue précisément une avant-garde qui a acquis une importance internationale et il est impossible de la passer sous silence comme le font les Indépendants d'Allemagne*[13]. »

Avec cette fin de non-recevoir, il ne restait plus que de tenter d'avoir à, Moscou, des discussions directes avec les dirigeants de la Comintern. Ce fut l'objectif du voyage aventureux entrepris par le marin Jan Appel et le jeune intellectuel et artiste Franz Jung. Partis sur un bateau de pêche, qu'ils détournèrent en haute mer, contraignant l'équipage à se diriger vers Mourmansk, ils arrivèrent à Moscou le 1er mai et y furent amicalement reçus, rencontrant longuement Lénine, Zinoviev, Radek. Lénine leur fit lire des passages de son travail, terminé depuis quelques jours, mais pas encore publié. Les deux délégués, comme ils devaient le confesser plus tard, se sentaient assez mal à l'aise, n'ayant pas eu connaissance avant leur départ du programme de leur parti – vivement critiqué par leurs interlocuteurs – et étant personnellement hostiles à la politique de Wolffheim et Laufenberg, dont la présence dans le KAPD était au centre des accusations contre leur parti.

13. Communiqué du secrétariat d'Europe occidentale, *Die Rote Fahne*, 18 avril 1920, *DCIC*, p. 344.

Après un mois de longues entrevues et séances de travail et une réunion spéciale de l'exécutif, la réponse fut donnée sous la forme d'une lettre de l'exécutif de la Comintern en date du 2 juin. Elle commence par une affirmation destinée à fixer le cadre du débat : « Nous savons que l'énorme majorité des membres du KAPD sont des travailleurs sincères, des révolutionnaires, qu'ils sont pénétrés de la volonté sacrée de lutter pour l'émancipation du prolétariat, qu'ils sont profondément convaincus de se situer sur le terrain de l'Internationale communiste. Nous savons également que notre jugement sur l'attitude du KAPD les peinera[14]. » Le comité exécutif a pour tâche d'être « le centre de gravité politique dirigeant des mouvements ouvriers de tous les pays » et, dans le cas présent, doit s'exprimer tout à fait ouvertement sur la nature des controverses. Aussi commence-t-il par déclarer sans ambages que les conceptions du KAPD, à la différence de celles du KPD(S), sont « une déviation directe du communisme ».

Sur la question du mot d'ordre de sortie des syndicats qui a été lancé par le KAPD, l'exécutif rappelle que la majorité des travailleurs allemands sont syndiqués et reconnaît bien volontiers que les accusations contre les bureaucrates syndicaux portées par le KAPD sont justes, mais assure que c'est précisément pourquoi le mot d'ordre de sortie « est un mot d'ordre insensé qui ne fait que renforcer les bureaucrates syndicaux haïs ». Après des explications longues et détaillées, il conclut sur ce point : « Non pas sortie des syndicats, non pas renoncement méprisant, *aristocratique, au travail dans les syndicats, mais travail assidu au sein des syndicats, formation de fractions communistes jusque dans les plus petites sections des syndicats, lutte inlassable contre la social-démocratie dans les syndicats, travail syndical systématique, afin d'arracher cet instrument d'asservissement des travailleurs des mains des agents du capital*[15]. »

Sur la question du parlementarisme, l'exécutif assure qu'il ne peut en aucun cas s'agir d'un motif de scission, rappelle aussi l'expérience russe et celle de Liebknecht au Reichstag pendant la guerre pour dire qu'il est opposé aux positions du KAPD.

Il consacre ensuite un long développement aux divergences sur le rôle du parti communiste dans la révolution. Les communistes de gauche « confondent désespérément les concepts de *classe* et de *parti* ; ils oublient que le parti est *l'avant-garde* de la classe ouvrière, sa *fraction* la plus avancée. Ils oublient que la tâche de l'avant-garde [...] est d'élever les masses jusqu'au niveau de l'avant-garde [...] ils oublient que le parti communiste est le *cerveau* de la classe ouvrière, son *état-major général*, sans lequel le puissant ennemi, la bourgeoisie, ne peut pas être vaincu[16] ». Il reprend les arguments bien connus de Lénine sur la centralisation de fer et la discipline militaire absolument nécessaires à la victoire, et sur le tort que cause à la classe ouvrière « la moindre fausse note, la moindre concession aux anarchistes [...] sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne[17] ».

Après un développement consacré aux Indépendants sur lequel nous reviendrons plus loin, l'exécutif de la Comintern aborde la question de la présence, dans le KAPD, de Wolffheim et Laufenberg, dont « la guerre contre l'Entente est l'alpha et l'oméga de la politique[18] ». L'exécutif, particulièrement bien documenté sur ce point, mentionne un article de Laufenberg, empli, dit-il, de « poison nationaliste » dans le journal du KAPD, le manifeste du 1er mai de Laufenberg, *Communisme contre spartakisme* : « Dans le style des misérables plumitifs du nationalisme allemand, Laufenberg et Wolffheim ont pu, au

14. « Lettre ouverte aux membres du KAPD », *DCIC*, p. 224.
15. *Ibidem*, p. 230.
16. *Ibidem*, p. 233.
17. *Ibidem*, p. 235.
18. *Ibidem*, p. 236.

nom de toute une organisation de votre parti, accuser Paul Levi d'avoir poignardé le front allemand par son agitation ! [...] Ce que Laufenberg et Wolffheim reprochent au Spartakusbund constitue en fait son acte de gloire dans l'histoire de la révolution mondiale[19]. » Sur ce point, l'atttitude du KAPD est inacceptable : soutenir Wolffheim et Laufenberg, assure l'exécutif, c'est finalement rejeter sur les spartakistes la responsabilité du sang versé et blanchir les bourreaux contre-révolutionnaires de l'armée, des corps francs et de la social-démocratie. Aussi, sur ce point, rend-il un véritable verdict en forme d'ultimatum :

> Le comité exécutif de l'Internationale communiste a déclaré à vos délégués qu'il ne peut pas vous considérer comme un parti communiste révolutionnaire sérieux tant que vous admettrez chez vous ces calomniateurs infâmes de la glorieuse histoire du communisme allemand, tant que vous tolérerez dans vos rangs des gens et des organisations qui piétinent les principes mêmes du communisme. Vos représentants se sont vus contraints de reconnaître solennellement qu'ils exigeraient à leur retour en Allemagne l'exclusion de Laufenberg et de Wolffheim, ainsi que des organisations qui se reconnaissent dans leur point de vue.
>
> Nous saluons ce réveil de l'honneur prolétarien et de la clairvoyance prolétarienne de vos délégués et espérons fermement que vous remplirez vos devoirs solennellement acceptés et que vous vous fraierez la voie vers l'Internationale communiste[20].

Il apparaît de même à l'exécutif qu'il est incompatible avec l'appartenance à un parti membre de l'Internationale communiste d'affirmer en même temps être opposé à l'existence même de l'Internationale communiste, comme Otto Rühle l'a fait le 18 avril au congrès de l'organisation de Dresde du KAPD. Les délégués du KAPD ont accepté de réclamer l'exclusion de Rühle et des organisations qui partagent son point de vue. L'exécutif prévient : « Nous attendons de vous que vous accomplissiez cette tâche. Vous devez l'accomplir si vous voulez venir au congrès international en tant que parti communiste. [...] La condition est une déclaration préalable affirmant que vous vous soumettrez aux résolutions du congrès de l'Internationale communiste[21]. »

Après une dernière remarque concernant une phrase « ouvriériste » dans le programme du KAPD, qu'il traite de « point de vue absolument insensé et démagogique », expression de « la politique anarchiste petite-bourgeoise », l'exécutif termine son long message par une proposition pratique s'ajoutant aux conditions précitées, la constitution immédiate avec la centrale du KPD(S) d'un bureau paritaire sous la présidence d'un membre de l'exécutif de la Comintern.

Sa conclusion est celle d'un organisme qui n'hésite pas à s'affirmer et semble convaincu que la discussion sérieuse lui donnera raison :

> Nous vous avons dit ouvertement notre opinion sur les questions controversées. Il n'existe pas pour nous de « neutralité » dans la lutte pour la victoire de la révolution mondiale. Il n'existe pas pour nous de « pays étranger » où l'Internationale n'aurait pas le droit de s'immiscer. L'Internationale est la patrie de tous les travailleurs : elle le fut dans les thèses écrites par Rosa Luxemburg et qui représentaient un phare pour les meilleurs travailleurs révolutionnaires allemands à l'époque où ils versaient leur sang sur les champs de bataille pour la patrie capitaliste. Nous sommes convaincus que chaque travailleur révolutionnaire allemand saluera notre franchise de langage, quelles que soient ses positions à l'égard des idées qui y sont exposées. Faites en sorte que notre lettre vous parvienne à des milliers d'exemplaires, qu'elle devienne l'objet de discussions sérieuses de votre organisation, que l'opinion publique des membres du KAPD contraigne vos dirigeants

19. *Ibidem*, p. 237-238.
20. *Ibidem*, p. 239.
21. *Ibidem*, p. 240.

à faire abstraction de tout amour-propre et à songer à ce qui est en jeu pour vous. [...] Ne prenez pas votre décision à la légère. Prenez-la après mûre réflexion et après une discussion motivée. Puisse notre lettre fraternelle contribuer à unifier les ouvriers communistes d'Allemagne en un front de lutte résolu[22].

En fait la lettre a mis énormément de temps pour atteindre le KAPD. Dans l'intervalle, sans nouvelles d'Appel et de Jung, le KAPD a envoyé deux nouveaux délégués, August Merges et Otto Rühle, dont les entretiens avec l'exécutif ne commenceront que le 19 juillet.

LES INDÉPENDANTS FACE À MOSCOU

Il y avait dans la Comintern un désaccord sur la question du parti indépendant allemand. Lénine avait parlé de ce parti avec beaucoup de sécheresse. Sous le nom d'Arnold Struthahn, en revanche, Karl Radek avait écrit qu'il constituait « un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand [...] une pierre angulaire dans le développement de la révolution prolétarienne mondiale[23] ». Lénine pendant ce temps continuait à vitupérer ceux qu'il appelait « les kautskystes » – Karl Kautsky étant membre de l'USPD.

A la lettre de Crispien proposant une conférence internationale, le bureau de Berlin, en dépit de Paul Levi, réagissait dès janvier 1920 avec une circulaire d'une grande brutalité, disant qu'il restait aux indépendants à démontrer qu'ils étaient révolutionnaires et à se débarrasser des social-patriotes, précisant enfin qu'il n'accepterait de discussions que publiques. La réponse de l'exécutif de la Comintern en date du 5 février est-elle plus positive ? Oui, bien qu'elle soit adressée en premier lieu « aux travailleurs allemands », en deuxième « à la centrale du KPD(S) » et seulement à la fin « au comité central de l'USPD ». Oui, bien qu'elle soit un long réquisitoire contre les dirigeants indépendants pour leur comportement dans le cours de la révolution, leurs erreurs, leur agitation-propagande et leur organisation « petites-bourgeoises démocratiques » et non « révolutionnaires-prolétariennes », ne reconnaissant que du bout des lèvres la dictature du prolétariat et le système soviétique. Oui enfin parce que, au bout de la philippique, il y a des propositions : ouvrir des discussions bilatérales directes en envoyant à Moscou des délégués de l'USPD, étudier un élargissement du programme de l'Internationale, la fusion avec le KPD(S). Bien entendu, toute collaboration est refusée d'avance avec « les dirigeants de droite des Indépendants ».

Tout s'arrête là, pour des mois. C'est en effet au tout début d'avril, soit trois mois plus tard, que Mikhaïl Borodine se présente dans les locaux de l'USPD, porteur de cette lettre du 5 février 1920 que les dirigeants indépendants, qui se disent étonnés de ce retard, ne publieront eux-mêmes qu'à partir du 29 mai dans leurs journaux, un mois après *Die Rote Fahne* (23 et du 26 au 28 avril). C'est le coup d'accélérateur après la pause. Borodine a insisté auprès de Crispien pour l'envoi à Moscou d'une délégation. Des gens de la gauche indépendante prennent des positions de combat, comme Wilhelm Herzog, qui titre son numéro de *Forum* : « De Moscou à Leipzig. Clarté à tout prix ! » Chliapnikov, qui séjourne à Berlin comme représentant des syndicats russes, est invité à une séance de l'exécutif indépendant le 7 mai. Il dément que Moscou ait posé quelque préalable aux pourparlers, du type exclusion d'éléments droitiers ou fusion avec le KPD(S). En fait, Lénine a changé d'attitude, parce qu'il a été convaincu. Déjà dans *La Maladie infantile*, achevée un peu avant la fin d'avril, il écrivait :

22. *DCIC*, p. 242.
23. A. Struthahn, « Les Indépendants et l'Internationale », *Die Internationale*, 1er novembre 1919, p. 299.

> L'USPD manque nettement d'homogénéité : à côté des vieux chefs opportunistes (Kautsky, Hilferding et vraisemblablement, dans une large mesure, Crispien, Ledebour et autres) qui ont prouvé leur incapacité à comprendre la signification du pouvoir des soviets et de la dictature du prolétariat, leur incapacité à diriger ce dernier, il s'est formé dans ce parti une aile gauche, prolétarienne, qui suit une progression rapide. Des centaines de milliers de membres de ce parti (qui en compte, je crois, jusqu'à 3/4 de million) sont des prolétaires qui [...] marchent à grands pas vers le communisme. [...] Redouter un « compromis » avec cette aile du parti serait tout simplement ridicule. Au contraire, les communistes se doivent de chercher et de trouver une forme appropriée de compromis susceptible de hâter la complète et nécessaire fusion avec cette aile[24].

Il revient dans l'annexe du livre sur la question de la « déclaration d'opposition loyale » et la justifie, nous le savons, par la nécessité d'un compromis indispensable avec les ouvriers indépendants. La suite se jouera à Moscou et aussi dans toutes les villes ouvrières allemandes. L'Internationale vit.

DÉCEPTIONS ET ESPOIRS

Au moment où les enjeux commençaient à s'élever, c'était encore et toujours l'Allemagne qui tenait la tête, avec cette fois une perspective surprenante et grandiose, un parti communiste se comptant en centaines de milliers de membres. Les choses sont pourtant loin de se développer partout au même rythme. Et l'on enregistre des déceptions dans des pays sur lesquels les bolcheviks avaient nourri des espérances pourtant apparemment raisonnables

En Tchécoslovaquie[25], les Russes avaient cru que les cadres recrutés dans les camps de prisonniers de guerre opéreraient rapidement leur fusion avec les éléments avancés de la classe ouvrière de Bohême et de Moravie au moins. Les Tchèques étaient les seuls que les Russes avaient autorisés à former en Russie un parti communiste et les avaient très vite renvoyés au pays, où l'écrivain Ivan Olbracht, venu à son compte en Russie, les avait rejoints. La déception est grande. La combativité ouvrière est réelle partout, mais les réactions nationales diverses. La Bohême est sortie de la guerre obnubilée par la fragilité de l'indépendance nationale enfin acquise et par le souci de ne pas la perdre, alors que les minorités, Slovaques, Hongrois, Allemands, pensent qu'ils ont été joués et paient les dettes qui ne sont pas leurs.

A peine sont-ils de retour au pays qu'Alois Muna et ses camarades se retrouvent les cibles de leurs adversaires et compatriotes de la guerre civile, les « légionnaires » de l'ex-Légion tchèque, motivés par la solidarité des combats et la haine du communisme. Les communistes venus d'URSS s'établissent en majorité à Kladno, centre ouvrier de métallurgie et de mines, où ils sont sous la protection des travailleurs, pour qui ils symbolisent à la fois les aspirations ouvrières et la révolution russe. La gauche social-démocrate les a accueillis à bras ouverts. Mais elle est prudente. L'appel qu'elle leur a lancé à leur retour souligne les différences qui existent entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne ou la Russie. Pour elle, la situation de la Tchécoslovaquie est exceptionnelle et unique puisque le gouvernement national, obtenu après des siècles, a promis de satisfaire les revendications minimales des ouvriers et de répondre aux aspirations à des réformes démocratiques du Parti social-démocrate.

La difficulté d'une scission apparaît d'ailleurs dans le destin personnel de Muna.

24. Lénine, *Œuvres*, t. XXXI, p. 69-70.
25. On a utilisé ici le livre de Zinner, *The Communist Party Strategy and Tactics in Czechoslovakia, 1918-1948*, ainsi que l'article de G. Skilling, « The Formation of a Communist Party in Czechoslovkia ».

Celui-ci développe dans son journal de Kladno la ligne communiste, indépendamment de la gauche social-démocrate. A Prague, une autre cellule communiste, dirigée par Handlíř, en liaison radio avec Moscou, développe elle aussi les thèmes de la Comintern. Muna est exclu du parti par l'exécutif en janvier 1919, par 25 voix contre 20. La mesure n'est pourtant ratifiée par aucun des échelons inférieurs – que la gauche contrôle. Cela n'empêche pas la même gauche, au même moment, d'assurer que la politique bolchevique et spartakiste n'a apporté que « ruine et catastrophe » en Russie et en Allemagne. Maîtresse d'une partie de l'appareil – elle est majoritaire à Kladno, mais aussi à Brno et Ostrava –, elle entend bien s'emparer du parti de l'intérieur, mais proclame qu'elle refuse d'employer la violence. Pour l'instant, elle se définit seulement, dans le parti, comme la Gauche marxiste *(Marxisticka levice)*.

Le leader de la Gauche marxiste tchèque est Bohumir Šmeral. C'est un politicien consommé qui a joué pendant la guerre la carte de l'austro-slavisme, l'obtention de l'indépendance tchèque par la monarchie. Alfred Rosmer a séjourné à Prague quelques jours en mai 1920. Il écrit, sans doute avec une excessive sévérité un peu puritaine :

> La lutte était fort vive à l'intérieur du parti ; ses dirigeants voulaient maintenir la coalition réalisée pendant la guerre entre la bourgeoisie nationale de Masaryk-Beneš et le Parti social-démocrate, malgré les critiques d'une forte opposition qui demandait la rupture et le retour à une politique socialiste de lutte de classe. [...] Je fus frappé par la façon dont mes interlocuteurs parlaient de Bohumir Šmeral : c'était un opportuniste avéré ; il avait été député au Reichsrat sous les Habsbourg et avait fait, si l'on peut dire, ses preuves. Ils en étaient embarrassés mais ne pouvaient cependant se défendre d'une certaine admiration pour son habileté de politicien madré. Ils répétèrent plusieurs fois qu'« on ne pouvait rien faire sans Šmeral », comme répondant à une objection toujours présente[26].

On estime généralement que la gauche pouvait compter sur les trois quarts, voire les deux tiers des membres du parti. Mais elle ne cherchait pas à s'emparer de la direction et surtout à exclure la droite.

En 1920, la Comintern s'impatiente et demande à Bohumir Šmeral de s'identifier clairement au communisme, de rompre avec le suivisme et de cesser de jouer, avec sa tendance, à être un observateur du développement politique. Šmeral, comme les gens de l'exécutif, sait qu'il faudra un jour régler la question. Au cours d'une rencontre à Moscou avec Lénine, le 5 mai 1920, il lui assure que le prolétariat tchèque est révolutionnaire mais qu'il n'est pas prêt pour autant à tout perdre, comme l'ont fait les ouvriers de Vienne et de Budapest. Selon Hana Majderová, il a également rencontré, outre Lénine, Trotsky, Radek, Zinoviev. Tous lui font confiance, tous pensent que sa tactique est juste[27]. Lui, en réalité, n'a gagné que du temps, mais c'est particulièrement précieux à ce moment. Les critiques et réserves contre lui proviennent de la gauche tchèque, tant qu'il ne se décide pas, de Muna, d'Olbracht, sous l'influence russe tous les deux, et du dirigeant ouvrier de Kladno, Antonin Zápotocký. Elles viennent aussi des Allemands et de leur leader Karl Kreibich, de Reichenberg, qui a soutenu la position de Lénine contre la guerre dès 1914. Il y a aussi des marxistes slovaques et hongrois qui se réclament du communisme, comme on l'a vu dans l'immédiat après-guerre. Mais la question nationale, pour eux, se pose en grande partie en opposition à la Bohême et aux Tchèques, nouvelle « grande nation » qui domine le nouvel État dit « tchécoslovaque ».

En France, au congrès de Strasbourg, les « longuettistes » ou centristes ont pris la

26. A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 47.

27. H. Majderova, « Die Entstehung der kommunistischen Partei der Tschechoslovakei », *Jahrbuch für Kommunismusforschung*, p. 133.

direction du Parti socialiste. A gauche, le comité de la III[e] Internationale regroupe socialistes et syndicalistes combatifs. Boris Souvarine va bientôt publier son *Bulletin communiste*, grâce aux subsides qu'apporte Dëgott. De grands espoirs naissent avec ce qu'Annie Kriegel appelle une interprétation d'extrême gauche à dominante syndicaliste. La grève des cheminots de Périgueux en janvier 1920 a été l'éclair annonciateur de la grève générale des cheminots du PLM en février. Elle a résulté d'une mobilisation foudroyante où les masses ont débordé les militants. Comme dit la même historienne, l'affaire locale est devenue affaire nationale, et même affrontement de classe. Contrairement à ce qu'attendaient certains, elle n'a pas déclenché le mécanisme révolutionnaire. L'une des conséquences a été cependant l'arrivée aux commandes dans le syndicat des cheminots d'une équipe syndicaliste révolutionnaire animée par Gaston Monmousseau, conseillé par Pierre Monatte. L'épreuve de force est préparée des deux côtés. Elle l'est mieux du côté des compagnies et du gouvernement : briseurs de grève, Union civique, garde prétorienne des patrons, groupes d'anciens combattants de droite, à l'exemple américain. Du côté des grévistes, en revanche, la tactique dite des « grèves par vagues » se révèle désastreuse.

Le gouvernement saisit l'occasion. Des centaines de révocations, le mouvement ouvrier organisé atteint – dissolution de la CGT, très nombreuses arrestations pour un prétendu complot contre la sûreté de l'État. Boris Souvarine, Gaston Monmousseau, Pierre Monatte sont à la prison de la Santé. Non seulement on ne s'affole pas, mais on se dirige enfin vers la création d'un parti communiste. De jeunes hommes comme Raymond Lefebvre et Paul Vaillant-Couturier pensent, eux, que l'on est entré dans une période prérévolutionnaire, et l'émissaire de la Comintern, Vladimir Dëgott, est séduit par leur enthousiasme et leur allant. Le premier va partir pour Moscou par la voie maritime. Alfred Rosmer, délégué par les amis de Loriot du comité de la III[e], part fin avril via l'Italie et arrive à Moscou le 20 juin. Il y a été précédé par deux dirigeants centristes du PS, Frossard, un pacifiste de la guerre, et Cachin, un « social-chauvin », qui, partis le 31 mai, étaient arrivés le 14 juin. La formation du PC est en route.

On peut penser qu'on est sorti d'une longue période de difficultés en Grande-Bretagne. L'action pour la défense de la révolution russe y est plus efficace que jamais. Le 10 mai, les dockers du port de Londres découvrent des caisses de munitions à destination de la Pologne sur le cargo *Jolly George* et commencent la grève. Le secrétaire du district de Londres du syndicat des dockers, Fred Thompson, soutient les dockers, affirme qu'aucune caisse de munitions ne doit partir. Finalement, le mouvement est élargi à l'ensemble des ports du pays sous l'impulsion du secrétaire du syndicat, Ernest Bevin. La fédération des mineurs demande le 10 juin 1920 aux autres organisations de préparer une grève nationale contre l'envoi d'armes en Pologne et contre la répression en Irlande. Le comité Hands off Russia (Bas les pattes devant la Russie) mène une campagne à laquelle de nombreux syndicats s'associent. La publication dans le *Daily Herald* de documents émanant d'un officier blanc célébrant l'efficacité de l'aide apportée aux généraux par Winston Churchill apporte de l'eau au moulin des adversaires de l'intervention.

Dans la même période, les interminables pourparlers pour l'unification des forces communistes aboutissent enfin, réunissant autour du BSP les divers groupes militants de délégués. Sylvia Pankhurst et son groupe, toujours abstentionnistes, ne participent pas à l'unification. John Maclean, qui soupçonne le représentant de la Comintern Theodore Rothstein, dit John Bryan, d'avoir été un agent du gouvernement britannique pendant la guerre, est retourné en Écosse. A la convention d'unité, un comité provisoire commun présidé par Rothstein est créé pour le Parti communiste (section britannique de la III[e] Internationale), le CP (BSTI).

Les travailleurs d'Europe occidentale ont réagi en règle générale comme les mineurs anglais. Les dockers de Dantzig bloquent tout transport vers la Pologne blanche. Les cheminots tchèques fouillent tous les trains et en débarquent tout ce qui est armes et munitions, légalement transportées ou non. C'est un combat international, une pré-guerre civile : l'armée polonaise est conseillée par une mission militaire française avec le général Weygand. Les grévistes peuvent avoir le sentiment d'avoir collaboré à la défaite des agresseurs. Le 26 avril, Piłsudski a annoncé l'entrée de son armée sur le territoire soviétique. Le 8 mai, il prend Kiev, mais le 13 juin il doit l'évacuer. Ses troupes sont poursuivies par l'armée de Toukhatchevsky, avec Smilga et Rakovsky comme commissaires politiques, en marche sur Varsovie. Nous y reviendrons.

UN CONFLIT MÛRIT EN ITALIE

En Italie, la grève de Turin en avril pour la reconnaissance des conseils d'usine, inspirée par les gens de *L'Ordine nuovo* est le signe d'une importante radicalisation des travailleurs : les métallos (50 000) sont en grève pendant un mois entier et les autres travailleurs, par solidarité, onze jours, dans un arrêt de travail de toutes les corporations qui a commencé le 11 avril (500 000 grévistes). Antonio Gramsci y voit non sans raison « le champ de bataille de deux partis politiques, l'un officiel, l'autre formé par les bonzes syndicaux ». Un peu plus tard, le 26 juin, les troupes concentrées à Ancône pour une expédition contre l'Albanie se mutinent.

L'étincelle d'Ancône provoque une vague de grèves dans les usines de munitions : il s'agit cette fois d'empêcher l'intervention contre la Russie, et les ouvriers, de Rome à Milan, sont lock-outés pour avoir fait grève contre la fourniture d'armes à la Pologne ; d'autres ouvriers saisissent en représailles une usine de munitions. Gramsci hurle littéralement : « Où va le Parti socialiste ? » La question est effectivement posée. La section turinoise du PSI, dirigée par Angelo Tasca, adopte un texte intitulé « Pour la rénovation du Parti socialiste italien », qui sera distribué à tous les délégués du IIe congrès de l'Internationale communiste.

ZINOVIEV ANNONCE LA COULEUR

C'est dans le mois précédant l'ouverture du IIe congrès de l'Internationale communiste que son président Zinoviev annonce au grand jour la couleur dans un article intitulé « Ce que l'Internationale communiste a été jusqu'à maintenant et ce qu'elle doit devenir[28] ». Il l'annonce dès la première phrase : « Nous sommes à la croisée des chemins. L'Internationale communiste doit maintenant accomplir son travail à un rythme tout nouveau[29]. » Il explique qu'avant la fondation de l'Internationale communiste, la IIe Internationale retenait encore les partis les plus importants et que seuls les groupes audacieux rejoignirent la IIIe. Tout a changé aujourd'hui, dit-il :

> D'un côté, la IIIe Internationale vers laquelle se tournent presque tous les vieux partis et qui dispose déjà dans tous les pays d'une solide base d'organisation, et de l'autre, à la place de la IIe Internationale, un tas de décombres.
>
> Jusqu'à maintenant l'Internationale communiste a été essentiellement un organe de *propagande et d'agitation*. Elle devient maintenant une *organisation de combat* à laquelle il incombe de diriger directement le mouvement dans les différents pays. Au cours de la première année de son existence, l'Internationale communiste n'a été que le *porte-drapeau* du prolétariat international

28. *DCIC*, p. 464-478.
29. *Ibidem*, p. 464.

qui se dressait pour le combat décisif. Maintenant elle devient également l'*organisateur pratique* de ce grandiose combat mondial sans précédent dans l'histoire[30].

Il découle de cette situation nouvelle des devoirs nouveaux, et d'abord prudence et précautions quand il s'agit de l'affiliation à la IIIe de partis appartenant la veille encore à la IIe, qui viennent poussés par leur base, avec des chefs, semble-t-il, résignés. Zinoviev insiste : « Il faut avant tout arriver à ce que les partis en question soient suffisamment au clair sur *ce que devient maintenant la IIIe Internationale et sur les obligations qu'elle impose à tout parti qui y entre*[31]. » Il précise : « L'Internationale communiste insiste, de façon absolument impérative, sur la nécessité de la rupture avec le réformisme et les réformistes, même dans les partis où nos partisans ont la majorité, par exemple en Italie, en Suède, en Yougoslavie, et ailleurs. Que les représentants des partis énumérés ci-dessus qui désirent adhérer à l'Internationale communiste veuillent bien tenir compte de cette position[32]. »

Et, pratiquement sans transition, il accuse. Dans le texte du parti indépendant, il n'y a aucune réponse « nette, directe, franche », aux questions posées, et il est clair que les dirigeants cherchent des échappatoires. La situation n'est pas meilleure avec la direction du PS français. Son organe, *L'Humanité*, dont Marcel Cachin est le directeur, vient de publier sans commentaire un article de Pierre Renaudel, « agent de la SDN » et un autre d'Ignacy Daszyński, qualifié de « camarade » alors qu'il est le bras droit de Piłsudski qui vient de lancer son armée contre la Russie soviétique. Dans le PS suisse, Robert Grimm se déclare partisan d'adhérer à la IIe en insistant sur le fait qu'il faut d'abord une revue socialiste internationale, exerçant en permanence une influence sur l'action parlementaire, une agence socialiste internationale ! Selon le témoignage de Serrati, le réformiste italien Modigliani aurait dit à Jean Longuet : « Quelle raison pourrions-nous avoir de ne pas adhérer à l'Internationale communiste ? A quoi cela nous oblige-t-il ? En fait, à rien d'autre qu'à envoyer tous les quinze jours une carte postale avec de jolies vues et de jolis paysages au comité exécutif de l'Internationale communiste[33]. » Il est impossible de laisser des gens comme lui saboter demain de l'intérieur la dictature du prolétariat. Il faut à l'Internationale non des diplomates, mais des combattants.

Zinoviev en vient ensuite à ce qu'il appelle « le mouvement instinctivement révolutionnaire mais théoriquement encore très confus, des *shop-stewards* en Angleterre, des IWW dans plusieurs pays, ainsi que du secteur révolutionnaire des syndicalistes et des anarchistes[34] ». Il explique qu'il s'agit de mouvements certes confus mais sains, des mouvements de transition vers le communisme, nés de la dégénérescence des partis opportunistes. Il faut absolument leur faire comprendre le rôle du parti communiste, et pour cela leur montrer dans la pratique d'autres partis vraiment communistes – en somme, de la propagande par l'action. Il souligne ici la nécessité de constituer coûte que coûte, face à l'Internationale jaune d'Amsterdam qui vient de naître, une Internationale syndicale rouge. Les syndicats adhérents participeront aux congrès nationaux et internationaux des syndicats, mais pas à l'Internationale d'Amsterdam ? Les communistes sont contre la scission immédiate et générale de tous les syndicats, ils sont pour y entrer, mais en même temps pour y mener une lutte sans merci contre les dirigeants jaunes. Il insiste sur la nécessité d'une réunification en Allemagne, condamnant les déviations gauchistes du

30. *Ibidem.*
31. *Ibidem*, p. 465.
32. *Ibidem.*
33. *Ibidem*, p. 470.
34. *Ibidem*, p. 471.

KAPD et les erreurs du KPD. Il invite les Français à surmonter leur scepticisme – ici, une discrète allusion à Rosmer – et à fonder, coûte que coûte, un parti communiste. Il se prononce pour l'unification britannique et pour le retour de Sylvia Pankhurst et de son groupe à la tâche commune. On attendait les « tâches » assignées au PSI. Le programme est lourd. Le parti de Serrati devra s'épurer de ses éléments réformistes, arracher les syndicats des mains de ces réformistes qui n'ont pas convoqué de congrès en six ans. Suédois, Yougoslaves et même Bulgares ont des devoirs analogues.

Quelques mots sur le courage des prolétaires soumis à la terreur blanche en Finlande et en Hongrie, et le président termine par un appel où percent tout de même quelques thèmes de ce qu'on pourrait considérer comme un certain gauchisme d'appareil :

> Presque dans le monde entier désormais, la bourgeoisie *ne subsiste que grâce à l'appui des jaunes social-démocrates*. Jamais encore le rôle réactionnaire des partisans de la IIe Internationale n'était apparu aussi clairement qu'aujourd'hui.
>
> L'Internationale communiste et tous les partis qui en sont membres ont devant eux un travail gigantesque. L'Internationale communiste doit devenir l'état-major effectif de l'armée prolétarienne internationale en train de s'éveiller et de se renforcer sous nos yeux. Le mouvement communiste international grossit à la façon d'une avalanche. La révolution prolétarienne grandit. L'Internationale communiste doit savoir l'organiser et la diriger. C'est l'affaire de l'Internationale communiste non seulement de préparer la victoire, non seulement de diriger la classe ouvrière pendant la conquête du pouvoir, mais aussi de diriger l'ensemble de l'activité de la classe ouvrière après la conquête du pouvoir. Ou bien l'Internationale sera une organisation internationale de combat, centralisée, disciplinée, homogène, ou bien elle sera incapable de remplir sa grande mission historique[35].

Le congrès de Moscou sera chaud.

LES SOCIALISTES EN VOYAGE

Les voyages ne sont pas faciles entre l'étranger et Moscou, mais ils sont possibles. Rosmer a raconté le sien – et les rencontres qu'il a faites dans l'Europe ouvrière. Passant par Milan, il rencontre d'abord son guide russe, qu'il appelle Ivan, et qui était probablement Daniel Riedel, que nous avons déjà entraperçu, et Amadeo Bordiga, qui lui bat froid : le syndicalisme révolutionnaire, lui dit-il, est une théorie « erronée, antimarxiste et par conséquent dangereuse ». Puis il se rend chez Serrati, où se tient une réunion informelle de voyageurs, autour de Serrati et de deux autres Italiens, dont Gustavo Sacerdote, des Hongrois, des Autrichiens, un Russe, N.N Lioubarsky, un Roumain, un Bulgare et Fernand Loriot. Sacerdote présente sur la situation italienne une « sorte de rapport administratif ». Puis Serrati parle franchement : « Nous avons avec nous la ville et la campagne. Les ouvriers répondent à nos appels ; les paysans ne sont pas moins ardents ; dans de nombreuses communes rurales les paysans ont remplacé dans leur mairie le portrait du roi par celui de Lénine. Nous avons la force. Nous l'avons si absolument que personne, aucun adversaire ne songerait à le contester. Le problème pour nous, c'est l'utilisation de cette force[36]. » Rosmer rencontre Lioubarsky. Ils parlent de *Comunismo*. Puis il rend visite au vétéran anarchiste Malatesta, très attiré par la Comintern mais qui se demande ce qu'y font les réformistes dirigeants de la CGL.

A Vienne, il passe trois jours. La ville respire la pauvreté. Là, la réunion est dominée par les réfugiés hongrois. Il découvre *Kommunismus*, « de tendance gauchiste », dit-il, ajoutant : « Sa rédaction était certainement originale, plus personnelle, moins dépendante

35. *DCIC*, p. 478.
36. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 38.

des positions considérées comme officielles[37]. » A Prague, il n'y a pas de voyageurs : « Les communistes n'avaient pas de raison d'y venir ; ils en avaient de l'éviter[38]. » A Berlin, il rencontre d'abord Clara Zetkin, « optimiste et pleine d'entrain », et, sur son conseil, Paul Levi, « sombre et geignard », obsédé, comme persécuté par ses gauchistes[39]. Il retrouve aussi Lioubarsky, clandestin sans papiers, ce qui indigne Serrati à qui on a fixé un rendez-vous avec lui dans une rue. Il rencontre d'autres voyageurs en route pour Moscou, Angel Pestaña, le Roumain et le Bulgare de Milan, d'autres Bulgares, dont Kolarov, à l'allure de « notaires ou négociants cossus[40] ». Il retrouve avec plaisir Chliapnikov, venu en délégué fraternel au congrès du syndicat des métallos allemands, qui lui apprend que Frossard et Cachin sont aussi à Berlin, en route pour Moscou. Puis c'est Stettin, le bateau pour Reval. Le bon Rosmer est gêné quand il aperçoit l'Anglais Murphy ou l'Américain Fraina, passagers clandestins dans la soute à charbon, qui tentent de prendre l'air sans se faire repérer. A la mission soviétique de Reval, en attente de départ, il a de longues conversations avec Angel Pestaña, qui lui assure que la situation de l'Espagne est tout à fait révolutionnaire.

Jules Humbert-Droz, lui, a voyagé de Stettin à Reval avec des « légaux », les délégués indépendants allemands et Paul Levi, mais aussi des illégaux, le Suisse Walter Bringolf, le Bulgare Minev, le Belge War van Overstraeten, Voja Vuyović, un Serbe des JS françaises, qui est là avec Goldenberg. Il écrit : « Le plus impressionnant était les amoncellements de locomotives et de wagons mitraillés, démolis et à moitié calcinés. [...] A Petrograd, l'impression fut décevante et douloureuse, les usines fermées, les vitres brisées remplacées par des planches, toutes les vitrines de magasins éventrées, barrées de palissades, une grande partie des rues dépavées, les pavés de bois étant utilisés par la population comme bois de chauffage[41]. »

LA NORIA DES VISITEURS

Tout ce monde arrive finalement à Petrograd, d'où délégués et accompagnateurs seront transférés à Moscou, parfois bizarrement groupés. Certains sont reçus avec beaucoup d'apparat, comme les douze Italiens, bien que, le 18 juin, Boukharine, dans la *Pravda*, leur donne une volée de bois vert, les invitant sans ménagements à se décider enfin à mettre franchement sur leur porte l'enseigne du communisme et à chasser de leurs rangs les réformistes turatiens.

Les délégués réagissent évidemment au spectacle de la rue, des villes, des banlieues, des campagnes. Angel Pestaña, en arrivant à la frontière, est d'abord plein d'enthousiasme, d'admiration, de joie intense, puis il est impressionné par la tristesse des visages : « Pas un sourire, pas un éclair de joie, pas la moindre manifestation de bonheur. [...] Et un silence impénétrable[42]. » John Reed, lui, connaît déjà la Russie et l'a vue en 1919. Il est frappé du changement positif, bien que subsistent « misère, maladie, désespoir ». Il y a de réels progrès, mais à partir d'un abîme. Pierre Pascal se souvenait avec émotion du sérieux de l'enquête menée par Raymond Lefebvre et ses camarades Marcel Vergeat et Jules Bertho dit Lepetit, de leurs critiques passionnées d'une cause qui les enthousiasmait. Murphy note qu'il y a partout « tranchées, barbelés, bâtiments en ruine, débris de rails[43] ».

37. *Ibidem*, p. 43.
38. *Ibidem*, p. 46.
39. *Ibidem*, p. 48-49.
40. *Ibidem*, p. 50.
41. Jules Humbert-Droz, *Mon évolution du tolstoïsme au communisme*, p. 433.
42. A. Pestaña, *Setenta dias : Lo que yo vi*, p. 5-14.
43. T. Murphy, *New Horizons*, p. 145.

En tout cas, les délégués ne sont pas chambrés, ils peuvent voir et interroger, écouter des gens qui maudissent les bolcheviks. Ils mangent très mal, une atroce soupe de poisson, la plupart du temps, et on se réjouit que les Italiens aient apporté vin et vivres comme pour un régiment. Certains pestent contre les camarades garçons d'étage qui ne cirent pas les souliers placés devant les portes. Les délégués se posent beaucoup de questions sur la Russie et assaillent les Russes, qui répondent de leur mieux. Ils s'informent aussi les uns les autres, et les rumeurs vont bon train. Rosmer, non sans malice – rappelant les larmes de Cachin à Strasbourg, pendant le discours de Poincaré célébrant le retour de l'Alsace à la France –, raconte qu'un Russe, assis à côté de lui à sa première réunion lors de son arrivée, lui a dit : « Dommage quez vous n'étiez pas là hier quand votre Cachin et votre Frossard ont comparu devant le comité central du parti : c'est Boukharine qui leur a rappelé leur chauvinisme, leur trahison du temps de guerre ; c'était bien émouvant : Cachin pleurait[44]. »

On les loge, on les introduit, on leur donne un emploi du temps – rarement respecté. Mais tout de même on les écoute, on les oblige à écouter. On les invite et on les interroge. On fait pression sur eux – amicalement, bien sûr – pour qu'ils vivent ensemble. Lénine insiste pour les rencontrer tous, dès leur arrivée, et avoir avec eux un entretien. Certains tiennent un journal et écrivent quelques lignes tout de suite. Tous, d'une façon ou d'une autre, pour un public ou pour un autre, écriront un jour : « J'ai rencontré Lénine. » Mais ils ne publieront pas les mêmes souvenirs. Pour certains même, les souvenirs changeront au fil des ans.

Le travail du IIe congrès commence plusieurs semaines avant son ouverture. Au fond, c'est l'Internationale communiste elle-même qui commence son existence.

44. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 60-61.

CHAPITRE VIII

Le congrès des grandes espérances

Le IIe congrès rassemble à Moscou 217 délégués de 37 pays et 67 organisations dont la représentativité n'est pas discutée. Les témoignages concordent à son sujet. Alfred Rosmer a écrit :

> En ce mois de juin 1920, l'atmosphère de Moscou avait quelque chose d'exaltant : on sentait encore le frémissement de la révolution en armes. Parmi les délégués venus de tous les pays et de tous les horizons politiques, certains se connaissaient déjà, la plupart se rencontraient là pour la première fois. Une vraie camaraderie naissait spontanément entre eux ; les discussions étaient ardentes car les points de divergence ne manquaient pas, mais ce qui les dominait, c'était chez tous un attachement absolu à la révolution et au communisme naissant [1].

La situation militaire et politique peut paraître en effet tout à fait favorable.

L'ARMÉE ROUGE VERS BERLIN ?

La marche sur Varsovie de l'armée de Toukhatchevsky n'est pas seulement pour tous le signe de la fin de la guerre civile, de la victoire sur les généraux blancs et les puissances qui les ont équipés et armés pendant ces années. Elle ouvre une perspective révolutionnaire en Pologne – et pourquoi pas, aux yeux de beaucoup, dans cette Allemagne qui frémit toujours, comme l'ont montré les combats du printemps, peut-être le début tant attendu de la révolution européenne.

Radek, libéré, a repris ses fonctions de secrétaire de la Comintern. Il a pris comme secrétaire Ilona Duczynska. Le 5 mai, il présente un rapport que la revue de la Comintern va publier. Le gouvernement soviétique mène une guerre défensive, mais il ne traitera qu'avec un gouvernement ouvrier et paysan de la Pologne soviétique. Il expose que l'Armée rouge est l'instrument de la dictature du prolétariat : elle doit libérer les peuples d'Ukraine et de Biélorussie opprimés sous le joug polonais tout en reconnaissant le plein droit des Polonais à l'indépendance nationale, et libérer les masses laborieuses polonaises de l'oppression de leur propre bourgeoisie.

Devant le congrès, dès l'ouverture, Julian Marchlewski, dont on ne sait pas qu'il a

1. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 67-68.

secrètement négocié avec Piłsudski pour faire l'économie de cette guerre, reçoit un accueil triomphal quand il salue l'avance de l'Armée rouge et les progrès de la révolution polonaise : on sait qu'il sera demain le chef du gouvernement de la Pologne rouge puisqu'il dirige le *Revkom* – comité révolutionnaire – de ce pays. De façon très symbolique, c'est le leader du PC allemand, Paul Levi, qui propose au congrès de lancer un appel à l'aide effective de la classe ouvrière d'Europe contre la Pologne blanche. Un peu plus tard, l'indépendant Daümig est acclamé quand il assure que tout kilomètre d'avance de l'Armée rouge est un pas vers la révolution en Allemagne.

Dans l'esprit des dirigeants russes, c'est la deuxième fois, après la révolution allemande de novembre, que les communistes russes peuvent envisager la fin de leur isolement, et c'est la bonne. Seuls Trotsky et Radek font des réserves. Zinoviev, lui, y croit.

L'autre facteur de la situation internationale éminemment favorable qu'ils pensent vivre est la mort de la social-démocratie, pratiquement acquise, selon Zinoviev, avec la venue à Moscou des représentants de quelques-uns de ses plus grands partis, même si, en ce qui concerne certains d'entre eux, la seule signification de ce voyage est que les rats quittent le navire.

REPORT DE L'OUVERTURE

Chaque délégué a trouvé dans sa chambre d'hôtel un important dossier, rapport écrit du comité exécutif, rapports des différents partis, projets de résolutions, le livre de Trotsky contre Kautsky, *Terrorisme et communisme*, et celui de Lénine sur *La Maladie infantile*. Certains éprouvent un choc en prenant connaissance de ces textes : ainsi Murphy, déjà ébranlé par une discussion à l'usine Poutilov, a-t-il le sentiment que le texte sur le parti équivaut à une véritable révolution dans la conception du parti de chaque délégué. Il y a aussi un projet, préparé par Lénine, de 16 conditions d'admission dans l'Internationale communiste.

Un comité exécutif, sérieusement élargi – y entrent notamment Rosmer et Šmeral –, constatant le retard de nombre de délégués, décide de reporter l'ouverture du congrès d'une semaine, ce qui permettra un travail préparatoire dans plusieurs domaines et une belle fête à Petrograd. C'est dans un autobus urbain conduit par Kalinine, ancien secrétaire du syndicat des chauffeurs, que les délégués se rendent de la gare à Smolny, où ils font un grand repas. La séance d'ouverture se tient au théâtre Ouritsky – l'ancien palais de Tauride – en présence de milliers d'ouvriers de l'ancienne capitale. Au terme d'une gigantesque manifestation de rue, la foule assiste à partir de minuit, devant l'ancienne Bourse, à une pièce de « théâtre de masse » – en grande vogue à l'époque – intitulée *Spectacle de deux mondes* (bourgeoisie sur la scène, travailleurs au sous-sol) jouée par 5 000 acteurs, dont Willy Münzenberg, John Reed et Alfred Rosmer ont donné des descriptions minutieuses, légèrement différentes, à une vingtaine d'années d'intervalle. Elle retrace « la marche du socialisme vers la victoire, à travers luttes et défaites ». On part du *Manifeste du parti communiste*, dont la phrase « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » s'inscrit en lettres immenses. Les trois coups sont donnés par les canons de la forteresse. Des scènes évoquent la Commune de Paris, avec danses et chant de *La Carmagnole*, l'assassinat de Jaurès, les chefs de la IIe Internationale prosternés, Liebknecht reprenant le drapeau rouge qu'ils ont laissé tomber et criant « A bas la guerre ». La révolution est représentée par l'apparition d'autos chargées d'ouvriers en armes et de marins de Cronstadt qui jettent à bas l'édifice tsariste. On aperçoit Kerensky, chassé par Lénine et Trotsky. Une charge de la cavalerie de Boudienny, résumant la guerre civile, achève le spectacle. Des centaines de drapeaux rouges flottent sur le palais d'Hiver. Les

navires de guerre s'illuminent sur la Neva et une étoile gigantesque se dessine dans le ciel. Le spectateur d'aujourd'hui peut suivre quatre minutes de cette représentation grandiose, une course de la foule en liesse avec au premier rang un Zinoviev hilare, dans un film retrouvé par Marc Ferro et intégré dans ses *Reportages sur Lénine.*

La première session, à Petrograd, est ouverte par un intéressant rapport de l'exécutif qui rend compte de son intervention dans la vie des partis communistes, indique qu'il s'occupe de la création d'organisations internationales de jeunes et de femmes. Au passage, il décline toute responsabilité pour la *Bettelheimerei*, faute exclusive du PC hongrois, et pour la fixation de la date de la manifestation internationale du 21 juillet, organisée essentiellement par le PSI, souligne-t-il, et dont l'échec est dû à la trahison des dirigeants syndicalistes français. Le rapport insiste sur le fait que cette « trahison » est d'autant plus grave que des troupes françaises ont pris part à l'offensive contre la république des conseils de Hongrie. Il justifie également très franchement la dissolution du bureau d'Amsterdam. On relève aussi les explications qu'il donne sur l'envoi de délégués auprès des partis et l'aide financière qu'il accorde à certains. Lénine fait ensuite une analyse de la situation mondiale relativement fouillée, insistant sur la crise du capitalisme en s'appuyant beaucoup sur un rapport de Paul Levi, ainsi que la critique du livre récemment paru de Keynes. Puis les délégués se voient octroyer une interruption de trois jours, jusqu'à la reprise des travaux, cette fois à Moscou.

Jusqu'en 1941 en effet – mais on ne le sait pas encore – le siège de la Comintern est installé dans la capitale, à la Mokhovaïa, et ses collaborateurs étrangers permanents ainsi que les hôtes importants de passage sont logés à l'hôtel Lux, au 36 de la Tverskaïa, à quelques minutes à pied du Kremlin. Là, évidemment, ils sont nombreux et donc dispersés dans la ville.

UN VRAI CONGRÈS

Les délégués vont désormais siéger au Kremlin dans la grande salle du trône du tsar Vladimir. L'estrade du trône est occupée par la tribune. Les pièces autour de la grande salle ont été aménagées et spécialisées : salle de lecture, fumoir, secrétariat, cantine, chambre de repos avec un lit du tsar qui peut accueillir cinq personnes en même temps. C'est dans le fumoir que se trouve la célèbre carte sur laquelle on porte chaque jour l'avance de l'Armée rouge sur le front polonais. Le trône, lui, se trouve dans la salle de travail et sert de portemanteau.

Les documents sont dactylographiés en quatre langues, anglais, français, allemand et russe. Les traducteurs – dont Balabanova et Humbert-Droz – protestent vivement contre les interruptions, très gênantes pour eux. Les interventions ne sont pas traduites simultanément, mais seulement quand elles sont terminées. Certaines traductions ne sont que des résumés, sauf celles de Balabanova, que Jules Humbert-Droz soupçonne de broder, car, avec très peu de notes, elle parle beaucoup plus longtemps que l'orateur. Le congrès a désigné une commission présidentielle ou bureau du congrès, une commission des mandats et des commissions spéciales pour chaque point à l'ordre du jour. Le système des voix dans les votes est très compliqué : ce ne sont pas les partis les plus nombreux qui ont le plus de voix, et le jeu des nécessités politiques fait que les Britanniques, avec leur minuscule parti, en ont plus que les Italiens. Les délégués votent en général à main levée, carte rouge pour les délégués à titre délibératif, verte s'ils sont là à titre consultatif. Le vote par appel nominal est de droit si trois délégations le demandent Les délégués russes sont les plus nombreux, mais ils votent rarement tous. Aucun vote n'a été contesté.

Les délégués prennent leurs repas au Kremlin, où ils viennent à pied de l'hôtel où ils

dorment et prennent le petit déjeuner. Il fait très chaud. Les Russes ont distribué des chemises de couleur qu'on porte sur le pantalon avec une ceinture de cuir. Humbert-Droz raconte que, sans doute pour marquer leurs réserves à l'égard de la politique bolchevique, les deux Allemands de l'USPD, Crispien et Dittmann, se sont mis à porter leurs chemises allemandes fendues sur le côté avec une ceinture de soie noire ! Tout le Gotha de l'univers communiste est présent. Il manque tout de même Béla Kun. Réfugié à Vienne, où il a été interné pendant presque une année, il a eu, dans la traversée de l'Allemagne, des difficultés que la pression soviétique a finalement aplanies. Il n'arrivera que le congrès terminé, juste à temps pour se joindre à la délégation du congrès qui se rend à Bakou.

Lors de la séance d'ouverture, Zinoviev, très en forme, fait grosse impression, promettant que le prochain congrès se tiendra dans une grande capitale occidentale. Il assure avec solennité : « Le IIIe congrès de l'Internationale est entré dans l'histoire au moment même où il s'ouvrait. Souvenez-vous de ce jour. Sachez qu'il est la récompense de toutes nos privations, de notre lutte courageuse et décidée. Dites-le, expliquez-le à vos enfants, qu'ils en comprennent la signification. Gardez au cœur l'empreinte de cette heure[2]. »

LES GRANDS DÉBATS : LE PARTI

Le congrès commence par les grands débats de principe. Le premier point à l'ordre du jour porte sur le rôle et la structure des partis communistes. Il a été communiqué en quatre langues. Zinoviev, qui introduit le débat, frappe par une aisance et une assurance nouvelles. Il polémique contre Pannekoek, qui oppose « masses » et « parti » : pour les communistes, le parti est seulement la fraction la plus avancée, la plus consciente, donc la plus révolutionnaire, des masses. Il insiste sur ce que ne doit pas être un parti, et qui a été démontré selon lui par ceux de la IIe Internationale. Il invite les délégués à réfléchir très sérieusement au fait que les communistes auraient été vaincus vingt fois en Russie s'ils n'avaient pas eu un parti centralisé avec une discipline militaire. De toute façon, tous les partis devront affronter une guerre civile et seuls ceux qui sont organisés sur un tel modèle sont capables de la gagner. Il défend le rôle du parti communiste comme moteur des autres organisations et la nécessité de son maintien après la prise du pouvoir.

Angel Pestaña, l'anarcho-syndicaliste espagnol, n'est pas du tout convaincu de la nécessité d'un parti et assure que la Révolution française n'en a pas eu besoin, sur quoi Trotsky, de la salle, lui crie : « Et les Jacobins ? » Les groupes britanniques se chamaillent, surtout à cause de la volonté du BSP d'adhérer au Labour pour « garder le contact avec les masses ouvrières[3] ». Très intéressantes sont les interventions de délégués qui parlent de leur propre expérience d'un parti communiste. Le Hongrois Matyas Rákosi attribue la défaite de la révolution en Hongrie à la fusion avec le Parti social-démocrate qui a débilité le PC. Il assure sous une forme dogmatique et brutale : « Les expériences de la république des conseils hongroise ont confirmé à tous égards les idées des camarades russes et, chaque fois que nous en avons dévié, nous l'avons payé d'énormes pertes[4]. » Paul Levi revient sur la question de ce qui distingue le parti de la classe ; c'est en particulier, pour lui, « la clarté, la tête claire, l'objectif clair, la nature claire et bien définie et le programme clair et bien défini » du parti. Mais la coquille dégénère sans noyau et tout parti qui ne trouve pas le chemin des masses est condamné à devenir une secte : c'est là, pour lui, le

2. *Troisième Congrès de l'Internationale communiste* (éd. allemande) ci-après, *DCIC*, p. 14. Dans les notes suivantes se référant au compte rendu du congrès, nous nous contenterons d'indiquer la page.

3. P. 78.

4. P. 81.

problème essentiel[5]. Serrati proclame son accord total avec le rapport de Zinoviev, appelle l'attention du congrès sur la franc-maçonnerie, dont il souhaite que les communistes ne puissent y adhérer. Il aura satisfaction. Il critique aussi les concessions faites par les Russes aux « paysans moyens » et aux « demi-prolétaires[6] ».

Trotsky critique Levi, à qui il reproche d'avoir assuré avec beaucoup d'emphase que la grande masse des travailleurs a conscience de la nécessité d'un parti, ce qui n'est pas exact. Pour Trotsky, les travailleurs ont le sentiment d'avoir le choix entre un parti à la Scheidemann et toutes les nuances de ceux qui rejettent tout parti, précisément ceux avec lesquels il veut discuter dans ce congrès. Il rappelle aux délégués qu'en France, au début de la guerre, le révolutionnaire russe qu'il était s'est senti infiniment proche des syndicalistes Rosmer et Monatte et tout à fait opposé aux Renaudel et Albert Thomas, membres, eux, du Parti socialiste, comme lui. Puis il engage le fer avec ses amis syndicalistes révolutionnaires qui ne veulent pas d'un parti mais d'une minorité révolutionnaire dans les syndicats, les engageant dans l'action. Il s'écrie :

> Les syndicalistes français eux-mêmes ne savaient pas très bien ce qu'ils entendaient par « minorité ». C'était une anticipation du développement à venir. [...] Que signifie pour eux cette minorité ? Elle signifie la meilleure partie de la classe ouvrière française, qui a un programme clair et une organisation qui débat de toutes les questions – non seulement débat mais décide –, une organisation liée par une certaine discipline. [...] A travers l'expérience de la lutte de classes contre la bourgeoisie, à travers leur expérience propre et celle d'autres pays, les syndicalistes français devront former un parti communiste[7].

Avant de rejeter les critiques de Serrati au nom de la nécessité du compromis, il répond à Pestaña que ce que la Comintern lui offre, c'est « le Parti communiste international, c'est-à-dire l'unification des éléments les plus avancés de la classe ouvrière, qui apportent ici leur expérience, l'échangent avec les autres, se critiquent les uns les autres, tranchent, et ainsi de suite[8] ».

Il apparaît vite qu'il y a une discussion dans la discussion, celle qui oppose partisans et adversaires de l'affiliation au Labour. Quelques-uns des délégués non britanniques s'expriment là-dessus. Le Hollandais Wijnkoop propose que la décision soit prise par les Anglais, dans leur parti. Paul Levi pense que c'est ce congrès qui doit trancher et que les gens du BSP doivent à tout prix garder le lien avec les masses, ce qui signifie, en Grande-Bretagne, rester dans le Labour. Serrati affirme en revanche que l'adhésion des communistes au Labour signifierait laisser la porte ouverte au possibilisme. Lénine prend la parole pour assurer que les syndicalistes sont au fond très près d'accepter un parti dans la mesure où ils acceptent le rôle d'une minorité dirigeante. Il pense que le congrès doit trancher la question du Labour Party et que les communistes doivent y être, à la condition de jouir d'une liberté totale de critique. Il répond vertement à Serrati : « Serrati parle de collaboration de classe. J'affirme que cela n'en sera pas. Quand les Italiens tolèrent dans leur parti des opportunistes comme Turati et compagnie – c'est-à-dire des éléments bourgeois –, c'est vraiment de la collaboration de classe. Dans cette affaire, en ce qui concerne le Labour Party, il s'agit simplement de la collaboration entre la minorité avancée des ouvriers britanniques et la grande majorité des ouvriers[9]. »

La conclusion de Zinoviev indique les modifications apportées aux thèses sur un certain

5. P. 86.
6. P. 87 et 86.
7. P. 93.
8. P. 94.
9. P. 90.

nombre de points, une formulation plus précise. Pour le reste, ce sont des bras grand ouverts :

> Nous voulons dire à nos camarades, très clairement et très franchement, que ce peut être pour plus d'un vieux camarade une tragédie que de rompre avec ses vieux amis. Mais il n'y a rien à faire. Une nouvelle période historique vient de commencer. Nous disons aux meilleurs de ces vieux dirigeants : « Il vous faut comprendre qu'une nouvelle époque vient de naître et que vous devez dire : Nous avions tort ; nous venons vers vous, nous voulons continuer à faire avancer avec vous la révolution prolétarienne [10].

Les thèses sont adoptées à l'unanimité.

UN VIOLENT INCIDENT

Le parcours n'est pourtant pas sans obstacles. Une commission a été désignée pour débattre des conditions d'admission des partis à l'Internationale communiste. Le Hollandais Wijnkoop proteste vigoureusement, avec des arguments tout à fait formalistes, parce que l'USPD et le PS français y ont été invités. Pour lui, aucune négociation n'est possible avec l'USPD, « parti gouvernemental » puisque représenté au bureau du Reichstag *(sic)* et il assure que le Parti socialiste français doit formuler, avant toute invitation en commission, une demande d'adhésion. Henri Guilbeaux le soutient. Bien entendu, c'est un règlement de comptes ouvert dans l'affaire du bureau d'Amsterdam qui se cache derrière ces affirmations formalistes, et le ton monte très vite.

Radek explique que l'USPD a été invitée, à la demande de ses centaines de milliers de membres ouvriers, et l'a été avec droit de vote consultatif et de participation aux discussions. Il juge inqualifiable, « un acte [...] contre les masses d'ouvriers allemands », la proposition de Wijnkoop de revenir sur cette promesse. Il accuse Wijnkoop et Guilbeaux de faire « du radicalisme verbal derrière lequel il n'y a aucune volonté d'agir [11] ». Daümig proteste contre les qualificatifs donnés à son parti et à ses militants ouvriers. Wijnkoop riposte en l'accusant d'avoir refusé, pendant le putsch de Kapp, d'appeler les travailleurs à s'armer. Radek le traite de « fou ». Wijnkoop dénonce bruyamment la présence de Daümig et de Cachin. Zinoviev à son tour entre dans la mêlée. Il juge les propos de Wijnkoop « simplement ridicules ». Il est franc : « Il serait absurde et ridicule de faire attention au camarade Wijnkoop qui parle au nom d'un parti qui, après quinze ans d'activité, a 1 500 membres, et de refuser d'admettre les représentants d'un parti qui organise des centaines de milliers de travailleurs de base, des ouvriers qui luttent toujours coude à coude avec les communistes et qui sont honnêtes et révolutionnaires comme le sont toujours les prolétaires [12]. »

Paul Levi assure que non seulement Wijnkoop n'est pas informé, mais qu'il refuse de l'être. Rappelant des accusations lancées contre Wijnkoop par Gorter, il dit que Wijnkoop est le dernier à avoir le droit de jouer les procureurs et rappelle que la seule aide des Hollandais au KPD(S), au pire moment, fut de lui envoyer en Allemagne Gorter et Pannekoek. Wijnkoop ayant clamé que Dittmann et Crispien ne sont pas au tombeau, il rétorque : « Vous aussi, vous aviez la possibilité de mourir en Allemagne, et des centaines et des milliers d'ouvriers de l'USPD sont morts et vous êtes resté aux Pays-Bas, sur vos sacs de café [13]. » Boukharine, à la présidence, arrête les frais, sans ménagements pour le « parti frère » de Hollande, qui avait sollicité un mandat pour le révérend J.W Kruyt,

10. P. 113.
11. P. 131.
12. P. 133.
13. P. 135.

dirigeant du Bond van Christen-Socialisten et membre du même groupe parlementaire que Wijnkoop au Parlement : « Je suis contre faire trop de bruit sur les représentants d'un parti qui est si révolutionnaire qu'il a donné un mandat supplémentaire à un membre d'une organisation de prêcheurs chrétiens. Je propose d'arrêter la discussion et de passer à l'ordre du jour[14]. »

La proposition d'ordre du jour et de composition des commissions est adoptée à une large majorité. L'incident a pourtant fait apparaître, derrière la fraternité de façade, des rancunes tenaces, des rumeurs et probablement des haines personnelles et des intrigues souterraines.

LE DÉBAT SUR LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE

Lénine annonce que la commission a adopté ses thèses amendées ainsi que celles de l'Indien M.N. Roy, ce qui a réalisé une unanimité complète sur les questions importantes. Selon lui, l'idée essentielle des thèses présentées est la distinction entre nations oppresseuses et nations opprimées. La deuxième idée est que les relations entre peuples sont maintenant déterminées par la lutte d'un groupe de nations impérialistes contre la Russie soviétique. La troisième est l'importance du mouvement bourgeois-démocratique dans les pays arriérés, qui a conduit la commission à remplacer « bourgeois-démocratique » par « national-révolutionnaire » pour qualifier le mouvement que la Comintern doit soutenir, alors qu'elle doit combattre la bourgeoisie réformiste. Il souligne enfin que la commission a repoussé l'idée selon laquelle les pays arriérés devraient obligatoirement traverser une phase de développement capitaliste pour sortir de leur condition présente.

Après la lecture des amendements, M.N. Roy prend la parole pour parler du développement d'un mouvement de masse des travailleurs aux Indes qui a dès le début, selon lui, l'allure d'un mouvement de classe. Il souligne l'importance du nationalisme révolutionnaire, qui peut provoquer l'effondrement de l'impérialisme européen, d'une immense importance pour le prolétariat européen.

L'Américain John Reed présente le problème des Noirs aux États-Unis sous son double aspect de mouvement social et racial et prolétarien ouvrier. Il se prononce pour que les communistes voient dans les Noirs d'abord des ouvriers. Un autre Américain après lui, Louis Fraina, souligne qu'il faut opérer la distinction entre les travailleurs immigrés et ceux des colonies. Il montre que l'Amérique latine est une sorte de base coloniale des États-Unis.

L'intervention de Radek, elle, est un véritable réquisitoire contre les Britanniques :

> Nous disons à nos camarades britanniques qu'il est de leur devoir de soutenir le mouvement irlandais de toutes leurs ressources, de faire de l'agitation dans les troupes britanniques, d'empêcher la politique des ouvriers des transports et chemins de fer qui laissent aujourd'hui les transports de troupes embarquer pour l'Irlande. Il est très facile aujourd'hui en Grande-Bretagne de s'élever contre l'intervention en Russie, surtout depuis que la gauche bourgeoise est contre. Il est plus difficile pour nos camarades britanniques de se dresser pour l'indépendance irlandaise et pour l'activité antimilitariste, mais nous avons le droit d'exiger ce travail difficile de nos camarades britanniques[15].

Pour lui, l'Internationale communiste ne battra pas l'impérialisme à l'aide des seules masses européennes mais aussi à l'aide de ses colonies. Rappelant l'utilisation des troupes

14. P. 135. Le piquant de l'affaire est que notre lecteur retrouvera Kruyt entré au service du NKVD et finalement assassiné par l'occupant pendant la guerre.

15. P. 162.

africaines, il dit que la Comintern doit agir. Le devoir des communistes est de donner une aide directe aux luttes de libération des peuples. Mentionnant, dans la nouvelle époque, ce qu'on appelle « les grandes migrations des peuples », il s'écrie : « Les communistes n'ont pas besoin d'avoir peur du péril jaune. Nous pouvons tendre la main à tous les opprimés. Ce n'est pas l'exploitation que nous apportons, c'est l'assistance fraternelle[16]. »

Un nouvel incident, beaucoup plus grave sans doute que celui de la veille, éclate alors. Serrati réclame la clôture. Il assure que le congrès a perdu son temps en écoutant des détails sur les Noirs à Chicago, sans traiter des questions générales de fond. De toute évidence l'intervention déplaît d'autant plus qu'aucun Italien n'est allé à la commission sur la question nationale et coloniale. Finalement, Serrati retire sa motion et le congrès entend les interventions de délégués sur l'Iran, la Corée, la Chine, la Turquie, et deux interventions sur l'Irlande.

Le Hollandais Sneevliet, sous le nom de Maring, parle longuement des Indes néerlandaises et du mouvement national où il a milité. Il explique le développement du mouvement nationaliste Sarekat Islam, qui, en partie sous l'influence de quelques militants marxistes néerlandais, prend de plus en plus un caractère révolutionnaire. Il parle aussi du travail mené chez les marins et soldats des forces coloniales, de la répression contre les mouvements de protestation et les mutineries. Wijnkoop se remet en avant en clamant qu'aucun parti n'a rempli comme le sien son devoir vis-à-vis des peuples coloniaux. Après un vif débat sur la Palestine et le sionisme éclate un nouvel incident.

Serrati annonce qu'il va s'abstenir. Parce qu'il n'est pas satisfait de la définition des « peuples arriérés », parce qu'il veut que le prolétariat garde son indépendance à l'égard des bourgeois démocrates, même rebaptisés « national-révolutionnaires », et parce qu'il croit que l'émancipation des peuples sera l'œuvre de la révolution prolétarienne et de l'ordre soviétique. Wijnkoop est au premier rang de ceux qui protestent et accusent Serrati de se dérober aux critiques et à la discussion. Zinoviev l'accuse de manquer aux règles de la camaraderie mais confie le jugement final aux travailleurs italiens. Serrati reprend la parole pour accuser ses accusateurs et dire qu'en aucun cas on ne doit soutenir une bourgeoisie. Graziadei se désolidarise alors de lui.

La motion est finalement votée à l'unanimité moins trois abstentions. Quel obscur combat a livré sur ce point le leader italien ? N'a-t-il pas cherché à tomber à gauche, sachant ce qui, de toute façon, l'attendait ? Une dernière remarque cependant qui illustre bien l'importance du lien entre question nationale et communisme : Thomas Darragh, l'un des délégués irlandais au congrès, est en réalité le fils de James Connolly, le militant ouvrier des transports, lié à l'Écossais Maclean, fusillé comme dirigeant de l'insurrection irlandaise de Pâques 1916.

Les conditions d'admission : première approche

L'historien américain David T. Cattell, dans une étude sur les origines des vingt et une conditions[17], a mis en relief l'importance accordée lors du IIe congrès de Moscou à la défaite de la révolution hongroise et par conséquent à l'alliance initialement conclue à Budapest entre social-démocrates et communistes. Il y voit l'origine des préoccupations qui ont conduit à l'élaboration des fameuses vingt et une conditions. Le débat sur les conditions d'admission à la Comintern commence dans une commission à laquelle il

16. P. 164.

17. D.T. Cattell, « The Hungarian revolution of 1919 and the reorganization of the Comintern in 1920 », *Journal of Central European Affairs*, janvier-avril 1951, p. 27-38.

semble bien qu'aucun délégué italien n'ait participé, à aucun titre. Elle est présidée par Ernst Meyer, du KPD(S). Les premières passes d'armes ont lieu à propos de la défense des dirigeants indépendants, qui se disent d'accord avec les thèses qu'on leur présente mais rejettent nombre des critiques qui leur ont été faites. Les deux délégués français, Cachin surtout, sont plus humbles. C'est une caractéristique du congrès que le problème, toujours sous-jacent, du PSI. Répondant aux Allemands Crispien et Dittmann, Zinoviev assure que les dirigeants de la Comintern vont exclure Turati et les siens.

En séance plénière, le rapport de Zinoviev est bien plus qu'une information sur la commission et l'ajout de deux conditions d'admission. C'est une véritable explication politique : « Aujourd'hui, les vieux partis veulent adhérer à la IIIe Internationale. Dans la mesure où les travailleurs ont évolué vers le communisme, il nous faut les admettre. Mais nous ne devons pas oublier qu'ils viennent avec toute leur vieille racaille, la vieille direction, qui, pendant et après la guerre, a mené une lutte acharnée contre le communisme[18]. » Évoquant une allusion de Rákosi dans un débat général, il le cite aussi pour ce qu'il a dit dans la commission : « Nous avons le sentiment que nombre de partis de la IIe Internationale acceptent nos conditions maintenant aussi volontiers que ce fut le cas dans la république des soviets de Hongrie[19]. » Il déclare très nettement, non en tant que rapporteur, précise-t-il, mais au nom de la direction du Parti communiste russe : « S'il arrivait que nos camarades italiens ou d'autres réclament de garder des liens avec des éléments de droite, notre parti est prêt à rester entièrement seul plutôt que de nouer des liens avec des éléments qu'il estime bourgeois[20]. » Il donne quelques exemples empruntés à la presse des socialistes français et s'exclame : « Il y a ceux qui considèrent que l'Internationale communiste est une bonne taverne où les représentants de différents partis chantent *L'Internationale* et se complimentent les uns les autres, puis se séparent et continuent leurs pratiques comme avant[21]. » Il dresse aussi un réquisitoire contre les Indépendants, qu'il accuse d'être marqués par le kautskysme, d'avoir écrit par exemple des condamnations de la terreur qui nuisent au socialisme sous prétexte de le protéger à long terme. Quant au PS italien, il ne le ménage pas :

> C'est l'un des meilleurs partis de ceux qui ont quitté la IIe Internationale. La classe ouvrière italienne est une classe ouvrière héroïque et nous l'aimons tous à cause de son sérieux au sujet de la révolution et du communisme. Malheureusement on ne peut en dire autant de ses chefs.
>
> « Vous nous parlez toujours de Turati, nous dit le camarade Serrati, cela finit par être ennuyeux. » Bien, camarade Serrati, nous n'arrêterons pas de le faire tant que des gens comme Turati sont dans nos rangs. [...] En ce moment, Turati est membre de l'Internationale communiste [...]. Pourtant, ils font en Italie de la propagande contre-révolutionnaire[22].

Radek, premier orateur, parle de l'USPD. Qu'en est-il de son évolution, célébrée par les uns, vitupérée par d'autres qui n'y voient que façade ? Un parti, explique-t-il, ne peut pas changer de caractère du jour au lendemain en signant un document ou en acceptant des conditions. Il faut prendre en compte deux faits. L'un est l'incessante radicalisation de la classe ouvrière allemande, l'autre, les efforts de la direction de l'USPD pour freiner ce mouvement. Il cite un texte de Crispien assurant que la route de Moscou est celle du suicide et ironise férocement dans son style très personnel : « Il y a beaucoup de cadavres ambulants dans l'Internationale. Crispien est notre hôte et nous sommes très heureux

18. *DCIC*, p. 236.
19. P. 241.
20. *Ibidem.*
21. P. 239-240.
22. P. 250.

de le voir déambuler parmi nous. S'il est là, c'est le résultat de la pression des travailleurs[23]. »

Marcel Cachin lit une déclaration dans laquelle les deux délégués français (Frossard et lui-même) se déclarent d'accord avec tout ce qu'on leur a demandé et assurent qu'ils vont appeler leur parti à adhérer en acceptant les conditions posées.

Raymond Lefebvre, étonné de la conversion soudaine des deux dirigeants français, craint qu'elle ne devienne très platonique dès leur retour en France. Évoquant la « trahison de la révolution » par les dirigeants français lors de la grève de mai, il assure qu'il faudra tout changer dans le parti et se montrer implacable.

Boris Goldenberg, des Jeunesses, va voter contre les thèses car il ne croit pas que le Parti socialiste, même épuré, puisse servir la cause révolutionnaire. Il faut selon lui rompre pour pouvoir unifier socialistes de gauche et syndicalistes.

Amadeo Bordiga plaide de son côté avec chaleur pour la construction de « barrières infranchissables » à l'entrée du parti contre la social-démocratie.

Bombacci, fraîchement converti, réclame l'exclusion d'au moins une cinquantaine de réformistes en même temps que Turati. Hostile à l'adhésion des indépendants et du PS français, il ne s'y résignera que si on décide une rigoureuse épuration sur la base de l'étude attentive du passé politique de chacun.

Luigi Polano, le dirigeant des Jeunesses italiennes, assure qu'il est impossible de redresser et même d'épurer le PSI si l'on admet par ailleurs dans l'Internationale les Cachin et les Crispien.

Rákosi, fermement accroché à sa comparaison avec les socialistes hongrois, réclame un durcissement et se déclare prêt à accepter toute mesure en ce sens.

Ernst Meyer apporte dans le débat une position originale. Après avoir défini le double jeu de la droite indépendante, il avoue qu'à la différence de Radek il ne croit pas que la gauche soit capable de choisir une politique claire et de rompre avec la démocratie bourgeoise. Aussi propose-t-il que le comité exécutif s'adresse à la base du parti indépendant pour le gagner à l'Internationale.

Wijnkoop, qui décidément n'en manque pas une, fait un procès à l'exécutif parce qu'il n'y a pas au congrès de représentants du KAPD. Il pense d'ailleurs que l'exécutif tente délibérément de réhabiliter les dirigeants de droite de l'USPD et du parti français.

Willy Münzenberg lui explique que les représentants du KAPD, invités dans les règles, ont quitté Moscou de leur plein gré en refusant de prendre part au congrès : de toute évidence, fait-il remarquer, Wijnkoop parle sans avoir lu son dossier. C'est évident.

La première partie de la discussion donne le sentiment d'une extrême confusion que nous avons essayé de restituer dans notre résumé ci-dessus. Mais les délégués qui y sont intervenus semblent se dresser en majorité contre la politique proposée par l'exécutif et manifestent une grande hostilité à l'égard des dirigeants des partis qui se sont tournés vers la Comintern. On peut même se demander si le congrès n'aurait pas été entraîné plus loin encore sur la voie des conditions inacceptables s'il y avait eu dans la salle des porte-parole un tant soit peu adroits du communisme de gauche, ce que ne sont ni Rákosi ni encore moins Wijnkoop, roi de la gaffe en ce congrès.

LES CONDITIONS D'ADMISSION : LES TÉNORS

L'intervention d'Artur Crispien marque un tournant dans le débat. C'est l'un des dirigeants de l'USPD. Il a été spartakiste en 1914, dans le premier noyau. Il est beaucoup

23. P. 261.

moins marqué à droite que bien d'autres. Il intervient de façon très modérée, presque souple, essayant de répondre à la question de savoir pourquoi il est venu et ce qu'il attend du congrès en tant que dirigeant de l'USPD. Sa critique de la volonté de l'exécutif d'« opposer les masses aux chefs » est accompagnée de commentaires destinés à trouver l'oreille des travailleurs de son parti qui l'ont, dit-il, élu, et ne le toléreraient pas s'il était « un traître ». Sa remarque en passant concernant le fait que Wijnkoop n'a pas encore accusé « les traîtres » d'être des « policiers » montre qu'il s'adresse aussi aux délégués que Wijnkoop indispose. Bien entendu, il ne nie pas l'hostilité de son parti à la fondation de l'Internationale communiste en 1919, mais souligne que le crime n'est pas grand si l'on en croit le rapport de Zinoviev :

> Seuls les communistes russes n'ont pas été critiqués. En dehors d'eux, aucun parti adhérent n'a échappé à la critique. Et les représentants de ces mêmes partis ainsi critiqués prononcent ici la condamnation à mort de ces vauriens d'Indépendants en Allemagne. Ils ne tiennent pas compte du fait que nous avons rompu avec les socialistes de droite. Nous, nous n'avons pas reculé devant la scission quand elle nous est apparue inévitable
>
> Pourtant, il ne faut jamais entreprendre une scission à la légère. Je peux imaginer qu'une scission soit nécessaire. L'existence de l'USPD en Allemagne en est la preuve. Mais c'est une amère nécessité.
>
> Avant de scissionner il faut essayer de gagner les ouvriers à une position claire, principielle. II faut pour cela du temps et de la patience. Il est plus facile de scissionner les ouvriers que de les gagner et de les rassembler pour la révolution en Allemagne.
>
> C'est l'un des plus tristes spectacles en Allemagne que la division de la gauche entre trois ou quatre partis, USPD, KPD, KAPD, et récemment on a fait de la propagande pour quelque chose de nouveau, l'Union ouvrière [...]. Ce qu'il nous faut, c'est une Internationale capable d'agir, et cela exige que nous puissions organiser solidement les ouvriers dans l'unité[24].

Il en vient au passé récent : « C'est vrai. A Leipzig, je me suis opposé à l'adhésion immédiate à Moscou. Pourquoi ? Eh bien, camarades, au Ier congrès à Moscou, on a décidé de détruire l'USPD. [...] Nous n'étions pas contre des affiliations mais d'abord pour nous débarrasser des résolutions hostiles. On ne peut pas rosser les gens et s'attendre à ce qu'ils se disent vos amis parce que vous les rossez. Toutes ces choses, il faut les comprendre[25]. » Sur la question de l'emploi de la force et de la terreur, il dit qu'il ne peut pas exclure l'emploi de la première. « Mais déclarer maintenant, avant d'avoir le pouvoir, que nous devrons établir un règne de terreur, ce n'est pas pareil que de dire que nous ne pourrons pas éviter d'employer la force[26]. » Interrompu au cri de « Kautsky ! » puis « Ledebour ! » quand il assure avoir toujours été pour les bolcheviks, il répond : « Oui, Kautsky a fait des critiques, mais il ne contrôle pas la direction du parti. C'est une grosse erreur. Ledebour non plus n'a pas décrié les bolcheviks. Vous vous trompez. Il s'est battu ouvertement et sans peur de la mort pour la révolution. Il pense que vous ne devez pas faire de la terreur un principe politique[27]. » Il répond aux accusations sur le retard des réponses par le fait que la lettre de Moscou est arrivée en plein putsch, suivi d'élections. Il affirme que son parti a voulu donner priorité à Moscou avant de chercher à faire une autre conférence :

> Il n'est pas vrai que Koenen ait dit en Suisse que nous étions en train de fonder une nouvelle Internationale. Nous avons dit que si Moscou nous écartait, nous examinerions cela ensuite.

24. P. 315-316.
25. P. 316.
26. P. 317.
27. *Ibidem.*

Pouvons-nous nous permettre d'être exclus de la politique internationale ? Pensez-vous qu'un mouvement de l'importance de l'USPD ne doive pas avoir d'activité internationale ? Bien entendu, vous, communistes d'Allemagne, nous avez déclarés morts depuis notre naissance en tant que parti. Votre espoir de notre mort prochaine ne nous dérange pas[28].

Sa conclusion est positive. Après un bref rappel historique depuis l'apparition du marxisme, il conclut :

Formulez votre réponse comme vous voulez, c'est notre aspiration sincère, notre désir sincère, d'établir un front commun avec l'Internationale communiste. Vous ne pouvez nier notre conviction, notre détermination, notre activité révolutionnaires. Révolutionnaires nous resterons, quelles que soient les accusations d'opportunisme contre nous. De quelque façon que vous nous jugiez, nous n'arrêterons pas de mobiliser toutes nos forces en Allemagne pour la révolution prolétarienne mondiale. Mais si vous nous répondez que le prolétariat allemand qui est dans nos rangs sera reçu avec joie, alors tant mieux pour la construction d'un front prolétarien international[29].

C'est à Dittmann que va revenir la tâche de réfuter un certain nombre d'accusations, parfois même très longuement, comme dans le cas de l'expulsion d'Allemagne de l'ambassade soviétique, en novembre 1917. Sa conclusion est extrêmement mesurée. Il assure les congressistes qu'il serait impossible que des millions de travailleurs votent pour l'USPD si les accusations lancées ici étaient exactes. Ils ne viennent pas poussés par les masses mais de leur propre mouvement et réflexion de socialistes et combattants de la révolution mondiale :

Si vous voulez ce que nous voulons – la réunion dans l'unité et la solidarité des prolétariats de Russie et d'Allemagne et derrière eux celui du monde entier –, alors essayez, avec autant de sérieux que nous l'avons essayé et continuerons, de trouver la voie pour des négociations ultérieures qui nous permettent de nous mettre rapidement d'accord afin de pouvoir mener ensemble la bataille contre le capitalisme au compte du prolétariat du monde entier[30].

Le 30 juillet, Rakovsky ouvre le feu avec son témoignage sur l'expulsion d'Allemagne de Ioffe, dont il partagea le sort. Il note que Dittmann a juste constaté l'impossibilité pour les socialistes de se faire entendre dans un gouvernement bourgeois mais qu'en outre il n'a pas eu un mot de regret. Pour lui, Dittmann et Crispien n'ont rien appris et rien oublié. Il explique : « Les erreurs passées peuvent avoir deux sens différents. On peut commettre des erreurs – le prolétariat en commet forcément – mais on doit en tirer les leçons au lieu de venir ici faire de longs discours qui tiennent plus du mémoire d'avocat que du credo révolutionnaire, plutôt que d'utiliser tous les moyens et tous les trucs de la procédure parlementaire pour essayer de justifier le comportement de l'USPD[31]. » Il explique la vraie responsabilité – politique – des indépendants, qui ont choisi l'impérialisme pour sauver l'Allemagne :

Ils ont perdu. Ils portent la responsabilité de tout ce qui a découlé de la collaboration qu'ils ont choisie dès le début. Ils portent la responsabilité de la défaite des mouvements révolutionnaires prolétariens qui sont apparus après cette collaboration. Oui, le prolétariat allemand a été endormi et abusé par la collaboration des indépendants et des majoritaires. Il espérait que le salut de l'Allemagne viendrait de l'Entente, de Wilson et de Versailles. Et maintenant qu'il est clair que cela a conduit l'Allemagne au désastre, la responsabilité doit en reposer sur les indépendants et les socialistes de droite[32].

28. P. 319.
29. P. 320.
30. P. 329.
31. P. 334.
32. P. 335.

Puis il s'en prend à la déclaration lue par Cachin, dont il dit qu'après une bonne première impression il a été déçu par un examen plus attentif : « Relisant le texte qu'il a lu, je suis surpris non seulement par sa prudence, mais aussi par ses hésitations, ses omissions, et j'ajouterais, par ses restrictions mentales[33]. » Il relève que la déclaration voit « des circonstances » dans lesquelles « les intérêts nationaux s'identifient avec ceux de la ploutocratie », ce qui tend à indiquer qu'il en est d'autres où ce n'est pas vrai. Pour lui, l'ancien guesdiste, c'est en 1904, au congrès d'Amsterdam, que le socialisme révolutionnaire est mort en France. Rakovsky formule ensuite une intéressante critique contre Bordiga, qui a dit qu'on ne prépare pas la révolution, mais le prolétariat pour la révolution. Il explique :

> Les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste ne nous donneront aucune garantie. Il faut les considérer comme un minimum et si nécessaire, les rendre plus rigoureuses. Mais je crois que l'Internationale communiste trouvera d'autres garanties. Seule la création d'un centre réel pour le mouvement international, la création d'un véritable état-major général de la révolution, armé de la pleine autorité pour diriger le mouvement dans le monde entier, assurera la mise en pratique des conditions d'admission. Il est de toute évidence vital que ce centre ait une très grande autorité[34].

Serrati a une lourde tâche après l'intervention de Rakovsky. En vieux routier, il prend avantage d'une critique de Zinoviev, « son ami » Zinoviev, pour montrer que les délégués se connaissent si mal que ce dernier ignore totalement la nuance entre le « tu » et le « vous » de la langue italienne. Il souligne le caractère extraordinaire du congrès :

> Jamais il n'y a eu de telles différences dans un congrès. Je ne parle pas des langues et des cultures des hommes, mais de leur force. Que suis-je, moi, comparé à Lénine ? Il est la révolution russe. Quant à moi, je représente un tout petit parti socialiste. Oui, je répète « socialiste » parce que je ne connais pas d'autre socialisme que le communisme. Mais si notre parti italien est l'un des meilleurs, que sont les autres ? Pourtant, vous, camarades britanniques, vous avez le même droit de vote que le camarade Lénine. Wijnkoop ne pèse pas lourd par rapport à Lénine qui a un grand poids[35]...

Il explique aux Russes qu'ils sont en avant et que les autres doivent les suivre :

> Vous, chers camarades russes, vous avez pu tenir votre engagement. Très bien. Le devoir du prolétariat tout entier est de vous suivre, parce que partout les conditions économiques, politiques et morale permettent de lancer la bataille contre la bourgeoisie et de faire la révolution. Pour faire cette révolution, il faut user de tous les moyens. Mais veillons dans ce congrès à ne pas nous comporter en maîtres d'école qui attribuent bonnes ou mauvaises notes à chacun. Nous sommes venus ici pour évaluer les forces révolutionnaires du prolétariat international. Je ne discute pas si les Français ont plus de droits que les Allemands d'adhérer à la IIIe Internationale. Je dis que ses portes doivent être grand ouvertes à tous les partis qui peuvent faire la révolution avec nous, et on discutera après[36].

Il n'a pas confiance pour sa part dans l'action révolutionnaire du PS français parce que la situation en France n'est pas révolutionnaire. Il se rappelle que les Français lui ont parlé de la grève pour la défense de la révolution russe – il dit qu'il ignore s'ils étaient sincères, faute d'avoir « un sincéromètre dans la poche » – mais précise qu'ils n'ont pas fait la grève. En Allemagne, la situation est différente car elle est révolutionnaire et « le

33. *Ibidem.*
34. P. 338.
35. P. 340.
36. P. 340-341.

parti indépendant est une force puissante dans les masses ouvrières ». Il en revient enfin à l'Italie :

Permettez-moi de revenir à mon sujet, l'Italie. Malgré vos critiques, chers amis russes, vous et nous, nous nous aimons. Vous aimeriez certainement nous boxer les oreilles une fois, c'est compris, mais c'est seulement entre amis. Plutôt que de parler tout le temps de Turati et de Modigliani, il nous faut faire la révolution en Italie. Nous y avons une situation révolutionnaire plus marquée que dans les autres pays prétendus vainqueurs. La situation économique est mauvaise, l'État en faillite, les paysans mécontents. Bien sûr on a plus d'argent qu'avant la guerre mais personne ne veut plus travailler pour le patron. « Je veux travailler dans une usine à moi, dans des champs à moi », dit le travailleur. La situation est réellement révolutionnaire, aussi bien du point de vue économique que psychologique [37].

Il faut bien se décider à parler de Turati. Serrati aborde la question par des cercles concentriques. *La Critica sociale* tire à 953 exemplaires. Turati est un honnête homme. Les Italiens aiment les hommes comme lui. Il a toujours été discipliné. L'attaque fuse, probablement dans une allusion à Cachin, dont la visite décida Mussolini à passer chez les va-t-en-guerre : « Et bien que vous nous demandiez d'exclure ces hommes, vous vous préparez à accueillir dans l'Internationale communiste des partis où il y a des gens qui ont parcouru l'Europe pendant la guerre les poches gonflées de billets pour corrompre la classe ouvrière [38]. » Serrati rappelle que Turati a voté contre la guerre, en socialiste, puis, soudain, semble tourner le feu de ses arguments : « Je ne veux pas en faire une question de personne. C'est seulement une question d'utilité. Si Turati nous est utile, gardons-le, s'il est dangereux pour nous, nous le rejetons. Je n'ai aucun sentiment à l'égard de qui que ce soit [39]. » Interrompu par un Lénine sceptique, il reprend : « Non, mon attitude, vous le savez bien, n'est pas du sentimentalisme. J'ai dit qu'il fallait nous libérer de ces hommes, mais sans perdre le contact avec les masses. Nous mettrons des circonstances à profit. Je l'ai essayé à plusieurs reprises [40]. » Et de nouveau : « Je l'ai dit et répété. Il faut épurer le parti. Turati doit en partir mais pas parce qu'il aura été exclu. Je l'ai dit au camarade Lénine et je l'ai écrit. Il faut savoir ce dont il s'agit, garder les masses ouvrières et ne pas perdre même ceux qui n'ont plus qu'une valeur décorative. Plus, les thèses ne disent pas autre chose et c'est pourquoi nous les acceptons [41]. » Ses derniers mots ressemblent à une prière : « Non, chers camarades, permettez au Parti socialiste italien de choisir le moment pour la purge. Nous vous assurons à tous – et je ne crois pas que quelqu'un puisse dire que nous avons une seule fois manqué à notre parole – que la purge sera menée à bien, mais laissez-nous la possibilité de le faire d'une façon utile pour les masses laborieuses, le parti et la révolution que nous préparons [42]. »

Après Serrati, Lénine doit répondre à Crispien et à l'Italien. Une réponse en forme de couperet pour le premier. Il s'attache à démontrer point par point que Crispien est resté de bout en bout fidèle à l'esprit et à la méthode de Kautsky. Relevons simplement, à propos de la terreur :

Nous sommes obligés de recourir à la coercition et à la terreur contre des gens qui se comportent comme les officiers allemands qui ont assassiné Liebknecht et Rosa Luxemburg ou des gens comme Stinnes et Krupp qui achètent la presse. Bien sûr il n'est pas nécessaire de proclamer

37. P. 342-343.
38. P. 344.
39. *Ibidem.*
40. P. 344-345.
41. P. 345.
42. P. 346.

d'avance que nous allons recourir à la terreur, mais si les officiers allemands et les partisans de Kapp restent ce qu'ils sont aujourd'hui, l'emploi de la terreur sera inévitable[43].

Avec Serrati, il est encore plus sec. Celui-ci n'a fait selon lui que répéter ce qu'a dit Crispien. Pour Lénine, c'est la rupture : « Nous devons simplement dire aux camarades italiens que c'est la ligne des membres de *L'Ordine nuovo* qui correspond à celle de l'Internationale et non celle de l'actuelle majorité des dirigeants du Parti socialiste et de leur groupe parlementaire. » Quand Serrati l'interrompt pour lui demander s'il fait exprès de le confondre avec Turati, Lénine dit simplement au congrès : « Personne ne confond Serrati et Turati, sauf Serrati, quand il défend Turati[44]. » C'est fini pour Serrati.

Après une polémique sur le passé et sur le congrès de Leipzig, Paul Levi ne cache pas son scepticisme à l'égard des conditions, qui sont alors au nombre de dix-huit. Elles ne permettent pas en effet selon lui de faire comprendre aux masses de l'USPD ce qui est en jeu. Pour cela, il faut un programme d'action et le rôle – décisif selon lui – du KPD(S).

Le Suisse Jules Humbert-Droz souhaite que la discussion revienne sur les conditions générales d'admission. Il juge inquiétante la situation, qu'il résume ainsi :

Placés devant le cadre de la IIe Internationale et l'impossibilité de la reconstruire, les vieux partis socialistes sont conduits vers la IIIe Internationale alors qu'ils n'ont pas son état d'esprit, n'ont pas adopté ses principes, craignent sa discipline et sa surveillance. Pour ne pas rester isolés, ces partis accepteront n'importe quelles conditions, espérant pouvoir travailler de l'intérieur de l'Internationale communiste. [...] Menacée d'être envahie et contaminée par les partis opportunistes, l'Internationale est sans défense. Ces gens-là signeront tout ce qu'on leur présentera. Même vingt conditions ne nous permettront pas de les tenir hors de nos rangs[45].

Humbert-Droz rejoint Bordiga, qui a demandé que l'une des conditions soit l'exclusion de tous ceux qui ont voté contre le programme de l'Internationale communiste. Il demande qu'au « droit de trahir », que certains revendiquent à cor et à cri, on oppose le devoir de contrôle et d'épuration de l'exécutif sur tous les partis.

Les deux orateurs de la gauche des Indépendants étaient très attendus. Ils sont un peu décevants car ils n'apportent aucun argument neuf. Ernst Daümig souligne que, si l'on ne veut pas donner raison à Kautsky, qui prédit que l'Internationale communiste ne comprendra qu'un vrai parti, le russe, et une multitude de sectes, il faut admettre de vrais partis et admettre qu'ils sont, plus que les autres, discutables et critiquables. Il insiste sur les rapports entre l'USPD et le KPD(S) et conclut qu'il s'agit maintenant non de demander ou non l'adhésion, mais d'enregistrer les conditions, de les expliquer et de s'employer à convaincre la majorité de l'USPD de les accepter. Ceux qui ne seront pas convaincus s'en iront. Walter Stoecker, lui, s'indigne qu'Ernst Meyer – lequel dit d'ailleurs qu'il s'agit d'un lapsus – ait pu parler de scission de l'USPD. Il s'écrie, provoquant un vrai chahut : « Aujourd'hui notre parti tout entier soutient la révolution sociale et la dictature du prolétariat, rejetant la fausse démocratie, bien qu'il manque parfois de la clarté nécessaire concernant la signification et les méthodes de la dictature prolétarienne. [...] Maintenant que les communistes ont adopté une base marxiste, claire, qui maintenant fait la différence entre eux et nous[46] ? »

43. P. 349.
44. P. 352-352.
45. P. 365.
46. P. 375-376.

ZINOVIEV CONCLUT

La conclusion de Zinoviev après un débat où certains moments ont été de bonne tenue est, elle aussi, décevante. De la discussion proprement dite, il ne retire que des blâmes, qu'il répartit. La déclaration Frossard-Cachin est un recul, les critiques de gauche, sans intérêt. L'exécutif, doté du pouvoir d'exclure par les statuts, n'a rien à craindre. Pour le PSI, le jugement ne cesse de s'aggraver :

> Je voudrais dire au camarade Serrati que la situation en Italie est intolérable pour l'Internationale communiste. Tout le mouvement syndical est aux mains des réformistes. C'est le parti qui est à blâmer pour cela [...]. Les syndicats italiens n'ont pas convoqué de congrès depuis sept ans, et c'est toléré par un parti qui appartient à l'Internationale communiste. Les gens du type D'Aragona savent très bien que s'ils convoquent un congrès, les travailleurs les chasseront. De telles concessions sont scandaleuses [...]. Si les dirigeants du parti italien tolèrent cela plus longtemps, nous en appellerons aux ouvriers d'Italie par-dessus leurs têtes[47].

En ce qui concerne l'USPD, Dittmann et Crispien ont démontré, assure-t-il, leur « kautskysme ». Quant à la gauche, « elle n'est pas organisée, parce qu'elle ne sait pas ce qu'elle veut, parce qu'elle ne peut pas se libérer de l'étreinte des opportunistes de droite à moitié morts[48] ». Zinoviev définit clairement la position des Russes par rapport à l'Internationale, telle du moins qu'elle sort incontestablement de ce congrès :

> Nous ne nous considérons pas seulement comme un parti qui gouverne un grand pays mais aussi – et c'est notre fierté – comme un parti communiste qui, avec d'autres, a fondé l'Internationale communiste. L'Internationale communiste n'est pas une organisation russe, c'est une organisation mondiale. Nous sommes fiers que le congrès puisse se tenir sur notre sol. Bien entendu, nous sommes fiers aussi que certains d'entre vous disent qu'ici, en Russie, quelque chose a été accompli. Pourtant nous devons exiger de vous de ne pas venir avec de la rhétorique mais de nous dire ouvertement et clairement quand le mouvement syndical italien, quand la grande classe ouvrière italienne, seront finalement libérés, quand des partis communistes seront finalement construits partout[49].

DEUX GRANDS DÉBATS DE PRINCIPE

Il restait au congrès, après les conditions d'admission, à régler deux grands débats de principe, discutés pendant les mois qui l'avaient précédé, sur le « parlementarisme » et sur les syndicats, conseils d'usine, etc. La première question est discutée dans la journée du 9 août. C'est Boukharine qui présente le rapport de la majorité de la commission. Il explique que le parlementarisme, qui, comme bien d'autres conquêtes ou instruments de luttes ouvrières, avait été intégré dans l'appareil d'État particulièrement pendant l'époque de la guerre et du « capitalisme d'État », était maintenant devenu un « nouveau parlementarisme » à l'époque des crises et des révolutions et que les communistes devaient y prendre leur place. Mais il relève aussi que c'est le plus souvent le plus pur opportunisme qui l'emporte dans l'activité des groupes parlementaires. En fait, seul un vrai parti communiste, dit-il, peut mener une véritable activité révolutionnaire au Parlement.

Le rapport de la minorité est présenté par Bordiga, dont on connaît la position « abstentionniste ». Pour lui, il ne s'agit pas d'une question de principe, mais il est complète-

47. P. 384-385.
48. P. 385.
49. P. 386-387.

ment erroné, à l'ère des soviets, de se faire représenter dans l'institution de la démocratie bourgeoise.

Le débat fait apparaître les clivages déjà connus. L'Écossais William Gallacher, le Suisse Joggi Herzog, le Français Boris Goldenberg, suivent Bordiga. J T. Murphy, l'Italien Luigi Polano fraîchement converti, votent pour les thèses de Boukharine, cependant que le Bulgare Nikolaï Chabline fait une apologie de l'activité « parlementaire révolutionnaire » du PC bulgare. Serrati semble avoir retrouvé sa verve méditerranéenne quand il apostrophe Bordiga : « Ne m'interromps pas, camarade Bordiga. J'ai dormi pendant ton rapport pour ne pas t'interrompre[50]. »

La question syndicale fut, selon Rosmer, très mal traitée par le congrès, « sans ampleur ni profit[51] ». Les débats qui s'y déroulèrent en commission avaient été menés des dizaines de fois. D'un côté se trouvaient groupés derrière Karl Radek, qui n'avait aucune expérience syndicale, les défenseurs de la conception social-démocrate traditionnelle du travail dans les syndicats. De l'autre, les délégués d'atelier, les syndicalistes, Jack Tanner et aussi Rosmer, ainsi que leur allié circonstanciel, John Reed, horrifié à l'idée qu'on pût demander à un communiste de militer au sein de l'AFL, *« boring from within »*. La même commission doit également traiter de la question des conseils ouvriers (soviets), de leur formation et de leur rôle, avec moins de difficultés que pour les syndicats. Elle va décider de créer une commission préparatoire à un congrès des « syndicats rouges », une initiative de longue portée et de lourdes conséquences, qui, de toute évidence, n'avaient été entrevues par personne. Sur cette question, dédaignant l'essentiel, le congrès de l'Internationale n'avait débattu que de bricoles.

Sans pour autant négliger d'autres commissions, nous retiendrons celle sur « la situation internationale et les tâches de l'Internationale communiste », où le nombre des participants dépassait parfois celui des congressistes présents en séance publique. Lénine y participa de bout en bout, obligeant Boukharine à la suivre également. La responsabilité et le rapport y étaient confiés – preuve de confiance – à Alfred Rosmer. Ses « thèses » dressaient une sorte de bilan du congrès, de ses jugements et de ses décisions. Elles condamnaient une fois de plus le gauchisme, le situant plus précisément dans le KAPD, le PC suisse de Herzog, *Kommunismus*, qualifié d'« organe du secrétariat est-européen de l'Internationale communiste à Vienne », chez quelques camarades hollandais – le défunt bureau d'Amsterdam n'était pas mentionné, à la suite d'un vote où Lénine et Rosmer obtinrent une voix de majorité contre Zinoviev et Radek –, dans quelques organisations britanniques et américaines.

Les conditions étaient devenues vingt et une, trois conditions étant ajoutées par la commission à la suite du débat : obligation de tenir un congrès sur la base des résolutions de Moscou, majorité des deux tiers dans les organismes dirigeants de membres partisans de l'adhésion avant le IIe congrès, exclusion des adversaires des conditions et thèses de l'Internationale.

Le règlement de la question italienne se fit sur les positions défendues par les Russes mais définies dans un texte présenté par Graziadei, Bombacci et Polano :

> En ce qui concerne le Parti socialiste d'Italie, le IIe congrès de l'Internationale communiste considère que la révision du programme du parti adoptée au congrès de Bologne l'an dernier est un pas très positif sur le chemin du parti vers le communisme. Les propositions soumises au conseil national du Parti socialiste d'Italie au nom de la section du parti de Turin, telles que

50. Cette réplique ne figure pas dans *DCIC*, mais dans la récente édition américaine, *Workers of the World, Oppressed People, Unite !*, à la page 469 du compte rendu.

51. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 107.

publiées dans *L'Ordine nuovo* du 8 mai 1920, correspondent aux principes fondamentaux de la IIIe Internationale.

En conséquence, le IIe congrès de la IIIe Internationale demande au Parti socialiste d'Italie de convoquer son prochain congrès conformément aux statuts et avec les conditions d'admission de l'Internationale communiste et d'y discuter, avec ces propositions, toutes les décisions des deux congrès de l'Internationale communiste, particulièrement celles qui concernent la fraction parlementaire, les syndicats et les éléments non communistes dans le parti[52].

La page était tournée.

LE MANIFESTE

C'est à Trotsky qu'allait revenir l'honneur de présenter le manifeste du congrès. Il éblouit l'assistance non seulement par la qualité du texte mais par sa présentation magnifique, sans l'aide d'aucune note, pendant une heure. Il décrivait d'abord la situation mondiale, les relations internationales au lendemain du traité de Versailles, dépeignait la situation économique et sociale marquée par la désorganisation de la production et la paupérisation de la population, les interventions de l'État ne faisant qu'aggraver le chaos d'une économie de plus en plus ravagée par les spéculateurs. Il montrait que la bourgeoisie renonçait aux réformes et que partout l'appareil d'État tendait à redevenir le détachement d'hommes armés qui était son essence même. La conclusion était claire : pour que vive l'humanité, il fallait abattre l'impérialisme. La révolution russe l'avait prouvé dans les faits. Trotsky résumait alors à grands traits les décisions du congrès, montrant leur signification à l'échelle mondiale dans l'océan de misère et de désespoir où était plongée la grande majorité de l'humanité, avant de conclure :

> Dans toute son activité, que ce soit en tant que dirigeant d'une grève révolutionnaire, en tant qu'organisateur de groupes clandestins, de secrétaire de syndicat, député, agitateur, coopérateur ou combattant sur une barricade, le communiste demeure toujours fidèle à lui-même, membre discipliné de son parti, ennemi implacable de la société capitaliste, de son régime économique, de son État, de ses mensonges démocratiques, de sa religion et de sa morale. Il est un soldat dévoué de la révolution prolétarienne et l'annonciateur infatigable de la société nouvelle.
>
> Ouvriers et ouvrières ! Il n'existe sur cette terre qu'un seul drapeau qui soit digne que l'on combatte, que l'on vive et que l'on meure pour lui, c'est le drapeau de l'Internationale communiste[53].

Lénine, tentant un bilan et énumérant les victoires depuis une année, écrit : « Plus grande encore est notre victoire sur les esprits et les cœurs des ouvriers, des masses opprimées par le capital, la victoire des idées et des organisations communistes dans le monde entier[54]. »

UNE DÉCEPTION

Quand s'achève le IIe congrès de la Comintern, le 7 août 1920, on peut penser que l'Armée rouge est sur le point de remporter en Pologne une grande victoire. Kamenev a communiqué à Londres les conditions soviétiques de paix, et le gouvernement britannique conseille à Varsovie de les accepter sans tarder : les deux délégations doivent se retrouver à Minsk le 11 août. Il n'en sera rien. On s'en doute, ce n'était pas sur la seule Armée

52. *DCIC*, p. 744-745.
53. P. 741.
54. *Kommunist*, 3-4, août-septembre 1920, Lénine, *Œuvres*, t. XXXI, p. 282.

rouge que les dirigeants de Moscou comptaient dans cette guerre, et leur objectif allait au-delà des problèmes de frontières. La question a fait l'objet d'études et de discussions sérieuses menées avec les dirigeants communistes polonais, dont l'opinion a été écoutée. En fait, à l'exception de Trotsky et de Radek, qui ne comptaient pas sur une révolution polonaise, la totalité de la direction, Lénine en tête, y croyait dur comme fer. Ses partisans comme lui-même, peut-être à la suite des communistes polonais, renouvelaient l'erreur ancienne de Rosa Luxemburg en sous-estimant la question nationale en Pologne, qui amena la grande majorité de la population à se dresser contre l'envahisseur, traditionnellement russe, sans s'occuper de savoir s'il était communiste et si son armée était « rouge ».

Le 5 mai, le gouvernement soviétique avait créé un conseil spécial pour l'étude des problèmes de la guerre avec la Pologne[55]. Dans cette guerre défensive, machinée par le gouvernement français, il le soulignait, le gouvernement des soviets avait désormais deux objectifs : la libération du joug polonais des nations ukrainienne et biélorusse, la seconde, la libération des masses laborieuses polonaises du joug de la bourgeoisie. Le conseil adopta une résolution reprenant ces thèmes, qui fut adoptée par l'exécutif des soviets sous la forme d'un « Appel aux ouvriers, paysans et soldats de Pologne ». Dans un article contemporain, tout en affirmant que la Pologne déciderait librement de ses relations avec la Russie, Radek précisait : « La Pologne doit cesser d'être un mur protégeant l'Europe de la Russie et devenir un pont entre la Russie et l'Allemagne[56]. »

Le même 5 mai, une réunion du CC polonais élargi, tenue après le conseil sur la guerre, écoutait et approuvait un rapport présenté par Stanislaw Budzynski s'attachant à décrire les tensions entre classes en Pologne et concluant que le pays était mûr pour un soulèvement social. Dans ses Mémoires, Hersh Mendel confirme en parlant de la situation en Pologne à cette époque, fin 1919 début 1920 : « La lutte pour gagner l'âme des ouvriers polonais débuta. Les ouvriers des chemins de fer, des usines métallurgiques, les plus importantes, des tramways, de la construction et de la cordonnerie étaient sous influence communiste. La cause était entendue chez les mineurs de Zaglembie et la classe ouvrière basculait du côté des communistes également[57]. »

Nous avons pris connaissance des résolutions enthousiastes du IIe congrès en faveur de la révolution polonaise, mais il faut ajouter qu'aucune ne se prononçait sur l'alternative : partage des grands domaines ou nationalisation avec vastes domaines collectifs, laissant les Polonais choisir eux-mêmes. Marchlewski, le futur dirigeant de la Pologne rouge, donna lui-même la réponse au congrès en assurant que, dans un pays céréalier comme la Pologne, il ne fallait pas détruire les grands domaines seigneuriaux, mais en faire des usines d'État de production de grain.

VERS LE POUVOIR À VARSOVIE ?

C'est le 2 août 1920, après la chute de Bialystok, première ville polonaise importante prise par l'Armée rouge, que fut constitué le Comité révolutionnaire provisoire pour la Pologne. Marchlewski en était le président, Dzerjinsky[58], Felix Kon et Ounschlicht, ses adjoints, Próchníak, son secrétaire. Le Conseil révolutionnaire de la guerre de l'URSS avait adjoint au comité polonais, en tant que conseiller, l'un de ses membres les plus brillants, le Letton Ivar Teunissovitch Smilga, chargé à la fois de conseiller les autorités

55. M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland*, p. 89-90.

56. K. Radek, « La question polonaise et la révolution internationale », *Die Kommunistische Internationale*, n° 12, 1920.

57. H. Mendel, *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, p. 215-217.

58. Certains auteurs, « confient » cette présidence à Dzerjinski, sans doute parce qu'il était l'homme de la Tcheka !

militaires soviétiques d'occupation et de coordonner les activités des comités révolutionnaires locaux.

Le comité ne perdit pas de temps. Une de ses premières initiatives fut de faire lancer par avion au-dessus de la Pologne des millions d'appels aux travailleurs polonais des villes et des champs présentant son programme : nationalisation des usines et des mines. Le pouvoir devait revenir aux conseils ouvriers dans villes et villages, être remis au RKP en cas de chute de Varsovie, précédant l'établissement d'un gouvernement socialiste de la République soviétique polonaise. Marchlewski préconisa, pour « faire mieux que Lénine », disait-il, la transition par les coopératives agraires de production, une marche vers la collectivisation. Mais cette perspective était loin d'être populaire chez les paysans polonais. Ce programme n'eut pas d'écho favorable chez eux.

Dans les villes, il semble que la classe ouvrière avait été très mécontente de l'attaque de l'armée polonaise contre Kiev, et la classe ouvrière juive enragée des pogroms commis dans leur retraite par des unités agissant sans ordre – de sanglants pogroms. Le bundiste Henryk Erlich exprima les sentiments de la « rue juive » dans une courageuse intervention publique. Mais avec le reflux des troupes polonaises apparaissait le danger d'une victoire des Russes, oppresseurs séculaires. Le vent tourne. Alors même que la IIe Internationale condamne Piłsudski et l'agression polonaise, le PPS, lui, se situe sur le plan de l'union sacrée avec la Pologne des bourgeois et magnats menacée. A Varsovie, il prépare ses groupes de combat à la lutte armée contre les Russes à leur entrée dans la capitale. C'est au moment de l'offensive que le RKP met sur pied un certain nombre d'organismes, à peu près au moment du reflux des armées polonaises : soviets (conseils) ouvriers et paysans dans les zones libérées avant tout. Mais il se prépare aussi dans la zone encore tenue par le gouvernement polonais.

C'est ainsi qu'est constitué à Varsovie un Comité militaire révolutionnaire clandestin. Il est présidé par Stefan Królikowski, dirigeant de 1905, ancien leader du PPS, et comprend notamment Yisroel Gajst, ex-sioniste de gauche, représentant des ouvriers juifs, qui, arrêté, sera remplacé par H. Sztokfish. Il y a aussi Karolski, l'un des orateurs les plus populaires dans le milieu ouvrier juif, évidemment réfractaire au chauvinisme polonais. L'objectif de ce CMR n'est pas de prendre le pouvoir à Varsovie, même en cas d'entrée dans la capitale de l'Armée rouge. Sa mission est autre. Hersh Mendel la précise clairement : « Le Comité militaire révolutionnaire devait organiser des sections rouges ayant pour mission de combattre les sections du PPS et de faciliter la progression de l'Armée rouge vers la frontière allemande, où elle devait, selon l'expression de Lénine, “prendre le pouls de la révolution en Allemagne”[59]. »

C'est finalement l'état-major de la XVIe armée rouge qui fait savoir au CMR varsovien qu'il ne faut plus rien entreprendre parce que son entrée dans Varsovie est imminente. Il déploie alors une grande activité. Plans militaires pour occuper casernes et commissariats et les principales imprimeries. Plans politiques, car le Bund désirait participer au nouveau gouvernement et réclamait le portefeuille des Affaires populaires juives : la question fut renvoyée à plus tard. Un « plus tard » qui ne vint jamais, car l'Armée rouge battit en retraite pour de bon.

LES CAUSES DE L'ÉCHEC

Faut-il suivre l'historien M.K. Dziewanowski, qui, s'alignant sur un jugement du PC stalinisé, en 1930, selon lequel le RKP aurait révélé sa faiblesse congénitale, son manque

59. H. Mendel, *op. cit.*, p. 218.

d'activité révolutionnaire et une passivité provoquée par les victoires de l'Armée rouge ? Les Mémoires d'Hersh Mendel – que cet auteur ne cite pas – ne confirment pas ce jugement. Le parti polonais ne manquait ni de courage ni de combativité, mais il était sans doute au-dessus des forces d'un parti communiste quelconque de lutter contre le sentiment antirusse des masses, qui s'exaspéra de voir les troupes russes franchir le Bug. Il a eu en effet à subir la campagne accusant les Russes de pillages et de viols, ressassant aux Polonais les tristes expériences passées de l'occupation de la Pologne par les troupes russes du tsar et les massacres commis par les bolcheviks dans leur propre camp. Peut-être aussi, dans les zones occupées, la tutelle de fait des autorités soviétiques sur les conseils polonais apparut-elle comme une véritable annexion. Les causes de la défaite de l'Armée rouge tiennent en partie à l'étirement des lignes et du ralentissement du rythme de l'offensive. Mais il semble qu'elle fut pratiquement décidée par l'indiscipline de l'armée d'Egorov, dont Staline était le commissaire politique. Tous deux décidèrent en effet de ne pas obéir à l'ordre de Toukhatchevsky de concentration des troupes contre Varsovie et laissèrent la cavalerie de Boudionny piquer vers le sud-ouest, afin de s'assurer un succès par la prise de Lvov, ce qui obligea la cavalerie de l'armée de Toukhatchevsky à battre en retraite et sauva Varsovie[60].

L'affaire provoqua un sérieux conflit entre Lénine et Staline, et la démission de ce dernier du Comité militaire révolutionnaire. Il fallut bientôt se rendre à l'évidence. Malgré l'agitation ouvrière en Europe, les puissances, et en particulier le gouvernement français, intervenaient à nouveau. Il y avait déjà à Varsovie une mission militaire, 200 officiers environ, dont le capitaine Charles de Gaulle. Le gouvernement français envoya l'ancien collaborateur de Foch, le général Weygand, convaincu que sa mission était de restaurer, avec la Pologne, « le rempart de la civilisation chrétienne, de l'Occident[61] ».

Le capitaine de Gaulle a « observé le degré de misère que peuvent atteindre des hommes [...] la foule affreuse des faubourgs ». Lui aussi voit « la civilisation menacée » : « Notre civilisation, écrit-il, tient à bien peu de chose. Toutes les richesses dont elle est fière auraient vite disparu sous la lame de fureur des masses désespérées ».

Les troupes polonaises arrêtèrent l'armée russe devant Varsovie, et, après les trois jours de la « bataille de la Vistule » (certains diront, bien sûr, « le miracle de la Vistule »), du 14 au 17 août, commençèrent à la refouler. L'armistice fut signé le 12 octobre. La révolution ne serait pas exportée par les armes. Le moral des révolutionnaires recevait un coup sérieux. Le RKP était en tout cas convaincu et mobilisé dans la perspective révolutionnaire à court terme, comme le montre ses analyses de l'été 1920, par exemple cette résolution du comité central à la 2e conférence qui affirmait : « L'éclatement de la révolution en Europe sera pour les régiments rouges de Russie le signal de la reprise de leur marche vers l'Ouest[62]. »

LES SUCCÈS DES COMMUNISTES POLONAIS

Paradoxalement, les éléments ne manquaient pas pour sous-estimer l'importance des dégâts et du mal fait au RKP par l'avance de l'Armée rouge en Pologne. Les lendemains de la guerre enregistrèrent de grands succès pour le parti polonais. Dans la seconde moitié de 1920, c'est d'abord le fait qu'un certain nombre d'éléments de la gauche du PPS,

60. Sur cet épisode, voir le livre *(Toukhatchevsky)* d'un auteur lié aux services de renseignements militaires français, Sophie de Lastours, et le résumé qu'elle fait, p. 141-158, du contenu des publications et des documents d'archives soviétiques sur la question.

61. J. Nobécourt, *Une histoire politique de l'armée*, t. I, 1919-1942, *De Pétain à Pétain*, p. 74.

62. Cité par Dziewanowski, *op. cit.*, p. 95.

révulsés par l'attitude non seulement anticommuniste mais antiouvrière de leur parti, rejoignent le RKP : parmi eux, Jerzy Sochacki, un avocat, ancien secrétaire général, et un député, le cheminot Stanislaw Łancucki. D'autres groupes socialistes suivent.

Surtout, à partir de 1921, ce sont des groupes très importants de socialistes juifs, eux aussi révulsés par l'attitude du PPS et par son alignement sur les chauvins et les pogromistes, qui rejoignent les communistes. C'est d'abord le Kombund, l'aile gauche, communiste, du Bund, que dirigent Aleksander Minc, Abè Flug, Abè Kantor, puis les gens de Poale Zion avec Gershon Dua, Szaül Amsterdam, Mendel Michrowski, Alfred Lampe et les *Vereinigte* (unifiés) avec Lestchinsky. H. Mendel peut écrire qu'à partir de cette date le PC polonais est devenu « la force principale dans le mouvement ouvrier juif[63] », un parti juif de masses. Il recrute également un dirigeant paysan populaire, membre du Parti radical paysan et député au Sejm, Tamasz Dabal, dit Dombal, qui va devenir un des dirigeants de la future Internationale paysanne, la Krestintern. Le fait qu'il est le deuxième député à le rejoindre, après Łancucki, apporte au PC une capacité d'agitation infiniment supérieure que les deux hommes sauront exploiter.

Malgré les apparences et la légende entretenue en Occident, la déception polonaise à l'été 1920 n'est pas le catastrophique effondrement d'une grande illusion. Les causes de la défaite polonaise sont parfaitement compréhensibles avec la tentative d'exporter la révolution à travers l'Armée rouge. L'attachement des paysans au partage de la terre est souligné. Finalement, les progrès des Polonais justifient la politique de la Comintern.

63. H. Mendel, *op. cit.*, p. 237.

CHAPITRE IX

Le pain blanc des illusions[1]

Le IIe congrès de la Comintern est une pierre angulaire de sa construction, un jalon capital dans le cours de son développement. Au fond, l'Internationale n'avait été que proclamée. La voilà en train d'être construite, véritablement fondée. Depuis ce mois d'août 1920, elle existe, et, en ce sens, l'appel de Zinoviev aux délégués d'enregistrer ces jours dans leur mémoire était parfaitement justifié.

PREMIÈRES DÉCEPTIONS

Pourtant, les lendemains de cet événement considérable n'ont pas été ceux qu'attendaient ses organisateurs. Bien sûr, les partis ont continué à solliciter leur admission dans les rangs de la nouvelle Internationale. Bien sûr, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont revendiqué dans les mois suivants le titre et le nom de communistes, l'objectif, le programme du communisme, et revendiqué sa noblesse, à laquelle ils offraient leur vie même. Mais il y avait déjà dans le fruit un ver que l'on ne voyait pas et qui compromettait la cueillette. L'Armée rouge avait été arrêtée aux portes de Varsovie et il n'y avait pas eu de début de révolution avec son avance, ni en Pologne ni en Allemagne.

Les centaines de milliers de grévistes en Italie et en Bohême, les usines occupées, les gares prises d'assaut, le drapeau russe flottant sur les usines italiennes, les grands partis français, indépendant allemand, tchèque, se pressant à la porte, tout cela avait une saveur de victoire et de lendemains qui chantaient. Le temps n'était pourtant pas loin où les communistes allaient déchanter et, pour la première fois de leur brève histoire, perdre, sans avoir eu à livrer une bataille décisive, mais sous le poids de leur propre faiblesse, une partie des conquêtes qu'ils avaient cru assurées avec le IIe congrès, celui des espérances, devenu rétrospectivement celui des espérances déçues.

1. P. Frank, *op. cit.*, 2e partie, chap. II, « Premières difficultés », p. 121-152 ; C.L.R. James, *op. cit.*, saute par-dessus cette période.

LE CONGRÈS DE BAKOU[2]

Le IIe congrès était à peine terminé qu'un certain nombre de délégués, parmi lesquels Zinoviev, Radek, Tom Quelch, Jansen, Alfred Rosmer, John Reed, auxquels était adjoint Béla Kun, enfin arrivé à Moscou, prirent le train pour se rendre à Bakou. Là allait commencer le 1er septembre le congrès des peuples d'Orient. Béla Kun, Zinoviev et Radek représentaient l'Internationale, les autres, les partis de pays possédant des colonies. L'initiative ne faisait pas l'unanimité. M.N. Roy, qui l'appelait « le cirque Zinoviev », refusa de s'y joindre, n'y voyant qu'une parade propagandiste.

L'exécutif avait décidé la tenue de ce congrès et envoyé la convocation au temps de la convocation du Ier congrès. Elle avait expliqué aux « ouvriers et paysans du Proche-Orient » qu'il leur fallait s'organiser, s'armer, s'allier à l'Armée rouge pour défier les capitalistes français, anglais et américains et se libérer de leurs oppresseurs » : « Chaque année, vous traversez les déserts pour vous rendre aux Lieux saints. Maintenant, frayez-vous un chemin à travers déserts, montagnes et rivières pour vous réunir ensemble, pour décider ensemble des moyens de vous libérer des chaînes de la servitude, de vous unir dans une union fraternelle et de vivre comme des hommes libres et égaux[3]. »

Un important travail préparatoire avait été fait par les militants, communistes ou non, de cette région, notamment ceux d'Azerbaïdjan. Bakou avait été choisie comme capitale d'une république qui se trouvait au croisement entre la Russie et l'Orient. Le comité d'organisation comprenait les communistes d'Azerbaïdjan Nariman Narimanov et M.D. Gousseinov, Saïd Gabiev, du Daghestan, le communiste turc Mustafa Subhi et les membres du CC du parti russe Sergo Ordjonikidze et Elena Stassova. C'était, et de loin, le plus grand rassemblement jamais organisé par l'Internationale communiste : 2 850 délégués, dont 235 Turcs, 192 « Persans et Parsis », 157 Arméniens, 100 Géorgiens, 8 Chinois, 8 Kurdes, 3 Arabes, des Caucasiens divers, 15 Indiens, des Coréens. Certains avaient cheminé pendant des mois. Les délégués de Moscou, eux, n'avaient mis que cinq jours en train, avec bien des arrêts pour la propagande. Deux Iraniens avaient trouvé la mort près d'Enzeli, mitraillés sur leur bateau par un avion anglais, deux autres furent tués à la frontière par des gardes iraniens. Les délégués indiens vinrent à travers le Turkestan, et aussi quelques déserteurs indiens de l'armée britannique. Il y avait parmi eux des communistes. Parmi les vieux militants, on peut citer Narimanov et l'Iranien Ahmed Sultanzadeh. D'autres étaient des combattants nationalistes, notamment Ryskoulov et surtout Narboutebakov, porte-parole des non-communistes.

Zinoviev, un tribun qui sentait sa salle, comprit qu'il ne fallait pas être trop dogmatique. Il mit une sourdine aux mots d'ordre de classe en langage marxiste, et mit au contraire l'accent sur les sentiments nationaux et religieux.

La tradition du *djihad*, la guerre sainte contre l'infidèle, fut utilisée pour la croisade moderne des peuples opprimés contre les impérialistes oppresseurs. La salle tout entière fut électrisée :

> Camarades ! Frères ! Le temps est venu de commencer à organiser une véritable guerre sainte du peuple contre les voleurs et les oppresseurs. L'Internationale communiste se tourne aujourd'hui vers les peuples d'Orient et leur dit : Frères, nous vous appelons à la guerre sainte et d'abord contre l'impérialisme britannique (Tempête d'applaudissements, ovation prolongée. Les membres du congrès se lèvent et brandissent leurs armes. L'orateur ne peut plus pendant

2. Nous avons suivi ici l'excellente édition américaine sur ce congrès avec ses documents, *To See the Dawn. First Congress of the Peoples of the East*, ci-après *Bakou*.
3. *Bakou*, p. 40.

longtemps continuer son discours. Tous les délégués, debout, applaudissent. On crie : « Nous le jurons. »)

Que cette déclaration soit entendue à Londres, à Paris, dans toutes les villes où les capitalistes ont encore le pouvoir ! Qu'elle inspire le serment solennel par les représentants de dizaines de millions de travailleurs d'Orient, qu'en Orient le poids de l'oppression britannique, le joug capitaliste qui pèsent sur les travailleurs doivent cesser !

Vive l'union fraternelle des peuples d'Orient avec l'Internationale communiste ! (« A bas le capital ! Vive l'empire du travail ! » [Tempête d'applaudissements.] « Vive la résurrection de l'Orient ! », [cris de « Hourrah ! ». Applaudissements.] Des voix : « Vive la IIIe Internationale communiste ! ». [Cris « Hourrah ! ». Applaudissements.] Voix : « Vive l'unité de l'Orient, de nos dirigeants respectés, de l'Armée rouge ! ». [Cris « Hourrah ! ». Applaudissements.])[4].

Un incident est évité de justesse du fait de la présence du dirigeant nationaliste jeune-turc Enver Pacha. D'énormes difficultés de traduction rendent évidemment difficile les discussions et les débats d'idées : certains émettent des réserves sur l'exactitude de traductions faites par Piotr Petroff – celui que nous avons rencontré en Grande-Bretagne – car elles soulèvent un enthousiasme que rien, dans le propos à traduire, ne semble justifier. Relevons des discussions sur le sionisme, le rôle des femmes, des critiques surtout de musulmans du Turkestan sur le comportement « grand-russe » de certains communistes.

Nabourtabekov prononce un discours retentissant. Pour lui, les masses ouvrières du Turkestan ont à lutter sur deux fronts, ici contre les mollahs réactionnaires et là contre les tendances étroitement nationalistes des Européens. Il s'écrie : « Nous vous disons : débarrassez-nous de vos contre-révolutionnaires, de vos éléments étrangers qui sèment la discorde nationale, débarrassez-nous de vos colonisateurs travaillant sous le masque des communistes[5] ! » Il s'en prend aussi aux persécutions déchaînées contre les musulmans privés de prières, de rites d'enterrement, ce qui, selon lui, signifie « semer la contre-révolution dans les masses laborieuses[6] ». Il ne semble pas que l'avertissement ait été vraiment entendu. Il sera pourtant répété.

On se retrouve plus à l'aise dans les grandes manifestations, les gestes et les couleurs : ainsi pour l'inauguration d'un monument à Karl Marx, ou pour l'enterrement solennel de 26 commissaires massacrés au début de la guerre civile. Pour le reste, le congrès publie deux manifestes et crée un conseil de propagande et d'action de 47 membres de 20 nationalités et un présidium de 7 membres, dont 2 représentant la Comintern. Il sera éphémère. Mais c'est de l'acte qui l'a fondé que découle la fondation de l'institut de propagande de Tachkent, puis l'Université des peuples d'Orient, fondée en 1921 avec 700 étudiants de 57 nationalités et des branches à Bakou et à Irkoutsk.

Un des historiens de l'IC écrit que « la contribution du IIe congrès et du congrès de Bakou à la marche de la plus grande partie de l'humanité vers le socialisme constitue un fait historique colossal ». Cela tient évidemment de la galéjade propagandiste. On peut néanmoins reconnaître que c'était là le début d'un long développement, d'un tournant dans l'histoire de l'Orient en particulier et d'un mouvement des nationalités qui prenait historiquement appui sur la révolution russe.

4. *Bakou*, p. 78.
5. *Ibidem*, p. 107.
6. *Ibidem*, p. 108.

DE JEUNES MORTS

Le lendemain du IIe congrès est marqué par un certain nombre de pertes humaines qui sont directement liées à sa tenue et à ses conséquences. D'abord John Reed, « Jack ». Il avait été à lui seul une sorte de comité d'accueil du IIe congrès et s'était usé en discussions qu'il a jugées très vaines sur la question syndicale, notamment avec Radek. Il se lassait de plus en plus de ces Russes qui pensaient avoir toujours raison. Il semble en particulier avoir eu pour cette raison beaucoup d'hostilité à l'égard de Zinoviev. Puis il est allé à Bakou. L'un de ses biographes, Robert Rosenstone raconte : « John, vêtu d'une chemise rayée sans col et d'un pantalon large [...] essayait de se faire comprendre par signes ou utilisait une demi-douzaine de langues rudimentaires ; il s'émerveillait que la révolution ait pu avoir un aussi grand retentissement et rêva à nouveau d'enfourcher un cheval et de suivre ses nouveaux amis dans les montagnes[7]. »

Rosmer semble n'avoir vu que lui au cours de ce voyage. Il nous le montre curieux, enthousiaste, autant des fruits que des soieries et de la mer dans laquelle il plonge dès qu'il le peut. Il lui est apparu très triste pendant le voyage de retour, qui dut lui paraître long puisqu'il attendait avec une immense impatience de retrouver à Moscou sa compagne Louise Bryant, venue le rejoindre des États-Unis. Il était aussi incontestablement déçu. Il trouva bien Louise à son arrivée mais tomba malade au bout de dix jours. Il fut hospitalisé et il fallut quelques jours pour diagnostiquer le typhus. Il lutta encore contre de mauvaises traductions de ses interventions aux congrès. Il mourut le 17 octobre 1920, à trente-trois ans. L'urne contenant ses cendres prit place dans le mur du Kremlin. Avec lui disparaissait non seulement un incomparable chroniqueur et historien de la révolution russe, un très grand journaliste, mais aussi un homme enthousiaste, généreux, sincère et désintéressé, convaincu de ce qu'il disait et prêt à souffrir et mourir pour ses idées – un homme véritable, beaucoup plus que le « révolutionnaire romantique » vu par Rosenstone.

Lors de l'enterrement de Jack Reed, il y avait déjà plusieurs semaines qu'avaient péri trois délégués français, disparus en mer avec leur interprète, le russo-français Sacha Toubine, et qui n'ont donc jamais eu de funérailles. Écrivain, socialiste, pacifiste avant de se joindre aux communistes, Raymond Lefebvre avait vingt-sept ans et, selon l'expression de Victor Serge, « il clamait pour les survivants d'une génération enterrée dans les fosses communes[8] ». Il venait de rejoindre à Paris le comité de la IIIe Internationale. Marcel Vergeat, vingt-neuf ans, ouvrier tourneur mécanicien, responsable des Jeunesses syndicalistes dans les métaux parisiens, était un modeste, un organisateur syndicaliste révolutionnaire. Il avait soutenu Zimmerwald et Kienthal et était membre du CDS (Comité de défense syndicaliste). Louis Bertho, dit Jules Lepetit, trente et un ans, ouvrier terrassier, puis chauffeur de petites voitures, était anarchiste et syndicaliste, un vrai « chef prolétaire », dit Victor Serge. Il avait appartenu aux Jeunesses syndicalistes, avait adhéré pendant la guerre au Comité pour la reprise des relations internationales. Alfred Rosmer parle des trois Français et de leur comportement en Russie :

> Le choix était excellent et cette délégation, petite par le nombre, était bien représentative des tendances présentes du mouvement ouvrier français. Raymond Lefebvre était le plus enthousiaste ; il participait avec une ardeur juvénile aux discussions entre les délégués, questionnant, s'informant. « Tout ce que nous avons fait jusqu'à présent est à reprendre », me dit-il un jour : c'était la conclusion de ce qu'il avait vu et appris pendant son séjour. Vergeat, par tempérament et du fait qu'il restait en dehors du parti, était plus réservé ; c'était un militant solide qui ne se prononçait

7. R. Rosenstone, *John Reed, le romantisme révolutionnaire*, p. 579.
8. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 115.

pas sans réflexion ; il était de ces syndicalistes qui, entièrement dévoués à la révolution russe, avaient encore besoin de se concerter, d'examiner entre eux le grave problème que posait l'adhésion à un parti politique. Des trois, Lepetit était naturellement le plus critique ; cependant, les lettres qu'il écrivit de Moscou et que publia *Le Libertaire* montraient que ses critiques, même vives, n'entamaient pas sa sympathie pour le nouveau régime[9].

D'AUTRES MORTS SUR LE CHEMIN DU RETOUR

Raymond Lefebvre a fait sur ceux qui l'ont connu une grande impression. Victor Serge parle d'un mélange d'enfance et de génie. Jacques Sadoul écrit à Paul Vaillant-Couturier qu'il l'a vu comme une « figure lumineuse, jeune homme magnifiquement doué [...], un génie politique près de s'épanouir[10] ». Tous ces gens le considéraient comme le chef de demain du communisme en France. Vergeat et Lepetit étaient des militants ouvriers d'une grande honnêteté que Pierre Pascal, qualifie de « révolutionnaires loyaux et réalistes », convaincus, gagnés au communisme par leur séjour et leur enquête.

Les circonstances de leur mort ont donné lieu à polémique, des accusations d'assassinat par les Russes – normales de la part de la droite, mais qui nous semblent un véritable anachronisme, car Lénine n'était pas Staline et les deux époques sont bien différentes. En réalité, ce qui est indiscutable, c'est que les trois hommes étaient pressés de revenir en France et que le chemin normal pour un homme qui revenait de Russie dans les conditions qui étaient les leurs passait par Mourmansk et la voie maritime. Ils partirent malgré le gros temps et n'arrivèrent pas. Annie Kriegel a enquêté sans résultats et doit reconnaître que rien ne permet de parler d'assassinat, et que rien ne permet de le démentir, une conclusion qui peut s'appliquer à bien des décès accidentels ! Dans ses souvenirs, Alfred Rosmer cite longuement Pierre Pascal, qui les fréquenta beaucoup à Moscou :

> Vergeat et Lepetit ont quitté la Russie bien changés. Ils ont appris ici une grande vérité qui leur manquait en France. Ils se figuraient jadis, plus ou moins consciemment, que la société nouvelle de leurs rêves, sans classes ni exploitation, pouvait être instaurée d'un jour à l'autre et succéder toute faite au régime capitaliste au lendemain de la révolution. Ils ont appris en Russie que cette société devait au contraire se forger dans la peine et dans l'effort de longues années [...]. Et puis leur éducation avait été complétée par Lénine en personne, oralement et par écrit. Ils eurent avec lui un long et cordial entretien ; ils lurent la traduction française de son ouvrage *L'État et la révolution*. Cette lecture fut pour eux une véritable révélation [...]. Leur sentiment du devoir fut cause de leur mort. Ils périrent victimes de leur hâte à apporter en France la bonne parole du communisme[11].

Le délégué grec au congrès, l'étudiant Démosthénès Ligdopoulos, et le représentant fraîchement désigné de la Comintern en Grèce, Orion Alexakis, un Russe d'origine grecque, ont probablement été assassinés par les pêcheurs du petit bateau sur lequel ils avaient embarqué pour revenir clandestinement au pays. La disparition de Ligdopoulos, qui, avant le congrès, s'était longuement entretenu avec Rakovsky, était une lourde perte.

Enfin, pour un groupe de militants turcs, le IIe congrès fut aussi l'une de leurs dernières activités politiques. Parmi eux se trouvaient deux militants du temps de la guerre et du groupe communiste de Russie, Mustafa Subhi et Ismail Hakki. Revenus légalement dans

9. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 132.

10. Lettre de J. Sadoul à P. Vaillant-Couturier, 19 novembre 1920, *Bulletin communiste*, n° 16, 21 avril 1921, p. 255-260.

11. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 123.

leur pays, ils y furent assassinés par la police, qui se contenta de les noyer dans la mer de Marmara.

LES GRANDES GRÈVES D'ITALIE [12]

Beaucoup considèrent que la grève avec occupation des usines en Italie en septembre 1920 marque l'apogée de la montée révolutionnaire, l'affirmation de la volonté de la classe ouvrière de s'approprier l'instrument de production et le droit de diriger la société tout entière. Or le mot d'ordre d'occupation fut lancé par les dirigeants très modérés du syndicat des métaux, la FIOM, pour éviter la grève, qu'ils jugeaient trop dure et trop dangereuse. Mais il fut repris au vol par les travailleurs survoltés. L'occupation est intervenue au terme de quatre mois de négociations interminables sur les salaires sous forme de dialogue de sourds. Antonio Gramsci, l'homme de *L'Ordine nuovo*, a le premier saisi le changement qualitatif qu'elle apportait :

> Quand les travailleurs faisaient grève, le devoir des grévistes se limitait à avoir confiance dans leurs dirigeants lointains [...]. Si les ouvriers en lutte occupent les usines et décident de continuer la production, la position morale des masses change brusquement et prend force et valeur différentes. Les bonzes [...] ne peuvent plus tout diriger [...] la masse doit résoudre les problèmes de l'usine par ses propres méthodes et à travers ses propres hommes [13].

L'occupation des usines par les métallos s'est déroulée du 1er au 4 septembre 1920. On dénombre au total dans tout le pays 400 000 occupants métallos, 500 000 avec ceux qui manifestent leur solidarité en les imitant. Les techniciens sont avec les ouvriers. Sur toutes les usines occupées flotte le drapeau rouge, parfois une véritable forêt. On chante, on danse, on joue de la mandoline. L'occupation est à la fois le travail pour soi et la joie pour tous. Le plus souvent une Garde rouge armée assure la sécurité. Une mitrailleuse sur le toit d'une usine Fiat. C'est le cas à Turin, où il y a plus de 100 000 occupants. Dans un très bel article, au demeurant pénétrant, Antonio Gramsci, dans l'*Avanti* du 5 septembre 1920, a salué avec enthousiasme le « dimanche rouge » des métallos. Mais tous les observateurs de l'époque, d'Angelo Tasca à Palmiro Togliatti, sans oublier les réformistes et les maximalistes, soulignent la terrible insuffisance de la préparation militaire des ouvriers, qui ne sauraient passer à l'offensive au-dehors des usines sans initiative de ce genre. L'armement, quand il existe, et la Garde rouge, quand elle est organisée, n'ont de signification que défensive, et encore une défense fort limitée dans le temps par la faiblesse de l'armement et la pénurie de munitions. Les socialistes maximalistes ont parlé jusqu'à plus soif de la révolution mais il n'y a pas eu une once de préparation révolutionnaire réalisée sous leur direction. Aussi est-ce en pleine connaissance de cause que, le 6 septembre, la direction de la CGL interroge les socialistes turinois lors de son conseil national et leur demande s'ils veulent passer à l'offensive et sont prêts à la diriger. C'est Togliatti qui répond : « Ne comptez pas sur une action lancée par Turin seule. Nous n'attaquerons pas. Cela exige une action simultanée à la campagne. Et surtout, cela exige une action à l'échelle nationale [14]. »

Le 10 septembre après-midi se tient une dramatique réunion commune de la direction de la CGL et de celle du PSI. Au nom de la première, D'Aragona déclare que, si le parti pense que le moment est venu pour la révolution, son organisation syndicale refusera de

12. On peut se reporter à l'ouvrage déjà cité de Paolo Spriano ainsi qu'à son travail sur l'occupation des usines, et à Angelo Tasca, *Naissance du fascisme*.

13. A. Gramsci, « Le dimanche rouge », *L'Ordine nuovo*, 5 septembre 1920.

14. Cité par J.M. Cammett, *Antonio Gramsci and the Origins of Bolshevism*, p. 118 ; P. Spriano, *La Occupazione de las fabricas*, p. 96-97.

lancer le prolétariat dans le suicide et démissionnera, laissant aux dirigeants socialistes la direction de l'ensemble du mouvement. La direction du parti se dérobe et cherche à se dédouaner : elle ruse et demande que la décision soit prise par le conseil national de la CGL. Là, la motion de D'Aragona obtient 591 000 voix contre 400 000. La direction réformiste l'emporte. Pour les battus, y compris les communistes partisans de Moscou, ce n'est que partie remise. Mais Giolitti, chef du gouvernement, s'engage dans cette porte étroite. Son projet d'institutionnalisation du contrôle ouvrier rencontre l'approbation du patronat et de la direction syndicale. L'accord est signé le 19 septembre et doit être soumis à référendum des grévistes. Les réformistes crient victoire.

Des brèches révélatrices

La coupure de fait entre le parti et Moscou est totale. Ni Serrati ni Bordiga ne sont encore revenus de leur voyage de Moscou. Ce n'est que le 21 septembre que l'exécutif de l'Internationale discute de la situation en Italie et charge Zinoviev de lancer un appel au prolétariat italien. A cette date, les appels à l'action – formation de soviets, insurrection armée, etc. – qui vont pleuvoir de Moscou sont déjà si anachroniques que personne ne va les publier. En fait, c'est de Paul Levi, dans une interview à l'*Avanti*, les 14 et 15 septembre, qu'est venue la première critique communiste de l'extérieur. Pour lui, l'Italie vit un grand moment révolutionnaire, mais il n'y a « aucun objectif révolutionnaire clair ». Les risques sont énormes, écrit-il, « si le parti ne s'empare pas tout de suite des rênes du mouvement pour maîtriser les événements et devenir la force motrice ». Il admet qu'il est possible que le temps ne soit pas venu d'établir la république italienne des soviets, mais en tout cas il l'est de lancer le mot d'ordre de conseils ouvriers politiques et d'établir un pouvoir ouvrier, créant ainsi une situation de double pouvoir.

Serrati, revenu le 16, déclare le 20 qu'il s'agit d'un succès puisque le principe de la propriété privée a été violé par l'accord, mais il souligne le danger de l'institution d'un contrôle syndical, source de collaboration de classes, et dit que l'accord est une victoire politique pour la bourgeoisie. Les amis de Bordiga à la Fiat de Turin, conduits par Giovanni Parodi, annoncent qu'ils scissionnent pour former un parti communiste. Les réactions sont finalement mitigées – Bordiga désavoue ses Turinois – et le référendum organisé par la FIOM donne à l'accord une approbation de soulagement. Gramsci, le 24 septembre, dans un article de l'*Avanti* de Turin, assure qu'on a laissé passer une occasion révolutionnaire : « Un mouvement révolutionnaire ne peut reposer que sur une avant-garde ouvrière et doit être dirigé sans consultations préalables et sans l'appareil d'assemblées représentatives. » Il dénonce la forme « antirévolutionnaire » du référendum. Il n'est pas le seul : un ouvrier de Florence explique : « Si le vote est oui, il faut rentrer, et si le vote est non, il nous faut sortir [15]. »

Personne ne sait encore que ce revers est le début d'un profond reflux. On le sait moins encore dans la mesure où les organes de presse et certains responsables de l'Internationale communiste ont donné du mouvement une description qui n'a qu'un rapport lointain avec la réalité. Ainsi ce récit épique, imaginé de loin par Karl Radek, d'une révolution trahie :

> De même que les masses dans les métaux, le textile et la chimie occupent les usines et montrent la porte aux patrons d'hier, de même la masse des prolétaires sans logis passent à l'action, occupent les villas et les palais des riches, y installent leurs femmes et leurs enfants. Le mouvement s'étend à la campagne. A partir de la Sicile, puis remontant d'Italie du Sud vers l'Italie centrale, les

15. Cité par G.A. Williams, *Proleterian Order*, p. 273.

paysans marchent, drapeaux rouges en tête, pour saisir les grands domaines et former leur Garde rouge[16].

DÉBUT DE LA SCISSION EN TCHÉCOSLOVAQUIE[17]

C'est dans le numéro 15 de la revue *L'Internationale communiste* que paraît au début de 1921 le premier compte rendu substantiel sur la Tchécoslovaquie : celui du congrès de Bakou et la notice de Victor Serge sur Raymond Lefebvre y figurent aussi. L'article est signé « Hulla ». Il s'agit en réalité de Brétislav Húla, un ancien prisonnier de guerre en Russie, proche de Muna et membre du premier noyau communiste.

L'enjeu est considérable. La Tchécoslovaquie n'est pas un pays arriéré. Elle compte 13,5 millions de travailleurs salariés, dont 45 % dans la seule industrie. Les dirigeants du Parti social-démocrate tchécoslovaque annoncent 700 000 membres. Aux élections législatives du début 1920, ils ont obtenu 600 000 voix et 74 élus. Or la conférence de la Gauche marxiste à Prague, le 5 septembre 1920, discute de l'adhésion à la Comintern, mais seulement comme une possibilité. On sait combien les dirigeants de ce parti – et même ceux qui se disent à gauche, comme Bohumir Šmeral – sont réticents devant toute posture révolutionnaire, y compris devant la perspective de la scission d'un parti qu'ils veulent conquérir de l'intérieur sans en chasser personne, ou le moins possible. A cet égard, les ressemblances sont grandes avec les socialistes italiens. Pourtant, sous la pression de l'Internationale communiste, la gauche tchèque finit par se décider à faire campagne pour le retrait des ministres social-démocrates du gouvernement, où ils cohabitent avec des ministres bourgeois.

BATAILLE POUR UN CONGRÈS

L'exécutif – en majorité de droite – décide alors de convoquer un congrès extraordinaire du 26 au 28 septembre avec un ordre du jour comportant non seulement un rapport d'activité, mais la discussion du programme et de la tactique de l'Internationale socialiste, des statuts. La gauche, exploitant les difficultés de la coalition au pouvoir et la crise économique et sociale, mène campagne sur le triple thème de la démission des ministres social-démocrates du gouvernement, de la rupture avec les partis bourgeois, de l'élection de conseils ouvriers et de l'adhésion à la IIIe Internationale.

Au mois d'août, lors d'une réunion de l'exécutif, ce dernier ne peut que constater que la grande majorité des délégués au congrès – 1 pour 1 000 membres – ont déjà été élus et que les deux tiers d'entre eux appartiennent à la gauche, ainsi déjà assurée de la majorité. Cette perspective paraît d'autant plus inadmissible à la droite du Parti social-démocrate que dirige Antonín Nemec, qu'elle est évidemment informée de ce qui s'est passé à Moscou, alors que les communistes viennent, avec Bolen, de s'emparer du syndicat des ouvriers agricoles. Après une discussion avec le ministre Eduard Beneš, homme de confiance du président Masaryk et vraie tête politique du gouvernement, elle décide de passer brutalement à l'offensive. Une direction restreinte prend toute une série de décisions capitales. D'abord, les ministres social-démocrates quittent le gouvernement, ce qui enlève aux gens de la Gauche marxiste un des arguments qu'ils ont le plus utilisé. La direction social-démocrate affirme la fidélité du parti à son programme et à sa tactique et souligne, à la lumière des décisions du IIe congrès de la Comintern, l'incompatibilité absolue entre

16. K. Radek, *La Via dell'Internazionale comunista*, Rome, 1921 ; P. Spriano, *op. cit.*, I, p. 83, n. 4.
17. Nous renvoyons aux ouvrages déjà cités de P. Zinner, G. Skilling et à l'article de B. Húla (ici Hulla), « La scission dans la social-démocratie tchécoslovaque », *Die Kommunistische Internationale*, n° 15, 1921.

« communisme » et « social-démocratie », excluant donc du parti automatiquement quiconque se réclame du communisme et, bien entendu, de liens avec l'Internationale communiste. Dans ces conditions, elle estime nécessaire la vérification des convictions et du passé de chaque délégué élu et un engagement personnel écrit de sa part qu'il refuse tout lien avec le communisme. Aussi le congrès est-il reporté de deux mois et renvoyé aux 25 et 26 novembre afin de permettre cette épuration.

BATAILLE POUR UN IMMEUBLE

Cette décision ahurissante de champions de la démocratie formelle rappelle évidemment l'exclusion, en 1916, par le Parti social-démocrate allemand de son opposition qui allait donner naissance à l'USPD. Deux différences sont néanmoins à souligner : d'abord, c'est un processus statutaire de discussion qui est interrompu brutalement dès qu'il apparaît que la direction est en minorité ; ensuite, la direction est évidemment ici à contre-courant du sentiment du parti, ce qui n'était pas donné dans l'Allemagne de Scheidemann, comme le souligne Brétislav Húla. C'est probablement dans cette période que la direction du parti réalise une opération juridique qui fait passer la propriété des biens du parti à un groupe dépendant d'elle sous la présidence d'un des siens, ce que la gauche ignore. Celle-ci, de son côté, prend des dispositions pour que le comité d'entreprise du grand immeuble du parti, la *Lidovy dum*, prenne le contrôle de l'immeuble ainsi que de l'imprimerie du parti et de son quotidien à Prague, le *Pravo Lidu*.

Cette fois la gauche se décide à la bataille que la droite recherche, une épreuve de force, mais pas la lutte pour la scission. Dans une réunion tenue le 15 septembre, au café Zabransky, dans le quartier ouvrier de Karlin, sous la pression des travailleurs pragois indignés, elle décide de tenir le congrès comme prévu, si nécessaire sans les représentants de la droite et du centre. Le 18 septembre 1920 paraissent deux *Pravo Lidu*, l'un que dirige Šmeral, et qui sort sur les presses de la *Lidovy dum*, comme d'habitude, l'autre, sous la direction d'Antonín Nemec, qui est imprimé dans une entreprise privée. Mais ce dernier, s'adressant à la justice, dépose une plainte qui lui vaut à titre conservatoire de se voir réserver par les services des postes tout courrier, argent etc. adressé à l'ancienne adresse de *Pravo Lidu*. Le journal de la Gauche marxiste devra changer de nom et se rebaptiser *Rudé Pravo*, laissant l'ancien titre, qu'elle estimait sien, à la droite. Une brève rencontre, à laquelle la Gauche marxiste est représentée par Šmeral, Skalák et Zápotocký, lesquels font une proposition de compromis notamment sur la date du congrès, ne donne rien : la droite, qui est sûre du soutien de l'appareil d'État, même sans ministres, veut aller jusqu'au bout. Et c'est finalement elle qui obtient cette scission que Šmeral avait si longtemps refusée à l'Internationale communiste.

LA GAUCHE MARXISTE MAÎTRESSE DU CONGRÈS

Quand le congrès, reporté par la droite mais ressaisi au vol par la gauche, se réunit le 26 septembre, 338 délégués régulièrement élus (sur 537) sont présents. Des délégations des membres de la gauche sociale-démocrate des différentes nationalités du pays sont là aussi, non seulement les Allemands, avec Karl Kreibich, mais les Polonais, les Magyars, les Juifs – qui sont dans l'expectative, puisque le IIe congrès leur a demandé de rejoindre un parti communiste de Tchécoslovaquie et que les Tchèques ne bronchent pas sur ce terrain.

Bohumir Šmeral, très sûr de lui, fait un discours qui peut paraître acrobatique. Il se proclame communiste, expliquant que « communiste » signifie « social-démocrate hon-

nête ». Il se proclame partisan de « la révolution », mais souligne qu'il faut en choisir avec soin le moment. Il déclare :

> Il est intéressant de relever qu'alors qu'on nous dit que nous sommes des agents de Moscou, nous sommes les seuls à n'avoir pas suivi l'exemple russe. [...] Je sentais depuis le début que cette tactique ne marcherait pas ici. [...] Nous avons élaboré notre tactique propre. [...] Quand je suis allé en Russie, j'ai dit que, bien que poursuivant nos objectifs révolutionnaires, nous ne pouvions appliquer la tactique élaborée à Moscou [...] et nous pensons que notre tactique a eu plus de succès que celle qui a été appliquée à Vienne et à Budapest. Notre point de vue n'a pas été compris sur-le-champ, mais au bout du compte, je pense que les camarades russes ont reconnu la justesse de notre politique, pour le moment au moins [18].

Il insiste : ce dont il s'agit, ce n'est pas de la révolution dans un pays ou un autre, mais de la révolution en Europe centrale. Après lui, Skalák parle du IIe congrès et des conditions d'admission, de la nécessité d'un PCT représentatif des communistes de toutes nationalités.

La Gauche marxiste adopte un Programme d'action dont l'idée de base est le caractère inéluctable du socialisme. La dictature du prolétariat y est définie comme « l'étape intermédiaire au cours de laquelle, après la prise du pouvoir de l'appareil d'État, la classe ouvrière commence à construire l'ordre socialiste ». Elle disparaîtra avec la réalisation de la société sans classes [19]. Le programme appelle à la formation des soviets et se prononce pour l'autodétermination nationale. Il admet la participation aux élections à condition qu'une lutte sans concessions soit menée au Parlement contre les partis bourgeois. Il condamne sans appel « la politique de coalition et le ministérialisme ». C'est Šmeral qui conclut : « Le parti doit donner chair et sang aux idées révolutionnaires [20]. »

Le congrès, après un fraternel salut à la IIIe Internationale et au prolétariat russe, élit pour finir une direction dont Húla, dans son compte rendu, assure qu'elle comporte une majorité d'ouvriers d'usine. Le président, signale-t-il, est un ouvrier. Le 7 octobre, c'est la scission au sein du groupe parlementaire. La majorité des parlementaires va vers la droite, avec 56 députés, 18 seulement soutenant la gauche. Le 16 octobre commence l'enquête sur la plainte déposée par Nemec contre l'occupation illégale, dit-il, de l'imprimerie de *Pravo Lidu* et de la *Narodni dum*. Nous en parlerons plus loin.

Bataille pour l'USPD [21]

La bataille pour l'USPD s'échelonne des derniers jours d'août au milieu d'octobre. Plus que les autres, elle subit les conséquences de l'échec de l'armée russe devant Varsovie. Ses progrès foudroyants, la quasi-certitude que les travailleurs polonais allaient se soulever à l'approche de l'armée russe, que l'événement aurait d'importantes conséquences en Allemagne, tout cela avait entretenu au congrès une ferveur révolutionnaire nourrie d'espérances à court terme. La constitution, le 4 août, du Comité révolutionnaire provisoire de Pologne présidé par Julian Marchlevski – ce *Revkom* dont nous avons parlé – accréditait l'idée de la proximité de la victoire au moins autant que la discussion engagée sur le règlement de la question agraire en Pologne. Plus dure fut la chute, exploitée évidemment contre les partisans de l'adhésion à la Comintern, dont nombreux étaient ceux qui avaient « vendu la peau de l'ours ». Un autre facteur jouait également contre les partisans de

18. Cité par P. Zinner, *op. cit.*, p. 31, Hula, *loc. cit.*, p. 220.
19. Cité par Hula, *loc. cit.*, p. 221-222.
20. *Ibidem*, p. 221.
21. Il existe là-dessus une documentation très importante : Robert Wheeler, *USPD und die Internationale*, David W. Morgan, *The Socialist Left and the German Revolution*, sont les plus importants.

l'adhésion à l'IC : la décision de lutter contre l'Internationale syndicale d'Amsterdam et surtout la création, en marge du IIe congrès, d'un Comité international provisoire, sous la présidence de Lozovsky, afin de préparer un congrès international des syndicats rouges.

Indifférentes à Moscou dans le milieu du congrès, ces inititatives éveillaient en Allemagne des échos hostiles et inquiets dans les milieux syndicaux, relativement influents chez les ouvriers Indépendants. Les quatre délégués allemands de l'USPD sont de retour à Berlin le 23 août. Le 24, l'exécutif décide d'organiser le 1er septembre une conférence préliminaire où ils feront leurs rapports et commence à organiser la discussion. Le 25, *Freiheit* publie le texte des vingt et une conditions. Le 26, y paraît la première contribution à la discussion, signée de Daümig. Tout de suite, il est clair que la bataille est acharnée.

Avec les Indépendants de gauche, il n'y a plus le seul Paul Levi, qui a d'ailleurs été choqué à Moscou par des procédés incorrects et certaines attaques déloyales, particulièrement atteint par le fait que, dans son dos, Radek et Zinoviev ont essayé de débaucher Ernst Meyer, son proche collaborateur, pour animer contre lui une tendance de gauche. En fait, cette bataille lui échappe comme elle échappe au KPD(S), qui est en train de changer son nom en KPD pour se conformer aux décisions de l'Internationale.

La bataille de l'exécutif

L'exécutif, lui, joue une partie essentielle. C'est pour lui le premier des combats, à bien des égards décisifs, qui doivent permettre d'éliminer les éléments centristes et de prendre la tête des anciens partis socialistes de masse. L'enjeu est considérable : un parti de 800 000 membres avec une base matérielle très solide – 54 quotidiens – et surtout des cadres ouvriers trempés dans les luttes politiques et les combats de la guerre civile. Ce n'est pas un problème allemand, c'est le problème de l'Internationale, c'est Octobre confronté aux combats de demain matin. C'est la préparation à la guerre civile. L'exécutif adresse le 29 septembre une lettre ouverte aux membres du parti indépendant. Il explique que l'Internationale communiste est devenue d'une certaine manière une mode et qu'on ne peut y accepter tous ceux qui sollicitent d'être admis : « Nous ouvrons largement nos portes à toute organisation prolétarienne de masse mais nous réfléchirons plus de dix fois avant d'ouvrir les portes de l'Internationale communiste à des nouveaux venus du camp des dirigeants petits-bourgeois, les bureaucrates, les opportunistes, comme Hilferding et Crispien[22]. »

Il s'efforce de justifier le caractère d'état-major général international de l'Internationale, assure aussi qu'en ces circonstances la scission est un « devoir sacré ». L'historien britannique David Morgan a remarqué cet état d'esprit de mobilisation offensive qui cimente les gens de la gauche USPD, unanimes pour affirmer, comme Stoecker, qu'on est entré dans une « guerre civile décisive aiguë contre la bourgeoisie », qu'on a besoin de « centralisme ». Daümig parle de « discipline militaire » et le vieil Adolf Hoffmann de « dictature, même dans nos rangs ». Pour le reste, la gauche dénonce l'opportunisme, la collaboration de classes, le réformisme, le chauvinisme, le pacifisme. Elle crie : « Vive Moscou ! »

La droite, elle, parle d'indépendance, d'autodétermination des partis, de liberté d'opinion, d'indépendance des syndicats, de respect de la démocratie, dénonce les diktats, les papes « infaillibles », la « colonisation » russe et même la barbarie asiatique. Elle crie : « A bas Moscou ! »

Lors de la conférence préparatoire, les forces semblent à peu près égales. Se prononcent

22. *Die Rote Fahne*, 12 octobre 1920.

contre l'acceptation des conditions d'admission la presse et les élus, ainsi que la quasi-totalité de l'appareil, les responsables syndicaux. Mais le courant en faveur de Moscou grandit tous les jours et la droite, effrayée, va abréger la discussion en avançant au 12 octobre la date du congrès, d'abord prévu pour le 20. Jour après jour, cependant, se succèdent les informations sur les « assemblées de membres » avec débat contradictoire et vote. Au bout du compte, sur 851 650 membres consultés, 136 665 se sont prononcés pour l'acceptation des vingt et une conditions et 99 668 contre, ce qui va donner 225 délégués et 155.

Du côté des Russes et de l'Internationale communiste, c'est Zinoviev maintenant qui fait le voyage. Il part dans la nuit du 8 au 9, accompagné de son beau-frère Ionov et du Bulgare Chabline, ainsi que de « cinq courriers soviétiques », dit-il, dont sans doute quelques anges gardiens. Après quelques heures d'attente à Reval, il embarque sur un vapeur et débarque finalement à Stettin le troisième jour. Des camarades allemands l'attendent, dont Curt Geyer, qu'il a connu au IIe congrès et qui lui annonce : « Nous avons la majorité. » C'est évidemment lui le grand invité de la gauche, avec Lozovsky, arrivé le premier.

La droite, elle, a invité Martov, le menchevik, ancien ami de Lénine, des socialistes français, le centriste Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, et Salomon Grumbach, « social-chauvin » célèbre en 14-18.

La liste des délégués est une sorte de Gotha du mouvement ouvrier allemand et l'on y retrouve même nombre des « délégués révolutionnaires » de 1918 et de dirigeants des guerres civiles subies par l'Allemagne depuis cette date.

LE CONGRÈS DE HALLE

Le congrès extraordinaire se réunit à la Schlachtfeld de Halle. La salle a été magnifiquement décorée de symboles et d'affiches communistes, par les soins de l'organisation locale, gagnée à l'adhésion. Curieusement, les délégués se sont regroupés par affinité politique, chaque tendance occupant un des côtés de la salle, sans cohabitation ni coude-à-coude. L'atmosphère est très tendue. Les partisans de l'adhésion ont peur d'un incident dont leurs adversaires prendraient prétexte pour quitter la salle en expliquant qu'il n'y a pas eu de véritable discussion. Il n'y eut qu'un seul incident qui fit peur. Las du discours interminable de Losovsky, les adversaires de Moscou chahutèrent et couvrirent sa voix jusqu'à ce qu'il abandonne la tribune. Ses amis avaient la consigne de faire le poing dans leurs poches. Dans le même souci d'unité parfaite avant la scission, on avait désigné deux présidents appartenant aux deux tendances qui s'opposaient, Wilhelm Dittmann pour la droite, et Otto Brass pour la gauche.

Après les quatre délégués et leurs comptes rendus, ce fut l'intervention tant attendue de Zinoviev, qui parla plus de quatre heures et demie – le discours le plus long d'une carrière riche en longs discours, assura-t-il –, en allemand, un peu hésitant d'abord, puis se décontractant et déployant son immense talent d'orateur populaire. Il est passionnément écouté et se targuera à son retour de n'avoir jamais été interrompu, même par Ledebour, orfèvre en la matière. Il va discuter amplement les questions sur lesquelles les indépendants de droite expriment des désaccords, la politique agraire des bolcheviks, leur politique nationale en Orient, la question syndicale, la structure et le rôle des soviets, la terreur enfin. En matière agraire, il dit que les bolcheviks ont mené l'unique politique qui pouvait leur assurer la victoire. Toute autre aurait dressé contre eux les masses paysannes. Là-dessus et sur la question nationale, il dit que ses adversaires révèlent l'étroitesse de leur horizon. La révolution ne saurait être que mondiale, et, en Orient, elle sera d'abord

nationale et agraire. Celui qui nie les problèmes coloniaux aide de fait l'impérialisme à maintenir sa domination dans le monde. Il ironise sans pitié sur ceux qu'indignent la « terreur rouge » et la « dictature » du parti, et qu'on n'a pas entendus revendiquer aussi fort la fin de l'oppression au temps du tsarisme ou les ravages de la terreur blanche, puis il résume : « Nous sommes en train de réaliser la scission, non parce que vous voulez dix-huit conditions au lieu de vingt et une, mais parce que nous sommes en désaccord sur la question de la révolution mondiale, de la démocratie et de la dictature du prolétariat[23]. » A ses adversaires, il reproche d'être inspirés avant tout par la peur de la révolution. Or lui se fait fort de démontrer qu'elle est là : « Nous sommes en 1847 » ; elle frappe à la porte dans toute l'Europe, mais surtout en Allemagne. La situation y est révolutionnaire. Le seul rempart de l'ordre, c'est l'aristocratie ouvrière, les partis réformistes et leur bureaucratie, celle des syndicats. Il faut détruire ce fer de lance de la réaction et l'adoption des vingt et une conditions par ce congrès sera le premier pas vers la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne.

La réponse de l'orateur de la droite, Rudolf Hilferding, est toute défensive. Il invoque Rosa Luxemburg pour justifier ses distances vis-à-vis du centralisme bolchevique, critique la politique du bolchevisme comme une sorte de pari perpétuel – il utilise le terme va-banco – car il croit à l'existence de tendances révolutionnaires, mais aussi que la révolution ne se décrète ni ne peut être soumise à des conditions. Le grand débat n'a guère déplacé de voix et sans doute Zinoviev exagère-t-il en assurant qu'il en a personnellement gagné quatorze. Les jeux étaient faits et sont restés ce qu'ils étaient.

Le congrès vote l'acceptation des vingt et une conditions et le début des négociations de fusion avec le KPD. C'est alors que le président de droite déclare qu'en acceptant les vingt et une conditions la conférence vient de se mettre d'elle-même en dehors de l'USPD et invite la minorité à quitter la salle pour se réunir ailleurs.

Naissance d'un grand parti communiste

Restait la question de la fusion avec le KPD. L'Internationale la souhaitait rapide. Mais elle maintenait sa pression pour que cette fusion englobe aussi le KAPD, d'ailleurs impressionné par l'opération réalisée à Moscou et à Halle. Le KAPD, ayant exclu Rühle, qui avait pris sur lui de rompre avec Moscou, entama des négociations. L'USPD et le KPD fusionnèrent dans le congrès qui eut lieu du 4 au 7 décembre 1920 et formèrent alors le Parti communiste unifié d'Allemagne (VKPD). Il comptait à cette date environ 350 000 membres, une forte proportion d'ouvriers, le noyau de la vieille garde des gauches et pas seulement spartakistes, les militants et les cadres organisateurs des travailleurs à l'époque de la guerre et de la révolution. Symboliquement, il se donne deux présidents, Paul Levi et Ernst Daümig.

La scission en Tchécoslovaquie

Au moment où les communistes allemands et la direction de l'Internationale communiste pouvaient entonner leur chant de victoire, c'était au tour de leurs camarades de Tchécoslovaquie de subir une répression sévère de la part d'une bourgeoisie qu'ils avaient si longtemps ménagée. Le mouvement commencé en septembre en Bohême se généralisait. En septembre 1920, la Jeunesse socialiste de Slovaquie – animée par le Hongrois Mihaly Farkas – se prononçait pour l'adhésion à la Comintern, vers laquelle se dirigeait aussi d'autres groupes. En Bohême, dans le conflit ouvert par la scission de septembre où le

23. *Protokoll USPD*, p. 156.

gouvernement avait soutenu politiquement la social-démocratie, les autorités avaient joué un rôle décisif de conseil. Elles vont maintenant intervenir directement.

Le signal de la résistance et l'information à l'Europe capitaliste avaient été donnés par plusieurs déclarations officielles de soutien aux réformistes, notamment une du président Masaryk. Le second signal très clair fut la présence au « congrès » social-démocrate des 26 et 27 novembre des trois symboles qu'étaient Émile Vandervelde, Camille Huysmans et Hermann Müller. Début décembre, les premiers incidents éclatent avec la suspension par le gouvernement de plusieurs journaux de la Gauche marxiste. La décision d'assurer la garde de l'immeuble de la *Lidovy dum* n'est pas exécutée du fait de l'indifférence à cette question de la direction du parti dans la capitale et de l'impossibilité de renouveler les détachements d'ouvriers de Kladno.

Le 9 décembre, à l'appel du député social-démocrate Himmelhans, devenu discrètement « propriétaire » des biens du parti, la police intervient, balaie les quelques piquets qui veillaient à l'entrée et reçoit bientôt le renfort de plusieurs centaines de gendarmes. Plusieurs députés ou dirigeants de la Gauche marxiste qui tentent de susciter des mouvements de protestation sont arrêtés, et certains passés à tabac. En fin d'après-midi, des groupes de travailleurs alarmés par les rumeurs se retrouvent devant la *Lidovy dum* gardée par les forces de l'ordre, avec plusieurs centaines de responsables convoqués à une réunion de travail. Des incidents éclatent et la police procède à un « nettoyage » sommaire de la place. Le soir, Antonín Nemec, entouré de ses amis politiques, revient dans le local que lui a « restitué » la police. L'affaire n'est pas sans rappeler celle de la saisie du *Vorwärts* dans l'Allemagne impériale.

Le 10 au matin, le comité exécutif de la Gauche marxiste et ses députés se réunissent au Parlamentsklub, faute de disposer d'une salle. Plusieurs milliers de personnes sont déjà massées devant la *Lidovy dum* ; plusieurs appels à la grève générale y sont lancés, et elle est votée par acclamations. Dans l'après-midi se forment des cortèges de protestation, et il y a de nombreux heurts dans les rues entre manifestants et forces de l'ordre. L'exécutif de la Gauche marxiste lance l'ordre de grève générale. A la fin de la journée, il y a des dizaines de blessés et de plus en plus d'uniformes dans les rues.

GRÈVE GÉNÉRALE À L'APPEL DE LA GAUCHE MARXISTE

La grève qui commence le 11 décembre n'est pas générale. Elle ne prend un caractère révolutionnaire qu'à Kladno et Brno, où des conseils ouvriers assument le pouvoir et où se constituent, par volontariat mais aussi mobilisation des jeunes travailleurs, des gardes rouges, vraies unités paramilitaires. On assiste cependant dans tout le pays à une explosion de revendications politiques et économiques, qui vont de la confiscation des grands domaines au droit de vote des soldats, de la réquisition des logements à l'élection d'un nouveau Parlement ou de soviets. Le 12, le gouvernement a décrété l'État de siège, qui suspend toutes les libertés publiques et facilite la répression y compris pour délit d'opinion. Il y a un peu partout de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des ouvriers, grévistes ou manifestants, mais ces derniers ne sont qu'une minorité. Le 15 décembre, enfin, devant le refus du président Masaryk de négocier, le comité exécutif de la Gauche marxiste, effrayé par les perspectives aventuristes qu'il redoute, incapable de faire face à une répression qui se déchaîne, prend sur lui de rapporter le mot d'ordre de grève générale. Il y a déjà plus de 3 000 travailleurs emprisonnés, et parmi eux, arrêtés avec les dirigeants du mouvement à Kladno, Alois Muna et Antonín Zápotocký.

Zinoviev compare la grève de décembre aux journées de juillet en Russie et annonce la prochaine venue d'Octobre. L'exécutif de Moscou ne rendra public son jugement que

quelques mois plus tard, dans une lettre sévère à l'égard de la direction. Pourtant le mouvement vers le communisme avance. Gordon Skilling écrit :

> Les événements de décembre 1920 démontraient aux yeux des communistes les conséquences de l'absence d'un parti prolétarien révolutionnaire et d'une direction authentiquement communiste ; on n'avait pas réussi à profiter de conditions favorables pour une révolution sociale et on avait permis la restauration de la bourgeoisie et la stabilisation de sa position de classe dirigeante. Quelle que soit la vérité contenue dans cette analyse, c'est de ces circonstances que se développa l'élan qui mena en une année à la fondation du PC tchécoslovaque [24].

A Moscou, on évalue alors à 400 000 le nombre de membres des organisations sociales-démocrates nationales – tchèques, moraves, slovaques, allemands, magyars, etc. – de Tchécoslovaquie susceptibles de s'affilier à l'Internationale communiste [25].

PREMIÈRES ATTAQUES FASCISTES EN ITALIE [26]

C'est tout de suite après la fin du mouvement gréviste avec occupation des usines qu'ont commencé en Italie les premières « expéditions punitives » lancées par les *squadristi* de Benito Mussolini, ancien socialiste, fondateur des Faisceaux et du « fascisme ». La corrélation est évidente, pas exclusive. Il est vrai que l'occupation des usines a effrayé les possédants, humilié les propriétaires, que la division des dirigeants du mouvement ouvrier, qu'elle a rendue éclatante, a pu encourager ses ennemis. Le fascisme et ses bandes existaient déjà, nés de la guerre et de la frustration des anciens combattants, de la volonté de certains secteurs patronaux de briser l'organisation ouvrière, de la rage des grands propriétaires devant la révolte paysanne et de la collaboration de l'État, qui y voit un instrument utile et très efficace contre la menace révolutionnaire. L'affaiblissement visible de l'adversaire a été un encouragement déterminant.

Historien du début du fascisme, Angelo Tasca met en relief l'agression fasciste du 21 novembre 1920 à Bologne, où la liste socialiste, très marquée à gauche, avait obtenu 18 000 voix contre 12 000 aux listes adverses et où les fascistes avaient annoncé qu'ils ne siégeraient pas. Les socialistes bolognais avaient dit qu'ils se défendraient eux-mêmes. Les *squadristi*, arrivés sans rencontrer d'obstacles, embusqués au coin de la place de la Mairie, tirent sur la foule quand paraît au balcon le maire communiste. Il y a sept morts et une centaine de blessés, tous socialistes ou sympathisants tant par balles fascistes que par l'explosion des bombes que les socialistes agressés, surpris, ont laissé choir.

A l'intérieur de la mairie, des coups de feu éclatent et une balle tirée des tribunes contre la minorité du conseil tue un élu de droite, avocat, ancien combattant, nationaliste et antisocialiste. La haine se déchaîne contre les « antinationaux » qui, disent les fascistes, ont tué « dans un traquenard » un ancien combattant, héros de la guerre. Angelo Tasca commente :

> « Le cadavre de l'ancien combattant est exploité jusqu'au délire ; on oublie la provocation fasciste, l'illégalité armée contre une administration régulièrement élue, les neuf morts socialistes. [...] Les hésitants s'écartent ou passent aux fascistes. Les socialistes, qui n'ont su ni utiliser la légalité ni organiser l'illégalité, voient se dresser contre eux en même temps les escouades fascistes et la force publique. L'ère des violences, des représailles et des « expéditions punitives » commence [27].

24. G. Skilling, *loc. cit.* p. 352-353.
25. H. Majderová donne le chiffre de 600 000 pour la Gauche marxiste.
26. Les travaux essentiels son ceux de Tasca et de Spriano.
27. A. Tasca, *op. cit.*, p. 127-128.

La méthode se généralise. En Vénétie Julienne, on lutte à la fois contre les « étrangers » – les Slaves – et contre les socialistes-communistes. Dans la province de Ferrare, les organisations syndicalistes révolutionnaires antisocialistes d'ouvriers agricoles basculent et passent au fascisme. Partout l'objectif est le même. Il s'agit de détruire les organisations ouvrières, partis et syndicats, et de les chasser des positions qu'elles ont conquises, municipalités ou contrats collectifs. Il s'agit aussi de terroriser les hommes et parfois, souvent, de les supprimer. Face à cette contre-révolution, guerre de classe, guerre civile itinérante, on ne voit s'élaborer aucune réponse politique générale du côté du PSI. Les socialistes, maximalistes en premier, sont en plein désarroi et le manifestent. Les communistes pensent qu'il faut se préparer à la riposte armée, et Antonio Gramsci s'emploie à démontrer que la révolution reste à faire et qu'on n'est pas en train de vivre une période de réaction.

De semaine en semaine, pourtant, malgré l'héroïsme des militants, mairies, maisons du peuple, chambres du travail, locaux syndicaux et politiques brûlent, imprimeries et entreprises de presse sont saccagées et les militants tombent. Les fascistes ne cessent de se renforcer ; en juillet 1920 il y a une centaine de *fasci*, dont certains en voie de constitution, en octobre le double, 800 à la fin de l'année, et ce n'est qu'un début. Du mouvement ouvrier, Angelo Tasca nous dit qu'après la grève de septembre « c'est la chute ininterrompue ». On ne le sait pas encore à Moscou et on continue à s'attacher avant tout, par toute la pression possible, à obtenir du Parti socialiste italien qu'il exclue ses réformistes, Turati et autres. Pour Bordiga, le fascisme et la social-démocratie sont deux visages différents du même ennemi : l'Internationale communiste ne discutera du fascisme en congrès que deux ans après ses premières expéditions punitives et deux mois après son arrivée au pouvoir...

DE BERNE A TOURS [28]

L'éclatant succès de Halle a laissé quelque peu dans l'ombre celui de Berne, où la sortie de la minorité de gauche du PS suisse constitua le gage tant attendu de la naissance prochaine d'un PC suisse. C'est à Jules Humbert-Droz qu'il revint de présenter la défense et illustration des vingt et une conditions, épisode piquant puisque l'ancien pasteur eut à justifier l'emploi de la violence et même de la terreur, ce qu'il fit avec beaucoup de franchise. Le vote donna la majorité au comité central par 350 voix contre 213. Le résultat connu, un porte-parole de la minorité déclara que celle-ci était plus que jamais décidée à construire une section suisse de la III[e] Internationale acceptant les vingt et une conditions, et plus de 200 délégués quittèrent la salle. Humbert-Droz avait déjà reçu mission du représentant de l'IC, Abramovitch, d'œuvrer à la fusion de sa minorité avec le PC de Suisse alémanique et disposait même d'ores et déjà dans ce but d'un salaire et d'un fonds pour les publications [29].

Le parti socialiste français était une tout autre affaire. Les choses se présentaient bien chez les jeunes avec l'orientation des Étudiants socialistes révolutionnaires qu'animaient Jean de Saint-Prix, mort à 22 ans, et le Serbe Voja Vujović. Des noms de tout jeunes gens, Jacques Doriot, Gabriel Péri, Henri Lozeray, Marie Wiarczag (Rosa Michel), Maurice Honel, apparaissent. La décision des Jeunesses socialistes, le 31 octobre 1920, dans

28. Il existe une abondante littérature sur le congrès de Tours, le livre d'Annie Kriegel et celui des Éditions sociales, de volume différent, portant le même titre, et le début du premier chapitre du tome I de Ph. Robrieux, *op. cit.*, « Le parti de Tours ».

29. On trouvera un bon résumé de la situation générale et des développements politiques à la fin du premier volume des Mémoires de Jules Humbert-Droz, *Mon évolution du tolstoïsme au communisme*.

une session de congrès présidée par Vital Gayman, de devenir Jeunesses communistes, était de bon augure. C'est le 23 décembre 1920 que s'ouvrit en cette ville, à la salle du Manège, le Xe congrès du Parti socialiste unifié de France. Il réunit 285 délégués représentant 4 575 mandats. Les jeux étaient faits en principe, puisque 3 200 mandats s'étaient portés en faveur de l'acceptation des vingt et une conditions, 1 236, contre, et qu'il y avait 150 abstentions. Il ne vint à ce congrès aucun délégué russe officiel, faute de visa. Zinoviev se manifesta seulement par une lettre, baptisée « télégramme », très spectaculaire. L'arrivée de Clara Zetkin et le jeu des lumières qui s'éteignirent dans la salle pour protéger son départ était une très belle mise en scène pour la vieille dame aux cheveux blancs qui venait par-dessus le marché de traverser clandestinement la frontière franco-allemande sous la houlette de l'ouvrier français de Longwy Auguste Mougeot, un ami de Rosmer.

Le congrès de Tours ne ressembla guère à celui de Halle, dont il était en principe la suite ou la réédition. Dans la cité industrielle allemande, la frontière dans le parti était passée entre le centre et la gauche. Il fallut du temps pour apercevoir à la tribune un jeune orateur ancien combattant, l'avocat Paul Vaillant-Couturier, qui parlait au nom de la gauche. Celle-ci, on le sait, était déjà particulièrement faible au sein du parti lui-même. Mais elle avait presque disparu au congrès. D'abord du fait de la tragique disparition de Raymond Lefebvre – il eût été un porte-parole incomparable de « la génération des tranchées » qui comptait énormément dans la minorité. Ensuite, deux de ses principaux dirigeants, Fernand Loriot et le jeune Boris Souvarine, étaient en prison préventive à la Santé, attendant d'être traduits en justice pour leur prétendu « complot ». En réalité, dès le retour en France de Cachin et Frossard, ces derniers avaient passé un accord pour une préparation en commun du congrès avec leurs camarades du comité de la IIIe alors à la Santé et avec ceux qui se trouvaient en liberté. On s'était également mis d'accord sur la nécessité ou la possibilité de tenir compte des concessions promises par Zinoviev à Daniel Renoult, à Halle, et sur la possibilité d'enlever Jean Longuet et Paul Faure de la listes des hommes à exclure a priori et sans discussion.

Jean-Louis Panné, le biographe de Souvarine, a sans doute tout à fait raison quand il écrit que la scission de la SFIO à Tours fut en grande partie l'œuvre de Boris Souvarine, qui ne s'y trouvait pourtant pas. La liaison était en fait assurée entre sa cellule et celle de Loriot à la Santé, d'une part, la salle du Manège, de l'autre, par André Le Troquer et René Reynaud. Cela n'est évidemment guère apparu au public, pour qui les deux défenseurs de l'adhésion furent les centristes de retour de Moscou, Cachin et Frossard, revenus, comme disait Dunois, « réincarnés, non plus mandataires du parti, mais mandataires de Moscou ». Les « concessions » faites par les partisans de l'adhésion, elles, ne manquent pas. La première concernait les syndicats et précisait « la coopération des syndicats avec le parti » au lieu de leur « subordination ». Pour le reste, nous laissons la parole à Souvarine :

> Le comité leur fit quelques concessions d'importance secondaire et scella ainsi l'alliance des deux tendances contre l'approbation des vingt et une conditions, la modification de celle qui avait trait aux rapports du parti avec les syndicats, l'ajournement du changement de titre du parti, l'abandon par le comité du droit aux deux tiers des sièges des organismes directeurs, la transformation de l'exclusion a priori de certains centristes en exclusion a posteriori entraînée par le refus d'accepter la résolution du congrès [30].

Ces concessions devaient en principe aller plus loin puisque Daniel Renoult revenait de Berlin porteur d'une assurance de Zinoviev sur la possibilité d'admettre Jean Longuet

30. Cité par J.-L. Panné, *Souvarine*, p. 90.

et Paul Faure sur la base de cette dernière concession. Or un coup de théâtre mit fin à l'opération. Un message de Riga, baptisé « télégramme de Zinoviev », la qualifiait de « compromis embrouillé » et « ruineux » qui deviendrait pour le parti « un véritable boulet » et assurait que l'Internationale communiste ne pouvait rien avoir de commun avec les auteurs de la motion Longuet et autres. C'est ce qu'on appela l'exclusive de Zinoviev contre Longuet[31]. Elle fut acceptée par une bonne partie du centre. Dans une lettre à Lénine, Clara Zetkin proteste à propos du « télégramme » et des interventions de l'exécutif en général, contre le caractère « d'une intervention brutale autoritaire, en l'absence d'une connaissance exacte des circonstances réelles qu'il faut prendre en compte », des interventions de l'exécutif. Elle ajoute des détails sur les vives réactions ainsi inutilement provoquées du congrès, l'irritation provoquée notamment par l'emploi d'injures[32].

On ne peut pas parler du congrès de Tours sans mentionner l'intervention dans le débat de Léon Blum, défenseur des « résistants », c'est-à-dire de ceux qui ne voulaient à aucun prix des conditions ni de l'adhésion à l'Internationale communiste. Dans une fort belle langue, il expliqua que le PS était un parti populaire, contrôlé par ses militants, un parti de recrutement large, de liberté de pensée, jouissant de la représentation proportionnelle des tendances, menant une action d'éducation populaire et de propagande publique, un parti socialiste, donc révolutionnaire. On veut lui substituer, dit-il, un parti avec des pans entiers illégaux et clandestins, un comité directeur occulte. On assure que le réformisme n'existe plus, qu'il faut un parti socialiste, avec une rupture de continuité pour la conquête du pouvoir politique sur cette base. Or les bolcheviks voulaient une prise du pouvoir de type blanquiste, une dictature, dit-il. Blum assure qu'il n'y a pas de position de principe pour ou contre la défense nationale, et conclut qu'aucun vote de majorité n'étoufferait son « cri de conscience ». Il impressionne ses adversaires, mais la bataille continue !

C'est finalement Charles Rappoport qui donna le meilleur résumé du bilan du congrès de Tours dans la *Revue communiste* :

> La motion de Tours, groupant une majorité écrasante, fut un compromis. Les points ne furent pas mis sur les *i*. Les « vingt et une » conditions ne sont pas acceptées telles quelles, mais « reconstruites » selon la vieille méthode diplomatique des concessions mutuelles. [...] Le nouveau comité directeur, la nouvelle *Humanité* se trouvent aux mains des anciens reconstructeurs, convertis – pour la plupart de bonne foi – au communisme révolutionnaire[33].

Le vote décisif est acquis par 3 247 mandats contre 1 308. Le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste (SFIC), est né.

LES AUTRES PARTIS

D'autres partis, la plupart du temps infiniment plus petits, sont nés pendant cette période et entreront d'une façon ou d'une autre dans l'Internationale communiste.

Le 7 novembre 1920 se constitue le Parti socialiste de gauche, bientôt Parti communiste danois, d'emblée d'accord avec les vingt et une conditions, gros de 2 500 membres environ.

En août 1920, est fondé le Communist Party of Great Britain (CPGB), de 2 000 membres environ, qui prend la place du CP (BSTI) et accepte les 21 conditions. Johnny,

31. On a appelé « le télégramme de Zinoviev » une adresse au congrès de l'exécutif de la Comintern, « sous forme d'ultimatum », écrit Robrieux, exigeant l'élimination de Jean Longuet. Ce texte était signé non seulement de Zinoviev mais d'autres membres de l'exécutif, Lénine, Boukharine, Trotsky, Rosmer.

32. Cité par G. Badia, *Clara Zetkin, féministe sans frontières*, p. 220.

33. C. Rappoport, « Le début d'une ère nouvelle communiste en France », *Revue communiste* n° 11-12, 1921, cité par J.-L. Panné, *op. cit.*, p. 93.

John Maclean n'est pas au congrès d'unité. Il a été tenu à l'écart. Son hostilité à l'égard de l'émissaire de Moscou, Theodor Rothstein, et sa conviction qu'il faut un parti communiste en Écosse, le fait qu'il ait refusé d'entreprendre le voyage illégal pour Moscou, ont apparemment dressé une barrière entre l'Internationale et lui. Après de nouveaux combats et de nouvelles condamnations, de nouvelles grèves de la faim, il meurt en 1923 à quarante-quatre ans.

C'est à l'été 1920 qu'est fondé le PC d'Irlande. L'un des derniers amis de Maclean, ancien combattant et jeune héros – *le boy commander* de l'insurrection de Dublin en 1916 –, un ancien combattant de l'IRA, le grand orateur Sean McLoughlin, en est le secrétaire.

En novembre 1920, le Parti communiste de Serbie, Croatie, Slovénie, qui a exclu ses centristes à Vukovar, en juin, remporte un éclatant succès aux élections avec 200 000 voix et 54 députés. Au début de décembre, les mineurs de Bosnie ont engagé une grève très dure. Elle culmine avec une insurrection armée dans la région de Tuzla, à partir du bourg minier de Husina, dont l'éclatement a été célébré depuis, chaque 22 décembre, de 1944 à 1996, comme un événement historique, glorieux anniversaire. Mais le 29 décembre, peut-être pour venir à bout de la grève des mineurs de Bosnie, le gouvernement invoque un complot communiste et réalise un véritable coup d'État établissant, dit le dirigeant communiste Šima Marković, « la dictature ouverte d'une clique de cour militariste-bancaire », avec une armée de 150 000 hommes et une gendarmerie de 50 000, financées, dit-on, par le gouvernement français Il dissout le PC, ferme les locaux syndicaux et les maisons du peuple, les bibliothèques et librairies ouvrières, interdit sa presse, suspend la liberté de réunion et d'organisation et abolit l'immunité parlementaire. Le PC passe dans l'illégalité.

Le Parti socialiste grec de Ligdopoulos, privé de son dirigeant principal, devient « communiste » dans son II[e] congrès en avril 1920, sans apparemment susciter à Moscou un grand intérêt. Sa direction manifeste de grandes réticences sur l'adhésion aux vingt et une conditions.

Il y a du nouveau en revanche sur le front de l'Espagne. En effet, un délégué du PCE, le parti fondé par les JS, qu'on considère à Moscou comme un petit parti aux tendances sectaires, Ramón Merino Gracía, se rend au II[e] congrès. Il n'arrive que le 27 août et ne rencontre pas Zinoviev. Devant l'exécutif, il défend son parti, réclame l'argent qui lui avait été promis par Borodine, puis va rendre visite au front sud, d'où il revient enthousiasmé par le moral de l'Armée rouge. Il a juste le temps de croiser avant son départ deux délégués du PSOE qui arrivent le 18 octobre : l'un d'eux, Fernando de los Ríos, est adversaire des vingt et une conditions, et Daniel Anguiano en est partisan. Mais l'un et l'autre sont très éloignés de ce que les bolcheviks attendent de communistes, et Boukharine est chargé de le leur expliquer de façon très pédagogique. Les deux hommes repartent sur les mêmes positions qu'ils avaient en arrivant. Leur parti va trancher, bien qu'avec retard.

Dans la CNT, malgré la réaction négative de Pestaña aux propositions de Moscou, l'idée de l'adhésion progresse : on constate la montée de jeunes cadres, qu'on commence à appeler « communistes syndicalistes ». Joaquín Maurín et Andrés Nin, qui échappe de peu à un assassin en novembre 1920, apparaissent au premier plan. Mais l'énorme erreur de la campagne de terrorisme déclenchée par les anarchistes contre les patrons provoque des représailles. Le général Severiano Martínez Anido, gouverneur militaire de Catalogne, est décidé à en finir avec l'agitation sociale et va évidemment, avec des moyens d'État, battre les anarchistes au petit jeu de l'assassinat et des hommes de main. Soutenant les

syndicats dits *libres*, disposant des *pistoleros* patronaux et de ceux des *libres*, il lance une campagne d'extermination des cadres de la CNT, assassinés l'un après l'autre.

L'Internationale s'était appliquée de toute son autorité à obtenir des communistes des États-Unis qu'ils mettent fin à leurs querelles fractionnelles pour s'unifier dans un seul parti communiste. En avril 1921, une minorité du Communist Party – dominé par les fédérations de langue étrangère –, dirigée par Charles Ruthenberg, se révolte et réclame l'unification avec le Communist Labor Party. L'occasion en est un tract de la direction de leur parti qui a appelé les cheminots en grève à... déclencher l'insurrection armée. L'Internationale réagit par l'envoi d'une délégation de trois responsables connaissant bien les États-Unis, Charles Scott, Louis Fraina et Katayama. La minorité Ruthenberg et le Communist Labor Party fusionnent au mois de mai. C'est un tout petit premier pas.

En Amérique latine, le PSI de Penelón adopte les vingt et une conditions et devient le Parti communiste de la République Argentine. Il est aux prises avec une minorité gauchiste qui compte des militants ouvriers de valeur, comme Héctor Raurich, Angelica Mendoza, les frères Juan et Rafael Grecco, Miguel Contreras, que nous retrouverons chez les « chispistes ». Mais il reçoit un renfort important avec l'adhésion de la minorité du PS favorable « à Moscou », les « terceristas », groupés autour de *Claridad*, quelques anciens – dont le prestigieux Enrique del Valle Iberlucea – et de jeunes militants qui décident leur adhésion au congrès de la salle Roma à Avellaneda. Parmi eux, un Prosper Olivier Lissagaray, homonyme parfait du vétéran historien de la commune.

Bientôt le parti ouvrier socialiste du Chili, sous l'impulsion de Recabarren, rejoint les Argentins en devenant parti communiste et en adhérant à la Comintern, comme le fait le parti uruguayen, né du PCRA.

Ces derniers essaiment aussi dans le sud du Brésil, créant un groupe communiste à Porto Alegre, d'où partira, en mars 1922, le PC du Brésil avec quelques-uns des plus grands dirigeants du mouvement de 1917-1918, notamment l'ancien anarchiste Astrogildo Pereira et le typo João da Costa Pimenta. Le premier secrétaire du PCB est un barbier syrien de Porto Alegre, Abou Nakt, devenu Abilio de Nequete.

A Cuba, l'ancien compagnon de José Martí et dirigeant du PS de Cuba, Carlos Baliño, fonde une Agrupación socialista de La Havane que préside le leader syndical de la Fédération ouvrière de La Havane, José Peña Vilaboa.

D'autres groupes apparaissent, noyaux de futurs PC : à Panama, le Grupo comunista fondé par le journaliste espagnol Blázquez de Pedro, un autre au Pérou avec Alfredo Goldsmith.

L'Internationale communiste met le pied en Asie, où existait déjà le Parti socialiste coréen de Djishun Pak (orthographié à l'époque Pak Din Shun) avec des hommes qui viennent de Pétersbourg ou de Corée.

Des Turcs qui ont vécu à Berlin et qui se disent « spartakistes » rejoignent les amis de Subhi et fondent à Ankara en juin 1920, un parti communiste turc clandestin. Ils font assez d'ombrage à Mustafa Kemal pour que leur chef, Nethem le Circassien, soit obligé de s'enfuir à travers les lignes de l'ennemi grec.

En juillet 1920, à Enzeli, est fondé, comme continuateur du Parti social-démocrate Alâdat, le Parti communiste de Perse, dont l'un des initiateurs, Kaferzadé, vient d'être exécuté.

Le PKI, le Parti communiste d'Indonésie, avait été fondé en mars 1920 à la suite et sur la base de l'ISDV (Association sociale-démocrate des Indes), elle-même fondée par deux militants hollandais en 1913, Baars et Sneevliet. Ce parti, dirigé par les Javanais Semaoun et Darsono, rejoint l'Internationale communiste en décembre. Le gros de ses militants, jeunes, est issu de l'organisation nationaliste Sarekat Islam.

La fondation du Parti communiste de l'Inde, en dépit des mises en garde de Lénine, fut décidée à une réunion tenue à Tachkent à l'initiative de M.N. Roy le 17 octobre 1920. Il comptait alors 7 membres, dont 2 compagnes européennes de militants indiens. Il atteignit l'effectif de 13 à la fin du mois de décembre de la même année. L'Internationale prit la sage décision de ne le reconnaître qu'en qualité de groupe. Nous reviendrons sur ces partis dans un chapitre particulier ultérieur.

LA FIN DE LA GUERRE CIVILE

En fait, pendant que le devant de la scène avait semblé occupé par les congrès, les motions et résolutions, les commissions et les compromis, la guerre civile s'était poursuivie et elle était en train de se terminer. Les forces du dernier des généraux blancs, le baron P.V. Wrangel, créature des Français, réfugiées en Crimée, avaient été ressuscitées par l'offensive polonaise, puis par la guerre. Aidé financièrement, bien équipé, le général baron avait récupéré nombre d'officiers de l'armée Denikine, formés à la guerre civile et trempés dans les plus durs combats : ses troupes étaient maintenant aux abois, le dos à la mer en Crimée. Elles avancèrent au temps de la bataille de la Vistule, puis durent reculer devant l'Armée rouge qui détourna d'ailleurs du front polonais des forces importantes, dans l'espoir de liquider avec elles le dernier des abcès. Les Rouges – 175 000 hommes, le double de Wrangel – disposaient de plusieurs atouts nouveaux, chars, canons, avions, train blindé même, prises de guerre aux dépens des armées en déroute de Denikine et de Koltchak.

Frounze, qui les commandait, tenta de s'emparer de l'isthme de Perekop, « le goulot de la bouteille », pour leur interdire l'accès en Crimée, mais il échoua après une bataille acharnée de sept jours Les troupes de Wrangel purent trouver asile dans la bouteille. Pourtant leur sort était scellé. Le 10 novembre la péninsule tout entière était aux mains de l'Armée rouge ; Wrangel et une partie de ses hommes embarquaient sur leurs navires et ceux de ses alliés – une centaine au total –, et émigraient définitivement. Ils allaient se fixer nombreux à Constantinople, dans les Balkans et même en Occident, et constituèrent un vivier de choix pour les agents soviétiques à la recherche de recrues aimant l'aventure, le risque et l'argent. Après le congrès de Bakou, Béla Kun avait été affecté comme commissaire politique auprès d'une division de l'armée de Frounze.

Une légende tenace, après des allusions de Levi aux « Turkestaner », relancée par Victor Serge, veut que, gouverneur militaire de la Crimée au lendemain de la victoire, il ait fait exécuter des prisonniers blancs à qui Frounze et lui-même avaient promis la vie sauve s'ils se rendaient. On parle de 13 000 victimes. Lénine, révolté d'une telle déloyauté, aurait d'abord exigé qu'il soit fusillé, puis, se rendant aux arguments de vieux camarades, se serait contenté d'un exil au Turkestan, d'où ses amis le sortirent très rapidement. Victor Serge raconte : « Je rencontrai bien des témoins horrifiés de ces tueries par lesquelles un révolutionnaire faible de caractère et d'intelligence vacillante avait stupidement tenté de se poser en « homme de fer[34]. » Borsanyi, le biographe hongrois de Béla Kun, est très réservé sur cette question, dont il ne dissimule pourtant pas qu'elle agita beaucoup, à l'époque, l'univers communiste. Nul doute pour lui que la Crimée reconquise fut soumise à la terreur rouge et au traitement de choc des tchékistes, mais il souligne que cela n'avait rien d'exceptionnel. Il signale cependant, sans les citer, qu'on trouve dans les archives des documents, dans lesquels Frounze accuse Béla Kun d'abus de pouvoir et de mesures arbitraires. En revanche, l'affectation au Turkestan, elle, semble bien relever de la légende.

34. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 147-148. Pouvons-nous dire que Serge, fin portraitiste, ne semble pas avoir bien vu Béla Kun ?

CHAPITRE X

Le pain noir ou l'infantilisme bureaucratique [1]

On pouvait s'attendre à ce que la fin de la guerre civile, atténuant les tensions, provoque une certaine détente. Il n'en fut rien. Elle provoqua en effet une aspiration au mieux-être, à la fin des contraintes, à la détente, si l'on veut, qui ne pouvait être satisfaite et se transforma en son contraire. Les ouvriers estimaient qu'ils avaient le droit de manger et qu'aucune menace de la part des Blancs vaincus ne leur interdisait maintenant de défendre leurs revendications élémentaires. Les paysans, qui n'avaient plus peur que des généraux tsaristes viennent leur reprendre les terres, refusaient maintenant de livrer leurs récoltes pour nourrir les villes ou l'armée, ou exigeaient au moins d'être payés. Les bolcheviks au pouvoir furent pris dans le tourbillon de leurs problèmes internes, de leurs difficultés économiques, de leurs divergences de parti.

L'ÉTAT DE LA RUSSIE AU DÉBUT DE 1921

Un historien favorable aux bolcheviks peint ce tableau économique de la Russie au début de 1921 :

> Le pays [...] semble se décomposer. Des régions entières vivent dans un état d'anarchie proche de la barbarie, sous la menace de bandes de brigands. Toute la structure économique semble s'être écroulée. L'industrie produit en quantité 20 % de sa production d'avant guerre, 13 % en valeur. La production de fer représente 1,6 %, celle d'acier, 2,4 %. La production de pétrole et de charbon, les secteurs les moins atteints, ne représente que 41 et 27 % de celle d'avant guerre ; dans les autres secteurs, le pourcentage varie entre 0 et 20 %. L'équipement est atteint ; 60 % des locomotives sont hors d'usage, 63 % des voies ferrées, inutilisables. La production agricole a baissé en quantité comme en valeur. La surface cultivée est réduite de 16 %. Dans les régions les plus riches, les cultures spécialisées ont disparu et laissé la place à de pauvres cultures de subsistance. Les échanges entre villes et campagnes sont réduits au minimum, de la réquisition, au troc [2].

La situation sociale est une vraie tragédie : « Le niveau de vie des populations urbaines

1. En dehors de tous les ouvrages anciens et du moins récent mais toujours utile travail d'Angress, *Stillborn Revolution*, il faut évidemment donner une place importante au livre de Sigrid Koch-Baumgartner, *Aufstand der Avantgarde.*

2. P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 148.

est bien inférieur au strict minimum vital. En 1920, les syndicats estiment que les dépenses absolument nécessaires représentent des sommes deux et demie à trois fois supérieures aux salaires. [...] Aussi les villes, affamées, se vident-elles [...]. En trois ans Petrograd a perdu 57,5 et Moscou 44,3 % de sa population. Par rapport à l'avant-guerre, l'une a perdu la moitié et l'autre le tiers de ses habitants[3]. » Suivant l'expression de Boukharine, il y a une véritable désintégration du prolétariat. Il n'y a plus de véritable classe ouvrière, et a fortiori plus d'avant-garde ouvrière puisque ceux qui la composaient sont maintenant dans l'appareil du parti, de l'armée, de l'État, de la Tcheka, des « commandants d'ouvriers ». Et ce dans un pays qui va connaître en 1921 une réapparition de la famine frappant durement les campagnes.

On conçoit du même coup la nécessité vitale et la terrible difficulté de la construction d'une Internationale autour du Parti bolchevique au moment où la fin de la guerre civile et celle du blocus vont permettre la reprise des relations internationales. Or le parti connaît du fait de cette situation et de l'urgence d'un redressement une crise très sérieuse à travers ce qu'on a appelé la « discussion syndicale ». Au point de départ, il y a des propositions de Trotsky, lequel a proposé quelques mois plus tôt vainement des mesures d'apaisement qui ont été repoussées, et qui cherche donc une solution dans le cadre du « communisme de guerre ». Nommé commissaire aux Transports, il emploie les méthodes qui lui ont réussi à la tête de l'Armée rouge, et en tire la conclusion d'une nécessaire « militarisation des syndicats » qui provoque les protestations non seulement des syndicats mais d'une fraction du parti, où Chliapnikov anime l'Opposition ouvrière. Lénine le suit dans un premier temps et accepte la création d'« armées du travail », puis il se convainc que la situation est dangereuse et recule. Trotsky va être mis en minorité cependant que Zinoviev fait campagne contre la militarisation du parti et pour le retour à la démocratie soviétique de 1917. Grèves et manifestations de mécontentement se multiplient, l'agitation paysanne prend la forme de véritables révoltes. L'espoir renaît chez les émigrés blancs.

L'atout allemand

Dans ces conditions, on comprend l'importance que revêtaient les premières victoires internationales remportées au lendemain du IIe congrès de l'Internationale, et en particulier la conquête de la majorité du Parti social-démocrate indépendant allemand. Bien entendu, la totalité de cette majorité n'a pas rejoint le nouveau parti communiste unifié, car l'ancien USPD s'est en réalité partagé en trois parties, celle qui a rejoint le KPD, celle qui est restée organisée à part et celle des anciens membres qui ont, au moins pour le moment, abandonné toute affiliation et qui, selon les évolutions traditionnelles dans ce genre de crise, n'étaient sans doute pas loin de constituer une majorité silencieuse et impuissante. C'est Paul Levi qui le souligne lui-même : la naissance du VKPD est un événement allemand de la révolution mondiale, « la formation du premier membre important et constitué sur le plan de l'organisation, de l'Internationale des opprimés aux côtés de la Russie soviétique[4] ».

Le nouveau parti compte de 300 à 350 000 membres, ce qui en fait une force considérable. Les représentants de l'Internationale se mettent aussitôt au travail pour l'aider à bâtir le nécessaire appareil, les départements spécialisés – questions syndicales, questions paysannes, presse et agit-prop, cadres et formation –, sans parler du nécessaire appareil clandestin, militaire, mais aussi de renseignements. Un historien de la révolution allemande écrit sur ce point :

3. *Ibidem*, p. 148-149.
4. P. Levi, *Rapport sur la fusion USPD-KPD*, p. 38.

Au sein du nouveau parti unifié se retrouvent les hommes de la vieille garde des radicaux d'avant guerre, le noyau des fidèles de Rosa Luxemburg, mais aussi les social-démocrates de gauche de toujours, les Ernst Daümig, Friedrich Geyer, Adolf Hoffmann, Emil Eichhorn, dont Lénine disait qu'ils étaient « les anneaux vivants qui relient le parti aux larges masses ouvrières dont ils possèdent la confiance ». Avec eux, les militants ouvriers, les cadres organisateurs de la classe, les dirigeants des grandes grèves de masses de Berlin pendant la guerre, les constructeurs des conseils ouvriers, le noyau des Délégués révolutionnaires berlinois de la guerre et de la révolution, Richard Müller lui-même, et les Wegmann, Paul Eckert, Paul Scholze, Heinrich Malzahn et Paul Neumann, dont Lénine disait que « ce sont des gens comme eux qui forment les larges colonnes aux rangs solides du prolétariat révolutionnaire » et que « c'est sur leur force indomptable que tout repose dans les usines et dans les syndicats ». Tous ces hommes retrouvent la vieille garde spartakiste qui cohabite désormais, dans le nouveau parti, avec les militants de toutes les régions d'Allemagne qui ont, depuis 1917, dirigé les combats révolutionnaires, Erich Wollenberg, rescapé de l'armée des conseils de Bavière, Hermann Remmele, le métallo de Mannheim, les frères Bernard et Wilhelm Koenen de Halle, le typographe saxon Paul Böttcher, Bernhard Düwell, de Zeitz, le docker Ernst Thälmann de Hambourg, le métallo de Remscheid Otto Brass, et Curt Geyer, l'ancien président du conseil ouvrier de Leipzig en 1919[5].

Au moment du débat de Moscou et avant la retraite de l'Armée rouge qui a détruit bien des espoirs, la majorité de la direction russe s'était divisée. Si on laisse de côté ceux qui, comme Trotsky et Radek, ne pensaient pas que l'avance de l'Armée rouge puisse provoquer un soulèvement ouvrier en Allemagne, deux tendances s'étaient constituées. Les uns pensaient qu'une victoire militaire aboutirait à la destruction du fer de lance du capitalisme allemand, sa force militaire réduite, et que la voie serait ainsi ouverte à la révolution allemande agissant de ses propres forces. D'autres avaient au contraire pensé à une percée dans les Balkans, dans l'Europe du Sud-Est, qui pouvait fournir à la révolution allemande comme à la révolution italienne un arrière-pays agricole. Le report de l'échéance révolutionnaire à plusieurs mois, peut-être une année – car c'est probablement dans une fourchette de cet ordre que se faisaient les pronostics des dirigeants de l'Internationale –, amena d'autres divergences.

Lénine, on le sait, était l'un des premiers à avoir perçu au début de décembre l'essoufflement du mouvement des masses. Mais, pour la majorité des autres dirigeants de l'Internationale, de même que dans la période précédente c'était l'absence de parti qui expliquait les défaites de la révolution, de même dans la période qui s'ouvrait le facteur décisif était l'existence d'un vrai parti communiste allemand. Zinoviev le proclamait : « Un grand parti communiste est né en Allemagne. Cela va entraîner des événements d'une signification historique sans précédent[6]. » En réalité, pour lui, la scission comportait en elle-même le germe de la réunification. Comment un parti communiste de centaines de milliers de membres ne viendrait-il pas à bout de l'aristocratie ouvrière et ne serait-il pas capable de conquérir la direction de l'écrasante majorité de la classe ouvrière ?

La position originale de Paul Levi

Paul Levi pense comme Lénine, mais a tout de même une position originale sur deux points capitaux. D'abord, il ne pense pas que la révolution allemande, qui s'est déjà développée de façon tout à fait originale, puisse se développer au même rythme et sous les mêmes formes que la révolution russe. Tout en reconnaissant que Lénine a eu raison

5. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 432-433.
6. Zinoviev, *Zwölf Tage in Deutschland*, p. 57.

contre Rosa Luxemburg sur la fondation du parti et que le KPD aurait dû être constitué bien avant, il continue à affirmer que le prolétariat conscient est plus important que le parti en soi. Il ne revient pas sur la critique formulée par Clara Zetkin, dans une lettre à Lénine, concernant les sommes dont disposent les envoyés spéciaux de l'exécutif à l'étranger et l'usage discutable qu'ils en font. Mais il signale le danger pour l'Internationale qui naît du rôle joué en Russie par le parti et du risque, par son intermédiaire, d'une pression des besoins diplomatiques de l'État soviétique sur la politique du parti allemand. Enfin, pour le moment, sa ligne est de toute évidence de gagner par des actions communes les masses ouvrières qui ne sont pas venues au parti et se trouvent à sa droite, de travailler à ressouder, avant l'assaut final, le front des prolétaires allemands.

C'est clairement à lui que s'oppose Zinoviev, à la veille du congrès de Halle, quand il explique qu'il ne suffit pas d'un parti communiste, qu'« il faut un parti fortement centralisé, avec une discipline de fer et une organisation militaire[7] ». C'est derrière Zinoviev aussi que s'embusquent les adversaires de Paul Levi, tel un jeune militant allemand d'origine russe, Arkadi Maslow, qui critique l'absence du KAPD dans l'unification et souhaite ajouter à la ligne juste du KPD « un peu d'élan révolutionnaire ». C'est aussi et surtout Radek qui fait ajouter à la résolution du congrès d'unification un paragraphe nettement orienté contre Levi : « Alors qu'un parti qui n'a que l'audience de dizaines de milliers d'hommes recrute ses adhérents avant tout par la propagande, un parti dont l'organisation regroupe des centaines de milliers et qui a l'audience de millions doit recruter avant tout par l'action. Le VKPD a suffisamment de force pour passer tout seul à l'action là où les événements le permettent et l'exigent[8]. »

Dans son commentaire du congrès, Levi persiste et signe : « La tâche des communistes [...] est de conquérir les cœurs et les cerveaux de la classe prolétarienne et de tous ses organes qui, aujourd'hui, retiennent à la bourgeoisie des fractions de la classe ouvrière[9]. » Le cadre des divergences est ainsi posé. Sans doute peu nombreux sont les communistes qui en ont vraiment conscience ou qui ont une idée de la façon brutale dont il va être réglé par une catastrophe pour le jeune grand parti.

LA « LETTRE OUVERTE »

La première initiative du VKPD dans le sens de la politique préconisée par Levi est-elle venue réellement de la base, ou plutôt de la base par l'intermédiaire du parti ? Les témoignages sur ce point sont contradictoires. Les faits en tout cas sont simples. Au point de départ public, il y a une initiative des militants communistes dans le syndicat des métallos de Stuttgart que dirige l'un d'eux, Erich Melcher. A la suite d'une assemblée générale où les métallos communistes réussissent à mettre en minorité le leader du syndicat (le DMV), l'indépendant Robert Dissmann en personne, les métallos et le cartel local de l'ADGB reprennent les revendications présentées : baisse du prix des produits alimentaires, inventaire de la production, augmentation des allocations de chômage, diminution des impôts sur les salaires et institution d'un impôt sur les grosses fortunes, contrôle ouvrier des fournitures et de la répartition des matières premières et du ravitaillement, désarmement des bandes réactionnaires et armement du prolétariat. Les ouvriers demandent aux directions syndicales DMV et ADGB d'entreprendre immédiatement une lutte d'ensemble pour satisfaire ces revendications concrètes.

La centrale du KPD publie l'appel des métallos dans *Die Rote Fahne* et l'accompagne

7. Zinoviev, *Kommunistische Rundschau*, n° 1, 1er octobre 1920.
8. Rapport sur le congrès d'unification, p. 232.
9. Paul Levi, « Le congrès d'unification », *Die Rote Fahne*, 4 décembre 1920.

d'une « Lettre ouverte » qu'elle adresse en même temps, le 7 janvier, à toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, dans laquelle elle leur propose l'organisation d'actions communes sur des points précis. Elle mentionne, dans cette lettre à toutes les organisations politiques et syndicales se réclamant de la classe ouvrière, la défense du niveau de vie des travailleurs, l'organisation de l'autodéfense ouvrière armée, la campagne pour la libération des prisonniers politiques ouvriers et la reprise des relations commerciales avec l'Union soviétique. Elle explique qu'elle ne renonce pas à ses objectifs révolutionnaires, mais qu'elle propose une action véritable menée en commun et réclame un engagement : « Dès aujourd'hui, le Parti communiste allemand unifié (VKPD) s'adresse à toutes les organisations prolétariennes du Reich et aux masses groupées autour d'elles en les appelant à proclamer dans des assemblées leur volonté de se défendre ensemble contre le capitalisme et la réaction, de défendre en commun leurs intérêts [10]. »

La « Lettre ouverte » n'obtint aucune réponse positive des organisations à l'échelle nationale. Elle eut un immense écho dans les entreprises et syndicats, au point que les directions durent menacer d'exclure les membres syndiqués qui lui faisaient écho, ce qui se produisit à Chemnitz, où le syndicat du bâtiment exclut Heckert et Brandler, ainsi que Bachmann, secrétaire de l'union locale. Elle se heurta en revanche à une sévère critique à l'intérieur du VKPD et de l'Internationale. A la séance du comité central du 27 janvier, de très vives critiques se sont élevées contre elle et contre son orientation, qualifiée d'« opportuniste ». La direction du district de Berlin-Brandebourg du VKPD, avec son secrétaire Friesland – le nouveau nom d'Ernst Reuter –, Ruth Fischer – que nous avons connue sous le nom d'Elfriede Friedländer – et son compagnon Isaak Tchémérinsky – sous le pseudonyme d'Arkadi Maslow – se déchaîne d'ailleurs sur tous les terrains contre Levi, qu'elle accuse aussi de « national-bolchevisme » pour un appel qu'il a lancé au Reichstag pour l'alliance avec la Russie soviétique. Plus grave encore, au petit bureau de l'Internationale, la « Lettre ouverte », vivement critiquée par Zinoviev, soutenue par Boukharine, est condamnée. C'est l'intervention de Lénine qui oblige à revenir sur cette décision – comme dans l'affaire du « gouvernement ouvrier ». Il va écrire en juin qu'il s'agissait d'une « initiative politique modèle ».

Il faut faire ici une place à part à la critique qui émane de *Kommunismus* – dans la mesure où les hommes qui l'animent viennent d'être intégrés à l'appareil de la Comintern et où leurs critiques sont justifiées selon eux par une nouvelle théorie qu'ils baptisent « théorie de l'offensive ». Sigrid Koch-Baumgarten a donné une pertinente analyse de cette théorie exposée dans une série d'articles de Béla Kun tant sur le putsch de Kapp que sur les événements ultérieurs. Il s'agit d'une conception à la fois mécaniste et idéaliste qui lie la crise économique du capitalisme à la nécessité de la réaction ouvrière, mais fait de la détermination de l'action contre-révolutionnaire, et non plus de la conscience de classe des travailleurs, le moteur de la révolution [11]. Du côté des révolutionnaires, c'est une théorie activiste de la provocation : l'initiative offensive de groupes d'hommes armés au combat qui permet de lancer des mots d'ordre toujours plus avancés et de mobiliser dans le combat des couches toujours plus larges. L'ensemble du mécanisme peut parfaitement être mis en marche par la provocation.

Pour l'instant, les choses se situent sur un autre terrain. Un rapport confidentiel de Curt Geyer, représentant du VKPD à Moscou auprès de l'exécutif de l'Internationale, assure que Zinoviev et la majorité des gens de l'exécutif sont extrêmement hostiles à Paul

10. « Lettre ouverte du KPD », *Die Rote Fahne*, 7 janvier 1921.
11. Sigrid Koch-Baumgarten, « L'offensive sous forme de provocation », dans *Aufstand der Avantgarde*, p. 79-81.

Levi et à Daümig – apparemment avant la fin janvier.[12] Curt Geyer assure que Zinoviev a dit que l'Internationale communiste avait laissé entrer beaucoup trop de gens dans ses rangs et qu'il serait mieux de n'admettre plus personne et de se concentrer sur l'élimination des « Serrati ». Selon Geyer, Zinoviev apportait alors tout son soutien aux éléments de gauche berlinois qui critiquaient l'« opportunisme » de Levi et Daümig. C'est effectivement l'affaire Serrati qui va servir de premier révélateur.

LE CONGRÈS DE LIVOURNE[13]

Le congrès de Livourne du Parti socialiste italien se réunit du 15 au 21 janvier, au moment où enfle la vague des attaques terroristes des *squadristi*, les « expéditions punitives » qui visent ce parti en tant que tel et particulièrement ses éléments socialistes beaucoup plus que ses éléments communistes. On aurait pu supposer que l'ampleur et la gravité de la vague de terreur fasciste contre le mouvement ouvrier provoquerait, sinon des corrections, du moins des nuances dans l'application stricte des vingt et une conditions dans un contexte nouveau où le facteur essentiel n'était pas pris en compte par les résolutions du IIe congrès. On acceptait comme un phénomène normal le fait que Francesco Misiano, condamné à mort par les fascistes, devait se présenter au congrès entouré de gardes armés. Gramsci semble bien avoir été alors le seul responsable italien à avoir compris que se produisait un phénomène grave et nouveau. Bordiga, pour sa part, restait enfermé dans sa logique de classe consistant à souligner que la social-démocratie et le fascisme étaient en réalité l'une et l'autre des faces différentes de la réaction bourgeoisie. Personne apparemment ne vit là de raison de réfléchir sérieusement à l'application des conditions à des camarades particulièrement visés, et même plus visés, parce que plus connus, que ceux qui les excluaient.

Cela indiqué, la situation apparaissait sans issue autre que l'application mécanique de la décision de scission. La tendance Serrati, qui avait pris le nom de « communiste unitaire », représentait 100 000 membres dont les délégués avaient la totale maîtrise du congrès. Elle acceptait les vingt et une conditions mais voulait choisir le moment de leur application. Bordiga, avec Bombacci et Graziadei, représentait une gauche, de 50 000 membres environ, réunissant des communistes et des anarcho-syndicalistes, qui acceptait sans réserve les vingt et une conditions. Il y avait enfin les 14 000 membres de la droite turatienne qui n'étaient pas allés à Moscou et dont Moscou réclamait l'exclusion sans délai.

Il est tout à fait possible que Paul Levi, qui se rendit à Livourne pour y représenter le VKPD, ait pensé que le feu vert finalement donné à la « Lettre ouverte » était un signe qu'on trouverait avec le PSI un accommodement. Après tout, on en avait trouvé un avec les centristes français, qui n'avaient pas le même bilan d'honnêteté et de lutte contre la guerre ; ni même l'attachement qu'avaient pour la IIIe Internationale Serrati et ses amis. Or il n'en fut rien. Les deux délégués de l'exécutif étaient Khristo Kabaktchiev, un Bulgare, et le Hongrois Matyas Rákosi, ces soldats d'armées vaincues que le chef d'état-major de la Grande Armée, le président de l'Internationale, envoyait avec un mandat impératif : Serrati et les siens devaient se soumettre ou se démettre. L'expérience avait enseigné combien le Hongrois pouvait être cassant et brutal, tant dans son argumentation que dans le ton qu'il employait. Il le fut particulièrement à Livourne, puisqu'il parlait avec toute son autorité de représentant plénipotentiaire de l'exécutif et était convaincu de faire le juste procès de deux « opportunistes », Serrati et Paul Levi ! On n'en est pas

12. *Ibidem*, p. 114-116.
13. P. Spriano, *op. cit.*, t. I.

encore sûr à l'époque, mais la suite de sa carrière le montrera. Rákosi était l'un des plus bornés et des plus brutaux individus qu'ait jamais produit le mouvement communiste.

Levi et le KPD sur la scission

La centrale du VKPD avait discuté de la situation au sein du PSI à la veille de son congrès, avant le départ de Levi. Ce dernier considérait qu'une scission était inévitable. Il souhaitait cependant qu'elle n'ait pas lieu entre partisans de Serrati et partisans de Bordiga mais – comme en France – le plus possible au cœur du centre, englobant le plus grand nombre possible de la centaine de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui avaient continué à suivre Serrati quand ses lieutenants l'avaient abandonné. Il redoutait avant tout la formation en Italie d'un parti communiste de gauchistes qui aurait fermé pour longtemps toute possibilité révolutionnaire en décourageant les masses qui avaient jusque là été fidèles à Serrati et qui ne comprendraient pas une scission sous les coups des fascistes.

La centrale fut d'accord pour que Paul Levi fasse son possible à Livourne afin de convaincre Serrati d'exclure Turati et ses amis réformistes. Pour le reste, elle souhaitait un compromis permettant de garder le gros des troupes serratiennes et leur chef dans le parti. Radek, consulté, approuva cette ligne, et les deux hommes tombèrent d'accord pour éviter un conflit aigu au cas où les envoyés de l'exécutif auraient une ligne différente. Mais le lendemain arrivait à Berlin un télégramme de Moscou prescrivant de mener contre Serrati « le combat le plus décidé ». L'exécutif, par ses hésitations puis ses crises d'autorité, envenimait une situation déjà difficile.

Dès son arrivée, Levi constate que l'attitude des représentants de l'exécutif n'est pas du tout conforme à son objectif. Ils s'en tiennent à la motion Bordiga qui prépare la scission avec tous les serratistes et refuse toute modification. L'intervention de Kabaktchiev est tout entière dirigée contre Serrati. Paul Levi a plusieurs entretiens avec ce dernier, dont un de plus de deux heures. Il en sort avec la conviction que l'exécutif est mal informé : Serrati lui a raconté que Bombacci embrassait Turati en plein Parlement. Il est de moins en moins d'accord avec l'application mécanique des conditions aux Italiens, dans la situation du pays, après les énormes concessions faites à des Français infiniment plus droitiers que Serrati.

Scission du PC d'Italie

Mais les délégués de l'exécutif demeurent inflexibles et Rákosi va accuser Paul Levi d'avoir encouragé Serrati à résister aux exigences de Moscou en lui confiant son opinion personnelle. Levi se contente d'une intervention purement formelle. Le résultat du vote est de 98 028 voix pour les « centristes », 58 783 pour les « communistes » et 14 695 pour les « réformistes ». Aussitôt après, les hommes de la gauche, autour de Graziadei, Bombacci, Bordiga et Gramsci, se retirent et vont fonder un peu plus loin dans Livourne, au théâtre Goldoni, le Parti communiste d'Italie.

Il ne semble pas que Levi soit véritablement inquiet et qu'il considère la situation comme irréversible tellement le résultat lui paraît – à juste titre – absurde. Il n'a aucune estime pour les envoyés de l'exécutif et pense qu'ils n'ont pas compris leurs instructions ou les ont appliquées bêtement, avec trop de rigueur, et que l'exécutif va arranger les choses. C'est ce qu'il explique à mots couverts dans *Die Rote Fahne* du 23 janvier : la scission était inévitable, mais pas sous la forme qu'elle a prise, et qui a mis hors des rangs de l'Internationale l'élite des travailleurs italiens. Radek répond vertement, trois jours plus tard : les ouvriers restés avec Serrati n'étaient partisans de l'Internationale qu'en paroles, l'élite des ouvriers révolutionnaires italiens est aujourd'hui dans le PC.

LA CRISE

La querelle désormais apparaît dans toute sa gravité. A la réunion du 25, devant les accusations de Radek, Paul Levi claque la porte. Le lendemain, Radek s'est excusé et le dialogue peut reprendre. Levi rappelle à Radek leur accord, l'arrivée après la bataille des directives de Moscou, se défend d'avoir attaqué l'exécutif, exige de savoir s'il a encore sa confiance. Le 29, se tient une nouvelle réunion de la centrale où Radek rapporte sur les problèmes internationaux. Il explique qu'il est personnellement opposé aux « gauchistes » (les gens du Sud-Est) et pense que le centre de la révolution est aujourd'hui en Allemagne et en Italie. Il reconnaît les efforts de l'exécutif pour « activer » le parti allemand, nie qu'il y ait là un rapport avec la situation russe ou un souci de diversion. Il explique son explosion contre Levi par le sentiment qu'il a eu d'une absence de solidarité avec l'exécutif, dont il admet qu'il a des faiblesses mais pour lequel il réclame des critiques constructives. Levi semble rasséréné, mais tient à être très clair. Il assure notamment :

> Mes relations avec Zinoviev se sont également améliorées depuis son séjour en Allemagne, mais je dois le répéter ici : nous nous trouvons devant une certaine méfiance et toute tentative de notre part de critiquer des erreurs sera interprétée seulement comme un acte d'opposition à l'Internationale communiste. [...] Cette discussion m'a ouvert les yeux : le camarade Max [Radek] s'est emballé pendant la discussion et on a vu surgir des thèmes qui sont vigoureux et vivants à Moscou. En fonction de tous ces faits, je crois que nous aggraverions la maladie au lieu de favoriser la guérison en exprimant ce qu'on appelle des critiques positives [14].

Après de nombreux rebondissements, on semble avoir trouvé de nouveau un terrain d'entente, cette fois sur proposition de Clara Zetkin, qui exprime le souhait de la fusion du PCI avec les communistes restés avec Serrati et aborde la question des difficultés avec l'exécutif sous l'angle « des différences entre les tâches du parti communiste d'un prolétariat victorieux et celles des partis communistes qui sont dans des pays où il faut en premier lieu lutter pour la dictature du prolétariat [15]. » Elle fait même adopter un texte qui prévoit des voyages d'information de membres de l'exécutif, dont deux du parti russe, pour se familiariser avec les conditions de travail.

NOUVEAU REBOND

Tout rebondit pourtant une fois de plus. Jacques Mesnil, dans *L'Humanité*, rendant compte du congrès de Livourne, écrit en effet que la forme de la scission est due en partie à la croyance de l'exécutif en « l'imminence de la révolution ». Puis il s'associe aux critiques formulées par Serrati contre les « éminences grises » – les envoyés de l'exécutif – et « leur croyance aveugle dans les vertus de la centralisation [16] ». Serrati vient à Berlin et rencontre Paul Levi. Au retour, il s'arrête à Stuttgart pour rencontrer Clara Zetkin. Et les membres de l'exécutif et gauchistes allemands de dénoncer « le complot droitier »... Bientôt, Rákosi arrive à Berlin, à son tour, pour y faire campagne, moins pour lui-même sans doute que pour l'exécutif. A la centrale, il parvient à retourner Thalheimer et Stoecker, mais pas à renverser le vote précédent.

Il revient donc au comité central et attaque comme un furieux, s'inscrivant en faux contre les affirmations de Levi et de Clara Zetkin. Il ne répète certes pas ce qu'il a confié en tête à tête à Clara Zetkin, que le parti allemand est trop nombreux, qu'il faut souhaiter

14. Archives Levi, p. 50 a 5.
15. C. Zetkin, *Die Rote Fahne*, 2 février 1921.
16. J. Mesnil, *L'Humanité*, 25 janvier 1921.

de nombreux départs, que Livourne est un bon exemple et qu'il ne faut pas hésiter à scissionner dix fois s'il le faut. Levi et Clara Zetkin commencent à penser qu'ils ont bel et bien affaire à une entreprise de l'exécutif contre eux, parfaitement concertée. Et le coup de théâtre se produit. Le comité central adopte par 19 voix contre 23 la motion Thalheimer-Stoecker qui se range aux côtés de Rákosi.

Sur-le-champ, en séance, les deux présidents du parti, Levi et Daümig, démissionnent, ainsi que trois membres de la centrale, Clara Zetkin, Brass et Hoffmann. Marquant leurs distances à l'égard de Serrati, ils se délimitent aussi de Rákosi, qui vise, disent-ils, à « créer des partis plus solides et plus purs par la méthode des scissions mécaniques [17] ». La crise est ouverte, et Zinoviev, au congrès du parti russe, se réjouit que Paul Levi ait été enfin « démasqué [18] ». Levi, pour sa part croit à une discussion qu'il aurait voulu éviter mais qui est devenue indispensable.

En bonne tradition marxiste, il essaie de la porter sur le terrain des rapports de classes, souligne en particulier la contre-offensive bourgeoise qui se traduit notamment en Allemagne par les succès des social-démocrates dans les syndicats, l'augmentation du nombre de leurs voix et l'exclusion de communistes. Il délimite ses divergences avec les dirigeants russes de l'Internationale. D'abord, ceux-ci ne tiennent aucun compte des millions de travailleurs organisés dans les syndicats, une situation qu'ils n'ont jamais connue et dont ils sous-estiment l'importance. Ensuite, rappelant l'échec de la marche sur Varsovie, il rappelle que la révolution ne peut résulter que de la volonté consciente des travailleurs. Toutes ces erreurs se sont trouvées concentrées en Italie, où la scission était nécessaire avec Turati mais où les gens de l'exécutif se sont battus pour la faire avec Serrati. La tâche en Allemagne, après la victoire de Halle, ce n'est pas d'éduquer les nouveaux adhérents par de nouvelles scissions, c'est de les éduquer, « de vivre avec eux le temps, la révolution et les choses, et de parvenir ainsi à un niveau supérieur, dans les masses et avec elles [19] ». Il est, souligne-t-il, tout à fait absurde d'avoir pendant deux ans fait de Serrati un porte-drapeau de l'Internationale et de croire comme l'exécutif qu'on va le « démasquer » en quelques semaines par des « lettres ouvertes ». Ces pratiques étrangères au mouvement ouvrier occidental proviennent incontestablement du parti russe. Levi se dit conscient du rôle que jouent pour les dirigeants de ce dernier leur isolement, la rareté de leurs contacts, leur éloignement, la difficulté qu'ils ont à se faire une idée de la situation exacte, et aussi l'influence qu'exerce sur leur pensée et leur pratique le fait qu'ils sont à la tête d'un État qui doit faire face à tant de difficultés. Il croit que la discussion est possible. L'exécutif va lui montrer qu'elle ne l'est pas.

L'aggravation de la crise russe

Dans quelle mesure les dirigeants russes – en dehors de Zinoviev et de son groupe de collaborateurs, dont c'est le métier – sont-ils en mesure de consacrer du temps à la démission de Levi et de ses camarades ? Dans quelle mesure peuvent-ils prendre au sérieux l'agitation à la tête d'un parti frère dans un pays qui ne connaît ni grève ni combat armé ? Nous avons déjà mentionné l'âpre lutte menée dans la « discussion syndicale », qui disparaît, dépassée par les problèmes nouveaux lors du Xe congrès du parti, du 8 au 16 mars. Mais celui-ci, devant la catastrophe économique et la crise sociale, à l'initiative de Lénine, renverse la vapeur, abandonne la politique du « communisme de guerre » au profit d'une nouvelle politique économique, qu'on appelle la Nep. En revanche, la nouvelle

17. Déclaration des présidents, *Die Rote Fahne*, 28 février 1921.
18. Première publication en Occident dans *Freiheit*, 10 avril 1921.
19. « Nous et l'exécutif », 6 février 1921.

tendance, dite Opposition ouvrière, animée par Aleksandr Chliapnikov et Aleksandra Kollontaï, ne désarme pas, bien au contraire.

La Nep, élaborée par le comité central du parti au cours des premiers mois de 1921, est une retraite sur le terrain économique, marquée par la suppression du système des réquisitions et par l'introduction au niveau le plus élémentaire d'un embryon de marché. On espère ainsi le retour aux échanges et à l'économie monétaire, l'encouragement à l'initiative privée, voire le recours, sous contrôle, aux investissements étrangers. Son objectif est double : rallier les masses paysannes, et développer à travers l'industrie les bases économiques et sociales du nouveau régime. C'est pourquoi Lénine la définit comme « un compromis entre le prolétariat qui exerce sa dictature et tient entre ses mains le pouvoir d'État, et la majorité de la population paysanne[20] ». L'Opposition ouvrière dénonce ce recul qui fait porter à la classe ouvrière le poids de la crise de la révolution.

Le contexte de ces décisions est celui d'un immense mécontentement qui secoue tout le pays, et en particulier les masses paysannes et ouvrières. C'est probablement à l'été 1920 qu'ont commencé les premiers troubles sérieux dans les campagnes, bientôt aggravés par la fin de la guerre civile et par la disparition de l'épouvantail des Blancs. C'est à partir de là en tout cas que se dessine et se développe le grand soulèvement paysan de la région de Tambov, dirigé par le socialiste révolutionnaire A.S. Antonov. Les SR, ici, se sont emparés de l'Union des paysans travailleurs et ont formé des milices armées que l'on estime à une vingtaine de milliers de combattants, contre lesquels il faudra en définitive envoyer une armée, commandée par Toukhatchevsky, dans une mission de pacification[21] qui sera rigoureuse. L'affaire devient beaucoup plus sérieuse à partir du moment où l'agitation gagne les villes et les usines. A Moscou, les ouvriers sont enragés de la pénurie de ravitaillement. Des réunions dans les usines revendiquent la fin du communisme de guerre, le droit pour les travailleurs d'aller se ravitailler dans les campagnes. Les dirigeants du parti sont mal reçus, certains même sont chassés de la tribune. Bientôt se systématisent des revendications économiques – liberté du commerce, augmentation des rations, fin des réquisitions – puis politiques – droits et libertés publics, parfois élection d'une Constituante. Quelques manifestations de rue sont endiguées, sans brutalités. A Petrograd, la situation est plus grave. Il n'y a plus ni ravitaillement ni combustible depuis des semaines. Les habitants souffrent de la faim et du froid. Comme à Moscou, toutes les questions sont posées dans les assemblées d'usines : ravitaillement, privilèges, politique paysanne. On revendique la distribution de chaussures et de vêtements, l'augmentation des rations alimentaires. Une usine appelle à manifester avec le soutien des étudiants de la fameuse École des mines.

La veille encore, Zinoviev, patron du parti et du soviet de la capitale, réclamait la restauration de la démocratie ouvrière de 1917. Mais il panique. On constitue dans chaque district une troïka baptisée comité de défense et dotée des pleins pouvoirs. Les usines agitées sont inondées de propagande et de militaires en armes. L'usine dont les ouvriers ont manifesté est fermée. L'usine Poutilov entre dans le mouvement. De toute évidence, l'influence des anciens partis socialistes se fait sentir de nouveau, SR, certes, mais aussi mencheviks, et on réclame la libération de ceux d'entre eux qui sont emprisonnés, ainsi que des « élections libres ». Zinoviev, qui n'est plus le champion de la démocratie, fait arrêter 5 000 « mencheviks » et 500 « meneurs ».

C'est dans ce contexte qu'éclate ce qu'on a appelé l'insurrection de Cronstadt. Ici, la

20. Cité dans P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 155.

21. Le rapport d'Antonov-Ovseenko à Lénine sur le soulèvement paysan de Tambov se trouve dans les *Trotsky's Papers*, vol. II, p. 485-523.

crise frappe au cœur de la légende. C'est que la campagne de Zinoviev pour la démocratie ouvrière, en réalité contre l'administration politique de la flotte, qui dépend de Trotsky, porte des fruits inattendus pour lui. Les rumeurs qui circulent sur la répression de manifestations ouvrières à Petrograd mettent le feu aux poudres, avec l'assemblée des équipages à bord du cuirassé *Petropavlovsk* et l'adoption d'une résolution en dix points, « salve contre la politique du communisme de guerre [22] », écrit l'historien Paul Avrich, qui sympathise avec les insurgés.

CRONSTADT : LA RÉPRESSION

On connaît la suite, l'insurrection, l'échec des négociations, la décision des bolcheviks d'attaquer pendant que la glace n'a pas encore fondu et avant que la mer libérée ne protège de nouveau l'île et la flotte de guerre, qui constituerait alors un danger mortel et une base possible pour n'importe quelle intervention extérieure. C'est le comité de défense institué par Zinoviev – et non par Trotsky, comme on l'assure trop souvent – qui emploie la menace historique de tirer les insurgés « comme des perdreaux [23] ». L'offensive est meurtrière, puisque les canons de Cronstadt tirent sur la glace où avancent les soldats de l'Armée rouge : 10 000 tués sur 50 000 hommes. Les vainqueurs, du coup, sont sans pitié. Cronstadt tombe le 18 mars.

Le Xe congrès du Parti communiste de Russie, qui vient de voter les mesures qui concernent la Nep et dont plus d'une centaine de délégués sont allés se battre contre les marins soulevés, termine son travail par des décisions qui marqueront l'histoire du parti. A l'appel de Lénine, qui s'inquiète, dans les circonstances données, de l'activité de l'Opposition ouvrière – il la tient pour une déviation anarcho-syndicaliste –, le parti interdit les fractions et adopte toute une série de mesures qui restreignent sérieusement la démocratie. En outre, l'élection des membres du comité central à la proportionnelle des votes sur la base des tendances qui s'affrontaient dans la question syndicale amène le départ de nombre de camarades de Trotsky – moins autoritaires que ne le clamaient leurs adversaires – et l'entrée en force d'apparatchiks silencieux ralliés derrière Lénine et Zinoviev par Staline, qui commence à constituer une force dans l'appareil.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL DE LA SITUATION ALLEMANDE

Nombre d'auteurs s'acharnent à vouloir démontrer que l'action de mars en Allemagne découle directement de la déception provoquée par Cronstadt au sommet du parti de Lénine. Rappelons brièvement les dates. Les grèves commencent à Petrograd le 23 février, l'insurrection de Cronstadt, le 28 février. Le congrès qui adopte la Nep se déroule du 8 au 16 mars. L'insurrection est écrasée le 18 mars. En Allemagne, la mission de l'exécutif arrive fin février-début mars, a des entretiens avec les dirigeants du KPD, assiste à son comité central les 16 et 17 mars, fait lancer le mot d'ordre de grève générale le 24 et commence des combats qui durent jusqu'au 30 mars.

Il faut ajouter à tous ces éléments une particulière tension des relations internationales pendant les trois premiers mois de 1921. Le conflit sur les réparations entre l'Allemagne et les Alliés aboutit à une impasse. Les négociations, ouvertes le 1er mars, se sont arrêtées le 7, sur le rejet, par le gouvernement allemand de l'ultimatum allié. Le 8, en représailles, l'armée française occupe Duisburg, Düsseldorf et Ruhrort. Le référendum sur la haute Silésie devait avoir lieu le 20 mars. Beaucoup de responsables croyaient à la reprise de

22. Paul Avrich, *La Tragédie de Cronstadt, 1921*, p. 77.
23. La menace, odieuse il est vrai, a été attribuée à Trotsky et continue de l'être !

la guerre avec la Pologne, dont Thomas, l'homme du bureau de Berlin, assure qu'elle était au centre de sa perspective : « Nous étions persuadés qu'elle allait reprendre d'un moment à l'autre. Nos hommes de confiance étaient en contact avec les marins de Stettin et de Hambourg. A Dantzig, nous avions fait sauter des moteurs d'avion, et à Stuttgart, un train français entier de munitions. Beaucoup d'autres plans de ce genre étaient en préparation[24]. » Tout cela, cependant, ne suffit pas pour étayer certaines démonstrations.

LA MISSION DE BÉLA KUN : À MOSCOU

C'est vers la fin de février ou au début de mars qu'arrive à Berlin une délégation de l'exécutif, envoyée à la suite de la démission de Paul Levi et de ses camarades. Elle comprend Béla Kun et très probablement, sous le nom de Berger, Josef Pogány, un autre Hongrois de l'appareil de l'IC, ainsi qu'un des proches collaborateurs de Zinoviev, Haifisz, dit Gouralsky, lui aussi apparatchik de l'Internationale. Aucun de ces hommes ne connaît bien les problèmes allemands. Tous les trois, en revanche, apparaissent liés au groupe gauchiste de *Kommunismus*, dont Lénine avait fait condamner la ligne lors du IIe congrès de l'Internationale.

Il existe toute une littérature et une tradition orale autour de ce qu'on appelle « la mission de Kun en mars 1921 ». Contentons-nous de la résumer : elle serait tout simplement un moyen désespéré de forcer la révolution en Occident afin de faire faire à la Russie l'économie de la Nep, cette retraite que les gauchistes désapprouvent sans oser la combattre. Certains auteurs sont même allés jusqu'à lui attribuer la valeur d'un contre-Cronstadt, alors que l'insurrection des marins ne s'est produite que bien après son départ. Entretiens personnels, encouragements à demi mots, sous-entendus et, pourquoi pas, clins d'œil dans la rue, pots de fleur sur les fenêtres, langage codé entre bureaux, sondage psychanalytique des reins et du cœur du Hongrois, rien n'a manqué pour essayer de déterminer qui était l'inspirateur de Béla Kun, et si l'on devait faire remonter la responsabilité du contenu de sa mission jusqu'à Lénine ou s'arrêter en route à Zinoviev. Disons-le franchement, il nous semble que Béla Kun avait assez de prétention et de limites intellectuelles à la fois pour s'être cru capable en la circonstance d'agir en sauveur suprême. Il se présentait à Moscou en père de la théorie et de la stratégie de l'offensive, et Alfred Rosmer raconte qu'il avait même tenté au début de l'année d'y convertir Trotsky, lequel l'avait accueilli plutôt fraîchement. Trotsky confirme que Béla Kun tenta à plusieurs reprises de le convaincre que la révolution était perdue en Russie si elle ne l'emportait pas tout de suite dans un autre pays. En outre, c'est une anticipation qui inspire cette enquête, une conception qui militarise la Comintern beaucoup plus qu'elle ne l'était à l'époque. Tous les éléments dont nous disposons, et peut-être le fait que nous ne disposons pas d'autres informations, indiquent que la mission de Kun est venue en Allemagne avec comme seule inspiration, pour sortir de sa crise le parti allemand, de « l'activer » conformément à la recette gauchiste, ou, si l'on préfère, conformément à la doctrine à la mode dans les bureaux.

La nature même de la question posée exclut en tout cas toute intervention de Lénine. Le plus vraisemblable est que Béla Kun a pris dans sa mission allemande des initiatives inspirées par sa conception de l'action révolutionnaire dans le cadre d'un accord général avec Zinoviev et Boukharine, à l'époque inspirateurs de l'IC. Les seuls procès-verbaux ou comptes rendus concernant cette mission auquel nous ayons eu accès pendant longtemps sont ceux de la réunion des 22-23 février du comité exécutif de l'Internationale.

24. « Récit du camarade Thomas », *Contributions*, p. 24-25.

Curt Geyer y attaque l'admission du KAPD dans l'Internationale, la politique des représentants de l'exécutif au congrès de Livourne, et défend la « Lettre ouverte ». Les grands chefs sont très méprisants, Zinoviev se moquant de cette « billevesée littéraire » en s'étonnant qu'on puisse proposer « aux ouvriers de pactiser avec d'autres partis ouvriers ». Boukharine est sans doute encore un cran au-dessous dans l'humour – ou ce qu'il prend pour tel – puisqu'il aurait dit : « Nous voulons la dictature du prolétariat, c'est ça qu'il faut dire. Mais cette lettre dit : nous voulons que le prolétariat vive. C'est comique. Vivons-nous pour un nouveau capitalisme[25] ? »

Sur la situation du parti, ce sont surtout Gouralsky et Radek qui parlent. Ils le jugent très malade du fait de la direction droitière, pensent qu'il faut le redresser et le souder, en éliminant Levi et les siens. Chez tous les intervenants s'exprime l'idée de la nécessité pressante d'une action dure en Allemagne, de toute évidence pour soulager la pression qui pèse sur la Russie, peut-être pour limiter la retraite entamée. Quelques-uns indiquent qu'une attaque de l'extrême droite pourrait cristalliser une opposition frontale de la classe ouvrière : on a le sentiment que l'idée de provocation est ici sous-jacente. Béla Kun est là. Il n'est cité que quand il propose la création d'un comité d'action de cinq membres pour l'Allemagne, deux du VKPD, deux du KAPD, présidé par un représentant de l'exécutif : il vient de tracer sa propre voie et, à vrai dire, doit d'ores et déjà savoir où il veut aller, même s'il se contente de laisser les autres le suggérer.

Béla Kun à Berlin

Nous avons toute une série d'informations sur l'activité de Béla Kun à Berlin dans les milieux dirigeants, où il apparaît sous le pseudonyme de Spanier (que Thomas orthographie Spanior). Pendant les deux premières semaines, il est logé avec ses deux camarades de mission dans un appartement du nord de la Friedrichstrasse à Berlin, sous la protection d'un homme du *M-Apparat*, l'appareil militaire clandestin, Karl Retzlaw. Il rencontre par petits groupes et individuellement les camarades qui comptent à la direction du parti, notamment Clara Zetkin et Paul Levi. Il semble qu'à tous il explique la nécessité d'aider la Russie par un succès révolutionnaire extérieur, et, pour ce faire, suggère l'emploi de la provocation pour décider la classe ouvrière allemande à se battre.

Il a dit à Clara Zetkin que le parti avait suffisamment de membres pour lancer 150 000 d'entre eux à l'assaut du gouvernement et entraîner la classe à ses premières victoires. La vieille dame marxiste est épouvantée que l'Internationale soit représentée par ce médiocre parieur qui joue avec la vie des hommes et de leur parti. Elle refuse désormais de le rencontrer sans témoin. De cette entrevue, elle va écrire à Lénine : « B. était d'avis que les masses se mobiliseraient si la contre-révolution se montrait agressive. Il nous fallait, par des provocations, amener la contre-révolution à déclencher les hostilités[26]. »

Paul Levi, lui, quitte l'Allemagne après leur rencontre et part en principe pour l'Italie, en vacances. Mais il s'arrête à Vienne, observatoire commode pour un homme qui s'attend à une catastrophe et n'a pas renoncé à intervenir. Nous ignorons totalement s'il a fait quelques tentatives pour organiser la résistance ou s'il a tout simplement attendu l'inévitable bataille contre Kun de la part de ceux qui venaient de le désavouer lui.

Thomas, dans ses souvenirs, parle de Kun à Berlin :

> Il se mit aussitôt au travail, prit la parole et s'aboucha directement avec les communistes allemands. Par le ton de ses propos, je me rendis très vite compte qu'on allait tenter la grande

25. *Protokoll* de la réunion de l'exécutif trouvé dans les archives allemandes, M.L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 135-143, ici, p. 141.
26. C. Zetkin à Lénine.

aventure. Cela sentait à plein nez la provocation. Il ne me mettait pas au courant de ses véritables plans, mais le sens général en était clair. Je lui proposai un entretien avec moi et deux autres communistes que je lui présentai comme de vieux camarades polonais ayant une longue expérience des problèmes politiques, et d'examiner ensemble la situation. Ces vieux camarades étaient Warski et Lapinski. Béla Kun accepta.

L'entretien eut lieu à Charlottenburg. Il dura plusieurs heures puis dégénéra en discussion orageuse. Là encore, Béla Kun ne précisa pas ses plans, mais leur nature n'était que trop visible. Warski aussi bien que Lapinski se prononcèrent catégoriquement contre le soulèvement et contre toute aventure en général. A la fin Béla Kun eut des paroles très dures : « Sie haben Ihr Herz in den Hosen » (Vous avez le cœur dans les culottes), dit-il. « Vous n'analysez pas la situation à la bolchevique. » Lui comprenait mieux : les ouvriers sont prêts à s'insurger, les chefs les en empêchent. L'entrevue se termina sur un échec [27].

En réalité, Béla Kun a déjà partiellement réussi. Ses plans, son autorité, celle de la centrale, sa façon de bousculer les camarades, de rappeler à chaque instant la nécessité de l'action, du courage, du dévouement, ont ébranlé puis mis à sa merci la majorité des dirigeants du parti. En deux semaines, l'envoyé de l'exécutif a mis dans sa poche la majorité du comité central du VKPD et va s'offrir le luxe de le laisser fonctionner hors de sa présence et de celle de ses adjoints afin de prendre les 16 et 17 mars les décisions qui s'imposent. Il a obtenu le renfort d'hommes qui sont considérés à Moscou comme d'excellents spécialistes militaires : le Letton Rose, qu'on appelle Skoblevsky, mais aussi le Hongrois Ferenc Münnich, le Roumain Manfred Stern et l'ex-officier d'état-major austro-hongrois qui a combattu dans l'armée rouge hongroise et sert dans les services de renseignements de l'Armée rouge, Otto Steindrück. On ne peut pas imaginer que le déplacement de spécialistes militaires de cette dimension ait été simple affaire de routine, et il paraît difficile d'envisager que Béla Kun ait eu recours à eux sans le feu vert de Zinoviev, non pas forcément pour une insurrection, mais « au cas où »...

Le comité central s'ouvre le 16 mars par un rapport de Brandler, qui commence par une longue énumération des tensions et des crises à l'échelle du monde, traite de la conférence de Londres, du prochain plébiscite en haute Silésie, des plans contre-révolutionnaires du groupe ultranationaliste de l'*Orgesch*, de l'armement des groupements « blancs » en Bavière. Il aboutit de façon un peu inattendue quand même à l'affirmation qu'il y a 90 % de chances pour qu'on arrive à des conflits armés, et en tout cas qu'une guerre anglo-américaine est à peu près inévitable. L'objectif, il ne le cache pas, est de « mettre les masses en mouvement ». Il va même jusqu'à les chiffrer, écrivant : « Je maintiens que nous avons aujourd'hui dans le Reich de 2 à 3 millions d'ouvriers non communistes qui peuvent être influencés par notre organisation communiste, qui combattront sur notre drapeau [...] même dans une action offensive. Si j'ai raison [...], il nous faut intervenir par des actions qui peuvent changer en notre faveur le cours des choses [28]. »

Dans la discussion, on relève une intervention presque hystérique de Paul Frölich. Parlant des relations entre l'Entente et l'Allemagne, il assure : « Nous devons faire tout notre possible pour que se produise une rupture, par notre activité, au besoin par une provocation [29]. » Il s'agit, assure-t-il, d'une rupture complète avec le passé : « Jusqu'à présent notre tactique consistait à laisser venir les choses et, dans une situation donnée,

27. Thomas, *loc. cit.*, p. 25.
28. Archives Levi, p. 83/9.
29. *Ibidem*, p. 23/9.

à prendre nos décisions dans ce cadre. Aujourd'hui nous devons nous-mêmes forger le destin du parti et de la révolution[30]. »

La concrétisation de ces discours en actions se heurte pourtant à un obstacle objectif : la semaine qui vient est celle des congés de Pâques, où les usines ferment du 25 au 28 mars inclus. Qu'à cela ne tienne, on en fait une semaine de préparation de l'action.

L'ACTION DE MARS *(MÄRZAKTION)*

Et c'est alors, vers la fin de la session, qu'arrive une nouvelle qui bouleverse tous les « plans de la révolution ». La « contre-révolution », elle aussi, a fait ses plans de son côté. L'*Oberpräsident* de la Saxe prussienne, le social-démocrate Otto Hörsing, vient d'annoncer qu'il allait faire occuper plusieurs régions industrielles, dont le secteur minier de Mansfeld-Eisleben, afin de les « assainir ». Officiellement, il s'agit d'en finir avec le banditisme de groupes organisés, des délits de droit commun allant du vol au sabotage et aux agressions contre les surveillants d'usine. En fait, il s'agit probablement de désarmer les travailleurs qui sont restés armés depuis la résistance au putsch de Kapp. L'historien américain Werner Angress commente de façon pertinente : « L'occasion que la centrale avait tant attendue était arrivée, mais de façon prématurée et dans une région inattendue. Les communistes étaient tout d'un coup forcés d'affronter une situation imprévue dans laquelle c'étaient leurs adversaires qui avaient pris l'initiative[31]. »

Bien entendu, avec l'intervention dans l'opération de Hörsing du commissaire prussien à l'Ordre public, le Dr Weissmann, il est permis de se demander s'il ne s'agissait que d'une opération locale ou si, informés par leurs services de sécurité de l'attente des dirigeants communistes, les dirigeants prussiens avaient décidé de leur offrir sur un plateau l'occasion dont ils rêvaient afin d'avoir un vrai prétexte pour les frapper. L'opération locale devient une opération soutenue par l'État au lendemain de l'explosion d'une bombe contre une vénérable colonne de la Victoire à Berlin, un attentat commis par un communiste *free-lance*. Le 19 octobre, les forces de police au service de Hörsing, avec le patronage du ministre de l'Intérieur de Prusse, Severing, entrent dans la zone de Mansfeld-Eisleben. Leur objectif proclamé est « le désarmement » des bandes armées. Le comité central est informé à la fin de ses travaux. Radek raconte que Frölich « a bondi comme un lieutenant de cavalerie » et aussitôt affirmé : « De ce jour, nous brisons avec la tradition du parti. Jusqu'à maintenant, nous avions attendu, mais maintenant nous prenons l'initiative, nous forçons la révolution[32]. »

On peut comprendre l'enthousiasme de néophytes de l'offensive. Le district de Halle-Merseburg qui couvre la région concernée est un bastion du VKPD. Aux élections du Landtag du 20 février 1921, il a obtenu 197 113 voix, le SPD, 70 340, et l'USPD, 74 754. Dans la même région, le VKPD compte 66 000 membres, le SPD, moins de 6 000, l'USPD, moins de 15 000, et le KAPD, 3 200. Sur les 22 000 travailleurs de la Leuna, la grande entreprise chimique de la région, il y a 2 500 membres du VKPD et une union ouvrière de 8 000 adhérents. Les dirigeants de Halle-Merseburg reçoivent des instructions précises : proclamer la grève générale à la première occupation d'usine par la police, se préparer à la résistance armée. L'opération de Hörsing devient le bon prétexte, à la place de la crise internationale. Le lendemain, ce sont les clairons de la guerre civile qui sonnent dans les colonnes de *Die Rote Fahne*, dénonçant la bande des socialistes majoritaires, mais aussi l'Entente, l'*Orgesch*, organisation terroriste nationaliste, armée jusqu'aux dents tandis que

30. *Ibidem.*
31. W. Angress, *Stillborn Revolution*, p. 126.
32. Radek, *Protokoll des III. Kongress*, p. 463.

les travailleurs ont les mains et la poitrine nues, la Bavière qui devient une place forte des Blancs. Le texte, écrit par Béla Kun, comporte une phrase célèbre : « Chaque ouvrier ignorera simplement la loi et doit empoigner un fusil là où il pourra en prendre un[33]. »

Le 20 mars, *Die Rote Fahne* titre : « Hörsing ordonne d'entrer à sa bande d'assassins ! » Le même numéro comporte un éditorial extraordinaire, intitulé « Qui n'est pas avec moi est contre moi – Un mot aux ouvriers social-démocrates et indépendants ». Il énumère tout ce que les communistes exigent des autres pour les accepter dans le combat commun, un texte d'une telle stupidité que Paul Levi le qualifiera de « déclaration de guerre aux 4/5 des ouvriers allemands au début de l'action », tandis que le *Vorwärts* social-démocrate titre « Moscou a besoin de cadavres ».

A partir du moment où l'action est déclenchée, c'est une direction restreinte qui prend les rênes, avec les trois membres du CE de l'IC et Hugo Eberlein, en tant que chef du parti clandestin, Frölich et Walcher, qui assurent le lien avec la presse et font passer la ligne. Gouralsky, qu'on appelle « le camarade Schmidt, de l'exécutif », est en Saxe, et Pogány, devenu Berger, à Hambourg. Béla Kun est resté à Berlin à la tête d'un comité d'action qui comprend deux membres du KPD et deux du KAPD. Certains indices ont fait penser que les deux membres du KPD étaient Stoecker et Thalheimer, mais il est impossible de l'affirmer. Dès le 18 mars, le district de Halle-Merseburg a été chargé d'organiser la résistance à Hörsing : c'est d'eux que doit partir la mobilisation dans l'action. Le VKPD en a chargé à Halle deux de ses responsables locaux, le quatrième secrétaire, chargé des questions agraires, Adolf Lemck, patron ici de l'appareil militaire, et Paul Bowitsky. Dans une conférence sur place le 19, sur rapport de Fred Oelssner qui leur reproche de marcher sans se préoccuper de n'avoir pas les masses derrière eux, on s'interroge sur les moyens de provoquer enfin l'étincelle révolutionnaire, ce qui n'est apparemment pas évident. Des tracts commencent par l'appel à résister à la police et se terminent par l'appel à ériger la dictature du prolétariat. Stefan Weber, sans donner de référence, donne l'information de la présence à ce moment dans la région de Mansfeld d'un « spécialiste militaire » de l'Internationale communiste venu de Moscou, Manfred Stern. Peut-être était-il déjà sur place. La fin de semaine est calme, mais, le 21, le VKPD publie un appel aux travailleurs leur demandant de se lancer dans la grève générale et d'« être prêts à toutes les éventualités ». C'est que la grève ne progresse que lentement.

Le 22 mars, Hugo Eberlein, le dirigeant du *M-Apparat*, arrive à Halle pour prendre les choses en main. Pour gagner le soutien des masses, il propose successivement à ses camarades stupéfaits toute une série d'initiatives du genre provocateur qui pourraient soulever leur colère, par exemple le kidnapping de Lemck et Bowitsky, ou l'explosion en agglomération d'un train de munitions, ce qui permettrait d'accuser la police d'être responsable des victimes de cette explosion. Il échoue dans toutes ces entreprises, faute de disposer ici, dira-t-il, d'un matériel convenable.

L'intervention de Max Hölz

Mais l'action est sauvée par la provocation véritable, la réapparition dans la région, les armes à la main, de Max Hölz, héros de la lutte contre le putsch de Kapp, qui réédite là l'action de son personnage de Robin des Bois allemand du XXe siècle, « condottiere avec une conscience sociale et le tempérament d'un rebelle qui se bat pour le pauvre et pour l'opprimé[34] ». Dès le 22 il est à l'entrée des puits, entraîne de jeunes ouvriers sur les marchés, où ils désarment et rossent les policiers. Dans la nuit du 22 au 23, sous son

33. *Die Rote Fahne*, 20 mars 1921.
34. E. Anderson, *Hammer or Anvil*, p. 80.

impulsion, la grève se transforme en début d'insurrection. Il dirige un commando de 200 à 400 hommes. Margarete Buber-Neumann décrit dans ses Souvenirs combien les cœurs des jeunes communistes allemandes brûlèrent pour ce héros. Les communistes réussissent à former leurs propres détachements armés, et placent auprès de Hölz un « contrôleur », le journaliste Josef Schneider, qui ne peut d'ailleurs que le suivre, non sans mal. La région est dans l'ensemble livrée à Hölz et à ses partisans, qui pillent, volent, dévalisent les banques – 20 000 marks au Kreditanstalt –, rançonnent les industriels et les commerçants, ouvrent les prisons et libèrent les détenus, font sauter bâtiments et trains, distribuent leur butin aux chômeurs et équipent le KAPD. Les excès de Hölz – que désapprouvent nombre de cadres communistes –, les frictions permanentes entre KAPD et VKPD créent une confusion extrême. La situation échappe totalement aux dirigeants communistes locaux du VKPD, et les facteur essentiels deviennent Hölz et sa bande, ainsi que les groupes armés que vient organiser un autre « guérillero urbain » issu, lui, du KAPD et spécialiste des « expropriations », Karl Plättner. Bientôt les usines de la Leuna, 22 000 ouvriers, le phare prolétarien de la région, sont en grève. Le comité de grève, présidé par le membre du KAPD Peter Utzelman, dit Kempin, est pratiquement coupé en deux.

Finalement, les 2 000 ouvriers qui s'y sont armés restent dans l'usine l'arme au pied tandis que les plus actifs partent guerroyer avec Höltz ou Plättner.

L'agitation gagne Hambourg, où la direction a envoyé Paul Frölich. L'invasion des chantiers navals de Bohm et Voss, Vulkan et Deutsche Werft par des chômeurs conduits par les gens du VKPD ouvre un nouveau front. De violents affrontements avec la police font plus de vingt morts, des centaines de blessés. La bataille est dirigée sur le terrain par le président du district du VKPD, le docker Ernst Thälmann, et par le secrétaire, l'enseignant Hugo Urbahns. L'état de siège est décrété à Hambourg.

Le KPD appelle à la grève générale

La centrale riposte, le 24 mars, en lançant le mot d'ordre de grève générale à l'échelle nationale. Cette fois, il y a de fortes résistances. L'une des plus éclatantes est celle du métallo Heinrich Malzahn, ouvrier révolutionnaire et vieux responsable syndical, secrétaire syndical du VKPD, qui prédit que les communistes, avec un tel mot d'ordre, vont totalement s'isoler. Battu au vote, il s'incline et part organiser la grève générale dans la Ruhr. En fait, il ne peut pas y avoir de grève générale dans de telles conditions, surtout quand elle est lancée par un parti minoritaire qui s'est délibérément isolé jusque là.

> Ce jeudi 24 mars, les communistes vont tenter par tous les moyens, y compris la force, de déclencher la grève générale. Des détachement de militants essaient d'occuper les usines par surprise afin d'en interdire l'entrée à ceux qu'ils appellent les « jaunes », l'énorme masse des travailleurs non communistes. Ailleurs, ce sont des groupes de chômeurs qui s'en prennent aux ouvriers au travail ou s'y rendant. Des incidents se produisent à Berlin dans plusieurs grandes entreprises, dans la Ruhr et à Hambourg, où chômeurs et dockers qui ont occupé les quais en sont chassés après une vive fusillade. Le bilan d'ensemble est mince : 200 000 grévistes selon les pessimistes, un demi-million suivant les optimistes. Certains échecs sont cuisants, comme celui de Sült, qui ne parvient pas à convaincre ses camarades des centrales électriques. La manifestation commune des deux partis communistes VKPD et KAPD ne rassemble même pas 4 000 personnes au Lustgarten, alors que le VKPD avait recueilli 200 000 voix aux élections quelques semaines auparavant. La grève est pratiquement inexistante à Berlin[35].

Le vieux Daümig insulte les membres de la centrale qui lancent les prolétaires les uns

35. P. Broué, *Révolution en Allemagne, op. cit.*, p. 484.

contre les autres. Mais les journaux communistes, eux, nagent dans le pathos. L'édito du journal qui appelle à la grève se termine ainsi : « Les bataillons prolétariens d'Allemagne centrale sont prêts à combattre. Ouvriers allemands, manifestez votre solidarité révolutionnaire, rejoignez vos frères, secouez votre indifférence, débarrassez-vous de vos dirigeants lâches et traîtres, et battez-vous – ou vous mourrez[36]. »

Déjà, pourtant, des chefs de détachements communistes armés, comme Oto Bechstedt à Mansfeld, négocient un cessez-le-feu local. L'action de mars vit ses derniers jours. Une rencontre entre le « commandant » Lemck, flanqué du « commissaire politique » Bowitsky, et Max Hölz pour dégager les usines de la Leuna n'aboutit pas. La Leuna est bombardée – on compte une trentaine de morts parmi les défenseurs assiégés –, occupée par la police et l'armée, et ses défenseurs presque tous emprisonnés dans des conditions effroyables. Sa tête mise à prix pour 185 000 marks, Max Hölz est pris, s'évade, est repris. Il va être condamné à la prison à perpétuité. A la centrale, le 30 mars, Paul Franken, qui arrive de Rhénanie, exige la fin de l'action. Brandler, Stoecker, Thalheimer, Heckert le suivent. Mais on suspend la décision afin de consulter les sept absents. Le 30 mars, *Die Rote Fahne* écrit : « Honte à l'ouvrier qui aujourd'hui encore se tient à l'écart ; honte à celui qui ne sait pas encore où se trouve sa place. »

Ce n'est que le 1er avril que la centrale donne l'ordre de mettre fin à la grève, une action depuis longtemps sans espoir mais qu'une poignée d'hommes a menée avec courage et ténacité. La veille, l'un des plus populaires militants ouvriers du Parti communiste, l'électricien Wilhelm Sült, arrêté dans une réunion communiste de délégués d'entreprise à Berlin, avait été abattu dans une prétendue « tentative de fuite », comme avant lui Liebknecht, Dorrenbach et Jogiches. Béla Kun et ses adjoints pourront sans difficulté regagner Moscou, le premier au moins en avion. Nous ne savons pas si Kun a pensé ou dit que les ouvriers allemands avaient, comme les ouvriers hongrois avant eux, manqué de conscience et de courage. Mais nous savons qu'il a défendu jusqu'au bout ses initiatives et sa politique, et qu'il a eu la possibilité de le faire. Après le IIIe congrès et la condamnation de sa pratique dans le PC hongrois, il est affecté dans l'Oural et ne refait surface qu'en 1924.

MARS EN AVRIL À MOSCOU

La presse russe avait suivi avec enthousiasme et le retard habituel les combats en Allemagne. Le 30 mars, à l'instant de la fin, la *Pravda*, sous le titre « La révolution allemande », saluait le prolétariat allemand qui se lançait à l'assaut « sous le mot d'ordre d'alliance avec la Russie soviétique, sous la direction des communistes, afin d'aider le pouvoir soviétique » – une interprétation intéressante. Elle y voyait « la combinaison de grève et de soulèvements armés qui constitue la forme de lutte la plus élevée que connaisse le prolétariat » et disait sa joie : « Pour la première fois, le prolétariat allemand s'était levé, avec, à la tête de son combat, un parti communiste d'un demi-million de membres. »

Mais le mensonge ne pouvait pas durer. A peine cinq jours plus tard, dans les *Izvestia*, Steklov posait la question de savoir si les communistes allemands n'avaient pas commis une grave erreur en se lançant prématurément à l'assaut du pouvoir et s'ils ne portaient pas ainsi la responsabilité d'une grave défaite[37]. On pouvait encore appeler un chat un chat, et il était clair qu'on allait faire un bilan.

L'histoire des guerres et des conflits armés conduit souvent l'historien à mettre en parallèle le courage et l'esprit de sacrifice des soldats et des officiers du rang, face à la

36. *Die Rote Fahne*, 24 mars 1921.
37. *Izvestia*, 4 avril 1920.

stupidité et à l'ambition des chefs politiques et militaires. Mais c'était la première fois que semblable contraste était reproduit dans le cours des combats de la classe ouvrière, et ce n'était certes pas un titre de gloire pour l'Internationale communiste à peine fondée.

CHAPITRE XI

La peau de chagrin

L'action de mars 1921 fut pour le VKPD une véritable tornade – un cyclone tropical – accumulant les ruines sur son passage. Du 17 mars, date de l'entrée des forces policières de l'*Oberpräsident* Hörsing dans la région de Mansfeld, au 1er avril, où la centrale du Parti communiste lança l'appel de l'émissaire de l'exécutif, on avait assisté à la liquidation de plusieurs années d'efforts de construction. A peine né, le rêve du parti de masses en Allemagne était saccagé, piétiné, terminé. L'Internationale devenait une peau de chagrin, rétrécissant de combat en congrès.

RÉPRESSION ET RUPTURES

Les forces de l'ordre et la direction des communistes allemands partagent à cet égard la responsabilité. Les *Schupo* et les *Sipo* n'ont pas été tendres en Allemagne centrale et ont plusieurs morts à leur actif, prisonniers abattus quand ils se rendaient, voire tués en prison. Une commission du Landtag a fait la lumière à ce sujet mais aucun responsable des ces « excès de l'ordre » n'a eu de comptes à rendre. Le dirigeant syndical Wilhelm Sült, abattu en prison par un gardien pour « tentative de fuite », a agonisé de longues heures, sans soins. Son meurtrier, identifié et arrêté, a été finalement libéré. Les pertes au combat sont difficiles à évaluer. Pour l'Allemagne centrale, une estimation donne 145 tués et 3 470 prisonniers [1]. Nous ne disposons d'aucune statistique permettant une évaluation du nombre des blessés. Une source officielle du gouvernement de Prusse estime que 4 000 insurgés ont été condamnés à environ trois mille années de prison et de pénitencier. Il y a eu 4 condamnations à mort et 8 à la prison perpétuelle. Selon les communistes, 6 000 insurgés furent arrêtés, 1 500, libérés au bout de quelques semaines, 4 300, jugés par des tribunaux spéciaux, qui devaient en acquitter 500 et condamner les autres [2]. Le gros des condamnés le furent avant même la fin de juin : les 4 condamnés à mort, 400 à mille cinq cents années de réclusion, 500 à huit cents années de prison, 8 à la réclusion perpétuelle [3]. Brandler, président du parti, est condamné pour « haute trahison » à cinq ans de réclusion.

1. Il s'agit de l'estimation du policier W. Drobnig, citée par S. Weber, *Ein kommunistischer Putsch ?*, p. 179.
2. *Ibidem*, p. 177.
3. *Ibidem*.

Nous avons les mêmes difficultés pour évaluer le nombre des travailleurs jetés sur le pavé pour leur participation à la grève. Nous n'avons que des chiffres épars et parfois incertains, 459 à Remscheid, de 500 à 1 500 à Hambourg, 2 000 à la Leuna. Mais on sait que beaucoup de patrons ont profité des circonstances pour « faire le ménage » et se débarrasser d'agitateurs encombrants. Il y a eu aussi et peut-être surtout ce que Sigrid Koch-Baumgarten appelle « l'exode des militants ». Un vétéran raconte que dans son usine de Barmen, où travaillaient 100 personnes, le parti comptait de 35 à 40 membres. Le jour de la grève générale, ils se retrouvèrent à trois dans la rue. Quant aux effectifs globaux, si l'on s'en tient aux chiffres officiels, ils seraient passés, de la veille de l'action de mars à la fin de l'année 1921, de 359 613 à 180 443, ce dernier chiffre étant considéré par les spécialistes comme supérieur à une réalité qui devait tourner autour de 135 000 à 150 000. De toute façon, le VKPD a perdu dans les semaines qui ont suivi l'action de mars la moitié environ de ses membres. Les proportions varient évidemment d'une région à l'autre : le parti perd la moitié de ses membres dans le district de Hambourg, les deux tiers en Allemagne centrale, entre les deux en Rhénanie-Westphalie avec des pointes comme Remscheid, où il perd 12 000 membres et n'en garde que 4 000.

Peut-être, pour permettre au lecteur de mieux saisir la blessure à long terme et le coup au moral qui frappa les communistes allemands à travers une main venue secrètement de Moscou, est-il nécessaire de rappeler ici que les militants de base et la majorité des cadres n'ont nullement vécu l'action de mars comme nous l'avons décrite. Ils ignoraient la présence de Béla Kun et de ses lieutenants, le rôle dirigeant du comité d'action et des organismes clandestins. Ils ont cru à ce qu'on leur a dit, aux crimes perpétrés contre eux, aux victoires qu'ils allaient remporter, à la proximité des dangers dont on les menaçait et des objectifs qu'on leur assignait, à la cause enfin pour laquelle ils combattaient à court terme, la défense de la Russie soviétique, en danger, par une avance à marche forcée vers la révolution mondiale. La révélation de la vérité a été pour eux un coup très dur, si dur que certains ne l'ont ni vue ni entendue, l'ont niée et se sont interdit toute réflexion, pour le reste de leur vie. D'autres l'ont entendue et n'ont ressenti que l'immense douleur de découvrir que c'était l'adversaire, l'ennemi social-démocrate qui l'avait dite. Beaucoup ont cessé de croire quoi et qui que ce soit, pour le reste de leurs jours. Tous ces combattants courageux qui avaient accompli un devoir qu'ils avaient cru comprendre dans un combat qu'ils jugeaient nécessaire ont reçu des blessures inguérissables.

Ajoutons cependant, en hommage à notre sujet, que c'est finalement grâce à l'Internationale qu'a eu lieu une discussion qui leur a permis, à eux, d'approcher de la connaissance de ce qui s'était réellement passé, du rôle qu'on leur avait réellement fait jouer, l'unique consolation possible de combattants bernés.

L'APPEL À LÉNINE

La direction, au début, tente d'esquiver ses responsabilités. Lors d'une assemblée de responsables de Berlin, le 7 avril, Friesland présente une version à l'eau de rose. Les combats, assure-t-il, ont éclaté en Allemagne centrale contre la volonté et les consignes de la centrale. Il y a eu des maladresses et de mauvaises formulations dans *Die Rote Fahne*, sans parler des méthodes terroristes et provocatrices du KAPD. Mais il conclut à peu près comme Kun avait conclu la révolution hongroise, en rejetant la responsabilité du désastre sur les travailleurs : « La faute incombe à la faillite des masses ouvrières qui n'ont pas compris la situation et n'ont pas donné la réponse qu'elles auraient dû donner[4]. »

4. Archives Levi, p. 83/9.

Paul Levi était parti, on le sait, persuadé que rien ne pouvait se produire avant Pâques. C'est à Vienne qu'il apprend le cours désastreux ouvert quelques jours après sa démission. Il revient précipitamment à Berlin et mène l'enquête pour savoir ce qui s'est passé. Il est catastrophé par les informations qu'il obtient, confirmation de ce qu'il avait redouté, à savoir l'emploi de la provocation par Kun et les siens pour « forcer » la révolution. Clara Zetkin expliquera plus tard à Lénine ce que furent alors ses réactions : « Il a été remué jusqu'au tréfonds par cette malheureuse action de mars. Il était convaincu qu'elle avait étourdiment mis en péril l'existence du parti et gaspillé ce pour quoi Rosa, Karl et Leo, et tant d'autres, avaient donné leur vie. Il a pleuré, littéralement pleuré de douleur à l'idée que le parti était perdu[5]. »

Son premier réflexe est de se tourner vers Lénine en lui adressant tous les éléments d'information dont il dispose. Il lui fait le récit des entretiens de Béla Kun avec lui-même et avec Clara Zetkin sur la nécessité de « soulager » la Russie par des mouvements en Occident et d'engager le combat pour la chute du gouvernement. Il fait ensuite un récit de l'action, soulignant qu'il n'y a pas eu d'actions partielles du prolétariat allemand mais seulement des « entreprises privées du parti ». Pour lui, la vie du parti est en danger et c'est pourquoi il demande l'intervention de Lénine, dont il ignore s'il est informé des détails de la politique de la Comintern. Il lui demande de réfléchir et éventuellement d'agir en conséquence. Paul Levi assure à Lénine que, pour sa part, il va s'en tenir à la position d'absolue neutralité qu'il a exposée à Radek ; il écrira peut-être une brochure où, assure-t-il, il ne formulera pas de critiques des nouvelles instances du parti ou de l'Internationale.

Heurts dans l'appareil

Le comité exécutif de l'Internationale se réunit pendant les jours où Paul Levi rédige sa brochure. Il est marqué par une sérieuse offensive de Radek, qui apparaît comme un « ultra » de la lutte contre les « lévites », puisqu'il propose une « guerre préventive » contre ce qu'il appelle la droite, cherche à la présenter comme responsable de la défaite, dénonce avec violence les cinq démissionnaires et leur état d'esprit menchevique réformiste. Wilhelm Koenen approuve la résolution de la majorité, tandis que Brass et Curt Geyer font une déclaration repoussant toutes les accusations contre Levi et ses camarades. L'exécutif adresse un texte solennel aux prolétaires allemands, leur assurant qu'ils ont « bien agi » et « tourné une nouvelle page de l'histoire de la classe ouvrière allemande ». Datée du 6 avril, ce texte paraît dans *Die Rote Fahne* le 14.

Dans l'intervalle, Paul Levi n'a pas été convoqué au comité central, qui se réunit clandestinement le 6 avril, ce dont il est informé par Clara Zetkin. Or il en est membre, n'ayant démissionné que de la centrale, comme Clara Zetkin, qui, elle, est convoquée. Mais ce n'est pas une erreur. Dûment chapitrés par les émissaires, les dirigeants du parti ont délibérément choisi de tenir à l'écart celui dont ils ont tout à craindre et qu'on leur a présenté comme l'ennemi de l'Internationale, le porte-parole des opportunistes. Il est vrai que, par rapport aux règles et statuts de leur propre parti, ils n'en sont plus maintenant à une illégalité près. Ils savent sans doute qu'ils ont à craindre la colère de Lénine, bien sûr, mais Radek leur a assuré qu'il était totalement accaparé par les questions de politique russe et nullement en mesure de suivre les questions de l'Internationale et même la situation allemande. Ils refusent donc de convoquer Levi, non seulement quand il le leur demande, mais aussi, en séance, au comité central, quand c'est Clara Zetkin qui en fait la proposition – et ils savent que cela laissera des traces.

5. C. Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, p. 43.

La vieille dame, elle, est décidée à se battre. Après un rapport défensif de Brandler qui assure que la ligne était juste, elle attaque de toute sa vigueur l'utilisation de mots d'ordre extrémistes et inadaptés, dénonce la « gymnastique révolutionnaire » à laquelle s'est livrée la direction. Elle conclut par le dépôt d'une motion qui blâme la centrale et décide la convocation d'un congrès extraordinaire. La discussion est brève : une exécution, plutôt. La motion de la vieille dame est rejetée par 43 voix contre 6 et 3 abstentions. En revanche, une motion de la direction est adoptée par 26 voix contre 14. Elle affirme que la situation exigeait l'initative révolutionnaire du prolétariat, l'action indépendante et une contre-attaque. La politique de la centrale était juste, mais elle a échoué devant « la passivité des masses », brisées par le chômage et égarées par la démagogie des social-démocrates. A défaut de la guerre civile dans le pays, le comité central se prépare à en mener une dans le parti puisque sa motion condamne l'opposition passive et active de « certains camarades » et confie à la centrale la mission de mettre l'organisation sur pied de guerre maximal en adoptant toutes mesures nécessaires dans ce but, à commencer par le droit d'exclusion. Un de ses membres, Max Sievers, est exclu du CC pour indiscipline.

A peine informé du résultat de cette réunion du comité central, Paul Levi fait très précisément ce qu'il avait promis à Lénine de ne pas faire. Il attaque la direction et, sans le désigner, l'exécutif, au cours d'une assemblée de cadres, le 7 avril. L'affaire, assure-t-il, concerne le destin non seulement du parti allemand, mais de l'Internationale. L'action de mars a vu s'opposer deux conceptions, celle de Marx, qu'il partage et selon laquelle c'est le prolétariat qui est le facteur de la révolution, et celle de Bakounine, selon laquelle le parti peut agir sur la base de ses propres forces. C'est cette dernière qui a prévalu. Paul Levi explique qu'il est faux qu'un parti puisse « faire la révolution » par-dessus la tête des prolétaires et que c'est une idée fatale que de croire qu'on peut organiser des grèves contre la majorité du prolétariat. L'action de mars a dressé un mur de défiance entre les communistes et le reste de la classe ouvrière au moment où la bourgeoisie, comme le montre le cas du fascisme italien, commence sa contre-attaque.

LE DÉBAT EN PUBLIC

C'est entre le 2 et le 4 avril que Levi a rédigé la brochure dont il a parlé à Lénine. Clara Zetkin, à qui il l'a montrée, la trouve « tout bonnement excellente », mais il est difficile d'admettre qu'elle ne comporte aucune attaque contre la direction. Levi semble s'être décidé à la publier après le comité central et ses résultats politiques Elle paraît le 12 avril. Son titre est *Unser Weg – Wider den Putschismus* (Notre Voie – Contre le putschisme). Ce réquisitoire passionné est en même temps un exposé d'ensemble de la conception que l'auteur a de la révolution. Pour Levi, les « conditions objectives » de la révolution, au nombre desquelles il range l'existence d'une Internationale communiste, sont données. Il n'en est pas de même des conditions subjectives : le Parti communiste n'est encore qu'une minorité au sein du prolétariat. Levi rappelle que Lénine jugeait dans ces conditions une insurrection impossible et énumère les conditions qui manquent en Allemagne. Il rappelle que, pendant ces années, le travail du Parti communiste a été de créer des situations de combat « par la clarté et la décision de ses interventions, *la vigueur et l'audace de son travail d'agitation et de propagande*, l'influence intellectuelle et organisationnelle qu'il acquiert sur les masses, bref, par des moyens *politiques*[6] ».

C'est cette tradition qui est attaquée aujourd'hui par ceux qui appellent à rompre avec le passé, à abandonner la « passivité », l'action « propagandiste », etc. Leur idée est que

6. P. Levi, *Unser Weg*, p. 33.

l'on peut créer aussi des situations de combat par des méthodes policières, par la provocation. Après avoir multiplié de façon anonyme les exemples les plus scandaleux à ses yeux de déclarations ou d'initiatives des dirigeants sur cette ligne, il explique « qu'on ne dirige pas un parti de masse comme Ludendorff dirigeait l'armée impériale et qu'on ne peut diriger des militants ouvriers sans tenir compte de ce qu'ils ressentent, des sentiments qu'ils partagent avec la majorité de leur classe, des liens qui les unissent au reste des travailleurs avec qui ils vivent et luttent [7] ». Sa conclusion est : « L'action de mars est le plus grand putsch bakouniste de l'histoire [8]. » Or la direction allemande n'en porte pas seule la responsabilité, car l'initiative n'est pas venue d'elle : « Le comité exécutif de l'Internationale communiste porte, sans qu'il soit possible d'entrer dans les détails, au moins une part de responsabilité. »

L'essentiel est dit. Levi parle de la difficulté des communications avec Moscou, de l'utilisation d'émissaires qui non seulement ne sont pas les meilleurs, mais, dans le meilleur des cas, des médiocres. Dans une allusion, transparente pour les initiés, au bref exil de Béla Kun, Paul Levi parle de ces hommes en les appelant les *« Türkestaner »*. Dans un sévère réquisitoire, ramassant les éléments disponibles, il montre qu'« il manque une direction politique émanant du centre » : « L'exécutif n'agit pas autrement qu'une Tcheka projetée par-dessus les frontières de la Russie : une situation impossible. Revendiquer précisément un changement, et que les mains incompétentes des délégués incompétents cessent de s'approprier la direction dans les différents pays, réclamer une direction politique et protester contre une police de parti, ce n'est pas revendiquer l'autonomie [9]. » Il est clair que, sur un point au moins, Paul Levi a raison : il ne remet pas en cause les principes sur lesquels l'Internationale a été fondée. Au contraire. L'exécutif, lui, a le sentiment de défendre sa peau, ou, si l'on préfère, son autorité. Pour lui, la brochure de Levi montre que les raisons de sa démission, qu'il appelle « désertion », n'étaient pas dans son désaccord sur la politique italienne mais dans ses « vacillations opportunistes sur la politique allemande et internationale ».

Encouragée, la centrale exclut Levi du parti le 15 avril, non pour ses critiques, dit-elle, mais pour « son soutien ouvert de l'ennemi [10] ». Dès le lendemain, huit dirigeants importants du VKPD se déclarent solidaires de lui. Ce sont Ernst Daümig, Clara Zetkin, Otto Brass, Adolf Hoffmann, qui ont quitté la centrale avec lui, Curt Geyer, représentant du parti à Moscou, et trois métallos, vétérans des Délégués révolutionnaires responsables du département syndical, Heinrich Malzahn, Paul Neumann et Paul Eckert. Le même jour, Lénine achève de rédiger sa réponse à Levi et Clara Zetkin. Il confesse son ignorance, mais pas son scepticisme quant à leurs révélations : « Qu'un représentant de l'exécutif de l'Internationale ait proposé une tactique imbécile, gauchiste, d'action immédiate, “pour aider les Russes”, je le crois sans trop de peine : ce représentant se trouve souvent trop à gauche [11]. » Mais il reproche leur démission à ses correspondants :

> Démissionner de la centrale ! C'est une erreur énorme en tout cas ! S'il fallait admettre l'habitude que les membres responsables de la centrale démissionnent quand ils ont été mis en minorité, jamais les partis communistes ne se développeraient ni ne se redresseraient. Au lieu de démissionner, il vaut infiniment mieux discuter la question litigieuse avec l'exécutif. Maintenant le camarade Levi veut écrire une brochure. C'est à mon avis une grosse erreur. [...] Pourquoi ne pas attendre ? Le 1er juin, congrès ici. Pourquoi pas une conversation privée ici, *avant* le congrès ?

7. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 494.
8. P. Levi, *Unser Weg*, p. 29.
9. *Ibidem*, p. 55.
10. *Die Rote Fahne*, 16 avril 1921.
11. Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 498.

> Sans polémique publique, sans démissions, sans brochures sur les divergences. Nous avons si peu de forces éprouvées que, pour ma part, je suis opposé à ce que des camarades démissionnent, etc. Faire tout son possible et même l'impossible – mais, coûte que coûte, éviter les démissions et ne pas aggraver les divergences[12].

Mais il est déjà trop tard. Levi a publié une brochure et a été exclu. C'est probablement au même moment que Béla Kun, qui s'est claquemuré dans un appartement à Berlin pour rédiger avec Frölich et Thalheimer une brochure de justification sur la « théorie de l'offensive », est rappelé sur instructions de Lénine. Thomas, qui avait demandé en vain son rappel, semble jubiler en racontant : « [Il] partit en avion pour Moscou. Il y eut là-bas un beau concert. Je n'en connais pas les détails, mais je sais que Lénine jeta feu et flamme. Kun eut une crise cardiaque ; après son entretien avec Lénine, il tomba dans la rue. On le porta chez lui à bras d'hommes et il dut s'aliter. Moscou demanda des comptes. Tous ceux qui étaient impliqués dans l'affaire furent convoqués[13]. » C'était le début d'une punition qui n'allait pas être terrible.

CONFRONTATION : QUEL EST LE CRIME ?

La direction allemande, pressentant des difficultés, fait une petite concession. Elle admet que Paul Levi vienne présenter lui-même devant le comité central son appel contre son exclusion. Il le fait le 4 avril avec son talent habituel et publie son intervention dans une brochure qui porte le titre *Was ist das Verbrechen ? Die Märzaktion oder die Kritik daran ?* (Quel est le crime ? L'action de mars ou sa critique ?) Ce texte présente selon nous un intérêt particulier car plusieurs commentateurs ont répété jusqu'à plus soif que la rupture du VKPD avec Paul Levi avait été une rupture avec un représentant de la tradition luxemburgiste. Il est vrai que Paul Levi était alors un des fidèles de la pensée et de la tradition de Rosa Luxemburg, mais aussi qu'il avait su dans les derniers jours de la grande militante montrer l'originalité de sa pensée et de sa personnalité. La défense de la tradition révolutionnaire qu'il fait au CC contre ses accusateurs est aussi une défense de la tradition bolchevique piétinée par eux. Toutes ses explications sur le caractère formel de la discipline qu'on prétend lui imposer et par laquelle on cherche à justifier son exclusion sont en effet empruntées à l'histoire du courant bolchevique, puis communiste.

On lui reproche d'avoir publié des textes empruntés à des procès-verbaux de réunions internes du parti. Lénine a fait cela, dit-il, et avec raison, dans sa polémique contre Zinoviev et Kamenev à la veille et au lendemain d'octobre 1917. Il rappelle que, pour ne pas blesser ses camarades de la centrale, il n'avait pas voulu que soit publiée la lettre féroce qu'il leur avait écrite de sa prison après leur affirmation que la classe ouvrière ne bougerait pas le petit doigt en 1920 contre le putsch de Kapp. Mais la lettre fut publiée, malgré lui, par l'exécutif, sur proposition de Zinoviev, dans la revue *L'Internationale communiste*, alors qu'il s'agissait d'une critique interne de la direction. On lui reproche d'avoir dénoncé la politique aventuriste de la centrale en 1921 et de s'être tu devant les erreurs de Rosa Luxemburg en janvier 1918. Il répond qu'alors de grandes masses se trompaient et que ce n'était pas un petit cénacle se prétendant infaillible qui avait précipité les masses berlinoises vers le massacre. Pour le reste, quand on l'accuse d'avoir attaqué en public ses propres camarades dans sa brochure parue le 8 avril, après la fin des combats, contrairement à l'accusation, il peut se contenter de citer les journaux russes répétant les

12. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 498.
13. P. Levi, « Récit du camarade Thomas », *Contributions*, p. 26.

propos de Zinoviev au Xe congrès du PC russe : « En Allemagne, nous avons engagé la lutte contre Levi[14]. »

Les idées qu'il développe ensuite sur la critique mutuelle, la publicité de cette critique, sont la défense et illustration de ce que fut la tradition bolchevique en la matière : quand un parti est en danger, le devoir suprême est de parler, de dire la vérité pour le protéger. Il serait absurde de s'expliquer entre communistes en se cachant des travailleurs, qui ont précisément beaucoup à apprendre de ces critiques mutuelles. Et de rappeler à ses juges que « le parti est là pour le prolétariat et non l'inverse[15] ». Il affirme : « S'il y a quelque chose à apprendre de cette action de mars, cela ne pourra se faire qu'à condition que les masses connaissent et discutent les fautes dans le cadre le plus large et le plus libre[16]. »

C'est enfin dans la plus pure tradition marxiste qu'il définit le type de parti nécessaire maintenant dans des pays comme l'Allemagne et qui n'est pas celui qui fut nécessaire en Russie tsariste :

> Sous la démocratie, c'est-à-dire sous ce qu'il faut entendre par démocratie sous la domination de la bourgeoisie, l'organisation des travailleurs prend d'autres formes que sous l'État du féodalisme agraire, sous l'absolutisme. Ainsi, en Europe occidentale, la forme d'organisation ne peut être que celle d'un parti de masses ouvert, de ces *partis de masses ouverts* qui ne peuvent donc jamais être mus que dans le fluide invisible où ils baignent, dans l'interaction psychologique avec tout le reste de la masse prolétarienne. Ils ne bougent pas au commandement ; ils bougent dans le mouvement de ces mêmes classes prolétariennes dont il leur faut ensuite être les dirigeants et les conducteurs dans le mouvement. Ils dépendent d'elles comme elles d'eux, et c'est pourquoi, camarades, ce fut une erreur fatale, de la part de la centrale, que sa tentative, pas du tout révolutionnaire, de liquider dans quelques instances l'ensemble des questions qui se posaient[17].

Une brève remarque en passant indique le danger qu'il y a, dans la pratique du Parti communiste, à le voir évoluer vers la forme d'un parti ouvrier divisé verticalement selon des facteurs de différenciation sociale. De façon générale, Levi, très à l'aise, marque des points, tournant même ses adversaires en ridicule. C'est ainsi qu'il cite longuement un auteur qui assure qu'on ne peut engager l'avant-garde dans une lutte décisive avant que les larges masses aient manifesté au moins leur sympathie et précise qu'il ne s'agirait pas là d'une folie, mais d'un crime. Puis il ajoute : « L'homme qui a écrit ça a eu la chance de ne pas avoir encore été traité par vous de "lévite". C'est Lénine[18]. »

Délire verbal sur l'offensive

Dans un premier temps, tout se passe comme si la théorie de l'offensive avait été en quelque sorte sanctifiée par la défaite qu'elle a provoquée. Elle devient une sorte de foi nouvelle, un dogme révélé. Friesland, apprenant que l'exécutif n'a exclu Levi que pour ses actes d'indiscipline, déclare qu'il le regrette : « C'est toute une conception du monde qui nous sépare de lui[19]. » Les problèmes commencent dès qu'il s'agit de la définir en termes simples. Les gauchistes, anciens et nouveaux, se dépassent les uns les autres par la sottise de leurs généralités sur ce plan. Maslow : « Un parti sur la défensive est un parti social-démocrate[20]. » Ruth Fischer : « Un parti de 5 000 membres qui ne combat pas ne

14. *Was ist das Verbrechen*, p. 43.
15. *Ibidem*, p. 44.
16. *Ibidem*, p. 29.
17. *Ibidem*, p. 21.
18. *Ibidem*.
19. *Die Rote Fahne*, 10 mai 1921.
20. Archives P. Levi, p. 83/9.

peut que devenir un bourbier et c'est ce qu'il était devenu[21]. » Arthur Rosenberg : « C'est une insurrection quand on gagne et un putsch quand on perd[22]. »

Un peu plus sophistiquées, les thèses de Thalheimer ne disent pas autre chose, puisqu'elles décrivent la situation comme résultant d'une crise de la bourgeoisie allemande, obligée à la fois de renforcer la contre-révolution « blanche » et ses liens avec la social-démocratie afin de passer avec l'Entente un compromis aux dépens du prolétariat. D'où la nécessité pour ce dernier, pour ne pas rester passif, de se montrer actif... à l'offensive. Selon ces thèses, l'action de mars, bien qu'un échec, a éclairé toutes les forces en présence, montrant leur véritable nature, et surtout le devoir du parti, qui est de « demeurer fermement sur la ligne de l'offensive révolutionnaire qui était à la base de l'action de mars et d'avancer avec détermination et assurance dans cette voie[23] ».

Kun, dans sa retraite berlinoise, a contribué, sous le pseudonyme de Franz Richter, à la rédaction d'une brochure intitulée *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Lehren der März-Aktion* (Tactique et organisation de l'offensive révolutionnaire. Les leçons de l'action de mars). Il y explique que les deux succès de l'action de mars ont été de démasquer l'opposition droitière au sommet du parti et de révéler l'incapacité de ses chefs à diriger les masses. Mais elle a le mérite à ses yeux d'avoir permis une « épuration organique » du parti et montré l'absolue nécessité de renforcer considérablement la centralisation et la discipline. Brûlant de passion théoricienne, il oppose son modèle de parti de masses en pays occidental à celui de Paul Levi : il s'agit de faire un parti intégralement dirigé selon une discipline militaire par un appareil de « révolutionnaires professionnels ». En d'autres termes, il faut un parti de fonctionnaires à plein temps, fréquemment épurés pour en chasser tout élément hésitant et surtout n'ayant aucun ancrage dans les organisations locales ou activités, et susceptibles d'être transférés du jour au lendemain dans une autre tâche.

Par une ironie que l'histoire affectionne, cette recette parfaitement absurde pour préparer une révolution à travers un parti de masses va devenir le moyen d'en parler dans une secte qui en vit et à qui il fournit un modèle prêt à porter souvent copié depuis ! On reste par ailleurs stupéfait de voir que non seulement Béla Kun lui-même mais bien d'autres qui étudient ces événements ont cru voir dans sa position une sorte d'ultraléninisme, leur seule excuse étant peut-être que les exagérations sur la discipline lancées au moment du IIe congrès et des vingt et une conditions avaient déformé ceux qui ne demandaient qu'à l'être.

PRUDENCE DE L'EXÉCUTIF

Que s'est-il passé à l'exécutif ? La correspondance de Radek avec l'Allemagne montre la prudence que manifestent ses responsables, Zinoviev en tête. Les documents envoyés par Levi et Zetkin sont accablants pour la direction du KPD et pour ses émissaires à lui. Le 7 avril, Radek indique que le Vieux (Lénine) espère que les gens vont se ressaisir et que l'exécutif attend que « la droite se démasque ». Mais tout indique aussi son inquiétude : le congrès du PSOE a lieu du 9 au 13 avril et l'adhésion aux vingt et une conditions est repoussée. La minorité forme un nouveau parti, le Parti communiste ouvrier d'Espagne, dont les démêlés ne semblent pas passionner Moscou : aucun délégué de l'exécutif n'était au congrès.

21. R. Fischer « L'Action de mars était-elle une *Bettelheimerei* ? », *Die Internationale*, n° 6, 1921, p. 470.
22. Archives Levi, p. 83/9.
23. « Thèses sur l'action de mars », *Die Internationale*, n° 4, 1921, p. 126.

L'EXÉCUTIF EN RETRAITE

Quand l'exécutif se manifeste, le 16 avril, soit le jour où Lénine répond à Levi et Zetkin, c'est pour préciser dans une déclaration solennelle signée des noms les plus prestigieux qu'il n'y a pas de doute que Paul Levi s'est comporté en ennemi en parlant de « provocation » par les dirigeants du VKPD. Et pour dire qu'il ratifie l'exclusion de Paul Levi du parti. En revanche, l'exécutif ne prend pas position sur l'action de mars. Invoquant l'ampleur des divergences qui se manifestent sur cette question, il déclare qu'il lui semble nécessaire et préférable de mener la discussion dans le cadre du prochain congrès de l'Internationale.

Le 10 mai, un article de Radek montre l'ampleur de la retraite effectuée par les ennemis de Levi, au premier rang desquels il n'a cessé de se tenir avec une haine particulière et semble-t-il personnelle. Bien entendu, il reprend tous les arguments contre Levi à partir de son hostilité au KPD c'est-à-dire à ce qu'il appelle « la fraction insurrectionnelle du prolétariat », et parle de sa trahison. Mais il est moins à l'aise avec sa défense de l'action de mars elle-même. Ce n'est pas un putsch, affirme-t-il, et des centaines de milliers d'ouvriers se sont battus en toute conscience, comprenant « qu'il s'agissait pour eux de se défendre contre une nouvelle offensive du capital ».

La direction a commis des fautes : passer sans effort de propagande de la passivité à l'action ; n'avoir pas tenu en mains les ouvriers et n'avoir pas déterminé s'il s'agissait dans l'action de grève ou d'action armée ; et enfin de parler d'« offensive » quand il s'agissait – sans rire – de « défensive offensive ». Il n'oublie tout de même pas de signaler pour l'aspect international des leçons de mars l'importance du fait que « les intellectuels » ont pris peur et ont reculé[24]. On peut trouver répugnantes ces palinodies – c'est mon cas –, mais il faut bien admettre que, derrière ces grimaces et gesticulations, Karl Radek battait précipitamment en retraite devant Lénine.

LA QUESTION DANS LE PARTI RUSSE

Lénine avait été à la tête des optimistes et même des grands optimistes lors de la marche sur Varsovie à l'été 1920, mais avait été aussi l'un des premiers, dès le début de décembre 1920, à relever un ralentissement du rythme de la révolution européenne et l'erreur qu'il y aurait à compter sur une reprise rapide. Absorbé par les questions russes, il ne regarde pas les papiers qui concernent l'Internationale communiste jusqu'à l'envoi des documents par Paul Levi et Zetkin, se contentant le 21 février d'arrêter la pluie d'anathèmes qui tombent trop bruyamment à son goût contre la politique de la « Lettre ouverte » en Allemagne, en réalité l'une des premières phases de l'attaque tous azimuths contre Levi. Mais il comprend l'importance de la question, sonde un peu ses camarades de la direction et se rend bientôt compte qu'il est plus proche sur cette question de Trotsky que de tous les autres, alors que la discussion syndicale avait provoqué entre eux certaines frictions. Trotsky, de son côté, sonde Radek, et Lénine, l'ayant appris, demande à Trotsky de venir le voir. Les deux hommes tombent d'accord.

Pour faire l'économie d'une discussion de congrès sur pareille question, qu'il juge difficile, Lénine règle d'avance la question en faisant coopter au bureau politique Kamenev, qui partage leur point de vue : il s'assure ainsi une majorité au bureau politique contre Zinoviev, Boukharine et Radek, qui siège sur les questions allemandes ; les négociations entre les deux fractions se mènent entre Trotsky et Radek, que Zinoviev accusera

24. Cet article a été largement diffusé dans la presse des sections : voir *Bulletin communiste*, n° 24, 8 juin 1921.

d'avoir « tout lâché ». Finalement, l'accord se fait sur une position moyenne : Levi est condamné pour son indiscipline, l'action de mars ne peut être considérée comme un putsch, et la théorie de l'offensive révolutionnaire est bonne pour la poubelle de l'histoire. En outre, Lénine a exigé qu'en plus de Clara Zetkin, l'opposition lévite ait des représentants au congrès : ce seront trois ouvriers, Heinrich Malzahn, Paul Neumann et Paul Franken.

Un autre événement important se produit. Brandler, arrêté en tant que président du parti, a eu à repenser l'action de mars telle qu'il l'a vécue et commence du coup à se poser des questions qui le détournent radicalement de son enthousiaste conversion à l'offensive, pour le ramener à son vieux problème des mots d'ordre de transition. Il l'écrit à la centrale le 17 juin, renvoyant ses camarades à la lecture des textes de Lénine à la veille d'octobre 1917[25].

Quand August Thalheimer arrive à Moscou porteur de thèses pures et dures de glorification de l'offensive et d'autojustification de la direction allemande, il comprend rapidement que l'affrontement direct est tout à fait impossible et qu'il va falloir manœuvrer. Il est certain que les Russes ne voudront pas de ses thèses. Après des discussions avec Béla Kun, patron ici de tous les « offensivistes » et expert du sérail, il décide de procéder autrement que prévu en proposant des amendements, qui vont dans le sens des thèses du KPD, à celles que va présenter Radek au nom du parti russe[26].

Le compromis de Lénine

L'opération semble près de réussir. Mais Lénine en est extrêmement irrité. Dans une lettre à Zinoviev, le 10 juin, il écrit que les thèses de Thalheimer et de Béla Kun sont « radicalement fausses » et que les amendements acceptés par Radek sont « des exemples classiques de la médiocrité d'esprit de Thalheimer et de Béla Kun, ainsi que de la complaisance empressée de Radek[27] ». Sur le fond, il est catégorique : il est faux de dire que la période de la propagande est terminée et que celle de l'action commence. Un parti ne doit jamais cesser de lutter pour gagner la majorité de la classe ouvrière. Et il lance des menaces tout à fait inhabituelles mais significatives de son exaspération : « Tous ceux qui n'ont pas compris que la tactique de la "Lettre ouverte" est obligatoire doivent être exclus de l'Internationale dans un délai maximum d'un mois après le congrès[28]. »

Sur l'action de mars elle-même, désormais convaincu tant par les éléments fournis par Levi et Clara Zetkin que par la brochure de Brandler, Lénine estime que les clameurs qui la présentent comme une action offensive sont absolument stupides et que les dirigeants allemands, en appelant à la grève générale, sont tombés dans la provocation gouvernementale. Il faut sanctionner Levi qui a parlé de putsch, parce que c'est faux, mais il faut condamner définitivement la théorie de l'offensive. Le compromis ainsi esquissé – qui sauve les partisans de la provocation et ceux qui l'ont employée et imposée – passe mal dans le parti russe.

Dans son rapport à la conférence du PC russe sur les tâches du IIIe congrès, Radek explique que la racine de la crise réside dans la conviction de dirigeants comme Serrati et Levi que la révolution mondiale est en recul. Contrairement à ce que pensent et vont expliquer Lénine et Trotsky, il explique non seulement que la crise révolutionnaire est

25. La lettre du 17 juin de Brandler a été publiée par Levi dans *Sowjet*, 5, 1921, p. 172-174.

26. A. Reisberg, « Ein neuer Brief V.I. Lenin über die Talktik der KI », *BzG* 1965, 4, p. 687.

27. « Bemerkungen zu den Entwürfen der Thesen über die Taktik für den III. Kongress der KI Brief an G.J. Sinowjew », *ibidem*, p. 687-691.

28. *Ibidem.*

devenue plus menaçante après l'échec russe devant Varsovie, mais encore que, si la révolution était en recul, il faudrait rayer de l'ordre du jour la lutte pour le pouvoir.

UN ACCUEIL PLUTÔT FRAIS

Il apparaît très vite pourtant que les efforts de Radek, comme ceux de Thalheimer et de Béla Kun, soutenus en sous-main par Zinoviev, vont se heurter à la résistance décidée de Lénine, de Trotsky et de leur garde rapprochée. Les délégués de l'opposition lévite arrivent sans la masse des documents recueillis pour Lénine, qui ont été confisqués par la police allemande à la frontière. Ils expliquent qu'ils ont pris ce risque en toute connaissance de cause, pensant qu'il était impossible de les confier au courrier clandestin de l'Internationale. Néammoins, la position de Lénine n'a pas varié et il reçoit les délégués allemands avec toute sa force de conviction et beaucoup de pugnacité.

Un des premiers reçus, Fritz Heckert, venu avec Rákosi en comptant sans doute sur sa protection, raconte qu'il est sorti complètement anéanti du bureau de Lénine, qui les a accusés tous les deux de ne proférer que des inepties. Une première rencontre, toujours dans le bureau de Lénine, tourne à la catastrophe pour la délégation allemande fraîchement débarquée et dont les porte-parole sont ridiculisés par les sarcasmes du dirigeant russe. Comme ils lui expliquent que les ouvriers allemands ont pu s'instruire sous les coups de la répression et du chômage, il les interrompt pour leur demander comment se fait concrètement cette opération. Wilhelm Koenen lui répond textuellement : « Leur estomac communique à leur cerveau l'énergie révolutionnaire [29]. » Malheur à lui, car Lénine désormais conclura toutes ses critiques des positions allemandes par cette remarque assassine : « Bien sûr, tout cela provient chez vous de l'énergie que l'estomac communique au cerveau [30]. »

C'est encore Heckert qui raconte que, dans une réunion ultérieure, sarcastique et véhément, il leur dit :

> La provocation était claire comme le jour. Et au lieu de mobiliser dans un but défensif les masses ouvrières afin de repousser les attaques de la bourgeoisie et de prouver ainsi que vous aviez le droit pour vous, vous avez inventé votre « théorie de l'offensive », théorie absurde qui offre à toutes les autorités policières et réactionnaires la possibilité de vous présenter comme ceux qui ont pris l'initiative de l'agression contre laquelle il s'agissait de défendre le peuple [31].

Dans ses attaques, Lénine n'oublie pas Béla Kun et ne ménage pas son cœur, malgré la première expérience au lendemain du retour de l'émissaire à Moscou. Pour qualifier ses initiatives, il a forgé un mot nouveau que l'on peut traduire librement par « kuneries », tourne en ridicule ce qu'il appelle ses « maquillages théoriques, historiques ou littéraires » ou encore ses « rêveries de poète » [32]. Kun se défend parfois âprement, ce qui redouble la sévérité de Lénine, par exemple à l'exécutif du 17 juin.

Fritz Heckert a témoigné non seulement du désarroi mais aussi de la hargne contre Lénine des majoritaires allemands. Ils ont été dans un premier temps cueillis à froid lors de l'accueil, qu'ils n'imaginaient certainement pas de cette nature. Ils sont ensuite tournés en ridicule devant les autres délégations, tandis que l'homme qui a inspiré la politique qu'ils étaient venus pour glorifier et pas pour défendre est traité de crétin à toute occasion, que son nom est utilisé comme un nom commun synonyme de bêtise, et humilié au point que les rédacteurs des comptes rendus – nous le savons par Victor Serge – atténuent

29. F. Heckert, « Mes rencontres avec Lénine », *Lénine tel qu'il fut*, p. 804.
30. *Ibidem.*
31. *Ibidem.*
32. C. Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, p. 35.

parfois le vocabulaire de Lénine pour ne pas totalement ruiner moralement le dirigeant hongrois. C'est tout à fait délibérément que Lénine écrase ainsi les dirigeants du parti allemand. Il s'agit pour lui de façon urgente de « tordre le cou », comme il dit à Clara Zetkin, à cette théorie de l'offensive qui constitue un danger mortel pour l'Internationale et ses partis. Mais il ne veut pas la mort du pécheur et entend bien accorder quelques miettes à ceux qui, finalement, ont été les victimes d'un exécutif qui s'en tire mieux qu'eux. Aussi, dans les entretiens que Trotsky et lui ont avec Clara Zetkin, lui expliquent-ils la nécessité d'un compromis. Leur part dans le compromis, c'est d'accepter que soient prises des sanctions contre Levi pour la façon dont il a brutalement agressé les militants et le parti au lendemain de l'action, et qui a été durement ressentie.

LE DÉROULEMENT DU CONGRÈS

Le IIIe congrès est celui qui a réuni le plus de délégués : 605, de 103 organisations et – c'est un bond quantitatif – de 52 pays. L'ordonnancement même de l'ordre du jour manifeste l'existence d'un compromis entre Lénine-Trotsky et Zinoviev-Radek. Le congrès va débuter par les thèses rédigées par Trotsky et Varga sur « la situation mondiale » – qui constituera donc le cadre donné au débat ultérieur.

Le rapport de Trotsky comme les thèses qu'il présente avec Varga rappellent les grandes étapes de la vague révolutionnaire mondiale ouverte par la révolution russe. Les thèses poursuivent : « Cette puissante vague n'a cependant pas réussi à renverser le capitalisme mondial ni même le capitalisme européen. Pendant l'année écoulée entre le IIe et le IIIe congrès de l'Internationale communiste, toute une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se sont terminés au moins partiellement par des défaites[33]. » A la question de savoir s'il faut adapter la ligne de l'Internationale au fléchissement relevé, la réponse est catégoriquement donnée : « Aujourd'hui, pour la première fois, nous voyons et nous sentons que nous ne sommes pas si immédiatement près du but, à savoir la conquête du pouvoir, la révolution mondiale. En 1919, nous disions : "C'est une question de mois." Aujourd'hui nous disons : "C'est peut-être une question d'années"[34]. »

Ce n'est pas à Zinoviev, président de l'Internationale et auteur du rapport d'activité de l'exécutif, qu'il revient de dresser le bilan de l'action de mars. Il se contente de rejeter l'appréciation selon laquelle il s'agissait d'un « putsch » et assure : « Nous sommes d'avis que le parti allemand, dans l'ensemble, n'a pas à avoir honte de cette lutte. Bien au contraire[35]. » Il ne dit rien de plus, mais tente apparemment de régler la question par la bande en présentant à la fin de son rapport une résolution générale qui approuve notamment les sanctions prises au cours de l'année par l'exécutif. Personne, évidemment, ne peut empêcher Clara Zetkin de protester avec une réelle indignation contre cette façon de régler le cas Levi avant même qu'il ait été discuté. Et, du même coup, elle répond aussi aux propositions de compromis de Lénine : « Si Paul Levi doit être durement puni pour sa critique de l'action de mars et pour la faute incontestable qu'il a commise à cette occasion, quelle punition méritent donc ceux qui ont commis ces fautes elles-mêmes ? Le putschisme que nous avons mis en accusation [...] était dans les cerveaux de la centrale qui conduisait les masses dans la lutte de cette façon[36]. »

C'est dans le débat sur la tactique qu'est examinée l'action de mars. Ainsi se manifeste clairement la volonté de l'exécutif de ne pas régler les comptes – sauf avec Levi – pour

33. *Bulletin communiste*, n° 29, 14 juillet 1921, p. 480.
34. *Protokoll des III. Kongress*, p. 90.
35. *Ibidem*, p. 42-43.
36. *Ibidem*, p. 295-298.

le passé, mais de préserver l'avenir en balayant la théorie de l'offensive. Radek accable la direction allemande, qui, selon lui, a été surprise par Hörsing, n'a pas compris qu'il fallait défendre les mineurs de Mansfeld sans leur laisser croire qu'ils pouvaient vaincre. De plus, elle a aggravé la situation en appelant à la grève générale et révélé au grand jour sa faiblesse. Enfin, plutôt que de reconnaître ses torts, elle a contribué à forger la théorie de l'offensive. Malgré l'ironie dont il accable les dirigeants du VKPD, malgré la sainte indignation qu'il manifeste contre Levi, coupable d'avoir parlé de putsch, il faut admettre que le rapport de Radek est une bien piètre pièce de politique policienne, un faux plutôt répugnant destiné à sauver les vrais responsables de l'aventure et de la catastrophe allemande, les gens de l'exécutif dont il est, et l'homme qu'ils ont envoyé en Allemagne, Béla Kun. Ce rapport aussi fielleux que malhonnête, provoque la discussion qu'il mérite : un déballage de linge sale, d'accusations réciproques et d'injures entre partisans de la centrale et amis de Levi et Zetkin, chacun accusant l'autre d'avoir pris part à l'élaboration de la théorie de l'offensive. Aucun des problèmes de fond concernant le fonctionnement de l'exécutif de l'Internationale et la nature de ses liens avec la centrale allemande n'est abordé.

LA GUÉRILLA GAUCHISTE

Béla Kun, protégé par l'immense parapluie du « compromis » conclu dans le parti russe, semble enrager. Il se tait, n'intervenant – et encore sur l'ordre du jour – que pour se plaindre avec hargne que Trotsky ait attaqué dans ce débat la « prétendue gauche », dont il rappelle qu'il fait partie. Quant à Clara Zetkin, elle met carrément les pieds dans le plat en soulignant la responsabilité politique de Radek, et assure – sans nommer personne – qu'il a jugé « idiote » – elle dit que le mot était plus fort – la ligne politique impulsée par Kun. Elle fait aussi sensation quand elle demande qu'on réserve à Paul Levi la même sanction que le Parti bolchevique a appliquée à Zinoviev et Kamenev pour une faute analogue en 1917.

La grande bataille ne commence cependant qu'avec l'intervention de Lénine, qui, avec Trotsky, est décidé à prendre le risque d'être mis en minorité mais tient à éviter cette conclusion. La guérilla dans les couloirs contre Trotsky et lui, qu'on accuse d'être devenus « droitiers », les incessantes récriminations de Zinoviev et Radek contre le discours de Trotsky et les thèses, l'accusation mille fois répétée contre lui d'avoir violé le compromis, l'irritent au plus haut point, mais il attend son heure. Elle vient quand arrivent en discussion les amendements aux thèses présentés par la délégation allemande, avec le soutien des délégations italienne et autrichienne, et l'approbation tacite des Allemands de Tchécoslovaquie, de la majorité hongroise et du parti polonais, dont un candide délégué vient même dire à la tribune qu'on raconte que Lénine et Trotsky sont devenus droitiers.

Heckert déclenche la bataille en s'en prenant directement à Lénine pour faire une apologie enflammée de l'action de mars et de la direction allemande. Thälmann, qui dirigea l'action à Hambourg, s'en prend à Trotsky dans la même veine. Le jeune Italien Terracini s'indigne qu'on puisse croire que la faiblesse des effectifs d'un parti communiste est un obstacle à la victoire d'une révolution. Et il donne l'exemple du Parti bolchevique en octobre 1917. Juste avant lui, Appel, délégué du KAPD, s'en était pris avec violence à la « Lettre ouverte » affirmant qu'elle était et ne pouvait être qu'opportuniste.

LÉNINE SE FÂCHE

Lénine, pendant toute l'intervention de Terracini, a tenté de le calmer en lui susurrant en français de faire preuve de souplesse. Mais décidément le moment est venu pour lui

de mettre les points sur les *i*. A l'homme du KAPD, il dit d'abord qu'à « son grand regret et sa grande honte », il a déjà entendu exprimer en privé des opinions semblables, mais que c'est « une honte et une infamie » que de qualifier d'opportuniste la « Lettre ouverte » : « La "Lettre ouverte" est une initiative politique exemplaire. C'est ce que disent nos thèses. Et il faut absolument le soutenir. Exemplaire parce que c'est le premier acte d'une méthode pratique visant à conquérir la majorité de la classe ouvrière. » Son verdict tombe comme un couperet : « Celui qui ne comprend pas qu'en Europe, où presque tous les prolétaires sont organisés, nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière, celui-là est perdu pour le mouvement communiste et n'apprendra jamais rien s'il ne l'a pas encore appris en trois ans de grande révolution[37]. »

Il s'en prend ensuite à Terracini et à tous les communistes de gauche qui brandissent l'expérience bolchevique comme modèle et bouclier : « Le camarade Terracini n'a pas compris grand chose à la révolution russe. Nous étions en Russie un petit parti mais nous avions la majorité dans les soviets d'ouvriers et de paysans dans le pays tout entier. Où l'avez-vous ? Nous avions au moins la moitié de l'armée, qui comptait des millions d'hommes[38] ! » Et il lance cet avertissement : « Si les idées du camarade Terracini étaient partagées par trois délégations, alors il y aurait quelque chose de pourri dans l'Internationale. Alors nous devrions dire : "Halte ! Lutte sans merci ! Bientôt l'Internationale sera perdue !"[39] »

Après lui, Trotsky revient à la charge, reproche aux Allemands de plaider au lieu d'étudier et d'analyser. Qualifiant la théorie de l'offensive de « crime politique », il lance cette belle apostrophe : « Regardez-donc autour de vous : il n'existe pas seulement dans ce monde des opportunistes mais aussi des classes[40]. » Il dit clairement qu'il n'ira pas plus loin que les thèses, concession à la tendance gauchiste « représentée ici par de nombreux camarades, Thälmann compris[41] ».

Le IIIe congrès, après le triomphe du compromis qui a permis de ne pas désigner clairement les responsabilités de la tragédie de mars et l'affaiblissement dramatique du VKPD, lance aux partis de l'Internationale un appel à se tourner vers les masses, à les conquérir, à les gagner au communisme. Lénine s'inquiète d'un parti allemand déchiré où se sont manifestés antagonismes personnels, rancunes, jalousies. Les arguments ont volé bas, entre Allemands notamment et Radek, par ses attaques contre Levi, mérite certainement la palme de la nuisance.

L'une des réalisations du congrès a été le vote de deux résolutions sur les principes et l'organisation de l'Internationale. Elles insistent fortement sur la discipline qui doit être celle d'une organisation de combat et sur la nécessité d'un travail illégal. Elles définissent clairement le principe de double subordination des comités centraux des partis aux congrès qui les ont élus et à l'exécutif de l'Internationale. L'exécutif est élargi et comprendra désormais cinq membres du parti russe, deux des autres grands partis et un du reste. Le petit bureau de sept membres est officialisé. Il deviendra au mois d'août le « présidium » : il comprend pour le moment Zinoviev, Boukharine, Heckert, Gennari, Radek, Kun et Souvarine. C'est dans les mois qui suivent que l'on expérimente pour la première fois la pratique de sessions de « l'exécutif élargi », véritable petit congrès que l'on tiendra en principe désormais deux fois par an.

37. *Protokoll des III. Kongress*, p. 511.
38. *Ibidem*, p. 512
39. *Ibidem*.
40. *Ibidem*, p. 650.
41. *Ibidem*, p. 638.

LE CONGRÈS DE LA PROFINTERN

Le IIe congrès avait décidé la constitution d'une commission préparatoire à la fondation d'une Internationale syndicale rouge (ISR, Profintern) dont Alfred Rosmer, demeuré à Moscou après le congrès, avait assumé la responsabilité jusqu'au IIIe congrès. L'attraction de la révolution russe était encore très vigoureuse sur tout le courant libertaire. Autant les communistes russes – et avec eux l'exécutif de l'Internationale – étaient déterminés à organiser la scission des partis socialistes pour créer des partis communistes, autant ils se refusaient à envisager des scissions syndicales pour la constitution de syndicats révolutionnaires ou rouges.

L'idée sous-jacente à la fondation de l'Internationale syndicale rouge était la création d'un centre syndical international concurrent de l'Internationale syndicale d'Amsterdam et susceptible de recevoir, comme cette dernière, les adhésions de syndicats entiers, voire de cartels régionaux et locaux ou de minorités éventuellement, mais en respectant l'unité des organisations existantes. Une telle construction était parfaitement logique dans la perspective du développement révolutionnaire en termes de mois, ce qui était le cas lors du IIe congrès. En revanche, elle devenait carrément contradictoire à partir du moment où, comme le IIIe congrès, on pensait qu'il s'agissait désormais d'années, car les bureaucratie syndicales disposaient alors de tous les moyens de protection et de police interne, y compris, comme le prouvait l'expérience de la CGT française, celui d'organiser la scission pour conserver la direction.

La situation était d'ailleurs bien différente au IIIe congrès. D'abord, l'Union syndicale italienne d'Armando Borghi, indisposée par ce qu'il appelait « le contrôle » du Parti communiste, avait décidé de se tenir à l'écart. La CNT, détruite en Catalogne en tant qu'organisation de masse par la campagne de meurtres du général Martínez Anido, s'éloignait sur des thèmes libertaires et ne reviendrait pas. On l'ignorait encore, et Rosmer parlait avec admiration de la « nouvelle génération de syndicalistes » prêts à comprendre l'Octobre russe. Victor Serge a laissé des croquis inoubliables d'Andrés Nin et de Maurín, le premier « sous des lunettes cerclées d'or, avec une expression concentrée que la joie de vivre allégeait », le second avec « une allure de jeune chevalier comme les dessinaient les préraphaélites. [...] Ils n'étaient qu'enthousiasme[42]. » Les Russes qui dirigeaient ce travail, à l'exception de Losovsky, manifestaient une grande méconnaissance des milieux syndicaux d'Occident, dont nombre de membres importants ne purent jamais se faire au style des proclamations à la Zinoviev et surtout à sa propension aux injures.

Le congrès de fondation, d'abord prévu pour le 1er mai 1921, fut reporté en juillet, à la suite de celui de l'Internationale. Il fut convoqué en commun par la commission de préparation et par l'exécutif de l'IC, et l'invitation fut adressée à tous les syndicats hostiles à l'Internationale d'Amsterdam, « dernière barricade de la bourgeoisie internationale », disait Zinoviev. 380 délégués, dont 336 votants, représentant 41 pays et, disait-on, 17 millions de syndiqués sur un total mondial de 40, étaient présents. Le débat, assez vif, porta sur deux points. L'Américain Bill Haywood, le héros IWW, se fit le porte-parole de ceux qui voulaient la rupture avec tous les syndicats existants et fut contré tant par Losovsky que par Zinoviev. La guérilla des Français, des Espagnols et d'autres sur la question de l'indépendance des syndicats aboutit à un texte, rédigé par l'Anglais Tom Mann et également signé de Rosmer, prévoyant un contact organique étroit entre les différents mouvements ouvriers révolutionnaires, avant tout Internationale communiste et ISR. Cette

42. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 152.

formule fut adoptée par 282 voix contre 25. Elle allait contribuer puissamment à l'échec de l'ISR. Les ennemis du communisme en conclurent à l'existence de ce qui correspondait souvent à l'attitude pratique des communistes russes, à savoir la volonté de leur part de subordination des syndicats. Mais c'est de scissionnisme qu'ils les accusèrent avec le plus de succès.

LE CONGRÈS DE LA KIM

Il était inattendu que le congrès des Jeunesses, de la KIM, se tienne à Moscou dans le sillage de celui du parti. Cette initiative, rompant avec une tradition, peut être tenue au minimum pour une précaution de la part d'un exécutif inquiet. L'Internationale de la jeunesse communiste (KIM), née indépendamment – ses statuts la définissaient comme indépendante – de la Comintern, à partir de l'organisation internationale des Jeunes socialistes de Willy Münzenberg, s'était beaucoup développée, mais apparemment sans contrôle de la Comintern depuis sa fondation au congrès de Berlin en novembre 1920, avec les délégués de 49 pays représentant 800 000 jeunes.

Ses dirigeants sont alors de jeunes militants éprouvés : autour de Willy Münzenberg, le Russe Lazar Chatskine, les Allemands Leo Flieg et Alfred Kurella, l'Autrichien Richard Schüller. Certains ont-ils songé à s'opposer ? Il y a incontestablement un conflit de principe. Münzenberg est attaché, comme Lénine l'avait été pour la Jeunesse vis-à-vis du parti, à l'indépendance de la KIM. Lazar Chatskine, le délégué du Komsomol, est partisan de sa subordination[43]. Le conflit est ouvert et public à la première réunion plénière du bureau, du 9 au 13 juin 1920. Münzenberg, dans son rapport, attaque vivement le WES, qui se refuse même, dit-il, à assurer les communications avec Moscou. Le WES est défendu par ses deux représentants présents, Albrecht (Abramovitch) et Felix Wolf.

L'épreuve de force a lieu en 1921, dans la crise montante au lendemain de l'action de mars. Une lettre de la Comintern en date du 1er avril invite la direction de la KIM à tenir pour nulles les éventuelles décisions de son congrès, qui était convoqué à Iéna le 7 avril, et à reporter la suite de ses travaux à Moscou, au lendemain du IIIe congrès de l'Internationale. Contrairement à ce qu'a écrit Münzenberg[44], la véritable cause de cette initiative n'est pas la répression qui s'abat sur l'Allemagne et les retombées de « l'action de mars », mais la détermination de Zinoviev de soumettre la KIM à son contrôle. Il semble que certains dirigeants de la KIM aient voulu passer outre : la publication de la lettre dans un journal « lévite » de Berlin résulte de toute évidence d'une « fuite » organisée. Pourtant, finalement, devant les difficultés qui l'assaillent, en particulier l'absence de plusieurs délégations dont celle des komsomols russes, les dirigeants de la KIM cèdent, après avoir néanmoins tenu trois séances de congrès, et renvoient la suite des travaux à Moscou.

C'est donc le 14 juillet 1921 que s'ouvrit à Moscou, dans la salle du Trône du Kremlin, après une grande fête d'ouverture à l'Opéra de Moscou, le congrès de l'Internationale des jeunes communistes, ainsi déplacé d'office trois mois auparavant. Il fut traité avec les plus grands égards, l'accueil officiel étant confié à Kalinine, chef de l'État, et Trotsky lui apportant le salut de l'Internationale avec une brillante défense et illustration des décisions de son IIIe congrès. Lénine y prit également la parole. La réalité politique était cependant que l'Internationale des jeunes (KIM) perdait formellement son indépendance en approuvant une résolution dont la conclusion était : « L'Internationale de la jeunesse communiste

43. W. Münzenberg, *Unter dem rote Banner. Bericht über den 1. Kongress der Kommunistischen Jugendinternationale*, Berlin, n.d., p. 42-44, et L. Chatskine, *Die Aufgaben der Kommunistischen Jugendorganisationen nach der Übernahme der Macht durch das Proletariat*, Berlin, n.d., p. 10.

44. W. Münzenberg, *Der Dritte Front*, p. 343-344.

fait partie de l'Internationale communiste et, en tant que telle, est tenue de respecter toutes les résolutions des congrès de l'Internatinale communiste et de son comité exécutif[45]. »

Willy Münzenberg, qui l'avait dirigée depuis le début, manifestant souvent manifesté des tendances gauchistes, fut affecté à un poste important dans l'organisation d'aide, la MOPR. Cette décision, comme l'obligation de tenir le congrès à Moscou, était-elle un moyen d'assurer la dépendance de l'organisation, comme on l'a dit et répété ? Cela paraît plus que vraisemblable, mais aucun texte n'est venu jusqu'à présent étayer clairement cette hypothèse, à l'exception de la note de la *Grande Encyclopédie soviétique* de 1938, qui parle d'une « lutte acharnée » à la veille du congrès et aussi de la « correction des erreurs commises dans les relations avec la Comintern ».

TERREUR ET VIOLENCE FASCISTE

Les raisons d'inquiétude ne manquent pourtant pas. Au premier rang d'entre elles, il faut mettre la situation italienne, avec l'offensive forcenée de la terreur fasciste, les expéditions punitives contre le mouvement ouvrier organisé en Italie. C'est en effet vers la fin de 1920 et au début de 1921 que les *squadri* fascistes généralisent la méthode des expéditions punitives, qui vont en quelques mois briser ce que d'aucuns appelaient alors « l'empire socialiste » ou « l'empire maximaliste », les positions conquises par le PSI et les syndicats dans des décennies de lutte électorale et parlementaire. Dans son ouvrage déjà cité sur le fascisme, Angelo Tasca décrit leur mécanisme :

> Dans la vallée du Pô, la ville est en général moins « rouge » que la campagne puisqu'en ville se trouvent les seigneurs agrariens, les officiers des garnisons, les étudiants des universités, les fonctionnaires, les rentiers, les membres des professions libérales, les commerçants. C'est dans ces catégories que se recrutent les fascistes et ce sont elles qui fournissent les cadres des premières escouades armées.
>
> L'expédition punitive part donc presque toujours d'un centre urbain et rayonne dans la campagne environnante. Montées sur des camions, armées par l'Association agrarienne ou par les magasins des régiments, les « Chemises noires » se dirigent vers l'endroit qui est le but de leur expédition. Une fois arrivés, on commence par frapper à coups de bâton tous ceux qu'on rencontre dans les rues, qui ne se découvrent pas au passage des fanions, ou qui portent une cravate, un mouchoir, un corsage rouges. Si quelqu'un se révolte, s'il a un geste de défense, si un fasciste est blessé ou un peu bousculé, la « punition » s'amplifie.
>
> On se précipite au siège de la Bourse du travail, du syndicat, de la coopérative, à la Maison du peuple, on enfonce les portes, on jette dans la rue mobilier, livres, marchandises et on verse des bidons d'essence : quelques minutes après, tout flambe. Ceux qu'on trouve dans le local sont frappés sauvagement ou tués. les drapeaux sont brûlés ou emportés comme trophées.
>
> Le plus souvent l'expédition part avec un but précis, celui de « nettoyer » la localité. Les camions s'arrêtent alors tout de suite devant les sièges des organisations « rouges » et on les détruit. Des groupes fascistes vont à la recherche des « chefs », maire et conseillers de la commune, secrétaire de la ligue, président de la coopérative : on leur impose de se démettre, on les « bannit » pour toujours du pays sous peine de mort ou de destruction de leur famille. [...] Ou le chef cède, ou la violence succède à la persuasion. Il cède presque toujours. Sinon, la parole est aux revolvers. Lorsque le dirigeant local tient bon malgré tout, on le supprime [...]. On l'abat sur le seuil ou bien il se laisse enlever et les fascistes l'emmènent dans un champ où on le retrouve mort [...] parfois après lui avoir fait subir les pires sévices[46].

45. Cité par E.H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, III, p. 403.
46. A. Tasca, *Naissance du fascisme*, p. 129-130.

Il faut ajouter toutes les humiliations possibles, notamment pour les femmes. On les viole, publiquement ou non, collectivement ou non. On leur fait ingurgiter de l'huile de ricin pour qu'elles donnent un spectacle dégradant. On les rase parfois. La terreur est entretenue par les avertissements et les menaces, datés et signés, qu'aucun policier ni aucun tribunal ne prend jamais en compte. D'ailleurs, à peu près partout les carabiniers sont complices de l'entreprise, escortant les *squadristi*, interdisant à quiconque d'entrer ou de sortir de l'endroit où ils opèrent, leur fournissant munitions et moyens logistiques. La supériorité des fascistes tient bien sûr à leur armement et à leur mobilité, à la possibilité qu'ils ont de se déplacer et de se concentrer.

Chaque village ou petite ville reste sur place, concentrée autour de sa maison du peuple. Les centres socialistes, « punis » l'un après l'autre, sont isolés les uns des autres, et il n'y a pas de résistance collective ni même solidaire, surtout avec la scission du parti et les âpres luttes qui s'ensuivent. Analysant la configuration des forces, des foules réunies par les socialistes maximalistes aux colonnes de camions des *squadristi*, Angelo Tasca a cette formule terrible : « La fourmilière à la merci de la légion. »

De la vallée du Pô, la peste noire se répand vers le reste de l'Italie, Bologne, Mantoue, selon le même scénario. Florence et la Toscane sont particulièrement touchées. Et le mouvement continue, s'amplifie parfois. Il y a de véritables opérations militaires. A Sienne, les fascistes doivent recourir à l'artillerie pour casser les murs de la maison du peuple. A la Chambre des députés, des élus fascistes, revolver au poing, s'en prennent à Francesco Misiano, député communiste, et l'empêchent de siéger sous peine de mort.

CÉCITÉ FACE AU FASCISME ?

On reste un peu confondu devant le flegme du jeune Parti communiste d'Italie, au moment, il est vrai, où ce sont quand même les socialistes qui, parce que les plus puissants, reçoivent les coups les plus durs. Sa déclaration du 2 mars 1921 est une véritable tartarinade : « Le prolétariat révolutionnaire d'Italie ne cède pas sous les coups de la méthode réactionnaire inaugurée depuis quelques mois par la classe bourgeoise au moyen de bandes armées de Blancs[47]. » Faut-il en conclure que, toujours en Russie dans leur tête, ils ne se sont pas aperçus du changement de couleur de l'ennemi, et que les Blancs sont ce que le commun des mortels appelle des Chemises noires ? Ce serait abusif. Mais ce « suivisme » dans le vocabulaire, ce langage de secte sont significatifs, tendent à faire d'eux des exilés volontaires dans leur propre pays. Le 1er mai, Amadeo Bordiga, qui est le dirigeant du PCI, se livre malheureusement à des paris stupides et à des pronostics de perdant sous la forme d'une question qu'il croit pertinente : « Quelles sont les forces sociales qui ont intérêt en Italie à revenir en arrière, du régime libéral vers les formes dépassées de l'absolutisme[48] ? »

Le bilan est pourtant assez lourd pour qu'on puisse s'attendre à ce qu'un dirigeant communiste y pense sérieusement et constate qu'il s'agit d'un mouvement nouveau, d'une arme nouvelle que les classes possédantes utilisent pour conjurer le progrès des révolutionnaires. Pour les six premiers mois de 1921, on dénombre la destruction de 17 imprimeries et entreprises de presse ouvrières, de 59 Maisons du peuple, de 119 Bourses du travail ; de 83 ligues paysannes, de 151 cercles socialistes et de tout ce qui leur appartient, de 151 cercles culturels. On ne note pas ici le nombre de morts, de blessés, d'hommes et de femmes détruits par la violence, la peur, l'humiliation, la ruine, le sentiment d'impuissance.

47. Cité par P. Spriano, *op. cit.*, I, p. 133.
48. A. Bordiga, « Vieille fixation », *Il Comunista*, 1er mai 1921, cité par P. Spriano, *op. cit.*, p. 135.

Pourtant, dans le peuple italien, classe ouvrière et paysans, on est prêt à se battre. Le PSI est à genoux, ivre de coups, prêt à se cramponner à la première perspective de répit. Le 3 août, il signe avec Mussolini, qui en a temporairement besoin, un « accord de pacification ». Le PCI, par sa politique, s'est privé des moyens d'exploiter cette erreur énorme du parti de Serrati. Après tout, en novembre 1921, les effectifs des *Fasci* ont plus que décuplé en une année. De 22 000, ils sont passés à 320 000 environ. Si les organisations ouvrières n'organisent pas la résistance, elles sont perdues.

L'AFFAIRE DES *ARDITI DEL POPOLO*

On va le mesurer avec l'apparition des *Arditi del popolo*. Au point de départ, un groupe d'officiers anciens combattants, qui ont combattu avec Gabriele D'Annunzio, rompent avec les *Fasci* et décident de fonder une organisation de défense du peuple, des ouvriers et des paysans piétinés et massacrés par les hommes de main des puissants. Le groupe initial comprend aussi quelques anarchistes, désireux de combattre les armes à la main, et peut-être quelques aventuriers. Mais les adhésions d'hommes très divers qui veulent se battre vont être très nombreuses. Pas seulement chez les jeunes socialistes, comme le député Giorgio Mingrino, ou comme Guido Picelli, qui fera de Parme un bastion contre les fascistes et montrera concrètement qu'on peut les battre sur leur propre terrain, mais aussi parmi les communistes, les sans-parti, les simples démocrates. Dans plusieurs localités, ils commencent déjà à tenir tête, puis mettent en fuite les agresseurs et ouvrent ainsi une perspective face à la terreur. Le Parti communiste interdit à ses membres de rejoindre les *Arditi del popolo*, dont la création constitue, dit-il, une « manœuvre de la bourgeoisie ». Le 7 août, il déclare dans un communiqué :

> Les *Arditi del popolo* se proposent, paraît-il, de traduire la réaction prolétarienne contre les excès du fascisme, pour rétablir « l'ordre et la normalité de la vie sociale ». Le but des communistes est tout autre : ils tiennent à conduire la lutte prolétarienne jusqu'à la victoire révolutionnaire, ils se placent du point de vue de l'antithèse implacable entre la dictature de la réaction bourgeoise et la dictature de la révolution prolétarienne.

Angelo Tasca, membre dirigeant du PCI en 1921, écrit dans son histoire de la naissance du fascisme : « Tout cela n'est que démagogie sectaire et impuissante : des communistes se battront dans quelques endroits, tireront quelques coups de revolver dans quelques localités, participeront, malgré le veto du parti, à des groupements d'*Arditi del popolo*, mais le Parti communiste en tant que tel restera pratiquement absent de la lutte et facilitera sensiblement par sa tactique la victoire du fascisme[49]. » C'est un verdict que l'histoire retiendra malgré la création d'une organisation concurrente l'*Ardito rosso*, ressentie comme un acte de division par les *Arditi del popolo* et les combattants. L'historien du PCI Paolo Spriano indique que Vorovsky, ambassadeur de Russie à Rome, critiqua sévèrement, dans un rapport à Moscou, le comportement sectaire des dirigeants italiens dans cette question[50]. Il mentionne aussi un rapport envoyé par Ruggero Grieco à l'exécutif de l'Internationale le 7 novembre 1921.

Le dirigeant du PCI fait état de rumeurs infamantes concernant le chef des *Arditi del popolo* mais admet que le prolétariat, dans toute l'Italie, s'est groupé autour de cette organisation, « particulièrement dans les régions où les actions des gardes blancs [en chemise noire – PB] étaient les plus violentes ». Il énumère enfin un certain nombre de mauvaises raisons invoquées par les dirigeants du PC pour justifier cette abstention : la

49. A. Tasca, *op. cit.*, p. 182.
50. P. Spriano, *op. cit.*, p. 149.

supériorité technique des unités communistes, les difficultés que provoquerait une « double discipline[51] ». La réponse de l'exécutif de l'Internationale, dont nous ne connaissons pas le rédacteur, est tout à fait cinglante :

> Il est clair que nous avions affaire au début à une organisation de masse prolétarienne et en partie petite-bourgeoise qui se rebellait spontanément contre le terrorisme [...]. Où étaient alors les communistes ? Ils étaient occupés à étudier à la loupe ce mouvement pour décider s'il était assez marxiste et conforme au programme. Le PCI aurait dû tout de suite pénétrer énergiquement dans le mouvement des *Arditi*, y réunir autour de lui les ouvriers de façon à faire des sympathisants des éléments petits-bourgeois, dénoncer les aventuriers et les éliminer des postes de direction, placer à la tête du mouvement des hommes dignes de confiance. Le parti communiste est le cœur et le cerveau de la classe ouvrière et il n'est pas de mouvement auquel participent des masses ouvrières qui soit pour lui trop bas et trop impur[52].

Mais il était déjà trop tard. Spriano se fait par ailleurs l'écho d'une croyance enracinée dans le parti italien et plus que vraisemblable selon laquelle Lénine serait aussi personnellement vainement intervenu pour obtenir du PC qu'il change d'avis sur cette question cruciale[53].

L'ABOUTISSEMENT AVEC ŠMERAL

Il est impossible, à la fin de ce chapitre, de ne pas souligner que l'exécutif de l'Internationale, après avoir fait allègrement son deuil – pour ne pas dire plus – de dirigeants comme Serrati et Paul Levi et de deux partis de masse décisifs comme le PSI et le VKPD, continuer à manifester une longue patience à l'égard d'un homme qui était dans l'autre camp pendant la guerrre, celui des social-chauvins, le Tchèque Bohumir Šmeral. Les résolutions du congrès sur la question tchécoslovaque avaient un but commun : la naissance d'un parti à l'échelle de la Tchécoslovaquie. La grève de décembre, la radicalisation ouvrière, l'action en ce sens des Jeunesses permirent d'en approcher lentement.

D'abord, les 9 et 10 janvier 1921, la conférence de district du Parti social-démocrate de Reichenberg (Liberec), dirigée par Alois Neurath et Karl (Karel) Kreibich, réunit 73 délégués et trois représentants de la Gauche marxiste tchèque. Elle réclame la convocation d'un congrès extraordinaire du parti et se prononce pour l'acceptation des vingt et une conditions : elle est exclue le 17 du Parti social-démocrate. Le 12 mars, allant à marche forcée, elle se réunit en congrès et adopte le nom de Parti communiste de Tchécoslovaquie, section allemande.

Pendant le même mois de janvier, la gauche du parti en Slovaquie convoque, à Lubochna un congrès auquel assistent 149 délégués, dont 88 Slovaques, 36 Hongrois, 15 Allemands, 6 Ruthènes et 4 représentants d'un groupe juif. Le congrès est présidé par Marek Čulen. Ivan Olbracht y représente la Gauche marxiste tchèque et Karel Kreibich les communistes allemands. Le congrès slovaque accepte les conditions d'admission, à l'exception de la dix-septième. Il met à l'étude son nom à venir, se contentant pour le moment de s'appeler Parti socialiste de Slovaquie. Le 6 janvier 1921 a lieu la fusion de toutes les organisations de jeunesses communistes du pays, qui réunit 40 000 membres. Les JC tchèques, représentés par Josef Guttmann et Maria Švabova, avaient déjà annoncé qu'elles n'attendraient pas la fusion au niveau des partis.

La Comintern accentue sa pression. Au mois d'avril, Béla Kun, retour d'Allemagne,

51. *Ibidem*, p. 149-150.
52. *Ibidem*, p. 150.
53. *Ibidem*, p. 151.

et Gyula Alpari viennent en secret à Dresde. Ils ont des difficultés avec les Tchèques. Le parti allemand de Tchécoslovaquie a envoyé Karl Kreibich, mais Šmeral n'est pas venu et a composé la délégation de dirigeants de second plan. La tension est grande. Béla Kun, qui a été quelque peu étrillé par les résultats de l'« action de mars », ne peut pas ne pas voir là une sorte de défi. Šmeral et ses proches se refusent à subir le sort de Paul Levi, et on dit tout haut dans leur entourage qu'il faut se garder d'adhérer à la Comintern si c'est pour être exclu à la première occasion. En réalité, Smeral cherche à gagner du temps. Devant le Xe congrès du PC russe, Zinoviev a déjà vivement attaqué sa « tactique hésitante » et affirmé qu'il fallait créer un parti communiste en Tchécoslovaquie, au besoin sans lui, et, si nécessaire, contre lui. Le message adressé au congrès par l'exécutif est plutôt sévère :

> La grève de décembre a démontré non seulement l'audace et l'énergie des ouvriers révolutionnaires tchécoslovaques, mais aussi les lacunes organisationnelles et politiques qui ont leurs racines dans le parti de la gauche socialiste qu'ils ont fondé. Dans la grève de décembre il n'y avait absolument aucune direction ni organisationnelle ni politique. [...] Le sommet du parti ne manquait pas d'éléments qui ont consciemment ou non saboté le mouvement communiste.
>
> Nous espérons que le congrès adoptera le nom de Parti communiste non seulement pour se distinguer extérieurement des social-démocrates mais aussi pour accepter la tactique et les principes de la IIIe Internationale[54].

La lettre affirme en conclusion que le temps des demi-mesures est passé et que c'est seulement dans certaines limites qu'on peut faire des concessions à des individus et à des traditions.

Šmeral reste à la fois ferme et conciliant. Au congrès de la Gauche marxiste, qui se tient à Prague-Karlin du 14 au 16 mai 1921, il explique loyalement ses positions, y compris ses hésitations. Il a recherché, dit-il, les moyens d'amener à la conscience du caractère révolutionnaire de l'époque « non un petit groupe ou une secte, mais un grand parti de masses prolétariennes[55] ». Pour lui, cet objectif est atteint puisque le parti qui naît va compter 300 000 membres au départ. Il n'oublie cependant pas de poursuivre la polémique contre « l'impatience révolutionnaire », le gauchisme et le putschisme. Il est clair, comme l'a fort bien démontré Hana Majderová, que Šmeral et, derrière lui, les communistes tchèques, sont bien décidés à ne pas rejoindre l'Internationale si, par malheur, son prochain congrès ne condamnait pas nettement le gauchisme[56]. La grande différence de leur situation avec celle de la Russie en 1917 est que, dans ce dernier pays, il n'y avait pas de parti social-patriote de masses, alors qu'en Tchécoslovaquie il s'agit d'arracher les masses aux opportunistes, non de les leur livrer par une scission précipitée et des aventures à l'allemande.

Le résultat du vote est écrasant : 562 délégués contre 7 décident la formation d'un parti communiste unique qui demande à entrer dans la Comintern en acceptant les vingt et une conditions. Mais les convocations au IIIe congrès ont encore été envoyées au KP d'Allemagne et Bohême, au PS de Slovaquie, à la Gauche marxiste des socialistes tchèques et au Parti socialiste international de la population ruthène, qui enverront au total 19 délégués à Moscou.

54. « L'exécutif de l'Internationale communiste au congrès de la Gauche tchèque », *Die Kommunistische Internationale*, n° 17, 1921, p. 415-417.

55. Rapport de Šmeral au Ier congrès du PCT, p. 107.

56. H. Majderová, *op. cit.*, p. 137-138.

LA QUESTION TCHÉCOSLOVAQUE AU IIIe CONGRÈS

Débat à l'intérieur du grand débat, mais d'une certaine façon débat à retardement, le débat continue. Zinoviev critique les Tchèques, accuse la direction de passivité, de tiédeur révolutionnaire, d'insuffisance dans la formation marxiste des militants. Edmund Burian, au nom des communistes tchécoslovaques, répond avec vivacité, dément l'existence de désaccords entre Šmeral et les dirigeants ouvriers emprisonnés, Muna, Húla, Zápotocký. Il affirme qu'il n'y a aucun droitier parmi les communistes de Tchécoslovaquie, dément l'existence d'une « direction Šmeral », reproche à l'exécutif son impatience et son incompréhension – ce qui ne peut se comprendre en dehors du contexte international marqué par l'action de mars.

Šmeral, avec ses centaines de milliers d'adhérents, est tout de même en position de force. Peut-on massacrer le parti tchèque après avoir gravement blessé le parti allemand ? Lénine, dans le débat de la commission tchécoslovaque, suggère que Šmeral fasse deux pas à gauche, et ses critiques allemands, comme Kreibich, un pas vers les Tchèques. L'un et l'autre répondent à son appel. Au cours du débat en commission, Lénine a d'ailleurs fait allusion au reflux de la vague révolutionnaire d'après guerre et affirmé la nécessité de constituer des partis communistes de masses pour une nouvelle période révolutionnaire, ce qui n'est pas très éloigné de la position défendue par Šmeral. De toute façon, la ligne du congrès est incontestablement un appui donné à la politique de Šmeral. Le PC tchécoslovaque va naître enfin, en octobre 1921, avec quelque 420 000 membres, une solide réputation de droitier, et de gros désaccords, notamment sur la question syndicale. Mais c'est apparemment de justesse que le jeu de massacre ne s'est pas poursuivi de Serrati et Levi jusqu'à Šmeral, dont les états de service n'étaient pourtant pas comparables à ceux de ces dirigeants chassés dans l'année.

DE MAUVAIS PRÉSAGES

Ce sont des mois sinistres qui se sont écoulés dans l'Internationale depuis le début de l'année 1921. La politique, « gauchiste » peut-être, mais surtout irresponsable, et pas seulement des envoyés de l'exécutif, de Rákosi et Kabaktchiev à Béla Kun, Pogány et Gouralsky, a littéralement dynamité les deux grandes conquêtes de l'Internationale communiste tellement célébrées par ses chefs et par ses chantres. Le Parti socialiste italien, premier fleuron de l'Internationale en 1919, a été chassé comme un malpropre par un Rákosi mandaté par l'exécutif, et c'est Béla Kun, lui aussi émissaire de l'IC, qui a fait exploser en Allemagne une partie de la vieille garde spartakiste et ce VKPD dont tous étaient si fiers. Dans le même temps, la direction de l'Internationale avait continué à manifester la plus extrême patience vis-à-vis des communistes tchèques, comme si Šmeral valait la peine de déployer des efforts qui étaient au même moment refusés en faveur de Serrati et Paul Levi.

On peut penser que, finalement, en Italie comme en Allemagne, l'intervention de Lénine – aussi bien contre l'action de mars que dans la lutte contre le fascisme dans les rangs des *Arditi del popolo* – a été trop tardive. Mais comment comprendre que Béla Kun, après son exploit allemand, soit réélu à l'exécutif de l'Internationale ? Que Rákosi, après le IIIe congrès, soit de nouveau utilisé comme émissaire de l'exécutif dans une mission auprès des socialistes italiens ? Que Béla Kun ne soit finalement écarté des postes de la Comintern qu'après les incidents qui se sont produits dans le parti hongrois sur le retour des militants en Hongrie et après la désertion de Rudnyánszký, devenu joaillier à Timişoara ? Pour autant, l'affectation de Kun à Ekaterinburg et le séjour d'un an qu'il y

fait ne changent pas la pratique de la Comintern. Les PC inspirés par Zinoviev se sont coupés de la masse des travailleurs et le phénomène « fasciste » passe sous le nez, précisément, de ceux des partis qui ont été pris en main par l'exécutif. N'y avait-il personne dans l'Internationale susceptible de remplacer Béla Kun ou Rákosi ? Ou bien Lénine avait-il encore suffisamment de force pour convaincre ses camarades de changer sur le plan politique, mais pas ou plus celle d'imposer des hommes à qui l'on pouvait faire confiance, ou simplement d'écarter des incapables et des idiots ? Combien misérables en tout cas apparaissent dans ce contexte les arguments contre l'« indiscipline » de Levi ! Et puis, bien qu'il y ait eu beaucoup de morts inutiles dans des combats bêtement recherchés, il nous semble que les pertes politiques sont exceptionnellement graves en cette année 1921.

Qu'il s'agisse des pertes spectaculaires, comme celle de Paul Levi, certainement le plus proche disciple et compagnon d'armes de Rosa Luxemburg, et l'un des plus capables des dirigeants communistes mondiaux, ou de celles du gros de ces Délégués révolutionnaires qui avaient dirigé les combats des ouvriers berlinois pendant la guerre et joué un rôle décisif dans leurs combats à partir de la révolution de novembre, ou même qu'il s'agisse des pertes silencieuses qu'on a oublié de commenter et même d'apprécier, comme celle de John Maclean, humilié par des hommes de Moscou qui ne valaient pas la semelle de ses souliers, le bilan est impressionnant. La question est la suivante. Bien sûr, Lénine, bien sûr, Trotsky. Bien sûr, leur « bloc » au IIIe congrès. Mais en dehors de ces deux hommes, quel dirigeant de l'Internationale a l'envergure, la culture, le sens de la mesure, le prestige et aussi l'indépendance de l'esprit et du cœur nécessaires ? Quelques-uns, bien sûr, mais ils sont d'autant plus indispensables dans les fonctions qu'ils exercent ailleurs. Faute d'avoir pu en former d'autres, on va continuer à travailler à l'Internationale avec des planches pourries. Comme aimait à dire Paul Levi, pétri de culture latine, *« Hic Rhodus, hic salta »*. C'était là le nœud de la question.

UNE AUTRE CONCEPTION

Dans une communication de congrès, l'historien polonais Feliks Tych s'est attaché à ce qu'il appelle « l'axe politique » KPD-KPP. Il montre combien se rejoignent en cette période les critiques des proches de Rosa Luxemburg Clara Zetkin et Paul Levi, Marchlewski, Warski et aussi Kostrzewa, contre la conception du parti chez Lénine et la méthode de construction de la Comintern, politique aventuriste impulsée par Zinoviev. Il écrit :

> Dans une de ses lettres écrites à Lénine de Berlin à la fin de janvier 1921, Clara Zetkin accusait les émissaires du comité exécutif de la Comintern d'avoir soutenu la scission dans le PSI à Livourne. Elle assurait qu'ils avaient agi ainsi pour établir un parti communiste sectaire, petit mais inconditionnellement loyal à Moscou, au lieu d'essayer de gagner à l'Internationale communiste la majorité du PSI avec un dirigeant très populaire comme Giacinto Serrati. Dans cette même lettre, elle demandait à Lénine « d'examiner sérieusement la politique de l'exécutif parce ce que ses recommandations étaient souvent accompagnées d'une intervention seigneuriale, brutale, dépourvue de la connaissance réelle des conditions véritables[57].

Elle posait à Lénine une question cruciale : qu'est-ce qui est plus important pour l'IC, le mouvement ou la tâche de se retrancher en une secte stérile ? « Dans les conditions italiennes, l'erreur était infiniment plus grande et infiniment plus sérieuse que ne l'avait été la nôtre en Allemagne quand nous nous sommes constitués en parti séparé en décembre

57. Lettre de C. Zetkin à Lénine, 25 janvier 1921, *RTsKhINDI*, 5/3/204.

1918. Soit dit en passant, Leo (Jogiches) Tyszka a toujours partagé, jusqu'à sa mort, mon opinion là-dessus[58]. » Bien que l'« axe politique » relevé par Feliks Tych ait été parfaitement informel, on ne peut s'empêcher d'imaginer qu'il y avait en lui une sérieuse chance de redresser la politique des dirigeants de l'Internationale, et par conséquent de sauver cette dernière.

58. *Idem*, *ibidem*, 5/3/283. La citation ci-dessus est de Feliks Tych, « The KPD-KKP political "Axis" against Zinoviev-Stalin and the Communist International 1919-1924 », *Centre and Periphery*, p. 85.

CHAPITRE XII

La fin de l'époque de Lénine

Le IIIe congrès a constitué un rétablissement difficile. C'est de justesse que Lénine et Trotsky ont réussi à maîtriser la situation. L'autorité de Lénine chez les communistes n'est pas la poigne que les anticommunistes systématiques imaginent et dépeignent. Elle est surtout faite de son prestige et de sa force de persuasion, mais elle a des limites. Nous avons dit notre surprise qu'un Béla Kun soit maintenu à l'exécutif après ses « kuneries », que certains pouvaient tenir pour des crimes. Une anecdote permettra de s'étonner un peu plus de la marge de tolérance dont il bénéficia. Contacté par des anarchistes, Boris Souvarine, membre de l'exécutif, alla dans une prison de Moscou pour enquêter sur des plaintes concernant les traitements infligés à leurs camarades. Il le fit ouvertement, avec les autorisations voulues. Son interprète le dénonça. L'affaire vint au petit bureau de l'Internationale. Béla Kun proposa ni plus ni moins que d'arrêter le Français. Il revint à Lénine, écrit Jean-Louis Panné, le biographe de Souvarine, de « remettre Béla Kun à sa place [1] ».

LES LENDEMAINS DU IIIe CONGRÈS MONDIAL

La tâche qui attend la direction de l'Internationale communiste est immense. Rares sont les partis qui n'ont pas été secoués par la crise à partir de mars 1921, et encore un certain nombre de ceux-là connaîtront-ils avec quelque retard cette même crise et rejoueront le débat de Moscou. Il s'agit de façon générale d'une normalisation, au sens strict du terme, le retour à une activité normale, non de prise du pouvoir, mais de conquête des masses, avec un investissement dans les organisations de masses, comme les syndicats, la participation aux élections, mais aussi le respect des engagements compris dans les vingt et une conditions, comme le soutien aux peuples coloniaux et l'activité antimilitariste. En outre, partout, il s'agit d'assurer l'unité du parti, de la conserver ou de la conquérir. Et, à l'usage, cela se révèle extrêmement difficile.

1. J.-L. Panné, *Boris Souvarine*, p. 103.

L'ESPAGNE

Nous avons dit que l'Internationale ne s'était pas trop intéressée à l'Espagne et qu'elle avait laissé se tenir sans représentant de son exécutif le congrès du PSOE d'avril 1921, où ses délégués avaient rendu compte de leur séjour à Moscou à la fin de 1920. Après un débat chaud, entrecoupé d'injures et de menaces à l'espagnole, c'est le point de vue présenté de façon très professorale par Fernando de los Ríos qui l'emporte, par 8 068 voix contre 3 652, sur l'adhésion aux vingt et une conditions, défendue par Daniel Anguiano et le jeune typographe Ramón Lamoneda. Les *terceristas* (partisans de la IIIe) décident alors la constitution immédiate d'un parti communiste, qu'ils baptisent Parti communiste ouvrier d'Espagne.

Bien sûr le PCOE se heurte au PCE fondé en 1919. Le contact est brutal. Communistes un bon peu gauchistes – Juan Andrade dit alors qu'il n'a rien lu d'aussi abominable que *La Maladie infantile du communisme*[2] –, les gens du PCE considèrent les nouveaux venus comme des centristes et réclament des exclusions, notamment celles des deux tiers des membres du CC – les Russes connaissent le scénario. Mais ils ne peuvent jouer leur pièce à Moscou : il n'y a plus de place à l'affiche. Les deux délégations vont donc cohabiter pacifiquement et en silence au IIIe congrès avec une troisième tendance, celle des « communistes syndicalistes » des enseignants Nin et Maurín. Seul le délégué du PCOE a la parole.

Or la situation change brusquement du fait d'un développement inattendu dans la guerre du Maroc, où Abd el-Krim a soulevé le Rif et retient depuis des années d'importantes forces espagnoles. Les troupes commandées par le général Manuel Fernández Silvestre, gouverneur de Melilla, ami personnel du roi Alphonse XIII, sont en effet écrasées par les rebelles rifains à la bataille du Monte Annual (Anoual) le 21 juillet 1921 : le chef espagnol, trop sûr de lui, s'est fait manœuvrer, et les soldats marocains enrôlés dans ses unités se sont soulevés. C'est une terrible défaite pour l'armée espagnole, qui a au moins 8 000 tués, dont le général en personne, et 1 500 prisonniers, face à 3 000 partisans à qui elle a abandonné une grande quantité d'armes modernes. Radek, à l'exécutif du 14 septembre, parle à ce propos d'une « défaite de l'impérialisme espagnol », et même de « la possibilité de l'apparition d'une situation très révolutionnaire[3] ».

Jean Meyer écrit : « Anoual fut une occasion manquée pour déclencher en Espagne un vrai mouvement révolutionnaire. Le parti socialiste se montra incapable de canaliser l'agitation des masses dans un vaste mouvement populaire ayant comme but principal l'écroulement du système, de la monarchie, de tout l'ordre politique et social. »

Dans les années qui suivent, des grèves éclatent contre l'envoi de troupes au Maroc et il y a un renouveau de l'agitation. Le PCE lance un mot d'ordre de grève générale en Biscaye le 23 août. Le même jour, les soldats du régiment de Garellano, venus de Bilbao, se soulèvent à Malaga, quelques jours avant la date fixée pour leur embarquement vers Melilla, au Maroc. Arrêté comme « meneur », le sergent José Sánchez Barroso est condamné à mort, puis gracié. L'UGT organise une grève générale le 10 septembre contre la guerre du Maroc, à Santander le 23 août. La protestation monte : des incidents éclatent à Séville et à Grenade. Le PSOE désavoue l'orateur des Jeunesses socialistes, Francisco Ruano, à un meeting à Madrid le 27 août[4]. Le terrible mot de Juan Andrade, de sa prison, sur Alphonse XIII, est en train de se réaliser : le « roi crétin », qui ambitionnait d'être le

2. Lettre à Geers du 28 juillet 1920.
3. G. Meaker, *The Revolutionary Left in Spain*, p. 408.
4. *El Socialista*, 28 août 1923.

« roi africain », est devenu le « roi rossé »[5]. Les jeunes dirigeants du PCE, Andrade, Ugarte, Portela, croient le moment venu d'une insurrection qu'ils commencent à préparer en liaison avec de jeunes ouvriers de Biscaye et des Asturies. Accusés de vouloir répéter l'action de mars 1921 en Allemagne, ils finissent par renoncer et estiment avoir été abandonnés alors qu'ils étaient sur la bonne voie.

L'unification communiste va tout de même se réaliser en novembre grâce aux bons offices de l'envoyé de l'exécutif, l'Italien Antonio Graziadei, qui se révèle un diplomate consommé et réussit même à faire prendre en compte dans le texte de l'accord les sentiments antiparlementaires d'un grand nombre de travailleurs et d'exploités espagnols. Des incidents ultérieurs provoquent un début de scission avec l'extrême gauche, Andrade, Portela, Ugarte, mais la crise est surmontée, cette fois grâce à la fermeté et à la souplesse d'un autre émissaire de l'exécutif venu en avril 1922, le Suisse Jules Humbert-Droz.

On peut dire qu'un parti communiste est né en Espagne des efforts de l'exécutif. Reste qu'il est né trop tard et que l'écart est choquant entre le nombre de ses membres – un peu plus de 6 000 – et les centaines de milliers de travailleurs qui ont mené de dures batailles pendant le *bienio bolchevique*. On peut en définitive penser qu'une occasion historique a été perdue sans que l'exécutif s'en soit apparemment jamais aperçu, bien que Maurín fasse gentiment remarquer plus tard qu'à cette époque « le Parti communiste est plus connu à Moscou qu'en Espagne[6] ».

LA CONFUSION SUR L'ALLEMAGNE

Il en va autrement avec l'Allemagne, où l'exécutif n'a cessé d'intervenir depuis le putsch de Kapp en mars 1920 et où l'on peut dire que son rôle, après le IIIe congrès, est de recoller les morceaux qu'il a lui-même brisés. L'unité du parti allemand est, après ce congrès, l'un des principaux soucis de Lénine. Il a tenté désespérément, avec l'aide de Clara Zetkin, d'obtenir un meilleur compromis avec Paul Levi, et son retour aux affaires. Mais celui-ci est persuadé que Lénine et Trotsky vont à leur tour, comme lui, être condamnés par l'Internationale, et il ne fera même pas l'ombre d'une concession qui aurait pu lui garder la porte ouverte, comme le souhaitait Lénine. Il y a donc une vraie scission à droite, en deux temps. La première est la conséquence directe de l'action de mars et des congrès ultérieurs. Levi et Daümig sont partis et ont fondé une « Communauté de travail communiste », la KAG. Fin décembre, la publication par la presse social-démocrate des documents volés par la police prussienne dans les bagages de Clara Zetkin provoque d'autres départs. Friesland, secrétaire général du parti, ancien grand adversaire de Levi, vient apparemment seulement de découvrir le rôle d'Eberlein et la place de la provocation dans la politique appliquée par l'exécutif. Il part.

A gauche, le KAPD est en train de se décomposer. Lénine ne se soucie plus du tout de l'unité avec lui et redouterait plutôt qu'il ne vienne dans le KPD renforcer une gauche qui l'inquiète déjà. Cette gauche, c'est celle que dirigent les responsables du district de Berlin-Brandebourg avec Ruth Fischer et Arkadi Maslow, pour lesquels Lénine n'a aucune sympathie et dont il se méfie énormément, et pas seulement à cause de leur sport favori, cette « chasse aux centristes » qu'il désapprouve.

En fait, la confusion est grande sur la question allemande, y compris à l'exécutif de l'Internationale : le congrès d'Iéna, en août, n'a pas reçu moins de trois documents officiels, des lettres de Lénine, de Radek et de l'exécutif manifestant entre elles de sérieuses nuances. La proposition de Lénine d'inviter à Moscou, pour quelque temps,

5. JAR, « Nouvelles d'Espagne », *Corr. int.*, n° 18, 1er avril 1925.
6. J. Maurin, *El Bloque Obrero y Campesino. Origen, actividades, perspectivas*, 1932, p. 7.

Maslow, qui est d'origine russe, est dénoncée avec violence par la gauche : elle y voit un moyen des Russes pour intervenir dans la politique du parti allemand. Les premiers mois du « compromis » et de la « paix » sont décidément laborieux.

CRISE LARVÉE EN FRANCE

La situation en France n'a cessé de se détériorer depuis le congrès de Tours. Il est très clair que les dirigeants centristes du Parti socialiste, devenu Section française de l'Internationale communiste (SFIC), n'ont pas l'intention d'opérer dans leur mode d'organisation et de fonctionnement les transformations radicales que réclame l'Internationale et qu'ils ont eux-mêmes votées sans y attacher d'importance. Ils ont été à plusieurs reprises agressés, une fois au moins insultés au III[e] congrès par des délégués de partis tenants de l'offensive révolutionnaire. Interpellés par Béla Kun, puis par Radek, ils ont même quitté la salle, dans le plus pur style parlementaire ! Le même scénario s'est renouvelé au congrès de fondation de l'ISR. Dès le lendemain du congrès commence à s'exercer sur eux une pression très amicale mais ferme de l'exécutif, conduite à la fois par de grands textes publics généralement signés de Trotsky, en charge du travail du parti français pour l'Internationale, et de Boris Souvarine, qui est maintenant à Moscou membre du secrétariat. Leurs exigences n'ont rien d'exorbitant. Les dirigeants français y ont évidemment consenti par leurs votes de congrès mais opposent maintenant la force d'inertie aux demandes de changement.

Trotsky demande plus de clarté dans l'activité parlementaire, une réorganisation qui rapproche le comité central du parti des masses, que la direction soit composée de camarades qui consacrent l'essentiel de leurs forces à son activité, et le contrôle de l'activité journalistique de ses membres. Il insiste pour une meilleure connaissance des problèmes syndicaux, une presse plus vivante et plus lisible, des contacts réguliers. A lire ses lettres, il nous paraît même discutable de parler à leur propos de « bolchevisation », du fait du sens péjoratif donné à ce mot en général, même si elle est qualifiée de « douce ». Pour justifier leur résistance, les dirigeants français dénoncent bruyamment l'« autoritarisme », le « centralisme oligarchique » opposé au « centralisme démocratique », et surtout l'action et la personne même de Boris Souvarine qu'ils accusent de donner des ordres, de lancer des « oukases » sur un ton inadmissible, etc.

Au congrès du parti à Marseille, en décembre 1922, l'exécutif de l'Internationale est représenté par Bordiga, par le jeune Allemand Heinz Neumann, que la police française parvient à arrêter, et par le dirigeant du parti polonais clandestin Walecki. Une sordide manœuvre aboutit à faire que Souvarine n'est pas élu au comité directeur, ce qui interrompt, sans que l'affaire ait été discutée, sa mission à la direction de l'Internationale. Ce vote fait scandale et personne n'en assume la responsabilité. Les élus de la gauche démissionnent, et, finalement, Souvarine, « repêché », peut assurer son mandat international. Mais la coupe est pleine et la « crise française » officiellement et spectaculairement ouverte. Trotsky cesse d'être doux.

LE SECTARISME DU PC D'I

La situation générale continue de s'aggraver en Italie, et l'exécutif s'y retrouve aux prises avec un parti dont il a voulu et forcé la naissance et qui se retourne contre lui dans une passe particulièrement dangereuse pour le prolétariat et le mouvement ouvrier. Le PC d'I est en effet persuadé que la révolution est inévitable, même si elle est quelque peu reportée. Parmi ses dirigeants, à l'exception de Gramsci, aux analyses souvent contradictoires et parfois lumineuses, le principal, Amadeo Bordiga, a au fond l'idée que le

fascisme, cette « contre-révolution blanche », comme il s'obstine à dire, va détruire la social-démocratie et ainsi déblayer la voie, accélérant le résultat final – car, de toute façon, la révolution devra passer sur le cadavre du PSI. Jaloux de ses prérogatives, il ne voit pas d'un bon œil les opinions « intermédiaires » qui tendent vers le communisme. Au IIIe congrès déjà, Lénine avait vivement attaqué l'Italien Terracini en lui reprochant de n'avoir pour seule préoccupation que « de chasser, persécuter, démasquer centristes et demi-centristes[7] ».

Or, dans cette voie, Lénine et le PC d'I s'obstinent. Les représentants du PSI au IIIe congrès, Lazzari, Maffi et Riboldi, ont été très entourés, courtisés, sermonnés. Ils repartent convaincus de la nécessité d'une réunification rapide et vont fonder dans leur parti une tendance nouvelle, qu'on va appeler les *terzinternacionalisti*, vite devenus *terzini*. Bordiga manifeste son hostilité à l'envoi d'une délégation de la Comintern au XVIIIe congrès du PSI qui se tient à Milan en novembre. Clara Zetkin, qui apparaît et disparaît dans l'obscurité, comme à Tours, après un voyage sous le déguisement d'une vieille actrice, et Walecki sont les deux délégués de la Comintern. Ils repartent impressionnés par la crise et la confusion qui étreignent le PSI, mais surtout par le désaccord fondamental et profond entre la direction du PC d'I et l'exécutif, germe de crises graves.

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE ET LE PC GREC

La Grèce a été terriblement secouée. La délégation qui s'est rendue à Moscou a été reçue par Rakovsky, qui l'a traitée avec une grande sévérité, exigeant, avant d'accorder une aide matérielle, l'adhésion claire et nette aux vingt et une conditions. Les premières mesures de répression contre le parti pour sa campagne contre la guerre avec la Turquie provoquent la panique dans sa direction. La conférence extraordinaire de février 1922 est allée jusqu'à dire qu'il avait « besoin d'une longue période d'existence légale », assurant qu'il était dévoué aux institutions démocratiques et parlementaires. Le parti lui-même réagit sans même consulter la direction. Un groupe, animé par Fragkisko Tsoulatis, dont la base est parmi les travailleurs du Pirée, constitue autour de la revue *Kommounismos* une « fraction communiste » contre les opportunistes de la direction. Stinas indique l'étendue du travail dans l'armée :

> Les membres du parti mobilisés [...] avaient développé un mouvement antimilitariste et anti-guerre très sérieux et responsable. Il existait une cellule communiste dans presque toutes les unités du front. Ces cellules étaient en liaison et leur activité coordonnée par un comité central dont elles reconnaissaient toutes l'autorité. [...] Pantelis Pouliopoulos fut le cerveau et l'âme de cette organisation communiste dans l'armée. Tout se déroula à l'insu du comité central et contre sa volonté[8].

La crise de l'armée éclate sur le front d'Asie Mineure : elle culmine avec la percée du front par les troupes turques en août 1922. Pour le parti, le plus important est que ses militants sous les drapeaux, sans la moindre directive de la direction, ont eu des initiatives qui contredisent son orientation. Le Conseil central des soldats communistes du front a en effet pris des mesures d'organisation pour une véritable grève des soldats avec la mainmise sur le système militaire des communications en vue de son blocage. Ils justifient leur « défaitisme » par le fait que la Turquie est maintenant alliée de l'Union soviétique.

Les quelques centaines d'anciens combattants qui arrivent en Grèce d'Europe après cette « grève militaire », groupés autour de l'avocat Pantelis Pouliopoulos, font basculer

7. *Protokoll des III. Kongress*, p. 512.
8. Stinas, *Mémoires*, p. 48.

le parti à gauche, et ce n'est pas une surprise que de voir la majorité approuver alors les vingt et une conditions, après une entrevue nettement détendue avec Rakovsky. La gauche est renforcée encore par de nouveaux éléments. Les cadres de l'organisation sœur des IWW américains, l'Union panouvrière internationale, les *Panergatiki*, avec Serafim Maximos, expulsés, arrivent de Turquie, précieux renfort. Le premier émissaire de la Comintern, Pestkovsky, séjourne à Athènes.

AUX ÉTATS-UNIS, LA FIN DU « GAUCHISME » ?

En Amérique du Nord, on commence à percevoir un réel redressement dans la ligne communiste. Le IIe congrès a rendu obligatoire le travail dans les syndicats comme l'AFL, et non plus leur destruction de l'intérieur. C'est avec un an de retard que les communistes américains prennent connaissance du travail de Lénine sur le gauchisme, qui va marquer nombre d'entre eux. L'American Agency désignée à Moscou s'est mise au travail, et son représentant, le Letton d'Amérique Karlis Jansons, est au travail sur place sous le nom de Charles E. Scott. En décembre 1921, le tournant dans leur activité se concrétise dans deux événements importants. D'une part, les communistes créent un parti « légal », une façade compatible avec les lois américaines, le Workers Party (Parti ouvrier), que dirige un ancien des IWW et du Socialist Party of America, James P. Cannon. D'autre part, le même reçoit l'adhésion d'un groupe important de socialistes en rupture de deux fédérations de langue du vieux Communist Party et surtout d'un petit groupe de syndicalistes, la TUEL. Cette dernière est dirigée par une personnalité d'envergure nationale, la seule finalement que compte le parti américain. Il s'agit de William Z. Foster, qui a milité à l'intérieur de l'AFL et s'est fait le champion de la lutte à l'intérieur *(boring from within)*. Il a été l'homme de la syndicalisation des travailleurs de l'abattoir, de l'amalgame des syndicats des aciéries, et le dirigeant de la grande grève des travailleurs de l'acier de 1919, bref, un dirigeant de luttes de masses.

Il apparaît très clairement, après plusieurs mois, que rien n'est vraiment réglé par le verdict du IIIe congrès et que les désaccords subsistent ou resurgissent. Dans les commentaires de textes interminables auxquels un certain nombre de dirigeants commencent à se consacrer quand il s'agit d'interpréter une réalité changeante, il est tout à fait clair qu'avec un peu de fanatisme et de sottise on peut faire apparaître deux lignes parfaitement contradictoires sécrétées à Moscou, une ligne opportuniste comme une ligne gauchiste. Lénine et Trotsky n'ont en fait été dans ce congrès que des pompiers. Le feu éteint – même s'il couve encore un peu sous la cendre –, il leur faut maintenant se faire maçons et poser les fondements d'une tactique comme d'une stratégie. Ce qu'ils font.

LE GRAND TOURNANT

A partir de 1921, en effet, les dirigeants du parti russe ont pris conscience qu'ils se trouvaient dans une situation pour eux sans précédent. Avant la guerre, à deux reprises, la scission avait constitué pour eux le moyen de construire le parti russe dont les « liquidateurs » ne voulaient pas. A partir de 1914, ils étaient réduits à appeler à la scission des partis social-démocrates passés dans les rangs de l'ordre bourgeois avec la guerre, afin de fonder de nouveaux partis. Et c'est ce problème brûlant qu'ils se sont posé depuis 1919. Pour eux, la révolution a commencé chez eux et est imminente dans le reste de l'Europe. La scission est certes brutale et destructrice, mais elle est l'unique moyen à leur portée pour donner dans les plus brefs délais une direction révolutionnaire aux masses dont ils pensent qu'elles la cherchent à tâtons. Tel est le sens des vingt et une conditions, mesure d'urgence destinée à éviter une catastrophe finale du type hongrois.

Seulement, à partir de la fin de 1920, il est clair pour Lénine et Trotsky que la révolution n'est plus à l'ordre du jour immédiat, même si le gros de leurs troupes, Zinoviev en tête, emporté par la vitesse acquise, chante toujours le même refrain – un phénomène finalement bien connu de « conservatisme » de parti ou d'appareil qui les fait résister aux tournants de la situation objective comme s'il s'agissait de tournants subjectifs et contrôlables. Or la découverte du ralentissement du rythme de la marche à la révolution coïncide avec la constatation des premiers résultats de la scission organisée, l'existence parallèle et en même temps concurrentielle de partis communistes et de partis réformistes, socialistes ou social-démocrates, c'est-à-dire, dans une perspective raisonnable, la division de l'ensemble du mouvement ouvrier en deux, une série d'organisations révolutionnaires et une série d'organisations réformistes, Internationales, partis et syndicats.

Pour les communistes russes, la perspective révolutionnaire, même si elle est désormais peut-être une question d'années, n'a pas disparu. Mais elle a des exigences nouvelles. Pour conquérir – ce qui est indispensable à la victoire révolutionnaire – la majorité du prolétariat et une large sympathie dans les couches sociales opprimées, il est évidemment nécessaire que, dans un premier temps, le courant d'idées et les organisations révolutionnaires l'emportent définitivement sur leurs homologues réformistes. Cette conquête ne peut résulter d'un changement de conviction au moyen d'arguments et de leçons d'histoire et de philosophie, d'éducation, d'agitation ou de propagande. Elle dépend de la capacité des révolutionnaires à convaincre les masses dans l'action et à travers leur propre expérience.

L'UNITÉ POUR LA VICTOIRE

Et c'est là que se situe le nœud des problèmes nouveaux qu'il faut à tout prix résoudre. Les travailleurs ne se lancent dans l'action que s'ils pensent qu'ils ont une chance raisonnable de vaincre. Dans les conditions issues de la scission internationale, il apparaît très clairement presque partout que cette chance ne peut se concrétiser dans des combats qui ne sont pas unitaires, c'est-à-dire qui ne rassemblent pas sur le même objectif organisations réformistes et organisations révolutionnaires.

Il y a là bien sûr une contradiction qui semble incontournable. En proposant des actions communes à des réformistes, même s'ils continuent de les qualifier de « traîtres » en toute occasion, ce qui ne facilite pas l'accord, les révolutionnaires contribuent à les dédouaner ou à leur fournir des occasions de refuser toute action en commun. On cherchera surtout à obtenir le déclenchement d'actions en commun où les travailleurs, éclairés par les révolutionnaires, feront l'expérience de la « trahison des réformistes ». Nous n'entrerons pas ici dans la question de savoir s'il s'agissait là d'une « tactique » ou d'une « stratégie ». Il s'agit en tout cas d'une politique déjà implicite dans les appels des bolcheviks aux autres partis ouvriers à rompre en 1917 la coalition avec les « partis bourgeois » et à unir leurs forces dans les soviets.

LE « FRONT UNIQUE OUVRIER »

Le mot même de « front unique » n'est jamais employé avant 1921, et on peut se rappeler que Boukharine, en 1921, à propos de la « Lettre ouverte », se moquait de ceux qui croyaient à la possibilité de pactiser avec les autres partis ouvriers. Écrivant en 1971 de façon un peu plus sommaire sur cette question, je concluais :

> Rien ne permet d'affirmer qu'en formulant cette nouvelle politique, les bolcheviks aient voulu définitivement tourner le dos à la politique de la période précédente, aient définitivement accepté l'idée de la cohabitation, au sein d'une même organisation, des réformistes et des révolutionnaires.

Rien ne permet non plus d'affirmer que les propositions de Lénine pour surmonter les conséquences de la division ouvrière s'en seraient tenues aux seules formules avancées en 1921-1922 pour définir la ligne du front unique. La maladie ne lui laissera pas le temps d'aller plus loin dans cette voie, s'il en avait l'intention, mais, de toute façon, les nécessités de la lutte interne au sein du parti russe risquaient fort ensuite de bloquer la discussion au stade où elle était arrivée. Les résistances à la politique du front unique rencontrées au sein des différents partis de l'Internationale, tant de la part des gauchistes impénitents que des éléments dits « droitiers » et « opportunistes », montrent que l'Internationale communiste avait déjà secrété sa propre idéologie et que l'homme qui l'avait fondée et inspirée avait à tenir compte de sa routine, de ses réflexes acquis, en un mot de son conservatisme[9].

En réalité, le problème du front unique avait été posé par les communistes allemands avec leur « Lettre ouverte » de janvier 1921 puis reposé par Paul Levi dans toute sa critique de la pratique de l'exécutif. L'ironie des développements politiques fit que ce fut Zinoviev, en tant que président, qui eut à l'expliquer à l'Internationale dans son rapport du 4 décembre et les thèses présentées alors à l'exécutif, puis dans toute une série d'articles dont le plus diffusé fut « Ancien but, nouvelles voies[10] ». Il s'agit d'expliquer comment on peut contribuer à reprendre à la bourgeoisie l'initiative qu'elle a à nouveau prise. Des thèmes nouveaux apparaissent. Ainsi l'attachement des ouvriers à l'unité, le fait qu'ils « sentent physiquement, pour ainsi dire, que leur force réside dans leur masse et leur nombre ». Cette tendance à l'unité est pour lui une « aspiration naturelle ». Et il faut donc reconsidérer le problème en partant de l'idée que les social-démocrates reprochent aux communistes d'être contre l'unité et pour la division, dans la mesure où ce sont eux qui ont pris l'initative de la scission. Pour surmonter ce sentiment, il faut que les communistes arrivent « à organiser, à imposer la lutte unie de tous les travailleurs ». C'est dans cette perspective que, le 1er janvier 1922, l'Internationale communiste lance un appel aux travailleurs du monde. Il rappelle les principes communistes, leur attachement à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat, leur volonté de préserver leur droit de critique et l'indépendance de leur organisation, mais ajoute que les communistes veulent « avec patience et fraternité » marcher de pair avec tous les autres prolétaires, « même ceux qui se placent sur le terrain de la démocratie capitaliste ». Laissons rire les rieurs sous cape et ceux qui, aujourd'hui, sont prévenus depuis un demi-siècle et, de toute façon, savent tout. C'était là un langage très nouveau qui pouvait ouvrir une période nouvelle.

DÉBAT DANS LA COMINTERN

Dans l'Internationale, en tout cas, il provoqua des réactions très diverses, du refus pur et simple à la découverte des difficultés d'application et à la renaissance d'oppositions sur ce terrain nouveau. On en trouva d'avance un concentré dans les débats de l'exécutif élargi du 21 février au 4 mars, dont la convocation répondait précisément aux difficultés rencontrées. L'opposition y fut animée par les Français, qui soutenaient la thèse curieuse selon laquelle, en France au moins, le front unique n'avait aucun sens dans la mesure où « les dissidents » réformistes n'existaient pratiquement plus. Ils étaient soutenus par les Italiens – en particulier Terracini –, qui tenaient avant tout à la pureté du parti, et par les Espagnols, qui avaient évidemment là un plus gros problème puisque c'étaient eux qui n'étaient rien.

9. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 536-537.

10. « Anciens buts, nouvelles voies (sur le front unique prolétarien) », *Die Kommunistische Internationale*, n° 19, 1921, p. 1-18.

Ce comité exécutif élargi eut aussi la surprise de se trouver en présence d'une lettre émanant de l'Opposition ouvrière russe lui demandant son appui contre « les forces coalisées de la bureaucratie du parti et des syndicats » et contre les méthodes de « carriérisme et de servilité » du parti russe. Le rapport de la commission sur leur appel déclara la plainte « infondée », mais il ne fut adopté que de justesse[11]. Chliapnikov, l'un des plaignants, dit à son vieux camarade Alfred Rosmer, ainsi devenu circonstanciellement l'un de ses « juges », combien l'écœurait le choix comme rapporteur d'un homme aussi méprisable, pour un vieux bolchevik comme lui, que Marcel Cachin[12].

La conférence des trois Internationales

L'Union internationale des partis socialistes regroupait les partis n'adhérant ni à la IIe ni à la IIIe Internationale. Elle ne se voulait pas une Internationale, mais seulement « le moyen d'en constituer une », et on l'appelait couramment « Union de Vienne », les communistes l'affublant du surnom d'« Internationale 2 1/2 ». Dans sa première conférence, à Vienne, du 22 au 27 février 1921, elle décida de reprendre les propositions faites par Radek au nom de l'exécutif de la Comintern dans une lettre à son secrétaire, Friedrich Adler, le 12 décembre 1921. Elle proposa donc l'organisation d'une réunion au sommet des organisations internationales du mouvement ouvrier, reprenant les propositions de Moscou pour la tenue de deux conférences, l'une des Internationales et l'autre des partis communistes et socialistes d'Occident, sur la question des réparations. Cette proposition répondait entièrement au désir de l'exécutif de Moscou, et le KPD mit la conférence des Internationales au centre de sa campagne pour le front unique. La IIe Internationale accepta. Le seul refus vint de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, qui refusa de s'asseoir à la même table que les représentants de l'Internationale syndicale rouge, qu'elle accusait de vouloir organiser la scission de ses rangs.

Les travaux s'ouvrent le 2 avril au matin dans la vaste salle dont dispose au Reichstag le groupe parlementaire du SPD. Les délégués prennent place autour d'une grande table en forme de T. Fritz Adler, au centre de la barre du T, préside, avec à ses côtés le Français Bracke, vieux guesdiste, l'Allemand Crispien et trois mencheviks russes en exil, Martov, Dan et Abramovitch. Les délégués de la IIe et de la IIIe Internationale se font face, de part et d'autre du tronc du T. D'un côté, Émile Vandervelde, « Monsieur le Ministre », écrit Victor Serge, hargneux, avec ses proches, De Brouckère et Huysmans, le Géorgien Tséretelli, ancien ministre de Gouvernement provisoire russe de Kerensky, James Ramsay MacDonald, leader du Labour Party britannique, et Otto Wels, l'homme fort du SPD depuis le putsch de Kapp, qu'il avait combattu. Côté communiste, il y a Radek, pour l'exécutif de l'Internationale, Boukharine, pour le parti russe, Rosmer pour l'ISR, le Serbe Voja Vuyović pour l'Internationale des jeunes, Clara Zetkin, Bordiga, Frossard, Šmeral. Serrati est là aussi, représentant le PSI pour son propre compte.

Après le rapport introductif d'Adler, Clara Zetkin ouvre le feu avec une déclaration préliminaire de l'exécutif. Elle souligne que la conférence a suscité beaucoup d'espoirs, mais qu'il n'est absolument pas question de réunification et que la responsabilité de la scission est entièrement du côté de ceux qui ont choisi de faire la politique de la bourgeoisie. L'Internationale communiste est venue pour essayer d'établir une coordination des nécessaires luttes à venir. Elle propose d'ajouter à l'ordre du jour la lutte contre la guerre, contre le traité de Versailles, l'organisation des secours à la Russie frappée par la famine et la reconstruction des régions dévastées par la guerre. Vandervelde et Ramsay

11. Voir un récit prudent de ce débat dans A. Rosmer, *op. cit.*, p. 208.
12. *Ibidem.* Le mot employé par Chliapnikov pour désigner Cachin est « cette chiffe ».

MacDonald posent la question de l'utilité de la conférence. Dénonçant le goût des communistes pour la « manœuvre », ils exigent des garanties que la III[e] Internationale renonce aux attaques contre les autres dirigeants, au « débauchage » des adhérents, au « noyautage » dans les syndicats. Les représentants de la social-démocratie parlent des libertés supprimées en Russie, des social-démocrates et socialistes révolutionnaires qui y sont emprisonnés. Wels et Vandervelde s'opposent tous les deux à tout débat sur la révision de Versailles, afin, disent-ils, de ne pas « faire le jeu de Stinnes », ce magnat allemand qui incarne l'extrême droite nationaliste revancharde.

La polémique est lancée. Radek fait mine d'embrayer sur ce terrain, rappelle août 1914, le meurtre de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, les 26 bolcheviks fusillés à Bakou. Puis il tourne brusquement : les communistes, dit-il, ne sont pas venus en accusateurs, contrairement aux social-démocrates qui cherchent ainsi à saboter la conférence. Radek explique : « Si vous luttez, non pas pour la "dictature [du prolétariat]" – cela nous ne le croyons pas de vous –, mais si vous luttez pour un morceau de pain, contre l'aggravation de la ruine du monde, alors le prolétariat se rapprochera dans cette lutte et nous vous jugerons non en fonction de ce terrible passé mais en raison des faits nouveaux [13]. » Après cette dure confrontation vient le moment des accords. Rosmer raconte :

> Radek rédigea seul la réponse définitive de notre délégation aux diverses motions soumises à la conférence. Il semblait qu'il ne pouvait entre nous y avoir de désaccord. Il nous réunit pour nous en donner lecture avant de l'envoyer à Fritz Adler. Nous vîmes avec étonnement que, par ce texte, nous prenions des engagements sur une question qui n'était pas de notre compétence. [...] Sur la condition concernant les socialistes emprisonnés, c'était seulement le gouvernement soviétique qui avait qualité pour décider. C'est ce que fit observer Boukharine. C'était l'évidence même ; j'appuyai ses remarques, mais Radek aussitôt s'emporta et s'adressant grossièrement à Boukharine qui, lui, avait été très amical, lui dit en jetant son dossier sur la table : « Puisque tu critiques ce que j'ai fait, charge-toi de la réponse ! » On calma Radek qui reprit son texte [14].

Il y avait en fait pas mal de problèmes : les représentants de l'Internationale communiste acceptaient l'envoi d'une commission d'enquête en Géorgie – occupée le mois précédent par l'Armée rouge –, s'engageaient à ce que les accusés du procès des SR soient défendus par des avocats de leur choix, sous contrôle des deux autres organisations internationales, et surtout s'engageaient à ce qu'il n'y ait pas de condamnations à mort, décision qui était en principe l'affaire du tribunal. Ils se substituaient ainsi à des autorités de l'État soviétique, son gouvernement et son tribunal. En échange de ces concessions, ils obtenaient la formation d'un comité permanent de neuf membres pour veiller à l'application des décisions communes et l'organisation pour le 1[er] mai de manifestations de masse pour la journée de huit heures, contre le chômage, pour la défense de la révolution russe et de la Russie frappée par la famine, pour la reconstitution du front unique du prolétariat.

Les résultats de la conférence n'étaient pas un succès pour les négociateurs communistes. Lénine les critiqua publiquement dans un article intitulé « Nous avons payé trop cher [15] ». Mais il tint les engagements pris par les négociateurs, et la Russie reçut les avocats – Vandervelde et Theodor Liebknecht – pour le procès des SR, qui ne furent pas condamnés à mort. Les autres engagements ne furent pas tenus par les partenaires. Un pas avait tout de même avait été franchi : les travailleurs s'étaient familiarisés avec l'idée d'actions communes, et les social-démocrates auraient à l'avenir beaucoup plus de peine à refuser systématiquement d'aborder cette question.

13. *Compte rendu de la conférence des trois Internationales*, p. 51.
14. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 218-219.
15. Lénine, *Œuvres*, t. XXXIII, p. 336-340.

LA CRISE FRANÇAISE

Placée dans une situation inconfortable par ses perpétuelles dérobades, la direction française a saisi au vol la question du front unique pour faire semblant d'avoir avec l'Internationale une « vraie » divergence. Le 18 janvier 1922, le comité directeur du PCF, à l'unanimité – il n'y a plus d'élus de la gauche après leur démission à Marseille –, rejette la politique de front unique, qu'il juge en contradiction avec les principes politiques énoncés au moment de la scission pour la justifier. Une conférence nationale, le 22 janvier, approuve son comité directeur, bien que le front unique ait été rejeté par 46 secrétaires fédéraux et approuvé seulement par 12 d'entre eux. Pourtant, au cours de la discussion, un militant de la gauche, Albert Treint, instituteur, dit aussi « le capitaine », fait une intervention que Rosmer qualifie de « véritable catastrophe », puisqu'il explique que "le front unique permettra aux communistes de « plumer la volaille » socialiste, une formule en revanche appelée à faire la fortune et la joie de tous les anticommunistes au point qu'elle reparaît encore dans les débats contemporains.

La « question française », pendant toute une année, ne va plus quitter l'ordre du jour des comités exécutifs successifs. A la session de février-mars, Trotsky présente les thèses sur le front unique – votées à l'unanimité, Français compris. Il fait aussi un rapport rigoureux et mesuré à la fois sur les débuts de la crise du PCF, s'en prenant à un certain « confusionnisme » dont il énumère les traits principaux : tendance à rétablir l'unité avec les réformistes, à former un bloc avec l'aile radicale de la bourgeoisie, à substituer le pacifisme humanitaire à l'antimilitarisme révolutionnaire, à refuser la centralisation, à substituer une fédération lâche de partis nationaux à une discipline internationale d'action. En avril, le comité directeur du parti réintègre en son sein les démissionnaires de la gauche de Marseille, et c'est un pas en avant, mais il critique la validité des décisions de l'exécutif sur le front unique en l'absence de décision de congrès, ce que Moscou ne peut considérer que comme de la « chicane parlementaire ».

En mai, toujours sur proposition de Trotsky, le comité directeur n'ayant pas pris la mesure promise par Cachin et les autres en février, l'exécutif décide l'exclusion du journaliste Henri Fabre, symbole de la « bohème intellectuelle anarcho-journalistique » qui n'a pas, assure-t-il, sa place dans un parti ouvrier. Les résolutions et messages de l'exécutif de juin, également rédigés par Trotsky, sont très durs, exigent une « modification radicale dans la politique intérieure du parti français », réclament de la part du comité directeur un « manifeste solennel » pour expliquer que le parti entre dans une ère nouvelle. Une lettre spéciale à la fédération de la Seine, que dirige le poète Georges Pioch, explique ce qu'est le « centralisme démocratique ». La question est réglée au IVe congrès par la capitulation sur toute la ligne des centristes, qui n'ont réellement rien de sérieux à opposer aux propositions de l'exécutif. Cachin reste, Frossard s'en va, Pierre Monatte adhère. La crise est résolue, et Trotsky est heureux et soulagé, car d'autres tâches s'amorcent à l'horizon.

L'APPLICATION DU FRONT UNIQUE EN ALLEMAGNE

La situation est bien différente en Allemagne. Non qu'il n'y ait pas d'opposition à la ligne du front unique, bien au contraire, mais en réalité parce que les problèmes ne sont pas nouveaux et que l'Allemagne a déjà un début d'expérience. Elle a, pour commencer, ce que le jargon communiste va appeler des « organes du front unique », à savoir des organismes permanents regroupant tous les travailleurs d'une entreprise ou d'une localité indépendamment de leurs affiliations.

Ce sont par exemple les conseils d'usine, dont ils se sont toujours préoccupés et qu'ils vont tenter d'organiser en secouant la tutelle du contrôle de la bureaucratie syndicale : à la fin de 1922, ils disposent d'un solide réseau de communistes implantés dans des milliers de conseils semblables dont ils mènent de bout en bout un congrès national en novembre 1922. C'est cette même politique pour constituer la classe dans ses propres organismes élus et contrôlés qui mène le KPD à multiplier et à développer l'action des comités de contrôle des prix et de lutte contre la spéculation, souvent élus dans des assemblées *ad hoc* à l'initiative des conseils d'usine, dans lesquels les femmes jouent un rôle particulier. Les comités de chômeurs, parfois aidés par les syndicats, sont de même nature. Les chômeurs constituent à cette époque un terrain particulièrement favorable aux idées communistes, gagnant par exemple à Hambourg un organisateur de chômeurs déjà connu dans l'Allemagne entière comme un vaillant combattant, Edgar André. Les communistes tentent aussi d'utiliser la politique du front unique dans les grèves, se font connaître par des propositions et des attitudes unitaires, chez les cheminots, les métallos et dans le bâtiment, et parviennent, grâce à elles, à conquérir des positions syndicales supplémentaires en tant que champions de l'unité.

L'ASSASSINAT DE RATHENAU

Mais la grande expérience de front unique sur des problèmes politiques, à une échelle nationale, le KPD la tente au lendemain de l'assassinat de l'homme politique et homme d'affaires juif Walter Rathenau par des terroristes, anciens officiers de l'Organisation Consul, groupe terroriste d'extrême droite. C'est bien sûr un adversaire des communistes et du mouvement ouvrier en général, mais il est aussi haï des ultranationalistes. Les complicités dont ont bénéficié les meurtriers, les cris de triomphe que poussent nationalistes et antisémites, soulèvent en tout cas dans le pays une vague d'indignation et de colère contre la passivité vis-à-vis de la droite qui a caractérisé tous les gouvernements depuis le putsch de Kapp.

Le KPD saute sur l'occasion. Deux heures après l'attentat, il s'adresse aux deux partis social-démocrates, leur proposant une rencontre pour déterminer les mesures à prendre, citant l'interdiction de toute réunion nationaliste, la dissolution des organisations monarchistes et nationalistes, la révocation de tous les officiers monarchistes de l'armée et de la police, des hauts fonctionnaires et magistrats connus pour leurs liens avec cette extrême droite. Il exige la démission du ministre de la Reichswehr, Gessler, et le limogeage du général von Seeckt, l'arrestation de Ludendorff, parrain de tous les groupes d'extrême droite, et d'Escherich, fondateur et dirigeant de l'*Orgesch*, l'amnistie pour « les travailleurs révolutionnaires », l'interdiction de la presse qui appelle au meurtre et à la lutte contre la république, la formation de tribunaux spéciaux de travailleurs, employés, responsables syndicaux, pour faire arrêter et condamner les monarchistes coupables d'actes graves contre la république. Le KPD propose en outre la convocation d'un congrès national des comités d'usine chargé de veiller à l'application de ce programme, et propose un mot d'ordre de grève générale à lancer en commun.

La situation est si tendue que le Parti social-démocrate accepte la rencontre proposée et, sans attendre, d'appeler à une manifestation de masse le 25 juin, tandis que l'ADGB, en son congrès, décide une demi-journée de grève. C'est déjà pour le KPD et sa politique un énorme succès, une très grande victoire. Bien entendu, les autres partis déclarent s'opposer à la grève générale illimitée, aux comités de contrôle et à la perspective d'un gouvernement ouvrier. L'ADGB demande que les revendications ne soient pas l'objet de surenchères, et le KPD accepte, à condition que les revendications retenues soient mini-

males et à réaliser par tous les moyens : l'accord se fait. Bientôt, le 26, les négociations se mènent avec le gouvernement, qui présente un projet et accepte de l'amender.

Les social-démocrates essaient de casser le front en rejetant la responsabilité sur le KPD. Prenant prétexte d'une affiche qu'ils jugent injurieuse, les représentants du SPD exigent du KPD l'engagement de ne se livrer à aucune attaque ni contre la république ni contre leurs alliés du moment. Le refus communiste met la réunion au bord de l'échec. Finalement, la manifestation du 27 se fait sur des mots d'ordre sur lesquels le KPD a émis des réserves : amnistie, interdiction des ligues, réunions, emblèmes, défilés et couleurs monarchistes, dissolution des groupes armés antirépublicains, épuration de l'appareil d'État et de l'armée. Les manifestations sont grandioses. Un ultranationaliste qui ne manque pas de talent littéraire les a vues ainsi : « Les foules massées sous les drapeaux qui flottaient s'avançaient, murailles vivantes de corps serrés. Elles emplissaient l'air des villes du martèlement de leurs pas et faisaient vibrer l'air du grondement de leur sourde colère [16]. »

Les communistes ont atteint leur plafond. Ils n'iront pas plus loin, et la rupture de l'accord se produit le 8 juillet. Au Reichstag, ils votent contre le texte gouvernemental, avec l'extrême droite, le SPD ayant réussi, comme il le souhaitait, à briser le front unique avec le KPD pour s'intégrer à une coalition parlementaire élargie à sa droite. L'exécutif trouve les résultats insuffisants, la campagne du KPD, trop « défense de la république ». Il est cependant modéré. Ce n'est pas le cas de la gauche berlinoise, qui se déchaîne, accuse la centrale d'avoir isolé le KPD des masses et cautionné la social-démocratie et sa politique. Dans la plus pure veine de la théorie de l'offensive, la direction du district de Berlin-Brandebourg organise d'ailleurs le 15 octobre l'attaque d'un meeting d'extrême droite. Il y a un mort et cinquante blessés du côté des communistes. Dans les jours qui suivent, le gouvernement fait arrêter une cinquantaine de responsables nationaux, dont Brandler et Thalheimer, perquisitionner à *Die Rote Fahne*, etc. L'exécutif condamne cette initiative de la gauche. Ce qui est clair, c'est que, malgré d'incontestables succès, l'application de la politique de front unique en Allemagne fait réapparaître, dans ce qui avait été la « majorité » de 1921, les anciens clivages de gauche et de droite sous une forme nouvelle, et que la direction du parti est menacée dans sa stabilité même.

FACE A LA MONTÉE DU FASCISME

Bien entendu, le PC d'I, par la grâce de responsables qui avaient envoyé Rákosi à Livourne l'un des partis les plus gauchistes de l'Internationale, est, lui aussi, résolument hostile à la politique du front unique. Curieusement, cependant, il adopte face à l'Internationale communiste la même tactique que son parti frère le plus opportuniste, le parti français, un comportement où son historien Paolo Spriano a repéré soumission formelle à la discipline et désaccords politiques ouverts. A son IIe congrès, en mars 1922, il se soumet et accepte les thèses sur le front unique avec lesquelles il est majoritairement en désaccord, mais que lui présentent les délégués de l'exécutif, le Bulgare Kolarov et le Suisse Humbert-Droz. Cest une prise de position qui n'a évidemment pas plus de sens en elle-même que celle de Cachin et de Frossard, mais qui est tout de même de longue portée puisque c'est devant le péril fasciste qui monte tous les jours que la direction du Parti communiste joue à ce jeu de cache-cache.

En Italie, la politique communiste appliquée par l'aile sectaire qui a pris à Livourne le nom de « communiste » a des conséquences catastrophiques. La direction du parti est

16. E. von Salomon, *Les Réprouvés*, cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 588.

en gros d'accord avec Bordiga, qui ne croit pas que le fascisme existe en tant que tel : pour lui, il s'agit seulement d'une série de manipulations destinées à pousser à la conclusion d'un pacte entre populaires (chrétiens), social-démocrates et fascistes, permettant l'isolement puis le refoulement et la destruction du communisme. Il n'existe pas pour eux d'autonomie du fascisme ni de différence de nature de classe entre les fascistes et le PSI, et l'on parle couramment des « trois partis bourgeois » italiens.

L'heure de vérité approche cependant dans le pays à travers le jeu complexe et trouble de Mussolini, son alternance de brutalités et de grosses ruses pour diviser, égarer et surprendre l'adversaire, son louvoiement aussi entre ses bailleurs de fonds et ses extrémistes, ses nationalistes exaltés et ses plébéiens, ses idéalistes peu nombreux et ses requins grouillants. Elle arrive avec la grève générale, décidée par les centrales syndicales et que Turati a baptisée « la grève légalitaire » : cette initiative, destinée à donner un coup d'arrêt au fascisme, permet en réalité à ce dernier d'engloutir tout ce qu'il n'avait pas encore mis en pièces comme positions ouvrières ou paysannes dans le pays ravagé par ses bandes meurtrières. Les fascistes ont donné au gouvernement quarante-huit heures pour briser cette grève, annoncée pour le 31 juillet ; passé ce délai, ils se chargeront eux-mêmes d'y mettre un terme. Ils connaissent bien le terrain maintenant, se sont déjà débarrassés des rares policiers ou hauts fonctionnaires hostiles ou prêts à leur résister ou à leur mettre des bâtons dans les roues. Pour le reste, leur technique de terreur est au point.

DES RÉALISATIONS LOCALES DU FRONT UNIQUE

Chaque fois qu'il a eu la possibilité de s'organiser, le prolétariat, et autour de lui le peuple italien, va pourtant résister. Ce sont de véritables batailles rangées auxquelles donne lieu la contre-attaque fasciste. En deux endroits, dans les faubourgs ouvriers de Bari et à Parme, les fascistes – commandés dans cette dernière ville par Italo Balbo – sont battus. Les ouvriers l'emportent, démontrant que la résistance était possible et même la victoire, et qu'elle était possible à qui voulait et savait se battre. Mais ce n'est pas une victoire de ce parti qui s'est autoproclamé avant-garde et qui ajoute malheureusement, à une heure décisive pour les destins de tant d'hommes et de femmes d'Italie, la sottise au sectarisme et au dogmatisme – il a cependant, si l'on peut dire, l'excuse de se trouver placé devant un phénomène nouveau. Rien ne l'éclaire mieux que le récit des combats à Parme par le dirigeant local – député maximaliste ! – de ces *Arditi del popolo* méprisés par les communistes, Guido Picelli.

> A l'aube, la population ouvrière descend dans la rue avec des pics, des pelles et d'autres outils, pour aider les *Arditi del popolo* à dépaver les rues, les trottoirs, à enlever les rails du tram, à creuser des tranchées, à dresser des barricades avec des chars, des bancs, des poutres, des tôles et tout ce qui tombe sous la main. Hommes, femmes, vieillards, jeunes gens de tous les partis et sans parti sont là, unis par une seule volonté d'acier : combattre et résister.
>
> En quelques heures, les quartiers populaires de la ville prennent l'aspect d'un camp retranché. La zone occupée par les défenseurs est divisée en quatre secteurs. Chaque escouade était composée de huit à dix hommes, armée de fusils modèle 1891, de mousquetons, de revolvers d'ordonnance, de bombes SIPE. La moitié seulement des hommes purent être armés de fusils ou de mousquetons. L'entrée des places, des rues, des ruelles, fut barrée par des constructions défensives. Sur certains points, les retranchements furent renforcés par plusieurs lignes de fil de fer barbelé. Les clochers furent transformés en observatoires. Dans toute la zone fortifiée, les pouvoirs passèrent au commandement des *Arditi del popolo*. Les commerçants sympathisaient avec les insurgés et mirent à leur disposition du matériel et des vivres [17].

17. Cité par A. Tasca, *op. cit.*, p. 250.

C'était là évidemment le front unique, au sein duquel les communistes de Parme combattirent comme les autres, ce front unique que les thèses communistes exposaient dans leur langue de bois, mais que leur parti ne sut pas reconnaître. Dans le pays la grève générale fut une catastrophe, « notre Caporetto », dit un socialiste. La porte était désormais grande ouverte.

La victoire fasciste

Ce fut la fameuse « marche sur Rome ». La concentration des unités fascistes encadrées et accompagnées, parfois placées derrière des officiers en uniforme, menaçait, selon ses chefs, d'un déferlement qui allait tout balayer. *Rassegna comunista*, organe communiste, se laissait aller à écrire qu'aucune défense n'était possible contre des forces aussi puissantes. Mais Umberto Terracini écrivait sans étonner ses camarades que la marche sur Rome avait seulement été « une crise ministérielle mouvementée ». Venu de Milan à Rome en wagon-lit, Mussolini, qui, pour plus de vingt ans, allait devenir *Il Duce*, une fois obtenue la démission du gouvernement, accepta le pouvoir que lui offrait le roi. Cela fait, il accueillit l'entrée à pied dans la Ville éternelle de ses *squadristi*, qui avaient pas mal roulé jusqu'aux portes de la capitale, précédant, comme l'a écrit un auteur plein d'esprit, « cette marche sur Rome qui n'avait pas eu lieu ».

Le morcellement à l'infini, ensuite, du malheureux Parti socialiste, le retour vers le PCd'I et l'Internationale de son ancien chef Serrati, plus malheureux encore mais figure héroïque de combattant sincère et loyal, la mauvaise humeur des dirigeants communistes qui ne voulaient ni de lui ni de ses frères d'armes, ne sont plus au fond que de la petite histoire. Le 28 octobre, surpris à Rome à sa table de travail à la rédaction du journal *Il Comunista*, Palmiro Togliatti reconnaît qu'il est le rédacteur en chef. D'abord collé au mur, il s'échappe dans la confusion et s'enfuit par les toits. Les communistes italiens commencent-ils à comprendre ce que signifie le fascisme ? Dans une correspondance à Moscou, Umberto Terracini explique comment le patronat, désormais couvert par les fascistes, a pu réaliser son rêve, licenciant massivement les dirigeants syndicaux et souvent les simples militants, privant les syndicats de leurs meilleurs éléments et faisant régner la peur sur le lieu de travail, conformément aux directives des fédérations patronales de l'industrie et de l'agriculture [18].

A Moscou, lors du IVe congrès de l'Internationale, Lénine s'approche de la délégation italienne et interroge, voulant savoir ce qui s'est passé. Bordiga, qui préférerait lui donner ses arguments-massues contre le front unique, fait quand même un effort et lui explique qu'il n'y a pas de différence véritable dans la domination de classe de la bourgeoisie, que le fascisme n'est rien de nouveau et qu'il ne saurait durer. On raconte que Lénine parut stupéfait.

Pourtant l'idée que « le fascisme » en lui-même constituait un danger mortel semble avoir progressé dans les rangs des partis communistes avec le souci de voir en face la réalité. Dans *Inprekorr*, bulletin de presse de l'Internationale du 30 décembre 1922, sous le titre « Le commencement du fascisme allemand », Hans Tittel parle de ceux qu'on n'appelle pas encore les « nazis », le Parti ouvrier national-socialiste allemand, décrit son idéologie, son insigne – la croix gammée –, son caractère paramilitaire comme sa démagogie, le soutien qu'il reçoit de la police et la protection des juges pour sa logistique et pour la couverture de ses « opérations punitives ». Il conclut que le danger est réel et assure que l'idée d'une organisation armée pour la résistance ouvrière à ce genre de

18. U. Terracini, *Correspondance internationale*, n° 91, 25 novembre 1922.

formation est en train de faire son chemin. Il ne semble pas en tout cas que qui que ce soit dans le mouvement communiste ait sérieusement réfléchi à la catastrophe italienne et à la place qu'avait occupée sur sa route la scission de Livourne. Pour la première fois dans l'histoire du communisme, la politique sectaire d'un parti communiste était en train de priver le mouvement ouvrier de toute réaction possible contre un danger mortel. Cette fois, l'Internationale le voyait, mais le parti concerné, le PC italien, demeurait aveugle, muré dans sa haine de la social-démocratie.

Tous les types de problèmes continuent à se poser dans les partis communistes, et c'est à peu près à la même date que l'on voit s'effectuer les premiers pas sérieux aux États-Unis, et l'un des tout premiers partis adhérents, celui de Norvège, quitter l'Internationale.

LA RÉSISTANCE AUX ÉTATS-UNIS

Les maladies gauchistes n'ont pas disparu de l'Internationale, et le parti des États-Unis demeure pour elles un terrain de prédilection. Dès le début de 1922 se produit une nouvelle scission. Les opposants, membre de l'UCP, sont mécontents de la modération de l'objectif du Workers Party, qui ne mentionne ni les soviets ni la dictature du prolétariat, et se contente de la formule « organisation de la classe ouvrière pour l'établissement du capitalisme par une république des travailleurs ». Une nouvelle crise se produit quand Charles Ruthenberg, sur la base de l'expérience des premiers mois de fonctionnement du Workers Party et de la constatation que ce dernier, déjà contrôlé par les communistes qui en sont membres et dirigeants, l'est, en quelque sorte en double commande par le parti illégal – gaspillage de forces et source d'impuissance. Une nouvelle bataille commence entre les « Oies », défenseurs de l'appareil clandestin, et les « Liquidateurs », qui n'en veulent plus. On en est à deux partis et trois fractions. Le parti légal, six mois après sa création, ne dépasse que de peu les 8 000 membres. C'est maigre.

L'exécutif de l'Internationale se décide à frapper du poing sur la table. Une nouvelle délégation, formée cette fois de Walecki, le Polonais, du Hongrois Pogány et de l'Américain résidant en Russie Boris Reinstein, se rend aux États-Unis. Les qualités de politique et de diplomate de Walecki font une fois de plus merveille. Le congrès d'unification qui devait se tenir à Bridgman, Michigan, au mois d'août 1922 est brisé par la police, mais les délégués de la Comintern réussissent à lui échapper. La question de la dualité parti clandestin – parti légal va être réglée au IVe congrès mondial à la fin de l'année. James P. Cannon et Max Bedacht réussissent à convaincre Trotsky que l'appareil illégal est chez eux le refuge du gauchisme, de l'aventurisme et de l'irresponsabilité. Trotsky, à son tour, leur gagne l'appui de la direction russe, et l'exécutif donne des instructions pour une fusion rapide, qui sera réalisée à l'été 1923. On peut penser que le Communist Party sort enfin de l'enfance. Incontestablement, le mérite en revient à l'Internationale.

LE DÉPART DU DNA

En revanche, le Parti ouvrier de Norvège, le DNA (Det Norske Arbeiderpartie), s'en va. Ce parti était certainement d'un type original. Il regroupait à la fois des social-démocrates de type classique, des responsables syndicaux et des syndicalistes proches des « unionistes ». En lui se retrouvaient les trois tendances classique, et le centre de Martin Tranmael, qui le dirigeait, était beaucoup plus éloigné des conceptions communistes que ne l'était la gauche de Arvid Hansen. Pourtant, incontestablement, Tranmael put avoir jusqu'en 1920 le sentiment que l'adhésion à la Comintern n'entravait pas la liberté d'action de la direction du DNA. Les premiers conflits apparaissent au IIe congrès et portent essentiellement sur les vingt et une conditions. Fondé à partir des organisations

syndicales, le DNA ne peut même pas se réformer pour se conformer au modèle d'un parti d'un type tout autre. Zinoviev veut bien négocier sur la base de la création d'adhésions individuelles, mais la querelle rebondit à Halle avec la question de la révolution, que Tranmael voit comme un gigantesque soulèvement spontané. Malgré de réelles concessions de part et d'autre, la tension ne cesse de grandir entre l'exécutif et la direction du DNA. Bien que la majorité du comité central ait accepté d'introduire dans le titre du parti le mot de « communiste », le congrès de novembre 1921 du DNA le refuse à la majorité. Et le conflit rebondit sur l'application du front unique, auquel Martin Tranmael est résolument opposé pour des questions de politique norvégienne. On va s'accuser mutuellement d'opportunisme et d'alliances sans principes. Déjà revient dans les débats l'affirmation des Norvégiens qu'ils refusent un contrôle international ressentit comme une ingérence.

Au comité national de janvier 1923, où Radek représente l'exécutif, au congrès de mars, avec Boukharine, l'exécutif de la Comintern fait certainement plus de concessions au DNA qu'il n'en a jamais faites à aucun parti membre, tant sur les délais d'application que sur les aménagements des statuts. Pourtant, finalement, c'est la rupture. L'exécutif de la Comintern refuse de retirer les conditions que les Norvégiens qualifient de « chantage » et d'ultimatum, et le congrès du DNA, en octobre 1923, décide de les rejeter par 169 voix contre 103. La minorité, conduite par Arvid Hansen et Olaf Scheflo, quitte la salle en chantant *L'Internationale*. Elle va fonder le Parti communiste norvégien, le NKP.

Historien du communisme norvégien, Trond Gilberg, après avoir retracé ces longs mois de conflit et de négociations, conclut par un jugement qui nous semble à la fois un contresens et un anachronisme en affirmant que la rupture est due à la volonté russe de généraliser la « bolchevisation », dont on sait qu'elle n'apparaîtra que plus tard [19]. Ce qu'il faut dire, au contraire, c'est que le sérieux, la détermination de ne pas rompre à la légère, la recherche de compromis viables, caractérisent, au long de ces années, les négociateurs de l'exécutif de l'Internationale Dans quelques années, certes, on exclura au sifflet, mais ce moment-là n'est pas encore arrivé. Cette Internationale est toujours celle de Lénine et pas encore celle de Staline.

UNE CRISE QUI REBONDIT SANS CESSE

On en a un autre exemple en Tchécoslovaquie. Là, sous la direction de Bohumil Jílek, éphémère secrétaire en 1921, épaulé par Václav Bolen et Václav Šturc, se développe une opposition « de gauche » opposée à la politique du front unique. Elle est exclue du PC tchèque en septembre 1922. Or cette exclusion est annulée par l'exécutif de la Comintern, Jílek et ses camarades sont réintégrés. Le vrai problème est à cette époque la question syndicale, dans laquelle, malgré la direction, les dirigeants syndicaux communistes s'engagent dans la voie de la scission, la chimie avec Josef Hais, mais aussi les transports, la chaussure, les travailleurs du bois. En octobre 1922, les syndicats exclus se regroupent dans une centrale nouvelle qui adhère à la Profintern, la MVS, laquelle ne dépassera jamais les 100 000 adhérents.

La question tchécoslovaque est discutée lors du IVe congrès, où Zinoviev, Boukharine et Radek frappent un coup à gauche, un coup à droite dans leurs interventions et imposent un compromis, mais non un alignement sur les positions de l'exécutif. Bientôt, cependant, l'interprétation tchèque du front unique élaborée par le nouveau bloc Šmeral-Kreibich-Zápotocký, proche de celle de la direction Brandler en Allemagne, va être mise en cause dans le PCT par une « gauche » renouvelée avec Alois Neurath et Fried.

19. T. Gilberg, *The Soviet Communist Party and Scandinavian Communism. The Norvegian Case*, p. 57.

NOUVEAU CONGRÈS, NOUVEAU PROGRAMME ?

Il restait à faire un pas dans la voie de la théorisation de la politique du front unique. Comment passer de la lutte quotidienne à la lutte pour le pouvoir ? En d'autres termes, comment couronner l'édifice de cette politique par un mot d'ordre de transition vers la dictature du prolétariat ? La question avait déjà été posée à plusieurs reprises. Une première fois, et presque à la sauvette, par Brandler, dans une discussion publique sur un bilan des mouvements révolutionnaires de 1919. Une deuxième fois par le débat autour de la question du « gouvernement ouvrier » proposé par Legien au lendemain du putsch de Kapp. Elle l'était maintenant comme conséquence normale d'une politique de front unique dont il était inconcevable qu'elle n'eût pas de suite au plan gouvernemental, et, en Allemagne, par la vie même, qui avait donné des majorités parlementaires dans certains Landtag aux députés social-démocrates et communistes réunis, donc une possibilité concrète de former un gouvernement des partis ouvriers qui avait dès le départ la majorité, comme c'était le cas en Thuringe et en Saxe. Immédiatement à sa suite se posait aussi le problème de la formation d'un gouvernement ouvrier à l'échelle nationale.

La question fut abordée d'abord par le parti pour lequel elle se posait de la façon la plus immédiate, à savoir en Allemagne. Une commission du programme – formée de Brandler, Koenen, Ludwig, Zetkin et Thalheimer – présente en octobre à la discussion du parti et de l'Internationale un projet de programme, qui est adopté de justesse. Rappelant les principes, ce texte souligne que les communistes ont pour mission de diriger la classe ouvrière de façon à souder son front contre la bourgeoisie et de gagner sa majorité au communisme, utilisant pour cela toutes les possibilités offertes par la démocratie bourgeoise. L'objectif politique ultime est la république des conseils.

« LE MOT D'ORDRE DE GOUVERNEMENT OUVRIER »

Mais comment, quand on est encore dans une situation où les masses ne veulent pas sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, passer à la phase dans laquelle ce problème se pose ? Le projet de programme répond : « Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier constitue le moyen approprié pour atteindre une nouvelle étape de la séparation des larges masses prolétariennes d'avec la bourgeoisie, et un nouveau point de départ, plus élevé, pour son mouvement vers la dictature prolétarienne[20]. » Il ajoute qu'à cette revendication proprement politique doit être liée une partie du programme économique nécessaire : saisie des valeurs réelles ou participation majoritaire de l'État à toutes les entreprises, syndicalisation ou trustification des entreprises sous contrôle ouvrier par l'intermédiaire des comités d'usine, levée du secret bancaire, du secret de fabrication et du secret commercial, monopole d'État du ravitaillement et rationnement sous contrôle ouvrier exercé notamment par les employés de banque. Il s'agit d'une sorte de capitalisme d'État qui ne sort pas du cadre capitaliste mais constitue un puissant facteur de mobilisation ouvrière. Pour survivre, le gouvernement ouvrier devra briser le vieil appareil d'État et faire des conseils ouvriers les détenteurs du pouvoir.

L'exécutif de l'Internationale intervint à ce moment-là, proposant de mettre au centre du programme la « saisie des valeurs-or » que réclamait l'ADGB et d'ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier qui mettrait cette revendication au premier plan de son programme. Si un tel gouvernement s'engageait à agir pour désarmer les groupes armés contre-révolutionnaires et réorganiser la Reichswehr sous contrôle des syndicats, l'exécutif

20. *Inprekorr*, 7 octobre 1921.

pensait que les communistes devaient le soutenir. La centrale se laisse convaincre et propose aux autres partis socialistes un gouvernement avec un tel programme. Ceux-ci lui demandent alors si elle est prête à y engager le Parti communiste. Sa réponse est négative, et tout est par terre. La direction du KPD s'empêtre dans ses contradictions. Comment mettre en avant un gouvernement auquel on refuse de participer ?

C'est l'exécutif qui donne encore à ce moment l'impulsion nécessaire. Une lettre de Radek, datée du 7 novembre 1921, définit en effet le gouvernement ouvrier comme « l'unique moyen praticable et réel de conquérir la majorité de la classe ouvrière à l'idée de dictature du prolétariat[21] ». Il pense qu'il faut un programme de transition qui concrétise la tactique de la « Lettre ouverte » et soit la réalisation du mot d'ordre du IIIe congrès, la conquête des masses. La continuité serait ainsi rétablie par-dessus les erreurs gauchistes depuis 1921. Radek écrit : « Le gouvernement ouvrier peut s'obtenir aussi bien par la force dans la révolution contre le gouvernement bourgeois que dans la lutte des ouvriers pour la défense du gouvernement socialiste créé par voie démocratique, s'il défend avec honneur les intérêts de la classe ouvrière contre le capital[22]. » Le plus important est cependant qu'il s'emploie à démontrer maintenant que les communistes doivent participer au gouvernement ouvrier comme à « n'importe quel gouvernement disposé d'abord à lutter contre le capitalisme[23] », et que tout dépend des conditions concrètes. Il ajoute cependant prudemment qu'il n'a pas pu en discuter avec Zinoviev, qu'il en a parlé avec Lénine, lequel semblait d'accord mais est mal informé et n'a pas entendu l'opinion contraire[24].

Le 8 décembre 1921 une circulaire de la centrale écrit sans ambiguïté :

> Le KPD doit dire aux travailleurs qu'il est prêt à appeler à la formation d'un gouvernement ouvrier socialiste avec tous les moyens parlementaires et extraparlementaires, qu'il est également prêt à entrer dans un tel gouvernement, s'il a la garantie qu'il représente les intérêts et les revendications de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, qu'il saisira les valeurs réelles, poursuivra les kappistes, libérera de prison les ouvriers révolutionnaires, etc.[25].

Après l'approbation par l'exécutif, le 25 décembre 1921, des thèses sur le front unique, le comité central adopte en janvier une thèse qui affirme :

> Partant de la compréhension que le gouvernement ouvrier représente une possibilité d'élargissement du pouvoir politique du prolétariat (par exemple, la dissolution des groupes contre-révolutionnaires légaux ou illégaux, la transformation de la police et de la justice en organes de classe du prolétariat, la libération des révolutionnaires condamnés, l'augmentation des droits des conseils d'entreprise, etc.), le KPD est prêt, dans certaines circonstances, à entrer dans le gouvernement ouvrier, dans le Reich comme dans des gouvernements ouvriers régionaux. L'entrée des communistes dans ces gouvernements ouvriers dépend de la volonté de lutte des masses ouvrières et des partis qui s'appuient sur elles, comme des possibilités réelles qui existent de renforcer et d'augmenter le pouvoir ouvrier.

Le délicat problème des gouvernements ouvriers dans les *Länder* vient d'apparaître ouvertement.

21. *Die Rote Fahne*, 16 novembre 1921.
22. A. Reisberg, « Zur Genesis der Lösung der Arbeiterregierung in Deutschland », *Beiträge zur Geschichte der deutchen Arbeiterbewegung*, n° 6, 1965, p. 1035.
23. *Ibidem*, p. 1036.
24. *Ibidem*.
25. Cité par A. Reisberg, « Zur Genesis... », *loc. cit.*, p. 1038.

NOUVELLE STRATÉGIE OU RUSE DE GUERRE ?

Mais, cette idée une fois acceptée, la discussion se poursuit et s'approfondit. Les Tchécoslovaques pensent que le gouvernement ouvrier peut être d'une certaine durée. Résumant l'interprétation de la conférence du PCT de septembre 1922, l'historien tchèque Milos Hájek écrit :

> Le Parti communiste de Tchécoslovaquie [...] comprenait le mot d'ordre de gouvernement ouvrier comme un programme qui devait, pas à pas, miner l'appareil d'État bourgeois et le remplacer par de nouveaux organes populaires ; il partait de l'hypothèse que, le parti ouvrier étant le plus nombreux et le plus fort, il aurait la responsabilité principale dans ce gouvernement et lui fixerait des tâches spécifiques : réfléchir au moins sur la solution partielle de la question nationale, modifier la politique extérieure. Cette conférence se prononça aussi en faveur de la possibilité d'utiliser la majorité parlementaire supposée à condition qu'elle « complète l'action du front unique ouvrier à l'extérieur »[26].

LE IVe CONGRÈS

Le IVe congrès (décembre 1924) compte 504 délégués de 60 organisations. Le délégué brésilien Antônio Canelas, anarchiste récemment rallié, choisi par son parti pour des raisons d'économie puisqu'il est en Europe à cette date, provoque un scandale en critiquant les propositions de Trotsky pour l'incompatibilité entre l'appartenance à un parti communiste et la franc-maçonnerie, en faisant l'apologie de cette dernière.

Au centre des débats du congrès se trouve posée la politique du front unique. Dès le début, on constate l'opposition résolue du PC italien, qui s'exprime par un silence obstiné. La réalité politique italienne pèse pourtant sur le congrès et Radek va l'aborder. Dans le congrès lui-même, deux courants s'opposent. Pour Zinoviev, le gouvernement ouvrier est en quelque sorte un pseudonyme de la dictature du prolétariat. Pour la gauche de Ruth Fischer, c'est une rechute dans l'opportunisme parlementaire. Radek se fait le théoricien et porte-étendard du « gouvernement ouvrier ». Il n'est pas certain, mais tout de même possible, dit-il, que la révolution emprunte cette voie : « Il serait faux de dire que l'évolution de l'homme, du singe au commissaire du peuple, doit obligatoirement passer par la phase de ministre du gouvernement ouvrier[27]. »

La résolution finale développe :

> Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses elles-mêmes, s'il prend appui sur les organismes ouvriers capables de combattre, créés par les couches les plus larges des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut également fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent conduire à la lutte la plus acharnée et éventuellement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est susceptible de concentrer et de déchaîner les luttes révolutionnaires[28].

Et le congrès de distinguer à sa suite différents types de « gouvernement ouvrier »

26. M. Hájek, *Historia de la Tercera Internacional*, p. 63-64.
27. *Protokoll des IV. Kongress*, p. 102.
28. *Ibidem*, texte de la résolution, p. 1016.

avec, au sommet, « un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par les communistes[29] ». Miloš Hájek commente – et nous aurions tendance à le suivre, à quelques nuances près, en pensant notament aux suites du putsch de Kapp et à l'autre révolution de l'entre-deux-guerres, celle d'Espagne :

> Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier représentait la recherche de formes plus avantageuses d'accès à la révolution socialiste : sur leur nécessité, Lénine avait lancé un avertissement dans *La Maladie infantile du communisme* en avril 1920. La nécessité de chercher une formule nouvelle d'accès à la révolution était la conséquence des notables différences entre la structure politique et sociale de la Russie d'avant la révolution et celle des autres pays d'Europe. Elle découlait aussi de la conscience que la prise du pouvoir serait une tâche beaucoup plus difficile pour le prolétariat d'Europe occidentale que pour les ouvriers russes de 1917. Les communistes voyaient bien la difficulté d'une insurrection armée avec le mot d'ordre de dictature du prolétariat dans des conditions de paix, surtout dans les pays de forte tradition parlementaire. C'est pour cela que, logiquement, ils cherchaient une forme facilitant l'entrée dans la voie de la guerre civile : la perspective d'un gouvernement ouvrier, imposé par la voie pacifique (éventuellement parlementaire) et qui réaliserait l'armement du prolétariat, était très attirante. Elle s'appuyait sur une situation où celui qui la commencerait ne serait pas le parti révolutionnaire, mais inversement la contre-révolution. Et cela, d'un point de vue militaire et politique, signifierait une situation aussi favorable que possible : la contre-révolution ne serait pas seulement contre le prolétariat en armes, mais aussi contre l'autorité du gouvernement légal, le mot d'ordre de paix serait dans la bouche de tous les révolutionnaires comme cela s'était passé en 1917 en Russie, alors que, dans tous les combats de 1919 en Allemagne, il avait été dans la bouche de Ebert et de ses alliés monarchistes[30].

On va croire un moment, au cours de la crise allemande de 1923, que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, fruit d'une longue élaboration collective douloureuse, va affronter enfin, dans la patrie de Marx, le jugement de l'histoire. Mais l'histoire, nous le verrons, s'est dérobée.

L'INTERNATIONALE SANS LÉNINE[31]

C'est une nouvelle épreuve inattendue qui attend en effet l'Internationale en cette fin de l'année 1920, au moment où s'impose enfin la politique du front unique. D'une part, Lénine est malade et ne peut lui consacrer aucune attention. D'autre part, et c'est infiniment plus grave, sa maladie l'empêche d'intervenir comme ce serait nécessaire dans la crise qui secoue le parti et se transforme peu à peu en une véritable crise de la révolution. Le 26 mai 1922, moins de deux mois après l'accesssion au poste nouveau de secrétaire général de Iossif Vissarionovitch Djougachvili, connu sous le nom de Staline, dirigeant de second plan, homme de bureaux et de rancunes, qui a longtemps joui de la confiance de Lénine, ce dernier a sa première attaque. Il devra lutter pour reprendre partiellement le travail en juillet et s'y replonger presque totalement en octobre. Mais, dans l'intervalle, sa retraite forcée lui permet de découvrir ce qu'il n'avait jusque-là pas aperçu, la toute-puissance de la bureaucratie dans le parti et dans l'État, la russification des peuples non russes, le caractère trop russe imprimé à l'Internationale et à ses partis. Personne ne conteste plus aujourd'hui ce qui fut lontemps nié par les dirigeants du parti soumis à

29. *Ibidem*, p. 1017.
30. M. Hájek, *op. cit.*, p. 69.
31. P. Broué, *Trotsky*, p. 319-335 et 352-360, a fait un récit que les publications documentaires depuis l'époque de la perestroïka ont confirmé et parfois complété. On trouvera des détails supplémentaires dans *Rakovsky* pour ce qui est du rôle joué par ce dernier.

Staline, et du coup par la quasi-totalité des historiens. Découvrant la gravité du mal bureaucratique qui rongeait le couple parti-État, comprenant le rôle que jouait dans sa cristallisation une hiérarchie de secrétaires organisés et soumis au secrétariat général et le rôle dans cette opération du bureau d'organisation contrôlé par Staline, Lénine proposait à Trotsky la conclusion d'un « bloc contre le bureaucratisme ».

Ensemble ils combattirent d'abord sur des questions économiques, empêchant la suppression du monopole du commerce extérieur, luttant pour l'élargissement des pouvoirs de la commission du plan d'État, le Gosplan. La question des nationalités passa très vite au premier plan, à travers l'affaire géorgienne. C'était pratiquement dans le dos de la direction que Staline et son vieil associé de la guerre civile Ordjonikidze avaient déclenché au début de 1921 l'opération militaire qui aboutit au renversement du gouvernement des mencheviks en Géorgie et à la transformation de cette dernière en république soviétique. Mais c'est précisément à cause de ce contexte que les heurts se produisirent immédiatement entre Staline-Ordjonikidze d'un côté et les dirigeants communistes géorgiens, Mdivani, Kavtaradze, Okoudjava, de l'autre. Mal informé par Staline, Lénine commença par condamner les Géorgiens. S'étant informé au mois d'août auprès de Rakovsky sur les violents désaccords qui divisaient la commission préparatoire à la Constitution de l'URSS, Lénine ne se laissa plus dès lors prendre aux informations truquées et fit désigner en septembre une commission d'enquête. Il en sortit la fameuse lettre sur la question des nationalités dans laquelle il se disait gravement coupable à l'égard des peuples de Russie livrés au chauvinisme grand-russe sous le pouvoir des soviets. Puis il complète son attaque par deux articles consacrés à l'Inspection ouvrière et paysanne, domaine de Staline, qui lui permettent de le désigner comme le principal responsable de cette réaction, non seulement en tant qu'« argousin grand-russe » mais comme incarnation de la vieille culture prébourgeoise bureaucratique. Rakovsky reprend la balle au bond et lance dans le parti ukrainien une discussion sur l'analyse et les positions de Lénine.

Ce dernier était allé au IVe congrès mondial de l'Internationale, où son discours semblait bien être aussi une déclaration autocritique. Parlant de la résolution sur la structure,les méthodes et le travail des partis communistes, il dit :

> Texte excellent, mais essentiellement russe ou presque, c'est-à-dire que tout est tiré des conditions de la vie russe. C'est là son bon, mais aussi son mauvais côté. [...] Son mauvais côté parce que je suis persuadé que presque aucun communiste étranger ne peut la lire [...], elle est trop russe [...], elle est entièrement imprégnée de l'esprit russe [...]. Avec cette résolution, nous avons commis une faute grave, nous coupant nous-mêmes le chemin vers de nouveaux progrès. [...] Tout ce qui est dit dans la résolution est resté lettre morte [...]. Les étrangers, il leur faut comprendre ce que nous avons écrit sur la structure organique des partis communistes et qu'ils ont signé sans lire ni comprendre [...]. Le plus important, dans la période qui vient, c'est l'étude [...]. Eux, doivent étudier dans un sens particulier, pour comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire. Si cela se fait, je suis persuadé qu'alors les perspectives de la révolution mondiale seront excellentes[32].

Lénine eut encore le temps d'écrire sa lettre au congrès, appelée depuis son « testament », dans laquelle il recommandait d'écarter Staline du poste de secrétaire général. Le 7 mars il était frappé d'une nouvelle attaque qui allait le tenir à l'écart de toute activité intellectuelle jusqu'à sa mort.

32. *Protokoll III*, p. 230-231.

L'OFFENSIVE DE LA BUREAUCRATIE

Dès lors, les événements au sein du parti russe se déroulent dans un cadre marqué non seulement par l'absence de Lénine mais par la préparation de la bataille pour éliminer Trotsky et ses proches, comme Rakovsky. Tenue de réunions fractionnelles de direction en l'absence de Trotsky, préparation bureaucratique du XIIe congrès avec des délégués à la botte du secrétariat, escamotage de la discussion sur des points cruciaux, épuration du parti ukrainien de tous les éléments qui appuient Rakovsky : l'énergie de la direction est tout entière braquée dans la lutte contre Trotsky.

L'Internationale, de nouveau, passe à l'arrière-plan, redevient un cadre secondaire où les décisions sont commandées non par la situation elle-même et par le rapport de forces entre les classes mais par le rapport des forces à l'intérieur du parti russe. Et, dans les rapports avec l'Orient, un nouveau danger, que l'on attendait ailleurs, surgit, celui d'une confusion entre l'État soviétique et la Comintern elle-même.

CHAPITRE XIII

Orient, Amérique latine

Nous n'avons jusqu'ici qu'occasionnellement traité du vaste monde extra-européen, à part des exceptions notables, comme l'Argentine, qui fut à bien des égards, pour la Comintern, une porte ouverte vers cette *terra incognita* qu'était alors pour Moscou l'Amérique latine.

Les premiers contacts se font à travers des voyages individuels qui semblent relever de la catégorie des expéditions de Marco Polo par leur aspect d'exploration et leur parfum d'exotisme. Borodine fut le premier envoyé aux États-Unis, en 1919. Au milieu de l'année, il était à Mexico, et en décembre arrivait à Madrid. On trouvera le récit très vif qu'il a fait de cette aventure et de sa quête des dollars perdus dans des souvenirs tardifs[1]. En février 1920, il assista à la conférence d'Amsterdam, puis regagna Moscou via Berlin[2]. On lui devait la rencontre du communisme avec l'Indien M.N. Roy, et aussi les débuts des communistes mexicains sur une base à la fois anarchisante et nationaliste.

Puis il y eut le Russe Abramson, probablement membre de l'exécutif des soviets, et non du CC du Parti bolchevique, comme l'assurent nos sources. Venu de Vladivostok, il est entré sur le continent latino-américain vers 1921, a gagné Lima, a traversé le continent d'ouest en est et a séjourné un peu à Buenos-Aires, puis à Rio de Janeiro. Bien qu'il soit parti du niveau zéro des connaissances, son rapport est loin d'être inintéressant. Un deuxième personnage apparaît dans les documents du contre-espionnage occidental. Il s'agit de l'homme qui est d'abord appelé « le voyageur de commerce », porteur d'une serviette de cuir. Il se dévoile au Brésil – où il s'étonne de ne pas trouver un parti communiste – comme un émisssaire du bureau de propagande sud-américain de la IIIe Internationale, et sera connu ensuite sous les noms de Ramison et d'Ivan Soubirov, « représentant de l'Internationale communiste ». Il rencontre l'anarchiste Edgard Leuenroth, qui le met en contact avec Astrojildo Pereira, et sera surnommé, à la fin, du fait de la brièveté de son séjour, « la comète de Manchester[3] »...

Ces hommes n'étaient nullement préparés à ce genre de mission dans des pays dont

1. M. Gomez, « From Mexico to Moscow », *Survey*, 53, octobre 1964, p. 33-47.

2. L. et V. Kheyfetz, « Michael Borodine, The First Comintern-emissary to Latin America », *The International Newsletter*, II, p. 145-149.

3. Documents et témoignages cités par P.S. Pinheiros, *Estratégias da Illusão*, p. 29-32 et 334-335.

ils ignoraient tout. Tout au plus ont-ils trouvé en Argentine des conditions plus familières et ont-ils pensé que ce pays devrait constituer le « centre » dans le nouveau continent. Ils ont vis-à-vis des Latino-Américains les mêmes préjugés que ceux que le petit-bourgeois blanc d'Europe nourrit à l'égard des « nègres ». Après avoir relevé comme des traits généraux de ces pays l'inachèvement des nations, l'absence de conscience de classe, la tendance à imiter l'Europe, l'un d'eux explique dans son compte rendu de voyage que « la condition sociale de la population est si primitive qu'on ne peut pas ne pas la comparer à celle des nègres ».

Nous savons que les Russes organisèrent également un troisième voyage, en Afrique orientale celui-là. L'homme qui l'effectua était l'ancien terroriste SR, meurtrier du comte von Mirbach, Iakov Blumkine. Converti au bolchevisme dans sa cellule de condamné à mort par Trotsky en personne, grâcié, devenu secrétaire d'un commissaire du peuple, puis un important agent du 4e Bureau de l'Armée rouge, il accepta pendant la guerre civile et ses lendemains – c'est le cas ici – les missions les plus périlleuses. Mais nous ignorons le rapport qu'il fit à son retour.

L'INTÉRÊT DE LÉNINE

Il ne semble pas que Lénine se soit jamais réellement intéressé à l'Amérique latine, ou à la plupart des pays d'Asie, à l'exception cependant des plus grands. Dans son dernier article, daté du 2 mars 1923, il relevait parmi les conséquences importantes de la Première Guerre mondiale : « Précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire et a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial[4]. » Il rappelle quelques lignes plus loin : « L'Orient tout entier, avec ses centaines de millions de travailleurs exploités, réduits à la dernière extrémité, est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel État, fût-il beaucoup plus petit, de l'Europe occidentale[5]. » Pour Lénine, l'issue de la lutte dépend finalement du fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc. forment l'immense majorité de la population du monde. Il précise cependant qu'il faut que cette majorité ait le temps de « se civiliser » – ce que la Russie elle-même n'a pas encore pu faire –, à savoir « bannir toutes les traces d'excès que lui a laissés en si grand nombre la Russie tsariste, son appareil capitaliste et bureaucratique[6] ». Nous retrouvons ici les préoccupations de Lénine sur le danger bureaucratique et le début de la crise du parti.

LE « COLONIALISME » SOVIÉTIQUE

Les questions soulevées par le comportement souvent « colonialiste » des nouvelles autorités soviétiques dans les territoires asiatiques des républiques soviétiques reviennent fréquemment sous les plumes de Rakovsky, de Lénine et de Safarov. Une zone névralgique a été à cet égard le Turkestan, au sujet duquel Georgi Safarov écrit en 1921, après avoir évoqué « les tueries, les pillages et les insoutenables et interminables excès des soldats de l'Armée rouge » :

> Il s'est creusé un abîme infranchissable entre la ville dominée par les soviets et les masses indigènes. L'attitude de ces dernières envers le pouvoir soviétique peut être définie par cette brève

4. « Mieux vaut moins mais mieux » (5 mars 1923), *Œuvres*, t. XXXIII, p. 514.
5. *Ibidem*.
6. *Ibidem*, p. 526.

formule : « Quand serons-nous enfin débarrassés de la liberté russe ? » Car, pour eux, la liberté russe signifie la famine et la mort, les raids de la cavalerie des gardes rouges, les massacres sans discrimination, les confiscations massives, les réquisitions arbitraires[7].

Un conflit politique ouvert éclata sur cette question au Turkestan en 1921. Les décisions du II[e] congrès amenèrent le petit bureau de l'IC à s'intéresser de plus près à l'Asie, et pas seulement à travers le congrès de Bakou. On créa un avant-poste, le bureau central d'Asie, plus particulièrement chargé du travail en direction des pays du Moyen-Orient jusqu'à l'Inde. Il fut d'abord placé sous la direction de Sokolnikov, chef de l'armée du front du Turkestan, de Georgi Safarov, que nous venons de citer, alors considéré comme un des « jeunes prodiges » du parti, et de l'Indien M.N. Roy. Il s'installa à Tachkent. Safarov s'opposa très vite à Tomsky, qui dirigeait le parti, et à Peters, le chef de la Tcheka. Il était préoccupé par le sort de la paysannerie pauvre indigène, victime des conséquences de la Nep et de l'arbitraire de la bureaucratie. Pressé d'intervenir, Lénine envoya Ioffe comme « arbitre » après s'être assuré qu'il trancherait en faveur de Safarov. Il écrivait à Ioffe le 13 septembre 1921 :

Je soupçonne fort la « ligne Tomsky » [...] de relever du chauvinisme grand-russien, ou, plus exactement, de pencher dans ce sens. Pour toute notre *Weltpolitik*, il est diantrement important de gagner la confiance des autochtones et de la gagner au triple ou au quadruple, de prouver que nous ne sommes pas des impérialistes, que nous ne souffrirons aucune déviation dans ce sens.

C'est une question mondiale, je n'exagère pas, mondiale.

Il faut être d'une extrême rigueur. Cela aura un rententissement en Inde, en Orient[8].

DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS

On sait qu'il y avait des Chinois au congrès de fondation de l'Internationale communiste, presque des curiosités. Pourtant, le travail communiste en direction de l'Asie avait commencé depuis déjà longtemps, en fait depuis l'organisation du travail en direction des travailleurs étrangers présents sur le territoire soviétique. Dès sa naissance, en mai 1918, la Fédération des communistes étrangers s'était attachée au développement de ce secteur tout neuf, concrétisant son effort en décembre par la création d'un bureau central des organisations communistes des nations d'Orient. Le travail de l'Internationale communiste naissante sur ce terrain, avec la participation active d'intellectuels spécialisés qui étaient aussi des militants de longue date, connaissant ce type de travail, Mikhaïl Pavlovitch et Vladimir Vilensky-Sibiriakov, aboutit à la création d'un organisme spécialisé, le secrétariat de l'Internationale communiste pour l'Extrême-Orient, qui fut établi à Irkoutsk à partir de janvier 1921 sous la direction de Choumiatsky. Nous avons mentionné le bureau du Turkestan. Un peu plus tard, en 1924, on créa, pour diriger le travail colonial dans les vieux pays impérialistes un « bureau colonial » qui ne dura qu'une année, sous la direction de l'Indien M.N. Roy.

LES PREMIERS PARTIS COMMUNISTES D'ORIENT

Comme on pouvait s'y attendre, malgré les conseils de prudence des communistes russes, les nouveaux venus étaient très pressés de constituer leurs partis communistes, et plusieurs le firent à partir des réfugiés vivant sur le territoire russe ou protégés par des troupes rouges. D'abord les Turcs, qui avaient dans leur pays une tradition socialiste. En

7. *Kolonial'naia Revolioutsiia - opyt Turkestana*, Moscou, 1921, p. 125.
8. Lénine, *Œuvres*, t. XLV, p. 284-285.

juin 1918, déjà, un ex-étudiant parisien, militant socialiste turc en 1908, en Russie pendant la guerre et rallié au communisme, Mustafa Subhi réussit à organiser à Kazan une conférence socialiste des internationalistes turcs dont le gros était recruté parmi les prisonniers de guerre. En septembre 1920, il fondait le Parti communiste turc comme parti légal dans le pays même. L'aventure finit tragiquement : nous l'avons vu, Subhi et seize de ses camarades furent tués par la gendarmerie turque et jetés à la mer au large de Trébizonde. On sait que le parti communiste naissant allait être décapité par une répression sauvage de la police turque, qui noya purement et simplement ses dirigeants arrêtés. On se l'explique mieux quand on note que, peu de temps auparavant, Subhi se laissait aller à envisager l'arrivée au pouvoir, car, disait-il, les kémalistes turcs préféreraient laisser le pouvoir aux ouvriers et paysans de leur pays plutôt qu'aux impérialistes britanniques. Les relations entre Kemal et les Soviétiques eurent pour quelque temps un tour embarrassé. Pourtant, le communisme allait continuer en Turquie. D'abord parce que d'autres groupes communistes s'était constitués, notamment à partir du groupe Spartakus formé pendant la guerre à Berlin. Ses animateurs, Seyfik Hüsnü, qui sera Farouk – un ex-Parisien lié au groupe Clarté –, et Ethem Nejat, formé à Berlin, constitueront le Parti socialiste ouvrier, plus tard Parti communiste. Ce parti est lié à un autre « parti communiste », « La Pomme verte », organisateur de détachements de partisans de « l'Armée verte » et animant une Association ouvrière de Turquie adhérente à la Profintern, mais durement atteint par la répression. Il faut y ajouter des groupes clandestins, partis « socialistes » ou « communistes » qui apparaissent à Ankara en 1920. Salih Hacioglu émerge.

Les militants d'Iran avaient un modèle, le Parti socialiste turc Edalet (Adâlat), fondé en 1916 dans la clandestinité. L'animateur fut ici aussi un groupe de militants iraniens en Russie animés par Ahmed Sultan Zadeh (Sultanzadé), qui vivait en Russie depuis des années et était membre du parti russe. Le cadre sortait de l'ordinaire. La province de Ghilan était gouvernée par Mirza Kütchik Khan, un vétéran constitutionnaliste, chef du mouvement national-révolutionnaire, vétéran des années 10 et de luttes en commun avec Sergo Ordjonikidze. Shaqueiri le décrit comme un chef provincial antibritannique reconnu par Moscou, et M.N. Roy le qualifie de mollah, « bandit peint en rouge ». C'est là, après l'arrivée dans le port d'Enzeli d'une flotille soviétique dirigée par le fameux marin de Cronstadt F.F. Raskolnikov, membre du bureau oriental de la Comintern, accompagné de sa femme, l'écrivain et journaliste communiste, la belle Larissa Reissner, que se constituta la République socialiste soviétique du Ghilan. C'est au Ghilan, à Enzeli, le 20 juin 1920, que se tint le congrès constitutif du PC d'Iran, pour l'essentiel l'ancien parti Adalet, qui change de nom, et où s'affrontent les nouveaux communistes d'obédiences diverses. Deux tendances s'affrontèrent, celle de Sultanzadé, pour qui la révolution agraire était la condition absolue de la victoire, et celle d'Haidar Khan Amugli, soutenue par Staline, écrit Cosroe Shaqueiri, qui précise qu'« elle allait aussi loin que dire : Si les khans [grands propriétaires] sont de quelque utilité, notre appui leur est acquis[9] ». La crise fut sérieuse. Staline crut possible de faire désigner un nouveau comité central au lendemain du congrès de Bakou, mais l'exécutif de la Comintern refusa de le reconnaître comme représentant le PC iranien. L'aventure – condamnée des années plus tard, à l'époque stalinienne, par la direction – se termine, après le mystérieux assassinat d'Haidar Khan Amugli, avec l'arrivée au Ghilan des troupes du nouveau dictateur Riza Khan, l'occupation de la province avec l'accord des Soviétiques et la pendaison de Kütchik Khan comme « rebelle ». L'exécutif de la Comintern réussit alors seulement à

9. On trouvera un résumé de l'histoire du PC dans cette période dans C. Shaqueri, « La social-démocratie en Iran », *Mazdek*, tiré à part, p. 3.

réunifier le parti en faisant entrer Sultanzadé, Javadzadé et les leurs au sein du second CC.

Le communisme est né en Palestine de l'action de militants socialistes émigrés qui se sont tournés vers le bolchevisme, reniant le sionisme. Ces hommes – Wolf Auerbukh, Yéhel Kossoï, Yozef Barzilay, Iakov Tepper, N. Leschchinski, N. List – ont presque tous une expérience révolutionnaire. Nombre d'entre eux ont joué un rôle important dans l'organisation communiste au Moyen-Orient, où ils ont – paradoxe d'aujourd'hui, mais réalité d'hier – incarné la Comintern pendant des années. C'est en janvier 1922 que des éléments de la gauche du parti Poalei Zion ont fondé le PKP (Palestinishe komunistishe Partey), qui allait connaître la scission avec la naissance, l'année suivante, du KPP (Komunistishe Partey fun Palestine). Les deux partis avaient ensemble de 100 à 150 membres et comptèrent assez vite une petite fraction ouvrière à l'intérieur de la centrale syndicale Histadrouth.

L'Égypte a connu en 1919 une véritable révolution, passée inaperçue à l'époque et encore peu connue aujourd'hui, puisque les auteurs occidentaux s'acharnent à parler seulement de « révolution », les guillemets étant lourds de leur scepticisme et peut-être d'un certain mépris. Ce fut une extraordinaire explosion populaire de colère – une lame de fond où les femmes, comme l'héroïne Hoda Charaoui, tinrent parfois la première place. Elle fut provoquée par l'arrestation des dirigeants nationalistes et leur exil à Malte, dont Saad Zaghloul, qui venait de fonder le Wafd pour l'indépendance égyptienne. L'historien Anouar Abd el-Malek écrit à son propos :

> L'année 1919 a vu les fellahs entrer en action par régions entières, couper les voies de communication, s'emparer des terres et, autour d'avocats et d'intellectuels révolutionnaires, proclamer en plusieurs endroits des « républiques » éphémères, à l'instar de la république de Ziftah, à une heure du Caire, celle du député wafdiste Youssef el-Guindi. [...] Union entre musulmans et coptes [...], union entre les ouvriers – dont les syndicats prennent un contenu à la fois revendicatif et politique, sous l'action de jeunes avocats wafdistes mais aussi des socialistes, notamment d'Antoun Maroûn, qui deviendra secrétaire général de la Fédération des syndicats – et de la petite bourgeoisie [10].

Il faudra un gros effort militaire, l'intervention énergique et généralisée de l'armée britannique pour ramener le calme après deux mois de lutte. Les dirigeants juifs de Russie des communistes de Palestine ci-dessus mentionnés jouèrent un rôle important dans la création et le fonctionnement initial du Parti communiste d'Égypte, constitué comme « Parti socialiste-communiste » en 1920 à Alexandrie, devenu « communiste » en 1922, atteignant environ 150 membres. Adhérents à la Comintern par la « filiale grecque », ils sont entrés en contact avec Katayama à Moscou, ont accepté les vingt et une conditions et ont été admis dans la Comintern en 1923, année où ils reçoivent un émissaire du nom de Zamansky, dans lequel l'historien Ilyos Yannakakis croit reconnaître F. F. Raskolnikov. Ses « pères fondateurs » les plus connus sont un Juif allemand germano-russe de nationalité italienne, Joseph Rosenthal, qui disparaît en URSS vers 1923, Yéhel Kossoï, qui, selon certains, milite là sous le nom de Mahmoud Hosni el-Arabi – ce qui expliquerait la disparition de ce dernier, bien que Laqueur assure l'avoir retrouvé en Allemagne dans les années 30, enseignant de langues.

La célèbre insurrection paysanne de Mésopotamie en mars 1920 a attiré l'attention des dirigeants de la Comintern, qui ont cherché à établir des contacts avec l'Irak. Fin 1920, il y existait le cercle marxiste de Nasireya. Un contact a été pris et des dirigeants du

10. A. Abd el-Malek, *Égypte, société militaire*, p. 28.

soulèvement déportés se sont adressés en décembre 1922 à la Comintern, qui leur a répondu par l'intermédiaire de Zinoviev en leur disant l'admiration qu'on avait à Moscou pour leur « lutte héroïque », mais en les critiquant aussi pour les illusions qu'ils nourrissaient quant à la SDN. En 1924, un jeune enseignant de Bagdad, ancien étudiant qui a vécu la révolution allemande de 1918-1919 à Berlin, Husein Ar-Rahhal, et son ami Yousouf Zeinal, professeur de lycée, fondent un cercle marxiste et un bimensuel, interdit au bout d'une année. Devant la répression, ils changent de tactique et fondent un club qui réussit à organiser de grandes manifestations antibritanniques. Ils semblent avoir cessé toute action après leur arrestation en 1928 [11].

Les problèmes n'ont pas manqué entre l'Internationale et ces partis communistes qui ne savaient rien du communisme et représentaient des pays où les couches proprement prolétariennes étaient insignifiantes, ce qui n'empêchait pas leurs dirigeants de se réclamer d'une pureté doctrinale et d'un schéma ouvriériste rigoureux dans la révolution qu'ils croyaient proche. C'est notamment pour les convaincre que Lénine s'est engagé au IIe congrès dans la voie de l'adoption et de l'amendement des thèses « complémentaires » de M.N. Roy, ce qui avait pour objectif de provoquer la discussion entre eux et la correction aisée dans un franc débat de ce que l'historien russe Persitz appelle « le gauchisme » des coloniaux. Les uns et les autres, surtout Turcs et Iraniens, fondaient de grands espoirs sur la force militaire rouge. Sultanzadé écrit en 1920, pendant le IIe congrès : « La révolution sociale ne viendra pas d'Orient pour libérer l'Europe, mais au contraire, l'Internationale communiste doit venir au secours des masses travailleuses d'Orient pour leur faciliter le processus de révolution sociale [12]. » Un peu plus tard, c'est le communiste turc Mustafa Nafi qui écrit : « Les malheureux ouvriers et paysans turcs et tout le prolétariat attendent l'Armée rouge bolchevique [...] qui va les débarrasser du despotisme, de la tyrannie et des intrigues des pachas turcs qui sont plus capitalistes et impérialistes que les Anglais [13]. »

Il faut faire une place à part aux communistes du Maghreb, depuis le congrès de Tours membres des « fédérations » d'Algérie et de Tunisie du PCF. Des « indigènes », comme on disait, adhèrent, bien qu'en petit nombre. Certains seront envoyés à Moscou pour y recevoir une formation militante. C'est le cas de Sid Ahmed Bellarbi, de Benali Boukort, de Mahmoud Ben Lekhal, d'Ali Menouer, de Latrache, qui deviendront des cadres, et de beaucoup d'autres.

LES COMMUNISTES INDIENS

L'Inde est très loin, et on la connaît mal. On en parle beaucoup en avril 1919, lors du massacre d'Amritsar, dit aussi du Jallianwallah Bag. Là, le général britannique Reginald E.H. Dyer, après avoir encerclé un meeting en plein air non autorisé de plusieurs milliers de personnes, a donné à ses soldats l'ordre de tirer, faisant en quelques salves 400 morts et 2 000 blessés. Le 5 août 1919, Trotsky, après avoir constaté l'échec temporaire de la révolution en Europe, a adressé au comité central un mémorandum secret. Il y préconise la création dans la région du Turkestan d'une Académie révolutionnaire, qu'il définit comme « le quartier général politique et militaire de la révolution asiatique, qui pourrait bien, dans la période qui vient, se révéler plus efficace que le comité exécutif de la IIIe Internationale ». Il propose en outre le rassemblement dans l'Oural de forces militaires importantes, notamment d'une puissante cavalerie de 30 000 à 40 000 hommes. Il explique la nécessité d'un véritable plan : « Toute la situation internationale est en train de changer

11. Z. al.-Dahoodi, « The Communist Movement in Irak, 1924-1945 », *Amsterdam 92*.
12. M.A. Persitz, *Revolutionaries of India in Soviet Russia*, p. 144.
13. *Ibidem*, p. 232.

de telle sorte que la route vers Paris et Londres passe désormais par les villes d'Afghanistan, le Pendjab et le Bengale [...]. La préparation d'une attaque contre l'Inde pour aider la révolution indienne ne peut avoir qu'un caractère préliminaire et préparatoire [14]. » Ce projet n'aura pas de suites, sauf qu'il servira à accuser, plus tard, Trotsky de « gauchisme » et d'« aventurisme ».

En fait, plus encore que les Iraniens et les Turcs, les Indiens, dont tout le monde s'accorde à relever l'importance mondiale – le fondement de la puissance britannique, pense-t-on –, sont pour les bolcheviks un véritable casse-tête. C'est d'abord parce que ceux qui viennent vers Moscou et l'Internationale ont déjà presque tous derrière eux un passé politique avec des idées nationalistes cristallisées et aussi des conflits politiques ou personnels qui ont laissé des traces dans leurs relations. Les nationalistes indiens ont émigré en masse avant la guerre et sont répandus dans le monde occidental, en Allemagne, en France et aux États-Unis. Certains ont connu des socialistes russes comme Pavlovitch à Paris. Ceux des États-Unis ont fondé là-bas le parti Ghadar. Mais 1914 va les réunir à Berlin : où seraient-ils mieux, pensent-ils, pour poursuivre leur lutte d'émancipation nationale qu'aux côtés de l'adversaire le plus déterminé de l'impérialisme britannique, qui est leur pire ennemi ? Il y a là Mohammad Barakatullah, ancien professeur à Tokyo, Virendranath Chattopadhyaya, dont le Comité révolutionnaire indien cherche à atteindre les soldats indiens enrôlés dans l'armée de l'Empire britannique, toutes activités que le gouvernement allemand subventionne volontiers. En 1915, une mission partie de Berlin s'installe à Kaboul, en Afghanistan et y fonde un gouvernement provisoire de l'Inde avec Acharya. A partir de 1917, la plupart des leaders nationalistes commencent à se tourner vers le socialisme, et, après la révolution d'Octobre, vers les bolcheviks, en qui Abdur Rabb Barq voit les ennemis de la Grande-Bretagne et les partisans du principe d'autodétermination. Mohammed Shafiq et Barakatullah, qui rêvent, pour l'Inde, de « marche de libération depuis le dehors, se rendent à Moscou. Des hommes de retour de Moscou, comme Abdur Rabb Barq, fondent à Kaboul l'Indian Revolutionary Association, qui commence à grouper des partisans à Tachkent. Mais dans la même ville, sous la protection du bureau de l'Internationale, Mohammed Ali et Mohammed Shafiq dirigent une « section indienne » depuis avril 1920.

L'APPARITION DE M.N. ROY

L'un des principaux personnages entre alors en scène. Manabendra Nath Roy, trente et un ans, né Narendra Nath Bhattacharya, est un ancien nationaliste et terroriste, qui a travaillé avec le gouvernement allemand pendant la guerre, puis séjourné aux États-Unis. Réfugié au Mexique après une arrestation, il s'y lie avec les insoumis américains qu'on surnomme les *slackers*, qui seront le noyau communiste dans ce pays, puis est converti au communisme par Borodine. Sur le chemin de Moscou, à la fin de 1919, il s'arrête à Berlin et s'y lie de façon durable avec Brandler et Thalheimer, qui lui apprennent beaucoup. Il arrive enfin à Moscou avec sa femme et sans doute inspiratrice, Evelyn, dite aussi Sanda Devi, qu'il a connue à Stanford, et Abani Mukherji, vingt-neuf ans, qui a été gagné au communisme par les révolutionnaires indonésiens et néerlandais. M.N. Roy joue un rôle important au IIe congrès de l'Internationale communiste, où il participe à la commission coloniale et représente le Mexique. On sait le rôle qu'il a joué avec la présentation de « thèses » dont Lénine fait des thèses supplémentaires adoptées en même temps que les siennes.

14. Trotsky, note au CC du PCR, 5 août 1919, *The Trotsky Papers*, vol. I, p. 621-627.

C'est aussi là le début d'une lutte fractionnelle acharnée entre petits groupes indiens – dont M.A. Persits a fait un récit détaillé – pour la reconnaissance exclusive par l'Internationale, dans laquelle M.N. Roy croit remporter la première bataille en proclamant la formation, à Tachkent, le 17 octobre 1920, d'un « parti communiste » d'une vingtaine de membres [15]. Moscou déploie de grands efforts pour unifier les fractions indiennes en lutte. On convoque à Moscou une conférence où Chattopadhyahya, qui anime le groupe rival de Berlin, vient escorté de son égérie, Agnes Smedley, alors au début d'un long parcours chez les dirigeants communistes d'Asie qui en fera une proche de Mao Zedong. Mais il n'en sort rien que de nouvelles et violentes polémiques fractionnelles [16].

ROY ET LE PARTI DU CONGRÈS

En revanche, la radicalisation de la situation en Inde porte le débat sur le terrain. Au cours d'une campagne de désobéissance civile lancée par Gandhi, la foule, le 4 février 1922, a attaqué le poste de police de Chauri Chaura, l'a incendié et a lynché plusieurs policiers : Gandhi suspend la campagne, interrompant brutalement une radicalisation grandissante. M.N. Roy, dans un premier temps, a envoyé des émissaires indiens en Inde, Shaufat Usmani et Nalini Gupta. Après leurs premiers échecs, il obtient du PC britannique l'envoi d'un des siens, Charles Ashleigh, qui, arrêté, réussit tout de même à prendre un contact avant d'être expulsé. Finalement, des liens sont établis. Le contact est noué à Bombay avec l'étudiant Shripat Amrit Dange, auteur d'un livre intitulé *Gandhi et Lénine* qu'un mécène, le millionnaire cotonnier Lotelawala, finance abondamment. Les envoyés de Roy découvrent à Bombay un hôtel et une bibliothèque pour les étudiants en marxisme, un quotidien en marathi *(Induprakash),* un hebdomadaire en anglais *(Socialist).* Un des nouveaux contacts, Ahmed Muzzaffar, publie à Calcutta un hebdomadaire en bengali *(Janavani).* Ghulam Hussein, ancien professeur, ancien émigré à Kaboul, publie à Lahore un journal en urdu, *Inquilab.*

On peut dire à ce moment que M.N. Roy dispose des éléments pour la construction d'une organisation communiste à l'échelle nationale. Il va tenter de les utiliser, comme l'exécutif le lui conseille, et contrairement à son opinion personnelle, pour une opération d'entrée dans le parti nationaliste, le Parti du Congrès. Son livre *India in Transition* lui sert d'introduction. Le plan de Roy consiste à se lier d'abord à l'aile gauche de ce parti et à ceux de ses dirigeants qui se sont opposés à Gandhi après les incidents de Chauri Chaura et l'arrêt brutal de la campagne de désobéissance civile. Il compte beaucoup sur le président du parti, Chitta Ranjan Das, qui s'est déclaré en faveur de « la révolution, le changement complet » et du *swaraj* (autogouvernement) pour les masses. Les deux autres alliés importants dans le Parti du Congrès sont des hommes différents : Sampurnanand est un « nationaliste révolutionnaire » sincère, et Singaravelu Chettiar se considère comme un communiste et diffuse dans ce parti de masses le journal de M.N. Roy, *Advance Guard*, devenu *Vanguard* en octobre 1922. Enfin, un jeune cadre du Congrès, très à gauche, Subhas Chandra Bose, accepte une invitation au IVe congrès de l'Internationale communiste.

Pour la discussion du Parti du Congrès qui occupe l'été et l'automne 1922, Roy a élaboré un programme qu'il va largement diffuser : il revendique l'indépendance nationale, le suffrage universel, l'abolition de la grande propriété, la nationalisation des services publics, les droits d'organisation ouvrière, des salaires minimaux, la journée de huit heures, l'instruction obligatoire, l'abolition de l'armée permanente et « l'armement du peuple

15. Overstreet et Windmiller, *Communism in India*, p. 35.
16. *Ibidem*, p. 37.

entier pour défendre la liberté nationale ». De façon un peu surprenante, Roy confie par écrit à Dange qu'il ne s'attend pas du tout à faire adopter une partie de son programme mais seulement à provoquer son rejet par la direction du Congrès qui, ainsi, se « démasquerait ».

Le IV[e] congrès de l'IC a salué les résultats obtenus par les communistes indiens Radek, qui a cité la chanson anglaise *It's a long Way to Tipperary*, avec une réserve plus marquée que Zinoviev, qui parle de « grand pas en avant ». Mais c'est un succès pour Roy que d'obtenir 120 000 livres sterling de la commission coloniale pour le travail en Inde. Le congrès de Gaya du Congrès indien va se dérouler de façon moins favorable. L'agence Reuter, quelques jours avant l'ouverture, publie le projet de programme en précisant qu'il s'agit d'un travail préparé pour ce congrès par le bolchevik Roy : on comprend les inquiétudes et le recul de ceux qu'il comptait comme ses alliés. C.R. Das va prendre clairement ses distances à l'égard des communistes. Le programme de Roy ne trouve aucun écho favorable, au moins en public, et est souvent cloué au pilori pour le recours qu'il préconise à la violence dans le pays qui, depuis Gandhi, se veut le temple même de la non-violence. C'est un grave revers pour Roy et pour ses camarades, qui sont du coup entraînés dans une nouvelle explosion de querelles fractionnelles.

Après leur défaite politique au congrès de Gaya, les communistes voient leurs progrès brutalement arrêtés par la répression. Ces révolutionnaires ne semblent guère rompus aux techniques de la clandestinité. L'un des hommes de Roy, Shaufat Usmani, est arrêté le 31 mai 1923 en allant... à la poste chercher un mandat qu'il s'est envoyé, d'un montant de 25 livres ! D'autres arrestations suivent. Tout le travail politique, désorganisé, s'effondre. Au début de l'année suivante, quelques dizaines de dirigeants communistes, parmi lesquels S.A. Dange, Ahmed Muzzaffar, Shaufat Usmani, vont répondre devant le tribunal de Meerut de l'accusation de « conspiration » dans l'affaire dite « de Cawnpore [17] ». C'est la fin de la première époque du communisme indien. Il faudra des années pour qu'il s'en remette partiellement, et les luttes fractionnelles continuent leurs ravages. Cela n'empêche pas les dirigeants russes du parti et de l'Internationale d'évoquer en premier lieu, pendant des années, l'Inde quand il s'agit de la révolution en Extrême-Orient [18].

LES DÉBUTS DU COMMUNISME CHINOIS : EN CHINE

La Chine a été secouée par la révolution d'Octobre en tant que révolution et réveil national. Elle vivait depuis des années, au lendemain de sa première révolution, un extraordinaire mouvement intellectuel et culturel où s'exprimaient de profondes aspirations à une société démocratique et libre rompant avec la Chine routinière et asservie qui s'était crue « empire du Milieu » et dont certains clamaient encore la grandeur et la supériorité. Les milieux intellectuels connaissent la plus grande effervescence. Plus que les autres, ils peuvent mesurer l'arriération du pays, l'ampleur de la tâche de redressement. Le grand professeur Chen Duxiu dirige la revue *La Jeunesse*, puis *La Nouvelle Jeunesse (Xing Qingnian).* Ce dernier est le vrai créateur de la nation chinoise retrouvée, le père du chinois moderne, l'homme qui a permis par ses travaux l'utilisation à l'écrit de la langue vernaculaire et ainsi l'ouverture du peuple entier à l'instruction et à la culture. Il sert de centre au rassemblement de tous les éléments éclairés et progressistes, démocrates et ennemis des privilèges, partisans d'une éducation ouverte et d'une instruction scientifique.

Jeune professeur devenu directeur de la bibliothèque de l'université de Pékin, l'historien

17. Overstreet et Windmiller, *op. cit.*, p. 46-67.
18. *Ibidem*, p. 39-45.

Li Dazhao, engagé dans le même mouvement, dont il est l'une des têtes, fonde avec ses étudiants les premiers cercles d'études marxistes du pays. Il a trente ans quand il publie le 15 novembre 1918 dans *Xing Qingnian* un article intitulé « La victoire du bolchevisme ». A l'automne 1919, il franchit le pas avec une série d'articles retentissants intitulés « Mon point de vue marxiste ».

A cette date, on compterait sur les doigts ceux qui, en Chine, ont eu connaissance de l'existence d'un théoricien nommé Marx. Li Dazhao est le premier Chinois à s'être engagé dans la voie du communisme. Peng Suzhi, un jeune communiste qui l'aima beaucoup, dessine un portrait attachant de celui qu'il appelle amicalement Shouchang, cet homme qui l'a frappé par « la simplicité de toutes ses attitudes et par une sorte de candeur qui évoque plus le grand enfant que l'intellectuel de haut vol » :

« C'est un homme de grande taille. Sa barbe est très fournie. Ses yeux brillent d'un feu doux, mais sous des sourcils touffus [...] trente-cinq ans. Une grande chaleur lumineuse, celle de sa générosité [...]. Par sa seule présence, il dissipe la tristesse et fait taire les querelles. Mais ce qui me fascine en lui est ce mélange de philosophe rationaliste et de poète lyrique que l'on rencontre si rarement [19]. »

C'est parmi les étudiants, avec le soutien direct et l'appui de l'autorité morale des intellectuels – dont Chen Duxiu, quarante ans, est l'âme –, qu'éclate puis rayonne contre l'humiliation du traité de Versailles, qui subordonne au Japon les légitimes aspirations chinoises, le fameux Mouvement du 4 mai. Ce fier soulèvement de sa jeunesse électrise la Chine. Chen Duxiu est déjà le plus grand intellectuel chinois du siècle. Peng Shuzi nous en donne aussi un portrait affectueux :

C'est un homme d'âge mûr, déjà : il a un peu plus de quarante ans. Taille moyenne, front dégagé, petite moustache, dents bien rangées, élégant, décontracté, alerte au plus haut point, yeux pétillant d'intelligence, il est la vie même, il a une présence tout à fait extraordinaire. Grand intellectuel, extrêmement sûr de lui, son aisance est telle que, parfois, elle frôle la désinvolture. Causeur des plus brillants, captivant immédiatement ses interlocuteurs dans les conversations de caractère informel, il ne cesse de truffer ce qu'il raconte de drôleries, de traits d'esprit, d'anecdotes plaisantes. Il s'amuse de tout, éclate de rire pour un oui ou pour un non et nous fait rire jusqu'aux larmes, nous tous qui l'écoutons. C'est un vrai boute-en-train. Il paraît pourtant beaucoup moins à la hauteur quand il s'agit de soutenir une discussion politique, son discours partant un peu alors dans tous les sens. Et il consterne ses amis quand il parle en public. C'est un mauvais orateur.

En retard au départ sur Li Dazhao, Chen Duxiu l'a très vite rattrapé. Peng Shuzhi a décrit cette course-poursuite à sa manière :

Non content d'avoir proclamé que le « militaro-étatisme » et le « ploutocratisme » devaient « maintenant être éliminés » en raison des « crimes sans nombre auxquels il était de fait qu'ils donnaient lieu partout », non content d'avoir dépeint le monde de l'avenir comme celui que ne régirait ni la loi du plus fort ni la loi du profit, il avait préconisé la création d'un « mouvement populaire pour la transformation de la société » tout en déclarant qu'il « rompait définitivement avec tous les partis et factions politiques d'hier et d'aujourd'hui » au début de décembre 1919. Non content, autrement dit, d'avoir dénoncé les méfaits de l'impérialisme et du capitalisme et vanté les mérites d'une société socialiste, il avait perçu la nécessité de la construction d'une formation révolutionnaire d'un type entièrement nouveau, moins de sept mois après le 4 mai [20].

Des dizaines de jeunes gens sensibles et enthousiastes vont s'engager dans la voie où les appellent Li Dazhao et Chen Duxiu : la plupart mourront jeunes et d'atroce façon.

19. Peng Shuzhi, *L'Envol du communisme en Chine*, p. 307.
20. *Ibidem*, p. 361.

LES DÉBUTS DU COMMUNISME CHINOIS : AVEC MOSCOU

A cette date, le communisme, c'est la Russie. Le mouvement ouvrier chinois est né communiste du Mouvement du 4 mai, en même temps qu'apparaissait le marxisme sous la forme que lui avaient donnée les bolcheviks russes, à travers des travaux comme *Les Partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat*, de Lénine, d'avril 1917, et *Le Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde*, de mars 1919, qui porta le titre de *Manifeste du nouveau Parti communiste*. Une vingtaine d'autres textes furent publiés ensuite entre 1919 et 1921 par la première maison d'édition, clandestine, du PC chinois, Renmin Chubanshe. Sur la première floraison provoquée par ces textes, Trotsky allait dire en 1924, dans un discours aux étudiants de l'Université des peuples opprimés d'Orient :

> La force et la signification du bolchevisme consistent en ce qu'il fait appel aux masses exploitées et opprimées, et pas aux couches supérieures de la classe ouvrière. C'est pourquoi le bolchevisme est assimilé par les pays d'Orient non à cause de ses théories, qui sont bien loin d'être entièrement comprises, mais à cause de son esprit de liberté et d'émancipation. Votre journal nous apprend que le nom de Lénine est connu non seulement dans les villages du Caucase mais dans les parties les plus reculées de l'Inde. Vous savez que les ouvriers de Chine, qui n'ont probablement jamais rien lu de Lénine, sont attirés irrésistiblement vers le bolchevisme. Telle est la puissante influence d'un grand mouvement historique ! Ils sentent au plus profond de leur cœur que c'est un enseignement qui s'adresse aux opprimés et aux exploités, aux centaines de millions pour qui il est l'unique salut. C'est pourquoi le léninisme rencontre un écho passionné chez les femmes travailleuses qui sont la partie la plus exploitée de la société[21].

Le fait pourtant que le marxisme ait pénétré en Chine sous la forme du bolchevisme d'après 1917 avait en outre d'autres conséquences de longue portée : il s'agissait alors d'un corpus théorique qui intégrait la théorie de Trotsky de la « révolution permanente », à laquelle Lénine s'était rallié après février 1917. L'historien russe A.V. Pantsov, spécialiste de l'étude comparée du communisme en Russie et en Chine, insiste dans sa communication inédite au Congrès international des historiens à Montréal en 1995 sur ce fait que l'idée centrale des premiers marxistes chinois est celle de la révolution socialiste dans les pays arriérés : « L'intelligentsia progressiste chinoise ne retint des différents courants socialistes que le seul bolchevisme au cœur duquel se trouvait à l'époque le concept trotskyste de la révolution permanente. » Il explique ainsi la forme prise alors par le mouvement : « Après avoir accepté l'idée de la révolution permanente, les trotskystes chinois commencèrent leur pénétration au sein du mouvement ouvrier. [...] Malgré d'incroyables difficutés, les premiers membres du PC chinois, au début des années 20, essayèrent de préparer les ouvriers avancés chinois à l'organisation de l'Octobre chinois[22]. »

LES PREMIERS CONTACTS

Pour la réalisation de cette entreprise, il faut des contacts entre Russes et Chinois en révolte. Ils vont se produire. Les Russes se disent entre eux et diront aux Chinois que c'est Lénine en personne qui a demandé qu'on prenne contact avec ces professeurs

21. Trotsky, « Perspectives et tâches en Orient », discours prononcé le 21 avril 1924 à la KUTV, publié dans *Zapad i Vostok, Voprosy Politiki i mirovoi revokiutsii*, Moscou 1924, p. 3, trad. anglaise, *Leon Trotsky speaks*, p. 198-208, ici p. 205-206.

22. A.V. Pantsov, *Rapport au congrès de Montréal*, *op. cit.*, p. 11-12.

respectés qui ont joué un rôle si important dans le Mouvement du 4 mai (Li et Chen). Ce sera là le travail du bureau de l'Internationale installé depuis peu à Irkoutsk.

Le premier émissaire en Chine est un ancien professeur de russe à l'université de Pékin, Gogonovkine. Il pose la question brutalement à Li Dazhao d'abord, Chen Duxiu ensuite. Les appelant « camarades », il leur dit qu'ils doivent fonder le Parti communiste chinois. D'abord étonnés et incrédules, les deux hommes hésitent avant de répondre positivement : ils conviennent que c'est en effet la seule issue. Gogonovkine repart avec leur accord de principe. On peut donc envoyer en Chine un politique[23]. Le bureau d'Irkoutsk désigne alors un jeune communiste inconnu de vingt-sept ans, qui a étudié aux États-Unis puis combattu en Sibérie pendant la guerre civile, Grigori Zarkhline, dit Voitinsky, dit en chinois Wu Tingkang, et qui signe Bisheng. Il ne parle que le russe et l'anglais. Aussi, en plus de sa femme, est-il accompagné dans son voyage par un interprète, un Chinois qui a vécu en Russie une dizaine d'années depuis son adolescence, Yang Mingzhai, qui va jouer un vrai rôle militant. Tous trois arrivent fin mars-début avril 1920[24].

Comme son prédécesseur, Voitinsky rencontre d'abord Li Dazhao à Pékin, puis se rend à Shanghai, où Chen Duxiu a pris en main la direction de l'enseignement. Voitinsky est un militant enthousiaste, convaincu et efficace. Il est estimé et aimé des militants chinois qui le côtoient et qu'il aide. Ces militants chinois, ce sont ces hommes du 4 mai, enseignants et étudiants, vers lesquels Chen Duxiu se tourne pour leur proposer de continuer ce qu'ils ont entrepris ensemble, en construisant un parti communiste chinois, qui est ainsi, directement, la poursuite sous une autre forme de ce grand mouvement. A la mi-juillet, Voitinsky crée à Shanghai la Ligue socialiste des jeunes, qui va permettre d'envoyer des étudiants au sein du mouvement Travail et étude, en France et en Allemagne, pour se familiariser avec le mouvement ouvrier, le marxisme, les partis et l'Internationale communiste. On crée aussi un club de recherches marxistes à Pékin, très large et très ouvert, et un cercle d'études marxistes de haut niveau à Shanghai, ainsi qu'une école de langues que dirige Yang Mingzhai. Le groupe initial essaime. Shanghai publie toujours la revue de Chen Duxiu, *Xin Qingnian*, un journal pour les ouvriers, *Laodong je* (Le Monde ouvrier), diffusé d'emblée à plusieurs centaines d'ouvriers, et le journal clandestin *Gongchandang* (Communisme). Puis Chen Duxiu va à Canton diriger personnellement le travail[25].

Les échanges se font désormais dans les deux sens. Qu Qiubo, un étudiant avancé, devenu journaliste, disciple et collaborateur de Chen Duxiu, passe par Irkoutsk et prend contact avec le secrétariat de l'Internationale pour l'Extrême-Orient avant de se rendre à Moscou. Puis c'est le départ de Peng Shuzhi et d'un petit groupe[26]. Peng Shuzhi écrit qu'en route pour Moscou, où il va suivre les cours de l'université, il rencontre Viktor Daline, dirigeant des Komsomols, membre du bureau d'Irkoutsk, un jeune historien de la Révolution française qui est aussi membre du bureau de l'IC après avoir été clandestin à Odessa en 1918, où nous l'avons déjà rencontré[27]. Il y a sans doute ici une confusion de la part de Peng entre Viktor et Sergeï Daline, tous deux de la direction des JC, tous deux futurs oppositionnels, Sergeï étant celui des deux qui a eu des contacts suivis avec la Chine et s'y est rendu à plusieurs reprises. Au début de 1921, arrive un proche de Chen Duxiu, l'intellectuel révolutionnaire, dirigeant de la jeunesse socialiste de Chine, Zhang Tailei, vingt-trois ans, interprète de haut niveau, qui passe par Irkoutsk avant de

23. Peng Shuzhi, *op. cit.*, p. 163-166.
24. *Ibidem*, p. 173.
25. *Ibidem*, p. 206-211.
26. *Ibidem*, p. 287-290.
27. *Ibidem*, p. 257.

rejoindre Moscou[28]. Il explique en arrivant qu'il vient de participer à Shanghai, avec Chen Duxiu et d'autres, à une réunion où a été débattue la question de savoir s'il fallait on non créer un parti communiste avec les maigres forces – quelques dizaines d'hommes – dont on disposait sur le moment pour un tel objectif. Peng a beaucoup apprécié ce « grand gaillard des plus convaincus et des plus convaincants ». Nombre d'étudiants avancés partent déjà, dans le cadre de Travail et études, pour la France, où ils pourront étudier le marxisme tout en travaillant en usine. Parmi les voyageurs, on trouve des noms qui deviendront célèbres : Liu Shaoqi, Peng Shuzhi, Cai Hesen, Li Lisan, Zhou Enlai. A Berlin aussi il y a des étudiants chinois, dont Deng Xiaoping, puis Zhou Enlai.

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le bureau d'Extrême-Orient de l'Internationale a-t-il poussé à la proclamation formelle d'un parti communiste ? Cela paraît probable, bien que la décision ne soit pas indiscutable. Les conditions de sa tenue furent précaires. Les principaux dirigeants, Li Dazhao et Chen Duxiu, n'ont pu y participer. Ses débats furent interrompus par la menace d'une descente de la police française du quartier de la Concession internationale, et il se termina sur un bateau[29]. Il s'agissait de la constitution en Chine d'un noyau communiste organisé, en liaison avec l'Internationale, tâche très difficile dans les conditions de l'époque dans ce pays déchiré par les rivalités des Puissances et les cliques militaristes des seigneurs de la guerre. Ceux qui l'entreprenaient semblent avoir été convaincus de son urgence malgré la terrible faiblesse de leurs moyens et de leurs effectifs : 70 membres au plus dans les groupes autour de Chen Duxiu dans la région de Shanghai. Seule la Jeunesse communiste connaît un développement rapide, que vient étudier et épauler Sergeï Daline.

Peng Shuzhi, dans ses Mémoires, ironise avec beaucoup d'entrain sur les falsifications commises au sujet de ce congrès de fondation du temps de Mao Zedong, dont il affirme que tout le monde savait de quoi il s'agissait. Suivons-le : le congrès s'est tenu début et non pas fin juillet, il comptait treize délégués et non pas douze. Le rôle principal n'a pas été joué, comme l'ont prétendu les auteurs de l'époque de Staline et de Mao, par Mao Zedong et Dong Biwu, mais par les lieutenants de Chen Duxiu, Li Da et Li Hanjun. Peng Shuzhi insiste beaucoup. Ce congrès ne fut, pour lui, qu'un moment dans le processus de constitution du parti tel qu'il avait commencé à Shanghai et s'était poursuivi à Pékin, Canton et ailleurs.

MISSION DE MARING

Un autre émissaire de l'Internationale, le Néerlandais Henk Sneevliet, dit Maring, trente-huit ans, qui a longtemps travaillé et milité en Indonésie, est parti pour Pékin en avril 1921, et c'est lui qui va conditionner le proche avenir du PC chinois. Il constate en effet que le bureau d'Irkoutsk ne travaille qu'avec ce qu'il connaît, la Chine du Nord, dont on espère que le seigneur de la guerre de Pékin, le général Wu Peifu, va reconnaître la république russe de Tchita. Pour les gens d'Irkoutsk, Sun Zhongshan (Sun Yat-sen), le chef du gouvernement de Canton, nationaliste et réformateur, n'est qu'un rêveur. Il est vrai que son gouvernement, dont l'autorité repose sur l'accord de divers seigneurs de la guerre, est suffisamment précaire pour être chassé de Canton deux fois en trois ans. Or Maring découvre le gouvernement de Canton, Sun Zhongshan, le père du nationalisme chinois, et son parti le Guomindang. Il sait peu de choses sur l'activité des communistes

28. *Ibidem*, p. 287-288.
29. *Ibidem*, p. 226-227.

et il est choqué par le caractère groupusculaire de leur organisation. Il voit la Chine avec ses lunettes indonésiennes. Il écrit dans son rapport à l'exécutif :

En juillet 1921, des représentants des groupes locaux se sont réunis à Shanghai et ont décidé de former un parti communiste et de rejoindre la Comintern, bien qu'il eût été préférable de demeurer un groupe de propagande. Le parti devait travailler dans l'illégalité. On demanda au camarade Chen Duxiu de quitter son travail à Canton et de prendre la direction politique du parti. Le parti a publié une revue communiste mensuelle, régulièrement, et une propagande régulière pour l'organisation syndicale a été recommandée dans les centres de Shanghai, Canton et Pékin. [...] Quelques brochures communistes ont été traduites en chinois. La conférence de Shanghai en juillet a été interrompue brutalement à cause des mesures que la police française était en train de prendre. Le camarade Chen [...] vint à Shanghai à la fin d'août, après que les représentants du Komintern l'eurent invité à prendre en main le travail politique dans la petite secte communiste. Un secrétariat ouvrier a été fondé à Shanghai [...]. Du fait que le Parti communiste ne travaillait que dans l'illégalité, il n'avait aucun succès remarquable [...]. Dans les instructions que le camarade Nikolsky avait reçues d'Irkoutsk, on lui avait dit d'assister à toutes les conférences de la direction du parti. Les camarades chinois n'ont pas accepté ; ils y voyaient une tutelle et il en a résulté des difficultés[30].

Le reste du séjour de Maring en Chine a été consacré à un grand voyage dans le sud, qu'il a effectué avec Zhang Tailei, et qui fut, pour lui, de toute évidence, la partie la plus importante de son voyage en Chine. Il explique : « A Shanghai, j'avais eu une idée très pessimiste du mouvement en Chine et de ses possibilités. Je découvris dans le Sud qu'un travail fructueux est possible et peut aboutir[31]. » Son rapport à l'exécutif sur le Guomindang est particulièrement intéressant, bien que singulièrement partial dans une description destinée évidemment à apporter de l'eau au moulin de ses propositions. Il distingue dans le parti nationaliste quatre types de membres :

1. L'intelligentsia dirigeante. Ce sont surtout des hommes qui ont participé à la révolution de 1911. Nombre d'entre eux ont connu le socialisme au Japon ou en France et se disent socialistes. Sun Zhongshan est l'un de ceux-là : il m'a dit personnellement qu'il se considère comme un bolchevik. Un groupe de trois de ses collaborateurs a publié pendant quelque temps à Canton une revue marxiste mensuelle. Ce travail n'a été interrompu que quand l'expédition du Nord a été organisée. J'ai également rencontré plusieurs officiers parmi les contacts que j'ai eus, qui manifestaient un grand intérêt pour la révolution russe et l'organisation de l'Armée rouge.

2. Les émigrants. Ce sont les éléments capitalistes dans le Guomindang. Ces Chinois ont toujours financé le parti : ils en attendent l'unification de la Chine, l'établissement de la loi et de l'ordre, l'élimination de l'influence des seigneurs de la guerre qui se combattent les uns les autres et la défense de l'indépendance de la Chine de la domination étrangère. La bourgeoisie chinoise est installée dans les colonies à l'étranger et n'a commencé que très récemment à fonder en Chine même des sociétés capitalistes. Elle n'a pas d'objectifs politiques propres clairs. Les dirigeants du Guomindang ne peuvent réellement exprimer les besoins de ce groupe.

3. Les soldats de l'armée du Sud. Ces éléments déclassés qui vivent dans des conditions très défavorables ont partiellement rejoint le parti, quand bien même certains généraux sont contre l'organisation politique des soldats. Les jeunes officiers qui appartiennent au Guomindang font de la propagande parmi les soldats et Sun Zhongshan lui-même, après son arrivée à Guilin, a

30. Le texte du rapport Maring sur la Chine avait été présenté à *China Quarterly* par H. R. Isaacs, qui nous a autorisé à reproduire les extraits les plus importants de ce texte daté du 11 juillet 1922. La référence est aux *Cahiers Léon Trotsky*, n° 15, septembre 1983 p. 77-88, ici p. 81-82.

31. *Ibidem*, p. 83.

discuté les objectifs de l'organisation Guomindang dans plusieurs réunions et a expressément cité l'exemple de l'Armée rouge russe dans ses entretiens.

4. Les ouvriers. Sun Zhongshan a depuis longtemps des contacts avec les ouvriers surtout dans la province du Guangdong et dans les émigrants ; les dirigeants de ce parti ont soutenu l'organisation de syndicats à Canton et, pendant les grèves, se sont rangés du côté des ouvriers. J'a vu clairement, au cours de la grande grève des marins de janvier de cette année, combien était étroit le lien entre les ouvriers et le Guomindang. Toute la grève était dirigée par des membres de cette organisation politique ; les grévistes participaient aux manifestations de ce parti et toute l'aide financière provenait du Guomindang. Tandis que le Parti communiste à Canton n'avait pas la moindre liaison avec les marins en grève et ne soutenait pas la grève, parce que le parti, là, pensait qu'il ne pouvait militer que dans l'illégalité, les liens entre le Guomindang et les grévistes étaient si étroits que 12 000 marins de Canton, Hongkong et Shantou environ sont devenus membres de ce parti [32].

LES TRAVAILLEURS SE SOULÈVENT

La rencontre entre Maring et Sun Zhongshan a ouvert au moins initialement des horizons à ce dernier. Le 28 août 1921, se présentant comme le chef du gouvernement national, il écrit à Tchitcherine :

> Je suis extrêmement intéressé par votre œuvre, en particulier par l'organisation de vos soviets, de votre armée, de votre éducation. Je voudrais connaître tout ce que vous-même et d'autres pouvez m'apprendre, en particulier sur l'éducation. Comme Moscou, je voudrais implanter profondément les fondements de la République de Chine dans l'esprit des jeunes générations qui sont les travailleurs de demain. Avec mes meilleurs vœux pour vous-même, pour mon ami Lénine et pour tous ceux qui ont tant œuvré pour la cause de la liberté humaine [33].

Dans les mois qui ont suivi la fondation du Parti communiste chinois, on a assisté à un développement en tempête du mouvement ouvrier, marqué par une série de grandes grèves dans lesquelles le secrétariat du travail, créé par le PCC et confié à Zhang Guotao et Li Qihan, joue un rôle non négligeable, mais dont le soutien massif du Guomindang qui organise nombre de grévistes est le facteur principal. La grève des marins de Hongkong, soutenue par le Guomindang et le gouvernement de Sun Zhongshan, dure du 12 janvier au 5 mars 1922. La victoire des grévistes donne un élan au mouvement ouvrier qui se concrétise par la tenue, du 1er au 6 mai, du Ier congrès panchinois du travail, ouvert à toutes les organisations ouvrières de Chine. Les mois qui suivent voient apparaître de nombreuses organisations syndicales ou parasyndicales, dont le célèbre Club ouvrier d'Anyuan dans les houillères [34]. Un mouvement d'organisation touche les différentes corporations, travailleurs des chemins de fer, des métaux, du textile. Une impétueuse montée ouvrière secoue le pays.

L'élan va être temporairement brisé par la féroce répression que le seigneur de la guerre de Pékin, Wu Peifu, jusque-là considéré comme un allié potentiel à Moscou, déchaîne le 7 février 1923 contre la grève des cheminots du Jing-han. L'attaque de l'armée fait ce jour-là des dizaines de morts. Le dirigeant syndicaliste Lin Xiangqian est décapité devant la gare après avoir refusé une fois de plus de donner l'ordre de reprise du travail. Le jeune avocat – communiste – des grévistes, le très remarquable Shi Yang, est condamné à mort et fusillé le 15 février [35].

32. Rapport Maring, *loc. cit.*, p. 84.
33. Cité dans Lénine, *Œuvres*, t. XLV, p. 747, n. 545.
34. Jean Chesneaux, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, p. 262-273.
35. *Ibidem*, p. 553-554.

MARING ET LE GUOMINDANG

A cette date, qui marque évidemment le terme des illusions que le bureau d'Irkoutsk avait entretenues quant aux possibilités d'un accord limité avec Wu Peifu, la situation des communistes chinois a déjà beaucoup changé. C'est encore Maring qui explique pourquoi, dans son rapport à l'exécutif :

J'ai quitté Shanghaï le 24 avril (1922), après quelques conversations avec des membres du comité central du Guomindang. J'ai suggéré à nos camarades d'abandonner leur exclusive à l'égard du Guomindang et de commencer leur activité politique à l'intérieur du Guomindang par l'intermédiaire duquel on peut plus facilement avoir accès aux ouvriers du Sud et aux soldats. Le petit groupe n'a pas à renoncer à son indépendance ; bien au contraire, les camarades doivent décider ensemble de la tactique qu'ils utiliseront à l'intérieur du Guomindang Les dirigeants du Guomindang m'ont dit qu'ils autoriseraient la propagande communiste à l'intérieur de leur parti.

Nos camarades étaient contre cette idée. Les perspectives de propagande pour ces petits groupes sont particulièrement minces tant qu'ils ne veulent pas s'unir au Guomindang [36].

Des années plus tard, redevenu Sneevliet, ayant quitté PC et Comintern, il explique à Harold R. Isaacs comment il a été conduit à l'idée de l'entrée des communistes dans le Guomindang par sa propre expérience à Java et l'entrée des social-démocrates dans le mouvement Sarekat Islam :

Le Sarekat Islam était la toute première forme d'organisation de masse à Java. Elle avait été constituée en 1911 et avait un caractère mixte, économique, social et religieux. Elle était dirigée contre l'exploitation des Javanais par les propriétaires européens de sucreries. Cette organisation de masse avait, comme son aile gauche (centrée à Samarang), une formation qui acceptait la propagande de l'association indienne sociale-démocrate que j'aidais à organiser et à développer sa propre propagande sur les lignes de la lutte de classes. Cette propagande avait un fort soutien à l'intérieur du Sarekat Islam et ce fut surtout vrai pendant les années de guerre 1914-1918. Le résultat fut qu'au congrès de 1918 la déclaration de principes accepta l'idée de la lutte contre « le capitalisme plein de péchés ».

Le contact avec la gauche du Sarekat Islam créait la possibilité d'organiser des syndicats ouvriers sous la direction de nos hommes, dont le plus important était celui des cheminots. Les éléments purement nationalistes, qui s'opposaient à l'influence croissante de notre propagande socialiste, suivaient l'exemple du développement de syndicats et créaient les leurs. La forme lâche d'organisation du Sarekat Islam conduisait à une croissance rapide de l'influence de nos social-démocrates indonésiens, javanais et malayens. Au point que des syndicats furent créés jusque dans l'armée, et ce en temps de guerre [37].

A l'époque où il aurait pu être tenté de se débarrasser sur d'autres épaules de la responsabilité de cette opération, il commente, détruisant la légende d'un « plan » de la Comintern pour investir le Guomindang dont il n'aurait été que l'exécutant : « Le risque encouru n'était pas grand. La forme d'organisation du Guomindang était lâche et la possibilité existait d'avancer nos idées dans le mouvement nationaliste et de développer un mouvement de masses révolutionnaire anti-impérialiste [38]. » Revenu à Moscou via Marseille, Maring s'entretient longuement avec Radek, qui lui paraît plus intéressé par les questions militaires et diplomatiques que par celles qui concernent le parti chinois. Il repart pour la Chine avec la mission diplomatique d'A.A. Ioffe.

36. Rapport Maring, *loc. cit.*, p. 88.
37. « La Question chinoise », *CLT*, p. 89-94, ici, p. 91.
38. *Ibidem*, p. 92.

En août 1922, le comité central du PC chinois réuni à Hangzhou a décidé l'entrée individuelle des membres du parti dans le Guomindang. On la présente comme une décision prise sous la pression de la Comintern. Nombreux sont les militants en désaccord : Peng Shuzhi, mais surtout Zhang Guotao. Sans en avoir probablement pris conscience, l'émissaire de l'exécutif vient d'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la Comintern où se confondent ouvertement les exigences de la construction d'un parti communiste et celles de la diplomatie soviétique.

LA COLLABORATION SINO-RUSSE

C'est pour les Soviétiques un éclatant succès. Ils vont désormais jouer le rôle d'allié privilégié du gouvernement de Canton – où Sun vient de revenir –, bref, un retour sur la scène mondiale. Il est, du point de vue révolutionnaire, très lourd de conséquences que personne ne semble avoir alors entrevues. La déclaration commune déclare sur le terrain des principes :

> Le Dr Sun Zhongshan pense que le système communiste et même celui des soviets ne peuvent pas être introduits en Chine où n'existe aucune condition favorable à leur application. Ce sentiment est entièrement partagé pat M. Ioffe qui pense que le problème le plus important et le plus urgent pour la Chine est celui de son unification et de son indépendance nationale. Il a assuré au Dr Sun Zhongshan que la Chine a toute la sympathie du peuple russe et peut compter sur l'appui de la Russie dans cette grande entreprise [39].

Mais la politique du Parti communiste chinois ne se trouve-t-elle pas du coup sérieusement limitée ? Le communisme chinois entre dans une nouvelle étape de son histoire. Son IIIe congrès, en juin 1922, approuve la collaboration avec le Guomindang. Zhang Tailei accompagne le général Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) dans ses négociations à Moscou sur la collaboration militaire de septembre à novembre 1923. En septembre 1923, Mikhaïl Borodine – que nous avons déjà rencontré plusieurs fois – arrive en qualité de conseiller de Sun Zhongshan, envoyé par le parti russe. Il est le conseiller d'une commission de neuf membres pour la réorganisation du Guomindang, à laquelle participent également Li Dazhao et Tan Pingshan. Zhou Enlai devient responsable politique de l'école des cadets de l'armée de Sun que dirige (Jiang Jieshi), l'Académie militaire de Huangpu (Whampoa). Au printemps 1924 vont arriver les conseillers militaires que dirige dans un premier temps un des espoirs de l'Armée rouge, le jeune Pavel Andreïevitch Pavlov.

Un certain nombre de notables nationalistes, et Jiang Jieshi en particulier, commencent à s'inquiéter de la place que prennent les communistes, et de ses possibles conséquences. Avant et pendant le congrès du Guomindang de janvier 1924 – dont le conseiller soviétique Tcherepanov nous a laissé un très vivant récit – se déroule dans le Guomindang un conflit très dur entre la droite, dont Hu Hanmin est le plus souvent le porte-parole, et les partisans de l'alliance russe, dont Liao Zhongqai est le défenseur. Ce sont certes ces derniers qui l'emportent, car telle est la volonté de Sun Zhongshan. Pourtant, sa mort, en mars 1925, et l'assassinat de Liao Zhongqai à l'instigation de la droite, en août, vont révéler la fragilité du système.

39. La version originale de la déclaration en anglais a paru dans le *North China Herald*, 3 février 1923, p. 189. La première version chinoise datait du 15 janvier 1923. La première édition dans les *Izvestia* a censuré la phrase selon laquelle la Chine n'était pas mûre pour le communisme.

LA NAISSANCE D'UN PARTI AU JAPON

En bons marxistes, les dirigeants de l'Internationale étaient infiniment plus préoccupés par le Japon, puissance industrielle et État moderne où une révolution prolétarienne leur semblait avoir des chances raisonnablement proches de vaincre, à la différence de l'océan rural qu'était la Chine dépecée. C'est d'ailleurs probablement au Japon que sont apparus les premiers intellectuels marxistes asiatiques, dont les communistes chinois et indiens ont été les disciples. Par-dessus le marché, la Comintern disposait à l'égard du Japon d'un atout particulièrement précieux en la personne d'un vétéran du socialisme dans ce pays, Katayama Sen, qui avait cinquante-sept ans au moment de la révolution d'Octobre.

Plus militant que théoricien, il avait été l'un des principaux organisateurs des premiers syndicats au Japon avant la fin du XIX[e] siècle, puis un agitateur socialiste très connu. Tous les socialistes savaient qu'au congrès de l'Internationale à Amsterdam, en 1904, il s'était prononcé avec éclat à la tribune contre la guerre russo-japonaise, et on se souvenait de sa poignée de mains à la tribune au délégué russe Plekhanov, symbole de l'internationalisme des socialistes contre la guerre. Le Japonais avait rencontré à Amsterdam bien des hommes qui devaient par la suite se frayer un chemin vers la III[e] Internationale, à commencer par les tribunistes hollandais, dont S J. Rütgers et évidemment Rakovsky. Il avait finalement émigré aux États-Unis en 1914. Là, appelé par Rütgers à New York, il s'était retrouvé au cœur de la tendance de gauche du SPA avec Louis Fraina, de qui il fut très proche, Rütgers lui-même et les réfugiés russes, Trotsky, Kollontaï, Boukharine. La révolution russe l'avait transporté d'enthousiasme, et on appela « les bolcheviks » le groupe d'une quinzaine de jeunes Japonais qu'il avait gagnés parmi les émigrants de New York et pour qui il était, très simplement et très respectueusement, *« Rojin »* (le Vieux). Tous se convainquirent très vite de la nécessité de fonder au Japon un véritable parti communiste.

C'est ainsi qu'en mai 1919 celui de ses disciples qu'il jugeait le meilleur, Kondo Eizo, s'embarquait à San Francisco sur le *Korea Maru* pour rejoindre Tōkyō, afin d'y prendre les contacts pour préparer la fondation dans leur pays d'un vrai parti communiste. Katayama demeurait à New York, intermédiaire nécessaire pour des liaisons qui ne pouvaient se faire directement entre Tōkyō et Moscou et qu'il fera bientôt passer par l'intermédiaire du bureau d'Amsterdam de l'Internationale communiste de son vieux camarade Rütgers.

Il ne semble pas qu'à cette époque la Comintern avait trouvé de son côté des contacts japonais. Le premier Japonais qui apparaît dans son histoire, indépendamment du groupe de Katayama-Kondo, est l'unique délégué japonais au congrès de Bakou en septembre 1920, membre de son présidium, Yoshikawa Gentaro, un ancien IWW en Amérique, dont la biographie ultérieure n'a pu être reconstituée, bien qu'on le retrouve ensuite dans diverses rencontres internationales. La tâche de Kondo au Japon ne se révèle pas facile. Il est aux prises, dans une clandestinité rigoureuse, avec d'autres individus ou groupes qui répugnent à faire une place à une formation nouvelle et ambitieuse. Certains connaissent évidemment Katayama depuis longtemps. Les principaux sont l'anarcho-syndicaliste Osugi Sakae, le socialiste avancé Sakai Toshihiko, le théoricien marxiste Yamakawa Hitoshi, tous deux condamnés à la prison en 1908, et Arahata Kanson, anarchiste d'origine. Pourtant, des perspectives apparaissent avec la possibilité d'une aide matérielle de l'Internationale communiste. A l'été 1920, ces hommes se mettent d'accord pour s'unifier dans une Ligue socialiste où chacun sera libre de défendre ses perspectives.

A l'automne 1920, Osugi se rend à Shanghai pour participer à une conférence socialiste

d'Extrême-Orient à laquelle Voitinsky est présent. Il est très critique à l'égard des bolcheviks et de leur politique russe, mais accepte de participer, avec l'argent que lui remet Voitinsky, à la création d'un journal japonais dont le rédacteur en chef sera Kondo. Début 1921, en effet, paraît le journal *Rodo Undo* (Mouvement ouvrier). Ce premier pas en entraîne d'autres. Au printemps 1921, Kondo a réussi à intéresser au projet de fondation d'un parti communiste plusieurs socialistes de gauche et leurs groupes : Sakai, Yamakawa et Arahata acceptent de le mandater pour qu'il aille chercher des fonds auprès des émissaires de l'Internationale. Il part pour Shanghai. Là, il est reçu par une commission spéciale de la Comintern composée de douze Chinois et Coréens et présidée par Djishun Pak. Il présente un rapport sur la situation du mouvement au Japon, ses projets et ses besoins. La commission lui remet 6 300 yens, (environ 3 000 dollars), pour les dépenses d'organisation et de propagande au Japon. Elle l'invite en outre, avec un camarade de son choix, à représenter son pays au IIIe congrès de l'Internationale. L'arrestation de Kondo à son retour au Japon complique les choses, d'autant qu'il est porteur d'une grosse somme et que la situation est très tendue entre marxistes et anarchistes, au point que la Ligue socialiste a explosé et que la polémique publique fait rage. Finalement apparaît une nouvelle formation, le Parti communiste ouvrier (littéralement Parti communiste « des gens de l'aube »), sur lequel Kondo, sans illusions, va faire ce commentaire : « En tant que nébuleuse informe, ce parti était un produit d'un mélange confus de socialistes, d'anarchistes et de social-démocrates [...], une étape inévitable dans le développement du mouvement révolutionnaire au Japon[40]. »

LE CONGRÈS DES PEUPLES D'ORIENT

Peu après arrive clandestinement au Japon le Chinois Zhang Tailei – que nous avons déjà rencontré à Irkoutsk et à Shanghai. Il apporte de l'argent et des invitations pour les groupes révolutionnaires, les sollicitant pour qu'ils envoient leurs plus jeunes éléments au congrès des peuples d'Extrême-Orient qui doit se tenir prochainement. Le premier délégué qui quitte le Japon est un disciple de Yamakawa, le juriste Tokuda Kyuchi. Ce congrès est aussi l'heure de gloire de Katayama, qui se rend à Moscou où il arrive par train, venant de Paris via Berlin, le 14 décembre 1921. Il est accueilli avec la solennité due aux chefs et l'affection due aux vieux lutteurs, par une foule enthousiaste qui compte beaucoup d'Asiatiques et aussi de vieux amis, une garde d'honneur de l'Armée rouge, un discours fraternel de Trotsky en personne et une délégation de dirigeants dans laquelle figurent Zinoviev, Kalinine, Lounatcharsky et Radek. C'est sans doute son apothéose. En tout cas, c'est un de ses derniers voyages. Il est mort en URSS en 1933. Curieusement, Moscou traite Katayama comme elle n'a jamais traité Chen Duxiu, personnage d'une tout autre envergure pourtant et surtout d'une tout autre signification dans son propre pays.

Le congrès des peuples d'Orient se tient en deux temps : une session préliminaire à Irkoutsk à la fin de 1921, puis le congrès proprement dit, qui s'ouvre à Moscou le 21 janvier 1922 et dure dix jours. Le gros des délégués sont les Chinois (42), les Japonais (14) et les Coréens (52). Mais il y a aussi des Mongols, des Javanais, des Philippins, en plus petit nombre il est vrai. Considéré comme la suite du congrès de Bakou, il en est plutôt le pendant pour l'Extrême-Orient. Parmi les délégués chinois, au titre du Guomindang, le Cantonais Huang Lingshuang. Les deux principaux orateurs russes sont Zinoviev et Safarov, que Peng Shuzi, l'un des cinq délégués chinois, qualifie dans ses Mémoires d'« étoile montante du monde savant soviétique, très érudit et très bonhommme », sur-

40. Cité par S. Langer, *Red Flag in Japan*, p. 12.

nommé « Boukharine II[41] ». Tous deux insistent sur le rôle central du Japon dans la révolution mondiale. Zinoviev explique que « la clé de la question d'Extrême-Orient est aux mains du Japon », que ce que Marx avait dit d'une révolution européenne sans la Grande-Bretagne est vrai en Extrême-Orient : une révolution sans le Japon, c'est la tempête dans une tasse de thé. 3 millions d'ouvriers industriels et 5 millions de paysans sans terre répondront aux questions posées par l'histoire, même si aujourd'hui les éléments conscients parmi eux ne peuvent être comptés que par centaines[42]. Safarov le répète en parlant de la Chine : « Il faut gagner au camp de la révolution les masses paysannes. Le mouvement ouvrier chinois apprend tout juste à marcher. Nous ne construisons pas des châteaux en Espagne pour un avenir proche, nous ne nous attendons pas à ce que la classe ouvrière chinoise prenne cette position de commandement que les Japonais, eux, sont capables de conquérir dans un avenir proche[43]. »

Deux des délégués japonais qui prennent la parole sont de jeunes éléments : Tokuda et Takase Kyoshi. Mais la vraie discussion, selon Peng, dépasse les délégués orientaux et reste cantonnée aux Russes. Katayama est élu à l'exécutif, où il va être chargé des questions d'Extrême-Orient. La délégation tout entière est reçue par le commissaire aux Nationalités, Staline. Quelques-uns des délégués, japonais comme chinois, restent à Moscou pour suivre les cours de l'Université communiste des peuples d'Orient, les autres reviennent par un long périple en chemin de fer qui les conduit, via le Baïkal, à Vladivostok.

Dans l'intervalle, la situation a changé. La diffusion d'un tract antimilitariste a déchaîné la répression, Kondo et bien d'autres sont en prison. Les jeunes, revenus enthousiastes du congrès, ne se découragent pas. Ils rencontrent les anciens un par un et arrachent finalement le consentement de Sakai, Arahata et Yamakawa. Le 5 juillet 1922 est créé le Parti communiste du Japon. Le 15, il tient son Ier congrès dans une maison de Tōkyō, élit un comité central de sept membres, mélange d'anciens et de jeunes.

DÉBUTS DU PC JAPONAIS

Les débuts du jeune parti sont prometteurs. D'emblée, dans *Zen-ei* (Avant-garde), Yamakawa a expliqué la nécessité d'un tournant dans le mouvement ouvrier. Il faut agir pour la défense quotidienne des opprimés. Les communistes japonais s'engagent résolument dans l'action syndicale, et quelques jeunes militants ouvriers comme Nabeyama Sadachika, d'Ōsaka, et Watanabe Masonosuke, qui vient d'organiser le syndicat Nanka à Tōkyō, deviennent des dirigeants reconnus. Il obtient aussi un succès sans précédent dans les milieux intellectuels, particulièrement la jeunesse étudiante. L'une de ses figures de proue est l'économiste Sano Manabu. La fédération étudiante est dirigée par le jeune communiste Yoshio Shiga. Au IVe congrès, dans son rapport, Zinoviev se montre optimiste : « Nous avons au Japon un petit parti qui, avec l'aide du comité exécutif, s'est unifié avec les meilleurs éléments syndicalistes. C'est un parti jeune, mais c'est un noyau important, et le Parti communiste japonais doit maintenant sortir un programme[44]. »

En fait, le parti japonais était un parti fragile. Militaires et policiers l'abattront d'un coup de terreur – particulièrement brutal, il est vrai. Saisissant l'occasion des paniques qui succèdent au tremblement de terre de Tōkyō, le 1er septembre 1923, ils déclenchent au nom de l'ordre une opération criminelle sans précédent contre les « indésirables », au

41. Peng Shuzhi, *op. cit.*, p. 297.
42. *The First Congress of the Toilers of the Far East*, p. 21 *sq.*
43. *Ibidem*, p. 166.
44. *Protokoll des IV. Kongress*, p. 51.

premier rang desquels ils mettent syndicalistes et communistes. Il y a des milliers d'arrestations. Une dizaine de dirigeants syndicaux sont fusillés sans jugement. Osugi, arrêté, est étranglé dans sa cellule par un capitaine de la police militaire. Et finalement ce sont des dirigeants brisés par la répression ayant frappé leurs camarades et attendant leur tour dans l'angoisse et la peur qui décident en mars 1924 l'autodisssolution du Parti communiste – un geste sans précédent.

AUTRES PARTIS D'ORIENT

Nous ne savons pas grand-chose du Parti socialiste coréen qui avait été fondé à Vladivostok en avril 1919 et qui envoya au IIe congrès de l'Internationale trois délégués, dont Djishun Pak. C'est de ce parti qu'est né en 1920 le Parti communiste coréen, dont la Comintern accepta l'adhésion et que Djishun Pak représenta à plusieurs reprises dans ses instances. Il n'y eut probablement pas de parti communiste proprement dit, seulement des communistes sans parti, dans la Corée soumise. En émigration, ses cadres se trouvaient en partie à Irkoutsk, en partie à Shanghai, où ils avaient établi un « gouvernement en exil ». Nous ne pouvons présenter d'explication pour le nombre extrêmement élevé de délégués coréens au congrès des peuples d'Orient de janvier 1922 ; nous savons seulement qu'il y avait parmi eux nombre de paysans et, on peut le supposer, aussi des travailleurs émigrés.

Il a été parlé plus haut de la fondation du PKI, le Parti communiste indonésien, à travers l'organisation nationaliste Sarekat Islam. C'est en mars 1920, sous l'impulsion du communiste néerlandais Baars, camarade de Sneevliet-Maring, qu'il se constitue sous la direction de deux Javanais, Darsono et Semaoun. Il est formellement admis dans l'Internationale au mois de novembre suivant. Il est alors l'Union communiste des Indes (Perserikatan Komunist di India) et deviendra Partai Komunis Indonesia en 1924, sans changer d'initiales.

Au IVe congrès de la Comintern, l'un de ses délégués, Ibrahim Tan Malakka, se distingue d'abord en refusant de laisser limiter son temps de parole après un voyage qui a duré quarante jours. Il assure ensuite que la dénonciation du panislamisme sous la forme où elle a été faite au IIe congrès de l'Internationale est erronée et qu'elle a permis d'isoler les communistes et de les boycotter dans son pays. Sa conclusion est claire : « La signification du panislamisme aux Indes sous le joug des puissances impérialistes mondiales, c'est cela que nous avons propagé. [...] Nous voulons soutenir la guerre nationale, nous voulons aussi soutenir la guerre de libération des 250 millions de musulmans très agressifs et très actifs, contre les puissances impérialistes. Et je pose à nouveau la question : devons-nous soutenir le panislamisme dans ce sens[45] ? »

Il y a eu dans le PKI de vives tensions après le retour des Pays-Bas de son dirigeant Semaoun, qui, influencé par les communistes néerlandais, explique qu'il ne faut pas brusquer les choses en ce qui concerne la lutte pour l'indépendance, ce qui est compris par certains comme une renonciation à cette lutte. Le Parti communiste a une réelle influence parmi les travailleurs. En octobre 1921 s'est constitué à Java un « centre syndical révolutionnaire » qui a annoncé son adhésion à l'ISR. Les délégués du syndicats des cheminots indonésiens sont à Moscou à la IIIe conférence des travailleurs du transport du comité international de propagande. Les cheminots de Java font grève en mai 1923 pour protester contre l'arrestation de leur président, Semaoun, qui est aussi dirigeant du PKI. Les communistes ont aussi de fortes positions chez les gens de mer.

45. *Protokoll des IV. Kongress*, p. 189.

Le vrai tournant de la protohistoire du PKI se situe pourtant en février 1923, avec la scission du Sarekat Islam, dont se détache – malgré la réprobation de l'exécutif de la Comintern – une organisation contrôlée par les gens du PKI, le Sarekat Islam rouge « Sarekat Rakjat », dirigée notamment par Hadji Misbach, un musulman religieux et anarchisant. Le PKI se retrouve donc à contre-courant dans l'Internationale.

Le premier communiste du Vietnam est aussi le plus connu, Nguyen That Tanh, devenu célèbre sous le nom d'Hô Chi Minh. Parti à vingt et un ans pour un tour du monde, il est arrivé à Paris au temps de la révolution d'Octobre et a été enthousiasmé par elle. Il a tenté de revendiquer dans le congrès de la paix à Versailles l'égalité des droits pour les Vietnamiens. Délégué au congrès de Tours, il est devenu communiste. En février 1922, il a participé au congrès des exploités d'Extrême-Orient à Petrograd avec un autre Vietnamien, ancien mécanicien de la marine française, mutiné, qui a fait deux ans de bagne, Ton Duc Thang, déjà mentionné précédemment, qui lui succédera en 1960 à la tête de la République démocratique du Vietnam. En 1923, il est à Moscou, délégué au Ier congrès de la Krestintern, membre de son exécutif, passe une année à étudier à l'université des peuples d'Orient de Tachkent, et est nommé plénipotentiaire de l'exécutif auprès du bureau d'Exrême-Orient de Shanghai de la Comintern, fondé en 1922.

Des rapports de services occidentaux signalent l'existence de deux Thaïs appartenant à son réseau qui jouent un rôle dans la Comintern en 1923. Un délégué des Philippines prend part en 1922 au congrès de Petrograd. En 1924, un émissaire de la Comintern va y prendre des contacts.

AUTRES PAYS ET CONTINENTS TOUCHÉS

Pour l'Afrique, les contacts ont été recherchés essentiellement dans les métropoles des empires coloniaux, particulièrement à Londres et à Paris, où se trouvent après la guerre étudiants et travailleurs originaires des colonies. Pendant la première période, ils sont peu nombreux : on voit pourtant apparaître de vrais cadres issus des colonies dans le cours du travail de fraternisation dans la Ruhr, avec l'Algérien Ben Lekhal et le Sénégalais Lamine Senghor, deux jeunes hommes appelés tous deux à jouer un rôle important dans un mouvement qui n'est encore qu'embryonnaire. Rappelons aussi, sans pouvoir donner plus d'indications, qu'une série de contacts semblent avoir été pris en Afrique orientale par le fameux Iakov Blumkine, agent du IVe Bureau de l'Armée rouge, ancien secrétaire de Trotsky et émissaire de la Comintern. Nous ignorons si c'est par lui que le Soudanais Matar a intégré très tôt le mouvement communiste, ce qui lui a permis de jouer un rôle important lors de la révolte du Rif – ou si c'est par la Suisse.

BILAN D'UN DÉMARRAGE

Les cinq premières années de l'Internationale communiste l'ont vue contrainte d'innover énormément et d'improviser en Asie. A la différence de l'Europe, sur laquelle nous avons jusque-là consacré notre attention, la Comintern se trouvait en effet en Asie sur un terrain neuf, vierge de toute tradition social-démocrate, certes, mais aussi de toute tradition proprement ouvrière, et ce n'était pas forcément plus facile. Les « gauchistes » des partis turc et iranien, sympathiques dans leur ardeur de néophytes, les nationalistes de la veille qui viennent des Indes et demandent armes et soldats qu'ils négociaient bien auprès de l'Empire allemand, sont aussi des éléments sympathisant avec Moscou, mais en réalité des traditionalistes issus de la société ancienne et qui n'ont pas réussi une implantation trop nouvelle pour naître d'une greffe.

Les développements au Japon sont infiniment plus surprenants. Sans adopter les rai-

sonnements marxistes mécanistes d'un Zinoviev, il faut admettre que des gens comme Safarov et lui n'avaient pas tout à fait tort de croire à un avenir révolutionnaire pour les millions d'ouvriers et de paysans pauvres nippons. L'ère Meiji avait en outre déjà permis aux Japonais d'accéder à des idées relevant du socialisme à travers des hommes d'une certaine stature, Katayama Sen, voire le réformiste Suzuki Bunji. L'essor d'un jeune parti japonais chez les intellectuels et surtout la jeunesse, le développement tempétueux des syndicats ouvriers, le caractère décidé et dur des grèves entreprises, tout avait paru d'abord justifier les espérances placées dans le Japon par les dirigeants de l'Internationale. Mais il y a la cassure brutale de la fin : ces dirigeants communistes qui refusent de s'exposer et d'exposer plus longtemps leurs camarades à une répression dont la sauvagerie les a littéralement assommés. Il faudrait sans doute recourir à une analyse en profondeur des traits culturels japonais pour comprendre cette panne tragique qui a si profondément atteint l'Internationale sur un terrain où elle attendait tout sauf ce qui s'est passé.

Pour la Comintern, en tout cas, c'était l'effondrement d'une conception du monde à travers l'une de ses parties, d'un plan qui semblait naturel, d'un ordre des choses, et l'invitation à improviser dans des conditions peu favorables. Or il nous semble que la direction de l'Internationale – il n'est que de voir Radek, « spécialiste de la Chine » s'entretenant avec Maring – a été plutôt embarrassée par cette carte chinoise qu'elle n'attendait pas. Elle voit bien que, dans cet immense pays, l'on peut avec profit manœuvrer sur le plan politico-militaire, mais il lui faut désormais élaborer une politique et improviser une ligne sur une idée de Maring à partir d'une expérience faite à Java et que tout le monde ignorait. Ajoutons seulement que la confusion qui menaçait dès lors de se produire entre la politique du Parti communiste chinois et celle du Guomindang, entre la politique extérieure de l'URSS et les exigences de la révolution chinoise exprimées par la Comintern, n'a pas été ouvertement révélée – qu'elle ne l'a été par personne alors même qu'après les déclarations Sun-Ioffe, quelque explication qu'on leur donne, elle avait été étalée sur la place publique.

UNE ÉNORME CONTRADICTION

Cette confusion devient particulièrement grave si l'on fait le bilan des premières années de pouvoir soviétique dans les régions orientales. Elle apparaît surtout dans les écrits de Safarov, incontestable spécialiste des questions orientales, maître de son sujet, membre de l'exécutif, l'un des premiers à avoir sonné l'alarme sur la gravité de la question nationale dans les territoires ralliés au pouvoir de Moscou. Au contact des réalités orientales, Safarov est sans doute l'un des premiers avec Rakovsky à avoir découvert la nouvelle façon dont se posait la question nationale dans les territoires conquis par l'Armée rouge et à s'en prendre aux « colonisateurs socialistes », qu'il accuse de proclamer que « toutes les particularités nationales sont des préjugés contre-révolutionnaires et qui ne reconnaissent que les préjugés nationaux des nations dominantes ». Il développe en 1921, dans un article sur « L'évolution de la question nationale », une ligne originale, très claire :

> Nos colonisateurs russes ne se différencient en rien des socialistes bourgeois de l'Internationale jaune. Les combattre, c'est combattre l'influence bourgeoise sur le prolétariat, bourgeoise, si radicales que soient les formes sous lesquelles elle se manifeste. Si on transporte telle quelle la révolution communiste dans les pays arriérés, on ne peut obtenir qu'un seul résultat, unir les masses exploitées avec leurs exploiteurs dans une lutte commune pour la liberté du développement national. Dans ces pays, les nationalisations et socialisations ont à peu près autant de fondement

que pourrait en avoir la nationalisation de la minuscule exploitation des petits paysans ou des alènes des savetiers[46].

Pour lui, les masses d'Orient ont comme principal ennemi les classes riches qui les empêchent de disposer librement de leur travail, les réduisent à une demi-servitude de travailleurs de la terre, les dépouillent par l'usure de leurs maigres gains, maintiennent solidement hors de leur portée leur propre privilège d'instruction :

> Pour les travailleurs des pays arriérés, la démocratie bourgeoise ne peut rien représenter d'autre qu'un renforcement de la domination traditionnelle de cette demi-féodalité, demi-bourgeoisie. [...] Contre tous ces maux, l'unique remède, ce sont les soviets de travailleurs qui, en groupant les exploités, doivent mettre fin à l'inégalité des classes, rendre la terre aux pauvres, débarrasser l'artisan des usuriers intermédiaires, affranchir les travailleurs des corvées et des impôts, entreprendre l'instruction des masses et l'amélioration radicale de leurs conditions d'existence, tout cela aux frais de l'État. Tout ce programme ne comporte aucun caractère communiste. Ce n'est qu'après qu'il aura été réalisé que pourra commencer la préparation communiste chez les peuples arriérés[47].

Il revient sur cette question en 1921 dans une étude intitulée « L'Orient et la révolution ». Son point de départ est cette fois non seulement l'expérience des républiques nationales sur le territoire de l'ex-Empire russe mais « l'éveil révolutionnaire des peuples coloniaux et des nationalités opprimées de l'Orient : Inde, Chine, Perse, Turquie, etc.[48] ». Ces pays, explique-t-il, avaient été coupés par l'impérialisme européen de la voie de leur développement historique et ont été placés en dehors de la révolution technique. Le capitalisme européen n'y a pas révolutionné le mode de production : « Il n'a fait qu'élever sur le régime féodal-patriarcal qui s'y était constitué au cours des siècles sa propre superstructure sous la forme d'une bureaucratie impérialiste, d'une agence commerciale du capital européen et d'une industrie d'"importation européenne"[49]. » Il a mis la main sur les meilleures terres, renforçant l'exploitation de la population agricole, tué l'industrie artisanale locale par l'introduction des produits manufacturés, rattachant à la terre les sans-travail à travers des migrations à la mortalité effrayante.

Venant à l'histoire récente, Safarov constate que la guerre mondiale a restreint les fondements de l'économie mondiale et, sous le couvert hypocrite de « mandats », renforcé la tendance à l'occupation militaire de colonies arriérées. L'explosion de la révolution russe a fait apparaître aux yeux des peuples d'Orient la possibilité d'une alliance : « La large voie de l'histoire mondiale a vu la collision entre le capitalisme et ses héritiers directs, les prolétaires révolutionnaires, et ses bâtards, les peuples opprimés. Le capitalisme a divisé l'humanité en nations dominantes et nations opprimées. La révolution a réalisé l'union des travailleurs des nations dominatrices avec la majorité des nations opprimées[50]. » Étudiant le développement du mouvement des soviets à travers les luttes nationales dans l'ex-Empire russe, l'auteur conclut que la question nationale finit par se poser comme une question d'inégalité de classe et que seule l'organisation soviétique est capable de répondre – de même que la Commune pour la population parisienne de 1871, « forme étatique extrêmement souple », comme l'a souligné Karl Marx – aux besoins de l'autonomie nationale et de la différenciation des classes.

46. G. Safarov, « L'évolution de la question nationale », copie dactylographiée d'un article dans le *Bulletin communiste*, p. 4.
47. *Ibidem*, p. 5.
48. G. Safarov, « L'Orient et la révolution », *Bulletin communiste*, n° 17, 28 avril 1921, p. 286.
49. *Ibidem*.
50. *Ibidem*, p. 287.

Le problème était qu'en 1923 le mouvement soviétique n'était pas au premier plan des objectifs de lutte, ni en URSS même, où les soviets avaient été vidés de tout contenu et où on assistait aux progrès des « colonisateurs socialistes », ni dans les pays d'Orient, comme en Chine, où la déclaration commune de Sun Zhongshan et de Ioffe venait précisément d'exclure la forme soviétique comme forme étatique possible dans ce pays. En revanche, la Comintern sentait le besoin de contrôler de très près tout ce qui se passait dans l'Orient proche ou lointain. Mustafa Haïkal a montré comment elle s'en est donné les moyens institutionnels, en créant, au lendemain du IVe congrès, un organe spécialisé, le département d'Orient souvent appelé *Ostburo*[51]. Le premier responsable en est Radek, qui va être remplacé en 1924 par Voitinsky puis Raskolnikov (Petrov). Il se compose de trois sections : Afrique du Nord-Proche-Orient (Turquie, Égypte, Syrie, Palestine, Maroc, Tunisie, Algérie, Perse), Asie du Sud et du Sud-Est (Indes britanniques, Indes néerlandaises, Indochine) et Extrême-Orient (Japon, Corée, Chine, Mongolie). Il a une vingtaine de collaborateurs[52].

LA COMINTERN ET L'AMÉRIQUE LATINE

Pendant que se déroulent ces événements, le mouvement communiste naît et se développe en Amérique latine. A vrai dire, c'est un processus quasi indépendant de la Comintern, pour laquelle l'Amérique latine est sans doute un pays de lutte nationale, mais contre des forces impérialistes secondaires – sauf pour Trotsky, les États-Unis n'ont pas encore supplanté, aux yeux des dirigeants, l'impérialisme britannique comme ennemi nº 1 –, et certainement pas une terre de révolution sociale. Or l'Amérique latine est en train d'être conquise par l'impérialisme des États-Unis, et, par ailleurs, elle est entrée, avec la révolution mexicaine – et pas seulement les images d'Épinal de Pancho Villa et Emiliano Zapata –, dans l'ère des révolutions. Ces deux hommes, dont la mort marquait la défaite momentanée de la révolution mexicaine, n'ont pas attendu – mais il s'en faut de très peu – la naissance des partis communistes dans le monde. Jusqu'en 1928, les partis communistes en Amérique latine apparaissent et se développent non seulement indépendamment les uns des autres, mais surtout indépendamment de l'orbite de la Comintern qui, en retard dans son information sur le monde, ignore tout de la réalité économique, sociale et politique qui les entoure et dont ils se nourrissent.

Les partis d'Amérique latine qui, à partir de 1920, tournent leurs regards vers Moscou sont bien différents de ceux qui font la même démarche à partir de l'Europe. Certes, dans les pays où s'est développée une certaine industrie, le Chili, la République argentine et, dans une moindre mesure, le Mexique et le Brésil, il existe des groupes ouvriers, pour ainsi dire « importés » d'Europe par des immigrants, qui peuvent nourrir leurs adhérents d'idées démocratiques et socialistes. Mais ce sont des forces secondaires à côté de celles qui relèvent du populisme – au sens primitif et normal, latino-américain – et de l'aventurisme à la suite d'un *caudillo*. Ces forces populaires, dans les campagnes notamment, voient une sœur aînée en la révolution russe : le général révolutionnaire mexicain Francisco J. Múgica, alors ministre, adressant en 1940 un message à « Don León » (Trotsky), ne l'assurait-il pas qu'il se mettrait à ses ordres quand éclaterait la révolution permanente ? Tout proches de ces derniers sont ce qu'on appelle, comme en Espagne, les « anarcho-syndicalistes », faute d'un vocable meilleur, forces de choc, qui savent parfois exprimer la colère des masses et leurs objectifs immédiats avec une volonté de vaincre à en mourir.

51. M. Haïkal, « Das internationale Kolonialbüro der Komintern in Paris », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung 1993*, p. 126-130.
52. RTsKhNDI, 495/154/131 ; 495/54/226.

Tout cela ensemble ne fait pas un parti et moins encore un parti communiste, ce dont il s'agissait dès qu'il était question de Comintern. On peut bien entendu parler de « greffe », comme certains à propos du bolchevisme sur le mouvement ouvrier social-démocrate d'Europe occidentale, mais il s'agit ici d'une greffe de tout autre nature, celle d'un appareil, déjà sérieusement bureaucratisé, sur des masses relativement primitives politiquement, où existent cependant des points d'appui comme le prestige du *caudillo* ou le règlement à coups de feu des questions litigieuses. Des provocateurs, José Allen au Mexique, sont très tôt à l'œuvre.

Il existe pourtant dans les partis des pays les plus développés des ouvriers socialistes et des intellectuels d'avant-garde qui se sont développés au fond indépendamment, en tant que groupes marxistes, s'efforçant de nourrir le marxisme de réalité latino-américaine et qui affrontent parfois les débats européens en pesant chaque argument sur une balance théorique de précision. Ce qui vient d'être dit vaut pour une poignée d'hommes qui ont tenté, dans l'isolement par rapport au reste du monde, de se développer en force révolutionnaire en assimilant l'expérience russe sur la base de leur propre contexte et soubassement. C'est le cas du typographe chilien Lúis Emilio Recabarren, qui se suicide en 1924. Il avait mené son parti au communisme, et, après sa mort, est présenté par les gens de la Comintern comme un « petit-bourgeois ». C'est aussi le cas du Péruvien José Carlos Mariátegui, qui a milité en Italie, latino-américanisateur du marxisme, de l'Argentin José Penelón, lui aussi créateur d'un authentique parti, qui s'est dressé contre l'union sacrée et la guerre mondiale. Mais ceux du départ ne seront pas à l'arrivée. Après les jongleries de la Comintern, qui fait défiler au Mexique, par exemple, responsable incompétent après responsable incapable, les directions qui se stabilisent au milieu des années 20 sont celles de « bolchevisateurs » : l'agent d'exécution Vittorio Codovilla prend en Argentine la place de José Penelón, qui réclamait la liberté de discussion et le droit de divergence.

CHANGEMENT D'OBJECTIF

Au fur et à mesure que les sections d'Amérique latine s'amarrent de plus près à la Comintern, où apparaissent de nouvelles sections, se produit un phénomène d'assimilation qui joue le rôle de « révélateur ». L'activité impulsée par le bureau sud-américain qui commence à jouer un rôle, par les envoyés de la Comintern, en particulier le Suisse Jules Humbert-Droz, permet de préciser le rôle que cette dernière assigne aux partis communistes de ce continent, qui ne sont pas pour elle des partis d'avant-garde. Mais c'est une tendance générale qui s'esquisse déjà à travers les ordres et les directives transmises par l'exécutif : on cherche à calquer la politique de la Comintern sur celle de la diplomatie soviétique, ou plus exactement de l'y adapter et de lui apporter un soutien objectif. C'est dans les années qui suivent, à partie de 1924, que ce phénomène revêtira toute son ampleur, à l'échelle du monde.

En attendant, on peut rêver : c'est dans ce mouvement communiste en pleine crise permanente mais audacieux et vivace qu'apparaissent des poètes dont la réputation lui survivra : les Brésiliens Otávio et Laura Brandão, et surtout le Turc Nazim Hikmet.

CHAPITRE XIV

La crise de la Ruhr

1923 est une année de crise. Crise en URSS, avec les premières difficultés sérieuses depuis l'instauration de la Nep. Crise internationale avec la décision des gouvernements de France et de Belgique d'occuper la Ruhr, le 10 janvier 1923, et l'appel du gouvernement allemand à la « résistance passive ». Crise économique et sociale sans précédent en Allemagne. Tout au long, crise du Parti communiste allemand. Crise du Parti bolchevique. Et, pour finir, crise de l'Internationale elle-même. Au point de départ se trouve le problème des réparations dues par l'Allemagne aux Alliés en vertu de l'article 231 du traité de Versailles.

La question des réparations

La justification des réparations se trouve dans les destructions de la guerre, notamment dans les régions occupées et dans celles qui ont servi de champ de bataille, et dans le droit des vainqueurs. C'est l'argument massue utilisé pour la revendication des réparations par les gouvernements français et belge. Le gouvernement anglais et américain ne partagent pas ce point de vue. Les gouvernements allemands successifs ont essayé de se dérober à une lourde charge qui grève l'activité économique, fragilise selon eux la situation sociale et fait de l'Allemagne un pays vassal de ses vainqueurs. Il y a donc sur cette question un double conflit : entre l'Allemagne et ses vainqueurs, particulièrement ses créanciers les plus importants et les plus impatients, les gouvernements français et belge – et ce sont eux qui vont déclencher la crise.

Plusieurs conférences internationales se sont déjà attaquées au problème sans jamais le régler au fond. Nous avons vu la première conférence de Londres décider, en représailles du non-paiement d'une échéance, l'occupation temporaire de Düsseldorf et de Duisburg. Une renégociation, à la deuxième conférence de Londres, a fixé les réparations – compte non tenu du remplacement des valeurs détruites – à 132 milliards de marks-or, payables en annuités de 2 milliards, majorées d'une indemnité égale à 26 % des exportations allemandes. Le gouvernement allemand sollicite dès 1922 un moratoire que le gouvernement français refuse, et Poincaré, le 10 janvier 1923, décide, avec le chef du gouvernement belge, ce qu'ils appellent « la saisie d'un gage productif », l'occupation de la Ruhr. Les

enjeux sont considérables. Les grandes banques françaises, l'Union parisienne, la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Société générale, mènent le bal. Les énormes livraisons de charbon imposées à l'Allemagne sont destinées aux industries du Nord qu'on reconstruit et aux fonderies acquises en Lorraine. Du coup, la Grande-Bretagne ne vend plus son charbon. Les Français insistent beaucoup pour recevoir du coke métallurgique et l'industrie allemande manque de minerai. C'est à une véritable hégémonie française sur un bloc économique franco-allemand que pourrait se heurter la Grande-Bretagne, qui perdrait aussi d'importants débouchés pour sa métallurgie. Ce projet compte des partisans résolus à tous les postes clés de la politique française, à commencer par le leader de la droite parlementaire, l'ancien président de la République, le Lorrain Raymond Poincaré.

Il a pour l'Allemagne un plan politique, que l'on va appeler « le séparatisme rhénan ». Depuis 1919, les autorités suprêmes d'occupation en Allemagne, le président de la haute-commission interalliée en Rhénanie, Paul Tirard, et le général Demetz, commandant des troupes du Palatinat, encouragent la création d'un État rhénan, séparé de l'Allemagne, qui serait la base territoriale d'un État vassal, concrétisation politique d'un trust franco-allemand dominant l'Europe. C'est dans les milieux d'affaires, avec le banquier Hagen, l'industriel Otto Wolff, que se recrutent ses principaux partisans, parmi lesquels Gilbert Badia désigne le prudent maire de Cologne, Konrad Adenauer. Mais ces projets se heurtent à la résistance britannique et surtout américaine.

Le gouvernement des États-Unis, proclamant qu'il faut « sauver l'Allemagne », fait pression sur le gouvernement français pour qu'il réduise ses exigences et renonce à tout morcellement de l'Allemagne qui fragmenterait son marché. Les grandes entreprises américaines sont tout à fait disposées à investir en Allemagne, où il y a une main-d'œuvre de qualité, en fournissant les matières premières, un « sauvetage » qui serait source de profits. Peut-être le gouvernement français présume-t-il quelque peu de ses forces. A la fin de 1922, il présente un plan de règlement, une vraie mise en tutelle de l'Allemagne. Pour stabiliser le mark – éviter l'inflation qui, estime-t-il, est un vol organisé à ses dépens –, il préconise des mesures budgétaires de rigueur, une « commission des garanties » siégeant à Berlin et disposant de pouvoirs étendus, des garanties en devises, une surveillance sur place de la production charbonnière, la réquisition des réserves allemandes. L'Internationale communiste exagère-t-elle vraiment quand elle dit que l'Allemagne est menacée d'être réduite au statut de semi-colonie ?

L'OCCUPATION DE LA RUHR

Le 23 décembre 1922, la Commission interalliée des réparations adressait au gouvernement une note spécifiant le montant des arriérés dus par l'Allemagne en matière de bois de construction et de charbon ; le texte laissait entendre qu'il y avait de la part de l'Allemagne tentative délibérée de refuser les livraisons. La note menaçait le gouvernement allemand d'éventuelles représailles. La note du gouvernement français du 10 janvier, elle, prenait appui sur celle de la Commission interalliée du 23 décembre. Elle spécifiait que, faute de l'exécution de ses engagements par le gouvernement allemand, en vertu des articles 17 et 18 de la partie VII, appendice II du traité de Versailles, le gouvernement français avait donné au général Degoutte l'ordre d'entrer dans la Ruhr et de l'occuper militairement. Six divisions françaises et une belge participèrent à cette opération. Le 20 janvier, le gouvernement de l'homme d'affaires allemand Cuno adressait aux autorités allemandes de la zone occupée l'appel suivant :

> L'action des gouvernements français et belge dans le district de la Ruhr constitue une grave violation de la loi internationale et du traité de Versailles. Pour cette raison, tous ordres et

> instructions données à des fonctionnaires allemands dans l'exécution de cette action sont légalement sans effet. Le gouvernement national [...] ordonne qu'il ne soit pas tenu compte des ordres des puissances occupantes mais que les ordres de notre gouvernement soient les seuls à être exécutés[1].

C'était le début officiel de ce qu'on a appelé la politique allemande de « résistance passive », réclamée par le Reichstag dès le 13 janvier 1923. Travailleurs, employés, fonctionnaires allemands ne devaient pas coopérer avec les forces d'occupation et devaient refuser d'obéir à leurs ordres et sommations. Tout paiement était strictement interdit. La violence était au bout du refus. Les incidents se multiplient très vite, avec des grèves ou des ralentissements du travail. Les autorités d'occupation ripostent par des arrestations de hauts responsables, le bourgmestre de Dortmund le 19 janvier, Fritz Thyssen junior le 27, et leur infligent des amendes pour n'avoir pas contribué ou effectué les livraisons. La plupart du temps, les salariés se déclarent solidaires de leurs employeurs ainsi frappés, font grève ou manifestent. Le gouvernement se félicite de ce qu'il appelle « la grève patriotique », la grande presse fait appel aux sentiments chauvins et laisse entendre que c'est une trahison que de travailler sous l'occupation étrangère.

Le 27 janvier, comme les chemins de fer sont paralysés, les autorités franco-belges font savoir qu'elles vont imposer la reprise de l'activité ferroviaire. Il leur faudra d'abord expulser de la zone d'occupation 1 400 cheminots allemands, une mesure sans précédent. Ils seront remplacés par des cheminots français et belges, mobilisés ou volontaires. C'est l'escalade. Le 2 janvier, les autorités d'occupation proclament l'état de siège renforcé *(verschärfter Belagerungszustand)* dans la région. Le 30, le gouvernement allemand donne ordre d'arrêter tout train transportant du charbon à destination de la France et de la Belgique. Arrestations et expulsions se multiplient. Les autorités françaises répondent au durcissement de la résistance populaire allemande par la violence et la brutalité. La haine explose. Le gouvernement français exige le paiement des réparations et la fin de la résistance passive. Le gouvernement allemand exige l'évacuation de la Ruhr. Sur le plan diplomatique, c'est l'impasse totale.

Dans ces cas-là, comme les Romains l'avaient déjà constaté, les toges cèdent la place aux armes. Le gouvernement Cuno, prêt à prétexter du danger pour la frontière orientale, va laisser la bride sur le cou au général von Seeckt pour qu'il s'entende avec les formations paramilitaires existantes, aide à la création, à l'équipement et au contrôle de nouvelles unités secrètes et illégales. Le 30 janvier, Cuno et von Seeckt se mettent d'accord sur les grandes lignes d'un tel programme et sur un accord avec l'*Orgesch*. Le 31, le général rencontre un aventurier, spécialiste du sabotage, dont nous ne connaissons rien, un dénommé Jahnke, qui l'entretient de la question du sabotage des chemins de fer. Avec Stinnes, ensuite, il s'entretient du financement. Il envoie le lieutenant-colonel Joachim von Stulpnägel en zone occupée afin d'y coordonner les opérations de sabotage. Il s'agit d'organiser le passage à la « résistance active ». Le 13 février, il obtient de la Reichsbank la promesse de 300 milliards de marks pour acheter des armes par l'intermédiaire de Mussolini. Il rencontre l'*Orgesch* le 15, et, le 20, au domicile de Stinnes, Ludendorff en personne, pour préciser les formes de la collaboration entre l'extrême droite nationaliste et la Reichswehr. L'armée se met à organiser elle-même des groupes de Zeitfreiwillige (volontaires à court terme) ou des Arbeitskommando d'anciens combattants.

On assiste aussi à la réactivation d'anciens Corps francs, plus ou moins disparus au lendemain du putsch de Kapp mais qui se reconstituent : ainsi les hommes de Rossbach, de Peter von Heydebreck, reprennent-ils du service derrière leurs chefs. Ils connaissent

1. Cité par W. Angress, *Stillborn Revolution*, p. 281-282.

leur métier et ce sont de véritables actes de sabotage que les opérations dont ils se chargent. Le 5 mars 1923, un de ces groupes, appartenant au corps franc Organisation Heinz, fait sauter le pont de chemin de fer entre Düsseldorf et Duisburg. Le lieutenant Albert Leo Schlageter, qui a dirigé l'opération, est pris, jugé par un tribunal militaire français et fusillé le 26 mai 1923. Ce médiocre aventurier va devenir un symbole et héros national. On est vraiment entré dans un conflit sanglant.

Les communistes dans la crise

Le congrès de l'Internationale s'était terminé quelques jours avant l'explosion de la crise dans la Ruhr. Mais les communistes allemands ne sont pas pour autant armés. L'un des délégués français, Marcel Cachin, a fait une allusion rapide à la possibilité d'une occupation française, sans plus. La résolution du congrès sur la tactique suggère deux issues à la question des réparations : l'Entente renoncerait aux réparations, ce qui accélérerait la crise en France, ou aboutirait à un bloc franco-allemand, ce qui accélérerait la crise britannique. L'éventualité qui s'est réalisée n'a pas été examinée et rien n'a été dit sur les conséquences éventuelles d'une occupation de la Ruhr. On ne peut pas pour autant dire que les communistes ont été surpris. Une conférence commune des partis intéressés, à Essen, a préparé le terrain pour une lutte qui serait menée à la fois contre Poincaré et contre Cuno, contre Stinnes et contre le Comité des forges. Mais le gouvernement français veille et la répression frappe : plusieurs dirigeants du parti sont arrêtés au retour d'Essen. En outre, les communistes allemands sont une fois de plus divisés. Déjà, la tenue avant le IVe congrès de l'Internationale d'une conférence de la gauche à Berlin avait placé les rapports sur le terrain de la lutte fractionnelle acharnée pendant le congrès, notamment, nous l'avons vu, sur la question du gouvernement ouvrier.

Bien entendu, tout rebondit au congrès de Leipzig du KPD, qui se tient du 28 janvier au 1er février, au moment où la crise de la Ruhr s'aggrave et s'envenime. La centrale, par la voix de Pieck, commence par repousser l'examen de la situation qui permettrait d'aborder la question de l'occupation de la Ruhr, afin de ne pas bouleverser son ordre du jour. Le débat n'apporte que des généralités et beaucoup de rhétorique. Les gauches n'ont à la bouche qu'organisation, action, initiatives, armement des ouvriers. Brandler, dans son rapport, insiste sur le fait qu'il y a lutte « contre le fascisme » et qu'il faut la mener par le front unique : « La tactique du front unique n'est pas un simple mot d'ordre propagandiste, mais décidément une tactique de combat[2]. » Il assure : « Sous la pression des masses, les dirigeants social-démocrates seront finalement prêts à se dissocier de la gauche de la bourgeoisie pour devenir la droite des travailleurs[3]. » Ruth Fischer, mordante et méprisante, critique la centrale et l'accuse d'opportunisme, de passivité et de révisionnisme ! Maslow explique que les conditions de création d'un gouvernement ouvrier sont avant tout matérielles, à savoir l'existence d'unités prolétariennes armées. Les deux tendances s'affrontent au vote sur des textes différents, et celui de la centrale l'emporte par 118 voix contre 59. Le congrès est à nouveau proche de la scission quand la majorité donne la liste de ses propositions pour le comité central, qui ne prévoit aucun membre de la gauche. C'est Radek, présent de façon clandestine, qui semble avoir usé de toute son autorité d'envoyé de l'exécutif pour obtenir un compromis, l'entrée au comité central de membres de la gauche qui ne sont d'ailleurs pas ses dirigeants, une exclusive étant maintenue par la majorité contre Fischer et Maslow.

La direction du KPD, dès le 11 janvier, a clairement manifesté son intention de lutter

2. *Rapport sur le IIIe congrès*, p. 318.
3. *Ibidem*, p. 328.

à la fois contre le gouvernement français et contre le gouvernement allemand. *Die Rote Fahne*, le jour de l'occupation, a accusé Cuno et son gouvernement de partager la responsabilité de la situation dans la Ruhr avec le gouvernement Poincaré. Le 13, au Reichstag, Paul Frölich a prononcé une intervention extrêmement violente contre la politique de la résistance passive : « Nous sommes en guerre et Karl Liebknecht nous a enseigné comment la classe ouvrière doit mener une politique de guerre. Il appelait à la lutte de classes contre la guerre ! Ce sera notre mot d'ordre [4] ! » Le 23 janvier, *Die Rote Fahne* développe cette ligne qui consiste, comme dit l'éditorial, à « frapper Poincaré et Cuno sur la Ruhr et sur la Spree[5] ». La lutte, explique-t-elle, est un conflit entre capitalistes français et allemands sur le dos de leurs classes ouvrières. La France veut 60 % de l'entreprise commune, ne laissant aux Thyssen, Krupp et Stinnes que 40 %. Le prolétariat doit donc lutter sur deux fronts, contre « les envahisseurs » dans la Ruhr, contre les exploiteurs partout ailleurs. Paul Frölich l'explique avec un peu plus de nuances quand il écrit : « Il faut mener la lutte contre Poincaré par le sabotage systématique dans la Ruhr, par des actions prolétariennes et la pénétration révolutionnaire de l'armée impérialiste. Contre Cuno en combattant le nationalisme en tant qu'idéologie, en utilisant la situation actuelle pour diriger la classe ouvrière dans ses luttes défensives et mobiliser les masses pour la grève générale[6]. »

Mais, concrètement, l'application se révèle très difficile. L'Internationale établit une coordination pour l'intervention antimilitariste des communistes, avec deux dirigeants internationaux, le Russe Lazar Chatskine, la Franco-Polonaise Marie Wierczag, l'Algérien Mahmoud Ben Lekhal. L'action antimilitariste menée par les jeunes communistes français ne donne pas de résultats, malgré leur courage et leur dévouement. Le sentiment antiallemand demeure très vif dans la population française, y compris chez les travailleurs. Le tout jeune dirigeant JC, Gabriel Péri, vingt ans, est arrêté en mars, accusé de haute trahison. Un groupe de militants dirigé par Robert Lozeray, vingt-deux ans, installé dans la Ruhr, diffuse de la propagande antimilitariste parmi les soldats des troupes d'occupation. L'affaire se termine par des arrestations et de lourdes condamnations, dont celle de Lozeray et de l'Algérien Ben Lekhal que les communistes, pour sa défense, appelleront « le héros de Mayence ». Les militants ont la lourde tâche de s'adresser à la population civile et aux soldats. Le tout jeune Albert Vassart, qui diffusait des tracts véhéments, raconte dans ses Mémoires que les gendarmes empêchèrent qu'il soit lapidé.

Les difficultés ne sont pas moindres pour les communistes allemands. Le 31 janvier, par exemple, des unités françaises pénètrent dans une usine Krupp pour y réquisitionner des camions, sans ménagements. Apprenant qu'il s'agit des camions qui servent à transporter leur ravitaillement, les ouvriers se mettent en grève et manifestent contre l'occupant. Des incidents éclatent. Les militaires français tirent, faisant 13 morts et 41 blessés. La presse communiste dénonce à la fois les provocateurs nationalistes, « fous », et les « bourreaux » français. Par-dessus le marché, la méfiance et même l'hostilité ne cessent de grandir entre les deux tendances. Un texte du délégué du KPD à l'exécutif de l'Internationale, Edwin Hoernle, qui tente de nuancer les thèses majoritaires et d'opérer un rapprochement avec la gauche, ne rencontre aucun écho. Gouralsky, représentant de l'exécutif, s'emporte contre les propos et l'attitude de Ruth Fischer à l'égard de l'exécutif.

4. Frölich, CR sténo du Reichstag, vol. 357, p. 9417.
5. La formule va se retrouver partout, tracts, affiches, livres.
6. Frölich, « La guerre de la Ruhr et les communistes allemands », *Inprekorr*, n° 24, 8 mars 1023, p. 183-184.

LES COMMUNISTES ALLEMANDS EN CRISE

La situation se détériore rapidement et le KPD va de nouveau se trouver au bord de la scission à propos de la Ruhr, où Ruth Fischer se rend dès la fin du congrès de Leipzig et d'où elle trace de nouvelles perspectives. Face à l'agression impérialiste et à la duperie de la « résistance passive », nouvelle forme d'union sacrée, elle préconise, à partir des mines et des usines dont les ouvriers doivent s'emparer, la perspective de la « République ouvrière » qui avait été l'une des aspirations du mouvement de 1920 à la suite du putsch de Kapp. Rencontrant un écho réel à l'extérieur du parti, notamment dans les unions, particulièrement chez les mineurs, elle a aussi une base réelle à l'intérieur du parti, en particulier en Rhénanie moyenne avec le secrétaire de district Eugen Eppstein, qu'elle a convaincu. Mais les partisans de la centrale contestent ses analyses et ses méthodes, et le débat devient public.

Il est particulièrement vif au congrès du district de Rhénanie-Westphalie-Nord, à Essen. Ruth Fischer fait le procès de la centrale, seulement intéressée, selon elle, par les perspectives qui viennent de s'ouvrir en Saxe de formation d'un gouvernement ouvrier socialiste-communiste. Elle propose un programme d'action pour la Ruhr avec saisie des usines, constitution du contrôle ouvrier sur la production, formation de centuries prolétariennes. Elle pense qu'il faut lancer le mot d'ordre de renversement du gouvernement Cuno et qualifie Brandler et ses amis qui s'y refusent d'« amis de la démocratie », accusation très grave, intolérable pour un communiste.

La centrale s'émeut, commence à parler du danger de scission. Brandler lance au congrès des Jeunesses communistes un avertissement solennel contre ceux qui tenteraient une fois encore, dit-il, de « s'opposer aux mots d'ordre pratiques du parti en cours d'action » : « Nous ne pouvons pas tolérer le renouvellement de semblables incidents[7]. »

Eppstein est révoqué et remplacé par Peter Maslowski, un modéré de la même tendance. Au même moment, quelques éléments importants de la gauche, Arthur Ewert et Gerhard Eisler, membres de la centrale, et le jeune Heinz Neumann, se désolidarisent de Ruth Fischer et préconisent dans un texte intérieur « la concentration du parti » : au district Berlin-Brandebourg, ils regroupent presque les deux tiers de la gauche.

C'est à ce moment que Zinoviev – qui est peut-être pour quelque chose dans cet appel – propose les services de l'exécutif pour obtenir le « rassemblement » souhaité.

LA MÉDIATION DE L'EXÉCUTIF

La tension est grande en URSS dans les premiers mois de 1923. Trotsky a raconté que Kamenev était blême en sortant d'un entretien avec Lénine sur la question géorgienne. La discussion ouverte par Rakovsky sur l'article de Lénine se déroule publiquement dans le *Kommunist* du PC ukrainien. On peut à ce moment imaginer que l'offensive du « bloc » Lénine-Trotsky va prochainement se déclencher et qu'au sommet certains rentrent la tête dans les épaules. Trotsky, en tout cas, est à la fois optimiste et conciliant. Le 6 mars, il rassure Kamenev : il exige un redressement sur la question nationale, une politique inspirée par les principes de Lénine, mais il ne réclame aucune sanction ni aucune modification des organes dirigeants. Ceux qu'on commence à appeler la *troïka*, les trois conjurés du bureau politique, Zinoviev, Kamenev et Staline, peuvent respirer. Le lendemain, Lénine est frappé par sa deuxième attaque.

Dans cette ambiance, on ne s'est pas passionné pour la situation en Allemagne et la

7. *Die Rote Fahne*, 1er avril 1923.

crise du KPD. Radek était en coulisse, clandestinement au congrès de Leipzig, et a appuyé la centrale, peut-être moins que ce que Ruth Fischer, dans son livre tendancieux, essaie de faire croire. Le débat prend une autre dimension avec une contribution de Thalheimer dans la revue de l'Internationale. Il y explique en effet que, bien que représentant fondamentalement la même société de classes, les bourgeoisies française et allemande n'ont pas des positions identiques et jouent des rôles différents. Du fait de son appel à la résistance passive, la bourgeoisie allemande joue, écrit-il, bien que contre son gré, « un rôle objectivement révolutionnaire dans sa politique extérieure, comme ce fut le cas pour Bismarck ». La défaite de l'impérialisme français, qui n'était pas, en 1914-1918, un « objectif communiste », l'est maintenant dans la Ruhr. « L'Allemagne aujourd'hui n'est plus le sujet, mais l'objet de la politique impérialiste. » La lutte des communistes va coïncider pendant un temps, jusqu'à la capitulation de la bourgeoisie allemande, avec le combat de cette dernière.[8]

La stupeur est grande dans l'Internationale, où l'on tient Thalheimer pour le cerveau, penseur et théoricien de la centrale allemande. L'une des réponses les plus percutantes émane d'un dirigeant des communistes allemands de la région des Sudètes, membre de la direction du PC tchécoslovaque, Alois Neurath. Il écrit :

> A quelles conséquences de telles thèses doivent conduire est tout à fait clair. Le prolétariat allemand doit d'abord soutenir la lutte de la bourgeoisie allemande contre « l'impérialisme français » ? Il doit par conséquent conclure « temporairement » un accord de paix civile avec Cuno, Stinnes et consorts, peut-être pas de façon explicite mais en fait [...]. C'est un dangereux début que de frayer la voie aux sentiments de ces fractions de la classe ouvrière qui commencent à être influencées par les courants nationalistes et chauvins[9].

Ruth Fischer affirme que Thalheimer a été poussé par Radek, et que la réponse de Neurath a été inspirée par Zinoviev. C'est une possibilité qu'aucun document ne confirme. Ce qui est vrai, c'est que la position de Neurath et de l'auteur d'un autre article, allant dans le même sens que le sien, Winternitz, dit Sommer, étaient, au moins sur ce terrain, proche de celle de la gauche allemande.

Les dernières semaines de la préparation du XIIe congrès du PC russe sont pleines de bruit, de fureur cachée et de rumeurs empoisonnées. Pour la première fois, l'appareil du parti sélectionne totalement des délégués à sa botte. Rakovsky s'y est vaillamment battu, bien qu'on l'ait empêché de parler de la question géorgienne, et en dépit des efforts de l'appareil à museler les critiques mis en place contre Trotsky. A propos de ce dernier, et concernant le résultat de ses débats, qui se sont déroulés du 17 au 24 avril et dont l'issue était sans doute décisive pour les problèmes de la révolution allemande, le dernier biographe de Trotsky écrit : « Trotsky a voté pour toutes les résolutions du XIIe congrès et ainsi cautionné la direction élargie qui en sort. Son abstention dans la bataille sur la Géorgie l'a fait prisonnier de ceux qui ont agi, alors qu'il attendait, les bras croisés[10]. »

C'est donc la même direction un peu assurée et rassurée qui va aborder enfin pour la première fois depuis des mois la question allemande avec sérieux et attention et en prenant bien soin de se couvrir de l'autorité de Lénine impuissant. Nous ignorons dans quelles circonstances exactes a été prise l'initiative de convoquer à Moscou les dirigeants des deux tendances du parti allemand pour une discussion à la recherche d'un compromis de

8. L'article de Thalheimer, « Quelques questions tactiques dans la guerre de la Ruhr », a d'abord paru dans *Die Internationale* du 15 février 1923, p. 97-102, puis a été reproduit avec sa signature et la date du 13 février dans *Kommunistitcheskii Internatsional*, n° 25, 7 juin 1923, p. 6857-6864.

9. A. Neurath, *Die Internationale*, 1er mars 1923, p. 110-113.

10. P. Broué, *Trotsky*, p. 360.

parti. Plusieurs auteurs suggèrent – mais sans documents précis – que l'exécutif, qui redoute avant tout des complications internationales, a été effrayé par les émeutes de Mülheim. Dans cette cité ouvrière de la Ruhr, le 18 avril, des milliers de chômeurs qui manifestent devant l'hôtel de ville le prennent d'assaut et, sous l'impulsion d'anarcho-syndicalistes et de communistes membres des unions, désignent un conseil ouvrier. Celui-ci ordonne la distribution de vivres et la constitution d'une garde armée. Les autorités d'occupation, qui ne sont pas directement concernées, autorisent l'entrée de la police, qui reprend de force l'hôtel de ville après un combat qui fait dix morts et soixante-dix blessés.

Zinoviev lance son invitation le 22 avril. La rencontre a lieu fin avril-début mai. Brandler et Böttcher y représentent la centrale, Maslow, Ruth Fischer, Thälmann, la gauche, et Gerhardt Eisler, les dissidents de cette dernière. Ils ont en face d'eux Boukharine, Radek, Trotsky et Zinoviev. On aboutit, après presque une semaine d'âpres discussions, à une longue résolution de compromis datée du 4 mai, cherchant à renvoyer dos à dos les protagonistes de la crise interne. On caractérise comme des erreurs opportunistes certaines des formulations employées à Leipzig, comme celle de Brandler sur la gauche de la bourgeoisie et la droite des ouvriers. Ces phrases erronées, partant du légitime désir de convaincre les travailleurs non communistes, ont éveillé de la méfiance de la part d'« éléments sains du parti inclinant vers le gauchisme ». Relevons un passage correspondant à une idée nouvelle, qui va prendre une grande importance. La résolution souligne que la bourgeoisie allemande est incapable, dans sa lutte contre l'Entente, de s'appuyer sur les masses populaires : « C'est pourquoi les sentiments nationaux et nationalistes qu'elle a déchaînés doivent à long terme se retourner contre elle. Le Parti communiste allemand doit dire très clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et aux intellectuels que la classe ouvrière seule, après sa victoire, pourra défendre la terre allemande, les trésors de la culture allemande et l'avenir de la nation[11]. » En même temps, la résolution met en garde contre toute action prématurée dans la Ruhr, recommande l'ouverture d'un débat public, préconise la cooptation au comité central des éléments de gauche tenus à l'écart à Leipzig.

VERS UNE CRISE MONDIALE ?

L'unité du parti, qui occupe une position mondiale stratégique en ce printemps de 1923, est en train d'être reconstituée au bon moment. La situation internationale s'aggrave rapidement. Une tournée en Pologne du maréchal Foch, qui passe solennellement en revue le 3 mai des unités de l'armée polonaise, est considérée à Moscou comme une symbolique menace. Le secrétaire d'État au Foreign Office britannique, lord Curzon, envoie le 8 mai un ultimatum au gouvernement de Moscou, le sommant de mettre fin à l'activité de ses agents en Perse, Inde et Afghanistan. Le 10 mai, en pleine conférence internationale à Lausanne, Vorovsky, qui avait été l'un des premiers secrétaires de l'Internationale, est assassiné par un Franco-Russe blanc. Zinoviev assure dans la *Pravda* du 16 mai 1923 que ce sont là « les maillons d'une même chaîne ». Le même jour, Severing, ministre prussien de l'Intérieur, interdit les centuries prolétariennes, formations ouvrières armées, sur le territoire prussien, Ruhr comprise.

Le 13 se déroule à Berlin une gigantesque manifestation de protestation contre l'assassinat de Vorovsky, l'ultimatum de Curzon et l'expulsion de députés communistes du Landtag de Prusse. Il y a plus de 100 000 manifestants. Le 16, une nouvelle manifestation

11. *Die Rote Fahne*, 13 mai 1923.

de 150 000 personnes avec un rassemblement au Lustgarten accompagne aux flambeaux dans la nuit le cercueil de Vorovsky. Victor Serge a vu là le début d'une mobilisation révolutionnaire. Derrière le cercueil marchent le président du Conseil des commissaires du peuple d'URSS, Alekseï Rykov, l'ambassadeur à Berlin, Krestinsky, et Karl Radek, qui a écrit pour *Die Rote Fahne* du jour une nécrologie cerclée de noir titrée « Le dernier voyage de Václav Vorovsky ». Quelques mètres derrière eux viennent les dirigeants du KPD. Zinoviev écrit dans la *Pravda* : « Les événements de la Ruhr, l'ultimatum de Curzon, l'assassinat de Vorovsky, la tournée triomphale du maréchal Foch en Pologne sont les maillons d'une même chaîne[12]. »

Le comité central se réunit les 16 et 17 mai. Il débat de la situation en Allemagne. La principale intervention est celle de Brandler, qui invite les communistes à distinguer entre les hommes de main fascistes et les petits-bourgeois sincèrement nationalistes. L'accent est mis sur la gravité de la situation internationale mais aucun élément nouveau n'est mis en avant et rien n'indique dans son discours que la situation a pris un caractère révolutionnaire. Au contraire, écrivant au lendemain du CC dans *Die Rote Fahne*, Radek assure : « Nous ne sommes pas aujourd'hui en mesure d'instaurer la dictature du prolétariat parce que les pré-conditions, la volonté révolutionnaire chez la majorité des prolétaires n'existent pas encore[13]. »

UNE GRÈVE INOPPORTUNE ?

Les dirigeants communistes sont-ils incapables de pressentir les développements à l'intérieur de l'Allemagne, le cheminement des sentiments et des explosions de colère qui forment la trame de l'histoire des révolutions ? En effet, dans l'après-midi du 18 avril, les magnats de l'industrie allemande, manquant à la parole qu'ils avaient donnée au gouvernement, ont fait à la Bourse des valeurs des achats massifs de devises étrangères, provoquant une première chute dramatique du mark, élément capital nouveau de la situation allemande. Un mois suffit à provoquer une colère noire contre la hausse des prix et la chute du pouvoir d'achat.

Le 16 mai – jour de la manifestation Vorovsky à Berlin – éclate la première grande grève, celle des mineurs de la Kaiserstuhl, près de Dortmund, demandant 50 % d'augmentation pour les deux premières semaines de mai et des ajustements périodiques ensuite. Le KPD est surpris : c'est une grève sauvage, provoquée par la misère brutale. Il ne réagit qu'au bout de quatre jours avec un congrès improvisé de 200 délégués de comités d'usine, reprenant les revendications des grévistes, appelant à l'élargissement, menaçant d'une éventuelle grève générale. La grève s'étale, atteint Bochum, Gelsenkirchen, Hamborn, Essen finalement le 27 mai. Mais ce n'est pas une grève générale, c'est une grève limitée à la zone entre Dortmund et Essen, et qui ne regroupe jamais plus de 310 000 grévistes. C'est seulement le 26 mai qu'est constitué un comité central de grève dont la mission est clairement de mettre fin à un mouvement dans l'impasse mais aux possibles sursauts dangereux. Les émeutes et les combats de rue qui éclatent à Gelsenkirchen convainquent le KPD d'y mettre un terme. Le comité central de grève, ayant obtenu dans la négociation une hausse des salaires de 52,3 %, appelle à mettre un terme à la grève.

Elle aura eu un immense mérite, celui d'inspirer au *Regierungspräsident* de Düsseldorf, le Dr Lütterbeck, une lettre au général français Denvignes d'un intérêt si exceptionnel que nous nous en voudrions de la commenter. Il s'agit de convaincre ce militaire étranger

12. *Pravda*, 16 mai 1923.
13. *Die Rote Fahne*, 18 mai 1923.

de laisser la police prussienne intervenir dans sa zone d'occupation contre les ouvriers. Il écrit :

> Des événements comme ceux de Gelsenkirchen sont de nature à encourager les éléments hostiles à l'État. De nouveaux troubles se produiront et l'ordre, qui est la base nécessaire de la culture et de la production, menace d'être ébranlé pour un temps assez long [...]. La région industrielle est trop complexe pour qu'une étincelle partie d'une ville ne risque pas de devenir une flamme [...] telle que ni le Rhin ni les frontières de l'Allemagne ne puissent l'arrêter. Cette menace est suspendue sur le monde. Et si le commandement français attend dans l'inaction que l'émeute s'en prenne à lui, il semblera que la France souhaite l'effondrement de l'autorité allemande [...] même au prix d'un soulèvement qui menacerait la civilisation européenne en mettant la Ruhr aux mains de la populace.
>
> Ce jeu est dangereux pour la France même. L'armée d'occupation n'est pas constituée seulement de matériel inanimé, fusils, mitrailleuses et tanks ; des hommes qui ont des yeux et des oreilles portent ces armes. Ils riquent d'emporter de la Ruhr une semence dangereuse, appelée à germer en territoire français. En présence de ces dangers, je me permets de souligner les lourdes responsabilités que le commandement français encourrait en se montrant indulgent pour l'anarchie. S'il n'agit pas lui-même, son devoir est tout de même au moins de laisser aux autorités allemandes les mains libres pour accomplir le leur [...]. Je me permets de rappeler à ce propos que, lors du soulèvement de la Commune de Paris, le commandement allemand alla de son mieux au-devant des besoins des autorités françaises agissant en vue de la répression [14].

Ce texte émanant d'un haut responsable allemand à la claire conscience de classe, dans l'exercice de ses fonctions, est non seulement une extraordinaire justification de l'action de ceux qui s'efforcent à cette époque de construire une Internationale, mais aussi le témoignage d'un homme pour qui la révolution mondiale dans sa ville était une réelle possibilité. La condamnation à de lourdes peines de prison des jeunes communistes Lozeray, Ben Lekhal, puis celle du cheminot Marcel Rouffianges, responsable du travail « anti » des JC, par un tribunal militaire, montrent que le message était passé.

UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

La chute du mark avait été continue depuis 1921. Persuadés que c'est le déficit des exportations qui conditionne en définitive la chute de la monnaie, les dirigeants allemands pensent qu'elle réduit leurs charges, facilite les exportations et peut créer les conditions d'une reprise. Les magnats de l'industrie sont disposés à substituer leur crédit à celui de l'État, à garantir par exemple le paiement des réparations, mais exigent des gages comme la suppression de la journée de huit heures, la fin du paiement des heures supplémentaires et l'interdiction des grèves, un risque que les politiques au pouvoir ne veulent pas courir. Nous avons vu qu'en avril ils lâchent le mark, et c'est la dégringolade, impossible à maîtriser cette fois. Quelques chiffres suffiront pour en donner une idée. Le dollar était à 1 000 marks en avril 1922, 56 000 à la mi-janvier 1923, 96 000 à la mi-mai, 1 million à la fin juillet, 6,5 millions le 7 août, 20 millions le 5 septembre, 60 millions le 7. Un œuf coûte 300 marks le 3 février 1923, 30 000 le 8 août.

En fait, le mark ne sert, à cours forcé, que pour payer les salaires et si possible les dettes. Le commerce et les affaires se font en devises et en or. Le taux d'intérêt atteint des niveaux astronomiques, 100 % pour vingt-quatre heures. Les valeurs réelles, immeubles, stocks, etc., sont à la base de fortunes immenses. Celui qui n'en a qu'un peu est sûr de les perdre. Celui qui en a beaucoup va les centupler. Stinnes, qui a acquis 1 300 entre-

14. *Die Rote Fahne*, 29 mai 1933.

prises, ne sait pas ce qui lui appartient. Les industries exportatrices font de fabuleux bénéfices sur la base de prix très bas et de vente en devises. Un capitaliste avisé fait des bénéfices en dollars et paie ses dettes, ses impôts, les salaires en papier sans valeur.

En revanche, l'Allemagne donne le spectacle d'une fantastique paupérisation. La petite bourgeoisie est complètement ruinée, qu'il s'agisse des rentiers, des retraités, des propriétaires d'immeubles de location, de façon générale des possesseurs de revenus fixes ; maisons, immeubles, jetés sur un marché saturé, sont vendus à vil prix. Les employés, payés au mois, voient leur niveau de vie s'effondrer de 50 à 90 %. Les ouvriers sont relativement privilégiés parce que, payés à la semaine, ils peuvent arracher des ajustements. Un métallo, qui gagnait 300 marks à la fin de 1922, en gagne 4 millions en juillet. En réalité, son salaire est passé de 30 à 14 dollars, une baisse de moitié. Les statistiques font apparaître qu'au mois d'août 1923, en comparaison avec août 1914, les salaires sont 87 000 fois plus élevés et les prix 286 000 fois. En outre, le chômage s'étend.

L'Allemagne semble être devenue l'empire de la misère avec l'augmentation fantastique du nombre des sans-abri, la disparition des transports urbains, inaccessibles, des bains-douches, de tout ce qui était spectacle populaire. Les « attentats à la propriété » se multiplient, et avec eux la hantise « sécuritaire » de gens qui n'ont plus rien. Le record des suicides ne cesse d'être battu de mois en mois. Mais il y a des conséquences sociales et politiques importantes de ce grand nivellement. Les conditions de vie des travailleurs sont égalisées par le bas. Il n'existe plus d'aristocratie ouvrière, plus aucune hiérarchie des salaires, seulement une masse uniformément pauvre. Syndicats et mutuelles ont des caisses pleines de papier-monnaie sans valeur, mais plus aucun moyen, sauf celui de payer des salaires qui ne valent rien. Les journaux disparaissent l'un après l'autre, comme les revues – *Die Neue Zeit* – et les livres.

Toute la pratique de décennies de réformisme est devenue impossible. L'organisation sociale-démocrate, le mécanisme syndical, ne peuvent plus fonctionner comme avant et les travailleurs leur tournent le dos. L'État a perdu toute autorité, et d'abord parce que les fonctionnaires – y compris les policiers, les juges, les officiers – sont victimes de la même paupérisation que tous les travailleurs, avec cependant pour certains des possibilités de corruption dont les conséquences sont incommensurables. Aucune des valeurs sur lesquelles la société allemande disait reposer ne survit à ce gigantesque naufrage. Qu'est-ce que l'ordre ? la loi ? un bulletin de vote ? la démocratie ? un régime parlementaire ?

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Pour les observateurs étrangers, le plus frappant n'est pas dans les progrès du Parti communiste – que nous verrons dans un prochain chapitre – mais dans le spectaculaire développement des formations extrémistes nationalistes, que les communistes commencent à ce moment à appeler uniformément « les fascistes ». Ainsi que nous l'avons indiqué dans les pages consacrées à l'occupation de la Ruhr, cette dernière a contribué à la réapparition de mouvements que l'on croyait définitivement disparus. C'est que l'occupation du territoire national non seulement par des troupes françaises, étrangères donc, mais par des unités formées de Nord-Africains, voire de Noirs – Sénégalais notamment –, est ressentie par tout un secteur politique comme une « honte nationale », un sentiment finalement assez répandu dans le peuple, y compris chez les ouvriers.

L'appel à la résistance passive a fait se reconstituer des unités et des groupes dangereux de baroudeurs, derrière les chefs qui ont combattu les révolutions russe et allemande de 1917 à 1920, les gens du Baltikum et des Corps francs, les fameux Rossbach, Ehrhardt

et autres aventuriers militaires. Ils réapparaissent tous, « les bagarreurs des Corps francs, aventuriers exaltés, xénophobes, antisémites, bêtes de proie incapables de vivre sans uniforme, sans armes, sans haine, sans violence, les têtes brûlées et les désespérés, tristes produits de quatre années de guerre et d'un long dressage[15] ». Mais cette fois ils ne sont plus seuls. Ils continuent certes à constituer le noyau activiste du mouvement nationaliste, mais autour d'eux commencent à se rassembler des éléments qui donnent à ce mouvement une coloration moins militaire que populaire et plébéienne.

Le symbole de ce changement est évidemment le spectaculaire développement, au cours de l'année 1923, du Parti ouvrier national-socialiste allemand, les « nationaux-socialistes » – on ne dit pas encore « nazis » – d'Adolf Hitler. Avec cette année fatidique commence en Allemagne l'ère des démagogues de droite et de l'action des groupes de choc :

> L'Allemagne de 1923 est pour eux le terrain idéal. Aux millions de petits bourgeois déclassés, aux prolétaires souffrants, ils désignent les responsables : les capitalistes de l'Entente, les étrangers, les Juifs, les marxistes, les « criminels de novembre » qui ont « poignardé dans le dos la glorieuse armée invaincue », les « politiciens », les « bonzes » des syndicats et partis ouvriers. [...] Depuis le début de la crise, la passivité du gouvernement Cuno offre une cible commode : c'est là le gouvernement parlementaire, la démocratie, la République, l'impuissance et les divisions, en définitive la trahison. L'Allemagne trahie est devenue la « nation prolétaire » humiliée, bafouée, piétinée par la faute de ceux qui l'ont dirigée, depuis la défaite qu'ils ont désirée et provoquée par soif du pouvoir. Il lui faut, pour sortir de l'abîme, un gouvernement fort et une volonté unique, la « dictature d'un chef » *(Führer)*, une volonté allemande, une idéologie allemande, une discipline militaire, la violence salvatrice et purificatrice[16].

Hitler a fait ajouter au nom du groupuscule de 1920 le terme de « national-socialiste » qui va l'aider à donner au nationalisme allemand ce qui lui manquait à l'époque des Corps francs, à savoir un caractère proprement fasciste de mouvement de masse. La crise de l'État et de la société lui apporte des recrues en grand nombre, un espace dans lequel il peut concrétiser sa propagande, préparer et aguerrir ses troupes, trouver en même temps protections et complicités nécessaires dans un État devenu accessible aux aventuriers comme lui. Aux possédants qui ont peur des « rouges », il apporte une force d'ordre dont ils ont tragiquement besoin.

Les progrès des nationaux-socialistes sont très rapides. A la fin de 1922, le parti comptait 15 000 membres et ses Sections d'assaut, les SA, ses troupes de choc, 6 000. Le capitaine Röhm, ancien baroudeur des Corps francs, lui apporte le soutien des chefs de la Reichswehr en Bavière et des possibilités concrètes de développement des SA, prenant appui sur les casernes, sous le commandement d'un as de l'aviation allemande pendant la guerre, le capitaine Hermann Göring. Le 1er mai, il fait défiler 10 000 hommes en armes, près de Munich, mais le 1er septembre ils sont 70 000 à Nuremberg et Hitler les passe en revue aux côtés du symbole du nationalisme, le général Ludendorff. Avec la crise qui s'aggrave, inspiré par l'exemple de Mussolini, il laisse parler de « marche sur Berlin ». Le 12 septembre, il clame dans un meeting des menaces que la presse reproduit : « Il n'existe plus qu'une seule alternative : la croix gammée ou l'étoile soviétique, le despotisme universel de l'Internationale communiste ou le Saint-Empire de la nation germanique. » Les SA ne sont pas la seule force paramilitaire qui compte en 1923. Un ancien officier dirigeant de l'*Orgesch*, le commandant Buchrucker, a réussi à constituer dans les principales villes du Brandebourg des unités de la « Reichswehr noire », dotées

15. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 386.
16. *Ibidem.*

d'un armement considérable et formées de volontaires effectuant de courtes périodes de service : une vingtaine de milliers d'hommes supérieurement équipés, héritiers directs des Corps francs.

La Comintern face aux nationalistes

Le KPD et la Comintern avaient assisté avec inquiétude à la marche au pouvoir de Mussolini, relevé les caractères qui en faisaient un phénomène différent du nationalisme paramilitaire. C'est de Moscou, où il représentait le KPD, que Karl Becker avait lancé le premier avertissement concernant le « danger fasciste » en Allemagne. Il montrait qu'il correspondait à la nécessité de neutraliser une partie du prolétariat et trouvait un terrain favorable dans les désillusions ouvrières du fait de la politique social-démocrate. Nous avons également signalé un article de Hans Tittel, écrit au lendemain de la marche sur Rome, et sa description du Parti national-socialiste. Sa conclusion était qu'il fallait organiser une résistance ouvrière armée à « ce parti déterminé, pourvu d'argent, militarisé, assuré de la sympathie des classes dirigeantes [17] ».

Mais bientôt il faut s'inquiéter de l'écho populaire trouvé par le national-socialisme. Paul Böttcher assure qu'il pousse des racines dans la classe ouvrière : il a des élus dans des conseils d'usine. Dans un article de *Die Rote Fahne* du 25 mars, sous le titre « Allemagne impuissante », Radek déplore que les communistes aient pu donner le sentiment de ne pas « défendre tout le peuple », ce qui pourrait, selon lui, expliquer l'influence dont certains nationalistes de droite jouissent dans les secteurs non prolétariens de la population paupérisée [18]. A la fin de mai, un appel rédigé en commun par le KPD et par le Comité national des délégués d'usine explique : « Nous sommes tout à fait convaincus que les masses nationalistes dans le peuple sont dans leur grande majorité des personnes de conviction sincère et honnête, mais qui sont égarées et n'ont pas compris que l'Entente n'est pas leur unique ennemi [19]. »

Mais c'est encore de Radek et d'une intervention à l'exécutif de juin que vient l'impulsion décisive d'un tournant qui fit beaucoup de bruit et est encore aujourd'hui l'objet de vives controverses. Dans la discussion sur le rapport de Zinoviev à propos de la situation internationale, il affirme que « mettre la nation au premier plan, c'est, en Allemagne comme dans les colonies, faire acte révolutionnaire [20] ». Il intervient aussi à plusieurs reprises au cours du débat sur son propre rapport sur la situation internationale, et, chaque fois, souligne l'importance de la question nationale. Il explique entre autres que les masses petites-bourgeoises sont déclassées par le capitalisme : « Si nous voulons être un parti ouvrier capable d'entreprendre la lutte pour le pouvoir, il nous faut trouver la voie qui nous rapprochera de ces masses en affirmant que seule la classe ouvrière peut sauver la nation [21]. »

C'est au cours du débat sur le fascisme, introduit par Clara Zetkin, qu'il va jeter sa « bombe ». La vieille militante vient d'expliquer que le fascisme n'est pas seulement, comme les communistes l'ont cru, une des variantes de la terreur blanche, mais un phénomène historique nouveau, « le châtiment qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie [22] ». C'est, pour elle, un instrument de

17. *Corr. Int.*, 101, 30 décembre 1922, p. 763.
18. *Die Rote Fahne*, 25 mars 1923.
19. *Ibidem*, 29 mai 1923.
20. *Protokoll* (exécutif élargi, 12-23 juin 1923), p. 67.
21. *Ibidem*, p. 148.
22. *Ibidem*, p. 692.

la bourgeoisie avec un programme radical, adapté aux aspirations des masses et caractérisé par l'emploi systématique de la violence. L'énorme erreur des communistes italiens a été de n'y voir qu'un mouvement réactionnaire de terrorisme militaire, sans comprendre sa charge sociale. La victoire sur le fascisme ne résultera pas seulement de l'emploi de la force militaire, mais de la conquête ou de la neutralisation politiques d'une partie de ses troupes.

C'est au cours du débat sur cet ultime rapport que Radek intervient sur le sort du nationaliste Schlageter, récemment fusillé par les troupes françaises pour avoir fait sauter un pont de chemin de fer. Il explique que, pendant le rapport de Clara Zetkin, il n'a cessé de penser à Schlageter et à son sort tragique :

> Nous devons nous souvenir de lui, ici, où nous prenons position politiquement contre le fascisme. Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être passé sous silence ni honoré d'un mot en passant. Car il a beaucoup à apprendre, à nous et au peuple allemand. Nous ne sommes pas des romantiques sentimentaux qui oublient leur haine devant un cadavre, ni des diplomates qui disent que, devant une tombe, il faut se taire ou décerner des louanges.
>
> Schlageter, le vaillant soldat de la contre-révolution, mérite de notre part à nous, soldats de la révolution, un hommage sincère. [...] Si ceux des fascistes allemands qui veulent loyalement servir leur peuple ne comprennent pas le sens de la destinée de Schlageter, alors celui-ci est bien mort en vain et ils peuvent écrire sur sa tombe : Pèlerin du néant[23].

Après avoir rappelé la vie et le combat de Schlageter, Radek poursuit :

> Nous combattrons par tous les moyens ceux qui, par incompréhension, s'allieront aux mercenaires du capital. Cependant, nous croyons que la grande majorité des masses qui sont agitées de sentiments nationalistes appartient non au camp du capital, mais au camp du travail. Nous voulons chercher et trouver la route pour atteindre ces masses, et nous y arriverons.
>
> Nous ferons tout pour que des hommes qui étaient prêts, comme Schlageter, à donner leur vie pour une cause commune ne deviennent pas des pèlerins du néant, mais les pèlerins d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière, pour qu'ils ne répandent pas leur sang généreux pour le profit des barons du fer et du charbon, mais pour la cause du grand peuple travailleur allemand, qui est un membre de la famille des peuples luttant pour leur libération[24].

Aucun doute n'est possible. Il ne s'agit nullement d'une initiative personnelle. Avant de faire cette intervention, Radek l'a soumise à Zinoviev, qui l'a approuvée. Mais il ne s'agit pas non plus d'un quelconque tournant politique de la part de l'exécutif, voire de la part de Radek personnellement. Cette intervention n'a pas été considérée ni ressentie comme insolite. La discussion s'est poursuivie sans que personne y fasse allusion. Et il faut bien admettre qu'en revanche les adversaires des communistes, particulièrement les socialistes français à l'époque – Salomon Grumbach, comme en 1914 – et, depuis, les anticommunistes permanents, avaient toutes raisons de déformer cette intervention ou plutôt d'en distordre la portée pour en faire un indice d'une sorte de proximité permanente et pour ainsi dire congénitale entre communistes et fascistes. La ligne qu'on appelle depuis « la ligne Schlageter » a été développée à nouveau un certain nombre de fois par Radek sans rajouts ni suppressions, et il y a répété sous des formes diverses les mêmes arguments et affirmations.

Ce discours de Radek sert de point de départ à des polémiques dont la publication a, pour les communistes, le mérite de placer leur prose sous les yeux de jeunes nazis. Le comte Reventlow, Arthur Möller van den Bruck et Radek discutent dans les colonnes de

23. *Protokoll* (12-23 juin 1923), p. 140.
24. *Ibidem*, p. 244.

Die Rote Fahne, puis c'est Paul Frölich qui débat avec Reventlow. Des revues de droite publient aussi des débats. Le thème de Schlageter et de la discussion ouverte à son sujet permet à des orateurs communistes de prendre la parole dans des universités, parfois devant des auditoires nazis. Qu'ils aient mordu sur eux paraît moins évident. Pourtant, dans ces débats, les communistes marquent souvent des points. Ainsi Remmele, à Stuttgart, apostrophant les nazis : « On vous a dit autrefois que le communisme vous prendrait tout. C'est le capitalisme qui vous a tout pris [25]. »

Les communistes ont-ils parfois mordu le trait, commis quelque dérapage ? La presse social-démocrate l'affirme plus d'une fois, accusant Hermann Remmele, par exemple, d'avoir dit qu'il était prêt à se battre aux côtés des assassins de Rosa Luxemburg et Liebknecht – ce que l'intéressé va démentir avec force –, ou encore en attribuant à Ruth Fischer des propos antisémites qu'elle ne va pas démentir, bien que, des décennies plus tard, elle fasse chorus avec les procureurs contre Radek et son initiative. Si c'est vrai, ce fut loin d'être déterminant. Il semble tout de même que ce furent les nationalistes, craignant un grignotage de leurs partisans, qui mirent un terme aux débats ouverts.

En revanche, la ligne Schlageter est bel et bien interprétée par beaucoup, particulièrement en France, comme un tournant social-patriotique. Tel fut le cas de Pierre Monatte et peut-être dans une certaine mesure de Rosmer, qui, quarante ans après, qualifie le discours de Radek d'« incroyable déclaration [26] » qui aida beaucoup, assure-t-il, les chefs social-démocrates à dénoncer la collusion entre communistes et nationaux-socialistes.

Personne, finalement, ne semble avoir saisi l'aspect, tacitement accepté par tous les communistes en principe, mais jamais jusqu'alors mis en relief, que la révolution prolétarienne était celle des masses opprimées conduites par la classe ouvrière et pas seulement celle de la classe ouvrière, comme l'a excellemment fait remarquer Louis Dupeux [27], qui, à l'appui de sa démonstration, cite longuement un article de Radek sur « la banqueroute allemande et les tâches du KPD [28] ». Pour lui, dépassant le « front unique ouvrier », la Comintern essaie de gagner la petite bourgeoisie paupérisée : ce n'est pas une ruse ni une tactique mais le second volet d'une stratégie. En dehors de Hans von Hentig, dont on a beaucoup parlé, un ancien chef de Corps franc, « Beppo » Römer, commence à cette époque le chemin qui va le mener au KPD.

L'AFFAIRE DE LA JOURNÉE ANTIFASCISTE

Ce serait une erreur de croire que la ligne Schlageter aurait, même un bref laps de temps, interrompu la campagne de dénonciation du « fascisme » par les communistes. On peut le mesurer à la lecture des unes de *Die Rote Fahne*, qui mettent parfois l'accent sur les grèves, les affaires internationales, la menace fasciste, mais se déterminent sur ce plan par rapport à l'actualité.

Au lendemain de l'exécutif de juin, au retour des délégués allemands, ce sont les revendications économiques qui reviennent à la surface. Dans l'ensemble du pays éclatent des grèves sauvages pour les salaires, que syndicats et social-démocrates combattent, y dénonçant la main des communistes, pas toujours présente d'ailleurs, bien que grandisse le rôle du comité des Quinze, comité d'action, pour le Reich, des conseils d'usine que préside le communiste Hermann Grothe. Un manifeste de celui-ci, daté du 16 juin, décrit la catastrophe allemande, appelle les travailleurs à former les conseils d'usine, des comités

25. Cité par R. Albert (Victor Serge), *Bulletin communiste*, 41, 11 octobre 1923, p. 625.
26. A. Rosmer, *op. cit.*, p. 270.
27. L. Dupeux, *National-bolchevisme*, I, p. 221.
28. *Die Rote Fahne*, 2 août 1923.

de contrôle des prix et des centuries prolétariennes qui formeront la base du gouvernement ouvrier qui sera l'issue positive de la crise. De partout fusent les actions ouvrières. Grève de 100 000 mineurs et métallos de haute Silésie, avec un comité central de grève, début juin. Début d'une grève de 100 000 ouvriers agricoles en Silésie, puis de 10 000 en Brandebourg, grève des marins de commerce dans les ports de la Baltique, sous l'impulsion de la Fédération des gens de mer, plutôt communiste. Grève de 150 000 métallos berlinois, malgré la résistance des directions syndicales, le 10 juillet Les ouvriers du bâtiment, ceux du bois, suivent. Les communistes sont presque partout majoritaires dans les « assemblées ouvrières » qu'ils obligent les dirigeants syndicaux à convoquer.

C'est dans cette atmosphère de lutte quotidienne, de tension, de dénonciation, de peur de réactions violentes, de menaces, que Brandler rédige un « Appel au parti » qui lui a été inspiré par le compte rendu d'une réunion nationaliste dans laquelle l'ancien communiste Fritz Wolffheim a parlé de fusiller les communistes et de remettre l'Allemagne au travail en fusillant un gréviste sur dix. Ce texte[29], entièrement rédigé par Brandler, a été adopté par une centrale médusée. La description qu'il donne de la situation est apocalyptique : le gouvernement Cuno est au bord de la faillite, le séparatisme près de l'emporter en Rhénanie, la Bavière est au bord de la sécession sous un gouvernement d'extrême droite, la Reichswehr noire et les SA projettent d'attaquer la Saxe et la Thuringe, parce que les socialistes de gauche au pouvoir dans des gouvernements des Länder encouragent les comités d'usine et tolèrent les centuries prolétariennes.

Brandler est persuadé que l'offensive fasciste peut se produire d'un moment à l'autre, que les fascistes utiliseront pour vaincre « la brutalité foudroyante et la violence la plus résolue ». Il propose à la centrale de décider l'organisation d'une journée antifasciste le 29 juillet, avec des manifestations dans toutes les grandes villes d'Allemagne : il s'agit dans son esprit de jauger la force du parti et éventuellement d'accélérer le développement politique vers les communistes, que ne peut manquer de produire le sentiment de l'approche de l'affrontement. Le ton est passionné et mobilisateur :

> Si les fascistes, armés jusqu'aux dents, fusillent nos combattants prolétariens, ils nous trouveront résolus à les anéantir. S'ils collent au mur un gréviste sur dix, les travailleurs révolutionnaires fusilleront un fasciste sur cinq. [...] Le parti est prêt à se battre épaule contre épaule, avec quiconque accepte sincèrement de se battre sous la direction du prolétariat. En avant, serrons les rangs de l'avant-garde prolétarienne ! Dans l'esprit de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, au combat !

L'initiative a le mérite de permettre de rassembler les fils épars des combats, de les centraliser sous la direction du parti et de reprendre celui-ci en main. Elle est néammoins critiquée dans la droite du KPD, où certains, se souvenant de l'attitude de Brandler au lendemain de mars 1921, posent la question de savoir s'il est de nouveau devenu fou. La grande presse se déchaîne ; Brandler et son parti viennent, selon elle, de donner la preuve qu'ils sont en train de préparer la guerre civile et qu'ils sont plus dangereux que les occupants de la Rhénanie et de la Ruhr. Bien entendu, le parti dément, mais la mobilisation pour la journée alourdit l'atmosphère, car les appels succèdent aux appels, tous plus solennels et alarmistes.

Souvent le KPD a des alliés, de plus en plus souvent des organisations social-démocrates, et une foule ouvrière inorganisée veut sauter sur l'occasion de se faire entendre. C'est dans cette ambiance surchauffée qu'éclatent des incidents au cours d'une manifestation commune SPD-KPD à Francfort-sur-le-Main : les manifestants ferment de

29. *Die Rote Fahne*, 12 juillet 1923.

force des magasins, obligent des passants à porter des pancartes ou à crier des mots d'ordre, arrêtent des autobus, menacent des passants à l'allure bourgeoise, malmènent un haut magistrat qui meurt sous les coups. La bourgeoisie tient son prétexte. Gustav Noske, qui est devenu *Oberpräsident* du Hanovre, est le premier, en tant qu'expert du maintien de l'ordre sans doute, à prendre l'initiative d'interdire toute manifestation à l'extérieur le 29 juillet. Severing interdit la manifestation centrale en Prusse prévue à Potsdam. Tous les autres Länder vont les imiter, à l'exception bien sûr de la Saxe et de la Thuringe. On peut penser qu'on va vers l'épreuve de force.

Pour le moment, c'est au sein de la direction du KPD qu'elle se déroule. Faut-il s'incliner ? Ou maintenir la manifestation, ce qui signifie peut-être le début d'un affrontement qui n'a pas été préparé ? Brandler propose de manifester en Saxe et Thuringe, plus là où la police n'a pas la force de l'empêcher, dans la Ruhr et en haute Silésie. Il insiste : les manifestations doivent être protégées par les centuries prolétariennes armées. Ruth Fischer dit qu'on ne peut pas capituler et qu'il faut maintenir la manifestation de Berlin. Pour Brandler, le risque est trop gros. Les communistes sont minoritaires à Berlin et il ne peut faire confiance à leurs dirigeants pour éviter les provocations. Il répond qu'il n'accepterait une manifestation à Berlin que dans le cas où les dirigeants locaux du parti pourraient assurer une protection armée suffisante. Ruth Fischer, coincée, le traite de « fasciste » et d'« aventurier ». En fait, le désarroi est total au sommet du parti allemand. Il ne reste à Brandler qu'à consulter Moscou.

L'EXÉCUTIF CONSEILLE DE RECULER[30]

A Moscou, c'est le vide. Le XIIe congrès vient de se terminer. Rakovsky, après une préparation minutieuse par l'appareil de Staline, vient d'être arraché de la tête du gouvernement d'Ukraine, où Lénine l'avait installé en 1919. Il est désigné comme ambassadeur en Grande-Bretagne, un véritable exil, pour l'écarter du chemin du secrétaire général, dont la rancune n'est pas le moindre défaut...

Les circonstances sont plutôt sinistres. Les communistes bulgares viennent de recommencer ce qu'ils ont fait en 1918 à Radomir et ce que la centrale allemande a fait au moment du putsch de Kapp. Ils ont estimé que le prolétariat bulgare n'était pas intéressé par le coup d'État militaire d'extrême droite de Tsankov contre les agrariens démocrates de Stambolisky et se réjouissent presque de la victoire du premier sur le second, torturé à mort, un accident dans « la lutte entre deux fractions bourgeoises ». La nouvelle est arrivée à Moscou le 12 juin, au moment où Zinoviev prononçait son rapport. On sait que le coup d'État a été lancé à l'aube du 9, que le tsar Boris a reconnu le gouvernement Tsankov en fin de matinée. Le détachement envoyé pour arrêter Stambolisky a échoué. Le chef du gouvernement a fait appel à un officier communiste, Anastas Búrzakov, pour l'organisation de la nouvelle Armée populaire. Ce dernier a aussitôt commencé à organiser la résistance armée.

Mais le comité central du PC bulgare, réuni le 9 juin, a pris acte du renversement du gouvernement de la « bourgeoisie paysanne » et interdit aux membres du parti de lui venir en aide. Búrzakov a donc abandonné toute idée d'assurer sa mission et débandé ses

30. Nous commençons ci-dessous l'utilisation de documents en provenance des archives de Moscou qui vont paraître dans un recueil sur l'Octobre allemand, en Allemagne. Nous avons apporté à sa préparation une modeste collaboration, et son maître d'œuvre, le Dr Bernhard Bayerlein, nous a donné l'autorisation de mentionner et, dans un petit nombre de cas, de citer les documents dont nous lui avons demandé la permission de les utiliser, avec la mention « documents Bayerlein » si notre livre paraît le premier, avec renvoi à son livre et aux pages correspondantes si c'est son ouvrage qui est publié le premier.

troupes. Todor Loukanov, le secrétaire du parti, a fait appliquer la décision strictement et partout... Kabaktchiev a annoncé à l'exécutif que les masses avaient accueilli le coup d'État militaire avec indifférence, et même un peu de soulagement[31]. *Inprekorr* a parlé, de façon assez déplacée, de « révolution d'opérette ». En fait, capturé après la dérobade des communistes, Stambolisky tombe entre les mains des insurgés : il est sauvagement torturé et finalement décapité. Ce n'est pas une opérette.

A l'exécutif, le 15 juin, mentionnant le contrordre donné à Búrzakov par la direction du parti, Zinoviev parle de « grosse faute », assure qu'il fallait s'allier avec Stambolisky contre Tsankov, comme le firent les bolcheviks avec Kerensky contre Kornilov[32]. Le 23 juin, Radek est plus complet. Il dit que le 9 juin a été « la plus grande défaite jamais subie par un parti communiste », une « avance victorieuse de la réaction mondiale » subie par un parti qui regroupe le quart des électeurs, le plus puissant parti de masse. Il accuse de sectarisme le PC bulgare, qui n'a pas su voir que « le gouvernement paysan de Bulgarie était l'unique corps étranger parmi les gouvernements bourgeois des Balkans[33] ». Il explique que, pour la première fois, un grand parti communiste a non seulement perdu une bataille sans s'en apercevoir, mais en outre ne cherche pas à comprendre sa défaite mais seulement à l'enjoliver. Il tourne en ridicule les arguments des Bulgares, et ajoute que l'exécutif est coupable de n'être pas intervenu dans la politique du parti frère bulgare, qui paie cher cette abstention[34].

Zinoviev, lui, dans un article intitulé « Leçons d'un coup d'État », écrit que les événements de Bulgarie ont dépassé les pronostics les plus sombres, que le dogmatisme doctrinaire – longtemps considéré comme « une bizarrerie » – et l'attentisme devenu capitulation sont devenus « un malheur pour le parti ». Il s'exclame : « Quelle lourde faute ! Quelle immense déception[35] ! » Kolarov avait déjà été renvoyé à Sofia pour rejoindre le parti et l'aider à organiser la lutte contre le régime « fasciste » de Tsankov. Dans l'intervalle, le CC du PCB a rejeté par 42 voix contre 2 la ligne de la Comintern, assurant qu'il a suivi « l'unique politique possible », ce qui équivaut à un véritable défi à l'autorité de l'exécutif. C'était un coup très dur pour l'exécutif, une défaite dont il portait la responsabilité, et dans des conditions qui prouvaient à quel point il avait été peu intéressé par les questions bulgares. Au lendemain de la victoire de Mussolini, après les débats sur le fascisme en Allemagne, c'était, de la part des dirigeants bulgares, une sorte d'affront que ce ralliement de fait à un régime fascisant. A l'exécutif ne se trouvent précisément que Radek et le secrétaire général Kuusinen. Les autres sont en vacances. Kuusinen geint dans une lettre du 27 juillet à Zinoviev : « Comme vous le voyez, pour la sécurité de la direction internationale, il n'est pas bon que le président de l'exécutif soit absent de Moscou pendant deux semaines. Je suis certain que si vous et le camarade Boukharine étiez ici, il n'y aurait pas l'ombre d'un désaccord entre le camarade Radek et vous[36]. »

La décision à propos de la journée antifasciste est lourde à prendre dans un pareil contexte, car les responsables de l'Internationale ne se remettraient jamais d'un désastre allemand dans de telles circonstances. Trotsky a été consulté par télégramme par Radek. Il ne répond pas. Il lui expliquera dans une lettre datée du 6 août qu'il n'avait aucun des éléments concrets permettant de répondre par oui ou par non à une question de cette importance. Zinoviev et Boukharine, eux, qui sont aussi en vacances à Kislovodsk, dans

31. K. Kabaktchiev, *Corr. int.* 51, 25 juin 1923, p. 323-324.
32. G. Zinoviev, *Protokoll* (exécutif élargi, 12-23 juin 1923), p. 103.
33. Radek, *ibidem*, p. 267-268.
34. *Protokoll* (12-23 juin 1923), p. 273-274.
35. *Inprekorr*, 115, 9 juillet 1923.
36. Documents Bayerlein.

la même villa, pensent qu'il faut passer outre à l'interdiction si on ne veut pas voir se renouveler « la regrettable expérience de l'Italie et de la Bulgarie ». Il faut aller de l'avant[37]. Staline est d'un avis diamétralement opposé et l'exprime par lettre. Pour lui, « il faut retenir les Allemands, et ne pas les stimuler », car ils n'ont aucun atout qui leur permettrait de prendre le pouvoir[38]. Finalement, Radek télégraphie que l'exécutif déconseille le maintien : la décision a été prise par Staline et lui. Le secrétaire général du PCR (b) est une caution suffisante.

Pourtant, Boukharine et Zinoviev écrivent à Brandler et se disent catastrophés qu'une initiative de combat du KPD soit désavouée par l'exécutif[39]. Pour Boukharine, qui s'exprime dans une lettre personnelle, cette décision est catastrophique et Radek a tort sur toute la ligne, jette par-dessus bord les enseignements des défaites italienne et bulgare et fait manquer aux communistes l'occasion de se placer à la tête de la lutte contre le fascisme. Qui plus est, il l'accuse de porter une atteinte grave au prestige non seulement du parti mais de la Comintern[40]. La centrale du KPD a pourtant suivi le conseil de Radek et renoncé à braver l'interdiction. Les manifestations qui ont lieu dans des salles montrent l'extraordinaire mobilisation qui s'effectue tout de même, puisque des centaines de milliers de travailleurs assistent aux meetings de substitution en salle. Bien sûr, c'est Radek qui va expliquer la position de Moscou. Il écrit :

> Les bolcheviks ont pu prendre le pouvoir avec 70 000 membres car la bourgeoisie n'était pas organisée. Notre parti allemand doit avoir au moins 1 million de membres – et bientôt ! Notre organisation ne doit pas être une machine électorale, mais un poing fermé, uni non seulement par l'idéal communiste, mais encore par l'armature de fer de nos bataillons de choc, les centuries prolétariennes. Il est fort possible que le KPD soit mis en demeure d'agir avant d'avoir atteint ses objectifs. Mais il doit y tendre de toutes ses forces pour s'assurer, en cas de succès et de toute façon, le maximum de chances[41].

Rappelant tout ce qui est nécessaire à la révolution en Allemagne, les organes du front unique, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan avec la saisie des valeurs réelles et bien sûr la conquête de larges couches de la petite bourgeoisie, il conclut :

> Ne permettons pas à nos ennemis de nous infliger des défaites partielles [...]. Des offensives mal préparées peuvent amener des défaites au moment le plus propice à l'action. Si l'adversaire prend l'offensive, il se trompe dans tous ses calculs : soyons prêts dans ce cas à lui opposer une résistance victorieuse, d'abord, et à le vaincre ensuite. Mais ne cherchons pas de décision prématurée. Telle est la situation en Allemagne. Tels sont les devoirs du Parti communiste. Ils exigent de lui les plus grands efforts, la foi en ses propres forces, en son énergie et en son enthousiasme, mais aussi du sang-froid, du calme, un bon calcul stratégique. Puis viendra l'heure où les communistes allemands pourront se dire : « De l'audace, de l'audace et encore de l'audace ! »[42].

Mais, selon le porte-parole de l'exécutif, l'heure de l'audace n'était pas encore venue. C'est probablement avec un réel soulagement que les hommes de la centrale relançaient une fois de plus leur parti dans la roue des revendications de transition, pour les organes du front unique et le gouvernement ouvrier, routine au fond rassurante parce que familière. Bien entendu ce n'étaient pas les certitudes des excités permanents comme Ruth Fischer et autres Maslow, pour qui la révolution se pointait tous les matins au coin de la rue, qui

37. Documents Bayerlein.
38. *Ibidem.*
39. *Ibidem.*
40. *Ibidem.*
41. *Die Rote Fahne*, 2 août 1923.
42. *Ibidem.*

pouvaient ébranler ces habitudes retrouvées après la chaude alerte, mais une question que l'Histoire nous pose à nous et dont nous ne savons pas si elle leur a été posée à eux : et si le mouvement révolutionnaire décisif avait à ce moment-là déjà commencé en dehors d'eux et en partie malgré eux tous ? S'ils n'avaient pas reconnu le visage de cette révolution qu'ils avaient si souvent cru voir et qui leur avait toujours échappé ? Si elle était déjà là, sans qu'ils s'en soient encore aperçus ? C'est curieusement dans la presse bourgeoise que revenait presque tous les jours le mot clé qui évoquait, avec la révolution de demain, celle de la veille : « *Novemberstimmung* », l'état d'esprit de novembre. La *Kreuz Zeitung* du 26 juillet écrit que le pays est « à la veille d'une révolution » et la *Germania* du 27 que « règne l'état d'esprit du 9 novembre ».

Et l'exécutif de l'Internationale recommande l'audace pour après-demain. Un si long cheminement était-il vraiment nécessaire pour un tel résultat ?

CHAPITRE XV

Vers le pouvoir ?[1]

Il est intéressant de relever qu'après plusieurs années où ils ont cru à la révolution au moins une fois par an, avec toutes les conséquences que cela comportait – dont le recours aux armes et une défaite généralement coûteuse –, les communistes allemands ne se sont décidés de nouveau à admettre l'existence dans leur propre pays d'une situation prérévolutionnaire que quand leurs camarades russes leur ont dit qu'elle existait et qu'ils ont préparé avec eux et chez eux la victoire de cette révolution.

C'est pourquoi, avant de passer aux circonstances dans lesquelles les Russes ont fait cette découverte d'une situation révolutionnaire et comment ils ont tenté ensemble de la transformer en révolution réussie, il nous apparaît nécessaire de regarder d'un peu plus près ce parti dont tous les communistes du monde ont répété depuis 1918 qu'il était le seul outil qui avait manqué aux révolutionnaires allemands pour assurer la victoire de la révolution.

Le Parti communiste « de masse »

Le KPD qui s'est trouvé en janvier 1923 confronté à la crise de la Ruhr n'est plus le groupuscule de 1918, même s'il n'est pas encore le grand parti de masse annoncé au lendemain du congrès de Halle. Après la scission de l'USPD, il n'avait pas récupéré immédiatement tous les membres qu'il pouvait espérer et n'atteignit jamais les 450 000 membres proclamés par certains de ses dirigeants. En revanche, il avait perdu environ les deux tiers de son effectif au lendemain de l'action de mars 1921. A la fin de 1922, il était en plein redressement et avait regagné autour de 100 000 membres depuis la catastrophe de 1921. On peut penser que ses effectifs tournent alors autour de 220 000, dont 26 000 femmes seulement. Cette implantation est très inégale, reflétant les aléas de la construction et de la destruction ayant précédé l'assimilation de la masse des anciens Indépendants : les bastions du KPD sont les régions où les gros bataillons de l'USPD ont été gagnés, soit en 1919, en Erzgebirge-Vogtland, autour de Chemnitz, soit en 1920 en Allemagne centrale, autour de Halle et dans le Wasserkante, le district de Hambourg.

1. En dehors des travaux d'Angress, Broué, Wenzel, c'est le travail documentaire du Dr Bernhard Bayerlein qui sera bientôt le pilier de nos connaissances sur cet épisode longtemps inconnu de l'histoire de la Comintern.

Les statistiques manquent pour préciser sa composition sociale et par âge. Mais tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître que le KPD est alors un parti ouvrier, et même probablement le parti de la jeunesse ouvrière. Personne ne suggère qu'il ait pu y avoir dans ce parti moins de 90 % d'ouvriers, même si personne ne confirme les 99 % lancés par Zinoviev. Ce sont des ouvriers qualifiés, notamment dans la métallurgie. Ils sont jeunes, venus à l'action politique avec la révolution de Novembre, dans la vague de l'Octobre russe, même si leur encadrement est celui des adversaires de l'union sacrée et des combattants contre la guerre, qui ont l'âge des Montagnards pendant la Révolution française.

Quelques jeunes apparaissent cependant à la direction des districts. Les femmes sont certes peu nombreuses, mais certaines comptent parmi les cadres et les dirigeants, ce qui fait du parti allemand une exception dans l'univers communiste. La centrale de 1923 compte 24 membres : 14 ouvriers, 3 employés, seulement 7 journalistes ou permanents. Quatre membres ont moins de trente ans, tous les autres entre trente et quarante. On note en revanche la jeunesse de nombre de journalistes du parti et aussi de membres responsables de l'appareil clandestin. Certains intellectuels viennent directement du mouvement antiguerre. Tous ont commencé très tôt à militer dans une organisation ouvrière, entre seize et vingt ans. Les membres du parti paient une cotisation importante, pour les salariés au moins une heure de travail hebdomadaire. Chaque membre appartient à deux organisations, groupe local et fraction d'entreprise.

Les responsables sont élus sur cette double base, surreprésentant les entreprises, et, à partir de 1923, Walter Ulbricht est chargé de superviser et d'impulser la création de cellules d'entreprise. Plusieurs étages complètent la pyramide : sous-districts, districts, surdistricts, véritables régions. Tous les cadres sont élus et révocables par l'organisme qui les a élus. Le fonctionnement est celui du centralisme démocratique : congrès annuel, avec votes à la base et liberté des tendances, qui peuvent être représentées à toutes les assemblées de base. Entre les congrès, leur autorité est déléguée à un comité central, lui-même formé à la fois par la centrale, élue directement au congrès, et par d'autres élus du congrès mais représentant les districts.

La centrale est organisée sur le modèle bolchevique, avec un bureau politique et un bureau d'organisation. Elle dispose d'un appareil technique avec des départements spécialisés, pour le travail chez les femmes, les jeunes, la politique communale, les coopératives, le travail rural, et surtout le département syndical, de loin le plus important. Elle a également des services : la formation, la presse et le bureau juridique. Fin 1922, l'appareil compte 53 responsables politiques et 117 permanents « techniques » pour les diverses tâches matérielles. Un corps de « commissaires » permet de renforcer temporairement des districts.

Comme la social-démocratie dont il est issu, le KPD a ses traditions, sa vie sociale. On s'appelle « camarade » *(Genosse, Genossin)*. Il y a les manifestations rituelles, en janvier pour « Karl et Rosa », comme on dit désormais, le 1er mai, la Journée internationale des femmes et celle de la jeunesse. Le chant, le théâtre, le chœur parlé tiennent une grande place dans les cérémonies et les fêtes. Le parti a ses propres chorales, de qualité, véritables détachements d'agit-prop. La Jeunesse communiste regroupe des jeunes entre quatorze et vingt-cinq ans, en groupes locaux et parfois d'entreprise ; ils sont environ 30 000. Elle s'occupe des loisirs des jeunes travailleurs, organise rassemblements, marches, fêtes. Pour le parti, elle est à la fois école supérieure et école élémentaire. De tout jeunes gens y apprennent de grandes responsabilités, et font d'elle une pépinière de cadres.

Le parti dispose de 38 quotidiens, dont 17 sont en fait des éditions régionales, qui ont un total de 340 000 abonnés. Alimentés par le service de presse, ils utilisent les mêmes

dépêches, souvent aussi les mêmes éditoriaux et articles. La revue théorique *Die Internationale* ne tire qu'à 3 000 exemplaires. Il existe une revue pour les fractions syndicales, un hebdo pour les femmes, un pour les paysans et un pour les affaires municipales. La Jeunesse communiste a son organe de combat, mais il y a aussi des magazines pour enfants et adolescents. Il faut noter cependant que la presse communiste n'est pas très lue en dehors du parti et des organisations proches.

Les élus constituent un point d'appui non négligeable. Il n'y a que 14 députés communistes au Reichstag, 12 étant partis avec Levi : ce sont presque tous d'anciens USPD. Mais il a 72 députés dans les différents Landtag, 12 000 conseillers municipaux dans 420 villes, la majorité absolue dans 80 conseils municipaux, relative dans 170. Les élus, dans la pure tradition du SPD, sont astreints à une discipline de fraction très stricte qui fait d'eux des agitateurs et démarcheurs dans la population ouvrière.

C'est dans les syndicats que les progrès de l'influence du KPD sont le plus sensibles. Il contrôle à peu près dans la Ruhr l'Union des travailleurs manuels et intellectuels, née de la tradition des unions et des grèves de 1919, qui compte 80 000 membres. La Profintern a enregistré son adhésion, celle de l'Union des charpentiers de marine et surtout celle du Syndicat des gens de mer, capital pour le travail clandestin. Il faut ajouter ici les syndicats nés de l'exclusion de leurs dirigeants de l'ADGB, comme les 6 000 ouvriers du bâtiment de Chemnitz qui ont suivi Brandler et Heckert.

Le plus important est cependant que les communistes ont fait d'énormes progrès au sein des syndicats réformistes. Malgré un système de délégation peu favorable, ils ont des délégués à tous les congrès, 90 (dont 40 métallos) sur les 694 délégués du congrès de l'ADGB en 1922, 46 sur 216 chez les cheminots, 33 sur 305 aux transports, 41 sur 305 chez les communaux. Ils dirigent 60 commissions locales et de très nombreuses organisations locales ou d'entreprise.

Ils ont également maintenant des positions chez les enseignants à tous les niveaux, recrutent parmi les assistants des universités et ont construit des fractions significatives chez les étudiants, les *Kostufra*. Enfin, de gros efforts ont été faits pour la formation, avec deux écoles centrales, dont l'une de trois mois, pour 74 militants. Sept districts ont fondé des « écoles du militant » et quatre instructeurs itinérants desservent les autres sur demande.

Le KPD est de loin le plus important des partis de l'Internationale compte non tenu bien sûr du parti soviétique. Mais sa faiblesse principale réside dans son isolement du reste de la classe ouvrière. Il a certes réussi à se lier à d'autres couches militantes, notamment dans les syndicats à l'occasion des conflits économiques et grâce à sa politique de front unique. Mais il est très dépendant de la gauche social-démocrate, composée d'anciens Indépendants, qui est en quelque sorte le pont entre lui et le Parti social-démocrate et lui donne l'espoir de pouvoir concrétiser un jour prochain le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier », au moins dans les *Länder* où elle est influente, à savoir la Saxe et la Thuringe, où la majorité socialiste-communiste est possible au Landtag.

CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA CRISE

Personne ne songe à nier les progrès réalisés par le KPD au cours de la crise de 1923. Pourtant, la polémique fait rage. De nombreux auteurs, et pas seulement communistes, considèrent que les communistes ont progressé au point d'influencer à l'été la majorité de la classe ouvrière allemande. L'historien américain Werner Angress, qui ne partage pas ce point de vue, se laisse aller parfois à des excès polémiques. Globalement, le KPD a augmenté ses effectifs, mais pas de façon écrasante : 70 000 adhérents supplémentaires

environ. C'est une augmentation qui est à peine inférieure au rythme de la période précédente (1921 à 1922), et cela paraît un peu court pour une période dont bien des caractères proclament qu'elle est révolutionnaire. En réalité, le manque de maturité du parti s'exprime encore d'une certaine façon à travers une croissance inégale. L'Erzgebirge-Vogtland est passé de 15 000 à 25 000 membres (une augmentation de deux tiers), le district de Brême a doublé. Berlin a recruté 8 000 militants, la Ruhr, 3 000 seulement, Halle, 5 000. L'un des résultats les plus spectaculaires est celui des Jeunesses communistes, passées en moins d'un an de 30 000 à 70 000 membres, dans 500 organisations locales, et rassemblant des centaines de milliers de jeunes dans leurs manifestations et marches.

Le thermomètre des élections nous manque cruellement – et cela se comprend. Une seule possibilité de comparaison : les élections au Landtag à majorité rurale de Mecklembourg-Strelitz, qui se déroulent en juillet 1923. Aux dernières élections, en 1920, les partis bourgeois avaient obtenu 18 000 voix ; ils tombent à 11 000. Les social-démocrates avaient eu 23 000 voix ; réunifiés avec les Indépendants, ils tombent quand même à 12 800. Les indépendants, eux, avaient recueilli 2 200 voix. Les communistes, qui prennent en quelque sorte leur place, la prennent plus que largement puisqu'ils obtiennent 10 800 voix, pas très loin des social-démocrates réunifiés.

Pour le reste, bien que tirage et vente de la presse communiste augmentent aussi considérablement, les chiffres mentent du fait de la crise, et c'est vers le travail syndical qu'il faut se tourner pour obtenir des chiffres fiables. Ici les progrès sont spectaculaires. Le nombre des « fractions » communistes dans les syndicats réformistes passe de 3 000 à 6 000. A partir de juillet, les progrès sont tels qu'il faut se réorganiser et créer au plan local les « cartels rouges » regroupant tous les responsables de fractions et de syndicats. Il y en a 1 100 en juillet, 2 100 en octobre, et le département syndical est en rapport avec 3 460 localités. Plusieurs évaluations vont dans le même sens. A l'exécutif élargi de juin, Walcher estime que 2 400 000 ouvriers sont influencés par les communistes, directement placés sous leur responsabilité dans les syndicats. Indépendamment de lui, Heckert fait une évaluation semblable, parle de deux tiers, ce qui correspond au chiffre total de 2 500 000. Dans le syndicat du bâtiment, les communistes ont 525 fractions pour 749 centres, sont en majorité dans 65 groupes avec 67 000 travailleurs, et sont à égalité dans 230 groupes avec 330 000 travailleurs. 260 000 ouvriers du bâtiment suivraient donc le KPD. Chez les 1 600 000 membres du syndicat des métaux, le DMV, il y a 500 fractions. Elles ont conquis la majorité dans des centres comme Stuttgart, Halle, Suhl, Solingen, Remscheid, Iéna, 260 000 syndiqués au total. Finalement, les communistes évaluent à 720 000 leur soutien chez les métallos. En juillet, lors des élections, les listes soutenues par le KPD y obtiennent le tiers des mandats et la majorité absolue des voix, 54 000 voix à Berlin contre 22 000 aux listes soutenues par le SPD. La perspective est vraiment la conquête des syndicats de l'intérieur.

Un autre instrument de mesure des progrès de l'influence communiste consiste dans l'étude de ce qu'ils appellent « les organes du front unique ». Les conseils d'usine sont des institutions légales en vertu de l'article 165 de la Constitution et de la loi du 4 février 1920. Ils se sont développés avec une rapidité foudroyante. Ce sont des organismes très souples, sans permanents ni appareils, tout proches du vieux système social-démocrate des « hommes de confiance », voire des « délégués », et ils cumulent des fonctions que l'attentisme syndical leur abandonne et des fonctions politiques dont les communistes les chargent. Ces derniers affirment détenir la majorité dans 2 000 d'entre eux. Ils sont en particulier à la tête de celui de la grandes usine chimique de la Leuna de Halle, où le communiste Bernhard Koenen a obtenu 60 % des voix sur 12 000 travailleurs votants.

Le Congrès des conseils d'usine qui déclenche la grande grève contre Cuno se dit représentatif de 20 000 conseils d'usine. Son organisme dirigeant, le comité des Quinze, de son vrai nom « Comité d'action des conseils d'usine du Reich », est présidé par un membre du KPD, un serrurier de trente-cinq ans, Hermann Grothe, ancien Délégué révolutionnaire de la guerre, spartakiste de 1917, qui a beaucoup milité parmi les chômeurs, est membre du KPD et de la gauche, à Berlin. Les comités d'usine se donnent la même structure, avec deux conseils dans chaque entreprise, celui des ouvriers, qui a voix prépondérante, et celui des employés. D'abord organisé seulement sur le plan local, ils se donnent des organes de district et de région au cours de l'année. D'eux, Zinoviev va écrire qu'ils « deviennent le levier principal qui mûrit sous nos yeux ».

C'est la plupart du temps à l'initiative des conseils d'usine qu'animent les communistes que se créent et se développent les comités de contrôle. Ils se donnent pour tâche de contrôler le prix des vivres et des vêtements, des loyers, et de combattre la spéculation, le marché noir et les trafics divers. Autour d'un noyau ouvrier d'hommes et de femmes, ils essaient de regrouper artisans et petits commerçants, dans de véritables réseaux de surveillance. Ils font beaucoup d'agitation, mobilisent pour des opérations les éléments féminins de la classe ouvrière

Mais l'un des plus remarquables des organes du front unique est certainement l'institution militaire des centuries prolétariennes. Depuis la révolution de Novembre, le mot d'ordre d'armement de la classe ouvrière a toujours été – et cela se comprend – au premier plan des revendications mises en avant par les communistes. C'est bien sûr l'occupation de la Ruhr et le regain d'activité des groupes terroristes d'extrême droite qui lui ont donné actualité et ont éclairé sa nécessité.

Les premières centuries prolétariennes apparaissent au mois de mars, à Halle, Chemnitz, Gera, Zella Mehlis. A Berlin, le 1er mai, ce sont des hommes des centuries prolétariennes, 25 000 au brassard rouge, qui ouvrent la marche de la manifestation ouvrière. Les centuries sont un organisme de front unique, mais le KPD y accorde une importance particulière, les contrôlant par une commission qui va devenir son conseil militaire sous la direction d'Ernst Schneller. La tâche devient difficile quand Severing, bientôt imité partout sauf en Saxe et en Thuringe, les interdit. Les centuries prolétariennes ne se développent sur une grande échelle qu'en Thuringe et en Saxe, où les gouvernements les subventionnent. Officiellement, elles ne sont pas armées, et le dirigeant communiste Paul Böttcher l'explique : « Les centuries ne peuvent avoir aucune tâche militaire avant que les conditions élémentaires soient réalisées dans les usines[2]. » La presse et les dirigeants répètent en toute occasion que le KPD est absolument opposé à des centuries de parti ; son objectif est la constitution de centuries de la classe, de centuries prolétariennes. Mais ce sont sans conteste les communistes qui les organisent.

Un rapport de la fin juillet 1923, signé Helmuth Wolf – l'officier soviétique Rose, dit Skoblevsky, selon le témoignage de Retzlaw (Karl Erde) –, donne des éléments précis sur les centuries prolétariennes allemandes, au nombre de 900 à la date du 27 juillet 1923, fortes en Saxe et en Thuringe, mais aussi à Berlin et dans la Ruhr. 50 % de leurs membres sont communistes, de 30 à 35 % sans parti, de 20 à 25 % social-démocrates. Les hommes ont entre vingt-cinq et trente ans et sont presque toujours d'anciens soldats. Les jeunes sont acceptés à partir de dix-sept ans. Les femmes servent comme chauffeurs ou infirmières. Les cadres militaires sont généralement communistes et anciens sous-officiers. Le rapport précise par ailleurs qu'à cette date 160 « groupes de cinq » pour les opérations

2. P. Böttcher, *Corr. int.*, n° 49, 19 juin 1923.

de sabotage ont été constitués, sur les 280 estimés nécessaires. Chacun est muni d'une mitrailleuse, de 4 revolvers et de 15 grenades à main[3].

A BAS CUNO !

Les communistes jouissaient-ils de la confiance de la majorité de la classe ouvrière allemande à l'été 1923 ? Il est difficile aujourd'hui et probablement impossible de répondre à cette question. Tout au plus allons-nous essayer de répondre à une autre question, plus surprenante encore, sur la part qu'ils ont prise dans le déclenchement puis la tentative d'arrêter l'irrésistible vague de grève partie de Berlin qui balaya le pays tout entier et renversa le gouvernement de Cuno, ouvrant les yeux de l'exécutif et lui « révélant » la crise révolutionnaire que la direction allemande n'avait pas encore trouvée au rendez-vous de l'histoire !

Le 8 août, s'ouvre une session du Reichstag. Le chancelier Cuno, qui est aussi un puissant homme d'affaires, prononce un discours – appel au travail, à la discipline, à l'épargne, au sacrifice – et réclame un vote de confiance. Les députés communistes sont déchaînés, l'interrompent, le harcèlent. Les socialistes, eux, sont hésitants. Ils demandent et obtiennent une suspension de séance jusqu'au lendemain. Avant de partir, le député communiste Wilhelm Koenen lance à ses collègues : « A bas Cuno ! Voilà le cri qui monte vers nous de tous côtés[4] ! » Que veut-il dire ? Annonce-t-il qu'il faut renverser le gouvernement ? Veut-il simplement traduire le sentiment général des travailleurs ? On ne sait pas.

LA GRÈVE QUI RENVERSE LE GOUVERNEMENT

La séance reprend le 9. La salle du Reichstag est littéralement assiégée par des délégations ouvrières qu'on ne veut pas recevoir. Ils apportent des revendications, toujours les mêmes : ils ne peuvent plus vivre. Le même scénario se reproduit toute la journée.150 000 ouvriers défilent à Chemnitz en réclamant la démission de Cuno. Ceux-là sont en avance. Partout des arrêts de travail, des assemblées générales, des débats sur l'action d'urgence. Le 10, on va passer au vote. Les députés social-démocrates annoncent qu'ils s'abstiendront. Wilhelm Koenen a la parole. Il dit bien sûr que les communistes refusent la confiance à Cuno, et on comprend sa phrase de la veille comme un appel à engager la bataille. Il exhorte « le mouvement de masse des travailleurs » à « venir, par-dessus le Parlement, former un gouvernement ouvrier révolutionnaire[5] ». C'est pratiquement un appel à l'insurrection, comme on pouvait s'en douter la veille. Mais qui a pris une telle décision ? Apparemment personne ; le député communiste improvise-t-il ? Il semble que oui. Mais on le comprend : le baromètre est à la tempête, et comment, dans cet orage, ne pas chercher une issue à laquelle on pense depuis si longtemps ?

L'historien Werner Angress écrit que ce jour-là la capitale allemande est un « asile d'aliénés[6] ». C'est en général ce que disent devant le spectacle de la révolution ceux qui ne l'aiment pas. Mais en fait il y a un cheminement, une signification très claire à ce désordre, à savoir la recherche d'un nouvel ordre. Ce sont les ouvriers des ateliers de réparation du métro qui sont partis en grève les premiers, à l'aube. Le syndicat des imprimeurs de l'AGDB décide la grève pour les salaires. Seules les éditions et journaux ouvriers doivent y échapper. Les dirigeants de l'ADGB voudraient aussi préserver l'impri-

3. Tout ce que nous savons du rapport Wolf provient des documents Bayerlein.
4. Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 710.
5. *Die Rote Fahne*, 11 août 1923.
6. W. Angress, *Stillborn Revolution*, p. 370.

merie du Reich, celle où fonctionne, comme on dit, « la planche à billets ». Mais les militants communistes prennent l'affaire en main, s'opposent, dénoncent, convainquent finalement les 8 000 ouvriers de l'Imprimerie nationale. Plus de billets : le gouvernement est au pied du mur.

Les émissaires du comité des Quinze parcourent Berlin en appelant partout à des débrayages. C'est probablement leur action qui provoque l'entrée dans la grève des travailleurs de l'électricité. Elle va sérieusement perturber la fourniture du courant électrique et accélérer les débrayages. Les gros bastions ouvriers bougent à leur tour. Les ouvriers de Siemens se mettent en grève. Ceux de Borsig les suivent. Les transports municipaux s'arrêtent. Il y a grève dans les hôpitaux. Les travailleurs des chantiers de Hambourg se mettent en grève. Manifestations ouvrières à Crefeld et Aix-la-Chapelle. La police tire, il y a des morts. Ce n'est pas encore la grève générale.

Tous les grévistes réclament la démission du gouvernement. Nombre d'assemblées de grévistes revendiquent aussi un gouvernement ouvrier. Le gouvernement de Cuno prend un décret qui permet la saisie de tout matériel imprimé qui préconise « le renversement violent de la forme d'État existante [7] ». C'est un peu ridicule. Les journaux de la mi-journée annoncent la prochaine fermeture de la Reichsbank, faute de billets. Le *Vorwärts* appelle les travailleurs au calme. *Die Rote Fahne* publie un appel du comité des Quinze, rédigé sur un ton très exalté, contre « les faillis et les usuriers » : « Le pain à ceux qui travaillent ! Saisie du ravitaillement ! Répartition par les syndicats et les organisations ouvrières ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! Travailleurs, il faut en sortir ! Le gouvernement Cuno vous mène à la ruine ! Scellez le front unique de tous les exploités dans la lutte pour votre existence ! Formez dans les entreprises vos groupes de défense ouvrière [8] ! »

Ce sont les syndicats qui prennent l'initiative d'une consultation entre organisations. La commission de Berlin des syndicats, consciente de la gravité de la situation, invite les responsables syndicaux et des représentants du SPD, de l'USPD et du KPD pour une réunion commune de concertation dans la soirée. On pourrait se croire revenu au temps du putsch de Kapp, sauf que cette réunion-là se tient en pleine offensive ouvrière. Le SPD est représenté par Otto Wels, flanqué de Breitscheid et Hertz, le KPD, par Ruth Fischer, Ottomar Geschke et Fritz Heckert. Va-t-on vers le gouvernement ouvrier proposé par Legien en 1920 ? Le KPD veut-il un tel gouvernement ? Mais, pour commencer, les syndicats doivent-ils appeler à cette grève en train de se dérouler ?

Ruth Fischer, au nom du KPD fait une proposition. Elle suggère une grève de trois jours sur les objectifs suivants : salaire minimal horaire de 0,6 marks-or, renversement du gouvernement Cuno, établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan. La proposition est écoutée avec attention, discutée avec sérieux par nombre de responsables syndicaux. Elle est en revanche vivement combattue par Wels et par ses camarades social-démocrates, qui jugent la grève dangereuse, soulignant les initiatives que vient de leur annoncer une délégation reçue par le gouvernement : un crédit de 50 millions de marks-or, garantis par des grandes sociétés, pour des importations de vivres, 200 millions obtenus dans les mêmes conditions pour juguler l'inflation, l'augmentation, acquise, des impôts sur les revenus et les grandes sociétés. Le mirage d'un miracle. Les syndicalistes hésitent. Beaucoup sentent que ça ne peut plus durer. Mais l'aventure leur fait peur. En outre, Ruth Fischer n'est décidée ni à les convaincre ni à les rassurer. Ses dernier mots à leur adresse sont pour leur dire que le mouvement se fera avec eux, sans eux ou contre eux. Ils repoussent sa résolution.

7. W. Angress, *Stillborn Revolution*, p. 140.
8. *Die Rote Fahne*, 10 août 1923.

Le PC saute dans le wagon en marche pour le placer derrière le comité des Quinze, cet « organe de front unique » qu'il contrôle. Toute la nuit, les militants se mobilisent, portent messages, appels, convocations. Il lui faut prendre la tête du mouvement, lui faire adopter la plate-forme que les syndicats ont repoussée, le généraliser et le pousser en avant. Dans la soirée, le Polburo a envoyé une circulaire aux districts les informant de l'importance du mouvement gréviste à Berlin, recommandant aux organisations du parti de rassembler ces mouvements et d'en prendre la tête. Il recommande que la grève soit décidée à l'initiative ou avec la couverture de l'ADGB, mais, si tel n'est pas le cas, de ne pas perdre de temps et de faire appel aux conseils d'usine pour jouer le rôle de direction. Il indique qu'il est possible que Cuno démissionne et qu'un nouveau gouvernement avec les social-démocrates soit formé pour freiner le mouvement.

Le 11 août est jour de fête, fête de la Constitution de Weimar. Vers 10 heures du matin commencent à arriver dans des autos ou sur des motos arborant le fanion rouge et se dirigeant vers les salles voisines de *Neue Welt* et *Kliems Festsäle* quelque 2 000 ouvriers, délégués des conseils d'usine de l'agglomération berlinoise convoqués pendant la nuit et au petit matin par le comité des Quinze. La police ne se manifeste pas, en dépit du rassemblement que cette réunion provoque dans le quartier. Au nom du comité, Hermann Grothe propose une grève de trois jours et un programme en neuf points : démission du gouvernement Cuno, formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, réquisition des vivres et leur répartition sous contrôle des organisations ouvrières, reconnaissance officielle des comités de contrôle, levée de l'interdiction des centuries prolétariennes, salaire horaire minimal de 60 pfennigs-or, embauche de tous les chômeurs, levée de l'état d'urgence et de l'interdiction des manifestations, libération des prisonniers politiques ouvriers. Il n'y a pratiquement pas de débat et la décision est prise à l'unanimité.

L'objectif premier de cet appel – que *Die Rote Fahne* publie dans l'après-midi, moins le passage sur le gouvernement « ouvrier et paysan », censuré en vertu du récent décret – est de généraliser la grève à tout le pays. Elle s'étend effectivement, et il y a de sérieuses bagarres dans plusieurs grandes villes, des fusillades à Hanovre, Lübeck, Neurode. Grothe rédige pour le comité des Quinze des directives en vue de la grève générale : élection de comités de grève, organisation de comités de contrôle et de centuries prolétariennes, appel aux partis et syndicats ouvriers pour un front unique préparant un gouvernement ouvrier et paysan, désarmement des groupes fascistes par les centuries prolétariennes, propagande de fraternisation en direction des militaires et des agents de police.

Il semble bien que le mouvement des masses se coule dans le cadre préparé pour lui par le Parti communiste et le comité des Quinze. La grève est de toute évidence alimentée par le désir des travailleurs d'en finir avec ce gouvernement Cuno, accusé d'être responsable de la misère généralisée. Quelques dirigeants social-démocrates en prennent conscience et comprennent que la position qu'ils ont prise à la réunion du 10 est extrêmement dangereuse dans la mesure où elle risque, aux yeux des travailleurs, de les lier à Cuno et à sa politique. Ils font donc faire un pas vers eux en annonçant que le Parti social-démocrate refuse désormais son soutien à Cuno et qu'il est prêt à entrer dans un gouvernement de « grande coalition » avec les partis du centre, à condition que celui-ci entreprenne une action sérieuse pour améliorer les conditions de vie des travailleurs et sortir de la crise. C'est Otto Wels qui préconise ce tournant dangereux ; 49 députés social-démocrates refusent d'endosser ce retour aux errements passés. Les social-démocrates ne perdent pas de temps. Une délégation de leur groupe parlementaire annonce leur décision à Cuno, qui juge alors à juste titre désespérée la situation de son gouvernement et remet sa démission.

STRESEMANN AU GOUVERNEMENT

Le chancelier Ebert consulte alors au pas de chasseurs et confie la formation du nouveau gouvernement au populiste Gustav Stresemann, industriel saxon et politicien habile. Les socialistes posent des conditions à leur participation : mesures fiscales contre les grandes sociétés, surveillance et éventuellement répression contre les organisations de droite. Stresemann acquiesce. Quatre social-démocrates entrent dans le gouvernement à des postes clés afin de rassurer les travailleurs : Robert Schmidt est vice-président, Rudolf Hilferding aux Finances, Sollmann à l'Intérieur et Radbruch à la Justice. Le gouvernement explicite ses intentions : il faut négocier avec la France et stabiliser le mark au moyen d'une réforme fiscale qui fasse payer les riches. Quant à la montée ouvrière, Stresemann pense qu'elle va s'apaiser, l'entrée des social-démocrates lui donnant au moins le temps de conduire une négociation et de trouver une détente sur le plan de la crise économique.

Effectivement, ce changement commence à provoquer des signes d'affaiblissement du mouvement. Le départ de Cuno était au centre des aspirations de tous dans le monde du travail. Son départ apparaît comme une victoire, et ses successeurs, avec leurs promesses, tiennent un langage après tout assez différent du sien. Bien entendu, la grève ne s'arrête pas du jour au lendemain. Le jour du départ de Cuno, il y a encore des heurts, à Hanovre et Gelsenkirchen (30 morts). Le 13, des fusillades plus graves éclatent un peu partout (plus d'une centaine de morts au total). Des centuries prolétariennes réquisitionnent du bétail dans les campagnes et distribuent la viande dans plusieurs villes ouvrières.

Cela signifie-t-il qu'il faut continuer la grève et que celle-ci, sur sa lancée, abattra Stresemann et donnera naissance au gouvernement ouvrier ? Ce n'est pas évident, et les responsables voient s'accumuler les signes indiquant que le départ de Cuno est considéré comme un acquis important et qu'il ne faut pas peser pour continuer. Il y a même des désaccords au Polburo, où Pieck, Heckert, Böttcher, se seraient montrés « jusqu'au-boutistes ». Finalement, à titre d'expérience, on décide de prolonger d'un jour. Le comité des Quinze appelle à élargir la grève et à lutter contre la grande coalition. Mais les signes sont clairs. Alors qu'au matin du 14 *Die Rote Fahne* titrait « Des millions dans la rue, le combat continue », elle publie une édition spéciale de la journée appelant à « l'interruption de la grève, tous ensemble ». Même la gauche ne s'est pas opposée à la reprise, et Ruth Fischer en a défendu la nécessité devant les délégués des conseils d'usine.

La grève qui a renversé Cuno garde à juste titre une place importante dans l'histoire contemporaine, comme exemple de grève sauvage renversant un gouvernement. Il nous semble qu'elle a été avant tout une affirmation, en même temps qu'un démenti éclatant donné par des millions d'hommes las de leurs souffrances et d'une politique de classe pesant injustement sur leurs épaules. Démenti non seulement aux analyses des grands de ce monde, mais aussi à celles de l'état-major international qui s'était donné pour mission de les abattre. Les premiers, le 10 août encore, continuaient à approuver la politique du pire de Cuno face aux exigences françaises et lui faisaient confiance pour maintenir l'ordre chez ceux qui payaient les pots cassés. Deux jours après, ils étaient obligés de tourner casaque, de satisfaire les travailleurs en renvoyant Cuno et en demandant aux Français de bien vouloir négocier.

Mais l'état-major du KPD ne s'était pas moins lourdement trompé dans l'appréciation du moment et du rapport des forces. La révolution était infiniment plus proche qu'il ne l'avait cru malgré ses proclamations, ses promesses et son attente, et peut-être même le moment en avait-il seulement été retardé pour quelques semaines par le tournant de Wels dans la journée du 11. Le KPD n'avait pas les alliés qu'il estimait nécessaires pour former

le « gouvernement ouvrier », et il était loin d'avoir une quelconque force militaire à opposer dans un délai proche aux forces policières, à la Reichswehr et aux groupes paramilitaires. La révolution avait-elle marché plus vite que la tête des dirigeants du KPD ?

ON TOURNE À MOSCOU

Zinoviev, lors de l'exécutif de juin, avait résumé à sa façon la situation en Allemagne : « L'Allemagne est à la veille de la révolution. Cela ne signifie pas que la révolution y viendra dans un mois ou dans un an. Il faudra peut-être plus de temps [9]. » La grève contre Cuno devait évidemment détruire ces tranquilles certitudes attentistes. Bien sûr, un certain calme social est revenu en Allemagne, comme si les travailleurs donnaient au gouvernement un sursis agrémenté d'un état de grâce. En revanche, la situation semble s'aggraver sur deux fronts : chômage et inflation. Sur celui de l'inflation, les chiffres sont affolants : le taux d'échange du dollar, qui avait atteint au 13 août le chiffre faramineux de 3 700 000 marks, était à 6 millions une semaine plus tard. Le 1er septembre, on va atteindre 98 millions de marks. Après un bref espoir de pression britannique sur les Franco-Belges, le gouvernement Stresemann ne pouvait que constater un durcissement du gouvernement Poincaré, qui exigeait avant toute négociation une renonciation solennelle de l'Allemagne à la résistance passive. L'autorité du Reich se heurte à cette date à de sérieux obstacles dans trois *Länder*, Bavière, face à l'extrême droite, Saxe et Thuringe face aux social-démocrates de gauche. La Bavière entretient des troupes et des bandes terroristes à qui elle sert de de repaire. La Thuringe d'August Frölich a autorisé la formation des centuries prolétariennes. Même situation en Saxe, où, par-dessus le marché, le président Erich Zeigner, lui aussi social-démocrate de gauche, attaque la Reichswehr et ses complices, préconise les méthodes socialistes pour sortir de la crise.

On peut imaginer les discussions serrées sur l'Allemagne, dont Ruth Fischer, bien placée pour le savoir, assure qu'elles allaient bon train entre Zinoviev, Radek, Boukharine et Piatnitsky, sur place à Moscou, puis par courrier et par téléphone, avec les vacances. Longtemps hésitant, Zinoviev finit tout de même par trancher. Tout indique à ses yeux que le moment est arrivé en Allemagne de se lancer vers le pouvoir. Il rédige en ce sens des thèses dont le premier projet semble avoir été achevé le 15 août. Trotsky est en cure en Crimée, à Kislovodsk. Il ne reçoit aucune information de l'exécutif, aucun de ces éléments qui nourrissent les débats de Zinoviev, Boukharine, Safarov, Clara Zetkin et Souvarine, qui habitent ensemble dans une autre villa à Kislovodsk, car l'ostracisme continue. Staline, lui, prend ses vacances non loin de là, à Essentouki, et vient presque tous les jours en draisine passer la journée avec Zinoviev et les autres. Mais Trotsky lit la presse. Informé de la présence à Moscou de Walcher et Enderle, deux dirigeants ouvriers communistes allemands qu'il estime, il leur demande ou leur fait demander de venir lui rendre visite. Il les interroge et les écoute longuement. Lui aussi est vite convaincu que le moment est arrivé s'il n'est déjà passé. Pour lui, la grève contre Cuno est la preuve de la détermination d'en finir de la classe ouvrière allemande. Pour plus de sécurité, il demande à Walcher de compléter son information dès son retour à Berlin, ce qui ne sera pas nécessaire, les choses étant allées très vite. Il se manifeste à son tour. Les dés en sont jetés. Le Politburo va se réunir pour débattre de la révolution allemande. Pour les Russes, c'est la règle. Le Politburo va trancher d'abord en déterminant la position du parti russe. L'exécutif se réunira, après, sur cette question, s'il y a lieu. C'est cela, l'Internationale,

9. *Protokoll* (exécutif élargi, 12-23 juin 1923), p. 101.

un organisme qui, au fond, n'a pas fini de grandir, qui transporte encore son passé à la semelle de ses souliers et dont le fonctionnement reflète l'histoire.

Le 9 août, au terme d'une réunion du bureau politique à laquelle ont également participé Rakovsky et Piatakov, Staline télégraphie à Trotsky, Zinoviev et Boukharine que le bureau politique désire leur présence pour une discussion sur la situation en Allemagne [10]. Trotsky répond qu'il peut interrompre sa cure une semaine et être à Moscou le 15. Le 12, donc, alors que la grève contre Cuno bat son plein, Radek télégraphie à Brandler qu'une réunion du présidium de l'Internationale a été fixée au 19 et qu'on l'attend. Le 13, il lui demande s'il pourrait amener avec lui Thälmann « au lieu de la Ruth » et donne son point de vue : si les social-démocrates acceptent une grande coalition, ce sera le grand chambardement dans leur parti [11].

Nous n'avons pas le procès-verbal de la réunion du Politburo où ont été prises les décisions cruciales, pour la première fois depuis la révolution en l'absence de Lénine, alors que, pour les hommes qui y prennent part, c'est le destin de la révolution mondiale qui est en jeu. Pour la circonstance, le Politburo s'est élargi à des militants russes, Piatakov et Tsiouroupa, à des représentants de l'exécutif, Radek et Kuusinen, et enfin aux dirigeants allemands qui se trouvent à Moscou, Edwin Hoernle, qui représente le KPD, Jakob Walcher, venu pour une réunion de la Profintern.

Les participants ont sous les yeux un texte de quelque 26 pages, en allemand, daté du 15 août, un « Projet de Thèses » de Zinoviev [12], resté inconnu jusqu'à l'ouverture récente des archives de la Comintern. Dans un style qui évite dans l'ensemble la langue de bois, Zinoviev y répond nettement à quelques-unes des questions que les communistes se sont posées au cours des mois précédents. Bien sûr, il souligne la signification internationale de cette révolution qui vient, la Nep des États prolétariens qu'elle va rendre possible. Soulignant que toutes les conditions de la révolution prolétarienne sont données en Allemagne, il n'en reconnaît pas moins le danger d'engager prématurément la bataille décisive. L'essentiel cependant est que, tout l'indique, la révolution frappe à la porte. Un procureur a été lynché à Francfort par des manifestants social-démocrates. Les ouvriers occupent les usines quand ils font grève. Toutes les solutions moyennes sont vouées à l'échec et le gouvernement Stresemann n'annonce que la fin politique de tous ses composants. C'est vers les communistes que se dirigent les ouvriers tandis qu'une fraction de la petite bourgeoisie rallie le fascisme. Le fait que les communistes aient aujourd'hui conquis la majorité de la classe ouvrière fait d'eux la seule force susceptible de battre le fascisme, à condition qu'ils comprennent et appliquent les leçons de l'Octobre russe : en Allemagne, aujourd'hui, cela signifie la formation de conseils ouvriers, et avant tout celle du conseil ouvrier de Berlin. Par ailleurs, la scission qui s'annonce dans les rangs de la social-démocratie, la naissance d'une gauche social-démocrate, est un événement considérable, riche de promesses.

Zinoviev énumère ensuite quelques-unes des tâches des communistes allemands, insistant sur celles qui sont nouvelles, pas traditionnelles, soulignant la nécessité d'un pouvoir fort, de l'alliance des ouvriers avec les paysans, le refus de tout nationaliser, la nécessité de conserver un espace à l'initiative privée, la proposition d'organiser une journée générale d'action contre le fascisme pour situer le KPD à sa place, à la tête du peuple contre les fascistes. Car il s'agit selon lui en dernière analyse du combat entre fascisme et communisme.

10. Documents Bayerlein.
11. *Ibidem.*
12. *Ibidem.*

On relèvera avec grand intérêt ce qu'il appelle les tâches du PC russe, qui devra nourrir le prolétariat allemand, lui envoyer du grain, lui procurer des armes ou de quoi en acheter sur place, lui fournir tout de suite 50 experts spécialisés dans la guerre civile, renforcer son Armée rouge, améliorer les relations internationales de l'URSS. De l'Internationale, on attend qu'elle mobilise ses partis, et au premier chef le PC français. On s'adressera aussi à la IIe Internationale, à l'Internationale syndicale d'Amsterdam, au syndicat des transports de cette dernière, pour leur demander de l'aide. Les thèses de Zinoviev se terminent par un appel qui, à lui seul, constitue la moitié de ce qui fut connu d'elles avant l'ouverture des archives : « La crise mûrit. L'enjeu est immense. Le moment approche où il faudra de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace[13]. »

Du débat lui-même, nous citerons une reconstitution sur la base de plusieurs témoignages que rien n'est venu depuis corriger ou authentifier :

> Le principal rapport aurait été présenté par Radek, qui serait parti de l'ampleur de la grève Cuno pour montrer le passage de la révolution allemande à une phase supérieure. Rien ne permet d'indiquer qu'il ait insisté sur la nécesaire prudence qui constituait au cours des semaines précédentes le thème central de ses interventions ; sans doute était-il, de toute façon, impressionné par l'accord qui s'était réalisé, dans l'appréciation de cette question capitale, entre Trotsky et Zinoviev. Après le rapport de Radek, Trotsky intervient avec vigueur : pour lui, il ne fait aucun doute qu'approche en Allemagne le moment de la lutte décisive et directe pour le pouvoir, l'Octobre allemand. On ne dispose pour sa préparation que de quelques semaines et tout doit être subordonné à cette tâche prioritaire. Zinoviev, quoique plus nuancé, abonde dans le même sens ; préférant compter en mois plutôt qu'en semaines, il pense, avec Boukharine et Trotsky, qu'il s'agit maintenant de préparer l'insurrection. Staline est plus réticent et manifeste quelque scepticisme : il ne pense pas que l'on puisse envisager la victoire de la révolution allemande avant le printemps de 1924, mais il n'insiste pas[14].

Les conclusions de cette réunion capitale sont portées à la connaissance de l'exécutif. D'abord, le projet de thèse de Zinoviev, qui a été adopté, est diffusé aux directions des partis. Pour sa part, le parti russe décide de constituer une commission chargée de superviser les préparatifs. Elle comprend Radek, Piatakov, le tchékiste Ounschlicht et le dirigeant syndicaliste Vassili Schmidt[15], sans doute avant tout, pour ceux qui l'ont choisi, l'ancien Nikolaï, chef des formations paramilitaires à Petrograd en 1927 – ce que, jusqu'à présent, aucun historien n'avait encore remarqué, semble-t-il. Quelques jours auparavant, on a envoyé en Allemagne l'un des plus brillants dirigeants des Jeunesses communistes, Lazar Chatskine, vingt et un ans, qui doit prendre la direction de l'ensemble du travail antimilitariste en Allemagne au nom de l'Internationale communiste des jeunes, dont il est l'un des dirigeants. On se prépare à envoyer des techniciens militaires et des spécialistes, y compris des tchékistes. L'un de ces derniers est l'un des meilleurs, malgré sa jeunesse, Semën Grigorievitch Firine[16].

LES PRÉPARATIFS POLITIQUES

L'exécutif à son tour convoque à Moscou, pour « au plus tard le 20 septembre », une conférence extraordinaire dont la tenue est gardée secrète. Outre les représentants du KPD auprès de l'exécutif, Clara Zetkin et Edwin Hoernle, Brandler lui-même, elle doit com-

13. Documents Bayerlein.
14. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 720.
15. Documents Bayerlein.
16. A. Vaksberg, *Hôtel Lux*, p. 23, en fait le chef militaire.

prendre les représentants de la gauche, dont Ruth Fischer, Maslow et Thälmann [17], Radek s'efforçant de séparer ce dernier des deux Berlinois. Elle commence le 21 septembre. Brandler est arrivé à Moscou vers la fin août et la centrale a décidé le 12 septembre le départ pour Moscou de Ruth Fischer, Maslow et autres représentants du KPD parmi lesquels deux militants ouvriers de la gauche, Max Hesse et Anton Grylewicz. Eberlein est également présent, de même que Kuusinen et Piatakov. Trotsky, Zinoviev et Radek en sont évidemment.

Bien entendu, les dirigeants russes n'ont pas proclamé à la face du monde leur intention de préparer la prise du pouvoir en Allemagne et les mesures qu'ils ont adoptées dans ce but. Mais il leur était nécessaire de mobiliser le parti et les travailleurs russes, et c'est ce qu'ils ont fait, tout en proclamant qu'ils n'avaient pas la moindre intention d'intervenir. En quelques semaines, l'Allemagne devient le thème principal des interventions publiques des dirigeants soviétiques, de leurs discours dans les congrès, syndicaux ou autres, le centre de l'attention de la presse soviétique. En outre, un certain nombre de campagnes ad hoc attirent l'attention sur le rôle central que ce pays occupe désormais sur la scène mondiale, ou plutôt, pour parler le langage des communistes, dans la marche en avant de la révolution mondiale.

Les murs des villes se couvrent d'affiches appelant la jeunesse à apprendre l'allemand pour mieux servir la révolution qui vient. Dans les usines, les universités, les écoles, se tiennent quotidiennement conférences, réunions, meetings de mobilisation en faveur de l'aide à apporter à ce combat décisif. Boukharine s'est fait acclamer par les étudiants en leur conseillant – ce n'est pas banal dans ce pays épris d'instruction et de spécialisation technique – de jeter leurs livres pour empoigner des fusils et aller combattre [18]. Dans les usines, on vote des résolutions par lesquelles les ouvriers déclarent renoncer à leurs augmentations de salaires, voire accepter des diminutions si nécessaire, pour assurer la victoire de la révolution en Allemagne. Des unités de l'Armée rouge s'adressent aux journaux communistes allemands pour déclarer leur détermination à jouer le rôle d'avant-garde dans la révolution qui vient. Zinoviev, Trotsky, Radek et beaucoup d'autres moins connus expliquent dans la presse comment va se dérouler la révolution allemande, et qu'elle marque la date où tourne définitivement l'histoire du monde. On a créé des fonds spéciaux pour l'Allemagne, l'un en or, pour lequel on appelle même les femmes russes à donner leurs alliances, l'autre en céréales, 60 millions de pouds, assure le commissariat au Commerce. Sur instructions du bureau politique, on recense les membres du parti qui connaissent l'allemand, afin d'être à même de constituer une réserve militaire si une telle intervention se montrait nécessaire.

Au premier rang du déferlement de l'enthousiasme combattant se trouvent évidemment les Jeunesses communistes, la génération d'après Octobre, qui va enfin avoir sa révolution à elle. On célèbre l'alliance du marteau-pilon allemand et du pain soviétique, on parle de « conquérir le monde », on célèbre la force du bloc de 200 millions d'hommes contre lequel aucune guerre ne sera plus possible. Communiste chinois étudiant à Moscou à cette époque, Peng Shuzhi se souvient :

> Des environs de la mi-septembre aux derniers jours d'octobre 1923, il n'est question dans tout Moscou que de la victoire prochaine de la révolution en Allemagne. L'enthousiasme que la certitude de cette percée de la classe ouvrière soulève d'un bout à l'autre du pays des soviets, dans le parti, dans la jeunesse et dans les masses, est immense. Il y a si longtemps en effet que l'on y caresse l'espoir de voir la flamme de la révolution d'Octobre se propager enfin sur le Vieux

17. Documents Bayerlein.
18. Ruth Fischer donne un tableau vivant de ce mouvement dans *Stalin and German Communism*.

Continent, si longtemps que l'on s'y nourrit de l'attente d'une explosion salvatrice au cœur du cœur de l'Europe !

Partout, autour de nous, les meetings se multiplient, en plein air ou en lieu clos, notamment dans les théâtres, dans les écoles, dans les cirques. Les orateurs, comme illuminés par une Annonciation, formulent les pronostics les plus enivrants sur la Grande Révolution allemande qui vient, affirment-ils, de se mettre en marche et que rien n'arrête plus. Ils vantent ce pays extrêmement avancé qu'est l'Allemagne, la puissance de son industrie, ses 30 millions de travailleurs déjà organisés, l'audace et le dynamisme de son parti communiste. Brandler, le numéro un du communisme allemand, est ici porté aux nues. Nul ne doute qu'il sera, qu'il est déjà le Lénine de l'Allemagne. Même Radek et Piatakov, les envoyés de la Comintern en Allemagne, deviennent dans l'imagerie d'Épinal soviétique les hérauts de l'avènement d'une Europe socialiste.

Emportés par un flot de ferveur anticipatrice, un grand nombre de jeunes Soviétiques et de communistes étrangers résidant à Moscou brûlent de l'impatience de partir pour Berlin, pour Hambourg ou pour Dresde afin d'y contribuer à la poursuite et à la relance de la révolution mondiale. Et je suis l'un d'entre eux. Un cours d'initiation accélérée à la langue allemande est créé à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient. Il a beaucoup de succès. Je le suis, en ce qui me concerne, avec assiduité [19].

Les débats sont restés longtemps marqués du sceau *sekretno*. Nous sommes néanmoins assez bien informés par des souvenirs de ceux qui y ont participé – et par d'autres documents – pour reconstituer de façon assez précise leur contenu, depuis les perspectives politiques jusqu'aux détails techniques. Il n'y a pas eu de désaccords au départ. Ruth Fischer, qui proclamait depuis des années que l'heure H du Grand Soir arrivait, ne pouvait se démentir au moment où tout le monde pensait qu'elle venait d'arriver, cette fois pour de bon. Malgré la réputation de prudence par opportunisme qui lui a été faite, Brandler était un révolutionnaire, et il n'y a pas de raison de douter de sa sincérité dans son ralliement à la préparation de l'insurrection, même si elle le surprit au premier contact avec les conséquences visibles du tournant de Moscou qu'il découvrit à son arrivée dans la capitale de l'URSS.

LES DIVERGENCES AU SOMMET

Mais les divergences apparurent en cours de travail. L'une des plus importantes porta sur la question de savoir s'il était nécessaire d'appeler avant la prise du pouvoir à la constitution de conseils ouvriers, sur le modèle des soviets. Zinoviev avait déjà répondu positivement à cette question, désignant même dans ses thèses comme une tâche prioritaire la constitution de ces conseils, et particulièrement celle du conseil ouvrier de Berlin, seule armature possible à ses yeux du nouvel État ouvrier. Staline, sans doute par une fidélité démonstrative aux leçons de la révolution d'Octobre, soutint cette position sans autre argument dans une note du 20 septembre. Trotsky, soutenu par Brandler, rétorque que c'étaient les conseils d'usine qui étaient en train de jouer et continueraient de jouer, avant l'insurrection, le rôle des soviets en Russie, puisqu'ils étaient devenus effectivement « les points de concentration des masses révolutionnaires ». La création des soviets dans cette période n'aurait abouti selon lui qu'à des formes sans contenu. Il l'explique par écrit dans une note au Politburo et un mot à Brandler, tous deux datés du 29 septembre [20]. La majorité le suit, de Brandler à Ruth Fischer en passant par Radek : elle estime en effet que la formation de soviets présentait le risque de détourner les militants des tâches de prépa-

19. Peng Shuzhi, *op. cit.*, p. 331-332.
20. Documents Bayerlein.

ration de l'insurrection et de faire d'eux des cibles pour un gouvernement à la recherche d'une provocation. Avec Trotsky, elle estima donc que le travail préparatoire de l'insurrection pouvait être fait sous l'autorité reconnue des conseils d'usine et qu'on ne bâtirait les soviets qu'ultérieurement, après la victoire de l'insurrection.

La deuxième divergence porta sur la fixation d'une date. La gauche allemande, Trotsky et Zinoviev étaient partisans de fixer une date précise pour l'insurrection, ainsi que le bureau politique du PC russe en avait décidé dès le début du tournant. Mais ici l'opposition était conduite par Radek et Brandler, qui invoquaient évidemment les multiples aléas possibles dans le développement concret de la montée révolutionnaire pouvant conduire à la paralysie du parti, faisant courir à ce dernier le risque de se trouver prématurément engagé sur une date. Trotsky développa publiquement ses arguments, sans mentionner directement l'Allemagne, dans un article de la *Pravda* où il rappelait que les coups contre-révolutionnaires se produisaient à date fixe. Il assurait que le devoir d'un parti communiste suivi par la majorité des travailleurs était de déterminer un délai précis dans un avenir immédiat excluant tout renversement de la situation et de concentrer ensuite ses efforts sur l'objectif militaire en vue [21]. Il proposa la date du 7 novembre, qui donnait le temps nécessaire et bénéficiait du prestige de l'Octobre russe.

Des Allemands préféraient le 9, à cause de leur propre tradition. Brandler fut inébranlable. Pour lui, seule la direction allemande, sur place, pouvait déterminer avec le moins de risques la date à laquelle frapper le coup décisif. C'était aussi une manière très légitime pour la direction du KPD de revendiquer ses responsabilités propres. Soutenu par Radek, Brandler l'emporta sur ce point, et il fut convenu que le choix de la date serait laissé, sur place, aux dirigeants de l'insurrection [22].

Les autres désaccords portèrent sur des questions de personne. Brandler, qui avait pour Trotsky une énorme admiration, proposa son envoi en Allemagne pour diriger l'insurrection ; il pensait qu'il avait fait ses preuves. C'était évidemment inacceptable pour Zinoviev, qui s'y opposa vivement et répondit que cette responsabilité lui incombait en tant que président de l'Internationale. Brandler s'adressa alors au Politburo du parti russe en proposant formellement et au nom de la centrale l'envoi en Allemagne de Trotsky, Piatakov et Radek. Staline expliqua qu'on ne pouvait envoyer ni l'un ni l'autre. Le Politburo, réuni le même 4 octobre, déclara qu'il lui était rigoureusement impossible, pour des raisons de sécurité, d'autoriser l'envoi en Allemagne de Zinoviev ou de Trotsky. Il proposa en revanche d'envoyer Radek et Piatakov, membres de la commission qui avait à connaître de tous les préparatifs de l'Octobre allemand, et de les faire accompagner de Roudzoutak et Kouibychev [23]. Les deux premiers apparaissent dès lors dans les documents d'archives sous leurs pseudonymes respectifs d'Andréi et d'Arvid.

Un problème délicat est soulevé par Brandler à propos de la gauche et particulièrement de Ruth Fischer et Maslow. Redoutant leurs initiatives fractionnelles habituelles, il demande en effet qu'ils soient tenus à l'écart du parti et de sa direction pendant la période décisive. Il propose donc, conformément à une proposition de Lénine concernant Maslow faite en 1921, de les retenir tous deux à Moscou. Trotsky, dont l'hostilité personnelle à Ruth Fischer et à ses méthodes n'a jamais désarmé à l'époque et qui veut absolument protéger Brandler, qu'il estime, soutient vigoureusement cette proposition que Boukharine et Radek combattent.

Finalement, c'est Zinoviev qui fait adopter un compromis. Maslow restera effective-

21. « Peut-on fixer un calendrier précis pour une contre-révolution ou une révolution ? », *Pravda*, 23 septembre 1923.

22. Documents Bayerlein.

23. *Ibidem.*

ment à Moscou pour une enquête sur une affaire mineure. Ruth Fischer sera autorisée à reprendre sa place en Allemagne, mais sous la surveillance d'un camarade russe, membre de la commission, Vassili Schmidt, devenu ainsi en quelque sorte le « contrôleur » russe du district de Berlin-Brandebourg et de son respect de la discipline du KPD dans ces moments décisifs ! Ruth Fischer, à propos de Schmidt, qu'elle trouve « bon garçon » et « agréable », écrit qu'il fut son « conseiller personnel », mais se vante aussi d'avoir réussi à l'installer confortablement dans un local du parti dont il ne bougea guère pendant son séjour à Berlin. On n'en croira rien[24].

Le 12 octobre, dans son rapport à la centrale sur les discussions de Moscou, Brandler n'est pas très loquace. Il indique seulement qu'il n'y a pas eu de divergences, sauf en ce qui concerne les dates. Peut-être était-ce plus raisonnable[25].

LES PRÉPARATIFS MILITAIRES

Ruth Fischer s'est beaucoup plainte de la place, excessive selon elle, accordée dans les préparatifs à la question militaire. Trotsky est resté évidemment sourd à ce type de critiques et a répondu dans son article de la *Pravda* par une des formules dont il avait le secret : « La révolution possède une immense puissance d'improvisation mais elle n'improvise jamais rien de bon pour les fatalistes, les amateurs et les imbéciles[26]. »

Le chef de l'organisation militaire clandestine est, nous l'avons vu, Helmuth Wolf, ce que nous pouvons affirmer grâce à l'existence d'un document émanant de lui et daté de juillet 1923 dans les archives, ainsi que par le témoignage, dans ses Mémoires signés Retlaw, de Karl Erde, responsable au sein du *M-Apparat*, qui l'identifie formellement comme le major général soviétique Rose, dit Skoblevsky, dit Goriev et Aleksandr. Ils ont fait ensemble une tournée en Allemagne, rencontrant les responsables de l'appareil militaire, souvent anciens officiers, amis et collaborateurs d'Erde-Retzlaw. Celui-ci mentionne son *alter ego* Wolfgang von Wiskow, ancien *Oberleutnant*, Josef Gutschke, Otto Steinbrück, ancien officier d'état-major dans l'armée austro-hongroise, devenu membre des services secrets soviétiques, réclamé par le KPD, Gustl Mayer, un Bavarois rallié au KPD en 1918, passé dans son appareil militaire, Ernst Günther et Erich Wollenberg, anciens lieutenants qui furent de l'Armée rouge bavaroise comme lui. Hermann Weber mentionne aussi parmi les hommes importants du *M-Apparat* Rudolf Margies et Rudolf Podubecky, également ancien de Bavière, et surtout Hans Kippenberger, lieutenant pendant la guerre.

Ils vont réorganiser tout cela à partir de la fondation du *MP-Apparat* (Organisation militaire-politique), placé sous l'autorité du *Revkom* (comité révolutionnaire) dirigé par Gouralsky-Kleine. Le commandant suprême *(Reichsleiter)* est Helmut Wolf, assisté d'un « conseil militaire » présidé par Ernst Schneller où se trouvent des membres de la centrale. Le territoire allemand est divisé en six commandements militaires régionaux qui correspondent aux régions militaires. Chacun est sous les ordres d'un *MP-Oberleiter* flanqué d'un conseiller envoyé par l'exécutif. Au-dessous d'eux, des commandants de district et de groupes de combat. La quasi-totalité des cadres militaires sont des communistes, anciens officiers pendant la guerre : citons Erich Wollenberg et Wilhelm Zaisser, Albert Schreiner, dit Baumann, Hans Kippenberger, Theodor Neubauer, Artur Illner, Albert Gromulat, Hans Kahle, jeune officier devenu spartakiste en 1918, Ernst Wollweber, Otto Steindrück, qui sert au 4e bureau de l'Armée rouge et que les Allemands revendiquent

24. R. Fischer, *op. cit.*, p. 324.
25. Documents Bayerlein.
26. Article cité ci-desssus, *Pravda*, 23 septembre 1923.

pour l'avoir apprécié en 1920[27]. L'appareil est renforcé par des spécialistes civils de l'organisation : ainsi, à la Sécurité (*Ordnerdienst*, ou OD), Wolfgang von Wiskow, un officier communiste est-il doublé par Otto Bulian, de même qu'accèdent à d'autres postes le métallo Anton Grylewicz, le cheminot Geschke devenu Eisbär, le métallo Melcher devenu Martin.

Les instructeurs étrangers jouent si discrètement leur rôle que nous ignorons l'identité réelle de la majorité d'entre eux. Nous connaissons seulement Stein, pseudonyme de Manfred Stern, déjà rencontré, Georg, pseudonyme, selon Wollenberg, du Russe Alekséi Stetsky, un proche de Boukharine, et des gens du 4e bureau de l'Armée rouge dont Ludwig, le Polonais Ignacy Poretski, qui sera chargé de la sécurité des membres de la commission de l'exécutif en Allemagne, comme en attestent les Mémoires de sa femme Elsa, *Les Nôtres*. Arkadi Vaksberg est le seul à mentionner Semën Firine. Larissa Reissner, la compagne de Radek, joue les courriers en femme de luxe entre la centrale et les délégués de la Comintern, et en profite pour écrire des reportages de grande qualité[28].

Relevons qu'on ne voit guère ici de ces officiers de la Reichswehr que les communistes ont cherché à gagner et dont leurs adversaires assurent qu'ils en ont conquis pour la cause « national-bolcheviste » afin de s'en servir dans leur projet d'insurrection. Ruth Fischer a attribué un tel rôle à Hans von Hentig, qui n'était d'ailleurs qu'officier de réserve. Louis Dupeux a fait à son sujet une mise au point précise. Universitaire et criminologue, Hans von Hentig était de ces hommes de droite qui attendirent du « bolchevisme » la résurrection de leur nation. Il prit contact avec Brandler à la fin 1922 et se mit à la disposition du *M-Apparat*. En 1923, il travaillait effectivement à l'organisation des centuries prolétariennes en Thuringe en qualité de conseiller technique de leur chef militaire, le communiste Theodor Neubauer. L'ex-chef de Corps franc Beppo Römer travaille aussi avec les communistes en Thuringe. Il est probable qu'il y a eu des contacts clandestins avec de jeunes officiers, notamment pour leur aide en armement au jour J, mais nous ne disposons d'aucun élément précis.

L'organisation des centuries a été unifiée. La base de chacune est une localité ou une entreprise ; elles sont subdivisées en sizaines correspondant à un atelier ou à un quartier. Deux sizaines forment un groupe de douze combattants ; trois groupes, une colonne de 36 combattants. Une centurie comprend trois colonnes, un détachement d'éclaireurs, un groupe d'aide médicale. Les chefs sont élus à tous les échelons, y compris le chef de centurie, qui est obligatoirement assisté d'un adjoint technique, élu aussi, mais ayant une compétence militaire. Dans les *Länder* où elles ont été interdites, et notamment en Prusse, les centuries fonctionnent sous le couvert de services d'ordre ou encore de sociétés de plein air, ce qui leur permet de pratiquer marche et exercices – y compris l'apprentissage des armes – dans des endroits reculés.

La question de l'armement est évidemment l'une des plus difficiles à régler. Installé dans un poste de diplomate à l'ambassade russe de Berlin, Aleksandr Lazarevitch Abramov est le correspondant de l'OMS, le service de liaison clandestine de l'exécutif, en liaison avec le bureau d'organisation de la centrale et Leo Flieg, ainsi qu'avec la WUMBA, commission spéciale d'achat d'armes et de munitions – elles ne manquent pas, dans cette Allemagne ruinée, pour quiconque est porteur de devises. Nous connaissons une note de protestation d'Ounschlicht au général Berzine parce qu'un marché portant sur l'achat de plusieurs centaines de fusils, de mitrailleuses, lourdes et légères, et de mortiers n'a pu être conclu du fait de l'amateurisme – « le manque d'esprit conspiratif » – de certains de ses collaborateurs[29].

27. Documents Bayerlein.
28. A. Vaksberg, *Hôtel Lux*, p. 23.
29. Documents Bayerlein.

Dans l'ensemble, c'est un effort énorme pour le parti allemand que cette organisation militaire, qui, évidemment, sur le papier, n'est rien face aux forces de l'État et des fascistes. Mais on compte sur la levée en masse des travailleurs, sur la désintégration de la Reischswehr, sur la lassitude de la police, pour assurer la victoire militaire.

LE SCÉNARIO DE L'INSURRECTION

Le plan élaboré par la commission allemande de Moscou et approuvé par les organismes responsables tient compte des particularités allemandes, de l'aspect triangulaire du conflit, de l'infériorité militaire du prolétariat et de la loi des révolutions qui fait qu'on se soulève pour se défendre et qu'on attaque parce qu'on est menacé.

Le point de départ devra être la constitution en Saxe et Thuringe de bastions sous des gouvernements ouvriers de coalition avec des social-démocrates de gauche, qu'on mettra à profit pour armer massivement les travailleurs, fortifier ces positions. A partir de là, l'extrême droite bavaroise ou le gouvernement du Reich tenteront forcément de détruire les avant-postes ainsi constitués. Un congrès des conseils d'usine dans le Land menacé appellera à la grève générale des travailleurs dans l'ensemble du Reich, et de cette grève générale jaillira l'insurrection qui imposera le gouvernement ouvrier.

L'éclatement de la social-démocratie en sera à la fois la cause et la conséquence, aidera en tout cas de façon déterminante à bâtir le socle de classe qui sera le fondement du nouveau pouvoir. Politique-fiction ? Que non ! le scénario se déroulera jusqu'au milieu de sa trame, le congrès des conseils d'usine chargé de lancer en Saxe l'appel à la grève générale et de déchaîner le tourbillon libérateur déclencheur de l'insurrection finale. Mais, nous allons le voir, il n'y aura plus personne alors pour agir avec les communistes, qui n'ont pas prévu d'agir seuls : mécanisme grippé, échec. C'est le fiasco, tragique après une préparation pourtant apparemment très minutieuse.

CHAPITRE XVI

Le grand fiasco

Les travaux de commission de Moscou peaufinaient donc un plan d'insurrection dans une préparation révolutionnaire, politique et technique d'une minutie sans précédent et avec des moyens financiers – 400 000 dollars pour les achats d'armes – dont seuls, jusqu'à présent, avaient pu bénéficier les partisans de la contre-révolution. Des dizaines de milliers de prolétaires allemands se préparaient et s'efforçaient de préparer leurs camarades de travail ou de chômage, leurs voisins ou leur famille à jouer leur rôle dans le scénario presque minuté qu'on achevait de concocter dans les locaux de la Comintern.

Le spectacle de l'Italie, où, depuis le mois de janvier, des milliers d'arrestations étaient venues paralyser l'activité des communistes, interdire de fait leur activité, leur presse, leur agitation et leur propagande, bref, toute possibilité d'expliquer leurs idées et de convaincre, était là pour montrer les risques. Le « fascisme » était la grande menace à l'horizon. Était-ce vraiment la révolution prolétarienne qui était à l'offensive en Allemagne dans les séances de travail de Moscou ? Ou y cherchait-on au contraire les moyens radicaux de parer au danger de plus en plus menaçant de régimes qui mettaient en cause les plus élémentaires conquêtes et droits démocratiques sans lesquels le communisme ne pouvait se développer ?

Pendant le grand mois de la préparation, en tout cas, la classe ouvrière européenne subit deux défaites importantes : l'une en Espagne, où le Parti communiste ne jouait qu'un rôle mineur, l'autre en Bulgarie, où un parti aussi ancien que le Parti bolchevique, de grande réputation et apparemment trempé, était le deuxième parti du pays. Il nous faut d'abord parler de la farce des États-Unis, elle aussi un échec grave.

ÉTATS-UNIS : LA FARCE

Les communistes américains sont très en retard dans la politique du Front unique puisqu'ils commencent par tourner le dos au mouvement qui se développe, en particulier de Labor Parties reposant sur les syndicats. Lénine a pris l'initiative sur cette question avec les délégués au III[e] congrès. Le CPA a commencé par lui opposer la résistance qu'on pouvait attendre de sa part, c'est-à-dire une résistance passive obstinée, puis a fini par se rallier au mot d'ordre de Labor Party de façon abstraite. C'est finalement sous l'impulsion

du Hongrois Pogány, resté aux États-Unis sous l'identité de John Pepper – probablement sans mission précise de l'Internationale – et devenu secrétaire du bureau politique, qu'il s'engage dans cette politique d'alliance avec le Chicago Labor Party qu'anime un vieux camarade de Foster, le dirigeant ouvrier qui a fait de Chicago le bastion du syndicalisme démocratique, John Fitzpatrick. L'homme est lié à une équipe remarquable de jeunes communistes qui ont des responsabilités syndicales, au premier chef Arne Swabeck, mais aussi Earl Browder.

Mais les relations vont très vite être gâtées par les interventions autoritaires et dogmatiques de Pepper dans la presse communiste, son insistance sur le rôle dirigeant du Parti communiste. Le groupe Fitzpatrick s'alarme de tant d'assurance et d'arrogance. Il s'alarme aussi et surtout de voir écarter des rapports au sommet avec le Parti communiste les hommes de Chicago qu'il connaît depuis des années et en qui il a confiance. New York, derrière Pepper, continue aveuglément une politique de division contre laquelle Cannon tente en vain de mettre en garde.

La tentative de fonder, à partir d'un congrès général, un Farmer Labor Party tourne dès lors à la catastrophe. Ce congrès la vote, certes, mais il est à ce moment composé des seuls délégués communistes qui l'ont investi, tous les autres groupes ou courants, celui de Fitzpatrick compris, ayant, à des moments et pour des raisons divers, claqué la porte. Le PC se capture lui-même et ruine le capital de confiance que certains de ses militants syndicaux lui avaient permis d'accumuler. C'est grave, mais il y a plus grave encore en cette année 1923.

DICTATURE MILITAIRE EN ESPAGNE

Trois longues années de terrorisme et de meurtre politique systématique sous l'aile du bourreau de la Catalogne ouvrière, le général Martínez Anido, ayant pratiquement éliminé tout mouvement de masse, avaient trouvé au printemps leur couronnement avec l'assassinat de Salvador Seguí, dirigeant ouvrier exceptionnel. De Moscou, Andrés Nin rappelait que cet ancien anarchiste s'était prononcé en 1919 pour « la prise du pouvoir ». Adversaire déterminé du terrorisme, il avait longtemps hésité mais venait de décider « de se rendre en Russie afin de travailler au redressement du mouvement ouvrier révolutionnaire espagnol en l'orientant vers Moscou », devenant ainsi « complètement des nôtres », écrit Nin[1]. Les communistes espagnols ne portaient pas la responsabilité de cette défaite-là. Mais la raison n'en était pas vraiment honorable. Plongés dans leurs divisions déjà traditionnelles et leurs querelles fractionnelles, ils s'étaient montrés, en ces quelques années, incapables de s'inscrire vraiment dans le combat des prolétaires espagnols.

La dictature militaire, non le fascisme, est alors leur punition. Le coup d'État du général Miguel Primo de Rivera, gouverneur militaire de Catalogne, le 12 septembre 1923, avec la complicité du roi Alphonse XIII, ramène en effet l'Espagne dans l'arrière-train des nations. Le général proclame qu'il va occuper toutes les villes qui sont des « centres de propagande communiste ou révolutionnaire » et « procéder à la détention des éléments suspects ». Il pense d'ailleurs à Mussolini, « cette grande figure », bien qu'il assure n'avoir pas voulu l'imiter. En fait, les prisons espagnoles valent bien les prisons italiennes, elles se rempliront aussi très vite et vont être les dures universités des communistes espagnols. Un des premiers commentaires vient, là aussi, d'Andrés Nin. Soulignant les difficultés du général à poser les bases d'un mouvement fasciste, il exprime une idée qui est alors celle de beaucoup : « Si le prolétariat allemand réussit à abattre le capitalisme, il est hors

1. A. Nin, « Salvador Seguí », *Corr. int.*, 29, 11 avril 1923, p. 201-202.

de doute que ce fait aura une répercussion énorme sur le prolétariat espagnol. Le pessimisme et le découragement actuels, fruit de trois années de terreur blanche, d'erreurs de tactique, de débâcles successives, seraient alors tout de suite emportés par un grand souffle purificateur[2]. »

LE DÉSASTRE BULGARE

L'autre défaite, celle du Parti communiste bulgare face à Tsankov, concerne directement l'Internationale, car elle engage sa direction, et, à ce titre, est partie intégrante de son histoire. C'est la sanglante défaite de l'une de ses sections, pour laquelle elle porte une lourde responsabilité puisqu'il s'agit d'une insurrection décidée par le Parti communiste bulgare pour se conformer à la ligne, après les reproches qui lui ont été adressés pour sa passivité face au coup de Tsankov en juin. On reste d'ailleurs confondu, non seulement du sectarisme et du schématisme de la pensée des dirigeants bulgares, qu'on a déjà pu apprécier depuis le temps de la mutinerie de Radomir, mais de ce qu'il faut bien finalement appeler leur bêtise. En dernière analyse, voilà des gens qui ont affirmé au mois de juin que les travailleurs n'avaient aucun intérêt à défendre le régime de Stambolisky, qui ont empêché la résistance ouvrière au coup d'État militaire avec des arguments jugés débiles par l'exécutif lui-même, qui, de fait, ont saboté la défense et partagent la responsabilité de l'exécution – décapitation après torture – du populaire leader paysan et de la mort de nombre de ses partisans, et qui, comme s'il ne s'était rien passé, se soulèvent à leur tour moins de trois mois plus tard et appellent à l'aide les amis de ceux qu'ils ont laissés mourir en juin.

Aussitôt connue la désastreuse et déshonorante abstention de juin face au coup d'État, l'exécutif avait envoyé en Bulgarie Vassil Kolarov. Or, celui-ci, venu en bateau, démuni de papiers réguliers, avait été arrêté en route le 24 juin. Dans l'intervalle, le comité central du PC bulgare avait maintenu sa position, rejetant par 41 voix contre 2 les critiques de l'exécutif. Kabaktchiev avait été chargé de la justifier auprès de Moscou, avec des arguments qui y avaient d'ailleurs soulevé une indignation justifiée. L'exécutif avait rendu publics les textes de Sofia. Le parti bulgare s'employait à obtenir la libération de Kolarov – ce qui fut fait au début d'août. Dans le même temps, pourtant, Tsankov poursuivait 94 communistes de Plevno qui avaient participé à la résistance au coup, malgré les directives du CC. Au comité central, réuni du 5 au 7 août à Sofia, Kolarov, dont on se demande s'il n'était pas lui aussi atteint de quelque faiblesse d'esprit, parvient certes, quoique de justesse, contre le secrétaire Todor Loukanov, à obtenir une majorité condamnant l'absurde et criminelle politique de juin, et fait voter une résolution qui assure : « Le coup d'État du 9 juin a ouvert une crise sur la question du pouvoir qui ne peut être résolue que par une insurrection armée des masses au nom d'un gouvernement ouvrier et paysan[3]. »

Il ne s'agit pas, comme on pourrait l'imaginer, d'une perspective historique mais d'un tournant à court terme dont le gouvernement est évidemment rapidement informé, mais que les masses ouvrières et paysannes ne peuvent comprendre après l'attitude du PC en juin et qu'on ne prend pas la peine ni le temps de leur expliquer. Le 6 août est formé un comité militaire. Dans les jours suivants, les démarches des dirigeants communistes en vue de trouver des alliés échouent, sauf en direction de l'extrême gauche du parti de Stambolisky. Le 12 septembre, la police de Tsankov, parfaitement informée, lance une rafle et arrête 2 000 responsables du parti, dont Kabaktchiev et Blagoiev. Les autres

2. A. Nin, « La dictature de Primo de Rivera », *ibidem*, n° 85, 26 octobre 1923, p. 651.
3. Cité par J.D. Bell, *op. cit.*, p. 36.

dirigeants évitent l'arrestation, lancent un appel à une grève générale de protestation pour le 14, qui, sans la moindre préparation, est évidemment un échec. Le 15, le comité central se réunit pour réexaminer la situation et décide d'envoyer des émissaires dans toutes les régions pour tester les possibilités et les chances de succès de l'action armée prévue. La décision sur le maintien ou l'annulation de l'insurrection est confiée à un comité de quatre membres, dont Dimitrov et Kolarov, qui se retrouvent seuls, le 17, à la réunion décisive.

Un nouvel « accident » précipite alors les choses sans les simplifier : le même jour, en effet, les organisations communistes de trois villages se soulèvent, par suite d'un malentendu, après avoir reçu l'ordre de se tenir prêtes. Kolarov et Dimitrov décident du coup de déclencher l'insurrection dans la nuit du 22 au 23 septembre sous le double mot d'ordre : « A bas la dictature fasciste ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! » On avait prévu auparavant qu'elle devait éclater d'abord en province, épargnant Sofia en attendant que les troupes quittent la capitale pour aller réprimer les provinces. Le 20 septembre 1925, le comité central se réunit clandestinement à Sofia dans un laboratoire de chimie. Todor Loukanov, qui avait été l'un des responsables de l'attitude « neutraliste » du PC en juin, plaide pour l'annulation de l'insurrection. Il n'est pas suivi. Le comité central désigne donc – à la dernière minute tout de même – un Comité révolutionnaire suprême de trois membres pour diriger l'insurrection. Ce sont Georgi Dimitrov, Vassil Kolarov et Gavril Genov, et deux représentants des paysans de gauche qu'on attend. Le comité s'installe le 21 à la frontière dans la ville de Ferdinandovo (Mikhaïlovgrad).

Le même jour, la police bulgare arrête les dirigeants de l'insurrection à Sofia, l'ancien secrétaire des métallos Anton Ivanov et le dirigeant cheminot Nikola Penev, et met la main sur les plans d'ensemble. Tout le reste se déroule dans le plus total désordre. Les communistes de Stara Zagora, dont tous les dirigeants ont été arrêtés le 15, se lancent prématurément, dans la nuit du 19 au 20. Dans certaines localités, à Russe et Burgas par exemple, les dirigeants, en désaccord, prévoyant le désastre, ne donnent pas l'ordre de soulèvement. En revanche, les insurgés vont tenir dans le district de Vratsa à Ferdinandovo et dans la ville voisine de Berkovitsa, repris respectivement les 23 et 24 septembre. Dans les campagnes, des groupes de paysans, souvent enrôlés par des instituteurs communistes, se sont lancés à l'assaut armés de faucilles et de haches.

Le Comité révolutionnaire – Kolarov, Dimitrov et Genov – franchit la frontière yougoslave le 28 septembre, et les deux premiers vont installer un bureau du parti à Vienne. Avec eux arrivent 20 000 à 23 000 combattants qui bénéficient en Yougoslavie du statut de réfugiés politiques. D'autres – un millier, dit-on – vont se réfugier en Roumanie.

La répression, notamment contre les paysans, a été menée avec une particulière férocité par l'armée, des détachements de Macédoniens autonomistes jouant les mercenaires et surtout d'anciens soldats de Wrangel, des réfugiés de 1920, fortement organisés et armés, entraînés à la guerre civile. Les communistes parlent de 20 000 combattants de leur côté, presque sans armes ni équipement. Ils ont eu 5 000 morts, la plupart après les combats. L'historien John D. Bell réduit le chiffre de moitié. Le jeune communiste Petko Enev, dirigeant de l'insurrection à Stara Zagora, est tué en prison pour « tentative de fuite ». Le dirigeant communiste de Plevna, Katatchev, deux membres de la centrale, Enio Makovsky et Boris Sitorov, connaissent le même sort. Les femmes sont violées, les hommes, torturés et massacrés. Les appels qui proviennent de Bulgarie sont bouleversants.

L'erreur politique commise en deux temps coûte cher en vies humaines. Pourtant, Zinoviev, dans un article d'*Inprekorr* du 16 octobre 1923 intitulé « La signification des événements de Bulgarie », approuve en gros cette initiative, en s'abritant toutefois derrière la version du PC bulgare selon laquelle il a déclenché l'insurrection pour faire face à la menace de destruction révélée par les arrestations du 12 septembre. Il écrit :

> Aux premières nouvelles de l'insurrection de septembre, il a pu paraître que les communistes bulgares qui avaient trop tardé à agir en juin [*sic*] s'étaient trop pressés d'agir en septembre. Nous savons maintenant quel dilemme se posait : être écrasés sans combat ou risquer une sérieuse défaite, mais ne pas refuser le combat au moment où le gouvernement fasciste décidait de détruire le Parti communiste. Notre parti frère bulgare a opté pour la seconde solution, et, pour autant que nous puissions en juger, il a eu raison. Il n'a pas remporté la victoire, il a subi de lourdes pertes mais il ne s'est pas rendu sans combat[4].

L'Internationale n'est pourtant pas encore muselée. Dans le numéro suivant d'*Inprekorr*, sous le titre modeste de « Problèmes actuels du mouvement communiste », le vieux bolchevik Vladimir Milioutine, spécialiste des questions paysannes et qui, comme conseiller de l'Internationale en Bulgarie, ne fut guère écouté, formule ses critiques sous une forme modérée, écrivant :

> Au 9 juin, le comité central du PC bulgare laissa échapper l'initiative et perdit momentanément la partie. Depuis, la situation a changé en Bulgarie ; en dépit des difficultés de la situation du PC, il faut s'attendre à de longues et âpres luttes. Le gouvernement Tsankov ne satisfait aucune classe dans le pays ; un mouvement de masses peut le balayer. Et la révolution prolétarienne ne peut être qu'une révolution de masses. Nous n'aurons de succès que par le renforcement et l'organisation des masses et en passant des paroles aux actes. *Dans l'expérience bulgare, un vieux parti communiste se montre incapable de manœuvrer et de diriger le mouvement de masses* [5].

C'est là un verdict équitable. Une fois de plus, des milliers de combattants ont donné leur vie pour un communiqué à l'appel de dirigeants incapables. L'insurrection bulgare de septembre 1923 est présentée comme une page héroïque de l'histoire du communisme, et, comme elle a eu une couverture « ouvrière-paysanne », cela va conduire les communistes bulgares à une réhabilitation de la mémoire de Stambolisky. Quant à Georgi Dimitrov, après cette défaite qui incombe au parti qu'il dirige et qui, par son irréflexion, son doctrinarisme, son impréparation et son irresponsabilité, apparaît comme une des sections les plus médiocres et les plus néfastes de l'Internationale, il va, après une période d'obscurité, devenir un responsable, puis un héros international, bien plus encore que Béla Kun avant lui.

LA GRÈVE GÉNÉRALE GRECQUE

C'est peut-être la Grèce qui présente le tableau le plus classique d'une crise totale. L'écrasement des Grecs en Asie Mineure, les responsabilités écrasantes encourues dans cette guerre par un gouvernement réactionnaire et incapable, justifient la prise de pouvoir des militaires, mais n'apporte aucune solution. A. Stinas écrit :

> Le pays est en ébullition. Partout s'expriment colère et indignation. Les routes sont pleines de soldats en armes qui n'obéissent plus à personne. Des milliers et des milliers de réfugiés, démunis et affamés, envahissent les ports, les routes, les places. Les autorités, frappées de paralysie, n'ont plus d'existence réelle. A Rodosto, le pouvoir est aboli, les drapeaux rouges font leur apparition dans les manifestations. Le gouvernement « révolutionnaire », en proie à l'angoisse, essaie de désarmer les soldats, leur promettant leur libération en échange de leurs armes. Les appels aux masses et à l'armée se multiplient en faveur de l'ordre, de la discipline et de l'union nationale[6].

Le drame est que la direction du PC grec, qui tremblait déjà devant une orientation révolutionnaire, tremble encore plus devant la réalité, et comme dit encore Stinas, essaie

4. Zinoviev, « La signification des événements de Bulgarie », *Inprekorr*, 16 octobre 1923.
5. V. Milioutine, « Problèmes actuels du mouvement communiste », *Corr. int.*, n° 88, p. 634-635 ; ici, p. 635.
6. A. Stinas, *op. cit.*, p. 64-65.

d'« amener le drapeau de la lutte de classes ». Au moment où, à Moscou, on prépare la révolution d'octobre à Berlin, les communistes grecs s'effondrent. Les ouvriers, eux, vont aussi loin qu'ils le peuvent sans direction :

> Une vague gréviste déferle sur le pays. Les réfugiés réclament du pain et un toit. Plusieurs grèves violentes débouchent sur la grève générale d'août 1923 ; dans tous les centres industriels, des milliers d'ouvriers descendent dans les rues. Partout des chocs avec la police. Des combats sauvages au Pirée provoquent onze morts et des centaines de blessés. Le bureau militaire de la place est assiégé par les masses soulevées. Une partie de la troupe fraternise avec les grévistes[7].

La répression en viendra à bout cependant que se développe à Athènes et surtout au Pirée une opposition de gauche qui publie la revue *Tribune communiste*. C'est un événement qui est passé inaperçu. Probablement secondaire, bien sûr.

ALLEMAGNE : LES ESPÉRANCES

Pour mieux comprendre la dimension des espérances qui animent alors le monde ouvrier en dehors d'Allemagne, il nous semble bon de faire référence à la description du meeting international du PCF à Paris, rue de la Grange-aux-Belles, le 4 septembre 1923, grâce aux pages magistrales que nous a données à ce sujet Philippe Robrieux. Le gigantesque orateur qu'est Marcel Cachin, le délégué belge Adhémar Hennaut, le vétéran Charles Rappoport, avec son inimitable accent russe, sont follement acclamés. Mais ce n'est rien pourtant en comparaison de la clameur d'amour sauvage qui accueille l'apparition à la tribune de ce jeune homme qui est le « représentant de l'Allemagne communiste ». Le jeune homme, c'est Heinz Neumann. Il n'a que vingt et un ans, il est mince, il a des yeux très bleus fascinants et des cheveux châtains ébouriffés. Il parle un excellent français. Il plaît parce qu'il est jeune, parce qu'il est là à ses risques et périls, en illégal, parce qu'il parle de la révolution mondiale avec une foi convaincante, parce qu'il dit aux travailleurs français qu'ils sont ses frères et qu'il se sent chez lui, en famille, entouré de travailleurs parisiens.

Il passe à la démonstration politique avec une vigueur dans le raisonnement et l'expression qui entraînent la salle. Il dénonce l'alliance de fait entre militaristes allemands et français, la calomnie des social-démocrates français qui, à partir du « discours Schlageter », présentent les communistes comme alliés des nationalistes. En évoquant les comités d'usine, les centuries prolétariennes dans les quartiers ouvriers, il fait passer dans la salle le souffle de la révolution allemande.

Orateur accompli, il connaît bien aussi l'histoire du mouvement ouvrier français, et, à deux reprises, a des formules qui visent et frappent juste. Une première fois quand il clame sa conviction que si Poincaré lançait contre la révolution allemande les soldats français, ces derniers se souviendraient des braves soldats du 17e – le régiment qui avait refusé de marcher contre les vignerons à Béziers en 1907. Une seconde fois, il touche au cœur : « Si vous ne voulez pas que le peuple allemand tout entier soit collé au mur des Fédérés, aidez-nous ! » Et Robrieux de montrer la salle « remuée, émue, tendue, qui vibre et qui s'exalte ». Le secrétaire des JC, Guilleau (Jacques Doriot), clôt ce meeting de combat internationaliste, probablement unique en France dans l'histoire du PC, en évoquant André Marty, Badina et « les héroïques marins de la mer Noire[8] ».

7. *Ibidem*, p. 65.
8. Ph. Robrieux, *Histoire intérieure du PC*, t. I, p. 157-160.

ALLEMAGNE : LE PLAN S'APPLIQUE [9]

Ce plan que Brandler a combattu parce qu'il prend trop appui à son goût sur les social-démocrates de Saxe qu'il trouve hésitants, Radek le résume ainsi :

> Le prolétariat prend l'initiative en Saxe, à partir de la défense du gouvernement ouvrier dans lequel nous entrons, et il va tenter d'utiliser en Saxe le pouvoit d'État pour s'armer et pour construire dans cette petite province prolétarienne d'Allemagne centrale un mur entre la contre-révolution bavaroise et le fascisme du Nord. En même temps, dans tout le Reich, notre parti s'emploie à mobiliser les masses [10].

Le 29 septembre, la centrale adresse à tous les secrétaires de district une circulaire qui ne laisse aucun doute sur ce que peut signifier la mobilisation des masses :

> Dans les entreprises et les localités, il faudra immédiatement construire des comités d'action formés de représentants du SPD, de l'USPD, du KPD, des cartels de sportifs, des conseils d'usine, des syndicats et autres organisations ouvrières. La tâche des comités d'action est d'entreprendre la lutte contre l'état de siège et contre la dictature Gessler [ministre de la Reichswehr]-von Kahr [Premier ministre de Bavière] soutenue par le gouvernement. Le moyen essentiel est la préparation de la grève générale dans toutes les entreprises et localités. En même temps que la préparation à la grève générale, les comités d'action doivent élaborer un plan de mobilisation des masses ouvrières pour les combats à venir [11].

Le 1er octobre enfin, devant les menaces qu'au nom de la Reichswehr le général Müller fait peser sur la Saxe ouvrière, Zinoviev envoie à ses camarades allemands – Brandler est sur le chemin du retour à Berlin – le télégramme décisif :

> Comme nous estimons que la situation est telle que le moment va venir dans quatre, cinq ou six semaines, nous jugeons nécessaire d'occuper tout de suite toute position immédiatement utilisable. Cette situation nous oblige à poser sous un angle pratique la question de notre entrée dans le gouvernement Zeigner. A la condition que les gens de Zeigner soient réellement prêts à défendre la Saxe contre la Bavière et les fascistes, nous devons y entrer. Réaliser tout de suite l'armement de 50 à 60 000 hommes. Ignorer le général Müller. Pareil en Thuringe [12].

Dès lors commence dans toutes les villes allemandes l'attente, décrite dans des pages magnifiques par Victor Serge, alors collaborateur d'*Inprekorr* à Berlin sous le pseudonyme de R. Albert. Il écrit d'elle :

> *Losschlagen !*
>
> *Losschlagen* veut dire porter le coup que l'on retenait, déclencher l'action. Ce mot est sur toutes les lèvres, de ce côté-ci de la barricade. De l'autre aussi, me semble-t-il. En Thuringe, au

9. Sur cette période décisive de l'histoire que nous traitons, la documentation a été longtemps lacunaire. Le travail de base a été longtemps une thèse non éditée d'Otto Wenzel, *Die Kommunistische Partei Deutschlands im Jahre 1923*, à laquelle sont venus s'ajouter W. Angress, *Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany 1921-1923*, et Pierre Broué, *Révolution en Allemagne 1919-1923*. Cest une « première » que la prochaine publication par le Dr Bernhard Bayerlein et ses collègues russes d'un volume de documents sur l'Octobre allemand grâce à l'ouverture exceptionnelle de plusieurs dépôts d'archives russes. Ce livre n'ayant pas encore paru, il y est fait référence ici, comme nous l'avons déjà signalé, par son titre abrégé : Bernhard H. Bayerlein, *Die Deutsche Oktoberrevolution fand nicht statt. Der Revolutionsplan der Komintern und der Russischen Kommunistischen Partei für Deutschland im Jahre 1923. Eine wissenschaftliche Dokumentation anhand der Moskauer Archive* (Documents Bayerlein).

10. Radek dans *Die Lehren der deutschen Revolution*, p. 5.

11. Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 751.

12. *Die Lehren...*, p. 160-161.

sortir des réunions à demi clandestines où un militant communiste va parler, des ouvriers qu'il ne connaît pas se campent devant lui. Un cheminot lui demande sans préambule : « Quand frapperons-nous ? Quand ? »

Aux considérations de tactique et d'opportunité, cet ouvrier, qui a fait vingt lieues cette nuit pour poser cette question, entend peu de chose : « Mes gens, dit-il, en ont assez. Faites vite ! »

Le jeune communiste qu'on rencontre dans la rue vous dit d'un ton confidentiel : « Je crois que c'est pour la semaine prochaine » et lève vers vous son front carré, son regard dur, qui ne sait pas mentir.

Octobre est froid. Brumes, pluie, rues grises, où l'on stationne longuement, dans les faubourgs ouvriers. Des chauffeurs, des ménagères, des sans-travail qui sont aussi sans chemise et sans pardessus discutent. On engueule l'étudiant nationaliste. Dans ces groupes énervés, tassés aux carrefours sombres, loin des boulevards illuminées où la police veille au bien-être des *Schieber* absorbés par les combinaisons de change, j'entends souvent obstinément parler de Russie. « Là-bas, dit-il, là-bas... » Et tandis qu'il reprend haleine, je songe qu'au ciel noir de ces pauvres gens, une étoile du moins s'est levée. Des femmes parlent souvent dans ces meetings improvisés. J'en ai entendu une apostropher un étudiant national-socialiste : « Ah ! Vous voulez marcher sur Berlin ! C'est plus facile, n'est-ce pas, que de chasser les Français de la Ruhr ! M'apportez-vous du pain ? » L'homme à la casquette ceinte du ruban vert et blanc de sa corporation érudite s'expliquait vainement. « On vous jettera dessus toutes les tuiles des toits », criait-on.

Brumes, bruines, pluies, premiers froids d'octobre. Logis sans pain ni feu. Boutiques gardées par les policiers verts, assiégées, de l'aube à la nuit tombée, par de mornes foules de femmes ; course précipitée des policiers, la courte carabine en bandoulière, par les artères populaires ; brusques passages de camions automobiles hérissés de fusils et de shakos luisants ; maigres faces hargneuses, à toutes les portes, dans le soir fébrile ; nouvelles des journaux : « 7 morts à Beuthen... 12 morts à Sorau... 15 morts à Düsseldorf... 6 morts à Cologne... »

Que faire quand la faim pousse les foules hors du respect des lois ? La police a peur. Elle a faim aussi. Mais elle n'est pas faite pour donner du pain. Elle n'a, pour résoudre les problèmes sociaux posés dans la rue, que des baïonnettes, des balles et des menottes...

On ne peut plus faire en lisant le journal le compte des assassinés du jour. Ils sont trop, l'information devient confuse Le camarade rencontré raconte : « Je viens de voir piller une boulangerie. » « A l'usine C, les salaires n'ont pu être réglés. La police arrive en camions. » « Il paraît qu'on vient de tirer à Neukölln. » Les boulangers baissent leurs volets de fer. D'autres, hypocritement précautionneux, affichent dans leur vitrine : « Ici, on souscrit pour les sans-travail. » La philanthropie du client est conviée à payer le pain qu'ils donnent : assurance contre le pillage, aux frais des voisins. Tous les jours à peu près, les prix doublent, le salaire de la semaine est fixé le mardi d'après l'indice officiel ; payé en deux fois, acompte le mardi, règlement tous les vendredis. Du mardi au vendredi, il perd les trois quarts de sa valeur.

Après ces colères, ces désespérances, ces nervosités de rue et de la maison, il est bon de trouver parfois rassemblés autour d'une même table quelques fronts d'hommes qui savent ce qu'il y a derrière ces choses et, dans cette souffrance d'un peuple, retrempent chaque jour leur volonté au contact d'une espérance illimitée. On est une demi-douzaine un soir, mais l'un revient de loin : des policiers verts, dans la Ruhr, le tenaient voici quelques heures. Une jeune voix calme, contenue : « Nous avons déjà des divisions entières... » L'armement, il est vrai, manque ; on ira le prendre dans les casernes. La carte d'Allemagne est présente à tous les esprits : « Saxe, Thuringe, Berlin, Hambourg tiendront... La Russie ! », « Radek a écrit. » J'ai remarqué que les intellectuels – j'en suis – sont les plus méfiants envers le sort. Longuement ils pèsent, soupèsent les difficultés, avec une raison raisonnante, parfois d'un effet bien dissolvant. Un ami coupe court à nos gloses. « Je crois, dit-il, à la révolution parce que je la veux, parce que je la vis

avec les hommes qui la veulent. » C'était un organisateur de section. Il travaillait nuit et jour. Losschlagen ! Losschlagen [13] !

Le plan s'applique. Les social-démocrates de gauche saxons acceptent le plan gouvernemental présenté pour la Saxe par le KPD, armement des ouvriers, désarmement des formations bourgeoises, contrôle ouvrier sur la production, mesures d'urgence pour le ravitaillement, appel à un gouvernement ouvrier pour le Reich. Le 10 octobre, Zeigner forme un nouveau gouvernement, avec trois ministres communistes : Brandler est à la chancellerie d'État, avec droit de regard sur la police, Böttcher aux Finances, Heckert à l'Économie. La centrale explique le sens de ce gouvernement : « La constitution en Saxe d'un gouvernement de défense prolétarienne est un signal pour toute la classe ouvrière allemande [14]. »

Le 13, trois communistes, dont le chef des centuries prolétariennes, Neubauer, entrent dans le gouvernement de Thuringe présidé par le social-démocrate Frölich. Staline, au nom du PC russe, dont il est le secrétaire général, met les points sur les *i* dans une lettre à *Die Rote Fahne* :

> La révolution qui approche en Allemagne est l'événement mondial le plus important de notre temps. La victoire de la révolution allemande aura plus d'importance encore pour le prolétariat d'Europe et d'Amérique que la victoire de la révolution russe il y a six ans. La victoire de la révolution allemande fera passer de Moscou à Berlin le centre de la révolution mondiale [15].

L'application du plan, c'est aussi la mobilisation des militants. Pour certains au niveau de l'entreprise et de la localité avec les assemblées générales quotidiennes, la formation de comités d'action. Mais pour d'autres, peut-être des dizaines de milliers, c'est la plongée dans la clandestinité, le départ du travail, du domicile, le changement d'identité. Dans les grandes villes, des appartements transformés en dortoirs accueillent ces déracinés qui sont ausi des membres des états-majors ou des groupes de choc. Ces hommes sont l'âme de l'insurrection en marche. Victor Serge a décrit leur vie :

> Pas une cité du pays où l'on ne soit consciencieusement préparé à la bataille avec le souci minutieux d'hommes résolus à tout donner. Pas une journée sans âpre labeur, pas une nuit sans tâche spéciale, pas un problème négligé. Je sais des camarades qui n'ont, pendant de longues semaines, pas dormi une nuit complète. J'ai vu des visages ravagés par le surmenage. Les yeux, volontaires, gardent leur flamme intense [16].

Obnubilés par leurs préparatifs, ils sont hantés par la crainte d'actions prématurées, de chute dans une provocation, adjurent leurs camarades de ne rien faire, de retenir les groupes, de freiner toute initiative, et vont créer une préjudiciable attente passive du Grand Soir qui n'abuse pas les autorités mais use leurs nerfs à eux et lasse le courage de ceux qu'on fait ainsi attendre sur parole.

LES SOCIAL-DÉMOCRATES DE GAUCHE

Pendant ces semaines décisives, les observateurs compétents scrutent avec attention la situation à l'intérieur du Parti social-démocrate unifié (VSPD) et le développement dans ses rangs d'une aile gauche qui se regroupe évidemment forcément dans un premier temps autour des anciens indépendants qui ont rejoint le SPD en 1922, mais connaît un large développement à partir de la formation du gouvernement de grande coalition.

Les chroniques de Victor Serge ainsi que quelques correspondances allemandes

13. V. Serge, *Clarté*, n° 52, 1er février 1924.
14. Cité dans *Bericht* (Rapport sur le Xe congrès), p. 276.
15. *Die Rote Fahne*, 10 octobre 1923, avec un fac-similé.
16. V. Serge, *Clarté*, n° 53, 15 février 1924.

d'*Inprekorr* suivent cette affaire avec attention. Dès le mois d'août, on relève que la conférence du Parti social-démocrate du Brunswick a pris position contre l'entrée de ministres du parti dans le gouvernement Stresemann. Le phénomène s'accélère avec le développement en flèche de la « Saxe rouge » et les prises de position d'Erich Zeigner sur la Reichswehr. Même *Inprekorr*, sous la plume d'Heinz Neumann, relève une déclaration très nette de Paul Levi, devenu député social-démocrate de Saxe, le 7 septembre :

> A l'abri du gouvernement de coalition, le capital aiguise son poignard contre le travail. La question se pose inévitablement à la social-démocratie allemande : dictature du prolétariat ou dictature des autres ? Les social-démocrates, sous les apparences d'un gouvernement de coalition, ont consenti, à celle des autres.
>
> La dictature du prolétariat est nécessaire. Le pouvoir politique ne consiste pas dans l'occupation de sièges et l'obtention de voix au Parlement, mais bien dans l'activité des masses populaires. Les communistes constituent l'un des éléments les plus actifs dans les masses ouvrières. Nous sommes par conséquent pour la collaboration avec les communistes [17].

La crise s'aggrave. Le même jour, après avoir entendu deux rapports contradictoires de Severing et de Crispien, les cadres de l'organisation social-démocrate de Berlin votent une motion condamnant la grande coalition, exigeant la rupture avec la politique de collaboration de classes, l'élimination des dirigeants qui en sont partisans et la formation d'un gouvernement socialiste. Victor Serge commente : « Ils vont bien, les "mencheviks" berlinois [...]. Leur attitude ne nous surprendra pas. Ces militants sont en contact avec les masses et la rue. Et le courant qui emporte les masses et la rue est irrésistible. Ailleurs des social-démocrates saxons demandent l'exclusion du parti du citoyen... Ebert. Ils ont bougrement raison. Mais qui l'eût cru [18] ? » Il signale aussi la parution dans le *Vorwärts* du 25 septembre d'une résolution qui prend acte de la faillite de la politique social-démocrate dans la grande coalition émanant du congrès régional social-démocrate de Berlin, qui a également voté un ordre du jour de sympathie pour Zeigner et sa campagne contre les menées de la Reichswehr et des groupes nationalistes.

Avec la proclamation de l'état de siège et les premières mesures du général Müller en Saxe, Victor Serge décrit une situation qu'aucun social-démocrate honnête ne saurait accepter : les libertés ouvrières supprimées, le droit de grève supprimé, la presse communiste supprimée, les centuries ouvrières désarmées cependant que le tueur kappiste est libéré de prison. Jusqu'au dernier moment, les communistes espèrent en la victoire des social-démocrates de gauche dans le SPD. Ils attendent beaucoup du congrès de Berlin, où, en effet, le député Franz Künstler, métallo et ex-Indépendant, est porté à la tête de l'organisation berlinoise.

Les social-démocrates de gauche sont-ils la force en laquelle beaucoup ont cru, que certains ont exaltée comme une nouvelle force historique ? De toute évidence, ils sont d'une grande hétérogénéité, d'une faiblesse d'organisation accrue par la crise puisqu'ils n'ont pas les moyens d'avoir une presse qui permettrait d'unifier leurs rangs, de fixer à leur tendance des objectifs et même simplement d'informer. Victor Serge, qui est un observateur d'une exceptionnelle acuité, caractérise la situation nouvelle dans la social-démocratie comme le retour à une situation ancienne due à la régression ou au piétinement de l'histoire : « La social-démocratie en décomposition conserve, dans le cadre de son unité formelle, deux partis ennemis condamnés à s'entretuer quelque jour. Ce parti renferme de nouveau, côte à côte, des spartakistes et des soldats de Noske. » Il tente une explication :

17. H. Neumann, « La gauche de la social-démocratie allemande », *Corr. int.*, n° 74, 18 septembre 1923, p. 559-560.
18. V. Serge, *Corr. int.*, n° 73, 14 septembre 1923, p. 551.

Les social-démocrates de gauche ne sont des révolutionnaires que malgré eux ; ils considèrent encore trop souvent les Ebert, les Wels, les Robert Schmidt, les Sollmann, non comme des transfuges infiniment dangereux pour la classe ouvrière, mais comme des camarades de parti appartenant à une autre tendance [alors qu'ils] sont depuis longtemps d'authentiques contre-révolutionnaires.

Il ajoute sur les social-démocrates de gauche : « Pour prendre conscience d'eux-mêmes, pour devenir d'authentiques révolutionnaires, [ils] ont encore à secouer l'influence des traditions de la vieille social-démocratie, le fétichisme de l'unité, quelques illusions républicaines[19]. »

Notre témoin tait-il par ignorance ou par discipline ce que l'on découvre dans les documents d'archives, cette hostilité irréductible des hommes de l'appareil, on peut même dire la haine que certains de ces derniers expriment à leur égard et dont il est impossible qu'elle n'ait pas joué de façon négative sur l'évolution des social-démocrates de gauche ? Deux textes du début d'octobre éclairent la conception du « front unique » et le manque de respect, pour ne pas dire plus, de certains bureaucrates pour les hommes à qui ils tendent pourtant officiellement la main. L'un émane du secrétaire du parti russe et bras droit de Staline, Molotov, qu'on sait suffisamment borné pour dire ce qu'il faut taire. L'autre est un rapport d'Allemagne d'une des éminences grises de l'exécutif dont nous avons eu l'occasion d'apprécier déjà à plusieurs reprises la rigidité et la brutalité, ainsi que la mentalité d'*apparatchik* absolu, le Hongrois Matyas Rákosi. Molotov écrit en effet le 9 septembre, dans une circulaire adressée aux organisations du parti russe et aux comités centraux des partis communistes, que les dirigeants de l'opposition social-démocrate n'ont ni programme clair ni même volonté de lutte, et assure tout simplement que ces « nouveaux » dirigeants mènent « la vieille politique du Parti social-démocrate[20] ». Matyas Rákosi va plus loin dans un rapport adressé le 10 octobre à Zinoviev. Après avoir assuré que la social-démocratie est désormais liquidée, il s'en prend à la gauche social-démocrate dans un réflexe très significatif de bureaucrate pour lequel ne compte que l'appareil, le « parti » :

Les gauches sont encore pires que la droite et il nous faudra les combattre encore plus. Toutes les spéculations sur la gauche social-démocrate sont des histoires qu'on se raconte et ne peuvent mener qu'à consolider la social-démocratie déjà faillie. Ils sont pour le gouvernement ouvrier, mais ils sont pour un gouvernement ouvrier qui s'appuie sur les travailleurs en armes et sur les conseils ouvriers[21].

Et, pour bien faire comprendre ce qui fait l'objet de sa haine, il cite dans son rapport une interpellation dans une assemblée, de toute évidence injure majeure pour l'*apparatchik* qu'il est – et fier d'être : « Bonze, toi aussi, tu es un employé de la centrale[22]. » C'est une précieuse indication pour notre histoire de la Comintern que l'aveu de la haine d'un bureaucrate de l'Internationale pour la révolution en tant que telle, celle qui n'est pas et qui ne peut pas être l'œuvre ni la propriété exclusive du « parti », l'appareil, dont cet homme est à la fois maître et serviteur et qu'il déifie déjà. Nous irons jusqu'à dire que, si nous avions été influencé par ceux qui, décidément, ne voient en Allemagne, en 1923, aucune montée révolutionnaire et même pas l'ombre d'une révolution, le flair indiscutable du bureaucrate Rákosi nous aurait convaincu du contraire.

19. V. Serge, *Corr. int.*, n° 86, 30 octobre 1923.
20. Documents Bayerlein.
21. *Ibidem.*
22. *Ibidem.*

L'ÉCHEC DU PLAN

Bien entendu, l'échec du plan ne provient pas des initiatives du général Müller, à qui les pouvoirs reviennent, en vertu de la décision du président Ebert et de son gouvernement Stresemann, le 27 septembre, de proclamer l'état de siège. Le général prend des mesures d'escalade progressive : proclamation de l'état de siège renforcé, interdiction de la presse communiste, dissolution des centuries prolétariennes, rattachement de la police saxonne à ses propres services, ordre aux banques de lui adresser les fonds demandés officiellement par les ministres. Puis il passe à la phase supérieure en exigeant du chef du gouvernement saxon, Erich Zeigner, qu'il désavoue telle ou telle initiative ou tel ou tel discours de l'un ou l'autre de ses ministres communistes.

Un argument supplémentaire nous est fourni par une lettre de Staline à Thalheimer en date du 20 septembre 1923 publiée dans *Die Rote Fahne* du 10 octobre. Il y expliquait que la victoire de la révolution allemande aurait pour l'Europe et l'Amérique la même importance qu'avait eue celle de la révolution russe et affirmait : « La victoire du prolétariat allemand transférerait à coup sûr le centre de la révolution mondiale de Moscou à Berlin[23]. » Tout ce que nous avons appris depuis sur Staline ne fait que nous renforcer dans l'idée que cette perspective était inadmissible pour lui : l'appareil du PC russe ne voulait pas de la victoire de l'Octobre allemand.

Le dispositif tient bon. Non seulement Erich Zeigner demeure ferme sur ses positions, mais la solidarité est annoncée avec une menace de grève de l'ADGB à Berlin si le général intervient en Saxe et l'ouverture de négociations dans la capitale pour la constitution d'un comité d'action comprenant le VSPD. Seul *hic* : Zeigner ne donne pas d'armes pour les centuries prolétariennes. Il a en fait deux fers au feu et se refuse à couper complètement les ponts avec son parti, dans l'espoir que celui-ci trouve un arrangement avec Berlin. C'est un pari stupide, mais il ne le sait pas encore.

Le 14, la centrale a adopté un programme d'action qui doit être présenté à la conférence des conseils d'usine de Saxe convoquée à Chemnitz les 21 et 22 octobre afin d'être présenté ensuite à la conférence des conseils d'usine de l'Allemagne entière, prévue le 9 novembre. Le 20, le *Revkom* se réunit à Dresde en présence de Helmut Wolf. Tout est confirmé. Le plan se déroulera comme prévu. Le 21, Brandler proposera à la conférence d'appeler à la grève générale pour le 22, et le 23, dans le cadre de cette grève, l'insurrection éclatera. Les secrétaires de district et membres de la centrale présents approuvent la décision que le *Revkom* propose, à savoir l'application du plan.

C'est le lendemain, à la conférence même, que se produit la fracture fatale dont quelques-uns avaient tout de même dû entendre les craquements annonciateurs dans les heures précédentes. Les communistes allemands ont préparé le cadre avec leur goût du décorum, les fastes de la tradition ouvrière : les 498 délégués sont accueillis par une forêt de drapeaux rouges et de jeunes hommes arborant l'étoile à cinq branches des centuries prolérariennes, qui les contrôlent et patrouillent dans la ville. Mais la Reichswehr n'a pas besoin de pointer son nez.

Brandler fait son rapport et sa proposition de grève générale et d'appel au pays en ce sens, avec une pointe, non pas d'hésitation mais plutôt de résignation anticipée. Car la réponse des social-démocrates de gauche, par la bouche de Georg Graupe, ministre du Travail, est un : « Non. Pas question. » Le congrès n'a pas à prendre une telle décision, qui relève du gouvernement et du Landtag. Si Brandler s'obstine à présenter ce texte, lui,

23. Lettre de Staline, *Die Rote Fahne*, 10 octobre 1923.

Graupe, s'en ira en appelant à l'imiter les délégués qui seront d'accord avec lui. Les social-démocrates de gauche se dérobent donc au moment crucial. Mais il n'y a aucune solution de rechange, et Brandler cède. Le soir même, la centrale prend la décision d'annuler l'insurrection.

On a longtemps ignoré comment et pourquoi cette dernière éclate quand même à Hambourg, où les dirigeants communistes auront ensuite à conduire une difficile retraite. Les hypothèses les plus diverses ont été émises pour expliquer cette insurrection isolée. Le rapport adressé sur le coup à Zinoviev par son ami Chklovsky (Babouchkine), à l'époque consul général d'URSS à Hambourg, mentionne les instructions apportées le dimanche soir par Remmele. Quand Hugo Urbahns arrive de Chemnitz, avec le contrordre, dans la nuit du 22 au 23, tout est déjà en route. Il estime qu'il ne lui reste qu'à conduire avec prudence une retraite inévitable dans des conditions morales détestables puisque les communistes de Hambourg sont les seuls à s'être soulevés[24].

Témoignage sur Hambourg

Sur l'insurrection de Hambourg, Larissa Reissner, la jeune et belle compagne de Karl Radek, a laissé un témoignage de grande qualité intitulé *Hambourg sur les barricades*. Sur la fin des combats, elle écrit ce très beau récit :

> Les insurgés de Hamm s'en vont par les rues vides, le long des rivières vitreuses et des fabriques mortes, fermées comme des monastères, le long des maisons aveugles qui semblent serrer les mâchoires. Aux croisements, ils s'éparpillent. Dans ce vide singulier retentit enfin un lourd roulement de roues. Ce n'est qu'un véhicule chargé de journaux.
>
> Oubliant le danger, les insurgés se sont jetés sur les feuilles fraîchement imprimées. Ils cherchent, sans les trouver, les mots, les nouvelles avec plus d'anxiété et de souffrance que leur propre victoire : l'annonce de la révolution allemande, la proclamation de la nouvelle république des soviets. Roth froisse brutalement un journal et en arrache un autre. Il lit et devient livide. Ces journaux mentent évidemment puisqu'ils ne disent rien de l'insurrection, certainement victorieuse à Berlin, en Saxe, ailleurs. Il ne peut pas en être autrement.
>
> Alors, ils ont renversé sur l'asphalte ces ballots de papier imprimé et ils ont allumé. Le vent a emporté des feuilles en flammes. Quelques-unes sont tombées dans le canal où elles ont flotté ainsi, comme des oiseaux, comme des cygnes aux ailes de feu.
>
> Dans les rues avoisinantes, des salves. Le groupe d'insurgés recula lentement dans la lueur rouge du brasier que les soldats cherchèrent vainement à éteindre à coups de botte et de crosse[25].

Relevons aussi, sous la même plume, cette analyse des nouveaux combats de rue :

> La vieille barricade romantique a fait son temps. On n'y voit plus de vierge rouge en bonnet phrygien, déployant un drapeau percé de balles. Les Versaillais n'y fusillent plus de Gavroche héroïque. La barricade muraille érigée entre les fusils de la révolution et les canons du gouvernement n'est plus qu'un fantôme. La barricade d'aujourd'hui ne sert de rempart à personne. Elle est seulement un obstacle. C'est une légère barrière faite d'arbres renversés, de pierres, de charrettes retournées ; c'est une barrière protégeant la tranchée dont la destination principale est d'empêcher le passage des autos blindées, ces ennemis les plus dangereux de la révolte. La tranchée est sa raison d'être.
>
> Jetée en travers de la rue, la barricade ne permet pas à l'ennemi de bien discerner ce qui se passe derrière ses coulisses impressionnantes. Elle concentre toute son attention car elle est l'unique objectif visible. [...] C'est un trait nouveau des formes nouvelles de la guerre civile : les

24. Documents Bayerlein.
25. L. Reissner, *Hamburg auf den Barrikaden*, p. 81-82.

> ouvriers insurgés sont devenus invisibles, insaisissables, presque invulnérables. [...] Ils ne se battent plus dans les rues. Leur véritable barricade, c'est la ville ouvrière tout entière avec ses millions de passages secrets, de cours, de trous, de cachettes sûres, de caves, de greniers, de logis. Chaque fenêtre de premier étage est un créneau, chaque grenier une batterie et un poste d'observation. [...]
>
> La police s'empare bruyamment de la gare. Ses détachements courent le long des voies ferrées, cherchant l'adversaire au bas des talus. Deux embuscades les laissent passer. Puis on dirige sur eux un feu mortel. Des tireurs installés dans les greniers avoisinants les prennent pour cibles. Du haut des toits, des tireurs dominent les carrefours et des rues entières[26].

Pour le moment, en tout cas, c'est terminé. Il n'y a plus d'insurrection à l'ordre du jour pour l'Octobre allemand. L'expulsion par la force des ministres communistes de Saxe et de Thuringe par des détachements de la Reichswehr, la procédure d'expulsion *manu militari* de Zeigner lui-même, ne sont que des épisodes anecdotiques, même s'ils ont été douloureusement ressentis.

Il ne manque pas de rapports, de lettres, de discussions et de réquisitoires concernant l'échec du plan, ou, si l'on préfère, le fiasco de l'Octobre allemand. Et pourtant cet ensemble documentaire est loin d'épuiser la question dans la mesure où il se cantonne à l'actualité, le moment de l'échec et les mois qui le précèdent. Il faut bien admettre d'abord que les communistes ont sous-estimé leurs adversaires et que, tant bien que mal, le gouvernement Stresemann a réussi à passer à travers les gouttes de l'orage, bien que ses précieux sauveteurs et brancardiers social-démocrates aient perdu pas mal de plumes dans l'affaire.

Il faut admettre aussi que les communistes ont en général surestimé les coups portés à la social-démocratie et sous-estimé sa capacité de nuisance à travers la couverture « démocratique » qu'un président et plusieurs ministres social-démocrates donnaient à la légalité des mesures d'exception prises contre les communistes et le mouvement ouvrier en général. Après tout, quand les chefs de la Reichswehr ont arrêté et déposé par la force des social-démocrates chefs de gouvernement ou ministres de Saxe et Thuringe, il s'est trouvé d'autres social-démocrates pour accepter de prendre leur place et de tenir leurs pouvoirs de la Reichswehr – ce que même un Noske avait refusé de faire au temps du putsch de Kapp. Y a-t-il eu surestimation de l'importance et de la détermination des social-démocrates de gauche ? Cela ne fait aucun doute. Ainsi, à la conférence de Chemnitz, qui marque l'échec du plan, c'est le ministre du Travail Georg Graupe qui a sonné la retraite alors qu'il était considéré par les communistes, non seulement comme un social-démocrate de gauche mais encore, selon Chatskine, comme très proche d'eux, « presque » communiste, disait-on dans les milieux dirigeants.

Laissons la piste des défaillances personnelles et admettons aussi que la résistance inattendue de l'appareil social-démocrate a peut-être permis le fléchissement de sa minorité de gauche. Admettons même que le gros des social-démocrates de gauche a lâché pied quand la seule perspective a été celle de la défaite. Chklovsky, qui a suivi le déroulement de la crise de son poste d'observation de Hambourg, est catégorique : pour lui, les social-démocrates de gauche étaient capables d'aller jusqu'à une alliance parlementaire, de préférence dans un Landtag, avec les communistes, mais ils ne l'étaient pas pour s'engager dans une lutte jusqu'au bout contre le capital, la Reichswehr, la direction de leur parti et les fascistes réunis.

Nous ajouterons que les sentiments manifestés à leur égard par des gens comme Molotov et Rákosi n'étaient pas limités à des circulaires et à des rapports à Moscou mais

26. L. Reissner, *op. cit.*, p. 33-35.

s'exprimaient forcément sur place, au moins dans des comportements, voire de simples attitudes, et ont dû en faire reculer plus d'un, en lui donnant de la révolution une image pour le moins déplaisante.

Toutes ces remarques ramènent évidemment au Parti communiste allemand. Le jeune Lazar Chatskine a relevé lui aussi dans les derniers temps une véritable passivité de la classe ouvrière. Séparée de nombre de ses animateurs, plongée dans la clandestinité, privée de la presse communiste, la couche de sympathisants ne sait rien des événements dans les usines voisines, ne se voit convier à aucune action partielle, est seulement condamnée, dans l'inactivité et la misère ambiante, à une attente qu'elle juge interminable. C'est, selon lui, de la pleine et entière responsabilité du parti qui non seulement est à l'origine d'une telle situation, mais en outre ne s'en est pas rendu compte à temps et en a rendu les ouvriers responsables[27].

Le Hongrois Evžen Varga, observateur à Berlin pour son compte personnel, mais correspondant de Trotsky, indique aussi à ce dernier, avec les dangers de la clandestinité indiqués plus haut et les sous-estimations et surestimations qui en sont très souvent la conséquence, que, de façon générale, le parti s'est abusé lui-même sur sa propre influence sur les travailleurs et, par voie de conséquence, sur les social-démocrates de gauche[28].

Un rapport d'Arvid – pseudonyme de Piatakov – adressé le 13 novembre à Staline (« Cher Koba »), est particulièrement intéressant pour la responsabilité qu'il attribue au parti allemand. Il souligne que, bien qu'il ait fait des analyses justes, lancé d'excellents mots d'ordre et bien manœuvré sur le plan tactique dans les opérations préliminaires, ce parti n'a pas su ni pu jouer le rôle d'*organisateur de la révolution* (c'est Arvid qui souligne) et concrétiser ainsi les résultats escomptés. Il ajoute que, pour y parvenir, il ne doit pas seulement bien préparer le soulèvement armé, mais aussi apprendre à diriger la classe ouvrière dans les combats de tous les jours[29].

Tout le monde enfin est d'accord pour dire que l'augmentation fantastique du nombre des chômeurs, dépassant 60 % dans les grandes villes, dont la capitale, a été une cause de découragement et d'affaissement du moral des ouvriers. Quant aux dirigeants, beaucoup semblent avoir particulièrement ressenti le manque d'armes, alors qu'on avait disposé de beaucoup d'argent pour en acheter. Helmut Wolf, le « chef militaire », et Brandler lui-même reconnaissent ce fait et laissent entendre qu'il y a eu pas mal d'incapables, dont des Russes, engagés dans ce travail capital. La situation a été particulièrement catastrophique à Berlin sur ce plan.

Avant de quitter l'Allemagne pour un bon laps de temps, il n'est pas inutile de retrouver Victor Serge pour comprendre comment l'avant-garde ouvrière allemande, elle, a vécu cette tragédie du recul sans combat après une si longue attente :

> Nous avons été au seuil d'une révolution. La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné... Drame presque silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut : derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux, murmurant « Nous aussi, nous aussi », les muscles de cette foule déjà tendus, les poings déjà serrés sur les Mauser qu'on allait opposer aux automobiles blindées de la Reichswehr...
>
> Et rien ne s'est passé, que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quatre reîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang – 60 morts au total sur le pavé des cités industrielles de la

27. Documents Bayerlein.
28. *Ibidem.*
29. *Ibidem.*

Saxe –, la jubilation d'une social-démocratie banqueroutière, sortie de l'aventure massive et passive, pesamment fidèle à ses vieux reniements[30]...

LA RÉVOLUTION COUVE TOUJOURS EN EUROPE

Tout démontre pourtant que le feu révolutionnaire couve toujours sous la cendre en Europe. Une explosion en Pologne va surprendre tout le monde, communistes compris. En octobre, une grève pour les salaires, écrasés par l'inflation, entraîne postiers et cheminots. Le gouvernement place les grévistes sous autorité militaire et les conseils de guerre condamnent à partir du 2 novembre[31]. Le PPS lance alors une grève illimitée à partir du 5 novembre. A Cracovie, Boryslav et Tarnow, la loi martiale déchaîne la fureur ouvrière. L'interdiction d'un meeting à Cracovie, le 6, provoque de gigantesques manifestations. L'armée reçoit l'ordre de tirer. Un bataillon entier refuse et se laisse désarmer par les ouvriers. Des soldats passent avec leurs armes du côté des manifestants et tirent sur les uhlans. Une charge à cheval tourne à la déroute. Il y a 32 morts, dont 14 militaires, le gouvernement retire les troupes laissant aux mains des ouvriers les armes dont ils se sont emparés, 5 000 fusils, quelques mitrailleuses et des autos blindées, l'une prise par les grévistes, l'autre conduite de leur côté par son équipage.

Le gouvernement traduit en conseil de guerre le préfet et le général qui ont laissé Cracovie aux mains des ouvriers[32]. Sous la pression parlementaire du PPS, le gouvernement recule et fait d'importantes concessions économiques, désamorçant ainsi la vague de grèves et de manifestations qui s'annonçait. Le Parti communiste ouvrier polonais n'a joué aucun rôle – ce qui est grave –, mais il dénonce « la trahison social-démocrate ».

MÊLÉE GÉNÉRALE EN URSS

L'échec du mouvement en Allemagne ne constituait pas fin octobre une véritable défaite. Il le devint à terme sous l'impact de la panique à l'exécutif – particulièrement de Zinoviev, qui se sentait, avec ses alliés, particulièrement menacé dans sa position à la tête du parti russe et de l'Internationale. Mais le lien entre la crise russe, qui avait déjà cheminé au printemps, reflué à l'époque des préparatifs pour l'Allemagne, et qui resurgissait à la suite d'une lettre confidentielle de Trotsky et d'une déclaration de 46 militants – tous vieux – bolcheviks, parmi lesquels Préobrajensky, Piatakov, Mouralov, Beloborodov, Sosnovsky, I.N. Smirnov, Sapronov – et les conséquences de la retraite décidée à Chemnitz est loin d'être artificiel, même dans les coïncidences de dates.

La révolution allemande et sa popularisation en URSS pendant des mois avaient constitué pour la société russe et pour le Parti communiste en particulier une véritable commotion. Les jeunes de la génération d'après Octobre ont bien cru que l'heure de leur révolution à eux, de la victoire allemande, avec tout ce qu'elle signifiait pour l'avenir de la révolution mondiale, était arrivée, que la réalisation de la grande tâche historique qui leur incombait depuis 1917 était enfin là, et ils se sont mobilisés de mille et une manières, en particulier par leur réflexion et l'expression de leurs exigences. La retraite allemande ne les a ni abattus ni découragés. Ils vont au contraire jeter toute leur énergie révolutionnaire dans le grand débat entamé en novembre 1923 au sein de leur parti pour la restauration de la démocratie ouvrière piétinée par la toute-puissance de l'appareil et de la hiérarchie des secrétaires.

30. V. Serge, *Clarté*, *op. cit.*, p. 52.
31. Diagamma, « La grève générale en Pologne », *Corr. int.*, n° 90, 13 novembre 1923.
32. X. « Les événements de Cracovie », *Corr. int.*, n° 91, 17 novembre 1923.

Mais les patrons de ces derniers veillent. La troïka formée de Zinoviev, Kamenev et Staline, qui est en train de se constituer, a déjà réussi à se débarrasser de quelques opposants audacieux, à commencer par Khristian Rakovsky, relevé de ses fonctions à la tête du gouvernement ukrainien et exilé à Londres comme ambassadeur. Son crime était non seulement d'avoir affronté Staline ouvertement sur la question nationale et sur la politique de russification systématique, mais aussi d'avoir organisé dans le parti ukrainien la défense des idées exprimées par Lénine contre Staline dans ses derniers écrits. C'est maintenant après Trotsky qu'ils en ont, Trotsky dont nous avons vu qu'ils l'ont tenu autant qu'ils l'ont pu à l'écart des affaires allemandes.

Ils ont enfin leur prétexte avec la lettre confidentielle au bureau politique adressée par Trotsky à propos de la dégénérescence du régime du parti et de la crise de ses rapports avec les travailleurs, démontrée au comité central par un rapport de Dzerjinski et la lettre des 46 vieux bolcheviks qui soutiennent Trotsky. On a vu se dresser contre eux l'alliance des conservateurs, défenseurs des privilèges et de l'absolutisme de l'appareil, qu'incarnent, comme nous l'ont montré leurs réactions en Allemagne, Molotov et Rákosi.

Dans un premier temps, la vague qui soutient Trotsky semble irrésistible. Portée par une jeunesse ardente, l'opposition de gauche semble près de l'emporter ; elle est en tout cas de loin en tête dans la jeunesse. Il n'a pas tout de suite été question de l'Allemagne dans ce grand débat qui se poursuit tous les jours depuis le 7 novembre dans les grandes villes et qui occupe de grands espaces dans la *Pravda*. Ce qu'on a surtout discuté, c'est la question de la retraite. Zinoviev a approuvé ceux qui l'ont décidée, et, dans les premiers temps, il ne s'est pas élevé de critique sur ce point dans le parti russe. Pour lui, « la décision de ne pas livrer une bataille décisive était inévitable en la circonstance ». Aussi est-ce une discussion normale et plutôt calme qui se déroule au cours des premières semaines de l'après-Chemnitz entre membres de l'exécutif et de la centrale allemande. Absolument rien de tragique, pas d'accusations graves, une confrontation de points de vue entre spécialistes.

Mais bientôt plusieurs « bombes » vont exploser avec la discussion dans le parti russe. Radek est revenu d'Allemagne. Contrairement à une légende répercutée par d'excellents historiens, il n'est nullement rallié à l'opposition de gauche, à la différence de Piatakov, qui, lui, est signataire de la Déclaration des quarante-six. Il intervient lors d'une des assemblées générales de militants tenues à Moscou, le 11 décembre, où la résolution de Préobrajensky, l'initiateur de la Déclaration des quarante-six, ne manque que de très peu la majorité. Il tente d'occuper une position médiane, critiquant aussi bien Trotsky que ses adversaires, mais emploie pour attaquer ces derniers le ton sarcastique qui lui est coutumier et assure ses succès oratoires.

Ce n'est que deux jours plus tard, dans une autre assemblée, que, peut-être gagné par l'euphorie née des progrès très rapides de l'opposition et de l'enthousiasme qui la porte dans la capitale, Radek se laisse aller à dire, ce qui est en partie vrai, que les dirigeants de quelques-uns des plus importants partis de l'Internationale, les partis français, polonais et allemand, sont du côté de Trotsky et des quarante-six.

La troïka entre en guerre

Rien ne permet de dire s'il voulait faire de cette déclaration une menace ou une simple mise en garde. La troïka, en tout cas, la prend au sérieux, la considère comme une déclaration de guerre : elle est le point de départ de l'entreprise pour confondre les deux discussions. Zinoviev connaît les liens d'amitié qui existent entre Radek et Brandler. Il a pu constater la solidité de l'alliance entre Trotsky et Brandler dans la préparation de

l'insurrection : il se croit probablement très menacé. Sinon perdu, en tout cas attaqué sur le terrain, difficile pour lui, de la défaite allemande. Il réagit, avec la violence qu'inspire généralement la peur, en se faisant accusateur. Sa lettre du 5 novembre 1923 l'atteste :

> Nous considérions à Moscou l'entrée des communistes dans le gouvernement comme une manœuvre de stratégie militaire. Vous en avez fait la réalisation d'un bloc avec la social-démocratie de gauche qui vous a lié les mains. Nous pensions que l'entrée des communistes équivaudrait à la conquête d'une base d'opération sur laquelle nos forces armées pourraient commencer à se déployer. Vous avez réussi à transformer la participation ministérielle des communistes en une banale combinaison parlementaire avec les social-démocrates. Le résultat a été notre défaite politique[33].

Il assure que les dirigeants de la centrale n'ont pris aucune mesure énergique, aucune initiative révolutionnaire, et qu'ils se sont fait ridiculiser. De son côté, Trotsky aborde la question pour la première fois dans une contribution à la discussion du parti russe intitulée *Cours nouveau* qui paraît dans la *Pravda* des 28 et 29 décembre. Pour lui, le Parti communiste n'a pas compris la modification de la situation à partir du mois de mai, « le délai de six mois que lui accordait l'Histoire ». Il avait trop peu de temps : « Il donna à sa préparation une allure fiévreuse ; la masse ne put le suivre, le manque d'assurance du parti se communiqua au prolétariat et, au moment décisif, le prolétariat, refusa le combat[34]. »

Ainsi est posée, par Trotsky, la question de l'exécutif – qui s'est réveillé beaucoup trop tard –, et rejetée la solution facile qui fait de Brandler le bouc émissaire de la défaite. Les deux discussions sur le cours nouveau du parti russe et la défaite de l'Octobre allemand ne sont plus désormais qu'une seule et même. Mais il est trop tard pour qu'elle puisse être un vrai débat d'idées.

L'appareil a pris en main la discussion, interrompu le large débat dans la *Pravda*. Il commence les manipulations pour la désignation systématique de délégués à sa botte et la falsification des votes dans les centres les plus importants. La défaite de l'opposition de gauche est maintenant inscrite dans la réaction des apparatchiks qui défendent âprement leurs positions et utilisent à fond les leviers de commande qu'ils ont déjà en main, falsifiant les votes quand ils l'estiment nécessaire.

C'est la XIIIe conférence du Parti communiste russe, à la veille de la mort de Lénine, qui consacre la défaite de l'opposition de gauche dans le parti soviétique, sa qualification de « déviation petite-bourgeoise » et « menchevique », et la condamnation de la « droite » du parti allemand, ou, pour parler le jargon, des « brandlériens » et des « trotskystes », désignés comme responsables de la défaite allemande. La pitoyable tentative de Brandler et Thalheimer de prendre leurs distances d'avec Trotsky pour assurer leur protection ne leur servira de rien.

DÉFAITE ET MISE AU PAS

Dans sa correspondance de Hambourg datée du 27 octobre 1923, Chklovsky mettait en cause, à propos de la défaite allemande celui qu'il appelait « le charlatan politique », « le gamin Gouralsky », dont il réclamait le rappel immédiat[35]. Mais ce dernier était l'homme de main de Zinoviev dans le parti allemand et l'Internationale. Et c'est lui, un des émissaires de mars 1921, qui donne le thème et le ton de l'offensive de l'exécutif,

33. Zinoviev, cité par P. Broué, *Révolution en Allemange*, p. 779.
34. Trotsky, *De la révolution*, p. 58.
35. Documents Bayerlein.

bras de l'appareil soviétique dans l'ensemble des partis. Des gens comme lui, sévèrement condamnés pour leur comportement du temps de Lénine, parlent maintenant en maîtres au nom de l'exécutif : « L'alliance entre Brandler-Thalheimer et Radek-Trotsky sur la question allemande n'est pas accidentelle. Elle touche des questions fondamentales : débolchevisation du Parti communiste russe et des partis européens ou maintien de la tutelle bolchevique du Parti communiste russe et bolchevisation des partis européens[36]. »

Quiconque a étudié avec un peu de sérieux la discussion russe dite du « cours nouveau » de 1923 peut sans peine se rendre compte que c'est la tradition bolchevique de débat et de discussion avant la décision, le caractère démocratique du centralisme bolchevique, que l'opposition de gauche défend contre l'appareil, et que ce dernier est impatient de secouer les contraintes qui lui viennent du passé, particulièrement du temps de la révolution[37]. Les réflexions de Molotov et de Rákosi dans l'agitation révolutionnaire allemande démontrent cette irritation des bureaucrates devant l'initiative des masses et leur soif de contrôle : plus d'une intervention d'apparatchik dans le débat russe démontre l'impatience et l'irritation de ceux pour qui « diriger » c'est « commander », et pour qui l'autorité ne saurait être qu'absolue et la démocratie forcément « limitée ».

Pourtant, la nécessité de se placer pour vaincre sous le drapeau de Lénine et d'Octobre les contraint à se réclamer de leur tradition. Ils y prennent ce qui les sert, le centralisme, la discipline de fer, une conception parfaitement militarisée du parti qu'ils ont réussi à faire prévaloir systématiquement depuis 1921 et l'interdiction des fractions, et qu'ils présentent, avec tous les moyens d'agitation et de propagande dont ils disposent, comme l'essence du « bolchevisme ». Leur lutte contre le « brandlérisme et le trotskysme », leur campagne pour écraser critiques et résistances dans toutes les sections de l'Internationale et pour y établir partout des directions toutes-puissantes par rapport à la base militante, mais aux ordres vis-à-vis d'eux, est donc présentée comme une « bolchevisation » de l'Internationale et de ses partis, alors qu'elle les éloigne – pour toujours – de la perspective et même de la possibilité de devenir, même seulement dans les grandes lignes, des organisations conformes au modèle bolchevique.

Ce ne serait pas grave si de nombreux historiens, soit par conformisme, soit délibérément, conformément à leur conception de « Guerre froide » du communisme, avant tout désireux de gommer le passé révolutionnaire et d'identifier bolchevisme et stalinisme, ne les avaient cautionnés en parlant, comme Zinoviev, Staline et les leurs, en 1923 et dans les trois quarts de siècle suivants, de « bolchevisation » sans guillemets.

C'est que l'exécutif de Zinoviev se tient pour infaillible et se bat bec et ongles pour le rester, ou du moins faire croire qu'il l'est resté. En cas de défaite, c'est obligatoirement le parti national impliqué qui est responsable, en aucun cas l'exécutif. Médiocre philosophie bureaucratique de caserne, certes, mais aussi loi du milieu. C'est elle qui donne la clé dont nous avons besoin pour comprendre l'histoire de la Comintern.

Car Zinoviev, que Trotsky traitait d'« épigone », n'est qu'un maladroit précurseur.

36. *Die Internationale*, n° 4, 31 mars 1924, p. 161.

37. On lira là-dessus avec fruit l'article du jeune historien russe Aleksei Goussev « Crise de la Révolution russe, 1923 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 54, 1994, p. 5-39, suivi des documents révélés par l'ouverture des archives.

CHAPITRE XVII

Cinq ans après

En ces premiers mois de l'année 1924 où l'exécutif prépare épuration et grande lessive des esprits indépendants sous prétexte de « bolchevisation », il y a déjà cinq ans qu'une poignée de militants proclamaient dans une petite salle de Smolny à Petrograd la naissance de l'Internationale communiste. Des partis communistes, grands ou petits, existent maintenant dans toutes les régions du monde. Tous les communistes pensent qu'il y en aura encore et encore, que tous leurs partis grandiront encore et encore, et qu'au bout du compte, dans un avenir raisonnable – l'affaire de quelques années –, la révolution mondiale triomphera sur la planète Terre.

Crise ou malaise ?

Nombre de ceux que la révolution russe a éveillés à la conscience et à l'action politiques et qui se sont jetés à corps perdu et sans réserve dans les combats révolutionnaires ressentent plus ou moins douloureusement ce qui s'est passé et ce qui se passe en Russie. Ils ont conscience de développements qu'ils ne comprennent pas, d'oppositions qu'ils n'acceptent pas, d'accusations qu'ils n'imaginent pas.

Dans les premiers mois de 1924, ils savent qu'il existe un sérieux conflit au sommet de l'Internationale. Mais le cas de Boris Souvarine, cet homme lucide qui cherche et ne parvient pourtant pas à comprendre, démontre qu'en dernière analyse même les meilleurs d'entre eux et les mieux équipés intellectuellement n'ont aucune compréhension de ce qui est en train de se produire dans la capitale de leur révolution, à la tête du premier pays qui l'a vue vaincre.

Des pertes sévères

Bien sûr, les soldats et même parfois les généraux meurent à la guerre. Bien sûr, comme le répètent à satiété les marchands de lieux communs « politiquement corrects », la révolution dévore ses enfants. Mais tout de même, quel appétit ! L'histoire de l'Internationale a commencé, nous l'avons vu, par la disparition – trois meurtres et une mort de chagrin – de quatre de ses parents fondateurs, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches et Franz Mehring. Cinq ans plus tard, elle perd Lénine, qui avait été le combattant le plus

constant, le plus lucide et le plus acharné pour sa proclamation et pour sa construction. S'en rend-on compte ? Elle est littéralement décapitée. Imaginons, pour mesurer l'ampleur de la mutilation, que Karl Marx et Friedrich Engels aient disparu quelques années après la publication du *Manifeste du parti communiste*. Que serait devenu ce système de pensée, ce « marxisme » qui marqua d'une telle empreinte les idées politiques et sociales du XIXe siècle ? Qui en aurait assuré après eux le développement et la floraison ? Il s'agit en fait de la destruction de toute une première ligne.

Comment ne pas comprendre tout de même, parce qu'il le faut, que la disparition de ces marxistes éprouvés, de ces « têtes » théoriques indiscutables, a la signification inéluctable de l'explosion d'une crise de la pensée marxiste se développant parallèlement à la crise de la révolution ? Loin de nous l'idée de sous-évaluer l'importance et le caractère percutant de la pensée de Trotsky, incontestable géant de la pensée politique en ce siècle. Mais comment ne pas voir que la mort de Rosa Luxemburg et celle de Lénine lui ont d'une certaine façon rogné les ailes, en lui imposant une défense en quelque sorte conservatrice de la pensée révolutionnaire des disparus ? Au moment où ses capacités créatrices étaient sans doute le plus nécessaires, voilà que l'aigle Trotsky se condamnait lui-même – pouvait-il agir autrement ? – à démontrer qu'il était de tous le plus « bolchevique » et le plus « léniniste ». Il était du coup condamné à jouer, au sens strict du terme, le rôle de conservateur d'un corpus théorique menacé, à exalter de vieux outils vénérables et qui avaient épuisé leur rôle, au lieu de les perfectionner ou d'en forger de tout neufs à partir d'eux.

DES DIRIGEANTS PERDUS

Derrière ces pionniers disparus, il y avait une seconde ligne, appelée sans doute à devenir un jour prochain la première, celle des hommes appelés à leur succéder. Ils n'avaient pas encore développé toutes les riches virtualités de leur intelligence et de leur conscience. C'étaient des hommes tout de même, qui, déjà, à un moment ou à un autre, avaient sur le plan mondial incarné une étape de la conscience ouvrière socialiste, de la conscience humaine. Et ceux-là manquent aussi en ce début de 1924, même s'ils ne sont pas morts, ou plutôt même si on ne les a pas encore tous tués.

John Maclean, le maître d'école et l'enseignant marxiste, avait été l'organisateur en pleine guerre des ouvriers des chantiers de la Clyde, l'ami du peuple d'Irlande opprimé. Il vient de mourir seul, d'être pauvre et minoritaire, sans avoir fait le voyage de Moscou, sans avoir appartenu à l'Internationale, épuisé par la prison et les grèves de la faim répétées, impuissant à convaincre ses camarades anglais et ceux de l'Internationale communiste qu'il fallait en Écosse un parti communiste.

John Reed, « Jack », était bien plus que le révolutionnaire romantique qu'on a pris l'habitude de présenter. Un révolutionnaire tout court, avec une immense intelligence, un courage à toute épreuve, une lucidité qui le faisait respecter de tous. Le typhus l'a tué en quelques semaines, le typhus, c'est-à-dire l'épuisement puis la misère, les conséquences du blocus sur les corps des humains.

Raymond Lefebvre, nous l'avons vu, avait séduit tous ceux qui l'avaient connu. Écrivain, penseur, orateur, il est mort noyé, c'est-à-dire qu'il a été, lui aussi, tué par le blocus des Alliés dits « démocratiques ». Le « chef de demain » ne serait jamais le chef – et il était sans doute irremplaçable.

Lev Davidovitch Trotsky, nous avons parlé de son avenir. Mais quel passé a déjà cet homme jeune ! Il a présidé en 1905 le soviet des ouvriers de Saint-Pétersbourg, présenté devant le tribunal une défense qui était un réquisitoire historique contre un régime arriéré

et autocratique. Il a dirigé l'insurrection d'Octobre à Petrograd, créé de toutes pièces et commandé l'Armée rouge jusqu'à la victoire. Il est en train de diagnostiquer la crise de la révolution, le mal dont souffre la patrie des opprimés. Il a engagé le combat contre l'appareil.

Khristian Georgiévitch Rakovsky était un autre de ces hommes ailés. Ce grand intellectuel du mouvement ouvrier européen devenu membre du bureau de la IIe Internationale avait renoué en pleine guerre les relations internationales, posé les fondations de l'Internationale communiste avant de livrer et de gagner la pire des guerres civiles à la tête du gouvernement de l'Ukraine soviétique. Avant même Trotsky, toujours téméraire, dit ce dernier, il a engagé le combat, avec Lénine, contre l'appareil. Ces deux derniers ne sont pas morts – pas encore. Mais ils sont mis à l'écart. Il est exilé avec Bredis et Andreytchine et ne peut participer à la direction de cette Internationale dont ils dominent tous les chefs de la tête et des épaules.

Comme on a écarté Paul Levi, disciple de Rosa et aussi son talentueux successeur, l'homme qui a tenu à bout de bras son parti enfant contre les tueurs de Noske et ses propres enragés, dont Lénine a reconnu qu'il avait « une tête », ce qui était rare. Comme va l'être Heinrich Brandler, solide ouvrier du bâtiment, calme et prudent, le jovial Serrati, chef d'un parti de masse qui a fondu comme neige au soleil. Comme va l'être l'éloquent Bordiga. Comme va l'être le pénétrant Boris Souvarine. Comme vont l'être Pierre Monatte et Alfred Rosmer, symboles respectés de ces syndicalistes français que le mouvement communiste n'aura gagnés que pour mieux les perdre. Comme Willy Münzenberg, ce meneur d'hommes dont on fait un homme d'affaires. Comme l'a été Louis Fraina, largué au Mexique au nom de l'Internationale. Comme le sont les Polonais Marchlewski, Warski, Kostrzewa, qui remâchent la discussion que Rosa Luxemburg avait voulu ouvrir sur la politique des bolcheviks après Octobre, et qui n'a jamais eu lieu. En un mot, comme cet « axe politique KPD-KPP » germano-polonais vu par Feliks Tych sous le signe de Rosa Luxemburg, en lequel Levi n'a pas cru et dont Clara Zetkin, après la renonciation de Levi, ne peut prendre la tête.

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS

Qui donc dirige maintenant cette Internationale ? Qu'étaient ces hommes-là quand, une lanterne à la main, les révolutionnaires se cherchaient les uns les autres dans la noire nuit du début de la guerre mondiale ? Les dirigeants de l'Internationale communiste sont ceux du Parti communiste russe, ceux que l'on appelle à Moscou la *troïka*, Zinoviev, Kamenev et Staline. Des trois, Kamenev ne s'est jamais beaucoup occupé de l'Internationale. Staline commence seulement à mettre le nez dans ses affaires. Zinoviev la préside depuis sa fondation. Il n'est pas question de minimiser la personnalité, le rôle, l'importance de ces hommes, qui sont incontestablement au-dessus du commun. Mais ils sont loin d'être comparables aux précédents.

Zinoviev a été le dévoué lieutenant de Lénine dans l'émigration, le talentueux vulgarisateur de sa pensée, l'exécuteur aussi de ses basses œuvres dans les luttes fractionnelles, ce qui lui a valu pas mal d'ennemis. C'est un écrivain convenable, bien qu'au style parfois boursouflé, un tribun, en revanche, d'une force de conviction exceptionnelle, un homme qui d'ailleurs aime passionnément convaincre et entraîner. Mais il s'est plusieurs fois effondré à l'heure du danger et des grandes décisions, et d'aucuns n'ont pas oublié certaines de ses grandes paniques, comme lors de l'offensive du général Ioudenitch contre Petrograd en 1919. Il est devenu président de l'Internationale parce qu'il a longtemps vécu en Occident et y connaît beaucoup de monde, et parce qu'il parle couramment

l'allemand. Mais il faut dire aussi qu'il était disponible en ce mois de mars 1919 parce que sa terrible défaillance – la dénonciation publique de l'insurrection en préparation en octobre 1917 – l'avait tenu à l'écart de tous les postes clés dans la première année du pouvoir soviétique. Il a certes réalisé au congrès de Halle en 1920 un exploit oratoire et obtenu un grand succès politique. C'est peu tout de même pour faire de lui le dirigeant incontestable de l'Internationale, ce qu'il veut, ce qu'il croit être. Et pour faire oublier son autoritarisme et ses méthodes expéditives.

Son compère Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit Staline, a jusque-là surtout brillé dans l'Internationale par sa discrétion. Délégué du parti russe au congrès de fondation, il n'y a pas pris la parole. Il y a des zones obscures dans son passé politique avant 1917. Lénine l'appréciait en tant que gros travailleur. Mais c'est un homme du parti, pas du tout de l'Internationale, qui n'a que peu vécu à l'étranger, ne connaît aucune langue occidentale et peu de militants étrangers. Il est devenu tout-puissant comme secrétaire général du parti, organisateur d'un appareil qu'il a rationalisé, rigoureusemement centralisé, homogénéisé et soumis, en 1922. Ceux qui le connaissent le disent sournois, vindicatif et brutal. On ne sait pas encore – le peuple russe devra attendre presque quarante ans pour le savoir – que Lénine, avant de mourir, a rompu avec lui toutes relations personnelles après avoir condamné sa brutalité et sa mentalité d'« argousin », et que le post-scriptum de son testament préconise de l'écarter du secrétariat, où il a concentré entre ses mains un « pouvoir excessif ». En cette année 1924, il fait avec prudence ses premiers pas sur le terrain de l'Internationale, qu'il apprend à connaître.

Nous ne parlerons des autres qu'en passant.

LE PROBLÈME DE LA DIRECTION FORMELLE

Les difficultés à doter l'Internationale communiste d'une structure propre étaient immenses. Les partis n'étaient pas enthousiastes pour envoyer à Moscou pour une période importante ceux qu'ils considéraient comme leurs dirigeants. Ils saisissaient même parfois le prétexte de la nécessité d'avoir un représentant à Moscou pour se débarrasser d'un gêneur ou d'un simple râleur. Là aussi le développement se fit de façon très empirique. Le premier exécutif est resté sur le papier, le travail de direction étant effectué par une poignée de dirigeants russes.

A partir du IIe congrès, quelques règles ont été adoptées, mais il s'est dégagé de l'exécutif une direction restreinte réelle, le « petit bureau », qui deviendra le présidium. L'institution des « exécutifs élargis » – plusieurs centaines de présents – permet de concilier la représentation des partis avec une direction permanente émanant du congrès international et non des partis en tant que tels. Surtout, l'appareil central est fortement renforcé par la réforme des statuts intervenue au IIIe congrès. La direction politique s'appuie désormais sur un véritable appareil bureaucratique.

Le gros du pouvoir de l'exécutif est assuré par son secrétariat, en nombre réduit, et par un certain nombre de départements. Le plus important est celui de l'organisation, l'*orgburo*, dirigé par un membre de l'exécutif et qui a à régler les problèmes d'organisation posés aux sections. Le département d'agit-prop, également dirigé par un membre de l'exécutif, a la responsabilité d'animer et de contrôler notamment la presse mondiale des partis communistes. Il s'y ajoute un département d'Extrême-Orient, pour le travail en Asie et le travail « colonial » en général, le département d'information et de statistiques, le très important département syndical et le secrétariat féminin international. On commence les préparatifs pour constituer une commission de contrôle internationale. La règle étant que tout communiste vivant sur le territoire soviétique est membre du parti soviétique,

les réfugiés politiques et même les délégués temporaires, membres du parti, sont soumis à sa discipline et par conséquent à l'autorité du tout-puissant secrétaire général.

LA FORCE DES BUREAUCRATES STALINIENS

Qu'est-ce qui fait la force de ces gens qui dirigent l'Internationale après cinq ans d'existence ? Ce n'est pas une forme de génie, ni leurs qualités de théoriciens ou de meneurs d'hommes, ni leur rôle dans la révolution et la survie de l'État ouvrier victorieux. C'est tout simplement un système, le système bureaucratique, la maladie de dégénérescence qui a atteint le parti russe après ces terribles années d'isolement et de souffrances indicibles qu'ont constitué le blocus et la guerre civile avec l'intervention étrangère. C'est un système efficace dans lequel un Staline vient à bout d'un Trotsky. Dans lequel aussi un ouvrier révolutionnaire comme Ivan Nikititch Smirnov, que Lénine appelait « la conscience du parti », laisse sa place à Molotov « cul-de-bois », l'homme qui, selon ses propres mots, se passait de génie mais avait de la persévérance.

Ce système, qui a triomphé dans le parti russe et raffermi sa domination dans la bataille sur le cours nouveau de la fin 1923, a commencé à être projeté dans l'Internationale à partir de son appareil, construit sur le même modèle, souvent à partir d'hommes dont l'unique palmarès consiste dans les défaites que la classe ouvrière de leur pays a subies sous leur direction et qui les ont contraints à l'exil. Ce sont les hommes au tempérament de sous-officiers, des hommes durs, exécutants et exécuteurs, les Gouralsky et les Rákosi formés à l'école de ce que Lénine appelait les « kuneries ». C'est Béla Kun aussi, tel que nous l'avons vu en 1919 et en 1921, qui, après un exil dans l'Oural, revient justement à ce moment-là, après la mort de Lénine.

Ce qui fait la force de ces hommes, à cette date, c'est pourtant qu'ils n'apparaissent pas pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils disent être, non comme les défenseurs d'un nouvel ordre bureaucratique mais comme des révolutionnaires professionnels, représentant la révolution russe et le parti qui l'a menée à la victoire. Car ces dirigeants communistes, qui sont devenus des bureaucrates, sont encore dans une certaine mesure des communistes, souhaitant vraiment la victoire de la révolution – à condition, bien sûr, qu'elle ne les dérange pas trop. Quant aux hommes qui les suivent, ils acceptent ce que pourtant ils ne comprennent ni n'approuvent parfois.

Les historiens des partis communistes apportent sur ce problème des éléments de compréhension. Parlant de l'alignement du Parti communiste français en 1924, Philippe Robrieux indique la mise à la disposition de la nouvelle direction du « trésor de guerre » amassé l'année précédente pour la révolution allemande et la « professionnalisation » d'une série de jeunes militants dont beaucoup, de Jacques Duclos à Benoît Frachon et François Billoux, en seront les chefs à l'époque stalinienne. Décrivant les militants français face à la pression de ceux qui sont pour eux les « géants d'Octobre », il écrit :

> Le moyen de rester ferme quand on est déchiré, tenaillé entre des sentiments et des idées contradictoires : d'une part l'admiration vouée à la haute figure de Trotsky et l'attachement à l'Internationale, d'autre part, des sentiments d'artiste, pensant d'abord meeting, peuple, Internationale, révolution, avant de procéder à un examen critique pour pouvoir peser les choses en politique. [...] Comment concevoir que l'on pourrait, à quelques-uns, avoir raison contre tous ces hommes et ce qu'ils représentent les uns et les autres ? Comment se résoudre à abandonner une place de militant professionnel pour retourner à l'usine ? Il n'est pas facile de troquer l'atmosphère exaltante des meetings et des réunions contre l'ambiance déprimante de l'atelier avec ses gestes sempiternels et fastidieux. Il est bien difficile enfin de se résigner à l'anonymat [1].

1. Ph. Robrieux, *Histoire intérieure...*, *op. cit.*, p. 210-211.

Plus généralement, tous vont tôt ou tard prendre conscience que le capitalisme s'est stabilisé, que le plan Dawes a permis de mettre fin à la crise allemande, que c'est maintenant, comme disait Trotsky au IIIe congrès, « une question d'années ». Mais la révolution n'a pas disparu de l'ordre du jour pour autant. Les travailleurs allemands sont toujours là, les ouvriers autrichiens, avec leurs milices ouvrières, les travailleurs italiens qui, bientôt, au lendemain de l'assassinat du socialiste Matteotti, sembleront à deux doigts de renverser Mussolini ébranlé, et les Espagnols, qui, eux, dans une douzaine d'années, feront une révolution d'une profondeur comparable à celle de Russie, plus profonde encore selon Andrés Nin, qui connut les deux. Trotsky lui-même croit jusqu'en 1933 au probable sursaut de ce qu'il appelle « le noyau ouvrier du Parti bolchevique »... Il n'y a d'ailleurs pas que la seule Europe en jeu. D'autres perspectives s'ouvrent, parfois tout à fait inattendues, susceptibles de tout bouleverser. Nous avons vu Ioffe traiter avec Sun Zhongshan, Borodine arriver en Chine, à l'avant-garde de nombreux diplomates, militaires et autres conseillers communistes.

LE TOURNANT OBSCUR

C'est une tout autre histoire qui commence pourtant avec ce moment particulier que Victor Serge a appelé « le tournant obscur ». L'Internationale communiste, la Comintern, n'est plus ce qu'elle était – et elle ne le sera jamais plus. De l'Internationale du temps de Lénine, on glisse obscurément à celle de Staline. On peut l'appeler Komintern, si l'on veut, cela n'a guère d'importance désormais, même si les Cominterniens – l'horrible néologisme – deviennent les Kominterniens – encore un autre, encore pire – avant de recevoir une balle dans la nuque dans les caves de la Loubianka, ce qui, soit dit en passant, ne se produisait pas du temps de Lénine et pourrait bien signaler un changement d'adresse, même aux historiens les plus aveuglés.

Une histoire des idées, qui nécessiterait des décennies de travail en équipe, permettrait peut-être de déceler les mécanismes et les étapes d'une transformation à peine apparue en 1923. On était passé en effet de la conception qui faisait du parti l'outil indispensable pour chevaucher le mouvement des masses qui font l'histoire à celle du parti-État qui caractérise le régime bureaucratique et qui, déjà constitué en tant que tel auparavant, doit être porté en place par l'insurrection. Toute une école, avec Victor Serge, place le début de la mutation en 1920. C'est, selon nous, la confondre avec le début de l'accumulation qui va transformer autour de 1923 la quantité en qualité.

LA CENTRALISATION INTERNATIONALE

Le centre de l'Internationale communiste, ses organismes dirigeants sont incontestablement, à l'image du parti russe, une organisation fortement centralisée, un appareil de professionnels strictement encadrés. Mais c'est au moins autant le résultat d'une volonté politique qui s'affirme avec les années que d'une politique empirique, au jour le jour. Il est difficile de suivre Karel Svátek quand il fait de la gauche de Zimmerwald l'ancêtre des institutions de l'Internationale. L'ancêtre de l'Internationale sans doute, mais pas celui de son appareil. Car la gauche ne réunissait que des chefs.

Nous avons vu apparaître les premiers hommes de la Comintern dans le bureau de propagande révolutionnaire à l'étranger près le commissariat aux Affaires étrangères. C'est de ce bureau qu'a dépendu la fédération des groupes communistes de Russie, qui a existé formellement jusqu'en 1920, fortement centralisée à l'image du parti.

Les hommes de cet appareil ont d'abord été des Russes, des Polonais ou des Lettons qui connaissaient l'étranger pour y avoir vécu et travaillé en exil. Ils étaient au début à

moitié diplomates et ils le sont redevenus à partir de 1920-1921. Nous faisons ici allusion à trois des premiers secrétaires de la Comintern, V.V. Vorovski, Jan Berzine, Mikhaïl Kobetsky. Abramovitch, Bratman, Bronski, Karakhane se retrouvent dans des ambassades ou des consulats. Walecki reste dans l'appareil de la Comintern, et c'est l'un des rares : on a besoin de lui tant qu'on négocie.

Parmi ceux qui restent ou qui prennent leur place, il n'y a que peu de Russes, et encore sont-ils réservé à des postes de confiance ou techniques exigeant une spécialisation : par exemple les deux jeunes secrétaires de Zinoviev, Richard Pikel et A. Tivel, un orientaliste qui a joué un rôle important au Turkestan. A côté du Russe Piatnitsky, le tout-puissant patron de l'OMS, qui assure la liaison et le contrôle financier, se trouvent deux adjoints, russes également, l'ancien cheminot Peter Wompe, qui s'occupe des liaisons, et Aleksandr Abramov, qui assure les mouvements de fonds. Le tchékiste Meyer Trilisser (Moskvine) surveille tout ce monde.

Le reste, ce sont des émigrés, des révolutionnaires qui ont dû fuir leur pays après la défaite de la révolution et sont transformés en pèlerins ou contrôleurs internationaux, exécuteurs de directives ou inspecteurs de leur application. Il y a des Baltes, Zigmas Alexas, un Lituanien, et Jan Anvelt, qui est l'homme de Zinoviev. Il y a des communistes finnois, Otto Kuusinen d'abord, qui est l'un des quatre premiers secrétaires de l'IC après 1922, dont Lénine écrit qu'il a une pensée, ce qui est rare chez les révolutionnaires. Mauno Heimo est un des grands praticiens de l'appareil, en quelque sorte son secrétaire administratif. Tuure Léhen s'occupe de la formation d'officiers, de cours d'enseignement militaire pour les cadres, bref, c'est le spécialiste de la Comintern pour les questions militaires. Il y a les Hongrois, Rudnyánszký, qui disparaît avec une grosse somme d'argent en 1921, et pourtant reparaîtra, Béla Szántó, ancien commissaire à la Guerre dans son pays, et bien entendu Béla Kun, qu'on ne présente pas, Matyas Rákosi, qui, lui aussi, est l'un des secrétaires, et Jozef Pogány, qui s'est distingué par ses sottises sous le nom de Pepper. Il y a aussi Ilona Duczyńska, qui ne restera pas plus longtemps que Levi, dont elle partage les analyses. Le Bulgare Kolarov va et vient, demeure pourtant dans l'appareil avec nombre de ses compatriotes moins importants. Kabaktchiev paie d'une sérieuse rétrogradation sa défense de la politique du PC bulgare en juin 1923.

Une légende, entretenue conjointement dans les années 30 par les staliniens et par les porte-plume les plus anticommunistes des classes dirigeantes, fait de Georgi Dimitrov un géant de la lutte révolutionnaire dont le rôle serait capital, alors qu'il n'est qu'un exilé gênant qu'on essaie toujours de faire muter dans un autre service parce qu'il boit trop et lutine les secrétaires...

On reste aujourd'hui confondu, et pas mal de communistes de l'époque l'ont certainement été aussi, de voir que ces hommes dont le principal résultat en tant que révolutionnaires est de n'avoir pas su vaincre et qui ont par-dessus le marché accumulé dans leurs fonctions « internationales » ce que Lénine appelait des « kuneries », sont restés en place et n'ont visiblement été soumis à aucun contrôle sérieux de la part de leur organisation internationale ni des partis dont elle émane.

L'Internationale communiste qui sort de la période des révolutions n'a pas été capable de faire lire et réfléchir ses militants responsables, comme Lénine le lui avait pourtant conseillé. Sa transformation structurelle, le rôle exécutif d'un appareil tranchant désormais de tout, du dehors et par en haut, fait le reste. Rien ne sert désormais d'être intelligent, instruit, expérimenté dans les combats ouvriers pour devenir un cadre communiste. Il faut seulement être discipliné. L'abus de la comparaison « militaire » multiplie à l'excès le nombre des adjudants sans horizon et des soldats de 2e classe à la tête vide.

TOUT ÉTAIT-IL ENCORE POSSIBLE ?

Pourtant, tout reste encore théoriquement possible après le grand échec allemand de 1923. Il eût fallu bien sûr le discuter dans le détail, tout remettre en cause, donner la parole aux humbles et aux militants de la base. Au lieu de cela, la méthode des oukases du mouvement russe l'emporte sur l'usage des débats. Les défaites avaient été terribles. Les lendemains de défaite le furent plus encore.

Après les faux pas vinrent la chute et la dégringolade, à savoir l'inaptitude à supporter la contradiction et la critique, l'incapacité à saisir le caractère nouveau d'une situation, la pensée « catéchisée », le commandement comme moyen universel de rassembler. Combien de jeunes hommes et de jeunes femmes, dans les années qui viennent, vont-ils se brûler les ailes ? Combien vont mourir dans de stériles aventures sur commande ? Combien vont détourner de la Comintern les yeux et ce cœur qu'ils étaient pourtant prêts à donner ? Combien enfin croiront que cette servilité que Moscou exige d'eux est le prix à payer pour se débarrasser de ce « fascisme » dont tout humain digne de ce nom sait désormais qu'il est la lèpre et la peste des temps modernes ?

Car, à se retourner pour considérer ces six années, on se prend à répéter irrésistiblement pour *tous* les combattants ouvriers de la période étudiée la présentation et aussi les paroles de respect et d'admiration prononcées par Antonio Gramsci à propos de la dernière des grèves d'avril des travailleurs de la Fiat, en 1921. Présentant ce texte, Gwyn Williams a ces propos qu'on aimerait avoir écrits :

> Il y a un autre patrimoine dont il faut hériter. Ce n'est pas « l'histoire » qui a créé le mouvement des conseils. Ce sont des hommes qui ont fait tout cela [...], des travailleurs et des travailleuses ordinaires, des femmes et des hommes extraordinaires, qui essayaient de vivre en communistes à une rude époque. Leur conduite fait partie de la mémoire du mouvement ouvrier qui a besoin de toutes celles qu'il peut retrouver. Il lui faut de la mémoire pour vaincre la mort.

Gramsci écrivait :

> Les travailleurs de Fiat sont retournés au travail. Trahison ? Reniement de l'idéal révolutionnaire ? Les travailleurs de Fiat sont des hommes de chair et de sang.
>
> Ils ont tenu un mois.
>
> Ils savaient qu'ils combattaient et résistaient non seulement pour eux ; non seulement pour le reste de la classe ouvrière de Turin, mais pour toute la classe ouvrière d'Italie.
>
> Ils ont tenu un mois.
>
> Ils étaient physiquement épuisés parce que, pendant de longues semaines, de longs mois, leurs salaires avaient été réduits et n'étaient plus suffisants pour permettre à leurs familles de vivre.
>
> Pourtant, ils ont tenu un mois.
>
> Ils étaient complètement isolés d'une nation plongée dans la morosité, l'indifférence, l'hostilité.
>
> Pourtant, ils ont tenu un mois.
>
> Ils ne pouvaient espérer d'aide de l'extérieur. Ils savaient que, pour la classe ouvrière italienne, ses tendons avaient été coupés. Ils savaient qu'ils étaient voués à la défaite.
>
> Pourtant, ils ont tenu un mois.
>
> La classe ouvrière italienne est écrasée sous le rouleau compresseur de la réaction capitaliste. Pour combien de temps ? Rien n'a été perdu si subsistent intactes la conscience et la foi, si ce sont les corps qui se rendent, pas les âmes. Les travailleurs de Fiat ont lutté dur pendant des années et des années. Ils ont arrosé les rues de leur sang. Ils ont eu faim et ils ont eu froid. Ils restent, avec leur glorieux passé, l'avant-garde du prolétariat italien. Ils restent des soldats fidèles et dévoués de la révolution. Ils ont fait tout ce qui est possible à des hommes de chair et de sang.

Nous nous découvrons devant leur humiliation, parce que, pour des hommes sincères et honnêtes, il y a là quelque grandeur[2].

Dans ce geste aussi, il y a quelque grandeur. Aucun dirigeant de PC n'imitera Gramsci dans ce geste.

COMMENT FAIRE UNE AUTRE RÉVOLUTION ?

Tout ce que nous venons de passer en revue, on ose à peine dire le côté humain des choses – mais n'est-ce pas là le fondement même de la lutte révolutionnaire ? –, n'a pas disparu. Au contraire. On peut dire qu'une véritable tradition révolutionnaire homogène est née dans des pays où elle n'était encore au début de notre période qu'une gerbe d'élans et d'initiatives individuelles diverse. La question posée aux communistes de la fin de l'année 1923, même si eux ne se la posent pas encore, est une question terrible parce qu'elle met en question leur identité même, le choix de leur vie et de leur mort, leur raison d'être et d'être communiste, ce qui pour eux est la même chose.

Tous savent que la révolution russe est née d'abord d'une gigantesque mutinerie, de désertions en masse, du refus du grand massacre par une génération saignée à blanc. 1917 a été avant tout la révolte contre la guerre, la Grande Guerre, la guerre mondiale, comme on disait. Il n'y a plus de guerre, ou du moins plus de Grande Guerre. Les derniers sursauts qui l'ont suivie étaient dirigés contre sa prolongation illégale, l'envoi au combat de soldats et de marins après la paix, comme dans la mer Noire, leur objectif, de mettre fin à la politique d'intervention contre la révolution en Europe centrale et orientale. Les gouvernements alliés, conscients que leurs initiatives ravivaient l'incendie qu'elles voulaient éteindre, risquaient de provoquer de nouvelles explosions révolutionnaires, ont fait la part du feu et retiré leurs troupes, se contentant pour le moment, après le blocus, d'un cordon sanitaire et d'une offensive économique.

On peut dire qu'après 1923 les exactions des troupes d'occupation, l'exécution de « terroristes » et de « saboteurs » n'indignent réellement que le monde de leurs victimes et une poignée de communistes ou de libertaires dans les pays agresseurs. Les dénonciations qui commencent à pleuvoir contre l'exploitation coloniale, puis contre la répression aussi inégale que féroce qui frappe les colonisés révoltés, tombent à plat. Les masses ouvrières françaises ne se dresseront pas demain dans les chantiers et les usines de France pour défendre Rifains et Druzes avec lesquels les soldats français ne « fraternisent » pas, et la majorité des cadres communistes de s'interroger pour savoir si leur parti n'a pas lancé alors des mots d'ordre trop audacieux... Partout les résultats électoraux confirment qu'il existe une influence communiste, inégale, limitée, mais réelle. On est pourtant très loin de cette « majorité de la classe ouvrière » qu'on s'était mis d'accord pour considérer comme la condition première de la prise du pouvoir.

Comme nous l'avons indiqué, ce changement de la situation, la fin de la période révolutionnaire ouverte par la victoire d'octobre 1917, avait été annoncé par Trotsky quand il avait dit au IIIe congrès qu'il ne s'agissait plus désormais de jours ou de semaines mais « d'années ». La victoire qu'on avait cru apercevoir dans la ligne droite s'était de nouveau éloignée. Et l'on commençait à connaître le prix dont il faudrait la payer. Bien sûr, la réponse toute faite est sur toutes les lèvres des communistes : « il faut construire le parti », « il faut un parti comme en Russie ». Faudra-t-il pour cela deux décennies ? Peut-on construire un parti révolutionnaire de masse en dehors de gigantesques combats de classe ? Il y a pis. Ces combats – ceux de mars 1921 par exemple – ne se révèlent pas toujours

2. G. Williams, *Proletarian Order*, p. 340, et A. Gramsci, *L'Ordine nuovo*, 8 mai 1921.

utiles à la construction du parti, et certains ont même puissamment contribué à la destruction des forces rassemblées dans ce but. En 1923, le KPD commençait à peine à être reconstruit qu'il a dû décommander l'insurrection minutieusement préparée, reculer sans combat.

L'UNITÉ OUVRIÈRE, LE POUVOIR ET LA RÉVOLUTION

Ce sont ces questions qui ont été posées à la Comintern et à ses sections, à travers les partis allemand et russe, puis à l'exécutif, à partir des lendemains de la catastrophique « action de mars » 1921 et jusqu'à l'adoption en décembre 1922 de la ligne du front unique. A ce moment-là, les organismes avaient donné leurs réponses ; il s'agissait de réaliser la politique ainsi conçue après une discussion qui fut sans doute d'une ampleur sans précédent à une telle échelle : front unique ouvrier, gouvernement ouvrier ou ouvrier et paysan. Il faut rappeler ici, pour comprendre les motivations et les déplacements d'idées, le contexte qu'avait revêtu aux yeux des bolcheviks la scission du mouvement ouvrier telle que l'avait voulue Lénine, même quand l'impulsion décisive était venue de ses adversaires social-démocrates et réformistes, comme ce fut souvent le cas.

Dans la perspective de la révolution mondiale à court terme qui était alors celle des bolcheviks, cette scission avait pour objectif premier de chasser du parti ouvrier, avant le moment décisif de la lutte pour le pouvoir, ses dirigeants opportunistes et traîtres en puissance. Mais elle devait rapidemement dépérir d'elle-même après la victoire qui rassemblerait toutes les forces derrière le drapeau de la victoire. On retrouve cette même conception à l'arrière-plan de la discussion sur le front unique ouvrier : il permettra au prolétariat de se débarrasser de ses dirigeants de droite, les « mencheviks », de vaincre, et, ce faisant, de refaire son unité. Bien qu'il ne se soit pas exprimé jusqu'au bout sur cet aspect de la question, il nous semble que c'est là que se situe l'axe de la pensée de Lénine sur ces problèmes capitaux.

Lénine n'envisageait pas une scission du mouvement ouvrier, partis et syndicats, appelée à se prolonger, ne disons pas un demi-siècle, mais même seulement quelques années. Dans son idée, le front unique ouvrier, chemin de la victoire dans les pays avancés, était aussi le fil qui conduisait au rassemblement des forces ouvrières qui la rendrait possible.

L'échec allemand de 1920, puis de 1921, nous l'avons vu, avait exigé une nouvelle élaboration sur les mots d'ordre de transition vers la dictature du prolétariat, en particulier celui de « gouvernement ouvrier ». L'occasion ne fut pas donnée de l'utiliser, toute l'entreprise ayant déraillé au plus mauvais moment et abouti à un recul sans combat. La mort de Lénine, la crise de la révolution empêchèrent tout débat réel.

Tout se passa comme si les successeurs de Lénine rendaient responsables de l'échec révolutionnaire ses audaces, ses innovations théoriques – Staline le dira encore en 1943 – reposant sur une mauvaise appréciation de la situation. Du coup, les théorisations de Zinoviev pour préserver son autorité et son pouvoir coïncident pleinement avec le conservatisme de Staline et des hommes de son appareil comme Molotov ou Rákosi, et avec la peur qu'ils ont eue de la révolution, entrevue de nouveau à l'été de 1923 en Allemagne dans des assemblées houleuses où l'on huait les « bonzes », avec des complications internationales à l'horizon.

En deux mots, les hommes qui s'emparaient du pouvoir en URSS avec Staline jetaient par-dessus bord non seulement les conclusions de Lénine sur l'appareil et la bureaucratie, la question nationale et la russification, mais aussi ses réflexions sur l'unité ouvrière à viser à travers le front unique ouvrier, première étape sur la route moderne de la révolution dans un pays avancé.

En face d'eux, nous l'avons signalé déjà, Trotsky, comprenant la gigantesque entreprise de falsification qui commence, va se faire le gardien du temple et défendre l'héritage des idées de Lénine en se gardant bien d'aller plus loin que lui pour ne pas prêter le flanc à de nouvelles accusations et ne pas donner le sentiment qu'il utilise la pensée de Lénine pour sa propre défense. Il n'ira donc pas plus loin, se contentant d'une riche analyse des phénomènes nouveaux, stalinisme et fascisme.

La Comintern dans l'impasse ?

En 1921, certains avaient pensé aux bombes et aux kidnappings, provocations pour faire office de guerre et d'atrocités afin d'encolérer les travailleurs et d'aider à la reconstitution du contexte où la révolution pousse ses racines, quand, en bas, on ne veut plus. Mais ce n'était qu'un expédient dérisoire, dangereux et, de toute façon, difficile à renouveler. Désormais, la Comintern ne lancera plus de mot d'ordre d'insurrection dans un pays avancé. Le rejet du front unique se révèle d'ailleurs une attitude magique à usages multiples. Les partis social-démocrates, qui n'en veulent pas non plus, vont tirer un énorme profit de la politique des PC, dénonçant les chefs et tentant de « débaucher les troupes », ainsi que des attaques systématiques contre eux, qu'ils utilisent pour justifier leur inaction face au pouvoir.

Mieux encore, l'ardeur des communistes à dénoncer les social-démocrates permet à ces derniers de détourner à leur propre profit les aspirations unitaires et de désigner du doigt les communistes comme des « diviseurs ». Ce ne sont pourtant là que petits profits et pertes. Il y a plus, et plus sérieux.

Le rejet du front unique par la direction communiste, le refus de même rencontrer les dirigeants socialistes, signifient en définitive peser en faveur du statu quo, d'une rivalité entre partis, avec des hauts et des bas, mais dans une réalité qui est l'impossibilité d'avancer vers un changement décisif tant que subsistent deux partis ouvriers opposés et même ennemis.

Cette division ouvrière assure la protection du capitalisme, de nouveaux conflits entre partis ouvriers, l'écœurement des militants, la perte de confiance, la passivité. Et la tentative toujours renouvelée, même quand elle n'est que rêvée, de prendre le pouvoir par le biais d'une alliance avec une coalition bourgeoise. Dans les années qui vont de 1923 à 1933, même si l'on parle, dans la Comintern, de « la révolution », sa perspective ne cesse de reculer. L'ennemi de classe mais aussi le social-démocrate la décrivent comme obsolète, dépassée, périmée, une utopie sanglante qui coûte beaucoup plus cher que les souffrances dont elle prétend affranchir les peuples. Et les Soviétiques de répondre par des « contes de fées » ou des insultes.

Comment être révolutionnaire sans révolution ? Il apparaît pourtant au bout du compte que l'ennemi de classe a très peur de la révolution et qu'il y croit beaucoup. Et l'on en revient aux termes même du problème posé en 1921 à Lénine selon Miloš Hájek : la révolution peut encore être déclenchée par un coup contre-révolutionnaire qui vise à l'empêcher. C'est peut-être pourquoi, dans sa lutte préventive, Hitler s'est assuré du pouvoir d'État avant de lancer sur la classe ouvrière et ses partis ses forces de guerre civile. En tout cas, là, la contre-révolution n'a provoqué aucune révolution : le stalinisme, du coup, est devant le tribunal de l'histoire, avec la social-démocratie, pour avoir laissé les bandes hitlériennes s'emparer de l'État sans combat.

Le « socialisme dans un seul pays »

C'est au lendemain de la révolution avortée de 1923 en Allemagne que Staline mit en avant une justification théorique qui devenait nécessaire à sa politique. Ce fut la théorie

sur la possibilité et finalement la nécessité de « construire le socialisme dans un seul pays ». Il aborde la question à travers la préface de ses écrits de 1917, intitulée « La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes ». Il y explique la défaite allemande par le fait que le prolétariat n'avait pas le soutien de la paysannerie, à la différence de ce qui s'était passé en Russie en 1917. Il veut démontrer que les perspectives de révolution mondiale de Trotsky ne laissent au peuple russe que la perspective de « végéter dans ses propres contradictions et de pourrir sur pied en attendant "la révolution mondiale" ». Prenant appui sur une citation de Lénine qu'il doit manipuler pour l'utiliser, il assure : « La victoire du socialisme dans un seul pays est tout à fait possible et probable, même si ce pays est moins développé du point de vue capitaliste et même si le capitalisme subsiste dans des pays plus développés du point de vue du capitalisme. » L'historien américain R.V. Daniels commente : « Il s'agit du début d'un profond procès de réinterprétation et de reconstruction dont l'effet a été de mettre ce qu'on se représentait comme le marxisme-léninisme en accord avec l'évolution réelle de l'État soviétique. »

Le bénéfice de l'opération est clair. Baptisé « socialisme » et plus tard « communisme », le régime bureaucratique stalinien devient rétrospectivement l'objectif des luttes ouvrières passées et celui qu'il fallait défendre aujourd'hui et demain. Il ne s'agit plus de l'hypothétique et lointaine révolution mondiale mais du socialisme qui est en train de se construire, de cette Russie qui a montré l'exemple et qui est l'affaire de tous. Du même coup sont assurées l'hégémonie principielle des Russes et de leur parti dans la Comintern, la subordination de celle-ci à la politique extérieure et à la défense du « socialisme » de Staline. Trotsky, Zinoviev, Kamenev et les autres *oppositsionneri* ne s'y sont pas trompés. Dans leur combat politique contre Staline, ils ont montré comment cette pseudo-théorie n'était que la justification d'une attitude qui se désintéressait de la révolution mondiale et se préparait à la combattre. La lutte qu'ils ont commencée sur ce terrain en 1924 s'est prolongée sous les formes les plus diverses jusqu'en 1933, c'est-à-dire la date à laquelle la révolution allemande, à savoir la cause révolutionnaire au cœur même de l'Allemagne prolétarienne, a été battue sans combat. Elle a pourtant été longue et dure, et a fait encore bien des victimes.

DEUXIÈME PARTIE

La chute

(1924-1933)

Avec le fiasco allemand et les règlements de comptes qui suivent dans le PCR (b) et la Comintern, une période bien différente de l'histoire de ces deux formations politiques commence.

L'Internationale communiste était née à l'initiative et sur le modèle de l'œuvre réalisée par le Parti bolchevique. Par une de ces ironies dont l'histoire est coutumière, c'est par un processus original sans vrais rapports avec le bolchevisme, appelé pourtant « bolchevisation », que commence sa longue maladie mortelle, une agonie que d'aucuns prendront pour un développement normal et que d'autres s'emploient encore actuellement furieusement à faire passer pour tel. En 1933, les bandes nazies s'emparent du pouvoir sans combat. La cause première de l'absence de résistance de la part du KPD, la section allemande de la Comintern, se trouve dans la politique de sa direction, elle-même déterminée par les dirigeants russes et la profonde transformation de leur parti, devenu l'outil d'une bureaucratie omnipotente. La défaite allemande clôt une période. Elle se révèle si profonde, si durable que même les sursauts de France et d'Espagne à la fin des années 30 ne sauront offrir un débouché positif aux inititatives des travailleurs et à la haine universelle contre le « fascisme ».

Mais elle est aussi et, semble-t-il, avant tout, non seulement la défaite, mais la faillite de la Comintern. Non seulement elle a été incapable de barrer la route au fascisme, mais elle porte la responsabilité principale pour la victoire de ce dernier. Et il ne s'agit pas uniquement, il s'en faut, de l'abandon de la perspective révolutionnaire mais de l'abandon de la boussole de la lutte de classes qui prouve que, dans la vie, les communistes ne se montrent pas en antifascistes efficaces : ils n'ont pu arrêter la marée en Allemagne. Il faudrait un vrai bilan pour qu'ils contribuent à l'arrêter ailleurs.

La Comintern n'en est pas capable. Pour elle, Staline a raison et ce sont tous les autres qui ont pavé la voie pour Hitler. L'idée d'une scission de cette Internationale impuissante vient à l'ordre du jour, rencontrant même un écho dans la gauche social-démocrate et la jeunesse. Trotsky a longtemps combattu cette perspective, mais s'y rallie à la suite de la catastrophe allemande.

L'Internationale communiste, privée de ses meilleurs combattants – tous les esprits

indépendants –, étroitement asservie à la police politique soviétique qui pousse ses extensions dans tout son appareil, n'est plus qu'un instrument de la politique d'État stalinienne, beaucoup plus que l'instrument de sa politique extérieure, ce que certains ont vu. Sauf pour les militants avertis et les plus lucides des vétérans, elle apparaît cependant toujours comme une organisation prestigieuse et va attirer à elle travailleurs et jeunes qui aspirent à transformer le monde.

CHAPITRE XVIII

La bolchevisation[1]

Nous avons mentionné au passage, en traitant de la discussion de 1923 dans le parti à Moscou, une intervention, qui fit grand bruit, dans laquelle Karl Radek avait affirmé que les trois principaux partis de l'Internationale, les partis allemand, français et polonais, étaient du côté de Trotsky et de l'opposition.

La mise au pas des partis

La tendance, récurrente chez les historiens, à l'adoration, sinon à l'illustration du fait accompli, le fait que cette situation, correctement décrite par Radek à ce moment précis, a changé très rapidement ensuite, a conduit un historien aussi sérieux que Carr à estimer qu'il ne s'agissait là que d'une des rodomontades dont Radek était coutumier. Autrement dit, dans le contexte de 1923, il aurait fait une gaffe retentissante, inquiétant sans raison Staline, qui réagit avec sa brutalité coutumière. Il faut revoir cette appréciation trop hâtive.

Les dirigeants de ces trois partis ne se sont pas immédiatement laissé convaincre ou contraindre. L'activité de certains a effectivement tendu à briser consciemment l'offensive déchaînée dans la Comintern par Zinoviev et ses alliés contre Trotsky et les siens. La « bolchevisation » n'a pas été une mauvaise note donnée à des élèves dissipés et inattentifs. Elle a été un coup d'arrêt infligé à des partis qui avaient encore la prétention de penser par eux-mêmes. Elle a donc été le régime disciplinaire imposé par la bureaucratie de Moscou à des partis dont la naissance avait été balayée par le souffle du bolchevisme et les vents d'orage de la révolution, mais qui étaient loin d'avoir acquis depuis la force nécessaire pour survivre victorieusement à une telle épreuve.

La mise au pas du KPD

Le premier mis au pas a été le parti allemand lui-même. Du point de vue des bureaucrates, c'était une nécessité absolue. Premier des partis dans l'Internationale après le parti russe, il est le seul à avoir approché le pouvoir de si près qu'il s'y est brûlé les doigts. Et c'était enfin le parti des deux grands martyrs et symboles, « Karl et Rosa », Liebknecht

1. Voir *Bericht über die Verhandlungen des IX Parteitages, passim.*

et Luxemburg. La tâche était pourtant relativement facile, car militants et cadres avaient terriblement souffert moralement de la défaite, perdu nombre de leurs certitudes, et même leur confiance en soi. Or chacun sait que les grands malades croient volontiers aux remèdes miracles. Les choses ont bien sûr été facilitées par l'effondrement de Brandler et de Thalheimer. Mis au banc des accusés, ils étaient incapables de comprendre et a fortiori de démonter le mécanisme qui les sacrifiait au prestige de ceux qui les avaient dirigés. Du début à la fin, ils pensaient avoir été couverts. On était bien loin en tout cas du Thalheimer audacieux qui ferraillait contre Lénine à la fin de 1919 !

Staline commence à jouer un rôle important dès que la lutte se déroule dans un appareil, son terrain de prédilection. Mais il se prépare aussi avec un soin extrême. Ainsi saisit-il l'occasion du séjour forcé de Maslow à Moscou pour opérer avec lui un rapprochement personnel, le faire parler et l'écouter, l'observer pour apprendre, aussi, le moment venu, comment l'utiliser.

Le 3 novembre, le comité central du KPD adopte une résolution selon laquelle le fascisme a vaincu la république de novembre et la démocratie bourgeoise. Elle accuse la social-démocratie de complicité avec le fascisme et exige des social-démocrates de gauche qu'ils rompent avec leur parti devenu complice et instrument du fascisme. Après discussion, elle est votée par 40 voix contre 16. Il est clair qu'il va falloir mener une discussion, d'autant plus, nous le savons, qu'elle se déroule en URSS sans concessions et qu'il n'est pas possible de le dissimuler.

Début de la discussion

La discussion est ouverte dans le parti par Brandler le 7 novembre. Son premier résultat est de faire très vite apparaître une différenciation dans l'ancienne majorité. Trois textes vont s'affronter.

La gauche, fidèle à elle-même, avec Ruth Fischer, qui voit approcher son heure, et Ernst Thälmann, dont on commence à bâtir la légende de dirigeant ouvrier en gommant officiellement le penchant pour l'alcool qui avait jusque-là freiné sa promotion. Les militants allemands ont l'habitude de les entendre se répéter. Cette fois, il y a dans leur texte une idée nouvelle : il fallait, selon eux, engager la lutte, même si on allait à coup sûr à la défaite.

Brandler et Thalheimer, avec quelques camarades, dont Clara Zetkin, Pieck et Walcher, n'ont plus autour d'eux qu'une poignée de dirigeants. C'est tout ce qui reste de l'ancienne majorité. Comme on pouvait s'y attendre, ils font une critique serrée d'une politique qu'on leur a imposée. L'axe de leur texte est que la retraite d'octobre était non seulement inévitable mais justifiée. Les travailleurs allemands n'étaient pas prêts à se battre pour « la dictature des conseils et le socialisme ». Les causes de la défaite sont de nature objective, et il n'y a pas à en chercher de responsables.

Le troisième groupe est la « fraction du centre ». Il comprend le gros des membres de l'ancienne direction, des hommes qui ne la défendent pas et ceux qui l'ont fréquemment critiquée dans le cours de l'année 1923, comme Ernst Meyer. Mais ceux-là répugnent profondément à donner raison à Ruth Fischer, qu'ils exècrent, malgré la faveur dont elle jouit auprès de Zinoviev. C'est Gouralsky, devenu en Allemagne l'homme de Zinoviev, coopté au comité central sous le nom de Kleine, qui a regroupé ce centre. Ce dernier sera pour le moment la fraction de Moscou, dans la mesure où il accepte les critiques de Zinoviev tout en continuant de prendre ses distances à l'égard de Ruth Fischer et de ses associés. Le texte du centre ne manque pas d'habileté. Il réaffirme le caractère révolutionnaire de la situation en Allemagne et assure que le parti s'est imposé la retraite à

lui-même du fait de ses propres erreurs, nées d'une « conception théorique erronée » et d'une « interprétation fausse du rôle du parti ». Il énumère les fautes commises ; son retard à comprendre le caractère de la situation, l'insuffisance de ses préparatifs militaires, ses efforts pour freiner le mouvement de masse à l'automne, les illusions qu'il a répandues sur les social-démocrates de gauche, la passivité de ses ministres dans le gouvernement saxon, son refus d'organiser des actions partielles, sa surestimation de l'armement et sa sous-estimation du moral ouvrier, la rigidité de son plan sur la base d'un calcul erroné. Enfin, pour lui, la retraite sans combat a été une faute et n'a été comprise ni par le parti ni par les travailleurs.

Brandler et Thalheimer dénoncent dans les thèses du centre le retour à la vieille « théorie de l'offensive », gauche et centre s'en donnent à cœur joie contre la social-démocratie, parlant de sa « fascisation » et remettant en question le front unique. L'historien tchèque Miloš Hájek pense même que c'est le trait commun des trois textes que leur abandon de fait de cette tactique. Mais le vent a tourné pour de bon. En décembre, lors du vote des textes à la centrale, celui de Brandler-Thalheimer obtient deux voix, celui de Ruth Fischer, six, et celui du centre, dix-sept.

Ainsi que Miloš Hájek l'a souligné, Zinoviev ne semble pas du tout décidé dans un premier temps à briser la vieille direction allemande. En novembre et décembre, il explique inlassablement que la retraite était inévitable en octobre. Le Politburo du parti russe, le 27 décembre 1923, et son comité central, le 15 janvier 1924, expriment la même opinion. Le 7 décembre, Zinoviev est d'accord avec Radek pour estimer qu'il n'y a pas lieu de changer la direction du KPD, et il affirme à la XIIIe conférence qu'il ne faut pas exagérer les erreurs commises par Brandler et ses camarades. En revanche, il va au-delà du centre allemand avec son refus de la politique du front unique. Plus grave, dans une critique des thèses du KPD, il affirme en décembre que non seulement von Seeckt, mais aussi Ebert et Noske, sont « des variétés de fascisme ». A la XIIIe conférence du parti russe, il fait un pas de plus dans son rapport en assurant que la social-démocratie est devenue en Allemagne une aile du fascisme et qu'on peut s'attendre à un phénomène semblable sur le plan international.

ZINOVIEV A PEUR DE TROTSKY

Que s'est-il passé pour que s'amorce un tel tournant de la part du président de la Comintern ? C'est simple : il se sent menacé. Les événements qui précèdent immédiatement la réunion du présidium de l'Internationale, en janvier, montrent que c'est son pouvoir, sa position dirigeante dans le parti et l'Internationale communiste que Zinoviev défend désormais, tout à fait consciemment, dans la discussion sur les affaires allemandes. Car il est clair que l'affaire allemande vient maintenant s'intégrer dans la discussion générale ouverte en URSS à propos du Cours nouveau.

Trotsky avait déjà protesté contre le fait que le projet de thèses était élaboré en dehors de la participation de tout Allemand, ce qui ne lui paraissait pas une garantie de sérieux du travail. On sait qu'il est très critique quant aux responsabilités de la direction internationale vis-à-vis de l'Allemagne. Il pense que c'est elle qui a transmis au parti allemand ses propres hésitations et rappelle l'effondrement moral de Zinoviev à la veille de la décision pour l'insurrection en 1917. Le 19 décembre, il s'adresse au Politburo et exprime en termes sévères ses critiques des thèses de Zinoviev sur les événements allemands. La position de Zinoviev sur l'expérience en Saxe lui paraît « inouïe », élaborée non pas à partir d'un critère révolutionnaire, mais d'un critère de parlementarisme formel. Ce qui est écrit au sujet du front unique est tout à fait abstrait ou complètement faux. Il met en

garde contre l'adoption de ce texte, qui pourrait, assure-t-il, se révéler très dangereux non seulement pour le KPD mais pour toute l'Internationale. Le 24 décembre 1923, après une conversation avec Radek qui lui a lu son texte au téléphone, Trotsky accepte de le signer : c'est la résolution, déjà signée par Radek et Piatakov, qui doit être présentée à l'exécutif de janvier, *La Défaite d'octobre et la poursuite de la lutte du prolétariat allemand contre la dictature*[2].

Ce texte explique que la ligne générale de la politique du KPD et de la Comintern a été correcte, mais que son application est restée superficielle. Il indique trois grosses erreurs commises. La première est de n'avoir pas mis, au centre de la perspective de toutes les luttes partielles depuis la crise de la Ruhr, la nécessité de prendre le pouvoir. La deuxième a été de ne pas avoir concentré l'attention sur les conseils d'usine en les renforçant par des cadres organisateurs, en mettant au premier plan de l'agitation et de la propagande le renforcement, la généralisation et la centralisation à l'échelle nationale de ces organismes révolutionnaires. La troisième est d'avoir construit la force militaire des centuries prolétariennes en dehors du mouvement des masses, dans une clandestinité d'ailleurs illusoire, au lieu d'en faire leur avant-garde armée, omniprésente, assurant la protection des travailleurs dans toutes les luttes partielles.

Les thèses des trois expliquent que la chute du gouvernement Cuno ait marqué le début d'une période nouvelle. Le KPD ne l'a pas compris. Il n'a pas compris non plus l'importance ni l'imminence du danger fasciste, la nécessité des luttes de masses pour mobiliser le prolétariat dans sa résistance au fascisme menaçant. En ne se faisant pas « déléguer » au gouvernement par un congrès des conseils d'usine de Saxe, les ministres communistes ont laissé les social-démocrates de gauche noyer aux yeux des masses ce qui était la raison de leur entrée : le double objectif de la réalisation concrète du front unique, avec l'arrivée au pouvoir et la construction d'une Armée rouge allemande à partir de la Saxe. Ils ont enfin commis l'erreur suprême de négocier avec les social-démocrates de gauche dans les coulisses et les instances gouvernementales, sans les obliger à mener cette négociation sous la pression directe des masses et au grand jour. Or, dans ce cas, comme dans bien d'autres, c'est là l'unique garantie de la possibilité de la victoire. Les thèses, après avoir indiqué les perspectives proches, se terminent par un appel à l'unité du parti.

Zinoviev commence la bataille contre Radek pour un motif qui peut nous sembler formel autant que futile. Ce dernier, en effet, arguant qu'il a reçu un mandat de l'Internationale – ce qui est exact –, présente ces thèses à l'exécutif sans passer par le parti russe, ce qui semble ici logique. Mais Zinoviev rappelle que Radek, membre du parti russe, est d'abord et avant tout tenu à la discipline à son égard. Sur sa demande, le 27 décembre 1923, le bureau politique du PC russe condamne l'attitude de Radek comme « fractionniste ». Le résultat est important ; ce texte, l'un des plus intéressants élaborés dans le débat en cours, n'est pas publié par l'exécutif. En fait, Zinoviev ne tient tant à la forme que parce qu'il a peur du fond.

L'EXÉCUTIF DE JANVIER 1924 ET LA CONFÉRENCE RUSSE

Le 11 janvier s'ouvre la séance de l'exécutif de la Comintern. Radek est rapporteur, au nom de l'exécutif. Il reconnaît les erreurs que l'on sait, rappelle que ces problèmes n'ont pas été examinés par l'exécutif élargi de juin 1923, souligne que toutes les décisions ont été prises à l'unanimité, y compris celle d'entrer sans préparation dans le gouvernement saxon de Zeigner, conformément à ce que proposait Brandler. Il souligne aussi qu'il est

2. Documents Bayerlein.

inacceptable que Zinoviev, qui est le principal responsable en tant que président de l'Internationale communiste, fuie ses responsabilités et cherche des boucs émissaires. Sur le fond, il fait cette intéressante remarque : « Bon parti ouvrier, nous ne sommes nulle part un bon parti communiste. Et c'est le trait majeur de la situation[3]. »

Ce rapport pourrait provoquer une vraie discussion, mais précisément la direction de l'Internationale n'en veut pas. Une commission est désignée, sous la présidence de Kuusinen. Elle comprend les Allemands Thälmann, Remmele, Koenen et Pieck. La proposition, élémentaire semble-t-il, de Clara Zetkin d'y adjoindre Brandler et Radek est repoussée. Les jeux sont faits. Au présidium, seuls Zetkin et Radek votent contre le rapport de la commission.

Dans l'intervalle, Piatakov, l'un des trois envoyés de la Comintern en Allemagne, est intervenu au comité central du parti russe le 14 janvier. Il y a rappelé que la mission confiée à Radek et lui-même était seulement de veiller aux bonnes conditions de la préparation et du déroulement de l'insurrection. Il consacre le reste de son intervention à une critique féroce de Ruth Fischer et de la gauche allemande. Le principal reproche qu'il fait à Brandler est de n'avoir pas été capable d'agir avec la poigne d'une direction bolchevique pour corriger à temps ces irresponsables. Le comité central rit aux éclats[4].

A la XIIIe conférence, qui va condamner l'opposition russe comme une « déviation menchevique », Zinoviev fait feu contre la social-démocratie :

> La social-démocratie elle-même est devenue fasciste. [...] Les social-démocrates sont de l'autre côté de la barricade. Rompons avec eux. Ce qu'il y a de nouveau dans le mouvement ouvrier international, c'est que la social-démocratie devient un élément fasciste. Le fascisme est un amalgame de noire réaction et de démagogie sociale. Mussolini et bien d'autres nous le prouvent. La social-démocratie s'accouple et s'associe facilement avec lui.

Puis il poursuit, afin que nul n'ignore qui est l'ennemi :

> L'exécutif a décidé d'orienter le KPD contre la déviation de droite représentée – et ce n'est pas par hasard – là-bas par Radek, qui s'est quelquefois présenté en Russie comme « à gauche ». [...] Avec Piatakov, ils ont fait tout leur possible pour transporter dans l'Internationale la lutte des « fractions ». [...] Trotsky, Radek et Piatakov ont rédigé des thèses insuffisamment travaillées, qu'ils ont envoyées aux camarades allemands sans même les communiquer au CC du parti russe. [...] Je suis pourtant heureux de vous dire que, malgré la grande autorité dont les camarades Trotsky et Radek jouissent parmi les camarades allemands, on est déjà arrivé à arrêter les termes d'une motion commune à la majorité du CC du KPD et à la gauche[5].

Zinoviev en a-t-il conscience ou couvre-t-il l'opération ? A la suite de la session de l'exécutif, on a procédé à la désignation d'une nouvelle direction provisoire du KPD en attendant un vote de congrès. Le centre et la gauche se sont partagés la direction. Remmele est président du parti et Ernst Thälmann, vice-président. La nouvelle centrale, on s'en doute, s'aligne sur la XIIIe conférence du parti russe, condamne les tendances « mencheviques » et « antiléninistes » de l'opposition de gauche. Le KPD, pour la première fois depuis l'adhésion de l'USPD après le congrès de Halle, vient de tomber au-dessous de la barre des 100 000 membres.

3. K. Radek, *Die Lehren...*, p. 13.
4. Documents Bayerlein.
5. Extraits du rapport de Zinoviev dans *Bulletin communiste*, n° 8, 22 février 1924, p. 205-210.

VICTOIRE DE LA GAUCHE AU KPD

Au congrès que le parti prépare clandestinement et qui se déroule du 10 au 14 mai à Francfort-sur-le-Main et Offenbach, c'est un véritable raz de marée de la gauche. Une résolution appelle à « extirper les vestiges du brandlérisme », préconise la sortie des révolutionnaires des syndicats et rejette en bloc la tactique appliquée depuis le IIIe congrès comme ayant été tout entière axée sur la conquête « des éléments les plus arriérés du prolétariat ». Clara Zetkin proteste par lettre contre le fait que l'exécutif n'ait donné au parti allemand, comme remède miracle, qu'une chasse aux sorcières. Certains disent – mais ce n'est qu'en partie vrai – que c'est là la revanche des tenants de l'offensive, battus en 1921, après l'action de mars, par Lénine et Trotsky au IIIe congrès. En tout cas, Ruth Fischer est le porte-drapeau des vainqueurs – elle sera placée à la tête du parti en juin en remplacement de son compagnon Arkadi Maslow. Élue députée en mai 1924, elle entre avec fracas à la Chambre des députés, et, après avoir traité l'institution de « théâtre de comédie », les députés, de « marionnettes du capitalisme », proclame : « Nous, communistes, sommes prêts à commettre des actes de haute trahison », comme le signale Gilbert Badia dans sa biographie de Clara Zetkin[6], dont on peut comprendre pourquoi, généralement sérieuse et mesurée dans les débats politiques, elle emploie à propos de Ruth Fischer le mot de « provocation ».

LA « DÉSMÉRALISATION » DU PC TCHÉCOSLOVAQUE

La prétendue « bolchevisation » fut l'occasion longtemps attendue de la « désméralisation », autrement dit de la fin du « sméralisme », la ligne modérée de Bohumir Šmeral à la tête du PC tchécoslovaque. On aurait probablement tout pardonné à cet homme, qui, après tout, avait réussi à constituer un PC de masses, s'il n'était resté trop longtemps silencieux devant les débats ouverts et les questions soulevées. Or, plus grave, il a exprimé des réserves devant la violence de la campagne contre Trotsky lors du congrès de Brno, en mai 1924. L'offensive de l'exécutif ne faisait désormais pas de doute, et une solennelle mais tardive déclaration de guerre de la direction du PCT à Trotsky, le 13 décembre 1924, ne pouvait plus changer le cours des choses.

Le PC tchécoslovaque comptait alors plus de 130 000 membres, dont presque 90 % d'ouvriers d'industrie. L'exécutif était pressé de le rendre « actif » et « offensif » et s'indignait que les dirigeants du grand parti bourgeois, socialiste national, de Beneš et Masaryk puissent envisager d'offrir aux communistes la participation au gouvernement afin d'éviter « un gouvernement fasciste ». La crise couvait depuis le IVe congrès de la Comintern. Les cadres dévoués à Moscou et de jeunes gauchistes poussaient fort, y compris dans les syndicats, au nom de la discipline internationale, et les résistances étaient puissantes au sommet.

Six semaines plus tard se tient le Ve congrès de la Comintern. Sont présents 504 délégués de 60 PC venus de 49 pays. D'entrée, Zinoviev attaque en critiquant des formules « opportunistes », assurant que le parti tchécoslovaque a besoin de « forces prolétariennes fraîches » à sa tête. Il fait un parallèle implicite entre Šmeral et Brandler. Il est évidemment soutenu par Ruth Fischer. Šmeral se défend, mais avec beaucoup de prudence et de retenue. Kreibich, lui, maintient ses critiques contre les méthodes de l'exécutif, s'abstenant, malgré le harcèlement de Ruth Fischer, de parler de la situation du parti russe, donc de vitupérer Trotsky. Dans sa conclusion, Zinoviev reproche à Šmeral et Kreibich leur « diplomatie »,

6. Gilbert Badia, *Clara Zetkin, op. cit.*

leur « manque de franchise », leur « opportunisme ». Il reconnaît pourtant ouvertement « l'influence prépondérante » dont jouit Šmeral dans le PC tchécoslovaque. Muna et Šmeral sont élus à l'exécutif ainsi que Neurath, leur adversaire de gauche. Kreibich devient membre de la Commission internationale de contrôle.

Au 2e congrès du PCT, à Brno, du 31 octobre au 2 novembre 1924, la ligne de Moscou sur l'analyse et l'organisation passa intégralement, bien qu'il y ait eu des grincements de dents sur la question syndicale, l'« indépendance » et le « transfert » des membres, qui aurait consolidé la nouvelle centrale rouge mais aussi renforcé la scission. Un signe des temps fut le tumulte provoqué par la candidature au CC de Kreibich, pionnier du parti, coupable d'avoir critiqué les méthodes autoritaires de l'exécutif et la politique de « bolchevisation ». Son initiative fut dénoncée non seulement par les amis de Ruth Fischer, mais surtout par les représentants de l'exécutif de la Comintern, Manouilsky et Katz, comme une « manifestation contre l'Internationale », ce qui l'amena à la retirer !

En outre, bien que la commission *ad hoc* se soit prononcée pour le renouvellement de l'ancienne direction, c'est sous la pression – un vrai chantage – de Manouilsky qu'il fut décidé d'élire au CC 14 membres de la droite et 18 de la gauche. Un des représentants de la droite, Josef Bubnik, dénonça dans l'intervention en question une « ingérence de l'étranger[7] » ! Il explique un peu plus tard : « Le représentant de la IIIe Internationale, Manouilsky, soutenu par le camarade Katz, d'Allemagne, exigea que le nouveau CC ait une majorité de gauche. [...] Il nous menaça, assurant qu'au cas où la majorité ne se soumettrait pas, la discussion serait prolongée et un congrès extraordinaire convoqué dans les trois mois par les soins de l'Internationale[8]. »

De la vieille garde, il ne restait plus à la direction que Šmeral, Zápotocký, Muna, Skalák. On pouvait se demander si le vrai pouvoir à la tête du parti n'était pas aux mains de l'envoyé de la Comintern, Amsterdam, connu ici sous le nom d'Henrykowski. Un compte rendu de Viktor Stern, un homme de Zinoviev, se concluait bizarrement ainsi : « C'est par conviction et non par discipline que la nouvelle direction du PCT appliquera les décisions de l'Internationale communiste et de notre congrès. Elle sera donc le premier pas vers la bolchevisation[9]. »

DE L'ACTIVATION A LA RÉPRESSION INTERNE

A partir de février 1925 se manifestent donc en Tchécoslovaquie les premiers signes de ce qu'on avait déjà appelé en Allemagne « l'activation », assez proche de « l'offensive ». La ligne du PCT est d'organiser des actions générales, grèves et manifestations contre la vie chère, et d'empêcher les patrons de battre les grèves de mineurs, région par région. Le 10 février, la police tire à Prague sur une manifestation contre la vie chère appelée par le PC. Ce dernier prend le 13 février la décision d'organiser une grande manifestation de protestation à Prague. La direction régionale de Prague, jugeant le délai de préparation trop court et les risques de heurts sanglants trop grands, prend sur elle de reporter la manifestation au 18, et en négocie le parcours pour éviter les heurts. C'est le scandale au sein de la direction. Le bureau politique, réuni en séance extraordinaire le 18, exclut Josef Bubník, secrétaire régional de la capitale et membre de la direction, pour son comportement « opportuniste et nuisible ». Le vote est acquis par 18 voix contre 11, Šmeral et Zápotocký ayant voté contre. Mais il y a des résistances, à Prague, à Kladno et à Brno, les trois grands centres ouvriers. Le comité régional de Brno, dirigé par Jaroslav

7. Cité par E.H. Carr, *Socialism in one Country*, vol. 3, p. 181.
8. Cité par Paul Zinner, *op. cit.*, p. 40.
9. Viktor Stern, « Après le congrès du PCT », *Corr. int.*, n° 79, p. 895.

Rouček, proteste contre l'exclusion de Bubník, et rédige sur l'affaire un « mémorandum » dont il organise la diffusion dans le parti. C'est la crise.

La Comintern entre en lice en invitant au 5e plénum élargi de mars 1925 à Moscou la direction des centres de Prague, Kladno et Brno. Manouilsky présente le rapport en séance plénière. Il s'en prend non seulement à Bubník dénoncé comme un « menchevik », mais aux opposants du PCT, particulièrement à Kreibich, qu'il identifie à Monatte, Rosmer et Paul Levi. Il se moque grossièrement des intellectuels pragois, qui, dit-il, pleurent dans les cafés mais ont la diarrhée à la moindre appréhension. Il cite le texte de Brno qui affirme : « Quelques-uns de nos camarades, soi-disant de gauche, jugent que nous pouvons faire la révolution. Nous pensons que la tâche du Parti communiste ne consiste pas à exciter un mouvement révolutionnaire artificiel, mais simplement à utiliser le mouvement existant [10]. »

Il met ainsi en accusation ceux qu'il appelle de nouveaux mencheviks, qu'il accuse de nier le rôle du parti et de l'avant-garde. Par ailleurs, il s'attache à ridiculiser ceux qui parlent de « pression » et d'« ingérence » de l'exécutif dans la vie des partis :

> La minorité nous dit : « L'Internationale doit simplement nous donner des conseils, mais pas peser sur nous par ses représentants. » Que signifie « peser » ? L'Internationale aurait-elle à sa disposition des moyens mécaniques ? Nos conseils sont déjà une pression morale. J'affirme que les conseils de la IIIe Internationale seront toujours acceptés par les ouvriers tchécoslovaques, parce que nous avons derrière nous l'autorité de la révolution russe, celle de tout le mouvement communiste international qui s'est développé au souffle de notre Octobre.

Il affirme : « Nous voulons [...] en Tchécoslovaquie un parti vivant d'une vie politique intense et luttant sans pitié contre toute déviation politique, un parti comme Lénine en a créé un en Russie et comme nous voyons s'en forger en Occident. Nous n'avons pas besoin d'un parti qui se réunit au café autour de pots de bière, nous n'avons pas besoin d'un parti qui soit un désert politique sans vie. [11] »

STALINE REND LE VERDICT

La véritable bataille a lieu dans la « commission tchécoslovaque ». Cette fois, Šmeral répond, avec prudence, mais aussi avec fermeté. Il assure qu'il n'y a pas de vraies divergences politiques – bien qu'il relève des divergences à l'exécutif avec les résolutions du IVe congrès – mais de graves problèmes sur l'intervention de l'exécutif. Il affirme que l'intervention de Manouilsky au dernier congrès a créé dans le parti une atmosphère de panique, la peur de l'exclusion et un « système d'espionnage » par la direction. Il montre qu'il peut avoir la dent dure en concluant : « Je suis tout à fait conscient que nous ne pouvons pas diriger le parti contre la volonté et sans le soutien et la confiance totale de l'exécutif. Mais les camarades qui forment aujourd'hui la direction sont incapables de diriger le parti, même avec le soutien de l'exécutif [12]. »

Le 27 mars 1925, Staline en personne intervient et la *Pravda* reproduit aussitôt son intervention, des semaines avant celles des autres. Il s'agit pour lui d'énoncer des lois générales bonnes à appliquer dans la situation donnée : « Quand les illusions révolutionnaires de la période de montée se dissipent et que le danger de gauche apparaît comme le principal, commence à l'inverse la période des illusions social-démocrates, réformistes, et c'est le danger de droite qui est le principal danger. » Il donne une leçon sur la façon

10. Cité par Manouilsky dans son intervention à l'exécutif élargi d'avril 1925, *Corr. int.*, n° 45, 28 avril 1925, p. 350-354, ici p. 352.
11. *Ibidem.*
12. *Inprekorr*, n° 67, 24 avril 1925, p. 903-905.

de diriger les partis en indiquant qu'il existe des moments où il ne faut pas avoir peur de « se séparer de certains de ses membres afin de préserver le parti des maladies chroniques, des malaises et de la décomposition ». Il va jusqu'à préciser : « Naturellement les partis ont leur autonomie interne, naturellement les congrès sont libres et les comités centraux doivent être élus par les congrès. Mais en conclure que la Comintern n'a pas le droit de diriger et par conséquent aussi de s'immiscer signifie jouer le jeu de l'ennemi [13]. » Trois jours plus tard, il reprend la parole pour une déclaration qui rétrospectivement ne manque pas d'un certain humour noir : « Je ne suis pas un adepte de la méthode répressive. Je pense que la lutte idéologique et la victoire idéologique sur la droite sont le facteur principal. Mais je suis opposé à ce qu'on exclue de notre arsenal les mesures de répression [14]. »

La résolution finale présentée par Manouilsky reprend les positions de Staline, condamne le comportement du comité régional de Brno ainsi que l'attitude de Kreibich, et appelle à l'unité du parti. Le sens de cet appel est donné par la façon dont il est présenté : Manouilsky dit à Šmeral qu'il dépend de lui que le PCT demeure un parti de masse ou se divise. C'est la preuve que l'influence de Šmeral demeure décisive dans le parti. La délégation tchécoslovaque, à la seule exception de Rouček, vote la résolution. Ce dernier, de retour à Brno, rallie Bubník, et les deux anciens responsables publient ensemble *Hlas Pravdy* (La Voix de la vérité), « organe communiste indépendant ». En revanche, un des proches collaborateurs de Rouček à Brno, Chabera, se rallie aux décisions de Moscou. Après un retentissant échec aux élections, les « communistes indépendants » vont revenir à la social-démocratie. La Comintern appelle les membres du PCT à combattre « la droite ». Le troisième congrès du PCT se réunit en septembre 1925. Le CC est complètement modifié. Šmeral n'est pas réélu Il va être envoyé par la Comintern en Mongolie-Extérieure et dans d'autres missions. Josef Haken, un instituteur, fils d'ouvriers, prend la présidence, et Bohumir Jílek, le secrétariat général du parti. La nouvelle direction, sous le contrôle étroit de la Comintern, va s'employer à « tremper » les jeunes élus de gauche – ceux qu'on appelle « les gars de Karlin » – et à extirper, par exemple, les tendances « trotskystes » de Jan Šverma. Josef Bubník et son allié Rouček rejoignent, eux, le Parti social-démocrate.

LA RÉSISTANCE DES COMMUNISTES POLONAIS

Le Parti ouvrier communiste polonais était, comme les autres partis de la Comintern, sérieusement divisé sur la politique du front unique, depuis son adoption à la fin de 1921, ainsi que sur les mots d'ordre d'application adoptés au 4e congrès en 1922. Il y avait au sommet de sérieuses réticences non seulement sur la politique de Zinoviev et de ses amis, contre les aventures comme mars 1921, contre les folies bulgares, contre le soutien de la gauche allemande, mais aussi contre le régime du parti à partir de 1922, l'intervention jugée excessive de la Tcheka, etc. Feliks Tych a même pu parler de « l'axe politique KPD-KPP » pendant les premières années 20, jusqu'en 1924 [15]. La direction du KPP – ceux qu'on appelait alors les « 4 W », Warski, Walecki, Wera Kostrzewa (de son vrai nom Marianna Koszutska) et Weber, de son vrai nom Eduard Próchníak [16] – semblait

13. Staline « La situation internationale et les tâches de l'IC », *Pravda*, 29 mars 1925, *Inprekorr*, n° 54, 10 avril 1925 et de nouveau *ibidem*, n° 70, 28 avril 1925, p. 940-942.

14. Cette intervention de Staline le 30 mars n'est publiée ni dans la *Pravda* ni dans *Inprekorr*, mais seulement dans *Kommunistitcheskii Internatsional*, n° 4, 1925, p. 45-47.

15. C'est le titre d'un article auquel il est précédemment fait référence en note.

16. La plupart des auteurs parlent des « 3 W », n'incluant pas Próchniak-Weber. Nous avons suivi ici Pawel Samus, « Die politische Aktivitäten der polnischen Kommunisten im Exekutivkomitee der Kommunistischen Internationalen (EKKI) in den Jahren 1921-1924 », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1996, p. 84-105.

s'être consolidée sérieusement après le II[e] congrès, tenu en août 1923 dans une villa de Bolchevo, près de Moscou, avec 49 délégués. La majorité, soutenue fermement par Dzerjinski et Radek, avait en effet maintenu ses positions contre une minorité dirigée par Leński, proche de la Gauche allemande, adoptant notamment ce texte très clair : « Le 2[e] congrès du KPP, au nom des centaines de milliers de travailleurs qui marchent sous ses drapeaux, s'adresse à tous les partis dans lesquels sont regroupés des ouvriers et des paysans pauvres, avant tout le PPS et Libération, avec un appel pour un front commun de lutte pour les objectifs immédiats des masses du peuple polonais, afin de le sauver de l'assaut de la réaction [17]. »

Dans le même temps, un jeune dirigeant de la majorité, Henryk Brand, s'adressait dans la presse avec une proposition semblable aux organisations piłsudskistes qui, pour la direction du KPP, représentaient la petite bourgeoisie. La riposte de la minorité est immédiate : dans *Nowy Przglad*, Domski dénonce la tactique du front unique au sommet comme incompatible avec le bolchevisme et qualifie Warski et Wera Kostrzewa de « néomencheviks » pour les propositions qu'ils ont faites aux socialistes. Or le comité central du Parti ouvrier communiste polonais, le KPP, sévèrement critiqué pour son inexistence lors de la révolte de Cracovie en octobre, a effectivement pris position, comme l'avait annoncé Radek, en faveur de Trotsky, en décembre 1923, assurant qu'il excluait toute solution qui le mettrait en dehors des dirigeants du parti russe et de l'Internationale [18]. Le bureau politique polonais confirme cette prise de position au mois de janvier. Les préparatifs étaient déjà commencés alors pour le mettre au pas à l'occasion du prochain congrès de la Comintern, lui « briser les os », dit Zinoviev.

LA CAMPAGNE CONTRE LA DIRECTION POLONAISE

La campagne va être menée à la fois de Berlin et de Moscou, à l'initiative d'un groupe de militants polonais liés à la gauche allemande et à l'appareil du parti russe. L'animateur en est Julian Leszczyński, dit Leński, responsable de la section polonaise du PC russe. Il fait campagne à travers l'organe de Moscou de cette section, *Trybuna Kommunistyczna*, qui dénonce à la fois la « passivité » du parti face au soulèvement de Cracovie et le soutien du comité central à Trotsky. Un second front s'ouvre à Berlin avec le « groupe des quatre », où l'on retrouve Leński, décidément doué d'ubiquité, Domski, Sofia Osinska, la sœur d'Ounschlicht, et un diplomate, lui aussi dirigeant de la « section polonaise du PC russe », Ludwik Prentki (Danovski ou Abramski).

La direction polonaise n'a pas l'intention de ruser. Elle joue cartes sur table. Dans une lettre de décembre 1923 adressée à l'exécutif de l'Internationale communiste et au bureau politique du PC russe, elle exprime sa grande inquiétude au sujet du tournant opéré par le KPD après octobre et de son approbation par l'exécutif. Il lui paraît à la fois « trop extrême et trop dangereux » : elle ne peut accepter la mise au rancart de la tactique du front unique, des mots d'ordre démocratiques et de celui de « gouvernement ouvrier et paysan », adoptés en congrès et aujourd'hui abandonnés en route. Le passage décisif est celui-ci :

> Le point central dans la crise actuelle à l'intérieur du RKP [PCR] consiste dans les divergences entre la majorité du RKP et le camarade Trotsky. Nous savons que ces divergences sont reliées à des problèmes compliqués de la construction du socialisme et nous ne sommes pas en mesure de juger de ces divergences en ce qui concerne la politique économique. Mais une seule chose est tout à fait claire pour nous : le nom du camarade Trotsky est pour notre parti, pour l'Internationale tout entière, pour tout le prolétariat révolutionnaire mondial indissolublement lié à la victoire de la révolution d'Octobre, à l'Armée rouge, au communisme et à la révolution mondiale.

17. Manifeste cité par E.H. Carr, *op. cit.*, p. 188.
18. Le document est maintenant accessible dans une réédition de 1959 de *Nowy Przeglad* 1924-12, p. 238-242.

Nous ne pouvons pas admettre la possibilité que le camarade Trotsky puisse se trouver en dehors des rangs des dirigeants du Parti communiste russe et de l'Internationale. Nous sommes pourtant troublés par l'idée que les discussions puissent déborder le cadre des problèmes concrets en discussion, et que quelques outrances publiques de dirigeants responsables du parti justifient nos pires anxiétés[19].

En janvier 1924, dans une lettre de Moscou à ses camarades du CC du KPP, Wera Kostrzewa, membre de l'exécutif, écrit qu'il est impossible aux communistes polonais de « garder le silence devant ce qui se passe en Allemagne » à l'instigation des dirigeants de la Comintern[20]. De son côté, le jeune Brand, également membre de l'exécutif, écrit également à son CC qu'il faut rester solidaire de Radek et de Trotsky car ces deux hommes « représentent en Russie l'Europe et le mouvement ouvrier européen[21] ». La délégation polonaise est présente à l'exécutif élargi de janvier 1924. Il semble que Warski soit intervenu brièvement dans le débat pour défendre Trotsky et endosser la responsabilité de la lettre de décembre. En son absence, la délégation polonaise, qui vote pour la résolution finale, remet une déclaration écrite. Elle assure d'abord qu'elle vote pour la résolution à cause de son attachement à la tactique de la Comintern, que la prétendue gauche allemande s'efforce de remettre en question, mais elle dénonce en même temps « l'agitation irresponsable » contre les dirigeants de la droite allemande, le noyau le plus ancien, le plus éprouvé et le plus expérimenté du parti. Elle assure :

Un point d'une grande importance au point de vue international, mais directement lié au destin du parti allemand, est le danger qui naît de la crise d'autorité tant de l'Internationale communiste que du KPD.

Depuis que Lénine, le plus grand et le plus prestigieux dirigeant du prolétariat révolutionnaire mondial, a cessé de prendre part à la direction de l'Internationale communiste, et depuis que l'autorité de Trotsky, l'un des dirigeants reconnus du prolétariat mondial, a été mise en question par le Parti communiste russe, le danger est apparu que l'autorité de l'Internationale communiste puisse être ébranlée.

C'est donc notre devoir commun, non seulement de consacrer notre énergie à préserver l'autorité du comité exécutif et de son présidium, mais aussi d'éviter toute initiative qui pourrait rendre cette tâche difficile.

Dans ces conditions, nous considérons donc l'accusation d'opportunisme portée contre Radek, un dirigeant qui a rendu de grands services à l'Internationale communiste, non seulement comme injustifiée mais comme dommageable au plus haut degré à l'autorité de tous les dirigeants de l'Internationale communiste.

Nous ne voyons aucune base à une telle accusation, car, en dépit de l'importance de la question de savoir qui l'a emporté en Allemagne en octobre, il est clair qu'aucun camp n'était coupable d'avoir tiré des conclusions opportunistes. Les divergences d'opinion qui sont apparues sur la question allemande entre certains des meilleurs dirigeants de l'Internationale communiste sont de celles qui sont inévitables dans un parti révolutionnaire vivant, surtout dans une situation difficile. Il en est apparu autrefois de semblables à l'intérieur du comité exécutif sans provoquer d'accusations mutuelles d'opportunisme [...][22].

Le 3 février, Staline répond officiellement à la lettre de décembre au nom du comité

19. Cité par J.A. Regula, *Historia KPP*, p. 105-109. Le document est maintenant accessible dans une réédition de 1959 de *Nowy Przglad* 1924-12, p. 238-242.

20. RTsKhIDNI, 495/123/36.

21. *Ibidem*.

22. Déclaration de la délégation polonaise au présidium de l'exécutif, 21 janvier 1924, *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 91-94.

central du PCR (b). Il accuse les communistes polonais de s'être rangés du côté de Brandler et par conséquent du côté de l'opposition russe[23]. Les dirigeants polonais commencent à comprendre le danger de leur position. Lors d'une réunion de leur comité central, en mars 1924, ils admettent de sérieuses erreurs et insuffisances, la poursuite du « front unique à tout prix », l'incapacité d'utiliser le soulèvement de Cracovie et l'impréparation du prolétariat polonais à l'idée même de la lutte armée. Les quatre W attaquent Domski et les siens, qu'ils traitent de « désorganisateurs[24] ». Ils gardent la majorité.

LE V^E CONGRÈS RÈGLE LA QUESTION POLONAISE

La question va être réglée « à la stalinienne » – c'est une première dans ce cadre – au Ve congrès de l'Internationale communiste. Parmi les délégués venus de Pologne, certains, comme Franciszek Grzelszczak et Stanislaw Mertens (Skułski), du GPU, ont déjà rejoint les « quatre de Berlin ». Nombre des autres, comme Krajewski, vont se rallier en cours de congrès. C'est Zinoviev qui ouvre le feu, attaquant dans son rapport la direction polonaise, considérée autrefois comme une des sections bolcheviques de l'IC, mais qui, assure-t-il, se complaît « dans un excès de diplomatie sur la question la plus importante – la détermination de la tactique de la Comintern, les questions allemande et russe[25] ».

La question polonaise est renvoyée à une commission spéciale qui va siéger trois jours. Elle est présidée par Staline, dont c'est véritablement l'entrée sur la scène de l'Internationale : à ses côtés, comme vice-président, Molotov. Il annonce la couleur en assurant d'entrée que les quatre W sont l'espoir des *nepmen* et la filiale de l'Opposition russe. Ce sera la curée. Ils sont tous là, les gens de « gauche », Allemands et Polonais, Ruth Fischer et Leński – venu dans la délégation française. Bon metteur en scène, Zinoviev s'est arrangé pour que l'affaire ait l'air d'un conflit entre deux tendances polonaises, et c'est donc Leński qui joue le rôle du procureur. Warski et Wera Kostrzewa ne reculent pas d'un pouce sur leur appréciation de la politique de l'exécutif dans la question allemande et sur Trotsky. Wera Kostrzewa va loin contre Staline : « Trotsky est le seul qui, aujourd'hui, en Russie, pourrait devenir l'objet de la vénération des masses. Maintenant que Lénine est mort, il faut trouver un tel homme. La tradition russe et l'esprit du temps l'exigent[26]. »

Zinoviev et Staline répondent. Ces sont les premières armes du secrétaire général du parti russe dans les conflits de la Comintern, et il ne peut envisager de laisser passer de tels défis à son autorité. La résolution finale condamne sévèrement les quatre W comme une direction opportuniste incapable d'appliquer la ligne de l'Internationale et les suspend de leurs fonctions dirigeantes, en d'autres termes, les révoque. Wera Kostrzewa fait un commentaire lucide :

> A la suite de certaines de nos critiques [...] contre des décisions de l'exécutif, le camarade Zinoviev s'est contenté de nous dire : « Si vous cherchez à vous opposer à nous, nous vous briserons les os. » [...] Vous savez très bien que, dans les conditions données, il nous est impossible de nous battre contre vous. Si demain vous demandiez aux ouvriers polonais de choisir entre nous et la Comintern, vous savez très bien que nous serions les premiers à leur demander de vous suivre [...]. Dans notre Internationale, les os brisés peuvent se ressouder. C'est autre chose que je crains : en dépit de vos privilèges, ceux qui sont dangereux ne sont pas ceux à qui, comme nous, on peut briser les os, mais ceux qui n'en ont pas du tout. [...] Je suis persuadée qu'avec votre système, vous allez discréditer tous les dirigeants du parti, les uns après les autres. J'ai peur

23. *Nowy Przglad*, 1924-1925, p. 242-246.
24. *Ibidem*, p. 246-249.
25. *Die Lehren...*, *op. cit.*, p. 74.
26. M. Koszutska, *Pisma i prwzemówiena*, II, p. 290.

> qu'au moment décisif, le prolétariat n'ait plus à sa tête des hommes éprouvés. La direction de la révolution pourrait tomber aux mains de carriéristes, de dirigeants d'occasion et d'aventuriers[27].

Comme les quatre W ont encore la majorité dans ce qui reste du CC, les fonctions de celui-ci sont dévolues à une commission de six membres de la gauche, sous la houlette de Leński. Staline, benoît, explique qu'il ne faut pas désigner les directions par le haut et que le prochain congrès du parti élira son CC !

Il vient de faire la démonstration de la façon dont il peut se débarrasser de ce qui avait été « une des sections bolcheviques » de la Comintern – et qui, d'ailleurs, avait finalement prouvé qu'elle était mieux trempée que bien d'autres. Le fond de sa politique et de sa conception de ce qui est en jeu apparaît dans la « lettre ouverte » au parti polonais qu'il fait adopter par le présidium :

> Le parti polonais, contre toute sa tradition révolutionnaire a soutenu la droite *opportuniste* du *communisme*. Pire, le groupe Warski, Kostrzewa, Walecki a essayé de transférer ses tendances *antibolcheviques* sur le terrain de l'URSS et tenté de porter un coup à sa zone d'influence dans une conjoncture difficile où *Lénine nous a laissés et où l'Opposition russe s'efforce d'ébranler les fondements du Parti communiste russe*. Le groupe dirigeant du KPP à l'étranger a jeté dans la balance l'influence de l'opposition russe contre le Parti communiste russe, *c'est-à-dire contre le pouvoir soviétique*[28].

La pensée autant que le style de Staline marquent cette résolution qui conclut la première intervention du *Gensek* russe contre la direction d'une autre section. Son premier résultat est de diviser la majorité des quatre W en entraînant du côté de Staline un groupe de dirigeants avec Krajewski et Skułski. Elle introduit le règne d'une équipe éphémère dont, après l'arrestation de Leński en octobre 1924 en Pologne, Domski, Skułski et Purman sont les dirigeants. Ils vont être sanctionnés pour leurs errements « ultra-gauchistes », et, en décembre 1925, une conférence tenue dans la clandestinité à Varsovie redonne la majorité à Warski, qui domine le nouveau CC. Tout est-il à refaire ?

LE PARTI FRANÇAIS DEVANT LA CRISE

L'une des caractéristiques du parti français qui va affronter cette crise est l'énorme prestige dont Trotsky y jouit. L'historien américain Robert Wohl écrit : « Il n'existait pas de fraction trotskyste en France au début de 1924. Mais il existait un culte de Trotsky dont les racines remontaient à la guerre. [...] Trotsky avait capté l'imagination du mouvement ouvrier français. Il était devenu leur, et son engagement dans les affaires du Parti communiste en avait fait le dirigeant le mieux connu en France[29]. »

Les éventuels défenseurs de Trotsky à la tête du PCF, admirateur ou amis, sont, comme l'écrit Philippe Robrieux, des « bolcheviks à la française ». Pierre Monatte et Alfred Rosmer sont les plus prestigieux des militants qui ont osé dire « non » à la guerre, les animateurs du fameux « noyau » de *La Vie ouvrière* qui a maintenu dans Paris la flamme internationaliste sous la cendre de l'union sacrée. Monatte est le grand homme du syndicalisme révolutionnaire, anarchiste rallié au syndicalisme d'abord, au communisme ensuite. « Syndicaliste ouvrier, authentique homme de terrain [...] doté d'une grande culture [...], personnalité chargée d'histoire, légendaire, forte, parmi les plus droites, les plus sincères et les plus discrètement désintéressées », celui qu'un JC appelle « notre

27. *Kwartalnik historyczny*, 1982, nº 1, p. 393-394, cité par F. Firtsov, « Stalin i Kommunistitscheskii Internacional », *Istoriia i stalinizm*, p. 137.
28. Documents Bayerlein.
29. R. Wohl, *French Communism in the Making, 1914-1924*, p. 369.

Lénine français[30] », c'est ainsi que l'historien Philippe Robrieux présente celui qui est lié à Trotsky par une confiance et une estime réciproques profondes. Alfred Rosmer est connu pour sa rigueur morale, sa droiture. Mesuré, discret, réservé, très cultivé, il incarne, selon Robrieux, « le type même de l'intellectuel militant ouvrier du début du siècle[31] ». En outre, pour Trotsky, il est l'ami personnel, ou plutôt l'ami à deux têtes avec sa compagne Marguerite Thévenet. Il a été membre à Moscou du « petit bureau » de la Comintern avant même la naissance du PC français.

Boris Souvarine appartient à la génération suivante et il en est l'un des plus brillants éléments. Il a connu Trotsky tard, au faîte de sa gloire, et a sans aucun doute contribué à sa légende en France en le présentant comme l'une des plus grandes figures de la Russie et de la révolution mondiale. Ce tout petit homme combatif à l'esprit vif et mordant, grand journaliste, est aussi, à cette époque, un vrai dirigeant politique dont la pénétration sera pourtant mise en échec par la rapidité de la dégénérescence des rapports politiques dans l'Internationale et le parti. Pour soumettre le parti français, l'homme à abattre, c'est lui. Cible de la droite du PC français, qui le hait, il a opéré un redressement spectaculaire en 1923. Il a été le grand vainqueur du congrès de Lyon, écartant le « capitaine » Albert Treint, dont l'autorité presque militaire était rejetée par les militants. Il est redevenu membre de l'exécutif et du présidium de la Comintern et y a beaucoup travaillé – efficacement. Il n'a pas pris de position qui permette de l'isoler dans la question allemande.

Boris Souvarine, fondateur et directeur du *Bulletin communiste*, ancien membre du petit bureau de la Comintern, a été l'un des premiers à comprendre ce qui se passait et les grandes lignes de la crise de la révolution. Informé des « problèmes » russes par Radek, qu'il rencontre à Berlin à son retour de Moscou, il tente de tenir la balance égale entre les protagonistes, critique et défend à la fois Trotsky, veut persuader son parti d'adopter une attitude « au-dessus de la mêlée », de ne pas prendre parti dans les affaires russes, sauf pour y empêcher agressions ou calomnies. Le 4 janvier 1924, il écrit à Zinoviev : « Porter atteinte à l'autorité de Trotsky, c'est amoindrir le prestige de la révolution russe. Pour les ouvriers français, Trotsky, c'est le bolchevisme, c'est la révolution, c'est l'Internationale communiste[32]. »

Cet homme intelligent et fin, politique d'une compétence exceptionnelle, va pourtant, comme le démontre excellemment son biographe Jean-Louis Panné, recevoir des coups terribles et se retrouver sur la touche avant même d'avoir compris ce qui lui arrive. Son désir de « non-intervention » le conduit à exprimer de profondes réticences devant les attaques contre Trotsky qui viennent de Moscou, ce qui lui vaut l'hostilité des gens de Zinoviev – l'institutrice Suzanne Girault, que beaucoup soupçonnent d'appartenir aux « services » soviétiques, Albert Treint, le « capitaine », cassant et autoritaire, impopulaire, mais qui est en train de devenir, faute d'un meilleur candidat, l'homme de Moscou, pour quelque temps au moins, et le cheminot Pierre Sémard. A l'exécutif de février, il conserve la majorité sur la question russe.

LES GENS DE L'EXÉCUTIF À PARIS

L'exécutif envoie alors à Paris une délégation dont la mission est d'en finir avec lui et avec les amis de Trotsky en épaulant le duo des candidats à la succession, Treint et Suzanne Girault. Il y a là Manouilsky et Losovsky, tous deux anciens compagnons de Trotsky à Paris dans le *Naché Slovo*, *a priori* sympathiques et estimés, donc écoutés, et

30. Ph. Robrieux, *Histoire intérieure du PCF*, vol. I, p. 201.
31. *Ibidem*, p. 195.
32. Cité par J.-L. Panné, *Boris Souvarine*, p. 136.

surtout Gouralsky-Kleine, qui s'appelle ici Lepetit, l'homme qui a fait plier le KPD et le Russe Blinovsky. Ils vont conquérir le parti pas à pas, tout en acculant Souvarine à des gestes qu'ils exploitent contre lui. Sanctionné pour avoir fait des réserves sur un article de Treint, il est écarté de la direction du *Bulletin communiste* et lance une souscription pour publier une nouvelle revue. Sanctionné, démissionnaire du bureau politique, il publie au moyen d'une autre souscription les textes de Trotsky que le parti lui avait confiés pour une édition limitée à l'usage des dirigeants et qu'il a décidé de rendre publics sous le titre de *Cours nouveau*. La direction du parti ne le suit que jusqu'au moment où il est clair que l'exécutif de la Comintern a décidé de le briser.

Les envoyés de Moscou, avec l'activité de débauchage d'un Gouralsky, l'isolent, gagnent les uns après les autres les hommes qu'ils estiment utiles – le jeune Maurice Thorez par exemple, qui l'avait un moment suivi. C'est encore plus facile quand il est reparti pour Moscou comme représentant du parti. En juin 1924, annulant de fait les décisions des militants en leur congrès, les hommes de Zinoviev ont pris la majorité, et Treint, considéré comme « fini » quelques mois auparavant, reprend la direction du parti. Souvarine, d'une certaine façon, parachève leur victoire avec beaucoup de panache personnel. Il présente sa défense à sa manière au XIIIe congrès du PCR (b), assurant que « Trotsky est synonyme de révolution » et que les attaques portées contre lui sont un rude coup pour le parti et la Comintern tout entiers. Une commission spéciale, créée au Ve congrès de l'Internationale, rapporte à l'exécutif, qui propose son exclusion pour ses articles, ses appels à souscription et sa préface à *Cours nouveau*. Il est exclu.

Le « social-fascisme » apparaît

Nous avons cité au début de ce chapitre quelques-unes des outrances de Zinoviev au sujet de la social-démocratie, proférées à la fin de 1923. Le 4 octobre 1924, prenant appui sur un article de Staline paru le mois précédent – le texte célèbre où il explique que social-démocratie et fascisme sont des frères jumeaux –, Zinoviev proclame au présidium de l'exécutif : « Le rôle de la social-démocratie est de plus en plus clair. C'est une aile du fascisme [33]. » Les thèses préparées pour le congrès du PCF préconisent l'utilisation des termes de « social-fascistes » et « anarcho-fascistes ». Elles assurent : « La fascisation de la social-démocratie et de l'anarchie en France n'est déjà plus une question d'avenir. Il faut la considérer comme un fait accompli. » Zinoviev, contre Humbert-Droz, soutient ces thèses et souligne ce qu'il appelle le développement extrêmement rapide de la social-fascisation : « Le Parti socialiste français est en train de se transformer rapidement en organisation fasciste ou semi-fasciste. » Une lettre du présidium de l'exécutif au bureau politique du PCF lui demande « d'étudier le processus de la fascisation du socialisme, de l'anarchisme et des éléments prétendus gauchistes ».

Souvarine a attendu que l'orage passe. Il est resté presque une année à Moscou pendant que Treint, en France, s'adonnait aux joies de la bolchevisation et de la chasse à « la droite Souvarine, Rosmer, Monatte » – aux trotskystes, dira-t-on bientôt. En octobre 1925, de retour en France, il reprend la publication du *Bulletin communiste* et y donne beaucoup d'éléments d'information sur la Russie. Il a alors compris ce que d'autres ont pu comprendre avant lui et que d'autres encore ne comprendront jamais. Ce n'est plus de la victoire de la révolution qu'il s'agit, mais de la sauvegarde du pouvoir dans l'Internationale et ses partis. L'exécutif de Zinoviev et de ses partisans se tient pour infaillible et se bat bec et ongles pour le rester, ou du moins faire croire qu'il l'est resté.

33. Cité par F.I. Firtsov, *op. cit.*, p. 74.

En cas de défaite, c'est obligatoirement le parti national impliqué qui est responsable, en aucun cas l'exécutif. Une philosophie bureaucratique de caserne, certes, mais une loi du milieu. C'est elle qui donne la clé dont nous avons besoin pour comprendre à partir de 1924 l'histoire de la Comintern. Pas une essence immuable qui s'appellerait « le communisme ».

UN NOUVEAU PARTI : LE PC CUBAIN

Le mouvement commencé du temps de Lénine pour la constitution de partis communistes ou l'adhésion à la Comintern de partis existants se poursuit bien sûr à partir de 1924. Mais la mainmise de Staline et de ses hommes change évidemment les données du problème. Alors que, dans la période précédente, les partis communistes étaient au fond des partis social-démocrates de gauche en train d'évoluer vers le communisme, ceux d'aujourd'hui sont des partis « bolchevisés », pour employer ce terme inexact, ou plutôt « préstalinisés », d'où la démocratie disparaît et qui sont étroitement soumis à un appareil dépendant de Moscou. Très caractéristique à cet égard est l'exemple cubain. Des groupes communistes se sont implantés dans l'île au début des années 20, notamment à La Havane. Certains ont créé et animent des syndicats combatifs. On relève l'arrivée, en qualité de commerçant, d'un homme qui appartient incontestablement à l'appareil international, sans que nous puissions indiquer avec certitude celui dont il s'agit. Quelques jeunes intellectuels apparaissent à travers la lutte continentale pour la réforme universitaire. Ces éléments se rassemblent pour créer un parti en 1925.

C'est le 16 août 1925 que se réunit ce congrès de fondation, avec treize délégués, dont deux ont deux mandats. Trois groupes communistes sont représentés, celui de La Havane, le plus nombreux avec vingt-sept membres, celui de Guanabacoa et celui de San Antonio de los Baños – celui de Manzanillo n'a pu venir, faute d'argent –, plus la section juive du groupe de Mexico, la Jeunesse communiste juive. Le PC mexicain a délégué Enrique Flores Magón[34]. Le grand homme de ce congrès, c'est évidemment le tout jeune Julio Antonio Mella, le dirigeant reconnu des étudiants de la capitale, l'organisateur du syndicat des ouvriers du tabac, le fondateur de l'université populaire José-Martí, l'ennemi n° 1 du dictateur Machado, orateur, polémiste et meneur d'hommes, un magnifique espoir du communisme mondial, l'homme qui a enthousiasmé tout un peuple en allant à la nage – malgré les requins – rencontrer les marins du navire soviétique *Vorovsky*, à qui les autorités cubaines ont refusé l'entrée, et saluer en eux la révolution d'Octobre et la révolution mondiale...

A côté de ce surdoué qui incarne la jeunesse et l'enthousiasme révolutionnaire, un homme de la génération de José Martí, de ces *libertadores* qui ont conquis l'indépendance, Carlos Baliño, qui a été ensuite le fondateur du premier Parti socialiste à Cuba. Entre les deux, un ouvrier de quarante et un ans, Alejandro Barreiro, du syndicat des *tabaqueros*, un dirigeant syndical de grande autorité, Sandalio Junco, le boulanger, fondateur de la CNOC [...], et un enseignant, moins connu, le Canarien José Miguel Pérez. A l'arrière-plan, celui que les sources cubaines appellent Yunger Semjovich (parfois ailleurs Abraham Simkovits), de nationalité polonaise, appelé dans le parti Fabio Grobart, de toute évidence l'homme de Moscou désormais.

Le congrès accepte les vingt et une conditions, demande son adhésion à la Comintern et désigne un comité central de neuf membres, dont José Miguel Pérez, secrétaire général, Julio Antonio Mella, Carlos Baliño et Alejandro Barreiro. Mais Fabio Grobart, l'homme

34. M. Rosell, *Luchas obreras contra Machado*, p. 14-16.

de l'ombre, n'est que suppléant[35]. Ces données vont être brutalement modifiées par un régime qui comprend le danger et ne recule devant rien. D'abord, Mella lui-même est éliminé à la suite d'une évidente provocation dont les auteurs ne sont peut-être pas seulement les autorités et les hommes de main de Machado, et où certains croient voir aussi la main de ses adversaires dans la direction du parti, ou plutôt des services soviétiques. Au départ, une opération en deux temps : une bombe au théâtre Payret de La Havane, cependant qu'un message adressé à la police indique que l'attentat est l'œuvre de Julio Antonio Mella, aussitôt arrêté et inculpé le 27 novembre. Machado fait arrêter aussi une partie de l'état-major communiste : Junco, Barreiro, López, Baliño, Penichet et 34 autres. Les réactions ne sont pas à la hauteur de ce que Mella espérait devant l'énormité de l'accusation. Il décide alors de frapper un grand coup et se lance dans une grève de la faim. Elle est sévèrement critiquée par les dirigeants du parti, et notamment José Peña Vilaboa et Grobart, qui y voient une attitude « individualiste et petite-bourgeoise », un acte d'indiscipline. Baliños rétorque que sa grève a fait de lui un héros[36].

Il y a déjà dans le parti cubain un noyau de fidèles de Mella : Alejandro Barreiro, le Péruvien Jacobo Hurwitz, le typo Alfredo López, Antonio Penichet, dirigeant de la CNOC, et le grand intellectuel, avocat et poète Rubén Martinez Villena. En quelques mois, en tout cas, les données initiales de l'existence du PC sont bouleversées. D'abord, le secrétaire général est expulsé du pays comme étranger et remplacé par José Peña Vilaboa, un ouvrier dont les mérites ne sont pas éclatants et qui demande bientôt à se retirer. Une campagne terroriste de la police de Machado élimine plusieurs dirigeants ouvriers communistes : Enrique Varona en 1925[37], Alfredo López en 1926[38], tous deux assassinés, le second noyé dans la baie, bloc de béton aux pieds. Il est cependant possible de déceler la nature des divergences entre le groupe de Mella et la direction officielle. Un peu plus tard, quand un de ses camarades d'exil, Jorge Vivó, prend le poste de secrétaire général à La Havane, il entre presque aussitôt en conflit aigu avec Grobart, qu'il accuse de chercher à dicter au comité central une politique décidée à Moscou. Nous sommes entrés là dans une histoire déjà différente de celle d'un parti communiste d'avant 1923.

LA « BOLCHEVISATION »

Le mot qui désigne l'entreprise a été fabriqué alors qu'elle avait déjà commencé. Est-ce Treint qui a inventé le mot de « bolchevisation » pour l'opposer à la tentative de « débolchevisation » dont il accusait Souvarine, Rosmer et ses adversaires dans le parti français[39] ? Pourquoi ne pas admettre l'hypothèse ? Il avait, après tout, déjà inventé une autre formule célèbre en définissant la politique du front unique comme le moyen de « plumer la volaille » social-démocrate. Pourtant, le plat avait dû être concocté dans la même cuisine, puisque dans un numéro de *Die Internationale*, daté de quelques jours plus tard, Gouralsky reprenait la même opposition plus clairement encore, en disant que les questions fondamentales étaient « la débolchevisation du RKP(b) et des partis européens, ou le maintien de la tutelle bolchevique du RKP(b) et la bolchevisation des partis européens[40] ». Sa vogue remonte au Ve congrès, où il fut le maître mot des grandes outrances de Ruth Fischer. Son application généralisée aboutissant à une Internationale et à des partis com-

35. M. Rosell, *op. cit.*, p. 15-16 et 66-68.
36. E. Poniatowska, *Tinísima*, p. 31.
37. *Ibidem*, p. 101-102.
38. *Ibidem*, p. 115-117.
39. *Bulletin communiste*, n° 13, 28 mars 1924, p. 322.
40. *Die Internationale*, VII, 4, 31 mars 1924, p. 161.

munistes de type nouveau, date, elle, du 5e plénum élargi de l'exécutif. La bolchevisation est, au début, le label de la lutte contre le trotskysme. La faillite de la direction allemande, le soutien qu'elle a trouvé dans les partis français et polonais s'expliquent pour ses partisans par les résidus de menchevisme déposés dans ces partis par les anciens social-démocrates. Une formule de Staline explique d'ailleurs que la bolchevisation est en dernière analyse « le processus de la formation finale de partis vraiment bolcheviques en Occident[41] ».

Heinz Neumann, dans des thèses sur la bolchevisation, donne une définition tout à fait nouvelle du parti : avant-garde, minorité révolutionnaire chez les ouvriers conscients, il dirige toute la classe dans tous ses combats et a pour mission d'organiser la révolution. Mais c'est sans doute là une interprétation encore trop liée au passé révolutionnaire des partis. Elle est précisée et en réalité sérieusement modifiée ultérieurement par une lettre de Zinoviev parue dans la *Pravda* du 18 janvier 1925. Il ne s'agit plus vraiment de « prendre le pouvoir », mais plutôt de serrer les rangs. Au 5e plénum, un discours de Zinoviev apporte sur la bolchevisation et son contenu un peu d'information neuve : « Le mot clé de bolchevisation est né dans la lutte contre la droite. Il sera surtout dirigé naturellement contre elle, mais aussi, bien entendu, contre les déviations ultragauchistes et contre le pessimisme qui, ici ou là, pèse sur nous[42]. »

Au cours du débat, Kuusinen parle de recrutement d'ouvriers, de responsables ouvriers d'un nouveau type révolutionnaire, et Kreibich dénonce là les « méthodes de commissaires » appliquées aux partis étrangers. Zinoviev tente une impossible synthèse dont nous retiendrons cette affirmation : « Nous entendons par bolchevisation le fait que les partis reprennent ce qui était général, international dans le bolchevisme », avant d'énumérer « la haine inconciliable à l'égard de la bourgeoisie et des chefs traîtres social-démocrates, la volonté de combattre pour l'hégémonie du prolétariat contre la bourgeoisie, les traîtres social-démocrates, les pacifistes et demi-pacifistes, centristes et demi-centristes », etc., « le marxisme en action », le « léninisme véritable », etc.[43]. Le débat général fait apparaître aussi l'idée qu'en opposition au « trotskysme », qui est par définition l'essence de l'opposition au bolchevisme, la bolchevisation est le symbole de la loyauté à la ligne de la Comintern.

En Allemagne, en liaison avec la lutte contre la droite, la condamnation portée contre le trotskysme est élargie au « luxembourgisme ». Concrètement, l'accent y est mis sur l'orthodoxie doctrinale et sur la « discipline de fer » qui doivent se combiner en « monolithisme », et pour cela, comme dit Zinoviev, « extirper tous les résidus et survivances de la social-démocratie, du fédéralisme, de l'autonomie », etc. Le comité exécutif de la Comintern reçoit tous les pouvoirs pour appliquer sans faiblesse la discipline la plus rigoureuse. Staline souligne avec beaucoup de vigueur que la bolchevisation est aussi le soutien sans faille au pouvoir soviétique et la lutte contre les machinations impérialistes, la conscience que l'Union soviétique est « le bastion des mouvements révolutionnaires de tous les pays » et que sa sauvegarde « signifie l'approche de la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie mondiale ».

LA NOUVELLE STRUCTURE

A partir de 1924, la Comintern est donc dotée d'un appareil de militants professionnels unique, centralisé et discipliné, reproduit sur le modèle du parti soviétique, dirigé de

41. E.H. Carr, *Socialism in one Country*, p. 293.
42. *Ibidem*, p. 206.
43. *Protokoll des V. Weltkongresses der KI*, p. 508.

Moscou et en conformité avec la politique extérieure soviétique. Cette cohorte de fer a pour première mission d'assurer la défense du « pays du socialisme ». La théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays » et le nouveau régime interne des partis étouffant toute démocratie sont deux des mamelles du stalinisme.

Plus significatifs encore peut-être sont les changements dans le caractère, la composition et la direction des partis communistes. C'est au nom de la « bolchevisation » que sera menée rondement l'épuration des éléments dirigeants qui, originaires de la gauche ou de la droite, ne s'alignent pas inconditionnellement sur l'équipe dirigeante de la Comintern à Moscou. Il en sort des partis de type nouveau. Ce ne sont plus déjà les partis social-démocrates de gauche qu'ils ont été par la force des choses et le poids de l'histoire. Mais ce ne sont pas encore les partis staliniens qu'ils deviendront par alignement sur le grand modèle de l'Est, dont ils sont les auxiliaires dans la lutte pour le « socialisme dans un seul pays ».

Ce n'est que par un abus de langage des propagandistes staliniens que cette transformation, complètement opposée à la lettre comme à l'esprit du bolchevisme, a pu être appelée « bolchevisation ». Il n'en est que plus frappant que la majorité des historiens occidentaux leur aient apporté leur caution et fait de ce mot un concept scientifique. C'est là un magistral contresens historique, mais il semble bien que ceux qui le commettent n'en aient cure.

CHAPITRE XIX

Zigzags et hésitations

Le regretté Pierre Frank, dont l'*Histoire de la IIIe Internationale* a constitué une synthèse utile, s'est parfois laissé entraîner par une certaine tendance à la schématisation, malgré le garde-fou que constituaient pour lui, en matière de périodisation, les ouvrages de Trotsky, très attentif sur cette question et qu'il a, heureusement, largement utilisés.

La Comintern n'avance ni tout droit ni seule

C'est ainsi que le chapitre qui vient dans son livre après l'Octobre allemand, intitulé « Le socialisme dans un seul pays », commence par l'insurrection de Reval, dont il semble bien qu'il faudrait dire quelque part qu'elle s'inscrit dans une ligne d'aventurisme gauchiste – en cette même année 1924 où des millions d'Italiens descendent dans la rue, attendant un mot d'ordre de combat après l'assassinat de Matteotti et ne voient rien venir de la part du PCI, sauf une dénonciation du crime. C'était là un comportement plutôt passif, même s'il était le résultat direct de la conception « gauchiste » du front unique à la base. De même, Pierre Frank intitule son chapitre VI « Le cours droitier des années 25 et 26 ». Nous ne discuterons pas ce qualificatif appliqué en général à la politique de la Comintern pour l'année 1926, bien que son comportement lors de l'insurrection de Java pose des problèmes à cet égard. Mais l'année 1925 ne répond nullement à un tel critère. 1925 est l'année d'un des plus importants actes terroristes connus de l'histoire de la Comintern et d'un parti communiste, celui de la bombe dans la cathédrale de Sofia, que Pierre Frank évacue en le mettant à la suite des événements de Bulgarie en 1923.

Nous pensons quant à nous que nous avons assisté en réalité de la part de la Comintern à un comportement apparemment contradictoire en liaison avec ses problèmes majeurs et les situations dont elle héritait. Par exemple, elle doit être d'abord gauchiste pour éliminer en Pologne une direction attachée à la tactique du front unique au sommet, qu'elle reproche comme un crime de haute trahison aux partisans de ce qu'elle appelle « la droite internationale », en fait l'opposition de gauche de Trotsky. Dans le même temps, en Italie, elle laisse le PC se traîner dans l'impuissance d'une politique de « front unique à la base » pour préserver un nouveau « centre », une équipe qui remplace Bordiga, qu'elle redoute moins pour son gauchisme que parce que, sur les questions essentielles, il soutient Trotsky.

Nous saisissons ici, à travers ce que Pierre Frank et nombre de communistes de sa génération, même oppositionnels, n'ont pas compris, à savoir les raisons de cette cohabitation contradictoire et en apparence incohérente de lignes de droite et de lignes de gauche partant de l'exécutif. Nous préférons les formules de Trotsky. Celui-ci définit les aventures gauchistes comme « des explosions de désespoir naissant d'une orientation fausse » et « des tentatives de forcer le processus historique par les méthodes du putsch ». Par ailleurs, il voit dans le cours à droite « une tentative de s'adapter à moitié en aveugle, de façon purement empirique et tardive, au retard dans le développement de la révolution créé par la défaite de 1923[1] ». La confusion est introduite par un nouveau facteur capital dans la lutte de classes mondiale, la couche sociale nouvelle que constitue la bureaucratie soviétique – qui soude la ligne de l'exécutif et la diplomatie de l'URSS, et donne la chasse en priorité à leurs adversaires au sein du mouvement ouvrier.

Nous estimons que Pierre Frank commet une autre erreur lorsque, après l'année 1924, il croit voir de la part des dirigeants de la Comintern des éliminations de dirigeants de droite ou de gauche. Les luttes à ce moment se déroulent presque entièrement au sein de l'appareil, et on élimine des hommes non parce qu'ils sont à droite ou à gauche, mais parce qu'ils se sont opposés à tel ou tel moment, parce qu'ils n'inspirent pas confiance aux services secrets, parce qu'ils ne sont pas suffisamment malléables ou serviles, voire parce qu'ils sont incapables de tenir leur parti en main. Comment, par exemple, accepter de parler, comme Pierre Frank, de l'élimination dans ces années de « résidus ultragauches » ? On a certainement cru à l'époque que c'était de cela qu'il s'agissait, mais on n'en a plus le droit depuis longtemps. Le chef du KPD, cet Ernst Thälmann qui a éliminé tant de ces « résidus », n'était-il pas lui-même le plus beau fleuron des *apparatchiki* de l'appareil des partis de Staline ?

LES BÊTISES DE DROITE : LA KRESTINTERN

Mais voilà qu'à cette époque où l'on accuse de nouveau Trotsky d'avoir « sous-estimé le rôle de la paysannerie », l'attention de Moscou se porte sur cette même paysannerie, jusqu'alors fort délaissée par les thèses et directives de la Comintern en dépit du rôle décisif joué en 1917 par les paysans russes pour la chute de l'autocratie. Bien sûr, il y avait les masses paysannes de l'Orient proche et extrême, mais leur problème était au cœur de celui de la libération nationale. Ce n'était qu'en Europe centrale et orientale que régnaient des conditions assez proches de ce qu'avaient été les conditions russes, et l'on avait vu des leaders paysans – Stambolisky, par exemple – parvenir au pouvoir.

L'initiative essentielle vint à l'été 1923 de Tamasz Dąbal, dit Dombal, un ancien leader du Parti paysan radical, partisan de Piłsudski passé au communisme alors qu'il était député. Condamné à la prison en 1922, il avait été échangé avec des prisonniers russes ainsi que d'autres communistes polonais. Il proposa la formation d'une Internationale paysanne, la Krestintern. Le hasard servit ce projet, car une exposition agricole soviétique se tenait à l'été 1923 et reçut nombre de délégations étrangères, ce qui facilita la publicité pour le projet.

Du 10 au 16 octobre 1923, 158 délégués représentant 40 nations se réunirent dans un « congrès de la première Internationale paysanne[2] ». Parmi les délégations, la Ligue paysanne mexicaine, représentée par le communiste Ursulo Galván, est l'une des rares organisations paysannes « révolutionnaires » réelles. Le rôle essentiel fut joué d'un bout à l'autre par Dombal. Il y eut quelques hôtes de marque : Zinoviev, Zetkin, Teodorovitch,

1. Archives Trotsky, Harvard, T 3117, p. 106, 112.
2. E. Bauer, « Ein Beitrag zur Geschichte ihrer Enstehung und Wirksamkeit 1923 bis 1931 », *BzG*, XXX, p. 253-278.

commissaire du peuple d'URSS à l'Agriculture, Evžen Varga. Il fut décidé de créer un Conseil paysan international (nom qu'on employa indifféremment avec celui d'Internationale paysanne) et de réunir un congrès tous les deux ans. Le Conseil élut président le Russe A.P. Smirnov, et Dombal fut son secrétaire général.

L'affaire Radić

Le grand événement de histoire de la Krestintern fut l'affaire Radić. En 1924, la Comintern découvre en Yougoslavie Stepan Radić, chef du Parti paysan républicain croate, un démocrate bourgeois. Invité à Moscou, il y séjourne en juin-juillet 1924, avec son collègue August Kosutić. Zinoviev exulte dans la *Pravda* : « Il se produit actuellement d'importants déplacements au sein de la paysannerie. Vous avez certainement entendu parler du Parti paysan croate de Radić. Radić se trouve en ce moment à Moscou. C'est un vrai chef populaire. Il est suivi unanimement par tous les paysans pauvres et moyens de Croatie. » Puis il annonce la grande nouvelle : « Radić, au nom de son parti, a décidé d'adhérer à l'Internationale paysanne. Nous considérons qu'il s'agit d'un événement capital. La fondation de l'Internationale paysanne est de la plus haute importance. Certains camarades ne voulaient pas croire qu'il en sortirait une grande organisation. Maintenant, une grande masse auxiliaire vient à nous, la paysannerie[3]. »

En fait, la Comintern et le PCR(b) se ridiculisent en enchaînant le PC yougoslave derrière le Parti paysan croate. Victor Serge, qui signe R. Albert, pourra, un an plus tard, écrire à ce sujet sous le titre « La fin d'une comédie » :

> Le parti de Radić fit un moment figure de parti de la révolution. Stephan Radić, rentré de Moscou, parut l'arbitre de la situation, le chef d'une république paysanne sur le point de naître. [...] Il suffit aux ministres de Belgrade de le jeter en prison pour déterminer un « dégonflage » aussi immédiat que piteux du puissant parti croate. Le chantage de M. Pašić fut d'une belle netteté : les chefs du parti de Radić eurent à choisir entre l'annulation de leurs mandats à la Chambre, le procès de haute trahison, la prison pour longtemps, ou l'agenouillement devant le roi, le retour au bercail de l'ordre, des portefeuilles ministériels et des sinécures. Ils ont choisi ; ils détiennent 4 portefeuilles sur 16. [...] Radić, sorti de prison [...], s'est répandu en démonstrations de fidélité à la monarchie.

Inprekorr n'a cependant pas un mot pour indiquer la responsabilité de la Comintern dans ce que Victor Serge appelle dans ses colonnes « l'une des comédies les plus honteuses et les plus cocasses de la politique balkanique[4] ». Il faudra attendre presque deux mois pour voir publier une déclaration du présidium de la Krestintern qualifiant de « trahison », de « capitulation complète » et de « désertion » la politique d'alliance avec le parti de Pašić. Elle donne du passé récent une interprétation qui montre l'incapacité des chefs de la Comintern à faire la critique de leurs propres actes : « Ce ne sont pas les vils politiciens comme Stepan Radić et sa clique, adhérant par opportunisme au mouvement de libération croate, que nous avons admis à la Krestintern, la grande famille internationale des paysans, mais l'ensemble du peuple paysan croate[5] ».

Ces phrases creuses ne dissimulaient pas l'odieuse erreur.

3. *Pravda*, 22 juillet 1924.
4. R. Albert (Victor Serge), « La fin d'une comédie », *Corr. int.*, n° 72, 22 juillet 1925, p. 599.
5. « La question croate », déclaration du présidium de l'Internationale paysanne, *Corr int.*, n° 90, 16 septembre 1925, p.753.

LA KRESTINTERN ET LE GRAND PROPRIÉTAIRE CHINOIS

Toujours sous la direction de Dombal, maintenant flanqué, sous le nom de Boskovič, de Filip Filipović, ancien secrétaire général du PC yougoslave, la Krestintern s'active un peu à l'été et à l'automne 1925. Elle n'a guère eu par la suite d'activité, à l'exception de réceptions et de manifestes sans conséquences réelles. On relève cependant en mai 1926 la visite à Moscou de Hu Hanmin et l'accueil qu'elle réserve à cet homme, membre du Conseil paysan en même temps que du comité central du Guomindang. Dombal et deux autres responsables signent une longue lettre à Hu Hanmin, une sorte de programme de travail partant de « l'alliance des brigands étrangers et nationaux [qui] pèse très lourdement sur les paysans » :

> Votre tâche urgente est d'expliquer aux larges masses paysannes le lien entre l'approvisionneur, l'exploiteur local, les militaristes nationaux et l'impérialisme étranger, d'organiser la classe paysanne sur une plate-forme compréhensible aux masses paysannes [...]. En défendant réellement les intérêts des masses paysannes, vous réussirez à les entraîner dans la lutte révolutionnaire ; ainsi vous trouverez tout l'appui des masses paysannes. [...] Le gage du succès du mouvement national-révolutionnaire est la création d'un centre unique d'organisation paysanne. Un tel centre d'organisation ne peut être qu'un fort parti politique capable de réaliser les revendications des masses paysannes. [...] Le mouvement paysan qui se développe actuellement passera comme un ouragan sans atteindre le but final si on ne l'organise pas, si la classe ouvrière et les couches intellectuelles avancées ne l'aident pas à s'organiser. [...] Il faut montrer réellement aux paysans que vous êtes leur parti, que vous luttez en union avec eux pour la terre et la liberté, l'abolition du joug fiscal, la suppression de l'exploitation des paysans, la réduction des fermages, l'annulation des dettes de succession et des arriérages, la participation à l'administration locale et nationale, l'édification d'un avenir meilleur pour la nouvelle génération et contre la violence et l'arbitraire[6].

On pourrait, si ce n'était si tragique, sourire de ces conseils donnés par la Krestintern au chef le plus réactionnaire de l'aile droite du parti de Jiang Jieshi (Tchang Kaïchek) et de Wang Jingwei, qui allait, dans le cours de l'année, écraser dans le sang le mouvement paysan chinois.

LA GUERRE DU RIF

La guerre du Rif réunit deux chefs militaires de deux générations différentes, un général espagnol de trente-trois ans, un maréchal français septuagénaire, qui se retrouveront en 1939 : Francisco Franco et Philippe Pétain. C'est sans doute que le chancelier de l'Échiquier de Sa Majesté britannique avait raison, de son point de vue, d'affirmer : « Ce n'est point tant sa propre cause que la France défend au Maroc que les intérêts supérieurs de la civilisation[7]. » En tout cas, on trouve sur les pistes du Maroc et dans les montagnes rifaines tous les chefs militaires qui se distingueront à la fin des années 30 en Espagne et en France sur les champs de bataille ou dans les conseils gouvernementaux. Côté français, les lieutenants-colonels Georges, Laure, Catroux, Giraud, les commandants Juin, de Lattre de Tassigny, La Rocque, Dentz, le lieutenant de Hauteclocque (futur Leclerc) sans oublier l'indispensable Bonhomme. Du côté de l'Espagne, outre Franco, les lieutenants-colonels ou colonels Emilio Mola, Manuel Goded, Juan Yagüe, le *requete* José Enrique Varela, Antonio Aranda, le cavalier Queipo de Llano.

6. « Lettre ouverte du Conseil paysan international au camarade Hu Hanmin », *Corr. int.*, n° 69, 2 juin 1926, p. 794-795.

7. Cité dans *Abd el-Krim et la république du Rif*, p. 106, n. 25.

Cette confluence de chefs rivaux s'explique par le profit en armes qu'a rapporté à Abd el-Krim sa victoire d'Anoual : 20 000 fusils, 400 mitrailleuses, 200 canons et même 2 avions, pour 75 000 partisans dont il n'engage jamais plus de 30 000 à la fois. La durée de cette guerre en fait pour les officiers une source de promotions. Pour en finir, le gouvernement français a aligné 800 000 hommes sous le commandement de Pétain – un marteau pour des moustiques.

La guerre du Rif a beaucoup agité le monde politique et le monde communiste. Jacques Doriot, au nom du Parti communiste, a pris quelques initiatives spectaculaires. Son biographe, Jean-Paul Brunet, pense que, contrairement à la légende, il n'est pas allé rencontrer Abd el-Krim. La mémoire collective a conservé l'épisode du « télégramme » de Doriot à Abd el-Krim, en réalité un télégramme paru dans l'*Humanité* du 4 septembre 1924, signé de Doriot et Pierre Sémard : « Groupe parlementaire, comité directeur du PC, comité national des Jeunesses, saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el-Krim. Espérent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial ! » C'est Doriot qui tint la vedette dans l'agitation de la Comintern sur le Rif. Dans un discours à Krasnaia Presnia le 11 juin 1925, Zinoviev va jusqu'à proclamer :

> Le Parti communiste français [...] s'est montré digne en cette occasion de l'Internationale communiste. [...] Un jeune camarade, sortant à peine des rangs des Jeunesses communistes, représentant typique de la nouvelle génération des chefs révolutionnaires formée dans le feu de l'action ces dernières années, le camarade Doriot, prit la parole au nom du Parti communiste et prononça à la Chambre française un discours remarquable. Après le discours de Doriot, l'organe central du KPD a publié un article sous ce titre très juste : « Liebknecht n'est pas mort. » Oui, c'est vrai, il vit toujours dans la jeune génération ouvrière [8].

L'historien britannique Laqueur remarque à ce sujet : « Commentant la révolte d'Abd el-Krim, Zinoviev et Ioffe relevaient que ces événements n'étaient pas sans importance, car ils donnaient un élan nouveau à la révolution mondiale. Par eux-mêmes, de tels mouvements coloniaux ne pouvaient aboutir, mais ils réussiraient en coopération avec le mouvement ouvrier international [9]. » Des contacts ont été pris. Par qui ? Mustafa Haïkal a signalé le passage chez Abd el-Krim du communiste soudanais Ahmed Hassan Matar, journaliste, chargé de la défense à l'extérieur des insurgés du Rif et de la Croix-Rouge rifaine [10]. Roger Faligot et Rémi Kauffer, qui ont pu consulter les archives de certains services de renseignements, écrivent que deux communistes tatars, Sherif Moulay Hassanov et Namber Mahmoudov, furent envoyés clandestinement à l'émir par la Comintern, pour lui apporter un soutien politique et lui proposer un soutien matériel [11]. Selon la même source, Jean Cremet, dirigeant du PC, et Paul Valière, ancien dirigeant des JC, enrôlé par l'OMS, rencontrèrent en Algérie des émissaires d'Abd el-Krim [12], leur remirent de l'argent et les mirent en contact avec des marchands d'armes. C'est l'une des rares circonstances en tout cas où s'est manifesté le bureau oriental de la Comintern à Paris. Il a en effet

8. Zinoviev, « Le Maroc et Shanghai », *Corr. int.*, n° 64, 25 juin 1925.

9. W. Laqueur, *The Soviet Union and the Middle East*, p. 44. Il renvoie à *Novyi Vostok*, n°s 10-11, p. XXXIX, que nous n'avons pu consulter.

10. Mustafa Haïkal, « Für eine Internationale der Völker ? Zur Tätigkeit arabischer Antikolonialisten und der Liga gegen Imperialismus und für nationale Unabhängigkeit », *Asien, Afrika, Lateinamerika*, p. 848-850.

11. R. Faligot et R. Kauffer, *As-tu vu Cremet ?*, p. 158.

12. *Ibidem*, p. 158-159.

lancé un appel à la fraternisation avec les Rifains, signé de ses « membres » – en réalité, de responsables dont, pour des raisons diverses, on pensait sans doute pouvoir donner les noms : Pierre Sémard et Andrés Nin (dont les noms sont évidemment capitaux ici puisqu'il s'agit de dirigeants du PCF et du PCE), Sen Katayama, Giuseppe Berti et Vassil Kolarov [13]. Presque une année plus tard, c'est le jeune Gabriel Péri qui, au nom des communistes, écrit l'épitaphe de l'insurrection rifaine : « Abd el-Krim représentait quelque chose qui ne disparaît pas avec lui. Il représentait la révolte des opprimés sur un secteur d'un monde immense, l'Islam. Sa reddition laisse intacte la volonté de libération des esclaves d'outre-mer [14]. » Quel a été le bilan de l'action des communistes français ? Zinoviev prononce un jugement équilibré et la résolution de l'exécutif de février 1926 critique des fautes « gauchistes » surtout dans l'application du Front unique, assurant cependant que « la belle et courageuse campagne du parti et de la CGTU, la grève historique de 24 heures ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française ».

On a peu étudié la « fraternisation », dont il y eut quelques rares cas. On connaît l'affaire Klems, un sous-officier allemand de la Légion étrangère française qui rallia les Rifains, se convertit à l'islam sous le nom de Slimane et fut connu sous le nom d'El-Hadj Allemane, forma leurs canonniers de façon remarquable et, capturé par l'armée française, fut évidemment fusillé. Un déserteur français, Placide Goux, joua aussi un rôle chez les Rifains [15].

En revanche, il apparaît que la grande presse a systématiquement minimisé les mouvements de mécontentement dans les casernes et surtout les transports militaires, notamment les navires transportant des troupes. Même pour qui ne suit pas les données publiées par la presse du PC, Georges Oved semble faire preuve d'une excessive modération à propos de ce que le PC appelle les « révoltes » des marins sur le *Courbet*, le *Strasbourg*, le *Paris* et le *Provence* en écrivant : « L'absence de sources d'information ne permet pas d'apprécier parfaitement ces faits dont le ministre de la Marine déclare qu'ils sont des "actes isolés", "volontairement exagérés" [16]. » Et un quartier-maître du *Courbet*, G. Dumoulin, est condamné comme meneur à quatre ans de prison. Car la question est évidemment des raisons de « l'absence de sources d'information pour étayer le jugement du ministre ». Il nous semble d'autre part que le chiffre de marins traduits devant les conseils de guerre, près de 200 [17] et de 1 500 en attente début 1925, ne peut être tenu pour négligeable. Il en est de même pour la grève du 12 octobre 1925, dont Georges Oved démontre très bien qu'elle est loin d'avoir été un échec [18], car elle a tout de même totalisé plus d'un million de grévistes. L'assassinat, dans le cadre de la grève, de l'ouvrier communiste André Sabatier mobilisa 15 000 personnes à Puteaux, le 17. Le comité central d'action contre la guerre du Rif et de Syrie que préside le jeune Maurice Thorez anime le mouvement plus qu'il ne le dirige. En novembre 1925, il y a 165 militants en prison, 263 poursuivis et les tribunaux ont distribué un total de 320 années de prison [19].

Parmi les victimes de la répression, on peut relever les noms du cheminot Robespierre Hénault, maire communiste de Saint-Pierre-des-Corps, condamné à six mois de prison ferme pour un appel à fraterniser, du jeune ajusteur-outilleur des JC mobilisé, Lucien Monjauvis, condamné à six mois de prison, et du conscrit Raymond Guyot, à qui la condamnation à deux mois de prison militaire et la dure « pelote » qu'il eut à subir mirent

13. Appel du bureau oriental de l'IC contre la guerre du Rif, *Corr. int.*, n° 61, 13 juin 1925.
14. *Ibidem*, n° 70, 5 juin 1926.
15. G. Oved, *La Gauche française et le nationalisme marocain*, t. I, p. 394-395.
16. *Ibidem*, p. 288.
17. Robert Charvin, « Le PCF et la guerre du Rif », *Abd el-Krim et la République du Rif*, p. 227.
18. G. Oved, *op. cit.*, I, p. 275.
19. R. Charvin, *op. cit.*, p. 226.

le pied à l'étrier pour une brillante carrière dans l'appareil. Sur le plan de la stratégie révolutionnaire, nous emprunterons encore à Gabriel Péri une des « leçons » de la guerre du Rif : « Malheur aux prolétaires d'Occident s'ils ne comprenaient pas la nécessité de lier solidement leurs luttes partielles aux luttes des opprimés coloniaux. [...] Il est né quelque chose de nouveau dans le monde : l'Orient vient au secours de l'Occident, les esclaves coloniaux viennent à l'aide des travailleurs métropolitains. »

La révolution syrienne

La guerre du Rif s'était terminée en mai 1926. Plusieurs lieutenants d'Abd el-Krim, Ahmed Kheriro, tué en décembre de la même année, les frères Mohammed et Abdeslam Temsamani, poursuivent leur combat, salués dans le bulletin de l'Internationale par Juan Andrade[20]. La « révolution syrienne » – les autorités françaises et nombre d'historiens parlent de la « révolte des Druzes », dont elle fut l'élargissement – prend le relais le 18 juillet. L'indépendance du Djebel Druze a été proclamée, dans le cadre de la politique de morcellement du « mandataire » français, par son haut-commissaire, le général Gouraud. Sous son successeur, des incidents se produisent et plusieurs chefs druzes sont arrêtés. Sultan al-Atrach – selon les confidences qu'il a faites à Youssef Rouissi[21] – passe alors à la révolte ouverte. Il accueille à la mitrailleuse les 200 légionnaires et spahis envoyés pour l'arrêter. Sultan al-Atrach n'est pas le grand féodal souvent présenté par certains historiens. Comme le souligne Lenka Bokova, ce chef de village n'est « qu'un chef secondaire au regard de la généalogie et dans la distribution traditionnelle du pouvoir ». Sa personnalité, son action passée dans la révolte arabe l'ont poussé vers un rôle de chef militaire, puis politique[22].

Le 3 août 1923, une colonne française de 3 000 hommes commandée par le général Michaud, chargée de reprendre la situation en main, est taillée en pièces par les Druzes : 700 soldats restent sur le terrain, un officier se suicide et le général lui-même semble avoir quitté sa colonne précipitamment en laissant un important matériel – armes et munitions – aux mains des insurgés. Le chef druze entre dans la légende en tuant, à cheval et à la pointe de l'épée, les occupants d'un char d'assaut qui avaient laissé leur tourelle ouverte[23].

Dès le 19 août, plusieurs émissaires des partis et groupes nationalistes de Damas autour de Nasib al-Bakri montent au Djebel Druze pour négocier une alliance et coordonner l'action militaire. Le mouvement s'élargit bientôt, le Dr Abdur-Rahman Chahbandar, principal dirigeant du parti nationaliste syrien, le Parti du peuple, appelant à rallier le soulèvement sous les mots d'ordre d'unité syrienne, de traité franco-syrien, d'indépendance et de démocratie. Le soulèvement se généralise, au nord avec les troupes d'Ihsan al-Jabiri, un chef d'immense prestige, au centre avec des partisans dont Fawzi al-Qawuqji est le plus connu.

Les communistes soutiennent Druzes et Syriens

Il semble que les communistes aient réagi avec plus de promptitude devant la montée révolutionnaire au Moyen-Orient qu'au Maghreb. Peut-être l'expérience a-t-elle joué. Le Parti communiste de la Syrie et du Liban vient tout juste de naître. Ses dirigeants, ouvriers

20. JAR, « La capitulation d'Abd el-Krim et l'impérialisme espagnol », *Corr. int.*, 16 juin 1926, n° 73.
21. Youssef Rouissi, *op. cit.*, p. 510.
22. L. Bokova, « Les Druzes dans la révolution syrienne de 1925 à 1927 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 183, janvier 1989, p. 96, n. 20.
23. N. Alamuddin, *Turmoil*, p. 137-138.

comme Fouad Chimali ou semi-intellectuels comme Yusef Yazbek, manquent d'une expérience révolutionnaire directe. Mais ce n'est pas le cas des communistes juifs du PKP, qui, eux, ont tout de suite saisi la portée des événements syriens, intégré l'un des leurs, Eliahu Teper (« Elie le Russe », disent les agents anglais), au CC du PCSL, sous le nom de Shami, et alerté l'Internationale et les partis frères concernés. S'il en était besoin, le programme de Sultan el-Atrach, chef des révoltés druzes, apporterait à lui seul la réponse à toutes les hésitations : il compte en premier lieu le mot d'ordre de « fédération nationale regroupant les Arabes de Syrie, de Palestine et de toute l'Arabie ».

Le mouvement se développe sur un rythme rapide avec la prise de position du chef nationaliste syrien, le Dr Chahbandar, mobilisant les couches les plus larges, lançant des revendications et organisations autonomes. Fouad Chimali réussit très vite à prendre contact avec les chefs du mouvement par l'intermédiaire d'un nationaliste druze, qu'il appelle dans ses Mémoires « le bey », le journaliste Ali Nasreddine[24]. Les deux hommes réussissent à organiser, près de Jéricho, une rencontre entre des chefs autorisés du mouvement et un représentant de la Comintern qui se fait appeler Ernest, très probablement Gerö, qui avait travaillé sur les questions du Maghreb à Paris sous ce pseudonyme un an auparavant. Nathan List, qui a assisté à cette rencontre, assure qu'Ernest promit armes et matériel mais que, pour des raisons qu'on ignore, ils ne parvinrent pas à destination[25].

Pour améliorer le rythme et la qualité de la campagne mondiale de défense des travailleurs syriens, Yazbek, fixé à Paris depuis sa libération, revient en hâte. Quand il arrive, Teper et Chimali ont déjà été arrêtés. Pis encore, le 26 janvier 1926, la police française réussit un magnifique coup de filet : au domicile d'Ali Nasreddine, à Beyrouth, elle arrête les dirigeants communistes Madoyan, Boyadjian et Yazbek lui-même, un Français et un Palestinien. On craindra un instant le pire pour ces hommes, mais le gouvernement français, reculant devant l'aventure, préfère pour eux la résidence surveillée au bagne. Ils échappent en définitive au conseil de guerre[26]. C'est que, après le début du soulèvement armé à Damas et dans la région au signal du chef nationaliste Hassan el-Khattar, disciple de Chahbandar, le danger est grand d'enflammer plus que la Syrie. La police du mandataire est sur les dents, à la recherche du héros de la lutte antimilitariste de la Ruhr, ce Mohammed Ben Lekhal qu'elle croit en Syrie et qu'elle n'attrapera pas.

La lutte contre la guerre s'organise. A Paris, le PCF et surtout l'Étoile nord-africaine, à Berlin le KPD et surtout le Secours ouvrier international en sont les moteurs. Paris crée une Union syro-arabe en vue d'un Comité syro-palestinien, Berlin crée un Comité contre les exactions impérialistes en Syrie, jette les fondements de la Ligue anti-impérialiste. Les communistes Messali Hadj et Hassan Matar prennent contact avec les formations nationalistes, petites ou grandes, le Parti national et le Parti national-radical égyptiens, avec Muhammad Hâfiz Ramadân et Ibrahim Youssouf, avec le Congrès national syrien et le Congrès national palestinien, avec Djamal al-Husseini. Des hommes nouveaux apparaissent, comme le Palestinien Hamdi Husseini, qui incarne aux yeux des communistes la gauche du mouvement national[27]. Le Tunisien Khaïrallah est condamné et expulsé de France pour un article contre les bombardements de l'aviation française, ce qui lui vaut en revanche une grande réputation dans le monde arabe comme combattant anti-impérialiste.

Pendant ce temps, la guerre s'est élargie en Syrie. L'héritier de Joffre, le général

24. J. Coulaud, *Le Mouvement syndical au Liban, 1919-1946*.

25. N. List, « La Comintern avait raison » (en hébreu), *Kéchet*, n° 30, 1966, p. 86-87, cité par Alain Greilsammer, *Les Communistes israéliens*, p. 46.

26. Pour les paragraphes précédents, voir J. Couland, *op. cit.*, p. 98 *sq.*

27. W. Laqueur, *op. cit.*, p. 100-101

Gamelin, a été chargé de réduire les Druzes : il subit une défaite sévère. Encouragée, la population civile de Damas se soulève avec un allant et un enthousiasme révolutionnaires. Damas est alors écrasée sous les bombes : le premier bombardement de cette capitale par l'aviation française [28], sur une décision personnelle du général Sarrail, le 20 octobre 1925, provoque une vive réaction internationale. On relèvera seulement que, alors que Damas brûle par la grâce des canons des chars et des bombardements aériens, le général Gamelin assure que « la plus grande partie [des dégâts] est imputable aux incendies provoqués par les émeutiers et les pillards ».

Il faudra encore une année à l'armée française pour extirper toute résistance : Chahbandar ne s'exile en Iraq qu'en décembre 1926 [29]. Un gouvernement révolutionnaire provisoire présidé par Sultan al-Atrach et dont Chahbandar fait partie, a été désigné : il siège au grand jour dans le Djebel Druze ; mais un comité révolutionnaire clandestin dirige les combats dans la Ghuta, sous l'autorité d'un ancien officier ottoman, militant nationaliste, Mustafa Wasfi al-Samman. Pourtant, l'une des conséquences du bombardement de Damas est l'initiative prise par Münzenberg et le Secours ouvrier international de créer un comité « contre les atrocités en Syrie » groupant des intellectuels et des ressortissants des pays coloniaux, dont nous suivrons plus loin la filiation.

Il ne semble pas que l'exécutif de la Comintern ou l'une de ses sections se soient souciés à cette époque de la guérilla qui se poursuivait alors en Libye depuis 1912. L'historienne Rosalba Davico en a fait émerger Omar el-Mukhtar, qu'elle appelle « le grand leader libertaire du Djebel ». Elle assure que le leader rifain et lui « semblent avoir été conscients du rôle catalyseur possible d'un mouvement révolutionnaire d'émancipation collective [30] ».

Dans l'intervalle, pourtant, très vite, avec les événements de Chine, l'Extrême-Orient s'était substitué au Moyen-Orient sur l'écran de l'actualité révolutionnaire.

LES OSCILLATIONS DU PARTI GREC

Du fait de son extraordinaire faiblesse antérieure, le PC grec se prêtait admirablement à une opération de « bolchevisation » avec une condamnation symétrique des aventuristes et des opportunistes et la promesse d'appliquer le centralisme démocratique. Une vague de dirigeants nouveaux fut consacrée lors de l'élection du CC au congrès de décembre 1924 : les gens du travail antimilitariste avec Pouliopoulos, ceux de l'Union panouvrière de Constantinople avec Serafim Maximos. Les délégués à ce congrès préparé en dehors du parti y ont élu les yeux fermés des dirigeants qu'ils ne connaissaient pas. Cela limite sérieusement l'affirmation de Stinas selon laquelle il fut « le véritable congrès de la fondation du Parti communiste grec » – si l'on veut bien admettre qu'un parti communiste n'est pas le type de parti « bolchevisé » qui fut introduit par les instructeurs de la Comintern.

Les rumeurs les plus inquiétantes ont couru à propos de l'attitude du PC grec vis-à-vis de la dictature du général Pangalos, qui se présentait au peuple en ennemi de la corruption et en champion de la propreté ; il aurait qualifié le coup d'État du général de « révolution démocratique *sui generis* ». Et il semble bien que le 9 septembre 1926, lors de son renversement par le général Kondylis, il y ait eu du « putsch communiste » dans les têtes de certains dirigeants. La presse communiste l'invite à instaurer une « démocratie

28. A. Raymond, « La Syrie du royaume arabe à l'indépendance (1914-1946) », *La Syrie d'aujourd'hui* (1980), p. 70-71.

29. *Ibidem*, p. 72-74.

30. *Abd el-Krim...*, *op. cit.*, p. 436, 434.

véritable ». On sait seulement que les « instructeurs » venus de Moscou ont critiqué les « illusions démocratiques » et les relations trop suivies avec des officiers.

Le seul apport de la Comintern au PC grec en cette période fut l'exigence de son alignement derrière le mot d'ordre de « Macédoine et Thrace indépendantes » ainsi substitué arbitrairement à celui de « libre détermination ». A partir de là, les communistes furent persécutés comme « séparatistes » et seule la magnifique défense de Pouliopoulos à son procès put un peu limiter les dégâts. Cette ligne est généralisée à l'ensemble des PC et doit être relié au mot d'ordre de république noire qui entraînera une crise dans le parti sud-africain et à la directive de la Comintern au PC canadien de se déclarer partisan de l'indépendance du Québec, ce qu'il se garda de faire. Avec le III[e] congrès du PC, chapeauté par Remmele en mars 1927, Pouliopoulos, secrétaire du CC, partisan de l'opposition de gauche, accusé d'« opportunisme », est exclu, suivi peu de temps après par Serafim Maximos.

LES BÊTISES DE DROITE : LE RÊVE « OUVRIER ET PAYSAN »

Aux États-Unis, c'est de loin le ridicule qui l'emporte sur l'odieux dans l'expérience « ouvrière et paysanne » inspirée par la politique chinoise et par le rôle assigné au Guomindang. Là, c'est sous l'impulsion d'un représentant de la Comintern venu en 1922, le Hongrois Josef Pogany, dit Pepper, resté dans ce pays quand ses camarades repartent, devenu secrétaire du comité politique du parti, que se noue l'alliance avec le Labor Party de Chicago, fondé par les militants ouvriers de l'AFL autour du dirigeant et combattant syndicaliste John G. Fitzpatrick – lequel travaillait jusque-là sur le plan syndical et politique avec les jeunes communistes syndicalistes Arne Swabeck et Earl Browder.

Mais l'invasion des cadres du PC, les leçons de politique de Pepper comme la mise à l'écart des militants les plus ouverts à la collaboration avec eux indisposent les amis de Fitzpatrick. Comme ils le souhaitaient, les communistes s'emparent du Labor Party créé par Fitzpatrick, mais en réalité ils se « capturent » eux-mêmes car ils sont les seuls à être restés dans ce nouveau cadre. Cela n'empêche pas Pepper de proclamer à l'usage du mouvement ouvrier mondial qu'on vient de voir naître le 3 juillet 1923 à Chicago « le premier parti de masses des ouvriers et paysans américains », qu'il voit avec des centaines de milliers d'adhérents [31]. Il écrit : « Le mouvement du Labor Party est un séisme politique de première magnitude. [...] Le jour de la déclaration d'indépendance de la classe ouvrière américaine sera celui de la fondation de son parti politique indépendant [32]. » Au V[e] congrès de la Comintern, Kolarov explique gravement : « Aux États-Unis, les petits fermiers ont formé un parti de fermiers et de paysans, qui se radicalise de plus en plus, qui se rapproche des communistes et se pénètre de l'idée de la création d'un gouvernement ouvrier et paysan aux États-Unis [33]. » Cette leçon sévère ne suffira pas et la catastrophique expérience Radič recommence, dès septembre 1923, encore aux États-Unis, avec l'exaltation du caractère avancé du Federated Workers and Farmers Party.

L'EXALTATION DE LAFOLLETTE

C'est qu'il y a anguille sous roche. Le sénateur « progressiste » du Wisconsin Robert LaFollette envisage en effet sérieusement une candidature à la présidence au nom d'un troisième parti qui pourrait être celui-là et qui cherche en tout cas le soutien des syndicats.

31. J. Pepper, « Le premier parti de masses... », *Corr. int.*, n° 63, 7 août 1923, p. 472.
32. J. Pepper, *The Liberator*, juillet 1923.
33. *Pravda*, 6 juillet 1924.

Ce n'est pas une candidature fantaisiste. Pourtant, le soutien des communistes à ce candidat « bourgeois », à travers Pepper, est tout à fait farfelu. Pepper y croit. Il délire même :

> La révolution est là. L'histoire mondiale est à l'un de ses tournants les plus décisifs. L'Amérique est confrontée à sa troisième révolution [...], la révolution LaFollette, celle des fermiers et des exploités, des petits entrepreneurs et des ouvriers. Elle comprendra des éléments de la grande Révolution française et de la Révolution russe de Kerensky. Il y aura dans son idéologie des éléments du jeffersonisme, des coopératives danoises, du Ku Klux Klan et du bolchevisme. C'est après la victoire de la révolution LaFollette que commencera le rôle indépendant des ouvriers et des fermiers exploités et que commencera alors la quatrième révolution américaine, celle de la période de la révolution prolétarienne [34].

Nous n'irons pas plus avant dans la présentation des lubies politiques de Pepper qui eut tout de même le bon sens, de son point de vue, à partir de janvier 1924, de s'engager à fond contre « le trotskysme » et de soutenir de toute son ardeur « les vieux bolcheviks ». Rappelé aux États-Unis à la demande instante d'autres dirigeants du parti américain, pleuré par ses partisans qui le qualifièrent d'« exilé politique », il allait retrouver, comme avant lui Béla Kun et Gouralsky, ses compagnons de 1921, d'importantes responsabilités à la Comintern, y devenant secrétaire du département de l'Information.

Impuissance en Italie : l'affaire Matteotti

L'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti, le 10 juin 1924, par des Chemises noires, les troupes d'assaut de Mussolini, provoqua une indignation et une colère sans bornes chez les travailleurs italiens et bien au-delà, dans la petite-bourgeoisie. Il y avait là une occasion extraordinaire pour un parti communiste déterminé et capable de se battre, même si l'assassinat d'un social-démocrate par des fascistes jetait un peu d'ombre sur la théorie du « social-fascisme » ! Malgré la discipline dont il fit preuve, et bien que son nouveau dirigeant, Antonio Gramsci, ait approuvé toutes les décisions du Ve congrès de la Comintern, le PCI ne démontra en la circonstance que son impuissance politique et pratique. On peut d'ailleurs en dire autant de son conseiller de la Comintern, le Suisse Humbert-Droz, présent aux moments décisifs.

C'est probablement dans les deux semaines qui suivirent l'assassinat du courageux député réformiste que se situa le moment crucial. Le 27 juin 1924 fut décidée à Rome, à l'initiative des socialistes et de leurs alliés démocrates, une grande manifestation pacifique de protestation contre le meurtre et la disparition du cadavre de la victime. Le PCI avait le même jour lancé un appel à la grève générale qui tomba à plat. Concernant la manifestation de Rome, un témoin écrit :

> La révolte était dans l'air, dans toutes les têtes. Le plus petit incident aurait suffi à la faire exploser dans les rues. L'opposition parlementaire avait annoncé qu'elle quittait le Parlement. Filipo Turati avait parlé de l'homme asssassiné devant les 126 élus du peuple. Des paroles immortelles avaient été prononcées. Il suffisait de voir les rues de Rome pour être convaincu qu'on attendait une action décisive. Toutes les rues conduisant au Tibre étaient noires de monde, tous attendaient que les membres de l'opposition parlementaire quittent la Chambre en groupe et se rendent au Lungo Tevere Arnaldo de Brescia, où Matteotti avait été enlevé [35].

Les députés de l'opposition ne sont pas sortis pour se rendre à cet endroit où, depuis le meurtre, des dizaines de milliers de travailleurs, ouvriers et paysans surtout, étaient venus déposer un petit bouquet et parfois une prière. Le socialiste Pietro Nenni l'explique :

34. J. Pepper, *The Liberator*, août 1923.
35. Pietro Nenni, *Ten Years of Tyranny*, p. 171.

« Le groupe parlementaire du parti pensait que la lutte devait rester dans les cadres de la loi, cette loi que le gouvernement foulait aux pieds[36]. » Il n'y avait rien de surprenant dans cette attitude de la part du PSI. On peut en revanche s'interroger sur celle du PC italien. Au Ve congrès, les dirigeants de la Comintern avaient obtenu des représentants du PCI la condamnation de Bordiga pour ses positions « gauchistes », en réalité pour sa solidarité avec Trotsky. Ayant ainsi écarté la seule personnalité capable de leur tenir tête, les gens de l'exécutif formèrent un nouveau « centre ».

Que proposèrent à Rome les hommes qui, à Moscou, venaient de condamner « la droite internationale » autour de... Trotsky ? La première initiative mentionnée par Paolo Spriano dans son *Histoire du Parti communiste italien* est la décision des communistes, prise en commun avec les partis de l'opposition à Mussolini, les « populaires » (démocrates-chrétiens) compris, le 14 juin, de quitter la Chambre des députés pour se réunir à part, ce qu'on appellera plus tard « le retrait sur l'Aventin ». Le 14 juin, à l'Aventin, Gramsci propose aux partis qui ont quitté la Chambre de décider une grève générale, une initiative qui n'est évidemment pas tout à fait une proposition de front unique ouvrier. Le 15, il donne à la presse communiste la directive de dénoncer systématiquement le gouvernement et les fascistes assassins. Dans les jours qui suivent, le PC d'I réclame la démission du gouvernement, la dissolution des milices fascistes et de nouvelles élections ; les communistes envisagent d'appeler à une grève générale sur les mots d'ordre « A bas le gouvernement des assassins ! Désarmement de la garde blanche ! Gouvernement ouvrier et paysan » (nous passons sur l'exotisme délibéré et persistant qu'il y a à appeler « garde blanche » les Chemises noires, alors qu'on prétend toucher des millions de travailleurs). Les groupes de l'Aventin refusent la grève générale et le PC d'I quitte donc l'Aventin. Le 24 juin, ce dernier appelle à un arrêt de travail de dix minutes pour soutenir la manifestation du 27. Le PC d'I, de son côté, appelle à la grève générale pour la journée du 27. Et il ne se passe rien. Seul un tout petit nombre d'ouvriers font grève. On peut imaginer que la masse ouvrière italienne aspirait à une action unie de ses organisations et qu'elle n'était pas le moins du monde disposée à suivre un mot d'ordre lancé par un parti qui venait de décider de faire cavalier seul.

La suite serait le long récit des vaines initiatives du parti de Gramsci pour promouvoir un « front unique à la base », son retour à la Chambre dans l'espoir de l'utiliser comme une tribune contre le régime des assassins. Le catéchisme de congrès demeure inopérant, et c'est dans le cours de sa contre-attaque que Mussolini parvient à consolider sérieusement sa dictature et celle de son parti et de ses hommes de main et à promouvoir et généraliser sa terreur. Nous n'avons ni le droit de refaire l'histoire ni la prétention de donner *post mortem* des conseils au Parti communiste italien. Des années plus tard, en 1935, Jules Humbert-Droz évoquera sans pudeur la politique de front populaire avant la lettre qu'il a inspirée, assure-t-il, en 1924, au PC italien. On ne saurait le contredire. A condition, bien sûr, de préciser que cette politique a été toute de passivité et d'adaptation au refus du combat et qu'elle a sauvé Mussolini, au bord de la catastrophe, et a pu, ainsi, redresser la situation.

Il faut tout de même rappeler ici comment avait été traitée la direction polonaise après l'insurrection de Cracovie, qu'elle n'avait pas su exploiter huit mois auparavant. Le critère de l'exécutif pour apprécier les directions des partis n'était donc plus leur capacité à mobiliser les masses ou à exploiter leur mobilisation contre les crimes capitalistes, mais la fermeté de leur différenciation d'avec « le trotskysme » et leur servilité vis-à-vis des décisions de Moscou.

36. *Ibidem.*

L'AVENTURISME : L'INSURRECTION DE REVAL

L'insurrection de Reval (Tallinn), en Estonie, a été décrite et analysée dans un célèbre livre signé A. Neuberg, *L'Insurrection armée*. Les seuls éléments dont nous disposions sur l'identité de son auteur ont été donnés dans une « note de présentation » rédigée pour la réédition de ce livre en 1970 par Erich Wollenberg, communiste allemand et ancien officier de l'Armée rouge lié à l'appareil militaire international. Il écrit :

> Le rapport sur l'insurrection de Reval fut écrit à l'état-major de l'Armée rouge par une équipe dirigée par le général Ounschlicht.
>
> La base de ce rapport était constituée entre autres par les témoignages oculaires de communistes estoniens qui s'étaient réfugiés en Union soviétique après la répression de l'insurrection. La description de l'organisation et du déroulement des combats correspond dans les grandes lignes à la vérité historique[37].

Quelle est l'origine de cette insurrection ? La version officielle de la Comintern et du parti estonien illégal a oscillé entre le soulèvement spontané provoqué par l'horreur de la répression et une décision en ce sens prise par le PC estonien sans consultation de la Comintern. Radek, dans un rapport conservé dans les archives de Trotsky[38], avouait qu'il ignorait tout des dessous de l'affaire, de son origine, de celle de la décision de se battre. Victor Serge, lui, ne doute pas de la responsabilité de Zinoviev, dont tout le monde sait que son plus proche collaborateur est le communiste estonien Jan Anvelt, qui, pour beaucoup, a été associé à la décision :

> Comment Zinoviev avait-il pu déclencher cette stupide aventure ? Zinoviev nous effarait. Il refusait d'admettre la défaite d'Allemagne. L'insurrection n'était à ses yeux que retardée, le KPD continuait sa marche au pouvoir. Les émeutes de Cracovie lui faisaient annoncer la révolution en Pologne. Je pensais que l'erreur d'appréciation, d'ailleurs intelligente, qui l'avait amené à se prononcer en 1917 contre l'insurrection bolchevique en préparation pesait sur lui et le portait maintenant à un optimisme révolutionnaire autoritaire et exagéré. « Zinoviev, disions-nous, est la plus grande faute de Lénine[39]... »

Wollenberg, parfaitement bien placé pour avoir été informé, fut le premier à proposer une réponse à la question des origines. Pour lui, il s'agit bien d'une décision de Zinoviev qui voulait renforcer sa position contre Staline et en vit l'occasion dans la volonté des dirigeants du PC d'Estonie de se soulever contre un régime de terreur. Celui-ci n'était pas discutable. En janvier, puis en août, il y avait eu des arrestations massives de communistes : 149 d'entre eux furent traduits le 19 novembre 1924 devant le tribunal de Reval (Tallinn) sous l'accusation de haute trahison. Le 19, l'un d'entre eux, un dirigeant syndical de 29 ans, Jan Tomp, s'en prit violemment à un juge. Il fut fusillé la nuit même. Le 27 novembre, pratiquement tous les accusés furent condamnés à des peines allant de quatre ans de prison à la perpétuité.

C'est dans ces conditions que se serait produite « la conspiration de Zinoviev », que Wollenberg raconte ainsi : « Au cours d'entretiens secrets qui eurent lieu à Moscou et Leningrad entre lui et des chefs du PC estonien, la décision fut prise, dans le dos du CC du Parti bolchevique et sans en informer ses collègues de la Comintern, d'une insurrection à Reval, capitale de l'Estonie, et la date en fut fixée[40]. » Ruth Fischer ajoute des détails :

37. E. Wollenberg, « Note de présentation », A. Neuberg, *L'Insurrection armée*, p. III.
38. Rapport anonyme, Papiers Trotsky, Archives de Harvard T 857.
39. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 197.
40. E. Wollenberg, *loc. cit.*

l'amitié entre Kobetsky, ambassadeur soviétique à Reval, et Zinoviev, la participation au complot du général Berzine, la participation au soulèvement d'une soixantaine d'officiers soviétiques, l'objectif de Zinoviev, qui voulait, selon elle, limiter l'ascension de Staline. Pourtant, toujours peu fiable, elle met au nombre des victimes Viktor Kingisepp, effectivement proche collaborateur de Zinoviev, mais qui avait été déjà fusillé... en 1922.

La question a été tranchée. Les historiens Igor Jankowski et Olaf Kuuli, qui ont eu accès à Tallinn aux archives du parti communiste estonien (EKP), écrivent :

> Au printemps 1924, le comité central de l'EKP changea de tactique. Il commença des préparatifs pour prendre le pouvoir par un soulèvement armé. Les communistes estoniens réalisaient que l'idée de faire un coup d'État sans soutien [extérieur] était irréaliste. En 1924, les préparatifs pour un soulèvement en Estonie furent examinés au comité exécutif de la Comintern et aussi au comité central du Parti communiste de Russie. Sans l'approbation et le soutien de ces organisations, l'EKP n'aurait certainement pas essayé de prendre le pouvoir.
>
> Au cours des préparatifs pour le soulèvement, nombre de communistes estoniens d'Union soviétique (surtout des officiers de l'Armée rouge) furent envoyés illégalement en Estonie pour aider l'EKP dans ses préparatifs. Selon les plans, des groupes armées devaient s'emparer des objectifs les plus importants à Tallinn, puis appeler au secours le gouvernement soviétique. Aux frontières de l'Estonie, des milliers de soldats de l'Armée rouge (en majorité estoniens) devaient attendre pour apporter cette aide[41].

Le récit de la commission de l'état-major est simple. Le PC disposait de 1 000 hommes armés, dont 400 à Reval, disposait d'une centaine de revolvers, de 60 carabines et fusils avec peu de cartouches, de 3 mitrailleuses, de quelques dizaines de grenades et de 20 grosses bombes. Il comptait sur de nombreuses défections de soldats de la garnison, où il avait des liens. Les premières opérations, au petit matin du 1er décembre, échouèrent contre la caserne des junkers et celle de la police. La contre-attaque fut rapide. En moins de quatre heures, l'insurrection était écrasée. Il y eut une vingtaine de tués pendant les combats, 500 « prolétaires dont plusieurs dizaines de soldats fusillés » et autant condamnés à des peines de prison. Les responsables de cette insurrection, intelligemment critiquée d'ailleurs par la commission de l'état-major, quand ils ont survécu, n'ont pas eu de comptes à rendre, ou du moins rien n'a été dit à ce sujet ni à celui de l'implication d'un ou plusieurs dirigeants de la Comintern. Aïno Kuusinen indique seulement que son mari était au courant, que, bien entendu, Mauno Heimo avait suivi de près toute l'affaire et qu'Yrjö Sirola était présent à Reval pour superviser l'ensemble de l'opération[42]. Jusqu'à présent, les archives de Moscou n'ont pas apporté de révélation sur cette insurrection. Mais qu'a-t-on à en attendre encore ?

LA FOLIE TERRORISTE : LA BOMBE DE LA CATHÉDRALE DE SOFIA

Une insurrection complètement déconnectée des masses et dont le parti lui-même n'était pas informé, c'est déjà stupéfiant de la part d'un parti qui se réclame du marxisme et du bolchevisme dont on sait combien ils ont toujours combattu le blanquisme et sa forme moderne le « putschisme ». Mais un attentat à l'explosif organisé par un parti de même origine, longtemps considéré comme un modèle dans l'univers communiste, donc inaccessible à la tentation terroriste, c'est encore plus ahurissant lorsque l'on se souvient de l'hostilité des marxistes au terrorisme individuel. Et c'est en même temps significatif

41. I. Jankovski, O. Kuuli, « The Estonian Communist Party and the Comintern 1920-1940 », p. 4, communication au colloque d'Amsterdam.

42. Aïno Kuusinen, *Der Gott stürst seine Engel*, p. 85.

de la gravité de la crise de la révolution dans les partis bureaucratisés et des réactions de colère et de désespoir que nourrissait la situation jusque dans leurs sphères dirigeantes.

C'est ce qui s'est passé à Sofia au cours de la féroce répression (« terreur blanche ») qui avait suivi l'écrasement du soulèvement de 1923 et avait continué sans faiblir. Au début d'avril 1925, le tsar Boris, « le tueur de Bulgares », disent les communistes, échappe de peu à un attentat. Le 14 avril, c'est le général Kosta Georgiev, député de droite au Sobranie, proche du tsar, qui tombe sous les balles d'un terroriste inconnu. C'est l'une des mâchoires du piège. Le 18, toute l'élite sociale et politique du régime bulgare, les maîtres du pays, sont réunis à la cathédrale des Sept-Saints de Sofia pour le service funèbre du général. Une bombe explose, provoquant l'écroulement d'une coupole. Des décombres on sortira plus de 120 morts, dont 3 députés, 13 généraux, 8 colonels, 8 hauts fonctionnaires. Il n'y a aucune victime dans la famille royale et le gouvernement ; le chef de la police et le maire de Sofia font partie des 500 blessés.

La police incrimine des membres de l'organisation militaire du BKP. Deux de ses dirigeants, son chef, le lieutenant-colonel Kosta Iankov, et Ivan Minkov, sont tués en résistant, les armes à la main, aux policiers venus les arrêter. Des centaines de communistes sont arrêtés, torturés, tués sans jugement dans des conditions atroces : ainsi Nikolaï Chabline, que nous avons vu à Kharkov avec Rakovsky et à Halle avec Zinoviev, a été brûlé vif dans un four. Le secrétaire du syndicat des mineurs, Temelko Nenkov, est abattu. Trois communistes sont condamnés à mort et pendus devant 50 000 Sofiotes, en mai, pour avoir placé les explosifs : ce sont le lieutenant-général Koev, un officier supérieur en retraite, qui avait abrité Minkov, Petŭr Zadgorski, le sacristain de la cathédrale, qui « avoue » qu'un inconnu lui a remis la bombe, et surtout Marko Friedman, avocat, ancien officier, militant communiste, magnifique devant ses juges, qui nie toute implication et tente jusqu'au bout de protéger son parti. L'un des collaborateurs de Friedman, Ivan Manev, se suicide pour éviter la torture.

En fait, les dirigeants communistes étaient impliqués. Après avoir pendant des décennies accusé la police d'avoir elle-même commis l'abominable attentat pour en accuser les communistes, Georgi Dimitrov, le leader historique du BKP, a assuré le 19 décembre 1948 devant le Ve congrès de son parti que celui-ci avait été à son origine et que c'étaient bien des hommes de l'organisation militaire, agissant sur ordre, qui avaient déposé la machine infernale. Il expliquait pour sa part qu'il s'était agi d'une « déviation ultragauchiste [...], un acte de désespoir[43] ». Un ancien membre du comité central émigré en Israël, Petur Semerjeev, qui a eu accès aux archives de police en Bulgarie, présente une version différente. Selon lui, la décision fut prise à Vienne par Georgi Dimitrov au début de l'année 1925, transmise oralement à Stanke Dimitrov, dit Marek, dirigeant important qui, lui-même, la communiqua au comité central en mars. La version de l'émigré ne diffère guère du témoignage donné par Aïno Kuusinen selon laquelle tout le monde savait à la Comintern que la responsabilité de cet attentat revenait à Georgi Dimitrov[44]. Il dit avoir trouvé toutes ces informations dans les aveux faits à la police par la responsable du BKP Tsola Dragoicheva, qui fut également condamnée à mort mais dut son salut au fait qu'elle était enceinte, et qui fut, par la suite, graciée. Elle fut membre du bureau politique de 1944 à 1946 et de 1976 à sa retraite en 1984. Elle a publié en 1980 des Mémoires qui donnent beaucoup d'informations sur l'organisation militaire du BKP, mais n'y mentionne pas l'affaire de l'attentat de la cathédrale.

43. G. Dimitrov, *Selected Speeches and articles*, p. 202-203, L. Wishart, *Politicheski otchet na RSK na BRP(k) pred V Kongres na bVRP(k)*, 1948, p. 28.

44 Aino Kuusinen, *op. cit.*, p. 85.

Arkadi Vaksberg, qui a un large accès à des sources sérieuses mais ne les cite malheureusement jamais, accuse carrément les services soviétiques puisqu'il écrit que « le dynamitage de la cathédrale de Sofia au moment où s'y trouvaient le roi de Bulgarie et tout le gouvernement » fait partie des « nombreuses actions organisées et réalisées par les agents [de la Tcheka] placés sous la direction de Trilisser ». Il est bien dommage qu'aucun « découvreur d'archives » n'ait mis la main sur de tels documents, probablement marqués du sceau *Sekretno.*

UNE RÉPRESSION AU COUTEAU

La répression fut féroce, « au couteau », écrit Victor Serge. Il semble bien que Friedman n'ait été désigné comme coupable par les policiers que parce qu'il était le seul communiste important qui leur avait échappé – de justesse d'ailleurs – et sur qui ils avaient pu remettre la main. Les chiffres officiels donnent 3 557 personnes emprisonnées, dont 300 condamnées à mort. L'opposition parle de 5 000 exécutions, et on ne fait pas entrer ici en ligne de compte les assassinats ou disparitions, parmi lesquels Tsankov admet qu'il y eut 47 députés et des centaines d'enseignants. Évoquant l'émotion internationale devant l'exécution de Francisco Ferrer seize ans plus tôt et la quasi-indifférence générale devant la pendaison de Marko Friedman, qui, dit-il, n'était « pas moins innocent » que lui, Victor Serge médite sur des problèmes de fond : « Gardons-nous de nous déshabituer de souffrir âprement lorsque tombent des camarades. Le prolétariat international a besoin d'une sensibilité ardente pour étoffer, pour passionner sa solidarité, sacrée parce que nécessaire [45]. » Suivent des phrases qui montrent que le commentateur pressent l'isolement des communistes sans en tirer de conclusion ni même une véritable explication :

> Friedman est plus grand que Ferrer par la netteté de sa conscience de classe. Il meurt dans le silence de millions de spectateurs parce qu'une classe entière, internationale, se sent menacée par des hommes de sa trempe. Personne, dans la bourgeoisie, personne dans les classes moyennes supérieures, qui font cortège à la bourgeoisie, ne pourrait blâmer les bourreaux de Sofia sans trahir les classes possédantes. [...] Bien. Nos morts, nous les pleurerons, nous les enterrerons, nous les vengerons, seuls. L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes [46].

La question est pourtant posée de l'influence du terrorisme aveugle sur la conscience de classe, et il reste que son emploi était contraire à toutes les traditions de la lutte ouvrière collective depuis un siècle et paraissait jusqu'alors incompatible avec l'idée communiste elle-même.

L'INSURRECTION DE JAVA, UN PARTI DIVISÉ

Le PC indonésien, le PKI, a réglé ses problèmes avec Sarekat Islam par la scission de ce dernier. Il a repris des relations privilégiées avec Rajkat Islam, né de cette scission, qu'il contrôle de fait et qui constitue en quelque sorte pour lui un Guomindang de rêve : un authentique parti nationaliste de masse contrôlé par une fraction, solidement organisée, de communistes. Il a une base paysanne ardente. Le Ve plénum, en 1924, a conseillé aux communistes de bien séparer les organisations du PKI et de Rajkat Islam, tout en continuant d'y faire adhérer ses militants et en en conservant la direction [47]. En 1925, le PKI réalise de gros progrès au sein de l'infime classe ouvrière dans un travail réalisé en liaison

45. R. Albert (Victor Serge), « Trois Pendus », *Corr. int.*, n° 62, 17 juin 1925, p. 516.
46. R. Albert (Victor Serge), *loc. cit.*
47. A.B. Reznikov, *Comintern and the East*, p. 112, et Joop Mörrien, colloque d'Amsterdam, p. 6.

avec la Profintern, dont un secrétariat s'installe à Sourabaya. Les marins, dockers et ouvriers des transports s'organisent. Ceux des plantations commencent à le faire : il y a 35 000 ouvriers syndiqués en août 1925.

Le PKI songe à une insurrection et son CC en discute le 25 décembre 1925 à Prambanan. Le principe en est décidé. En fait, le PKI et Rajkat Islam sont pris à la gorge tandis que les autorités coloniales cherchent un terrain d'accord avec Sarekat Islam. Le soulèvement est un sursaut pour survivre. Deux délégués du PKI, Musso et Alimin, partent, officiellement pour rencontrer Tan Malaka, qui s'est installé aux Philippines. Lui va les attendre longtemps à Singapour, où devait avoir lieu la rencontre. Ils ont continué leur voyage vers Moscou, où ils en arrivent en juin ou juillet 1926. L'historienne Ruth McVey a la candeur de croire un unique témoignage[48] sur les encouragements que les délégués indonésiens auraient reçus de Zinoviev pour leur plan.

Le PKI est en réalité profondément divisé, et c'est une autorisation ou une interdiction que ses deux dirigeants sont allés chercher à Moscou, où on les gardera des mois durant pour une « formation théorique » qui semble avoir eu surtout comme objectif de les mettre en garde contre le « trotskysme ». La vérité est que Tan Malaka est catégoriquement opposé à un projet qui, dans les conditions générales du pays et les conditions spécifiques du parti, ne peut être selon lui qu'un putsch dans lequel les communistes agiront sans les masses, en leur nom. Il a refusé de donner son aval au projet, car il pense que la révolution vient au terme de l'action des masses sous toutes ses formes. Il reproche par ailleurs aux camarades qui l'ont convoqué à Singapour d'avoir dissimulé sa position au parti et d'attendre de lui non une participation à un débat sur l'insurrection mais une démarche à Moscou pour appuyer une décision déjà prise.

Un exécutif oscillant

A Moscou, la discussion se déroule dans la commission d'Orient, et le moins que l'on puisse dire est que Roy et Murphy y soulèvent nombre d'objections, sans s'opposer vraiment de front. La conclusion est une résolution du présidium qui fixe au parti la tâche de « renverser la tyrannie impérialiste et féodale, d'établir un gouvernement des exploités sous la forme d'une république populaire, de former un bloc national-révolutionnaire et d'assurer l'hégémonie du prolétariat » dans ce bloc[49]. Joop Mörrien fait remarquer fort justement[50] que rien n'est dit sur les moyens, mais que le programme de la Comintern ne connaît d'autre moyen que l'insurrection armée. Tout de suite après, les deux émissaires envoient d'une manière ou d'une autre le feu vert à leurs camarades, qui décident l'insurrection à la conférence de Soro. Ils sont arrêtés sur le chemin du retour, à Singapour, et, après leur libération, n'auront plus qu'à repartir pour Moscou.

Une insurrection désastreuse

Le 13 novembre 1926, en effet, des groupes armés – vêtus de blanc pour montrer qu'ils sont voués à la mort, écrit *Inprekorr*[51] –, attaquent à Batavia le palais du gouverneur, les prisons, des casernes. La lutte armée commence et se répand, à Sourabaya, dans l'intérieur de Java, puis à Sumatra. Un manifeste de l'exécutif de la Comintern, daté du 21 novembre 1926, donne sa caution au mouvement insurrectionnel : « Sous l'hégémonie du prolétariat, une unité de front pour la libération du pays de la domination impérialiste a été constituée.

48. R. McVey, *The Rise of Indonesian Communism -up to 1927*, p. 337.
49. A.B. Reznikov, *op. cit.*, p. 130, Mörrien, colloque d'Amsterdam, p. 9.
50. J. Mörrien, *Indonesië los van Holland*, p. 57.
51. G. Vanter, « L'insurrection à Java », *Corr. int.*, n° 128, 28 novembre 1926, p. 1569.

Cette armée révolutionnaire unifiée comprend la majorité écrasante de la population, prolétariat, paysannerie, intellectuels et petite-bourgeoisie. » Le manifeste signale l'interdiction et la répression qui frappent le PKI et Rajkat Islam, et assure que « le flot montant des masses révoltées n'a pu être refoulé ». Puis, retrouvant le ton de l'épopée, il proclame :

> L'Internationale communiste salue de tout cœur la lutte révolutionnaire d'Indonésie et la soutient complètement. [...] Peuples opprimés du monde ! Les Indonésiens insurgés sont votre avant-garde et ils proclament leur volonté de liberté comme vous tous. Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour les soutenir dans leur combat ! A bas la terreur impérialiste ! Vive le front unique anti-impérialiste des ouvriers et des peuples opprimés du monde ! Vive le peuple libre de l'Indonésie [52] !

Bien sûr, la « révolution » dont il s'agit pour la Comintern en Indonésie est alors une révolution du type chinois, révolution nationale-démocratique faite par un « bloc » de classes. Mais la réalité est autre, et il ne s'agit pas d'une « politique droitière ». De toute façon, l'insurrection de Java ne peut conduire qu'à la répression rapide la plus féroce. Elle est écrasée en quelques heures à Batavia, traîne en longueur quelques semaines dans la région de Sourabaya, avant de s'éteindre. Le PKI est interdit, il y a 13 000 arrestations, 4 500 emprisonnements et 1 308 internements [53] dans de terribles camps de concentration, en Nouvelle-Guinée occidentale, dont très peu revinrent.

En 1928, au VIe congrès de la Comintern, le délégué indonésien, Darsono, qui prend la parole sous le nom de Samin, dit que le PC comptait à l'époque 9 000 membres et Sarekat Rakjat, 100 000. Au sujet de l'insurrection, il ajoute : « Le plan était d'organiser une grève générale des cheminots qui devait être le point de départ d'un soulèvement à Sumatra et à Java. Mais ce plan ne put être mené à bien car les camarades expérimentés furent tous arrêtés. [...] A Batavia, les insurgés essayèrent de prendre d'assaut la prison, mais furent repoussés. Pendant quelques heures, ils occupèrent le central téléphonique. Dans la capitale, le mouvement ne dura pas plus d'une semaine [54]. »

L'organe du PC hollandais, *De Tribune*, ne se croyait pas moins dans le sens de l'histoire quand il écrivait : « Que les vaillants combattants qui viennent de déployer le drapeau de l'insurrection agissent comme les Gueuses contre le régime de terreur d'Albe [allusion à la lutte des Pays-Bas et des femmes du peuple contre l'Espagne – le duc d'Albe – et pour leur indépendance]. Que leurs balles frappent en plein cœur ! Que les combattants réussissent à chasser les bourreaux hollandais qui, sous le masque de la chrétienté, sacrifient tout à leur Dieu unique, Mammon [55]. » Semblables déclamations ne font évidemment que souligner l'isolement de leurs auteurs. Ainsi parlait la Comintern...

CENTRALISATION INTERNATIONALE

Ainsi la centralisation internationale rigoureuse – qui n'est nullement le « centralisme démocratique », lequel impliquait une consultation démocratique précédant l'exigence de discipline – est-elle imposée tant par les principes nouveaux inhérents à la prétendue « bolchevisation » que par la nécessité de mieux discipliner les initiatives intempestives. Grant Adibekov et Eleonora Chakhnazarova écrivent :

> L'autorité de la Comintern fut considérablement agrandie. Elle reçut le droit de révoquer ou de modifier les décisions des organismes centraux et aussi des congrès des sections et d'adopter des décisions obligatoires. Les organes centraux des sections de la Comintern étaient maintenant

52. « Manifeste de l'exécutif de l'IC sur les événements en Indonésie », *ibidem*, p. 1560.
53. R. McVey, *op. cit.*, p. 353.
54. *Inprekorr*, 1245-1246.
55. Cité par *Corr. int.* n° 129, 1er décembre 1926, p. 576.

subordonnés aussi bien à leurs congrès qu'à l'exécutif, et le CEIC recevait le droit de confirmer les documents programmatiques des sections. Selon les nouveaux statuts, les congrès ne devaient pas être réunis moins que tous les deux ans, ce qui augmentait l'influence du présidium, du bureau d'organisation et du secrétariat. Le nombre des membres du CEIC augmenta de 37 et passa à 72[56].

Cela se traduit par la construction d'un véritable appareil international, à partir de 1926, et par son perfectionnement continu, bien résumés par les travaux de Peter Huber comme de Brigitte Studer. En 1926, cet appareil compte 346 fonctionnaires en son centre à Moscou. De sa première période, la Comintern avait hérité plusieurs organismes techniques, le département des affaires, chargé de toutes les questions budgétaires et financières, l'OMS, chargée des relations internationales et par conséquent en grande partie de relations clandestines entre le centre et les sections, et dont l'un des dirigeants, Sirotinsky, relève du GPU. Ce sont là deux organismes très importants, étroitement contrôlés par la direction. En 1926, le premier emploie 97 personnes et le second, 33. Les organismes de direction désignés par le présidium sont conformes au modèle du parti soviétique : ce sont le présidium, le bureau d'organisation *(Orgburo)* jusqu'en 1926 et le secrétariat, qui devient en 1927 le secrétariat politique. Le présidium a de plus en plus de pouvoirs, qui aboutissent en définitive au secrétariat. Les grands partis sont de plus en plus étroitement soumis à l'organisme dirigeant de la Comintern, en l'occurrence, forcément, à la direction russe

Deux commissions épaulent le secrétariat, la « petite commission », ou encore « commission restreinte », et la « commission permanente », qui s'occupe des questions du personnel. Peter Huber signale qu'en 1929, pour l'épuration de l'appareil, c'est la commission restreinte qui désigne une commission formée de Piatnitsky, Vassiliev, Mirov (bureau des cellules), Heimo et Abramov. Le travail est ensuite organisé dans des départements, créés les uns après les autres – nous indiquons entre parenthèses le nombre de personnes qui y travaillent – : celui de l'organisation (16), qui reprend le travail courant de l'*Orgburo*, celui de l'agit-prop (18), dirigé par Béla Kun, revenu en 1924, qui contrôle la presse de l'ensemble des sections, les départements de l'information (27), et des éditions (63), ceux d'Orient (33), des femmes (6), des coopératives (8), le secrétariat de la KIM, l'Internationale des jeunes communistes (29), et celui de l'exécutif (17). A partir de 1928, il y a 11 [8 ?] secrétariats régionaux : Europe centrale, Balkans, anglo-saxon, scandinave, latin, latino-américain, polonais-balte, oriental[57]. Les statistiques fournies par Peter Huber font apparaître 45,4 % de Soviétiques dans cet appareil, 17,6 % d'Allemands, 6 % de Français, 4,2 % de Britanniques, 4,2 % de Suisses, 3,7 % de Hongrois, 3,2 % de Nord-Américains et 2,3 % de Polonais. Dans une très intéressante communication au congrès des historiens à Montréal, en 1995, l'historienne suisse Brigitte Studer a souligné les deux principales conséquences de ce que certains ont appelé la « russification » de la Comintern. La première est la concentration grandissante du pouvoir au sommet, et la seconde, le passage du pouvoir d'organismes publics à des organismes secrets, avec le rôle du GPU que l'on sent à chaque instant mais qui n'apparaît pas directement dans les documents qui nous sont ouverts. Ce sont là précisément deux caractéristiques du stalinisme.

56. G. Adibekov et E. Chakhnazarova, « Reconstructions of the Comintern organizational structure », *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Socialism*, p. 27-34, ici p. 28.
57. RTsKhIDNI, 495/ 3/ 79 /430-431.

L'ABANDON DE LA POLITIQUE DU FRONT UNIQUE

C'est au Ve congrès, dans le cours de la « bolchevisation », que la Comintern, sous couleur de condamner l'opportunisme, a condamné en fait définitivement la politique du front unique ouvrier élaborée et adoptée après la défaite de l'action de mars sous l'impulsion de Lénine. Radek en a pourtant présenté une remarquable défense et illustration : « Le sens de notre tactique de front unique repose sur le fait que nous sommes réellement et loyalement prêts à faire un bout de chemin avec tout parti ouvrier qui veut lutter, un bout de chemin que ce dernier est prêt à faire avec nous[58]. » Répondant à Boukharine qui s'étonnait que rien n'indique dans cette conception le moment où l'on allait « démasquer » les dirigeants de la social-démocratie, il précise : « Nos discours sur "démasquer" rendent plus difficile que la social-démocratie se démasque réellement elle-même. Ils permettent qu'on dise : les communistes ne veulent pas un front commun, ils font seulement des manœuvres tactiques. Et les ouvriers traduisent ce latin en termes très simples : des ficelles de partis[59]. » Il met en garde contre le danger qui consiste à oublier qu'il faut, au moins en Europe occidentale, proposer des formules de transition vers la dictature du prolétariat, et se gausse de ceux qui emploient des « pseudonymes » en clamant que ce sont là des pseudonymes !

Le Ve congrès adopte la formulation de Zinoviev sur le « gouvernement ouvrier et paysan » comme pseudonyme de la dictature du prolétariat et assure que seul le soulèvement armé peut lui donner naissance. La « bolchevisation » se traduit ainsi dès le début par l'abandon de l'acquis théorique par lequel, à la fin de la vie de Lénine, les communistes avaient tenté de tirer les leçons de leurs premiers échecs. Comme dans le domaine du régime intérieur du parti, ce nouveau départ est une régression.

58. *Protokoll des V. Kongress*, 1, p. 173.
59. *Ibidem*, p. 175.

CHAPITRE XX

Le rêve syndical

« Des événements gigantesques se préparent en Grande-Bretagne[1]. » Tel est le titre d'un appel de l'exécutif de l'Internationale communiste publié le 1er mai 1926 par *Inprekorr*, l'organe de presse de la Comintern. Le texte rappelle la « crise britannique » et son lien avec le problème du charbon et des mines, décrit l'affrontement inévitable entre l'empire en décadence et le mouvement ouvrier en pleine ascension. Il se termine par de vigoureuses exhortations : « Vive l'Internationale du prolétariat mondial ! Vivent la classe ouvrière anglaise, la victoire des mineurs britanniques, le front unique de la classe ouvrière du monde entier[2] ! »

Le manifeste de la Comintern

Une semaine plus tard, un manifeste remanié répète et accentue les avertissements précités :

> L'importance de ce conflit pour la Grande-Bretagne est immense. [...] La victoire ou la défaite des mineurs signifient la victoire ou la défaite de l'ensemble du mouvement ouvrier britannique. La grève des mineurs signifie la grève générale et la grève générale ne peut pas rester une lutte économique, elle se transformera immédiatement en lutte politique. Ce ne seront pas seulement les mineurs qui seront opposés aux magnats de la mine mais le prolétariat à la bourgeoisie, classe contre classe. Et dans ce conflit entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, celle-ci mobilisera naturellement son gouvernement et toute la puissance de l'État. [...] La lutte pour les salaires, la durée et les conditions de travail, par suite de la brutalité de la bourgeoisie et de son gouvernement, pose de plus en plus nettement devant la classe ouvrière, la question du pouvoir.

L'exécutif de l'Internationale communiste donne ensuite son analyse des rapports au niveau des directions du mouvement ouvrier :

> Le Mouvement national minoritaire et le Parti communiste britannique se sont montrés dignes de la situation. Ils ont appelé les ouvriers à la résistance, essayé d'organiser la lutte et lancé le mot d'ordre de l'unité de lutte du mouvement syndical en Grande-Bretagne et dans le cadre international.

1. « Des événements gigantesques se préparent en Grande-Bretagne », *Corr. int.*, n° 56, 1er mai 1926.
2. *Ibidem*.

Mais le Mouvement minoritaire et le Parti communiste ne peuvent conduire la lutte à eux seuls [...]. La victoire ne peut être remportée que si l'ensemble du mouvement ouvrier britannique se place sur la ligne de combat et si tous les syndicats, y compris le conseil général du Congrès des syndicats (TUC) anglais, entrent en lutte.

L'Internationale communiste est convaincue que, si le conseil général du TUC britannique se met à la tête du mouvement, tout le mouvement international démontrera dans les faits sa solidarité. Si le conseil général fuit la bataille et prend le chemin du compromis néfaste, il lui en incombera une grande responsabilité historique.

Après avoir réaffirmé que « seule l'union du prolétariat international, seule l'édification des États-Unis socialistes d'Europe apporteront une véritable solution pour le prolétariat », le manifeste appelle « les ouvriers de tous les pays à une lutte de solidarité » et à se préparer à un vaste plan d'actions en ce sens[3]. Le lecteur reste un peu sur sa faim, ignorant si ce qui se prépare en Grande-Bretagne est une révolution ou seulement un grand conflit de classes qui la place à l'horizon.

Un affrontement de classes

La grève générale, première de l'histoire britannique, qui commença le 4 mai 1926 fut en effet un gigantesque affrontement entre les classes. Le communiste britannique R. Palme Dutt écrivait au lendemain de son déclenchement :

Quatre millions d'ouvriers, les forces organisées de la classe ouvrière anglaise qui constitue l'écrasante majorité de la population sont en lutte contre tout l'appareil de l'État et de la classe capitaliste au pouvoir. D'un côté, toutes les « ligues civiques », les forces militaires et policières mobilisées par le gouvernement. De l'autre, les organisations prolétariennes avec la solidarité et la discipline d'une classe qui sait qu'elle ne peut se défendre en tant que classe que par sa puissance. Des deux côtés, on se rend compte qu'il s'agit d'une lutte qui ne peut être tranchée que par la force.

Le même auteur soulignait également que c'était la bourgeoisie britannique qui parlait de révolution et se préparait à la guerre civile :

Le gouvernement [...] déclare la guerre engagée entre le système soviétique et le système parlementaire. On compare la situation actuelle avec celle d'août 1914 ou avec la guerre civile. Le *Times* déclare que « la situation actuelle constitue la menace la plus sérieuse depuis la chute des Stuarts ». Le *Daily Telegraph* déclare qu'il s'agit d'une lutte pour le pouvoir et que la grève générale est la guerre civile. A la Chambre des communes, Baldwin déclara – au cours de la discussion du 3 mai : « Le gouvernement a été provoqué par un autre gouvernement. Nous nous trouvons actuellement plus près de la guerre civile que nous ne l'avons été depuis des siècles. Ce ne sont pas les salaires qui sont menacés mais la liberté de la Constitution[4]. »

On ne trouve pas de déclarations de révolution du côté du Parti communiste britannique. Au contraire. Le 30 avril 1926, à la veille du début de la grève générale, l'un de ses dirigeants, J.T. Murphy, souligne dans le *Workers' Weekly* que ceux qui dirigent le mouvement n'ont pas de perspective révolutionnaire et qu'ils reculeraient aussitôt, effrayés, s'il en apparaissait. Ceux d'entre eux qui sont décidés à ne pas reculer sont en revanche incapables de concevoir une offensive, « totalement incapables », écrit-il, « d'aller de l'avant pour relever toutes les implications d'un défi à l'État de la classe ouvrière unie ». Il conclut qu'il serait fou « d'être animé d'idées exagérées sur les possibilités révolution-

3. « Manifeste », 8 mai 1926, *Corr. int.*, n° 58, p. 571.
4. R. Palme Dutt, « La première grève générale en Grande-Bretagne », *Corr. int.*, n° 59, 12 mai 1926, p. 580.

naires de cette crise et de visions d'une nouvelle direction "surgissant spontanément dans la lutte"[5] ».

Il est nécessaire de revenir en arrière pour comprendre pourquoi et dans quelles conditions générales et particulières s'est développé le conflit qui a conduit la Comintern devant une nouvelle grande épreuve de la lutte de classes, la première après l'Octobre allemand de 1923.

LA PRÉHISTOIRE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Ce sont les mines et les mineurs de charbon qui constituent le centre du conflit. Une longue exploitation les a laissées vieillies, tant dans leur structure économique – leur dispersion entre nombre de petits propriétaires – que dans leurs équipements. Les mineurs, les premiers conscients de la nécessité de les moderniser, revendiquent leur nationalisation depuis la fin de la guerre. Conscients de l'importance de l'enjeu, ils ont conclu ce qu'on a appelé la triple alliance avec le syndicat des cheminots et celui des transports, dirigés respectivement par Thomas et Bevin, mais ces deux derniers, dans la fameuse journée du *Black Friday*, le vendredi noir, 15 avril 1921, ont brisé leurs engagements à leur égard.

En 1925, le patronat minier a tenté l'épreuve de force avec une importante baisse des salaires. Le syndicat des mineurs a obtenu sur ce point l'appui du Trade Unions Congress, le TUC, et de sa direction réformiste. Finalement, le gouvernement conservateur de Stanley Baldwin, qui ne se sentait pas capable d'affronter le front syndical, a décidé, le 31 juillet 1925, *Red Friday*, vendredi rouge, de gagner du temps en versant aux mineurs une indemnité compensant leur perte de salaire, en attendant les conclusions d'une commission, présidée par sir Herbert Samuel, chargée d'étudier la situation dans l'industrie minière. L'indemnisation est prévue jusqu'au 1er mai 1926, le rapport de la commission devant ensuite permettre de déterminer une nouvelle politique. En fait, le gouvernement Baldwin s'est acheté un délai et a gagné un sursis. Il a pu disposer du temps nécessaire à une préparation sérieuse de l'épreuve de force avec les syndicats.

LE GOUVERNEMENT SE PRÉPARE CONTRE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Le gouvernement – ses membres les plus réactionnaires, particulièrement Winston Churchill, chancelier de l'Échiquier, et le ministre de l'Intérieur, William Joynson-Hicks, couramment appelé Jix – s'est immédiatement attelé à la préparation de la lutte contre la grève générale, constituant sous son autorité directe des commissions spéciales pour faire face dans tous les domaines à l'éventualité de la grève générale, disposant pour cela de crédits très importants, divisant le pays en dix districts avec leurs propres QG et états-majors, des systèmes de communication et de transports et des personnels permanents d'urgence. Dans son rapport d'octobre 1925, cité par l'historien Patrick Renshaw, le ministre de l'Intérieur se montrait déjà très optimiste du fait de ces réalisations. L'historien le résume :

> Les dix districts avaient leurs propres QG et états-majors [...]. Des réunions de ces derniers avaient eu lieu et les commissaires civils avaient séjourné dans les zones qui leur étaient assignées. On avait nommé les quatre cinquièmes de la main-d'œuvre d'urgence et on était tout près d'achever le dernier cinquième. A des conférences bimensuelles, des fonctionnaires des divers ministères avaient travaillé sur des détails comme les meilleures routes d'urgence pour le ravitaillement et les transports, la répartition des volontaires qualifiés pour occuper les postes clés dans les centrales électriques et la sécurité des armes et des explosifs. On avait beaucoup de véhicules motorisés ;

5. J.T. Murphy, *Workers' Weekly*, 30 avril 1926.

les stocks d'essence étaient bons et les stocks alimentaires plus qu'adéquats. En février 1926, Jix pouvait dire au gouvernement qu'il « restait très peu de choses à faire pour s'occuper d'une possible grève générale[6] ».

C'étaient là les mesures formelles, mais plus ou moins tenues secrètes. D'autres, en revanche, allaient bénéficier d'une grosse publicité. Ainsi l'*Organization for the Maintenance of Supplies* (Organisation pour le maintien des fournitures), officieuse mais patronnée par de grands personnages comme l'ancien vice-roi des Indes lord Hardinge et l'ancien amiral de la flotte de la Baltique, lord Jellicoe. Destinée officiellement à assurer le maintien de tous les services publics – ravitaillement, eau, lumière, énergie, transport et bien entendu « la loi et l'ordre » –, elle permettait de nourrir en hommes l'opération destinée à briser la grève. Les volontaires s'y engageaient en qualité de policiers auxiliaires, auxiliaires de la fonction publique, employés, porteurs de dépêches, chauffeurs d'automobiles, de camions, voire conducteurs de trains ou de tramways.

Ils devaient être formés et entraînés, mais, sur ce plan, les résultats furent médiocres, car nombre d'entre eux, par rapport aux tâches manuelles et techniques où ils étaient nécessaires, n'étaient que des pieds tendres qu'il aurait fallu des mois pour endurcir. La population laborieuse parlait avec beaucoup d'ironie de ces gens qui étaient, disait-on, enfin disposés à travailler, pour la première fois de leur vie. Le gouvernement eut à leur propos des inquiétudes devant des velléités locales ou régionales d'indépendance : il était entendu qu'en cas d'utilisation officielle ils devaient être directement rattachés au ministère de l'Intérieur. Il y eut des protestations contre l'utilisation, par ces volontaires, de locaux publics, comme Hampstead Town Hall, à Londres, et les autorités furent interpellées sur des affaires de ce genre, notamment par le *Daily Herald* travailliste. En fait, le contrôle du ministère de l'Intérieur sur ces troupes était loin d'être total.

Entre le *Red Friday* et le début de la grève – un espace de neuf mois –, l'OMS recruta environ 100 000 volontaires, dont la majorité appartenait aux classes moyennes et aux « travailleurs en faux col », et un nombre assez élevé d'étudiants, qu'on voyait mal décharger les bateaux à la place des dockers, pour ne pas parler de la conduite des trains, pour laquelle on prévoyait surtout... les ingénieurs. Elle attira aussi nombre de membres des groupes fascistes, qui s'étaient déjà signalés par des raids contre des locaux et des responsables communistes : leur engagement en masse provoqua des réactions diverses. Pendant la grève générale, ils se fondirent dans les rangs de l'organisation gouvernementale anti-grève et participèrent à la répartition des fournitures aux populations.

Le National Minority Movement

Fondée au moment où les communistes croyaient à un développement rapide et à des succès prochains de la révolution mondiale, la Profintern, l'Internationale syndicale rouge, n'avait pas connu les succès escomptés. Elle représentait pourtant en 1923 une force d'idées et d'influence disposant de gros moyens matériels. Sa fusion en Grande-Bretagne avec le mouvement ouvrier industriel des *Shop Stewards* et des comités ouvriers a donné naissance à une formation originale, sans équivalent ailleurs, le *National Minority Movement*, le Mouvement national minoritaire.

La Profintern était dirigée à l'époque par une équipe internationale qui avait la confiance ou au moins l'estime de nombre de syndicalistes de gauche, son secrétaire général Losovsky, un Russe qui avait milité en France, ses secrétaires Mikhail P. Tomsky, secrétaire des syndicats russes, et le Catalan Andreu Nin, ancien secrétaire de la CNT en Espagne.

6. P. Renshaw, *The General Strike*, p. 130.

Elle avait essaimé, créant dans le monde quatre bureaux étrangers semi-clandestins, le bureau central européen, à Berlin, le bureau latin à Paris, le bureau balkanique en Bulgarie et le bureau britannique *(British Bureau)* à Londres. Ce dernier, animé par John T. Murphy, financé par Moscou, n'était encore qu'un minuscule rouage de cet appareil mondial. Peut-être favorisé par le fait que le Labour avait refusé l'adhésion des communistes, qui furent ainsi rejetés vers les syndicats, il réussit à organiser, en lui et autour de lui, dans l'élan général de l'attraction de la révolution russe, ce qui restait de l'aile militante du mouvement des *Shop Stewards* et des *Workers Committees*, organisés, pour ceux qui n'avaient pas rejoint le CPGB, en comités locaux sous l'autorité d'un comité d'action national, le NAC.

En 1921 se réalisa l'alliance entre le NAC et le CPGB, aboutissant à la constitution du *National Workers' Committees Movement*. Dans le même temps le *British Bureau* appelait les syndicats à se rallier à la Profintern et à rompre avec l'Internationale jaune d'Amsterdam, et commençait à travers cette campagne à exercer une réelle influence. C'est la fusion de ces deux organisations proches mais d'origines différentes qui donnera naissance au *National Minority Movement* comme expression, en même temps qu'organe du front unique dans les syndicats. Les communistes britanniques, qui n'avaient été jusque-là qu'une petite secte, s'y lancèrent avec enthousiasme, comme Losovsky l'expliqua aux délégués du IVe congrès de la Comintern : « Nous avons parfaitement compris que ce serait un désastre si le parti se contentait de n'organiser ses forces que dans les petites cellules de notre parti. Il faut que nos groupes communistes deviennent un point de cristallisation qui concentrera tous les éléments d'opposition[7]. »

Au début de 1923, après une enquête menée sur place par un des « spécialistes » de la Comintern, Borodine, afin de déterminer les causes de l'échec des communistes dans leurs tentatives d'implantation au sein des syndicats, deux conférences successives arrivent à définir les fonctions du *British Bureau*. Il s'agit « non pas d'organiser des syndicats révolutionnaires indépendants ou de faire scission en faisant partir les éléments révolutionnaires des organisations existantes affiliées au TUC [...] mais de convertir la minorité révolutionnaire dans chaque industrie en une majorité révolutionnaire[8] ». Sur cette ligne, les progrès sont foudroyants dans le secteur ouvrier le plus menacé et le plus combatif : après plusieurs échecs, une conférence nationale lance le *Miners' Minority Movement* et publie le journal *Miners' Weekly*. Dans l'intervalle, le NMM a remporté un grand succès puisque c'est l'un des siens, Arthur J. Cook, un ancien membre du CPGB demeuré sympathisant, agitateur quelque peu instable mais grand orateur doué d'un grand charisme, qui est élu secrétaire de la fédération du syndicat des mineurs.

Les progrès sont encore lents cependant quand se réunit finalement le 24 août 1924, au Memorial Hall de Londres, la conférence nationale des mouvements minoritaires, 270 délégués représentant 200 000 syndiqués, qui décident de créer une organisation nationale regroupant les minorités dans les syndicats. Tom Mann en est le porte-drapeau. Le jeune cheminot Harry Wicks y a pris part et salue dans ce mouvement « les efforts de la base, un développement spontané et pas seulement à l'instigation du Parti communiste [...], une sorte de retour de la base aux vieilles idées syndicalistes qui n'avaient cessé d'exister en Grande-Bretagne depuis environ 1910[9] ». Le mouvement ainsi créé n'a pas suffisamment de ressources par rapport au nombre de ses membres pour se doter d'une structure bureaucratique, comme l'affirment certains commmentateurs qui croient d'ail-

7. *4th Congress*, p. 226-227.
8. R. Martin, *Communism & the British Trade-Unions 1924-1933*, p. 29.
9. H. Wicks, *Keeping my Head*, p. 51.

leurs voir dans le « centralisme démocratique » une structure bureaucratique par définition. Beaucoup plus important pour son histoire est le lien organique qu'il a avec le CPGB et la Comintern *via* la Profintern, et notamment, mais pas seulement, sa dépendance financière à leur égard.

Roderick Martin, l'un des meilleurs historiens du NMM, met l'accent sur le rôle de son secrétaire général, Harry Pollitt, un ancien chaudronnier, membre du CPGB en 1920, et très apprécié. A ses côtés, « plus éminent », écrit-il, « mais moins important », le vétéran Tom Mann, figure de proue du mouvement. Le troisième homme, Murphy, vient des *Shop Stewards* et a rejoint le mouvement communiste à Moscou. Avec ces dirigeants travaillent trois autres permanents à plein temps, Nat Watkins chez les mineurs, George Hardy, le marin, dans les transports, Wal Hannington chez les métallos. Dans les organisations syndicales proprement dites, d'autres hommes, plus jeunes, labourent le terrain, Arthur Horner chez les mineurs, Walter C. Loeber chez les cheminots, le métallo Jack Tanner, qui n'est pas membre du CPGB. Ils sont très représentatifs des cadres du NMM, dirigeants en quelque sorte naturels de leur classe, apparus dans les luttes, entraîneurs d'hommes qui travaillent en confiance.

En 1924, l'absence au conseil général des responsables syndicaux les plus droitiers, devenus ministres dans le premier gouvernement du Labour dirigé par James Ramsay MacDonald, a ouvert sa porte à des dirigeants qui se réclament de « la gauche ». Alonzo (Lon) Swales, son nouveau président, A.A. Purcell, George Hicks, parlent volontiers de changer les structures capitalistes et de construire un État ouvrier, se disent partisans de l'unité syndicale internationale avec les Russes et ont de la sympathie pour le NMM. Ils s'appuient au sein de l'Internationale syndicale d'Amsterdam sur le courant de gauche qui s'est dessiné avec son ancien président, le Hollandais Edo Fimmen, qui dirige l'Internationale des ouvriers des transports, condamne nationalisme, réformisme et collaboration de classes, et veut la collaboration avec les syndicats russes. Le NMM profite de cette conjoncture. 271 organisations y sont affiliées en 1924, 443 en août 1925, 547 en mars 1926, avec cinq syndicats nationaux et neuf comités de district. Les chiffres officiels passent entre 1924 et 1926 de 200 000 à 954 000, un total gonflé par la méthode de comptage, un même syndiqué pouvant être compté trois fois. Les bastions du NMM sont chez les mineurs, dans la métallurgie et à un moindre degré dans les transports. Dispersés géographiquement, ils sont à Londres, chez les mineurs de Galles du Sud et d'Écosse, les métallos de la Clyde, de Glasgow, Sheffield, Bradford, Birmingham. Les mineurs ont pris position pour l'adhésion du TUC à la Profintern.

Sur le plan des syndicats, les progrès ont été spectaculaires chez les cheminots et les métallos, bien qu'à un moindre degré que chez les mineurs, chez les dockers. Le NMM a des positions solides et parfois dominantes dans les *trades-councils* (unions locales), dans de grandes villes comme Londres, Manchester, Sheffield, Coventry, Birmingham, Leeds et nombre de villes ouvrières, plus de 50 d'entre eux envoyant des délégués à la conférence du NMM de 1926, le *London Trade-Council* étant officiellement adhérent au NMM pendant cinq mois après juin 1925 et appliquant jusqu'aux lendemains de la grève générale son orientation.

Ces succès du NMM entre 1924 et 1926 étaient incontestablement encourageants et les dirigeants de la Profintern comme de la Comintern n'avaient pas tort de les considérer comme des signes de la « radicalisation » de la classe ouvrière britannique qu'ils souhaitaient tant conquérir. Le mouvement minoritaire n'était pourtant pas la seule carte entre les mains de la Comintern, et il faut maintenant en venir aux relations avec les syndicats soviétiques et à la question de l'unité syndicale internationale, qui dominèrent la période de 1924-1926.

DIPLOMATIE SYNDICALE INTERNATIONALE

C'était Khristian Rakovsky, alors ambassadeur à Londres, qui avait scellé un rapprochement avec les dirigeants de gauche des syndicats britanniques. A.A. Purcell et ses amis l'avaient sérieusement aidé à arracher au gouvernement de Ramsay MacDonald le traité anglo-russe, en août 1924. Le conseil général du TUC appuya leur démarche et fit campagne pour la ratification d'un traité qu'il estimait favorable aux intérêts économiques des travailleurs britanniques. Ainsi la direction des syndicats britanniques était-elle entrée dans la ligne des préoccupations de la diplomatie soviétique. En janvier 1925, Rakovsky déclarait dans une conférence à Moscou que ces négociations avaient permis d'établir des relations étroites entre la diplomatie soviétique et les syndicalistes et travaillistes de gauche, ce qu'il considérait comme « un acquis important dans le bilan politique des soviétiques en 1924 », qui permettait « de subir un Ramsay MacDonald [10] ».

L'idée était déjà née apparemment dans la Comintern d'une nouvelle politique en Grande-Bretagne, passant par l'abandon à son destin du groupusculaire CPGB. Zinoviev le dit très clairement lors du 4e congrès, au cours de la discussion sur les syndicats, où il laissa entrevoir la possibilité d'ouvrir « une autre porte [11] » vers le pouvoir en Grande-Bretagne que celle du CPGB – ce qui lui valut d'ailleurs une sévère interpellation de Trotsky dans *Leçons d'Octobre*. Au cours du débat du même congrès, le dirigeant de la Profintern, Losovsky, proposa la formation de « comités bilatéraux » nationaux pour avancer dans la voie de l'unité syndicale internationale entre la Profintern et la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Cette question du rapprochement entre Amsterdam et la Profintern a été âprement discutée au sein du congrès de la Profintern, où un courant fut très opposé à ce qu'il considérait comme une « liquidation ». Mais les dirigeants argumentèrent en faveur d'une campagne d'unification des internationales syndicales, aux conditions de la Profintern, via un congrès mondial syndical commun. M.P. Tomsky, le secrétaire des syndicats russes et membre du bureau politique du Parti communiste, dans un discours retentissant, préconisa « l'initiative révolutionnaire » que constituerait une telle campagne, prenant l'exemple de Cook et de Purcell pour démontrer qu'il y avait chez les gauches britanniques de vrais lutteurs de classe et appelant à l'assaut de la « citadelle réformiste ».

C'est alors que commence l'ère des contacts directs. Une délégation russe conduite par Tomsky est invitée au congrès de Hull en septembre 1924. Elle évite de justesse le ridicule de se présenter en tenue d'« ouvrier », un marin syndiqué leur apprenant au dernier moment que les travailleurs britanniques vont plutôt à leurs congrès avec leurs habits du dimanche. Mais elle est reçue avec un enthousiasme et une chaleur extraordinaires. Tomsky prononce un discours unitaire et ouvert. Purcell répond en décrivant les yeux des travailleurs de l'Europe fixés sur la conférence. Il est décidé qu'une délégation du conseil général fera une visite en URSS. Cette visite se déroule en novembre et décembre 1924. La délégation britannique, conduite par le secrétaire général Fred Bramley, comprend notamment A.A. Purcell, qui va se distinguer par l'éclat de ses déclarations entièrement « révolutionnaires » ou totalement prosoviétiques. C'est ainsi qu'il salue dans la Russie soviétique « le brillant joyau de la couronne de la classe ouvrière mondiale ». Pris pour un révolutionnaire, il est nommé membre honoraire du soviet de Moscou.

Les conséquences de cette visite qui se déroula dans l'enthousiasme et la chaleur

10. *Times*, 30 janvier 1925.
11. *IVe congrès de l'IC (éd. all.)*, p. 879.

fraternelle sont sérieuses : c'est en effet le début d'une grave crise au sein de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, avec des critiques acerbes contre les Britanniques, des réquisitoires anticommunistes contre les Russes. L'attitude de Purcell a fait scandale. Le Néerlandais Oudegeest et Purcell polémiquent bruyamment, et certains dirigeants d'Amsterdam vont jusqu'à préconiser la rupture des relations avec les Russes. Ceux-ci ont ainsi la partie belle, et l'on peut tenir pour crédible l'hypothèse non établie selon laquelle c'est avec de l'argent venu par le Profintern que Purcell, Hicks et Edo Fimmen publient le journal *Trade-Union Unity* dont ils justifient le titre en écrivant que l'unité c'est le pouvoir, et que le pouvoir sera l'émancipation des travailleurs et la destruction du capitalisme.

Au bout du compte, dans la crise provoquée au sein de l'Internationale d'Amsterdam par cette affaire, les Anglais tiennent bon. Le 6 avril 1926 s'ouvre une conférence anglo-russe dans laquelle Tomsky assure que les Russes cherchent un acccord particulier avec les Anglais parce qu'ils sont, comme eux, partisans de l'unité mondiale des syndicats. On se met d'accord pour assurer la nécessité d'un rapprochement graduel dicté par la situation mondiale et l'on décide la création d'un comité consultatif commun anglo-russe. Plus encore que le Manifeste de la conférence, dont le NMM assure qu'il s'agit d'une « magnifique déclaration de guerre de classe [12] », la création du Comité syndical anglo-russe provoque une levée de boucliers à droite dont on peut imaginer le ton si l'on sait que le *Times* du 11 avril 1925 y voyait « le début de la bolchevisation du mouvement ouvrier britannique ».

Le NMM a été dans l'affaire le fantassin de l'unité, bien que les « gauches » du conseil général l'ignorent totalement. Il a lutté avec constance pour l'accroissement des pouvoirs du conseil général, mais aussi pour une préparation sérieuse de la grève, la création de comités d'action locaux, de corps de défense ouvriers, l'organisation des services d'urgence en temps de guerre. Il n'y a en revanche aucune préparation, aucune trace de préparation de la grève du côté des dirigeants syndicaux, particulièrement de ceux de gauche, qui d'ailleurs ne subissent sur ce plan aucune critique. Le malentendu est bien engagé. Le *Times* explique que la diplomatie soviétique, par la bouche de Litvinov, a pris la peine de souligner directement aux dirigeants des syndicats soviétiques l'enjeu que constituait pour elle le comité anglo-russe, qu'il fallait à tout prix préserver.

VERS UN AFFRONTEMENT EN ORDRE DISPERSÉ ?

En fait, d'ailleurs, l'influence des gens de la gauche a décrû au conseil général. Lors de la conférence du TUC à Scarborough, en septembre 1925, les ex-ministres, tous droitiers, ont repris leur poste au conseil ; le nouveau président, Arthur Pugh, qui remplace Swales, est un modéré ; le secrétaire général Fred Bramley et son adjoint Walter Citrine sont des fonctionnaires compétents et efficaces, penchant à droite. Enfin, un droitier de choc, homme de valeur, le *boss* de la TGWU, le syndicat des transports, Ernest Bevin, y est nouveau venu. On hésite beaucoup au conseil général sur la conduite à tenir lors de la remise du rapport de la commission Samuel sur la question des mines et des mineurs. L'arrestation en octobre 1925 de Harry Pollitt et de onze autres militants communistes a fait peur : ils appelaient à se préparer à la grève, donc à la lutte contre la répression, et sont inculpés d'« incitation à mutinerie ». Les rodomontades de Cook empêchent d'envisager sérieusement les mesures à prendre : il s'est targué de tenir le temps voulu en cas de grève totale avec une boîte de conserve de saumon. Walter Citrine confie ses doutes à ses carnets : il compare la minutieuse préparation gouvernementale et les seules initiatives des dirigeants ouvriers, les discours de Cook et d'autres comme lui-même.

12. *Final Agenda of the NMM Conference 1925*, p. 6.

Le rapport de la commission Samuel est rendu public le 6 mars 1926. Il a recueilli 80 témoignages, mais aucun de mineurs ou de propriétaires de mine. Il refuse, dit-il, de faire porter aux seuls mineurs la crise charbonnière, se prononce contre la nationalisation des mines de charbon, pour un nouvel accord national, contre tout prolongement de la subvention aux salaires, son objectif étant une réorganisation de fond en comble de l'ensemble des exploitations qui ne peut évidemment pas se faire sans baisse des salaires de certains mineurs, dans l'immédiat au moins. La réponse des mineurs ne laisse guère de place à la négociation : « Pas un sou de moins, pas une seconde de plus ! » – plus rythmée et rimée en anglais : *« Not a penny off the pay, not a second on the day ! »* Il y a dans le camp syndical des divergences énormes et des haines féroces : par exemple, l'ennemi n° 1 des mineurs, leur véritable bête noire, est J.H. Thomas, le dirigeant cheminot qui les a « trahis » lors du *Black Friday*. On peut effectivement juger de l'état d'esprit de ce dernier, chargé de négocier au nom des travailleurs, et qui confie à Walter Citrine : « Contre qui, cette grève ? Si elle n'est pas contre les propriétaires, elle doit être contre l'État. Il n'y a pas d'argent dans cette industrie. Alors la grève est contre l'État. Baldwin dit que l'État passe avant tout, et il a raison [13]. »

Mais les communistes et leurs alliés sont tout à fait déterminés. Le NMM, dans son bastion de Battersea, tient le 21 mars une conférence d'action à laquelle participent 547 organisations représentant 957 000 membres. Son président, le communiste John Clancy, appelle : « Nous devons être prêts immédiatement, améliorer nos relations, tenir notre machine industrielle prête à agir. L'organisme central à travers lequel nous devons fonctionner est le conseil général du TUC. Tous les syndicats doivent lui être loyaux et collaborer avec lui. » Le programme d'action est sans ambiguïté :

1. Chaque conseil syndical doit se constituer en conseil d'action rassemblant tous les travailleurs de la localité.
2. Il faut, sous les auspices du conseil syndical, établir une force de défense ouvrière contre le fascisme.
3. Il faut organiser les travailleurs sur place dans des comités d'usine et de puits.
4. Il faut exiger pour les soldats et les marins le droit de refuser de briser la grève [14].

Il y a aussi des divergences au sein du gouvernement. Comme toujours, l'anticommuniste viscéral Winston Churchill, chancelier de l'Échiquier, veut en découdre, Joynson-Hicks voit des rouges sous tous les lits et Neville Chamberlain – il sera moins flambard avec Hitler – assure que ce qu'il y a de mieux et de plus agréable, c'est de « frapper maintenant, vite et fort ». Stanley Baldwin, lui, compte jusqu'au bout sur l'action du conseil général pour éviter la grève générale.

Mais la logique du conflit va entraîner tous les conciliateurs des deux bords. Le 29 avril, au Memorial Hall, se réunissent les exécutifs de 141 syndicats : il s'agit pour eux de déléguer leurs pouvoirs au conseil général afin que ce dernier puisse décider pour le 3 avril une grève nationale (on est d'accord pour éviter le mot « générale »). Toutes les réserves sont balayées par une vague de solidarité irrésistible envers les mineurs. L'assemblée vote la grève par 3 500 000 voix contre 50 000, et confie tous les pouvoirs au conseil général. L'assemblée, debout, chante *Red Flag* (Le Drapeau rouge). De son côté, avant même ce vote des syndicats, le gouvernement a demandé au roi la proclamation de l'état d'urgence et convoqué réservistes, volontaires et auxiliaires. Une nouvelle rencontre a lieu à la demande du conseil général, et les patrons des mines acceptent la fixation d'un salaire

13. Conversation citée par P. Renshaw, *op. cit.*, p. 153.
14. H. Wicks, *op. cit.*, p. 58-59.

minimal national à condition que la journée de travail passe à huit heures. Cette proposition de « compromis » est considérée par les mineurs comme une provocation.

Les membres de l'exécutif des mineurs quittent Londres pour se diriger vers les régions minières ; le gouvernement donne des signes de panique. Puis, les ouvriers de l'imprimerie du *Daily Mail* ayant refusé d'imprimer un éditorial intitulé « Pour le roi et pour le pays », dénonçant avec fracas « l'atteinte à la liberté d'expression[15] », Baldwin se décide à l'affrontement sur cette question présentée comme une atteinte à la Constitution et aux droits des citoyens britanniques. Ainsi, huit ans auparavant, Noske avait-il utilisé, pour écraser le prolétariat berlinois, l'occupation par des révolutionnaires de l'imprimerie du *Vorwärts*. Le conseil général se retrouve assis entre deux chaises. Il ne peut reculer sans se discréditer. Il est condamné à prendre la tête d'une grève qu'il n'a pas préparée, dont il a peur et dont il ne sait pas comment il pourra la finir, ce qui constitue apparemment son unique préoccupation.

Le 1er mai est une gigantesque démonstration de la force ouvrière. Harry Wicks vibre encore, un demi-siècle plus tard, de l'émotion de tous :

> Le 1er mai s'est levé avec les mineurs déjà lock-outés. Ce fut le plus grand Premier-Mai de mémoire vivante. Dans toutes les villes et les cités, à travers des centaines de réunions et de manifestations, les ouvriers affirmèrent leur solidarité avec la cause des mineurs. A Birmingham, la base conservatrice des Chamberlain, il y eut plus de gens dans les rues qu'il n'y en avait eu lors de la récente visite du roi ; des milliers marchèrent.
>
> Le Premier-Mai de Londres fut le couronnement. A partir des 29 bourgs métropolitains, depuis le milieu de la matinée jusque tard dans la soirée, les rues étaient vivantes de manifestations. Des drapeaux syndicaux qui n'avaient pas pris l'air depuis des années flottaient dans le vent : par tous les ponts sur la Tamise, les marcheurs allaient à Hyde Park. Ceux de leurs contingents dont l'itinéraire devait passer devant Memorial Hall, où se tenait la conférence des exécutifs syndicaux, furent informés par des délégués excités que le début de la grève générale avait été fixé au 3 mai à minuit. Aux syndicalistes de base, il semblait qu'enfin les négociations stériles étaient terminées et le mouvement prêt à l'action.
>
> A Hyde Park, sur une dizaine de tribunes, un état d'esprit militant se répandait sur cette foule immense. Là était la mesure véritable des sentiments des travailleurs. Très profondément, dans toutes les industries et tous les emplois, chacun sentait que, cette fois, une défaite des mineurs ne serait qu'un prélude à une attaque brutale contre l'ensemble de la classe ouvrière[16].

LA GRÈVE

Au matin du 4 mai 1926, c'est, disent les mémoires, le silence qui frappe. Tout s'est arrêté, trains et trams, autobus et camions, mines et usines. Les zones industrielles sont silencieuses. L'ampleur et la vigueur de la réaction de solidarité ouvrière à l'égard des mineurs a surpris le gouvernement autant que le conseil général. Le mot d'ordre de grève avait été échelonné dans le temps : c'était la « grève par vagues », comme avait tenté de le faire en France la CGT en 1919, prélude d'un échec mémorable. Étaient concernés ce jour-là par le mot d'ordre de grève du TUC les ouvriers des transports et les cheminots, les dockers, imprimeurs, métallurgistes, sidérurgistes, chimistes et électriciens : 3 millions de grévistes en sus du million de mineurs lock-outés. Les locaux du TUC croulaient sous les messages de solidarité et de soutien enthousiastes. Tout montrait l'extrême solidité de cette grève, la profondeur de la solidarité d'hommes qui prenaient, en cette période de

15. P. Renshaw, *op. cit.*, p. 161.
16. H. Wicks, *op. cit.*, p. 60.

chômage massif, le risque de perdre leur job. Le conseil général ne parlait pas de grève « générale », mais encore et toujours de grève nationale. On savait qu'il y avait des syndicats importants en réserve pour la deuxième vague : ouvriers des constructions navales, du textile, du bois, postiers, travailleurs de la distribution.

Seuls quelques syndicats avaient refusé l'ordre de grève : le syndicat droitier des marins, celui des journalistes, une association d'ingénieurs de l'énergie électrique. Surtout, des millions de travailleurs non syndiqués, cols blancs, femmes, n'étaient pas concernés. En outre, le succès de la grève dépendait en partie du maintien en activité de certains services. Ses organisateurs avaient absolument besoin de l'activité des postes et des banques : il leur fallait pouvoir envoyer des télégrammes aux organisations de base et retirer leurs fonds de grève. Ils ne pouvaient guère non plus se passer du téléphone. Le problème se posait aussi aux dirigeants syndicaux des services essentiels. Ils avaient décidé d'accorder des « permis », par exemple pour les hôpitaux, car il ne fallait pas atteindre les plus faibles, vieillards, enfants, malades. Mais le gouvernement refusa la collaboration proposée sur ce terrain. La confusion fut permanente entre la fourniture d'électricité pour la lumière et pour la force.

Le conseil général s'était refusé à préparer la grève pour ne pas prêter le flanc aux accusations, et il était du coup contraint d'improviser avec 3 millions de grévistes. Il se réunissait chaque matin autour de Citrine et décidait des questions d'orientation. Le reste était tranché par diverses commissions, dont la plus importante était celle de l'organisation de la grève, qu'Ernest Bevin s'était attribuée. Il y en avait cinq autres, dont la commission politique, qui comptait J.H. Thomas, A.A. Purcell et le secrétaire du Labour Arthur Henderson.

L'une des décisions les plus frappantes fut le spectaculaire refus de l'aide de solidarité envoyée par les syndicats russes : leur premier chèque de 200 000 livres fut retourné au moment où le gouvernement prenait des mesures pour interdire cette aide inopportune aux grévistes. C'était en soi une injure grave, pour les millions de travailleurs russes qui avaient généreusement donné, que de laisser ou de faire supposer qu'ils n'avaient fait qu'obéir à des directives gouvernementales et que leur « solidarité » était le masque d'une politique de puissance. De façon générale, c'était une injure à l'internationalisme ouvrier et à sa tradition. Dans le cadre de la campagne gouvernementale contre les « rouges », c'était aussi une assurance.

Bevin avait imposé à la force du poignet, dans les premières heures, l'interdiction aux conseils locaux de constituer leurs propres comités de grève. Mais le centre courait de tous les côtés pour tenter d'exercer un contrôle centralisateur. L'émergence de conseils d'action sur le modèle apparu en 1920 donna aux dirigeants du TUC un frisson de peur « soviétique » qui renforça leurs tendances à la centralisation. L'une des pires difficultés provint de l'absence de liaison entre le conseil général et les mineurs, qui lui avaient délégué le pouvoir de négocier avant, pendant et après la grève. Cela comportait-il le droit de rouvrir les négociations pendant la grève ? Telle était l'interprétation du conseil général, mais évidemment pas celle du syndicat des mineurs, qui devait accuser le premier de « trahison » quand il entreprit de nouveaux pourparlers.

L'ordre de la grève était particulièrement impressionnant, comme le souligne Patrick Renshaw, à travers l'exemple de Tredegar, où le conseil d'action était présidé par le jeune mineur socialiste Aneurin Bevan, qui réussit même, grâce à la menace du retrait des équipes de sécurité, à persuader la police de s'éloigner[17] ! L'un des aspects les plus impressionnants de la grève fut sans doute ce que Patrick Renshaw appelle « l'arrêt

17. P. Renshaw, *op. cit.*, p. 178-179.

presque total de l'industrie du transport de la nation » : 3,5 % des trains de voyageurs circulèrent et seulement 2 ou 3 % des marchandises. Dans l'un des plus importants réseaux, on compta seulement 208 non-grévistes sur les 15 000 mécaniciens de locomotives. Les chefs de gare eux-mêmes firent grève.

Les briseurs de grève

Dans ce domaine, les briseurs de grève furent inefficaces : sur les 3 300 bus de Londres, pas un seul ne roula le premier jour. Le dernier jour, il y en avait 500, surtout des « pirates », hors compagnie. Même résultat pour les trams. Les meilleurs résultats des briseurs de grève furent obtenus dans le métro, où ils réussirent à faire rouler 71 trains sur 315, leur principal succès étant que Winston Churchill prit le métro pour la première fois de sa vie et s'y perdit, faute de pratique. Bien entendu, toutes ces activités furent possibles parce qu'elles ne manquèrent pas de l'énergie électrique du fait des instructions confuses du conseil général sur les fournitures dites « essentielles ».

En revanche, en ce qui concerne le trafic routier, la grève se révéla très vite un échec sérieux : il ne manquait pas de chauffeurs parmi les volontaires et il ne fallait pas une grande qualification aux gens de la bonne société ou aux étudiants qui affluaient comme « volontaires ». La circulation des véhicules à moteur, le désir des piquets de grève de contrôler les véhicules furent à l'origine de nombreux incidents. Mais, dans l'ensemble, elle profita au gouvernement, qui put mener des entreprises décisives grâce à la route.

L'organisation d'urgence gouvernementale reposait sur un certain nombre de « commissaires » régionaux généralement choisis parmi des militaires disposant d'un état-major de techniciens, de militaires et de policiers. Ce furent eux qui organisèrent le transport par route, à travers les volontaires de l'OMS, qui fut l'un des succès gouvernementaux. C'est l'OMS qui fournit le gros des chauffeurs, 1 300 pour les camions, autant pour les voitures, 144 pour les autobus, 351 mécaniciens, 1 200 techniciens électriciens, 250 conducteurs de vans, 64 cheminots, 115 marins d'eau douce et 92 ouvriers des trams. Patrick Renshaw relève que la cité de Westminster – guère prolétarienne – a fourni le plus grand nombre de volontaires, 880, tandis que Leeds n'en a fourni que 400, Manchester et Liverpool, aucun. Ces volontaires des classes moyennes ont, assure l'historien, permis au gouvernement de vaincre.

Violences et répression

Ils sont en tout cas souvent à l'origine de nombreux incidents qui aboutissent à des heurts violents entre grévistes et « forces de l'ordre », tournant parfois à l'émeute. Dans plusieurs cas, la police attaque des rassemblements ou meetings qu'elle juge illégaux : il y a par exemple de nombreux blessés à Poplar, à la suite de l'agression d'une réunion de dockers puis de l'invasion d'un local syndical par des policiers surexcités. Il y eut une grande manifestation et des bagarres sévères à Leeds, une marche sur les usines à Nottingham, arrêtée par les forces de l'ordre après de durs affrontements. Pourtant, sur les 3 149 poursuites judiciaires entamées du fait de la grève, 1 760 ne l'ont pas été pour des actes de violence mais pour des « incitations », en vertu de la loi sur les pouvoirs exceptionnels.

Les tribunaux furent sévères : 5 livres d'amende à un balayeur de train de Lambeth pour avoir crié qu'il fallait une révolution, un mois de prison à un gréviste de Farnworth pour avoir déchiré une affiche du gouvernement, deux mois de travaux forcés et 200 livres d'amende pour avoir écrit sur la chaussée, à la craie, des mots d'ordre « séditieux », trois mois pour un secrétaire de syndicat qui appelle les citoyens à ne pas rejoindre les briseurs

de grève. Le député communiste Saklatvala fut condamné à deux mois de prison pour un discours du 1er mai appelant soldats et marins à protéger le peuple. Ces condamnations nuançaient singulièrement les déclarations du gouvernement sur sa défense de la liberté d'expression.

Bien entendu, les membres du CPGB et du NMM furent les principales victimes de cette répression. Les historiens citent bien des localités où ils furent les seules personnes frappées. Quelques-uns des militants condamnés en même temps que Harry Pollitt furent libérés au terme de leur peine, peu avant le début de la grève générale. Mais cinq des principaux dirigeants révolutionnaires, dont Harry Pollitt lui-même, restèrent en prison pendant la durée de celle-ci. La direction de remplacement du CPGB pendant la grève fonctionna tant bien que mal dans une semi-clandestinité précaire et sous le harcèlement d'une persécution incessante.

La bataille de l'information

L'information donna lieu à une bataille acharnée. On présente généralement l'affaire comme une lutte exclusive entre la *British Gazette* organisée pour le compte du gouvernement par Winston Churchill et le *British Worker* du conseil général. En fait, d'autres journaux continuèrent à paraître, comme le *Times* sur une seule feuille, ou des organes régionaux. Le gouvernement put bénéficier des installations du *Morning Post*. Il réussit à se procurer d'énormes stocks de papier, à décentraliser le tirage et à assurer une distribution très large, alors que le journal des grévistes n'arriva à Newcastle qu'une semaine après sa création.

Cette diffusion très large crédibilisa les affirmations du gouvernement sur la faiblesse du mouvement gréviste et donna le sentiment de l'inéluctabilité de la victoire de l'ordre. Elle diffusa les rodomontades de faucon de Winston Churchill, y compris un texte particulièrement provocateur sur la mission de l'armée qui devait provoquer la réprobation du roi George V. Le journal du conseil général était en revanche tout sauf mobilisateur, et la police détruisit les machines sur lesquelles fut tiré l'unique numéro imprimé du *Workers' Daily*, du CPGB, qui ne connut plus ensuite, du fait de la persécution policière, qu'une parution très difficile sous la forme d'une feuille ronéotypée à la diffusion limitée.

La radio vivait alors ses débuts. Stanley Baldwin sut l'utiliser par des causeries au coin du feu où il s'efforça de persuader les Britanniques qu'il s'agissait d'un combat pour la Constitution et les libertés. Ses arguments eurent d'autant plus de poids que le gouvernement à cet égard monopolisa la BBC et que ces défenseurs conservateurs de la « démocratie » refusèrent de donner la parole à l'opposition travailliste et même à l'archevêque de Canterbury, Randall Davidson, dont on connaissait le désir de voir se rouvrir des négociations.

On constate alors que le succès du gouvernement sur les routes – la circulation pratiquement libre, sous protection policière et militaire, des véhicules à moteur – a été le facteur le plus puissant de changement du rapport de forces tel qu'il s'était manifesté au début de la grève avec l'exceptionnelle participation que l'on sait. S'étant donné les moyens de l'« information », c'est-à-dire la capacité de donner le sentiment qu'il souhaitait donner au pays sur le rapport de forces, le gouvernement réussit à persuader le marais des hésitants, mais aussi nombre de grévistes, qu'il contrôlait toujours mieux la situation de jour en jour – ce qui était évidemment la principale condition pour qu'un tel développement fût possible. Ce retournement de ce que certains historiens appellent l'opinion publique fut l'un des facteurs qui conduisirent les dirigeants de la grève à la capitulation.

LA CAPITULATION

En 1919 déjà, le Premier ministre David Lloyd George avait déclaré sans ambages aux dirigeants syndicaux : « S'il apparaît dans l'État une force supérieure à l'État lui-même, elle doit être prête à prendre les fonctions de l'État ou à renoncer. [...] Avez-vous réfléchi, messieurs, et si vous l'avez fait, êtes-vous prêts[18] ? » Cette question, c'était l'ensemble de la situation qui la posait alors de nouveau au conseil général. Après une semaine de grève, tout le monde, et d'abord le gouvernement, avait compris que le TUC n'avait pas la moindre intention révolutionnaire et qu'il n'existait pas de danger de révolution. Cette conviction l'encourageait à exiger des dirigeants syndicaux une capitulation pure et simple, l'annulation du mouvement de grève sans la moindre concession aux grévistes. De son côté, la direction du TUC redoutait désormais qu'une prolongation de la grève n'ouvre bientôt la porte à la violence de part et d'autres et ne fasse des victimes dans le camp des grévistes, ce qui aurait favorisé la prise des leviers de direction au niveau local par les « extrémistes » du CPGB ou du NMM. Son vœu le plus cher était d'éviter de perdre la face, donc d'obtenir des propriétaires et du gouvernement des concessions dont les mineurs ne pourraient pas dire qu'elles ne représentaient rien et que leur acceptation revenait à une trahison.

L'initiative revint à sir Herbert Samuel, l'homme de la commission du charbon, qui revint d'Italie et arriva à Londres le 7 mai. Le gouvernement lui laissa les mains libres pour discuter avec le TUC, tout en l'informant dans le détails, affirmant en même temps sa détermination de ne pas négocier lui-même tant que les ordres de grève étaient maintenus. Ces discussions, qui permettaient au gouvernement de connaître l'état d'esprit des dirigeants syndicaux sans s'engager lui-même, commencèrent en secret au domicile d'un banquier millionnaire d'Afrique du Sud, ami personnel de J.H. Thomas. Les mineurs l'apprirent le 8 mai et protestèrent avec indignation. On leur rappela qu'ils avaient délégué leurs pouvoirs au conseil général, et le mécanicien de train John Bromley – le syndicat dont il était secrétaire et ceux des cheminots en général étaient profondément engagés – souligna que ce n'était plus la lutte des seuls mineurs : « Je suis disposé à combattre avec eux, mais je ne vais pas me laisser étrangler par mes amis[19]. »

Les mineurs se tinrent désormais à l'écart et ne furent pas informés. Pourtant, il apparut très vite que l'idée de Samuel était de lier des baisses de salaires pour les mineurs au début immédiat d'une réorganisation des mines répondant à leurs vœux. J.H. Thomas assura aux représentants des libéraux et des propriétaires de mines qu'une telle solution serait acceptée par les mineurs. Le seul résultat fut que Baldwin comprit à quel point le conseil général désirait aboutir à un accord pour mettre fin à la grève.

LA PEUR DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Patrick Renshaw insiste beaucoup sur le fait que les dirigeants syndicaux avaient encore plus peur d'un élargissement de la grève que de son échec. La radicalisation des grévistes était manifeste, leur esprit offensif se manifestait tous les jours dans la rue. Les comités de grève locaux exigeaient de contrôler les « permis ». Les rapports étaient très optimistes, et les syndicats de la deuxième vague, piaffant d'impatience, appelaient de leurs vœux leur entrée dans la grève. J.H. Thomas, fort de ses relations dans le monde des affaires, sonnait la panique aux oreilles de ses collègues, et le conseil général se trouva placé

18. Cité par P. Renshaw, *op. cit.*, p. 171.
19. *Ibidem*, p. 217.

devant le choix d'accepter le rapport Samuel sur la base d'un retour au travail ou de poursuivre la grève. La discussion fut chaude et la décision difficile à prendre, bien que J.H. Thomas ait fait savoir à Baldwin que l'ordre de grève générale allait être rapporté, alors qu'aucune décision n'était encore prise. Dans la nuit du 11 au 12, Walter Citrine promit au secrétaire privé du Premier ministre une rencontre avec les représentants du conseil général le 12 mai. Bevin tenta de convaincre les mineurs au matin du 12 sur la base de l'annulation de l'ordre de grève, d'un accord pour une reprise organisée du travail et d'un début de discussions à partir du mémorandum Samuel. Il échoua.

Mais quand la délégation dont il faisait partie se présenta, elle fut informée que le Premier ministre ne la recevrait que s'ils lui apportaient la nouvelle de l'annulation de l'ordre de grève, ce à quoi J.H. Thomas répondit que c'était précisément ce qu'ils venaient faire. On peut imaginer la stupeur de Bevin. Ce fut en effet une reddition sans conditions – contrairement aux assurances données aux mineurs – qu'Arthur Pugh annonça au Premier ministre, lequel, soulagé, s'empressa de leur dire qu'il remerciait Dieu pour leur décision. Aucun dirigeant syndical ne mentionna même le mémorandum Samuel. Seul Bevin tenta vainement d'arracher à Baldwin la promesse qu'il n'y aurait pas de représailles contre les grévistes. En quittant le 10 Downing Street, il dit à ses camarades : « Nous nous sommes suicidés. Le résultat de cette journée sera que des milliers de syndiqués vont être frappés par la répression [20]. » Patrick Renshaw commente : « C'était une *débâcle* totale. La délégation n'avait reçu aucune assurance sur aucun des points dont ils avaient discuté et sur lesquels ils avaient négocié pendant des mois et des semaines [21]. »

LA LONGUE AGONIE DES MINEURS

Les mineurs restaient seuls. Les protestations furent certes vigoureuses et bruyantes. La capitulation ne fut pas immédiatement comprise à travers les communiqués syndicaux. Quand elle le fut et que tombèrent sur les grévistes les premières sanctions, ce fut une énorme colère. A Swansea et dans bien d'autres localités, les comités de grève interdirent la diffusion du *British Worker*. A Londres, les paquets de journaux furent envoyés à la tête des responsables. A Glasgow, les grévistes défilèrent dans la rue derrière une immense pancarte portant l'inscription : « A bas Thomas ». Le comité de grève de Hull déclara solennellement : « Alarme-Peur-Désespoir – une armée victorieuse démobilisée et remise à ses ennemis. » Le conseil général fut inondé de télégrammes dénonçant au mieux sa « timidité » et le plus souvent sa « trahison ». Quarante-huit heures après la décision de reprise, on dénombrait... 100 000 grévistes de plus. Il y eut aussi beaucoup de difficultés à propos de la réintégration des grévistes considérés comme lock-outés, à propos du paiement des journées de grève.

Sur le premier point, il y eut d'importantes manifestations de rue qui l'emportèrent en définitive. A Hull, cheminots, traminots et dockers refusèrent de reprendre le travail tant que la réembauche de 150 traminots menacés ne fut pas assurée. 30 000 cheminots manifestèrent à Manchester pour la reprise de tous les grévistes. Dans cette dernière ville, d'ailleurs, on avait pris pour un faux le télégramme syndical annonçant la reprise. A Swindon, une manifestation de femmes bloqua le garage des trams pour empêcher la reprise. Un témoin, Leslie Paul, raconte qu'à Lewisham une bataille entre manifestants ouvriers et policiers se transforma en mêlée générale, et se souvient : « Nous commencions à nous demander si, après tout, les choses n'allaient pas continuer et si n'allait pas se développer une bataille de soldats maintenant que les généraux avaient quitté le champ

20. P. Renshaw, *op. cit.*, p. 225.
21. *Ibidem*, p. 224.

de bataille pour parler entre eux. Ainsi pensions-nous renforcer plutôt qu'affaiblir notre conseil d'action[22]. » Archibald Fenner Brockway a assuré que la combativité à Manchester était considérable et que personne ne voulait reprendre. « Il semblait que la fin de la grève pouvait être le commencement de la révolution[23]. »

C'est donc une vue de l'esprit que de laisser entendre, comme le font nombre de bons auteurs, que la reprise se fit sans douleur et que la discipline fut respectée au retour comme elle l'avait été à l'aller. En revanche, la grève des mineurs continua pendant de longs mois de souffrance et de misère terribles. Patronat et gouvernement étaient d'accord pour les obliger à se mettre à genoux. Ils y parvinrent. On vit même les dirigeants des mineurs accepter d'empêcher l'expression dans les syndicats du TUC des critiques contre la direction, y compris celles qu'ils avaient eux-même formulées.

Les mineurs n'obtinrent jamais ce qu'ils réclamaient avec insistance, un prélèvement obligatoire sur les syndiqués pour les aider à survivre et le refus des syndicats de dockers et d'ouvriers du transport de véhiculer des chargements de charbon. Les mineurs et leurs familles durent de survivre à une solidarité qui ressemblait à de la charité. Ils ne furent pas loin de mourir de faim. Les sommes qu'ils recevaient, pour importantes qu'elles fussent en elles-mêmes, n'étaient pas moins dérisoires par rapport à leur nombre et donc à leurs besoins : de Grande-Bretagne, 450 000 livres dont 276 000 d'origine syndicale, et d'Union soviétique, où tout pousse à penser qu'il y eut, comme précédemment pour l'Allemagne, un réel et puissant élan de solidarité internationaliste, ils reçurent 1 223 800 livres, soit 90 % de l'aide extérieure totale. Le gouvernement aurait voulu interdire aussi l'envoi d'argent russe aux mineurs mais se heurta sur ce point au roi.

De concession inutile en concession inutile, de retraite en recul, les mineurs virent leurs rangs se défaire sous l'impact de la faim et de la démoralisation : plus de 200 000 avaient déjà repris le travail à la mi-octobre, et, début décembre, tout le monde était prêt à rentrer. L'effectif des chômeurs monta en flèche malgré la baisse des salaires et la « réorganisation ». Le bastion prolétarien du CPGB et du NMM avait vécu, après un interminable drame particulièrement douloureux qui affectait toute une population ouvrière.

La Comintern excommunie

Bien entendu, il n'est pas possible de suivre Pierre Frank qui assure que les dirigeants soviétiques « se faisaient des illusions » sur les dirigeants syndicaux britanniques[24]. Cette explication par la sottise et l'incapacité ne permet pas de comprendre les raisons de la défaite de millions de travailleurs en lutte. Les premières rumeurs de défaite ont déchaîné la machine de propagande de la Comintern, anxieuse de s'exonérer de cette défaite-là. Son président, Zinoviev, compare le 13 mai 1926 au 4 août 1914, qui signifia « l'alliance de l'état-major de la classe ouvrière avec la bourgeoisie contre les larges masses de la classe ouvrière ». En Grande-Bretagne, souligne-t-il, le danger principal fut, dès le début, la direction du conseil général, qui ne voulait pas de cette grève dont les participants, les masses ouvrières, « manifestèrent un esprit d'organisation vraiment merveilleux », et qui finit par la trahir en capitulant « dans la forme la plus honteuse ». Après avoir démasqué avec beaucoup de violence verbale – ce qui n'avait jamais été fait auparavant à Moscou – les chefs de la « fausse gauche » du conseil général et qualifié Purcell de « traître », il conclut :

22. Cité par Farman, *The General Strike*, p. 295.
23. *Ibidem*.
24. P. Frank, *op. cit.*, I, p. 483.

Après le 4 août, Rosa Luxemburg qualifia la social-démocratie allemande de « cadavre puant ». Cela ne signifie pas qu'il ne représente plus une force. Le cadavre puant de la social-démocratie allemande, même après le 4 août, a empoisonné l'atmosphère pendant plus de dix ans. Il peut en être de même, pour quelque temps, du conseil général actuel. Maintenant que la classe ouvrière en lutte sait que le conseil général est un cadavre, les ouvriers anglais sauront s'en débarrasser et envoyer à leur conseil général de véritables leaders ouvriers révolutionnaires[25].

Staline, dans un discours à Tiflis le 8 juin, est tout aussi brutal, sinon plus. Il termine son intervention sur la grève générale britannique en proclamant :

La classe ouvrière d'Angleterre doit avant tout se libérer de ses dirigeants actuels : on ne peut marcher contre le capitalisme avec des chefs comme Thomas, MacDonald, etc. Il est impossible d'espérer la victoire si à l'arrière on a des traîtres comme Henderson et Clynes. La classe ouvrière anglaise doit apprendre à chasser à coups de bâton les Thomas et les MacDonald, autrement elle ne verra pas plus la victoire que ses propres oreilles[26].

Est-ce un hasard si le secrétaire général du parti ne cite ici que le seul Thomas comme représentant du conseil général et énumère en revanche quatre représentants du parti ? On peut en douter. Quelques jours auparavant en effet, le bureau politique du parti russe avait repoussé catégoriquement la résolution de Trotsky de départ des syndicats soviétiques du comité syndical anglo-russe, et la fin de toute collaboration avec lui, comme refus de cautionnner plus longtemps cet organisme que le président de la Comintern venait d'appeler un « cadavre puant ». Et, quelques jours plus tard, les syndicats russes demandaient eux-mêmes la réunion d'urgence du comité anglo-russe.

BOUKHARINE THÉORISE

Le comportement de la Comintern et du CPGB était relativement difficiles à expliquer aux militants – dont beaucoup ont cru qu'on leur avait annoncé début mai la révolution prolétarienne en Grande-Bretagne –, dans la mesure où il était en contradiction flagrante avec l'expérience bolchevique en Russie, jusque-là présentée comme le B.A.Ba de la prise du pouvoir révolutionnaire. La tâche d'explication revint à Boukharine, nouveau théoricien de l'équipe dirigeante dans le parti et la Comintern. La pièce fondamentale à cet égard est une conférence prononcée par lui devant l'*aktiv* – l'assemblée générale des militants – de Moscou le 8 juin 1926, dans laquelle il explique notamment :

La classe ouvrière anglaise s'approche également sous une forme originale des questions du pouvoir d'État, c'est-à-dire de la révolution ; cette forme est tout autre que celle sous laquelle nous avons abordé ces questions chez nous et en Allemagne ; elle est très spéciale et dépend des particularités du mouvement ouvrier anglais. J'ai déjà indiqué que toute la grève a été menée par les syndicats. [...] Les comités d'action, qui étaient des organes syndicaux, étaient en fait à la tête de beaucoup de petites villes, c'est-à-dire que le pouvoir était entre leurs mains.

Il poursuit en s'appuyant sur les mots d'ordre lancés par le CPGB, c'est-à-dire sur la politique menée par la Comintern :

Quand on lança dans certaines localités le mot d'ordre « Tous les pouvoirs aux comités d'action locaux », cela fit ressembler ces organisations syndicales, d'après leurs fonctions, à nos organisations des soviets pour la période qui précéda immédiatement la lutte pour le pouvoir. Notre Parti communiste lança le mot d'ordre « A bas le gouvernement Baldwin, qui défend le capita-

25. Zinoviev, « Le 4 août du conseil général des trade-unions », *Corr. int.*, n° 76, p. 855-858.
26. Staline, « La grève générale britannique et la situation en Pologne », discours à Tiflis le 8 juin 1926, *Corr. int.*, n° 75, 23 juin 1926, p. 850.

lisme », et ensuite « Tous les pouvoirs au conseil général des syndicats ». [...] A mesure que les événements débordaient les limites de la lutte économique, à mesure que le mouvement professionnel se transformait, pendant la marche même de la grève, dans la lutte politique de toute la classe ouvrière contre l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, ce mot d'ordre, *objectivement*, se dépassait lui-même et se transformait en un autre analogue : « Tous les pouvoirs aux soviets. »

Il pose alors la question à laquelle il a déjà répondu quant aux faits et donne une réponse théorique générale :

> Pourquoi donc en Angleterre s'est-il organisé des comités d'action et non des soviets ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de mot d'ordre « Tous les pouvoirs aux soviets » ? Parce que la classe ouvrière en Angleterre – ce qui la distingue des autres pays – marche par une autre route. En raison de toute son histoire, de l'importance énorme de ses organisations professionnelles, de ses traditions historiques, le prolétariat anglais a abordé la question du pouvoir *non en dehors des syndicats, mais à travers les syndicats* [...]. Une des plus grandes leçons de la grève générale anglaise est que la classe ouvrière s'approche de la question du pouvoir par ses syndicats[27].

Cette idée, nous le savons, avait déjà une première fois été avancée par Zinoviev au cours du IVe congrès de l'IC et critiquée par Trotsky dans *Leçons d'Octobre*. Mais l'essentiel n'est probablement pas là. Car il est peu probable que quiconque, à la tête de la Comintern, l'ait vraiment prise au sérieux. Le rôle de Boukharine et des autres « théoriciens » de la Comintern dans cette période, aux côtés de Staline, fut en effet le plus souvent d'habiller de marxisme et de peindre de couleurs révolutionnaires une politique extérieure étatique de grande puissance.

LE SENS D'UNE POLITIQUE

Il faudra revenir sur le comité anglo-russe dans le cadre du chapitre sur l'opposition de gauche, laquelle, considérant comme un geste nécessaire la rupture des syndicats russes avec les dirigeants syndicaux organisateurs de la défaite des travailleurs britanniques, réclama sa dissolution. L'acharnement de Staline et des siens à défendre le maintien et le fonctionnement de cet organisme est révélateur de l'importance qui lui était attribuée et du rôle qui lui était assigné dans la politique étrangère stalinienne. De toute évidence, Isaac Deutscher n'a pas compris Staline lorsqu'il s'étonne du rapprochement fait par ce dernier entre l'attitude de Trotsky à Brest-Litovsk et sa demande de dissolution du comité anglo-russe, deux expressions, assure le *Gensek* (secrétaire général), d'une politique de « gestes spectaculaires ». Pour le biographe de Trotsky, il s'agit d'une comparaison « grotesque ». Or la clé du raisonnement de Staline se trouve dans les pages qui suivent. Ce qu'il y a de commun aux deux attitudes de Trotsky, selon lui, c'est qu'elles ouvrent le risque de profiter aux ennemis de la Russie soviétique, en faisant du parti « un jouet entre les mains de ses ennemis ».

Il ne s'agit nullement en effet pour Staline de préparer les conditions les meilleures de la révolution anglaise ou du développement du CPGB en parti de masse, mais avant tout d'assurer la défense de l'Union soviétique dans le cadre de la stratégie imposée par sa politique de « construction du socialisme dans un seul pays ». Le comité syndical anglo-russe est considéré comme un outil permettant à l'URSS de lutter contre les menaces de guerre de l'impérialisme britannique. C'est la même idée que l'Allemand Remmele expose à la Comintern : le comité syndical anglo-russe est le porte-voix au travers duquel les ouvriers russes peuvent parler au prolétariat britannique et l'inciter à lutter contre la

27. Conférence de Boukharine, 8 juin 1926, « La lutte révolutionnaire internationale », *Corr. int.*, n° 82, p. 9097-9098.

réaction mondiale et le danger de guerre. Karl Radek, pendant la grève générale, avait rencontré à Moscou l'aristocrate Robert Boothby, futur secrétaire de Churchill, venu en touriste, et lui avait conseillé de retourner chez lui, où, lui dit-il, c'était « plus intéressant », précisant : « Ne vous y trompez pas. Ce n'est pas une révolution. Seulement un conflit salarial [28]. » Saura-t-on jamais de qui il se moquait ? Car on ne peut douter qu'il se moquait d'une politique bien éloignée de celle qui avait été développée par Lénine.

28. R. Boothby, *I fight to live*, p. 81.

CHAPITRE XXI

Le rêve nationaliste

Au moment même où commençait la grève générale britannique, le grand intellectuel progressiste chinois Li Dazhao, publiant dans la revue communiste de Pékin *Cheng-chih sheng-huo* (Vie politique) l'article de Marx « La révolution en Chine et en Europe », le commentait en ces termes :

> Au cours des deux dernières années, le développement des partis politiques du prolétariat chinois et du prolétariat anglais s'est fait vraiment à pas de géant. Dans la compétition entre mouvements révolutionnaires des prolétariats de tous les peuples du monde, ce sont eux qui ont le plus progressé. Aujourd'hui, au moment où le mouvement national révolutionnaire s'étend partout en Chine, les ouvriers anglais viennent d'appeler à une grande grève sans précédent à laquelle participent plusieurs millions d'hommes. C'est vraiment, comme on dit, « la montagne de cuivre s'écroule à l'est et la cloche lui répond à l'ouest ». N'est-ce pas ainsi que « l'ordre » apporté en Chine par la classe capitaliste anglaise par l'intermédiaire de ses bateaux de guerre est réexpédié par la Chine sous la forme d'agitation ? N'est-ce pas ainsi que l'étincelle de la révolution chinoise a déjà pénétré dans la mine surchargée du système industriel européen, ce qui donnera naissance à l'avenir à une gigantesque explosion ? C'est la révolution imminente qui démontrera ce fait historique[1].

UNE LUTTE MONDIALE

Ainsi le dirigeant communiste chinois révélait-il à la fois comment il ressentait l'unité de la lutte des classes mondiale et comment les informations et commentaires de l'Internationale avaient pu convaincre un homme comme lui que la révolution anglaise commençait à travers et avec la révolution chinoise en ce début de 1926. Il suffit d'ailleurs de feuilleter *Inprekorr*, le bulletin de presse de la Comintern, pour se rendre compte qu'un clou chasse l'autre et que le rêve de la révolution donnant tout le pouvoir aux syndicats fait place, dans la nouvelle science politique concoctée à Moscou, à l'idée d'une révolution nationale à travers un mouvement unissant toutes les classes. La Chine a chassé la Grande-Bretagne, au moins sur le papier.

1. Cité par S. Schram et H. Carrère d'Encausse, *Le Marxisme et l'Asie*, p. 314.

L'idée de Chine et celle de révolution n'étaient pas liées dans la tête des dirigeants russes, qui croyaient plus volontiers à la révolution au Japon ou en Inde. La Chine des seigneurs de la guerre ne fut d'abord pour la diplomatie soviétique qu'un vaste champ de manœuvres dans lequel l'alliance avec un seigneur de la guerre donnait à l'État soviétique un point d'appui et un débouché, mais où l'on ne rêvait rien de plus. Mais voici que surgirent au premier plan Sun Zhongshan (Sun Yat-sen), le gouvernement nationaliste de Canton, précaire formation qu'il dirigeait par intermittences à travers un jeu complexe entre les seigneurs de la guerre, et l'organisation nationaliste qu'il inspirait, le Guomindang.

LE PARTI CHINOIS ET LE GUOMINDANG

La décision de faire entrer les communistes dans le Guomindang, sur la proposition de Sneevliet-Maring, reprise à son compte par l'exécutif de la Comintern, a surpris le parti chinois et suscité bien des questions. Sur le coup, la direction unanime y a été presque unanimement opposée. Chen Duxiu l'explique :

> La raison principale de notre opposition était celle-ci. Entrer dans le Guomindang, c'était introduire la confusion dans l'organisation de classe, entraver notre politique et se subordonner à elle. Le délégué de l'IC dit textuellement : « La présente période est une période dans laquelle les communistes doivent effectuer un travail de coolies pour le Guomindang. » A partir de ce moment-là, le parti n'était déjà plus le parti du prolétariat, il se transformait en extrême gauche de la bourgeoisie et commençait à dégringoler dans l'opportunisme[2].

La déclaration des communistes, lors de leur congrès, sur l'entrée dans le Guomindang, qui devait pourtant suivre, manifestait l'existence de différences et d'importantes réserves :

> Le Guomindang devrait être la force centrale de la révolution nationale et en assurer la direction. Malheureusement, cependant, il pâtit fréquemment de deux conceptions erronées. En premier lieu, il compte sur des puissances étrangères pour qu'elles aident la révolution nationale chinoise. De tels appels, de tels recours à l'ennemi, non seulement lui coûtent la direction de la révolution nationale, mais encore placent le peuple dans la dépendance des puissances étrangères, détruisant ainsi sa confiance et l'esprit d'indépendance nationale ; deuxièmement, il concentre tous ses efforts sur le terrain militaire, négligeant le travail de propagande au sein du peuple. En conséquence, le Guomindang perd sa direction politique, car un parti national révolutionnaire ne peut jamais l'emporter en comptant exclusivement sur l'action militaire, sans gagner la sympathie populaire à l'échelle nationale.
>
> Nous espérons encore que tous les éléments révolutionnaires de notre société rejoindront le Guomindang. [...] En même temps, nous espérons aussi que le Guomindang abandonnera ses conceptions anciennes. [...] Le PCC n'oublie jamais, même un instant, de soutenir les intérêts des ouvriers et des paysans. C'est notre tâche particulière que de développer un travail de propagande et d'organisation parmi les ouvriers et les paysans. Plus centrale encore est celle de conduire les ouvriers et les paysans à rejoindre la révolution nationale. Notre mission consiste à libérer la nation chinoise opprimée, par une révolution nationale, et à faire avancer la révolution mondiale, libérant les peuples opprimés et les classes opprimées du monde entier[3].

En fait, les dirigeants chinois avaient cédé devant « la discipline internationale » évoquée par Maring. Malheureusement, la situation fut très rapidement, avec leur participation

2. Chen Duxiu, « Lettre à tous les camarades du PC chinois », 10 décembre 1929, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, p. 441- 465.

3. Manifeste du IIIe congrès du PC chinois (juin 1923), *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, p. 41-43.

active, celle-là même qu'ils avaient prévue. Il y eut un large débat au 1er congrès du Guomindang, en janvier 1924, dont Tcherepanov nous a laissé un récit fort utile, et ce parti y fut réorganisé selon les propositions de l'envoyé du parti russe, Borodine[4]. L'adhésion des communistes, fortement critiquée en coulisse par la droite et les caciques, qui semblent avoir réussi à ébranler un instant Sun Zhongshan, avait été défendue avec passion par Liao Zhongkai. Li Dazhao prit finalement la parole pour expliquer l'adhésion des communistes par la nécessité d'un « parti révolutionnaire fort » et le souci de « ne pas diviser[5] ».

Le congrès élut des communistes à des postes importants de direction : Li Dazhao et Tan Pingshan, ainsi que Mao Zedong, suppléant, entraient à l'exécutif du Guomindang, et Zhou Enlai était chargé de l'animation politique de l'École des cadets de Huangpu. Mais les premiers ne pouvaient, du fait de leur responsabilité, que construire le Guomindang, non le PC, et le second devait interdire formellement la constitution de cellules communistes à l'École des cadets et dans l'armée. Les communistes de Moscou, les cadres envoyés à l'Université des peuples d'Orient, prennent conscience, à la lecture de la presse communiste, de l'existence dans leur parti de ce problème que Peng, dans ses Mémoires, appelle « le côté à la fois confusionniste et ronronnant de la plupart des articles », et, chez les dirigeants, « la tendance de plus en plus marquée à faire preuve de l'esprit le plus conciliateur à l'endroit de l'ennemi de classe[6] ».

Évoquant le témoignage de quelques cadres et dirigeants en visite à Moscou, dont Li Dazhao, il écrit :

> Depuis le IIIe congrès de notre parti, qui fut le congrès du triomphe de la collaboration organique avec le Guomindang, l'écrasante majorité des membres de notre parti ont été littéralement aspirés par le Guomindang et, par voie de conséquence, placés dans l'impossibilité matérielle et politique de poursuivre le double effort de la construction de notre parti et de la relance ou de l'expansion du mouvement ouvrier, qui était tout de même le seul qu'ils fussent tenus de ne jamais cesser de fournir sous peine de perdre leur qualité de militants communistes[7].

D'abord opposé, puis sincèrement rallié à l'entrée dans le Guomindang, Li Dazhao confie à Peng qu'il est absorbé par des tâches sans grand intérêt et fait figure de personnalité nationaliste plus que de dirigeant communiste à Pékin. Peng Shuzhi raconte les débats consécutifs des communistes de Moscou, « me référant explicitement à ce que Shouzhang [Li Dazhao] m'a raconté, indiquant notamment qu'il juge fort alarmante la stagnation des effectifs de notre parti, la régression de son influence et la mise en veilleuse de ses activités, mais qu'il ne voit guère comment nous pourrions repartir de l'avant après avoir reconquis le terrain déjà perdu, en raison de l'extrême pénurie de cadres dont nous souffrons[8] ».

La conséquence est que les militants chinois de Moscou décident de s'employer, dès leur retour, à susciter une vraie discussion pour « mettre fin aux tendances réformistes et opportunistes qui se sont fait jour au niveau de la direction de notre parti », et opérer un véritable redressement. Peng Shuzhi ajoute, résumant leur motion : « Aucun de nous n'acceptera de s'inscrire au Guomindang ni de travailler pour lui, de quelque façon que ce soit ; nous nous donnerons pour tâches exclusives de faire de notre parti une organisation aussi solide que bien étoffée et de remettre en route le mouvement ouvrier[9]. »

4. Tcherepanov, *As Military Adviser in China*, p. 50-78.
5. *Ibidem*, p. 64.
6. Peng Shuzhi, *op. cit.*, p. 364-365.
7. *Ibidem*, p. 365.
8. *Ibidem*, p. 366.
9. *Ibidem*.

PENG SHUZHI ET LE CONGRÈS DU RÉVEIL

C'est en juillet 1924 que Peng Shuzhi, qui a été délégué au congrès par le groupe communiste chinois de Moscou sur la base expliquée ci-dessus, revient en Chine. Ses premières impressions de Pékin et de Shanghai – où il rencontre Mao Zedong – le rendent très pessimiste. Pour lui, les communistes de Chine ont abandonné leur parti, et celui-ci dépérit au profit du Guomindang. A Pékin, il n'y a plus d'organisation communiste. Il le dit sans ambages aux dirigeants qu'il rencontre, et d'abord Cai Hesen. Pour découvrir aussitôt que le Guomindang prend des mesures afin de mieux contrôler le travail des communistes dans ses rangs – c'est-à-dire achever des les ligoter – et que Qu Qiubo, d'accord avec Borodine, appuie la position répressive du Guomindang. Il se décide alors à s'ouvrir à Chen Duxiu et Cai Hesen. Il raconte sa première entrevue avec ce dernier :

> Je lui dis que nous n'approuvons pas l'orientation actuelle de notre parti, je lui explique que nous ne comprenons pas pourquoi notre parti a estimé indispensable d'investir toutes ses forces vives dans les activités du Guomindang, indispensable de se mettre presque tout entier et sans contrepartie au service du Guomindang [...] nous avons le sentiment que nos camarades restés en Chine ont de plus en plus tendance à se désintéresser de la vie propre de notre parti [...] [10].

Cai Hesen approuve : les meilleurs militants du PC sont absorbés par l'appareil du Guomindang et ne font rien pour leur parti, ainsi frappé d'immobilisme. Il écoute Peng esquisser un programme de réanimation du parti. Quand ils se revoient, Cai Hesen confie à Peng son inquiétude au sujet du grave conflit qui vient d'éclater à la direction du Guomindang, où Qu Qiubo, soutenu par les Russes, se range du côté des dirigeants du Guomindang contre Chen Duxiu et lui. Peng se jette alors à l'eau :

> Éclairé par les contacts et les entretiens que j'ai eus [...], je me sens maintenant capable de formuler sans équivoque à l'usage de notre direction mes observations sur l'état présent des affaires du parti, sur leur état présent à Shanghai en particulier. Dès que l'occasion m'est donnée de revoir Cai Hesen, je lui fais part de ces observations, en me gardant de les envelopper de précautions oratoires. Je lui dis que je suis navré d'avoir eu à constater que la quasi-totalité des membres du PC s'étaient laissé absorber par le Guomindang et que je suis ahuri de ce que le PC, du coup, ait tout bonnement perdu la qualité d'un vrai parti. Je lui déclare que je supplie le « centre » de repenser de bout en bout dans les plus brefs délais un problème qui me paraît se poser chaque jour de façon plus angoissante : celui de l'existence propre, c'est-à-dire de l'existence même du PC chinois [11].

Invité au CC par Chen Duxiu, que Cai Hesen vient d'informer, Peng Shuzhi s'explique, et c'est alors que Chen Duxiu à son tour explique à Peng ce qui s'est passé pendant la dernière année, comment il a accepté les dérapages et finalement la politique opportuniste du parti chinois s'adaptant totalement au Guomindang. Les trois hommes sont d'accord pour engager le combat pour le redressement du parti dans son hebdomadaire, *Xiangdao* (Le Guide).

Peng est devenu entre-temps professeur à l'université de Shangda et se trouve en mesure d'amorcer la deuxième étape du combat qu'il s'est fixé, la reconstruction du mouvement ouvrier. Elle va passer par l'ouverture d'une école du soir pour adultes à Xiaoshuda, un des quartiers ouvriers de Shanghai, à partir de laquelle est bâti le club ouvrier du même nom, du sein duquel émerge le jeune ouvrier communiste Liu Hua, et qui est surtout le creuset de la fondation de nombreux syndicats, notamment dans les usines cotonnières.

10. *Ibidem*, p. 378.
11. *Ibidem*, p. 393.

C'est le meurtre d'un des siens, l'ouvrier Gu Zhenghong, le 15 mai 1925, qui est le détonateur de l'explosion révolutionnaire du 30 mai 1925. La guerre qui éclate entre seigneurs de la guerre au nord, les efforts du gouvernement de Canton et du Guomindang pour s'y insérer et en tirer profit, le développement à Canton des milices marchandes – des formations ouvertement contre-révolutionnaires – aggravent la distance entre le Guomindang et le PC. Dans *Xiangdao*, Peng Shuzhi analyse ce mouvement des « Volontaires marchands » comme un fascisme à l'orientale, la petite-bourgeoisie qui s'appuie sur les compradores. Cai Hesen critique la politique hésitante du gouvernement du Guomindang. Chen Duxiu lance le mot d'ordre d'épuration du Guomindang de ses éléments droitiers et profascistes : « Nettoyons la maison ».

Le Parti communiste chinois – qui ne compte alors pas plus de 1 000 membres – se lance dans la bataille politique. Son journal *Xiangdao* énumère les revendications minimales : abrogation des traités inégaux, souveraineté douanière, libertés démocratiques, dissolution des troupes des seigneurs de la guerre, amélioration du sort des travailleurs et pauvres, égalité des sexes. Il prépare une grande campagne pour l'élection d'une Convention nationale. Il publie aussi un programme d'action ouvrier énumérant la reconstruction des syndicats détruits en 1923, la réintégration des milliers de mineurs récemment licenciés, la mise en jugement de Wu Peifu et autres assassins d'ouvriers en 1923. Le numéro de décembre 1924 de *Xin Qingnian* achève ce qui peut apparaître comme un véritable redressement théorique. Peng Shuzhi, dans un article intitulé « Qui dirigera la révolution nationale en Chine ? », fait une analyse serrée de la société chinoise et conclut qu'il n'existe qu'une seule classe qualifiée pour conduire une révolution nationale en Chine, le prolétariat. Ce sont les mêmes conclusions que Chen Duxiu, dans le même numéro, tire de son étude sur « Les leçons à tirer de vingt-sept ans de mouvement national populaire en Chine ».

On comprend que, dans ces conditions, Peng Shuzhi puisse parler du IVe congrès du PC chinois, qui s'ouvre le 24 janvier 1925, comme du « congrès du réveil ». Il y a une vingtaine de présents, mais ni Qu Qiubo ni Mao Zedong, les deux plus engagés dans le Guomindang, ne sont là. Le congrès suit le comité central dans ses récentes analyses et, après avoir écouté le compte rendu du travail récemment effectué à Shanghai, met au centre de ses préoccupations la reconstruction du mouvement ouvrier, décidant de réunir le 1er mai à Canton le IIe congrès du syndicat général panchinois. La question paysanne, prévue à l'ordre du jour, est escamotée faute de rapport et de rapporteur, et la question féminine suscite un débat très médiocre, selon Peng. Mais le débat sur la question ouvrière place le parti dans le droit fil des développements qui se préparent. Une direction de neuf membres est élue : Chen Duxiu, Cai Hesen, Qu Qiubo, Peng Shuzhi, Zhang Guotao, Li Dazhao,Tan Pingshan, Li Weihan et le mineur Zhu Jingtang. Les cinq premiers sont membres du « comité permanent du CC ». Cette direction conduira le Parti communiste pendant la deuxième révolution chinoise.

Le mouvement du 30 mai : la révolution en Chine

L'assassinat dans une usine, par un contremaître, de l'ouvrier Gu Zhenghong avait provoqué des manifestations de plus en plus nombreuses d'ouvriers et d'étudiants. L'une d'elles, le 30 mai 1926, sur Nanking Road, se heurte à la police britannique, qui tire sans sommation, faisant 10 morts et plus de 50 blessés, presque tous ouvriers. C'est l'étincelle. Le lendemain à la chambre de commerce, une réunion de 1 500 personnes présidée par le dirigeant de la Fédération étudiante décide une grève générale des ouvriers, des étudiants et des marchands, et le boycott des banques étrangères, réclamant aussi le châtiment des

responsables de la tuerie. A l'initiative de Liu Hua, le club ouvrier de Zhabei revendique le droit de grève, le droit syndical, l'interdiction des châtiments corporels dans les usines, l'amélioration des conditions de travail et l'expulsion des usines des policiers étrangers.

Le soir même, à l'initiative du club ouvrier de Zhabei, se tient une réunion de délégués ouvriers constitutive du Syndicat général de Shanghai, dont les dirigeants sont des communistes, Liu Hua, Li Lisan, Liu Shaoqi, Suan Luanghui et l'étudiante Yang Zhihua. Le Syndicat général, avec l'appui des étudiants constitue un comité d'action unifié auquel adhèrent quelque temps les marchands de la chambre de commerce, dont Chen Duxiu dénonce bientôt la mollesse et la mentalité de trahison, et qui rompent effectivement avec la grève. Mais les syndicats se multiplient avec les grèves. Dans la seule Shanghai, il y a plus de 200 000 travailleurs syndiqués au bout de quelques semaines. Le mouvement s'essouffle, mais continue pourtant pendant des mois avec des explosions sporadiques.

Canton-Hongkong prend le relais, dans des conditions nouvelles, puisque Sun Zhongshan est mort au mois de mars et que le Guomindang a constitué le 13 juin un gouvernement présidé par Wang Jingwei, leader de la « gauche ». Là, une grève prévue depuis le 30 mai et dirigée avant tout contre les Britanniques, dans une protestation contre les meurtres du 30 mai, commence le 19 juin dans les secteurs syndicalisés – marins, télégraphistes, typographes – avec pour mots d'ordre contrats collectifs, journée de huit heures, assurances ouvrières, baisse des loyers, liberté de résidence, égalité avec les étrangers, droit de parole et d'association. Une manifestation visant à entraîner les travailleurs de Canton derrière les grévistes de Hongkong se termine par une sanglante fusillade (52 morts et plus d'une centaine de blessés dus aux polices anglaise et française). Le résultat est l'extension de la grève et l'instauration d'un boycott total des bateaux et marchandises à destination de Hongkong.

La grève-boycott est puissamment organisée, avec un comité de grève, un exécutif de 13 personnes présidé par le marin communiste Su Zhaozheng et un congrès des délégués des grévistes de 800 personnes (1 délégué pour 50 grévistes) qui se réunit trois fois par semaine. Il s'est constitué un solide appareil, avec des sections spécialisées, des dortoirs, des cantines, un journal, des cours d'instruction générale et de formation politique, plus tard un collège ouvrier pour les cadres grévistes et des écoles pour leurs enfants. C'est un « véritable pouvoir ouvrier », écrit Jean Chesneaux. C'est en fait un soviet, le premier soviet chinois [12].

Son caractère étatique (ou préétatique) se marque dans ses moyens et méthodes, dans le rôle de sa force armée qui, sur la base d'escouades de 20, comprend 5 régiments de 540 hommes chacun. Les « sections de surveillance », piquets de grève si l'on veut, contrôlent la circulation des marchandises et des hommes. Les contrevenants sont jugés par un tribunal gréviste nommé par le comité de grève, qui inflige amendes et même peines de prison dans ses propres geôles.

Comme on peut s'en douter, les longs mois de cette grève-boycott exigent une solidarité active dans tout le pays. Ils changent aussi profondément sa physionomie, avec la syndicalisation de masse que connaît tout le Sud sous l'égide du Syndicat général et de ses pionniers communistes des luttes ouvrières. Mais c'est évidemment un facteur politique nouveau que l'existence d'un syndicat général, regroupant plus de 1 million d'ouvriers, environ la moitié des ouvriers chinois, et d'un parti communiste qui est passé en quelques mois de 900 à 20 000 membres.

12. Voir tout ce qui suit sur le comité de grève de Canton-Hongkong comme organisme « soviétique » dans le livre de J. Chesneaux, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1918 à 1927*, p. 412-414.

LA RÉSISTANCE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE : JIANG JIESHI

Plus d'un bourgeois comprador en Chine, plus d'un banquier, plus d'un chef de bande commencent désormais à s'inquiéter sérieusement des conséquences d'une politique qu'ils ont laissé jouer à Sun Zhongshan. Le cheval de Troie du communisme est maintenant dans leurs rangs. Les masses prennent de plus en plus confiance en elles-mêmes, se dressent avec toujours plus de vigueur. Les paysans eux-mêmes commencent à bouger un peu.

Il ne manque qu'un sauveur. Il va s'offrir de lui-même, car il a des capacités et une féroce ambition, une absence totale de scrupules, nécessaire pour l'aventure dans laquelle il décide de se lancer en cette année-tournant de l'histoire de la Chine. C'est Jiang Jieshi, que l'historiographie et la presse française continuent d'appeler Tchang Kaï-chek. Élève-officier à Tōkyō en 1911, revenu dans son pays, il y a rencontré Sun Zhongshan, mais aussi quelques personnages de la bourgeoisie chinoise au bras long et au portefeuille lourd : le comprador Yu Yaqing, une des grosses fortunes du pays, le fameux banquier Zhang Jingqiang et surtout le chef de la société secrète La Bande verte, le « parrain » Du Yesheng, caïd de la prostitution et de la drogue, avec son âme damnée, Huang Jingrong, dit Huang le Grêlé, chef des inspecteurs chinois de la concession française. Ces hommes vont le protéger et l'utiliser dans une carrière qui, de modeste agent de change au service de gros patrons, va faire de lui, au début des années 20, un jeune général dans l'armée de Sun, puis le commandant de l'École des cadets et le chef de la 1re armée, l'un des rares généraux de l'armée du Sud qui ne sorte pas des rangs des « seigneurs de la guerre ».

La voie se dégage brusquement devant lui au moment de la grève-boycott de Canton-Hongkong. Une droite est en train de se regrouper après la mort de Sun, à Canton comme à Shanghai. Un des hommes qui l'inquiètent le plus, un des « éléphants » du Guomindang, directeur politique de l'École des cadets, Liao Zhongkai, grande figure de la gauche du Guomindang, qui semble un successeur tout trouvé à Sun Zhongshan, est assassiné le 20 août 1925. L'enquête montre que deux personnages importants du parti et de l'État sont compromis dans cette affaire, Hu Hanmin, un autre éléphant du Guomindang, et le chef de l'armée, le général Xu Zhongzhi. Ces deux grands personnages de la droite du Guomindang doivent s'exiler. Du coup, Jiang Jieshi se trouve admirablement placé. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il est appuyé en sous-main par les gens de la droite et leurs mécènes, ses vieux amis de Shanghai. Par ailleurs, il fait figure d'officier de gauche, invoquant souvent « la révolution mondiale » dans ses discours et proclamations. Enfin, il a su gagner la confiance de Borodine, qui s'estime capable de le manipuler pour les intérêts soviétiques et qui en fait son principal candidat dans la lutte pour la succession.

La question de la succession est réglée par un jugement de Salomon. Wang Jingwei, politicien « de gauche » faible et versatile, prend la tête du parti et de l'État, et Jiang devient chef de l'armée : il a le pied à l'étrier et prend aussitôt des assurances. Sans jamais démentir son orientation à gauche, il entre en relations avec Dai Jitao. Cet ancien « théoricien » du Guomindang, un leader intellectuel, s'efforce alors de réconcilier et d'unifier les fractions de droite : à la conférence des Sept Collines de la droite du parti, il a lancé le mot d'ordre « Avec Jiang pour renverser Wang ». Jiang reprend aussi contact avec son mentor Zhang Jingqiang, probablement maître d'œuvre des opérations capitales de l'année 1926, et se lie, s'il ne l'était déjà, avec le puissant manufacturier de tabac Jian Zhaonan.

Très vite il passe à l'offensive contre les communistes. Traditionnellement, dans ce genre d'entreprise, on accuse les futures victimes d'avoir comploté pour s'emparer du pouvoir. Il semble que Jiang Jieshi n'ait pas été le seul à avoir préparé une opération dans

laquelle les communistes devaient être victimes en même temps que coupables proclamés. L'Américain Harold R. Isaacs, avec une pénétration et un sens de l'humour qui ne se démentent jamais, écrit :

> Jiang Jieshi et l'aile droite fabriquèrent leurs rumeurs de complot communiste à partir de la logique qu'offrait la situation. Ce furent eux et pas les communistes qui s'aperçurent que les ouvriers, avec leurs organisations en plein développement, leurs piquets en armes, leur militarisme et leur force, étaient capables de prendre en main le mouvement révolutionnaire. Ce furent eux, par conséquent et pas les communistes, qui comprirent qu'il était temps de passer aux actes [13].

LE « PETIT COUP D'ÉTAT » DU 20 MARS 1926

C'est dans la nuit du 19 au 20 mars 1926 à Canton que le général déclenche son opération militaro-policière. Prenant prétexte de l'attitude prétendument hostile de la canonnière *Chungshan*, qui est venue jeter l'ancre à Huangpu, il lance ses troupes sur un certain nombre d'hommes et de lieux précis. D'abord sont arrêtés une cinquantaine de commissaires politiques de ses propres unités, en majorité communistes. Le quartier général du comité de grève de Canton-Hongkong est perquisitionné – « razzié », dit un historien. Les armes sont saisies. Le successeur de Liao Zhingqai, une figure populaire de la gauche du Guomindang, Deng Yenda, est mis aux arrêts. Réuni en catastrophe, l'exécutif du Guomindang estime que l'heure est peut-être venue de s'en aller, mais attend. Wang Jingwei, lui, n'attend pas et part en voyage touristique en Europe. Bien des observateurs de l'époque ont été ahuris de l'absence de résistance tant de la part des politiques que de celle des masses, qui avaient tant effrayé ces mois derniers. C'est qu'ils ne comprenaient pas que les travailleurs considéraient réellement – à cause des assurances de leur parti et de leur Internationale – ce général et son armée comme *leur* général et *leur* armée.

Le 15 mai, une séance plénière de l'exécutif du Guomindang, à laquelle les éléments de sa droite étaient venus de toute la Chine, acceptait les conditions nouvelles dictées aux communistes par le général Jiang Jieshi. Ils se voyaient interdire « critiques et doutes » sur les principes de Sun Zhongshan. Le PC devait remettre la liste de tous ses membres également militants du Guomindang. Les communistes ne pouvaient être plus de 33 % dans les comités municipaux, ou provinciaux et dans le comité central du Guomindang. Ils ne devaient plus exercer de fonctions à la direction des départements du parti et du gouvernement. Par ailleurs, les membres du Guomindang se voyaient interdire d'adhérer à un autre parti, c'est à-dire au Parti communiste, sans être *ipso facto* exclus du Guomindang. Les directives de la Comintern ainsi que les instructions du CC à ses propres militants devaient être soumises à une commission paritaire spéciale du Guomindang dans laquelle siégeaient les éléments les plus déterminés de la droite.

Il y a beaucoup de faits ahurissants dans l'histoire de la Comintern. Pendant des mois, le coup du 20 mars 1926 n'a pas existé dans ses organes et dans sa presse, il a été démenti de toutes les façons, et avec quelle hargne. La raison en est simple. Depuis des mois, les plus hautes autorités de la Comintern affirmaient que le Guomindang était « le parti ouvrier et paysan » qui dirigeait la révolution. En janvier 1926, Staline et le présidium avaient télégraphié aux Chinois : « C'est à notre parti qu'a incombé la grandiose tâche historique de développer la première révolution prolétarienne du monde. [...] Nous sommes convaincus que le Guomindang réussira à jouer le même rôle en Orient, et, par là, à détruire les fondements de la domination impérialiste en Asie [14]. »

13. H.R. Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*, p. 137.
14. H.R. Isaacs, *op. cit.*, p. 120.

SOUTIEN À JIANG JIESHI

Tous les historiens ont relevé qu'au lendemain du coup d'État du 20 mars, dans les semaines et les mois qui suivent, les organisations ouvrières, les syndicats mais aussi le Parti communiste mettent l'accent sur la nécessité de la discipline par rapport au gouvernement et au soutien de l'armée révolutionnaire –, celle de Jiang Jeshi – dans le *Beifa*, l'expédition du Nord pour culbuter les seigneurs de la guerre et unifier la Chine. Or Borodine a apporté à Jiang Jeshi, en cadeau pour un avènement dont la vérité lui revenait largement, la promesse d'un soutien militaire de l'Union soviétique dans le *Beifa*. Des conseillers militaires arrivent en Chine, sous le commandement du général Pavlov puis du général Blücher, qui se fait appeler Galine ou Gallen, un an après une mission qui a été envoyée pour encadrer les troupes de Feng Yuxiang, le « général chrétien » qui veut maintenant adhérer au Guomindang. Le Parti communiste chinois, sa direction et les militants de Shanghai ne se sont pas rendus sans combat. Chen Bilan, responsable féminine, a raconté que le comité central, au lendemain du coup d'État de Canton, s'était prononcé pour une ligne nouvelle, adaptée au tournant de la situation créée par l'initiative du général et des « militaristes ». Elle a, pour sa part, participé à l'assemblée générale des communistes de Shanghaï, le 21 mars. C'est Peng Shuzhi qui a présenté le rapport au nom du comité central et l'accord qui s'y était fait pour un réexamen des rapports avec le Guomindang et la définition de rapports nouveaux.

La position du CC, définie dans le rapport qu'il adresse à l'IC et à ses représentants en Chine, explique qu'il faut continuer la coopération avec le Guomindang, non plus « du dedans », mais du « dehors ». Pour mieux assurer ses positions, le PC chinois doit développer l'unité militaire qu'il contrôle par l'un des siens, le général Ye Ting. Il doit compléter cet effort par l'armement systématique des ouvriers et des paysans. Cette proposition risque de se combiner avec la proposition de Trotsky de rendre au PCC son indépendance en l'autorisant à quitter le Guomindang. C'est évidemment une perspective dangereuse [15]. Peng Shuzhi est chargé d'aller défendre les deux dernières positions devant Borodine et reçoit du CC l'autorisation de lui présenter à titre personnel sa proposition de retrait des communistes du Guomindang et d'une collaboration de parti à parti. Bien entendu, Peng reste isolé. Le texte qu'il a apporté est transmis à Moscou, et l'exécutif le rejette bien évidemment, caractérisant la politique qui inspire la résolution du CC chinois comme « de l'aventurisme » parce que tendant à « dépasser l'étape de la révolution nationale [16] ». On fait tonner contre cette politique les grandes orgues de l'agit-prop que dirige l'expert Béla Kun, et l'exécutif décide de renvoyer en Chine auprès de Chen Duxiu un homme avec qui il s'est toujours bien entendu et qui lui fera peut-être avaler la pilule, d'autant plus qu'il a été, lui aussi, opposé à l'entrée dans le Guomindang, Voitinsky, de retour donc en Chine pour son dernier séjour.

La direction de la Comintern, avec Staline et Boukharine, s'était-elle réellement ralliée à la politique menchevique de la révolution par étapes qui avait servi à s'opposer à la révolution d'Octobre ? La réalité est moins idéologisée. Comme il avait cultivé l'alliance avec Wu Peifu et Feng Yuxiang, Staline soignait celle de Jiang Jieshi, les deux derniers étant épaulés d'ailleurs par quelques-uns des meilleurs généraux soviétiques. Il ne s'agit plus des débats théoriques de la Comintern mais des besoins de l'État russe dont Staline tient les commandes. Militants et révolutionnaires professionnels, Maring comme Ioffe,

15. Chen Bilan, « Looking back over my years with Peng Shuzhi », dans Peng Shutse, *The Chinese Communist Party in Power*, p.13-47, ici p. 18.

16. *Ibidem*, p. 21.

ont senti la qualité politique de Sun Zhongshan, les possibilités de son parti. Et, curieusement, c'est en poursuivant son idée d'un parti ouvrier dans un pays semi-colonial que le premier a enchaîné le jeune Parti communiste à un appareil et, à travers lui, à un régime militaire et policier présentant déjà les premiers traits d'un « fascisme oriental ». Il fallait une « théorie » pour justifier la politique suicidaire. Elle ne pouvait être formulée que sous la forme d'un dogme. Staline allait bientôt le rappeler dans son style inimitable :

> Le futur pouvoir révolutionnaire de la Chine aura [...] l'avantage d'être un pouvoir anti-impérialiste. Il ne s'agit pas seulement du caractère démocratique bourgeois du gouvernement de Canton, qui est l'embryon du futur pouvoir révolutionnaire de toute la Chine, il s'agit avant tout que ce pouvoir est et ne peut être qu'un pouvoir anti-impérialiste, que chaque pas en avant de ce pouvoir est un coup porté à l'impérialisme mondial, c'est-à-dire un coup qui profite au mouvement révolutionnaire mondial[17].

L'EXPÉDITION DU NORD

En réalité, l'expédition du Nord avait forcément un impact très diversifié. Dans le ressort du gouvernement de Canton, elle servait évidemment de prétexte à un maintien sévère de l'ordre, et notamment à une discipline de travail imposée par la nécessité. Dès qu'elle fut décidée, les pouvoirs de Jiang furent accrus, la liberté d'action des syndicats limitée. Elle commença le 7 juillet 1926. Le 29, Jiang Jieshi décréta la loi martiale et interdit toute grève « pour ne pas gêner la campagne du Nord ». Le gouvernement négocia lui-même la fin de la grève et proclama « grande victoire » un accord qui ne donnait aucune satisfaction aux grévistes. Quelques mois plus tard, les derniers vestiges du pouvoir des syndicats et du comité de grève étaient éradiqués. Le nouveau patron de Canton, le général Li Jishen, y faisait régner l'ordre militariste. L'autre aspect majeur de l'expédition du Nord est que, indépendamment de la volonté de ses chefs militaires et politiques, elle constitua un énorme encouragement pour le mouvement populaire, les ouvriers et les paysans. Harold R. Isaacs écrit : « Leurrées par leurs propres dirigeants, qui leur avaient fait croire qu'une victoire du Guomindang apporterait une grande amélioration de leur sort, les masses populaires, comme un raz de marée, portèrent le corps expéditionnaire jusqu'aux rives du Yangzi[18]. »

Le même auteur emploie, en dépit de sa sympathie pour le mouvement ouvrier, le terme de « terrifiante série de grèves », décrit aussi l'explosion, précédant l'arrivée de l'« armée révolutionnaire », de soulèvements paysans qui commencent souvent par le refus de payer le loyer et continuent par la saisie pure et simple de la propriété du « landlord ». L'historien français Jean Chesneaux explique que les cadres communistes ont dû faire des efforts considérables pour « canaliser le mouvement » de création et d'entrée en action des syndicats, « nés comme des champignons après la pluie » pendant cette période. Membre du PCF à l'époque de la rédaction de sa thèse et tenu à une certaine orthodoxie par rapport à la version maoïste de l'histoire, il indique, sans écrire le mot qui éclairerait la question, le caractère « soviétique » du « pouvoir ouvrier » réalisé par les syndicats du Hubei et du Hunan, parlant notamment de l'existence, au-dessous de leurs organismes dirigeants, de « services gouvernementaux avec pleine autorité sur leurs propres membres. Ils promulguaient des édits et des règlements, arrêtaient, punissaient, jugeaient[19] ».

17. Staline, « Les perspectives de la révolution en Chine », (nov. 1926), *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, p. 51-83, ici p. 57.
18. H.R. Isaacs, *op. cit.*, p. 149.
19. J. Chesneaux, *op. cit.*, p. 451-454.

Bien des responsables du Guomindang prennent peur, et les représentants de la Comintern partagent leur inquiétude car c'est l'unité de ce qu'ils appellent le « bloc révolutionnaire » qui est menacée. Dans un premier temps, on ne s'oppose pas frontalement au mouvement, mais on opère des distinctions entre « bons » et « mauvais » hobereaux : pas question que les paysans s'emparent des terres qui appartiennent à des officiers de l'Armée nationale révolutionnaire de Jiang Jieshi, pas question de revendications excessives adressées à des petits patrons qui font partie, comme leurs employés et ouvriers, de la « petite-bourgeoisie » et du « bloc populaire ». C'est sur la suggestion de Borodine et avec l'appui des dirigeants du parti et des syndicats que le gouvernement va même décréter l'arbitrage obligatoire pour les conflits du travail, ce qui permet au patronat d'écarter ce que les politiciens appellent les « revendications excessives ».

L'importance de Shanghai

L'étape décisive de l'expédition du Nord était évidemment Shanghaï. Non seulement parce que cette métropole constituait la tête du capitalisme chinois en même temps que le principal pied-à-terre de l'impérialisme, mais aussi du fait de son rôle en tant que bastion du mouvement ouvrier chinois, place forte dans laquelle les communistes avaient réussi à effectuer leur première percée dans la classe ouvrière en ses couches les plus profondes. Le 5 octobre 1925 déjà, Peng Shuzhi avait exprimé dans *Xiangdao* le sentiment de nombre de communistes, et notamment de ceux de Shanghaï, en écrivant : « Le succès de la révolution nationale chinoise n'est possible que si les ouvriers chinois se soulèvent et se battent. Shanghaï, c'est Petrograd. Février et Octobre russe ont été dirigés par les ouvriers de Petrograd[20]. » Il affirmait que les travailleurs de Shanghaï pouvaient jouer ce rôle historique et qu'ils y aspiraient.

Effectivement, se trouvaient réunis dans le grand port tous les éléments de la tragédie, et c'est là qu'allait se dérouler son acte décisif. A la fin de 1926 et au début de 1927, Shanghaï est le centre de toutes les manœuvres et intrigues. Tous les hommes qui comptent dans le milieu économique et politique chinois – exception faite des lointains seigneurs de la guerre – sont là : le banquier Yu Yaqing, porte-parole de la bourgeoisie compradore, qui a déjà repris contact avec Jiang, les gens de la droite du Guomindang avec Wu Zhihui, ceux de la pègre avec Huang le Grêlé, le patron local du Guomindang, Niu Yangjian. Il y a le seigneur de la guerre Sun Chuefang, le commandant local de la garnison, le général Li Baozhang, et même Yang Yutin, qui représente le puissant seigneur de la guerre du Nord, Zhang Suolin. Tous savent très bien qu'il n'existe pas pour Shanghaï trente-six solutions.

Ou bien les communistes, qui sont une extraordinaire force organisée, prendront le pouvoir, ou bien les troupes du général Jiang Jieshi entreront dans la ville et y instaureront un ordre militaire rigoureux. Un correspondant qui signe Junior écrit dans *Inprekorr* en octobre 1926 : « 200 000 ouvriers de Shanghaï soutiennent en rangs serrés le Parti communiste. Le PC de Chine a fait de Shanghaï une ville rouge[21]. » Et, pour faire bonne mesure, il ajoute que la plus grande partie du programe du PC a été reprise par la section politique du quartier général de Jiang Jieshi ! Harold R. Isaacs, toujours plein d'humour, commente : « En février, lorsque les troupes de Jiang pénètrent dans le Zhejiang, la situation était devenue claire pour tous, sauf pour les ouvriers et les dirigeants communistes, qui continuaient à le présenter comme le général-héros de la révolution[22]. »

20. Cité par Chen Bilan, *loc. cit.*, p. 23.
21. Junior, « Les groupements au sein du GMD et les efforts du PCC », *Corr. int.*, n° 108, 6 octobre 1926, p. 1187.
22. H.R. Isaacs, *op. cit.*, p. 173.

Ces illusions vont en quelques semaines faire couler beaucoup de sang. Lorsque les premières unités de l'Armée nationale révolutionnaire de Jiang Jieshi arrivèrent à une trentaine de kilomètres, l'Union générale du travail de Shanghai lança un ordre de grève qui fut immédiatement suivi par 350 000 ouvriers environ. Les revendications traditionnelles voisinent avec la revendication des libertés démocratiques. Mais quel pouvoir s'agit-il d'établir ? L'appel à la grève avait mentionné une « assemblée de délégués de citoyens » qui aurait pu être utilisée comme un organe de pouvoir révolutionnaire, une forme « soviétique ». Mais elle ne vit pas le jour et rien ne fut fait dans ce but. Il s'agissait d'appuyer l'avance de l'armée nationaliste. En fait, l'Union générale se contenta de constituer un comité provisoire révolutionnaire qui commença immédiatement à négocier avec les différentes formations bourgeoises pour l'organisation du pouvoir municipal après la victoire.

SHANGHAÏ : PREMIÈRE INSURRECTION

Le général Li Baozhang avait d'autres objectifs que ceux-là, et, appuyé par la police internationale des concessions, il lança contre les grévistes une campagne de terreur. Les témoignages que nous possédons coïncident pour démontrer la férocité de l'entreprise. Les plus connues des images diffusées par les agences de presse ont montré au monde le terrible spectacle des jeunes diffuseurs de tracts et grévistes arrêtés, conduits aux carrefours des rues passantes, mis à genoux et décapités, et le sinistre défilé des têtes coupées piquées sur des bambous, d'un lieu d'exécution à un autre, dans le sang. Les dirigeants communistes – Zhou Enlai, Luo Yinong, Wang Shouhua – décident de lancer le mot d'ordre de l'insurrection, dont ils pensent qu'elle va pouvoir coïncider avec l'arrivée des premières unités de l'armée nationaliste, attendues le 22 février 1927. Mais l'armée de Jiang s'arrête, l'arme au pied. C'est Jiang Jieshi qui a pris personnellement cette décision, après un télégramme de son compère de Shanghai, Niu Yangjian, qui poursuit ses négociations avec les communistes et ne peut que profiter des coups qu'ils reçoivent. Isaacs commente : « De toute évidence, on avait accepté de donner à Li Baozhang le temps de tuer le plus possible de meneurs de la grève[23]. » Le même auteur cite sur ce point sensible la *China Weekly Review* : « Le général Li essaie de s'inscrire au parti nationaliste et le général Jiang Jieshi a accepté de l'enrôler. [...] Il y a même des rumeurs qui courent sur l'immense satisfaction des membres conservateurs du Guomindang après la rage sanglante du général Li, car elle a porté un coup au pouvoir aussi bien qu'aux têtes de l'aile radicale et communiste du parti[24]. »

Ce soulèvement ne durera que deux jours, du 22 au 24 février 1927, et fut plutôt une retraite protectrice assez bien conduite quand on comprit que les « sauveurs » n'arriveraient pas. Commentant ces événements, trois jeunes collaborateurs de Voitinsky devaient écrire le 17 mars : « Le pouvoir était dans les rues. Le parti n'a pas su comment le prendre. Pire, il ne le voulait pas. Il avait peur de le prendre[25]. » Le 6 mars 1927, Peng Shuzhi signale dans un article qu'il se développe au sein de l'armée un compromis avec l'ennemi et contre les masses : « Un groupe qui veut arrêter le processus révolutionnaire pour unifier tous les compradores, bureaucrates et grands propriétaires, ainsi que tous les ennemis de la révolution, impérialistes et seigneurs de la guerre, pour frapper les masses ouvrières et paysannes[26]. » A la perspective de « dictature militaire personnelle » qu'incar-

23. *Ibidem*, p. 176.
24. *Ibidem*.
25. *Ibidem*, p. 177 ; pour le texte intégral de cette fameuse « Lettre de Shanghaï », voir *La Question chinoise...*, p. 85-113.
26. Cité par Chen Bilan, *loc. cit.*, p. 22.

nait Jiang Jieshi, Peng Shuzhi opposait le régime dont la révolution avait besoin, « un régime révolutionnaire de dictature démocratique » où les masses contrôlent et frappent elles-mêmes les contre-révolutionnaires [27]. Le 18 mars, commentant un discours de Jiang Jieshi du 21 février, Peng Shuzhi analyse la politique du général et assure : « La lutte qui se dessine en Chine est une lutte à mort entre les forces de la révolution et les forces contre-révolutionnaires représentées par Jiang Jieshi [28]. » Le même problème se reposa avec acuité le 20 mars quand la marche vers le nord des troupes nationalistes amena à Lunghwa, dans la proche banlieue de Shanghai, les unités que commandait le général Bai Chongxi.

Shanghai : deuxième insurrection

Le nœud de l'attente fut enfin dénoué pour de bon avec l'appel lancé par l'Union générale du travail à la grève générale et à l'insurrection simultanée le 21 mars à midi, pour abattre le pouvoir militariste sur la ville. De 500 000 à 800 000 hommes sont dans les rues à l'heure dite, des groupes de vingt, organisés, avec un pistolet pour tous et une foule qui s'arme de haches, de bâtons, de couteaux et de courage. Cette fois, la victoire est en vue après quelques heures. Policiers et soldats se rendent en masse, se rangent du côté des travailleurs soulevés ou leur donnent leurs armes. Leurs chefs songent à fuir ou à trouver une protection auprès de l'armée nationaliste. En moins de vingt-quatre heures, Shanghai est aux mains de sa population de travailleurs, épuisée, exsangue mais enthousiaste, maintenant armée de milliers de fusils et de dizaines de mitrailleuses. L'entrée de l'armée natonaliste est aussi une victoire ouvrière. Les hommes du général Bai Chongxi n'ont pas bougé. Mais ceux de la 1re division, que commande un jeune général de trente et un ans, Xue Yue, ont été convaincus par les agitateurs venus de Shanghaï. Malgré les ordres de Jiang, ils ont marché sur Shanghaï, entraînant leur général et entrant, après la bataille, dans la grande cité ensanglantée et victorieuse.

Le mauvais coup

On a peine à faire le récit des événements qui suivent. Qui sont les assassins ? Ceux qui massacrent le mouvement des masses, tirent sur la foule, exécutent les prisonniers ? Ou ceux qui ont, jusqu'au dernier moment, assuré aux victimes que les tueurs étaient leurs amis ? Cette complicité est-elle seulement « objective » ? Car c'est pratiquement de façon ouverte que se prépare l'affrontement entre Jiang et ses alliés, anciens ou nouveaux, d'un côté, et les forces ouvrières, syndicat et parti, de l'autre. Le combat n'est pas inégal. Jiang ne dispose pas d'un appareil solide. Il n'a que 3 000 hommes, dont la fidélité peut être mise en doute et qui sont sensibles à la pression populaire. En face de lui, l'organisation syndicale s'est consolidée. Les sections de surveillance, les milices ouvrières, comptent 2 700 hommes armés de fusils et même de mitrailleuses, disposant de munitions. La municipalité issue de l'insurrection, le Comité provisoire, compte 5 communistes sur un total de 19 membres. La supériorité de Jiang, c'est qu'il est un tueur, décidé à supprimer ses ennemis, alors que ces derniers ne savent même pas qu'il est le leur et le prennent pour un ami.

Dès son arrivée à Shanghaï, le 26 mars, quatre jours après l'entrée de l'armée de Bai Chongxi, Jiang reprend contact avec ses anciens amis et en cherche de nouveaux. Ses premières rencontres sont avec Huang le Grêlé, de la Bande verte, Patrick T. Givens,

27. *Ibidem.*
28. *Ibidem*, p. 23.

secrétaire politique de la police de la ville internationale et homme de l'Intelligence Service. Il rencontre aussi les autres, tous ceux qui se sont regroupés ici, le « théoricien » Dai Jitao, Yu Xiaqing, qui représente maintenant les cotonniers, Wu Zhihui, de la droite de son parti. Le 29 mars se constitue sous l'impulsion de Yu Yajing une fédération patronale qui lui apporte son soutien total. Ces gens lui fournissent des hommes de main et de l'argent. Il charge Wu Zhihui de former une nouvelle municipalité, et l'ancienne, par souci d'unité, s'incline. Il demande de l'argent – des millions de dollars – aux banquiers, aux cotonniers et aux autres. En quelques jours, il en reçoit 3, puis 5, puis 15. Les hommes dont il a besoin, c'est la Bande verte qui les met à sa disposition : des gangsters qu'il faut payer. Il en a les moyens. Harold R. Isaacs, à propos de ces derniers, écrit : « Ce qui avait été un syndicat du crime réunissait maintenant les traits des Cent-Noirs russes et de la Société du 10 décembre de Louis Bonaparte[29]. »

Les plans de Jiang Jieshi ne sont pas difficiles à deviner. On peut les lire avec une carte géographique dans une main, un calendrier dans l'autre. Un homme comme Peng Shuzhi les a dénoncés de toute sa force, auprès des responsables de la Comintern comme de ses camarades de la direction du PC et dans la presse de ce dernier, qui laisse encore à ses membres une bonne mesure de démocratie. Mais il se heurte à un mur, et à Chen Duxiu qui invoque une « discipline » qui mène au désastre. Au début de février, le dirigeant syndical de Ganzhou, Chen Canxian, est assassiné, les syndicats mis hors la loi par l'armée. Le 9 mars, l'un des principaux dirigeants des ouvriers de Shanghai, Wang Shouhua – connu sous le nom de He Songling –, invité chez Du Yuesheng, disparaît. On retrouve son cadavre : il a été enterré vivant[30]. Le 17 mars, à Nanchang, l'armée dissout la section locale du Guomindang et les syndicats. Le même jour, à Jinjiang, des truands liés à la Bande verte attaquent les locaux des syndicats et du Guomindang, abattent leurs défenseurs, arrêtent en masse. Le même scénario se déroule à Anjing et Wuhu. La loi martiale est proclamée le 28 mars. Les hommes de Huang le Grêlé forment une « Alliance ouvrière », un pseudo-syndicat destiné aux coups durs de guerre civile. Le 30 mars, de tels hommes attaquent le quartier général des syndicats à Hangzhou.

Et puis Jiang Jeshi frappe le grand coup, cette fois contre Shanghai, ses travailleurs, ses organisations. A partir de 4 heures du matin, dans la nuit du 11 au 12 avril 1927, se déroule une attaque concertée des hommes de Huang le Grêlé, en uniforme bleu avec brassard, contre les sièges, les locaux syndicaux, les clubs, le quartier général des milices, etc. Ils arrêtent en masse, notamment les responsables des syndicats, tirent sur tout ce qui résiste et abattent pas mal de détenus. On dénombre une centaine de morts. La première surprise passée, communistes et syndicats essaient de riposter par des manifestations pacifiques. C'est méconnaître leur ennemi, qui montre pourtant maintenant son visage. Le 13, à Zhabei, ils sont 100 000 manifestants environ. Les forces de Jiang les cueillent à la mitrailleuse, faisant d'un coup plus de 100 morts et des centaines de blessés. Voici venu le temps des assassins impunis. Des milliers de communistes et de syndicalistes sont abattus sans jugement, à Shanghaï, à Canton et finalement dans la Chine entière. Citons, parmi d'autres, Chen Yannian, un des fils de Chen Duxiu, tué à Shanghaï, Wang Shouhua, exécuté, nous l'avons dit, après Liu Hua, lui-même fusillé un an auparavant, et le gros des dirigeants restés à Canton. L'exemple de Jiang encourage les autres seigneurs de la guerre et leurs tueurs, et Zhang Suolin, avec le feu vert des diplomates occidentaux, fait arrêter Li Dazhao et une vingtaine d'autres militants réfugiés depuis presque une

29. H.R. Isaacs, *op. cit.*, p. 184.
30. R. Faligot et R. Kaufer, *Kang Sheng et les services secrets chinois*, p. 60.

année dans la légation soviétique. Li Dazhao et ses compagnons sont étranglés dans leurs cellules.

LA GAUCHE APRÈS LA DROITE

Il fallut une longue semaine pour que les responsables de la Comintern reconnaissent ce qu'ils appelèrent alors la « trahison » de Jiang Jieshi, l'ayant passée sous silence jusque-là avec la complicité active de témoins visuels, non seulement ses propres militants sur place, mais aussi les dirigeants communistes étrangers en tournée, M.N. Roy, Jacques Doriot, Earl Browder et Tom Mann, comme l'a parfaitement démontré Isaacs. C'est qu'il n'était pas question d'opérer un tournant, et il fallut le temps de découvrir un autre « centre révolutionnaire ». La révolution continuait, certes, et Isaacs a probablement raison d'affirmer que le soulèvement paysan dans le Hunan et le Hubei avait sans aucun doute à lui seul la force d'écraser Jiang et son armée, profondément démoralisée et divisée par le rôle qu'elle avait joué et dont elle comprenait bien qu'elle allait devoir le jouer encore.

Les politiciens de la gauche du Guomindang avaient subi un revers et craignaient le mouvement révolutionnaire plus encore que Jiang Jieshi. Mais ils avaient leurs propres intérêts et coteries. Leur gouvernement, installé à Wuhan et appuyé sur un certain nombre de chefs de guerre de Chine centrale, contestait la légalité de l'autorité de Jiang. C'est sur lui que les communistes chinois reçurent de Moscou – l'exécutif de la Comintern et, derrière lui, Staline – la directive d'avoir à s'aligner en le reconnaissant comme le « centre révolutionnaire » en Chine, l'expression politique et gouvernementale du « bloc des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie ».

La journaliste Anna Louise Strong raconte dans ses Souvenirs que, se trouvant à Hankou à cette époque, elle eut un entretien avec Borodine, à qui elle dit que, si les civils restaient fermes, les militaires capituleraient. Borodine éclata de rire et lui répondit que les gens de la gauche et du gouvernement de Wuhan étaient comme le lapin devant le serpent, tremblants, paralysés de la peur d'être dévorés et pourtant fascinés[31]. Tous, en tout cas, étaient soulevés d'indignation et de dégoût devant le mouvement révolutionnaire dans les campagnes. Tous les témoins s'accordent à souligner que seul Deng Yenda, chef politique de l'académie militaire, était fidèle aux conceptions affichées par le Guomindang. Comme devait le dire quelques mois plus tard un responsable russe lucide, la bourgeoisie chinoise avait quitté la révolution, mais le gouvernement de Wuhan, lui, n'avait pas quitté la bourgeoisie.

La nomination de deux ministres communistes, Tan Pingshan à l'Agriculture et Xu Chaoren au Travail, symbolise la politique du gouvernement Wang Jingwei, qui compte sur eux pour maintenir l'ordre et garder les revendications dans des limites qu'il appelle « raisonnables ». Ils permettent de limiter les saisies de terre, d'imposer l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail. Le désarroi dans les masses ouvrières et paysannes, qui voient se retourner contre elles leur gouvernement et leurs partis, commence à grandir et inspire une passivité qui est le fruit de la désorientation. En mai, l'armée dite « nationale-révolutionnaire » peut passer à l'attaque contre les organisations ouvrières et paysannes dans le Hunan, où elle commence par de sanglants massacres, à Changsha, le 21 mai, qui se poursuivent dans toute la province dans les jours qui suivent.

Une tentative de former une armée paysanne pour résister est réduite par les dirigeants du PC de Wuhan, ministres en tête, avec l'appui de Borodine. L'armée rétablit l'ordre dans les campagnes à la mitrailleuse et à la potence. En juin, le « général chrétien », Feng

31. Cité par Isaacs, *op. cit.*, p. 243.

Yuxiang, seigneur de la guerre qualifié de « patriote » par Moscou, qui, depuis plusieurs années, lui accorde une aide militaire et notamment des conseillers, règle la question du sort du gouvernement de Wuhan. Alors que ce dernier comptait sur une alliance qui eût fait de lui l'épée du Guomindang de gauche, il s'allie à Jiang Jeshi pour dénoncer dans le « communisme » l'ennemi n° 1 de la Chine. Dans les derniers jours de juin, l'armée du « gouvernement » de Wuhan, à genoux devant les maréchaux, prend d'assaut les locaux syndicaux, liquide les foyers de résistance. La dictature de Jiang Jieshi a commencé dans le sang des ouvriers et des paysans qui lui ont frayé la route vers le pouvoir.

Un aveuglement obstiné et volontaire

La catastrophe de Chine en 1927 – 547 000 morts du côté des ouvriers et paysans est l'estimation la plus basse – brise pour plusieurs générations les capacités de combat d'une classe ouvrière qui s'éveillait. La clé de ce désastre n'est pas à chercher dans la politique nationale chinoise mais dans une politique intégralement dictée et contrôlée par la direction de la Comintern, c'est-à-dire la direction du parti russe telle qu'elle apparaissait à l'époque : Staline, secondé par Boukharine. Cette politique a été vigoureusement critiquée, même si le public – ni même le parti – n'en a pas eu connaissance. Nous possédons maintenant l'ensemble des documents qui émanent de Trotsky et de l'Opposition de gauche. Pour éviter une énumération lassante, nous produirons les plus importantes prises de position des uns et des autres à partir du début du mois d'avril, quand les préparatifs de coup d'État – il s'est produit le 12 avril – sont devenus évidents pour tous.

Tadeusz Mandalian, un jeune collaborateur de Boukharine, indique que les instructions données aux communistes chinois le 31 mars 1927, alors que s'accumulent les présomptions d'attaque de la part du général, appelaient à une « dénonciation » politique de « la droite », mais sans y inclure Jiang, et conseillaient de cacher les armes plutôt que de les remettre aux mains des ouvriers. Chen Duxiu écrit que la direction du PC chinois a reçu un télégramme qui lui prescrivait de faire « cacher ou enterrer les armes des ouvriers afin d'éviter un conflit militaire entre les ouvriers et Jiang Jeshi ». Boukharine justifia ces directives devant l'exécutif de la Comintern : « Ne valait-il pas mieux cacher les armes, refuser la bataille et ne pas permettre ainsi qu'on nous désarme [32] ? » Les faits s'accumulent à l'approche de l'initiative contre-révolutionnaire. Le 3 avril, Trotsky, tout à fait convaincu que les communistes doivent quitter le Guomindang et reprendre toute leur liberté d'action, soumet un article qui ne sera pas publié. C'est une mise en garde contre Jiang Jieshi et les dangers créés par la politique d'alliance avec lui : « Conduire les ouvriers et les paysans dans le camp politique de la bourgeoisie et garder le Parti communiste en otage, c'est faire une politique qui équivaut objectivement à une trahison [33]. » Staline lui répond le 5 avril :

> Jiang Jieshi se soumet à la discipline. Le Guomindang est un bloc, une sorte de Parlement révolutionnaire, avec sa droite, sa gauche et les communistes. Pourquoi faire un coup d'État ? Pourquoi rejeter la droite quand elle nous écoute ? [...] Lorsque la droite ne nous sera plus d'aucune autorité, nous nous en débarrasserons. Mais à présent, nous en avons besoin [...]. Jiang Jieshi n'a peut-être que peu de sympathie pour la révolution, mais il est à la tête de l'armée et il ne peut rien faire d'autre que de la conduire contre les impérialistes. [...] Les gens de la droite, il faut les utiliser à fond, les presser comme un citron et les jeter [34].

32. Cité par Isaacs, *op. cit.*, p. 207.

33. Trotsky, « Les rapports de classes de la révolution chinoise », *La Question chinoise...*, p. 121-135, ici p. 133.

34. Staline, discours cité par Isaacs, *op. cit.*, p. 206. Il n'a jamais été publié mais longuement cité par Vuyović, en présence de Staline à l'exécutif de l'IC. Nous ne connaissons que ces extraits.

Le 3 avril, il est public que Jiang empêche ses alliés de siéger avec les communistes à la commission municipale de Shanghai. Le 6, une mesure d'ordre public prescrit : « Tous les piquets syndicaux doivent être placés sous l'autorité du quartier général du commandant en chef, sous peine d'être considérés comme des organisations de conspirateurs qui se verront refuser le droit à l'existence[35]. » A la veille du 12 avril, la 1re division du général Xue Yue reçoit l'ordre de quitter Shanghai, où elle serait remplacée par des troupes originaires du Nord, moins influençables par le mouvement des travailleurs de Shanghai. Le général Xue Yue en personne demande aux dirigeants du PC et à l'émissaire de l'exécutif, Voitinsky, s'il doit ou non obéir à cet ordre qui change totalement le rapport de forces local. La réponse est dilatoire. Quand il est mis au pied du mur par ses supérieurs, il revient, et, cette fois, la réponse est négative : l'exécutif ne veut pas d'affrontement. Sa politique aboutit seulement à ce que la bataille soit désormais effroyablement inégale, car la division de Xue Yue obéit et s'éloigne de Shanghai.

Au même moment, la police de Jiang a arrêté un certain nombre d'officiers et des communistes responsables dans le Guomindang. Leur libération est demandée par l'état-major du département politique de l'armée, ce qui entraîne 19 arrestations de responsables sous l'accusation de « contacts avec les forces réactionnaires ». Le 16 avril encore, quatre jours après le coup, alors qu'il y a déjà des centaines et peut-être des milliers de morts à Shanghai, *Inprekorr* publie un article du dirigeant du KPD, Ernst Thälmann, se moquant des impérialistes qui escomptent une défection de Jiang ! Ce n'est que le 21 que l'organe de presse de la Comintern annonce « la trahison » de Jiang Jieshi. Staline va assurer le 21 avril que les événements avaient « totalement et entièrement confirmé la justesse de la ligne » de l'Internationale communiste[36], et, le 23, *Inprekorr* laissait même un de ses hommes écrire que « la trahison de Jiang n'était pas inattendue ».

On pourrait continuer à accumuler les textes plus accablants encore pour les dirigeants de la Comintern à propos de l'épisode du « centre révolutionnaire de Wuhan ». Contentons-nous de citer une affirmation de Staline, le 7 mai, alors que tout montrait que Wang Jingwei et ses larbins allaient se coucher devant les généraux, Feng Yuxiang aussi bien que Jiang Jieshi :

> Le coup de Jiang Jieshi signifie qu'il y a désormais en Chine du Sud deux camps, deux gouvernements, deux armées, deux centres, le centre de la révolution à Wuhan, et celui de la contre-révolution à Nankin. Cela veut dire que le Guomindang révolutionnaire à Wuhan, parfaitement déterminé à lutter contre le militarisme et l'impérialisme, va devenir en fait un organisme de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. [...] Cela implique que la politique d'étroite collaboration entre la gauche et les communistes à l'intérieur du Guomindang acquière une force et une signification particulières, et que, sans cette collaboration, la victoire de la révolution est impossible[37].

Comment expliquer la position des sphères dirigeantes de la Comintern pendant la deuxième révolution chinoise, l'appel à la théorie menchevique de la « révolution par étapes », l'absence d'analyse de la nature spécifique de la bourgeoisie coloniale, bien sûr, mais, de façon plus terre à terre, les contresens dans l'analyse du rapport de forces, les erreurs politiques grossières, le bavardage insipide, la langue de bois à la puissance X, les mensonges grossiers, le camouflage de la politique réelle, la recherche de boucs émissaires ? Peut-on prendre au sérieux l'hypothèse maximale qui vient à l'esprit après avoir pris connaissance de ce dossier : le sabotage délibéré de la révolution en Chine par

35. Cité par Isaacs, *op. cit.*, p. 217.
36. *Ibidem*, p. 236.
37. Staline, cité par Isaacs, *op. cit.*, p. 237.

les dirigeants de la Comintern, dont la vocation était d'aider à sa victoire dans tous les pays ? Franchement, nous ne la retiendrons pas.

La réalité est en fait beaucoup plus riche. Nous avons vu précédemment le développement et la domination en URSS d'une puissante bureaucratie de parti et d'État, appuyée sur une police politique redoutable. Tous les fils du pouvoir aboutissent dans les mains de Staline, le « merveilleux Géorgien » qui se fait « le fossoyeur de la révolution et du bolchevisme ». Or cet homme n'a pas la sérieuse culture, la formation marxiste qu'exigerait la direction, à ce degré de concentration de l'autorité, des partis communistes du monde entier. Il ignore les langues étrangères. Il connaît très peu le monde extérieur. Ce « communiste » se méfie de tout et de tous, et surtout des masses. Il ne croit pas en la révolution. Peut-être même la craint-il parce qu'il n'en manie pas les mécanismes, ne sait pas la manipuler comme on manipule un congrès à travers un appareil discipliné et aveuglément obéissant. Et puis il en a peur, car elle est une force qui va, qui déstabilise du jour au lendemain les positions les plus solides, les combinaisons les mieux tissées. Bien sûr, il est obligé de parler de « révolution ». C'est elle qui a fait de l'ancien séminariste le potentat qu'il est. Mais il est le chef d'un État, d'un appareil, et il sait que, pour tenir ferme les commandes, ce qui compte c'est le nombre des divisions, ce sont les armes et les hommes qui les manient, les soldats qui obéissent. La révolution, non seulement il ne l'aime pas, mais il a depuis longtemps montré qu'il en avait peur : il n'y croit pas en tant que facteur de progrès de la cause qu'il défend.

L'ALIBI DE CANTON

Rien ne démontre mieux son cynisme que l'organisation, en pleine débâcle du mouvement ouvrier et paysan en Chine, d'une insurrection suicide en décembre 1927, à Canton, seulement destinée à lui fournir un argument, une couverture contre la « gauche » en montrant qu'il n'a pas hésité à faire appel en Chine à l'insurrection ouvrière armée pour le pouvoir d'un soviet, bien entendu bricolé par nomination dans les bureaux du parti. L'affaire est rondement menée au nom de la Comintern par deux de ses favoris, le Géorgien Lominadze et l'Allemand Heinz Neumann. Des milliers de communistes chinois – le chiffre de 25 000 a été avancé du côté de l'opposition communiste – périssent ici pour le communiqué, et parmi eux Zhang Tailei, chef nominal de l'insurrection, encore un jeune dirigeant discipliné qui paie de sa vie l'obéissance à l'absurde. La répression est d'une sauvagerie exceptionnelle. La révélation par différents ouvrages de l'absurdité suicidaire de la politique stalinienne en Chine a souvent provoqué un profond étonnement chez des commentateurs informés en principe mais peu soucieux du détail et qui n'avaient pas compris que l'agit-prop stalinienne – et, du coup, très souvent, les agences de presse des pays capitalistes – a donné une description inexacte et une analyse erronée de la révolution et de la contre-révolution en Chine.

Par exemple, nombre de commentateurs pensent que « la question chinoise » a fait dans les années 1926-1927 l'objet d'une violente polémique entre Trotsky et les porte-parole de la politique stalinienne autour du thème de la « révolution permanente » cher à Trotsky. Mais ce n'est vrai qu'à partir de 1928. Sur l'insistance, non seulement de Zinoviev, de Kamenev et de l'opposition de Leningrad, mais aussi de Karl Radek, « spécialiste chinois » de l'Opposition de gauche, Trotsky avait renoncé à inclure dans la plate-forme de cette dernière le mot et le mode d'analyse en question. Et il tint parole. En revanche, Peng Shuzhi, qui n'avait alors aucun lien avec l'opposition trotskyste en URSS, invoqua tout naturellement la « révolution permanente » et ses implications dans sa critique de la révolution par étapes à la sauce Staline-Boukharine. Ainsi, malgré l'autorestriction volon-

taire de Trotsky, le débat au sein du parti chinois fut-il mené dans les termes du débat fondamental au sein du parti russe depuis 1923 : « stalinisme » contre « trotskysme ».

LES PARTIS OUVRIERS ET PAYSANS

Le plus absurde est pourtant que la politique circonstanciellement appliquée en Chine fut, jusqu'à la catastrophe finale et même un peu après, soigneusement transposée pour être appliquée ailleurs de façon mécanique. Dès 1924, Staline avait proposé le nouveau modèle du parti national-révolutionnaire, alliant ouvriers, paysans et petite-bourgeoisie. Au Ve congrès de la Comintern, le rapport de Manouilsky définissait le Guomindang, le Sarekat Islam et sa scission du Rajkat Islam comme des « partis ouvriers et paysans ayant un programme de lutte contre l'impérialisme ». En décembre 1925, représentant la Comintern, Ernest (le Hongrois Gerö) explique aux communistes français qu'ils doivent, en Afrique du Nord, « créer un parti nationaliste en y faisant entrer les éléments indigènes [...] comme nous l'avons fait avec succès en Chine[38] ».

L'expérience syrienne avait permis aux dirigeants de se rendre compte de l'importance et de l'expérience des mouvements nationalistes dans les pays coloniaux. Aussi, dans une lettre au Secours rouge à Moscou, Münzenberg expliquait-il la décision prise à Berlin de transformer le Comité contre les atrocités en Syrie en Comité d'action contre la politique coloniale impérialiste, vieille idée à lui. Il avait déjà regroupé autour de lui quelques organisations allemandes non communistes, la Ligue des droits de l'homme d'Allemagne et de Bavière, les Médecins socialistes, la Ligue des anciens combattants pacifistes. Il expliquait qu'il était souhaitable d'en élargir grandes les portes sans pour autant en perdre le contrôle. La Ligue contre l'oppression coloniale qui allait naître de ce travail était en fait l'ancêtre de la Ligue contre l'impérialisme, l'outil de l'alliance avec la bourgeoisie coloniale[39]. Les résultats de cette politique nouvelle furent parfois cocasses.

Pour l'Indonésie, le représentant du PKI aux Pays-Bas, Semaun, prit contact avec les nationalistes du Perhimpunan Indonesia de Mohammed Hatta, et les deux formations se retrouvent au sein de la Ligue anti-impérialiste.

Mais, en Algérie, on chercha vainement des gens représentatifs de classes sociales privilégiées – « féodaux compris », précise Gerö – pour promouvoir cette politique et constituer un « Guomindang algérien ». Le seul disponible possible, l'émir Khaled, petit-neveu d'Abd el-Kader, garda ses distances. On finit ainsi par une organisation populaire essentiellement ouvrière reposant sur l'émigration algérienne en France, l'Étoile nord-africaine, dirigée par des militants communistes dont le plus connu est Messali Hadj.

L'exécutif de la Comintern dessine à partir de février 1926 une politique mondiale de création dans les pays coloniaux de partis nationalistes sur le modèle du Guomindang. La composition « ouvrière et paysanne » du Guomindang inspire de même l'appel dans de nombreux pays à des partis « ouvriers et paysans ». Les aventures dans cette voie sont variées. En Égypte, *Inprekorr* manifestait en 1925 un certain mépris à l'égard du « mouvement national-révolutionnaire », le Wafd de Zaghloul Pacha, « dirigé par une bourgeoisie opportuniste » et « trop faible pour combattre sérieusement l'impérialisme britannique » soulignant sa peur devant les ouvriers et les paysans, en un mot devant la révolution[40]. En 1926, le même bulletin considère le résultat des élections qui ont donné la victoire au Wafd comme « une manifestation imposante de la volonté nationale révolutionnaire des Égyptiens » et assure : « Le développement politique ultérieur de l'Égypte

38. Cité par Kamel el-Hocine Souidi, *Nationalisme et communisme en Algérie*, p. 99-100.
39. M. Haikal, *Münzenberg*, *op. cit.*, p. 120.
40. « Le drame du nationalisme égyptien », *Corr. int.*, n° 40, 22 avril 1925, p. 40.

dépendra en grande partie de la fraction qui aura la suprématie à l'intérieur du grand parti national : la droite capitaliste ou l'aile gauche radicale, petite paysanne[41]. » Le Wafd se trouvait ainsi promu au rang de Guomindang. Le ton change radicalement à son égard et les communistes, découvrant les mérites de Saad Zaghloul, disparaissent pratiquement.

Le FKI d'Iran est déchiré par les luttes fractionnelles – une des deux fractions est contrôlée par le Sovkavkaz, le bureau du Caucase d'Ordjonikidze, toujours proche des affaires persanes et qui se méfie des tendances gauchistes de Sultanzadé. Il s'effondre sous les coups de la monarchie restaurée avec le shah Riza.

EN AMÉRIQUE LATINE

Avec la découverte de l'Amérique par les communistes, comme a dit un historien ironique, on croit avoir trouvé l'allié idéal. Curieusement, dans un premier temps, ce ne sera pas le mouvement dirigé par Luis Carlos Prestes, notamment pendant l'odyssée de sa colonne à travers le pays en 1924-1926 et l'écho qu'elle éveille dans les masses paysannes. La Comintern ne semble pas intéressée : pour elle, comme pour le parti brésilien, le mouvement des *tenentes* (lieutenants) est un mouvement typiquement petit-bourgeois dont l'importance n'est qu'anecdotique, et c'est seulement en 1927, presque un an après la fin de l'aventure, que le PCB s'interroge pour savoir s'il n'a pas été « trop sectaire » et que Moscou, qui commence à rêver d'un « Guomindang brésilien », invite Prestes : c'est le début d'une longue histoire qui déborde largement ce chapitre, ne serait-ce que par la lenteur de son développement initial. En fait, à cette époque, l'objet essentiel de leurs tentatives de séduction en Amérique latine, est l'APRA, organisation créée et animée par le Péruvien Haya de la Torre, avec ses sections nationales, qui théorise l'alliance « ouvrière et paysanne en vue de la lutte anti-impérialiste et de la révolution par étapes ». Pour le dirigeant apriste,

> les trois classes opprimées par l'impérialisme, notre jeune prolétariat industriel, notre paysannerie nombreuse et ignare et nos classes moyennes opprimées seront les forces sociales qui orienteront le nouvel État. [...] Avant la révolution socialiste qui amènerait le prolétariat au pouvoir, nos peuples doivent passer par des étapes préalables de transformation économique et politique, et peut-être aussi par une révolution sociale qui réaliserait l'émancipation nationale du joug impérialiste et l'unification économique et politique indo-américaine. La révolution prolétarienne viendrait ensuite[42].

Pepper, une fois de plus, délira, assurant que bientôt l'Amérique latine serait la Chine de l'Extrême-Occident et Mexico le Canton de l'Amérique latine[43]. Si on laisse de côté l'orientation politique, cette déclaration révèle évidemment plus l'absence de connaissances, même de géographie élémentaire, que celles de perspectives politiques claires. Dans de nombreux pays, les communistes sont appelés à entrer, quand ils le peuvent, dans le mouvement nationaliste, et sinon à ne pas lui faire obstacle. Parfois, c'est moins la révolte des paysans que l'Armée nationale républicaine de Chine que l'on semble avoir cherché à reproduire, au moins en imagination. Ainsi dans le comportement à l'égard de la révolte de Sandino.

41. « La Victoire électorale de Zaghloul », *Corr. int.*, nº 69, 2 juin 1926, p. 794.
42. V. Alba, *Histoire des Républiques espagnoles*, p. 147.
43. P.S. Pinheiro, *Estrategia da illusão. A Revolução Mondial e o Brasil*, p. 156.

L'ÉPOPÉE DE SANDINO

L'une des grandes épopées des années 20 en Amérique latine fut le soulèvement et le combat au Nicaragua de « l'armée fantôme », les guérilleros commandés par l'ancien officier Augusto César Sandino, à partir de 1926. Victor Alba résume :

> Pendant six ans, de 1926 à 1933, avec des armes prises à l'ennemi, des grenades fabriquées avec des boîtes de conserve, ils résistèrent aux *marines*, à l'aviation yankee et à la garde nationale du président soumis aux États-Unis. [...] Sa personnalité éveilla un immense enthousiasme dans toute l'Amérique latine. Pour la première fois, des ouvriers sans parti s'intéressaient, à travers les exploits de Sandino, à la lutte anti-impérialiste. Des milliers de dollars furent collectés au bénéfice de son armée, cent par cent ; de nombreux volontaires arrivèrent aux sierras où il luttait et, dans le monde entier, son nom devint un symbole[44].

Champion de la lutte anti-impérialiste – contre les États-Unis –, se voulant porte-drapeau de son pays et de tous ceux d'Amérique latine, « le général des hommes libres », comme le baptisa Henri Barbusse, fut porté aux nues pendant plusieurs années, célébré dans le monde entier par l'agit-prop, et ses « compagnons de route », particulièrement ceux de la Ligue anti-impérialiste, qui avaient créé le comité « Bas les pattes devant le Nicaragua », de Romain Rolland au Mexicain José Vasconcelos en passant par le journaliste péruvien César Falcón et le *free-lance* nord-américain Carlton Beals, Gustavo Machado et Diego Rivera... Des dizaines de volontaires de tous pays affluèrent pour combattre à ses côtés. Certains furent au nombre de ses « généraux » : ainsi le Salvadorien José León Diaz, le Hondurien Simón Gónzalez, le Guatémaltèque Manuel Jimón Ruano, et Frederico Restrepo à la tête du bataillon Colombia[45]. Le « général Abud » est Salim Abud, un communiste palestino-algérien, Mahmoud al-Atrach, plus tard membre du CE de l'IC[46]. Le Salvadorien Agustín Farabundo Martí, communiste, membre du bureau des Caraïbes de la Comintern, rejoignit Sandino dès 1927, fut son secrétaire et se vit conférer par lui le grade de colonel. Il combattit à ses côtés avant de le quitter en raison de désaccords politiques clairement exprimés. Martí, en tant que proche collaborateur, aurait pu constater que Sandino et sa propagande, avec Froylan Turcias, s'en tenait au terrain de l'indépendance nationale et de l'émancipation du continent latino-américain, déclinant toute inflexion dans le sens d'une révolution sociale. Vint aussi Manuel Gómez Rosovsky, déjà rencontré ici sous son vrai nom de Philips, membre du bureau new-yorkais des Caraïbes. La propagande sandiniste donna enfin une grande publicité au passage dans les rangs des insurgés, le 19 février 1929, d'un sergent des *marines* nord-américains, James A. Davidson.

Le départ de Martí marqua la rupture de l'alliance entre Sandino et la Comintern, qui avait été rêvée plus que réalisée, et qui tourna rapidement, côté Comintern, à la querelle de famille non réglée. Dans le même temps, le Mexique, jusque-là d'une certaine façon base arrière de l'armée sandiniste, se lança dans la répression anticommuniste et l'amalgame, emprisonnant avec les dirigeants du PCM, en 1929, l'envoyé sandiniste Estebán Pavletic, le capitaine José de Paredes. On sait que le retrait des *marines* en 1933 parut à tous la victoire de Sandino. En fait, la relève des soldats américains était assurée avec la formation et l'entraînement des prétoriens de la Garde nationale d'Anastasio Somoza. La paix fut signée le 2 février 1933. Invité par le président Sacasa, Sandino, avec son frère

44. V. Alba, *op. cit.*

45. G. Selser, *Sandino, General de Hombres Libres*, *passim.*

46. C'est en tout cas également l'opinion de Kamel el-Hocine Souidi, qui l'a connu dans une prison algérienne après la chute de Ben Bella.

et ses deux plus proches collaborateurs, Francisco Estrada et Juan Pablo Umanzor, tomba dans un piège et fut abattu, incontestablement victime de ses illusions[47].

LES VELLÉITÉS BRÉSILIENNES

L'idée sous-jacente aux rapports avec l'APRA et à la recherche de l'alliance avec Sandino fut évidemment, comme le dira le Brésilien Fernando Lacerda en 1928, « de constituer une organisation du même genre » que le Guomindang. Mais la ligne du « Guomindang brésilien » n'était pas aisée à appliquer. Elle se manifesta d'abord à travers la glorification des *cangaçeiros*, ces paysans pauvres et bandits traditionnels que l'on rêvait de transformer en partisans. José Caetano Machado, le chantre de la prolétarisation, assura que le Brésil serait le pays des guérillas paysannes[48].

Les communistes se posent plutôt la question du « prestisme », ce mouvement de la petite-bourgeoisie, particulièrement implanté parmi les officiers (les *tenentes*, lieutenants), qui se réclame du héros de la chevauchée de la colonne qui portait son nom, Luis Carlos Prestes, baptisé par eux « le chevalier de l'Espérance ». Astrojildo Pereira, à la recherche de « l'élargissement » souhaité, se rend en Bolivie pour rencontrer Prestes et lui propose « une alliance entre le prolétariat révolutionnaire, sous l'influence du Parti communiste, et les masses populaires, surtout paysannes, sous l'influence de la colonne et de son commandant[49] ». Le 6 juillet 1929, *A Classe operária* propose à Prestes, qu'elle appelle l'« l'héroïque général », d'être le candidat du PCB à la présidentielle sous le drapeau de « l'union de la classe moyenne et du prolétariat ».

Le PCB se lance en même temps, comme tous les autres partis communistes, dans une politique de formation de « blocs ouvriers et paysans » dans les différents États. Cette politique ne semble pas avoir donné le moindre fruit, et, de toute façon, elle est désavouée presque aussitôt entamée. Gouralsky, qui succède à Humbert-Droz à la tête des affaires latino-américaines, ne traite-t-il pas, avec la haine de rigueur, Luis Carlos Prestes de « Jiang Jieshi brésilien » ?

« PARTIS OUVRIERS ET PAYSANS » DANS LE RESTE DU MONDE

Dans le monde, les communistes s'engagent dans la recherche de l'alliance « paysanne », ce qui signifie le plus souvent concrètement un rapprochement de leur part avec les formations nationalistes. En Indonésie, les gens du PKP entrent dans Sarekat Islam, y provoquent une scission que l'exécutif de la Comintern leur avait demandé avec insistance d'éviter au tout début de 1923. La scission a néammoins lieu en février 1923 et nombre de sections locales du Sarekat Islam suivent le Parti communiste et se regroupent dans le Sarekat Islam rouge, bientôt rebaptisé Rakjat Islam (Union du peuple), qui compte au départ 31 000 membres, en majorité paysans. Les dirigeants communistes indonésiens résistent à la pression de l'exécutif et cherchent à absorber dans leurs rangs les gens du Sarekat Rakjat plutôt que de marcher vers un parti ouvrier et paysan comme le veut la Comintern. L'affaire se termine ici avec l'insurrection de 1926 et la répression qui suit.

Aux Philippines, les éléments ouvriers autour du leader nationaliste, l'ouvrier imprimeur Cristano Evangelista, ont gagné le leader paysan Jaccinto Managan. L'un et l'autre sont parmi les fleurons de la Profintern et de la Krestintern.

47. G. Selser, *op. cit.*, p. 196-197.
48. J. F.W. Dulles, *Anarchists and Communists in Brazil*, p. 502.
49. *Ibidem*.

En Tunisie, les communistes entrent dans le Destour, Parti nationaliste de l'indépendance, en 1926.

En Indochine, le Than Nien, formation nationaliste fondée et dirigée par le communiste Nguyên Tan Thanh, devenu Nguyên Ai Quôc (Hô Chi Minh), qui s'abrite à Canton sous l'aile du Guomindang, fait sa cour au parti nationaliste VNQDD. Ce sont des militants communistes qui fondent à Paris en 1926 le Parti annamite de l'indépendance (Viêt Nam Doc Lap Dang), qu'anime le jeune Ta Thu Thau. Il prend la parole au congrès de Francfort de la Ligue anti-impérialiste en juillet 1929[50].

Le travail en direction de l'Afrique noire revêt aussi des couleurs plus nationalistes et parfois « racistes » – sans signification péjorative – que communistes, comme c'est le cas avec la Ligue de défense de la race nègre que crée dans cette période le militant communiste sénégalais Lamine Senghor, un ancien tirailleur tuberculeux déjà cité.

En Inde, le retard s'aggrave par rapport aux rêves nourris. La disparition du parti sous les coups de la répression, l'intérêt de personnalités « de gauche » du Parti du Congrès pour rallier des militants combatifs se combinent avec la ligne de l'exécutif pour une orientation « Guomindang » adaptée. Sans doute par méfiance à l'égard de M.N. Roy et de ses fidèles, l'exécutif confie les opérations au CPGB, qui envoie plusieurs émissaires successifs, le mineur George Allison, Philip Spratt et le député du Parlement britannique Shapurji Saklatvala. Selon Spratt, il s'agissait de constituer un « parti ouvrier et paysan » qui aurait à conquérir des positions au sein du Parti du Congrès. Mais lors de la fondation formelle de ce parti avec tous les éléments communistes de l'Inde, la fin de cette politique était déjà proche pour des raisons « moscovites ».

LA LIGUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Nous avons vu les origines de la Ligue contre l'impérialisme avec la campagne internationale contre la guerre en Syrie. L'appareil est contrôlé par Willi Münzenberg, son « inventeur », et par son équipe, notamment le Hongrois Gibarti et le Tchécoslovaque Katz. Du 10 au 15 février 1927, elle tient à Bruxelles son congrès constitutif, qui rassemble toutes les organisations nationalistes et anti-impérialistes, depuis l'Indien Nehru jusqu'à l'Indonésien Hatta en passant par l'APRA, le Guomindang le VNQDD et pratiquement toutes les organisations nationalistes, et non pas, comme on l'a dit, celles-là seules qui étaient manipulées ou infiltrées par les communistes. D'Amérique latine sont venus non seulement le Péruvien Raúl Haya de la Torre, le fondateur de l'APRA, mais aussi le Mexicain José Vasconcelos, intellectuel de grande réputation. L'Afrique et l'Orient sont bien représentés. Il y a non seulement les Algériens Messali Hadj et Hadj Ali, le Tunisien Chadly Khairallah, le Syrien Mazhar al-Bakri, frère de Nasib, les Égyptiens Muhammad Hâfiz Ramadan et Ibrahim Youssouf, le Soudanais de Genève Hassan Matar, le Palestinien Djamal al-Husseini, mais aussi les Sud-Africains de l'ANC Josiah T. Gumede et Joe A. La Guma, qui, lui, est communiste. Le communiste sénégalais Lamine Senghor prononce un discours retentissant, proclamant et célébrant l'entrée des nègres d'Afrique dans l'histoire du monde comme combattants et non plus comme marchandises.

Ce congrès, le plus grand rassemblement politique anticolonialiste de l'entre-deux-guerres, est politiquement le couronnement de la politique mondiale de type « Guomindang », en même temps que son ultime étape : elle approche en effet de sa fin. Le jeune dirigeant « de gauche » du Parti du Congrès indien, Jawaharlal Nehru est élu à l'exécutif, dans lequel entre également Hâfiz Ramadan. L'un des trois secrétaires est le communiste

50. D. Hémery, « Tha Thu Tau, l'itinéraire politique d'un révolutionnaire vietnamien », *Histoire de l'Asie du Sud-Est*, 1982, p. 193-222, ici p. 208-209.

indien Virendranath Chattopradhyahya, « Chatto » pour ses camarades[51]. Mais la naissance de la Ligue est aussi son chant du cygne, malgré le délire verbal de Marcel Cachin qui compare le congrès de Bruxelles à celui de Bakou, confondant ainsi la fin et le commencement.

VAINS EFFORTS DE RECONSTRUCTION AU JAPON

Au Japon, il fallait reconstruire sur les décombres accumulés après le tremblement de terre de 1923, à tous les sens du terme, et l'effondrement du PC japonais[52]. Dès 1924 arrivent les premiers renforts en provenance des États-Unis. Ils apportent l'expérience des dernières années dans leur pays et au Canada. Là, après l'effondrement initial de partis communistes à peine créés, sous les coups de la répression, la situation a été redressée en particulier grâce aux efforts de l'envoyé de la Comintern, le Letton du Massachusetts Karlis Jansons. Aux États-Unis et au Canada, en effet, les efforts de cet envoyé spécial de l'Agence américaine créée au IIe congrès de la Comintern ont abouti à la formation d'un Worker's Party, paravent légal du PC clandestin. C'est en 1925 que Karlis Jansons arrive au Japon. Il s'est appelé Karl Jansen, puis Charles Johnson. Pour le moment, il est Charles E. Scott. Sa mission japonaise, pour les chercheurs qui ignorent la langue japonaise, a été révélée par l'historien Toshio Yamakawa dans le cours d'un colloque à Amsterdam en 1992.

Déjà, des hommes de la Comintern étaient en place avant son arrivée. Leur chef de file, Sanzo Nosaka, devenu communiste en Grande-Bretagne par le BSP, est venu armé de la ligne de la fin 1922 pour le front unique. Apppuyé sur la résolution du IVe congrès, il mettait l'accent sur l'inclusion dans le programme, à côté de l'abolition de la monarchie, du « suffrage universel » et de la « liberté totale des partis ouvriers ». A ce groupe revient le mérite de deux initiatives importantes. L'association d'aide pour l'autoprotection est née de l'expérience des Américains au temps des raids de Palmer, et l'Institut de recherche sociale de Tōkyō permet l'archivage, donc la consultation, des documents de la Comintern. Il semble que Karlis Jansons ait immédiatement compris les problèmes posés au Japon avec la rencontre de ces deux militants bien différents qu'étaient le typographe Sentaro Kitaura et l'avocat Kyushi Tokuda. Mais, s'il comprend le problème, ce n'est pas pour autant qu'il le règle. Il comprend qu'il faut réconcilier les deux fractions en présence, et, pour cela, gagner à sa cause un homme ayant de l'autorité sur tous, Hitashi Yamakawa. Mais il n'en a pas le temps. Avant même son arrivée, les communistes japonais, inspirés par ce qu'ils croient avoir compris des objectifs de la Profintern, se sont engagés dans la voie de la scission syndicale. Ainsi ce parti, avant même de renaître, est-il au bord de la scission. Fukuo Fujumoto, l'homme de la gauche, s'en prend publiquement à Yamakawa en septembre 1926, et inspire la fondation en décembre d'un parti communiste japonais. Pour combattre cette initiative, Karlis Jansons finance le groupe droitier de Kitaoura, qui est sur la ligne d'un « parti ouvrier et paysan » – pour schématiser, d'un Guomindang japonais –, et ceux-ci consacrent la scission en fondant en 1927 la Fraction ouvrière et paysanne.

L'historien Toshio Yamakawa distingue dans les deux groupes en présence une fraction « de droite », boukharinienne, inspirée par Jansons, et pense que la fraction Fujumoto est « trotskyste-zinoviéviste » du fait de ses tendances « de gauche » – ce qui ne constitue

51. « Für eine Internationale der Völker ? Zur Tätigkeit arabischer Antikolonialisten und der "Liga gegen Imperialismus und für nationale Unabhängigkeit" », *Asien, Afrika, Lateinamerika*, p. 848-850.

52. Nous avons suivi ici les livres mentionnés sur le PC japonais et surtout la communication sur l'histoire du PCJ dans les textes pour Amsterdam 1992, sous la plume de Tosio Iwamura.

pas une preuve de l'existence de liens d'organisation. En fait, avec le décalage entre Moscou et Tōkyō et les spécificités japonaises, tout s'arrange très mal pour le communisme au Japon. Fukuo Fujumoto découvre à Moscou ce qu'est l'avenir immédiat du trotskysme, cependant que se constitue à Tōkyō un Parti ouvrier et paysan « légal », au moment où Moscou tourne le dos à cette conception et se prononce de nouveau pour des PC purs et durs. C'est probablement là le secret du désastre historique du communisme, né trop tard au Japon, au moment où le stalinisme est déjà consolidé à Moscou et où il prend en main tous les PC à travers la Comintern, la voie de tout développement organisationnel appuyé sur le mouvement social étant désormais barrée.

UN TOURNANT MONDIAL

Le tournant en Chine au lendemain de la défaite est en effet un tournant mondial. Il annonce un renversement total, l'avènement d'une politique sectaire d'isolement systématique, que ses concepteurs appellent fort improprement « classe contre classe ». D'un autre côté, une autre période de l'histoire de la Comintern commence à la fin de 1927 avec l'exclusion de Trotsky et de ses camarades de l'Opposition de gauche, coupables d'avoir vu et dénoncé une faillite proche. Elle est marquée par les déportations massives de vieux bolcheviks, par une nouvelle épuration dans tous les partis, bref, par la « chasse » aux trotskystes, devenue une préoccupation centrale. Cette fois, problèmes et débats politiques passent au second plan. Il s'agit d'abord désormais d'obtempérer. Et dans tous les partis.

CHAPITRE XXII

L'Opposition unifiée internationale de 1923 à 1928

L'histoire de la Comintern est inséparable de celle des oppositions qui s'y sont développées. L'Opposition de gauche a eu une existence réelle pendant dix ans ; elle a fonctionné non seulement comme une tendance au début, mais ensuite comme une fraction à l'intérieur de l'IC, et s'est inscrite dans tous les moments importants de son histoire jusqu'en 1933. Née plus tard, l'opposition de droite a été plutôt une fédération de groupes, n'a pas toujours eu de position nette et a disparu peu à peu. Les documents d'archives sur l'Opposition de gauche sont abondants mais dispersés : les archives de la Comintern et celles du parti russe sont évidemment très riches, mais celles du KGB sont inaccessibles, sauf aux grandes fortunes. Celles de Trotsky à Harvard et de Sedov à Stanford sont évidemment d'une grande richesse.

L'OPPOSITION RUSSE

Née du prestige et de l'inspiration de Léon Trotsky, elle a d'abord été à sa remorque, et certains de ses groupes n'ont été que ses « boîtes à lettres ». L'Opposition de gauche russe est la mieux connue. Elle est née en 1923 de la « lettre des 46 » (récemment publiée en URSS [1]), en réalité du groupe des proches de Trotsky informés de ses inquiétudes sur le régime du parti. Elle a fonctionné jusqu'à la XIII[e] conférence du PCR(b) comme une tendance, s'abstenant de tout comportement fractionniste, ce qui a facilité la tâche de l'appareil, notamment le bourrage des urnes. La volonté de Trotsky de respecter la légalité du parti au lendemain d'une conférence nationale aux votes outrageusement truqués empêcha le coup d'État militaire en faveur de la « démocratie du parti » proposé à la fois par S.V. Mratchkovsky et V.A. Antonov-Ovseenko.

Après sa défaite de 1923 et jusqu'au lendemain du « débat littéraire », l'opposition de gauche n'a été qu'un réseau de liaisons personnelles, « géré » par le secrétariat de Trotsky. Elle ne s'est reconstituée sous forme de tendance, avec des traits de fraction, qu'à partir de la « déclaration des 13 » et de l'alliance avec Zinoviev et Kamenev au sein de l'opposition unifiée, dans la première moitié de 1926, devenant ensuite une véritable fédération de fractions oppositionnelles.

1. *Izvestia TsK KPSS*, n° 6, 1990.

Il n'est pas encore possible aujourd'hui de tracer un tableau complet de l'organisation oppositionnelle. Les sondages effectués dans les archives à Moscou et à Kharkov font apparaître cependant dans l'ensemble une organisation formée avant tout de jeunes ouvriers implantés dans les principales usines de ces deux villes, encadrés par des vieux bolcheviks à Moscou et, à Kharkov, par la génération de la lutte clandestine sous Denikine et contre l'occupation française à Odessa. Les travailleurs constituent les trois quarts d'un effectif qui comprend aussi des militaires, des officiers, et quelques tchékistes – ou plutôt d'anciens tchékistes, car la Tcheka a été épurée. Il y a parmi eux des cadres syndicaux au niveau national, comme Krol et Ichtchenko, mais surtout des cadres locaux. Les membres des Jeunesses communistes sont nombreux dans ses rangs : l'opposition a contrôlé les JC qu'elle avait elle-même créées, en Ukraine par exemple[2].

Une jeune génération de cadres qui ont combattu en 1917 et dans les années suivantes apparaît entre 1923 et 1927, ouvriers comme Maliuta, Vorobiev, Novikov, mais aussi jeunes diplômés des instituts du parti d'origines sociales diverses, Stopalov, Gévorkian, l'historien Iakovine et des femmes comme Moussa Magid, Tatiana Miagkova, Olga Smirnova. Il n'y a pas d'opposition internationale, seulement un réseau de sympathies et de correspondants, les Rosmer, Souvarine, et Paz en France, Herclet et Tommasi à Moscou, l'Autrichien Josef Frey, les Espagnols Joaquín Maurín et Gabriel León Trilla, et surtout Andrés Nin, pendant quelque temps.

TROTSKY ET LA CRISE BRITANNIQUE

Trotsky avait écrit, dans la période précédant immédiatement la grève générale, un ouvrage intitulé *Où va l'Angleterre ?*, analyse sérieuse de la « crise britannique » et des relations anglo-américaines. Il avait suivi de très près les événements décisifs, prenant des notes qui devaient être publiées les 19 et 20 mai dans la *Pravda*. Il ne se faisait bien entendu aucune illusion sur les prétendues « gauches » britanniques, particulièrement à la tête des syndicats, écrivant à leur sujet à la date du 25 décembre 1925 :

> En opposition au mot d'ordre de l'armement des ouvriers, les sages de la gauche ont gratté pour les réunir tous les préjugés et platitudes des siècles passés : la supériorité du facteur moral sur la force, les avantages des réformes graduelles, l'idée anarcho-pacifique de la grève générale qu'ils veulent non comme un moyen de lutter, mais comme un argument contre l'insurrection, et le fait qu'ils sont héroïquement disposés... à autoriser la violence dans le prétendu « cas extrême où elle nous est imposée ». De toute évidence, cela signifie quand l'ennemi vous a surpris et qu'il est en train de vous écraser sans armes contre un mur[3].

Par ailleurs, dans un discours prononcé au congrès des travailleurs du textile, le 29 janvier 1926, il assurait que la situation britannique donnait des signes d'une radicalisation profonde du mouvement ouvrier :

> L'ouvrier britannique s'est prolétarisé politiquement. Il cherche une nouvelle source de soutien et ce n'est nullement par hasard qu'il l'a trouvée d'abord et avant tout dans nos syndicats soviétiques. Le Comité syndical d'unité anglo-russe est l'expression la plus élevée du changement de la situation qui est en train de se dérouler sous nos yeux même dans l'Europe entière et surtout en Grande-Bretagne, et conduira à la révolution prolétarienne. Il n'est pas d'autre issue[4].

2. J'ai fait au congrès mondial des historiens à Montréal en 1996, dans le « panel » du professeur William Pelz, une communication sur cette question.

3. *Pravda*, 25 mai, *Trotsky's Writings on Britain*, 2, p. 133.

4. Reproduit *ibidem*, p. 49.

Dans ses notes du 12 janvier publiées en mai 1926[5], il s'en prenait à la gauche des syndicats britanniques et à l'erreur consistant à surestimer l'influence d'un groupe qui, disait-il, se distinguait par le caractère informe de son idéologie et qui, pour cette raison, était incapable de consolider dans une organisation autour de lui la direction du mouvement syndical. Il écrivait : « Penser que les personnages qui dirigent à Scarborough pourraient devenir les dirigeants d'un renversement révolutionnaire du pouvoir serait se bercer d'illusions. [...] Il faut bien le comprendre : ce genre de gauchisme ne subsiste qu'aussi longtemps qu'il n'impose aucune obligation pratique. Dès que la question d'agir est posée, les gauches remettent respectueusement le pouvoir aux droites[6]. » Le 5 mars, dans une lettre à l'un de ses proches camarades, il posait la question sur un plan plus général :

> Aussi bien les droites que les gauches, y compris bien entendu Purcell et Cook, craignent avant tout le commencement de la fin. Même quand ils admettent en paroles le caractère inévitable de la lutte et de la révolution, ils espèrent au fond d'eux-mêmes quelque miracle qui leur évitera cette perspective. [...] Toute la « superstructure » actuelle de la classe ouvrière britannique – dans toutes ses nuances et groupes sans exception – représente un mécanisme de freinage de la révolution. Cela laisse augurer pour une longue période la lourde pression d'un mouvement spontané et demi-spontané contre le cadre des vieilles organisations et la formation de nouvelles organisations révolutionnaires sur la base de cette pression. [...] *Il y a nombre d'éléments inhibants dans l'appareil de la classe ouvrière britannique.* On peut résumer toute la situation dans le fait que l'inquiétude, le mécontentement et la pression des masses ouvrières britanniques s'exercent sur la ligne de la lutte contre les barrières organisationnelles et idéologiques du conservatisme de l'appareil[7].

Et de préciser son inquiétude quant à la politique de la Comintern :

> Bien entendu, même avec un enracinement révolutionnaire ferme, c'est-à-dire actif, du Parti communiste et des meilleurs éléments « de gauche », on ne peut supposer que le prolétariat va venir au pouvoir en résultat de la première grosse vague elle-même. Mais la question est : cette gauche passera-t-elle la première phase de la révolution comme nous l'avons passée en 1905, à la tête de la révolution ? Ou bien va-t-elle laisser passer une situation révolutionnaire comme l'a fait en 1923 le parti allemand ? Ce dernier danger est tout à fait réel. On ne peut l'atténuer qu'en aidant la gauche (la *vraie* gauche, pas Lansbury ou Purcell) pour une orientation effective. Et, pour réaliser cette tâche [...], il faut comprendre clairement que toutes les traditions, habitudes d'organisation et idées de tous les groupements qui existent déjà dans le mouvement ouvrier sous des formes et avec des mots d'ordre différents les prédisposent ou à la capitulation directe ou au compromis, ou encore à la temporisation et à la passivité envers ceux qui font des compromis et à des plaintes sur les traîtres[8].

Dans la préface de la deuxième édition de son livre *Où va l'Angleterre ?*, datée du 6 mai, il se livrait à des réflexions qui allaient se révéler d'une grande pertinence et actualité :

> Le vide sans espoir du réformisme britannique actuel ne lui a laissé d'autre recours que de prendre part à la grève de masse du prolétariat. Cela révèle la force de la grève – mais aussi sa faiblesse [...]. Il faut voir les faits en face : les principaux efforts des chefs officiels du Labour Party et d'un nombre considérable de leaders syndicaux n'auront pas pour but de paralyser l'État bourgeois au moyen de la grève, mais bien au contraire de paralyser la grève générale au nom

5. Ces notes ont été publiées dans la *Pravda* des 25 et 26 mai. On les trouve dans les écrits britanniques de Trotsky, p. 127-147.

6. *Trotsky's Writings on Britain*, p. 138-139.

7. *Ibidem*, p. 141.

8. *Ibidem*, p. 142.

de l'État bourgeois. Le gouvernement, dans la personne de ses éléments conservateurs les plus durs, veut sans aucun doute provoquer une guerre civile en miniature pour avoir la possibilité de prendre des mesures d'intimidation avant le développement de la lutte[9].

Abordant à son tour la question de la direction de la grève, il affirmait, en opposition aux dirigeants de la Comintern et du CPGB :

> Il faut bien se rendre compte que la victoire n'est possible que dans la mesure où la classe ouvrière britannique, au cours du développement et du renforcement de la grève générale, réussira à changer ses chefs. Un proverbe américain dit qu'il ne faut pas changer de cheval quand on traverse un torrent. Mais cette sagesse pratique n'est valable que dans certaines limites. On n'a jamais réussi encore à traverser un torrent révolutionnaire sur le cheval du réformisme. [...] Ils soutiendront par tous les moyens l'unité de l'action de masse, mais ils ne permettront aucune apparence d'unité avec les chefs opportunistes du Labour Party et des trade-unions[10].

Relevons pour terminer sur ce point que Harry Wicks, devenu trotskyste des années plus tard, s'élève contre l'affirmation de trotskystes comme de staliniens selon laquelle Trotsky aurait parlé de situation révolutionnaire en Grande-Bretagne. Il écrit :

> Ce que Trotsky avait raison de souligner à cette époque, c'étaient les occasions offertes par la grève au Parti communiste pour prendre l'initiative politique, à condition de bien comprendre ce qui se passait. Au lieu de cela, le PC devint un des éléments de la confusion, louant parfois les dirigeants de gauche et parfois mettant en garde contre ceux qui n'étaient pas dignes de confiance. Ainsi ses membres partagèrent-ils beaucoup trop l'expérience du reste de la classe pour qui, comme l'a bien dit Dutt, la trahison de 1926 frappa comme la foudre.

BOUKHARINE CONTRE TROTSKY

C'est à Boukharine qu'allait revenir la tâche de répondre longuement aux idées formulées par Trotsky dans ses « notes » parues dans la *Pravda*. On peut remarquer que la polémique demeure relativement feutrée et que le nom de Trotsky ne figure pas dans le discours de Boukharine, au moins tel qu'il a paru dans la presse. Bien entendu, après la capitulation sans phrases de la gauche, tout en parlant de la « trahison des chefs réformistes » en général, Boukharine opère une distinction entre la droite et la gauche : les uns sont des traîtres conscients, les autres sont coupables d'avoir capitulé : « C'est plutôt l'aile gauche qui doit avoir la plus grande responsabilité : en raison de son gauchisme, elle avait plus d'influence sur les ouvriers les plus révolutionnaires et, si elle l'avait voulu, elle pouvait avoir la majorité dans le conseil général[11]. » Relevons simplement que, sur ce point, Boukharine se garde bien d'attaquer Trotsky, qui, lui, n'a pas attendu la capitulation de la gauche pour mettre en garde contre ses tendances à la capitulation. Ne pouvant défendre le silence des dirigeants de la Comintern sur les gauches avant leur capitulation, Boukharine se contente de n'en pas parler. Il se pose en revanche en défenseur du CPGB contre Trotsky, quand il écrit :

> Une idée a été émise dans un des articles parus dans la *Pravda*, selon laquelle le mouvement ouvrier anglais possède un appareil d'organisations ayant un caractère de « superconstruction » (superstructure) et que cet appareil, sous toutes ses formes absolument – dans les trade-unions, dans les syndicats, dans les partis, y compris le Parti communiste –, s'est développé comme « un appareil de freinage révolutionnaire ». Il me semble que ce point de vue a été complètement réfuté

9. *Ibidem*, p. 144-145. Ces notes, dont celle-ci, du 6 mai, ont été placées en guise de préface.
10. *Ibidem*, p. 145.
11. Boukharine, conférence à l'assemblée des militants de Moscou, 8 juin 1926, *Corr. int.*, n° 81, 10 juillet 1926, p. 901.

par les faits. [...] Il est en outre en contradiction avec les décisions anciennes et récentes de l'Internationale communiste. [...] Notre parti communiste, [...] encore jeune, a été placé devant des problèmes formidables et s'en est sorti avec honneur. Pour cette raison, nous le défendons énergiquement contre tous ceux qui disent qu'il constitue une partie de l'« appareil de freinage » [12].

Il ajoute, non sans un certain aplomb : « Ces derniers temps, une tendance à médire de ce qui n'est pas conforme au point de vue de tel ou tel camarade est née chez nous, sans se donner la peine de se rendre compte de la situation effective. Cette tendance s'est manifestée avant tout dans le désir de déclarer que le Parti communiste anglais était un "élément de freinage révolutionnaire" [13]. » Après avoir annoncé son intention de combattre les arguments des ultragauches allemands, il revient à la charge :

Une telle politique cherche à ouvrir le feu contre la Comintern et indirectement contre notre parti. Pour tirer sur la Comintern, il faut tirer de côté, et pour tirer de côté, s'il manque des arguments, on les invente. L'appréciation du CPGB comme un « appareil de freinage révolutionnaire » contredit avant tout les faits, sans parler de beaucoup d'autres considérations que je ne mentionne pas. [...] Dans notre presse a été émise l'opinion que, si toutes les formes extérieures du mouvement ouvrier anglais ne sont que l'appareil du freinage révolutionnaire, il faut donc chercher « de nouvelles formes révolutionnaires » [14].

Cet argument et celui de la sortie du Comité syndical anglo-russe lui apparaissent donc comme un encouragement à la « tendance néfaste à sortir des syndicats [15] ».

L'Opposition et le Comité anglo-russe

L'une des premières initiatives de l'Opposition unifiée, après la « déclaration des 13 », a été une critique de la politique de la Comintern en Grande-Bretagne, en particulier la bataille pour la rupture avec le Comité syndical anglo-russe. Revenu de Berlin, où il se soignait, à Moscou, après la fin de la grève générale et la capitulation du conseil général des TUC, Trotsky est convaincu de la nécessité de la rupture des syndicats soviétiques avec le Comité syndical anglo-russe. Il s'en ouvre à ses camarades comme à ses nouveaux alliés de l'Opposition de Leningrad. Les réponses diffèrent. Radek est en désaccord avec cette proposition. En revanche, Zinoviev, après un temps d'hésitation, s'y rallie. Tous deux vont ensemble défendre cette initiative au bureau politique. Trotsky rappelle dans son intervention au bureau politique, le 3 juin, qu'il a adressé le 3 mai au bureau politique une mise en garde contre une attitude trop temporisatrice et hésitante du CPGB [16]. Lors du plénum du comité central de juillet, l'Opposition de gauche présente sur la question anglaise une résolution signée de Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Piatakov et Kroupskaïa [17].

Le texte de l'Opposition part de ce qu'il appelle des faits incontestables : la trahison de la grève générale par le conseil général, qui se prépare à trahir la grève des mineurs, la tentative du conseil général de se cacher derrière l'alliance soviétique grâce au maintien formel du Comité anglo-russe. Ce sont là les raisons pour lesquelles il demande que le comité soit rapidement réuni. Il faut y poser tous les problèmes, taxer de trahison les traîtres et quitter avec éclat le comité. Pour l'Opposition, la majorité du bureau politique a mené une politique profondément erronée. « Il fallait rompre sans hésitation avec le

12. *Ibidem*, n° 82, 14 juillet 1926, p. 908.
13. *Corr. int.*, n° 82, p. 908.
14. *Ibidem*, n° 83, 17 juillet 1926, p. 920.
15. *Ibidem*, n° 84, 21 juillet 1926, p. 931.
16. Papiers de Trotsky, Harvard, T 881, traduction anglaise dans *Trotsky's Writings on Britain*, p. 187-189.
17. *Ibidem*, p.189-195.

conseil général sur la question de sa trahison et au moment de sa trahison, sous les yeux des masses. Il ne fallait pas permettre aux traîtres d'apparaître comme nos alliés, ne fût-ce que pour une heure, après qu'ils eurent brisé la grève[18]. » L'Opposition dénonce comme une impardonnable erreur d'avoir permis au conseil général de préparer pour l'avenir une rupture sur des questions secondaires ou de faire du Comité anglo-russe un organisme sans contenu. L'erreur ne réside pas, selon elle, dans le fait d'avoir constitué ce comité, mais de n'avoir pas su l'utiliser dans le cadre d'une politique révolutionnaire : « Nous avions entièrement raison de conclure cette alliance quand nous l'avons fait, mais afin de la retourner contre les opportunistes, de pousser le plus possible en avant ces dirigeants hésitants, de les dénoncer, puis de rompre avec eux au moment où ils trahissaient[19]. »

Le texte souligne que la politique menée par la majorité du bureau politique sur la question du Comité syndical anglo-russe n'est nullement conforme à la ligne communiste telle qu'elle avait été définie, assurant même qu'elle est « une transgression dans les termes de l'*essence révolutionnaire* de la politique du front unique[20] ». Elle constitue, en d'autres termes, l'abandon de la tactique mise au point par Lénine pour la Comintern dans les dernières années de sa vie. Le texte met finalement en cause la pratique de la direction du parti russe dans cette affaire et propose au plénum de déclarer qu'« il considère comme totalement injustifiée l'action de camarades qui portent des discussions qui se tiennent au bureau politique sur la question du Comité anglo-russe dans la presse et dans des réunions à l'extérieur du bureau politique, déformant gravement les positions des membres de la minorité du bureau politique, se livrant à des attaques personnelles brutales, etc.[21] ». Il ajoute : « Les membres du bureau politique qui sont en minorité sur cette question, laquelle n'a été nullement décidée (voire simplement discutée) d'avance au XVe congrès du parti, n'ont pas eu la possibilité d'affirmer leurs idées réelles là-dessus. Le résultat est qu'il s'est développé une "discussion" déformée et unilatérale, qui empoisonne l'atmosphère dans le parti[22]. »

Ainsi apparaissaient étroitement liées les questions sur lesquelles s'étaient creusés les désaccords au sein du bureau politique : l'Opposition unifiée s'exprimait tant sur les questions politiques relevant de la Comintern que sur celles qui relevaient du fonctionnement du PCR (b) en tant qu'organisation.

ORGANISATION ET DÉBUTS DE L'OPPOSITION UNIFIÉE EN URSS

L'Opposition unifiée prit un certain temps pour naître à l'échelle de l'Union. Au cours de l'été 1926-1927, avec l'adhésion des « décistes » (centralisme démocratique), de l'Opposition ouvrière et de l'opposition géorgienne, elle devint, de fait, un cartel d'oppositions, chacune étant représentée dans l'organe de l'Opposition unifiée correspondant aux échelons du parti. L'« organisation militaire », dirigée par des officiers supérieurs, notamment Mratchkovsky et Okhotnikov, était chargée de toutes les opérations qui nécessitaient une intervention centralisée et clandestine. C'est au printemps de 1926 que se constituent les groupes se réclamant de l'Opposition unifiée. Dans une première période, il est décidé que ses membres qui occupent des responsabilités, dans les cellules ou les comités de ville – il y en a une quinzaine à Moscou –, n'apparaîtront pas comme oppositionnels, laissant leurs camarades de la base, ou des militants très connus et protégés

18. *Ibidem*, p. 190.
19. *Ibidem*, p. 191
20. *Ibidem* (souligné par Trotsky).
21. *Ibidem*, p. 194.
22. *Ibidem*.

par leur passé, défendre les thèmes de l'Opposition. L'appareil et la Tcheka harcèlent les oppositionnels connus. Deux d'entre eux au moins, l'ancien chef militaire Lachevitch et le vieux bolchevik Belinsky, secrétaire du rayon ouvrier moscovite de Krasnaïa Presnia, sont frappés pour leurs activités « fractionnistes ».

En septembre, ayant installé son réseau et assuré ses connexions, l'Opposition décide de passer à l'offensive dans les principales cellules ouvrières, et notamment toutes celles où elle a des hommes à la direction, sinon au secrétariat, comme à la cellule de cheminots de Riazan Ouralsk ou à l'usine d'aviation Aviopribor à Moscou. Passé les succès des premières opérations surprises, ces « sorties » furent un échec, l'appareil du parti, dirigé à Moscou par M.N. Rioutine, envoyant « des gros bras » qui empêchaient les orateurs de parler, intimidaient ou effrayaient les travailleurs qui observaient une prudente neutralité et n'osaient pas voter publiquement contre la direction.

La crise éclata au sein de l'Opposition unifiée, dont les dirigeants zinoviévistes – Zinoviev écrasé au cours d'un vote à l'usine Poutilov de Leningrad – commençaient à redouter d'être exclus. Malgré le refus des décistes et de l'Opposition ouvrière, les dirigeants négocièrent ensemble un accord de paix avec l'appareil, dans lequel ils déclaraient condamner leur activité fractionnelle passée et y renoncer à l'avenir. Cet accord du 16 octobre établissait dans le parti une paix précaire. Il y eut encore quelques exclusions, mais aussi des réintégrations. Les fractions disparurent réellement, les contacts se faisant autant que possible sur des lignes normales de rencontre pour des membres du parti. Quelques défections affaiblirent le front oppositionnel : Aleksandr Chliapnikov, mais aussi et surtout Kroupskaia, la veuve de Lénine, Klavdia Nikolaieva, de Leningrad, quelques anciens ou anciennes, fatigués.

REPRISE D'ACTIVITÉ SUR LA CHINE

Le regroupement allait se faire sur la Chine. Il semble que l'initiative vint ici de Radek, qui s'était tenu à l'écart de la bataille autour du conseil général des trade-unions britanniques et avait consacré le gros de son activité à son travail de recteur de l'université Sun Zhongshan de Moscou. C'est par ses étudiants chinois qu'il découvrit sans doute ces événements qu'on n'avait pas correctement interprétés à Moscou, par exemple « le petit coup d'État de Canton ». Inquiet, il consulta Zinoviev et Trotsky, et, avec leur approbation, adressa au comité central une demande d'information. Il n'eut pas de réponse. Tenu à l'écart par Staline, qu'il exaspérait par ses continuelles plaisanteries provocatrices sur le « socialisme dans un seul pays » – tout le monde connaît son « socialisme dans une pissotière » –, montré du doigt après une polémique dans une conférence à l'Académie communiste le 27 septembre 1926 critiquée par Staline en personne, venant de perdre en novembre 1926 sa jeune et belle compagne Larissa Reissner, réellement inquiet des développements en Chine, il reprit le sentier de la guerre fractionnelle.

Il était certainement à Moscou l'un des rares, de par ses fonctions universitaires, à pouvoir régler les problèmes d'une information qui laissait terriblement et de plus en plus à désirer. A l'automne 1926, sous le couvert d'une mission pour le compte de l'université Sun Zhongshan, il envoya en Chine Sergéi Daline, ancien dirigeant des Jeunesses communistes, ancien membre du bureau d'Irkoutsk de la Comintern et oppositionnel de gauche en 1923, qui avait déjà séjourné deux fois en Chine et y connaissait les dirigeants du parti. Parmi eux, Peng Shuzhi, dont nous savons qu'il était en opposition et qu'il avait écrit des articles dénonçant les préparatifs contre-révolutionnaires de Jiang Jieshi et de sa clique. Le secrétariat du parti s'inquiéta trop tard du départ de Daline.

Il revint au début de 1927 avec une masse d'informations alarmantes, sur le cours à

droite du Guomindang, la répression du mouvement ouvrier et paysan, la préparation d'un « coup », la politique de la Comintern. Radek découvrit aussi en parlant avec lui que les lettres qui lui avaient été envoyées avaient été interceptées, et l'une d'elles saisie. Il s'aperçut que les articles proposés par Daline aux journaux de Moscou ne trouvaient pas preneur et qu'il était obligé de ruser pour en suggérer le contenu quand on acceptait un texte de lui. Il écrivit alors à Trotsky, le 3 mars 1927, pour lui dire qu'à son avis l'Opposition unifiée devait mettre la question chinoise au centre de son activité. Elle décida de le faire après une discussion serrée. Radek, en effet, soutenu par Zinoviev, s'opposait à ce que la théorie de la révolution permanente fût invoquée pour critiquer la politique de Staline en Chine. Zinoviev rédigea des thèses qui tentaient de concilier les deux points de vue et qui allaient être présentées au nom de l'Opposition au comité central d'avril.

Radek, qui n'était pas membre du comité central, décida de porter la guerre sur le terrain qui était le sien en participant le 18 mars à un débat à l'Académie communiste. Le cœur de son intervention fut la dénonciation de la préparation par Jiang Jieshi d'un coup militaire pour écraser le Parti communiste et les syndicats dont Peng Shuzhi avait déjà montré, en Chine même, l'imminence. Comme on l'a vu plus haut (p. 440), Staline lui répondit avec hauteur dans une réunion des militants de Moscou[23].

On peut évidemment penser qu'une déclaration aussi fanfaronne, stupide et irresponsable ne pouvait que ruiner sans délai la position politique de celui qui l'avait faite. La seule condition était évidemment qu'elle soit connue. Celle de Staline ne fut pas publiée, seulement transmise de mémoire et de bouche à oreille, citée dans les réunions par des militants présents comme le Yougoslave de la KIM Voja Vujović.

ZINOVIEV SUR LA RÉVOLUTION CHINOISE

Les thèses de Zinoviev ont été présentées au bureau politique le 14 avril 1927, deux jours après le « coup » de Jiang Jieshi à Shanghai, que leur auteur ignorait visiblement. Leur texte est lourdement bardé de citations empruntées à Lénine. Zinoviev commence par souligner l'importance de la révolution chinoise, égale, selon lui, à celle de l'Allemagne en 1923 et méritant la même attention. Il souligne : « L'histoire de la révolution a démontré que toute révolution démocratique bourgeoise, si elle ne se transforme pas en révolution socialiste, s'engage inévitablement dans la voie de la réaction bourgeoise. Si elle ne va pas de l'avant, elle rétrograde, mais elle ne reste jamais sur place[24]. » Il rappelle que les communistes ne soutiennent pas tout mouvement national, sans discernement. Celui-ci est toujours contradictoire : « Quant à la Chine actuelle, il faudrait dire : le Guomindang de droite fut et reste jusqu'à présent le Guomindang gouvernemental. Il soutient d'une main le mouvement national, tandis que, de l'autre, il s'unit aux impérialistes américains, japonais, anglais, contre les classes révolutionnaires, prolétaires et paysans[25]. » La révolution chinoise vaincra sous la direction du prolétariat, ou elle sera vaincue : « Ou bien le prolétariat la dirigera ou bien la bourgeoisie, prenant les affaires en main, s'accordera d'une façon ou d'une autre avec l'impérialisme [...] et conduira pour un temps la Chine dans la voie bourgeoise, non sans réprimer le mouvement d'avant-garde plus cruellement que ne le fit Kemal Pacha[26]. »

Rappelant les thèses de Lénine sur les soviets dans les pays coloniaux, Zinoviev insiste

23. Cité par Vujovic, intervention au VIIIe plénum de l'exécutif, annexe de *Problems of the Chinese Revolution*, p. 389-390.

24. Thèses remises au BP, *La Question chinoise*, p. 140.

25. *Ibidem*, p. 143.

26. *Ibidem*, p. 145.

sur l'importance qu'il y a à formuler dès à présent pour la Chine le mot d'ordre des soviets. Un autre enseignement essentiel de Lénine sur la révolution mondiale est la nécessité de l'indépendance du mouvement prolétarien, donc, dans les pays arriérés et coloniaux, la formation de partis prolétariens indépendants. En Chine, la bourgeoisie chinoise devient un facteur contre-révolutionnaire avec le développement du mouvement ouvrier et paysan. Le gouvernement national-révolutionnaire ne peut être que le gouvernement des travailleurs et des pauvres ou celui des propriétaires et de la bourgeoisie, de l'alliance avec l'impérialisme. Or, au moment présent, le Guomindang est dirigé par la minorité bourgeoise de droite appuyée sur le commandement de l'armée, grâce à laquelle la droite du Guomindang gouverne encore le territoire occupé par les troupes sudistes. Zinoviev rappelle les principes du Guomindang, qui représentent, dit-il, « le socialisme brumeux de la petite-bourgeoisie[27] ». Son armée est formée en majorité de mercenaires et de cadres réactionnaires :

> Le commandant en chef Jiang Jieshi est un droitier lié aux éléments bourgeois du Guomindang, qui s'est maintes fois manifesté comme un ennemi du mouvement prolétarien, un homme capable de trahir la révolution chinoise. [...] Le gouvernement national s'en prend souvent au mouvement ouvrier et paysan, réprime les grèves, étouffe parfois le mouvement paysan, l'entrave, dissout les sociétés et ligues, arrête les militants, s'efforce de confondre le mouvement paysan avec le banditisme, soutient contre les ouvriers les revendications des jaunes, repousse les revendications élémentaires des paysans[28].

Suit une analyse plus concrète montrant la répression menée au nom de « la paix sociale à l'arrière », la formation de bandes armées, la mise au pas des organisations du Guomindang où se sent l'influence de la gauche. Zinoviev souligne : « Notre presse, et celle de notre parti de l'URSS plus particulièrement, a malheureusement jusqu'à présent dissimulé la nature véritable du Guomindang. On a dit et on dit chez nous que le gouvernement du Guomindang est le gouvernement du « bloc des quatre classes », etc. Notre presse de l'URSS n'a pas dit un mot du coup d'État du 20 mars 1927[29]. » Critiquant les définitions de Staline sur « le Bloc », « le Parlement », il interroge : « Si le Guomindang est un Parlement révolutionnaire, la lutte des partis y est inévitable et nécessaire. Pourquoi alors le Parti communiste ne jouirait-il pas dans ce Parlement révolutionnaire d'une complète indépendance d'organisation[30] ? »

Citant le *Times* du 6 mars 1927 qui se demande si « la Chine va suivre l'exemple de la Turquie et de Kemal Pacha ou celui de Lénine et de la révolution bolchevique », il affirme qu'il existe réellement un danger de victoire de la droite du Guomindang et d'un accord entre son chef, Jiang Jieshi ou un autre, et l'impérialisme, ce qui libérerait les mains pour une agression contre l'URSS tout en stabilisant le capitalisme. Quel rôle le parti chinois peut-il jouer ? Zinoviev souligne qu'il est impossible, comme il semble l'avoir fait, de souscrire à l'engagement de ne pas critiquer le Guomindang. Il décrit en ces termes l'activité du PCC :

> Dans l'agitation parmi les masses, c'est presque toujours au nom du Guomindang et non de leur propre parti que les communistes parlent. Le PC perd ainsi sa physionomie propre dans son contact avec les masses. En dépit de l'immense ampleur des événements, le PCC n'a pas encore d'organe quotidien, ni de presse bolchevique un tant soit peu diffusée [...]. L'absence d'un organe quotidien signifie en réalité l'absence d'un centre d'organisation. Bref, le PCC devient en fait

27. *La Question chinoise*, p. 156.
28. *Ibidem*, p. 157-158.
29. *Ibidem*, p. 162.
30. *Ibidem*, p. 164.

une annexe du Guomindang. C'est si vrai qu'il y a même dans le PCC « des hommes qui ne croient pas possible de se développer dans les campagnes, car ils craignent que la participation des paysans à la révolution ne provoque la rupture du front anti-impérialiste » (Staline au VIIe exécutif élargi). La dépendance du PCC vis-à-vis du Guomindang met notre parti dans l'impossibilité de remplir son devoir à l'égard des ouvriers et des paysans [31].

Deux réalisations s'imposent d'urgence : la légalisation du PC dans les territoires occupés par l'armée nationale et la création d'une presse communiste de masse. En ce qui concerne les relations entre le PC et le Guomindang, Zinoviev souligne que l'adhésion à tout prix du PCC au Guomindang est contraire aux thèses de Lénine adoptées au IIe congrès de la Comintern. Le raisonnement peut se résumer ainsi : « Faisons d'abord avec la bourgeoisie la révolution bourgeoise, après quoi le prolétariat agira comme classe indépendante par le moyen de son propre parti », etc. [32]. Il affirme : « C'est une conception profondément menchevique [33]. » Il envisage ensuite les conditions auxquelles les communistes chinois pourraient entrer dans le gouvernement national :

1° Indépendance complète du PCC en matière politique et d'organisation. Possibilité entière pour notre parti de se livrer à son agitation, sa propagande et son travail d'organisation, et de poursuivre l'armement des ouvriers, etc.

2° Possibilité entière laissée aux communistes de critiquer devant les masses les demi-mesures et les erreurs du Guomindang.

3° Contrôle rigoureux du PCC et de la Comintern sur leurs représentants au gouvernement national.

4° Possibilité entière pour les communistes chinois de formuler le mot d'ordre des soviets et de le défendre devant les masses, au moment où ils le jugeront opportun.

5° Plate-forme gouvernementale ne contenant rien de contraire à l'éducation et à l'organisation des paysans et des larges masses exploitées, dans un esprit révolutionnaire [34].

Par rapport aux problèmes immédiats, c'est-à-dire l'affiliation du PCC au Guomindang, dont il doit savoir que quelques responsables chinois la remettent en question, Zinoviev écrit :

Le PCC peut et doit, dans la situation politique et militaire actuelle, demeurer dans le Guomindang, mais seulement afin de rassembler ses forces, d'appeler les masses sous ses drapeaux, de combattre sans merci la droite et d'en obtenir l'exclusion, l'anéantissement. Notre mot d'ordre n'est pas aujourd'hui la sortie du Guomindang, mais la proclamation et la réalisation, sans délai ni conditions, de l'indépendance d'organisation du PCC vis-à-vis du Guomindang [35].

Après un long développement nourri de textes de Lénine sur les soviets, Zinoviev se prononce pour que le PCC commence une propagande en faveur de l'idée de soviets qui serait la conquête de son indépendance. Finalement, il attaque de front la question de Jiang :

Tant que le commandement suprême reste entre les mains de Jiang Jieshi, tant que les fonctions gouvernementales restent entre les mains des droitiers du Guomindang, tant que ces derniers sont forts au comité exécutif du Guomindang, la révolution est en danger à toute heure. La trahison à l'intérieur, ouverte ou dissimulée, lente ou rapide, est, en ce moment, beaucoup plus dangereuse pour la révolution chinoise que le bombardement de Nankin et que la présence à Shanghai des

31. *La Question chinoise*, p. 164.
32. *Ibidem*, p. 168.
33. *Ibidem*, p. 168.
34. *Ibidem*, p. 170.
35. *Ibidem*, p. 173.

> troupes d'occupation. Chen Jiongming, ancien compagnon d'armes de Sun Zhongshan, est passé naguère à la contre-révolution. Pourquoi Jiang Jieshi, qui s'est déjà révélé l'ennemi des ouvriers et des paysans, sur qui toute la presse impérialiste fonde des espérances, et dont on dit qu'il négocie secrètement avec Zhang Suolin, pourquoi n'en ferait-il pas autant ? [...] Accepter la moindre responsabilité politique pour cela, c'est, pour les communistes, s'engager sur une route glissante dont il leur faut sortir sans perdre un instant[36].

En conclusion, il s'efforce de montrer concrètement comment la défense et le développement de la révolution chinoise conditionnent pratiquement la défense de l'URSS contre l'impérialisme.

TROTSKY, À SON TOUR

Quelques jours plus tard, le 17 mai, Trotsky achève un texte sur *La Révolution chinoise et les thèses de Staline*. Il établit le lien entre la politique lors de la grève générale en Grande-Bretagne et vis-à-vis de la révolution chinoise, dont la base est la théorie du socialisme dans un seul pays. Il intervient aussi à l'exécutif de la Comintern le 24 mai. Il commence par s'en prendre aux affirmations de Staline :

> Staline s'est encore exprimé ici contre les soviets d'ouvriers et de paysans en donnant comme raison que le Guomindang et le gouvernement de Wuhan sont des moyens et des instruments suffisants pour la révolution agraire. Staline endosse ainsi et veut faire endosser à l'Internationale la responsabilité de la politique du Guomindang et du gouvernement de Wuhan, de même qu'il a voulu une fois de plus endosser la responsabilité de la politique de l'ancien « gouvernement national » de Jiang Jieshi. [...] Nous n'avons rien de commun avec cette politique. [...] La révolution chinoise, bourgeoise-démocratique, ira de l'avant et vaincra sous la forme soviétique ou elle ne vaincra pas. [...] Détruire les grands propriétaires terriens, anéantir les agents de l'impérialisme et de Jiang Jieshi, édifier les conseils, c'est en cela précisément que consiste la révolution agraire, la révolution nationale authentique[37].

Rappelant la répression qui est en train de s'abattre sur les militants de l'opposition, le bannissement de ses dirigeants, la calomnie dont on poursuit les uns et les autres, il s'écrie :

> Fraterniser avec Purcell et charger furieusement contre Zinoviev, embellir et vanter les chefs bourgeois du Guomindang et charger furieusement contre l'Opposition de gauche dans le PC de l'Union soviétique et dans d'autres pays, tout cela se tient étroitement. C'est un cours déterminé. Contre ce cours, nous lutterons jusqu'au bout. Staline a dit que l'Opposition formait un front unique avec Chamberlain, avec Mussolini et Zhang Suolin. A cela je réponds : rien n'a autant facilité le travail de Chamberlain que la politique fausse de Staline, en particulier en Chine. On ne peut pas perdre la révolution qu'à moitié[38].

L'OPPOSITION INTERNATIONALE : DES SOVIÉTIQUES

Laissons de côté le cas particulier de la Pologne, qui n'entre ici dans aucune catégorie. Les cadres communistes polonais liés à l'Opposition unifiée, Domski, Regina Budzyńska, Sofia Ounschlicht, ont été rappelés en URSS dès qu'ils ont pris position, et leur histoire ne se distingue plus de celle des Russes. Les zinoviévistes comme Leński y ont une place particulière.

36. *La Question chinoise*, p. 185.
37. *Ibidem*, p. 329-331.
38. *Ibidem*, p. 335.

L'Opposition internationale, dans ses débuts, dépend étroitement de l'opposition russe, de ses envoyés, de ses courriers, de ses besoins politiques et même de ses moyens matériels. Ce sont les Russes à l'étranger qui prennent les contacts, jouent les arbitres, convoquent, suggèrent, conseillent, en fait dirigent, jusqu'à la fin de 1927. On connaît bien Léon Trotsky. On connaît généralement moins bien ces militants qu'on appelait en URSS les « oppositionnels » *(oppositsionneri)*, et moins encore ceux qui se sont consacrés au travail dans l'Internationale. Auprès de Trotsky, son chef d'état-major à Alma-Ata puis à Prinkipo, son représentant en Europe, son fils Lev Lvovitch Sedov, exilé volontaire à vingt-trois ans. La différence de génération est flagrante, comme celle de leurs formations respectives. Très russe, Sedov est aussi fort européen et tutoie ses camarades, ce que son père ne fait pas. Le plus important des autres *oppositsionneri* à l'étranger est Rakovsky, ami de Trotsky – ils se tutoient –, ancien militant de sept partis d'Europe, ancien responsable politique de l'Armée rouge, ancien chef du gouvernement d'Ukraine, ambassadeur à Londres puis à Paris, où il entretient des relations amicales avec nombre de militants communistes.

D'autres exilés travaillant au consulat, à la mission commerciale ou à l'ambassade ont joué avec lui dans la naissance de l'Opposition française un rôle non négligeable : Aussem, Chliapnikov, Boudou Mdivani, Preobrajensky, Piatakov. Mais il y a des exilés partout. Ainsi, à Vienne, N.I. Oufimtsev et sa compagne Aleksandra Simachko, « Sacha », ont regroupé les premiers opposants dans le P.C. autrichien[39]. Jakob Frank, de la délégation commerciale de l'URSS, joue un rôle important. Raïssa Epstein, camarade d'études de Trotsky et épouse du psychanalyste Alfred Adler, est pendant un temps une plaque tournante avec l'URSS. Dans les années de l'Opposition unifiée, l'ambassade de Berlin a été la chasse gardée des zinoviévistes, que Ruth Fischer énumère, avec Chklovsky, qui les supervise[40] : l'opposition de 1923 y a joui de la bienveillance de l'ambassadeur Krestinsky, au moins jusqu'en 1928. Safarov, en poste à Istanbul, a fréquenté les milieux communistes de Berlin. Bessonov, ancien de l'IPR, y a maintenu quelques années une activité clandestine[41]. A Prague, le zinoviéviste Kanatchikov a été ambassadeur et a fortement influencé les communistes critiques. Son successeur, Arossev, a épousé la sœur de l'oppositionnel Harry Freund. Les choses, ici, se passent en famille[42].

Deux itinérants ont joué un rôle important, E.B. Solntsev et N.N. Perevertsev. Ce sont deux hommes jeunes, de la génération d'Octobre. Le premier est un des brillants sujets de l'IPR ; historien et économiste, il occupe différents postes en Europe avant d'être affecté aux États-Unis à l'Amtorg. Malgré Trotsky[43], il choisit de retourner en URSS à la fin de 1928 et chemine dès lors de prison en prison. Il va mourir en janvier 1936 à Novossibirsk, d'une grève de la faim de protestation contre une condamnation « administrative[44] ». N.N. Perevertsev, quant à lui, a travaillé à Genève à l'Organisation internationale des chemins de fer. Celui qu'on appelle « Pierre » a été en contact avec les Allemands du groupe Urbahns et avec les groupes français, qui rivalisent pour recevoir son « investiture ». Arrêté à son retour en URSS, démasqué comme le destinataire d'instructions de Trotsky, il disparaît également en prison[45].

39. H. Schafranek, *Das kurze Leben des Kurt Landau*, Vienne, 1988, p. 138.

40. R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 587 ; manuscrit des mémoires de Ruth Fischer à la Houghton Library, Harvard.

41. Témoignage de P. Naville.

42. Mémoires de R. Fischer et témoignage de J. Kopp.

43. Lettre de Trotsky (1929) à Kharine, Stanford, Archives Hoover.

44. *Biulleten Oppositsii*, n° 50, mai 1936.

45. R. Fischer, *op. cit.*

Staline n'a pas ignoré le rôle de ces exilés. Mais il les a infiltrés soit en « retournant » des hommes dans leurs rangs, soit en envoyant des agents. A la première catégorie appartient Salomon Kharine, dit Joseph, lui aussi ancien de l'IPR et de la délégation commerciale à Paris, qui a négocié sa capitulation mais n'a pu en payer le prix. Rappelé, il disparaît[46]. Nous connaissons un autre infiltré : employé au consulat de Berlin, Lepoladsky milite sous le nom de Melev. La discussion est encore ouverte au sujet de Jakob Frank, qui a rallié Staline au bout de deux ans d'activité oppositionnelle[47]. Parmi les autres points d'appui de nationalité soviétique, on peut mentionner Manulis en Argentine, militant sous le nom de Dvorkine, Kuroiedov en Norvège, avant sa mort prématurée, Tsiouroupa, fils du vieux bolchevik, qui travaillait à la délégation commerciale à Londres[48], un diplomate, également en poste à Londres, qui signait du nom de « Tensov[49] », et le mystérieux militant, traducteur d'Aragon sous le nom de Jacques Reynaud, appelé « le Français » et nommé Iakov Kotcherets[50]. Tous ont été engloutis par la répression.

L'Opposition internationale : des pionniers

Les noyaux d'oppositionnels dans les pays capitalistes sont également des militants communistes : anciens socialistes ou anarcho-syndicalistes, ils appartiennent à la génération des pionniers des PC et de l'IC. Certains ont rallié l'Opposition alors qu'ils étaient encore à la tête de leur parti. C'est le cas en Belgique. Les leaders de l'Opposition sont War van Overstraeten, secrétaire général du PCB, Adhémar Hennaut, secrétaire à l'organisation, Léon Lesoil, gagné au communisme en 1918 à Vladivostok où il avait débarqué avec un contingent allié, dirigeant des Chevaliers du travail chez les mineurs de charbon de Charleroi[51]. En Grèce, Pantelis Pouliopoulos, secrétaire du parti, fait circuler les matériaux de l'opposition russe et réclame leur publication. Il est exclu dans le courant de l'année 1929, et fonde un groupe d'opposition qui commence la publication de *Spartakos*.

D'autres ne sont pas dirigeants de parti quand ils rejoignent l'opposition, soit parce que le leur a été détruit par la répression, soit parce qu'ils en ont déjà été écartés. Moscou fut un foyer actif de la constitution de l'organisation communiste chinoise de l'opposition. Les Mémoires de Wang Fanxi[52] et l'étude d'A.V. Pantsov[53] sur les étudiants chinois à Moscou dans les années 20 nous ont donné tous les éléments souhaitables sur le recrutement à l'opposition de ces jeunes cadres liés à des oppositionnels russes. Certains de ces derniers, Bella Epstein, Mikhaïl Petrovitch Jakov, Abram Grigorievitch Prigojine, qui enseignait l'histoire du mouvement révolutionnaire, Sergéi Daline, que nous connaissons et qui enseignait l'économie, E.A. Dreitser, instructeur militaire, étaient d'ailleurs leurs enseignants.

Une dizaine d'entre eux déployèrent devant les tribunes le 7 novembre 1927 des banderoles avec les mots d'ordre de l'Opposition de gauche. Exclus de l'université, ils furent aussi renvoyés dans leur pays. L'importance de ce que Pantsov appelle « le premier groupe trotskyste chinois » est évidemment loin d'être comparable à celle du groupe né

46. P. Broué, « Un Capitulard à Paris, l'affaire Kharine », *CLT*, 7-8, 1981. On a retrouvé son cadavre dans le charnier de Boutovo : il avait été exécuté sans jugement en 1936.
47. Le point sur J. Frank, dans Schafranek, *op. cit.*, p. 138-140.
48. Témoignage de Harry Wicks.
49. Dossier « Tensov », papiers Sedov, Archives Hoover.
50. Dossier « Vetter », Stanford ; indications biographiques dans lettre de Serge, *CLT*, 8, 1981.
51. N. de Beule, *Het belgisch Trotzkisme*, 1980.
52. Wang Fan-hsi, *Memoirs of a Chinese* Revolutionary, trad. française, Wang Fanxi, *La Marche de Wang*.
53. A.V. Pantsov, « La naissance de l'opposition de gauche dans le PC chinois », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 57, 1966, p. 5-76.

ultérieurement de l'ancienne direction du PC chinois et des deux adversaires de la ligne stalinienne du Comintern, Chen Duxiu et Peng Shuzhi. Mais la lettre du 10 décembre 1929, de Chen Duxiu – le maître d'une génération – annonçant son ralliement à Trotsky appartient à une période qui sera traitée dans un chapitre ultérieur[54].

La France a été le domaine des oppositionnels. Les conditions de la construction d'une opposition y sont à la fois favorables et terriblement difficiles. Non seulement Trotsky y a vécu des années et conservé des liens personnels et politiques solides, mais il a été chargé par la Comintern naissante de veiller sur les premiers pas du mouvement communiste en France. Trois hommes émergent ici. Boris Souvarine, Alfred Rosmer et Albert Treint constituent une « vieille garde » qui refuse de calomnier Trotsky et d'enterrer ainsi la démocratie dans le parti, mais ne renconce jamais à ses vieilles querelles.

Boris Souvarine, le fondateur du *Bulletin communiste*, qui a été membre du petit bureau de la Comintern, a été l'un des premiers à comprendre ce qui se passait et les grandes lignes de la crise de la révolution. Boris Souvarine fut sans doute l'unique communiste étranger qui, en 1923, s'identifia pleinement au combat des oppositionnels russes. Le 4 janvier 1924, nous l'avons vu, il écrivait à Zinoviev que Trotsky, c'était le bolchevisme, la révolution, l'Internationale communiste. Il publie en 1924 les textes de Trotsky dans la discussion russe sous le titre de *Cours nouveau*. La direction du parti le suit... jusqu'au moment où l'exécutif de la Comintern décide de le briser. Dans un premier temps, on lui retire la direction du *Bulletin communiste*, on l'isole. En juin, les zinoviévistes ont la majorité et Treint, considéré comme « fini » quelques mois auparavant, reprend la tête du parti. Souvarine va aller défendre sa position et Trotsky au Ve congrès de la Comintern, ce qui lui vaut d'être exclu. Il reste presque une année à Moscou pendant que Treint, en France, s'adonne aux joies de la « bolchevisation » et de la chasse aux trotskystes. En octobre 1925, de retour en France, il reprend la publication du *Bulletin*, qui donne beaucoup d'éléments d'information sur la Russie.

Alfred Rosmer, vieil *alter ego* du syndicaliste Pierre Monatte, membre avec lui du noyau de *La Vie ouvrière*, a aussi été membre du petit bureau de l'IC, avant même la naissance d'un parti communiste en France. Il est pour Trotsky un ami personnel très sûr et très cher, et, avec sa compagne Marguerite, son « homme de confiance ». Après son exclusion, en décembre 1924, lui et ses camarades syndicalistes exclus avec eux ou partis par solidarité, fondent *La Révolution prolétarienne*, qu'ils baptisent « revue syndicaliste communiste ». La génération de Rosmer-Monatte, Souvarine et autres a été écartée des postes de commande du PC français par celui qu'on appelait « le Capitaine », l'enseignant Albert Treint. Autoritaire et cassant, il a été le grand chasseur d'oppositionnels trotskystes, baptisés « droitiers » du temps de la « bolchevisation ». Puis, à la suite de Zinoviev, il est venu à l'Opposition unifiée, ne trouvant personne avec qui s'unifier à cause des rancunes récentes.

En 1926, Souvarine se sépare de Loriot, vieil allié de Lénine, de Dunois et Paz. Il anime un Cercle communiste Marx-Lénine qui attire, sans pouvoir les garder longtemps, militants et cadres communistes, comme le responsable CGTU David Barozine (Pierre Gourget). Il publie dans le *Bulletin communiste*, outre des documents de l'Opposition russe, des correspondances, notamment de Pierre Pascal, et des textes de discussion. Il reproche à Trotsky son alliance « contre nature » avec Zinoviev et se tient à l'écart de l'Opposition unifiée. Il refuse obstinément tout contact avec Treint et Kharine. « Ce bloc enkhariné ne me dit rien qui vaille », écrivait-il[55].

54. Lee Feigon, *Chen Duxiu*, Princeton, 1983, et Wang Fan-Hsi, *Chinese Revolutionary*, Oxford, 1980. D. Durand, *op. cit.*

55. *Bulletin communiste*, n°s 32-33, 1929.

Monatte et Rosmer, avec *La Révolution prolétarienne*, glissent peu à peu vers un retour au syndicalisme révolutionnaire qui avait été leur point de départ. Trotsky croit devoir, pour des raisons de tactique, les désavouer, ce dont beaucoup lui tinrent toujours rigueur.

Les zinoviévistes, Treint, Suzanne Girault, une ancienne institutrice en Russie, que beaucoup soupçonnent d'appartenir aux « services », considèrent toutes les autres fractions communistes comme « opportunistes ». Treint, avec une petite fraction zinoviéviste, réussit à rester au sein du Parti communiste, d'où il ne devait être exclu qu'en 1928. Il rapporta alors de Moscou des documents sur lesquels il avait mis la main en URSS pour les publier en France, comme la fameuse « Lettre de Shanghai », accablante pour la politique de Staline-Boukharine. Avec eux se retrouvent à *L'Unité léniniste* le métallo Henri Barré, le typographe Gaston Faussecave. L'ensemble constitue une « vieille garde », morcelée et divisée par ses rancunes, mais qui refuse de calomnier Trotsky et la révolution et d'enterrer ainsi la démocratie dans le parti.

Une opposition proprement dite existe pendant quelque temps, animée par l'avocat Maurice Paz. Elle compte dans ses rangs un certain nombre d'ouvriers parisiens, défend, elle aussi, la démocratie interne dans le PC russe et proteste contre les mesures qui frappent Trotsky. Mais un certain opportunisme, une réelle mollesse face aux questions coloniales – notamment à l'égard de la guerre du Rif – ont éloigné d'elle les éléments les plus jeunes et les plus combatifs.

Deux des jeunes hommes qui avaient fait un tour au PC après avoir milité dans les rangs des surréalistes, Pierre Naville et Gérard Rosenthal (Francis Gérard), prennent *Clarté* en 1927 et en font *La Lutte des classes*, qui donne la parole, elle aussi, à Trotsky et à ses camarades, notamment Victor Serge.

C'est en ces années qu'apparaît, parmi les petits groupes qui se forment au sein du PC, celui qu'animent les frères Henri et Raymond Molinier et l'ingénieur chimiste Pierre Frank : ces hommes, totalement inconnus alors, joueront plus tard un rôle important. Enfin, si le groupe Paz a semblé en 1925 avoir le vent en poupe pour rassembler et représenter l'opposition au temps où il rédigeait avec Fernand Loriot la « Lettre des 250 », il a souffert du conflit avec Treint.

En 1927, c'est pourtant Maurice Paz qui présente à la conférence du PC de la région parisienne une résolution revendiquant vainement la publication en France des thèses de l'Opposition de gauche russe. C'est lui également qui, en novembre 1927, avec, semble-t-il, de l'argent qui vient des oppositionnels exilés à Paris[56], fonde le périodique *Contre le courant*, qui va devenir la boîte aux lettres de l'opposition unifiée, à la place du *Bulletin communiste*. La réaction contre la politique « classe contre classe » prépare une nouvelle levée de recrues pour l'opposition de gauche. Exclu du secrétariat, du bureau politique puis du CC à cause de ses critiques, Alfred Bernard va bientôt la rejoindre avec quelques autres.

En Allemagne, la gauche, portée à la tête du parti en 1924 par la grâce de Zinoviev, s'est formée dans l'hostilité à Trotsky. Le déroulement de la préparation de l'Octobre allemand a aggravé leurs rapports. La tenant pour « gauchiste », Trotsky a soutenu contre elle la direction du KPD autour de Brandler, dirigeant ouvrier qui lui inspire confiance. Mais, après octobre, terrorisés par l'offensive des dirigeants contre Trotsky, Brandler et les siens s'empressent de le désavouer, et, exilés à Moscou, s'orientent vers le soutien à la droite soviétique de Boukharine et Rykov[57]. Seuls quelques isolés, comme Hans Weber, de l'opposition berlinoise de Wedding, le demi-Russe Sacha Müller, le militant du Palatinat

56. Témoignage de Maurice Paz, nommant Piatakov.
57. P. Broué, *Révolution en Allemagne 1918-1923*.

Max Frenzel, notre vieille connaissance Karl Retzlaw (Karl Erde) et deux ou trois individus de la gauche allemande manifestent quelque sympathie pour Trotsky à l'époque du « débat littéraire » sur les *Leçons d'Octobre*.

La gauche zinoviéviste, elle, ne conserve pas longtemps la direction qui lui a été remise par l'Internationale en 1924, et elle en est chassée dès 1925[58]. Werner Scholem, lui, avait adhéré à l'USPD en 1917, fait de la prison pour avoir organisé une manifestation contre la guerre ; député, passé au KPD, apparemment exceptionnellement doué en ce domaine, il a été pendant un an son secrétaire à l'organisation. L'Opposition unifiée en Allemagne est en majorité zinoviéviste, non seulement par ses conceptions mais par ses méthodes mêmes : ne présente-t-elle pas l'Opposition unifiée russe comme la suite de la Nouvelle Opposition de Leningrad à laquelle Trotsky, reconnaissant ses erreurs, se serait rallié[59] ? Elle est née de la jonction d'Urbahns, sorti de prison, de Maslow et de Ruth Fischer, retour d'URSS, et de longues conversations où s'est parfait son accord avec Zinoviev. Informé de ces rencontres fractionnelles, le CC a pris les devants et exclu Ruth Fischer et Maslow.

C'est sur la base de la protestation contre l'étouffement de la démocratie et la répression des critiques que s'élabore la première manifestation de l'Opposition unifiée allemande : condamnation de la théorie et de la perspective de construction du socialisme dans un seul pays, revendication de l'information et de la publication de tous les textes émanant de l'opposition russe, condamnation des méthodes bureraucratiques qui menacent le parti de scission, annulation de toutes les sanctions disciplinaires. Contresigné par 700 responsables et militants connus, cadres du Parti communiste, ce texte est rendu public le 11 septembre 1926 : l'affaire a été de bout en bout menée à la barbe de l'appareil par Werner Scholem[60]. Point de départ possible d'une organisation de fraction solide, ce texte présente cependant la faiblesse d'être exclusivement consacré aux questions russes. Or, au même moment, la défaite de la tentative de « sortie » de l'Opposition de gauche en Russie début octobre, la « déclaration pacifique » du 16 octobre par laquelle les dirigeants de l'Opposition unifiée, afin d'éviter leur exclusion ou l'éclatement de leurs rangs, reconnaissent l'erreur de tous ceux, eux compris, qui ont pris une attitude fractionnelle, lui portent évidemment un coup. Le nombre élevé de voix obtenu par l'Opposition dans les assemblées du parti ne peut empêcher les exclusions, à commencer par celles des signataires de la lettre des 700 : plus de 1 300 en 1927, au total.

L'opposition allemande se démène pour rompre son isolement et celui de l'Opposition unifiée. Grylewicz, un ancien métallo des *Revolutionäre Obleute* de Berlin, autrefois adjoint du préfet de police de la révolution, rencontre à Prague Zápotocký et Viktor Stern, dirigeants du parti, et prend contact avec l'Opposition autour de Neurath et du dirigeant des JC Michalec (Karel Fischer). Ruth Fischer est reçue à Paris par deux secrétaires du parti français, Paul Marion et Roland Dallet. Elle y rencontre aussi le groupe Treint. Rakovsky, lors de son voyage de retour en URSS en 1927, rencontre Frenzel et Baumgartner, délégués de l'opposition de Wedding, vieille opposition ouvrière de Berlin élargie au Palatinat, composante de l'unification. En fait, malgré les réticences de Trotsky, l'opposition allemande s'engage dans la voie qui est à l'époque celle des amis de Zinoviev, la proclamation d'une « fraction publique » : la candidature de « communistes de gauche » aux élections municipales de septembre 1927 à Altona, qui en est la concrétisation, est un échec. On semble pourtant se diriger en Allemagne, sous la pression de Safarov, vers

58. P. Broué, « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928) » *CLT*, nº 22, 1985.
59. « Manifeste des 700 », *CLT*, nº 22, 1985.
60. P. Broué, *CLT*, nº 22, 1985.

un « deuxième parti » au moment où l'éclatement de l'Opposition unifiée à la fin de 1927 change les données du problème et puisque, de toute façon, les zinoviévistes russes se séparent de l'Opposition.

En Espagne, c'est la première génération communiste qui est venue à l'opposition. Andrés (en catalan Andreu) Nin, ancien secrétaire de la CNT, a été secrétaire de l'ISR, a rejoint à Moscou l'Opposition de gauche et travaille à sa commission internationale. Collaborateur de l'IC, rédacteur à *Inprekorr*, il l'a rejointe en 1923, mais il la renie en 1925, entraînant avec lui deux autres militants syndicaux, le Français Herclet et surtout Joaquín Maurín et Gabriel León Trilla. De ces quatre-là, seul Nin, qui ne quitte l'Union soviétique qu'en 1930, après son exclusion, reviendra à l'Opposition. Pendant son séjour à Moscou, il a recruté Francisco García Lavid, dit Henri Lacroix, un peintre en bâtiment qui est allé essaimer au Luxembourg et en Belgique. Juan Andrade, dirigeant des Jeunesses socialistes, puis du premier PC, le PCOE, sympathise sans être en contact direct puisqu'il est à Madrid et que le noyau est à Moscou et Luxembourg. L'ancien dirigeant des JC Luis García Palacios a fait scandale à Moscou en 1927 en étant seul à applaudir Trotsky lors d'une intervention devant l'exécutif élargi de la Comintern[61].

La Tchécoslovaquie se heurte aussi à un morcellement qui provient de l'histoire récente. Cofondateur du PC slovaque, orateur de masse, tuberculeux, Hyněk Lenorović, incarne la tradition révolutionnaire dans le PCT. Il ne considère pas d'un bon œil la fraction zinoviéviste que dirige Alois Neurath, lui aussi ancien secrétaire de la Comintern, venu au Parti communiste avec la majorité des social-démocrates du pays sudète. L'opposition unifiée dans le parti, animée par un ancien dirigeant des JCT et de la KIM, Michalec (Karel Fischer), et par Neurath, est zinoviéviste. Le groupe du second, dans la région allemande des Sudètes, est impressionnant par le nombre de cadres qu'il réunit. Mais Lenorović a de son côté recruté de jeunes militants dont le rôle sera essentiel dans les années 30, Wolfgang Salus, Jiří Kopp, et surtout Ján Frankel, venus des Jeunesses communistes et qui tous trois se mettront au service de Trotsky en exil. Il a aussi noué des contacts avec les ouvriers hongrois. De Moscou revient, gagné à Trotsky, Vlada Burian.

DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

Bien entendu, à tous ces dirigeants « historiques » du mouvement communiste, il faut ajouter des hommes plus jeunes, qui en sont politiquement de purs produits : la deuxième génération est faite aussi de pionniers. L'Opposition de gauche internationale a été longue à naître, pour des raisons tant politiques que matérielles. Ce n'est que peu à peu, à travers lettres et rencontres dans le réseau autour de Trotsky, qu'elle prend forme comme tendance communiste internationale. La caporalisation introduite par Zinoviev sous le pseudonyme de « bolchevisation » autant que la surveillance du GPU avaient rendu difficiles les contacts internationaux. Certaines expériences politiques originales amènent des responsables sur les positions de Trotsky et de l'Opposition de gauche.

C'est ainsi que le spectacle de l'Allemagne à la veille de la révolution de 1923 valut à Trotsky deux partisans de valeur : Maurice Spector, qui s'était arrêté à Berlin lors de son voyage à Moscou, à l'été 1923, et le Bulgare Dimitar Gatchev, qui s'y était rendu la même année pour servir dans l'appareil militaire, dont il allait devenir le responsable dans son pays[62]. D'autres militants communistes de par le monde sympathisent avec l'opposition russe sans la rejoindre. Ce sont ceux qui souhaitent créer un nouveau parti, ce qui est souvent le cas lorsque le parti « officiel » affiche sa faiblesse. Mentionnons le vétéran

61. P. Pagès, *El Movimiento trotskista en España* (1930-1935) ; L. Trotsky, *La Révolution espagnole*, Paris, 1975.
62. Témoignage de D.Gatchev et archives du SI de la IVe Internationale.

néerlandais Henk Sneevliet, que nous connaissons sous le nom de Maring, l'homme qui avait implanté le socialisme aux Indes néerlandaises, représenté l'IC en Chine, et qui dirigeait alors un important syndicat[63].

On sait que l'unification en URSS dans l'Opposition de ses deux principales composantes, la « trotskyste », dite « de 1923 », et celle de Leningrad ou « Nouvelle Opposition » zinoviéviste, a été loin d'être aisée. Côté « trotskyste », il y eut réticences et même résistances, surtout à Leningrad, où les trotskystes avaient été les premiers à faire l'expérience de la poigne de Zinoviev. Il fallut de longues négociations, bien des promesses et surtout une bonne volonté déterminée chez les dirigeants des deux fractions, à qui cette politique était dictée par leurs intérêts immédiats et à long terme.

Il n'en était pas ainsi en dehors de la Russie soviétique. « Zinoviévistes » et « trotskystes » ne disposaient généralement pas de segments d'appareil ni d'un soutien, même limité, parmi les travailleurs communistes : c'étaient de petits groupes avec bien des traits de sectes, obéissant à leurs propres lois, leurs motivations et notamment leurs rancunes. Or leur brève histoire en était riche. Les « zinoviévistes » avaient traqué, calomnié, exclu les « trotskystes » pendant les années de « bolchevisation », et incarnaient aux yeux de leurs victimes le mal et le régime bureaucratique assassin de la démocratie du parti. De leur côté, les zinoviévistes ne se gênaient pas pour revendiquer leur politique passée, dénoncer l'opportunisme souvent réel de leurs adversaires, leurs tendances à la conciliation avec les social-démocrates, leurs concessions aux syndicalistes, etc.

L'Opposition n'a cependant pas recruté seulement dans les partis où elle avait déjà des points d'implantation. Des liens se sont noués pendant cette période à l'occasion de séjours de militants étrangers à Moscou. Nous avons vu le Tchèque Vladimir Burian gagné à l'Opposition de gauche à Moscou, où il travaille à la Profintern. Sandalio Junco, boulanger communiste cubain, Noir, est convaincu par Andrés Nin, qu'il a rencontré aussi à la Profintern, sans doute en même temps que le fut Julio Antonio Mella. Les contacts du Péruvien Mariátegui avec Pierre Naville ne donneront rien, mais les relations que Naville noue avec le critique d'art brésilien Mário Pedrosa sont à l'origine de la naissance de l'Opposition de gauche au Brésil[64].

Et puis l'atmosphère de serre de l'appareil clandestin explique aussi des adhésions après coup surprenantes. Des hommes importants dans l'appareil de l'IC ont ainsi rallié secrètement l'Opposition de gauche. Victor Serge cite dans ses Mémoires le Bulgare Minev, dit Lorenzo Vanini, Chavaroche et Stepanov, qui fut, assure-il, membre de sa commission internationale, ce qui pose tout de même des questions. On sait que l'un des plus actifs dans les rangs de l'Opposition unifiée – il avait été dans la Comintern un homme de Zinoviev – fut Haifisz, plus connu sous les noms de Gouralsky, August Kleine ou Lepetit. C'est probablement également à cette date qu'un permanent de l'Internationale des Jeunesses communistes, la KIM, Abraham Golod, dont nous ignorons la nationalité, mais qui venait d'URSS, rejoint l'Opposition de gauche au Mexique et s'y retrouve – sous son nouveau nom d'A.González – avec le Cubain Julio Antonio Mella, qui sera assassiné.

CHANGEMENT QUALITATIF

Trotsky a relaté qu'après les événements de Chine où ils avaient ensemble prédit correctement la catastrophe à laquelle menait la politique de Staline, Zinoviev et ses amis avaient cru que cette démonstration allait leur assurer la victoire dans le parti. Il ne le croyait pas. Pour lui, la force du stalinisme reposait sur les défaites de la révolution dans

63. F. Tichelman, *Henk Sneevliet*, Paris, 1988.
64. Centre Mário Pedrosa (CEMAP), São Paulo.

le monde et sur la désillusion des travailleurs soviétiques, à laquelle contribuait puissamment la défaite de la révolution chinoise. C'était Trotsky qui avait raison. Les mois qui suivent en URSS la victoire de Jiang Jieshi en Chine sont ceux d'une lutte acharnée dans le Parti communiste, qui passe par l'exclusion de la Comintern des dirigeants de l'Opposition de l'URSS et se conclut par leur exclusion du parti avec des milliers de leurs partisans, puis par leur envoi en exil dans des conditions précaires qui assurent leur isolement et rendent extrêmement difficile le contact entre eux et la diffusion de leurs idées. C'est aussi, en décembre 1927, l'explosion de l'Opposition unifiée et surtout la capitulation de Zinoviev et de Kamenev, comportant la « reconnaissance de leurs erreurs » qui va caractériser maintenant, en URSS et dans la Comintern, le rituel de l'humiliation des vaincus.

L'Opposition de gauche, les « bolcheviks-léninistes », comme ils s'appellent eux-mêmes, n'abandonne pas pour autant le combat dans la Comintern. Malgré leur condition d'exilés, ses membres réussissent en 1928 à mener par écrit des discussions collectives. Rakovsky, dans une lettre à Valentinov, s'interroge sur la bureaucratisation, la nature de l'État soviétique et « les dangers professionnels du pouvoir », en faisant aussi référence à la Révolution française. Le texte rédigé par Trotsky sur le projet de programme de l'Internationale communiste a été communiqué aux délégués du VIe congrès de la Comintern et y a donné lieu à des discussions entre délégués dont Trotsky, dans son exil d'Alma-Ata, a été tenu au courant.

Staline et son appareil déclenchent alors une nouvelle vague de répression, rendue encore plus nécessaire par la crise au sommet. Après des mois d'un sévère blocus postal, accompagné d'une offensive pour débaucher les éléments les plus faibles de l'opposition, il frappe, exilant Trotsky du territoire soviétique. Cette expulsion crée pour l'Opposition de gauche des conditions nouvelles. Elle contribue aussi à altérer profondément le caractère de la Comintern en rejetant dans l'illégalité toute opposition et critique politique et en substituant la police – le GPU – au vote des militants pour les arbitrages et les décisions politiques. Une situation qui, du parti russe, va bientôt s'étendre à la Comintern.

CHAPITRE XXIII

La stalinisation de l'Internationale

1926 est une date dans l'histoire de l'Internationale communiste. Dans une organisation qui rebat les oreilles de ses membres au sujet des vertus du « centralisme démocratique », Staline montre le mépris qu'il a pour ce vieux principe d'organisation en balayant de la tête de la Comintern, au terme d'une longue bataille, d'abord sourde puis ouverte, son ancien allié, devenu son adversaire dans le parti russe puis dans la Comintern.

L'ÉLIMINATION DE ZINOVIEV

Zinoviev a lancé l'attaque sur la politique intérieure, contre l'accentuation de la Nep et le développement des tendances bureaucratiques, au cours de l'année 1925. Écrasé au XIVe congrès, il a perdu ses positions dans le parti russe, et en particulier le secrétariat de Leningrad. Il s'est ensuite allié avec Trotsky dans l'Opposition unifiée en mars 1926, a dévoilé les manœuvres d'appareil qui avaient permis de le battre lors de la discussion de 1923, soutenu ses critiques de la politique du PCR(b) et de l'exécutif devant la grève générale britannique. Sans souci de décisions de congrès – qui n'existaient pas d'ailleurs dans les cas où l'« indiscipline » a été invoquée –, Staline le dépose tout simplement de la présidence de la Comintern pour satisfaire à une « demande » exprimée dans une lettre signée de membres du présidium de l'exécutif. La déclaration est présentée au plénum d'octobre de la Comintern. Elle est ainsi rédigée :

> Étant donné la ligne antiléniniste du bloc de l'Opposition dans le PC de l'Union soviétique ; étant donné le rôle dirigeant joué par Zinoviev comme président du comité exécutif de l'Internationale dans la défense de cette ligne politique fausse ; considérant le travail fractionnel de désorganisation inouï dans le Parti bolchevique mené par le bloc de l'Opposition ; considérant l'extension par Zinoviev de ces menées fractionnelles à l'Internationale communiste, la délégation du comité exécutif de l'Internationale au plénum du CC et de la commission de contrôle du Parti communiste de l'Union soviétique, en accord avec la décision des sections les plus importantes de l'Internationale, estime impossible la présence ultérieure et le travail de Zinoviev à la tête de l'Internationale communiste[1].

1. « Le présidium du CE de l'IC contre la présence de Zinoviev à la tête de l'IC », *Corr. int.*, n° 116, 30 octobre 1926, p. 1304.

Au bas du texte figurent 31 signatures parmi lesquelles on relève celles de Geschke, Remmele, Heinz Neumann et Clara Zetkin, Treint, Ercoli (Togliatti), Šmeral et Zápotocký, Pepper en personne, Katayama, M.N. Roy, Kuusinen, Anvelt, etc. : ce sont celles des représentants étrangers présents à Moscou lors du vote de cette déclaration le 25 octobre 1926. Certains ont renié ainsi leur protecteur, les autres – et c'est plus grave – leurs principes mêmes.

CRISE DANS LA GAUCHE ALLEMANDE

Nous avons vu que Staline avait tenté pendant l'enquête sur Maslow d'en faire son homme dans le parti allemand, une entreprise qui n'avait pas réussi, bien qu'il ait joué un rôle important dans sa défense.

Selon Ruth Fischer, en 1924, Manouilsky, venu en Allemagne en représentant de l'exécutif, n'avait pas mieux réussi dans cette même entreprise et serait reparti convaincu que le KPD était en train de s'éloigner de la Comintern et surtout de la direction – du *Gensek* du parti russe, Staline.

Pour ces raisons, la victoire de la Gauche au congrès de Francfort n'était pas bien vue de ce dernier. Ruth Fischer assure qu'elle comprit, quand Maslow et elle eurent rejeté les avances de Staline, qu'ils étaient entrés dans la zone des tempêtes. Elle vit une confirmation de ses craintes lorsque Maslow, voyageant sous la protection d'émissaires de la Comintern, fut arrêté par la police allemande lors de son départ pour le Ve congrès.

En fait, Staline se décida à écarter Ruth Fischer, trop liée à Zinoviev selon ses informations, pour la remplacer par « de meilleurs camarades », comme il l'expliqua dans une lettre à Boukharine, Manouilsky et Piatnitsky en date du 23 juillet 1925.

Staline cherchait à construire sa fraction. Il réussit à rassembler un nombre d'hommes significatifs prêts à le servir. Il envoûta littéralement le jeune Heinz Neumann, polyglotte précieux dans la Comintern pour des contacts directs, et, en tant qu'homme pratique et peu phraseur, produisit une très grosse impression sur Ernst Thälmann, qui, de plus, haïssait Zinoviev, en qui il voyait le responsable de la défaite allemande de 1923. Il eut un vif incident avec Maslow à la suite d'une interview sur la situation allemande donnée au journaliste communiste indépendant Wilhelm Herzog. Maslow l'avait trouvé profondément opportuniste et l'avait écrit. Staline lui répondit une longue lettre. Il était clair qu'il avait tranché la question de son point de départ en Allemagne : ou bien il gagnerait Maslow, ou bien il briserait la Gauche.

L'élection présidentielle divisa profondément la direction. De sa prison de Moabit, Maslow, dès qu'il apprit la candidature du vieux maréchal Hindenburg, y vit l'esquisse d'une tentative de restauration impériale et, dans les conditions de « stabilisation » et, à bien des égards, de réaction prévalant en Allemagne, proposa une « politique de défense républicaine ». Il fut très critiqué par Scholem et par ses camarades restés à gauche, qui l'accusaient de rechercher l'alliance de la social-démocratie, dont le candidat, après la mort d'Ebert, allait être Otto Braun, le Premier ministre de Prusse. Pour les communistes, après le rejet de la candidature de Clara Zetkin, ce fut Thälmann qui fut choisi. Maslow demanda son retrait au profit du candidat social-démocrate. Zinoviev soutint cette proposition. Mais elle fut rejetée à Berlin, en grande partie grâce à la lutte énergique de Thälmann, un homme rude, force de la nature, convaincu et convaincant, qui croyait profondément à son efficacité pour son parti dans le rôle de candidat. Autour de lui se constitua ce qu'on appelle le « groupe ouvrier » – Max Schütz, Wilhelm Florin, Arthur König –, discrètement soutenu en sous-main par le secrétariat général du PCR(b), pour qu'il joue le rôle de nouveau noyau. Le 26 avril 1925, le maréchal Hindenburg fut élu

avec 14 600 000 voix, contre 13 700 000 au candidat du centre, le Dr Marx, soutenu par le SPD, et 1 900 000 (7 %) à Thälmann.

Le Xe congrès apparut aux observateurs peu informés comme le triomphe de Ruth Fischer. Elle se plaisait à souligner que c'était la première fois dans l'histoire du parti qu'une direction était renouvelée d'un congrès à l'autre. Rosa Léviné-Meyer, qui était présente, raconte : « L'événement fut célébré par un spectacle magnifique dont elle fut la star indiscutée, entrant dans la salle de réunion escortée d'un détachement du Front rouge en élégant uniforme, qui l'escorta solennellement jusqu'à la tribune couverte d'affiches et de drapeaux et prit position derrière elle[2]. » C'était pourtant, ajoute-t-elle, le « chant du cygne de Ruth Fischer ».

Lors de la séance à huis clos sur les communications de l'exécutif, le président de séance, l'ouvrier Ottomar Geschke, refusa de donner la parole à Manouilsky, présent sous le nom de Samuely, qui la réclamait alors que le président venait d'appeler un délégué à la tribune. Geschke, un bon président de réunions ouvrières, s'indigna de ce comportement bureaucratique qu'il trouvait inouï et inacceptable dans un parti communiste. Manouilsky, arguant du droit de prendre la parole quand il le voulait et sans limitations, au nom de l'Internationale qu'il représentait, provoqua un esclandre et dénonça « l'esprit antibolchevique » du parti et du congrès. Ce dernier, sommé de rayer de la liste des candidats aux organismes dirigeants Werner Scholem et Arthur Rosenberg, « ultragauches » dénoncés par Manouilsky comme antibolcheviques, tint bon, toujours à huis clos, et ils furent maintenus. Mais au cours de cette séance mémorable des délégués avaient crié « A Moscou ! » à l'adresse de Manouilsky, l'homme de Staline. En quelques semaines l'offensive fut déclenchée du côté de Staline : enquête sur les finances du parti, et préparation par Heinz Neumann d'une brochure contre son ancien chef de file, Maslow, dénonçant son « communisme occidental ».

FISCHER-MASLOW ÉLIMINÉS

Zinoviev, qui se sent menacé mais n'est pas prêt à engager la bataille, accepte de convoquer à Moscou une délégation du KPD. Ruth Fischer se déclarant d'accord avec toutes les critiques de Zinoviev, celui-ci soumit à la délégation un projet de lettre ouverte de l'exécutif au KPD, auquel elle donna son accord et que l'exécutif envoya quelques jours après à Berlin. Ce texte exigeait la poursuite de la direction de gauche du CC allemand avec un accord avec la droite et le centre, mais en exigeant en même temps l'élimination de Maslow et de Ruth Fischer de la direction. C'était l'intronisation d'Ernst Thälmann. L'opération ne fut pas très difficile : Maslow avait été condamné par le tribunal allemand qui le jugeait, et son séjour en prison était prolongé ; Ruth Fischer avait accepté de signer la lettre ouverte. Quelques mois plus tard, elle accepta de se rendre à Moscou, où, son passeport confisqué, elle devra rester de longs mois, pensionnaire de l'hôtel Lux, pratiquement sous surveillance constante, écrira-t-elle, sans contacts avec l'Allemagne. A partir de cette date, Thälmann va jouer un rôle considérable, de façon active et passive, dans l'histoire du KPD. Observatrice pénétrante, Rosa Léviné-Meyer a fait un portrait attachant de « Teddy[3] », surnom affectueux qu'on lui donna à Berlin. Elle ajoute :

> Révolutionnaire dévoué, avec un grand instinct pour sentir le pouls des ouvriers, c'était un excellent médium pour exposer théories et idées établies par les autres. Sa pensée était pauvre,

2. R. Leviné-Meyer, *Inside German Communism*, p. 84.

3. Remarquons qu'il s'est trouvé un auteur pour croire que Teddy était un pseudonyme de parti et assurer qu'on percerait ce « secret », qui fut connu de millions de personnes et que connaît tout lecteur sérieux de travaux sur le communisme allemand. Cet auteur aussi ignorant qu'encensé s'appelle Stephen Koch.

guère tournée vers l'abstraction, et il manquait d'autodiscipline pour pouvoir même atteindre le niveau théorique et culturel d'un membre moyen du parti. Il n'était pas particulièrement stable, comme le montraient [...] ses habitudes. Il buvait parfois plus qu'il ne pouvait absorber. [...] Faire de lui le dirigeant incontestable du communisme allemand, c'était décapiter le mouvement et transformer en même temps une personnalité capable et très attirante en un simple fantoche[4].

RÈGLEMENT DU COMPTE DE LA « DROITE » POLONAISE

Le III[e] congrès du RPKP s'était tenu en mars 1925 près de Brest-Litovsk et avait été le congrès de la « bolchevisation », au sujet de laquelle il avait adopté une résolution spéciale rigoureuse allant de la définition de la cellule d'entreprise comme unité de base du parti à l'absolue interdiction des « tendances fractionnelles », faisant effectivement de lui un parti « de type nouveau ». Les 4W avaient fait des déclarations de repentir et de soumission et avaient été conservés à la direction. Domski écrit : « Toutes les thèses ont été adoptées à l'unanimité après des discussions approfondies. L'adoption par le RPKP d'une politique vraiment révolutionnaire y a fait disparaître les fractions. Remplissant ainsi une des conditions fondamentales de la bolchevisation, le PKP a fait preuve de maturité politique[5]. »

Mais la gauche polonaise était bel et bien une véritable extrême gauche qui se lança dans une série d'actions dures, propagande pour le boycottage des impôts et taxes ainsi que des règlements administratifs, le sabotage des installations militaires, et, plus grave, des activités terroristes contre policiers ou indicateurs. La folie sectaire qui secoue le parti coïncide avec la brutalité d'une police haineuse et sadique. Tombant à leur tour dans le piège où étaient tombés quelques années auparavant les anarcho-syndicalistes espagnols, les communistes polonais s'attaquent, revolver ou coutelas au poing, aux « provocateurs » et aux « mouchards ». Les « unités spéciales de combat » des communistes constituées pour ces tâches ont de lourdes pertes. On commémorera dans la Comintern les anciens Kniewski et Hibner, héros de la révolution de 1918-1919, mais aussi Naftali Botwin, encore un enfant, tous exécutés pour « meurtre » dans des opérations de ce genre. Le RPKP dénonçait pêle-mêle les « fascistes » au pouvoir et les « social-fascistes » de Piłsudski, l'ancien chef de l'État, dans l'opposition.

Les relations furent bientôt mauvaises avec Moscou, non du fait de ce « gauchisme », mais tout simplement parce que la nouvelle direction polonaise jouait dans la cour de l'Internationale comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, condamnant le KPD pour avoir fait œuvre de division lors de la candidature de Thälmann à la présidence, reprochant aux Bulgares leurs alliances avec des formations démocratiques, bref, semblant s'opposer dans toutes ces circonstances à la politique de la Comintern.

L'ancien scénario fut repris, les dirigeants récemment promus convoqués à Moscou, sévèrement blâmés et écartés à leur tour. Faute de mieux, on admit que Warski revienne au gouvernail, cette fois avec une politique de défense de l'indépendance économique de la Pologne par une orientation vers l'Union soviétique et l'alliance ouvriers-paysans à l'intérieur. En décembre 1925, il obtint sans mal, nous l'avons vu, l'assentiment de la IV[e] conférence du parti. Mais la tempête approchait. Le gouvernement de droite dirigé par Wincenty Witos dut faire face en 1926 à une situation dramatique, marquée notamment par l'existence de 300 000 chômeurs – le tiers de la force de travail –, que ses prédécesseurs avaient tenté de résoudre par une politique de hausse des impôts et taxes, de hausse des

4. R. Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 126.
5. Domski, *Corr. int.*, 15 avril 1925, p. 44.

prix et de diminution des dépenses, à commencer par les salaires. Incapable de faire face dans le cadre constitutionnel, il annonça son intention de réformer la Constitution en donnant à l'exécutif des pouvoirs que l'opposition jugea dictatoriaux. Les partis de gauche lancèrent un avertissement solennel contre ce « défi » à l'ensemble des démocrates polonais.

Des bruits circulèrent – qui devaient être confirmés assez vite – selon lesquels le maréchal Piłsudski, à la retraite depuis 1923, qui considérait Witos comme son ennemi personnel, était en train de superviser des préparatifs dans l'armée en vue d'un éventuel coup d'État militaire. La crise économique ne cessait de s'aggraver. Les manifestations de masse de chômeurs se succédaient. Le 1er mai, à Varsovie, il y eut trois morts – sept, disent les communistes – quand le service d'ordre du PPS se mit à tirer sur des manifestants qui criaient « Vive la Commune ! Vive la révolution soviétique[6] ! » La Comintern recommençait à faire des prédictions optimistes. Alors que Domski, le « gauchiste », mettait en garde l'exécutif élargi contre l'éventualité d'un coup d'État « fasciste de gauche » réalisé par Piłsudski, et proposait d'adopter une politique correcte de front unique pour le démasquer, Zinoviev, lui, assurait : « S'il existe un pays dans lequel une situation révolutionnaire puisse se cristalliser dans un délai relativement bref, c'est la Pologne[7]. » La ligne du parti était définie par Warski comme suit : « Le soutien de la lutte des éléments démocrates, y compris les partisans de Piłsudski, pourvu qu'ils luttent activement pour la défense des institutions républicaines et démocratiques et les revendications ouvrières et paysannes[8]. » Rien n'indique que la moindre réserve ait été exprimée du côté de l'exécutif de la Comintern ou du *Gensek* du parti russe, de Zinoviev ou de Staline, l'un et l'autre en position d'expectative. En réalité, le coup d'État de Piłsudski les prit de vitesse.

LE COUP D'ÉTAT DE MAI 1926

Les troupes ralliées au maréchal sortirent de leurs casernes à son appel le 13 mai 1926. Le PPS et le KPP appelèrent à la grève générale pour le soutenir, les cheminots ayant instruction de laisser passer les convois de troupes. Il y eut des combats dans les rues de Varsovie et un détachement de militants communistes y prit part. Le 14 mai, le parti lança un appel au front unique dans la lutte « contre le gouvernement fasciste de Witos ». Les combats n'étaient pas terminés cependant – ils durèrent jusqu'au 17 mai – que nombre de militants communistes étaient déjà arrêtés pour être internés jusqu'à la pacification complète. Le maréchal annonçait à la presse qu'il n'était ni pour la droite ni pour la gauche mais pour l'équilibre social. Il était clair que, si le parti polonais avait choisi le moindre mal sous la pression de sa base, il lui fallait comprendre que ce n'était pas le bon choix. Les premières réactions à Moscou ne furent pas particulièrement sévères à son égard. Le premier article, daté du 27 mai, signé par Karl Radek, est intitulé « Napoléon IV ». C'est une analyse du « bonapartisme » de Piłsudski, « dernière cartouche vide du romantisme polonais » dont la dictature allait être forcément selon lui « une ironie de courte durée de l'histoire mondiale[9] ».

Il faudra attendre une semaine pour que Radek, toujours lui, sous le titre « Le deuxième acte de la tragi-comédie en Pologne », écrive :

> Au moment de l'apparition de Piłsudski, de larges masses ouvrières et paysannes avaient vu en lui le porte-drapeau de la lutte contre la réaction des capitalistes et des grands propriétaires

6. T., « Un 1er Mai sanglant à Varsovie », *Corr. int.*, n° 60, 15 mai 1926, p. 592.
7. Compte rendu de l'exécutif élargi, *Inprekorr*, 4 mars 1926, p. 254.
8. Cité par Dziewanowski, *op. cit.*, p. 117.
9. K. Radek, « Napoléon IV », *Corr. int.*, n° 70, 5 juin 1926, p. 800-801.

fonciers. Cela explique mais ne justifie pas la tactique du Parti communiste, qui, dans sa juste lutte contre le régime de la réaction polonaise, n'a pas su tracer nettement la ligne de démarcation entre lui et Piłsudski. [...] Plus vite le Parti communiste entreprendra de corriger énergiquement et résolument cette faute, plus vite il réussira à montrer le véritable chemin de la lutte aux ouvriers et aux paysans de Pologne [10].

Le KPP tentait effectivement de redresser l'erreur dont il partageait la responsabilité avec bien d'autres quand, un peu plus d'une semaine plus tard, la foudre tomba une fois de plus sur lui. Dans un discours prononcé à Tiflis sur la grève générale anglaise, Staline s'en prit à la situation polonaise, expliquant : « Il se déroule actuellement en Pologne une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie – la grande et la petite –, qui a pour but le renforcement, la stabilisation de l'État bourgeois et non les intérêts des ouvriers et des paysans, ni ceux des nationalités opprimées [11]. » Il lança en conclusion :

Une question se pose à propos du Parti communiste polonais. Comment peut-il se faire que le mécontentement révolutionnaire d'une grande partie des ouvriers et des paysans se soit tourné vers Piłsudski et non vers le Parti communiste polonais ? Il en a été ainsi parce que le Parti communiste est faible. Il s'est encore affaibli au cours du dernier conflit en raison de la position erronée qu'il a adoptée vis-à-vis des troupes de Piłsudski, et c'est pourquoi il n'a pu se mettre à la tête des masses d'état d'esprit révolutionnaire. J'ai lu récemment dans notre presse soviétique un article du camarade Thälmann, membre du comité central du KPD. Dans cet article, le camarade Thälmann examine la position des communistes polonais qui ont lancé à un moment un mot d'ordre de soutien des troupes de Piłsudski. Il critique cette position comme non révolutionnaire. Je dois reconnaître à mon grand regret que la critique du camarade Thälmann est tout à fait juste. Je dis que nos camarades polonais ont commis l'erreur la plus grossière [12].

« L'erreur de mai » allait poursuivre les communistes polonais jusqu'à leur mort. Bien entendu, la politique de Warski et de ses camarades avait eu longtemps la bénédiction de la Comintern, qui reproduisait dans sa presse, sans les critiquer, leurs articles et résolutions. On put croire un instant qu'ils se sortiraient d'affaire à travers une critique et autocritique dans des limites raisonnables. Un article de la revue de la Comintern, *Kommounistitcheskii Internatsional* d'août 1926, « Le soulèvement fasciste en Pologne et le Parti communiste polonais », avait attaqué violemment les dirigeants polonais, leur reprochant particulièrement d'avoir oublié les dangers que faisait courir à l'Union soviétique la venue au pouvoir de Piłsudski, que la nouvelle minorité polonaise de Leński appelait maintenant un « fasciste ». Ils l'avaient publié dans leur revue *Nowy Przglad* d'août-septembre.

Trotsky montra, à la commission polonaise de l'exécutif qui suivit, que le mouvement de Piłsudski, parti du mécontentement de la petite-bourgeoisie, était en train de devenir fasciste. Il ne fut bien entendu pas écouté. Staline préféra recourir à la théorie du « social-fascisme » dont il était l'inventeur – transformant du même coup en un crime l'erreur commise par les communistes polonais. Telle était désormais la règle du jeu dans l'Internationale stalinienne. Warski et ses proches furent exclus du comité central, Manouilsky et Kuusinen étant chargés de la supervision de la direction polonaise. Pouvait-on encore, dans une telle situation, parler d'un « parti » ? Au plénum du CC d'avril 1929, deux envoyés de la Comintern, le Bulgare Nikolaï Popov et le Letton Wilhelm Knorine, vinrent assurer le passage aux leviers de commande d'une minorité que Staline estimait plus

10. K. Radek, « Le deuxième acte de la tragédie en Pologne », *Corr. int.*, n° 72, 12 juin 1926, p. 820.

11. Staline, discours à Tiflis le 8 juin 1926, *Corr. int.*, n° 75, 23 juin 1926, p. 850, *Zarya Vostoka*, 10 juin, Stalin, *Sotch.* VIII, p. 155-172.

12. Staline, *loc. cit.*

fiable que la « majorité » et installèrent une nouvelle direction autour d'Alfred Lampe, d'Henrykowski et de Leon Purman.

LE DÉBUT DES AVENTURES CHINOISES

La période qui s'ouvre en 1927, après la double rupture avec la droite et avec la gauche du Guomindang, est pour le PC chinois une période d'aventurisme débridé. Nous ne suivrons évidemment pas Franz Borkenau, qui l'appelle celle des « soviets chinois », étant donné le peu de ressemblance entre les organismes mis en place par le Parti communiste et les soviets tels qu'on les avait connus en Russie. A la suite des nombreux zélateurs de Mao Zedong, dans tous les camps a prévalu la conception selon laquelle il y aurait eu dans le cours de la révolution chinoise affrontements entre idées et plans stratégiques différents, la première vague révolutionnaire, écrasée en 1927, s'étant appuyée sur les travailleurs des villes, tandis que la deuxième, animée par Mao Zedong et son expérience dans le mouvement paysan, avait choisi la voie de la révolution paysanne. C'est une pure vue de l'esprit, une sérénade propagandiste qui a attrapé bien des naïfs. Pourtant, dès 1938, dans quelques pages remarquables et peu connues, Harold R. Isaacs avait su montrer le lien entre ces deux périodes de la révolution chinoise et le contexte en forme de ruines dans lequel avait germé la prétendue révolution paysanne. Il écrivait :

> C'était précisément l'échec du Parti communiste dans la tâche de regrouper les classes opprimées des villes et des campagnes, et de les unir autour d'un programme révolutionnaire hardi, qui avait ouvert la voie à la contre-révolution. Lorsque le mouvement prolétarien avait été battu, la révolte paysanne s'était retrouvée livrée à elle-même, des milliers de responsables étant morts, victimes de la terreur qui s'était abattue sur les campagnes. Le Parti communiste avait perdu, ce qui était encore plus grave, la direction de ce prolétariat urbain qui seule pouvait donner à l'insurrection paysanne l'ossature politico-économique avec laquelle les paysans pouvaient entrer en possession de la terre et la contrôler pendant que de nouvelle forces productives se développeraient avec leur concours [13].

Il décrivait la situation concrète dans laquelle s'étaient développées les premières initiatives communistes de lutte armée dans les campagnes :

> A cause de cet échec, un mouvement qui avait su unir pour une brève période 2 millions de paysans, était anéanti. Des bandes dispersées gagnaient le maquis, formant des groupes de partisans prêts à se joindre aux bataillons et aux régiments Guomindang qui s'étaient mutinés et avaient trouvé refuge dans les montagnes. Fuyant les villes où ils étaient traqués par les hommes de main de Jiang Jieshi, des communistes, quelques ouvriers et beaucoup d'intellectuels gagnèrent la campagne pour se mettre à la tête de ces bandes de partisans. De la fusion de tous ces éléments devaient surgir en 1928 des « armées rouges », faisant allégeance au Parti communiste, quoiqu'en bien des endroits la révolte paysanne continuât à brûler sans aucune participation communiste [14].

Le tournant des communistes se situe en août 1927, quand Lominadze et Heinz Neumann, envoyés de la Comintern, convoquent une réunion à laquelle ne participent qu'une partie des membres du comité central. Elle écarte de leurs responsabilités Chen Duxiu et Peng Shuzhi et reconstruit une direction autour des trois qui avaient en réalité détenu le pouvoir dans le parti au cours des derniers mois : Qu Qiubo, vingt-neuf ans, de Shanghai, monté dans l'appareil en qualité d'interprète, puis homme de confiance des Russes, connu sous le nom de Strakhov ; Mao Zedong, trente et un ans, fils de paysans aisés du Hunan, ancien collaborateur de Li Dazhao à l'université de Pékin, devenu spécialiste du mouve-

13. H.R. Isaacs, *op. cit.*, p. 380.
14. *Ibidem*, p. 380-381.

ment paysan ; Li Lisan, trente-huit ans, un intellectuel originaire des basses classes moyennes.

Au moment où ces hommes se réunissaient à Kiukiang venait d'éclater dans la capitale du Jiangxi, à Nanchang, un soulèvement militaire qui semble avoir été décidé par Lominadze à partir de la 24e division, la division de fer du général Ye Ting, communiste chinois formé à Moscou. La préparation fut assurée par un « comité de front » dirigé par Zhou Enlai. Un contrordre, décidé sur l'initiative de la Comintern et apporté à Nanchang par Zhang Guotao, arriva trop tard. Les conjurés avaient bénéficié de l'appui du général He Long, un ancien bandit gagné au communisme, un homme de guerre remarquable, et du chef du bureau de la sécurité publique de Nanchang, Zhu De, de retour d'Allemagne où il avait fait des études militaires. Les insurgés, après avoir composé hâtivement une sorte de gouvernement baptisé « comité révolutionnaire », se replièrent devant des forces supérieures afin de tenter de trouver sur la côte un port où recevoir armes et matériels russes. Mais ils durent abandonner cette tête de pont de Shantou sous la pression des Anglais et des Américains, qui soutenaient l'armée régulière de Jiang. Zhu De, coupé du gros de la troupe, réussit, grâce à la complicité d'un ami officier, à se retrouver dans la XVIe armée du Guomindang sous le pseudonyme de Wang Kai, et ce n'est qu'en 1928 qu'à la tête de ses hommes il put rallier les troupes de Mao Zedong.

La réunion du 7 août avait décidé aussi l'organisation de « révoltes de la moisson d'automne » et avait confié la responsabilité de la principale d'entre elles à Mao Zedong, à la tête de 2 000 hommes issus en majorité des milices paysannes. Sa mission était de marcher sur Changsha. Il fallut y renoncer très vite et, une dizaine de jours après le début de son soulèvement, le 7 septembre, la troupe de Mao Zedong commença à se replier vers la zone montagneuse du Chingkangshan (la Crête des puits), qui fut la première base des armées rouges chinoises. La seule région où cette révolte connut des succès durables fut le Guangdong, où le pouvoir des « soviets », en réalité du Parti communiste, dura d'octobre 1927 à février 1928 sous la direction du dirigeant paysan Peng Pai. C'est dans les semaines qui suivirent ces soulèvements qu'éclata l'insurrection de Canton, suivie d'une terrible répression, et qui contribua plus encore à enfoncer les communistes dans le cœur des montagnes. La responsabilité de cette effroyable aventure dont nous avons parlé plus haut incomba semble-t-il à l'un des représentants de la Comintern en Chine, Heinz Neumann, qui en fut l'un des rares rescapés.

La « nouvelle vague révolutionnaire » en Chine

L'histoire des partisans chinois est l'histoire de lendemains de défaite cyniquement exploités et manipulés par une direction internationale sans scrupules. Le premier noyau dans les montagnes avec à sa tête Mao Zedong et Zhu De compte 10 000 hommes avec peut-être 12 000 fusils, terriblement isolés des paysans, apathiques ou hostiles. En janvier 1929, ils déménagent à quelques milliers d'hommes, mal armés, affamés, mourant de froid. Ils sont un peu plus de 2 000 à s'installer dans le Kiangsi, au sud, où ils s'intitulent « district soviétique central ».

La Comintern voit dans ces groupements paysans le signe de l'imminence d'une « nouvelle vague révolutionnaire ». L'exécutif, en octobre 1929, parle de « courant annexe le long duquel la gigantesque vague du mouvement révolutionnaire va grandir dans tout le pays ». « Le soulèvement révolutionnaire ne se manifestant pas seulement par un mouvement ouvrier en pleine ascension, mais essentiellement et fondamentalement par le mouvement paysan, la révolution agraire est la source de la nouvelle vague révolution-

naire[15]. » En juillet 1930, c'est encore la Comintern qui appelle à « renverser le pouvoir du bloc des *landlords* et des bourgeois, établir une dictature des ouvriers et des paysans, multiplier les manifestations et les grèves politiques de masse, étendre la guérilla et transformer la guerre militariste en guerre de classe[16] ».

Li Lisan est chargé de l'application de cette politique, pour laquelle il prend appui sur le *Tewu*, la police du parti, que dirige un jeune ouvrier talentueux placé à ce poste par Zhou Enlai en 1927, Gu Shunzhang, qui se dit un ancien de la Bande verte. Li Lisan se prend, dit-on, pour le « Lénine chinois ». Son grand succès va être la prise de Changsha, où une « armée rouge chinoise » proclame « le pouvoir des soviets des ouvriers, des paysans et des soldats » devant 500 000 habitants impassibles : aucun soviet n'est élu, quelques milliers à peine de curieux assistent aux meetings de masse. Le seul acquis est la mise à l'amende de la chambre de commerce de Changsha : 400 000 dollars qu'elle va récupérer sur les travailleurs, et, plus discutable, le départ, avec l'armée rouge, de 3 000 ouvriers qui choisissent la vie de partisans.

Le 16 novembre, l'exécutif exige par lettre un changement de direction. Le 7 janvier 1931, Li Lisan est déposé sur instructions du responsable de la Chine pour l'exécutif, Pavel Mif, et de son représentant personnel, Wang Ming, sous la protection des hommes de Gu Shunzhang, sur un programme de « dévotion inconditionnelle à la ligne de l'Internationale communiste ». La Comintern préconise maintenant l'établissement d'un gouvernement soviétique central dans un des districts « rouges », et la concentration des meilleures troupes afin de former dans cette base, pour un nouvel assaut, une véritable armée ouvrière et paysanne. Le résultat est que les grèves ouvrières deviennent des opérations annexes de la guérilla et les villes en général la base arrière des armées des montagnes. Une vraie catastrophe vient en outre frapper l'activité du parti : pris par les services secrets du Guomindang, Gu Shunzhan – « Beau Gosse » – est « retourné » grâce à ses amis de la Bande verte, et donne à la police spéciale tout ce qu'il sait. Or il sait à peu près tout.

Des centaines de militants sont ainsi massacrés par les tortionnaires de Jiang, au premier rang desquels s'active son fils adoptif Chen Lifu. Parmi les victimes, l'éphémère secrétaire général du PC, Deng Zhongxia. La directive de la Comintern est néammoins réalisée avec la proclamation, le 7 novembre 1931, de la « République soviétique du Kiangsi » dont la capitale est établie dans le village de Juichin. Peu après arrive un homme de la Comintern, chargé de la représenter. C'est l'Allemand Otto Braun, dit Tai Leh, un baroudeur qui semble avoir surtout informé Moscou sans bien influer sur le cours des événements. Peut-être l'installation sur le territoire de la nouvelle république soviétique de la journaliste Agnes Smedley aura-t-elle plus d'importance : elle déclenche par son aventure avec Mao une querelle de chefs qui se terminera par son exil et l'avènement d'une nouvelle compagne, Jiang Qing, qui connaîtra la célébrité avec la puissance quand elle sera « la veuve de Mao Zedong ».

De 1932 à 1933, apogée de la « République soviétique chinoise », celle-ci consiste en six zones séparées où la Comintern clame qu'elle contrôle jusqu'à 80 millions d'habitants, alors qu'elle n'en compte pas plus de 3. Les effectifs totaux en 1932 sont, selon Isaacs, de 151 000 hommes, dont 97 500 seulement ont des fusils, alors que la presse de la Comintern parle de 350 000 hommes.

15. H.R. Isaacs, *op. cit.*, p. 384.
16. *Ibidem*, p. 387.

LA LONGUE MARCHE

Au terme de six campagnes terribles, le 10 novembre 1934, les troupes de Jiang Jieshi entraient dans Juichin. Une colonne militaire de 130 000 hommes, dirigée par les communistes, partie quelques semaines plus tôt, se dirigeait à ce moment-là vers les confins nordiques du pays, qu'allaient atteindre, deux ans plus tard, quelque 7 000 survivants. La Longue Marche, gigantesque déménagement, interminable et épuisante retraite, épopée, tournée de propagande héroïque, suffisamment connue pour qu'on ne s'étende pas à son sujet ici, allait redistribuer les cartes en mettant les armées communistes au contact des envahisseurs japonais et en faire les défenseurs des paysans. Mais qui, à la Comintern, se souciait encore vraiment du soulèvement dont elles avaient été pour elle le « signe » et « l'avant-garde » ?

LA DISPARITION DES COMMUNISTES INDIENS

Le glas va sonner pour M.N. Roy et pour les communistes indiens, dont les chefs sont à peine sortis de prison, avec la visite à Moscou, en avril 1927, de Shoumyendranath Tagore, leader du Parti ouvrier et paysan du Bengale, qui, au cours d'une rencontre avec Piatnitsky, lui explique que Roy bluffe sur les effectifs et la force des communistes indiens et qu'il a détourné une bonne partie des fonds destinés aux activités du parti clandestin. Roy sent le vent du boulet. Lui qui, depuis sa mission en Chine, est convaincu définitivement que la présence des communistes dans le Guomindang était une erreur, choisit de proclamer sa fidélité à Staline et d'accuser les dirigeants du PC chinois. Cette initiative politique malhonnête permettra que se prolonge pendant quelques mois une incroyable confusion.

La Comintern, conformément au vieux réflexe « colonialiste », selon les communistes des peuples colonisés, a chargé le parti britannique de la tutelle des communistes indiens. M.N. Roy dénonce dans les documents internes le fait qu'on fasse de Londres et du CPGB « une agence pour les affaires indiennes » dont les Indiens sont dépossédés. La ligne de Londres, c'est un parti communiste illégal, un parti ouvrier et paysan comme façade légale, et le travail dans le Parti du Congrès. De leur côté, les gens de l'aile gauche du parti nationaliste, Jawaharlal Nehru, Subhas Chandra Bose et Srinivsa Iyengar, qui avait rencontré Staline à Moscou, fondent en février 1928 la Ligue pour l'indépendance de l'Inde, qu'ils projettent de faire adhérer à la Ligue anti-impérialiste.

Pour la Comintern, c'est là le schéma d'une politique qu'elle condamne. Ce n'est apparemment qu'en décembre 1928 pourtant que les directives de la Comintern parviennent aux dirigeants indiens par l'intermédiaire de G.M. Adhikari. Il faut se débarrasser des « partis ouvriers et paysans » qui ont continué à se multiplier et tout miser sur la construction d'un parti communiste solide. Sur un plan plus général, la Comintern condamne la conception même du Parti du Congrès : pour elle, le plus grand danger provient des « organisations et groupes d'intellectuels » comme la Ligue pour l'indépendance de l'Inde. On tourne.

C'est sans doute le bon moment pour la police britannique : le 20 mars 1930, elle arrête trente personnes, dont tous les responsables importants du Parti communiste indien. Ils seront condamnés à de lourdes peines de prison. La politique de la Comintern s'exprime très clairement. Une « lettre ouverte » publiée en janvier 1930 affirme : « Le Congrès national retarde en réalité le mouvement national [...]. Il a trahi depuis longtemps les intérêts du peuple indien et ne peut pas conduire sa lutte contre l'impérialime britannique. [...] Coupez le contact avec le Congrès national et la Ligue pour l'indépendance, dénoncez

leurs mensonges et leurs trahisons. Montrez ce qu'ils sont, des agents de l'impérialisme. Chassez les phraseurs de vos rangs[17]. »

Le virage est complet et a dû en surprendre plus d'un. L'organisation syndicale panchinoise met les points sur les *i* dans un message de juillet 1930 : « Le parti nationaliste indien sous la direction de Gandhi est exactement comme le Guomindang chinois. Ce sont tous deux des instruments de l'impérialisme. Nous ne devons pas nourrir sur Gandhi la moindre illusion. Au contraire, il faut nous opposer à lui pour garantir la victoire de la révolution[18]. » Le message est passé. La plate-forme d'action du PC de l'Inde de 1930 affirme : « La plus grave menace contre la victoire de la révolution indienne est le fait que les grandes masses de notre pays entretiennent encore des illusions sur le Congrès national et n'ont pas réalisé qu'il représente une organisation de classe des capitalistes œuvrant contre les intérêts fondamentaux des masses laborieuses de notre pays[19]. »

Les liaisons sont améliorées par la création d'un secrétariat à Berlin avec Virendranath Chattopadhyahya et les voyages d'émissaires de Moscou dont le seul efficace semble bien avoir été l'Iranien Amir Haidar Khan, vite repéré et arrêté. Le désarroi dans les rangs communistes est visible dans une « Lettre ouverte » envoyée en juin 1932 par les comités centraux de plusieurs partis, qui explique que le parti indien s'est isolé lui-même, ce qui a créé la confusion dans ses rangs, et que les communistes doivent « prendre la part la plus énergique dans la lutte pour l'indépendance[20] ». En fait, les dirigeants communistes errent dans le noir. Il est en tout cas d'ores et déjà certain qu'aucune section de la Comintern ne fera dans ce pays la révolution qu'on avait attendue, à Moscou, au début des années 20.

EN ASIE DU SUD-EST

Bien entendu, Nguyên Ai Quôc, qui a passé les années de révolution en Chine comme interprète de Borodine, rapatrié au Vietnam, a été obligé en février 1930 de fonder un parti communiste qu'il veut « vietnamien » mais dont l'exécutif fait le Parti communiste d'Indochine, reconnu à Moscou en avril 1931 comme section indépendante. Son recrutement, important dans certaines provinces parmi les paysans, fait attribuer aux communistes la création, ici aussi, de « soviets paysans ». Après l'écrasement du NQVD par la répression des mutins de Yen-Bay en 1930, le mouvement reprend notamment en Cochinchine avec la publication en commun entre « staliniens » du PCI et trotskystes de Ta Thu Thau du journal *La Lutte*, organe de défense des ouvriers et des paysans qui effectue un travail considérable. Selon l'historien Huynkh Kim Khanh, le feu vert fut donné à cette collaboration par un plénipotentiaire du PCF, le journaliste et député Gabriel Péri[21]. L'expérience est évidemment gardée sous le boisseau au plan international.

Les premiers communistes apparaissent au Cambodge avec une cellule groupée autour d'un peintre en caractères chinois, du nom de Nien, un rescapé de l'insurrection de Canton : on se réunit chez un barbier de Kampot en liaison avec des gens du PC chinois. Un peu plus tard, la police découvre l'activité clandestine d'un petit groupe, celui du coolie Ben Krahom – « Ben le Rouge » –, et de tout jeunes gens qui ont accroché des banderoles dans les arbres à la gloire d'un « gouvernement ouvrier ». En mai 1931, un pêcheur s'attelle au travail communiste : Tak Choen est né dans le delta du Mékong, a

17. Lettre ouverte de la KIM, *Inprecor*, 9 janvier 1930, p. 25.
18. « Message aux masses laborieuses d'Inde », *Inprecor*, 31 juillet 1930, p. 666.
19. « Projet de programme du CPI », *Inprecor*, X, 18 décembre 1930, p. 1218.
20. « Lettre ouverte aux communistes indiens », 1er juin 1932, p. 347.
21. Huynkh Kim Khanh, *Vietnamese Communists*, p. 200.

adhéré au PC indochinois en 1932, puis s'enfuit en Cochinchine. Est-ce à lui que l'on doit l'un de ces miracles de l'exotisme de la Comintern, la distribution le 14 janvier 1934 de tracts à la gloire des « trois L » (Lénine, Liebknecht, Luxemburg) pour l'anniversaire de leur mort[22] ?

En Thaïlande, des « réseaux communistes des mers du Sud » au travail souterrain, sous l'impulsion de Nguyên Ai Quôc et de Tan Malakka, surgissent en 1930 avec un texte signé Comité communiste des ouvriers du Siam, et paraît être le prélude à la création d'un parti[23].

En Birmanie, il y a au point de départ un étudiant du nom de Oo Kyaw qui va faire son droit à Londres, connaît la Ligue anti-impérialiste, parcourt l'Europe et envoie de partout des matériaux marxistes à ses amis qui les dévorent. Un peu plus tard, c'est l'influence des communistes indiens qui commence à jouer sur un petit groupe dont le leader s'appelle Thakin Aung San.

Un groupe apparaît en Malaisie en 1925, disparaît et renaît en 1930 sous la forme d'un « Mouvement », conduit une agitation ouvrière et paysanne[24].

Aux Philippines, le mouvement fait ses premiers pas sous l'impulsion du communiste américain Harrison George, qui visite le pays en 1924. Le dirigeant nationaliste Crisanto Evangelista fonde un parti ouvrier la même année. Le mouvement se développe sous l'impulsion de l'Indonésien Ibrahim Tan Malakka. Les Philippins rencontrent Zhou Enlai et Earl Browder, s'affilient à la Ligue anti-impérialiste. Le PC des Philippines, le PKP, naît finalement en août 1930[25]. Peu après, il reçoit une longue visite clandestine d'un instructeur venu de Moscou, l'Américain Gene Dennis, qui est ici Tim Ryan.

« Classe contre classe »

Le VIe congrès de la Comintern, le plus long de son histoire, se tient quelques mois après l'exclusion de l'opposition unifiée dans le parti russe et l'Internationale elle-même, avec 532 délégués représentant 57 partis communistes. Il commence par un coup d'agit-prop génial vraisemblablement né d'une idée de Münzenberg. Sous la direction de Pierre Degeyter[26], *L'Internationale* est chantée en chœur dans toutes les langues du monde. Leôncio Basbaum, exclu du parti brésilien, écrit que ce fut là l'un des plus importants spectacles de sa vie. Le congrès n'a d'importance qu'en négatif. C'est le moment où Boukharine est, semble-t-il, décidé à engager le combat contre Staline, sans avoir choisi encore le terrain ni le moment, ce qui va permettre à Staline de le prendre de vitesse. La rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne a accentué chez les dirigeants soviétiques la psychose de guerre, la peur de « l'agression impérialiste », et a renforcé un isolement déjà douloureusement ressenti lors de la rupture avec la Chine du Guomindang. Des signes de tournant à gauche, suscités par l'exécutif, apparaissent dans les différents partis. Au congrès d'Essen du KPD, au début de 1927, Thälmann, contre Ewert, qui dénonce seulement les social-démocrates de droite, assure que les dirigeants de la gauche social-démocrate doivent être démasqués en premier car ils sont les plus dangereux.

Le PCF, aux législatives de 1927, pour lesquelles venait d'être institué le scrutin uninominal à deux tours, essentiellement pour réduire l'influence communiste, avait

22. Amsterdam 1992 : B. Kiernan, « The Comintern in South-East Asia », p. 7-8.
23. *Ibidem*, p. 9-10.
24. *Ibidem*, p. 11-12.
25. B. Kiernan, *loc. cit.*, p. 12-14.
26. C'est Adolphe Degeyter (1859-1916) qui semble avoir été le compositeur de la musique de *L'Internationale* sur un poème d'Eugène Pottier. Il a en tout cas gagné le procès que lui a fait son frère *Pierre Degeyter* (1848-1932), qui affirmait être l'auteur véritable. Mais Adolphe était mort depuis longtemps quand Pierre fut invité à Moscou.

décidé de proposer à la SFIO des accords de désistement au second tour en faveur du candidat le mieux placé, conformément à une tradition déjà ancienne. L'exécutif du 2 avril 1927 répond par une lettre dans laquelle il engage le parti à ne conclure aucune alliance avec la SFIO. La direction du PCF se divise en trois tronçons : Treint et Thorez soutiennent la proposition de l'exécutif qu'Henri Sellier et Renaud Jean combattent, cependant que Doriot, Bernard et Barbé acceptent le refus mais souhaitent des exceptions. La discussion est longue et difficile. Finalement, le CC approuve le 9 janvier 1928 la tactique électorale préconisée par la Comintern, par 23 voix contre 13, selon des modalités imaginées par Humbert-Droz et Togliatti (Ercoli). Le PC va proposer à la SFIO un accord général dans lequel les deux partis s'interdiront les autres alliances, notamment celles des socialistes avec les radicaux. Les accords ne pourront être conclus que dans ce cadre, que les socialistes vont refuser. Si l'accord ne se fait pas, il n'y aura aucun désistement, même si la victoire d'un candidat de droite est ainsi assurée. Les exceptions devront être approuvées par l'exécutif.

En fait, dans les circonscriptions où ils se sont maintenus, les candidats communistes perdent au second tour la moitié de leurs voix. C'est cette tactique dans son ensemble, incluant la pression pour obliger les socialistes à choisir entre radicaux et communistes, qui a été appelée « classe contre classe » par l'un de ses concepteurs, Jules Humbert-Droz. Mais l'expression sera appliquée ensuite – et de façon, à notre avis, tout à fait impropre – à l'ensemble de la politique appelée à partir du VIe congrès la politique de la « troisième période » de la Comintern, qui commence en 1928 et que Trotsky baptisa sa « troisième période d'erreurs ».

LES SYNDICATS ROUGES

Deux autres événements marquent la période précédant le VIe congrès : le durcissement de la ligne de combat contre les syndicats réformistes, avec un tournant vers la création et le soutien de « syndicats rouges », et surtout, en Allemagne, la fissure du centre entre le groupe derrière Thälmann, entièrement dévoué à Staline, et ceux qu'ils appellent les « conciliateurs » avec Arthur Ewert – selon eux « conciliateurs » à l'égard de la droite –, des responsables qui, sans pour autant sympathiser avec la droite, voudraient prendre leurs distances à l'égard de la nouvelle politique comme du régime interne de l'Internationale et de ses partis. L'autre face de la politique sectaire baptisée « classe contre classe » est la construction par les communistes de syndicats indépendants des syndicats traditionnels généralement contrôlés par des social-démocrates, des syndicats dits « rouges ». On n'a pas oublié l'insistance de Lénine pour le travail des communistes à l'intérieur des syndicats réformistes, sa lutte acharnée pour empêcher les communistes de s'égarer dans la construction de syndicats « révolutionnaires », ou d'un type nouveau comme les « unions » allemandes. Il donna pourtant le feu vert à l'institution qui allait nourrir la naissance et la multiplication de syndicats « rouges », l'Internationale syndicale rouge, la Profintern.

Cette dernière n'était pas conçue initialement comme devant concurrencer frontalement l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Dans le laps de temps, estimé bref, dont on pensait chez les communistes qu'il restait, à l'époque, avant la révolution, elle devait constituer un pôle permettant à la fois la destruction de l'Internationale d'Amsterdam et le rassemblement de syndicats gagnés à la perspective révolutionnaire. Le retard, puis le recul de la révolution, la résistance acharnée d'Amsterdam aussi empêchèrent la mise en application de ce plan. L'exclusion pour avoir adhéré à la centrale « rouge » signifiait parfois la mort d'un syndicat ainsi coupé d'une partie de ses ressources, comme ce fut le cas pour les mineurs de la Nouvelle-Écosse en 1923. Tant que se fit sentir d'ailleurs

la pression de la base en mouvement, les bureaucraties syndicales manifestèrent dans les pays avancés la plus grande prudence à l'égard d'une politique de répression des minorités de gauche. Avec la stabilisation, elles commencèrent à exclure. On peut dire qu'en gros, jusqu'en 1923 en Allemagne, jusqu'en 1926 en Grande-Bretagne, les minorités révolutionnaires, sauf exception, pouvaient agir au sein des syndicats réformistes et même appartenir à la Profintern. Ce fut terminé ensuite.

Vers la fin de 1929, si l'on met à part les États-Unis, où les communistes s'étaient engagés dans la voie du « travail intérieur » et du syndicalisme double, le mouvement syndical se développe selon deux schémas. Dans les pays dénués jusque-là de structures syndicales, ce sont très souvent – voir la Chine ou l'Indonésie – les communistes qui prennent l'initiative en créant directement des syndicats rouges qui sont alors les seuls syndicats véritables. Dans les autres, ils sont les uns après les autres exclus, puis, finalement, s'en vont d'eux-mêmes pour s'installer dans la scission qu'ils ne voulaient pas initialement. La scission syndicale avait suivi, en France en 1921 et en Tchécoslovaquie en octobre 1922, la scission entre socialistes et communistes. L'exemple de la CGTU en France est le cas limite de syndicats exclus et qui se constituent en centrale appelée unitaire pour montrer qu'ils ne sont pas les scissionnistes. A la CGTU et à la MVS tchécoslovaque se sont déroulées plusieurs grandes batailles, en elles-mêmes et aussi en parallèle avec les discussions et conflits dans le PC russe et la Comintern. Le délégué du bureau syndical du parti tchécoslovaque Rudolf Kohn, champion de la lutte contre l'indépendance syndicale, se fait exécrer des partisans de cette dernière. La question de la structure centralisée imposée par Josef Hais à la MVS est mise en question.

Un des grands moments de l'histoire de la Profintern fut son IVe congrès en 1927 à la salle des Colonnes de la Maison des syndicats à Moscou, avec l'intervention, qu'aucun témoin n'a oubliée, d'Andrés Nin, secrétaire de la Profintern, réclamant plus d'influence pour les travailleurs soviétiques et une orientation à gauche. Le stalinien David Alfaro Siqueiros lui-même l'évoque dans ses Mémoires [27]. C'est là que Nin rencontra les Cubains, Sandalio Junco, qu'il allait gagner à la cause de l'opposition, et Julio Antonio Mella, dont nous ne pouvons assurer qu'il le gagna mais dont il est sûr qu'il l'influença [28]. A la veille du IVe congrès de la Profintern, son secrétaire général A. Losovsky présente les problèmes de son organisation aux lecteurs d'*Inprekorr* [29]. Rien ne manque pour un inventaire des problèmes, ni l'information selon laquelle la Profintern a enregistré, depuis l'adhésion des syndicats chinois, celle des syndicats de Colombie, de Mongolie et de l'union des cheminots nègres de Sierra Leone.

Quant aux problèmes posés dans les pays où existent des syndicats réformistes anciens et puissants, le secrétaire général de la Profintern écrit : « Le mot d'ordre du IIIe congrès : "Lutte pour l'unité du mouvement syndical" sera aussi le mot d'ordre du IVe congrès de l'ISR. Mais il est maintenant plus clair que jamais que l'unité ne peut être créée que sans et contre les chefs de l'Internationale d'Amsterdam, que sans et contre ceux qui sont dans le même front unique avec les patrons et avec l'État bourgeois contre l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier [30]. » Comment réaliser l'unité sans et contre les chefs des syndicats réformistes ? Comment y parvenir, selon l'analyse qui en fait des ennemis de classe, « social-fascistes », et par la méthode du « front unique à la base » avec des travailleurs contre les dirigeants qu'ils se sont donnés ou qu'ils ont acceptés ? Ni Losovsky ni même

27. D. Alfaro Siqueiros, *Me llamaban coronelazo*, p. 236.

28. A. Galvez Cancino, « Julio Antonio Mella : un Marxista revolucionario », *Criticas de la economia politica*, 30, 1986, p. 101-151, ici p. 117.

29. A. Losovsky, « A la veille du IVe congrès de la Profintern », *Inprekorr*, nº 23, 23 mars 28, p. 383-384.

30. A. Losovsky, *loc. cit.*

Staline n'ont donné de réponse à ces deux questions décisives qui n'en étaient en fait qu'une seule et même. Pourtant, Staline donne un premier élément devant le présidium de l'exécutif à la fin de 1928 en disant : « On peut tout à fait concevoir une situation dans laquelle il pourrait être nécessaire de créer des associations de masse parallèles de la classe ouvrière contre l'avis des bonzes syndicaux qui se sont vendus au capitalisme. On a déjà une situation de ce genre en Amérique. Il est bien possible que les choses aillent dans le même sens en Allemagne également[31]. »

La réponse vient enfin quand, à la fin de 1929, après l'élimination à Moscou des dirigeants syndicaux appartenant à la droite, comme Tomsky, décision est prise de constituer en Allemagne la RGO *(Revolutionäre Gewerkschaftsopposition)* que préside Paul Merker. Tout de suite surgissent, à l'intérieur des syndicats « rouges », des oppositions, comme en France, dans la CGTU, l'Opposition unitaire dont le mentor est Alfred Rosmer, et en Tchécoslovaquie, où elle s'appuie sur la droite du PCT. Bien que la position ne soit jamais déterminée avec clarté, il est évident que, quand existent deux syndicats, dont l'un est dirigé par des « social-fascistes » et l'autre par des communistes, c'est pour le second que les communistes doivent combattre, recruter, organiser, se battre. Du coup, les perspectives fondamentales sont profondément altérées.

Les Espagnols sont au premier rang du front de l'échec. En juin 1930, un envoyé de la Profintern, le Français Octave Rabaté, vient pour assister, espère-t-il, à la fondation d'une « CNT unitaire ». Mais les Espagnols ne veulent pas aller aussi vite et se contentent d'un Comité national de Reconstruction de la CNT qui ne regroupe que les communistes exclus de la centrale anarcho-syndicaliste. En juin 1931, les communistes doublent cette coquille vide d'une autre, le Comité national pour l'unité syndicale. S'obstinant dans l'impasse, sous la pression des « instructeurs » de Moscou, ils créent en juin 1932 une autre coquille vide qui s'intitule Comité d'organisation de la CGT unitaire, le « syndicat rouge » espagnol auquel on ne croyait plus, constitué en avril 1934 avec apparemment 100 000 membres.

Les Hollandais, les Belges s'engagent dans la même voie. Partout où ils existent, les « syndicats rouges » non seulement contribuent à la division des rangs ouvriers, mais constituent en outre un puissant facteur d'isolement des communistes à l'égard des travailleurs sans parti, facilitant en dernière analyse la répression patronale : les noms de leurs membres remplissent les « listes noires « du patronat. Bien que la question n'ait jamais occupé le premier rang des grandes discussions publiques, il semble possible d'assurer qu'il s'agit là d'une question clé, véritable révélateur. L'installation dans la scission sur tous les plans, dans la classe ouvrière, est aussi l'installation dans la résignation et le renoncement à lutter pour créer les conditions de la révolution, voire des réformes. Ce sera clair dans tous les pays, particulièrement en Allemagne.

Le déroulement du VIe congrès

Les congrès de la Comintern avaient commencé à perdre leur intérêt après leur espacement et surtout la disparition des véritables discussions, transposées désormais dans le meilleur des cas dans les séances à huis clos de l'exécutif. Mais le VIe congrès donne une impression particulière d'irréalité dès qu'il s'agit des faits et gestes des ténors. Ainsi Boukharine continue-t-il à occuper le devant de la scène et à présenter des rapports alors que personne ne l'écoute vraiment et que les couloirs bruissent d'une discussion permanente, entretenue par le petit personnel de Staline, sur la proximité de son élimination et

31. Staline, *Works*, XI, p. 315.

les noms de ceux qu'il entraînera dans sa chute. Ainsi les expressions de « troisième période », de « classe contre classe », voire de « social-fascisme », se trouvent-elles dans la bouche d'hommes dont on sait qu'ils sont en train de régler des comptes définitifs, « au couteau », sur leur contenu véritable « et leurs implications ».

Quelques traits se dégagent cependant. L'un des plus importants et des plus significatifs est que l'expression – et du même coup la politique qu'elle justifie – de « social-fascisme » revient en force, bien que Boukharine ait insisté sur la nécessité du front unique « à la base » tout en acceptant de renforcer les méthodes de lutte contre la social-démocratie. Certains orateurs, Arthur Ewert et Ercoli (Togliatti) en particulier, s'en prennent avec prudence à la notion même de « social-fascisme », en soulignant la base ouvrière de la social-démocratie, pour le premier, en distinguant composition sociale et méthodes, pour le second. Dengel, Pierre Sémard, Angelo Tasca vont dans le même sens, avec le discret soutien de Boukharine. Thälmann, toujours aussi sommaire et brutal dans ses affirmations, se fait applaudir en clamant que la social-démocratie se développe en direction du fascisme et que le fait peut être prouvé. Dimitrov, Leński lui emboîtent le pas, emploient comme lui le terme de « social-fascisme », comme s'il appartenait normalement au vocabulaire politique. Ewert, le porte-parole des « Unitaires » allemands affublés du sobriquet de « conciliateurs », se prononce pour d'autres méthodes dans le parti que celles qui aboutissent à créer des « groupes » à la direction, propose « une politique qui assure la percée du Parti communiste vers de nouvelles couches, en particulier vers les ouvriers social-démocrates et qui dirige la lutte de la classe ouvrière vers des formes plus élevées [32] ».

Walter Ulbricht répond vraiment en policier. Pour lui, « la fraction de droite » empêche le travail du parti, et l'action des « conciliateurs » empêche la direction de contrôler la droite. Puis il assène son argument massue : « La délégation russe a établi que *le danger principal dans le parti allemand est le danger de droite*, mais qu'il faut aussi *combattre énergiquement le courant conciliateur* [33]. » Pierre Frank écrit que « dans cet échange d'aménités [...] on ne considéra que la mécanique intérieure au Parti communiste [34] ». La remarque est particulièrement pertinente à l'égard d'Ulbricht et de tous les partisans de Thälmann. Elle nous semble tout à fait injuste si elle s'adresse à Ewert. En revanche, il était juste, comme l'a fait Pierre Frank, de relever la remarque spirituelle mais très peu énigmatique lancée par Boukharine dans sa conclusion [35] et peut-être de rêver sur sa signification, mais à condition de ne pas omettre, comme le fait Pierre Frank, le passage de la page 598 que nous avons reproduit ci-dessous en italique : « La discipline est notre commandement suprême. Pourtant, je dois, camarades, mentionner une lettre inédite que le camarade Lénine adressa à moi et à Zinoviev. Le camarade Lénine nous écrivait : “Si vous chassez tous ceux qui ne sont pas particulièrement obéissants, *mais qui sont intelligents*, afin de conserver seulement des idiots obéissants, vous conduirez certainement le parti à sa ruine” [36]. »

Pourtant, obéissants idiots ou non, tous les dirigeants de tous les partis, dès le lendemain du VIe congrès, employèrent couramment comme un seul homme ce terme de « social-fasciste » qui n'avait été voté par personne en lui-même. Commentant les débats du VIe congrès, Miloš Hájek remarque de façon pertinente que les prétendus « conciliateurs », les communistes unitaires y menèrent une lutte déterminée pour la défense de la démocratie dans les partis communistes et l'Internationale et qu'ils durent affronter ceux qui,

32. *Protokoll VIe congrès*, 27 juillet 1928, A. Ewert, p. 352, 354.
33. *Ibidem*, p. 414.
34. Pierre Frank, *op. cit.*, p. 597.
35. *Protokoll VI*, p. 552.
36. Cité par P. Frank, *op. cit.*, II, p. 598.

une année auparavant, avaient été les persécuteurs de l'Opposition de gauche et formaient la garde prétorienne de Staline et des partisans de la nouvelle ligne qui faisait du « social-fascisme » l'ennemi nº 1[37]. Le même auteur pense qu'Ewert et ses proches cherchaient à revenir sur les exclusions des opposants de gauche[38]. C'était là un projet menaçant pour le pouvoir de Staline, qui sonna la charge contre Ewert, du coup l'ennemi nº 1 dans le cours de ce congrès. Une phrase fut de façon significative censurée dans l'intervention de Togliatti : « L'avant-garde du prolétariat ne peut pas se battre dans l'obscurité. L'état-major de la révolution ne peut pas se former dans une lutte de fraction sans principes[39]. »

Au lendemain du VIe congrès se produisent les sanglantes fusillades du 1er mai 1928 à Berlin. Le KPD avait annoncé bruyamment son intention de braver l'interdiction de toute manifestation le 1er mai. Sa presse défiait les autorités, affirmant que la rue devait être libre pour le prolétariat qui imposerait sa volonté de combat au ministre des trusts[40]. De son côté, le préfet de police social-démocrate Zörgiebel prévenait qu'il maintiendrait l'autorité de l'État et lançait un avertissement à ceux qui, disait-il, aux ordres de Moscou, voulaient des cadavres. Au bout du compte, la police de Zörgiebel tire sur des manifestants que *Die Rote Fahne* a appelés à descendre « dans la rue » pour ce « début de la vague montante de la révolution prolétarienne », faisant 32 morts et 194 blessés graves, opérant 1 228 arrestations. La police nettoie sans ménagements les quelques barricades érigées par des membres des Jeunesses communistes et de jeunes chômeurs. Une étude récente de Thomas Kurz nous a pleinement convaincu que les deux camps en présence voulaient du sang pour faire obstacle à l'unité et à ses partisans dans leurs propres rangs : ils ont gagné[41]. Le KPD voulait démontrer que les social-démocrates étaient bien des « social-fascistes », et Zörgiebel que les social-démocrates pouvaient maintenir l'ordre. Dans les deux cas, des travailleurs devaient mourir. Le 1er mai 1928 creusait un fossé entre travailleurs communistes et social-démocrates. Le mot de « social-fasciste », avec son contenu et sa portée, avait acquis droit de cité dans l'univers des partis communistes, consacrant la division.

DE L'« AFFAIRE » WITTORF À THÄLMANN[42]

C'est une vulgaire affaire de vol, de complicité de vol, de corruption peut-être, que l'affaire Wittorf, vulgaire affaire de droit commun dans laquelle Thälmann était impliqué, au moins par son silence et sa non-dénonciation du malfaiteur. Mais c'est cette médiocre « affaire » qui a contraint Staline, pour étayer son pouvoir menacé, à aller le plus loin – réellement plus loin que possible – dans la reconnaissance affichée de sa domination personnelle de chef de bande sur la Comintern et sur ses partis.

L'affaire se situe à Hambourg, fief d'Ernst Thälmann, où circulaient depuis des années des rumeurs sur des affaires de corruption dans lesquelles auraient été impliqués de proches collaborateurs du chef du KPD. Or c'est à l'initiative de Thälmann que le secrétaire politique du district de Wasserkante, Rudolf Lindau, un homme de sa tendance, avait été relevé de ses fonctions en mars 1927. Personne n'ignorait qu'il n'y avait pas entre Thälmann et lui de divergence politique au plan général, mais l'on savait Thälmann fort

37. M. Hájek, *Storia dell'Internazionale comunista 1921-1935*, p. 167.

38. M. Hájek, *op. cit.*, p. 161.

39. Tasca à secrétariat du PCI, 18 octobre 1928, *Annali Feltrinelli*, 1966, p. 522.

40. *Die Rote Fahne*, 20 mars 1929.

41. T. Kurz, « Arbeitermörder und Putschisten. Der Berliner "Blutmai" von 1929 als Kristallisationspunkt des Verhältnisser von KPD und SPD vor der Katastrophe », *IWK*, septembre 1986, nº 3, p. 197-318.

42. La documentation est importante sur l'affaire Wittorf. Nous avons suivi Hermann Weber, *Wandlung der deutschen Kommunismus.*

mécontent des attaques lancées par Lindau contre les mœurs de clique et la corruption de la couche supérieure des bureaucrates du parti de Hambourg et du Wasserkante. A la suite de ces incidents, Rudolf Lindau avait été remplacé par John Wittorf – un homme du cercle étroit des amis de Thälmann. Cet ancien docker passait à tort pour son beau-frère. Il fréquentait assidûment boîtes de nuit et cercles de jeu, et menait grande vie. Des rumeurs répétées l'accusaient de puiser dans la caisse du parti.

L'affaire prit bientôt une tournure dangereuse pour lui lorsqu'il tenta apparemment de couvrir les traces de ses malversations en s'en prenant au trésorier du district, Dehmel, sympathisant de l'Opposition de gauche, selon Hermann Weber. Il réussit à le faire exclure comme voleur pour avoir puisé dans la caisse. Ce n'était sans doute pas le moyen de le contraindre au silence. Un contrôle financier fit apparaître l'innocence du trésorier du district et révéla en revanche un détournement de 1 850 marks effectué par Wittorf. Nous ignorons si Thälmann perdit alors son sang-froid ou s'il était au contraire tellement sûr de lui qu'il crut pouvoir étouffer tranquillement le scandale. Nous ne savons pas non plus si sa réaction fut inspirée par une solidarité de mauvais aloi ou par la crainte d'être atteint à son tour personnellement par le scandale et accusé de complicité. C'était un homme fruste et brutal que sa position de chef avait rendu mégalomane et violent.

Toujours est-il qu'il menaça les contrôleurs financiers et qu'au cours d'une réunion tenue le 23 mai 1928 lui et ses collaborateurs et proches, John Schehr, Wille Presche et Joseph Ries décidèrent de dissimuler l'affaire, y compris aux organismes dirigeants du parti, de garder à son sujet un silence absolu et de laisser ses fonctions à Wittorf. Mais le Parti communiste allemand, même à Hambourg, n'était pas encore un monolithe. Il y restait des partisans de la Gauche de Hugo Urbahns qui l'avait longtemps dirigé et avait été le héros de l'insurrection de 1923. Il y restait aussi des militants honnêtes qui n'acceptaient pas le style de vie d'un bureaucrate comme Wittorf, ni qu'un dirigeant national, si important fût-il, pût lui assurer l'impunité pour ses vols. Les bouches s'ouvrirent suffisamment pour que l'organe de la Leninbund d'Urbahns, *Volkswille*, soit capable de révéler le scandale en rendant publics les principaux éléments qui le constituaient.

La direction ne pouvait plus ignorer l'affaire. Elle décida donc une enquête et dépêcha à Hambourg pour un contrôle financier le trésorier du parti, Artur Golke, et le vétéran Hugo Eberlein, membre du Polburo. Les deux hommes semblent n'avoir eu aucune difficulté à établir la réalité du détournement de fonds et la responsabilité de Wittorf. Ils eurent en même temps confirmation de l'existence du « pacte de silence » liant Thälmann, Schehr et les autres. Le 23 septembre 1928, la direction du district du Wasserkante excluait Wittorf du parti. Schehr, Presche et Ries confirmaient devant Eberlein que Thälmann était au courant de tout et étaient à leur tour suspendus de leurs responsabilités.

L'« AFFAIRE THÄLMANN »

Avec le retour d'Eberlein et de Golke à Berlin commençait une grosse « affaire Thälmann ». Le Polburo entendit le 25 septembre un rapport d'Eberlein, extrêmement dur pour Thälmann, qu'il interpella même à un moment en lui disant de faire au parti un dernier plaisir en s'en allant. Thälmann était effondré. Le Polburo prépara pour le comité central une résolution dans laquelle il proposait de le relever de toutes ses fonctions et de commencer la procédure pour le relever de celles – comme dans la Comintern – qui ne relevaient pas du KPD. Le comité central se réunit le 26 septembre sous la présidence d'Ernst Schneller avec « l'affaire » à l'ordre du jour. Il n'y eut pas d'éclats, les choses semblant aller de soi. Thälmann, qui avait surtout eu très peur d'être exclu, se déclara d'accord avec la position du Polburo. Seul un jeune militant ouvrier, suppléant du comité

central, Erich Hausen, demanda l'exclusion. Il n'était soutenu que par deux autres suppléants. Il déclara alors se rallier à la proposition du Polburo et, le numéro de *Volkswille* à la main, fit une intervention pour préciser tout ce qui lui paraissait acquis : le fait que Thälmann, informé du détournement depuis mai, avait gardé le secret ; qu'il avait laissé exclure Dehmel pour un détournement dont il était innocent et dont l'auteur – il le savait – était Wittorf ; que, sachant que Wittorf avait volé le parti, il l'avait disssimulé à tous les responsables du parti ; enfin qu'il avait eu avec Schehr et les autres une réunion de caractère fractionnel liée à une affaire de vol et de corruption et que cela méritait l'exclusion.

La plupart des orateurs inscrits dans la discussion parlèrent en faveur de la résolution du Polburo. Seuls Lenz et Leo Flieg – son collaborateur de longue date – défendirent Thälmann et surtout s'opposèrent à la publication de l'éventuelle résolution de condamnation dans la presse du parti. La résolution du Polburo fut votée à l'unanimité par le comité central. Margarete Buber-Neumann assure que Walter Ulbricht était aux toilettes au moment du vote, qu'il n'y prit pas part et partit le soir même pour Moscou. Le lendemain 27 septembre, *Die Rote Fahne* publia la résolution qui fit l'effet d'une bombe, avec ce passage crucial :

> Le comité central désapprouve de la façon la plus ferme le fait que le camarade Thälmann ait gardé le secret vis-à-vis des instances dirigeantes du parti sur ce qui s'était passé à Hambourg. Le comité central estime que c'est là une faute politique tout à fait préjudiciable au parti. A la demande du camarade Thälmann, cette affaire a été transmise à l'exécutif de la Comintern. Jusqu'à sa conclusion, le camarade Thälmann est déchargé de ses fonctions. Le comité central a accédé, ce faisant, au désir du camarade Thälmann, afin de lui permettre de répondre devant l'exécutif de Moscou de la lourde faute qu'il a reconnue[43].

Petrovsky-Bennett, envoyé par l'exécutif, venu demander au nom de Staline de ne pas publier la résolution, était arrivé trop tard pour l'empêcher. Elle était déjà publique quand Remmele arriva en avion de Moscou, lui aussi chargé de dire que Staline voulait que Thälmann soit maintenu à son poste. De mafieuse dans le Wasserkante, l'affaire devenait politique au sommet de la Comintern.

Dans le KPD, c'est la grande secousse. Bien sûr, les militants se divisent en fonction de leur appartenance de tendance, et les gens des oppositions voient ou croient voir apparaître pour eux une chance, mais on peut constater que la tendance anti-Thälmann est plus forte à la base qu'au sommet bureaucratique. Ainsi en témoignera Schneller après une assemblée générale à Hambourg où la direction du district défend Schehr et ses acolytes, ainsi que le président suspendu, cependant que les fonctionnaires des échelons inférieurs, plus sensibles à la pression de la base, réclament justice et le châtiment des complices du voleur. Teddy n'a guère de défenseurs. L'appareil des combattants du Front rouge, le RFB, le défend pourtant, et c'est au nom de l'organisation que son dirigeant Willy Leow télégraphie à Moscou pour demander le maintien de Thälmann à son poste. Le texte de la résolution une fois publié, nombre de membres du KPD se résignent pourtant : la vérité aurait de toute façon été connue, et mieux vaut couper l'herbe sous les pieds des ennemis en faisant le ménage et en balayant devant sa propre porte.

Staline tranche à la Comintern

Staline raisonne d'un tout autre point de vue. Thälmann est l'un de ses hommes liges dans le groupe dirigeant de la Comintern. Toucher à Thälmann, c'est toucher à la direction,

43. *Die Rote Fahne*, 27 septembre 1928.

porter atteinte à Staline, qui a seul qualité pour juger des hommes et de leur place dans les partis comme dans la Comintern. C'est pour lui une question qu'on n'ose pas dire de principe, mais tout simplement de force. C'est de son autorité absolue, sans limites, qu'il s'agit et non pas de morale personnelle et d'élémentaire honnêteté. Il est donc décidé à faire plier la direction allemande et les « conspirateurs » qui l'ont abusée parce qu'ils l'ont entraînée contre lui. Ulbricht est sans doute déjà à Moscou, ainsi que Neumann, qui y était pendant que l'affaire était discutée à Berlin. Remmele est rappelé, Thälmann, toujours défait, Ewert, Dengel, Eberlein et Pieck sont convoqués à Moscou. Staline ne mâche pas ses mots. Ils comprennent tous qu'ils doivent « se soumettre ou se démettre ».

Ils se soumettent comme les y conduisent tout leur comportement depuis des années face à Moscou, leur situation et celle de leur parti de dépendance matérielle à l'égard de Moscou. Pas à pas, le KPD fait marche arrière. Le 2 octobre 1928, une résolution du Polburo, adoptée par 10 voix contre 3, déclare qu'il estime que, en dépit de la lourde faute qu'il a commise, Thälmann doit rester à la tête du parti. Le 6 décembre, *Die Rote Fahne* publie une déclaration signée de 25 membres du comité central qui déclarent revenir sur leur vote du 26 septembre, « réparer cette faute » et sollicitent l'annulation de leur vote. C'est le même jour que se réunit le comité exécutif de la Comintern. Staline ne rencontre aucune résistance. Boukharine, qui, dans un premier temps, s'était prononcé pour la révocation de Thälmann de la présidence du KPD, a changé lui aussi son vote... en décidant de prendre des vacances au bord de la mer Noire. Le texte parut dans la *Pravda* du lendemain 7 octobre 1928 et dans *Die Rote Fahne* du 9. Il est daté du 3 octobre 1928, présenté dans *Correspondance internationale* sous un titre qui ne manque pas de piquant : « Résolution, sur les *incidents* dans l'organisation du parti de Hambourg ». Il approuve le CC du KPD pour avoir décidé l'exclusion de Wittorf et critique Thälmann pour n'avoir pas immédiatement informé le comité central, tout en lui donnant acte qu'il ne s'agissait pas pour lui de protéger Wittorf, mais de se donner le temps de la réflexion quant aux moyens de protéger le parti.

Puis il s'en prend avec une extrême violence aux membres du comité central, qui se sont comportés en diviseurs en prenant et en rendant publique une décision sur la question Thälmann sans avoir consulté l'exécutif de la Comintern, et ont « ainsi adopté une attitude incompatible avec la discipline internationale du parti communiste mondial ». Ils avaient surtout commis « une faute hautement dangereuse » en publiant la résolution, c'est-à-dire en se laissant entraîner « à des actions inconsidérées par les clameurs du renégat Urbahns et des soutiens social-démocrates de la bourgeoisie ». Pour l'exécutif, l'affaire Wittorf n'avait été qu'une « entreprise fractionnelle contre Thälmann en tant que représentant de la ligne du VIe congrès[44] ».

Sur les manœuvres et contre-manœuvres au sommet de la Comintern, nous possédons un témoignage. Jules Humbert-Droz, alors en cure dans une maison de repos pour dirigeants à Sotchi, avec Béla Kun et Manouilsky, raconte :

> Dans ce calme délassant, un coup de tonnerre fit présager une tempête prochaine. La *Pravda* annonçait que le comité central du Parti communiste allemand avait décidé à l'unanimité de destituer Thälmann de sa fonction de président du parti. Manouilsky, Béla Kun et moi avons aussitôt cherché à déceler le mystère qui se cachait sous cette destitution. [...] A vrai dire, nous nous sommes réjouis tous les trois de cette chute spectaculaire d'un chef fabriqué à Moscou, qui n'avait aucune des capacités requises pour gagner la confiance des masses et conduire la révolution allemande : chacun savait que ses articles et ses discours étaient préparés par Heinz Neumann, éminence grise du comité central.

44. *Die Rote Fahne*, 9 octobre 1928. *Corr. int.*, n° 121, p. 1314-1315.

Notre joie fut cependant de courte durée, car, peu après, le 7 octobre, la *Pravda* communiquait que le présidium de l'Internationale communiste, réuni à Moscou, avait condamné la décision du comité central et réhabilité Thälmann à la tête du parti. Nouveau mystère ! La plupart des membres du présidium étaient en vacances et aucun de nous n'avait reçu de convocation. Donc seuls quelques membres présents à Moscou s'étaient réunis pour prendre cette décision très grosse de conséquences. Boukharine, en vacances au Caucase, n'avait certainement pas été plus consulté que nous. Alors... ce ne pouvait être qu'un coup de force de Staline retour de vacances[45] !

Ce témoignage est sujet à caution pour ce qu'il dit de Boukharine, parti en vacances en pleine période de révélation de l'« affaire ». On peut remarquer d'ailleurs à ce propos que Stephen Cohen, le biographe de Boukharine, ne mentionne pas une seule fois dans son livre le nom de Wittorf ni même celui de Thälmann. Humbert-Droz explique pourtant ainsi, sans l'avoir peut-être voulu, pourquoi Staline dicta ses conditions sans rencontrer aucune résistance. Clara Zetkin et l'Italien Tasca, entités négligeables, votèrent contre. Au début du plénum de novembre du parti russe, Boukharine demanda en vain le rappel à l'ordre de Thälmann et l'éloignement de Heinz Neumann. En décembre, quand le présidium de la Comintern condamna la position d'Humbert-Droz, qui s'était exprimé par écrit – et à qui Piatnitsky avait proposé de faire disparaître sa lettre de protestation –, Clara Zetkin fut seule à voter contre, Tasca s'abstenant. A cette date, Manouilsky et Béla Kun étaient depuis longtemps ralliés et Humbert-Droz nous a montré dans ses Mémoires le deuxième « chuchotant » craintivement pour parler de Thälmann[46]. Une lettre de Manouilsky à Humbert-Droz éclaire la mentalité des hommes de Staline qui se sont inclinés :

La portée politique des derniers événements dans le parti allemand devient de plus en plus claire. Le cas d'Hambourg n'était qu'un épisode qui a joué le rôle d'une affaire Dreyfus dans le parti allemand. L'histoire de Wittorf est tombée dans un milieu de passions politiques nourries par les différents groupements du parti. Elle a été exploitée d'une façon cynique par les droitiers et aussi par le groupe d'Ewert pour ouvrir une lutte contre les décisions du VIe congrès. Le grand bavardage sur la corruption n'est qu'un bluff droitier. [...] Le crime consiste dans ce qu'on a transporté dans le parti les mœurs des luttes du parlementarisme pourri[47].

Nous aurons à revenir sur cet épisode de l'histoire de la Comintern dans le chapitre sur l'opposition de droite. Nous nous contenterons de mentionner ici que nous avons au fond vu ci-dessus les escarmouches à l'intérieur de la Comintern préliminaires à l'élimination de Boukharine. Le 31 août 1928, Staline, dans une lettre à Piatnitsky, proposa la désignation par le congrès d'un secrétariat politique de l'exécutif en s'assurant qu'il était protégé contre les tendances de type Šmeral, ajoutant : « Pour une meilleure liaison avec le comité central [du PC russe], je propose de désigner le camarade Molotov comme membre du secrétariat politique de l'exécutif de l'Internationale communiste[48]. » Le 19 décembre 1928, au présidium de la Comintern, Staline dénonce « les droitiers » qui ont enfreint la discipline et combattent l'Internationale, et exige leur exclusion[49]. Il vise les proches de Boukharine – absent –, Humbert-Droz, Tasca – qui ne s'incline pas –, Togliatti, qui capitule. Staline a les voix de Molotov, Piatnitsky, Losovsky, Purman, Strakhov (Qiu Qiubo).

Boukharine ne participe pas au Xe plénum de l'exécutif du 3 au 19 juillet 1929, mais

45. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline, 1921-1931*, p. 319.
46. *Ibidem*, p. 321.
47. *Ibidem*, p. 323-324.
48. G.I. Firtsov, « Stalin i Kommunistitcheskii Internatsional », *Istoria i stalinizm*, p. 166.
49. *Ibidem*, p. 167-168.

les dés sont jetés. Sa disgrâce est rendue publique le 21 août, quand la *Pravda* publie la résolution du CC du parti russe qui le relève de toutes ses fonctions dans la Comintern[50]. L'ère Staline-Boukharine est officiellement terminée. Elle l'était déjà. La ligne ultragauchiste qu'on appellera de façon erronée « classe contre classe » se généralise.

LA STALINISATION DU PC TCHÉCOSLOVAQUE

C'est au cours de la même année 1928 que la Comintern a réussi à aligner le Parti communiste tchécoslovaque, où avaient subsisté des zones de résistance à la stalinisation. Le PCT se révèle en effet incapable de riposter effectivement à l'offensive gouvernementale. La police de Prague puis le ministre de l'Intérieur prennent l'initiative en interdisant purement et simplement, pour des raisons d'ordre public, la manifestation sportive de la Spartakiade, à laquelle de très nombreux athlètes étaient attendus. Le Parti communiste décide alors de riposter vigoureusement en organisant une « Journée rouge », le 6 juillet, laquelle est à son tour interdite. Malgré les appels volontaristes, les candidats à manifester sont peu nombreux et la manifestation est annulée, ce deuxième recul aggravant évidemment l'échec.

Une résolution adoptée sur cette question par le CC quelques jours après, à la grande majorité, assure : « L'action de la Journée rouge a été rendue nécessaire par la situation politique ; la défaite subie par le parti a été aggravée par le fait que le parti, après avoir pendant des semaines proclamé énergiquement qu'une action était extrêmement importante et nécessaire pour les intérêts vitaux du prolétariat, n'a pas une seule fois tenté de réaliser effectivement cette action au dernier moment[51]. » Bien qu'elle ait ajouté que les causes étaient profondes et qu'il fallait les chercher dans l'état de choses dans tout le parti, elle fut rejetée avec indignation et sévèrement critiquée à Moscou.

L'exécutif de la Comintern et ses porte-parole s'emparèrent aussitôt de l'affaire, qui montrait d'après eux que le parti tchécoslovaque avait « perdu le contact avec les masses ». La gauche, dirigée par Gottwald, se lança à l'attaque de la « droite historique », les Kreibich, Šmeral, éloignés de Prague mais dont l'état d'esprit de passivité aurait, selon eux, prévalu.

Bohuslav Jílek, le secrétaire général du parti, aborde la question à la tribune du VIe congrès ; pour lui, la ligne générale était juste et l'analyse bonne. Mais on n'a pas essayé de prendre appui sur le front unique, on n'a pas cherché à mobiliser les larges masses, ce fut une erreur de fixer la date, beaucoup de dirigeants hésitaient et nombre de militants ne comprenaient pas. Rien n'a été tenté pour sauver la situation. Il explique sur quelles lignes les dirigeants se sont divisés. Zápotocký pense que les mots d'ordre étaient mal posés, que la situation était mal appréciée, qu'il y avait une idée romantique de l'action. Rudolf Slanský, lui, parle de fautes opportunistes répétées, de la faiblesse de la lutte contre le danger de droite, de l'absence de formation des militants et de résolution chez les dirigeants, qu'il faut renouveler. Pour Jílek, il faut entreprendre une réorganisation de la base au sommet et changer les méthodes. Mais pour Gottwald – qui intervient sous le nom de Graham – c'est la direction entière qu'il faut changer. La lettre ouverte approuvée par l'exécutif du 3 septembre le dit sans ambages, assurant que la « Journée rouge » a été préparée loin des masses, que les ouvriers ne s'y sont pas reconnus parce que le parti lui-même était irrésolu. La lettre de l'exécutif affirme :

> Ce qui acheva le fiasco de la Journée rouge, c'est que l'on ne fit pas la moindre tentative pour réaliser la manifestation et que les 6 000 ouvriers révolutionnaires qui se rassemblèrent dans les

50. *Pravda*, 21 août 1929.
51. Cité par Jílek, *Corr. int.*, n° 79, 9 août 1928, p. 30.

rues de Prague, et dont 3 000 étaient venus de la province, restèrent comme une troupe abandonnée au dernier moment par ses chefs. Or, parmi les 6 000 ouvriers révolutionnaires, et en particulier parmi les militants dirigeants, il ne se trouva pas assez de camarades courageux pour prendre l'initiative et commencer eux-mêmes la manifestation. C'est ainsi que cette action large, mais préparée loin des masses, se termina sans gloire[52].

La conclusion est évidemment qu'il faut mobiliser le parti dans une lutte résolue contre le danger de droite, promouvoir de jeunes travailleurs à la direction, éliminer les influences délétères du passé et renouer le contact avec les travailleurs. L'ennemi n'est plus « la droite classique » mais la droite Jílek. La Comintern a fait son choix : son exécutif le dit nettement dans une lettre adressée au congrès, il s'agit du « camarade Gottwald ». Klement Gottwald, menuisier, est élu secrétaire général à l'unanimité à la fin du congrès de février 1929. Il a trente-trois ans. A ses côtés, d'autres jeunes, un intellectuel de vingt-sept ans, Josef Guttmann, qui est sa tête théorique et souvent sa plume, Rudolf Slanský, un homme à poigne de vingt-huit ans, et les siens, le caméléon Jaromir Dolanský, mais aussi les hommes de Karlin, Alexandr Bubeniček, Václav Nosek, Emanouel Klima, Jan Šverma, Václav Kopecký, Bruno Köhler et quelques autres.

La victoire de Gottwald et de l'exécutif international est totale. En fait, le PC tchécoslovaque, à forte composition prolétarienne, très attaché à la tradition ouvrière de son pays, jamais convaincu de la théorie du social-fascisme et considérant le Parti social-démocrate comme un parti frère, va donner, de la base au sommet, encore bien du fil à retordre aux stalinisateurs. La bataille lui a pourtant porté un rude coup : il tombe de 100 000 membres environ à moins de 30 000, perd 14 sénateurs sur 20, 25 députés sur 41, et une fraction de la MVS, avec Josef Hais, rejoint les syndicats réformistes. Gottwald est sans doute l'homme dont Staline a besoin à Prague. Il a plus d'un point commun avec Thälmann dans ses façons rudes et souvent brutales. A cet égard, Jacques Rupnik cite la réponse qu'il fit au Parlement à ceux qui accusaient le PCT d'être manipulé par Moscou : « Nous sommes le parti du prolétariat tchécoslovaque et notre état-major se trouve à Moscou. Nous allons à Moscou pour apprendre des bolcheviks russes comment vous tordre le cou. Et, comme vous le savez, les bolcheviks sont passés maîtres en la matière[53]. »

LE CADRE EST POSÉ

L'élimination de la droite et des conciliateurs en Allemagne, la soumission de la « droite historique » étaient des événements de première importance. Bien sûr, tout se passait comme si Thälmann et Gottwald, ces deux anciens ouvriers qui aimaient à se faire passer pour des ouvriers et s'efforçaient de paraître tels, appartenaient à une espèce plus « prolétarienne » que ceux de leurs adversaires qui portaient gilet et costume, chapeau au lieu de casquette. Au Brésil, on avait dit franchement qu'on allait chasser « tous les intellectuels » de la direction et leur rendre la vie impossible dans le parti. Ainsi Astrojildo Pereira est-il éliminé, et la valse des secrétaires généraux recommence au nom de la « prolétarisation », sous l'égide de « prolétaires » incapables. Mais la réalité était autre. La différence était ailleurs. Avec les vieux « historiques », on avait discuté, et c'était un droit, même si on l'utilisait de moins en moins. Avec les nouveaux « prolos » de Hambourg et de Karlin, c'était terminé. C'était là une importante différence que tout le monde, même aujourd'hui, ne semble pas encore avoir aperçue.

52. « Lettre ouverte » de l'exécutif au PCR, *Corr. int.*, n° 116, 6 octobre 1928, p. 1251.
53. Cité par J. Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*, p. 78.

CHAPITRE XXIV

La « troisième période »

Tout le monde, et même les spécialistes, a sans doute oublié la formule complète par laquelle le rapport de Boukharine au 6e congrès avait caractérisé la période qui s'ouvrait comme la « troisième période ». Le terme est cependant resté grâce à un mot polémique de Trotsky qui le reprit au vol pour parler désormais de « la troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste ».

Peur et mensonge

Peut-être, s'il était nécessaire de caractériser brièvement cette période, pourrions-nous emprunter un commentaire à Ercoli (Palmiro Togliatti) et à la confidence qu'il fit lors du VIe congrès de la Comintern à un correspondant et partisan de Trotsky, le jeune Bolotnikov :

> La tragédie, c'est qu'il est impossible de dire la vérité sur les problèmes actuels les plus importants, les plus vitaux. Il nous est impossible de parler. Si l'on disait la vérité, dans l'atmosphère qui règne ici, ce serait une bombe, l'explosion d'une bombe. Ce n'est pas que ce ne serait pas une mauvaise chose si une grande partie de ceux qui sont à ce congrès disparaissaient de la surface de la terre. Je suis terriblement anxieux. Je ne sais ni que faire, ni que dire, ni comment faire pour changer la situation. [1]

Ainsi l'un de ceux qui allaient les premiers, dans la Comintern, jeter les bases du culte de Staline et s'en faire les officiants avouait-il à un militant russe inconnu de lui que la peur et le mensonge étaient les deux mamelles du stalinisme.

Les postulats « théoriques » de la direction

La littérature politique de la Comintern de l'époque est remarquable par ses formules répétées à satiété et par le début du triomphe de la langue de bois, avec la transformation en catéchisme intangible de formules d'analyse ou de caractérisation circonstancielle. Tout part de ce qu'on appelle « la radicalisation des masses », que l'on illustre par le nombre de grèves, de heurts avec la police, de mots d'ordre politiques au côté des

1. Archives Trotsky, Harvard, 15665.

revendications économiques. Elle implique la compréhension de l'approche d'une « montée révolutionnaire des masses », et, comme l'assure Molotov, le monde « entre des deux pieds » dans des événements des plus révolutionnaires dont les progrès, les « conquêtes » en URSS ne sont pas le moindre élément. Les armes qu'il faut se préparer à utiliser sont « la grève générale politique », « la conquête de la rue », et la clé de la victoire est « le refus de toute alliance avec les réformistes ».

Trotsky, commentant ces objectifs, écrit que la troisième période répète les erreurs zinoviévistes de 1924-1925 mais sur un plan historique supérieur et qu'elle « dévaste les organisations et les hommes » parce qu'elle implique un combat avec des perspectives fausses et dans des conditions imaginaires. Elle est donc une garantie certifiée de défaites cruelles. C'est l'un des traits les plus frappants à cet égard que l'interprétation donnée de la social-démocratie. Elle s'appuie sur des analyses déjà anciennes de Bordiga qui ont coûté très cher au PC italien et ont réellement facilité la victoire du fascisme italien, sur les formules polémiques de Zinoviev et sur une citation de Staline présentée comme une découverte théorique de première grandeur, la clarté venue du ciel : « La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. [...] Ils ne sont pas aux antipodes. Ce sont des jumeaux. » Il s'agit de l'analyse de la social-démocratie comme un « social-fascisme », c'est-à-dire un détachement de l'ennemi de classe avec lequel aucun front commun n'est acceptable. Nous avons vu l'expression reparaître au VIe congrès de la Comintern, et nous avons vu que les proches de Boukharine, y compris Togliatti, ont encore alors le courage de la combattre. Ce n'est plus vrai au Xe plénum de l'exécutif élargi qui s'ouvre le 3 juillet 1929.

LE Xe PLÉNUM

C'est le vrai tournant et l'entrée « des deux pieds », comme aurait pu dire Molotov, dans les folies de la « troisième période ». La rupture est effective entre Staline et Boukharine, et c'est pendant le Xe plénum, le 9 juillet, qu'a lieu la rencontre entre Boukharine et Kamenev et que le premier fait au second des confidences sur Staline, qu'il voit comme un véritable Gengis Khan. Le plénum est présidé par Molotov, dont on connaît la poigne de fer à défaut de la largeur de l'horizon. Stephen Cohen, le biographe de Boukharine, résume ses travaux et sa place en ces termes :

> La troisième période fut redéfinie pour signifier la fin de la stabilisation capitaliste, une montée du militantisme prolétarien, la certitude de situations révolutionnaires en Occident. Les partis socialistes, réellement réformistes de façon générale, étaient désignés comme l'ennemi principal – et on disait que leur « fascisation » était complète. A travers la purge toujours plus profonde des modérés de la Comintern, les partis communistes étrangers reçurent directive d'avoir à rompre leurs liens avec les mouvements social-démocrates, de dénoncer leur « social-fascisme » et d'établir des syndicats rivaux, de scissionner le mouvement ouvrier européen. Ainsi commença le malheureux voyage de la Comintern vers l'extrémisme [2].

Après avoir rappelé le brutal changement de rythme économique, l'accélération brutale de l'industrialisation et la hausse des chiffres du Plan, il souligne le début des résistances paysannes qui allaient obliger Staline à fuir en avant dans la collectivisation d'ici à la fin de l'année. Le plénum était contrôlé non seulement par son président Molotov, mais par Manouilsky, Kuusinen, Piatnitsky, Thälmann : sur une centaine d'assistants, il n'y avait que 36 voix délibératives. Dans le cours des débats, Pierre Frank a relevé à juste titre « une sorte d'auto-excitation collective » qui se manifeste à propos de la décision d'orga-

2. S. Cohen, *Bukharin, and the Bolshevik Revolution*, p. 329-330.

niser une Journée internationale de lutte contre la guerre et le fascisme, dont la date avait été fixée au 1er août 1929 par le présidium et qui correspondait au quinzième anniversaire du début de la Première Guerre mondiale. Les rapports sur la situation internationale, présentés par Manouilsky et Molotov, célèbrent ainsi « l'esprit offensif des luttes prolétariennes de masse », l'instinct des masses qui comprennent que « la lutte révolutionnaire est possible », « la grève générale politique comme l'arme la plus importante du prolétariat actuellement », l'approche de « formes plus élevées de la lutte des classes [3] ».

Le plénum est sans doute un extraordinaire recueil de perles politiques sur la social-démocratie. Martynov, ancien menchevik rallié à Staline, féroce adversaire des trotskystes, explique que « "le fascisme de la première période" a fait place à des formes nouvelles de fascisme [4] ». Kuusinen explique « le processus de la fascisation de la bureaucratie syndicale réformiste et des partis de la IIe Internationale » : « Le social-fascisme se développe à partir du réformisme et de la social-démocratie. [...] Au cours de notre dernier congrès mondial, on a parlé de "germes" du développement fasciste de la IIe Internationale. Aujourd'hui ils ont considérablement poussé [5]. »

La conclusion du plénum est qu'il faut renforcer la lutte contre la social-démocratie, « en particulier contre l'aile "gauche", qui est l'ennemi le plus dangereux du communisme dans le mouvement ouvrier et l'obstacle principal à une élévation de l'activité militante des masses ouvrières [6] ». Le plénum condamne « le front unique au sommet », confirme que l'essence du front unique consiste à sommer les ouvriers socialistes de rompre avec leur direction. Manouilsky prédit que les responsables de base dans les entreprises se fasciseront. Losovsky prédit à ce propos « la fascisation de couches entières, à l'exception de quelques groupes insignifiants [7] ». La logique de cette politique est aussi la dénonciation des syndicats réformistes, le refus de les renforcer en appelant à y adhérer, la nécessité de créer de nouveaux syndicats et par conséquent de lutter pour disputer à la bourgeoisie et à ses hommes le contrôle des travailleurs organisés. Enfin, une politique aussi brutalement imposée à des cadres et à des militants communistes, une rupture décisive avec toute leurs conceptions et leur pratique, ne pouvait l'être sans une discipline renforcée, donc des exclusions spectaculaires.

La résolution finale assurait : « Sans une épuration des partis communistes des éléments opportunistes, ouverts ou cachés, sans avoir vaincu les conceptions qui préconisent la conciliation avec eux, les partis communistes ne pourront pas aller de l'avant victorieusement sur la voie de la réalisation des tâches nouvelles soulevées par la lutte de classes aiguë dans cette étape nouvelle du mouvement ouvrier [8]. »

AUTOCRITIQUES ET EXCLUSIONS

Palmiro Togliatti s'aligne, au plénum même, et s'en prend « aux éléments opportunistes, aux droitiers, aux semeurs de panique ». Philippe Robrieux écrit qu'il « venait, peut-être même sans en avoir conscience, de se constituer prisonnier à vie entre les mains de Staline ». Nombre d'autres vont le suivre dans cette voie au cours des semaines qui viennent, Clara Zetkin, dans les larmes et la douleur d'être une vieille femme et de n'avoir plus de forces. En France, Maurice Thorez, qui, au VIe congrès, n'avait pas craint d'expri-

3. *Protokoll des VI.*, p. 43, 45, 75, 418.
4. *Ibidem*, p. 228.
5. *Ibidem*, p. 39-40.
6. *Thèses sur la situation internationale et les tâches à venir*, p. 898.
7. *Ibidem*, p. 391.
8. *Ibidem*, p. 898.

mer son inquiétude dans les couloirs, des hommes aussi différents que Marcel Cachin, éternel inquiet, et Jacques Doriot, sur la pente de la démoralisation, Pierre Sémard, qui, apparemment, n'en pouvait plus de la pression au poste, trop lourd pour lui, de secrétaire général. Bohumir Šmeral, un de ces grands opportunistes que Lénine avait voulu gagner pour fonder son Internationale, sait qu'il n'est plus désormais intéressant à tout prix et choisit, lui aussi, de se taire, dans le vaste monde qu'il parcourt désormais au nom de la Comintern. Moins privilégié peut-être, Karel Kreibich, qui avait été le seul Autrichien à prendre en 1914 la même position que Lénine sur la guerre mais qui, depuis, avait appris à se taire sans pourtant arriver à se faire oublier.

Dans le même mouvement, d'autres vont être exclus, en dehors même des oppositionnels de gauche, qui le sont déjà, des droitiers et des « conciliateurs » dont les fournées se sont multipliées. L'Italien Angelo Tasca refuse sa propre autocritique et même l'autocritique sur le dos des autres, ce qui est plus grave. Celui qui, en ces années, sous le nom de Serra, a représenté le PCI à la direction de la Comintern, réussit à s'en aller d'URSS. Il est exclu un peu plus tard. Il a déjà rompu dans sa tête. Les communistes qui militent dans les syndicats ont plus de force pour résister aux délires verbaux d'un X^{e} plénum : en France, Alfred Bernard, qui est postier et combat ouvertement la ligne de la « troisième période », Louis Bouët, Maurice Dommanget, Gilbert Serret, les dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement, tiennent bon et sont exclus.

LES DIRECTIONS DES PARTIS « RENOUVELÉES »

Staline veut contrôler sans appel la Comintern en gros et en détail, c'est-à-dire jusques et y compris à travers l'activité de chacune de ses sections, comme l'a démontré son comportement dans l'affaire Wittorf. Il s'agit d'introduire des hommes nouveaux. L'expérience a démontré que les hommes qui avaient déjà lutté contre la bureaucratie social-démocrate ou syndicale avaient des réserves d'énergie, une expérience, qui leur permettaient de comprendre et de tenir quand l'appareil cherchait à les aligner ou à les briser. Or il faut des dirigeants nationaux souples, disciplinés, ne cherchant pas midi à quatorze heures. Le modèle idéal est l'homme qui n'a jamais eu – ou seulement très peu de temps – une profession, qui n'a pas fait d'études et dévore avec passion ou zèle tout ce que le parti lui apporte comme nourriture intellectuelle, et enfin un homme qui, sentimentalement, intellectuellement, matériellement, dépend entièrement de lui. Pour résumer, autour de l'an 1930, un homme d'une trentaine d'années, de la génération qui a été éblouie par la révolution d'Octobre à son adolescence, quand les émotions sont inoubliables, qui a été quelque temps ouvrier, puis organisateur de Jeunesses communistes, ce qui lui a appris à commander, ayant enfin un cursus d'études communistes soit à la KUTV ou à la KUNMZ, soit – c'est mieux – à l'École Lénine.

Dans ces conditions, le choix de nouveaux dirigeants a tout de la loterie. Chez des hommes jeunes, le « pouvoir » fait souvent office de révélateur. Il y a des naïfs qui croient à la logorrhée des dirigeants internationaux et essaient des « piqûres de ciment », comme on dit dans ce milieu, ou « de fouetter la mer avec des chaînes », comme disait Lénine, pour enfin la voir de près, cette fameuse « radicalisation des masses » qu'ils claironnent sur tous les toits. Ainsi s'explique sans doute que le scénario se déroule souvent en deux temps et même qu'il y ait de longs interrègnes où la direction du parti est tout simplement assurée aussi directement que discrètement par les instructeurs de la Comintern. La « première » nouvelle direction – ou sa forme « préface » – est installée en général aussitôt après la défaite et l'exclusion de l'Opposition de gauche. Les hommes « nouveaux » qui

la composent n'ont souvent fait leurs preuves que dans l'appareil, et, souvent, ne paraissent pas aptes à travailler ensemble.

NOUVELLES DIRECTIONS EN EUROPE

En Belgique, où l'élimination de l'opposition, « la césure de 1928 », selon l'expression imagée de José Gotovitch, ne s'est pas faite sans difficulté, puisque, comme le souligne Bernhard Bayerlein, « l'opposition avait réussi non seulement à se défendre contre la politique d'exclusions en vigueur dans les autres partis, elle a su aussi fixer, comme décision finale, une conférence nationale du parti[9] », à laquelle les partisans de Moscou l'ont emporté par 74 voix contre 34. La période qui commence, « stalinisation tardive », selon Bayerlein, s'ouvre par un intérim de deux ans, avec Thonet et les jeunes De Boeck et Willems, et surtout Félix Coenen, qui assure la transition de laquelle émerge Joseph Jacquemotte, patron du parti jusqu'à sa mort en 1936.

En Espagne, à la chute de Primo de Rivera, s'était tenue à Bilbao la conférence du parti dite de Pampelune. La direction – les trois hommes qu'on appelait, à la russe, la troïka, José Bullejos, Gabriel León Trilla et Etelvino Vega, désignés au temps de la « bolchevisation », avait été confirmée. Auprès d'elle, les « instructeurs » de la Comintern, Jacques Duclos et Octave Rabaté, étaient chargés d'obtenir l'application de la politique de la « troisième période » dont l'une des premières conséquences fut la rupture à terme avec la Fédération catalano-baléare dirigée par Joaquín Maurín. En décembre 1930, Jules Humbert-Droz vient rejoindre Duclos et le Suisse Edgar Woog (Stirner).

Ensemble, ils imposent la politique qui va isoler pour des années en Espagne le Parti communiste, en particulier par le refus de combattre pour la République. Le parti se voit reprocher de n'avoir pas lutté pour constituer des soviets, un tribunal révolutionnaire et des milices ouvrières et paysannes. La Comintern réitère son interdiction de tout pacte et de toute alliance, même momentanée. Le congrès de Séville, en mars 1932, réélit la direction, bien qu'elle n'ait pas réussi à mener jusqu'au bout la politique de scission syndicale prescrite.

Le changement se produit avec l'arrivée d'une nouvelle équipe d'instructeurs, l'Italo-Argentin Codovilla (Medina) et le Hongrois Gerö (Pedro). Au moment du *pronunciamiento* d'août 1932 du général Sanjurjo, quelques mois après leur arrivée, alors que les masses se soulèvent pour combattre et que le gouvernement prend des mesures militaires pour lui résister, José Bullejos croit possible de passer outre à l'opposition des instructeurs et d'appeler au nom du parti à « la défense révolutionnaire de la République ». L'exécutif considère cette prise de position comme de l'« opportunisme de droite », cependant que les instructeurs tentent d'arracher la condamnation de cette initiative au bureau politique, convoqué par eux, sans que Bullejos en soit informé.

Au-delà des nombreuses péripéties qui émaillent ce limogeage d'une direction récemment confirmée par un congrès, indiquons seulement que c'est à Moscou, au terme de longues négociations menées avec l'exécutif, en présence notamment des étudiants de l'École Lénine et autres écoles, notamment militaires (Jesús Hernández, Juan Modesto et Enrique Lister notamment), qu'un compromis est apparemment trouvé, Bullejos conservant son poste et les autres membres de la troïka allant travailler à Moscou, où Léon Trilla a déjà été affecté. C'est alors, à Moscou, que Bullejos, Léon Trilla, Adame et Vega apprennent que le bureau politique de leur parti a décidé de les exclure du CC et du BP. L'exécutif les exclut à son tour. Ils en sont informés par Jacques Duclos, qui les prévient

9. Archives Humbert-Droz, vol. III, *Les Partis communistes et l'Internationale communiste dans les années 1928-1932*, introduction de B. Bayerlein, p. XXXV.

qu'ils sont passibles des lois pénales de l'URSS et qu'elles leur seront appliquées avec rigueur s'ils tentent une quelconque manœuvre, comme de prendre contact avec la délégation espagnole venue pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Ils auront beaucoup de peine à revenir en Espagne, n'y parvenant sans doute que grâce à l'insistance de Piatnitsky.

C'est donc à Moscou qu'est désignée alors la huitième direction du PCE en douze ans. Elle va durer jusqu'au désastre de 1939 et à l'exil. Son secrétaire général est l'Andalou José Díaz, un ancien anarchiste sévillan. Sauf le jeune Jesús Hernández, qui devient secrétaire à l'agit-prop, ce sont des hommes ou des femmes – comme Dolorès Ibarruri – qui ont suivi Bullejos jusqu'au moment où l'exécutif les a condamnés et qui l'ont même soutenu contre les « instructeurs ». Le véritable dirigeant du PC est en fait Vittorio Codovilla.

En France, le changement de direction se fait également en deux temps. En 1929, Manouilsky a organisé de façon fractionnelle la promotion à la tête du PCF du groupe de dirigeants des JC dont on attend à Moscou qu'ils revigorent la direction et appliquent la ligne sans rechigner. Deux ans plus tard, à la suite d'un manifeste secret de l'exécutif [10], et de quelques épisodes comme une démission reprise de Thorez, Manouilsky vient à Paris dénoncer l'existence de « groupes » et d'un « système de groupes », premier pas sur la route qui va conduire l'exécutif de la Comintern à exiger l'élimination de cette direction, qualifiée de « groupe », accusée de s'être installée à la tête du parti par des méthodes « fractionnistes ». Ce prétendu « groupe » a été dénoncé, dit-il, par certains de ses membres comme Raymond Guyot, qui a « tout avoué ». D'autres vont suivre – comme Ferrat et le jeune Coutheillas [11] –, et finalement presque tous les acccusés.

Le 25 octobre, dans une séance du présidium de la Comintern où sont présents en accusés Barbé, Célor et Lozeray, on dénonce l'existence « du » groupe responsable. Il est accusé d'avoir eu des liens avec les conspirateurs « du parti des Industriels » et du « Centre des mencheviks » et aussi avec l'opposition de Lominadze en URSS, qu'il s'est efforcé de « copier ». Au nombre de ses méfaits : son abstention face aux ennemis intérieurs de l'URSS, la dissimulation de sa propre existence et de son activité, son caractère conspiratif pour s'emparer du pouvoir dans le parti, son hypocrisie, etc. [12].

Finalement, Barbé et Célor, qui ont été isolés des autres, se retrouvent à Moscou, où Manouilsky et ses collaborateurs essaient de les opposer l'un à l'autre. Les Russes leur affirment qu'il faut d'abord éliminer le « groupe » et qu'on pourra ensuite démasquer le « provocateur policier » qui se cache derrière toute l'affaire. En fait, la seule provocation est celle que Manouilsky a réalisée en deux temps au nom de l'exécutif. Ceux qui ont dénoncé le groupe, comme Raymond Guyot, ceux qui s'avouent « coupables », comme Barbé, qui craque, et ceux qui résistent, comme Pierre Célor, sont ainsi brisés d'une façon ou d'une autre. L'exécutif de la Comintern arrive à ses fins. Il intronise une nouvelle direction dont Maurice Thorez est le n° 1, avec, autour de lui, Jacques Duclos, Benoît Frachon, Marcel Cachin, André Marty. Mais en même temps, et c'était là sans doute son objectif n° 1, il installe à Paris une de ses agences, sous la forme d'une délégation que dirige le Hungaro-Tchécoslovaque Evžen Fried dit Clément, épaulé dans certaines périodes par Anna Pauker, Ernö Gerö, G. Kagan et Mauno Heïmo, qui ne reste que peu de temps. Avec le temps, le parti français va être dirigé par Maurice Thorez, en double commande avec Fried, les autres, à l'exception de Kagan, partant l'un après l'autre.

10. RTsKh NID IRTsKhNIDI, 495/4/121.
11. Ib. 432/ 25/8.
12. Ib. 571/1/1049.

En Grande-Bretagne, la genèse du CPGB a été longue et difficile. La grève générale et les réactions gauchistes qui l'ont suivie ont durement secoué la direction et les cadres, puisque 30 % des membres sont partis. Au Xe plénum, Manouilsky attaque : le PC britannique n'a aucune vie politique et sa direction, n'est qu'une « société de grands amis » où les vieux de la Clyde, MacManus, Campbell et Tom Bell, avec le renfort de nouveaux venus comme Andrew Rothstein et Arthur Horner, contrôlent le parti sous le couvert de son incolore secrétaire Albert Inkpin. A la même réunion, l'attaque est menée par le dirigeant des JC William Rust, invité par l'exécutif. Il est l'homme de Moscou avec Dave Springhall et Wally Tapsell. Il attaque les dirigeants, leur reprochant notamment d'avoir écarté Gallacher et Murphy. Manouilsky le soutient à fond, condamne les « éléments opportunistes à la direction », qu'il importe de « démasquer ». Pour le XIe congrès, l'exécutif adresse au CPGB une lettre signée seulement de Thälmann, Garlandi et Sémard – afin qu'elle n'ait pas l'air d'avoir été écrite en russe –, reprenant les termes mêmes de Manouilsky au plénum. Finalement, Inkpin, Rothstein, Horner, Tom Bell ne sont pas réélus au CC. Harry Pollitt est élu secrétaire général. William Rust, malgré son inexpérience journalistique totale et sa jeunesse, devient rédacteur en chef du *Daily Worker* quotidien et annonce la couleur : « Le *Daily Worker* doit dénoncer les plans réactionnaires de la bureaucratie syndicale, et les escroqueries des travaillistes et pseudo-gens de gauche. » La Grande-Bretagne a enfin un parti stalinien et une direction de « vieux amis » qui durera avec le soutien des jeunes loups.

En Grèce, l'élimination de Serafim Maximos, de Pantelis Pouliopoulos et de leurs camarades a été réalisée en 1927 au IIIe congrès, sous la supervision de Remmele, délégué de la Comintern, par une équipe qui réunit les anciens élèves de Moscou, les « Kutviens » (anciens de la KUTV), et les « hôtes » de la capitale soviétique, les « Hadjis » que dirige Andronikos Khaitas. Pouliopoulos puis Maximos, leaders de l'Opposition de gauche, sont exclus après le congrès. Deux ans plus tard, en novembre 1931, Andronikos Khaitas, brutalement relevé de ses fonctions par le secrétariat de l'exécutif de la Comintern, se voit interdire le retour en Grèce. Il va demeurer en URSS avec d'autres dirigeants qui s'y trouvent et sont révoqués. Le CC élu au IVe congrès du PC grec est déposé. La direction de la Comintern en désigne un autre, que dirige l'apparatchik Nikos Zachariades, formé à Moscou, ancien de l'Ecole Lénine, délégué au VIe congrès, aussi obéissant qu'autoritaire, qui se crut sans doute le Staline de la Grèce et fut un des secrétaires généraux de parti communiste les plus odieux et haïs. Tous les anciens membres du CC se voient imposer une déclaration de « condamnation de leur participation à la lutte fractionnelle et d'obéissance à la décision de l'Internationale ». Un seul refuse, Stinas, qui sort de prison et est alors immédiatement exclu du parti, décision rendue publique par *Rizospastis* en février 1932. Le Ve congrès du parti est repoussé *sine die*.

En Norvège, dans l'état de crise permanente de ce parti où la minorité restée fidèle à la Comintern a reconstitué le NKP, c'est le moins mauvais des diplômés de l'École Lénine, le tout jeune Henry Kristiansen, moins de trente ans, possédant une bonne expérience de journaliste politique, qui est nommé secrétaire général. Il le reste quatre ans, puis est remplacé par un homme de soixante-quatre ans.

En Yougoslavie, la troisième période commence par un échec grave, celui de la première équipe de direction qu'elle désigne autour de Jovan Mališić, Monténégrin, ancien de la KUNMZ et diplômé d'une académie militaire. Intronisé sous le nom de Martinović, il a la naïveté de croire qu'il faut donner un coup de pouce à la radicalisation des masses et à la montée révolutionnaire et se lance dans une politique aventuriste, teintée de terrorisme pseudo-insurrectionnel. Son adjoint, le secrétaire du parti Djouro Djaković, un ouvrier qui sort de l'École Lénine, revenu clandestinement au pays, est tué par la police en 1929.

La répression, facilitée par des initiatives irresponsables, est féroce et met l'existence du parti en péril. Après un an de cette fâcheuse expérience, l'exécutif décide la révocation de Mališić et la nomination à la tête du PCY d'un des principaux dirigeants de la KIM, Milan Gorkić. Cette décision ouvre une période de relative stabilité à la direction. Cet homme jeune – vingt-six ans – a été un dirigeant de la KIM proche de Boukharine, puis rallié à Manouilsky. Sous le nom de Sommer, en tant que secrétaire général, il prend les rênes du parti en exil, à Vienne.

NOUVELLES DIRECTIONS SUR LES AUTRES CONTINENTS

En Amérique latine, les PC à peine formés se trouvent placés brutalement devant une offensive de la Comintern contre les « droitiers » et les « conciliateurs ». A Moscou, on a placé à la tête du département d'Amérique latine un officier de grande qualité, sinologue compétent, G. B. Skalov, qui a combattu en Chine sous le nom de Sinani. Jusqu'à présent, les partis communistes d'Amérique latine avaient été laissés à eux-mêmes, dans une dérive souvent chaotique. Mais le temps est venu de la « découverte de l'Amérique ». Les bureaucrates qui dirigent le travail quotidien à coups de « lettres ouvertes » et de diktats sont gens médiocres.

Pires encore sont leurs collaborateurs, Russes ou assimilés : Gouralsky, qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut, Mirochevsky, Pestkowski, Dutlinger dit Marianski, et l'homme des « écoles » sur place, Fritz Glaubauf, dit Diego. C'est l'ex-pasteur Jules Humbert-Droz, se substituant à Mike Grollman, ici sous le nom d'Oswaldo, qui est le bras séculier de Moscou.

Sous son égide s'affermit l'autorité de nouveaux dirigeants, l'Italien Vittorio Vidali (Sormenti) et le peintre David Alfaro Siqueiros au Mexique, mais surtout les Vittorio Codovilla, Rodolfo Ghioldi, Paulino González Alberdi, Esteban Peano, Miguel Nin, Davide Maggioni, qui abandonnent le second rang pour devenir des dirigeants-exécutants à l'échelle continentale, les hommes de la stalinisation des PC nés ou à naître.

Les hommes de caractère à la pensée indépendante comme Julio Antonio Mella à Cuba ou les proches de Mariátegui au Pérou sont mis à l'écart, du fait de leur attitude réservée. L'actuel dirigeant du PC mexicain Martínez Verdugo apporte à ce tableau une touche importante : « Au début de juin 1929, se tint à Buenos Aires la première conférence communiste latino-américaine dans laquelle David Alfaro Siqueiros manifesta des conceptions *putschistes*, qui, bien que ne représentant pas la ligne officielle du parti, reflétaient néammoins des états d'âme et des positions qui avaient de grandes répercussions dans plusieurs secteurs du parti [13]. »

La cible est d'abord le PC d'Argentine, qui contrôle la clé de l'Amérique latine, le secrétariat sud-américain, dont le chef, José Penelón, ne dissimule pas son hostilité à la politique de Staline et au traitement des partis dans la Comintern. Il y a déjà des exclus, les chispistes, comme Mateo Fossa et Angelica Mendoza, qui ont fondé en 1926 un éphémère « Parti communiste ouvrier ». La campagne contre les « penelónistas » sera le cours élémentaire de communisme des jeunes formations révolutionnaires venues vers cette Internationale qui leur semble incarner la révolution d'Octobre ! Il s'en dégage celui qui va être pour des décennies l'homme de Staline, l'Italo-Argentin Vittorio Codovilla.

On forme à Moscou, à l'École Lénine, des hommes comme Guillermo Hernándes Rodriguez, qui, après avoir écarté ceux qu'on appelle « les putschistes », dirige le PC de

13. Martinez Verdugo, *op. cit.*, p. 108.

Colombie de 1930 à 1933, avant d'être à son tour écarté. On y dénonce aussi le dirigeant du PC de Bolivie, Carlos Mendoza Mamani, un proche de Mariátegui.

Au Brésil, Plinio Gomès de Melo, expulsé du pays pour son activité militante, assiste en mai 1930 à une réunion du bureau latino-américain de la Comintern à Montevideo et combat vigoureusement la politique de la troisième période. Il est exclu alors qu'il est retourné au Brésil. Après une négociation avec le gouverneur de l'État de São Paulo, João Alberto, il obtient l'autorisation de créer un parti communiste légal, ce qu'il fait – deuxième raison pour l'exclure. Il rejoint l'Opposition de gauche.

Le Chili constitue un cas particulier[14]. Il est l'un des plus anciens, ancré dans une tradition d'organisation ouvrière déjà ancienne, fondé par des hommes de grande qualité, comme un Luis Recabarren qui n'a rien à voir avec un bureaucrate. Le bureau de Montevideo de la Comintern, en l'occurrence Rodolfo Ghioldi, s'y heurte à une résistance réelle qu'il ne parvient pas à surmonter à l'époque de la dictature où les arrestations viennent à tout instant brouiller les cartes. Les hommes du bureau font le pas qu'ils croient décisif, au lendemain de la chute d'Ibañez, en désignant un comité central dont le premier acte est d'exclure tous les dirigeants nationaux et de la région de Santiago, qu'ils considèrent comme leurs adversaires, et le second de refuser de convoquer un congrès national pour régler les différends. Le résultat est la scission immédiate de fait suivie de la construction parallèle et férocement concurrente de deux partis également communistes, se proclamant également tous les deux « section chilienne de l'Internationale communiste ». On va, pour les distinguer, les appeler par le nom de leur principal dirigeant, PC-Hidalgo pour le vieux noyau santiaguiste, PC-Lafferte pour l'organisation stalinienne, deux hommes qui sont des vétérans du temps de Recabarren.

A Cuba[15], l'affaire Mella continue, devenant internationale. Après sa libération, Mella se rend au Honduras, où il fait quinze jours de prison, gagne le Guatemala en barque, puis reçoit un visa mexicain grâce aux efforts de son ami communiste mexicain Enrique Flores Magón. Il va déployer au Mexique une énorme activité. D'abord chargé de la direction de la Ligue contre l'impérialisme, puis de l'agit-prop, s'occupant du journal *El Machete*, il se voit confier par les Mexicains le secrétariat intérimaire de leur parti, qu'il assure sous le nom de Juan José Martinez. Au lendemain des congrès de la Comintern et de la Profintern, en 1928, il retrouve au Mexique d'autres militants importants du PC cubain à qui le gouvernement a interdit le retour au pays après leur séjour en URSS. L'un est son vieux camarade *tabaquero* Alejandro Barreiro, le deuxième l'un des plus importants des responsables syndicaux de Cuba : l'ouvrier boulanger noir puis *tabaquero* Sandalio Junco, grand orateur, très populaire, secrétaire international de la CNOC, qui s'est lié avec Nin à Moscou lors du congrès de la Profintern et aurait dit en face à Staline ce qu'il pensait de sa politique en général et de la persécution des *oppositsionneri* en particulier. Le troisième, Antonio Penichet, est l'un des dirigeants de la CNOC. Avec eux et d'autres, comme le Bolivien Gustavo Navarro, le jeune communiste cubain Rogelio Teúrbe Tolón, Mella fonde à Mexico une association d'émigrés récents, l'ANERC (Association des nouveaux émigrés révolutionnaires cubains), qui le rend, avec la Ligue, indépendant du PCM et plus encore de la Comintern.

Il prépare entre autres – peut-être en liaison avec Sandino, avec qui il a des contacts –, ce que Fidel Castro réalisera des années après lui : le débarquement à Cuba d'un détachement d'hommes armés qui fournirait, pense-t-il, l'étincelle pour le soulèvement popu-

14. Nous avons essentiellement suivi le livre de notre vieil ami Luis Vitale, *Interpretación Marxista de la Historia de Chile*.

15. Nous avons suivi ici les premiers chapitres du livre d'Aguilar, *Cuba 1933*.

laire et le renversement de Machado. Il se rend aux États-Unis à la recherche de moyens financiers, ce qui sera invoqué par les dirigeants cubains pour l'exclure, car il s'agit d'une entorse à la ligne du moment et certains dirigeants cubains crient à la « provocation ». La véritable raison est ailleurs. Malgré bien des efforts des amis de Staline pour dissimuler ce fait, les trois hommes, ainsi que le secrétaire général du PC de Panama, Alfredo Goldsmith, ont été influencés par Andrés Nin à Moscou.

Les hommes de Staline, Vittorio Codovilla, Ricardo Martínez, puis Edgar Woog, s'inquiètent et menacent, d'autant que Mella, depuis le congrès de la Profintern, est de ceux qui souhaitent la création au Mexique d'une centrale syndicale unitaire indépendante de l'appareil d'État et qu'il rencontre un écho certain[16]. Il a une énorme activité puisqu'à ces activités politiques et conspiratives s'ajoute la revue culturelle qu'il a appelée *Tren blindado* (Train blindé), ce qui aggrave son cas, donnant consistance à l'ombre de Trotsky à ses côtés.

C'est pendant cette période que Mella tomba amoureux fou du modèle et photographe, Tina Modotti, d'origine italienne, membre du PCM en 1926, qui avait été la compagne notamment du dirigeant communiste mexicain Xavier Guerrero. Après le départ pour Moscou de ce dernier, elle s'est liée d'amitié à l'instructeur de la Comintern au Mexique, un homme du GPU, Enea Sormenti, né à Trieste, et dont le nom véritable est Vittorio Vidali, sur qui pèse une réputation d'homme des « services » et de tueur. Au retour de Julio, Tina – qu'il appelle Tiníssima – et lui se mettent en ménage en septembre 1928. Ensemble, ils dirigent le comité « Bas les pattes devant le Nicaragua ». Il la laisse pour participer aux congrès de la Ligue à Bruxelles et de la Profintern à Moscou. Ses relations amicales avec Nin, qui fait grosse impression sur le congrès de la Profintern, mettent l'appareil en état d'alerte d'autant que des hommes comme le Panaméen Goldsmith et Ismael Martínez, des syndicats de Tampico, sont de son côté. Les deux amants se retrouvent avec passion, et Vidali, devenu un proche, est souvent chez eux. On peut concevoir l'origine de cet intérêt.

Julio fait partie à Mexico d'un cercle d'oppositionnels de gauche animé par le Nord-Américain Rosalio Negrete, dirigeant des JC mexicaines, le Russe Abraham Golod, délégué de la KIM, et qui comprend également les Mexicains Manuel Rodríguez et Felix Ibarra, le tout jeune José Revueltas, futur grand romancier, le Bolivien Gustavo Navarro, en d'autres termes un cercle d'où vont sortir les premiers cadres trotskystes d'Amérique latine[17]. Mella est de nouveau exclu pour indiscipline du PC cubain à cette époque, une information mise sous le boisseau après sa mort[18] et régulièrement niée par les historiens liés à Moscou ou à La Havane bien que corroborée par des témoins et des chercheurs[19]. On sait que les attaques contre lui se succédèrent tout au long de l'année 1928 et qu'il fut exclu du CC du PCM en septembre après un réquisitoire d'Edgar Woog (Stirner), instructeur de la Comintern. Avec ce dernier, il y avait Vittorio Codovilla, l'homme qui avait abattu Penelón. Pino Cacucci cite, sans donner de référence, un épisode où Vidali, s'adressant à Mella, lui dit qu'on pouvait sortir de l'Internationale « par l'exclusion ou par la mort »[20]. Au même moment il remporte une grande victoire dans le même cadre

16. Rapport de Stirner, RTsKhNIDI 495/79/ 24A, et lettre de Codovilla, 503/1/19.

17. A. Gálvez Cancino, *op. cit.*, voir dans le même numéro 26 des *Cahiers Léon Trotsky*, p. 59-60, l'interview de Felix Ibarra par Olivia Gall, sur les relations de Mella et des oppositionnels mexicains.

18. A. Gálvez Cancino, « L'auto-absolution de Vidali et la mort de Mella » *Cahiers Léon Trotsky*, n° 26, juin 1986, p. 30-53.

19. Lettre de Codovilla à Humbert-Droz, RTsKhNIDI, 503/ 1/19.

20. P. Cacucci, *Tina, ou la beauté incendiée*, p. 92. Alejandro Galvez Cancino cite également les menaces de mort de Vidali.

avec la décision de créer la nouvelle centrale syndicale, la CSUM, que lui et ses amis avaient réclamée.

Les énormes problèmes qu'il doit affronter pèsent sans doute lourdement sur les épaules de cet homme jeune. En avril 1928, à Moscou, puis au CC du PCM de septembre 1928, pris à la gorge par ses assaillants alors même qu'il entrevoit la victoire sur le plan de la politique syndicale, il accepte, « pour conserver sa position dirigeante dans le parti », selon Russell Blackwell[21], de condamner l'Opposition de gauche et la politique qu'elle préconise. Dans les derniers mois de l'année, il craque en sens inverse après une démarche de Vidali et Díaz Ramirez venus exiger des sanctions contre son « comportement criminel », et adresse au comité central du PC mexicain une lettre de démission, que Rafael Carrillo considère comme « insultante » ; il la justifie par l'impossibilité de tout travail en commun, ce qui lui vaut d'être exclu immédiatement. Une semaine plus tard, le 3 janvier, il reconnaît l'erreur qu'il a commise et demande sa réintégration. Elle aurait été décidée sous condition de sa mise à l'écart de toute responsabilité pendant trois ans[22]. Quelques jours plus tard il est assassiné, et le PCM, soutenu plus tard par les historiens cubains, s'efforce désormais de gommer l'épisode de son exclusion.

Le 10 janvier 1929, en effet, Julio Antonio Mella, qui cheminait dans la rue avec Tina à son bras, est abattu par-derrière. Crime du dictateur Machado ? C'est l'opinion généralement admise car Mella se savait menacé de ce côté, comme en témoignent Tina Modotti, Rogelio Teúrbe Tolón, et comme le clament les dirigeants du PCM. Son ami Fernández Sánchez lui avait parlé des tueurs sur ses traces. Mais son garde du corps Gallardo était absent. Crime de Staline, dont le bras aurait été Vidali, qui n'a jamais dissimulé son hostilité politique à Mella et a pu le contrôler directement et à travers Tina ? C'est ce qu'assurent les trotskystes mexicains qui étaient en contact étroit avec lui, ce qu'assure aussi Claraval, communiste repenti, ex-membre du CC des JC, proche de lui à cette époque[23]. L'ex-agent secret José Vivès voit dans l'attentat de La Havane et le meurtre de Mella la main de l'agent stalinien Fabio Grobart (Abraham Simkovitz ou Yunger Simjovich), membre de la direction du PC cubain[24], et, pour le second, le résultat d'un accord passé avec le tueur de Machado par un homme de Vidali, Aurelio Randulfo Garcia[25]. Très récemment, l'historien mexicain Enrique Arriola Woog, au lendemain d'une recherche dans les archives de la Comintern, assure qu'il ne faut pas exclure que Mella ait été assassiné sur ordre de Moscou[26]. Tina fut détenue quelque temps pour avoir fait une déposition contestée par des témoins finalement écartés parce que trop jeunes. Expulsée du Mexique, elle va en URSS, devient la maîtresse de Vidali, puis sa compagne pour des années. Nous ne sommes convaincus ni de sa culpabilité ni de sa complicité dans le meurtre de Mella. Ou bien a-t-elle vu et décidé de se taire, pour des raisons qui peuvent avoir existé ? On peut espérer que les archives du KGB ont la clé de cette affaire.

La défense du PCM sur ce point, par son secrétaire Martínez Verdugo, qui dispose au moins des archives de son parti, est d'une faiblesse insigne : il écrit que la thèse de l'assassinat de Mella pour « trotskysme » a été défendue par « quelques renégats qui avaient travaillé dans le secrétariat latin de l'IC, sur la base de la falsification des faits réels[27] ». Le fait qu'il ne cite pas les « renégats » en question est bien mauvais pour sa

21. R. Blackwell, « Mella », *The Militant*, 15 janvier 1931.
22. Article inédit de Christine Hatzky pour *International Newsletter*, janvier 1997.
23. B. Claraval, *Cuando fui comunista*, Mexico, 1944, notamment p. 31-70.
24. J. Vivès, *Les Maîtres de Cuba*, p. 62-65.
25. *Ibidem*, p. 62-63.
26. E. Arriola Woog, « Entrevista », *El Financiero*, Mexico DF, 20 février 1995.
27. Martínez Verdugo, *op. cit.*, p. 108.

cause. Une dernière remarque : des chercheurs honnêtes mais candides ont rejeté la version de l'assassinat de Mella, réalisé directement ou non par des hommes de Staline, en disant qu'à l'époque « il n'employait pas de telles méthodes ». Curieux dogmatisme. Il faut évidemment leur répondre que Staline a bien dû commencer un jour et que, dans la période du brutal tournant vers la troisième période, il n'y a rien d'ahurissant à ce qu'il ait pris aussi un tournant brutal dans le domaine des « méthodes ». Après le meurtre, la presse s'en donne à cœur joie avec les photos de Tina nue, la traitant ouvertement de putain, énumérant ses amants ou prétendus tels, publiant sa correspondance.

Malgré son importance, l'affaire Mella ne résume pas toute l'histoire du PC cubain. Retour d'URSS et bien que dans un très mauvais état de santé, l'écrivain et poète Rubén Martínez Villena a gardé toute sa fougue, que nourrit le mouvement de masse. Une nouvelle crise éclate en 1933, quand le dirigeant communiste de la grève générale contre Machado, César Vilar, accepte de proclamer la fin de la grève à la demande du dictateur aux abois, dans l'espoir d'un accord avec lui. Les hommes de l'IC l'y ont encouragé. Rubén Martínez Villena, l'homme qui, avant la révolution, avait traité Machado d'« âne muni de griffes » et protégé Mella contre les bureaucrates, se déchaîne contre les hommes de Moscou qui ont voulu ce compromis qu'il juge une trahison. Il se heurte là-dessus au nouveau secrétaire général, l'avocat Jorge A. Vivó, ancien compagnon d'exil de Mella, qui, lui aussi, se tournera finalement contre Grobart et les siens. Martínez Villena s'est épuisé dans ces combats internes. Sa tuberculose l'emporte en janvier 1934. C'est l'obscur Blas Roca – banalement Francisco Calderio, qui a pris le nom d'un roc, probablement pour imiter l'acier stalinien – qui va devenir pour des décennies le secrétaire du parti sous l'aile de Fabio Grobart. La stalinisation du PC cubain est achevée.

Au Mexique, la confusion semble totale au cours des années 28-30, les dernières du secrétariat général de Rafael Carrillo Azpeitia, et le PC semble osciller de la politique droitière d'alliance avec l'un des blocs bourgeois à l'extrémisme insurrectionnel. C'est en janvier 1929 que Mella a été assassiné. Le délégué de l'IC, Grollman dit Oswaldo, arrive un mois plus tard. En juillet précédent, le Vénézuélien Ricardo Martínez, de retour de Montevideo, avait lancé contre Mella l'accusation de « trotskysme ».

Le 5 mars 1929, à la suite d'un soulèvement militaire appuyé par la droite cléricale, sous le commandement du général Escobar, le PCM adopte un manifeste dans lequel il exige l'armement des organisations ouvrières et paysannes pour leur permettre de participer à la lutte et « garantir la défense des régions et villes menacées par les troupes réactionnaires ». Il réclame en même temps l'épuration immédiate de l'armée et de l'appareil administratif, et le remplacement des suspects épurés par des hommes désignés par les organisations ouvrières. Saisie et partage des grandes propriétés agricoles et de leur matériel, contrôle ouvrier des entreprises industrielles, constitution de comités d'usine sont quelques-uns des mots d'ordre lancés. Le manifeste exige aussi du gouvernement les moyens d'impression dont disposent les journaux « réactionnaires ». Il conclut de façon très claire : « Seul un gouvernement d'ouvriers et de paysans pourra garantir la paix et le pain, la terre et la liberté[28]. » Il est difficile de déceler si certains, à la direction du PCM, avaient des arrière-pensées insurrectionnelles, comme l'ont assuré des gens aussi peu suspects du point de vue du stalinisme que David Alfaro Siqueiros. Il est plus probable cependant que l'impulsion venait de Moscou, où s'engageait la ligne de la « troisième période ». Certains ont accusé l'homme de la Comintern, le Suisse Woog (Stirner), revenu cette fois sous l'identité de Martin, d'avoir été à l'origine de cette tentative de lutte armée. Ce n'est pas impossible.

28. *El Machete*, 19 septembre 1929.

Dans les semaines qui suivent, à la suite de sa victoire contre l'*asonada* – le soulèvement militaire – dirigé contre le président Portes Gil, le gouvernement mexicain se retourne contre le PC mexicain, qui semble bien avoir tenté de prendre les armes et le pouvoir dans le même élan. Celui-ci est interdit le 6 juin, et rejeté ainsi, comme les organisations de masse qu'il contrôle, dans une clandestinité qui durera jusqu'en 1935. C'est en tant qu'insurgés que sont exécutés le 14 mai, à Durango, 15 communistes, dont le leader paysan José Guadalupe Rodríguez, puis, le 15 juillet à Acuyacán, le dirigeant syndical paysan et guérillero Hipólito Landero. Sous l'impulsion des « instructeurs » commence alors une vague d'exclusions massives d'« opportunistes de droite » parmi lesquels le dirigeant paysan Ursulo Galván et plusieurs de ses lieutenants[29], le peintre Diego Rivera, l'économiste Fritz Bach[30] et un peu plus tard David Alfaro Siqueiros lui-même. Cette purge sonne le glas de bien des espoirs. Martínez Verdugo, dans l'*Histoire* de son parti, écrit : « La politique d'"épuration" des prétendus éléments droitiers entreprise par l'IC » a fait que « le PC perdit alors une grande partie des dirigeants politiques, intellectuels et de masse qu'il avait réussi à regrouper[31] ». On ne peut se défendre d'avoir le sentiment qu'autour de cette année 1929 s'étaient accumulées au Mexique les conditions d'une explosion révolutionnaire et que l'initiative de Moscou consista à chasser des rangs du parti tous les « hommes de masse » qui y restaient encore, et ce sous les prétextes les plus divers.

C'est en tout cas à la conférence de Buenos Aires du 1er au 12 juillet 1929 que la nouvelle ligne est exposée au PC mexicain et les premières mesures prises. Le 2 décembre, Rafael Carrillo, dont l'exécutif ne veut plus, démissionne pour raisons de santé, remplacé au secrétariat général par Hernán Laborde, un cheminot, membre du parti depuis 1925, connu pour avoir dirigé des grèves dures. A peu près au même moment que de la droite, on s'est débarrassé de l'Opposition de gauche. Sous la houlette du Canarien Rosendo Gómez Lorenzo, la direction des JC mexicaines est profondément épurée, Negrete exclu, avec la majorité de la direction, après avoir été sévèrement passé à tabac – grièvement blessé – par les dirigeants et leurs hommes de main.

Au Brésil, nous avons vu qu'Astrojildo Pereira a été remplacé, et son remplaçant va l'être très vite à son tour. Le PCB subit une noria de dirigeants présentée comme une « prolétarisation ». Elle dure des années – quatre secrétaires généraux successifs pour la seule année 1932 –, ce qui nuit énormément au parti, d'où se détournent des éléments formés qui répugnent aux aventures gratuites.

Dans le reste du monde, l'un des partis les plus secoués est le Parti communiste d'Afrique du Sud, où l'élimination de la vieille direction de Sidney Bunting, un Blanc, champion de toujours de l'africanisation, se fait au nom de... l'africanisation[32]. A la fin de 1929 d'abord, l'exécutif de la Comintern exige la dissolution de la LAR (League of American Rights) qui regroupe les organisations noires pour la défense de l'égalité des droits et interdit au CPSA tout contact avec l'ANC. Boukharine et le dirigeant noir d'Afrique du Sud La Guma se mettent d'accord pour établir que le but immédiat de la lutte révolutionnaire en Afrique du Sud doit être la création d'une « république noire, indépendante et démocratique ». Cette position n'a guère que des adversaires dans le CPSA, même chez les Noirs.

29. RTsKhNIDI ; F/495/108/102, 7-9.
30. *Ibidem*, F/495/108/102/138-142.
31. Martínez Verdugo, *op. cit.*, p. 125.
32. Pour ces paragraphes sur l'Afrique du Sud, nous avons utilisé la communication au colloque d'Amsterdam de Pieter Van Duin, « Class struggle, race emancipation or national liberation ? The communist movement in South Africa and the Comintern, 1919-1943 », ainsi que l'ouvrage d'Hosea Jaffe, *Africa*.

Puis c'est l'attaque inouïe menée par un médiocre qui n'est d'ailleurs apparemment qu'un passant dans le mouvement communiste : Douglas Wolton, de retour de l'École Lénine. Il parle au nom de la Comintern et avec son appui. A la IXe conférence, en présence de James Ford et de G.I. Safarov, il impose un vote sur liste bloquée pour le CC, ce qui élimine Bunting et cinq autres vieux dirigeants au nom de la lutte contre « l'opportunisme de droite et le chauvinisme blanc ». En septembre 1931, Bunting, devenu l'incarnation du *« buntingism »*, qualifié de « buveur de sang impérialiste », est exclu avec d'autres vieux militants, dont Bill Andrews, fondateur du parti. Les traditions du CPSA, son organisation démocratique, sont piétinées. Ceux qui protestent contre les exclusions sont exclus à leur tour, comme Jimmy La Guma, pourtant un des champions de l'africanisation. En 1933, Wolton quitte l'Afrique du Sud sans congé et ne reparaîtra pas.

Le CPSA, lui, est dans un état de démoralisation et d'isolement difficile à imaginer. Se peut-il que la Comintern joue ses sections à pile ou face sur des aventuriers, pourvu qu'ils se disent ou plutôt se clament soumis ? Dans son travail *Le Communisme et le nationalisme noir*, George Padmore, au lendemain de sa rupture, déchaîne toutes les ressources de son ironie contre ce projet, sorti, dit-il, de l'imagination de Kuusinen et également patronné par Boukharine, d'une « République noire » en Amérique du Nord, dans la ceinture noire qui va de la Virginie occidentale au Texas, avec l'espoir de satisfaire ainsi ce « sionisme noir » qui avait répondu avec enthousiasme aux promesses de Marcus Garvey pour le « retour à l'Afrique ». Les meilleurs militants noirs, assure-t-il, ont été exclus pour s'être opposés à cette revendication d'une « réserve indigène », un Bantouland avant la lettre[33]. Cette proposition d'apartheid revendiquée par les victimes, rapidement retirée, a eu, selon Padmore, le temps de provoquer l'effondrement durable du PC en Afrique du Sud. On peut imaginer aussi qu'elle a été l'un des facteurs de l'affirmation nationaliste suscitée par le PC mais finalement déçue par lui, comme le montre le cas de Messali Hadj en Algérie.

Aux États-Unis, l'élimination de Jay Lovestone et des siens n'a pas été une petite affaire. L'homme est un battant, rusé comme un renard. Il a de plus des liaisons avec l'OGPU, s'il n'en est pas lui-même agent. Enfin, la façon dont il a exclu et le déchaînement des vols et violences contre l'opposition de gauche montrent qu'il est parfaitement rompu aux méthodes du gangstérisme politique et n'a pas beaucoup à apprendre de Staline.

Theodore Draper, en grand écrivain, nous a laissé de la défaite de Lovestone un récit extraordinairement vivant et coloré. Le leader américain sait ce qui est tramé contre lui, connaît le plan des adversaires. Il s'est assuré des communications en code avec Bertram D. Wolfe à Moscou. Il prépare parfaitement son congrès, verrouillé, où il obtient 95 délégués sur 104, ne décolle jamais d'un millimètre dans son respect et son admiration pour Staline, réussissant même le coup de maître d'obtenir de lui une réponse à un appel lancé de la salle du congrès par « un groupe de prolétaires délégués » pour modifier les propositions d'organisation de l'exécutif que sont venus dicter l'Allemand Philip Dengel et Harry Pollitt. Il obtient ainsi de son congrès le vote d'une résolution d'organisation qui lui permet de préserver ses positions et de sauver la face de l'exécutif.

Et pourtant il perd, car il est pris au piège de l'invitation à Moscou, contenue déjà dans les propositions de réorganisation de l'exécutif. S'il refuse, c'est l'insubordination. Mais qu'arrivera-t-il s'il y va ? Il n'arrive dans un premier temps qu'un extraordinaire numéro de modestie de Staline blâmant ceux qui se disent « staliniens », prêchant l'amitié, contre le fractionnisme, et jouant au parangon de toutes les vertus. Mais cette tentative de séduction rencontrant de la résistance, elle est bientôt suivie de véritables séances de

33. G. Padmore, « Communism and Black Nationalism », *Pan-Africanism or Communism*, p. 232-234 et 332.

violences verbales et de menaces : « A présent, vous avez encore formellement la majorité. Mais demain, vous ne l'aurez plus et vous serez tout à fait isolés si vous essayez de commencer à combattre les décisions de l'exécutif[34]. » Et peu après : « Pour qui donc vous prenez-vous ? Trotsky m'a défié. Où est-il ? Zinoviev m'a défié. Où est-il ? Boukharine m'a défié. Où est-il ? Et vous ? Quand vous rentrerez en Amérique vous n'aurez plus avec vous que vos femmes », concluant : « Il y a beaucoup de place dans nos cimetières[35]. » Quand Lovestone revient après s'être engagé, pour sortir d'URSS, à tout ce qu'on exigeait de lui et arrive aux États-Unis, c'est pour découvrir que la prédiction de Staline est confirmée : dans le parti, d'où il est vrai que beaucoup de communistes sont déjà partis, la campagne stalinienne, avec l'utilisation de tous les moyens possibles, a ramené sa majorité de 90 % à une minorité de 2 %. Violences dans les réunions, menaces permanentes, dans la rue, au domicile des membres. Menaces sur l'emploi, corruption ouverte. Tout est bon. Lovestone est battu et bien battu. De la direction collective installée à sa place, l'exécutif va aider Earl Browder à se dégager par les responsabilités qu'il attribue aux autres. Il prend officiellement le titre de secrétaire général en 1932 et dirige le parti pour nombre d'années.

Nouvelles directions asiatiques

En Indonésie, c'est la droite qui est visée en la personne de Darsono, attaqué avec fureur par Musso qui récapitule en toute occasion tous ses péchés opportunistes. Le 26 décembre 1930, le présidium de l'exécutif l'exclut pour « opportunisme », tentative d'alliance avec les nationalistes bourgeois, efforts de recrutement chez les étudiants plutôt que les ouvriers[36]. Musso est maintenant le dirigeant incontesté du PKI.

Au Japon, après la dissolution et l'effondrement du deuxième parti, l'exclusion de Fukumoto, soupçonné de « trotskysme », la répression a été féroce. Watenabe s'est suicidé. Entre 27 et 28 ont été arrêtés, non seulement Arahata, mais Hakamada, Ichikawa, Kasuga, Kitaura, Nakeyama, Shiga, qu'on peut suivre dans les notices biographiques. Certains vont perdre la raison, d'autres demeurer en prison des dizaines d'années. La combinaison du désespoir et des affirmations sur le caractère révolutionnaire de la période donne des résultats détonnants mais pas surprenants[37]. Seigen Tanaka, jeune cadre du PCJ, qui a milité chez les paysans puis, après son adhésion au deuxième PC, a dirigé une grève de 6 000 dockers, et, arrêté, s'est évadé, en est le principal protagoniste. Prenant la place des dirigeants arrêtés, il a décidé, en avril 1929, de réunir les débris du PC japonais et d'introduire les méthodes de la lutte armée, parfois le simple karaté, ses groupes intervenant dans les grèves et même les manifestations publiques pour contribuer à la « radicalisation ». Il est appuyé par l'organisation des JC de Tōkyō. Bien entendu, il est arrêté en juillet 1930. L'épisode est typique et significatif de l'aventurisme de la politique de la Comintern interprétée par des jeunes gens impatients. Le nouveau dirigeant, choisi parmi les Kutviens, plus sûrs du point de vue de Moscou, est un jeune homme de moins de trente ans également qui a habité plusieurs années à Moscou. Jokichi Kazama a travaillé à la Comintern pendant des années, à sa sortie de la KUTV, à Moscou d'abord, puis au bureau de Vladivostok. Il a été convoqué à une réunion du bureau oriental qui l'informe de sa promotion.

34. Cité par T. Draper, *American Communism and Soviet Russia*, p. 419.
35. T. Draper, *op. cit.*, p. 422.
36. RTsKhDNI 495/2/37.
37. Nous avons utilisé pour cette partie la communication à *Amsterdam 1992* de Tosio Iwamura, *The Japanese Communist Movement*, et l'ouvrage de Langer.

Parallèlement à ses efforts de réorganisation, il rédige des « thèses de 1931 » dont il pense qu'elles reflètent « la ligne » et qui appellent à la révolution prolétarienne immédiate, sans période de transition. Il tombe en octobre 1932. Quelques cadres échappent un temps au désastre. Nobumichi Ukai, qui étudie à l'École Lénine de 1930 à 1933, n'est pas renvoyé au Japon mais affecté au secrétariat syndical panpacifique. Il se fera plus tard dénonciateur sous le nom de Joe Koide. Il y a encore dans la Comintern et il y aura jusqu'au bout des querelles d'hommes, des chocs d'ambitions et des rivalités personnelles, mais ce sont partout des appareils qui ont banni ou qui veulent à tout prix bannir toute lutte de tendances et tout débat politique réel et dans lesquels commence, à l'imitation du parti russe, ce qu'on appellera beaucoup plus tard « le culte de la personnalité », la célébration des mérites, de la fermeté, de la supériorité et surtout de l'infaillibilité du « Chef ».

LIQUIDATION DE SECTEURS ENTIERS

L'un des faits les plus frappants de ce tournant est que tous les secteurs d'activité sont frappés. Certains sont victimes d'une véritable liquidation (qui va se prolonger tout au long de la « troisième période ») des résidus de l'époque précédente, qu'il s'agisse de militants ou d'organisations. Le plus souvent, d'ailleurs, l'épuration, les condamnations, les dénonciations, les exclusions se révèlent des remèdes pires que le mal, provoquant destructions, déchirures, ruptures irréparables. Nous avons vu que l'expérience chinoise avait inspiré une politique que la Comintern essaya de généraliser.

L'Étoile nord-africaine (ENA) avait été fondée par le Parti communiste français, agissant sur les instructions de la Comintern, pour devenir un « Guomindang algérien » qu'il avait pour mission de contrôler. Les militants communistes algériens gagnés en France dans les premières années 20, dont certains avaient ensuite étudié à la KUTV ou à l'École Lénine, y avaient été investis. Son président, Hadj Ali, et son secrétaire général, Messali Hadj, étaient membres du Parti communiste français. La politique de la troisième période va définitivement éloigner Messali Hadj de la Comintern. Il reprend à son compte l'idée de la construction, en France, d'un parti nationaliste et populaire, fortement teinté de marxisme et de communisme, certes, mais aussi ancêtre du mouvement nationaliste algérien, lequel rejette du courant de sa construction les militants communistes qui ne suivent pas Messali. La séparation finira par la rupture et la guerre ouverte.

Une crise identique se prépare avec les militants chargés du travail dans le cadre de la Ligue anti-impérialiste et du Comité international des ouvriers nègres de la Profintern, que l'historien Dewitte appelle « l'Internationale nègre », constitué en juillet 1928, dont la mission est « de travailler à l'instauration d'une liaison entre les ouvriers nègres du monde entier et au rassemblement de larges masses du prolétariat nègre sur le terrain de la lutte de classe ». En 1930, à son congrès de Hambourg, le continent africain est représenté par des délégués du Liberia, de la Gambie, du Sénégal, de Sierra Leone. Quatre Africains sont élus à l'exécutif. Son principal animateur est George Padmore[38], un Trinidadien dont le vrai nom est Malcolm Nurse, énorme travailleur, leader charismatique, d'abord un organisateur des Noirs américains, un communiste qui a ensuite enseigné une année à la KUTV, bourlingué dans tous les pays noirs du monde, recruté Johnstone Kamau (Jomo Kenyatta) – qui va prendre part au congrès de la Ligue à Francfort – mais pas son ami d'enfance C.L.R. James. Son quartier général est à Hambourg, dans un quartier

38. En dehors des travaux de J. Liauzu et P. Dewitte (*cf.* bibliographie), nous avons avant tout utilisé la biographie de James R. Hooker, *Black Revolutionary. George Padmore's Path from Communism to Pan-africanism.*

dégradé proche du port, sous la couverture d'un club de marins. Il y a beaucoup d'amis, dont un très cher, le leader communiste Edgar André.

Il est mécontent de son transfert à Vienne en 1930, où il se sent isolé du reste du monde. Il y écrit cependant un livre remarquable, *Life and Death of Negro Toilers* (Vie et mort des travailleurs nègres), se lie d'amitié avec Nancy Cunard. Il est excédé par les contrôles, les bâtons dans les roues, les soupçons, la bêtise et peut-être finalement un certain racisme. Il a été emprisonné plusieurs mois après la prise du pouvoir par Hitler, mais découvre en sortant de prison qu'il n'a pas été avisé de la dissolution de l'organisation des ouvriers nègres. Il ne peut évidemment accepter cet acte politique qu'il juge une fleur pour les puissances colonialistes. Sa décision sera prise avec son ami, le Soudanais (Malien) bambara Tiemoko Garan Kouyaté, qui a, dit-on, un charme exceptionnel. Il a pris en France la tête du « travail nègre » – le « Comité de défense de la race nègre » –, commencé, dans les années 20, par le Sénégalais Lamine Senghor, mort depuis d'épuisement, de privations et de tuberculose. Là non plus, les communistes staliniens n'ont aucune solution de rechange. S'en soucient-ils ?

EXTRÊME-ORIENT DU SUD

Aux Philippines, la rupture entre nationalistes et communistes, obligatoire pour ces derniers, a lieu dans le Congreso Obrero qu'ils avaient jusque-là contrôlé ensemble. Après la scission de mai 1929, le communiste Cristano Evangelista prend la tête de la centrale syndicale KAP. Le Parti communiste y plonge des racines mais est aussitôt sévèrement frappé par la répression.

En Indonésie, nous l'avons vu, le PKI, le parti indonésien rompt avec le parti nationaliste de Mohammed Hatta sur lequel il avait tenté de s'appuyer au temps de la Ligue anti-impérialiste. Il entre dans une période de dures années d'isolement avec l'exclusion de ses « droitiers », pour la plupart, comme en Amérique latine, des éléments impliqués dans les luttes de masses et les combats syndicaux. Le poids de sa défaite de 1926 continue à peser lourd et se fera sentir encore longtemps non seulement au niveau des rapports entre dirigeants, mais dans la conscience des militants qui n'ont pas compris le déroulement de cette « révolution » tant attendue qui a tourné à l'aventure et au cauchemar. Des militants, là aussi, la direction passe à des chefs improvisés : Alimin, après les cours de l'École Lénine, et apparemment sous l'influence de son « ami » chinois Kang Sheng, s'est tourné vers le GPU, dont il va être jusqu'en 1934, quand il se réfugie au Yannan, un agent efficace dans le monde entier.

En Inde, le PC a mangé son pain blanc. Gangadhar Adhikari arrive de Moscou en Inde en décembre 1928 – plus de trois mois après la fin du VIe congrès –, apportant enfin les instructions pour la nouvelle politique[39]. Le CPI découvre ainsi qu'il doit désormais attaquer non seulement Gandhi mais sa gauche, de Jawaharlal Nehru à Subhas Chandra Bose, et l'Independance League, ces « gens de gauche » étant plus dangereux que le Parti du Congrès. La Comintern lui enjoint aussi de rompre avec le Workers and Peasant Party et d'établir sa propre organisation, indépendante. Le PC indien résiste avec souplesse, ne brise rien. Pourtant, il se reconstitue en décembre 1928 et espère réussir à prendre, sans heurt catastrophique, le tournant prescrit.

Mais le processus est brutalement interrompu avec l'arrestation, le 20 mars 1929, de trente et un dirigeants du parti et des syndicats, sous l'accusation d'être engagés dans une conspiration pour priver le roi et empereur des Indes de sa souveraineté. C'est l'accusation

39. Overstreet et Windmiller, p. 128.

dite contre « la conspiration de Meerut ». Les condamnations, au bout de trois ans et demi d'instruction et donc de détention, sont lourdes : Muzaffar Ahmed est condamné à la prison à vie, S.A. Dange à douze ans. Les conséquences sur le parti sont aussi catastrophiques que la politique imposée par la Comintern, qui a provoqué chez les cadres une vive hostilité, y compris à l'égard des méthodes de direction de la Comintern. En 1934, le CPI n'a guère plus de 140 membres. Un « noyau de comité central provisoire », embryon de direction, a été reconstitué par Adhikari en novembre 1933 seulement.

Il faut mettre aussi dans la colonne des pertes celle du Parti communiste au Japon tout entier, après les thèses ultragauchistes de 1932 et l'arrestation de Jokichi Kazama et de son comité central en octobre 1932. Il meurt de n'avoir jamais été autorisé à vivre, mûrir, combattre de lui-même et par lui-même, d'avoir dû subir dirigeants imposés et incapables, tournants brutaux et directives absurdes. Vers 1933, il est atteint de la pire des maladies mortelles, la peur et le soupçon qui frappent les clandestins sans perspectives. Les fractions opposées se traitent mutuellement de « mouchards », et les vrais mouchards n'ont qu'à regarder et attendre. Après la chute d'Einaro Noro en 1934 et surtout celle de Satomi Hakamada – encore un Kutvien qui ne faisait pas de miracles –, en 1935, le rideau tombe sur ce parti.

LA LIGUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Un autre décès important est celui de la Ligue anti-impérialiste, dont la politique semblait déjà condamnée mais dont tout l'acquis fut saccagé par la brutalité de la rupture et l'abus des ultimatums. Les violentes polémiques communistes contre l'APRA brisent évidemment les possibilités immédiates d'un front anti-impérialiste. Il s'y ajoute la dénonciation de Sandino comme « nationaliste petit-bourgeois », et, après qu'il a cherché refuge au Mexique, la rupture publique avec lui du PC mexicain, qui l'accuse de « faire alliance avec le gouvernement contre-révolutionnaire du Mexique » et de s'opposer ainsi à un « front anti-impérialiste ». Sans oublier la disparition de Mella, qui était son phare en Amérique latine. Gibarti, le secrétaire général de la Ligue anti-impérialiste, très probablement homme du GPU, y surveille de très près les membres du PC. C'est ainsi que l'Indien Virendranath Chattopadhyahya, qui, en tant que communiste, y a été placé aux postes responsables, en est écarté à cause de ses sympathies pour les « conciliateurs » du KPD et de la Comintern. La rupture est violente avec le nationaliste de gauche palestinien Hamdi Husseini, qui n'accepte évidemment pas les directives. Comme dit Walter Laqueur, à défaut de s'allier avec lui, qui était la gauche du mouvement nationaliste, on décide de le faire avec sa gauche, mais elle n'existe pas... Münzenberg, en 1930, empêche de peu l'exclusion de Sandino et de l'APRA au congrès de Francfort, ce qui eût été un aveu retentissant de la nature de la Ligue anti-impérialiste ; le processus de décomposition, ainsi ralenti, est pourtant inéluctable.

En outre, il y a la guéguerre constante des bureaux, du contrôle et toujours du soupçon. Mustapha Haïkal, qui a travaillé dans les archives de la Ligue et de Münzenberg à Moscou, résume très bien sa lente agonie vue à travers l'activité et le moral de l'homme qui l'avait créée et animée, au temps d'une autre politique. Il écrit :

> Münzenberg, qui n'avait pas participé en novembre [1927] aux discussions du secrétariat politique du comité exécutif de l'IC [...], eut très vite à ressentir les effets de la nouvelle ligne politique. Cela se manifesta tout d'abord dans de violents différends avec l'émissaire de la Comintern, Codovilla [...]. Dans plusieurs lettres, Münzenberg se plaignit du fait que Codovilla avait rayé [des noms sur] la liste d'invitation pour la session du conseil général, ce qui mettait en question la participation de personnalités importantes. [...] A Bruxelles [...], commençait ainsi le processus de désintégration qui amena jusqu'au début de 1930 tous les groupes non commu-

nistes importants à quitter la Ligue, éventuellement à en être écartés par les communistes. Cet épisode reflétait la politique de la « troisième période » de la Comintern et constituait un élément qui la traduisait [...].

Dans les mois suivants il fut de plus en plus poussé à bout dans son travail. La Ligue elle-même n'était plus qu'une agence de la Comintern, ce qui conduisit, au secrétariat politique de l'IC, à se demander s'il ne valait pas mieux dissoudre l'organisation tout entière sans autre forme de procès. Rien ne montre plus clairement à quel point le travail de la Ligue était paralysé que le fait qu'en 1933 une grande partie du matériel du secrétariat tomba aux mains des nazis, pour la seule raison qu'on n'avait pas autorisé le secrétariat de la Ligue du moment à faire passer ce matériel de Berlin à Paris sans l'accord préalable de Moscou[40].

UN TOURNANT EN PALESTINE[41]

Le tournant a été particulièrement brutal en Palestine, qui, avec les Juifs, s'était trouvée le noyau du développement initial du communisme au Moyen-Orient. Or il s'agissait désormais de combattre le sionisme et d'arabiser le parti. Bohumir Šmeral, envoyé par l'exécutif de la Comintern en mission d'étude en août 1929, est arrivé depuis quelques jours lorsque éclatent les émeutes arabes antijuives du 22 août, avec les premiers massacres de Juifs. Le secrétariat du PCP, en session, interprète ces violences comme le résultat de l'influence du leader intégriste et ultranationaliste, le grand mufti de Jérusalem Hadj Amine al-Hussaini. Les résolutions sont plutôt hostiles au mouvement et Šmeral, juste avant de se faire évacuer, fait adopter un amendement qui parle de « l'influence destructrice et dangereuse des éléments cléricaux dans le mouvement nationaliste » et affirme l'impossibilité d'un accord avec le mufti et les siens.

En fait, les communistes sont bouleversés par le massacre d'ouvriers et de Juifs pauvres parfaitement innocents, et, par ailleurs, convaincus de l'existence de racines révolutionnaires dans la paysannerie pour l'initiative des masses arabes. L'exécutif, après le rapport – peu clair – de Šmeral, condamne la position du PC, qui a parlé de « pogroms antijuifs » et qualifie les émeutes comme une partie d'un « soulèvement arabe contre le sionisme et l'impérialisme britannique ».

La sentence politique de la Comintern est prononcée, sinon tranchée, comme l'assure Hon-Tov, par Giorgi Safarov, depuis peu réintégré et chargé du Moyen-Orient. La position de la Comintern est très nette : pour elle, la communauté juive en Palestine est une avant-garde de l'impérialisme britannique. L'arabisation du parti palestinien, immédiatement engagée sur un rythme accéléré, laisse complètement désemparés les vétérans juifs venus en Palestine du sionisme au communisme. Ils se considéraient comme une avant-garde et doivent admettre qu'ils ne le sont plus et qu'il leur faut laisser la place. Nombre d'entre eux ne s'en remettront pas[42]. Le Parti communiste palestinien et les sections qu'il avait aidé à construire dans les pays arabes ne se relèveront pas non plus.

LE « CAS » CHILIEN[43]

Le conflit au Chili entre la direction et l'opposition exclue en 1931 semble, au début, inégal. Lafferte a derrière lui le secrétariat de Montevideo, c'est-à-dire l'appareil de la

40. *Willi Münzenberg* Aix, M. Haïkal, p. 126-127.
41. Voir le récit qu'en fait, notamment sur la base d'archives conservées en Israël, Jacob Hon-Tov, dans *Communism and Zionism in Palestine*, p. 118-125.
42. J. Hon-Tov, *op. cit.*, p. 122-125.
43. Nous utilisons toujours ici l'ouvrage de Luis Vitale.

Comintern, ses ressources financières, matérielles en général, et aussi en hommes. En outre, tous les moyens lui sont bons pour détruire l'adversaire – et ses hommes de main ne reculeront pas devant le meurtre, celui, par exemple, d'un de leurs adversaires communistes hidalguistes dans le syndicat de la construction, Pedro López Caceres. Mais ceux d'en face sont redoutables. Manuel Hidalgo est un homme du pays – ses camarades l'ont surnommé l'Indien, car il en a le type physique et la ruse. Il a été successivement menuisier, permanent syndical, avocat. C'est un grand orateur, un homme de masses, vrai meneur d'hommes, et aussi un dirigeant loyal, respectueux de la démocratie. C'est un dirigeant populaire, qui sera pendant des années sénateur, toujours réélu du fait de sa personnalité – de son « charisme », comme disent certains. Il a autour de lui des cadres ouvriers et paysans de grande valeur comme Emilio Zapata, Pablo López et bien d'autres, formés dans la tradition du bolchevisme avant l'apparition du stalinisme.

Dans une situation sociale très tendue du fait de la crise mondiale, les communistes laffertistes n'auront du coup aucune possibilité de s'adonner avec fruit aux errements de la « troisième période », ce qui vaut à leurs adversaires un redoublement de haine de leur part. Par ailleurs, cette situation détourne du « communisme » bien des éléments en voie de radicalisation au moment où, à plusieurs reprises, des explosions spontanées, notamment dans l'armée et chez les paysans, semblent pouvoir ouvrir la porte au développement d'une crise révolutionnaire. La première occasion se situe au mois de septembre 1931. Le gouvernement ayant décidé une baisse de 10 % des soldes, les marins de la flotte de guerre, à partir du croiseur *Almirante Latorre*, se soulèvent, arrêtent leurs officiers et exigent le remplacement de cette mesure par un impôt spécial sur les grandes fortunes. Leur comité de grève, dirigé par le sous-officier Ernesto González, prend contact avec partis et organisations ouvrières tout en rejetant toute parenté communiste ou socialiste. L'opposition Hidalgo s'attache aussitôt à la construction d'un Comité révolutionnaire du front unique ouvrier que rejoignent les anarchistes, quelques groupes syndicaux et le Parti socialiste marxiste, qui décident de préparer une grève générale. Le parti de Lafferte méprise les avances du Comité révolutionnaire. Il ne fait rien, cependant que l'opposition parvient à organiser une manifestation, vite brisée, il est vrai, par la police. Quelques semaines plus tard, alors que les autres organisations sont engagées dans la défense des marins frappés par la répression, dans la nuit de Noël, le PC de Lafferte organise l'attaque de deux casernes avec une poignée de militants. Le PC Hidalgo stigmatise cette initiative d'« un groupe qui assassine systématiquement la révolution » par « des provocations », « aidant ainsi la bourgeoisie ».

Une nouvelle occasion surgit, de façon à vrai dire typiquement latino-américaine, avec l'aggravation de la crise économique et l'énorme impopularité de la politique présidentielle. Le 4 juin 1932, en effet, un certain nombre d'officiers font un coup d'État militaire en liaison avec les petites formations social-démocrates. L'homme fort de la junte qu'ils établissent est le directeur de l'École de l'air, le populaire colonel Marmaduke Grove. La junte annonce l'instauration d'une « république socialiste » et adopte des mesures populaires comme la restitution des objets gagés et le moratoire des dettes et loyers. Ainsi avait commencé la Commune de Paris. Elle promet aussi des nationalisations, la protection des paysans, des mesures pour les salariés et l'éducation, précisant cependant : « Les membres de l'actuel gouvernement ont embrassé la cause de la révolution, précisément pour éviter la dictature communiste à laquelle nous conduit fatalement le régime capitaliste. »

Cette fois, les deux organisations communistes se retrouvent au début au sein du Conseil révolutionnaire des ouvriers, paysans, soldats et marins, qui se réunit à l'université contrôlée par les hidalguistes. Mais elles prennent des positions opposées. Les gens de Lafferte

réclament une opposition totale à la junte, ceux de Hidalgo se prononcent pour un « soutien critique », et, pour lui donner valeur, revendiquent l'armement du prolétariat. Battus au vote des organisations du Conseil révolutionnaire, qui donne la majorité aux laffertistes, les communistes d'Hidalgo le quittent et constituent un autre rassemblement, l'Alianza Obrera, qui reprend leur politique – soutien critique et armement du prolétariat. Mais il n'y a finalement ni débat ni révolution : le 12 juin, un coup d'État militaire de droite renverse la junte, met fin à la « République socialiste ». L'Alianza Obrera, à l'initiative des communistes-Hidalgo, lance le mot d'ordre de grève générale révolutionnaire : trois jours pendant lesquels tous les trains seront arrêtés ainsi que de nombreuses activités.

Aux élections qui suivent, le PC-opposition fait élire deux des siens, Hidalgo au Sénat, Zapata à la Chambre. A la présidentielle, il soutient Grove en expliquant : « Le PC combat pour l'unification du prolétariat et l'action révolutionnaire unifiée par lui, et, dans ces moments, Grove constitue, en dehors de ses camarades d'un gauchisme infantile, un solide centre possible d'union politique qui peut être transformé en action révolutionnaire effective pour la prise du pouvoir. » Le résultat de la présidentielle est significatif : Alessandri, candidat de la bourgeoisie, obtient 187 000 voix et Grove plus de 60 000, Lafferte plafonnant à 4 128 voix. Au Chili, la troisième période n'a pas amené de désastre sanglant mais a complètement laminé le Parti communiste en donnant naissance à un grand Parti socialiste.

La naissance le 19 avril 1933, par fusion des différents groupes socialistes existants, d'un Parti socialiste de type nouveau puisqu'il rejette l'opportunisme et la collaboration de classe de la IIe Internationale et l'aventurisme et le sectarisme de la IIIe, affirme que le socialisme ne peut naître d'une transformation du capitalisme par évolution, apporte un élément de renforcement de l'organisation ouvrière : le PC stalinien a maintenant, face à ses entreprises provocatrices et destructrices, un très sérieux obstacle. Il ne pourra pas transformer en sanglante aventure les soulèvements paysans du désespoir de 1934.

DES POSITIONS NOUVELLES FRAGILES : AU MOYEN-ORIENT

On ne démobilise pas impunément une avant-garde dans un pays sans traditions ouvrières, sans expérience de la lutte de masses. L'Égypte en fournit un autre exemple. En 1939, le gouvernement égyptien d'Ismaïl Sedky, par ailleurs président de la fédération des industries, à la solde de l'occupant britannique, reprend, sans avoir à combattre, les conquêtes de la révolution, abolit la Constitution de 1923 et instaure la terreur contre les organisations ouvrières. Pourtant, de nouveaux noyaux communistes apparaissent. Les positions se précisent au Moyen-Orient, bien qu'elles soient encore terriblement fragiles. Du PC syro-libanais, au Liban, Fouad Chimali est écarté en 1932. Il reste Madoyan. Deux tout jeunes dirigeants apparaissent en Syrie, Mustafa Aris, un typographe qui va être emprisonné, cependant que l'instituteur Khaled Bakdach est, lui, exilé de fait pendant trois ans. L'Arabe Sadi est brièvement à la tête du PKP.

Les premiers traits d'une organisation communiste se dessinent en Iraq. Les premiers fils en remontent à de jeunes hommes qui sont allés étudier à la KUTV à la fin des années 20 et au début des années 30. Cellules et cercles ainsi constitués se réunissent en 1933. Ce n'est que plus tard, en juin 1935, que naîtra le parti lui-même. Deux noms sont à retenir ici : celui de Petros Vassili, né à Tiflis, parlant toutes les langues du Moyen-Orient et de l'Europe orientale. C'est un ouvrier tailleur ; l'autre est Fah'd, la Panthère. Cet homme jeune, comptable puis électricien, a été son élève en 1927 et a appris de lui les rudiments du marxisme. Il a ensuite essaimé dans le Sud irakien des cellules communistes en 27, prenant appui sur d'anciens Kutviens qu'il réunit à Bagdad en 1933. Il est ensuite

parti en URSS. Les progrès dans cette région du monde sont évidents mais limités, et les groupes vont de quelques membres à quelques dizaines. Ils n'ont pas de passé, et c'est un handicap en même temps qu'un soulagement. Mais ont-ils un avenir ?

UNE POLITIQUE SUICIDAIRE

Nous n'allons pas décrire maintenant dans le détail la politique de la Comintern pendant la « troisième période ». Nous en avons montré les postulats avec la théorie du « social-fascisme » et l'analyse qu'en avait faite le Xe plénum de l'exécutif. Nous venons de voir comment ses exigences et surtout les résistances qu'il rencontrait, chez les hommes comme dans la réalité, ont conduit l'exécutif à imposer dans toutes les sections un régime de subordination aux véritables proconsuls qu'il envoie comme « instructeurs » et, comme disait Bullejos, qui en savait quelque chose, aux « laquais » qu'elle intronise. Les nécessités de la composition d'un travail complexe nous ont amené à décider de traiter plus loin de la politique de la troisième période dans le pays clé à l'époque, l'Allemagne de Weimar, menacée par la « marée brune », mais aussi la forme spécifique qu'elle a revêtue en Chine. Et nous venons de voir un certain nombre de traits de cette politique dans un pays comme le Japon. Aller plus loin et examiner la politique de la « troisième période » dans tous les pays importants nous entraînerait sans doute beaucoup trop loin. Nous nous contenterons de quelques exemples.

L'Italie d'abord, dont le Parti communiste – et pour cause – a le mieux résisté à l'introduction des nouvelles analyses fantasmagoriques des formes « nouvelles » du fascisme. Laissant de côté les analyses générales, qui sont celles de la Comintern, et particulières, dans lesquelles Togliatti introduit souvent ses propres nuances et subtilités d'analyse, nous nous intéresserons au bilan politique et humain. Il est sec et brutal, et, comme le souligne Giorgio Amendola, « en tant que “tournant”, lié sur le plan international à une orientation gauchiste, sectaire et schématique ». Malgré le caractère « d'initiative concrète unitaire » que ce dernier lui attribue, il ne pouvait guère en être autrement. Luigi Longo présente un plan de « groupes de défense » formés « de toute la masse ouvrière qui se met en mouvement », quand *L'Unità* écrit en mars 1930 : « Nous devons nous préparer à donner du plomb au fascisme et au capitalisme qui, depuis sept ans, nous oppriment, nous affament et nous saignent : c'est le problème actuel, urgent, capital. » Quand *Avanguardia* écrit dans son numéro de mars-avril de la même année : « Le 1er mai, nous devons commencer la lutte violente dans les rues contre nos ennemis de classe », il ne peut sembler que trop naturel que les militants revenus au pays pour combattre fassent preuve d'un peu « d'impatience révolutionnaire ». Les communiqués annoncent triomphalement 5 000 recrues, mais le fait est que, moins d'un mois après leur arrivée au pays, la majorité des dirigeants désignés pour constituer le « centre interne » sont déjà sous les verrous, arrêtés dans le cours de la préparation de la journée du 1er août contre la guerre et le fascisme, évidemment criée sur les toits par tracts et affiches.

La hâte avec laquelle la direction désigne comme « traître et donneur » le jeune Vecchi, dont le père est passé aux fascistes, est en elle-même suspecte, et, de sa prison, Camilla Ravera met en garde contre cette explication. La suite est abjecte, plus encore que cette politique de folie. Le jeune Eros Vecchi réussit, avec un faux passeport fourni par le parti, à revenir en France. Convoqué à Sartrouville dans le local du « Centre extérieur », il est condamné à mort. Mais il résiste de toutes ses forces à ses « exécuteurs » – à la fois dirigeants et juges –, réussit à s'enfuir, blessé, est retrouvé dans une rue, inanimé, par un facteur. C'est le prétexte, après la découverte par la police de nombreux documents, à l'arrestation en France d'une centaine de communistes et à une campagne de presse contre

les « tchekas ». communistes. Les années de prison continuent à pleuvoir et les coups aussi.

Les communistes italiens ne se sont pas rendus sans combat aux folies staliniennes de la « troisième période ». Le comité central de mars 1930 frappe durement ceux qu'on appellera « les trois », les anciens dirigeants du Centre clandestin émigrés à Paris, Pietro Tresso, dit Blasco, Alfonso Leonetti, ancien collaborateur de Gramsci, et le militant syndical Paolo Ravazzoli. Ces trois militants respectés se sont en effet ouvertement dressés contre la nouvelle politique et ses conséquences, catastrophiques pour le parti. Ils vont être exclus très vite.

La troisième période en Grèce a été décrite de façon très vivante par A. Stinas. Après avoir rappelé les déclamations de la *Pravda* sur la radicalisation des masses et l'imminence de la révolution, il écrit :

Il fallait que l'action des partis communistes donne l'illusion que telle était bien la situation. Et si les révolutions et les grèves générales ne se commandent pas, on peut néanmoins concocter des « manifestations combatives ». A Athènes, par exemple, dans les endroits les plus passants (à Haftia ou place Syntagma) et aux heures de pointe, un orateur du parti montait sur une chaise et jetait l'opprobre du haut de cette tribune sur les social-fascistes, les agraro-fascistes, les archéo-fascistes, les trotskystes-agents-de-la-Sûreté, et concluait par un appel enflammé à la grève générale et aux incursions armées des paysans dans les villes.

Les quelques membres du parti et des Jeunesses communistes qui l'entouraient applaudissaient puis se sauvaient à toutes jambes à l'arrivée de la police et les matraques s'abattaient sur la tête des passants sans méfiance. Une fois, à Haftia, alors que le rideau tardait à se lever sur cette comédie honteuse en regard des principes du mouvement ouvrier, le chef des policiers, qui avaient pris position depuis longtemps et attendaient, cria à Klaras, l'orateur permanent des rassemblements illégaux : « Alors, Thanassis, on commence quand[44] ? »

COMMUNISTES CONTRE TRAVAILLEURS ?

Dans certains cas, la politique nouvelle amène les communistes à se dresser par la violence contre la masse des travailleurs, ce qui prend des formes hallucinantes, comme en Pologne. Hersh Mendel (Sztokfisz) est de retour à Varsovie, venant d'URSS, en 1930. Il écrit : « Notre naufrage était aussi bien moral que politique. C'était une époque où le Parti communiste voulait tout régler à coups de couteau[45]. » Il explique ce qui se passait alors dans la « rue juive » :

De nombreux syndicats avaient subi des scissions. Précédemment, les grèves étaient préparées et menées de façon unitaire. Mais depuis qu'on se mettait à traiter de fascistes les syndicats du Bund, on ne pouvait plus espérer l'unité ! Nous décidions de déclencher des grèves, puis, revolver au poing, nous allions trouver les ouvriers des autres syndicats. Il s'ensuivit d'épouvantables luttes fratricides dans les rangs ouvriers. On pratiquait de même dans les usines polonaises[46].

Après avoir raconté le sinistre épisode de l'assassinat d'un ouvrier boulanger bundiste par l'ouvrier boulanger communiste Luxemburg, un illettré, et le massacre de ce dernier par la police, il poursuit :

Pas une semaine ne se passait sans que nous n'appelions à la grève générale. Seule une poignée de jeunes Juifs y participait. Nous étions forcés de jouer toute cette comédie pour appliquer la thèse de Staline selon laquelle la première grève générale venue pouvait se transformer en

44. A. Stinas, *Mémoires*, p. 137.
45. H. Mendel, *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, p. 300.
46. *Ibidem*, p. 301.

insurrection armée. La Pologne devait avoir aussi ses grèves générales ! Comme elles n'étaient suivies par personne, nous étions acculés à commettre quelques excès ! On manifestait tous les deux ou trois jours. Pas un seul ouvrier polonais ne suivait nos manifestations ; les ouvriers juifs eux-mêmes avaient fini par s'en lasser, à l'exception de quelques jeunes gens. Et encore, pas beaucoup.

La police n'avait aucun mal à les disperser. Chaque manifestation se soldait par des victimes. Au lieu de mettre un terme à cette sinistre aventure, le parti voulait la parachever par quelques meurtres ! Si les masses s'abstenaient, c'est parce qu'on ne leur donnait pas l'occasion de combattre les armes à la main ! Nous allions donc armer les manifestants. Le parti trouva même un stratagème pour orchestrer des affrontements armés[47].

Sur un dernier point, il apporte aussi un témoignage sur la nouvelle politique : « Un chapitre particulièrement honteux : l'organisation des vols dans les magasins. Le parti voulait démontrer qu'une famine épouvantable sévissait en Pologne. Pour que cela soit crédible, il fallait faire état de vols commis dans les magasins d'alimentation par des crève-la-faim. Le parti organisa donc le pillage[48]... » La conclusion du vétéran polonais résume la tragique situation créée par les directives staliniennes et les réactions des communistes des premiers temps :

Tandis que le Parti communiste organisait le vol dans les magasins, lançait une grève générale par semaine et commandait des manifestations armées, des groupes de hooligans antisémites laissaient chaque jour quelques victimes juives sur le pavé. Les *bjuwkess* du Bund les accrochaient souvent et leur menaient la vie dure. Nous nous adressâmes au parti pour qu'il mette à notre disposition ne fût-ce qu'une dizaine d'ouvriers polonais qui, au nom de la solidarité prolétarienne, nous aideraient à combattre ces hooligans. Le parti répondait qu'il ne pouvait satisfaire à notre demande car il n'existait pas d'ouvriers dans le genre que nous cherchions ! La situation était révolutionnaire, on était à la veille de la guerre civile... mais le parti n'avait pas dix ouvriers à nous donner pour nous aider à chasser les pogromistes[49] !

Des aventures sanglantes

Pour aborder la même question sous un autre angle, il est bon de jeter pour l'Amérique latine un coup d'œil aux textes qui fondent la troisième période sur ce continent. La résolution du plénum de juillet 1929 du PC mexicain assure :

Le passage au Mexique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie du côté de l'impérialisme, loin d'atténuer les contradictions capitalistes, les aggrave. Il s'ouvre aujourd'hui pour le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans les grandes perspectives de la lutte pour le pouvoir. Aujourd'hui, au Mexique, la lutte contre le capitalisme, y compris celui qu'on appelle national, est la lutte contre l'impérialisme, et la lutte contre l'impérialisme est la lutte pour le socialisme, lié à la lutte contre le latifundisme à la campagne. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie ont perdu tout caractère anti-impérialiste. [Elles] prennent un caractère franchement fasciste. [...] La révolution petite-bourgeoise et démocratique de 1910, maintenant terminée, n'a résolu aucun des problèmes posés par les masses laborieuses qui y ont pris part et elle a fini en contre-révolution [...]. L'imminence d'une nouvelle révolution se déduit de l'absence de solution à ces graves problèmes que sont la libération du pays du joug impérialiste, la question agraire et le problème ouvrier.

[Par sa signification], elle sera une partie de la révolution prolétarienne mondiale, une révo-

47. H. Mendel, *op. cit.*, p. 302.
48. *Ibidem*, p. 303.
49. *Ibidem*, p. 304.

lution ouvrière et paysanne latino-américaine, une révolution anti-impérialiste, qui sera dans ses débuts, à la campagne une révolution petite-bourgeoise démocratique pour abattre le latifundisme, et dans les villes une révolution socialiste. Sa force motrice, ce seront les ouvriers, les peones, les fermiers asservis et les pauvres *ejidatarios*, les paysans sans terre, les masses paupérisées qui se soulèveront contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie, contre le réformisme et l'anarcho-syndicalisme[50].

Nous pourrions continuer par l'hégémonie du Parti communiste et l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan. Nous arrêtons. Ce ne furent ni la Révolution russe ni la naissance de la Comintern, ce fut la troisième période qui vit la mondialisation de la langue de bois. Mais on comprend combien elle put faire couler de sang inutile avec sa conception millénariste et messianique, particulièrement chez les populations les plus misérables et les moins instruites, donc les plus crédules. La troisième période s'est en effet traduite également par de véritables aventures et beaucoup de sang répandu. Une grève, peut-être la plus coûteuse en vies humaines de l'histoire de l'humanité fut celle des ouvriers *bananeros* de Santa Marta, en Colombie, en novembre 1928, contre l'United Fruit.

LA GRÈVE DES *BANANEROS*

La société américaine se livrait à une exploitation éhontée des travailleurs en s'appuyant sur l'« armée de réserve » des colons installés sur les marges des plantations et à qui elle avait laissé des lopins. Une tournée d'agitation et de propagande, d'appel à l'organisation et au combat, fut entreprise par le groupe communiste colombien, avec l'immense oratrice de masse qu'était María Cano, révélation de la campagne de solidarité avec Sandino. Les communistes sont dirigés par un ancien *bananero*, Ignacio Torres Giraldo, et par Raúl Mahecha, un ancien anarcho-syndicaliste. Ils ont pris la tête du mouvement dont les revendications essentielles, depuis la conclusion de conventions collectives jusqu'à l'organisation des services médicaux, n'étaient que dans l'application de la loi. Augusto Durán, le chef du groupe et deux instructeurs étrangers, Octave Rabaté, le Français, et l'Américain Kornfeder, étaient également sur place. Après le rejet des revendications et le refus patronal de négocier, la grève fut décidée le 11 novembre, avec déjà plus de 400 ouvriers incarcérés. Contre les grévistes se déchaîna une campagne dénonçant les violences, la « terreur communiste ». L'historien Ricardo Sánchez écrit : « Cortès Vargas parlait d'un soviet dans la région, et le gouvernement disait qu'il n'y avait pas de grève, mais une insurrection[51]. »

Victor Alba assure que les communistes, ayant pris la direction de la grève, « la convertirent en grève politique, attaquèrent la troupe et provoquèrent ainsi une féroce répression[52] ». La direction communiste du mouvement n'a-t-elle pas su éviter le piège ou a-t-elle pratiqué la politique du pire, comme on l'en accusera plus tard dans le parti en parlant de son « putschisme » ? En tout cas, c'est en masse que les grévistes se rendent sur la place de Ciénaga, où ils doivent saluer le gouverneur. On peut évidemment douter de leur docilité et de leurs sentiments pacifiques en découvrant qu'y sont massées des troupes commandées par le général Cortès Vargas, lequel, après avoir lu un décret sur « le trouble à l'ordre public », ordonne aux soldats de tirer : des centaines, peut-être des milliers de grévistes tombent. Les soldats font la chasse à l'homme, achèvent les blessés.

50. Cité par A. Martínez Verdugo, *Historia del Comunismo en Mexico*, p. 131-132.
51. R. Sanchez, *Historia politica de la clase obrera en Colombia*, p. 79.
52. V. Alba, *Le Mouvement ouvrier en Amérique latine*, p. 160.

Le bilan final est atroce : 1 004 tués, 3 068 blessés et 500 condamnations aux travaux forcés[53]. Cela n'empêchera pas le groupe communiste, devenu Parti socialiste-révolutionnaire, de se lancer dès l'année suivante dans une nouvelle insurrection... manquée. Lors de sa transformation en Parti communiste, c'est un ancien de l'École Lénine, Guillermo Hernández Rodríguez, qui devient secrétaire général, avec l'appui des « instructeurs » de la Comintern, avant de se lancer dans une carrière politique « ordinaire ».

L'INSURRECTION SALVADORIENNE

Il en est de même pour l'insurrection salvadorienne du 19 janvier 1932, déclenchée contre le coup d'État militaire du 2 décembre du général Maximiliano Hernández Martínez par un parti communiste dont les dirigeants étaient artisans, paysans, étudiants, dans un pays que Roque Dalton appelle « un cimetière de pauvres[54] ». L'âme de cette insurrection était un extraordinaire combattant, Agustín Farabundo Martí, dit « El Negro ». Il avait, selon Thomas Anderson, l'auteur de *Matanza*, la réputation d'avoir été et d'être encore un admirateur de Trotsky, dont il conservait sur lui la photographie en carte postale. Cet homme, qui fut le seul à El Salvador à détenir absolument tous les contacts avec les militaires sympathisants[55], était peut-être représentant clandestin de la Comintern et d'un « service » – probablement le 4e bureau de l'Armée rouge – sous le couvert du Secours rouge qu'il dirigeait dans le bureau des Caraïbes. Il était alors âgé de trente-neuf ans et avait été expulsé de son pays, quand il militait chez les étudiants, et de plusieurs autres, avait milité un peu partout, de nouveau arrêté, avait été libéré par une grève de la faim appuyée par des manifestations étudiantes. Il avait été l'un des responsables de la Ligue anti-impérialiste à New York, puis, en mai 1928, nous l'avons vu, avait rejoint le combat de Sandino, qui lui avait donné le grade de colonel dans son armée. A son retour, deux fois encore, comme Rakovsky autrefois, il avait été expulsé *manu militari* de son propre pays et y était revenu. L'insurrection fut soigneusement préparée sur le plan technique, bien que sa date dût être plusieurs fois repoussée. Ses chefs comptaient sur l'appui de plusieurs régiments de la capitale ; on avait prévu l'élection de soviets dans les villages, avec l'insurrection paysanne qui devait suivre.

Le plan fut cassé dès le début par la découverte des préparatifs et des conspirateurs dans les casernes, le massacre systématique par les cadres de l'armée des responsables et des cadres, puis le déplacement des unités pour briser toute liaison. L'insurrection remporta quelques succès initiaux dans l'ouest du pays. Mais la férocité de la riposte tétanisa les travailleurs. Comme devait l'écrire le poète Pedro Geoffroy Ribas : « Du premier soviet d'Amérique, ils ont fait de la bouillie de merde avec leurs balles[56]. » Une fois tombées les positions enlevées par l'insurrection, ce fut le massacre systématique, appuyé sur le mouchardage, de tous les cadres des organisations ouvrières et démocratiques, comme dans l'Espagne de Franco quatre ans plus tard, à l'heure du soulèvement militaire, 4 000 morts dans les premières vingt-quatre heures. Plus de 15 000 morts, soit plus de 2,5 % de la population d'alors, au bout d'un mois. Agustín Farabundo Martí avait été exécuté avec deux dirigeants étudiants, dès le 1er février. La célébration des « martyrs » ne diminuait pas pour autant la responsabilité de ceux qui avaient de loin décidé d'envoyer tous ces pauvres au massacre.

53. V. Alba, *op. cit.*
54. R. Dalton, *Miguel Mármol*, p. 312.
55. *Ibidem*, p. 270.
56. *Ibidem*, p. 232.

LA MARCHE DU BONUS AUX ÉTATS-UNIS

La stratégie communiste aux États-Unis avec la marche sur Washington des anciens combattants a été moins sanglante dans ses résultats mais identique dans son inspiration offensive. En 1932, le mécontentement des anciens combattants s'est en effet cristallisé autour et à travers cette marche. Il s'agissait pour eux d'aller à Washington réclamer le versement immédiat, à cause de la crise, de la prime spéciale pour les anciens combattants : le *Bonus*.

Aux 36 000 chômeurs rescapés des tranchées de 17-18 qui campent dans la capitale et ses environs, coupés du reste du pays, les agitateurs du PC répètent que seule l'action de masse permettra de gagner cette bataille, qu'ils sont l'avant-garde révolutionnaire investie de la mission de la gagner. Les incidents se multiplient, comme une attaque-surprise sur le Capitole.

Le 28 juillet, l'armée déblaie. Sous le commandement du général Douglas MacArthur, des troupes sélectionnées dans lesquelles servent le major Dwight E. Eisenhower et le capitaine George Patton se lancent à l'assaut : chars d'assaut, armes automatiques, gaz lacrymogènes, attaques bien menées : les malheureux chômeurs rescapés de la Première Guerre sont violemment expulsés de leurs baraquements. Il y a deux morts, un ancien combattant et un passant, nombre de blessés et beaucoup d'arrestations. L'ordre est rétabli autour du Capitole. Le PC a gagné les communiqués bruyants contre Wall Street dans cette bataille où ont brillé contre ses hommes les futurs grands chefs militaires des armées alliées de la prochaine guerre...

LES MUTINERIES DANS LES FLOTTES

La trace de l'action des communistes et de leurs services spécialisés se trouve aussi dans de spectaculaires mutineries dans la flotte, où les conditions de vie, on le sait, rendent toute revendication explosive. Se trouvaient-ils dans la mutinerie de la flotte chilienne ? Nous avons seulement remarqué la présence et l'intervention, sur place, d'un militant d'origine argentine, l'instructeur Carlos Dukhovne. Au congrès international des gens de mer, à Altona, en 1931, en tout cas, c'est le fameux agent George Mink, responsable des gens de mer pour le continent américain, qui fit le rapport sur cette mutinerie.

La mutinerie de la Home Fleet à Invergordon eut lieu à peu près au même moment. Nous sommes tout à fait certains de la présence à bord d'un agent de la Comintern, Len Wincott, responsable des réseaux dans la flotte de guerre britannique. Le mouvement commence après l'annonce par Chamberlain de la baisse des soldes, avec des assemblées générales, à terre dans les cantines, puis sur tous les bateaux, qui élisent des comités de grève et un comité d'action, la plupart des officiers étant restés à terre. C'est le cuirassé *Rodney* qui ouvre le chemin, représenté par le marin Bond. Le gouvernement britannique cède tout de suite sur les revendications et modère la répression à des condamnations de « meneurs ». Len Wincott, réfugié à Moscou, y sera quelques années plus tard condamné et passera des années au Goulag.

Une autre mutinerie est celle du cuirassé *Zeven Provinciën*, en Indonésie. Il y a une mutinerie à Sourabaya et 85 marins y sont incarcérés. Sur le cuirassé, il y a une cellule de l'appareil militaire et un comité d'action de militants hollandais. L'organisateur de l'affaire, le Chinois Liao Chengzhi (Leo Chang), veut renouveler l'épopée du *Potemkine*, sur laquelle il a beaucoup travaillé. Profitant de l'absence de la plupart des officiers, l'équipage se mutine, élit ses délégués puis appareille le 5 février 1933. Une longue traque commence, dans laquelle le gouvernement hollandais est bien décidé à ne pas reculer

d'un pouce et exige la reddition sans conditions. Finalement il envoie l'aviation. Ses hydravions bombardent le cuirassé, faisant 25 morts et de nombreux blessés. Cette fois, les mutins décident de se rendre. La répression est sévère, et le tribunal militaire de Sourabaya condamne 189 Javanais et 5 Hollandais à de lourdes peines de travaux forcés[57]. Ces mutineries, qui, pour certains, signalaient la réapparition de troubles révolutionnaires, ne furent que des aventures sans lendemain : le moteur ne parvenait pas à embrayer !

C'est en juin 1932, sous le contrôle de l'instructeur de la Comintern, qu'a été créée sur les navires de guerre portugais l'Organisation révolutionnaire de la flotte (ORA) excluant tout civil. C'est une organisation très fermée à la discipline de fer. Elle est formellement créée sur le *Vasco de Gama* par des communistes et publie à partir de 1934 le mensuel *Marinheiro Vermelho* (Marin rouge), organe des cellules du PCP de la Flotte. Le terrain, la motorisation, l'introduction de l'artillerie conduisent au recrutement de jeunes hommes d'origine ouvrière ayant une fonction de technicien, mécanicien et armurier.

Il n'y a pas de mutinerie alors dans la flotte portugaise mais une surveillance incroyable, des arrestations et des condamnations incessantes.

UN MOUVEMENT PRIVÉ DE SA SUBSTANCE

Avant même la défaite décisive d'Allemagne en 1933 à laquelle conduit tout ce qui précède, on est tenté de dresser un bilan. La révolution n'a vaincu nulle part, et qui pis est, les meilleurs des révolutionnaires ont été perdus dans les combats contre l'ennemi extérieur, les classes dirigeantes, ou dans les conflits internes. Trotsky est en exil, hors d'Union soviétique. L'homme qui a formellement fait fonder la Comintern, Rakovsky, est en exil dans la Sibérie glacée. Ses deux premiers présidents, Zinoviev et Boukharine, ont été écartés, comme Radek, dont le rôle fut considérable, et qui est interdit de Comintern.

Exclus Chen Duxiu, le père du communisme chinois, et Peng Shuzhi, son espoir. Exclus les compagnons et proches disciples de Rosa Luxemburg, Thalheimer le théoricien et Brandler le maçon, Clara Zetkin qui ne survit qu'en forme de potiche, Paul Frölich, Paul Böttcher et Jakob Walcher, tous les anciens délégués révolutionnaires, à commencer par Anton Grylewicz, et les intellectuels de la jeune génération, Ruth Fischer et Maslow, Urbahns. Exclus Voja Vujović, le Serbe qui fut dirigeant des JS de France, l'un des fondateurs des Jeunesses communistes, les pionniers du parti français, Alfred Rosmer et Boris Souvarine, anciens membres du « petit bureau », Amédée Dunois, Fernand Loriot, Maurice Paz. Exclus le Catalan Andrés Nin, ancien secrétaire de la Profintern, comme Juan Andrade, ancien dirigeant du PCOE, avec Luis Portela, Luis García Palacios, ancien dirigeant des Jeunesses, l'Aragonais Joaquín Maurín, leader de la fédération catalano-baléare.

Exclus aussi l'ancien dirigeant des JC autrichiennes, le talentueux journaliste autrichien Willi Schlamm, les Belges Van Overstraeten, Hennaut, l'ouvrier Lesoil, le Hollandais Sneevliet, que nous connaissons mieux sous le nom de Maring. Citons encore pêle-mêle, Albert Treint, qui suivit ceux qu'il avait exclus, les « trois », les Italiens, Alfonso Leonetti, Pietro Tresso et Ravazzoli, collaborateurs de Gramsci, lui-même en quarantaine dans sa prison, Angelo Tasca et Secundo Tranquilli (Ignazio Silone). Exclus, en Europe toujours, les Suédois Karl Kilbom et toute la vieille garde ainsi que celle de Norvège, derrière

57. R. Faligot et R. Kaufer, *Kang Sheng et les services secrets chinois*, p. 113-114, proposent un récit établi à l'aide des archives du 2e Bureau. On trouve aussi des allusions dans le fameux livre de Jan Valtin, *Sans patrie ni frontières*.

Martin Tranmael, Alois Muna, le premier des communistes tchèques, Bohumil Jílek, Josef Hais et son fils Arno, Brétislav Húla, les Grecs Pantelis Pouliopoulos, ancien secrétaire du parti, Serafim Maximos. Sur le continent nord-américain, on a chassé Maurice Spector, qui fut président du parti canadien, et son ancien adversaire Jack MacDonald, James P. Cannon, Martin Abern, Max Shachtman, Arne Swabeck, du premier noyau communiste américain, mais aussi Lovestone, Bertram D. Wolfe, Ben Gitlow, qui furent à sa tête par la grâce de Moscou.

Dans les PC latino-américains, on a exclu Sandalio Junco, l'ouvrier boulanger noir qui fut un des premiers communistes cubains, Julio Antonio Mella dont l'assassinat a conduit à cacher l'exclusion. Exclus aussi le tout jeune Annamite Ta Thu Thau, ancien leader du PAI (Parti annamite de l'indépendance) – encore un petit « Guomindang » manqué –, les « Nègres » enfin, comme on disait de façon délibérément provocatrice, George Padmore et Garan Kouyaté, et aussi Jimmy La Guma en Afrique du Sud, comme le Blanc Sidney Bunting. Même Pepper a fini par être exclu.

Il y a aussi les morts de la lutte des classes dans le monde, des centaines de communistes bulgares sauvagement massacrés en même temps que Nikolaï Chabline, brûlé vif dans une chaudière en 1925, les innombrables victimes chinoises, le grand Li Dazhao étranglé dans sa cellule, Zhang Tailei, Chen Yannian, Luo Hua, et des centaines de cadres chinois fusillés à Canton. Viktor Kingisepp a été fusillé après Tomp. A.A. Ioffe, qui s'est suicidé dans un geste de protestation contre Staline, le communiste polonais Leon Purman, qui s'est suicidé après une « mission ». L'Allemand Ernst Meyer, le Panaméen Blázquez de Pedro, le Sénégalais Lamine Senghor et bien d'autres sont morts de la maladie du pauvre, cette tuberculose qui a fait sans doute plus de victimes encore que le poteau d'exécution. Trois grands symboles pratiquement inconnus. Agustín Farabundo Martí, fusillé à El Salvador, avec des milliers des siens. Antûn Marûn mort d'une grève de la faim en Égypte. Et le grand Julio Antonio Mella !

Il faut ajouter la peur dont témoignent les hommes qui sont allés à Moscou les yeux ouverts, les dégâts moraux, l'effet destructeur que cette expérience a eu sur des militants étrangers – Harry Wicks comme Hersh Mendel, qui, eux, ont laissé des Mémoires. Cette peur existe aussi chez les cadres de la Comintern : elle n'est pas seulement le révélateur de la servilité de ceux qui rêvent de « monter ». La disparition du KPD laisse la Comintern avec des partis dont les plus importants numériquement, les PC tchécoslovaque et français, n'atteignent pas les 40 000 militants et dont les autres sont des sectes de quelques milliers de membres au plus. Les nouveaux promus à la direction ont peut-être donné des gages dans le combat interne à l'appareil ou dans le cirage de bottes des dirigeants, mais, partout, l'on voit des dirigeants éprouvés chassés pour faire place aux jeunes de l'École Lénine, dont les recommandations sont, pour certains, on ne peut plus claires.

Les raisons de la stalinisation de la Comintern

Pierre Frank s'interroge sur les raisons qui expliquent la stalinisation des partis de l'Internationale. Il souligne à juste titre la différence entre le processus en Union soviétique et dans les PC des pays capitalistes. Il a également raison de rappeler que les travailleurs qui ont fondé un parti ou vécu pour lui ne le jettent pas comme on jette un vêtement usagé. Nous pensons cependant que, dans son examen de cette question, il sous-estime – c'est surprenant de la part d'un matérialiste – le poids des facteurs matériels, la corruption des hommes par l'appareil, qui ne prend pas toujours la forme crue de l'argent mais peut en revêtir d'autres, l'emploi, le pouvoir et le prestige, même dans un cadre limité. Il est surtout erroné de raisonner comme si les membres des partis et de la

Comintern avaient été les mêmes depuis l'origine de ces formations, ne se renouvelant que par le vieillissement et le rajeunissement des recrues. L'exemple du KPD, malgré ses aspects caricaturaux, est là pour le démontrer.

Ce sont des générations successives qui construisent les partis communistes et dans lesquelles sont sélectionnés les plus aptes à devenir des gens d'appareil, capables d'accepter les tournants et d'appliquer sans faiblesse la politique de Moscou. Ce sont des militants formés à l'époque du front unique qui ont accepté d'appliquer la politique de la troisième période. Ce sont ceux qui ont été formés dans la troisième période qui ont eu la charge d'appliquer la politique de front populaire. L'appareil, qui est l'instrument international de la transmission et de l'application de la politique qui passe par la Comintern, est aussi le principal facteur de la continuité comme des tournants de ses partis. Il n'aurait pu jouer ce rôle sans les moyens matériels qui lui venaient de Moscou et des dirigeants de la bureaucratie soviétique qui l'employaient et le rétribuaient. Et ne serait-ce pas là la clé de la corruption des responsables de partis communistes qui, au départ, ne voulaient pas priver leur parti de la corne d'abondance leur permettant de lutter contre le capitalisme avec des moyens matériels effectifs et utiles ? Nous y reviendrons.

En attendant, la médiocrité intellectuelle fait loi. Comment des dirigeants mondiaux, après avoir pratiquement détruit eux-mêmes leur section sud-africaine, ont-ils pu penser qu'on croirait en leur remède, un « secrétariat bicolore » avec le Noir Nzula et le Blanc Roux ?

Mais ce qui importe n'est pas ce qu'ils croient, mais ce qu'ils font croire. A cet égard la machine de propagande est parfaitement rodée : l'arrestation des agents de l'OMS Rudzik et Tatiana Moiseienko devient, aux yeux de millions d'hommes et de femmes, « l'affaire Rüegg », persécution de deux innocents syndicalistes suisses. On en verra d'autres.

CHAPITRE XXV

Ils ont livré la citadelle

La révolution mondiale commencée en Russie avait été brutalement freinée par la répression qui avait frappé, en janvier 1919, la révolution allemande entamée le 9 novembre 1918. Contrairement à ce que les bolcheviks avaient espéré l'espace d'un été, elle n'avait pas été relancée en 1923 dans cette même Allemagne où elle avait vécu alors un retentissant fiasco. Les trompettes sonnèrent une troisième fois de 1930 à 1933 au pied des remparts du capitalisme allemand.

L'année 1933 scella le destin de la Comintern en même temps que celui de l'Allemagne : pas la révolution prolétarienne, mais la dictature nazie. Car ce n'était plus désormais vers la révolution que l'humanité se dirigeait après ces années décisives, mais, une nouvelle fois, vers une guerre mondiale. Pour la Comintern, ce fut l'épreuve fatale. Elle ne la surmonta pas. Étroitement dépendante de Staline à un moment où l'Union soviétique traversait une crise terrible, et où le pouvoir de ce dernier vacillait réellement, elle se trouvait enchaînée de fait à une politique conservatrice de prudence que l'historien britannique E.H. Carr résume en écrivant : « Maintenant, une explosion révolutionnaire en Europe centrale provoquerait l'intervention française, nourrirait l'hostilité contre l'URSS et renforcerait la prise des puissances impérialistes sur le régime bourgeois allemand. Le monde était devenu un endroit trop dangereux pour des aventures révolutionnaires[1]. »

UN CHAMP DE RUINES

C'est la deuxième fois qu'une crise capitaliste se déchaîne sur ce grand pays industriel, provoquant une grave crise sociale. On dénombre plus de 5 millions de chômeurs officiellement inscrits en 1932, autant de chômeurs partiels, 2 millions de non-inscrits. En septembre de cette même année, selon la centrale ADGB, sur 100 travailleurs, 44 étaient en chômage complet, 22 travaillaient à temps partiel. Gilbert Badia indique que, dans le cours de l'hiver 1930-1931, la moitié des familles ouvrières, soit 18 millions de personnes, ne survivent qu'à peine avec des secours, allocations, cantines de charité, alors que 20 millions d'autres ne subsistent qu'avec des salaires réduits de moitié. Quelle que soit leur origine sociale, la presque totalité des jeunes – 1,5 million de sans-travail ont moins

1. E.H. Carr, *Twilight of the Comintern*, p. 44.

de vingt-cinq ans – non seulement sans travail, mais sans perspectives d'en obtenir avant de longues années. Les diplômés ne sont pas mieux lotis : en 1931, 1 000 nouveaux ingénieurs sur 8 000 trouvent du travail, et 900 sur 22 000 maîtres. Les jeunes vivent souvent, en bandes errantes, de chapardage ou de mendicité. Ruinées par la terrible inflation galopante de 1923, petite et moyenne bourgeoisie s'exaspèrent de leur paupérisation, de cette « prolétarisation » qui les frappe et les humilie, comme, pensent-ils, leur nation à travers le *diktat* de Versailles. Les petits patrons du commerce et de l'agriculture sont également touchés. 20 000 entreprises agricoles saisies sont vendues aux enchères pour la seule année 1930. Trotsky décrit ce spectacle dantesque, de sa meilleure plume :

> Une hystérie épidémique de désespoir parmi les classes moyennes : les petits commerçants ruinés, les artisans et les paysans en partie aussi, les prolétaires en chômage, les employés et les anciens officiers de la Grande Guerre qui portent encore leurs décorations mais sans toucher de solde, les employés des bureaux fermés, les comptables des banques en faillite, l'ingénieur sans emploi, le journaliste sans salaire, le médecin dont les clients sont encore malades mais ne savent comment le payer[2].

La crise a éclaté en octobre 1930. Elle vient des États-Unis, durement frappés, qui rapatrient les capitaux et ne renouvellent plus les prêts à court terme. Les exportations s'effondrent. Les licenciements succèdent aux fermetures, aux baisses de salaires. Le marché intérieur se rétrécit comme peau de chagrin dans ce cycle infernal. La bourgeoisie exige des gouvernants, y compris social-démocrates, des mesures de rigueur, la réduction des allocations de chômage en premier lieu. Le catholique Brüning, du parti du Centre, qui arrive au pouvoir en mars 1930, est obnubilé par les questions financières, ne pense qu'à éviter le déficit budgétaire et décide d'alléger les « charges » des capitalistes en écrasant les travailleurs sous les impôts, baisse de 10 % les salaires des fonctionnaires, crée un impôt pour les célibataires, etc.

LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE

Le Parti national-socialiste d'Adolf Hitler était apparu au premier plan pendant la crise de 1923, où il s'était implanté en Bavière et avait été utilisé comme épouvantail contre les communistes. Abandonné par ses *sponsors* après la disparition du « danger rouge », il avait à son tour connu la répression pour son putsch du 7 novembre 1923, qui avait valu à son chef une année de forteresse dans laquelle il est censé avoir écrit son ouvrage programmatique, *Mein Kampf* (Mon combat). Il revient au premier plan maintenant avec des troupes d'assaut, les SA (*Sturmabteilung*, section d'assaut). Il a fait un progrès fracassant lors des élections de septembre 1930, où il est passé de 809 000 voix et 13 députés à 6 401 000 voix et 105 députés. Il va atteindre d'autres sommets en voix, en obtenant 11 300 000 suffrages au premier tour de la présidentielle en mars 1932, 11 750 000 aux législatives de novembre 1932, qui révélaient néanmoins un certain tassement de sa progression et constituèrent à cet égard le signal d'un tournant.

Des progrès aussi spectaculaires s'expliquent certes par la crise et par ses conséquences psychologiques. Mais ils supposent aussi une organisation moderne des campagnes électorales, un appareil efficace, des fonds pour les réunions, les rassemblements, l'utilisation des transports aériens pour l'état-major, un appareil nombreux de fonctionnaires permanents, des troupes de choc – qui passent de quelques dizaines de milliers à 400 000 à la fin de 1932 – dont les membres étaient habillés, nourris, souvent logés, donc des moyens matériels considérables.

2. L. Trotsky, « Je prévois la guerre avec l'Allemagne », *The Militant*, 26 juillet 1932.

Le NSDAP a commencé avec l'aide de petites entreprises (le fabricant de pianos munichois Blechstein, l'éditeur Bruckmann sont les plus connus). Le constructeur de locomotives Borsig, le magnat de l'électricité Siemens commencent à contribuer. Le magnat de l'acier Fritz Thyssen reconnaît avoir contribué pour 100 000 marks-or. Le magnat du charbon Emil Kirdorf, membre du parti, ne peut pas ne pas avoir versé. A partir de 1930, quand le pouvoir devient une perspective, le paysage financier se modifie encore. Les nationaux-socialistes ont leurs hommes dans les milieux du grand capital : le banquier Georg von Stauss, Hjalmar Schacht, ancien président de la Reichsbank, des « officieux » des milieux d'affaires comme le journaliste Walter Funk et von Löwenstein, qui représente les patrons des mines. En septembre 1931, Hitler a fait une tournée parmi les magnats de la Ruhr. En octobre 1931, c'est avec les patrons de l'industrie qu'il discute des perspectives à Bad Harzburg. A l'automne 1932, il connaît de réelles difficultés, et, par exemple, l'IG Farben cesse de contribuer. La rencontre du 4 janvier 1933 avec Franz von Papen chez le banquier Schröder à Cologne branche à nouveau une source en train de se tarir.

Une fois au pouvoir, Hitler tient aux grands capitalistes un langage que le réaliste Hjalmar Schacht traduit en clair : « Messieurs, à vos poches ! » La classe dirigeante fournit aussi aux nationaux-socialistes une aide matérielle considérable et non chiffrable. L'indulgence des juges, scandaleuse dans de nombreux cas, les protège dans leurs chocs de rue avec leurs adversaires « marxistes ». La police ferme les yeux quand ils sont en cause et ne trouve que rarement les coupables quand ils appartiennent à leurs rangs. Quant à l'armée, dans les années décisives, elle contribue à leur logistique, leur offre une base arrière et des locaux sûrs pour entreposer leurs armes. De ce point de vue, il est clair que la classe dirigeante allemande, les banquiers et industriels comme les grands propriétaires de l'Est et les chefs de l'armée, comprend parfaitement qu'elle a affaire à une milice pour la défense de l'ordre social et tient son activité et ses progrès pour une sorte d'assurance contre les risques révolutionnaires, même si elle n'est par ailleurs pas toujours très rassurée quant à la moralité et aux scrupules de ces redoutables serviteurs.

Il est inutile de s'appesantir sur la doctrine sociale et sur la démagogie des nationaux-socialistes, qui combinent un chauvinisme agressif nourri des « humiliations » nationales comme le *diktat* de Versailles et la dénonciation des impérialistes étrangers et des capitalistes juifs. Leur mépris à l'égard des social-démocrates, valets de l'impérialisme occidental et qui ont « poignardé dans le dos l'armée allemande », n'est pas très éloigné de l'hostilité de nombreux travailleurs à ces « bonzes » qui les trahissent. Il n'est dépassé que par leur dénonciation et la haine mortelle qu'ils vouent aux communistes, valets de l'« Internationale juive », traîtres à la patrie allemande.

Où le Parti national-socialiste recrute-t-il ? De toute évidence dans les petites villes. Avant 1930, il compte très peu d'ouvriers, mais un grand nombre de petits-bourgeois motivés par la peur de la « prolétarisation » et, selon l'excellente expression de Michael Kater, par un « antisémitisme prêt à porter », une importante proportion de membres des classes dirigeantes, surtout étudiants. Dans la période 1930-1933, il recrute plus d'ouvriers mais ne mord pas sur le milieu ; la petite-bourgeoisie afflue sur les thèmes de l'anticommunisme et de l'antisémitisme ; le parti progresse dans la grande bourgeoisie au fur et à mesure qu'il approche du pouvoir. Ce n'est pas un parti de jeunes (moyenne d'âge autour de trente ans) ni de femmes (maximum 7,8 % en 1932). Michael Kater apporte d'intéressants éléments sur les cadres du NSDAP :

> M. Kater s'élève avec force et de solides arguments contre certains aspects de la légende nazie : les dirigeants ne sont pas des victimes de la crise sociale, ni des « marginaux » ayant une revanche à prendre. La réalité des cadres nazis, c'est le recrutement petit-bourgeois dominant,

avec [...] des attitudes idéologico-politiques caractéristiques de cette couche : haine de l'intelligence, attachement au prétendu néo-darwinisme, une philosophie de l'inégalité, de l'antisémitisme et de la xénophobie, un système de valeurs antiémancipation, antimoderne, une ambiance propice au développement des « personnalités autoritaires » qui voit se multiplier les petits chefs, l'arbitraire, la corruption et le vol : le butin, au terme de la mission, était la juste récompense de ces cadres caractérisés dans leur vie quotidienne par leur goût pour la chasse sexuelle, l'alcool et les grosses voitures[3].

LA LUTTE « MILITAIRE »

Le véritable programme des nationaux-socialistes n'est pas exactement ce qu'ils expliquent au peuple pour l'enrégimenter. C'est celui qu'ils proposent à la bourgeoisie allemande de réaliser pour son compte si elle les aide à prendre le pouvoir. Pour résoudre la crise en Allemagne, ils préconisent de remettre en cause les avantages acquis, les droits sociaux, le résultat des luttes des travailleurs. Le chemin qui permettra d'y parvenir passe par la destruction du mouvement ouvrier allemand organisé, partis et syndicats. C'est à quoi ils s'emploient consciencieusement, et pas seulement verbalement mais concrètement, pratiquement, dans la vie quotidienne, en s'efforçant de terroriser leurs adversaires par une sorte de guerre civile permanente créant une terrible insécurité. Dans ce but, tout est bon, agressions préparées contre les militants responsables, voire ceux de la base si l'occasion s'en présente, attaques systématiques contre les vendeurs de journaux et distributeurs de tracts, sabotage des réunions publiques avec hurlements puis assaut des tribunes, coups et blessures sur les participants. L'objectif est de faire peur aux curieux, aux sympathisants, aux militants âgés, aux chargés de famille, et de réduire les partis ouvriers à leur plus simple expression en les coupant de leur substance nourricière, en les isolant de la masse terrorisée, en les réduisant eux-mêmes à une inactivité impuissante dans la peur permanente. Deux témoins compétents, déjà plusieurs fois rencontrés, Peter et Irma (Hellrich) Petroff, écrivent : « La police, dont les chefs étaient social-démocrates, ne prit aucune mesure sérieuse contre les bandes brunes, tout en déployant beaucoup d'énergie contre les communistes. Elle essayait d'empêcher les combats de rue [...] mais n'entreprit jamais aucune action sérieuse contre les chemises brunes. Si ces bandes brunes avaient rencontré une résistance sérieuse et avaient été réduites à la défensive, elles auraient été rapidement dispersés[4]. »

L'historienne Eva Rosenhaft a minutieusement étudié la façon dont les nationaux-socialistes, ou plutôt leur « armée brune », ont conquis les quartiers prolétariens, particulièrement à Berlin, lors de la conquête de la capitale par le Dr Goebbels. L'infiltration dans les forteresses prolétariennes va se faire à travers l'implantation de *Sturmlokale* : « Mélange de *clubhouse* et d'estaminet, souvent équipé de matériel de couchage, sous le contrôle incontesté des SA, le Sturmlokal était une base opérationnelle, une forteresse en territoire ennemi. Entre 1928 et 1933, surtout après 1930, les Sturmlokale non seulement se multiplient mais se rapprochent de plus en plus des quartiers rouges, succédant même aux communistes dans des lieux qu'ils avaient traditionnellement fréquentés[5]. » L'historienne a étudié de près l'exemple d'une taverne dans le quartier ouvrier de Neukölln, qui, sous la direction d'Heinrich Böwe, était devenue un foyer d'activité politiques de gauche. Mais, avec la crise, le propriétaire fut menacé de ruine rapide, personne ne payant plus

3. P. Broué, « Faut-il récrire l'histoire de la montée du nazisme au pouvoir ? », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 36, décembre 1988, p. 90-106.
4. P. et I. Petroff, *The Secret of Hitler's Victory*, p. 67-68.
5. E. Rosenhaft, *Beating the Fascists*, p. 19-20.

les consommations. Il accepta alors la proposition des SA, qui lui garantissaient un débit minimal de 150 litres de bière et 30 repas chauds par jour. La taverne, qui disposait d'une salle de 100 personnes, devint un *Sturmlokal*. Tel fut le schéma général de la progression des SA, appuyée avant tout, comme on voit, sur leur puissance financière, dans ces quartiers paupérisés, pour bâtir leurs bastions et progresser en chassant l'adversaire jusqu'à ce que celui-ci n'ait plus aucun lieu sûr ni centre de regroupement. Gilles Vergnon, qui s'est attaché à cet aspect de la politique du KPD, écrit :

> Pour le KPD, réagir, c'était d'abord empêcher physiquement les nazis de s'installer dans ses « zones réservées » : pour cela, il disposait d'organisations de défense. [...] Depuis sa création, le KPD avait mis sur pied de multiples formations paramilitaires. [...] Dissous en 1929, alors qu'il comptait sans doute plus de 100 000 adhérents, le Rote Frontkämpferbund (RFB) poursuivit son existence dans la clandestinité et ses fonctions « militaires » furent assurées en principe par le Proletarischer Selbstschutz, en fait le service d'ordre du parti, et, plus largement, par le Kampfbund gegen den Faschismus (Ligue de combat contre le fascisme), qui cherchait à être un mouvement de masses.

Il ajoute : « Mais le RFB n'accepta que difficilement ce rôle subalterne. Sous l'impulsion d'Erich Wollenberg, son responsable en 1931-1932, lieutenant de réserve, ancien professeur de l'École internationale Lénine de Moscou et commandant de régiment de l'Armée rouge, il demeura le fer de lance du combat antifasciste dans les quartiers, et ses militants – bien que peu nombreux – conservaient un immense ascendant[6]. » En fait, le RFB n'eut qu'un succès limité. Il se proclamait ouvert à tous les partis, même le Parti national-socialiste, dont son bulletin écrivait qu'il y existait « de nombreux révolutionnaires honnêtes ». Les social-démocrates y furent peu nombreux. En revanche, à partir d'un noyau des JC, il recruta dans ce qu'on appelait les « cliques » – nous dirions « bandes » ou « gangs » – d'adolescents aux marges de la délinquance. En avril 1931, avec des appels au combat mobilisateurs – « Écrasez les fascistes partout où ils sont », leur disait Heinz Neumann, et *Die Rote Fahne* publia la liste des QG des SA avec leur adresse et leur numéro de téléphone –, on les lança dans un combat de rues qui signifiait résistance aux agressions, protection des locaux et des militants menacés, mais aussi assaut contre les tavernes baptisées « casernes » des SA. De vrais combats furent livrés, nombre de tavernes reprises. Le bilan des morts pour une année, de décembre à décembre, s'établit à 79 nazis et 103 communistes, dont 51 tués par les nazis. La taverne de Böwe fut attaquée le 15 octobre 1931, et ce fut un véritable événement. Les Petroff écrivent à ce sujet : « Le Rote-Frontkämpferbund, qui avait un armement sérieusement limité, était entraîné pour le combat de rues et pénétré d'un état d'esprit très militant. Contre lui, même quand les nazis étaient plus nombreux, ils étaient écrasés, à condition que la police républicaine ne vienne pas à temps à leur secours[7]. »

Mais la campagne fut arrêtée net. Le 10 novembre, en effet, le comité central adoptait une résolution qui dénonçait « l'état d'esprit gauchiste », « les tendances terroristes », « l'usage de la terreur individuelle contre les fascistes ». Bien des explications ont été proposées. Une seule rend compte du fait capital qu'elle eut pour effet d'arrêter les combats armés autour des *Sturmlokale* et dans les rues, et qu'elle n'était pas préoccupée seulement de « terreur individuelle ». Trois ans plus tard, dans une lettre publiée par *Unser Wort*, l'organe des trotskystes allemands, après son exclusion du KPD en avril 1933, Erich Wollenberg, l'ancien chef du RFB, explique que les interdits lancés par la direction contre la « terreur individuelle » tendaient à paralyser les organisations de défense et la lutte

6. E. Rosenhaft, *Beating the Fascists*, p. 24.
7. P. et I. Petroff, *op. cit.* p. 67-68.

physique contre les hommes des troupes d'assaut brunes alors que la direction était avant tout préoccupée par la lutte contre les social-démocrates, qu'elle appelait « social-fascistes [8] ». La décision fut considérée par beaucoup comme une capitulation et nourrit amertume et rancœurs. Eve Rosenhaft cite dans son livre une résolution d'un groupe de JC berlinois disant qu'elle signifiait la « liberté laissée, contre les travailleurs, aux groupes de terreur fasciste [9] ». Ces jeunes gens, probablement liés au groupe de Heinz Neumann, qu'on identifiait à la politique ancienne, écrivent :

> Nous en sommes arrivés à la conclusion que la peur d'être rejetés dans l'illégalité a joué un rôle important dans la formulation de cette résolution. Nous faisons remarquer que les JC ont accompli une part importante du travail illégal du parti. [...] Mais si l'illégalité épouvante à ce point le comité central, nous arrêterons forcément pour qu'on n'essaie pas de rejeter sur nous l'éventuelle interdiction du parti. Il est bien clair que cela coûtera très cher en énergie révolutionnaire et en dynamisme, et que nous perdrons notre identité d'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Grâce à cette résolution, la flamme la plus pure de la révolution se réduira à une flammèche vacillante et il ne nous restera plus qu'à attendre que cette Allemagne soviétique que nous désirons tous passionnément nous tombe du ciel comme un cadeau [10].

LE KPD ET LES SOCIALISTES

L'historien Hermann Weber a distingué plusieurs inflexions dans la politique du KPD vis-à-vis des social-démocrates allemands durant cette période : 1° jusqu'au printemps 1930, contre le « social-fascisme » ; 2° du printemps 1930 à l'été 1930, front unique à la base ; 3° d'août à décembre 1930, l'émancipation nationale ; 4° de décembre 1930 au printemps 1931, le fascisme est là ; 5° d'avril à octobre 1931, lutte contre le SPD ; 6° d'octobre 1931 au printemps 1932, « les frères jumeaux » ; 7° de mai à octobre 1932, action antifasciste ; 8° d'octobre 1932 à 1933 : les plus rudes coups contre le SPD [11]. Ce sont le plus souvent seulement des nuances. La bible, la constante, le B.A.-Ba de la ligne, c'est que l'ennemi principal est la social-démocratie, devenue « social-fascisme ». Tous les dirigeants de la Comintern et de ses partis resservent jusqu'à plus soif une citation de Staline en 1924 : « Le fascisme est une organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. [...] Ces deux organisations ne s'excluent pas mutuellement, au contraire elles se complètent l'une l'autre. Elles ne sont pas aux antipodes, elles sont jumelles [12]. » Staline, de plus en plus souvent, donne le *la* sur une orientation qui ressemble de plus en plus aux délires ultragauchistes déjà rencontrés. A l'exécutif de la Comintern de mars 1931, il assure à sa façon mécanique : « Démasquer la social-démocratie, démasquer la IIe Internationale, émanciper les masses ouvrières de l'influence de la social-démocratie, isoler et vaincre la social-démocratie, c'est là la prochaine tâche des partis communistes, sans laquelle la réalisation d'un combat victorieux du prolétariat pour sa libération des chaînes du capitalisme est impossible [13]. »

C'est bien la lourde affirmation concernant la « social-fascisation » qui a été le soubassement de l'attitude du KPD pendant toute cette période, avec une application particulièrement pesante jusqu'à l'été 1930. C'est ainsi que *Die Rote Fahne* écrit le 22 février

8. E. Wollenberg, « Lettre ouverte », 4e semaine, août 1934, p. 2 et 3.
9. E. Rosenhaft, *op. cit.*, p. 84.
10. *Ibidem.*
11. H. Weber, *Die Generallinie*, p. XVI-LXXV.
12. Staline, *Works*, VI, p. 294.
13. Staline, *Works*, VI, p. 282.

1930, évoquant le préfet de police social-démocrate qui a fait tirer à Berlin sur les travailleurs communistes après le 1er mai 1929, faisant de nombreux morts : « Notre feu roulant sur les grands Zörgiebel n'a de sens que s'il est lié en même temps avec l'assaut sur les petits responsables embourgeoisés. Celui qui appartient encore au SPD est pourri et doit être chassé des entreprises et des syndicats. » Pendant les six mois qui suivent, cette ligne est assouplie et le KPD fait appel « au front unique à la base ». Nouveau tournant avec le *Programme pour la libération nationale et sociale* présenté par le KPD le 21 août 1930. Staline a lui-même présenté des propositions concrètes, qui, bien entendu, ont été adoptées avec enthousiasme [14]. Le KPD a lancé le 14 septembre un appel parfaitement sectaire à ce sujet : « Nous, communistes, demandons à tous les travailleurs qui marchent encore avec la social-démocratie traître de rompre avec ce parti de [...] l'asservissement des masses laborieuses d'Allemagne, de construire avec les communistes un front révolutionnaire de millions d'hommes pour la lutte pour la dictature du prolétariat [15]. » La quatrième phase distinguée par Hermann Weber associe tout simplement les mots d'ordre déjà cités à ce que Gilles Vergnon appelle « une appréciation aberrante des faits ». C'est le moment où Thälmann se distingue réellement de l'univers stalinien tout entier par sa stupidité, avec son fameux article : « Certains ne veulent pas voir la forêt social-démocrate devant les arbres nationaux-socialistes. [...] Si l'on ne vainc pas la social-démocratie, on ne pourra pas battre le fascisme [16]. » Obéissant à la voix de son maître, *Die Rote Fahne*, le 2 décembre 1931, parle de « république fasciste » tandis que Walter Ulbricht affirme que le gouvernement Brüning – un homme politique du Centre – est « le premier gouvernement de la dictature fasciste [17] » !

Mais les revers s'accumulent, et le mécontentement avec eux. Des organisations locales se révoltent. 4 cellules de Charlottenburg, par 85 voix contre 15, votent une résolution dénonçant la ligne du « social-fascisme » et réclament la liberté de discussion dans le parti. Le KPD tourne de nouveau et va, comme écrit Hermann Weber, « jusqu'aux frontières de la stratégie qui excluait le front unique au sommet [18] ». Le coup de barre, de toute évidence pour sauver la face, condamne non l'ancienne ligne, mais ses excès : une circulaire du 4 juin 1932 note que « le fascisme hitlérien » a intérêt à l'affaiblissement de la social-démocratie et écrit : « L'orientation stratégique du coup principal contre la social-démocratie ne signifie pourtant en aucun cas que nous placions avant toute autre question, dans notre agitation, la dénonciation grossière et systématique du SPD [19]. » Ce dernier tournant est accueilli avec enthousiasme et de nombreuses initiatives sont prises pour des actions communes avec les autres organisations ouvrières, SPD compris. Mais tout est arrêté très vite et très brutalement par une circulaire du 14 juillet 1932, parlant de « fautes impardonnables », rappelant qu'il n'est de front unique qu'à la base, que les accords entre directions sont inadmissibles, de même que les réunions communes. Et la direction du KPD de revenir, après ce bref épisode « unitaire », et de toute évidence sous le knout de l'exécutif, à la ligne suicidaire qui amène une circulaire du 26 janvier 1933 à dépeindre le SPD comme « en voie de fascisation ».

14. *Firtsov*, *op. cit.*, p. 106.
15. *Die Rote Fahne*, 14 septembre 1930.
16. E. Thälmann, « Quelques erreurs dans notre travail théorique et pratique et le moyen de les corriger », *Die Internationale*, nos 11-12, nov-déc. 1931, p. 492.
17. *Die Rote Fahne*, 2 décembre 1931.
18. H. Weber, *op. cit.*, p. XLV.
19. *Ibidem*, p. 495 *sq.*

LE REFUS DU FRONT UNIQUE

Le trait commun à toute cette extraordinaire gymnastique et à toutes ces contorsions, explicables par la difficulté qu'il y a à faire appliquer par des hommes une politique suicidaire, c'est, en l'occurrence, la détermination sans appel de la direction de la Comintern d'empêcher la conclusion d'un front unique en Allemagne entre le KPD et le SPD. On pourrait multiplier les affirmations insensées. Empruntons-les au livre de Frank, qui a repéré quelques-unes des plus énormes. Thälmann assure au XIIe plénum : « Plus fort nous poserons la question de la politique du front unique à la base et plus facilement nous éliminerons les erreurs droitières qui déplacent le front unique vers le sommet, dans l'idée que cela pourrait renforcer notre position dans les masses [20]. » De son côté, Willi Münzenberg assure : « Ou bien le KPD formera un bloc avec le SPD, ou bien la classe ouvrière allemande sera perdue pour dix à vingt ans : telle est la théorie d'un fasciste contre-révolutionnaire complètement perdu. C'est la théorie la plus mauvaise, la plus dangereuse et la plus criminelle que Trotsky ait mise en avant dans sa propagande contre-révolutionnaire au cours de ces dernières années [21]. » Piatnitsky écrit : « Les social-démocrates mettent trop souvent en avant le mot d'ordre de l'unité. Et le renégat Trotsky vole à leur secours avec sa proposition d'un “bloc” entre communistes et social-démocrates. [...] Comment peut-on déduire la nécessité d'établir un “bloc” avec la social-démocratie allemande, disons, pour la lutte contre le fascisme, alors que la social-démocratie allemande ne fait rien d'autre qu'aider les fascistes [22] ? » Et puis ce sont les rédacteurs du journal des Jeunesses communistes, copiant, élargissant et approfondissant les âneries de *Die Rote Fahne* (« Chassez les Zörgiebel »), qui en viennent à préconiser les coups contre les jeunes socialistes à l'école : « Chassez les social-fascistes des entreprises, des bureaux de placement, *des écoles d'apprentissage* [23]. » Et c'est enfin *Trommel*, journal de Pionniers, organe communiste pour les enfants, qui ose écrire : « Frappez et chassez *des écoles et des places de jeu* les petits Zörgiebel [24] ! »

Soulignons-le, ces errements de la presse du KPD sont dénoncés ici publiquement par Remmele, dirigeant du KPD. Pierre Frank, qui l'indique, ne semble pas réaliser cependant que, ce disant, le dirigeant allemand met ainsi un pied sur la route de l'opposition [25]. Nous ne savons pas s'il s'est trouvé des fous furieux pour proposer aussi de frapper dans le ventre de leur mère « social-fasciste » des « petits Zörgiebel » pas encore venus au monde, mais ce serait dans la logique du stalinisme enragé, de ces ennemis à tout prix du front unique. En réalité, ces textes démontrent très clairement que la politique dite du « front unique à la base » était plus opposée encore à la politique du front unique que celle du refus pur et simple du front unique. Les exemples ci-dessus démontrent qu'elle aboutissait à la division, à la lutte physique. Et l'on comprend mieux dès lors comment cette politique allait inévitablement se développer en un front unique avec les nazis. A cet égard, comme l'a démontré Bernhard Bayerlein dans son inédit *Völkern, hört die Signale !*, ce que l'on a appelé la *Merkeriade*, le débat autour des positions de Paul Merker, président de la *Revolutionäre Gewerkchafts Opposition* (RGO) révoqué en 1930, est en quelque sorte une heure de vérité, l'expression ouverte des contradictions et impasses de la politique

20. *Die Internationale*, nov-déc 1931, Frank, *op. cit.*, p. 661.
21. *Rote Aufbau*, 15 février 1932, Frank, *op. cit.*, p. 661.
22. *L'Internationale communiste*, 15 mars 1932.
23. *Junge Garde*, cité par Remmele, *Die Internationale*, 1er-15 mars 1981, p. 152.
24. *Trommel*, cité *ibidem*, p. 152.
25. Pierre Frank, *op. cit.*, p. 662.

stalinienne. Le mini-appareil qui contrôle la RGO recourt aux moyens les plus extrêmes pour conserver sa propre organisation et les justifications de son existence. C'est le sens des déclamations qualifiées de « gauchistes » de Merker.

La réponse que lui fait Remmele dans *Die Internationale* – son indignation à propos de la phrase sur « les petits Zörgiebel » – est le résultat de la prise de conscience de ce que signifie pour l'avenir de l'Allemagne ouvrière et du communisme allemand la coupure en deux, définitive, du mouvement ouvrier allemand. La pente vers une telle coupure était d'autant plus forte que l'agitation et la propagande communistes reprenaient les termes mêmes de celle des nationaux-socialistes, par exemple celui de « populaire », substituant dans leur programme et leurs perspectives la « révolution populaire » à la « révolution prolétarienne », et luttant, comme eux, contre l'asservissement et pour la libération nationale de l'Allemagne. A cet égard, la critique par Remmele de l'emploi du terme de « social-fasciste » comme ayant un caractère global, organique, constitue une résistance de poids à la théorie du « social-fascisme ». L'importance de l'enjeu explique sans doute que le secrétariat politique de la Comintern ait cherché à éviter que se prolonge une discussion qu'il jugeait, non sans raison, dangereuse pour lui. Pour une fois, jugeant à la manière du roi Salomon, il déclara que Merker était allé trop loin mais que Remmele tombait dans l'excès inverse.

LE FRONT BRUN-ROUGE

Ainsi laissait-il intacte la dérive à droite, l'alignement sur la bourgeoisie. La confusion sur ce plan était grande. C'est ainsi qu'en mars 1931 un officier, le lieutenant Richard Scheringer, qui avait été arrêté pour avoir fait dans l'armée de la propagande nationale-socialiste et avait été très déçu par une rencontre avec Hitler, qu'il qualifiait de « César costumé en Tyrolien », gagné en prison par des codétenus communistes, annonça son ralliement à la politique du KPD : « C'est seulement en alliance avec l'URSS et après la destruction du capitalisme en Allemagne que nous pourrons être libres. Lénine a montré le chemin quand il a proclamé les tâches de la guerre révolutionnaire pour la défense de la patrie prolétarienne contre les États des brigands impérialistes[26]. »

La décision du KPD de participer au référendum prussien réalisa pour la première fois au grand jour une alliance de fait entre nationaux-socialistes et communistes. Le gouvernement du *Land* de Prusse était aux mains des social-démocrates. C'était évidemment une position clé que les nazis étaient pressés de conquérir. Ils s'engagèrent avec les autres partis de droite dans un référendum sur la dissolution anticipée du Landtag, baptisant la consultation le « plébiscite brun ». On a longtemps attribué la décision communiste de rallier la position des nazis à la politique commune de la Comintern et du KPD sur le social-fascisme comme ennemi n° 1. Puis la révision de l'histoire après Staline menée par Walter Ulbricht a amené d'autres conclusions qui ont été adoptées les yeux fermés par nombre d'historiens occidentaux. C'est une coalition entre Staline et Heinz Neumann, le pire de ses agents allemands, disait-on, qui a assuré le soutien du KPD aux nazis. Cette décision aurait été imposée à une direction du KPD très rétive. Le témoignage en tous points contradictoire de Margarete Buber-Neumann était balayé avec mépris comme venant d'une femme, et, de plus, de la femme d'un des « accusés ».

En fait, les témoignages découverts dans les archives, un instant accessibles à Moscou, sont formels. Thälmann hésitait beaucoup, Neumann était en faveur de la participation au vote, et l'opposition entre les deux hommes a été assez vive pour aboutir à une véritable

26. *Die Junge Garde*, n° 27, 24 mars 1931.

rixe entre eux, à coups de poing, au bureau politique. Il semble donc indiscutable que la direction du KPD se prononça dans un premier temps pour le boycott[27], alors que Remmele avait proposé pour sa part de devancer l'initiative de la droite par une initiative communiste. Les historiens de la RDA au temps d'Ulbricht ont fini par assurer ce que tous les observateurs compétents avaient subodoré : Staline et Molotov imposèrent à la commission politique de la Comintern la décision de participer, donc de voter avec les nazis[28], mais cet aveu devait, à l'époque où il fut fait, charger un peu plus l'acte d'accusation contre Neumann, ennemi d'Ulbricht. Il est en fait difficile d'attribuer dans cette affaire un rôle capital à Heinz Neumann, qui ne comptait pas plus qu'aucun autre dirigeant de parti communiste. Les dirigeants russes souhaitaient en effet la chute du gouvernement social-démocrate de Prusse puisque c'était à la social-démocratie qu'ils voulaient porter « un coup décisif ». Le 7 juin, la revue de la Comintern rappelait dans son éditorial que « toutes les forces du parti devaient être jetées dans la lutte contre la social-démocratie[29] ».

Le 21 septembre, la direction du KPD posa alors au SPD des conditions qu'elle savait ne pouvoir être acceptées, ce qui facilita à son comité central la décision, prise le 22, de se soumettre à la décision de Moscou et d'appeler à voter oui dans le référendum. Ainsi, pour ne pas appeler à voter contre les « social-fascistes » dans le plébiscite brun – ce qui passait difficilement –, les communistes appelèrent à le faire dans le cadre du « plébiscite rouge ». C'était le même, bien sûr, moins la couleur qu'on lui donnait dans les discours et les journaux. Pendant la campagne référendaire, avec l'apparition du lieutenant Scheringer, on vit naître *Aufbruch*, animé par des officiers, dont le lieutenant de police Gerhard Giesecke. On y expliquait que la « révolution populaire » et la « guerre révolutionnaire de libération » donneraient un sens au sacrifice de ceux qui étaient morts pendant la Grande Guerre pour une « Allemagne libre ».

Mais les bulletins de vote, eux, n'étaient ni rouges ni bruns. Il fallait 25 millions de voix pour l'emporter. Le bloc communiste-nazi n'en remporta pas la moitié. Le gouvernement social-démocrate prussien put rester en place. Nombre d'électeurs communistes manquaient à l'appel de ceux qui avaient voté avec les nazis. A des travailleurs venus au local central demander si, après tout, un gouvernement Braun-Severing social-démocrate comme celui de Prusse ne valait pas mieux qu'un gouvernement Hitler-Goebbels, Thälmann répondit qu'ils manquaient de conscience de classe : « Cette influence qu'exerce dans les rangs des ouvriers révolutionnaires l'idéologie traître des menteurs social-démocrates, ces résidus de la pensée social-démocrate dans nos rangs, c'est là, nous le déclarons en plein accord avec les décisions du XIe plénum, le danger le plus sérieux qui menace le Parti communiste[30]. » Le Politsekretariat de la Comintern, considérant la position prise comme tout à fait judicieuse, écrivait dans sa résolution du 18 septembre 1931 ce bilan enthousiaste sans lien avec la réalité :

> Le référendum, qui eut pour origine l'initiative des fascistes qui cherchaient de façon démagogique à renforcer leurs positions par des manœuvres d'opposition, a changé de caractère avec l'immixtion du Parti communiste. Il a fait du plébiscite un instrument de lutte contre les illusions démocratiques des masses et la théorie du moindre mal et pour la mobilisation des masses contre le fascisme, contre l'offensive du capital, contre la social-démocratie allemande, le soutien principal de la bourgeoisie allemande dans sa lutte pour une issue capitaliste de la crise[31].

27. Lettres de Pieck, 20 et 29 juillet, TsKhDNI, F 495 op 292 D 54 L 182-183 & ibid 190-1.
28. *Geschichte der Arbeiterbewegung*, III, p. 302 *sq*.
29. « Résolution du Polburo CEIC sur le plébiscite », 18 sept. 31, TsKhDNI, F 495 op 292 D 54 op. 20, D 187, L. 175-179 (Manouilsky).
30. E. Thälmann, *Hamburger Volkszeitung*, 30 septembre 1931.
31. Résolution du 18 septembre 1931, *cf* n. 30.

En septembre 1931, le leader social-démocrate Rudolf Breitscheid prit sur lui de déclarer que, si la situation continuait à s'aggraver ainsi au profit des nazis, le Parti social-démocrate devrait s'orienter vers un front unique avec le KPD. Thälmann dénonça aussitôt les « manœuvres du social-fascisme » et les « menaces » qu'il adressait au KPD ! En fait, les rapports entre communistes et nazis révèlent ce que seuls quelques observateurs avaient à l'époque relevé et qui est la conclusion d'E.H. Carr. La politique extérieure de l'URSS se souciait comme d'une guigne du danger de l'arrivée au pouvoir des nazis, dont elle pensait qu'ils continueraient la politique d'alliance avec elle contre Versailles et l'Occident. Jusque-là, ils rejetaient cette hypothèse avec mépris. *Die Rote Fahne* écrivait le 15 septembre 1930 : « La dernière nuit a été le plus beau jour de M. Hitler, mais la prétendue victoire des nazis est le début de la fin. » Et le lendemain : « Le 14 septembre a été l'apogée du mouvement national-socialiste en Allemagne. Il ne peut venir après cela que son déclin et sa chute[32]. » Ensuite, considérant que la victoire du nazisme ne pouvait être de longue durée, et aussi qu'elle provoquerait l'effondrement et la disparition définitive de la social-démocratie allemande, ils en concluaient qu'après tout la victoire d'Hitler pourrait bien être une étape qui les rapprocherait du pouvoir. L'idée est attribuée à Remmele, qui l'a présentée le plus crûment, et elle a été résumée dans une formule frappante qui résume très bien les arrière-pensées possibles des dirigeants du KPD de 1931 à 1933 : « Après Hitler, ce sera notre tour ! » Le 14 octobre 1930, le même Remmele prononce un discours politique au Reichstag :

> M. Brüning l'a dit très franchement : quand ils [les nazis] seront au pouvoir, le front unique du prolétariat se constituera et balaiera tout. [...] Nous sommes les vainqueurs du jour prochain, et désormais la question n'est plus de savoir qui vaincra qui. A cette question, il a déjà été répondu. La question se pose désormais seulement ainsi : « Quand renverserons-nous la bourgeoisie ? » [...] Nous n'avons pas peur de messieurs les fascistes. Ils vont abattre leur dernière carte bien plus vite que tous les autres gouvernements[33].

Dans le déroulement quotidien, on assiste à bien des zigzags, dont on peut aujourd'hui imaginer combien ils ont secoué et désorienté les militants en les faisant passer en vingt-quatre heures du chaud au froid.

LES ZIGZAGS ET LES « NUANCES »

Sans doute faut-il tenir compte du contenu réel du refrain des dirigeants soviétiques de l'époque, « le danger de guerre ». Le glissement est perceptible depuis le VIe congrès, où, comme dans toute la période précédente, la révolution était considérée comme le seul moyen d'empêcher la guerre. On en vient peu à peu à suggérer la nécessité de s'abstenir de la révolution pour ne pas provoquer la guerre. E.H. Carr assure que la seule assertion en sens contraire, « un dénouement révolutionnaire » mettant fin à « un aventurisme militaire débridé », se trouve sous la plume du diplomate Karakhane[34].

A cet égard, l'attitude de Heinz Neumann a beaucoup intrigué les chercheurs. Dans un grand discours à Berlin le 8 septembre 1931, à une tribune où les dirigeants SPD ont décliné les places que le KPD leur avait offertes, il présente un programme d'action modéré – dont nous savons maintenant qu'il n'en était pas l'auteur, contrairement à bien des affirmations – et assure : « Une Allemagne socialiste sera une Allemagne soviétique [...] avec un gouvernement soviétique de soviets élus par les prolétaires, les paysans et

32. *Die Rote Fahne*, 16 septembre 1930.
33. *Ibidem*, 15 octobre 1930.
34. E. H. Carr, *op. cit.*, p. 44.

les autres travailleurs[35]. » La part qu'il a prise dans l'affrontement systématique avec les nazis, sa critique de la Commune de Paris dans son article de la *Pravda* du 18 mars, le reproche qu'il lui fait de n'avoir « pas su exterminer ses ennemis », font de lui un danger d'aventure.

Knorine lui fait écho, qui titre son article de la *Pravda* du 7 novembre « La social-démocratie mondiale dans la lutte contre l'enthousiasme révolutionnaire des masses ». Thälmann administre la douche dans un long article de *Die Internationale* intitulé « Quelques erreurs dans notre travail théorique et politique et le moyen de les surmonter ». C'est la leçon. La faiblesse dans la lutte contre la social-démocratie et contre le nazisme fait qu'on n'a pas réalisé le « front unique rouge » *(sic)*. On s'est laissé détourner de la lutte pour la conquête du prolétariat par le mot d'ordre de « révolution populaire ». Enfin, le KPD a plus ou moins consciemment « cédé à l'idéologie de la terreur individuelle, des opérations aventuristes, etc. ». La conclusion est claire : « La lutte révolutionnaire immédiate pour le pouvoir n'est pas encore à l'ordre du jour, [...] le parti doit aider au mûrissement des pré-conditions de la crise révolutionnaire[36]. »

Tout cela, la réitération de la gémellité du fascisme et de la social-démocratie, la critique de ceux qui, dans le KPD, croient que le mot d'ordre de « libération nationale » est en opposition avec l'internationalisme prolétarien, dresse un écran entre ce parti et la réalité politique. Il refuse de discuter le danger nazi en assurant que ce n'est pas le travail des communistes que de se demander ce que la bourgeoisie fera si elle échappe à la crise économique sans révolution prolétarienne. Or l'assurance donnée, dit-on alors, par von Schleicher et von Hammerstein à l'ambassadeur soviétique qu'il ne serait jamais question d'Hitler à la chancellerie ou à la présidence paraît aux dirigeants soviétiques un engagement de respecter les accords de collaboration militaire qui sont pour eux une pièce essentielle de leur dispositif de défense.

LE KPD STALINISÉ

L'une des questions que pose immédiatement un examen même sommaire de la politique du KPD face à Hitler est de savoir comment il fut possible qu'un parti se réclamant du marxisme ait pu accepter une politique qui le conduisait au désastre, à savoir la destruction pour des décennies du mouvement ouvrier organisé. Le KPD n'est pas un grand parti de masses, mais il est loin d'être une secte. En septembre 1930, il avait recueilli 13,1 % des suffrages ; il en obtient 14,3 % en juillet 1932, pour atteindre 16,9 % en novembre 1932, gagnant plus de 700 000 électeurs à chacune de ces deux dernières consultations électorales. Il est donc, sur ce plan, une force non négligeable. Sur le plan des effectifs, il a également fortement progressé. Il a 143 000 adhérents en 1927, 133 000 en janvier 1930, 180 000 en décembre de la même année, entre 320 000 et 360 000 à la fin de 1932, selon les évaluations, autour de 300 000 au moment de sa dissolution, selon Piatnitsky. Cette croissance numérique, qui le rapproche de ce qu'il avait été à l'époque de ses grandes espérances, au moment de l'adhésion à la Comintern de l'USPD, en 1920, ne s'accompagne pas d'un développement qualitatif parallèle comparable de sa stabilité, de ses capacités d'action, de son poids dans la société. Selon l'excellente formule de Gilles Vergnon, « il n'y a pas développement linéaire du KPD de 1927 à celui de 1933, il y a constitution d'un nouveau parti, sur les ruines du premier[37] ».

La croissance numérique résulte en effet de la combinaison entre des adhésions mas-

35. *Die Rote Fahne*, 9 septembre 1931.
36. E. Thälmann, « Quelques erreurs... », *loc. cit.*
37. G. Vergnon, *loc. cit.*, p. 20

sives et des départs importants. L'année 1930 le voit enregistrer 143 000 adhésions, soit plus que les effectifs décomptés au début de l'année, 133 000. Mais il n'y a en décembre que 180 000 membres, ce qui s'explique par les 95 000 départs enregistrés pendant la même période. Au cours du premier trimestre de 1932, le parti enregistre 94 000 adhésions et 53 000 départs. Bien entendu, il y a des gens qui n'ont fait qu'entrer et sortir, néanmoins le taux des départs est impressionnant, et l'hypothèse la plus probable, corroborée d'ailleurs par les témoignages, est que ce sont les anciens qui sont partis en masse devant la politique du « social-fascisme » comme ennemi principal et ses résultats prévisibles.

La composition du parti a également profondément changé. En 1927, il comptait 68 % d'ouvriers d'industrie, en majorité des ouvriers qualifiés. 33 % de ses membres avaient moins de trente ans, 32,7 % entre trente et quarante ans. Ses militants avaient un passé : 30,3 % d'entre eux avaient appartenu auparavant au SPD. Or le pourcentage des ouvriers tombe à 32 % en 1932, 11 % en 1933. La proportion des chômeurs, qui ne cesse d'augmenter, est plus importante dans le parti que dans la société.

On peut faire les mêmes constatations avec le nombre de cellules d'entreprise, qui avait été la fierté du parti allemand du temps de la « bolchevisation ». A la fin de 1932, il n'y en a plus que 2 210, à côté de 6 000 cellules de quartier et de 6 500 groupes locaux, et la plupart sont constituées par des militants « rattachés » de l'extérieur. Du coup, l'influence syndicale du parti s'est affaissée. 10 % de ses militants sont syndiqués à l'ADGB, où le KPD ne dirige que 250 unions locales sur les 13 129 existantes. L'opposition syndicale qu'il anime, la RGO, ne compte que 160 000 membres.

Pour Gilles Vergnon, il s'agit d'une « organisation littéralement construite sur du sable et ouverte à tous les vents[38] ». Il cite une intéressante lettre d'un ancien dirigeant des étudiants communistes, Boris Goldenberg, ami de Sedov, qui a, sur ses instances, écrit à Trotsky en janvier 1931. Goldenberg, au début de 1932, indique que 66 % des cadres du KPD à Berlin ont moins de trois ans d'ancienneté de parti, que, nationalement, le parti a 20 % de membres ouvriers (dont il va perdre la moitié dans l'année qui vient), 50 à 60 000, soit entre 0,7 et 0,8 % du total des ouvriers d'industrie en Allemagne. Il explique que, pour lui, les adhésions ne résultent pas de la politique du KPD mais se font sur une base protestataire, contre la crise, contre la faillite du réformisme social-démocrate. Les vieux militants ont quitté le parti, en ont été exclus ou sont partis : trois quarts de ceux qui étaient venus de Spartakus ou de l'USPD à Halle ! Quelques anciens, ceux qui n'ont pas été corrompus, sont restés dans le parti, totalement inactifs. Il ajoute que la masse des adhérents est « un troupeau de moutons » et la bureaucratisation « une artériosclérose du haut en bas[39] ».

Werner Scholem, sous un pseudonyme, a étudié fin 1931-début 1932 le fonctionnement d'une cellule de rue. Il écrit dans un article que le gros des adhésions consiste en une masse « d'intellectuels, petits-bourgeois en faillite, employés et techniciens au chômage, en bref des gens appartenant à ces couches moyennes broyées qui étaient auparavant indifférentes, se révoltent maintenant contre une misère surgie brutalement et pensent qu'il faut qu'il se passe quelque chose ». Il ajoute : « Nombre d'entre eux deviennent fascistes, mais beaucoup d'autres se rallient aussi au KPD[40]. » Il souligne l'absence des ouvriers, à qui le parti n'apprend pas à se battre, l'absentéisme généralisé, 20 à 30 présents le plus souvent pour 70 à 80 adhérents. Il constate : « Les vieux militants ne viennent pas, d'abord parce qu'ils sont intérieurement brisés et ne croient plus à rien, ensuite parce

38. G. Vergnon, *loc. cit.*, p. 21.
39. Cité *ibidem*, p. 21.
40. Cité *ibidem*, p. 21-22.

qu'ils sympathisent avec l'opposition, mais ne veulent pas sortir[41]. » Scholem divise les présents en deux catégories. D'une part les permanents, employés du parti, du Secours rouge, de la RGO, d'une entreprise soviétique. « Ce sont ces éléments qui terrorisent la cellule et approuvent avec enthousiasme toute ligne qui garantit leurs appointements. En ce moment, ils prêchent sur ordre que le fascisme serait déjà là. En réalité, les gaillards tremblent devant le fascisme qui arrive, car ils savent qu'à ce moment-là Teddy et Remmele fileront sans doute à Moscou, tandis qu'eux-mêmes seront abandonnés aux couteaux[42]. » Les autres sont des militants actifs sans que cela leur rapporte rien, la plupart du temps des jeunes qui se lancent dans l'action avec ardeur, sont vite déçus et s'en vont ou cessent de militer activement. D'autres les remplacent, qui feront comme eux.

Walter Rist, étudiant la fluctuation des effectifs, fait remarquer que lors du congrès de Berlin, en 1932, 44 % des délégués ont moins d'un an de parti, 22 % de un à trois ans, 15,4 % de trois à cinq ans. Sur la théorie classique, exposée pour la première fois par Franz Borkenau, qui veut que l'opposition en Allemagne entre SPD et KPD ait été de nature sociale, le KPD étant « le parti des chômeurs et des jeunes » et le SPD celui des « travailleurs âgés », et que cette situation ait de fait rendu impossible tout front unique entre des formations relevant de bases sociales opposées, Gilles Vergnon fait d'importantes remarques :

> Nous pensons qu'il faut plutôt renverser la perspective : c'est la ligne politique imposée par la Comintern qui interdisait au KPD de trouver une base sociale stable et détruisait celle qui existait antérieurement. Inversement, cette même ligne suscitait la base sociale appropriée : un appareil de fonctionnaires domestiqués et une masse fluctuante de jeunes chômeurs désespérés. Les chômeurs communistes de 1932 ne sont pas dans leur majorité des ouvriers communistes de 1927, victimes de licenciements économiques ou d'une répression interne aux entreprises. Les chômeurs sont de *nouveaux* adhérents et les « vieux » militants soit sont partis, soit maintiennent une adhésion toute passive, soit encore militent dans les « organisations-sœurs » du KPD, comme *Internationale Rote Hilfe* (Secours rouge international), qui compte, au début de 1931, 131 000 communistes sur 338 000 adhérents), surtout les organisations de défense antifasciste comme le prestigieux *Rote Frontkämpferbund*[43].

Relevons aussi, toujours après Eve Rosenhaft et Gilles Vergnon, de curieuses tentatives de « théorisation » de la situation, par exemple quant à l'importance du nombre des chômeurs. Le secrétaire général de la Profintern, Losovsky, assure que les chômeurs sont les premiers à descendre dans la rue, qu'ils ne sont pas terrorisés à l'idée d'être arrêtés et qu'ils trouvent plus facilement la voie vers « les formes de lutte les plus élevées ». Pour le 70e anniversaire de la Commune de Paris, qu'il identifie à une « révolution populaire », *Die Rote Fahne* reproduit le 18 mars 1931 un article de Heinz Neumann qui compare la Garde nationale parisienne de 1871 aux groupes de défense des chômeurs allemands.

UNE OPPOSITION DANS L'APPAREIL ?

Les archives de la Comintern à Moscou ont livré un certain nombre de documents concernant l'opposition Remmele-Neumann, au sujet de laquelle on ne savait pas grand-chose.[44] Il semble cependant que manquent les plus importants, ceux qui ont valu la mort à ces deux hommes, longtemps grands personnages de la hiérarchie stalinienne dans la

41. Cité par G. Vergnon, *loc. cit.*, p. 24.
42. *Ibidem*.
43. *Ibidem*, p. 22-23.
44. Voir notamment RTsKhINDI, 495 /19/ 243 et 19/337.

Comintern et le KPD. Ces documents-là sont dans les archives du KGB et seront sans doute monnayés un jour et publiés comme d'autres, peut-être dans les pires conditions, par des amateurs – à tous les sens du terme : amateurs en histoire comme amateurs de sensation.

Heinz Neumann était sans doute le second personnage du KPD, après « Teddy » Thälmann. Issu d'une famille juive aisée, il était venu très tôt au communisme, rejoignant le parti en 1920 à l'âge de dix-huit ans. Il y avait été remarqué pour sa connaissance des langues, ses exceptionnelles qualités intellectuelles, son courage physique et son talent d'orateur. Il avait d'abord suivi Ruth Fischer et s'en était détaché au bon moment. Staline l'avait remarqué en 1922 à Moscou et s'était efforcé de se l'attacher, le traitant en ami, tout en lui confiant de basses besognes en tant qu'homme de confiance. Victor Serge a laissé dans ses Mémoires un portrait de lui en 1923 qu'aucun des historiens qui le vouent aux gémonies ne semble avoir lu : « Heinz Neumann, jeune homme pâle et moqueur, joue à la conspiration avec un brio d'acteur passionné et un courage authentique. [...] Vingt-cinq ans, de la gaminerie, du cynisme dans les propos, une faculté d'assimilation d'enfant prodige, du sens de l'histoire, du jugement impitoyable sur les vieux, l'amour d'une classe ouvrière théorique au regard de laquelle la classe ouvrière réelle n'est que matériel humain très imparfait[45]. » Avec Lominadze, il avait été l'un des deux émissaires de la Comintern à Canton, dans le crépuscule de la tragédie de la révolution chinoise, et avait été surnommé « le bourreau de Canton ».

A son retour en Allemagne, en 1928, il a tout naturellement fait partie de la direction du KPD, où il fut l'un des plus cyniques artisans de la soumission du parti à Staline. Il était le principal lieutenant de Teddy Thälmann et, d'une certaine façon, son mentor. Il avait été champion et un peu symbole de la lutte physique contre les nazis, brutalement interrompue en mai 1931. Il a des liens internationaux, car il est depuis longtemps l'ami personnel de Besso Lominadze, ancien dirigeant des JC et surtout de la KIM, chouchou de Staline. Ce jeune Géorgien, une force de la nature, anima à partir de 1930 un groupe oppositionnel, avec notamment les anciens dirigeants des JC Lazar Chatskine et Jan Sten. Il prit part en 1932 au « bloc des oppositions » constitué sous l'égide d'I.N. Smirnov et de son groupe, avec les zinoviévistes, les anciens « sans-chef » de Safarov et Tarkhanov.

Hermann Remmele avait presque vingt ans de plus que Neumann. Ouvrier métallurgiste, social-démocrate, leader des indépendants de gauche, il avait suivi la filière classique, de la gauche au centre en 1923, succédant à Brandler à la présidence du parti, d'où il avait été écarté quelques mois plus tard. Il était revenu comme bras droit de Thälmann. Petit et trapu, lourd intellectuellement, brutal dans ses manières, il a certainement détenu le record absolu des formules provocatrices pour résumer la politique de la Comintern en Allemagne face au danger nazi. Dans son ouvrage inédit, *Völker, hört die Signale*, Bernhard Bayerlein montre très clairement que les premières remises en question des deux hommes remontent à 1930. Il montre que c'est précisément Remmele qui, le premier, à l'intérieur de la direction du KPD, s'en prend à la politique du « social-fascisme » lors de la discussion sur le cas Merker et à propos d'un article déjà cité sur « les petits Zörgiebel ». Pour lui, « social-fasciste » est une caractérisation au même titre que « social-chauvin » ou « social-impérialiste », et ne constitue pas une cristallisation nouvelle à partir de la social-démocratie.

Ces deux hommes très dissemblables se sont retrouvés en opposition, ensemble, à une direction dont ils étaient, à une politique qu'ils avaient imposée, à un appareil qu'ils avaient servi. Nous avons sur leurs sentiments le témoignage très intéressant d'une femme

45. V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p.182.

intelligente qui vécut cette période les yeux ouverts, Margarete Buber-Neumann, la compagne de Heinz. Elle n'a peut-être pas connu le détail de l'activité oppositionnelle de son compagnon. Mais, même si le grand historien E.H. Carr rejette en bloc son témoignage sans donner de raison autre que ses propres préjugés, elle a au moins compris les grandes lignes de l'évolution de son état d'esprit à différents moments. Après l'avoir décrit communiste « étroit », Margarete relate ses premiers doutes :

> Neumann, qui proclamait encore en 1931 sur les tribunes et les estrades la ligne politique des communistes, était en bonne voie pour devenir un « ennemi du parti », un « oppositionnel ». Déjà à l'occasion du « référendum rouge », Neumann s'était aperçu qu'une nouvelle politique allemande de la Komintern, aussi méprisable que dangereuse, était en préparation. Cette fatale manœuvre et cette tardive lucidité provoquèrent la formation de ce qu'on appela le groupe Neumann. Certes, en juillet 1931, Neumann s'était incliné devant la discipline du parti et avait participé à la campagne pour le front commun avec la droite qui devait préparer le référendum, mais il n'avait pas approuvé cette politique.

Nous reviendrons sur les deux expressions de « fatale manœuvre » et de « lucidité tardive ». Elle poursuit :

> Il n'était pas frappé de cécité. Il regardait le danger fasciste avec lucidité. [...] S'était-il aperçu que la nouvelle politique de la Comintern, qui substituait au mot d'ordre « Frappez les fascistes partout où vous les trouvez » celui de la « discussion », et même de l'alliance temporaire avec les nazis, correspondait à la politique extérieure de Staline ? Je ne saurais le dire. Il s'opposait en tout cas à cette politique nouvelle et continuait à préconiser une lutte résolue contre l'adversaire national-socialiste[46].

Bien que nous ne disposions d'aucun document qui permette de dater la naissance du « groupe Neumann-Remmele », on peut la situer au lendemain de l'affaire du référendum de Prusse ou dans le déroulement de sa préparation. Les Mémoires de Margarete Buber-Neumann trahissent son embarras. Il est impossible de la suivre quand elle assure que Heinz Neumann se serait « incliné par discipline ». Il n'est pas douteux qu'il a été partie prenante dans ce qu'elle appelle la « fatale manœuvre ». On peut imaginer en revanche qu'il lui est bien venu une « lucidité tardive[47] ». Le mécontentement latent à la direction se cristallise peu à peu sous la forme d'un groupe :

> Les critiques de Neumann trouvèrent d'abord un écho dans le cercle de ses propres amis, Willi Münzenberg et Leo Flieg, et aussi chez Hermann Remmele. Lors des communes excursions dominicales, on ne prenait plus de précautions oratoires. Et l'on ne rejetait pas seulement la nouvelle tactique de combat contre les nazis. La critique s'étendait à la personne d'Ernst Thälmann [avec qui] il était devenu de plus en plus difficile de collaborer[48].

Le récit de la compagne de Neumann montre la discussion sur ses positions s'étendant peu à peu – bureau politique, comité central du parti, direction des Jeunesses qui s'était déclarée d'accord avec lui – mais elle précise bien que rien ne transpirait aux échelons inférieurs : « La grande masse des membres du parti ne se doutait pas qu'il existait un “groupe Neumann”, rebaptisé plus tard “groupe Neumann-Remmele”. Il n'y avait aucune discussion dans les unités de base. L'opposition restait à l'écart de l'opinion publique du

46. M. Buber-Neumann, *La Révolution mondiale*, p. 288-289.

47. Le tour de cette question a été fait par la thèse et un article de Martin Misevius, « New documents and new Evidences on the “Red referendum” against Prussia, August 9, 1931 », *The International Newslettter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism*, n°s 7-8, p. 72-82, qui publie les documents essentiels sur ce débat, à partir des archives de Moscou et des archives centrales du parti à Berlin, SAPMO.

48. M. Buber-Neumann, *op. cit.*, p. 290.

parti[49]. » Selon elle, il s'agissait au fond d'une conspiration pour mener à bien une « révolution de palais » et changer la direction en espérant pouvoir placer Moscou devant le fait accompli. Bien entendu, cette « activité de groupe » fut vite repérée. A plusieurs reprises, Neumann et Remmele furent convoqués à Moscou avec Thälmann pour s'entendre dire qu'on exigeait d'eux une coopération loyale. Margarete Buber-Neumann note que ce n'est pas sans raison que Neumann pouvait être accusé de « duplicité », car il s'inclinait à Moscou et reprenait ensuite sa politique d'opposition à son retour à Berlin. Elle a un souvenir précis, une conversation avec Staline en novembre 1931 que Heinz Neumann lui a racontée dès son arrivée à la gare de Berlin Friedrichstrasse :

> Au cours de cet entretien, Neumann chercha à justifier sa politique en invoquant la menace croissante du nazisme, Staline l'interrompit pour lui demander : « Ne croyez-vous pas, Neumann, que, s'il arrivait que les nationalistes prennent le pouvoir en Allemagne, ils s'occuperaient de si près de l'Occident que nous aurions tout le loisir d'accélérer le socialisme ? » Je ne sais pas ce que Neumann répondit. [...] Nous repoussions l'idée que ce propos pouvait renfermer le dessein de la politique étrangère de Staline ; nous ne nous arrêtâmes pas davantage à la pensée d'y voir un dernier avertissement adressé à Neumann[50]...

Une lecture attentive des articles de Neumann fait apparaître des signaux qui donnent du poids au témoignage de sa compagne. N'assure-t-il pas, dans *Die Rote Fahne* du 2 décembre 1930, retouchant ainsi sérieusement, peut-être même sans en avoir conscience, le thème central de la « révolution populaire » : « Jamais le prolétariat révolutionnaire n'a eu de perspectives meilleures que maintenant de devenir le véritable dirigeant d'une *révolution populaire au sens de Karl Marx*[51]. »

A l'autre extrémité de cette période, le dernier texte de lui à paraître – un discours du 1er mars – dans l'organe central du KPD, le 2 mars 1932, prédit que le vainqueur de l'élection présidentielle ne sera en dernière analyse ni Hindenburg ni Hitler, mais « le bolchevisme[52] ». Le précieux témoin qu'est Margarete Buber-Neumann décrit avec précision l'état d'esprit des nouveaux opposants, ce qu'elle considère comme leurs illusions, leur inconscience, l'inexistence de leurs chances de succès. Elle relève pourtant :

> Un élan nouveau anime les opposants communistes dès qu'ils se détournent de la ligne du parti. Ils respirent enfin de ne plus être obligés de dire amen à tout ce qui vient de Moscou. Ils peuvent enfin laisser libre cours à leurs ressentiments. [...] Leurs « maîtres », devant qui ils se sont vautrés dans la poussière, ils se mettent à les appeler « la bande » ou « la meute ». Ils éprouvent quelque chose qui ressemble à la liberté. [...] L'opposition les rend agressifs et présomptueux[53].

LE « GROUPE » DÉMASQUÉ

A la fin d'avril 1932, l'exécutif de la Comintern décide de décharger Heinz Neumann de toutes ses responsabilités dans le KPD ; le CC du KPD suspend Neumann et Flieg le 24 mai et les convoque à Moscou. Contrairement à ce qu'assure E.H. Carr, décidément ici aussi fautif que partial, il y a des sanctions sévères. Un rapport à l'exécutif de la Comintern, qui se trouve aux archives de Moscou[54], éclaire un peu le déroulement de la

49. M. Buber-Neumann, *op. cit.*
50. *Ibidem*, p. 291.
51. *Die Rote Fahne*, 2 décembre 1930 (souligné par moi).
52. *Ibidem*, 2 mars 1932.
53. M. Buber-Neumann, *op. cit.*, p. 293.
54. Rapport à l'exécutif de l'IC, 8 juin 1932, RTsKhIDNI, 495/19/704.

crise. Il y a des désaccords politiques réels : Remmele et ses amis veulent qu'on utilise les revendications ouvrières pour organiser la lutte des travailleurs, proposent grèves, manifestations, réunions publiques de mobilisation. Schehr, Ulbricht et Thälmann y sont opposés. Ils estiment que la bourgeoisie allemande est derrière le Centre, alors que les premiers pensent que c'est maintenant la Reichswehr qui se fait son porte-parole.

En outre, c'est bel et bien une fraction qui s'est constituée au sommet du KPD. Conformément à l'usage, ses membres portent des pseudonymes, mais c'est une innovation que d'avoir attribué à leurs adversaires des noms de guerre, curieusement féminisés. Les conspirateurs sont conduits par Erich et Oscar (Remmele et Neumann). L'adversaire est dirigé par Hilda (Staline) flanquée de Bertha, Magda et Irma (Kaganovitch, Manouilsky, Ulbricht). Les sanctions permettent de jauger la force de l'opposition. Parmi les responsables frappés se trouvent Ernst Reinhard, rédacteur en chef de *Die Rote Fahne*, envoyé dans la Ruhr, le secrétaire à l'organisation du district de Berlin, Albert Kuntz, expédié à Francfort, le responsable du bureau de presse, Paul Langner, envoyé à Hambourg, Karl Fischer, révoqué de l'ancienne direction du district de Bade-Pfalz. Alfred Hiller, président des Jeunesses communistes (KJVD), Kurt Müller, dit Kutschi, leur ancien président, qui se trouve à Moscou, le fils de Remmele, Helmuth, tous les trois responsables des Jeunesses, sont aussi compromis. Parmi les autres dirigeants, sinon compromis, du moins soupçonnés, on peut citer Fritz Heckert et Walter Stöcker, la responsable du département féminin Roberta Gropper, Ottomar Geschke, Anton Säfkow et Franz Dahlem. Remmele et Dahlem protestent vivement. Mais rien n'est connu à l'extérieur, voire à la base pour le moment, alors qu'en revanche les mutations ont fait naître bien des rumeurs.

C'est *Die Permanente Revolution*, l'organe de l'opposition de gauche allemande, qui rend l'affaire publique dans un article signé K. Mar. Margarete Buber-Neumann le relève avec un peu de surprise, semble-t-il, et indique même que son commentaire n'était « pas dépourvu d'humour ». Cette femme qui appartenait à l'establishment du KPD ignorait donc que l'auteur de l'article en question était Werner Scholem, vétéran du parti, journaliste éprouvé, connu pour son humour[55]. En tout cas, Scholem, lui, avait des informateurs bien placés. Le journal oppositionnel, dans son numéro 2 de juin 1932, sous le titre « De Flieg à Pieck », révèle la convocation à Moscou de Neumann, coupable d'avoir « déprécié Teddy, le fétiche qui s'est sculpté lui-même », de Leo Flieg, qui, depuis dix ans, a assuré le travail administratif du secrétariat, ainsi que de Wilhelm Pieck, cependant que Franz Dahlem a dû céder sa place à Ulbricht, que « l'Ulysse » Münzenberg a évité de peu « le voyage », que l'ancien rédacteur en chef de *Die Rote Fahne*, Ernst Reinhard, est sur la sellette. Toutes ces informations sont exactes. Et aussi le jugement sur celui que Scholem appelle « le taureau qui ne peut que dégoûter tout individu correct », à savoir Herbert Wehner, qui, après une seconde carrière dans la social-démocratie devait être démasqué en 1993[56]. En coulisse a déjà commencé un interminable procès, conduit par les hommes des sales besognes, les policiers du parti Herbert Wehner et Walter Ulbricht, l'ami d'Erich Mielke, l'homme qui a abattu délibérément deux policiers. Des années plus tard, dans ses souvenirs écrits alors qu'il était membre influent de la direction du SPD, Herbert Wehner parle encore du « travail de clique » de Neumann et Remmele. Ulbricht présente le rapport sur l'affaire Neumann au congrès du district de Berlin-Brandebourg en septembre. A la IIIe conférence nationale du KPD, en octobre 1932, les attaques pleuvent sur Neumann, chargé de toutes les erreurs du parti depuis 1929 et des trois crimes

55. Je dois cette information au regretté Erwin Ackerknecht, dit Bauer, qui était l'éditeur de *Die Permanente Revolution* et a eu la gentillesse d'écrire de sa main sur mon propre exemplaire en *reprint* l'identité réelle des auteurs des articles importants, dont celui-là.

56. *Die Permanente Revolution*, n° 8, avril 1932, p. 8 et 11.

majeurs : avoir constitué un groupe fractionnel, avoir tenté de discréditer la direction du parti et avoir essayé de dresser contre elle la direction des Jeunesses communistes. Heinz Neumann ne reviendra jamais en Allemagne. Pour l'instant, il est envoyé comme « instructeur » auprès du Parti communiste espagnol.

Peut-être la découverte de l'activité du groupe Neumann et les sympathies dont il bénéficie expliquent-elles ce que certains ont appelé le « tournant antifasciste » du KPD et l'énergie avec laquelle Thälmann dément que le parti soit indifférent au danger nazi, cependant que la *Pravda* opère une distinction subtile entre « fascisme et social-fascisme ». Thälmann va même jusqu'à assurer que les jumeaux ont une composition sociale différente et qu'il faut employer des méthodes différentes pour entraîner leurs membres dans... le front unique. Quelques semaines plus tard, une circulaire de l'exécutif, signée Knorine, condamne tous les appels à la social-démocratie[57]. Le résultat est évidemment un parti plongé dans la confusion et la division, proche du découragement ou de la colère.

Le KPD dans la confusion

Le 13 mars 1932, au premier tour de l'élection présidentielle, le président sortant, le maréchal Hindenburg, soutenu comme un « moindre mal » par les social-démocrates, obtenait 18 600 000 voix, Hitler, 11 300 000, et Thälmann, 5 millions. Le week-end du deuxième tour fut un des plus violents de l'histoire contemporaine avec les attaques de nazis fusant de tous côtés. Finalement, Hindenburg passa avec plus de 19 millions de voix, Thälmann, qui s'était maintenu, en perdant 1 million. Trois jours plus tard, le chancelier Brüning décida la dissolution des SA comme formation paramilitaire, mais ne toucha pas au Parti nazi. La victoire de ce dernier dans les élections des *Länder* convainquit Hindenburg de renvoyer Brüning, usé, et de faire appel pour le poste de chancelier du Reich (chef du gouvernement) au diplomate Franz von Papen, qui n'avait pas peur d'accords avec Hitler. Le 16 juillet, l'armée brune ressuscitait dans la légalité, les SA étant de nouveau autorisés.

Mais le centre de gravité revenait vers la Prusse. Il était impossible de trouver une majorité au Landtag, SPD et NSDAP ayant ensemble plus de la moitié des élus et aucun des deux ne pouvant gouverner sans l'appui du centre. Au Landtag, les 57 députés du KPD rejoignirent les 162 nazis et les 67 députés du centre pour voter une motion de censure contre le gouvernement en fonction, tant que n'aurait pas été trouvée de solution constitutionnelle. Les communistes exigeaient pour leur part la démission d'Otto Braun et la formation d'un « nouveau gouvernement » qui ne pouvait évidemment être que celui qu'investiraient éventuellement les 162 députés nazis avec leurs alliés. Décidé à arriver à un accord avec Hitler, von Papen trancha alors le nœud gordien.

Dans ces circonstances dramatiques, Otto Braun était parti en vacances. Le matin du 20 juillet 1932, von Papen convoqua Severing et l'informa de son intention de créer pour la Prusse un commissariat du Reich dont il serait le responsable, et le somma de décider la démission du gouvernement prussien, en le menaçant de proclamer l'état de siège. Severing refusa. Von Papen déposa immédiatement le gouvernement prussien en vertu de l'article 48 de la Constitution, le remplaça par un commissaire du Reich, lui-même suppléé par un politicien de la droite du Centre catholique, Franz Bracht, maire d'Essen, et proclama la loi martiale qui donnait tout le pouvoir à Berlin au général Otto von Stülpnagel. Certains s'attendaient à des combats de rue entre la police et la Reichswehr.

57. E.H. Carr, *op. cit.*, p. 59.

Une poignée de policiers suffit pour arrêter le préfet de police Grzesinski et son adjoint, qui déclarèrent se soumettre et furent libérés après deux heures de détention. Severing, à son tour, rendit les locaux du gouvernement à Bracht, qui était accompagné du nouveau préfet de police et escorté d'une dizaine de militaires armés, lesquels restèrent poliment dans la rue : il fut autorisé à conserver son appartement de fonction. Ce fut la stupeur dans les usines, où nombre de travailleurs s'étaient rendus pour passer la nuit, attendant un ordre de grève générale, prêts à toute éventualité. Les communistes appelèrent à la grève générale, certes. Mais quel ouvrier social-démocrate ou inorganisé allait faire grève avec eux et les suivre quand ils disaient vouloir défendre le gouvernement des « social-fascistes » qu'ils avaient tout fait pour renverser ? Nos vieilles connaissances Peter et Irma Petroff, qui habitaient alors l'Allemagne depuis 1925, rendent compte de ce qu'ils ont vu et entendu au lendemain de ce 20 juillet, après la prise de position du Parti social-démocrate sur le thème « Nous répliquerons avec les élections du 31 juillet » :

> Une tempête d'indignation faisait rage dans les masses. Elles se sentaient monstrueusement abusées, trahies. Mais, trop longtemps privées de toute initiative propre, les masses ne pouvaient rien entreprendre sans leurs dirigeants reconnus. Aucune main ne bougea, aucun coup de feu ne fut tiré, aucune usine ne ferma. Le 20 juillet se passa sans apporter aux masses autre chose qu'un découragement sans bornes. Mais beaucoup faisaient le poing dans leur poche : ils ne savaient pas très bien contre qui[58].

Débarrassés des chefs social-démocrates de la police en Prusse – ils disposaient de 90 000 hommes, dont 30 000 dans des casernes, d'autos blindées, d'armes pour le combat de rues –, les nazis s'en donnèrent à cœur joie. Le week-end électoral de juillet mit 25 morts à leur tableau de chasse. Les nazis obtinrent 13 700 000 voix, les social-démocrates, 7 000 000, les communistes, 5 300 000. Mais la vague des violences nazies inspirait aux ouvriers le désir de résister, et on assista alors à un début d'organisation de corps de défense antifascistes, parfois sur une base vraiment unitaire, le plus souvent sur la base des partis. Les Petroff écrivent :

> Dans de nombreuses usines, dans les villages et surtout dans les faubourgs ouvriers des villes, surgirent alors des organismes défensifs. Conformément à la situation locale, ils étaient organisés sur une base de parti ou en commun. En tout cas, il y avait un contact étroit. On élabora un large système de signaux d'alarme dans des zones définies ou pour aller au secours d'un district voisin. On constitua des patrouilles de nuit. Tout habitant « rouge » des faubourgs des grandes villes conservait près de son lit une hache ou une pelle, s'il n'avait pas d'arme à feu. [...] Tous les « rouges » se tenaient. Sur le terrain, la ville ou le village, le « front unique » était réalisé. Le sang coulait toujours, mais le sentiment de désespoir s'était évanoui grâce à la solidarité des gens menacés[59].

Les deux appareils social-démocrate et communiste combattent chacun à leur façon ces organismes unitaires.

AMSTERDAM-PLEYEL, CONTRE LE FASCISME ET LA GUERRE ?

L'histoire du mouvement d'Amsterdam-Pleyel, lancé par Willi Münzenberg et ses collaborateurs, est l'un des terrains les plus glissants qui soient pour les amateurs en matière d'histoire du communisme, et l'ont peut bien dire que la majorité d'entre eux sont tombés dans le piège d'interprétations hâtives et contradictoires. Bien entendu, le congrès d'Amsterdam, du 27 au 29 août 1932, et celui de la salle Pleyel à Paris, du 21

58. P. et I. Petroff, *op. cit.*, p. 81.
59. *Ibidem*, p. 82-83.

au 23 décembre 1933, ne cherchent nullement à promouvoir la lutte pour la paix, comme ils le croient en général, ou la lutte pour la révolution, comme le croit Stephen Koch. Le sens de ces deux congrès et du « mouvement » qui les a portés est clairement défini dans les *Carnets* de Marcel Cachin sous sa formule lapidaire : « Samedi 29. Ouverture du congrès : rassemblement anti-Genève. Rassemblement antisocialiste[60]. » Stephen Koch, qui divague comme un promeneur sans carte dans un pays inconnu, a tout de même la bonne idée d'épingler l'idée simple que le congrès d'octobre 1932, quelques mois avant l'arrivée au pouvoir des bandes nazies, ne fait allusion ni au danger nazi (fascisme), ni au danger dont il menace l'Europe (la guerre). Mais c'est pour tomber de Charybde en Scylla, en s'imaginant que cela signifie que Staline « voulait la révolution », ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant, ajoute-t-il, de la part d'un « marxiste-léniniste ».

En réalité, ce qui est, sinon tout à fait nouveau, du moins original dans la politique d'Amsterdam-Pleyel, c'est l'appel aux « personnalités » du monde bourgeois qui va composer le parterre de ces congrès. De sa plume féroce, Trotsky écrit : « Tous les aspects et toutes les forces, Barbusse, le "Münzenberg à l'échelle du monde", les libéraux indiens, les petits démagogues, les grands bavards, les lords anglais, les veuves américaines, en un mot, toutes les "forces" qui souffrent de la maladie qu'on appelle "amour de la paix"[61]. » Parmi les « personnalités » présentes à ces festivités, on met le plus souvent en relief le leader conservateur du Parti du Congrès indien, Vallabahai Patel, l'écrivain Henri Barbusse, autrefois auteur de *Clarté* et *Le Feu*, devenu celui de *Jésus* et bientôt de *Staline*, le radical-socialiste français Gaston Bergery, l'amiral en retraite allemand Paul von Schönaich, un militaire devenu pacifiste.

Le groupe des organisateurs, autour de Willi Münzenberg, l'équipe du MOPR, Louis Gibarti et Otto Katz, le Français Guy Jerram, membre du CC du PCF et dirigeant de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC). Ce groupe agit bien entendu sur délégation de l'autorité de l'exécutif de la Comintern. Derrière eux se tient l'appareil stalinien – dont, nous le savons, la pierre de touche est la chasse aux trotskystes. Son service d'ordre organise le chahut qui empêche un délégué vietnamien, membre de l'opposition de gauche, Nguyên Van Linh, de parler à Amsterdam. A la salle Pleyel, il passe à tabac sauvagement l'ancien dirigeant du PCI Alfonso Leonetti, compagnon de Gramsci, pourtant entré dans la salle en tant que journaliste accrédité.

Stephen Koch assure que les États-Unis étaient l'une des cibles principales de ce Mouvement de la paix. En fait, il s'agissait au premier chef de la Grande-Bretagne et de toute puissance susceptible de s'opposer militairement à l'URSS. Les résolutions verbeuses et sentimentales – du stalinisme et des larmes – et les grandes phrases des déclarations du mouvement Amsterdam-Pleyel n'avaient pas seulement le sens d'une diversion, d'un camouflage de la politique de division menée en Allemagne par la Comintern, elles constituaient aussi une réelle ouverture à tous les gouvernements du monde disposés à s'allier avec l'Union soviétique – si l'on préfère, une offre de services pour la défense de l'URSS. Une politique doublement erronée, puisque, comme Trotsky et quelques autres le montraient alors et comme l'histoire l'a définitivement démontré depuis, le danger principal pour l'URSS venait précisément de l'Allemagne, et qu'il devint mortel et immédiat quand cette Allemagne fut aux mains des bandes hitlériennes. C'était l'éventualité que les grands congrès de masse « contre le fascisme et la guerre » ignoraient noblement, pour s'en prendre plutôt à la SDN et surtout aux socialistes.

60. Cité par Yves Santamaria, « Organisation de masse et lutte pour la paix », *Willi Münzenberg. Un homme contre*, p. 94.

61. L. Trotsky, *Œuvres*, VII, p. 278.

LE XIIe PLÉNUM

Le XIIe plénum de l'exécutif s'est tenu après le coup d'État de von Papen, entre le 27 août et le 15 septembre 1932, avec 174 délégués. Il a été le dernier avant la catastrophe en Allemagne. L'absence de Molotov signifiait déjà qu'il ne prendrait pas de décision importante. Son intérêt provient cependant de ce que se manifestent, de la part des dirigeants de certains partis, de sérieuses divergences avec la direction de la Comintern, reflet de la résistance de nombreux militants. Il faudrait un travail de bénédictin pour recenser les signes d'opposition, les explosions critiques, individuelles ou collectives, dans tous les PC du monde depuis le début de la politique suicidaire du KPD et de la Comintern face à Hitler. Mentionnons seulement une lettre de Terracini, de sa prison, aux dirigeants de son parti, sur la stupidité des affirmations sur le « social-fascisme », écrite en 1930, connue en 1975, et seulement parce qu'elle émane d'un homme resté important[62].

Les deux rapports principaux, celui de Kuusinen sur la situation mondiale et les tâches des partis et celui de Thälmann sur les luttes économiques et le front unique, évitent soigneusement les brûlants problèmes allemands, Kuusinen servant la soupe confusionniste, parce qu'il lui fallait bien en parler un peu, et Thälmann n'en parlant pas du tout. En revanche, les corapporteurs prennent le taureau par les cornes.

Le Polonais Leński aborde la question de la situation mondiale du point de vue de la révolution mondiale. S'appuyant sur un texte de Staline, il dit que la situation allemande est le « nœud, la question décisive dans la montée inégale de la révolution prolétarienne[63] », rappelle la concentration prolétarienne et les traditions révolutionnaires allemandes. Un correspondant de Trotsky – à cette époque, ce ne peut être qu'Ivan Nikititch Smirnov ou l'un de ses proches, par exemple sa fille Olga Ivanovna – lui indique que Leński a demandé une discussion spéciale sur l'Allemagne qui lui a été refusée et qu'il a, de sa propre initiative, inséré ces passages dans son corapport, ce qui lui a valu une convocation au secrétariat et un sérieux savon, d'autant plus qu'il a été lourdement applaudi[64]. Ses critiques du KPD ne datent pas d'hier, et Piatnitsky rappelle dans le débat qu'il avait déjà parlé de la « passivité » de ce parti dans l'affaire de la dissolution du Landtag de Prusse par von Papen. Bien entendu les critiques de Leński sont enveloppées dans des phrases de Staline et de Kuusinen, mais ce sont des critiques très nettes contre la direction allemande. Il sera privé du droit de répondre, c'est-à-dire de reprendre la parole.

Après Leński vient Gottwald. Déjà, dans le cours de la session du comité central du PCT de juillet 1932, Ján Šverma et Klement Gottwald étaient intervenus dans le même sens, laissant entendre sans le dire que le front unique « au sommet » avait ses avantages, le second précisant qu'il fallait être prêt à « s'allier avec le diable », si c'était contre les patrons, une expression qu'il emploiera de nouveau dans son article sur le coup d'État de von Papen[65]. Gottwald, s'adressant à l'exécutif, en un lieu stratégique et à une date sensible, parlant des grèves et des mouvements de chômeurs en Tchécoslovaquie, s'en prend à ceux qui croient pouvoir affirmer leur rôle dirigeant dans le front unique en qualifiant de traîtres les dirigeants social-démocrates et en donnant des ordres, car, dit-il, « le front unique n'est pas une caserne ». Guttmann, qui est devenu, malgré sa jeunesse, secrétaire du PCT et membre du présidium de la Comintern, et Šverma critiquent plus

62. U. Terracini, *Sulla svolta. Carteggio clandestino del carcere 1930-1931-1932*, p. 26.
63. Lenski, *XII Plenum IKKI*, 78-96.
64. *Biulleten Oppositsii*, n° 31, novembre 1932, p. 23.
65. Gottwald, *XII Plenum*, p. 97-112

directement encore la politique du KPD. Guttmann, qui passe pour être le cerveau du parti et qui est le rédacteur en chef de *Rudé Pravo*, souligne le danger de la politique ultragauche avec les formules de division du genre de « *Zwingt die Bonzen* », et critique la politique du social-fascisme et du « front unique à la base »[66]. Ján Šverma souligne qu'il n'y a aucune politique du KPD vis-à-vis des mouvements syndicaux de masse des travailleurs allemands[67].

Proche d'eux, le dirigeant français André Ferrat souligne que, par certains aspects, la tactique « classe contre classe » isole les partis des larges masses[68]. Miloš Hájek voit ces mêmes contradictions dans les interventions, d'une extrême prudence, de Manouilsky[69]. Piatnitsky fait une critique féroce de la politique du KPD en évitant de parler des responsabilités de Thälmann et en attribuant le tout à Neumann, qui n'est évidemment pas là[70]. Knorine fait une intervention d'un sectarisme furieux, avec, au bout, la perspective de la victoire révolutionnaire. Béla Kun se situe aussi à gauche[71] mais sans les outrances de Knorine[72], qui rappelle la formule de Staline sur les jumeaux et accuse la passivité de certains militants.

Les réponses des rapporteurs comme la résolution finale ressortissent à la routine, la critique du danger de droite, la passivité, et du danger de gauche, « la phrase révolutionnaire ». C'est le dernier message au KPD, à quelques pas de l'échafaud. Ponce Pilate se lave les mains au Kremlin. Et l'on peut ajouter que, comme le relevait, dans le *New York Times* du 29 novembre 1932, Walter Duranty, à l'époque correspondant à Moscou, on s'inquiétait énormément, « au Kremlin bolcheviste », de « la croissance du mouvement révolutionnaire en Europe » qui était potentiellement contenue dans la situation allemande[73]. Sans doute aussi est-ce une sorte de reflet objectif du fait que les dirigeants du KPD semblent à partir de 1932 se résigner à la victoire des nationaux-socialistes.

LA DERNIÈRE LIGNE DROITE

Ainsi, en septembre 1932, sauf les attaques contre « le groupe Neumann », le XIIe plénum de l'exécutif de la Comintern n'a consacré à l'Allemagne qu'une portion congrue de ses travaux. Dans les rues, les travailleurs s'organisent pour se défendre. En septembre, le Reichstag est dissous. La conférence du KPD pour le compte rendu du XIIe plénum se distingue surtout par le caractère strident des dénonciations contre Neumann et Remmele. Ce dernier a adressé à la direction un long texte où il trace les perspectives de son groupe « bolchevique de gauche », et que son parti – ni d'ailleurs personne jusqu'à présent – ne connaîtra pas.

Quelques semaines plus tard, ce sont des circonstances différentes, mais toujours la même politique, qui réunissent côte à côte, contre les « bonzes » de la BVG *(Berliner Verkehrgesellschaft)*, la société des transports de Berlin, les ouvriers qui s'étaient lancés dans la grève avec l'appui des communistes et se heurtaient à une bureaucratie syndicale sociale-démocrate. La grève dura du 2 au 8 novembre, et communistes et nationaux-socialistes y étalèrent publiquement ce que Vergnon appelle « une connivence » dans l'hostilité, la dénonciation, parfois l'agression contre les bonzes syndicaux. Des deux

66. Guttmann, *ibidem*, p. 43-60.
67. Sverma, *ibidem*.
68. Ferrat, *ibidem*, p. 93-99.
69. Manuilsky, *ibidem*, p. 158-168.
70. Piatnitsky, *ibidem*, p. 14-19.
71. Béla Kun, *ibidem*, p.117-128.
72. Knorine, *ibidem*, p. 63-74.
73. *New York Times*, 29 novembre 1932.

partenaires, l'un était infiniment plus riche, mieux équipé, disposait de moyens de propagande et d'hommes hardis parce que sachant qu'ils jouissaient de l'impunité. A leur corps défendant, les communistes ne jouèrent que les seconds violons, ce qui était durement ressenti par leurs militants. Cela n'empêcha pas Thälmann de plastronner et de déclarer au congrès du district de Berlin-Brandebourg : « Nous avons brisé le monopole des réformistes. [...] Nous avons formé une unité de combat avec les ouvriers SPD et sans-parti et nous avons même constitué un front unique de classe avec les prolétaires nazis contre la réconciliation et la paix entre les classes[74]. »

Le *Journal* du Dr Goebbels parle beaucoup de cette grève, qu'il considère, et à juste titre, comme une excellente opération, un bon placement pour l'avenir. Les communistes ne semblent pas avoir eu les mêmes sujets de satisfaction, car ils avaient après tout participé aux mêmes opérations que ceux qui les dénonçaient comme traîtres et ennemis n° 1, et les violences des nazis avaient indisposé bien des grévistes. Aux élections au Reichstag, en novembre, les nazis, compromis avec la droite malgré la grève des transports de Berlin, perdent 2 millions de voix et 34 députés. La bourgeoisie commence à redouter de voir s'effriter l'influence de masse des nazis et craint un retournement de la situation, une remontée ouvrière. Hindenburg fait appel à von Schleicher, l'homme de la Reichswehr, le 2 décembre 1932. Il espère diviser les nazis avec l'appui de l'aile dirigée par Strasser, s'allier aux syndicats et imposer l'autorité de l'armée. Mais il échoue.

LES MANIFESTATIONS DE BERLIN EN JANVIER

Dans les derniers jours avant la décision, les adversaires se défient dans la rue par une température rigoureuse. Le gouvernement von Schleicher, qui a succédé à von Papen, autorise une manifestation nazie sur la Bülowplatz. Le 22 janvier, c'est une sorte de répétition générale, car les SA avaient annoncé qu'ils défileraient devant la *Karl Liebknecht Haus*, un vrai défi. Il y eut un violent incident au comité central du KPD quand on apprit qu'un télégramme de Moscou interdisait aux communistes de provoquer le moindre heurt : il fallait laisser défiler les nazis devant ce centre prolétarien symbolique. Remmele protesta violemment contre les instructions de Moscou d'éviter tout incident, mais il fut mis en minorité. Avec son camarade Karl Fischer, il semble avoir tenté d'organiser une résistance avec les ouvriers du quartier « rouge » de Wedding.

De nombreux incidents éclatent pourtant sur le parcours avec des militants communistes, mais le Parti social-démocrate a donné la consigne de rester chez soi et de fermer les volets. Le couple Petroff a participé aux deux manifestations des partis ouvriers, et d'abord à celle du KPD, le 25 janvier :

> Un jour de semaine, qui fut le plus froid de l'année, des centaines de milliers de communistes allèrent dans la rue. Sous-alimentés, mal habillés, ils marchèrent par -35° dans les quartiers ouvriers de Berlin pour arriver à la Bülowplatz où se tenaient leurs dirigeants. La présence du *Rote Frontkämpferbund* interdit se sentait, bien qu'il n'y eût aucun uniforme. Quelques groupes de la Reichsbanner et de la Jeunesse social-démocrate ainsi que des social-démocrates venus individuellement, arborant les trois flèches, marchaient dans le défilé, et bien entendu les groupes socialistes intermédiaires s'étaient joints jusqu'au dernier[75].

Le jour de la parade nazie, les communistes étaient restés chez eux et entendirent résonner sur la Bülowplatz et dans les rues de Wedding-la-rouge les chants de guerre, les menaces et les injures contre les Juifs et les rouges. La manifestation du KPD le 25 janvier

74. *Die Rote Fahne*, 10 novembre 1932.
75. P. et I. Petroff, *op. cit.*, p. 89.

n'y pouvait rien changer : les jeux étaient faits. Le dimanche suivant 28 janvier, ce fut le tour des social-démocrates. Les Petroff étaient là :

> Le temps était meilleur. De tous les quartiers de la ville, leurs cortèges marchèrent vers le Lustgarten. Plusieurs groupes communistes qui voulaient les rejoindre furent repoussés à l'entrée du Lustgarten. Même les groupes intermédiaires n'étaient pas les bienvenus. Le cortège du SAP dut attendre des heures avant qu'il soit décidé gentiment de l'admettre au Lustgarten. Il ne s'en souciait guère et fit de son mieux pour provoquer l'esprit de combat dans le défilé des social-démocrates qui passaient devant lui. Encore et encore, ils criaient en chœur : « SPD, KPD müssen gemeinsam marschieren » (doivent marcher ensemble). Ils acclamaient avec chaleur tout cortège social-démocrate. Il est intéressant de voir comment réagissaient ces derniers. Ceux des quartiers ouvriers, marchant au pas des chants de combat, répondaient au « Kampfbereit » (prêts au combat), le salut du SAP, par le non moins fraternel Freiheit (liberté) au salut des social-démocrates. Mais les manifestants bien habillés des quartiers respectables ne répondaient pas aux saluts, et faisaient des remarques sarcastiques. [...]
>
> Les ouvriers avaient enfin compris que c'était leur division qui était la cause de leur faiblesse. Ils réclamaient qu'on abatte les barrières, mais leurs dirigeants répondaient à ces exigences de façon malhonnête, hypocrite et en sabotant. Ainsi des socialistes. Ainsi des communistes[76].

En définitive, pourtant, ce n'est pas devant les manifestants ouvriers que von Schleicher tomba, mais devant la bourgeoisie unie. Les puissances d'argent étaient maintenant prêtes à soutenir les nazis sans réserve. En janvier 1933, Hitler rencontre von Papen à Cologne chez le banquier Schröder. Sous la pression de von Papen et de son propre fils Oskar, le président Hindenburg choisit alors la solution préconisée par von Papen et la droite conservatrice, un gouvernement Hitler avec la participation des autres formations de droite. Le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier. Aidé par le fils du président, Oskar von Hindenburg, von Papen avait réussi à convaincre le vieillard de faire appel à Hitler.

HITLER AU POUVOIR ?

Quand les Petroff écrivent leur précieuse brochure, ils ne connaissent pas les détails de la défaite sans combat qui vient de se produire en Allemagne. Ils soulignent cependant le terrible silence total des social-démocrates sur les perspectives. Pour les communistes, ils sont un peu plus prolixes, écrivant :

> Mais les communistes ? Qu'avaient-ils à perdre ? N'avaient-ils pas été entraînés à la guerre civile ? Leurs experts militaires n'avaient-ils pas fait les préparatifs ? N'y avait-il aucun groupe terroriste ? Qu'était-ce donc que le *Rote Kämpferbund* ? N'étaient-ils pas suffisamment armés ? N'était-il pas clair à leurs yeux qu'il ne leur restait plus qu'une alternative : attendre jusqu'à ce qu'on les tue ou lutter pour leur vie ? Pourquoi n'ont-ils pas choisi de se battre dans une situation sans espoir ? [...] A coup sûr, ils ne manquaient pas de combattants qui voulaient résister. [...] Celui qui avait vu, par centaines de milliers, [...] leurs visages résolus, leurs yeux brillants, ne pouvait mettre en question la ferveur révolutionnaire de combat de ces masses assemblées sous les bannières communistes. Ce n'est pas en bas mais en haut qu'il y eut faillite[77].

La situation du KPD était en réalité plus qu'alarmante. Sur ordre du Polburo, le chef de l'appareil militaire clandestin, Hans Kippenberger, en avait, si l'on en croit Retzlaw, donné toutes les clés – noms et lieux – au capitaine de la police en retraite Giesecke, qui les avait remises aux nazis fin décembre 1932. L'un des traits les plus sinistres de la situation nouvelle était l'apparition au grand jour des nazis qui avaient noyauté le KPD

76. P. et I. Petroff, *op. cit.*, p. 89-90.
77. *Ibidem*, p. 93.

et étaient montés dans l'appareil en vitupérant les oppositionnels : citons un secrétaire de district qui était en réalité le responsable du travail nazi dans le KPD, le *SA Sturmführer* Werner Kraus, *V-Mann* du NSDAP pour les nazis plantés au cœur de l'appareil stalinien. Alfred Kattner, chargé de la sécurité de Thälmann, Wilhelm Hein, vieux compagnon de fête de ce dernier, suppléant du Polburo, étaient, selon Siegfried Bahne, des instruments ou agents de la police. C'était le début de l'hallali, car la peur s'installait : en qui avoir confiance ?

Comme l'atteste le *Journal* de Goebbels, les nazis n'étaient pas rassurés pour autant. Ils avaient une peur bleue de la grève générale, à laquelle fut consacrée en entier la première réunion du cabinet Hitler. Mais ils pouvaient se préparer sans crainte à frapper. La division, c'est-à-dire l'impuissance, avait été installée au cœur de la classe ouvrière, qui n'avait plus le temps de réagir. Avec la provocation de l'incendie du Reichstag, la prise en main de la police prussienne par Hermann Göring, le contrôle des SA sur la répression, plus de 150 000 communistes se retrouvèrent en prison. On évalue à environ 3 000 ceux qui furent assassinés dans la rue, les locaux des SA ou de la police, les prisons. Le « tour des communistes » n'est pas venu après Hitler. Le 2 février, le drapeau à la croix gammée flottait sur la *Karl Liebknecht-Haus*. Déjà la tragédie s'était fait deviner à travers l'impuissance du mouvement communiste allemand, incapable, par exemple, d'organiser en 1932 une campagne pour sauver de la potence les jeunes dirigeants du parti hongrois de l'intérieur, Imre Sallai et Sándor Furst. Demain, ce seront des communistes allemands qui seront pendus, décapités à la hache ou roués de coups jusqu'à la mort...

L'INFAILLIBILITÉ DE STALINE

Est-il possible d'avoir aujourd'hui une idée de ce que fut le désarroi provoqué par cette gigantesque défaite sans combat ? Rosa Léviné-Meyer raconte qu'au dernier moment plusieurs émissaires russes à Berlin se rendirent compte que tout était apparemment perdu et que l'un d'eux, victime du mythe de Thälmann, se précipita chez le président du KPD pour entendre l'oracle qui allait lui montrer l'issue. Elle raconte : « Plein de stupeur, il me dit qu'il avait trouvé un homme plongé dans le désespoir et la confusion, qui lui avoua qu'il n'avait pas la moindre idée de ce qu'il fallait faire ou dire[78]. »

En réponse à une lettre de l'Internationale ouvrière socialiste qui préconisait un pacte de non-agression, les partis communistes d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne répondent : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de fascisme ou de démocratie bourgeoise, mais de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat. [...] Un pacte de non-agression avec ces partis signifierait renoncer en fait à attaquer la bourgeoisie. Un pacte avec les alliés de l'ennemi de classe est un pacte avec l'ennemi de classe[79]. » Le fameux appel du 5 mars de la Comintern, souvent présenté comme – « enfin » ! – le ralliement à une politique de front unique, dont Piatnitsky avait adressé un projet à Staline le 25 février et qui a été corrigé par lui, ne comporte aucun appel à l'Internationale socialiste, très à l'aise donc pour ne pas répondre. Un télégramme de Gottwald et Maurice Thorez, au nom de leurs partis respectifs, ayant réclamé qu'un texte soit adressé à la IIe Internationale, l'exécutif, après avoir consulté Staline, répond que celle-ci doit d'abord reconnaître que la social-démocratie est passée dans le camp du fascisme.

Le 5 mars 1933, les résutats des élections donnaient 4 800 000 voix au KPD, 7 100 000 au SPD et 17 200 000 aux nazis. La *Pravda* titrait que c'était « une énorme victoire

78. Rosa Léviné-Meyer, *op. cit.*, p. 126.
79. *L'Humanité*, 13 février 1933.

politique du KPD ». Le 15 mars, alors que Thälmann était déjà aux mains des nazis ainsi que Georgi Dimitrov, représentant de la Comintern en Allemagne, le comité central du KPD assurait que les élections n'étaient pas une victoire du fascisme. Le 1er avril se tint la réunion du présidium de l'exécutif international, où le rapport fut présenté par le militant ouvrier et vétéran spartakiste Fritz Heckert, ancien lieutenant de Brandler en Saxe, un des rares survivants de la vieille garde du temps de Rosa Luxemburg et Liebknecht. Nous ne pensons pas, contrairement à Pierre Frank, qu'on avait besoin d'une telle « autorité » pour couvrir le désastre. Heckert, devenu paillasson de Staline, n'avait d'ailleurs plus aucune autorité et il avait probablement soutenu Neumann et Remmele. C'était seulement à lui de faire ce rapport qu'il plaça sous le signe de la clairvoyance du chef génial : « Dès 1924, le chef du prolétariat international, le camarade Staline, donna une évaluation sans égale d'exactitude et de perspicacité sur l'évolution de la social-démocratie vers le fascisme – une évaluation qui est à la base du programme de la Comintern et de la politique du KPD. » Après avoir cité *in extenso* la fameuse phrase si souvent rabâchée de Staline sur fascisme et social-fascisme frères jumeaux, il récitait : « Tout ce qui est arrivé en Allemagne a entièrement confirmé la justesse du diagnostic du camarade Staline : Hitler ne rejette pas le soutien de la social-démocratie[80]. » La résolution adoptée entérinait l'ensemble de la politique stalinienne face à la montée des nazis et dans la défaite de la Comintern : « Le présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste, après avoir entendu le rapport du camarade Heckert sur la situation en Allemagne, constate que la ligne politique et la politique d'organisation suivies par le comité central du KPD avec à sa tête le camarade Thälmann, jusqu'au coup d'État de Hitler et quand il s'est produit, ont été parfaitement justes[81]. »

La responsabilité de ce qui s'était produit était clairement définie, rejetée sur les ouvriers social-démocrates. Les ouvriers communistes avaient, disait la résolution « organisé et dirigé la lutte contre l'offensive du capital et du fascisme » : « Mais les ouvriers social-démocrates, derrière lesquels se trouvait la majorité de la classe ouvrière allemande, ligotés par leur direction social-démocrate hostile au front unique révolutionnaire et partisan de son front unique réactionnaire avec la bourgeoisie, ont chaque fois repoussé dans leur grande masse le front unique avec les communistes et ont ainsi brisé la lutte de la classe ouvrière. » Une phrase, discrètement polémique, indiquait de quel côté étaient venues les critiques aux environs du 30 janvier 1933 : « Les conditions d'une insurrection victorieuse n'avaient pas encore eu le temps de mûrir et n'existaient qu'en germe. L'avant-garde du prolétariat, le KPD, ne désirant pas se lancer dans une aventure, ne pouvait évidemment compenser seul par son action ce facteur qui manquait[82]. »

DÉNONCIATION DE BOUCS ÉMISSAIRES

Bientôt les coupables allaient compter un nom et un groupe de plus. Aux social-fascistes et au pire de tous les renégats, le social-fasciste Trotsky, allaient en effet s'ajouter les gens du groupe Neumann-Remmele. La « police » du parti – on peut dire tout simplement le NKVD – s'était activée avec le nettoyage des domiciles abandonnés par les militants passés dans la clandestinité ou partis en émigration. Herbert Wehner remit à la direction une lettre de Heinz Neumann trouvée dans le bureau de Remmele, coincée par un tiroir dans sa table de travail. Nous ne connaissons pas le texte de cette lettre adressée à Remmele de Madrid en janvier. Margarete Buber-Neumann en résume le contenu, et les recoupe-

80. Rapport de Heckert au présidium du CEIC, Rundschau, p. 261-267.
81. *Ibidem*, p. 229.
82. *Ibidem*, p. 229-231.

ments possibles permettent de valider ce résumé : « Neumann y invitait Remmele à poursuivre par tous les moyens, avant qu'il ne soit trop tard, la lutte contre les nazis, même en désobéissant aux ordres de "la bande". Il terminait par cette exhortation : "Ne sois pas Haase, mais Liebknecht !" La commission de contrôle internationale et le département des cadres y virent un appel à la scission[83]. » Le réquisitoire contre le groupe Neumann se nourrissait de documents ainsi dérobés. L'attitude de Remmele en janvier apportait des éléments :

> Le groupe Neumann et son porte-parole Herzen [Remmele] sont devenus aujourd'hui les porte-drapeau de toutes les tendances rétrogrades à la périphérie du parti. Ils sont le canal par lequel l'ennemi lance dans le parti ses mots d'ordre provocateurs. Leur théorie favorite, c'est que la dictature fasciste signifie un changement de système fondamental, que le lumpenprolétariat est devenu la classe dirigeante soumettant la bourgeoisie à ses intérêts, que le pouvoir de la bourgeoisie a été renforcé, que le prolétariat a perdu une bataille et subi une défaite, que le camarade Thälmann et le comité central du parti sont responsables de la réalisation d'une dictature fasciste [...]. En outre, ils ont réclamé la proclamation de l'insurrection le 22 janvier 1933. [...] Les idées de ce groupe constituent une attaque ouverte non seulement contre le camarade Thälmann et les dirigeants du parti, mais contre la Comintern, contre les camarades Staline et Manouilsky, les décisions des XIe et XIIe plénums de la Comintern. Elles sont un mélange grossier d'opportunisme pur, de trotskysme insidieux et de simple putschisme[84].

L'affaire vint au XIIIe plénum de l'exécutif, où aucun des deux hommes n'était présent, Remmele venant juste de « démissionner ». André Marty, chargé du réquisitoire, s'écria dans un bel élan : « Si Remmele avait raison, l'arrivée au pouvoir du fascisme ne serait pas seulement une défaite du prolétariat allemand, mais aussi la faillite de l'Internationale communiste[85]. » Il semble bien que c'était Remmele qui avait raison. Quelques semaines plus tard, Léon Trotsky écrira la même chose, sans connaître évidemment la proposition de Remmele.

Y A-T-IL ENCORE UNE INTERNATIONALE COMMUNISTE ?

En réalité, nous le savons, la politique suicidaire imposée au KPD n'avait pas été unanimement acceptée, même simplement du bout des lèvres, ni par tous à la Comintern, ni par tous les dirigeants des partis communistes. L'intervention de Leński, on n'en a eu la certitude que beaucoup plus tard, était la manifestation d'une opposition organisée à la tête de la Comintern contre la politique allemande et contre Staline. Elle ne bougea plus guère après ce coup d'éclat mal aperçu, se contentant désormais sans doute de batailles sur des virgules et de conversations de couloir.

Le plus constant des partis communistes dans la voie de la critique avait été le parti communiste de Tchécoslovaquie. En fait, seul Josef Guttmann alla jusqu'au bout de ses critiques. En mars 1933 encore, la direction lui confiait le rapport au VIIe plénum du PCT. La pression de Moscou sur Gottwald et Šverma, convoqués en août à Moscou, finit par les faire plier. Ils désavouèrent Guttmann. Moscou exigea sa mise à l'écart de *Rudé Pravo* et sa venue à Moscou. Mais son arrestation à Prague l'empêcha de faire le voyage. Il rédigea en prison un mémorandum daté du 7 décembre 1933 où il se défendait et attaquait à la fois. Il assurait notamment : « On me demande maintenant de partir pour Moscou, de capituler sans conditions, de renier mes idées et de les combattre. De crainte

83. M. Buber-Neumann, *op. cit.*, p. 233.
84. *Protokoll XIII. Plenum IKKI*, p. 567-568.
85. A. Marty, rapport au XIIIe plénum, p. 565-566.

que mes idées n'atteignent le milieu ouvrier, je dois être retenu pour plusieurs années à Moscou. Je ne peux l'accepter. Je ne peux pas renier mes opinions. Je deviendrais complice d'une politique qui mène le prolétariat sur une fausse route[86]. » Qualifié le 20 décembre 1933 par le bureau politique de « trotskyste » et de « contre-révolutionnaire », il fut exclu le 31 décembre 1933.

La fronde qui secoua en 1933 et 1934 le petit monde des sommets de l'appareil et qui a été fort bien décrite par Ruth Fischer dans ses Mémoires inachevés en discussions amicales de Paris entre le groupe de Paul Schwenk et les trotskystes, fit rapidement long feu. Ce fut le silence dans les rangs, une autre forme de paix des cimetières. Seize partis légaux, sept partis semi-légaux, trente-huit partis illégaux, tel est en raccourci le bilan des sections du Comintern, selon Piatnitsky. Une défaite pour une période historique puisqu'il s'agit du prolétariat le plus avancé du Vieux Continent.

LA COMINTERN AU SERVICE DE LA BUREAUCRATIE RUSSE

Ce qui compte, pour nous, à ce moment très difficile de l'histoire de la Comintern, est qu'elle semble très affaiblie, la cause principale étant son étroite dépendance de la direction du PCR(b). Cette situation donne aux dirigeants russes la possibilité d'utiliser ses partis à leurs propres fins, comme des pions dans leurs propres manœuvres diplomatiques. Elle leur ouvre une gamme de possibilités pratiques nombreuses et importantes, à partir du moment où tout parti devient sinon lavable, du moins « jetable », et où aucun d'entre eux n'est capable d'aspirer au pouvoir par ses seuls moyens, voire de seulement fonctionner avec ses seules forces. Ses partis sont le prolongement international, l'outil de la direction du PCR(b) et de la couche bureaucratique qu'il représente – ce qui fait d'eux, pour résumer, des partis qui ne sont ni « révolutionnaires » ni « réformistes », mais simplement « staliniens », dans la langue de bois, des partis « d'un type nouveau ».

Reste cependant que cette organisation avait forcément des comptes à régler avec son passé comme avec ce qui avait failli constituer son avenir. Elle vit éclater, l'année suivante, de nouveaux combats armés entre travailleurs et forces de l'ordre en Autriche et en Espagne, et surtout, trois ans plus tard, resurgir de nouveau, cette fois en Espagne, la révolution des ouvriers et paysans en armes.

86. Mémorandum Guttmann du 7 décembre 1933, *Revue française de science politique*, n° 4, 1976, p. 201 *sq.*

CHAPITRE XXVI

L'opposition communiste de droite

L'opposition de droite est le second courant international dans l'IC. On considère généralement qu'elle a, elle aussi, sa source idéologique en Union soviétique, dans les idées de Boukharine et le courant que dirigent avec lui Rykov et Tomsky. Mais il est évident qu'elle a aussi des racines dans le monde capitaliste, partout où la politique aventuriste de la Comintern a rejeté des militants ayant de profondes racines dans le mouvement ouvrier. A certains égards, et dans certains cas, elle peut même apparaître comme la fraction de l'Internationale qui ne s'était pas totalement détachée de la social-démocratie, vers laquelle l'échec de la révolution et les violences staliniennes l'ont souvent fait refluer.

LES ORIGINES DE L'OPPOSITION DE DROITE

Elle s'est développée concrètement à partir de l'appareil de l'IC, où la présidence de Boukharine avait amené nombre d'hommes dévoués à ses idées et à sa personne, mais aussi et surtout à partir du sommet de plusieurs sections nationales, dont le KPD et le PC des États-Unis. Ces hommes-là sont aussi des anciens, moins éminents peut-être que ceux de l'Opposition de gauche, mais avec plus de responsabilités et plus d'expérience dans l'appareil. Il faut citer Jules Humbert-Droz, secrétaire de l'Internationale, et le « camarade Thomas », du secrétariat de Berlin, mais aussi l'Italien Angelo Tasca, les Américains Lovestone et Bertram D. Wolfe, le Suédois Kilbøm, les Espagnols Maurín et Gorkin, l'Indien M.N. Roy et les Allemands Brandler et Thalheimer, bien sûr, qui en furent le cœur, mais aussi Paul Frölich et Jakob Walcher, les anciens élèves de Rosa Luxemburg.

Au temps de l'alliance entre Staline et Boukharine, la « droite » était plutôt un état d'esprit, un réseau assez lâche, sauf en Allemagne, où elle avait eu des positions dans l'appareil et où une fraction de l'ancien centre – les conciliateurs – considérait comme indispensable son maintien dans le parti. Un peu partout, c'est l'offensive, en particulier celle de Staline en 1929, qui a contraint au choix les gens de l'appareil international[1]. Un des deux partis encore à cette époque contrôlés par des opposants de droite était alors

1. T. Bergmann, *50 Jahre KPD (Opposition)*, Hanovre, 1978.

le parti suédois, exemple unique puisqu'il a résisté à l'oukaze de l'Internationale et subsisté en tant que parti pendant des années après son exclusion. Partout ailleurs, les « droitiers » qui n'avaient pas accepté de se renier se sont retrouvés exclus, cibles des attaques des partis réorganisés [2].

LE DRAPEAU : BOUKHARINE

Boukharine s'était fait le champion de la Nep, conçue, selon la formule de son biographe Stephen Cohen, comme une politique qui assurait « l'existence d'un pluralisme social significatif dans le cadre de la dictature d'un parti unique », associant dans l'activité économique les paysans, au premier rang desquels les paysans aisés, les *kulaki*, les artisans et petits commerçants, les « spécialistes bourgeois » dans l'industrie comme dans l'administration et surtout dans la vie culturelle.

Le premier heurt sérieux entre Boukharine et Staline se produisit lors des fameuses « mesures d'exception » du début de 1928, qui semblaient ressusciter les mesures de coercition de l'époque du « communisme de guerre ». Il apparut assez vite, comme l'écrit Cohen, que, « dans l'ensemble, les initiatives politiques de Staline menaçaient l'interprétation boukharinienne prédominante de la Nep comme un système de paix sociale et de relations de marché entre ville et campagne [...] et heurtaient brutalement la conviction de la droite que tous les problèmes devaient et pouvaient être réglés dans les conditions et sur les bases de la Nep [3] ». Très vite Boukharine comprend qu'il va devoir se battre. Pour lui, Staline et les siens mènent une politique de guerre civile : il est convaincu qu'ils vont devoir noyer dans le sang des soulèvements [4].

Les attaques de Boukharine dans ses discours officiels ou ses articles, tout en respectant la règle du jeu et en ne nommant pas Staline, s'accompagnent d'un réquisitoire contre le régime intérieur et la dictature de la bureaucratie. Le 28 novembre 1928, dans une conférence à des journalistes, après avoir parlé de la « stupidité » de la politique économique qu'il résume, il s'en prend aux « bureaucrates » et aux « bandes de complices » qu'ils constituent, parle de « dissimulation communiste » et de « politique de fous ». Il rencontre Kamenev en secret le 11 juillet, le sollicite pour un renversement des alliances, car Staline, « nouveau Gengis Khan », est sur une « ligne ruineuse pour la révolution [5] ». Effectivement, Boukharine s'engage dans la résistance. Ses « Notes d'un économiste [6] » sont un véritable acte d'accusation contre l'aventurisme stalinien en matière économique. Dans un article du 24 janvier sur « Le testament politique de Lénine », il rappelle tous les textes importants de ce dernier sur le régime du parti et contre la bureaucratie, fait appel à la tradition bolchevique de pensée critique et met en garde contre « la destruction de la République soviétique » qui pourrait surgir d'une politique différente [7].

Ainsi se dessine la physionomie politique d'un communiste modéré, convaincu que des années de Nep et la renaissance du marché et de l'initiative individuelle allaient donner la base d'un développement économique, mais déjà inquiet des progrès de la bureaucratisation et de l'autocratie et dont nous savons aujourd'hui qu'il hésita et ne se décida jamais que trop tard à prendre des initiatives rarement heureuses. A la conférence de Wuppertal sur Boukharine, Silvio Pons résuma la pensée politique de Boukharine dans

2. Sauf indication contraire, nous faisons ci-dessous référence au travail de Robert J. Alexander.
3. S. Cohen, *Boukharine*, éd. anglaise, p. 284.
4. Entrevue avec Kamenev, 11 juillet 1928, Papiers Trotsky, Harvard, T 1817.
5. *Ibidem.*
6. Boukharine, « Notes d'un économiste », *Pravda*, 30 septembre 1928.
7. Boukharine, « Le testament de Lénine », *Pravda*, 24 janvier 1929.

sa dernière expression par cette formule en triptyque : « Révolution culturelle, l'État en tant que Commune, un parti de paix civile[8]. » Il n'est pas certain que tous les communistes « de droite » aient eu une vue identique.

C'est de l'Internationale communiste que nous traitons ici. Nous avons vu le personnage que composait Boukharine aux yeux des militants. Mais qu'avait-il à dire sur la Comintern et à elle ? Là-dessus, son biographe Stephen Cohen, qui assure qu'il était la seule « alternative » à Staline, demeure d'une totale discrétion. Il est vrai que les interventions de Boukharine ne sont pas marquées dans la Comintern de ces années du sceau de l'audace. Il conseille discrètement la capitulation aux militants étrangers, disparaît en vacances au moment des votes décisifs, bref, a l'attitude d'un homme qui se sait vaincu. Staline, après avoir liquidé les positions des droitiers dans l'appareil du parti russe, s'en prend aux hommes et commence les exclusions. La répression n'est pas comparable pour le moment à celle qui a frappé l'Opposition de gauche.

Les dirigeants sont finalement isolés au sommet. Ils tentent une ultime manœuvre en déclarant au comité central qu'ils ont toujours été d'accord avec la ligne générale mais ont seulement préconisé une autre méthode pour son application, qu'ils ne croient pas périmée. Staline dénonce là une manœuvre fractionnelle digne des « trotskystes », chasse Boukharine du bureau politique, fait proclamer dans la *Pravda* que « le Parti » exige des chefs de la droite une capitulation totale. Elle paraît dans la *Pravda* du 26 novembre 1929 :

> Au cours des dix-huit mois écoulés, il y a eu entre nous et la majorité du comité central du parti des divergences sur une série de questions politiques et tactiques. Nous avons présenté nos idées dans une série de documents et de déclarations au plénum et à d'autres sessions du comité central et de la commission centrale de contrôle du parti.
>
> Nous estimons de notre devoir de déclarer que, dans cette discussion, le parti et le comité central avaient raison. Nos idées, présentées dans des documents bien connus, se sont révélées erronées. En reconnaissant nos fautes, nous ferons pour notre part tous nos efforts pour mener, en commun avec tout le parti, une lutte résolue contre toutes les déviations de la ligne générale et en particulier contre les déviations de droite et la tendance conciliatrice afin de surmonter toutes les difficultés et d'assurer la victoire la plus rapide de l'édification socialiste.

Boukharine, Rykov et Tomsky avaient capitulé devant Staline sans avoir livré combat et fini par réciter à sa demande leurs actes de contrition. Nous nous garderons bien de parler de lâcheté personnelle. Mais il est clair que ces hommes se situaient sur le terrain du « socialisme dans un seul pays » et que les partisans dans la Comintern – les leurs – qu'ils abandonnaient ainsi étaient le cadet de leurs soucis. Restait que l'opposition de droite dans la Comintern était désormais privée de celui que de nombreux communistes avaient pris pour drapeau. Dans l'intervalle, Boukharine et ses proches avaient souvent contribué à désorienter les opposants dans l'Internationale en soufflant alternativement le chaud et le froid, en les mobilisant par leur élan critique puis en les désorientant par un soudain retrait dans l'ombre et des conseils insistants pour qu'ils capitulent.

Une exception cependant devrait être faite ici : jusqu'en 1929, l'Italien Ercoli (Palmiro Togliatti) a soutenu dans les organismes de la Comintern des positions politiques qui n'étaient pas celles de Staline et reflétaient sans doute celles de Boukharine. L'historien peut être tenté de les négliger, du fait que l'homme a capitulé ensuite et démontré sa souplesse à tous points de vue, s'identifiant aux positions qu'il avait combattues. Mais ceux qui l'ont entendu les exposer ont pensé – et avaient sans doute raison de penser –

8. S. Pons, dans *Liebling der Partei*, colloque de Wuppertal, p. 329.

qu'ils entendaient là l'opinion de Boukharine. Contentons-nous de deux exemples empruntés à son intervention au IX[e] plénum de l'exécutif de l'Internationale en février 1928. D'abord sur le social-fascisme, après les affirmations sommaires de Thälmann, qu'il qualifie gentiment de « généralisations excessives » :

> Le fascisme est un mouvement de masse, un mouvement de petite et moyenne bourgeoisie dominé par la grande bourgeoisie et les agrariens. De plus, il n'a pas de base dans une organisation traditionnelle de la classe ouvrière. La social-démocratie, en revanche, est un mouvement à base ouvrière et petite-bourgeoise qui tire sa force principalement d'une organisation reconnue par de grandes masses ouvrières comme l'organisation traditionnelle de leur classe[9].

Ensuite sur les questions d'organisation, où il répond aux réquisitoires ultra-centralistes des Ulbricht et des Thälmann :

> Nous pourrions prendre comme modèle pour notre activité de formation des directions de partis les derniers mots prononcés par Goethe mourant : « *Mehr Licht* » (Plus de lumière !). L'avant-garde ouvrière ne peut pas se battre dans l'obscurité. L'état-major de la révolution ne peut pas se former dans une lutte fractionnelle sans principe. Il existe des formes de lutte qui consistent à adopter certaines mesures d'organisation qui, appliquées inconsidérément, prennent une valeur indépendante de notre volonté, agissant même en dehors d'elle, en poussant à la désagrégation, voire à la dispersion des forces des directions de nos partis[10].

Ce furent là les dernières paroles prononcées par un dirigeant communiste contre la ligne « classe contre classe » dans un organisme dirigeant officiel de l'Internationale. Le fait que l'homme qui les a prononcées ait capitulé par la suite ne doit pas entrer en ligne de compte quand il s'agit d'apprécier la ligne sur laquelle se trouvaient les droitiers par rapport à deux questions clés du mouvement communiste : la nature de la social-démocratie et le régime de leur parti.

LES DISCIPLES RUSSES : RIOUTINE

C'est en 1932 qu'est apparu à Moscou un groupe clandestin indépendant appelé l'Union des marxistes-léninistes, sous la direction d'un apparatchik jusque-là surtout connu pour son appartenance à la droite et pour l'organisation de violences physiques contre les gens de l'Opposition de gauche, M.N. Rioutine. Ce groupe, probablement organisé en 1930 et dont les membres ont été arrêtés en 1932, avait l'ambition d'unifier les oppositions pour abattre Staline. Il comptait parmi ses membres d'anciens militants de l'Opposition de gauche, de nuance trotskyste ou zinoviéviste, et, en majorité, d'anciens partisans de Boukharine. Dans leur correspondance, Trotsky et son fils Sedov appellent ce groupe « les droitiers ». L'« Adresse aux membres du parti » de ce groupe de juin 1932[11] – seulement connue après la *perestroïka* – commence en forme de réquisitoire :

> Le parti et la dictature du prolétariat sont conduits par Staline et sa clique dans une impasse sans précédent et traversent une crise mortellement dangereuse. Utilisant la tromperie, la calomnie et l'avilissement des militants, recourant à la terreur et à une incroyable violence, Staline, pendant les cinq dernières années, a amputé le parti de ses meilleurs cadres authentiquement bolcheviques, au nom de la pureté des principes et de l'unité ; il a instauré sa dictature personnelle sur le parti et l'ensemble du pays, rompu avec le léninisme et s'est engagé sur la voie du pire aventurisme et d'un arbitraire personnel sauvage menant l'Union soviétique au bord de la faillite[12].

9. VII[e] congrès, Ercoli, *Corr. int.*, n° 89, 22 août 1928, p. 887.
10. VII[e] congrès, loc. cit., p. 950.
11. Manifeste de Rioutine, trad. fr., *Cahiers Léon Trotsky*, n° 37, mars 1989, p.108-114.
12. Rioutine, *loc. cit.*, p. 108-109.

Elle dénonce « un rythme d'industrialisation aventuriste qui entraîne une diminution colossale des salaires, [...] une collectivisation aventuriste menée au prix de la terreur, d'incroyables violences et d'une dékoulakisation qui a touché en réalité les masses rurales moyennes et pauvres, [...] l'appauvrissement effrayant des masses et la famine, tant à la campagne que dans les villes [13] ». Elle poursuit :

> Le pays tout entier est muselé ; l'injustice, l'arbitraire et la violence, les menaces perpétuelles pèsent sur chaque ouvrier, chaque paysan. La légalité révolutionnaire est totalement bafouée. Il n'existe plus de confiance en l'avenir. Les masses travailleuses et la classe ouvrière ont été acculées au désespoir par la politique stalinienne. La haine, la rage et l'indignation des masses comprimées sous le couvercle de la terreur sont comme une eau qui bout [...]. L'enseignement de Marx et de Lénine est honteusement déformé et falsifié par Staline et sa clique [14].

Le procès qu'ils font de l'appareil et du régime du parti est peut-être plus féroce encore ; ils parlent du « système de la menace, de la terreur et de la tromperie », de la direction collective devenue « le système des hommes de main », des « politicards sans principes, froussards et menteurs [...] roublards, malhonnêtes, [...] des carriéristes, des flagorneurs et des laquais [15] ». La partie consacrée à la Comintern est réduite : un simple paragraphe après un exorde vigoureux : « D'état-major de la révolution communiste mondiale, l'IC a été rabaissée au niveau de simple chancellerie au service de Staline pour les affaires des partis communistes, où siègent des bureaucrates couards qui exécutent la volonté de leur chef. La crise du PC(b) a entraîné celle de l'IC [16]. » Le programme, esquissé pour l'URSS, ne comporte pas de mesures de redressement pour la Comintern. On peut penser qu'il eût exercé une grande influence sur les courants de droite et même plus largement dans les partis. Mais il ne fut pas connu, et il n'en fut question de façon précise que des années après son démantèlement et l'emprisonnement de ses dirigeants. Il faut pourtant se poser la question : n'est-ce pas le fait que le groupe Rioutine se situait lui aussi sur le terrain de la construction du socialisme dans un seul pays qui explique ce dramatique silence ?

LA DROITE ALLEMANDE : LES « BRANDLÉRIENS »

C'est en 1921 que Heinrich Brandler a été porté à la tête du KPD, au lendemain de l'« erreur gauchiste » de l'action de mars. Le choix a été opéré par les dirigeants de l'Internationale, et il est avisé. Brandler est un militant ouvrier solide, un excellent organisateur, un homme simple et populaire qui a fait partie du noyau spartakiste. Il est bien entouré d'hommes de son âge et d'expériences diverses, August Thalheimer, journaliste de talent, qui est à l'époque le théoricien du parti, et des militants éprouvés dans les combats de classe, comme Jakob Walcher, organisateur syndical, Paul Böttcher, Paul Frölich et le gros de la génération ouvrière spartakiste du KPD, mais aussi des indépendants de l'USPD. Pendant toute une période, il a répondu à l'attente de la direction de l'IC par son attitude très ferme – certains trouvaient qu'elle l'était trop – à l'égard de la « Gauche » de Ruth Fischer et de Maslow, qu'il jugeait gauchiste et aventuriste. Pas convaincu de l'approche de l'Octobre allemand, il se laisse cependant gagner à Moscou par l'enthousiasme des Russes et collabore avec eux, particulièrement avec Trotsky, pour qui il a une grande admiration, dans la minutieuse préparation de l'Octobre allemand [17].

13. Manifeste de Rioutine, *op. cit.*, p. 109.
14. *Ibidem*, p. 110-111.
15. *Ibidem*, p. 111.
16. *Ibidem*, p. 111-112.
17. R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 305-328.

Ses évidentes hésitations de dernière minute, le fait qu'il ait été celui qui donna le signal de la retraite, font pourtant de lui un bouc émissaire tout trouvé pour le terrible fiasco de 1923. Éperdu, Brandler croit pouvoir s'en tirer en désavouant Trotsky. Cette palinodie ne l'a pas empêché d'être éliminé de la direction du parti. Faisant le bilan de 1923, lui et ses proches vont désormais nier les possibilités révolutionnaires de 1923, dressant ainsi un mur entre eux et les trotskystes[18]. Exilé à Moscou, Brandler ne perd pourtant pas le contact avec ses camarades. Au début de 1925, avec Thalheimer, Radek, Felix Wolf, Walcher, tous résidant à Moscou et membres du PC russe, il est accusé de travail fractionnel et traduit – du 10 au 28 mars, en quatre sessions – devant la commission centrale de contrôle du PC russe élargie à plusieurs dirigeants de la Comintern, dont Piatnitsky et le tchékiste Peters. Ils sont accusés d'avoir mené un travail « fractionnel » par l'intermédiaire de plusieurs fonctionnaires allemands de l'ambassade d'URSS à Berlin, d'où Gerhard Eisler a été rappelé après la découverte de « l'affaire[19] ». Les « accusés » nient énergiquement, et Brandler va même jusqu'à proclamer qu'il sera toujours dans le camp de la révolution quand nombre de ses accusateurs seront dans celui de la contre-révolution. L'« accusée » Edda Baum, visiblement membre des services, avoue qu'elle a parlé des affaires allemandes avec Trilisser, homme du GPU, dont le nom – l'ombre – ne fait que passer dans le procès-verbal. La commission est saisie d'une demande d'exclusion, mais elle se contente d'un « blâme sévère » ainsi que de l'interdiction absolue d'intervenir dans la vie du KPD pour Brandler, Thalheimer, Radek, Edda Baum, Felix Wolf et Heinz Möller, et dans la Comintern pour Brandler, Thalheimer et Radek[20].

Il semble que Brandler et ses amis allemands de Moscou, sous la pression de leurs camarades russes, aient agi avec plus de prudence par la suite, et au moins cessé de laisser des traces. Brandler fut affecté à la Profintern, au Conseil de l'économie nationale puis à la Krestintern, dont il devint même vice-président. Thalheimer fut affecté à l'Institut Marx-Engels et enseigna à l'université Sun Zhongshan de Moscou. Ils furent à nouveau critiqués à l'exécutif de novembre-décembre 1926. Pourtant, il y avait des tiraillements au sujet de cet exil, même chez des gens dans la ligne. Clara Zetkin, on le savait, avait refusé de réintégrer la direction si Ernst Meyer et Walcher n'y étaient pas eux aussi réintégrés, si Thalheimer et Frölich ne recevaient pas d'importantes responsabilités. Et puis l'exclusion de Ruth Fischer pouvait justifier une concession. Finalement, les délégations russe et allemande se rencontrèrent lors de l'exécutif de février 1928 pour régler l'affaire, après avoir soigneusement évité d'en informer Clara Zetkin. L'accord se fit en définitive sur la décision de laisser rentrer les exilés à des conditions très strictes, dictées par Staline. Thalheimer revint en mars et reprit les contacts fractionnels. Brandler, lui, arriva à Berlin en septembre, en pleine affaire Wittorf.

Si lui et les siens avaient eu des illusions, elles furent de brève durée. Les 3 et 4 novembre 1928, Thälmann présenta le rapport politique à la conférence du parti allemand. Il soulignait l'évolution de la social-démocratie en social-impérialisme et ensuite en social-fascisme, un fait selon lui acquis. Il dénonçait « la déviation de droite » et son « bloc » avec les « conciliateurs », et affirmait la nécessité de le combattre systématiquement. La droite – quatre représentants – dénonça le « centralisme bureaucratique régnant » et le fait que les membres du parti étaient « muselés », et Böttcher appela en son nom à lutter « contre la toute-puissance de l'appareil incontrôlé et la tolérance [dont il faisait preuve] à l'égard de la corruption ». C'était bien dit, mais les quatre eurent contre eux

18. P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 792.

19. J. Becker, T. Bergmann, A. Waltin (hrsgb), *Das erste Tribunal. Das Moskauer Parteiverfahren gegen Brandler, Thalheimer und Radek*, accusation p. 65-90.

20. *Ibidem*, p. 185-187.

221 voix sur un texte qui les qualifiait de « liquidateurs et traîtres au parti ». Il y eut d'importantes résistances dans les assemblées générales de plusieurs districts, et les résolutions contre la direction l'emportèrent même ici ou là.

Les « conciliateurs » faisaient tout pour éviter ce qui leur paraissait un arrêt de mort pour le communisme en Allemagne, un crève-cœur aussi, car les hommes menacés d'exclusion avaient incarné la cause du communisme pendant les années de la guerre et de la révolution, parfois enflammé l'enthousiasme des militants de base et jeunes qu'ils étaient alors. Ernst Meyer participa au secrétariat politique de la Comintern à la fin novembre et fit une intervention sérieuse et argumentée, hachée par les interruptions de Walter Ulbricht. Au CC du KPD des 13 et 14 décembre, la direction, constatant que la droite avait reconstitué une fraction, lui donna jusqu'au 20 décembre pour capituler par écrit et renoncer à ses propres idées sous peine d'exclusion. Les « conciliateurs », eux, faisaient des efforts désespérés pour maintenir une balance inégale entre la droite, « ennemi principal », et les « tendances sectaires de gauche » de la direction.

A l'exécutif de l'IC, Staline avait martelé qu'on ne pouvait plus supporter ces agissements, qu'il fallait au parti une discipline de fer. A Hausen et Galm, convoqués les premiers, Boukharine conseillait de capituler. Clara Zetkin y était opposée, préconisait la liberté de discussion. Humbert-Droz aussi était opposé, ainsi que l'Italien Angelo Tasca. Entre le 21 décembre, pour les Allemands membres du KPD, et le 1er janvier 1929, pour ceux qui l'étaient du parti russe, du fait de leur exil, tous les « agents réformistes dans le parti communiste », indépendamment de leurs états de service de fondateurs du parti, furent exclus sans autre forme de procès. La réunion fractionnelle du 30 décembre 1928 des oppositionnels de droite autour de Brandler et de Thalheimer devenait donc rétroactivement, le 1er janvier, après l'exclusion de ces deux derniers, l'acte de fondation d'une organisation communiste nouvelle, la KPO (Parti communiste opposition)[21].

L'EXCLUSION DE LA DROITE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

La scission se produisit en Tchécoslovaquie peu après l'accession aux leviers de commande du PC de l'équipe de Klement Gottwald. Les nouveaux dirigeants de la fraction à la direction des syndicats rouges, le MVS, s'étaient lancés dans une grève minoritaire chez les ouvriers du textile du nord de la Bohême, s'attaquant aux syndicats réformistes comme à la majorité de leur propre syndicat. L'ancienne direction autour de Josef Hais, sous l'impulsion d'Arno Hais, voulait mener la contre-attaque. L'impossible se produisit, ce que l'historiographie stalinienne appela « un putsch ». Le 10 mars 1929, un vote de la direction syndicale déposa les dirigeants et réinstalla au secrétariat général l'ancien titulaire de ce poste, Josef Hais, écarté par une décision de la fraction du PCT dans le MVS sur instructions de la direction Gottwald. C'était un défi démocratique et une affirmation pratique de l'indépendance syndicale que le PCT ne pouvait accepter.

Le 13 mars, le comité central du parti tchécoslovaque prononça l'exclusion non seulement de Hais mais d'une série d'autres dirigeants considérés comme droitiers, Václav Bolen, Alois Muna, Josef Skalák et l'ancien secrétaire général du parti Bohuslav Jílek. 26 députés et sénateurs animés par Jílek et Neurath dénoncèrent le cours ultragauche qui menait à la faillite et ferait du parti une secte. La Profintern essaya – ou fit mine d'essayer – de trouver un compromis pour empêcher la scission de sa section tchécoslovaque. Les 26 et 27 mars, à Dresde, une délégation formée de Losovsky, Dimitrov, Heckert, Merker,

21. R. Alexander, *op. cit.*, p. 137.

Herclet et Witkowski rencontra des délégués des deux fractions tchécoslovaques opposées. Rien n'en sortit.

C'était le signal de la scission du MVS, dont deux tiers environ restèrent sous la direction de l'homme du PCT, Antonin Zápotocký, cependant que 40 000 partisans de Hais allaient à terme rejoindre les syndicats réformistes, un coup dur pour la Profintern, moins important cependant que prévu par les amis des Hais. Exclus ou partis d'eux-mêmes, les communistes de droite furent représentés à une conférence organisée à Kladno en juin, en présence d'un délégué de la KPO allemande, Erich Hausen. Forte de 6 000 membres au départ et du ralliement d'hommes de gauche comme Alois Neurath, elle contrôlait des maisons du peuple et d'autres institutions importantes du mouvement ouvrier. Les autres dirigeants étaient des vétérans du noyau initial, Alois Muna, Václav Bolen, Josef et Arno Hais, Brétislav Húla.

L'opposition communiste se regroupa. Le Groupe léniniste d'opposition de Bohuslav Jílek et l'opposition de Brno autour de Václav Kovanda fusionnaient au sein du Groupe léniniste, dont la fusion avec une partie de l'opposition « léniniste » donnant naissance à l'Opposition unifiée du parti communiste tchécoslovaque, *KSC-Opozice*. Ces développements étaient autant de revers pour Klement Gottwald et les siens. Trotsky ne fut pas moins atteint par le fait qu'un opposant de gauche de l'importance de Neurath, rompant avec Zinoviev, se ralliât à l'Opposition de droite. Il dut pour sa part batailler dur contre ses camarades de Tchécoslovaquie qui pensaient eux aussi au début que l'opposition de droite pourrait offrir un toit commun à différentes familles issues du parti. Malgré ses succès initiaux, l'opposition de droite allait faire long feu assez vite. Dans un premier temps, en 1930, la fraction de l'opposition « léniniste » qui n'avait pas rejoint l'opposition de droite, et, dans un second temps, en 1932, Muna et quelques autres, passèrent à la social-démocratie. C'est cette dernière qui fut ici directement bénéficiaire de la crise et de la scission du parti, l'Opposition de droite perdant même Neurath en 1932[22].

La droite française et la SFIO

Il n'y eut pas en France de droite au sens international du terme, de « droite brandlérienne », pour employer le jargon. Peut-être les conditions de la scission de Tours, l'importance des militants du « centre » ralliés à Moscou expliquent-elles une très rapide hémorragie sur la droite du PC. En 1923, L.O. Frossard, l'ancien secrétaire général, en réalité en révolte contre le communisme, fonde avec Paul-Louis l'Union socialiste-communiste, qui devient en 1927 le Parti socialiste-communiste. En 1929, c'est la tactique « classe contre classe » qui chasse un groupe de conseillers municipaux de Paris, dont un autre ancien secrétaire général, Louis Sellier, et l'ancien dirigeant des JC François Chasseigne, qui vont fonder le Parti ouvrier et paysan. Ces deux petites formations, PSC et POP, fusionnent en 1930 au sein du PUP (Parti d'unité prolétarienne), dont Paul-Louis fut aussi secrétaire, et qui subsista jusqu'à sa fusion avec la SFIO en 1937, ayant réussi à conserver quelques députés et recruté sur une base unitaire des militants syndicaux ex-membres du PC, comme l'enseignant et historien Maurice Dommanget.

Sans vouloir négliger l'importance de ces deux organisations, qui semblent n'avoir eu aucun rapport direct avec l'Opposition de droite, il faut sans doute souligner d'abord que cette dernière n'avait guère de chances en France à partir du moment où celui qui, parmi les anciens communistes, était sans doute le plus proche d'elle, après le début des années

22. On trouvera une étude sur les syndicats rouges en Tchécoslovaquie pendant les années 20, ainsi que le récit de la lutte finale de 1929, dans K. McDermott, *The Czech Red Unions 1918-1929. A Study of their Relations with the CP and the Moscow Internationals.*

30, Boris Souvarine, ne s'y engagea jamais : il rejetait avec indignation l'assimilation avec elle. Par ailleurs, la période de l'entre-deux guerres a vu une continuelle hémorragie du PCF, avec le passage à la SFIO de militants exclus ou écœurés au lendemain d'une de ses nombreuses crises. Ce fut le cas de deux hommes bien différents, L.O. Frossard, l'opportuniste, au milieu des années 20, Amédée Dunois, homme de rigueur morale, via le POP, en 1930, et aussi de nombre d'ex-opposants du PC, de Maurice et Magdeleine Paz à Albert Treint et Henri Barré en passant par Maschl-Revo, devenu Lucien Laurat.

LES LOVESTONISTES

Jay Lovestone (Jakob Liebstein), fils d'émigrés d'Europe orientale, avait adhéré très jeune au Parti communiste des États-Unis et s'y était immédiatement engagé dans la lutte qui faisait alors rage entre les trois fractions rivales. L'homme avait de remarquables qualités d'organisateur et passait pour un redoutable manœuvrier rompu aux bagarres d'appareil. En 1925, battu de peu aux élections pour le congrès par la tendance Foster–Cannon, il s'était vu introniser tout de même à la tête du CPUSA : un télégramme de l'exécutif avait enjoint à son représentant S.I. Goussev de faire de lui le chef du parti. Jusque-là second de Charles Ruthenberg, il avait pris de l'importance après la mort de ce dernier. En septembre 1927, il était le secrétaire incontesté du parti, et allait le rester pendant deux ans. Personnellement lié à Boukharine, au cours de ses nombreux voyages à Moscou, il était son conseiller pour les affaires américaines. Il s'était distingué en 1928 – un des premiers dans la Comintern – par l'organisation de violences physiques contre les « trotskystes », dont les appartements furent cambriolés et saccagés, les femmes injuriées et traitées de putains, les militants attaqués et battus dans la rue, exclus par dizaines. Mais, la même année, il avait commis pour sa carrière l'erreur majeure de ne pas comprendre à temps l'affaiblissement des positions de Boukharine. Il avait même réclamé au VIe congrès la réunion du « conseil des anciens » – les chefs de délégation – pour mettre un terme aux calomnies contre lui et aux rumeurs le concernant, ce qui lui avait valu un refus offensé et le ressentiment de Staline.

Son tour arriva sans qu'il s'y soit apparemment attendu si tôt. Il n'accepta pas les « propositions » de Staline, qui voulait le faire venir à Moscou sous le prétexte de le faire travailler à la Comintern, afin, bien sûr, de l'éloigner du parti américain. La résistance opposée à cette proposition par les délégués à Moscou du parti américain ne fit qu'envenimer les choses. Staline mena l'attaque au cours de la session du présidium en mai 1929. Il manifesta de plus en plus ouvertement son cynisme et interpella Lovestone en ces termes : « Aujourd'hui vous avez encore formellement la majorité. Demain, vous ne l'aurez plus – si vous cherchez à lutter contre les décisions du présidium du comité exécutif de la Comintern – et vous serez complètement isolés. Prenez-en conscience. Si les camarades de la délégation américaine se rallient à nos propositions, c'est bien, sinon, tant pis pour eux. La Comintern fera ce [qu'elle a décidé de faire], dans toutes les conditions[23]. » Le dirigeant en passe d'être disgracié savait cette fois ce qui allait lui arriver. Il avait préparé d'avance un transfert des propriétés du parti. Il venait à peine de quitter Moscou qu'il était déjà remplacé à la tête du parti. Il apprit deux jours après son arrivée qu'il avait été exclu dans une charrette de 300 à 350 militants, avec qui il fonda le Communist Party of the USA (Majority Group), publiant *Revolutionary Age*, puis *Workers Age* : parmi eux, 11 membres titulaires du comité central, 4 suppléants, 2 membres de la commission de contrôle. Staline avait vraiment coupé sans ménagements la tête du CPUSA.

23. F.I. Firtsov, *op. cit.*, p. 102.

AUTRES ORGANISATIONS ET GROUPES

Née dans l'appareil autour d'hommes dont l'autorité reposait aussi sur les méthodes d'appareil, l'Opposition de droite, à la différence de l'Opposition de gauche, a, sans doute pour cette raison, réussi à entraîner des pans entiers des organisations régionales et même un parti tout entier.

En Inde, M.N. Roy avait été l'une des vedettes des débuts de l'IC avant de devenir un admirateur de Staline, qui le considérait pourtant comme un « boukharinien », se méfia toujours de lui et le persécuta très tôt. Il a été exclu à Moscou en 1929 au moment où il était établi à Berlin, lié à Brandler et surtout à Thalheimer, qui était alors devenu, suivant sa propre expression, son « gourou ». Il s'efforça aussitôt de mettre sur pied un groupe communiste d'opposition. Les premiers membres en furent recrutés par lui à Berlin : parmi eux, Brajash Singh, futur mari de Svetlana Alliloueva Staline. Il envoya trois des siens en Inde en août 1930 avec un manifeste assurant qu'il n'était pas question dans l'immédiat d'appeler à former en Inde une république soviétique. Lié à Nehru, il accomplit un gros travail initial, notamment dans les organisations paysannes, mais sans aucun résultat dans le Parti du Congrès.

Les communistes de Suisse avaient été les premiers à manifester leur résistance à la décision de Staline – prise sans même une réunion du secrétariat politique de la Comintern – de contraindre le comité central allemand à revenir sur son vote et à rétablir Thälmann dans ses fonctions. Humbert-Droz avait télégraphié son désaccord et maintenu sa position lors de la réunion du présidium, face à Staline et avec le soutien de Clara Zetkin. Pour des raisons qui nous échappent, Staline l'épargna et le conserva sous étroit contrôle dans l'appareil de l'IC. Les dégâts furent donc relativement limités en Suisse. Le premier exclu fut Paul Thalmann, ex-membre du bureau politique et membre du comité central, accusé d'être « droitier » et « fractionniste ». Fritz Wieser, secrétaire du parti, le suivit de peu. Le parti suisse fut placé sous la tutelle d'un « proconsul », l'Allemand Richard Gyptner. Il se heurta à l'organisation du PC de Schaffhouse, dirigée par Walter Bringolf, qui refusa de suivre les conseils de Humbert-Droz et fut exclu. L'Opposition communiste suisse fut ainsi bâtie autour de Schaffhouse, avec la presse, l'appareil, les élus du PC dans cette région. Elle y avait dans les premiers temps une influence électorale et sociale bien supérieure. L'organisation de la KPO suisse fut cependant fondée en dehors d'elle par les efforts d'un responsable de Zurich, l'émigré communiste hongrois Moritz Mandel, qui y rallia l'organisation de Schaffhouse d'abord et son chef ensuite.

Il n'y avait pas de personnalité comparable à Jules Humbert-Droz en Suède. Le parti communiste, jusqu'alors dirigé par Karl Kilbom, comptait en 1927 environ 18 000 membres. Il avait une influence non négligeable dans les syndicats. Boukharine, qui avait vécu en Suède pendant la guerre, était bien connu et bien vu des dirigeants et des membres. Un incident à propos de l'analyse par Remmele du capitalisme suédois comme un « impérialisme dirigeant » provoqua en 1929 une lettre de l'exécutif et une réunion du comité central du parti suédois, qui la rejeta à la majorité. Invités à des « négociations » à Moscou, les dirigeants suédois se trouvèrent en face d'une commission de dirigeants de la Comintern, dont Manouilsky, Ulbricht, Reimann, Remmele, qui exigèrent d'eux la reconnaissance de leurs erreurs. Ils refusèrent et revinrent au pays. Le PC suédois présentait l'originalité d'avoir ses propres ressources et de ne pas dépendre de l'aide de Moscou. Le parti suédois envoya alors une nouvelle délégation dont Kilbom était membre. Cette fois, on arriva à un accord qui prévoyait une discussion de quatre mois précédant la décision définitive. Mais le débat fut porté en public au Riksdag par la fraction minoritaire

pro-Moscou de Hugo Sillen. Après le Xe plénum, l'exécutif prononça l'exclusion des dirigeants qui lui résistaient. Ceux-ci convoquèrent le VIIIe congrès de leur parti, dont ils conservèrent la majorité, 7 000 membres contre 4 000 sur un total de 17 000 avant la scission – la note était très lourde. Les dirigeants exclus emmenèrent avec eux appareil, presse, responsabilités syndicales et autres et la majeure partie de l'électorat communiste.

Le groupe d'opposition communiste norvégien d'Erling Falk avec la revue *Mot Dag*, les groupes finlandais et danois suivirent de loin l'exemple de Stockholm. Les uns et les autres plongèrent dans un travail syndical qui leur valut des responsabilités sur une ligne d'« opposition loyale » à la bureaucratie réformiste. L'influence des brandlériens était, au début, le facteur déterminant pour tous. Au fil des années, cependant, ils allaient se rapprocher de la social-démocratie.

En Espagne, en dehors des luttes fractionnelles permanentes qui avaient abouti à la remise de l'autorité au groupe des trois, Bullejos, León Trilla et Adame, le point de départ de la crise fut en 1927 la directive de l'exécutif de participer à des Cortes dont l'élection avait été décidée par le dictateur Primo de Rivera. Maurín y fit opposition au nom de la fédération catalano-baléare, et une conférence du parti refusa de suivre la Comintern sur ce terrain. Maurín avait été soutenu dans son opposition par Andrés Nin, alors toujours à Moscou, secrétaire de la Profintern. En 1931, tout un pan du parti communiste – le tiers de ses effectifs – le quitta après l'exclusion de la fédération catalano-baléare de Joaquín Maurín. La fédération fut aussitôt rejointe par un petit parti en désaccord avec l'IC à cause de ses propres tendances catalanistes, le Partit Comunista Catalá, mais aussi par des vétérans comme Luis Portela et de plus jeunes, tel Julián Gorkin, qui avait été permanent à la Comintern à Moscou avant de flirter pendant plusieurs mois avec l'Opposition de gauche. Tous furent étiquetés de droite cependant, car leurs contacts internationaux et les amitiés personnelles de Maurín – beau-frère de Souvarine – étaient du côté de la droite[24]. Pendant quelque temps, Andrés Nin, de retour de Moscou, songea à rejoindre Maurín, qu'il avait retrouvé en prison. Ce fut là le premier de ses graves conflits avec Trotsky au cours de ces années.

C'est également sur la question nationale que le Parti communiste d'Alsace s'est trouvé en 1929 engagé du côté de l'opposition de droite, en refusant le mot d'ordre du PCF d'« Alsace soviétique ». Il réaffirmait que le caractère national de la République soviétique alsacienne serait déterminé par le calendrier de la révolution en Allemagne et en France, et qu'il faudrait de toute façon prendre en compte les revendications nationales partielles. Exclu, il a alors entraîné l'écrasante majorité des électeurs et des militants communistes alsaciens. A sa tête, le député et maire de Strasbourg Charles Hueber – l'homme qui avait apporté au congrès de Tours l'appui de l'organisation social-démocrate entière du district de Strasbourg aux communistes – et un autre député, Jean-Pierre Mourer.

Fraction d'un parti minuscule, l'opposition de droite d'Autriche fondé en 1929 n'est digne d'être mentionnée que du fait de la présence à sa tête de l'ancien dirigeant des Jeunesses, Willi Schlamm, qui, après 1933, dirigea en exil pendant quelques mois le prestigieux hebdomadaire en allemand *Die Neue Weltbühne*, où il donna largement la parole à Trotsky.

Les dirigeants du courant communiste au Canada qui animaient les groupes de Montréal et Toronto, Jack MacDonald – passé à l'opposition de gauche en 1932 – et William Moriarty, ancien secrétaire du Parti communiste du Canada, avaient été exclus pour avoir refusé d'exclure Israel Breslow, un jeune ouvrier qui recevait le matériel de cette organisation. Ils n'ont pas joué de rôle indépendant de l'opposition de Lovestone, qui les a

24. V. Alba et S. Schwartz, *Spanish Marxism vs Soviet Communism*, p. 1-88.

recrutés et dont ils étaient en quelque sorte des groupes locaux. Il en est de même des dirigeants de Montréal, Michel Buhay et Kalmen Kaplansky.

Au Mexique, Diego Rivera, ami personnel de Bertram D. Wolfe, l'un des principaux collaborateurs de Lovestone, a donné de l'argent mais pas son adhésion à l'opposition de droite.

Retenant la bonne formule de Robert J. Alexander sur « les oppositions qui ne sont pas nées », nous ne le suivrons pas dans sa quête de groupes nationaux dans les colonnes de la presse lovestoniste, qui abuse souvent ses lecteurs ou s'abuse sur la force de ses camarades étrangers. Nous ne mentionnerons que les Italiens et les Polonais.

La fraction des communistes d'Italie qui avaient été formés dans la polémique avec la gauche bordiguiste avait été très proche de Boukharine. Ercoli-Togliatti ne le dissimule pas au VIe congrès. Mais Staline savait surmonter les résistances qui provenaient d'un parti d'émigrés. Togliatti capitula, même sur la théorie du social-fascisme, dont il avait maintes fois montré qu'il n'en croyait pas un mot. Angelo Tasca (Serra) fut exclu, ainsi que Secondo Tranquilli, le futur romancier Ignazio Silone. Gramsci était mis en quarantaine dans sa prison : il avait émis des critiques à l'égard de la direction stalinienne. Il n'y eut pas d'opposition de droite organisée de communistes italiens. Angelo Tasca, réfugié en émigration en France, devint Amilcare Rossi, membre de la SFIO, et André Leroux, collaborateur du *Populaire*.

En Pologne, les quatre W – Warski, Wera Kostrzewa, Walecki et Weber-Próchníak –, avec nombre de militants de la vieille garde communiste, ont été considérés comme des « brandlériens » et attaqués comme des « opposants de droite », ce qu'ils n'étaient que dans une certaine mesure sur le plan des idées et des orientations fondamentales. Ce que nous savons d'eux explique cependant qu'ils se soient tenus à l'écart. Sur eux, plus que sur tous les autres, jouait à plein le phénomène de l'attachement à la révolution russe et de la dévotion au parti russe.

Aux Pays-Bas, le vigilant Robert J. Alexander a commis une petite erreur. Il croit identifier un groupe de l'Opposition de droite dans la scission dirigée par Wijnkoop, le PC hollandais-comité central (CPH-CC), alors que l'assimilation est impossible, mais semble n'avoir en revanche pas remarqué le petit groupe dirigé de 1933 à 1935 par Richard Van Riel, la *Communistische Partij Oppositie* (CPO), qui en fut membre pendant les deux années de son existence.

PROGRAMME DE L'OPPOSITION INTERNATIONALE

C'est en 1930 que naquit l'Opposition communiste internationale unifiée (IVKO, ou UICO) au congrès de Berlin, où le rapport fut présenté par Lovestone. Celui-ci la présenta « non comme une nouvelle Comintern », mais comme « le centre organisationnel de la lutte pour la restauration et la reconstruction de l'Internationale communiste[25] ». La plate-forme programmatique rappelait les « principes de base » du « communisme [...] l'établissement d'une dictature du prolétariat sous la forme d'un État soviétique comme la transition nécessaire vers une société socialiste sans classes » et « la défense de l'Union soviétique en tant qu'État ouvrier » – une façon de reconnaître la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays... Le moyen devait être un parti unifié mondial, régi par les règles du centralisme démocratique : pour l'instant, la plate-forme disait émaner d'une « tendance tactique organisée dans la Comintern ». Pour elle, il fallait mener une lutte irréductible contre le réformisme ouvert et le réformisme caché des centristes. Elle

25. *Revolutionary Age*, 7 mars 1931.

critiquait la théorie stalinienne de la « troisième période », qui, selon elle, « ne résulte pas d'une analyse réelle du capitalisme mondial mais d'un transfert schématique des étapes principales de la construction socialiste en Union soviétique ». Elle se prononçait pour le front unique avec pour objet de « gagner au communisme la majorité de la classe ouvrière » et d'organiser sa lutte. Elle condamnait la politique de scission des organisations syndicales et préconisait la réunification là où elle avait eu lieu. En ce qui concerne le régime interne, elle insistait sur la nécessité d'une direction internationale « unifiée et centralisée, basée sur des représentants des partis qui sont en mesure d'avoir leur propre évaluation des rapports de classes dans leurs pays et ne soient pas de simples fonctionnaires de la direction internationale, mais des représentants jouissant vraiment de la confiance de leurs sections ». Elle revendiquait aussi l'élection des responsables, l'organisation de véritables discussions, la libre discussion avant l'action, et préconisait l'exclusion des éléments corrompus. Elle réclamait la réintégration de « tous les exclus pour s'être opposés au cours ultragauche actuel[26] ».

Le silence absolu maintenu sur la politique en URSS surprend peut-être mais s'explique très bien. Les dirigeants de l'opposition de droite étaient connus comme boukhariniens. Certains d'entre eux étaient même des amis personnels de Boukharine. Il serait puéril de penser que leur silence s'expliquait par la crainte de compromettre leurs amis soviétiques. Ils l'expliquaient eux-mêmes, bien que de façon un peu formelle, par leur souci de laisser d'abord les intéressés se prononcer sur les affaires de leur pays : les brandlériens n'ont pas admis, disaient-ils, l'ingérence du parti russe en Allemagne, et c'est précisément pour cela qu'ils s'abstiennent pour leur part de tout commentaire sur la politique de leurs camarades russes. Les gens de l'Opposition de gauche disent que Brandler notamment a toujours espéré que la raison s'imposerait à Staline et que, devant le désastre imminent provoqué par ses hommes à lui, il ferait de nouveau appel à ceux qui auraient été des opposants loyaux et discrets de sa politique et les ennemis de ses ennemis : une attitude qui conduisit en tout cas Brandler à dénoncer bruyamment « les trotskystes » et à approuver les deux premiers procès de Moscou.

LA POSITION DE M.N. ROY

Une récente étude de l'historien indien Sobhanlal Dutta Gupta[27] s'est attachée à dresser un tableau d'ensemble de la critique de M.N. Roy à l'égard de la Comintern. D'abord une critique de la « troisième période » sur la base de son expérience vécue comme dirigeant pendant dix ans. Puis les trois points cruciaux, la ligne générale ultragauchiste, la russification grandissante de la direction de la Comintern, la subordination de cette dernière aux *diktats* du parti soviétique, enfin les implications désastreuses de cette ligne sur la lutte révolutionnaire en Inde. L'auteur y souligne que « la droite » a été détruite dans l'Internationale avant que Boukharine soit éliminé des postes de responsabilité en Union soviétique, et qu'il subit ainsi l'attaque décisive au moment où il était totalement isolé. Il explique que les deux erreurs de Moscou consistaient à l'époque à surestimer la puissance de la social-démocratie et à sous-estimer celle du fascisme. Il montre ensuite que la divergence entre Roy et la Comintern portait sur le degré de stabilisation du capitalisme, que Roy considérait comme relativement important et qui ne justifiait pas à l'époque de « tactique offensive sur tous les fronts » mais seulement prudence et tactique défensive.

26. *Revolutionary Age*, 25 avril 1931.

27. S.D. Gupta, « M.N. Roy's Critique of the Comintern : An Exercise in Bukharinism ? », *The Calcutta Historical Journal*, XVI, I, janvier-juin 1994, p.101-125.

Pour Roy, il faudrait distinguer entre la lutte pour la direction de la classe ouvrière et le combat pour le pouvoir, la première seule étant à l'ordre du jour et exigeant une conquête lente et patiente de la majorité à travers les organisations de masse, notamment les syndicats. Roy ne remet pas en question la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Mais il considère que les dirigeants russes, depuis la mort de Lénine sont des médiocres, « des hommes de second plan » écrasés par les difficultés dans leur propre parti et souvent « obligés de traiter l'Internationale comme un simple instrument dans leurs luttes internes ». Il ne critique pas la collectivisation, mais seulement son rythme, et qu'elle soit imposée de force et par des méthodes bureaucratiques. En revanche, il est très critique quant à l'accent mis par la Comintern sur le « danger de guerre » contre l'URSS, sous-estimation selon lui et des contradictions interimpérialistes, et de la puissance de l'URSS. A la différence de Brandler, il se prononce sur le régime interne de l'URSS, et contre la répression qui frappe la droite : « L'utilisation de la terreur à l'intérieur de la classe révolutionnaire est très risquée et ce danger peut être fatal si le régime de terreur s'étend à l'intérieur du parti de la classe révolutionnaire[28]. » Il écrit sur le problème de fond : « Tout le système de direction doit être changé avant que la Comintern puisse se remettre de sa crise actuelle, qui est une crise de direction. Tant que le système actuel, à savoir la détermination de la politique de toute l'Internationale sur la base des besoins des luttes internes au Parti communiste de l'Union Soviétique dans les conditions postrévolutionnaires, continue, on ne peut prévoir la fin de cette crise[29]. » Sans jamais mentionner la lutte antérieure de l'Opposition de gauche ni la terreur autrement rigoureuse qui l'a frappée avant la droite, il affirme son optimisme du fait que l'industrialisation, « victoire de Staline », a infusé un sang nouveau dans le prolétariat et qu'elle a ébranlé les bases de la bureaucratisation, une affirmation qui est sans doute la plus surprenante de ce développement sur la situation en URSS.

Quant à l'Inde, après plusieurs tournants et volte-face, M.N. Roy condamne fermement la tactique isolationniste ultragauchiste d'un petit parti créant ses propres syndicats rouges, coupé de tout le mouvement des exploités et des opprimés. Pour sa part, il en est venu à la conclusion de la nécessité de partis ouvriers et paysans, regroupant nationalistes avancés et communistes, et travaillant à l'intérieur du Parti du Congrès, à la fois pour s'y protéger et pour le radicaliser de l'intérieur. S.D. Gupta, ici, défend M.N. Roy contre Trotsky en s'efforçant de démontrer que ce qu'il avait en vue, ce n'étaient pas des partis « ouvriers et paysans » à la stalinienne, substituts de partis communistes, mais des partis pouvant jouer le rôle de ponts vers les masses qui suivaient le Parti du Congrès et d'instruments de pression à l'intérieur de ce dernier.

ESSOR ET DÉCLIN DE L'OPPOSITION DE DROITE[30]

L'Opposition de droite a commencé par des succès partout où elle avait de solides points d'appui, dans la mesure où elle attirait ceux que rebutaient le sectarisme et l'absurdité de la politique de la « troisième période ». Mais, refusant de se distancier de la politique stalinienne en URSS, elle en subissait d'autant plus durement les contrecoups. Enfin, elle avait aussi beaucoup de mal à se différencier de la gauche social-démocrate, qui, elle aussi, combattait pour le front unique.

Les Allemands de la KPO n'ont pas réussi à entraîner avec eux la « vieille dame », compagne d'armes de Rosa Luxemburg, qui les avait protégés et encouragés avec prudence

28. M.N. Roy, cité *ibidem*, p. 110.
29. M.N. Roy, cité *ibidem*, p. 11.
30. Nous empruntons ici au livre de R.J. Alexander, *The Right Opposition*.

jusqu'alors, Clara Zetkin. En revanche, ils réussissent à emmener « le camarade Thomas ». L'opposition de droite est née dans l'IC. Elle comptait alors un millier de membres environ. L'année suivante, lors de sa deuxième conférence, en novembre 1929, elle en revendique 6 000, presque tous anciens du parti ou des jeunesses. Sa position de principe est le refus de créer un nouveau parti : la mission qu'elle s'est donnée, c'est de sauver le KPD de la ligne ultragauchiste de la Comintern. Elle adopte un programme rédigé par Thalheimer et montre sa capacité à mener une discussion politique sérieuse et démocratique. On peut cependant remarquer l'absence de référence aux « questions russes », et, de façon générale, aux responsabilités de Staline et de la bureaucratie.

La KPO allemande de Brandler a, au départ, une solide force d'organisation, avec huit hebdomadaires tirant au total à 25 000 exemplaires et un quotidien, *Arbeiterpolitik.* Dans ses bastions, comme la Thuringe, elle réussit quelques bons scores électoraux, jusqu'en 1932, où elle obtint 21 élus municipaux quand le KPD en avait 38. Elle a, de façon générale, des militants dans les syndicats et notamment dans celui de la métallurgie, le DMV. Sa propagande était axée sur la nécessité du front unique face aux nazis et sur la critique de la politique de division du SPD et du KPD, soulignant l'égale responsabilité des deux grands partis ouvriers. Elle dénonçait comme un non-sens la politique qui qualifiait les social-démocrates de social-fascistes. Elle a mené plusieurs campagnes politiques, notamment en 1929, contre le plan Dawes, soutenu en 1932 la candidature de Thälmann à la présidence de la République. Elle connaît sa première crise en 1932, où une importante minorité conduite par Walcher et Frölich se prononce pour la fusion avec le SAP, qui vient d'être constitué par l'exclusion de la gauche de la social-démocratie et qui regroupe plusieurs dizaines de milliers de membres.

Ces communistes d'opposition, qui ne sont initialement que quelques centaines, vont effectivement réaliser l'objectif qu'ils se fixent en rompant avec la KPO, à savoir conquérir la majorité du SAP, qui compte, lui, des dizaines de milliers d'adhérents. Mais ce succès, qui aurait pu, à terme, dans une situation en développement, avoir d'importantes conséquences, reste sans lendemain car il est remporté dans les jours mêmes où l'arrivée d'Hitler au pouvoir interdit l'activité de tous les partis ouvriers et les rejette dans une clandestinité précaire où la police aura la possibilité de les décimer et de les faire disparaître en tant que force significative.

La KPO suisse avait pratiquement hérité du parti officiel dans la région de Schaffhouse, avec une implantation suffisante pour assurer en 1932 l'élection de Walther Bringolf comme maire de Schaffhouse.

Le Parti communiste de Suède s'était vaillamment comporté face aux assauts du PC « officiel » reconstitué par l'IC et avait encore plus de voix que lui en 1932 aux élections, malgré des positions syndicales assez faibles.

Le groupe de Lovestone aux États-Unis se distingua par son exceptionnelle habileté organisationnelle. Il publiait un bon hebdomadaire, *Workers Age*, et quelques organes spécialisés, dont un journal en yiddish. Il noua des relations étroites avec des intellectuels qui s'orientaient vers le marxisme, comme V.F. Calverton, joua un rôle non négligeable dans *Modern Monthly* et *Marxist Review*. Le nombre des membres est à situer pour les années suivantes à 1 000, peut-être 1 500. Sa première caractéristique était l'accent mis sur la formation des cadres, la mise sur pied à l'usage des membres du groupe d'un enseignement de théorie marxiste et d'analyse économique marxiste, ainsi que de la société américaine contemporaine.

La deuxième est un engagement très profond et un important investissement de militants dans le mouvement syndical, où ses bastions furent le Local 22 de l'ILGWU, le Local 155 de l'ILG, tous deux syndicats du vêtement, les fourreurs, les fabricants de chaussures,

mais aussi les mineurs, l'UMW, et les enseignants de New York. Il réussit ainsi à inspirer confiance à nombre de responsables en révolte contre la bureaucratie de l'AFL. Convaincu de l'« exceptionnalisme américain », il puise dans cette conviction la force et la capacité de s'adapter aux milieux qu'il veut conquérir et sut ainsi acquérir une influence qui dépassa largement sa propre dimension. Avec la grande vague de syndicalisation de la fin des années 30, les « lovestonistes » se trouvèrent ainsi propulsés au tout premier plan du mouvement d'organisation syndicale.

Le plus étonnant est qu'il semble être maintenant prouvé, après l'ouverture des archives de la Comintern, que Lovestone, exclu du PC américain et de l'Internationale, continua jusqu'à 1936 environ à travailler pour le NKVD[31] et à attendre de cette collaboration un retour en grâce au sommet de la Comintern.

Homme seul, M.N. Roy est sans doute celui des communistes de droite qui fit la percée la plus impressionnante. De Berlin, il envoya un manifeste qui expliquait que le PC de l'Inde ne pouvait pas attirer les masses et que l'Inde ne pouvait pas devenir dans l'immédiat une république soviétique : le devoir des communistes était donc pour le moment d'affranchir de l'influence bourgeoise le mouvement révolutionnaire pour l'indépendance, et, dans ce but, ils devaient investir les organisations nationales de masse, au premier chef le Parti du Congrès. Les quelques mois d'activité dont Roy bénéficia entre son retour en Inde fin décembre 1930 et son arrestation fin juillet 1931 lui permirent de jeter des bases. Entrés dans le Parti du Congrès, les royistes y constituèrent le Comité d'action pour l'indépendance, plus tard noyau de Ligue pour l'indépendance. Lui-même conquit personnellement une position dirigeante hégémonique dans les coulisses de la Ligue paysanne centrale. Libéré seulement fin novembre 1936, il avait tout de même réussi à organiser un petit All-India Communist Party, ou encore Revolutionary Party of the Indian Working Class. Ses militants avaient travaillé dans les syndicats, y occupant quelques responsabilités, notamment deux vice-présidences dans le All-India Trade Union Committee (AITUC), qu'ils essaient de conduire à l'unification.

Liés seulement de très loin à l'opposition de droite, les gens de la fédération catalano-baléare de Maurín, devenue la Federación Comunista Ibérica groupant autour d'elle le Bloque Obrero y Campesino, connaissent aussi de grands succès avec leur journal barcelonais *La Batalla* et des militants bien implantés dans les organisations syndicales, surtout en Catalogne. Ils vont jouer un rôle important en 1934 avec le mot d'ordre de l'Alianza Obrera repris dans de larges secteurs du mouvement ouvrier et le rôle de leurs militants aux Asturies lors de l'insurrection.

Pourtant, ces développements prometteurs n'allaient pas donner les fruits escomptés au début des années 30. D'abord parce que le recrutement, qui s'était fait au départ dans les rangs des partis, ne se renouvelait guère et que ces oppositions semblaient autant de chapelles avec leur langue et leur visage propre, au moment même où se produisait un regain d'activité dans les masses et un début de radicalisation dans la jeunesse. Ensuite parce que l'attitude des dirigeants les plus connus à l'égard de la politique intérieure de l'Union soviétique était de moins en moins compréhensible à beaucoup, surtout dans leurs propres rangs. Il semble que Brandler espérait aussi être réintégré et que c'est dans ce but qu'il défendit le verdict des procès de Moscou en 1936 et 1937. Theodor Bergmann écrit que c'est à l'initiative d'August Thalheimer que cette attitude fut modifiée lorsqu'il s'agit, dans le troisième procès, de la tête et de l'honneur de Boukharine, une preuve s'il en fallait de l'étroitesse d'esprit et de la mentalité de secte de bien des gens de la KPO. Les lovestonistes eurent la même attitude, un peu plus agressive peut-être, Lovestone se

31. Klehr, Haynes et Firtsov, *The Secret World of American Communism*, p. 130-132.

joignant en 1934 au chœur contre les assassins de Kirov, tonnant contre les affirmations de Trotsky sur « Thermidor », « la guerre civile » et les crimes de Staline, et assurant en 1936 que personne ne pouvait mettre en doute les aveux des accusés de Moscou. C'est Bertram D. Wolfe qui prit l'initative d'affirmer l'erreur commise à propos des deux premiers procès.

En réalité, ce qui avait au début fait la force des « droitiers » par rapport à une Opposition de gauche trop « russe » faisait désormais leur faiblesse, puisqu'ils n'avaient rigoureusement rien à dire sur la question autour de laquelle s'opérait la différenciation majeure. Au fond, très rapidement, les sections de l'opposition de droite furent déchirées par des courants centrifuges. Là où ils avaient une influence de masse, en Tchécoslovaquie, en Suède, à Schaffhouse, la tentation était de « régulariser » une situation qui leur donnait une place dans une alternative socialiste « raisonnable » au stalinisme, et de rejoindre la social-démocratie et sa gauche, qui commençaient à se développer sérieusement. Ailleurs, les militants de l'Opposition de droite se tournaient vers des solutions qui leur auraient permis de s'approcher des couches les plus militantes et les plus jeunes et de les « gagner au communisme » : tel fut le cas des minorités en Allemagne et aux États-Unis.

A l'approche de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, alors que la question de la possibilité du « redressement » de l'Internationale n'avait pas encore été réglée, de plus en plus nombreux étaient les militants qui souhaitaient s'engager dans la voie de la création d'un « nouveau parti », rejoignant ainsi le point de vue adopté par Trotsky en 1933. Mécontent des positions ouvertement prostaliniennes de Brandler et estimant qu'on ne pouvait se taire sur l'URSS et critiquer la politique de l'IC en Allemagne, Alois Neurath était passé à l'Opposition de gauche en 1932. En janvier de l'année suivante, le gros de l'Opposition de droite en pays tchèque, dirigé par Alois Muna et Berger, décidait de rallier le Parti social-démocrate. Après l'échec des négociations menées par Humbert-Droz avec l'IC pour la réintégration des gens de Schaffhouse dans le parti suisse, Bringolf rallia le Parti socialiste, où il fut bientôt suivi par... Humbert-Droz.

Dès cette époque, les compagnons de Maurín ne se souciaient plus guère de lutte à l'intérieur du PCE et songaient à la construction d'un nouveau parti. Il fut constitué en septembre 1935 par la fusion du Bloque avec toute une série d'organisations plus petites, dont la Izquierda Comunista, venue de l'opposition de gauche, constituant le Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM). L'histoire du POUM, assassiné pendant la guerre civile sous l'accusation de « trotskysme », dont nous parlerons dans un chapitre ultérieur, ne peut être rattachée historiquement ni à celle de l'Opposition de droite ni à celle de l'Opposition de gauche.

En fait, comme le parti communiste lui-même dans les années 20, comme l'Opposition de gauche depuis sa naissance, l'Opposition de droite apparut à son tour vouée aux scissions successives.

Aux États-Unis, elle vit s'en aller Ben Gitlow et Herbert Zam, qui rejoignirent un parti socialiste « *all-inclusive* ». D'autres furent attirés par les regroupements que les trotskystes, après l'abandon de leur attitude oppositionnelle, cherchaient à réaliser, et notamment dans un premier temps avec l'American Workers Party (AWP) d'A.J. Muste, qui constitua le Workers Party of the United States (WPUS) en fusionnant avec eux. L'Opposition de droite aux États-Unis s'est survécue en tant que réseau et peut-être groupe amical jusqu'à la guerre, lors de laquelle Lovestone opéra son tournant vers l'union sacrée. Le trait était tiré, et l'ancien opposant chatouilleux était devenu un anticommuniste déterminé et efficace.

En Allemagne, on l'a vu, c'est beaucoup plus tôt que la minorité Walcher-Frölich s'était posé la question d'une attitude politique vis-à-vis du stalinisme et de la nécessité

de créer un nouveau parti, voire une nouvelle Internationale. Au début de 1932, elle quitte la KPO pour rejoindre le SAP, organisation de plusieurs dizaines de milliers de membres ayant rompu à gauche avec le Parti social-démocrate, que Walcher compte bien « gagner au communisme ». Brisé dans son nouvel élan par la victoire d'Hitler, le SAP, dirigé par Walcher à partir de 1933, travailla quelque temps avec les trotskystes, signant la Lettre des Quatre pour une nouvelle Internationale en 1934, puis rejoignit le Front populaire[32]. La KPO secoua un peu sa routine prostalinienne dans la guerre d'Espagne. Même à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Brandler qui revenait de son exil cubain pensait encore sérieusement pouvoir se faire réintégrer au KPD[33].

C'est en 1933 que le parti suédois, lui aussi attiré par la puissance des partis social-démocrates de Scandinavie, rompit avec l'opposition internationale et devint un parti « socialiste ». Les Alsaciens finirent beaucoup plus mal. Leur député, Mourer, vota en 1934 pour le gouvernement Doumergue, et le groupe lui-même, dans son zèle « autonomiste », se lia à des groupements manipulés par les nazis, ce qui l'entraîna très loin pendant la guerre. Mourer finit au poteau d'exécution. Hueber suivit également les nazis. L'opposition en Tchécoslovaquie resta confinée dans la région d'Asch jusqu'en 1938, et disparut avec l'entrée des troupes d'Hitler. En Inde, M.N. Roy, libéré en 1936, se heurta presque aussitôt à un groupe chassant sur ses terres, le Congress Socialist Party (CSP), qu'il traita de « groupe petit-bourgeois » tout en lui reprochant de trop parler de son objectif « socialiste ». Attaché à Staline, il prit ses distances vis-à-vis de l'Opposition internationale, qu'il jugeait trop antistalinienne, en 1938, et rompit avec le communisme, entraînant ses maigres troupes.

En février 1938, les débris de l'Opposition de droite participèrent à un regroupement d'organisations dont la majorité appartenait au bureau de Londres inspiré par l'ILP britannique et le SAP, afin de « rassembler, sur la base des principes du marxisme-léninisme, toutes les forces qui sont prêtes à coopérer dans la lutte révolutionnaire contre toutes les forces impérialistes, contre les puissances capitalistes soi-disant démocratiques aussi bien que contre les puissances fascistes, contre l'exploitation impérialiste, la guerre et la pauvreté[34] ». Le Centre marxiste révolutionnaire international, formellement constitué en avril 1939, ne survécut pas à la guerre. On a donc réellement beaucoup de peine à dater la disparition de l'Opposition de droite. Son historien, Robert J.Alexander, s'interroge sur ce qu'il tient pour un paradoxe : « Bien que l'Opposition de droite en tant que groupe restât formellement loyale à l'idée de l'"opposition communiste" plus longtemps que Trotsky et ses partisans, ils allèrent plus loin que les trotskystes en répudiant le marxisme-léninisme dans son ensemble[35]. »

L'explication de l'historien américain est que les « droites » n'avaient pas de corps de doctrine autour duquel se reconstruire, alors qu'il existait le « trotskysme », c'est-à-dire un corpus théorique autour duquel se regroupèrent les anciens de l'Opposition de gauche et leurs successeurs. La différence entre les deux groupes d'opposition tiendrait donc simplement à ce que Trotsky, expulsé d'URSS, put s'exprimer, développer et adapter sa doctrine, tandis que Boukharine, prisonnier de fait en URSS, ne put ni théoriser ni le faire savoir, alors qu'il existait potentiellement dans ses idées une remise en question du « léninisme » qui n'existait pas chez Trotsky.

L'explication, bien qu'ingénieuse, n'est pas convaincante. Elle nous semble même un peu trop sophistiquée. C'est, selon nous, sa nature d'opposition d'appareil, et en consé-

32. H. Drechsler, *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands.*
33. K.H. Tjaden, *Struktur und Funktion des KPD-(Opposition).*
34. *A New Hope for World Socialism*, p. 8-9. Ce texte avait été écrit par Brockway et Lovestone.
35. R.J. Alexander, *op. cit.*, p. 12.

quence sa « neutralité » au sujet de l'Union soviétique – du stalinisme –, qui ont constitué le talon d'Achille de l'Opposition de droite, obligée de ne regarder le monde que d'un œil. On peut penser ce que l'on veut du système d'idées de Trotsky, mais est indéniable qu'il présentait une cohérence dans le domaine des idées, proposait un lien dialectique avec le développement en cours, et qu'il apportait en route ces mille et une vérifications qui l'ont abusivement fait traiter de « prophète ». Et, sur l'URSS, il s'exprimait clairement. Quel crédit pouvaient réclamer pour eux-mêmes dans le domaine de la cohérence des idées – on peut même dire de l'honnêteté et de la morale – ces dirigeants communistes qui, pendant des années, approuvèrent ou se turent au sujet des crimes de Staline contre son propre parti et les compagnons de Lénine, et ne changèrent d'avis, à regret, qu'au moment du procès de Boukharine ? Ils ne pouvaient faire moins.

L'expérience récente démontre, après tout, que le stalinisme et la démoralisation qu'il engendre, qu'on soit bourreau ou victime, sont la voie la plus rapide pour passer du communisme fanatique à l'anticommunisme le plus déterminé. N'est-ce pas là le sort d'un Lovestone, pour prendre le cas le plus extrême ? En tout cas, c'est en cela que l'histoire de l'Opposition de droite dans la Comintern, même exclue, est partie intégrante de l'histoire de l'Internationale communiste elle-même.

En revanche, il faut prendre acte du courage de ceux qui n'ont pas accepté la capitulation de Boukharine. De ceux-là, Rioutine a été exécuté et Slepkov s'est pendu dans sa cellule. Ils avaient sans doute plus appris de leur expérience que notre ami Alexander puisqu'ils recherchaient l'alliance de l'Opposition de gauche.

CHAPITRE XXVII

L'Opposition de gauche internationale de 1928 à 1933

La première année qui suit les exclusions du parti et le départ en exil de milliers d'*oppositsionneri*, l'année 1928, voit se développer une série de succès pour l'opposition.

Les succès de l'Opposition

Non seulement ceux qui n'ont pas été exilés manifestent une grande combativité, notamment dans les entreprises, organisant à l'été 1928 les grandes grèves ouvrières de Kiev, puis diverses manifestations contre la répression en Ukraine et en Géorgie. Non seulement elle peut mener une discussion sur la situation, débattre, après la lettre de Rakovsky à Valentinov sur « les dangers professionnels du pouvoir », de la nature sociale de l'État soviétique, mais encore collaborer de façon collective à la déclaration de l'Opposition de gauche au VIe congrès de l'Internationale communiste et à la *Critique du projet de programme* rédigées par Trotsky à Alma-Ata. De ce point de vue, les résultats de l'action des oppositionnels de gauche, dirigés par S.O. Bolotnikov, qui travaillent dans l'appareil de la Comintern sur le congrès, sont spectaculaires, comme le montrent les rapports qu'ils lui adressent sur les discussions avec certains délégués comme Ercoli (Palmiro Togliatti) et Maurice Thorez [1]. Mieux, un tout jeune délégué du PC indonésien qui utilise le pseudonyme d'Alfonso est monté à la tribune pour défendre le point de vue de l'Opposition de gauche sur la révolution chinoise. Quelques délégués étrangers enfin sont convaincus par l'argumentation de Trotsky dans les textes de lui qu'on leur a distribués et qu'ils doivent rendre.

Représailles staliniennes

Les représailles ne tardent pas, et Staline, outre un blocus postal rigoureux et différencié imposé à leur insu aux déportés, entreprend une campagne d'extermination de l'Opposition de gauche. Les arrestations succèdent aux condamnations et aux exclusions. La différence est mince entre les simples « capitulards » et les hommes qui trahissent vraiment, comme Radek, qui livre 725 noms de ses camarades à la direction et propose à ses nouveaux « patrons » une véritable stratégie d'organisation de la panique dans les rangs de l'oppo-

1. Papiers Trotsky, archives Harvard, T 15665.

sition. L'Opposition de gauche russe semble très affaiblie en 1929 par les capitulations successives d'un nombre important des vieux bolcheviks qu'elle avait comptés à sa tête et dans ses rangs. Son existence devient cependant de plus en plus précaire, notamment du fait des agents provocateurs infiltrés dans ses rangs par le GPU. Les arrestations successives des membres de ses « centres » qui se renouvellent constamment, la mise à l'écart des femmes et des hommes de la relève, de B.M. Eltsine Grigori Iakovine, et Dingelstedt jusqu'à « Kostia » Konstantinov en passant par Sokrat Gevorkian, Aleksandr Voronsky, Grigori Stopalov, Moussia Magid, Tatiana Miagkova, sont une hémorragie permanente qui l'affaiblit durablement.

Ceux qui tiennent bon en exil sont surtout des jeunes, de jeunes ouvriers en particulier. Parmi les anciens, Sosnovsky, soumis à un régime très dur, Mouralov, les collaborateurs de Trotsky à la tête de l'Armée rouge, Varsenika Kasparova et Karl Grünstein, et surtout Rakovsky, qui pendant un certain temps, grâce au relais organisé par la colonie de déportés de Biisk, reste en contact intermittent avec le centre de Moscou et même avec Trotsky. Il bénéficie en outre de la collaboration précieuse de jeunes militants, l'Ukrainien Lipa A. Wolfson, qui est l'organisateur de ses communications clandestines, et la jeune Olga Ivanovna Smirnova, fille d'Ivan Nikititch, qui rédige avec lui la déclaration de l'opposition de 1930 et, revenue à Moscou, assure d'autres liaisons et l'informe.

Jusqu'en 1933, il y a des contacts avec Lev Sedov, et ses émissaires et des membres moscovites de l'Opposition de gauche. Après la mort de Nina Vorovskaia en 1931 *via* Berlin. Il comprenait le traducteur Louis Aragon, Iakov Kotcherec, « le Français », qui, selon Raymond Molinier, a rendu visite à Trotsky pendant son séjour à Prinkipo.

NAISSANCE DE L'OPPOSITION EN CHINE

En 1929, à son retour de Moscou, où il a suivi les cours de l'École Lénine, Liu Renjing s'arrête presque un mois à Prinkipo et y a de longues discussions avec Trotsky. Mais l'événement le plus considérable pour l'Opposition de gauche internationale dans le début de cette période est évidemment l'apparition de l'Opposition de gauche en Chine, en fait le contact entre le groupe chinois de Chen Duxiu et Peng Shuzhi et les étudiants chinois oppositionnels de Moscou. C'est au printemps de 1929 que Peng Shuzhi a rencontré à Shanghai deux anciens étudiants de l'université Sun Zhongshan qui l'ont informé de l'activité de l'Opposition de gauche en URSS et de ses positions sur la révolution chinoise. Ils lui ont également remis deux textes de Trotsky, *La Question chinoise après le VIe congrès* et *Bilan et perspectives de la révolution chinoise*. Peng est convaincu, et Chen Duxiu avec lui. Ils décident ensemble de s'engager de nouveau dans le combat politique afin d'organiser une opposition de gauche dans le parti chinois. Ils commencent alors à prendre des contacts avec un certain nombre de camarades, à leur faire lire les documents en leur possession. En deux mois, ils ont recruté 40 camarades et tiennent une réunion de constitution de leur groupe d'opposition, dont le centre est formé par Chen Duxiu, Peng Shuzhi et Yi Kuan, et décident la publication du journal *Wuchanzhe* (Prolétaires). Il sort de ce premier travail deux textes capitaux, la « Lettre ouverte » de Chen Duxiu aux communistes chinois, en date du 10 novembre 1929 et « Notre position politique », un texte signé de 81 cadres et militants connus du parti, daté du 15 novembre, qui affirme notamment : « Si nous avions eu la direction politique de Trotsky avant 1927, peut-être aurions-nous été capables de diriger la révolution chinoise sur le chemin de la victoire[2]. »

2. Papiers Trotsky, T 3117.

Le choc est rude pour le PC chinois. Il accélère la répression interne contre le « centre liquidateur Trotsky-Chen » et commence à exclure en série. Chen Duxiu et Peng Shuzhi sont exclus les premiers, le 15 novembre 1929. La réaction de l'exécutif de l'Internationale est empreinte d'inquiétude et même d'hésitation. Un émissaire vient inviter Chen Duxiu à se rendre à Moscou et lui laisse entendre que, dans le cas où il serait d'accord, il pourrait recevoir un poste important dans la Comintern. La réponse négative de Chen est donnée le 15 février 1930.

Une des raisons d'inquiétude de la direction de l'Internationale est le profond écho des idées de l'Opposition de gauche. Une nouvelle opposition vient en effet d'apparaître au sein du PC, de militants qu'on appelle les « conciliateurs ». Elle est animée par le comité régional du Jiangsu, dont un document politique, entre autres sur l'insurrection de Canton, est publiquement loué par Trotsky. Parmi ses dirigeants se trouvent le secrétaire régional Wang Ruofei, l'un des principaux responsables du parti à Pékin, He Mengxiong, les syndicalistes Lin Yunan, Li Weihan et Luo Zhanglong, et le dirigeant des Jeunesses communistes Li Juiji. Si l'on en croit le stalinien Wang Ming, « les conciliateurs suggéraient que le parti réintègre dans ses rangs Chen Duxiu et Peng Shuzhi ». Liu Shaoqi fait partie de ce groupe. Il est convoqué d'urgence à Moscou, où il subit une énorme pression pour renier ses idées et ses camarades. C'est que le danger est sérieux pour la direction.

En fait, ce sont les jeunes partisans de l'Opposition qui vont faire hésiter les « conciliateurs » et reporter l'unification un instant entrevue des oppositions. Les jeunes militants venus de Moscou ont immédiatement formé leurs propres groupes, qui prennent les noms de Militant, Octobre *(Shiyue she)* et Notre Parole *(Women de hua)*. Ils sont en général très hostiles à Chen Duxiu, qu'ils ont connu à travers les lunettes de Moscou pendant la révolution. Trotsky, à Prinkipo, est inondé de documents, la majorité émanant de Liu Renjing ou inspirés par lui, qui dénoncent inlassablement l'« opportunisme » passé et présent de Chen Duxiu et assurent que la priorité pour l'Opposition de gauche est la lutte contre lui. Leur presse ne se privant pas de faire écho à ces atttaques, les conciliateurs battent en retraite : ils sont intéressés par un travail en commun avec Chen, Peng et les cadres qu'ils ont réunis autour d'eux, mais repoussés par le spectacle des querelles fractionnelles des jeunes du « retour » : l'échec d'une conférence des quatre groupes se réclamant de l'opposition, en novembre 1929, malgré la création d'un « comité consultatif », n'est pas pour les rassurer.

Trotsky s'est d'abord étonné de la virulence des attaques contre Chen Duxiu. Le 22 décembre 1929, il écrit à l'un des groupes qu'il connaît très bien la politique que ce dernier a suivie pendant la révolution, « la politique Staline-Boukharine-Martynov, politique [...] de menchevisme de droite », mais il ajoute : « Le camarade N. (Liu Renjing) m'a cependant écrit que Chen Duxiu, sur la base de son expérience de la révolution, s'était considérablement rapproché de nos positions. Il va sans dire qu'on ne peut que s'en réjouir[3]. » Après avoir lu la « Lettre ouverte » du 10 décembre 1929, Trotsky s'engage résolument du côté de Chen Duxiu. Il écrit :

> Alors que nous disposons d'un révolutionnaire de premier plan comme Chen Duxiu qui a rompu avec le parti et a été exclu, qui annonce qu'il est désormais d'accord à 100 % avec l'opposition internationale, comment pourrions-nous l'ignorer ? Est-il possible que vous disposiez de beaucoup de membres du Parti communiste aussi expérimentés que Chen Duxiu ? Il a commis beaucoup d'erreurs par le passé mais il en a désormais conscience. Comprendre ses erreurs passées

3. Papiers Trotsky, 22 décembre 1929, T 3261.

est profitable aux révolutionnaires et aux cadres. Il y a dans l'opposition de jeunes camarades qui peuvent et doivent apprendre du camarade Chen Duxiu[4].

DEUX COUPS DURS

Pendant que se mène activement la préparation de la conférence, un coup très dur frappe le mouvement communiste. Le 17 janvier 1931, 25 militants de l'opposition des conciliateurs réunis autour de He Mengxiong dans un hôtel de la concession britannique de Shanghai sont arrêtés et livrés à la police du Guomindang. Ils refusent de capituler et sont exécutés le 7 février 1931 à Lungwha, près de Shanghai. Des rumeurs persistantes et concordantes – on ne prête qu'aux riches – font de Wang Ming, le nouvel homme de Staline, et des hommes d'appareil qu'il a amenés avec lui, les dénonciateurs du groupe de He Mengxiong. Chen Bilan donne une interprétation un peu différente : ces hommes, en excluant les conciliateurs, les ont privés de tout moyen de subsistance en pleine clandestinité et les ont acculés à des imprudences comme la réunion dans l'hôtel où ils ont été arrêtés.

La conférence d'unification des groupes se réclamant de l'opposition de gauche chinoise se tient finalement du 1er au 3 mai 1931. On évalue les effectifs des groupes qui y prennent part à 200 pour Prolétariat, qui a 5 délégués, 80 pour Octobre, qui en a 4, une trentaine pour Militant, qui en a 2, et entre 120 et 140 pour Notre Parole, qui en a 6. Au total, un peu moins de 500, presque tous des cadres venus du PCC. Chen Duxiu présente le rapport politique. Un seul point de désaccord subsiste : Chen Duxiu n'exclut pas que le Guomindang puisse réaliser une apparence d'unité nationale, mais il retire cette affirmation devant l'hostilité de tous les autres. Les résolutions sont votées à l'unanimité, ainsi que l'élection des 8 membres de la direction, dont Chen Duxiu et Peng Shuzhi. On décide de créer un journal qui s'appellera *L'Étincelle*. On déborde d'enthousiasme, et le nouveau secrétaire, Luo Han, télégraphie à Trotsky que les bolcheviks-léninistes chinois vont faire flotter leur drapeau d'un bout à l'autre de la Chine. Le PC traverse une crise grave, et après la liquidation de l'équipe de Li Lisan est venue celle de Qu Qiubo. Tous les espoirs semblent permis avec la nouvelle direction de Wang Ming, imposé de Moscou.

Trois semaines plus tard, c'est l'autre coup dur. Informée par un « repenti », la police du Guomindang réussit un coup de filet exceptionnel sur la direction, auquel échappent seulement Peng Shuzhi, Chen Duxiu et Luo Han. Les deux premiers, réduits à une clandestinité précaire, difficile pour des hommes aussi connus qu'ils le sont, finissent par tomber à leur tour le 15 octobre 1932. Une campagne politique internationale, qui mobilisa même des gens du Guomindang, leur permet d'échapper aux tribunaux militaires où leur sort était réglé. Ils sont condamnées à treize ans de prison, ramenés en appel à huit ans. Pendant plusieurs années, il ne survit en Chine qu'un petit groupe d'oppositionnels vivant dans des conditions de clandestinité précaire grâce à Frank Glass et au journaliste américain Harold R. Isaacs qui cache Liu Renjing et travaille avec son aide à son livre *La Tragédie de la révolution chinoise*.

ÉMIETTEMENT

Nous savons que l'Opposition unifiée en URSS était formée de deux composantes essentielles, « trotskyste », l'opposition de 1923, et « zinoviéviste », dite Nouvelle Opposition, battue en 1925. Nous savons aussi que l'unification ne fut pas facile, car il y avait entre les deux fractions bien des antagonismes et surtout des rancunes. Les « trotskystes »,

4. Papiers Trotsky, 22 août 1930, T 9412.

qui avaient été persécutés dans le passé par les zinoviévistes, étaient évidemment plutôt froids, et, parmi eux, ceux de Leningrad, qui avaient eu particulièrement à souffrir de la poigne de Zinoviev, résistèrent plus longtemps que les autres. Les résistances furent finalement surmontées par de longues discussions, des engagements mutuels et surtout une grande bonne volonté des dirigeants des deux fractions, qui comprenaient fort bien que cette politique d'unification répondait à leur intérêt à court et à long terme.

Il n'en allait pas de même hors d'Union soviétique. « Zinoviévistes » et « trotskystes » ne disposaient d'aucun pan de l'appareil, si petit fût-il, et d'aucun soutien autre que très limité parmi les travailleurs. C'étaient de petits groupes, soumis à leurs propres lois, leurs propres motivations, leur propre histoire. Pendant la « bolchevisation », les zinoviévistes avaient calomnié et exclu les trotskystes. Ils incarnaient le Mal aux yeux de leurs anciennes victimes plus peut-être encore que les staliniens, qu'ils mirent plus de temps à reconnaître. Pour leur part, les zinoviévistes dénonçaient leur propre passé, et n'hésitaient pas à lancer contre les trotskystes des accusations d'opportunisme à l'égard de la social-démocratie ou des courants syndicalistes, qui n'étaient pas toujours une pure invention. En France comme en Allemagne, cette situation conduisit à un affaiblissement considérable de l'opposition et à la dispersion de ses partisans. Elle continue à marquer de son empreinte les efforts de recomposition de l'opposition qu'entreprend Trotsky dès sa sortie d'URSS. En novembre 1927, la ligne appliquée en Europe par les zinoviévistes sous l'impulsion de Safarov, notamment à la conférence de Berlin[5], avait été celle de la constitution d'un « nouveau parti ». Bien que Zinoviev et Kamenev, dès janvier 1928, aient condamné comme la pire des trahisons « trotskystes » l'orientation vers un nouveau parti, le gros de leurs camarades a continué en Europe sur le même élan pendant les mois qui ont suivi. En janvier 1928, les oppositionnels zinoviévistes allemands – malgré une lettre de Trotsky et l'avis nettement opposé des représentants de l'opposition russe en Allemagne – décident la fondation d'une « fraction publique », la Ligue Lénine (Leninbund), comprenant plusieurs milliers de membres, surtout des travailleurs et des jeunes. Les chefs historiques de la Gauche, Ruth Fischer et Maslow, appartiennent à sa direction[6].

Les conséquences de cette décision n'ont pas le temps de se fairer sentir. L'entreprise, encore dans l'œuf, reçoit un coup très dur. La pression de Zinoviev et Kamenev, qui capitulent devant Staline, la promesse de Moscou de ne pas prendre de sanctions contre ceux qui abandonneraient tout de suite la Leninbund, décident Fischer et Maslow à abandonner cette organisation qu'ils viennent de fonder. C'est la crise[7]. La nouvelle direction d'Hugo Urbahns – que Solntsev avait essayé de gagner à l'opposition sur les positions de Trotsky – oscille entre la ligne de l'opposition et celle d'un nouveau parti. Les partisans d'une véritable opposition de gauche dans le parti, comme Werner Scholem, s'en vont. Les partisans de Trotsky proprement dits se comptent sur les doigts de la main.

UNE SITUATION CONFUSE

La situation était non seulement mauvaise mais confuse. En France, les hommes du « noyau » de La Révolution prolétarienne commençaient à tourner le dos au mouvement communiste, se préparaient à fonder la Ligue syndicaliste et à reprendre le vieux nom abandonné de « syndicalistes révolutionnaires ». Les zinoviévistes français connaissaient

5. P. Broué, « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928) », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 22, juin 1985, p. 14 et n. 33, p. 38.

6. *Ibidem*, p. 15-18. Pour tout ce qui suit sur cette quetion, se reporter aussi au livre de Rüdiger Zimmermann, *Der Leninbund*.

7. P. Broué, *loc. cit.*, p. 17.

à leur tour une scission. Suzanne Girault retournait au PC. Quant à Treint, il fondait avec une douzaine de camarades Le Redressement communiste. La polémique faisait rage, mais il était bien difficile de saisir les véritables divergences politiques, et l'on se battait parfois au nom de protecteurs, les Russes mandatés par l'Opposition russe. C'est ainsi que Treint clamait qu'il avait le soutien absolu de Pierre (Perevertsev) alors que Paz se réclamait de celui de « Joseph » (Kharine). Contre le courant prétendait être devenu le centre d'unification de l'Opposition de gauche en France, et cette prétention provoquait la colère ou l'ironie de tous les autres, prétendants ou non.

Sur le plan international, la Leninbund avait pris une initiative pour le regroupement international de l'opposition. Malgré les réserves exprimées par Solntsev, elle avait préparé une conférence internationale qui se tint à Aix-la-Chapelle le 17 février 1929. Elle y était représentée par Urbahns, et y participaient également le groupe hollandais de Sneevliet, Contre le courant et des syndicalistes allemands. Le groupe de Treint n'était pas représenté, faute de moyens financiers, dit-il. Il n'y avait aucun Soviétique. En dépit de ses ambitions, cette conférence n'eut qu'un seul résultat, la création d'un fond d'aide à Trotsky et aux oppositionnels exilés[8]. Pour le moment, c'était sans importance : la sortie d'URSS de Trotsky constituait à elle seule une nouvelle donne.

UN NOUVEL AXE

La crise de l'Opposition russe en 1929 se révéla un facteur d'accélération du redressement dans l'opposition. La défection de la majorité des vieux bolcheviks en Russie augmenta encore le poids de Trotsky, celui de l'« extérieur » par rapport au « pays » divisé où les dirigeants qui n'avaient pas capitulé étaient confinés dans l'isolement. Trotsky reçut énormément de visites dans son exil turc. Les premiers visiteurs étaient des Français : Alfred et Marguerite Rosmer, les frères Raymond et Henri Molinier et la femme du premier, Jeanne Martin des Pallières, Pierre Frank et Pierre Gourget, mais aussi des hommes du cercle de Rosmer, Lucien Marzet, le Dr Bercher (Péra), Robert Ranc, Pierre et Denise Naville, Gérard Rosenthal et Maurice Paz. Marzet, Ranc et Frank séjournèrent un certain temps comme secrétaires, ainsi que le jeune Jean van Heijenoort, arrivé en 1932, qui, lui, n'avait jamais été membre du Parti communiste[9]. Un rôle particulier fut joué par de jeunes militants tchécoslovaques. Wolfgang Salus (Krieger) vint de lui-même offrir ses services, fit venir Jiří Kopp et František Kohout. Raïssa Adler, la vieille amie de Vienne, envoya au début de 1930 Jan Frankel, qui allait rester trois ans et fut l'un des plus proches collaborateurs de Trotsky en exil. Elle eut la main moins heureuse avec Jakob Frank, qui resta trois mois : c'était un agent du GPU[10]. Des Allemands vinrent aussi, mais plus tard. Citons les frères Sobolevicius, connus comme Roman, Well et Sénine, agents du GPU infiltrés dans l'Opposition comme le Letton Jakob Frank venu de Vienne, et des hommes sans responsabilités, le jeune historien Heinz Schürer, sans oublier les militants recrutés pour la garde et le secrétariat, l'ouvrier saxon Otto Schüssler et l'étudiant hambourgeois Rudolf Klement. Ni Urbahns ni aucun autre leader de la *Leninbund* ne vint. Sneevliet et Josef Frey ne se déplacèrent pas non plus[11].

L'« axe » choisi par Trotsky pour opérer un regroupement politique sur une base claire fut Alfred Rosmer. Pour Trotsky, Rosmer était un ami personnel, mais surtout un homme méritant une totale confiance par sa loyauté et sa rigueur morale. C'était aussi un vétéran

8. P. Broué, *loc. cit.*, p. 19-20 ; *Volkswille*, 27 février 1929.
9. P. Broué, *Trotsky*, p. 615-618.
10. *Ibidem*, p. 614-615.
11. *Ibidem*, p. 620-621.

des luttes contre le courant, l'adversaire indomptable de l'union sacrée, un des piliers du noyau internationaliste de 1914 et l'un des premiers Français à se rendre à Moscou pour se mettre au service de la révolution, un lutteur à la biographie significative. Ce n'était ni un manœuvrier, ni un orateur, ni un théoricien, et surtout pas un apparatchik. Exclu du PCF aux jours du zinoviévisme, il n'avait jamais été vraiment du noyau dirigeant, était peu informé des querelles d'appareil, mais parfaitement au courant de tout ce qui concernait le mouvement ouvrier en France et internationalement. Les hommes qui avaient facilement gagné leurs galons de « dirigeants communistes » dans le parti né à Tours et si vite bolchevisé considéraient avec un peu de condescendance ce compagnon de route très « syndicaliste », discret, qui méprisait les querelles entre petits chefs. De la même façon, les principaux dirigeants des autres groupes étaient prêts à l'accepter parmi eux comme un lieutenant. Personne ne concevait qu'il pût être général en chef, et chacun le démontra à sa manière.

TROTSKY PROPOSE DES CRITÈRES

Trotsky commença par définir les critères qui devaient permettre à l'Opposition de gauche de se définir :[12] c'étaient pour lui l'attitude à l'égard du Comité syndical anglo-russe, à l'égard de la révolution chinoise et de la politique économique de l'URSS. Il s'agissait de rompre avec l'opportunisme politique. Il fallait traiter « la question russe », la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », comme un problème de classe, la réfraction sur le monde soviétique de la lutte des classes internationale. Une position nette et sans ambiguïté, qui fut qualifiée d'« ultimatiste » par ceux qui souhaitaient demeurer dans la confusion et continuer un débat abstrait. En réalité, ces critères ne furent pas décisifs, les aléas de l'histoire en ayant décidé autrement.

Dans l'affaire du chemin de fer sino-russe, Trotsky, analysant le conflit en termes de lutte de classes internationale, préconisa le soutien de l'État soviétique et de la révolution chinoise, contre la contre-révolution nationaliste de Jiang Jieshi. Il se heurta à l'opposition de Robert Louzon et de la majorité du noyau de La Révolution prolétarienne, à Maurice Paz et Contre le courant, à Urbahns, à la Leninbund et Die Fahne des Kommunismus, qui, tous les trois, défendaient le droit de propriété de la Chine et dénonçaient « l'impérialisme soviétique ». Aux divergences d'idées s'ajoutaient les ressentiments et les rivalités. Maurice Paz, par exemple, avait attendu de Trotsky une investiture et n'acceptait pas la confiance accordée à Rosmer. Hugo Urbahns défendait son pré carré, Louzon, ses idées personnelles bien ancrées sur l'URSS. De toute façon, aucun des petits chefs n'était prêt à jouer les lieutenants de Rosmer.

Ainsi le regroupement recherché se fit-il non avec les groupes existants, mais avec des minorités de ces groupes. Rosmer réussit à convaincre Marthe Bigot et Ferdinand Charbit, du « noyau » de la Révolution prolétarienne, les autres continuant la revue « syndicaliste révolutionnaire » avec Pierre Monatte et Robert Louzon. Du courant de Souvarine vinrent les jeunes intellectuels Pierre Naville et Gérard Rosenthal, qui avaient été longtemps indépendants avec La Lutte de classes, qu'ils amenaient avec eux, ainsi que Pierre Gourget. Du Redressement communiste vint le jeune Jean-Jacques Tchernobelsky. Enfin, le projet de Rosmer reçut l'adhésion enthousiaste du groupe de Raymond Molinier, que Trotsky estimait énormément à cause de son esprit d'entreprise, de sa combativité et de l'efficacité de son travail dans tous les domaines.

12. L. Trotsky, « Lettre à propos des différents groupements de l'opposition communiste » (31 mars 1929), dans *Le Mouvement communiste en France*, p. 317-321.

CONTACTS EN EUROPE

Alfred Rosmer fit une tournée en Europe centrale. Elle révéla les difficultés que le travail international rencontrerait en Autriche avec Josef Frey, fractionniste enragé, mais aussi – et c'était plus grave – avec Hugo Urbahns et ses collaborateurs, qui, selon Rosmer, ne pouvaient envisager de tolérer une supervision quelconque de leur activité et avaient donné une preuve de leur manque d'internationalisme et de loyauté en commettant la faute majeure aux yeux de Rosmer et de Trotsky : utiliser pour leur organisation les fonds levés pour la solidarité avec les Russes, et s'irriter que la question fût même soulevée[13].

Les contacts pris par Rosmer pendant sa tournée permirent de mettre au point une stratégie de construction pour l'Allemagne : Kurt Landau, qui se déclarait partisan enthousiaste de Trotsky, et qui avait à Vienne des relations empoisonnées avec Frey, allait venir s'établir à Berlin au sein de l'opposition de Wedding, un quartier prolétarien, dont il fut bientôt le dirigeant politique[14].

Par ailleurs, les proches de Trotsky dans la Leninbund se réunissaient au début de 1930 dans une « minorité de la Leninbund » dont la personnalité le plus en vue était Anton Grylewicz. Cet homme est sans aucun doute très représentatif de la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Métallo, il a fait partie du fameux cercle des Délégués révolutionnaires qui ont organisé et dirigé pendant la guerre des grèves pour la libération de Liebknecht et pour la paix. En novembre 1918, c'est en tant que représentant des ouvriers berlinois qu'il a été nommé adjoint du préfet de police de la révolution, Emil Eichhorn. Dirigeant de l'organisation de l'USPD de la capitale, il se révèle important dans l'adhésion à la Comintern de ce grand parti en 1921. En 1923, il est l'un des Allemands envoyés à Moscou pour la préparation de l'Octobre allemand. Membre de la gauche allemande, d'abord partisan de Zinoviev dans l'Internationale, représentant de l'opposition unifiée au VIIe congrès du KPD, secrétaire d'organisation de la Leninbund, il s'en détourne quand Zinoviev capitule, puis s'oppose à la politique de la « fraction publique » d'Urbahns parce qu'il reste attaché à une politique d'opposition dans le KPD[15].

A ses côtés dans l'Opposition unifiée, un autre vétéran estimé, Oskar Seipold, député au Landtag de Prusse qui conserve son mandat pour utiliser l'assemblée comme une tribune pour l'opposition. Mais la qualité d'hommes comme Grylewicz et Seipold ne peut faire seule la décision. Après l'exclusion de la minorité de la Leninbund, celle-ci s'unifie avec l'opposition de Wedding et un petit groupe que dirigent les deux agents du GPU Roman Well et Sénine. L'Opposition de gauche unifiée (VLO) naît en mars 1930. Mais son sort est scellé. A peine constituée, elle voit se rallumer la guerre fractionnelle que nourrit le tempérament de Landau et qu'exaspèrent les provocations de Roman Well. Trotsky s'alarme parce que Well, très vite, a semblé pousser à la scission. En fait, elle est consommée par les initiatives de Landau, le 31 mai 1931. Il y aura encore une scission, quand les deux provocateurs seront démasqués, en décembre 1932.

La situation en Tchécoslovaquie n'est pas merveilleuse, mais elle n'est pas aussi catastrophique[16]. Là aussi le point de départ de l'opposition se trouve dans la personne d'un militant respecté, qui a conduit au communisme les masses social-démocrates de la

13. L. Trosky, A. et M. Rosmer, *Correspondance 1929-1939*, ici lettre de Rosmer, de Vienne, juillet 1929, p. 34-36.
14. H. Schafranek, *Das kurze Leben des Kurt Landau*, p. 198.
15. P. Broué, *Trotsky*, p. 674-676, et, sur Grylewicz, p. 1057.
16. Pour les pages suivantes, écrites d'après la correspondance de Trotsky à Harvard, dans les archives, nous avons supprimé les centaines de références qui seraient nécessaires. Nous renvoyons au résumé de R.J. Alexander, *International Trotskyism.*

région de Liberec (Reichenberg) après la guerre, Alois Neurath, qui a été secrétaire du PC de Tchécoslovaquie et aussi de la Comintern. Il a appartenu à l'opposition zinoviéviste, n'a pas capitulé avec elle et a été exclu en 1928. Mais, avec ses camarades, il fonde un Parti communiste (opposition) lié à l'Opposition de droite, sans doute pour préserver l'unité de son organisation et concentrer son action sur les problèmes de démocratie du parti et de politique nationale, dont il pense qu'ils intéressent plus « les masses ». Il est cependant déçu, et, en 1932, quitte les brandlériens et se rallie spectaculairement à l'Opposition de gauche. Il y est aussi mal accueilli dans son pays que Chen Duxiu en Chine : les autres groupes, malgré Trotsky, refusent la qualité d'oppositionnel à un homme qui est pour eux un incorrigible opportuniste. Un autre groupe s'est développé, appuyé sur Hynĕk Lenorović en Slovaquie et sur les conseils de Trotsky. Wolfgang Salus s'est attelé à cette tâche dès son retour de Turquie avec l'aide de Kohout et Kopp, et son groupe, *Jiskra*, a acquis une certaine surface. Il n'a pas réussi à ébranler les positions pragoises du professeur Arthur Pollack, qui anime un cercle d'intellectuels, il a tout de même réussi à former des groupes locaux, dans la capitale autour des dirigeants des Jeunesses communistes, Otto Friedmann et Michalec (Karel Fischer), un ancien collaborateur de Zinoviev, à Brno avec Vladimir Burian, recruté en URSS, où il travaillait à la Profintern, à Plzeň avec l'ouvrier Juskiévić, un meneur très populaire. C'est incontestablement en Tchécoslovaquie que l'Opposition de gauche a eu la plus grande influence dans le Parti communiste puisque, à partir de 1933, fait unique, elle a gagné à elle deux dirigeants nationaux importants, Josef Guttmann, l'ancien membre du bureau politique et du secrétariat, et Záviš Kalandra, écrivain et historien, ancien rédacteur en chef de *Rudé Pravo*.

Les éléments espagnols de l'opposition se sont regroupés finalement en Opposition communiste d'Espagne en mai 1931. Renforcés peu après par le retour d'URSS d'Andrés Nin, ils ont publié *Comunismo*, revue théorique de qualité. Trotsky entre en conflit avec ce dernier, à qui il reproche de s'engager dans l'organisation communiste, qu'il juge catalaniste, de Maurín. Une autre crise sévère éclate avec l'Opposition internationale quand, en mars 1932, ils se donnent le nom d'Izquierda comunista de España, ce qui apparaît à Trotsky comme une rupture avec la politique d'opposition dans le PCE, dont ils ne veulent effectivement plus, en tout cas en Espagne. En 1933, ils subissent une nouvelle crise grave avec la scission de leur secrétaire général Henri Lacroix (Francisco García Lavid), qui fait des offres de services aux staliniens, avant de rallier finalement le PSOE.

La Belgique est le seul pays où l'Opposition ait eu pendant quelque temps la majorité au comité central. Mais le parti était faible, et faible aussi son opposition. La section belge est la seule dont les dirigeants se sont prononcés contre Trotsky dans l'affaire du chemin de fer sino-russe, et c'est sur cette question que Van Overstraeten et Hennaut ont quitté l'opposition. L'organisation continue sous la direction de Léon Lesoil, qui était en même temps l'un des dirigeants de l'organisation des Chevaliers du travail dans les mines du Borinage. Le caractère profondément ouvrier de l'opposition belge s'est trouvé renforcé par la rupture avec l'ancienne organisation de ses militants de Bruxelles, travailleurs en majorité et qui, par Georges Vereeken, contrôlaient un syndicat de taxis de la capitale.

LES NOUVELLES SECTIONS

L'un des signes de développement encourageants pour cette Opposition de gauche qui rencontre tant de difficultés est l'entrée dans ses rangs de sections nouvelles, issues des partis communistes, qui lui apportent dirigeants et cadres. La plus prometteuse est sans doute celle des États-Unis. Là, l'Opposition internationale avait eu des contacts individuels

avec des personnalités liées à Trotsky, depuis la guerre, comme Ludwig Lore, depuis la révolution, comme Max Eastman. Avec le continent américain, tout a commencé au VI[e] congrès de la Comintern. Voulant conserver l'exemplaire de la *Critique du projet de programme* qui leur avait été remis mais qu'ils devaient restituer, deux délégués enivrèrent un troisième, lui volèrent ce document qu''ils convoitaient et réussirent à l'emporter dans leurs bagages. Tous deux furent secoués par leur découverte. C'est pourquoi ils emportèrent le document avec eux aux États-Unis, décidés à y implanter l'Opposition de gauche. Ces deux délégués étaient le jeune dirigeant canadien Maurice Spector, trente ans, qui venait juste d'être élu membre de l'exécutif de la Comintern, et l'Américain James P. Cannon, quarante-trois ans, un homme dur et expérimenté, ancien militant des IWW, ancien leader de la gauche du Parti socialiste, membre de la fraction dite « Foster-Cannon », la fraction dite prolétarienne du parti.

Au cours de leur voyage de retour, ils rencontrèrent Urbahns à Berlin, puis à New York Solntsev et Max Eastman, qui finança leurs premières publications et notamment l'organe de l'opposition, *The Militant*. Ils avaient contacté et convaincu nombre de cadres proches d'eux, de vieux militants et de jeunes communistes, dont le brillant Max Shachtman, le responsable de l'*International Labor Defence*, qui allait être le bras droit de Cannon, Arne Swabeck, d'origine danoise, ancien de la grève de Seattle, militant ouvrier communiste très influent à Chicago, Martin Abern, ancien leader socialiste dans le Minnesota, l'agitateur itinérant Hugo Oehler, sorti tout droit d'un roman de Steinbeck, et bien d'autres cadres représentatifs de ce parti d'avant-garde. Le premier numéro du *Militant* était sorti en novembre 1928, et c'est en mai 1929 que l'opposition se constitua en organisation après que la plupart de ses membres eurent été exclus du Parti communiste. Elle prit le nom de Communist League of America. Elle allait commencer trois années d'une dure existence, secouée par des luttes fractionnelles et harcelée par les difficultés matérielles – au point que Trotsky personnellement l'aida financièrement, à la grande colère de Lev Sedov, qui connaissait bien les conditions de vie plus misérables encore des Russes. Des États-Unis, le mouvement oppositionnel gagna les pays voisins. Spector recruta quelques Canadiens, l'intellectuel Earle Birney – plus tard grand poète national – et surtout en 1932 l'ancien secrétaire du Parti communiste, l'énergique métallo Jack MacDonald.

Au Mexique, un membre de l'opposition nord-américaine, Russell Blackwell, qui se fait appeler Rosalio Negrete, organisateur des « pionniers » (enfants communistes) et secrétaire d'organisation de la Jeunesse communiste, regroupe des militants mexicains déjà en liaison avec Golod (González) et, nous l'avons vu, surtout les Cubains Julio Antonio Mella, assassiné peu après, et Sandalio Junco. Parmi eux, le futur grand romancier José Revueltas, alors adolescent. Le Bolivien Gustavo Navarro est là aussi.

D'autres sections pénétraient aussi sur d'autres territoires. Au Brésil, c'était de Paris que Pedrosa prenait contact avec les communistes qui allaient constituer le premier détachement de l'Opposition, Livio Xavier, Hilcar Leite, Aristides Lobo, et ce noyau avec Barbosa était renforcé par Rodolfo Coutinho, retour de Moscou, où il avait été convaincu en 1928, et par Plinio Melo, secrétaire du Parti communiste dans le Rio Grande. Le club communiste Lénine devient en 1932 la Ligue communiste du Brésil, avec une réelle influence dans les cadres et même la direction du PC.

En Argentine, les débuts de l'opposition s'effectuaient sous le signe des croisements. Le premier groupe, sorti du PCRA de José F. Penelón – lequel tient à demeurer sur un plan national après avoir été échaudé –, est animé par Roberto Guinney, Ukrainien d'origine, qui a connu Kropotkine et Tom Mann, et qui fonde un Comité d'opposition communiste avec d'autres dirigeants exclus pour leurs désaccords sur la question russe. Il va

être suivi par un certain nombre de « chispistes », dont Mateo Fossa, Angelica Mendoza et son compagnon Héctor Raurich, qui, avec l'étudiant Gallo, ont été en contact en Espagne avec Nin. Ils fondent avec lui une deuxième organisation, les chispistes exclus du PC Argentin constituant la troisième. La lutte fait rage entre les trois. Dans le parti lui-même se constitue une tendance qui combat pour une politique de « front unique » et condamne la politique allemande de la Comintern. Son leader, Luis Koiffmann, ancien dirigeant des Jeunesses, est exclu en 1932 et rejoint l'Opposition de gauche.

Sandalio Junco, un ouvrier boulanger noir de Cuba, organisateur des syndicats dans l'île, a rencontré à Moscou, à la Profintern, Andrés Nin, qui l'a convaincu et gagné à l'Opposition. A son retour de Moscou, avec deux autres dirigeants syndicaux, dont Barreiro, secrétaire du syndicat cubain des *tabaqueros* du Mexique, il milite avec Mella et le groupe de Negrete, participe aux préparatifs de débarquement à Cuba de Mella, et, à son retour dans l'île, cinq ans plus tard, fonde le Parti bolchevique-léniniste de Cuba, qui se réclame des positions de Trotsky.

Au Chili aussi il s'agit d'un parti, et nous nous contentons ici de le mentionner car nous en reparlerons. Le Parti communiste – l'un des deux, car il y a une scission en deux moitiés égales –, celui qu'on appelle Hidalgo, du nom de son dirigeant, le sénateur Manuel Hidalgo, adhère en bloc à l'Opposition internationale en 1933 sous l'influence de la Izquierda comunista d'Andrés Nin. Ce groupe gagne de nombreux réfugiés, dont un cadre du PC bolivien, ancien dirigeant étudiant, José Aguirre Gainsborg.

Dans l'Italie sous la botte fasciste, le Parti communiste a été pratiquement écrasé et seuls subsistent des groupes sans liens entre eux relevant de l'état d'esprit bordiguiste. Le parti en exil, sous la direction d'Ercoli (Palmiro Togliatti), exécute sans broncher les tournants et les analyses que lui dicte l'exécutif. Les bordiguistes exclus ont constitué une organisation en exil qui édite la revue *Prometeo*. Maîtres des groupes de langue italienne dans le PC français, ils ont une assez grande influence. Nous avons vu qu'il s'est formé au sommet une opposition à la politique suicidaire du parti, dictée par la direction de la Comintern. Elle est constituée de ceux qu'on appelle « les trois », Pietro Tresso, dit aussi Blasco, ancien bordiguiste, ancien responsable du centre du parti clandestin. Avec lui, Alfonso Leonetti, dit Feroci, compagnon de Gramsci, qui a dirigé *L'Ordine nuovo* et *L'Unità*, et Paolo Ravazzoli, dit Santini, le chef des syndicats clandestins. Moscou exige du PC italien leur exclusion et menace même de dissoudre le comité central italien au cas où il refuserait d'exclure « les trois[17] ». Il obtempère. De leur côté, ces derniers s'adressent à Rosmer et prennent contact avec Trotsky. Sous le nom de NOI (Nuova Opposizione italiana), ils constituent, malgré les protestations des bordiguistes, la section italienne de l'Opposition de gauche. Avec les trois, quelques révolutionnaires professionnels comme Mario Bavassano (Giacomi), officier dans l'Armée rouge, et Nicola di Bartolomeo. En fait, coupée des travailleurs de l'exil, contrôlés par les staliniens et les bordiguistes, incapable matériellement de reconstruire le parti en Italie à cause de la répression, la NOI a végété tout en fournissant des hommes de qualité aux organes internationaux de l'Opposition (Leonetti) et à la section française (Blasco).

En Grèce, une organisation qui s'est détachée du PC en 1924, l'organisation archiomarxiste, que dirige d'abord F. Tzoulatis et, à partir de 1926, son ancien secrétaire Mitsos Yotopoulos, et qui compte entre 1 600 et 2 000 membres, s'affilie en 1930. Sa rivale, Spartakos, est une véritable organisation oppositionnelle dirigée par Pantelis Pouliopoulos, ancien secrétaire général du Parti communiste grec, mais elle ne compte qu'une soixantaine de membres. Elle proteste contre l'admission à l'Opposition internationale des

17. Cité par *Italia contemporanea*, octobre-décembre 1976, p. 55.

archiomarxistes, parti et non opposition, une atteinte aux principes sur lesquels repose cette dernière[18].

En Bulgarie, des contacts ont été pris avec de vieux militants de l'époque de Rakovsky, Stepan Manov et Sider Todorov, père d'un militant de l'Opposition de gauche russe, V. Sidorov. Ils fondent avec L. Sammaliev l'opposition bulgare, qui va publier le journal *Osbvobodjenie*. L'ancien responsable militaire du PCB, Dimitar Gatchev, au terme de sept ans de prison, entre dans la direction de l'Opposition.

En Pologne, une opposition s'est constituée à Varsovie à la fin de 1931, sous l'impulsion de Hersh Mendel Sztokfisz, du Bureau juif, et de Pavel Pinkus Minc, du CC du PC polonais, que rejoint très vite le membre du CC, ancien du Kombund, Abram (Abè) Flug. Elle regroupe à la fois des partisans de l'opposition de gauche et de droite. La scission se produit avec Flug quand Sztokfisz refuse de répondre à la convocation de Moscou si l'exécutif ne déclare pas publiquement qu'il est convoqué en tant que minoritaire : ceux qui restent avec lui, décidément de gauche, prennent contact avec le secrétariat de l'Opposition internationale et Trotsky. Bientôt, les militants polonais reçoivent le renfort décisif de Kazimierz Badowski, de retour d'Anvers, et de Slomo Ehrlich, qui vient de Suisse, tous deux en contact avec les trotskystes d'Occident. Ils ont avec eux deux journalistes de talent, Artur Redler et Isaac Deutscher[19].

En Grande-Bretagne, une Marxist League est fondée en 1929 par F.A. Ridley, l'Indien Chandu Ram (Agarwala) et les Cinghalais Colvin R. de Silva et Leslie Goonawardena. On retrouvera l'un des siens, Hugo Dewar, avec Harry Wicks, cheminot révoqué, ancien de l'École Lénine à Moscou, et Reg Groves dans le « groupe de Balham » d'où va naître l'opposition de gauche britannique[20]. Les Britanniques envoient en Afrique du Sud l'un des leurs, C. Frank Glass, que l'on retrouvera bientôt en Chine, où il a joué un rôle important.

La Hongrie, toujours sous la dictature et la terreur blanche de l'amiral Horthy et avec un PC totalement stalinisé, va être finalement abordée sous des angles différents. A Bratislava, Lenorović a réussi à construire un groupe hongrois qu'anime Terebassý. En France, les oppositionnels français prennent contact avec le responsable des communistes hongrois de Paris, Karoly Szilvassý, qui les suit. Ensemble, ils réussissent à nouer le contact avec le très clandestin groupe de jeunesses communistes qui a évolué tout seul vers l'Opposition de gauche et que dirige le jeune ouvrier Ivan Hartstein.

En ce qui concerne l'Indochine, des militants communistes rêvant du Guomindang ont bâti un Parti annamite de l'indépendance qui semble plutôt une reproduction de l'Étoile nord-africaine, avec quelques centaines de militants dans la région parisienne. Le heurt inévitable avec les dirigeants de la Comintern qui font la chasse aux « nationalismes petits-bourgeois » renvoie ses dirigeants les plus avancés vers l'Opposition de gauche, et trois de ses dirigeants, Ta Thu Thau, Huynh Van Phuong et Phan Van Chanh la rejoignent[21]. Ils organisent le 22 mai 1930 une manifestation surprise d'une centaine d'étudiants devant l'Élysée contre la répression dans leur pays, et 19 d'entre eux, dont le noyau trotskyste, sont refoulés vers Saïgon le 30 mai. L'organisation se développe alors au pays, et les militants expulsés fondent l'Opposition de gauche indochinoise, qui publie la revue *Thang Muoi* (Octobre). Mais l'apparition de deux autres groupes rivaux déclenche le virus fractionniste, et les querelles fratricides empêchent le développement du mouvement

18. *Les Mémoires* d'A. Stinas sont l'unique ouvrage en français accessible sur ces questions.

19. Hersh Mendel, *op. cit.*, p. 308-318.

20. H. Wicks, *Keeping my Head*, Bornstein et Richardson, *Against the Stream. A History of the Trotskyist Movement in Britain, 1924-1938.*

21. D. Hémery, *op. cit.*, discute cette évolution, p. 209-217.

jusqu'au lancement du grand journal *La Lutte*, où les oppositionnels cohabitent avec les membres du PC.

LA RECONSTRUCTION

Le développement de l'Opposition de gauche en ces quelques années peut apparaître limité. Il peut aussi apparaître fantastique, puisque effectué malgré la double répression des États qui les traitaient en communistes et des communistes staliniens qui les traitaient comme leurs pires ennemis. Tous les continents étaient finalement atteints, rares les pays où l'existence d'un PC n'avait pas engendré celle d'une opposition. Il y eut même des localités et des régions, particulièrement en Amérique du Sud, où l'opposition apparut parfois au grand jour avant le Parti communiste lui-même.

Une des premières tâches à entreprendre, en même temps que la construction et le développement des sections, était la construction d'une direction internationale de l'Opposition, et Trotsky n'abandonna sans doute jamais cette préoccupation après sa sortie du territoire soviétique. Le premier bureau, désigné à la première conférence, composé de Rosmer, Andrés Nin et Landau, avait belle allure, mais il resta sur le papier et ne se réunit jamais, on comprend facilement pourquoi.

Très vite, le travail fut aux mains d'un secrétariat dont la composition changea cependant très souvent. On peut mentionner parmi ceux qui en ont fait partie pour un temps plus ou moins long dans cette période, en dehors des premiers membres du bureau mentionnés plus haut, le Grec Rosencweig (Myrtos), l'Italien Leonetti, les frères Roman Well et Sénine, Eugen Bauer (Ackerknecht), le Grec Yotoupolos (Vitte) et le citoyen soviétique Mill. De toute façon, une grande partie de la besogne était faite par Trotsky et Sedov avec les proches collaborateurs de Trotsky, comme Frankel ou Jean van Heijenoort. Trotsky considérait comme capital ce travail de direction internationale, cherchait à le renforcer et n'en fut jamais vraiment satisfait.

L'Opposition de gauche se prononçait pour le redressement de l'Internationale communiste et s'opposait donc à toute initiative tendant à faire naître un second parti, *a fortiori* une nouvelle Internationale. C'est sur cette question que se produisit la rupture avec Sneevliet et Urbahns, la base des divergences avec la section espagnole, la Izquierda comunista étant apparemment convaincue de l'existence d'une sorte d'« exceptionnalisme » espagnol qui excluait, selon elle, tout développement futur du stalinisme en Espagne. Relevons aussi la tolérance manifestée dans les cas du parti archiomarxiste et du PC chilien de Hidalgo, c'est-à-dire chaque fois que le parti « oppositionnel » avait des forces comparables ou supérieures à celle du parti officiel. Les oppositionnels français ont emprunté à leurs camarades russes et fièrement conservé le titre plutôt exotique de « bolcheviks-léninistes » qui résumait leur objectif, « le retour à Lénine », et soulignait que c'est en se situant sur le terrain de la révolution russe et de sa défense qu'ils avaient accepté la rupture, encouru l'exclusion et pris forme d'organisation. Les autres sections n'avaient pas toutes la même attitude, et les Américains, par exemple, n'acceptaient pas volontiers les vocables russes, qui semblaient les rejeter de la communauté nationale.

BAGAGE THÉORIQUE

Sur le plan programmatique et théorique, l'Opposition de gauche pensait que l'héritage de la Comintern ne provenait pas intégralement de Lénine et qu'il ne fallait pas tout y chercher. Elle considérait comme erronées les décisions des Ve et VIe congrès, et voulait récrire le programme rédigé par Boukharine et accepté au VIe. Sa base programmatique était donc celle des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. C'est au nom

de la nécessaire indépendance du parti ouvrier que l'Opposition de gauche condamnait comme opportuniste la politique menée en Chine avec le Guomindang, le maintien au Comité syndical anglo-russe après la défaite de la grève générale et les « partis ouvriers et paysans ». C'est au nom du caractère international de la révolution prolétarienne qu'elle rejetait la théorie de « la construction du socialisme dans un seul pays » et ses corollaires, comme le « national-bolchevisme ». Elle considérait l'URSS comme un État ouvrier dégénéré qu'il fallait défendre contre l'impérialisme. L'Opposition condamnait la politique économique de Staline dans son ensemble, dans toutes ses variantes et sous toutes ses formes – tant l'opportunisme des années 1923-1928 (non la Nep, comme on le dit trop souvent) que l'aventurisme économique de l'industrialisation et de la collectivisation forcées à partir de 1928. Comme Lénine, l'Opposition se prononçait pour une présence active dans les organisations de masse, en premier lieu les syndicats réformistes, et dénonçait le rôle néfaste des syndicats rouges. Elle rejetait la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » que la Comintern avait avancée à la place de celle de « dictature du prolétariat ». Elle préconisait l'emploi de mots d'ordre de transition, afin d'éclairer la conscience des masses par leur propre expérience, et en particulier de mots d'ordre démocratiques. Reprenant les formules de Lénine sur le front unique ouvrier, l'Opposition condamnait leur interprétation comme « front unique à la base » et la pseudo-théorie du stalinisme sur la transformation de la social-démocratie en « social-fascisme ». Enfin, elle revendiquait la restauration de la démocratie dans le parti comme au temps de Lénine, dans les règles et en pratique. Force sélectionnée avec des cadres trempés et un dirigeant prestigieux, l'Opposition internationale croyait que l'histoire lui réservait dans la révolution à venir, à la tête d'une Internationale régénérée, le rôle que le Parti bolchevique avait joué en 1917.

BATAILLE SUR L'ALLEMAGNE

La grande bataille de l'opposition en cette période est la campagne menée par Trotsky sur les progrès du nazisme en Allemagne, la politique suicidaire de la Comintern et les moyens de redresser la situation. Bien informé par ses collaborateurs à Berlin, Erwin Ackerknecht (Bauer) et Lev Sedov, comme par des observateurs de qualité, Werner Scholem et quelques autres vétérans, le révolutionnaire en exil écrit quelques-unes de ces pages les plus pénétrantes et les plus percutantes de ses œuvres. Mais, lu, écouté, admiré, il n'est pas suivi.

PREMIÈRES ANALYSES

C'est au lendemain des élections de septembre 1930 qu'il s'attaque à la situation allemande, dans un article de fond intitulé « Le tournant de l'Internationale communiste[22] », où il développe l'idée selon laquelle elle résulte d'un rapport de forces tout à fait original, « résultat non seulement des deux périodes de stabilisation en Allemagne depuis la guerre mais aussi de trois périodes d'erreurs de l'Internationale communiste ». A l'opposé des clameurs de victoire au sujet du gain de 1 300 000 voix par les communistes, il souligne les deux faits importants à ses yeux, la fulgurante progression du Parti national-socialiste, qui passe de 600 000 à 6 400 000 voix, et le maintien relatif de la social-démocratie, qui a recueilli plus de voix que le KPD. Le fait est, pour lui, que la place du Parti communiste « demeure faible et disproportionnée du point de vue des conditions historiques concrètes ». Il explique : « La faiblesse des positions du commu-

22. Nous renvoyons ici à l'édition française sans date de 1971 titrée *Comment vaincre le fascisme*.

nisme est indissolublement liée à la politique et au fonctionnement interne de l'Internationale communiste ; elle se révèle de façon encore plus criante si l'on compare le rôle social actuel du Parti communiste et ses tâches concrètes et urgentes dans les conditions historiques présentes[23]. » Analysant les forces sociales, les hésitations de la grande bourgeoisie entre la thérapie sociale-démocrate trop coûteuse, et « l'intervention chirurgicale » fasciste trop risquée, il poursuit :

> La croissance gigantesque du national-socialisme traduit deux faits essentiels : une crise sociale profonde, arrachant les masses petites-bourgeoises à leur équilibre, et l'absence d'un parti révolutionnaire qui jouerait dès à présent aux yeux des masses le rôle de dirigeant révolutionnaire reconnu. Si le Parti communiste est *le parti de l'espoir révolutionnaire*, le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du *désespoir contre-révolutionnaire*[24].

Le chemin de la révolution s'ouvre quand le prolétariat s'engage tout entier sur cette voie, entraînant d'importantes couches de la petite-bourgeoisie. Les élections allemandes donnent l'image opposée : « Le désespoir contre-révolutionnaire s'est emparé de la masse petite-bourgeoise avec une force telle qu'elle a entraîné derrière elle d'importantes couches du prolétariat[25]. » Les explications en sont multiples, particulièrement l'expérience du KPD, l'essentiel étant que « la méfiance [de la petite-bourgeoisie pour la révolution prolétarienne] se nourrit de celle des millions d'ouvriers social-démocrates à l'égard du Parti communiste[26] ». Son diagnostic est clair : « *Le fascisme est devenu en Allemagne un danger réel.* Il est l'expression de l'impasse aiguë du régime bourgeois, du rôle conservateur de la social-démocratie face à ce régime et de la faiblesse accumulée du Parti communiste incapable de le renverser. Il faut le comprendre à temps[27]. » Rappelant l'utilisation systématique par la Comintern et le KPD du vocable de « social-fascistes » pour désigner la social-démocratie et la politique de cette dernière, il assure : « En votant le cœur serré pour la social-démocratie, les ouvriers qui le font ne lui manifestent pas leur confiance, ils expriment leur méfiance envers le Parti communiste[28]. »

Envisageant ensuite les variantes possibles, il souligne que l'un des facteurs décisifs est l'adoption par les communistes d'une tactique correcte dans la mesure où c'est la tactique erronée du KPD qui s'exprime à travers la théorie stupide du « social-fascisme » qui a assuré la consolidation de la social-démocratie. Il souligne aussi la nécessité absolue d'un changement de régime du parti afin de « l'arracher à sa prison bureaucratique » : « Le parti doit s'arracher à cette atmosphère hypocrite, conventionnelle, où l'on passe sous silence les maux réels et où l'on glorifie des valeurs fictives, en un mot à l'atmosphère pernicieuse du stalinisme qui est le résultat non d'une influence idéologique et politique mais d'une grossière dépendance matérielle de l'appareil et des méthodes de commandement qui en découlent[29]. »

IL SERA BIENTÔT TROP TARD

L'article « La clé de la situation internationale est en Allemagne » porte la date du 26 novembre 1931. Il y explique que le dénouement est proche et que la situation préré-

23. *Comment vaincre le fascisme*, p. 20.
24. *Ibidem*, p. 22.
25. *Ibidem*, p. 23.
26. *Ibidem*, p. 233-234.
27. *Ibidem*, p. 234.
28. *Ibidem*, p. 27.
29. *Ibidem*, p. 37.

volutionnaire doit se résoudre très vite et devenir révolutionnaire ou contre-révolutionnaire :

> L'heure de la décision a sonné. [...] Le parti dirigeant de l'Internationale communiste, le PC de l'Union soviétique, n'a pris aucune position. [...] Les « chefs du prolétariat mondial » se réfugient dans le silence. Ils ont remplacé la politique de Lénine par celle de l'autruche. Nous approchons d'un des moments les plus cruciaux de l'histoire ; l'Internationale communiste a déjà commis une série d'erreurs graves mais partielles qui ont sapé et ébranlé les forces accumulées pendant ses cinq premières années ; elle risque aujourd'hui d'accomplir une erreur fondamentale et fatale qui risque de la rayer en tant que facteur révolutionnaire de la carte politique pour toute une période historique [30].

L'appréciation qu'il porte sur la direction berlinoise, visiblement puisée à bonne source, est féroce :

> Ces gens-là n'ont pas l'habitude de prendre leurs responsabilités. Aujourd'hui ils rêvent de démontrer, peu importe comment, que le « marxisme-léninisme » exige qu'on refuse le combat. [...] Le sens de leur (nouvelle) théorie est le suivant : le fascisme croît irrésistiblement, sa victoire est de toute façon inéluctable ; plutôt que de se précipiter « aveuglément » dans la lutte et se faire battre, il vaut mieux reculer prudemment et laisser le fascisme prendre le pouvoir et se compromettre. Et alors – oh, alors ! – nous nous montrerons. [...] La victoire des fascistes que l'on déclarait impensable il y a un an est considérée aujourd'hui comme assurée. Un quelconque Kuusinen, conseillé en coulisse par un quelconque Radek, prépare pour Staline une formule stratégique géniale : reculer en temps opportun, retirer les troupes révolutionnaires de la ligne de feu, tendre un piège aux fascistes sous la forme... du pouvoir gouvernemental.
>
> Si cette théorie était définitivement adoptée [...] ce serait de la part de l'Internationale communiste une trahison d'une ampleur historique au moins égale à celle de la social-démocratie le 4 août 1914 – avec des conséquences encore plus effroyables [31].

Il s'attache à montrer les terribles conséquences de ce danger :

> L'arrivée au pouvoir des « nationaux-socialistes » signifierait avant tout l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations et la perte de sa confiance dans ses propres forces et dans son avenir. [...] Les chefs et les institutions peuvent battre en retraite. Des personnes isolées peuvent se cacher. Mais la classe ouvrière ne saura ni où reculer ni où se cacher face au pouvoir fasciste. [...] Dans un avenir immédiat, la victoire du fascisme en Allemagne provoquerait une coupure dans l'héritage révolutionnaire, le naufrage de l'Internationale communiste, le triomphe de l'impérialisme mondial sous ses formes les plus odieuses et les plus sanguinaires. La victoire du fascisme impliquerait forcément une guerre contre l'URSS. [...] Si Hitler arrive au pouvoir [...], le gouvernement fasciste sera le seul gouvernement capable d'entreprendre une guerre contre l'URSS. [...] En cas de victoire, Hitler deviendrait le super-Wrangel de la bourgeoisie allemande. [...] Cela impliquerait pour l'URSS un isolement terrible et une lutte à mort dans les conditions les plus pénibles et les plus dangereuses [32].

Sa conclusion montre la conscience qu'il a de l'ampleur de l'enjeu et de l'urgence du tournant :

> La force des nationaux-socialistes ne réside pas tant actuellement dans leur propre armée que dans la division qui règne au sein de l'armée de leur ennemi mortel. C'est précisément la réalité et la croissance du danger fasciste, c'est son caractère imminent, c'est la conscience de la nécessité d'écarter ce danger coûte que coûte, qui poussent les ouvriers à s'unir pour se défendre. La

30. *Ibidem*, « La clé de la situation... », p. 55-56.
31. *Ibidem*, p. 57-58.
32. *Ibidem*, p. 58-60.

concentration des forces prolétariennes se fera d'autant plus vite et avec d'autant plus de succès que le pivot de ce processus, le Parti communiste, sera plus solide. La clé de la situation est encore entre ses mains. Malheur à lui s'il la laisse échapper !

Ces dernières années, les fonctionnaires de la Comintern criaient à tout propos et parfois pour des raisons futiles que l'URSS était directement menacée militairement. Aujourd'hui ce danger devient tout à fait réel et concret. Tout ouvrier révolutionnaire doit considérer comme un axiome l'affirmation suivante : la tentative des fascistes de s'emparer du pouvoir en Allemagne doit entraîner une mobilisation de l'Armée rouge. Pour l'État prolétarien, il s'agira d'autodéfense révolutionnaire au sens plein du terme. L'Allemagne n'est pas seulement l'Allemagne. Elle est le cœur de l'Europe. Hitler n'est pas seulement Hitler. Il peut devenir un super-Wrangel. Mais l'Armée rouge n'est pas seulement l'Armée rouge. Elle est l'instrument de la révolution prolétarienne mondiale[33].

Peu après, le 8 décembre 1931, il concentre son feu dans une « Lettre ouverte à un ouvrier membre du KPD » qui se conclut ainsi :

Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, des millions. Vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas pour vous assez de passeports. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera comme un tank effroyable sur vos crânes et sur vos échines. Il n'existe de salut que dans une lutte sans merci. Seul un rapprochement dans la lutte avec les ouvriers social-démocrates peut apporter la victoire. Dépêchez-vous, ouvriers communistes. Il ne vous reste que peu de temps[34] !

LE « NATIONAL-COMMUNISME »

Trotsky revient une nouvelle fois sur la question allemande et sur la politique stalinienne de façon plus pressante encore, moins d'une année plus tard, dans l'article intitulé « Contre le national-communisme » daté du 31 août 1932, consacré à ce que le KPD appelle « le plébiscite rouge ». Il consacre des développements sarcastiques et virulents à la nouvelle pratique du KPD qui consiste à agir contre le fascisme en utilisant ses armes, en lui empruntant ses couleurs et en se livrant avec lui à une surenchère chauvine. Il prend l'exemple de l'emploi systématique, au lieu de « révolution prolétarienne », de l'expression « révolution populaire », « fanfaronnade et charlatanisme, concurrence de bazar aux fascistes faite au prix d'une confusion qu'on sème dans la tête des ouvriers », conciliation avec l'idéologie du fascisme, « en leur permettant de croire qu'il n'y a pas de nécessité de faire le choix puisque des deux côtés, c'est de la révolution populaire qu'il s'agit » et que le procédé permet de faire croire qu'en Allemagne impérialiste, « c'est de la "libération nationale" qu'il s'agit ». On se doutait en 1932, à travers une déclaration de Piatnitsky, que la décision de teindre en rouge le plébiscite brun avait été prise à Moscou, contre les réticences du KPD. On sait aujourd'hui par les historiens allemands de la RDA que Staline et Molotov ont forcé la décision sur le caractère « rouge » du plébiscite. Trotsky, à l'époque, souligne le silence prudent observé par Staline et, au regard, ce qu'il appelle « la vantardise inepte et honteuse » de la *Pravda* du 12 août assurant que le résultat du vote était le coup le plus grave jamais porté par les travailleurs à la social-démocratie.

BUREAUCRATIE STALINIENNE ET POLITIQUE ALLEMANDE

Les travaux ultérieurs de Trotsky, surtout *Et maintenant. La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, et *La Seule Voie*, développent des thèmes identiques sur une

33. *Comment vaincre le fascisme*, p. 64 65.
34. *Ibidem*, p. 80.

actualité postérieure, accumulent aussi les références à l'histoire et aux écrits de Lénine nécessaires pour convaincre un lecteur membre ou sympathisant du KPD. Nous en relèverons deux extraits qui nous semblent utiles dans un ouvrage sur l'histoire de la Comintern :

> La fraction dirigeante de l'Internationale communiste ne relève pas du centrisme « en général » ; c'est une formation historique bien définie, avec des racines sociales puissantes, quoique récentes. Il s'agit avant tout de la bureaucratie soviétique. Dans les écrits des théoriciens staliniens, cette couche sociale n'existe pas. Il n'y est question que du « léninisme », de la direction désincarnée, de la tradition idéologique ; de l'esprit du bolchevisme, de l'inconsistante « ligne générale » ; pas un mot sur le fait que le fonctionnaire bien vivant, en chair et en os, manie cette ligne générale tel un pompier sa lance. Il y a plusieurs millions de fonctionnaires [...]. Cette couche dirigeante de plusieurs millions d'individus a-t-elle un poids social et une influence politique dans le pays ? Oui ou non[35] ?

Il explique par l'existence de la bureaucratie les oscillations de la politique de la Comintern :

> Les oscillations du centrisme bureaucratique qui sont en rapport avec sa puissance, ses ressources et les contradictions aiguës de sa situation ont atteint une ampleur inégalée : des aventures ultragauchistes en Bulgarie et en Estonie à l'alliance avec Jiang Jieshi, Radić et Purcell, de la honteuse fraternisation avec les briseurs de grève anglais au refus catégorique de la politique de front unique avec les syndicats de masse. La bureaucratie stalinienne exporte ses méthodes et ses zigzags dans les autres pays, dans la mesure où, par l'intermédiaire du parti, non seulement elle dirige l'Internationale mais de plus lui donne des ordres[36].

Il fait une comparaison ravageuse avec le Parti bolchevique :

> La force du parti révolutionnaire réside dans l'esprit d'initiative de l'avant-garde qui met à l'épreuve et sélectionne ses cadres ; c'est la confiance qu'elle a dans ses dirigeants qui les élève progressivement vers le sommet. Cela crée un lien indestructible entre les cadres et les masses, entre les dirigeants et les cadres, et donne de l'assurance à toute la direction. Rien de pareil n'existe dans les partis communistes actuels. Les chefs sont désignés. Ils se choisissent des subordonnés. La base du parti est obligée d'accepter les chefs désignés autour desquels on crée une atmosphère artificielle de publicité. Les cadres dépendent du sommet et non de la base. Dans une large mesure, ils cherchent les raisons de leur influence et de leur existence à l'extérieur des masses. Ils tirent leurs mots d'ordre politiques du télégraphe et non de l'expérience de la lutte. En même temps, Staline tient en réserve à tout hasard des documents accusateurs. Chacun de ces chefs sait qu'à chaque instant il peut être balayé comme un fêtu de paille[37].

Sa conclusion sur ce qu'il faut faire pour faire face est empreinte d'optimisme révolutionnaire :

> Une discussion publique, sans interruption des réunions, sans citations tronquées, sans calomnies venimeuses, un échange loyal d'opinions sont nécessaires dans les rangs des communistes et de tout le prolétariat : c'est ainsi qu'en Russie, durant toute l'année 1917, nous avons polémiqué avec tous les partis et en notre sein même. Il faut, au travers de cette large discussion, préparer un congrès extraordinaire du parti avec un point unique à l'ordre du jour : « Que faire ? » [...] Si le Parti communiste est contraint d'appliquer la politique du front unique, cela permettra presque à coup sûr de repousser l'offensive des fascistes. Et une victoire sérieuse sur le fascisme ouvrira la voie à la dictature du prolétariat. [...] La victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne

35. *Comment vaincre le fascisme*, « Et maintenant », p. 173-174.
36. *Ibidem*, p. 177.
37. *Ibidem*, p. 78-79.

devrait avoir pour tâche première la liquidation de la dépendance bureaucratique à l'égard de l'appareil stalinien.

Demain, après la victoire du prolétariat allemand, et même dans sa lutte pour le pouvoir, le carcan qui paralyse l'Internationale communiste sautera. L'indigence des idées du centrisme bureaucratique, les limitations nationales de son horizon, le caractère antiprolétarien de son régime, tout cela apparaîtra à la lumière de la révolution allemande qui sera incomparablement plus vive que celle de la révolution d'Octobre, et les idées de Marx et de Lénine triompheront immanquablement au sein du prolétariat allemand[38].

LE COMBAT DE L'OPPOSITION

On est tout de même un peu surpris que l'Opposition n'ait pas mieux exploité pour elle-même la campagne de Trotsky et les échos qu'elle rencontrait. Les lettres qui arrivaient à Prinkipo l'attestent, tant par leur quantité que par la qualité des expéditeurs : l'exilé ne prêchait pas dans le désert.

La lecture de la correspondance allemande, de la presse allemande montre le sérieux de la lutte menée par la petite organisation d'un demi-millier d'oppositionnels recrutés en trois ans par une poignée de vétérans et de jeunes communistes. Ni Trotsky ni ses camarades ne perdent la foi, et jusqu'au bout les oppositionnels allemands – les vétérans comme Seipold et Grylewicz, les jeunes gens comme Erwin Ackerknecht, Walter Held, Oskar Hippe – vont de meeting en meeting, les leurs comme ceux des autres, appelant les travailleurs à imposer le front unique à leurs dirigeants. Ils discutent aussi pied à pied avec des membres du Parti communiste qui acceptent de le faire, avec des social-démocrates, des syndicalistes. Ils obtiennent certains succès. Une goutte d'eau dans l'immense raz de marée qu'il faudrait provoquer, et pourtant le ralliement de groupes, des appels communs, la constitution de comités ou de milices ouvrières dans de petites agglomérations. C'est le cas à Bruchsal en Bade, Schmachtenhagen, Erkenschwick, dans la Ruhr, Sachsenhausen, Birkenweder, souvent avec l'appui du SAP formé après l'exclusion de social-démocrates sur la gauche du parti.

L'un des succès de l'Opposition a revêtu un éclat particulier. Elle a réussi à gagner, début 1932, un oppositionnel « indépendant » d'Oranienburg, Helmuth Schneeweiss, trente ans, président du comité local de chômeurs, qui est alors exclu du KPD. Ce dernier a réussi ensuite à obtenir l'accord des organisations locales pour former des milices ouvrières qui disperseront le 30 janvier 1933 le « défilé de victoire » des nationaux-socialistes dans leur ville et réussiront à empêcher pendant plusieurs semaines les bandes national-socialistes de pénétrer dans leur zone industrielle, alors qu'Hitler est déjà chancelier.

Un autre succès est plus discret. A la fin de 1932, Werner Scholem, qui s'était jusque-là tenu à l'écart, se consacrant à des études de droit qu'il avait décidé de suivre pour devenir avocat, accepte de rédiger des articles signés de pseudonymes dans le journal de l'Opposition, de rédiger des notes d'information pour Trotsky, de discuter de la situation avec Sedov. En 1933, il vient de décider de reprendre l'activité politique avec l'Opposition clandestine quand il est arrêté. Juif et communiste, il n'a aucune chance, il est exécuté au camp après d'infinis raffinements de torture.

Il y a aussi des recrues de dernière heure qui se décident peut-être à cause de l'urgence. Parmi eux, un collaborateur du trust Münzenberg, Walter Nettelbeck, qui amène avec lui plusieurs camarades. Dès la fin de 1932, Sedov est sur la trace d'un groupe d'opposition

38. *Comment vaincre le fascisme*, p. 228-229.

dans le KPD qui compte à Berlin plusieurs dizaines de membres. Ce groupe est dirigé par un camarade qui a occupé des positions responsables dans le KPD puis a dirigé l'organe de la Leninbund, Volkswille, avant de revenir au parti et d'y travailler avec une opposition qu'il a créée dans un quartier prolétarien où il milite. L'adhésion de cet homme, Karl Ludwig, est considérée par Sedov comme une grande victoire, mais ce cadre, arrêté, disparaît, sans doute tué, en 1941.

POURQUOI L'OPPOSITION N'A PAS ATTEINT SON BUT

Deux provocateurs, les frères Sobolevicius, tentèrent en décembre 1930 une opération de grande envergure en publiant un faux numéro du journal de l'Opposition et une déclaration assurant que Trotsky et l'Opposition avaient eu tort et que la politique allemande de Staline était juste. Le procédé, vu *a posteriori*, n'apparaît pas d'une grande finesse, mais se paya sans doute cher en termes de discrédit et de découragement.

On est évidemment tenté de répondre à la question de savoir pourquoi l'Opposition a été impuissante par un truisme du genre de « il était trop tard ». A quoi Trotsky répondrait qu'il fallait avoir tenté de le faire pour savoir que c'était trop tard, et qu'en tout cas rien n'était alors possible par l'improvisation d'une nouvelle organisation. Il faut donc se contenter de prendre acte. Pas plus que la magnifique contribution écrite de Trotsky, l'agitation menée par ses camarades de l'Opposition n'a pu libérer les travailleurs allemands de l'emprise de la bureaucratie, même s'ils comprenaient sa nature. Ils ont pris le risque de ne rien casser, et tout s'est pourtant désagrégé. Pour préciser, ajoutons que l'Opposition allemande a été en fait incapable de modifier la ligne du KPD de capitulation devant l'appareil de la Comintern, qui ouvrait la voie d'une victoire sans combat des nationaux-socialistes. Bien sûr que la classe ouvrière allemande, divisée, désorientée, égarée, éperdue, n'avait pas le temps d'organiser pour survivre un combat sur de nouvelles lignes. Il reste qu'elle n'a pas été capable de « sauver » le KPD. Et c'est ce qui constitua le facteur décisif dans le tournant de Trotsky en 1933. Quand Trotsky proclama la faillite du KPD d'abord, puis celle des autres partis communistes et surtout de la Comintern, « définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois », il reconnut du même coup la faillite de sa propre politique de « redressement » des organisations fondées par la révolution et pour elle, et atteintes, par la suite, de dégénérescence bureaucratique.

L'OPPOSITION HORS D'URSS MARGINALISÉE

Gardons-nous pourtant de chercher dans l'opposition elle-même les causes de son échec. Ces hommes ont leurs racines sociales et intellectuelles dans les partis communistes et, plus en amont, les partis socialistes, les syndicats, les mouvements nationalistes révolutionnaires qui les ont formés et d'une certaine façon conditionnés. Durant la période de la lutte de l'Opposition, les PC n'étaient encore implantés que superficiellement : ils ne relevaient pas des traditions de leurs classes ouvrières respectives, et, contrairement au bolchevisme dont ils se réclamaient, avaient plus souvent nagé contre le courant qu'à son fil. C'est dans ce cadre artificiel, fut déterminé par ses rapports avec l'élément extérieur que constituait Moscou, que l'Opposition tenta de s'insérer et de se développer.

A partir de 1928, quand l'Opposition était en train de bâtir un cadre d'organisation, les partis communistes poursuivirent, à l'instigation de la Comintern stalinisée, une politique gauchiste qui les éloigna de la large masse des ouvriers, de sorte que, nous l'avons vu, le KPD devint un parti de passants et de chômeurs. Plus sérieux, la crise économique et sociale plaça l'appareil du parti – non seulement son fonctionnement, mais les salaires de ses permanents – dans une étroite dépendance de « l'aide » financière de Moscou. Les

oppositionnels avaient donc à affronter plusieurs répressions emboîtées comme des poupées russes : en tant que communistes, celle de l'État et de la police, celle de l'appareil dans le parti ; en tant que militants syndicaux, celle de l'appareil social-démocrate dans les grandes centrales et de l'appareil stalinien dans les « syndicats rouges » ; celle enfin des employeurs qui les plaçaient sur leurs « listes noires ». Même si la situation y était sans doute moins grave qu'en Allemagne, on trouve les mêmes traits en France et aux États-Unis. Ce n'est pas par hasard que nombre de militants étaient recrutés parmi les travailleurs immigrés, victimes traditionnelles de la surexploitation, mais aussi extérieurs « aux gros bataillons de la classe ». Les membres du « groupe juif », influent dans l'Opposition à Paris, étaient des artisans que la misère avaient chassés de leur pays et qui ne subissaient pas la pression de la tradition nationale et ouvrière du pays où ils s'étaient réfugiés. Les militants communistes juifs de New York qui publiaient *Klorkheit* avaient d'abord été dans la même situation, mais s'intégrèrent mieux dans le travail de l'Opposition, cessant très vite d'être un « groupe de langue ». Presque partout, l'Opposition avait les traits d'une secte. Les pratiques et la mentalité provenaient parfois du PC lui-même. Ainsi le KP autrichien, patrie du « fractionnisme », transmit cette caractéristique peu plaisante à son opposition, pour laquelle Jan Frankel inventa le nom spécial d'« austro-oppositionniste ».

La plupart du temps, cependant, ce furent les conditions de l'existence et de l'activité de ces groupes qui déterminèrent leur mentalité et leurs pratiques. De petits groupes se réunissaient autour d'un « chef » qui était tenu pour infaillible – et c'était rarement Trotsky, élevé à la position de Dieu, mais « si mal informé », répétaient-ils. C'étaient finalement très souvent moins des fractions ou des tendances que des cliques ou des clans. L'histoire des groupes nationaux est celle d'une succession de crises et de scissions, quelquefois d'unifications, rarement de réunifications. La scission devint un phénomène de la vie quotidienne. Il n'y avait en effet guère de risques de dommages matériels puisque la situation ainsi créée, à coup sûr pas meilleure, ne pouvait pas être pire. On continua donc à voir des groupes d'une dizaine de membres, élaborant des « thèses » et des « plates-formes » et attendant des masses qu'elles soient assez bonnes pour les « reconnaître » comme direction sur la base de leur activité théorique : une attitude que Trotsky qualifiait de « propagandiste ».

La pénétration du GPU

Sur de telles bases il était évidemment difficile de dresser une barrière efficace contre la « pénétration », et en particulier contre l'infiltration d'agents staliniens, provocateurs ou non. On ne manque pas d'exemples de ces agissements, même si on est loin de tout savoir à leur sujet. La première crise fut provoquée par le ralliement au GPU de Solomon Kharine, fonctionnaire soviétique de Paris, qui devait être fusillé en 1936. Quand éclata en Autriche la deuxième crise, les « efforts » de Jakob Frank pour la réunification aboutirent à la création d'une troisième organisation, qu'il dirigea pendant quelques mois avant de revendiquer sa réintégration au PC. Les deux agents soviétiques qui furent spécialement formés pour ce travail, Abraham Sobolevicius, connu sous le nom de Sénine, et son frère aîné Ruvin, connu sous les noms de Roman Well, Schmidt et Sobolev, jouèrent un rôle important. Tous deux étaient membres du secrétariat international de l'Opposition, et, avec un autre agent, Mill (Pavel Okhun), y avaient la majorité. Des militants qui avaient la confiance de Trotsky leur ouvrirent les portes : ainsi, Raymond Molinier, dans la fureur de sa lutte contre Rosmer, organisa une « fraction » avec les trois agents. Lev Sedov, qui

était au courant, n'informa pas Trotsky parce qu'il était d'accord avec l'objectif de cette fraction qui voulait chasser Rosmer, protecteur, selon lui, de Naville qu'il exécrait.

Tous ces agents avaient en commun leur désir d'aggraver les conflits internes, d'avoir aussi peu d'activité politique que possible, de jeter de l'huile sur le feu des rapports personnels et de contribuer eux-mêmes à empoisonner l'atmosphère par calomnies et rumeurs, dont ils n'avaient certes pas le monopole mais dont ils étaient souvent l'origine. Ils réussirent à intoxiquer d'honnêtes militants. Ainsi Pierre Frank, manœuvré par eux, assura-t-il à Trotsky avoir découvert et être en mesure de *prouver* un détournement de la correspondance des exilés d'URSS, qu'il attribuait à Landau, alors que l'unique responsable des lettres manquantes était le GPU, organisateur du blocus postal au départ en URSS. Dans la même affaire, Sénine et le citoyen soviétique Lepoladsky, dit Melev, s'allièrent pour assurer à Trotsky que Landau menaçait de faire un scandale avec des lettres d'URSS dont il s'était emparé. Il n'y avait là rien de vrai. Et Trotsky s'inquiéta plutôt que Well ait sauté sur l'affaire pour proposer d'exclure Landau.

LE DÉCOURAGEMENT

Comment, dans ces conditions, s'étonner de l'usure et du découragement des « anciens » ? Pour nombre d'entre eux, l'entrée en communisme avait été aussi importante que leur premier pas dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire. Et il n'y avait que dix ans de cela. La correspondance de Rosmer manifeste sa fatigue, son refus des méthodes et même des manières des jeunes militants qui ne le respectent pas et dont il n'a pas bonne opinion. Comment, après avoir vu détruit deux fois l'ouvrage de sa vie, pouvait-il se résigner à prendre part à un troisième processus de dégénérescence, avec son rituel d'accusations ridicules et fausses, un spectacle qui ne pouvait que l'écœurer ? Les oppositionnels sérieux se consolaient en se disant qu'ils n'étaient pas les premiers à connaître des conditions aussi démoralisantes de vie et de combat et que les bolcheviks avaient eux aussi été un groupe déchiré de fractions et de scissions avant de devenir en 1917 le parti de masse du prolétariat. Bien sûr, ils savaient qu'ils vivaient le reflux qui avait suivi la défaite après le recul de 1923 en Allemagne. Ils n'avaient aucun contrôle des facteurs d'un succès éventuel – une nouvelle vague de luttes ouvrières. Rien de cela ne se produisit entre 1923 et 1933. La révolution chinoise coïncida avec l'organisation et le premier développement de l'Opposition unifiée, en URSS particulièrement, mais la défaite de la première annonça celle de la seconde et rejeta en arrière tous ceux qui voulaient être à l'avant-garde. Après 1929, la situation mondiale était totalement dominée par la crise allemande, la montée du nazisme et les efforts des social-démocrates et des staliniens pour empêcher tout front unique contre le danger commun. Un changement de politique du KPD sur cette question cruciale aurait sans aucun doute rendu possible une lutte sérieuse pour le « redressement » et peut-être renversé la situation. Mais il ne se produisit pas. La brève montée de l'Opposition de gauche, qui s'était bien produite, n'avait été, contrairement à la prédiction de Trotsky dans *Nouvelle Étape*, qu'une « simple ride », non la vague qu'il avait escomptée.

VERS UN ÉLARGISSEMENT DE L'OPPOSITION ?

L'année 1932 a probablement constitué une année charnière dans l'histoire de l'Internationale communiste, par l'ampleur de la crise et des réactions provoquées dans ses rangs – essentiellement ses cadres –, par la gravité de la crise en Union soviétique et la catastrophique politique allemande imposée par Staline à la Comintern. Nous avons aperçu au passage le groupe fondé par M.N. Rioutine, ancien droitier qui ambitionnait de ras-

sembler sous le même drapeau les *oppositsionneri* de droite et de gauche et recruta quelques éléments de gauche en effet.

C'est à peu près au même moment que se constitua un groupe dont les composants, enfants chéris de l'appareil au temps de la lutte contre Trotsky, avaient cependant déjà subi les foudres de la condamnation et l'épreuve de l'autocritique. Ces « Jeunes staliniens », comme les appelaient les autres, étaient en réalité les anciens cadres des Jeunesses communistes, les komsomols, et à certains égards de la KIM. Leurs chefs de file étaient le Géorgien « Besso » Lominadze, ancien favori de Staline, le philosophe Jan Sten, qui lui avait donné des leçons particulières de dialectique marxiste, Lazar Chatskine, l'un des hommes les plus brillants de sa génération, et leurs proches, les Arméniens Kostanian et Vartanian notamment. Eux aussi voulaient revenir sur le passé, se rapprocher d'adversaires qu'ils avaient contribué à écraser.

Les membres des anciennes oppositions, les zinoviévistes, autour de Zinoviev et Kamenev, avaient, après leur capitulation, maintenu les contacts entre eux et les discussions politiques avec d'autres – dans la Comintern, vraisemblablement Béla Kun, Ludvik Magyar, Leński – et se préoccupaient énormément de la politique allemande, dont ils appréhendaient les conséquences. Tel était également le comportement des anciens « sans-chef », au moins de ceux qui avaient capitulé en déportation, plusieurs mois après le rameau zinoviéviste de la Nouvelle Opposition : les têtes ici étaient évidemment Georgi Safarov et Oskar Tarkhanov, deux hommes particulièrement au fait des questions de la Comintern.

Le groupe trotskyste proprement dit avait été réduit à sa plus simple expression, mais voilà qu'un groupe d'anciens « capitulards » s'était décidé très tôt à se ranimer et à reprendre avec prudence une activité oppositionnelle. Andrés Nin en avait parlé publiquement à sa sortie d'URSS. Informés en 1931 de l'activité de ce groupe que Sedov appela d'abord « trotskystes ex-capitulards », Trotsky et son fils acceptèrent de considérer qu'il s'agissait d'hommes et de femmes revenus à l'Opposition de gauche et qui faisaient partie de ses rangs. Ce dernier groupe était animé par Ivan Nikititch Smirnov, par sa jeune femme Aleksandra Safonova, par sa fille Olga Ivanovna, par Ter-Vaganian et Mratchkovsky, auteurs de la déclaration de capitulation avec Ivan Nikititch et par des hommes connus pour leur appartenance à l'Opposition de gauche, comme Bolotnikov, Konstantinov, Grünstein et d'autres. Preobrajensky l'avait rejoint et Smilga en était proche. Smirnov et Sedov se rencontrèrent à Berlin en 1931, organisèrent échanges et communications, Olga Ivanovna Smirnova assurant le contact avec Rakovsky.

L'année suivante, un émissaire vint apporter à Sedov une lettre de Smirnov pour son père et lui. Il annonçait la naissance d'un « bloc des oppositions » réunissant les groupes ci-dessus à l'exception du groupe Safarov, qui était en train de négocier son entrée. La répression allait très vite mettre fin à l'activité de ce bloc, dont il fut pourtant question tout à fait ouvertement en janvier 1935 lors de la déposition de Safarov devant le tribunal qui jugeait Zinoviev et Kamenev et, de façon dissimulée, qui faisait de lui la trame de l'accusation, au premier procès de Moscou en août 1936. Jusqu'à son envoi à Moscou pour lui extorquer des aveux, peu avant son procès, en août 1936, Smirnov s'est considéré et comporté comme un dirigeant de l'opposition. Une ancienne détenue proche des SR, Ilinskaia, l'a rencontré à l'isolateur de Souzdal et l'a décrit, menant de la fenêtre de sa cellule des discussions politiques avec ses camarades circulant librement dans l'enceinte et qui venaient se grouper au pied du bâtiment, leur remontant le moral, dénonçant les opérations staliniennes, bref, combattant.

LES ÉLÉMENTS D'UN REGROUPEMENT

L'Opposition de gauche internationale n'avait sans doute pas la force de provoquer un tel regroupement à l'échelle de la Comintern. Mais il n'en était pas de même du bloc des oppositions[39]. Nous avons parlé de l'attitude de Leński au XIIe plénum : cela ne fait aucun doute, le dirigeant polonais avait voulu s'en prendre, devant le plénum, à la politique de Thälmann, c'est-à-dire la politique allemande de Staline, dans l'espoir de provoquer un regroupement pour éliminer Thälmann. Nombreux étaient apparemment les cadres qui pensaient qu'un redressement de la politique allemande de la Comintern entraînerait un redressement général et surtout le démantèlement du bloc stalinien au pouvoir. C'est ce que pensaient un certain nombre de gens de l'appareil de l'exécutif à Moscou, dont Béla Kun et Smoliansky, qui, en leur nom, demanda au printemps à Günter Reimann, du KPD, de fournir une documentation nécessaire à la bataille à Moscou contre les hommes de Staline à Berlin[40]. L'Opposition de gauche, animée par Siggi Neumann, se prononce dans le même sens.

Les gens du bloc des oppositions n'étaient pas les seuls à s'avancer avec prudence sur le terrain de l'Internationale. Les conciliateurs – qu'on ferait mieux d'appeler « unitaires », ce qu'ils étaient – avaient apparemment les mêmes projets de « regroupement » en un « bloc », et trouvaient des collaborateurs à l'exécutif, par exemple Mike Grollman et Boris Idelson, qui fournissent à Humbert-Droz la documentation pour s'en prendre à Thälmann et à la politique allemande de Staline. Un récent article de Bernhard Bayerlein, fruit d'années de réflexion, fait apparaître cette ambition devant laquelle Jules Humbert-Droz prend peur. Mais comment ne pas se poser des questions devant le rôle que jouent, avant d'être rappelés à Moscou, des unitaires comme l'Allemand Kurt Heinrich, le Hongrois Magyar ? Tout indique qu'ils ont renié pour n'être pas arrêtés mais qu'ils sont sur la ligne « unitaire » de Karl Volk.

Ici se pose la question du groupe de Neumann et Remmele et de ses éventuelles liaisons. Neumann est sans doute le plus sûr élément de liaison avec le bloc par l'intermédiaire de Lominadze, en 1932. Et le fils de Remmele, qui fait partie avec les autres dirigeants des JC du « groupe », est à Magnitogorsk. La question de l'attitude de l'Opposition de gauche internationale, plutôt hostile à l'égard des nouveaux opposants, particulièrement des Allemands du groupe Neumann, perd tout intérêt. La politique étant la politique et Trotsky ayant conclu en 1926 un bloc avec Zinoviev, il est clair que les oppositionnels autour de Trotsky ne peuvent sérieusement avoir repoussé par principe une approche de ce groupe allemand, effectivement coupable d'avoir constitué la garde rapprochée de Thälmann et donc la grande muraille de défense de la politique de Staline contre les communistes. Qui donc informa Werner Scholem des réunions au sommet du KPD sanctionnant « le groupe » en 1932, sinon des membres de ce dernier ? A partir du moment où le groupe Neumann admet pourtant que la défaite allemande de 1933 – l'arrivée sans combat d'Hitler au pouvoir – est aussi grave que celle d'août 1914, il était normal de penser à un rapprochement des oppositions alors qu'au même moment ce qui reste des unitaires, appelés *Versöhnler*, a adopté les mêmes positions critiques sur la politique de Staline face à la montée des nazis.

Ce ne sont là que des hypothèses. On peut aussi imaginer, de la part de l'Opposition, un réflexe de secte, dirigeant son feu le plus nourri contre les plus proches d'elle. Ou une précaution, pour ne pas être liée avec des gens qui vont peut-être se mettre à genoux

39. Sur cette question, l'essentiel a été écrit dans mon premier article sur cette question : P. Broué « Trotsky et le bloc des oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 5, janvier-mars 1980, p. 5-38.

40. G. Reimann, *Berlin-Moskau 1932*, p. 54, et ci-dessus, chapitre « Massacre à la tronçonneuse ».

demain ? Enfin, si Neumann et Remmele, tout en attribuant à Staline la responsabilité du crime, pensaient ne pouvoir réaliser qu'une « révolution de palais » qu'il pourrait tolérer, il était évident dans ce cas que l'Opposition de gauche ne pouvait cautionner une attitude qui consistait à ménager l'adversaire principal. Il faut aussi prendre en compte une pratique très courante de Trotsky, qui critique vertement ceux qui ont avancé vers lui non seulement pour les faire avancer plus vite, mais pour ne pas donner prétexte à répression contre eux avant qu'on ait su d'eux qu'ils n'attendaient rien de l'appareil. Les positions de Neumann et Remmele que nous connaissons et qu'ils n'ont pas rendues publiques sont étonnantes par leur pénétration, mais Bernhard Bayerlein démontre qu'il en est de même des prises de position des clandestins de la tendance des *Versöhnler*, après leur mise hors la loi et le début de leur massacre. Il demeure bien entendu un blocage chez les fidèles de Khrouchtchev qui avaient été peu auparavant ceux de Staline, et certains chercheurs académiques préfèrent souvent voir s'effondrer le toit et les murs de la maison plutôt que d'en explorer les caves. Mais il y a tout de même aujourd'hui beaucoup moins de cohortes efficaces de gardiens des secrets du Temple, défendant bec et ongles les Thälmann de tous les pays, serviteurs de Staline et fourriers d'Hitler.

Une percée sera-t-elle réalisée ? Trotsky va jusqu'au bout croire que c'est une possibilité réelle, et c'était sans doute vrai. Mais, en 1933, au lendemain de la victoire sans combat d'Hitler en Allemagne, il déclare « faillie » la IIIe Internationale et appelle à la fondation d'une nouvelle Internationale, la IVe. En quittant la Comintern, Trotsky et ses partisans quittent formellement notre sujet. Nous ne les apercevrons plus que de loin en loin, à l'extérieur de cette organisation.

TROISIÈME PARTIE

De l'activité politique à l'activité policière

La défaite allemande clôt une période. Elle est si profonde, si durable que même les sursauts de France et d'Espagne ne sauront offrir un débouché positif aux inititatives des masses et à la haine universelle contre le « fascisme ». Il faudra du temps, beaucoup de temps, pour que les masses, après la politique étroitement sectaire de la « troisième période » et de la dénonciation du « social-fascisme », dont elles sont enfin libérées, commencent à découvrir que la nouvelle politique est tout simplement l'ancienne retournée, le revers opportuniste de l'ancienne politique sectaire. Le début de la Seconde Guerre mondiale ne leur laissera pas le temps de peser les expériences vécues de 1936 à 1939. Il leur faudra encore accepter, côte à côte, la lutte pour la « démocratie » et l'assassinat des compagnons de Lénine, puis l'alliance avec Hitler.

En fait, pour dominer ces contradictions, un régime sauvage de dictature policière est mis en place. Un historien écrit que le NKVD a dévoré la Comintern de l'intérieur. C'est ce que qu'écrit, des années plus tard, victime et témoin de dix-huit ans, le jeune Igor Piatnitsky, fils d'un vieux bolchevik : « La Comintern était une institution léniniste ; ensuite, elle est passée sous la direction d'Ejov et de Moskvine-Trilisser[1]. »

C'est le désastre de la politique de front populaire en Espagne, en Grèce, en France, et en même temps, en quelque sorte parallèlement, la liquidation des cadres communistes de la Comintern dans une immense bacchanale de massacres. La Comintern, à la botte de Staline, combat la révolution et assassine les révolutionnaires. Il ne reste pas grand chose du passé quand Staline décide de le liquider en faisant dissoudre l'Internationale communiste, pour une fois conforme à sa vérité intime : une dépendance de la police politique de Moscou. Le rideau tombe sur le rêve. Est-ce vraiment la fin ?

1. Ioulia Piatnitskaïa, *Chronique d'une déraison*, note d'Igor Piatnitsky, p. 73.

CHAPITRE XXVIII

La Comintern stalinienne

Au tournant entre les années 20 et les années 30, le Parti bolchevique et, par voie de conséquence, la Comintern, entrent dans une ère véritablement nouvelle. C'est le début de l'ère stalinienne. Nombreux sont ceux qui ne s'en aperçoivent pas et que ce nom qu'on lui donne surprend parfois plus que sa réalité.

UN ADJECTIF NOUVEAU

Cette dénomination est en effet pour beaucoup, alors, une surprise. Staline n'est pas encore connu en dehors de l'URSS. Ce n'est, on le sait, ni un orateur, ni un tribun, ni un homme de masses, ni un débatteur. Ses interventions portent encore la marque du séminaire, par leurs répétitions lassantes, leur style de litanie, le ronron de leur rythme et le vide de certaines affirmations. En fait, Staline, l'homme de l'appareil, a grandi dans l'ombre et détient déjà un pouvoir absolu depuis plusieurs années quand des communistes occidentaux aussi avertis que Pierre Naville découvrent en même temps son existence et sa toute-puissance. Cet homme semble être devenu du jour au lendemain le chef du Parti bolchevique, qu'il a complètement remodelé en quelques années. C'est un parti méconnaissable pour ceux qui se souviennent de « la chère bande unie et hardie » que célébrait encore en 1927 l'écrivain Voronsky dans ses Mémoires, *Eaux vives et marécages*. Mais c'est cette réalité-là qu'on désigne quand on parle du « Parti ».

LE PARTI NOUVEAU

Ce parti ne ressemble donc plus guère à celui qu'on avait connu du temps de Lénine. Il ne tient plus d'assemblées publiques de discussion, de tribunes ouvertes dans sa presse : pour lui, les désaccords internes sont devenus un signe de faiblesse, sinon pis. Ses congrès, où les délégués sont désormais à 80 % des permanents, ne sont plus que des parades préfabriquées, dans le meilleur des cas des chambres d'enregistrement. Il n'y a plus d'élection à aucun niveau, mais cooptation et nomination. L'autorité d'un dirigeant se mesure au niveau des postes auxquels il peut nommer (sa nomenklatura). Le comité central n'est plus qu'un organisme purement formel, impotent par le seul nombre de ses membres, et le pouvoir appartient à la coterie du « Chef », dont les membres sont aussi les patrons

de l'appareil. C'est au cours de l'année 1922 que le secrétaire général, le *Gensek*, dira-t-on, Staline, s'est imposé comme l'unique patron de l'appareil du parti. Comme l'a démontré l'historien russe Aleksandr Pochtchekoldine[1], il a su unifier en quelques mois le corps des bureaucrates, les homogénéiser en les privilégiant, mais aussi en se les soumettant, tout-puissants pour leurs administrés et tout petits devant lui. Il ne fait pas encore figure de tsar, mais c'est un personnage de ce type qui commence à percer sous la carapace « débonnaire du maître clandestin du jeu[2] », comme écrit Pierre Naville. Le parti est maître de l'État, et l'appareil est maître du parti.

En ce qui concerne la Comintern, Staline est tout à fait inapte en principe à y jouer un rôle dans la mesure où il a très peu vécu à l'étranger et où son horizon géographique et politique est encore plus limité par son ignorance de toute langue étrangère. Il ne s'est lancé qu'avec retard dans les affaires de la Comintern, après avoir assuré sa prise par des hommes qu'il tient ou croit tenir. Il a gardé le silence pendant des années dans tous les débats décisifs. Quand il commence à parler, il dicte. Et sans réplique. Mais il le fait avec autant de cynisme et de brutalité qu'il en a manifestés dans la vie du parti russe. Et certains, dans le parti ou dans la Comintern, commencent à avoir vraiment peur. Quelques années auparavant, Radek, à l'époque où il s'inquiétait pour le sort de la démocratie interne du parti, avait souligné qu'un parti sans ses « gauchistes » risquait de devenir un parti du type de l'USPD, mais que, sans des hommes comme Brandler et ses vieux camarades spartakistes, il risquait de devenir un KAPD. La réalité maintenant dépasse la fiction. Épurés de leur « gauche » et de leur « droite », les partis communistes, monolithiques à l'exemple du PCUS, ne sont plus des partis communistes, mais seulement des partis manipulés par un appareil, des partis staliniens, une trouvaille que Radek n'avait pas prévue, car les calembours n'ouvrent pas toujours les portes de la connaissance.

UNE IDÉOLOGIE : LE LÉNINISME

C'est en 1923 qu'est apparu le mot « léninisme ». On l'opposait alors, dans les sommets de l'appareil, à ce qu'on appelait le « trotskysme », c'est-à-dire le corpus d'idées qui avait prévalu au temps de la victoire du bolchevisme et de ses lendemains immédiats. Il deviendra bientôt le « marxisme-léninisme ». Il désigne de fait – et c'est nouveau – une véritable idéologie, ce que n'était pas auparavant la pensée marxiste dans sa diversité, ni celle de Lénine dans sa flexibilité. Elle revêt à certains égards la forme d'une croyance s'incarnant dans un catéchisme et une série de formules et de recettes découpant les textes de Lénine en citations à tout faire coupées de leur contexte. Le vocabulaire est nouveau, différent de l'ancien et s'opposant à bien des égards à lui. Certains mots deviennnent courants, qui désignent une attitude interprétée de façon radicalement nouvelle, comme celui de « déviation ». D'autres, peu employés auparavant, rarement, ou au moins plus rarement, surgissent ou resurgissent, porteurs cette fois de connotations positives, parce qu'ils impliquent des notions d'unanimité, de dogme et de discipline. C'est ainsi que le parti idéal devient « coulé dans le même moule », « monolithique », « soudé », et que l'appareil est sa « colonne vertébrale ». Le parti est « entouré d'ennemis », la lutte des classes ne cesse de s'aggraver et la vigilance contre les ennemis de l'intérieur devient l'un des devoirs essentiels dans une forteresse assiégée de tous côtés. La nouvelle notion de « critique et autocritique » est à l'image de ce changement. Elle ne signifie nullement que subsiste le droit de critique dont les bolcheviks avaient fait entre eux un si large usage

1. A. Pochtchekoldine, « Sur la voie du pouvoir exorbitant, ou les débuts du stalinisme », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 44, décembre 1990, p. 107-111.

2. P. Naville, *Trotsky vivant*, p. 25.

dans la période de lutte pour le pouvoir et dans les lendemains d'octobre 1917. Car la critique interne devient maintenant le signe par lequel se trahissent les ennemis, même s'ils ne sont encore que des « ennemis objectifs ». La direction, en revanche, a le droit et le devoir d'exercer contre les membres sa « critique » et de les contraindre ainsi à « l'autocritique ».

Une étude de Berthold Unfried, par ailleurs contestable dans la mesure où elle fait de la critique et de l'autocritique staliniennes, phénomène nouveau sous une étiquette ancienne, un trait familier de l'histoire du bolchevisme, apporte cependant de très précieuses indications. C'est ainsi qu'il souligne, par exemple, que la critique et l'autocritique ne doivent pas se limiter à la reconnaissance de telle ou telle erreur ou déviation, mais en donner aussi une qualification générale, désigner ses origines ; ses « racines » doivent être en même temps recherchées et dénoncées, à la fois par celui qui est critiqué et par ceux qui écoutent ou lisent son autocritique[3]. On parle de « déviation de droite » ou « de gauche », d'influence « social-démocrate », de « liaisons avec des personnes suspectes », et on fouille la vie privée de celui qui s'accuse, pour y découvrir les influences négatives ou les culpabilités par association. Les séances de critique et d'autocritique, notamment à l'École Lénine, dont il sera question plus loin, peuvent apparaître ici comme de véritables rituels d'initiation. C'est là un point commun supplémentaire entre certaines des organisations nées avec la Comintern et les sectes religieuses ou politiques qui essaiment dans notre siècle, les « sectes » en général. C'est du même ordre de contrôle que relève la rédaction régulière de biographies, les « bios », exigées périodiquement des militants et dont la relecture et la comparaison peuvent être sources d'interrogatoires et d'accusations. La voie vers la sectarisation est en tout cas grande ouverte à travers le mouchardage généralisé, une activité qui a rempli les tiroirs des bureaux de la Comintern et du parti, sans parler de la GPU, devenue KGB et NKVD, de ces lettres de dénonciation – Vaksberg leur a consacré un chapitre entier de son *Hôtel Lux* – qui dégagent une odeur fétide, au cœur de laquelle il faut beaucoup d'imagination pour se remémorer « les lendemains qui chantent ».

LA PYRAMIDE BUREAUCRATIQUE

Après la victoire sur l'Opposition de gauche obtenue en 1923 et 1927, le parti est maître de l'appareil d'État, et l'appareil est maître du parti. C'est à environ 25 000 personnes, soit 1 membre du parti sur 40, que Molotov évalue le total des fonctionnaires permanents du parti en 1927, son appareil, et l'on peut retenir ce chiffre à titre indicatif. C'est « l'élite », comme disent les Anglo-Saxons, les nouveaux barines, disent parfois les Russes, ceux en tout cas dont on a peur. A sa tête se trouve Staline, le secrétaire général. Le secrétariat est lui-même divisé en un certain nombre de bureaux. Le principal est l'*Orgaspred*, né en 1924 de la fusion entre le bureau d'organisation et d'instruction et le bureau des affectations. Son activité s'est élargie depuis, au point qu'on le subdivise à nouveau en 1930, après une année où il a fait plus de 11 000 nominations. Le service d'instruction et d'organisation est compétent pour les nominations dans l'appareil du parti proprement dit, et celui des affectations désigne les membres du parti placés aux postes dirigeants dans l'appareil administratif et économique, autrement dit les cadres de l'activité en dehors du parti. Nous reviendrons sur les autres subdivisions. Sur le caractère même de cette centralisation, il faut apporter quelques précisions, résumées ci-dessous :

La toute-puissance de cet appareil central qui compte, au début des années 30, quelque

3. B. Unfried, « Rituelle von Konfession und Selbstkritik », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, p. 148-164.

800 permanents, ne doit pas faire croire à une centralisation totale et directe. L'appareil est une pyramide : l'autorité des bureaux centraux s'étend jusqu'aux comités régionaux qui, au-delà d'une zone où ils partagent leur pouvoir de nomination avec le secrétariat, ont à leur disposition un champ d'action où leur pouvoir de nomination à eux est sans partage, en fait, sinon en droit. Les archives [...] font bien apparaître cette hiérarchisation de l'autorité, le partage entre les différents échelons de ce que les Russes appellent la nomenklarura, c'est-à-dire la responsabilité des nominations [4].

Le même système est appliqué d'abord jusqu'au niveau du rayon, puis du rayon à la localité, les comités disposant à chaque niveau d'une nomenklatura précise qui s'étend aussi aux nominations dans les soviets du niveau correspondant. Nous écrivions il y a quelques années à propos de cette pyramide :

La pyramide bureaucratique ainsi construite à l'intérieur de l'État, au-dedans, puis au-dessus des soviets, auxquels elle ôte définitivement toute existence, n'a pas été délibérément conçue ni voulue. Elle est le fruit des circonstances, des efforts de l'appareil pour se substituer à l'initiative défaillante des masses ouvrières et paysannes, pendant et après la guerre civile, et de son réflexe conservateur de défense contre la discussion, les critiques, l'action spontanée qui remettent en cause à ses yeux l'application des directives, l'application des tâches pratiques et, comme le disait franchement Kalinine, compliquent en définitive le travail des responsables [5].

Khristian Rakovsky est sans doute le premier à avoir décrit la genèse de cette caste bureaucratique, dont le fonctionnaire, « conscient de son originalité, de son rôle, de son caractère irremplaçable, organise son travail, cherche à façonner le monde à son image » et lutte pour élargir et consolider ses privilèges matériels, et en premier lieu le pouvoir de la caste à laquelle il appartient. Il a écrit en 1928 :

Sous les conditions de la dictature du parti, un pouvoir gigantesque est concentré aux mains de la direction, un pouvoir tel qu'aucune organisation politique n'en a jamais connu au cours de l'histoire. [...] La direction s'est peu à peu habituée à étendre l'attitude négative de la dictature prolétarienne à l'égard de la pseudo-démocratie bourgeoise à ces garanties élémentaires de la démocratie consciente sans l'appui desquelles il est impossible de guider la classe ouvrière et le parti. Du vivant de Lénine, l'appareil du parti ne détenait pas un dixième du pouvoir qu'il détient aujourd'hui et, par là, tout ce que Lénine redoutait est devenu dix fois plus dangereux [6].

LA « POLICE DES POLICES »

Pourtant, la pyramide bureaucratique, qui semble garantir fermement l'autorité des bureaucrates qui la composent, ne présente aucune garantie de fidélité à son chef. Des pans entiers de pouvoir bureaucratique peuvent presque normalement lui échapper, sur des bases administratives ou géographiques, dans le cours d'un fonctionnement qui n'est en outre assuré contre aucune secousse. D'où sans doute la crainte permanente de Staline, son obsession du complot et la nécessité qu'il a ressentie d'un système finalement mis au point de façon un peu empirique et en définitive adopté afin d'organiser solidement le contrôle de son propre appareil, un contrôle qui a véritablement tous les caractères d'une infiltration, voire d'un « noyautage ».

L'activité du pouvoir dans l'URSS stalinienne et, par voie de conséquence, dans la Comintern est soumise en effet à un double contrôle. D'un côté, il y a celui qu'on peut

4. P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 304.
5. *Ibidem*, p. 305-306.
6. K. Rakovsky, lettre à Trotsky, 18 mai 1928, *Cahiers Léon Trotsky*, 18 juin 1984, p. 65-66.

sans risques appeler « constitutionnel », car il ne se dissimule guère et invoque toujours le bénéfice de la légalité révolutionnaire, celui du parti par lui-même, celui de l'État par le parti, bref, l'activité de la pyramide et le contrôle horizontal et vertical. Mais, à côté, Staline a su organiser, à partir de ses réseaux devenus son secrétariat personnel, un autre contrôle par infiltration, exercé par des hommes ou des organismes qui partent de sa personne et sont en dernière analyse ce que Niels Rosenfeldt appelle avec beaucoup de bonheur des « extensions » du GPU dans l'appareil du parti.

Ces infiltrations commencent évidemment au niveau du secrétariat général avec le fameux Service secret, que Rosenfeldt qualifie de « centre nerveux du régime stalinien ». Ce service est dirigé par Aleksandr Poskrebytchev, qui en cumule la responsabilité avec celle du secrétariat personnel de Staline. Une remarquable étude due au politologue danois nous donne les éléments essentiels – qui ont longtemps manqué – sur le contrôle par Staline du contrôle sur le parti, mais aussi et surtout, dans le cadre de ce travail, sur la Comintern [7]. Le secrétariat personnel de Staline, où travaille aussi pendant des années le jeune Malenkov, compte 90 personnes environ. Les hommes de Staline constituent le lien direct et secret entre le secrétaire général et son appareil. Ce lien – c'est là la grande nouveauté – ne passe pas par la hiérarchie externe visible, mais au contraire par l'intérieur et le secret. Il existe en outre ce que Rosenfeldt appelle « les points de contact » entre ce service et les autres, notamment les « bureaux » qui dépendent du département secret du secrétariat, ceux du secrétariat, du bureau politique, du bureau d'organisation, du code et du bureau secret. Il écrit : « C'est tout particulièrement l'étroite intégration entre le secrétariat personnel de la chancellerie secrète officielle de Staline qui a permis [...] de parler de ce groupe de "fonctionnaires" comme du gouvernement *de facto* de l'Union soviétique [...] ou du saint des saints [8]. »

La distinction est difficile entre la section spéciale, liée au secrétariat personnel, et le département secret du parti. C'est pourtant dans cette zone-là que s'effectue le travail particulièrement important du contrôle de tous les autres dirigeants, de la surveillance et, bien entendu, de la répression des « ennemis du peuple », la sécurité et la protection de la vie du Chef étant l'apanage d'un autre bureau lui aussi infiltré mais par des hommes différents que d'autres contrôlent. En réalité, nombre d'hommes qui portent, dans l'appareil et près du sommet, le titre d'assistants de tel ou tel grand personnage, sont les véritables chefs. Ce sont infiniment plus des contrôleurs que des assistants, ou, si l'on préfère, ils contrôlent en pratique ceux qu'ils sont censés assister.

LE CONTRÔLE DE LA COMINTERN

C'est de toute évidence plus vrai encore pour la Comintern que pour le PCUS. Niels Rosenfeldt assure, par exemple, que son étude l'a conduit à la conclusion que le véritable patron de la Comintern, à travers le secrétariat personnel de Staline et le GPU, était en fait le Finlandais Mauno Heimo, par ailleurs simple secrétaire d'Otto Kuusinen, qui tient en réalité « tous les fils » [9]. Selon lui, l'infiltration des hommes de Staline se serait réalisée à travers l'OMS, qui n'était pas seulement une sorte d'Intourist pour conspirateurs communistes, selon l'heureuse expression de Ruth von Mayenburg, mais qui acheminait les hommes, les fonds, les directives, les matériaux, assurait le lien avec les clandestins, collaborait pour l'espionnage avec le 4e département de l'Armée rouge. C'était en quelque sorte un gigantesque réseau comprenant des militants de tout pays, des opérateurs de

7. N.E. Rosenfeldt, *Stalin's Secret Chancellery and the Comintern*, p. 15.
8. *Ibidem*, p. 17.
9. *Ibidem*, p. 24.

radio, des spécialistes de faux papiers, valises à double-fond, des courriers, des représentant permanents, des correspondants, en somme bien plus que l'Intourist pour conspirateur. Elle était aussi et en plus une superpolice de contrôle permanent dans les différentes sections, chargée de jouer du « fouet politique » avec les dirigeants des partis nationaux [10]. Après avoir rappelé que M.N. Roy considérait l'OMS comme infiniment plus puissante que l'exécutif, voire le présidium de la Comintern, et que, dès le début des années 30, elle travaillait en liaison étroite avec le chef du département extérieur du GPU, Meyer Trilisser, dit Moskvine, Niels Rosenfeldt conclut que l'organisation de la sécurité et du renseignement, en somme l'infiltration des hommes de Staline, ont en définitive « dévoré de l'intérieur la Comintern », ce qui doit comporter une bonne part de vérité [11]. Bien entendu, les militants des partis ne connaissaient pas ces faits, même si ceux qui avaient approché, par exemple en Espagne, les cadres dirigeants internationaux savaient qu'il y avait partout des « capitaines » (membres des services) qui faisaient peur aux « généraux » (commandants en chef sous la lumière de l'actualité).

VIVRE DANS UN PARTI COMMUNISTE

Pour les militants communistes, la bureaucratisation d'abord puis la stalinisation se marquèrent dans leur vie personnelle à travers leurs obligations, leurs tâches de militants, finalement leur vie quotidienne. Nous n'avons qu'un témoignage assez complet malgré sa précocité. Il s'agit de celui de l'Américain Ben Gitlow décrivant la vie quotidienne dans le PC américain. On lui trouvera peut-être des aspects modernes, ce système ayant été reproduit depuis lors, pour elles-mêmes, par certaines petites organisations, sectes ou non, qui se sont réclamées du communisme, celui précisément de ces années, dont elles dérivent. Gitlow explique :

> Les membres du parti, malgré les luttes fractionnelles, étaient dévoués au parti et fanatiques dans leur croyance au communisme. La plus grande ambition d'un membre du parti était de servir la cause et de devenir révolutionnaire professionnel – responsable et organisateur rétribué (« permanent »). Les membres étaient extrêmement disciplinés. Ils fonctionnaient comme de simples soldats dans une unité militaire. Les ordres donnés étaient exécutés. Les considérations personnelles et familiales n'étaient pas prises en compte ; les prendre en compte eût été petit-bourgeois, l'insulte la plus grave pour un communiste. Le parti était dynamique, intensément actif dans tout ce qu'il faisait. C'était possible parce que nos membres donnaient chaque moment de leur temps libre au parti.
>
> C'est difficile à comprendre pour quelqu'un qui n'y a pas milité. On peut le décrire par l'emploi du temps quotidien de routine d'un membre ordinaire du parti, camarade de la base, membre d'un syndicat, travaillant le jour. Il achète le matin son journal communiste et le lit en se rendant au travail. Il peut arriver un peu plus tôt que ses camarades d'atelier pour diffuser des tracts tout autour sans être remarqué. A midi, il a quelque activité de parti ou de fraction syndicale. Après le travail, au lieu de rentrer chez lui, il se rue au local du parti pour assister à une réunion de commission du parti ou de sa fraction syndicale, etc. Plus tard, après 8 heures du soir, il peut avoir une réunion du syndicat ou du parti. Après la réunion, il devra probablement revenir au local pour avoir des instructions sur les activités du lendemain. Un membre du parti est toujours en réunion, car la règle est d'appartenir aux autres organisations [dont les noms suivent, P.B.]. Dans toutes ces organisations dont il est membre, il y a des organisations de gauche organisées par les communistes en fractions de membres du parti. Toutes se réunissent. Le membre du parti doit y prendre part. En outre, il doit suivre l'école du parti, contribuer à la diffusion des journaux,

10. *Ibidem*, p. 27-28
11. *Ibidem*, p. 32.

participer aux réunions de fraction et être présent à toutes les réunions importantes convoquées par le parti. De plus, toutes les organisations, ainsi que les organisations dans les organisations auxquelles il appartient, ont des commissions propres, ce qui fait que les membres du PC sont toujours en train de courir d'une réunion à l'autre. Il arrive qu'un militant de base prenne part à une dizaine de réunions dans la soirée jusque tard dans la nuit. Les samedis après-midi sont particulièrement surchargés de réunions avec peut-être de temps en temps une manifestation au milieu. Le soir, il doit être là pour une conférence ou un forum communiste, ou mieux, il doit être à un bal ou à une fête communiste. Le dimanche aussi, s'il y a des réunions et conférences suivies de conférences communistes et autres affaires en soirée. En été, si le membre du PC trouve la possibilité de prendre quelques week-ends pour partir en vacances quelques semaines, il doit aller dans un camp d'été communiste, où il va s'engager dans les innombrables activités du camp pour le parti, le journal et la multitude des campagnes dans lesquelles les communistes lèvent de l'argent.

La vie d'un communiste est dans et du mouvement. Il est comme un écureuil dans sa cage, courant toujours en rond. Il est si occupé, si fiévreusement actif qu'il lui est impossible de voir ce qui se passe autour de lui. Son travail dans le parti est une incessante ronde de réunions. Ses relations personnelles sont presque exclusivement confinées à des communistes. Il lit la presse communiste et les nombreux tracts et revues. Un membre du parti parle même une langue propre aux communistes, étrangère pour les autres. Les membres du Parti communiste parlent et pensent de la même façon, parce qu'ils ne cessent d'absorber les phrases, arguments et expressions dont le parti les gave à travers sa presse, sa propagande et ses départements culturels.

Le zèle fanatique des membres du Parti communiste repose sur sa croyance dans la puissance de l'Union soviétique et dans sa victoire finale sur le monde capitaliste. Pour un membre du Parti communiste, l'Union soviétique est un paradis d'ouvriers, l'endroit le plus désirable au monde pour vivre. Non seulement le membre du Parti communiste donne tous ses moments à la cause mais aussi tout l'argent qu'il peut économiser, donnant parfois plus qu'il ne peut. En fait, les contributions réclamées aux membres du Parti communiste sont conçues comme étant hors de proportion avec leurs moyens. Ce sont les cotisations au parti, au syndicat, à la fraction, aux organisations d'aide, à la gauche de leur syndicat, à une organisation communiste sœur, au club ouvrier, en dehors des cotisations à l'organisation du parti, au journal, des appels spéciaux de la direction pour des « campagnes financières » et toutes les entreprises quotidiennement menées par le parti. Dans le soutien comme celui du journal, il arrive que les membres soient appelés à donner plus d'un jour de salaire par mois. Il faut en outre acheter ou vendre constamment des bons, des dizaines par semaine pour toutes sortes d'affaires. Le membre du parti donne librement, heureux de le faire. Le communiste individuellement contribue généreusement, le bureaucrate du parti dépense de façon extravagante [...].

Courageux et disciplinés, les membres du parti sont prêts à donner leur vie pour lui. Ils exécutent ses ordres d'aller dans les manifestations dangereuses, de faire les piquets dans les grèves, de défier les injonctions, de quitter maison et famille pour s'engager dans des activités de parti dans quelque coin éloigné du pays. Pourtant, dans de nombreux cas, ils ne le font pas seulement par esprit de sacrifice, mais dans une large mesure comme un investissement pour leur propre carrière future. Tous les membres du parti se considèrent comme des dirigeants politiques potentiels de la classe ouvrière. [...] Bien entendu, ils magnifient leur propre importance et exagèrent l'ampleur de leurs activités et réalisations. S'ils sont incapables de percer, ils exagéreront les difficultés auxquelles ils se heurtent sans rapport avec les faits réels, parce qu'un membre du parti qui ne réussit pas à réaliser l'activité qui lui a été assignée est soumis à la plus sévère des critiques. Ils en ont peur et font tout pour l'éviter[12].

Nous avons reproduit ce texte presque *in extenso* car il ne comporte aucun détail inutile.

12. B. Gitlow, *I confess*, p. 288-291.

L'activisme enragé, l'emploi du temps surchargé, l'impossibilité pour un membre du parti de trouver le temps de réfléchir, de lire, de discuter, d'avoir finalement une vie et une pensée personnelles, n'étaient pas le résultat de l'enchaînement d'une série de hasards mais une politique, volontaire et délibérément assumée, tendant à faire des membres ordinaires de véritables robots, des pompes à finances permanentes, des écureuils tournant leur roue dans leur cage et n'ayant aucun désir de s'informer ailleurs, voire de confronter réellement les thèses de leur parti avec d'autres ou simplement avec la réalité.

LE PCF DES ANNÉES 30

Le texte de Gitlow comme ceux de Stinas ou de Mendel cités plus haut sont ceux de témoins et acteurs. L'historien Philippe Robrieux, bien qu'il ait une expérience du PCF après la Seconde Guerre mondiale, n'est pas exactement un témoin mais un commentateur lucide. Il est loin de manifester la même sévérité à l'égard des militants français de l'ère zinoviéviste, puis boukharinienne. Des premiers, il écrit qu'ils furent formés à « des dogmes à la fois rigides, simples, simplistes et suffisamment souples pour s'adapter aux réalités politiques et sociales les plus changeantes », et que c'est de là que « proviennent leur éclat persistant et leur force incomparable [13] ». Ce parti nouveau, que Souvarine a été le premier des anciens à voir apparaître sous les défroques du passé, Philippe Robrieux, qui ne peut évidemment citer les exemples d'infiltration en son sein de gens de Moscou, mais seulement se faire l'écho des rumeurs qui accusent par exemple Suzanne Girault, en a saisi avec beaucoup de pertinence certains traits, comme le montre par exemple ce qu'il écrit à propos de l'aide financière de Moscou : « Pour corrompre un jeune révolutionnaire, il n'est nul besoin de lui offrir de l'argent, il suffit de créer à l'aide de cet argent, du mysticisme et du goût du pouvoir, une situation où il se trouve par la force des choses asservi matériellement et moralement à ceux qui le payent [14]. » Le nouvel esprit du parti a aux yeux de Robrieux une dimension religieuse. Il caractérise son atmosphère « de jeunesse, d'enthousiasme révolutionnaire, d'élan, de romantisme et aussi d'acceptation d'une certaine immoralité, voire d'un certain cynisme, au nom de la cause [15] », souligne que c'est l'enthousiasme révolutionnaire qui a permis « une russification militante » – laquelle commence à étouffer le parti [16].

Les bouches s'ouvrent à nouveau au début de la période de « russification boukharinienne ». Robrieux cite Renaud Jean, qui dénonce l'exagération du nombre des recrues et ajoute : « Trop d'échelons, trop de bureaucrates, trop de circulaires massives, trop de littérature indigeste qu'aucun militant ne se donne la peine de lire [17]. » Mais la pression russe s'accentue : son rôle dans la formation des cadres en vase clos modifie toute la physiologie de l'organisation, qui tend à devenir une contre-société. Sur les cadres, Robrieux a cette phrase lourde de la force des choses : « Peu ancrés dans leur vie d'origine, mal à l'aise dans la société et la vie quotidienne, les cadres communistes apparaissent comme des révoltés qui pensent trouver dans le parti leurs raisons de vivre [18]. »

Si l'on pouvait remplir le cadre proposé par Gitlow de données provenant du parti français, il est bien probable que le second tableau ne différerait guère du premier. On trouvera par ailleurs un grand intérêt à la lecture d'une lettre adressée à Jules Humbert-

13. Ph. Robrieux, *Histoire intérieure...*, I, p. 229.
14. *Ibidem*, p. 232.
15. *Ibidem*, p. 233.
16. *Ibidem*, p. 236.
17. *Ibidem*, p. 254.
18. *Ibidem*, p. 269.

Droz par André Marty le 26 juin 1928. Ici aussi le texte se situe en amont de notre sujet, et l'on comprend pourquoi. A partir du moment où le PC est totalement stalinisé, il n'y a plus de témoin ni de chroniqueur fiable. Le mérite du texte de Marty est de faire comprendre que le pire des tous les maux qui frappaient à cette époque les partis communistes était la conséquence d'une politique menée à d'autres fins que le développement de la conscience ouvrière et l'armement du parti en expériences et idées neuves. C'était le développement d'un régime interne intolérable, dont nous avons compris qu'il était la conséquence de la russification puis de la stalinisation du parti. Sur le début de ce phénomène dans le PCF, nous nous contenterons de citer des extraits de ce document. André Marty écrit :

> Presque partout où on est à nombre d'appointés, le régime intérieur est insupportable. [...] La plupart du temps, c'est les éléments pourris qu'on soutient contre les éléments sains. Exemple Douarnenez [où] Tillon tient tête, évidemment avec les colères d'un ouvrier honnête contre la corruption. Résultat, c'est lui qui est déplacé. [...] Cette « peur de la base », de la large discussion, est une marque de défiance de la force créatrice du prolétariat et une conception napoléonienne antiouvrière. [...] Le roulement continu de membres de la base et l'absence de démocratie permettent aux pires éléments de diriger le parti. Une bonne partie de l'appareil est composée d'incapables, de perroquets ou, ce qui est pire, d'aventuriers. [...] On est installé dans le métier d'employé communiste. [...] la servilité est la règle de l'appareil. J'y vois des valets, mais pas des révolutionnaires. Et on y aime l'argent. [...] En un mot, l'appareil est corrompu. [...]
>
> Jamais ne sont expliqués clairement ni discutés les problèmes du moment. [...] Ce qui est grave, c'est que l'instinct de classe disparaisse dans le parti [19].

Le réquisitoire est particulièrement sévère. « Incapables », « aventuriers », « serviles », « valets », « corrompus », les qualificatifs rivalisent ! On peut en outre noter que les remèdes préconisés par André Marty sentent le soufre oppositionnel : les deux conditions d'un redressement sont en effet selon lui, « la construction d'une bonne organisation et l'établissement d'un régime intérieur démocratique de libre élection à tous les échelons [20] ».

Un ancien cadre du PCF, Jean Chaintron, a gardé en mémoire une image moins accusée. Il évalue à 40 000, dont 30 000 « permanents », les effectifs des « cadres » pour un parti qui compte alors 300 000 membres. Il écrit :

> Plus ou moins consciemment, les 30 000 permanents politiques, dans leur ensemble, constituaient un encadrement, un corps, une hiérarchie, une élite. Il est vrai que quelque-uns de nos plus précieux dirigeants – une dizaine peut-être – avaient des conditions de vie assez aisées, sinon luxueuses. Mais les milliers de permanents et les millions de simples gens qui s'accommodaient d'une certaine pauvreté trouvaient bon que ceux qui avaient les plus grandes responsabilités dans la vie du parti soient à l'aise pour déployer pleinement toutes leurs aptitudes [21].

Chaintron ne connaissait probablement pas, à l'époque où il écrivait, les éléments donnés depuis par Dominique Grisoni et Gilles Herzog sur le yacht *Vanadis*, 35 mètres de long et deux salons tout en acajou, ce palace flottant pour la croisière océanique, sur les galas qui y furent organisés [22], ainsi que sur les réceptions données, du côté d'Évreux, dans un petit château baroque ayant appartenu à la Du Barry, chez un ami de Ceretti, « aristocrate pur-sang » : le *Vanadis*, assure Ceretti, était destiné à servir à l'appareil de la Comintern « de parapluie en cas d'orage », c'est-à-dire de permettre à ses chefs de

19. A. Marty à J. Humbert-Droz, 26 juin 1928, *Archives de J. Humbert-Droz*, vol. III, 1928-1932, 55-71, IV, 60-64.
20. *Ibidem*, p. 65.
21. J. Chaintron, *Le vent soufflait devant ma porte*, p. 196.
22. D. Grisoni et G. Herzog, *Les Brigades de la mer*, p. 190-191.

gagner l'URSS sans encombre par la voie maritime[23]. Ce ne fut pas nécessaire : les sommes dépensées pour ces agapes, destinées à assurer la sécurité des chefs, ne servirent à rien de sérieux.

LA TERREUR HORS D'URSS AUSSI

L'une des questions essentielles est la façon dont le système stalinien, qui reposait sur un appareil de répression étatique, a pu être transposé dans des partis où l'État était aux mains de « l'adversaire de classe ». Comment a pu, en particulier, être introduite dans certains partis l'atmosphère de « terreur » nécessaire à la stalinisation totale ? Pour prendre un exemple extrême : comment est-il possible que le comité central du PC roumain ait accepté comme secrétaire général le Polonais Aleksandr Stefanski, qui n'avait aucun mérite particulier sauf celui, très remarquable, de ne pas connaître le roumain ? Il n'y a pas de réponse valable pour tous les cas. A l'extrême, on a tué dans certains partis, quand c'était nécessaire. A Sartrouville, des militants du PC italien tentent d'assassiner leur camarade Eros Vecchi, qu'il soupçonnent d'avoir conclu un accord avec la police de Mussolini. L'affaire fait grand bruit et Charles Plisnier en a tiré un épisode romancé pour *Faux Passeports*, où le jeune Italien sert de modèle au personnage d'Alessandro Cassini. On a vu, dans « l'affaire de la rue Barbier », un tribunal clandestin présidé à Saigon par Ton Duc Tang, un vétéran du bagne, futur successeur d'Hô Chi Minh à la présidence de la République du Vietnam, condamner à mort un adolescent qui avait séduit une jeune fille membre du parti. On va voir communistes brésiliens et envoyés de la Comintern étrangler une jeune femme, compagne d'un dirigeant du parti, sur la base de fragiles soupçons. Ces grands dirigeants tiennent solidement la malheureuse victime tandis qu'un de leurs sbires l'étrangle. Quelques années plus tôt, d'autres du parti brésilien avaient fait abattre le jeune cadre des JC de Rio, Tobias Warszawski, soupçonné à tort de trahison. Il s'agit, comme avec le NKVD dans la Patrie socialiste, de condamnations administratives, sans procès ni débat, sans défense ni même accusation. La malheureuse victime meurt la plupart du temps sans savoir pourquoi ou ne le découvre qu'à l'instant d'en mourir. A sa famille, on dira que c'est un crime policier et on le clamera.

Mais la terreur a parfois simplement une valeur exemplaire moins directe. Pour l'URSS, mais sans doute aussi pour bien des agents des différents services et ceux de la Comintern à l'étranger, l'exécution en 1929 de Iakov Blumkine, membre des services et de l'Opposition de gauche, qui a rendu visite à Trotsky en Turquie, n'est pas seulement un trait de sang entre l'Opposition de gauche et le parti, mais un avertissement à qui serait tenté de l'imiter. En outre, on exécute dans cette affaire l'agent du GPU Rabinovitch, qui a donné les éléments d'information sur la détention de Blumkine, et le journaliste Silov, qui les a mis discrètement en circulation. La terreur exige le silence.

La grande orchestration, à partir de 1929, de la lutte de la Comintern et de ses partis contre le fascisme et la guerre devient un des moyens les plus puissants pour venir à bout des militants mécontents. Si l'on critique Staline ou le parti, cela signifie qu'on a accepté de jouer le jeu de ces ennemis mortels, les bêtes féroces que sont le fascisme et la guerre, que le parti combat tous les jours, dans tous les détails de son action. Quiconque combat « le parti » renforce le fascisme et rapproche la guerre, sinon volontairement, du moins « objectivement », qu'il le veuille ou non. Ainsi le parti, ou plus exactement le noyau stalinien dans son appareil, réussit-il à créer une sorte d'ambiance de guerre civile où il n'y aurait pas de masses, mais où la Tcheka aurait à faire face à une conspiration

23. *Ibidem*, p. 192-193.

permanente, à abattre par tous les moyens, sans s'occuper des faux frais qui peuvent éventuellement, comme des balles perdues, n'atteindre que des innocents. La façon dont est orchestrée en France l'affaire du « groupe Barbé-Célor » est une autre forme de ces méthodes « terroristes » employées dans l'appareil. Elle fait de terribles ravages psychologiques chez ceux qui l'ont vécue et certains ne s'en remettront jamais, cependant que les proches témoins demeurent traumatisés.

C'est aussi d'une forme de terreur proprement idéologique que naît en 1931 « le culte de Staline ». Plusieurs auteurs en ont vu justement jeter les fondements dans la fameuse lettre de Staline à la revue *Proletarskaïa Revoliutsïa*, à propos d'un article de l'historien Sloutsky. Staline y part en guerre contre les « bureaucrates incurables » qui se fient « aux documents-papier » et osent affirmer qu'en 1914 Lénine n'avait pas démasqué les centristes allemands comme Kautsky. La première affirmation interdit aux historiens d'utiliser les documents pour établir la vérité historique. La seconde réserve la sentence en la matière au seul Staline, toute opinion différente étant étiquetée « contrebande trotskyste », dont on sait de quelles peines elle est passible devant les tribunaux et dans les mains du GPU. Staline, dès lors autoproclamé infaillible, sans résistance, ne peut pas désormais ne pas être traité comme tel. La pyramide est enfin couronnée de sa statue, celle du souverain absolu. Le coût en hommes et en forces matérielles de cette infaillibilité stalinienne, qui est évidemment la condition de l'adoration religieuse, du culte du Chef, est elle-même incompatible avec le fonctionnement normal d'un parti.

LES BASES DU TOTALITARISME STALINIEN

Dans son remarquable ouvrage sur la Comintern, malheureusement toujours inédit en 1997, *Völker, hört die Signale*, Bernhard Bayerlein a relevé que la prise en main des sections par le centre se fait sous le triple signe du substitutisme, de l'ultracentralisme et du bureaucratisme. Tout est effectivement là, et le reste n'est qu'anecdotes, bien que leurs épisodes soient parfois ahurissants et qu'à lire Robrieux on se prenne à penser que les principaux protagonistes de ce drame bouffon que fut l'affaire Barbé-Célor auraient eu avant tout besoin, en sortant de ce trou noir que fut pour eux la rétention à Moscou, des services de psychiatres avertis de la politique stalinienne. Pour ce qui est des privilèges matériels, les *apparatchiki* des sections sont loin du compte par rapport à leurs camarades soviétiques. Jean Chaintron insiste là-dessus : pour lui, c'est d'un confort de bonne classe moyenne que bénéficient les dirigeants du parti, avec ce détail cependant qu'ils bénéficient d'« aides » pour le ménage et pour le travail politique, sans compter les chauffeurs-gardes du corps, souvent factotums. Le vrai privilège, ils apprennent pourtant parfois à le connaître à l'occasion de vacances en Union soviétique, pour eux ou pour leurs enfants. Il reste que, dans la période de la Grande Dépression, c'est un énorme privilège que d'avoir un emploi rétribué permanent, surtout quand on a de fortes chances d'être inscrit sur les listes noires du patronat. Et, bien entendu, la stabilité de l'emploi des hommes et des femmes de l'appareil communiste est étroitement liée à leur obéissance et à leur docilité à la ligne et à ses tournants. Nous laissons pour un chapitre sur l'Allemagne les précieuses indications en ce sens retenues sur le KPD. Il faut cependant relever ici que, si le permanent est en effet pieds et poings liés à la merci de son employeur et si c'est le plus souvent le parti lui-même, il arrive qu'indirectement ou directement ce soit l'État soviétique qui paie. Harry Wicks conte dans ses Mémoires qu'il découvrit un jour de 1926 que tous les membres du comité national de la Ligue des jeunes communistes britanniques – sauf

lui-même – étaient employés et rétribués dans des institutions commerciales soviétiques de Londres[24].

Pouvons-nous ajouter que, si le Parti communiste attire en général dans cette période, comme l'écrit Marty, nombre de témoins, des carriéristes et des aventuriers, c'est que l'atmosphère qui y règne exalte les personnalités autoritaires, assoiffées de pouvoir, et promet souvent des conquêtes sexuelles faciles ? Un « chef » trouve toujours une femme pour lui dans le cheptel féminin du parti, et ce serait un déshonneur pour nombre de ces dernières que de se refuser à un homme qui consacre sa vie « au parti ». Ainsi se satisfait par une voie spéciale la soif de pouvoir. Pourtant, ce type de recrutement favorise aussi l'inflitration policière, dont il y a de nombreux exemples à cette époque. On ne manque pas d'exemples d'analphabètes politiques parvenus très haut dans l'appareil sur la base d'un discours qui consiste tout simplement en une sempiternelle dénonciation des « canailles trotskystes », le parti allemand ayant vu les nazis infiltrés effectuer leur ascension dans les secteurs clés par ce type de déclamations, peu coûteuses mais très payantes pour des gens comme eux.

LA COMINTERN ET L'« ARGENT DE MOSCOU »

Nous n'entrerons pas dans le détail du soutien financier de la Comintern, c'est-à-dire de l'Union soviétique, aux différents partis. Nous ne doutons pas qu'elles vont faire l'objet de publications détaillées. Walter Krivitsky, lors de sa défection, en 1938, a indiqué que ces subsides représentaient en moyenne au cours des années précédentes environ 95 % des dépenses totales des sections nationales. Philippe Robrieux, d'après Albert Vassart, assure que le parti français avait pour 1932 un budget mensuel de 250 000 francs, l'aide « internationale » s'élevant à une somme située entre 175 000 et 200 000 francs en devises étrangères, transmises par l'OMS. Ce sont des dollars qui confortent du début à la fin l'expédition brésilienne, avec force bilans et budgets. La presse des partis bénéficie de ce soutien. Mais la Comintern l'aide aussi dans son alimentation en informations à travers les agences soviétiques et le bulletin *Inprekorr*, plus tard *Soviet Union-Press*. Le trust Münzenberg, ses livres, ses magazines, ses films, ses disques, constituent également une aide en même temps qu'une ceinture protectrice. Le Secours rouge est une admirable couverture pour les agents comme Vidali et Tina Modotti, qui font partie de son personnel en Espagne, par exemple, mais les Amis de l'URSS fournissent aussi quelques « planques » à des hommes discrets. Nous citons par ailleurs Jean Auber (de son vrai nom Sosso), l'un de ses responsables, qui va en URSS avec... un faux passeport. Rémi Skoutelski, dans sa thèse, a repéré Georges Marouzé, secrétaire du SRI dans le Nord. Avec la guerre, tous les cadres de cette organisation — dont Sosso — sont affectés aux groupes armés. Lors du conflit, l'ensemble des cadres de cette organisation dissoute sont affectés aux formations armées. Il est hors de doute que les partis communistes dépendent alors presque totalement de l'aide de Moscou, ou, pour être plus précis, qu'ils ne peuvent vivre sur le pied où ils vivent que grâce à cette aide dont la suppression entraînerait des licenciements de permanents, des fermetures de journaux, des ventes ou résiliations de baux de locaux, bref, une activité singulièrement réduite – et pour tous les militants sincères, une dommageable perte d'influence.

LE TRAVAIL ANTIMILITARISTE

L'une des activités les plus coûteuses pour un parti communiste est sans aucun doute son activité antimilitariste, qui demande d'infinies précautions et protections, un appareil

24. H. Wicks, *Keeping my Head*, p. 72.

spécial, totalement clandestin, et les moyens de cette clandestinité ne sont évidemment pas à la portée des garçons et filles des Jeunesses communistes engagés dans ce travail. Ils ne sont en effet chargés que du travail préalable, le « contact », la recherche et fréquentation de militaires, les discussions-sondages. Le reste, les diffusions de tracts, l'organisation de cellules dans l'armée, la transmission de « lettres de soldats », est en général réservé aux spécialistes de ce travail éminemment délicat. La recherche historique n'a pas encore donné ici de grands résultats, comme le reconnaît le jeune chercheur Jean-Max Girault, qui se refuse même à employer le terme d'« implantation » pour parler du rapport entre le PCF et les casernes sur le territoire français. Des souvenirs de militants, comme Jean Chaintron, Albert Vassart, apportent quelques bribes d'information. On peut constater que, dans les climats favorables, celui de la côte algérienne, selon le témoignage de François Campiglia, et sous les tropiques, selon Leôncio Basbaum, la plage et le maillot de bain sont le « local » et « l'uniforme » qui permettent aux militants et militantes de rencontrer des militaires dont la tenue n'attire pas l'attention. Quelle est l'ampleur du « travail » ? Pour un pays comme la France, les indications abondent pour la période d'après la Première Guerre mondiale ; mais les témoignages n'ont jamais été vérifiés : par exemple celui de Maurice Lampe, qui assurait en novembre 1974 que 200 à 300 militaires français arrêtés pour refus d'obéissance dans les unités devant Varsovie à l'été 1920 avaient été embarqués sur le *Gueydon* à Riga et transférés en France [25]. Jacques Varin cite un jeune travailleur sous l'uniforme, pas encore communiste, qui fit trois mois de prison pour avoir fait de l'agitation dans sa caserne contre la guerre du Rif : il s'agit de Lucien Monjauvis, futur préfet de la Résistance [26]. Après un examen critique des sources, Philippe Robrieux dresse ce bilan :

> Il n'y a probablement pas eu plus de cinq ou six cellules de soldats pour réussir à maintenir une vie à peu près régulière durant la période concernée ; quant aux 600 militants des 200 cellules recensées, [...] il n'en reste probablement guère plus de 100 ou 150 dont on puisse dire qu'ils ont eu à un moment ou à un autre une véritable activité clandestine. En ce qui concerne les 2 millions de tracts, papillons et affiches, il est peu vraisemblable que plus du dixième de tout ce matériel soit effectivement parvenu à destination [27].

Dans la période suivante, l'activité repose sur le journal *La Caserne*, qui tire jusqu'à 20 000 exemplaires et sur les suppléments d'*Avant-Garde* comme la « page de Jean Le Goin » destinée aux marins. Une grande partie du travail est effectuée auprès des conscrits avant le départ afin d'assurer des liens pour les mois qui suivent : sou du soldat, repas, fêtes, assemblées de conscrits. Philippe Robrieux parle, pour cette époque de « l'essor de l'antimilitarisme militant des Jeunesses » et précise :

> Un appareil important est chargé d'impulser et d'organiser le travail au sein de l'armée. Rodé, bien en place, il va fonctionner jusqu'au Front populaire. Subventionné et supervisé par la Comintern, il est dirigé nationalement par trois hommes : le secrétaire général du parti, celui de la Jeunesse communiste, et un responsable à l'organisation technique du travail qu'on appelle « le technique ». Au poste de technique national, après François Chasseigne [...] vont ainsi se succéder Raymond Guyot, André Grillot, Pierre Rougier, François Billoux, Blanc et Laurent Casanova. [Varin ajoute à cette liste Marius, le métallo Simon Rolland, de Saint-Denis.] Très logiquement, « dans chaque région de garnison », la même structure est mise sur pied avec [...] le technique régional, qui « a le contact avec les différentes casernes [28] ».

25. Cité par Jacques Varin, *Jeune comme JC*, p. 46.
26. *Ibidem*, p. 104.
27. Ph. Robrieux, *op.cit.*, p. 153-154.
28. *Ibidem*, p. 270-271.

Ailleurs, le « travail anti » a un tout autre caractère. En Chine, dans les années de la seconde révolution, ce sont aussi des officiers de tout grade et même des chefs d'armée, comme Ye Ting ou He Long, qui rejoignent le Parti communiste, prêts à lui amener – du moins tout le monde le croit-il – les unités qu'ils commandent en cas de conflit armé. Et ce n'est pas seulement chez les cadets de Huangpu que les communistes recrutent, mais dans toutes les écoles et cours politiques qui foisonnent dans l'armée de Jiang Jieshi. Au Brésil, où ce travail « anti » s'appelle « antimil », il ne s'agit pas seulement de diffuser du matériel, mais avant tout de gagner des hommes et même des unités. Il ne s'agit plus de contacts au « bouton de veste » entre des troufions et de jolies filles : on recrute des officiers jusqu'à l'École de guerre, on recrute massivement des caporaux et des sergents, et ce sont eux qui, à leur tour, recrutent des hommes. Bien entendu, la structure de l'organisation « tenentiste » facilite ce travail en liaison avec le PCB puisque Prestes et d'autres, non des moindres, appartiennent aux deux organisations, comme en Chine à l'époque du Guomindang, et il y a ici aussi des unités militaires que l'on peut considérer comme communistes par leur inspiration politique comme leur encadrement. En Allemagne, la situation est plus originale encore. Le prolétariat de ce pays a hérité de la révolution de Novembre des formations militaires qui n'ont pas toutes été dissoutes par la contre-révolution : la Division de marine du peuple, à Berlin, le régiment de la garde de Kiel, le régiment de sécurité de Halle, la force de sécurité de Hambourg, et nous en avons vu les prolongements plus encore que les restes face à Kapp puis face à la Sipo et à la Reichswehr dans la Ruhr. Le Rotekämpferbund est en quelque sorte l'héritier de ces formations lorsque s'éteignent les feux des préparatifs révolutionnaires de 1923 et des fameuses Centuries prolétariennes. Ce lien avec ce passé s'incarne en la personne de leur chef militaire Erich Wollenberg, héros de la révolution de 1918-1919 en Bavière et officier de l'Armée rouge revenu d'URSS. Armée de parti, le RFB est aussi le détachement d'une partie de la classe ouvrière.

Ne parlons pas des armes, à la fois rares et collectives. Les uniformes ou ce qui en tient lieu, les équipements de type baudrier, vêtements et chaussures de sport ne sont pas des articles de luxe, mais il faut frapper les esprits et ne pas faire trop « pauvre » à côté des concurrents bourgeois qui brillent de tous leurs cuivres. Il faut aussi assurer le ravitaillement dans les rassemblements et les sorties. Tout cela coûte cher, et aucun parti communiste ne pourrait supporter à lui seul ces dépenses. Là aussi, il faut de fortes subventions et un contrôle sérieux du parti.

LES « ORGANISATIONS DE MASSE »

Il faudrait aussi pouvoir étudier dans le détail le fonctionnement des organisations dites « de masse » même quand elles ne sont que des squelettes aux mains de militants du PC. Zinoviev les qualifiait d'organismes auxiliaires, subordonnés mais très utiles. Au premier rang, il y a les syndicats rouges, adhérents directs à la Profintern, l'Internationale syndicale rouge, dont le rôle n'est jamais négligeable. Il reste dans la forme quelques traces de son passé d'« indépendance », mais il n'en reste pas dans les faits, et c'est la Comintern qui règle tous les différends syndicaux et remplace, si nécessaire, les dirigeants rétifs. Certaines organisations conservent cependant un rôle et une activité précieux pour la Comintern. Ce sont celles qui assurent communications et relais mondiaux. Ainsi l'Internationale des marins et travailleurs des ports est-elle l'enveloppe protectrice des activités lointaines de l'OMS. Le Danois Richard Jensen, l'un de ses principaux dirigeants sur le plan national et international, est certainement très influent dans la « maison », vu le rôle qu'il joue, malgré ses dénégations ultérieures, car il assure la répartition des messages et des mes-

sagers, mission de confiance. A travers lui et ses hommes, Copenhague joue désormais dans les années 30 le rôle dévolu à Stockholm dans les premières années 20. Mais, dans le monde entier, les hommes d'Ernst Wollweber et d'Albert Walter constituent une force non négligeable.

Les Jeunesses communistes ont leur propre Internationale, la KIM, contrôlée du haut en bas par l'exécutif de la Comintern et par les comités centraux des partis avec les « extensions » : depuis la mise à l'écart de Münzenberg, les jeunes n'ont pas semblé vouloir secouer le joug. En fait, l'intégration des JC dans une organisation internationale unifiée semble leur avoir coûté une bonne partie de leur vitalité initiale. Ce sont les dirigeants de la première génération qu'on trouvera parmi les hommes qui se battent dans les oppositions. La deuxième génération fournit les *apparatchiki* qui accèdent aux postes dirigeants au tournant des années 30.

Le Secours ouvrier international (MRP), à l'origine une sorte de Croix-Rouge communiste, brasse des sommes considérables et vient au secours des victimes de la répression, communistes mais aussi anarchistes injustement accusés de terrorisme. Elle a été une organisation bien structurée et une entreprise bien gérée avec de larges activités, de l'humanitaire au culturel, et a certainement soulagé bien des misères. La nécessité de ne pas tarir des sources financières importantes a facilité la volonté d'indépendance de Münzenberg, dont les capacités protègent en quelque sorte cette zone fragile autant qu'utile. Pourtant, son Secours rouge international (MOPR) n'est pas humanitaire, mais politique, étroitement contrôlé à ce titre. Les communistes, par l'intermédiaire de ces organisations, réussirent de véritables campagnes mondiales, à l'écho immense, hors de proportion avec leurs propres effectifs, lors de la condamnation de Tom Mooney et Warren Billings, finalement sauvés, pour Sacco et Vanzetti, exécutés en 1927 malgré une série de manifestations internationales grandioses, et finalement aussi par la campagne de 1933 contre le procès de l'incendie du Reichstag à Leipzig, qui se termina par l'acquittement éclatant de Dimitrov. C'est à travers ces campagnes qu'ils se lièrent aux défenseurs des droits de l'homme dans de nombreux pays, notamment des avocats et des juristes.

La Krestintern (KSI), en réalité conseil paysan, n'existe en tant qu'organisation de masse que dans les pays coloniaux où la paysannerie peut constituer, une fois organisée, une force révolutionnaire. Son activité s'est affaissée après le fiasco bulgare et l'arnaque croate. Elle compte un Français parmi ses permanents de Moscou dans les années 30, Charles Martel, ancien secrétaire fédéral du PC dans l'Isère.

La Sportintern organise au plan national et international les sportifs de toute spécialité et veut opposer les sportifs « ouvriers » aux sportifs organisés par les bourgeois. Elle est souvent en conflit avec la KIM. On se doute qu'elle intéresse beaucoup les services d'action. Fidèle à la tradition des Sokols, les Tchèques – Karel Aksamit, Jožka Jabůrková, des sportifs qui sont aussi des cadres politiques – y jouent un rôle essentiel.

Le Secrétariat international des femmes, fidèle à une solide tradition de la IIe Internationale, s'est montré aussi récalcitrant et plus tenace que l'Internationale des jeunes. En 1926, il a été supprimé et remplacé par un simple département féminin de l'exécutif.

Toutes ces organisations internationales sont dirigées par des hommes ou des femmes formés dans les cadres de la Comintern et ne sont que des rouages du contrôle auquel nul n'échappe, d'aucune façon. Il arrive d'ailleurs que les fonctionnaires passent d'un organisme à un autre, par mutation. L'exemple le plus caractéristique de cette subordination est sans doute la fameuse Ligue contre l'impérialisme, construite par Willi Münzenberg, qui avait été un réel succès de la politique de la Comintern, l'associant à des secteurs divers et importants. Nous avons signalé déjà la brutalité du tournant. Münzenberg, qui semble avoir cru d'abord à une erreur passagère, écrivit à Kuusinen, le 28 décem-

bre 1927, après la conférence de Bruxelles : « A la conférence de Bruxelles, nous sommes allés trop fort et trop brutalement. Divers groupes que nous avions pu lier à notre travail et dont nous avions besoin sont de toute évidence devenus méfiants et cherchent à s'éloigner[29]. » En quelques années, sous le contrôle de Lajos Dobos (Louis Gibarti), la Ligue contre l'impérialisme est littéralement anéantie en tant qu'organisation, transformée, selon l'expression de Mustapha Haïkal, en « simple agence de la Comintern », tandis que le secrétariat politique de cette dernière discute pour savoir s'il ne vaudrait pas mieux tout simplement la dissoudre. Mustapha Haïkal donne l'exemple extrême : le gros des archives du secrétariat de la Ligue est tombé à Berlin entre les mains des nazis en 1933, faute d'un accord exprès envoyé de Moscou pour leur transfert à Paris. Le bureaucratisme absurde dépasse ici ses propres limites et devient réellement agent de l'ennemi[30].

MILITANTS COMMUNISTES ET « SERVICES » SOVIÉTIQUES

Il reste le délicat problème des hommes. Lesquels « en » étaient ? Au risque de décevoir les amateurs de sensationnel, nous dirons simplement que ceux-là n'étaient pas forcément les pires. A côté des tueurs de communistes, on trouve en effet des hommes qui ont eu le courage de dénoncer ces crimes au péril de leur vie. L'exemple qu'il ne faut pas oublier est celui du militant du PC polonais Nathan Markovitch Poretski, l'agent Ludwig du 4e Bureau, connu après sa mort sous le nom d'Ignace Reiss. Il n'est pas facile de répondre à la question de l'identification des « agents », car les documents du GPU, du NKVD, etc. ne sont accessibles à Moscou qu'à une minorité de privilégiés de la fortune ou de la position sociale. Mais, par ailleurs, tout travail sérieux sur une section nationale fait apparaître des membres des JC qui jouent le rôle de « courrier », travaillent pour l'Internationale communiste ici ou là. Au sujet des « extensions du GPU » ou du 4e Bureau dans l'OMS et la Comintern, nous avons déjà mentionné Mauno Heimo. Il faudrait probablement ajouter, presque sur le même plan, son compatriote Waldemar Tuure Léhen, le Hongrois Ernö Gerö, les Bulgares Minev-Stepanov, Ivanov-Bogdanov, Belov-Damianov surtout, dont l'autorité était énorme. Il ne faudrait pas négliger les Soviétiques, comme Boris Melnikov, A.L. Abramov et autres grands responsables de l'OMS, et finalement la plupart des responsables importants de la Comintern et sans doute aussi ses grands techniciens, comme Richard Jensen et Ernst Wollweber. Par ailleurs, le parti américain fourmille d'agents, grands et petits, et jusque dans la propre famille de Browder, non seulement sa femme, mais aussi sa sœur. Comment distinguer un dirigeant d'un PC et un NKVédiste en service ? A cet égard, le rôle clé de Louis Budenz, ancien et futur fils de l'Église catholique romaine, dans l'assassinat de Trotsky, est exactement celui d'un agent d'exécution dans un gang.

Un problème délicat est celui des membres « hors cadres », ces hommes appartenant à la classe dirigeante que le parti ne peut ni ne veut dévoiler. Le KPD en utilisa plusieurs. Hubert von Ranke, alias Moritz Bressler, rejeton d'une grande famille, fut de ceux-là : sa tentative d'adhérer au KPD se termina par une période de sa vie dans laquelle il travailla pour Gerö et le NKVD, notamment en Espagne, où il rompit. Les Américains aussi en ont eu un, reconnu, descendant d'un milliardaire de légende, Cornelius Vanderbilt. Frederick Vanderbilt Field, qui admet son appartenance au PC dans ses Mémoires, ne militait dans aucune cellule mais siégeait au bureau politique. Ernest Lundeen, sénateur du Minnesota, a été accusé *post mortem*, d'être « un agent » et était en tout cas très proche du PC. Et il ne faut pas oublier le fameux Noel Field, représentant d'une organisation

29. Cité par M. Haïkal, « Willi Münzenberg et la Ligue contre l'impérialisme », Willi Münzenberg, colloque, p. 118.

30. *Ibidem*, p. 151.

humanitaire qui essayait de se procurer à Marseille en 1940 les adresses des antistaliniens fuyant les nazis.

Enfin, la vieille socialiste Meta Berger, veuve d'un dirigeant socialiste de droite, adhérente secrète, se révéla très efficace.

Parmi les Français, il faut citer le cas, relevé par Nicole Racine dans le dictionnaire Maitron, de l'écrivain et journaliste André Wurmser qui, toute sa vie, fut censé avoir adhéré au PCF en 1942, alors qu'il en était membre dès 1929 et avait suivi les cours de l'École Lénine en 1932-1934, comme l'on montré un travail universitaire récent d'Annie Burger. Cela ne l'empêcha pas de jouer, en tant que non-communiste, un rôle important dans le CVIA (Comité de vigilance des intellectuels antifascistes) et les organisations d'intellectuels en général.

C'est un cas un peu particulier que celui des membres de la direction de la JSU espagnole, originaires des JS, qui adhérèrent en bloc au PCE en novembre 1936 mais dont l'adhésion ne fut pas rendue publique. Raymond Guyot expliqua devant l'exécutif que cela permettait de gonfler artificiellement les effectifs du PC dans les comités d'organisation. On passe ici, insensiblement, du recrutement de « hors-cadres » au noyautage des organisations alliées.

Ajoutons qu'il existe des agents « en sommeil », que l'on peut au besoin réveiller, comme Gaston Yernaux le fut par le parti belge lors du passage à la lutte armée. C'est peut-être aussi le cas de Claude Servais, dont nous parlons plus loin.

QUI « EN » ÉTAIT ?

Il reste une question qui passionne les échotiers, mais qui est loin d'avoir l'importance qu'ils lui attribuent : qui étaient, dans les différents partis communistes, les « hommes de Moscou », ceux qui avaient été gagnés aux « services », comme on disait avec pudeur et prudence quand on ne pouvait faire autrement que d'en parler, bref, ceux qui contrôlaient les contrôleurs ?

Pour la France, les dossiers d'Orlov ont fait enfin apparaître le nom de Georges Soria. Il soulevait beaucoup d'hostilité parmi ses camarades, et des documents de Moscou – notamment une lettre qui est à coup sûr de Vital Gayman, le commandant Vidal – se plaignent de lui et de ses articles. A vrai dire, on s'en doutait, c'était un grand agent de désinformation, le complice agissant des pires crimes commis en Espagne. Il était marié à Julia Rodríguez Danilevskaïa, important agent, directement placée sous les ordres d'Orlov en Espagne[31]. On a vu apparaître, sur la base des archives de Moscou, les noms d'hommes beaucoup moins connus, comme Charles Hainchelin ou Giovanni Sosso, dit colonel Guillemot, rencontrés tous les deux au cours de l'enquête sur l'assassinat de Pietro Tresso. On a parlé aussi de Joseph Beaufils, dit ultérieurement colonel Drumont, relais de l'OMS en 1933 à Paris pour des communistes berlinois, présent aux côtés de Dallidet en 1939, de Georges Beyer, aussi, du Service B. La rumeur – renforcée par les affirmations de Trotsky – a longtemps accusé aussi Jacques Duclos. La menace réelle qui a pesé sur lui à Moscou à la fin des années 30 ne joue pas à sa décharge, à une époque où des hommes du NKVD étaient parmi les cibles comme parmi les victimes. En 1932, c'est lui qui, à Moscou même, menace de mesures « pénales » du droit soviétique les Espagnols autour de Bullejos, qui tenteraient, alors qu'ils sont exclus, de joindre leurs compatriotes. L'ancien dirigeant des JC et député Maurice Honel en était. Il a même participé en 1930 à l'enlèvement du général blanc Koutiepov, à Paris. Nous l'avons rencontré en plusieurs

31. « Espias españolas al servicio del KGB », *Cambio 16*, 6 novembre 1995.

circonstances, dans des missions très diverses : en Indochine, pour obtenir la rupture avec les trotskystes, avec les « renégats » de 1940 pour les « surveiller[32] ». Le fait que son camarade d'enfance Pierre Provost ait travaillé avec Cremet pour le 4e Bureau inspire peut-être les rumeurs sur Rosa Michel, qui fut avec eux au Mouvement des enfants puis aux JC, d'ailleurs vivier de recrutement d'« agents ». On a prononcé bien d'autres noms. Celui de Raymond Guyot au premier chef, dont Faligot et Kauffer écrivent qu'il baigna toute sa vie « dans l'atmosphère fétide des missions spéciales[33] ». Il était le chef du « département spécial » au WEB. Nous savons entre autres que c'est lui qui veilla personnellement à l'infiltration dans les Jeunesses socialistes du jeune agent Daniel Béranger, compagnon de Montserrat, la sœur de Mercader, qui joua dans l'ombre un rôle important, hébergeant Mercader en 1938 et le colonel Gilles sous l'Occupation. Raymond Guyot fut parachuté en France en 1943 par le SOE sur la base de l'accord SOE-NKVD pour les parachutages en Europe occupée, ce qui est évidemment une présomption, non une preuve. On a parlé aussi de Marius Magnien, d'Octave Rabaté, de l'enseignant Georges Fournial, essentiellement, semble-t-il, à cause de leurs responsabilités internationales, de Jean Jérôme, Maurice Tréand, Léon Mauvais, Pierre Villon pour leurs rôles spécifiques. On a mis, à regret sans doute, des points d'interrogation sur Francine Fromond, jeune et belle femme, dévouée et héroïque, morte sous la torture, elle qui connaissait tant de secrets, et Mounette Dutilleul, femme de dévouement et d'énergie, pour son rôle au SRI et aux cadres.

Pour les autres partis, sont souvent cités les noms des Italiens Giulio Ceretti, dit Allard, de Vittorio Vidali, dont Carlo Tresca disait qu'on « sentait l'odeur de la mort » quand il arrivait[34]... Parmi ceux pour lesquels on a plus que des présomptions, on peut citer Carlo Codevilla, dit le Maure, tueur spécialisé qui fut assassiné, de Vittorio Codovilla, de l'Écossais Alex Massie, des JC et de la KIM, de l'Anglais David Springhall, condamné pour espionnage au service de l'URSS en 1943, d'Artur Illner, Richard Staimer et de nombre de ceux qui utilisèrent la couverture d'interbrigadistes en Espagne, sans oublier l'acrobate Irving Goff, dont nous savons qu'il a plus tard servi l'OSS en Italie avec l'accord de son parti et malgré les réserves des dirigeants de la Comintern. La polémique n'est pas terminée aujourd'hui autour d'Artur London. L'attention enfin ne s'est que rarement portée sur celui qui, de son vivant, le mettait en cause, Hubert von Ranke, qui, sous le nom de Moritz Bressler, joua pourtant un rôle policier important en Espagne, avant de prendre conscience du rôle qui était le sien et de s'évader[35]. On a cité aussi Fritz (Bedrich) Geminder, le Tchécoslovaque, le féroce Hongrois Michal Wolf, Béla Biro (à ne pas confondre avec Zoltán Rákosi dit Biro), les Polonais Jan Paszyn, Bierut, Marceli Novotko et, bien sûr, Boleslaw Molojec avec son supérieur, le Bulgare Ivanov et l'autre Bulgare Vlko Tchervenkov, le beau-frère de Dimitrov, la Roumaine Anna Pauker, les Italiens Antonio Roasio et Luigi Polano. On n'a pas mentionné le jeune Tchèque Jan Černy, des « Cadres » à Albacete, ni ses compatriotes, Josefa Fajmanová, qui avait reçu une formation de trois années en URSS, ou Jožka Jabůrková, passée par Sportintern et l'École Lénine, qui ont « le bon profil ».

32. Le point de la question est fait dans un autre livre de R. Faligot et R. Kauffer, *Les Secrets de l'espionnage français*, p. 347-348.

33. R. Faligot et R. Kauffer, *Kang Sheng et les services secrets chinois, op. cit.*, p. 133. La même phrase s'applique au fameux policier tortionnaire Farkas.

34. *Who killed Tresca ?*, p. 13, cité dans P. Broué, « L'affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, 1979, p. 166.

35. C'est sous la caution et avec la recommandation de deux hommes qui avaient été ses « victimes », Manès Sperber et Paul Thälmann, que j'ai pris contact avec Hubert von Ranke, qui, au lendemain de la parution de mon premier livre sur l'Espagne, où il avait sévi sous le nom de Moritz Bressler, me signala qu'Artur London, dit Gerhardt, avait été l'un de ses proches collaborateurs dans la répression des poumistes, trotskystes et autres « gauchistes ».

On trouve des indications sur les Espagnols recrutés par le NKVD pendant et juste après la guerre civile dans l'ouvrage de David Pike. Ce dernier mentionne Pedro Martínez Cartón, membre du bureau politique, et surtout Joaquín Olaso, adjoint de Gerö à Barcelone, qui fut ensuite un chasseur de trotskystes et de poumistes en France, puis l'un des dirigeants des FTP-MOI, avant de finir sa vie par un double désastre, accusé – faussement, disent certains – d'avoir été dénonciateur et mis en quarantaine. Sa compagne, Dolorès García, fut secrétaire de Pablo Neruda à l'ambassade du Chili à Paris pour renforcer le contrôle sur les réfugiés d'Espagne à destination de l'Amérique latine. Pike cite aussi le jeune Santiago de Paul, fils de la députée socialiste Margarita Nelken, tué en 1943 sur le front de l'Est comme capitaine de la Garde dans l'Armée rouge. Jesús Hernández, après sa dénonciation de Vidali, a été accusé par le PCE d'en être. On se demande si Carmen de Pedro aurait pu occuper les fonctions qu'elle occupa si elle n'en avait pas été. Nombreux aussi ont été les agents dans les services de police divers, particulièrement le SIM, qu'il fallait contrôler directement, et dont nous avons parlé au passage, comme Francisco Ordoñez ou Santiago Garcès. Soudoplatov a fait connaître aussi l'existence d'Africa, de son vrai nom Maria de las Heras, une Espagnole, fille d'officier, ancienne des Jeunesses communistes, spécialiste de radio, qui communiqua les informations à Moscou pendant le séjour de Trotsky en Norvège et au Mexique mais qui, contrairement à ce qu'il a écrit, ne fut pas la secrétaire de l'exilé[36]. Elle mourut colonel du NKVD. C'est à la même catégorie qu'appartiennent les deux sœurs Elena et Julia Rodríguez Danilevskaia, elles aussi des filles d'officiers, communistes en 1936, la première dans l'équipe d'Eitingon, la seconde, collaboratrice d'Orlov et épouse du journaliste français Soria[37]. Et puis il y a Caridad Mercader, la mère de l'assassin de Trotsky, dont il est difficile de penser qu'elle n'était pas déjà des services quand elle était, en 1934 membre de la XV[e] section de la SFIO à Paris, quand elle organisa, sous le contrôle de Raymond Guyot, l'entrée dans les JS du jeune agent Daniel Béranger, l'ami de sa fille.

Pour les Grecs, il y a eu bien des noms proposés ou suggérés : ainsi Sakarelos, meurtrier d'un archiomarxiste, plus tard envoyé pour « redresser » le PC en 1943, Bartzotas, qui s'est vanté de la suppression par l'OPLA de 800 « trotskystes », et probablement Damianos Mathessis, chargé, selon Stinas, de missions de confiance de la Comintern[38]. Arkadi Vaksberg, qui ne mentionne pas ses sources, ce qui ne l'empêche pas d'affirmer sans crainte – il a souvent vu les dossiers interdits au commun des mortels –, cite les Chinois Zhou Enlai, Liu Shaoqi et le Sino-Russe Guo, recrutés, écrit-il, par Boris Melnikov au temps où il était consul général à Kharbine[39]. Nous pouvons ajouter pour l'Amérique latine, des personnages, bien différents les uns des autres : Fabio Grobart, à Cuba, Ricardo A. Martínez, le « dur » Vénézuélien, mais peut-être aussi le héros de l'insurrection salvadorienne Agustín Farabundo Martí, ancien de la Comintern chez Sandino, qu'un historien cité par Roque Dalton dans son travail sur Miguel Marmol appelle « un agent direct » *(« un agente directo, una especie de vocal de la Internacional comunista »)*[40], dont tous les témoignages font un homme d'une qualité exceptionnelle.

Enfin, il ne faut pas oublier celle que les amoureux de sensation ont baptisée « la Mata Hari » de la Comintern, l'Américaine Agnes Smedley. Elle a effectivement au moins un très beau tableau de chasse érotique, avec une belle pièce, Mao Zedong soi-même. Elle et Tina Modotti, qui fut l'amie de Vidali, mais aussi de Diego Rivera, de Xavier Guerrero

36. P. Soudoplatov, *Missions spéciales*, p. 102, 115.
37. « Espias espanolas al servicio del KGB », *loc. cit.*
38. Stinas, *op. cit.*, p. 212.
39. A. Vaksberg, *Hôtel Lux*, p. 219-220.
40. R. Dalton, *op. cit.*, p. 174.

et de tant d'autres comme Julio Antonio Mella, sont des espionnes ou agents de charme, au point qu'une mode fait qu'on découvre aujourd'hui celui de Tina Modotti sans jamais rappeler qu'il était terriblement vénéneux et que longue est la liste de ceux qu'on l'a accusée de les avoir entraînés vers les gueules des Mauser. Il y a là un aspect d'autant plus piquant que sévissait aussi dans les cadres de la Comintern et de certains PC, pas très loin du cœur de l'appareil, un rigorisme moralisant très strict. Waack n'écrit-il pas que Germaine Willard, championne des droits de l'homme et des causes féminines, épouse de l'avocat Marcel Willard, fit la grimace pour la campagne de soutien d'Olga Benario, emprisonnée au Brésil, car cette dernière avait eu, à son sens, un peu trop de « maris » et qu'on ne savait pas qui était réellement le père de l'enfant qu'elle portait[41] ? On peut dire que la dame de France manifesta à cette occasion une innocence vraie, car le rôle des femmes embauchées par le NKVD ne se limitait évidemment pas, même quand elles étaient simples secrétaires, à la station verticale.

Nous dirons cependant, pour terminer, que la question que nous venons de poser parce qu'elle est à la mode dans une certaine littérature historique est dans une large mesure tout à fait vaine. Membre ou non des « services », tout militant, et particulièrement tout cadre de l'appareil de l'Internationale et d'un parti, travaillait avec et pour les services, adressait des rapports sur les hommes qui allaient dans leurs bureaux, exécutait les ordres qu'ils lançaient. Ce à quoi peu de commentateurs du livre de Bartošek où il aborde l'affaire London semblent avoir pensé. L'historien, sous peine de donner dans l'« espionnite », doit réagir contre la vision conventionnelle selon laquelle un communiste entre dans les services comme on devient espion en entrant dans un réseau. Car chaque communiste, par son appartenance même, est dévoué aux ordres de cette catégorie supérieure de communistes que sont les agents des services. Il n'y a rien de plus et rien de moins à dire. A s'en souvenir, on évitera des polémiques aussi bruyantes que destructrices. Une dernière remarque : il y a un changement des mentalités dans les « services » comme dans les rangs de la bureaucratie, que l'on peut situer approximativement au milieu des années 30. Il est vrai qu'avant cette date les plus convaincus et les plus désintéressés des militants communistes considéraient comme un honneur l'appartenance aux services, qui rassemblaient « les meilleurs ». A partir du milieu des années 30, on voit apparaître en nombre les « professionnels » de l'espionnage, du vol et du meurtre, les mercenaires comme Roland Abbiate et les sanguinaires, les Russes blancs à la recherche d'un billet de retour, comme Sergéi Efron, mari de poétesse, que certains prétendent avoir découvert dans les archives alors qu'il était dénoncé dès les années 30 par les Rosmer, Victor Serge et autres amis de Trotsky.

LES « ESPIONS » QUI VENAIENT DU FROID

Certaines affaires pourtant sentent à plein nez l'espionnage pur et simple, et la recherche sur Comintern et parti communiste se réduit alors à la chasse sur les pistes à espions. Laissons, comme trop connus, Trepper et l'Orchestre rouge, affaire de communistes. Le cas le plus célèbre est bien entendu « l'affaire Iltis », bien éclairée aujourd'hui par Roger Faligot et Rémi Kauffer[42], dont l'analyse a été confirmée depuis par les documents trouvés en Allemagne de l'Est. Sous le pseudonyme de Boulanger, l'homme était devenu un personnage important des FTP. Or on découvre qu'il a donné à la Gestapo toute leur direction dans la zone Sud. Il apparaît ensuite qu'Iltis était né en Allemagne, Lucian et non Lucien, avait été membre du KPD, élève de l'École Lénine de 1929 à 1931, officier

41. W. Waack, *Camaradas*, p. 339.
42. R. Faligot et R. Kauffer, *Service B*, p. 271-277.

de l'Armée rouge, chargé, dans le service de renseignements du KPD, de l'infiltration de la police[43]. Transféré en Autriche, puis en France, il est rédacteur en chef de l'*Humanité* d'Alsace-Lorraine de 1936 à 1939. Pris par les Allemands en 1940, il aurait été « retourné » par la Gestapo. Deux, voire trois, hypothèses. Ou bien Lucian Iltis était un ennemi du communisme infiltré dans l'appareil, et l'on ne peut dans ce cas que constater qu'un homme parvenu à ce niveau peut occuper les fonctions les plus importantes dans un parti communiste comme s'il était muni d'un passe-partout et d'un passeport universel. Ou bien c'était un communiste de très haut niveau qui avait accepté de se faire mouchard et sur lequel son parti était resté très discret alors qu'il dénonçait au même moment comme espions des militants coupables de simples critiques. La troisième hypothèse, à partir de l'attitude d'Iltis en 1940, c'est que son comportement serait une manifestation d'une collaboration plus étroite qu'on ne l'a dit entre services allemands et soviétiques. Ce serait très grave, infiniment grave s'il apparaissait que cette collaboration s'articula pour détruire un pan entier du PCF, son organisation en zone Sud. Et l'on comprendrait mal que le silence soit maintenu aujourd'hui encore.

Des personnages rencontrés dans l'univers des partis, des agents ou des « non-personnes » ont longtemps été des mystères pour nous. Citons-en deux, presque élucidés. Louis Monnereau, qui était un cadre important, compagnon d'une ex-secrétaire de la fédération de la Seine, secrétaire de confiance de la Comintern dans les années 30, Suzanne Tilge, a été condamné à dix ans de prison en 1931 pour espionnage, et le Maitron nous assure que seul Vassart le rencontrait épisodiquement. On découvre à Moscou que, sous le nom de Garnier, il a fait partie de la délégation du PCF au VII[e] congrès de la Comintern. Puis Peter Huber nous apprend que cet homme, que tout désigne comme un collaborateur du NKVD, a été de 1935 à 1937 membre du secrétariat de Manouilsky[44]. Claude Servais, membre des JC en 1925, secrétaire régional de la RP en 1926, élève de l'École Lénine, secrétaire à l'agit-prop du PC en 1930, blâmé pour son appartenance au « groupe », est affecté à Moscou où il travaille au secrétariat latin de la Comintern, puis est exclu pour un motif que nous ignorons. Il revient en France et doit se tenir à l'écart du PC. Il travaille en usine sous le nom de Marcel Fabre. Étranger, il ne peut s'engager dans l'armée française, sauf la Légion étrangère, et renonce. Réintégré dans le PC clandestin en octobre 1940, il est chef de secteur FTP dans la région parisienne dès leur création. Interrégional FTP dans l'Yonne, puis à Bordeaux, il est tué en 1944, après avoir été blessé dans un accrochage. Peter Huber nous apprend qu'il était en 1937 membre du secrétariat de Manouilsky[45]. Les dossiers qui contiennent la vérité sur ces gens-là et sur d'autres, insoupçonnés aujourd'hui, sont encore inaccessibles. Personne ne peut donc, sauf exception, sur de telles questions et pour le moment, affirmer quoi que ce soit, sauf quand tous les papiers de Moscou seront disponibles et pourront être recoupés.

LE CONTRÔLE DU GPU SUR LES PARTIS

Nous n'allons pas ouvrir à nouveau la querelle sur l'appartenance de Jacques Duclos au GPU, affirmée par Trotsky, qui pensait en outre qu'il était le vrai « patron » du parti de par ses fonctions secrètes. La subordination des sections nationales à la Comintern et parfois directement au NKVD, elle, n'est en tout cas pas discutable. L'exemple le plus frappant est évidemment celui du PC mexicain, dont Hernán Laborde et Valentín Campa,

43. *Der Nachrichtendienst der KPD 1919-1937*, p. 205.
44. « The Cadre Department, the OMS and the "Dimitrov" and "Manuilsky" Secretariats during the Phase of the Terror », *Centre and Periphery*, p. 151.
45. *Ibidem*, p. 152.

ses principaux dirigeants, qui avaient jusqu'alors mené sans sourciller une abominable campagne de calomnies contre Trotsky, regimbèrent quand il fut question de mettre le parti mexicain au service de l'infrastructure de son assassinat, l'« opération Canard », comme l'exigeait le NKVD. C'est en effet un congrès extraordinaire de ce parti, tenu du 24 au 29 février 1940, qui, sous la pression de la Comintern, parlant publiquement sous le pseudonyme d'une « commission d'épuration », élimina Laborde et Campa comme « trotskystes et corrompus » et ouvrit la voie à la mobilisation d'un parti entier pour un assassinat et la couverture des assassins. Nous connaissons une partie des faits par les Mémoires de Valentín Campa[46], qui signale le rôle important joué dans l'affaire par l'Argentin Codovilla et le Vénézuélien Ricardo A. Martínez, auxquels nous pouvons ajouter V. Vidali, seulement plus discret, parce que réfugié. Le congrès fut évidemment accompagné d'une forte poussée de fièvre de culte pour Staline, quelques mois après le pacte germano-soviétique. Le PC mexicain ne s'en est jamais remis. Pour le contrôle dans la vie quotidienne, on peut citer le PSUC, dont les dirigeants, regroupés à dessein dans le grand immeuble de la Pedrera, à Barcelone, sont ainsi surveillés par les services d'un homme de Gerö déjà cité, Joaquín Olaso, qui les surveille au titre de l'État (inspecteur général de l'ordre public et membre du SIM) et du parti (section des cadres et commission de contrôle), incarnant ainsi le rêve de toute police politique.

Une ultime remarque est nécessaire : dans les moments de grande tension, campagne de terreur ou, au contraire, résistance à une répression sévère, les frontières s'effacent entre les combattants de cette armée bien particulière. Ainsi, pendant la Résistance française, un membre de la section des cadres a-t-il le droit, sous certaines conditions, comme un membre des services, de négocier avec le SOE. Et des communistes, une fois leur parti au pouvoir, acceptent de travailler pour la Sécurité parce que c'est, croient-ils, leur devoir ! C'est une difficulté suplémentaire de taille pour l'enquêteur. Nous ne manquons pas d'exemples. Le plus connu est évidemment celui de Richard Sorge – en qui certains auteurs ont salué « l'espion du siècle » –, qui commença comme militant du KPD, devint membre de son *M-Apparat*, servit la Comintern par l'OMS plusieurs années, devint finalement un homme du 4ᵉ Bureau de l'Armée rouge, un espion de grande classe. De même, les Français Joseph Tommasi et Jean Cremet, l'un après l'autre, tous deux membres de la direction, ont été au service de l'espionnage de l'État soviétique par l'intermédiaire du même 4ᵉ Bureau, ce qui brisa leurs positions dans le parti et la Comintern. Ils se considéraient dans leur « réseau » comme des militants communistes affectés à des tâches spéciales. Il est possible que des accusations d'appartenir aux services aient été portées faussement contre tel ou tel, mais il nous semble que les victimes seraient mieux inspirées en se tournant vers Moscou pour obtenir des copies certifiées de leur dossier personnel que de pousser les hauts cris et de porter plainte devant des tribunaux occidentaux qui manquent évidemment d'éléments pour trancher.

LA FORMATION DES CADRES : LES UNIVERSITÉS COMMUNISTES

Bien entendu, l'un des premiers soucis des gouvernants soviétiques et des dirigeants de la Comintern avait été la formation de cadres communistes d'un niveau scientifique sérieux. Les *Rabfaki*, qui servaient de pont entre l'usine et l'université, l'Institut des professeurs rouges, furent des institutions dont on voulait, du temps de Lénine, faire les instruments de cette politique. C'est dans le même état d'esprit qu'avaient été fondées les universités destinées aux étrangers : la KUTV, Université des peuples d'Orient, qui, dès

46. V. Campa, *Mi Testimonio*, 1978, dans le chapitre « El Caso Trotsky », p. 159-166.

1921, recevait plus de 600 étudiants appartenant à 44 nationalités, la KUNMZ, pour les minorités nationales d'Occident, avec le même statut près l'Université Sverdlov que l'École supérieure du parti, fondée en 1919. Jusqu'en 1927, ces universités avaient eu des recteurs choisis en fonction de leurs compétences et quels qu'aient été leurs liens passés avec d'autres partis ou récents avec une opposition : Broido, un ancien menchevik, Marchlewski, Froumkina, ancienne bundiste, Regina Budzinska, Karl Radek, membres de l'opposition unifiée, étaient de prestigieux recteurs, et le corps enseignant comptait des *oppositsionneri* connus.

Peng Shuzhi puis Wang Fanxi n'ont mentionné qu'en passant les conditions de vie des étudiants dans l'une de ces universités, la KUTV, qu'on appelait aussi *Dongda*. Aleksandr Pantsov a expliqué l'organisation des études et de la recherche, les problèmes d'organisation en général[47]. Peng parle de la joie des étudiants chinois s'attendant à étudier à plein temps dans d'excellentes conditions matérielles, et indique qu'il ne cessa, pendant son séjour à Moscou, de souffrir de la faim, ce qui était le sort de la majorité dans le pays[48]. On devine à travers ses Souvenirs et ceux de Wang Fanxi qu'il y avait assez peu de confort en temps ordinaire et que les étudiants dormaient dans de vastes dortoirs, que la préparation militaire était prise sur le temps des vacances, avec un séjour d'un mois en caserne, et que l'hygiène laissait à désirer. Au total, toutes les écoles de la Comintern auraient donné une formation supérieure à 3 000 communistes environ, dont on ne saurait dire combien survécurent aux purges de la fin des années 30. Nous ne prenons pas en compte ici les sections pour étrangers des écoles militaires, particulièrement l'Académie Frounze, qui en a formé quelques-uns. Le tableau est moins brillant pour les sections nationales, car la Comintern se refuse à subventionner leurs écoles centrales. Il y a celle de Bobigny, en France, la première et longtemps la seule, des projets souvent repoussés, rarement réalisés, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, en Norvège, en Grande-Bretagne.

L'ÉCOLE INTERNATIONALE LÉNINE

Les dirigeants prirent rapidement conscience que les universités existantes ne correspondaient pas aux besoins des dirigeants à l'époque de la « bolchevisation ». C'est en mai 1926, après plusieurs échecs, que s'ouvrit, au 25a de la rue Vorovskaïa, non loin de l'Arbat, dans un ancien pensionnat pour jeunes filles, doublé d'un bâtiment neuf de style stalinien, l'École internationale Lénine (ISL), qui allait se charger de la scolarité des cadres communistes internationaux. Elle eut pour recteurs Boukharine, puis Klavdia Kirsanova, compagne d'Iaroslavsky, Wilhelm Pieck, de nouveau Klavdia Kirsanova, Vlko Tchervenkov enfin et le Bulgare Mikhailov à Kouchnarenkovo pendant la guerre. La scolarité, d'abord de deux années, fut portée à trois, puis ramenée à deux. Il y avait cependant un cycle spécial court de neuf mois. Les étudiants ne se plaignaient pas de leur sort. Ils avaient chambre à quatre, puis deux, et tables de travail, une bonne cantine, beaucoup de liens avec le monde communiste de Moscou. Robrieux signale qu'on manquait de lavabos et d'installations sanitaires. Les étudiants recevaient une bourse substantielle, équivalant au salaire d'un couple de travailleurs soviétiques[49]. Ils disposaient d'un manège et de chevaux qu'on pouvait monter, ce qui attirait des hôtes du Lux, dont Brandler

47. Voir le premier chapitre de l'étude d'A. Pantsov, « Les étudiants chinois en Russie soviétique », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 57, 1966, p. 7-32.

48. Peng Shuzhi, *op. cit.*, p. 265-266.

49. C'est ce que dit Manouilsky, selon Babitchenko, « Die Kaderschulung für Komintern », *Jahrbuch für Kommunismus forschung*, 1993, p. 37-59. Wicks parle d'une somme équivalant à la moitié. De toute façon, ils étaient privilégiés.

pendant son long séjour[50]. La sélection était opérée par la direction des sections nationales, mais les élèves ainsi présentés avaient à subir un examen écrit sur la base de lectures établies par l'École. Nombre de dirigeants importants sont passés par là. Mais le niveau d'instruction est faible, et c'est voulu. Codovilla écrit à ce sujet au Vénézuélien Martínez de la Torre, le 29 mars 1929 : « L'élève doit être un ouvrier ou un paysan, qui connaît les quatre opérations élémentaires et a un esprit révolutionnaire éprouvé. Il doit bien se porter – le changement de climat pourrait lui nuire – et avoir entre vingt et trente-cinq ans[51]. » Le très faible niveau de scolarisation de la grande majorité des élèves posait de gros problèmes pédagogiques au staff des enseignants, pris dans les organismes centraux de la Comintern, et qui ne brillaient pas par leurs qualités d'enseignants, mais plus souvent par leurs qualités d'agitateurs. C'était d'ailleurs ce qui était nécessaire pour répondre aux exigences des axes prévus pour la formation : l'étude de l'histoire du PCR(b), de l'expérience des bolcheviks et de la construction du socialisme en URSS, vus, on s'en doute, à partir de 1927, avec des lunettes staliniennes.

Nous avons pris connaissance de trois témoignages, ceux du jeune Anglais Harry Wicks, du Français Albert Vassart et du Brésilien Heitor Ferreira Lima. Harry Wicks a passé deux années à l'école à partir de l'automne 1927, sous un pseudonyme, comme tous les élèves, lesquels remettaient leur passeport et changeaient d'identité pour la durée du séjour. Il s'appelait lui-même Jack Tanner et n'a identifié qu'un petit nombre de condisciples, à l'exception des Anglais qu'il connaissait déjà. Parmi eux, Jim Larkin fils, Anna Pauker, sa future femme, Vlko Tchervenkov et sa future femme, sœur de Dimitrov, l'Américain Joseph Cass (Kornfeder). Le séjour commençait par un stage en usine couplé avec des cours de russe. Wicks, à la fin de son séjour, lisait et parlait le russe couramment. Puis commençaient les cours, avec une répartition en quatre sections de langue, russe, français, anglais et allemand. Il y avait d'infinies possibilités de traduction. Le département de Wicks était dirigé par le Canadien Stewart Smith, élève de 3ᵉ année. Les enseignants étaient soit instructeurs, soit « professeurs rouges », chefs de département. Ainsi, celui d'histoire, pour qui Wicks eut beaucoup d'admiration, était le philosophe hongrois Laszlo Rudas. Isaak Minc dirigeait celui du léninisme. Les conférenciers ne manquaient pas, visiteurs notamment[52]. Heitor Ferreira Lima, pour sa part, cite l'enseignant d'économie L. Segal, pour qui il a beaucoup d'admiration, le Polonais Malecki, le Bulgare Kabaktchiev, le Russe Majorsky, qui enseigne l'histoire du PCR(b), et, parmi les conférenciers, Losovsky et Boukharine[53]. Un des enseignements de l'école qui a le plus intéressé Wicks a été apparemment la préparation militaire. Il écrit :

> En plus des exigences académiques, on attendait de nous que nous participions à l'Ossoaviakhim (préparation militaire). Nous commencions par les armes de base. Un officier de l'Armée rouge dans un bel uniforme venait avec un assortiment d'armes courtes, russes et autres, et de mitraillettes, modernes et anciennes. Il les démontait, mélangeait les pièces et nous demandait de les remonter. Plus tard – et bien sûr c'était un peu particulier à l'École Lénine – nous passions à l'étude des insurrections, nous nous servions de jeux et de simulations ; nos exemples récents comprenaient la Russie, l'insurrection de Hambourg, celle d'Estonie, celle d'Irlande en 1916, etc. C'est dans ce contexte que j'ai connu Erich Wollenberg[54].

Il semble, d'après les éléments apportés par Leonid Babitchenko, qu'un effort fut

50. H. Wicks, *Keeping my Head*, p. 84.
51. RTsKhIDNI, F/495/218 :6/9-11.
52. H. Wicks, *op. cit.*, p. 86-88.
53. H. Ferreira Lima, *op. cit.*, p. 84.
54. H. Wicks, *op. cit.*, p. 90.

décidé pour abandonner « les lunettes roses » et voir la réalité, y compris dans ses aspects négatifs. Sans doute essayait-on vraiment de former des cadres, mais cela n'allait pas jusqu'à leur laisser exposer les véritables propositions des « trotskystes ». Du temps de Wicks, les élèves gardaient une certaine indépendance dans l'expression de leur jugement. A la fin de la première année, Stewart Smith proposa une résolution dans laquelle il était dit que Trotsky était « objectivement révolutionnaire ». L'Américain Cass (Kornfeder) proposa un amendement pour faire disparaître cette affirmation ; il n'obtint que deux voix, la sienne et celle de Wicks[55]. En revanche, la situation se détériora rapidement avec la publication déjà mentionnée de la lettre adressée par Staline à la revue *Proletarskaïa Revoliutsia*. A très juste titre inquiets, sinon effrayés, les enseignants et les chercheurs commencèrent à chercher un abri contre d'éventuelles accusations et le trouvèrent sous le couvert de la multiplication de citations de Lénine et de Staline, ce qui n'avait pas exactement le résultat recherché quant à l'amélioration et l'élévation du niveau de l'enseignement. Il y eut en 1934 une nouvelle tentative d'élever le niveau en faisant appel à de bons enseignants, comme Arnold Reisberg, l'historien autrichien, ou Magyar et Safarov, mais elle tourna court avec la vague de répression de la fin de l'année, après l'assassinat de Kirov et les arrestations d'enseignants – dont deux précités. L'École Lénine ne pouvait échapper à la société dont elle était le produit. Quand elle produisit des fruits, ce furent des fruits secs. Avec les grandes purges et la mobilisation des étudiants contre les maîtres dénoncés, comme Reisberg, ce fut la décomposition morale totale[56]. La révocation de Kirsanova en 1937 et l'intronisation à sa place de Tchervenkov, un homme de Dimitrov, étaient le signe que l'École internationale Lénine était entraînée dans le tourbillon stalinien. Son dernier directeur fut encore un Bulgare, Ruben Avramov, dit Mikhaïlov. Wolfgang Leonhard, dans ses Mémoires, nous a laissé une description intéressante de sa dernière année à Kouchnarenkovo. Combien d'élèves avaient suivi ses cours ? Entre 1926 et 1930, deux sources divergent, l'une indiquant 413, l'autre 560 personnes ; pour la période de 1926 à 1931, on est d'accord pour le chiffre de 903, et pour 1932-33, pour celui de 597.

RÉACTIONS DES OPPOSANTS

Une dernière question se pose, celle des résistances rencontrées par cette transformation, à un moment ou à un autre, en nous en tenant à l'appareil russe et à celui de l'Internationale, une fois chassées les grandes oppositions. Nous parlons ici de ceux de leurs membres qui ont compris qu'ils n'étaient pas sur la même ligne que la direction et qui se sont consciemment opposés à elle, d'une façon ou d'une autre, le plus souvent dans de petits groupes qui pouvaient passer pour des coteries amicales. En URSS, en règle générale, une conversation ou une autre ayant été dénoncée, les prétendus « comploteurs » ont le plus souvent reconnu le propos incriminé et essayé de le compenser par l'ardeur d'une autocritique approfondie qui avait pour but de désarmer l'éventuel délateur, nouveau ou aux aguets. Ceux qui résistaient – ils étaient rares – ont généralement disparu, les autres – ceux qui semblaient ruser – ont été laissés dans une liberté très surveillée par le GPU et entourés de mouchards, jusqu'à la prochaine arrestation.

Relevons simplement que le début de la reconstitution de « groupes » ou de « cercles » s'accompagne d'une tendance, d'un désir d'unification des oppositions, comme nous l'avons remarqué précédemment. Cette intention nettement formulée de la part d'hommes

55. *Ibidem*, p. 97.

56. H. Schafranek, « Die Internationale Lenin-Schule und der "Fall Reisberg" (1937) », *Jahrbuch 1994. Dokumenten Archiv des österreichische Widerstands*, Vienne.

qui venaient des quatre coins de l'horizon communiste éparpillé avait certainement une signification profonde, même si les coups de la répression ont fini par les museler définitivement. Sans doute faut-il aussi relativiser ici le sens du mot « capitulation ». Pour nombre de « capitulards », il s'agissait seulement de ce qu'ils appelaient entre eux une « capitulation tactique », c'est-à-dire formelle, permettant avant tout de poursuivre le combat et surtout de rester dans le parti pour y poursuivre ce combat, qui, pour la majorité d'entre eux, n'avait pas de sens au-dehors.

Faut-il ajouter que certains de ceux qui tombèrent dans le piège des bureaucrates – mis en avant puis « jetés » sans vergogne, interrogés comme des suspects, traités comme des bandits – quittèrent « le parti » au premier prétexte, ce qui les entraîna parfois très loin ? Pas plus que Jacques Doriot, qui avait été un jeune communiste enthousiaste et courageux, n'était de tout temps destiné à mourir sous l'uniforme allemand des nazis, Henri Barbé ni Pierre Célor, qui avaient été de vaillants combattants ouvriers et antimilitaristes chez les JC, ne l'étaient à devenir doriotistes. Nous ne croyons pas en outre, quant à nous, que, s'ils devinrent tous deux catholiques avant de mourir, ce fut parce que la Providence avait utilisé la main de Staline pour les lui amener ! Ses voies, ici, se laissent facilement retracer. Ceux qui échappaient à la machine à broyer devaient lutter contre une atroce dépression, et la religion était la consolation de leur âme endeuillée – expression que nous choisissons délibérément pour ne pas sembler paraphraser Marx et sa fameuse analyse.

LE RÉGIME DE L'AVENIR

Nous aimerions ajouter à cette séquence la description que donne l'historien et politologue Karel Kaplan du parti et de l'État tchécoslovaque des années 50, en un mot, de l'avenir que les hommes dont nous venons de parler avaient préparé, et qui est à l'image de leur passé :

> Au commencement du pouvoir était le parti. Le Parti communiste qui savait exactement ce qu'il voulait : accaparer le pôle du pouvoir. Tout était subordonné à cet unique objectif. [...] Le noyau dur du Parti communiste était composé d'hommes de la Comintern qui déterminait les orientations politiques. Formés à son école ils avaient assimilé ses idées et ses mœurs qu'ils transposaient dans la vie du parti et la politique en général. Gorgés d'une idéologie intolérante et d'opinions antidémocratiques, ils étaient mentalement incapables d'envisager une cohabitation démocratique avec d'autres courants politiques. Ils n'avaient jamais secoué le lien de subordination vis-à-vis de Moscou, ils étaient passés maîtres dans l'art de tout mettre en oeuvre pour conquérir et maintenir leur pouvoir.
>
> L'étude des procès politiques me permit de mieux connaître la véritable essence du système[57].

Il en vient à traiter de la subordination totale, aveugle, des dirigeants tchécoslovaques à Moscou, du réseau des « conseillers soviétiques », et surtout de l'existence et de l'action d'« un service international de sécurité, dirigé par Moscou et opérant dans les pays socialistes derrière le dos de leurs organes politiques[58] ». Il s'attache ensuite à décrire l'arbitraire généralisé : « D'une part, très peu de familles n'ont pas eu à souffrir directement ou indirectement de l'arbitraire, sous les formes les plus variées. D'autre part, l'écrasante majorité de ces victimes étaient des ouvriers, des agriculteurs, des artisans ou des fonctionnaires [...] : l'arbitraire massif frappe justement les masses, donc les travailleurs[59]. » Nous sommes apparemment un peu hors du sujet, pourtant nous comprenons

57. K. Kaplan, *Dans les archives du comité central*, p. 97.
58. *Ibidem*, p. 103-104.
59. *Ibidem*, p. 139.

mieux en quoi et au nom de quels intérêts l'appareil du Parti communiste, son « noyau dur », depuis que Staline et la bureaucratie ont accédé au pouvoir, mène, pour schématiser à l'extrême, une politique de conservation de son pouvoir au détriment des intérêts et des aspirations des masses qu'il prétend représenter. Incontestablement, en dehors de cet aspect des choses, l'ensemble de la politique communiste relèverait de la simple psychopathie.

CHAPITRE XXIX

La montée ouvrière de 1933-1934

La « pensée unique » a mis hors la loi non seulement les révolutions, mais aussi « les masses ». Dans le meilleur des cas, le spécialiste académique fronce le nez en demandant de quoi il s'agit et ce que sont ces « masses ». De temps en temps, pourtant, l'histoire en train de se faire, la vie, si l'on préfère, démontre une fois de plus leur réalité.

L'ÉVEIL DES « MASSES »

On peut parler de « masses » quand des millions d'individus, le plus souvent des travailleurs, qui forment la majorité du peuple, se groupent, se coagulent de telle sorte qu'ils sentent, pressentent, pensent et agissent de façon collective comme s'ils n'étaient qu'un seul. Il n'y a bien sûr de masses qu'en attente ou en action. Refuser de le voir, c'est évidemment se condamner à ne pas voir un facteur particulièrement puissant de l'histoire sans lequel, souvent, aucune explication n'est possible. C'est ainsi qu'à partir de 1933, après l'arrivée au pouvoir, sans combat, des bandes d'Hitler, les masses, qui avaient disparu de la scène politique européenne, y sont revenues en force, créant une situation entièrement nouvelle. Au fur et à mesure que les informations données de temps en temps par la presse, les témoignages des premiers réfugiés ont fait connaître la réalité concrète de la dictature hitlérienne – la portée du nazisme sur la vie de tous et de chacun –, très rapidement s'est imposée la compréhension de la nécessité absolue de résister. Des hommes ont commencé à comprendre que, même si la victoire n'était sans doute pas au bout de ce premier combat, c'était de toute façon pour le mouvement ouvrier une question de vie et de mort que de résister aux tueurs.

Se manifeste tout d'abord, dans une minorité il est vrai, l'idée ou plutôt le sentiment qu'une défaite sans combat est insupportable et que le combat est absolument nécessaire, sinon pour la victoire immédiate, du moins pour la victoire finale, car il faut bien commencer à se battre, à un moment ou à un autre. Dans un second temps s'impose la recherche des conditions politiques de la victoire, dont la première est, de toute évidence, pour tous et dans tous les pays, de mettre un terme à la division des rangs ouvriers, de réaliser au moins l'unité dans la résistance en action aux attaques de l'ennemi, « le fascisme ». L'aspiration à l'unité s'est manifesté dans tous les partis, mais moins dans les

PC, où les sentiments des travailleurs sont plus soigneusement contrôlés et bridés. Elle a été particulièrement vigoureusement exprimée par les jeunes ouvriers dans les organisations social-démocrates, comme le montrent les exemples autrichien et espagnol. On relèvera aussi que, au moment où les représentants de la Comintern répètent à satiété aux sections qu'il ne faut pas imiter les bolcheviks et refaire les mêmes erreurs, des groupes compacts de jeunes se tournent vers l'expérience bolchevique et y voient la réponse à toutes les questions qu'ils se posent pour en finir avec la dictature du capital et la menace du fascisme. Ce n'est pas pour autant qu'ils se dirigent vers les organisations de la Comintern ni qu'ils entendent leurs mises en garde. Ce n'est finalement que quand ces dernières auront opéré le tournant nécessaire pour garder le contact avec les masses et ne pas rester en arrière, loin derrière elles, en d'autres termes de changer pour survivre, qu'ils commencent à se diriger vers elles avec parfois le sentiment d'avoir à les remettre en marche. La réalité est que le mouvement de masses, à travers ce rapprochement, va être à son tour entraîné dans le rassemblement et l'idéologie antifasciste, qui n'étaient déjà plus exactement la réponse à leur aspiration initiale vers l'unité de combat.

LA COMINTERN ET LA POUSSÉE DES MASSES

C'est ainsi que la Comintern, que le tonnerre de la catastrophe de la défaite sans combat en Allemagne n'avait pas réussi à réveiller en janvier 1933, et qui avait clamé ensuite sa propre infaillibilité devant les décombres et devant sa propre faillite, a été obligée de tourner. Bien entendu, « tourner » ne signifie pas ici revenir à la politique du front unique définie par Lénine et les congrès de l'Internationale, jetée à la poubelle depuis longtemps, un rejet confirmé tous les jours dans les années décisives de la montée d'Hitler. Un exemple suffira pour illustrer notre propos. Au début de 1934, la situation politique et sociale est extrêmement tendue au Portugal sous le gouvernement clérical autoritaire de Salazar. C'est encore la « troisième période » qui se manifeste dans la grande grève de la verrerie de Marinha Grande, où dix usines emploient 5 000 ouvriers et où les communistes ont quelques membres. Le 18 janvier 1934, le syndicat national des travailleurs de la verrerie appelle à la grève générale. A l'initiative des communistes de Marinha Grande, des ouvriers attaquent le poste de police et proclament un « soviet » au nom de tous. Ils ne sont maîtres de la ville que de 2 heures du matin à midi. Les ouvriers, tous unis contre patrons et gouvernement, ne le sont pas pour défendre un organisme autoproclamé qu'on leur a imposé sans les consulter. Une fois de plus, l'ardeur unitaire des masses se brise contre les initiatives de division, imposant une politique et une orientation sans permettre aucun débat. Le dynamitage du grand barrage de Coimbra est aussi une action de type « troisième période ».

« Tourner », pour la Comintern et ses partis, signifie tenir compte des aspirations unitaires des masses et s'efforcer de ne pas les heurter de front, dans un premier temps, afin de les utiliser, dans un second temps, pour une autre politique, celle des fronts populaires. C'est uniquement pour la clarté de l'exposition que nous avons séparé en deux chapitres différents ces deux moments de l'histoire de la Comintern : la montée ouvrière en Europe, et ensuite le changement de cap de la politique de la Comintern à travers le VIIe congrès et ses suites. Les deux phénomènes sont étroitement liés. La montée des masses a poussé au tournant de la Comintern, qui l'a imposé aux partis ; et le début de sa réalisation a accéléré et parfois modifié l'orientation du mouvement des masses, provoquant de bizarres conversions et reconversions, comme l'alliance, contre les socialistes de gauche espagnols, du bloc des communistes, des républicains et des socialistes de droite, qui marqua les débuts du *Frente popular*. Nous aborderons ici ces questions à

travers trois pays, deux où le mouvement communiste avait à peine réussi à mordre sur la social-démocratie et où celle-ci était donc beaucoup plus sensible à la pression des masses, et le troisième, la France, où la situation, analogue, avait aussi d'autres originalités.

LA RÉVOLUTION CUBAINE[1]

L'histoire cubaine a été marquée par le sentiment nationaliste, la haine de l'oppression impérialiste – espagnole puis américaine – et de ce fameux « amendement Platt » qui donne au gouvernement des États-Unis le droit d'intervention à Cuba. La crise économique va secouer très fort la dictature, jusque-là solide, du général Machado. C'est ce contexte qui est à l'origine de la mission à Cuba de l'adjoint au secrétaire d'État, Sumner Welles, à la recherche d'un apaisement pour éviter une conflagration continentale et qui multiplie les contacts avec l'opposition et les conseils au dictateur. Le coup d'envoi est donné par les chauffeurs d'autobus, en grève dès le 25 juillet. Les traminots suivent, avec les employés de commerce et les travailleurs des journaux. La grève est générale le 4 août. Comprenant l'imminence et la nature du danger, Machado s'adresse aux dirigeants communistes de la centrale syndicale, la CNOC, et leur propose reconnaissance et soutien s'ils mettent fin à la grève. Le leader communiste de la CNOC, César Vilar, est partisan d'accepter.

L'affaire vient devant le CC. Grobart est également partisan d'accepter la proposition. Le secrétaire général du parti, Jorge Vivo, qui résiste, est révoqué, et la proposition de Machado est acceptée. Martínez Villena dénonce l'ingérence des envoyés de Moscou. C'est une explosion de colère chez les travailleurs. Les opposants communistes comme Sandalio Junco et Marcos García Villareal, et bien d'autres responsables ouvriers, dénoncent la « trahison » de la direction officielle, désavouée aussi par les assemblées de grévistes. Au moment où une rumeur sur la démission du dictateur lance une foule inorganisée contre le palais présidentiel, l'accueil policier faisant une vingtaine de morts, la grève reprend de plus belle. Machado s'en va aux Bahamas et le candidat de Sumner Welles devient chef du gouvernement. Il ne le reste que quelques semaines, poussé dehors par le succès du manifeste-programme du directoire étudiant, par le choix des nouveaux responsables de l'ordre et finalement, le 4 septembre, par un soulèvement de la garnison de la capitale sous la « junte des Huit », formée de sergents et dont l'animateur est un homme de droite, Fulgencio Batista. L'intervention des étudiants dans les casernes, la diffusion de leurs mots d'ordre transforment, comme l'écrit un auteur cubain, « une insubordination en une révolution ».

GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE À CUBA

Le gouvernement révolutionnaire est bâti autour du professeur Grau San Martín, adversaire de la dictature et champion des droits de l'homme, qui se révèle un politique, du nationaliste socialisant Antonio Guiteras et de Batista, modeste sergent mais froid calculateur devenu en quelques semaines « chef des forces armées de la République ». Il connaît une très grande popularité, la plupart de ses dirigeants sachant, semble-t-il, exprimer les aspirations populaires au changement. Successivement sont adoptées la suppression de l'amendement Platt, c'est-à-dire le droit constitutionnel d'ingérence des Etats-Unis dans les affaires cubaines, la création d'un département du Travail, l'autonomie de l'Université, l'interdiction de l'importation de travailleurs de Haïti et de la Jamaïque, la « nationalisation du travail » obligeant les entreprises à employer au moins 50 % de Cubains. Viennent

1. Nous suivons ici L.E. Aguilar, *Cuba 1933*, p. 128-148.

ensuite la création d'associations de colons, le droit des paysans sur la terre qu'ils occupent, l'annonce d'un programme de distribution des terres, la réduction massive des intérêts des prêts et la répression de l'usure, l'interdiction des partis autorisés sous Machado, le droit de vote des femmes, la baisse de 40 % des tarifs de l'électricité. Grau San Martín explique qu'il s'agit de « liquider la structure coloniale qui survit à Cuba depuis l'indépendance ». Mais il y a dans les états-majors beaucoup d'hésitants, aucun parti solide aux idées claires. Le directoire étudiant, en pleine crise, se dissout. Les mesures contre les compagnies américaines effraient les modérés, mais les ouvriers se mettent en grève pour appuyer. Guiteras propose un plan pour renforcer l'orientation gouvernementale : accélération du jugement des tueurs de Machado, application de toutes les lois révolutionnaires, épuration du gouvernement. Il propose de prévenir la naissance de koulaks, de créer des fermes coopératives. La réplique du PC consiste à affirmer que le gouvernement révolutionnaire est « un gouvernement établi par la petite-bourgeoisie et l'armée, un gouvernement qui défend les intérêts de la bourgeoisie, des grands propriétaires et des impérialistes ». Son seul succès – relatif – est remporté dans l'affaire du Realengo 18, territoire domanial occupé pendant les années de crise par 50 000 familles et dont les grandes compagnies de raffineries, dont la puissante centrale anglo-américaine Ermita, réclament la restitution en vue d'une privatisation « rentable ». Les occupants sont organisés en un « comité noir » autour de Lino Alvarez avec le soutien du PC, et ils ont finalement gain de cause. Par ailleurs, les travailleurs de cellule communiste de la centrale sucrière Mabay en Oriente, après que leur comité de grève a pris le pouvoir dans l'entreprise et la localité, décident de lancer un soviet dont l'inspirateur est le communiste Rogelio Recio. Pour le reste, le PC célèbre un soviet dans tout ce qui bouge et les drapeaux rouges qui flottent, proclame que « la révolution sociale est en route ». Elle l'est, mais pas derrière lui, et les *pronunciamientos* de l'automne montrent qu'on ne va pas rejouer si vite et avec autant de simplicité le scénario triangulaire Kerensky-Kornilov-Lénine.

Dans *Kommunist* de décembre 1934, G. Sinani, le nouveau responsable de la Comintern pour l'Amérique latine, qui revient de Chine, pose le problème de la nécessaire chute du gouvernement de Grau San Martín. Si, comme beaucoup, nous nous laissions aller à personnifier l'Histoire, nous dirions que, malheureusement, elle l'entendit bientôt. En janvier 1935, un nouveau coup d'État de Fulgencio Batista chasse Grau San Martín, donne à l'ex-sergent le pouvoir sans partage avec la protection des États-Unis et met fin à la révolution. Le PC continue sans avoir rien appris.

LA CRISE AUTRICHIENNE

La situation de l'Autriche, que tant d'Autrichiens ne considéraient d'ailleurs ni comme un pays ni comme un pays viable, était très particulière. Il y avait à la fois polarisation et équilibre. Polarisation entre forces bourgeoises catholiques et grands propriétaires qui tenaient le pays rural, et forces social-démocrates qui tenaient les grandes villes. Blocage de l'évolution, qui faisait qu'en l'année 1933 on n'avait pas réglé le problème posé en 1929 par l'acquittement de huit voyous assassins d'un ouvrier social-démocrate et de son fils de huit ans, l'explosion de colère des ouvriers de Vienne le 15 juillet 1927 après un article incendiaire de Friedrich Austerlitz dans le journal socialiste et la police tirant dans la foule des manifestants et laissant onze morts sur le pavé. Bien sûr, le dirigeant de ceux qu'on appelait les « austro-marxistes », Otto Bauer, était nettement plus à gauche que les social-démocrates allemands, mais sa stratégie de la défensive le condamnait à d'incessants reculs, alors que le nouveau chancelier Ignaz Seipel, prélat catholique, prélat sans merci, et son successeur Engelbert Dollfuss, ces « austro-fascistes », que nous préférons

appeler « catho-fascistes », ne pouvaient, pour survivre, que passer à l'offensive, contre les ouvriers ou contre les nazis proallemands.

A l'été 1927, après la fusillade du 15 juillet, apparaît dans le Parti social-démocrate une nouvelle opposition de gauche. Celle-ci est animée par une jeune femme qui est aussi une grande ancienne, que nous avons déjà rencontrée. Ilona Duczynska avait apporté pendant la guerre aux ouvriers avancés de Budapest les informations sur Zimmerwald, Kienthal, les bolcheviks, et avait participé à la révolution hongroise. Elle avait ensuite travaillé à la Comintern avec Radek, puis rompu en même temps que Paul Levi et en solidarité avec lui. Mariée à Vienne, enseignante, elle reprit du service en 1927. Elle constitua son groupe, la Communauté de travail politique comme une opposition de gauche avec une base chez de jeunes étudiants et intellectuels, des ouvriers de Florisdorf et un groupe de Schutzbündler (les miliciens de la Garde ouvrière) de Favoriten. Elle était très attachée à l'indépendance du Schutzbund par rapport au parti. Elle fut exclue du parti en 1928.

La jeunesse commença à faire pression sur la gauche. Vienne est alors une ville d'avant-garde, par le style de vie, les cadres qu'elle invente, l'art, les recherches sur la psychanalyse et la sexualité. Les problèmes de la jeunesse y ont une grande place. Le militant socialiste Ernst Fischer publie en 1931 un livre retentissant sur la *Crise de la jeunesse*, analysant les dégâts non matériels de la crise chez les jeunes. En 1932, c'est précisément Ernst Fischer qui apparaît comme l'un des premiers animateurs d'un nouveau réseau d'« opposition de gauche », intellectuels, ouvriers, permanents du parti et surtout jeunes gens. Elle joue un rôle important quand le chancelier Dollfuss brise très brutalement la grève des cheminots puis ferme tout simplement le Parlement. Il fallait réagir. Otto Bauer et sa majorité choisissent de ne pas le faire. Il expliquera plus tard :

> Nous aurions pu riposter le 15 mars en appelant à une grève générale. Jamais les conditions du succès d'une grève n'avaient été meilleures. La contre-révolution qui atteignait juste son plein développement en Allemagne, avait soulevé les masses autrichiennes. Les masses de travailleurs attendaient notre signal pour se battre. [...] Nous aurions pu gagner. Mais nous avons reculé, en plein désarroi, devant le combat [...], nous l'avons reporté parce que nous voulions éviter au pays le désastre d'une sanglante guerre civile[2].

Cette politique est très mal accueillie, et nombreux sont les militants et cadres, surtout jeunes, qui demandent que le parti et le *Schutzbund* se préparent à combattre : il ne faut pas renouveler l'exemple allemand. On ignore si la lettre ouverte envoyée par Trotsky aux opposants de gauche, les invitant à manifester sans souci de la discipline s'ils ne sont pas prêts à capituler sans combat devant leur fascisme, trouve sa réponse dans le manifeste d'août, qui proclame précisément cette volonté de se battre. Le congrès du parti se réunit en 1933 dans une atmosphère déprimante de lendemain de défaite – la victoire hitlérienne –, de répression et d'interdictions inspirées à Dollfuss par la constante pression de Mussolini : le Schutzbund est dissous, la presse est hachée par la censure, les militants sont arrêtés pour des vétilles. L'atmosphère du congrès est irrespirable. Au même moment, en outre, des districts entiers sont en état de révolte et ne reconnaissent aucune directive du centre du parti. Évoquant la circulaire du parti qui a prescrit de n'opposer aucune résistance à la dissolution du Schutzbund le 31 mars, le leader du Parti social-démocrate à Linz, Richard Bernaschek écrit : « Quand vint, le 31 octobre, l'ordre ahurissant de ne pas résister, les Schutzbündler s'agitaient, le visage rouge de honte. Mais ils sauvaient leurs armes et brûlaient les documents[3]. » Les ouvriers autrichiens et particulièrement les

2. Cité par A. Rabinbach, *The Crisis of Austrian Socialism*, p. 91.
3. *Ibidem*, p. 93.

plus jeunes d'entre eux sont littéralement révoltés par la politique de leurs dirigeants sociaux-démocrates, dont ils pensent maintenant que, comme les Allemands, ils se sont engagés sans retour dans la voie de la capitulation sans gloire et de la défaite sans combat.

LE PREMIER COMBAT

Le 5 février 1934, les gens de l'opposition de gauche se réunissent chez Ernst Fischer. L'historien Rabinbach raconte, d'après les souvenirs de Karl Mark : « Ils étaient d'accord que la lutte finale ne saurait tarder à éclater et que, si elle éclatait dans la semaine, elle serait évidemment vouée à l'échec mais pas dénuée de sens. Le fait même que la classe ouvrière autrichienne ne permît pas au fascisme de vaincre sans résistance serait un acte d'une importance symbolique incommensurable pour l'ensemble du mouvement ouvrier européen[4]. » C'est finalement le gouvernement catho-fasciste qui a tranché le nœud gordien par l'attaque et la provocation. Le 11 février 1934, en effet, le secrétaire du parti et chef du Schutzbund de Linz – qu'il a totalement fusionnés –, Richard Bernaschek, envoie une lettre à trois dirigeants du parti où il leur annonce que si, comme on le dit, des perquisitions commencent le lendemain en Haute-Autriche et si des membres du parti, en particulier des Schutzbündler, sont arrêtés, on résistera par la force et on utilisera les armes. La décision est irrévocable.

Il semble bien que la police ait capté les conversations téléphoniques provoquées par cette lettre entre dirigeants à Vienne et qu'on ait en conséquence décidé d'attaquer du côté catho-fasciste. Dans la nuit du 11 au 12 février, une cinquantaine d'hommes du Schutzbund sont dans l'hôtel Schiff, quartier général du parti où ont été cachées les armes. Quand la police se présente, elle ne trouve que Bernaschek et un autre dirigeant local, qui tentent de se défendre avec leurs revolvers mais sont rapidement maîtrisés. Au moment où la police approche du cinéma où sont stockées les armes, les Schutzbündler, jusque-là dissimulés, ouvrent le feu. Partout en Autriche les combats éclatent à peu près au même moment selon le même scénario de la prétendue perquisition. C'est un combat inégal. Les rues sont vides. Il n'y a pas les foules ouvrières qui entourent, poussent, parfois protègent les combattants. Beaucoup de militants sont devenus sceptiques, se sont découragés. Beaucoup n'y croient pas et se demandent à quoi bon. Les Schutzbündler sont écrasés par le nombre de leurs adversaires et leur armement. Les chiffres officiels leur attribuent 196 morts et 319 blessés, ce qui est très inférieur à la réalité. Neuf militants, dont le jeune cordonnier Karl Münichreiter, collaborateur d'Ernst Fischer, arraché de son lit d'hôpital pour être exécuté, et Kolloman Wallisch, rescapé de la révolution hongroise de 1918, sont pendus. La répression est très dure. On ignore le nombre d'années de prison distribuées et le nombre d'exilés volontaires.

BILAN D'UNE RÉSISTANCE

Beaucoup de commentateurs parlent de combats inutiles, de défaite des combattants du Schutzbund. C'est très exactement le contraire qui est vrai. Ce combat, comme l'avait prévu l'Opposition de gauche, a eu un sens, celui de montrer qu'on pouvait et qu'on devait se battre, et que la politique de capitulation n'était pas inscrite dans le déroulement des événements. Il n'est pas le dernier combat de la lutte contre le fascisme, mais le premier d'une longue série après la victoire hitlérienne. Ce combat justifie tous ceux qui, en Autriche comme en Allemagne, ont, tel Remmele en janvier 1933, tenté de mobiliser les travailleurs et les groupes armés pour un combat qui eût pu n'être aussi qu'un baroud

4. Cité par A. Rabinbach, *op. cit.*, p. 187.

d'honneur mais aurait peut-être changé la face du monde. Il est également frappant que l'initiative de l'affrontement et de la résistance armée soit venue de jeunes ouvriers sociaux-démocrates et non pas communistes, démontrant ainsi la place des premiers dans la lutte antifasciste et faisant justice des calomnies antisocialistes. Leur majorité va pourtant se tourner vers les communistes. Les combats armés de Vienne répondent positivement à la première question posée dans tous les pays du monde menacés par le fascisme : on peut lutter contre lui les armes à la main. Elle laisse intacte la question essentielle : seuls de jeunes ouvriers que leurs dirigeants ont isolés des masses se sont battus. La grande masse s'est abstenue, non qu'elle ne se sentait pas concernée, mais parce que toutes les décisions avaient été prises pour elles, à sa place, par des dirigeants qui avaient démontré qu'on ne pouvait attendre d'eux aucun succès.

CRISE DANS LE PC FRANÇAIS ?

Pendant la période qui s'est écoulée depuis la victoire hitlérienne, la situation du PCF est loin d'être bonne. Il est non seulement complètement isolé et attaqué de tous côtés, y compris de l'intérieur, mais aussi plutôt mal vu à Moscou. Sous cet angle, Serge Wolikow résume fidèlement la longue résolution adoptée le 1er avril 1933 par le présidium de la Comintern :

> [Le PCF] est mis en accusation devant les instances de l'Internationale qui critiquent les erreurs opportunistes de sa direction. Les responsables de l'organisation, de la propagande, et même le secrétaire général, Maurice Thorez, sont explicitement critiqués pour leur absence de fermeté dans leurs rapports avec les socialistes, qu'ils auraient ménagés, et face aux critiques, comme aux interrogations, qui visaient les faiblesses du Parti communiste allemand[5].

La roue va pourtant rapidement tourner. Dans un article consacré au tournant du PCF en 1934, l'historien Philippe Robrieux commence par une fresque qui est comme un miroir à deux faces de la politique du Parti communiste français. Il écrit :

> 1934, au printemps, la Comintern et sa section française continuaient à dénoncer comme autant de traîtres à la cause du prolétariat tous ceux qui, à l'instar de Trotsky, osaient proposer, contre le nazisme ou le fascisme, la moindre alliance tactique avec un Parti socialiste qu'ils qualifiaient systématiquement de « social-fasciste ». Comme l'avait fait la section allemande face à la « résistible » ascension de Hitler vers le pouvoir, Comintern et parti français persistaient à proclamer que fascistes et socialistes étaient « frères jumeaux », mais ne cessaient de s'appliquer à « porter le coup principal contre le parti socialiste » et la démocratie républicaine que ce dernier prétendait défendre.
>
> En cette même année 34, pourtant, avant que l'été ne se fût avancé, le PC français exprimait solennellement sa volonté de s'entendre à n'importe quel prix avec les socialistes contre les fascistes. A l'entendre, du même coup, il fallait désormais d'abord et avant tout sauver la démocratie qui était jusque-là à détruire en priorité.
>
> Depuis des années, les chefs du Parti communiste français flétrissaient la CGT de Jouhaux, en laquelle ils ne voulaient voir qu'une pure et simple ligue de mercenaires à la solde des capitalistes. Subitement, au même moment, ils se mirent à militer pour le retour de leur CGTU au sein d'une CGT que Jouhaux ne pouvait que continuer à diriger.
>
> Ils avaient anathématisé le Parti radical, le parti du grand capital : ils n'avaient maintenant de cesse de s'allier avec lui dans ce qu'ils nommaient depuis le début de cet été-là le front populaire.
>
> Jusque-là, ils étaient totalement antimilitaristes et antipatriotes, et les militants qui les suivaient dénonçaient violemment le drapeau tricolore, *La Marseillaise*, l'armée, ses maréchaux, ses grades,

5. S. Wolikow, *Le Front populaire en France*, p. 53.

ses galonnés et toutes ses « gueules de vaches » [appellation populaire des officiers et sous-officiers, PB], ainsi que l'État, la magistrature, l'Église et ses prêtres. Avant peu, les mêmes militants allaient devoir tendre la main aux curés et revendiquer Jeanne d'Arc et Rouget de Lisle tandis que la véhémente rubrique antimilitariste de *L'Humanité* et de *L'Avant-Garde* qui clouait les GDV [gueules de vache], au pilori allait se dissoudre en un pâle propos républicain [...].

Dans les derniers jours de 1933, à Moscou, devant les responsables de la Comintern, le même Thorez, le jeune secrétaire politique du PCF, avait été bafoué par le lieutenant de Staline, Manouilsky ; ce dernier étant allé jusqu'à lui asséner qu'il était « trop servile pour devenir un véritable dirigeant ».

A Moscou toujours, moins de deux ans après, au VIIe congrès, le même Thorez était couvert d'honneurs. Assis à la droite de Staline, [...] « Maurice », rayonnant, accédait aux privilèges du culte de la personnalité que Staline réservait aux *happy few* qu'il avait lui-même sélectionnés[6].

Tout commence pourtant en 1933 par de graves conséquences d'une terrible secousse. Deux des membres du bureau politique, Jacques Doriot et André Ferrat, ont exprimé leurs doutes au sein de cet organisme quant à la justesse de la ligne face à Hitler. Le deuxième a certes fait son autocritique, mais en fait il reste insoumis et envisage de s'engager dans une lutte contre la Comintern. Il tâte le terrain avec des alliés possibles, Jacques Doriot, qui l'inquiète par son cynisme et qu'il soupçonne d'avoir de bonnes relations avec Pierre Laval, son voisin comme maire d'Aubervilliers, Georges Kagan, le Polonais adjoint de Fried, représentant de l'exécutif à Paris. Un autre dirigeant élevé du parti, le responsable de l'appareil clandestin, dont il est l'un des secrétaires, Albert Vassart, a, lui aussi, des doutes et des contacts discrets avec Jacques Doriot. Il s'est jusqu'à présent abstenu car il croit que la Comintern va opérer un tournant à son XIIIe plénum. La déception est rude. Non seulement la Comintern affirme avoir toujours eu raison, mais elle exige de Thorez une autocritique en règle sur « la sous-estimation du rôle du Parti socialiste et de la CGT comme agents de l'influence de la bourgeoisie impérialiste dans les rangs de la classe ouvrière » et le fait que, sur ce point, « la ligne de l'Internationale communiste » soit souvent « remise en question », y compris à la direction. C'était la première mesure contre les semi-opposants. La seconde est une réorganisation. Vassart est appelé à Moscou pour remplacer Marty, qui se substitue à Ferrat à la tête de *L'Humanité*. Monmousseau est appelé à la Profintern. Ainsi Vassart et Doriot sont-ils séparés, Ferrat isolé, coupé des contacts qu'il avait au journal central, Monmousseau mis à l'abri des pressions extérieures. Manouilsky et ses collaborateurs espèrent avoir tué ainsi dans l'œuf, pour survivre, le « groupe d'opposition » dont ils craignent la naissance. « Les masses » en décideront autrement par leurs réactions dans la crise française.

CRISE POLITIQUE EN FRANCE

La France vit alors les semaines décisives de l'affaire Stavisky. Ce financier escroc a été trouvé mort, officiellement suicidé, dans le chalet où il s'était caché. L'homme a compromis plusieurs politiciens, notamment radicaux, et l'agitation des organisations d'extrême droite – qu'on appelle « les ligues » – contre les parlementaires sur le thème « A bas les voleurs » atteint son apogée. Cette agitation fascisante qui se rend peu à peu maîtresse de la rue jouit à Paris de l'appui agissant du préfet de police Jean Chiappe, qui apparaît à beaucoup comme la cheville ouvrière d'un complot pour l'instauration d'un régime autoritaire balayant la république parlementaire. Il en faudrait plus pour émouvoir la direction du PC. Au comité central du 24 janvier, Thorez assure que, s'il faut noter les

6. Ph. Robrieux, « 1934, on tourne à Moscou », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 27, p. 7-8.

progrès réalisés par « les partis ouvertement réactionnaires et de tendance fasciste », il n'en demeure pas moins que « tous les partis de la bourgeoisie, y compris les fractions de la social-démocratie, coopèrent à l'œuvre de fascisation ». Il n'y a, selon lui, aucun accord à rechercher avec ces « ennemis » que sont les dirigeants du Parti socialiste.

Cette fois, il y a désaccord ouvert. Doriot – qui est sans doute déjà intervenu là-dessus au bureau politique – prend la parole pour proposer de « compléter » la tactique du front unique par des « propositions opportunes au sommet » : pour lui, il existe un danger fasciste réel. Il vote contre la résolution et Ferrat s'abstient, pour ne pas voter comme Doriot, nous dira-t-il plus tard. La rue va bouleverser la nouvelle donne. Un gouvernement Daladier, qui vient d'être investi, décide d'attaquer le mal à la racine et révoque le protecteur des Ligues, le préfet de police Jean Chiappe. Les Ligues décident de riposter par une manifestation organisée par l'Union nationale des anciens combattants, nationaliste et réactionnaire. L'ARAC, organisation d'anciens combattants contrôlée par le Parti communiste, appelle ses adhérents à y participer.

LES TROIS JOURNÉES DE FÉVRIER

Daniel Guérin écrit dans ses Souvenirs : « Dans la soirée du 6 février 1934, le fascisme fait son apparition au cœur de Paris[7]. » La manifestation des Ligues tourne en effet à l'émeute. Une importante fraction des manifestants essaient de s'ouvrir un chemin vers la Chambre des députés, sur la place de la Concorde. Les gardes mobiles, débordés par l'agressivité des manifestants, dont beaucoup sont armés, tirent, en abattant plusieurs. Doriot et Renaud Jean, à la Chambre des députés assiégée, s'adressent à Thorez, lui demandent de lancer un appel à la classe ouvrière pour qu'elle agisse et que commencent aussitôt des négociations avec la direction du Parti socialiste. Plusieurs milliers de communistes de Saint-Denis marchent du rond-point des Champs-Élysées au faubourg Montmartre, contre les Ligues. Un peu après minuit, à l'issue d'une réunion dramatique de leurs commissions exécutives, les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, animées par Marceau Pivert et Jean Zyromski, socialistes de gauche, décident une manifestation pour le 8 et viennent proposer au PC de l'organiser ensemble. Aux uns et aux autres, au nom du PC, Maurice Thorez répond non. Les décisions de la Comintern interdisent tout contact et donc toute entente avec les dirigeants social-fascistes. *L'Humanité* du lendemain le dit à sa manière : « Contre les fascistes, contre la démocratie qui se fascise, Paris ouvrier a riposté[8]. » Il y a déjà douze morts et plus de 200 blessés.

LE LENDEMAIN DE L'ÉMEUTE ; DU 6 AU 12 FÉVRIER

En fait, l'émeute a gagné. Daladier démissionne. Il est remplacé par l'ancien président de la République Gaston Doumergue, qui prend la tête d'un cabinet où figurent toutes les gloires d'un éventuel régime autoritaire, du maréchal Pétain à André Tardieu et Pierre Laval. Son programme est simple : révision de la Constitution, instauration d'un régime fort. La situation se tend immédiatement. Réunie d'urgence, la commission administrative de la CGT décide d'appeler à la grève générale pour le 12 février. Devant cette initiative et le refus communiste de participer à la manifestation du 8, les fédérations socialistes de la région parisienne renvoient au 12 leur manifestation du 8, que le gouvernement vient d'interdire, ainsi que celle que le PC a annoncée pour le 9. Le bureau politique du PC, également réuni l'après-midi, s'entend proposer par Thorez de maintenir malgré l'inter-

7. D. Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, p. 66.
8. *L'Humanité*, 7 février 1934.

diction la manifestation du 9, et qu'aucun des membres de la direction n'y participera, les menaces d'arrestation exigeant son passage dans la clandestinité. Jacques Doriot proteste énergiquement contre le fait que la direction engage les travailleurs communistes dans des combats d'où elle est elle-même absente. Philippe Robrieux fait état, d'après les souvenirs d'Adrien Langumier, de la révolte qui secoue militants et cadres du PC :

> [Doriot] ne fut pas suivi et demeura, apparemment du moins, quasiment isolé dans son opposition déclarée. Il n'en fut pas de même le soir, dans la grande salle de la Grange-aux-Belles où les membres du parti de la région parisienne avaient été convoqués par la direction : « Thorez avait évoqué la lettre des socialistes et repris ensuite ses accusations habituelles contre leur parti, rejetant leurs propositions d'action commune. [...] Doriot et Renaud Jean s'étaient levés et s'étaient prononcés pour une réponse favorable. Rendus tout à fait convaincants par "la menace fasciste" qui semblait grandir encore, leurs arguments furent simples et directs. Ils expliquèrent tous les deux que "refuser l'union" serait une erreur et une faute dont les travailleurs risqueraient de faire les frais. Leurs interventions portèrent et "une grande partie de la salle" commença à montrer qu'elle "partageait leur point de vue". Déjà en difficulté, la direction se trouva très vite débordée. Non seulement il n'y eut pas de vote, mais la résolution se termina dans la confusion[9]. »

Sur la manifestation du 9 février, nous retiendrons le témoignage de Daniel Guérin, alors socialiste, qui y participa :

> Pendant cinq heures, de 7 heures à minuit, nous nous battons violemment avec les flics. Nous dressons un peu partout des barricades et échangeons avec la police force coups de feu. L'émeute fait tache d'huile jusqu'aux faubourgs ouvriers du XXe. Dans les ruelles avoisinant les rues de Belleville et de Ménilmontant, on se bat furieusement : charges et contre-charges. J'ai l'impression à la fois excitante et un peu terrifiante que ce quartier, qui m'est si familier, a repris son visage du temps de la Commune. Le bilan est lourd, six morts, plusieurs centaines de blessés. Les combattants ont fait preuve de courage. Par ce baroud d'honneur, le Parti communiste se flatte à la fois de racheter son inconduite du 6 février et de prouver l'inutilité du front unique à la tête[10].

Robrieux raconte, toujours d'après Langumier :

> A la fin de la manifestation, dans un café du boulevard Sébastopol, au milieu de maires et de conseillers généraux du parti, Doriot, qui avait perdu dans la bagarre son écharpe de député et qui saignait encore du visage, dénonçait, avec le succès que l'on imagine, les « lâches » [...] qui, disait-il, après avoir envoyé les travailleurs au casse-pipe, avaient disparu pour se mettre à l'abri.
>
> La popularité de celui qui apparaissait déjà au su et au vu du parti militant comme le chef de file de l'opposition unitaire s'était encore accrue dans des proportions fantastiques, avec tout ce que cela entraînait comme risque supplémentaire pour une direction qui avait disparu au moment du danger et se retrouvait du coup sévèrement jugée par la base militante[11].

C'est dans cette ambiance chargée de poudre que, débordée en province et risquant de l'être à Paris, la CA de la CGTU décide d'appeler à la grève générale le même jour, 12 février, que la CGT. Cette décision ouvre la voie à un événement considérable sur lequel nous citons encore Daniel Guérin :

> L'après-midi du 12, en pleine grève, les socialistes ont organisé une manifestation au cours de Vincennes. Les communistes, tempérant enfin leur hargne sectaire, décident de s'y rallier. Une marée humaine déferle sur la place de la Nation. C'est le premier des rassemblements gigantesques qui marqueront l'âge dit du Front populaire. Le cortège communiste tourne autour du rond-point dans un sens et le cortège socialiste dans le sens contraire. Quand ils se rencontrent, leurs flots

9. Ph. Robrieux, *loc. cit.*, p. 18-19.
10. D. Guérin, *op. cit.*, p. 72.
11. Ph. Robrieux, *loc. cit.*, p. 19.

se rejoignent, se fondent au cri de « Unité ! ». Leur masse avance maintenant en rangs serrés sur toute la largeur du cours de Vincennes, chantant *L'Internationale.*

Quant à chacun de nous, fétus de paille au milieu de cet océan, la confiance nous gonfle la poitrine. Enfin, pour la première fois, nous agissons ensemble. Ce dont le mouvement ouvrier allemand s'est révélé incapable jusqu'à la dernière minute contre Hitler, nous venons, nous, de le faire. Les fascistes et leurs complices peuvent s'amuser à allumer des incendies sur nos places publiques : ce sont là jeux de gamins. Nous venons de prouver que nous sommes capables de paralyser toute la vie du pays. [...] Nous découvrons que nous sommes forts[12].

DORIOT ET L'OPPOSITION UNITAIRE

L'attitude courageuse de Doriot dans les combats de rues du 9, sa prise de position sans ambiguïté pour le front unique entre socialistes et communistes font de lui le leader de l'opposition « unitaire » à la politique suicidaire dictée par la Comintern, un dirigeant qui pourrait même devenir un drapeau international. Dans un grand meeting au théâtre de Saint-Denis, dont il est maire, il fait acclamer par la foule les mots d'ordre de « Une seule classe ouvrière, une seule CGT, un seul parti ouvrier » et fait élire un « comité de vigilance antifasciste » dont il veut faire « le comité dirigeant des opérations de la classe ouvrière de Saint-Denis contre le fascisme ». Il appelle à créer partout des comités de ce type. Il écrit une « Lettre ouverte à l'Internationale communiste » qui fait le procès de la politique de la Comintern et présente une défense et illustration de la nécessaire politique de front unique. Mais il ne recule pas devant les contradictions : critiquant l'unanimité en usage dans le PC, il crée dans *L'Émancipation* une tribune de discussion qui ne publiera aucun article émanant de ses adversaires !

La politique qu'il propose n'est certes pas toujours parfaitement cohérente. Dans l'appareil, des hommes proches de ses analyses, comme André Ferrat et Albert Vassart, sont inquiets des bonnes relations qu'il entretient avec son voisin le maire d'Aubervilliers, Pierre Laval, s'inquiètent d'un cynisme grandissant qu'il ne dissimule plus. Jacques Doriot n'est plus le jeune communiste enthousiaste que l'on a connu, ni le héraut de l'unité ouvrière que d'aucuns imaginent : le laminoir de la cour de Moscou lui a rogné les ailes, son atmosphère l'a corrompu et son expérience a sapé son moral. Il conserve certes un véritable charisme dans son fief. Mais seul le rayon voisin de Saint-Ouen, avec Henri Barbé, approuve le soutien que lui accorde le rayon de Saint-Denis. De la direction « large », seul le représentant du parti à la tête de l'ARAC, Guy Jerram, le soutient. De vieux communistes déjà cités dans ce travail, Marcel Body, Amédée Dunois, Alfred Rosmer, ont cru à la possibilité, à travers son action, de la libération de pans entiers du Parti communiste de l'influence stalinienne. Trotsky insiste pour que ses camarades de France prennent contact avec Doriot. Ainsi Gérard Rosenthal et l'Italien Pietro Tresso (Blasco), qui l'a rencontré dans les congrès de la Comintern, vont-ils lui rendre visite à Saint-Denis et s'informer sur ses perspectives. Il révèle ses faiblesses sur le plan de la compréhension « politique » des problèmes auxquels il s'attaque quand il fait dire à son journal de Saint-Denis *L'Émancipation* qu'on a « corrigé » à juste titre les vendeurs d'un journal « trotskyste », ou quand il assure que ce groupe n'a aucun avenir faute d'avoir dans ses rangs ou à sa tête « un homme de masses ». C'est là poursuivre la politique de « division » de l'appareil de Staline au moment où lui-même proclame qu'il faut un nouveau « Congrès de Tours » ! Les efforts du PCF à l'époque pour l'assimiler aux trotskystes et gagner ainsi l'appui de la Comintern stalinisée ne peuvent constituer un

12. D. Guérin, *op. cit.*, p. 72-73.

argument en sa faveur. Dans la mesure où les militants trotskystes se révélaient depuis les journées de février comme particulièrement efficaces dans la lutte pour la constitution de comités de front unique, il est bien évident que les attaques de Doriot contre eux ne pouvaient être interprétées comme un signe d'honnêteté politique et d'attachement au front unique. En tout cas, la discussion devient publique à partir du 6 avril, où Thorez, dans *L'Humanité* mentionne « la conception opportuniste » du « camarade Doriot », ce dernier ripostant le 7 par un article intitulé « Saint-Denis et la discussion du parti ».

DORIOT ROMPT AVEC MOSCOU

Albert Vassart, arrivé à Moscou dans la seconde quinzaine d'avril, découvre avec stupeur qu'il y a chez les dirigeants de la Comintern non seulement un intérêt tout neuf pour la section française, mais une réelle compréhension de la nécessité d'un tournant vis-à-vis des socialistes, non que cette politique apparaisse comme l'objectif à atteindre, mais tout simplement parce que l'opposition à l'unité va contribuer à isoler plus encore le Parti communiste, et donc la Comintern en France. Au cours d'une réunion restreinte de la commission politique, Vassart révèle la conversation qu'il a eue avec Doriot, lequel lui a dit que, s'il était convoqué à Moscou, il se rendrait à l'invitation de l'exécutif. Manouilsky lui demande aussitôt d'expédier lui-même à Paris au bureau politique, à Thorez et à Doriot, le télégramme suivant : « Nous considérons nécessaire de cesser la lutte intérieure dans le parti. Envoyez Thorez et Doriot ici. L'Internationale communiste examinera le désaccord fractionnel dans le parti français. Informez-nous quand ils partiront[13]. »

Ainsi Thorez et Doriot sont-ils placés sur le même plan, ce qui ne laisse pas de surprendre et permet à Philippe Robrieux d'avancer l'hypothèse d'un « piège » destiné à attirer Doriot à Moscou. Doriot ne se rend pas à cette invitation. Le 10 mai, quatre jours après sa réélection au conseil municipal de Saint-Denis, dont il avait démissionné pour obtenir l'approbation de ses électeurs, il reçoit un autre télégramme : « Avez-vous l'intention de venir à Moscou, étant convoqué par le comité exécutif de l'Internationale communiste ? Répondez par oui, ou par non[14]. » Sa réponse est publique : « Je veux aller discuter avec les dirigeants de l'IC d'égal à égal. Je ne veux pas me rendre à Moscou en bourgeois de Calais, en chemise et la corde au cou. J'irai à Moscou quand les chefs de l'IC auront désavoué ou rectifié les calomnies et les mensonges qui depuis trois mois sont répandus sur mon compte dans la presse du parti et par les militants du comité central[15]. » Au présidium de l'IC, le 16 mai, Manouilsky prend acte : « Il a pour ainsi dire rompu avec l'IC, il a abusé de la confiance des ouvriers et par conséquent il faudra mettre au premier plan dans notre travail la conquête de Saint-Denis[16]. »

LE TOURNANT

Après la rupture avec Doriot, la Comintern prend vis-à-vis des socialistes le tournant (dont nous traiterons dans le chapitre suivant) qui n'était pas encore pris à l'époque de la venue de Thorez et du refus d'obtempérer de Doriot. Les recommandations de la Comintern sont déjà clairement exprimées dans une lettre envoyée de Moscou par Vassart le 11 juin en vue de la conférence du PC. Il faut arrêter les attaques contre les socialistes

13. A. Vassart, cité par A. et C. Vassart « Moscow Origins of the Popular Front », in Drachkovitch Lazitch, *Comintern Historical Highlights*, p. 244.
14. J.-P. Brunet, *Jacques Doriot*, p. 161.
15. *Ibidem.*
16. Cité par J.-P. Brunet, *op. cit.*, p. 163.

et ne plus hésiter à s'adresser à leurs dirigeants avec des propositions concrètes de lutte en commun. Les négociations menées pendant cette période sont à plusieurs reprises près d'être rompues définitivement. Les socialistes exigent en effet que cessent dans la presse communiste les attaques contre eux, et les communistes disent que c'est leur droit de critique qui est ainsi mis en cause. La pression de l'aile gauche du Parti socialiste sur ses dirigeants, les exigences fermes de l'exécutif de la Comintern sur ceux du PC obligent finalement les uns et les autres à aboutir. Le 27 juillet est enfin signé le pacte d'unité d'action entre le Parti communiste et le Parti socialiste SFIO.

C'est dans ces conditions, très nouvelles, que se développent les actions unitaires organisées contre les ligues d'extrême droite. Elles donnent lieu à des mobilisations massives et parfois, comme à Limoges et à Grenoble, à de vrais combats de rue, avec construction de barricades, ripostes à des initiatives ressenties comme des agressions, par exemple la venue en province d'orateurs particulièrement virulents, tel Philippe Henriot, ou de manifestations des organisations tenues pour fascistes, quel que soit leur nom. La lutte contre le fascisme est maintenant devenue en elle-même l'un des facteurs de la radicalisation ouvrière. La France commence à son tour à vivre une ambiance de guerre civile. Tout indique d'ores et déjà que les choses ne se passeront pas comme elles se sont passées en Allemagne, que « le fascisme » n'arrivera pas au pouvoir sans rencontrer de résistance et qu'il ne vaincra pas sans combat.

Au début de juillet, il semble que les Pays Bas s'engagent dans une voie analogue. Contre la décision du gouvernement de diminuer les allocations de chômage, les organisations de chômeurs appellent le 1er juillet à une grande manifestation de protestation. Elle va rapidement tourner à l'émeute dans les quartiers ouvriers, Jordaan à Amsterdam, où des barricades sont construites et les ponts bloqués, Crooswijk à Rotterdam. La police tire sur les dizaines de milliers de manifestants exaspérés par son attitude agressive, et dont la colère n'obéit à aucun mot d'ordre. Ce sont les autos blindées de la police qui font la décision. On compte à Jordaan six morts et plus de 100 blessés. La répression frappe les politiques, avec l'arrestation de P.J. Schmidt, secrétaire du Parti socialiste indépendant, l'OSP, début de la radicalisation de cette organisation, qui fusionne bientôt avec le RSP de Sneevliet pour former un parti unifié qui s'engage dans la construction de la IVe Internationale. Paul De Groot, le dirigeant du Parti communiste, se précipite à Moscou pour rendre compte et recevoir des directives. Il revient avec des propositions de front unique à toutes les organisations, le RSP excepté.

LA RADICALISATION ESPAGNOLE

L'Espagne n'a pas vécu sur le même rythme que le reste de l'Europe. La dictature du général Primo de Rivera s'est effondrée en 1930, et cette chute a précédé de peu celle de la monarchie elle-même. La deuxième République a été gouvernée par une coalition des socialistes et des républicains qui n'a réglé aucun des problèmes fondamentaux se posant au pays, la puissance de l'Église et de l'armée, le règne des grands propriétaires terriens, la corruption et les élections-dérision. Contre les paysans et les ouvriers animés par la FAI, elle a été cruelle dans la répression. La loi sur la défense de la République d'octobre 1931 a bien marqué cette orientation. Tout le monde sent en 1933 que cette coalition arrive à son terme.

On va savoir comment à l'occasion de l'école d'été, un camp de formation des Jeunesses socialistes qui réunit, en août 1933, 150 stagiaires sous la tente à Torreladones. Ces jeunes gens sont très déçus par les vedettes du PSOE et de l'UGT – le syndicat qu'il contrôle – qu'on leur a envoyées, Julian Besteiro, le président de l'UGT, et Indalecio Prieto. Le

jeune secrétaire de l'école, Santiago Carrillo, quatorze ans, décide alors d'inviter Largo Caballero. L'homme, un ancien ouvrier plâtrier – précisément stuquiste –, qui n'a appris à lire qu'à l'âge de vingt-quatre ans, est l'un des dirigeants les plus connus du mouvement ouvrier espagnol. Il a été l'un des adversaires résolus de l'adhésion à la Comintern, puis, sous la dictature de Primo de Rivera, a été partisan et artisan d'une collaboration qui permettait de développer le syndicat. Il était en faveur de l'alliance avec les partis républicains contre la monarchie, a été ministre du Travail dans le gouvernement de coalition. Il est le symbole du socialisme réformiste. Or, au milieu de 1933, au moment d'ailleurs où les socialistes vont être exclus du gouvernement, plusieurs facteurs se combinent pour pousser Largo Caballero à tenir un langage nettement plus à gauche. Il est très amer de constater que sa législation sociale, sabotée par les fonctionnaires de tout grade, est restée lettre morte, et que le patronat reprend partout l'offensive. Il est aussi très impressionné par la victoire hitlérienne et la destruction totale du mouvement ouvrier allemand ainsi que de toutes ses conquêtes sociales. Il est influencé par l'analyse – proche de celle de Trotsky – que fait de cette victoire sans combat son camarade de parti Luis Araquistáin, qui était ambassadeur à Berlin et tente de mobiliser l'opinion ouvrière contre la division des rangs ouvriers face au danger fasciste. Enfin, avec des dizaines de milliers d'autres, il est convaincu que le chef de l'Alliance populaire espagnole, José Maria Gíl Robles, est en train de s'engager dans la voie du fascisme en essayant de s'emparer du pouvoir par les voies légales. Il pense que c'est désormais l'existence même du Parti socialiste qui est en jeu.

Le premier signe de ce tournant vers la gauche a été donné par un discours qu'il a prononcé le 23 juillet au cinéma Pardiñas de Madrid devant les Jeunesses socialistes de la capitale. Tout en justifiant la participation au gouvernement, il s'attache à démontrer que le fascisme est le dernier recours du capitalisme aux abois et lance quelques formules audacieuses, affirmant notamment qu'il préfère « la dictature socialiste » à « la dictature bourgeoise ou au fascisme ». A Torreladones, il revient à la charge dans l'école d'été. Sur la participation ministérielle, il dit qu'il n'en fait pas une question de principe mais qu'il ne croit pas à la possibilité de réaliser le socialisme dans le cadre d'une société bourgeoise, assure que le Parti socialiste doit avoir pour objectif de prendre le pouvoir, qu'une république socialiste abolira l'exploitation de l'homme par l'homme, et évoque la formule d'Engels en faveur de « la dictature du prolétariat ». C'est à l'hebdomadaire des JS qu'il donne sa première interview après le départ des socialistes du gouvernement : il explique que son expérience le fait douter de la possibilité de la réalisation des revendications, même les plus minimes, des travailleurs dans le cadre républicain bourgeois. Il pense que l'Espagne est à la veille de la révolution sociale et assure aux jeunes que leur mission sera d'épurer le parti, d'en chasser les éléments indécis et tous ceux qui sont passifs et ne peuvent servir la révolution.

UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE TRÈS GAUCHISTE

Largo Caballero se lance dans la campagne électorale de novembre sur cette ligne, à la tête d'un Parti socialiste qui, cette fois, n'a noué aucune alliance avec les républicains bourgeois. Sa tournée suscite un énorme enthousiasme chez les travailleurs, et l'historien britannique Paul Preston relève : « Son langage se faisait plus révolutionnaire à mesure qu'il voyageait [...] en réponse à l'enthousiasme sans limite des masses qui acclamaient ses discours bien avant qu'ils soient terminés[17]. » Le 30 octobre 1933, dans un discours

17. P. Preston, *The Coming of the Spanish Civil War*, p. 91.

à Zafra, il annonce l'ouverture d'une nouvelle période révolutionnaire qui culminera avec l'implantation de la république sociale. Le 9 novembre, à Don Benito, il affirme que la révolution qui vient sera la révolution sociale, qu'elle expropriera la bourgeoisie par la violence, et qu'il faudra lutter jusqu'à ce que le drapeau rouge flotte sur tous les bâtiments officiels. Le 10, à Azuaga, il dit que cette révolution sera soutenue dans l'armée par un « mouvement de soldats et de sergents pour la révolution sociale [18] ». Le 13, à Albacete, il assure : « C'est vrai, si la légalité ne nous sert pas, si elle empêche notre avance, alors nous laisserons de côté la république bourgeoise et nous irons vers la conquête révolutionnaire du pouvoir [19]. » Le 14, à Murcie, il conclut : « Il nous faudra une période de transition vers le socialisme, et cette période, c'est celle de la dictature du prolétariat vers laquelle nous allons [20]. » Son langage, celui d'un révolutionnaire, sa détermination, alors qu'il est chef d'un grand parti, contribuent sans aucun doute à l'expression générale de la colère des ouvriers et paysans et de leur orientation révolutionnaire. Le PCE, toujours sur la ligne de la dénonciation des « social-fascistes » et, puisqu'on est en Espagne, des « anarcho-fascistes », ne compte pour rien dans cette authentique montée révolutionnaire.

Le Parti socialiste n'obtient que 58 sièges, alors qu'il a recueilli le chiffre sans précédent de 1 620 000 voix, la loi électorale lui étant défavorable à partir du moment où il n'a plus d'alliance. Les anarchistes, qui ne lui pardonnent pas la répression de la période précédente, n'ont pas voté. Les classes possédantes ont employé les grands moyens, fraude, bien sûr, mais aussi violence, parfois même terreur. D'où un mépris profond, dans le peuple, pour des résultats qui ne peuvent en aucun cas incarner la « légalité » et la « volonté du peuple », la colère aussi contre ceux qui ont volé leur victoire. L'éditorial d'*El Socialista*, le 2 janvier 1934, est sur la même ligne : « Concorde ? Non. Guerre de classe. Haine mortelle contre la bourgeoisie criminelle. Concorde ? Oui. Entre prolétaires d'idées différentes. » Mário de Coca, adversaire personnel de Largo Caballero et le plus féroce de ses critiques contemporains, apporte de ce point de vue à l'historien un témoignage précieux puisqu'il dit qu'il y eut à cette époque, dans le monde ouvrier, une « avalanche rouge », mentionne « les signes bolcheviques qui étaient devenus le mot d'ordre unanime de l'immense majorité du prolétariat socialiste » et affirme : « Au printemps de 1934, l'ensemble du prolétariat espagnol était dévoué corps et âme à l'esprit dynamique de la révolution, et [...] il y avait déjà une force en marche, un esprit avec sa vitalité propre que personne n'aurait pu retenir [21]. »

Les résultats électoraux et la campagne de Largo Caballero inspirent de la prudence à la droite. Gíl Robles, devenu le chef de la CEDA, regroupement des droites, variante espagnole de ce que nous avons appelé en Autriche le catho-fascisme, a conscience de la précarité du succès électoral. Un gouvernement de la droite et du centre provoquerait immédiatement, dans l'ambiance qui règne après la campagne, un rassemblement général contre la droite. Il se prononce donc, pour le moment, en faveur d'un gouvernement du centre soutenu par la droite. Il s'agit dans son esprit d'un gouvernement de transition qui amnistierait les militaires soulevés en 1932, réviserait les timides lois sur la religion, la réforme agraire, et surtout empêcherait l'application dans les campagnes des lois sociales, dont les grands propriétaires ne veulent pas. Cette tâche réalisée, Gil Robles croit que la CEDA devra alors prendre le pouvoir elle-même et réaliser son programme, et d'abord la révision de la Constitution qui doit lui permettre d'instaurer l'État national corporatiste, une forme qui combine les traits des États de Mussolini, d'Hitler et de Dollfuss.

18. *El Socialista*, 11 octobre 1933.
19. *Ibidem*, 14 octobre 1933.
20. *Ibidem*, 15 octobre 1933.
21. Gabriel Mário de Coca, *Anti-Caballero*, p. 98.

L'ÉTAT-MAJOR « LÉNINISTE » DU PSOE

Largo Caballero n'est pas un homme seul et il ne saurait l'être. Disciple respectueux de Pablo Iglesias, il n'est ni un organisateur, ni un tribun, ni un débatteur parlementaire. C'est un homme calme, sincère et dévoué, en qui les travailleurs se reconnaissent. Il sait associer et ne manque pas de collaborateurs de valeur. Il y a d'abord autour de lui un certain nombre de militants ouvriers d'expérience, socialistes occupant des responsabilités à l'UGT, l'ouvrier du bâtiment Anastasio de Gracía, le typographe Wenceslao Carrillo, les métallos Enrique de Francisco et Pascual Tomás. Il y a aussi des intellectuels qui forment, dira-t-on, son *brain trust* – un mot à la mode. Au premier plan, Luis Araquistáin, venu au socialisme à l'âge adulte, ambassadeur à Berlin de février 1932 à février 1933. Il a assisté aux derniers mois de l'ascension d'Hitler et conclut à la double faillite de la social-démocratie et du stalinisme. Pour vaincre le fascisme, il faut, selon lui, opposer à cette « franche dictature bourgeoise » ce qu'il appelle « une franche dictature socialiste ». Ses conférences, ses articles émeuvent, alarment, mobilisent. Son beau-frère, Julio Alvarez del Vayo, grand journaliste, est aussi avec Largo Caballero, ainsi qu'un journaliste basque de talent, ancien militant nationaliste rallié au socialisme à l'âge adulte, Carlos de Baraîbar. Enfin, il y a les « jeunes », les nouveaux venus de cette Fédération des jeunesses socialistes qui a fait de lui son président d'honneur. Citons les plus connus, l'ouvrier des transports Carlos Hernández Zancajo, jeune président de syndicat, l'employé de banque Amaro del Rosal, l'instituteur de Pampelune Ricardo Zabalza, qui anime la minorité dans le syndicat très important des travailleurs de la terrre, la FNTT. Et arrive une nouvelle génération de jeunes d'une vingtaine d'années et moins, ex-dirigeants étudiants comme José Laín, Serrano Poncela et le tout jeune Santiago, fils de Wenceslao Carrillo.

Au lendemain des élections, ces hommes sont d'accord pour voir le danger principal de « fascisme » dans la CEDA de Gîl Robles et dans son ambition affichée d'instaurer un État national corporatif, un régime fasciste. Devant la menace de destruction de la république et de tous les acquis du mouvement ouvrier, il s'agit désormais pour eux de se préparer à la lutte pour repousser les fascistes. A la fin de décembre 1933, Largo Caballero annonce la grande nouvelle à J.S.Vidarte, secrétaire du parti : « Je crois que le moment décisif est venu. Nous n'avons pas d'autre issue que la révolution, et notre devoir est de la préparer rapidement, sans perdre de temps, pour n'être pas dépassés par les événements et avoir pour le reste de notre vie à déplorer une passivité comme celle d'Otto Bauer[22]. »

Soulignons-le, c'est important. Il ne s'agit pas de préparer la révolution quoi qu'il arrive, mais seulement d'être prêt à la déclencher si la voie démocratique parlementaire était fermée, c'est-à-dire notamment si la CEDA prenait le pouvoir ou entrait au gouvernement. C'est donc une décision conditionnelle. En janvier 1934 est désignée une commission mixte PSOE-UGT présidée par Largo Caballero qui doit étudier les modalités pratiques de ce soulèvement, dont l'ennemi de classe est finalement libre de fixer la date !

LA CONQUÊTE DE L'APPAREIL

Tel qu'il est, le projet de Largo Caballero exige l'identification entre les organismes du parti et du syndicat et les organes insurrectionnels. La première condition de sa réalisation est donc l'homogénéisation de l'appareil, l'épuration des éléments droitiers de Besteiro pour qui ce projet est de l'aventurisme pur. Le principal obstacle est la centrale

22. J.S. Vidarte, *El Bienio negro*, p. 111.

syndicale, l'UGT. Présidée par Julian Besteiro, elle a deux piliers, la FNTT, l'organisation paysanne et la fédération des cheminots. La seconde, réduite à sa plus simple expression, est un bastion imprenable. C'est contre la direction de la FNTT que se tournent les largocaballéristes : les dirigeants besteiristes de cette fédération ont affaire à une offensive patronale forcenée et à une énorme combativité de leurs adhérents. Comme le secrétaire général a pris position contre Largo Caballero sans consulter la base, une révolte bien organisée et soutenue de l'extérieur par le quotidien du PSOE le fait désavouer par la commission nationale, et il démissionne. La direction est désormais aux mains d'une équipe proche de Largo Caballero, que dirige l'instituteur navarrais Ricardo Zabalza. Le changement de majorité permet celui de l'UGT, où Besteiro a provoqué le conflit en publiant en circulaire un texte d'Amaro del Rosal qui affirmait « la nécessité de l'organisation d'urgence, avec le Parti socialiste, d'un mouvement de caractère révolutionnaire national afin de s'emparer du pouvoir politique intégralement pour la classe ouvrière[23] ». Besteiro et son équipe sont donc désavoués et remplacés. Anastasio de Gracía devient président, Largo Caballero, secrétaire général. Carlos Hernández Zancajo et Ricardo Zabalza sont membres de l'exécutif.

Durant le même mois de janvier 1934, et dans le même élan, l'aile « léniniste » réussit à s'emparer de l'*agrupación* madrilène du PSOE. L'affaire est rondement menée par Carlos Hernández Zancajo, appuyé sur les Jeunesses socialistes. Ils occupent désormais les postes clés. La commission mixte UGT-PSOE, présidée par Largo Caballero et dont le secrétaire est Enrique de Francisco, peut préparer tranquillement l'insurrection. Elle comprend J.S. Vidarte, Pascual Tomás, José Díaz Alor, Carlos Hernández Zancajo et Santiago Carrillo, soit, outre Largo Caballero, deux représentants du PSOE, deux de l'UGT, deux de la FJS. Le dernier bastion à basculer est la Fédération des jeunesses socialistes. Lors de son congrès de Madrid, le 20 avril, Carlos Hernández Zancajo en prend la présidence. Le pouvoir réel appartient au secrétariat, qui peut, lui, consacrer toutes ses forces à ce travail, secondaire pour lui ; le jeune Carrillo et son adjoint José Laín en sont les hommes forts avec Federico Melchor, José Cazorlá, Segundo Serrano Poncela, Léoncio Pérez de Valence et Juan Pablo García l'Asturien.

Largo Caballero a tracé les perspectives du combat auquel il appelle dans un grand discours du 14 janvier 1934 aux travailleurs de l'imprimerie :

> Il n'y aura aucune émancipation tant que le pouvoir demeurera aux mains de la bourgeoisie. Et, pour réaliser cette transformation, il faudra le lui arracher. [...] Il faut préparer les masses à la révolution, spirituellement, mais aussi matériellement. [...] Les ouvriers espagnols sont assiégés, sans espoir que d'autres forces viennent à leur aide ou qu'une brèche s'ouvre dans les rangs des attaquants. Parmi ceux qui nous assiègent, il y a aussi les républicains. [...] Il ne s'agit pas d'une lutte entre quelques patrons et quelques ouvriers isolés. C'est la classe capitaliste, avec ses partis politiques, qui tente de nous détruire. Nous devons nous en convaincre et nous préparer pour nous battre et pour vaincre[24].

« LA MAGNIFIQUE JEUNESSE SOCIALISTE » (TROTSKY)

La Jeunesse socialiste est la force de frappe de Largo Caballero, qu'elle accueille le 21 avril 1934 par des transports d'enthousiasme. Elle est aussi sa gauche, et on le sait depuis 1933. Quand la décision d'insurrection conditionnelle est prise, la FJS – qui a également des positions propres dans l'UGT – proclame ouvertement que l'insurrection

23. Cité par P. Preston, *op. cit.*, p. 102.
24. *El Socialista*, 15 janvier 1934.

ne saurait être à ses yeux qu'une insurrection pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat. Déjà à cette époque, *Renovación*, l'hebdomadaire de la fédération, défend les positions les plus révolutionnaires qui s'expriment à l'époque dans l'univers socialiste. C'est d'ailleurs une véritable fraction organisée qui s'empare en janvier 1934 de la direction de la FJS (elle compte alors 20 000 membres et en aura le double après quelques mois). Sa victoire écrasante, elle l'a remportée sur la base d'un rapport politique présenté au congrès par José Laín. Il y explique la nécessité d'une rupture immédiate avec la bourgeoisie afin de pouvoir passer tout de suite à la préparation de la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire le Parti socialiste. Les perspectives qu'ils exposent dans leur presse, et d'abord *Renovación*, portent certes l'empreinte d'une tendance à éviter l'analyse concrète, mais elles ont le mérite d'être celles de Largo Caballero présentées sous une forme agitative. *Renovación* est l'organe permanent de l'agitation générale en faveur de l'action révolutionnaire. La résolution présentée par José Laín après son rapport au Ve congrès, en 1934, souligne entre autres « la ferme conviction [des JS] quant aux principes de la révolution prolétarienne et qu'ils n'offrent dans la période actuelle d'autre issue que l'insurrection armée de la classe ouvrière pour s'emparer complètement du pouvoir politique, instaurer la dictature du prolétariat, et sa proposition que, dans le plus bref délai possible, on arrive à une entente avec les organisations politiques ouvrières de classe sur la base de l'action commune pour ce mouvement insurrectionnel[25] ».

La jeune génération ne semble pas être du genre suiviste. Dans un article du numéro du 18 avril, sous le titre « Crise de confiance », Serrano Poncela se demande, comme ses camarades, dit-il, si les hommes de la vieille génération sont capables de prendre le pouvoir et d'instaurer la dictature du prolétariat après tant d'années « d'interprétations fausses, réformistes, de la lutte des classes ». Peut-être certains y parviendront-ils, mais il prévient : « La nouvelle génération socialiste s'opposera à toute altération de la pureté marxiste dans son concept de pouvoir politique[26]. » Surtout, l'organe des JS met en avant la perspective de l'épuration du parti des principaux dirigeants réformistes. En fait, son activité théorique est souvent marquée du sceau d'un gauchisme un peu infantile et d'un certain provincialisme. Face aux JC, en juillet 1934, le jeune Carrillo énonce sentencieusement que l'unique programme possible d'un front unique, c'est la prise du pouvoir, qu'aucune lutte ne vaut d'être menée si telle n'est pas sa perspective, que rien ne permet de croire qu'il puisse exister en Espagne des organismes de type « soviétique » et que seules les « alliances ouvrières, aussi bien organes de lutte qu'organes du pouvoir », y ont un avenir. C'est avec de tels arguments que les JS soutiendront à fond Largo Caballero quand il s'oppose à la grève des travailleurs de la terre lancée par la FNTT de Zabalza après un vote écrasant, mais dont il estime qu'elle risque de faire courir des risques aux préparatifs d'insurrection. Le résultat en sera une défaite sévère, qui pèsera lourd dans les décisives années qui mènent à 1936.

En même temps, et sans marquer trop de considération pour « les trotskystes », l'équipe dirigeante des JS saisit toutes les occasions de manifester son respect pour Trotsky. Federico Melchor aborde même au dernier trimestre de 1933 le problème de la « IVe Internationale », soulignant l'accord des JS avec les organisations qui s'en réclament, sur les points suivants : « Lutte contre le fascisme, conquête révolutionnaire du pouvoir politique ; imminence de la révolution ; nécessité d'abattre le réformisme ; démocratie interne au parti[27]. » Il reproche cependant aux trotskystes, qui livrent le même combat « contre le

25. *El Socialista*, 21 avril 1934.
26. *Renovación*, 18 avril 1934.
27. F. Melchor, « IV Internacional », 11 novembre et 9 décembre 1933, *Renovación*, décembre 1934 [?].

stalinisme et le révisionnisme », d'affaiblir ce combat en ne le menant pas dans l'une des Internationales existantes. Pour combattre les tenants des deux tactiques, également erronées selon lui, « la tactique socia-démocrate réformiste et petite-bourgeoise » et la « tactique intransigeante et sectaire de l'Internationale communiste », Santiago Carrillo explique aux JC l'importance des alliances ouvrières, dont il croit que le mouvement des masses obligera les communistes à y entrer. Mais il assure curieusement que ce type d'organe ne peut avoir que la prise du pouvoir comme objectif et ne saurait être utilisé dans des luttes partielles.

L'ÉVEIL DE LA CLASSE OUVRIÈRE AMÉRICAINE

C'est peut-être la conjonction, après des années de crise terrible et de misère grandissante, de plusieurs victoires ouvrières au cœur même du bastion du capitalisme qui constitue l'événement essentiel de la montée de cette année-là. Leur trait commun est que, utilisant chaque fois des formes syndicales jugées « périmées » par les observateurs et les spécialistes, des groupes avancés – « radicaux », comme on dit – prennent l'initiative d'appuyer une grève, de l'organiser efficacement et, d'une certaine manière, de l'armer en l'associant étroitement dans l'action et sous le signe de la solidarité aux couches populaires les plus larges, et notamment aux chômeurs. A Toledo, le Local AFL 18384 part en grève le 23 février 1934 et reçoit le soutien efficace du groupe local de chômeurs organisé par le Committee for Progressive Labor Action qu'anime le pasteur A.J. Muste, ancien directeur pédagogique de l'Université ouvrière, le Brookwood Labor College, et que vient épauler ici le journaliste Louis Budenz. Tracts, journal des grévistes, piquets de grève – jusqu'à 10 000 –, résistance acharnée aux forces de police, débauchage par la propagande de jeunes gardes nationaux. C'est l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières dans le monde qui est reprise ici et qui obtient la première victoire dans la longue nuit de la Grande Dépression. La compagnie capitule le 4 juin.

A ce moment-là, une seconde grande grève est engagée à Minneapolis par les conducteurs de camions, les *teamsters* du Local 574 de leur Fraternité internationale. Le noyau militant, ici, ce sont les ouvriers trotskystes de la Communist League, le vétéran Carl Skoglund et les frères Dunne, ainsi qu'un travailleur qui se révèle un vrai stratège de la lutte des classes, Farrell Dobbs. L'invention, l'arme imparable, est née à la base, c'est le piquet de grève mobile, bientôt baptisé « *flying squadron* », dont la multiplication et l'ubiquité égarent les forces de répression. Les patrons ont recruté une armée privée de 2 000 hommes, et quelques tueurs. La bataille fait rage pour le centre de la ville, qui reste aux mains des ouvriers. La population sort en foule pour soutenir les grévistes : les victimes de la crise savent qui sont leurs frères. Le 20 juillet, les forces de répression tuent délibérément plusieurs membres de piquets. Le Parti communiste, lui, dénonce les dirigeants de la grève comme « flics » et « agents des patrons ». Les arrestations soulèvent l'indignation générale. Les compagnies capitulent le 22 août, après la deuxième grève, qui a duré cinq semaines.

La grève des dockers de San Francisco, elle, va durer onze semaines et être hachée d'innommables violences commises sur le *waterfront* par les forces de police, la Garde nationale. Mais la grève, désavouée par les bonzes syndicaux nationaux, a bénéficié de la solidarité. Il y a des morts, des centaines de blessés, des centaines d'arrestations. Des bandes armées s'en prennent aux locaux des organisations ouvrières. Le noyau ici est animé par un proche du PC, l'Australien Harry Bridges, qui n'a cessé de militer à l'AFL et a évité le piège des syndicats « gauchistes » où se sont empêtrés en général les militants du PC. Comme Dobbs, il est maintenant connu du pays tout entier.

Les trois grèves frappaient-elles les trois coups annonçant la révolution et inscrivaient-elles sur les murs des villes américaines le début de la guerre civile ? On pouvait le penser. Celle de San Francisco annonçait le développement foudroyant des syndicats maritimes derrière le vieux SUP du vétéran Furuseth. Un peu plus loin se profilaient les grands combats de masse qui allaient donner naissance au CIO. Comme en d'autres pays, en Europe notamment, le PC semblait avoir été marginalisé par son propre sectarisme et ses attaques contre les dirigeants du mouvement, n'être plus en mesure, en tout cas, de jouer dans les combats qui s'annonçaient un rôle important.

LES SOCIALISTES ESPAGNOLS PRÉPARENT L'INSURRECTION

Les dirigeants socialistes prennent au sérieux leur décision de recourir à l'insurrection si la droite accède au pouvoir. Le problème le plus délicat est sans doute celui de l'armement. La plus grosse affaire semble avoir été le rachat d'armes, au début de 1934, avec un chèque falsifié, à un groupe de conspirateurs portugais qui ont tenté de les livrer aux Asturies par le vapeur *Turquesa*. Un nombre important de fusils furent volés dans les arsenaux par les travailleurs qui les fabriquaient. En fait, on comptait, dans le début de l'insurrection, s'emparer des stocks dans les arsenaux et les postes de police avec des complicités de l'intérieur. L'un des conspirateurs, le JS Manuel Tagueña, a raconté le perpétuel déménagement des stocks et l'amateurisme qui présidait à ces opérations.

Les chefs socialistes avaient incontestablement des relations avec certains chefs militaires. On ne sait toujours rien de ceux qui avaient été récrutés par Prieto – plusieurs généraux appartenant à la franc-maçonnerie –, qui sont restés parfaitement passifs pendant tout le soulèvement. Des rumeurs ont indiqué que Largo Caballero avait lui, le contact avec l'officier d'artillerie socialiste Rodrigo Gíl. Parmi les officiers qui ont été inculpés ou seulement soupçonnés, il faut citer le sergent Vásquez, le seul condamné à mort qui fut exécuté, et ceux qu'on retrouvera en 1936, socialistes ou maçons, les *asaltos* Moreno et José del Castillo, Carlos Faraudo, le garde civil Fernando Condès, pas mal de sous-officiers. L'organisation des milices constituées clandestinement nous est connue par des archives des JS de Murcie qui se trouvent dans les papiers de la Sécurité de Madrid à Salamanque[28]. La responsabilité en revient aux JS, et il est prescrit de veiller à ce qu'ils y soient en majorité. Les miliciens sont organisés en « dizaines » commandées par un chef, qui, comme le chef local, commandant aux dizaines, est nommé par le comité local des JS. On choisit de préférence des gens ayant une connaissance des armes, par exemple parce qu'ils ont fait leur service militaire, avec une préférence pour les sous-officiers et officiers. Les hommes apprennent le maniement des armes lors de sorties champêtres du genre scout. Préparation, stockage, éventuellement fabrication d'explosifs dépendent d'une section spécialisée. L'autorité est divisée entre le « chef supérieur », qui relève du comité provincial, et le comité local, qui nomme, mais aussi juge et punit. Comme les social-démocrates autrichiens de la région de Linz à la même époque, les JS semblent dissous dans leur propre organisation militaire et avoir ainsi le caractère d'une organisation semi-clandestine. Mais, comme ils ont en même temps une activité publique de militants politiques et d'organisation, il semble bien qu'il devait y avoir un certain désordre et bien des fuites.

Les dirigeants des milices sont en principe José Laín, l'employé de banque Victoriano Marcos et l'Italien Fernando De Rosa. Mais c'est ce dernier qui est le vrai chef militaire – il a été officier. Parmi ses collaborateurs étudiants, l'un deviendra général et un autre

28. Archives de la guerre civile, AHN Madrid, Legajo 721.

grand chef de la police politique : Manuel Tagueña et Francisco Ordoñez. Les hésitations des dirigeants socialistes à déclencher l'insurrection, l'hypothèse de Largo Caballero selon laquelle la CEDA n'allait pas entrer au gouvernement semblent indiquer que, dans la tête des dirigeants du parti, l'insurrection annoncée était aussi un moyen de pression sur les hommes politiques du centre, et en particulier sur le président de la République, qui prenait la décision finale.

L'OCTOBRE D'ESPAGNE

Trotsky avait pensé qu'une politique hardie des révolutionnaires catalans pour la république indépendante de Catalogne aurait pu constituer le premier pas vers la révolution prolétarienne dans l'ensemble de la péninsule. L'abstention totale de la CNT catalane, qui regarda « l'arme au pied » les autres organisations tentant de se soulever puis d'échapper à la répression, fut sans doute le facteur décisif d'un échec qui coûta son statut d'autonomie à la Catalogne. Aux Asturies, en revanche, non seulement les anarcho-syndicalistes, conduits par un remarquable dirigeant ouvrier, José Maria Martínez, adhérèrent à l'Alliance ouvrière, mais leur apport fut infiniment plus décisif que l'adhésion à la onzième heure – à la suite du CC des 11 et 12 septembre – des responsables communistes, qui n'avaient cessé jusque-là de condamner l'« opportunisme » des « social-fascistes » de l'Alliance ouvrière. Les socialistes de gauche disposent d'un outil efficace avec *Avance*, que dirige le jeune et brillant journaliste Javier Bueno. L'épopée asturienne – dix jours de combat acharné des mineurs contre des troupes de métier très bien armées et équipées – a été l'un des grands moments de l'histoire ouvrière du XXe siècle. Luis Araquistáin y a vu « l'œuvre des jeunesses ouvrières, un mouvement irrésistible, parti du bas, d'une masse qui n'était pas disposée à laisser échapper sa bataille contre le fascisme [...], une bataille où ce prolétariat, jusque-là pacifique, exigeait le baptême du feu comme le début d'une nouvelle attitude historique[29] ». Le gouverneur civil des Asturies, limogé par le gouvernement, plaide sa cause en ces termes : « Les énormes contingents ouvriers qui peuplent les Asturies – pas moins de 120 000 –, tous encadrés dans les organisations, UGT, PSOE, PC et CNT, se mettant d'accord pour une action commune au sein de ce qu'on a appelé l'Alliance ouvrière, faisaient de cette province un cas unique en Espagne de dangerosité sociale[30]. » Cinq mois plus tard, un envoyé du gouvernement écrit dans son rapport sur les Asturies ces lignes significatives qui donnent sans doute la clé de ce chapitre et de quelques autres : « Les jeunesses de toutes les organisations révolutionnaires sont unies dans un désir de subversion, et les dirigeants et les hommes mûrs de la CNT et de l'UGT s'engagent dans des ruptures et des changements de tactique tout à fait dignes d'être pris en considération et qui peuvent donner des résultats excellents [...]. Le potentiel dangereux de la classe ouvrière nous semble devoir être combattu très vite au moyen de la division[31]. »

On s'explique l'acharnement de la répression. Le coût humain est élevé : parmi les morts, il y a le militant libertaire José Maria Martínez. Le socialiste de gauche Javier Bueno est férocement torturé en prison. Le mouvement fut une catastrophe d'inorganisation et d'improvisation dans tout le reste de l'Espagne. Les futurs combattants ont attendu pendant des heures des instructions qui ne sont pas venues, des chefs qui étaient en retard ou ailleurs. Les rendez-vous et rassemblements étaient connus de la police, qui a eu tous les moyens d'aggraver le désordre avant de frapper des gens qui ne savaient

29. L. Araquistáin « La Revolucion de Octubre en España », *Leviatán*, février 1936 p. 343.
30. Archives de la guerre civile ; AHN Madrid, Legajo 721.
31. Rapport du 9 mars 1935, *ibidem*.

plus où ils étaient. C'est parfois par centaines que les hommes ont été raflés avant d'avoir pu faire un geste. Sauf à Madrid, qui semble avoir été sinistrement mal organisée sous Amaro del Rosal, on peut découvrir tout d'un coup qu'il s'est passé quelque chose là où l'on croyait qu'il ne s'était rien passé. Comment serait-il possible d'inculper à Pampelune 127 personnes et d'en arrêter 145 s'il ne s'était rien passé ? Comment expliquer les condamnations à vingt, quatorze et dix ans de prison qui frappent des militants à Saint-Sébastien, s'il ne s'y est vraiment rien passé ?

Effervescence en Amérique latine

Nous pensons qu'il est intéressant de s'arrêter quelques instants sur les premières traductions cubaines de la politique de front populaire deux ans après la lutte acharnée du PC cubain contre le gouvernement de Grau San-Martín. Dans *Bandera roja* du 4 décembre 1936, le nouveau chef du parti cubain développe la raison d'être du tournant des PC. Il écrit : « La bourgeoisie nationale, par ses contradictions avec l'impérialisme qui l'étouffe, accumule les énergies révolutionnaires qu'il ne faut pas laisser perdre [...]. Toutes les couches de la population, du prolétariat à la bourgeoisie nationale, peuvent et doivent constituer un vaste front populaire contre l'oppresseur étranger. » Et de s'acharner par une autocritique du « sectarisme meurtrier » de 1934 face à Grau et Guiteras, de justifier l'abandon, deux ans plus tard, de toute perspective révolutionnaire...

C'est au Chili, où les masses sont en mouvement, que les choses sont le plus claires. Elu sur un programme « de gauche », le gouvernement d'Alessandri est un gouvernement « de droite » qui, quoi qu'il en ait, est incapable d'empêcher la progression du mouvement des masses. Le mouvement paysan se développe à un rythme accéléré. De nombreux syndicats se constituent, et, sous l'influence d'Emilio Zapata, naît en 1935 la Ligue nationale de défense des paysans pauvres. Quelque 10 000 paysans dans la région de Lanquimay occupent des terres usurpées par les grands propriétaires. On se bat en juin-juillet 1934, et il y a plus d'une centaine de morts parmi les occupants, en plus de leurs dirigeants, l'enseignant Juan Leiva, fusillé, et José Bascuñán Zurita, noyé. De leur côté, les ouvriers mènent des luttes victorieuses, ceux de la construction notamment, mais aussi les cheminots en février 1936. Alessandri riposte en décrétant la grève « subversive » et en proclamant l'état de siège, puis en remettant l'administration des chemins de fer à l'armée. C'est l'ensemble des travailleurs chiliens qui lui répond par une grève de solidarité impressionnante. Et puis les rumeurs de fascisme, en Europe mais aussi au Brésil voisin, mobilisent pour l'unité et le combat. Le Parti socialiste chilien fonde des milices qui ripostent aux violences et aux agressions des groupes d'extrême droite. Bientôt se constitue pour coordonner tout cela un bloc des gauches, que l'opposition Hidalgo, devenue Gauche communiste et adhérant aux principes de l'opposition de gauche internationale, considère comme le résultat et l'expression d'une politique de front unique ouvrier.

Alliance ouvrière au Brésil

Octobre 1934 est aussi le moment où se réalise au Brésil, comme en Espagne, un front unique ouvrier parfois baptisé Alliance ouvrière. Le danger fasciste est ici incarné par l'Ação Integralista Brasileira, les Intégralistes en chemises vertes de Plinio Salgado, qui ont été encouragées par l'accession d'Hitler au pouvoir et tentent de briser le mouvement ouvrier, se livrant à toutes sortes de violences et cherchant partout à s'emparer de la rue en semant la terreur[32]. La riposte va être organisée à l'initiative des trotskystes. Un rôle

décisif est joué par des émigrés italiens, qui ont tiré les enseignements de leur défaite face aux Chemises noires, comme Goffredo Rosini, ancien camarade de prison de Gramsci. Quand, au mois d'octobre 1934, les Intégralistes de Salgado annoncent leur intention de manifester au cœur de São Paulo, Praça da Sé, afin de démontrer leur force et de s'ouvrir la route du pouvoir, la résistance s'organise, à l'initiative des trotskystes, Mário Pedrosa et Fulvio Abramo notamment, qui réussissent à constituer une Alliance ouvrière pour leur barrer la route. Celle-ci regroupe la quasi-totalité des syndicats, les groupes de militaires qui se réclament de Luis Carlos Prestes, « prestistes » ou « tenentes », les anarchistes des Grupos Libertarias, qui constituent une force importante, les socialistes, et même l'organisation régionale de São Paulo du PC du Brésil avec Herminio Saccheta, qui s'engage ainsi dans la voie de l'exclusion du Parti communiste. L'affaire est bien préparée du côté de l'Alliance ouvrière, dont les contre-manifestants attendent sur la place où les Chemises vertes intégralistes ont annoncé qu'ils se déploieraient. Des toits, ils les prennent sous le feu de leurs armes dès les premiers coups tirés par les fascistes – 5 000 – quand Fulvio Abramo prend la parole. Disciplinés, bien encadrés par des militaires expérimentés et par leurs propres dirigeants, les travailleurs de São Paulo tiennent bon et mettent les Intégralistes en déroute [33]. C'est évidemment un événement considérable, mais qui sera peu connu dans le reste du monde.

DÉFAITE SANS COMBAT OU COMBAT SANS VICTOIRE ?

La vraie signification de cette année 1934 et de l'insurrection des Asturies est à inscrire en quelque sorte en contrepoint de la défaite sans combat en Allemagne. Des centaines de milliers d'Espagnols, avec Largo Caballero et ses camarades emprisonnés ou exilés, ont été convaincus par le combat des Asturies que le prolétariat pouvait vaincre le fascisme et les meilleurs troupes de l'État bourgeois. Et ils ont également été convaincus que la clé de la victoire reposait dans l'unité d'action, comme le rappelle le fameux mot d'ordre des combattants des Asturies appelant à l'union leurs frères prolétaires, le retentissant UHP *(Ou-Hatché-Pé)*, qui a plus tard, à l'été 1936, rassemblé pour le combat et l'assaut des casernes, puis dans les rangs des milices, les ouvriers et les paysans. Moins de deux ans après la victoire sans combat des bandes hitlériennes, la classe ouvrière de plusieurs pays d'Europe avait donc été capable de renverser la situation et de puiser dans la défaite les raisons pour elle de combattre aujourd'hui pour que tous puissent vaincre demain. Il fallait bien un appareil international de la puissance de la Comintern, et encore paré du prestige et de l'autorité de la révolution russe, pour enrayer ce mouvement-là.

32. Heitor Ferreira Lima, dans ses Mémoires, mentionne l'existence et l'action dans ces années de la Légion du travail du Ceara, organisation proche des Intégralistes de Salgado, dont le fondateur est le père Hélder Câmara, plus tard évêque et incarnation du progressisme catholique au Brésil, ancêtre de la « théologie de la libération ». Sans doute une preuve supplémentaire que les voies de la Providence sont impénétrables...

33. Nous avons publié dans les *Cahiers Léon Trotsky* nº 11, 1982, p. 83-89, une longue entrevue avec Fulvio Abramo où il s'étend notamment sur cette importante bataille de rues.

CHAPITRE XXX

Autour du VII[e] congrès de la Comintern[1]

Pour comprendre les développements politiques qui ont donné naissance au Front populaire, il faut les replacer dans leur contexte : sur le plan international, une montée ouvrière à laquelle la Comintern devait donner une réponse qui ne pouvait pas être celle qu'elle avait donnée aux ouvriers allemands, et, sur le plan russe, l'inquiétude par rapport à l'agression extérieure – provoquée notamment par le Japon –, et, à l'intérieur, l'utilisation de l'assassinat de Kirov pour déchaîner une répression sans précédent culminant avec les grands procès de Moscou contre les compagnons de Lénine et le prestige de la révolution d'Octobre. Il ne faut pas séparer ces composantes. C'est pourtant ce qu'ont fait et ce que font encore tant d'historiens qui décrivent de la main droite la marche des Soviétiques vers une démocratie rayonnante, luttant pour abattre le fascisme et empêcher la guerre, mais doivent en même temps montrer de leur main gauche la préparation et les progrès de la dictature totalitaire impitoyable et se croient obligés d'assurer qu'elle était destinée à faire face au double danger du fascisme et de la guerre : deux histoires différentes ayant pourtant la même conclusion, précisément l'avènement du fascisme et la guerre. Dans l'intervalle, d'ailleurs, Staline signe avec Hitler, incarnation du « fascisme », un pacte qui permet à ce dernier de se lancer dans la guerre à l'Ouest. La guerre que Staline n'avait pas réussi à éviter a commencé alors qu'il venait de massacrer toute une génération de cadres militaires de grande valeur...

L'APPARITION DE DIMITROV[2]

Dimitrov était un vétéran des *tesnjaki* bulgares, ancien dirigeant syndical, ancien membre du comité central et de l'exécutif de la Comintern, affecté en 1929 au secrétariat du bureau de Berlin de la Comintern, un poste clandestin qui jouait avant tout le rôle de centre de communications. Il avait continué à faire partie de l'exécutif, s'était rendu aux plénums régulièrement. Rien ne permet à Stephen Koch d'affirmer qu'il était déjà proche collaborateur de Staline et mondialement connu. Arkadi Vaksberg écrit, au contraire, et

1. Nous utilisons ici le travail de compilation publié en deux volumes à Erloagen en 1974.

2. Rien ne permet de dire que l'apparition de Dimitrov résulte d'une mise en scène, comme le soutient Stephen Koch, le grand maître de l'histoire-roman.

tout porte à le croire, qu'il était « loin des premiers rôles » et « qu'il ne suscitait ni l'affection ni le respect de ses camarades », citant à son propos le témoignage d'Aïno Kuusinen, pour qui il ne s'intéressait qu'aux beuveries et aux coucheries et était exécré de tous, ce qui expliquerait son exil à Berlin[3]. Nous avons connaissance d'une seule intervention personnelle de sa part dans la politique allemande de la Comintern, en faveur du front unique, en octobre 1932, ce qui ne signifie pas grand-chose. Nous savons aussi que, inquiet d'être tenu à l'écart par le groupe de jeunes dirigeants autour de Petar Iskrov qui lui reprochaient d'avoir encore la mentalité sectaire des *tesnjaki*, il réclama à plusieurs reprises, mais en vain, sa réaffectation au travail de son parti d'origine.

C'est la répression hitlérienne après l'incendie du Reichstag qui le poussa au premier plan. Hitler voulait attribuer cet incendie aux communistes, mais le communiste hollandais Marinus Van der Lubbe, un faible d'esprit, semble-t-il, qui avait été arrêté par la police, ne faisait pas son affaire et il exigea d'elle de plus gros poissons. C'est ainsi que Georgi Dimitrov fut arrêté le 9 mars 1933 avec deux de ses compatriotes et collaborateurs, Blagoï Popov et Vassil Hadjitanev, dit Tanev, ainsi que le chef du groupe parlementaire du KPD au Reichstag, Ernst Torgler, tous quatre accusés d'avoir organisé l'incendie du Reichstag. Hitler voulait donner beaucoup d'éclat au procès des « terroristes » et « incendiaires » étrangers. Le « procès de Leipzig » se déroula en présence de correspondants de la presse mondiale du 21 septembre au 23 décembre 1933. Son résultat fut inattendu, au moins pour Hitler : le comportement de Dimitrov, sa combativité face à Göring, son courage eurent un écho extraordinaire. S'expliquent-il, comme l'ont assuré certains, de Ruth Fischer à Stephen Koch – le second moins fiable encore que la première –, par le fait qu'il avait l'assurance, quoi qu'il arrivât, de recouvrer prochainement sa liberté, du fait d'un accord entre gouvernement ou services secrets allemands et russes ? On nous permettra d'en douter. Un accusé entre les mains des nazis à ce niveau ne pouvait être sûr de rien. En outre, ce n'est pas avec la complicité de Göring, tout au contraire, que Dimitrov démolit totalement l'accusation et innocenta aux yeux des assistants ses camarades et lui. Son action apparut en tout cas courageuse et rencontra un énorme écho grâce à la campagne des services de Willi Münzenberg pour sa défense. Ce dernier publia un ouvrage bourré de documents qui démentaient la thèse nazie, le fameux *Livre brun*. Propagandiste et organisateur hors de pair, il utilisa, pour rapporter d'Allemagne une part importante de sa documentation, la comtesse Catherine Karolyi, qui venait de faire ses débuts de journaliste et fut une courageuse porteuse de documents[4]. Il utilisa ensuite en elle l'aristocrate – elle était née Andrassy – pour assurer le financement du livre par les généreuses donations de riches Britanniques[5]. Le *Livre brun* valut à Dimitrov un immense prestige de combattant antifasciste, qui fut utilisé ensuite par la Comintern au service de Staline.

Acquittés, les trois Bulgares restèrent en détention. Leur situation était précaire, car le gouvernement bulgare, plein de zèle pronazi, les avait déchus de leur nationalité. On craignait pour eux des représailles de Göring, assassinat ou mort accidentelle. Le 29 décembre 1933, Piatnitsky transmit à Staline un télégramme de Wilhelm Pieck assurant qu'il serait bien avisé d'informer le gouvernement allemand que le gouvernement soviétique était disposé à accueillir les trois hommes[6]. Le 16 février 1934, l'ambassadeur d'URSS remit au ministre des Affaires étrangères allemand une note indiquant que Dimitrov, Popov et Tanev avaient reçu la nationalité soviétique et qu'ils sollicitaient l'autorisation pour eux de rejoindre l'Union soviétique. Les trois prirent l'avion pour Moscou le 27 février.

3. A. Vaksberg, *Hôtel Lux*, p. 65-66.
4. Catherine Karolyi, dans *On m'appelait la comtesse rouge*, p. 319-329, a fait le récit de sa collecte.
5. *Ibidem*, p. 329-330.
6. RTsKhIDNI, 495/19/48. Le télégramme de Pieck est daté du 28 décembre.

LA PROMOTION DE DIMITROV

Dimitrov fut accueilli comme un héros à Moscou, la *Pravda* saluant en lui « le symbole de la lutte des masses prolétariennes de tous les pays », mais il commença par une période de repos. Qui eut l'idée de lui donner une place centrale dans la Comintern ? Pour l'instant, on l'ignore. *A priori*, les anciens pouvaient le considérer comme un rival. Arvo Tuominen a raconté les appréhensions nourries par Kuusinen. Mais ils étaient inquiets de l'attitude de Staline, qui manifestait à l'égard de la Comintern et de ses travaux un grand désintérêt. On sait par Firtsov[7] qu'il avait purement et simplement refusé de lire les thèses préparées par le secrétariat pour le XIIIe plénum parce qu'il les trouvait « trop longues ». Piatnitsky avait dû en faire un résumé agrémenté d'extraits qu'il lui envoya le 21 novembre, pour obtenir de lui l'expression d'une opinion. Le 14 décembre 1933, ce dernier avait encore insisté auprès de Staline, Molotov et Kaganovitch pour qu'ils lisent les thèses et projets de résolutions, donnent leur opinion, corrigent, amendent. Ce manque d'intérêt était de mauvais augure. Dès que Staline manifesta qu'il n'était pas hostile à l'association de Dimitrov au travail, il semble que les dirigeants – particulièrement Manouilsky – se réjouirent et acceptèrent l'arrivée dans leur cercle dirigeant de celui qui allait pourtant se placer immédiatement au-dessus d'eux. Car cela signifiait en tout cas pour eux que le travail continuait. C'est le 7 avril que Dimitrov commence ses rencontres officielles. Il est invité au Politburo du parti russe et appelé à faire des remarques sur le travail. Il répond en suggérant une modification profonde des rapports entre la Comintern et les pays occidentaux ; une idée que Staline avait trouvée intéressante lors de leur première rencontre.

Il semble que Staline n'ait pas été convaincu mais qu'il fut au moins intéressé par cet homme qui pouvait donner le sentiment d'une « rénovation ». Il le recommanda pour d'importantes responsabilités à la Comintern. C'est lui – on le répéta – qui demanda à la délégation du PC de l'Union soviétique à l'exécutif de la Comintern de faire intégrer Dimitrov dans la direction. Le 22 avril, c'était chose faite. Il prenait aussitôt la place, occupée jusque-là par Wilhelm Knorine, de chef du bureau d'Europe centrale, entrait au présidium et s'occupait d'élaborer une nouvelle ligne politique à travers une correspondance avec Staline d'avril à juillet 1934. Il y a déjà quelques années que Fernando Claudín a fait une mise au point sur le tournant de la Comintern en rappelant que l'*Humanité* avait publié le 31 mai 1934 un article de la *Pravda* argumentant en faveur de l'entente avec les dirigeants socialistes. Il soulignait alors fort opportunément que les discussions entre dirigeants internationaux n'avaient commencé qu'après le feu vert ainsi donné par la *Pravda* : « Le tournant n'est pas le fruit de la discussion de l'IC, mais le contraire : les dirigeants de l'IC pouvaient discuter parce que Staline avait commencé à tourner[8]. » Les quelques textes cités par Firtsov de la correspondance entre Staline et Dimitrov ne donnent nullement le sentiment d'un accord complet entre les deux hommes. Ils nous semblent en revanche révéler la disposition de Staline à laisser faire et à utiliser au mieux une politique dont il ne risque rien à l'essayer, pourvu qu'il n'apparaisse pas désavoué. Le 1er juillet, Dimitrov demande : « Est-il juste de qualifier en vrac la social-démocratie de social-fascisme ? » Staline répond : « Pour les chefs, oui – mais pas en vrac. » Plus loin, Dimitrov : « Est-il juste de dénoncer partout et en toutes circonstances la social-démocratie comme le principal soutien de la bourgeoisie ? » Staline : « En Perse, naturellement non. Dans les principaux pays capitalistes, oui. » Dimitrov demande : « Est-il juste de consi-

7. F.I. Firtsov, *Istoria i Stalinizm*, p. 109.
8. F. Claudín, *La Crisis del movimiento comunista*, t. I, p. 138-139.

dérer les groupes social-démocrates de gauche comme le principal danger en toutes circonstances ? » Staline : « Objectivement, oui. » Sur le front unique, Dimitrov interroge : « Au lieu de le considérer comme une manœuvre pour démasquer la social-démocratie, sans essayer sérieusement de réaliser l'unité véritable des travailleurs en lutte, ne faut-il pas en faire un facteur puissant du déploiement de la lutte des masses contre l'offensive du fascisme ? » Staline écrit en marge : « Il le faut. » Et puis aussi cette question qui semble bien une menace voilée : « Contre qui sont dirigées ces thèses [9] ? » Répétons-le, Dimitrov est un grand symbole mais il n'est pas un grand dirigeant. Ses idées ne sont pas pour le moment « la ligne ». Ainsi discute-t-il longuement le 11 mai avec Maurice Thorez, en butte aux critiques de Doriot, venu à Moscou, et lui explique-t-il la nécessité d'« abattre le mur entre socialistes et communistes » et de « tourner le dos aux vieux schémas dogmatiques de la période de Zinoviev *[sic]* [10] ». Thorez repart cependant sans avoir changé de position. Monmousseau, lui, a déjà fait devant le présidium une critique de son propre parti et de ses hurlements contre « Daladier le fusilleur » : « C'est clair que la position de notre parti n'était pas juste et qu'il fallait attaquer le gouvernement Daladier parce qu'il n'avait pas fait suffisamment donner sa police contre les fascistes [11]. » Thorez, lui, manifeste, comme le relève Serge Wolikow, « prudence et embarras » et « demeure sur la réserve » tant qu'il n'est pas certain que les choses sont réglées à Moscou [12].

Ce n'est qu'au début de juillet que les choses semblent réglées et le consentement de Staline acquis. Fermement soutenu par Manouilsky, Dimitrov peut désormais s'engager dans la préparation du VIIe congrès de la Comintern, qui a été décidé pour l'automne par le XIIIe plénum et devient une absolue nécessité dans la situation donnée, tant pour l'organisation que pour lui.

Y A-T-IL EU BATAILLE POLITIQUE À LA COMINTERN ?

Des historiens occidentaux, on pourrait dire des chroniqueurs, incapables de saisir les différences entre phénomènes sociaux et politiques en dehors de leur couverture sémantique, et particulièrement de comprendre le phénomène stalinien, ont donné de cette période une image d'Épinal où les partisans de « l'unité » et de la « démocratie », avec à leur tête le grand antifasciste Dimitrov, ont brisé la résistance des « sectaires » dont la ligne avait prévalu en Allemagne et ouvert la porte à Hitler. Leur argumentaire a été emprunté au seul ouvrage sérieux publié en URSS sur cette question, le livre de Leibson et Chirinya qui traite du tournant de la Comintern et dans laquel Staline apparaît comme l'arbitre suprême, soutenant fermement la clairvoyance du grand Dimitrov. Ce travail a évidemment l'immense mérite d'exposer au lecteur occidental qu'il s'agit d'une politique nouvelle, l'antifascisme, c'est-à-dire la lutte contre l'Allemagne. Bien entendu, les lecteurs qui nous ont suivi jusqu'à ce point du parcours savent que ces conceptions relèvent d'une vue de l'esprit proche du conte de fées. Staline seul faisait la politique de l'URSS, dont la Comintern n'était plus qu'un secteur rétrécissant comme une peau de chagrin. Il la contrôlait pourtant avec d'autant plus de soin que la politique de la Comintern touchait à sa politique étrangère, à ce qu'il jugeait nécessaire à la sécurité de l'URSS et à au maintien de son pouvoir.

S'il est vrai que, comme l'assurent les auteurs des *Otcherki*, Dimitrov a eu l'appui de Manouilsky, de Kuusinen, du Polonais Bronkowski et de l'Allemand Max Maddalena, il

9. F.I. Firtsov, *op.cit.*, p. 185.
10. Leibson et Chirinya, *Povorot v politike Kominterna*, p. 93.
11. RTsKhNIDI, 495/2/178. Réunion du présidium de la Comintern, 17 février 1934.
12. S. Wolikow, *op. cit.*, p. 73.

se heurte, au présidium, sinon à la résistance, du moins aux réticences de Béla Kun, Losovsky, Knorine, Wang Ming. Mais il n'y a pas de vraie bataille. Le journal que Dimitrov a tenu pendant ces années, bien que nous n'en connaissions que les extraits que nous ont livrés des historiens comme Sirkov et surtout Fridrikh Firtsov, a l'immense mérite de dynamiter toutes ces légendes. Bien entendu, sur la politique de la Comintern, il arrive que Staline demande l'avis de ses collaborateurs et les écoute jusqu'au bout, ou encore qu'il leur laisse la bride sur le cou, mais c'est toujours lui qui tranche. Il demande à ses collaborateurs d'écrire sur telle ou telle question, accepte, refuse ou amende les projets qu'ils lui soumettent, Dimitrov le premier. Les hommes qui écrivent ces textes n'exposent pas forcément leurs idées – cela peut arriver tout de même, si elles coïncident avec ce que Staline leur prescrit ou les autorise à écrire.

DIMITROV RÉNOVATEUR ?

Auréolé par son comportement héroïque devant les juges nazis de Leipzig et face à Göring, Dimitrov s'est sans doute exprimé plus franchement que les autres et avant eux sur le tournant nécessaire à la Comintern, mais c'est Staline et lui seul qui a décidé ce qu'il retenait de son discours pour une politique nouvelle dont il savait par expérience, pour avoir déjà pris quelques tournants aigus sous l'emprise de la nécessité, qu'elle devait prendre le contre-pied de la précédente. Il apparaît clairement que Staline a consenti à un tournant radical qui lui est apparu nécessaire. Mais, tout en autorisant les dirigeants de la Comintern à l'opérer et en les contrôlant de près, il a exigé qu'il soit présenté comme le résultat du changement de la situation et en aucun cas d'une critique de la politique passée. Il n'y avait pas eu d'erreurs. Staline ne se trompe jamais. Il est d'ailleurs probable que Dimitrov, dans la mesure où il a été partie prenante de cette politique et a pu en mesurer les conséquences, devait avoir une idée assez précise de tout ce qu'il lui fallait faire pour éviter la catastrophe qui le menaçait de tous côtés, celui de Staline compris. A-t-il au moins écrit les textes fondamentaux, ceux qui argumentent et ceux qui établissent ? C'est peu probable. Le Bulgare n'était pas un styliste subtil et les textes en question trahissent une main plus experte. Nous avons sur ce point le témoignage d'Arvo Tuominen, évidemment invérifiable. Il raconte que Dimitrov ne se fit pas prier pour utiliser les services d'un « secrétaire » qui avait fait ses preuves auprès de Staline. En homme qui sait de quoi il parle, Tuominen écrit :

> Kuusinen était maintenant un secrétaire sous Dimitrov, un parmi beaucoup. [...] Comme il en avait l'habitude, il se fit très important, presque indispensable à Dimitrov. Celui-ci réalisait à quel point cette haute fonction exigeait de lui d'être aussi un théoricien, et qu'il ne le pouvait qu'avec l'aide de Kuusinen. Aussi était-il disposé à accepter ses services afin de briller par ses résolutions et ses discours sur la théorie.

Et l'observateur finlandais de conclure : « Dimitrov récolta une réputation considérable avant tout par des discours qui avaient été écrits par Kuusinen. Kuusinen connaissait la ligne de Staline et c'était un maître dans l'art de la formulation. Il créa son propre style, exceptionnellement coupeur de cheveux en quatre, ce qu'on a appelé le style Comintern[13]. » Le vaillant Bulgare, propulsé par Manouilsky, allait ainsi occuper le devant de la scène et prononcer des discours unitaires écrits par Kuusinen, de la façon qu'exigeait le maître tatillon. Staline disposait enfin d'une ligne politique susceptible de détourner les travailleurs d'un front des seuls partis ouvriers et d'en faire une composante de la politique de recherche de l'alliance des « bourgeois antifascistes », c'est-à-dire des bour-

13. A.Tuominen, *The Bells of the Kremlin*, p. 249.

geois de tous les pays disposés à s'opposer à l'expansionnisme allemand. Une politique qui n'était pas axée sur la révolution, comme le disent bêtement tant d'auteurs, mais déjà sur la guerre.

DES ALLUSIONS FEUTRÉES

Il n'y a donc eu ni combat ni vraie discussion. Personne, dans l'état-major de la Comintern, ne pouvait, même en rêve, s'imaginer en opposant à la ligne, et personne ne s'y risqua. Cela ne signifiait pas qu'il y avait unanimité. Au contraire, la nouvelle ligne faisait naître beaucoup d'inquiétudes. Au premier chef, les Allemands continuaient à défendre leur ligne passée comme un apparatchik défend sa peau et tentaient par des subtilités de langage de réintroduire leurs principes, sinon dans les textes, du moins dans leurs commentaires. Ils s'acharnaient particulièrement contre Heinz Neumann pour apparaître plus propres par contraste, et lui attribuaient toutes les décisions « sectaires », comme on disait. Les véritables sectaires, eux, se dressaient contre la ligne dans son ensemble. C'était le cas du Letton Wilhelm Knorine, chef du département d'Europe centrale, qui avait au moins le mérite de la constance. Il croyait vraiment, semble-t-il, à la fascisation de la social-démocratie. Pour lui, la nouvelle ligne d'unité ouvrière était intolérable dans la mesure où elle signifiait une alliance avec des social-fascistes. Un troisième groupe, dont les positions ont été systématiquement déformées par Leibson et Chirinya, était celui d'hommes qui avaient combattu la ligne absurde du social-fascisme au point de songer à se débarrasser de Staline pour pouvoir s'allier avec des social-démocrates de gauche – nous en reparlerons. Pour eux, la nouvelle politique n'était rien moins que rassurante puisqu'elle était de fait un abandon de l'objectif révolutionnaire au profit de l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie nationale, même dans des pays impérialistes.

Il y a toutes raisons de penser que l'homme de base de cette orientation était Béla Kun, qui, en 1932, avait compté aussi sur Neumann et Leński pour opérer un renversement de politique par une révolution de palais, mais qui, après la victoire hitlérienne, ne pouvait guère que traîner les pieds, avec Leński toujours, dans une sorte de guérilla. Leibson et Chirinya, admettant ainsi implicitement qu'il était resté sur une ligne révolutionnaire quand la Comintern s'en détournait, définissent sa politique comme suit : « Béla Kun continuait à considérer le front unique comme l'un des outils en vue de la lutte pour la dictature du prolétariat [14]. » Avait-il conclu un accord secret avec Zinoviev, ce qui soustendra les aveux qu'on tentera de lui arracher par la torture ? On peut le penser dans la mesure où leurs positions – qui étaient aussi celles du bloc des oppositions – semblent avoir été proches en 1932. On sait que, dans son intervention au congrès, Béla Kun se prit la langue dans un terrible lapsus freudien quand, voulant faire référence « au discours du camarade Dimitrov », il parla du discours du « camarade Zinoviev », ce dont nous ignorons si cela provoqua des rires et si, à l'époque, quelqu'un a pensé que cela pourrait un jour lui coûter la vie. Son biographe György Borsanyi a soigneusement étudié ses écrits de l'époque. Malheureusement, confondant lui-même constamment front unique et front populaire, il ne comprend évidemment pas que Béla Kun ne se rapprochait pas de ce dernier, bien au contraire, puisqu'il le qualifiait de « bloc sans principe ». Il souligne cependant que Kun niait l'identité de la social-démocratie et du fascisme et soulignait la nécessité de l'alliance sur des points précis entre partis social-démocrates et communistes.

14. Leibson et Chirinya, *op. cit.*, p. 70. Faute de pouvoir disposer de ce livre sur une période étendue, nous avons ici utilisé souvent son édition en italien.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS

C'était le XIII[e] plénum qui avait fait la proposition de tenir le VII[e] congrès, et Staline avait donné son accord. Il était temps. La Comintern, qui s'était réunie tous les ans du vivant de Lénine, n'avait pas tenu de congrès depuis que Staline avait assuré seul la direction du parti et de l'État soviétique : sept ans allaient séparer le VI[e] et le VII[e] congrès, signe éloquent du rôle subalterne des délibérations et aussi de l'exaltation propagandiste que pouvait provoquer sa tenue. Le présidium avait à proposer l'ordre du jour et les noms des rapporteurs, avec, bien entendu, l'accord préalable de Staline. Le 11 mai 1934, le secrétariat politique discute de la question. Manouilsky et Piatnitsky communiquent les résultats de cette importante réunion au comité central du PC russe. Le 26 mai, le Politburo donne son feu vert et désigne une commission présidée par Staline pour superviser l'ensemble de la préparation. L'exécutif de la Comintern désigne le 28 mai quatre rapporteurs. Wilhelm Pieck présentera le rapport d'activité de l'exécutif depuis le VI[e] congrès, donc sa politique allemande. Manouilsky parlera de la construction socialiste en URSS. Ercoli (Togliatti) présentera la question de la lutte contre le danger de guerre, et Dimitrov le rapport sur « L'offensive du fascisme et les tâches communistes dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme ». Des commissions sont mises sur pied pour étudier les différentes questions, avec des membres de l'appareil central et des représentants des différents partis communistes.

Le 14 juin, la commission, sous la présidence de Kuusinen, écoute le projet de Pieck soulignant la nécessité de modifier la tactique. Insuffisamment sans doute, car Manouilsky intervient longuement, parlant du caractère « abstrait » et « schématique » des mots d'ordre employés jusqu'à présent. Il dit que l'on a en Allemagne sous-estimé le danger fasciste et fait comme si la lutte révolutionnaire se menait « contre les social-démocrates ». Il explique la nécessité d'un nouveau programme d'action et souligne – c'est là un changement décisif – qu'il ne « s'agit pas de la dictature du prolétariat, du socialisme, mais d'un programme qui conduira les masses à lutter pour la dictature prolétarienne et le socialisme [15] ». On ne saura rien de la discussion, mais Leibson et Chirinya assurent qu'il y a eu opposition de Béla Kun, Heckert, Losovsky, Knorine et Piatnitsky, mettant tous ces hommes dans le même sac et sans plus de détails. Au cours du mois de juin, Dimitrov adresse une note aux membres de la commission préparatoire sur le deuxième point à l'ordre du jour. Il y dit notamment : « La qualification sommaire de la social-démocratie comme social-fascisme nous a barré le chemin vers les ouvriers sociaux-démocrates. [...] Il faut abandonner la position selon laquelle le front unique ne peut être réalisé qu'à la base [16]. »

Le 1[er] juillet, cette commission se réunit. Sa composition indique son importance : il y a là Dimitrov, Piatnitsky, Kuusinen, Losovsky et Varga, ainsi que Kostanian et Maddalena [17]. Dimitrov y donne les grandes lignes d'un rapport qui analyse la démagogie fasciste, souligne que la leçon allemande concerne les prolétaires du monde entier, dit que le grand problème de la période d'offensive fasciste est dans les rapports des communistes avec la social-démocratie, se prononce pour un front unique au sommet et à la base, pour un front unique dans le mouvement syndical, et propose une réorganisation des PC du point de vue de la lutte contre le fascisme [18]. Le projet est accompagné d'une lettre à l'exécutif

15. Firtsov, *op. cit.*, p. 186.
16. *Voprosy Istorii*, LPSS, 1965, 7, p. 85-86.
17. *Ibidem*, p. 88, n. 1.
18. *Ibidem*, p. 86-88.

et au CC du PC de l'URSS qui remet en question la qualification des socialistes comme « social-fascistes » et arme principale de la bourgeoisie. Il propose enfin « un changement dans les méthodes de direction de la Comintern » afin de tenir compte, dit-il, du fait qu'il est impossible de donner des directives sur toutes les questions à 65 sections nationales à partir de Moscou.

Dans la soirée du lendemain, Dimitrov intervient en commission, disant qu'au cours de la période précédente l'analyse marxiste avait été remplacée par des schémas abstraits sans rapport avec la réalité concrète et contestant une fois de plus trois mots d'ordre de la période antérieure : la qualification de « social-fascistes » appliquée aux social-démocrates, l'affirmation qu'ils sont l'arme principale de la bourgeoisie et que les social-démocrates de gauche sont l'ennemi principal des communistes. C'est vrai qu'il s'agissait d'une profonde révision de quelques dogmes staliniens. On sait seulement que la discussion se prolongea tard dans la nuit.

C'est le 17 juillet 1934 que Togliatti présenta son rapport en commission. Le fascisme étant agresseur, il souleva la question de l'attitude des communistes vis-à-vis de la défense nationale dans les pays soumis à une agression fasciste. La discussion se déroula de nouveau en partie sur l'attitude à l'égard de la social-démocratie, si l'on en croit Leibson et Chirinya, qui, une fois de plus, déforment la position de Béla Kun, lequel s'était exprimé par écrit. Il assurait que, dans un pays capitaliste allié de l'URSS, les communistes devaient continuer à se battre pour la défaite de leur impérialisme mais aussi pour la victoire de l'URSS et la conquête par eux de leur propre armée. Manouilsky, Kuusinen, Codovilla, Kolarov, ferraillaient contre les critiques de Togliatti.

L'AGONIE DU VIEUX KPD

L'un des plus gros problèmes auxquels se heurtait la nouvelle ligne était celui du KPD, ou plutôt de ses *apparatchiki* en exil, divisés en cliques rivales et devenus difficilement contrôlables. Déjà, au XIII[e] plénum, le rapport de Pieck, remplaçant de Thälmann, avait été, avec l'hommage obligatoire à Staline et au « véritable bolchevik Dimitrov », une sorte d'autojustification de la politique allemande, la responsabilité de la défaite incombant essentiellement selon lui à la social-démocratie et au groupe de Heinz Neumann. Ulbricht et Pieck, restés à Moscou, avaient été petit à petit fermement conduits vers les positions défendues par Dimitrov avec la bénédiction de Staline et s'étaient alignés dès qu'ils avaient compris que c'était là le bon choix. Mais leurs moyens de pression, éventuellement de répression, sur les exilés étaient faibles. Bientôt le groupe de Paris animé par Fritz Schulte et Hermann Schubert (Max Richter) incarna la résistance au tournant. Un heurt était inévitable.

On sait que, le 30 juin 1934, Hitler et Göring se débarrassèrent de leurs adversaires par une série d'assassinats. Tandis que le second veillait à l'élimination de von Schleicher et de l'opposant nazi Gregor Strasser, le premier se chargeait personnellement d'éliminer l'état-major de l'armée brune des SA, son chef Ernst Röhm et ses « généraux », comme l'ancien chef de corps-franc Hans Peter von Heydebreck, ainsi que les Karl Ernst et Edmund Heines, connus pour leur brutalité et leurs goûts dépravés. Il semble que tout le monde à la Comintern et chez les exilés du KPD crut, au moins dans un premier temps, que c'était le commencement de la fin pour les nazis. Le groupe des réfugiés de Paris derrière Schubert et Schulte était convaincu que cette Nuit des longs couteaux exprimait une crise grave du régime nazi, et s'attendait à sa chute prochaine. Les Allemands des deux groupes furent convoqués au présidium du 9 juillet pour débattre de la situation dans leur pays. Schubert (Richter) admit que des erreurs avaient été commises dans le

passé, particulièrement dans la façon d'aborder les ouvriers social-démocrates. Il parla cependant aussi du début de la crise du régime fasciste, de la nouvelle montée révolutionnaire. Piatnitsky appela à un front unique avec les ouvriers social-démocrates et assura que, selon lui, la faiblesse du KPD remontait à l'incapacité dans laquelle il avait été de résister au coup d'État de von Papen en Prusse en juillet 1932.

Une session du CC du KPD à Moscou le 1[er] août 1934 acheva, au moins en apparence, de recoller pièces et morceaux. Elle se prononça pour « un front unique des masses laborieuses contre la dictature fasciste d'Hitler », et en appela à l'unité d'action des ouvriers communistes et social-démocrates ainsi que des éléments dans l'opposition chez les SA, déçus par le fascisme. Il fallait reforger l'unité des rangs du parti sur le programme de la Comintern, lutter pour la réunification syndicale, abandonner l'indépendance de la RGO. Ce fut donc un événement significatif que l'intervention, le 2 août, à la commission Dimitrov, du délégué allemand Sepp Schwab, dûment mandaté, affirmant qu'il fallait condamner l'identification de la social-démocratie et du fascisme.

VERS UNE RÉFORME DES STRUCTURES

Ce sont probablement les difficutés rencontrées dans l'adoption de la nouvelle ligne qu'il proposait qui ont incité Dimitrov à proposer à Staline une modification des structures de la Comintern, réduisant le degré de centralisation. Une première fois, il écrit dans une note à Staline qu'il est, selon lui, impossible de « guider, de Moscou, l'ensemble des 65 sections qui travaillent dans des conditions différentes ». Le 20 octobre, il soulève de nouveau cette même question :

> Selon la pratique existante, les organes dirigeants de la Comintern donnent la solution des questions les concernant qui se posent à toutes les sections. Le résultat est qu'il devient impossible, d'une part de se concentrer sur les questions principales, de l'autre, que les dirigeants des sections de la Comintern prennent l'habitude d'attendre de Moscou des directives et n'élaborent aucune initiative propre engageant la responsabilité pour la direction de leur parti.

Staline se déclare d'accord avec une révision des méthodes de travail dans les organes de l'IC, leur réorganisation et des changements de personnes[19]. Des instructions sont données à la délégation du parti russe à l'exécutif pour qu'il y travaille à une restructuration des méthodes de direction dans la Comintern, à savoir développement des initiatives, administration efficace, développement et promotion des cadres, de façon à transférer systématiquement aux sections le centre de gravité de l'administration quotidienne[20]. La nouvelle méthode est ainsi définie : « L'Internationale communiste guidera les différentes sections sur la base d'une étude très approfondie et d'un bilan des situations concrètes et particulières du mouvement communiste dans un pays donné, en évitant tout élément de commandement, appliquant des méthodes de clarification, de persuasion et de conseil amical[21]. »

VERS LE FRONT POPULAIRE

Les difficultés demeuraient, bien que nous soyons loin de connaître leurs tenants et aboutissants. On sait que c'est du PCF et de son secrétaire général Maurice Thorez, dont le sectarisme à toute épreuve avait provoqué notamment la révolte de Jacques Doriot, que vint l'inflexion vers la droite, transformant la lutte pour le front unique ouvrier en lutte

19. Firtsov, *op. cit.*, p. 456.
20. *Ibidem*, p. 456-457.
21. *Ibidem*, p. 457.

pour le front populaire, en France l'alliance des partis ouvriers, socialiste et communiste, avec l'un des plus importants des partis de la bourgeoisie française, le Parti radical. Peu après avoir rencontré, avec Jacques Duclos, le chef historique de ce parti, Édouard Herriot, Maurice Thorez se rendit à Nantes, à la veille du congrès radical, pour lancer à ce dernier un vibrant appel à la constitution d'un front populaire comprenant non seulement les partis socialiste et communiste mais aussi le Parti radical lui-même. Faut-il croire l'agent de la Comintern et sans doute de l'OGPU, l'Italien Giulio Ceretti, qui a raconté la visite à Thorez avant son départ pour Nantes, le 24 octobre, d'une délégation de la Comintern comprenant son délégué en France, Evžen Fried, Togliatti et Gottwald, et dont le porte-parole, Togliatti, lui assura que Manouilsky et Dimitrov étaient extrêmement inquiets de cette initiative ? Thorez tint bon, selon cette version, qui a toutes les chances d'être sinon enjolivée, du moins tronquée. Nous savons qu'il y eut discussion, soulevée à Moscou, le 14 novembre 1934, par Béla Kun, qui adressa à l'exécutif une coupure de presse de Thorez et demanda comment il était possible qu'on laisse la politique de front unique dégénérer à ce point en une vulgaire politique de blocs.

Pourtant, Maurice Thorez avait gagné la partie. Est-ce, comme il l'a lui-même assuré, parce que Staline appuya son initiative ? Cela paraît probable, car une alliance de type front populaire avec des formations bourgeoises correspondait mieux qu'un front ouvrier aux objectifs de Staline, lancé à la recherche d'alliés dans les pays occidentaux. A la réunion du présidium des 9-10 décembre 1934 à Moscou, en tout cas, Thorez fut invité à présenter un rapport au sujet de son initiative qui faisait du PCF un parti modèle pour tous les autres. Le 15 janvier 1935, le secrétariat politique de l'exécutif vota une résolution félicitant le PCF d'avoir élaboré un programme de revendications authentiques pour un front populaire. Une époque nouvelle commençait.

LA VAGUE DE RÉPRESSION EN URSS

C'est à quelques jours près à la même date qu'ont été prises deux décisions capitales pour l'histoire de l'URSS et celle de la Comintern. Au moment où Staline décidait de donner son investiture aux initiateurs de la politique de front populaire, il décida d'utiliser l'assassinat de Kirov le 1er décembre à Leningrad pour lancer une campagne de terreur, « la grande terreur », contre ses adversaires dans le parti, c'est-à-dire essentiellement contre la vieille garde bolchevique. L'assassinat de Kirov a été suivi de mesures d'exception facilitant la répression et de l'arrestation de centaines, voire de milliers de communistes. Parmi les communistes étrangers arrêtés se trouve le Hongrois Magyar. Le 24 décembre, aux mains des enquêteurs, il met en cause comme membres d'un groupe antiparti Béla Kun et nombre de collaborateurs de la Comintern[22]. Les intéressés sont-ils au courant ? Probablement pas, mais ils peuvent le craindre. Début janvier, apprenant qu'il est convoqué par l'OGPU, l'intrépide Besso Lominadze se suicide. Ce Géorgien, ancien favori de Staline, dirigeant des JC et de la KIM et ancien membre du présidium de l'exécutif de la Comintern, avait dirigé la sinistre aventure de l'insurrection de Canton. Condamné pour sa critique de la collectivisation et les méthodes de direction du parti, il avait maintenu un groupe oppositionnel, avec Jan Sten et Lazar Chatskine, et rejoint en 1932 le bloc des oppositions. Il avait continué à rencontrer Neumann.

Les communistes qui reviennent de l'étranger sont saisis par le changement qu'ils constatent chez leurs camarades. Heinz Neumann, expulsé de Suisse, a appris par Margarete, sur le bateau qui le ramène, le suicide de son ami, et en a conclu qu'« ils » les

22. Interrogatoire de Magyar, archives du KGB, in *The International Newsletter*, nos 7-8, 1996.

arrêteraient eux aussi. Il est à Moscou au début de 1935 et rend aussitôt visite à la veuve de son ami. Margarete Buber-Neumann raconte :

> Une semaine plus tard, on le convoquait à la commission centrale de contrôle de la Comintern. Il dut y subir un interrogatoire. Quel mobile l'avait poussé à se rendre chez la veuve de Lominadze et de quoi avaient-ils parlé ? Neumann répondit qu'il avait seulement présenté ses condoléances. L'excuse fut récusée avec indignation par les inquisiteurs. Le plus zélé d'entre eux, Manouilsky, lui demanda ironiquement s'il avait préparé une meilleure justification pour sa seconde visite. Lorsqu'on entendit Neumann répondre qu'il avait oublié son imperméable, ce fut un éclat de rire général. Personne ne le crut. [...] A partir de ce moment-là, les convocations ne cessèrent de se succéder[23].

Un ami commun, ancien dirigeant de la KIM également, Amo Vartanian, leur parla à contrecœur, sur leurs instances, du suicide de Lominadze, de son désespoir devant la dégénérescence du communisme. Mais ni Heinz Neumann ni sa compagne n'avaient vraiment compris, comme le montre leur réaction à une tentative de Piatnitsky de leur sauver la vie :

> Lorsque Neumann fut convoqué par Ossip Piatnitsky à la Mokovaïa, la maison de la Comintern, il fut persuadé que c'était l'heure du châtiment auquel il s'attendait depuis son arrivée à Moscou. A sa grande surprise, c'est un Piatnitsky plutôt bienveillant qui le reçut.
>
> Neumann voulait-il aller au Brésil chargé d'une mission de la Comintern ? [...] Neumann répliqua qu'il était allemand et voulait travailler non au Brésil, mais dans le parti allemand. Piatnitsky se mit en colère. Le chef de l'OMS déclara tout net que, pour Neumann, qui avait formé un groupe antiparti, il ne pouvait plus être question d'une activité au sein du KPD. Il devait s'estimer heureux de n'avoir pas été encore exclu du parti, dit-il d'un ton paternel, « l'air de Moscou ne vous vaut rien »[24].

Neumann décida de partir. Une autre preuve de la terreur que commencent à vivre les communistes nous est donnée par l'autobiographie de Jules Humbert-Droz. En 1933, ce dernier a organisé à Zurich une réunion avec des « conciliateurs » allemands, notamment Karl Volk. Au lendemain du XIIIe plénum, il rompt avec eux toutes relations et fuit comme la peste tout opposant éventuel, tout en se faisant le chantre de la nouvelle ligne, dont il se croit le père. La preuve irréfutable enfin que les communistes peuvent commencer à avoir peur, c'est que, du 15 au 18 janvier 1935, dix-neuf accusés ont comparu devant le collège militaire de la Cour suprême. Parmi eux, Zinoviev, qui fut président de la Comintern de sa naissance, en 1919, jusqu'en 1926. Il accepte devant ses juges la « responsabilité morale » de l'assassinat de Kirov, est condamné à dix ans de prison. A ce procès, G.I. Safarov, un autre ancien dirigeant de la Comintern, condamné à l'exil par l'OGPU, vient témoigner, parle longuement de l'activité ouverte du bloc des oppositions dans cette année 1932, dont Staline se prépare à solder les comptes.

Un nouveau dispositif de répression est mis en place : des mesures juridiques, comme la responsabilité familiale collective – cela ne manque pas de piquant si l'on pense aux affirmations sur les libertés et droits démocratiques dans la commission qui va préparer le congrès de la Comintern –, mais aussi des changements d'affectation et des nominations. Il y a un remaniement au sommet à la suite de l'assassinat de Kirov. Un apparatchik jusque-là obscur, devenu l'homme de Staline, Nikolaï Ivanovitch Ejov, qui travaille à la commission des cadres du parti, prend la place de Kirov au secrétariat, et la présidence de la commission de contrôle à la place de Kaganovitch. Il est bientôt chargé de l'enquête

23. M. Buber-Neumann, *op. cit.*, p. 347.
24. *Ibidem*, p. 345-346.

sur la Société des anciens forçats et prisonniers politiques, dissoute, et dont les papiers sont aux mains de l'OGPU. C'est un autre homme de Staline, Malenkov, membre de son secrétariat personnel, qui dirige pour sa part l'enquête sur la Société des vieux bolcheviks, dissoute dans les mêmes conditions. Une purge sévère est annoncée dans le parti par des circulaires secrètes.

Bien entendu, ces circonstances, dont certaines sont publiques, d'autres non, mais que la plupart des protagonistes du débat à la Comintern connaissent, pèsent lourd sur ces derniers. Chacun sait désormais qu'une critique formulée à haute voix, une maladresse dans l'expression d'une opinion, peuvent le conduire en prison. Les données de ce qui était déjà un faux débat sont donc radicalement changées. Il y eut cependant des soubresauts, les derniers. Knorine s'exprima de nouveau au secrétariat politique. Nous savons seulement que Togliatti l'accusa de « provincialisme », parla de la faiblesse du KPD dans la politique du front unique et recommanda au KPD l'adoption d'une « large politique de front populaire ». Pendant plusieurs mois encore, l'adoption de la ligne de front populaire relança, quoique faiblement, les critiques de ceux que Leibson et Chirinya appellent « les sectaires ». Ainsi, à peine le CC du KPD autoconstitué à Moscou vient-il de se décider à appeler à un front antifasciste et bien sûr à dénoncer le « sectarisme » de ses adversaires, que Schubert (Max Richter) et Schulte arrivent à Moscou et reprennent leurs critiques dans une discussion au bureau d'Europe occidentale, où ils auraient été soutenus par Knorine et Piatnitsky. Béla Kun écrit dans la revue de l'Internationale : « Le front unique ne peut être qu'un front de classe des ouvriers contre le capital[25]. » Pour la deuxième fois, le 5 mars 1935, le congrès est repoussé, cette fois à la fin de juillet.

Quelques semaines plus tard est conclu le pacte franco-soviétique. Staline, le 16 mai, confie à Pierre Laval, qui le répétera évidemment à son arrivée en France, qu'il approuve la politique de défense nationale du gouvernement français. Staline a parlé très clairement. La politique de front populaire, c'est aussi le soutien par les partis communistes des gouvernements bourgeois hostiles « au fascisme ». Cette fois, personne ne discute : le temps de la discussion est passé. Quelques jours avant l'ouverture du VIIe congrès, Heinz Neumann et sa compagne, qui ont terminé leur stage de formation pour leur mission brésilienne, attendent dans l'angoisse le signal du départ. Mais ce qui arrive, c'est un coup de téléphone de Manouilsky : « Neumann ? Vous ne partez pas[26]. » Il raccroche sans un mot de plus. Heinz Neumann venait en effet de perdre son principal protecteur : la décision venait d'être prise de relever Piatnitsky de ses fonctions à la Comintern.

LE DÉBUT DU VIIe CONGRÈS

Le VIIe congrès de la Comintern – le dernier – s'est ouvert dans la soirée du 25 juillet 1935, sept ans après le VIe, dans la salle des Colonnes du bâtiment des syndicats de Moscou. Les 65 partis qui revendiquaient tous ensemble 3 millions de membres étaient représentés par 513 délégués, dont 371 avec droit de vote, 53 % étant classés comme « ouvriers ». Staline n'était pas là. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Comme l'écrit E.H Carr, « son manque d'enthousiasme pour la Comintern et pour les communistes étrangers était bien connu[27] ». Il avait été présent, muet, au premier congrès, actif dans les couloirs au Ve, absent aux autres. Ici, chaque mention de son nom provoque des tonnerres d'applaudissements. Un premier signe quant à l'orientation du congrès apparaît avec la désignation des candidats à son présidium. Béla Kun n'en est pas. Il tente de faire appel à Staline,

25. *Kommunistitcheskii Internatsional*, 1934, n° 31, p. 20, 1935, n° 9, p. 123.
26. M. Buber-Neumann, *op. cit.*, p. 350.
27. E.H. Carr, *op. cit.*, p. 403.

qui ne le reçoit pas. Il manifeste son mécontentement en restant ostensiblement assis pendant l'ovation rituelle et rythmée qui salue le nom de Manouilsky. Le salut aux congressistes est prononcé par Wilhelm Pieck, ce vétéran qui avait échappé et devait échapper à toutes les purges, peut-être parce qu'il ne pourrait jamais se dégager des soupçons qui pesaient sur lui, arrêté et détenu avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en janvier 1919, mais sorti vivant de l'aventure, libéré par les assassins. Il est suivi d'un certain nombre de saluts de délégués, dont l'Espagnole Dolorès Ibarruri, se terminant tous par un vibrant hommage à Staline. Enfin, Ercoli (Togliatti) présente un ahurissant salut du congrès « au camarade Staline, le Chef, le Maître et l'Ami du prolétariat et des opprimés du monde entier ». En tant que l'un des premiers écrits d'une littérature appelée à se développer sur le même modèle, il mérite qu'on en cite de larges extraits :

> Au nom de l'armée de millions de combattants de la révolution prolétarienne mondiale, au nom des travailleurs de tous les pays, nous nous adressons à toi, camarade Staline, notre chef, le vrai successeur de l'œuvre de Marx, Engels et Lénine, toi qui as su, avec Lénine, forger un parti de type nouveau, le parti des bolcheviks, le parti qui a remporté la victoire de la Grande Révolution prolétarienne d'Octobre, la victoire du socialisme en Union soviétique. Nous nous adressons à toi, chef bien-aimé du prolétariat international et de tous les opprimés, avec un salut ardent. [...]
>
> Sous ta direction, le socialisme a triomphé en Union soviétique et une base inébranlable de la révolution mondiale a été construite. [...] Sous ta direction a été bâti un bastion inexpugnable de la révolution socialiste, un bastion de la révolution, un bastion pour la lutte contre le fascisme et la réaction, contre la guerre. [...]
>
> La victoire du socialisme en Union soviétique ouvre une nouvelle étape de la révolution prolétarienne mondiale.
>
> Nos héroïques combattants d'Allemagne, de Chine, du Japon, d'Espagne, de Pologne, d'Italie et d'autres pays – avec ton nom, camarade Staline, dans nos cœurs – dirigent les masses au combat. Ton nom leur donne une confiance totale dans la victoire de notre cause.
>
> Tu nous a enseigné et tu nous enseignes à nous, communistes, qu'une politique de fidélité aux principes est la seule politique juste. [...] Dans la lutte contre les trotskystes-zinoviévistes contre-révolutionnaires, dans la lutte contre les droitiers et les opportunistes de droite, toi, camarade Staline, tu as défendu les leçons marxistes-léninistes. [...]
>
> Le VII[e] congrès de l'Internationale communiste t'assure, camarade Staline, au nom de 65 partis communistes, que les communistes resteront jusqu'au bout fidèles au drapeau de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline.
>
> C'est sous ce drapeau que le communisme triomphera dans le monde entier[28].

Ainsi l'époque des « fronts populaires » commence-t-elle avec le salut flagorneur au chef « bien-aimé ».

Le rapport d'activité de l'exécutif est présenté par Pieck. Il aurait dû être un moment extraordinaire, en tant que bilan d'années chargées d'événements. Mais personne n'en était capable dans cette organisation mondiale de millions de membres. Ce ne fut qu'un discours de routine, avec des généralités pas trop compromettantes, le blâme sur les social-démocrates, la réprimande sur les sectaires, le salut au tournant novateur. Il exalte les militants du KPD, privés de leur centre, ravagé par la Gestapo, luttant contre une terreur moyenâgeuse. Il célèbre aussi les victoires ouvrières de France, d'Espagne et d'Autriche, et termine par un appel pressant à l'unité contre le fascisme et la guerre, et à l'alliance avec l'Union soviétique. La discussion sur le rapport de Pieck dure six jours avec des orateurs de 46 pays. On relève la contribution d'un Allemand sous pseudonyme

28. *Protokoll des VII. Weltkongresses*, p. 16-18 (*Protokoll* dans les notes ci-après).

qui pense que le KPD, trop préoccupé par la dénonciation de la social-démocratie, n'a pas assez insisté sur les droits et libertés démocratiques. Mais l'intervention remarquée vient du Britannique J.R. Campbell, indigné que Pieck n'ait pas examiné l'activité de l'exécutif dans les sept années écoulées. Il interpelle :

> L'exécutif peut-il vraiment dire que les responsables des erreurs sont les partis ? Peut-il vraiment dire qu'il a pris à temps l'initiative des corrections ? S'est-il assuré, quand on est passé de la tactique du front unique à la base à celle du front unique à la base et au sommet, que ce tournant a été pris vite et vigoureusement ? En tout cas, c'est une question à poser et discuter ici, dans ce congrès [29].

Très conciliant dans sa réponse, Pieck assure qu'à l'avenir l'exécutif ne s'immiscera pas dans la politique des partis, sauf si celle-ci révèle de graves insuffisances.

LE RAPPORT DE DIMITROV

A son arrivée à la tribune, Dimitrov est accueilli par une tempête d'acclamations et par *L'Internationale* chantée dans toutes les langues sous la direction des délégués chinois. Dans un rapport truffé de citations de Lénine et de Staline, il n'apporte rien de neuf. Mais il plaît par son attitude ouverte et son parler franc. Il commence son intervention par une longue analyse du fascisme, dont il souligne qu'il n'est ni une dictature de la bourgeoisie ni une dictature de la petite bourgeoisie, mais une dictature terroriste du capital financier. Il explique de façon passionnante pour les congressistes que le fascisme ne joue pas seulement, comme tout le monde le sait, sur les préjugés réactionnaires comme le racisme, mais aussi sur les sentiments les meilleurs des travailleurs, leur sens de la justice et même parfois sur leurs traditions révolutionnaires : « Les fascistes allemands essaient d'exploiter la force de la révolution, de pousser pour le socialisme, qui vit dans le cœur des larges masses d'ouvriers allemands [30]. » Dans le corps de l'exposé, sa critique des partis est explicite et développée, sa critique des organes dirigeants de l'exécutif, implicite. Il tient cependant à relever qu'il est regrettable que, dans le passé, la campagne contre le sectarisme de gauche n'ait pas été menée avec autant de vigueur que la campagne contre l'opportunisme de droite. L'objectif est maintenant « un large front populaire antifasciste sur la base du front unique prolétarien [31] ». Sur la question de la démocratie, il martèle. Pour lui, il faut être prêt à défendre, sous quelque régime que ce soit, toute parcelle de conquête démocratique réalisée par la classe ouvrière. Sur la nation, il rappelle Lénine, pour qui les communistes n'étaient pas des nihilistes de la nation. Il annonce les pourparlers entre Internationales, et, avec une discrète allusion à l'objectif final, dit qu'il s'agit de « balayer le fascisme et avec lui le capitalisme de la surface de la terre [32] ». 60 orateurs environ s'inscrivent pour intervenir dans le débat. Nous reviendrons plus tard sur les interventions de Béla Kun, Leński et Harry Pollitt.

Maurice Thorez est une jeune vedette de ce congrès. Il n'oublie pas l'hommage appuyé à Dimitrov au début de sa longue intervention, ni le coup de chapeau à « la politique de paix du camarade Staline », ni l'allusion à la rage des trotskystes lors de la déclaration du 16 mai sur la défense nationale du gouvernement Laval. L'ensemble de son intervention est tout de même consacré à la glorification des succès de ce PCF qu'il dirige. Il raconte par le menu, comme une marche triomphale, sa politique des dernières années et proclame qu'il est devenu le porte-drapeau de la tradition révolutionnaire nationale : « Nous ne

29. *Protokoll*, p. 95.
30. *Ibidem*, p. 324.
31. *Ibidem*, p. 342.
32. *Ibidem*, p. 380.

laisserons pas usurper par nos ennemis, les fascistes, le drapeau tricolore, celui de la Grande Révolution française, ni *La Marseillaise*, l'hymne des armées de la Convention[33]. » Le PCF revendique également *La Marseillaise* et *L'Internationale*. Thorez relève enfin que Dimitrov s'est prononcé pour l'éventuelle participation de communistes à un gouvernement antifasciste.

Après lui, d'autres orateurs surprennent un peu, mais dans la ligne. Ainsi, l'Italien Ruggero Grieco évoque Garibaldi pour justifier son patriotisme. Gottwald semble justifier une éventuelle participation ministérielle par la lutte contre le fascisme. Jesús Hernández appelle « Largo Caballero et ses amis » à s'allier au PC qui avait fait d'eux sa cible. Ni Manouilsky, ni Kuusinen, ni Knorine n'interviennent. Humbert-Droz non plus, bien qu'il soit convaincu d'avoir eu raison avant tout le monde et d'avoir inventé le front populaire au temps de l'assassinat de Matteotti. Kolarov grogne contre les sectaires. Walter Ulbricht parle de liquider les oppositions quand elles sont importantes et de lutter pour la démocratie.

La réponse de Dimitrov est longue et argumentée. Après un peu d'ironie sur les formules creuses de ce qu'on appelle aujourd'hui la langue de bois, il cite Lénine : « Ce serait une erreur profonde de supposer que la lutte pour la démocratie pourrait détourner le prolétariat de la révolution socialiste. [...] Il n'est pas possible d'arriver à la victoire du socialisme sans la réalisation d'une totale démocratie. De même, le prolétariat ne peut pas se préparer à la victoire sans mener une lutte acharnée, consistante et révolutionnaire pour la démocratie[34]. » Il envisage ensuite le développement du front unique jusqu'au « front populaire pleinement développé au sommet et à la base ». Il envisage la question difficile du gouvernement, qui pourra prendre des formes diverses. Son nom, couplé à celui de Staline, est scandé par les délégués pendant une vingtaine de minutes. La *Pravda* du 15 août écrit : « Le rapport de Dimitrov et sa réponse après la discussion sont parmi les plus importants documents du mouvement ouvrier. »

LES AUTRES RAPPORTS

Togliatti illustre son rapport sur le danger de guerre par un intelligent commentaire de la situation mondiale. Les avertissements ne manquent pas : l'agression japonaise en Mandchourie, l'agression italienne en Abyssinie, la menace des nazis en Europe, l'effondrement du système de Versailles. Il présente une défense et illustration de la politique de paix de l'Union soviétique, notamment de son entrée dans la SDN et de ses traités avec la Tchécoslovaquie et la France pour faire pièce au danger nazi. Bardé lui aussi de citations de Lénine sur la nécessité de guerres défensives de la part d'un pays socialiste où la révolution a vaincu, il souscrit avec lui aux accords passés avec des États impérialistes et à l'utilisation des contradictions interimpérialistes. Il termine son discours par un appel aux travailleurs du monde entier pour défendre l'URSS en cas d'agression et par un hommage dithyrambique à Staline.

La discussion est moins importante et moins poussée que sur le rapport de Dimitrov. André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire, s'en prend aux « renégats » qui ont critiqué le pacte franco-soviétique, célèbre l'Armée rouge et les volontaires français de 1793. Knorine s'abstient de parler des questions controversées, rend hommage à Dimitrov, et Kuusinen souligne l'importance des organisations de jeunesse. Dans sa conclusion, Togliatti s'en prend à ceux qui établissent un lien mécanique entre capitalisme et guerre : la lutte pour la paix est possible. Manouilsky, lui, célèbre les victoires soviétiques dans

33. *Protokoll*, p. 389-390.
34. *Ibidem*, p. 734.

la construction du socialisme, et il n'y a pas de discussion sur son rapport, seulement des remerciements d'André Marty, au nom de quelques délégués.

LES « NUANCES » DU CONGRÈS

Les interventions dans le cours du congrès font bien apparaître les courants de pensée – les nuances, si l'on préfère – qui divisent la direction. Sous des dehors souvent presque identiques, il est des conclusions généralement, des remarques parfois, qui ne trompent pas. Les critères sont faciles à repérer. Les partisans de la nouvelle ligne célèbrent Staline et Dimitrov, mettent l'accent sur leur politique de défense de l'URSS stalinienne et « oublient » la révolution prolétarienne mondiale. Ainsi le Français Maurice Thorez, s'il développe avec complaisance les succès de son parti dans la lutte pour le front unique, les place-t-il dans la bonne perspective. Au terme d'un lent mais solennel crescendo sur ce que signifierait la « victoire du fascisme » en France, il conclut : « La victoire du fascisme serait une catastrophe pour tout le pays, un triomphe de la réaction déchaînée dans toute l'Europe. *La victoire du fascisme signifierait l'attaque contre l'URSS.* Nous voulons à tout prix éviter cette catastrophe, cette abomination pour notre pays, pour l'Europe, pour le monde entier[35]. » Togliatti replace aussi le mot d'ordre du front unique dans « la lutte pour la paix et la défense de l'Union soviétique », avant d'affirmer : « Nous avons un chef, le camarade Staline, dont nous savons qu'il a toujours dans les pires moments trouvé la ligne qui a mené la victoire. » Le représentant des jeunes, Raymond Guyot, qui connaît le sérail, dénonce en passant « les trotskystes, les scissionnistes et les contre-révolutionnaires qui sèment la route d'obstacles ». Ces hommes servent Staline et sa politique du moment, sans problèmes apparents.

Béla Kun, Leński, Harry Pollitt, eux, parlent un langage différent, celui d'hommes qui conservent la perspective de la révolution et s'efforcent de trouver, ne serait-ce qu'en paroles, un pont entre elle et la politique nouvelle. Béla Kun souligne que les communistes sont partisans non de la démocratie bourgeoise, mais de la démocratie soviétique, et qu'ils lutteront pour la première, non seulement pour repousser les attaques fascistes contre les droits des travailleurs, mais pour gagner ces derniers à la démocratie soviétique, au pouvoir des conseils. Il assure qu'il ne faut pas considérer la lutte pour la démocratie bourgeoise comme un « moindre mal » mais comme une voie de passage[36]. Leński, lui, s'inquiète de l'absence de mots d'ordre positifs sur la démocratie ouvrière permettant de ne pas nourrir d'illusions démocratiques dans les rangs des travailleurs. Il voit le front unique comme cœur et moteur du front populaire qui rassemblera les couches prolétariennes que l'on peut gagner au combat des travailleurs[37]. Harry Pollitt, quant à lui, parle une autre langue que les rapporteurs, mentionne la « montée révolutionnaire des masses » et explique que le front unique n'est pas un but en soi mais un « moyen vers un but ».

Il faut ajouter que Dimitrov et les autres dirigeants après lui s'efforcent de donner de la Comintern et de sa vie intérieure une image renouvelée : on insiste sur les particularités nationales, sur le caractère néfaste d'une centralisation excessive, sur la nécessité de la souplesse dans l'application d'une ligne « générale » dans des conditions différentes. La méfiance subsiste certes à l'extérieur, mais chez les militants les plus expérimentés : chez les socialistes espagnols, Araquistáin ironise, mais le jeune José Laín s'enthousiasme pour la transformation radicale de la Comintern, qui rend possible à ses yeux la réunification du mouvement ouvrier.

35. *Protokoll*, p. 381.
36. *Ibidem*, p. 428 *sq*.
37. *Ibidem*, p. 410-412.

L'ÉLECTION DE LA DIRECTION

L'élection des organismes dirigeants clôt la période ouverte par la crise à la veille de 1933. Parmi les dirigeants de la Comintern, deux ne sont pas réélus au comité exécutif, Knorine et Piatnitsky. Béla Kun n'est pas réélu au présidium. Il demeure membre de l'exécutif, ce qui n'est qu'une fonction décorative. Losovsky, rétrogradé, devient suppléant des deux organismes. Dimitrov prend le poste nouveau de secrétaire général, qui lui donne la prééminence, et les autres secrétaires sont Manouilsky, Kuusinen, Togliatti, Pieck, Marty et Gottwald. En réalité, tous ces gens, même s'ils ont rallié Staline ou ont toujours été derrière lui, sont placés sous haute surveillance. Le guépéoutiste M.A. Trilisser entre dans le présidium sous le nom de Moskvine, et c'est lui qui contrôle désormais cadres et affectations en même temps que les enquêtes policières. L'homme qui monte et sera l'année suivante commissaire du peuple à l'Intérieur et chef du NKVD, Nikolaï Ejov, est, lui, membre du présidium, avec la possibilité, donc, de compléter le contrôle total d'en haut.

La délégation hongroise est très émue de ce qui s'est passé avec Béla Kun, au début et à la fin du congrès, et, selon Borsanyi, son responsable, Ferenc Huszti, va exprimer cette émotion à Manouilsky. La réponse, tout imprégnée d'état d'esprit policier, donne le véritable sens de ce congrès. Manouilsky parle longuement des fautes de Kun, remontant à 1926, où il aurait lutté pour retarder l'expulsion de Trotsky. Il a fêté le nouvel an chez Kamenev exclu et y a bu à la santé d'autres exclus du parti, membres de l'opposition. Il a soutenu en 1934 le renouvellement de la carte de parti de Magyar qui, depuis, a reconnu devant les enquêteurs du GPU qu'il est « un espion » en liaison avec Trotsky. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une réintégration : c'est la prison qui attend Béla Kun.

LENDEMAINS DE CONGRÈS

Le prétexte pour l'accélération de la procédure est donné par une sévère vague d'arrestations en Hongrie. Béla Kun, rendu responsable du « sabotage » par le PC hongrois de la politique de front populaire, se voit écarté du travail dans ce parti comme dans la Comintern. Dans les mois qui suivent, il mendie un petit travail, une petite responsabilité, et attend vainement une réponse. Rencontrant l'écrivain Ervin Sinko, il lui fait des confidences sur la terreur et la magnanimité passée de la révolution : « Rosa Luxemburg a écrit : “Il n'est nul besoin de la terreur pour réaliser les objectifs de la révolution ; la révolution abhorre et méprise les meurtres”[38]. »

Il n'y avait pas de délégué indien au VII[e] congrès : ils avaient été arrêtés en route à Singapour. Une fois de plus, ils vont être suppléés par des membres du parti mentor, le CPGB, et ce sont des « thèses » rédigées par Palme Dutt et Benjamin Bradley qui vont poser le cadre de l'application à l'Inde de la politique du « front anti-impérialiste ». Elles sont tout entières tournées vers le Parti du Congrès, maintenant crédité d'avoir réalisé un énorme travail pour la libération nationale et d'en être « l'armée de masse », et dont l'aile gauche est qualifiée de « socialiste ».

L'une des premières tâches était d'aligner le KPD sur l'Internationale une fois pour toutes. Ce fut chose faite avec la conférence dite de Bruxelles, qui se tint près de Moscou pendant plusieurs semaines en octobre 1935, au lendemain du VII[e] congrès. Le KPD ne pouvait que s'aligner lui aussi, et, après avoir rejeté la responsabilité de l'échec sur la politique du groupe Neumann, revendiquer la formation d'un front populaire allemand

38. *Protokoll*, p. 398-399.

contre le fascisme et la guerre. Malgré les réticences et les arrière-pensées, il s'y résolut sous la pression de Manouilsky et d'Ercoli, délégués par l'exécutif, et aussi de Walter Ulbricht, candidat à la succession de Thälmann, et de son lieutenant Herbert Wehner. Wehner, dans ses Souvenirs, donne plusieurs informations intéressantes sur la poursuite de la lutte au sein de l'appareil. Il raconte notamment que, rendant visite à Manouilsky à Barvicha, il y rencontra Heinz Neumann qui essayait de convaincre son hôte de le réintégrer dans le travail du KPD, ce que Manouilsky ne refusait pas *a priori*[39]. On comprend la colère de Wehner, agent de Moscou et homme d'Ulbricht, devant une telle menace. Néammoins, Neumann a adressé par la suite à la conférence une lettre demandant sa réintégration, toute l'affaire ayant été, selon Wehner, préparée dans les bureaux de la Comintern par les soins de Smoliansky et de Boris N. Müller, autrement dit Melnikov, des Cadres[40]. Là encore, Wehner se targue d'avoir été l'obstacle à cette réintégration, un refus qui poussait évidemment un peu plus vite Heinz Neumann vers le couloir de la mort, où il a précédé Smoliansky et Melnikov. Mais c'était là le travail de Wehner.

L'INSURRECTION BRÉSILIENNE[41]

En octobre 1935 s'est tenue la IIIe conférence communiste d'Amérique latine, dont la mission est d'approuver et de trouver les formes du tournant décidé par l'exécutif entre juin et août. 19 délégués y prennent part, dont 5 Brésiliens. Elle précède de très peu le soulèvement militaire au Brésil de l'automne 1935, appelé « insurrection nationale-libératrice ». Le drapeau en était l'ancien lieutenant Luis Carlos Prestes, symbole des *tenentes*, ces officiers nationalistes et populistes. Il était célèbre depuis 1924-1927 par l'épopée de sa « colonne », comparable, avec ses 36 000 kilomètres de marche en trois ans, à la Longue Marche de Mao Zedong, et qui lui avait valu, avec l'aide de l'appareil de propagande de Münzenberg, le surnom durable de « Chevalier de l'Espérance ». Après une longue discussion préparé par l'instructeur González Alberdi, avait adhéré au PCB en 1934, et, devenu Garoto, avait participé à Moscou à la préparation d'un soulèvement militaire au Brésil, où il était revenu en mai 1935 et avait été élu à la tête de l'Alliance nationale libératrice, organisation des communistes et des *tenentes* de gauche. Margarete Buber-Neumann raconte que c'est à ce projet de soulèvement militaire qu'elle et Neumann avaient été préparés. Nous savons par ailleurs que la troïka chargée des préparatifs de l'insurrection était formée de Piatnitsky, Sinani et Vassiliev.

Le groupe envoyé sur place par la Comintern pour épauler Prestes devait comprendre, outre Heinz Neumann, Arthur Ewert, l'ancien chef de file des « conciliateurs », l'Argentin Rodolfo Ghioldi et le Nord-Américain Victor Allan Barron, qui avait suivi les cours de radio de l'OMS pendant deux ans. Tous partirent, tous sauf les Neumann, retenus, comme on sait, au dernier moment, et les délégués à Moscou rejoignirent chacun son poste. L'exploration des dossiers personnels par le journaliste William Waack révèle que d'autres hommes et femmes de la Comintern prirent part à l'expédition : l'Allemand Jan Jolles, longtemps « instructeur » du parti sous le nom de Guilherme, l'Italien Ezio – Amleto Locatelli de son vrai nom –, Johann, dit Jonny De Graaf, ancien marin de Kiel, libéré d'une lourde condamnation par la révolution de Novembre, commandant d'un bataillon de marins rouges dans la Ruhr, venu en 1930 en URSS, où il avait reçu une sérieuse

39. H. Wehner, *Zeugnis*, p. 166-167.

40. *Ibidem.*

41. La source la plus complète en même temps que la plus récente est le livre de William Waack. Nous avons préféré l'édition brésilienne, *Camaradas*, à l'édition allemande, *Die Vergessene Revolution*, fâcheusement amputée de tout son appareil scientifique. Mais il souffre du caractère exclusif de sources bureaucratiques.

formation, sa femme, Hélène Krüger, responsable du département des sports au KPD de Berlin, Pavel Stoukhovsky enfin, un ancien du bureau du Sud de Kharkov, et sa femme Sofia Margoulian[42]. La liaison s'est faite à Moscou avec Silo Meireles.

L'insurrection était prévue au Brésil, à la suite d'une réunion, du « comité antimil » de l'Internationale, pour le premier semestre de 1936. Dimitrov fit remplacer le mot d'ordre de « Gouvernement ouvrier et paysan » par celui de « Gouvernement populaire national-révolutionnaire ». Le soulèvement militaire éclata plus tôt que prévu, par suite de diverses initatives, et ne fut finalement qu'un feu de paille[43]. L'insurrection commença à Natal, où elle fut l'œuvre de sous-officiers liés au PC qui entraînaient le quart de la garnison. Un comité populaire révolutionnaire fut proclamé, dominé politiquement par le PC et son représentant, le savetier José Praxedes de Andrade, qui s'efforça de rallier la population par des mesures destinées à alléger le sort des couches pauvres. Mais il inquiéta par ses réquisitions et ses expropriations, et ne parvint pas à gagner ni même à apaiser « messieurs les commerçants », son objectif principal. Le sergent Quintilino Clementino de Barros, chef de la « défense », ne réussit pas non plus à rallier la garnison. Au bout de quatre jours, les insurgés sonnèrent la retraite. A Recife, la révolte, déclenchée avec beaucoup de légèreté par le responsable du PC Caetano Machado, est écrasée en vingt-quatre heures. Ici, les militaires comptent sur « le peuple », et, à l'initiative du sergent Bezerra, on arme 6 000 civils malgré les protestations des chefs du PC. Le jeune lieutenant Lamartine Coutinho, devenu chef de l'insurrection, rêve de devenir Trotsky et de bâtir une Armée rouge[44]. Il s'en prend à Caetano Machado, qu'il traite fort justement d'idiot et d'incapable. Mais il est submergé par les forces fidèles sans même que les civils armés aient été engagés. C'est sous l'état de siège et après l'arrestation de plus de 400 personnes, soit le gros des cadres de l'ANL à Rio, que, pour en finir, Luis Carlos Prestes y donne l'ordre d'insurrection, mais la force de frappe révolutionnaire – les 1 700 hommes du 3e régiment d'infanterie et l'École des officiers de l'armée de l'air – ne peut se rendre maîtresse de Rio. Il semble qu'il y ait eu beaucoup de défections, des illusions surtout quant à l'attitude de nombreux officiers. 47 d'entre eux, pourtant, sont arrêtés à Rio pour rébellion. Des groupes ouvriers d'une ou deux dizaines d'hommes, la brigade des métallos, celles des travailleurs du port, des Jeunesses communistes se battent avec vaillance, mais sans l'expérience, ni l'encadrement, ni l'armement nécessaires. C'est un désastre. L'officier communiste Agildo Barada entre à Rio dans la légende des émules de Cambronne. Quand le chef des contre-attaquants interpelle les rebelles qui se rendent en demandant qui est « le fils de pute qui s'appelle Agildo Barada », celui-ci répond : « Agildo Barada, c'est moi, et le fils de pute, c'est toi ! »

Il y eut des milliers de prisonniers, et le PCB fut très durement frappé. Le cœur de la mission de la Comintern tomba aux mains de la police. Les documents publiés par Waack révèlent un dangereux amateurisme chez ces conspirateurs : ils sont trois à vivre dans le même appartement que Barron, chargé de la liaison radio[45] ; toute une famille avec une nichée d'enfants habite l'appartement aux 50 kilos d'explosifs[46], les femmes de ménage d'Ewert et de Prestes, bonnes amies, papotent quotidiennement sur leurs « patrons ».

42. Sur ce groupe, Waack, qui a travaillé dans les archives de la Comintern, est de loin le mieux informé. Sur le mouvement lui-même, il l'est moins.

43. On peut se servir pour Natal du livre d'Homero Costa, *A Insurrecião Comunista de 1935. Natal, O Primeiro Ato de la Tragédia*.

44. Pour Recife et Rio, se reporter au récit de Marly de Almeida Gomes Vianna, *Revolucionarios de 35*.

45. W. Waack, *op. cit.*, p. 254.

46. *Ibidem*, p. 249.

Pourtant, l'argent n'a pas manqué : ils ont reçu de Moscou 27 000 dollars, dont la moitié seulement a été dépensée[47].

La note, cependant, fut lourde. Arthur Ewert, capturé sous le nom de Harry Berger, fut atrocement torturé et obligé d'assister au viol de sa femme. Il ne dit pas un mot mais perdit la raison. La presse hurlait à la mort contre celui qu'*O Globo* appelait le 31 décembre 1935 dans un gros titre le « fils d'Israël, agent de Staline ». Il allait demeurer pour le reste de sa vie dans un hôpital psychiatrique, même après sa libération et son arrivée en RDA. L'Américain Barron – fils de Harrison George – mourut sous la torture ou fut assassiné. Prestes, condamné à quarante-six ans de prison, y resta dix ans, Rodolfo Ghioldi, traité avec beaucoup de mansuétude, sans doute parce qu'il avait été plutôt bavard, fut libéré après quatre ans. Elisabeth Saborowski, la compagne d'Ewert, après son calvaire aux mains des policiers brésiliens, fut livrée au gouvernement nazi et mourut à Ravensbrück en 1939. La femme de Prestes, Olga Benario, Juive allemande et membre du 4e Bureau de l'Armée rouge, également livrée aux nazis, mourut elle aussi en camp, exécutée en 1942. C'est alors que les dirigeants communistes clandestins, poussés par Bangu, malgré les conseils de Saccheta et la résistance de Roberto Morena, étranglèrent de leurs propres mains une toute jeune femme, la compagne du secrétaire général Miranda, Elsa Copoli, qu'ils soupçonnaient à tort d'appartenir à la police.

Quel était le rapport entre la lutte pour un front populaire antifasciste et la participation au soulèvement militaire ? La Comintern n'avait-elle pas violé ses nouveaux principes démocratiques ? Non. L'ANL était en réalité pour la Comintern un front uni anti-impérialiste, forme du front populaire dans un pays semi-colonial comme le Brésil, et les communistes avaient joué la partie entamée par leurs alliés, les *tenentes*, représentants de la petite-bourgeoisie démocratique. L'officier de marine prestiste Roberto Sisson a bien défini le caractère de ce mouvement, où le PC ne travaillait qu'indirectement pour lui-même : « Cette révolution fut spontanée, prestiste, militaire ; de libération nationale et par conséquent anti-impérialiste, anti-intégraliste, pour l'industrialisation du pays et pour la démocratisation et l'efficacité de l'Armée nouvelle[48]. » Cette défaite, qui coûta très cher aux combattants, ne pesa d'ailleurs pas lourd dans la balance politique de la Comintern. L'extrême habileté de l'appareil de Münzenberg dans sa campagne en faveur de Prestes et de ses amis permit d'en faire une « victoire morale ». Et déjà personne n'osait plus demander de comptes.

ENCORE UNE RÉORGANISATION

L'une des premières conséquences du congrès, en réalité la concrétisation de son orientation politique, fut une nouvelle réorganisation. Grant Adibekov et Eleonora Chakhnarazova expliquent : « Les tâches nouvelles fixées par le VIIe congrès préconditionnaient la reconstruction organisationnelle de l'appareil du CEIC en septembre-décembre 1935[49]. » D'abord, au nom de l'« indépendance » tactique des partis eux-mêmes, on supprime le secrétariat politique, ses commissions, les secrétariats régionaux, l'institution de représentants permanents et d'instructeurs du CEIC dans les PC. On établit à la place un secrétariat de l'IC avec son propre appareil. On va supprimer plusieurs départements et commissions : le travail dans les régions rurales, le travail chez les femmes ; le département sur la coopération, la construction du parti, les commissions permanentes (lutte

47. *Ibidem*, p. 209-210. Ewert avait demandé presque le double, 50 000 dollars, avec une argumentation solide.
48. *Ibidem*, p. 270.
49. G. Adibekov et E. Chakhnazarova, *loc. cit.*, *Newsletter*, 5-6, p. 27-33, ici, p. 32.

contre la guerre, le fascisme et la social-démocratie, construction du socialisme en URSS)[50], dont les fonctions sont réparties entre les secrétaires. Nos auteurs écrivent :

> La nouvelle structure est couronnée par le secrétaire général du CEIC, Georgi Dimitrov. C'est lui qui prépare l'examen de questions politiques par les organismes dirigeants, fixe l'ordre du jour des réunions de secrétariat, désigne les neuf secrétaires de l'exécutif qui doivent veiller sur tel ou tel parti.
>
> Ainsi, le secrétaire général adjoint Togliatti était responsable pour les liens avec les PC d'Allemagne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Suisse, Hollande et Indonésie. Le secrétariat de Manouilsky avec les partis communistes de France, Italie, Espagne, Portugal, Luxembourg et les colonies de la France ; le secrétariat de W. Pieck avec les partis communistes de Turquie, de Perse, de Roumanie, de Yougoslavie, de Grèce, d'Albanie ; le secrétariat d'Otto Kuusinen avec les partis communistes du Japon, de l'Inde, de la Corée et du Siam ; le secrétariat d'André Marty avec les partis communistes de Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et les colonies de la Grande-Bretagne ; le secrétariat de M. Moskvine avec les partis communistes de Pologne, Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie (après l'arrestation de Moskvin par le NKVD, les fonctions de son secrétariat furent transférées à celui de Gottwald) ; le secrétariat de Florin avec les partis communistes de Suède, Norvège, Danemark, Islande ; le secrétariat de Wang Ming avec les partis communistes d'Argentine, Bolivie, Brésil, Haïti, Guatemala, Honduras, Cuba, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Porto Rico, Salvador, Uruguay, Chili. Après le départ de Wang Ming pour la Chine, son secrétariat passa sous la direction de Dolorès Ibárruri.
>
> Les secrétariats comprenaient des représentants de nombre des partis ainsi « guidés ». Outre Manouilsky, Kuusinen était responsable du département du personnel de l'exécutif, Marty du travail de la KIM, Moskvine des finances de l'exécutif et du travail de l'OMS et de l'administration, Gottwald du travail de la fraction communiste dans le MOPR, de la direction de la revue *L'Internationale communiste* et du département de la propagande. La troïka Dimitrov, Togliatti et Pieck avait la direction de la fraction communiste dans la Profintern[51].

Le cœur de la réorganisation était sans doute ailleurs, avec la création du très important département du personnel, qui s'occupait des cadres des différents partis comme de l'appareil international et de tous les transferts vers le VKP(b). Il avait le droit de poser les questions concernant les cadres devant le secrétariat avec la présence obligatoire d'un cadre du parti concerné. Le 11 février 1936, le département du personnel reçut la responsabilité de la direction du travail des écoles internationales, le contrôle de la composition de leur appareil et l'organisation du recrutement pour ces écoles, l'analyse de l'attitude des PC dans la protection de leurs organisations, des recommandations et suggestions, pour la protection des partis communistes illégaux[52]. En juillet 1936, le secrétariat décida que le département de presse et de propagande remplacerait celui de la propagande dans les organisations de masse, et que le département des liens internationaux serait rebaptisé service des connexions. Nulle part les étiquettes collées sur le flacon n'apparaissaient susceptibles de modifier le contenu. Le 5 mars, le secrétariat décida une vérification générale des étrangers communistes en URSS, c'est-à-dire au premier chef dans l'appareil de la Comintern : ce furent les débuts de la « commission Moskvine », dont faisaient partie, à côté de ce grand chef de la police secrète, Anvelt et Florin, le responsable des cadres Alikhanov, le secrétaire de Moskvine, Filimonov, et un certain Samsonov[53]. Ceux-là allaient faire du nouveau.

50. G. Adibekov et E. Chakhnazarova, *loc. cit.*, *Newsletter*, 5-6. Les auteurs ci-dessus renvoient aux archives RTsKhIDNI 495 /1/8/ 10511/33.
51. *Ibidem*, p. 179-186.
52. RTsKhIDNI, 1073/17-20.
53. L. Babitchenko, « Die Moskvin Kommission », *Newsletter*, 5-6, p. 35-39.

PORTÉE D'UN CONGRÈS

Indépendamment du fait qu'il fut le dernier, quelle est la place du VIIe congrès dans l'histoire de la Comintern ? Comme le VIe, c'est une grande parade, mais avec cette fois une orchestration tout entière axée sur Staline, et un petit peu Dimitrov, sur les épaules duquel tombent tout de même quelques poussières d'étoile. Mais le grand changement par rapport au VIe congrès est ailleurs. Là, la direction, profondément marquée déjà par la bureaucratie au pouvoir en URSS, se caractérisait par des hésitations, des tournants brusques, un empirisme grossier dans la façon d'aborder les problèmes de la révolution. Au VIIe congrès, au moment où se préparent les alliances pour la Seconde Guerre mondiale, la révolution mondiale n'est plus qu'une référence rituelle, une allusion routinière au bout de grandes phrases. Il s'agit désormais de mobiliser les communistes du monde entier pour défendre l'Union soviétique et son régime, et en particulier celui qui lui donne sa valeur et son invincibilité, le génial Staline. Manouilsky dit :

> « Aujourd'hui, les intérêts de la défense de l'URSS déterminent la ligne fondamentale du prolétariat mondial face à la guerre. La lutte contre l'Allemagne, le Japon, l'Italie, en tant qu'instigateurs de la guerre mondiale, constitue une position authentiquement révolutionnaire [54]. »

Dimitrov donne la clé :

> L'Union soviétique n'est pas un pays ordinaire. Elle est la cause du prolétariat mondial. Ses frontières réelles passent dans le monde entier et englobent tous ceux qui vivent pour la classe ouvrière et luttent pour sa cause. L'Union soviétique, le pays où se construit le socialisme, où l'idéal du socialisme est en train de se réaliser, est la patrie socialiste des travailleurs de tous les pays [55].

En introduction à un recueil de documents sur la Comintern, nous citions il y a quelques années un jugement important de Fernando Claudín : « Il ne s'agissait pas de supprimer *tout centre* international du mouvement communiste, mais d'établir, enfin affranchi de l'institution intermédiaire qui le compromettait, celui qui, depuis déjà pas mal d'années, constituait la direction réelle du mouvement communiste : *le centre soviétique* [56]. » Telle était l'appréciation que nous portions en 1971 sur le VIIe congrès. Elle était juste. Nous avons pourtant beaucoup appris depuis, en particulier sur le rôle joué dans ses organes dirigeants par deux nouveaux venus que nous avons signalés, Ejov et Moskvine. L'entrée de ces deux hommes dans les organismes dirigeants de la Comintern pose le problème de la nature de cette organisation. La Comintern est-elle encore une organisation politique marquée par la domination exclusive d'une de ses sections, un parti au pouvoir qui se confond avec l'État soviétique, lequel la contrôle par sa police politique ? Ou n'est-elle qu'une dépendance directe de la police politique de ce même État ? La présence à sa tête des « superflics » Moskvine et Ejov est la réponse à cette question. Les pages qui suivent ne sont déjà plus l'histoire d'une Internationale communiste, mais celle de l'agonie d'un des services extérieurs de la police de Staline.

RECLASSEMENTS POLITIQUES

Pourtant, en même temps, les décisions du VIIe congrès en matière d'organisation jouent le rôle de miroir aux alouettes. Ce sont elles qui vont dans une large mesure donner l'occasion de se réaliser à la scission du courant gauche qui était en train de se développer

54. Cité par *Premier Congrès de l'IC*, p. 20.
55. *Ibidem.*
56. F. Claudín, *op. cit.*, p. 93, cité dans *Premier congrès*, p. 21.

dans les partis socialistes. Déjà, en Autriche, le courant de la direction des Jeunesses socialistes qu'inspire Ernst Fischer, tirant le bilan de l'échec social-démocrate, se tourne vers la Comintern : nombre de combattants de Vienne se retrouvent à Moscou.

En Espagne, les articles enthousiastes du jeune dirigeant socialiste réfugié à Moscou, José Laín, les lettres d'autres réfugiés, les prises de position d'une Margarita Nelken, expriment la même idée : le VII[e] congrès a rendu à la fois nécessaire et possible la réunification ouvrière, et la Comintern peut devenir la maison de tous car la scission va être surmontée. Là, les choses iront loin, puisque le gros de la JS, nous le verrons, va rejoindre finalement le PC, lui apportant la base de masse qu'il n'avait pas. Mais Luis Araquistáin a une analyse plus réaliste et tente de démystifier les résolutions de Moscou[57]. Bientôt, la majorité des JS avec quelques militants « adultes » du PSOE comme Julio Alvarez del Vayo et Margarita Nelken vont se tourner franchement vers la Comintern, tandis que Largo Caballero et Araquistáin s'efforcent de maintenir leur ligne, dans des conditions désormais très difficiles, car la défection des JS leur fait perdre la main. En 1935, malgré Trotsky qui conseille à ses partisans d'entrer en Espagne dans le PSOE afin de conquérir les JS à la IV[e] Internationale, les petites formations minoritaires comme le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne de Maurín, David Rey et Gorkin, la *Izquierda comunista* d'Andrès Nin, Juan Andrade, les petits groupes communistes catalans, décident de s'unifier dans un nouveau parti qu'ils appellent le POUM, *Partido obrero de unificación marxista* (POUM).

En France, une grande opération de noyautage a été projetée par la Comintern en direction de la JS de la Seine, que dirige Fred Zeller. Le jeune Daniel Béranger, introduit dans la JS et dans la XV[e] section du PS et contrôlé par Raymond Guyot, a réussi à gagner la confiance de Zeller. Une réunion se tient en secret au café des Tramways de l'Est pour étudier les modalités d'une action concertée entre les dirigeants russes des komsomols et de la KIM, Kossarev et Tchemodanov, venus illégalement, et les dirigeants de l'entente des JS de la Seine, autour de Fred Zeller[58]. Mais les Russes insistent pour l'abandon de la lutte antimilitariste, à laquelle les JS viennent d'arriver avec enthousiasme. La secrétaire de Zeller remet aux trotskystes le compte rendu de la réunion « secrète », qui va être publié, et les dirigeants de la JS, avec Zeller, vont rejoindre les trotskystes. C'est dans ce contexte qu'explose, au Parti socialiste, la vieille tendance de gauche de la Bataille socialiste, que maintient Jean Zyromski, désormais proche du Parti communiste, tandis que Marceau Pivert – qui vient de rendre visite à Trotsky à Domène mais veut garder ses distances à son égard – fonde la Gauche révolutionnaire, qui rallie d'autres groupes d'opposants socialistes et communistes[59].

En Belgique, la gauche du Parti ouvrier belge, le POB, connaît des développements semblables : Albert Marteaux se dirige vers le PC tandis que Paul-Henri Spaak prend contact avec Trotsky. Les Jeunes Gardes socialistes (JGS) de Fernand Godefroid, tenant du front populaire, et ceux de Walter Dauge, l'Action socialiste « révolutionnaire » (ASR), qui rejoint les trotskystes belges, se séparent bruyamment. Aux États-Unis, la tendance de gauche The Militant se tourne vers le PC. Lieutenant d'A.J. Muste, Louis Budenz va rejoindre le PC ouvertement après une brève période où il joue les « compagnons de route ».

Entre 1934 et 1936 se déroule dans presque tous les partis communistes une lutte sévère contre des minorités qui n'acceptent pas l'alliance avec une partie de la bourgeoisie,

57. P. Broué, « Quand Carrillo était "gauchiste" : les Jeunesses socialistes d'Espagne, 1934-1936 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 16, décembre 1983, p. 17-53, ici p. 44-46, et *Staline et la révolution*, p. 58-60.
58. J. Varin, *Jeunes comme JC*, p. 192.
59. J.-P. Joubert, *Révolutionnaires de la SFIO* ; Yves Kergoat, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche »*.

essence de la politique de front populaire, et qui se révoltent particulièrement contre certains de ses aspects, comme l'abandon de la lutte antimilitariste. Dans le monde colonial, c'était prévu, les deux animateurs de l'Internationale nègre, George Padmore et Garan Kouyaté, s'en vont. George Padmore a découvert à sa sortie de prison à Copenhague, au printemps de 1933, que la Comintern avait supprimé son organisation, ITUC-NW, un geste évidemment conciliant à l'adresse des gouvernements français et britannique. Indigné, il écrit que l'Internationale communiste a été appelée non seulement à appuyer la nouvelle politique diplomatique de l'URSS, mais « à freiner le travail anti-impérialiste de ses sections et à sacrifier ainsi les jeunes mouvements nationaux de libération en Asie et en Afrique ». Il proclame :

> « Je considère qu'il s'agit là d'une trahison des intérêts fondamentaux de mon peuple, à laquelle je ne saurais m'identifier. C'est pourquoi je n'ai d'autre choix que de me séparer de l'Internationale communiste. J'ai formulé ma position très clairement dans une déclaration politique que j'ai soumise à l'exécutif de la Comintern[60]. »

En Europe, c'est en Tchécoslovaquie qu'une fois de plus la ligne stalinienne rencontre une résistance réelle. Le Comité pour la vérité et la justice y mobilise largement contre les procès de Moscou. Des personnalités de premier plan de l'univers communiste, comme l'écrivain Ivan Olbracht, le grand avocat Ivan Sekanina, prennent la défense des accusés, dénoncent l'imposture. Guttmann et Záviš Kalandra, l'ancien rédacteur en chef de *Rudé Pravo* comme lui, vont manifester leur double opposition aux procès de Moscou et à la politique de Staline en Espagne, et entraînent des centaines de militants avec eux.

En France, la rupture de Jacques Doriot avait été ressentie par nombre d'oppositionnels comme une occasion manquée. Nous avons vu que les trotskystes Gérard Rosenthal et Pietro Tresso lui avaient rendu visite, mais il n'en était rien sorti. L'homme était, semble-t-il, plus démoralisé encore, au sens fort du terme, qu'il ne le paraissait. Son entourage immédiat, Marcel Marschall, Simon Rolland – qui finira dans les rangs de l'Abwehr –, après des années dans le PC stalinisé, tenait plus de la clique personnelle que du groupe de militants. On remarque pourtant qu'il ne s'agissait pas seulement d'idées. Les méthodes employées par la direction du PC pour isoler et discréditer Doriot provoquent des critiques de la part de responsables à un titre ou un autre de *L'Humanité*, comme Maurice Cléroy et Maurice Lebrun, qui sont exclus. Parmi les non-Dionysiens qui rallient Doriot, citons Henri Barbé. Bien des communistes exclus ou sur le point de l'être firent avec Doriot un bout de chemin sans pouvoir freiner sa course à l'abîme ; citons des hommes de valeur, Alfred Bernard, Marcel Body, Michel Collinet, Amédée Dunois, le syndicaliste enseignant Gilbert Serret. Avec le tournant patriotique inhérent au front populaire, les rangs des anciens responsables des JC de l'époque héroïque s'éclaircissent dans le PCF. C'est la rupture avec le PC d'une génération d'anciens des Jeunesses communistes et du travail antimilitariste, des cadres ouvriers, comme Paul Valière, ancien membre du CC, et Gustave Galopin, ancien membre du bureau politique, tous deux anciens responsables nationaux de la CGTU, mais aussi des militants comme Louis Coutheillas. Mais on est loin du compte de ceux qu'un Doriot, s'il était demeuré un honnête communiste, aurait pu entraîner avec lui. Pour sa part, il va droit vers le fascisme à la tête de sa « bande », comme dit Jules Romains, proche de lui : son itinéraire est bouclé avec la fondation du PPF, en 1936. Il n'y aura pas non plus de fusion entre ces communistes révolutionnaires et les « clandestins » qui diffusent la revue *Que faire ?* et qui n'apparaîtront au grand jour qu'en 1936, derrière leurs animateurs, André Ferrat, un ancien du BP, membre du CC, et le

60. J.R. Hooker, *Black Revolutionary. George Padmore's Path from Communism to Pan-Africanism*, p. 31.

Polonais Kagan, de l'équipe envoyée par la Comintern. Exclus, ses membres se retrouveront vite au Parti socialiste. En juin 1938, une petite révolte éclate chez Renault, quatorze membres du parti écrivent à Maurice Thorez. Il y a des exclus, dont deux délégués CGT et deux membres du secrétariat de la section communiste de la grande usine automobile. Le député Honel exprime dans une lettre à Thorez l'inquiétude des militants de la métallurgie. L'émotion provoquée par le pacte Hitler-Staline, la déclaration de guerre, la répression contre le PCF vont écraser tout cela.

En Grande-Bretagne, Eric Starkey Jackson, ancien dirigeant des JC, rejoint les trotskystes, comme le fait en Espagne le tout jeune animateur des JC du rayon sud de Madrid, Jesús Blanco, et les frères Fernandez Granell, dont Eugenio, alors pianiste et futur grand peintre.

En Grèce, Asimidis, un ancien de l'École Lénine, imposé à la direction du parti par la Comintern en 1931, refuse en 1935 de se rallier à la nouvelle ligne du parti, qu'il qualifie de « social-patriotique ». Exclu, il ne se sent finalement pas assez fort pour maintenir son groupe en lutte dans une opposition au parti, et, abandonnant la politique, reprend son métier d'avocat.

En Norvège, une poignée de militants rejoignent Trotsky, avec l'ancienne membre du bureau politique Jeanette Olsen. En Suède, une militante exemplaire, qui fut des pionniers du parti, Marie-Sophie Nielson, claque la porte et se rapproche, elle aussi, des trotskystes.

En Argentine, le dirigeant étudiant de Rosario, David A. Siburu, rompt avec le parti et tente d'unifier ses adversaires de gauche, trotskystes compris. Une opposition numériquement plus importante provoque une véritable scission dans le Parti communiste du Brésil : quelque 300 militants autour d'un membre du CC, le secrétaire régional de São Paulo, Herminio Saccheta, sont exclus et rejoignent la IVe Internationale.

Au même moment, à Moscou, Abobora, qui est complice de l'assassinat d'Elsa, mène l'enquête sur les autres : c'est qu'il est « aux Cadres ».

PAS D'AUTRE ISSUE ?

Dans l'ensemble, et malgré ces alertes, les rangs restent fermes : c'est dans la « troisième période », sous la discipline la plus stricte et dans l'isolement, qu'a été formée la génération qui pilote les membres du parti dans le nouveau tournant : ils ont appris à museler les opposants. Certains de ces derniers parviennent à s'organiser en dehors du PC et échappent à la violence stalinienne : les militants tchécoslovaques groupés autour de Josef Guttmann et Záviš Kalandra s'unifient avec les trotskystes rescapés des oppositions précédentes à la fin de 1937. Mais ils vont être aussitôt frappés par la répression nazie, qui détruit aussi et en même temps les partis communistes. Une partie des éléments de l'ancienne Gauche communiste du Chili fusionne avec la gauche du Parti socialiste et fonde le Parti socialiste des travailleurs, qui ne sera guère qu'un groupuscule. La menace hitlérienne, qui se concrétise, brise matériellement ou moralement plus d'un effort de résistance. L'Europe brune se profile à l'horizon. Mais, avant qu'arrivent ces heures noires, le grand espoir du Front populaire a brillé d'un intense éclat, qui, d'une certaine façon, survivra à l'écroulement de l'enthousiasme qu'il avait un instant nourri. Au Chili, la Gauche communiste scissionne sa majorité, derrière Manuel Hidalgo et Jorge Levin (Mendoza) entre dans le PS, tandis que la minorité tente de se maintenir comme organisation indépendante.

CHAPITRE XXXI

Front populaire : image et réalités

Aujourd'hui encore flotte autour du souvenir du Front populaire la haine de la bourgeoisie contre les rouges, la peur qu'elle eut des foules dans la rue, mais aussi la volonté de lutte contre le fascisme, les grandes espérances en l'unité enfin réalisée et les nouveaux alliés des « classes moyennes », bref, une politique nouvelle marquée par le triomphe de l'unité et de la fraternité après une décennie de sectarisme et de division systématique. La politique de front populaire est d'abord une invention destinée à la politique française. Elle a été reproduite et finalement généralisée avec des variantes circonstancielles dans d'autres pays, notamment en Espagne et aux États-Unis, où le mot d'ordre s'inscrivait dans un contexte et selon un enchaînement parfois très différents. Dans le chapitre précédent, nous avons braqué notre projecteur sur le côté communiste de sa genèse, les initiatives de Maurice Thorez, articles et discours, les réactions ouvertes de Moscou, mais nous avons délibérément laissé de côté l'aspect « secret » des choses, ou du moins une partie. Car il y a dans le Front populaire un partenaire bourgeois qu'on ne saurait sous-estimer. Même l'étude de Serge Berstein sur le Parti radical[1], par exemple, ne nous éclaire nullement sur une vieille légende, de toute façon significative : le magnat de l'électricité – un prête-nom, disait-on –, Ernest Mercier, qui avait été jusqu'en février 1934 le bailleur de fonds des Ligues, aurait changé son fusil d'épaule et financé à partir de ce moment le Parti radical. Rien n'est prouvé. Il faut pourtant reconnaître que ce n'eût été ni extraordinaire ni stupéfiant.

La naissance du Front populaire

Les déclarations fracassantes de Maurice Thorez à l'automne 1934 n'ont pas été des bouteilles à la mer. Elles avaient été soigneusement préparées. Le 7 octobre, en effet, Julien Racamond, dirigeant de la CGTU et du PC, avait sollicité une rencontre avec Édouard Daladier, chef de file des radicaux les plus « à gauche » de ce parti, rival d'Édouard Herriot. Il se disait préoccupé « de rechercher les meilleurs moyens pour briser les tentatives fascistes et préserver les libertés démocratiques[2] ». Nous savons que l'entre-

1. S. Berstein, *Histoire du Parti radical.*
2. *Ibidem,* II, p. 364.

vue a eu lieu : Racamond a écrit directement à Daladier pour lui faire savoir qu'il avait informé de son contenu Marcel Cachin et la direction de son parti. La proposition de Maurice Thorez, le 9 octobre 1934, à une réunion du comité de coordination des partis socialiste et communiste, de « sceller l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière », n'était donc pas un saut dans l'inconnu, pas plus que son discours le lendemain à Bullier, où il parla de ce « rassemblement populaire » dont Marcel Cachin, quelques jours plus tard, allait faire, dans *L'Humanité*, le Front populaire. Ces propositions, écrit Serge Berstein, provoquent chez les dirigeants radicaux à la fois intérêt et incrédulité. L'historien relève cependant :

> On voit alors les communistes écarter du programme d'action que leur proposent les socialistes un certain nombre de mesures hardies dont ils craignent qu'elles soient de nature à empêcher la réalisation d'un vaste rassemblement populaire : diminution des heures de travail sans diminution des salaires, socialisations, mise sous séquestre des entreprises en faillite, etc. [...] En janvier 1935, *L'Ère nouvelle*, que nul ne peut soupçonner de sympathies pour l'extrême gauche, relève avec satisfaction les réserves significatives des communistes devant le programme socialiste que nous venons d'évoquer[3].

La signature du traité franco-soviétique, la déclaration de Staline sur la défense nationale française vont, à partir de mai 1935, accélérer le processus : les radicaux n'ont plus guère de raisons de se refuser à une alliance avec les communistes devenus « nationaux ». Les élections municipales feront le reste et les engagent dans le Front populaire. Du moins engagent-ils leur jambe gauche, puisque la droite demeure dans les gouvernements dits d'union nationale que les partis du Front populaire dénoncent tous les jours. C'est avec beaucoup de finesse que, analysant les discussions au comité national du rassemblement populaire d'octobre 1935 à janvier 1936, l'historien du Parti radical souligne leur conception du front populaire comme centre de liaison entre organisations, à tous les niveaux, restreignant la compétence des comités locaux et n'ayant aucune possibilité de présenter des candidats aux élections indépendamment des partis. Il enregistre aussi la victoire commune des radicaux et du Parti communiste sur les socialistes et leur ambitieux plan de nationalisations. Il approuve le radical Jean Zay qui assure alors que, quoique plus modéré par certains aspects, le programme du rassemblement populaire est en réalité le vieux programme radical. Il souligne en outre que les radicaux obtiennent sans mal que ce programme ne soit ni un programme électoral ni éventuellement un programme gouvernemental. Ainsi le Front populaire, présenté initialement par le Parti communiste, qui en est l'initiateur, comme un front de lutte contre le fascisme, apparaît-il de plus en plus comme un frein aux revendications sociales « excessives », un instrument de l'alignement des deux partis ouvriers sur le Parti radical – dont les ministres continuent pourtant, après la chute du gouvernement Doumergue, dont ils étaient, de siéger au gouvernement de Pierre Laval, puis d'Albert Sarraut. Est-il abusif de dire que d'instrument de lutte contre le fascisme dans l'intention et en tout cas selon les affirmations de ses initiateurs, le Front populaire apparaît très rapidement en France comme un instrument de lutte contre une perspective révolutionnaire et même, pour le moment, contre les audaces réformistes du Parti socialiste ?

ESPAGNE, LENDEMAINS DE DÉFAITE

Rappelant dans un excellent article que le Front populaire se situe dans un contexte d'affrontement social et pas dans les seuls états-majors politiques des partis ouvriers, René

3. S. Berstein, *op. cit.*, p. 365.

Revol écrit à propos de la genèse du *Frente popular* espagnol : « L'initiative ici n'appartient ni au Parti communiste ni à l'Internationale, qui sont simplement montés dans un train mis en marche, au lendemain de la défaite de l'insurrection d'Octobre, par Manuel Azaña, Diego Martínez Barrio et Felipe Sánchez Román, avec la complicité et l'aide active du leader socialiste Indalecio Prieto, "cheval de Troie" des républicains bourgeois dans le PSOE »[4]. Au moment de l'insurrection d'Octobre, les partis républicains sont regroupés dans trois organisations principales, toutes les trois hostiles tant à la CEDA qu'à l'insurrection socialiste et abandonnées sur le bord de la route, comme tous les conciliateurs au moment de l'explosion d'un conflit. Ces trois partis, la Izquierda republicana de l'ancien Premier ministre Manuel Azaña, l'Unión republicana de Diego Martínez Barrio et le Partido nacional republicano de Felipe Sánchez Román, se prononcent pour la « défense de la République » et l'intervention de l'État dans le domaine social et économique afin d'atténuer les oppositions sociales. Ils n'ont entre eux que des nuances. Santos Julia résume la position par une formule fulgurante : « Le projet d'Azaña était de prendre les rênes de l'État pour élever la République au-dessus de la guerre sociale, entre la tyrannie et l'anarchie. La tyrannie, c'est le gouvernement de la droite, l'anarchie, c'est le prolétariat en mal de révolution. Et cela, seul peut l'éviter un Parti socialiste solide, bien assis et décidé à collaborer[5]. »

La droite, par ses persécutions, a revalorisé Azaña. Elle le haïssait particulièrement, le poursuivit pour sa participation à l'insurrection à Barcelone. Il fut arrêté et emprisonné, finalement acquitté. Cette persécution haineuse et revancharde redora son blason, et en fit l'un des 30 000 prisonniers politiques, lui permettant ainsi, après trois mois d'une détention supportable, de se faire le champion de l'amnistie et de la libération de tous, au cours de meetings comme le fameux rassemblement de Comillas, près de Madrid, en octobre 1935, auquel assistèrent entre 300 000 et 400 000 personnes, plus de partisans des socialistes, de toute évidence, que de « républicains ».

RECLASSEMENTS AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL

Or les socialistes ne tiraient pas tous d'Octobre le même bilan, on s'en doute. Dans une brochure écrite en prison par Santiago Carrillo et Amaro del Rosal, signée par Carlos Hernández Zancajo, *Octubre. Segunda Etapa*, les dirigeants emprisonnés des Jeunes socialistes dénonçaient les « chefs et petits chefs » à l'intérieur de leur parti, qui avaient « saboté la ligne insurrectionnelle », réclamant une épuration – qu'ils baptisaient de façon provocante « bolchevisation » – de leur parti. Ils proclamaient haut et fort que leur objectif n'était pas seulement la révolution espagnole, mais la révolution mondiale, la dictature du prolétariat dans tous les pays conformément aux « meilleures traditions du bolchevisme russe » et aux enseignements des « paladins du socialisme classique, Marx et Lénine ».

De l'autre côté, ceux que l'on appelait les « centristes », Prieto, en exil, González Peña, en prison, dont le prestige avait grandi dans les combats, se faisaient les champions de l'unité du parti, et, dans le même temps, condamnaient la politique « suicidaire » de rupture avec les républicains en 1933, « l'infantilisme » des JS, réclamaient le retour à une alliance avec les républicains pour la défense de la République, du mouvement ouvrier, et pour l'amnistie des prisonniers politique. René Revol explique : « Dans l'intervalle, le VIIe congrès de l'IC a pris à revers Largo Caballero. Dans un style plus offensif que le Front populaire français, les hommes des JS et du PSOE qui ont assisté au congrès

4. R. Revol, « Républicains bourgeois et radicaux dans la genèse du *Frente popular* », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 28, décembre 1986, p. 59-60.

5. S. Julia, *Origenes del Frente popular en España 1934-1936*, p. 29.

expliquent que le front unique des socialistes et des communistes doit devenir le noyau d'une "concentration antifasciste"[6]. »

Dès lors, Azaña, toujours soucieux de « brider le prolétariat en mal de révolution », ne se gêne pas et pose ses conditions en novembre 1935 au PSOE en lui proposant une alliance électorale dont il a en poche le programme rédigé par Sánchez Román. La base de l'alliance sera le retour à la législation sociale de la République, la reconnaissance de la légitimité des organisations syndicales, une loi d'amnistie. Il est clair : « Les républicains ne doivent ni ne peuvent s'engager à autre chose[7]. » Bien qu'aujourd'hui encore il se trouve des historiens et des politiques pour ergoter sur la nature du pacte électoral de 1936 et essayer de démontrer qu'il ne s'agissait pas d'un front populaire, il est clair que la combinaison des facteurs mondiaux – la politique de la Comintern – et de la situation espagnole, avec les 30 000 emprisonnés et la crise du PSOE, aboutissait à cette coalition électorale sur une plate-forme rédigée par un républicain modéré et dont les candidatures furent organisées de façon à donner le pouvoir aux républicains et non aux socialistes : il faudra deux fois plus de voix aux élections pour élire un socialiste que pour élire un républicain.

VICTOIRE ÉLECTORALE DES GAUCHES ESPAGNOLES

L'élection de février 1936 donne la victoire à la coalition des gauches qu'on appellera donc bientôt le Front populaire. Ses membres ont gagné au total 1 million de voix, alors que la CEDA n'en gagnait que 750 000, malgré le renouvellement de ses pratiques de violence et de terreur. Le nombre des élus de chaque regroupement indique une polarisation réelle mais profondément faussée dans sa représentation. Il y a en effet 278 élus du Front populaire (dont 85 socialistes et 14 communistes seulement), 134 de droite et 55 du centre. Sans doute la voie légaliste est-elle jugée très difficile à la fois par les masses ouvrières et par les représentants des classes dirigeantes. Les premières commencent à appliquer la loi d'amnistie avant qu'elle ait été votée et donnent l'assaut aux prisons pour libérer leurs camarades. Les autres, au premier rang desquelles plusieurs généraux, dont Emilio Mola et Francisco Franco, se posent et posent à leurs amis la question du recours aux armes pour annuler très vite ces élections et renverser le régime. Largo Caballero, qui a démissionné de la présidence du Parti socialiste et espère bien la reprendre à court terme dans le prochain congrès, sous la poussée des masses, a mené la campagne sur ses propres conceptions et rappelé aux travailleurs que la conquête du pouvoir ne peut se faire à travers la démocratie bourgeoise ; c'est sa pression qui empêche les socialistes modérés de participer au gouvernement, et les républicains gouvernent donc seuls, avec Azaña, puis, après l'élection de ce dernier à la présidence de la République, Santiago Casarès Quiroga. Araquistáin explique, pour sa part : « Les possibilités de stabilisation d'une république démocratique dans notre pays diminuent chaque jour. Les élections ne sont qu'une variante de la guerre civile, dont le principal objectif, pour nous, socialistes, est de libérer ceux qui ont été jetés en prison en octobre et d'imposer la réintégration de tous ceux qui ont été licenciés[8]. » C'est cela que veulent les travailleurs, et plus encore. Dans des provinces entières des colonnes de paysans sans terre organisées par la FNTT et le PSOE marchent sur les grandes propriétés dont elles s'emparent pour les mettre en culture. Les grèves se multiplient dans les entreprises. Les grévistes exigent non seulement la réintégration des ouvriers licenciés, mais encore le salaire dont ils estiment qu'il leur

6. R. Revol, *loc. cit.*, p. 65.
7. Cité par M. Barrio, *Memorias*, p. 282.
8. Araquistáin, « Paralelo historico entre la revolución rusa y la española », *Leviatán*, n° 22, 1er mars 1936, p. 22.

est dû depuis la date de leur arrestation. Nombre de patrons clament qu'ils ne peuvent supporter le poids des revendications, les travailleurs les prennent au mot et la grève devient alors gestionnaire, les travailleurs se chargeant eux-mêmes de faire tourner et de gérer l'entreprise, par exemple, à Madrid, les tramways.

De l'autre côté, les généraux continuent leurs préparatifs. Francisco Franco, un peu trop pressé, a été prié par ses pairs de faire preuve de patience. Les préparatifs sont dirigés au Portugal par un vieux conspirateur, le général Sanjurjo, ancien chef de la Garde civile, et sur place par le général Mola, muté du Maroc à Pampelune, où il est au cœur de l'Espagne réactionnaire. Contrairement à une tenace légende intéressée, les chefs politiques de la droite et de l'extrême droite n'ont pas été mis à l'écart par les conjurés. On sait que Gîl Robles a versé à Mola des sommes importantes, que José Calvo Sotelo a participé aux réunions de désignation des cadres de l'État nouveau. L'adhésion de la Phalange, dirigée par le fils de l'ancien dictateur, José Antonio Primo de Rivera, le mouvement le plus proche du fascisme authentique et qui bénéficiait de subsides de l'Italie fasciste, consacre une unification totale des forces de droite, les nouvelles s'associant ainsi aux anciennes, les traditionalistes et carlistes, déjà engagés derrière la conspiration. Mais cette unification se fait au profit des forces le plus strictement fascistes et liées aux grands chefs militaires ; ainsi Ramón Serrano Suñer, beau-frère de Franco, chef des Jeunesses de Gîl Robles, les JAP, adhère à la Phalange de Primo de Rivera.

Le soulèvement militaire, prévu d'abord pour avril 1936, est reporté. Les préparatifs sont plus longs que prévu. Il faut d'abord consolider dans l'armée l'autorité des conspirateurs. Il y a parmi les soldats et les sous-officiers, et même parmi les officiers, bien des gens de gauche, socialistes ou communistes. Nombre d'officiers qui ont d'autres opinions sont attachés à la neutralité politique de l'armée et, de toute façon, « loyalistes ». Les conspirateurs doivent se débarrasser de tous ces gens-là et le font par des déplacements, des mutations, des neutralisations et un gros travail de renseignement. Par ailleurs, le gouvernement de front populaire constitué, les communistes ont donné le mot d'ordre d'abandon des milices, et Manuel Tagueña, militant communiste, déjà jeune spécialiste militaire, raconte dans ses Mémoires[9] que nombre de communistes ont, dans ces conditions, rejoint les Milices socialistes et parfois les JS. Les socialistes du PSOE subissent là un grave revers. Déjà serrés de près pendant leur séjour en prison par les émissaires de la Comintern, notamment l'Italo-Argentin Vittorio Codovilla, dit Luis Medina, les dirigeants des JS et particulièrement Santiago Carrillo sont en majorité assez vite conquis. Ils prêtent la main à une unification avec les Jeunesses communistes qui fait d'eux les dirigeants des JSU *(Juventudes Socialistas Unificadas)*, échappant totalement à l'autorité du PSOE et disposant désormais de moyens matériels énormes, ce qui fait d'elles en quelques mois une organisation de masse de centaine de milliers de membres. C'est pour Largo Caballero une énorme déception, pour d'autres, comme Araquistáin, une véritable trahison. Quelques dirigeants socialistes vont suivre les dirigeants JSU sur la voie qui les conduit à Staline.

LE *FRENTE POPULAR* AU POUVOIR

Les gouvernements qui se sont succédé jusqu'au début de la guerre civile étaient des gouvernements formés par les républicains et soutenus par les votes des députés socialistes et communistes, dont la responsabilité est ainsi totalement engagée dans leur politique et, disons-le, leur impuissance et la nullité devant le danger militaro-fasciste, toujours inspirée

9. M. Tagueña Lacorte, *Testimonio de dos Guerras.*

par le souci de « contenir le prolétariat en mal de révolution ». La décision de renoncer pour le moment à organiser les élections municipales est un bon exemple de cette politique : plutôt que de laisser, comme c'était prévisible, élire de nombreuses municipalités socialistes de gauche et de fidèles de Largo Caballero, le gouvernement républicain préféra maintenir en place les partisans de Gíl Robles, ou, plus simplement, les agents du grand propriétaire local qui désignaient les maires à travers un simulacre d'élection. En ce qui concerne la conspiration militaire, il est tout à fait indiscutable aujourd'hui que les dirigeants républicains, policiers aussi bien que politiques, ont fermé les yeux sur les préparatifs des conspirateurs et laissé se développer leur entreprise. On citait au moment de l'éclatement de la guerre civile un rapport du colonel Julio Mangada sur la conspiration militaire, dont le gouvernement Casarès Quiroga ne tint aucun compte, sous prétexte que l'homme aurait été un peu farfelu.

Les historiens navarrais nous ont fait connaître plusieurs épisodes significatifs. Le 23 juin, le général Mola reçoit la visite de l'envoyé de Casarès Quiroga, le général Domingo Batet, qui l'informe que le gouvernement sait tout de la conspiration et de son rôle à lui et le prie... de demander sa mutation. Mola refuse. Quelques semaines plus tard, ses hommes, sur son ordre, fusilleront le général Batet. Les mêmes historiens ont également révélé l'épisode du monastère d'Irache où, le 14 juillet, le général Mola a réuni l'état-major du soulèvement pour les dernières instructions. Le maire nationaliste basque d'Estrella, informé de ce qui se passe, fait boucler le couvent par ses policiers municipaux et informe le gouverneur civil, membre du parti d'Azaña. Casarès Quiroga, averti, donne l'ordre de lever le dispositif. La conspiration peut continuer. Le maire d'Estrella sera fusillé par les hommes du général Mola [10]. L'historien Francisco Gómez Moreno, dans son magnifique travail sur Cordoue, apporte également la preuve qu'à deux reprises, le 12 et le 18 juillet, la Sûreté républicaine a tout appris sur les préparatifs et les hommes du *pronunciamiento*, et jusqu'à l'ultime entretien à l'heure H entre le général Queipo de Llano, chef du soulèvement à Séville, et le général Cascajo, de Cordoue, et qu'elle les a laissés aller jusqu'au bout [11].

On sait que la répression antiouvrière, au lendemain du soulèvement, fut d'une exceptionnelle férocité. La Sûreté républicaine, en décidant de ne pas arrêter le bras des conspirateurs, avait pris cet énorme risque. En fait, la politique du gouvernement républicain de Front populaire se réduisit, en dernière analyse, exception faite de conspirateurs particulièrement voyants, comme le fameux *requete* Varela, à un jeu des quatre coins dans lequel on échange les commandements sans jamais modifier le rapport des forces à l'intérieur du corps des officiers entre les « golpistes » (partisans du coup) et les autres. On peut ajouter que, parmi les officiers généraux fusillés par les franquistes dès le début du soulèvement, un bon nombre avaient été littéralement jetés dans la gueule du loup par le gouvernement, dans des missions de paix où les attendait le peloton d'exécution : ce fut le cas du général Batet et du général Miguel Nuñez de Prado, envoyé à la mort dans une mission à Burgos [12]. Ce gouvernement, qui assurait que les officiers lui étaient loyaux, envoya ses rares fidèles au poteau sur ce refrain mensonger. De façon générale, d'ailleurs, la guerre civile commença par un massacre dans les casernes et les prisons militaires. C'est en pataugeant dans le sang des soldats socialistes et des officiers républicains que les « rebelles » quittèrent les casernes pour marcher sur les quartiers ouvriers.

10. P. Broué, « La Navarre, un révélateur ? », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 28, décembre 1996, p. 53-54.
11. F. Gómez Moreno, *La Guerra Civil en Cordoba*, p. 12.
12. P. Broué, *loc. cit.*, n° 26, p. 54.

L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT ?

Les officiers de gauche qui avaient réussi à échapper à la répression de 1934 s'étaient organisés dans l'armée. Pour faire face à l'UME, que contrôlaient les conspirateurs, ils avaient constitué une Unión militar republicana antifascista (UMRA) que dirigeait un proche de Largo Caballero, le commandant Eleuterio Díaz-Tendero. Le gouvernement n'utilisa jamais les informations, les fichiers, les volontaires de cette organisation d'hommes courageux. Aux renseignements que certains lui apportaient, le chef du gouvernement ripostait en parlant de sa confiance en la « parole donnée » par les officiers qui étaient à la tête de la conspiration. Quelques-uns des officiers de l'UMRA apparaissent en 1936 à des postes responsables. Le communiste Luis Barceló, officiellement membre du parti du président, est aide de camp de Casarès Quiroga. D'autres ont des liens avec le PSOE et les JSU. Le commandant Carlos Faraudo est instructeur des milices socialistes et accepte de les commander. L'ancien fantassin José del Castillo, l'ancien cavalier Maximo Moreno, devenus *asaltos*, instruisent aussi les jeunes miliciens. Madrid compte bien quelques dizaines de ces courageux officiers qui mourront dans les tout premiers. Et puis il y a les sous-officiers, dont plusieurs arrivent à soulever des hommes dans les casernes et à ouvrir les portes des prisons militaires au moment où les chefs se préparent à frapper.

Le problème des armes est plus grave encore qu'en 1934. Plusieurs officiers ouvrent les magasins des casernes : ainsi le lieutenant-colonel Rodrigo Gíl, au parc d'artillerie à Madrid ; ainsi un autre socialiste, le lieutenant-colonel du génie Ernesto Carratalá, aussitôt assassiné pour avoir ouvert ceux de la caserne de Carabanchel. Le comité de Catalogne de la CNT a réussi à se procurer et à stocker 300 carabines Winchester. Mais, dans ce domaine aussi, les autorités républicaines jouent un rôle – volontaire ou non – de complices des factieux. Ainsi, le gouverneur de la province de Cordoue, membre du parti du président, Rodríguez de León, se fait remettre toutes les armes, saisit celles des armureries et les fait entreposer dans les casernes. Stupidité intégrale et impardonnable ou trahison ouverte ? Il faut enfin relever que, tout au long de la période, des *pistoleros* de la Phalange ont assassiné des policiers qui les recherchaient, des militaires ou des militants qui les combattaient, des juges qui les condamnaient. La plupart de ces meurtres sont restés impunis. On remarquera aussi un acharnement particulier contre les officiers qui travaillaient avec les socialistes, une volonté délibérée de détruire l'organisation militaire ouvrière avant qu'elle ait été mise sur pied. Très significatifs à cet égard sont les meurtres de Carlos Faraudo et de José del Castillo. Et, pour essayer d'en finir avec une légende tenace, il n'est pas vrai que l'assassinat de José Calvo Sotelo ait déclenché l'insurrection militaire, planifiée et préparée depuis longtemps. Les partisans de cette thèse oublient souvent que le meurtre de Calvo Sotelo fut le résultat, en partie accidentel, d'une expédition punitive d'officiers des gardes civils et gardes d'assaut, après l'assassinat de leur camarade Castillo, destinée à montrer qu'ils ne seraient plus un gibier paralysé, mais rendraient coup pour coup.

Pendant toute cette période, le Parti communiste a mené une politique résolument modérée, pour ne pas dire modérantiste, insistant seulement sur la nécessité de contrôler le gouvernement. A partir de juin, cependant, il commence à s'inquiéter de la multiplication des grèves, de la nature des revendications – qu'il juge excessives et irréalistes – se pose en champion de l'ordre désirant rassurer « les classes moyennes ». Dans un premier temps, il accuse le patronat de chercher à affamer et à désespérer les travailleurs afin qu'ils se lancent dans des grèves violentes pour que « les ouvriers affrontent la force de

répression de l'État, le gouvernement, et rompent le Front populaire [13] ». Dans un second temps, il opère entre les grèves une distinction pour le moins curieuse, approuvant les grèves nécessaires qui renforcent la combativité et « les grèves qui peuvent vaincre », et condamnant « les luttes qui portent la marque de l'aventurisme [...] qui traduisent des mouvements [...] de défaite que la classe ouvrière paie de son sang [14] ». En d'autres termes, il commence à s'engager nettement contre les grèves inspirées par la CNT et celles qui ont un caractère qu'il juge révolutionnaire. Il embraie en même temps sur de furieuses attaques contre « les trotskystes » en général. En Espagne, il vise le POUM, ce regroupement de communistes opposants allant de Gorkin et Maurín à Andrés Nin et Juan Andrade, et qui n'est pas trotskyste. C'est ainsi qu'il qualifie Maurín, son secrétaire général et député, d'« ennemi du Front populaire » et de « trotskyste masqué dans les rangs du prolétariat ». Les lettres des socialistes venues d'Union soviétique introduisent dans la presse socialiste un ton nouveau, par exemple dans cette « lettre ouverte » à Largo Caballero : « Assez de farces. La révolution, l'Union soviétique, la ligne politique bolchevique sont indivisibles. Voilà la vérité. Le reste n'est que charlatanisme [15]. » En vérité, les choses deviennent sérieuses en Europe.

LA FRANCE À SON TOUR

La situation française a été marquée dans les débuts de l'année 1936 par la réunification syndicale entre CGT et CGTU, sorte de pendant syndical du Front populaire. C'est un succès : de mars à mai, la centrale réunifiée enregistre 250 000 adhésions et se montre capable d'enrayer les grèves sauvages et même des mouvements revendicatifs qui pourraient gêner la préparation des élections. Celles-ci ont lieu en mai et consacrent la victoire du Front populaire, mais, à la différence de l'Espagne, ce sont les socialistes qui en constitueront la force principale à la Chambre des députés. Le Front populaire a 329 députés, dont 72 communistes, 146 socialistes et 106 radicaux. La droite en a 220. Selon Georges Luciani, correspondant du *Temps*, et les confidences qu'il a recueillies, on n'est pas très heureux à Moscou d'une situation qui risque de reproduire une situation pire que l'espagnole avec un mouvement revendicatif puissant et des poussées révolutionnaires. Les négociations sur les revendications commencent partout et aussitôt avec un gouvernement Léon Blum de Front populaire, constitué en toute hâte officieusement pour freiner le déclenchement des grèves. Les communistes ont décliné la proposition d'y participer par un texte signé de Jacques Duclos, mais qui sort en réalité tel quel des délibérations du secrétariat politique de la Comintern. En attendant, ils soufflent calme et modération. Duclos déclare à la presse que les communistes respectent la propriété privée. Waldeck Rochet explique que les électeurs ne se sont pas prononcés pour la révolution. Les ligues ont mis une sourdine à leurs attaques. La population, qui a organisé des rassemblements et quelques défilés de victoire, se prépare à une grande journée de célébration.

LA VAGUE DE GRÈVES DE JUIN 1936 EN FRANCE

Les ouvriers français vont en décider autrement. Il y a d'abord deux grèves, au Havre et à Toulouse, brèves parce que victorieuses, contre des licenciements d'ouvriers ayant chômé le 1er mai et qui sont réintégrés. Quelques jours plus tard éclate à l'usine Bloch de Courbevoie une grève pour obliger le patron à négocier sur les revendications. Le

13. *Cf.* le discours de José Díaz le 1er juin 1936 à Saragosse et ce qu'il dit sur « les grèves, celles qui sont nécessaires », *Diez años de lucha*, p. 193.

14. *Mundo obrero*, 11 juillet 1936.

15. Archives de la guerre civile, Madrid, Legajo 2371.

24 mai, c'est la grande manifestation au mur des Fédérés, où 600 000 manifestants défilent devant Léon Blum et Maurice Thorez. Danos et Gibelin écrivent : « La foule ouvrière prend conscience de son nombre et de sa force[16]. » Une série de grèves vont éclater le mardi à Lavalette, Saint-Ouen, Hotchkiss, Levallois et dans bien d'autres usines, où elles s'accompagnent de l'occupation renforcée par des piquets de grève. La journée du 28 est décisive, avec la grève des 35 000 ouvriers de Renault, qui entraîne une dizaine d'autres usines phares de la région parisienne. La stupeur est grande devant ce que *Le Temps* appelle « l'initiative sensationnelle » que constitue le phénomène généralisé de l'occupation. Le patronat le dénonce immédiatement comme une violation de la loi, un attentat politique. Nous n'allons pas faire ici le récit de cette vague de grèves, qui était à l'époque unique dans l'histoire, mais seulement souligner combien ce mouvement échappant au contrôle des organisations syndicales faisait peur parce qu'il pouvait annoncer le début d'une révolution, un spectre que chacun s'efforçait de conjurer. Le 28 mai, sortant d'une entrevue avec Albert Sarraut, le secrétaire du PCF Jacques Duclos assure : « Nous obéissons à une double préoccupation : d'abord éviter tout désordre, ensuite obtenir que des pourparlers s'engagent le plus vite possible, en vue d'un règlement rapide du conflit[17]. » André Delmas, le secrétaire du syndicat des instituteurs, parle de la matinée du 7 juin à la CA de la CGT : « Jouhaux venait de dire une fois de plus que la seule conduite à adopter était de donner l'impression à l'opinion publique que la CGT n'avait pas perdu le contrôle des réactions ouvrières et qu'elle seule pourrait ramener le calme lorsque des satisfactions auraient été données aux salariés[18]. »

La signature des accords Matignon, célébrée par les négociateurs ouvriers comme une victoire extraordinaire – et elle l'était –, unique dans l'histoire ouvrière, un véritable triomphe, n'a pas suffi à arrêter la grève, qui, au contraire, s'est étendue dans les jours suivants à l'ensemble du pays. Le PC doit faire un choix : s'il continue à accompagner et soutenir les grévistes et leurs revendications, il s'avance trop, se coupe du gouvernement et des radicaux dans le Front populaire, de ces « classes moyennes » qu'il rêve si fort de conquérir. C'est ce qui constitue l'essentiel du rapport de Maurice Thorez le 11 juin, avec ces phrases capitales : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. Tout n'est pas possible maintenant[19]. » Le commentaire fait par la résolution adoptée au comité central du 13 juin est parfaitement clair :

> Le PC, conscient de ses responsabilités, a ainsi pris courageusement position sans craindre de s'attaquer aux gesticulations hystériques des trotskystes et trotskysants, comme il a fait triompher le Front populaire en combattant le bavardage des sectaires qui condamnaient l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes.
>
> Le CC appprouve le BP d'avoir combattu les opinions de ceux qui, sans aucun souci des responsabilités qui pèsent sur les organisations ouvrières, [?] que « tout est possible », et il oppose à cette formule dangereuse la déclaration communiste : tout n'est pas possible ; le mot d'ordre capital du parti reste : « Tout pour le Front populaire ! Tout par le Front populaire[20] ! »

Balayant du même coup de balai « les trotskystes », André Ferrat, critique du soutien de l'accord Matignon et de la déclaration du 11 juin, et Marceau Pivert, qui avait écrit dans *Le*

16. Danos et Gibelin, *Juin 36*, p. 41.
17. Cité *ibidem*, p. 48.
18. A. Delmas, *op. cit.*, p. 99.
19. Rapport de M. Thorez, *L'Humanité*, 13 juin 1936.
20. *Ibidem.*

Populaire que tout était possible, le CC du PCF affirmait bien, à sa manière et, dans la circonstance, une fois de plus contre Trotsky, qu'il n'allait pas y avoir de révolution française parce qu'il avait eu le grand courage de l'étouffer dans l'œuf. Concluons ce paragraphe par une remarque de l'ancien dirigeant des JSU, le regretté Fernando Claudín, commentant ces déclarations : « Le parti mit en circulation la formule suivante : "Le Front populaire n'est pas la révolution". Et en effet, c'était autre chose : dans la France de juin 1936, il était le frein de la révolution, après avoir contribué à ouvrir ses écluses[21]. » Quelques mois plus tard, lors de la découverte du complot militaro-civil des franquistes français baptisé « cagoulards » par ceux qui veulent minimiser l'affaire, n'est-ce pas l'homme fort du Front populaire, le radical Édouard Daladier, qui décide de faire bénéficier tous les militaires de l'impunité totale, marquant ainsi un point de plus contre la révolution[22] ? C'est aussi le gouvernement espagnol de Front populaire qui va refuser de tenter de briser les troupes de choc de Franco en proclamant l'indépendance du Maroc espagnol. Des militants français comme Louzon et Rousset avaient cherché à jouer les intermédiaires entre Espagnols et Marocains. Les gouvernements britannique et français ont exprimé leur opposition : c'était le début de l'éclatement des empires coloniaux. Ainsi, en s'inclinant, socialistes et communistes du Front populaire se font-ils les défenseurs de la propriété et de l'ordre, y compris colonial. Comment, dans ces conditions, gagner la guerre des pauvres et des opprimés ?

LES BELGES À LEUR TOUR

Les Belges avaient connu en 1932 une explosion ouvrière contre la misère, essentiellement dans le Borinage, où les mineurs avaient fait grève trois mois. De jeunes générations de militants ouvriers des Jeunes Gardes socialistes, les JGS, s'y sont aguerries. Des dirigeants sont apparus, comme Léon Lesoil à Charleroi, à la tête de la petite organisation qui y devient majoritaire par sa combativité, les Chevaliers du travail. La grève commence le 2 juin 1936 dans le port d'Anvers et s'étend très vite, faisant tache d'huile dans tous les bassins miniers et les régions industrielles. Mines et usines sont occupées. Devant la radicalisation du mouvement, partis et gouvernement cèdent, tombant d'accord sur des revendications analogues à celle de France : la semaine de quarante heures dans les ports et les mines, les congés payés, une hausse des salaires de 7 %. En 1933, les partis ouvriers s'étaient laissé imposer la dissolution de leurs formations armées, notamment la Milice de défense ouvrière créée en 1926 pour faire face aux groupes d'assaut fascisants. L'Action socialiste révolutionnaire, une scission du POB animée par Lesoil et par le jeune et populaire orateur Walter Dauge, maintient des milices armées, l'Union socialiste antifasciste. Mais ici, comme en Italie après la grève des métallos de septembre 1920, la peur sociale suscite un mouvement fasciste. Il s'appelle Rex, est issu, comme en Espagne, de l'Action catholique. Son chef est un disciple d'Hitler et fervent catholique, Léon Degrelle. Il est financé par le gouvernement fasciste italien, a reçu des promesses de Berlin en ce sens. Il annonce à grand fracas une « marche sur Bruxelles » le 24 octobre 1936. Le gouvernement l'interdit, et il n'a pas la force de passer outre. C'est le début de son reflux.

DU COUP D'ÉTAT MILITAIRE À LA RÉVOLUTION EN ESPAGNE

Au moment où se déroulaient en France et en Belgique mouvements sociaux et autocongratulations des partis du Front populaire, convaincus d'avoir fait reculer « le fas-

21. F. Claudín , *op. cit.*, p. 162.

22. Sur ce point, *cf.* M.W. Attignies, « Complot franquiste : la Cagoule », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 31, septembre 1987, p. 89-90.

cisme », l'Espagne, elle, approchait de cette révolution que les généraux réunis derrière Sanjurjo et Mola voulaient étouffer dans l'œuf par la force brutale. Leur intervention provoqua l'explosion, cette « révolution inopportune » pour Moscou, selon la formule de Claudín. Le gouvernement de Casarès Quiroga fut jusqu'au bout fidèle à lui-même dans son odieuse irresponsabilité. Son chef, apprenant le soulèvement de l'armée du Maroc le 17 juillet au soir, aurait annoncé que puisqu'ils s'étaient soulevés *(levantado)*, il allait pour sa part se coucher. Le 18 juillet à 15 heures, le gouvernement annonçait contre toute vraisemblance qu'un vaste mouvement antirépublicain avait été étouffé au Maroc et qu'il n'avait trouvé aucun appui dans la péninsule. Le soir même, un Conseil des ministres, auquel s'était joint Prieto, refusait la demande de l'UGT, présentée par Largo Caballero, de donner des armes aux travailleurs. Les partis socialiste et communiste, dans un communiqué commun, assurent dans la nuit que « le gouvernement est certain de posséder les moyens suffisants » et surtout que « le gouvernement commande et le Front populaire obéit ». En fait, les combats sont près de s'engager dans tout le pays, et à 4 heures du matin Casarès Quiroga démissionne. Diego Martínez Barrio lui succède, flanqué de Sánchez Román et du général Miaja. C'est une ultime tentative pour renouer le dialogue, mais le général Mola les envoie brutalement promener. Dans la capitale, des centaines de milliers de Madrilènes manifestent en réclamant des armes. Martínez Barrio ne veut pas armer le peuple. Il démissionne. Quand on lui trouve un successeur, le Dr José Giral, professeur d'université et grand propriétaire, celui-ci constate que les ouvriers sont armés et consent donc à leur armement.

Le sort des armes varie avec l'orientation politique des combattants ouvriers qui défendent leurs villes et leurs quartiers ou attaquent les casernes :

> Il n'est pas imprudent d'affirmer que c'est moins dans l'action des rebelles que dans la réaction des ouvriers, des partis et des syndicats et leur capacité à s'organiser militairement, en un mot dans leur perspective politique même, que réside la clé de l'issue des premiers combats. Chaque fois en effet que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent. Par contre, *le Movimiento* est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont immédiatement attaqués à la destruction de l'armée en tant que telle, indépendamment des prises de position de ses chefs ou de l'attitude des pouvoirs publics légitimes [23].

L'application de la politique de front populaire et l'obéissance à ses gouvernements de pantins impuissants en ces jours tragiques était en effet une des conditions d'une défaite assurée. Notons cependant une remarque de Gómez Moreno : les jeunes, même d'un parti de Front populaire, se sont moins souvent laissé prendre que les vieux, et même de vieux anarchistes sont tombés dans le piège. L'Andalousie ouvrière et paysanne tombe partout selon le même schéma : les autorités refusent les armes aux ouvriers et se portent garantes de l'armée. Quand les travailleurs refluent, les généraux frappent. A Séville, le général Queipo de Llano l'emporte par un coup de bluff, puis un pont aérien d'avions italiens lui amène hommes et armes. La résistance ouvrière commence trop tard : le faubourg ouvrier de Triana est nettoyé au couteau et à la grenade, une opération qui fait quelque 20 000 victimes. Les travailleurs de Malaga l'emportent grâce à un sous-officier hardi et à l'encerclement des casernes par un incendie au pétrole qui laisse aux ouvriers le temps de s'organiser. A Saragosse, bastion de la CNT, les anarcho-syndicalistes se laissent rouler par le général Cabanellas, vieux républicain et franc-maçon. Les ouvriers ne s'arment pas

23. P. Broué et E. Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, p. 87-88.

et ne réagissent qu'aux premières arrestations, en se lançant dans la grève générale, écrasée en une semaine. A Oviedo, c'est un scénario semblable. Javier Bueno, l'héroïque journaliste du journal socialiste *Avance*, a révélé que le colonel Aranda, chef républicain de la garnison, va passer à l'insurrection. Mais ce dernier réussit à convaincre socialistes de droite et républicains de ses bons sentiments. Trois colonnes de mineurs partent au secours de Madrid, et c'est alors que le colonel se soulève. A Gijón, les ouvriers attaquent la garnison alors même qu'elle s'est déclarée loyale pour mieux les tromper. A Santander et Saint-Sébastien, ce sont les militaires qui se soulèvent trop tard et se cassent le nez sur les barricades. Prévenus par un sous-officier radio, Benjamín Balboá, les marins se débarrassent de leurs officiers conspirateurs, mais se voient refuser le combustible pour leurs bateaux par la marine britannique. A Barcelone, c'est la foule ouvrière, entraînée par les Durruti, Ascaso et autres militants anarchistes, qui submerge les militaires, sans armes ou presque. Il y a des pertes énormes. Des unités de la Garde civile et de l'aviation soutiennent les travailleurs. Le chef des rebelles, le général Goded, se rend au bout de deux jours. Une militante communiste peu connue, Caridad Mercader, empêche la foule de le lyncher. A Madrid, les casernes n'ont pas encore bougé que déjà des milices armées, cénétistes et socialistes, patrouillent. Le combat se gagne dans l'assaut de la caserne de la Montaña. Il y a aussi de lourdes pertes. Le général Fanjul, chef des insurgés, se rend.

RÉVOLUTION DU CÔTÉ « RÉPUBLICAIN »

Au soir du 20 juillet, la situation est claire. Ou bien les militaires ont vaincu, massacré et emprisonné tout ce qui était susceptible de résister – même si rien ne s'est passé, comme en Navarre –, et la population est soumise à une terreur blanche qu'appliquent parfois des prêtres, souvent des phalangistes, mais aussi des policiers et de simples militaires. Ou bien le soulèvement militaire a échoué et il ne reste plus qu'ici ou là une autorité – les ministres à Madrid, un gouverneur civil par-ci par-là. Les ouvriers se sont battus sous la direction de leurs organisations regroupées dans des « comités » qui, avec le consentement et l'appui des travailleurs en armes, exercent tout le pouvoir et commencent à s'organiser pour continuer la guerre et transformer la société : ce sont les *comités-gobierno* (comités-gouvernement), qui portent des noms hérités du passé français ou espagnol, des comités ouvriers, de guerre, de défense, exécutifs, de salut public, révolutionnaires, antifascistes. Ils ont été élus de mille et une manières, dans des assemblées générales ou des meetings, par acclamation ou au vote, par désignation des organisations que chacun représente, par eux-mêmes quelquefois. Ils sont essentiellement révocables, contrôlés par une base exigeante qui les pousse plus qu'ils ne la dirigent. Ils ont toutes les fonctions :

> Tous décident souverainement, non seulement des problèmes immédiats de maintien de l'ordre et de contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure, socialisation ou syndicalisation des entreprises industrielles, expropriation des biens du clergé, des factieux ou tout simplement des grands propriétaires, distribution entre les métayers ou en exploitation collective de la terre, confiscation des comptes en banque, municipalisation des logements, organisation de l'information, écrite ou parlée, de l'enseignement, de l'assistance sociale [24].

A partir de ces pouvoirs locaux se dressent des pouvoirs régionaux : à côté du faible gouvernement de la Généralité de Catalogne, le puissant comité central des milices antifascistes de Catalogne qu'anime le libertaire Juan García Oliver, pouvoir révolutionnaire qui a créé des départements spécialisés qu'on appellerait ailleurs des ministères, et qui

24. P. Broué et E. Témime, *op. cit.*, p. 111-112.

disposent, avec la CNT-FAI, de l'autorité sur la police syndicale des patrouilles de contrôle. Il y en a d'autres ailleurs. A Valence, un comité exécutif populaire réussit à éliminer la junte déléguée de Martínez Barrio. Aux Asturies, deux comités rivaux, celui de Sama de Langreo avec les socialistes, celui de Gijón, animé par la CNT. A Malaga, un comité de vigilance animé par la CNT qui fait contresigner ses ordres par le gouverneur civil. En Aragon, ce que César Lorenzo appelle le « crypto-gouvernement libertaire », le Conseil d'Aragon, investi par un congrès des comités de villes et de villages et représentant les courants anarchistes les plus avancés. Autour de ces gouvernements foisonnent les organismes nouveaux, tribunaux populaires, organisation de milices, comités d'économie, etc. Au sommet, le gouvernement subsiste, « monument d'inactivité », dit Franz Borkenau. Et il n'y a pas à côté de lui de second gouvernement révolutionnaire, ce qui permet de nier l'existence d'une révolution et d'affirmer comme une réalité ce Front populaire qui a volé en éclats – sauf au sommet !

LA QUESTION DES MILICES

Les travailleurs ont démontré leur supériorité dans les combats de rues, des rues de leurs villes et de leurs usines. Mais, dès qu'ils sont en rase campagne, ils ne savent pas se battre et manquent d'armes. Les avions, les bombardements comme les mitraillages, provoquent dans leurs rangs de terribles et destructrices paniques. Bien des chefs sont tués parce qu'ils s'exposent inutilement pour insuffler le calme aux hommes inexpérimentés qui s'affolent. Les chefs sont parfois des militaires improvisés, des hommes qui ont un sens inné du combat et de la tactique. Gómez Moreno mentionne un jeune paysan de vingt-quatre ans, José Bernete, connu sous le nom de Ximeno, organisateur d'un groupe de cavalerie paysanne qui fera de terribles ravages par des raids meurtriers chez l'ennemi. Il cite aussi un ancien militant des JS de Valence, l'avocat et député de Jaen, Alejandro Peris, organisateur et dirigeant au combat des redoutables milices socialistes de Jaen. Mais les premiers combats coûtent très cher en vies humaines, et particulièrement en cadres militaires, conduits à s'exposer excessivement. Ainsi tombent au combat des militants comme l'Argentin Hippolito Etchebéhère et l'anarchiste Francisco Ascaso, mais aussi des professionnels comme l'Italien De Rosa, les officiers Condès, Martínez Vicente, admirateur de Trotsky, Arturo González Gíl, Fontán et bien d'autres de l'UMRA.

Et puis les milices n'ont pas d'armes. Le gouvernement français était lié par un accord antérieur à la victoire du Front populaire dans les deux pays, par lequel il était tenu de fournir des armes sur demande. Le gouvernement français de Front populaire ne livra pas les armes demandées. Pour des raisons de politique extérieure, la gravité de la tension internationale et du danger de guerre, certes, l'opposition du gouvernement conservateur britannique, dont les citoyens fortunés se voyaient atteints par les confiscations et les syndicalisations, mais surtout, parce que le partenaire décisif dans le Front populaire, le Parti radical, était opposé à toute aide à un pays où l'ordre et la propriété étaient en effet sérieusement menacés. Il ne restera au gouvernement Blum qu'à ruser avec sa non-intervention grâce aux syndicalistes des douanes et à Gaston Cusin.

LE DÉSASTRE EN GRÈCE

Le PC grec, qui se voulait fidèle entre les orthodoxes, entra rapidement à son tour dans la voie de la politique de front populaire, qu'il approuva en septembre 1935 dans une conférence. En décembre, le VI[e] congrès du parti décida la formation d'un parti paysan, et, en toute logique, suivant son grand modèle, inaugura le culte du chef omniscient *(panexyrnos)*, Zachariadès. Aux élections de janvier 1935, le KKE recueillit 73 411 voix,

soit 5,76 %, et eut cinq élus. Mais la situation faisait de lui l'arbitre entre la « gauche » et la « droite », qui avaient respectivement 141 et 143 sièges. Il conclut alors en secret, par l'intermédiaire de Leonidas Stringos, un accord avec les libéraux de Thémistoclès Sophoulis. Si l'on en croyait la presse communiste du monde, les progrès considérables réalisés en Grèce ouvraient devant le parti une voie triomphale puisque, à la tête d'une coalition de petits partis, il jouait au Parlement grec un rôle charnière. Il s'en glorifiait bruyamment. Surestimant peut-être la protection dont ils jouissaient ainsi, les travailleurs grecs commencèrent à avancer à découvert sur le terrain interdit des revendications. D'un côté, le KKE, en vertu de son accord avec Sophoulis, se préparait à soutenir un gouvernement libéral et qualifiait ce soutien de « lutte contre le fascisme ». Ses dirigeants allaient assurer au roi qu'ils respecteraient la Constitution et se placeraient rigoureusement dans le cadre des institutions. De l'autre, les généraux, dont le chef de file était Metaxas, prévenaient les politiques que toute alliance avec les communistes était à leurs yeux une menace pour l'ordre et la loi. Si ces événements ont eu une influence sur les travailleurs, ce fut en leur donnant confiance dans leurs propres forces, en les engageant à se lancer eux-mêmes dans la bataille. Comme en France et comme en Espagne, grèves et manifestations se succèdent à partir de mai 1936, et la droite en profite pour clamer que « la liberté et la propriété » sont en danger et pour attiser de toutes ses forces la peur sociale. Les modérés, à commencer par les libéraux, reculent alors – Sophoulis renonce à son accord avec le Front populaire – et assurent de leur confiance l'homme fort du gouvernement, le général Metaxas, qui attend tranquillement son heure.

L'explosion qui va servir de prétexte se produit à Thessalonique le 9 mai. Une manifestation des ouvriers du tabac en grève se heurte à la police. Les ouvriers du textile les rejoignent. On se bat dans les rues. Les autorités proclament l'état d'urgence. Mais les chefs militaires disent qu'on ne peut pas compter sur les soldats face aux manifestants : ce sont des enfants du pays. Le lendemain, on autorise donc une nouvelle manifestation. Cette fois la police tire : 12 morts, 32 blessés graves, 250 sérieux. Le lendemain, il y a 150 000 grévistes. Stinas écrit :

> Ce carnage ne produit pas l'effet attendu. Les assassins croyaient frapper de terreur, ils ne réussirent qu'à provoquer la colère et l'exaspération. Ils espéraient que le mouvement refluerait et se désagrégerait : au contraire, il resserra les rangs pour l'attaque. Les cloches des églises de tous les quartiers ouvriers sonnent à toute volée et appellent le peuple à descendre dans la rue. Ouvriers et ouvrières de tous âges envahissent la chaussée. Des détachements de soldats fraternisent avec la foule. Les commissariats sont assiégés. Les ouvriers sont maîtres de la ville. Le comité central de grève, auquel appartient un internationaliste, représentant des tisserands, est le seul pouvoir effectif dans la ville en révolution. Tout s'est arrêté. Le peuple est dans la rue[25].

Le KKE se voit avec angoisse pris entre l'exigence d'action des travailleurs et les inquiétudes des libéraux, qu'il veut toujours porter au gouvernement en tant qu'élus du Front populaire. Dans les six premiers mois de 1936, on dénombre 344 grèves, 195 000 grévistes, 1 990 jours de grève. Les services de renseignements de l'armée multiplient les rapports montrant que celle-ci est infiltrée par des « agitateurs ». Le général républicain Plastiras lui-même conseille à Metaxas d'agir pendant qu'il est encore temps. Le PC et la CGTU se décident alors. Ils ramènent le calme à Thessalonique, en se portant garants de la parole du général, qui veut seulement, disent-ils, un apaisement. Ils jurent que les travailleurs grecs n'ont de revendications qu'économiques, condamnent ce qu'ils appellent maintenant les « aventures », comme la « grève générale ». Les travailleurs se démobili-

25. A. Stinas, *Mémoires*, p. 159.

sent, retournent chez eux. La réaction monarchiste et militaire peut alors frapper. Stinas raconte : « La nuit suivante, les rues, tous les carrefours et les hauteurs de la ville sont occupés par des gendarmes équipés de mitrailleuses. L'armée peut désormais intervenir sans crainte. Une division entière monte de Larissa. Quatre navires de guerre mouillent dans le port. Les arrestations massives commencent[26]. » Il poursuit : « Le mouvement commença alors inévitablement sa décrue. Les masses découragées baissèrent de nouveau la tête. [...] Le terrain social était ainsi déblayé pour la dictature du 4 août[27]. »

Le général Metaxas réalise son coup d'État le 4 août 1936 selon un plan minutieux. Toutes les organisations subversives sont dissoutes, les partis, suspendus, les libertés politiques, mises en veilleuse, les « suspects » arrêtés, emprisonnés ou internés : 1 330 « communistes » en trois mois. Atterrés, ceux des dirigeants du PC qui n'ont pas été arrêtés par surprise plongent dans la clandestinité ou s'enfuient au hasard, terrorisés par cette victoire-éclair d'un « fascisme » qu'ils prétendaient et croyaient peut-être avoir fait reculer. Le PC grec ne bouge pas le petit doigt. A la différence de l'Espagne, il n'existe pas en Grèce de forces susceptibles d'ouvrir la voie du combat. Un ministre de l'Intérieur imaginatif, Konstantinos Maniadiakis, va perfectionner cette offensive militaire par une offensive policière, des provocations, de fausses évasions, de prétendues trahisons, intoxiquer et diviser les militants. En quelques mois, le KKE est balayé. Profondément bureaucratisé, il se révèle encore plus décomposé que le Parti communiste allemand en 1933. Plusieurs de ses dirigeants – tous des staliniens virulents et chasseurs de trotskystes – se rallient à la dictature, se mettent au service de la Sûreté ; parmi eux, les membres du bureau politique Michael Tyrimos et Yannis Michaïlidis, le secrétaire des JC de Thessalonique, Lithoxopoulos, le député Manoléas... L'homme qui en était le tout-puissant dirigeant, Nikos Zachariadès, est arrêté, emprisonné. Livré aux Allemands, il ne sortira de camp de concentration qu'en 1945. C'est la déroute d'un parti où les honnêtes gens, qui obéissent depuis toujours à la baguette, ne savent pas défendre leurs idées ni même faire tout seuls une simple analyse. Le « monarcho-fascisme » grec triomphe du mouvement ouvrier, par la grâce du stalinisme le plus obtus.

Les staliniens prennent leur revanche dans les prisons et les camps. Le régime qu'ils y imposent aux opposants et à leurs propres membres parfois mériterait un ouvrage à lui tout seul. Nous nous contenterons de citer le précieux témoin qu'est Stinas. Il est d'abord incarcéré à la prison d'Égine :

> Nous n'étions pas plus de 150. La direction des staliniens réglait les affaires intérieures du rayon [des politiques] avec l'accord du chef des gardiens. Ils s'étaient choisi les meilleures chambrées, plus spacieuses, confortables, aérées et ensoleillées. Les trotskystes et les archiomarxistes, ils les avaient entassés dans un cachot qui ne disposait que d'une petite fenêtre et qui était juste à côté des WC. [...]
>
> Ce qu'ils disaient et faisaient était programmé, contrôlé et surveillé. La GPU avait un œil dans chaque chambrée : un type qui surveillait tout avec vigilance et devait présenter son rapport chaque matin. Le courrier privé des militants à leurs parents, à leur femme, à leurs frères, avant de passer par la censure de la prison, subissait d'abord celle de la direction stalinienne.

Transféré ensuite au camp de concentration d'Acronauplie, il en écrit :

> Le régime que nous imposaient l'organisation et la direction staliniennes ressemblait mais en pire, à celui d'Égine, car les staliniens étaient responsables des repas et disposaient ainsi d'un moyen supplémentaire, et d'importance, pour nous compliquer la vie.
>
> Les détenus étaient organisés au su de l'administration du camp et avec son consentement. Il

26. A. Stinas, *op. cit.*, p. 161.
27. *Ibidem.*

existait un comité administratif, nommé bien sûr par la direction du parti. Chaque chambrée avait son chef et son sous-chef, un infirmier et un aide-infirmier, ses responsables de la cuisine, de la buanderie et de l'atelier, ses facteurs, etc. Tous recevaient double portion de nourriture et servaient de nervis à la direction stalinienne [...].

Nous devions obligatoirement donner au groupe d'entraide la moitié de l'argent et des vivres que nous recevions de l'extérieur. Seuls les malades étaient exemptés. Ils gardaient tout parce qu'ils avaient soi-disant besoin de plus de nourriture. Comme par hasard, la plupart des cadres du parti étaient malades et exemptés de contributions et de corvées pour le groupe d'entraide. Les médecins qui les déclaraient malades et bons pour un régime étaient des médecins staliniens détenus[28].

Nombre de militants étaient mis en quarantaine pour les idées exprimées ou pour un acte d'« indiscipline ». Stinas raconte le lynchage de trois d'entre eux, des militants communistes, sur décision de la direction stalinienne, qui ne fut suivi d'aucune sanction de la part de la direction du camp. Beaucoup ne sortirent de ces prisons et de ces camps que pour être assassinés par leurs ex-codétenus staliniens. Ainsi, par une de ces farces tragiques dont l'histoire est coutumière, la « société nouvelle » du « petit père des peuples » se reproduisait-elle et s'annonçait en même temps dans les bagnes des « monarcho-fascistes » grecs.

L'UNION SOVIÉTIQUE S'ABSTIENT EN ESPAGNE

Dans la terrible période de juillet à septembre 1936, l'Espagne qui résiste aux militaires et aux fascistes – qu'on appellera bientôt « franquistes » – est totalement isolée. L'Union soviétique, en ces mois décisifs, ne bouge pas le petit doigt pour sa défense. C'est qu'elle a comme premier objectif d'élargir son pacte avec la France au gouvernement britannique, et que celui-ci, déjà inquiet du résultat des élections françaises, est carrément alarmé par la situation espagnole. Depuis des mois, des personnages aussi influents que sir Auckland Geddes, le PDG de la Rio Tinto, conjurent le gouvernement de Londres de prendre des initiatives pour préserver les « intérêts britanniques ». Les consuls britanniques en Espagne, depuis le début de la guerre civile, soufflent un vent d'alarme et même de panique pour la sécurité des biens et des personnes. L'Union soviétique, outre que cette perspective révolutionnaire risquerait de se retourner contre elle plus ou moins directement, semble avoir redouté ou au moins évoqué l'éventualité qu'une perspective de croisade antirévolutionnaire et à terme antisoviétique à cette occasion ne rapproche la Grande-Bretagne de l'Italie et de l'Allemagne. On peut aussi craindre une contagion révolutionnaire en France et l'affaiblissement de l'armée. Les premiers signes d'un tournant apparaissent à la réunion de l'exécutif de la Comintern du 18 septembre 1936, avec le vote d'une résolution dont le premier point – résidu de la période antérieure – souligne la nécessité de dénoncer toutes les violations, allemande, italienne, portugaise, de l'accord de non-intervention, les deux derniers points préconisant l'envoi en Espagne d'ouvriers volontaires ayant une expérience militaire et d'ouvriers et techniciens qualifiés[29]. Selon un article dans l'hebdomadaire *Fakty i Argumenti* que nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer, l'historien Iouri Rybalkine indique que c'est le 29 septembre qu'a été prise la décision d'envoyer en URSS une « aide de grande envergure », à la suite de la proposition du gouvernement de Largo Caballero de gager l'or espagnol sur cette aide. Il y a déjà sur

28. A. Stinas, *op. cit.*, p. 193.
29. RTsKhINDI, 495/18/ 1135, p. 1.

place des gens du 4e Bureau de l'Armée rouge et des représentants officieux de l'Internationale, préparant l'entrée en lice des Brigades internationales.

LA MUTINERIE DES MARINS PORTUGAIS

Nous avons découvert récemment un fait qui revêt une grande signification dans la guerre civile replacée dans la perspective européennne. Le 8 septembre 1936, les équipages de trois navires de guerre portugais, les torpilleurs *Afonso de Albuquerque*, *Dão* et *Bartolome Dias* se mutinent près de Lisbonne, tentent de maîtriser leurs officiers et de sortir de la rade. Les autorités portugaises assurent qu'ils cherchaient à rallier derrière eux les marins du reste de la flotte. Le *Diario de Noticias* du 9 septembre écrit : « Les mutins prétendaient faire cause commune avec les marxistes espagnols. » Tous les auteurs vont le répéter après la presse de Salazar. Au lendemain de la « révolution des œillets », les survivants ont parlé après des années de bagne : en fait, le mouvement était une réaction contre la répression aggravée depuis le début de la guerre civile espagnole, une discipline toujours plus féroce, les longues consignes à bord quand le bateau touchait un port contrôlé par les « républicains ». A la fin du mois d'août 1936, au retour d'une tournée dans les ports républicains espagnols où il avait récupéré des Portugais désireux de regagner le pays, l'*Afonso de Albuquerque* avait débarqué à Lisbonne 37 marins accusés de « complot » qui s'étaient retrouvés en prison. D'autres allaient suivre.

S'agit-il d'une entreprise communiste ? Les suggestions de l'histoire communiste officielle[30] en ce sens ont été longtemps discrètes. Au point de provoquer notre scepticisme devant le peu de vraisemblance d'une mutinerie dirigée par les communistes à une époque où ces derniers cherchent surtout à démontrer qu'ils ne sont pas « révolutionnaires ». Les Mémoires de João Faria Borda, « l'âme de la révolte », ont consolidé les doutes. Les communistes étaient bien les meneurs, mais ils ne cherchaient pas, comme les propagandistes l'ont dit après coup, à rallier la marine républicaine espagnole. Nombre de marins communistes avaient été éliminés préventivement : ainsi Manuel Guedes, engagé à vingt et un ans, au PC à vingt-deux, arrêté à vingt-trois, premier dirigeant de l'ORA, condamné à dix-huit mois de prison, réussit à s'évader et gagne l'Espagne. Bien entendu, c'était l'ORA qui tirait les ficelles, et ses hommes tiraient celles de la mutinerie[31]. Mais si cette mutinerie, comme d'autres aperçues au cours de la troisième période, avait résulté de l'action de l'appareil communiste international, voire national, il nous serait donné sur ce point beaucoup plus de détails. L'événement est d'autant plus important : il atteste l'existence de forces révolutionnaires à l'intérieur même des pays ligués contre l'Espagne et leur capacité de se défendre contre une répression de plus en plus sauvage.

C'est le même mouvement qui a porté en Espagne les ouvriers à l'assaut des casernes menaçantes et à la chasse aux officiers et aux *señoritos*, qui lance ici les marins contre les officiers. Nouvelle preuve du caractère européen, au moins, de cette crise en train de devenir révolutionnaire. Pour les dirigeants portugais, c'était bien en tout cas le spectre de la révolution qui surgissait dans la marine portugaise. L'ombre du cuirassé *Potemkine* sortait des flots et semait la panique. Sans autre forme de procès, les gros canons des batteries côtières commencèrent à écraser sous leurs obus les trois bâtiments « mutinés ». Certains marins réussirent à s'enfuir. Les autres hissèrent le drapeau blanc. Le chef de la mutinerie du *Dão* se suicida à l'arrivée sur le bateau des forces de répresssion. Les tribunaux militaires et plus encore les geôliers furent impitoyables. Sur 218 marins compromis dans la révolte, 116 sont exclus de l'armée, 10 sont acquittés sur la reconnaissance

30. *Guerra y Revolución en España*, t. I, p. 219.
31. Voir J. Borda, *A Revolta dos Marinheiros*.

des services rendus au « maintien de l'ordre », 34 sont condamnés à vingt ans de travaux forcés et expédiés au pénitencier africain de Tarrafal, le sinistre « camp de la mort », près du cap Vert, dont ils ne sortiront qu'en 1951. Parmi eux, José Barata Júnior, Antonio Dinis Cabão, dit O Tojalinho, Joaquim Casquinha, artilleur sur l'*Afonso de Albuquerque*, enfin João Faria Borda et Fernando Vicente, qui avaient remplacé Manuel Guedes à la tête de l'ORA. Aux victimes des bombardements, une dizaine, il faut ajouter cinq marins qui moururent entre les mains de la police politique et autant dans le camp de Tarrafal. Certains ne sortirent qu'en 1951, voire deux ans plus tard. D'autres, évadés, comme Joaquim de Sousa Teixeira, outilleur devenu l'ouvrier Joaquim Valarinho, ne reprirent leur identité qu'après la révolution des œillets. Tant de vies perdues... Et pourtant les Espagnols n'étaient pas seuls.

STALINE A PEUR DE LA RÉVOLUTION

Ce sont sans doute en effet les aspects révolutionnaires proprement dits qui inquiètent le plus l'Union soviétique dans la guerre civile et son contexte international. Les aspects révolutionnaires espagnols sont pour elle peu engageants. Elle ne peut que s'inquiéter de l'influence libertaire et de la puissance de la CNT-FAI. Surtout, elle a toutes raisons de s'alarmer de l'existence d'un parti communiste antistalinien, ce POUM qui est dirigé par des vétérans du PC espagnol et dont le chef, Andrés Nin, fut un ami de Trotsky. Ce parti, au mois d'août, proteste contre le procès de Moscou et demande au gouvernement de la Généralité de Catalogne d'accorder l'asile politique à Trotsky. Il y a là aux yeux de Staline un très grave danger. Or il semble bien que sa politique n'ait pas fait l'unanimité parmi les autres dirigeants du PC de l'URSS et qu'il se soit heurté à une réelle opposition au sommet. C'est ainsi qu'on a relevé dans les *Izvestia* des articles de Karl Radek défendant « la révolution espagnole », s'en prenant aux capitalistes britanniques, qu'il est impossible d'attribuer à une initiative personnelle et qui expriment une réelle opposition à la ligne stalinienne. L'historien américain Stephen Cohen est le premier à avoir émis l'hypothèse, consolidée par la lecture des documents diplomatiques, notamment les rapports de l'ambassadeur français Coulondre, selon laquelle il y aurait eu alors une véritable opposition contre la politique de Staline vis-à-vis de l'Espagne, qui serait la toile de fond du deuxième procès de Moscou. On a prononcé à ce sujet le nom d'Ordjonikidze, qui se suicidera en 1937. Le livre récent de l'historien soviétique Oleg Khlevniouk sur l'activité du Politburo ne comporte jamais le mot « Espagne », une absence qui constitue un élément important de renforcement de cette thèse. Staline aurait réussi à dominer cette opposition en la privant apparemment, selon une méthode qui lui était familière, d'une partie de son programme. Il se serait décidé à aider l'Espagne républicaine en assortissant cette aide de conditions politiques qui lui permettaient de jouer un rôle direct dans la lutte contre la révolution. Telle est la politique, en tout cas, que va préconiser en Espagne l'ambassadeur Marcel Rosenberg, arrivé fin août, plus d'un mois après l'insurrection militaire. Sa pression insistante empêche la formation du « gouvernement syndical » envisagé par Largo Caballero et amène celui-ci à accepter de présider un gouvernement de front populaire où il prend lui-même le portefeuille de la Guerre, un pas décisif puisque ce gouvernement émane en principe du Parlement, les Cortes et comprend deux ministres communistes Jesús Hernandez et Uribe. Telle est la politique clairement exprimée en décembre 1936 par Staline dans une lettre au chef du gouvernement espagnol dans laquelle, après avoir indiqué qu'il serait « possible que la voie parlementaire se révèle comme un procédé de développement révolutionnaire plus efficace en Espagne qu'elle ne le fut en Russie », il formule quatre « conseils amicaux » soumis à la « discrétion » de son correspondant :

1) Il conviendrait d'accorder de l'attention aux paysans, qui ont un grand poids dans un pays agraire comme l'Espagne. Il serait souhaitable de promulguer des décrets de caractère agraire et fiscal qui satisfassent leurs intérêts. Il conviendrait également de les attirer à l'armée et de former à l'arrière des armées fascistes des groupes de guérilleros composés de paysans. Des décrets en leur faveur pourraient faciliter le règlement de cette question.

2) Il conviendrait d'attirer aux côtés du gouvernement la bourgeoisie urbaine petite et moyenne,ou, en tout cas, de lui donner la possibilité d'adopter une attitude de neutralité favorable au gouvernement en la protégeant contre toute confiscation et en lui assurant dans la mesure du possible la liberté du commerce. Dans le cas contraire, ces secteurs suivraient les fascistes.

3) Il ne faut pas repousser les dirigeants des partis républicains mais au contraire les attirer, se rapprocher d'eux et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est en particulier nécessaire d'assurer au gouvernement l'appui d'Azaña et de son groupe, en faisant tout ce qui est possible pour les aider à surmonter leurs hésitations. C'est également nécessaire pour empêcher que les ennemis de la République ne voient en elle une république communiste, et pour empêcher ainsi leur intervention déclarée, ce qui constitue le plus grand péril pour l'Espagne républicaine.

4) On pourrait saisir l'occasion pour déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que qui que ce soit porte atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens des pays qui n'appuient pas les fascistes[32].

Le débat à l'exécutif de la Comintern est à cet égard très intéressant. A celui de septembre, André Marty montre le développement des initiatives révolutionnaires, dit qu'il faut les combattre mais qu'on ne peut le faire de front. Il hésite même à qualifier Nin de « trotskyste », et c'est Moskvine, l'homme du NKVD, qui l'interrompt pour le rappeler à l'ordre sur ce point[33]. A l'exécutif suivant, c'est Raymond Guyot, de retour d'Espagne, qui, avec beaucoup d'arrogance, balaie les hésitations de l'ancien. Il faut affronter cette révolution nuisible. Dans cette même intervention, en novembre 1936, il annonce à l'exécutif l'adhésion au PCE de Santiago Carrillo et de ses camarades, et aussi que la nouvelle doit être gardée secrète. Nous comprenons pourquoi[34].

LA RESTAURATION DE L'ÉTAT EN ESPAGNE

C'est par l'armée que tout a commencé, et c'est compréhensible. Les catastrophiques paniques dues à l'inexpérience de milices mal armées, l'aide en armes et matériel apportée aux armées des généraux rebelles par l'Italie mussolinienne puis l'Allemagne hitlérienne, soulignaient fortement les faiblesses congénitales des milices : une discipline approximative – les combattants rentraient chez eux librement quand ils le jugeaient bon –, l'incompétence de nombreux chefs, l'inexpérience des troupes et leur inévitable effroi contre des armes modernes de terreur auxquelles elles ne connaissaient pas de parade. La multiplicité des commandements interdisait en outre toute opération d'envergure, et surtout toute véritable offensive. Il était clair qu'il fallait une armée et un commandement uniques. Mais quelle sorte d'armée ? Placés devant le même problème, les Russes – en l'occurrence, Trotsky – avaient construit l'Armée rouge, qui luttait pour la victoire de la révolution. Les créateurs de l'Armée populaire espagnole expliquaient qu'il fallait « d'abord gagner la guerre » et ensuite faire la révolution. Ils devaient donc être prêts à la combattre tout de suite, pour gagner la guerre demain. Cela justifiait à leurs yeux le rétablissement des

32. Fac-similé dans *Guerra y Revolución* en *España*, t. II, entre les p. 102-103.

33. RTsKhINDI, 495/18/117, p. 1-45.

34. *Ibidem*, 495/18/ 1126, p. 18-45. Le PC, du coup, pouvait être représenté dans les comités non seulement par lui-même et éventuellement l'UGT, mais par la JSU, dont il tenait tout l'appareil. C'est ainsi qu'il assura son contrôle sur la junte de défense de Madrid.

grades, des galons et des soldes fortement hiérarchisées. L'Armée populaire employa des milliers d'officiers « républicains », qui étaient soumis au contrôle de « commissaires politiques ». Ces derniers n'étaient pas, comme ils l'avaient été dans l'Armée rouge, les agitateurs et propagandistes de la révolution, mais au contraire les propagandistes de l'ordre pour « gagner d'abord la guerre ». L'un des plus éminents experts de la contre-révolution du XXe siècle, le Britannique Winston Churchill, est sans doute l'un des premiers observateurs à avoir saisi la signification profonde de la dissolution des milices et de la militarisation qui donnait naissance à une armée régulière de type traditionnel, baptisée « populaire » : « Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'État ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire. [...] Dans sa nouvelle armée, la République espagnole possède un instrument dont la signification n'est pas seulement militaire, mais politique[35]. »

Pour la création de l'Armée populaire, les communistes, qui en furent la pointe avancée, bénéficièrent du concours de nombreux officiers de carrière, républicains ou qui se sont trouvés du côté républicain après le début des combats. Ces hommes retrouvaient dans les unités communistes comme le fameux 5e régiment, puis dans l'Armée populaire, l'autorité, le respect, les méthodes de commandement dont ils avaient l'habitude et sur lesquelles ils fondaient leur supériorité. Certains de ces hommes étaient des hommes de droite, ayant appartenu à l'UME, comme le lieutenant-colonel Vicente Rojo et le général Miaja, qui avait eu un comportement très suspect dans les premiers temps de la guerre civile, si l'on en croit Gómez Moreno. Ils trouvaient dans le PC une protection contre leur propre passé, mais en étaient également prisonniers. Si l'on ajoute à ces facteurs l'utilisation des dossiers du commandant Díaz-Tendero, aide de camp de Largo Caballero très vite rallié secrètement au PC, on comprend que la plupart des chefs militaires de la République se soient trouvés engagés avec le PCE alors que de toute évidence ils n'avaient pas la moindre sympathie pour les travailleurs qui s'étaient défendus contre leurs frères d'armes. L'autre instrument de ce que les adversaires du PCE ont appelé sa « colonisation » de l'armée a été l'institution des commissaires politiques, dans laquelle il a été majoritaire – 1 000 environ, avec un salaire de général – grâce à l'aide de ses alliés et de l'École des commissaires politiques, dirigée par José Laín. L'institution du commissariat fut l'une des plus attaquées dans les organisations ouvrières non staliniennes, Carlos de Baraíbar, collaborateur proche de Largo Caballero et son ancien secrétaire d'État à la Guerre, allant jusqu'à écrire que c'était l'instrument le plus perfectionné de la « merveilleuse machine de corruption de l'Armée populaire ». Le même scénario s'est développé autour de la reconstitution de la police, soustraite dans un premier temps au contrôle syndical puis tout simplement réorganisée sous des militaires communistes qui dirigent la Sûreté nationale, les services spéciaux, l'École de police, le SIM (les renseignements militaires). La création par le ministre des Finances de Largo Caballero, Juan Negrín, du corps des carabiniers, en principe destinés aux frontières, permit, après la dissolution de fait des Gardes civils et des Gardes d'assaut, la reconstitution d'un corps de policiers bien tenu par le gouvernement et le PC.

L'ÉTAT STALINIEN DANS L'ÉTAT RÉPUBLICAIN

Les armes ne sont pas venues seules. Avec elles débarquent en Espagne à partir de septembre 1936 toutes sortes de spécialistes qui vont constituer ce que les initiés appellent « la Mission S » – mission militaire soviétique dont les deux principaux chefs furent les

35. W. Churchill, *Journal politique*, p. 178.

généraux Berzine et Goriev, vétérans des luttes internationales. Les plus connus sont évidemment les militaires. Quelque-uns, comme Joukov, Voronov, Koniev, Malinovsky, Meretzkov, N.N. Kouznetzov, connaîtront plus tard la notoriété. Beaucoup d'autres, comme Goriev, Berzine, Koulik, Pavlov, Smoutchkievitch, Stern, ont vu leur vie arrêtée dans les caves de la Loubianka par la balle dans la nuque ou le peloton d'exécution ordinaire qui sera le sort de nombreux « Mexicains », comme on appelle en URSS ceux de la Mission S. De nombre de responsables, on ignore s'ils étaient agents de la Comintern ou du NKVD, ou des deux en même temps. Certains ont passé quelques jours en Espagne dans la plus grande discrétion comme, au cours des premières semaines, les deux Finlandais Mauno Heimo et Tuure Léhen, « Markus ». Nous ignorons à quel titre s'y trouve Rosa Michel, l'ancienne dirigeante des JC de France Marie Wiarczag, entrée dans les années 20 dans l'appareil de la Comintern, qui fut longtemps à Berlin membre du bureau d'Europe occidentale, l'épouse de Walter Ulbricht. Une lettre de Marty aux dirigeants français explique le faible niveau de son activité par le fait qu'elle est enceinte.

Certains sont des représentants de la Comintern en titre. Ainsi le plus ancien, Vittorio Codovilla, dit aussi Luis ou Medina. D'autres sont de plus grands personnages encore : c'est le cas de Palmiro Togliatti, membre du secrétariat, qui est à Valence sous le nom d'Alfredo, de Minev, dit Stepanov, qui s'appelle ici aussi Moreno et a été secrétaire de Dimitrov, du Hongrois Ernö Gerö, dit Pedro, à Barcelone, qui était le bras droit de Manouilsky. Ce sont des responsabilités d'« instructeur » que Charles Tillon attribue à François Billoux. André Marty est le grand personnage étranger de ces brigades, mais il n'est pas « le boucher » qu'ont dépeint ses adversaires. C'est certes un authentique « gueulard », mais pas un tueur hystérique, et l'auteur de la thèse sur les Brigades, Rémy Skoutelski, s'est honoré en commençant la démolition de la légende du « bourreau d'Albacete ».

Le chef des services secrets de Staline est le fameux général Orlov, de son vrai nom L.L. Feldbine, avec Mikhaïl Spiegelglass et N.I. Eitigon, dit Léonide et Kotov et ses « recrues » Morris Cohen et Mercader... On doit renoncer à signaler ses autres collaborateurs, à l'exception peut-être du journaliste français Georges Soria, chargé en Espagne de la diffusion des interprétations souhaitées par le NKVD sur les événements d'Espagne et ainsi complice des meurtriers, par la couverture qu'il leur fournit sciemment. Certains des hommes de la Comintern sont ici, que l'on considère généralement comme de hauts responsables des services : le Bulgare Belov, de son vrai nom Georgi Damianov, l'homme qui connaît tous les cadres, les Allemands Mielke et Ulbricht. Ceux-là ont comme couverture les Brigades internationales. Mais il y a aussi des agents polyvalents, souvent accusés de meurtre, comme les précédents, par la rumeur ou des dénonciations. Citons enfin l'Italien Vittorio Vidali, le « *comandante* Carlos », son camarade Ilio Baroutni, et sa compagne Tina Modotti, le Russe blanc Lev Narvitch, les Allemands Illner, Staimer, Alfred Herz et Chaya Kindermann, Lothar Marx, l'Américain Irving Goff, le Brésilien José Escoy, dit Ioussik – qui sera peut-être bientôt identifié –, et bien d'autres dont les noms sont mentionnés dans les opérations d'enlèvement et de meurtre.

Le nouvel État se révèle accueillant. Un exemple suffira : certains services de la Généralité de Catalogne sont confiés à des étrangers recommandés – pratiquement imposés – par les « services » soviétiques. Ainsi, à Barcelone, le chef du bureau chargé de la surveillance des antifascistes de langue allemande est-il l'Allemand Hubert von Ranke, dit Moritz Bressler. Très vite, d'ailleurs, le réseau policier de l'Espagne républicaine et celui qu'installent les services soviétiques se compénètrent étroitement. Les prisons privées tenues par les communistes, les *checas*, sont fournies en prisonniers par les policiers

officiels, et bien des disparus des prisons d'État connaîtront le passage ou la mort dans les *checas*. Le militant libertaire Melchor Rodríguez a dénoncé dans une enquête retentissante les liens entre les *checas* et le secrétaire de la junte de Madrid à l'Ordre public, le dirigeant JSU José Cazorlà, ainsi que la corruption dans laquelle baignaient presque toutes ces affaires politico-policières.

Bien entendu, il faut ajouter les Brigades internationales, qui furent d'une certaine manière, et sauf pour les naïfs, les forces armées de la Comintern dans la guerre d'Espagne. Les premiers volontaires ne relevaient d'aucun cadre d'organisation et ont obéi au sentiment de solidarité ou au goût de la bataille. Mais les forces organisées qui constituent les Brigades proprement dites relèvent de l'action d'organisation de la Comintern. Le PCF a évidemment joué un rôle particulier dans cette tâche. Les gens de l'appareil étaient là, avec l'homme des cadres, Maurice Tréand, mais aussi René Mourre et une commission où siègent de jeunes députés, Airoldi, Catelas, et le précieux douanier Jean Cristofol. Quelques officiers de réserve français viennent, dont un cadre politique déchu, Gayman, ex-dirigeant des JC envoyé par le PCF ou PCE comme « conseiller militaire ». La grande majorité de leurs cadres militaires – pour ne pas parler des politiques – sont des hommes servant ou ayant servi dans l'Armée rouge ou ses services, envoyés pour encadrer les volontaires. On retrouve parmi eux nombre d'officiers gagnés pendant la guerre dans les camps de prisonniers, officiers soviétiques dépendant de la Comintern et du 4e Bureau, notamment des hommes qui ont combattu en Allemagne et en Chine. Il faut citer parmi ces derniers le Polonais Karol Swierczewki, dit général Walter, le Hongrois Maté Zalka, dit général Lukács, les Hongrois Galicz, dit général Gal, Desider Fried, dit colonel Blanco, un des premiers interbrigadistes tués au combat, Ferenc Münnich, qui commande une brigade, les Allemands Hans Kahle et Wilhelm Zaisser, dit général Gómez, sans oublier le plus célèbre d'entre eux, Manfred Stern, dit général Emilio Kleber. Mentionnons aussi le très discret mais très important Finlandais Waldemar Tuure Léhen, dit Marcus, venu mettre le travail en place, reparti assez vite. Dans un énorme mémoire encore inédit, Vital Gayman assure que seul Hans Kahle était capable de diriger un régiment ou une unité supérieure.

Les rangs des volontaires, leurs cadres politiques et militaires, comptent de nombreux militants qui seront ou dont on attend qu'ils soient, quelques années plus tard, des dirigeants et cadres de leurs partis respectifs, donc nombre d'anciens de l'École Lénine. Il y a là les Anglais William Rust et David Springhall, les Allemands Ulbricht, K.H. Hoffmann et Franz Dahlem, les Italiens Luigi Longo, dit Gallo, et Di Vittorio, dit Nicoletti, Bianco, dit Krieger, les cadres yougoslaves qui feront avec Tito la guerre de partisans, comme Bebler, Vlajko Begovic, Ivan Gosnjak, les Kovačević, Vuk, Vlahović. Il y a aussi les « punis », comme les Yougoslaves Blagoje Parovic et Rodoljub Colakovic, le Roumain Borila, les Bulgares Loukanov et Bolgaranov, le Canadien Tim Buck, le Hongrois Laszlo Rajk, qui se fait appeler Firtoš, les Français Auguste Lecœur, André Heussler, Pierre Rebière, les jeunes Tchécoslovaques Jan Černy, Alexandr Bubeníšek, Jaroslav Klivař et Josef Pavel, et nous en passons. Nous avons gardé pour la fin le Bulgare Georgi Damianov, dit Belov, le tout-puissant responsable des cadres de la Comintern, qui porte ici le nom de colonel Belov, vrai patron des Brigades jusqu'à son départ à la fin 1937. Contrairement à ce que certains auteurs affirment avec beaucoup de légèreté, le SIM – la police politique militaire – des Brigades internationales est beaucoup mieux contrôlé par les hommes des « services » que celui de l'armée espagnole. La répression a-t-elle été plus sévère dans les Brigades qu'ailleurs en Espagne ? Il est impossible de répondre à cette question. Sauf quelques cas exceptionnels, les liquidations d'adversaires politiques

ou prétendus tels parmi les interbrigadistes relèvent du secret d'État. Et, surtout, il est très facile de liquider discrètement quelqu'un au front.

MEURTRES EN SÉRIE

A un mois près, le début de la guerre d'Espagne coïncide avec le premier procès de Moscou, qui marque la première étape du grand massacre des bolcheviks, des révolutionnaires russes compagnons et contemporains de Lénine et de la jeunesse qui a cru marcher sur leurs traces – ces « trotskystes » fusillés par dizaines à la mitrailleuse à Vorkouta et à Magadan, et des dizaines de milliers de communistes dont on retrouve les cadavres dans des charniers. Staline, incontestablement, était plus préoccupé de faire aboutir son propre plan d'extermination que d'arrêter celui que venait de promettre et d'engager le général Franco avec l'appui d'Hitler et de Mussolini. La lutte contre le « trotskysme » déchaînée en URSS va être transposée sur le sol espagnol, visant au premier chef les vrais trotskystes – des étrangers en général – et le POUM, mais aussi les anarchistes qui refusent la collaboration avec le Front populaire et les socialistes de gauche irréductibles. La première étape est la provocation préparée depuis des mois à Barcelone contre la CNT et le POUM, l'attaque de l'immeuble de la Telefonica, contrôlé par les miliciens de la CNT, qui provoque la réaction fantastique des travailleurs de la cité catalane, ce que l'on a appelé « les journées de Mai » 1937 – grève et occupation des usines, construction de barricades, exigences politiques –, elle-même point de départ d'une offensive dans la presse, déjà longuement menée contre le POUM. Ces événements qui servent de prétexte aux communistes et aux hommes de Moscou pour chasser du pouvoir Largo Caballero, pas assez souple, et installer un homme à leurs ordres, le Dr Juan Negrín, membre de l'aile priétiste du Parti socialiste et plus maniable même que Jesús Hernández et Uribe, commence une nouvelle étape.

Parmi les nombreux meurtres dont les services spéciaux de Staline appuyés sur l'appareil de la Comintern se rendirent coupables en Espagne, nous mentionnerons ici ceux d'anciens membres de groupes d'opposition dans les PC, comme l'Autrichien Kurt Landau, sur lequel un dossier – inaccessible aux pauvres – se trouve aux archives du KGB, et des proches de Trotsky comme le Tchécoslovaque Erwin Wolf et le jeune Allemand Hans Freund, dit Moulin, tous trois enlevés, détenus dans des *checas*, et qui ont définitivement disparu. Aucune enquête n'a pu conclure encore, faute d'accès aux archives du KGB, pour d'autres cas où des accusations précises et solides ont été portées, par exemple à propos de la mort « au combat » en Espagne du député communiste allemand Hans Beimler, qui avait pris contact avec un groupe de l'Opposition de gauche après son évasion d'Allemagne, et partit se battre en Espagne avant la création des Brigades internationales. Les mêmes accusations ont été portées à propos de la mort du communiste italien Guido Picelli, le héros de la résistance aux chemises noires fascistes du quartier d'Oltra Torrente à Parme, qui n'avait pas caché ses sentiments antistaliniens lors de son passage à Paris entre Moscou et l'Espagne et qui fut tué peu après son arrivée d'une balle tirée par derrière, disent certains, au cours d'un affrontement avec les franquistes. Il y a eu aussi bien des rumeurs à propos de la mort d'un membre du CC du CPGB, ancien dirigeant des JC et commandant d'une demi-brigade, Wally Tapsell, qui avait pris fait et cause pour les interbrigadistes britanniques contre leur chef militaire, le Hongrois Gal, avait été renvoyé en Angleterre et était revenu périr officiellement à Teruel. D'autres pays, la Suisse avec Raymond Kamerzin, les États-Unis avec Albert Wallach, ont leurs disparus, en qui divers auteurs voient des victimes de la répression stalinienne. On admet aujourd'hui le meurtre en Espagne d'un des officiers communistes brésiliens, héros de l'insurrection de

1935, envoyés les premiers pour servir dans l'Armée populaire, le lieutenant Alberto Besouchet, dont des documents récemment découverts par l'historien brésilien Dainis Karepovs montrent la traque à laquelle prit part « Maria », du SRI et du commissariat des Brigades, à savoir Tina Modotti. Mark Rein, fils d'Abramovitch, est tué aussi.

On connaît parfaitement désormais les tenants et les aboutissants de l'assassinat d'Andrés Nin, longtemps nié par les staliniens de tous les pays et connu aujourd'hui par le téléfilm *Opération Nikolaï*, de Llibert Ferri et Dolorès Genovès, lui-même rendu possible par la vente au gouvernement catalan des documents accablants pour les assassins des services de Staline découverts dans les dossiers Orlov des archives du KGB. Un rapport d'Orlov à Moscou indique qu'il a fait fabriquer un faux document démasquant Nin comme un espion de Franco, destiné à être « trouvé » avec les documents d'une authentique organisation phalangiste découverte à Madrid. Après son arrestation et des interrogatoires normaux par la police et la justice, qui l'inculpa, Nin fut transféré de Valence à Alcalá de Henares et de nouveau interrogé. Orlov suggère qu'il s'agissait de lui arracher des « aveux » comme ceux des accusés de Moscou. Mais Nin tint bon. Finalement, il fut enlevé dans la prison d'Alcalá de Henarès par des gens d'Orlov et transféré dans une villa appartenant au couple stalinien, le général Hidalgo de Cisneros, chef de l'aviation républicaine, et sa femme, l'aristocratique Constancia de la Mora, petite-fille du politicien conservateur Maura, ancienne chef de la censure à Madrid, à qui le POUM avait fait censurer un passage de Lénine et un autre du *Manifeste du parti communiste*. Ses bourreaux ne purent rien lui arracher. En désespoir de cause, les tueurs, dont Orlov, Gerö et « Escoy », un Brésilien spécialiste de ce genre d'opération, dont on ignore encore – peut-être pour peu de temps – l'identité réelle, l'achevèrent et l'enterrèrent à une quarantaine de kilomètres de la ville[36]. La machine de propagande animée par Georges Soria et autres se mit alors en branle pour accréditer la thèse selon laquelle Nin avait été libéré par des agents de la Gestapo camouflés en combattants des Brigades internationales, qui avaient organisé son évasion et sa sortie du pays : il se trouvait selon les uns à Salamanque auprès de Franco, selon d'autres à Berlin près d'Hitler.

Ce crime perpétré contre un homme qui avait été l'une des plus grandes figures du mouvement espagnol des vingt dernières années était sans doute une faute de trop. Il a pour toujours déshonoré ses auteurs, leurs alliés et leurs complices, aussi haut placés soient-ils, et les trop nombreux historiens qui, jusqu'aux révélations des dossiers d'Orlov, se sont tus ou ont tenté de justifier l'abominable. Allant jusqu'au bout, les représentants de la Comintern, comme le montre à Moscou un rapport de Longo, ont tenté de recommencer avec les camarades de Nin un procès de Moscou en Espagne. Malgré leurs précautions, leur chantage, leurs menaces, bien qu'ils aient siégé en coulisses avec le président du tribunal et le procureur général pour déterminer avec eux ses moindres modalités, ce procès a été un échec éclatant, et les rapports rageurs dans les archives de Moscou le confirment. Il reste qu'en assassinant Andrés Nin, ancien dirigeant des Jeunesses socialistes de Catalogne, ancien secrétaire de la CNT, un des pionniers du communisme en Espagne, ancien membre du soviet de Moscou, ami de Trotsky, ancien secrétaire de la Profintern, ce n'est pas seulement un symbole de la révolution qu'ils ont tué, mais la révolution elle-même, encore vivante, quoique blessée, née l'année précédente et contre laquelle tous les grands de ce monde s'étaient acharnés.

Deux ans plus tard, la victoire de Franco était totale. Tous les partis du Front populaire venaient de se soulever contre le gouvernement Negrín, aux ordres du Parti communiste.

36. *Cf.* le film de Llibert Ferri et Dolorès Genovès, *Opération Nikolaï*, utilisant les documents du dossier Orlov au NKVD.

Il restait contre la Comintern la haine. Celle de Jolín Dos Passos, après l'assassinat de son ami Robles. Celle des libertaires pour le meurtre de Camillo Berneri.

Le Front populaire aux États-Unis

Bien des commentateurs n'ont pas encore réussi à dégager leur pensée de la catégorie médiévale du « nominalisme ». Ainsi en viennent-ils à nier formellement l'existence d'une politique de « front populaire » de la part de la Comintern en Amérique du Nord, du fait de l'absence d'un mot recouvrant un tel front électoral, des alliances parlementaires de ce type, etc. Il y eut pourtant aux États-Unis une telle politique et un puissant développement du Parti communiste, mais évidemment dans le cadre de la société et de la tradition politique américaines. Ce n'est que récemment que cette thèse a trouvé crédit dans le monde universitaire avec les travaux de Malcolm Sylvers. Il faut dire à leur décharge que, empêtrés dans leur pratique sectaire, manquant dans la société américaine de précédents qui pouvaient les orienter, les dirigeants communistes américains furent longs à prendre véritablement le tournant, c'est-à-dire autrement qu'en phrases redondantes. C'est seulement de 1937 que l'on peut vraiment dater le début de l'application de la politique de front populaire dans ce pays. Un autre facteur de retard fut aussi la radicalisation du Socialist Party, son virage à gauche, puis l'entrée dans ses rangs des trotskystes de Cannon et Shachtman et l'engagement de nombreux socialistes aux côtés des trotskystes dans la dénonciation des procès de Moscou et des crimes du stalinisme en URSS. Roosevelt avait longtemps été l'une des cibles favorites de la propagande du PC. En 1936, le parti avait annoncé qu'il recherchait, contre le président sortant, les conditions d'une candidature « ouvrière et paysanne ». En mai, pourtant, il décidait d'imiter les grands syndicats, dont la popularité grandissait, et d'appeler à voter pour Roosevelt à la présidentielle. Au lendemain de la victoire de ce dernier, Earl Browder, secrétaire général du Parti communiste, salue ce qu'il appelle une « reconstruction complète dans la politique américaine » : « Ce nouveau parti prend forme sous nos yeux, englobant une majorité de la population, c'est ce que nous, communistes, avons en tête quand nous parlons d'expression américaine du front populaire[37]. » Howe et Coser commentent fort justement : « En d'autres termes, le front populaire maintenant *était* le Parti démocrate[38]. » Il est difficile, dans les deux ans qui suivent, de trouver dans la presse communiste une critique, même légère, à l'égard de celui qu'on presse de se présenter une troisième fois, car il est, dit Browder, « l'égal de Jefferson, Jackson et Lincoln », et l'on tend même la main à ceux des chefs républicains qui sont « le plus proches des masses ».

L'américanisation du PC

Le parti fait, de ce moment, les plus grands efforts pour devenir « respectable », dans le langage, les manières, le costume même de ses membres, clame que « le communisme sera l'américanisme du XXe siècle ». Il se manifeste aux matches de football, aux cultes dominicaux, fait remonter ses propres origines à Paul Revere et à George Washington, célèbre ainsi la filiation du « patriotisme », courtise les catholiques, les Juifs, les « gens de couleur » – il ne dit plus « les nègres ». Il développe des organisations « de masse » spécifiques comme l'American League against War and Fascism, avec à sa tête, la dirigeant théoriquement, des pasteurs, professeurs d'université, écrivains, avocats, mais en réalité

37. Cité par Howe et Coser, *op. cit.*, p. 331.
38. *Ibidem.*

totalement contrôlée par lui. Il réussit avec une politique semblable à contrôler le National Negro Congress, l'American Student Union, l'American Youth Congress.

C'est dans la même période que, après des années d'une politique aussi héroïque que sectaire parmi les travailleurs, après une longue hésitation devant l'apparition des syndicats de masse levés à l'appel du CIO et de John L. Lewis, le dirigeant des mineurs, le PC se lance dans les nouveaux syndicats pour en conquérir la direction. La pénétration dans les cadres des nouveaux syndicats par les militants du PC se fait selon trois voies. Dans un petit nombre de cas, ce sont les dirigeants même de la grève, issus de la base, membres du parti ou sympathisants, qui gagnent la confiance de leurs camarades. Mais les grandes campagnes d'« organisation » du CIO et de Lewis sont menées par des « organisateurs » embauchés par un comité d'organisation : John L. Lewis manque de monde et recrute nombre de ses anciens adversaires, réservant aux communistes une place à part du fait de leur efficacité et de l'illusion qu'il a de pouvoir s'en débarrasser plus vite que des autres. Enfin, les hommes en place dans les syndicats CIO embauchent, à des postes administratifs notamment, nombre de militants ou de sympathisants communistes actifs parmi les chômeurs, qui étoffent le réseau. Les communistes ou leurs compagnons de route, si fidèles qu'on ne peut les en distinguer, occupent des postes clés : ainsi Harry Bridges, directeur du syndicat pour toute la côte ouest, John Brophy, qui a combattu Lewis chez les mineurs, et que ce dernier appelle lui-même, Len DeCaux, qui devient directeur de *CIO News*, Lee Pressman, l'homme de l'appareil, et bien d'autres. Cette position leur permet de faire des syndicats des refuges pour leurs propres camarades chômeurs et parfois des couvertures pour des agents du NKVD : ainsi Anthony DeMaio, officier dans les Brigades internationales et surtout ancien du SIM dans ces unités, a-t-il un point de chute, à son retour, à l'United Electrical Radio and Machine Workers of America.

MEURTRES ET KIDNAPPINGS

Le parti américain a incontestablement changé de visage pendant la période où il a appliqué la politique de front populaire. Il n'a pourtant pas changé de nature. Non seulement il a poursuivi les attaques terroristes les plus basses contre les « trotskystes », et notamment contre les Jeunesses socialistes gagnées à ces derniers, mais il joue un rôle actif dans la politique d'agression à leur égard. C'est avec sa participation et sous sa couverture que se déroule ce qu'on a appelé l'affaire Robinson-Rubens, une prétendue disparition d'un citoyen américain, probablement une tentative de provocation contre les trotskystes du SWP avec l'appui du Dr Philip Rosenbliett, beau-frère de Cannon[39]. Il a la même attitude suspecte dans la disparition – vraisemblablement l'assassinat – d'une de ses premières militantes, Juliet Stuart Poyntz, enlevée en plein cœur de New York[40]. C'est une de ses militantes ou agentes, Sylvia Callen, qu'il pousse pour qu'elle devienne sténo-dactylo auprès de Cannon, surveillant ainsi toute la correspondance de Trotsky[41]. C'est l'un de ses dirigeants, Louis Budenz, qui recrute et forme Ruby Weil, « Miss Y » dans ses Mémoires, dont il va se servir pour introduire l'agent Ramón Mercader dans l'entourage de Trotsky, qu'il est chargé d'assassiner[42]. Le CPUS clame qu'il est un parti démocratique et réunit ses cellules en « branches », continue à chasser les opposants de

39. P. Broué, « Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, juillet-septembre 1979, p. 151-183.

40. *Ibidem*, p. 160-164 et 188-200.

41. P. Broué, *L'Assassinat de Trotsky*, p. 114.

42. *Ibidem*.

l'intérieur. Son « appareil secret » est passé des mains de Peters à celles d'un autre membre de la direction, Rudy Baker. Le seul changement est que le « secret » est mieux protégé.

LE « FRONT UNI » EN CHINE

Il n'est pas question de retracer ici l'ensemble des rapports entre le PC chinois et le Guomindang au temps de la guerre sino-japonaise, ouverte par l'agression du Japon en Chine le 13 août 1937. On sait que l'armée maoïste se soumit formellement aux chefs de l'armée de Jiang Jieshi et réussit à préserver ses unités et la structure de son commandement. La Longue Marche, en la transportant près de la frontière mandchoue, l'avait amenée au premier rang de la lutte contre le Japon tout en rendant difficile une lutte pour le pouvoir en Chine. L'agression japonaise déclencha une crise profonde et entama une décomposition irréversible du régime, que, pour le moment, les communistes, tout à l'« union », ne cherchèrent pas à exploiter. L'ancienne « Armée rouge » devenue « VIIIe armée de route », comptait douze régiments, 45 000 hommes. Ses unités ne chercheront pas à tenir un front mais resteront en gros à l'arrière des lignes japonaises, les menaçant et les inquiétant perpétuellement. A partir de 1938, avec la permission du gouvernements de Jiang apparaît la IVe armée nouvelle qui, elle aussi, va organiser toute une série de « bases » importantes qui mettent les combattant chinois au contact direct de la question agraire, des revendications paysannes

Pour cette politique, Mao Zedong met en avant la formule de la « démocratie nouvelle », qu'il définit comme l'union des « quatre classes anti-impérialistes » et « antiféodales » : le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale. L'État ne contrôlera que les grandes entreprises industrielles, les terres seront « égalisées », et l'un des objectifs essentiels sera « une nouvelle culture » de caractère « national, scientifique et populaire ». Jacques Guillermaz relève le malaise dans les rangs du Parti communiste au lendemain de ce tournant brutal et ses efforts pour y parer avec le « Mouvement de rectification » :

> L'allégeance au gouvernement central, les changements d'appellation, la renonciation aux soviets, l'abandon du programme agraire et jusqu'à des détails d'uniforme (le remplacement de l'étoile rouge par le soleil blanc du Guomindang, par exemple) ne pouvaient manquer de créer confusions et crises de conscience. Des cinq campagnes du Kiangsi et de la Longue Marche au « front uni », le virage pouvait paraître court à beaucoup de militants[43].

Les militants trotskystes avaient eux aussi été libérés de prison, en tant que communistes. Mais ils se retrouvaient une fois de plus devant la division de leurs propres rangs, avec une direction reconstituée à Shanghaï autour de Peng Shuzhi d'un côté et Chen Duxiu de l'autre. En réalité, ils se trouvaient avant leurs camarades du reste du monde devant la même situation que ces derniers allaient avoir à affronter en 1939 et 1941. Pour certains d'entre eux, il apparaissait que la lutte pour le pouvoir, même à un terme assez éloigné, ne pouvait être conçue dans la situation du monde en guerre autrement qu'à travers la « lutte armée ». Tel était le point de vue de l'ouvrier Chen Zhongxi, ancien dirigeant de guérilla paysanne, qui organisa une unité de guérilla dans le Guangdong. Tel était celui de Wang Changyao, un ancien de la KUTV revenu début 1930 et de sa femme Zhang Sanjie, qui organisèrent une guérilla de 3 000 combattants dans le Shandong. Le premier fut battu par les Japonais, le deuxième par les forces du PC qui le prirent à revers. Tel était aussi le point de vue de Chen Duxiu, dont nous savons qu'il avait décidé d'accepter les propositions du jeune général He Jifeng, héros de la résistance à la première

43. J. Guillermaz, *Histoire du PC chinois*, II, p. 67.

attaque japonaise, grièvement blessé, nommé commandant de de la 179e division de la XXIXe armée, qui lui offrait en toute connaissance de cause d'être responsable de l'éducation politique des hommes de sa division – et qui, précisément pour cette raison, fut relevé de ses fonctions. Ces débats tendus, qui nous sont traduits par Wang Fanxi dans ses Souvenirs[44], allaient se reproduire en Europe et en Amérique. Trotsky, à la surprise générale chez ses partisans – et sans que qui que ce soit, même pas lui, ait su ce qui se passait chez leurs camarades chinois –, mettait en avant la formule tout à fait neuve de « politique militaire du prolétariat », se plaçant ainsi sur la même position et abordant les tâches avec la même méthode que Chen Duxiu.

L'UNITÉ ORGANIQUE AUX PHILIPPINES

Alors que le PC philippin se débattait sous les coups de la répression, un Parti socialiste avait pris dans le pays un bon départ. Son principal dirigeant et fondateur, Pedro Abad Santos, homme déjà âgé, vétéran de la guerre contre les États-Unis, bourgeois libéral collectionneur de littérature socialiste, était essentiellement le défenseur des paysans. Le parti se développa rapidement à partir d'octobre 1935 quand le secrétariat général en fut confié à un homme instruit d'origine paysanne, Luis Taruc, déjà dirigeant d'un syndicat paysan. Après la défaite d'un soulèvement paysan, en 1935, un reclassement politique s'opère. Les communistes, grâce à quelques militants d'exception comme Juan Feleo, ont maintenant un solide ancrage chez les fermiers et paysans pauvres et une réelle influence dans l'Union des paysans des Philippines. En 1937, à peu près au moment où les dirigeants du Parti communiste philippin, détenus depuis 1932, sont enfin libérés, ils reçoivent la visite d'un émissaire de la Comintern, l'Américain James S. Allen. L'un des résultats de cette libération et de cette visite est la fusion, réalisée le 7 novembre 1938, dans un congrès tenu le jour anniversaire de la révolution russe, entre le PC de Crisanto Evangelista et de Juan Feleo, et le Parti socialiste de l'ancien bagnard, l'avocat des fermiers Pedro Abad Santos, et de la jeune génération paysanne incarnée par Luis Taruc.

LE FRONT POPULAIRE EN INDOCHINE

Le Front populaire en Indochine fut à certains égards comme en France à l'origine d'une période d'espoir et de montée des revendications avec l'essor des comités d'action lancés par *La Lutte* et le développement d'une vague de grèves sans précédent. Mais la politique même du Front populaire passait en quelque sorte sous la table du fait de l'alliance avec les trotskystes dans *La Lutte*. Il fallait y mettre fin. Le 19 mai 1937, l'un des secrétaires du PCF – dénoncé par la suite comme un policier et abattu sous l'occupation –, Marcel Gitton, écrivait, au nom de la commission coloniale de son parti, aux communistes indochinois qu'il fallait absolument rompre toute collaboration avec « les trotskystes » et qu'il en référait pour sa part à « la Maison », à laquelle il transmettait les éléments nécessaires. Le marin porteur de la lettre ayant confondu Tao et Thau, la remit, non à Nguyên Van Tao, à qui elle était adressée, mais à Ta Thu Thau, qui la publia, ce qui permit au PC d'attaquer les trotskystes parce qu'ils se comportaient en « vulgaires flics » détournant la correspondance. La rupture fut aussi l'objet de la mission du député communiste de Clichy, Maurice Honel, un ancien des JC lié aux services, qui arriva à Saigon le 18 juillet 1937 et en repartit le 12 septembre. Il venait apporter le soutien de la Comintern aux staliniens qui, comme Duong bach Mai le tchékiste, avaient, dans *L'Avant-Garde*, traité les « trotskystes » de « frères jumeaux du

44. Wang Fanxi, *La Marche de Wang*, p. 232-235.

fascisme », et exiger la cessation de tout travail commun. Il s'efforça en même temps de constituer un Front populaire indochinois sans rivages à droite.

L'historien vietnamien Ngo Van peut écrire, après avoir parlé du séjour de Maurice Honel, un chapitre qu'il intitule « Le PCI [indochinois] à l'ombre du drapeau tricolore ». Il y cite un télégramme du gouverneur général Brévié qui se réjouit de cette politique. « Alors que les communistes staliniens ont compris avec Nguyên Van Tao que l'intérêt de la masse annamite lui commandait de se rapprocher de la France, les trotskystes, sous l'égide de Ta Thu Thau, ne craignent pas de pousser les indigènes à se soulever afin de faire leur profit d'une guerre possible pour obtenir la libération totale[45]. »

Le succès des trotskystes aux élections coloniales d'avril 1939 et leur victoire sur les staliniens montraient que le danger était réel de les voir prendre la tête d'un mouvement des masses. Sur la riposte préparée alors par la Comintern stalinienne, nous laissons la parole à l'historien vietnamien :

> Le 10 mai 1939, le futur Hô Chi Minh réagit à la défaite de son parti et au succès trotskyste par une lettre envoyée de Chine à ses « camarades bien-aimés » du Tonkin sur « le visage répugnant du trotskysme et des trotskystes », première d'une série de trois « leçons » de plus en plus délirantes, bientôt publiées par le journal stalinien de Hanoï, *Notre Voix*. En juillet, dans un rapport [à la Comintern], il réitérait sa fidélité aux vues de Moscou :
>
> « A l'égard des trotskystes, aucune réconciliation ni concession possible. Il faut par tous les moyens les démasquer comme agents du fascisme, il faut les exterminer (*tieu diet*) au point de vue politique. »
>
> Si on lit les trois lettres, il devient évident qu'elles contiennent un appel au meurtre. Il sera entendu : les trotskystes seront assassinés par ses acolytes dès qu'il aura le pouvoir, en 1945[46].

LA POLITIQUE DE « FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE » EN INDE

La première initiative d'une alliance anti-impérialiste en Inde n'émane pas du CPI mais du Parti socialiste du Congrès, dont le secrétaire général, Jayaprakash Narayan, propose en janvier 1936 à sa conférence de Meerut l'admission à titre individuel dans ses rangs de membres du Parti communiste, toujours illégal. C'est le nouveau secrétaire, P.C. Joshi, qui impose à une direction méfiante l'acceptation de cette proposition. Quelques mois plus tard, les militants du CPI ainsi « entrés » ont construit des bases solides, au Kerala derrière E.M.S. Namboodiripad, dans l'Andhra derrière Puchalapalli Sundarayya. En février 1937 éclate entre les partenaires socialistes et communistes un vrai conflit politique ; le bureau politique du CPI préconise une « nouveauté », l'inclusion dans le front anti-impérialiste à bâtir, à côté du Parti socialiste du Congrès, du Parti du Congrès et des « organisations de masse d'ouvriers et de paysans », de « certaines organisations de marchands et d'industriels ». Les socialistes du Congrès sont en outre exaspérés de la « chasse aux opposants » dans le CPI : en août 1937, l'accord socialistes-communistes en Inde a vécu. En revanche, les communistes pensent que leur position se consolide pour une alliance avec le Parti du Congrès lui-même, leur objectif essentiel. Les historiens Overstreet et Windmiller le pensent aussi, qui écrivent :

> Au début de 1939, les communistes avaient recueilli un bénéfice énorme de leur pénétration dans le Parti socialiste du Congrès, car elle leur avait donné la possibilité non seulement de capturer certaines unités de cette organisation, mais d'influencer son audience de masse en Inde. Le PC avait grandi extraordinairement, multipliant plusieurs fois ses effectifs dans l'espace de

45. Cité par Ngo Van, *op. cit.*, p. 259.
46. *Ibidem*, p. 264.

ces trois ans. Il avait construit un appareil d'organisation très soudé et pouvait revendiquer une série d'organes de presse. Le plus important cependant était qu'il avait gagné l'accès au Parti du Congrès lui-même[47].

Au congrès de Tripuri, en mars 1939, quand Gandhi s'oppose à la candidature du leader gauche du centre, Subhas Chandra Bose, les socialistes s'abstiennent et les communistes choisissent Gandhi. La base et même certains cadres du parti semblent avoir été très secoués par ce ralliement à la direction de la bourgeoisie indienne contre laquelle ils s'étaient souvent constitués et pour lesquels on leur conseille de mettre un frein à l'agitation ouvrière et de conduire les grèves pour « gagner le soutien du Parti du Congrès ». C'était bien entendu de la « ligne antifasciste » qu'il s'agissait, à savoir l'alliance contre la menace hitlérienne. Harry Pollitt le télégraphiait au parti indien : « La question d'une énorme importance en Inde est selon nous l'unité de toutes les forces nationales sous la direction du Congrès national indien[48]. »

LE FRONT POPULAIRE AU CHILI

C'est l'ensemble de la politique des dernières années et la création du Parti socialiste du Chili dans la vague de la « République socialiste » qui expliquent les énormes résistances à la ligne du front populaire de façon générale dans le mouvement ouvrier – avec la Gauche communiste au premier rang et dans le Parti socialiste lui-même, dont elle a un impérieux besoin. En février 1936, le IIIe congrès du PSC définit la politique de front populaire comme « une combinaison où prévaut la politique de l'aile la plus conservatrice, soutien du régime capitaliste, celle du Parti radical [...]. Le Front populaire unit des partis politiques représentant des classes différentes et opposées, et il est pour cette raison impossible de concevoir une action harmonieuse vigoureuse pour la défense des aspirations populaires[49]. » A la Chambre des députés, au mois de mai, c'est le député socialiste César Godoy Urrutia qui se fait le défenseur de la politique de front unique, opposée à celle de front populaire avec des emprunts à Trotsky. Mais la direction du PS chilien finit par céder. Le bloc des gauches est prétendument élargi en front populaire. Une convention nationale de ce dernier, composée sur la base des représentations municipales, donne 400 élus aux radicaux, 300 aux socialistes, 160 aux communistes, 120 aux démocrates et 120 aux syndicalistes. La coalition ouvrière aurait fait élire sans peine le candidat socialiste Grove. Mais c'est finalement le radical Pedro Aguirre Cerda qui est candidat et élu président en octobre 1938. L'ère front populaire au Chili se termine donc par l'élection d'un président radical, du centre-droit, qui appelle au gouvernement des ministres communistes. La Gauche socialiste est entrée au PS, en plein déclin et en crise permanente. L'oligarchie, encore battue aux élections, conserve le pouvoir.

L'historien marxiste Luis Vitale, dressant le bilan des années de gouvernement, constate qu'il y a eu une « modernisation » et « un développement » incontestables du capitalisme chilien, y compris à la campagne. Les profits ont beaucoup augmenté, les revenus des cols durs de façon réelle, mais moindre, ceux des ouvriers à peine. Encore les Chiliens ont-ils évité la guerre, qui a massacré et ruiné tant de travailleurs d'Europe et d'Asie. Les résultats sont minces après une aussi grande espérance[50].

47. Overstreet et Windmiller, *op. cit.*, p. 166.
48. Cité *ibidem*, p. 170.
49. Cité par L. Vitale, *op. cit.*, p. 125.
50. *Ibidem*, p. 136-140.

LES FOSSOYEURS DE L'ESPOIR

Les servitudes de la composition d'un livre sur un si vaste sujet nous empêchent évidemment ici de rappeler en détail les données du grand massacre qui se déroula en URSS à l'époque du Front populaire dans le monde. Nous avons simplement rappelé les dates importantes de cette répression de masse en quelques notations de la chronologie qui termine ce travail. Les trois procès de Moscou ont liquidé toute une série d'hommes alors inconnus mais qui étaient des cadres importants de la partie clandestine de la Comintern, comme Fritz David et autres, mais surtout ceux des compagnons de Lénine qui n'ont pas servi Staline jusqu'au bout, dont quelques-uns des dirigeants historiques de la Comintern : Rakovsky, le rédacteur de la résolution qui la fonda, membre de son premier bureau, Zinoviev, qui la présida, Boukharine, qui la dirigea ensuite. Les fantasmagoriques aveux que leur ont arrachés leurs tortionnaires spécialisés ont couvert de boue leur génération : ces hommes qui ont dirigé la révolution avec Lénine sont présentés comme des espions, des saboteurs, des assassins, des traîtres déjà en activité avant 1917. C'est l'image même de la révolution d'Octobre que leurs aveux salissent. L'épuration secrète, les jugements administratifs, les exécutions de masse frappent des millions d'hommes dans le peuple russe, et parmi eux le gros des vieux bolcheviks qui ont suivi Staline contre les oppositions. A l'exception des Molotov et Kuusinen, tous les cadres de la Comintern sont frappés, et, nous l'avons vu, plusieurs meurent sous les coups quand ils ont refusé de se rendre. Ainsi, le « Front populaire pour la paix et la liberté » qu'acclamaient et servaient dans le monde en toute bonne foi et enthousiasme les communistes étrangers avait pour pendant en terre soviétique le massacre d'innombrables innocents, l'extermination de deux générations, celle des vieux bolcheviks et celle de la génération d'Octobre, symbolisée par le massacre à la mitrailleuse des trotskystes survivants pendant plusieurs mois dans la briquetterie proche de Vorkouta et par le massacre dont les traces se retrouvent aujourd'hui dans les charniers comme celui de Boutovo – 20 000 communistes assassinés et identifiés pour le moment, dont la majorité des hauts fonctionnaires étrangers de la Comintern. Cela est vrai aussi de l'atmosphère de certains partis et des méthodes employées. L'ancien secrétaire général du PC du Brésil Heitor Ferreira Lima raconte dans ses Mémoires comment il a été exclu, en même temps que Grazini et le journaliste Corifeu de Azevedo Marquez, pour s'être opposé, en pleine « troisième période », au lancement d'un « soviet » dans le cours de la grève de Niteroi en 1932. L'exclusion de ces trois militants ouvriers est décidée en 1935, dans la période de front populaire, les noms et les pseudonymes des exclus publiés dans *A Classe Operaria* le 19 octobre 1935. Ce vétéran parle dans ses Mémoires à ce sujet d'« hypocrisie sordide[51] » et commente pour la période 1937-1938 : « Jamais le PCB n'a manifesté autant de bassesse morale, de malhonnêteté, une si totale absence de scrupules[52]. »

L'« UTOPIE » TOUJOURS RENAISSANTE ?

Le cheminot catalan Joan Farré Gasso, qui avait été l'un des fondateurs du Parti communiste à Lérida avant de devenir l'un des dirigeants du POUM dans cette petite ville ouvrière, écrivait en 1936, en pleine « illusion lyrique » – une expression d'André Malraux pour désigner l'élan révolutionnaire des masses : « Le triomphe de la révolution espagnole est le début d'un puissant mouvement révolutionnaire mondial. Le triomphe

51. H. Ferreira Lima, *op. cit.*, p. 183.
52. *Ibidem.*

de la révolution espagnole déplacera le méridien d'origine de Moscou à Barcelone. Le Parti bolchevique a dégénéré et c'est le POUM qui relève le drapeau de sa tradition et le déploie sur le monde entier[53]. » Laissons les sceptiques sourire devant l'utopie incarnée par un ouvrier catalan. La « non-intervention » de Léon Blum a-t-elle empêché la défaite finale de la République, l'attaque allemande contre la Pologne, la chute de Paris ? L'art et la manière de savoir terminer une grève, comme disait Maurice Thorez, ont-ils empêché les communistes de tomber devant les fusils des pelotons d'exécution de Châteaubriant ? La condamnation furibonde des « provocateurs trotskystes » par l'*Humanité* a-t-elle empêché que le maréchal Pétain, acclamé par les petits-bourgeois et propulsé par les banquiers, devienne chef de l'État français et anéantisse la République que les valets de Staline voulaient bien défendre après l'avoir couverte d'injures ?

Peut-être le moment est-il venu pour l'auteur d'exprimer des sentiments qu'il a jusqu'ici réprimés sans pourtant les dissimuler. Pour quiconque croit que l'histoire n'est pas écrite à l'avance, que le développement politique n'est pas, comme nous l'avons déjà dit, l'agencement d'un gigantesque Meccano, qu'il n'y a jamais un seul, mais toujours plusieurs possibles, comment ne pas se rendre compte que ces années 1936-1937 ont été, comme l'avait été 1917, un de ces « dimanches de l'Histoire » dont parlait autrefois Karel Bartošek à propos du printemps de Prague ? Ni Franco, ni Mussolini, ni Salazar, ni même Hitler n'étaient alors à l'abri du mouvement des masses qui commençait à secouer l'Europe. Personne ne se souvient aujourd'hui – et ce n'est sans doute pas par hasard – de la mutinerie dans la flotte portugaise de septembre 1936 ni de la bataille de Guadalajara, en mars 1937, où une propagande pourtant timide de « fraternisation » provoqua la débâcle des arrogantes légions du Duce à travers la révolte massive des prétendus « volontaires ». Nous avons parlé ci-dessus de la première, qui se situait hors des frontières espagnoles. La deuxième a été improvisée devant la gravité du danger d'une offensive du corps expéditionnaire italien le 8 mars 1937. Quelques mois auparavant, pourtant, un appel du PC italien avait assuré : « Seule l'union fraternelle du peuple italien provoquée par la réconciliation des fascistes et des non-fascistes permettra d'abattre la puissance des buveurs de sang dans notre pays[54]. » Voilà que maintenant une propagande « défaitiste » arrêtait l'offensive italienne. Une commission spéciale du commissariat de Madrid comprenant notamment Vittorio Vidali, Luigi Longo, Di Vittorio et Pietro Nenni rédigeait un premier tract, largement diffusé : « Frères, pourquoi êtes-vous venus sur une terre étrangère assassiner des travailleurs ? Mussolini vous avait promis la terre, mais vous ne trouverez qu'un tombeau. Il vous a promis la gloire et vous ne trouverez que la mort[55]. » Pendant les jours qui suivent, les appels aux « frères italiens » alternent avec les chants révolutionnaires, surtout *Bandiera rossa*, dans les haut-parleurs des défenseurs de Madrid, et les défections se multiplient dans les troupes italiennes. Le 18, c'est la débandade partout où elles sont engagés. L'historien américain Colodny écrit : « Dans Brihuega reconquise, les prisonniers italiens chantaient *Bandiera rossa* et fraternisaient avec ceux de Garibaldi, alors que quelque 2 000 de leurs camarades avaient trouvé les tombeaux dont les tracts et haut-parleurs les avaient mis en garde[56]. »

Cette politique, adoptée au dernier moment après avoir été repoussée à Moscou pendant des mois, devenait une politique désespérée, un moyen ultime. Au lieu de chercher à transformer la guerre étrangère en guerre civile, les hommes de Staline essayaient de revenir aux méthodes de la guerre civile, et, les premiers succès passés, ils y renoncèrent

53. Cité par *La Batalla*, 25 décembre 1936.
54. Cité par Howe et Coser, *op. cit.*, p. 325.
55. R.G. Colodny , *The Struggle for Madrid*, p. 134.
56. *Ibidem*, p. 143.

très vite, de même que la lutte de partisans, confisquée aux paysans, devenait le privilège de militaires spécialisés. Le peuple en armes leur faisait peur... Il reste que les risques qu'une organisation révolutionnaire (comme l'avait été la Comintern), aurait pu prendre à cette époque pouvaient – c'était là l'un des possibles – faire faire à l'humanité l'économie de ce grand massacre, de ce carnaval fou de souffrances que fut la Seconde Guerre mondiale. Au lieu de cela, du fait de Staline et de ses laquais dirigeants des partis communistes, l'ère du front populaire fut le temps des fossoyeurs. Que ceux qui en doutent encore examinent les dates. Après tout, c'est à l'époque du grand triomphe du front populaire dans les rues et les cœurs que furent exécutés et jetés dans le charnier de Boutovo – à 80 kilomètres de Moscou – plusieurs dizaines de milliers de communistes, sur ordre de Staline en personne.

Finalement, et pour aider le lecteur à se remettre de la lecture de pages sans doute chargées de trop de passion, citons le propos d'un dirigeant et historien bulgare esquissant un bilan de la politique de front populaire dans son pays :

> La politique de front populaire suivie par le PCB entre 1934 et 1939, bien qu'elle ne fût pas couronnée du succès stratégique escompté – l'objectif était de renverser la dictature monarcho-fasciste et de constituer un gouvernement de front populaire –, a joué un rôle particulièrement important dans la vie politique de la Bulgarie. Elle a surtout contribué au développement et à l'affirmation du PCB, à le libérer des conceptions sectaires et dogmatiques accumulées pendant les années précédentes[57].

De qui Petko Boev se moque-t-il en essayant de nous faire croire que la politique stalinienne de front populaire fut en quelque sorte un contre-poison de la politique stalinienne de dénonciation du « social-fascisme » ? Elle fit en tout cas beaucoup plus de victimes bulgares que cette dernière. N'est-ce pas là une idée banalement et discrètement présente dans les analyses des spécialistes, qui, dans le meilleur des cas, ne veulent pas trop réfléchir ? Ce qui est vrai en revanche, c'est que cette politique de lutte contre la révolution que fut le Front populaire fut prise et vécue comme son contraire par la majorité des combattants communistes. Évoquant sa première arrivée en Espagne en février 1937, le métallo ex-dirigeant des JC et futur colonel Rol, Henri Tanguy, qui avait alors vingt-neuf ans, assure qu'il n'avait en tête qu'une seule idée :

> « Bon, tu pars pour l'Espagne, tu vas te battre là-bas, mais je voudrais bien revenir en France pour la révolution ! » Tel était l'état d'esprit dans lequel nous étions.

Cette contradiction apparemment absolue est plus proche de la vérité en marche que les acrobaties verbales de l'historien bulgare.

57. Petko Boev, « La politique de front populaire du Parti communiste bulgare 1934-1939 », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 27, 1987, p. 150.

CHAPITRE XXXII

Massacre à la tronçonneuse

Depuis la mort de Staline et le début de ce qu'on appelait alors « la déstalinisation », on a commencé à percevoir des lueurs sur ce qui s'est déroulé en URSS au sommet de l'Internationale dans la dernière période. Il est apparu d'une part que des résistances s'étaient manifestées dans l'appareil à la nouvelle politique adoptée au VII[e] congrès de la Comintern, d'autre part que toute une série de personnages ayant un lien avec la Comintern avaient été frappés par la répression, éliminés des postes dirigeants puis ont disparu sans avoir été jugés publiquement.

UNE PURGE LONGTEMPS INAPERÇUE

Ce n'est évidemment pas particulier à la Comintern, puisque c'est l'époque de ce que l'on a appelé la grande purge, baptisée par les Russes *Ejovtchina*, du nom de l'exécutant de Staline dans cette entreprise, Nikolaï Ejov. La Comintern a été frappée comme l'ont été le parti, l'appareil d'État, l'armée, le NKVD. La purge des rangs de la Comintern en Union soviétique avait pourtant un aspect particulièrement dramatique dans la mesure où elle touchait avant tout des communistes étrangers dont la plupart étaient des réfugiés politiques qui avaient fui la persécution, des condamnations, les menaces contre leur vie. C'étaient des hommes qui fuyaient les régimes dictatoriaux de droite des pays limitrophes, Pologne, Bulgarie, Roumanie, pays Baltes, mais aussi le régime fasciste de Mussolini, celui d'Hitler enfin.

L'ampleur de cette exécution massive n'a pas été vraiment mesurée, sur le coup, en Occident. Il n'y eut pas de grand procès. La presse ne fit guère d'allusions à l'élimination de ces hommes, et c'est plutôt la disparition dans la presse des mentions des noms les plus célèbres qui attira l'attention de quelques spécialistes. La vérité ne se fit jour que petit à petit et des années plus tard pour les Hongrois, par exemple avec les dates de décès des communistes hongrois dans les index des œuvres de Béla Kun réhabilité : les notices biographiques de ses compagnons exécutés dans cette période et réhabilités avec lui se terminaient par l'hypocrite formule « mort victime des calomnies de l'ennemi ». Des hommes ou des femmes qui avaient séjourné à Moscou revinrent dans leurs Mémoires sur l'atmosphère angoissée de l'hôtel Lux, les visites nocturnes ou matinales des hommes

du NKVD, les départs sans retour. On trouva ensuite ici ou là d'intéressants récits de la chute de l'un ou de l'autre. Nous allons essayer de montrer comment l'historien a pu remonter un peu le temps, à partir des révélations sur deux arrestations, celle de Béla Kun et celle de Piatnitsky.

LA CHUTE DE BÉLA KUN

Le Finlandais Arvo Tuominen, qui avait été membre de l'exécutif de l'Internationale et de son présidium jusqu'en 1939, a raconté dans ses Mémoires une pénible scène qui marqua le début de la chute de Béla Kun, au cours d'une réunion du présidium de la Comintern – que G. Borsanyi, recoupé par des fragments de procès-verbal, date du 5 septembre 1936 –, sous la présidence de Dimitrov et après un rapport de Manouilsky sur « l'affaire Kun », unique point à l'ordre du jour. Ce dernier aurait compris immédiatement ce qui le menaçait : le rapporteur ne parlait pas de lui comme du « camarade Kun », mais du « citoyen Kun ». On lui mit sous le nez une circulaire adressée au parti hongrois clandestin dans laquelle il était écrit – par lui – que le PC d'Union soviétique était « mal représenté dans la Comintern ». C'était là, disait Manouilsky, une attaque directe contre Staline, qui était précisément l'un de ses représentants. Tuominen a décrit une réaction violente de Béla Kun criant : « Je ne faisais pas référence à Staline, mais à vous, camarade Manouilsky, et à Moskvine, qui êtes au secrétariat et de piètres bolcheviks. Je sais que Staline est membre du présidium, comme Jdanov et Ejov, mais ils ne participent que rarement à ses réunions Ce sont de bons bolcheviks, les meilleurs au monde, mais vous, Manouilsky, n'êtes pas du tout bolchevik[1]. » Tuominen raconte le duel oratoire auquel les autres membres du présidium, Kuusinen, Gottwald, Pieck, Togliatti, Florin, Wang Ming et lui, assistaient en silence, et décrit la fin :

> Manouilsky déclencha une sonnerie, déclara que la discussion était close et annonça que le cas du citoyen Béla Kun ferait l'objet d'une enquête par une commission de trois, et que jusqu'à sa conclusion il était suspendu de toutes ses activités dans le parti hongrois et à la Comintern.
>
> La réunion était terminée. Béla Kun eut la permission de sortir, mais, la porte franchie, deux hommes du GPU l'empoignèrent. On n'entendit plus parler de lui après cela et son affaire ne revint pas au présidium de la Comintern. Il circulait juste une rumeur selon laquelle il avait été fusillé[2].

Tout cela apparaît bien romancé. En fait, Béla Kun resta encore quelques mois en liberté, et pas seulement le temps de démentir sa disgrâce, à la demande de Staline, dans une interview donnée à un journaliste étranger. Après son arrestation, qui eut lieu, d'ailleurs, plus tard que ne l'indique Tuominen, le 29 juin 1937, il passa de longs mois à la prison de Lefortovo aux mains des gens du NKVD – en particulier d'un officier nommé Osmolovsky – qui tentaient de lui arracher des aveux, et il résista avec une extraordinaire énergie. Nous savons qu'il fut contraint à plusieurs reprises de rester debout sur une seule jambe pendant plus de dix heures ; son masque livide le rendait méconnaissable, selon le témoignage de son compagnon d'infortune, le général Mouklevitch, si l'on en croit Robert Conquest. Il tint longtemps. Il fut ensuite transféré à la Boutyrka. La date officielle de son exécution, d'abord donnée comme le 29 novembre 1939, fut corrigée un demi-siècle plus tard par voie de presse, en 1989, sans raison. Depuis cette époque, la date officielle de sa mort – de son exécution, si l'on préfère – est officiellement le 29 août 1938, le lendemain même de sa condamnation pour « trotskysme ».

1. A. Tuominen, *op. cit.*, p. 221-222.
2. *Ibidem*, p. 222.

L'AFFAIRE PIATNITSKY

Les révélations sur la liquidation de Piatnitsky vinrent plus tard, et d'Union soviétique directement. Dans son ouvrage *samizdat*, l'historien Antonov-Ovseenko raconte qu'à la veille du plénum de juin du comité central Piatnitsky avait eu autour d'une tasse de thé une conversation avec deux autres camarades et qu'ils s'étaient mis d'accord sur la nécessité d'obtenir au plénum l'arrêt de la terreur et le départ de Staline du poste de secrétaire général. Les faits avaient été dénoncés par Filatov, l'un des trois. Staline fit arrêter tout le monde, et Piatnitsky, enfermé dans la cellule n° 96 de la prison de Lefortovo, fut torturé atrocement au cours de dix-huit séances d'interrogatoire, par le guépéoutiste Langfang. Selon le témoignage de l'un de ses compagnons d'infortune, cité par Antonov-Ovseenko :

> Il était accusé des crimes suivants :
>
> *a)* en sélectionnant des cadres pour les partis frères, il avait placé un provocateur dans chacun d'eux ;
>
> *b)* il avait inséré des formulations trotskystes dans les livres traduits en langues étrangères et les œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline ;
>
> *c)* il s'était approprié 30 000 roubles destinés à une maison d'édition[3].

En réalité, comme on l'a appris plus tard, au temps de la *perestroïka*, Piatnitsky avait eu le rare courage de prendre la parole au plénum de juin 1937, de prendre position contre la liquidation physique de Boukharine et de ses amis, de suggérer qu'il serait suffisant de les exclure. Il avait également mis en doute la pertinence de la décision dotant Ejov de pouvoirs exceptionnels. Dès le lendemain, Ejov avait répliqué en affirmant qu'il détenait la preuve que Piatnitsky avait travaillé pour l'Okhrana. Et le plénum avait voté une résolution dans laquelle il retirait sa confiance à Piatnitsky, ce qui avait amené son arrestation[4].

Depuis, les pièces du puzzle ont commencé à s'emboîter. On a commencé à penser que Staline avait pu projeter un procès des « espions » au sein de la Comintern, dont, semble-t-il, Dimitrov pensait et disait dès avril 1937 qu'elle en était réellement infestée. La résistance des éventuels accusés, particulièrement Béla Kun et Piatnitsky, le rendit impossible. Il fallut renoncer. Les hommes furent exécutés séparément, à des dates différentes. En 1992 a paru le livre de la veuve de Piatnitsky, Ioulia Piatnitskaïa, *Chronique d'une déraison*, avec de précieuses notes de leur fils, le regretté Igor, que nous avons eu l'honneur de rencontrer à Moscou peu avant sa mort. Il donne d'abord en introduction le récit du plénum du 23 juin émanant de Vladimir Gouberman, à l'époque secrétaire de Kaganovitch. A l'ouverture, Staline a réclamé la liquidation physique de tous les représentants de l'opposition de droite et l'octroi de pouvoirs extraordinaires à Ejov pour combattre la contre-révolution[5]. Piatnitsky s'est élevé contre la liquidation physique des droitiers et a réclamé un contrôle sur Ejov, car il avait été amené, a-t-il dit, à « prendre connaissance de ses méthodes d'interrogatoire ». Il fut arrêté par Ejov le 7 juillet 1937[6]. Igor Piatnitsky, dans ses notes, apporte bien des éléments. Il indique que, dans sa réponse à Piatnitsky, le 25 juin, Ejov l'a accusé de « trotskysme » et a cité à l'appui de ses accusations des dépositions de Béla Kun et de Knorine, déjà emprisonnés[7]. Plus tard, il

3. Antonov-Ovseenko, *The Time of Staline*, p. 127-128.
4. *Moscow News*, 10 avril 1988.
5. I. Piatnitskaïa, *op. cit.*, p. 14-17.
6. Cité par Antonov-Ovseenko, *op. cit.*, p. 127-128.
7. I. Piatnitskaïa, *op. cit.*, p. 20.

a été accusé aussi par Abramov, Melnikov, Tchernomordik. Il a été sévèrement battu dans les deux premiers mois où il a subi deux cents heures d'interrogatoire Il avait décidé seulement « de ne pas reconnaître ce qu'il n'avait pas fait ». Du 10 avril au 27 juillet 1938, il a été soumis à la prison de Lefortovo à 72 interrogatoires qui n'ont fait l'objet d'aucun procès-verbal, un total de deux cent vingt heures de passage à tabac systématique[8]. Igor Piatnitsky mentionne des confidences du procureur Terekhov pour qui, parmi les inculpés de la Comintern, il n'y avait « pratiquement pas d'ennemis[9] ». En annexe, il publie le témoignage du compagnon de cellule de Piatnitsky, Aron Tiomkine, déjà cité, à qui il a raconté l'histoire de « la tasse de thé » avec Filatov, le dénonciateur, et Kaminsky, ami de Rakovsky, qui a voté avec lui au plénum, ce qui lui a valu aussi la mort[10]. Piatnitsky ne lui a pas répété ce qu'il avait dit dans cette brève conversation mais, en revanche, a confirmé que Filatov l'avait bel et bien dénoncé. Il a été exécuté le 28 juillet 1938, alors que l'instruction de son affaire était terminée depuis plusieurs semaines[11].

LE « COMPLOT » DES GENS DE LA COMINTERN

En 1993, Bernhard Bayerlein et nous-mêmes avons rencontré à Leipzig un vétéran du KPD, spécialiste des questions économiques, Günter Reimann, qui avait été lié à l'appareil international par ses fonctions mêmes. Il nous parla de son voyage à Moscou en 1932, où il avait constaté une éclosion tranquille d'expression du mécontentement contre Staline dans l'appareil, au cours de ce qu'il appelle « le printemps de Moscou », et nous assura avoir été associé au cours de ce séjour à ce qu'il appelait une « conspiration politique » dont les dirigeants étaient Piatnitsky et Béla Kun. Il s'agissait selon lui de dresser tout ensemble la direction de l'Internationale communiste et celle des partis pour arracher l'élimination de Staline et son remplacement par Boukharine, dont la politique de relâchement des tensions et d'apaisement, une deuxième Nep à tous égards, permettrait de rapprocher les différentes fractions et tendances. Il ne connut pas la suite, car, Hitler ayant pris le pouvoir en Allemagne, il choisit finalement l'Occident en apprenant que plusieurs de ses proches camarades avaient été emprisonnés en URSS. Quelques mois après notre rencontre paraissait le livre de Günter Reimann, intitulé *Berlin-Moskau 1932*. Il y raconte son entrevue avec Smoliansky à l'exécutif, la commande qu'on lui fait d'une enquête sur la situation des ouvriers en Allemagne et la discussion qui suit :

> La direction russe de la Comintern, avec à sa tête le Hongrois Béla Kun, voulait remettre en cause la stalinisation du parti allemand, et on n'attendrait pas Staline pour le faire. Avec le début d'une seconde Nep – sans Staline –, le CE de l'IC voulait libérer le mouvement de la camisole de force du stalinisme. Une nouvelle direction du parti, élue par ses membres, nouerait des liens de coopération avec la gauche sympathisante de la social-démocratie et regagnerait les [...] intellectuels [...] qui s'étaient éloignés du KPD ces dernières années[12].

Reimann pense – et a raison de penser – qu'il a vécu à Moscou à cette époque une sorte de « printemps » comparable à celui que Prague devait connaître en 1968. Curieusement pour nous, ce n'est pas à l'activité presque ouverte des gens du bloc des oppositions ou du groupe Rioutine qu'il fait allusion mais à ce noyau du parti russe dans la Comintern, en rupture avec le stalinisme, dont nous venons d'approcher avec lui. Une discussion avec Frida Rubiner sur la situation au sein du comité central soviétique – où elle travaille –,

8. I. Piatnitskaïa, *op. cit.*, p. 21.
9. *Ibidem*, p. 101.
10. *Ibidem*, p. 173-180.
11. *Ibidem*, p. 177.
12. G. Reimann, *Berlin-Moskau 1932*, p. 48.

exaspérée d'être coupée de toute autorité et même de toute information, des rumeurs sur les assurances de Toukhatchevsky que l'Armée rouge, refusant de jouer les Bonaparte, était prête en revanche à abattre celui du Kremlin, les rumeurs concernant Boukharine, tout cela l'a convaincu à l'époque du sérieux de l'entreprise des gens de l'exécutif. Trotsky et Sedov, de leur côté, envisagaient dans leur correspondance la chute de Staline et l'avènement des « droitiers ». Il est certain que les opposants avaient entrepris d'abattre les barrières, résidus des guerres fractionnelles du passé qui les séparaient. Humbert-Droz, qui fut tenté mais eut bien trop peur à la première menace pour se compromettre vraiment, raconte qu'il fut en désaccord avec le dirigeant de la fraction internationale des « conciliateurs », Karl Volk, lors de leur rencontre à Zurich en 1933 : « Je m'opposai à la suggestion de prendre des contacts avec les trotskystes et les zinoviévistes, avec Neumann, qui se trouvait à Zurich après avoir été éliminé de la direction du KPD, et avec Doriot [13]. » A propos du XIII[e] plénum de décembre 1933, il raconte avec effroi dans une lettre de Moscou à sa femme : « On m'interpelle sur la question allemande en cherchant à me mettre sur le même plan que Neumann, Remmele, Schüller, Guttmann et un groupe de *Versöhnler* qui ont pris une position semblable [14]. »

Nous en étions là quand l'excellent article de Bernhard Bayerlein sur les *Versöhnler* [15] nous montra que la route se poursuivait. Un an plus tard, deux ans après notre rencontre avec Reimann, un matin de novembre 1995, nous trouvions, au courrier, des photocopies des interrogatoires de plusieurs de ces hommes de l'exécutif de la Comintern par les gens du NKVD, en provenance anonyme de Moscou et des archives du KGB. On pouvait commencer à essayer de comprendre et de répondre enfin à la question : pourquoi le massacre des cadres de la Comintern, appareil central et directions des partis réfugiées en URSS ? Il faut s'armer de courage pour tenter de présenter une réponse acceptable. La détestable paresse de nombre de commentateurs a fini par accréditer l'idée suivant laquelle c'est « le système » communiste qui exigeait du sang, ou encore que Staline personnellement en était en permanence assoiffé. Mais addition de tautologies ne fait pas explication.

MÉTHODE D'ANALYSE

Notre analyse du premier procès de Moscou, au départ tout empirique mais faisant apparaître entre les accusés un lien inconnu jusque-là, celui du « bloc des oppositions » animé par les principaux accusés du procès pour leurs groupes respectifs, avait mis en évidence dans le montage des grands procès une préparation policière à deux niveaux. L'accusation retenait un squelette réel, avec un calendrier, des rencontres qui avaient eu lieu, bref, les signes concrets d'une activité qui, la plupart du temps, correspondait à un certain travail d'organisation politique, voire à un simple échange de vues. Commençait ensuite le travail des référents du GPU pour le recouvrir de ce que nous avons appelé le « vernis de la falsification », consistant en aveux extorqués, voire en documents souvent évoqués, jamais montrés. Comment alors démêler le vrai du faux ? Il faut d'abord comparer les aveux à tous les éléments dont on peut disposer sur les circonstances auxquelles ils se rapportent. Il est aussi bien utile d'avoir des témoins. Sur l'épisode qui nous intéresse ici, il est certain que nous aurons de nouveaux documents dans les années qui viennent. Et nous avons eu Günter Reimann. Grattons le vernis. Il y a d'abord des accusations,

13. J. Humbert-Droz, *Dix Ans de lutte antifasciste 1931-1941*, p. 89.
14. J. Humbert-Droz, *op. cit.*, p. 96.
15. B. Bayerlein, « L'histoire inconnue des "conciliateurs" dans le KPD », dans les Mélanges offerts à Marian Britovsek, *The Crisis of Social Ideas*, p. 321-340.

notamment contre Ludwig Magyar et Henrykowski, d'avoir assuré des liaisons avec Trotsky en Norvège et à Paris. Personne ne peut les croire après la contre-enquête sur les procès de Moscou, qui ne laisse pas place à de telles rencontres. On conçoit en revanche le souci des hommes du GPU de lier les accusés à Trotsky-Satan. Tout cela fait incontestablement partie du vernis de falsification, ainsi que certains autres contacts imaginés ou baptisés tels en fonction de la nécessité de compromettre tel ou tel des accusés et de provoquer ses « aveux ».

En revanche, les souvenirs précis de Günter Reimann, selon lequel celui qui se trouvait au centre de l'entreprise dans laquelle il s'engagea était Béla Kun, sont confortés par l'affirmation constante – tant des enquêteurs que des accusés qui « avouent » – que c'était bien lui le chef de la « conspiration », évidemment une énième tentative d'organiser une véritable opposition à la direction stalinienne, mais cette fois à l'échelle de l'Internationale tout entière. Personne ne conteste, dans le cours des interrogatoires, ceux qui apparaissent comme la troïka dirigeante de ce groupe qui a fonctionné en 1932, a été démantelé en 1935 après le VII[e] congrès et dont les membres ont été liquidés à partir de 1937. Ce sont le Hongrois Béla Kun, le Letton Richard Mirring et le Russe Aleksandr Lazarevitch Abramov – et non Iakov Mirov-Abramov, comme l'écrivent la plupart des auteurs qui se copient les uns les autres –, l'homme de l'OMS et des liaisons internationales, indispensable dans une telle entreprise. Piatnitsky, lui, n'en faisait pas partie, et les efforts des enquêteurs visaient à l'impliquer dans une affaire à laquelle il était probablement étranger quand il prit la parole au comité central. Plus que de la falsification, son implication relève de l'amalgame. A partir de là, on comprend qu'il s'est agi d'abord pour ces hommes de combattre Staline et, en même temps, sa nouvelle politique, celle qui allait voir le jour au VII[e] congrès, pour schématiser, la ligne du « front populaire », incarnée pour tous, communistes et anticommunistes, par Georgi Dimitrov, dont la légende dorée veut qu'il l'ait en quelque sorte plus ou moins imposée à un Staline hésitant et réticent. Arvo Tuominen a probablement raison quand il écrit que ce sont les textes de résolutions rédigées par Otto Kuusinen qui ont finalement obtenu l'assentiment de Staline à la ligne nouvelle. Mais il ne faut pas oublier que Staline était le seul en définitive à trancher et à décider, et les archives citées par Firtsov nous montrent des dirigeants de la Comintern lui soumettant texte après texte pour approbation. C'est d'ailleurs pourquoi la tentative des conspirateurs, évoquée par les enquêteurs, d'entraîner Harry Pollitt à contester la nomination de Dimitrov au secrétariat général était un véritable attentat, un crime de lèse-majesté commis non contre Dimitrov, qui n'existait que par la volonté du Chef, mais contre le Chef lui-même dont l'*aura* s'étendait à ses valets, qu'il s'agisse d'un Thälmann ou d'un Dimitrov, à partir du moment où il les avait approuvés.

POUR UN REGROUPEMENT DES OPPOSANTS

Plus difficile à régler est la question des contacts entre ces conspirateurs politiques et d'autres opposants ou ex-opposants, Allemands du groupe Neumann-Remmele-Flieg ou conciliateurs, ou encore autres militants critiques à titre individuel. La réaction instinctive consiste à juger impossible un tel rapprochement et à penser qu'il s'agit tout simplement d'un amalgame policier. Mais, dans un second temps, il faut bien constater que ce rapprochement s'est fait à la même époque sans trop de difficultés sur le plan purement russe entre hommes séparés jusque-là par des murailles de Chine. Il n'y avait pas un tel mur entre ces hommes. Les documents cités par Bayerlein le prouvent. En dépit d'une rupture annoncée, Heinrich Süsskind est toujours en contact avec les « conciliateurs ». Or il travaille à Moscou dans les services de Béla Kun et d'Abramov. Le rôle unificateur des

oppositions, pour lequel on avait en 1932 cru voir s'ébaucher une rivalité entre Rioutine et I.N. Smirnov, revient ici à la fraction – pas dissoute dans les faits – des prétendus « conciliateurs », et, sur le plan des personnes, à Volk, Süsskind et Magyar. Leur expression la plus achevée est certainement l'Opposition de Berlin, dont les archives Humbert-Droz ont montré qu'elle relevait d'eux. Or, contrairement à une légende bien ancrée, les adversaires de Staline dans la Comintern après le désastre allemand n'étaient pas tous des nostalgiques du social-fascisme, de la « troisième période » et autres postures sectaires qui avaient pavé la voie aux nazis. Pour eux, la direction Staline-Thälmann portait la responsabilité du désastre, mais cela ne validait pas la nouvelle politique. L'Opposition de Berlin le montrait bien quand elle expliquait l'hostilité des ouvriers berlinois à la politique de front populaire : après l'expérience des dernières années, ils redoutaient à juste titre de nouvelles aventures coûteuses et voyaient dans la nouvelle politique des propositions d'alliance opportuniste avec des forces bourgeoises nationales et l'engagement dans la perspective d'une guerre où défendre l'Union soviétique et ses alliés.

Pour pousser plus loin notre analyse, nous avons décidé d'abandonner le terme de « conciliateur » donné à ce groupe par les hommes de Staline-Thälmann et justifié à leurs yeux par son refus de cautionner l'exclusion de « la droite ». En refusant cette exclusion, en préconisant l'existence d'une tendance avec laquelle ils avaient, pour leur part, d'importantes divergences, les prétendus conciliateurs ont en effet montré qu'ils avaient l'attitude de communistes unitaires, soucieux de conserver la pluralité des tendances et la permanence du débat démocratique à l'intérieur du parti. C'est sur cette même ligne que ces communistes unitaires se disposent, après la victoire hitlérienne et devant la perspective d'une répression interne accrue contre les fractions anti ou non staliniennes. Ils refusent le front populaire parce qu'il signifie l'alliance avec une fraction de la bourgeoisie, ce qui est pour eux une autre forme d'aventurisme.

Dans l'ensemble, les éléments relevés par Bayerlein coïncident avec les aveux des gens de la Comintern aux mains des enquêteurs. C'est un regroupement des oppositions qui s'est esquissé quand les communistes unitaires allemands et leurs alliés de Moscou ont pris contact avec Heinz Neumann et Hermann Remmele. Et, comme pour le premier procès de Moscou, il pourrait y avoir plus qu'un grain de vérité dans l'accusation mortelle lancée par les hommes de Staline aux gens qu'ils appellent le bloc polono-allemand, ou encore Leński-Neumann. De toute façon, les contacts étaient plus nombreux qu'on ne saurait l'imaginer. Il est difficile de penser, par exemple, qu'il est indifférent à nos préoccupations que le jeune Helmuth Remmele ait travaillé comme métallo dans une usine de Magnitogorsk – la ville même où le parti était dirigé par le vieil ami de Neumann, Besso Lominadze. Il semble même que, malgré les anathèmes – destinés à se protéger – que ces hommes proféraient parfois contre Trotsky et les siens, ils n'aient pas exclu un éventuel contact avec eux, comme les gens de l'opposition de Berlin l'ont fait en Espagne. Leński l'a en tout cas cité en référence dans son intervention au XIIIe plénum. Nous en resterons là. Tous les hommes de tous ces groupes se sont retrouvés à un moment ou à un autre aux mains des bourreaux ou devant leurs exécuteurs. C'est le mérite des communistes unitaires d'avoir montré finalement que ceux de leurs frères d'armes qui capitulaient, c'est-à-dire qui mentaient pour survivre un peu, parfois pour pouvoir continuer à lutter, et ceux qu'on abattait avec ou sans procès sont tombés du même côté du front, et que, finalement, la façon dont ils ont tenu dans les interrogatoires a empêché Staline de faire avec eux un nouveau procès-spectacle.

La conclusion de ce chapitre, tout près de la fin notariée de la Comintern, est que Staline s'est trouvé à la fin des années 30 dans l'obligation de tuer tous les cadres communistes qui étaient à portée de sa main, ceux qui lui avaient résisté et ne le faisaient

plus comme ceux qui lui résistaient encore, et même ceux qu'il avait chargés de le débarrasser des premiers. En d'autres termes, qu'il a réellement assassiné la Comintern à travers ses survivants, y compris ceux qui avaient été ses garde-chiourme et ses tueurs. N'en déplaise à ceux qui se pourlèchent devant le spectacle de sa prostitution, l'histoire de la Comintern est une immense tragédie. Piatnitsky et ses camarades l'ont aidée à conserver une certaine dignité. La découverte de la dernière entreprise des rescapés de l'hôtel Lux et des unitaires baptisés conciliateurs permet en effet de considérer sans nausée l'histoire de ses dernières années. Mais pas sans horreur.

L'AMPLEUR DU MASSACRE

Il est impossible aujourd'hui encore de faire un bilan des étrangers victimes de ce grand massacre. Aldo Agosti reconnaît après Zaccaria que 2 000 Italiens, qui avaient fui en URSS le régime de Mussolini, y ont péri à la fin des années 30. Spriano divisait ce nombre par deux. Petko Boev, lui, évalue à environ 1 000 sur un total de 2 500 arrêtés le nombre de Bulgares réfugiés qui ont été exécutés ou sont morts en prison. Les Yougoslaves chiffrent à 800 le nombre de leurs concitoyens qui ont péri alors. Il faut nous contenter des dirigeants. Quand on confronte les noms qui suivent avec ceux qui ont été cités dans les pages précédentes, le bilan est impressionnant. Les fondateurs de l'Internationale ont tous été supprimés par ordre de Staline. Nous reviendrons sur Trotsky. Zinoviev, qui l'a présidée de 1919 à 1926, Boukharine, qui l'a dirigée de 1926 à 1929, ont été exécutés après des procès à spectacle. Rakovsky, membre de son premier bureau, a été fusillé après avoir été condamné à mort par le NKVD en 1941. Karl Radek est mort en prison, comme Hugo Eberlein, qui avait défendu le mandat de Rosa Luxemburg contre la fondation immédiate d'une Internationale nouvelle. Fritz Platten, le Suisse, dont le rôle avait été déterminant dans le retour de Lénine en Russie, et qui présida le congrès de fondation de l'Internationale communiste, arrêté en mars 1938, condamné à quatre ans de Goulag en octobre 1939, fut exécuté le 22 avril 1941 près d'Arkhangelsk. Ont également été exécutés en prison ou au Goulag les premiers secrétaires de l'Internationale, Jan Berzine, arrêté en 1937, mort en 1941, Mikhaïl Kobetsky, arrêté et exécuté en 1937, Mieczyslaw Bronski, compagnon de Lénine et de Zinoviev en Suisse, « mort » en 1942. Il ne faut pas oublier ici Béla Kun, qui avait été un héros de l'Internationale après la révolution hongroise, ce qui lui avait valu un immense prestige, et qui ne mourut pas de ses « kuneries » mais d'avoir sans doute résisté à Staline, ni Iossif Ounschlicht, un des dirigeants du GPU, d'origine polonaise, « mort en prison » le 28 juillet 1938. Il faut mentionner Aleksandr Tivel, dont le rôle avait été important du temps de Zinoviev, ainsi que Richard Pikel.

Le nombre de victimes parmi les fonctionnaires de la Comintern est particulièrement élevé. Mikhaïl Panteleiev, sur un total de 133 victimes, a relevé 88 arrestations dans l'appareil en 1937, 19 en 1938. Ossip Piatnitsky en avait été le grand technicien, patron du bureau d'organisation, ainsi qu'Abramov et Vassiliev, hommes clés jusqu'en 1935. Mais il faut citer bien d'autres noms : le Letton Wilhelm Knorine, chef du secrétariat pour l'Europe centrale, arrêté en 1937, exécuté en 1939. Henryk Walecki, membre de la commission internationale de contrôle élue en 1935, arrêté en 1937, exécuté en 1938. Le Finlandais Mauno Heimo, qui s'occupait de l'administration dans le secrétariat de Moskvine avec le Letton Richard Mirring, l'Arménien Gevork Alikhanov, responsable du département des cadres, et son collaborateur Moissei B. Tchernomordik, Mikhaïl Kreps, responsable de la presse puis des éditions, l'Allemande Martha Moritz, du département des pays scandinaves, fusillée en 1938, les Melnikov, Agnesa Dobrovolskaia, Pavel Mif, Grigori Smolianski – le contact de Günter Reimann –, Andréi Karolski, l'ancien héros

de la « rue juive » de Varsovie, tous arrêtés en 1937 ou 1938, morts en prison, vraisemblablement exécutés, à des dates variables, des gens des Cadres Gretewilde. D'autres « travailleurs de la Comintern », déjà éliminés des postes responsables, disparurent à la même période, en prison, de la torture, de conditions de détention terribles, ou exécutés d'une façon ou d'une autre : Moiséi Rafès, Josef Pogany, Félix Wolf, pour ne citer que ceux que nous avons fait un peu plus que mentionner ici. Il faut aussi ajouter à cette liste de victimes les noms de leurs bourreaux et souvent exécuteurs, Moskvine lui-même, et le fonctionnaire du NKVD chargé de la « maison », le Hongrois Laszlo. M. Polliaczek, qui va faire quinze ans de Goulag, sans oublier Artouzov, mort en accusateur, ni Lea Abramovicz du 4e bureau.

DIVERSITÉ DES « CAS » DES PARTIS

Le massacre des cadres communistes a été très inégal d'un parti à l'autre. Il y a au moins deux partis dont tous les dirigeants réfugiés en URSS sauf un ont été massacrés : il s'agit du parti turc et du parti letton. Dans une étude sur le massacre, très neuve à l'époque, un peu datée aujourd'hui, mais qui reste valable, Branko Lazitch énumérait, après le premier groupe que nous venons de mentionner, les compagnons de Lénine et vétérans de la Comintern, les catégories suivantes :

> 2. Les dirigeants des partis qui avaient été mis hors la loi dans leurs propres pays et s'étaient réfugiés en Union soviétique connurent un sort identique. Djilas confirme cette règle politique de Staline dans son livre *Conversations avec Staline* : « Les purges furent particulièrement sévères chez les émigrés communistes, car ces membres de partis illégaux ne pouvaient se tourner vers personne sauf les Soviétiques. »
>
> 3. Les dirigeants qui appartenaient à des partis communistes légaux dans les démocraties parlementaires survécurent au massacre. Discutant la question des pays scandinaves, Tuominen le confirme : « Dans les pays scandinaves, écrit-il, les partis communistes étaient légaux ; c'est ce qui sauva leurs dirigeants. Ils ne résidaient pas à Moscou et, quand ils s'y trouvaient, ils avaient conservé leur nationalité et n'étaient pas à la merci des Soviétiques[16]. »

Dans ce cadre, il y a eu tout de même des cas particuliers, le plus intéressant étant celui du Parti communiste polonais, pour le destin duquel se combinèrent différents facteurs de politique internationale et d'histoire de la Comintern, mais dont il faut signaler que les seuls parmi ses dirigeants à survivre furent ceux qui avaient eu « la chance » d'être emprisonnés dans leur propre pays par le régime fascisant des colonels qui avaient succédé à Piłsudski. Ici, en tout cas, ce ne furent pas seulement les hommes qui furent tués, mais le Parti communiste lui-même.

LE CAS DU PC POLONAIS

Les origines de la tragédie peuvent évidemment être trouvées dans la défense de Trotsky par les communistes polonais, en 1923-1924, et dans l'erreur d'avril 1926. Mais c'est en 1934 qu'apparaissent les premiers signes d'une « sale histoire » – pour tout dire, une affaire de services secrets. Les organes de presse de la Comintern annoncent à la fin de 1934 et au début de 1935 des révélations sur le fait que l'on venait de « démasquer des provocateurs » à l'intérieur du KPP, d'anciens membres de l'Organisation militaire de Piłsudski. Jerzy Sochacki, ancien secrétaire général du PPS, ancien dirigeant du KPP, était arrêté à Moscou comme « espion, provocateur, diversionniste », agent des services secrets

16. B. Lazitch, « Le massacre des dirigeants communistes étrangers », *The Comintern, historical Highlights*, p. 139-174, ici p. 141.

polonais. Un deuxième homme, un ancien officier, Sylwester Wojewódzki, ancien dirigeant du Parti paysan indépendant, rallié au KPP, était accusé d'être « agent spécial » et « homme de confiance » des gens de Piłsudski. Enfin, un troisième personnage, Tadeusz Ząrski, était accusé d'appartenir aux services polonais, d'avoir travaillé pour eux dans la gauche du PPS et d'avoir dénoncé ceux qui, dans le KPP, constituaient des obstacles à son arrivée à la direction [17]. Ces accusations grossières avait pour objectif de préparer l'affirmation selon laquelle les services secrets de Piłsudski et les trotskystes, travaillant la main dans la main, avaient réussi à s'emparer de la direction du parti polonais. On fit disparaître sous ce prétexte non seulement douze membres du comité central, ses chefs historiques, mais des centaines de cadres moyens et de militants de base. Au bout de l'opération, le parti polonais, officiellement qualifié de « nid d'espions », fut supprimé et disparut d'un coup de tous les discours et de tous les articles de la presse communiste mondiale. On ne prit même pas la peine de donner une date pour l'oukase qui avait décidé sa disparition. On expliqua aussi que cette situation s'était développée « depuis le début ».

Nous ne sommes pas en mesure de donner une explication particulière, qu'aucun document n'est venu éclairer. Au contentieux ancien entre les Polonais et Staline s'ajoutait évidemment la haine que ce dernier portait aux Juifs, particulièrement nombreux à la tête du KPP. Surtout, dans le cas d'une alliance avec l'Allemagne – Staline eut toujours deux fers au feu, dont celui-là –, l'existence d'un parti communiste polonais pouvait être une gêne considérable, sinon plus grave encore, pour les dirigeants de l'Union soviétique. Sa suppression était donc la meilleure solution : elle leur laissait les mains libres pour un partage de la Pologne dans le cadre d'un accord avec Hitler.

RÉPRESSION CONTRE LES COMMUNISTES POLONAIS

Le récit que fait Firtsov de l'affaire du PC polonais ne lui donne pas au début une place à part dans la répression générale. L'impression qui s'en dégage est que l'affaire polonaise est venue au premier plan parce que la répression y a frappé plus de gens, ce qui n'est pas une explication lumineuse. Selon l'historien russe, en tout cas, dès février 1937, très mécontent de la médiocrité des résultats obtenus en France, en Espagne et en Chine, et du texte de la Comintern sur le procès Radek-Piatakov, Staline assurait à Dimitrov : « Vous tous ici à la Comintern, vous faites le jeu de nos ennemis [18]. » Il lâchait la bride à Ejov – d'ailleurs lui-même membre de l'exécutif de la Comintern – pour la préparation d'une répression systématique contre les communistes étrangers. Six mois plus tard, le 31 août 1937, Jan Bielewski, probablement l'un des rares dirigeants du KPP en URSS encore en vie et en liberté, écrivait à Moskvine : « L'arrestation d'une série de membres du KPP et surtout de membres du CC de ce parti par les organes du NKVD a révélé l'existence d'une agence de l'ennemi de classe, c'est-à-dire de gens de Piłsudski et de trotskystes dans les rangs du KPP et de son comité central [19]. » Cette lettre apportait la certitude qu'il n'y avait plus de direction du KPP. Firtsov pense qu'elle a pu convaincre Dimitrov que la situation dans nombre de partis était analogue à celle du KPP et que cela posait un redoutable problème. Elle posait en tout cas implicitement celui de la dissolution du parti polonais. Staline avait répété le 11 novembre, insistant : « Tous les trotskystes doivent être pourchassés, abattus, exterminés [20]. » Il demanda par une lettre du 28 novembre à l'exécutif de lui adresser un projet en ce sens, Dimitrov rédigea un projet de

17. Dziewanowski, *op. cit.*, p. 147-148.
18. F. Firtsov, *Istoriia*, p. 458.
19. F. Firtsov, *loc. cit.*, p. 193.
20. F. Firtsov, *loc. cit.* p. 458.

résolution sur la dissolution du KPP, suggérant à Staline de l'adresser aux communistes polonais avec une lettre ouverte. Il demandait en même temps à Staline avis et instructions :

1. Sur la question de savoir s'il fallait envoyer une telle lettre avant la conclusion de l'enquête sur les anciens dirigeants du parti polonais ou s'il valait mieux attendre plus longtemps ;
2. sur le contenu et le caractère de cette résolution sur la dissolution du PC polonais [21].

Après réception de cette lettre du 2 décembre, Staline écrivit dessus : « Cette dissolution a deux ans de retard. Elle est nécessaire, mais selon moi, vous ne devriez rien publier [22]. » Firtsov commente de façon pertinente : « Ainsi, Staline donnait l'ordre de dissoudre le KPP et en même temps de ne pas rendre publique cette décision, laissant à l'exécutif de l'Internationale communiste la responsabilité des actes de répression en secret contre l'ensemble du parti [23]. » Mais les arrestations ne touchaient pas seulement les militants polonais se trouvant en URSS. Il y eut ensuite la mission d'un responsable survivant, Edward Zawadzki, dit Jasny, qui fut envoyé de Moscou en Pologne, où il arriva en juillet-août 1938, avec des instructions pour faire venir en URSS les militants requis, généralement pour les exécuter.

Puis ce fut le tour des pays occidentaux, dont le « centre » du PC polonais de Paris était dirigé par Leński. Le travail fut dirigé ici par un Bulgare, Anton Ivanov, dit Bogdanov. Au cours de l'année 1937, un « groupe d'initiative chargé des relations entre le PC polonais et la Comintern », dit « groupe parisien », dirigé par Ivanov, présidait à l'examen et à l'envoi en URSS des membres du parti alors en Pologne, en Espagne et en France. Ivanov avait commencé par se rendre en Espagne, d'où il renvoya en URSS Reicher et Cichowski qui y furent fusillés. Puis il s'employa, avec l'aide de quelques hommes sélectionnés en Espagne, dont Pinkus Kartin, à liquider le parti en Pologne même, une tâche qui fut apparemment menée à bien en septembre 1938, sans qu'on sache comment le travail fut partagé avec Jasny. Le groupe d'initiative devint alors le groupe « chargé des affaires polonaises auprès de la Comintern [24] ». Son responsable, Bołeslav Molojec, revenait de loin : emprisonné en URSS, il faisait partie des 132 prisonniers « indispensables » pour le travail dans d'autres pays dont Dimitrov avait obtenu la libération, et des 11 qui avaient été incorporés dans le NKVD [25].

C'est vers la fin de l'année que l'exécutif appliqua la directive donnée par Staline. Mais il n'adopta jamais cette résolution, qui ne fut signée que le 16 août 1938 par six des dix-neuf membres du présidium, Dimitrov, Manouilsky, Moskvine, Kuusinen, Ercoli (Togliatti), Florin. Du même coup, Staline transférait au présidium de la Comintern la responsabilité du massacre [26]. Dimitrov et ses collaborateurs l'avaient compris. Pendant plusieurs semaines, ils adressèrent des lettres à toutes les institutions répressives pour savoir où étaient passés les gens arrêtés, de quoi ils étaient accusés, lesquels d'entre eux étaient déjà morts. Il paraît que cela sauva la vie à certains. Était-ce volontaire ? Ou bien s'agit-il d'un de ces « effets pervers » chers aux politologues : les hiérarques, en essayant de se protéger, sauvèrent quelques-unes de leurs victimes.

Ce n'est qu'en 1939, dans le cours du XVIIIe congrès du PCUS, que fut faite en public la première allusion vague à la liquidation du PC polonais. Manouilsky indique que des

21. F. Firtsov, *op. cit.*, p. 459.
22. *Ibidem.*
23. *Ibidem.*
24. A. Podraza, « Les communistes polonais en France dans les années 1938-1939 », in Bartosek et autres, *De la Résistance à l'exil*, p. 102-103.
25. A. Vaksberg, *Hôtel Lux*, p. 103-104, où Molojec est orthographié « Moloets » et « Molsets ».
26. *Ibidem*, p. 459.

« criminels trotskystes-fascistes » avaient « contaminé les organisations », qu'on ne les avait démasqués qu'avec retard, qu'il avait fallu dissoudre des organisations qu'on se mettait désormais à reconstituer[27]. L'historien Firtsov tire un bilan : « La Comintern [...] ne put jamais retrouver son prestige après ces événements. Quand ils recevaient l'information sur l'arrestation de membres du personnel du comité exécutif, les dirigeants de la Comintern se contentaient de prendre la décision de les exclure. Le secrétariat du comité exécutif de la Comintern avait à réorganiser son appareil et à trouver du personnel nouveau pour quelques-uns des partis communistes[28]. »

LES VICTIMES

Au premier rang des victimes, il y avait évidemment les quatre W avec lesquels Staline avait un très vieux contentieux à cause de leur défense de Trotsky en 1923-1924. Warski avait été l'un des fondateurs du Parti social-démocrate polonais, avait participé aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, puis dirigé le PC polonais. Il était député au Sejm en 1926, mais, depuis 1929, s'était réfugié à Moscou, où il travaillait à l'Institut Marx-Engels. Il fut fusillé en août 1937, à soixante-dix ans. Walecki, lui, après des études supérieures scientifiques à Gand, avait évolué du PPS à sa gauche, puis au Parti communiste. Depuis la création de l'Internationale, il avait travaillé au sommet de l'appareil de la Comintern, qui l'utilisa comme un négociateur habile, un homme de compromis. Membre de l'exécutif, adjoint de Béla Kun au secrétariat, il fut arrêté en 1937 et fusillé en 1938. Wera Kostrzewa, dont Boris Souvarine écrit qu'elle « alliait le charme du brillant intellectuel au raffinement féminin et à un courage masculin[29] », aussi séduisante par son physique que par son intelligence et sa sensibilité, selon Sztokfisch, venait, elle aussi, de la gauche du PPS et avait été parmi les fondateurs du KPP. Avec des éclipses, elle était restée à la direction jusqu'en juin 1929. Elle se réfugia en URSS et y mourut en prison en 1938. Edward Próchníak (Weber) avait été le seul Polonais de l'école de Lénine à Longjumeau et le secrétaire du gouvernement révolutionnaire polonais de 1920, longtemps membre ou suppléant de l'exécutif.

Toute une série d'autres dirigeants étaient des survivants de la gauche de Zimmerwald : Jakob Hanecki, homme d'affaires rouge, ancien membre de la représentation bolchevique à Stockholm, travaillait à financer la Comintern. Il fut exécuté en 1937. Antoni Krajewski travaillait au département des cadres, fut élu à la commission centrale de contrôle de la Comintern en 1935, exclu et arrêté en 1937, exécuté. Stanislaw Łapinski, lui aussi un ancien des conférences de Suisse, fut arrêté en 1938 et disparut également. Stefan Bratman, du SPRDiL de Rosa Luxemburg, que nous avions vu dans la mission soviétique de Berne et qui était devenu ambassadeur. Mais c'était aussi le tour de ceux qui avaient combattu les quatre W et servi Staline. Leński, qui avait travaillé avec Staline en 1917, était devenu par sa faveur secrétaire général du parti : arrêté et exécuté en 1939. Domski, tombé en disgrâce, disparut également. Jerzy Heryng, Ryng, le théoricien, qui avait été lié à Gramsci, chef du parti clandestin en Pologne, rappelé, fut exécuté. Brand, dont Souvarine se souvenait comme d'un « étincelant causeur », un enthousiaste de l'industrialisation soviétique, travaillait au Gosplan. Henryk Henrykowski, qui avait contrôlé le PC tchécoslovaque avant d'être clandestin en Allemagne, fut rappelé sous l'accusation d'avoir servi à des liaisons avec Trotsky et, arrêté, disparut. Bronislaw Bronkowski également, ancien responsable du GRU et membre du présidium de la Comintern. Disparurent encore trois

27. *XVIII S"ezd VKP(b)*, p. 63.
28. F. Firtsov, *loc. cit.*, p. 460.
29. B. Souvarine, « Commentaires sur le massacre », *Historical Highlights,* p. 177.

députés, Stefan Królikowski, ancien président du CMR de 1920, membre du CC du parti depuis sa création, réfugié en URSS où il travaillait comme interprète, Tamasz Dombal, ancien leader paysan, fondateur et porte-drapeau de la Krestintern, Stanislaw Łancucki, cheminot, qui avait été l'un des deux premiers députés du parti. Mentionnons aussi Waclaw Wróblewski, du CC, Stanislaw Bobiński, ancien responsable de la section polonaise du PC russe, vice-recteur de la KUNMZ, une des plus grandes universités communistes, les anciens du SPDiL Z. Leder, lié à Radek avant la guerre, collaborateur de l'agit-prop à la Comintern, Alexander Malecki, professeur d'université et responsable de bibliothèques, Józef Ciszewski, membre du CC, envoyé en Espagne par la Comintern, tué au retour, Wáclaw Bogucki, qui travaillait dans les services du procureur Vychinsky, Franciszek Grzegorszewski, du Secours ouvrier international, élu en 1935 à la commission de contrôle internationale, arrêté en 1937, Gustav Reicher, dit Rwal, un ancien enseignant, arrêté à son retour d'Espagne.

On peut ajouter à cette liste Jacob Dolecki, directeur de l'agence Tass, qui, au premier signe, a préféré se suicider. Panteleiev nous permet d'ajouter Jan Borowski, du secrétariat des Polonais à l'exécutif, Romana Wolf Jazierska, de la section polonaise, comme Kazimierz Cichowski, Stanislav Skulski, fusillé en 1938, Abraham Ovsianko, de l'OMS, Henryk Bittner, le parlementaire, Stanislaw Budzyński, auteur du rapport du 5 mai 1920. Alfred Lampe, détenu à Dantzig, a évité l'exécution sur le coup et y échappe. Mais les autres dirigeants des organisations juives, Kombund, Poale Zion, Vereinigte, tous militants éprouvés ralliés au communisme, Abram Karolski, Ysroel Gajst, Abè Flug, Abé Kantor, Szaul Amsterdam, déjà mentionné sous le nom d'Henrykowski, Mendel Michrowski, Nahoum Leschchinski. Le long bras de Staline s'étendra jusqu'au Bund et liquidera avec un peu de décalage ses deux prestigieux dirigeants, Henryk Erlich et Wiktor Alter, venus négocier et qu'il fit fusiller. Les protections haut placées n'ont sauvé aucun de ces hommes : Aron Wizner, émissaire de la Comintern en Italie dans les années 20, devenu chef de cabinet de Molotov, chargé d'assurer la liaison avec la Comintern, fut parmi les victimes. Et nous n'oublions pas Jan Paszyn (Roman Bielewski), le sonneur du glas, qui périt l'année même où il annonça la mort des autres.

Détail abject. Le vaillant « combattant antifasciste » et champion de la démocratie Georgi Dimitrov avait été chargé, pour faciliter les opérations du NKVD, de convoquer dans son bureau les Polonais que ce dernier se proposait d'arrêter. Il a soigneusement noté dans son Journal la date de l'arrivée de chacun d'eux, et précisé qu'il l'avait « envoyé à Ejov ». Firtsov, qui a pu consulter ce journal aux archives de Sofia, l'a cité dans le colloque de La Chaux-de-Fonds :

17-6-37. Leński est arrivé. Aussi convoqué Rylski, Skulski et Prochníak.
20-6-37. L[eński] chez Ejov.
21-6-37. Walecki aussi.
07-7-38 Prochníak est venu. – Chez Ejov[30].

Ce « chef du prolétariat international », aujourd'hui encore célébré bien au-delà des frontières de l'univers stalinien comme un symbole de l'antifascisme, transformé en concierge de la mort, convoquait ainsi les futures victimes pour les livrer à leurs tortionnaires et bourreaux. On ne commentera pas cette déchéance. Nous savons pourtant qu'il réussit à sauver quelques-uns de ces hommes. La seule conclusion est sans doute que l'homme nouveau, l'homme « communiste », était bien en noir et blanc et que « l'indomptable Dimitrov » avait peur de mourir.

30. F. Firtsov, *loc. cit.*, p. 458.

LES HONGROIS

Les Hongrois avaient été les premiers réfugiés politiques, et on se souvient que, dans un premier temps, ils avaient semblé coloniser l'appareil de la Comintern. Mais la fin des années 30 les vit presque tous périr sous les coups de la répression, à la fois pour des raisons générales et du fait de la chute de Béla Kun. L'homme qui avait accumulé les erreurs et n'avait jamais été frappé sérieusement n'avait pas vraiment gardé le silence sur les crimes de Staline, et l'a payé de sa vie. Nous le verrons quand nous parlerons des dirigeants de la Comintern. L'histoire du PC hongrois en cette période n'est pas sans rappeler celle du PC polonais. Les Hongrois ont mal accepté la politique de front populaire et le tournant de 1934, comme Béla Kun. Le parti a subi en outre en Hongrie de lourdes pertes du fait de la répression en 1935 et au début de 1936. Ce sera le prétexte qui permettra de se débarrasser d'une sourde opposition de sa part. Les 7 et 8 mai 1936, l'exécutif de la Comintern dissout le comité central et transfère ses responsabilités à un comité de trois personnes dirigé par Zoltán Szánto, siégeant à Prague. La résolution condamne très énergiquement ce qu'elle appelle « les méthodes sectaires, bureaucratiques et antidémocratiques du parti ». On sait que Zoltán Szánto dit qu'il a reçu une plainte, déposée par József Revai, qui dénonce l'hostilité de la direction hongroise à la politique de front populaire. La commission décide de déférer devant la commission centrale de contrôle de la Comintern les dirigeants hongrois impliqués comme anciens membres du CC. Les sanctions ne se font pas attendre et interviennent en juin et au plus tard octobre 1936, avec la stupéfiante décision sur laquelle nous disposons de témoignages précis, mais pas d'un document : la dissolution du parti clandestin, prise par voie administrative et imposée entre autres par Togliatti. Cette décision, alors sans précédent, signifie l'abandon à leur sort, dans un pays dont le régime est qualifié de « fasciste », de 900 militants hier encore qualifiés de « révolutionnaires professionnels », dont 500 sont en prison. Une des conséquences immédiates est que les quelques militants épargnés vont être eux aussi largués et coupés de tout jusqu'en 1940 au moins, les Ferenc Rósza, Lajos Papp, Károly Kiss, qui vont reconstituer le parti en Hongrie dans les pires conditions, mais « sur la ligne » – qui a d'ailleurs changé.

A Moscou, pendant ce temps, Staline frappe les communistes hongrois plus durement que ne le fait au même moment le régime de Horthy. La plupart des anciens dirigeants clandestins qui ont l'imprudence de revenir sont exécutés. Parmi les victimes du grand massacre, on trouve l'écrasante majorité des communistes hongrois connus. József Pogány, le trop fameux Pepper, relevé de toutes ses fonctions à la Comintern en 1928, affecté au Gosplan, est arrêté et exécuté en 1937 ; Béla Székely, ancien vice-commissaire aux Finances ; Dezsö Bokányi, ancien dirigeant socialiste, membre du CC, ancien commissaire au Travail, haut responsable en URSS de la sécurité sociale, mort en prison en 1940 ; Ludwig Magyar, longtemps dans l'appareil de la Comintern pour l'agit-prop, plus tard chef de file des conciliateurs, mort aux îles Solovietsky ; József Rabinovits, ouvrier, ancien secrétaire du parti chargé de l'agit-prop, employé au Secours ouvrier international à Moscou, mort en prison en 1940 ; Béla Vagó, membre du CC et ancien commissaire du peuple à l'Intérieur, petit employé à Moscou, mort en prison en 1939 ; József Haubrich, commissaire au Commerce, commandant en chef des troupes de Budapest, membre de la commission centrale de contrôle du parti unifié en 1919, mort en 1938 ; István Bierman, leader en 1919 du conseil ouvrier de Budapest, devenu directeur de la centrale de Dniepropetrovsk, mort en prison en 1937 ; János Kocsis, membre du CC, réfugié en URSS en 1929, exécuté en 1938 à trente-neuf ans ; Ferenc Jancsik, métallo, commandant de la Garde

rouge de Budapest, réfugié en Russie en 1922, exécuté en 1938 ; Ede Chlepko, métallo, membre du CC, commissaire politique de la Garde rouge, réfugié en URSS en 1923, exécuté en 1938 ; l'ancien dirigeant de la gauche du syndicat des métallos, Ferenc Bájaki ; le serrurier Kárikas Frigyes, militant en France avant guerre, devenu communiste comme prisonnier de guerre en Russie, exécuté en 1938, après une longue détention... en Hongrie ; l'ingénieur Joszef Kélen, un ancien du cercle Galilée, ami d'Ordjonikidze Frantiszek Fiedler. Les humoristes disent que ces communistes et le radiologue Hamburger ont eu le privilège d'être liquidés par des compatriotes : Ernö Gerö, secrétaire de Dimitrov, rappelé d'Espagne dans ce but, et József Revai. Robert Conquest a recensé 15 commissaires du peuple de 1919 disparus en URSS à cette époque.

LES YOUGOSLAVES

Le Parti communiste de Yougoslavie a reçu lui aussi de rudes coups, avec quelque 800 victimes, presque tous des cadres et plusieurs anciens secrétaires généraux. L'épuration semble avoir été confiée au Lituanien Zigmas Alexa, alias Angaretis, qui opéra dans la circonstance sous le nom de Bradonia. Le fondateur du parti, Sima Marković, travaillait à l'Académie des sciences de l'URSS à Moscou quand il fut arrêté en juillet 1939 et disparut après une condamnation comme « agent de l'impérialisme ». Filip Filipović, ancien président du parti, vivait à Moscou depuis 1924 sous le nom de Bosković et avait été membre de l'exécutif jusqu'en 1935, il fut arrêté en février 1938 et exécuté la même année. Milan Gorkić avait dirigé les jeunesses, puis le parti jusqu'en 1935. Il avait été secrétaire général du PCY de 1932 à 1937, membre de l'exécutif depuis 1935. Il fut arrêté et exécuté en 1937. C'est probablement lui qui se trouvait au centre de l'affaire. La lumière est loin d'être totale sur lui, en dépit de l'important travail du regretté Ivan Oćak. Il était très jeune, n'avait jamais été vraiment l'homme de Staline. Il avait connu les oppositionnels. N'avait-il pas été membre du même secrétariat de la KIM que Voja Vujović, son compatriote, et que le Tchèque Michalec ? N'avait-il pas été un protégé de Boukharine ? Tito, dans les souvenirs qu'il a confiés à Dedijer, suggère que Gorkić était le préféré des gens de la Comintern. Il insiste sur le fait qu'on lui reprochait de diriger le parti de l'extérieur du pays, et que presque tous ses envoyés étaient arrêtés en arrivant au pays. Il raconte aussi que l'arrestation de Gorkić était la conséquence de celle de sa femme, Betty Glan, Polonaise qui « travaillait pour l'Intelligence Service » ! Pour la suite, il ne cache pas qu'il était du côté de Staline contre Gorkić, qui avait « travaillé contre le parti », fait des rapports inexacts, entretenu des relations avec des bourgeois de Belgrade, notamment le colonel Draža Mikhailović, le futur chef des tchetniks[31]. Disons-le nettement : si ce n'est pas Tito qui est à l'origine de la chute de Gorkić, il est certain que ses rapports y ont puissamment contribué, et il est peu probable qu'il ne s'en soit pas réjoui. Nous touchons ici pour la deuxième fois le problème de l'écriture de l'histoire du temps de la déstalinisation, où l'on noircit avant tout Staline et aussi les boucs émissaires que sont quelques-uns de ses adversaires, comme ce fut le cas dans l'historiographie allemande vis-à-vis d'un Neumann au temps de Khrouchtchev.

Véra Mujbegović a présenté récemment les premières pièces d'archives sur l'affaire. Le PCY a réuni son CC à Vienne, les 9 et 10 avril 1936, et – crime de lèse-majesté, assurément – l'a fait sans même avoir informé l'exécutif, qui se saisit de l'affaire en avril et convoque Gorkić à Moscou. Le rapport de Dimitrov, le 15 août 1936, ne manque pas de piquant pour qui se souvient de ses discours sur l'« autonomie » des sections. La

31. Dedijer, *Tito parle,* p. 127.

direction du PC yougoslave est accusée de n'avoir pas le moindre souci de la discipline internationale et de ne s'intéresser nullement à l'application de la politique de la Comintern, à laquelle elle est visiblement hostile[32]. Il est tout à fait évident que le secrétaire général Gorkić fait mal son travail – à moins qu'il ne le sabote. La décision est prise au secrétariat de la Comintern le 7 janvier 1937. L'ancien bureau politique et Milan Gorkić lui-même sont déposés et remplacés par une nouvelle direction autour de Walter (J. Broz-Tito). La place est nette pour le NKVD. Convoqué à Moscou quelques semaines plus tard, Gorkić est emprisonné au moment où le sont bien d'autres de la Comintern. Il sera liquidé, condamné à mort le 1[er] novembre 1937 et exécuté. Sa mort est le signal de la liquidation des cadres du PCY, au moins de tous ceux qui sont à la portée du long bras du NKVD.

Parmi les autres dirigeants yougoslaves exécutés ou morts en prison, citons les frères Djuka et Stefan Čvijić, probablement tous deux en 1938, les trois frères Vuyović, Voja, ancien dirigeant de la KIM, l'Internationale des jeunesses, membre de l'opposition unifiée, lié à Safarov, et ses deux frères Rada et Grgur, qui travaillaient dans les services de l'exécutif, Vlada Copić, recruté en Russie, ancien du bureau politique et combattant d'Espagne, rappelé et arrêté en 1938, Jovan Mališić, ancien secrétaire du comité central, disparu en 1938, Kosta Novaković, député, évadé d'une prison yougoslave, membre de l'appareil de la Comintern, arrêté, condamné et exécuté en novembre 1938 ; le Croate Kamilo Horvatin, réfugié en 1929, membre du bureau politique, arrêté en 1938, disparu, comme l'ouvrier slovène Rudolf Furlan. Ivo Grzetić, qui avait représenté son parti à la Comintern, convoqué à Moscou, est arrêté fin 1937 ; Anton Mavrak, ancien secrétaire général du PCY qui travaillait en URSS comme ouvrier ; le député Šima Milijouš, arrêté en 1938, mort au Goulag, et d'autres encore, signalés par Panteleiev, le Macédonien Nikola Orovčanac, et les hommes qui étaient à la disposition des cadres à la Comintern, le « musulman » Akif Šeremet, dit Karl Berger, le dirigeant des Jeunesses Vilim Horvaj, dit Schwarzmann, le Croate Rudolf Hercigonia – et nous ne mentionnons ci-dessus que des cadres du parti à l'époque où ce dernier était dirigé par Gorkič. Il faut ajouter les hommes qui ont combattu avec l'Armée rouge pendant la guerre civile, le Croate Gustav Barabǎš et le Serbe devenu général de cavalerie de l'Armée rouge Danilo Srdić. Petko Miletić, héros du parti, arrêté à son arrivée à Moscou en 1938 et exécuté, il ne subsistait à la veille de la guerre qu'un dirigeant yougoslave encore en vie, Josip Broz, dit Walter, le futur Tito. Selon ses confidences à Dedijer[33], on aurait envisagé de faire subir au parti yougoslave, une fois son sort pratique réglé, le sort officiel que l'on avait réservé au PC polonais, c'est-à-dire de le dissoudre. La seule information donnée par Tito fut la publication des décisions d'exclusions dans *Proleter*, le journal clandestin du parti. Le numéro du 1[er] mai 1939[34] informe des exclusions de Milan Gorkić, Šima Marković, Šima Miljous, Anton Mavrak, sous leur vrai nom, d'Ivan Grzetić, Kosta Novaković, Djura et Stefek (Stefan) Čvijić, Kamilo et Jovanka Horvatin, des frères Gregur et Rade Vuyović, Vladimir Čopić, Jovan Mališić, Vilim Horvaj, sous leurs pseudonymes. Commentant ces exécutions, bien après sa rupture avec le communisme, Milovan Djilas a écrit :

> Après le voyage de Tito à Moscou, si je me souviens bien, à l'automne 1938, nous n'avons pas appris grand-chose des arrestations de Yougoslaves là-bas. On avait dit à Tito de ne pas parler des purges. Il dit quelques mots à ce sujet à Kardelj, mais très peu à nous. Pourtant, après son deuxième et son troisième voyage, à l'été 1939 et au printemps de 1940, nous en avons appris

32. RTsKHIDNI, 495 /18/1/ 1109/ 4,5, 6, cité par Véra Mujbegović.
33. Dedijer, *op. cit.*, p. 127.
34. Fac-similé dans Ivan Očak, *Braca.Čvijići*, p. 471.

beaucoup plus. Tito nous donna la version officielle et, dans l'ensemble, on le crut. Le comité central décida d'exclure tous ceux qui étaient arrêtés à Moscou, dont certains l'étaient depuis deux ans et d'autres avaient déjà été fusillés.

Leur exclusion ne fut même pas discutée au CC. Tito donna simplement l'information dans *Proleter*. Personne ne souleva d'objection. Au contraire, nous étions enchantés que l'Union soviétique ait donné le coup de grâce aux émigrés. C'était particulièrement vrai de Tito et Kardelj, qui étaient plus familiers avec ce qui se passait à Moscou [35].

C'est d'ailleurs à l'initiative de Djilas et de Ranković que le vétéran Liouba Radovanović fut exclu du parti pour avoir refusé d'admettre les accusations lancées contre les victimes [36]. La correspondance de Tito et de ses collaborateurs montre d'ailleurs la peur qu'éprouvaient ces gens devant les résistances dans le parti à accepter les procès de Moscou et leur présentation stalinienne

Le parti allemand

Le parti allemand a moins souffert, parce que tous les cadres ne s'en trouvaient pas à Moscou, le gros des émigrés, entraînant nombre d'entre eux, s'étant dirigé vers l'Occident en 1933. Mais les motifs d'une épuration sanglante étaient au moins aussi puissants que dans les partis cités plus haut : règlements de comptes, recherche de boucs émissaires pour la défaite, résistance aussi au nouveau cours de la Comintern vers le front populaire, ce que le secrétariat politique appelle « les tendances sectaires ». Nous avons déjà mentionné le sort d'Eberlein. Il faut ajouter maintenant les gens des groupes qui ont critiqué la politique de Thälmann et ont été dénoncés en 1932, et d'abord Heinz Neumann, arrêté en avril, condamné et exécuté en novembre 1937. Cet ancien protégé de Staline et enfant chéri du parti, le « charmeur », avait organisé l'insurrection de Canton en 1927 avec Lominadze. Avec l'ancien président du KPD, Hermann Remmele – arrêté en mai 1937, condamné, devenu fou en prison et probablement exécuté en mars 1939 –, et son patron Ernst Thälmann, il avait été l'un des trois grands hommes du parti. Leo Flieg, embarqué dans leur aventure, était en 1935 membre de la commision de contrôle de la Comintern et avait été l'incarnation de la continuité de la direction du KPD en tant que responsable de l'appareil clandestin, en liaison avec Piatnitsky. Réfugié à Paris, convoqué à Moscou en 1937, il fut arrêté, condamné et fusillé en mars 1939.

La liste ici aussi est longue : les « militaires » du KPD, Hans Kippenberger, le chef du *M-Apparat*, arrêté en novembre 1936, condamné et exécuté en janvier 1937 et qui continue à être interminablement dénoncé sous les tortures ; Leo Roth, jeune chef du *N-Apparat*, dont le mariage avec la fille du général von Hammerstein facilitait la tâche ; Otto Bulian, chef de l'*Ordner-Dienst* en 1923 ; Rudolf Podubecky, Wilhelm Wloch, Hermann Tautenberger, ce dernier lié à Wollenberg, officier de l'Armée rouge en correspondance avec Trotsky, tous les quatre anciens officiers entrés au service de l'Armée rouge de Bavière, puis du *M-Apparat* ; Willy Leow, chef du RFB, arrêté en 1937, condamné au goulag, mort en 1943, Rudolf Margies, et Otto Steindrück, cet ancien officier qui avait joué un rôle important en 1921 et en 1923. August Creuzburg, le chef de l'armée ouvrière qui avait affronté les kappistes en 1920, arrêté en 1937, fut exécuté en 1938.

Les « politiques » constituent une longue liste, qu'il s'agisse des gens du groupe dit « conciliateur » ou d'hommes de Thälmann. Werner Hirsch, son secrétaire, surnommé son *spiritus rector*, arrêté et condamné en 1937, meurt en 1941. Son proche collaborateur

35. M. Djilas, *Memoirs of a Revolutionary*, p. 303.
36. M. Djilas, *op. cit.*, p. 304.

Erich Birkenhauer, ainsi qu'Heinrich Kurella réfugié à Moscou, est fusillé en 1937. Heinrich Meyer, dit Heino, spécialiste de l'agit-prop, employé au secrétariat, arrêté en 1937, est fusillé en 1938. Il faut citer aussi les membres du CC, Fritz Schulte, arrêté en 1937, condamné en 1939, mort en 1941, Hermann Schubert (Max Richter), ex-membre du WEB, apparemment successeur de Thälmann un bref laps de temps en 1933, arrêté en 1937. Willi Budich, arrêté en 1937, fusillé en 1938, était, comme Max Levien, arrêté et exécuté en 1937, un survivant de la république des conseils de Bavière ; Eisenberger, l'homme des Cadres, Kurt Sauerland, « l'idéologue du parti », Irene Bentz fusillé en 1938. Werner Peterman, du secrétariat d'Ercoli, fut arrêté en 1938.

Le nombre des dirigeants communistes allemands victimes de la répression stalinienne, important, est inférieur certes mais tout à fait comparable à celui des victimes du régime hitlérien, qui en avait beaucoup plus à sa portée. Hermann Weber a fait les comptes[37] : 6 anciens membres du Polburo du temps de Weimar ont été tués par Hitler, 5 membres titulaires et 2 suppléants par Staline. Sur les membres du dernier Polburo, 2 ont été tués par Hitler, 5 par Staline. Sur les 35 membres du comité central élu en 1927, 7 ont été tués en Allemagne et autant en Union soviétique. Sur les 38 membres du CC élus en 1929, 7 ont péri en Allemagne, 6 en URSS. Sur les 131 membres ou suppléants du CC du temps de Weimar, 18 ont été victimes de Hitler, 15 de Staline. 36 anciens députés communistes au Reichstag ont péri sous Hitler et 13 sous Staline. Sur les 127 délégués du congrès de fondation du KPD, 4 ont été tués par la droite, 4 par Hitler, 7 par Staline.

LA LÉGENDE BULGARE

Une légende tenace veut que les communistes bulgares émigrés en URSS aient été épargnés du fait de la protection que leur aurait accordée Dimitrov. Milovan Djilas écrit à ce sujet : « Les émigrés bulgares ont eu de la chance que Dimitrov ait été secrétaire de la Comintern et un homme jouissant de tant d'autorité. Il a sauvé nombre d'entre eux[38]. » Bien sûr, jouant jusque dans le détail le rôle d'un kapo dans un camp de concentration, Dimitrov, que nous avons vu livrer les futures victimes, a veillé à protéger les siens – ses propres partisans – et limité le nombre des victimes parmi les responsables bulgares. Cela n'empêcha pas le massacre du gros des émigrés, un sur deux environ, autour de 1 000, disent certains, de 400 à 600, disent d'autres. Il s'agissait en outre d'une protection sélective. Dimitrov a tiré de la Loubianka un Khristo Kabaktchiev dont la santé fut ébranlée pour toujours par ce séjour. Il a également « sauvé » son propre beau-frère, Vlko Tchervenkov, mais son ex-coaccusé de Leipzig, Blagoï Popov, condamné et rescapé après seize ans de Goulag, dit qu'il n'a pas levé le petit doigt pour lui, malgré des appels au secours répétés. Gendre d'Otto Kuusinen, il était aussi le chef de file de la tendance hostile à Dimitrov, que les partisans de ce dernier appelaient les « sectaires de gauche ». Vassil Tanev, le troisième Bulgare jugé à Leipzig, a été condamné et n'est sorti du Goulag que pour aller à la mort dans un parachutage suicidaire.

Krum Bachvakov, militant communiste en Bulgarie, puis élève d'une académie militaire, responsable, pendant un temps, des communistes bulgares en URSS puis commissaire politique de brigade dans l'Armée rouge, est arrêté et exécuté en 1937, et Petar Iskrov, dirigeant des Jeunesses, condamné à mort dans son pays, critique de gauche de Dimitrov, membre de la commission de contrôle internationale depuis 1935. Mais nous savons maintenant qu'il faut ajouter au nom d'Iskrov, leader des adversaires de Dimitrov dans son parti, ceux de ses camarades des JC passés à la tête du parti dans

37. H. Weber' « Weisse Flecken » in der Geschichte, p. 20-22.
38. M. Djilas, *Conversations avec Staline*.

les années 30 et adversaires de Dimitrov, Giorgi Lambrev, qui, sous le nom de Rosen, travaillait à la Profintern, Ivan Pavlov, dit Encho, ancien secrétaire général du parti, Ivan Vassiliev, dit Bojko, Nevena Gentchev, anciens protégés de la Comintern contre Dimitrov. Ces gens-là, comme l'a révélé Blagoï Popov dans un pamphlet en 1981, ont été les victimes directes de Dimitrov et de Kolarov, dans les deux procès dits de « la conspiration ukrainienne » et des « trotskystes » – les sectaires de gauche – annoncés par une brochure-réquisitoire de Kolarov au lendemain du procès des Seize, procès qui ont fait des centaines de victimes, précisément les adversaires bulgares de Dimitrov. Panteleiev[39] signale en outre la répression qui a frappé à l'OMS Petko Petkov, condamné à quinze ans. On peut ajouter Boris Stomoniakov, un réfugié devenu diplomate et Kofardjiev, à titre posthume !

LES AUTRES PARTIS

Moins importants numériquement, plus durement frappés chez eux par la répression, les Roumains ont eu beaucoup moins de victimes en URSS. Alexandru Dobrogeanu-Gherea était le fils du fondateur du parti, Constantin, l'ami de Rakovsky. Il fit des années de prison dans son pays puis se réfugia à Moscou en 1932, fut arrêté en 1936 et mourut en prison en 1938. Marcel Pauker avait été secrétaire général du parti et on le disait l'un des meilleurs disciples de Rakovsky. Il fut accusé de collusion avec Zinoviev et liquidé en prison peu après le premier procès de Moscou. Ghiza Moscu avait eu de hautes responsabilités en Moldavie, mais avait été dénoncé depuis comme « nationaliste bourgeois ». Branko Lazitch mentionne Clara Schain, le Dr Rozvany, dirigeant communiste de Transylvanie, l'ouvrière Elena Filipovici, dirigeante des JC, une héroïne de tout le parti après une retentissante évasion. Sous le nom de Maria Ciobanu, elle était au secrétariat de la Comintern en 1935. Le Hongrois de Roumanie, Köblös, est du nombre.

Il faut citer également des dirigeants grecs réfugiés en URSS après des condamnations à la prison : Andronikos Khaitas, ancien secrétaire général, l'homme qui avait réussi la stalinisation du parti, arrêté et fusillé en Russie, ainsi que son bras droit Kostas Eftychiadis, Giorgios Kolozov, secrétaire général des JC, membre du CC du parti, ancien élève de la KUTV à Moscou, et Giorgios Douvas, secrétaire des JC, membre du BP du KKE et de l'exécutif de la KIM.

Les Finlandais étaient nombreux à s'être réfugiés en Russie après l'échec de leur révolution, et il ne semble pas qu'Otto Kuusinen les ait beaucoup protégés ! Comme les Hongrois, ils comptèrent de nombreuses victimes. Kullervo Manner, l'ancien dirigeant socialiste et président du Parlement au début de la révolution, fut condamné à dix ans de prison en 1935 et disparut ainsi que sa compagne, Hanna Malm, héroïne de la révolution et de la clandestinité. Ce fut également le cas des anciens dirigeants de la révolution, Edward Gylling, qui avait été ministre des Finances, Eero Haapalainen, ancien chef de la Garde rouge, de Mauno Heimo, ancien secrétaire de Zinoviev, qui avait été, au bureau d'organisation de la Comintern, son vrai « patron », de Gustaa Rovio, ancien chef de la milice d'Helsinki, arrêté en 1937, fusillé en 1938, de Jukka Lehtosaari, président du parti et délégué à l'exécutif, arrêté le 27 janvier 1938, au 20e anniversaire de la révolution finlandaise, d'Ejno Rakhia, un proche de Zinoviev, exclu depuis 1928. Dans ses Souvenirs, Arvo Tuominen évoque d'autres victimes, le juriste Eino Laaksovirta, le professeur rouge Vaïno Pukka, l'agent de la Comintern Niilo Virtanen, ancien instructeur au Canada, spécialiste de l'action clandestine, qui se rendit notamment en Allemagne après 1933,

39. Mikhaïl Panteleiev (et non Panteliev), « La terreur stalinienne en 1937-1938 ; les chiffres et les causes », *Communisme, Les Kominterniens II* n°s 40-41 1995 p. 37-52.

l'extraordinaire fabulateur – qui n'a jamais été chef de la Garde rouge – devenu directeur d'usine à Moscou Herki Kaljunen et Johannes Mäkinen, ancien représentant du parti à l'exécutif, fusillé comme sa femme Martha Moritz. Inkéri Lehtinen commit l'erreur d'avoir deux maris officiels mais échappa à la mort. Toivo Antikainen, Aimo Altonen survécurent grâce à la chance qu'ils eurent de se trouver en prison en Finlande, à l'abri des tueurs, au moment du massacre de leurs camarades.

Les Estoniens furent durement frappés En ce qui concerne le Parti communiste estonien (EKP), Jangowski et Kuuli, déjà cités, parlent de milliers de victimes, à commencer par Hans Pögelman, qui avait été délégué au 1er congrès de la Comintern et mis à l'écart en 1935, Rudolf Vakman, longtemps secrétaire du comité de parti de Revel (Tallinn), et Otto Rjästas. Ses épurateurs suivirent, Jan Anvelt, l'ancien bras droit de Zinoviev à la Comintern, tué par les coups que lui porte pendant huit heures le juge d'instruction Langfang. Son collaborateur Eduard Allas est exécuté, ainsi que sa compagne Alida, secrétaire technique. Le représentant de l'EKP à l'extérieur, Johannes Meerits (Leo Looring en URSS), rappelé à Moscou, refusa de s'y rendre, obtenant l'asile politique en Suède.

Tous les dirigeants lettons, après Knoring (Knorine) et Richard Mirring, deux importants dirigeants du PC d'Union soviétique, nés lettons, Jan Roudzoutak et Robert Eikhe, les autres Lettons furent exterminés, même le vétéran Robert Endrup, soixante-treize ans. C'est ainsi que furent arrêtés, après le responsable de la section lettone de la Comintern, Janis Kroumins, fusillé en 1938, Julijs Danichevskis et Janis Lencmanis, deux vieux bolcheviks, et, bien entendu Janis Berzins, déjà vu, Karl Ballod, Filip Milter, Minna Koher, employés à l'exécutif, ainsi que Robert Martynovitch Kirchenstein dit Prince, David Beika, qui revenait d'Espagne, et le tchékiste Reinhold Berzine, sans oublier Karlis Jansons qui, sous le nom de Charles Edward Scott, avait joué un rôle important en Amérique du Nord et au Japon, puis à la Profintern. Beika survécut.

Le Lituanien Alexa, dit Angaretis, épurateur des Yougoslaves sous le nom de Bradonia, tomba également à la fin. Les autres étaient tombés avant lui, comme Rafail Rasikas qui était vétéran de la social-démocratie lettonne et lituanienne, bolchevik en 1917. Les trois partis des pays Baltes n'avaient plus de direction. Même Mickiewicz-Kapuskas, mort en 1935 de mort naturelle, était accusé *post mortem* de « trotskysme ».

Togliatti a-t-il aussi protégé les Italiens ? G. Zaccaria a établi une liste de 200 communistes italiens morts en URSS dans les purges, mais surtout en camp et Aldo Agosti semble d'accord avec cette estimation. Dante Corneli[40] victime et rescapé, a donné beaucoup d'informations. Finalement, il y a eu une seule victime de premier plan, Edmundo Peluso, imprimeur devenu journaliste, qui parcourut l'Europe en révolution, adhéra au PCI, fut membre de sa direction et se réfugia en URSS, où il travailla dans l'appareil de la Comintern puis à l'Institut Marx Engels. Il mourut en 1942 au Goulag. Citons également l'ancien secrétaire de la fédération communiste de Rome, Vincenzo Baccalà, accusé d'avoir critiqué Staline à l'Interclub d'Odessa, arrêté et fusillé en 1937 après s'être vu refuser le droit d'aller se battre en Espagne, Ugo Citerio, arrêté, lui, à son retour d'Espagne, où il avait combattu l'interbrigadiste Premoli comme le tchékiste Lampredi, Giuseppe Rimola, représentant à Moscou des JC d'Italie, le héros des grèves turinoises Lino Mansergivi, tous deux militants responsables du Secours rouge international, arrêtés et disparus, Aldo Gorelli, ouvrier de Novare, ancien des jeunesses, délégué aux IIe et IIIe congrès de la Comintern, arrêté en 1936, mort à Kolyma Spriano parle de 104 réhabilitations, cite une vingtaine de ces cadres communistes condamnés par les tribunaux fascistes et morts dans les prisons d'Union soviétique où ils avaient cherché refuge. Dante

40. D. Corneli, *Persecutori e vittime*, p. 75.

Corneli, enfin, mentionne le triste sort de Francesco Misiano, que nous connaissons, mort au cours de l'enquête sur sa présence en 1934 à une réunion d'anciens JC – dont Chatskine et Faivilovitch[41] –, que le NKVD rattacha à la préparation de l'assassinat de Kirov.

Une autre victime célèbre des purges est l'un des pionniers du communisme en Autriche, Franz Koritschoner, en contact avec Lénine pendant la guerre, dirigeant du PC autrichien, arrêté en 1937 à Moscou et livré à Hitler avec d'autres détenus en 1940[42], mort en 1941. Ont également péri les Autrichiens Malka Schott, dite Hertha Müller, membre du CC, et Otto Steindrück, déjà cité avec les Allemands, l'ancien officier impérial devenu spécialiste des renseignements.

Les communistes suisses ont eu leur part de victimes dans la mesure où ils avaient fourni nombre de collaborateurs à la Comintern. En dehors de Fritz Platten, évidemment, il faut mentionner Lydia Dübi, installée en URSS en 1924, élève de l'École Lénine, puis chargée du poste de l'OMS à Paris à partir de 1932. Elle fut rappelée en 1937, accusée de liens avec les « conciliateurs » et fusillée. Bertha Zimmermann, venue très jeune à Moscou, longtemps mariée à Fritz Platten, ayant aussi des responsabilités dans l'OMS, fut arrêtée en 1937, condamnée à mort et fusillée. Peter Huber ajoute à ces noms celui de l'aviateur, commandant de l'Armée rouge, Ernst Schacht, rappelé d'Espagne et fusillé en 1937 avec toute sa famille[43]. La discussion est ouverte pour d'autres.

La presque totalité des militants juifs ayant milité dans le PC palestinien sont parmi les victimes. Nahoum Leschchinski, venu de Russie en 1920, représentant de la Comintern en Égypte en 1931, fut arrêté en 1936. Yéhel Kossior, qui milita également en Égypte, Wolf Auerbukh, dirigeant du PCP de 1923 à 1929, Yeshaia Darfel, Moishé Kupermann, responsable de la sécurité du PCP de 1924 à 1929, Eliha Tepper, « Élie le Russe », actif dans le soutien de la révolte druze-syrienne en 1925-1926, un des dirigeants du PC de Syrie et du Liban, ont connu le même sort.

Il faut ajouter à cette longue liste, le nom d'un citoyen d'un pays démocratique, mais petit, Arne Münch-Pedersen, délégué auprès de l'exécutif. Arrêté, il mourut en prison avant d'avoir été jugé. Furent également exécuter le couple Freund, pionniers du PC portugais.

Le Mexicain Evelio Vadillo, enseignant, JC du temps de Mella, ancien déporté aux Islas Marias, membre du PC et organisateur des attaques physiques contre les trotskystes, est allé en URSS et y a disparu.

Contrairement à ce qui a été écrit, le Chinois Guo Shaotang, qui représentait le PCC à l'exécutif et appartenait sans doute aux « services », n'a pas péri avec des dizaines de trotskystes chinois, et Sacha Pantsov a pu l'interroger pour son travail de thèse. Liu Shaoqi fut, raconte-t-on, sauvé d'extrême justesse, sorti de prison par Dimitrov. Wang raconte que trois vétérans du PC chinois, Yu Xiusong, Dong Yixiang et Zhou Dawen, suspects de « sympathies trotskystes », furent arrêtés en Chine dans le Xinshiang, amenés en URSS par Wang Ming en 1937, et qu'ils y furent fusillés en 1938. Il semble qu'ils avaient été une première fois frappés par la répression au temps où ils étaient à l'École Lénine, lors de l'épuration de sa directrice, Kirsanova. Ils avaient alors été exilés en Sibérie.

Les Indiens Virendranath Chattopadhyahya, Abani Mukherjee, G.A.K. Luhani, déjà mentionnés, perdirent la vie en URSS. Tous les communistes coréens furent arrêtés et beaucoup exécutés. Et les Turcs, Salih Hacioglu en tête.

Le communiste iranien Sultanzadé, l'ancien leader du PC, fut fusillé en 1938.

41. *Ibidem.*
42. H. Sehr Franck (cf. 41).
43. Cf. 42.

Un auteur compétent cite « l'Anglais Charles Johnson », dont nous ne connaîtrions rien, s'il ne s'agissait plus probablement de Charles E. Scott, qui se fit aussi appeler ainsi, et dont le véritable nom était Karlis Jansons, cité plus haut. En revanche, parmi les victimes se trouve Rosa Cohen, d'origine polonaise, anglaise, mariée, il est vrai, à Petrovsky Bennett.

Citons pour finir un homme qu'on crut longtemps exécuté, qu'on ne sait à quel parti rattacher et qui fut vraiment au sens propre du terme l'un des chefs militaires de la Comintern, Manfred Stern, combattant de 1921 et conspirateur de 1923 en Allemagne, un des plus populaires des chefs des Brigades internationales sous le nom de général Kléber, dont nous savons maintenant qu'il était un critique de gauche de la politique de front populaire, mais qu'il n'est pas mort au Goulag, où il a pourtant passé des années.

LES ASSASSINS EN LIBERTÉ

Le massacre en série n'a été possible que parce qu'en URSS les homme visés se trouvaient dans le piège, incapables de s'échapper ou de se cacher. Ailleurs, il fallait les traquer. Les crimes commis dans ces conditions ont été niés effrontément, avec souvent des tentatives de les rejeter sur d'autres. On ne sait plus aujourd'hui que l'assassinat de Trotsky, pourtant supervisé directement par le NKVD, fut en son temps attribué par la presse aux ordres de Staline à un « trotskyste repenti », et que l'assassin portait sur lui une lettre destinée à accréditer cette version. Nous ne parlerons pas de l'assassinat de Lev Davidovitch Trotsky, maintenant bien connu. Rappelons seulement que les responsables de la Comintern, au premier chef Earl Browder, mobilisèrent le parti mexicain pour l'aligner sur la politique du crime, et que le futur assassin avait eu pour cornac, *via* un autre dirigeant du CPUS, Louis Budenz, une dénommée Gertrude, dont on sait aujourd'hui qu'elle était l'épouse d'un dirigeant du PC vénézuélien et prenait ses journées de repos en France chez deux agents des mêmes services, par ailleurs membres de la 15e section de la SFIO, le couple Béranger. Nous ne parlerons pas plus de la mort de son fils Lev Lvovitch Sedov – surveillé depuis des années par l'agent Zborowski –, dont les tueurs d'Iagoda et Ejov se disputèrent la responsabilité, les agents du second torturant ceux du premier pour leur faire « avouer » qu'ils ne l'avaient *pas* tué ! Bien qu'il soit maintenant établi que l'ancien dirigeant du PC d'I Pietro Tresso a été assassiné en 1943 dans un maquis FTP commandé par un communiste italien membre des services, Giovanni Sosso, on ne sait pas encore quel « grand dirigeant du PCI et de la Comintern », couvert ensuite par Togliatti, en a donné l'ordre[44]. Les États-Unis n'ont pas été épargnés, et ce qu'on a appelé « l'affaire Robinson-Rubens » a commencé par l'enlèvement et la disparition définitive d'une femme qui cherchait à rompre, enseignante connue, ancienne membre du CPUSA et collaboratrice des services, Juliet Stuart Poyntz, ancienne membre de la direction, déléguée au VIe congrès, une affaire sur laquelle le mystère est resté entier[45].

Nous avons déjà parlé de l'assassinat d'Andrés Nin par les hommes d'Orlov et mentionné les nombreux assassinats de militants, espagnols ou étrangers, dans le cours de la guerre d'Espagne par les mêmes tueurs professionnels. Les assassinats de volontaires venus combattre en Espagne ont été nombreux. Apôlonio de Carvalho, homme de confiance de Moscou à l'époque, évoquait très récemment en le déplorant celui d'Alberto Bomilcar Besouchet, ancien lieutenant de l'armée brésilienne, membre du PCB gagné à l'opposition de gauche. Selon des informations parues au Brésil, il s'était couvert de gloire sur le front de Guadalajara et, promu colonel, avait été affecté à l'état-major du général Miaja. Il disparaît ensuite sans laisser de trace. L'assassinat ne fait aucun doute. Ce livre était presque

44. P. Broué et R. Vacheron, avec la collaboration d'A. Dugrand, *Meurtres au maquis*.
45. P. Broué, « L'affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, 1979, p. 151-202, ici p. 160-164.

achevé quand le chercheur Dainis Karepovs nous a fait part de ses découvertes dans les copies de Rio des archives de Moscou : Besouchet serait mort au moment des Journées de Mai 1937 à Barcelone. Une correspondance à son sujet ne laisse guère de doute : Tina Modotti, la compagne de Vidali, renseigne sur lui Martins, en route pour Moscou : il est traqué. Un autre meurtre a été complètement élucidé aujourd'hui par l'historien suisse Peter Huber, celui de l'agent des services Ludwig, de son vrai nom Nathan Poretski, qu'on connaît – le cas est rare – seulement après sa mort sous le nom d'Ignace Reiss[46], un combattant professionnel de l'ombre que nous avons aperçu en 1923 en Saxe et qui organisa les premiers achats et acheminements d'armes pour l'Espagne. Il avait claqué la porte après le deuxième procès de Moscou et annoncé qu'il rejoignait la IVe Internationale. Désormais filé en permanence par les auxiliaires des tueurs, il fut attiré dans un guet-apens en Suisse, assassiné par une équipe de tueurs dont le chef, Michel Strange, était jusqu'alors inconnu. Notons pour l'ironie de l'histoire que l'ex-communiste allemande qui l'avait attiré dans le guet-apens, Gertrud Schildbach, arrêtée en 1938 et condamnée en 1940, est morte au Goulag, tandis que Sergéi Efron, un des chefs de la bande, ancien officier blanc et mari de la poétesse Marina Tsviétaiéva, fut exécuté en URSS, où il avait cherché refuge, et que sa femme se pendit. Enfin, Soudoplatov a cyniquement donné des détails sur l'assassinat d'un collaborateur de Trotsky, l'Allemand Rudolf Klement, piégé par le Lituanien Taubman et assassiné par Korotkov et un ancien officier turc.

Il reste aussi le mystère de la mort de Willi Münzenberg en 1940, en France, où il s'était réfugié. Il était pratiquement au centre de toutes les questions posées aux détenus de l'affaire Piatnitsky et de tous les aveux qu'on a essayé d'extorquer à tant d'hommes et de femmes. C'est évidemment en toute connaissance de cause qu'il a refusé de déférer à la convocation à Moscou que Staline avait demandé à Dimitrov de lui envoyer le 11 novembre 1937. Des bruits persistants attribuent aussi le massacre par la police du groupe communiste iranien du Dr Taqi (ou Taghi) Arani, en 1938, à une dénonciation d'un Iranien des services soviétiques, Abdussamad Kambakhsh, infiltré dans ses rangs : Arani était lié à des dirigeants exclus pour leur opposition « gauchiste » à la ligne de front populaire.

A ceux qui pourraient douter de la persévérance de Staline dans la pratique de l'assassinat, rappelons simplement que la presse soviétique a révélé à l'époque de la *perestroïka* que le long bras des services avait assassiné sans bavures à Munich en 1953 le Tchécoslovaque Wolfgang V. Salus, dont le crime était d'avoir en 1927 rejoint l'Opposition de gauche dans son pays, rencontré Trotsky et partagé son combat. La mort de Salus, quelques semaines après celle de Staline, passa pour une mort naturelle. Mais le compte rendu du crime, adressé à ses successeurs, se trouve dans les archives et a été publié par les soins de Natalia Gevorkian.

LES INTERROGATOIRES PAR LE NKVD[47]

Les interrogatoires du NKVD apportent quelques éléments. D'abord, on y trouve une confirmation importante par Béla Kun de son opposition à la ligne à partir de 1932 et

46. Comme si la vérité historique était facile à trouver, Daniel Kunzi, dans un téléfilm, rebaptise Nathan Poretski, celui qu'on a nommé après sa mort Ignace Reiss, et l'appelle Ludwig Reiss, une double absurdité, un prénom qui était un pseudonyme et un nom qu'il ne porta jamais et qui est inséparable du prénom d'Ignace. Il lui donne ainsi une enfance et même toute une biographie. Aucun avertissement amical ne l'a détourné de persévérer dans ce choix indéfendable. Sans doute pense-t-il qu'un auteur de film présenté comme historique peut à son gré déformer, voire changer les noms de ses personnages. Ce serait en somme un droit régalien, « le droit de l'auteur » ?

47. Nous faisons référence ici aux copies reçues par la poste et dont nous avons vérifié l'authenticité. Nous en connaissons les références, mais ne les citons pas car elles n'ont pas servi dans notre recherche. On trouvera certains de ces textes dans *The International Newsletter*, n° 7-8, 1996.

d'un « bloc » qu'il aurait conclu alors avec Leński et Heinz Neumann. C'est plausible : Trotsky avait remarqué une intervention critique de Lenski au XII[e] plénum. A.L. Abramov énumère les conspirateurs, nomme Piatnitsky, Knorine, Béla Kun, Krajewski : avec Piatnitsky, il y a Boris Vassiliev, Mike Grollman, Niilo Virtanen, Boris Idelson ; avec Knorine, Grigori Smoliansky et Andréi Karolski ; avec Béla Kun, Heinrich Süsskind. Selon lui, Magyar a fait des voyages à Paris, Mirring à Londres, Henrykowski à Oslo pour rencontrer Trotsky ou des trotskystes. Abramov mentionne une petite conspiration pour que Pollitt prenne la parole contre Dimitrov au VII[e] congrès. Eberlein, qui parle aussi de cette période, mentionne la participation de Harry Pollitt avant le VII[e] congrès et de Münzenberg, qu'il lie à Erich Wollenberg. Ludwig Magyar, qui travaillait au secrétariat de la Comintern, est arrêté en 1934, après l'assassinat de Kirov. Le 29 décembre, il dénonce les gens de l'appareil de la Comintern qui, selon les enquêteurs, appartiennent à « l'organisation zinoviéviste » : ce sont Smoliansky, Mirring, Béla Kun, Gerhardt (Eisler), Süsskind, Rylski, Kirsanova, Choubine, Iavlonsky, Lorenz, Pavel Mif et Stepanov. Les enquêteurs ont « ratissé large ». L'affaire n'est reprise qu'en mai 1937, au moment où on se prépare à frapper les droitiers à travers le procès Boukharine. Il semble que les gens du NKVD cherchaient plutôt à organiser un procès de la Comintern. Les premiers arrêtés sont Béla Kun, Abramov, Smoliansky, Tchernomordik, Melnikov. Knorine, apparemment très coopératif, mais dont tout le monde sait qu'il a été sauvagement torturé, a expliqué le 1[er] juin 1937 aux enquêteurs l'organigramme des liaisons du groupe dirigé selon lui par Béla Kun, Vassiliev et Kostanian. Piatnitsky y était chargé de la liaison avec Boukharine, Kostanian avec Lominadze, Magyar avec Zinoviev et Abramov avec Trotsky.

Les choses vont se précipiter avec l'intervention de Piatnitsky au comité central de juin. La plupart des gens mis en cause sont arrêtés entre juin et août. Nous n'avons de compte rendu d'interrogatoire de Béla Kun qu'en décembre 1937 et d'Eberlein qu'en août 1939. Ces gens ont résisté plus longtemps que les autres. Parmi les gens dénoncés à notre connaissance pour la première fois dans cette affaire à la fois ancienne et nouvelle, citons, en mai, Abramov et deux courriers de l'OMS, les frères Feyerherd, Fritz Keller et Pavlov ; en juin, Sauerland, Alfred Kurella, Paul Dietrich, Karl Brückmann, dénoncés par Knorine ; en juillet, Georg Samueli, c'est-à-dire Manouilsky lui-même, le guépéoutiste de la Comintern, le hongrois Laszlo Pollasczek, les frères Krejcsi, hongrois aussi, courriers de l'OMS, dénoncés par Magyar. En août, Krajewski donne les noms de pratiquement tous les fonctionnaires du centre de la Comintern, mais aussi d'hommes de l'appareil militaire allemand, Kippenberger, Otto Bulian, Leo Roth, du secrétaire de Thälmann, Werner Hirsch, et de « Max Richter », présenté comme un des conspirateurs les plus actifs (il s'agit de Hermann Schubert). En septembre, Smoliansky nomme encore des Allemands, Hans Knodt, du département des organisations de masse, Heinrich Meyer (Most), du secrétariat de la Comintern, l'ancien collaborateur de Thälmann Ernst Birkenhauer. En décembre, Béla Kun ajoute à la liste Gyula Alpari, qui n'est pas à Moscou, Garai, *alias* Karl Kurchner ou Kürschner, Kreps, le responsable des éditions, Erich Wendt, Martha Moritz, qui représentait la Finlande à l'extérieur. Eberlein n'a plus personne à dénoncer quand il cède et donne des noms de gens déjà dénoncés, voire exécutés. Des années plus tard, trop épuisé pour supporter un transport, il est abattu par ses gardes. Reinhard Müller a publié côte à côte – et c'est bouleversant – ses aveux et une lettre qu'il a fait parvenir à sa compagne, lui disant ce qui se passe réellement[48]. Remarquons tout de même que cette conspiration – la seconde – a pour seule raison d'être de réunir des noms pour envoyer des gens à la mort.

48. R. Müller, « Der Fall des Anti-Komintern Blocks : ein vierter Moskau Schauprozesses ? », *Jhk*, 1996.

UN EFFROYABLE BILAN

Bien des auteurs ont repris à propos du massacre des survivants de la Comintern en URSS la fameuse expression suivant laquelle « la révolution dévore ses enfants ». Cette intéressante formule n'est pas à sa place ici. En 1937, Staline n'était pas la révolution, et ceux qu'il « dévorait » n'étaient pas ses enfants mais les tristes débris de ce qui restait de ses pairs. Que le « complot » de Béla Kun et de ses camarades de travail ait été une affaire sérieuse ou l'un de ces « complots » d'après-boire dont il existe tant d'exemples dans la Russie stalinienne, il révélait une opposition à Staline que celui-ci ne pardonnait jamais : intention faisait crime, comme le montre le sort de Piatnitsky, exécuté pour avoir voté « contre » au CC. Nous avons, au cours de nos recherches[49], démontré de façon irréfutable, nous semble-t-il, que le premier procès de Moscou résultait de la volonté de Staline d'exterminer les gens qui avaient constitué contre lui le « bloc des oppositions », ce que symbolisait la présence côte à côte dans le box des accusés de Zinoviev et d'Ivan Nikititch Smirnov, l'homme du bloc. Au cours du plénum de juin, dans l'échange menaçant qui suit l'intervention de Piatnitsky, Ejov, comme Staline dans le fameux télégramme de Sotchi, qui sonna en 1936 le glas pour Iagoda, parle des quatre années de retard du NKVD. C'est très clair : ce sont les comptes de 1932 que Staline règle en 1937. Le compte des Russes de l'exécutif de la Comintern comme celui de Béla Kun. Le compte de Toukhatchevsky comme celui de Boukharine.

Staline a suivi de très près ce massacre qu'il avait ordonné. Le 11 février 1937, il assure à Dimitrov : « Vous tous, dans la Comintern, vous travaillez la main dans la main avec l'ennemi. » Et Ejov d'assurer que les plus grands espions ont fait leur nid dans la Comintern. Le 7 novembre 1937 – c'est le 20e anniversaire de la révolution –, Staline confie à Dimitrov qu'il ne faut pas aller trop vite pour faire connaître l'activité contre-révolutionnaire qui vient d'être démasquée. Il précise : « Knorine est polonais et espion allemand (depuis longtemps et jusque récemment). Piatnitsky est trotskyste. Ils le disent tous (entre autres Knorine). Kun s'est allié aux trotskystes contre le parti. Il est très vraisemblable qu'il est aussi engagé dans l'espionnage[50]. » La Comintern, pour lui, c'est une petite clique nuisible, une boutique *(lavotchka)*. Avec la collaboration de la commission des cadres de la Comintern, on la liquide en lâchant les chiens d'Ejov. Et ceux-ci procèdent comme ils en ont l'habitude : menaces, coups, chantage sur la vie des proches. Leur tour viendra, couvrant les traces. D'aveux en aveux, on constitue une chaîne à laquelle on rive nouveaux suspects et nouveaux « coupables », nouvelles victimes de toute façon. C'est le système bureaucratique qui le commande, c'est lui qui donne cet aspect de démence que revêt la répression. Ce n'est pas Staline qui est dément. Lui, c'est le tyran qui défend son pouvoir. Comme il peut, quand il peut. Le « complot » des gens de la Comintern contre lui n'était qu'un des aspects du mécontentement général qui avait gagné le parti et qui secouait maintenant en 1932 la bureaucratie et ses couches dirigeantes elles-mêmes[51].

Revenu à Moscou plus tard dans la même année 1932, Günter Reimann a trouvé fanées les fleurs printanières, une atmosphère sombre de pessimisme qui l'a conduit, après sa dernière visite dans les bureaux de la Comintern, à la conclusion que ses amis avaient déjà perdu leur dernière chance de se « libérer » de la bureaucratie du parti, et, du même coup, de la menace hitlérienne. Admettons que Staline et Ejov avaient raison quand ils assuraient

49. P. Broué, « Trotsky et le bloc des oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 5, 1980, p. 6-37.
50. Citation par Firtsov du *Journal de Dimitrov*, reprise par Reinhard Müller.
51. Voir B.A. Starkov, « The Trial that was not held », *Europe Asia Studies*, 46 (1994), p. 1297-1316.

que leurs services de sécurité, leur police politique, avait des années, quatre ou cinq, de retard par rapport à l'activité des hommes qu'ils frappèrent en 1937. C'est possible. Comme il est également possible que les chefs du NKVD se soient contentés pendant ces années de garder un œil sur des gens suffisamment importants dans le régime pour leur inspirer quelque prudence et qui, après tout, se contentaient de grogner et de « comploter » autour d'une « tasse de thé » – et que Staline leur ait imputé cette prudence à crime.

Il reste à savoir pourquoi il a frappé aussi fort des hommes qui ne semblaient pas en mesure de le menacer désormais sérieusement. Nous avons personnellement entendu en privé un élément d'une explication possible dans la bouche d'un ancien du NKVD, longtemps interprète de Staline, Valentin Berejkov, dans le cours d'un colloque à Thionville. Il arrivait, selon lui, à Staline de se laisser aller à des confidences. Il lui aurait dit un jour – mais Berejkov ne le répète pas dans ses Mémoires – qu'il avait beaucoup appris d'Hitler. En particulier, ce dernier lui avait montré la seule façon efficace de régler le compte d'une opposition et des opposants, en lui donnant l'exemple, évidemment frappant, de la Nuit des longs couteaux et du massacre d'Ernst Röhm et des chefs des SA qui « complotaient » contre lui. Pour les hommes et les femmes de la Comintern en Union soviétique, les années 1937 et 1938, grâce à Staline et en partie donc grâce à Hitler, furent en effet une longue, très longue « nuit des longs couteaux ». On a découvert récemment que bien des dossiers avaient été préparés au NKVD contre des responsables de la Comintern, en prévision d'un éventuel procès dont le scénario fut remanié au moins trois fois : Dimitrov lui-même, mais aussi Manouilsky, Walter (Tito), Togliatti, Jacques Duclos, Harry Pollitt, Šmeral, Zapotocky, Pieck et Ulbricht, Mao Zedong, Zhu De, Zhou Enlai, Liu Shaoqi. Il ne semble pas exclu qu'on ait sérieusement préparé pour Staline les moyens de liquider rapidement, en quelque sorte à volonté, tous les dirigeants et le personnel de la Comintern.

Mais que restait-il, pendant et après cette tragédie, de l'ambitieuse Internationale communiste fondée en 1919 pour conduire à la victoire la révolution prolétarienne mondiale ? La question se posait déjà après le VIIe congrès. Pas seulement à l'historien : nous avons vu qu'Igor Piatnitsky y fait allusion dans ses notes aux souvenirs poignants de sa mère. Elle s'impose. C'est en effet l'histoire d'un service policier soviétique couvert des défroques d'un cadavre – la Comintern – auquel il a dérobé ses papiers d'identité que nous retraçons maintenant, avec le désagréable sentiment d'avoir changé de sujet, en quelque sorte déraillé en cours de route. Et c'est pourtant à ce moment-là que des jeunes femmes et des jeunes hommes, en France, en Espagne, aux États-Unis, entrent en communisme avec une foi aveugle, à l'époque du Front populaire.

Ce chapitre était terminé quand nous avons pris connaissance de deux articles importants, l'un de Boris Starkov, l'autre de Reinhard Müller. C'est le grand mérite de Boris Starkov d'avoir décelé les lignes qui, au milieu d'une masse d'arrestations, vont vers un procès des gens de la Comintern. Reinhard Müller lui aussi a eu le privilège d'accéder à certains documents des archives du KGB. On ne peut cependant que regretter plus encore que, même avec des guillemets, il contribue à entretenir la confusion en titrant sur le « bloc anti-Comintern », c'est-à-dire le vocable par lequel Staline avait décidé de désigner ces victimes. Car, en vérité, s'il y a une opération anti-Comintern, elle est le fait de Staline. Le seul bloc anti-Comintern de l'époque est celui qui va d'Hitler à Franco en passant par Mussolini et Roosevelt, c'est-à-dire les gouvernements, les moyens d'information, la presse et la radio qui ont aidé Staline à accréditer sa thèse et à discréditer ses adversaires – un phénomène sans doute unique dans l'histoire mondiale puisqu'ils l'ont tous appuyé dans cette besogne tout en jurant qu'il était leur ennemi. Finalement, parti pris – mais alors pourquoi diable ? – ou ignorance, aucun de ces deux auteurs ne semble accepter de seulement tenir compte de l'existence de ce bloc des opppositions russes, que nous avons

découvert et expliqué voilà plus de quinze ans. Sa conclusion en 1932 donne évidemment à cette affaire une tout autre dimension. Tant qu'ils ne consentiront pas à admettre une découverte qui n'est pas leur fait, ces auteurs et d'autres seront condamnés à exprimer une vision partielle ou partiale des développements et des faits.

CHAPITRE XXXIII

Étrange interlude

Le pacte de non-agression germano-soviétique fut l'un des événements capitaux de l'histoire européenne dans la première moitié du siècle. Il a été l'occasion de beaucoup de polémiques, pas toujours sérieuses du point de vue historique, parce que avant tout inspirées par la volonté d'identifier nazisme et communisme, conformément à cette pensée unique qui est aujourd'hui en train de tenter d'investir le domaine des historiens.

UNE SURPRISE QUI S'ÉCLAIRE

Ce pacte ne fut pas vraiment une surprise pour les spécialistes et les politiques sérieux. Mais il en fut une pour les opinions publiques du monde entier, celles des « démocraties » comme celles des « dictatures », qui n'y avaient pas été préparées. Il fut l'un des coups qui annonçaient la guerre. Il fut celui du tonnerre annonçant « l'orage » dont parla Gabriel Péri dans une brochure clandestine, une épouvantable tempête en tout cas pour tous les membres et sympathisants des organisations de la Comintern à travers le monde. Il ne s'agit donc pas pour nous ici de nous concentrer sur les réactions qu'il y provoqua, base et sommet, partis et exécutif. La question a été singulièrement éclaircie récemment non seulement par la publication de documents des archives de Moscou, notamment par l'équipe de chercheurs français autour de *Communisme*, mais aussi et surtout par les chercheurs bulgares et russes exploitant les fonds emportés par Dimitrov lors de son retour au pays et déposés dans les archives du PC bulgare à Sofia. Il en est sorti une vue assez nouvelle et en tout cas infiniment plus précise que la conception traditionnelle, celle que résume à grands traits Firtsov[1], comme l'apport très neuf de Dimitar Sirkov dans sa récente étude sur la politique de la Comintern à la veille et au début de la Seconde Guerre mondiale[2].

1. Voir essentiellement F.I. Firtsov, « Stalin i Kommounistitcheskii Internacional », *Istoriia i stalinizm*, p. 131-199.
2. D. Sirkov, « On the Policy of the Communist International on the Eve and at the Beginning of World War II », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung (JhK)*, 1995, p. 52-62.

LE PACTE GERMANO-RUSSE

Au lendemain de l'accord de Munich, qui annonçait le dépècement de la Tchécoslovaquie, Manouilsky, l'un des « grands » de la Comintern, se laissait aller auprès du jeune Autrichien Ernst Fischer, venu à Moscou sous le nom de Peter Wieden, jeune et brillante recrue issue des Jeunesses socialistes autrichiennes, en lui expliquant :

> La classe ouvrière allemande ne s'est pas soulevée contre Hitler. Les *Schutzbündler* autrichiens se sont battus en 1934, mais en 1938 l'Autriche a capitulé sans combat. Et c'est sans combat que la Tchécoslovaquie vient de capituler. La guerre d'Espagne touche à sa fin. Le Front populaire commence à s'effondrer. L'Union soviétique va se trouver seule, devra mener seule la guerre contre Hitler qu'appuient tous les gouvernements d'Europe, une guerre désespérée, une guerre qui dépasse l'imagination [3].

Il y a du vrai dans ce tissu de mensonges, même si les larmes de Manouilsky, homme fort intelligent, rappellent celles des camarades crocodiles. Car il savait très bien, quant à lui, pourquoi les ouvriers allemands n'avaient pas pu se soulever contre Hitler et pourquoi la guerre d'Espagne touchait à sa fin dans les conditions que l'on sait. Mais beaucoup d'hommes et de femmes ressentirent les choses ainsi et ce discours leur fit accepter la gorge serrée et la rage au cœur le traité entre Hitler et Staline.

Bien que de nombreux auteurs fassent le silence sur cet épisode, on sait que Trotsky, au moment du discours prononcé par Staline le 10 mars 1939 devant le Xe congrès du parti russe, avait démontré sans contestation possible que le dirigeant soviétique venait d'ouvrir la voie à la possibilité d'une alliance de l'URSS avec l'Allemagne hitlérienne [4]. Il y avait en effet mis en garde « les fauteurs de guerre » qui ont l'habitude que d'autres tirent pour eux les marrons du feu, un avertissement clairement destiné à la Grande-Bretagne et à la France. La presse mondiale, en tout cas, n'y accorda alors aucune attention, et il est donc tout à fait normal que, malgré cet avertissement et sa confirmation par Molotov, les peuples du monde aient été surpris, parfois littéralement choqués, à la nouvelle de la signature du pacte. Dimitar Sirkov, lui, s'est posé la question de savoir quel était l'état de cette question du côté des dirigeants de la Comintern. Il relève d'abord que la moisson est maigre en ce qui concerne le *Journal* de Dimitrov, qui ne semble pas avoir relevé d'indication spéciale en dehors de l'affirmation de Molotov, le 28 mai, que l'URSS poursuivrait sa ligne de souveraineté même si elle signait un accord avec les Occidentaux. Mais il relève aussi que plusieurs quotidiens communistes du 22 août laissent entendre qu'un tel accord est possible. Étaient-ils informés d'avance ? On a seulement la certitude que Klement Gottwald, lui, l'était depuis la veille, comme l'a montré une conversation qu'il eut avec Ernst Fischer.

COUP DE TONNERRE

C'est probablement en fin d'après-midi ou en soirée, le 22 août, que le secrétariat de l'exécutif s'est réuni avec à l'ordre du jour un seul point, la question de « la campagne antisoviétique concernant les négociations entre l'URSS et l'Allemagne ». Étaient présents Dimitrov, Gottwald, Kuusinen, Manouilsky, Marty et Florin. Une résolution en sept points y fut adoptée. Elle accusait les Franco-Britanniques de freiner les négociations et de retarder un accord, et exprimait le souhait que ce pacte oblige les Occidentaux à passer

3. E. Fischer, *Le Grand Rêve socialiste*, p. 383.

4. Dans Trotsky, *Œuvres*, t. XX, on trouve sur ce thème, à la date du 6 mars 1939, l'article « Hitler et Staline », p. 205-209, et à la date du 11, après le discours, « La capitulation de Staline », p. 251-255.

à la conclusion d'un traité avec les Soviétiques. Le texte se terminait par un appel enflammé à renforcer la lutte contre les agresseurs, particulièrement le nazisme allemand. C'est ce que disait la presse communiste d'Europe les 23 et 24 août 1939.

On sait que le ministre allemand des Affaires étangères, Joachim von Ribbentrop, arriva à Moscou le 23, que la nouvelle fut immédiatement diffusée et l'accord signé le 24 août. La plupart des commentaires des partis communistes européens insistent sur le fait qu'il s'agit de la part « des fascistes » d'un signe de faiblesse, et que le traité leur porte un coup très rude. Les PC s'en tenaient donc encore à leur antifascisme de la période précédente. Ils allaient être forcés d'en changer par l'action conjuguée des gouvernements occidentaux et des dirigeants soviétiques. La première réaction de la majorité des partis avait été de saluer un « pacte de paix ». Pour eux, le geste s'insérait dans la politique antifasciste. Pierre-Laurent Darnar, dans *L'Humanité*, continuait à « appeler la Nation française contre l'agresseur hitlérien », et Louis Aragon, dans *Ce Soir*, titrait : « Tous contre l'agresseur ! » Devant le groupe parlementaire, le 25 août, Maurice Thorez affirmait : « En agissant ainsi, l'URSS a mis en échec le plan de Munich. Mais si Hitler, malgré tout, déclenche la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays, la liberté et l'indépendance des peuples [5]. »

En fait, les choses n'allaient pas toutes seules. C'est sans doute vers le 20 septembre que Raymond Guyot arriva de Moscou. Membre de l'exécutif de la Comintern, secrétaire du « département spécial » du WEB, le secrétaire de la KIM est à la fois un grand personnage et un haut fonctionnaire zélé. De même qu'il avait été employé à corriger « erreurs » et « faiblesses » de Marty face à la révolution espagnole en 1936, il l'a probablement été ici aussi à redresser, malgré ses démentis ultérieurs [6], c'est-à-dire à contraindre le PCF à renoncer à poursuivre sur la ligne antifasciste. En dernière analyse, pourtant, c'est tout bêtement le gouvernement Daladier qui, en déclenchant la répression, allait trancher dans le sens de l'alignement du PCF sur Moscou. *L'Humanité* était suspendue le 26 août. Le 1er septembre, la Wehrmacht envahissait la Pologne. Le 3, la France et la Grande-Bretagne déclaraient la guerre à l'Allemagne. Bientôt le PC franchissait le Rubicon avec la décision de Maurice Thorez de déserter pour « reprendre son poste à la tête du parti » – directive pressante de la Comintern –, c'est-à-dire qu'il passa en Belgique et y prit un avion pour Copenhague avec correspondance pour Moscou, puis s'installa dans une datcha de Kountsevo sous le nom d'Ivanov.

À BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !

On pouvait à bon droit s'inquiéter de ce qu'allaient être les réactions dans les partis communistes à cette alliance avec le démon. André Marty, qui était à Moscou, essaya d'en parler à Staline et se fit envoyer sur les roses : Staline ne s'occupait pas de ces contingences-là, c'était très précisément à des gens comme André Marty de faire en sorte que le PCF ne plie pas. Dans l'ensemble, les PC tinrent bon. Le CPGB déclarait le 1er septembre qu'il voulait la lutte contre Hitler, mais exigerait pour cela le départ de Chamberlain. Le secrétariat de la Comintern, le même jour, avait donné son approbation pour cette position au secrétaire du parti britannique Harry Pollitt. Toujours le 1er septembre, il télégraphia à Maurice Thorez que le PCF ne devait en aucun cas soutenir inconditionnellement le gouvernement Daladier-Bonnet car il fallait, pour mener la lutte

5. *L'Humanité*, 26 août 1937. Ce numéro fut saisi.
6. *Cf.* son interview aux *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 5, oct-nov. 1973, p. 68-69. Mais des notes de Thorez publiées ultérieurement dans la même revue parlent de claires instructions apportées par lui.

contre Hitler, un gouvernement qui n'ait pas les mains tachées par la répression anti-ouvrière. Le secrétariat de la Comintern chargea alors une commission formée de Dimitrov, Manouilsky et Kuusinen de rédiger un texte faisant le point de la situation et des tâches des partis.

Pendant qu'elle était au travail, le 7 septembre, Dimitrov fut convoqué et reçu par Staline, flanqué de Molotov et Jdanov. Dimitar Sirkov donne dans son étude un résumé de l'intervention de Staline fait d'après les notes de Dimitrov conservées dans ses papiers :

> La guerre était entre deux groupes de pays capitalistes pour un nouveau partage du monde, pour la domination mondiale. Nous n'avons rien contre ça, qu'ils se battent entre eux et s'épuisent mutuellement. Nous avons le champ pour manœuvrer, en appuyer un pour qu'ils se battent plus fort. Le pacte germano-soviétique, dans une certaine mesure, était profitable pour le moment à l'Allemagne ; à la dernière minute, on pourrait pousser les autres... Aujourd'hui la Pologne est un État fasciste qui opprime les Ukrainiens, les Biélorusses et autres. Sa destruction dans les conditions actuelles, ce serait un État fasciste de moins. Qu'est-ce qui n'irait pas si, en résultat de la défaite de la Pologne, nous étendions le système socialiste à d'autres territoires et populations ? Pour la tactique politique de l'Internationale communiste et des partis, ce qui importe, c'est ce qui suit. Avant la guerre, il était juste d'opposer les régimes démocratiques et le fascisme, mais après que la guerre a éclaté, ce n'est plus correct. La division des États capitalistes entre démocratiques et fascistes a perdu sa signification antérieure. Le front populaire uni a été fondé pour améliorer la situation des esclaves sous le régime capitaliste, tandis que, dans les conditions de la guerre, c'est l'abolition de l'esclavage qui est en question. Soutenir le front populaire, l'unité de la nation, aujourd'hui, c'est retomber sur des positions bourgeoises. Il faut suspendre ce mot d'ordre sur le front [7].

Ce que Staline dictait là, ce n'était ni la politique exprimée par son gouvernement depuis le 24 août, ni celle qu'avait mise en avant la Comintern dans les derniers jours, ni celle des partis français, britannique et autres. La politique antifasciste était bel et bien passée à la poubelle. Zélés, les gens de la Comintern traduisirent aussitôt le nouveau tournant en directives datées du 8 septembre : les partis communistes devaient se déclarer contre la guerre, dénoncer son caractère impérialiste, voter contre les crédits de guerre et lancer une politique résolue contre la politique de trahison de la social-démocratie.

Dans les jours qui suivent, la commission travaille toujours sur des thèses qui, finalement, ne verront pas le jour. Sa tâche n'est pas facile, et il lui faut sans doute souvent reprendre ce qui vient d'être écrit et ne peut plus l'être. Particulièrement difficile à expliquer est l'entrée en Pologne de l'Armée rouge, le 17 septembre, en vertu de protocoles secrets dont les commissaires ignorent totalement l'existence mais qui commandent la leur ! Le récit de Dimitrov ne fait pas grâce des grossièretés de Jdanov, qui, de la datcha de Staline, lui répondit aimablement et en bon courtisan que, depuis le temps qu'il écrivait ces thèses, Staline, lui, aurait écrit un livre. La tension recommença à propos d'un article qui avait été demandé à Dimitrov sur la situation et les tâches. Il demandait vainement l'opinion de Staline, ne recevait pas de réponse, appelait au téléphone, se faisait raccrocher au nez et finalement convoquer pour « discuter » avec Staline et Jdanov. Les notes de Dimitrov montrent un Staline qui lui reproche d'être « trop précipité », de lancer en même temps des mots d'ordre qui devront être échelonnés. Relevons cette phrase : « Placer maintenant la question de la paix sur la base de l'élimination du capital, cela signifie aider Chamberlain, les fauteurs de guerre, nous isoler nous-mêmes des masses [8]. » Staline supprime du projet toutes les allusions au défaitisme révolutionnaire. Il prend soin de

7. D. Sirkov, *loc. cit.*, p. 58.
8. *Ibidem*, p. 60.

recommander, dans ce nouveau contexte de guerre, de ne pas imiter l'attitude des bolcheviks au cours de la Première Guerre mondiale : « Nous étions trop pressés. Nous avons commis des erreurs[9]. »

L'article, préparé par Dimitrov mais corrigé de la main de Staline, va finalement paraître dans la presse communiste en Russie et dans quelques autres pays sous le titre « La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes ». Le feu vert pour son impression est donné le 31 octobre. Il commence par le coup de chapeau rituel à l'action de Lénine pendant la Première Guerre mondiale et au génie de Staline, qui a su prévoir la Seconde. Il écrit sur la nature de la guerre :

> Aujourd'hui, comme en 1914, c'est la bourgeoisie impérialiste qui fait la guerre. Elle est la continuation directe de la lutte entre puissances impérialistes pour une nouvelle répartition de la terre, pour la domination du monde. Seuls des aveugles peuvent ne pas voir, et seuls de parfaits charlatans et menteurs peuvent nier que, dans la guerre actuelle entre la Grande-Bretagne et la France d'un côté, l'Allemagne de l'autre, on se bat pour les colonies, les matières premières, la domination sur les routes maritimes, la soumission et l'exploitation des peuples [...]. Le heurt des armes entre États belligérants se fait pour l'hégémonie en Europe, les possessions coloniales en Afrique et autres parties du globe, pour le pétrole, le charbon, le fer, le cuivre, et pas du tout pour la défense de la « démocratie », de la « liberté » du « droit international » et la garantie de l'indépendance des petites nations et peuples, comme le disent la presse bourgeoise et les social-démocrates qui trompent la classe ouvrière[10].

Il explique ensuite que c'est l'existence même de l'Union soviétique qui a bouleversé les données de la politique. La politique de Munich cherchait à tourner l'Allemagne hitlérienne vers l'est, à la lancer contre l'URSS. Mais celle-ci est une force « gigantesque » du fait de « la construction d'une société socialiste et par sa sage politique stalinienne de paix ». Aussi l'Allemagne ne s'est-elle pas, au moment décisif, résolue à être la troupe de choc contre l'URSS, et ses dirigeants « ont choisi la voie de relations pacifiques avec la Russie soviétique ». Puis l'article en vient à la Pologne, « prison des peuples, régime de réaction et de terreur, d'oppression et de pillage ». Face à elle, « l'Union soviétique a pris les mesures résolues pour assurer la paix dans toute l'Europe occidentale » :

> En faisant entrer l'Armée rouge dans la république d'Ukraine occidentale et la Biélorussie occidentale, le peuple soviétique a aidé ses frères qui gémissaient sous le joug de la noblesse polonaise, a arraché 13 millions d'êtres humains au massacre sanglant, les a affranchis de l'esclavage capitaliste, a ouvert devant eux la voie vers une vie heureuse en leur assurant la liberté de développement national et culturel[11].

Il entreprend ensuite de réfuter la propagande des capitalistes occidentaux selon laquelle leur guerre serait une guerre antifasciste, de la démocratie contre le fascisme pour la liberté des peuples. Après avoir souligné la répression en France contre les communistes, les syndicalistes et les travailleurs en général, il poursuit : « Le prolétariat, les travailleurs, n'ont rien à défendre dans cette guerre. Ce n'est pas leur guerre, c'est celle de leurs exploiteurs. Elle leur apporte la souffrance, les privations, la ruine et la mort. En soutenant une telle guerre, ils défendraient simplement les intérêts de leurs esclavagistes et oppresseurs, soutiendraient l'esclavage capitaliste[12]. » La conclusion est que les communistes

9. D. Sirkov, *loc. cit.* p. 60.

10. G. Dimitrov « La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes », cité dans *World News and Views*, reproduit dans Degras, *The Communist International. Documents*, III, p. 449.

11. *Ibidem*, p. 453.

12. Degras, *op. cit.*, p. 454.

doivent combattre la guerre de toutes leurs forces, « agir comme le leur a enseigné Lénine, comme le leur apprend maintenant le grand dirigeant avisé du peuple travailleur, Staline » :

> Les impérialistes des pays belligérants ont commencé la guerre pour un nouveau partage du monde, pour l'hégémonie mondiale, vouant à la mort des millions d'hommes. La classe ouvrière doit mettre un terme à la guerre à sa manière, dans son intérêt à elle, dans l'intérêt de toute l'humanité laborieuse, et détruire une fois pour toutes les causes fondamentales qui donnent naissance à des guerres impérialistes [13].

Peut-être est-il de quelque utilité de citer ici un autre message du comité exécutif de la Comintern adressé à Staline en novembre à l'occasion de son soixantième anniversaire, un peu après le début de la guerre contre la Finlande : « Au chef, maître et ami des travailleurs du monde. A vous, camarade Staline, grand dirigeant, enseignant sagace et ami suprêmement aimé des travailleurs du monde entier [14]. » Un monument d'adulation englobant une révision de l'histoire en confiserie, était-ce vraiment tout ce que la Comintern avait à dire ?

LA RÉSISTANCE DE HARRY POLLITT

Il y a eu, disent certains, au moins un cas de « résistance » à l'adoption du tournant de la Comintern, bien que nombre d'historiens mettent avec un peu de parti pris des guillemets à ce mot quand ils sont amenés à l'utiliser à propos de l'attitude de Harry Pollitt en 1939. Ce n'est pas un enfant de chœur. Cet ancien ouvrier a été l'infatigable organisateur du NMM, puis l'un des principaux dirigeants du CPGB, stalinien convaincu, certes, mais aussi tête dure. Il est combatif, pugnace, charmeur, plein d'un réel humour, organisateur capable et orateur passionné. Ce sont les Russes qui l'ont porté au secrétariat général quand ils ont obligé le parti à remplacer l'ancienne direction. On l'a soupçonné d'un complot contre la candidature de Dimitrov lors du VII[e] congrès. Il a été un bon secrétaire général de la « troisième période », mais aussi un adepte convaincu de la ligne antifasciste après 1935. C'est lui qui fait publier par le *Daily Worker*, le 2 septembre 1939, le manifeste du parti sur la guerre, où ce dernier se déclare « prêt à participer à toute lutte, politique ou militaire, pour assurer la défaite du fascisme ». Il le publie à nouveau dans la brochure *How to win the War* (Comment gagner la guerre), le 14 septembre, où il déclare notamment – le décalage est déjà important avec Moscou :

> Le Parti communiste soutient la guerre, parce qu'il pense que c'est une guerre juste qui devrait avoir le soutien de toute la classe ouvrière et de tous les amis de la démocratie. Il est vrai que le gouvernement polonais était réactionnaire dans son attitude vis-à-vis du mouvement ouvrier polonais, mais c'est le peuple de Pologne qui nous intéresse au premier chef.
>
> Si on laissait Hitler imposer sa domination à la Pologne, le peuple serait forcé d'accepter des conditions infiniment pires que tout ce qu'il a jusqu'à présent souffert. Le Parti nazi et la Gestapo mettront hors la loi le moindre atome d'organisation ouvrière, des dizaines de milliers seront massacrés, envoyés en camp de concentration, des centaines de milliers seront exilés comme travailleurs forcés en Allemagne, des impôts écrasants seront levés pour renforcer la machine de guerre allemande et sa prochaine agression [15].

Mais la brochure n'était pas encore entre toutes les mains communistes que l'entrée des troupes soviétiques en Pologne le 17 septembre démontrait que le CPGB n'était absolument pas sur la ligne de Moscou. Le débat commençait. Le bureau politique était

13. Degras, *op. cit.*, p. 459.
14. *Ibidem*, p. 460.
15. *How to win the War.*

divisé, avec, d'un côté, Campbell et Pollitt, partisans du maintien de la « ligne » de « lutte sur deux fronts », et, de l'autre, Rust et Palme Dutt, qui, eux, exigeaient la condamnation de la guerre impérialiste. Incapable de trancher, le bureau politique en appela au comité central, dont les débats, fréquemment interrompus – la plupart de ses membres n'étaient pas des permanents et travaillaient –, durèrent presque une semaine. La majorité était près de se prononcer pour le maintien de la ligne de soutien à la guerre contre le fascisme quand, le 23 ou 24 septembre, arriva à Londres, venant de Moscou, l'ancien dirigeant des JC David Springhall, qui, comme sans doute Raymond Guyot en France au même moment, venait faire connaître aux communistes égarés le message de Dimitrov assurant qu'il s'agissait d'une guerre impérialiste. Le parti britannique ne se rendit pas à la première sommation. Pollitt et Campbell continuaient à se battre. Ils avaient rallié autour d'eux les personnalités les plus indépendantes de la direction, le vétéran Tom Mann, le dirigeant mineur Arthur Horner.

La déclaration russo-allemande du 29 septembre en faveur de la paix assura leur défaite. Dès le 30 septembre, un éditorial du *Daily Worker* parlait de « situation entièrement nouvelle » et qualifiait de « pure folie » la poursuite de la guerre. Au comité central, l'affaire fut menée par Palme Dutt, qui, tout en clouant au pilori des « déserteurs » et des « traîtres » qu'il ne nommait pas, présenta une résolution selon laquelle la lutte du peuple britannique contre Chamberlain et Churchill était la plus grande aide à celle du peuple allemand contre Hitler. Elle ne disait pas noir sur blanc que la guerre était « impérialiste », mais une déclaration publiée le 12 octobre dans le *Daily Worker* reconnut que les premières prises de position du parti avaient été erronées, que les responsabilités britanniques, françaises et polonaises dans le déclenchement de la guerre étaient les mêmes que celles du « fascisme allemand ». Campbell est véhément et incisif ; il s'en prend à la *Pravda*, selon laquelle l'Allemagne veut désormais la paix : « Il n'y a pas un iota de preuve que cette puissance, exaltée par cette victoire facile et bon marché, du butin plein les mains, avec des ressources industrielles nouvelles pour faire la guerre, peut être considérée comme ayant abandonné ses buts d'agression et est devenue l'objet des déprédations des impérialismes français, britannique et sans doute polonais[16]. » Pollitt ne recule pas non plus : « En politique, il n'y a ni amitié ni loyauté, et, dans les luttes politiques, il est absolument essentiel d'aller jusqu'au bout. Personne, dans le CC, n'a nourri d'illusions quand le camarade Dutt a fait référence au "déserteur" ce matin, ou à "celui qui doit porter la marque d'une honte politique éternelle"[17]. » Ses camarades du CC saisissent-ils toute la profondeur de son ironie quand, critiquant la perspective révolutionnaire qui resurgit, il assure : « Je suis certain que Staline n'a jamais eu l'idée que la ligne de l'Union soviétique a affaibli le fascisme au point que la révolution soit à l'ordre du jour[18] » ? Il termine en disant qu'il s'agit de l'honneur du parti que d'être pour la défaite du fascisme. Il n'admettra pas – et il menace ouvertement Palme Dutt – d'être traité de « déserteur ». Pollitt, Campbell et Gallacher votent contre la résolution finale. Moscou l'avait « suggéré », il fut décidé à Londres de sanctionner la gravité de leur erreur en les relevant de leurs responsabilités dans la direction centrale. Le premier fut affecté à une responsabilité en Galles du Sud et le deuxième en Écosse.

Le 19 novembre, l'un et l'autre allaient prononcer leur autocritique devant le comité central. Campbell déclara :

> Après avoir sérieusement examiné la situation depuis la dernière réunion du comité central,

16. *About Turn*, p. 104.
17. *Ibidem*, p. 197.
18. *Ibidem*, p. 205.

j'accepte maintenant complètement le fait que le manifeste du 2 septembre donnait une évaluation entièrement fausse de la situation et désorientait le parti quant au caractère de ses tâches dans la guerre. Je déclare soutenir la résolution du comité central et le manifeste sur la paix et le caractère de la guerre publié après la dernière réunion du comité central. Je suis en complet accord avec l'article du camarade Dimitrov publié dans le *Daily Worker* du 4 novembre. En ce qui concerne les fautes que j'ai commises, les fautes centrales, à mon avis, étaient les suivantes :

1. La politique de la lutte sur deux fronts, qui aurait été une politique juste (en paix ou en guerre) vis-à-vis d'un gouvernement impérialiste allié à l'Union soviétique, était étendue à une guerre entre deux gouvernements impérialistes.

2. Elle a été étendue parce que je restreignais la perspective, de sorte que je me concentrais sur le fascisme allemand comme ennemi principal de la classe ouvrière britannique et ne voyais pas que la marche en avant pour les travailleurs, aussi bien britanniques qu'allemands, résidait dans la lutte contre l'ennemi principal, c'est-à-dire leur propre impérialisme. J'ai ainsi glissé sur une position de défense nationale dans une guerre impérialiste, impliquant objectivement le soutien de notre propre impérialisme. Mon attitude à l'égard des propositions de paix découlait de cette perspective erronée.

Incontestablement ma défense obstinée de cette position erronée a nui au parti quand il a été obligé de faire un tournant aigu dans une situation très difficile, et je dois accepter la responsabilité d'avoir résisté à ce qui s'est révélé être la ligne juste[19].

De son côté, Harry Pollitt disait :

En tant que dirigeant responsable de notre parti dans la période précédant immédiatement le début de l'actuelle guerre impérialiste, il était de mon devoir particulier d'accorder une attention plus qu'habituelle aux problèmes qui se présentaient à nous avec l'échec des négociations anglo-soviétiques et la conclusion subséquente du pacte de non-agression soviéto-allemand. C'était devenu plus que nécessaire quand commencèrent à se produire les événements de la fin d'août et que l'impérialisme britannique commença à prendre une attitude plus agressive contre l'Allemagne, qui était en contraste marqué avec tout ce qui avait caractérisé sa politique depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Les principales raisons pour lesquelles je n'ai pas saisi rapidement et résolument les questions nouvelles de politique que nous posait la nouvelle situation avaient un triple caractère.

1. Mes doutes sur notre politique traditionnelle dans une guerre impérialiste dans laquelle l'une des puissances belligérantes était le fascisme allemand.

2. Ma haine du fascisme s'était développée à travers les cinq années de propagande antifasciste intense, ce qui m'a conduit à une situation où je n'ai pas pu voir à temps le rôle véritable de l'impérialisme britannique et ne voyais que le fascisme allemand comme ennemi principal du mouvement ouvrier britannique.

3. L'influence de la guerre fasciste d'invasion contre l'Espagne républicaine a aussi affecté ma vision, à cause des forts sentiment personnels soulevés par ce que j'avais vu en Espagne et la responsabilité que je ressentais par rapport au sacrifice du bataillon britannique de la Brigade internationale.

Après un examen extrêmement sérieux de l'ensemble de la situation, j'accepte sans réserve la politique du Parti communiste et de l'Internationale communiste et m'engage à la soutenir en l'expliquant, en la popularisant, en contribuant à l'appliquer jusqu'à la victoire. Je reconnais que le fait que j'ai résisté à appliquer la ligne du parti et de l'Internationale communiste a constitué une infraction inadmissible à la discipline de notre parti et faisait le jeu de l'ennemi de classe, et particulièrement des dirigeants réactionnaires du Labour qui voyaient dans mon attitude la justification de leur propre politique de soutien du gouvernement Chamberlain. Je demande au comité

19. C. Black, *Stalinism in Britain*, reproduit en annexe, p. 398-399.

central d'accepter cette déclaration et de me donner la possibilité de prouver dans les faits que je sais comment prendre ma place au premier rang de notre parti dans le combat pour gagner les masses au soutien de la politique du Parti communiste de Grande-Bretagne et de l'Internationale communiste[20].

La capitulation de Pollitt était indiscutablement une victoire des dirigeants de la Comintern. Peut-on ajouter qu'elle ne pouvait plus guère avoir de plus grand succès, et que celui-là était à la hauteur de ce qu'elle-même était devenue ? Un détail supplémentaire, tout de même, pour terminer cette histoire de famille cominterno-britannique. David Springhall, l'envoyé de Moscou, devint secrétaire à l'organisation du CPGB. Cet agent (ou futur agent) des services soviétiques – du GRU, apparemment – était bien entendu le plus sûr à ce poste. Il se fit pincer sottement dans une affaire d'espionnage ordinaire et fut condamné en 1943 à sept ans de prison. Pollitt, remis en selle à l'époque, se fit un plaisir de l'exclure du parti. Les historiens du CPGB s'accordent pour dire que ce dernier a beaucoup souffert de la guerre de Finlande, qui fut ressentie comme une agression brutale contre un petit peuple. Le *Daily Worker*, lui, assurait, le 3 janvier 1940 : « Derrière l'Armée rouge, la vie commence pour le peuple finlandais. »

Le parti perdit la majorité de ses sympathisants et quelques cadres, comme Tom Wintringham, des anciens d'Espagne particulièrement liés à la politique antifasciste, et nombre de militants – la moitié de ses 5 000 membres à Londres. L'originalité de cette crise fut l'initiative prise par Tom Wintrigham, avec d'autres anciens d'Espagne, de créer une école militaire spéciale à Osterley pour donner aux membres de la Home Guard la formation militaire nécessaire : ce fut l'unique début de réalisation de la « politique militaire prolétarienne » préconisée alors par Trotsky, mais l'initiative ne plaisait guère aux conservateurs britanniques, même va-t-en-guerre, et il y fut rapidement mis fin. Le *Daily Worker* fut interdit en janvier pendant plusieurs mois. Dans l'ensemble, le ton des écrits communistes rejoignait et parfois dépassait celui des pires moments de la « troisième période ». Par exemple, il était reproché à Winston Churchill, après le 18 juin 1940, de s'être allié au « superfasciste français » de Gaulle. La campagne contre la guerre culmina en janvier 1941 avec une « Convention du peuple » réunie à Londres avec 2 000 délégués. Le CPGB se prépara à partir de cette date à passer dans l'illégalité, mais modéra également le ton de ses attaques afin d'éviter de provoquer la répression. Il s'était jusque-là particulièrement acharné contre Winston Churchill, dont l'alliance avec Attlee promettait au pays, selon lui, misère et catastrophe finale.

LES COMMUNISTES ET LA GUERRE EN INDE

Les historiens du communisme et les commentateurs amateurs, qui ne manquent pas, ne saisissent pas le caractère spécifique du moment dans les pays coloniaux. Comment les colonisés des empires britannique et français auraient-ils des difficultés à admettre la nature impérialiste de la puissance à laquelle ils sont soumis, donc de la guerre qu'elle mène ? Avant 1939, même le Parti du Congrès de Gandhi et Nehru pensaient qu'une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne pouvait être qu'une guerre impérialiste à laquelle « l'Inde, opposée à l'impérialisme et au fascisme », ne saurait participer. Pourtant, au lendemain de la déclaration de guerre, le Parti du Congrès fait une ouverture, demandant au gouvernement britannique une déclaration d'intention pour l'indépendance de l'Inde et les concessions possibles tout de suite. Mais Winston Churchill reste intransigeant. En revanche, le Parti socialiste du Congrès et le Bloc de Subhas Chandra Bose

20. C. Black, *op. cit.*, p. 399-400.

sont dès le début opposés à toute entrée en guerre de l'Inde, et dénoncent le Parti du Congrès, que le CPI soutient. Ils attendent de lui une action déterminée contre l'impérialisme britannique. La riposte du gouvernement de Winston Churchill est brutale. En mars 1940, il fait arrêter sans crier gare plusieurs centaines de communistes et de membres des autres organisations de gauche, Parti du Congrès et Bloc de Subhas Chandra Bose, ainsi que des syndicats ouvriers et des organisations paysannes ; la Grande-Bretagne ne fait pas la guerre pour libérer ses propres colonies ! Le CPI, lui, ne veut pas la révolution, mais l'union nationale et même antifasciste avec la puissance coloniale.

LES YANKEES ET LE PACTE

La lecture du *Daily Worker* dans les jours suivant le pacte rappelle l'*Humanité* : même élan guerrier antifasciste, même fermeté démocratique. On y félicite Maurice Thorez, parti aux armées à la réception de son ordre de mobilisation, qui « offre ainsi sa vie pour la sécurité nationale de la France ». Mais la roue tourne, et le *Daily Worker* aussi. Le 12 septembre, Earl Browder y parle de « guerre impérialiste ». Le 15, il reproduit un article de la *Pravda* dénonçant l'attitude du gouvernement polonais. Le 18, ce gouvernement est devenu « semi-fasciste », et l'attaque soviétique est saluée avec enthousiasme car elle est destinée à « protéger le peuple polonais » et annonce « un triomphe pour la liberté humaine ». Le CPUSA bénéficie cependant d'un traitement spécial. Il est loin, il a besoin, par manque d'expérience, par suite de sa fragilité peut-être, qu'on lui mette les points sur les *i*. En 1938, après Munich, la Comintern s'est préoccupée de préparer une liaison radio directe avec Browder. Elle fonctionne fin septembre et début octobre pour deux télégrammes dont Earl Browder, après son exclusion, a communiqué le texte à Philip Jaffe. A côté des analyses générales que nous connaissons, il y a des remarques particulières tenant compte du contexte. Dans le premier : « Nous serions des pédants, pas des révolutionnaires, si nous nous cramponnions aux mots d'ordre de front populaire, front démocratique, alors que les fondements même du capitalisme sont ruinés. D'autant plus vite les dirigeants de la social-démocratie passeront à la réaction, d'autant plus puissant sera le mouvement dans les masses vers l'idée de renverser le capitalisme[21]. » La Comintern précise qu'il faut cesser de « filer le train » à Roosevelt (FDR) et se rendre totalement indépendant du leader syndical John L. Lewis. Pourtant, deux ambiguïtés subsistent, sur les perspectives et sur Roosevelt. Le second télégramme vient préciser : « La situation nouvelle change nos rapports avec FDR, étant toujours bien entendu que l'ennemi principal est le camp de la bourgeoisie impérialiste. Mais beaucoup dépend de FDR. [...] Il peut vouloir aider Chamberlain et Daladier[22]. » Vient enfin la recommandation suprême, la seule qui ne doive pas varier avec la situation et la conjoncture : « Ouvriers doivent étudier Parti communiste d'Union soviétique, jamais imiter. Les jours changent, les besoins aussi[23]. »

Les besoins, pour le moment, c'est que les États-Unis n'entrent pas dans la guerre européenne, Moscou ne le cache pas. Ses mots d'ordre, ce sont « Les États-Unis pas dans la guerre » et celui, très populaire, qui renverse le mot d'ordre interventionniste de 1916 : « *Yanks are not coming* » (Les Yankees ne viennent pas). Comme les journalistes communistes aiment les références à l'histoire, Louis Budenz en fait une qu'on peut ne pas apprécier : « La Fayette, nous sommes là et nous y resterons. » Browder, lui, va devoir payer une lourde note. Il tient un meeting au Symphony Hall de Boston le 5 novembre

21. P.J. Jaffe, *The Rise an Fall of American Communism*, p. 44- 46, ici p. 44.
22. *Ibidem*, p. 46.
23. *Ibidem*, p. 47.

1939 pour l'anniversaire de la révolution russe, où, après une attaque contre la guerre, « querelle de famille entre impérialistes », il rappelle que les bolcheviks étaient en 1914 aussi faibles que l'est le parti américain. Pourtant, rappelle-t-il, c'est de leur lutte contre la première guerre impérialiste qu'est sortie la marche au pouvoir de la classe ouvrière et des peuples laborieux sur un sixième du globe, le début de l'abolition du capitalisme et de la construction d'une société nouvelle, le socialisme. Après un tel discours, la répression ne pouvait que l'attendre au tournant. Quelques semaines plus tard, convaincu d'avoir utilisé de faux papiers pour se rendre en URSS aux réunions de la Comintern, il est condamné à quatre ans de prison, dont il ne fait que quatorze mois avant d'être libéré sur parole.

Avec la force traditionnelle du courant profondément américain en faveur de l'isolationnisme auquel précisément se heurte Roosevelt, les communistes américains ne connurent pas trop de problèmes pour le moment. Quelques jeunes communistes rejoignirent les trotskystes, mais ce courant se tarit très vite à cause de la crise ouverte dans les rangs de ces derniers par la controverse sur la nature de l'URSS, déclenchée par le pacte. Il faut tout de même signaler une défection d'importance en 1939, celle d'un homme clé de l'appareil clandestin, Harry Gold. Il semble qu'il ait bénéficié d'un régime de faveur de la part de ses chefs, une sorte de congé qui s'interrompit avec l'attaque allemande contre l'URSS.

LA MAISON DES FOUS EN 1940

Ernst Fischer, hôte de l'hôtel Lux et des bureaux de la Comintern, nous a laissé de vivantes vignettes. Par exemple, à propos d'André Marty, juste après le début du déferlement de la Wehrmacht sur la France :

> Nous étions du côté de la France, nous, la majorité des gens de la Comintern, à leur tête, Dimitrov, Manouilsky, Togliatti et avec nous le peuple russe. A présent, il s'agissait de la France. Parviendrait-elle à stopper les Allemands ? Tiendrait-elle ? Combien de temps ? Combien de mois ?
>
> – Des mois ? bougonnait Marty. Tout au plus quatre semaines !
>
> Nous le crûmes fou. Il *était* fou, cet ancien mutin de la flotte française qui était intervenue en 1919 dans la mer Noire contre l'Union soviétique, cet homme de haute stature, plein de morgue, entêté, un de Gaulle sur le mode plébéien, avec des traits d'une personnalité marquante et une manie croissante de la persécution. J'avais osé jadis, en ma qualité de rédacteur de *Die Kommunistische Internationale*, proposer quelques petites retouches à son brillant article sur l'Indochine. Il me fit venir dans son bureau. A mon entrée, il se leva et, sans me saluer, passa à grandes enjambées à côté de moi, ferma la porte à clé, retira la clé de la serrure, alla s'asseoir à la table de travail, cria :
>
> – Qu'est-ce que vous pensez, au juste ?
>
> Je ne savais que répondre
>
> – Je sais parfaitement ce que vous pensez. Vous me prenez pour un dément capable de tout. Par exemple, de vous faire coller au mur. Vous ai-je percé à jour ? Vous reconnaissez que vous me prenez pour un fou ?
>
> Je le reconnus, il devint plus affable.
>
> – Dans cette maison, tout le monde me prend pour un fou. Mais c'est la maison qui l'est, folle ! Moi je pense avec ma tête à moi. Voilà tout.
>
> Il pensait avec sa tête à lui.
>
> – La France va capituler d'ici quatre semaines au plus tard. Le régime est corrompu, l'armée pourrie, le pays sans chefs.
>
> Marty me dit cela le 15 mai[24].

24. E. Fischer, *op. cit.*, p. 399-400.

Sur les réactions dans le monde, Philippe Buton écrit de façon péremptoire mais apparemment sur la base d'informations réduites :

> Tous les partis communistes ont admis le revirement total qui leur est imposé. Tous adoptent une politique de neutralité et d'hostilité à la guerre en cours, à l'image des communistes américains lançant à la fin du mois de mai 1940 le spirituel « *Let God save the King* ». Le PC belge encense la neutralité de son pays, celle-là même qu'il dénonçait avant le 1er septembre. Pour leur part, les communistes syriens et libanais, qui acceptaient le mandat français depuis que le Front populaire était parvenu au pouvoir, fustigent de nouveau, à partir de septembre 1930, l'impérialisme français[25].

Sans vouloir jouer les Salomon, nous constaterons simplement que le contraste grandit entre les exilés de Moscou, dont la correspondance trahit souvent le découragement et la démoralisation, et la volonté de se battre qui resurgit dans les masses travailleuses des pays occupés, affamés et brutalisés par la Gestapo. C'est là une contradiction réelle, une contradiction de la vie. C'est son inexistence qui eût été stupéfiante. Ernst Fischer évoque une séance de l'exécutif où « les Allemands », Pieck et Ulbricht, affrontent, sur la question de la prééminence du pacte, « les autres », Dimitrov, Manouilsky, Ercoli-Togliatti. Il se lance dans la mêlée et décrit ceux qui l'écoutent : « Je sentais dans le visage impassible de Dimitrov, dans le clignement d'yeux presque imperceptible de Manouilsky, dans l'air méditatif et impénétrable de Togliatti, non le refus, mais une prudente sympathie[26]. » La réunion s'enflamme. On le traite d'agent de l'impérialisme. Dimitrov frappe sur la table : « Je ne tolérerai pas[27] ! »

Maison de fous !

AUTRES « MAISONS »

Il n'y a plus de Parti communiste en Pologne. Il n'y a que des communistes polonais qui, dans l'ensemble, pendant le début de la guerre, réussissent à échapper aux prisons et aux camps. Leur orientation n'est pas du tout « neutraliste ». Sans avoir la moindre sympathie pour « le régime des colonels » – les successeurs de Piłsudski –, ils voient dans l'armée allemande l'ennemi n° 1. Sans doute fallait-il des militants communistes pour dresser des barricades dans Varsovie et tenter de les défendre une à une. La Comintern n'aura pas l'occasion de célébrer la mort sur l'une d'elles d'un de ses héros, Marian Buczek, l'ancien chef des gardes rouges de Lublin, ancien élève de l'École Lénine. Ce n'est probablement qu'après la guerre que la Comintern découvrit son initiative, et, en tout cas, put en parler.

Le parti allemand, pour des raisons faciles à comprendre, a été un de ceux où se sont manifestées le moins de résistances au pacte. Willi Münzenberg, qui avait déjà rompu avec Moscou, a cherché l'appui et la reconnaissance du gouvernement Daladier, mais celui-ci l'a envoyé dans un camp d'internement qui fut pour lui l'antichambre de la mort. Franz Dahlem a réuni autour de lui des militants en exil hostiles au pacte, Gerhardt Eisler, Paul Bertz, Paul Merker[28], et a adressé à Daladier une lettre dans laquelle il demandait

25. P. Buton, « Le parti, la guerre et la révolution, 1939-1940 », *Communisme*, nos 32-33-34, 1993, p. 41-66.
26. E. Fischer, *op. cit*, p. 402.
27. *Ibidem*, p. 403.
28. W. Kiesling, « Paul Merkers "Unverständnis" für den Hitler-Stalin Pakt », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1993, p. 137-144.

que les antifascistes allemands soient autorisés à combattre le fascisme. Il a été un peu plus tard livré par Vichy à Hitler.

Le comité central du PC italien a publié dès le 25 août une déclaration dans laquelle il salue le pacte comme un coup porté à la politique agressive des puissances fascistes, et notamment à l'axe Rome-Berlin. Il affirme qu'en cas de guerre la défaite politique et militaire du fascisme serait l'une des conditions qui ouvriraient un avenir aux peuples de l'Europe capitaliste. Juste avant son arrestation en France, Togliatti, le 29 août, a écrit au PSI, lui reprochant d'avoir rompu le pacte d'unité d'action à cause du pacte germano-soviétique, qu'il défend, mais ajoute : « Nous combattrons de toutes nos forces pour que sorte de la guerre la défaite du fascisme, que sorte en Italie la révolution. Pour atteindre ce but, nous utiliserons toutes les possibilités qui s'offriront, y compris entrer éventuellement dans l'armée française pour combattre les fascistes et aider à les mettre en déroute comme nous l'avons fait en Espagne à Guadalajara[29]. » Pourtant, il a veillé à ce que Romano Cocchi, qui a condamné le pacte, soit exclu et dénoncé comme renégat. Parmi les dirigeants qui se trouvent à l'étranger, on sait que Luigi Longo défend inconditionnellement le pacte dès le début tandis que Mario Montagnana l'approuve comme un acte de paix, mais soutient la nécessité de la « lutte contre les agresseurs fascistes ». A sa libération, en février 1940, Togliatti s'aligne sur la position désormais bien connue de la Comintern, réorganise un bureau à l'étranger à Paris, dont la majorité, qui a douté ou plié sur le pacte, est exclue : avec Montagnana, va retrouver au Mexique Di Vittorio et Jacopo Berti. La Comintern, en juillet 1940, dissout les anciens organes du PCI, confirme la création du bureau à l'étranger, dirigé par Roasio à Paris, et à Moscou d'un « Centre idéologique et de réorganisation » provisoirement dirigé par Togliatti. En Italie, le PCd'I – les colonies d'exilés, évidemment – est durement secoué. Dans la colonie de déportés de Ventontene sont réunis quelques-uns des plus importants dirigeants du PCI depuis la mort de Gramsci. Le vétéran Umberto Terracini – condamné en août 1926 à vingt-deux ans et neuf mois de prison, gracié et exilé en résidence surveillée *(il confino)* en 1937 –, appuyé par Camilla Ravera, s'oppose à la direction (le *Directivo*) qui, elle, défend le pacte et s'aligne sur la Comintern. Contrairement à ce qui a été souvent écrit, Terracini ne condamne nullement le pacte. Il ne conteste pas le caractère « impérialiste » de la guerre, qu'il décrit comme une guerre entre impérialistes repus et impérialistes affamés, pour un nouveau partage du monde. Mais il n'accepte pas l'idée que le nazisme n'est plus l'ennemi n° 1. « On ne peut pas ne pas voir que la victoire du nazisme coïnciderait à la fin de la guerre avec la fascisation de l'Europe, l'aggravation extrême de la menace contre l'URSS[30]. » Ravera et lui seront exclus au début de 1943, bien longtemps après l'attaque de la Wehrmacht contre l'URSS, et pour d'autres divergences. Togliatti les fera réintégrer en 1945. Tout indique aussi qu'à son retour en URSS Togliatti – sans remettre en cause la place du pacte dans la politique de l'État soviétique – avait des doutes très sérieux sur la justesse de la politique de la Comintern s'identifiant à cette dernière, mais qu'il a estimé, comme toujours, cette fois sans doute à juste titre dans les conditions données, que le moment n'était vraiment pas venu de les exprimer. En tout cas, lors de l'entrée en guerre de l'Italie, en juin 1940, sa position sera de rappeler que « l'ennemi principal », le fascisme et le régime mussolinien, se trouve dans le pays.

Du PC espagnol, on ne pouvait guère s'attendre ni à l'enthousiasme, car les bases mêmes de la politique communiste depuis 1936 s'effondraient, ni à de véritables protestations, les exilés dépendant largement de l'appareil international de la Comintern. On

29. Materiale ecc. APC 1523. Le fait que Togliatti en soit l'auteur est au conditionnel.
30. P. Spriano, *op. cit.*, III, p. 335.

relève pourtant des désaccords chez les Catalans, dans le PSUC, chez les Basques et chez les Espagnols parvenus en Amérique latine. Le PSUC, d'abord aligné sur la position première du PCF, ne redresse pas la ligne et continue dans le même sens de la « lutte contre le fascisme ». Une vingtaine de cadres signent un texte dénonçant le pacte et la politique qui en découle. Ils sont tous exclus. Le dirigeant catalan Josep Miret Muste, une première fois arrêté avec l'agent des services Josep Blanc[31], a repris les rênes du PSUC en France. Il n'a pourtant pas été repris en main lui-même, puisque son premier acte avec l'occupation allemande est de publier un bulletin qui appelle à la résistance contre les nazis sur le thème « Défaite, combat, révolution ». Il devient l'un des dirigeants des FTP-MOI, est arrêté – « donné », selon Pike, par Joaquin Olaso, un autre agent des services, ce que démentent des historiens français. Il est déporté à Mauthausen puis dans un commando. Blessé sous un bombardement en novembre 1944, il est achevé par les SS. Le dirigeant catalan José del Barrio, qui s'est laissé aller, à Moscou, auprès de Manouilsky, à une critique du pacte, est exilé au Chili, avec d'autres militants qualifiés de « trotskystes », Miquel Serra Pamiès et le Basque Luis Cabo Giorlà, parce qu'ils mettent en cause la Comintern et Staline. Le remède de Moscou est administré au PSUC par Joan Comorera, son dirigeant historique : le CC est dissous et reconstitué par lui.

Pour le PC tchécoslovaque, le pacte était difficile à avaler au lendemain du dépècement du pays et de la terreur qui s'y était abattue. Jacques Rupnik a une heureuse formule quand il écrit : « Le pacte [...] demandait ouvertement aux communistes de choisir entre la Tchécoslovaquie dépecée et occupée et l'Union soviétique alliée et complice de l'expansion allemande[32]. » Aucune protestation ne s'est fait entendre à Moscou. Pourtant, il y avait au pays une extrême tension. Jiří Pelikan a évoqué les nuits blanches passées à discuter avec son frère, qui défend le pacte mais juge impossible de diffuser les instructions envoyées de Moscou. Pelikan parle de « surprise » et de « colère », de sa part et de celle de ses camarades, à l'écoute de Radio-Moscou : « Nous, pour qui la lutte contre l'occupant nazi était une réalité quotidienne, nous commencions à nous poser des questions sur l'avenir[33]. » Le 29 septembre, un message radio du CC clandestin à Prague indique qu'« il y a une grande désorientation, même chez les ouvriers, quant au caractère de la guerre et à la politique de l'Union soviétique ». Il évoque la montée de l'état d'esprit antifasciste dans la population. La réponse de Gottwald, un message aux communistes restés au pays, montre bien qu'il a conscience du danger que cet état d'esprit fait courir aux alliances soviétiques, puisqu'il conseille : « Soyez aussi prudents que possible. Ne vous laissez pas entraîner à des actions prématurées. Notre heure viendra. En tout état de cause, faites confiance à notre grande patrie[34]. » De leur côté, les dirigeants tchèques pressentent un autre danger. Le 15 avril 1940, ils télégraphient à Gottwald : « Ne laissez pas l'Occident s'occuper du peuple tchèque devant l'opinion. Développez [...] la campagne contre la terreur, contre la persécution ; popularisez notre lutte pour l'indépendance[35]. » Les émigrés en Occident eurent la possibilité de s'exprimer. Le député slovaque Vladimir Clementis, membre du PCT depuis 1924, ancien combattant des Brigades internationales, condamna le pacte, fut exclu et s'engagea dans l'armée française. En Tchécoslovaquie, la Gestapo continuait à remplir les prisons de communistes ou prétendus tels.

En Bulgarie, nous n'avons pas connaisance de réactions hostiles au pacte et avons seulement vu mentionner le dithyrambe à son sujet du théoricien du PCT Todor Pavlov.

31. AN F 714 990.
32. J. Rupnik, *op. cit.*, p. 137.
33. J. Pelikan, *S'ils me tuent*, p. 28.
34. J. Rupnik, *op. cit.*, p. 137.
35. Cité par J. Pelikan, *op. cit.*, p. 30.

En fait, le pacte créa une situation curieuse : le Parti ouvrier, couverture du PC, jouissait de la légalité alors que les partis pro-occidentaux étaient persécutés. Aux élections de 1940, il obtint 10 députés au lieu de 5, la moitié du total de l'opposition. Bien que le tsar Boris III ait appelé au pouvoir, au moment de la déclaration de guerre, un germanophile fascisant, la Bulgarie se déclara neutre. L'appui de l'Allemagne et de l'URSS lui permit de « persuader » la Roumanie de lui « restituer » la partie méridionale de la Dobroudja. En août 1940, les dirigeants communistes commencèrent à s'inquiéter sérieusement de la dérive vers l'Allemagne du gouvernement Bogdan Filov et à lancer de violentes attaques contre le régime « monarcho-fasciste ». Cette intéressante initiative fut brisée par une convocation à Moscou de Tsolia Dragoicheva, qui s'entendit dire par Dimitrov que cette campagne était jugée inopportune en haut lieu et qu'elle gênait la diplomatie soviétique. Le PC s'entendit recommander à sa place une campagne pour l'alliance avec l'URSS. Après le refus par les Bulgares des propositions de traité de Molotov, le PC fut chargé de faire une grande campagne d'information sur ces négociations sans issue.

En Grèce, il n'y avait pas en 1939 moins de trois comités centraux pour un KKE liquidé en tant qu'organisation. Le « vieux » comité central était formé d'hommes qui avaient échappé à l'arrestation, dont Dimitris Papayannis, vieux cadre syndical, et un homme de confiance de Moscou, probablement membre des « services », Damianos Mathessis, ancien officier qui avait exercé d'importantes responsabilités et que son parti devait sans preuves qualifier bientôt de « mouchard suprême ». Le « vieux CC » est sur la ligne antiguerre de la Comintern. Il est évidemment très faible. Un deuxième élément est introduit par l'initiative du ministre de l'Intérieur Konstantin Maniadakis, qui crée de toutes pièces une direction « clandestine » du PC dans les bureaux de la Sûreté : la « Direction temporaire », formée de dirigeants staliniens qui se sont mis au service de la police et ont été libérés, deux membres du bureau politique de Zachariadès, Yannis Michaïlidis, un ancien de la KUTV – il avait la confiance de Zachariadès, lequel lui donna à la prison de Corfou instruction de faire une déclaration pour sortir et reprendre l'activité, ce qui évidemment avait enchanté Maniadakis –, le député Michael Tyrimos, secrétaire de l'organisation du parti à Athènes et membre du bureau politique, et le populaire député du Pirée, Emanouel Manoleas. Ces hommes aux ordres de la Sûreté, dans une proclamation au parti, accusent les membres du « vieux » CC d'être... passés au service de la Sûreté et réclament le soutien des militants pour maintenir le parti. Ils abusent bien des militants et c'est ainsi que ces agents de la police sont reconnus comme direction par les détenus membres du KKE du fameux camp de concentration d'Acronauplie. « Événement sans exemple dans l'histoire politique », assure Stinas, qui commente : « Ce succès de la Sûreté, incroyable, invraisemblable et sans précédent, ne pouvait être obtenu que par un parti stalinien et les cadres qu'il avait formés. » Une troisième « direction », enfin, est constituée par les quelques anciens membres du CC regroupés autour de Siantos et en relations avec la Comintern. En février 1939, ils ont assuré que l'ennemi principal était le « monarcho-fascisme », donc le régime de Metaxas. La Comintern les a corrigés en assurant que tout gouvernement qui résiste à l'impérialisme italien, y compris celui de Metaxas, est un allié objectif. C'est ce que pense aussi le « vieux CC », conforté par le pacte. Et, bien entendu, la Direction temporaire. Ainsi la politique du KKE peut-elle apparaître comme définie vis-à-vis du pacte par les agents de la police politique de la monarchie et du général Metaxas plantés au-dessus d'eux, au moins autant que par la Comintern.

Au Vietnam, la répression a frappé dès le début de la guerre indistinctement trotskystes et staliniens : des centaines d'arrestations et de condamnations à de lourdes peines de prison. Le PC indochinois abandonne le mot d'ordre de front démocratique, lance celui de front uni anti-impérialiste des peuples indochinois, et envisage « la préparation à

l'insurrection pour la libération nationale » afin de « lutter avec l'appui de l'URSS, forteresse de la révolution mondiale, de renverser l'impérialisme français et les féodaux indigènes, de recouvrer l'indépendance de l'Indochine et d'instaurer une Union républicaine démocratique indochinoise[36] ». Le programme n'est pas révolutionnaire, puisqu'il continue à ne pas parler de révolution agraire, mais il ouvre tout de même la porte à l'aventure. Ce sera, du 21 novembre au 31 décembre 1940, l'insurrection décidée par le comité de pays de Cochinchine pour établir un gouvernement populaire provisoire. La répression est féroce, menée par l'infanterie coloniale française et la Légion étrangère, qui ratissent des villages entiers. Une centaine d'insurgés sont tués. Il y a presque 6 000 arrestations, sur lesquelles 221 condamnations à mort, nombre d'insurgés mourant de façon atroce, prisonniers dans des chalands. Plusieurs dirigeants communistes sont incarcérés puis liquidés, comme Ta Uyen, du comité régional du Nam Ky, mort sous la torture, Phan Dang Luu, membre du comité central du PCI, exécuté en mai 1941, ainsi que Ha Huy Tap, chef du parti depuis 1936, emprisonné en 1938, et plusieurs dirigeants, dont une femme, Nguyên Thi Minh Kai, pourtant incarcérés avant l'insurrection. L'amiral Decoux, le gouverneur général, reste sourd aux objurgations de son collègue et ministre l'amiral Platon : on ne peut ni ne doit, selon lui, atténuer une répression qui est en réalité une précaution politique majeure. Contre qui ? Contre le « désordre », comme l'amiral vichyste le montrera en s'empressant aux ordres des chefs militaires japonais. Pour cela, il sera acquitté par la Haute Cour qui n'avait pas à juger des massacres d'indigènes perpétrés sous son autorité ! A la répression française sur le coup viennent s'ajouter à terme les terribles souffrances des condamnés, dans les bagnes comme Poulo Condore, et la répression interne contre les dirigeants responsables de cette insurrection officiellement non programmée, dont plusieurs furent condamnés à mort par le parti. L'historien Ngo Van précise que cette insurrection est, à sa connaissance, absente de l'histoire du parti, qui veut l'extirper de son passé. L'épisode de la « renaissance » de l'organisation nationaliste Viêt-minh est en revanche au premier plan de l'histoire en question. Se présentant en octobre 1940 au bourreau de Canton, le général Li Jishen, comme des patriotes en lutte contre le Japon, les communistes indochinois obtiennent de lui et du Guomindang accueil et protection.

Hors d'Europe, il semble bien que l'opinion des partis a été plutôt divisée. Nombre de communistes algériens qui subissaient l'assaut d'une poignée d'ex-nationalistes appuyés par Berlin ont, comme Ben Ali Boukort, réprouvé le pacte. Il y a eu des critiques dans plusieurs PC d'Amérique latine

LE PACTE ET LES COMMUNISTES

Il n'est pas très difficile de comprendre pourquoi le pacte et la nouvelle politique qu'il impliquait, selon Staline, ont été un épouvantable choc pour les militants communistes, au moins dans les pays avancés. Depuis le début de la nouvelle politique, consacrée au VIIe congrès, avec la ligne de « front populaire » et de l'antifascisme, ils étaient sortis de leur isolement de secte dans nombre de pays, avaient acquis stature et statut dirigeant, s'étaient enthousiasmés eux-mêmes au son de leur propre propagande et grisés d'amour pour la « cause espagnole » et de haine contre les « bandits fascistes ». Comment accepter, au moins sans des doutes profonds, un pacte qui renversait complètement la situation et semblait un reniement de l'antifascisme porté si haut sur les drapeaux pendant la guerre civile espagnole ? Sans doute certains pouvaient-ils comprendre le pacte lui-même comme

36. Texte du 6 novembre 1939, cité par Ngo Van, *op. cit.*, p. 277.

une réplique à Munich, la réponse du berger à la bergère. Mais il n'en était pas de même des appréciations nouvelles portées à Moscou sur la guerre, du brevet de « pacifisme » décerné à l'Allemagne, de l'évidence, après le partage de la Pologne, que ce pacte de « non-agression » comportait aussi des accords d'agression. Ce fut encore une chance pour la Comintern et ses partis que personne ne connaisse à l'époque les scandaleuses livraisons à l'Allemagne nazie de détenus communistes allemands et autrichiens en URSS, qui ont été connues après la guerre par la déposition de Margarete Buber-Neumann – elle en était – et par les travaux de l'historien Hans Schafranek.

L'un des principaux facteurs de rassemblement autour des dirigeants qui s'inclinaient devant Moscou fut la répression gouvernementale. En France, elle empêcha toute discussion dans les rangs du PCF, rejeta les uns contre les autres les militants frappés ensemble, fit taire les désaccords face à la répression de « l'ennemi de classe ». L'exemple le plus connu parmi les dirigeants opposés à la politique de Moscou qui, arrêtés, refusèrent de désavouer la politique de leur parti, est celui d'Albert Vassart, ancien secrétaire du parti et ancien membre de l'exécutif à Moscou, qui avait condamné le pacte dans son parti, mais refusa de se désolidariser de ce dernier devant les juges et les policiers et fut condamné à cinq ans de prison. C'est un cas différent que celui de l'écrivain Paul Nizan, rompant avec le PCF à cause du « pacte », traité de « policier » et qui trouva la mort au combat quelques mois plus tard, au front. L'autre facteur est évidemment l'attachement des membres des partis à l'Union soviétique, doublé de la méfiance à l'égard de tout ce que colportait la presse à son sujet, deux sentiments qui poussaient les militants à rejeter le vrai avec le faux dans les informations et l'interprétation qu'on leur assenait. Et comment quelqu'un qui se réclamait du communisme pouvait-il accepter sans bondir le thème souvent développé dans une certaine presse de province suivant lequel il fallait faire cette guerre contre l'Allemagne nazie parce que celle-ci était « devenue communiste », jouet entre les mains de Staline ? Pourtant, dans l'ensemble, et dans tous les pays, nombre de militants se prononcèrent « avec leurs pieds », comme aurait dit Lénine, c'est-à-dire qu'ils quittèrent tout simplement ce parti qu'ils ne reconnaissaient plus ou ne tentèrent pas de renouer un lien coupé par la mobilisation ou par son interdiction. Une génération entière laissa là les rêves de combat antifasciste que le parti avait nourris, entretenus et exaltés. Pour l'appareil, ceux qui restaient étaient évidemment les meilleurs : prisons et camps permirent de les regrouper, de les « tremper » et de s'assurer de leur totale fidélité, déjà contenue dans leur approbation de la politique de 1939. Sous cet angle, l'attitude vis-à-vis du pacte fut en quelque sorte un « révélateur » du degré de fidélité et d'obéissance, y compris dans la période d'union sacrée et de résistance nationale.

Il est en effet significatif que, dans le cours des années suivantes, et même avec l'apparition des conditions tout à fait nouvelles de la guerre devenue « grande » et « patriotique » de l'URSS contre l'Allemagne hitlérienne et de la Résistance dans les pays de l'Europe occupée, la distance prise en 1939 à l'égard de la politique stalinienne après le pacte soit entrée en ligne de compte pour la sélection des prisonniers communistes autorisés à participer aux évasions collectives entreprises sur décision du PCF. Nous avons porté dans un autre travail[37] des accusations précises sur ce point contre Giovanni Sosso, déjà mentionné, agent des services, membre du PCF et chef FTP, qui, selon des communistes détenus en 1943 à la prison de Saint-Étienne et déportés ensuite à Dachau, aurait refusé de laisser s'évader des hommes « politiquement peu sûrs », dont tous ceux qui avaient eu en 1939 des hésitations à approuver le pacte. Nous avons ici consacré peu de place aux conséquences immédiates du stupéfiant accord entre Hitler et Staline, mais ce

37. P. Broué et R. Vacheron, *Meurtres au Maquis*, Paris, 1997.

sont des pages lourdes. Nous avons essayé d'y retracer le déroulement de ce premier coup, sérieux et définitif, porté au stalinisme par lui-même. Dans l'histoire de la Comintern, il a constitué simplement l'un des derniers râles de la mourante.

MISE EN PLACE DE L'APPAREIL CLANDESTIN

En attendant, il faut mettre en place un appareil clandestin. Nous sommes loin d'avoir des informations abondantes pour cette opération, qui fut délicate dans les pays où il n'y avait pas de « structure d'accueil ». Ailleurs, les choses étaient simplifiées. En Belgique, le représentant de l'exécutif auprès du parti était Denis, de son vrai nom Andor Berei, un Hongrois, ancien des JC et de la KIM, qui avait auprès de lui une petite équipe de militants et de techniciens. C'est lui, bien plus que le parti belge, qui avec l'avocat Fouteyne, organisa l'accueil et l'installation du « Centre » pour la France avec Evžen Fried, dit Clément, et, pour quelque temps, Jacques Duclos, Giulio Cerretti et la jeune et belle – Cerreti insiste beaucoup sur ce point – Francine Fromond, une employée de la Comintern depuis son adolescence, qui partirent pour l'URSS, où elle devint sa « secrétaire particulière ». Fried, « le Grand », est entouré à Bruxelles par des militants et militantes du PC belge, Sonia Leit, Edith Buch. Il est en liaison avec Paris par Mourre, « homme de l'ombre », cheville ouvrière du bureau politique du PCF alors que Decaux est prisonnier, dont il n'était pas officiellement membre, et qui passa le mois d'octobre et une partie de novembre à « renouer les fils avec le Centre international » avant d'être arrêté et liquidé sans procès, comme otage.

Il est aussi en liaison avec Londres par un homme qui a la couverture de journaliste, Sam Russell – lequel fit une retentissante interview de Thorez –, et avec Amsterdam par Daan Goulooze, membre du bureau politique et responsable de l'appareil clandestin néerlandais, membre du GRU, qui dispose d'un bon émetteur radio. Il semble avoir collaboré étroitement avec Andor Berei, Clavel, contrairement à la règle du cloisonnement. Santiago Carrillo raconte que Codovilla et lui ont séjourné quelque temps à Bruxelles, en contact avec les gens de ce Centre.

Pour l'Espagne, apparaît, à la tête des débris du parti en France, une inconnue, importante pendant la guerre civile dans l'appareil central et auprès de Togliatti, une sorte de « Mourre espagnole », la jeune Carmen de Pedro, de toute évidence au moins collaboratrice de la Comintern, ce qui expliquerait l'importance de ses fonctions pendant la guerre, la rapidité de son ascension et le fait qu'elle ait pu communiquer de Suisse avec Moscou par radio. Elle a été installée par Francisco Anton, lors de son départ pour Moscou, dans la direction mise en place en 1940.

Il est difficile de maintenir partout des directions. Ainsi la troïka à laquelle était confiée l'Amérique, Browder, Vittorio Codovilla, Santiago Carrillo, se désintègre-t-elle au bout de quelques mois sans avoir fonctionné. L'Argentin est en prison et les deux autres n'ont même pas de langue commune pour se parler et se comprendre. Carrillo va à Cuba avec Santiago Alvarez. Finalement la technique supplée à l'absence d'hommes, et c'est la plupart du temps par radio que la communication se fait de Moscou avec l'Occident – Jacques Duclos et Fried disposent d'émetteurs-récepteurs – et avec les directions tchèque, yougoslave, bulgare. Le reste, l'information, la propagande, sera l'affaire des émissions en langues étrangères de Radio-Moscou et des émetteurs spécialisés, comme Radio Khristo-Botev en direction de la Bulgarie.

L'ACTION DE LA COMINTERN DE 1939 A 1941

Sur la politique de la Comintern dans cette période, Philip J. Jaffe a écrit ces lignes pénétrantes :

> Bien que Staline ait été certain que la guerre entre la France et l'Angleterre d'un côté, l'Allemagne de l'autre, allait continuer, il redoutait aussi une extension de la guerre avec des participants nouveaux, particulièrement les États-Unis. La participation américaine pouvait provoquer la défaite d'Hitler et mettre ainsi en péril la possibilité pour Staline d'acquérir des zones nouvelles comme c'était accepté dans les protocoles secrets, risquant ainsi d'entraîner la Russie dans une guerre que Staline voulait à tout prix éviter. Aussi la Comintern donna-t-elle des directives différentes, apparemment contradictoires, pour les différents pays, toutes avec un objectif identique – garder l'Union soviétique en dehors de la guerre. Pour la Grande-Bretagne, c'était un appel à la classe ouvrière pour qu'elle détruise la domination de classe de la bourgeoisie et établisse une société socialiste ; pour l'Inde, c'était d'empêcher le Congrès national panindien de Gandhi et Nehru de s'engager dans la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne ; pour la Chine, c'était de maintenir un front uni antijaponais contre le Guomindang, etc.[38].

C'est là une excellente remarque qui ne doit nullement être prise sous la forme première et brute de contradictions apparentes : ces dernières sont inscrites dans le développement réel, et le rôle des partis communistes est d'aller tout de même dans la bonne direction en tenant compte des particularités nationales ou continentales : est-ce là l'unique résidu de la « démocratisation » de la Comintern, de l'« autonomie » prétendument accordée par le VIIe congrès à ses différentes sections ? Il est permis de le penser.

LE PC AMÉRICAIN DE 1939 À 1941

On découvre donc un seul aspect de la ligne de la Comintern à travers une section légale comme le fut à l'époque le Parti communiste américain (CPUS) dirigé par Earl Browder. L'organisation « frontiste » du parti de l'époque du front populaire, l'*American League Against War and Fascism* n'avait évidemment plus de raison d'être. C'est à sa place, mais avec des objectifs tout différents, que naquit, au cours d'un gigantesque meeting de 22 000 personnes dont 6 000 délégués, à Chicago, la Mobilisation américaine pour la paix, qui lui succéda à partir du 2 septembre 1940. A cette date, Roosevelt était devenu l'ennemi n° 1 des communistes américains, le « meilleur disciple des fascistes », disaient-ils. La nouvelle ligue, dont le secrétaire général était Frederick Vanderbilt Field, un communiste « hors cadre » d'une famille de millionnaires, trouva encore des intellectuels et des pasteurs – le genre de clients que le front populaire avait amenés au Parti communiste. Elle sut maintenir un certain niveau d'agitation pacifiste mélangeant les sentiments chrétiens aux invectives contre les « marchands de canons ». Elle assura un piquet permanent pour la paix devant la Maison Blanche, renforcé parfois de marins envoyés par le communiste et boss syndical Joe Curran. Les communistes regimbèrent tout de même quand Frederick V. Field entra en négociations avec les isolationnistes les plus réactionnaires autour du sénateur Wheeler. Sur le plan politique proprement dit, les communistes furent pris à revers par la politique de Staline. C'était d'eux qu'était venue au congrès national du CIO en novembre 1938 la proposition d'une résolution en faveur d'une troisième réélection de Roosevelt. Il n'était évidemment pas question de poursuivre sur cette ligne après septembre 1939. Mais le tournant du PC fut facilité par la décision

38. P.J. Jaffe, *op. cit.*, p. 42.

de John L. Lewis de rompre avec Roosevelt du fait de sa politique antiouvrière. L'élection de Roosevelt pour un troisième mandat avait évidemment la signification de la préparation à l'entrée en guerre des États-Unis.

L'adoption par le Congrès en juin 1940 du Smith Act, première mesure restreignant sérieusement les libertés en temps de paix, signifiait un retour à la répression contre les organisations refusant l'union sacrée : elle prévoyait de sérieuses pénalités pour les atteintes au moral des forces armées, oralement ou par écrit, contre tout appel au renversement par la force et la violence de tout gouvernement légal des États-Unis ainsi que contre la propagande et l'organisation dans ce but. La mesure, qui fut critiquée par les libéraux et le CPUS, était évidemment dirigée contre ce dernier, mais seuls les trotskystes en furent victimes pendant la guerre, avec l'approbation enthousiaste des disciples de Staline. Pour les communistes américains, le bilan est évidemment négatif, mais pas autant qu'on aurait pu le penser ; alors que la candidature communiste avait obtenu 80 181 voix à la présidentielle de 1936, le « ticket » Browder-Ford en obtint 46 251 en 1940.

LE CPUS ET LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Art Preis, l'historien du CIO, souligne qu'il y a eu beaucoup plus de grèves et de grévistes aux États-Unis en 1941 qu'en 1939. Les travailleurs sentaient que la conjoncture était redevenue plus favorable à leurs revendications et que le gouvernement s'opposait de toutes ses forces à leur satisfaction, au nom des intérêts de « l'économie », c'est-à-dire des grandes sociétés qui exigeaient maintenant que les syndicats soient enfin bridés. Agissant avec prudence, le CPUS réussit à conserver l'essentiel de ses positions dans la CIO, à soutenir, sans se compromettre, deux grèves importantes dans des usines d'armement, l'usine de chars d'assaut Allis & Chalmers de Milwaukee et North American d'Inglewood, en Californie. Il s'abritait derrière l'immense autorité de John L. Lewis pour justifier le refus de la politique de « sacrifices » que prêchaient les Hillman et Dubinsky, lieutenants ouvriers de Roosevelt, devenu ouvertement briseur de grève. Le 17 juin 1941, dans un article mémorable qu'il allait sans doute regretter très vite d'avoir écrit, William Z. Foster, président du CPUS, écrivit dans le *Daily Worker* :

> Quand le président Roosevelt a envoyé les troupes fédérales contre les ouvriers de l'aviation et brisé leur grève, c'était un avant-goût du terrorisme hitlérien que les capitalistes de Wall Street ont en tête à l'égard de la classe ouvrière. Ces impérialistes fauteurs de guerre qui dominent l'administration Roosevelt sont décidés à obliger les ouvriers à accepter un niveau de vie inférieur et des libertés civiles réduites, comme partie de leurs plans plus vastes.

C'est probablement sur le terrain de son influence parmi les Juifs américains que le CPUS perdit le plus de terrain, des militants importants comme Schachno Epstein, et, de façon générale, la confiance dont il avait joui auprès d'eux au temps de sa politique d'« antifascisme ». Que, de façon générale, il ait souffert des outrances de sa politique de « paix », on peut le comprendre en lisant ces phrases extraites d'un discours de Browder du 11 mai 1940 : « Cette guerre est une guerre impérialiste et le peuple juif n'a rien à gagner à une victoire alliée, pas plus qu'à une victoire du fascisme[39]. » Officiellement, il coupa tous ses liens avec la Comintern, à la suite du vote du Voorhis Act de 1940, qui devait prendre effet au 1er janvier 1941 et avait pour but de « démasquer » le PC comme « agent de l'étranger ». Il prit les devants, annonçant qu'il coupait lui-même officiellement ses liens internationaux. Plus que tout autre parti communiste, en tout cas, le parti américain prolongea et fit durer la politique de 1939. Un exemple frappant en est donné par

39. *Daily Worker*, 12 mai 1940.

le discours prononcé en mai 1941 par Milton Wolff, agent des services mais aussi président des anciens de la brigade Lincoln :

> Sous le mot d'ordre malhonnête d'antifascisme, il [le président Roosevelt] prépare la chasse aux rouges, le harcèlement des syndicats, la chasse aux étrangers, la voie antinègre, antisémite nationaliste vers le fascisme en Amérique ; nous l'accusons. S'appuyant cyniquement sur ses propres mensonges et ses fausses promesses, il entraîne le peuple américain, en dépit de l'expression répétée de son opposition, vers une participation de plus en plus grande au massacre impérialiste, dans lequel la jeunesse de notre pays, si on le laisse faire, ira rejoindre les 1 000 marins britanniques en haute mer, les 30 000 cadavres allemands flottant sur la Méditerranée, les cadavres ensanglantés et mutilés sur les champs de bataille du monde entier, pour la très grande gloire du commerce extérieur et la brutale oppression des peuples libres à l'intérieur comme à l'extérieur, nous l'accusons. Franklin Démagogue Roosevelt, nous accusons : sans répit et jusqu'à ce que le peuple nous entende et nous comprenne, nous l'accusons. Nous combattons l'entrée de notre pays dans une guerre impérialiste dont la grande majorité du peuple américain ne peut attendre que la misère, la souffrance et la mort. Nous nous opposons farouchement à toute initiative de Roosevelt et des fauteurs de guerre dans ce sens, et appelons le peuple américain à organiser et exprimer son opposition profonde et sincère à tout programme de convois et de corps expéditionnaire américain[40].

UNE LIGNE QUI SE DÉFAIT PEU À PEU

Une intéressante étude de Michel Narinski sur la période cruciale de 1940 fait apparaître dans un premier temps la vive critique des communistes français faite par André Marty, carré sur la position stalinienne, puis l'infléchissement adopté au moment de l'invasion de la France par la Wehrmacht jusqu'à faire dire à la « Déclaration du PCF », à côté de la condamnation de la guerre impérialiste : « Nous lutterons contre l'assujettissement de notre peuple par les envahisseurs, par des impérialistes étrangers. La classe ouvrière, le peuple ne se résigneront jamais à subir le joug de l'étranger[41]. » On s'interroge un peu tout de même sur l'analyse de la situation en Europe et en France faite par la direction de la Comintern lorsqu'on lit la note dans laquelle Manouilsky propose de renvoyer immédiatement en France Thorez, Marty, Raymond Guyot et Arthur Ramette pour soulever le peuple contre la bourgeoisie « traîtresse ». Il s'agit bien de les renvoyer en France occupée, où, vers la même époque, la Comintern s'alarme des tentatives d'obtenir de l'occupant l'autorisation de faire paraître l'*Humanité*, exigeant qu'il y soit mis un terme et en faisant porter la responsabilité à Jacques Duclos. Quoi d'étonnant pour qui a relevé, cité par Narinski, que Jacques Duclos, dans un texte de septembre 1939, écrivait que la guerre qui commençait était une guerre impérialiste ayant un caractère révolutionnaire antifasciste ? Il envisageait en outre dans le même texte la possibilité de lutter contre « Chamberlain-Daladier » avec un gouvernement formé par l'Allemagne avec des amis des communistes !

En réalité, tout examen un tant soit peu attentif des débats sur la politique communiste de 1939 à 1941 fait apparaître une confusion qui ne prévaut pas seulement dans les jugements des historiens, mais qui est enracinée dans la réalité concrète. Pourtant, dans l'ensemble, très vite, à partir de l'été 1940, la politique de la Comintern est plus nuancée et bien plus antihitlérienne qu'on ne l'a dit trop vite et trop souvent. Moscou, par exemple,

40. Discours au congrès de mai 1941 des anciens de la brigade Lincoln en Espagne de leur président Milton Wolff, *Secret World*, *op. cit.*, p. 369.

41. Déclaration du PCF, RTsKhIDNI, 495/&8/1321//1517.

conseille de ne pas trop parler des gaullistes, qui, après tout, sont antiallemands, et ainsi d'éviter de s'en prendre à eux comme à des réactionnaires qu'ils sont. On luttera sur deux fronts, contre Vichy et contre Paris, mais, s'il faut un traitement inégal, on réservera les coups à Paris, plus lié aux occupants.

JACQUES DUCLOS ET LA LÉGALITÉ

Il y a d'abord la question de la « légalité ». Nous ne reviendrons pas sur l'épisode de la demande de parution légale de *L'Humanité*, bien connu aujourd'hui, mais aussi gonflé pour attacher aux communistes en général l'étiquette de « trahison » : petite manœuvre risquée dans le cadre d'une politique plus vaste, elle provoque par sa durée et sa lourdeur la colère de l'exécutif et une véritable sommation à Duclos d'y mettre fin. Elle aura au passage ruiné la vie d'un des hommes de confiance de la Comintern, Maurice Tréand, dit Legros, définitivement mis à l'écart après cet épisode, où il n'avait fait que suivre des instructions, mais en est le bouc émissaire. Jacques Duclos l'accuse en effet avec insistance de « saboter », à la tête d'un « groupe » dans lequel il compte Denise Reydet-Ginollin, responsable des cadres de la région parisienne, et Jean Catelas. Une dénonciation dont Stéphane Courtois a suivi le détail répugnant. En France, c'est aussi Jacques Duclos qui a donné aux membres du parti la directive de rejoindre leur domicile antérieur et, si possible, de reprendre leur travail. La directive est particulièrement impérative pour les élus municipaux ou responsables syndicaux. *La Vie du parti*, rédigée par lui en septembre 1940, insistait là-dessus : « Agir avec audace pour reconquérir la légalité de ses militants, la réinstallation de nos municipalités [...], mettre en avant nos dirigeants authentiques, exiger la parution de *L'Humanité*, [...] dire que la police a peur[42]. »

Faute d'autre perspective et malgré, sans doute, quelque inquiétude ou angoisse, membres ordinaires et cadres inférieurs et moyens viennent ainsi se jeter dans la gueule du loup. Charles Tillon a commenté le récit fait par le député Fernand Grenier de son retour à Saint-Denis après sa démobilisation, les rencontres dans la rue, les visites, l'organisation de Saint-Denis qui « devient de plus en plus active » :

> Cette réorganisation au grand soleil sous l'œil des policiers et à partir du logement de Grenier, c'est l'image de la reconstitution du parti dans la région parisienne. [...] Pendant ce temps, la police au service des nazis regarde, écoute, file les militants, note les adresses, reconstitue les fichiers en doublure de la police allemande ! Grenier est arrêté le 5 octobre comme Mauvais et tous les suiveurs pris au gîte. Interné à Aincourt, Grenier raconte encore : « Nous sommes près de trois cents militants, tous des communistes connus[43]. »

Le préfet de police Langeron, dans son *Bulletin municipal* du 21 octobre 1940, parle de « 871 meneurs » arrêtés de juillet à octobre ; et c'est vrai dans toutes les zones, le retour des militants facilitant la répression, puisqu'ils sont dans des localités où ils sont connus de tous, et a fortiori de la police. Un rapport de la Gestapo de janvier 1941, cité par Halvorsen, donne le chiffre de 1 250 arrestations de communistes[44]. Là aussi, cette politique est critiquée par Moscou, par Dimitrov aussi bien que par Marty et Thorez : il ne faut pas, répètent-ils, engager trop de cadres. Ils ne sont pas écoutés.

42. *La Vie du parti*, septembre 1940.
43. Ch. Tillon, *On chantait rouge*, p. 317-318.
44. T. Halvorsen, « Die kommunistischen Parteien Europas im zweitem Jahr des deutsch-sowjetischen Paktes am Beispeiel Norwegens und Frankreich », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1995, p. 47.

LA CLANDESTINITÉ TRANSPARENTE EN BELGIQUE

Un scénario identique se reproduit en Belgique, et c'est pour cette « légalité »-là que José Gotovitch a inventé la saisissante expression de « clandestinité transparente » défendue, écrit-il, par le « parti de la guerre courte ». C'est évidemment un cas limite que celui du secrétaire national du PC belge, Julien Lahaut, député de Liège. Il sollicite le 6 juillet 1940 du *Nationalsozialistische Volkswohlfart*, chargé du rapatriement des Belges en Belgique, l'autorisation de se rendre en France afin d'obtenir ces retours. Il l'obtient et fait revenir de nombreux jeunes Liégeois. Faut-il suivre José Gotovitch qui invite ses lecteurs à « replacer cette action dans son cadre », à comprendre que ce retour était « l'exigence quasi unanime du moment », et qui voit chez Lahaut de la naïveté et des illusions en même temps que sa grande gueule (il était « haut en voix », écrit-il) et son indiscipline ? Nous n'en ferons rien. Au mois de mai 1941, Julien Lahaut, excipant de son titre de député communiste, tient des réunions publiques à Seraing en toute impunité. Les communistes interviennent certes pour soutenir les manifestations ouvrières : grèves, marches de la faim. Mais le journal clandestin du PC n'hésite pas à dénoncer nommément comme « partisan de la victoire des capitalistes anglais » le dirigeant JGS René Delbrouck – un véritable mouchardage au bénéfice de la police des occupants. En juin 1941, le lendemain même de l'attaque allemande, plusieurs centaines de militants sont ainsi pris et envoyés directement en camp ou dans les chambres de torture. Lahaut est du nombre. Cela ne prouve rien. Auparavant, sa politique était utile, mais le moment est désormais venu où elle ne l'est plus. L'affaire Lahaut n'est pas un épisode subalterne, mais un témoignage de l'irresponsabilité de certains dirigeants et du désarroi de l'appareil.

LE « LÉGALISME » COMMUNISTE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Une communication de Karel Bartošek dans un colloque parisien insiste beaucoup sur ce qu'il appelle le « légalisme » communiste entre 1939 et 1941 en Tchécoslovaquie, un phénomène identique. Il cite ainsi une lettre de Gottwald sur la jonction entre « révolutionnaires de l'intérieur et Armée rouge », annotée par Dimitrov, et multiplie les exemples qui montrent que le PCT cherche à faire croire qu'il est investi à ce moment d'une « mission révolutionnaire », ce qui justifie son apparente « neutralité ». Il a fallu, par exemple, six mois de discussion entre Gottwald et la Comintern pour que les communistes tchèques renoncent au patriotisme tchécoslovaque après la sécession, décidée par Hitler, de la Slovaquie. Réaction pendulaire ? En mai 1941, l'ancien dirigeant de l'organisation communiste des petits paysans slovaques, qui a vécu dix ans en URSS, Ján Osoha, se prononce pour une « Slovaquie soviétique ». Qualifié de « sectaire », il recule finalement. Pour le reste, Jacques Rupnik écrit : « Entre septembre 1939 et jusqu'à l'entrée en guerre de l'URSS, le PCT ne participa que de façon limitée aux activités de la résistance. On peut dire que, pendant cette période, son appareil clandestin faisait un considérable "travail illégal" d'organisation nécessaire à sa préservation, mais assez peu de "travail de résistance"[45]. »

Peut-être faudrait-il signaler pourtant qu'il subit une répression énorme. En fait, il avait déjà dû faire appel à ses réserves, les hommes des cadres des JC, les anciens de l'École Lénine. Il fallait mettre aux postes de commande des hommes expérimentés préparés à cette tâche. On le fit. On y mit Jaroslav Klivař, Emanuel Klima, Jan Černy, Ladislav Hanus, Jan Žika, les frères Otto et Viktor Syněk. Jaroslav Klivař, un homme de l'appareil,

45. J. Rupnik, *op. cit.*, p. 142.

ancien des JC, des syndicats rouges, des Brigades internationales – la carrière modèle pour ces responsabilités –, tomba le 10 avril 1939. Après onze mois à la prison de Pancrac aux mains de la Gestapo, on l'envoya mourir à Oranienburg. Il n'était que le premier des membres des CC à périr. Le PCT envoya même – sacrifice suprême – ses deux meilleurs dirigeants ouvriers demeurés en usine, František Šiska et Ján Ziska. En vain. Le premier CC lui-même tomba le 13 février 1941, donc bien avant l'attaque contre l'URSS. Bien des militants et des militantes, cadres dirigeants, étaient déjà dans les prisons. Il reste le problème de Julius Fucik : il a longtemps relevé du sacré mais est ouvert maintenant à la discussion : ce héros célébré dans 80 langues pour ses *Écrits sous la potence*, qui lui ont peut-être été en partie dictés, était-il vraiment un pur héros ou un maladroit et, de plus, un faible qui flancha ? Le débat est en cours.

LE DÉBUT D'UN TOURNANT

Lorsqu'au matin du 22 juin 1941 Dimitrov, convoqué d'urgence, se présente au Kremlin, c'est pour apprendre que l'armée allemande a attaqué à l'aube. Tout va tourner brutalement dans l'univers et la vie des hommes de la Comintern. Avec d'importantes différences cependant selon qu'ils appartiennent à des nations occidentales ou coloniale et semi-coloniales. Faut-il pour autant penser que c'est l'agression allemande contre l'URSS qui a seule déterminé le tournant et le cours ultérieur de sa politique et de celle de ses partis ? Certainement pas. En fait, déjà à cette date, avaient commencé dans le monde entier des actions de résistance aux armées ennemies, allemande, italienne, japonaise, occupant des pays agressés et présentement pillés et asservis. La situation imposée à l'Europe sous la botte brune provoque déjà des réactions populaires d'une telle ampleur et signification que Staline songe un instant à dissoudre la Comintern et en entretient Dimitrov. Le 20 avril 1941, il lui dit :

> Maintenant, les tâches nationales sont au premier plan pour tous les pays. Mais la position des partis communistes en tant que sections d'une organisation internationale subordonnée à l'exécutif de l'Internationale communiste constitue un obstacle. [...] Dans la situation actuelle, l'appartenance à la Comintern facilite la persécution des partis communistes par la bourgeoisie, renforce leur isolement du reste de la population, empêche leur développement indépendant et la réalisation de leurs objectifs comme partis nationaux[46].

Il comprend qu'il n'a plus les moyens de contrôler totalement les partis communistes dans les pays ainsi embrasés et que des conflits armés avec l'occupant risquent de provoquer une crise entre le IIIe Reich et l'URSS que celle-ci n'aurait pas voulue. Le Norvégien Terje Halvorsen présente dans ce débat des arguments solides[47]. Il reprend l'idée, exprimée par José Gotovitch à propos de la Belgique, d'un tournant de la Comintern, non en juin 1941, avec l'attaque allemande, mais des mois auparavant, en janvier 1941. Il souligne l'importance de la grève d'Amsterdam en février, celle des mineurs français du Nord en mars, deux mouvements ouvriers de masse, dans des conditions terribles, où les communistes sont totalement investis.

EN NORVÈGE

Terje Halvorsen s'inscrit en faux contre les thèses traditionnelles qui ont fait du PC norvégien un parangon de la collaboration avec les occupants du pays. Il le fait avec des arguments solides, notamment des textes importants découverts dans les archives de la

46. Firtsov, colloque La Chaux-de-Fonds, p. 462 ; Firtsov, *op. cit.*, p. 26.
47. T. Halvorsen, *loc. cit.*, p. 32-51.

Comintern à Moscou. Bien entendu, le PC norvégien, pendant la période qui va de l'invasion du pays, le 9 avril, à son interdiction par les occupants allemands, le 20 août, a défendu la ligne de la Comintern comme il la comprenait, politique de paix, dénonciation des responsabilités britanniques dans la guerre impérialiste. Mais la direction de la Comintern apporte une note nouvelle dans ses directives du 28 juin 1940 : ce jour-là, une lettre du secrétariat de l'exécutif préconise une nette délimitation d'avec les autorités d'occupation, une lutte idéologique contre le fascisme et ses thèmes favoris comme l'antisémitisme, une propagande en ce sens auprès des soldats de l'armée allemande d'occupation, enfin, trace comme perspective la lutte pour l'indépendance nationale à travers la lutte contre la clique Quisling mise au pouvoir par les nazis[48]. En septembre, le PC norvégien commence à s'investir dans les syndicats, qui, eux, n'ont pas été dissous : un des leaders de l'ancienne opposition syndicale, le dirigeant des ouvriers du bâtiment Jens Tanger, prend pour secrétaire l'ancien dirigeant communiste Martin Brendberg, constituant ainsi une force qui peut commencer à s'opposer ouvertement au gouvernement « national » installé par les nazis[49]. L'exécutif ne semble pas s'être montré début 1941, selon l'historien Trond Gilberg, à Oslo entre un de ses représentants et la direction du NKP[50]. Peu après, cependant, Florin, au nom de l'exécutif, met ce dernier en garde contre les tendances à la capitulation devant les nazis, qu'il redoute de la part de Tanger. De nouvelles directives, en février 1941 insistent sur la nécessité de préserver l'indépendance des syndicats vis-à-vis du gouvernement et de l'occupant : la classe ouvrière doit prendre la tête de la lutte pour l'indépendance nationale, et ne pas hésiter à s'allier à des groupes qui attendent le salut de Londres[51]. Les nazis ne s'y trompent pas.

AUX PAYS-BAS

La grève d'Amsterdam de février 1941 est tombée dans les oubliettes de l'histoire. L'événement est pourtant d'importance. Des manifestations quotidiennes dans le centre d'Amsterdam et des heurts avec la police et les nazis du SRB hollandais. Une grève des métallos contre l'envoi de travailleurs en Allemagne. Une campagne généralisée contre les mesures antisémites de l'occupant. La grève des étudiants de Delft et de Leyde contre la révocation des professeurs juifs. Des groupes ouvriers de plus en plus nombreux et agressifs contre les groupes de choc des nazis hollandais. W.S. Pelt écrit à propos de la grève du 25 février :

> Jansen rédigea un appel à une grève dirigée presque exclusivement contre les forces d'occupation et la terreur antisémite des nazis. Pas un mot, dans ce manifeste, contre l'impérialisme britannique. Tandis que cette proclamation était en elle-même une rupture nette avec la politique du pacte, la grève ainsi proposée allait au-delà des limites fixées par la politique de la Comintern. Des centaines de milliers de grévistes se dressaient contre l'occupation allemande. Les transports publics étaient paralysés et il y avait de violentes confrontations entre les Hollandais et la police allemande [...] ; la grève, qui s'était répandue dans toutes les villes autour d'Amsterdam, se termina au bout de deux jours[52].

L'intervention des SS fut brutale et décisive. A Amsterdam, il y eut 13 morts et des dizaines de blessés, un grand nombre d'arrestations. La répression fut particulièrement sévère à l'égard des communistes : José Gotovitch parle de l'arrestation en six mois de

48. T. Halvorsen, *loc. cit.*, p. 39-40 ; RTsKhINDI, 4918-1322.
49. *Ibidem*, p. 40-41.
50. Trong Gilberg, *op. cit.*, p. 103.
51. T. Halvorsen, *loc. cit.*, p. 43-44. RTsKhINDI, 495-15-61.
52. Colloque d'Amsterdam, W.S. Pelt, *The CP of the Netherlands and the Comintern*, p. 17.

1 000 communistes, soit en gros la moitié du parti d'avant guerre[53]. Comment expliquer cette explosion populaire qui a entraîné avec elle les cadres du Parti communiste ? Les aspirations des masses n'étaient pas un privilège des Pays-Bas en ces débuts d'occupation de l'Europe par l'Allemagne. Et ce n'est pourtant pas pour autant qu'il y eut des explosions de ce type dans tous les pays à cette date. Sans doute faut-il chercher les raisons de cette explosion dans la situation particulière du parti néerlandais – le CPN, bien que peu nombreux, quelques milliers de membres –, car il était la direction reconnue d'un puissant mouvement de chômeurs. Dans la Comintern, il avait occupé les dernières années une place à part. Sa direction est apparue très désorientée, puis très divisée, comme le montrent ses textes successifs, face au pacte et surtout à ses conséquences. Pelt relève la prudence du parti dans ses activités de 1939-1940, mais aussi la combativité accrue des chômeurs devant l'aggravation de leurs difficultés. Le CPN n'était d'ailleurs pas passé dans la clandestinité, même s'il s'était donné une direction restreinte, une troïka dirigée par De Groote, qui espérait, selon Pelt, une convocation à Moscou d'où il pourrait diriger son parti par la radio de l'OMS[54].

Aux Pays-Bas aussi on a négocié la parution légale de l'organe communiste, ici le *Het Volksdagblat*. Un projet d'article de De Groote, non signé, préconisant une attitude « correcte » vis-à-vis de l'occupant, a été rejeté par Moscou, à qui Fried l'a transmis, et, si l'on en croit Pelt, « a provoqué dans le parti beaucoup de confusion et d'irritation[55] ». Un tournant est très tôt perceptible, que la Comintern ne semble pas avoir combattu, alors que Gottwald l'a fait au même moment en direction de la Tchécoslovaquie. En novembre 1940, un article probablement inspiré par la ligne des gens du KPD à Amsterdam, sous la direction de Knöchel, a tracé un signe d'égalité entre les deux ennemis, laissant pourtant entendre que l'ennemi principal est le Reich allemand à cause des ses visées annexionnistes[56].

Dans la voie de l'agitation antinazie, les communistes néerlandais avancent beaucoup plus loin que leurs camarades français et belges, ce qui ne va pas sans contradictions. Terje Halvorsen cite des mots d'ordre lancés en novembre 1940 par *De Waarheid* clandestine contre « le fascisme », l'« antisémitisme et le racisme », la collaboration avec « la puissance occupante[57] ». Mais quand Alex De Leeuw soutient des idées de « résistance » avant la lettre – alliance avec la fraction probritannique de la bourgeoisie néerlandaise –, il est exclu au début de 1941[58]. Rien, décidément, n'est simple. En fait, les journées d'Amsterdam, magnifique mobilisation collective, montrent que les larges masses sont prêtes à se mobiliser non seulement sur des mots d'ordre de classe, économiques, sociaux, politiques, mais aussi qu'elles s'engagent de leur propre mouvement vers le combat armé et qu'elles ne peuvent aboutir que par l'organisation de la lutte armée.

GUÉRILLA AUX PHILIPPINES ?

Cette période se place sous le signe du grand succès communiste que constitue la fusion des deux partis, communiste et socialiste. Le nouveau parti, appelé « parti communiste », était dirigé par d'authentiques communistes dont son président, Cristano Evangelista. Le nouveau PC philippin, fort de ses liens avec les masses paysannes, commence-

53. J. Gotovitch, *Du rouge au tricolore*, p. 141-142.
54. W.S. Pelt, *op. cit.*, p. 16.
55. *Ibidem.*
56. *Ibidem*, p. 18-19.
57. T. Halvorsen, *loc. cit.*, p. 49.
58. W.S. Pelt, *op. cit.*, p. 6-17.

t-il à organiser ses forces en vue de la guérilla ? Ce serait une réponse facile, mais on peut en douter. On sait seulement qu'en octobre 1941 il avait proposé aux autorités de contituer une armée pour lutter contre les Japonais, proposition qui avait été repoussée. La vérité est que le moteur du mouvement pour une action armée, ce sont les masses paysannes et leur organisation, et que certains communistes y sont appréciés. 20 000 paysans pauvres sont déjà organisés contre les grands propriétaires et se sont donné un embryon d'armée avec les groupes de défense paysans, dans le centre de Luzon. Quand l'armée japonaise arrive et arrête ses principaux dirigeants, Cristano Evangelista et Pedro Abad Santos, bientôt assassinés en prison, le PC philippin est prêt au combat armé que prépare sa « commission militaire », présidée par Luis Taruc.

GUÉRILLA EN GRÈCE ?

Il a fallu l'instauration d'une féroce dictature fascisante en Grèce sous le général Metaxas pour sauver la monarchie abhorrée du roi Georges et de ses protecteurs britanniques, sans oublier la reine Frederica, ancienne des Jeunesses hitlériennes et petite-fille de Guillaume II. Mais l'échec de l'invasion italienne, puis l'intervention allemande, qui a mis fin à la résistance grecque, constituent une nouvelle donne, au moins aussi importante que le pillage des ressources alimentaires par les occupants. Les troupes allemandes entrent dans Athènes un dimanche d'avril 1941. L'effondrement de l'armée grecque et l'inévitable désordre provoqué dans l'appareil d'État par le passage à une administration au service de l'occupant ont eu deux conséquences capitales pour le déroulement ultérieur des événements et de ce qu'on appelle « la Résistance ». D'une part, paysans et ouvriers ont souvent pu constituer des stocks d'armes abandonnées ou jetées par les militaires. D'autre part, la désorganisation temporaire des institutions répressives a permis plusieurs centaines d'évasions, et, au premier chef, de cadres communistes emprisonnés par le régime métaxiste. Le résultat est que des unités de guérilla se forment et commencent à combattre, particulièrement dans la région de la Thrace et de la Macédoine, où se trouvent des armes en abondance. Elles subissent, semble-t-il, de sérieux revers. Par ailleurs, un « groupe d'orientation » formé de cadres moyens du PCG est formé à Athènes, qui cherche à reconstituer le parti et à le lancer dans l'action. Le PC – le CC de Siantos, désormais authentifié – réussit ainsi à fonder l'EA (Solidarité nationale), destinée à recueillir les fonds pour aider les victimes de la répression, puis l'EEAM (Front national ouvrier de libération), qui groupe les trois centrales syndicales. Mais il ne réussit pas – du moins pour le moment – à convaincre les grands partis, le Parti libéral et le Parti progressiste, de constituer avec lui et d'autres formations plus modestes un Front national de la résistance. La situation et difficile pour la Comintern, qui n'a personne sur place alors que les dirigeants communistes grecs en qui elle a confiance et qu'elle a mis en place, comme Nikos Zachariadès, sont en prison et n'en sortiront pas. En outre, le roi s'est réfugié sous la protection britannique ainsi que les débris de l'armée et de la flotte royales, réorganisés en Égypte sous des officiers métaxistes. La Grèce est un cocktail qui peut exploser à tout moment, dont elle ne sait que faire et dont, pour le moment, elle ne peut rien faire. D'ailleurs, l'attaque allemande va accaparer très bientôt toute son attention.

EN YOUGOSLAVIE

La Yougoslavie va être bientôt un autre problème de ce genre. Là non plus, il n'y a pas de représentant de la Comintern, seulement deux possibilités de contact par Radio-Zagreb et Belgrade. Là, tout a commencé par l'engagement du régent Paul dans l'alliance allemande, vraisemblablement dans la perspective de l'attaque contre l'Union soviétique.

Mais le même jour éclataient dans toutes les grandes villes du pays des manifestations populaires dénonçant sa « trahison ». Le 27 mars, un groupe de jeunes officiers réalisait un coup d'État pour renverser la politique extérieure du pays et installait au gouvernement le général Dušan Šimovitch, qui n'avait aucune idée de la politique à mener. Hitler, lui, après avoir largement consulté ses alliés, commença l'attaque en bombardant sauvagement Belgrade le 6 avril 1941. Dimitrov, de Moscou, demanda par radio s'il y avait des survivants dans le comité central. Ils avaient tous survécu. Le poste radio de Belgrade avait été détruit. Le gouvernement et le roi, avec les principaux chefs militaires, avaient pris la fuite en avion et mis le cap sur la Grande-Bretagne. Réuni dans un appartement de Zagreb, fin avril, le comité central du PCY décida le passage à la lutte armée. Il en prévint Dimitrov par radio. Moscou lui dit que les Yougoslaves menaient contre l'Allemagne « une guerre juste », ce dont ils se doutaient. Tout le monde savait que l'attaque hitlérienne contre l'URSS était imminente. Le peuple yougoslave serait ainsi galvanisé dans sa propre insurrection que les communistes préparaient activement, dans une ambiance caractérisée par la terreur imposée par l'occupant à l'ensemble de la population et par la désorganisation qui laissait les mains libres aux chercheurs d'armes et aux chercheurs d'hommes.

EN FRANCE

L'ouvrage de Claude Angeli et Paul Gillet puis celui de Charles Tillon ont les premiers attiré l'attention sur la coexistence au sein des différents PC, à commencer par le PCF, de deux « lignes », ce qui est beaucoup dire. On connaît celle de la « guerre courte » et de la « clandestinité transparente ». L'autre était celle de la lutte armée contre l'occupant. Bien sûr, depuis l'été 1940, le ton du PC était devenu extrêmement dur à l'égard du régime de Vichy et du maréchal Pétain, sans pour autant cesser de brocarder le général de Gaulle et sans s'en prendre au nazisme. Mais il y a très tôt des exceptions. Ainsi, fin juillet 1940, Charles Tillon, à Bordeaux, rédige une directive aux cadres de sa région dans laquelle il désigne comme les ennemis « les oppresseurs et exploiteurs, les capitalistes, leur tourbe de valets et de traîtres et les envahisseurs auxquels ils ont livré l'indépendance du pays ». Dans les mots d'ordre de la fin, on retrouve côte à côte « A bas la guerre impérialiste et antisoviétique » et « A bas le fascisme international »[59]. C'est en tout cas à lui et sans doute en toute connaissance de cause qu'est confiée l'organisation des « groupes spéciaux » (OS) qui ne sont pas encore prévus pour une action « contre les occupants » mais en seront de fait le noyau. Ce n'est pas non plus une nouveauté extraordinaire que l'appel, avant l'attaque allemande, à la constitution en France d'un Front national, même si, pour les adeptes du Meccano, elle est un cuisant démenti.

La grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais commencée au puits Dahomey de Montigny-en-Gohelle le 26 mai 1941 marque en effet le réveil des travailleurs en tant que force politique et sociale. Les « gueules noires » ont fait grève pour leurs revendications. Ce fut, écrit Roger Pannequin, « une grève organisée, mais sur la base d'un mouvement spontané[60] ». Leurs revendications sont celles de travailleurs exploités dont les conditions de travail et de subsistance menacent la vie même : ils veulent des pommes de terre, du pain, du savon mou, l'augmentation des rations, l'extension des droits des ouvriers étrangers[61]. Ils ont contre eux les compagnies, les autorités françaises, la police française, la police et l'armée allemande, avec eux un Parti communiste réorganisé dans

59. C. Angeli et P. Gillet, *Debout, partisans !*, p. 118-120.
60. Roger Pannequin, *Ami, si tu tombes*, p. 44.
61. C. Angeli et P. Gillet, *op. cit.*, p. 272.

cette région par Auguste Lecœur. Ils ont avec eux la population laborieuse du bassin, comme le montre la manifestation de 2 000 femmes le 29 mai devant le siège des compagnies à Hénin-Liétard, marquée par la prise de parole d'une militante, Émilienne Mopty. Ils protègent par des jeunes gens sommairement armés les prises de parole et les diffusions de tracts [62]. Ils gagnent sur leurs revendications et reprennent le travail le 9 juin. Les cadres de cette grève seront ceux de la lutte armée pour le reste de leur courte vie : outre Michel Brûlé, c'est en elle et autour d'elle qu'apparaissent les premiers chefs communistes de partisans, Julien Hapiot, surtout, JC et ancien d'Espagne, Charles Debarge, Eusebio Ferrari. Roger Pannequin, qui fut des leurs, raconte que Julien Hapiot l'avait convaincu que « l'issue de la guerre serait révolutionnaire [63] », qu'il critiquait la direction du PC, qui s'en prenait à Vichy sans mentionner l'occupant, et disait : « Ils ne comprennent pas qu'il faut tuer le maître avant de tirer sur le chien [64]. »

Il faut en tout cas relever que ni la radio anglaise ni le général de Gaulle à Londres n'ont jugé bon de parler de la grève des mineurs français dont le caractère de classe – évidemment inquiétant à leurs yeux – justifiait sans doute leur décision de ne pas la ranger parmi les actions de « résistance ». De son côté, l'*Humanité* salua la grève comme une lutte revendicative, sans plus. Anticipant sur la « Résistance », sans évidemment s'en douter, le CC du PCF envoya une adresse particulière aux mineurs du Pas-de-Calais, proclamant : « Vous, mineurs, qui avez combattu côte à côte, restez unis et dites-vous bien que ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun [65]. »

L'INÉVITABLE CONFLIT

Y a-t-il donc eu deux courants au sein du PCF, deux courants au sein de la Comintern ? Nous n'en croyons rien. Des hommes, en cette époque difficile, ont souvent cheminé seuls et sont arrivés à des conclusions différentes ou identiques à des moments distincts. Fondamentalement, pourtant, c'est la situation des masses, le début des luttes contre l'occupant et les capitalistes à la fois, qui ont dicté un changement d'orientation à un moment où il allait être rendu explosif par l'attaque contre l'URSS, que tout le monde attendait. Ce tournant-là, la Comintern ne pouvait pas ne pas le prendre – ne serait-ce que si elle voulait maîtriser ensuite un mouvement qui risquait de brouiller ses cartes et la politique de Staline. Le mouvement qui commence dans les rues d'Amsterdam et les mines du nord de la France occupées annonce un soulèvement de classe d'une ampleur sans précédent, préface d'une lutte armée non seulement inévitable, mais nécessaire, que l'attaque allemande contre l'URSS et le tournant « patriotique » de la Comintern vers la guerre vont cependant dévier vers une politique chauvine antiallemande. Les responsables staliniens en comprennent le danger et tentent de lui fixer des limites : il est significatif que ce ne soit pas au lendemain de la grève d'Amsterdam, mais au lendemain du 22 juin 1941, que, faisant appel à ses anciens d'Espagne, le CPN constitue et fait entrer en action ses « Mil'groupes » (Groupes militaires) dirigés par Jan Hendrik Van Gilse, un ancien interbrigadiste. Lénine avait lutté pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. L'agression d'Hitler contre l'URSS allait permettre de transformer la guerre civile internationale, qui commençait à se dessiner, en une « grande guerre patriotique ». Nous retiendrons à ce sujet le rapport écrit à la mi-juin, quelques jours avant l'agression

62. R. Pannequin, *op. cit.*, p. 103.
63. *Ibidem*, p. 90.
64. *Ibidem.*
65. *L'Humanité*, 20 juin 1941.

allemande, par un des hommes de la Comintern, Joseph Epstein. Il commence par une remarquable analyse de la situation en France après une année d'occupation et conclut : « Si un jour l'URSS entrait en guerre contre l'Allemagne, elle aurait avec elle l'immense majorité du peuple de France[66]. » L'espoir s'y lit entre les lignes, comme dans l'assurance toujours réitérée du jeune communiste d'origine italienne, Eusebio Ferrari, un des premiers partisans français : « L'URSS ne peut pas nous laisser tomber[67]. » En attaquant l'URSS, Hitler tranche d'une certaine façon pour un temps le nœud gordien de la politique stalinienne et réconcilie avec eux-mêmes les membres des partis communistes d'Europe. Pourtant, cette homogénéité apparemment retrouvée ne règle pas pour autant les problèmes de l'appareil, de son insécurité, de sa rancune tenace. Ce n'est sans doute pas par hasard que des hommes connus pour avoir été en 1940 et 1941 sur une ligne de « révolution et de lutte armée », comme le Catalan Josep Miret ou le Français Julien Hapiot, sont morts dans des conditions que certains de leurs camarades, des années plus tard, disent « mystérieuses », et que des hommes des services ou réputés tels sont accusés ou soupçonnés de les avoir livrés. On ne prête qu'aux riches.

Bien entendu, dans ce moment où l'on semble vouloir écarter les éléments considérés comme fragiles, ou prônent au contraire les hommes – ou les femmes – sûrs du fait de leur appartenance à l'élite du Saint des Saints, les Cadres : ainsi Springhall en Grande-Bretagne. Arthur Dallidet et Pierre Villon en France, Carmen de Pedro en Espagne. Ils sont les piliers de la nouvelle fondation, extensions au cœur de l'appareil pour des partis à rebâtir.

66. Reproduit dans C. Angeli et P. Gillet, *op. cit.*, p. 286-291, ici p. 291.
67. C. Angeli et P. Gillet, *op. cit.*, p. 281.

CHAPITRE XXXIV

La « Grande Guerre patriotique »

Le 16 octobre 1941, à 11 heures du matin, raconte Valentin Berejkov, les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, où il travaillait, ont été prévenus de la décision d'évacuation immédiate. Il raconte : « Dans la haute salle d'attente de la gare de Kazan, il y avait beaucoup de voyageurs. Parmi eux se trouvait un groupe de collaborateurs de la Comintern avec, à sa tête, D.Z. Manouilsky. Ils devaient également quitter Moscou. L'embarquement n'était pas encore annoncé. Les voyageurs faisaient les cent pas dans la salle, formaient des groupes, discutaient des derniers événements. J'allai vers Manouilsky[1]. » La Comintern quittait Moscou. Elle ne devait jamais plus y revenir, et c'est une scène à la fois historique et banale que dépeint ici l'ancien interprète de Staline.

La dernière « réorganisation »

Le 22 juin 1941, une réunion extraordinaire de l'exécutif de la Comintern avait décidé d'établir une direction de crise, la troïka Dimitrov, Manouilsky, Togliatti, pour la direction au jour le jour du travail de la Comintern. Dans la nuit du 18 au 19, alors que les troupes allemandes approchaient dangereusement de Moscou, la décision fut prise d'évacuer l'appareil de l'exécutif à Oufa – et non à Kouibychev, où se trouvait Dimitrov, pour des raisons que nous ignorons. Eleonora Chakhnarazova dit à ce sujet :

> Les structures d'organisation suivantes y fonctionnèrent : le secrétariat du CEIC, l'appareil du secrétariat du CEIC (les assistants politiques des secrétaires du CEIC, les conseillers et consultants politiques), les missions des partis communistes d'Autriche, Bulgarie, Allemagne, Espagne, Italie, Turquie, France, Tchécoslovaquie, le département du personnel, celui de la presse et de la propagande, les comités de rédaction des radios, le département établi par la combinaison des services des liens internationaux et le département des affaires de l'exécutif[2].

Le soir du 22, par train spécial, les secrétaires étaient partis pour l'ancienne Samara, Kouibychev, « où irait le gouvenement », précise Ceretti. Le gros des collaborateurs irait

1. V. Berejkov, *J'étais interprète de Staline*, p. 113.
2. Adibekov et Chakhnarazova, « Reconstructions of the Comintern organizational Structure », *The International Newsletter of Historical Studies*, 1994-1995, II, n°s 5-6, p. 33.

à Oufa, à 500 kilomètres de là. Il n'y avait d'ailleurs plus guère de Comintern. Ce sont, semble-t-il, les secrétaires respectifs de Manouilsky et de Dimitrov, le Hongrois Ernö Gerö et le Bulgare Stepanov – tous deux de retour d'Espagne –, qui assurèrent le travail courant, même plus un travail de liquidation des affaires courantes, bien que la Comintern servît encore d'intermédiaire pour des problèmes importants. A Oufa, bien des gens du Lux ont l'impression d'être tombés ou retombés au bas de l'échelle sociale, avec les équipements sommaires de l'Institut de géophysique, de grandes chambres collectives sans sommier ni matelas où l'on dort à même le sol. Les plus importants d'entre eux bénéficient cependant du confort relatif de l'hôtel Bachkiria : c'est le cas de Dimitrov, de Manouilsky et de Lebedeva, quand ils sont là – très rarement –, et, en permanence, d'Ercoli, le seul de la troïka présent à Oufa, de Boris Ponomarev, Anna Pauker, Dolorès Ibarruri, Togliatti, André Marty, Koplenig, Klement Gottwald, Pieck, Ulbricht, Geminder. C'est aussi à Oufa, dans l'enclave de Kouchnarenkovo, que se trouve l'École Lénine, devenue simplement l'école de la Comintern. Enseignants et élèves appartiennent au même monde, parfois aux mêmes familles que ceux de l'Institut et de l'hôtel. Wolfgang Leonhard a témoigné sur les études et la vie dans cette école[3]. Vlahović, du PCY, n'est pas là.

LA « MÉCANIQUE » DE L'HISTOIRE

Certains historiens croient que tout est simple et mécanique, que tout s'articule sans contradiction, que les communistes ont pris les armes quand il a fallu défendre l'URSS en guerre. Mais, dans l'histoire, comme alors dans le vaste monde, il n'y a pas seulement « les communistes » et « l'URSS », il y a des classes, des entrepreneurs ou managers qui veulent préserver et assurer leurs profits, des chefs militaires qui sont prêts à sacrifier des centaines de milliers d'hommes pour un bâton de maréchal, et aussi des millions qui ne veulent ni ne peuvent plus vivre comme ils y sont obligés, des gens qui préfèrent mourir debout que vivre à genoux. Il faut comprendre tout cela pour comprendre ce qui s'est passé aussi chez « les communistes » comme dans « la Comintern » à partir de 1941. Ce qui se passe d'abord, dans un certain nombre de pays, c'est la guérilla paysanne. Les communistes ne la « font » pas, comme l'écrivent certains, elle naît sous l'action de leurs mots d'ordre là où ils rencontrent de l'écho et à travers leur action d'organisation quand ils ont quelque expérience. Parfois, ils sont obligés de chevaucher tant bien que mal un mouvement parti en dehors d'eux, et d'autres fois ils ont seulement à labourer un terrain favorable, pour que tout se coule dans le cadre qu'ils ont préparé. Parfois aussi, ils sont entraînés si loin de leur point de départ qu'ils ne se reconnaîtront pas eux-mêmes.

GRÈCE : « ERREUR » AU DÉPART

C'est le 1er juillet 1941 que se réunit à Athènes le nouveau comité central du PC grec, formé par cooptation au cours des semaines précédentes à partir du noyau Siantos. Il compte quelques militants connus et éprouvés comme Dimitris Glinos – qui a pris les contacts avec les autres partis – Petros Roussos et Andréas Tzimas. Il explique que l'agression allemande a changé le caractère de la guerre et qu'il l'a transformée en une guerre progressiste des peuples dirigée contre la « barbarie fasciste ». L'auteur de *La Résistance grecque*, l'historien André Kedros, commente :

> Les communistes grecs ont été peu ébranlés par les implications du pacte germano-soviétique. Leurs dirigeants véritables sont des hommes d'origine populaire, étroitement liés aux masses, d'une grande combativité et ne manquant pas de pénétration dans l'analyse des phénomènes

3. W. Leonhard, *Child of the Revolution*.

> politiques intérieurs. Mais parmi eux sont peu nombreux ceux qui, comme Zachariadis, ont pu suivre les écoles supérieures du parti en URSS. Ces hommes au caractère d'acier non seulement n'ont pour ainsi dire jamais voyagé à l'étranger, mais ont été coupés du monde par la prison et la déportation. De ce fait, leur formation théorique et leur information générale laissent souvent à désirer. Il en résulte que beaucoup d'entre eux ont une méconnaissance très fâcheuse des problèmes internationaux, voire une certaine allergie. Cette allergie [...] a préservé dirigeants et militants de la crise qui s'est fait jour dans les partis communistes de l'Europe occidentale après la signature du fameux pacte.

Et de conclure doctement, disons-le, de façon plutôt inattendue, que « l'inexpérience des affaires internationales, privant les dirigeants communistes de la hauteur de vue nécessaire aux véritables hommes d'État, leur fera commettre plus tard des erreurs graves qui coûteront cher à leur parti, au mouvement de la Résistance et finalement au peuple grec tout entier[4] ». C'est un véritable tour de force intellectuel qu'accomplit ici cet historien incontestablement honnête. Parti de prémisses justes, il aboutit à la conclusion radicalement fausse qui fait porter aux dirigeants du PC grec de 1941 les responsabilités historiques qui sont en réalité celles de Winston Churchill et de Staline, pour ne parler que de ceux qu'on appelait alors « les Grands ». Par-dessus le marché, c'est au cours de la réunion qu'il commente dans les termes cités ci-dessus que les dirigeants communistes grecs firent les deux glissades qui allaient les perdre – et leur mouvement avec eux – aux yeux de Staline et des dirigeants serviles de la Comintern, les deux « erreurs graves » qu'on peut leur reprocher d'un point de vue stalinien.

La première est d'avoir écrit parmi les objectifs du parti, au sujet de la formation d'un gouvernement provisoire : « Il aura la tâche de rétablir les libertés démocratiques du peuple, de veiller à ce que celui-ci ait du travail et du pain, de convoquer une Assemblée nationale constituante et de défendre l'intégrité de la Grèce contre toute puissance impérialiste[5]. » En écrivant ces lignes, les dirigeants ont sans aucun doute exprimé la volonté des communistes grecs et, plus profondément du peuple grec, qui abhorrait la monarchie, le monarque et son « protecteur » britannique, mais ils ont du coup pris position, faisant obstacle à la politique extérieure d'alliances de Staline, qui, par devoir envers le gouvernement Churchill, se devait de ne faire aucune menace ou atteinte aux intérêts des Britanniques « protecteurs de la Grèce » et de respecter la monarchie, l'un des instruments de cette domination. La même déclaration récidivait, sur un plan plus général, il est vrai, en assurant, contrairement à la ligne de Staline et de la Comintern, qu'il s'agissait « d'organiser la révolte du peuple pour une libération nationale *et sociale* de la Grèce[6] ». C'était mordre très sérieusement le trait, et pour la troisième fois. Quant à nous, nous préférerions dire que la seule erreur des communistes grecs en ce 1er juillet 1941 fut à nos yeux de n'avoir pas compris ce qu'étaient le stalinisme et sa politique.

DÉVELOPPEMENT DES LUTTES DE MASSES EN GRÈCE

C'est le 27 septembre 1941 qu'est créé le Front national de libération, l'EAM, que rejoindront plusieurs petits partis, dont le Parti social-démocrate. Son programme – qui a néammoins supprimé les mots de « libération sociale » et de « puissance impérialiste » – reprend le reste du programme du parti, l'indépendance nationale et l'assemblée constituante. Nous pensons qu'André Kedros, qui souligne avec beaucoup de bonheur que

4. A. Kedros, *Histoire de la Résistance grecque*, p. 104.
5. *Ibidem*, p. 105.
6. *Ibidem*.

l'appel de l'EAM au peuple entier, où les communistes sont cités sur le même plan que les petits-bourgeois et les artisans, n'a aucun caractère de classe. Nous pensons surtout qu'il a tort de considérer que le mot d'ordre de « gouvernement de l'EAM » a inquiété les éventuels alliés. Le vrai problème, c'est le mot d'ordre d'assemblée constituante, qui s'opposait de front à Churchill, et à Staline par voie de conséquence. En tout cas, réponse du berger à la bergère, c'est dans la même période que naît une autre organisation de type front, l'EDES, union nationale grecque démocratique patronnée en exil par le général républicain Plastiras et dont l'homme fort est le général Napoléon Zervas. Mais l'EAM est une organisation de masses superbement organisée, et c'est vers elle que se tournent les masses : manifestation de 6 000 mutilés de guerre du 26 janvier, encadrée par des infirmières de l'EAM, deuxième manifestation de mutilés le 17 mars, nombreux rassemblements du 25 mars 1942, jour de la fête nationale, du 12 au 21 avril, grève des 50 000 fonctionnaires de l'État qui obtiennent satisfaction sur les salaires, grève de l'usine d'engrais du Pirée en août, manifestation ordonnée de 4 000 paysans dans le Péloponnèse et enfin grèves et manifestations les 20 et 21 décembre contre la terreur – 40 000 grévistes à Athènes et au Pirée – et, pour couronner le tout, véritable « levée en masse » (l'expression est d'André Kedros) contre le service obligatoire du travail en février 1941, avec ses manifestations géantes et la grève des fonctionnaires en mars 1942. Toutes ces actions constituent une immense chanson de geste, la plus belle de la lutte des travailleurs européens pendant l'Occupation. Fait unique, devant cette résistance qu'il ne peut briser, le gouvernement du Reich renonce à introduire le STO en Grèce.

LA LUTTE ARMÉE EN GRÈCE

C'est à l'été 1942 que sont constitués les premiers groupes d'*andartes*. La première implantation a été réalisée sous les ordres du *kapetanios* Athanassas Klaras, qui va devenir Aris Velouchiotis. Trente-sept ans, ancien militant du PC grec, dirigeant des JC, héros de la lutte antimilitariste, plusieurs fois emprisonné dans les aventures de la troisième période, devenu un *dilossias* (renégat) quand il a subitement signé en 1939 une déclaration de repentir qui le poursuivra toute sa vie et dont on ignore dans quelles conditions elle fut faite. Héros populaire admiré et redouté, Aris devient pourtant très vite la figure de proue de l'organisation militaire de l'EAM, l'ELAS (Armée nationale de libération du peuple). Ses succès militaires ne se comptent pas, face aux Italiens, puis face aux Allemands ou aux collaborateurs. Mais les deux faits capitaux sont d'ordre politique. L'apparition de ses hommes dans les villages s'accompagne d'une véritable « révolutionnarisation ». Pour mobiliser le paysan contre l'occupant, on le mobilise d'abord contre l'ennemi naturel, le riche propriétaire, le bourgeois, le gendarme. Sous l'égide des hommes d'Aris, les assemblées générales de villageois désignent des conseils municipaux qui sont de véritables soviets, exerçant tout le pouvoir local, y compris la « justice populaire ». Un rapport de l'Abwehr de novembre 1942 signale : « Dans la région Trikala-Karditsa, certains districts sont totalement entre les mains des bandes, de sorte que la population obéit aux ordres des chefs de bandes [7]. » C'est que partout et très vite l'exemple d'Aris et de ses hommes a été suivi. André Kedros écrit : « Ce même rapport évoque de nombreuses attaques de partisans contre des postes de gendarmerie, des préfectures et des mairies. Les *andartes* brûlent les documents officiels, exécutent les traîtres et les *V Männer* (agents allemands), s'emparent des céréales réquisitionnées par le gouvernement et les distribuent à la population qu'ils incitent à la rébellion [8]. »

7. A. Kedros, *op. cit.*, p. 131.
8. *Ibidem.*

De plus en plus, et par la force des choses, la « Grande Guerre patriotique » des Soviétiques devient en Grèce une guerre civile. L'EAM s'en prend aux forces de l'ordre, et en premier lieu aux organisations fascistes, réussissant par exemple à dynamiter les locaux de l'organisation nationale-socialiste grecque, l'ESPO, exécutant l'état-major de deux autres, similaires, l'EEE et l'OEDE. La bourgeoisie grecque collaboratrice et les Allemands ripostent en créant des organisations prétendues « résistantes » à leur botte, « l'organisation X » du colonel Grivas, la PAO, que l'EAM-ELAS réussit à détruire. Ces formations sont soutenues non seulement par l'occupant et par le gouvernement qu'il a mis en place, mais aussi par le gouvernement royal en exil et par certains services secrets alliés. Il y a des incidents entre les maquisards de l'ELAS et les hommes de Zervas, beaucoup plus à droite que l'EDES qu'il représente. C'est dans ce contexte qu'au début de l'année 1943, et malgré les risques que cela représente pour lui, Aris est convoqué à Athènes par Siantos, dont l'évasion, en septembre 1940, a fait le secrétaire général du PC grec. L'affaire se solde par une semonce. Siantos demande à Aris de veiller à ce que ne se reproduisent pas des « erreurs » comme son incursion dans les territoires de l'EDES à la poursuite de déserteurs de l'ELAS, ou certains « excès » – le massacre, commis d'ailleurs en son absence, d'une famille de collaborateurs.

Rien n'indique qu'Aris ait résisté. Il semble, selon Kedros, qu'il ait alors été réintégré dans le PC grec et qu'il soit remonté dans la montagne avec l'intention d'appliquer les nouvelles directives. La tâche n'est pas facile. La nouvelle idée du brigadier Myers, chef du SOE en Grèce – l'homme qui voit en Aris l'ennemi n° 1 –, est en effet de s'appuyer systématiquement sur ce qu'il appelle les « bandes nationales apolitiques », qu'il promet de financer et d'armer. Napoléon Zervas se rallie aussitôt pour profiter de la manne. L'opération fait long feu. Myers a misé sur le colonel Saraphis, un officier de la gauche modérée, chef d'une organisation d'officiers antiallemands, l'AAA, qui vient de créer un maquis. Mais Aris et ses hommes enlèvent ce dernier, le conduisent à leur quartier-général, d'où il sort en annonçant son ralliement à l'ELAS, qui le nomme commandant en chef de ses forces. C'est, semble-t-il, le début d'une ascension irrésistible de l'ELAS, dont les troupes libèrent en février et mars les villes de Karditsa puis Gvéréna. Zervas, qui s'est rallié au roi et au gouvernement en exil, se présente en champion de l'ordre et des Alliés, contre les « révolutionnaires » qu'incarnent les « bandits » d'Aris Velouchiotis. La Grèce marche vers une guerre civile. On peut concevoir ce qu'en pensent les Soviétiques, car, au même moment, ils s'efforcent d'apaiser le mécontentement qui gronde en Égypte dans l'armée et la marine royales grecques contre les officiers métaxistes qui les commandent. L'inexpérience des dirigeants improvisés du PC grec, les aspirations à la « libération sociale » des paysans et des ouvriers grecs, la personnalité même, les hésitations de chefs comme Aris Velouchiotis, font que la Grèce risque de devenir une sérieuse pomme de discorde entre Britanniques et Soviétiques et, à terme, un foyer révolutionnaire dont on ne veut à aucun prix à Moscou.

Nous n'avons pas les documents de la Comintern qui corroboreraient cette interprétation. Mais ceux dont nous disposons pour la Yougoslavie ne laissent aucun doute quant à sa véracité. Les communistes grecs, depuis le début de la résistance en Grèce, avaient mordu le trait. Ils n'étaient fidèles à la ligne stalinienne que sur un point : la férocité avec laquelle leurs cadres organisèrent systématiquement du début à la fin de la guerre le massacre des « trotskystes » – « plus de 800 », plastronnera Phanis Bartzotas au bout du compte –, des anciens opposants, systématiquement tués, même à la tête d'unités de

l'ELAM, comme Stauros Gakis, et d'anciens responsables actifs contre le régime d'occupation, comme Assimidis et bien d'autres[9].

L'INSURRECTION YOUGOSLAVE, PAS LA RÉVOLUTION

Le 22 juin 1941, le monde apprit la décision d'Hitler d'attaquer l'Union soviétique. « Grand-père » – la signature employée par Dimitrov, indique Dedijer – télégraphiait au PCY :

> L'attaque par traîtrise de l'Allemagne contre l'URSS n'est pas seulement un coup dirigé contre le pays du socialisme, elle est aussi un coup contre la liberté et l'indépendance de tous les peuples. La défense de l'URSS est en même temps la défense des peuples occupés par l'Allemagne. Une occasion s'offre aux peuples de Yougoslavie de développer une lutte totale de libération contre l'envahisseur allemand. C'est une nécessité vitale que de prendre toutes mesures pour faciliter la juste lutte du peuple soviétique. C'est une nécessité vitale que de développer un mouvement sous le mot d'ordre de front national et très vite de front international uni de lutte contre les brigands fascistes allemands et italiens pour la protection des peuples sous le joug du fascisme. Un tel exploit est indissolublement lié avec la victoire de l'URSS. Gardez à l'esprit que la phase actuelle est celle de la libération de l'occupation fasciste et pas celle de la révolution socialiste[10].

Le jour même, réuni dans un faubourg de Belgrade, le bureau politique du PC yougoslave décidait de répondre en passant à l'insurrection et lançait une proclamation qui montrait à quel point il était un parti communiste modèle :

> Prolétaires de toutes les régions de Yougoslavie, à vos places, aux premiers rangs. Serrez les rangs autour de votre avant-garde, le Parti communiste de Yougoslavie. Chacun à son poste ! Sans hésitation et avec discipline ; faites votre devoir prolétarien. Préparez-vous immédiatement pour la bataille ultime et décisive. L'heure a sonné de prendre les armes pour défendre votre liberté contre les agresseurs fascistes. Faites votre devoir dans le combat pour la liberté, sous la direction du Parti communiste yougoslave. La guerre de l'Union soviétique est votre guerre parce que l'Union soviétique se bat contre vos ennemis. Faites votre devoir de prolétaires. Ne laissez pas l'héroïque peuple soviétique verser seul le sang précieux de ses enfants [...]. Mobilisez toutes vos forces pour empêcher que notre pays devienne une base de ravitaillement pour les hordes fascistes qui attaquent comme des chiens enragés l'Union soviétique, notre patrie socialiste chérie, notre espérance et notre phare sur lequel sont fixés les yeux des travailleurs qui souffrent dans le monde entier[11].

Les premières opérations eurent lieu le 23 juin 1941. Le 27, le comité central transforma le QG de l'insurrection en quartier général des Groupes partisans pour la libération nationale, commandé par le secrétaire général du parti, Josip Broz, connu plus tard sous le nom de Tito, et dont firent partie tous les membres du bureau politique. Autour de lui, des anciens d'Espagne, certes, mais aussi des hommes de l'intérieur, comme Djilas, Kardelj, Ranković, et d'autres qui viennent de Moscou, comme Zuyović. L'emblème du mouvement devint le drapeau yougoslave avec l'étoile à cinq branches au milieu. La première initiative fut une attaque concertée des Jeunesses communistes, menée par une centaine de petits groupes pour détruire les journaux de la collaboration. Trois jeunes gens furent arrêtés et fusillés. Deux jours plus tard, la même opération recommençait. Un nouveau télégramme de Grand-père, le 1er juillet, précisait les tâches urgentes :

9. A. Stinas, dans ses *Mémoires*, p. 268-269, énumère quelques-uns des cas les plus connus.

10. Cité par M. Drachkovitch, « The Comitern and the insurrectional activity of the CP of Yugoslavia in 1941-1942 », *The Comintern : historical Highlights*, p. 184-213, ici p. 192.

11. M. Drachkovitch, *loc. cit.*

> L'heure a sonné où les communistes doivent déclencher une lutte ouverte contre l'envahisseur. Organisez, sans perdre une minute, des détachements de partisans et déclenchez une guerre de partisans sur les arrières de l'ennemi. Incendiez les usines de guerre, les dépôts de matières inflammables (pétrole, essence et autres), les aéroports ; détruisez et démolissez les chemins de fer, le réseau de télégraphe et de téléphone. Interdisez le transport de troupes et de munitions, de matériel de guerre en général. Organisez la paysannerie pour qu'elle cache son grain et mène son bétail dans les bois. Il est indispensable d'utiliser tous les moyens pour terroriser l'ennemi ; pour lui donner le sentiment d'être dans une forteresse assiégée. Confirmez réception de ces directives et communiquez les faits prouvant qu'elles ont été exécutées. [12]

Le 4 juillet était achevée la préparation d'un plan pour l'implantation de détachements de partisans dans tout le pays. A Bekla Crvka, un ancien d'Espagne, Zikica Jovanović, qui haranguait le peuple pour qu'il rejoigne les partisans, abat deux gendarmes qui tentent de l'arrêter. La guerre était déclarée.

SE DÉBARRASSER D'ABORD DES TROTSKYSTES

Ces disciples de Staline jugèrent nécessaire dans un premier temps de se débarrasser des « trotskystes ». Ce fut fait avec un certain nombre de meurtres, dont le plus connu, à Belgrade, est celui du Monténégrin Slobodan Marčulić. Une partie de ceux qui échappèrent furent rattrapés quelques mois plus tard. Zivojin Pavlović, ami de Gorkić, dirigeant du parti pendant des années, avait écrit à Paris un ouvrage sur le *Bilan du Thermidor stalinien*. Dénoncé comme « policier », il fut torturé et exécuté à Uzice en novembre 1941. Milovan Djilas, qui le dénonça dans *Kommunist* et participa personnellement à son interrogatoire, persiste et signe après sa propre exclusion du parti en le qualifiant d'agent de la police secrète royale ! Le principal dirigeant du groupe trotskyste, Nikola Popović, un ancien dirigeant des JC en Serbie, échappa alors à ses poursuivants, mais ils devaient le prendre et le fusiller en 1945. Ayant assuré leurs arrières, les dirigeants se dispersèrent, ayant ainsi fait dans les rangs communistes des victimes que les « conservateurs mécaniciens » méprisent tant. C'est là une attitude, il faut le reconnaître, qui a trouvé jusqu'au bout de nouveaux défenseurs sur lesquels on a cru faire tomber le silence définitif. Les premiers groupes de six partisans apparurent, se procurant des armes comme ils le pouvaient, en attaquant des postes de police ou des militaires allemands isolés. Au Monténégro, de gros stocks d'armes appartenant à l'armée avaient été cachés lors de la défaite. Elles servirent en juillet, où éclata un soulèvement contre le projet d'annexion du Monténégro à l'Italie. Deux divisions italiennes furent alors désarmées.

DÉRIVE A GAUCHE

Ce parti stalinien modèle allait pourtant dévier de la ligne pendant les longues semaines où le *Blitzkrieg* de la Wehrmacht coupa les communications entre Moscou et Zagreb et dans l'ambiance de guerre mortelle qui se développait au pays. Un des facteurs de cette radicalisation fut l'apparition d'une organisation rivale de « résistance ». Le colonel Draža Mihailović, l'un des hommes du coup d'État contre le pacte, avait gagné les bois et réuni autour de lui plusieurs unités qui constituèrent le noyau de ceux qu'on appela les tchetniks de Serbie. Le programme politique de Mihailović était le rétablissement de la Yougoslavie dans son état antérieur à la guerre. Il reconnaissait l'autorité du roi et préconisait une politique attentiste évitant les actions contre les occupants. Pendant ce temps, les partisans organisaient un QG par province et un état-major suprême, donnaient le mot d'ordre

12. M. Drachkovitch, *loc. cit.*, p. 192.

d'élargissement des territoires libérés avec formation de comités de libération nationale se substituant aux autorités, et le regroupement des partisans en unités plus larges, bataillons si possible. Dans un premier temps, les communistes yougoslaves insistaient sur le caractère temporaire des comités. Kardelj écrivait : « Ils sont aujourd'hui les détenteurs effectifs, quoique temporaires, du pouvoir. Car leur tâche est d'exercer leurs fonctions dans l'intérêt de la lutte de libération du peuple, jusqu'au moment où, l'ennemi chassé de notre pays, on pourra entreprendre l'organisation de l'État [13]. »

Avec la première contre-attaque sérieuse des Allemands, la « république d'Uzice » résista pendant plus de deux mois. Elle avait été attaquée dans la nuit du 2 au 3 novembre par les tchetniks, qu'elle avait repoussés, pourchassés puis encerclés au mont Radna-Gora. Selon le témoignage de Dedijer, c'est à ce moment qu'il entendit à Radio-Moscou un hommage appuyé à Mihailović en tant que chef de la résistance yougoslave. Informé aussitôt, Tito donna l'ordre d'envoyer des parlementaires pour éviter tout affrontement avec les tchetniks, avec ce commentaire : « Nous devons éviter soigneusement de gêner l'Union soviétique dans ses relations extérieures [14]. » A la fin de l'année 1941, qui avait vu la république d'Uzice tomber sous les coups des forces allemandes, on comptait déjà en Yougoslavie quelque 80 000 partisans groupés en 92 détachements.

CONFLIT AVEC LA COMINTERN ; LE PRÉLUDE

Les relations se tendaient de plus en plus avec Moscou. Le communiste yougoslave Dedijer, ancien partisan, écrit :

> Le conflit était déjà latent entre notre mouvement de libération nationale et Staline. Ce dernier supportait mal que nous ayons instauré une forme nouvelle d'autorité, contre sa volonté. Il désirait incontestablement le développement de la lutte en Yougoslavie, mais à la seule fin de gêner les mouvements de l'armée allemande. Il ne souhaitait certainement pas la création d'un mouvement progressiste ayant ses racines propres, s'appuyant sur des forces nationales et ne comptant pas uniquement sur l'Armée rouge pour libérer le pays [15].

A la fin de l'année 1941, ce sont les doubles nécessités de la lutte contre l'occupant et du combat contre les tchetniks qui amènent Tito à décider la création de troupes d'élite, les Brigades prolétariennes, qui seront sa force de frappe et la force militaire qui « communisera » les partisans. Fortes de 800 à 1 100 combattants, avec un drapeau qui porte la faucille et le marteau, elles vont permettre la « Longue Marche » qui amène le cœur des troupes vers la Bosnie occidentale. Le 9 février 1942, Tito écrit avec une joie évidente à Kardelj et Ivo Lola Ribar que, depuis deux semaines, les partisans ont le contact direct avec Moscou, un « contact magnifique », dit-il, et qu'il a donné toutes les informations sur l'activité des partisans. Mais ce ne sont pas des félicitations qu'il reçoit, après que Moscou s'est sans doute donné le temps de la réflexion. Le 13 février – cela a tout l'air d'un examen –, Grand-père télégraphie :

> Le GQG des partisans devrait adresser, au nom du peuple yougoslave, une brève proclamation aux populations des pays occupés, surtout celles de Tchécoslovaquie et de France. Cette proclamation devrait insister sur la lutte que votre peuple mène pour son indépendance et faire appel aux populations des autres pays pour qu'elles cessent de fabriquer du matériel de guerre et de remettre des matières premières et du ravitaillement dans les mains sanglantes d'Hitler. Les pays occupés devraient briser la machine de guerre ennemie par tous les moyens et amplifier chez eux

13. Cité par M. Drachkovitch, *loc. cit.*, p. 199.
14. V. Dedijer, *Tito parle...*, p. 177.
15. *Ibidem*, p. 182.

les mouvements de résistance à l'envahisseur, n'épargnant aucun effort pour infliger une défaite totale à cet ennemi mortel de tous les peuples d'Europe, l'impérialisme germano-fasciste. Nous pourrions donner à cette proclamation la plus grande diffusion par voie de presse et radio[16].

LA COMINTERN ACCUSE

Le 5 mars, le messager de la Comintern à Moscou abat son jeu et interpelle vivement les dirigeants des partisans :

A la lumière des informations que vous nous avez envoyées, il semble que la Grande-Bretagne et le gouvernement yougoslave aient de bonnes raisons de suspecter le mouvement partisan d'avoir pris un caractère communiste et de viser à la soviétisation de la Yougoslavie. Par exemple, pourquoi avoir créé une brigade prolétarienne ? A l'heure actuelle, le devoir essentiel et immédiat est de fusionner tous les courants antinazis, d'écraser les envahisseurs et d'achever votre libération nationale.

Comment se fait-il que les amis de la Grande-Bretagne en viennent à créer des unités armées pour combattre les détachements de partisans ? N'y a-t-il vraiment pas d'autres patriotes yougoslaves, en dehors des communistes et de leurs sympathisants, avec lesquels vous puissiez fusionner pour la lutte en commun contre l'envahisseur ? Il est difficile d'admettre que le gouvernement yougoslave et celui de Londres se rangent du côté des oppresseurs. Il doit y avoir là un grave malentendu. Nous vous demandons franchement de bien réfléchir à votre tactique, à vos actes, et de vous assurer que vous avez bien fait tout votre possible pour créer un front national unique groupant tous les ennemis d'Hitler et de Mussolini et n'ayant pour but commun que de chasser les envahisseurs. Si on peut encore faire quelque chose dans ce domaine, prenez les mesures nécessaires et prévenez-nous[17].

Dimitrov souligne concrètement :

Tenez compte de ce que l'Union soviétique a des traités avec le roi de Yougoslavie et son gouvernement, et que prendre position ouvertement contre eux créerait de nouvelles difficultés dans l'effort de guerre commun et les rapports entre l'Union soviétique d'un côté, la Grande-Bretagne et l'Amérique de l'autre. Ne voyez pas les problèmes de votre seul point de vue national, mais aussi du point de vue de la coalition internationale britannico-américano-soviétique. Tout en faisant votre possible pour consolider les positions gagnées dans la lutte de libération nationale, manifestez en même temps l'élasticité politique et un peu de capacité à manœuvrer. Nous sommes enthousiasmés par votre combat héroïque, et nous réjouissons de tout cœur de vos succès. Nous essayons de populariser largement votre cause dans tous les pays et cela excite l'enthousiasme des peuples qui combattent le fascisme et sert d'exemple à la résistance populaire des autres pays occupés. Nous souhaitons que vous surmontiez courageusement tous les obstacles qui vous attendent et remportiez d'autres succès[18].

Quant au projet de « proclamation », la Comintern demande de l'amender profondément. Il faut en particulier supprimer la phrase : « Vive la révolte de tous les peuples esclaves d'Europe contre l'envahisseur »[19] et tout ce qui est hommage à la seule Union soviétique, et ajouter un paragraphe « saluant la puissante coalition de l'Amérique, de la Grande-Bretagne et de l'URSS à laquelle se rallient tous les peuples épris de paix[20] ».

16. V. Dedijer, *op. cit.*, p. 188.
17. *Ibidem*, p. 189.
18. M. Drachkovitch, *loc. cit.*, p. 207.
19. Cité par V. Dedijer, *op. cit.*, p. 189.
20. *Ibidem*.

LA QUESTION DE L'AIDE MATÉRIELLE

La déception est profonde à Foca, où arrivent les télégrammes, d'autant plus que le commandement partisan a demandé à Moscou des médicaments, des munitions et des armes automatiques, du sérum contre le typhus, des chaussures, du drap d'uniforme. Mosa Pijade attendra longtemps, à l'endroit fixé pour le parachutage. La réponse est « *Niet* ». Le 29 mars, Grand-père télégraphie : « On fait tous les efforts possibles pour vous aider en armements. En réalité, les difficultés sont énormes. Nous ne pourrons pas les surmonter dans un proche avenir[21]. » Fin avril, Dimitrov confirme que les Yougoslaves ne doivent pas s'attendre à recevoir munitions et armes automatiques et invite les combattants à utiliser les leurs parcimonieusement ! Chaque soldat des Brigades prolétariennes ne dispose que de cinq cartouches quand il va au combat. Vlado Dedijer, historien communiste de Tito, écrit : « Il ressort clairement des archives du gouvernement royal que les raisons pour lesquelles Moscou n'a pas voulu aider les partisans en 1942 étaient politiques et non pas techniques[22]. » Dans la même période, Moscou proposait l'envoi de matériel et d'une mission militaire aux tchetniks. Une fois de plus, les dirigeants de la Comintern mettaient leurs mensonges au service de la politique de Staline. Et les partisans allaient tenir une année de plus, aidés, il est vrai, par la capitulation italienne et par les armes prises à cette occasion. Retenons au passage cet épisode sinistre : la division Pinerolo demanda à servir la résistance ; elle fut désarmée. Ses hommes, abandonnés, moururent de faim et de froid.

A certains égards, les dirigeants communistes yougoslaves peuvent – mais est-ce de leur propre initiative ? – apparaître plus offensifs sur le plan politique. En 1942, dans une lettre à ses camarades croates, Tito franchissait un pas en précisant : « En un mot, cessez de souligner le caractère temporaire des pouvoirs des comités de libération du peuple, soulignez-les, eux, en tant qu'organes d'autorité et comme embryon et base du futur régime populaire[23]. » L'un des plus respectés des communistes yougoslaves, Mosa Pijade, écrira plus tard à propos des comités de libération et de leur développement à cette époque :

> Ils reposaient de toute évidence sur l'expérience des soviets. Leur nom était en conformité avec les conditions de notre soulèvement et la guerre. Le mérite de nos dirigeants fut non seulement d'adopter cette forme mais aussi le fait qu'ils comprirent que la lutte pour la libération du pays ne pouvait aboutir si n'était pas détruit en même temps l'ancien appareil du pouvoir, son remplacement étant assuré par une nouvelle autorité révolutionnaire[24].

Pourtant, leurs dirigeants allaient reculer une fois encore avec l'affaire de l'AVNOJ, une initiative des partisans pour établir définitivement leur représentativité contre Mihailović. Le 12 novembre 1942, Tito télégraphiait à Dimitrov : « Nous allons maintenant mettre sur pied quelque chose comme un gouvernement provisoire qu'on appellera Comité national de libération de Yougoslavie (AVNOJ). Il comprendra des représentants de toutes les nationalités de Yougoslavie[25]. » La réponse de Dimitrov répétait la ligne : « La création d'un Comité de libération nationale de Yougoslavie est tout à fait nécessaire et d'une importance exceptionnelle. Ne manquez pas de donner au comité un caractère pan-national yougoslave et antifasciste de tous les partis. [...] Ne l'opposez pas au gouvernement

21. V. Dedijer, *op. cit.*, p. 187.
22. *Ibidem*, p. 189-190.
23. Cité par M. Drachkovitch, *loc. cit.*, p. 200.
24. *Ibidem*, p. 200-201.
25. *Ibidem*, p. 209.

yougoslave de Londres. A l'étape actuelle, ne soulevez pas la question de l'abolition de la monarchie. Ne lancez pas le mot d'ordre de république[26]. » Les dirigeants yougoslaves tinrent compte de toutes les recommandations de la Comintern, au moins formellement Après la création de l'AVNOJ, Tito rendit compte à Dimitrov :

> Nous sommes d'accord avec le conseil donné dans votre télégramme et nous en tiendrons compte. Mais je dois précisément vous informer que les civils actifs du conseil et tous les présents ont condamné comme traître le gouvernement yougoslave. Bien que nous ne considérions pas le comité exécutif comme une sorte de gouvernement, il essaiera quand même de régler toutes les questions de l'État et s'occupera de la guerre, dans laquelle il aura le soutien des comités de libération du peuple tant dans les territoires libérés que dans les autres. Il n'existe en Yougoslavie aucune autorité publique en dehors de ces comités et de l'autorité militaire qui conduit la lutte. Cette réunion a été convoquée par l'état-major suprême de l'Armée nationale de libération et des détachements partisans de Yougoslavie, qui jouit d'une immense autorité dans toute la Yougoslavie[27].

Le conflit ne disparut pas avec la dissolution de la Comintern, mais nous savons que c'est une tout autre histoire.

LES BULGARES VERS LE SOULÈVEMENT ?

En tant que « parti de Dimitrov », le Parti communiste bulgare, débarrassé des adversaires du dirigeant de la Comintern, était devenu en quelque sorte un parti modèle. Ses dirigeants avaient apparemment fort bien accepté les petites rectifications imposées à leur politique, comme celle de l'été 1940. Tout semble commencer comme en Yougoslavie au matin du 22 juin 1941. Les trois principaux dirigeants du Parti, Traitcho Kostov, Tsola Dragoicheva et Anton Ivanov, qui ont été informés par Radio-Sofia le matin, sont dans un local clandestin du parti où ils écoutent Radio-Moscou. Puis ils rédigent un manifeste brûlant au peuple bulgare :

> L'Histoire ne connaît pas de guerre plus criminelle, plus impérialiste, plus contre-révolutionnaire que celle que le fascisme a lancée contre l'URSS, et il n'y a jamais eu une guerre plus juste, plus progressiste, que celle du peuple soviétique contre l'agression fasciste, dont dépend le destin du monde [...].
>
> Nous avons devant nous la tâche colossale d'empêcher que notre pays ou notre armée servent aux projets criminels du fascisme allemand. Nous avons la tâche d'aider de toutes les manières le peuple soviétique dans sa difficile lutte. Pas un grain de blé, pas une croûte de pain bulgare pour les fascistes et pillards allemands. Pas un seul Bulgare à leur service. Chacun à son poste[28] !

Dans la nuit, le premier radiogramme de Dimitrov arrive, donnant comme directive « de prendre toutes mesures pour aider la lutte du peuple soviétique, de s'opposer aux plans antisoviétiques de la réaction bulgare, de consolider un front populaire uni dans la lutte contre le fascisme[29] ». Dans la soirée du 24 juin, une réunion élargie du bureau politique décide la préparation du renversement du régime « monarcho-fasciste » par les armes. Elle constitue une commission militaire générale de six membres en liaison avec le bureau politique. Elle avait pour mission d'organiser « des actions de diversion le long des routes, lignes de téléphone et de télégraphe servant aux hitlériens, de faire sauter les rails de chemins de fer, les tunnels et les ponts pour désorganiser l'arrière allemand et

26. *Ibidem.*
27. M. Drachkovitch, *loc. cit.*, p. 211-212.
28. J.D. Bell, *The Bulgarian Communist Party from Blagoev to Jivkov*, p. 58.
29. J.D. Bell, *op. cit.*

empêcher le transport de troupes et de matériel vers le front Est, [...] organiser le sabotage économique particulièrement dans les branches industrielles dont les produits sont exportés en Allemagne ». Le texte de la résolution ajoutait : « Il faut étendre aussi l'activité de résistance aux campagnes pour enflammer une opposition de masse à la confiscation du bétail et des récoltes par les forces hitlériennes ; si ce n'est pas possible, il faut brûler les récoltes ; détruire les meules dans les champs ainsi que les machines, détruire la production potagère[30]. » Mais la Bulgarie n'était pas la Yougoslavie. Le parti bulgare n'était pas le parti yougoslave. Il semble avoir été réticent devant ce type d'action – il avait payé cher les combats armés – et démoralisé par les défaites de l'Armée rouge. Dragoicheva a écrit que le peuple bulgare n'avait peut-être pas assez souffert des Allemands, rien de comparable en tout cas avec les Yougoslaves, et Tito accusa les dirigeants d'avoir, pour la victoire, compté seulement sur l'arrivée de l'Armée rouge.

Moscou fit pour les dirigeants communistes bulgares les gros efforts qu'il avait refusés à Tito : installation de l'émetteur « Khristo Botev » à destination de la Bulgarie, envoi de 58 spécialistes militaires d'origine bulgare, parachutés ou venus par sous-marin. Ils furent tous dénoncés par un radio russe et arrêtés, sauf Tsviatko Radoinov – ancien des Brigades internationales –, qui réussit à atteindre Sofia et prit la direction de la commission militaire. Le pire était encore à venir. Le chef de la Division A – la police politique – Nikola Gechev avait réussi à infiltrer l'appareil et à repérer Georgi Minchev, membre de la Commission militaire centrale (CMC), qu'il surveilla et fila pendant plusieurs semaines. Arrêté et brisé par une torture féroce, ce dernier donna tout et tous. Le 4 mars 1942, la police réussit à mettre la main sur 46 dirigeants du CC et de la CMC, dont Radoinov et Anton Ivanov, et, quelques jours plus tard, Traitcho Kostov.

TOURNANT TACTIQUE

Le gouvernement bulgare, à travers deux procès gigantesques, à l'été, chercha à frapper les imaginations. Lors de celui des 27 « parachutistes » envoyés par Moscou, 18 accusés, dont Radoinov, furent condamnés à mort et exécutés le jour même. Le second, dit « procès des 62 », fut celui des gens de l'appareil, et surtout de la Commission militaire centrale. Il y eut 5 condamnations à mort, dont celles d'Anton Ivanov et Georgi Minchev, exécutés sur-le-champ dans les tunnels sous les casernes. Les autres furent condamnés à des peines de prison allant de la perpétuité à quinze ans, et à des peines plus légères. Kostov, pour qui un ami avait imploré la grâce du tsar Boris III, ne fut condamné qu'à la prison à vie, mais, du coup, resta désormais suspect aux yeux de beaucoup.

A la fin de 1942, non seulement il n'y avait eu aucun pas vers l'insurrection, mais plus d'un millier de cadres politiques et militaires du parti et des jeunesses avaient été arrêtés. La direction procéda à une réorganisation en cooptant deux nouveaux membres, Iordan Katrandjiev et Dimitar Ganev. Elle confia une nouvelle Commission militaire à Emil Markov. Celle-ci décida alors de se tourner vers le terrorisme individuel. Un « groupe de combat en missions spéciales » d'une quinzaine de militantes et militants, choisis parmi les meilleurs, commandés par Metodi Chatorov et Slavcho Radomirski, spécialement entraînés, commencèrent en 1943 une chasse à l'homme contre les principaux leaders du régime, abattant coup sur coup le général Loukov, chef de la Légion fasciste, et le président du tribunal militaire de Sofia, le colonel Pantev. Mais ce commando de tueurs, comme c'est souvent le cas dans des conditions analogues, échappa bientôt à tout contrôle. Markov tombe. Au moment où la Comintern fut dissoute, la CMC décida de passer à une forme

30. *Ibidem*, p. 59.

de lutte copiée sur celle des Yougoslaves. Les historiens bulgares assurent qu'on pouvait alors compter sur l'existence dans le pays d'une quarantaine de bandes, avec quelque 600 combattants au total.

DIFFICILE SITUATION EN POLOGNE

La situation était loin d'être simple en Pologne, après la tornade de 1937, qui avait emporté tant de militants, et la cruauté de l'occupation soviétique et des massacres organisés et exécutés par le NKVD, qui avaient frappé la population dans la zone occupée par l'Armée rouge. Le mot même de « communiste » y était largement discrédité, y compris aux yeux des travailleurs. Toutes les initiatives prises pour reconstituer un parti communiste pendant la période du pacte échouèrent devant le refus de la Comintern. Mais la tension renouvelée des relations germano-russes, la crise du pacte, dans la seconde moitié de 1940, remirent la question à l'ordre du jour. Le 1er décembre 1941 se tint à Saratov une conférence d'anciens membres du parti polonais présidée par Wanda Wassiliewska, qui aboutit à la fondation d'une Union des patriotes polonais. Dimitrov expédia un de ses collaborateurs dans les localités polonaises où d'anciens communistes s'étaient portés volontaires pour un nouveau départ. Cinq furent choisis, envoyés à Moscou pour y recevoir une formation spéciale. Ils reparurent sous l'étiquette de « groupe préparatoire », qui fusionnait ainsi avec le groupe d'initiative formé à Paris en 1938. C'est en janvier 1942 que fut annoncée la naissance du « nouveau » parti, le PPR, parti ouvrier polonais, un nom choisi par Dimitrov. Il était dirigé par trois hommes, dont les deux premiers avaient été parachutés en Pologne occupée par des avions soviétiques, le secrétaire Marceli Nowotko, son adjoint Pawel Finder et Boleslaw Molojec, dont on se rappelle qu'il avait participé avec le Bulgare Ivanov à l'épuration des Polonais en Occident, lors de la liquidation du parti, et au processus de celle-ci en Pologne même. La présence à sa tête d'au moins un agent des services n'empêchait pas la nouvelle direction d'assurer : « Le PPR n'est pas une section de la Comintern ni d'aucune autre organisation internationale. Il se base cependant sur la doctrine marxiste-léniniste qui enseigne que la libération nationale n'est possible que si elle est couplée avec la libération sociale[31]. »

Le parti avait sa propre force de frappe, la Garde du peuple, dont la première opération militaire eut lieu en mars 1942. Il se spécialisait dans les attentats contre les clubs ou les cafés, voire les hôpitaux allemands. Il grandit rapidement, comptait 4 000 membres dans tout le pays au début de 1942, plus de 7 000 à la fin de 1942 et 8 000 au début de 1943. Bien des détails de son histoire nous échappent. Nous savons qu'il lui avait été demandé avec insistance à ses débuts de bien veiller à ne pas altérer les relations avec Londres. Nowotko semble s'en être assez souvent irrité. Mais nous ignorons tout des ressorts de la tragédie qui a frappé le PPR en novembre 1942 : Nowotko assassiné par un autre membre de la direction, Molojec, lui-même abattu par ses camarades de parti. Nous ignorons l'enjeu. Nous nous contenterons d'indiquer que le successeur de Nowotko, Pawel Finder, ainsi que sa femme, Małgorzata Fornałska, furent arrêtés peu après. La direction du PPR passa alors à Wieslaw, l'ouvrier Wladislaw Gomułka, membre du parti russe, et à un autre communiste polonais, « sauvé de la purge par la prison », un homme de la Comintern qui venait de purger à Prague une condamnation à sept années de prison, Boleslaw Bierut. Incontestablement, le parti polonais nouveau-né ne menaçait pas l'autorité de la Comintern. Il ne menaçait d'ailleurs pas non plus l'ordre allemand ni l'ordre social.

31. Cité par Dziewanowski, *op. cit.*, p. 162.

LA TRAGÉDIE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

En Tchécoslovaquie, la situation est tragique. Il n'y a pas d'offensive, pas de résistance de masse organisée. Les vagues terrifiantes de répression, les raids terroristes lancés dès le lendemain de l'arrivée à Prague de ce policier hors pair à l'âme de tueur que fut Reinhard Heydrich, ainsi qu'au lendemain de son assassinat par des hommes de Londres, récemment parachutés, brisent toute velléité de résistance. Un exemple nous suffira : la Gestapo avait mis la main en 1940 sur le responsable des cadres du parti, Jan Pestuka, trente-cinq ans. Heydrich le fit mettre à mort au lendemain de la promulgation de la loi d'exception qu'il avait exigée en septembre 1941. L'exécution, décidée par Reinhard Heydrich, de tous les communistes qui se trouvaient en prison lors de son arrivée marque le début d'une hémorragie permanente, et aucun événement extérieur ne semble pouvoir en renverser le cours. L'historique du comité central clandestin est une longue suite de tragédies. Les membres des deux premières équipes de remplaçants sont morts ou vont mourir en déportation. Une génération entière a péri, la fleur des jeunesses communistes d'avant guerre, Ján Černy, ancien responsable des cadres à Albacete, Karel Elsnić, l'ancien maçon Klivař, l'instituteur Emanuel Klima, les frères Syněk étant tombés malencontreusement ensemble. Jan Zika, un ouvrier du cuir, saute par la fenêtre pour ne pas être pris. En 1943, la grande année de la première résistance organisée ailleurs, on fait appel, pour la troisième direction depuis le début de l'occupation, à une jeune femme, ancienne cheftaine des scouts spartakistes, Josefa Fajmanová, trente-deux ans, promue en une année de sa fonction de collaboratrice du premier CC à celle de membre à part entière du deuxième. Elle a passé cinq années à se « former » à Moscou, dont deux à l'École Lénine. Elle tombe la même année. L'apparatchik Benada survivra quatre ans à Manthemsen.

En 1942 et pendant les premiers mois de 1943, l'ouvrier Anton Sedlaček près de Zilina, le tailleur Josef Kostálek en Bohême du Sud, l'enseignant Alexander Markus dans les Carpathes, le fraiseur Ladislav Exnař et Albin Grznař, l'aviateur Ludovit Kukurelli en Slovaquie orientale, ont accompli le début de leur mission et implanté des formations armées dans les montagnes slovaques. Mais aucun de ces hommes, qui périront héroïquement, ne sera Tito, voire Aris. En 1943 on est à constituer le quatrième comité central clandestin, avec Frantisek Šiska, un militant ouvrier resté à l'usine jusqu'en 1938. Les responsables du travail culturel comme Dvorak sont tombés. Il ne reste de cette génération que ceux qui se sont, comme Dostal, trouvés à Moscou au bon moment.

L'ITALIE PROCHE DU SOULÈVEMENT

En Italie, la situation économique qui se dégrade, la hausse des prix, la baisse du niveau de vie, provoquent les premiers signes de mécontentement chez les travailleurs et les premiers indices d'une crise du régime fasciste. De ce point de vue, l'année 1941 marque un tournant qui n'est pas seulement celui de la guerre et de l'attaque allemande contre l'URSS. A partir de cette date, en tout cas, les rapports de police étudiés par Paolo Spriano montrent une montée du mécontentement chez les travailleurs comme dans la jeunesse et une politisation en liaison avec la guerre, la résistance, puis les premiers succès de l'Armée rouge. Milan, Turin, Rome sont des centres névralgiques de ce mécontentement. Des militants de la vieille époque se réactivent, prennent contact avec des jeunes. On assiste en 1941 et 1942 à une véritable floraison de groupes ouvriers qui se disent souvent communistes et n'ont aucun rapport avec le PCI, se réclament à la fois de la « révolution » contre le fascisme et de Staline, symbole pour eux de la guerre antifasciste. A Rome, l'un d'entre eux, *Scintilla* (L'Étincelle) – un rappel de l'*Iskra* de Lénine –, dirigé entre autres

par le jeune Felice Chilanti, s'engage dans la lutte armée sous la direction d'Ezio Malatesta. Il est de très loin plus important numériquement que tous les autres, PCI compris[32]. A Turin, les « intégralistes » qui éditent *Stella Rossa* (L'Étoile rouge) sous la direction de Pasquale Rainone et Themistocle Vaccarella – des bordiguistes – sont aussi importants à la mi-1943 que les « officiels ». On connaît bientôt l'un d'entre eux, Mario Acquaviva[33]. On peut mentionner aussi les groupes des frères Carlo et Mauro Venegoni, leur journal *Il Lavoratore*[34], et leurs liens avec le groupe de Bruno Fortichiari et Luigino Repossi, des « anciens » aussi[35]. Ces oppositions ne sont pas antistaliniennes. Au contraire, elles exaltent en général celui qu'elles identifient à l'URSS et à la révolution d'Octobre. Mais le mot de « rouge » revient toujours dans les titres et sur les drapeaux, et elles sont pour la révolution, pour la révolution mondiale, dont elles croient que Staline est l'âme.

LE PCI DANS LA COURSE

Il y a là un danger. Le 1er août 1941, l'envoyé du parti, Umberto Massola, est sur place pour la constitution d'un centre interne et la reconstruction du PCI. Dans le même temps, le bureau à l'étranger a commencé à regrouper dans le sud-est de la France les militants évadés ou qui ont échappé à la police de Vichy ; tous ceux-là, dont les « Espagnols », fidèles des fidèles, sont prêts à revenir en Italie au premier signal du parti. De Moscou, Radio Milano Libertà, que dirige Giulio Ceretti, assure la propagande générale. Le parti doit se reconstituer et en même temps il s'efforce de se subordonner, voire de constituer, les premiers groupes armés qui apparaissent pendant l'hiver 1942-1943. Le glas du fascisme finit par sonner avec la fin de la peur, le 5 mars 1943, à 10 heures, par les sirènes qui annoncent la grève à l'usine Mirafiori de Fiat à Turin. Cette fois, ce sont les ouvriers qui vont se lancer en masse dans la bataille. C'est le retour du pendule. Tout a été préparé minutieusement entre le responsable national Umberto Massola et celui des communistes de l'usine, Leo Lanfranco. A Fiat-Mirafiori, un tract a été distribué. Il dit tout, dans le langage de tous : il faut « plus de pain, plus de viande, plus de graisse ». Il conclut :

Pour le pain et la liberté !
Contre les 12 heures et la guerre maudite !
Exigeons la chute de Mussolini du pouvoir !
Luttons pour la paix et l'indépendance de notre pays !
Pour l'augmentation du salaire et qu'il nous soit payé !
L'action, la grève, la lutte sont les seules armes que nous possédions, l'unique voie de notre salut.
Grève, grève, grève[36] !

DÉBUT DE LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Le pouvoir a hésité, n'a pas réprimé durement. Les jours suivants, la grève se répand dans les usines de la région. Le 15 mars, les autorités annoncent le paiement d'une prime ; quelques militants communistes sont arrêtés. La grève est terminée, mais c'est bien autre chose qui commence Les ouvriers de Milan prennent le relais à partir du 23 mars. En bas, on ne veut plus. Au sommet, on commence à ne plus pouvoir. Les hiérarques se

32. A. Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945*, p. 16-19.
33. *Ibidem*, p. 244 *sq.*
34. *Ibidem*, p. 295-301.
35. *Ibidem*, p. 312-315.
36. P. Spriano, *op. cit.*, t. IV, p. 1270.

querellent entre eux. Mussolini assure que la police « manque de mordant ». Beaucoup lui reprochent à lui sa négligence à l'égard des problèmes sociaux qui ont provoqué ces grèves. Nombre de rats commencent à penser qu'il faudrait peut-être quitter le navire. Le chef des carabiniers insiste : la population est en train de se retourner contre le fascisme, et le Duce ne le comprend pas. Le maréchal Badoglio prend contact avec un dirigeant de l'opposition démocratique et lui suggère qu'il faudrait éviter que « l'écroulement du régime mussolinien aille trop à gauche ». Tous les partis clandestins sont d'ores et déjà prêts à discuter avec le PC italien. Pour la première fois depuis 1939, la classe ouvrière d'un pays qui compte est au premier rang du combat social et national. Pour la première fois un régime fasciste est ébranlé de l'intérieur par des travailleurs que le Parti communiste inspire peut-être, au moins en partie, mais qu'il ne contrôle pas.

Le retard français

Il n'y a rien de vraiment neuf en France, après la grande grève des mineurs du Nord, rien en tout cas qui ressemble aux développements de Grèce, de Yougoslavie, voire d'Italie. Le PC est très long à s'orienter de façon décisive vers la lutte armée. Il l'a commencée déjà par des actions militaires puis des sabotages dans le Nord-Pas-de-Calais et dans la région parisienne, où se distingue une poignée de jeunes communistes. En revanche, il a été très vite en mesure de frapper ceux qu'il appelle les « renégats » et qui ne le sont pas toujours, avec un groupe d'action où s'illustre Fosco Focardi et, selon certains, Pierre Georges, dit Frédo, tous deux anciens d'Espagne. Mais ce n'est qu'en octobre 1941 que l'OS (Organisation spéciale) devient un appareil militaire unique dirigé par un Comité militaire national avec Charles Tillon, le syndicaliste Eugène Hénaff, les interbrigadistes « espagnols » Jules Dumont et Rebière, le JC Ouzoulias et l'homme de l'appareil clandestin Georges Beyer. Il semble que ce soit par sa pesanteur et sa force d'inertie que le « vieux » parti communiste a résisté aux appels à l'action armée. Le petit groupe d'anciens JC et combattants d'Espagne qu'entraîne Pierre Georges – futur colonel Fabien, auteur de l'attentat de Barbès, qui donne le signal – le fait avancer pas à pas. Il semble même à un moment qu'en dehors de cette poignée d'hommes il n'y ait que les fameux combattants étrangers de la MOI (Main-d'œuvre immigrée) pour se battre les armes à la main. Et aussi qu'il y ait, à des postes importants de l'appareil de ce parti, des hommes faibles, voire louches, comme le signalait Marty dix ans auparavant. C'est sans doute pour cette raison que la répression est terriblement efficace. C'est un homme de la commission des cadres, par ailleurs spécialiste de la lutte contre la provocation et « les trotskystes », rédacteur responsable des « listes noires », Armand (Edmond Foeglin), qui a procuré des « planques » à Félix Cadras et Gabriel Péri, tous deux arrêtés et exécutés, ce qui n'empêche pas « Armand » de survivre après la conclusion d'un « deal » avec le PC et la reconnaissance qu'il a dénoncé Péri.

La répression est aussi terriblement efficace. On ne remarque pas toujours le nombre de dirigeants syndicalistes ouvriers qui figurent parmi les otages fusillés en représailles après les premiers attentats : Jean-Pierre Timbaud (métallurgie), Jean Poulmarch (chimie), Charles Michels (cuirs et peaux), Jean Grandel (postes), que nous avons aperçus en Espagne. Des milliers de communistes sont arrêtés lors des rafles de 1941. En décembre, deux dirigeants qui sont aussi d'anciens journalistes de l'*Humanité*, parmi les plus populaires dans le parti, Lucien Sampaix et surtout, nous l'avons dit, Gabriel Péri, sont fusillés. En janvier et février 1942, c'est l'appareil central qui est tout près de tomber, avec l'arrestation d'une centaine de cadres importants. La direction proprement dite ne doit son salut qu'à l'héroïsme sous la torture de Félix Cadras et Arthur Dallidet, qui connaissent

tous les fils et se taisent. Les nouveaux responsables à l'organisation et aux cadres tombent à leur tour en mai. Il y a décidément bien des faiblesses dans l'organisation clandestine. En mars 1942, à la suite de l'ordre du jour de Staline du 23 février 1942, l'*Humanité* clandestine publie un commentaire appelant les Français à « la lutte libératrice » : « Les patriotes doivent constituer partout des groupes de partisans et de francs-tireurs qui mèneront la vie dure à l'occupant et feront une guerre de guérilla qui, de la ligne de démarcation aux coins les plus reculés du pays, ne laissera aucun répit à l'ennemi. »

Cette nouvelle ligne qui vise à transformer la poignée – une centaine – de combattants de l'OS en cadres d'une véritable armée de partisans rencontre une réelle résistance, finalement surmontée, bien que les communistes français aient dans ce domaine un retard considérable, dont les historiens n'ont pas réussi jusqu'à présent à situer les racines. C'est dans ces conditions que deux importants dirigeants historiques, Julien Racamond et surtout Marcel Cachin, condamnent « les attentats individuels ». D'autres désaccords se manifestent : ainsi, l'instituteur Georges Guingouin implante ses combattants dans le milieu rural et travaille à la yougoslave ou à la chinoise, sans le savoir, au milieu de la population paysanne du Limousin ; il est très tôt suspecté et, semble-t-il, condamné[37]. Le sens de certaines affaires nous échappe encore. Par exemple, il est difficile de croire à la version de la police selon laquelle André Heussler, un des plus glorieux interbrigadistes français, aurait été tué en 1942 par ses propres camarades pour avoir « trahi » et « donné ». Le combat passé de ce militant, l'éloge – très rare – que fit de lui André Marty, qui l'avait nommé commissaire politique de la XIe brigade internationale en Espagne, semblent incompatibles avec cette interprétation. Le silence de la direction du PCF sur cette affaire est d'autant plus frappant qu'il l'est aussi en ce qui concerne Foeglin qui a admis avoir « donné » Péri. Et ce n'est pas parce que des collègues bien informés assurent dans le couloir des colloques qu'ils « savent la vérité » que les problèmes qui naissent de la comparaison entre le sort de Heussler et celui de Foeglin sont réglés. C'est dans cette période aussi que se noue l'affaire Iltis, ce communiste allemand, ancien de l'École Lénine, qui infiltre la résistance communiste française pour le compte de la Gestapo et va dénoncer toute la direction de la zone Sud[38]. La création des Francs-tireurs et partisans, issus de l'OS et des Bataillons de la jeunesse, encadrés par des anciens d'Espagne, commandés par Charles Tillon, ne produit pas dans la Résistance française un changement qualitatif[39]. Dans bien des régions de France – le Dauphiné –, les actions armées sont conduites par les seuls combattants des FTP-MOI. Deux des chefs FTP les plus prestigieux en France sont le Yougoslave Ljubomir Ilić, dit Louis, et le Brésilien Apólonio de Carvalho, dit Edmond, tous deux anciens d'Espagne. Leurs héros, avec l'interbrigadiste Fabien, sont les travailleurs immigrés Langer, de Toulouse, et Manouchian, de Paris. Il n'y a pas, là non plus, une situation qui puisse faire penser à celle de la Yougoslavie. L'objectif des dirigeants communistes français, en accord avec la ligne, loin de s'opposer au « gouvernement de Londres », est de se faire reconnaître par lui. Que des militants rêvent de révolution, c'est une autre histoire, décrite notamment par Claude Angeli, Paul Gillet, Roger Pannequin. Ce dernier cite la dernière lettre de Julien Hapiot, interbrigadiste, l'homme de la grève des mineurs : « Je n'ai ménagé aucun effort pour contribuer à l'abolition du régime capitaliste générateur de guerres et de misère. J'ai conscience d'avoir porté ma brique à l'édification d'une société nouvelle qui libèrera socialement notre pays ».

37. Voir M. Taubman, *L'Affaire Guingouin*.
38. *Cf.* ci-dessus.
39. C. Tillon, *Les FTP.*

LE CAS DE LA BELGIQUE

La Belgique est incontestablement un cas d'espèce. Dirigé en réalité directement par un homme de la Comintern, Andor Béréi, le parti belge reste apparemment solide sur le plan des principes et des perspectives, mais le moins qu'on puisse dire est qu'il ne manque pas d'originalité dans la pratique. Sur l'analyse de la situation et l'axe de la politique, tout est clair avec une circulaire du secrétariat du parti de la mi-juillet 1941, signée Jean-Pierre, probablement, selon José Gotovitch, Constant Colin, secrétaire à l'organisation. Elle explique :

> La lutte menée actuellement par l'URSS est une guerre de défense nationale contre la barbarie fasciste. Il ne s'agit donc pas d'une lutte entre deux systèmes, le socialisme et le capitalisme, mais d'une lutte pour abattre le fascisme et empêcher Hitler de réaliser ses plans de conquête et de domination du monde. Toute autre interprétation, tout bavardage sur la révolution mondiale, ne peut que servir la propagande hitlérienne [souligné par moi, PB] qui s'efforce d'organiser une croisade contre le communisme[40].

Ici, c'est avec une extrême prudence que l'on met lentement en place les structures partisanes, sous le contrôle direct de Béréi, sous le commandement de Joseph Leemans, un ouvrier, ancien interbrigadiste, membre du BP et responsable de la commission des cadres, et de Paul Nothomb, personnage hors série, fils de banquier, ancien officier, ancien observateur de l'escadrille de Malraux en Espagne et l'un des personnages de son roman *L'Espoir*[41]. Ce que l'on vise, ce sont les usines, les dépôts de foin, de bois, les ponts, les cabines électriques, bientôt les wagons, les locomotives, les centrales de mines et d'entreprises, le matériel ferroviaire. Un juge allemand mérite les félicitations de Gotovitch pour avoir écrit et « décrypté la stratégie communiste » : « Fomenter des troubles dans une région industrielle importante, développer la résistance en Belgique, désorganiser l'administration d'occupation et surtout, par toutes ces actions, aider l'URSS en guerre[42]. » Il n'y a pas ici d'opérations militaires, d'embuscades, d'attaques de postes militaires ou de voitures ou camions isolés. Béréi a versé dans ce travail les collaborateurs de la Comintern dont il disposait, dont le technicien radio de l'OMS, Gaston Yernaux, qui va être tué en avril 1943. Il y a des attentats individuels, des « exécutions » : on tue des « collabos », des policiers particulièrement dangereux. José Gotovitch s'étend un peu sur le cas d'un des tout premiers groupes spécialisés dans ce travail, celui de Jean Dehareng, un fondeur de la région de Liège, venu des JGS, abattu en avril 1942.

Mais, contrairement à ce qui s'est passé en France, à la même époque, il n'y a pas d'attentats individuels contre des soldats allemands. Todor Angelov, le chef respecté et influent de la MOI, s'y est opposé. Il a travaillé avec les communistes allemands, en Espagne, en camp, il croit au rôle du TA (travail allemand) et refuse ce qu'il appelle « la chasse à l'uniforme ». Béréi a confirmé à Gotovitch que nombreux sont les partisans qui partagent son opinion[43]. Ce phénomène était-il plus répandu qu'on ne l'a cru ? Cette « première Résistance communiste belge » est bientôt à un doigt de s'effondrer ; des pans entiers tombent à partir de janvier 1943. Bastien, Angelov, sont arrêtés en janvier, le second exécuté en novembre. Prévot, responsable sécurité-logements, est arrêté en mars, Yernaux est tué en avril, Nothomb, arrêté le 13 mai, parle beaucoup. Sont arrêtés ensuite les « quatre » – Relecom, Leemans, Van den Boom et Pierre Joye – qui concluent avec

40. J. Gotovitch, *Du rouge au tricolore*, p. 146.
41. *Ibidem*, p. 158-159.
42. *Ibidem*, p. 167.
43. *Ibidem*, p. 179.

la police allemande, la SIPO, un « compromis » que le parti va désavouer fermement : ils acceptent de « délier » du secret les trois dirigeants des partisans armés détenus, permettant ainsi l'arrestation de ceux qui sont resté libres, tandis que les policiers s'engagent à n'exécuter personne.

LES NOUVEAUX SCABS ANGLAIS

En Europe, il n'y a plus alors que le CPGB qui ne soit pas dissous ou passé dans la clandestinité. Après avoir été à l'époque du pacte germano-soviétique l'incarnation de la violence verbale dans sa défense, il montre les crocs dans un bellicisme total et absolu. S'arrogeant le droit de parler au nom des travailleurs, il réclame en leur nom leur droit de faire des sacrifices. Harry Pollitt écrit : « Je dis que, dans une guerre populaire, une guerre comme celle que nous menons aux côtés de l'Union soviétique pour notre existence même de peuples libres, [...] les travailleurs industriels ont autant de droits à faire des sacrifices que les gars dans les forces armées[44]. » Le communiste Jack Owen publie un livre dans lequel il explique les différentes manières d'augmenter la productivité du travail tout en diminuant les salaires, ce que la situation d'un pays en guerre exige selon lui. Dans un discours de 1942 à la conférence du parti, le même Pollitt, après avoir salué le geste d'un docker qui a quitté une assemblée générale pour aller travailler à charger un bateau dont l'armée a besoin, s'écrie : « Ce n'est pas là briser une grève. C'est porter au fascisme un coup aussi décisif que celui que tout gars de l'Armée rouge peut porter aujourd'hui au fascisme. [...] Les trotskystes et l'ILP nous accusent, le parti et moi en particulier, d'être des briseurs de grève. Nous pouvons affronter cette accusation de la part de gens dont la ligne politique est d'aider consciemment le développement du fascisme[45]. » Le juriste D.N. Pritt, avocat qui avait cautionné la régularité juridique des procès de Moscou, déterre les textes des gouvernements les plus réactionnaires permettant de poursuivre des grévistes en justice, comme le Trade-Unions Act de 1927, que le CPGB à l'époque avait qualifié de mesure d'introduction du fascisme en Grande-Bretagne.

Le Parti communiste soutient désormais sans réserve le gouvernement de Winston Churchill : « Le gouvernement Churchill représente l'unité nationale pour la réalisation du pacte anglo-soviétique. L'affaiblissement du gouvernement Churchill signifierait l'affaiblissement de l'unité nationale. [...] Notre objectif politique doit être orienté dans le sens du renforcement du gouvernement Churchill[46]. » Il soutient même le gouvernement contre les revendications des colonies, et, après le début en 1942 de l'agitation en Inde, déclare à la presse par la voix de Harry Pollitt : « Nous déplorons que la résolution du Congrès envisage même l'adoption de la désobéissance civile au cas où ses propositions seraient rejetées. Un tel cours serait suicidaire pour la cause de l'indépendance indienne et ne pourrait dans la situation présente que faire le jeu des puissances de l'Axe[47]. » Que les Indiens veuillent donc bien attendre la fin de la guerre et on verra, comme dirait n'importe quel congrès libéral ou conservateur. Une lettre à Churchill, toujours de Pollitt, souligne que le conflit entre Grande-Bretagne et Inde est inutile puisque « c'est un conflit entre des parties qui sont également opposées au fascisme[48] ». Palme Dutt, dans son livre *Britain in the World Front*, va plus loin encore : il se plaint que le gouvernement britan-

44. *A Call to Arms*, 1941, cité dans R. Black, *op. cit.*, p. 165.
45. R. Black, *op. cit.*, p. 171.
46. Conférence nationale de mai 1932, *The Way to win*, p. 152.
47. Déclaration du 9 août 1942, *ibidem*, p. 165.
48. R. Black, *op. cit.*, p. 165-166.

nique ne fasse pas un bon usage des abondantes réserves dont il dispose, de ce que les PC appelaient autrefois « la chair à canon », les masses indiennes :

> Le peuple indien et tous les peuples coloniaux représentent un réservoir gigantesque de forces démocratiques antifascistes. Leur volonté de liberté, leur capacité de lutte et de sacrifice, démontrées dans les luttes nationales, pourraient jouer un rôle important dans le front commun et la victoire commune. [...] Mais, jusqu'à présent, on a à peine mobilisé la frange de cette puissance et de ces ressources. En Inde, jusqu'à maintenant, l'armée compte 1 million d'hommes sur une population de 4 millions ; le recrutement est limité et on détourne les masses des bureaux de recrutement[49].

On peut légitimement se poser la question que Robert Black, l'auteur de *Stalinism in Britain*, à qui nous avons emprunté bien des citations, a pour sa part résolue : la politique du CPGB n'a-t-elle finalement pas été plus utile aux classes dirigeantes britanniques qu'à la défense de l'URSS ?

REMOUS DANS L'ARMÉE BRITANNIQUE

Les membres du PC britannique vont bientôt venir au secours du gouvernement et du commandement dans l'armée même, en Afrique. Un bureau spécial de l'armée a été mis sur pied afin de donner à des soldats manquant visiblement de moral une idée de « pourquoi ils combattent ». Il s'agit essentiellement de démontrer la malfaisance du fascisme et les bienfaits de la démocratie, ainsi que les vertus de la discussion libre. Il apparaît très vite que la liberté d'expression dans les débats entre militaires est réelle, malgré la rogne des officiers contre cette discussion « *bolshie*[50] ». Le zèle pour démontrer la supériorité du régime parlementaire conduit à des simulations avec élections parlementaires, création de gouvernements, affrontement de programmes. Les trotskystes avancent avec prudence mais sont vite repérés par leurs vieux ennemis. Au Caire, ils inspirent un « Parlement du Labour » qui décide de nationaliser les banques. Ils réussissent à faire publier dans le journal de l'armée un article dénonçant le livre de l'ambassadeur Davies, *Mission to Moscow*, comme une apologie des procès de Moscou. Le trotskyste Arthur Leadbetter devient Premier ministre du « Parlement de Benghazi[51] ». Bien entendu, les soldats repérés sont rapidement déplacés et isolés. Les protestations des soldats proches du CPGB ont souvent attiré l'attention des responsables de la sécurité. L'expérience se termine.

INTERVENTIONNISTES, BRISEURS DE GRÈVE ET POURVOYEURS DE PRISONS

La période où les États-Unis combattirent au côté de l'Union soviétique fut sans doute extraordinaire pour le Parti communiste, qui réussit à doubler ses effectifs, atteignant les 80 000 membres en 1944. Défenseur bien gauche de la paix, accusateur des profiteurs capitalistes et de la répression rooseveltienne contre les grévistes, il fut, lui, à la différence des autres partis déjà étudiés pour cette période, brutalement transporté d'un camp dans l'autre, comme le montre le texte de Foster cité plus haut, qui fut publié la veille même du jour où il allait commencer à clamer le contraire. Devenu ultra-interventionniste, il dut attendre quelques mois, jusqu'au bombardement de Pearl Harbor, pour se retrouver dans l'unanimité nationale dont il rêvait pour la défense de l'URSS. Browder était bien entendu un communiste heureux. Il avait été remis en liberté dans un geste d'apaisement de Roosevelt qui était une avance politique. Il n'avait rien à craindre d'une Comintern

49. R. Palme Dutt, *Britain in the World Front*, cité *ibidem*, p. 166-167.
50. H. Ratner, *Reluctant Revolutionary*, p. 51.
51. *Ibidem*, p. 52.

dont il était le responsable pour tout le continent. Il n'y avait aucun problème d'interprétation de sa ligne, qui fut d'abord l'intervention et ensuite le bellicisme le plus violent, l'interdiction des grèves et la répression contre les traîtres : tant que la guerre durait, tant que les Russes comptaient sur l'aide et l'alliance américaine et redoutaient tout éventuel éloignement ou refroidissement, il n'avait rien à redouter et, au contraire, tout à attendre de Moscou. Les communistes américains donnèrent tête baissée dans l'effort de guerre, payant de leurs personnes quand ils le jugeaient nécessaire. C'est le dirigeant communiste Milton Wolff, dont nous avons relevé les propos anti-Roosevelt en mai 1941, qui négocie quelques mois plus tard, effrayant même Dimitrov, la mise à la disposition de l'OSS, ancêtre de la CIA, et du SOE, émanation de l'Intelligence Service, de militants communistes rompus aux exercices de la guerre de partisans. Irving Goff et ses anciens amis d'Espagne répondent donc « présent » au général Donovan quand Wolff leur demande de mettre leurs connaissances de « spécialistes » acquises en Espagne sous les ordres d'Orlov au service d'une OSS qui manquait alors terriblement de « professionnels » : l'occasion était propice pour espionner et dénoncer les trotskystes italiens, et ils ne s'en privèrent pas. L'affaire de Minneapolis est exemplaire de leur politique. A l'occasion d'un règlement de comptes du bureaucrate syndical Daniel Tobin avec les militants trotskystes de Minneapolis et New York, Roosevelt, en campagne électorale, avait fait à ce dernier la politesse de consentir aux poursuites contre ces militants ouvriers – dont le vétéran communiste James P. Cannon. Elles furent entreprises en vertu du Smith Act, conçu contre les communistes du CPUS, qui l'avaient dénoncé comme une forme malhonnête de répression antiouvrière. Les inculpés furent lourdement condamnés. Là, loin de protester contre sa première application, ils relancèrent dans le pays l'air de la grande calomnie qu'ils avaient déjà chanté au moment des procès de Moscou, approuvèrent bruyamment le procès et l'utilisation du Smith Act, proclamèrent qu'ils étaient solidaires de « la lutte pour l'élimination de la 5e colonne trotskyste de la vie de la nation », protestèrent même parce que les trotskystes étaient jugés comme révolutionnaires et non comme « agents du fascisme ». Les trotskystes allèrent en prison avec leurs camarades syndicalistes.

Les gens du PC étendirent d'ailleurs le champ de leurs cibles en faisant de John L. Lewis un nazi, candidat au poste de *Gauleiter*, en l'accusant de « trahison » pour avoir « œuvré pendant deux ans au moins dans les rang de la 5e colonne nazie, visant à une paix négociée avec Hitler et à l'asservissement aux nazis des Etats-Unis eux-mêmes », en faisant du CIO et de l'AFL, en bloc, des « conspirateurs contre la guerre » ! Ils profitèrent en outre des responsabilités syndicales que la protection gouvernementale leur permettait d'augmenter pour s'opposer à toute grève et affirmer pour l'avenir des positions de collaboration de classe mettant les grèves hors la loi. Leur dirigeant William Z. Foster, héros de plusieurs grandes grèves, ne déclara-t-il pas que, dans les circonstances de la guerre, c'était pour lui en effet un sujet de grande fierté que d'être réellement un briseur de grèves ? Leur propagande s'efforçait d'assimiler grèves et « trahison », la grève était dénoncée comme un « crime contre l'unité nationale », et un de leurs mots d'ordre disait : « Plus jamais de grève. » Certaines des positions des communistes américains sont d'ailleurs ahurissantes par leur outrance. Ainsi, Browder assura qu'il fallait obliger des patrons réticents à faire des profits plus élevés. En ce qui concerne le combat des Noirs, tous ceux qui s'opposaient à la suspension pour la durée de la guerre de la lutte pour l'égalité des droits – c'est-à-dire toutes les organisations noires représentatives – furent traités de saboteurs de l'effort de guerre, « aidant le camp nazi ». Non seulement, comme partout ailleurs, il n'y a plus dans le discours du Parti communiste aux États-Unis de perspectives socialistes, mais on y exalte un capitalisme enjolivé. Browder écrit en 1942 : « Le PC a entièrement subordonné ses propres idées au système économique et social qui est le

meilleur possible pour notre pays [...] à la nécessité d'unifier la nation tout entière, y compris les très grands capitalistes. [...] Nous ne ferons aucune proposition socialiste pour les États-Unis sous une forme qui pourrait perturber l'unité nationale[52]. » On peut se demander comment ce dirigeant communiste concevait l'existence d'un parti communiste. Mais ce serait pure hypocrisie de notre part, car, comme on le sait, il finit par faire décider au PC américain sa propre dissolution.

L'INDE ET LA GUERRE

Ce sont bien entendu les communistes britanniques qui ont eu la charge de réorienter les communistes indiens avec le début de la guerre allemande contre l'URSS. En septembre 1941, dans les *Notes du mois*, Rajani Palme Dutt écrit, pour eux et pour quelques autres : « L'intérêt des peuples de l'Inde, de l'Irlande et de tous les peuples coloniaux, comme de tous les peuples du monde, est lié à la victoire des peuples contre le fascisme, absolument et inconditionnellement, et ne dépend pas des promesses ou concessions des gouvernements[53]. » Mais, comme en 1939, ce n'est pas si simple, et aucun parti communiste ne connut, semble-t-il, de discussion aussi longue et âpre que celui de l'Inde pendant les six mois qui suivirent l'attaque de la Wehrmacht contre l'URSS. D'un côté, la direction et les cadres du Parti communiste, internés au camp de concentration de Deoli à Ajmer-Merwara, lancent le mot d'ordre de la « guerre du peuple », dans la perspective de l'union nationale comme arme pour la défense de l'URSS. C'est à peu de choses près la ligne de la Comintern, alors que nous ignorons si celle-ci a pu pénétrer à Deoli, d'où sont en revanche sorties des « thèses » clandestinement diffusées. Les textes dont nous avons connaissance en provenance des éléments communistes dispersés sous la direction nominale de P.C. Joshi sont, eux, plus marqués par l'influence de l'environnement. Bien entendu, personne parmi les militants non emprisonnés ne discute le fait qu'il faut se battre pour l'Union soviétique menacée, mais tous pensent que le but de la guerre est maintenant infiniment plus large et que c'est désormais de la « victoire du peuple à l'échelle du monde » qu'il s'agit. Un texte cité par Overstreet et Windmiller assure même : « Cela signifie donc, non un appui complaisant sur l'aide britannique et américaine pour la victoire soviétique et un monde nouveau, mais une lutte incessante pour démasquer les buts impérialistes des gouvernants britanniques et américains et les isoder, et la mobilisation du peuple pour prendre le pouvoir[54]. » Telle est en tout cas la position très radicale que défendent publiquement les communistes : au lendemain de la conférence des étudiants du Pendjab, Hirendranath Mukerjee, un de leurs porte-parole, assure qu'il faut « tout faire pour gagner la liberté du pays ».

C'est en novembre-décembre 1941, après de longs échanges techniquement difficiles que le CPI de la clandestinité se rallie au bureau politique en prison. Les communistes et leurs sympathisants – il faut, semble-t il, citer au premier rang Krishna Menon – se dépensent pour obtenir la légalisation du CPI et la libération de ses dirigeants. En mars-avril 1942, avec la mission en Inde de l'ancien travailliste de gauche sir Stafford Cripps, le Parti du Congrès déclare les propositions de Churchill insuffisantes, le CPI se prononce au contraire pour l'acceptation. A l'instar des PC briseurs de grève du monde occidental, il assure que les autorités n'auront pas à craindre de grèves si seulement les communistes sont autorisés à les aider. Finalement, en juillet 1942, les autorités britanniques décident

52. Browder, *Victory and After*, cité par Coser et Howe, *op. cit.*, p. 425.
53. R. Palme Dutt, *Labour Monthly*, XXIII, sept. 1941, p. 381.
54. Overstreet et Windmiller, *op. cit.*, p. 196.

de restituer au Parti communiste son statut de parti légal et de libérer ceux de ses membres qui sont encore en prison ou en camp. Une besogne particulière attend ce parti.

« *Quit India !* » La révolte du peuple

Sir Stafford Cripps avait apporté aux Indiens une proposition du gouvernement Churchill : faire de l'Inde, après la guerre, un dominion doté d'une Assemblée constituante, chaque province restant libre de son choix Le commentaire de Gandhi avait été sévère : Churchill proposait « un chèque postdaté sur une banque en faillite ». C'est à la suite de l'échec de ces négociations que Gandhi s'était décidé à lancer le mot d'ordre *« Quit India ! »* (Quittez l'Inde !) aux Britanniques et à l'appuyer par une gigantesque campagne de désobéissance civique. Le 7 août 1942, en dépit des réserves de plusieurs, dont Jawaharlal Nehru, le comité panindien du Parti du Congrès avait fait sienne la proposition de Gandhi : les Indiens la prirent au sérieux. Les Britanniques également, puisque, le 9 août, le monde entier put voir quelle était la conception de la démocratie du gouvernement de Winston Churchill dans cette guerre : Gandhi, Nehru et tous les dirigeants du Congrès étaient arrêtés. Ce fut l'explosion de tout un peuple, à laquelle Gandhi répondit d'ailleurs aussitôt en entamant un jeûne de protestation de trois semaines contre les violences de ceux qui exigeaient sa libération. Le soulèvement donna le signal d'une énorme explosion qui ébranla jusqu'aux fondements de la domination britannique en mobilisant très largement la population. Bien que la classe ouvrière, dans certaines régions – à Bombay par exemple –, ait observé une certaine réserve, ou se soit, comme au Jamshedpur, cantonnée au terrain des revendications, les grèves débouchent parfois sur des manifestations et même des combats armés. Dans les villes, la petite bourgeoisie est prête à se battre, les étudiants vont d'une usine à l'autre, haranguent les cortèges. Bientôt, les paysans se lancent, forment des groupes de partisans qui se battront pendant des mois avec l'appui des villages. Un vétéran témoigne :

> Ils ont combattu pratiquement les mains nues et sont tombés. Des centaines d'hommes ont été abattus dans les rues, comme des chiens, des dizaines de villages ont été incendiés, des femmes violées par centaines et des enfants transpercés à la baïonnette.
>
> Atomisées dans des poches de résistance éparpillées, leurs luttes ne pouvaient être ni coordonnées ni centralisées : pourtant ils combattaient toujours et formèrent les *Bidyut Bahinis* (éclaireurs, détachements de la mort) et des *Patri Sarkars* (gouvernements parallèles) [...]. Ils ont pris d'assaut plusieurs prisons et libéré les dirigeants politiques[55].

Un autre raconte :

> A partir du lundi 10 août, le mouvement commença à se répandre de province en province. Les immenses réserves d'énergie révolutionnaire explosaient partout sans plan ni système. A Bangalore, dans le Mysore, les étudiants furent le fer de lance de l'attaque contre le pouvoir féodal indien et l'impérialisme britannique ; les ouvriers, dans les usines, les mines et les ateliers de Mysore, soutinrent activement les masses petites-bourgeoises en déclenchant une série d'attaques contre le gouvernement du prince indien et du Raj britannique ; ils furent repoussés par les troupes et la police en armes. Nombre d'entre eux furent abattus, beaucoup furent blessés. [...] Kerala se tint à l'écart dans le sud (c'est le bastion du PC au Sud) mais, même là, les masses commencèrent à rejoindre le combat, et réunions et manifestations staliniennes furent brisées par des foules violentes[56].

55. Cité par P. Broué, « Notes sur l'histoire des oppositions et du mouvement trotskyste en Inde », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 21, 1985, p. 33.
56. Rupsingh, « Le combat d'août 1942 », *ibidem*, p. 92-93.

En fait la crainte de nuire à la défense de l'Union soviétique et surtout la pression des organisations du PC et des dirigeants des syndicats sous leur contrôle parviennent à empêcher les grèves ou provoquent une reprise en pleine tourmente. Le soulèvement spontané qui revêt des aspects d'insurrection populaire ne mobilise qu'une partie des travailleurs du pays, et la division provoquée dès le départ par les initiatives du CPI, véritablement ennemi intérieur de ce début de révolution, brise son élan. La répression policière fait le reste. On relève qu'elle s'acharne particulièrement contre les groupes dissidents du CPI. Soumyendranath Tagore, un ancien du CPI, fondateur du RCP *(Revolutionary Communist Party)*, est en prison depuis trois ans, il y reste trois ans encore. Gour Pal, évadé et repris, est maltraité après août et reste trois ans de plus en prison. Jayaprakash Narayan, le leader des socialistes du Congrès, est soumis au manque de sommeil prolongé, le jeune trotskyste Kamalesh Banerji ne quitte pas la prison entre septembre 1942 et octobre 1945. Quand ces hommes recouvreront la liberté, une grande partie de la jeune génération aura disparu dans les combats et la répression ultérieure, et les conditions politiques auront bien changé avec le vent de pessimisme qui suit les défaites quand on n'est pas à même d'en comprendre les causes : l'Inde est désormais le pays des antagonismes religieux, des émeutes communalistes, de la revendication de la partition en vue de la création du Pakistan, bref, dans une situation beaucoup plus réactionnaire qu'elle ne l'avait été en pleine guerre.

GUÉRILLA PATRIOTIQUE AU VIETNAM

En mai 1941, le CC du PC indochinois enregistre la renaissance du Viêt-minh et son objectif : « Chasser les fascistes français et japonais pour rétablir l'indépendance complète du Vietnam en alliance avec les démocraties en lutte contre le fascisme et l'agression[57]. » Après l'attaque allemande, un manifeste précise son programme : « Union de toutes les classes sociales, collaboration avec les éléments antifascistes français, destruction du colonialisme et de l'impérialisme français[58]. » En novembre 1941, d'un premier réseau naît, autour de Vo Nguyên Giap, un petit groupe armé que l'on qualifie de « noyau de l'armée de libération nationale ». En octobre 1942, le Viêt-minh « tend une main fraternelle aux gaullistes d'Indochine ». Mais c'est en tentant d'obtenir des armes que Nguyên Ai Quôc, devenu Hô Chi Minh, est arrêté par les forces du Guomindang, qui vont le garder presque deux ans sous les verrous : l'alliance n'est pas encore très au point avec les Alliés. Pourtant, aucun mouvement de masse n'éclate en Indochine. Sans doute les traces cruelles de la répression qui a suivi la révolte de Cochinchine se font-elles encore sentir lourdement. Le régime de l'amiral Decoux, la poigne de fer du marin qui représente le gouvernement de Vichy, font d'ailleurs peser sur le pays une véritable terreur.

GUÉRILLA PAYSANNE AUX PHILIPPINES

Les communistes philippins ont-ils appris de leurs camarades chinois ? La guérilla est certes l'arme qui mène au pouvoir, mais, pour l'instant, elle est surtout l'arme de défense contre l'envahisseur, l'occupant japonais, et ses complices, les autorités philippines. Mais ce sont précisément ces groupes paysans de défense, multipliés et agrandis, placés sous l'autorité du communiste Luis Taruc, qui forment très vite l'Armée du peuple antijaponaise, dite, par contraction du nom en langue tagalo, *Hukbong Bayan laban san Hapo, Hukbalahap*, plus simplement encore *Huks*, officiellement fondée en 1943. Après la chute

57. Cité par Ngo Van, *op. cit.*, p. 297.
58. Ngo Van, *op. cit.*, p. 298.

de Bataan, en avril 1942, les communistes philippins décident en effet de passer à la lutte armée, la guérilla. Le comportement des autorités d'occupation et des autorités autochtones est tel qu'ils forment sans doute le facteur déterminant. Très vite, les polices japonaise et philippine unies s'efforcent de décapiter le mouvement, dont elles tuent un certain nombre de dirigeants : en décembre 1942, deux des grands chefs tombent entre leurs mains. Cristano Evangelista, le pionnier communiste, mort sous la torture des policiers japonais en 1942, a été l'une des premières victimes, précédant de peu Pedro Abad Santos, abattu dans la même prison que lui. Mais leur jeune camarade Luis Taruc est devenu *El Supremo*, le grand chef des combattants. Les Huks, encadrés et animés par les communistes philippins, revendiquent pour la durée de leur guerre, à partir de 1942, 1 200 engagements contre l'armée japonaise, 24 000 Japonais tués. Leur combat est en plein développement quand intervient la dissolution de la Comintern : les Huks sortent alors de notre sujet, mais nous nous permettrons de souligner que les grands vainqueurs de la guerre, Américains, durent consacrer beaucoup d'efforts et d'argent pour les éliminer – et qu'ils ne bénéficièrent pour cela d'aucun élan de solidarité ni même d'une simple information loyale. Là aussi la grande arme a été l'assassinat : pour commencer, celui du leader paysan Juan Feleo, enlevé et assassiné en 1946 par les hommes de main du régime américano-philippin. Il semble bien que, déjà, les services secrets chinois et russes rivalisaient dans les mouvements partisans d'Asie : le Coréen Kim Il sung est un homme du GRU, mais son compatriote Mu Chong est lié aux Chinois. Le Malais Maung Thein Pei, lié aux Anglais, l'est aussi à Mao. Le Chinois Ong Viet dirige une école politico-militaire dans les montagnes des Philippines.

LA POLITIQUE DANS LA GUERRE

L'historien nord-américain Gabriel Kolko, examinant la situation du monde en 1942-1943 dans son célèbre ouvrage *Politics of War*, dégage trois problèmes clés dont le premier est celui du danger révolutionnaire. Il écrit : « Avant tout, il y avait la question de la gauche ou, ce qui est la même chose, de la désintégration des systèmes antérieurs à la guerre et du développement de mouvements révolutionnaires, ainsi que la possibilité de subversion dans le monde entier[59]. » Giulio Ceretti, dans ses Mémoires, esquisse une explication de la dissolution de la Comintern en évoquant les pressions du président Roosevelt sur Staline au début de 1943, à l'époque où les Soviétiques réclamaient un « second front » pour soulager leurs armées. Il écrit :

> Depuis de nombreux mois, le président américain Roosevelt insistait auprès de Staline pour que les nations capitalistes alliées obtiennent un gage, gage qui devait permettre de garantir la paix au monde. Son argument principal : son peuple aurait difficilement admis qu'on signe un pacte d'amitié durable avec une nation qui donnait l'hospitalité « à un centre de subversion mondiale comme l'Internationale communiste ». Churchill ne ménageait pas ses attaques et plus d'une fois il avait appuyé Roosevelt avec énergie[60].

Au mois de mai était arrivé à Moscou l'ancien ambassadeur Joseph Davies, un conservateur grand admirateur de Staline. Il était porteur d'une lettre personnelle de Roosevelt à ce sujet. Bien entendu, il est dans le rôle d'un Ceretti d'expliquer la dissolution de la Comintern par les exigences alliées et par une sorte de chantage au second front. Il est incontestable que cette pression s'est exercée et qu'elle répondait aux préoccupations qui étaient alors celles de Staline : la montée de mouvements révolutionnaires dans différents

59. G. Kolko, trad castillane, *Politicas de Guerra*, p. 13.
60. G. Ceretti, *op. cit.*, p. 299.

pays, au moment où s'annonçait l'effondrement des puissances de l'Axe, avec toutes les conséquences que cela signifiait. Nous savons que Staline était résolument opposé à tout mouvement qui risquait de compromettre ses alliances occidentales. C'est finalement pour les mêmes raisons avancées par Roosevelt, mais de son point de vue à lui, qu'il a accepté son insistante proposition. Encore une fois, ce n'était ni au 10 Downing Street, ni à la Maison Blanche ni au Kremlin que se décidait l'un des grands tournants de l'histoire, mais dans les rues d'Athènes, sur le carreau des mines, aux usines Fiat à Turin, dans les montagnes de Bosnie et sous la menace de voir prochainement se soulever les villes et les foules ouvrières, se rebeller les campagnes et les combattants des montagnes et des rizières dans le monde entier, se mutiner les soldats des armées.

C'est un signe de la renaissance de ce danger qu'en 1942, en pleine guerre contre le Japon, la propagande et l'appareil de Mao-Staline dirigés par Wang Ming et Kang Sheng se déchaînent contre Wang Shiwei, à qui l'on reproche non seulement un « passé trotskyste » réel, mais des textes dans lesquels il dénonce la bureaucratisation, la constitution d'une nouvelle classe de privilégiés à Yenan et les procès de Moscou. Il est tué en prison. C'est le même sens qu'a eu la chasse aux trotskystes des communistes yougoslaves la traque de Kusovac, rattrapé en... 1948 et l'assassinat de Vlada, Zivojin Pavlovic. Le trotskyste allemand Walter Held, qui avait été proche de Trotsky en Norvège, réfugié en Suède, muni d'un passeport américain, traverse imprudemment l'URSS en train pour aller s'embarquer à Vladivostok pour les États-Unis. Arrêté à Saratov, transféré à Moscou, il résiste à toutes les pressions, est contraint d'assister à l'exécution de sa femme et de son enfant avant d'être lui-même liquidé. En réalité, la guerre est de nouveau grosse de tous les dangers pour les pouvoirs en place, et en particulier de celui de la révolution. C'est peut-être ce qui va entraîner la condamnation à mort de la Comintern. Elle était déjà, nous le savons, à l'agonie depuis longtemps. C'est évidemment dans ce contexte que nous allons maintenant aborder la question de sa dissolution, qui marque la fin de notre travail, mais pas celle du développement historique qu'elle était, elle aussi, destinée à empêcher.

CHAPITRE XXXV

L'arrêt de mort
La dissolution de la Comintern

C'est en mai 1943, à une date qui marque un tournant important de la Seconde Guerre mondiale, que la Comintern reparaît brièvement à la une de la presse dans le monde entier. C'est son chant du cygne, le faire-part de son décès.

UN ORGANISME DÉCADENT

Pour l'historien d'aujourd'hui, il est difficile d'imaginer que l'information fut une surprise. Depuis le début de la guerre, en 1939, et surtout depuis 1941, l'organisation communiste internationale, dans un monde découpé par les lignes de feu et les océans livrés à la guerre sous-marine, n'était plus que la caricature de ce qu'elle avait été, même après des années de décadence. Citant les documents des archives de Moscou, les historiens russes Natalia Lebedeva et Mikhaïl Narinsky [1] tracent de la Comintern dans ses années d'exil un tableau plutôt sinistre : Staline n'a plus le temps de recevoir Dimitrov, l'appareil de l'exécutif ne dispose plus des devises nécessaires pour un travail international même élémentaire ; les dirigeants ne sont plus guère à Oufa ; le secrétariat ne se réunit que rarement. Les deux historiens citent un rapport tout à fait désabusé de Manouilsky, datant de l'automne 1942, indiquant qu'il n'y a plus de réunions du secrétariat politique, que Gottwald boit, que Thorez est un prétentieux qui se prend pour Lénine, que Dolorès Ibarruri perd son temps à écrire des projets, que les rapports sont détestables entre les responsables et le personnel, que règnent enfin l'ignorance et le bluff. Le seul parti – en émigration – que la Comintern ait eu les moyens de contrôler, le Parti communiste espagnol, s'en va en lambeaux sous la poussée des règlements de compte et des rivalités médiocres : les dirigeants s'accusent mutuellement de s'adjuger les rations alimentaires et de monopoliser les femmes, quand ce n'est pas d'abuser d'elles. Staline en a vu d'autres et ce n'est évidemment pas cet état de déliquescence qui va le décider à prendre la décision finale.

1. N. Lebedeva et M. Narinsky, « Dissolution of the Comintern in 1943 », *International Affairs* (Moscou), n° 8, 1944 [?], p. 89-98, ici p. 89.

STALINE ET L'IDÉE DE LA DISSOLUTION

Le *Journal* de Dimitrov, pour le moment encore inaccessible au commun des chercheurs, fournit cependant un certain nombre d'indications, grâce à des citations qu'en a faites F.I. Firtsov. Selon, ce dernier, Staline avait déjà pensé à une éventuelle dissolution de la Comintern au moment où, de son côté, il dissolvait le PC polonais. On peut imaginer qu'il a reculé devant l'exploitation de cette dernière dans le monde, la crainte, peut-être, de laisser un espace « aux trotskystes » et à la IVe Internationale qu'il semble avoir redoutée. Selon ce *Journal*, Staline dit à Dimitrov le 12 avril 1941 :

> Sous Marx, on a créé l'Internationale dans l'attente d'une révolution. La Comintern a été créée sous Lénine dans une période semblable. Maintenant, ce sont les tâches nationales des partis qui sont au premier plan dans tous les pays. Mais la position des partis communistes en tant que sections d'une organisation internationale subordonnée à l'exécutif de la Comintern est un obstacle. [...] Dans la situation actuelle, l'appartenance à la Comintern facilite à la bourgeoisie la persécution des partis communistes, renforce leur isolement de la population de leurs propres pays, les empêche de se développer de façon indépendante et de réaliser leurs objectifs en tant que partis nationaux[2].

Natalia Lebedeva et Mikhaïl Narinsky sont d'accord pour penser qu'il y avait là de la part de Staline l'hypothèse d'une concession qu'il fallait peut-être consentir à Hitler, en même temps qu'on dégageait l'URSS de l'étreinte de sections pouvant devenir embarrassantes si elles s'engageaient trop dans l'action contre les occupants en Europe. Selon eux, Staline n'a pas donné suite à cette remarque, faute de temps sans doute, peut-être aussi parce que l'agression hitlérienne créait une situation nouvelle, et que la dissolution de la Comintern dans cette conjoncture pourrait apparaître comme une capitulation devant Hitler. Pourtant, il n'est pas prêt à rendre à la Comintern un rôle important. L'agression hitlérienne ne change pas là-dessus son point de vue. Il dit à Dimitrov, le 22 juin 1941 : « Les partis, chez eux, ont développé un mouvement de soutien de l'URSS. Ne pas poser la question de la révolution socialiste. Le peuple soviétique fait la guerre à l'Allemagne fasciste. La question est la défaite du fascisme qui a réduit des peuples en esclavage et tente de le faire à d'autres[3]. »

Les victoires militaires à partir de la fin de 1942 redonnent d'ailleurs vie à la Comintern, dont les deux historiens soviétiques indiquent qu'elle connut alors un regain d'activité, créa des commissions pour étudier les tâches des PC de France et d'Italie, un manifeste à publier par le KPD et une résolution sur la ligne politique et les tâches du PC tchécoslovaque, les deux derniers textes étant datés de décembre 1942 et de janvier 1943. Ils indiquent également que la Comintern a pris des mesures pour l'organisation de la propagande en direction des millions de prisonniers de guerre, la création d'écoles dites « antifascistes », qu'elle rédige un texte sur « Le tournant de la guerre et les tâches de la propagande » (février) et des directives pour le 1er mai (fin avril). Le 6 mai, elle crée une commission de 25 responsables de l'exécutif chargée d'étudier l'ordre du jour de Staline pour le 1er mai et d'élaborer des directives pour la propagande radiophonique : elle remettra son rapport le 15. Or, à cette date, la Comintern n'a déjà plus que quelques heures à vivre.

2. Firtsov, *op. cit.*, p. 462. L'exemplaire original du journal de Dimitrov se trouve à Sofia aux archives du parti. Il semble que Firtsov en ait emporté une copie aux États-Unis, où l'on annonce sa publication, déjà programmée.

3. *Ibidem*.

PRÉPARATION DE LA DISSOLUTION

Dans la soirée du 8 mai, en effet, Dimitrov et Manouilsky sont convoqués au Kremlin par Molotov. Celui-ci les informe que Staline a pris une décision : « La Comintern en tant que centre des partis communistes constitue un obstacle dans les conditions d'aujourd'hui pour le développement indépendant des partis communistes et la réalisation de leurs tâches particulières[4]. » Dimitrov note dans son *Journal* : « Ils en sont venus à la conclusion que dans la situation actuelle, la Comintern en tant que centre dirigeant des partis communistes était un obstacle à leur développement indépendant et à la réalisation de leurs objectifs spécifiques. [...] Élaborer un document pour la dissolution de ce centre[5]. » Les deux secrétaires sont en effet priés de préparer un document annonçant la dissolution de la Comintern, dont Molotov leur indique évidemment les grandes lignes. Le 11 mai, Dimitrov et Manouilsky ont terminé leur projet de résolution du présidium de l'exécutif de la Comintern décidant la dissolution de cette dernière, et leur projet est immédiatement transmis à Staline. L'après-midi, Staline reçoit les auteurs de la résolution avec Molotov à son côté. Ils lui présentent ce texte où ils assurent que la raison de la dissolution est la constatation qu'en tant que centre dirigeant du mouvement ouvrier international la Comintern est maintenant incapable de faire face aux exigences croissantes et au développement des partis communistes et des partis ouvriers en général dans tous les pays et qu'elle est même devenue un obstacle à ce développement. Les quatre hommes sont d'accord sur le fond, discutent seulement la façon dont la résolution sera adoptée. Ils tombent d'accord pour que le projet soit soumis à une réunion du présidium pour approbation en tant que projet adressé à toutes les sections, et pour ne publier le document qu'après avoir reçu leurs réponses. C'est la Comintern elle-même qui doit annoncer sa propre disparition. C'est son suicide qui a été programmé, ou plutôt sa mort, maquillée en suicide. Le 11 mai, Dimitrov informe tous les membres de l'exécutif et leur indique que le projet va être adressé par radio aux dirigeants des principaux partis, qu'il s'agit d'un texte secret, et demande leur accord. Le 13 mai enfin se tient une réunion à huis clos du présidium avec un certain nombre de membres et de suppléants de l'exécutif ainsi que des représentants des différents partis[6]. Staline doit avoir un soupçon d'inquiétude, car il envoie par écrit des recommandations à Dimitrov avant le début de la réunion, lesquelles prouvent d'ailleurs qu'il connaît bien son personnel, plus occupé de son emploi que de la politique mondiale :

1. Prenez votre temps dans cette affaire. Soumettez le projet à la discussion, donnez aux membres du présidium de l'exécutif deux à trois jours pour y penser et proposer des amendements. Il [Staline, selon Lebedeva et Narinsky] va aussi en proposer quelques-uns.

2. N'envoyez pas tout de suite le projet à l'étranger. Nous en déciderons plus tard.

3. Ne donnez pas l'impression que nous sommes simplement en train d'expulser les camarades dirigeants étrangers. Ils vont travailler pour les journaux. On va en fonder quatre en allemand, roumain, italien et hongrois, et ce pourrait être utile de créer des comités antifascistes séparés pour les Allemands et les autres[7].

4. Firtsov, *op. cit.*, p. 90.
5. Cité par Firtsov, *op. cit.*, p. 463.
6. N. Lebedeva et M. Narinsky, *loc. cit.*, p. 90.
7. *Ibidem*, p. 90-91.

LA RÉUNION DU PRÉSIDIUM DU 13 MAI

C'est bien entendu Dimitrov qui ouvre au présidium du 13 mai 1943 le débat sur la dissolution de la Comintern comme centre directeur. Il souligne vigoureusement que ce n'est pas une ruse de guerre, que c'est bien d'une vraie dissolution dont il s'agit, pas d'un simple geste sans contenu. Il suggère que les membres du présidium présentent leurs remarques sur l'opportunité politique et celle du moment de cette décision, et suggère des propositions et des amendements au texte qu'il présente.

La plupart des orateurs, nous disent Lebedeva et Narynski, prirent au sérieux l'idée de la dissolution de la Comintern et soulignèrent les avantages qu'on allait pouvoir en tirer pour l'unification des forces antifascistes dans un front national commun, et soutinrent donc le projet. Maurice Thorez se dit pleinement en accord avec le projet et précise : « Nous, les communistes, nous n'avons pas réussi à battre la social-démocratie et à barrer au fascisme la route du pouvoir dans plusieurs pays. Nous n'avons pas non plus réussi à empêcher les fascistes de déclencher leur guerre de pillage. La forme existante d'association internationale des travailleurs a perdu toute utilité [8]. » Kolarov, le doyen, est très satisfait et n'a aucun regret pour la Comintern, qui ne fonctionnait plus, dit-il, « comme un organe de direction ». Sa déclaration est presque une sorte d'aveu, le bilan d'une vie : « C'est que la situation a changé. Il y a l'Union soviétique, un facteur nouveau d'une telle puissance que la Comintern n'est qu'un archaïsme. La Comintern est née pendant une tempête révolutionnaire, mais les espoirs d'une révolution rapide ont été déçus [9]. » Il indique qu'il souhaite la mise sur pied d'associations régionales de PC, rappelle la Fédération balkanique. Wilhelm Pieck, qui exprime l'opinion des dirigeants du KPD, dit qu'il a eu des doutes, la veille, quand Dimitrov lui a montré le projet, et manifeste encore des réticences : « Il est clair aujourd'hui que l'Allemagne a perdu la guerre, et j'ai d'abord pensé que, dans ces circonstances, avec l'explosion de soulèvements internes majeurs en Allemagne, il ne fallait pas liquider la Comintern [10]. » Il avoue aussi qu'il n'est pas tout à fait certain que les partis communistes soient suffisamment mûrs pour mener à bien les tâches qui les attendent. Il dit qu'il est hautement désirable que le KPD puisse bénéficier encore d'une certaine forme d'« aide idéologique » de la part des camarades soviétiques, plus expérimentés. Ce type de souci au moment suprême est, lui aussi, révélateur. Rákosi compare la dissolution de la Comintern à l'institution de l'impôt en nature se substituant aux réquisitions au temps de la Nep – et propose d'inclure dans le document une thèse sur la solidarité prolétarienne, « pour rendre les choses claires à nos peuples dans le monde [11] ». Le Slovaque Šverma ne dissimule pas sa tristesse : « Hier, quand j'ai lu le projet de décision, j'avais le cœur gros. J'ai grandi dans la Comintern et toute ma vie a été liée à elle. Mais ce ne sont que des émotions. La décision politique proposée par ce projet est la seule juste et c'est une sage décision [12]. » Le tour de piste terminé, la réunion se conclut par un vote de principe pour l'adoption du projet comme base, avec la possibilité de proposer des amendements jusqu'au 17. Dimitrov envoie dès le lendemain le compte rendu de la réunion à Staline et Molotov.

Le même jour, le 14 mai, l'exécutif envoie à Malenkov des rapports sur le travail du 1er département (service des communications – les radios nationales clandestines), l'agence

8. N. Lebedeva et M. Narinsky, *loc. cit.*, p. 91.
9. *Ibidem.*
10. *Ibidem.*
11. *Ibidem.*
12. *Ibidem.*

télégraphique, l'état des finances de la Comintern, ses employés et les salaires qu'elle verse, pour décision sur ces points. Le rapport, rédigé par le chef du 1er département, Ivan Morozov, est d'un immense intérêt sur le plan technique et sur les liaisons radio avec le monde.

La réunion du présidium du 17 mai

La nouvelle réunion du présidium se tient dans les mêmes conditions que celle du 13. Mais il s'agit cette fois d'adopter une résolution définitive. Celle-ci commence par un paragraphe parfaitement erroné sur « le rôle historique » de la Comintern, « fondée », selon elle, comme « résultat de la faillite des anciens partis ouvriers d'avant la guerre »[13]. Le rôle qui lui avait été assigné était, selon elle :

> La défense des principes du marxisme contre la vulgarisation et la déformation par les éléments opportunistes dans le mouvement ouvrier, l'aide pour assurer la consolidation, dans un certain nombre de pays, de l'avant-garde des ouvriers avancés dans de véritables partis ouvriers, l'aide pour mobiliser les ouvvriers en défense de leurs intérêts économiques et politiques et pour la lutte contre le fascisme et la guerre que ce dernier était en train de préparer et le soutien de l'Union soviétique comme principal bastion contre le fascisme[14].

Après avoir rappelé que la Comintern a dénoncé la vraie nature du pacte anti-Comintern, qu'elle définit comme « une arme pour la préparation de la guerre par les hitlériens, elle assure qu'elle a depuis longtemps inlassablement dénoncé le travail vicieux et subversif des hitlériens qui le dissimulaient derrière leurs clameurs sur la prétendue interférence de l'Internationale communiste dans les affaires de ces États[15] ». Elle assure ensuite qu'il devenait de plus en plus clair avec le temps que « toute sorte de centre international se heurterait à des obstacles insurmontables dans la résolution des problèmes auxquels elle serait confrontée dans chaque pays », notamment les profondes différences de tout ordre d'un pays à l'autre. Elle en arrive aux phrases décisives :

> Tout le développement des événements dans le dernier quart de siècle, toute l'expérience accumulée par l'Internationale communiste démontrent de façon convaincante que la forme organisationnelle d'unir les ouvriers choisie par le premier congrès de l'Internationale communiste répondait aux conditions des premières étapes du mouvement ouvrier, mais qu'elle avait été dépassée par sa croissance et par la complexité de ses problèmes dans les différents pays, et qu'elle était même devenue un frein pour le développement futur de partis ouvriers nationaux.

La guerre a accentué ces différences et surtout tracé une profonde ligne de clivage entre « ceux des pays qui sont tombés sous la tyrannie hitlérienne et les peuples épris de liberté qui se sont unis en une puissante coalition anti-hitlérienne[16] ». La résolution poursuit :

> Dans les pays du bloc hitlérien, la tâche fondamentale de la classe ouvrière, des travailleurs, consiste à aider à la défaite de ce bloc par le sabotage de la machine militaire hitlérienne de l'intérieur et par l'aide au renversement des gouvernements coupables de la guerre. Dans les pays de la coalition anti-hitlérienne, le devoir sacré des masses les plus larges du peuple, et en premier lieu des ouvriers avancés, consiste à aider par tous les moyens les efforts militaires de leurs gouvernements visant à la défaite la plus rapide du bloc hitlérien et à la garantie de l'amitié des nations basée sur l'égalité[17].

13. Texte dans J. Degras, *The Communist International 1919-1943*, t. III p. 477-478.
14. *Ibidem*, p. 477.
15. *Ibidem*.
16. *Ibidem*.
17. *Ibidem*, p. 478.

En même temps, elle souligne que, dans les pays occupés, l'important est d'entraîner de larges masses dans la lutte armée pour la transformer en guerre de libération nationale. Mais, du même coup, cette guerre a montré qu'elle devait être dirigée par l'avant-garde du mouvement ouvrier dans chaque pays. Après avoir rappelé les décisions du VII[e] congrès sur la souplesse et l'indépendance des sections, et l'expérience de la dissolution de la I[re] Internationale par « le grand Marx », la résolution appelle à la dissolution de l'Internationale comme centre dirigeant, « libérant ainsi ses sections de leurs obligations provenant des statuts et résolutions de congrès de l'Internationale communiste ». Elle conclut : « Le présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste appelle tous ses partisans à concentrer toute leur énergie dans le soutien de tout leur cœur et la participation active à la guerre de libération des peuples et des États de la coalition anti-hitlérienne afin d'abattre le plus vite possible l'ennemi mortel de la classe ouvrière et de tous les travailleurs – le fascisme allemand et ses associés et vassaux[18]. »

A la réunion du présidium, le texte est lu paragraphe par paragraphe, et les remarques enregistrées. Rákosi voudrait voir disparaître l'idée que les caractères spécifiques de chaque pays constituent un obstacle à l'unification. Ce facteur devant évidemment subsister après la guerre, cela empêcherait la formation de toute nouvelle association internationale des travailleurs[19]. Il n'est pas suivi. La phrase dont il réclame la suppression est en effet au cœur de l'argumentation des défenseurs du projet. Kolarov propose à son tour un amendement inspiré par des considérations académiques : il voudrait supprimer la référence à la dissolution de la I[re] Internationale parce qu'elle fut prédéterminée par la défaite de la Commune. Il n'a pas plus de succès[20]. On en vient donc à la manière d'appliquer la résolution. Dimitrov propose un choix. Ou bien on en appelle au présidium après que le texte a été approuvé pour qu'il soit publié dans la presse des sections en tant que texte soumis à leur approbation. Les déclarations des sections sur ce point signifieront qu'elles acceptent la décision de dissolution de la Comintern. Selon l'autre méthode, le présidium doit mettre la décision en circulation, sans publier le texte, et ne le rendre public que lorsque les sections auront implicitement accordé leur soutien. Tous les orateurs se prononcent en faveur de la seconde façon de faire, en la considérant comme plus démocratique. Le 18 mai, Dimitrov adresse à Staline et à Molotov le compte rendu de la deuxième réunion à huis clos du présidium de l'exécutif. Dimitrov leur annonce que le projet de résolution a été adressé par téléphone HF à Ercoli (Togliatti), Gottwald et Kuusinen, et qu'ils sont tous les trois entièrement d'accord. Il demande d'autres instructions.

La réunion du présidium du 19 mai

Le 19 mai se tient une nouvelle réunion à huis clos du présidium de l'exécutif. Dimitrov explique qu'il faut régler la question des fonctions de la Comintern, qui comprennent pour le moment notamment :

« *a)* la radiodiffusion nationale, *b)* les communications avec les partis communistes frères, *c)* l'agence de presse de l'Union soviétique, *d)* les membres des partis frères résidant en Union soviétique, *e)* l'école du parti qui se tient pour eux en Union soviétique, *f)* la maison d'éditions en langues étrangères, *g)* les archives de la Comintern et celles des partis nationaux, *h)* la bibliothèque[21]. » La question est de savoir qu'en faire sans que

18. J. Degras, *op. cit.*, p. 479.
19. N. Lebedeva et M. Narinsky, *loc. cit.*, p. 92.
20. *Ibidem.*
21. *Ibidem*, p. 94.

leur dévolution nuise à la conduite de la guerre. Ici des désaccords se manifestent. Tous les orateurs préconisent le maintien des radios nationales, qui, à la différence d'Inoradio, tiennent compte des différences nationales et de la situation particulière à chaque pays. Pieck et Thorez défendent cette thèse en assurant que ces radios jouent un rôle très utile dans le rassemblement des antifascistes, dans l'orientation politique comme dans l'information des combattants dans les pays de l'Axe, les pays occupés et même les pays alliés. Pour eux, les radios sont organisatrices de la lutte. Ils sont soutenus par Marty, Kolarov, Dolorès Ibarruri, Wolf et Rákosi. Manouilsky n'est pas d'accord. Continuer la radiodiffusion par nation pourrait, assure-t-il, annuler les effets de la dissolution et pourrait être interprété comme une indication que la Comintern est seulement en train de se restructurer clandestinement. Dimitrov se dit sensible aux arguments de Manouilsky, mais emporte la décision en se prononçant tout de même pour le maintien des radios nationales. En ce qui concerne les liaisons avec les partis frères, le secrétaire général de l'exécutif relève que les quartiers-généraux sont les bureaux étrangers des PC pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Italie, la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie et la Roumanie. Tous les orateurs insistent pour que rien ne soit changé du fait du danger qu'il pourrait se former dans les pays concernés « des directions fausses et hostiles » pouvant « désorganiser le mouvement communiste ». Lebedeva et Narinsky commentent opportunément : « Ainsi l'argument principal suivant lequel les PC ne devaient pas être dirigés de Moscou était-il rejeté. On reconnaissait que ce n'était nécessaire que pour la propagande[22]. »

Le présidium se prononce pour le maintien de la SUPress et renvoie l'affaire à la direction du parti russe. Les membres de partis étrangers en URSS sont appelés à entrer dans le PCUS, mais ils continuent à bénéficier de l'aide internationale. Les écoles pour étrangers sont maintenues, le PCUS devant les adapter. La maison d'éditions en langues étrangères passe sous son contrôle. On enregistre la disparition de *L'Internationale communiste*. Les archives et la bibliothèque passent sous le contrôle du PCUS. Lebedeva et Narinsky commentent : « Le plan était que toutes les fonctions importantes de la Comintern devaient continuer comme par le passé, sauf qu'il fallait désormais le faire derrière la façade du PCUS[23]. » C'est d'ailleurs ce que dit Dimitrov en conclusion : il faut maintenir ces fonctions « sous une forme ou sous une autre ». Un exemple suffira : quelques jours après la dissolution de la Comintern, un avion soviétique emporte vers la Grèce, via un petit aérodrome yougoslave tenu par les partisans, un homme des services, le Grec Dimitrios Sakarelos, chargé de remettre le PCG dans le droit chemin. L'avion capote en atterrissant et l'émissaire est tué[24]. C'est le colonel Grigori Popov, un Soviétique, qui lui succédera pour remplir la mission qui lui avait été assignée : soumettre le PC grec et les *andartes* à la volonté commune des Alliés. Au soir du 19 mai 1943, Staline se réunit avec Dimitrov, Molotov, Vorochilov, Beria et Mikoyan. Il propose quelques modifications, dont l'affirmation suivante, tout à fait fausse mais par laquelle il cherche, comme toujours, à couvrir ses propres traces : « Pendant la guerre, la question de la dissolution a été soulevée par un certain nombre de sections[25]. »

L'ADOPTION DÉFINITIVE ET LA DIFFUSION

Il reste à obtenir les approbations de tous les partis, pour lesquelles Staline harcèle Dimitrov, se montrant particulièrement soucieux de la publication rapide du projet dans

22. N. Lebedeva et M. Narinsky, *loc. cit.*, p. 95.
23. *Ibidem.*
24. G. Kouzoulas, *Revolution & Defeat*, p. 193.
25. N. Lebedeva et M. Narinsky, *loc. cit.*, p. 95.

la presse mondiale. Dimitrov lui promit qu'on aurait des réponses permettant la publication du texte le matin du 22. Le Politburo du PCUS se réunit le 21 mai. Curieusement, Kalinine se prononce pour le maintien de la Comintern et cherche à répondre au souci des accusations sur « les ordres de Moscou » en proposant que le centre en soit transféré dans une autre ville, comme Londres. C'est Staline qui répond à cette proposition :

> L'expérience a montré qu'aujourd'hui comme à l'époque de Marx et de Lénine, il est impossible de diriger le mouvement ouvrier de tous les pays du monde à partir d'un centre international unique. C'est d'autant plus vrai dans cette période de guerre, où les PC d'Allemagne, d'Italie et autres pays sont placés devant la tâche de renverser leurs gouvernements et d'utiliser des tactiques défaitistes, tandis que celle des PC d'Union soviétique, Grande-Bretagne, Amérique et autres pays est au contraire de soutenir sans réserves leur gouvernement pour vaincre l'ennemi le plus vite possible. Nous avons surestimé nos forces quand nous avons réuni l'Internationale communiste et cru que nous pourrions guider le mouvement dans tous les pays. C'était une erreur. [...]
>
> Il y a une autre raison pour la dissolution de l'Internationale communiste, qui n'est pas mentionnée dans la résolution. C'est le fait que les partis communistes affiliés à l'Internationale communiste sont faussement accusés d'être des agents d'un État étranger et que cela nuit à leur travail dans les masses. La dissolution de la Comintern privera nos ennemis de cette carte truquée. Ce pas que nous allons faire renforcera les partis communistes en tant que partis ouvriers nationaux, et en même temps fera grandir l'internationalisme des masses, dont l'Union soviétique est la base [26].

La résolution fut publiée dans la *Pravda* du 22 mai. Dans les jours suivants arrivèrent les uns après les autres les télégrammes-radio des partis approuvant la proposition de dissolution, en dehors de ceux dont la direction se trouvait à Moscou. Pressé d'atteindre les colonnes des grands journaux occidentaux, Staline n'eut pas la patience d'attendre et fit le 28 mai une déclaration au correspondant de Reuter à Moscou, dans laquelle il assurait :

> La dissolution de l'Internationale communiste est une initiative juste et prise au bon moment parce qu'elle facilite l'organisation du combat commun de toutes les nations éprises de liberté contre l'ennemi commun, l'hitlérisme. La dissolution de l'Internationale communiste est une décision juste parce que :
>
> *a)* Elle dévoile le mensonge des hitlériens selon lequel « Moscou » chercherait à intervenir dans la vie des autres nations et à les « bolcheviser ». C'est la fin de ce mensonge.
>
> *b)* Elle dévoile la calomnie des adversaires du communisme dans le mouvement ouvrier, selon laquelle les partis communistes, dans les différents pays, agiraient non dans l'intérêt de leur peuple, mais sur des ordres de l'étranger. Cette calomnie est terminée aussi.
>
> *c)* Elle facilite le travail des patriotes de tous les pays pour unifier les forces progressistes de leurs pays respectifs, indépendamment de leur parti ou de leur confession, en un camp unique de libération nationale – pour développer la lutte contre le fascisme.
>
> *d)* Elle facilite le travail des patriotes de tous les pays pour unir tous les peuples épris de liberté en un seul camp international pour la lutte contre la menace de domination mondiale de l'hitlérisme, ouvrant ainsi la voie à l'organisation future d'un compagnonnage des nations reposant sur leur égalité.
>
> Je pense que toutes ces circonstances prises ensemble aboutiront à un renforcement du front uni des Alliés et autres nations unies dans leur combat pour la victoire sur la tyrannie hitlérienne. Je pense que la dissolution de l'Internationale communiste intervient tout à fait au bon moment – parce que c'est exactement maintenant, au moment où la bête fasciste jette dans la bataille ses

26. N. Lebedeva et M. Narinsky, *loc. cit.*, p. 96-97.

dernières forces, qu'il faut organiser le combat commun des peuples épris de liberté pour achever cette bête féroce et libérer le peuple de l'oppression fasciste[27].

Le 31 mai, Dimitrov annonça à Staline qu'il était enfin possible de publier que la dissolution avait été approuvée par une écrasante majorité des partis communistes. Le 5 juin, il y avait des réponses de 29 des 41 sections consultées. Le 8 juin, la direction du PC grec approuvait la proposition, dans laquelle elle voyait la reconnaissance de la maturité des partis et le transfert sur eux des responsabilités. Dimitrov proposait à Staline une réunion du présidium le 8 juin. Elle devait, selon lui, non seulement proclamer la Comintern dissoute, mais nommer une commission présidée par lui, comprenant Manouilsky, Pieck, Ercoli, Konstantin Soukharev, chef du département des opérations économiques, pour organiser la liquidation des structures et de la propriété de la Comintern pour le 1er août au plus tard. Ainsi fut fait, et le présidium de la Comintern releva qu'aucune section n'avait manifesté d'opposition et que l'unanimité avait été réalisée parmi les sections qui avaient eu la possibilité de répondre. Il déclara dissous le comité exécutif, le présidium et le secrétariat, la commission de contrôle, à partir du 10 juin, et forma la commission réclamée et présidée par Dimitrov sur la liquidation des affaires de la Comintern. Le 9 juin, Dimitrov, indiquant que Staline était d'accord, avait envoyé le texte définitif de la résolution sur la dissolution à Pospelov, rédacteur en chef de la *Pravda*.

LES RAISONS DE LA DISSOLUTION À CETTE DATE

Firtsov relève dans sa communication au colloque de La Chaux-de-Fonds :

La hâte manifestée par Staline pour la publication de la résolution sur la dissolution de la Comintern atteste qu'il était guidé non par les intérêts des partis qui cherchaient réellement à obtenir une totale indépendance, mais par d'autres motifs, à savoir son désir d'instaurer de bonnes relations entre les États-Unis et leurs alliés dans la coalition anti-Hitler. C'est à cette époque que l'ambassadeur américain Davies reçut des instructions de son gouvernement, y compris le souhait de voir dissoudre la Comintern. Cependant, la conclusion finale quant aux raisons de la dissolution ne peut être donnée que sur la base de l'analyse des archives de Staline, encore inaccessibles aux chercheurs[28].

La conclusion est peut-être un peu rapide. L'ambassadeur Joseph Davies, qui avait eu les années précédentes des instructions en ce sens, confie à son journal que la dissolution de la Comintern pourrait, après tout n'être que formelle et ne semble pas lui accorder une grande importance. Mais la dissolution de la Comintern figure dans la lettre du 31 janvier de William Bullitt à Roosevelt au premier rang des exigences que doit présenter la diplomatie américaine pour permettre à Staline de donner une preuve de « bonne volonté ».

Deux éléments suggèrent pourtant qu'il faut chercher la cause de la dissolution de la Comintern à cette époque dans les relations interalliées. La dissolution de la Comintern intervient en effet dans un moment difficile des relations entre Alliés. Staline et ses partisans s'impatientent devant la lenteur de la mise en place d'un « second front » en Europe, qui laisse porter tout le poids de la guerre sur l'armée russe. Il y a aussi l'affaire de Katyn – la découverte de milliers de cadavres d'officiers polonais assassinés –, qui a compromis les relations polono-soviétiques au point que l'URSS a rompu les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en exil du général Sikorski. Churchill écrit à Staline que c'est « un triomphe pour Goebbels ». Il semble que Staline ait été très anxieux de donner à Churchill et Roosevelt des gages quant à ses intentions « non révo-

27. J. Degras, *op. cit.*, III, p. 476-477.
28. Firtsov, *op. cit.*, p. 463.

lutionnaires », et que la dissolution de la Comintern – qui ne le gênait pas, mais au contraire lui facilitait la tâche – était vraiment une concession facile à faire. L'autre élément est l'accueil extraordinaire donné à l'information par la presse américaine. La revue trotskyste américaine *Fourth International* de juin, qui a consacré à cette question une partie de son éditorial sur « La revue du mois », assure qu'elle a dépouillé plus de 80 quotidiens et que rien n'y vient briser l'unanimité dans la célébration de la dissolution comme un très grand succès au compte des « démocraties » et des « nations unies ». Citons quelques formules chocs, sans abuser des citations : « Triomphe diplomatique pour les nations unies, infiniment plus important que les victoires militaires de Stalingrad et du cap Bon » *(Philadephia Record)*, « Un acte d'une signification énorme, comparable en effet à Stalingrad et à la Tunisie » *(Boston Herald)*. Surtout, la presse des États-Unis attribue à cette dissolution des vertus de garantie contre-révolutionnaire quasi définitives. Le *News & Observer*, de Raleigh, écrit que « le monde respire mieux » depuis « la fin de la folie de Trotsky ». Le *Hartford Courant* crie de joie : « La Troisième Internationale est morte ! Le rêve de Marx est terminé ! » Le *Chicago Tribune* assure : « Staline a tué les derviches de la foi marxiste. » Le *Buffalo Evening News* écrit l'épitaphe : « Ainsi finit la Comintern, fondée en 1918 par Lénine et Trotsky pour fomenter la révolution mondiale. » Le *Philadelphia Evening Bulletin* voit Staline en homme d'État réaliste : « Staline a bien fait en enlevant toute apparence d'une tolérance de sa part en Russie pour cette organisation subversive. »

Laissons de côté ces commentaires et posons d'autres questions. Le lecteur a sans doute relevé l'intervention de Pieck au présidium du 13 mai et la crainte franchement exprimée par lui selon laquelle son parti n'aurait pas à lui tout seul la force de résister à un soulèvement des travailleurs allemands et aurait besoin dans cette perspective de l'aide du grand frère soviétique[29]. La discussion dans la réunion suivante du présidium, malheureusement résumée en quelques mots dans les sources dont nous disposons, fait apparaître la peur de voir surgir, en l'absence de la tutelle des bureaux de Moscou, des directions sur place qui soient « fausses » et « hostiles ». C'est de toute évidence la vieille crainte du débordement par les masses, parfois baptisé « trotskysme », qui se manifeste ici. Pour savoir ce qu'a été la suite des développements en Grèce et en Yougoslavie après mai-juin 1943, nous ne pouvons avoir aucun doute que les dirigeants soviétiques y croyaient et que cette peur-là, sous des formes concrètes que nous ignorons, n'a pas été inexistante dans les décisions prises en 1943. Nous n'en sommes plus ici tout à fait dans le domaine des relations soviéto-alliés.

BILAN DE LA DISSOLUTION ; DES REMARQUES SUGGESTIVES

Parmi les analyses qui ont été consacrées à la dissolution de la Comintern, une au moins présente une certaine originalité, donc beaucoup d'intérêt, celle de Fernando Claudín, ancien dirigeant des JC puis du PC espagnol, dans son livre *La Crise du mouvement communiste*, paru en 1970. Il y aborde la question d'un point de vue concret avec le sentiment d'être le seul à tenter d'analyser l'événement que fut la disparition de la Comintern en 1943. Il écrit :

> La guerre arrive. Le prolétariat international affronte un combat dont les dimensions internationales sont sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Par ailleurs, la guerre [...] présente des traits nouveaux, originaux. Vue du point de vue des principes et postulats traditionnels de l'IC, il semble que cette circonstance accentue la nécessité d'un centre qui assure la direction

29. Toutes ces citations sont extraites de « Press Comment on the Comintern » *Fourth International*, 4 juin 1943, p. 163-164.

stratégique et tactique du prolétariat mondial, tant pendant la guerre qu'à l'heure de la victoire. Et c'est dans cette situation [...] que l'« état-major » de la révolution mondiale décide... de se *dissoudre*[30].

Progressant à travers une analyse serrée des textes officiels, Claudín démontre successivement que la concession faite par Staline aux Occidentaux à cette date ne se limite pas à la dissolution de l'Internationale, mais qu'elle donne aux partis communistes des États capitalistes de la coalition de quoi satisfaire les gouvernants de ces États, quelque peu inquiets jusque-là, comme le montrent certaines de leurs interrogations. Il démontre ensuite à travers les silences, les omissions comme certains qualificatifs, que ce qui est tacitement mais totalement éliminé par les perspectives, non seulement pour les États alliés mais pour les « États fascistes », qu'il désigne comme « coupables de la guerre », c'est la perspective de transformation de la lutte antifasciste en révolution socialiste. Une autre preuve de ce qu'il appelle « la rigoureuse synchronisation du testament politique de l'IC et des exigences de la négociation entre l'URSS et ses Alliés[31] » se manifeste dans le fait que la résolution ne fait pas la moindre allusion à la lutte de libération nationale des peuples coloniaux et semi-coloniaux. Il n'y a pour lui aucun doute. Staline a donné à ses alliés des garanties contre le débordement révolutionnaire de la lutte antifasciste : quand il se produira, cependant, comme en Grèce, Churchill interviendra contre lui avec le consentement de Staline. Épris de belles formules justes, Claudín écrit :

C'est dans le cadre de ce compromis que l'IC fut liquidée et utilisée. Liquidée pour montrer par ce geste spectaculaire que les dirigeants soviétiques renonçaient à « stimuler » la révolution dans les centres vitaux de leurs alliés, utilisée pour donner une forme positive à ce renoncement, pour préparer politiquement et idéologiquement les communistes et le prolétariat européen à l'acceptation de ce compromis. La résolution de mai 1943 fut en une seule pièce l'acte de décès du passé et le document guide du présent et de l'avenir immédiat. [...] Née avec un programme de révolution mondiale à court terme, elle [l'IC] est morte vingt-cinq ans plus tard en postulant un horizon de collaboration fraternelle de l'État soviétique avec les États capitalistes[32].

Il s'en prend aussi avec beaucoup de pertinence à l'affirmation du présidium et de Staline selon laquelle la crise de l'Internationale s'expliquerait par ses seules structures :

Cela souligne un fait fondamental : dans le quart de siècle couvert par l'existence de l'IC, le capitalisme a traversé la crise économique la plus grave de son histoire, suivie quelques années plus tard par le deuxième grand conflit guerrier interimpérialiste, mais la Comintern, fut incapable de donner une issue révolutionnaire à cette crise, dans aucun pays, et, à l'heure de se dissoudre, quand déjà la guerre se dirigeait vers la défaite du fascisme, elle légua comme perspective aux partis communistes le rétablissement ou la défense de la démocratie bourgeoise. On ne parlait pas de la défaite de la révolution chinoise en 1925-27, de la faiblesse générale de l'IC dans les pays coloniaux, de la défaite de la révolution espagnole, de la frustration du Front populaire français, etc.[33].

En d'autres termes, le message final de la Comintern serait donc qu'elle a été elle-même une erreur historique et qu'il ne saurait y avoir d'Internationale parce qu'il ne saurait y avoir de révolution mondiale. C'est là ce qu'en pensait Fernando Claudín quand il commençait son analyse de l'histoire de la crise de l'Internationale. C'est ce que nous pensons

30. F. Claudín, *La Crisis del movimiento comunista*, t. I, p. 5.
31. *Ibidem*, p. 15.
32. *Ibidem*, p. 17.
33. *Ibidem*, p. 21.

à la fin de ce travail sur son histoire. Jamais organisation ne fut plus honteusement et plus totalement reniée par ses chefs que l'Internationale dite communiste.

A Moscou, les pensionnaires de l'hôtel Lux, que l'amélioration de la situation militaire avait ramenés dans la capitale, ne se posaient pas tant de questions : elles avaient été résolues pour eux, en même temps que leur situation matérielle s'était améliorée. Dans l'ancien siège de la Comintern à Rostokino, devenu Institut 205, se trouvaient les archives, les émetteurs clandestins, les services d'agitation et de propagande. Dimitrov et une fraction importante des responsables se trouvaient à l'Institut 200. L'Institut 99, près de l'Arbat, abritait les services qui s'occupaient des prisonniers de guerre, avec Walter Ulbricht, entre autres[34].

POURQUOI LA HAINE DE STALINE ?

Staline avait toujours haï la Comintern. A la base de ses haines, il y avait la peur, toujours. Il en avait eu très peur en 1923, quand la révolution allemande avait des chances de victoire, et plus tard, quand Radek avait plastronné, assurant que les PC allemand, français et polonais étaient prêts à soutenir Trotsky et l'Opposition de gauche. Il avait eu peur de la révolution chinoise, et aussi qu'on lui fasse le reproche de l'avoir livrée à ses bourreaux. Il reprochait à la Comintern d'avoir laissé faire – qui sait, facilité peut-être – le crime de lèse-majesté qu'avait été la révocation de Thälmann de la présidence du KPD, comme si d'autres pouvaient défaire ce que lui, Staline, avait fait. Ni en 1933, ni en 1934, ni en 1935-1936, alors qu'il la payait pourtant très cher, elle ne l'avait débarrassé du spectre de la révolution qu'il redoutait par-dessus tout. Et voilà qu'au début de la guerre elle se montrait incapable de discipliner ses Grecs et ses Yougoslaves, dont les initiatives, disait-il, le poignardaient dans le dos. Et voilà que les ouvriers italiens annonçaient d'autres soulèvements, pourquoi pas, la « révolution européenne », comme le clamaient les successeurs de Lev Trotsky dans cette IVe Internationale qui continuait à lui faire peur ?

Racontant une nuit de beuveries autour du chef génial dans le cours d'une rencontre diplomatique à Moscou en 1946, Alexandre Ranković, le Marko du PC yougoslave, se souvenait : « On parla surtout, durant le repas, de la création du Cominform. Je fus frappé par l'aigreur, la méchanceté presque, avec laquelle Staline commenta l'œuvre de la IIIe Internationale et dirigea ses pointes contre Dimitrov. Le vieux Dimitrov, écarlate, avait l'air gêné, au point que nous ne savions plus nous-mêmes où nous mettre[35]. » C'est là que se trouve, selon nous, la clé de la dissolution de la Comintern décidée en mai 1943. Car le moment de la guerre où elle intervient est celui où, dans plusieurs pays, le point de non-retour est en train d'être atteint, voire dépassé. En Grèce, on sent désormais que la victoire des Alliés se terminera par la guerre civile entre l'ELAS et les formations proallemandes qui se rallieront aux Britanniques. En Yougoslavie, on ne peut plus empêcher maintenant l'affrontement entre tchetniks et partisans communistes. On redoute – et ici, « on », c'est Ulbricht et les gens de son espèce – les inévitables explosions que le parti serait incapable de contrôler. En Italie, on a le sentiment que le parti d'ordre qu'est le PCI est juché sur une pyramide d'institutions insurrectionnelles populaires, au sommet d'un « peuple en armes », lequel commande plus qu'il n'obéit. Dans la biographie qu'il lui a consacrée en 1949, et dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne péchait pas par une sévérité excessive, Isaac Deutscher a clairement démontré que Staline n'avait pas la moindre visée « révolutionnaire » ou « socialiste » pour d'autres pays, comme l'indique sa politique à la fin de la guerre :

34. R. von Mayenburg, *Hotel Lux*, p. 311.
35. Cité par Dedijer, *Tito parle*, p. 288.

> Si Staline se préparait sérieusement à installer un gouvernement communiste à Varsovie, pourquoi a-t-il refusé avec entêtement de faire quelque concession que ce soit aux Polonais sur leur frontière orientale ? N'était-ce pas identique pour lui que Lvov, ville polono-ukrainienne, soit gouvernée par des communistes à Kiev ou par des communistes à Varsovie ? Pourtant, semblable concession aurait renforcé considérablement la gauche polonaise. De même, s'il avait préparé à l'avance une révolution pour l'Allemagne de l'Est, pourquoi a-t-il détaché de l'Allemagne pour les incorporer à la Pologne toutes les provinces allemandes à l'est de l'Oder et de la Neisse, une acquisition dont les Polonais eux-mêmes n'avaient jamais rêvé ? Pourquoi insista-t-il pour l'expulsion de ces terres de toute la population allemande, un acte qui ne pouvait qu'enrager encore le peuple allemand, non seulement contre les Polonais, mais aussi contre la Russie et le communisme ? Sa revendication de réparations [...] ne pouvait pas ne pas avoir le même effet désastreux. C'était plus vrai encore de sa revendication de la liquidation du gros de l'industrie allemande. [...] Il ne pouvait pas ne pas savoir que ce plan, aussi chimérique qu'improbable, s'il avait été réalisé, aurait entraîné la dispersion de la classe ouvrière allemande, unique, sinon seule force sociale à laquelle le communisme aurait pu faire appel et sur laquelle il aurait pu s'appuyer. Aucune de ces politiques ne peut être conçue [...] comme une marche montant vers la révolution. Au contraire, par toutes ces initiatives, Staline, laborieusement, travaillait à ériger contre la révolution de formidables barrières[36].

Et le biographe de démontrer que Staline exprimait le fond de sa pensée le jour d'août 1944 où il déclara brutalement au Polonais Mikolakjczyk sidéré que « le communisme allait à l'Allemagne comme une selle à une vache[37] ». Une réflexion digne de lui et conforme à ce qu'il avait toujours pensé dans les moments historiques de la Comintern, de son apogée à sa chute,1923, 1933, 1943. On peut donc penser que la dissolution de la Comintern constitua bien une garantie donnée aux Alliés, sinon un gage, du moins une spectaculaire assurance que Staline n'entreprendrait pas de répandre la subversion dans leurs pays et qu'ils pouvaient traiter avec lui sans redouter l'action d'un chef d'orchestre clandestin. Mais on doit penser qu'il prit lui-même à son propre profit cette même garantie afin de priver les travailleurs et les peuples soulevés, non seulement d'une direction internationale et d'un drapeau, mais de l'illusion qu'ils auraient pu nourrir d'avoir encore l'une et l'autre. Staline, par ce geste, déclinait devant ses alliés la responsabilité de ce qui mûrissait en Europe à travers les grèves en Italie et le mouvement partisan, à travers le soulèvement des *andartes* de Grèce et la reconquête de leur propre pays par les partisans de Yougoslavie. Il conservait cependant l'appareil international et la possibilité, par l'action des Togliatti et Zachariadès, par exemple, de continuer à disposer des partis communistes pour empêcher le débordement qu'il redoutait. La Comintern avait été fondée comme un outil pour la révolution au lendemain de la Première Guerre mondiale. Sa dissolution allait permettre de contenir puis de refouler la révolution au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Il était temps : les initiatives ouvrières, celles de certains PC, aussi, allaient bientôt risquer de compromettre Staline aux yeux de ses alliés : la marche de Tito vers la rupture avec le roi Pierre et la formation d'un gouvernement partisan au pays, le soulèvement de la flotte grecque et le refus de l'autorité britannique d'occupation, la vague gréviste puis le soulèvement armé à caractère social en Italie, tous ces événements, qui traduisaient en termes crus la marche à la révolution européenne, ne relevaient pas de sa responsabilité, et il fut d'autant plus libre de les combattre. Relevons que la confiance était telle, même chez les groupes d'opposition, que certains, en Italie notamment, virent dans la dissolution

36. I. Deutscher, *Stalin. A Political Biography*, p. 536-537.
37. *Ibidem*, p. 537.

de la Comintern une ruse de guerre permettant aux partis communistes de réaliser la révolution mondiale, tandis que Staline, se réservant la politique « antifasciste », c'est-à-dire l'alliance avec les Anglo-Saxons, protégeait efficacement l'Union soviétique. Dans les partis, les dirigeants ne se firent jamais d'illusions sur l'autonomie dont ils allaient jouir. Les militants de base, eux, crurent sans doute à une libération du joug de Moscou, qu'ils ne jugeaient pas trop pesant, et la décision passa comme une lettre à la poste, malgré les contradictions et absurdités dont était émaillée la résolution finale rédigée sous la pression de l'impatience de Staline. A cet égard, nous avons un témoignage de Leôncio Basbaum. Il écrit, à propos des réactions brésiliennes : « Nombre de camarades étaient partisans de la dissolution de l'IC. Devant l'alliance avec les États-Unis et l'Angleterre, la lutte de classes perdait à leurs yeux toute signification, de même aussi que l'existence des partis communistes. » Ainsi la décision de Staline – de la direction de l'Internationale – dessinait-elle déjà les phénomènes de décomposition qui s'annonçaient, au premier chef le mouvement de liquidation des partis communistes au bénéfice des formations bourgeoises, que Moscou et ses hommes devaient dénoncer beaucoup plus tard sous le nom de « browdérisme », à savoir la politique même qu'ils avaient fait appliquer par Browder...

QUE RESTE-T-IL ?
(air connu de la jeunesse de l'auteur)

La Comintern a vécu vingt-quatre années. Elle voulut être à la fois un ensemble de partis et un parti mondial, un appareil international, un outil de combat et un chaînon intermédiaire. Elle fut, avec la Révolution russe, la fameuse étoile qui brillait au ciel d'Orient. Elle finit en organisme policier international au service de l'État soviétique. Son bilan opérationnel est terriblement négatif. Elle n'a pu ni diriger, ni soutenir de façon positive les mouvements sociaux, ni exploiter les situations révolutionnaires nées indépendamment d'elle. Elle n'a conduit au pouvoir aucun de ses partis. Dans tous les cas, son intervention s'est révélée négative quand elle ne fut pas catastrophique, imposant systématiquement à ses sections à partir de 1923 des aventures ou des alliances paralysantes. Elle entraîna aussi la chute aux Enfers de générations d'hommes et de femmes dévoués, enthousiastes, généreux, pour qui la mort fut souvent l'horreur absolue, la torture et la dégradation avec le désespoir d'avoir perdu le sens de leur propre vie. Aucun de ces combattants n'était prédéterminé pour ce destin « militant ». Nous avons vu s'engager dans leurs rangs les ouvriers, les soldats et marins, les ouvriers d'usine, mais avec eux aussi les étudiants, les intellectuels, des gosses de riches même.

Nous avons été frappé du nombre et de la qualité des femmes qui s'y engagèrent, une indiscutable preuve de la profondeur du mouvement, « *en phase* », comme on dit aujourd'hui, avec les masses les plus opprimées et les plus exploitées. L'« *ennemi de classe* », comme ils disaient au début, les a traités pareillement, les pourchassant sauvagement, les torturant au point que nombre d'entre eux moururent entre les mains de leurs tourmenteurs et que d'autres y perdirent la raison. La société capitaliste s'est défendue par tous les moyens en sa possession, les plus brutaux comme les plus raffinés. Mais son action et celle de Staline et ses sbires du GPU allaient dans le même sens. Entre mille exemples, prenons celui de la Polonaise Bronislawa Hibnerova. Son frère a été exécuté par le régime polonais en 1925. Son mari s'est suicidé en 1932 dans un conflit avec le GPU. Elle-même a été fusillée à Moscou avec les autres communistes polonais. Chemin faisant, dans le cours de ce travail, nous avons été fasciné par certaines personnalités hors du commun, ignorées, dont l'obscure destinée les élève pourtant au-dessus de tous. Nous voulons en reparler une dernière fois.

Ilona Duczynska, chassée du lycée à 17 ans parce qu'elle est contre la guerre, membre à vingt ans du noyau internationaliste européen en Suisse avec Lénine, Levi, Radek, constructrice du noyau communiste en Autriche, puis en Hongrie, en prison avec une lourde condamnation, libérée par la révolution, partie à Moscou travailler à la Comintern, envoyée de là à Vienne, où elle est exclue par Lukács, car elle soutient Paul Levi. Revenue au parti social-démocrate en Autriche, elle y fonde l'Opposition de gauche, est exclue. Elle se marie, reprend ses études, mais le fascisme menace. Après la lutte clandestine d'un petit groupe, elle rejoint de nouveau en 1934 le PC autrichien. Elle s'indigne des procès de Moscou : elle est exclue. A quarante et un ans, immigrée en Angleterre, elle ne trouve pour y combattre le fascisme, au péril de sa vie, que d'apprendre à piloter un avion et de s'engager dans la RAF, où on lui confie des transports. Les États-Unis de Franklin Roosevelt ont suffisamment peur d'elle pour lui refuser un visa.

Olga Ivanovna Smirnova, elle, est née d'un père mécanicien des chemins de fer, Ivan Nikititch, ce vieux-bolchevik qualifié par Larissa Reissner de « conscience communiste » et d'« incarnation de l'éthique révolutionnaire ». Un juste. Elle l'a peu connu mais beaucoup aimé. Elle a dix ans quand il est porté au pouvoir. C'est une surdouée. Elle est ingénieur à vingt et un ans, après avoir été une des organisatrices de l'Opposition de gauche chez les étudiants. Elle est arrêtée en 1929 pour son activité illégale : elle n'a pas suivi son père dans sa capitulation. Déportée avec son compagnon, un enseignant, elle anime le noyau local de la « colonie » des *oppositsionneri*. Elle aide Khristian Rakovsky à rédiger la déclaration de l'Opposition de gauche, sur laquelle son nom ne figure pas. Au terme de sa peine, elle retrouve son père, de nouveau engagé dans l'Opposition, rejoint son groupe, assure ses liaisons avec Trotsky probablement, Rakovsky à coup sûr. Quand elle est arrêtée de nouveau en 1932, elle fait l'objet d'un traitement spécial. Elle tient et, à la fin de sa peine de prison, est déportée à Alma-Ata. Elle y est arrêtée en 1936. Des compagnons de prison assurent que c'est après l'avoir entrevue entre les mains de ses tortionnaires que son père a « accepté » de capituler. Un menchevik qui parle d'elle à la suite de nombreux militants écrit qu'elle était apolitique et pianiste de grande valeur. C'est vrai qu'elle était pianiste et passionnée de musique. Elle est morte à moins de trente ans, fusillée, et l'on vient de trouver ses restes dans le grand charnier pour communistes de Boutovo. Sa silhouette vient juste d'émerger du grand linceul stalinien qui a recouvert sa génération.

A ces deux femmes admirables, il faut offrir comme épitaphe la célèbre interpellation de Kipling : « Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie et, sans dire un seul mot, te mettre à rebâtir [...] tu seras un homme, mon fils ».

On trouve bien sûr d'autres types humains dans les marges de la Comintern ou plutôt dans les organismes qui y poussent leurs « extensions ». Ne parlons pas de Lavrenti Beria, policier sadique et violeur de jeunes filles capturées dans la rue par ses hommes de main. Rappelons l'existence du juge Aleksandr Langfang capable de tuer un inculpé de ses mains au cours d'un interrogatoire. Méditons sur un Zborowski capable de jouer l'amitié des années durant avec un homme chaleureux qui lui fait confiance – Lev Sedov –, afin de préparer méticuleusement et patiemment son assassinat. Souvenons-nous de ces dizaines de milliers de mouchards, de ces milliers de tortionnaires attirés par le pouvoir absolu et la jouissance sadique. Certains de ses serviteurs de l'État de Staline et de sa police sont passés par une section nationale de la Comintern, d'autres par son appareil central, mais elle leur a de toute façon servi de voie de passage. Prenons les grands symboles. Ernö Gerö tua de ses mains Andrés Nin, un ancien déjà respecté alors que lui n'était encore qu'un gamin. Dimitrov convoquait dans son bureau les communistes qui venaient s'y faire prendre comme les mouches à la glu. Manouilsky dénonça comme membres

d'« un groupe » ceux qui lui avaient obéi en France et Duclos menaça le « groupe » espagnol de la répression d'État en URSS.

Certains nous disent qu'en présentant des communistes à visage humain, rayonnants, nous voulons nous servir d'eux pour occulter les différences, en somme faire accepter le règne de Gerö, Dimitrov et Duclos au nom de la vie et de la mort d'Ilona et d'Olga Ivanovna. Elles sont stupides à couper le souffle, ces calomnies et ces insinuations, calculées pour conserver à quelques auteurs privilégié marchés et prébendes. Ces gens condamnent sans broncher les victimes au nom de la nécessité de punir les bourreaux, et, parce que nous restaurons simplement la mémoire des victimes, ils nous accusent de défendre hypocritement leurs assassins en restaurant le visage des assassinés ! Les droits d'auteur justifient-ils l'assassinat de la mémoire ?

Les ennemis irréductibles de la pensée de Karl Marx, ceux de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, les amis de Boris Eltsine comme ceux de Stephen Koch, emploient les seules armes qui peuvent leur faire gagner du temps mais qui ne peuvent leur donner la victoire, à savoir le meurtre politique, la « chasse aux Tchétchènes » et la falsification de l'histoire – elle-même une sorte de meurtre. Ils ont jusqu'à présent réussi dans l'entreprise la plus essentielle à leurs yeux, la dénaturation de la pensée de Marx et la réduction – en son nom et par elle – de la complexité vivante des hommes et des rapports sociaux en un gigantesque Meccano aussi inflexible et raide que dénué de vie, de contradictions et d'humanité. Peut-être un jour faudra-t-il entreprendre de consacrer un grand ouvrage à ces assassins de la mémoire, bandits de grand chemin qui rançonnent et cherchent à terroriser les voyageurs-en-route pour connaître l'histoire.

Pour le moment, c'est une autre tâche que nous essayons de mener à bien : rendre leur vrai visage, leur cœur et leur foi en l'humanité aux femmes et aux hommes de la Comintern, de l'Internationale communiste, cette « Troisième » de notre enfance.

Car nous n'oublions pas qu'elle incarnait alors un avenir radieux aux yeux d'adultes qui étaient gens d'honneur et de dévouement, les meilleurs de cette génération et qu'elle s'est pourtant effondrée dans la boue et le sang, souvent sur leurs cadavres et ceux des leurs. Rien ne sert de polémiquer contre les faussaires sur un terrain général. Ce serait retomber à leur niveau en faisant une idéologie de ce qui doit être la bataille des idées. Seul le travail de l'historien, le travail sérieux, honnête, méticuleux, détruira l'un après l'autre leurs arguments, dès lors qu'il les soumettra à examen. Par exemple, il interdira à quiconque ne veut pas mourir de honte et de confusion, de parler des bolcheviks en 1917 comme s'il n'y avait pas eu de grande guerre depuis 1914, de divisions de vaincus va-nu-pieds dans la neige, de soldats affamés et battus, finalement de millions d'êtres humains qui décident un jour de se servir de leur propre tête, c'est-à-dire de se révolter au lieu de continuer à livrer leur boîte crânienne pour qu'elle soit hachée menu par schrapnells et éclats d'obus.

Il y a dans leur cuirasse un autre défaut. Peu leur importe, dans leur argumentation, que Staline ait tué la majorité des compagnons de Lénine, du premier comité central comme de celui qui fut élu en 1934, ou qu'il concurrence sérieusement Hitler et le dépasse parfois dans l'extermination des responsables des sections de la Comintern. Ils s'en tirent par des pirouettes invoquant les prétendues lois de l'Histoire comme l'appétit de la révolution qui dévore. Un pontife de ce détachement, au temps de sa jeunesse, critiquant ce qu'il définissait comme « une analyse proche de celle développée en son temps par Trotsky » – mais oui, ma chère, Trotsky ! –, morigénait Philippe Robrieux en des termes dignes de la médecine de Molière, que nuançait seulement le souci de plaire au « grand public » en se montrant « bien élevé » : « Cette vision, pour sentimentale qu'elle puisse apparaître, nous semble devoir être fortement nuancée maintenant que nous connaissons

mieux les débuts du régime soviétique (dans lesquels Trotsky joue un rôle éminent) et que nous saisissons plus clairement *l'unité de démarche du bolchevisme qui lie étroitement la période léninienne à la période stalinienne* » (c'est nous qui soulignons). Et voilà pourquoi – langue de bois, acte de foi – votre fille est muette et Lénine et Trotsky staliniens, à moins qu'il n'ait jamais existé de stalinisme et que, comme disait un professeur auvergnat de mon enfance, « au fond, tout cha, ch'est la même choge ». Convaincus, ou faisant semblant de l'être, qu'il n'y a rien à trouver qu'une « essence du communisme » qu'ils connaissent déjà, armés d'une conception qui rejoint totalement dans le fond le stalinisme le plus mécaniste, ils peuvent ainsi confirmer le cœur de leur message : *il n'y a rien à faire et le monde ne peut être changé.*

Combien pourrions-nous en citer, de ces intellectuels, formés d'une façon ou d'une autre à l'école du GPU, qui prêchent ainsi la résignation à la permanence d'un monde qui n'est pas trop difficile à vivre pour eux dès qu'ils ont atteint les niveaux suffisants de positions académiques et le nombre de postes dans les médias ? Et si cela ne suffit pas, comme il s'agit pour ces gens, non de convaincre, mais finalement d'assommer, ils recourent aux proverbes les plus conservateurs pour persuader leur lecteur qu'il n'y avait pas d'autre issue à la révolution d'Octobre que le stalinisme, d'autre successeur à Lénine que Staline, d'autre développement des conseils ouvriers que la Tchéka et le GPU. Car ils veulent faire croire que l'Histoire est écrite d'avance et se déroule selon un scénario qui ne comporte aucune variante, où la révolution dévore toujours ses enfants, comme si les révolutions n'étaient pas, elles aussi, des aspects et des moments de l'histoire. La politique ici rejoint l'histoire – l'histoire en tant que discipline de recherche.

Ne nous faisons aucune illusion. Il n'y aura pas de terme à la falsification tant qu'elle bénéficiera des moyens qu'utilise à son propre service la classe dominante, des instituts scientifiques lancés dans la course au profit, des organismes de recherche scientifique renouvelés par la reproduction des « *écuries* », des chaînes de télévision aux mains de magnats, où des livres importants sont passés sous silence ou discutés par des larbins insignifiants d'incompétence et d'ignorance, à la présence d'autant plus significative, tandis que les vrais historiens, y compris des institutions ci-dessus, travaillent « pour la critique rongeuse des souris ».

Mais la lutte pour la vérité historique est aussi l'un des aspects essentiels de la lutte pour l'émancipation de l'humanité et la fin de l'oppression de l'homme par l'homme. Il serait donc absurde de geindre. Il faut seulement et d'abord consentir à ouvrir les yeux. Nous n'avons pas présenté ici à nos lecteurs une image d'Épinal ou un conte de fées. Ils ne le méritent pas et le sujet non plus. Nous leur avons présenté une tragédie, née elle-même d'une autre tragédie, la trahison des espoirs et des rêves de millions. Une tragédie dont témoignent non seulement les partisans de l'Opposition de gauche, mais leurs émules, les Zivojin Pavlović et Wang Shiwei assassinés dans les dernières années de la Comintern, que les « conservateurs mécanicistes » méprisent tant. « Encore ! » s'esclaffait l'une d'entre eux, non des moindres, en apprenant de moi, dans le vestiaire des archives à Moscou, qu'il y avait de jeunes trotskystes dans les pays de l'ex-URSS. On peut comprendre son étonnement d'experte, car ce combat a continué malgré une répression mondiale sans précédent par la variété de ses formes et la puissance de sa violence. Nous avons confiance : les générations qui viennent se laisseront de moins en moins prendre désormais par les millénarismes, l'optimisme du socialisme irrésistible ou le pessimisme né de la mondialisation du talon de fer.

Les hommes de la fin de ce siècle achèvent dans leur grande respiration millénaire une expiration qui va laisser la place à l'inspiration. Avec tout ce qui l'accompagne, l'élan, la création, l'imagination, l'ambition collective, la solidarité, l'aspiration à l'indépendance

des individus et des peuples, tout cela dans un gigantesque remue-ménage qui signifiera la remise en marche de l'histoire, une histoire qui ne s'arrêtera jamais. Dans cette histoire sans fin et probablement avec des Internationales sans numéro, les hommes ne copieront aucun modèle, mais ils continueront à monter sur les épaules des générations qui les ont précédés, pour ouvrir des voies, anciennes ou nouvelles, pour leurs enfants. Ils auront besoin de comprendre cette préhistoire que nous avons tenté de retracer, comme celle que nous vivons, et qui nous file entre les doigts comme la glaise des morts de Jacques Prévert. Elle sera la base de leur avenir. Pour reprendre une expression bien rebattue, ce livre se veut un hommage à ceux qui voulaient escalader le ciel mais sont tombés aux mains des fossoyeurs. Demain sera un autre jour. Il se lèvera un tout petit peu plus tôt et un petit peu plus clair qu'hier. C'est ce qui compte. Comme dit une belle chanson de Robert Charlebois :

« *Quand les hommes vivront d'amour*
Il n'y aura plus de misère
Les soldats seront troubadours
Mais nous, nous serons morts, mon frère ».

Ce sont les vivants et les morts qui la chanteront, avec d'autres plus belles encore, dans l'infini du temps et la spirale de l'histoire qu'ils ont faite, qu'ils font et qu'ils feront.

Je sais que mes lecteurs suivent et suivront, en prenant appui sur ce travail, le dernier conseil d'Antoine Thibault mourant à son neveu Jean-Paul, tel que l'a résumé Albert Camus : « Avancer toujours au milieu de tous, sur le même chemin où, dans la nuit de l'espèce, des foules d'hommes, depuis des siècles, marchent en chancelant vers un avenir inconcevable [1]. »

1. Albert Camus, Préface des *Œuvres complètes* de Roger Martin du Gard, aux éditions de la Pléiade, p. XXVII.

Sources et bibliographie

A. Bibliographies

- Bayerlein, Bernhard, *Die Kommunistische Internationale*, Bibliographie, dactylographié, 1994-1996.
- Colloti, Enzo, *Die Kommumistische Partei Deutschlands, 1918-1933. Ein bibliographisches Beitrag*, Milan, 1961.
- Dreyfus, Michel, « Le mouvement communiste international et ses oppositions 1920-1940 », *Communisme*, 1984, 5, p. 5-40.
- Hammond, Thomas H. *Soviet Foreign Relations and World Communism (bibl. of 7000 titles)*, Princeton, 1965.
- Herting, Günter, *Bibliographie zur Geschichte der Kommunistischen Internationale 1919-1934*, Berlin E, 1960.
- Procacci, Giuliano, « L'Internazionale Comunista dal I al VII Congresso 1919-1935 », *Annali*, Milan, 1958, p. 283-315.
- Stajić, Dubrovka, « Selektivna Medunarodna Bibliografija Dokumentata I Knjiga Trecoj Internacionali », *Kominterna u Istorii : savremenosti*, Belgrade, 1983.
- Sworakowski, Witold, *The Communist International and his front organisations. A Research Guide*, Stanford, 1965.

B. Revues spécialisées et almanachs

- *Annali*, Institut Feltrinelli, Milan.
- *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, Leipzig 1911-1930.
- *Archiv für Sozialgeschichte*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn.
- *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin.
- *Cahiers Léon Trotsky*, Grenoble.
- *Communisme*, Nanterre.
- *International Review of Social History*, IIHS, Amsterdam.
- *International Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte (IWK)*. Université Friedrich Meinecke, Berlin.
- *Izvestia KPSS*, Moscou, 1989-1992.
- *Jahrbuch für Kommunismusforschung*, Mannheim, 1993, 1994, 1995.
- *Labor History*, Tamiment Institute, New York.
- *Le Mouvement social*, Institut d'histoire sociale, Paris.
- *Revue d'histoire sociale*, Nanterre.
- *Rivista storica del socialismo*, Milan.
- *Survey*, Londres.
- *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, IHC Munich.
- *Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl Marx Universität Leipzig.*
- *Wissenschaftliche Zeitschrift der Martin-Luther Universität Halle-Wittenberg.*
- *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, Berlin.
- *Voprosy Istorii*, Moscou.
- *Voprosy Istorii KPSS*, Moscou.

C. Archives

Archives Humbert-Droz, La Chaux-de-Fonds.
Archives du KPD (ex IML-ZPA), Berlin.
Archives Paul Levi, Friedrich-Ebert Stiftung, Bonn.
Trotsky's Papers 1917-1922, Institut international d'histoire sociale, Amsterdam.
Trotsky's & Sedov's Papers, Hoover Foundation, Stanford.
Trosky's Papers, Houghton Library, Harvard University.
Archives de l'Internationale communiste, (ex-IML), Moscou, RTsKhNIDI, Moscou, Centre de Recherche.

a) Quelques points de repère sur l'appareil central

- Exécutif de l'IC et CC des PC, Fonds 495, 301 op.(dossiers) 152 306 del. (documents) 1919-1945.
- Bureau du Sud (1919-1920), F/1/ 1-24.
- Bureau d'Extrême-Orient (1919-1933), F 499/1/1-51.
- Bureau d'Amsterdam (1919-1920), F/497/1, 1-51.
- Bureau de Vienne (1919-1924) F /498/1/1-52.
- KIM (1919-1943) (1919-1943), F./ 733, 12 op. 7110 del.
- Université communiste des peuples d'Orient, KUTV, F 532/ 15 op. 12 413 del.
- Profintern (1921-1937), F 534, 8 op. 3698 del.
- Sportintern, F 537, 2 op. 519 del.
- KUNMZ, (1921-1937), F /529 ; 38 op. 8273 del.
- MOPR 1922-1941), F/539 ; 5 op. 3742 del.
- KUTK (1925-1930), F/530, 4 op. 264 del.
- Krestintern, F /535, 2 op. 54 del.
- Bureau pour l'Amérique du Sud (1925-1935), F/503, 1 op. 62 del.
- Bureau du Turkestan (1920-22), F 544/4/ 1-290.
- École Lénine internationale (1925-1938) F/531, 9 /1- 811 del.
- Ligue anti-impérialiste (1927-1935), F 542/1/ 1-102.
- Premier congrès des peuples d'Orient (1920-1922), F 544/4/ 290.
- Secrétariat féminin international, 1920-1937, F/507/ 3 : 555.
- Bureau occidental du CE de l'IC 1919-1933, F/499 : 1/ 51.
- Brigades internationales, F 545/ 6/ 3365.
- Organisation Poale Zion en URSS, 1917-1928, F/ 272/ 3/1 : 1-14.
- Tsentralnaïa federatsia Inostrannik gruppi pri TsK RKP(b) 1919-1920 ; Tsentralnaya biuro agitatsii i propagandy pri Agitatsionno propagandadistikom otdel TsK RKP (b) 1920-24, F / 549 :6/ 1-1672 et F/549/ 1 : 1-103.
- Commission des cadres, F/495/ 21/1-219, commission de l'exécutif.
- id. 175/1/363, PC(b).
- id. 125/ 1-127, PC Pologne, Ukraine, Biélorussie occidentale.
- id. 137/1-15, Italie.
- id. 132 1-55, France.
- id. 133/ 1-137, Espagne.
- id. 139/ 1-26, Belgique.
- id. 285/ 1-24, Tchécoslovaquie.
- Commission de contrôle de l'exécutif 1921-1943, F/505, 1/1-202, F 505/2/ 1-15.
- Bureau des Carabes 1931-1935, New York, F/500/ 1/ 1-19.
- Bureau nègre du secrétariat du CEIC 1929-1931, F/495/ 296, 1/1-102.
- Bureau de la fédération scandinave, 1924-1928, F/510/1/1-16.
- Bureau de l'exécutif de l'IC pour l'Amérique du Sud 1925-1935, F/503/1/1-62.
- Bureau de l'exécutif pour le Turkestan 1920-1922, F/ 544/4/1-290.
- Bureau occidental de l'exécutif de l'IC (WEB) 1919-1933 Berlin, F/ 400 :1/ 1-51.
- Bureau de l'exécutif de l'IC pour l'Amérique du Sud (1925-1939) ; F/ 503/1/1-68.

b) Congrès de la Comintern

Premier (1919), F 488/1/1-18.
Deuxième (1920), F 489/1/118.
Troisième (1921), F 490/1/1/ 1-250.
Quatrième (1922), F/492/1 : 1-393.
Cinquième (1924), F 493/2/ 1- 393.
Sixième (1928), F 493/ 2/ 1-805.
Septième (1935), F 494/1/ 1-741.

c) Plénums élargis

Premier (février-mars 1922), F/495/ 159/ 1-80.
Deuxième (juin 1922), F/ 495/160/ 1-28.
Troisième (juin 1923), F/ 495/ 161/ 1-119.
Quatrième (1924), F/495/ 162/1-14.
Cinquième (1925), F 495/ 163/1-408.
Sixième (1926), F /495/ 164/ 1-408.
Septième (1926), F/495/164/ 1-520.
Huitième (1927), F/495/ 165/1-397.
Neuvième (1928), F/495 /167/ 1-162.
Dixième (1929), F/495/168/ 1-211.
Onzième (1930), F/495/168/9/1-165.
Douzième (1932), F/495/ 170/ 1-505.
Treizième (1933), F 495/171/330.

d) Fonds des sections nationales

- Afrique du Sud, F/ 495, op. 64, 168 del.
- Argentine, F/495, op. 134, 269 del.
- Australie, F/495, op. 94 & 95, 149 del.
- Autriche, F/495, op. 80, 625 del.
- Belgique, F/495 93 op. 278 del.
- Biélorussie occidentale, F/495, op. 129, 87 del.
- Bolivie, F /495, nop. 122, 4 del.
- Brésil, F/495, op. 29, 144 del.
- Canada, F/495, op. 98, 215 del.
- Chili, F/495, op. 106, 72 del.
- Chine, F /514, op. 3, 1222 del.
- Colombie F/495, op. 104, 101 del.
- Corée, F/495, op. 135 & 136, 247 del.
- Costa Rica, F/495, op. 114, 7 del. (depuis 1929).
- Cuba, F/495, op. 105, 177 del.
- Danemark, F/495, op. 174, 182 del.
- Égypte, F /495, op. 85, 115 del.
- Équateur, F/495, op. 67, 16 del. (depuis 1925).
- Espagne, F 495, op. 120 & 121, 268 del.
- États-Unis, F/515, op. 1, 4325 del.
- Formose, F /495, op. 128, 16 del.
- France, F/517, op. 4, 2164 del.
- Grande-Bretagne, F /495, op. 100, 1093 del.
- Grèce, F/495, op/ 173, 131 del.
- Guatemala, F /495, op. 112, 10 del. (de 1923 à 1932).
- Hati, F/ 495, op. 111, 8 del. (depuis 1929).
- Honduras, F /495, op. 113, 131 del. (de 1929 à 1934).
- Hongrie, F /495, op. 140 à 147, 1344 del.
- Inde, F/495, op. 68, 68a, 526 del.
- Indochine, F /495, op. 154, 106 del.
- Indonésie, F /495, op. 154, 63 del.
- Iran, F/495, op. 154, 227 del.
- Irlande, F /495, op. 89, 22 del.
- Italie, F/513, op. 3, 1683 del.
- Japon, F/495, op. 127, 616 del.
- Luxembourg, F /495, op. 130, 31 del.
- Malaisie, F /495, op. 62, 30 del. (depuis 1928).
- Mexique, F/495 op. 108, 231 del.
- Mongolie, F/495, op. 152, 166 del.
- Nicaragua, F /495, op. 115, 3 del.
- Nouvelle-Zélande, F/495, op. 83, 89 del.
- Norvège, F/495, op. 178, 219 del.
- Palestine, F /495, op 81, 184 del.
- Panama, F /495, op. 116, 15 del.
- Paraguay, F/495, op. 117, 10 del.

- Pays-Bas, F /495, op. 172, 86 del.
- Pérou, F / 495, op. 118, 616 del.
- Philippines, F/495, op. 66, 44 del.
- Pologne, F/495, op. 124, 616 del.
- Porto-Rico, F /495, op. 87, 17 del.
- Portugal, F /495 op. 179, 35 del.
- Roumanie, F /495, op. 180, 180 a, 419 del.
- Salvador, F /495, op. 119, 13 del.
- Suède, F/495, op. 182, 149 del.
- Suisse, F/495, op. 91, 215 del.
- Syrie, F/495, op. 84, 110 del.
- Tchécoslovaquie, F/495, op. 71, 747 del.
- Turquie, F/495, op. 181, 1920 del.
- Ukraine occidentale, F/495, op. 126, 526 del.
- Uruguay, F/495, op. 131, 58 del.
- Venezuela, F/495, op. 107, 65 del. (depuis 1925).
- Yougoslavie, F /495, op. 70 & 88, 216 del.

D. Comptes rendus de congrès et sessions

a) Congrès de l'Internationale

- *Der I. Kongress der Kommunistischen Internationale* (Moscou, 2- (mars 1919), Hambourg, 1920.
- *Der zweite Kongress der Kommunistischen Internationale* (Moscou, 19 juillet-7 août 1920), Hambourg, 1921.
- *Protokoll des III Kongresses der Kommunistische Internationale* (Moscou, 22 juin-12 juillet 1921), Hambourg, 1921.
- *Protokoll des Vierten Kongress der Kommumistischen Internationale* (Petrograd-Moscou, 5 novembre-5 décembre 1920), Hambourg, 1923.
- *Protokoll. Fünfter Kongress der Kommunistischen Internationale* (17 juin-8 juillet 1925), 2 vol., Hambourg, 1925
- *Protokoll der VI. Weltkongresses der Kommunistische Internationale* (17 juin-7 juillet 1924), 3 vol., Hambourg, 1926.
- *Protokoll des VII. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale* (25 juillet-10 août 1935), reconstitué à partir des documents, Erlangen, 1974.

Traductions, textes annotés
- *Le premier Congrès de l'Internationale Communiste* (Documents pour l'histoire de la III[e] Internationale. Les Congrès de l'IC) [Broué]. Paris 19.
- *The Communist International in Lenin's Time*, 5 vol., New York (John Riddell) ; I. *Lenin's Struggle for a revolutionary International. Documents 1907-1916.* II. *The German Revolution and the debate on soviet power. Documents 1918-1919. Preparing the Founding Congress.* III. *Founding the Communist International. Proceedings and Documents of the First Congress, March 1919*, IV. *Workers of the World and Oppressed Peoples, Unite !*, 2 vol. V. *To see the Dawn, Baku 1920. First Congress of the Peoples of the East*, New York, 1986-1993.

b) Autres réunions de la Comintern

- *Manifest, Richtlinien, Beschlüsse der I. Kongresses. Aufrufe une offene Schreiben des Exekutivkomitees bis zum zweiten Kongress,* Hambourg, 1920.
- *Die Taktik der Kommunistischen Internationale gegen die Offensive des Kapitals. Bericht über die Konferenz der Erweiterten Exekutive des Kommunistischen Internationale* (24 février-2 mars 1922), Hambourg 1922. Trad. fr. *Compte rendu de la conférence de l'exécutif élargi de l'Internationale communiste, Moscou 24 février-4 mars*, Paris, 1922.
- *Bericht über die Tätigkeit des Präsidiums und der Exekutive der Kommunistischen Internationalen für die Zeit vom 6.März bis 11.Juni 1922*, Hambourg, 1922.
- *Du premier au deuxième congrès de l'IC, mars 1919-juillet 1920*, (P. Broué), Paris, 1980.
- *Bericht ber die Tätigkeit des Präsidiums und der Exekutivekomitees der Kommunistischen Internationale für die Zeit vom 6.März bis 11.Juni 1922*, Hambourg, 1922.
- *Die Tätigkeit der Exekutive und des Präsidiums der Exekutivekomitee der Kommunistischen Internationale vom 3.Juni 1921 bis 8.Februar 1922,* Petrograd, 1922.
- *Bericht der Exekutive der Kommunistischen Internationale* (15 décembre 1922-15 mai 1923), Moscou, 1923.
- *Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale* (Moscou, 12-23 juin 1923), Hambourg, 1923.
- *Die Lehren des deutschen Ereignisse. Das Präsidium des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale zur deutschen Frage,* Hambourg, 1924.
- *Bericht über die Tätigkeit der Kommunistischen Internationale vom IV. bis 6. zum V.Weltkongress*, Hambourg, 1924.

– *La Réorganisation des partis communistes : rapports et décisions de la Conférence d'organisation de l'IC (16-21 mars 1925)*, Paris, 1925.
– *Protokoll : Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moscou, 21.März-6.April 1925*, Hambourg, 1925. Trad. française, *Exécutif élargi de l'Internationale communiste. Compte rendu analytique de la session du 21 mars au 6 avril 1925*, Paris 1925.
– *Protokoll : Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17.Februar bis 15.März 1926*, Hambourg, 1926.
– *Report on the Activities of the Executive Committee of the Communist International (For the Period since the Enlarged Executive march/april 1925 - and of January 1926)*, Moscou, 1926.
– *Protokoll : Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 22.November-16.Dezember 1926*, Hambourg, 1927.
– *Tätigkeitbericht der Exekutive der Kommunistischen Internationale, Februar-Novembrer 1926*, Hambourg, Berlin, 1926.
– *Protokoll : 10. Plenum des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale, Moskau, 3.Juli bis 19.Juli 1929*, Hambourg-Berlin, 1929.
– *Stenografitcheskii otchet XI.Plenuma EKKI, Moscou*, 2 vol., 1931 et 1932.
– *XII Plenum IKKI ; stenografitcheskii otchet*, Moscou 1933.
– *XIII Plenum IKKI ; stenografitcheskii otchet*, Moscou, 1934. Trad. anglaise, *Theses, reports, speeches of the 13th Plenum of the Executive Committee of the Communist International*, 8 brochures reliées, New York, 1934.

c) Réunions d'autres organisations

– KIM

– *Pervyi Kongress KIM*, CR sténo, Moscou, 1930.
– *Zu neuer Arbeit : Bericht vom II.Kongress der Kommunistischen Jugend-Internationale* (14-21 juillet 1921 à Moscou), Berlin 1921.
– *Bericht vom 3.Weltkongress der Kommunistischen Jugend-Internationale* (4-16 novembre 1922 à Berlin), Berlin, 1923.
– *Protokoll der V. Kongresse der KJJI* (20 août-18 septembre 1928, à Moscou), Berlin, 1929.

– Parti allemand

– *Protokoll über die Verhandlungen des Gründungspartei der USPD 1917 in Gotha*. Annexe : *Bericht über die Gemeimsam Kongress der Arbeitsgemeinschaft und der Spartakusgruppe (7 janvier 1917, Berlin), Berlin, 1921.*
– *Unabhängige Sozialdemokratische Partei. Protokoll des aussenordentlichen Parteitags in Halle* (12-17 octobre 1920), Berlin, 1920.
– *Bericht über den Gründungspartei der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, [30 décembre 1918-1[er] janvier 1919], Berlin, n.d., 1919.
– *Der Gründungsparteitag der KPD. Protokollen und materialen* (H. Weber), Francfort, 1969.
– *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschland (Spartakusbund)* [20-24 octobre 1919], s.d., s.l., Berlin, 1919.
– *Bericht über den 3. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands* (25-26 février 1920), s.l., s.d., Berlin 1920.
– *Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistische Partei Deutschlands*, (14-15 avril 1920), s.l., s.d., Berlin, 1919.
– *Bericht über den 5. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale)*, (1[er]-3 novembre 1920), Berlin, 1920.
– *Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitags der USPD (Linke) und der KPD (Spartakusbund)* [Berlin, 4-7 décembre 1921], Berlin, 1921.
– *Bericht über die Verhandlungen des 2. Parteitags der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion des Kommunistischen Internationale)* [Iéna, 22-26 août 1922].
– *Bericht über die Verhandlungen des III.(8) Parteitages der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale)* [28 janvier-1[er] février 1923], Berlin, 1923.

– Autres conférences internationales

– *Conférence des trois Internationales* (Berlin, 2, 4, 5 avril 1922), c.r. sténo, Bruxelles, 1922.
– *Die internationale Kampf des proletariats gegen Kriegsgefahr und Fascismus. Protokoll der Verhandlungen der internationalen Konferenz im Frankfurt/ Main vom 17. bis 21.März 1923, Berlin, 1923.*
– *Premier congrès des peuples d'Orient, Bakou 1[er]-8 septembre 1920*, c.r. sténo, Petrograd, 1921. La meilleure édition est l'édition américaine de John Riddell, *To see the Dawn*, voir ci-dessus avec les congrès.
– *The First Congress of the Toilers of the Far East* (21 janvier-1[er] février, clôture à Petrograd le 2), Petrograd, 1922.
– *El Movimiento revolucionario latinoamericano. Versiones de la SSA de la IC*, Buenos Aires, 1930.

– RGI

– *Bulletin du premier Congrès international des syndicats révolutionnaires*, c.r. sténo, Moscou, 1921.
– *Biulleten 'II Kongressa Krasnogo Internatsionala Profsoyuzov* (à Moscou, salle des Colonnes, 19 novembre-2 décembre 1922), Moscou, 1922.
– *Protokoll über den dritten Kongress der Roten Gewertkschafts-Internationale* (Moscou, 8-21 juillet 1925), Berlin, 1924.
– *Protokoll über den 4. Kongress der Roten Gewerkschafts-Internationale* (Moscou, 17 mars-3 avril 1928), Moscou, 1928.
– *Protokoll des V. Kongresses der Roten Gewerkschafts-Internationale* (Moscou 15-30 août 1930), 2 vol. Moscou, 1930.

– SRI
– *Dix années de SRI 1922-1932*, Paris, 1932.

– Krestintern
– *Protokoll vom ersten Internationalen Bauernkongress vom 10.bis 16.Oktober 1923 in Moskau*, Berlin, 1924.
– *Conférence paysanne internationale* (sténo), [Moscou, nov. 1927]. Berlin, 1928.
– *Bulletin zum Europäischen Bauern-Kongress*, n[os] 1-3, Berlin, 1930.

– International Arbeiter-Hilfe

– *Protokoll der internationalen IAH Konferenz*, (Berlin, 20 nov. 1927), Berlin, s. d.
– Münzenberg, Willi, *Solidarität ; zehn Jahre Internationale Arbeiterhilfe 1921-1931*, Berlin, 1931.

d) Autres recueils de documents

– Adhikari, G., *Documents of the History of the Communist Party of India 1919-1924*, 5 vol., New Delhi, 1971-1982.
– Agosti, Aldo, *La Terza Internazionale. Storia documentaria*, 6 vol., Roma, 1974-1979.
– Bahne et al.'*Archives de J. Humbert-Droz*, II, Les Partis communistes des pays latins et l'IC dans les années 1923-1927 (Bahne, Bayerlein, Kretschmann, Tostorff) ; III, Les Partis communistes et l'Internationale communiste dans les années 1928-1932, (Bahne, del Amo, Bayerlein).
– *Briefe Deutscher an Lenin. 1917-1923. Vertreter der deutschen Arbeiterbewegung im Briefwechsel mit Lenin*, Berlin, 1990.
– Broué, Pierre, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, 1976.
– *Classe contre classe : la question française au IX[e] exécutif et au VI[e] congrès de l'IC*, Paris, 1928.
– *CSLA, Bajo la Bandera de la... Resoluciones y documentos de la Conferencia Sindical Latinoamericana*, Montevideo, 1929.
– Degras, Jane, *The Communist International 1919-1943*, documents, 3 vol., 1956-1965, I. *1919-1922*, II. *1923-1928.* III. *1929-1943.*
– *Dix Années de Secours rouge international 1922-1932*, Paris, 1933.
– « Documenti dell'Archivio Tasca », *Annali*, VIII, 1966.
– Gankin & Fisher, *The Bolsheviks and the World War. The Origins of the Third International,* Stanford, 1960.
– *Importancia de la Primera Conferencia Latinoamericana, Resoluciones adoptadas por la misma,* Buenos Aires, 1929.
– *Komumisticka Internacionala. Stenogrami i Dokumenti Kongressa*, 12 vol., Institut za Medunarodni radnicki pokret, Beograd, 1981-1983 (Milovan Bosić, Marian Britovšek, Putnik Dajić et al.).
– Kun, Béla, *Kommunisticheskii Internatsional v dokumentakh*, Milan, 1967.
– Maitron, Jean, et Chambelland, Colette, *Syndicalisme révolutionnaire et Communisme, Archives Monatte*, Paris.
– Murata, Yoshi, *Documents of the Communist International, 2 vol. I. Revolutionary Crisis and the Comintern, décembre 1918-août 1921. II. For the Workers United Front, July 1921-June 1924*, Tokyo, 1978-1979.
– Stern, Leo, *Die Auswirkungen der grosse sozialistischen Oktoberrevolution auf Deutschland*, 4 vol., Berlin E., 1959.
– *Trotsky's Papers 1917-1922*, 2 vol., éd. bilingue, La Haye, 1964, 1971.
– Weber, Hermann, *Die Kommunistische Internationale. Eine Dokumentation*, Hanovre, 1966.

e) Textes de rapports et procès-verbaux

– *About Turn. The British Communist Party and the Second World War. The Verbatim Record of the Central Committee Meetings of 25 September and 2/3 October 1939*, Londres, 1990.
– Kara-Murza G., *Strategiia i taktika Kominterna v natsinal'no-kolonial'noi revoljutsii na primere Kitaia*, Moscou, 1934.
– Pardon, Inge, et Shurawljow (Chouravliev), Valeri W., dir., *Lager. Front oder Heimlat. Deutsche Kriegsgefangenen im Sowjetrussland, 1917 bis 1920*, 2 vol., Berlin, 1993.
– *Le Parti socialiste italien et l'Internationale communiste,* Petrograd, 1921.

– *Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale* (Moscou, 12-23 juin 1923), Hambourg, 1923.
– *Poale Zion. Dokumente des jüdischen kommunistischen Verbandes (Poale Zion) zur Anschlussaktion an die Kommunistische Internationale, Vienne, 1921.*
– Wilbur C. Martin et How Julie Lien-ying, *Documents on Communism, Nationalism and Soviet Advisers in China 1918-1927, documents seized in the 1927 Peking raid*, New York, 1956.

F. Journaux, bulletins, revues, contemporains

Advance Guard, édité par M.N. Roy. à l'extérieur de l'Inde (Berlin, Zurich, Annecy), 1922-1924.
Aktion (Die), [éd. F. Pfemfert], Berlin.
Antorcha (La), Madrid.
Arbeideren, Oslo.
Arbeiterpolitik, Brême, 1916-1919.
Arbeiterzeitung, organe du KAPD. Berlin.
Avant-Garde (L'), organe des JC, Paris.
Bandera roja, La Havane.
Batalla (La), organe des CSR, du BOC, puis du POUM, Barcelone.
Biulleten Oppositsii, Berlin, Paris.
Bolchevik, mensuel, Moscou 1924-1941.
Bote der russischen Revolution (15 septembre-28 novembre 1917), Stockholm.
Bulletin communiste, organe du comité français pour la IIIe Internationale, du Parti communiste, puis édité par Boris Souvarine.
Bulletin des IV. Kongress der Kommunistischen Internationale, Moscou, 1922.
Bulletin der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moscou 1922, 16 numéros, juin 1923.
Cahiers du bolchevisme, Paris.
Cahiers du communisme, Paris.
Caserne (La), organe antimilitariste, Paris.
Claridad, New York.
Clarté, Paris.
Classe operaria (A), organe du P C B, , 195-1929, irrégulier.
Clave, mensuel, Mexico, 1919-1941 (avec Trotsky).
Comunista (E l), Antofagasta, 1923.
Communist Review (The), Londres 1922-1932.
Communiste (Le), Bruxelles.
Comunismo, Milan, 1919-1922.
Comunismo, organe de l'opposition de gauche d'Espagne, Oviedo-Madrid.
Contre le courant, Paris, 1927-1929.
Correspondance internationale (La), édition française d'*Internationale Presse-Korrespondenz*, en allemand, abrégé *Inprekorr*, Berlin.
Correspondencia Sudamericana (La), n° 1, 16 avril 1926.
Cri des Nègres (Le), Paris, 1931-1936.
Czerwony Sztandar, organe illégal du PC polonais.
Drohende Krieg (Die), organe des Amis de l'URSS, mensuel, Berlin 1928-1930.
Federación Obrera, organe du PC chilien et de la FOCH avant 1924.
Gongchandang (Communisme) revue clandestine de Shanghai.
Justicia, organe du PC chilien et de la FOCH, à partir de 1924.
Daily Worker, Londres, commence en 1930.
Demain, revue, Genève, 1916-1918.
Fackel (Die), journal de fraternisation, 1917.
Kommunist (Der), Berlin.
Fahne des Kommumismus (Die), Berlin.
Drapeau rouge (Le), Bruxelles.
Forum (Das), mensuel, 1919-1920, Berlin.
Freiheit, organe USPD, 1918-1920, Berlin.
Gegen den Strom, organe de la KPO, Berlin, 1928-1933.
Golos, Paris, 1914.
Gongchandang (Communisme), clandestine à Shanghaï.
Hamburger Volkszeitung, quotidien de l'USPD puis du KPD Hambourg.
Humanité (L'), Paris.
Ikdam, organe de l'ENA, 1926-1928.
Internacional (La), organe central du PSI puis du PCR argentin.

Internationale (Die), revue pour la praxis et la théorie marxiste, n° 1, 15 avril 1915, 1919-1933, organe théorique du KPD, Berlin.
Internationale (Die), organe central de l'USPD (Linke), quotidien de la gauche USPD du 27 octobre au 31 décembre 1920, et organe central du VKPD du 8 au 31 décembre.
Internationale Presse-Korrespondenz (Inprekorr), édition en langue allemande du bulletin d'informations de la Comintern, 1921-1933. Voir ensuite *Rundschau.*
Izvestia, Petrograd, Moscou.
Jiskra, Prague.
Junge Garde (Die), organe central des Jeunesses communistes, avec des sous-titres divers et, à partir de 1921, organe central de la Kommunistische Jugend Deutschlands, section de l'ICJ, Berlin, 1918-1933.
Junge Genosse (Der), journal pour les enfants d'ouvriers, édité par l'ICJ, Berlin 1921-1933.
Jugend-Internationale, organe de combat de l'ICJ, édition allemande de *KIM* mensuel, 1915-1933.
Juventud roja, organe des JC, Madrid.
KIM, organe de l'Internationale communiste de la jeunesse, Moscou, 1920-1943.
Kolonial Revue, trimestrielle, Berlin, 1927.
Kommunismus, revue de l'IC pour les pays du sud-ouest de l'Europe, puis revue de l'IC, 1919-1920, Vienne.
Kommunist Gewerkschafter (Der), hebdomadaire pour le travail des communistes dans les syndicats, Berlin 1921-1933.
Kommunistin (Die), organe féminin du KPD, 1919-1933, Berlin.
Kommunistische Internationale (Die), organe de l'exécutif de la Comintern, Petrograd puis Moscou, éd. fr., *L'Internationale communiste*, anglaise, *Communist International*, russe, *Kommunistitcheskii Internatsional*, Moscou, Petrograd, Moscou.
Kommunistische Rundschau, USPD Linke, octobre-décembre 1920, Berlin.
Labour Monthly, mensuel publié à partir de 1920.
Lucta de Classe, puis *Luta de Classe*, organe de l'Opposition de gauche, 1931.
Lutte (La), Saïgon, 1933-1937.
Lutte de classes (La), Paris.
Leipziger Volkszeitung, organe quotidien de Leipzig, de l'USPD, puis du VKPD.
Machete (El), Mrxico, 1924-1938.
Masses of India, édité par M.N. Roy, Paris, 1924-1926.
Monde, Bruxelles.
Moscou, organe en français du 3e congrès de l'IC tenu à Moscou du 25 mai au 17 juillet 1921.
Moscou, organe en français du 4e congrès de l'IC à Moscou, 1922, 44 numéros du 11 novembre au 12 décembre 1922.
Mundo Obrero, Madrid, 1931-1939.
Naché Slovo, Paris, 1915-1916.
National Front, Bombay, 1938-1940.
Negro Worker (deux premiers numéros : *International Negro Workers' Review*), organe de l'International Trade Union Committee of Negro Workers de la RILU, Hambourg, Copenhague, New York, Bruxelles, Paris, 1931-1933.
Nowy Przeglad, 1930-1935, lieux variables.
Ordine nuovo (L'), Turin, puis Rome.
Ouma (El), organe de la deuxième ENA, 1930-1936.
Paria (Le), mensuel, 1922-1925.
Parteiarbeiter (Der), mensuel, Berlin, 1921-1932).
Pëople's War, Bombay, 1942-1945.
Permanente Revolution, Berlin.
Pflug (Der), organe destiné aux travailleurs de la terre, Berlin, 1919-1922.
Phare (Le), La Chaux-de-Fonds, 1918-1919.
Pravda, Petrograd, Moscou.
Pravo Lidu, Prague.
Race Nègre (La), organe du Comité de défense de la race nègre, Paris, 1927-1931.
Red Flag, Londres.
Renovación, organe des JS d'Espagne, 1933-1934, Madrid.
Revista Comunista, revue du secrétariat latino-americano, Montevideo.
Revolutionary Age, New York, organe de la CVPO.
Revue communiste (La), Paris.
RILU-Magazine (The), revue en anglais de la Profintern.
Rote Fahne (Die), organe central de la Ligue Spartakus, du KPD (S), du VKPD et du KPD, 1918-1933.
Rude Pravo, organe du PCT, 1920-1938, Prague.
Ruhr-Echo, quotidien de l'USPD, puis du KPD, à Essen.
Rundschau über Politik, Wirtschaft und Arbeiterbewegung, Bâle, 1932-1935.
Soviet (Il), organe des abstentionnistes de Bordiga, Naples.
Sowjet, organe communiste d'opposition (KAG de Paul Levi).
Sozialistische Politik und Wirtschaft, organe de la gauche social-démocrate (Paul Levi), Berlin, 1923-1928.

Spartakusbriefe, rééd. Berlin E., 1958.
Sztandar kommunismu, organe illégal du PC polonais.
Trabjaador Latino-Americano (El), bulletin de la CSAL, Montevideo, 1929-1935.
Tribune (De), organe du PCH à Amsterdam.
Unità (L'), organe du PCd'I, Rome, 1924-1925.
Unser Weg, puis *Sowjet*, organe communiste (Paul Levi), 1921-1922.
Unter dem Banner des Marxismus, Vienne-Berlin-Moscou-Leningrad, 1927-1936.
Vérité (La), Paris, 1930-1935.
Vérité (La), Limoges, 1928-1934.
Vie ouvrière (La), Paris.
Vanguard, Glasgow.
Vanguard of Indian Independence, cf. *Advance Guard.*
Völkerfried, organe de la Fédération des prisonniers de guerre, Moscou.
Vom Bürgerkrieg, organe illégal (E. Schneller), 5 numéros, 1923.
Voz de México (La), PCM, Mexico, 1938.
Xin Qingnian (La Nouvelle Jeunesse), revue de Chen Duxiu à Shanghaï.
Z Pola Walki, trimestriel, Moscou, 1926-1933.
Workers Age, New York.
Workers Dreadnought, Londres.

G. Biographies

a) Ouvrages spécialisés ou appendices biographiques importants

– Bock, H.M., *Syndikalismus und Linkskommunismus*, annexes biographiques, Meisenheim/Glam, 1969, p. 427-444.
– Buhle, Buhle et Gorgakas, *Encyclopedia of the American Left*, New York, 1990.
– Gorman, Robert A. (éd), *Biographical Dictionary of Marxism*, Londres, 1986.
– Grau, Roland, et al., *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Biographisches Lexikon*, Berlin, 1970.
– Lazitch et Drachkovitch, *Biographical Dictionary of the Comintern*, Stanford, 1986.
– Maitron, Jean, Pennetier, Claude et al., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, 43 volumes.
– Maitron et Haupt, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international* :
Bourdet, etc. Autriche, cf. **Maitron**
Bedarrida, etc. Grande-Bretagne, cf. **Maitron**
Bianco, etc. Chine, cf. **Maitron**
Droz etc., Allemagne, cf. **Maitron**
– Meertens, Campfens, et al., *Biografisch Woordenboek van het socialisme en de Arbeidersbeweging in Nederland*, 4 vol., Amsterdam, 1986-1989.
– Osterroth, *Biographisches Lexikon des Sozialismus*, vol. I., *Verstorbene Persönlichkeiten.*
– Pacheco Pereira, José, « O Partido Comunista portuguès a primeira Republica », *Boletin de Estudos Operarios*, 1985, 8, p. 7-26.
– Röder, Werner, et al., *Biographisches Handbuch der deutschsprachiger Emigration nach 1933, I, Politik*, New York, 1980.
– Schulz, etc., *Who was who in the USSR ?* (5 015 biographies), Munich, 1972.
– Weber, *Die Wandlungen*, Francfort, 1969, p. 57-553.

b) Biographies individuelles

– Agosti, Aldo, *Togliatti*, Milan, 1996.
– Badia, Gilbert, *Rosa Luxemburg*, Paris, 1975.
– Badia, Gilbert, *Rosa Luxemburg épistolière*, Paris, 1995.
– Badia, Gilbert, *Clara Zetkin, féministe sans frontières*, Paris, 1993.
– Becher, Johannes, *Walter Ulbricht. Ein deutscher Arbeitersohn*, Berlin, 1958.
– Becker Jens et Jentsch, Harald, « Heinrich Brandler -biographische Skizze bis 1904 », *JfK*, 1996, p. 273-295.
– Benningsen, Alexandre et Lemercier-Quelquejeay, Chantal, *Sultan-Galiev, le père de la Révolution tiers-mondiste*, Paris, 1986.
– Beradt Charlotte, *Paul Levi*, Francfort, 1969.
– Borsanyi György, *The Life of a Communist Revolutionary, Béla Kun*, trad. anglaise, Highland Lakes, NJ, 1993.
– Brandt Willy et Lowenthal Richard, *Ernst Reuter, Ein Leben für die Freiheit*, Munich, 1957.
– Bredel, Willi, *Ernst Thälmann*, Berlin, 1950.
– Broué, Pierre, *Léon Sedov, Fils de Trotsky*, Paris, 1993.
– Broué, Pierre, *Rakovsky. Le Socialisme dans tous les pays*, Paris, 1996.
– Broué, Pierre, *Trotsky*, Paris, 1988.
– Brunet, Jean-Paul, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, 1986.

– Cacucci, Pino, *La fragil vida di Tina Modotti negli anni delle certezze assolute*, Milan, 1968, trad. française, Paris, 1991.
– Castilho Marques Neto, José, *Solidao revolucionaria. Mario Pedrosa e as origens del trotskismo no Brasil*, São Paulo, 1993.
– Ceretti, Giulio. *A l'ombre des deux T. Quarante ans avec Maurice Thorez et Togliatti*, Paris, 1973.
– Chaname R., Planas P., Valleneas, H. et Quiros M.T., *Vida y Obra de Victor Raul Haya de la Torre*, Lima, 1990.
– Cohen, Stephen S., *Nicolas Boukharine. La Vie d'un bolchevik*, Paris, 1979.
– Greaves, Desmond, *The Life and Times of James Connolly*, New York, 1961.
– Deutscher, Isaac, *Stalin*, Londres.
– Deutscher, Isaac, *Trotsky*, Londres, 3 vol. I : *The Prophet armed 1879-1921*. II : *The Prophet un armed 1921-1929*. III : *The Prophet Outcast : 1929-1940*. Londres, 1954-1959.
– Faligot, Roger, et Kauffer, Rémi, *As-tu vu Crémet ?* Paris 1991.
– Lee Feigon, *Chen Duxiu*, Princeton, 1983.
– Ferreira Lima, Heitor, « Mario Grazini, militante opêrario », *Novos Rumos*, São Paulo, 1, 3, 1986.
– Foster, William, *History of the three Internationals*, New York, 1955.
– Fotieva, Lidia, *Iz Vospomianii o Lenine*, Moscou, 1964.
– Frölich, Paul, *Rosa Luxemburg*, Paris, 1965.
– Galvez Cancino, Alejandro, « Julio Antonio Mella : un Marxista revolucionario », *Criticas de la economia politica*, 30, 1986, Mexico, p. 101-151.
– Gonzalez Carbajal, *Mella y el Movimiento estudiantil*, La Havane, 1977.
– Gras, Christian, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, 1971.
– Greaves, Desmond, *The Life and Times of James Connolly*, New York, 1961.
– Gross, Babette, *Willi Münzenberg. Eine politische Biographie*, Francfort, 1967.
– Harmsen, Gert, *Rondom Daan Goulooze. Uit het leven van kommunisten*, Nimègue, 1980.
– Haupt, Georges, et Marie, Jean-Jacques, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, trad. de l'édition *Granat* de l'*Encyclopédie soviétique* avec commentaires des auteurs, Paris, 1968.
– Hortzschansky, Günter (dir.), *Ernst Thälmann. Eine Biographie*, Berlin, 1979.
– Jacobs, Dan S., *Borodin, Stalin's Man in China*, Londres, 1981.
– Kergoat, Yves, *Marceau Pivert « socialiste de gauche »*, Paris, 1994.
– Korey, William, « Grigory Evseievitch Zinoviev », *Problems of Communism*, XVI, 1967, 6, p. 51-62.
– Kublin, Hyman, *Asian Revolutionary. The Life of Sen Katayama*, Princeton, 1964.
– Lastours, Sophie de, *Toukhatchevski*, Paris, 1996.
– Lerner, Warren, *Karl Radek, The Last Internationalist*, Stanford, 1970.
– McKinnon, R., et Stephen, *Agnes Smedley. The Life and Times of an American Radical*, Berkeley, 1988.
– Meisner, Maurice, *Li Ta-chao (Li Dazhao) and the origins of Chinese Marxism*, New York, 1974.
– Meyer, Helga et Hans-Georg'*Fritz Heckert. Lebensbild eines Landgenossen*, Berlin, 1984.
– Meyer, Karl W., *Karl Liebknecht. Man without a Country*, Washington, 1957.
– Milton Nan (née Maclean), *John Maclean*, Londres, 1973.
– Morgan, Kevin, *Harry Pollitt*, Manchester, 1993.
– Mothes, Jürgen, « José Carlos Mariategui und die Komintern », Dokumenten aus den KIArchiv Moskau, *Newsletter*, 7/8, 1996.
– Naville, Pierre, *Trotsky vivant*, Paris, 1962.
– Nettl, J.P., *Rosa Luxemburg*, 2 vol., Londres, 1966.
– Nunes, João Arsenio, « Genosse "René" und die kommunistische Jugend in Portugal zu Beginn der dreissiger Jahre », *JfK*, 1996, p. 337-348.
– Nuñez, Eduardo, *La Experiencia europea de Mariategui*, Lima, 1994.
– Oliveira Filho, *Praxedes, um operario num poder*, São Paulo, 1985.
– Panné, Jean-Louis, *Boris Souvarine. Le premier désenchanté du communisme*, Paris, 1993.
– Panteleiev, Mikhaïl, « Lydie Duby. Eléments biographiques », *Communisme*, 32/34, 1992-1993, p. 177-182.
– Petzold, Joachim, « Albert Schreiner 1892 bis 1979 », *Wegbereiter der DDR Geschichtswissenschaft*, Berlin (Est), 1989, p. 280-299.
– Poniatowska, Elena, *Tinsíma*, Mexico, 1992.
– Pons, Silvio, « Bucharins politisches Denken am Ende der zwanziger Jahre », in *Liebling der Partei*, p. 325-335, Marburg, 1988.
– Ragioneri, Ernesto, *Palmiro Togliatti*, Rome, 1976.
– Rosenstone, Robert, *Romantic Revolutionary. A Biography of John Reed*, Cambridge, 1990.
– Rosmer, Alfred, « Léon Trotsky à Paris pendant la Première Guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky*, 12, 1982, p.
– Schafranek, Hans, *Das Kurze Leben des Kurt Landau*, Vienne, 1988.
– Schafranek, Hans, « Franz Koritschoner (1921-1941) », *JhK*, 1995, p. 239-261.
– Serge, Victor, *Vie et mort de Trotsky* (avec des extraits des Mémoires de Natalia Sedova), 1952, et 2 vol., Paris, 1973.
– Tibol, Raquel, *Julio Antonio Mella en El Machete*, Mexico, 1968.

- Tichelman, Fritjof, *Henk Sneevliet, een politieke biografie*, Amsterdam, 1974, trad. française *Fritjof Tichelman*, Paris, 1988.
- Wohlgemuth, Heinz, *Karl Liebknecht. Eine Biographie*, Berlin (Est), 1973.
- Velásquez, W., *Los Trabajos y los Dias de Recabarren*, La Havane, 1977.

H. Autobiographies, Mémoires

- Alvarez, Santiago, *Memorias*, 3 vol., La Coruña, 1985-1988.
- Balabanova, Angelica, *My Life as a Rebel*, New York, 1937.
- Barada, Agildo, *Vida de un Revolucionario*, Rio, sd.
- Barmine, Alexandre, *20 ans au service de l'URSS*, Paris, 1939.
- Basbaum, Leôncio, *Una Vida en seis tempos*, São Päulo, 1976.
- Berejkov, Valentin, *J'étais interprète de Staline*, Paris, 1985.
- Bezerra, Gregorio, *Memorias*, 1re partie, Rio, 1979.
- Brandão, Otavio, *Combates e batalhas : memorias*, São Paulo, 1978.
- Brupbacher, Fritz, *60 Jahre Ketzer*, Zurich, 1935.
- Bullejos, José, *La Comintern en España. Recuerdos de mi vida*, Mexico, 1972.
- Campa, Valentin, *Mi Testimonio, memorias de un comunista mexicano*, Mexico, 1978.
- Cannon, James P., *The First Ten Years of American Communism : Report of a Participant*, New York, 1962.
- Castro Delgado, Enrique, *J'ai perdu la foi à Moscou*, Paris, 1950.
- Castro Delgado, Enrique, *Hombres Made in Moscu*, Barcelona, 1965.
- Chaintron, Jean, *Le vent soufflait devant ma porte*, Paris, 1993.
- Chen Bilan, « Looking Back Over my Years With Peng (Shuzhi) », in Peng Shu-tse (Shuzhi), *The Chinese Communist Party in Power*, New York, 1980.
- Chen Duxiu, « Lettre à tous les camarades du PC chinois », 10 décembre 1929, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, p. 441-465.
- Cherepanov, A.I., *As Military Adviser in China*, Moscou, 1982
- Chliapnikov, voir Shlyapnikov.
- Claraval, Bernardo, *Cuando fui comunista*, Mexico, 1944.
- Conquest, Robert, *The Great Terror. A Reassessment*, Londres, 1990.
- Dëgott, Vladimir, *Pod zamenem bolshevisma, zapiski podpochtchika*, Moscou, 1923, rééd. 1933.
- Dennis, Peggy, *The Autobiography of an American Communist*, Berkeley, 1977.
- Djilas, Milovan, *Land Without Justice*, Londres, 1972.
- Djilas, Milovan, *Memoir of a Revolutionary*, Londres, 1973.
- Djilas, Milovan, *Une guerre dans la guerre*, 1980, trad. française de *War Time*, 1973.
- Djilas, Milovan, *Conversations with Stalin*, New York, 1972.
- Duclos, Jacques, *Mémoires*, I : *Le chemin que j'ai choisi, 1886-1934*, Paris, 1973.
- Eastman, Max, *Love and Revolution*, New York, 1964.
- Ferreira Lima, Heitor, *Caminhos percorridos. Memorias de militância*, São Paulo, 1981.
- Field Frederick Vanderbilt, *From Right to Left*, New York, 1983.
- Foster, William Z., *Pages from a Worker's Life*, New York, 1939.
- Fourrier, Jules, *Graine rouge*, Paris, 1983.
- Gómez, Manuel, « From Mexico to Moscow », *Survey*, 53, 1964, p. 33-38.
- Gorkić, Milan et Limanovski, *Opyt podpol'ia ; deiat el'nost' i zadachi nelegalnykh sektsii KIM'A*, Moscou, 1928.
- Guilbeaux, Henri, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, Paris, 1933.
- Hardy, George, *The Stormy Years. Memories of the Fight for Freedom on Five Continents*, Londres, 1956.
- Heijenoort, Jean van, *Sept Ans auprès de Trotsky*, Paris, 1978.
- Hippe, Oskar, *Et notre drapeau est rouge*, trad. française, Paris, 1986 de ... *und unsere Fahn'ist rot*, Berlin, 1979.
- Humbert-Droz, Jules, *Mémoires*, I : *Mon Évolution du tolstoïsme au communisme*. II : *De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*. III : *Dix Ans de lutte antifasciste, 1931-1941*. IV : *Le Couronnement d'une vie de combat, 1941-1971*.
- Humbert-Droz, Jules, *L'« œil de Moscou » à Paris, 1922-1924*, Paris, 1964.
- Joffe, Maria, *One Long Night*, Londres, 1978.
- Karolyi, Catherine, *On m'appelait la comtesse rouge*, Paris, 1948.
- Koestler, Arthur, *Arrow in the Blue*, New York, 1984 (rééd.).
- Koestler, Arthur, *The Invisible Writing*, New York, 1984 (deux volumes d'*Autobiography)*.
- Kolman, Arnost, *Verirrte Generation. So haben wir nicht leben sollen. Eine biographie*, Francfort, 1979.
- Kon, Feliks, *Vospominaniia*, Moscou 1921.
- Krivitsky, Walter G., *Agent de Staline*, Paris, 1940.
- Kun, Miklós, *Buharin*, Szekesfehersvar, 1988.
- Laferte, Elias, *Vida de un comunista*, Santiago, 1961.
- Łancucki, Stanislaw, *Moje wspomnienia*, vol. I, Moscou, 1931.

– Leonhard, Wolfgang, *Child of the Revolution*, Chicago, 1958.
– Mayenburg, Ruth von, *Blaues Blut und Rote Fahnen. Ein Leben unter viele Nämen*, Vienne, 1969.
– Mayenburg, Ruth von, *Hotel Lux*, Munich, 1978.
– Mendl, Hersh (Herschl Mendel Sztokfisz, dit), *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, Grenoble, 1982.
– Meyer-Léviné, Rosa, *Inside German Communism*, Londres, 1977.
– Muzaffar Ahmad, *Communist Party of India. Years of Formation 1921-1933*, Calcutta, 1959.
– Muzaffar Ahmed, *Myself and the Communist Party of India 1920-1929*, Calcutta, 1970.
– Nequete, Abilio de, *Memorias o PCB – primeros anos*, São Paulo, sd.
– Paul, Leslie, *Angry Young Man*, Londres, 1951.
– Peng Shuzhi (Cl. Cadart et Cheng Yiongxiang), *Mémoires. L'Envol du communisme en Chine*, Paris, 1983.
– Pereira, Astrojildo, *A Formação do PCB*, Lisbonne, 1979.
– Pereira, Astrojildo, *Ensaios historicos e politicos*, São Paulo, 1979.
– Pereira, Astrojildo, *Construendo o PCB 1922-1924*, São Paulo, 1980.
– Pérez Solis, Oscar, *Memorias de mi amigo Oscar Perea*, Madrid, 1929.
– Pestaña, Angel, *Lo que io vi*, Barcelone, 1921.
– Poretski, Élisabeth, *Les Nôtres, vie et mort d'un agent soviétique*, Paris, 1969.
– Ratner, Harry, *Reluctant Revolutionary, Memoirs of a Trotskyist*, Londres, 1994.
– Reimann, Günter, *Berlin-Moskau 1932. Das Jahr der Entscheidung*, Hambourg, 1993.
– Roy, M.N., *M.N. Roy's Memoirs*, Bombay, 1964.
– Roy, M.N, *My Crime*, Bombay, 1937.
– Roy, M.N., *My Experiences in China*, Calcutta, 1945.
– Planas, Pedro, *Los Origenes del APRA. El joven Haya. Mito y realidad de Haya de la Torre*, Lima, 1969.
– Sánchez, Luis Alberto, *Testimonia personal. Memorias de un Peruano del siglo XX*, t. I, Lima, 1969.
– Seger, Gerhart, *Oranienburg 1933*, Grenoble, 1984.
– Serge, Victor, *Le Tournant obscur*, Paris, 1951.
– Serge, Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*, rééd. Paris, 1978.
– Shlyapnikov, Alexander, *On the Eve of 1917*, Londres, 1982.
– Soudoplatov, P. et A., *Missions spéciales*, Paris, 1994.
– *Soviet Volunteers in China*, Moscou, 1980.
– Spratt, Philip, *Blowing up India : Reminiscences and Reflexions of a former Comintern Emissary*, Calcutta, 1955.
– Stinas A., *Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XX[e] siècle*, Paris, 1990.
– Thorez, Maurice, *Fils du peuple*, rééd. Paris, 1960.
– Valtin, Jan (ps. de Richard Krebs), *Sans patrie ni frontières*, Paris, 1947, trad. française de *Out of the Night*, New York, 1941.
– Wang Fanxi, *La Marche de Wang. Mémoires d'un révolutionnaire chinois*, Paris, 1987.
– Wicks, Harry, *Keeping my Head. The Memoirs of a British Bolshevik*, Londres, 1992.
– Zetkin, Clara, *Erinnerungen an Lenin*, Vienne, 1957, *Souvenirs sur Lénine*, Paris 1968.

I. Écrits d'acteurs contemporains

Adler, Max, *Demokratie und Rätesystem*, Vienne, 1919, trad. française *Démocratie et Conseils ouvriers*, Paris, 1966.
Artuski, J., *Metamorfozy Kominternu 1929-1935*, Varsovie, 1935.
Boukharine, Nikolaï I., *La Situation internationale et les tâches de l'IC, rapport au XV[e] congrès du PC de l'URSS*, Paris, n.d. (1928).
Boukharine (Bukharin), *Ergebnisse des VI Kongresses der KI*, Moscou, 1929.
Brandler, Heinrich, *Der Aktion gegen din Kapp-Putsch in Westsachsen*, Berlin, 1920.
Brandler, Heinrich, *War die Märzaktion ein Bakunisten Putsch ?*, Berlin, 1921.
Brandler, Heinrich, *Der Hochverrats-Prozess gegen Heinrich Brandler vor dem aussenordentlichen Gericht am 6.Juni 1921, in Berlin*, Lepizig-Berlin, 1921.
Braun M.J. (ps. de M.Bronski), *Die Lehren des Kapp-Putsches*, Leipzig, 1920.
Browder, Earl, *Communism in the United States* (rapports, discours et écrits pour 1932-1934), New York, 1935.
Browder, Earl, *The People's Front in the United States*, Londres, 1938.
Browder, Earl, *The Second Imperialist War*, New York, 1940.
Dimitrov, Georgi, *The United Front* (textes de 1935-1938), New York, 1938.
Dimitrov, Georgi, *Communism and the War*, New York, 1939.
Eisner, Kurt, *Die Halbe Macht den Räten*, Cologne, 1969.
(Fraina, Louis), *Stenographic Report of the Trial of Louis Fraina*, Chicago 1920.
Frölich, Paul, *Zehn Jahren Krieg und Bürgerkrieg*, I: *Der Krieg*, Berlin, 1924.
Geyer, Curt, *Für die dritte Internationale ! Die USPD am Scheideweg*, Berlin, 1920.
Gorter, Hermann, *Die Klassenkampforganisation des Proletariats*, Berlin, 1919.
Gorter, Hermann, *Der Imperialismus, der Weltkrieg und der Sozialdemokratie*, Munich, 1919.

Gorter, Hermann, *Offenen Brief am der Genossen Lenin. Eine Antwort auf Leninsbroschüre, « Das Radikalismus, ein Kinderkrankheit des Kommunismus »*, Berlin, 1920. Trad. française, *Réponse à Lénine*, Paris, 1920.
Goussev, S.I., *Die Lehren des Bürgerkrieges*, Hambourg, 1921.
Grünberg, Erich, *Das Politische Grundwissen des jungen Kommunisten*, 2 vol., Vienne, 1927.
Guilleau, J. (Ps de J.Doriot), *Entre deux guerres*, Paris, 1921.
Heckert, Fritz, « Germanija v oktjabre 1923 k istorii KPG », *Kommunisitcheskii Internatsional*, 1934, p. 55-64.
Hölz, Max, *Anklagerede gegen die bürgerliche Gesellschaft*, Berlin, 1921.
Ist ein Einheitsfront mit den Kommumisten möglich ?, Documents de l'ADGB.
Kaganovitch, L.M., *Der organisatorische Aufbau der KPR*, Hambourg, 1925.
Kamenev L.B, *Stati i Retchi*, 12 vol., Moscou, 1921-1926.
Kamenev, L.B., « On mène le Parti les yeux bandés », *Contre le courant*, 12-14, Paris, 1928.
Karski, Julian (ps. de Marchlewski), *Die Sozialisierung des Bergbaus*, Essen, 1919.
Kools, Frits (éd), *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, Olten, 1970.
Korsch, Karl, *Arbeiterrecht für Betriebsräte*, 1922, rééd. Francfort, 1967.
Kostanian, G., *La Maturation de la crise révolutionnaire et les tâches des sections de l'ISR*, Paris, 1934.
Landauer, Gustav, *Aufruf zum Sozialismus*, Berlin, 1920.
Laufenberg, Heinrich, *Zwischen der erste und zweiten Revolution*, Hambourg, 1919.
Laufenberg, Heinrich, *Massen und Führer*, Hambourg, 1919.
Laufenberg, Heinrich, et Woffheim, Fritz, *Revolutionärer Volkskrieg oder konterrevolutionär Bürgerkrieg ?*, Hambourg, 1919.
Laufenberg, Heinrich, et Woffheim, Fritz, *Moskau und die deutsche Revolution*, Hambourg, n.d.
Leder Z., *Sind die Amsterdamer Gelbe ?*, Berlin, 1923.
Lozovsky, A., *Le Mouvement syndical international avant, pendant et après la guerre*, Paris, 1926.
Lénine, *Œuvres*, Moscou, 1948-1970.
Lénine, V.I., *Der « Radikalismus » die Krankenheit des Kommunismus*, Leipzig, WEB, 1920.
Levi, Paul (Caius), *Generalstreik und Noske-Blut-Bad in Berlin*, Berlin, 1919.
Levi, Paul, *Unser Weg. Wider den Putschismus.* Annexe : Karl Radek, *Die Lehren eines Putschversuches*, Berlin, 1921.
Levi, Paul, *Was ist das Verbrechen ? Die Märzaktion oder die Kritik daran ?*, Berlin, 1921.
Levi, Paul, *Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie*, Francfort, 1969.
Liebknecht, Karl, *Klassenkampf gegen den Krieg*, Berlin, n.d. (1919).
Liebknecht, Karl, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass, 1917-1918*, Berlin, 1921.
Liebknecht, Karl, *Gesammelten Reden und Schriften*, Berlin (Est), vol. VIII, *August 1914 bis April 1916*, 1966 ; VIII, *Mai 1916 bis 15 Januar 1919*, 1986.
Liebknecht, Karl, *Militarisme, guerre et révolution* (choix de textes), Paris, 1960.
Lozovsky, A., *The World's Trade Union Movement*, 1924.
Lozovsky, A., *Frankreich und die französische Arbeiterbewegung in der Gegenwart*, Berlin, 1922.
Luxemburg, Rosa, *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften*, Leipzig, 1909.
Luxemburg, Rosa, *Die Krise der Sozialdemokratie (Junius-Broschüre)*, Berlin, 1916, trad. française, *La Crise de la social-démocratie*, Bruxelles, 1970.
Luxemburg, Rosa, *Briefe aus dem Gefängnis*, Berlin, 1920.
Luxemburg, Rosa, *Die russische Revolution. Eine kritische Würdigung*, Berlin, 1922.
Luxemburg, Rosa, *Briefe an Freunde*, Zurich, 1950.
Luxemburg, Rosa, *Im Kampf gegen den deutschen Militarismus*, Berlin (Est), 1960.
Luxemburg, Rosa, *Ich war, ich bin, ich werde sein* (sur la révolution de novembre), Berlin (Est), 1958.
Luxemburg, Rosa, *Ausgewählte Reden und Schriften*, vol. Berlin (Est), 1951.
Luxemburg, Rosa, *Politische Schriften*, 3 vol., Francfort, 1966-1967.
Maclean, John, *In the Rapids of Revolution*, Londres, 1978.
Meinberg, Adolf, *Aufstand an der Ruhr*, Francfort, 1974.
Manouilsky, D.Z., *Crise économique et essor révolutionnaire* (CEIC, 18-20 février 1930), Paris, 1930.
Manouilsky, *Ein Jahr nach dem VI Kongresses der Kommunistischen Internationale zum 10. Plenum des EKKI*, Hambourg-Berlin, 1929.
Manouilsky, D.Z., *Die Ergebnisse der VII. Kongresses der KI*, Moscou, 1935.
Merker, Paul, *Die Spaltung der Arbeiterklasse und der Weg des revolutionären Gewerkschafts-Opposition*, Berlin, 1929.
Molotov, V.M., *La Croissance de la crise mondiale du capitalisme, l'essor révolutionnaire et les tâches de l'Internationale communiste*, Paris, n.d. (1930).
Münzenberg, Willi, *Die Sozialistische Jugend-Internationale*, Berlin, 1919.
Neruda, Pablo, *Confieso que he vivido. Memorias* (trad. allemande, *Ich bekennte ich habe gelebt*, Berlin, 1975).
Neumann, Paul, *Hamburg unter der Regierung des Arbeiter – und Soldatenräte*, Hambourg, 1919.
Nin, Monmousseau, Tresso, Zinoviev, *Die Rotegewerkschafts und die Kommunistische Internationale ; die Frage der wechselsitigen Beziehungen zwischen der RGI und der KI auf dem 2. Kongress der RGI*, sténo, Berlin, 1923.
Padmore, George, *The Life and Struggles of Negro Toilers*, Londres, 1931.

Pannekoek, Anton, *Die taktische Differenzen in der Arbeiterbewegung*, Hambourg, 1909.
Pannekoek, Anton, et Gorter, Hermann, *Organisation und Taktik der proletarischen Revolution*, Francfort, 1969.
Paquet, *Der Geist der russichen Revolution*, Leipzig, 1919.
Pavlov, V. (ps. de L.A.Chatskine), et Kores B., *Die Aufgaben der kommunistischen Jugendorganisationen nach der Übernahme der Macht durch das Proletariat, aus den Praxis der komm. Jugendorganisationenen von Russland und Ungarn*, Berlin, 1919.
Pawlowski, Eugen (E.Varga), *Der Bankrott Deutschlands*, Hambourg, 1921.
Pestkovsky, Stanislaw, *Wspomniena rewolucjonisty*, Varsovie, 1961.
Piatnitsky, Ossin, *Le Travail d'organisation dans les PC des pays capitalistes*, Paris, 1928.
Piatnitsky, Ossip, *The Organisation of a World Party*, Londres, 1928.
Piatnitsky, Ossip, *The World Economic Crisis ; the Revolutionary Upsurge and the Tasks of the Communist Parties*, Londres, 1933.
Pieck, Wilhelm, *Gesammelten Reden und Schriften*, Berlin (Est), 1959, 2 vol. I : *August 1904 bis Januar 1919*, 1959 ; II : *Januar 1919 bis April 1925*.
Preobrajensky, Evgenii, *Ot Nepa k Sotsialismu*, Moscou, 1922 Trad. française, *De la Nep au socialisme*, Paris, 1966.
Radek, Karl, *In der reihen der deutschen Revolution*, Munich, 1921.
Radek, Karl, *Die Entwicklumg der deutschen Revolution und die Taktik der Kommunistischen Parteien im Kampfe für die Diktatur des Proletariats*, Berlin, 1919.
Radek, Karl, *Zur Taktik des Kommunismus : Ein Schreiben an die Oktober-Parteitag der KPD*, Berlin, 1919.
Radek, Karl, *Die Masken sind gefallen. Eine Antwort an Crispien, Dittmann und Hilferding*, s.l., 1920.
Radek, Karl, *Der Weg der Kommunistische Internationale*, Hambourg, 1921.
Radek, Karl, *Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches*, Hambourg, 1921.
Radek Karl, *Soll die Vereinigte Kommunistischen Partei Deutschlands eine Massenpartei der revolutionärer Aktion oder zentristische Partei des Wartens sein ?*, Hambourg, 1921.
Radek, Karl, *Genua, die Einheitsfront des Proletariats und die Kommunistische Internationale*, Hambourg, 1922.
Radek, Karl, *Piat'let Kominterna*, 2 vol. I : *Osnovy programmy i taktiki Kominterna* ; II : *Taktika edinogo fronta*, plus de 1 000 pages de textes politiques réunis depuis 1918, Moscou, 1924.
Reissner, Larissa, *Ausgewählten Reden und Schriften*, Berlin, 1932.
Schüller R., Kurella, A., et Khitarov, *Geschichte der Kommunistische Jugend Internationale*, 3 vol., Berlin, 1929-1931.
Stalin, Josif, *Stalin's Speech on the American Communist Party* (deliverered in the American Commission of the Presidium of the Executive Committee of the Communist International, May, 6, 1929, and in the Presidium of the EC of the CI on the American question, May 14th), 1929, New York, 1929.
Stalin, Iossif, Stochinenia I-VIII, Moscou, 1941-1948.
Struthahn, Arnold (ps. de Radek), *Die Diktatur der Arbeiterklasse und der Kommumistischen Partei*, Stuttgart, 1919.
Struthahn, Arnold, *Die Entwicklung der deutschen Revolution und die Aufgaben der Kommunistischen Partei*, Stuttgart, 1919.
Struthahn, Arnold, *Die Auswärtige Politik des deutschen Kommunismus und der Hamburger National-Bolschewismus*, Berlin, 1919.
Szanto, Béla, *Klassenkämpfe und die Diktatur des Proletariats in Ungarn*, Vienne, 1920.
Taktik und Organisation des revolutionäre Offensive. Die Lehren der März-Aktion, Leipzig-Berlin, 1921.
Thalheimer, August, « Der proletarische Klassenkampf in Deutschland 1922 bis 1924 », *Jahrbuch für Politik, Wirtschaft und Arbeiterbewegung, 1922-1923*, Hambourg, p. 607-611.
Thalheimer, August, « Die Arbeiterparteien in Deutschland 1922 bis 1924 », *ibidem, 1923-1924*, Hambourg, p. 591-605.
Thalheimer, August, *1923, eine verpasste Revolution ? Die deutsche Oktoberlegende und die wirkliche Geschichte von 1923*. Berlin, 1931.
Togliatti, Palmiro, *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelone, 1980.
Trotsky, Lev, *Kommunistitcheskii International*, vol. XIII, série IV de *Sotchinenija*, Moscou, 1926.
Trotsky, Lev, *Vojna i Revoliutsija*, 1924, trad. française, *Guerre et révolution*, 2 vol., Paris, 1974.
Trotsky, Lev, *Terrorizm i Kommumizm*, Petrograd, 1920, trad. française, *Terrorisme et communisme*, 1924, puis *Défense du terrorisme*, 1936.
Trotsky, Lev, *Pjat let'Kominterna*, 1924, trad. anglaise, *The First Five Years of the Communist International*, 2 vol., New York, 1945.
Trotsky, Lev, *Challenge of the Left Opposition*, 3 vol., 1925-1926, 1926-1927, 1928-1929, New York, 1975-1980.
Trotsky, Lev, *De la révolution*, Paris, 1963, incluant *Cours nouveau*, 1924, *La Révolution défigurée*, 1929, *La Révolution permamente*, 1929, *La Révolution trahie*, 1936.
Trotsky, Lev, « Leçons d'Octobre », *Staline contre Trotsky*, Paris, 1965.
Trotsky, Lev, *Kak Vooruzalas revoljiutsija*, 3 vol., Moscou, 1923-1925. *How the Revolution was armed*, 5 vol., Londres, 1979-1981.
Trotsky, Lev, *K sotsialsmu ili kapitalismu ?*, Moscou, 1925, trad. française, *Vers le socialisme ou le capitalisme ?*, Paris, 1928.
Trotsky, Lev, *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, 1930.
Trotsky, Lev, *Problems of Chinese Revolution*, Paris, 1930.

Trotsky, Lev, *Comment vaincre le fascisme 1931-1933*, Paris, 1994.
Trotsky, Lev, *In Defense of Marxism*, New York, 1942, trad. française, *Défense du marxisme*, Paris, 1972.
Trotsky, Lev, *Stalin : an Appraisal of the Man and his Influence*, New York, 1941, trad. française, *Staline*, Paris, 1946.
Trotsky, Lev, *Œuvres*, vol. 1-42 Paris, 1980-1991 (interrompu).
Trotsky, Lev, *Writings of Leon Trotsky 1929-1940*, New York, 1975-1980.
Trotsky, Lev, *Schriften*, 4 vol. 1988-1990.
Trotsky, Lev, *Socinenija*, 3 vol., inachevé, Moscou, 1923-1927.
Trotsky, Lev, *Zapad i Vostok ; voprosy mirovoi politiki i mirovoi revoljutsii*, Moscou, 1924.
Varga, Evzen, *Die Krise der kapitalistischen Weltwirtschaft*, Hambourg, 1922.
Varga, Eugen, *The Decline of Capitalism ; the Economics of a Period of the Decline of Capitalism after Stabilization*, Londres, 1928.
Vuyovic, Voja, *L'Internationale communiste des jeunes en lutte contre l'occupation de la Ruhr et la guerre*, Moscou, 1924.
Vuyovic, Voya, *Mejdunardnoe rabotchee dvijenie i Kommunistitcheskii International*, Moscou, 1926.
Werner, Paul (ps. de Paul Frölich), *Die bayerische Rätenepublik. Tatsachen und Kritik*. Petrograd, 1920.
Wollenberg, Erich, *Der Apparat ; Stalin's Fünfte Kolonne*, Bonn., s.d.
Zetkin, Clara, *Der Weg nach Moskau*, Hambourg, 1920.
Zetkin, Clara, *Der Kampf der Kommunistischen Parteie gegen Kriegsgefahr und Krieg*, Hambourg, 1922.
Zetkin, Clara, *Um Rosa Luxemburg Stellung zur russischen Revolution*, Hambourg, 1923.
Zetkin, Clara, et Walecki, E., *Il Partito Socialista Italiano sulla via del reformismo*, Rome, 1921.
Zetkin, Clara, *Ausgewählte Reden und Schriften*, Berlin (Est), I : *Auswahl aus den Jahren bis 1917*, 1957 ; II : *Auswahl aus den Jahren 1918 bis 1933*, 1960 ; III : *Auswahl aus den Jahren 1924 bis 1933*, 1960.
Ziegler B. (ps. d'A. Kurella), *Das Politische Grundwissen des jungen Kommunisten ; Leitfaden für den politische Grundunterricht der kommunistischen Jugen-verbände*, Berlin, 1924.
Zinoviev, G.E., *L'Internationale communiste* (rapport au 8e congrès du PCR en 1919), Moscou, 1919.
Zinoviev, G.E., (graphie allemande Sinowjew), *Der Krieg und die Krise des Sozialismus*, Vienne, 1924.
Zinoviev, G.E., *Brennende Tagesfragen der internationalen Arbeiterbewegung*, Petrograd, 1920.
Zinoviev, G.E., *Zwölf Tage in Deutschland*, Hambourg, 1921.
Zinoviev, G.E., *Probleme der deutschen Revolution*, Hambourg, 1923.
Zinoviev, G.E., *Fünf Jahre Kommunistischen Internationale*, Hambourg, 1924.
Zinoviev, G.E., *Die Weltpartei des Leninismus*, Hambourg, 1924.
Zinoviev, G.E,. *Zadachi Kominterna i RKP(b) 29 avril 1925*, Moscou, 1925.
Zinoviev G.E., *Über die Bolschewisierung der Parteien*, Hambourg, 1925.

J. Ouvrages

– *A la mémoire de Raymond Lefebvre, Lepetit, Marcel Vergeat, morts pour la Révolution vers le 1er octobre 1920*, Petrograd, 1921.
– *Abd el-Krim et la guerre du Rif*, actes du colloque international, Paris, 18-20 janvier 1973, Paris, 1976.
– Abd el-Malek, Anouar, *Égypte, société militaire*, Paris, 1962.
– Adam, Rémi, *Histoire des soldats russes en France 1915-1920. Les damnés de la guerre*, Paris, 1966.
– Adibekov, Grant, *Die Rotegewerkschaftsinternationale.Grundriss der Geschichte der RGI*, Berlin, 1973.
– Agosti, Aldo, *Le Stazione dei fronti popolari*, Bologne, 1989.
– Aguilar, Luis E., *Cuba 1933*, Cornell, 1974.
– Alamudin, Najib, *Turmoil. The Druzes, Lebanon and the Arabo-Israeli Conflict*, Londres, 1993.
– Alba, Victor, *Histoire des républiques espagnoles*, Paris, 1948
– Alba, Victor, *Le Mouvement ouvrier en Amérique latine*, Paris, 1953.
– Alba, Victor, *El Marxisme a Catalunya*, 3 vol., Barcelone, 1919-1939.
– Alba, Victor, *El Partido Comunista en España*, Barcelone, 1979.
– Alba, Victor, *El proceso del POUM, junio de 1937-octubre de 1938*, Barcelone, 1989.
– Alexander, Robert J., *Communism in Latin America*, New Brunswick, NJ, 1957.
– Alexander, Robert J., *The Right Opposition. The Lovestoneites and the International Commumist Opposition of the 1930s*, Londres, 1981.
– Angress, Werner, *Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany 1919-1923*, Princeton, 1973.
– Anderson, Evelyn, *Hammer oder Amboss*, Nuremberg, 1948.
– Anderson, Thomas P., *La Matanza. El Salvador Communist Revolt of 1932*, Lincoln, 1971.
– Angeli, Claude, et Gillet, Paul, *Debout, Partisans*, Paris, 1970.
– Angus, Ian, *Canadian Bolsheviks. The early Years of the Communist Party of Canada*, Montréal, 1981.
– Antonov-Ovseenko, *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*, Cambridge, 1981.
– Anweiler, Hugo, *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, 1972.
– Avrich, Paul, *Kronstadt 1921*, trad. française, *La Tragédie de Cronstadt*, Paris, 1970.
– Avtokharnov, Abdurrahman, *The Communist Party Apparatus*, Chicago, 1966.

- Badia, Gilbert, *Les Spartakistes, 1918. L'Allemagne en révolution*, Paris, 1966.
- Badia, Gilbert, *Le Spartakisme. Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht*, Paris, 1967.
- Bahne, Siegfried, *Die KPD und das Ende von Weimar. Das Scheitern einer Politik 1392-1935*, Francfort, 1976.
- Bartosek, Karel, *Les Aveux des archives, Prague-Paris-Prague 1948-1968*, Paris, 1996.
- Bayerlein, Bernhard, *Völker hört die Signale*, manuscrit dactylographié.
- Bayerlein, Bernhard, *Allemagne. Documents.*
- Becker, Jens, Bergmann, Theodor, Watlin, Alexander, *Das erste Tribunal. Das Moskauer Parteiverfahren gegen Brandler, Thalheimer und Radek*, Mayence, 1993.
- Becker, Marc, *Mariategui and Latin America. A Theory*, Athens (Ohio), 1993.
- Beckmann, George M., et Okubo Genji, *The Japanese Communist Party 1922-1945*, Stanford, 1969.
- Beloff, Max, *The Foreign Policy of Soviet Russia, 1929-1941*, 2 vol., Oxford, 1947.
- Beitel, Nötzold, *Deutsch-Sowjetische Beziehungen in der Weimarer Republik*, Baden-Baden, 1979.
- Beauplan, Robert de, *Où va la Syrie ? Le mandat sous les cèdres*, Paris, 1929.
- Bell, John D., *The Bulgarian Communist Party from Blagoiev to Zivkov*, Stanford, 1986.
- Benoist-Méchin, Jacques, *Histoire de l'armée allemande*, 2 vol., Paris, 1936.
- Bergmann, Theodor, *« Gegen den Strom ». Die Geschichte der Kommunistischen Partei-Opposition*, Hambourg, 1987.
- Berque, Louis, *L'Égypte. Impérialisme et révolution*, Paris, 1979.
- Berstein, Serge, *Histoire du Parti radical*, 2 vol., Paris, 1980.
- Bessedovsky, Grigorij, *Im Dienste der Sowjets*, Leipzig, 1930.
- Beyer, Hans, *Von der Novemberrevolution zur Räterepublik in München*, Berlin, 1957.
- Black, Robert (Robin Blick, dit), *Fascism and Germany. How Hitler destroyed world's most powerful Labour movement*, 2 vol., Londres, 1975.
- Bock, Manfred, *Syndikalismus und Linkskommunismus vom 1918 bis 1923*, Meisenheim/Glan, 1969.
- Boersner, Demetrio, *The Bolsheviks and the national and colonial question (1917-1928)*, Genève, 1950.
- Bokova, Lenka, *La Révolution syrienne contre le mandat français 1925-1927*, thèse d'histoire, Paris VII, 1988.
- Borda, João, *A Revolta dos Marinheiros*, Lisbonne, 1974.
- Borkenau, Franz, *Der Europäische Kommunismus ; seine Geschichte von 1917 bis zur Gegenwart*, Munich, 1952.
- Borkenau, Franz, *World Communism. A History of the Communist International*, Ann Arbor, 1962.
- Borstein, Sam, et Richardson, *Against the Stream. A history of the trotskyist movement in Britain*, Londres, 1986.
- Bourderon, Burles et al., *Le Parti communiste français 1920-1972. Étapes et problèmes*, Paris, 1981.
- Bourgeois, Guillaume, *Communistes et anti-communistes pendant la drôle de guerre*, thèse 3e cycle, Nanterre.
- Brandler, Heinrich, *Die Aktion gegen die Kapp-Putsch in Westsachsen*, Berlin, 1920.
- Brandt, Conrad B., *Stalin's Failure in China*, 1924-1927, Cambridge Ma, 1958.
- Braunthal, Julius, *Geschichte der Internationale, II*, Hanovre, 1963.
- Breit, Frederick J., *Bolshevisation of the Comintern 1919-1924*, Un. Dukes, 1972.
- Brossat, Alain, *Agents de Moscou. Le stalinisme et son ombre*, Paris, 1988.
- Bricianer, Serge, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Paris, 1969.
- Britovsek, Marjan, *Stalinov Termidor*, Ljubljana, 1984.
- Broué, Pierre, *Le Parti bolchevique. Histoire du PC de l'URSS*, Paris, 1963.
- Broué, Pierre, *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, 1971.
- Broué, Pierre, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Paris, 1995.
- Broué, Pierre, *L'Assassinat de Trotsky*, Bruxelles, 1980.
- Broué, Pierre, et Témime, Émile, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, 1958.
- Broué, Pierre, et Vacheron, Raymond, *Meurtres au maquis*, Paris, 1997.
- Brunet, Jean-Paul, *Saint-Denis, la ville rouge*, Paris, 1980.
- Buber-Neumann, Margarete, *Kriegsschauplätze der Weltrevolution. Ein Bericht aus der Praxis der Komintern*, Frankfurt Main, 1973.
- Buber-Neumann, Margarete, *La Révolution mondiale*, Paris 1971, trad. française de *Kriegsschauplätze der Weltrevolution, ein Bericht aus den Praxis der Komintern 1919-1943*, Stuttgart, 1967.
- Budenz, Louis, *Men without Faces : The Communist Conspiracy in the USA*, New York, 1948.
- Bullejos, José, *Europa entre dos Guerras 1918-1938*, Mexico, 1945.
- Bunyan et Fisher, *The Bolshevik Revolution 1917-1918*, Oxford, 1934.

- Caballero, Manuel, *La Seccion venezolana de la Internacional Comunista*, Mexico, 1978.
- Caballero, Manuel, *Latin America and The Comintern*, Cambridge, 1986.
- Caccavale, Romolo, *La Speranza Stalin. Tragedia dell'antifascismo italiano nell'URSS*, Roma, 1989.
- Calhoun, Daniel F., *The United Front. The TUC and the Russians 1923-1928*, Cambridge, 1976.
- Cammett, John M., *Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*, Stanford, 1967.
- Canale, Dario, « A Internacional Comunista e o Brasil », voir Tavarès.
- Canellas, Antônio Bernardo, *Relatorio de Delegacia a Russia como representante del PC do Brazil*, Rio, 1923.
- (Canellas) PC do Brasil, *O processo de un Traidor*, Rio, 1924.

– Carr, Edward Hallett, *The Russian Revolution. From Lenin to Stalin*, Londres, 1979.
– Carr, Edward Hallett, *History of Soviet Russia*, 13 vol., I-III, *The Bolshevik Revolution*, IV, *The Interregnum 1923-1924*, V-VIII, *Socialism in one Country, 1924-1926*, IX-XV, *Foundations of a Planned Economy, 1926-1929*, Londres, 1946-1978.
– Carr, Edward Hallett, *The Twilight of Comintern*, Londres, 1982.
– Caute, David, *The Fellow Travellers. Intellectual Friends of Communism*, Londres, 1988.
– Challinor, Raymond, *The Origins of British Bolshevism*, Londres, 1977.
– Chesneaux, Jean, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, Paris, 1962.
– Chilcote, Ronald H., *The Brasilian Communist Party. Conflict and Integration 1922-1972*, New York, 1974.
– Ciliga, *Au pays du grand mensonge*, Paris, 1937.
– Claudin, Fernando, *La Crisis del Movimiento comunista*, I : *de la Komintern al Kominform*, Paris, 1970.
– Clissold, Stephen, *Soviet Relations with Latin America, 1918-1968*, Londres, 1970.
– Collotti Pischel, Enrica, et Robertazzi, Chiara, *L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux*, Paris, 1968.
– Comision del CC del PCA, *Esbozo de historia del Partido Comunista de la Argentina*, Buenos Aires, 1948.
– Conquest, Robert, *Inside Stalin's Secret Police. NKVD Politics, 1936-1939*, Londres, 1985.
– Conquest, Robert, *The Great Terrror, A Reassessment*, Londres, 1990.
– Conquest, Robert, *Stalin and the Kirov Murder*, New York, 1989.
– Corbière, Emilio, *Origenes del Comunismo argentino. El Partido socialista internacional*, Buenos Aires, 1984.
– Corneli, Dante, *Stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifascista. II : Representanti del Comintern*, Rome, 1979.
– Cornell, Richard, *Revolutionary Vanguard. The early Years of the Communist Youth International*, Londres, 1982.
– Costa, Homero, *A Insurreiçiao comunista de 1935. Natal e o Primero Ato di Tragedia*, Rio, 1996.
– Costello, John, et Tsarev, Oleg, *Deadly Illusions, the KGB Orlov Dossier reveals a Master Spy*, New York, 1993.
– Couland, Jacques, *Le Mouvement syndical au Liban 1918-1946*, Paris, 1970.
– Courtois, Stéphane, *Le PCF dans la guerre*, Paris, 1980.
– Courtois, S., Peschanski, D., et Rayski, A., *Le Sang de l'étranger. Les Immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, 1989.
– Cunha, C.A., *The Portuguese CP's Strategy for Power 1921-1986*, New York, 1992.
– Curtiss, J. Shelton (éd.), *Essays in Russian and Soviet History*, Leiden, 1963.
– Curtiss, J. Shelton et al., *Du sang étranger*, Paris, Leiden, 1963.

– Dabal, Tadeusz, *Powstanie Krakowsie (1923)*, Minsk, 1926.
– Dai Qing, *Wang Shiwei and « Wild Lilies ». Rectification and Purges in the Chinese Communist Party 1942-1944*, New York, Armont, 1994.
– Dalton, Roque, *Miguel Marmol. Los sucesos de 1932 en El Salvador*, San José de Costa Rica, 1972.
– Daniels, Robert V., *The Conscience of Revolution. Communist Opposition in Soviet Russia*, Cambridge, Mass., 1960.
– Davidovitch, D.S., *Revoliutsionniy krisis 1923 g. v Germanii i Gamburskoe vosstanie*, Moscou, 1963.
– Danos, Jacques, et Gibelin, Marcel,*Juin 36*, Paris, 1986.
– De Beule, Nadya, *Het Belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten*, Anvers, 1980.
– Dedijer, Vladimir, *Tito parle*, Paris, 1953.
– Dedijer, Vladimir, *Le Défi de Tito. Staline et la Yougoslavie*, Paris, 1970.
– DeGrand, Alexander J., *In Stalin's Shadow. Angelo Tasca and the Crisis of the Left in Italy and France*, Londres, 1986.
– Delgado, Iva, *Portugal e la Guerra Civil de Espanha*, Lisboa, n.d.
– Del Roio, Marcos, *A Classe Operaria na Revolução Burguesa. A política de alianças do PCB : 1928-1935*, Belo Horizonte, 1990.
– Delmas, André, *Mémoires d'un instituteur syndicaliste*, Paris, 1979.
– Dea Sook Suh, *The Corean Communist Movement 1918-1948*, Princeton, 1967.
– Desanti, Dominique, *L'Internationale communiste*, Paris, 1970.
– Deutscher, Isaac, « La tragédie du communisme polonais », *Les Temps modernes*, XIII, p. 1632-1677.
– Dewar, Hugo, *Comunist Politics in Britain ; the CPGB from its Origins to the Second World War*, Londres, 1976.
– Dewitte, Philippe, *Les Mouvements nègres en France 1919-1939*, Paris, 1985
– Dewey, Commission John, *The Case of Leon Trotsky*, New York, 1937.
– Di Biagio, Anna, *Democracia e Centralismo. La discussione sul « Nuovo Corso » nel PCS (Ottubre 1923-Genario 1924)*, Milan, 1978.
– Dimitrov, Georgi, *La Terza Internazionale*, Roma, 1945.
– Drachkovitch, Milorad et Lazitch, Branko, « The Communist International », p. 159-202, in *The Revolutionary Internationals 1864-1943*, Stanford, 1966.
– Drachkovitch, Milorad, et Lazitch, Branko, *The Comintern. Historical Highlights*, New York, 1966.
– Draper, Theodore, *American Communism and Soviet Russia. The Formative Period*, New York, 1960.
– Draper Theodore, *The Roots of American Communism*, New York, 1977.
– Drechsler, Hanno, *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SAPD)*, Meisenheim/Glan, 1983.

– Droz, Jacques, *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, 1985.
– Duczynska, Ilona, *Workers in Arms. The Austria Schutzbund and the Civil War of 1934*, New York, 1978.
– Dulles, John W.F., *Anarchists and Communists in Brazil, 1900-1935*, Austin, 1973.
– Dulles, John W.F., *O Comunismo na Brasil, 1935-1945*, Rio, 1985.
– Dumpierre -E., *La Revolucion de Octubre et su repercussion en Cuba*, La Havane, 1977.
– Dünow, Walter, *Der Rotkämpferbund*, Berlin, 1968.

– Dukes, Paul, *October and the World. Perspectives on the Russian Revolution*, Londres, 1979.
– Dupeux, Louis, *National-bolchevisme dans l'Allemagne de Weimar, 1919-1933*, vol. I, Paris, 1979.
– Durand, Damien, *Opposition à Staline. L'opposition de gauche internationale et Trotsky*, Grenoble, 1988.
– Durgan, Andrew Charles, *BOC 1930-1936. El Bloque Obrero y Campesino*, Barcelone, 1996.
– Dziewanowski, M.K., *The Communist Party of Poland. An Outline of History*, Cambridge, Mass., 1959.

– Eastman, Max, *Love and Revolution*, New York, 1962.
– Eastman, Max, *Since Lenin died*, New York, 1925.
– Eastman, Max, *Artists in Uniform*, New York, 1934.
– Egger, Hans, *Entstehung der Kommunistischen Partei und des Kommunistischen Jugendverbandes des Schweiz*, Zurich, 1952.
– Eichwede, Wolfgang, *Revolution und internationale Politik. Zur kommunistischen Interpretation der kapitalistischen Welt 1921-1925*, Cologne, 1971.
– Erler, Gernot, et Süss, Walter, *Stalinismus.Probleme der Sowjetgesellschaft*, Francfort, 1982.
– Ersil, Wilhelm, *Aktionseinheit stürtzt Cuno*, Berlin, 1963.
– Estruch, Joan, *Historia del PCE*, Barcelone, 1978.
– Eudin, Xenia Joukoff, et North, R.C, *Soviet Russia and the East, 1920-1927*, Stanford, 1957.

– Fainsod, Merle, *Smolensk under Soviet Rule*, Cambridge, Mass., 1958.
– Faligot, Roger, et Kauffer, Rémi, *Service B*, Paris, 1985.
– Faligot, Roger, et Kaufer, Rémi, *Kang Sheng et les services secrets chinois 1927-1987*, Paris, 1987.
– Faligot, Roger, et Kaufer, Rémi, *Histoire mondiale du renseignement*, t. I, Paris, 1993.
– Farman, Christopher, *May 1926 The General Strike. Britain's aborted Revolution ?*, Londres, 1974.
– Fay, Victor (éd.), *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, Paris, 1967.
– Ferri, Llibert, et Genovès, Dolorès, *Operación Nikolaï*, téléfilm.
– Ferrat, André, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, 1931.
– Fine, Nathan, *Labor and Farmer Parties in the United States 1828-1928*, Berkeley, reprint, slnd.
– Firtsov, F.I., et al., *Die Komintern und Stalin. Sovjetische Historiker zur Geschichte der Kommunistische Internationale*, Berlin, 1990.
– Fischer, Ernst, *Le Grand Rêve socialiste*, Paris, 1974.
– Fischer, Louis, *Les Soviets dans les Affaires mondiales*, Paris, 1933.
– Fischer, Ruth, *Stalin and German Communism*, Cambridge, Mass., 1948.
– Flechtheim, Ossip K., *Die KPD in der Weimarer Republik*, rééd. H. Weber, Francfort, 1972.
– Flores Galindo, Alberto, *La Agonia de Mariategui. La polémica con la Comintern*, Lima, 1980.
– Foitzik, Jan, *Zwischen den Fronten*, Bonn, 1986.
– Footman, David (éd), *International Communism*, St Antony's Paper, Londres, 1960.
– Florey, R.A, *The General Strike of 1926*, Londres, 1980.
– Foster, William Z., *History of the three Internationals*, New York, 1955.
– Frank, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, 2 vol., Paris, 1979.
– Freymond, Jacques, *Contributions à l'histoire de la Comintern*, Genève, 1965.
– Fricke, Karl Wilhelm, *Warten auf Gerechtigkeit. Kommunistische Säuberungen und Rehabilitierungen*, Cologne, 1978.
– Furet, François, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, 1995.
– Futtrell, Michael, *Northern Underground. Episodes of Russian revolutionary transport and communications through Scandinavia and Finland 1863-1917*, Londres, 1963.

– Galvez Cancino, Alejandro, « L'Auto-absolution de Vidali et la mort de Mella », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 26, juin 1986, p. 39-54.
– Gankin H.H. Fisher, *The Bolsheviks and the World War. The Origins of the Communist International*, Stanford, 1940.
– García Palacios, Luis, *Los Dirigentes del Partido comunista al desnudo*, Madrid, 1931.
– García Trevino, Rodrigo, *La Ingerencia rusa en Mexico y Sudamérica*, México, 1959.
– Genovès, Dolorès, cf. Llibert Ferri.
– Gérard-Libois, J., et Gotovitch, José, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, 1971.
– Gibelin, Marcel, et Danos, Jacques, *Juin 36*, Paris, 1986, rééd.

– Gilberg Trong, *The Soviet Communist Party and Scandinavian Communism : the Norwegian Case*, Oslo, 1973.
– Gilbert, Isidoro, *El Oro de Moscu. La historia secreta de las relaciones argentino-soviéticas*, Buenos Aires, 1994.
– Gitlow, Benjamin, *The Whole of their lives*, New York, 1948.
– Gitlow, Benjamin, *I Confess : The Truth About American Communism*, New York, 1939.
– Gligorijevic Branislav, *Izmedu Revolicije i Dogme. Voja Vujovic i Kominterni*, Zagreb, 1983.
– Goldbach, Marie-Luise, *Karl Radek um der Deutsch-sowjetischen Beziehungen. Ein Beitrag zum Verhältnis von KPD und Komintern und zur Geschichte der deutsch-sowjetischen Beziehungen zwischen 1918 und 1923*, Bonn, 1973.
– Goldenberg, Boris, *Kommunismus in Lateinamerika*, Stuttgart, 1971.
– Goldman, Merle, *Literary Dissent in Communist China*, New York, 1971.
– Gómez, Eugenio, *Historia del Partido comunista de Uruguay*, Montevideo, 1961.
– Gómez Moreno, Francisco, *La Guerra civil en Cordoba 1936-1939*, Madrid, 1985.
– Gonçalvès, Bento, *Palabras necessarias. A vida proletaria em Portugal de 1872 a 1947*, slnd.
– Goonewardene (K. Tilak), *Rise and Fall of the Comintern*, Bombay, 1947.
– Gopner, Serafina, *Pid praporom svitovoi proletarskoi revoljutsii ; do desiatliitia Kominternu*, Kharkov, 1929.
– Gordon, Harold J., *The Reichswehr and the German Republic*, 1919-1926, Princeton, 1957.
– Gotovitch, José, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, 1992.
– Graham, Helen, et Preston, Paul, éd., *The Popular Front in Europe*, Londres, 1987.
– Gramsci, Antonio, *Opere XII : La costruzione del Partito comunista 1923-1926*, Roma, 1961.
– Gregor, Richard, *Resolutions and decisions of the CPSU, II. The Early Soviet Period*, Toronto, 1974.
– Greilsammer, Alain, *Les Communistes palestiniens*, Paris, 1978.
– Grisoni, Dominique, et Herttzog, Gilles, *Les Brigades de la mer*, Paris, 1979.
– Gros, Dominique, *Les Conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie*, thèse, Dijon, 1971.
– Gruber, Helmut, *International Communism im the Era of Lenin*, New York, 1969.
– Gruber, Helmut, *Soviet Russia masters the Comintern*, New York, 1974.
– Guérin, Daniel, *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*, Paris, rééd. 1970.
– *Guerra y Revolución en España*, 3 vol., Moscou, 1971.
– Guillermaz, Jacques, *Histoire du Parti communiste chinois*, 2 vol., Paris, 1975.
– Gupta, Sobhanlal Datta, *Comintern, India and the Colonial Question, 1920-1937*, Calcutta, 1980.

– Habedank, Heinz, *Geschichte des Hamburger Aufstandes 1923*, Berlin, 1958.
– Hájek, Miloš, *Storia dell'Internazionale Comunista 1921-1935. La politica del Fronte unico*, Roma, 1972.
– Hallgarten, Georg, *Hitler, Reichswehr und Industrie 1918-1933*, Francfort, 1935.
– Hanisch, Wilfred, *Die Hundertschaften der Arbeiterwehr.Die proletarischen Hundertschaften in Sachsen*, Berlin, 1958.
– Harris, George S., *The Origins of the Communism in Turkey*, Stanford, 1967.
– Hedlin, Myron Walter, *Zinoviev, the Comintern and European Revolution 1919-1926*, thèse, Duke Un., 1970.
– Heinzig, Dieter, *Sowjetische Militärberater bei der Kuomintang 1923-1927*, Baden-Baden, 1978.
– Hémery, Daniel, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine. Communistes, trotskystes, nationalistes à Saïgon de 1932 à 1937.* Paris, 1975.
– Hen-Tov, Jakob, *Communism and Zionism in Palestine, the Comintern and the political unrest in the 1920's*, Cambridge, Mass., 1974.
– Hodgson, John H., *Communism in Finland. A History and Interpretation*, Princeton, 1967.
– Holubnichy, Lydia, *Michael Borodin and the Chinese Revolution 1923-1925*, Ann Arbor, 1979.
– Hooker, James R., *Black Revolutionary. George Padmore's Path from Communism to Pan-africanism*, London, 1967.
– Hortzschansky, Günter, *Der nationale Verrat der deutschen Monopolherren während des Ruhrkampfes 1923*, Berlin, 1960.
– Howe, Irving, et Coser, Lewis, *The American Communist Party : A Critical History 1919-1957*, Boston, 1957.
– Huber, Peter, *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau : Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zurich, 1994.
– Hulse, James W., *The Forming of the Communist International*, Stanford, 1964.
– Humbert-Droz, Jules, *L'Origine de l'Internationale communiste. De Zimmerwald à Moscou*, Neuchâtel, 1968.
– Huynkh Kim Khanh, *Vietnamese Communism 1925-1945*, Ithaca, 1978.

– *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, Berlin, 1929.
– Imig, Werner, et Kissljakow, Walter, *Studien zur ideologischen Entwicklung der KPD 1919-1923*, Berlin, 1981.
– *A Internacional Comunista*, 3 vol., Lisbonne, 1977.
– *In den Fängen des NKWD. Deutsche Opfer des stalinistischen Terrors in der UdSSR*, Berlin, 1991.
– Ionescu, Ghita, *Communism in Rumania 1944-1962*, Westport, 1964.
– Isaacs, Harold R., *The Tragedy of the Chinese Revolution*, trad. française, *La Tragédie de la révolution chinoise*, Paris, 1979.

- Isserman, Maurice, *Which Side were You on ? The American Communist Party during the Second World War*, Middletown, 1982.
- *Istorii i Stalimizm*, Moscou, 1991.
- Jaffe, Hosea, *Africa. Movimenti e Lotti di Liberazione*, Milano, 1978.
- Jaffe, Philip J., *The Rise and Fall of American Communism*, New York, 1975.
- James, C.L.R., *World Revolution ! 1917-1936. The Rise and Fall of the Communist International*, Londres, 1939.
- Joubert J.-P., *Révolutionnaires de la SFIO*, Paris, 1977.
- Julia, Santos, *Origenes del Frente Popular en España 1934-1936*, Madrid, 1994.

- Kabaktchiev, Khristo, *Die Enstehung und Entwicklung der Komimtern. Kurzer Abriss der Geschichte der Komintern* , Hambourg, 1929.
- Kaplan, Karel, *Dans les archives du comité central. Trente ans de secrets du bloc soviétique*, Paris, 1978.
- Karski J. (ps. de Marchlewski), *Die Agrarfrage und die Weltrevolution*, Moscou, 1920.
- Kaufmann, Bernd, et al., *Der Nachrichtendienst der KPD 1919-1937*, Berlin, 1993.
- Kedros, André, *La Résistance grecque 1940-1944*, Paris, 1966.
- Kendall, Walter, *The Revolutionary Movement in Britain 1918-1921*, Londres, 1969.
- Kerkvliet, Benedict J., *The Huk Rebellion. A Study of Peasant Revolt in the Philippines*, Berkeley, 1977.
- Khoury, Philip S., *Syria and the French Mandate*, Princeton, 1987.
- Kirillina, Alla, *L'Assassinat de Kirov. Destin d'un stalinien*, Paris 1995.
- Klehr, Harvey, *The Heyday of American Communism : The Depression Decade*, New York, 1984.
- Klehr, Harvey, et Haynes, John Earl, *The American Communist Movement : Storming Heaven itself* , New York, 1992.
- Klehr, Harvey, Haynes, John Earl, et Firsov, Fridrikh Igorevitch, *The Secret World of American Communism*, Yale, 1995.
- Klugmann, James, *History of the Commumist Party of Great Britain*, 2 vol., I : *Formation amd Early Years* ; II : *1925-1927. The General Strike*, Londres, 1969.
- Koch, Stephen, *Double Lives. Spies and Writers in the Secret Soviet War of Ideas against the West*, New York, 1994.
- Koch-Baumgarten, Sigrid, *Aufstand der Avantgarde. Die Märzaktion der KPD 1923*, Francfort, 1986.
- Kolb, Eberhardt, *Die Arbeiterräte in der deutschen Innenpolitik 1918-1910*, Dusseldorf, 1962.
- Kolko, Gabriel, *ThePolitics of War*, New York 1968. Trad. espagnole, *Politicas de Guerra. La diplomacia aliado y la crisis mundial de 1943-1945*, Barcelona, 1974.
- Köller, Heinz, *Kampfbündnis an der Seine, Ruhr und Spree. Der gemeinsame Kampf der KPF und KPD gegen die Ruhrbesetzung, 1923*, Berlin, 1961, Francfort, 1979.
- Komjat, Irén, *Die Geschichte der Inprekorr. Zeitung der Kommunistischen Interationale 1921-1939*, Francfort, 1982.
- *Die Kommunistische Internationale. Kurzer historistiche Abriss*, Berlin, 1970.
- Könnemann, Erwin, et Krusch, Hans-Joachim, *Aktionseinheit gegen den Kapp Putsch*, Berlin, 1972.
- Kössler, Reinhard, *Dritte Internationale und Bauernrevolution*, Francfort, 1982.
- Koschyk, M.M., *Die deutsche Spartakusgruppe in der Ukraine 1918-1919*, Berlin, 1961.
- Kouzoulas, George, *Revolution and Defeat. The Story of the Greek Communist Party*, New York, 1965.
- Kovrig, Bennett, *Communism in Hungary. From Kun to Kadar*, Stanford, 1979.
- Krause, Hartfrid, *USPD. Zur Geschichte der Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Francfort, 1975.
- Krehm, William, *Democracy and Tyrannies of the Caribbean*, Westport, 1984.
- Kriegel, Annie, *Aux origines du parti communiste français*, 2 vol., Paris, 1960.
- Kriegel, Annie, *Les Internationales ouvrières*, Paris, 1963.
- Kriegel, Annie (avec Guillaume Bourgeois), *Les Communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, 1985.
- Krivoguz, I.M., *« Spartak » i obrazovanie kommunistitchkoj partii Germanii*, Moscou, 1962.
- *Kriza socialnih idej. Britovskov sbornik*, Ljubljana, 1996, Kulinytsch I.M.L.
- Krusch, Hans Joachim, *Um die Einheitfront und eine Arbeiterregierung*, Berlin, 1966.
- Kurz, Thomas, *Blutmai. Sozialdemokraten und Kommunisten im Brennpunkt der Berliner Ereignisse von 1929*, Bonn, 1987.
- Kuusinen, Aïno, *Der Gott stürtzt seine Engel*, Munich, 1972.

- Langer, Swearinger, *Red Flag in Japan, International Communism in action*, New York, 1968.
- Laqueur, Walter Z., *Communism and Nationalism in the Middle East*, Londres 1956.
- Laqueur, Walter Z., *The Soviet Union and the Middle East*, Cambridge, Mass. 1958.
- Lazitch, Branko (ps de Branislav Stranjakovic), *Lénine et la IIIe Internationale*, Neuchâtel, 1951.
- Lazitch et Drachkovitch, *Lenin and the Comintern*, I, Stanford, 1972.
- Lehndorff, Steffen, *Wie kam es zur RGO ?*, Francfort, 1975.
- Leibson et Chirinia, *Opolot v politike Kominterna*, Moscou, 1975.
- Leonhard, Wolfgang, *Völker, hört die Signale. Die Anfänge des Weltkommunismus 1919-1924*, Munich, 1981.

– Leonhard, Wolfgang, *Der Schock des Stalin-Hitler-Paktes*, Munich, 1989.
– *Les communistes luttent pour la paix*, articles et discours des dirigeants IC et PC, Paris, 1936.
– Levine, Robert H., *The Vargas Regime. The Critical Years 1934-1935*, New York, 1970.
– Lewin, Moshé, *La Formation du système soviétique*, Paris, 1987.
– Lewin, Moshé, *Le Dernier Combat de Lénine*, Paris, 1967.
– Lewin, Moshé, *La Paysannerie et le pouvoir soviétique 1923-1930*, Paris, 1966.
– Liauzu, Claude, *Aux origines des tiers-mondismes. Colonisés et anticolonialistes en France 1919-1939*, Paris, 1982.
– Lima, Lourenço, *A Coluna Prestes*, São Paulo, 1979.
– Lindau, Rudolf, *Revolutionäre Kämpfe, 1918-1919*, Berlin, 1960.
– Longrigg, Stephen Hemsley, *Syria and Lebanon under French Mandate*, New York, 1972.
– Longuet, Isabelle, *La Crise de l'opposition de gauche 1928-1929*, maîtrise, Paris XII.
– Lorenz, Einhart, *Norwegische Arbeiterbewegung und Kommunistische Internationale*, Oslo, 1978.
– Lottman, Herbert, *Pétain*, Paris, 1984.
– Lubbe, Peter, *Fischer, Maslow. Abtrrünnig wider Willen. Aus Briefen und Manuskripten des Exils*, Munich, 1990.
– Lucas, Eberhardt, *Märzrevolution 1920*, 2 vol., Francfort, 1973, 1974.
– Luz, Rudolf, KPD, *Weimarer Staat und politische Einheit der Arbeiterbewegung in der Nachkriegskrise 1919-1922/1923*, Constance, 1987.

– McDermott, Ken, *The Czech Red Unions 1918-1929. A Study of their Relations with the Communist Party and the Moscow Internationals*, Boulder, 1988.
– Maciszewski, Jarema (éd.), *Tragedia Komunistycznej Partii Polski* , Varsovie, 1989.
– McKenzie, Kermit E., *Comintern amd World Revolution 1928-1943*, Londres, 1964.
– McLaughlin, Barry, et Szevera, Walter, *Posthum rehabilitiert...Daten zu 150 österreichischen Stalin-Opfern*, Vienne, 1991.
– McNeal, Robert, *Stalin : Man and Ruler*, New York, 1990.
– McVey, Ruth, *The Rise of Indonesian Communism*, Ithaca, 1965.
– Malraux, André, *L'Espoir*, Paris, 1937.
– Martin, Roderick, *Communism and the British Trade-Unions. 1924-1933. Study of the National Minority Movement*, Oxford, 1969.
– Martin du Gard, Roger, *L'Été 1914*, roman de la série *Les Thibault*, 3 vol., Paris, 1936.
– Martinez Barrio, Diego, *Memorias*, Barcelone, 1983.
– Martinez Verdugo, Arnoldo, *Historia del Comunismo en México*, Mexico, 1985.
– Marty, André, *La Révolte de la mer Noire*, rééd. Paris, 1959.
– Maurín, Joaquín, *Revolucion y Contra-Revolución en España*, Paris, 1966.
– Mayer Fritz (Otavio Brandao), *Agrarismo e industrialismo ; ensaio marxista sobre a revolta de São Paulo e a guerra de classes no Brasil*, Rio, 1926.
– Meaker, Gerald, *The Revolutionary Left in Spain 1914-1923*, Stanford, 1974.
– Medvedev, Roy, *Let History judge !*, trad. allemande augmentée, 3 vol., *Das Urteil des Geschichte*, Berlin, 1992.
– Meinberg, Adolf, *Aufstand an der Ruhr*, Francfort, 1974.
– Melgar Bao, Ricardo, *El Movimiento obrero latinoamericano*, 2 vol., Mexico, 1989.
– Mitchell, Alan H., *Revolution in Bavaria*, Princeton, 1965.
– Moneta, Jacob, *Kolonialpolitik der französische Kommunistische Partei*, Hannovre, 1968.
– Morais, Fernando, *Olga*, São Paulo, 1986.
– Morgan, David D., *The Socialist Left and German Revolution. A History of the German Independent Social-democratic Party, 1917-1922*, Londres, 1975.
– Mujbegović, Vera, *Komunisticka Partija Nemacke v Periodu Posleratne Krize, 1918-1923*, Belgrade, 1968.
– Müller, Werner, *Lohnkampf, Massenstreik, Sowjetmacht. Ziele und Grenzen der RGO in Deutschland 1928 bis 1933*, Cologne, 1988.
– Munis G., *Jalones de derrota, promesa de victoria : España, 1930-1939*, Mexico, 1948.
– Murphy, Tom, *Preparing for Power*, Londres, 1934, rééd. 1973.

– Natoli, Aldo, *La Terza Internazionale e il fascismo 1919-1923*, Rome, 1982.
– Nenni, Pietro, *Ten Years of Tyranny in Italy*, Londres, 1934.
– Neuberg, A., *Der bewaffnete Aufstand. Versuch einer theoretischen Darstellung*, Zurich, 1928, trad. française, *L'Insurrection armée*, Paris, 1970.
– Ngo Van, *Viêtnam. 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Paris, 1996.
– Nin, Andrés, *Problemas de la Revolucion española 1931-1937*, Barcelone, 1977.
– Nobécourt, Jean, *Une histoire politique de l'armée, I : 1919-1942, de Pétain à Pétain*, Paris, 1937.
– *Nojabrskaïa Revoliutsia v Germanii*, Moscou, 1960.
– Nollau, Günter, *Die Internationale. Wurzeln und Erscheinungsformen des proletarischen Internationalismus*, Cologne, 1961.
– North R.C., et Eudin, *Roy's Mission to China. The Communists- Kuomintang split of 1927*, Berkeley, 1963.

- Očak, Ivan, *U Borbi za Ideje Oktobra. Jugoslavenski povralnici iz Sovjetske Rusije 1918-1921*, Zagreb, 1976.
- Očak, Ivan, *Braca Cvijici*, Zagreb, 1982.
- Očak, Ivan, Gorkić, *Zivot rad i pogibija*, Zagreb, 1988.
- Oeckel, Heinz, *Die revolutionäre Volkswehr 1918-1919*, Berlin, 1968.
- Offenberg, *Kommunismus in Palästina*, Meisenheim am Glan, 1975.
- Oriolo, Jordan, *Antiesbozo de la historia del Partido comunista (1918-1928)*, Buenos Aires, 1984.
- Orlov, A., *Secret History of Stalin's crimes*, Londres, 1954.
- Orlov, A., *The Legacy of Alexander Orlov*, Washington, 1963.
- Oved, Georges, *La Gauche française et le nationalisme marocain 1905-1955*, 2 vol., Paris, 1984.
- Overstreet, Gene D., et Windmiller, Marshall, *Communism in India*, Berkeley, 1960.

- Padmore, George (ps. de Malcolm Nurse), « Communism and Black Nationalism », *Pan-Africanism and Communism*, Londres, 1972.
- Pagès, Pelai, *El Movimiento troskista en España 1930-1935*, Barcelone, 1977.
- Pagès, Pelai, *Historia del Partido Comunista de España*, Barcelone, 1978.
- Panné, Jean-Louis, *Boris Souvarine. Le premier désenchanté du communisme*, Paris, 1993.
- Pannequin, Roger, *Ami, si tu tombes*, Paris, 1976.
- Paquet, Alfons, *Der Geist der russischen Revolution*, Leipzig, 1919.
- Paris, Robert, *Histoire du fascisme en Italie*, t. I, Paris, 1962.
- Pavlović, Zivojin, *Bilans stalinskog termidora*, Beograd, 1941.
- Pedroncini, Guy, *Les Mutineries de 1917*, Paris, 1967.
- Pelikan, Jiří, *S'ils me tuent*, Paris, 1975.
- Peregalli, Arturo, *L'Alto Resistenza. Il PCI e le opposizione di sinistra 1943-1945*, Gênes, 1991.
- Perrone, Ottavio, *La Tactica del Comintern dal 1926 al 1940*, Venise, 1976.
- Persitz, M.A., *Revolutionaries of India in Soviet Russia*, Moscou, 1973.
- Perthus, Max, *Henk Sneevliet Revolutionär-socialist in Europa en Azi'*, Nimègue, 1976.
- Petroff, Irma et Peter, *The Secret of Hitler's Victory*, Londres, 1934.
- Piatnitskaïa, Ioulia, *Chronique d'une déraison, Moscou 1937-1938*, Paris, 1992.
- Piatnitsky, Igor, annotations au journal de sa mère dans le volume ci-dessus.
- Pikarski, Margot, et Warning, Elke (réd.), *Gestapo-Berichte über den antifaschistische Widerstandskampf der KPD 1933 bis 1945*, Berlin (Est), 1989.
- Pike, David Wingeate, *In the Service of Stalin. The Spanish Communists in Exile 1939-1945*, Oxford, 1993.
- Pinheiros, Paulo, Sergio, *Estratégias da Ilusão. A revolução mundial e o Brasil 1922-1935*, São Paulo, 1992.
- Pirker, Theo (éd.), *Utopie und Mythos der Weltrevolution. Zur Geschichte der Comintern 1920-1940*, Munich, 1964.
- Ponomarev, A.N., et al., *Die Internationale Arbeiterbewegung. Fragen der Geschichte und der Theorie*, 8 vol., Berlin, 1985. IV : *Der grosse Oktober und die internationale Arbeiterklasse, 1917-1923*. V : *Erbauer des Sozialismus, Kämpfer gegen der Faschismus*, Berlin, 1985.
- Pons, Silvio, *Partei Liebling*, Wuppertal, 1981.
- Pons Prades, Eduardo, *Republicanos españoles en la 2a Guerra Mundial*, Barcelone, 1975.
- Popov, Blagoj, *Za da ne se povtori nikoga vece*, Paris, 1981.
- Portocarrero, Julio, *Sindicalismo peruano. Primera etapa 1911-1930*, Buenos Aires, 1929.
- Preis, Art, *Labor's Giant Step*, New York, 1952.
- Preston, Paul, *The Coming of the Spanish Civil War : Reform, Reaction and Revolution in the Second Republic*, Londres, 1978.

- Rabaut, Jean, *L'Anti-militarisme en France, faits et documents*, Paris, 1975.
- Rabinbach, Aron, *The Crisis of Austrian Socialism, From Red Vienna to Civil War 1927-1934*, Chicago, 1983.
- Rabinowitch, Alexander, *The Bolsheviks come to Power*, New York, 1978.
- Racine, Nicole, et Bodin, Louis, *Le Parti communiste français dans l'entre-deux guerres mondiales*, Paris, 1972.
- Radek, Karl, *Piat'let Kominterna*, 2 vol., Moscou, 1924.
- Radziejowicz, Janusz, *The Communist Party of Western Ukraine 1919-1929*, Edmonton, 1983.
- Raffaelli, Gérard, Article « Clovis Andrieux », in Maitron, *op. cit.*
- Ramirez Necochea, Hernán, *Origen y Formacion del Partido Communista de Chile*, Santiago, 1963.
- Ramos, Jorge Abelardo, *El Partido Comunista en la Politica Argentina*, Buenos Aires, 1962.
- Ratner, Harry, *Reluctant Revolutionary*, Londres, 1994.
- Ravines, Eudocio, *La Gran Estafa*, Buenos Aires, 1954, 1977.
- Raymond, André, « La Syrie du royaume arabe à l'indépendance (1914-1946) », *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, 1980.
- Raymond, André, *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, 1990.
- Regula Jan, Alfred (ps. de Demont), *Historija Kommunistycznej Partij Polski w Swielte Faktow i Dokumentow*, Varsovie, 1934.
- Reimann Paul, *Die Geschichte der Kommunistischen Partei der Tschechoslovakei*, Hambourg, 1931.

– Reiman, Michal, *Die Geburt des Stalinismus*, Francfort, 1979.
– Reisberg, Arnold, *Lenin und die Aktionseinheit in Deutschland*, Berlin, 1964.
– Reisberg, Arnold, *An den Quellen der Einheitsfrontpolitik*, Berlin, 1971.
– Reisberg, Arnold, *Februar 1934*, Vienne, 1974.
– Reissner, Larissa, *Hamburg auf den Barrikaden, 1923*, Berlin, rééd. 1960.
– Renshaw, Patrick, *The General Strike*, Londres, 1975.
– Retzlaw, Karl, *Spartakus, Aufstieg und Niedergang*, Francfort, 1972.
– Richardson, Al, *cf.* Borstein.
– Rindl, Peter, *Der internationale Kommunismus*, Munich, 1961.
– Ripley B J., et McHugh, *John Maclean*, Manchester, 1989.
– Rizzi, Franco, *Contadini e Comunismo. La Questione agraria nella Terza Internazionale, 1919-1928*, Milan, 1981.
– Riottot, Évelyne, *Joaquín Maurin*, thèse de doctorat, Grenoble, 1996.
– Roa, Raul, *Orbite de Ruben Martinez Villena ; Esbozo biografico*, La Havane, 1964.
– Robrieux, Philippe, *Maurice Thorez. Vie secrète et vie publique*, Paris, 1975.
– Robrieux, Philippe, *Histoire secrète du Parti communiste français*, 4 vol., Paris, 1980-1984.
– Rodney, William, *Soldiers of the International. A History of the Communist Party of Canada, 1919-1929*, Toronto, 1968.
– Rodriguez Araujo, Octavio, et Rodriguez Fuente, M., *El Partido comunista mexicano en el periodo de la Internacional Comunista*, Mexico, 1973.
– Rosell, Mirta (prés), *Luchas obreras contra Machado*, La Havane, 1973.
– Rosenberg, Arthur, *Enstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Francfort, 1968.
– Rosenberg, Arthur, *Geschichte des Bolshevismus*, Francfort, 1966.
– Rosenfeldt, Niels Erik, *Knowledge and Power. The Role of Stalin's Secret Chancellery in the Soviet System of Government*, Copenhague, 1978.
– Rosenfeldt, Niels Erik, *Stalin's Secret Chancellery and the Comintern*, Copenhague, 1991.
– Rosenhaft, Eva, *Beating the Fascists ?*, Cambridge, 1983.
– Rosenstone, Robert, *Romantic Revolutionary : a Biography of John Reed*, New York, 1975, trad. fr., *John Reed. Le romantisme révolutionnaire*, Paris, 1976.
– Rosenthal, Gérard, *Mémoire pour la réhabilitation de Zinoviev*, Paris, 1962.
– Rosmer, Alfred, *Moscou sous Lénine*, Paris, 1953.
– Rossi, A., *Autopsie du stalinisme*, Paris, 1957.
– *Rote Gewerkschaftsinternationale. Grundriss der Geschichte der RGI*, Berlin, 1973.
– Rothschild, Joseph, *The Communist Party of Bulgaria. Origins and Development 1883-1936*, New York, 1956.
– Roy, M.N., *Revolution und Konter-Revolution in China*, Berlin, 1930, trad. anglaise, *Revolution and Counter-revolution in China*, Calcutta, 1946.
– Roy, M.N., *The Communist International*, Bombay, 1943.
– Rupnik, Jacques, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque. Des origines à la prise du pouvoir*, Paris, 1981.

– Safarov, Georgi I., *Kolonial'naia revoljoutsiia, opyt Turkestana*, Moscou, 1921.
– Sana, Heleno, *La Internacional Comunista*, Madrid, 1972.
– Sánchez, Luis Alberto, *Apuntes para una Biografia del APRA, I : Los primeros pasos, 1923-1931*, Lima, 1978.
– Sánchez, Ricardo R., *Historia politica de la clase obrera en Colombia*, Bogota, 1980.
– *Sbornik Dokumentu k Prosincove Stavce*, Prague, 1954.
– Schafranek, Hans, *Zwischen NKWD und Gestapo. Die Auslieferung deutscher und österreichischer Antifaschisten aus der Sowjetunion an Nazideutschland 1937-1941*, Francfort, 1990.
– Schafranek, Hans, *Die Betrogenen. Österreicher als Opfer stalinistische Terrors in der Sowjetunion*, Vienne, 1991.
– Schapiro, Leonard, *The Communist Party of the Soviet Union*, Londres, 1960.
– Scharndorff, Werner, *Moskau permanente Saüberung*, Munich, 1964.
– Scharrer, Manfred (éd.), *Kampflose Kapitulation' Arbeiterbewegung*, Berlin, 1933.
– Scheffer, Paul, *Augenzeuge im Staat Lenins (1921-1930). Ein Korrespondent berichtet aus Moskau*, Munich, 1972.
– Schlesinger, Rudolf, *Die Kolonialfrage in der Kommustischen Internationale*, Francfort, 1970.
– Schmalfuss, Peter, et Stoliarova, Ruth, *Briefe Deutscher an Lenin*, Berlin, 1990.
– Schorske, Carl E., *The German Social-democracy 1905-1917. The Development of the Great Schism*, Cambridge, 1955.
– Schüddekopf, Otto-Ernst, *National-Bolschevismus in Deutschland*, Francfort, 1972.
– Schüddekopf, Otto-Ernst, *Like Leute von Rechts*, Stuttgart, 1960.
– Schüller, Richard, Kurella Alfred et Khitarov Rafail, *Geschichte der Kommunistische Jugend-Internationale*, 3 vol., Berlin, 1929-1930.
– Schumacher, Horst, *Die Kommunistische Internationale (1919-1943)*, Berlin, 1979.
– Schumacher, Horst, *Geschichte der internationalen Arbeiterbewegung in Daten*, Berlin, 1986.
– Schumacher, Horst, et Tych, Feliks, *Marchlewski*, Berlin, 1966.
– Schuster, Kurt, *Der Rote Frontkämpferbund, 1924-1929*, Düsseldorf, 1975.

- Sermejeev, Peter, *Dimitrov and the Comintern : Myth and Reality*, University of Jerusalem, paper n° 7.
- Serge, Victor, *Notes d'Allemagne*, Paris, 1989.
- Serge, Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941*, Paris, 1978.
- Seton-Watson, *The Pattern of Communist Revolution*, Londres, 1960.
- Sharkey, L.L., *An Outlione History of the Communist International*, Sydney, 1944.
- Sobolev, Chirinja, Firtsov, et al., *Die Kommunistische Internationale, Kurzer historische Abriss*, Francfort, 1970.
- Silva, Hélio, *1935 : A Revolta Vermelha*, Rio, 1969.
- Sohn, Ole, *Fra Folketinget til celle 290. Arne Munch-Petersens skaebne*, Copenhague, 1992.
- Sorkin. G.Z., « Kominterna Skola », *Voprosy Istorii KPSS*, 1977, 1, p. 68-80.
- Soudoplatov, P.P. et E.P, *Opérations spéciales*, Paris, 1994.
- Souidi, Kamel el Hocine, *Nationalisme et communisme en Algérie*, thèse, Grenoble, 1990.
- Souvarine, Boris, *A contre-courant. Écrits 1925-1939*, Paris, 1985.
- Souvarine, Boris, *Staline. Aperçu du bolchevisme*, rééd., Paris, 1985.
- Spriano, Paolo, *L'ocupazione delle fabricche Settembre 1920*, Turin, 1964.
- Spriano, Paolo, *Stalin and European Communists*, Londres, 1985.
- Spriano, Paolo, *Storia del Partito comunista italiano*, 5 vol., Turin. I : *Da Bordiga a Gramsci*, 1967, II : *Gli anni della clandestinità*, 1969 ; III : *I Fronti popolari, Stalin, la guerra*, 1970 ; IV : *La fine del fascismo. Dalla riscossa alla lotta armata*, 1973 ; V : *La Resistenza. Togliatti e il partito nuovo*, 1975. Les renvois sont faits au reprint de 1981.
- Spriano, Paolo, *Togliatti, segretario dell'Internazionale*, Milan, 1988.
- Staline, Iossif, *Über die rechte Abweichung in der KPDSU(B)* [Discours d'avril 1929], Moscou, 1937.
- Staline, Iossif, *Questions du léninisme*, 2 vol., Paris, 1947.
- Starkov, Boris, *Oni ne moltchani*, Moscou, 1993.
- Stassova, *Genossin Absolut. Erinnerungen*, Berlin, 1978.
- Stern, Leo, *Der Einfluss der grossen Sozialistischen Revolution auf Deutschland und die deutsche Arbeiterbewegung*, Berlin, 1958.
- Streignitz, Sonia, *Deutsche Internationalisten in Sowjetrussland, 1917-1920*, Berlin, 1979.
- Ströbinger, Rudolf, *Stalin enthauptet die Rote Armee*, Stuttgart, 1990.
- Studer, Brigitte, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931-1939f, Lausanne, 1994.*
- Suda, Zdeněk, *Zealots and Rebels. A History of the Ruling Communist Party of Czechoslovakia*, Stanford, 1980.
- Surmann, Rolf, *Die Münzenberg-Legende, 1921-1933. Zum Publizistik der revolutionären Arbeiterbewegung*, Cologne, 1982.

- Tagore, Soumyendranath, *Gandhi*, Paris, 1934.
- Talbo II, Paco Ignacio, *Bolshevikis. Historia narrativa de los origenes del comunismo en México (1919-1925)*, Mexico, 1986.
- Tartakowsky, Danièle, *Les Premiers Communistes français. Formation des cadres et bolchevisation*, Paris, 1980.
- Tasca, Angelo, *Naissance du fascisme*, Paris, 1934.
- Taubman, Michel, *L'Affaire Guingouin*, Paris, 1994.
- Tavarès, José Nilo, *Noviembre de 1935 : meio século depois*, Petropolis, 1985.
- Témime, Émile, *La Guerre d'Espagne*, Bruxelles, 1996.
- Thalheimer, August, 1923. *Eine verpasste Revolution ?*, Berlin, 1931.
- Thobie, Jacques, *Ali Baba et les quarante voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Paris, 1985.
- Tibol, Raquel, *J.A. Mella en El Machete. Antologia parcial de un luchador y su momento historico*, Mexico, 1958.
- Tillon, Charles, *Les FTPF : témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*, Paris, 1962.
- Tillon, Charles, *On chantait rouge*, Paris, 1977.
- Tivel et Heimo, *Des'at let Kominterna v resenijakh i cifrakh. Spravochnik po istorii Kominterna*, Moscou, 1929.
- Tjaden, K.H., *Struktur und Funktion der KPD Opposition der KPD*, Meisenheimam Glan, 1964.
- Togliatti, Palmiro, *La Formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano nel 1923-1924*, Rome, 1962.
- Togliatti, Palmiro, *Estudios sobre la Guerra de España*, Barcelone, 1980.
- Tökes, Rudolf L., *Béla Kun and the Hungarian Soviet Republic*, Stanford, 1967.
- Toma, Peter, « The Slovak Soviet Republic », *The American Slavic and East European Review*, XVII, 2, avril 1958, p. 203-215.
- Tosstorff, Reiner, *El Partido Obrero de Unificacion Marxista (POUM) während des Spanische Bürgerkrieg*, thèse, Bochum, 1986.
- Tsarev et Costello, *Deadly Illusions*, New York, 1993.
- Tucker, Robert C., *Stalin as Revolutionary, 1879-1929*, Londres, 1974.
- Tucker, Robert C., *Stalinism. Essays in historical interpretation*, Princeton, 1977.
- Tuominen, Arvo, *The Bells of the Kremlin*, Londres, 1983.

– Turcas (Paglione), Horacio, *El Marxismo olvidado en la Argentina : Silvio Frondizi y Milciades Pena*, Buenos Aires, 1996.
– Tuttino, Saverio, *L'Octobre cubain*, Paris, 1969.

– Ulam, Adam B., *The Bolsheviks*, New York, 1968.
– Ulbricht, W., et al., *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 8 vol., Berlin. III : *von 1913 bis 1923* ; IV : *von 1924 bis Januar 1933* ; V : *von Januar 1933 bis Mai 1945*, 1966.
– Ulianovsky (éd.), *The Comintern and the East, A Critique of the Critique*, Moscou, 1978.
– Upton, A.F., *The Communist Parties of Scandinavia and Finland*, Londres, 1973.

– Vaksberg, Arkadi, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale communiste*, Paris, 1993.
– Valtin, Jan (Richard Krebs), *Out of the Night*, New York, 1941 ; tr. française, *Sans patrie ni frontières*, Paris, 1947.
– Van Duin, Pieter, *Class struggle, race emancipation or national liberation ? The communist movement in South Africa and the Comintern, 1919-1943*, Amsterdam, 1992.
– Varas, Miguel, Angel, *Las Pantuflas de Stalin*, Santiago du Chili, 1990.
– Varin, Nacques, *Jeunes comme JC*, Paris 1975.
– Vesely, Jindrich, *Cesi a Slovaci v Revolucnim Rusku 1917-1920*, Prague, 1954.
– Vesely, Jindrich, *Entstehung und Gründung der Kommunistischen Partei der Tschechoslovakei*, Berlin, 1955.
– Vianna, Marly de Almeida Gomes, *Revolucionarios de 1935*, São Paulo, 1992.
– Vidali, Vittorio, *Quinto Regimento*, La Pietra, 1973.
– Vidali, Vittorio, *Spagna lunga battaglia*, Milan, 1975.
– Vivès, Juan, *Les Maîtres de Cuba*, Paris, 1991.
– Von Oertzen, Peter, *Betriebsräte in der Novemberrevolution*, Düsseldorf, 1963.

– Waack, William, *Camaradas*, São Paulo, 1993.
– Walter, Gérard, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, 1948.
– Weber, Hermann, *Die Generallinie. Rundschreiben des ZK der KPD an die Bezirke 1929-1933*, Düsseldorf, 1981.
– Weber, Hermann, *Ulbricht fälscht Geschichte*, Cologne, 1964.
– Weber, Hermann, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*, 2 vol., Francfort, 1969.
– Weber, Hermann, *Hauptfeind Sozialdemokratie. Strategie und Taktik der KPD, 1929-1932*, Düsseldorf, 1982.
– Weber, Hermann, *« Weisse Flecken » in der Geschichte. Die KPD-Opfer der Stalinschen Säuberungen und ihre Rehabilitierung*, Francfort, 1989.
– Weber, Stefan, *Ein kommumistischer Putsch ? Märzaktion 1921 in Mitteldeutschland*, Bergisch-Gladbach, 1984.
– Weingartner, Thomas, *Stalin und der Aufstieg Hitlers. Die Deutschlandpolitik der Sowjetunion un der Kommunistische Internationale, 1929-1934*, Berlin, 1969.
– Werner, Ruth, *Olga Benario. Die Geschichtsthemes tapperen Leben*, Berlin, 1962.
– Wheeler, Robert E., *USPD und Internationale*, Francfort, 1975.
– Wheeler-Bennett, John William, *Brest-Litovsk. The Forgotten Peace, March 1918.* Londres, 1939.
– Wheeler-Bennett, John William, *The Nemesis of Power. The German Army in Politics, 1918-1945*, Londres, 1954.
– Wieszt, Joszef, *KPD Politik in der Krise 1928-1932*, Francfort, 1976.
– Williams, Gwyn A., *Proletarian Order. Antonio Gramsci, Factory Councils and the Origins of Communism in Italy, 1911-1921*, Londres, n.d.
– Williams, John, *Mutiny 1917*, Londres, 1962.
– Williamson, Horace, *India and Communism*, Calcutta, 1976.
– Willoughby, Charles Andrew, *Shanghai Conspiracy : The Sorge Spy Ring, Moscow, Shanghai, Tokyo, San Francisco, New York*, New York, 1990.
– Windmiller, Marshall, cf. Overstreet.
– Winkler, Erwin, *Die Bewegung der Berliner Revolutionären Obleute in ersten Weltkrieg*, Berlin, 1964.
– Wohl, Robert H., *French Communism in the Making*, Stanford, 1914-1924.
– Wolikow, Serge, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, 1996.
– Wollenberg, Erich, *Der Apparat. Stalin Fünfte Kolonne*, Bonn, 1952.
– Woodhouse et Pearce, *Essays on the History of Communism in Britain*, Londres, 1975.

– Ypsilon (Karl Volk), *Pattern for World Revolution*, Chicago, 1947.

– Zancarini, Michelle, *cf.* Raffaelli.
– Zeidler, Manfred, *Reichswehr und Rote Armee*, Munich, 1993.
– Zeisler, Eberhard, *Aufstand in der deutschen Flotte*, Berlin, 1956.
– Zimmermann, Rüdiger, *Der Leninbund, Linke Kommunisten in der Weimarer Republik*, Düsseldorf, 1978.
– Zinner, Paul E., *Communist Strategy and Tactics in Czechoslavakia, 1918-1948*, New York, 1963.

- Zinoviev, G.E., *Probleme der deutschen Revolution*, Hambourg, 1923, trad. française, « Problèmes de la Révolution allemande », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 55, mars 1995, p. 71-108.
- Zinoviev, G.E., *Fünf Jahre Kommunistische Internationale*, Hambourg, 1924.

J. ARTICLES

- Agosti, Aldo, « Formazione di un quadro del PCI alla scuola del Comintern. Gastone Sozzi i URSS », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, Turin, 1978, XIII, p. 495-516.
- Agosti, Aldo, « Il mondo della III Internazionale », *Storia del Marxismo*, III, p. 377-437.
- Agosti, Aldo, « Reform und Revolution in der Dritten Internationale », Albers et – Andreucci, *« Weg der Arbeiterbewegung 1917 »*. Francfort 1985.
- Agosti, Aldo, « Le correnti costitutive del movimiento comunista internazionale », *Storia del Marxismo*, III, 1, p. 327-360.
- Agosti, Aldo, « Su l'Internazionale e la politica estera sovietica », in S. Bertolissi, *Studi di Storia Sovietica*, 1978, p. 237-248.
- Al-Dahoodi, Zuhdi, « The Communist Movement in Iraq 1924-1945", *Amsterdam 1992*, 10 p.
- Allardyce, Gilbert D., « The Political Transition of Jacques Doriot", *The Journal of Contemporary History* I 1966, p. 56-74.
- Anders, Maria, « Sowjetunion und die Herausbildung der Weltvereinigung der Welt für den Frieden (RUP), 1932-1936", in *Die Grosse Sozialistische Oktoberrevoltuion und Deutschland*, II, Berlin (Est), 1967, p. 90-133.
- Anders, Maria, et Kuhles, Joachim, « Militärpolitik der Kommunistischen Internationale", *Militärgeschichte*, XVII, 1978, 4, p. 408-417.
- Angermüller, Hans Hermann, « Die Bedeutung der I und II Kongress der Kommunistischen Internationale für die Entwicklung der KPD zur revolutionären Massenpartei », *Wissenschaftliche Zeitschrift der Martin Luther Univeùität Wittenberg*, 1958-1959, p. 47-60.
- Angress, Werner, « Weimar Coalition and Ruhr Insurrection : a study of Government Policy », *The Journal of Modern History*, XXIX, 1, p. 1-20.
- Araquistáin, Luis, « La Revolución de Octubre en España, *Leviatán*, 21 février 1936, p. 343.
- Araquistáin, Luis, « Paralelo historico entre la revolución rusa y la española», *Leviatán*, n° 22, 1er mars 1936, p. 143-161.
- Arico, José, « O marxismo latino-americano dos años de la Tercera Internacional », Hobsbawm, *Historia del Marxismo*, Rio, 1987.
- Attignies, M.W., « Complot franquiste : la Cagoule », *Cahiers Léon Trotsky*, 31 sept 1987, p. 79-102.
- Babitchenko, Leonid, « Gluboko, vestoronje, Issledovat' Istoriju Kominterna », *Voprosy Istorii KPSS*, 1989, 10, p. 137-145.
- Babitchenko, Leonid, « The International Red Aid », *Amsterdam 1992*, 12 p. dact.
- Babitchenko, Leonid, « Die Kaderschulung der Komintern », *J hK*, 1993, p. 37-59.
- Babitchenko, Leonid, « Die Moskvin Kommission », *The International Newsletter*, 1994-1995, 5-6, Cologne.
- Babitchenko, Leonid, « Moskau, Ulitsa Worowskogo 25 : Hochschule der Komintern », *Die Presse der Sowjetunion*, 1989, I, 12.
- Badia, Gilbert, « L'attitude de la gauche sociale-démocrate dans les premiers mois de la guerre » *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1964, p. 81-105.
- Badia, Gilbert, « Allemagne 1918 : Kurt Eisner devant le comité exécutif des Conseils berlinois », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XV, 1968, p. 340-361.
- Bahne, Siegfried, « Die Kommunistische Partei Deutschlands », in *Das Ende der Parteien l933*, p. 563-799, Düsseldorf, 1960.
- Bahne, Siegfried, « Die Verfolgung deutscher Kommunisten im Sowjetischen Exil », *Kommunisten vergolgen*, p. 236-242.
- Bauer, Roland, « Die besten Deutschen verteidigten die Oktoberrevolution und lernten von ihr, » *BzG*, 1962, 3, p. 901-915.
- Bauer, Roland, « Über die Charakter der Novemberrevolution », *ZfG*, 1958, 1, p. 142-168.
- Bayerlein, Bernhard H., « Die unbekannte Geschichte der "Versöhnler" in der Kommunistischen Internationale und der KP Deutschlands : kein Randproblem der historischen Kommunismusforschung », *Kriza Socialnih Idej*, p. 321-340.
- Bayerlein, Bernhard H., « Vorzeichen des Terrors und der Moskauer Prozesse ; Die Internationale Kontrollkommission, die Disziplinierung und Kriminalisierung der Komintern und des internationalen Kommunismus », *Centenaire Humbert-Droz*, p. 530-557.
- Bayerlein, Bernhard H., « Die Central Bodies und der internationalen Apparat der Kommunistischen Internationale als Probleme der Forschung », *Amsterdam, 1992*, 51 p.
- Beckert, Siegfried,« Die Linken in Chemnitz im Kampf gegen den Opportunismus für die Herausbildung einer revolutionären Partei », *BzG*, 1967, 1, p. 109-118.
- Bergmann, Theodor, « Von der Bolschewisierung der Komintern zur Zerstörung », *Kriza Socialnih Idej*, p. 185-198.

- Berti, Giuseppe, « Appunti i ricordi », *Annali*, VIII, 1966, p. 9-185.
- Berti, Giuseppe, « Appunti e ricordi 1919-19262, Problemi di Storia del PCI e dell'Internazionale Communista », *Rivista Storica Italiana* 1970, 1, p. 148-198.
- Bezymensky, Lev, « Geheimmission im Stalins Auftrag ? David Kandelaki und die der KPD zur revolutionären Massenpartei Sowjetisch deutschen Beziehungen Mitte der dreissiger Jahre », *Vierteljahresheft für Zeitgeschichte (VfZ)*, XL, 1992, 3, p. 339-357.
- Bokova, Lenka, « Les Druzes dans la révolution syrienne », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 153, janvier 1989, p. 91-104.
- Borsanyi, György, « Ernö Gerö. Aus den Leben einen Apparatschiks », *JhK*, p. 275-280.
- Botman, Selman, « The Rise of Egyptian Communism », *Studies in Comparative communism*, 18, 1, 1985, p. 49-65.
- Bourgeois, Guillaume, « Vie et Mort de Henri Robinson », *Communisme*, n°s 40-41, 1995, p. 85-116.
- Bramke, Werner, et Kinner, Klaus, « Lenin-Liebknecht-Luxemburg Kampagnen der KPD in den Jahren der Weimarer Republik », *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung (BzG)*, 1980, p. 204-215.
- Broué, Pierre, « Gauche allemande et opposition russe 1926-1928 », *Cahiers Léon Trotsky*, 22, 1985, p. 4-25.
- Broué, Pierre, « Un capitulard à Paris, l'affaire Kharine », *Cahiers Léon Trotsky*, 7-8, 1981, p. 29-35.
- Broué, Pierre, « Les léninistes du PSOE », *Cahiers Léon Trotsky*, 20, 1984, p. 42-67.
- Broué, Pierre, « Quand Carrillo était gauchiste », *Cahiers Léon Trotskyal*, 16, 1984, p. 17-53.
- Broué, Pierre, « Front populaire ; politique militaire », *Cahiers Léon Trotsky*, 27, 1986, p. 53-67.
- Broué, Pierre, « Le PC italien, la guerre et la révolution », *Cahiers Léon Trotsky*, 29, 1987, p. 70.
- Broué, Pierre, « Trotsky et le Bloc des Oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky*, 5, p. 5-33.
- Broué, Pierre, « Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens », *Cahiers Léon Trotsky*, 3, 1979, p. 151-183.
- Broué, Pierre, « L'Affaire Grylewicz », *ibidem* p. 141-150.
- Broué, Pierre, « Les trotskystes en Union soviétique », *Cahiers Léon Trotsky*, 1980, p. 5-185.
- Broué, Pierre, « L'opposition internationale de gauche dans le Comintern », *Centenaire Humbert-Droz*, p. 293-318.
- Broué, Pierre, « Notes sur l'histoire des oppositions et du mouvement trotskyste en Inde », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 21, 1985, p. 33.
- Broué, Pierre et al., « L'opposition de Gauche en URSS », n° spécial 53, 1994.
- Broué, Pierre, « Rolle und Funktion von "Saüberungen" im Rahmen des kommunistischen Herrschaftssystem », *Kommunisten verfolgen*, Mannheim 1992.
- Brunet, Jean-Paul, « Une crise du Parti communiste français. L'affaire Barbé-Célor », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XV, 1969, p. 439-461.
- Buton, Philippe, « Le parti, la guerre et la révolution, 1939-1940, *Communisme*, 32-34, 1992-1993, p. 41-66.
- Cabrera, Olga, « Un crimen politico que cobra actualidad », *Nueva Antropologia*, VII, 27, Mexico, DF, 1985.
- Cabrera, Olga, « La Tercera Internacional y su influencia in Cuba 1919-1935 », *Sociedad/Estado*, n° 2, Guadalajara Mex., 1989.
- Canonne, Stefano, « De la "lutte pour la paix" à la "Défense de l'URSS". Le Débat sur le danger de guerre dans le Komintern, 1926-1927 », *Communisme*, 1988, p. 18-19.
- Carr, Barry, « Marxism and Anarchism in the Formation of the Mexican CP, 1910-1918 », *Hispano-American Historical Review*, août 1983, p. 277-305.
- Cattell, David T., « The Hungarian Revolution of 1919 and the reorganisation of the Comintern in 1920 », *Journal of Central European Affairs*, janvier-avril 1951, p. 27-38.
- Charles, Jean, « Les débuts de l'Internationale syndicale rouge et le mouvement ouvrier français, 1920-1923, CHIMT, n°s 25-26, p. 161-199 et n° 28, p. 125-164.
- Chesneaux, Jean, « Les premiers délégués de l'IC en Chine », *Cahiers du Monde russe et soviétique (CMRS)*, V, 1964, p. 74-84.
- Chakhnarazova, Eleonora, et Adibekov, Grant, « Reconstructions of the Comintern organisational Structure », *The International Newsletter*, 5-6, 1994-1995, p. 27-34.
- Colloti, Enzo, « Sinistra radicale e spartachisti nelle socialdemocracia tedesca atrraverso le Spartakus-Briefe », *Annali*, 1961, p. 11-89.
- Courtois, Stéphane, « Un été 1940. Les négociations entre le PCF et l'occupant allemand à la lumière des archives de l'Internationale communiste », *Communisme* n°s 32-34, 1992-1993, p. 84-128.
- Damianovitch, Pero, « "Teze" Georgi Dimitrova za sedmi kongres Komunistiscke Internacionale », *Kriza Socialnih Idej*, p. 231-240.
- Danilov, V.A., « Über die Tätigkeit der deutschen Sektion der KPR in Sibirien in den Jahren 1919-1921 », *BzG*, XII, 1970, p. 98-105.
- Dassu, Marta, « Fronte unico e Fronte popolare. Il VII Congresso del Comintern », *Storia del marxismo*, III, 2, p. 582-626.
- Davies, S.O, « The Syrtsov-Lominadze Affair », *Soviet Studies*, janvier 1981, p. 29-66.
- Deeb, Marius, « The 1919 Popular Uprising. A Genesis of Egyptian Nationalism », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, 1973, 1, p. 106-109.

– Dies, « Julio Antonio Mella : apuntes para una biografia », *Revista de la Biblioteca Nacional José Marti*, vol. 21, n° 3, p. 79-95.
– Dix, Rudolf, « Deutscher Internationalisten bei der Errichtung und Verteidigung der Sowjetmacht, 1917-1921 », *BzG*, 1966, 3, p. 491-506.
– Döhler, E., « Militärpolitische Probleme auf dem Sechsten Weltkongress der Kommumistischen Internationale », *Militärgeschichte*, XIII, 3, 1974, p. 271-282.
– Döke, Wolfgang, « Zur Tätigkeit der Delegation des Leninschen Komsomol im Exekutivekomitee der Kommunistischen Internationale », *BzG der FDJ*, 1980, 3, p. 93-106.
– Draper, Theodore, « The strange Case of the Comintern », *Survey*, XVIII, 1972, 3, p. 91-137.
– Dumont, Paul, « Aux origines du mouvement communiste turc : le groupe Clarté d'Istanbul 1919-1925 », *Communisme*, 6, 1984, p. 129-152.
– Dumont Paul, « La Révolution impossible (1920-1922) », *CMRS.*, XIX, 1-2, janvier-juin 1978, p. 143-174.
– Dumont, Paul, « Le bolchevisme et l'Orient. Le parti communiste turc de Mustapha Suphi, 1918-1921 », *CMRS*, XX, I, janvier-juin 1980, p. 377-409.
– Durgan, Andrew, « The Catalan Federation and the International Communist Movement », *Centenaire Humbert-Droz*, p. 279-292.
– Farrell, Frank, « The Pan-Pacific Trade-Union Movement and Australian Labour, 1921-1932 », *Historical Studies*, 69, 1977, p. 441-457.
– Farrell, Frank, « Australian Labour and the Profintern », *International Review of Social History*, 1, 1979, p. 34-53.
– Feuchtwanger, Franz, « Der militärpolitische Apparat der KPD im dem Jahren 1928-1935, Erinnerungen », *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutshen Arbeiterbewegung (IWK)*, 1981, 4, p. 485-533.
– Finker, « Aus dem Kampf der Internationaler Arbeitershilfe in Deutschland », *BzG*, 1964, 5, p. 928-936.
– Firtsov, F.I., « K voprosy o taktike Edinogo Fronta v 1921-1924 gg », *Voprosy Istorii KPPS*, 1987, 10, p. 113-127.
– Firtsov, F.I., « Die Säuberungen im Apparat der Komintern », *Kommunisten verfolgen*, p. 37-51.
– Firtsov, F.I., et Iajborovskaia, « Komintern i Kommumistitcheskaia Polchi », *ibidem*, 11, p. 200-35 ; 12, p. 40-55.
– Fonseca, Carlos da, « Le Origene del Partito Comunista portoghese », *Movimento Operaio e Socialista*, 1973, p. 75-87.
– Freiburger, William, « War Prosperity and Hunger. The New York Food Riots of 1917 », *Labor History*, 1984, 25, p. 217-239.
– Friedländer, Henry Egon, « Conflict of Revolutionary Authority. Provisional Governmemt vs Berlin Soviet », *IRSH*, 1962, 2, p. 163-176.
– Gast, H., « Die proletarische Hundertschaften als Organe der Einheitsfront im Jahre 1923 », *ZfG*, 1956, 3, p. 439-465.
– Gensch, Karl-Heinz « *Der Parteiarbeiter*, April 1923-Februar 1933 », *BzG*, XXXI, 1989, 1, p. 77-83.
– Geyer, Dietrich, « Sowjetrussland und die deutsche Arbeiterbewegung 1918-1932 », *VfZ*, XXIV, 1976, 1, p. 2-37.
– Godeman, Viola, « Sechster Weltkongress der Komintern und koloniale Frage », *BzG*, XXXI, 1, p. 108-109.
– Gordan, Max, « The Communists and the Drive to Organize Steel 1936 », *Labor History*, 23, 1982, 2, p. 254-265.
– Gordon, Harold J., « Die Reichswehr und Sachsen 1923 », *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 1961, 27, p. 686-692.
– Gordon Skilling H., « The Formation of the Communist Party of Czechoslovachia, 1918-1921 », *American Slavic and East European Review*, XIX, 1, janvier 1960.
– Gordon Skilling H., « The Comintern and Czechoslovak Communism, 1921-1929 », *American Slavic and East European Review*, XIX, 2, avril 1960, p. 234, 247.
– Gorodetsky, G., « The Soviet Union and Britain's General Strike of May 1926 », *CMRS*, XVII, 1976, p. 287-310.
– Gorovsky, Karel, « O zalozeni KSC : Drazd'anska konference v dubnu 1921 », *Revue dejin socialismu*, 1968, p. 415-451.
– Gorovsky, Karel, « Bohumir Smeral », *Revue dejin socialismu*, 4, 1969, p. 893-922, et 1, 1970, p. 112-139.
– Gotovitch, José, « Des élèves belges à l'école du commumisme, 1926-1940 », in Stols, Eddy, et Waegemans, Emmanuel, *Montagnes russes. La Russie vécue par des Belges*, Berchem, 1989, p. 195-209.
– Goudoever, A.P. Van, « Cristian Racovski and *Naché Slovo* 1914-1916 », *Romanian History*, p. 109-140.
– Grau, Roland, « Zur Rolle und Bedeutung des Rotsoldatenbund », *ZfM*, 1968, 6, p. 718-732.
– Groppo, Bruno, « La création du Conseil international des syndicats (Moscou, juillet 1920) », *Communisme*, n° 1, 1982, p. 5-46.
– Gruber, Helmut, « Willi Münzenberg's German Communist Propaganda Empire, 1921-1933 », *The Journal of Modern History*, 1966. 3, p. 287-297.
– Gruber, Helmut, « The Negro policy of the Communist International. A Case of Ethnocentrism, Paternalism and Implicit Racism », *Internationale Tagung der Historiker der Arbeiterbewegung, 20 Linzer Konferenz, 1984*, 1989, p. 127-139.
– Gupta, Sobhanlal Datta, « Comintern and Communism in Asia : a Review », *Amsterdam 1992*, 15 p.
– Gupta, Sobhanlal Datta, « M.N.Roy's Critique of the Comintern. An Exercise in Bukharinism ? », *The Calcutta Historical Journal*, XVI, 1, janvier-juin 1994, p. 101-124.
– Gurevitz, Baruch, « Un cas de communisme national en Union soviétique, le Poale Zion », *CMRS*, XV, 3-4, juillet-décembre 1974, p. 18-21.

– Gyptner, Richard, « Das Westeuropäische Büro der Kommunistischen Internationalen, 1928-1933 », *BzG*, 1976, p. 481-489.
– Haikal, Mustapha, « Arabische Antikolonialisten », *Asien, Africa, Lateinamerika*, Berlin, 18 (1990) 5, p. 846-856.
– Haikal, Mustapha, « Das Internationale Kolonialbüro der Komintern in Paris », *JhK*, 1993, p. 82-99.
– Haikal, Mustapha, « Willi Münzenberg et la Ligue contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale », *Willi Münzenberg*, Aix-Marseille, 1992.
– Hajek, Milos, « Die Beziehungen zwischen der Komintern und der bolschewistischen Partei in den Jahren 1919-1929 », *JfK*, 1995, p. 63-99.
– Halvorsen, Reje, « Die kommunistische Parteien Europas im zweiten Jahre des deutsch -sowjetischen Paktes am Beispiel Norwegens und Frankreich », *Jh K*, 1995, p. 32-51.
– Haupt, Georges, « Groupes dirigeants internationaux du mouvement ouvrier », *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, 1976.
– Haslam, Jonathan, « The Comintern and the Origins of the Popular Front, 1934-1935 », *The Historical Journal*, 22, 1979.
– Haynes, John Earl, et Klehr, Harvey, « Moscow Gold. Confirmed at last ? », *Labor History*, 33, 2, et 33, 4, 1992.
– Helas, Jutta, et Chevtchenko, Lidia, « Neueste Veröffentlichungen zum VII Weltkongress der KI2 », *BzG*, XXVIII, 1986, p. 693-700.
– Herlemann, Beatrix, « Deutschsprachige Bereich an der Kaderschulen der Kommunistischen Internationale », *IWK*, 1982, 2, p. 205-229.
– Hoisington, William A. Jr, « Class against Class. The French CP and the Election. A Study of Election Tactics in 1927 », *International Review of social History*, 15, 1970 p. 19-42.
– Hradilak, Zdenêk, « Josef Guttman - konfikt rozou a svédomi », *Revue dejin socialismu*, n° 5, 1968, p. 645-680.
– Huber, Peter, « L'appareil du Komintern, 1926-1935 : premier aperçu », *Communisme*, n°s 40-41, 1995, p. 9-36.
– Huber, Peter, « "Säuberungen" im spanische Bürgerkrieg im Spiegel des Kominternarchivs », *Kriza Socialnih Idej*, p. 340-362.
– Huber, Peter, « Aktivitäten des sowjetischen Nachrichtendienstes gegen Kommunisten im Westen zur Zeit der Schauprozese, 1936-1938 », *Centenaire Humbert-Droz*, p. 396-426.
– Huber, Peter, « Der Moskauer Apparat der Komintern : Geschäftsabteilung, Personalentscheide und Mitarbeiterbestand », *JhK*, 1995, p. 140-150.
– Huber, Peter, et Bayerlein, Bernhard, « Première esquisse des structures répressives du Komintern. Le cas des communistes suisses à Moscou », *Communisme*, 32-34, 1992-1993, p. 147-176.
– Hübsch, Hams, « Der Entwurf eines Handelsvertrages zwischen der Sowjetunion und dem Freistaat Sachsen vom 19 Oktober 1923 », *BzG*, 1965, p. 135-139.
– Iwamura, Tosio, « The Japanese Communist Movement », *Amsterdam 1992*, 25 p.
– Jähn, Gisela, « Programmdiskussion in der Kommunistischen Internationale », *BzG*, XX, 1976, 4, p. 515-527.
– Jakovlev, Alexandr N., « Blütige Vergangenheit », *JhK*, 1993, p. 226-248.
– Jangowski, Igor, et Kuuli, Olaf, « The Estonian Communist Party and the Comintern », *Amsterdam 1992*, 9 p.
– Jansen, Sabine, « Louis Dolivet, kominternien », *Communisme*, n°s 40-45, 1995, p. 117-132.
– Jemnitz, Janos, « Stalinischer Terror und "Saüberungen" seit den dreissiger Jahren. Mosaikstucke aus der ungarische Geschichte », *Kommunisten verfolgen*, p. 148-156.
– Joannès, Victor, « Tactique classe contre classe dans le PCF », *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, 1970, 20, p. 51 - The identification of the pseudonyms used in the minutes and reports of the CI », *IRSH*"3, 1978, p. 177-192.
– Kahan, Vilém, « The Communist International, 1919-1943. The personnel of its highest bodies », *IRSH*, 21, 76, p. 152-156, *IRSH*, 21, 1976, p. 152-185.
– Kaminsky, Catherine, et Kruk, Simon, « L'émergence du mouvement communiste au Proche-Orient, études chronologiques, 1918-1948 », *Communisme*, 1984, 6, p. 11-26.
– Kan, Alexander, « Der bolschewistiische "Revolutionsexport" im Jahre 1920 und die schwedischen Linkssozialisten », *JhK*, p. 88-103.
– Kan, Alexander, « Bukharin und die Skandinavische Arbeiterbewegung », *Liebling der Partei*, p. 101-111.
– Kaplan, Frank L., « The Communist Internationals Press Control from Moscow », *Journalism Quarterly* (Columbia BC), XLVIII, 1971, p. 315-325.
– Kazior, Roman, « Wydarzenia rewolucijne w Ni emczech w 1923 r.w. polityce MK i RK b » *Z Pola Walki*, XXI, 1988, 2, 122, p. 22-38.
– Kendall, Walter, « Comintern 60 Years after, *Survey*, 1978-1979, 1, p. 145-156.
– Kessler, Mario, « Der stalinische Terror gegen jüdische Kommunisten, 1937-1938 », *Jh K*, p. 87-102.
– Kiernan, Ben, « The Comintern in South-East Asia, 1919-1939 », *Amsterdam 1992*, 14 p.
– Kiesling, Wolfgang, « Paul Merkers "Unverständnis" für den Hitler-Stalin Pakt », *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1993, p. 137-144.
– Koenen, Wilhelm, « Zur Frage der Möglichkeit einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, 1962, p. 189-191.
– Kohan, Nestor, « El Marxismo en America Latina. José Antonio Mella », *Critica de Nuestro Tiempo*, Buenos Aires, 9, 1994, p. 147-168.

- Korey, William, « Zinoviev's Critique of Stalin's Theory of Socialism in one Country, December 1925-December 1926 », *American Slavic and East European Review*, 1950, p. 255-267.
- Korey, William, « Zinoviev and the German Revolution of October 1923 », S. Curtiss, éd., *Essays in Russian and Soviet History*, Leiden, 1963, p. 253-269.
- Koszutka, Maria (Kostrzewa, Wera), « ... gefährlich sind die, die überhaupt keine Knochen haben. Die polnische Frage auf dem V. Kongress der Komintern », *Probleme des Friedens und des Sozialismus*, 1989, 8, p. 1141-1146.
- Koudawo, Koukou, « Les écoles du Comintern », *Annales d'études internationales*, Genève, 1986, p. 85-104.
- Koudelkova, Jarmila, « Rudy den 1928 », *Prispevsky k dejinam KSC*, 1969, p. 398-412.
- Kriegel, Annie, « Die dritte Internationale », in Droz, Kriegel, Portal, *Histoire des Internationales*, 1977, p. 88-154.
- Kriegel, Annie, « Arrestation, détention et libération de Palmiro Togliatti (Paris, septembre 1939-avril 1940) », *Communisme*, n[os] 40-41, 1995, p. 69-84.
- Krivoguz, I.M., « V.I. Lenin i germanskoe levya sotsial-demokraty v gody pervoj mirovoj vojny », *Velika sila leninskhikh idej*, Moscou, 1960, p. 342-368.
- Laurat Lucien (Otto Maschl, dit) « Le Parti communiste autrichien », in Freymond, *Contributions à l'histoire du Cominterm*, Genève, 1965, p. 67-95.
- Lazitch, Branko, « Les écoles de cadres du Comintern », in Freymond, *op. cit.*, 1965, p. 233-257.
- Lazitch, Branko, « Le massacre des dirigeants communistes étrangers », *The Comintern, historical Highlights*, p. 139-174.
- Lebedeva, Natalya, et Narinsky, Mikhaïl, « Dissolution of the Comintern in 1943 », *International Affairs* (Moscou), n° 8, 1944, p. 89-98.
- Levenstein, Harvey, « Leninists undone by Leninism ; Communists and Unionists in the United States and Mexico, 1935-1939 », *Labor History*, 2, 22, 1981, p. 237-261.
- Lewin, Erwin, « Zur Faschismus. Analyse durch die Kommunistische Internationale », *BzG*, 1970, p. 44-59.
- Lewin, Erwin, « Der Konflikt zwischen der Moskauer Parteiführung und dem Sekretariat des ZK der KPD in Paris 1939/1940 », *Kommunisten verfolgen*, p. 275-291.
- Löwenthal, Richard, « The Bolshevisation of the Spartacus League », *St-Antony's Papers*, 9, p. 23-71.
- Machaqueiro, Ricardo, « A ORA da Revolta », *Expresso*, 16 septembre 1995, p. 26-32.
- Martin, Charles H., « The International Labor Defense and Black Americans », *Labor History*, 26, 2, 1985, p. 165-195.
- McLoughlin, Barry, et Schafranek, Hans, « Die Kaderpolitik der KPÖ-Führung in Moskau 1934 bis 1940 », *Kommunisten verfogen*, p. 125-147.
- Meier, August, et Rudwick, Elliott, « Commumists and Black Communities.The Case of Transport Workers Union, 1934-1944 », *Labor History*, 23, 2, 1982, p. 165-197.
- Mejderova, Hana, « Die Entstehung der Kommunistischen Partei in der Tschechoslovakei und die Komintern », *JhK*, 1955, p. 128-139.
- Micev, Dobrin, « Georgi Dimitrov und die Entwicklung der Kommunistischen Partei Deutschlands, 1929-1939 », *Bulgarian Historical Review* , III, 1973, p. 2-5.
- Migliardi, Giorgio, « La Internazionale dei sindicati rossi. Profintern », *Annali*, IX, 1967, p. 325-347.
- Misevius, Martin, « New Documents and New Evidences on the "Red Referendum" against Prussia, August 9, 1931 », *The International Newsletter*, 7-8, III, 1965, p. 72-82.
- Möller, Dietrich, « Stalin und der deutsche Oktober 1923 », Jahrbücher für Geschichte Osteuropa, XXXI, 1965, p. 212-225.
- Molnar, Miklos, « Situation révolutionnaire : le cas de l'Autriche-Hongrie », in *Situations révolutionnaires en Europe, 1917-1922*, Montréal, 1977, p. 95-99.
- Morelli, Anne, « Le Bordighisme en exil autour d'Ottorino Perrone », *Centenaire Humbert-Droz*, p. 263-278.
- Monteleone, Renato, « Partito Comunista Austriaco, II, Rapporti e Corrispondenza con gli Italiani nel Primo Dopoguerra », *Movimiento Operaio e Socialista*, XVII, 1972, 3, p. 5-11.
- Mörrién, Joop, « The Communist Party of Indonesia and the Comintern », *Amsterdam 1992*, 16 p.
- Mothes, Jürgen, « Zur Geschichte der Secretariado Sudamericano de la IC. Ein Beitrag zu einem noch wenig bekannten Führungsorgane der Kommunistischen Bewegung », *Lateinamerika Semesterbericht*, Früjahrsemester 1982, Rostock, p. 35-71.
- Mothes, Jürgen, « "Luis" gegen Mariategui ? Zur Rolle von Jules Humbert-Droz bei der Entwicklung der Lateinamerikapolitik der Kommunistischen Internationale », in *Centenaire Humbert-Droz*, p. 139-168.
- Mothes, Jürgen, « José Carlos Mariategui and und die Komintern. Dokumentation aus dem KI-Archiv Moskau », *The International Newsletter*, 7-8, 1996, p. 83-101.
- Mothes, Jürgen, « Die Anfänge der Antiimperialistischen Liga in Lateinamerika », *Asien, Afrika, Lateinamerika*, Berlin, 1985, 3.
- Mothes, Jürgen, « "Im Zeichen der Selbstkritik !". Lateinamarika 1929 bis 1933 : Die Kommunisten in der Krise », *Kommunisten verfolgen*, p. 217- 236
- Mothes, Jürgen, « Brief aus Montevideo. Arthur Ewert und die Wandlung von Luis Carlos Prestes », *JfH*, 1994, p. 225-253.
- Mujbegović, Vera, et Vusojević, Ubavka, « Die Kommunistische Partei Jugoslawiens und die Komintern. Dokumente 1936 », *JhK*, 187-196.

– Mujbegović, Vera, et Vusojević, Ubavka, « Die Jugoslavischen Kommunisten in den stalinistischen "Saüberungen" », *Kriza Socialnih Idej*, p. 363-374, et *Kommunisten verfolgen*, p. 157-173.
– Müller, Reinhard, « Der Fall des "Anti-Komintern-Blocks". Ein vierter Moskauer Schauprozess ? », *JfK*, 1996, p. 187-214.
– Münch, Hans, « Der Bund der Freunde der Sowjetunion (Deutsche Sektion) », *BzG*, XXXI, 1989, p. 200-206.
– Naoumov, Vladimir, « 1923 god. Sudba leninskoj alternativy », *Kommunist*, 1991, 5, p. 31-42.
– Narinsky, Mikhal, « Le Komintern et le Parti communiste français, 1939-1942 », *Communisme*, n[os] 32-34, 1995, p. 11-40.
– Naumann, Horst, et Voigtländer, Fred, « Zum Probleme einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, 1963, p. 461-474.
– Nehmé, Majed, « Le Parti communiste syrien de la stratégie "internationaliste" à la contestation "nationaliste" » *Communisme*, 6, 1984, p. 111-128.
– Noutsos, Panagiotis, « Die Generation der "Bolshewisierer" in der Kommunistischen Partei Deutschlands », *Jfh*, 1993, p. 131-136.
– Noutsos, Panagiotis, « Saüberungen innerhalb der griechischen KP 1931 bis 1956 », *Kommunisten verfolgen*, p. 487-494.
– Očak, Ivan, « Jugoslavenka emigracija u Sowjetskom savezu i staljinske cistke », *Kriza Socialnih Idej*, p. 375-397.
– Panteleiev, Mikhal, « La terreur stalinienne en 1937 : les chiffres et les causes », *Communisme*, n[os] 40-41, 1995, p. 37-52.
– Pantsov, Alexander, « Chinese Working Class Movement and the Influence of Socialist Ideas in the early 20th Century », *Congrès international des sciences historiques*, Montréal, 1995.
– Pelt, Wim, P.S., « The Communist Party of the Netherlands and the Comintern », *Amsterdam 1992*, 19 p.
– Perillo, Gaetano, « L'America Latina al VI congresso dell' Internazionale Communista », *Movimiento Operaio e Socialista*, XVI 1978, 2-3, p. 99-137.
– Peterson, Larry, « Revolutionary, Socialist and Industrial Unrest in the Era of the Winnipeg General Strike. The Origins of One Big Union », *Labor/Le Travail*, 13, 1984, p. 115-132.
– Pochtchekoldine, A., « Sur la voie du pouvoir exorbitant ou les débuts du stalinisme », *Cahiers Léon Trotsky*, 41, 1990, p. 107-111.
– Podraza, Antoni, « Les communistes polonais en France, 1938-1939 », *De l'exil à la résistance*, Paris, 1989, p. 101-105.
– Procacci, Giulio, « L'Internazionale Communista dal I al VII congresso », *Annali*, I, 1958, p. 283-313.
– Radenkova, Petra, « Novi danni sa sivota i revoljutsionnata dejinoct ma Georgi Dimitrov, januaru 1929-mart 1933 », *Isvetija na Instituta po Istorija na BKP*, 16 (1967), p. 213-229.
– Radenkova, Petra, « Sa njakoi stani ot deinjosta na Georgi Dimitrov kato rikovoditel na sapadnoevropeijskoto bjuro ma ikki 1929-1932 », *ibidem*, 1969, p. 291-307.
– Reichenbach, Bernhard, « Geschichte der KAPD », *Archiv für die Geschichte der Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, Leipzig, 1928, XIII, p. 117-140.
– Revol René, « Républicains bourgeois et radicaux dans la genèse du Frente Popular », *CLT*, n° 28, décembre 1986, p. 59-69.
– Riegel, Klaus-Georg, « Konversionsprozesse im Marxismus-Leninismus. Die Sun Yatsen Universität in Moskau 1925-1930 », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1982, p. 229-315.
– Robrieux, Philippe, « On tourne à Moscou », *CLT*, n° 27, 1986, p. 1-26, et n° 31, 1987, p. 4-61.
– Rovida, Giorgio, « Le Parti communiste français », *Annali*, IX, p. 169-324.
– Rovida, Giorgio, « La Rivoluzione e la Guerre in Spagna », *Storia del Marxismo*, 2, p. 267- 660.
– Ruscio, Alain, « L'agitateur annamite Nguyên Ai Quôc. Hô Chi Minh à Paris, 1917-1923 », *Communisme*, 28, 1990, p. 6-16.
– Sadekova, Soria, « Dimitri Manuilski », *Communisme*, n[os] 40-41, 1995, p. 53-68.
– Samus, Pawel, « Die politischen Aktivitäten der polnischen Kommunisten im Exekutivkomitee der Kommunistischen Internationale (EKKI) in den Jahren 1921-1924 », *JfK*, p. 83-105.
– Santamaria, Yves, « Un prototype toutes missions. Le Comité de lutte contre la guerre dit d'Amsterdam-Pleyel, 1932-1936 », *Communisme*, 1988, 18-19, p. 71-97.
– Santamaria, Yves, « Organisations de masse et lutte pour la paix » ; le congrès d'Amsterdam 1932, *Willi Münzenberg*, Aix-Marseille, 1921, p. 90-98.
– Schafranek, Hans, « Die Internationale Lenin-Schule und der "Fall Reisberg" (1937) », *Jahrbuch 1994. Dokumenten Archiv des österreichische Widerstands*, Vienne.
– Schewtschenko, Lidia, « Die internationalem Kampftage gegen die Erwerbslosgkeit 1930 und 1931 », *BzG*, XXX (1980), 3, p. 361-371.
– Schlie, Tania, « Le "cas Münzenberg" d'après les dossiers du KPD et du Komintern », *Willi Münzenberg*, Aix-Marseille, 1992.
– Schüddekopf, Otto-Ernst, « Karl Radek im Berlin. Ein Kapitel deutsch-russischer Beziehungem im Jahre 1919 », *Archiv für Sozialgeschichte*, 2, 1962, p. 87-166.

- Schumann, Rosemarie, « Der Weltkongress gegen den imperialistischen Krieg 1932 in Amsterdam », *ZfG*, XXXI, 1983, p. 117-131.
- Secchia, Pietro, « L'Azione svolta dal partito communista in Italia durante il fascismo 1926-1932 », *Annali*, 1969, 1, p. 1-557.
- Seleznev, K.L., « *Bolchevistkaia agi acija, revoljtsionnoe dvijenie v Germanskoj Armii vostosnoe fronte v 1918* », *Nojabrskaia Revoljutsia*, Moscou, 1960, p. 271-328.
- Shaqeri, Cosroe, « The Iranian Communist Movement under the Comintern. A Sketch, 1919-1943 », *Amsterdam 1992*, p. 20.
- Siemiatycki, Myer, « Munitions and Labour militancy ; the 1916 Hamilton machinists' strike », *Labor History*, 1978, 3, p. 130-152.
- Sirinja K.K., « Kommunistitcheskij Internacional i problemy bor'by zu demokratiju 1919-1923 gg », *Voprosy istorii KPSS (VIKPSS)*, 1964, 3, p. 53-67.
- Sirkov, Dimitar, « On the Policy of the Communist International in the Eve and at the Beginning of World War II », *JhK*, 1995, p. 52-62.
- Skilling, Gordon H., « Gottwald and the Bolshevisqtion of Communist Party of Czechoslovakia, 1929-1930 », *Slavic Review*, 1961, 4.
- Sorkin G.Z, « Komintern. Skola. », *VI KPSS*, 1977, 1, p. 68-80.
- Starkov, B.A., « The Trial that was not held », *Europe-Asia-Studies*, 46, 1994, p. 1297-1316.
- Starkov, Boris, « Poslednji boj sekretarija Kominterne : Pjatnicki in moskovsko sojenje proti Kominterni », *Kriza Socialnih Idej*, p. 309-314.
- Steinberger, Nathan, « Zu der Hintergründen der "Säuberungen", *Kommunisten verfolgen*, p. 52-67.
- Studer, Brigitte, « Die Kominternstruktur nach dem 7.Weltkongress. Das Protokoll des Sekretariats des EKKI über die Reorganisierung des Apparates des EKKI, 2 Oktober 1935 », *IWK*, 1995.
- Stvrtecky, Stefan, « Sjazd ceskolovenskych Komunistov v Moskve v Maji 1918 », *Prispevky k Dejinam KSC*, V, 1958, p. 131-151.
- Swain, Geoffrey R., « The Comintern and Southern Europe, 1938-1943 », in Judt, *Resistance and Revolution*, New York, 1989.
- Sylvers, Malcolm, « Pogany/Pepper : un représentant du Komintern auprès du PC des États-Unis", *Cahiers de l'Institut de recherches marxistes (CIRM)*, 1987, 28, p. 119-131.
- Sylvers, Malcolm, « The Communist International and the CPUSA », *Amsterdam 1992*, 18 p.
- Tischler, Carola, « Vom Helfer zum Verräter ? Reaktionen der Internationalen Roten Hilfe auf die Massenverhaftungen deutscher Emigranten in der Sowjetunion 1936 bis 1938 », *Kommunisten verfolgen*, p. 291-302.
- Tosstorff, Reiner, « The Red International of Labour Unions », *Amsterdam 1992*, 30 p.
- Tosstorff, Reiner, « Ein Moskauer Prozess in Barcelona. Die Verfolgung der POUM und ihre internatoniale Bedeutung », *Kommunisten Verfolgen*, p. 192-216.
- Troebst, Stefan, « Vernichtungsterror und "Säuberungen" in der Bulgarischen Kommunistischen Partei 1936 bis 1953 », *Kommunisten verfolgen*, p. 470-486.
- Tunçay, Mete, « The Communist Movement in Turkey », *Amsterdam 1992*, 25 p.
- Unfried, Bertold, « Rituale von Konfession und Selbstkritik : Bilder vom stalinistischen Kader », *JhK*, 1994, p. 148-164.
- Van Doorslaer, Rudi, « Tussen Wezeldrevolutie in jootag identiteit Joden nit België in de Spaanse burgeroorlog », *Cahiers Buidragen*, 176, décembre 1995, p. 13-85.
- Van Duin, Pieter, « Class Struggle, Race Emancipation and National Liberation ? The Communist Movement in South Africa and the Comintern, 1919-1943 », *Amsterdam 1992*, 35 p.
- Vergnon, Gilles, « Face à Hitler ? Le KPD de 1930 à 1933 », *Cahiers Léon Trotsky*, 36, 1988, p. 1-32.
- Vergnon, Gilles, « Paris 1933, le temps des remises en cause », *Willi Münzenberg*, Aix-Marseille, 1992, p. 99-106.
- Vinyes, Ricard, « La section catalane de la III[e] Internationale. La "bolchevisation" du marxisme catalan », *CHIMT*, 1980, 34, p. 31-54.
- Wagner, Raimund, « Die revolutionäre Bewegung in den Bezirken Hessen-Frankfurt und Baden im Herbst 1923 »,*BzG*, VII, 1965, 1, p. 94-99.
- Wehner, Markus, « Karl Radek 1885-1939 », IWK, 1993, p. 395-394.
- Wheeler, R.F., « German Labor and Comintern. A Problem of Generations ? », *Journal of Social History*, VII, 1973-1974, 3, p. 304-321.
- Wolfe, Bertram D., « Comintern. The Early Years. The Sixth Congress and the American CP », *Survey*, XXIV, 1978-1979, 1, p. 1579-1732.
- Wolfe, Bertram D., « Dress Rehearsals for the Great Terror », *Studies in Comparative Communism*, III, 1970, 2, p. 1-24.
- Wolikow, Serge, « Rapports du PCF et de l'IC », *CHIMT*, 1978, 25-26, p. 14-65 ; 27, p. 224-269.
- Woog, Enrique Arriola, « Entrevista », *El Financiero*, Mexico, 20 février 1995.
- Wörsdorfer, Rolg, « Italienische Opfer des Stalin-Terror in der Sowjetunion », *Kommunisten verfolgen*, p. 174-192.
- Yannakakis, Ilios, « Aux origines du communisme égyptien, 1920-1940 », *Communisme*, 1984, 6, p. 91-110.

– Zabarko, B.M., « Die internationale Solidarität mit dem Bergarbeiterstreik 1926 in Grossbritannien », *BzG*, XXVIII, 1986, p. 630-634.
– Zeissig, Eberhard, « Der Entwurf eines Aktionsprogramm für die Chemnitzer Konferenz vom 1.Oktober 1923 », *BzG*, 1964, 6, p. 1060-1065.

L. COLLOQUES

– *Willi Münzenberg et les organisations de masse proches du Komimtern, 1923-1936*, Aix-en-Provence, 26-29 mars 1992.
– *Centenaire Jules Humbert-Droz. Colloque sur l'Internationale communiste*, La Chaux-de-Fonds, 1992.
– *Kommunisten verfolgten Komunisten. Stalinistische Terror und Säuberungen in den kommunistischen Parteien Europas seit den dreissiger Jahre*, choix d'interventions faites au colloque de Mannheim, 1992, Berlin, 1993.
– *« Liebling der Partei », Nikola Bucharin*, Hambourg, 1989.
– *Center and Periphery*, Moscou, octobre 1994.

Chronologie

1914

Juin
– 28, assassinat à Sarajevo de l'archiduc d'Autriche **François-Ferdinand**.

Juillet
– 16-17, le congrès du PS français préconise la grève générale pour empêcher la guerre.
– 16-17, échec de la conférence d'unification des socialistes russes convoquée par le BSI : les bolcheviks isolés ?
– 25, proclamation de la direction du SPD contre la guerre (Allemagne).
– 29-30, manifestations contre la guerre à Paris, Berlin et Bruxelles à l'occasion de la réunion du BSI.
– 31, assassinat à Paris de **Jean Jaurès***.

Août
– 1er, le PS serbe refuse de voter les crédits de guerre.
– 1er, guerre entre Russie et Allemagne.
– 3, guerre entre la France et l'Allemagne.
– 3, **Trotsky*** va de Vienne à Zurich.
– 4, les députés social-démocrates allemands votent les crédits de guerre.
– 4, offensive de l'armée allemande à l'ouest.
– 4, à Berlin, réunion d'adversaires de l'union sacrée, internationalistes, autour de **Rosa Luxemburg***.
– 4, grèves à Petersbourg pour l'anniversaire du massacre de la Léna.
– 5, conférence à Milan du PSI et de la CGL notamment, qui se déclare opposée à la guerre et en faveur de la neutralité italienne.
– 5-10, les grandes lignes du conflit se dessinent : l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie) contre les « Centraux » (Allemagne, Autriche-Hongrie).
– 8, en Suisse, **Lénine*** fait adopter le manifeste du Parti bolchevique contre la guerre.
– 8, les bolcheviks votent contre les crédits de guerre à la Douma.

Septembre
– 5, arrivée de **Lénine*** à Berne.
– 6-7, le CC du Parti bolchevique, réuni à Berne, adopte les thèses de Lénine* sur la guerre.
– 21, après une discussion avec les ouvriers de Stuttgart, **K. Liebknecht*** déclare qu'il a eu tort de voter pour les crédits militaires « par discipline » de parti.
– 27, deux ministres socialistes dans le gouvernement français d'union sacrée.
– Bataille de la Marne.

Octobre
– début de la guerre de tranchées.

Novembre
– **Trotsky*** commence à publier à Paris, dans *Golos*, « La Guerre et l'Internationale ».
– 3, conférence bolchevique en Russie qui approuve les thèses de **Lénine***.
– 5, arrestation des délégués à la conférence du 3.
– 19, **Trotsky*** à Paris, rejoint *Golos*.
– **Benito Mussolini*** fonde *Il Popolo d'Italia* pour l'entrée de l'Italie dans la guerre. Il est exclu du PSI.

Décembre
– 2, **Liebknecht*** seul à voter au Reichstag contre les crédits de guerre.

1915

Janvier
– entrée des troupes de **Pancho Villa*** et **Emiliano Zapata*** dans Mexico.

Février
– au Mexique, pacte de la Vera Cruz, où la Casa del Obrero mundial crée les Bataillons rouges pour lutter aux côtés du gouvernement contre les forces paysannes armées.
– 7, **Karl Liebknecht*** mobilisé malgré son âge.
– 7, arrestation de **John Maclean***.
– 10-13, les députés bolcheviques condamnés à l'exil en Sibérie.
– 16, début de grève aux chantiers de la Clyde en Écosse.
– 18, arrestation de **Rosa Luxemburg*** pour une affaire d'avant guerre.
– 19, *Golos* devient *Naché Slovo*.

Février-juin
– tournée de **Rakovsky** à travers l'Europe pour une conférence socialiste internationale.

Mars
– 4, première conférence de l'opposition internationaliste à Berlin.
– 4, fin de la grève de la Clyde.
– 18, **Liebknecht*** et **Otto Rühle*** votent au Reichstag contre les crédits de guerre.
– 26-28, conférence socialiste internationale des Femmes à Berne sous l'impulsion de **Clara Zetkin***.

Avril
– 5-7, conférence de Berne de l'Internationale des jeunes socialistes, animée par **Münzenberg***, qui se proclame indépendante de la IIe Internationale.
– 14, numéro 1 de *Die Internationale*, en Allemagne.
– 15, départ de **Martov*** de *Naché Slovo*, que **Trotsky*** prend en main.
– Rencontre de **Trotsky*** avec le noyau de *La Vie ouvrière*, **Pierre Monatte***, **Alfred Rosmer***, **Marcel Martinet***.

Mai
– 15-16, l'exécutif du PS italien décide, sur l'insistance de **Rakovsky***, de travailler à organiser une conférence socialiste internationale.
– 17-18, grève générale en Italie ; heurts violents à Turin.
– 27, tract de **Liebknecht*** : « L'ennemi est dans notre pays ».

Juillet
– fondation du comité des ouvriers de la Clyde.
– 6-8, conférence des partis socialistes des Balkans à Belgrade, à l'initiative de **Rakovsky***.
– les *marines* américains occupent Haïti.

Août
– 5-8, conférence socialiste internationale à Zimmerwald. **Trotsky*** rédige le manifeste, **Rakovsky*** est élu au comité international, **Lénine*** fonde la gauche de Zimmerwald.

Octobre
– 27, Arrestation de **Maclean*** condamné à quelques jours de prison.

Novembre
– manifestations de femmes contre la vie chère à Berlin.
– 10, manifestations de rues contre le procès et la condamnation de **Maclean***.
– assassinat aux États-Unis du militant IWW anti-guerre **Joe Hill***.
– 20-21, le congrès du PS suisse, à Aarau, décide d'appuyer les résolutions de Zimmerwald.
– automne, parution à Pékin de la revue de **Chen Duxiu***, *Xiang Qiangnang*.

Décembre
– 21, 18 députés social-démocrates, dont le président du groupe **Hugo Haase***, votent au Reichstag contre les crédits de guerre.
– 25-29, le congrès du PS français approuve la politique de l'union sacrée dans la guerre.
– 29, arrestation de **Peter Petroff***, compagnon de **Maclean***.

1916

Janvier
– 1er, la conférence du groupe *Internationale* adopte les thèses de **Rosa Luxemburg***, laquelle achève la « brochure Junius ».
– fin, libération de **Rosa Luxemburg***.

Février
– 8, grand meeting à Berne où **Rakovsky*** se prononce pour une nouvelle Internationale.

Mars
– 16-18, les Jeunesses socialistes de Suède contre le gouvernement.
– 24, 17 députés social-démocrates, dont **Haase***, exclus du parti pour leur vote.

Avril
– 13, **Maclean*** condamné à 3 ans de travaux forcés en prison.
– 24, « Pâques sanglantes », début du soulèvement en Irlande.
– 24-30, deuxième conférence de Zimmerwald à Kienthal.
– expédition au Mexique, contre **Pancho Villa***, de l'armée nord-américaine commandée par le général **Pershing***.

Mai
– 1er, **Liebknecht*** en uniforme distribue des tracts contre la guerre sur la place de Potsdam à Berlin.
– 1er, fin des combats à Dublin.
– 8, dans le *Berner Tagwacht*, **Lénine*** salue l'insurrection irlandaise, coup rude porté à l'impérialisme britannique.
– 9, arrestation de **James Connolly***.
– 12, exécution à Dublin de **James Connolly***.

– 550 000 grévistes à Berlin à l'appel des *Revolutionäre Obleute*.

Juin
– 27, condamnation de **Karl Liebknecht*** (« Je ne suis pas pour la paix civile, mais pour la guerre civile »).
– 27-30, 55 000 travailleurs en grève pour **Liebknecht*.**
– Chliapnikov * part aux États-Unis pour le financement du Parti bolchevique.

Juillet
– 10, nouvelle incarcération de **Rosa Luxemburg***, par mesure administrative.
– 16, manifestations ouvrières à Galatzi contre la guerre, **Rakovsky*** arrêté, puis libéré.

Septembre
– 1er, les autorités militaires saisissent le *Vorwärts* berlinois, trop critique, et le remettent à la direction nationale du SPD.
– 1er, première « Lettre de Spartakus ».
– 15, interdiction de *Naché Slovo*.
– 23, **Rakovsky** « enlevé » par la police et emprisonné sans laisser de traces.
– 30, **Trotsky**, expulsé le 16, est conduit à la frontière espagnole.

Octobre
– Retour de **Chliapnikov*** à Petrograd.
– 24, le dirigeant socialiste de gauche **Friedrich Adler*** assassine le chef du gouvernement austro-hongrois, le comte **von Stürgkh***.

Novembre
– Victoire des métallos de Sheffield sur le contrôle des sursis.
– victoire de **Woodrow Wilson*** à la présidentielle américaine.

Décembre
– 25, **Trotsky*** et sa famille embarquent à Barcelone pour New York.

1917

Janvier
– 7, conférence de l'opposition à l'intérieur du SPD autour de **Haase***.
– 13, **Trotsky*** à New York
– 14, **Trotsky*** se met au travail avec **Boukharine*** et l'équipe du *Novy Mir*. Il va se lier à des militants américains du SPA, **Fraina*** et **L. Lore***.
– 16, les opposants sont exclus du SPD, ainsi que les organisations qui les soutiennent.
– 18, les exclus décident de constituer l'USPD.

Février
– 1er, début de la guerre sous-marine.
– 23 (8 mars), mot d'ordre de grève pour la journée des Femmes travailleuses.
– 23-27 (8-12 mars), heurts dans la rue entre ouvriers et policiers.
– 27 (12 mars), naissance du Soviet des ouvriers et paysans de Petrograd.

Mars
– 1er (14), le Soviet de Petrograd adopte le *Prikaz no 1* qui va contribuer à détruire la discipline dans l'armée.
– 2 (15), abdication du tsar **Nicolas II**.
– 2 (15), constitution d'un « gouvernement provisoire ».
– 3 (16), appel du Soviet pour la paix et l'Internationale.
– 12 (25), **Staline** et **Kamenev** retour de déportation prennent une attitude « défensiste ».

Mars-juin
– offensive militaire allemande à l'ouest.

Avril
– 3 (16), retour de **Lénine*** à Petrograd et publication des *Thèses d'avril*.
– 4 (17)-24 (7 mai), discussion des *Thèses d'avril* dans le parti.
– 6, entrée en guerre des États-Unis du côté de l'Entente. Le général **Pershing*** va commander le corps expéditionnaire.
– 6-8, la conférence de l'opposition allemande à Gotha se constitue en Parti social-démocrate indépendant (USPD).
– division chez les révolutionnaires allemands, Spartakus acceptant de rejoindre l'USPD, les autres s'y refusant.
– 6, après deux semaines d'offensive du général **Nivelle***, cette journée fait 35 000 morts et 90 000 blessés, environ 1/5 du total pour cette opération.
– Grèves à Berlin sous la direction des *Revolutionäre Obleute*, puis à Leipzig.

Mai
– 7 (20), arrivée de **Trotsky*** à Petrograd après un voyage mouvementé (internement au Canada).
– 13, scission en Suède avec la naissance du PS de gauche, des amis des bolcheviks, **Ström*** et **Höglund***.
– 17 (30), reprise de contact entre **Lénine*** et **Trotsky***.

Juin
– 3, convention de Leeds, 1 300 délégués pour les conseils ouvriers, « la paix et l'émancipation économique des travailleurs ».
– libération anticipée de **Maclean***.
– 15, arrivée des troupes russes au bord de la révolte au camp de La Courtine.

Juillet
– mutineries sur le front français après l'offensive **Nivelle*** et répression par le général **Pétain*** : des « fusillés pour l'exemple ».
– 1er, manifestation monstre à Petrograd contre les offensives.
– 3-4 (16-17), manifestation armée contre le Gouverne-

ment provisoire à Petrograd et pour « tout le pouvoir aux soviets ».
– 5-12 (18-30), répression contre le Parti bolchevique : **Lénine*** en fuite.
– dans le mois, réunion en forêt à St. Aegyd, de responsables révolutionnaires autrichiens, convoqués par **Koritschoner***.
– 22 (4 août), **Trotsky*** arrêté.
– 26 (8 août), début du VI[e] congrès du POSDR (bolchevique), dit d'unification, 200 000 membres, avec admission de **Trotsky***.

Août
– 1[er], **Frank Little***, des IWW, est lynché à Butte (Montana).
– 2, manifestation des marins de la flotte de guerre allemande pour la paix, à l'appel des « commissions de cambuses ».
– 3 (16), fin du VI[e] congrès du Parti bolchevique. **Trotsky*** est élu au CC *in absentia.*
– 13, manifestation à Turin de sympathies à la révolution russe et aux bolcheviks.
– 15-18, grève générale en Espagne, condamnation sévère des dirigeants.
– 22-28, émeute de la faim qui se transforme en insurrection à Turin.
– 25, condamnation des dirigeants du mouvement des marins allemands.
– 25 (7 septembre), début du soulèvement du général **Kornilov***.
– 30 (12 septembre), fin de la « korniloviade » devant la résistance unie de la classe ouvrière à laquelle les bolcheviks ont aussitôt fait appel.

Septembre
– 4 (17), **Trotsky*,** libéré sous caution, siège pour la première fois au CC bolchevique.
– 5, les dirigeants des marins allemands **Köbis*** et **Reichpietsch*** exécutés.
– 9 (22), les bolcheviks gagnent la majorité au soviet de Petrograd.
– 14-19, assaut des troupes françaises contre le camp de La Courtine.

Octobre
– 9 (22), **Trotsky** élu président du soviet de Petrograd, dit que le Gouvernement provisoire doit s'en aller.
– 10 (23), vote de principe du CC bolchevique pour l'insurrection.
– 12 (25), le Soviet de Petrograd crée son comité militaire révolutionnaire.
– 24, début de la déroute et panique des Italiens à Caporetto, sur le front autrichien.
– 25 (7 novembre), déroulement de l'insurrection sous la direction du CMR, appuyé par le Soviet de Petrograd. Prise du palais d'Hiver, fuite du Gouvernement provisoire, ouverture du II[e] congrès panrusse des soviets d'ouvriers et de paysans, qui va sanctionner cette prise de pouvoir.
– 26-27 (8-9 novembre), Conseil des commissaires du peuple sous **Lénine***.
– 26 (8 novembre), décret sur la terre.
– 26-28 (8-16 novembre), insurrection des bolcheviks à Moscou.
– 27 (9 novembre), le général **Krasnov**, en marche sur Petrograd, arrêté par les Gardes rouges.

Novembre
– 4, fin de la débandade sur le front après Caporetto.
– 7, déclaration Balfour du gouvernement britannique, promettant son aide à la création en Palestine d'un foyer national juif.
– 13 (26), décrets sur la journée de 8 heures et la création d'une milice ouvrière (la Garde rouge).
– 13 (26), le Soviet de Bakou prend le pouvoir.
– 14 (27), premières mesures pour la répartition des terres aux paysans.
– 15 (28), publication de la Déclaration des droits des peuples travailleurs.
– 20 (3 décembre), arrestation et lynchage du général **Doukhonine***.
– 21 (4 décembre), début de la publication du texte des traités secrets.
– 25 (8 décembre), décret sur la supression des castes et grades civils.

Décembre
– 4 (15), signature de l'armistice à Brest-Litovsk.
– 4 (15), décret sur le droit de rappel des députés.
– 7, manifestation contre la guerre à Vienne.
– 7 (20), création de la Ve-Tcheka, « contre le sabotage et la contre-révolution ».
– 9 (22), ouverture des pourparlers de paix à Brest-Litovsk.
– 22 (29), décret abolissant grades et manifestations extérieures de respect, ainsi que l'égalité dans l'armée et admettant l'élection.
– 31 (12 janvier), décret instituant le mariage civil.
– **Radek*** fait venir à Petrograd le prisonnier de guerre hongrois **Béla Kun*** pour s'occuper avec lui des prisonniers internationalistes.
– trois armées blanches sont prêtes sous **Alekseiev***, **Kornilov*** et **Kaledine*** ; ils laisseront leur place à **Denikine***, **Wrangel***, **Koltchak***.

1918

Janvier
– 1[er] (14), décret interdisant le commerce des terrains dans les villes.
– 2, début de la vague gréviste en Autriche-Hongrie, totale dans les industries de guerre.
– 5 (18), ultimatum du général **Hoffmann*** à Brest-Litovsk, un diktat.
– 6 (19), ouverture et dissolution de la Constituante russe élue avant Octobre et la scission SR, où les SR de droite avaient la majorité.
– 8, annonce des 14 points du président **Wilson***.
– 20, les marins de la flotte austro-hongroise ancrée à Cattaro décident une manifestation pour la paix.

– 11 (24), le CC se divise. **Lénine*** veut signer, et **Trotsky** * arrêter la guerre sans faire la paix. **Boukharine*** est pour une « guerre révolutionnaire ».
– 12 (25), le CC suit **Trotsky***.
– arrestation de **Maclean***, manifestation de protestation.
– 15 (28), décret sur la création d'une Armée rouge.
– 26-27, soulèvement ouvrier en Finlande, début de la guerre civile.

Février
– 1er (14), entrée en vigueur du calendrier grégorien.
– 2, fin du mouvement de Cattaro.
– 3, séparation de l'Église de l'État et de l'École.
– 8, confiscation des banques.
– 10, annulation des dettes extérieures de la Russie.
– 10, **Trotsky*** à Brest : « Nous sortons de la guerrre ».
– 11, lourdes condamnations contre les mutins de Cattaro.
– 12, exécution de quatre « meneurs » de Cattaro.
– 18, l'Allemagne dénonce l'armistice et lance une offensive foudroyante.
– 23, **Trotsky*** se rallie à **Lénine*** et le CC décide de signer le *diktat.*

Mars
– 3, les représentants russes signent sans discuter le traité de paix.
– 6-8, le congrès du Parti bolchevique approuve la signature et décide de prendre le nom de « communiste ».
– débarquement britannique à Mourmansk.
– 11, le siège du gouvernement est transféré à Moscou.
– 13, **Trotsky*** commissaire du peuple à la Guerre.
– 29, constitution, sous la direction de **Béla Kun*** et **Tibor Szamuely***, de la section hongroise du PC russe.

Avril
– 1er, début à Chicago du grand procès des IWW.
– 3, les troupes du général **von der Golz*** débarquent en Finlande et prennent les Gardes rouges à revers.
– 5, débarquement britannique à Vladivostok.
– 6, Ioffe ambassadeur russe à Berlin.
– 10, décret sur le droit d'asile des réfugiés.
– 17, constitution de la Fédération bolchevique des sections étrangères, présidée par **Béla Kun***.
– 22, nationalisation du commerce extérieur.
– 26, préparation militaire obligatoire et service de 6 mois.

Mai
– 1er, abolition de l'héritage en Russie.
– 1er, grandiose manifestation pour la libération de **Maclean***.
– 22, premières mutineries de troupes austro-hongroises de l'armée de terre. Exécution de « meneurs » comme **Frantisek Noha***.
– 25-27, conférence et création à Moscou du PC tchécoslovaque.
– 26, soulèvement de la Légion tchèque, qui marque le **début de la guerre civile en Russie**.
– 31, décision pour la mixité de l'école.

Juin
– 11, mobilisation de cinq classes d'âge dans l'Armée rouge.
– 13, on annonce 80 000 arrestations en Finlande.
– 14, mencheviks et SR de droite exclus de l'exécutif des soviets.
– 20, assassinat de **Volodarsky***.
– 30, nationalisation des grandes industries et du commerce de gros.

Juillet
– 6, sur ordre de la direction de son parti, le SR de gauche **Blumkine*** assassine l'ambassadeur allemand **von Mirbach***, ce qui est la préface d'une insurrection avortée des SR de gauche.
– 10, scission des SR de gauche.
– 12, trahison et suicide du commandant du front oriental.
– 16, exécution du tsar **Nicolas II*** et de sa famille.
– 29, mobilisation de 18 à 45 ans.

Août
– 4, occupation de Bakou par les Anglais.
– 8, départ de **Trotsky*** et de son train pour Kazan.
– 30, attentat de **Fanny Kaplan*** contre **Lénine***, qui est grièvement blessé ; assassinat d'**Ouritsky***.
– 31, suppression de la propriété immobilière dans les villes.

Septembre
– 5, le commissariat à l'Intérieur, dans le cadre de la Terreur rouge, prescrit les arrestations d'otages.
– 10, l'Armée rouge reprend Kazan.
– 14, mutinerie des soldats bulgares à Radomir.
– 25, **Stambolisky***, leader paysan bulgare, propose aux *tesnjaki* une alliance en soutien des soldats mutinés pour renverser le régime et imposer la paix. Le futur dirigeant communiste **Blagoiev*** refuse.
– 30, signature de l'armistice avec les Bulgares.

Octobre
– 1er, le grand état-major général allemand se prononce pour la paix afin d'éviter la révolution.
– 2, gouvernement **Max de Bade*** à Berlin avec deux ministres socialistes, **Ebert*** et **Scheidemann***.
– 16, création de l'école unique du Travail au niveau élémentaire.
– 16, premier congrès des JC russes (komsomol).
– 21, **Liebknecht*** libéré.
– 28, sécession de la Bohême.
– 30, agitation dans la marine de guerre allemande face à la perspective d'une « sortie ».
– 30, révolution à Vienne, gouvernement provisoire qui promet la démocratie.
– 31, révolution à Budapest qui porte au pouvoir le comte **Karolyi***.
– levée de l'exclusion des mencheviks qui ont décidé de soutenir le pouvoir de façon critique.

Novembre
– 3, mutineries de Kiel. Les marins vont faire le tour des villes allemandes.

– 6, le VIe congrès des soviets offre la paix aux Alliés.
– 6, création du conseil ouvrier de Lublin, imité dans toutes les régions industrielles.
– 7, fondation en Pologne du « gouvernement populaire » dirigé par le socialiste **Daszynski***, remplacé en quelques jours par **Moraczewski***.
– 8, manifestation grandiose à Munich : l'indépendant **Kurt Eisner***, président du conseil des ouvriers et soldats, devient Premier ministre de Bavière.
– 9, vague de création de conseils d'ouvriers et de soldats.
– 9, libération de **Rosa Luxemburg***.
– 9, révolution à Berlin. Les social-démocrates prennent le train en marche.
– 10, **Ebert***, chancelier du Reich, est investi comme président du Conseil des commissaires du peuple par les conseils de Berlin, sommet unique de deux pyramides de double pouvoir.
– 11, Spartakus (50 membres à Berlin) s'organise et se donne une centrale et un journal.
– 11, armistice franco-allemand à Rethondes.
– 12, proclamation de la république des conseils de Bavière.
– 13, décret annulant en Russie le traité de Brest-Litovsk.
– 15, appel du conseil ouvrier de Dąbrowa, en Pologne, fort de sa « Garde rouge », à une grève générale.
– les militants étrangers de Moscou décident le retour au pays.
– 15-16, fondation du premier PC autrichien.
– 16, accord patronat-syndicats en Allemagne, notamment sur les 8 heures.
– 17, formation du Soviet de Reval.
– 17, arrivée de **Béla Kun*** à Budapest.
– 18, les Français débarquent à Odessa, les Anglais à Batoum.
– 18, réunion à Florence, chez un avocat, de militants « maximalistes » : parmi eux, **Serrati***, **Bordiga***, **Gramsci***.
– 18, éliminant ses rivaux, l'amiral **Koltchak*** se proclame « régent suprême ».
– 19, **Béla Kun*** porte à **Fritz Adler***, à Vienne, une lettre pressante de **Lénine**.
– 24, le gouvernement blanc d'Omsk, issu de la Constituante, confie tous les pouvoirs à l'amiral **Koltchak***, « commandant suprême ».
– 24, fondation à Budapest du PC de Hongrie, résultat de la fusion de plusieurs groupes.

Décembre
– début, une grosse délégation russe part pour Berlin avec **Ioffe***, **Rakovsky***, **Boukharine***, etc. Ils sont arrêtés et refoulés. Seuls **Radek*** et des militants moins connus atteindront Berlin, presque un mois plus tard.
– 4 décembre, formation des premiers Corps francs, unités spécialisées dans la guerre civile.
– 6, le Conseil des commissaires du peuple se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante.
– 10, **Ebert*** salue des troupes revenues du front en bon ordre comme « rentrées invaincues » des champs de bataille.
– 14, chute en Ukraine du gouvernement **Skoropadsky*** installé par l'état-major allemand.
– 15-16, fondation à Varsovie, par fusion, du Parti ouvrier communiste de Pologne.
– 16-21, le congrès allemand des conseils se prononce pour la convocation de l'Assemblée constituante.
– 18, manifestation ouvrière à Bucarest, la police roumaine tire : 60 morts.
– 21, la nouvelle armée « régulière » écrase la république des conseils de Dąbrowa en Pologne.
– 23-25, « Noël sanglant », combats à Berlin d'ouvriers armés et de marins contre des unités de l'armée.
– 25, au cours d'une manifestation ouvrière, à l'instigation de gauchistes et peut-être de provocateurs, l'immeuble du *Vorwärts* est occupé et le journal social-démocrate ne peut paraître.
– 27, prise de pouvoir des soviets à Riga.
– 29, les ministres membres de l'USPD démissionnent ; **Ebert*** fait appel à **Noske*** comme ministre de la Guerre.
– 30, ouverture à Berlin du congrès des communistes allemands, spartakistes et radicaux de gauche, avec présence des *Obleute* et de **Radek***.
– fondation du bureau central des organisations communistes des nations d'Extrême-Orient.

1919

Janvier
– 1er, fin du congrès du nouveau parti appelé KPD(S), seuls y sont entrés spartakistes et radicaux de gauche (IKD).
– 4, révocation d'**Eichhorn***, USPD et préfet de police de Berlin.
– 5, grandiose manifestation, nouvelle occupation du *Vorwärts* et désignation d'un comité révolutionnaire qui ne prend pas d'initiative.
– 6-12, appelés par **Noske***, les Corps francs rétablissent l'ordre à Berlin par le feu et le sang.
– 15, **Liebknecht*** et **Rosa Luxemburg***, arrêtés, sont assassinés par les militaires chargés de les escorter.
– 18, début de la conférence de la paix, pour laquelle le seul dirigeant russe est l'amiral **Koltchak***.
– 22, **Rakovsky*** arrive à Kharkov pour prendre la tête du gouvernement ukrainien.
– 26, élections à la Constituante, les social-démocrates remportent un succès mais pas la majorité absolue.
– 31, 70 000 grévistes à Glasgow pour les 40 heures, une charge fait de nombreux blessés.
– nombreuses mutineries de soldats et marins exigeant la démobilisation immédiate.
– en Égypte, soulèvement révolutionnaire.

Février
– début de la tournée des Corps francs, nombreux meurtres de militants ouvriers responsables.
– 1er, ouverture de la première *Rabfak* (faculté ouvrière ouvrant l'université aux travailleurs) à Moscou.
– 5, Barcelone, début de la grève de la Canadiense, avec l'occupation de l'usine dirigée par **Salvador Seguí***.
– 9, « unification » communiste en Autriche.
– 10, réunion de l'Assemblée constituante à Weimar.
– 11, **Ebert*** élu président de la République. **Scheide-**

mann* chancelier à la tête d'un gouvernement de coalition.
– 12, arrestation de **Karl Radek*** à Berlin.
– 14, début des grèves et combats armés dans la Ruhr.
– 19-22, grève générale dans la Ruhr contre la dissolution d'un conseil.
– 20, arrestation de communistes hongrois dont **Béla Kun*** pour atteinte à l'ordre public.
– 22, assassinat de **Kurt Eisner*** à Munich par un homme d'extrême droite.

Mars
– 1er, arrivée des Corps francs à Halle.
– 2-6, à Petrograd, tenue d'une conférence socialiste internationale qui, sur le vote d'une motion de **Rakovsky***, se proclame congrès de fondation de l'Internationale communiste (Comintern), dite également « la troisième ». **Rakovsky*, Trotsky,* Lénine***, sont dans sa direction, mais son président est **Zinoviev***.
– 2-6, congrès extraordinaire de l'USPD à Berlin.
– 3, interdiction de *Die Rote Fahne*, journal du KPD(S).
– 3-8, grève générale à Berlin et répression féroce dirigée par **Noske*** : c'est « la semaine sanglante ».
– installation, sous l'autorité de **Rakovsky***, avec **Jacques Sadoul*** et **Balabanova***, du bureau du Sud de l'Internationale.
– 8, exil à Malte de **Zaghloul Pacha*** et des autres dirigeants du Wafd égyptien.
– 10, **Leo Jogiches***, qui enquêtait sur l'assassinat de **Rosa Luxemburg***, est tué par un de ses gardiens de prison.
– 10, **Paul Levi*** prend la direction de la centrale du KPD et décide son transfert à Leipzig.
– 10, émeutes au Caire ouvrant la révolution égyptienne.
– 16, mort de **Sverdlov***, remplacé à la présidence du VTsIK par **Kalinine***.
– 18-23, VIIIe congrès du PC à Moscou ; formation d'un politburo de 5 membres : **Lénine*, Kamenev*, Trotsky,* Staline*, Krestinsky***, d'un Orgburo et d'un secrétariat du CC.
– 18, le PSI décide d'adhérer à la Comintern.
– 21, **Béla Kun***, après la conclusion d'un accord négocié en prison avec le Parti social-démocrate, qui prévoit la fusion des deux partis, sort de prison pour entrer au gouvernement. C'est le début de la « république des conseils ».
– 31, début de la grève générale dans la Ruhr.

Avril
– suite du mouvement révolutionnaire en Égypte et répression.
– 1er, début de la grève d'un mois des mineurs de la Ruhr.
– 6, manifestations en France contre l'acquittement de l'assassin de **Jaurès***.
– 7, proclamation de la pseudo-république des conseils bavarois, sur la proposition du social-démocrate **Schneppenhorst***. Ses gouvernants vont se couvrir de ridicule.
– 8, adhésion du DNA norvégien (30 000 membres).
– 10, fondation du PC hollandais.
– 13, coup d'État des communistes de Munich, pourtant critiques de la « république des conseils », qui s'en emparent à leur propre compte, et vont recevoir des « renforts » venus d'ailleurs, dont **Paul Frölich***.
– 15, des éléments d'extrême droite incendient l'immeuble du journal socialiste italien *Avanti.*
– 16, effondrement de l'armée hongroise devant l'offensive roumaine.
– mutineries dans la flotte française de la mer Noire.
– 16, arrestation pour tentative de sédition de l'officier mécanicien **André Marty***.
– 17, les marins du *France*, avec **Virgile Vuillemin***, refusent de bombarder les révolutionnaires russes.
– 20-23, fondation du Parti socialiste ouvrier yougoslave.
– massacre d'Amritsar aux Indes, des centaines de manifestants tués sur l'ordre du général **Dyer***.

Mai
– 1er, grève générale en France, 500 000 manifestants à Paris.
– 1er, le Comité pour la reprise des relations internationales à Paris devient le Comité de la IIIe Internationale.
– 1er, 200 000 grévistes en Yougoslavie.
– 1er, parution à Turin de *L'Ordine nuovo*.
– 1-10, répression féroce et aveugle contre les révolutionnaires. Les Corps francs nettoient au lance-flamme et à la mitrailleuse.
– 4, début des manifestations d'étudiants chinois contre les traités et l'impérialisme qui a dépecé et opprime leur pays. Apparition de **Chen Duxiu*** et **Li Dazhao***, intellectuels qui deviennent des dirigeants politiques.
– 7, la conférence de la paix dicte ses conditions à l'Allemagne.
– 7, trahison de l'ataman **Grigoriev***.
– 11, prise de Leipzig par les Corps francs.
– 13, Les blancs du Nord-Ouest menacent Petrograd.
– 17, **Dorrenbach***, ancien chef de la Division de marine du peuple, arrêté, est tué par son gardien.
– 20, démission de **Scheidemann***, hostile au diktat de Versailles.
– 25, adhésion à la Comintern du Parti ouvrier social-démocrate bulgare *(tesnjak).*
– 28, fin de la grève générale dans la Ruhr.

Mai (15)-juin (26)
– grève générale à Winnipeg, au Canada.

Juin
– 12, début du 1er congrès du Parti socialiste hongrois (socialistes et communistes unifiés).
– 14, adhésion à la Comintern du PS de Suède (17 000 membres).
– 15, date fixée pour l'insurrection autrichienne préparée puis annulée par le **Dr Bettelheim*** (la *Bettelheimerei*), envoyé à Vienne par **Béla Kun**.
– 16, proclamation de la république slovaque des conseils à l'initiative des Hongrois.
– 16, la police tire sur les communistes sans défense : 20 morts.
– 20, l'infanterie des Blancs aux portes de Petrograd et une escadre britannique devant Cronstadt.
– 22, appel de **Mustafa Kemal*** à la convocation d'un congrès national.
– 28, signature du traité de Versailles.

Juillet
– 2, déclaration de **Karakhane*** au nom du gouvernement soviétique qui renonce à tout droit et privilège en Chine : la nouvelle met un an à atteindre la Chine.
– 6, naissance de la fraction abstentionniste italienne avec **Bordiga***.
– 14, succès militaires contre **Koltchak*** ; Volga et Oural libérés.

Août
– 1er, départ de **Kun*** et de la majorité des dirigeants pour Vienne.
– 2, début de la « terreur blanche » en Hongrie sous la dictature de l'amiral **Horthy***.
– 5, Petrograd dégagé.
– 5, mémorandum de **Trotsky*** sur les possibilités militaires en Inde.
– 16, conférence de Francfort du KPD(S) ; début du conflit entre **Paul Levi*** et les « gauchistes ».
– 17, le PC bulgare, avec 118 000 voix et 47 députés, est le deuxième du pays.
– 31, fondation de deux PC aux États-Unis.
– fin, l'Ukraine entièrement perdue avec l'avance de **Denikine***.

Septembre
– lettre de **Sylvia Pankhurst*** à **Lénine***, défendant le refus de siéger dans les parlements.
– 1er, aux États-Unis, début de la grève des travailleurs de l'acier dirigée par **Foster***, 365 000 ouvriers concernés. Il y aura 22 morts. Elle se termine le 20 janvier 1920.
– convaincu par **Borodine***, le PC mexicain (à peine 120 membres) décide d'adhérer à l'Internationale communiste.
– la Comintern charge **Rütgers*** de créer un bureau à Amsterdam.

Octobre
– 5-8, le congrès de Bologne du PSI confirme son adhésion. La motion « maximaliste » de **Serrati***, appuyé par **Gramsci***, obtient 48 000 voix, la motion réformiste 14 000 et la motion abstentionniste 3 000.
– 12, **Ioudenitch***, avec des tanks britanniques, aux portes de Petrograd.
– 13, **Denikine*** s'empare d'Orel et marche sur Moscou.
– 16, arrivée de **Trotsky*** et de son train à Petrograd. Il organise la défense.
– 17, **Ioudenitch*** prend Tsarskoïe Selo et Gatchina.
– Fondation à Tachkent par **M.N. Roy*** d'un PC de l'Inde d'une dizaine de membres.
– 20-24, 32e congrès du KPD(S) « de Heidelberg » : **Levi*** réussit à exclure les gauchistes.
– 21, échec de la Journée de solidarité internationale pour la défense de la révolution hongroise (sauf en Yougoslavie, où elle prend ici ou là un tour insurrectionnel).
– 21, **Ioudenitch*** arrêté à Poulkovo, à 15 km environ de Petrograd ; ses troupes se débandent.
– 23, les rouges reprennent Orel et l'armée de **Denikine*** bat en retraite jusqu'à la mer Noire. En même temps, soulèvement paysan sibérien.

Novembre
– 1er, début de la grève des mineurs aux États-Unis.
– 8, à Budapest, exécutions de communistes.
– 10, le gouvernement **Koltchak*** évacue Omsk.
– 14, les rouges entrent à Omsk.
– 20-26 ; fondation de l'Internationale des Jeunes Communistes (KIM) au congrès de Berlin.
– 29, premier congrès des communistes musulmans.
– fondation du bureau d'Amsterdam de l'IC.
– fondation par **Thomas*** du bureau de Berlin.
– 30, début du congrès de Leipzig de l'USPD.

Décembre
– 5, libération de **Radek***.
– 6, fin du congrès de l'USPD : poussée à gauche.
– 10-18, congrès de la CNT à la Comedia de Madrid, où s'exprime la sympathie pour la révolution russe.
– 12, reparution de *Die Rote Fahne*.
– 24, insurrection d'Irkoutsk contre **Koltchak***.
– 24, échec de la journée de manifestations organisée par le PC bulgare contre **Stamboulisky***. Nombreux heurts.
– 25, grève sauvage des ouvriers du transport. Appel du PC bulgare à la grève générale le 28 décembre.
– 27, **Koltchak*** arrêté par des officiers tchèques aux ordres du général **Janin***.
– 28, le gouvernement de **Stamboulisky*** brise la grève, mais après l'ordre de reprise le 5 janvier, rétablit les libertés démocratiques suspendues et organise de nouvelles élections.

1920

Janvier
– Début en Italie de la « frénésie de grèves ».
– Aux États-Unis, le Raid **Palmer*** opère des milliers d'arrestations de gens « subversifs » ou suspectés de l'être, des milliers d'étrangers sont expulsés.
– 3, victoire de l'insurrection d'Irkoutsk.
– 10, création officielle de la SDN.
– 13, manifestation ouvrière devant le Reichstag, sur la loi sur les conseils ouvriers. Fusillade : 42 manifestants tués.
– 13, **Trotsky*** se prononce pour la « militarisation du travail ».
– 27, **Koltchak*** prisonnier du Soviet d'Irkoutsk, qui refuse à **I.N. Smirnov*** de le livrer au gouvernement central pour un procès public.

Février
– 3, début de la conférence d'Amsterdam, interrompue et inachevée car pénétrée par la police.
– 7, **Koltchak*** passé par les armes sur ordre du Soviet.
– création, du Rabkrin, confié à **Staline**.
– 25-26, 3e congrès du KPD(S) à Karlsruhe.
– 25-29, congrès de Strasbourg du PS, où est présent un émissaire du bureau du Sud apportant des subsides à la minorité révolutionnaire.
– armées russes transformée en armée du travail.
– grève de 70 000 mineurs noirs en Afrique du Sud contre la discrimination raciale.

Mars
– 13, contre l'acceptation du traité de Versailles, putsch dit de **Kapp***, du général **von Lüttwitz***, d'une partie de l'armée et des Corps francs, qui prennent Berlin sans coup férir.
– 14, déclaration de la centrale du KPD(S) : la classe ouvrière ne doit pas lever le petit doigt pour défendre le gouvernement de **Noske***.
– 14, début de la grève générale appelée par le dirigeant syndical **Legien***, qui étouffe le putsch.
– **Levi***, de la prison de la Lehrerstrasse, écrit que la position de la centrale constitue « un crime », « un coup de poignard dans le dos ».
– 17, fuite de **Kapp*** et des principaux kappistes.
– 17, **Legien*** demande un « gouvernement ouvrier ».
– 17, départ de **Radek*** pour Moscou.
– 17-21, vives discussions : la gauche de l'USPD opposée au « gouvernement ouvrier », le KPD oscille.
– 22, accords de Bielefeld pour un cessez-le-feu, dénoncés comme une « trahison » par certains communistes.
– 23, Berlin, démission de **Noske***.
– 23, la centrale du KPD(S) fait une déclaration d'« opposition loyale » à un éventuel gouvernement ouvrier.
– 24, offensive de l'armée polonaise de **Piłsudski*** contre la Russie, progrès foudroyants.
– 26, **Legien*** refuse le poste de chancelier dans un gouvernement de coalition.
– 27, **Hermann Müller*** chancelier.
– 29, début du IXe congrès du Parti bolchevique.

Avril
– début, arrivée à Pékin de **Voitinsky*, Yang Minzhai*** et **Gogonovkine***, premiers contacts avec **Li Dazhao*** puis **Chen Duxiu***, que **Lénine*** leur a demandé de prendre.
– 3, offensive de la Reichswehr dans la Ruhr.
– 4-5, conférence à Berlin de l'opposition communiste allemande et fondation du KAPD.
– 5-7, grève générale en Irlande qui obtient la libération de 100 prisonniers politiques.
– **Emiliano Zapata*** tué dans un guet-apens tendu par l'armée mexicaine.
– 13, début de la grève des métallos d'Italie du Nord pour la défense des conseils d'usine. Le mouvement demeure isolé par la volonté des syndicats.
– 14-15, congrès du KPD(S) à Berlin.
– 16, fondation, du PCOE à Madrid par les militants des JS.
– 23, fondation du PC indonésien.
– La « Grande Assemblée nationale » convoquée par **Mustafa Kemal*** se déclare représentante de la nation turque.
– 24, attaque surprise de l'armée polonaise de **Piłsudski***, encouragé par le gouvernement français, contre la Russie : premiers progrès foudroyants.
– 24, fin de la grève des métallos d'Italie du Nord, épuisés.

Mai
– 1er, arrivée d'une délégation de syndicalistes britanniques à Moscou.
– 1er-29, grève des cheminots en France.
– 4, dissolution du bureau d'Amsterdam.
– 5, arrestation aux États-Unis des anarchistes **Sacco** et **Vanzetti***, victimes d'une machination policière.
– une flotille soviétique s'empare d'Enzeli, le port du Ghilan.
– 8, entrée des Polonais à Kiev.
– l'ISDV, association social-démocrate des Indes décide de se transformer en Parti communiste d'Indonésie, PKI.
– 14, contre-attaque de l'Armée rouge.
– 20, après la découverte, sur le *Jolly George*, d'armes et munitions destinées à la Pologne, grève des dockers de Londres et début de la campagne des syndicats britanniques : « Bas les pattes devant la Russie soviétique ».
– 20, proclamation en Perse de la République soviétique du Ghilan.
– 22, assassinat de **Hans Paasche***, militaire socialiste et pacifiste.

Juin
– 6, offensive de **Wrangel***, soutenu et équipé par le gouvernement français, à partir de la Crimée.
– 6, élections au Reichstag, progrès de la droite et de l'USPD.
– 13, l'armée polonaise évacue Kiev.
– 22, fondation du PC iranien à Enzeli.
– 26, mutinerie de soldats italiens à Ancône, début d'une vague de grèves et de manifestations en Italie.
– 30, manifestations et soulèvement de masse en Irak contre les Britanniques.

Juillet
– divergence entre ceux qui, comme **Lénine***, croient à la possibilité de la révolution déclenchée avec l'approche de l'Armée rouge, et ceux qui n'y croient pas, comme **Trotsky**.*
– 15, conférence préparatoire à Moscou pour la fondation de l'ISR ; création d'un conseil.
– 15, fondation de la Ligue de la jeunesse socialiste chinoise.
– 19, début du 2e congrès de l'Internationale communiste.

Août
– 1er, fondation du CPGB.
– Protestation des délégués du KPD(S) contre la présence de représentants du KAPD. **Radek*** écarté du secrétariat de la Comintern pour avoir défendu le point de vue du KPD contre le PC russe.
– 2, l'Armée rouge prend Białystok, première ville polonaise conquise.
– 2, création d'un comité révolutionnaire provisoire polonais, *Revkom*, présidé par **Marchlewski***, installé à Białystok.
– constitution à Varsovie d'un comité militaire révolutionnaire clandestin.
– 3, nomination de **Toukhatchevsky*** au commandement en chef et protestation de Staline.
– 6, ordre de concentration d'unités de cavalerie du Sud-Ouest vers l'est, qui n'est pas suivi par **Staline*** et **Egorov***, obligeant l'armée de **Toukhatchevsky*** à arrêter son avance.

– 7, fin du IIe congrès de l'Internationale, qui a notamment décidé l'adoption des 21 conditions d'admission.
– 13, attaque sur Lvov de l'armée du Sud-Ouest, une des causes de la défaite de Varsovie, privée de ce renfort nécessaire.
– 14-17, bataille de la Vistule, retraite des troupes rouges à partir du 16.
– 15, naissance de l'hebdo *Le Monde du travail* à Shanghai.
– 22, message de **Sun Zhongshan*** (Sun Yat-sen) à **Tchitcherine*** sur son intérêt à l'égard de la révolution russe.
– 31, reparution de la célèbre revue de **Chen Duxiu***, *La Nouvelle Jeunesse.*

Septembre
– 1er-7, congrès des peuples de l'Orient à Bakou.
– 1er-14, début des occupations des usines métallurgiques par les ouvriers en grève en Italie.
– 10, fondation du PC turc.
– 19, accords signés par les syndicats. Le fascisme prépare sa contre-attaque.
– fondation en Russie de l'opposition ouvrière avec **Chliapnikov*** et **Kollontaï***.

Octobre
– disparition en mer des quatre délégués français (**Raymond Lefebvre*, Vergeat*, Lepetit*** et leur interprète **Sacha Toubine***) et de deux Grecs sur le chemin du retour clandestin.
– 12, signature de l'armistice russo-polonais.
– 12-17, le congrès de Halle de l'USPD accepte les 21 conditions. La minorité se « maintient ».
– 13, fondation du PC iranien.
– 21, début de la grève des métallos de Barcelone.
– 25, début de l'offensive contre **Wrangel***.

Novembre
– 1er-3, congrès du KPD [ex-KPD(S)].
– 8, le général **Martínez Anido*** organise la campagne d'assassinats des dirigeants ouvriers catalans.
– 14, fin de l'armée **Wrangel***.
– 20, expédition punitive des Chemises noires (*squadristi*) à Bologne pour punir la ville de s'être donné une municipalité socialiste. C'est le début des **expéditions punitives** qui se prolongeront jusqu'à la Marche sur Rome, où les fascistes, protégés par les forces de l'État, terrorisent, par raclées, assassinats, viols, incendies, qu'ils déchaînent contre les organisations et les hommes du PSI ou des syndicats ainsi détruits.
– 28, le KAPD « parti sympathisant » de la Comintern.
– Retour de **Sun Zhongshan*** à Canton sous la protection du général **Cheng Jiongming***.

Décembre
– **Chen Duxiu*** crée le Groupe communiste de Shanghai.
– 4-7, congrès de fusion entre USPD (gauche) et KPD : naissance du VKPD avec **Paul Levi*** et **Daümig*** comme présidents.
– 7, l'Armée rouge effectue une percée dans la ligne fortifiée qui barre l'isthme de Perekop. Panique chez les wrangéliens qui prennent d'assaut ports et bateaux.
– 12, échec de la grève générale et fin de la grève des métallos de Barcelone.
– 14, les chefs wrangéliens partis, toute résistance cesse en Crimée.

Fin de la guerre civile

– 17, début de la grève des mineurs de Slovénie qui va s'étendre à la Bosnie.
– 20, grève générale en Yougoslavie.
– le gouvernement yougoslave interdit toute organisation communiste ou sympathisante.
– 23, **Paul Levi*** au nom du VKPD, proteste contre l'admission du KAPD dans la Comintern comme « parti sympathisant ».
– 25-30, congrès du Parti socialiste français à Tours : la majorité vote l'adhésion à l'IC et accepte les 21 conditions. Il subsiste un Parti socialiste « maintenu ».

1921

Janvier
– janvier-février : discussion syndicale, dans laquelle **Zinoviev*** se fait le champion de la démocratie – contre **Trotsky***.
– 7, *Lettre ouverte* du KPD aux organisations ouvrières (première formulation du front unique).
– 11-12, 4e congrès du PC chinois.
– 15, début du congrès du PS italien à Livourne : les maximalistes de **Serrati*** ont 98 000 voix, les réformistes 14 000 et les communistes 58 000.
– 21, scission du PSI et naissance du PCI par scission des partisans de **Bordiga*** et **Gramsci***, sous la pression des délégués de la Comintern.
– 21, premier incident entre **Paul Levi*** (qui désapprouve cette forme de scission) et **Radek***.
– Création d'un secrétariat d'Extrême-Orient de la Comintern à Irkoutsk, où va être envoyé **Zhang Tailei***.

Février
– 21, le petit bureau de la Comintern condamne la *Lettre ouverte*.
– 21, entrée de l'Armée rouge en Géorgie.
– 22, désavoués par la centrale sous la pression de **Rakosi*, Paul Levi*** et **Daümig*** démissionnent de la présidence du VKPD et sont remplacés par **Brandler***. Démissions aussi de la centrale (**Clara Zetkin***).
– 23, premières grèves à Petrograd.
– 26, visite de Béla Kun à **Lénine*** avant son départ en mission en Allemagne.
– 26, au congrès de la CGL italienne, les socialistes obtiennent 1 400 000 voix contre 450 000 aux communistes.
– 28, début du soulèvement de Cronstadt.
– 28, ouverture à Paris du procès des communistes incul-

pés à la suite de la grève des cheminots de 1920 : ils seront acquittés le 17 mars.
– départ pour études à Moscou de **Peng Shuzhi***.

Mars
– 1er, manifeste de Cronstadt.
– 2-17, soulèvement de Cronstadt.
– 8, échec d'une attaque contre Cronstadt.
– 8-16, X^e^ congrès du parti ; interdiction des fractions ; adoption de la NEP ; vote sur les plates-formes ; les partisans de **Staline*** (et de **Lénine***) dans la question syndicale remplacent au CC ceux de **Trotsky**.
– 16-17, la centrale du VKPD décide d'« activer » le parti et de prévoir une action défensive contre le plan **Hörsing*** en Allemagne centrale. Triomphe de la philosophie de l'« offensive ».
– 17-18, attaque de Cronstadt, pertes très lourdes des assaillants, répression sévère contre les assiégés, dont beaucoup s'enfuient sur la glace.
– 18, appel aux armes du KPD. **L'Action de mars se développe.**
– 19, entrée des forces de police pour désarmer les travailleurs dans la région de Mansfeld. **Béla Kun*** développe l'idée de la « provocation ».
– 21, **Max Hölz*** commence la guérilla urbaine.
– combats surtout en Allemagne centrale, incidents ailleurs.
– 24, les communistes sont incapables de déclencher la grève générale qu'ils ont décidée.
– 27, lettre de **Paul Levi** à **Lénine**.
– 29, assassinat à Berlin par la police du leader communiste syndicaliste **Wilhelm Sylt**.
– 30, **fin de l'action de mars**.

Avril
– 1er, création du Gosplan.
– lock-out des usines Fiat à Turin et bataille contre les forces de l'ordre et les fascistes.
– 8, la théorie de l'offensive apparaît au grand jour avec les thèses sur l'action de mars du VKPD.
– 5, **Sun Zhongshan** président de la République à Canton.
– 12, **Paul Levi** publie sa brochure contre l'action de mars, qu'il qualifie de putsch.
– 15, **Paul Levi** exclu du VKPD.
– 15, « Vendredi noir » en Grande-Bretagne avec l'éclatement de la Triple Alliance qui laisse les mineurs seuls.
– 26, attaque et prise de la maison du peuple de Turin par les Chemises noires fascistes.

Mai
– 8, fondation du PC roumain.
– 14-16, fondation du PC tchécoslovaque.
– bloc **Lénine-Trotsky** contre les tenants de l'offensive à la tête du parti russe (**Boukharine**).
– le gouvernement de Canton abolit la législation anti-grèves.

Juin
– 6, lourde condamnation pour **Brandler**.
– 17, **Lénine** contre **Béla Kun** à l'exécutif.
– 22, début du IIIe congrès de la Comintern. **Lénine** et **Trotsky** pour « la conquête des masses ».

Juillet
– 1er, fondation du PC chinois.
– 3-19, 1er congrès de la Profintern.
– 12, fin du IIIe congrès.
– fondation en Italie des *Arditi del popolo*, les communistes préférant faire une organisation de combat contre les fascistes qui soit à eux seuls.
– 21, désastre de l'armée espagnole à Anoual devant les Rifains d'**Abd el-Krim**, soulevés depuis 1921.
– 25, décision des socialistes de faire « la grève légalitaire » à partir du 1er août en ne donnant pas l'information.
– 30, la presse italienne annonce la grève, et les fascistes s'organisent.
– à l'initiative de la Comintern, fondation à Paris du Comité pour l'union intercoloniale, dont l'organe est *Le Paria*.

Août
– 1er, violente contre-offensive des fascistes, à main armée, contre les grévistes.
– 2, nouvel incendie de l'*Avanti*.
– pacte de pacification en Italie, signé notamment par les fascistes et le PSI.
– 3-4, difficultés à la centrale allemande pour accepter « le compromis de Moscou ».
– 3-5 août, les *Arditi del popolo*, dirigés par **Guido Picelli**, résistent à Parme à l'assaut d'une véritable armée de Chemises noires commandée par **Italo Balbo**.
– 5, l'assemblée constituante turque donne tous ses pouvoirs à **Mustafa Kemal**.
– 22-26, 7e congrès du KPD à Iéna : **Ernst Meyer** et **Friesland** à la direction.
– 26, assassinat d'**Erzberger**, le négociateur de l'armistice côté allemand en 1918.

Septembre
– de septembre à octobre, développement de la gauche berlinoise dirigée par **Ruth Fischer** et **Maslow** ; dans le même temps, **Friesland** évolue vers **Paul Levi**.

Octobre
– l'exécutif de l'IC pose le problème du gouvernement ouvrier.
– à Canton, première rencontre entre **Maring** et **Sun Zhongshan**.

Novembre
– 20, première conférence de la KAG de **Levi**.
– 25, début des révélations du *Vorwärts* sur l'affaire de mars.

Décembre
– 19-22, XIe conférence du parti bolchevique.
– 4, l'exécutif pour le front unique ouvrier.
– 8, l'exécutif pour la lutte à mort contre le KAG.
– Friesland, écarté de ses fonctions lance un appel au parti.

– début, à Irkoutsk, du congrès des peuples d'Orient avec 35 délégués chinois.

1922

Janvier
– à Moscou, reprise le 21, et jusqu'au 27, de la conférence des travailleurs d'Orient.
– 22, **Friesland** exclu du KPD.
– début de la grève des marins de Canton-Hongkong.

Février
– 1-7, grève des cheminots en Allemagne.
– 6, Traité de Washington.
– 22, la KAG de **Paul Levi** rejoint l'USPD.
– 24, début de l'exécutif élargi de la Comintern.

Mars
– 3, fin de l'exécutif élargi.
– 22, début de la grève des métallos allemands.
– 27, début du XIe congrès du PC russe.

Avril
– 2, fin du congrès russe.
– 3, **Staline** secrétaire général (*Gensek*) du parti.
– 2-5, conférence des trois Internationales.
– 10-19, conférence de Gênes.
– 16, traité de Rapallo.
– premier numéro du *Paria*, organe de l'Union intercoloniale.

Mai
– 1er-6, premier congrès panchinois du travail, organisation syndicale à l'échelle de la Chine, 300 000 membres.
– 26, **Lénine** a sa première attaque.

Juin
– 4, fin de la grève des métallos allemands.
– 7-11, 2e exécutif élargi.
– 24, assassinat de **Rathenau**.
– 25, fondation de la CGTU en France.
– 27, accord entre toutes les organisations de gauche à Berlin.

Juillet
– **Sun Zhongshan** chassé de Canton par son protecteur, le général **Cheng Jiongming**.
– le KPD se voit refuser l'entrée du comité commun formé pour continuer l'action après l'assassinat de **Rathenau.**

Août
– 1er-3, échec de la grève générale, brisée par les fascistes, en Italie.
– 11, conflit entre **Staline** et **Rakovsky** sur l'autonomisation des républiques dans la nouvelle Constitution.
– 25, à la demande de Lénine, **Rakovsky** lui rend visite à Gorky et lui donne son opinion sur la question nationale et ses arguments contre **Staline**.
– 28, **Rakovsky** écrit au BP pour se plaindre de la politique et du comportement de **Staline**.
– l'Alliance nationale créée en Bulgarie par **Alexandre Tsankov** sur le modèle des Chemises noires italiennes annonce qu'elle va débarrasser les villes des « ordures villageoises ».
– en Chine, réunion extraordinaire du CC chinois : **Maring**, appuyé par l'exécutif à Moscou, propose l'adhésion individuelle des communistes au Guomindang.

Septembre
– 17, mesures gouvernementales et mobilisation populaire provoquent l'échec de la grande manifestation de l'Alliance nationale bulgare à Türnovo.
– 21, création d'un bureau central d'Orient à Tachkent, avec **Safarov**.
– 24, unification en Allemagne du SPD et de l'USPD.

Octobre
– 20, à l'issue de la grande mise en scène de la « Marche sur Rome », **Mussolini** arrive au pouvoir.

Novembre
– 1er, **Mustafa Kemal** proclame la République turque.
– 5, début du IVe congrès de l'IC qui va approuver le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et confirmer la politique du front unique.
– **Lénine** propose à **Trotsky** un « bloc contre le bureaucratisme en général et le bureau d'organisation en particulier ».

Décembre
– 13, **Lénine** propose à Trotsky de défendre avec lui le monopole du commerce extérieur.
– 16, **Lénine** a sa deuxième attaque.
– 25, **Lénine** dicte son « testament ».
– 25, **Lénine** écrit sa « Lettre sur les nationalités ».
– 30, adoption de la nouvelle Constitution de l'URSS.

1923

Janvier
– 1er, démission du PC français du « centriste » **L.O. Frossard**.
– 4, **Lénine** écrit le post-scriptum de son « testament » contre **Staline**.
– 11, Les Franco-Belges occupent la Ruhr pour obtenir le paiement des réparations.
– 18, **Abd el-Krim** proclame la République du Rif.
– 21-22, le CC du PC bulgare déclare que le mot d'ordre de l'Internationale communiste de « Gouvernement ouvrier et paysan » ne saurait être applicable avec un mouvement paysan comme celui de **Stamboulisky**.
– 23, Lettre de **Lénine** sur l'Inspection ouvrière et paysanne, attaque sévère contre Staline et la bureaucratie.
– 26, Manifeste commun **Sun Zhongshan-Ioffe** sur les relations sino-russes et PCC-GMD.

– 28, 8[e] congrès du KPD tenu à Leipzig et théâtre d'un violent conflit entre le chef du parti, **Brandler**, et la gauche de **Ruth Fischer**.

Février
– **Sun Zhongshan,** aidé par des mercenaires, reprend le gouvernement de Canton.
– 7, massacre, sur ordre de **Wu Peifu**, des cheminots grévistes du Jinghan.

Mars
– 5, rupture de **Lénine** avec **Staline**. Il confie à **Trotsky** le dossier géorgien pour le plaider à sa place.
– 6, **Trotsky** se fie à la parole de **Kamenev** et conclut avec lui un compromis.
– 10, assassinat du leader de la CNT **Salvador Segui** à Barcelone.
– 21, en Saxe, le social-démocrate de gauche **Zeigner** forme un gouvernement soutenu par le KPD.
– 23, **Rakovsky** soutient et prolonge les attaques de **Lénine** et ouvre la discussion dans le parti ukrainien.
– 26, violent affrontement fractionnel au congrès d'Essen.

Avril
– 6, rupture de **Lénine** avec **Staline**.
– **Lénine** a une nouvelle attaque.
– mi-, publication en France de *Cours nouveau* de **Trotsky** présenté par **Souvarine**.
– 17-25, XII[e] congrès du parti soigneusement préparé par le choix de délégués hostiles à Trotsky. C'est de **Rakovsky** qu'ils devront s'occuper, dans le débat sur les nationalités.
– **Pierre Monatte** adhère au PCF.

Mai
– 8, ultimatum de **Curzon**, ministre britannique des Affaires étrangères, sur les frontières occidentales de la Russie soviétique.
– 21 mai, **Jacques Doriot (Guilleau)** secrétaire général des JC en France.
– 26, le terroriste allemand nationaliste **Schlageter**, condamné par un conseil de guerre français pour sabotage, est fusillé.
– L'instituteur chinois **Peng Paï** à la tête d'une Union paysanne.

Juin
– 9, en Bulgarie, coup d'État militaire de **Tsankov**. **Stamboulisky** lui échappe et fait appel aux communistes, nommant **Bourzakov** chef de la « Nouvelle Armée populaire ». Le CC du PC décide de ne pas aider Stamboulisky. **Loukanov** ordonne à **Bourzakov** de se soumettre.
– isolé, **Stamboulisky** est pris, torturé et décapité.
– 12, ouverture des travaux de l'exécutif élargi de l'IC ; apprenant la nouvelle en session, **Zinoviev** dit qu'il faut « résister ».
– 14, l'ordre de **Tsankov** règne en Bulgarie.
– 20, **Radek** fait sa fameuse intervention sur Schlageter « pèlerin du néant ».
– 23, **Radek** dit que la défaite en Bulgarie est « la plus grande défaite jamais subie par un parti communiste ». Fin de l'exécutif élargi.
– 3[e] congrès du PC chinois qui décide l'adhésion individuelle de ses membres au Guomindang. Mot d'ordre « Tout pour le Guomindang ».
– frappé par la répression, le PC japonais décide de se dissoudre.
– Parution de *La Maladie infantile du communisme*, de Lénine.

Juillet
– 1[er]-6, le CC bulgare, par 42 voix contre 2, affirme qu'il a eu raison d'être neutre, et **Kabaktchiev** justifie son attitude.
– 10, **Rakovsky** envoyé à Londres.
– 12, appel de la centrale du KPD à ce parti pour une manifestation antifasciste le 29, premières interdictions.
– début de la crise qui s'étend en URSS sur deux mois : crise des « ciseaux », malaise économique, grèves.
– 18, **Rakovsky** proteste contre son exil dans une lettre à **Staline**.
– l'exécutif envoie **Kolarov** en Bulgarie.
– 26, **Radek** conseille de renoncer à manifester dans la rue à Berlin le 29 contre l'interdiction des autorités prussiennes. La centrale suit son conseil.
– Départ de **Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek)** à Moscou pour un séjour qui durera six mois).

Août
– 5-7, réunion du CC en présence de **Kolarov** qui transmet l'instruction de l'exécutif de préparer un soulèvement. Le CC admet que seul un soulèvement armé peut instituer un « gouvernement ouvrier et paysan ».
– 6, constitution par le CC bulgare d'un comité militaire technique en vue de l'insurrection.
– 9, début de la grève contre le gouvernement **Cuno** décidée par un congrès des conseils d'usine à Berlin.
– 11, démission du gouvernement **Cuno**.
– 12, nouveau gouvernement allemand sous **Stresemann**, avec des ministres social-démocrates.
– 15, **Zinoviev** achève ses thèses sur la révolution allemande.
– 23, après une discussion, sur proposition de **Zinoviev**, soutenu par **Trotsky** et **Boukharine**, le BP soviétique s'adresse à l'exécutif de l'IC et lui demande de préparer l'insurrection en Allemagne.
– 28, désignation d'un comité révolutionnaire allemand, le *Revkom*, par la centrale.
– Le CC du PCC dit que le mouvement ouvrier ne doit pas se dissoudre dans le Guomindang.

Septembre
– début, le CC du parti bulgare envoie des missions en province pour s'assurer du degré de préparation. Un comité révolutionnaire de 5 est constitué.
– 11, *L'Humanité* publie un télégramme de solidarité de **Pierre Sémard** au nom du PC et **Jacques Doriot** au nom des JC, adressé à **Abd el-Krim**.
– 12, rafles en Bulgarie et arrestation de 2 000 cadres communistes.

– 13, *pronunciamiento* en Espagne et début de la dictature du général **Primo de Rivera**.
– 17, **Kolarov** et **Dimitrov** décident de lancer l'insurrection, pour les 22-23.
– 20, le BP bulgare approuve le choix de la date et désigne un comité de 3.
– 20, début de l'attaque gouvernementale contre les organisations bulgares : offensive de terreur qui fait des milliers de victimes.
– 21, à Moscou début de la conférence préparatoire à l'insurrection.
– 26, le gouvernement **Stresemann** met fin à la « résistance passive ».
– 28, toute résistance a été écrasée. **Dimitrov** et le comité révolutionnaire passent la frontière.
– 30, arrivée de **Rakovsky** à Londres.
– arrivée de la mission soviétique avec **Mikhaïl Borodine** et le général **Pavlov** (plus tard remplacé, après sa mort accidentelle, par **Blücher (Gallen)**.

Octobre
– 1er, putsch de la Reichswehr noire.
– 1er, télégramme de **Zinoviev** aux Allemands préconisant l'entrée dans les gouvernements des social-démocrates de gauche de Saxe et de Thuringe.
– 1er-6, remaniement à droite du gouvernement **Stresemann**.
– 4, fin de la conférence préparatoire de Moscou.
– 5, lettre de **Rosmer, Monatte** et **Delagarde** se plaignant des difficultés que la direction du PCF provoque dans leur travail.
– 8, retour de **Brandler** en Allemagne.
– 8, lettre de **Trotsky** au BP sur le régime interne et la bureaucratisation.
– 10, entrée de **Brandler, Böttcher** et **Heckert** dans le gouvernement saxon de Zeigner.
– 10-16, à Moscou, congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge (Profintern).
– 13, le gouvernement **Stresemann** obtient les pleins pouvoirs. Entrée des communistes dans le gouvernement de Thuringe. Congrès des centuries prolétariennes en Saxe.
– 15, à Moscou, Lettre des 46, qui soutiennent **Trotsky**.
– 16, discours de **Böttcher** pour l'armement du prolétariat.
– 17, ultimatum du général **Müller** au gouvernement saxon.
– 19, le gouvernement décidé à agir contre la Saxe « rouge ».
– 20, préparatifs ultimes du *Revkom* en Allemagne.
– 21, l'attitude des social-démocrates de gauche à la conférence de Chemnitz paralyse le plan d'insurrection et la centrale annule la grève générale qui devait la précéder.
– 22, **Piatakov** et **Radek**, sur place, approuvent la retraite du KPD.
– 23-24, insurrection de Hambourg.

Novembre
– 3-4, le comité central du KPD approuve les thèses de **Brandler**.
– 4, lettre de l'exécutif à la centrale.
– 5, ordre de grève générale lancé en Pologne par le PPS. Le gouvernement proclame la loi martiale.
– 6, à Cracovie, intervention de la troupe et soulèvement ouvrier qui la désarme. Les autorités abandonnent la ville, retirant les forces armées. Le PC polonais ne joue aucun rôle dans l'affaire.
– 7, en URSS, ouverture de la discussion sur le Cours nouveau (elle va porter sur le régime du parti).
– 9, échec à Munich du putsch d'**Hitler**.
– 22, lettre ouverte de **Monatte, Rosmer** et **Delagarde** qui critiquent la bureaucratisation du parti sous couleur de bolchevisation.
– 30, en Allemagne, formation d'un gouvernement **Marx** sans ministres social-démocrates.

Décembre
– au comité central du KPD, Brandler n'a que 2 voix, **Ruth Fischer**, 6, le « centre » manipulé par Moscou, 17.
– 3, conférence extraordinaire du PCF qui confirme les exclusions de **Monatte, Rosmer** et **Delagarde**.
– 5, à Moscou, publication de la résolution unanime du BP sur le « Cours nouveau ».
– 11, lettre de **Trotsky** donnant contre Staline son interprétation de la résolution du BP.
– 15, **Staline** attaque **Trotsky** dans la *Pravda*, lui dénie la qualité de « vieux bolchevik » et l'accuse de duplicité.
– 16, le responsable de la tribune de discussion de la *Pravda*, **A.A. Konstantinov**, proteste contre les pressions dont il est l'objet pour publier des textes injurieux et censurer les textes d'opposition. Il est exclu.
– affaire des douanes de Canton : **Sun Zhongshan** cède devant l'utimatum britannique de recours aux armes.
– 19, **Trotsky** critique **Zinoviev** sur son action allemande dans une lettre au BP.
– 24, **Trotsky** signe les thèses de **Radek**.
– 27, le BP condamne l'action « fractionniste » de **Radek**.
– 28-29, parution dans la *Pravda* de l'article de **Trotsky**, « Cours nouveau ».
– déclaration de la direction polonaise exprimant de fortes réserves sur la campagne contre **Trotsky** et soulignant ses dangers.

1924

Janvier
– 3, le Parti fasciste parti unique en Italie.
– 11, début de l'exécutif élargi. Discussion sur l'Octobre allemand. Déclaration de la délégation polonaise sur **Radek**.
– 16-18, XIIIe conférence du PC de l'URSS qui condamne l'Opposition comme une « dévation menchevique ».
– 20-28, le premier congrès du Guomindang accepte l'adhésion individuelle de communistes chinois.
– 21, mort de **Lénine**.
– 24, 4e congrès du PC chinois qui amorce une résistance à la disparition dans le Guomindang : **Peng Shuzhi**, délégué des communistes de Moscou, l'appelle « le congrès du réveil ».

– 21, **Rykov** succède à Lénine comme président du Conseil des commissaires du peuple.
– 21, **Ramsay MacDonald**, leader du *Labour Party*, devient Premier ministre britannique.
– 26, funérailles de **Lénine** ; **Trotsky** écarté par une ruse.

Février
– 1[er], la Grande-Bretagne reconnaît l'Union soviétique.
– le bureau politique du PCF bascule du côté de l'exécutif en quelques jours et condamne **Souvarine** sous la pression des émissaires.
– 3, réponse de **Staline** à la déclaration polonaise de décembre, qu'il accuse de soutenir tous les ennemis de l'IC, de **Brandler** à l'opposition russe.
– le V[e] congrès condamne la direction polonaise des **3 W (Warski, Walecki, Wera Kostrzewa)**, remplacés par une équipe de gauche avec **Lenski**, proche de **Zinoviev**.
– 19, **Brandler** remplacé par **Remmele** à la tête du KPD.
– 27, plainte contre les dirigeants communistes indiens pour « la conspiration de Cawnpore », visant à enlever au roi, empereur des Indes, sa souveraineté.

Avril
– 24, à la suite de sa défense de **Trotsky** devant le V[e] congrès, **Boris Souvarine** est exclu.
– développement à Canton de l'organisation bourgeoise de combat des « Volontaires marchands », puissamment financée.

Mai
– 1[er], 100 000 manifestants à Shanghai, 200 000 à Canton.
– Création de l'académie militaire de Huangpu [Whampoa] (instructeurs soviétiques) dont **Jiang Jieshi** est le directeur et **Zhou Enlai** commissaire politique.
– 10-14, congrès du KPD à Francfort et Offenbach : nouvelle direction avec **Remmele** président et **Thälmann** vice-président, **Ruth Fischer** et **Maslow** sont éliminés.
– 20, fin du procès de la « conspiration de Cawnpore » : quatre ans de prison pour tous les accusés ; leur appel est rejeté.
– 23-31 mai, XIII[e] congrès du parti russe. Une réunion restreinte décide de continuer à dissimuler au parti le « testament » de **Lénine** ; **Trotsky** se tait et **Staline** est reconduit comme secrétaire général.

Juin
– 3, **Henri Lozeray** condamné à 10 ans de prison pour activité antimilitariste dans la Ruhr.
– 10, assassinat du député socialiste italien **Matteotti** par des Chemises noires. Le régime fasciste en difficulté.
– 14, les partis de l'opposition au fascisme quittent le Parlement italien. Par analogie avec l'histoire romaine, on va parler d'un retrait sur l'Aventin. Les communistes proposent d'appeler à la grève générale et, devant le refus, s'en vont.
– 17, ouverture du V[e] congrès de l'IC, campagne contre Trotsky et début de la « bolchevisation ».
– visite à Moscou du leader paysan yougoslave **Radić** qui apporte l'adhésion à la Krestintern du Parti paysan croate.
– 20, grandiose manifestation pacifique à Rome contre le gouvernement italien responsable de l'assassinat de **Matteotti ;** aucun appel à l'action.

Juillet
– 5, soulèvement de jeunes officiers, les *tenentes*, à São Paulo. Le major **Miguel Costa** en prend la tête.

Août
– 20, assassinat de **Liao Zhongkai**, leader de la gauche du Guomindang (l'instigateur du crime, **Hu Hanmin**, part en voyage et séjourne plusieurs fois à Moscou, où il devient vice-président de la Krestintern).
– 24, conférence de fondation du NMM (*National Minority Movement*) en Grande-Bretagne, qui compte près d'1 million de membres et veut conquérir la direction du TUC.

Septembre
– Les cadets de Huangpu, appuyés par des détachements d'ouvriers et de paysans, écrasent les Volontaires marchands.

Octobre
– parution de *Leçons d'Octobre*, préface de **Trotsky*** à ses textes d'octobre 1917. Début de la prétendue « discussion littéraire », en réalité une chasse à **Trotsky*** et aux trotskystes dans le parti et l'Internationale.
– 25, mise en circulation à Paris de la *Lettre des 250* qui critique le régime interne du parti.
– 28, soulèvement au Rio Grande do Sul avec Luis Carlos Prestes.
– 31, début du 2[e] congrès du PCT. **K. Kreibich*** est candidat à la direction et doit renoncer. Le CC est élu sous la pression directe de **Manouilsky***.

Novembre
– 2, fin du congrès du PCT. **Kreibich*** a renoncé à se présenter.
– 19, exécution du dirigeant communiste estonien **Jan Tomp*** pour « insultes au tribunal ».

Décembre
– 1[er], insurrection de Reval (Tallinn), terminée dans la nuit suivante.
– 4, retour en France de **Jacques Sadoul***, condamné à mort par contumace.

1925

Janvier
– 9, la colonne commandée par **L.C. Prestes** franchit l'Uruguay et entre dans l'État de Santa Catarina.
– 14, parution du premier numéro de *La Révolution prolétarienne* animée par les amis de **Monatte***.
– 15, démission de **Trotsky*** du commissariat à la Guerre.

Février
– 28, **Bubnik***, secrétaire régional à Prague, exclu du PCT pour « opportunisme ».

Mars
– 12, mort de **Sun Zhongshan***.
– 21 mars, examen de la question tchèque à l'exécutif de l'IC qui dure jusqu'au 6 avril.
– **Mustafa Kemal*** interdit en Turquie la presse communiste.

Avril
– 3, rencontre entre **Luis Carlos Prestes*** et **Miguel Costa***.
– 9, **Jacques Sadoul*** acquitté par le conseil de guerre.
– 14, assassinat de **Kosta Georgiev***, proche du roi.
– 16, aux funérailles de **Georgiev** dans la cathédrale Sveta Nedelia de Sofia, explosion d'une bombe qui fait 128 morts mais n'atteint pas les dirigeants du pays.
– Féroces représailles : les dirigeants de l'Organisation communiste tués au combat, **Chabline*** brûlé vif.
– grève des mineurs du salpêtre au Chili.
– 26, **Hindenburg*** élu président de la République en Allemagne.
– fin, premières actions des troupes d'**Abd el-Krim*** contre des positions françaises.
– la conférence du PC polonais donne quitus à **Warski***.
– procès de l'« ancien CC » du parti roumain avec les anciens membres, **M. Pauker*, Fabian*, Stefanov*, Dobrogeanu*, Pastrescanu*, Elena Filipovici***, etc. Lourdes condamnations.

Mai
– exécution par pendaison de trois prétendus « coupables » de l'attentat de Sofia, dont l'avocat **Marko Friedman***, qui nie jusqu'au bout.
– 1er, 2e congrès national du travail, associé à l'assemblée paysanne, à Canton.
– 1er mai, contact et fusion entre le Parti du peuple d'**Yzbek*** et **Chimali*** à Beyrouth et la Jeunesse Spartakus arménienne : début du processus de fondation du PC de la Syrie et du Liban.
– 14, création du Comité d'action contre la guerre du Maroc par CGTU et PC avec comme mots d'ordre la paix immédiate, la fraternisation et l'évacuation des troupes françaises.
– 27, **Staline*** intervient dans la commisssion tchèque au plénum de l'exécutif, contre « les opportunistes ».
– 30, manifestation en Chine après le meurtre d'un ouvrier : 12 étudiants tués à Shanghai. Début du « Mouvement du 30 mai », grèves, manifestations, etc.
– en Pologne, après trop d'excès « gauchistes » de leurs successeurs, les **3 W** reviennent à la direction.

Juin
– 23, fusillade à Canton, 52 morts. Début de la grève boycott de Canton-Hongkong, avec des comités de grève qui constituent un vrai pouvoir soviétique.

Juillet
– 23, **Staline*** écrit qu'il faut écarter **Ruth Fischer***, trop proche de **Zinoviev***.
– 25, soulèvement des Druzes en Syrie sous **Sultan el-Atrache***.
– 30, *Vendredi rouge*, le gouvernement **Baldwin*** prenant en charge pour neuf mois la différence de salaire revendiquée par les mineurs, tandis que travaille pour neuf mois la commission **Samuel***.

Août
– 1er, **Antûn Marûn***, dirigeant communiste égyptien, meurt en prison d'une grève de la faim.
– 16, congrès constitutif du Parti communiste cubain ouvert sous la présidence d'**Alejandro Barreiro**. Son premier secrétaire général est l'ouvrier canarien **José Miguel Pérez**, qui est expulsé en septembre.

Septembre
– 1er, sur ultimatum du BP, **Trotsky** désavoue **Max Eastman***, qui a publié ce qu'il lui avait appris du « testament de **Lénine** ».
– organisation en Grande-Bretagne de l'OMS (*Organization for the Maintenance of Supplies*), organisation de briseurs de grève privée à grande échelle, complétant les mesures gouvernementales pour faire face à la grève prévue en mai.
– au 3e congrès du PCT, **Šmeral***, pas réélu, est éloigné définitivement du parti. Il travaille désormais exclusivement pour l'IC.
– 10, télégramme de **Doriot** à **Abd el-Krim.**
– **Reza Khan** prend le pouvoir en Iran et attaque les organisations ouvrières.
– 20, assassinat à Cuba du dirigeant ouvrier **Enrique Varona**.
– 25, **J.A. Mella** exclu de l'université.

Octobre
– début du conflit entre **Zinoviev** et **Kamenev**, à la tête de l'appareil à Leningrad, et l'appareil dirigé par **Staline**. Les premiers lancent les mots d'ordre de défense des ouvriers, lutte contre les koulaks et critiquent la récente théorie stalinienne sur le « socialisme dans un seul pays ».
– 18, **Eastman** publie le testament de **Lénine** dans le *New York Times*.
– 18-31, **Zinoviev** et **Kamenev**, à la tête de la « Nouvelle Opposition », sont écrasés au XIVe congrès du parti, **Trotsky** s'abstenant d'intervenir.

Novembre
– querelles de compétence entre la droite du Guomindang, **Jiang Jieshi**, maître de l'armée, et sa gauche, **Wang Jingwei**, patron du gouvernement.
– 27, arrestation de **Mella** et début de sa grève de la faim de 16 jours.

Décembre
– 13, **Mella** libéré mais expulsé de Cuba.

1926

Janvier
– 1er, premier numéro du journal du PAI (Parti annamite de l'indépendance).
– 5, arrivée à Leningrad d'une commission présidée par **Molotov***, avec **Jdanov*** et **Kirov***, qui va épurer l'appareil local et régional. Son activité s'étend jusqu'à la fin février.

Février
– 12, intronisation de **Kirov*** à la tête du parti à Leningrad.

Mars
– 6, achèvement du rapport de la commission **Samuel***, qui est très loin des revendications des mineurs.
– 6, **Staline*** intervient à la commission française de l'exécutif élargi pour recommander **Sémard*, Cremet*** et **Thorez*** et préconiser l'élimination de la direction de **Treint*** et **Suzanne Girault***.
– 6-9, après des mois de négociation, apparition au CC de l'opposition unifiée avec **Trotsky*, Zinoviev*** et **Kamenev***.
– 12, coup d'État de **Jiang Jieshi*** à Canton. Raid contre le QG du comité de grève de Canton-Hongkong ; milliers d'arrestations ; instauration d'une dictature militaire et d'une « camisole de force » sur les éléments organisés communistes ou communisants.
– Silence de l'IC sur ce « coup d'État » et ses suites, qui chassent les communistes de tout poste de responsabilité réelle dans le Guomindang.
– création, à Paris, de l'Étoile nord-africaine, sous l'égide de l'Union intercoloniale.

Avril
– 30, arrivée en Inde de l'émissaire communiste **George Allison***.

Mai
– 1er, incidents à Varsovie, trois communistes tués.
– 3, début de la grève générale en Grande-Bretagne à l'appel du TUC.
– 4, fusion de l'organisation de briseurs de grève OMS et des groupes gouvernementaux à cet effet.
– 6, parution de la *British Gazette*, publiée par **Winston Churchill***, pour le gouvernement et du *British Worker* ; des TUC.
– 7, contacts secrets, sans les mineurs, entre les TUC et **Samuel***.
– 12, le gouvernement prévient le TUC qu'il ne le recevra que s'il vient lui annoncer la fin de la grève.
– 12, le TUC arrête le mouvement gréviste. Les mineurs continuent seuls.
– 13-14, les troupes sortent des casernes : succès rapide du coup d'État du maréchal **Piłsudski***, qui a l'appui des socialistes et des communistes polonais.
– 14, le PC polonais lance un appel au front unique contre le gouvernement « fasciste » de Pologne que **Piłsudski *** combat.
– 18, **Staline*** définit le Guomindang comme le « parti unique des ouvriers et des paysans ».
– 18, la direction du Guomindang fixe des conditions draconiennes à l'activité des communistes dans ses rangs.
– 20, fin des opérations militaires dans le Rif : reddition d'**Abd el-Krim***.

Juin
– 8, conférence de **Boukharine*** à Moscou, où il émet entre autres l'idée des syndicats jouant le rôle de soviets.
– 8, à Tiflis, **Staline***, dans un discours où il a parlé de la grève générale britannique, critique brutalement et sévèrement le PC polonais.

Juillet
– annonce par **Jiang Jieshi*** de l'Expédition du Nord pour unifier la Chine.
– déclaration des 13 contre « la dégénérescence bureaucratique de l'État ouvrier ».
– 12, soulèvement en Syrie contre le mandataire français.
– 14-23, le CC condamne les méthodes « fractionnistes » et « scissionnistes ». **Zinoviev*** exclu du BP.
– 20, **Alfredo López***, dirigeant de la centrale syndicale CNOC, est assassiné par la police de Machado à Cuba.
– 29, **Jiang Jieshi (Tchiang Kaïchek)*** décrète la loi martiale.

Octobre
– 16, l'opposition déclare renoncer aux méthodes « fractionnistes ».
– 25, 31 militants connus du présidium et de l'exécutif réclament la démission de **Zinoviev*** de la présidence de l'IC.
– 26, **Zinoviev*** démissionne de la présidence de la Comintern, poste supprimé.
– **Sandino** prend la tête d'un groupe de 29 hommes armés.

Novembre
– 13, début de l'insurrection en Indonésie par le soulèvement à Batavia. Féroce répression.
– défaite de l'offensive du général **Gamelin*** dans le Djebel Druze.
– rencontre des communistes (**Ernest*, Averboukh***) avec **Sultan el-Atrache*** près de Jéricho.

Décembre
– 30, arrivée à Bombay de l'Anglais **Philipp Spratt**, envoyé du CPGB.

1927

Janvier
– 7, débarquement des *marines* et occupation du Nicaragua.

Février
– 8, formation du Parti ouvrier et paysan (WPP) de Bombay.

– 19, début de la grève déclenchées à Shanghai à l'approche de l'armée nationaliste, laquelle s'arrête.
– 19-24, répression sauvage dirigée par **Li Baozhang*** : les grévistes décapités dans les rues, leurs têtes sont promenées sur des piques.
– **Henri Barbé***, représentant du PCF et des JC à l'exécutif, est coopté au présidium de l'IC.

Mars
– 10, deux ministres communistes dans le gouvernement de Wuhan de **Wang Jingwei***.
– 18, conférence de **Radek*** à l'Académie communiste montrant le danger.
– 18, à Shanghai, article de **Peng Shuzhi*** sur le danger **Jiang Jieshi*.**
– 20, l'armée de **Jiang** aux portes de Shanghai.
– 21, nouveau soulèvement à Shanghai. Durs combats.
– 24, entraînant leur chef, le général **Xue Yue***, les troupes d'une division de l'armée nationaliste entrent dans Shanghai.
– 26, arrivée de **Jiang Jieshi*** à Shanghai. Contacts avec les milieux d'affaires et le milieu.
– à Hambourg, **Lindau*** est remplacé au district par **John Wittorf ***, ami de **Thälmann***.
– 31, directive de Moscou aux Chinois : « Enterrez les armes ».

Avril
– 2, lettre de l'exécutif au PCF : aucune alliance aux élections avec les socialistes.
– 3, article de **Trotsky*** (pas publié) sur le **Piłsudski*** chinois.
– Le général **Xue Yue*** reçoit l'ordre de s'éloigner de Shanghai et propose aux communistes de désobéir. Ceux-ci déclinent son offre, et sa division s'éloigne.
– 5, discours de **Staline*** dans lequel il affirme que **Jiang Jieshi*** ne peut faire autrement que diriger son armée contre l'impérialisme. Directives de l'IC : « Enterrez les armes », que **Boukharine*** justifie.
– 6, **Li Dazhao*** arrêté par les hommes de **Zhang Suolin*** dans l'ambassade soviétique à Pékin.
– 9, **He Songlin (Wang Shouhua)***, dirigeant des syndicats, est assassiné.
– 12, coup d'État de **Jiang Jieshi***, attaques de locaux syndicaux, arrestations en masse et exécutions. Les forces de l'ordre font 100 morts dans une manifestation.
– 13, télégramme de la délégation de l'IC (**Roy*, Browder*, Doriot*, Tom Mann***), à **Jiang*** pour lui demander de ne pas prendre d'initiative unilatérale.
– 15, **Li Baozhang**, le bourreau de Shanghai, est admis dans l'armée nationaliste et placé à la tête de la VIIIe armée.
– 21, thèses de **Staline*** sur la révolution chinoise, qui seront publiées.
– 26-28, **Staline*** reconnaît la « trahison » de **Jiang Jieshi***, mais continue à affirmer que sa politique à lui a été juste.
– 28, **Li Dazhao*** étranglé dans sa cellule.

Mai
– 7, thèses de **Trotsky*** qui ne seront pas rendues publiques.
– 21, raids sanglants des troupes de **Wang Jingwei*** sur les villes et quartiers ouvriers.
– 22, création à Paris, par **Lamine Senghor***, du Comité de défense de la race nègre.
– 25, déclaration des 83 en URSS pour la défense des idées de l'opposition unifiée.
– 30, **Henri Barbé*** coopté au secrétariat politique de l'IC.
– 31, conférence des communistes indiens.

Juin
– 9, manifestation des oppositionnels contre l'exil de **Smilga***.
– conflit **Staline-Ordjonikidze*** sur le traitement de l'opposition.
– Arrivée à Moscou de l'Indien **Soumyendranth Tagore**.

Juillet
– 15, fin du gouvernement de Wuhan.
– 16, à la suite de l'acquittement de trois miliciens de droite pour le meurtre d'un milicien socialiste, manifestation monstre à Vienne. La police aux ordres du chancelier social-chrétien, l'évêque **Seipel***, tire et fait 52 morts.
– 25, condamnation pour espionnage de **Cremet*, Provost*** et d'autres. **Crémet*** en fuite.
– les troupes syriennes révolutionnaires se réfugient dans un territoire séoudite.

Août
– rédaction collective de la plate-forme de l'opposition.
– 1er, soulèvement de Nanchang. La ville est abandonnée après enrôlement des ouvriers dans les unités « rouges » et la levée d'une taxe sur les « bourgeois ».
– 7, conférence du PC chinois en présence de **Lominadze***. **Chen Duxiu*** écarté du secrétariat général et remplacé par **Qu Qiubo***.
– 7, décision de provoquer la « révolte des moissons d'automne » sous la direction de **Mao Zedong**. Elle est un échec.
– **Ilona Duczynska*** fonde une opposition de gauche à la direction du Parti social-démocrate autrichien.
– 23, condamnation à mort aux États-Unis de **Sacco et Vanzetti***.
– visite à Moscou du dirigeant du Parti indien du Congrès **Srinivasa Iyengar**.

Septembre
– 13, provocation dite « de l'officier de **Wrangel*** », **Staline*** passe par le GPU pour exclure en contournant le parti.
– 27, **Trotsky*** et **Vuyović*** exclus de l'exécutif de l'IC.
– Arrivée en Inde de l'émissaire **Benjamin F. Bradley**.

Octobre
– 21-23, **Trotsky*** et **Zinoviev*** exclus du CC du parti.

Novembre
– **Tan Pingshan***, ancien ministre de Wuhan, est exclu du PCC.
– 7, manifestations de l'opposition à Leningrad et Moscou. A Moscou, les oppositionnels chinois manifestent devant la tribune des dirigeants.
– 15, **Trotsky et Zinoviev** exclus du parti.

Décembre
– 2-19, la direction exige le reniement, qu'acceptent **Zinoviev*, Kamenev*** et une partie des leurs. Les autres refusent. Tous sont exclus.
– 11-14, commune de Canton réalisée sur ordre de Moscou avec un CC préfabriqué et sous le contrôle de deux envoyés personnels de **Staline***, **Lominadze*** et **Heinz Neumann***. Répression féroce : des communistes brûlés vifs dans les chaudières des locomotives. **Zhang Tailei*** fusillé.
– 22, accord États-Unis-Nicaragua pour la création d'une « Garde nationale ».

1928

Janvier
– éclatement de l'opposition unifiée. Une partie des anciens zinoviévistes suivent **Zinoviev*** dans la capitulation. **Safarov*** rassemble les « sans-chefs » qui ne capitulent pas encore. Les irréductibles sont avec **Trotsky*, Smilga*, Rakovsky*, Radek***. Début des « déportations » massives.
– 6, « mesures extraordinaires » décidées en URSS pour la collecte du blé.
– 9, le CC du PCF accepte avec quelques aménagements par 23 voix contre 13 la tactique électorale « classe contre classe » proposée par l'exécutif.
– 16, **Trotsky*** embarqué de force pour Alma-Ata.
– 28, **Ilona Duczynska*** crée officiellement la *Politische Arbeitsgemeinschaft* comme opposition de gauche dans le parti social-démocrate autrichien.
– les combattants du Hunan deviennent « IVe armée de route ».

Février
– 3, interwiew de **Sandino** pour *The Nation* par **Carleton Beals**.

Mars
– organisation de comités « pro-Sandino », notamment au Mexique.

Mai
– 3, fusillade à Berlin sur ordre du préfet social-démocrate **Zörgiebel***, dont la police tire sur les manifestants communistes : 32 morts.
– 23, **Sandino** quitte le Nicaragua pour le Mexique.
– 28, pacte de silence sur les détournements de **Wittorf*** dans la caisse entre **Thälmann*, Schehr*** et d'autres responsables de Hambourg.

Juin
– **Kamenev*** et **Zinoviev*** réintégrés dans le PC de l'URSS.

Juillet
– 6, échec à Prague de la « Journée rouge ».
– 11, entrevue secrète entre **Boukharine*** (« **Staline***, c'est **Gengis Khan** ») et **Kamenev*** qui en informe **Trotsky*** par le trotskyste russe **Ogaltsev***.
– 14, capitulation de **Radek*, Préobrajensky*, Smilga***.
– 17, début du VIe congrès de l'IC.
– 19, coup d'État du roi **Fouad*** en Égypte, dissolution du Parlement, suspension de la liberté de la presse.
– 31, l'exécutif de l'ISR décide la création, à Hambourg, du Comité syndical international des travailleurs nègres, appelé familièrement l'Internationale nègre.

Août-Septembre
– congrès du PC chinois à Moscou, direction **Qu Qiubo*** condamnée et promotion de **Li Lisan*** à la tête du parti.

Août
– Réorganisation du secrétariat sud-américain à Montevideo. Création à Moscou du secrétariat pour l'Amérique latine du CEIC.
– 2, fin du VIe congrès de l'IC. L'exécutif a imposé l'élimination des « droitiers » et des « conciliateurs » en Allemagne, la promotion en France du « groupe des Jeunes » et celle de **Gottwald*** et du « groupe de Karlin » en Tchécoslovaquie.
– 5, début de la grève du bâtiment à Séville.
– **Henri Barbé***, à la tête du « groupe des Jeunes » placé par **Manouilsky*** à la tête du PCF.
– 31, **Staline*** demande à **Piatnitsky*** de considérer **Molotov*** comme l'homme qui centralise les décisions de l'IC.
– Un plénum élargi du PC du Brésil discute des voies et moyens de créer un « Guomindang brésilien ».

Septembre
– 1er, victoire des grévistes du bâtiment de Séville.
– 3, **Gottwald***, nouveau chef du PC tchécoslovaque, tire le bilan de l'échec de la « Journée rouge » et des opportunistes et saboteurs.
– 23, après les révélations de *Volkswille*, **Wittorf*** est exclu du parti allemand.
– Rapports de l'enquête faite sur l'affaire **Wittorf*** démontrant le silence et le « pacte » conclu avec **Thälmann***, qui reconnaît les faits.
– 25, le Polburo confirme les sanctions et décide la suspension de **Thälmann**, qui a avoué et semble effondré.
– 26, le comité central confirme toutes les sanctions et décide la publication.
– 27, *Die Rote Fahne* publie la résolution sur l'affaire **Wittorf*** et la suspension de **Thälmann*** de toutes ses responsabilités dans le KPD. Début de la contre-offensive à Moscou. La faute de **Thälmann*** étant vénielle selon eux, la publication est un crime dont les « conciliateurs » sont responsables.

Octobre
– 2, par 10 voix contre 3, le Polburo du KPD renverse sa position sur la suspension de **Thälmann***.
– 6, 30 membres du CC ont déjà demandé à changer leur vote.
– 6, l'exécutif de l'IC annule la décision et vote une résolution qui blanchit **Thälmann** et dénonce « les saboteurs ».
– 7, **Chen Duxiu*** révoqué de son poste de secrétaire général. Moscou et ses hommes en Chine vont faire de lui le bouc émissaire de la défaite en lui attribuant la politique qui lui a été imposée.

Novembre
– 3, fondation à Bombay de la Ligue pour l'indépendance de l'Inde (**J. Nehru**, **Chandra Bose**, etc.).
– 11, début de la grève dans les bananeraies de l'United Fruit à Santa Marta en Colombie : la répression fait 1 004 morts, plus de 3 000 blessés.
– Congrès du PC d'Argentine qui ratifie les mesures prises contre **Penelón**, « droitier et fractionniste ».

Décembre
– 19, **Staline*** appelle à liquider droitiers et conciliateurs dans tous les partis.
– 28, début du CC du PC bulgare : la « gauche » a la majorité.
– 20 décembre-4 janvier 1929, congrès du PCB à Niterói. L'opposition de **Rodolfo Coutinho** est écrasée. On envisage l'hégémonie prochaine d'un courant petit-bourgeois révolutionnaire (**Luis Carlos Prestes**).
– 21-24, conférence panindienne des partis ouvriers et paysans à Calcutta.
– 23 arrivée en Inde d'**Adhikari**, porteur d'un message interdisant toute alliance avec les partis ouvriers et paysans

1929

Janvier
– 6, coup d'État royal en Yougoslavie, la Constitution et les libertés supprimées.
– 15, remaniement de la direction bulgare, les droitiers sont exclus, **Kolarov** et **Dimitrov** fortement critiqués.
– le reste des troupes de la « révolte des moissons d'automne » se replie dans le Jiangxi.
– 20, **Trotsky** informé de son expulsion d'URSS.

Février
– 12, **Trotsky**, sa femme et son fils débarqués à Constantinople.

Mars
– 20, 30 personnes poursuivies pour conspiration communiste, à Meerut en Inde (voir janvier 1933).
– Le PC indien blâmé pour avoir maintenu le POP.

Avril
– 23-29 avril, la XVIe conférence adopte le premier plan quinquennal, dont le début est fixé rétrospectivement au 1er octobre 1928.
– **Dimitrov** chargé du bureau de Berlin.
– 29, dissolution de l'Étoile nord-africaine.

Mai
– exclusion du PSD autrichien d'**Ilona Duczynska** pour sa défense publique d'une politique de « front unique » avec les communistes.
– 15, à Montevideo, congrès de fondation de la Confédération syndicale latino-américaine (CSLA).

Juin
– 7, descente de police à une réunion clandestine du CC du PCF et arrestation de **Maurice Thorez**.

Juillet
– 3-9, plénum de l'exécutif qui prépare la Journée internationale de lutte contre la guerre et l'impérialisme, fixée au 1er août.
– **Humbert-Droz** remplacé par **Gouralsky** pour l'Amérique latine.
– 1er-12, première conférence communiste latino-américaine à Buenos Aires.
– 14, déclaration de capitulation de **Radek, Preobrajensky, Smilga** et autres.

Août
– Formation de Soviets dans le Jiangxi sous **Mao Zedong**.
– Congrès du PC espagnol à Paris : José **Bullejos** secrétaire général. Séparation d'avec la Fédération catalano-baléare de **Joaquín Maurín**.
– 23, début des massacres de Juifs à Jérusalem : « pogrom » pour les uns, « insurrection populaire anti-impérialiste » pour les autres.

Août (31)-*Septembre* (2)
– la TUEL devient TUUL avec l'objectif de créer des syndicats rouges, sous **W.Z. Foster**.

Octobre
– 16, résolution de l'exécutif de l'IC sur « l'insurrection en Arabistan », qui condamne la prise de position du PKP qualifiant le mouvement d'août de « pogrom ».
– 20, soulèvement et bombardement de Damas.
– 24, krach de la Bourse de New York.
– **Chen Duxiu** et **Peng Shuzhi** exclus du parti chinois.

Novembre
– 10-17, le CC contre « la droite », exclut **Boukharine** du BP.
– **Dimitrov** secrétaire du WEB à Berlin.

Décembre
– commémoration du 50e anniversaire de **Staline**.
– 27, appel de **Staline** dans « Au diable la Nep » à la collectivisation et à la « liquidation des koulaks en tant que classe ».
– l'exclusion de M.N. **Roy** au Xe plénum est rendue publique.

1930

Janvier
– 28, en Espagne, le dictateur, le général **Primo de Rivera**, s'en va sous la pression du roi et des généraux.

Février
– 10, soulèvement de tirailleurs annamites à Yen Bay.
– 18-28, présidium de l'IC où **Manouilsky** rapporte. La situation est dominée par la crise mondiale et l'essor révolutionnaire.

Mars
– **Artur Ewert** entre au SLA à Moscou.

Avril
– **Sandino** quitte le Mexique et rentre au Nicaragua.

Avril-mai
– Plénum élargi du SSA de la Comintern à Buenos Aires. Vive critique de la ligne droitière du PC brésilien, d'**Astrojildo Pereira** et **Otávio Brandão**.

Mai
– Arrivée en Chine de **Pavel Mif**, conseiller de **Staline** sur les questions chinoises, flanqué d'une mission de kutvistes, les « 28 bolcheviks ».
– La minorité du PC italien (les « rois ») se tourne vers **Trotsky**.

Juin
– 1er, camps de concentration créés au Nicaragua.
– 26, exclusion de **Tomsky** du BP.

Juillet
– les unités de l'Armée rouge chinoise prennent Changsha puis l'abandonnent en enrôlant des ouvriers et en taxant les « bourgeois ».
– Le CC du PCF remanie le BP.
– Offensive des sandinistes en de nombreux points.

Août
– **Li Lisan** est condamné comme « aventuriste ».
– 17, en Espagne, le pacte de Saint-Sébastien unit contre la monarchie des socialistes, des républicains et quelques militaires.

Septembre
– 14, grand succès des nazis aux élections allemandes.
– **Andrés Nin** expulsé d'URSS.

Novembre
– 10-17, plénum du CC du parti russe qui écarte **Boukharine*** du bureau politique.
– 15, lettre ouverte de **Chen Duxiu*** aux membres du parti.
– 30, publication de l'autocritique de **Boukharine*, Rykov*** et **Tomsky***, écartés de la direction comme « droitiers ».
– **Astrojildo Pereira*** relevé du secrétariat général du PC brésilien.

Décembre
– 12-20, échec du soulèvement militaire républicain de Jaca en Espagne, puis de la grève générale projetée.
– découverte dans le PCUS du « groupe de gauche » de **Sten*, Lominadze*, Chatskine***.
– 17-21, CC, **Rykov*** exclu du BP et remplacé par **Molotov*** à la tête du gouvernement.

1931

Janvier
– **Mao Zedong*** proclamé président de la République soviétique chinoise.
– **Heitor Ferreira Lima*** secrétaire général du PCB.
– 29, rencontre entre **Sandino*** et le président mexicain **Portes Gil***.

Février
– 14, incapable de faire face à l'agitation, le chef du gouvernement espagnol, le général **Berenguer***, ancien chef des hallebardiers de la Garde, démissionne.

Mars

– 20, manifestation à Madrid contre le procès des signataires du pacte.

Avril
– 8, arrestation du chef des services secrets du PCC, **Gu Shunzhang*** ; il donne tout ce qu'il sait à la police.
– 12, en Espagne, élections municipales très défavorables aux monarchistes malgré la fraude traditionnelle.

Mai
– Rencontre d'**Ewert** et **Prestes** à Montevideo.

Juin
– **Iñes**, déléguée du SSA, propose le limogeage d'**Heitor Ferreira Lima** et la nomination au secrétariat général de **Fernando de Lacerda**.

Juillet
– **Manouilsky*** à Paris : préparatifs pour l'élimination de la direction du « groupe des Jeunes ».
– 20-27, grève générale et loi martiale à Séville.

Août
– 8, plébiscite en Prusse, où le KPD se retrouve avec les nazis.
– massacre de gardes civils par des paysans à Castilblanco à la suite de l'interdiction d'une réunion anarchiste et répression.
– manifeste des 30 de la CNT, dont **Angel Pestaña***, bientôt exclus.

Septembre
– agitation dans la flotte britannique, prélude à la mutinerie d'Invergordon.
– Mutinerie de la flotte chilienne, contre la baisse des soldes.

Octobre
– Le communiste **Nikola Kofardjiev*** assassiné à Sofia.
– Le CC du PCC se réfugie dans le Jiangxi. Tous les autres mouvements, notamment oppositionnels, sont liquidés dans les villes par l'organisation de terreur du Guomindang.
– **Barbé** et **Célor** comparaissent à Moscou devant le présidium.

Novembre
– Le CC du PC chinois se réfugie dans le Jiangxi. Les autres groupes sont exterminés par la répression du Guomindang.
– arrivée d'**Otto Braun*** dans le Jiangxi.
– Proclamation de la République soviétique chinoise.

Décembre
– Pour la première fois, après des mois de campagne, **Barbé, Lozeray** et **Célor*** sont nommément désignés comme membres du « groupe ».
– décembre, longue grève de la faim des détenus politiques de l'isolateur de Verkhneouralsk.

1932

C'est l'année de la grande crise en URSS. Un bloc des oppositions se constitue à l'initiative **d'I.N. Smirnov*** comprenant les anciennes oppositions sauf celle de droite. De leur côté, nombre d'anciens « droitiers » se retrouvent dans le « groupe **Rioutine*** ». Les partisans de l'opposition s'expriment souvent de façon ouverte et **Staline*** a des difficultés à réprimer comme il le voudrait.

Janvier
– soulèvement des mineurs de Figols en Catalogne et tentative de grève générale à Barcelone. Arrestations et déportations.
– 19, insurrection communiste au Salvador.
– Le CC du PCB désigne **José Vilar** comme secrétaire général.

Février
– 1er, exécution des chefs de l'insurrection salvadorienne, dont **Agustín Farabundo Martí***, et répression sauvage.

Mars
– Envoi en Espagne de **Codovilla*** et **Gerö***.
– 1er, **Franklin D. Roosevelt** président des États-Unis.

Avril
– 10, réélection de **Hindenburg*** comme président de la République allemande.

Mai
– constitution du *Jung Sozialistsche Front (Jungfront)* à Vienne, qui devient le fer de lance d'une opposition de gauche dans la social-démocratie animée par **Ernst Fischer***.
– Sous la pression du SSA, son délégué **P. Gónzález Alberdi (Flores)*** fait exclure **Fernando de Lacerda*** du BP et désigner **José Caetano Machado** comme secrétaire général.

Juin
– formation en URSS du « bloc des oppositions ».
– 4, proclamation de la République socialiste du Chili, sous **Marmaduke Grove***, qui dure 12 jours.

Juillet
– marche sur Washington de 25 000 anciens combattants sans travail, arrêtés par les militaires que dirigent **MacArthur*, Patton*** et **Eisenhower***.
– en Espagne, adoption de la loi sur l'ordre public.
– coup d'État de **von Papen*** qui dissout le gouvernement prussien de minorité.
– conférence nationale du PCB qui élit **Duvitiliano Ramos*** secrétaire général.

Août
– 10, tentative de soulèvement dirigée par le général **Sanjurjo***, ancien chef de la Garde civile, écrasée par les combattants ouvriers, la grève et l'hostilité générale.
– mise en circulation en URSS de la plate-forme du groupe **Rioutine***.
– 18-19, le BP espagnol réuni avec **Codovilla*** et **Gerö***, et, sur leur proposition, **Bullejos, Adame, E. Vega** et **León Trilla*** sont écartés de la direction du PC espagnol.
– 27-29, congrès international contre la guerre et l'impérialisme à Amsterdam.
– XIIe plénum élargi auquel assistent pour l'Amérique latine **Rodolfo Ghioldi** et **L.C. Prestes**.

Septembre
– rencontre entre **Sedov** et **Gaven***.

Octobre
– 29, à la Comédie, le fascisant **José Antonio Primo de Rivera*** assure qu'il n'y a qu'une dialectique, « celle des poings et des pistolets ».
– **Bullejos, Adame, León Trilla** et **Vega*** exclus par le présidium de l'IC.
– **Chen Duxiu*** et **Peng Shuzhi*** arrêtés.

Novembre
– 5, à Moscou, **Jacques Duclos*** informe les dirigeants espagnols exclus, leur interdit tout contact et les menace de la répression d'État.
– 9, dissolution des Cortes en Espagne, début d'une campagne électorale marquée par la radicalisation du leader ouvrier du PSOE **Francisco Largo Caballero***.
– 10, début de la Longue Marche, qui va durer deux ans.
– Les communistes avec les nazis dans le soutien de la grève des transports de Berlin.

– 19, élections en Allemagne qui donnent plus de voix à la gauche, avec un gros progrès socialiste, mais en sièges une majorité à la droite.

Décembre
– 25, **Lluys Companys***, chef de la Generalitat de Catalogne.
– Le secrétariat de l'IC désigne la nouvelle direction du PCE : **José Díaz*, Dolorès Ibárruri*, Jesús Hernández***.
– **Domingo Brás**, nouveau secrétaire général du PCB, annonce l'exclusion d'**Astrojildo Pereira** et la nomination de **Miranda** comme « conseiller ».

1933

Janvier
– 1er, retrait des *marines* du Nicaragua. Installation du président **Juan Bautista Sacasa. Anastasio Somoza**, chef de la Garde nationale.
– Le PC chilien de **Manuel Hidalgo*** rejoint l'opposition de gauche.
– 11-12, soulèvement anarchiste en Andalousie. Sévère répression notamment dans le village de Casas Viejas.
– 16, les sentences sont prononcées au procès de la conspiration de Meerut en Inde. Les peines diminuées en appel, les condamnés sont presque tous libérés à la fin de l'année.
– 30, **Hitler*** nommé chancelier du Reich par le président **Hindenburg***.
– **arrestation d'I.N. Smirnov*** et d'une partie de son groupe.

Février
– 5, début de la mutinerie à bord du croiseur hollandais *Zeven Provinciën.*
– 10, le comte **Helldorf***, SA et nouveau préfet de police de Berlin : « Nous refusons de laisser les ouvriers s'organiser en parti de classe. »
– 22, concentration et désarmement volontaire des troupes sandinistes.
– 27, l'incendie du Reichstag marque le début d'une répression massive.

Mars
– 3, **Thälmann*** livré aux nazis par son garde du corps, est arrêté. Début de la « chasse aux communistes ».
– 5, une déclaration de l'IC rejette sur les social-démocrates la responsabilité de la victoire d'**Hitler**.
– 7, les libertés fondamentales suspendues en Autriche par le chancelier **Dollfuss**.
– 9, arrestation de **Dimitrov**, **Popov** et **Tanev**.
– 15, le Parti social-démocrate autrichien refuse de lancer une grève générale pour défendre le Parlement que le chancelier **Dollfuss** se propose de fermer.
– 23, le Reichstag vote les pleins pouvoirs à **Hitler**.

Avril
– 1er, réunion du présidium de l'IC. Le rapport de **Heckert*** maintient que la ligne de l'Internationale communiste a été juste d'un bout à l'autre.
– 19, congrès de fondation du Parti socialiste chilien.
– 26, création de la Gestapo en Allemagne.
– victoire de la droite aux élections municipales espagnoles.
– **Angel Pestaña*** fonde le Parti syndicaliste.

Mai
– 2, occupation des locaux et arrestation des dirigeants des syndicats allemands.
– 10, livres brûlés dans les rues allemandes.
– 17, interdiction des grèves en Allemagne.

Juin
– 3, lettre critique de **Trotsky*** et propositions pratiques à l'opposition de gauche autrichienne.

Juillet
– 12, une grève générale abat à Cuba la dictature de **Machado***.
– 20, signature d'un concordat entre le Vatican et le IIIe Reich.
– 24, arrivée de **Trotsky*** en France.
– 25, assassinat du chancelier autrichien **Dollfuss***.

Août
– 19, plus de 89 % des électeurs allemands votent pour les nouveaux pouvoirs d'Hitler.
– 19-20, entretiens **Trotsky-*Sneevliet*-Walcher*** à Saint-Palais sur la nouvelle Internationale.
– 19, l'opposition de gauche internationale se prononce pour une nouvelle Internationale.

Septembre
– 4, coup d'État militaire dirigé par le sergent **Batista*** à Cuba.
– 4, début des sessions du contre-procès de l'incendie du Reichstag organisé par **Münzenberg***. Il va donner naissance au fameux *Livre brun.*
– 21, début du procès de Leipzig pour l'incendie du Reichstag.
– 29, fondation de la Phalange espagnole de **José Antonio Primo de Rivera***.
– l'Action catholique de **José Maria Gil Robles*** se projette sous la forme de l'Action populaire, noyau de la CEDA *(Confederación Española de las Derechas Autonomas)* qui subit fortement l'influence du catho-fascisme autrichien de **Dollfuss***.

Octobre
– 21, l'Allemagne quitte la SDN.
– annonce de la conclusion du Pacte germano-italien.

Novembre
– 17 les États-Unis reconnaissent l'URSS.
– élections générales en Espagne. Victoire de la droite.
– à Calcutta, sous l'impulsion de **G.M. Adhikari**, organisation d'un noyau du CC provisoire.

Décembre
– 23, la pugnacité de **Dimitrov*** est venue à bout de **Göring*** lui-même et l'a confondu. Les trois Bulgares sont acquittés et le fait a un retentissement énorme. **Marinus van der Lubbe*** condamné à mort.
– constitution de l'Alliance ouvrière en Catalogne.

1934

Janvier
– **Largo Caballero*** et ses camarades du PSOE décident l'insurrection défensive au cas où la CEDA, adversaire de la République, entrerait au gouvernement.
– 24, **Maurice Thorez*** rappelle que la direction socialiste et le parti lui-même sont « des ennemis ».
– 26, XVII[e] congrès du Parti bolchevique, dit « des vainqueurs », où défilent à la tribune la plupart des oppositionnels repentis avec des déclarations parfois en langue d'Ésope.
– en Espagne, **Largo Caballero*** conquiert la majorité chez les travailleurs de la terre, des transports, et, du coup, dans l'UGT, ainsi qu'à Madrid.
– **Messali Hadj*** relance la Glorieuse Étoile nord-africaine.

Février
– 1[er]-16, combats à Vienne ; les forces de l'État et les milices du chancelier **Dollfuss*** viennent à bout des milices socialistes du *Schützbund*, dont certains combattants sont pendus.
– 6, émeute des « ligues » françaises, proches du fascisme, protestant contre le gouvernement **Daladier*** qui vient de relever de ses fonctions leur protecteur le préfet de police **Chiappe***, contre le système parlementaire et les députés « pourris ». L'ARAC, organisation d'anciens combattants des communistes, manifeste avec eux. 12 morts.
– 7, l'*Humanité* accuse « **Daladier*** le fusilleur ».
– 9, grève à l'appel de la CGTU et du PC. Durs affrontements à Paris ; au moins 5 morts. Les dirigeants n'ont pas participé à la manifestation à l'exception de **Jacques Doriot*** qui se bat comme un diable.
– 9, capitulation de **Sosnovsky***.
– 12, grève générale en France, les deux cortèges fusionnent place de la Nation à Paris.
– 21, assassinat de **Sandino** et de ses compagnons.
– 23, capitulation de **Rakovsky ***.
– 28, arrivée de **Dimitrov** et de ses compagnons à Moscou.
– Congrès de Montevideo pour la paix.

Mars
– campagne de la presse nazie contre la présence et l'activité de **Trotsky*** en France.
– 28, formation de l'Alliance ouvrière des Asturies.
– 31, accord entre **Mussolini *** et les monarchistes espagnols.

Avril
– 7, **Dimitrov*** invité au BP du parti soviétique.
– 11, entretien entre **Thorez*** et **Dimitrov***.
– 17, le gouvernement français décide l'expulsion de **Trotsky***.
– 26, meeting d'unité socialiste-communiste à Saint-Denis, critiqué par le PC.

Mai
– 1[er], en Autriche, « État chrétien allemand corporatiste ».
– 6, **Doriot***, qui avait démissionné, est réélu maire de Saint-Denis.
– 9, début de la grève des dockers de San Francisco (qui durera jusqu'au 31 juillet).
– 10, début de la première grève des camionneurs de Minneapolis (dirigée par des trotskystes de la CLA).
– coup d'État en Lettonie : dictature fasciste.
– 24, combats à Toledo contre le recrutement de briseurs de grèves.
– coup d'État en Bulgarie : dictature fasciste.

Juin
– 3, **Somoza**, dans un banquet, revendique l'assassinat de **Sandino**.
– 4, victoire des grévistes de Toledo, dirigés par l'AWP d'**A.J. Muste***.
– 14, rencontre entre **Hitler*** et **Mussolini*** à Venise.
– 10, les largocaballéristes prennent la direction des JS.
– 27, le CC du PCF exclut **Doriot***.
– 30, Nuit des longs couteaux : **Hitler*** fait assassiner **Röhm*** et les principaux chefs des SA, ainsi que le général **von Schleicher***.
– **Grazini*, Basbaum***et **Heitor Ferreira Lima*** exclus du PCB.

Juillet
– 1[er], émeute dans le quartier ouvrier de Jordaan à Amsterdam.
– 3, **Largo Caballero*** se prononce pour une « dictature socialiste ».
– 10, en URSS, l'OGPU devient NKVD.
– 16, début de la deuxième grève des camionneurs de Minneapolis.
– 25, assassinat du chancelier **Dollfuss***, remplacé par **Schuschnigg***.
– 27, pacte d'unité d'action en France entre PC et SFIO.
– 31, fin de la grève des dockers de San Francisco.
– Le PC indien hors la loi.

Août
– 2, mort du président **Hindenburg***, **Hitler*** Reichsführer.
– 17, *A Classe Operária* annonce officiellement l'entrée de **L.C. Prestes** au PCB.
– 18, plébiscite en Allemagne : 89 % pour le pouvoir.
– 18, admission de l'URSS à la SDN.

Septembre
– 13, communiqué sur l'exclusion du PCF d'**Henri Barbé***.
– adhésion du PC espagnol à l'Alliance ouvrière.

Octobre
– 5-11, grève générale à Barcelone (sans la CNT ni la FAI).
– 7-23, insurrection des Asturies à l'appel de toutes les organisations ouvrières.
– 7, manifestation ouvrière unie qui repousse à São Paulo la manifestation intégraliste.
– « 3e » conférence des PC d'Amérique latine à Moscou.

Novembre
– 26-30, congrès séparés de la CLA et de l'AWP.
– 29, proposition de **Maurice Thorez*** pour un front populaire.

Décembre
– 1er-2, fusion de la CLA et de l'AWP dans le WPUS.
– 1er, assassinat de **Kirov*** à Leningrad par **Nikolaiev***.
– 5, exécution d'une soixantaine de personnes pour le meurtre de **Kirov***.
– 16, arrestation de Zinoviev* et **Kamenev*** en URSS.
– 28, procès et condamnation de **Nikolaiev*** et d'anciens dirigeants des JC de Leningrad.
– 30, arrestation de **Magyar***.

1935

Janvier
– 13, écrasante victoire pour le rattachement de la Sarre à l'Allemagne au plébiscite.
– 15, soulèvements et émeutes à Cuba, suspension des droits constitutionnels.
– 15-18, procès et condamnation de **Zinoviev*, Kamenev*** et autres vieux bolcheviks comme responsables moraux de l'assassinat de **Kirov***.

Février
– 1er, **Ejov*** membre du secrétariat du CC et de la CCC.
– lancement de l'ANL au Brésil.

Mars
– Grève générale durement réprimée à Cuba.
– 2-3 les deux partis hollandais, OSP (**P.J. Schmidt***) et RSP (**Sneevliet***), fusionnent dans le RSAP.
– **Batista*** établit sa dictature à Cuba.
– rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne.
– 20, gouvernement socialiste **Nygardsvöld*** du DNA en Norvège.

Avril
– 8, en URSS, extension de la peine de mort aux enfants de plus de 12 ans.
– 23, nouvelle Constitution autoritaire en Pologne.
– entrée clandestine au Brésil de **Prestes*, Ewert*, Ghioldi*** et des hommes et femmes de la Comintern.

Mai
– 2, pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle.
– 8, le leader révolutionnaire **Antonio Guiteras*** tué à Cuba par les hommes de **Batista***.
– 12, mort de **Piłsudski***. Naissance du « régime des colonels ».
– 13-15, **Pierre Laval*** à Moscou : « M. **Staline*** approuve la politique de défense nationale » de son gouvernement.
– 19, progrès du parti allemand des Sudètes aux élections.
– 22, affiche du PCF à Paris : « **Staline*** a raison ».
– 25, en URSS, dissolution de la Société des vieux-bolcheviks.

Juin
– 7, **Enoukidze*** exclu en URSS du BP et du CC.
– 18, **Trotsky*** en Norvège.

Juillet
– 5, manifeste de **Prestes** réclamant « tout le pouvoir à l'ANL ».
– 25, début du VIIe congrès de l'IC à Moscou.
– 27, en URSS, loi sur la coresponsabilité familiale en matière de terrorisme.

Août
– 5-10, émeutes et combats de rue à Brest et Toulon.
– 20, fin du VIIe congrès de l'IC.
– début en URSS du mouvement stakhanoviste.
– **John L. Lewis*** présente une motion pour les syndicats d'industrie au congrès de l'AFL.

Septembre
– 13, formation du POUM avec **Maurín*, Nin*, Andrade***.
– 15, lois racistes, dites « de Nüremberg » en Allemagne.
– 26, suppression en URSS des cartes de rationnement.
– 30, à Paris, **Marceau Pivert*** fonde la Gauche révolutionnaire de la SFIO.

Octobre
– 400 000 personnes au meeting de Comillas, point culminant de la campagne d'**Azaña*** pour l'amnistie des prisonniers politiques.
– 2, l'Italie attaque l'Abyssinie.

Novembre
– 3, le plébiscite en Grèce donne la victoire à la restauration de la monarchie.
– 9, fondation du CIO sous la présidence de **John L. Lewis***.
– 24-28, échec du soulèvement de l'ANPL préparé à Moscou pour le Brésil ; les envoyés de la Comintern sont accusés d'assassinat.
– **Giorgios II*** roi de Grèce revient après 12 ans d'exil.

Décembre
– 1er, entrée de l'armée japonaise à Pékin et Tianjin.
– 14, **Masaryk*** laisse la présidence de la République tchécoslovaque à **Edvard Benes***.

1936

Janvier
– 16, en Espagne, adoption du programme des gauches (républicains, socialistes, communistes) signé pour le POUM par **Andrade***.
– 26, pas de majorité aux élections législatives en Grèce.

Février
– 5, à Valence, **Largo Caballero*** se déclare partisan de la « dictature du prolétariat ».
– 16, victoire du *Frente popular* aux législatives espagnoles, début des défilés de victoire et ouverture des prisons.
– 18, gouvernement **Azaña*** soutenu sans participation par socialistes et communistes, sur le programme du Front populaire.
– 19, accord secret entre le leader libéral **Themistoclis Sophoulis*** et le Front populaire qui promet de soutenir sa candidature au poste de chef du gouvernement.
– 22, amnistie des prisonniers politiques en Espagne (environ 30 000).

Mars
– 1er, interview de **Staline*** par **Roy Howard***.
– 1er, début de la réintégration des travailleurs licenciés les années précédentes avec rappels de salaires.
– 2, **Luis Companys*** reprend ses fonctions de président de la Generalitat.
– 3, le général **Papagos*** révèle que les généraux grecs font pression pour empêcher toute alliance avec le PC.
– 5, le roi de Grèce révoque **Papagos*** et le remplace par le général **Metaxas***.
– 7, le libéral **Sophoulis*** refuse de constituer le gouvernement.
– 7, remilitarisation de la Rhénanie par le gouvernement allemand.
– 8, puissantes grèves en Grèce et en Pologne, dans la région de Lódź.
– 11, en Espagne, après un attentat à Madrid contre un député socialiste, manifestations contre le terrorisme de droite.
– 14, dissolution de la Phalange de **José Antonio Primo de Rivera***.
– 22, grève générale à Cracovie, la police tire, 8 morts.
– 13, la police tire sur des manifestants à Czestochowa en Pologne : deux morts. Grève des mineurs.
– 24, état de siège au Brésil.
– 25, les grévistes d'une compagnie de Madrid font grève en faisant rouler les trams à leur compte.
– 30, Front populaire conclu au Chili.
– 30, répression d'une émeute à Zagreb, agitation paysanne en Croatie.

Avril
– 1er, JC et JS forment la JSU dirigée par **Santiago Carrillo***.
– 1er, des centaines de « communistes » arrêtés en Pologne.
– 2, grève générale d'une heure en Pologne.
– 3, le journal du PC grec *Rizospastis* publie le texte de l'accord secret conclu avec **Sophoulis***.
– 4, grève des étudiants de Belgrade.
– 7, déposition par un vote des Cortes du président de la République espagnole, **Alcalà Zamora***.
– 10, le président du Mexique, **Lázaro Cárdenas***, fait expulser l'ex-président **Calles**, accusé de comploter avec la droite.
– 12, le général **Metaxas*** nommé Premier ministre.
– 17, **Maurice Thorez***, à la radio, tend la main aux catholiques.
– 16, grèves et manifestations, barricades et batailles à Lvov : 12 morts.
– 26, grève du bâtiment en Pologne.
– 26, premier tour des élections françaises, favorable au PC et au PS.

Mai
– 3, victoire du Front populaire en France.
– 5, entrée des troupes italiennes à Addis-Abeba.
– 8, la répression d'une grève des ouvriers du tabac à Thessalonique élargit le mouvement.
– 9, 25 000 grévistes à Thessalonique, une attaque de l'armée contre des piquets provoque une manifestation, la gendarmerie tire, tuant 30 grévistes. Un bataillon de l'armée refuse d'intervenir. Finalement les forces de l'ordre évacuent la ville qui reste aux mains du comité de grève.
– 10, **Azaña*** élu président de la République espagnole.
– 12, à Madrid, gouvernement **Casares Quiroga*** soutenu par le PCE et le PSOE.
– 13, le PC grec prêt à gouverner avec les libéraux et l'appui de l'armée.
– 17, annonce que, sous la direction de Staline*, le Soviet suprême a élaboré une nouvelle Constitution de l'URSS.
– 26, début de la vague de grèves dite « de Juin 36 » en France.
– 28, 20 000 grévistes à Belgrade.
– 28, la police tire sur des manifestants à Belgrade : 12 morts.
– 30, soulèvement contre **Somoza***, combats armés à Managua.
– 31, manifestation de rues à Bucarest pour réclamer la libération d'**Anna Pauker***.

Juin
– 1er, début de la grève du bâtiment à Madrid.
– 3, début de la grève des dockers à Anvers.
– 4, gouvernement **Léon Blum*** de front populaire dont l'IC a décidé que le PC le soutiendrait sans y participer.
– 7, signature des accords de Matignon, importantes concessions aux grévistes.
– 8, réunion de délégués de comités de grève et début de la résistance aux accords Matignon.
– 11, **Maurice Thorez*** met l'autorité du PC au service de la reprise du travail.
– 13, en France, vote de la semaine de 40 heures, la première des « lois sociales », « conquêtes de 36 ».
– 13, exclusion du PC d'**André Ferrat**.
– 15, grève des mineurs en Belgique.
– 19, 400 000 grévistes en Belgique.
– 20, état d'urgence proclamé en Belgique.

– 21, grèves en Tchécoslovaquie.
– 21, **I.N. Smirnov***, après des mois d'interrogatoire, admet l'activité de son groupe en 1932 pour un « bloc des oppositions ».
– 21, l'*Humanité* titre « Vive l'union de la nation française ».
– 27, concessions en Belgique au mouvement social.
– 28, **Jacques Doriot*** fonde, à Saint-Denis, le PPF, avec d'ex-militants du PCF et de l'extrême droite.

Juillet
– 2, à Lvov, la police tire sur une manifestation de chômeurs : 18 morts.
– 4, fin de la grève du bâtiment de Madrid, grand succès pour la CNT.
– 5-9, préparatifs du comité de grève pour la grève de la faim des prisonniers trotskystes de Magadan, animé par **Krol*** et **Maidenberg***.
– 6, adoption en URSS de la « Constitution stalinienne », la « plus démocratique du monde ».
– 7, le ministre socialiste de l'intérieur français **Roger Salengro*** annonce que son gouvernement va s'opposer aux occupations d'usines.
– 11, assassinat à Madrid d'un des instructeurs des JS, le lieutenant *asalto* **José del Castillo***.
– 13, assassinat à Madrid du leader parlementaire de la droite, **José Calvo Sotelo***.
– 14, grève des ouvriers du pétrole au Mexique.
– 16, à Moscou, **Ter-Vaganian*** « avoue » l'activité politique du groupe **Smirnov*** mais nie le « terrorisme ».
– 17, soulèvement des troupes au Maroc espagnol sous les généraux **Sanjurjo*** et **Franco***.

– 18, DÉBUT DE LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE

Juillet
Cascade de gouvernements républicains et tentatives de conciliation. Les ouvriers et les paysans s'arment.
– 19, le gouvernement de Madrid du Dr **Giral*** reconnaît et légalise l'armement du peuple.
– 20, l'insurrection militaire écrasée à Madrid et à Barcelone. Vainqueurs en Andalousie, les nationalistes du général **Queipo de Llano*** massacrent dans les quartiers ouvriers.
– 21, le comité central des milices antifascistes de Catalogne détient de fait le pouvoir en Catalogne.
– 26, fusion du PS et du POC en Catalogne : le nouveau parti, le PSUC, adhère à l'IC.

Juillet-août
– l'appui italien aux troupes nationalistes et notamment l'intervention des avions qui, après le pont aérien avec le Maroc, provoquent des paniques dans les rangs des milices ouvrières et paysannes, permettent aux nationalistes de remporter des succès militaires.

Août
– 1er, le gouvernement **Léon Blum***, sous la pression des radicaux et des conservateurs britanniques, propose comme un moindre mal un accord de non-intervention en Espagne.
– 4, coup d'État du général **Metaxas*** en Grèce.
– 5, arrestation en URSS de **M.S. Bogouslavsky**.
– 6, **Maurice Thorez** lance un appel au « Front des Français ».
– 6, offensive nationaliste en Espagne appuyée par l'aviation italienne.
– 8, le gouvernement britannique pour la Non-Intervention.
– 10, le gouvernement de l'URSS adhère à la Non-Intervention.
– 13, **I.N. Smirnov***, aux mains du GPU et devant un chantage et des menaces de nouvelles tortures sur sa fille **Olga Ivanovna***, reconnaît que son activité avait un « caractère terroriste ».
– 14, à son tour **Ter-Vaganian*** admet le caractère « terroriste » de l'activité de son groupe.
– 14, la *Pravda* annonce l'ouverture prochaine d'un procès contre les « terroristes trotskystes » dirigés par **Trotsky**, « allié de la Gestapo ».
– 14, le journal nazi norvégien *Fritt Folk* accuse **Trotsky*** de conspirer de Norvège, contre **Staline***.
– 14, chute de Badajoz, massacre d'ouvriers dans les arènes.
– 14, arrestation du général **Primakov***.
– 17, le gouvernement allemand accepte la Non-Intervention.
– arrestation de **Serebriakov***.
– 19-23, ouverture à Moscou du procès des Seize, dont **Zinoviev*, Kamenev*, I.N. Smirnov*, Ter-Vaganian ***, qui « avouent » leur « terrorisme » et dénoncent **Trotsky*** ; seul **Smirnov** a des velléités de résistance.
– 20, arrestation du général **Poutna***.
– 21, le gouvernement italien accepte la Non-Intervention.
– 22, publication dans *La Batalla* du POUM d'un article de **Trotsky***.
– 23, suicide de **Tomsky***, mis en cause dans les aveux de Moscou.
– 24, exécution à Moscou des seize condamnés.
– 27, arrivée à Madrid de l'ambassadeur soviétique **Marcel Rosenberg***.
– 27, premier bombardement aérien de Madrid.
– 29, les collaborateurs de **Trotsky*** expulsés de Norvège, dont le gouvernement est soumis à forte pression de Moscou.
– 30, l'URSS réclame l'expulsion de **Trotsky*** de Norvège.

Septembre
– 2, **Trotsky*** et sa femme internés en Norvège.
– 2, Madrid menacée après une débâcle due à la panique.
– 3, le CE du POUM, dans *La Batalla*, demande l'asile pour **Trotsky***.
– 4, en Espagne, gouvernement **Largo Caballero*** de front populaire avec des ministres communistes.
– 5, chute d'Irun.
– 13, chute de San Sebastian.
– 14, arrestation de **Piatakov***.
– 25, télégramme de **Staline*** reprochant au GPU d'avoir « cinq ans de retard ».
– 26, Iagoda remplacé par **Ejov*** à la tête du NKVD.
– 26, dissolution du comité central des milices antifas-

cistes de Catalogne, partis et syndicats ouvriers entrant dans le Conseil de la généralité (**Andrés Nin*** à la Justice).
– 27, le Portugal adhère à la non-intervention.
– 27, chute de Tolède.
– 27, déclaration de **Guttmann*** et **Kalandra*** à Prague contre le procès de Moscou et pour la révolution espagnole.
– 27, fin de la grève de la faim de Magadan (de 45 à 60 jours).
– préparatifs à Vorkouta pour une grève de la faim dénonçant les procès de Moscou et réclamant la reconnaissance du statut de prisonniers politiques, animée par **Gevorkian*, Iakovine*, Donadze*** et autres.

Octobre
– 1er, décret expropriant les terres des factieux en Espagne républicaine.
– 5, en URSS, exécution de **Grunstein***, **Gertik*** et autres.
– 7, la *Pravda* annonce l'arrestation de Karl Radek en septembre.
– 10, en Espagne, militarisation des milices et création de l'Armée populaire.
– 10, arrivée d'armes et conseillers russes en Espagne.
– 12, chute de la première ligne de défense de Madrid.
– 15, arrivée d'armes et de techniciens et conseillers russes.
– 22, le gouvernement espagnol approuve la création, à la place du Tercio (Légion étrangère), des Brigades internationales.
– 24, décret de collectivisation en Catalogne.
– 25, création de l'axe Rome-Berlin.
– 27, début de la grève de la faim de Vorkouta.
– 28, publication à Paris du *Livre rouge sur le procès de Moscou*, de **Lev Sedov***, fils de Trotsky.
– 28, **Largo Caballero*** salue l'arrivée en Espagne de « l'aide russe ».

Novembre
– 2, arrivée d'avions russes en Espagne.
– 4, entrée de représentants de la CNT dans le ministère **Largo Caballero***.
– 6, le gouvernement de **Largo Caballero*** quitte Madrid pour Valence.
– 6, **Edgar André***, membre du KPD et dirigeant à Hambourg, exécuté à la hache.
– 6-8, entrée de l'armée nationaliste dans la cité universitaire de Madrid : formation de la *Junta de Defensa* de Madrid, présidée par le général **Miaja*** mais contrôlée par le PCE et ses alliés.
– 7, arrivée des premières unités des Brigades internationales sur le front de Madrid.
– 13, la grève avec occupation de l'usine Fisher-Body à Flint marque le début de la vague des grèves sur le tas (*sit-down strikes*) aux États-Unis, le CIO s'y constituant en syndicat de masse.
– 19-22, procès des « saboteurs trotskystes » à Novossibirsk.
– 25, conclusion du pacte Anticomintern entre l'Allemagne et le Japon.

Décembre
– 1er, le congrès des soviets adopte à l'unanimité la Constitution stalinienne.
– 7, le président mexicain **Cárdenas*** accorde un visa à Trotsky.
– 13, le PSUC, qui s'est fait tancer d'importance pour avoir accepté de siéger dans le même gouvernement que **Nin***, et est placé sous la férule de **Gerö***, provoque la crise ministérielle en Catalogne.
– 15, réorganisation de la Sûreté en Espagne.
– 17, le nouveau conseil de la Généralité ne comporte que des représentants des syndicats, ce qui élimine le POUM.
– 19, **Trotsky*** et sa femme embarquent sur le pétrolier *Ruth* pour le Mexique.
– 21, lettre de **Staline*** à **Largo Caballero*** traçant un programme modéré.
– 28, grève sur le tas à l'usine Fisher-Body de la General Motors à Cleveland.
– En Inde, **E.M.S. Namboodiripad*** passe au PC à la tête de l'organisation socialiste du Kerala.

1937

Janvier
– 1er, soutien du CIO à la grève de Fisher-Body.
– 9, arrivée des **Trotsky *** à Tampico (Mexique).
– 10, exécution à Moscou de **Smilga*** et **Chatskine***.
– 11, installation de **Trotsky*** à Coyoacan.
– 12, assaut de l'usine Fisher-Body occupée, 14 grévistes blessés par balle.
– 13, arrestation de **Boukharine*** et **Rykov***.
– 19, Tass annonce le procès de « saboteurs et trotskystes assassins » (**Piatakov*, Radek*, Serebriakov*, Sokolnikov***).
– 23, ouverture du 2e procès de Moscou, les accusés avouent et **Radek*** fait figure d'organisateur de la cérémonie.
– 30, verdict à Moscou, 14 condamnés à mort dont **Piatakov***. **Radek*** et **Sokolnikov*** ont des peines de prison.
– deuxième dissolution de la Glorieuse Étoile nord-africaine.

Février
– 1er, les grévistes de la General Motors occupent Chevrolet 4.
– 8, chute de Malaga.
– 11, la General Motors signe un accord. Redoublement des grèves sur le tas.
– 13, en France, **Léon Blum*** annonce « la pause ».
– 14, début de la campagne du PC contre **Largo Caballero***.
– 18, suicide d'**Ordjonikidze***.
– 21, arrestation de **Rakovsky***.
– 25, **Ejov** reprend à son compte au CC le « retard de 4 ans » du NKVD. **Boukharine*** et **Rykov*** comparaissent devant le CC. **Postychev*** s'élève contre l'aggravation de la terreur : il est arrêté.
– 30, fin de la bataille de Jarama en Espagne.

– à l'initiative de **Staline***, début en URSS de la liquidation des communistes polonais réfugiés.

Mars
– 3, discours de **Staline*** au CC.
– 5, fin de la session par l'adoption du rapport **Ejov*** et l'exclusion du parti de **Boukharine*** et de **Rykov***.
– 7, 19 grévistes tués en Tunisie (à Metlaoui).
– 11, **Messali Hadj*** et ses camarades remplacent la Glorieuse Étoile nord-africaine par le Parti du peuple algérien (PPA).
– 16, intervention policière contre des contre-manifestants antifascistes à Clichy : 5 morts.
– 18, grève d'une demi-journée en France pour protester contre la fusillade de Clichy.
– 18, arrestation des anciens collaborateurs de **Iagoda*** par **Ejov***.
– 20-23, la propagande en direction des soldats italiens provoque la débâcle dans le corps des troupes volontaires italiennes à Guadalajara.
– 29, publication du discours de **Staline*** du 3 mars.

Avril
– 7, **Iagoda*** arrêté.
– 10, enlèvement à Barcelone de **Mark Rein*** par les services d'**Orlov***.
– 26, destruction de Guernica par l'aviation allemande.
– 28, arrestation de **Heinz Neumann*** à Moscou.
– 30, arrestation de **Roudzoutak*** à Moscou.

Mai
– 3, attaque des policiers contre la Telefonica de Barcelone, grève générale et érection de barricades.
– 5, découverte du cadavre de l'anarchiste **Berneri*,** critique de la politique de « **Staline-Noske** »*.
– 12, le maréchal **Toukhatchevsky*** remplacé par le maréchal **Egorov***.
– 15, démission de **Largo Caballero*** sous la pression des communistes et des socialistes de **Prieto***.
– 17, formation du gouvernement **Negrín**.
– 19, chute de Bilbao.
– 23, rapport d'**Orlov*** à Moscou sur la fabrication des faux qui vont permettre d'inculper **Nin*** pour « intelligence avec l'ennemi ».
– 25-28, premières arrestations de généraux en URSS.
– 26-30, les forces de l'ordre tirent sur les grévistes à Republic Steel, Chicago : des dizaines de morts.
– 29, arrestation de **Toukhatchevsky***.
– 30, arrestation d'**Iakir***.
– 31, le responsable politique de l'Armée rouge, **Gamarnik***, se suicide pour éviter d'être arrêté.

Juin
– 11, procès à huis clos de neuf des plus grands chefs de l'Armée rouge, dont **Toukhatchevsky***. Ce dernier n'avoue pas, mais traite **Staline*** « d'ennemi du peuple et de l'Armée rouge ». Ils sont tous condamnés à mort et exécutés sur-le-champ.
– 16, arrestation d'**Andrés Nin*** à Barcelone, transfert à Alcalá de Henares.
– 17, arrestation de **Krestinsky***.
– 18-21, **Nin*** interrogé et torturé.
– 21, **Léon Blum*** démissionne.
– 21, arrestation d'**A.S. Enoukidze***, secrétaire de l'exécutif central des soviets.
– 23 juin : **Piatnitsky*** s'oppose au CC à l'accroissement des pouvoirs d'**Ejov***. Il vote contre la résolution, avec **Kroupskaïa*** et **Kaminsky***.
– 25, assassinat de **Nin***.
– 27, rapport d'**Orlov*** à Moscou sur l'assassinat de **Nin*** marquant le terme de l'« Opération Nikolaï ».
– arrestation de **Knorine***.
– 29, arrestation de **Béla Kun***.

Juillet
– 1er, lettre pastorale des évêques espagnols qui soutiennent **Franco***.
– 3, en URSS, un bilan fait apparaître l'arrestation depuis le 11 juin de 980 officiers, dont 21 commandants de corps et 37 de division.
– 7, arrestation de **Piatnitsky*** en URSS.
– 7, l'agent **Ludwig (N.M. Poretski)*** écrit sa lettre de rupture à **Staline***.
– 8, arrestation de **Dolecki***, directeur de Tass et de ses collaborateurs.
– 14, fin du procès des vieux bolcheviks géorgiens. **Mdivani**,* **Okoudjava***, exécutés avec cinq autres.
– 15, arrestation à Prague d'un vétéran du KPD, le trotskyste allemand **Anton Grylewicz***, accusé d'espionnage et victime d'une provocation grossière.
– 18, la *Pravda* dénonce le « traître » Iagoda.
– 31, arrêté pour la seconde fois à Barcelone, **Erwin Wolf***, ancien secrétaire de **Trotsky***, ne sera jamais retrouvé.

Août
– 1er, les dirigeants de la république de Carélie dénoncés comme « trotskystes ».
– 2, arrestation et disparition à Barcelone du trotskyste **Hans Freund (Moulin)***.
– 11, **Lister***, à la tête de ses troupes, dissout le conseil d'Aragon, dominé par les anarchistes.
– 15, création de la police militaire du SIM, dans l'Armée populaire espagnole, contrôlée par le PCE.
– 19, libération de **Chen Duxiu*** à la suite des bombardements.
– 20, à Moscou, exécution de **Warski***.
– 22-24, exécutions d'ouvriers à Leningrad.
– 26, chute de Santander.
– 27, exécutions annoncées à Leningrad, Irkoutsk, Krasnovodsk, etc.
– occupation de Pékin par les Japonais.
– 30, le responsable du PC polonais auprès de l'exécutif écrit qu'il n'y a plus de parti polonais en URSS après les arrestations.

Septembre
– 1er, procédure accélérée en URSS pour les procès et exécutions capitales.
– 2, suicide du président de la république de Biélorussie.
– 4, découverte à Chamblandes du cadavre de **Ludwig**,

qu'on appellera désormais **Ignace Reiss***, nom donné par sa femme aux enquêteurs.
– 20, exécution de **Karakhane*** à Moscou.
– 23, arrestation à Barcelone de l'Autrichien **Kurt Landau***, qui ne reparaîtra pas.

Octobre
– 1er, scission de l'UGT espagnole. Le gouvernement **Negrín*** organise le boycottage de **Largo Caballero*** et de ses partisans, ainsi éliminés de tous les postes.
– 2, une lettre de **Sneevliet*** révèle l'identité de « Reiss » et sa rupture avec **Staline***.
– 3, exécution en URSS de **Hans Kippenberger***.
– 11, condamnation de 42 trotskystes dirigeants de la grève de la faim de Magadan, dont **Samuil Krol*** et **David Maidenberg***.
– 18, à Moscou, on annonce la millième exécution capitale depuis le début de l'année.
– 20, chute de Gijon.
– 21, **Largo Caballero*** arrêté et gardé à vue à Valence.
– 26-27, exécution de trotskystes à Magadan.
– 30, **exécution d'Enoukidze***.
– 31, transfert du gouvernement de Valence à Barcelone.

Novembre
– 1er, 24 condamnations à mort à Soukhoum, avec **Lakoba***.
– 2, **Grylewicz*** bénéficie d'un non-lieu et d'une... expulsion de Tchécoslovaquie.
– 3, exécution de trotskystes à Magadan.
– 6, adhésion de l'Italie au pacte Anticomintern.
– 28, **Staline*** demande à **Dimitrov*** de préparer une résolution sur la dissolution du PC polonais, à ne pas publier.

Décembre
– 7, défection de l'agent **Walter (Krivitsky)***, qui fut l'ami d'enfance de **Reiss***.
– 8, annonce de la disparition de l'Américain **« Robinson »**.
– 14, disparition de la diplomate **Lydia Grosovskaia***, compromise dans l'affaire.
– 21, « aménagement » des 40 heures en France.

1938

Janvier
– 20, en URSS, révocation de **Krylenko***, commissaire à la Justice.
– 21, Le CC appelle à « en finir avec les exclusions en masse et sommaires ».

Février
– 1er, réunion des Cortes à Montserrat en Catalogne.
– 4, Hitler prend le commandement des forces armées allemandes.
– 7, disparition du diplomate soviétique **Boutenko*** en Italie.
– 12, des trotskystes arrêtés pour l'assassinat d'un agent soviétique qui a été en fait tué par un groupe du POUM.
– 16, mort de **Lev Sedov***, qui vivait sous la perpétuelle menace des tueurs de **Staline***.
– 16, **Boutenko*** écrit dans le *Giornale d'Italia.*
– 22, chute de Teruel.
– 23, le congrès syndical de la CTM adopte une résolution sur « la signification du trotskysme » que lui présente **Lombardo Toledano***.
– 24, révocation du maréchal **Egorov***.
– 27, annonce du procès de **Boukharine***.
– 27, la Chambre des députés française renouvelle le pacte franco-soviétique.

Mars
– 2, début du 3e procès de Moscou où on va assister à une résistance sérieuse de **Krestinsky*, Boukharine*, Rakovsky***, que les observateurs ont de la peine à voir !
– 2, offensive franquiste en Aragon.
– 11, entrée de l'armée alemande en Autriche.
– 13, proclamation de l'*Anschluss.*
– 13, verdict au procès des 21 : 19 condamnés à mort, **Rakovsky*** est épargné.
– 18, pacte CNT-UGT.
– nationalisation des industries pétrolières au Mexique.
– 23, gigantesque manifestation d'appui à la nationalisation à Mexico.
– 29, adhésion de la CNT au Front populaire.
– fin, début par **Iakovine*** et **Gevorkian***, de l'exécution des trotskystes à Vorkouta, qui va durer presque deux mois à raison de trente à cinquante par jour.

Avril
– 5, démission de **Prieto***.
– 6, **Raskolnikov***, ambassadeur en Bulgarie, refuse d'obéir à l'ordre de rappel à Moscou.
– 8, destitution de **Prieto***, ministre de la Guerre de **Negrín**.
– début de l'activité à Paris du « Groupe d'initiative chargé des questions polonaises », sous la direction du Bulgare **Ivanov*** et du Polonais **Molojec*** : il s'agit de réexpédier à moscou les communistes polonais, systématiquement exécutés.
– L'armée nationaliste coupe en deux le territoire républicain espagnol.
– 29, arrestation du Letton **Robert Eikhe***, membre du BP du PCUS.

Mai
– début des exécutions des trotskystes à Vorkouta.
– 16-17, bombardement de Barcelone par l'aviation nationaliste : 1 300 tués.

Juin
– 13, défection au Japon du général **Loutchkov***, un des grands chefs du NKVD, qui se sent menacé.
– 14, la *Pravda* annonce que **Staline*** a obtenu 100 % des voix aux élections.
– 17, **Ilya Ehrenbourg*** tend la main de la « réconciliation » aux « patriotes » phalangistes, dans la *Pravda.*

– 29, **Earl Browder*** déclare qu'en cas de guerre USA-URSS, il sera du côté de son pays.

Juillet
– 12, **L. Feldbine (Orlov)***, responsable du NKVD en Espagne, quitte le pays et négocie avec les États-Unis pour l'asile politique, qu'il obtient.
– 14, le NKVD enlève et assassine **Rudolf Klement***, collaborateur de **Trotsky***.

Août
– 16, signature par 7 membres du présidium présents à Moscou de la résolution qui constate la dissolution du PC polonais.
– 26, tentative de **Negrín*** de trouver un accord pour mettre fin à la guerre civile.
– 29, exécution de **Béla Kun*** à Moscou.

Septembre
– 1er-3, **Trotsky*** informé par **Garcia Treviño*** des projets d'action directe tramés contre lui.
– 6, dissolution du PPA, ex-Étoile nord-africaine.
– 15, **Chamberlain*** chez **Hitler*** à Berchtesgaden.
– en URSS, le maréchal **Blucher*** meurt sous la torture.
– 19, **Gottwald** lance un appel à l'union nationale.
– 21, manifestations pour un gouvernement de défense à Prague.
– 22, grève générale à Prague, le PCT appelle à l'union sacrée avec l'armée ; gouvernement du général **Syrovy*** de « concentration nationale ».
– 22, **Chamberlain*** chez **Hitler*** à Bad Godesberg.
– 23, retour au calme en Tchécoslovaquie.
– 27-29, nouvelle vague d'exécutions en URSS : **Roudzoutak*, Ounschlicht*, Berzine*, Knorine***, etc.
– 29-30, conférence de Munich et pacte à quatre. Le gouvernement **Syrovy*** s'incline.

Octobre
– 1er, entrée de l'armée allemande en pays sudète.
– 2, retrait des troupes étrangères du front en Espagne.
– 3, rupture de fait du Front populaire voulue par les radicaux.
– 11, début du procès du POUM, techniquement préparé entre le président, le procureur et la direction du PCE. Accusation de haute trahison.
– 31, les dirigeants du POUM condamnés à des peines de prison pour motifs politiques.

Novembre
– 7, à Paris, le jeune Juif **Grynzpan*** abat le conseiller d'ambassade **von Rath***.
– 9, en Allemagne, pogrom antisémite, « Nuit de cristal ».
– 12, énorme amende sur les Juifs allemands.
– 15, défilé des interbrigadistes avant leur départ d'Espagne.
– 15, les enfants juifs exclus des écoles allemandes.
– 30, grève générale sévèrement réprimée en France.

Décembre
– 3, aryanisation obligatoire des entreprises allemandes.
– 8, **Beria*** succède à **Ejov***.
– 20, livret du travail obligatoire en URSS.
– 23, interdiction du PC tchécoslovaque.
– 25, **Orlov*** tente de mettre en garde **Trotsky*** contre **Zborowski***, qui épiait son fils **Sedov***.
– 28, offensive franquiste contre la Catalogne.
– 28, URSS : lois répressives sur l'absentéisme au travail.

1939

Janvier
– 7, annonce de l'arrivée au Mexique de 1 500 interbrigadistes.
– 25, entrée des troupes franquistes à Barcelone.
– 29, congrès du PC du Mexique : **Laborde*** et **Campa*** sont écartés de la direction à cause de leurs réticences à impliquer le PCM dans la préparation de l'assassinat de **Trotsky***. L'affaire est rondement menée, notamment par **Vittori Vidali***.

Février
– 1er, publication anticipée du rapport de **Jdanov*** au congrès sur les « excès de l'épuration ».
– 1er, entrée comme secrétaire, au service de **Cannon***, leader trotskyste des États-Unis, d'un agent du NKVD, **Sylvia Callen***.
– 9-10, série d'exécutions nouvelles en URSS : **Beloborodov*, Mouklévitch***.
– 22, exécution du NKVD **Boris Berman***.
– 23, le maréchal **Egorov*** meurt sous la torture. Exécution de l'ex-dirigeant JC **V.V. Kossarev***.
– 24, démission d'**Azaña*** de la présidence de la République espagnole.
– 25, exécution de l'ex-dirigeant JC russe **Smorodine***.
– 26, exécution de **Tchoubar*, Postychev*, Kossior***, du général **Fedko***.
– 27, France et Grande-Bretagne reconnaissent **Franco***.

Mars
– 5, de nouveaux officiers communistes sont affectés par **Negrín*** à des postes clés.
– 5-6, coup d'État militaire pour la paix et contre les communistes, dirigé par le colonel **Casado*** avec l'appui des anarchistes, des socialistes et de Londres.
– 10, le président tchèque convoqué à Berchtesgaden et terrorisé.
– 10-21, XVIIIe congrès du PCUS ; **Trotsky*** voit chez **Staline*** l'intention de rechercher une alliance avec **Hitler***.
– 14, la Slovaquie proclame son indépendance.
– en Inde, au congrès de Tipuri, le PC choisit de voter pour **Gandhi*** contre **Chandra Bose***, les socialistes s'abstenant.
– 15, entrée de la Wehrmacht en Tchécoslovaquie, démembrement du pays, « protectorat de Bohême-Moravie ».
– 16, le maréchal **Pétain*** est envoyé à **Franco*** comme ambassadeur de France.

– 27, adhésion du gouvernement de **Franco*** au pacte Anticomintern.
– 28, entrée des troupes franquistes dans Madrid.

FIN DE LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE

Avril
7, l'Italie occupe l'Albanie.

Mai
– 3, **Molotov*** remplace **Litvinov*** comme ministre des affaires étrangères d'URSS.
– 22, pacte d'Acier germano-italien.
– 24, attentat manqué de **Siqueiros*** contre **Trotsky***.

Juillet
– 4, les Juifs allemands sont exclus de la fonction publique.
– 21, **Eichmann*** directeur du Centre d'émigration des Juifs de Prague.

Août
– 23, pacte de non-agression germano-soviétique comprenant un protocole secret sur la Pologne.

Septembre
– 1er, entrée de la Wehrmacht en Pologne.
– 1er, couvre-feu permanent pour les Juifs en Allemagne.
– 1er, **Togliatti*** arrêté à Paris.
– 2, les députés des PC votent les crédits de guerre.
– déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne.
– 11, barricades à Varsovie, mort de **Marian Buczek***.
– 17, l'armée russe pénètre en Pologne.
– 17, début de la discussion à la direction du CPGB, **Pollitt*** et **J.R. Campbell*** restant sur la ligne antifasciste.
– à partir du 20, les PC informés du changement de ligne : la guerre contre le nazisme n'est plus « défensive et antifasciste », mais « impérialiste ». Retour de **Guyot*** en France.
– 21, **Heydrich*** remet son plan sur les ghettos.
– 26, dissolution du PCF.
– 24, retour à Londres de **Springhall***, envoyé par Moscou.
– 28, accord sur la Pologne entre Allemagne et URSS à Moscou.

Octobre
– 6, proclamation d'Hitler sur l'isolement des Juifs.
– 12, évacuation des Juifs de Vienne.

Novembre
– 4, désertion, sur ordre de l'exécutif, de **Maurice Thorez***, qui va en URSS.
– 19, **Harry Pollitt*** et **J.R. Campbell*** à Moscou font leur autocritique et sont déplacés.
– 23, brassard blanc marqué d'une étoile de David bleue pour les Juifs en Pologne.
– 30, invasion de la Finlande par l'URSS. Bombardement d'Helsinki.

Décembre
– 1er, l'armée russe attaque la Finlande.

1940

Janvier
– 10, exécution d'**A.S. Boubnov***.

Février
– 2, exécution en URSS d'**Eikhe***, **Koltsov***, **Trilisser-Moskvine***, **Meyerhold***.
– 2, première déportation de Juifs allemands.

Mars
– 2, **Togliatti*** libéré va réorganiser la direction du PCI.
– 3, exécution de l'ancien marin de l'*Aurora*, l'amiral **Douchenov***, et du NKVDiste **Frinovsky***.
– 12, la paix est conclue entre la Finlande et l'URSS.
– 31, jusqu'au 26 avril, procès et condamnation de députés communistes en France.

Avril
– 11, invasion du Danemark et de la Norvège.

Mai
– 8, départ de **Togliatti*** pour Moscou.
– 10, invasion de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.
– 10, **Churchill*** remplace **Chamberlain*** comme Premier ministre.
– 14, les lignes de l'armée française enfoncées à Sedan. Début de la retraite, puis de « la débâcle » avec « l'exode ».
– 14, capitulation de l'armée hollandaise.
– 17, Bruxelles occupée.
– 18, Anvers occupé.
– 28, capitulation du roi des Belges **Léopold III***.

Juin
– 4, chute de Dunkerque.
– 10, entrée en guerre de l'Italie.
– 15-16, l'armée de **Staline*** occupe les pays Baltes.
– 16, le maréchal **Pétain*** devient chef du gouvernement français.
– 17, **Pétain*** demande l'armistice.
– premiers contacts à Paris entre les représentants de l'appareil du PC et les autorités allemandes pour la parution de l'*Humanité*.
– 20, **Maurice Tréand*** et **Denise Ginollin***, des Cadres du PCF, arrêtés par la police française.
– 22, signature de l'armistice entre Allemagne et France.
– 25, **Tréand*** et **Ginollin*** libérés sur demande des autorités allemandes.
– **Dimitrov*** envoie **Santiago Carrillo*** en Amérique pour former un secrétariat, qui ne verra d'ailleurs pas le jour, avec **Browder*** et **Codovilla***.

– **Francisco Antón***, avant son départ en URSS, organise la délégation du CC du PCE en France (et en Espagne), confiée à **Carmen de Pedro***, ancienne secrétaire de **Togliatti***, et à **Jesús Monzón***.

Juillet
– le député communiste belge **Julien Lahaut*** est autorisé par les occupants de la Belgique à se rendre en France pour demander aux réfugiés belges, surtout les ouvriers, de rentrer dans leur pays.
– directives antifascistes données à Bordeaux par **Charles Tillon***.

Août
– 13, début de la bataille d'Angleterre.
– 20, **Trotsky*** frappé.
– **Tsolia Dragoicheva** convoquée à Moscou pour s'entendre demander plus de modération dans la critique du gouvernement bulgare allié à l'Allemagne.

Septembre
– 2, grande journée pour la Paix aux États-Unis.
– l'ex-leader du PSUC **Josep Miret Muste*** sur une position de « révolution ».
– 7, première grande attaque aérienne sur Londres.
– 17, **Hitler*** reporte le projet de débarquement en Angleterre.
– 27, formation de l'axe Rome-Berlin-Tōkyō.

Octobre
– 28, L'armée italienne entre en Grèce.
– **Tillon*** coopté au secrétariat national du PC.
– **Nguyên Ai Quôc*** et ses compagnons fondent avec l'appui du bourreau de Canton, **Li Jishen***, le Viêt-minh (alliance pour la libération du Vietnam). Il est arrêté.

Novembre
– 10, interruption des relations par radio entre les communistes espagnols de France et d'Espagne et la Comintern.
– 14, raid allemand sur Coventry.
– 15, fermeture du ghetto de Varsovie.
– 20-25, adhésion au pacte tripartite de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie.
– 22, début de l'insurrection déclenchée par le PC en Cochinchine, bien que l'histoire officielle du PCI nie qu'il y ait joué un rôle.

Décembre
– 12, dernière flambée de l'insurrection en Cochinchine. Répression par l'amiral vichyste **Decoux***.
– 17, les États-Unis proposent l'« accord prêt-bail ».

1941

Février
– 13, démantèlement du premier comité central clandestin du PCT à Prague. Peu de rescapés.
– 22, 400 otages juifs déportés d'Amsterdam.
– 25-27, grève générale d'Amsterdam, partie sur les revendications salariales des métallos et renforcée par les mots d'ordre contre la persécution des Juifs.
– **De Leeuw*** exclu du PC néerlandais pour avoir préconisé un travail en commun avec les Alliés.

Mars
– 1er, la Bulgarie rejoint l'Axe.
– 4, traité entre l'Allemagne et la Yougoslavie.
– 27, coup d'État antiallemand du général **Dušan Šimovitch*** en Yougoslavie, qui renverse le régent **Paul***.

Avril
– 6, l'attaque allemande contre la Yougoslavie commence par un bombardement de Belgrade qui fait des milliers de morts.
– 6, la Wehrmacht attaque la ligne **Metaxas**.
– 17, la Wehrmacht entre à Athènes.
– 19, l'armée anglaise contrainte de rembarquer en Grèce.

Mai
– 16, arrestation d'environ 3 600 Juifs à Paris.
– 23, plan **Göring** pour affamer les villes russes et se débarrasser du surplus de population.
– 26, début de la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais en France, dirigée et encadrée par des communistes.
– premiers groupes armés en Grèce.

Juin
– 21, attaque allemande contre l'URSS.
– mi, reconstitution et action des Mil'groupes de **van Gilse***, du PC hollandais.
– 22, création d'une « direction de crise » pour la Comintern : **Dimitrov***, **Manouilsky***, **Togliatti***.
– 24, le Politburo bulgare décide de préparer le renversement du « régime monarcho-fasciste » et crée une commission militaire centrale ; à la suite est organisé le parachutage ou l'envoi d'URSS en sous-marin d'une cinquantaine de « spécialistes », qui seront pris, sauf un.
– la police bulgare commence un travail d'infiltration.
– 27, le CC du PCY crée le Quartier général des groupes partisans pour la libération nationale et multiplie les opérations.

Juillet
– 3, directives de **Staline*** pour la guerre de partisans.
– 13, soulèvement populaire au Monténégro, qui s'étend à la Bosnie.
– 19, début du siège de Leningrad.

Août
– 1er, en Bulgarie, procès des parachutistes (avec 24 accusés) et procès des 62, dirigeants politiques : 24 condamnations à mort.
– 14, proclamation de la charte de l'Atlantique.

Septembre
– 8, Leningrad isolée par voie de terre.
– 11, exécution à Orel de 150 prisonniers politiques dont

Rakovsky*, V.D Kasparova*, Olga Kameneva*, Spiridonova,* Iakovleva* et la plupart des témoins ou autres survivants (**Dr Pletnev*, Bessonov***) des procès de Moscou, dont l'exécution a été décidée par **Staline*** et confirmée par le président du tribunal **V.V. Ulrikh***. Le cadavre de **Rakovsky*** est dépecé et jeté aux loups.
– 15, port de l'étoile jaune par tous les Juifs du Reich.
– 19, chute de Kiev. 30 000 tués en application de la directive *Kommissar.*
– 27, en Grèce, les communistes fondent l'EAM (Front national de libération), qui a pour but entre autres une Constituante.
– 27, le SS **Reinhard Heydrich***, nommé protecteur de Bohême-Moravie, déchaîne la terreur contre les communistes.
– en Yougoslavie, constitution du territoire libéré dit « république d'Uzice », dans l'Ouest serbe.
– **Zivojin Pavlović*** torturé et exécuté par les dirigeants communistes yougoslaves à Uzice après son exclusion et son livre *Bilan du Thermidor de Staline.*

Octobre
– activité préparatoire en Russie pour la fondation d'un Parti ouvrier polonais (PPR).
– organisation en France du CMN, qui unifie les combattants, bientôt FTP.
– 2, début de l'offensive allemande sur Moscou.
– 18-19, évacuation vers Oufa et Kouibychev des services de la Comintern.

Novembre
– 12, **Tito*** informe Moscou qu'il crée les divisions de l'ALP et le Conseil national de libération de la Yougoslavie (AVNOJ).
– 26, réunion à Bihać des délégués de toute la Yougoslavie.
– 29, proclamation de l'AVNOJ.

Décembre
– 1er, contre-attaque soviétique à Toula.
– 5, l'armée allemande arrêtée devant Moscou.
– 7, attaque de Pearl Harbor par l'aviation japonaise.
– 15, arrestation de **Pierre Rebière***, de l'OS (FTP).
– 21, création de la première brigade prolétarienne en Yougoslavie, après la retraite.
– fin, arrivée en Pologne du triumvirat du groupe préparatoire du PPR, **Nowotko*, Finder*** et **Molojec***.

1942

Janvier
– 10, premier document du PPR en Pologne.
– 20, conférence de Wannsee sur la « solution finale ».
– le PC bulgare décide de recourir à l'assassinat politique par un groupe de combat de 14 hommes à missions spéciales sous **Metodi Chatorov*** et **Slavcho Radomirski***.

Février
– succès des terroristes communistes bulgares, qui abattent le général **Khristo Loukov***, chef des légionnaires, le colonel **Atanas Pantev***, président du tribunal militaire de Sofia, et blessent plusieurs hauts personnages.
– à partir du 11, vague d'arrestations de communistes en France, dont 80 dans la région parisienne (parmi eux les cadres de l'appareil clandestin **Félix Cadras*** et **Arthur Dallidet***).
– 15, chute de Singapour.
– Gazages à Auschwitz sur une grande échelle.

Mars
– 5, critiques de **Dimitrov*** aux communistes yougoslaves contre le caractère trop « communiste » de leur action, qui suggère la soviétisation.
– **Dimitrov*** les prie de ne pas attaquer la monarchie et de respecter la politique extérieure de l'URSS.
– réorganisation des communistes bulgares avec les escouades de tireurs de la NOVA pour les villes et les partisans dans les campagnes.
– 27, arrestation de **Lucien Sampaix***. Le nombre des arrestations est de 116.
– arrivée en Inde de la mission **Cripps***.
– 28, **Sauckel*** chef du recrutement de la main-d'œuvre.

Avril
– 3, première mention des FTP dans l'*Humanité.*
– 10, création du « XIVe corps d'armée de guerilleros espagnols ».
– 12-21, grève victorieuse des fonctionnaires grecs.
– en Inde, échec de la négociation sur le projet de dominion (après la guerre), et départ de la mission **Cripps***.

Mai
– 5, premier ordre de combat de la Garde populaire en Pologne.
– en Yougoslavie, après une pause à Foca, début de la Longue Marche vers la Bosnie orientale.
– **Aris Velouchiotis*** va à la montagne constituer des unités de partisans. Naissance de l'ELAS.
– 18, arrestation en France de **Gabriel Péri***.
– 21 ou 23, exécution d'**Arthur Dallidet***.
– 29, deux Tchèques parachutés par Londres font sauter la voiture de **Heydrich*** près de Prague. Redoublement de terreur. Destruction du 2e CC illégal.
– 30, exécution de **Félix Cadras***.
– 30-31, 1 000 avions de la RAF bombardent Cologne.

Juin
– 15, manifestations paysannes organisée dans le Péloponnèse.
– 22, télégramme de l'exécutif rappelant aux PC que l'heure est celle de la libération du joug fasciste, non celle de la révolution socialiste.
– 23, premiers gazages à Auschwitz.
– 27, arrestation de 119 membres du PC espagnol en France.

Juillet
– 13, le chef d'état-major de la NOVA, **Emile Markov***, est abattu en Bulgarie.

– **Iordanka Nikolova***, secrétaire de l'organisation de la Jeunesse ouvrière, tuée au combat en Bulgarie.
– le gouvernement britannique restitue sa légalité au CPI et leur liberté à ses emprisonnés.

Août
– 7, **Gandhi*** lance le mouvement « Quittez l'Inde ».
– 9, début des manifestations, grèves, etc., pour protester contre l'arrestation de **Gandhi*** et des dirigeants du Parti du Congrès.
– 21, **Pierre Georges (Fabien)*** abat un officier allemand au métro Barbès.
– 23, début de l'attaque allemande sur Stalingrad.
– 29, **Hô Chi Minh*** arrêté par les nationalistes chinois (il ne sera libéré que le 9 août 1944).
– création de 5 détachements de combat FTP-MOI en France.

Août-septembre
– Répression très violente des Britanniques, qui provoque à son tour une insurrection de six semaines en Inde.

Septembre
– 4, début de la bataille de Stalingrad.

Octobre
– 20, attentat à Nantes contre un officier allemand réalisé par **Brustlein***.
– 22, exécution par représailles, à Châteaubriant, de 27 détenus du camp. Parmi eux, de nombreux cadres communistes, notamment syndicaux.
– 24, attentat contre le Café Club de Varsovie et les troupes allemandes, organisé et réalisé par Wieslaw **(Gomułka*)**.
– exécution de **Heriberto Quiñones de León***, organisateur d'un BP du parti en Espagne, arrêté début 1942.
– fin de l'encerclement de Leningrad.

Novembre
– 29, à Jojce, en Bosnie, des délégués de toute la Yougoslavie qui constituent l'AVNOJ (Conseil national de libération de la Yougoslavie), forment un véritable gouvernement provisoire, ce qui provoque les inquiétudes de Moscou.
– 28, en Pologne, **Nowotko*** est assassiné par **Molojec***, lui-même assassiné à son tour par les amis de **Nowotko***, sans que l'on ait encore aujourd'hui les clés de ce drame.

Décembre
– 15, exécutions de **Gabriel Péri*** et de **Lucien Sampaix***.
– 20-21, grève et gigantesque manifestation à Athènes.
– 21, massacre des mineurs grévistes de Cattavi-Siglo XX en Bolivie, avec l'approbation du PC.
– **Crisanto Evangelista*** et **Pedro Abad Santos***, arrêtés par les Japonais, sont torturés et exécutés dans leur prison philippine.

1943

Janvier
– 18, début de la résistance dans le ghetto de Varsovie.
– 31, capitulation de l'armée du maréchal **Paulus*** à Stalingrad ; 90 000 prisonniers et 200 000 tués dans son armée.

Février
– 22, décret allemand sur le service du travail obligatoire.
– 24-25, énormes manifestations de rue à Athènes, échanges de coups de feu, l'occupant sur la défensive.

Mars
– 4-5, nouvelles manifestations à Athènes, « d'origine communiste et dirigées contre la mobilisation civile », disent les rapports allemands.
– 5, début à la Fiat-Mirafiori de Turin d'une vague de grèves en Italie.
– 7, le gouvernement grec au service de l'occupant annonce qu'il n'y aura pas de mobilisation du travail.
– dans les campagnes, le mois de mars est celui d'une « levée en masse » contre les forces d'occupation et leurs valets grecs.
– 23, début des grèves à Milan.

Avril
– 19, soulèvement des 40 000 Juifs du ghetto de Varsovie.
– 28, 60 000 mineurs en grève aux États-Unis.

Mai
– 8, directives de **Staline*** pour la dissolution de la Comintern.
– 13, 16 et 17, réunions de travail du présidium sur la dissolution et ses modalités.
– 15, interview de **Staline*** au correspondant de Reuter sur la dissolution.
– 17, décision du BP du PCUS.
– 19, information dans la *Pravda*.

Juin
– 9, rédaction définitive de la résolution de dissolution de la Comintern après « consultation » des sections.

FIN DE l'INTERNATIONALE COMMUNISTE (COMINTERN).

– 15 juin, exécution en France du colonel **Jules Dumont***, interbrigadiste et chef FTP.
– **Josef Epstein (colonel Gilles)***, chef des FTP de la région parisienne, propose un changement de tactique et l'abandon des « groupes de trois » au profit de détachements plus nombreux. **LA GUERRE CONTINUE...**

Abréviations et sigles

a) Organes centraux

agitprop département d'agitation et de propagande.

BSA Buro Sul-Americano del CEIC, bureau sud-américain du CE de l'IC.

CC Comité central.

Comintern Kommunistitcheskii Internatsional, Internationale communiste (IC).

CSLA Confederación sindical latinoamericana.

EKKI ou **CEIC** ou **ECCI** Comité exécutif de l'Internationale communiste.

IC Internationale communiste, *cf.* Comintern.

ICC ou **CCI** Commission internationale de contrôle.

Inprekorr *Internationale Presse Korrespondenz* ou *Correspondance internationale*, plus tard *Rundschau*, bulletin de presse de l'IC.

KIM Kommunistitcheskii Internatsional Molodeji, Internationale de la jeunesse communiste.

Krestintern Krestianski Internatsional, Internationale paysanne.

KUNMZ Kommunistitcheskii Universitet Natsional'nykh Menshisty Zapada, Université communiste pour les minorités nationales en Occident.

KUTV Kommunistitcheskii Universitet Trudiachtchikhsia Vostoka, Université communiste pour les travailleurs d'Orient.

MOPR Mejdunarodnaïa Organisatsia Pomochtchi Revoliutsioneram, Secours rouge international.

MRP ou **Mejrapom** Mejdunaodnaia Rabotchiia Pomochtch, Secours ouvrier international.

NEP Novaïa Ekonomika Politika, Nouvelle politique économique.

OMS Otdel Mejdunarodnoi Sviazi, département des liaisons internationales de l'IC.

Orgburo Bureau d'organisation du CC.

Politburo Bureau politique du comité central.

Profintern Krasnyi Internatsional Professional'nykh Soiouzov, ISR (Internationale syndicale rouge), RILU (Red International of Labour Unions), RGI (Rote Gewerkschafts-Internationale).

RSFSR Rossiiskaïa Sotsialisticheskaïa Federativnaïa Respublika, Fédération des républiques socialistes russes.

Sportintern Krasnyi Sportintern, Internationale du sport rouge.

SSA Secretariado Sul-Americano da CEIC, secrétariat sud-américain de l'exécutif de l'IC.

WEB West-Europäische Büro, Bureau d'Europe occidentale, à Berlin.

WES West-Europäische Sekretariat, de Berlin.

b) Partis nationaux

BKP Bulgarska Komunisticheska Partiia, Parti communiste bulgare (PCB).

CLPA Communist Labor Party of America.

CPGB Communist Party of Great Britain.

CPI Communist Party of India.

CPSA Communist Party of South Africa.

CPUS Communist Party of the United States.
DNA Det Norske Arbeiderpartie.
KAPD Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti communiste ouvrier d'Allemagne.
KPD [aussi **KPD(S), VKPD**] Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste d'Allemagne ; KPD(S) [PCA (Spartacus)] de 1919 à 1921.
KPJ Komunisticka Partija Jugoslavie (PCY, PC yougoslave).
KPÖ Kommunistische Partei Österreich, PC d'Autriche.
KPP Komunistyczna Partja Polski, PC polonais.
KPZU Komunisticheska Partiya Zakhidnei Ukraini, PC d'Ukraine occidentale.
KRPP Komunistyczna Robotnicza Partja Polski, Parti communiste ouvrier polonais.
KSC Komunisticka Strana Ceskoslovenska, PC tchécoslovaque.
PAI Parti annamite de l'indépendance (Viêt Nam doc lap dang).
PCA Parti communiste annamite (Annam Cong san dang).
PCB Partito Comunista Brasileiro, PC brésilien.
PCC Parti communiste chinois (Chungkuo Kung shan Tang).
PCF Parti communiste français.
PCH Parti communiste hongrois (A Kommunistajak Magyarszagi Partjanak).
PCI Parti communiste indochinois (Dong duong Cong san dang).
PCI Partito Comunista Italiano.
PCJ Parti communiste du Japon.
PCRA Partido Comunista de la Región Argentina.
PKI Pergerakan Kebangsaan Indonesia, PC d'Indonésie.
PSR Parti socialiste révolutionnaire belge. Même sigle au Brésil.
PSUC Partit Socialista Unificat de Catalunya, Parti socialiste unifié de Catalogne.
RKP(b) Rossiskaïn Komunisticheskaïa Partija (bol'shevikov), PC russe (bolchevique).
VKP(b) Vsiésoyuznaïa Komunistitcheskaïa Partija (bol'shevikov), Parti communiste (bolchevique) de l'Union.
VKPD Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste unifié d'Allemagne.

c) Autres organisations.

AAUD Allgemeiner Arbeiter Union Deutschlands.
ADGB Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund.
AFL American Federation of Labor, fédération américaine du travail.
APRA Alianza Popular Revolucionaria Americana, organisation latino-américaine.
ARAC Association républicaine des anciens combattants.
BSI Bureau socialiste international.
BSP British Socialist Party, Parti socialiste britannique.
CEDA Confederación Española de Derechas Autonomas, Confédération autonome des droites autonomes, alliance électorale de 1935-1936.
CGL Confederazione Generale del Lavoro (Italie).
CGT Confédération générale du travail (France).
CGTU Confédération générale du travail unitaire.
CNT Confederación Nacional del Trabajo.
FAI Federación Anarquista Ibérica.
GMD (autrefois KMT) Guomindang (autrefois Kuomintang), Parti national du peuple.
ILP Independent Labour Party.
ITGWU Irish Transport and Workers Union, syndicat des ouvriers et transports irlandais.
IWW Industrial Workers of the World, Travailleurs industriels du monde.
KPO KPD-Opposition (organisation de l'opposition de droite).
POSDR Parti ouvrier social-démocrate de Russie.
POUM Partido Obrero de Unificación Marxista.
PPS Polska Partija Socjalistyczna, Parti socialiste polonais.
PSI Partito Socialista Italiano, Parti socialiste italien.
PSOE Partido Socialista Obrero Español.
PRV Parti révolutionnaire vénézuélien (prédécesseur du PCV).
PSR Parti colombien (prédécesseur du PCC).
PUP Parti d'unité prolétarienne.
SA Sturmabteilung, troupes d'assaut du Parti nazi.
SAP Sozialistische Arbeiterpartei.
SDAP Social-Democratische Arbeider Partij in Nederland, PSD ouvrier de Hollande.
SDKPiL Socialdemokracija Krolestwa Polskiego i Litwy, social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie.
SDP Social-Demokratische Arbeiter-Partij in Nederland.
SDN Société des Nations.
SFIO Section française de l'Internationale ouvrière, le PS français.

SLP Socialist Labour Party, Parti socialiste ouvrier.

SPA Socialist Party of America.

SPD Socialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate d'Allemagne.

SR Socialiste révolutionnaire.

SS SchutzStaffeln

SWP Socialist Workers Party, Parti socialiste ouvrier.

TUC Trade-Union Congress.

UGT Unión General de los Trabajadores.

USPD Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.

VNQDD Viêt nam quoc dan dang (Parti national du Vietnam).

Répertoire des pseudonymes

Nous englobons ici sous ce titre les pseudonymes, *alias*, surnoms, sobriquets, etc. qui identifient des personnages de cette histoire mondiale. Dans les documents, nous avons relevé identifications proposées ou évidentes. Nous avons intégré dans la liste les graphies erronées utilisées parfois dans certains documents.

Le problème des pseudonymes est une vraie difficulté pour les historiens du communisme. Nous nous souvenons de ce cher collègue, un peu vif, qui claqua un jour la porte d'une collaboration jusque-là utile, sinon aisée, parce qu'on lui avait fait remarquer que sa « découverte » d'un conflit entre Trotsky et Gourov ne risquait pas de changer l'histoire de Trotsky mais seulement de faire rire aux larmes les initiés, car Gourov était le plus connu des pseudonymes de Trotsky – celui sous lequel il se « gourait » disaient ses amis malicieux.

C'est qu'il y a des milliers de « pseudos » pas toujours faciles à percer. J'ai commencé à établir le fichier sans lequel on ne pouvait pas aborder la correspondance de Trotsky à Harvard... et j'ai continué. Sa publication est un produit de mes sentiments de camaraderie à l'égard d'autres chercheurs : je souhaite qu'ils ne perdent pas trop longtemps leur temps à identifier les « Martin » ou les « Walter », comme j'ai dû le faire. Ce sont des pistes sommaires que je trace, et, pour le reste, qu'ils cherchent un peu dans la direction indiquée. C'est parce que ce fichier a son origine à Harvard qu'il use des abréviations utilisées dans ces archives.

J'ai peut-être ici reproduit des erreurs d'auteurs ou d'acteurs. S'il en est ainsi, je prie mes lecteurs de m'excuser, mais j'ai la certitude de leur faire gagner beaucoup plus de temps que je ne leur en fais perdre. Et, de toute façon, je ne leur ferai pas prendre Gourov pour Trotsky, ni le Pirée pour un homme.

Abréviations utilisées

Alb : Albanie
Alg : Algérie
Arg : Argentine
Arm : Arménie
Aus : Australie
Bel : Belgique
Bol : Bolivie
Bra : Brésil
Bul : Bulgarie
Can : Canada
Cey : Ceylan
Chi : Chine
Chil : Chili
Chy : Chypre
Col : Colombie
Cub : Cuba
Cz : Tchécoslovaquie
Dah : Dahomey
Dn : Danemark
Est : Estonie
Fin : Finlande
Fr : France
GB : Grande-Bretagne
Ger : Allemagne
Gre : Grèce
Hun : Hongrie
In : Indochine
Ind : Inde
Indo : Indonésie
Irk : Irak
Irl : Irlande
It : Italie
Jap : Japon
Jug : Yougoslavie

Ken : Kenya
Let : Lettonie
Lib : Liban
Lit : Lituanie
Lux : Luxembourg
Mex : Mexique
Mon : Monaco
Nic : Nicaragua
NL : Pays-Bas
Nor : Norvège
Oes : Autriche
Pal : Palestine
Pan : Panama
Per : Perse
Peru : Pérou
Phil : Philippines
Pol : Pologne
Por : Portugal
Rum : Roumanie
SAf : Afrique du Sud
Sal : Salvador
Sp : Espagne
SR : Syrie Liban
SU : URSS
Sve : Suède
Swi : Suisse
Syr : Syrie
Tri : Trinidad
Tun : Tunisie
Tur : Turquie
Uk : Ukraine
Ur : Uruguay
US : États-Unis
Ven : Venezuela
VN : Annam (Indochine)

A

Aartsz P.	Anton Pannekoek	NL
Abousiam	Wolf Auerbukh	Pal
Abram	N.V. Krylenko	SU
Abusch, Alexander	Ernst Reinhard	Ger
A Liu	Liu Shaoqi	Chi
A San	Li Lisan	Chi
A Shuang	Qu Qiubo	Chi
A.G.	V.A. Ovseenko	SU
A.L.	A.V. Lounatcharsky	SU
A.V.	A.V. Lounatcharsky	SU
Aadil	Cheikh Zamen	?
Aadu, Elzéar	Yan Ya. Anvelt	SU
Aartsz P.	Anton Pannekoek	NL
Abderrahman	Ahmed Bellarbi	Alg
Abdoularski	Prodanov	Bul
Abed	Salomon Ehrlich	Pol
Abel	L.D.Trotsky	SU
Abel	Richard Quast	Ger
Abel, Lionel	Lionel Abelson	US
Abendstern, Christian	Irene Hertzfeld	Ger
Abern, Martin	Martin Abramovitz	US
Abissar, Eitan	Avissan, Eitar	Pal
Abobora	Eduardo Ribeiro Xavier	Bra
Abousiam	Wolf Auerbakh	Pal
Abov, A.	Aleksandr Ant. Anson	SU
Abram	N.V. Krylenko	SU
Abramov, Itsek	R.Rein	SU
Abramovitch	R.Rein	SU
Abramski	Ludwik Prentki	Pol
Abril, L.	Luis Fernández Cancela	Sp
Absolut	Elena Stassova	Ger
Abud Salim	Mahmoud al Atrach	Alg
Accioli, Aurelio	Herminio Saccheta	Bra
Acevedo (col)	Juan García Acevedo	Sp
Achard	René Houzé	Fr
Achelin	Charles Hainchelin	Fr
Acher, Mathias	Nathan Birnbaum	Ger
Ack	Adolphe Acker	Fr
Ackermann, Anton	Eugen Hähnisch	Ger
Acosta Luis	Luis García Palacios	Sp
Acuña	Adonis Sepúlveda	Chil
Ad	Rudolf Klement	Ger
Adalberg	Jakob Berman	Pol
Adalberg, O.	Henryk Lauer	Pol
Adalberto	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Adam	Leo Flieg	Ger
Adam	Hans Kippenberger	Ger
Adam	František Pišek	VZ
Adam	Edmund Reismann	Ger
Adam	Vilem Haska	Cz
Adami	Romano Cocchi	It
Adamovitch You.	Václav V. Vorovsky	SU
Adams, Mary	Williana Burroughs	US
Adams, Henry	Henry Schultz	US
Adams, Samuel	Albert Glotzer	US
Adelaida	Josef Weber	Ger
Adele, Georg	Georg Mahlow	Ger
Adine	Aleksandrina Rakovskaia	SU
Adjali	Abdelkader Hadjali	Alg
Adler	Willi Elberfeld	Ger
Admoni	Hershon Dua	Pol
Adolf	Fritz Burde	Ger
Adolf	Heinrich Evers	Ger
Adolf	Leo Flieg	Ger
Adolf	Hermann Jacobs	Ger
Adolf	Karl Pojel	Lit
Adolf	Abram Sobolevicius	Let
Adolphe	Walter Dauge	Bel
Adolphe	Rudolf Klement	Ger
Adolphe	Herbert Wehner	Ger
Adorno	Josef Weber	Ger
Adrien	Jules Boisseaux	Bel
Adrien	Marcel Cachin	Fr
Adrien	Rafael Font y Ferran	Sp
Africa	Maria de las Heras	Sp
Aga	Pero Popović	Jug
Agasadé	Agha Zadé	Per

Agetro, Leafar	Rafael Ortega	Mex
Agić	Matija Brezović	Jug
Agis	Spiros Priftis	Gre
Agnon, C.	Charles Hainchelin	Fr
Agostini	Giulio Ceretti	It
Ago(stini)	Maria Renucci Rous	Fr
Agostino	Camillo Montanari	It
Agreste	Emilio Sereni	It
Agricola	Kurt Landau	Oes
Ahais	Fritz Rozins	Let
Ahmed	Sid Ali Belarbi	Alg
Ahmed	Belkacem Ben Kouider Bourahla	Alg
Ahsis	Fritzis Rosins	Let
A.I.	Youri P.Gaven	SU
A.I.	Aleksandra Ilyitchna Ramm	Ger
Aildey	L.D. Trotsky	SU
Ajo	Joseph Otto Ascher	Ger
Aki	Yamamoto Masani	Jap
Akos	Akos Hevesí	Hu
Akros	Alfonso Leonetti	It
A Ku	Qu Qiubo	Chi
Al	Albert Goldman	US
Al	Pinchas Minc	Pol
Al	Lev Sedov	SU
Al Georg	Al.G. Rakovskaia	SU
Alabarski	Kazimierz Cichowski	Pol
Alain	Marcel Bourdarias	Fr
Alain	Mikhalis Raptis	Gre
Alamo, Carlos	Mikhaïl Makarov	SU
Alarcón	José Silva	Sp
Alarich	Richard Gyptner	Ger
Al Hadj Rabah	Al Atrach, Mahmoud	Pal
Al Moghrabi	Al Atrach, Mahmoud	Pal
Albaret	« Honoré Muraille »	SU
Albarez, Jean	Clotaire Baroux	Fr
Albert	Alexandre A. Abramovitch	SU
Albert	Paul Bertz	Ger
Albert	Otto Braun	Ger
Albert	Josip Broz	Jug
Albert	Félix Cadras	Fr
Albert	Arthur Ewert	Ger
Albert	Evžen Fried	Hu
Albert	Henri Robinson	Bel
Albert	David Korner	Rum
Albert	Otto Kügler	Ger
Albert	Albert Kuntz	Ger
Albert	Záviš Kalandra	Cz
Albert	Vicente López Tovar	Sp
Albert	Ernest Mandel	Bel
Albert	Mário Pedrosa	Bra
Albert	Ossip Piatnitsky	SU
Albert	Sándor Rado	Hun
Albert	Léo Roth	Ger
Albert	Waldemar Schmidt	Ger
Albert	Djuro Salai	Jug
Albert	Albert Treint	Fr
Albert, A.	Abramovitch	SU
Albert, Max	Hugo Eberlein	Ger
Albert R.	Victor L.Kibaltchich (Serge)	SU
Alberto	Remo Boscaglio	It
Alberto	Arthur Ewert	Ger
Alberts	George Breitman	US
Albin, Félix	Kurt Hager	Ger
Albino	Bento Antônio Gonçalves	Por
Albo	Eugenio Blanco	It
Albrecht	Aleksandr A.Abramovitch	SU
Albrecht	A.S Martynov (Piker)	SU
Albrecht	Paul Rüegg (Rudnik)	SU
Albright	Bertram D.Wolfe	US
Albu, Maria	Maria Jahoda	Cz
Aldébaran	August Thalheimer	Ger
Aleksa, Zigmas	N.Angaretis	Lit
Aleksandr	Pavel Mif	SU
Aleksandr Egoritch	A.G. Beloborodov	SU
Aleksandrov	M.M. Grusenberg (Borodine)	SU
Aleksandrov A.	N.A.Semachko	SU
Aleksandrov, I.N.	V.Gantchev-Koprikov	Bul
Alexandrov, N.	N.A. Semachko	SU
Aleksandrova, Véra	V.A.Mordvinova, ép. Schwartz	SU
Aleksandrovsky, A A.	N.A.Semachko	SU
Aleksei	A.I. Rykov	SU
Aleksei	L.S.Sosnovsky	SU
Alekseiev, A.	L.S.Sosnovsky	SU
Aleksi	Angaretis	Lit
Aleksina, A.I	Lu Hangmin	Chi
Alenca	Carmen Fortoul	Ven
Alencar	José Caetano Machado	Bra
Alessio	Aldo Tortorella	It
Alex	Franz Ahlmann	Ger
Alex	Aleksandr Borovsky	SU
Alex	Ramón Casanellas	Sp
Alex	Franz Haider	Ger
Alex	Erich Jungmann	Ger
Alex	Hans Kippenberger	Ger
Alex	Pavel Minc	Pol
Alex	Friedrich Wilhelm Rüddenklau	Ger
Alex	Werner Schmidt	Ger
Alex	Lev Sedov	SU
Alex	Eduard Stefanski	Pol
Alex	Aleksandr Stocklitsky	SU
Alexander	Salomon Dridzo (Lozovsky)	SU
Alexander	Wilhelm Haas	Cz
Alexander	Fritz Michaelis	Ger
Alexander	Pavel Minc	Pol
Alexander, Joseph	Joseph Buttinger	Oes
Alexandre	Alexander, Joseph	Ger
Aleksandr	A.A. Abramovitch	SU
Alexandre	Alexandre Debski	Pol
Alexandre	Roger Schidlowski	Fr
Alexandre	Joseph Tommasi	Fr
Alexandrescu	Michel Grusenberg (Borodine)	SU
Alexander, Joseph	Josep Buttinger	Oes
Alexandre, Jean	Marcel Body	Fr

Alexandrescu	M.M. Grusenberg	SU
Alexandrov, Ivan N.	V. Gantchev-Koprikov	Bul
Alexe, G.	Constantin Katz (Dobrogeanu)	Rum
Alexeiev	Alicha Eisner	US
Alexov	Giorgi Lambrev	Bul
Alfa	Amadeo Bordiga	It
Alfa	Léon Trotsky	SU
Alfons	Ottomar Kuusinen	Fin
Alfons	Leo Flieg	Ger
Alfonso	Mohamed Tohir ou Dakhjoedin	Indo
Alfred	Haifisz-Gouralsky	SU
Alfred	Wilhelm Knöchel	Ger
Alfred	Aladar Komjat	Hu
Alfred	Alfred Lampe	Pol
Alfred	Tuure Lehen	Fin
Alfred	Karl Radek	SU
Alfred	Léo Roth	Ger
Alfred	Max Reimann	Ger
Alfred	Waldemar Schmidt	Ger
Alfred	Edgar Woog	Sw
Alfred	Heinrich Wostruba	Ger
Alfred	Adolf Zalberg	Pol
Alfredo	Arturo Colombi	It
Alfredo	Gastone Mammone	It
Alfredo	Palmiro Togliatti	It
Alglo	Albert Glotzer	SU
Ali	Abd-el-Aziz Menouer	Alg
Ali	Kamalesh Banerji	Ind
Ali	Mahmoud Kushi	Ind
Ali Baba	Hadj Ali	Alg
Alice	Lea Avramovicz	Pol
Alice	Jean Kill	Lux
Alini	Yshaia Darfel	Pal
Allais	Charles Tillon	Fr
Allan, Ellen	Evelyn Trent (Roy)	Ind
Allan, Robert	N.N.Bhatacharya (Roy)	Ind
Allard	Melchiore Vanni	It
Allard, Paul	Giulio Cerreti	It
Allard, Pierre	Giulio Cerreti	It
Allas	Eduard Siem	Est
Allbright	Bertram D. Wolfe	US
Allegri, Ettore	Ettore Quaglierini	It
Allen, Henry	Martin Abern	US
Allen, James	Sol Auerbach	US
Alma	Romeo Mangano	It
Almada, Jacinto	Niceto Andrès	Arg
Almagro, Victor	Jorge Abelardo Ramos	Arg
Almond H.	Henri Mandel	Bel
Almeida	Ilvo Meireles	Bra
Almeida, Antonio	Luis Carlos Prestes	Bra
Almeida Castro	Luis Carlos Prestes	Bra
Alois	Tuure Lehen	Fin
Alonso	Jan Jolles	Ger
Alonso	Conrado Miret Muste	Sp
Alov	Oustinov	SU
Alphonse (Alfons)	Leo Flieg	Ger
Alphonse	Georg Mohr	Ger
Alsberg	Ashley Raeburn	GB
Alsberg	Georg Reinhard	Ger
Alsen, Fritz	Henry Ehrmann	Ger

Alsky	Alfred Lampe	Pol
Alsky A.O.	Arkadi Ossipovitch Malsky	SU
Alte	Albert Altenburg	Ger
Alte (der)	Friedrich Franken	Ger
Alte (der)	Siegfried Rädel	Ger
Altman	Hannes Scheiber	Ger
Alto	Bartoli	Arg
Altobelli	Rodolfo Ghioldi	Arg
Alvarez	David Maggioni	It
Alvaroi (cdt)	Angel Carrero	Sp
Alves	Victor de Acevedo Pinheiro	Bra
Alvin, Milt	Milton Genecin	US
Alwin	Erich Gentsch	Ger
Amadeus	Albert Glotzer	US
Amago L.	Trotsky	SU
Amanjak	Amo Vartanian	Arm
Amaral (Dr)	Hilio Lacerda Manna	Bra
Amat	Christian Heuck	Ger
Amboto	Luis Arraras	Sp
Ambroz	Jan Broszek	Pol
Amédune	Amédée Catonné (Dunois)	Fr
Américo	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Amerigo Ledo	Paulo Lacerda	Bra
Ami	Gyula Alpari	Hun
Amicus	Kurt Battek	Ger
Amnon	Solomon Ehrlich	Pol
Amos	Otto Bauer	Oes
Amst	Erich Gentz	Ger
Amsterdam, Szaul	Henryk Henrikowski	Pol
Amtman, Bruno	Turl Maller	Ger
An	Nguyên Van Tao	In
Ander	Hans Knodt	Ger
Andermann, Erich	Joseph Bornstein	Ger
Anders	Christian Heuck	Ger
Anders, Ernst	Erich Rinner	Ger
Anders, Irving	Irving Cohen	US
Anders, Karl	Karl Anders-Naumann	Ger
Anders, Michael	Albert Schreiner	Ger
Anders, Peter	Paul Kohn	Ger
Andersen	Henk Sneevliet	NL
Anderson, Dr James	Mykhailenko (Nosivitsky)	SU
Anderson	Carl Skoglund	US
Anderson	Ernst Wollweber	Ger
Anderson, Dr Henry	Heinrich Brüning	Ger
Anderson James B.	Yakov Nosovitsky	US
Andrade Fernandes	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Andrasfi, Gyula	Gyula Uzsak	Hun
André	Stjepan Čvijić	Jug
André	Elias Reginaldo Da Silva	Bra
André	Jean Catelas	Fr
André	Arven A. Davtian	SU
André	Aimé Patri	Fr
André	Vassili Podzniakov	SU
Àndré	Léon Purman	Pol
André	Elias Reinaldo da Silva	Bra
André, Joseph	Joseph Epstein	Fr
André, Michel Jean	Mikhaïl Feintuch (J. Jérôme)	Fr

Andrea	Mario Lizzero	It
Andreas, Evelyn	Evelyn Horovit	US
Andréi	Robert Indrikovitch Eikhe	SU
Andréi	Andreu Nin	Sp
Andréi	Karl Radek	Pol
Andréi, A.I.	Stefan Čvijić	Jug
Andréi, Pierre	Pierre Boussel	Fr
Andreiev	Bojidar Maslarić	SU
Andreiev	A.A. Solts	SU
Andreis, Andrea	Italo Nicoletto	It
Andrej	Stjepan Čvijić	Jug
Andrés	Sixto Aguado	Bra
Andrés	Valentin Galarza	Sp
Andrés	Léon Purman	Pol
Andrew	Nicolas Hourwich	US
Andrews, Chris	Christy Moustakis	US
Andrews R.F.	Andrew Rothstein	US
Andrić	Blagoje Parović	Jug
Andrija	Andrija Hebrang	Jug
Andrzej	Alfred Lampe	Pol
Andrzej	Léon Ferszt	Pol
Andrzej	Pavel Levinson	Pol
Andrzej	Stanislas Pestkowski	Pol
Andrzej	Witold Tomorowicz	Pol
Andrzej, Josef	Josef Epstein	Pol
Anelito	Ilio Barontini	It
Anfer	Henri Gourdeaux	Fr
Angaretis	Zigmas Aleksa	Lit
Angel	Felix Morrow	US
Angel	Henk Sneevliet	NL
Angel, Karel	Veljko Ribař	Jug
Angel Rojo	Adolfo Bueso	Sp
Angelica	Angelica Mendoza	Arg
Angelín	Angel Alvarez	Sp
Angelo ou Angelio	Jules Humbert-Droz	Swi
Angelov, Todor	Simon Ballot	Bul
Angelus	Carl Paeschke	Ger
Anger, Karl	Veljko Ribař	Jug
Anglicus	Reg Groves	GB
Anh Van	Hoang don Tri	VN
Anioutine	A.V. Lounatcharsky	SU
Anissimov	A.K. Voronsky	SU
Anita	Adela Collado	Sp
Anker	Wilhelm Wittkowski	Pol
Anna	Willi Münzenberg	Ger
Anna	Margarita Watzowá	Cz
Anne-Marie	Danièle Casanova	Fr
Anni	Margarete Dietrich, ép.Keil	Ger
Annie	Karl Frank	Oes
Anon	Lev Feldbine (Orlov)	SU
Anouchka	Anne Le Tiec	Fr
Anselmi	Isidoro Azzario	It
Anstrom, George	Harold Ware	US
Antek	Felix Dzerjinski	Pol
Anthony	Nguyên van Nam	VN
Antid Oto	Trotsky	SU
Antje	Erne Glentsch	Ger
Antoine	Marcel Bleibtreu	Fr
Antoine	Emile Bougère	Fr
Antoine	Arven Davtian	SU
Antoine	Walter Ginsburger	Fr
Antoine	Gothard Stehr	Ger
Antoine Louis	Antoine Ker	Fr
Antoinette	Rolande Depaepe	Fr
Anton	V.A. Antonov-Ovseenko	SU
Anton	Ogaltsev	SU
Anton	Nathan Gould	US
Anton	Ernst Grube	Ger
Anton	Stevan Lilić	Jug
Anton	Ewald Münschke	Ger
Anton	Gothard Stehr	Ger
Anton, G.	V. Ovseenko	SU
Antoni	Abraham Zajac	Pol
Antônio	Maria Barrega	Bra
Antonio	Bento Gonçalves Antônio	Por
Antonio	Antonio Cabassi	It
Antonio	Matyas Rakosi	Hun
Antonio	Varkaris	Chy
Antonio	Angel Fuentes Vidosa	Sp
Antônio	Aristides Lobo	Bra
Antônio	Russildo Magalhães	Bra
Antonio	Stebrenjak	Jug
Antonov	Ivan Srebredniak	Jug
Antonov, G.N.	V.Ovseenko	SU
Antonowicz	Julius Brun	Pol
Antonius	August Enderle	Ger
Antonowicz	Julian Brun	Pol
Aoki	Arahaki Katsugo	Jap
Aparelly	Aparicio Torelli	Bra
Aparicio	Mário Pedrosa	Bra
Aptekman	Pinhas Yoeli,	Pal
Aquila, Giulio	Gyula Sachs	It
Arabi, Hosni	Yéhel Kossoi	Pal
Arabicus	Wolf Auerbakh	Pal
Aramin	Orfeo Vangelista	It
Aramis	Giovanni Alossia	It
Arenas	Miguel Soriano	Sp
Arden, Artur	Artur Golke	Ger
Arens, Jean	Isaac Alter	Pol
Argus	Leopold Schwarzschild	Ger
Arias	Marcos Youbman	Arg
Ariat André	Aimé Patri	Fr
Aribau, Gaspar	Gabriel Arrón	Sp
Ariel	Arturo Cappa	It
Arienti, Marcello	Giorgio Ruffolo	It
Arietti	Luigi Vercesi	It
Arioutinov	Youri G.Agabékov	SU
Aristide	Luigi Frausin	It
Aristide	Luigi Seriana	It
Aristide	Ezio Zanelli	It
Arkady	I.I. Radtchenko	SU
Arkhiv	Archéiomarxistes	Gr
Arkomed, S.T	S.T.Karadjian	Arm
Arlen	Francisco Vásquez	Sp
Arlette	Georgette Cadras	Fr
Arlins A.	Josef Weber	Ger
Armand	Michel Feldman	Fr
Armand	Edmond Foeglin	Fr
Armand	Pierre Prévost	Bel
Armand	Georg Scheuer	Oes
Armengol	Hilario Arlandis Esparza	Sp

Arnaldo	Lauro Reginaldo da Rocha	Bra
Arnau	Hilario Arlandis	Sp
Arnaud	Michel Feldman	Fr
Arnaud, A.	Pierre Naville	Fr
Arndt, Fritz	Karl Mewis	Ger
Arndt, Karl	Karl Mewis	Ger
Arne	Wilhelm Albert Boller	Ger
Arno	E. Auer	Ger
Arno	Erich Gentsch	Ger
Arno	Pierre Feintuch	Fr
Arno	Louis Schuster	Ger
Arnold	August Gouralsky (Heifetz)	SU
Arnold	Wilhelm Koenen	Ger
Arnold	Charles Rappoport	Fr
Arnold	Hardi Swassenski	Ger
Arnold, Felix	Georges Politzer	Fr
Arnold, Friedrich	Hermann Jacobs	Swi
Arnold, Maria	Helene Rado	Hun
Aroen	J.C. Stamin	Ind
Aroncczyk	Aron Bubkov	Pol
Aronheim,	Yokanan Aharoni	Pol ?
Arriaga Clemente	Rafael Galván	Mex
Arroyo Amba, José	E.S.Farina	It
Arriaga, Clemente	Rafael Galván	Mex
Arsène	Ahcène Issaad	Alg
Arsène	Edmond Foeglin	Fr
Arsenijević, Milan	Lika Vujáčić	Jug
Arseny	M.V. Frounze	SU
Artek	Artur Reddler	Pol
Artem	F.A. Sergéiev	SU
Artem	A. Erchov	SU
Arthur	André Delacourtie	Fr
Artem	Sergeiev	SU
Arthur	Karl Heinz Hoffmann	Ger
Arthur	Léon Lesoil	Bel
Arthur	Emil Pietzuch	Ger
Arthur	Louis Wallé	Fr
Artorigi	Antonio Falchieri	It
Artouzov	A.K. Franchi (ou Fraucci)	SU
Artuski	Isaac Eichenbaum	Pol
Artxandamendi	Oscar Pérez Solís	Sp
Arvid	Youri G.Piatakov	SU
Aryeh	A. Shtok	Pal
Asano	Masanasuko Watanabe	Jap
Ascaín Losa, Luis	Ramón Ormazabal	Sp
Ascher	Jakob Berman	Pol
Asf	Marcel Hatzfeld	Fr
Asch, Ernst	Ernest A. Ash	GB
Ashworth, Francis	Francis Morrow	US
Asimidis	Iannis Konstantinidis	Gr
Aslambek	Figatner	SU
Aso	Antônio Soares de Oliveira	Bra
Assanti	Edmundo Peluso	It
Assis de Figuereido, Francisco	Leôncio Basbaum	Bra
Ast	Alexander (Rubin)stein	Ger
Astesano, Luigi	Felice Platone	It
Astor	A.A. Bogdanov	SU
Astrogildo	Astrogildo Pereira	Bra
Astronom	F.E.Dzerjinski	Pol
Atskaberg	Youri P.Gaven (is)	SU
Attila	Cuadros	?
Atwood	Caleb Harrison	US
Atwood, Evelyn	Evelyn Horovit	US
A.S..in	Abram Sobolevicius	Ger
ATT	Qu Qiubo	Chi
Aubel, Maurice	Isaac Bloushtein	Fr
Auber, Jean	Jean Sosso	Fr
Auber	Henri Suppo	Fr
Aubin, Jack	Pavel Okun	SU
Aubin, Paul	Pavel Okun	SU
Audax	Heinz Kühn	Ger
Audefaz	Bertram D.Wolfe	Mex
Audi	Heinz Epe (Held)	Ger
Audibert	Michel Bruguier	Fr
Audinet	Guillaume Lapeyre	Fr
Audoin, H.	Henri Molinier	Fr
Auerbakh, Sol	James S. Allen	US
Auger	Yvan Craipeau	Fr
August	Willi Seng	Ger
Auguste	Robert Dubois	Fr
Auguste	Emile Herclet	Fr
Auguste	Marcel Prenant	Fr
Auguste	Maurice Thorez	Fr
Auguste	Avgust Cesarec	Jug
Augusto	Francesco Scotti	It
Aumont, A.	Aron Bubkov	Pol
Aurelin	Rodolphe Prager	Fr
Aurelin, M	A.Z. Steinberg	?
Aurelio	Herminio Saccheta	Br
Austine	Octave Rabaté	Fr
Austriacus	Oskar Pollack	Oes
Austriacus	Wilhelm Steiner	Oes
Austriacus	Josef Strasser	Oes
A.V.	V.S. Todorov	SU
Avgust	Martyn Ozol	Let
Avigdor	Yéhel Kossoi	Pal
Avocat L'	Gérard Rosenthal	Fr
Avramov	Ruben Levy	Bul
Axel	Fritz Lesch	Ger
Axel	Georg Welke	Ger
Axel, Pavel	Astrogildo Pereira	Bra
Axiom	Erwin Billmaier	Ger
Axiom	Ivan Schutz	Hun
Axler, Albert	Erwin Billmaier	Ger
Aziz	Abd-el-Aziz Menouer	Alg

B

B	Fritz Belleville	Ger
B.G.	V.I. Lénine	SU
BB	Filip Filipović	Jug
B-m	Filip Filipović	Jug
B-m	Bosavac	Jug
Baanbreker	Henk Sneevliet	NL
Babić, Slavko	Josip Broz	Jug
Babouchkine	G.L. Chklovsky	SU
Baccino	José Lazzaraga	Ur

Bach	V.A. Bontch-Brouévitch	SU
Bach, Fritz	Fritz Sulzbachner	Ger
Bach, Paul	Erich Mielke	Ger
Bäcker	Hans Itschner	Swi
Badet	Louis Rigaudias	Fr
Badulescu	Gilbert Moscovici	Rum
Badulescu, A.	Chitza Moscu	Rum
Badulescu, Anna	Clara Moscu	Rum
Baets J.L.	Jacques Wurth	Bel
Bag	Josué Francisco de Campos	Bra
Bagiński	Franciszek Jozwiák	Pol
Baichi	Romano Bessone	It
Baier	Franz Modlik	Oes
Baier	Karl Moor	Swi
Bail, Alexander	George Miles	US
Baja	Josef Radnić	Jug
Baker	Rudy Blum	Jug/US
Bakker	Willem Dollemann	NL
Bal(ab)	Angelica Balabanova	It
Balabolkine, Kolia	N.I.Boukharine	SU
Bamas	Jan Doman	Jug
Balatoni	Lajos Prokesch	Hun
Balázs, Béla	Herbert Bauer	Hun
Baldur	Fritz Rudolf	Ger
Baldwin	Oscar Tywerowski (ouvski)	US
Baldi	Antonio Vicente Giganti	It
Baldur	Fritz Rudolf	Ger
Balk, Theodor	Fedor G.Dragutin	Jug
Baller	Zoltán Szánto	Hun
Baller	Reszö Szánto	Jug
Ballister D	Robert Minor	US
Balogh	Edgar Kessler	Hun
Balogh	Maria Blumgrund	Hun
Baltazar	Elek Köblös	Hun
Balthario	Elek Köblös	Hun
Baltik, Olga	Lydia Stahl	SU
Ban	Djuro Daković	Jug
Bancourt, Annie	Rita Zaborowski, ép.Ewert	Can
Band, Frida	Frida Rubiner	Ger
Banderas, Diego	Stranislas Pestkowski	Pol
Bandiera	Carlo Reggiani	It
Banerji Do	M.N. Roy	Ind
Banfi	Gaetano Invernizzi	It
Banfi	Alfredo Terragni	It
Bang	Ignacy Poretski	Pol
Bangu	Lauro Reginaldo da Rocha	Bra
Bao Luoding	Michel Grusenberg (Borodine)	SU
Baptiste	Jean Fredon	Fr
Bär	Jan Winterich	Ger
Baracza	Istvan Arsai	Hun
Baraja, Fermin	Rufiño Rosas	Chil
Barão de Itararé	Aparicio Torelli	It
Barba	Giovanni Boero	It
Barbadirame	Giovanni Germanetto	It
Barbara	Deborah Seidenfeld-Stretielski	Pol
Barbarossa	Rein van der Horst	NL
Barbata	Pompeio Colojanni	It
Barbi	Fabrizio Maffi	It
Barbichette	Henri Gourdeaux	Fr
Barbon, Alex	Jean van Heijenoort	Fr
Barbosa	Valdivino de Oliveira	Bra
Barbu	Vitalij Holostenko	Uk
Barclay	John Archer	GB
Bard	Alexis Bardin	Fr
Bardette	Joannès Bardin	Fr
Bareš, Gustav	Gustav Breitenfeld	Cz
Bariletti, Nicola	Luigi Polano	It
Barm	Alexandre Barmine (Graff)	SU
Barmine Alexandre	Alexandre Graff	SU
Barna	Jozsef Bergmann	Ger
Barnelle, Paul	Max Dankner	Ger
Barois	Benno Sternberg	Gr
Baràon	A.L.Kliachko	SU
Baroncini	Remo Bolognesi	It
Barr	Farrell Dobbs	US
Barreto, Julio	Heitor Ferreira Lima	Bra
Barrientos	Miguel A. Velasco	Mex
Barsov	A. Lounatcharsky	SU
Barsov	Mikhaïl Tschchakaia	SU
Bart, Josef	Oskar Zavodsky	Cz
Bart, Karl	Vaclav Křen	Cz
Barta	David Korner	Ru
Bárta, Jan	Julius Fučík	Cz
Bartell, Mike	Milton Zaslow	US
Barthel	Jean Chaintron	Fr
Bartoli Jacques	Henri Mougin	Fr
Bartolomesz	Stefan Królikowski	Pol
Barton	Fritz Bergel	Cz
Bartoš, Karel	Evžen Klinger	Cz
Bartosz	Stefan Królikowski	Pol
Bartoszewicz	Stefan Królikowski	Pol
Barval, Jean	Jean Desbardat	Fr
Barwinski, Jan	Jósef Strzelczyk	Pol
Barzilay, Iossif	Iossif Zsilnik (Berger)	Pal
Barzilay, Iossif	Jósef Zsilnik	Pal
Basmadjian, Léon	Leo Kneller	Fr
Bassi	Nino Nanetti	It
Batlan	Mosché Lewin	Pal
Batalin	G.V. Tchitchérine	SU
Batista	Domenico Ciufoli	It
Batista, Gabriel	Bento Antônio Gonzales	Port
Batista, Gabriel	F. Paulo de Oliveira Jr	Port
Batrak, Ivan	M.P. Zatonsky	SU
Baudoin	René Camphin	Fr
Baudoin	Alfred Malleret	Fr
Baudry	André Tollet	Fr
Bauer	Erwin H.Ackerknecht	Ger
Bauer	Filip Filipović	Jug
Bauer	Hans Freund (Moulin)	Ger
Bauer	Eduard Rabofsky	US
Bauer	Roman Rosdolsky	Pol
Bauer	Emil Silberner	Swi
Bauer, Tomas	Tamás Por	Hun
Baule, Verri	Angelo Tasca	It
Baum	Edda Tannenbaum	Ger
Baum	Filip Filipović	Jug
Baum, Gerhardt	Artur London	Cz

Baum, Ludwig	Benjamin Suhl	Ger
Baum de Revido, Ana	Olga Benario	Ger
Bauman	Josef Kolsky	Ger
Baumann	Leo Bauer	Ger
Baumann	Paul Fischer	Bul
Baumann	Gehrardt Bry	Ger
Baumann	Albert Schreiner	Ger
Bauman, Sergéi	Aleksa Demnijevskij	Jug
Baumann, Henri	Henri Robinson	Ger
Bayer, Ernst	Alexander Abusch	Ger
Bazarov	Shpak	SU
Beau	Jean Beaussier	Fr
Beauss	Jean Beaussier	Fr
Beba	Valerija Čvijić	Jug
Bébé Cadum	Vittorio Codovilla	Arg
Beck	Wolfgang Speiser	Oes
Beck, Jorge Martin	Heinz Neumann	Ger
Becker	Fritz Apelt	Ger
Becker, Paul	Helmuth Schneeweiss	Ger
Bedford	Rudy Baker (Blum)	Jug/US
Bednarski	Stanislaw Budzyński	Pol
Bedrich	Fritz Runge	Ger
Begin	Reni	?
Beglin	Bernhard Böggild	Dn
Béhel, Alain	Alain Le Dem	Fr
Behrendt	Erich Braun	Ger
Behrendt, Arthur	Otto Braun	Ger
Behrendt, Hans	Albert Norden	Ger
Behring, Pontes	Luis Carlos Prestes	Bra
Beier	Karl Moor	Swi
Beier, Hans	Hans Beimler	Ger
Bekessý, Janos	Hans Habe	Ger
Bel	A.G. Beloborodov	SU
Belek	Jozef Ciszewski	Pol
Belenine	A.G. Chliapnikov	SU
Belfort	Erich Birkenhauer	Ger
Belevski	Jan Paszyn	Pol
Belić, Milan	Milan Horvaj	Jug
Belić, Stefan	Stefan Dudek (Dudec)	Jug
Belin	L. Holzer	Ger
Belitsky	Feldstein	SU
Bell	Fritz Belleville	Ger
Bell	Joseph Winternitz	Ger
Bell, R.	Tom Kerry	US
Belman	Hershl Mendl Sztokfisz	Pol
Belob	A.G. Beloborodov	SU
Belov	Giorgi Damianov	Bul
Belov	Karlo Lukanov	Bul
Beltov	G.V. Plékhanov	SU
Belvedere	Rafaele Bigardi	It
Ben Ahmed	Abdelaziz Menouer	Alg
Ben Mustafa, Chadly	Chadly Kaïrallah	Tun
Bénard, Henri	Jean Catelas	Fr
Bencé	Manuel Adame Mesa	Sp
Benckendorf	Maria Ig. Zankrevskaia	SU
Bender	Arfmann	Ger
Bendler	Wilhelm Florin	Ger
Bené	Benedito de Carvalho	Bra
Beneš, Karel	Heinrich Roth	Cz
Benito	Jacques Duclos	Fr
Benjamin	Abram Heifisz (Heifetz) (Gouralsky)	SU
Benjamin D.	Ben Davidson	US
Benjamin, Herbert	Benjamin Greffenson	US
Ben Mustafa, Chadly	Chadly Kaïrallah	Tun
Bennett A.J.	Lydia Beidel	US
Bennett A J	David Lipec (Petrovsky)	US
Benno	Alfons Bartel	Ger
Benno	Paul Storl	Ger
Benoît Dr	Roland Abbiate	Mon
Benoît	Victor Gragnon	Fr
Bensaïd	Yahia Saïdoun	Alg
Bensan, Gaston	Messaoud Bensoussan	Fr
Bento	Francisco Paula da Oliveira jr	Por
Bentzion	Simon Weinberg	Ger
Beppo	Josef Römer	Ger
Berardis	Z.A. Aleksa	Let
Berardo	Aristides Lobo	Bra
Berbi	Fabrizio Maffi	It
Berci	Beinschott	?
Berecz, István	Antal János	Hun
Berent	Franciszek Fiedler	Cz
Beres, Tibor	Baum	Hun
Berg	Michel Grusenberg (Borodine)	SU
Berg	François Berger	Fr
Berg	Heinz Lübben	Ger
Berg	Paul Schellenberg	Ger
Berg O.	Erich Wollenberg	Ger
Berg, Sal	Saul Mendelson	US
Berger	Hermann Bergmann	Ger
Berger, Karl	Akif Šeremet	Jug
Berger	Jozsef Zsilnik	SU
Berger, Egon	Ernst Poege	Ger
Berger, Emil	Karl Fischer	Ger
Berger, Hans	Heinz Blum	Ger
Berger, Hans	Gerhardt Eisler	Ger
Berger, Harry	Arthur Ewert	Ger
Berger, Joseph	Josef Zsilnik	Pal
Berger, Karl	Šeremet Akif Amedović	Jug
Berger Rudi	Joseph Schlaffer	Ger
Bergeret	David Retchinsky	Fr
Bergmann	Ernst Meyer	Ger
Bergmann	Piotr Rachmajagi	SU
Bergmann, Georg	Antoni Szana	Ger
Bergmann, Hugo	Hugo Baümler	Ger
Bergmann, Karl	Manfred Ackermann	Ger
Bergmann, Martin Iv.	Henk Sneevliet	NL
Bergmann, Rudolf	Paul Rüegg	SU
Bergner, Olga	Olga Benario	Ger
Bergner, Richard	Paul Lindner	Ger
Bergson	Grace Lee	US
Berlinchen	Karl Schneck	Ger
Berland	Georges Luciani	Fr
Berlinsky	Xuan Leven	Chi
Berlovski, Aleksei	Victor Kibaltchich (Serge)	SU
Bern, Irving	Paul Bernick	US
Bernal, Augustin	Liborio Justo	Arg
Bernard	Naum Antselović	Jug
Bernard	Kamalesh Banerji	Ind
Bernard	David S. Beika	Lit
Bernard	Georges Beyer	Fr

Bernard	Evzen Fried	Cz
Bernard	Paulino Gonzáles Alberdi	Arg
Bernard	Arno Hais	Cz
Bernard	Bruno Nardini	It
Bernard	Bruno Tosin	It
Bernard, Alfred	Alfred Kurella	Ger
Bernardi	Alfred Kurella	Ger
Bernardi	Giuseppe Vota	It
Bernardo	Bruno Tosin	It
Berndt	Fritz Apelt	Ger
Berndt, Walter	Gerhard Schild	Ger
Berneset, Jaroslav	Milan Gorkić	Jug
Bernhard, Gustav	Erich Weinert	Ger
Bernhard	Fritz Apelt	Ger
Bernhard	Siegfried Rädel	Ger
Bernier, Paul	Paul Nothomb	Bel
Bernoz	Alfred Bernard	Fr
Berns	Alex Massie	GB
Bernstein, Mieczyslav	Redens	SU
Bernstein	Usdinski	Pol
Berrat, André	Hermann Schmidt	Ger
Berrey, A.	André Marty	Fr
Berrugas El	José Vitini	Sp
Bert	Herbert Lessig	Ger
Berta	Bertha Zimmermann	Swi
Berta	L.M. Kaganovitch	SU
Bertford	Rudy Blum (Baker)	US
Berthié	Emile Jakubowitz	Fr
Berthier (colonel)	Jean-Pierre Vernant	Fr
Berthold	Julius Brun	Pol
Bertin	Elvira Abramovitch	SU
Bertola, Marco	Lorenzo Della Lunga	It
Bertoli	A. Kobiliansky	SU
Bertram	Walt Weiss	Ger
Bertram	Walter Vos	?
Bertram, Walter	Walter Pérez	?
Bertram, Wolf	Kurt Landau	Oes
Bertrand	Wertheim	Oes
Bertreint	Albert Treint	Fr
Beruzzi	D.Z. Manouilsky	SU
Besimeni	Angaretis (Zigmas Alexas)	Lit
Beslay	François Ecot	Fr
Betka	Berta Brickner	Pol
Beule	Max Spangenberg	Dan
Beur, Xavier, Aloïs	Paul Rüegg	SU
Bevardis	Z.A.Aleksa (Angaretis)	Lit
Bevc	Edouard Kardelj	Jug
Bex	Joseph Dejace	Bel
Bezdoline Nikolaï	N.A.Karev	SU
Bezimeni	Z.A. Aleksa (Angaretis)	Lit
Bezrabotni	D.Z. Manouilsky	SU
Bi Mei	Deng Zhongxia	Chi
Bi Qi	Liu Shaoqi	Chi
Bialkowski	Jan Paszyn	Pol
Bialoruski	Jan Conder	Pol
Bialy	Boleslaw Bierut	Pol
Bianca	Cristina Boico	Rum
Bianchi	Ottavio Pastore	It
Bianchi, Pïetro	Giuseppe Reggiani	It
Bianco	Thémistocle Vaccarella	It
Bianco, Alfredo	Bruno Bibbi	It

Bicz, Henrik	Heinrich Bittner	Ger
Bielak	Boleslaw Bierut	Pol
Bielecki	Jan Paszyn	Pol
Bieler, Costa, ou *Kurt*	Heinz Neumann	Ger
Bielov	Karlo Loukanov	Bul
Bielovsky	Jan Paszyn	Pol
Bienkowski	Julian Brun	Pol
Bierut Boleslaw	Boleslaw Rutkowski	Pol
Big Bill	William D. Haywood	US
Bil, Robert	Hillel Grusskowski	Fr
Biline	Robert Caby	Fr
Billet	Edouard Docker	Fr
Billings	Otto Huisvoud	US
Billy	Jim Dolsen	US
Bini	Aladino Bibolotti	It
Bioković	J. Doneli	It
Birch, Minni ou *Robin*	Jay Lovestone	US
Birine	Fritz Schreiber	Ger
Birk	Edouard Kardelj	Jug
Birke	Christain Broda	Oes
Birnbaum, Stanislaw	Stanislas Huberman	Pol
Biskup	Pawel Lewinson	Pol
Bisogno	Aldo Gastaldi	It
Bistri	S. Price	Jug
Bistriska	Milan Gorkić	Jug
Biro Zoltán	Zoltán Rákosi	Hun
Bisquet	Francesc Serrat	Sp
Bistouille	Charles Debarge	Fr
Bistricka, Marija	Jospi Čizinski (Gorkić)	Jug
Bittelman, Alexander	Alexander Oscher	US
Blache	Giovanni Sosso	Ger
Bladen, Ernest	Huber Hoffmann	Ger
Bladergroen	H.R.Bovenkerk	NL
Blajek	Wiktor Wassilcki	Pol
Blake	Alfred London	US
Blake, Lear	C.K. Stewart	US
Blake Philip	George Breitman	US
Blakitnyi	Vassili M. Yellansy	Uk
Blaky	Boleslav Bierut	Pol
Blanc, Jacques, colonel	André Isaia	Fr
Blanchard	Delpech	Fr
Blanche	Sylvia Bleeker	US
Blanchet	Fernand Gambier	Fr
Blanchet	Vittorio Codovilla	Arg
Blanco	Desider Freund	Hun
Blanco	Carlos Mendoza Mamani	Bol
Blanco, José	Sixto Aguado	Sp
Blank	Pavel Berzine	Let
Blank, Ernst	Karl Thoma	Ger
Blanno, Rodolfo	Luciano Galicia	Mex
Blas	Pietro Tresso	It
Blasco	Pietro Tresso	It
Blascotte	Deborah Seidenfeld	Pol
Blau, Ewald	Karl Thoma	Ger
Blisky	Ren Bishi	Chi
Bloch, Wilhelm	Wilhelm Paul	Ger
Blond	Georg Semmelmann	Ger
Blonina, Elena	Inessa Armand	SU
Blum	György Lukacs	Hun
Bo Gu	Chin Panxien	Chi
Bo Gu	Qin Bangxian (Ching Panxien)	Chi

Bo San	Li Lisan	Chi
Bo Shan	Li Lisan	Chi
Bo Sheng	Li Lisan	Chi
Bob	Todor Angelov	Bul
Bob	Boris Guimpel	Fr
Bob	Hermann Izbutski	Pol
Bob	Robert Petit	Fr
Bob	Mustafa Sadi	Pal
Bobasch	Jaromir Orlovski	Pol
Boblyleva	A.I. Elizarova	SU
Bobrus	Borush Nyssenbaum	Pol
Bocarov	Krum Bachvarov	Bul
Bocchino	Vittorio Penco	It
Bochen	Theodor Breslauer	Ger
Bochtchik	Adam Landy	Pol
Böckhoff	Oto Glanz	Ger
Bocquet	L.F. Huissoud	Swi
Boczov, József	Ferenc Wolf	Hun
Bode	Bodernea	Cub
Boden, Hans	Gustav Sobotka	Ger
Bodin	Aurelio Arrañaga	It
Bodnaras	Bodnarenko	Rum
Bodnarski	Stanislaw Buczyński	Pol
Boeglin	Bernhard Bøggild	Dan
Boeleken	Louis Boulanger	Bel
Boersma, Jakob	Jakob Engels	Ger
Boffa	Dina Ermini	It
Bog	M.S.Bogouslavsky	SU
Bogdanov	Anton Ivanov	Bul
Bogen D.	Herszon Dua	Pol
Bogoni	Nicolà Martini	It
Böhm	Fritz Bergel	Ger
Bohner	Richard Löwenthal	Ger
Bohrman	Ignacy Poretski	Pol
Boi	Joannès Bardin	Fr
Boikis	Schmidtchen	Est
Boiroux, Lucien	Marcel Garau	Alg
Bois	Elie Boisselier	Fr
Boissonas, Paul	« Honoré Muraille »	SU
Boitel	Joannès Bardin	Fr
Boiteux	Pantelis Kavvadas	Gre
Boivin	Elie Boisselier	Fr
Bojko	Ilya Vassiliev	Bul
Boks	Simon Kenigsberg	Pol
Bolados	Jaime Nieto	Sp
Bolano	Juan Andrade Rodríguez	Sp
Boldt	Walter Tagenberg	Ger
Bolek	Boleslaw Oulanowski	Pol
Boleslav	Félix Kon	Pol
Boleslavsky	Félix Kon	Pol
Bolle	François Polleunis	Bel
Bolyai, Ernö	Ernest Bettelheim	Hun
Bonebrakker CH	Barend Luteraan	NL
Bonet, Teresa	Leonor Barnau	Sp
Bonetti	Melchiore Vanni	Sp
Boni	Aladino Bibolotti	It
Bonjour	Angelo Silva	It
Bonnet	Melchiore Vanni	It
Bonnet	P. Vuković	Jug
Bono Paolo ou *Pietro*	Ettore Quaglierini	It
Boorstein, Isidore	Josef Peter	US
Bor	Jean Beaussier	Fr
Borah	Béla Kun	Hun
Borba	Herminio Saccheta	Bra
Borchez	Carlos Contreras Labarca	Chil
Borda, Elie	Victor Blazek	Ru
Borda	Vassilicki	Rum
Borden	William Z.Foster	US
Bordier	Georges Vallet	Fr
Borel,	Jakob Fürstenberg-Hanecki	Pol
Borel, Henri	Hugo Jordi	Cz
Borestky	M.M. Ouritsky	SU
Borques	Carlos Contreras Labarca	Chil
Borgia	Giuseppe Boretti	It
Boril, Petru	Iordan Draganov	Rum
Boris	Janis Lencmanis	Let
Borin	Vladimlir Lezak	Cz
Boris	Boris Roninger	Ger
Boris G.	Boris Goldenberg	Ger
Boriszewicz	Nikolaj Orekwo	Pol
Bork, Otto	Otto Unger	Ger
Börne	Ottomar Geschke	Ger
Bornhold	Willi Löwe	Ger
Borodowski	Willi Streit	Ger
Borodine M.M.	Mikhaïl Grusenberg	SU
Borós	Ferenc Ledermann	Hun
Borovsky	V.V. Vorovsky	SU
Borowski	Wladyslaw Stein	Pol
Borovski	Stanislas Pestkowski	Pol
Borovsky, Jan	Julius Fucík	Cz
Borquez	Carlos Contreras Labarca	Chil
Borsanyi	Vassil Kolarov	Bul
Borten	Mieczyslaw Bortenstein	Pol
Bortnowski	Mieczyslav Bronkowski	Pol
Borowski	Ludwik Komorowski	Pol
Borulov	Petre Borila	Rum
Borzecki	Boleslaw Bierut	Pol
Borzetsky	Nazim Hikmet	Tur
Bos H.	Henk Sneevliet	NL
Boscaiolo	Domenico Ciufoli	It
Bosch, Max	Sid Frost	GB
Bosković, Bosko	Filip Filipović	Jug
Bosnić	Djuro Daković	Jug
Boss, Le	Jean Beaussier	Fr
Bosshardt, Liane	Ruth Fischer	Ger
Botchka	Polikarp G. Mdivani	SU
Botchkarev	Polkarp G.Mdivani	SU
Botecchia	Pietro Secchia	It
Botev, Khristo	Stanke Dimitrov	Bul
Botov	Boris Milev	Bul
Botte	Pietro Secchia	It
Bottin	Emile Causeur	Fr
Boualem	Ahmed Bellarbi	Alg
Boudberg (baronne)	M.I. Zakrevskaia	SU
Boudé	Bella Weinraub	Rum
Boudé, Paul	Victor Blazek	Rum
Boudou	Polikarp G.Mdivani	SU
Bougenie	Jacques Doriot	Fr
Boukharov	Luo Yinong	Chi
Boukhirov	Luo Yinong	Chi
Boul	Louis Boulanger	Bel
Boulanger	Lucian Iltis	Ger
Boulay, Donat	Paul Rüegg	SU

Boumboum	Emile Berenbaum	Fr
Bourdelle	Alfred Malleret	Fr
Bourénine	Chen Boda	Chi
Bourénine	Wu Yuzhan	Chi
Bourgeois, Emile	Antoine Daglio	Fr
Bourov	Duong bach Mai	VN
Bouton	Paul Bouthonnier	Fr
Boxhorn, Josy	Josy Boxhall	Oes
Boyd A.	Hilary Sumner Boyd	GB
Bozecki	Boleslaw Bierut	Pol
Bozić	Djuro Čvijić	Jug
Bozić	Rajko Jovanović	Jug
Bozić	Sima Marković	Jug
Bozić	Pavle Pavlović	Jug
Bozić	Djuro Salai	Jug
Bozić	Lazar Stefanović	Jug
Bozić	Djuro Zinga	Jug
Bozy, Jan	Jan Hempel	Ger
Bra	Gabrielle Brausch	Fr
Braceras	Sandalio Junco	Cub
Bracco ou Braco	Ruggero Grieco	It
Brad,	Jack Radery	US
Bradford	Rudy Baker (Blum)	US
Bradonia	Angaretis (Zigma Aleksas)	Lit
Bradop	Josip Broz	Jug
Brady	Manuel Fernández Grandizo	Sp
Bram A	N.V. Krylenko	SU
Brand	Heinrich Brandler	Ger
Brand	Otto Ernst Knöbel	Ger
Brand	Heinrich Lauer	Pol
Brand	Hermann Schubert	Ger
Brand, August	Fritz Drechsler	Ger
Brand, Else	Margarete Thüring (Buber-Neumann)	Ger
Brand, Henryk ou *Ernst*	Henryk Lauer	Pol
Brandão	Eugenio Gertel	Bra
Brandenburg	Siegfried Neumann	Ger
Brandini	Emilio Sereni	It
Brandini, Carlo	Gino Giovetti	It
Brandt	Willi Budich	Ger
Brandt	Oscar Grossmann	SU
Brandt	Herbert Frahm	Ger
Brandt	Fritz Schulte	Ger
Brandt F.	Mieczyslaw Broński	Pol
Brandt St.	N.M. Poretski	Pol
Brandt, Joseph	Joseph R.Brodsky	US
Branseti	Gaby Brausch	Fr
Brant	Jean-Pierre Vigier	Fr
Brant, John	Abram Flaxer	US
Brantwein	M.M. Grusenberg (Borodine)	SU
Bratford	Rudy Blum (Baker)	US
Bratkowski, Jerzy	Jerzy Sochacki (Czejzesko)	Pol
Braun	Arthur Ewert	Ger
Braun	Yakov Jansen	Let
Braun	Léon Purman	Pol
Braun	Ernst Thälmann	Ger
Braun, Bruno	Arnold Reisberg	Ger

Braun, M.J.	Mieczyslaw Warszawski (Broński)	Ger
Braun O.	Jan Ef. Janson	SU
Braun, Paul	Wilhelm Guddorf	Ger
Brazda	Eduard Urx	Cz
Brécot, Jean	Gaston Monmousseau	Fr
Bréda	André Simone	Cz
Bredis	Jan Sprogis	Let
Breiner	Béla Brogner	Rum
Bremer, Paul	K.B. Sobelsohn (Radek)	SU
Brémond, Jean de	Raymond Molinier	Fr
Bren, Josef	Isaac Deutscher	Pol
Brenner, Paula	Roberta Gropper	Ger
Breno, Julio	Adolfo Zamora Padilla	Mex
Breno, Lauro	Adolfo Zamora Padilla	Mex
Brénot, André	Edgar Manguine	Fr
Bresciani	Giovanni Nicolà	It
Bressler, Moritz	Hubert von Ranke	Ger
Breton	Marcel Cachin	Fr
Breton	Robert Dubois	Fr
Breton	Jean Lebreton	Fr
Breton	René Villa	Fr
Breuer, Lex	Adolf Ende	Ger
Bréval, Marcel	André Morel (Ferrat)	Fr
Brewster, Martin	Birnbaum	Mex
Brévard	Gaston Monmousseau	Fr
Briche	Jean Meichler	Fr
Bridges, Harry	Alfred Benton Bryan	Aus
Brigitte	Aïno Kuusinen	Fin
Briggs, Edouard	Paul Rüegg	Fr
Briker	Bestoujev	Bul
Brikner, Betka	Bella Weinraub	Rum
Bring	Siegfried Kissin	Ger
Brings, Max	Kurt Woznik	Ger
Brink	Fritz Besser	Ger
Brinkmann, Georg	Georg Brückmann	Ger
Brinsky	Ren Bishi	Chi
Briquet	Bestoujev	Bul
Briszky, Anton	Petya Gyágya	Hun
Brito	José Lago Molares	Sp
Brk	Rade Končar	Jug
Brkic, Oskar	Trajco Muskovski	Jug
Brkic, W.	Josip Broz	Jug
Brn	Erwin Wolf	Cz
Brock	Victor Blazek	Rum
Brock	Marcel Pennetier	Fr
Brodowski, Stefan	Stefan Bratman	Pol
Bron, Michal	Miss Bronstein	Pol
Broniewicz	Léon Sakowski	Pol
Bronislav	Wladyslav Stein	Pol
Bronkowski	Bronislaw Bortnowski	Pol
Bronowivz	Julian Brun	Pol
Bronska-Pampuch	Alfred Burmeister	Pol
Bronski, Mieczyslaw	Mieczyslaw Warszawski	Pol
Bronstein	Mieczyslaw Warszawski	Pol
Brooks	Henryk Walecki	Pol
Brooks, Paul	Paavo Kruks	Let
Brosch, Anton	Miklos Steinmetz	Hun
Brouwer	Henk Sneevliet	NL
Brown	John Becker	US
Brown	Harry Braverman	US
Brown	Jim Larkin	Irl

Brown, Arthur	Arthur Ewert	Ger
Brown, Frank	Alfred Knutson	US
Brown George	Mikhaïl Grusenberg (Borodine)	SU
Brozić	Sima Marković	Pol
Bruckère	André Morizet	Fr
Brückmann, Georg	Georg Brinkmann	Ger
Brudza	Jerzy Sochacki	Pol
Bruhns	Alexander Abusch	Ger
Bruhns	Wolfgang Klose	Ger
Brummel	Hugo Ehrlich	Cz
Brun	Neli Grunberg	Rum
Brunet	Pierre Le Queinec	Fr
Brunetto (cdt)	Ljubomir Ilić	Ju
Brunewicz	Léon Sakowski	Pol
Brunkère	André Morizet	Fr
Bruno Carlo	Arturo Colombi	It
Bruno	Bruno Bibbi	It
Bruno	Iakovas Birger	Let
Bruno	Théo Bottländer	Ger
Bruno	Franz Gribovsky	Ger
Bruno	« Louis Gronowski »	Pol
Bruno	Josef Hindels	Oes
Bruno	Ed. Kornhaus	Ger
Bruno	Amleto Locatelli	It
Bruno	José Cateano Machado	Bra
Bruno	Léon Purman	Pol
Bruno	Mikhailov	SU
Brunon	Pawel Finder	Pol
Brunon	Léon Purman	Pol
Brunot, Louis	« Louis Gronovski »	Fr
Bruschi, Antonio	Ugo Fedeli	It
Brux	Henry Opta	Bel
Bryan, John	Theodor Rothstein	US
Bu Yifan	Bu Detsi	Chi
Bublitz	Inge Völker	Ger
Buchar, Jan	Josef Guttman	Cz
Bücher, Albert	Harry Robinson	Ger
Buckley, James	Henri Guilbeaux	Fr
Buchmann, Willi	Vassyl Czech	Ger
Buchwald	Jan Paszyn	Pol
Buddy	Jesse Simons	US
Bueno	Francisco Calderio (Blas Roca)	Cub
Bühler, Klaus	Richard Kleineibst	Ger
Bukshorn, Pinkus	Julian Julsji	Pol
Bukvoed	D.B. Goldendakh	SU
Buligin A.M.	Robert Valgoni	Jug
Bulnes	Jesús González Lara	Sp
Bulow	Arrigo Boldrini	It
Bulzek	Franciszek Fiedler	Pol
Bumbar	Antun Rob	Jug
Bunić V.	Sima Marković	Jug
Bünke, Max	David Kagan	Ger
Buntari	Paul Thalmann	Cz
Bur	Vladislav Burian	Cz
Bur, Jan	Walter Nettelbeck	Ger
Burchardt, Fritz	Fritz Burde	Ger
Burckhardt, Jakob	Karl Zillich	Ger
Burdacq, Henri	David Freiman	Cz
Bureš	Milan Gorkić	Jug
Bureš, F.A.	Jan Krejci	Cz

Bureš, Burg	M.Gertić	Ju
Burg	Gustav König	Ger
Burg	Alma König	Ger
Burg, Fritz	Ewald Funke	Ger
Burg, Fritz	Arthur Heimburger	Ger
Burger	August Creuzburg	Ger
Burger, Félix	Kurt Grossmann	Ger
Burger, Hans	Gerhardt Eisler	Ger
Burger, Kurt	Karl Glanz	Ger
Burgler, Albert	Zoltan Zippay	Hun
Burke, Madelene	Madeleine O'Shea	US
Burkley, James	Henri Guilbeaux	Fr
Burmeister, Alfred	Wanda Pampuch-Bronska	Pol
Burn	James Burnham	US
Burns	Alec Massie	GB
Burns, Kid	Lewis MacDonald	Can
Burns, Martha	Martha Lankin	US
Burns, Tom	Jock Haston	GB
Burrough, Marty	Mary Adams	US
Bursch	Milan Gorkić	Jug
Burton	Sam Gordon	US
Busson	Giorgios Vitsoris	Gre
Busteros, Luciano	Rodolfo Ghioldi	Arg
Bussy	Alfred Malleret	Fr
Buturac	Josip Broz	Jug
Butta	Giovanni Bottaioli	It
Buttinger, Otto	Otto Richter	Oes
Butureanu	David Fabian	Ru
Buzureanu	David Fabian	Ru
Bykov	Shpak	SU

C

Cabezão	Francisco Natividade Lisa	Bra
Cabman, James	Marc Dauber	US
Cáceres	Carmen Fortoul	Ven
Cadet	Gaston Beau	Fr
Cadet	Benoît Frachon	Fr
Cai Zhang	Ca Ziesen	Chi
Caïd	Henri Molinier	Fr
Cailleux Pierre	Pierre Pagès	Fr
Cailloux	Yves Péron	Fr
Caïus	Paul Levi	Ger
Caïus Gracchus	Francis A.Ridley	GB
Caldwell, Sylvia	Sylvia Callen ép. Franklin, Dowsee	US
Caligola	Gaetano Invernizzi	It
Callas	Gaston Beau	Fr
Calverton, V.F.	George Goetz	US
Calvetti	Lenoir	Fr
Camargo	Noé Gertel	Fr
Camboá, N.	Mário Pedrosa	Bra
Camen	Giuliano Pajetta	It
Cami	Rudolf Klement	Ger
Camille	Rudolf Klement	Ger
Camille	Fanny Bré	Fr
Camille	Ana Pauker	Rum
Camilo	Tomás Ortega Guerrero	Sp
Camilo	Maximo Tolstoï Carone	It

Camilo	Livio Xavier	Bra
Caminade	Germaine Christophe	Fr
Camomille	Rudolf Klement	Ger
Campbell	George Allison	GB
Campos	Mario Grazini	Bra
Canadien	Stefan Kozlowski	Pol
Canapino	Giacomo Calandrone	It
Canario	José Guedes Moreira	Bra
Canard	Accard	Fr
Cañas, Francisco	Romero (Romulo Cristalli)	Arg
Cance, Henri	Hervé Combes	Fr
Candiani	Enrico Russo	It
Candy	George Casterline	US
Cantais	Walter Ginsburger (Villon)	Fr
Cao Zhen	Zheng Chaolin	Chi
Capa	Hugo Bressano	Arg
Capablanca	Gastón Medina	Cub
Capek	Rudolf Appelt	Cz
Capitão	Euclides de Oliveira	Bra
Caprino	Giuseppe Berti	It
Car	Yvonne Carillon	Fr
Caraquemada	Ramón Vila Capdevilla	Sp
Carbajal V.	Aurelio Narvaja	Arg
Cárdenas, Juan	Francisco Antón	Sp
Carle	Charles Margne	Fr
Carlier, Henriette	Eva Neumann	Fr
Carlini, Adolfo	Domenico Sedran	It
Carlitos	Luis González	Sp
Carlo	Joseph Cohen	US
Carlo	Gottardi	It
Carlo	Leo Lanfranco	It
Carlo	N.M.Ljubarski	SU
Carlo	Umberto Massola	It
Carlo	Domenico Orlandi	It
Carlo	Emile Capion	Fr
Carlo Magno	Stojan Minev	Bul
Carlos	Sam Kurz (Curtiss)	SU
Carlos	Louis Rigaudias	Fr
Carlos (cdt)	Vittorio Vidali	It
Carlson B	Karl Radek	SU
Carlton, Louis	Lovett Fort-Whiteman	US
Carmen	Léonide Herbin	Fr
Carmen la Gorda	Carmen Martínez Cartón	Sp
Carnen	Giuliano, Pajetta	It
Carol	Béla Brainer	Rum
Carpigny	Pierre Hentgès	Fr
Carr, John	Ludwig Katterfeld	US
Carr, Sam	Schnil Kogan	Can
Carrel, André	André Hoschiller	Fr
Carsten, Charles	Charles Olney Cornell	US
Cartelli	Vittorio Flecchia	It
Carter, Joe	Joseph Friedman	US
Cartier, Henriette	Eva Neumann, ép. Cartier	Fr
Cartigny	Henri Guilbeaux	Fr
Carton	André Cerf	Fr
Casa	Ramón Casanellas Lluch	Sp
Casanova	Mieczyslaw Bortenstein	Pol
Casanova, Danièle	Vincentella Perrini	Fr
Casey, James	James Glaeser	US
Cass, Joseph	Joseoh Kornfeder	US
Cassell, Louis	Irving Howe	US
Cassidy	Felix Morrow	US
Cassius	Jesús Casas	Mex
Castejón, Carlos	Anatoli Serov	SU
Castella M.	Manuel Sacristán	Sp
Castelnuovo	Luis Arraras	Sp
Castor & Pollux	Atlan & Guedj	Fr
Castro	Artur Ewert	Ger
Castro	Sebastião Francisco	Bra
Cat	Catulle Gambier	Fr
Catherine	Jeanne Lapoumeyroulie	Fr
Catherine	Judith Heytin	Fr
Catilina	Paul Hermann	Cz
Cauldwell, Christopher	Christopher St John Springg	GB
Cauldwell, Sylvia	Sylvia Callen, ép. Franklin	US
Cauquil	Raymond Barbé	Fr
Cavaleiro	Luis Carlos Prestes	Bra
Cavalieri	Ettore Vacchieri	It
Cavalla	Carlo Reggiani	It
Cavalli	Carlo Reggiani	It
Cavalli, Pietro	Luigo Danielis	It
Cavallini	Michele Bucci	It
Cavanna, José	Heriberto Quiñoñes	Sp
Cavigal	Manuel Díaz	Sp
Caylus	Guy Serbat	Fr
Cazón	Jan Jolles	Ger
Ceausu	Emil Bodnaras	Rum
Ceco	Svetislav Stefanović	Jug
Cegrav	Max Gavensky	Pol
Celan, Cvetto	Stevan Čivjič	Jug
Cello, Jean	André Pruhommeaux	Fr
Cencio	Vicenzo Baldacci	It
Čenjić, Ivka	Avgust Cesarec	Jug
Centenera	Demetrio Rodríguez	?
Černy, Jaroslav	Alois Neurath	Cz
Černy, Pavel	Julius Fučík	Cz
Černy Petr	Jaroslav Klivař	Cz
Černy, Vaclav	Alois Neurath	Cz
Černy, Zdeňek	Zdeňek Novák	Cz
Cervantes	Léon Purman	Cz
Cervantes	Alberto Pérez Ayalá	Sp
Cervantes	Luis Fernández	Sp
Cervantes	Juan Blásquez	Sp
Cesare	Cesare (?) Sessa	It
Cestero	Jean van Heijenoort	Fr
Chabach ach Naki, al	Ibrahim Yusuf Yazbek	Lib
Chablin, Nikolaï	Ivan Nedjalkov	Bul
Chalcroft	Harry Wicks	GB
Chalier	Maurice Thorez	Fr
Chalmers	Denzil D.Harber	GB
Chaloupka, Hynek	Witold Tomorowicz	Pol
Champ	Adolphe Acker	Fr
Chancel, Paul	Adolphe Acker	Fr
Chang	Li Dazhao	Chi
Chang Piao	Zhang Guotao	Chi
Chaolin	Zheng Chaolin	Chi
Chaouinian Artur A.	Gaoeng	Chi
Chap	Lucien Chapelain	Fr
Chapelier	Emile Mailer	Bel

Chapuis	Djilali Chabira	Alg
Charasse (colonel)	Octave Dumoulin	Fr
Chardon	Pierre Hervé	Fr
Charivari	Rafael Marín	Sp
Charles	Fernand Demany	Bel
Charles	Schimmel Gold	Pol
Charles	Liu Renjing	Chi
Charles	Karl Molle	Ger
Charles	Jesús Monzón Reparaz	Sp
Charles	Karl Radek	SU
Charles	Szaja Rochman	Bel
Charles	Hendrik Reynaers	Bel
Charles	Karoly Szilvassý	Hun
Charles, C.	Sam Kurz (Curtiss)	US
Charles, V.	Charles van Gelderen	sda
Charles le Vieux	Charles Cwejgenbaum	Fr
Charlette	Marceau Pivert	Fr
Charlie	Richard F. Phillips	Mex
Charlier	Jean Terfve	Bel
Charlot	Metodi Chatonov	Bul
Charlot	Gérard van Moerkercke	Bel
Charlot (capitaine)	Raymond Burillon	Fr
Charlotte	Evžen Fried	Cz
Charnay	André Morel (Ferrat)	Fr
Charnie, Charles	Lieb Samsonovich	Can
Charnis	Paul Bernick	US
Charpentier	Jules Humbert-Droz	Swi
Chartos, Pedro	Kurt Steinfeld	Arg
Charvet	Louis Lyon	Fr
Charvet, Adrien	Léon Depollier	Fr
Charvoz, Adrien	Léon Depollier	Fr
Charyguibe	Li Libai	Chi
Chassagne, Henri	Charles Hainchelin	Fr
Chassy (Paul ou *Pierre)*	Paul Laguesse	Fr
Chatelain	Gaston Cornavin	Fr
Chatelain, Marcel	César Luccarini	Fr
Chato (El)	Juan Fernández Pacheco	Sp
Chato (El)	Antonio Rodríguez	Sp
Chavannes, M.	David Retchisky	Fr
Chavaroche, Dr Georges	Stojan Minev	Bul
Chayen	Ho Chi Minh	VN
Chayen	Le Hong Phong	VN
Chazé, Henri	Gaston Davoust	Fr
Chemin	Jean Weiss	Fr
Chemnitz, Karl	Karl Volk	Ger
Chen Kuang	Zhou Enlai	Chi
Chen T.S.	Chen Duxiu	Chi
Chen Dosheng	Chen Duxiu	Chi
Chen Shangyou	Chen Boda	Chi
Chen Wanli	Chen Boda	Chi
Chen Youji	Chen Duxiu	Chi
Chen Yuan	Qu Qiubo	Chi
Chen Zimei	Chen Boda	Chi
Cheng Chong	Chen Duxiu	Chi
Cheng Jiangliang	Chen Boda	Chi
Cheng Kuang	Zhou Enlai	Chi
Chen Xiaofeng	Qu Qiubo	Chi
Cheng Zhai	Tan Pingshan	Chi
Chernigovsky	A.A.Sloutsky	SU
Cherreau, Anne	Marthe Bigot	Fr
Cherstisky	Liu Bojian	Chi
Chervonyi, Andréi	Boris Choumiatsky	SU
Chester, Bob	Robert Chertov	US
Chevalier	Gabriel Faure	Fr
Chevalier, Paul	Leo Valiani	Fr
Chevalier, Raymond	Daniel Trellu	Fr
Chino, El	Manuel Hurtado	Sp
Chiarini, Antonio	Caïn Mordka Heller	SU
Chile J.	Karl Radek	SU
Chispazo	Roberto Fresno	Sp
Chiskov, Boris	Filippov Spas Belkov	Bul
Chitatel	V.I.Lénine	SU
Chkiriatov	Ty Qingqi	Chi
Chlopski	Tomasz Dombal	Pol
Chojnacki, Alex	Witold Tomorowicz	Pol
Chong Fu	Chen Duxiu	Chi
Chongh Hu	Liu Shaoqi	Chi
Chong Kang	Kang Sheng	Chi
Chong Shan	Chen Duxiu	Chi
Chong Yuan	Deng Zhongxia	Chi
Chong Zi	Deng Zhongxia	Chi
Chopski	Tomasz Dabal	Pol
Choraz, Julius	Julius Volek	Cz
Chosni el-Arabi	Yéhel Kossoi ?	Pal
Choudnovsky	Nikola Kovačević	Jug
Chourka	André Adam	Bel
Christiansen, Max	Max Klausen	Ger
Christ	Khristian Rakovsky	SU
Christophe	Jules Humbert-Droz	Swi
Christophe, Pierre Claude	Yahya Saïdoun	Alg
Chtyk	V.A. Antonov-Ovseenko	SU
Chun	Zhang Tailei (Zhang Cengkang)	Chi
Chun Mu	Zhang Tailei	Chi
Chun Nian	Zhang Tailei	Chi
Chwolsohn, Nora	Brenda Bersing	Pol
Cian Solin	Girolamo Li Causi	It
Ciemny	Iossif Unschlicht	SU
Cienki	Julian Leszczeński-Leński	Pol
Cili	Ante Ciliga	Jug
Cino	Vincenzo Moscatelli	It
Cintinha	Antonio Costa Correia	Bra
Cintra	Alberto Moniz da Rocha Barros	Bra
Cintrinha	Antonio Costa Correia	Bra
Cioban ou *Ciubanu Maria*	Elena Filipovici	Rum
Citrons	Strautnieks	Let
Civis	Jean Rous	Fr
Clainville, Max	Max Bloncourt	Fr
Clair	André Chamfroy	Fr
Clair, Louis	Lewis Coser	US
Clark, Joseph	Joseph Cohen	US
Clarke, George	Fred Hurwitz	US
Clart	Jean Rous	Fr
Claude	Henri Laurent	Bel
Claude (cdt)	Lucien Bernard	Fr
Claude	Juliette Ténine	Fr
Claus	R.Stamm	Ger
Claus	Karl Maron	Ger
Claus	Hermann Nuding	Ger
Clavego, Pablo	Ettore Quaglierini	It

Clavel	Andor Berei	Bel
Clément	Jean Baillet	Fr
Clément	Evžen Fried	Cz
Clément	Henri Laurent	Bel
Clément	Pierre Martin	Fr
Clerici	Natale Premoli	It
Cliff, Tony	Jigal Gluckstein	Pal
Clos	Roger Métayer	Fr
Clotilde	Suzanne Depollier (Girault)	Fr
Coben, Philip	Hal Draper	US
Cobrat	Henri Guilbeaux	Fr
Cochrane	Percy E. Glading	GB
Coco	Jules Teulade	Fr
Coco	Jacques Vaillant	Fr
Cödi	Dang thue Hua	VN
Cohen	C.L.R. James	US
Cojo, Camilo	Tomás Ortega Guerrero	Sp
Cojot	Cojolewicz	Fr
Col	Catulle Cambier	Fr
Coll	Michel Collinet	Fr
Colaković, Rodoljub	P.Vuković	Jug
Colibri	Jules Humbert-Droz	Swi
Collins	Fred Hurwitz (Clarke)	US
Collins, G.F.	Richard Krebs	Ger
Colombi	Carlo Bruno	It
Colombo, Andrés	Andrés García de la Riva	Sp
Colten, Aron	Béla Kun	Hun
Comevalli	Egidio Gennari	It
Comini	Eros Vecchi	It
Communard	Wang Jiaxiang	Chi
Compiègne	Jean Béthinger	Fr
Conder, Dan	Bialoruski	SU
Conev	Gavril Genov	Bul
Conibert, Paul	Velio Spano	It
Conrad	Jerzy Sochacki	Pol
Constant, Etienne	Sofia Luca, ép. Jancu	Rum
Constant, Lucien	Gregory Kagan	Pol
Conti, Aldo	Vincenzo Moscatelli	It
Conti, Louis	Ljubomir Ilić	Jug
Contreras, Carlos	Vittorio Vidali	It
Conway, Duncan	Duncan Ferguson	US
Cook	James P.Cannon	US
Cook	Korneiev	SU
Coolidge, David	Ernest Rice McKinney	US
Cooper, George	Felix Morrow	US
Cope, Jack	Hans Kopenhauer	US
Coppola, Gennaro	Luigi Toeltino	It
Coq	Gouvernement français	
Coquelin	André Morel (Ferrat)	Fr
Coral	« Jean Duret »	Fr
Corbeau	Georg Mohr	Ger
Cordoba	Miguel Contreras	Arg
Corey, Lewis	Louis Fraina	US
Corin	Pinchas Minc	Pol
Cork, Jim	Harry Greenberg	US
Cornevalli	Egidiuo Gennari	It
Cornier, Olympia	Suzanne Depollier (Girault)	Fr
Coron, docteur	François Kalmanovitch	Fr
Corrienti, Mario	Palmiro Togliatti	It
Corsell, Johann Luis	Niilo J. Virtanen	Fin
Cort, Michael	Floyd Cleveland Miller	US
Cortes, Carlos	Sam Kurz (Curtiss)	US
Cortez, Fernando	Romano Cocchi	It
Coser, Lewis	Stanislaw Braun	US
Costa	Luigi Longo	It
Costa	Heinz Neumann	Ger
Costa	Carlos da Costa Leite	Bra
Costa	Esteban Rey	Arg
Costa	José Sandoval	?
Costar	Jean-Félix Minard	Fr
Cotten	Elliot Cohen	US
Cotton	Elliot Cohen	US
Coucou	Gösta Anderson	Sue
Couraniaud	Roger Launay	Fr
Court R.	Raoul Courtois	Fr
Courtney	Ernest Rice McKinney	US
Courtois	Marcel Hamon	Fr
Cousin de Bruxelles	Paul-Henri Spaak	Bel
Covolli	Carlo Reggiani	It
Cracoviensis	Henry Stein (Domski)	Pol
Craig	Joseph Vanzler	US
Cresby	Pascal R.Cosgrove	US
Crisostomo	Cristano Evangelista	Phil
Cristallo	Giuseppe Alberganti	It
Cristescu	Ghempert	Rum
Crni	Sreten Zuyović	Jug
Crompton, Charles	Fred Breth	Cz
Crone	August Creuzburg	Ger
Crouillatset	Edouard Scherrer	Swi
Cru	Trotsky	SU
Cruse W.	Werner Mielenz	Ger
Crucy François	Maurice Rousselot	Fr
Crux	Trotsky	SU
Csaba, Ede	Ede Czimkowics	Hun
Csatári, Jósef	József Kalcisics	Hun
Cserniawski	Adolf Warski-Warszawski	Pol
Csernijakowski	Adolf Warski-Warszawski	Pol
Cseslaw	Jakob Fürstenberg (Hanecki)	Pol
Czeszejko, Jerzy	Jerzy Sochacki	Pol
Csiarnevski	Jan Paszyn	Pol
Csillag, Laci	Paul Stern	Hun
Csillik, Gabor	Sándor Szücs	Hun
Csiorny	Ludwig Rosenberg	?
Csirriges, János	József Czimar	Hun
CT	Liu Shaoqi	Chi
Cuenca Anduera, Félix	J.García Gómez (Gorkin)	Sp
Curé (le)	André Rebière	Fr
Culić	Djuka Čvijić	Jug
Cunha	Mário Pedrosa	Bra
Curtiss, Charles	Sam Kurz	US
Curto	Nino Siccardi	It
Cuthbert	Bill Moriarty	Can
Cwilichowski	Franciszek Jozwiák	Pol
Cwinek	Naftali Botwin	Pol
Czarneda	Jan Paszyn	Pol
Czarneda	Stefan Królikowski	Pol
Czarny	Jan Paszyn	Pol
Czarny, Abè	Abè Flug	Pol

Czeslaw	Jakob Furstenberg (Hanecki)	Pol
Czecinski	Jerzy Sochacki	Pol
Czeiner, Ferenc	Karoly Gardos	Hun
Cseka	Lajos Cseban	Hun
Czejzsko, Jerzy	Jerzy Sochacki	Pol
Czekin	Vassili Jarocki	Pol
Czubel	Jakub Dutlinger	Pol
Czyz	Heinrich Bittner	Pol

D

D	Grigory Yakovine	SU
Da Lei	Zhang Tailei	Chi
Da Mei	Zhou Enlai	Chi
Daan	Daniel Goulooze	NL
Dabal	Tomasz Dombal	Pol
Dabrowski	Józef Ciszewski	Pol
Dabrowski	Antoni Krajewski	Pol
Dabrowski	Wladyslaw Stein	Pol
Dabud, Abu	Mahmoud al Atrach	Pal
Dahan	Elie Kamoun	Fr
Dahl, Harold	Whitey E.Evans	US
Daisy	Alice Stewart	US
Dallam	Stefan Cora	Hun
Dallant Nicholas SL	Nikolai Dozenberg	US
Dalle	Erna Kolbe	Ger
Dallet	Josef Frey	Oes
Dalo	Jules Davister	Bel
Dalou	Henri Guilbeaux	Fr
Dama	Elsa Bernaut	Pol
Damiani Jean-Luc	Lucien Streiff	Fr
Damien	Sebastián García Millán	Sp
Damien	Pierre Philippe	Fr
Damiens, Jeanne	Marcelle Richard	Fr
Damon, Anna	Anna R.David	US
Damon, David	Charles E.Ruthenberg	US
Damoranc	Julien Racamond	Fr
Dampf	Franz Schmidtke	Ger
Dan	Ali Frölich	Pal
Dan	Jean van Heijenoort	Fr
Dancers	Harvey Swados	US
Danić	Alfred Diamantstajn	Jug
Danica	Taliana Marinić	Jug
Dänicke, Max	Franz Riegg	Ger
Daniel	Wolf Auerbukh	Pal
Daniel	Jean Roch	Bel
Daniel	Georgi Dimitrov	Bul
Daniel	Hugo Eberlein	Ger
Daniel	Sherry Mangan	US
Danièle	Georgi Dimitrov	Bul
Danielouk	Eduard Stefanski	Pol
Daniels	Andras Durovecs	Hun
Danielson	Daniel Goulooze	NL
Danilov	Zhu De	Chi
Danilov E.E.	E.D. Kantor	SU
Danilov F	F.V. Chotman	SU
Fanilov, Jan	Jan Vogeler	Ger
Danjou	Marcel Beaufrère	Fr
Dank, Leo	Hermann Neissel	Ger
Danovski	Ludwik Prentki	Pol
Danton	Blanquet	Fr
Darbout	Marcel Pennetier	Fr
Darcourt	Emile Roger	Fr
Darcy, André	André Giusti	Fr
Darcy, Samuel Adams	Samuel Dardeck	US
Dario	Ilio Barontini	It
Dario	Carlo Venegoni	It
Dario	Agustín Zoroa Sánchez	Sp
Darragh, Thomas	Roderic Connolly	Irl
Darnar, Pierre-Laurent	Pierre Laurent	Fr
Darvas, József	J.Dumitrás	Hun
Daskal	Dusan Drenovsky	Jug
Daskal	D.Janković	Jug
Dassac Raoul	Claude Bernard	Fr
Dassant Jean-Pierre	Fritz Fränken	Ger
Daube, Gertruda	Lotte Walter	Ger
Daude	André Daudenthin	Fr
Dauhin (ou *Dauphin)*	Amédée Catonné (Dunois)	Fr
Dauvergne, Georges	Félix Cadras	Fr
Dave	Ernst Rice McKinney	US
David	George Allison	GB
David	David Barozine	Fr
David Fritz	Ilya Krouglansky	Ger
David	Jesús Monzón Reparaz	Sp
David	Staline	SU
David H.	Heinz Epe	Ger
Davide	Osvaldo Peppi	It
Davidson	Boris Reinstein	US
Davies, Carl	Albert Glotzer	US
Davis, David	Reg Groves	GB
Davis, H.	George Weston	US
Davis, Jacob N	Jakob Golos	US
Dawud, Abu	Mahmoud al-Atrach	Alg
Dax	Marcel Pimpaud	Fr
Day	Francis A.Morrow	US
Dayen, Henri	Paul Fabre	Fr
Dayez, Charles	Jean Chomat	Fr
Dazhao	Li Dazhao	Chi
Dean A.	Denzil D.Harber	GB
Debeljko	Kamilo Horvatin	Jug
Debesle	Armand Latour	Fr
Debinski	Frantisek Grzelszak-Grzegorzewski	Pol
Debröczi, Tibor	Tibor Dögl	Hun
Debroe	Paul Libois	Bel
Debur (Dzebur ?)	Tomasz Dombal	Pol
Decock	Pierre Joye	Bel
Decoster	Rudolf Schönberg	Bel
Dédée	Fernande Codou	Fr
De Díos, Juan	Samuel Haifisz (Gouralsky)	SU
Degen	Hermann Nuding	Ger
Dejesaierli Mahmoud	Menouer Abd el-Aziz	Alg
Dékan, József	Liouba Smirnov	SU
Dékan, Sándor	Sándor Diamant	Hun
Delattre	Gérard van Moerkercke	Bel
Delbret	Camille Marceau	Fr
Delgado J.	Eduardo Arze Loureiro	Bol
De Leeuw A.S	Jo de Vries	NL
Delhaye E.	Ahmed ou Hamedi	Tun

Del Mar, Gaston	Ricardo Valle Closa	Bol
Delmare, Marthe	Martha Desrumeaux	Fr
Delmer	Jacques Wurth	Bel
Delmont	Victor Joannès	Fr
Delny	Robert Petitgand	Fr
Delta	Elena Stassova	SU
Delval	Marian Pakulski	Pol
Delval	Octave Rabaté	Fr
Delvosal	Joseph Thonet	Bel
De Majo	Alfonso Leonetti	It
Demaz	Albert Demazière	Fr
Dembicki	Stanislaw Burzyński	Pol
Demby, Frank	Edward L. Sard	US
Deméndi, Lajos	Lajos Cserba	Hun
Demeny, Pal	Pal Szegi	Hun
Demianov	Asen Bosadjezev	Bul
Demid	Lázslo Fried	Hun
Demontovitch	Aleksandra Kollontai	SU
Demoulin	Charles Reder	Swi
Deng Chongjie	Deng Zhongxia	Chi
Deng Chongyuan	Deng Zhongxia	Chi
Deng Kang	Deng Zhongxia	Chi
Deng Longbo	Deng Zhongxia	Chi
Denis	Andor Berei	Hun
Denis	André Duroméa	Fr
Denis	Eugène Hénaff	Fr
Denis	Raymond Losserand	Fr
Denissov, Iakov	Iannis Ioannidis	Gr
Denissov, P.N.	Petr Brcić	Jug
Denk, Peter	Josef Cisař	Cz
Dennis, Eugene	Francis X.Waldron	US
Denys	Eugène Hénaff	Fr
DerHägen Müller	Theodor Maly	SU
Desbois A.	Fernand Desprès	Fr
Deschamps	Jean Meuris	Fr
Desmond	Philip Spratt	GB
Desmore, Elsie	Nancy Macdonald	US
Desnots, Jacques	Jacques Le Ricard	Fr
Despallières, Jeanne	J. Martin des Pallières	Fr
Despotović	Konstantin Vassiliévitch Bojkov	Bul
De Streaighl	Eugène Honorien	Fr
Desurmont	Henri Barbé	Fr
Devi Jaya	A. Deva Angadi	Ind
Devi, Santa	Evelyn Roy	Ind
Devos	Pierre Joye	Bel
Devouchkine	Chklovsky	SU
De Vries A.S.	A.S. de Leeuw	NL
Deuter, Walter	Sándor Nogradi	Hun
Devries	Edgar Lalmand	Bel
Devyatauab	Ji Dacai	Chi
Devyatkine	Ji Dacai	Chi
Dewinter	André Adam	Bel
Dhli	Vilem Siroký	Cz
Dhros	Spiros Priftis	Gre
Diana, Antonio	Angel Soriano	Sp
Dietrich	Arthur Ewert ?	Ger
Di Kang	Qu Qiubo	Chi
Di Mei	Qu Qiubo	Chi
Diadia, Tom	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Diamant David	David Ehrlich	Fr
Diamant Max	Hans Diesel	Ger

Díaz de la Peña, Manuel	Richard F.Phillips	Mex
Díaz Contreras, Carlos	Vittorio Vidali	It
Dick	M.Maslennikov	SU
Dicke, der	Yakov Reich (Thomas)	Ger
Dickman	Yakov Reich (Thomas)	Ger
Didier	André Morel (Ferrat)	Fr
Didrjo, Pardi	Mas Prawirodidjo Alimin	Indo
Dieckfeldt	Else Steinfurth	Ger
Diego	Jacobo Belzicky	Ven
Diego	Hans Glaubauf	Oes
Diego	Stanislaw Pestkowski	Pol
Diesel, Hans	Max Diamant	Ger
Dieter	Franz Lederer	Oes
Dietrich	Willi Budich	Ger
Dietrich	Arthur Ewert	Ger
Dietrich	Stefan Heymann	Ger
Dietrich, Paul	Heinz Neumann	Ger
Dihý, Marek	Vilem Siroký	Cz
Dillen, Alex, René	Jean Cremet	Fr
Di Mei	Qu Qiubo	Chi
Dimgov	Dimitar Gatchev	Bul
Dimitri	Mitsos Yotopoulos	Gre
Dimitrov G.G.	Gavril Genov	Bul
Dimitriu	Nicolas Zachariadès	Gre
Dimov	Georges Dimitrov	Bul
Din	Niklaus von Dingelstedt	SU
Din	Fedor N. Dingelstedt	SI
Dinamine	Zhao Je	Chi
Dirks	Joseph Knoll	Ger
Diros	Spiros Priftis	Gre
Divino	Valdivino de Oliveira	Bra
Dix	Lev Sedov	SU
Dixon F.J.	Earl Browder	US
Dixon, Paul	Denzil D.Harber	GB
Diz, Juan	Manuel Azcarate	Sp
Djakomi	Mario Bavassano	It
Djazaïr El	Menouer Abd el-Aziz	Alg
Djepi (Xhepi)	Sadik Premtaj	Alb
Djido	Milovan Djilas	Jug
Djon, Alexander	Karlson	?
Djordjević, Sverta	I.V. Lopatchev	Jug
Djudi	Milovan Djilas	Jug
Dlogy	Jan Suriok	Cz
Dloha, Mery	Mari Kotokova	Pol
Dlumski, Ostap	Langer	Pol
Dmitri	Mitsos Yotopoulos	Gre
Dnieprov	Fichelev	SU
Do	Le hong Son	VN
Dobin	Charles Dirba	US
Dobler	Wilhelm Kowalski	Ger
Dobrić	Boris Kidrić	Jug
Dobrogeanu	A.K. Katz	Rum
Dobroyev	Miron Georgiev	Bul
Doctor	Franz Breth	Cz
Dojats	Dimitar Gatchev	Bul
Dokanyi, Desz£o	Mihaly Kegyel	Hun
Delecki	Jakob Fenigstein	Pol
Dneprovsky	S.S. Pikker	SU
Do Ngoc Du	Phiem Chu	VN
Dolecki	Wladyslaw Fenigstein	Pol
Dolgolevski, Moshé	N.I. Boukharine	SU
Dolicki, Stefan	D.Z. Manouilsky	SU

Doline	N.I. Podvoisky	SU
Doline	Moisei Rafès	SU
Dolivet, Louis	Ludwig Brecher	Rum
Dolly	Jacques Grunzig	Bel
Domb	Leopold Trepper	Pol
Dombal	Tomasz Dabal	Pol
Dombrowski W.	Wladyslaw Stein (A.Krajewski)	Pol
Dominguez	Juan Montero	Sp
Domov	M.N. Pokrovsky	SU
Domskaia	Sofia Ounschlicht	SU
Domski	Henryk Stein	Pol
Dong Long	Qu Qiubo	Chi
Don	Sam Donchin	US
Don Quichotte & Sancho Pança	Zinoviev & Kamenev	SU
Don Quijote	José Bullejos	Sp
Don Quijote	Gabriel León Trilla	Sp
Donald	George Allison	GB
Donat	Maurice Nadeau	Fr
Donath	Ernst Schneller	Ger
Dong Jiangping	Dong Ruchen	Chi
Dong Long	Qu Qiubo	Chi
Dong Yongwei	Dong Biwu	Chi
Dong Zichen	Dong Ruchen	Chi
Dönitz, Oswald	Lesse	Ger
Donner	Iouri P. Gaven(is)	SU
Donner	John Schehr	Ger
Doktora	Dontchev, Dimitar	Bul
Dontsov	Wang Jinshou	Chi
Dontsov	Wang Kinrtao	Chi
Dontcho	Vassili Tanev	Bul
Dora	Sándor Rado	Hun
Doran, Dave	David Dransky	US
Dorarlie	Tiemoko Garan Kouyaté	Mali
Doré, Guy	Jacques Doriot	Fr
Dormans	Robert Durif	Fr
Dorn	Robert Lehmann	Bel
Dorn	Murry Weiss	US
Doroczynski, Nikolaï	Bernard Maciej	Pol
Dorodnyi	Je Waifang	Chi
Doronine	Pan Wenyu	Chi
Doros	Theos Kostas	Gre
Dörr, Ludwig	Paul Speck	Ger
Dorsay	William Z.Foster	US
Dorsey	William Z.Foster	US
Dorval, Jean	Jean-Nicolas Oswald	Fr
Dorval Jacques	Jean-Nicolas Oswald	Fr
Dos Rios, Orlando	Carlos Marighella	Bra
Dose, Paul	Kalakoutsky	?
Doucet	Auguste Gillot	Fr
Dostka	Antoni Distler	Cz
Douglas	Clemens Palme Dutt	GB
Douglas	Yakov Smoutchkiévitch	SU
Dounaieva, Ana	Ye Yin	Chi
Dowien, Franz	Josef Frey	Oes
Doyen, Alfred	Harry Robinson	Ger
Doyeg der	Bierman-Rozenberg	Pol
Dozorov Iv. Serg.	Deng Xiaoping	Chi
D-r	D.M. Blagoiev	Bul
Drabkine Ia. D.	Sergéi Iv.Goussev	SU
Dragacevac	Kosta Novaković	Jug

Draganov	Boris Stefanov	Rum
Dragica	Djordje Mitrović	Jug
Drake	George Breitman	US
Dramtszieher	Heinrich Blücher	Ger
Dranovski	Janković	Jug
Draper, Hal	Harold Dubinsky	US
Dreifus	Carmo Giacomelli	Bra
Dreitser, Isadore	Charles Krumbein	US
Dreyer, Arnold	Wilhelm Koenen	Ger
Droznik	Jerzy Heryng-Ryng	Pol
Drozdov	Feliks Kon	Pol
Drozniak	Jerzy Heryng-Ryng	Pol
Drumont	Georges Beaufils	Fr
Dru St.	Herta Has	Jug
Dryden, Theodore	Irving Howe	US
Du Bisheng	Zhou Enlai	Chi
Du Weizhi	Tu Qingpi	Chi
Dübendorfer, Paul	Paul Böttcher	Ger
Dubner	Abraham Jakira	US
Dubois	Albert Aimé	Fr
Dubois	Bernadette Cattaneo	Fr
Dubois	Fernand Desprès	Fr
Dubois	Mieczyslaw Domanski	Pol
Dubois	Elfriede Eisler (R. Fischer)	Ger
Dubois	Alexandre, Jan Kallor	?
Dubois	Hillel Katz	Fr
Dubois	André Ouzoulias	Fr
Dubois, André	J. Leński	Pol
Dubois, Georges	Léon Mabille	Can
Dubreuil	Marcel Hamon	Fr
Dubroloublov	Gitorski	Pol
Duc	Giuseppe Dozza	It
Duchêne	Gaston Plissonnier	Fr
Ducos	Pierre Eggenschwiller	Fr
Dudas József	Kovacs Vörös	Hun
Dudek	Jakub Dutlinger	Pol
Dudo	August Müller	Ger
Dufresnes	O. Petkhevitch	?
Dufrenne	Georges Dreyfus	Fr
Duller, Jenö	Gustavo Meltzeid	It
Dumas	Jacques Grinblat	Fr
Dumond, Jacques	Jacques Doriot	Fr
Dumoulin	Henri Kunstlinger	Fr
Dunajewski	Saul Amsterdam	Pol
Duncan, Edward	Robert Minor	US
Dung	Li Dazhao	Chi
Duniak, Feliks	Wladyslaw Gomulka	Pol
Dunois, Amédée	Amédée Catonné	Fr
Dunois Daniel	Simon Anker	Fr
Dunoyer André	André Essel	Fr
Dunski	Saul Amsterdam	Pol
Duo	M.N. Toukhatchevsky	SU
Dupont	Joseph Ducroux	Fr
Dupont	Roland Filiâtre	Fr
Dupont	Haifisz dit Gouralsky	SU
Dupont	Abraham Lissner	Pol
Dupont Albert	Jean Vincent	Swi
Dupré	Marcel Asmus	Fr
Dupuis	Arthur Ramette	Fr
Dupuy	Higinio Canga	It
Duraín Enrique	Antoni Sesé	Sp

Dur	Lev Sedov	SU
Duran, Marie-Louise	Irene Wosikowski	Ger
Durand	Marceau Perrutel	Fr
Durand	Hillel Gruszkowski	Fr
Durand	Lev Sedov	SU
Durand, Jean	Mojesz Einhorn	Bel
Durand, Léon	François Polleunis	Bel
Durandy, Jean	Mojesz Einhorn	Pol
Durant, Pierre	Ettore Quaglierini	It
Duret, A.	Rodolphe Prager	Fr
Duret Jean	Roger Koral	Fr
Dutt, Palme Salme	Salme Merritt	Fin
Duty	Hermann Löwy	Ger
Duval	Fernand Demany	Bel
Duval	Pierre Emmanuelli	Fr
Duval	Jean Pauriol	Fr
Duval, A.	Jan Šverma	Cz
Duval, Charles	Vittorio Vidali	It
Duval, Vve	Thérèse Muller (Muraille)	SU
Duverger	Jean-René Chauvin	Fr
Du Xiu	Chen Duxiu	Chi
Dvoikine	Fa Xueli	Chi
Dvorine	Pedro Manulis	Bra
Dybov	Planinsky	Bul

E

Ebb, Gunnar	Paavo Kuskinen	Fin
Eberhardt	Ignacy Poretski	Pol
Eça	Pavel Stoukhovsky	SU
Ecke, Karl	Max Karschalski	Ger
Eckers	Joseph Parent	Bel
Edgar	Fritz Burde	Ger
Edie	Editch Schor	US
Edith	Margarita Watzowá	Cz
Edmond	Apolônio de Carvalho	Br
Edmund	Hans Kippenberger	Ger
Edo	Eduard Fimmen	NL
Edo	Eduardo D'Onofrio	It
Edol	Lodewijk Polk	Bel
Edouard	Benoît Frachon	Fr
Edu	Gustav Stern (Sandoz)	Ger
Eduard	Georg Jungclas	Ger
Eduard	Gustav Stern	Ger
Eduardo	Augusto Besouchet	Bra
Eduardo	Hugo Oehler	US
Eduardo	Octave Rabaté	Fr
Edvin	Walter Trautzsch	Ger
Edwin	Octave Rabaté	Fr
Edward	Boleslaw Molojec	Pol
Edwards	Oliver Carlson	US
Edwards, E.	Gerhardt Eisler	Ger
Edwards, John	John Russell	US
Eedrupji Yarrumji	Murray W.Purdy	Ind
Ege, Ismaïl	Ismail Akhmerov	SU
Eggi	Edgar Woog	Swi
Egon	Erich Gentsch	Ger
Egon	Fritz Runge	Cz
Egon	Fritz Schubert	Ger
Egorov	D.N. Blagoev	Bul
Egorov G.I.	G.I.Safarov	SU
Egri, János	Müller	Hun
Eiche	Walter Ulbricht	Ger
Eiffel, Paul	Paul Kirchhoff	Ger
Eiler, Hans	Ludwig Lask	Ger
Einaudi	Guido Bucciarelli	It
Eiche	Walter Ulbricht	Ger
Eisbär	Ottomar Geschke	Ger
Eiser	Fritz Niescher	Oes
Ejalkowski	Jan Paszyn	Pol
Ek, Karl	Arvo Tuominen	Fin
Ek, Sándor	Sándor Leicht	Hun
Ek	Viktor B. Eltsine	SU
Ekonomist	D.B. Goldendakh	SU
El	I.S. Loguinov	SU
Elberfeld, Gerhardt	Artur London	Hun
Elberfeld, Willi	Max Pfeiffer	Ger
Eldé (Eldey)	Trotsky	SU
El Djezaïri	Hadj Ali	Alg
Elena	Sofia Sokolovskaia	SU
Elena Vassilievna	Elena Krylenko ép. Eatsman	SU
El Hadj Allemane	Klems	Ger/Mar
El Hadj el Djazaïri	Messali Hadj	Alg
Eliari	Emelian Yaroslavsky (Gubelman)	SU
Elischa	Moshé Lewin	Pal
Elie	Elie Kamoun	Fr
Elio	Elie Gabay	Fr
Elizavetine	Wang Pingyi	Chi
Elizarova	Pang Jingquo	Chi
Elli	Cilli Hassmann	Ger
El Ounadi	Ben Ali Boukort	Alg
Eloy	Hilcar Leite	Bra
Eloy	Boris Ordower	Bel
Elsa	Himmelhener	Oes
Elsa	Elvira Coppello Coloni	Ven
Elsner, Marcel	Lucien Cahen	Fr
Emek	Moshé Kouperman	Pal
Emel, Aleksandr	Moisei N.Lourié	SU
Emi Xiao	Xiao San	Chi
Emil	Evžen Fried	Cz
Emil	Wilhelm Knöchel	Ger
Emil	Dr Swienty	Ger
Emil	Vukasin Radunović	Jug
Emile	Arthur Dallidet	Fr
Emile	Emile Rosijanski	Pol
Emile	Victor Joannès	Fr
Emile, Georges	Franz Marek	Oes
Emilie	Kolokovtsev	SU
Emilien R.	Emile Berenbaum	Fr
Emilio	Jan Jolles	Pol
Emma	Erwin H.Ackerknecht	Ger
Emmanuel	Joaquín Olaso Piera	Sp
Emmem, Oscar	Sergéi P.Razoumov (Tarkhanov)	SU
Emmons	Joseph Knight	Can
Emmons	Ella Reeve Bloor	US
Encho	Ivan Pavlov	Bul
Ende (ND)	Niklaus von Dingelstedt	SU
Endler, Paul H.	Siegfried Bamatter	Swi

Engert, Otto	Erich Gentsch	Ger
Engelmann, Otto	Leo Jogiches	Ger
Enlai	Zhou Enlai	Chi
Ensminger	Félix Nawrotski	Pol
Entcho	Ivan Pavlov	Bul
Eoles	Jan Jolles	Ger
Eolo	Girolamo Li Causi	It
Epoca, Ernesto	Alessandro Sinigaglia	It
Era	Alessandro Sinigaglia	It
Erasmus, Alfred	Wilhelm Knochel	Ger
Erbe	Klaus Zweiling	Ger
Ercoli, Ercole	Palmiro Togliatti	It
Ercoli, Mario	Palmiro Togliatti	It
Erdberg, Oscar	Sergéi P. Razoumov (Tarkhanov)	SU
Erde, Georgi	Erwin Hoernle	Ger
Erde, Karl	Karl Gröhl	Ger
Erdei, József	Mihaly Kereker	Hun
Eric	Miroslav Krleza	Jug
Eric	DeWitt Parker	US
Erich	Fritz Apelt	Ger
Erich	Tomo Čacić	Jug
Erich	Karl Ganz	Ger
Erich	Hermann Remmele	Ger
Ericsson	Johannes Mäkinen	Fin
Erik	Abraham Johannes Muste	US
Eriksson	Josef Weber	Ger
Erler, Karl	Heinrich Laufenberg	Ger
Ermete	Agostino Novella	It
Erna	Schulte	Ger
Ernest, Louis	Idelson	SU
Ernest	Georg Scheuer	Oes
Ernst	Hugo Eberlein	Ger
Ernst	Ernö Gerö	Hun
Ernest	Milan Gorkić	Jug
Ernest	Henri Janin	Fr
Ernst	Hermann Matern	Ger
Ernst	Elena Stasova	SU
Ernst, David	Elliot Cohen	US
Ernesto	Eduardo Mauricio	Sp
Eros	Didimo Ferrari	It
Er Qing	Henk Sneevliet	NL
Erw	Erwin H.Ackerknecht	Ger
Erwe	Roman Sobolevicius	Ger
Erwin	Heinz Neumann	Ger
Erwin	Franz Schubert	Ger
Erwin	Piatnitsky	SU
Erwin	Erich Weinert	Ger
Es	Lilia Ya Ginzberg (Estrine)	SU
Esemi	Xio	Chi
Eschwege, Hermann	Hermann Budzislawski	Ger
Escobar, Santiago	Enrique Carmona	Arg
Escotomo del Val	Francesco Scotti	It
Espanhol, Paulo	Heliodoro Carrera	Bra
Espartaco	Gabriel León Trilla	Sp
Esquinazao, El	Antonio Beltrán	Sp
Esquire	Jakob Frank	Let
Essem	Maurice Seigelmann	Fr
Esteban, Juan	Stefanelli	It
Estella	Teresa Noce	It
Ester	M.Ya. Froumkina	SU
Etienne	Imre Békés Glass	Hun
Etienne	Neli Grunberg	Rum
Etienne	Stefan Lamed	Pol
Etienne	Mordka Zborowski	Pol
Etienne, J.M.	Neli Grunberg	Rum
Eugen	Kurt Granzow	Ger
Eugen	Eugen Schönhaar	Ger
Eugen	Erich Wollenberg	Ger
Eugène	Walter Dauge	Bel
Eugène	Erwin H.Ackerknecht	Ger
Europacus	Lewis Coser	US
Eva	Harry Pollitt	GB
Evans	Harold D.Whittey (Dahl)	US
Evaristo	Trifón Medrano	Sp
Everett E.	Ewert Bengstrom	US
Everhardt	Arthur Ewert	Ger
Evgenii	Ivar Tenissovitch Smilga	SU
Evmaios	Giorgios Siantos	Gr
Ewald	Donald Robinson	?
Ewald	Eugen Schönhaar	Ger
Ewas, John	Paul Wasserman	Ger
Ewen, T.	Tom McEwen	Can
Ezio	Amleto Locatelli	It

F

F.F.	V.I. Lénine	SU
Fa	Qu Qiubo	Chi
Fa Shen	Li Dazhao	Chi
Fabian	Rudi Auerhaus	Oes
Fabian	Jan Paszyn	Pol
Fabien (colonel)	Pierre Georges	Fr
Fabio	Luigi Longo	It
Fabre, Marcel	David Retchisky (Servais)	Fr
Fabrichnyi	V. Noguine	SU
Fabrizio	Umberto Calosso	It
Fabrochnyi M.	V.P. Noguine	SU
Faget, Claire	Clara Feigenbaum	Ru
Fahan R.	Irwing Howe	US
Fahd	Salman Youssouf	Irk
Faja, Arnold	Roman Filipcev	Jug
Falcón, Irene	Irene Lévi Rodríguez	Sp
Falinski	Edouard Prochniak	Pol
Falk, Jules	Julius Jacobson	US
Falter, Inge	Friedel Malter	Ger
Faltermann	Anna Wallendorf	Ger
Famillioni	Ettore Vanni	It
Fan Jinbiao	Fang Wenhui	Chi
Fan Kang	Qu Qiubo	Chi
Fan Yjii	Qu Qiubo	Chi
Fang Tsengfei	WangWenyuang	Chi
Fang Tsinglu	Wang Wenyuang	Chi
Fang Wenghui	WangWenyuang	Chi
Fang Wenhui	WangWenyuang	Chi
Fangs	Irving Howe	US
Fangscon, R.F.	Irving Howe	US
Fanny	Frances O'Brien	US
Fantini	Giuseppe Rossi	It
Fantomas	Isaiah Bir	Pol

Fargé	Charles Bruneton	Fr
Farkas	Sándor Poll	Hun
Farkas, Mihaly	Micha Löwy-Wolf	Hun
Farley, Duncan	Edward L.Sard	US
Farmer, Roy	William Mahoney	US
Fasanov	Li Heshing	Chi
Fassolt	Margarita Müller	Ger
Fati	Andrija Hebrang	Jug
Fatine	M.G. Petine	SU
Fauch	Albert Goldman	US
Fauchoir	Albert Goldman	US
Fauchois	Albert Goldman	US
Faudat ou *Faudet*	François Billoux	Fr
Faussecave, Marguerite	Marg. Moulène, ép. Carrière	Fr
Favine	V.V. Vorovsky	SU
Favre, Pierre	Marcel Bleibtreu	Fr
Feder, Johann	Jerzy Sochacki	Pol
Fedia	Ber Grüss	Ger
Fedia	Alfred Kraus	Ger
Fedia	Secrétariat international	
Fedine	Alfred Kraus	Ger
Fed Mel	Federico Melchor	Sp
Fedor D.	F.N.Dingelstedt	SU
Fedot M.	Ber Grüss	Ger
Fei Fei	Zhou Enlai	Chi
Fein, Arnold	A. Heifetz (Gouralsky)	SU
Feld	Paul Merker	Ger
Feldmann	Gustav Brühn	Ger
Felek	Jozef Ciszewski	Pol
Feliceti	Giuseppe Fornari	It
Féliks ou *Felix*	Michal Mazliak	Pol
Félix	Imre Farkas	Hun
Félix	Samuel Haifetz	SU
Félix	Erich Jungmann	Ger
Félix	Lassalle	Fr
Félix	Vsevolod Holubnichy	SU
Félix	Marius Magnien	Fr
Félix	G.Prokofiev	SU
Félix	Charles Rappoport	Fr
Félix	Wladyslaw Stein	Pol
Félix (Joséfovitch)	V.V. Vorovsky	SU
Felizardo	Felipe Moreira Lima	Bra
Felkai, Denes	Evźen Fried	Hun
Felsberg	Paul Dietrich	Ger
Feng Kang	Wang Ming	Chi
Fenwick, James	C.K.Stewart	US
Ferenc, Pedro	Lajos Csebi	Hun
Ferda	Ferdinand Jerábek	Cz
Ferdi	Sefik Hüsnu Degmer	Tur
Ferdinand	Johny Schehr	Ger
Ferguson, Robert	Robert Treash	US
Ferlo	Francisco Corredor	Sp
Fermal	Lucien Bernard	Fr
Fernand	Eusebio Ferrari	Fr
Fernand	Boris Idelson	SU
Fernand	Milan Karafatić	Jug
Fernand	Vicente López Tovar	Sp
Fernando	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Fernandes	Luis Carlos Prestes	Bra
Fernandes, Adalberto	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Fernandes, Elsa	Elvira Copelo Coloni	Bra

Fernandes, Pedro	Luis Carlos Prestes	Bra
Fernández, Elsa	Elvira Copelo Colonio	Bra
Fernández, Enrique	Enrique Rivera	Arg
Fernández, Juan	Nicolas Chiaramonte	It
Fernández, Luis Carlos	Louis C.Fraina	US
Fernández, Maximiliano	José Aguirre Gainsborg	Bol
Fernández, Miguel	Pablo Azcarate Flores	Sp
Fernández, Pedro	Lajos Csebi	Hun
Fernández García	Boško Petrović	Jug
Fernández Izquierdo, P.	Pedro Fernández Checa	Sp
Fernández, Isabel	Pilar Bravo	Sp
Fernandez Martin, Juan	Julián Gorkin	Sp
Fernando	Wilhelm Bahnik	Ger
Fernando	Ropano Cocchi	It
Fernando	Aristides Lobo	Bra
Fernando	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Féro	Alfonso Leonetti	It
Feroci	Alfonso Leonetti	It
Ferossy	Alfonso Leonetti	It
Ferrão	Edmundo Moníz	Bra
Ferrari	Romano Cocchi	It
Ferrari, Luigi	Aldo Soncelli	It
Ferrer, Miguel	Ramón Fuster	Sp
Ferretti, Mario	Gino Giovetti	It
Ferri	Alfonso Leonetti	It
Ferri	Celeste Negarvile	It
Ferri	Agostino Novella	It
Ferrini	Celeste Negarvile	It
Ferruccio	Mario Lanfranchi	It
Ferron (cdt)	Louis Schapiro	Fr
Ferry	Paul Feldmann	Pol
Ferry, F.X.	Francis Heisler	US
Ferry, Olek	Aleksandr Bekier	Pol
Ferry, William	Irving Kristol	US
Ferryk	Antonin Maček	Pol
Fersberg, Paul	Paul Dietrich	Ger
Fersen, L.	Enrique Fernández Sendón	Sp
Festner, Erwin	Heinrich Heyne	Ger
Fiedler	Fritz Schulte	Ger
Field, B.J.	Max Gould	US
Field, Esther	Esther Gould	US
Figueira, Octavio	Augustín Farabundo Martí	Sal
Filip	Naftali Botwin	Pol
Filip	Stanislaw Pestkowski	Pol
Filippou	Spiros Priftis	Gre
Filippov	Gao Feng	Chi
Filomeno	Camillo Montanari	It
Fimmen, Edo	Eduardo D'Onofrio	It
Fininho	Pascacio de Sousa Fonseca	Bra
Fink	Willi Frank	Oes
Fino	Pascacio de Sousa Fonseca	Bra
Firmo	Carlos da Costa Leite	Bra
Firtos	Lázslo Rájk	Hun
Fischer	Ivo Lola Ribař	Jug
Fischer August	Alexander Munschke	Ger
Fischer, Eduard	Ewald Munschke	Ger
Fischer, Emmanuel	Emmanuel Bürgin	?
Fischer, Enrique	Heinz Neumann	Ger

Fischer, H	Heddy Pollak	Oes
Fischer, István	Istvan Feketehalmi	Hun
Fischer, Oscar	Otto Schüssler	Ger
Fischer, Paul	Emil Hofmaier	Swi
Fischer, Ruth	Elfriede Eisler, ép. Friedländer, Geschke, Pleuchot	Ger
Fishman, Moses	Moeses	US
Fitos, Vilmoš	Rezsö Lengyel	Hun
Flajszer, Ivan	Ivan Grzetić	Jug
Flamera, Alwin	Otto Niebergall	Ger
Flatter, Otto	Ferenc Münnich	Hun
Flavien, Lucien	Giulio Ceretti	It
Flavius	Salomon Kharine	SU
Flax, Luc	Victor Méric	Fr
Flayšer (Fleischer)	Ivan Grzetić	Jug
Fleischinger, Joseph	Stefan Mesaroch (S.Nelson)	US
Flint	Hermann Fleetman	Aus
Floquet	L.F. Huissoud	Swi
Flor	Florent Galloy	Bel
Florence	Francine Fromond	Fr
Florenz	Georgi Dimitrov	Bul
Flores	Paulino González Alberdi	Arg
Flores	Homero R.Cristalli	Arg
Flores, Vicente	Gustavo A.Navarro	Bol
Florian	Stefan Bratman	Pol
Floriansky	Stefan Bratman	Pol
Floriansky	Witold Kolski	Pol
Florine	Marianne Kater	Swi
Flynn	Edward J.Lindgren	US
Fo	Qu Qiu bo	Chi
Fodor, Grete	Maria Werner	Ger
Fokina	Rong Li	Chi
Foma	D.Z. Manouilsky	SU
Fomitch	Konon Berman-Yourine	SU
Foncellas	Benigno Andrade	Sp
Fontela	André Lafond	Fr
Fontenoy, Jean	Jean Garreau	Fr
Forgbert, Ehrard	Wilhelm Knöchel	Ger
Ford J.	Israel Amter	Pal
Forel, Aleksei Nakrovitch	Fang Wenhui	Chi
Forel, Pierre	Rebé Blick	Bel
Forestier	Arthur Dallidet	Fr
Forge	Yves De Boton	Fr
Forgue	Yves De Boton	Fr
Formal	Aleksandr Rozanski	Pol
Forni	Giuseppe Dozza	It
Forrest, Freddy	Rae Spiegel	US
Forster	Markus Wolf	Ger
Forster, Peter	Jürgen Kuczynski	Ger
Försterling	Ernst Thälmann	Ger
Fortin	Samuel Herssens	Bel
Fortus, M. A.	Pavel Mif	SU
Fos-Rudin B.	Nenadova	Bul
Foschi	Sergio Di Giovanni	It
Fosco	Nicola di Bartolomeo	It
Fraises, Jacques	Emile Cochard	Fr
Franc	Jan Sobecki	Pol
Franc, Roman	Toma Pezer	Jug
Français, le	Yakov Kotcherets	SU
Franceschini	Pasquale Marconi	Jug
Francesco	Umberto Massola	It
Franci	Vasco Jacoponi	It
Francine	Paulette Laugery	Fr
Francis	Yvan Craipeau	Fr
Francis	Henri Vidal	Fr
Francisco	Victor Azevedo Pinheiro	Bra
Franciszek	Jakob Furstenberg (Hanecki)	Pol
Franck, Jean	Jean van Heijenoort	Fr
Franck, Léon	Trotsky	SU
François	Simondy (Mondy) Axel	Rum
François	Jean Devienne	Fr
François	Jan Frankel	Cz
François	Léo Lepla	Bel
Françoise	H. Feuillet	Fr
Franek	F.E. Dzerjinsky	Pol
Franek	Franciszek Jozwiák	Pol
Franek	František Krieger	Pol
Franek	Vassil Kolarov	Bul
Frank	Sam Carr	Can
Frank	Grozovsky	SU
Frank-Coeur	Alphonse Georget	Fr
Frank, Edward R.	Bert Cochran	US
Frank, John	Jan Frankel	Cz
Frank, Walter	Hans Hauska	Ger
Franken, Anna	Anna Müller	Ger
Frankl, Jan	Jan Frankel	Cz
Franklin	Albert Goldman	US
Franklin	Rosetta Negarvile	It
Franklin-Marquet, Henri	Pierre Laurent	Fr
Franskeur	Alphonse Georget	Fr
Franz	Fritz Apelt	Ger
Franz	Šmuel Arinsky	Cz
Franz	Fritz Bergel	Cz
Franz	Franz Dahlem	Ger
Franz	Bernhardt Gablin	Ger
Franz	Albert Hössler	Ger
Franz	Willy Hünecke	Ger
Franz	Franz Köller	Ger
Franz	Hans Kippenberger	Ger
Franz	Franz Koritschoner	Oes
Franz	Ewald Seiler	Ger
Franz	Wladimir Wolpert	Cz
Franz, Karl	Benedikt Freistadt	Ger
Franz, Karl	Paul Frölich	Ger
Franz, R.	Paul Frölich	Ger
Frauchi	A.K. Artuzov	Ger
Frau, S.	Isa Strasser	Ger
Fred	Hans Berger	Ger
Fred	Benjamin Francis Bradley	US
Fred	Karl Frank	Oes
Fred	Jacques Duclos	Fr
Fred	Pawel Finder	Pol
Fred	Alfred Kaps	Ger
Fred	Rudolf Klement	Ger
Fred	Heinrich Schmitt	Ger
Fred	Manfred Stern	SU
Fred	Frédéric Zeller	Fr
Freddy	Hans Berger	Ger
Fredek	Alfred Lampe	Pol
Frédéric	Jacques Duclos	Fr

Frédéric	Rudolf Klement	Ger
Frédéric	Albert Marteaux	Bel
Frederick, John	John F. Dwyer	US
Frédo	Pierre Georges	Fr
Frédo	Frédéric Sérazin	Fr
Frei	V.I. Lénine	SU
Frei, Bruno	Benedikt Freistadt	Ger
Freier	Walter Ulbricht	Ger
Freiman, E.	Hermann Sandomirsky	SU
Freimuth	Hermann Remmele	Ger
Freitag, G.	Tarchis (Iossif Piatnitsky)	SU
Freitas	Duvitiliano Ramos	Bra
Frère	Jules Davister	Bel
Fresno	Mendez	Sp
Fresno, Roberto	Manuel Adame	Sp
Freund	Amédée Dunois (Catonné)	Fr
Frey, R	Boris Goldenberg	Ger
Fric	Miroslav Krleza	Jug
Fridman	Djuro Djaković	Jug
Fridman	Helena Stassova	SU
Fried	Fritz Sternberg	Ger
Friedberg, Hans	Karl Retzlaw	Ger
Friedberg, Karl	Friedberg, Martin	Ger
Friedel	Friedel Hagedorn	Ger
Friedemann, K.	Herbert Wehner	Ger
Friedl	Erwin Polak	Cz
Friedjung	Frida Rubiner	Ger
Friedmann	Herbert Wehner	Ger
Friedmann, Georg	Djuro Djaković	Ger
Friedmann Bornat	Stefan Kubik	Cz
Friedrich	Wilhelm Florin	Ger
Friedrich	Bedrich Geminder	Cz
Friedrich	Siegfried Kissin	Ger
Friedrich	Siegfried Rädel	Ger
Friedrich	Wilhelm Firl	Ger
Friedrich	Wilhelm Pieck	Ger
Friedrich	Hans Weber	Ger
Friedrich, G.	Bedrich Geminder	Cz
Friesland	Ernst Reuter	Ger
Frigorini	Reinaldo Frigerio	Arg
Fritz	Veniamine Beletsky	SU
Fritz	Jan Bur (Nettelbeck)	Ger
Fritz	Hanna Dörfel	Ger
Fritz	Fritz Emrich	Ger
Fritz	Erwin Fischer	Ger
Fritz	Wilhelm Knöchel	Ger
Fritz	Max Laufer	Ger
Fritz	Erich Mielke	Ger
Fritz	Fritz Pfordt	Ger
Fritz	Friedrich Runge	Ger
Fritz	Max Schmidt	Ger
Fritz	Ludwig Singer	Oes
Fritz, Pablo	P.I.Batov	SU
Fritzmann	Elena Stassova (Ernst)	SU
Frogé	Rino Scolari	Fr
Fröhlich, Wilhelm	Joseph Winternitz	Ger
Fröhlig, Wilhelm	Paul Frölich	Ger
From, Walter	Eino Laakso	Fin
Fromentin, Gaston	Georges Friedmann	Fr
Frommelt	Rudolf Margies	Ger
Fronsac	René Fromage	Fr
Frost, Sidney	Max Bosch	Ger
Frühling	Willi Bauer	Ger
Fryd	Pawel Finder	Pol
Fuchs, Dr	Aladar Komjat	Hun
Fuchs, Martin	Paul Merker	Ger
Fuentes, Carlos	Ibrahim Tan Malakka	Indo
Fugazza	Pasquale Dionisi	It
Funk, Kurt	Herbert Wehner	Ger
Furini	Giuseppe Dozza	It
Furman, Pierre	Dimitrije Stanislajević	Jug
Furmanski	Pavel Roslak	Pol
Fuzzy	Pauline Furth	US

G

G.	Gr. Brilliant	SU
G.A.	Gr. Brilliant	SU
G.Z.	G. Zinoviev	SU
Gabard	Elio Gabai	Fr
Gabe	Mikhalis N. Raptis	Gre
Gabey, Emile	Elio Gabai	Fr
Gabier	Desprès	Fr
Gabler	Siegfried Bamatter	Swi
Gäbler, Fritz	Siegfried Bamatter	Swi
Gabo	Gabo Lewin	Ger
Gabriel	William S. Farrell	US
Gabriel	M.N. Raptis	Gre
Gabriel	Strojouian	SU
Gabriel	Maurice Tréand	Fr
Gabrinetti	Leôncio Basbaum	Bra
Gaby	Gabrielle Brausch	Fr
Gaday, U.	Franz Pfemfert	Ger
Gaevoi	Hu Pengji	Chi
Gaguinho	Manuel Severiano Cavalcante	Bra
Gai Sheng	Kang Sheng	Chi
Gaj	Lev S. Levin	SU
Gajewski	Jan Paszyn	Pol
Gal	János Galics	Hun
Gal	Lev Sedov	SU
Galambosi István	István Grestyák	Hun
Galanty	Klebholz	Ger
Galen, Lucenio	Marcos Contreras Garret	Chil
Galen	Vassili K.Blucher	SU
Galine	V. Blücher	SU
Gall El	Georges Delcamp	Fr
Gallen	V.K. Blücher	SU
Galletto	Giuseppe Pianizza	It
Gallo	Luigi Longo	It
Galo	Gustave Galopin	Fr
Galsky, Anton	V.Ovseenko	SU
Galvani	Paul Rivière	Fr
Gamboa	Mário Pedrosa	Bra
Gamelin	Leonida Repaci	It
Gandi	Compagni	It
Gandhi	Pietro Germani	It
Gantcho	Gavriil Genov	Bul
Ganz, Karl	Kurt Bürger	Ger
Gao Junyu	Gao Zhangde	Chi
Garai	Karl Kouchner	Hun

Garanov	Z. Zakhariev	Bul
Gararti	Constante Masatti	It
García, Antonio	José Díaz Ramos	Sp
Garcia, Alejandro	Alejandro Barreiro Oliveira	Cub
García, Juan ou *Antonio*	S.Ramichvili	SU
García, Luis	Enrique Castro Delgado	Sp
García, Cestero	Jean van Heijenoort	Fr
Garcio, Andrés	José Diaz	Sp
Gardet, Yves	Armand Latour	Fr
Gardner	Peter J. Schmidt	NL
Gardon	Henri Lozeray	Fr
Gargantua	Giacomo Bernolfo	It
Garine, Georges	Victor Serge	SU
Garlandi	Ruggerio Grieco	It
Garnier, Michel	Robert Monnereau	Fr
Garnier, Pierre	René Garmy	Fr
Garota	Elvira Copelo Coloni	Bra
Garoto	Luis Carlos Prestes	Bra
Garrett, Manny	Emmanuel Geltman	US
Gart, Svit	Galina Sérébriakova	SU
Gärtner	Otto Braun	Ger
Gärtner, Irene	Elli Schmidt	Ger
Gaske, Rudolf	Aleksandr Volkov	SU
Gasparac, Petar	Marian Krajević	Jug
Gaspar	Honorio de Freitas Guimarães	Bra
Gaspard	Janko Misić	Jug
Gaspard	Victor Gragnon	Fr
Gaspart	Henri Masi	Fr
Gassovitch	Gustav Riedel	Ger
Gaston	Otto Niebergall	Ger
Gaston	Georges Marrane	Fr
Gaston,	Kurt Woznik	Ger
Gaston, Olivier	Boris Holban	Rum
Gates, Albert	Albert Glotzer	US
Gates, John	Sol Regenstreiff	US
Gatti, Luigi	Luigo Longo	It
Gautier	Max Barel	Fr
Gavrilov, I.	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Gavrilovitch	Strojouian	SU
Gavroche	Giacinto M. Serrati	It
Gaydu, Pavel	Pal Hajdu	Hun
Gazé, le	Jean Meichler	Fr
Gebert	Ladislas Porzsolt	Cz
Gebhardt	Ottomar Geschke	Ger
Geisler	Gerhardt Eisler	Ger
Geiger, Béla	B.J. Grigoriev	Hun
Gelbert	Ghitza Badulescu	Rum
Gélix	François Magnien	Fr
Gemisto	Francesco Moranini	It
Genbevsky	M. Vl. Borissov	Bul
Genkin	Mikhaïl A.Polevoï	SU
Genosse	Gustavo Sacerdote	It
Gentili	Villani	It
Geoffroy	Jean-Marie François	Fr
Geoffroy, Max	Paul Parisot	Fr
Georg	Jan Bur	Ger
Georg	Vladimir Čopić	Jug
Georg	Djouka Čvijić	Jug
Georg	Manfred Stern	Oes
Georg	Fritz Schulte	Ger
Georg	Aleksei A.Stetsky	SU
Georg	Guido Zamis	Jug
Georg, Adela	Adele Mahlow	Ger
George	Giorgi Andreytchine	Bul
George	Tom Bell	GB
George	Gouvernement	GB
George	Paul Daudisch	Oes
George	CLR James	Tri
George	Lev Sedov	SU
Georges	Emil Altorfer	Bel
Georges	Boris Gordower	Bel
Georges	René Hilsum	Fr
Georges	Victor Joannès	Fr
Georges	Nahman List	Pol
Georges	Šmelek Livshitz	Bel
Georges	Robert Noireau	Fr
Georges	Tadeusz Oppmann	Pol
Georges	Mário Pedrosa	Bra
Georges	Antoine Polotti	It
Georges	David Rousset	Fr
Georges	Jost von Steiger	Swi
Georges	Maurice Tréand	Fr
Georges	Milan Vinković	Jug
Georgescu	Alexander Crisan	Rum
Georget	David Rousset	Fr
Georgévitch	S. Miliouš	Jug
Georgijevic	Josip Broz	Jug
Ger	Gérard Rosenthal	Fr
Gerald	Gérard Werth	Fr
Geraldo	Jovino Assef	Bra
Geraldo	Campinas	Bra
Gérard	Joanny Berlioz	Fr
Gérard	François Ecot	Fr
Gérard	Jules Genehian	Bel
Gérard	Artur London	Cz
Gérard	Gabriel Péri	Fr
Gérard, Francis	Gérard Rosenthal	Fr
Gerbel, G.	Georg Jungclas	Ger
Gerber, R.	Richard Schlesinger	Ger
Gerbilski	Willi Budich	Ger
Gerhardt, Jan	Viktor Bardach	Pol
Gerjni	Schmidt	Ger
Gerland, Jarvis	Jean van Heijenoort	Fr
German, G. ou *L.*	M.I. Froumkine	SU
Germain (cdt)	François Grillot	Fr
Germain	Raymond Guyot	Fr
Germain	Henri Robinson	Ger ?
Germain R.	Raymond Guyot	Fr
Germaine	Georgette Bodineau	Fr
German	Julius Danichevskis	Let
Germano	Adelino Deicola dos Santos	Bra
Germinal	Maurice Thorez	Fr
Gerö, Ernö	Ernst Singer	Hun
Geros	Giorgios Siantos	Gre
Gerster, Julius	Jost von Steiger	Swi
Gerstorff, K.L.	Fritz Sternberg	Ger
Gertel, Eugenio	Reinaldo Brandão	Bra
Gervais	Stravitsky	Fr
Gervais	Auguste Lecœur	Fr
Gewis	Fritz Schulte	Ger
Geyer, Florian	Kurt Glowna	Ger

Ghelenjiceanu, Dragomir	Kh. Rakovsky	Rum
Gherea	Constantin Katz	Rum
Ghita	Deborah Seidenfeld ép. Stratielski	Hun
Ghitor, Edmondo	Orestes Ghioldi	Arg
Giacomi	Mario Bavassano	It
Giacomo	Henri Robinson	Ger
Giacomo	Matyas Rákosi	Hun
Giai Phong	Gérard Rosenthal	Fr
Gianni	Giovanni Boero	It
Gianni, Giorgio	Raffaele Pïeragostini	It
Giannina	Giovanni Zannarini	It
Giberti	Lajos Dobos	Hun
Gibbons	David F. Springhall	Bra
Giessen	Willy Dötter	Ger
Gigi	Luigo Danielis	It
Gigi	Luigi Longo	It
Gil	Lev Sedov	SU
Gilbert	Yvan Craipeau	Fr
Gilbert	Hoang don Tri	VN
Gilbert	Grigory Kagan	Pol
Gilbert, Boris	Boris Goldenberg	Ger
Gilbert, Hélène	Sofia Luca, ép. Stancu	Rum
Gilbert, Jean	Leopold Trepper	Pol
Gildo	Astrogildo Pereira	Br
Gilles (col.)	Joseph Epstein	Pol
Ginine, E.	Mordka Zborowski	SU
Gino	Luigi Alfani	It
Gino	Celeste Negarvile	It
Gino	Giuseppe Gaddi	It
Gino	Al. Sinigaglia	Swi
Ginzberg	M.M. Grusenberg (Borodine)	SU
Giorgio	Romano Cocchi	It
Giorgio	Eugenio Curiel	It
Giorgio	Gustavo Mersu	It
Giovanni	Heinz Neumann	Ger
Giovanni	Remo Scarpini	It
Giovetti	Mario Ferreto	It
Giral, Georges	Jean Beaussier	Fr
Girard, Jean	Marc Willems	Bel
Giraud	Sam Gordon	US
Girault, Léon	Adrien Charvoz	Fr
Girault, Suzanne	Suzanne Depollier	Fr
Gironella	Enrique Adroher	Sp
Giscard	Santiago Carrillo	Sp
Gitano, El	Olmedo	Sp
Gitton, Marcel	Marcel Giroux	Fr
Giulio	Libero Brigante	It
Giulio	Renato Giaccheti	It
Give	Georges Vereeken	Bel
Gladnev	S.M. Sachs	SU
Glafkos	K. Asimidis	Gre
Glaser	Antun Mavrak	Jug
Glaser	Max Stern	Oes
Glassbrenner	Paul Bertz	Ger
Gleditch	Glebov	SU
Glee, Martin	Max Geltman	US
Glenn, John	Jan Frankel	Cz
Glenner, John	Jan Frankel	Cz
Gles, Sally	Samuel Glesel	?
Gligorijevic	Josip Broz	Jug

Gligorijević, Miloš	Dušan Petrović	Jug
Glinski, Piotr	Stefan Królikowski	Pol
Glisić	Grzegor Vuyović	Jug
Gm	Josepf Guttman	Cz
Ghalli Khyfik	Abi Bou Yaki	?
Gniadowskigen	Stanislaw Huberman	Pol
Goi, Moshé	Lev M. Lew	Pal
Gold, Harry	Jakob Golodnotsky	US
Gold, Michael	Irving Rarich	US
Goldberger, Alexander	J.Peters	SU
Goldfarb, Alexandr	Josef Peter	SU
Goldfarb Max	David Lipec	SU
Goldman	Aleksandr Skoblevsky (Rose)	SU
Goldman, Albert	Verblen	Cz
Goldsky	Jean Goldschild	Fr
Goliath, Ernest	Ennio Gnudi	It
Goline R.	M. Rafès	SU
Golzwzig	Elfriede Kläge	Ger
Goljcev	J. Veselinov	Bul
Golnow, Kurt	Karl Steiner	Ger
Golobiev	Wang Ming	Chi
Golos, Jakob	Jakob Rasin	Hun
Goloubiev	Wang Ming	Chi
Goloubieva	Anna Razoumova	SU
Golovaiev	J.Veselinov	Bul
Goltz, Friedrich	Friedrich Fränken	Ger
Gömbös, Anna	Maria Blumgrund	Hun
Gömbös	Pal Fábry	Hun
Gómez	Romano Cocchi	It
Gómez (général)	Wilhelm Zaisser	Ger
Gómez, Giuseppe	Giovanni Barberis	It
Gómez, Jesús	Richard F.Philipps	Mex
Gómez, Julio	Rosovsky	Mex
Gómez, Manuel	Charles Philipps	US
Gómez, Miguel	Ruven Abramov	Bul
Gómez Trejo, Francisco	Frank G. Tinker	US
Gómez Villar, A.	Marcos García Villareal	Cub
Gompers	Julián Gumperz	Ger
Gonçalvez, G.	José Lago Molares	Bra
Gondek, Jan	Stefan Major ou Mayer	Rum
Goñi, Erginio	Francisco De Cabo	Sp
Gonzaga	Mário Pedrosa	Bra
González	Hernan Laborde	Mex
González, Alberto	Abraham Golod	SU
González, Alejandro	Ricardo Marín	Sp
González Canet, César	Martín Zalacáin	Sp
González Palacios, Luis	Octavio Fernández Vilchis	Mex
Gordo, El	Vittorio Codovilla	Arg
Gordon	Jack Giordanas	US
Gordon, James	Yakov Reich	SU
Gordon, John	Josef Guttman	Cz
Gordon, Leo	Mandelowicz	Pol
Gordon	Tomasz Dabal	Pol
Goreva, A.	A.I. Elizarova	SU
Goriev	Aleksandr Skoblevsky	SU
Gorilla	Staline	SU
Gorizia	Remigio Maurovich	It
Gorkić, Milan	Josip Čizinski	Jug
Gorkin, Julián	Julián García Gómez	Sp
Gorlenko	V.D. Bontch-Brouévitch	SU

Gormley, Jim	John Reed	US
Gorod, N.	Ladislas Novomesky	Cz
Gorski	Konstanti Graezer	Pol
Gottfried	Konrad Blenkle	Ger
Gottfried	Heinrich Kurella	Ger
Gottlieb	Katschi	SU
Gottlieb	V.L. Kibaltchich (Serge)	SU
Gottlieb	Henri Robinson	Ger ?
Gottlieb, Al	George Mink	US
Gouanneau	Louis Goineaud	Fr
Goubarev	Liu Ying	Chi
Goubine	Se Lin	Chi
Goudkov	Shen Zelin	Chi
Gould, Lois	Louise Orr	US
Gouralsky, August	Samuel Haifisz ou Haifetz	SU
Gourévitch	Samuel Haifisz ou Haifetz	SU
Gourget, Pierre	David Barozine	Fr
Gourov, G.	Trotsky	SU
Goussa	Elena Stassova	SU
Goussev, S.I.	Ia. D. Drabkine	SU
Goussias	Giorgios Voutissios	Gre
Govoroun	Lu Mengyi	Chi
Gr	G. Zinoviev	SU
Graberticsa	Jovanka Horvatina	Jug
Grabkovsky	V.F. Galkine	SU
Gracchus	Tom Wintringham	GB
Gracco	Angelo Gracci	It
Gradov	L.B. Rosenfeld (Kamenev)	SU
Gräf, Max	Jakob Frank	Let
Graham, A.	Albert Glotzer	US
Graham, Justin	Justin Grossmann	US
Graham, K.	Klement Gottwald	Cz
Graham, Ralph	C. Frank Glass	US
Graham, Wally,	Wadell	GB
Graichen, Fritz	Otto Gentsch	Ger
Gramarov	M.I. Froumkine	SU
Granados	Vicente Arroyo	Sp
Granas, Alexandre	Wronsky	Pol
Grandi	Alfredo Bonciani	It
Grandjean	René Villa	Fr
Grandval	Ernö Gerö	Hun
Granet	Albert Demazière	Fr
Grange	Marcel Bloch	Fr
Granger	Peter Berlinrut	US
Granger	Emile Guikovaty	Fr
Granovoisky, Efim	Heriberto Quiñoñes	Sp
Grant	Ted Selander	US
Grant, Alfred	Simon Cukier	Pol
Grant	T. Misić	Jug
Granville	Louis Blésy	Fr
Grassi	Esteban Peano	Arg
Grätz, Paul ou *Rudolf*	Rudolf Lindau	Ger
Gravas	Fernand Cortale	Fr
Grave	Jacques Danos	Fr
Graves	C. Frank Glass	US
Gray	Frank Visconti	US
Gray, Laura	Laura Solbe	US
Grebenarov	Bert Dimitrov	Bul
Grebenarov	I.I. Paoumov	Bul
Green	Nick Origlass	Aus
Green, Gilbert	Gilbert Greenberg	US
Green, P.	Sergéi I.Goussev (Drabkine)	SU
Gregg	Tom J. Bell	Can
Grégoire	Giulio Ceretti	It
Grégoire	Jesús Ibañez	Sp
Grégoire	Rudolf Schönberg	Bel
Grégoire	Marcel Tréand	Fr
Grégoire	Giorgios Vitsoris	Gre
Gregor	Grzegur Vujović	Jug
Gregor	G.E. Zinoviev	SU
Grégore, Greg	G.E. Zinoviev	SU
Gregoriev, Dionisy	Kh. Rakovsky	SU
Greise (cdt)	Paul Arman	SU
Grelet	Pierre Célor	Fr
Gremling	Romano Cocchi	It
Grenet	Pierre Célor	Fr
Grenier	François Cuissard	Fr
Greno	Georges Delcamp	Fr
Grenz	Paul Fischer	Ger
Gresshönner, Maria	Maria Osten	Ger
Grete	Gertrud Braun	Ger
Grete	Helga von Hammerstein	Ger
Grete	Margarete Buber	Ger
Grey	Arthur Ewert	Ger
Gribioedov	Ji Dacai	Chi
Gricha	G. Zinoviev	SU
Grichine	Jan A. Berzine	SU
Griegher	Vincenzo Bianco	It
Grigorescu	Alexander Danieluk	Rum
Grigorévitch	G.M.Stern	SU
Grigoriev	Khristian Rakovsky	SU
Grigoriev	Li Fuchen	Chi
Grigoriev, A.	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Grigorov	Traitcho Kostov	Bul
Grigorovitch	Grigory M. Stern	SU
Grigorovitch	G.E. Zinoviev	SU
Grigory, G.	E. Grégoire-Micheli	Fr
Grike	Janis Lencmanis	Let
Gril	Anton Grylewicz	Ger
Grillo	Amerigo Clocchiati	It
Griman	Peter Maslowski	Ger
Griolet	Félix Preiss	Fr
Griso	Luigi Visentin	It
Griszdinko	Grigori Ivanienko-Baraba	UK
Gritl	Kark Brichmann	Ger
Grober, Johann	Karl Katz	Ger
Grobart, Fabio	Abraham Simkovits	Cub
Groboi, Pavel	F.E. Komarov	SU
Groma,	Andrés Paredés	Sp
Gromov	O.K.Aussem	SU
Gromovoi	Youri Gaven	SU
Gronovski	Louis Brunot	Pol
Gross	Ferenc Huszti ou Franz Gusti	Hun
Grossi	Francesco Scotti	It
Grosz	Ferenc Huszti	Hun
Grosz	Béla Kun	Hun
Grosz, Peter	Matyas Rákosi	Hun
Grosovsky	Leo Jogiches	Ger
Grossi	Francesco Scotti	It

Grothe, Reuben	Rubin Gotesky	US
Grouchko, Natalia	N.V. Ostrovskaia	SU
Grube, Ernst	Anton	Ger
Gruber	Karl Steinhardt	Oes
Gruber, Franz	Johann de Graaf	Ger
Gruber, Ph.	Alfred Klahr	Oes
Gruber	Heinz Neumann	Ger
Gruja	Aleksandr Ranković	Jug
Grudniewski	Jerzy Sochacki	Pol
Grün, Toni	Clara Riesedel, ép. Muth	Ger
Grünbaum	Nathan Szapiro	Pol
Grünberg, Wilhelm	Yakovenko	SU
Grünwald	Heinrich Gavrylowicz	Ger
Gruszk	Stanislaw Burzyński	Pol
Gry & Gryl	Anton Grylewicz	Ger
Gryncharov, Rajko	Jocho Guymynshev	Bul
Grzegorz	Jerzy Sochacki	Pol
Grzegorzewski	Franciszek Grzeczak	Pol
Grzech	Vladimir Kowalski	Pol
Grzelczak	Franciszek Grzegorzewski	Pol
Grzetić	Ivo Fleischman	Jug
Guan Yu	Gaoeng	Chi
Guanter Coll, Jaime	Ladislas Höldös	Hun
Guber	Karlo Brasović	Jug
Gubinelli, Antônio	Mario Grazini	Bra
Guérin	Alfred Costes	Fr
Guérin Maurice	Joseph Roques	Fr
Guérin, R.	Jacques Gallienne	Fr
Güero	Carlos Irrazabal	Ven
Guerra, Antonio	Luis Pérez Yañez	Mex
Guernica, Juan de	Dolorès Ibarruri	Sp
Guevara, Antonio de	Dolorès Ibarruri	Sp
Guerrero, Victor	Jorge Abelardo Ramos	Arg
Guerrier, Jean	Jean Goldschild	Fr
Guibard	David Grünblatt	Fr
Guido	Fulvio Abramo	Bra
Guido	Aldo Lampredi	It
Guilherme	Jan Jolles	Ger
Guilherme Macario Yolles	Jan Jolles	Ger
Guilleau, Jacques	Jacques Doriot	Fr
Guilleminault	Gaston Monmousseau	Fr
Guillemot (colonel)	Jean Sosso	Fr
Guillen	Guillermo Hernández Rodríguez	Col
Guillotin, Dr	André Wurmser	Fr
Gump	Julian Gumperz	Ger
Gunther	Albert Gromulat	Ger
Günther, Kurt	Alfred Winkler	Ger
Guraleikov	Haifisz-Gouralsky	?
Gurgen	Mikhaïl Tshakaia	SU
Guscza	Elena Stassova	SU
Gusmão	José Medina	Bra
Gustav	Paul Frölich	Ger
Gustav	Wilhelm Pieck	Ger
Gustav	Hans Pfeiffer	Ger
Gustav	Albert Priewe	Ger
Gustaw	Henryk Sternhell	Pol
Gustave	Ahcène Issaad	Alg
Gustave	Yahia Saïdoun	Alg
Guttierez, Luis	Octavio Fernández Vilchis	Mex
Guy	Arthur Dallidet	Fr
Gutmund, Rolf	Richard Krebs	Ger
Gvozd, Semion	V.D. Bontch-Brouévitch	SU

H

Haak, Toni	Maria Werner	Ger
Haas	Henri Teichman	Ger
Hac	Duong Hac Dinh	VN
Hadić	Ljubomir Mitić	Jug
Hadjar	Wolf Auerbach	Pal
Hadjar	Mahmoud Halik Wilad	Pal
Hadji, El	Messali Hadj	Alg
Haegerman	Honoré Willems	Bel
Hafner	Kovačević Nikita	Jug
Hagen	Karl Frank	Oes
Hagen	Kamilo Horvatin	Jug
Hahn	Hermann Remmele	Jug
Hahn, Alfred	Albert Heine	Ger
Hairius	Roger Hagnauer	Fr
Hajashi	Kynicki Fokuda	Pol
Hajdú, Sándor	Géza Dunavölgyi	Hun
Haka	Kolthek, Harjur	NL
Hakim Mirza	A.C.Banerji	Ind
Hal	Harold Draper	US
Hal	Harold Ware	US
Hala	Amleto Locatelli	It
Hall, Ben	Herman Benson	US
Hall, Gus	Arvo Holberg	US
Hall, Otto	Karl Jones	US
Halle, Willy	Willy Sachse	Ger
Hallos	Yannis Kordatos	Gre
Halpern	Paul Rücker	Ger
Halpern, Jan	Viktor Bardach	Pol
Halz	Frantz Jourdain	Fr
Hamanou, Ali	Abd el-Aziz Menouer	Alg
Hamanou, Harbi	Abd el-Aziz Menouer	Alg
Hamburg	Josef Schlapper	Ger
Hamerlak	Wladislaw Zavadski	Pol
Hammer	Edouard Kunstek	Jug
Hammer	Willi Scholze	Oes
Hanada	Sano Manabu	Jap
Handler, Paul	Siegfried Bamatter	Swi
Hanecki	Jakob Firstenberg	Pol
Hanin	Ion Heiglman	Rum
Hanjes	Jesús Ibañez	Sp
Hank	Henry Malter	US
Hans	Gerhart Eisler	Ger
Hans	Modest Rubinstein	Ger
Hans, Georg	Hans Kahle	Ger
Hansa, Raj	A.Deva Angadi	Ind
Hansen	Heinz Epe	Ger
Hansen	Edwin Hörnle	Ger
Hanson, Elisabeth	Aïno Kuusinen	Fin
Harde, Bernard	Bernard Wolfe	US
Hardee, Albert	Albert Wolfe	US
Hardee, Bernard	Bernard Wolfe	US
Hardman, J.B.S.	Josef Zaloutsky	US

Hardt, Egon	Erich Wollenberg	Ger
Hardt, Eugen	Erich Wollenberg	Ger
Hardy	Alfred Adolph	Ger
Harfield, James	Joseph Kornfeder	US
Harnsen	Anton Ackermann	Ger
Harper, John	Anton Pannekoek	NL
Harris	Don Chenevitch	US
Harris, Kitty	Catherine Harrison	US
Harrison	Maksim Wallach (Litvinov)	SU
Harry	Emil Kunder	Ger
Harry	Hans Arno Eckelman	Ger
Harry	Arthur Ewert	Ger
Harry	Harry Robinson	Ger
Harry	Heinrich Schmeer	Ger
Harsanyi	Jan Paszyn	Pol
Harst	János Hochvart	Hun
Harst, Simon	Jan Paszyn	Pol
Hart, Martin	Erich Wollenberg	Ger
Hartfield ou *Harfield*	Joseph Kornfeder	US
Hartlaub, Paul	Paul Levi	Ger
Hartman	Erwin Schaffner	Ger
Hartmann	Béla Kun	Hun
Hartmann, Rosa	Irene Bentz	Ger
Hartstein, Paul	Paul Levi	Ger
Hartw	Theodor Hartwig	Ger
Hartwig	Wilhelm Russo	Ge
Hasfeld Marcel	Lecram	Fr
Häsler	Konrad Blenkle	Ge
Hassan	Mustafa Aris	Syr
Hassanov	Nikbin Hassan (Kerim-Aga Forsi)	Per
Hassanzadeh	Nikbin Hassan (Kerim-Aga Forsi)	Per
Hassler, Hans	Ferdinand Panzenböck	Oes
Hátszeghi	Otto Hatz	Hun
Hauer	Gustav Sobotka	Ger
Haus, Rudolf ou *Robert*	Robert Hausschild	Ger
Hauser	Rosner	Ger
Hauser	Josip Broz	Jug
Haut, Louis	Aloïs Adalbert Hoch	Cz
Hauteroche	David Retchisky	Fr
Havlat, Jan	Kurt Konrad-Beer	Cz
Havliček, Jaromir	Josip Broz	Jug
Hay, James	Benjamin Gitlow	US
Hayashi	Kyushii Tokada	Jap
HCN	Arkadi Maslow	Ger
He Songlin	He Jinliang	Chi
Hearn, Lawrence	Frederick Vanderbilt Field	US
Hediger, Louise	Louba Ivotchevitch	SU
Hediger, Rudolf	Georgi Dimitrov	Bul
Heiner, Peter	Hermann Jacobs	Swi
Hedwig	Margarete Müller	Ger
Heinest	Milan Gorkić	Jug
Heini	Hans Kippenberger	Ger
Heinicke, Moritz	Fritz Lehmann	Ger
Heino	Heinrich Meyer	Ger
Heinrich	Georg Mohr	Ger
Heinrich	Karl Schmidt	Ger
Heinrich	Willy Schmuszkovitz	Ger
Heinrich	Heinrich Süsskind	Ger

Heinrich, Kurt	Heinrich Süsskind	Ger
Heinrich, Meta	Dina Winter	Ger
Heinz	Heinrich Brandler	Ger
Heinz	Heinz Pöppel	Ger
Heinz	Hans Weber	Ger
Heinz, Pol	Paul Rakov	Ger
Hel	Karl Fugger	Ger
Held, Walter	Heinz Epe	Ger
Hélène	Hélène Savanier	Fr
Hélène	Elena Stassova	SU
Heler	Ivan Gozetić	Jug
Helga	Irene Wositowski	Ger
Hell	Fritz Schimanski	Ger
Heller	Salomon Eilbaum	Pol
Heller	Ivo Grzetić	Jug
Heller	Kamilo Horvatin	Jug
Heller, A.M.	Antonio Chiarini	SU
Heller, Adolf	Richard Krebs	Ger
Heller, Franz	Paul Thälmann	Swi
Heller, Otto	Fritz Bergel	Cz
Heller, Otto	Viktor Stern	Cz
Hellwig, Karl	Karl Sinvogel	Ger
Hellwig, Kurt	Kurt Sinvogel	Ger
Helm	Paul Bertz	Ger
Helmuth	Georgi Dimitrov	Bul
Helmuth	Wilhelm Fellendorff	Ger
Helmuth	V.P. Goriev	SU
Helmuth	August Laas	Ger
Helveticus	Franz Welti	Swi
Hemod	Mauno Heino	Fin
Hempel	Jan Appel	Ger
Hempel	D.Z. Manouilsky	SU
Henderson	Joseph Hansen	US
Henderson	Josie Mapma	?
Hendrich, E.	Jan Šverma	Cz
Hendrickx	Joseph Hansen	US
Henk	Heinrich Reissel	Ger
Henk, Else	Margarete Neumann	Ger
Henri	Heinz Epe	Ger
Henri	Enrique Fernández Sendón	Sp
Henri	Stanislaw Matuszak	Pol
Henri	Pierre Georges	Fr
Henri de B.	Charles Tillon	Fr
Henri	Gérard van Moerkercke	Bel
Henric ou *Henrik*	Henri Kunstlinger	Fr
Henrietta	Tatiana Moisseienko (Ruegg)	SU
Henriette	Eva Carlier-Neumann	Fr
Henriette	Marguerite Mertens	Bel
Henriette	Gertrud Rüegg	SU
Henrik	Saul Amsterdam	Pol
Henrique	Enrique Lister	Sp
Henriquez, Diego	Enrique Sepúlveda Quesada	Chil
Henry	George Ashkenzie	US
Henry	Nadal	Sp
Henry	Alfred Rosmer	Fr
Henry, E.	Ernest Mazey	US
Henry, Lucien	Charles Hainchelin	Fr
Henry, O.	Henry Optat	Bel
Henryk	Stanislaw Budzyński	Pol

Henryk	Hanecki	Pol
Henryk	Henri Kunstlinger	Fr
Henryk	Henryk Toruńczyk	Pol
Henryk	Hershl Zimmermann	Pol
Henrykowski	Saul Amsterdam	Pol
Henzel, François	Max Friedemann	Ger
Herbert	Pinchas Minc	Pol
Herbert	Tatiana Moisseienko (Gertrud Rüegg)	SU
Herfurt	Willy Münzenberg	Ger
Hering	Jerzy Ring	Pol
Herman, Ben	Herman Benson	US
Hermann	Ludwig Becker	Ger
Hermann	D.Z. Manouilsky	SU
Hermann	Wolfgang von Wiskow	Ger
Hermann, Karl	Béla Kun	Hun
Hermes	Domingo Pereira Marques	Bra
Hernández, Saturnino	Sandalio Junco	Cub
Hernández, José	Aristides Lobo	Bra
Herobin	D. Jakasa	?
Herrero, A.	Francisco Gómez	Sp
Herst	Széker	Hun
Herse	Yves Labous	Fr
Herssens, Samuel	Paul Rüegg	SU
Herta	Elena Stassova	SU
Hertha	Elena Stassova	SU
Hertha	Maria Grollmann	Ger
Hervé	Unguck (Jacques Kaminski)	Pol
Herzen, A.	Hermann Remmele	Ger
Herzog	Fritz Heckert	Ger
Herzog	Arthur König	Ger
Hess	Morris Slavin	US
Hess, Ernst	Leo Roth	Ger
Hete	Lotte Rambauseck	Ger
H-go	Antonio Hidalgo B	Mex
Hi	Oskar Hippe	Ger
Hilario	Hilario Arlandis	Sp
Hilda	I.V. Staline	Ger
Hilden	Henri Heerbrant	Bel
Hidasi	János Hirn	Hun
Hillyer	Carl Shier	US
Hindi, R.H.	Tayab Shaikh	Ind
Hippolyte	Auguste Bouxain	Bel
Hirsch, Georges	George Mink	US
Hirt, Wilhelm	Josef Frey	Oes
Hirzel, Paul	Michel Varjagier	Fr
Historicus	Arthur Rosenberg	Ger
HK	Hjordis Knudsen	Nor
HM	Henri Molinier	Fr
Ho Ba Cu	Ho tung Mau	VN
Ho Chi Minh	Suan wen Qing	VN
Ho Nam	Tran van Giau	VN
Hoang Quoc Viet	Ha ba Cang	VN
Hochstätter, Selma	Brinde Bersing	Pol
Hodiger	Georgi Dimitrov	Bul
Hofer, Peter	Paul Steiner	Oes
Hoffmann, général	Richard Staimer	Ger
Hoffmann, G.	Karel Kreibich	Cz
Hoffmann, G.	Pavel Reimann	Cz
Hoffmann, G.	Richard Staimer	Ger
Hoffmann, Inge	Netcha Lourié	Swi
Hofkirchner	Grünberg	Cz
Hofkirchner, Siegfried	Fürnberg	Ger
Höft	Karl Höflich	Ger
Höllander	Imre Sallai	Hun
Holm, Peter	Georg Kaufman	Ger
Holz	Franz Meyer	Ger
Holz, Brunhilde	Brunhilde Ebem	Ger
HOM	H.O. Martell	Cz
Homero	H.R.Cristalli	Arg
Homme aux yeux tragiques	Ruvin Sobolevicius	Ger
Homunculus	D.S. Zaslavsky	SU
Hont	Ferenc Holczer	Hun
Honza	Jan Frankel	Cz
Hoorgin	E.M.Skliansky	SU
Hope, Frank	Tom J. Bell	Can
Hoŕa, Josef	Karel Sternberg	Cz
Horace	Jacques Wurth	Bel
Horaz	Julius Volek	Cz
Horejsi	Gustav Bareš	Cz
Horenko	Al. Hiller	Ger
Horenko	Franciszek Mazur	Pol
Horn	Aleksandser Danichuk	Pol
Horn	Filip Daub	Ger
Horn	Hans Knodt	Ger
Horner, Karl	Anton Pannekoek	NL
Horvaj	Vilim Schwarzmann	Jug
Korvaj, Wilhelm	Milan Belić	Jug
Horst	Joseph Koch	Ger
Horvath, Ferenc	Richárd Bínreti	Hun
Horvath, János	Antal Janos	Hun
Horvath, Marton	Schiller	Hun
Hossoi	Ishikawa Shoichi	Jap
Houénou	Kojo Trovalou	Dah
Howard G	Trevor Maguire	US
HP	Heinz Pächter	Ger
Hrabia	Kazimierz Cichowski	Pol
Hri	H.R.Isaacs	US
Hristic	Jovan Mališić	Jug
Hron Peter	Vladimir Clementis	Cz
Hu Bisheng	Zhou Enlai	Chi
Hu Feng	Zhang Gufei	Chi
Hu Fu	Zhou Enlai	Chi
Hu Guang	Ho Chi Minh	VN
Hua Fu	Otto Braun	Ger
Hua Yun	Liu Shaoqi	Chi
Huang Ping	Huang Guozo	Chi
Huber, Stach	Stanislaw Huberman	Pol
Hubert	Hans Alexandrowisz	Oes
Hubert	A.Heyfetz (Gouralsky)	SU
Hubert	Boris Kidrić	Jug
Hubert	Albert van Loo	Bel
Hubert	Hermann Nüding	Ger
Hubert	Gérard van Moerkercke	Bel
Hugo	Hugo Marx	Ger
Huitton	Henry Simon	Fr
Hulot	Jacques Piquemal	Fr
Humbold	David Lipec	US
Humboldt	Wilhelm Tebarth	Ger
Humboldt, Max	David Lipec (Petrovsky)	SU
Hurn	Lajos Urbán	Hun

Hurtado	Juan Andrade Rodríguez	Sp
Huszár, Aladár	Huszár Baráti	Hun
Hutter, Trent	Peter Bloch	US
Hutschneder	Vassile Spiru	Rum
Hyros	Ladislav Szánto	Hun

I

I Losen	H.R. Isaacs	Chi/US
Iakov	A. Heifisz (Gouralsky)	SU
Iakovlévitch, Karl	Anton Mavrak	Jug
Iamnov	B.Z. Choumiatsky	SU
Ianov	Dimitar Ditchev	Bul
Ibarra, Maria	Perpetua Rojas	Sp
Ibarzuza	José Gallo Unamuno	Sp
Ibrahim	Muhammad Kushi	Ind
Ibrahimov	Lazar Chatskine	SU
Icarus	Schneider	Ger
Ichibashi Yogo	Sadachika Nabeyama	Jap
Ichtiar	Wolf Auerbakh	Pal
Ignacy	Jan Paszyn	Pol
Ignasiak, Janina	Maria Maciejewska	Pol
Ignatiev	Aleksandr Parvus-Hephand	Ger
Ignaz	Fritz Grosse	Ger
Igor	Pierre Pascal	Fr
Igorev	Boris I. Goldman	SU
Ihász, Miklós	M. Izrael	Hun
Ika	Richard Sorge	Ger
Ikhtman	Iordan Katrandjiev	Bul
IL	Elie Maïssi	Fr
Ilescu Ant.	Otto Maschl	Oes
Ilgner, Otto	Heinrich Brandler	Ger
Iliane	E.M. Yaroslavsky	SU
Ilic	Rajko Jovanović	Jug
Iline, A.F.	A.F. Iline-Jinevsky	SU
Ilinicz, Vincent	Suchodotiski	Pol
Ilk	Julius Brun	Pol
Iling, Franz	Hans Glaubauf	Ger
Ilona	D. Janković	Jug
Ilovaisky	V.R. Menjinsky	SU
Ilya	B.Z. Choumiatsky	SU
Ilya	Miliouš	Jug
Ilya	Ivo Lola Ribař	Jug
Ilza	D. Janković	Jug
Im	Imanuel Mejsnař	Cz
Indio, El	Rodolfo Ghioldi	Arg
Indio, El	Manuel Hidalgo Plaza	Chil
Inès	Tulchnitska (ép. Gouralsky ?)	SU
Inessa	Inés Steffen-Armand	Fr
Inkov	Niklaus Krebs (F. Wolf)	Ger
Innokenti(ev)	I.F. Doubrovinsky	SU
Insarov, Kh. G.	Khristian Rakovsky	SU
Intelvi	Eugenio Curiel	It
Intendant	Georges Barthollet	Fr
Inverni, Carlo	Vittorio Foa	It
Iouline	Julian Lenski	Pol
Iourovsky	Iossif Ounschlicht	SU
Iossif, F.I.	I.F. Bauman	SU
Iova	Lev Sedov	Fr
Iperoig	Victor de Azevedo	Bra
Iranski	Fedor Rothstein	US
Iren	Stojan Minev	Bul
Iren	Ilya Ehrenbourg	SU
Irène	Andrée Smersman, née Bruntea Cripnici	Bel
Irish	Vaughn O'Brien	US
Irlan	Mateo Fossa	Arg
Irma	Perpetua Regas ou Rojas	Sp
Irma	Walter Ulbricht	Ger
Irma	Irma Hellrich (Petrova)	Ger
IS	H.R. Isaacs	US
Ishibashi, Yogo	Sadachika Nabeyama	Jap
Iskrinsky	M.N. Pokrovsky	SU
Islas, Edouard	Pedro Milessi	Arg
Ismaïlov	Si Mai	Chi
Ismar	Ilvo Mereiles	Bra
Isolde	D. Petrovsky	US
Issac	Aleksandr Abramson	SU
Istomine, Al	Huang Jiu	Chi
Italo	Luigi Longo	It
Itszok	Joseph Chapiro	Swi
Ivan	Daniel Riedel	SU
Ivanov	D.Z. Manouilsky	SU
Ivanov	Vassil Tanev	Bul
Ivanov	Maurice Thorez	Fr
Ivanov, Ivan	Eduard S.Duné	SU
Ivanovitch	Staline	SU
Ivanovna	Elena Stassova	SU
Ivanovsky	A.S. Boubnov	SU
Ivica	Josip Broz	Jug
Ivin A.	A.A. Ivanov	Bul
Iv Nik	I.N. Smirnov	SU
Izaoudov	Chen Changhao	Chi
Izba J.	Jaroslav Kabes	Cz
Izdatel	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Izmaïlov	Simai	Chi
Izmaïlov	Zhang Wentian	Chi

J

Ja	Jakob Walcher	Ger
Jac	Mario Bavassano	It
Jaccard	Eduard Fimmen	NL
Jacek	F.E. Dzerjinski	Pol
Jack	Arnold Reid	US
Jack	Franciszek Fiedler	Pol
Jack	Groupe Dewar	GB
Jack, Ferdinand	Edmond Jacquemotte	Bel
Jackson, Charles	Edgar B.Keemer	US
Jackson, Tom	Albert Nuzla	SAf
Jaco	Mario Bavassano	It
Jacson Frank	Ramon Mercader	Sp
Jacob	Benjamin Feingold	Bel
Jacov	Hermann Jacobs	Ger
Jacobsen, Jo	Reich	Dn
Jacopo	Giuseppe Berti	It
Jacqueline	Anna Przenioslo	Pol
Jacquemin	Charles Bettelheim	Fr

Jacques	Jean Baillet	Fr
Jacques	Ivo Baljkas	Jug
Jacques	Heinrich Buchbinder	Swi
Jacques	Edouard Cormon	Fr
Jacques	Giulio Cerreti	It
Jacques	José García Avecedo	Sp
Jacques	Marcel Hamon	Fr
Jacques	Giacoble Levi	Bel
Jacques	Marcel Paul	Fr
Jacques	Harry Robinson	Ger
Jacques, Jean	Jacques Tchernobelsky	Fr
Jacquet	Auguste Havez	Fr
Jacquet	Victor Meert	Bel
Jacquin	Jean Jurquet	Fr
Jacson, Frank	Ramón Mercader	Sp
Jadransky	Rajko Jovanović	Jug
Jäger	Walter Nettelbeck	Ger
Jäger, Otto	Heinz Neumann	Ger
Jager, Tom de	Erich Gentz	Ger
Jagić	Miljo Gretski	Bul
Jahn, prof	Georgi Dimitrov	Bul
Jahoda, Bedrich	Josef Guttman	Cz
Jahoda	Otakar Černich	Cz
Jaime	Tito Vezio Batini	Bra
Jain N.M.	Lotelawalla	Ind
Jakopović	Josko Stanić	Jug
Jakub	Jerzy Sochacki	Pol
Jakubovicz	Bronislav Berman	Pol
Jamagata	Karlis Jansons	Jap
Jamazaki	Karlis Jansons	Jap
James	Victor A. Barron	US
James	Choubine	SU
James	Elizarova	SU
James	Elizarva	SU
James	Gerry Healy	GB
James, George	Trotsky	SU
James, Miss	James Reich	SU
Ján	Jan Bazant	Cz
Ján	Iakov Davtian	SU
Ján	Jan Frankel	Cz
Ján	Richard Krebs	Ger
Ján	Ludwig Ries	Ger
Jancszun	Alfred Lampe	Pol
Jan Zhoulai	Oscar Tarkhanov	SU
Janda	Christian Broda	Oes
Janda	Vladimir Čopić	Jug
Janda	Vladimir Čopić	Jug
Janequette, William	Harrison George	US
Janev	Dimo Ditchev	Bul
Janicki	Benjamin Goldflam	Pol
Janin	Yvon Delcourt	Bel
Jankl	Ján Frankel	Cz
Janković	Kamilo Horvatin	Jug
Janković	István Krndelj	Hun
Jankowski	Bronislaw Berman	Pol
Jankowski	Julian Brun	Pol
Jankowski	Féliks Kon	Pol
Jannasch, Johann	Stanislaw Huberman	Pol
János	István Molnař	Hun
Janovicz	Ronovicz	Pol
Janowski	Boleslaw Bierut	Pol
Jansen	Otto Kuusinen	Fin

Jansen	Jan Proost	NL
Jansen, Carl	Karlis Jansons	US
Jansky, Karel	Jiri Kortatko	Cz
Janssens	Emile Altorfer	Bel
Janssens	Louis Verheyen	Bel
Janusz	Jerzy Heryng (Ryng)	Pol
Japy	Charles Tillon	Fr
Jar (JAR, J.A.R.)	Juan Andrade Rodríguez	Sp
Jarbas	Domingo Bras	Bra
Jarecki	Alfred Lampe	Pol
Jaro	Djuka Čvijić	Jug
Jaro	Janko Mitić	Jug
Jarocki, Wassilij	A.Czekin	Jug
Jaroslav	Karel Knofliček	Cz
Jaroslav, Karl	Augustin Schram	Cz
Jaroslavsky	V.S. Nesterovitch	SU
Jarville, Robert	Emilien Mezemenc	Fr
Jasia	Malgorzata Fornalska	Pol
Jasins	Kazimierz Cichowski	Pol
Jasinski	Kazimierz Cichowski	Pol
Jasinska	Malgorzata Fornalska	Pol
Jasinski	Malgorzata Fornalska	Pol
Jason, Walter	Branko J.Widick	US
Jaworski	Mieczyslav Bernstein	Pol
Jay	Gregory Bardacke	US
Jean	Joseph Chaumeil	Fr
Jean	Franz Dahlem	Ger
Jean	Jakov Davtian	SU
Jean	Jan Frankel	Cz
Jean	Hans Holm	Ger
Jean	Anton Ivanov	Bul
Jean	François Koral	Fr
Jean	Felice Platone	It
Jean	Maurice Thorez	Fr
Jean	Richard Schüller	Oes
Jean (Cdt)	Wiktor Bardach	Pol
Jean-Jacques	Jean Tchernobelsky	Fr
Jean le Muet	Gustave Galopin	Fr
Jean-Louis	Jean de Soubeyran de Saint-Prix	Fr
Jean, Victor	Victor Joannès	Fr
Jeanne	Fanny Guingold	Ger
Jeanne	Jeanne Oppmann	Pol
Jeanne	Elena Ounschlicht	SU
Jeanne	Judith Rayski	Pol
Jean-Christophe	Jules Humbert-Droz	Swi
Jean-Claude	René Villa	Fr
Jean-François	Jean Chaintron	Fr
Jean-Michel	Henri Gourdeaux	Fr
Jeannot	Jean Hemmen	Fr
Jean-Pierre	Gaston Carré	Fr
Jean-Pierre	Albert Crémieux	Fr
Jean-Pierre	Sándor Strauss	Hun
Jean-Pierre	Constant Colin	Bel
Jeanselme	Raymond Molinier	Fr
Jeantet, Charlotte	Dolorès Garcia Echevarrieta	Sp
Jehan	Mélis	Bel
Jelenski	Usdenski	Pol
Jelesov	D.N. Blagoiev	Bul
Jelesov	G. Mikhaïlov	Bul
Jelezniak	N.I. Tolmatchev	SU

Jelka, Jelić	Bošković	Jug
Jenö	Evžen Fried	Cz
Jenö	Josepf Wienermann	Hun
Jens	Herbert Warnke	Ger
Jensen, Carl	Karlis Jansons	Let
Jep	Tan Malakka	Indo
Jérôme	David Retchisky	Fr
Jérôme	M.N. Raptis	Gre
Jérôme, Jean	Michal Feintuch	Fr
Jerzy	Mieczyslaw Broński	Pol
Jerzy	Ostap Dluski	Pol
Jerzy	Adolf Warski-Warszawski	Pol
Jerzynski	Adolf Warski-Warszawski	Pol
Ji Bugong	Qi Shujong	Chi
Ji Chang	Li Dazhao	Chi
Ji Ming	Li Dazhao	Chi
Ji Shugong	Qi Shugong	Chi
Ji Yen	Chen Duxiu	Chi
Jia	Li Lisan	Chi
Jiac	Mario Bavassano	It
Jian Jianshang	Chen Duxiu	Chi
Jian Ying	Li Dazhao	Chi
Jim	Jean Kessler	Fr
Jim	Jakob Walcher	Ger
Jimel	Otto Maschl	Oes
Jímenez Orgue, Julio	Vladimir K. Glinoievski	Bul
Jimmy	CLR James	Tri
Jing Hua	Qu Qiubo	Chi
Jing Zhai	Luo Yinong	Ch
Jirka	Jiří Kopp	Cz
Jiu Xien	Ou Fang	Chi
Jiu Xiong	Liu Shaoqi	Chi
Jix	William Johnston-Hicks	GB
Joachim	Hermann Remmele	Ger
Joachim	Fritz Wum	Ger
Joad	Sam Gordon	US
Joan	Richard Schüller	Oes
Joaquin	Gómez Acutia	Sp
Joe	Sam Carr	Can
Joe	Joseph Friedman	US
Joe	Joseph Hansen	US
Joffe, A.A.	Viktor Krymsky	SU
Joffe, A.M.	A.M. Deborine	SU
Joggi	Jakob Herzog	Swi
Johann	Paul Bertz	Ger
Johann	Hiller	Ger
Johann	Richard Sorge	Ger
Johnson	Karl Jansons	SU
Jones	Otto Hall	US
Jorczek	Josip Broz	Jug
John	Paul Wassermann	Ger
Johny	James Deane	GB
Johnson	Karlis Jansons	SU
Johnson, Charles	Karlis Jansons	US
Johnson, J.R.	CLR James	Tri
Johnson, Ruth	Ruth Benson	US
Johnston F.	Florence A.Custance	Can
Johre S.L.	Josef Weber	Ger
Joinville	Alfred Malleret	Fr
Joko	Joseph Kohn	Ger

Jola	Josef Lang	Ger
Jones	Vincent R.Dunne	US
Jones	Otto Hall	US
Jones	Josef Jakobovits	Oes
Jonni, Jonny	Wilhelm Riechen	Ger
Jonny	Johann de Graaf	Ger
Jorano	Eugenio Reale	It
Jorga	John Schehr	Ger
Jorge	Szaja Kinderman	SU
Jorge	João da Costa Pimenta	Bra
Jorge, Hans	Hans Kahle	Ger
José	Domingo Brás	Bra
José	João Mateus	Bra
José Luis	Jesús Monzón Reparaz	Sp
Josef	Heinrich Brandler	Ger
Josef	Karl Frank	Oes
Josef	Siegfried Kissin	Ger
Josef	Gustaw Reicher	Pol
Joseph	Staline	
Joseph	Georges Beaufils	Fr
Joseph	Georges Beyer	Fr
Joseph	Heinrich Brandler	Ger
Joseph	Arnoldo Cantone	It
Joseph	Joseph Epstein	Pol
Joseph	Benoît Frachon	Fr
Joseph	Salomon Kharine	SU
Joseph	Henry Optat	Bel
Joseph	Vosgerikian	SU
Joseph A.	Vladimir Dëgott	SU
Joseph Max	Sepp Schwab	Ger
Josephine	V.V.Vorovsky	SU
Joszka	Josef Kafka	Cz
Joubert, Jean	Eugène Hénaff	Fr
Jouravlev	Bei Yunfeng	Chi
Jourdan	Victor Gagnaire	Fr
Jovan	Ivan Mališić	Jug
Jovanović	Avgust Cesarec	Jug
Jovic	Milan Arsenijević	Jug
Joyce, James	Dwight Macdonald	US
Joza	Janko Misić	Jug
Jozef	F.E. Dzerjinski	Pol
JR	Joachim Unger	Ger
Juan	Manuel Azcarate	Sp
Juan	Mendel Mirochevsky	SU
Juan Antonio	Joaquín Maurín	Sp
Juan José	Francisco García Lavid	Sp
Juan Pablo	Gabriel León Trilla	Sp
Juana la Loca	Liborio Justo	Arg
Juanin	Juan Fernández Ayalá	Sp
Juanito	Francisco García Millan	Sp
Juarez	Sandalio Junco	Cub
Judd, Henry	Stanley Plastrik	US
Judim	Salomon Ehrlich	Pol
Juillet, Blaise	Charles Tillon	Fr
Juin, André	Serge Dorne	Fr
Jules	Mario Bavassano	It
Jules	Eugène Hénaff	Fr
Jules	Henri Laurent	Bel
Jules	Raymond Molinier	Fr
Jules	Henry Optat	Fr
Julian	Wernberisch	Ger
Julian K.	Jerzy Sochacki	Pol

Julianski	Jerzy Sochacki	Pol
Julianski	Julian Brun	Pol
Julien	Pietro Tresso	It
Julien, Alfred	Paul Rüegg	SU
Julienne	Deborah Seidenfeld	Pol
Julik	Wenzel Kozlecki	Ger
Juline, K.	Leński	Pol
Julio	Heitor Ferreira Lima	Bra
Julio	Paco Mera	Sp
Julio	Heitor Ferreira Lima	Bra
Julio, Mario	David Serrano Andonegui	Mex
Julio, Miguel	David Serrano Andonegui	Mex
Julius	Gyulá Alpari	Hun
Julius	Willi Benkel	Ger
Julius	Wenzel Kozlecki	Ger
Julius	Mark Rein (Abramovitch)	SU
Julski	Leszczinski (Leński)	Pol
Jung	Abraham Heyfetz (Gouralsky)	SU
Jung A.	Rodolphe Prager	Ger
Juniper	Julius Emspak	US
Junius	Rosa Luxemburg	Ger
Junius	Aloïs Adalbert Hoch	Cz
Junius	Herbert Solow	US
Junker	Adam Maksymiuk	Pol
Junosza	Wladyslaw Stein	Pol
Jurandir	Joaquín Camara Ferreira	Nra
Jupp	Josef Weber	Ger
Jurck	Josef Weber	Ger
Jürgens, A. ou *Léo*	Leo Flieg	Ger
Jurica	Joseph Epstein	Pol
Jurowicz	Kazimierz Cichowski	Pol
Jury, Kalino	Djuro Čvijić	Jug
Jury	Jan Paszyn	Pol
Justo	David Serrano Andoneguí	Mex
Justus	Jost von Steiger	Swi

K

K	N.V. Kroupskaia	SU
K.T.	V.I. Lénine	SU
Kabusaburo Yashiro	Sadachika Nabeyama	Jap
Kachine	Liu Ying	Chi
Kadarba	Lev M. Karakhane	SU
Kai Feng	Liu Shaoqi	Chi
Kai Yin	Zhang Guotao	Chi
Kairos, Anton	Evžen Fried	Cz
Kaizuka	Toshihiko Sakai	Jap
Kaliarik	Ladislav Höldös	Cz
Kalina	Julian Leszcziński (Lenski)	Pol
Kalle	Artur Illner	Ger
Kam	L.B. Kamenev	SU
Kamen	Pajetta	It
Kamensky G.	Dolecki	Pol
Kamil	Evžen Fried	Cz
Kaminskaia	Sofia Ounschlicht	SU
Kaminski	Lajos Dobos	Pol
Kaminski, Bronislav	Wladyslaw Stein	Pol
Kaminski, Henryk	Henryk Stein	Pol
Kaminski, Jacques	Unguck	Pol
Kaminski, Stanislaw	Jan Paszyn	Pol
Kamo	Abraham Sadek	Fr
Kämpfer	Georges Cogniot	Ger
Kämpfer, Johannes	Leo Jogiches	Pol
Kämpfer, Johannes	Julian Marchlewski	Pol
Kämpfer, Ruth	Ruth Fischer	Ger
Kamy	David Kamenovolsky	Bel
Kan Yulou	Chen Duxiu	Chi
Kandić	Grzegor Vuyović	Jug
Kang Hsin	Kang Sheng	Chi
Kang Sin	Kang Sheng	Chi
Kanizsai, Imre	Imre Palotas	Hun
Kang Wing	Kang Sheng	Chi
Kang Yi	Qu Qiubo	Chi
Kanzai	Walter Gollmick	Ger
Kaplinskaia, Bertha	Elena Stassova	SU
Karageorgis, Kostas	Kostas Gyftodoumos	Gre
Karbov	Ljubomir Todorov	Bul
Karel	Laco Höldos	Cz
Kareno	Ivar T.Smilga	SU
Karesky	Ye Minhchie	Chi
Karić	Filip Filipović	Jug
Karl	Walter Hähnel	Ger
Karl	Wilhelm Knöchel	Ger
Karl	Kurt Lesse	Ger
Karl	Mavrić	Hun
Karl	Herzsl Mendl Sztokfisz	Pol
Karl	Grzegor Vuyović	Jug
Karl, Jean	Raymond Kamerzin	Swi
Karlovski	Efraim Goldstein	Pol
Karmen, Roma	Rima Lazarévitch	SU
Karne	P. Gelbert	US
Karol	Alfred Lampe	Pol
Karolsky	Kamerzin	Swi
Karolsky, Andrzej	Abram Weizblum	Pol
Karoly, József	Ferenc Albrecht	Hun
Karos, Jozsefné	Irén Benke	Hun
Karpaty	K. Karolyi	Hun
Karpinsky, S.	A.A. Bogdanov	SU
Karpinsky, S.N.	S.N. Ravitch	SU
Karpinsky, Tadeusz	Pawel Finder	Pol
Karpov	V.I. Lénine	SU
Karski, Julian	Julian Marchlevski	Pol
Karrio	O.S. Tarkhanov	SU
Karsten, Johann	Herbert Wehner	Ger
Karsten, Richard	Robert Korb	Cz
Kartothekovitch	Hans Pfeiffer	Ger
Kasp	V.D.Kasparova	SU
Kasperski	Francizek Gzegorzewski	Pol
Kaperski	Friedrich Feuerherd	Ger
Kassai	Géza Oldner	Hun
Kassian	Ter-Kasparian	Arm
Kast	Paul Hirzel	Fr
Kastritis, Kostas	Loukas Karliaftis	Gre
Katajima, Shin	T. Sakai	Jap
Katayama Sen	Suagturo Yabuki	Jap
Katelnikov	Zhang Guotao	Chi

Katia	Elena Stassova	SU
Kato	Manabu Sano	Jap
Kato, K.	Staline	SU
Katz	Herschl Mendl Sztokfisz	Pol
Katz, Béla	Béla Rácz	Hun
Katz, Pinchas	Wolf Auerbukh	Pal
Katz, Rudolf	Leo Bauer	Ger
Karikás, Frygies	József Ringer	Hun
Kauffman	Fritz Runge	Ger
Kaulbach	Hans Barion	Ger
Kavanagh, Jack	James Nelson	Aus
Kavki	Sen Katayama	Jap
Kawamura	Shomiro Kasuga	Jap
Kay	Antoinette Konikow	US
Kay, Helen	Helen Goldfrank	US
Kazik	Léon Purman	Pol
Kazika	Edmund Kosczinski	Pol
Kazimierz	Jakub Dutlinger	Pol
Kazimierz	Leon Purman	Pol
Keats, John	Kenneth Goff	US
Kegel	Karl Fischer	Oes
Keil, Alex	Sándor Ek	Hun
Keil, M.	Hans (Johann) Schwalbach	Ger
Keilson	Willi Löwenthal	Ger
Kel	Jan Frankel	Cz
Kelemen, Ernö	Ernest Müller	Hun
Kelemen, Sarla	László Boros	Hun
Keller	Francisczek Fiedler	Pol
Keller, Fritz	Friedrich Feyerherd	Ger
Keller, Jan	Jan Frankel	Cz
Keller, Joseph	Art Preis	US
Keller, Werner	Jan Frankel	Cz
Kellermann, Alexandr	« Sándor Nógrádi » (A. S. Grunbaum)	Hun
Kelvin	James Burnham	US
Kemeny	Pavel Lukács (Zalka)	Hun
Kemeny	József Revai	Hun
Kemerer	V.T. Taratouta	SU
Kemp, Paul	Gerhard Bry	Ger
Kemphausen	Erich Glückauf	Ger
Kempin	Peter Utzelman	Ger
Kempinsky	Karl Herbert Lenz	Ger
Kennedy	Robert Stewart	US
Kensis	Janis Lencmanis	Let
Kent	Viktor Soukoulov	SU
Kenyatta, Jomo	Johnstone Kamau	Ken
Ker	Louis Antoine Keim	Fr
Kerber	Antun Mavrak	Jug
Kerber, Gustav	Karl Thoma	Ger
Keresztes, Ferenc	Fischer	Hun
Kereszti, S.	Sándor Keller	Hun
Kerim Aga, Farsi	Nikbin Hassan	Per
Kerjentsev (VP & PM)	P.M. Lebedev	SU
Kermorver	Frédéric (Fred) Zeller	Fr
Kero	Louis Antoine Keim	Fr
Kersten, Walter	Robert Barth	Ger
Kessin	Stassis Gavrys	?
Kessle	Yéhel Kossoi	Pal
Keswar, Ivan	Valencia	Bol
Kever	Deje Nemes	Hun
Khabarov, M.M.	Liu Renzhou	Chi

Khaimov	A.V. Lounatcharsky	SU
Khantarov	Petko Petkov	Bul
Khartchenko	Mikhaïl Khvatov	SU
Kheritov	S.I. Goussev	SU
Khevesi, Akusius	Gyulá Hevesi	Hun
Khlebnikov	V.P. Noguine	SU
Khosika	V.I. Béradze	SU
Khranovitsky, L.	Larissa Reissner	SU
Khrapovitsky	Larissa Reissner	SU
Khristanov	Oscar Teige	Bul
Khristian, G.	Khristian G. Rakovsky	SU
Khristov	Eduard Kardelj	Jug
Kichich, Esteban	Esteban Vilitch	Ur
Kievlanine	Pierre Pascal	Fr
Kievsky, P.	L.G. Piatakov	SU
Kiff	Erwin Wolf	Cz
Kii	A.O. Tarchis (Pitanitsky)	SU
Kim	Joaquín Maurín	Sp
Kim	Julio A. Mella	Cub
Kim Tron	Nguyên Tuan	VN
Kin	Lev Sedov	SU
King, P.	Y.P. Song	Chi
Kipfer, Leo	Fritz Rück	Ger
Kipinsky, Harry	Maurice Spector	Can
Kiplinskaia, Bertha	Elena Stassova	SU
Kirill	A.P. Berezovsky	SU
Kirill	M.M. Grusenberg (Borodine)	SU
Kirilsky, S.	S.F. Kavtaradze	SU
Kirk	Clara Frazier	US
Kirsch	Djuro Čvijić	Jug
Kirsch, Heinrich	Heinrich Wiatrek	Ger
Kiryouchina	Li Cailan	Chi
Kisanko	A.S. Boubnov	SU
Kiss, Ernö	István Czismař	Hun
Kissovoy, A.	A. Kaiourov	SU
Kitt	Marguerite Montré	Fr
Kivi, Esko	Herikki Repo	Fin
Klamm	Max Schmidt	Ger
Klar	Grzegor Vuyović	Jug
Klassenkampf	Rodolfo Lauff	Bra
Klassner	Paul Wandel	Ger
Klaus	Fritz Heckert	Ger
Klaus	Hermann Nuding	Ger
Klavdine	Emelian Yaroslavsky	SU
Kléber	Fernand Beccard	Fr
Kléber	Jean Chapon	Fr
Kleber, Emilio	Manfred Stern	Oes
Klecanda, Ludwik	Kan Krejci	Cz
Klein	Djuro Čvijić	Jug
Klein	Nikola Kovačević	Jug
Klein, Albert Karl	Albert Zwicker	Ger
Klein, Herbert	Bernard ?	Ger
Kleine	Samuel Haifisz	SU
Klein, Victor	Victor Kibaltchitch (Serge)	SU
Kleine, August	Samuel Haifisz	SU
Kleins	Mauscher	Let
Kleist	Willi Kerff	Ger
Klemo	Klement Gottwald	Cz
Kleopatra	Irmgaard Raasch, ép. Enderle	Ger

Klevkin, Vass. Pavl.	Wang Wenyuan	Chi
Klimov	Evgenii Kuo ou Guo	Chi
Klinger	Berthold Grad	Oes
Klinger, Otto ou *Max ?*	Curt Geyer	Ger
Klivar	Petr Černy	Cz
K.M.	Werner Scholem	Ger
K.Mar	Werner Scholem	Ger
Knall	Erwin H. Ackerknecht	Ger
Kneller, Léo	Michel Relenque	Fr
Kneuser	Andor Pathö	Hun
Knerz	Ernst Bloch	Ger
Knorke	Erich Wundersee	Ger
Knorke	Willi Leow	Ger
Ko	I.N.Smirnov	SU
Koba	Staline	SU
Kobecki, S.	Kazimierz Barański	Pol
Kobal	Ales Bebler	Jug
Köbes	Karl Mewis	Ger
Koch, Maria	Rosi Wolfstein	Ger
Kochewa, M.	Maria Koszutka (Kostrzewa)	Pol
Kóczkas, Ferenc	Ferenc Körös	Jug
Kodak	Jules Dumont	Fr
Kodel	Ivo Marić	Jug
Kodra, Lame	Seymullah Maliochova	Alb
Koeller, Fritz	Ernst Wollweber	Ger
Koenig	I.V. Koniev	SU
Koenig	Deje Nemes	Hun
Kohn	Béla Kun	Hun
Kohoutek, Frantisek	Záviš Kalandra	Cz
Kol	I.N. Smirnov	SU
Kolar, Stavko	Josip Broz	Jug
Kolarovitch, V.	V.V. Obolensky	SU
Kolec	Sergéi Al. Petrović	Jug
Köller	Ernst Wollweber	Ger
Kolia	N.N. Kouznetzov	SU
Koliadine, O.	A.I. Rykov	SU
Kolokol	I. N. Smirnov	SU
Kolokoltsev	I. N. Smirnov	SU
Kolossev, G.	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Koloszvary, Balazs	Béla Kun	Hun
Kolsky, Josef	Bauman	
Komarov, S.	S.P. Serebrovsky	SU
Komi	Vitali Primakov	SU
Komkor	A.I. Lapine	SU
Komlosy, Sándor	Zoltan Kamamachey	Hun
Kommissarov	Liu Boqi	Chi
Kon, Eber	Michal Cohen	Oes
Kon Sin	Kang Sheng	Chi
Konar	Pelechtchouk	SU
Konecki	Léon Rozine	Let
König, Hanni	Lucie Bauer	Ger
Konny	Albert Norden	Ger
Konopliev	Li Shile	Chi
Konrad	Fritz Altwein	Ger
Konrad	Hermann Dünow	Ger
Konrad	Ernst Federn	Oes
Konrad	Franz Modlik	Oes
Konrad, Friedrich	Jos von Steiger	Swi
Konrad, Julian	Jerzy Sochacki	Pol
Konstantinidis, Yannis	Yannis Glafkov	Bul
Konstantinov, Boris	Vassil Tanev	Bul
Konstantinov, K.	K. E. Komarov	SU
Konstantinov, N.	V.I. Lénine	SU
Konstantinovna	Elena Stassova	SU
Kopp, Wilhelm	Wilhelm Koenen	Ger
Koralov	Franciszek Kriegel	Cz
Korczik	Josef Lohinowicz	Pol
Korfiatis	Spiros Priftis	Gre
Kormos, Pal	Imre Palotás	Hun
Kornelije, Vuka	Avgust Cesarec	Hun
Körner	Karl Hudomal	Jug
Körner, Paum	Karl Schrader	Ger
Korolenko	Yanbg Huabo	Chi
Korondi, Béla	Béla Dergán	Hun
Körösi	Andor Klein	Hun
Korovina	Zhai Ruzhi	Chi
Korpus, Lily	Lily Becher	Ger
Korsak	A.A. Bogdanov	SU
Korsch	Wang Zhuling	Chi
Korsov, S.	V.I. Lénine	SU
Kos	Boris Kidrić	Jug
Kos, Jaroslav	Marian Buczek	Pol
Kosendic	Zika Pecarski	Jug
Kossanyi, Imre	Imre Palotás	Hun
Kossert, Hans	Hans Knodt	Ger
Kossoy	Yéhelokolovsky	Pal
Kossuth-Spillenberga	Ivan Kisházi	Hun
Kostaluka	Matija Vidaković	Jug
Kostanjek, Ivan	Josip Broz	Jug
Kostecki, Josef	Josef Kolorz	Pol
Kostia	A.A. Konstantinov	SU
Kostia	N.N. Krestinsky	SU
Kostsin	K.V. Gej	SU
Kostos	Theos Kostas	Gre
Kostrzewa, Wera	Maria Koszutka	Pol
Kot	Dimitrije Koturovicz	Pol
Koté	Alipi M. Tsintadze	SU
Koter	Ogorowski	Pol
Kotecki	Marcel Kallor	Pol
Kother, Walther	Adolf Deter	Ger
Koti	Tatana Moisseienko (Gertrud Rüegg)	SU
Kotov	N.M. Eitingon	SU
Kou Kou	Otto Kuusinen	Fin
Koubovitsky	Aaron Goldwasser	Pol
Koukoumber	Pierre Lerouge	Fr
Kounorov	Paul Fischer	Bul
Kouznetzov	Jia Jongshan	Chi
Kovacs	V.A. Antonov-Ovseenko	SU
Kovacs	Aladar Komjat	Hun
Kovacs	Lajos Honti	Hun
Kovács, Imre	Ketzenbaum	Hun
Kovács, István	Jenö Rosner	Hun
Kovacs, Pal	Stefan Cora	Hun
Kovács, Pal	Paul Klein	Hun
Kovagó, Dezsö	Käfer	Hun
Kovagö, Gyulá	Feher	Hun
Kovalec, I.B	Stanka Dragić	Jug
Kovář	Bedrich Reicin	Cz
Kovář, Václáv	Josef Guttman	Cz
Köves, László	Kohn	Hun
Kowacek	Stefan Duchliński	Pol
Kowalczuk	Aleksander Hiller	Pol

Kowalewski	Wilhelm Steinitz	Ger
Kozen	Toshihiko Sakai	Jap
Kowalski	Vladislaw Gomulka	Pol
Koziol	Stanislaw F. Bobiński	Pol
Kozlicki, Cyprian	Stefan Królokowski	Pol
Kraft	Max Seydewitz	Ger
Kraft, Johannes	Leo Jogiches	Ger
Krajević, Marjan	Peter Gasparac	Jug
Krajewski, Antoni	Wladislaw Stein	Pol
Krakowski	Isaac Deutscher	Pol
Krakus	Henryk Stein Domski	Pol
Kramarov	M.I. Froumkine	SU
Kramer	Karlo Stajner	Jug
Kramer, Otto	Bedrich Geminder	Cz
Kramer, Otto	Otto Katz	Cz
Krasni	Abracha Krasnobrodski	Bel
Krasny, Jozef	Josef Rotstadt	Pol
Krassine	Chen Qiaonian	Chi
Krastine	Tuure Lehen	SU
Kratinos, K.	K. Sklavos	Gre
Kratky	Alfred Breslauer	Cz
Kratter	Emil Hrsel	Cz
Kraus	Gustav Bareš	Cz
Kraus	Wilhelm Koenen	Ger
Kraus	Josef Winternitz	Ger
Kraus, Franz	Franz Rotter	Ger
Kraus, Fryderyk	Viteslav Pospisil	Cz
Kraus, Fritz	Wilhelm Koenen	Ger
Krause	Friedrich Deglavs	Let
Krause	Türe Lehen	Fin
Krause	Alfred Sorgatz	Ger
Krebs	Abraham Heyfetz (Gouralsky)	SU
Kreczynski	Stanislaw Felix Dobiński	Pol
Krei	Jan Krejci	Cz
Krejci, Jan	Livshitz	Cz
Kresić	Djuro Čvijić	Jug
Krezov	Li Fuchan	Chi
Krieger	Vicenzo Bianco	It
Krieger	Wolfgang Salus	Cz
Krieger, Wolf	Wolfgang Salus	Cz
Kreger, Walter	Rudolf Morgies	Ger
Krimov	Guo Shaotang	Chi
Kristev ou *Kridtiou*	Rakovsky	SU
Kristoforovitch	G.S.Kossenkov	Bul
Kristov	Eduard Kardelj	Jug
Krivitsky, Walter	Samuel Ginsburg	SU
Krka	D.Stanislavljevitch	Jug
Krokavec, Jan	Vladimir Clementis	Cz
Krokavec, Jan	Ladislaw Szanto	Cz
Krolik	Samuil Krol'	SU
Kronar, Ellen	Dr Edith Schuman	Ger
Krone	August Creuzburg	Ger
Krosnienczyk	Wladyslaw Gomulka	Pol
Kroulikov, Anton	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Kroumov	Ilya Sitev	Bul
Krowodorski	Sefan Królikowski	Pol
Krüger	Werner Horwitz	Swi
Krüger	Wilhelm Knöchen	Ger
Krüger	Theodor Neubauer	Ger
Krüger	Karl Polzer	Ger
Krüger, Heinz	Hans Bürger	Ger
Krüger, Stefan	Gustaw Reicher	Pol
Krügersen	Karl Polzer	Ger
Krukis	M. Pauser	Let
Kruks	Trotsky	SU
Krumbügel	Leo Jogiches	Ger
Krums	Janis Lencmanis	Pol
Krumov	Ilya Sitev	Bul
Krymov	Aleksandr Skoblevsky	SU
Krymov, Afanassy	Guo Shaotang	Chi
Krzybalski	Stefan Wisniewski	Pol
Ksiadz J.	Josef Ciszewski	Pol
Ksiadz	Alexander Malecki	Pol
Kuan	Zhou Enlai	Chi
Kuan Sheng	Zhou Enlai	Chi
Kuba	Kurt Barthel	Ger
Kuba	Jakob Dutlinger	Pol
Kuba	Jakob Furstenberg (Hanecki)	Pol
Kubarić	S. Milиouš	Jug
Kuba	Jaan Bachrach	Bel
Kuba	Jakob Hanecki (Fürstenberg)	Pol
Kubal, Jan	Leopold Grünwald	Cz
Kubin	Otto Niebergall	Ger
Kuh, Alfons	Georgi Dimitrov	Bul
Kuk	Yu Latian	Chi
Kuku	Otto Kuusinen	Fin
Kulcs	László Zsenei	Hun
Kulen	Marek Tsulen	Pol
Kuki	Kurt Liebermann	Ger
Kulik	Alfons Bartel	Ger
Kuligowski, Stefan	Stefan Martens	Pol
Kulischer	Sándor Rado	Hun
Kulski, Stefan	Stefan Martens	Pol
Kumbügel	Leo Jogiches	Ger
Kun	Djordje Andreević	Jug
Kunert, Ernst	Hans Bohla	Ger
Kunert, Franz	Franz Falk	Ger
Kunert, Franz	Géza Reimann	Ger
Kunigunde	Jan Bur (Nettelbeck)	Ger
Kunkel, Hugo	Hugo Eberlein	Ger
Kuno	Fritz Rau	Ger
Kuns	Albert Sakkart	Est
Kunze, Fritz	Efim Silberkneit	Ger
Kuo, Evgenii	Guo Shaotang	Chi
Kupfer	Paul Langner	Ger
Kupper	G.I.Kulik	SU
Kuratov	Wladyslaw Feinstein (Leder)	Pol
Kurella, Alfred	Alfred Bernard	Fr
Kuriek	Arvo Tuominen	Fin
Kurc	Jerzy Heryng	Pol
Kuroki	Kazuo Fukumoto	Jap
Kurinsky	István Molnar	Hun
Kurt	Franz Dahlem	Ger
Kurt	Jozef Dycka	Hun
Kurz	Willy Langrock	Swi
Kurt	Willy Münzenberg	Ger
Kurt	Heinz Neumann	Ger
Kurt	Anton Saefkow	Ger
Kurt	Heinrich Süsskind	Ger
Kurt	Herbert Wehner	Ger

Kurz	Stefan Čvijić	Jug
Kurz	István Krasznai	Hun
Kurz	Willy Langrock	Ger
Kurz	Emil Schmittinger	Ger
Kurz, Max	Josif Jagan	Ger
Kusovac, Labud	Oborov	Hun
Kuth, Alfons	Georgi Dimitrov	Bul
Kutner, David	Aron Skrobek	Cz
Kuus	Albert Sakkart	Est
Kuznetzov	Trajko Miskovski	Jug
Kiycharu	Seigen Tanaka	Jap

L

Labaïrou	Camuille Larribère	Fr
Laban, Gérard	Gerhardt Leo	Ger
Labord	Louis Bonnel	Fr
Laborda, A.A.	Heriberto Quinones González	Sp
Laborde	Casimir Lucibello	Fr
Labrousse	Jules Hénin	Bel
Lacasa	Antonio Mije García	Sp
Laci	Mihaly Jamrich	Hun
Laco	Radoslav Höldös	Hun
Lacroix	Henri Barbé	Fr
Lacroix, Henri	Francisco García Lavid	Sp
La Cuve	Henri Favoriti	Fr
Ladi Peter ou *Petro*	Sándor Sziklai	Hun
Lada W.	Zdsislaw Leder (Vladislaw Feinstein)	Pol
LaF	Suzanne LaFollette	US
Laffaurie, Pierre	Raymond Barbé	Fr
LaFoll	Suzanne LaFollette	US
Laforge	Benoît Frachon	Fr
Laforge	Marcel Gibelin	Fr
Lafouev	Ye Qing	Chi
Lagos	Reinaldo Frigerio	Arg
Lai	Nikolai Boudberg	SU
Lajos	Joszef Fazekas	Hun
Lakatos, Emil	Löwenwirth	Hun
Lakerbaïa	Lavrentii Béria	SU
Lalic	Ljuba Radovanović	Jug
Laloy	Radoslav Höldös	Hun
Lam Duc Tu	Nguyên Cong Vien	VN
Lamarc	Marcel Gibelin	Fr
Lambert	Nikolaï Avatine	SU
Lambert	Leo Bauer	Ger
Lambert	Pierre Boussel	Fr
Lambert	Artur London	Ger
Lambert	Edouard Fardeau	Fr
Lambert	Léon Lesoil	Bel
Lambert	Casimir Lucibello	Fr
Lambert	Raymond Molinier	Fr
Lambert, Léon	Leo Zuckerman	Ger
Lambert, Pierre	Pierre Boussel	Fr
Lamette	Léon Lesoil	Bel
Lamill	Raymond Molinier	Fr
Lammers	Wilhelm Koenen	Ger
Lan, R.S.	Richard Slanský	Cz
Lancaster	Sol Lankin	US
Landau	Rosa Tomarkin	Ger
Lande	Hermann Köhler	Ger
Landi	Mauro Venegoni	It
Landuzzi	Ennio Gnudi	It
Landy, Abraham	Karol Witkowski	Pol
Lanet	Georges Roudil	Fr
Lang	Vladimir Čopić	Jug
Lang	Berthold Grad	Oes
Lang	József Poganý	Hun
Lang, Albert	Joseph Davidowitz	Fre
Lang, Franz	Jakob Rosner	Ger
Lang, Frederick J.	Frank Lovell	US
Lang, Frida	Frida Rubiner	Ger
Lange	Abraham Heyfetz (Gouralsky)	SU
Lange	Théodore Maly	SU
Lange, der	Leopold Hagmüller	Oes
Lange, Fritz	Bruno Hartmann	Ger
Lange, Martin	Otto Niebergall	Ger
Langer	Georg Scheuer	Oes
Langer, Alfred	Tuure Lehen	Fin
Langer, Robert	Willi Budich	Ger
Langley	Jay Lovestone	US
Lansing	William Z. Foster	US
Lansing	Arne Swabeck	US
Lantier	Marcel Blanc	Fr
Lantos	Pal Sebes	Hun
Lanze	Walter Ulbricht	Ger
Lanzi	Pietro Tresso	It
Lao	Lao Xiuchao	Chi
Lao Dai	Liu Shaoqi	Chi
Lao Reh	Henk Sneevliet	NL
Lapeyre	Fernand Cortale	Fr
Lapine	Charles Dvirba	Let
Lapine, Vladimir Sem.	Emelian Yaroslavsky	SU
Lapinski, Stanislaw	Pawel Lewinson	Pol
Lapka	G.A. Aleksinsky	SU
Lapomme	Léon Mauvais	Fr
Laporte	Peter Mod	Hun
Laporte, Maurice	Emile Drouillas	Fr
Lappon	Sándor Sziklai	Hun
Larea	Jorge Semprun	Sp
La Redingote	Viktor Kopp	SU
Larew	Alfred Oelssner	Ger
Lari	Camille Larribère	Fr
Larine, M.	Lariss Reissner	SU
Larine, Youri	Moisei Lourié	SU
Larkina	Atchar Singhka	Ind ?
Laroche	A. Schoenberg	Oes
Laroche	Paul Thalmann	Swi
Laroche, Gaston	Boris Matline	Fr
Larquet	Julien Racamond	Fr
Larsen, Heinrich	Heinrich Blücher	Ger
Larsky	N.N.Ljubarsky	SU
Lary	Camille Larribère	Fr
Larzac	André Jacquot	Fr
Laskowski	Julien Leszczyński	Pol
Lasowiak	Tamasz Dombal	Pol
Lassalle	Pablo Díaz González	Cub
Lassen, John	János Lékai	Hun
Laszlo, Raoul	Richard Lengyel	Hun
La Terra, Giovanni	Cesare Alessandri	It

Latour	André Jacquot	Fr
Latychev	Xu Zhezniuan	Chi
Laudier	François Billoux	Fr
Lauer	Jacques Duclos	Fr
Lauersen	Axel Larsen	Dn
Laufen	Leo Flieg	Ger
Lauffer, Adolf	Leo Flieg	Ger
Laugen	Camille Januel	Fr
Laurat, Lucien	Otto Maschl	Ger
Laurens, Marcel	Marcel Body	Fr
Laurent	Jean Catelas	Fr
Laurent	Aloïs Zimmermann	Ger
Laurent, E.	Pierre Naville	Fr
Laurent, Marcel	Marcel Body	Fr
Laurent, Pierre	P.-L. Darnar	Fr
Lavan, George	George Weissman	US
Lavaro, Juan	Emanuel Curiel	Sp
Laviel	Gustave Galopin	Fr
Lavrentiev	L.I. Kartvelichvili	SU
Lawrence, Frank	George Weissman	US
Lawrence, John	John MacDonald	US
Lawrence, L.	George Weissman	US
Lazare	Roger Roucaute	Fr
Lazić	Lazar Stefanović	Jug
Lazo	Lazar Stefanović	Jug
L.D.	Trotsky	SU
Le huy Doan	Le hong Phong	VN
Le van Phan	Le hong Son	VN
Le Wen Song	Henk Sneevliet	NL
Leandro	Rolande Depaepe	Fr
Lebedev	Stojan Minev	Bul
Lebel, Marguerite	Marg. Moulène, ép. Carrière	Fr
Leblanc	David Rousset	Fr
Leblanc	Maurice Tréand	Fr
Leblanc	Jean Jérôme	Fr
Lebon, Marie	Olga Bančić	Jug
Lebreton ou *Le Breton*	Marcel Cachin	Fr
Lebrun	François Cuissard	Fr
Lebrun	Mário Pedrosa	Bra
Lechat	Pierre Katz	Fr
Leclair	Michel Braudo	Fr
Lecram	Marcel Hatzfeld	Fr
Léchaud	Maurice Choury	Fr
Leclercq	Georges van den Boom	Bel
Leder, Zdsislaw	Wladyslaw Feinstein	Pol
Ledo, Amerigo	Fernand Lacerda	Bra
Ledo, Amerigo	Astrogildo Pereira	Bra
Ledov, V.	V.K. Vladimirsky	SU
Leduc	Robert Petit	Fr
Lee	Li Dazhao	Chi
Leeds, David	David Amariglio	US
Lefebvre, Roger	Michel Braudo	Fr
Lefèvre, André	Abraham Sadek	Fr
Lefort	Paul Jany	Fr
Lefort	Georges Grynfeld	Rum
Lefranc, Serge	Joseph Ducroux	Fr
Legendre	James P. Cannon	US
Legendre	Yvan Craipeau	Fr
Legendre	Magdeleine Marx, ép. Paz	Fr
Legrand	Jenö Fried	Cz
Legrand	Samuel Herssens	Bel
Legrand, Henri	Henri Féraud	Fr
Legrand, Samuel	Samuel Herssens	Bel
Legros	Benoît Frachon	Fr
Legros	Maurice Tréand	Fr
Legros, Henri	Henri Courtade	Fr
Lehmann	Walter Lanius	Ger
Lehmann, Otto	Samuel Hundert	Ger
Lehoz, Giorgi	Dimitrov	Bul
Lei	Zhang Tailei	Chi
Lei Yin	Zhang Tailei	Chi
Leiciague, Lucie	Jeanne Leciauguecahar	Fr
Leiko, F.L.	V.I. Lénine	SU
Leinad	Daniel Martin	Fr
Leitner	Erich Mielke	Ger
Lej, LJ & Lejeune	Pierre Boussel	Fr
Léko	Aleksandr Ranković	Jug
Lektorov	Li Ping	Xhi
Lelida	Stanislaw Bobiński	Pol
Lélis	Aaron Glanz	US
Leliwa	Stanislav Budzyński	Pol
Lella	Vincentella Perini	It
Le Loi	Le duy Diem	VN
Le Maguet, Claude	Jean de Soubeyran de Saint-Prix	Fr
Lemaire	François Billoux	Fr
Lemoine, Marcel	André Heussler	Fr
Lena	Leo Flieg	Ger
Lenardt	Arthur Walker	GB
Lengyel, R.	Raoul Cászló	Hun
Lenoir	Hanel Faltenberg	Pol
Lenoir	Marko Lipszyc	Pol
Lenoir, Pierre	Grigori Kagan	Pol
Lenormand, Louis	Georg Semmelmann	Ger
Lenôtre	André Essel	Fr
Lenotza	Elena Filipovici	Rum
Lenowicz, Aleksandr	Isaak Gordine	SU
Lens, Alejo	José Allen	Mex
Leński, Julian	Julian Leszczynski	Pol
Leński	Ivan Grzetić	Jug
Leńsky	Liu Renjing	Chi
Lenti, Giulio	Ezio Zanelli	It
Lenutza	Elena Filipović	Ru
Lenz	A. Bergmann	Ger
Lenz	Josef Winternitz	Ger
Lenzi	Urbano Lorenzini	It
Leo	Karl Abasch	Ger
Leo	Alfred Bardin	Fr
Leo	Jacques Duclos	Fr
Leo	Hans Glaubauf	Ger
Leo	Milan Gorkić	Jug
Leo	Walter Häbich	Ger
Leo	Leonardo Janaccone	It
Leo	Hans Kippenberger	Ger
Leo	Etienne Michelli	Fr
Leo	Franz Marek	Oes
Leo	Léon Purman	Pol
Leo	Arthur Ramette	Fr
Leo	Léon Trotsky	SU
Leo	José Andrés	Sp
Leo	Jacques Le Roux	Fr
Leo	Harry Robinson	Ger

Leo Finus	Larissa Reissner	SU
Léon	Gerhardt Eisler	Ger
Léon	Leon Purman	Pol
Léon A.	Alida Leonhard	Ger
Léon, Abraham	Abraham Wajnstock	Bel
León, Nicolas	Esteban Rey	Arg
Léonard	Albert DeWinter	Bel
Léonard	Fleris	?
Léonard	Richard Sorge	Ger
Leonhard	Joachim Unger	Ger
Leonid	N. Eitingon	SU
Leonidas	Herminio Saccheta	Bra
Leonidas	S.A. Youchkiévitch	SU
Leonidov	Liu Amlin	Chi
Leonidov	L.S. Gordon	SU
Léonie	Patricia Galvão	Bra
Leonov	Naoum Eitingon	SU
Leonov	Mikhaïl Tchahkaia	SU
Léopold	Jacques Duclos	Fr
Léopold, J.	J.M. Eselwein	Can
Lepetit	Samuel Haifisz	SU
Lepetit	André Tourné	Fr
Le Ricard	Jacques Desnots	Fr
Lerman, I.	Louis Brunot (Gronowski ?)	Pol
Leroux, André	Angelo Tasca	It
LeRoy	Joseph LeRoy Hansen	US
Leroy	Raoul Calas	Fr
Leroy	Léon David	Fr
Lerse	Franz Modlik	Oes
Les	Léon Lesoil	Bel
Leskašek	F. Lejsek	Jug
Leskovar, Hermann	Josef Huber	Oes
Lessart	André Essel	Fr
Lesse	Oswald Dönitz	Ger
Lessner	Georg Karle	Ger
Lestin	Marcel Beaufrère	Fr
Leszak	Peirach Kohn	Pol
Letić	Milan Gorkić	Jug
Letourneur, Marcel	Jean van Heijenoort	Fr
Leunois, Jean	Amédée Catonné (Dunois)	Fr
Leuschner, Frieda	Olga Benario	Ger
Lev	Walter Häbich	Ger
Levack	George Aitken	GB
Levasseur	Abraham Galpérine	Fr
Levc	Eduard Kardelj	Jug
Lévêque	Raymond Bossus	Fr
Leverrier, Jules	Julian Brun	Pol
Levien, Max	Wiolli Schjul	Ger
Levin, Jorge	Humberto Mendoza Bañados	Chil
Levine	Jack Weber (Jacobs)	US
Lévine, Daniel	Paul Le Pape	Fr
Levine, Morris	Hermann P.Levine	Mex
Levitsky	N.N. Popov	Uk
Lévy, Abraham	Abraham Pimstein Lamm	Chil
Levy, Anton	A.V. Lounatcharsky	SU
Lewald	Ulrich Oske	Ger
Lewinski	Ostap Dlulski	Pol
Le Wen	Qu Qiubo	Chi
Lewis, Sara	Sara Jacobs	US
Lewitt, Martin	Martin Seymour Lipset	US
Lex, Adolf	Lex Ende	Ger
Li	Otto Braun	Chi
Li Chang	Li Dazhao	Chi
L.I.	Elie Maïssi	Fr
Li Cheng	Deng Zhongxia	Chi
Li Cheng	Li Lisan	Chi
Li Do	Qu Qiubo	Chi
Li Fachen	Li Sazhaio	Chi
Li Fu	Zhen Yuandao	Chi
Li Fu Jen	C. Frank Glass	US
Li Furen	C. Frank Glass	US
Li Fusheng	Zhang Hao	Chi
Li Jichang	Li Lisan	Chi
Li Hanjia	Luo Yinong	Chi
Li Kuang	Su Chaocheng	Chi
Li Longzhi	Li Lisan	Chi
Li Mamai	Liu Yin	Chi
Li Qangji	Zhoing Yongcan	Chi
Li Qinhua	Li Dazhao	Chi
Li Shaochang	Li Dazhao	Chi
Li Syheng	Ki Dazhao	Chi
Li Souchang	Li Dazhao	Chi
Li Teh	Otto Braun	Ger
Li Wang	Chen You	Chi
Li Yangming	Li Dashao	Chi
Li Yimang	Li Minshu	Chi
Li Xinsheng	Ma Yufu	Chi
Li Xuanbi	Li Dazhao	Chi
Li Zhao	Li Dazhao	Chi
Li Zhizhao	Li Dazhao	Chi
Liang	Liu Yin	Chi
Liang, John	C. Frank Glass	US
Liang Daci	Liang Ganqkiao	Chi
Liao Chenguyn	Chen Yun	Chi
Liber	Marcel Beaufrère	Fr
Libert, Marcel	Marcel Craste	Fr
Libih	J.E. Roudzoutak	SU
Licht (Liht)	Radomir Vuyović	Jug
Lichtenstein	Hugo Eberlein	Ger
Lidia	Elena Stassova	SU
Lidin	Albert Hlebec	Jug
Lido	Qu Qiubo	Chi
Lieben, Hermann	Albert Hotopp	Ger
Lieber	Ternay	Fr
Liebermann	Voline	SU
Liedes, Ashti	V. Bergmann	Fin
Lifshitz, Malfa	Maria Froumkina	SU
Likwe	Tran Phu	VN
Lima	Honorio de Freitas Guimarães	Bra
Lima	José Murat	Arg
Limanowski	Roman Matys	Pol
Lime, Maurice	Maurice Felsenchwalbe	Fr
Lin	Li Dazhao	Chi
Lin, Alfred	Walter Nettelbeck (Bur)	Ger
Lin Chaozhen	Zheng Chaolin	Chi
Lin Chulan	Zhang Hao	Chi
Lin Fu	Qu Qiubo	Chi
Lin Zigu	Luo Yinong	Chi
Lin Paichu	Lin Cuhan	Chi

Lin Pochu	Liu Xuhan	Chi
Lin Yuying	Zhang Hao	Chi
Linard	Jacques Doriot	Fr
Linck	Roger Foirier	Fr
Lincarès ou *Lincarie*	Jules Raveau	Fr
Lijdine	Albert Hlebec	Cz
Linde	Paul Schlecht	Ger
Linden	Wolfgang Leonhard	Ger
Lindner	Paul Waltz	Ger
Lindner	Wolfgang Leonhard	Ger
Lindt	Karl Ludwig	Ger
Linier	Raymond Molinier	Fr
Lino	Paolo Ravazzoli	It
Lino	Hilcar Leite	Bra
Lino	Lourenço Justinho	Bra
L-ko F.	V.I. Lénine	SU
Linov	Ho Chi Minh	VN
Lioubitsky	V.M. Zagorsky	SU
Liova	Lev Sedov	SU
Lipine, S.	D. Zaslavsky	SU
Lipitskaia	Elena Stassova	SU
Lippmann, Alfred	Johannes Liebers	Ger
Liso, Florencio	Adolfo Morales Martínez	Sp
Lissner	S.Ginsberg (Krivitsky)	SU
Lissytine	Enrique Lister	SU
List, Albert	Karl Wagner (O.Braun)	Ger
Liszewski, lieutenant-colonel	Unguck	Pol
Litvinov	Dong Ruzhen	Chi
Litvinov	Le Hong Phong	VN
Liu Changsheng	Wang Sianbo	Chi
Liu Bochin	Bo Feng	Chi
Liu Changsheng	Wang Sianbo	Chi
Liu Ershi	Liu Renjing	Chi
Liu Guangming	Liu Shaoqi	Chi
Liu Hanyi	Luo Han	Chi
Liu Jingren	Liu Rengjing	Chi
Liu Jingyuan	Liu Renjing	Chi
Liu Jingyun	Liu Renjing	Chi
Liu Losan	Liu Renjing	Chi
Liu Ren	Liu Shaoqi	Chi
Liu Renjun	Liu Renjing	Chi
Liu Renyu	Liu Renjing	Chi
Liu Zuohuang	Liu Shaoqi	Chi
Liu Shiqi	Cai Zhende	Chi
Liu Wen	Liu Shaoqi	Chi
Liu Yanqi	Liu Renjing	Chi
Liu Yanchu	Liu Renjing	Chi
Liu Ying	Liu Yin	Chi
Liu Xi	Liu Shaoqi	Chi
Liu Xiangzhang	Liu Shaoqi	Chi
Liu Yangchu	Liu Renjing	Chi
Liu Yuyu	Liu Renjing	Ch
Liu Zhiqi	Liu Shaoqi	Chi
Literator	Victor Serge	SU
Li Mamai	Liu Yin	Chi
Liurze	Liu Renjing	Chi
Livadic	Stevan Čvijić	Jug
Livera, S.	Doric de Souza	Cey
Livijus	Josip Broz	Jug
Livingstone	Fred Hurwitz	US
Livio	Paolo Scarpone	It
Lj & Ljova	Lev Sedov	SU
LJ	Pierre Boussel	Fr
Lo Fu	Zhang Wentien	Chi
Lo Ying	Wang Sianbo	Chi
Lobedanz	Max Maddalena	Ger
Lobo	Enrique Lister	Sp
Lobos, Emilio	Pablo López	Chil
Lochet	Jacques Doriot	Fr
Lode, Roelandt	J.H. van Droggenbock	Lux
Lodi	Umberto Massola	It
Loewy	Ivo Marić	Jug
Loewy	Adolf Muk	Jug
Loeffler, Erich	Otto Neustedtl	Cz
Logan, Daniel	Jean van Heijenoort	Fr
Loganov	Lo Han	Chi
Lohse	Joachim Unger	Ger
Lokalides	Stanislaw K.Neumann	Cz
Lola	Ivo Ribař	Jug
Lola	Lilia Ya Ginzberg (Estrine)	SU
Lola	Elena Ginzburg (Smirnova)	SU
Lombard	Isaac Baümol	Pol
Lomine	Vissarion V. Lominadze	SU
Lomzik	M.A. Rojkov	SU
Londinière	Jacques Béthinger	Fr
Long, Mary	Maria Kotakova	Pol
Longobardi	Oreste Lizzadri	It
Looring, Leo	Johannes Meering	Est
López, José	Jan Frankel	Cz
López, Juan	Julio Antonio Mella	Cub
López, Juan	Agapito García Atadell	Sp
López de Asís, Hipolito	Santiago Carrillo	Sp
Loran, Stan	Stanley Frid	US
Lore	Anne Kerff	Ger
Lorenz	Theodor Neubauer	Ger
Lorenz	Otto Winzer	Ger
Lorenz, Franz	Hans Malchow	Ger
Loris	Bruno Fortichiari	It
Loris	Carlos Imaz	Uru
Loris, Marc	Jean van Heijenoort	Fr
Lorrain	Elie Rouaix	Fr
Lorsky	Miron Mirochevsky	SU
Losen	H.R.Isaacs	US
Lothar	Hermann Jacobs	Ger
Lothar	Wilhelm Pieck	Ger
Lothringen	Charles Hainchelin	Fr
Loti	Lvovitch	SU
Lotov	M.I. Kazounine	SU
Lotte	Käthe Lübeck	Ger
Lougovoi	Jia Zhongzhun	Chi
Louis	André Morel (Ferrat)	Fr
Louis	Jules Humbert-Droz	Swi
Louis	Boris Idelson	SU
Louis	John Goff	US
Louis	Boris Idelson	SU
Louis	Ljubomir Ilić	Jug
Louis	Sepp Schwab	Ger
Louis	Lev Sedov	SU
Louis, Otto	Lajos Dobos	Hun
Louise	Clara Feigenbaum	Fr
Louksandra	Aleksandrina Rakovskaia	SU

Loulou	Michel Muzard	Fr
Loulou	Louis Pietri	Fr
Loureiro	Valdevino de Oliveira	Bra
Louximin	Marcel Pauker	Rum
Lounine	Russildo Magalhães	Bra
Lov	Miroslav Wolf	Cz
Lovera, Romolino	Luigi Amadesi	It
Lövi	Adolf Muk	Hun
Lovitsky	N.N. Popov	SU
Lovro	Vladimir Čopić	Jug
Löwen, Hilde	Hilde Hausschild	Ger
Löwison	Hans Linde	Ger
Löwison	Lisa Linde	Ger
Lozovsky, A. ou *S.A.*	S.A. Dridzo	SU
Lozovsky	Miron Mirochevsky	SU
L-se	Joachim Unger	Ger
Lu Xun	Zhou Shuren	Chi
Lu Yiyuan	Lu Yuan	Chi
Lubeski	Josef Ciszewski	Pol
Lubin	Jean Leleu	Fr
Lubovsky, Moritz	Siegfried Bamatter	Swi
Lubra	Lucien Braslawski	Fr
Luc	José Laín Entralgo	Sp
Lucas, Louis	Marcel Paul	Fr
Lucholdt, Werner	Hermann Remmele	Ger
Luciano	Luciano Stefanini	It
Lucie	Claudine Michaut	Fr
Lucien	Louis Bonnel	Fr
Lucien	Charles Camus	Fr
Lucien	Yvon Delcourt	Bel
Lucien	C. Frank Glass	US
Lucien	Sania Gontarber	Fr
Lucien	Lu Sanh Hanh	VN
Lucien	Ladislas Mandel	It
Lucien	Conrado Miret Muste	Sp
Lucien	Tadeusz Oppmann	Pol
Lucien, L.	Lucien Laroulandie	Fr
Lucifer	C. Frank Glass	US
Ludek	Josip Abramović	Jug
Ludo	Ignati Rylski	Pol
Ludovic	C. Frank Glass	US
Ludwig	Rudolf Engel	Ger
Ludwig	Karl Fischer	Oes
Ludwig	R. Klement	Ger
Ludwig	Richard Lipset	Ger
Ludwig	N.M. Poretski	Pol
Ludwig	Lev Sedov	SU
Ludwig	Benjamin Suhl	Ger
Ludwig, E.	Eduard Alexander	Ger
Ludwik	Julian Brun	Pol
Ludwik	Wladyslaw Gomulka	Pol
Luft	Paul Ruegg	Swi
Luigi	Luigi Tolentino	It
Luigi	Pietro Tresso	It
Luis	Enrique Castro Delgado	Sp
Luis	Vittorio Codovilla	Arg
Luis	Jules Humbert-Droz	Swi
Luis	Johannes Kürten	Ger
Luis	Hilario de Lacerda Manna	Bra
Luis (général)	Ernesto Luis Fernández	Sp
Luise	Aloïsia Soucek	Oes
Luisne	Huynkh khuong An	VN
Luj	Lovro Kuhar	Jug
Luka	Anton Bogdanov	Bul
Lukács, Pavel ou *Pal*	Béla Frank	Hun
Lukas	Kurt Bürger	Ger
Lukas	Nikolaus Kunert	Hun
Lukaszewicz, Kazimierz	Kazimierz Cichowski	Pol
Lukharevich	Fan Shaoyuan	Chi
Luna	Rafael Pérez Candela	Sp
Luna, Dionisio	Juan Andrade Rodríguez	Sp
Lund	Trotsky	SU
Lund	Ernest Erber	US
Lunen, Wilhelm	Josef Weber	Ger
Lungo	Silvio Ortona	It
Luo Fu	Zhang Wentian	Chi
Luo Man	Li Weihan	Chi
Luo Yinong	Luo Jiao	Chi
Lupo	Mario Musolesi	It
Luppe Kossuul	Andor Berei	Bel
Lustig	Ernst Hübman	Oes
Lützow	Bruno Kühn	Ger
Lux	Rosa Luxemburg	Ger
Lux	Pierre Sémard	Fr
Luximin	Marcel Pauker	Rum
Luzicky, Fernand	Karel Kreibich	Cz
Lvov	Trotsky	SU
Lvov L.	L.M. Kliatchko	SU
Ly Thuy	Ho Chi Minh	VN
Lyaline	Zhao Ji	Chi
Lyon L.	Livio Xavier	Br
Lyons, Chris	John Loeb	US
Lyubov	Karl Rimm	Ger

M

M.A.	Marguerite Bonnet	Fr
Ma	Heinz Neumann	Ger
Maas	Martin Leclercq	Bel
M.B.	G. Zinoviev	SU
Ma Lin	Henk Sneevliet	NL
Macario	Jan Jolles	NL
Macchi, Francesco	Galindo Zabardi	It
Magda	D.Z. Manouilsky	SU
McClure	C. Frank Glass	US
McDonald	Blake Lear	US
McGee	Grace Carlson	US
McGee, Jim	James P.Cannon	US
McKay	William Sherman	US
Mach, Jiri	Vladimir Prochazka	Cz
Machado	Leôncio Basbaum	Bra
Machado, Augusto	Leôncio Basbaum	Bra
Machvuroff, Willy	Wilhelm H.Fehlendorff	Ger
Maciej	Marian Buczek	Pol
Maciejewski	Szcepan Rybacki	Pol
Maciel, Pedro	Pedro Milessi	Arg
Maciejewska, Marta	Janina Ignasiak	Pol
Mack	Joseph Vanzler	US
McYee, Reschal	Michel Reschal	Let
Madar, František	Vladimir Madera	Cz
Madin	Henk Sneevliet	NL

Madriles	Olmedo	?
Maertens, Marie	Martha Desrumeaux	Fr
Maes	Emile Mailer	Bel
Maese, Pedro	Arturo Sepúlveda Quesada	Chil
Maestro, El	Julián Villapadierna García	Sp
Mafran	Jean Chaumeil	Fr
Magda	Magdalena Dosaková-Salichová	Cz
Magda	D.Z. Manouilsky	SU
Magda	Mandalian Tadeusz	Ger
Magdeleine	Marguerite Bonnet	Fr
Maggi	Egidio Gennari	It
Maggioni	Stjepan Moskovitz	Hun
Magneux, Lucien	Sania Gontarber	Fr
Magnin, Louis	Louis Dalmas de Polignac	Fr
Magno, Carlo	Stojan Minev	Bul
Magnus	Richard Gyptner	Ger
Magrini	Aldo Garosci	It
Magyar, Ludwig	Lajos Milgdorf	Hun
Mahlow, Georg	Georg Krausz	Ger
Mahmoud	Ahmed Habib	Ind
Mahmoud	Kamalesh Banerji	Ind
Mahmoud	Mohammed Shafiq	Ind
Dr Mahmoud	M.N. Roy	Ind
Mahoney	Roy Farman	GB
Maibaum, Julius	Julius Braník	Cz
Maier	V. Lénine	SU
Mailly	Boris Guimpel	Fr
Maisky, Ivan	I.M. Liakhovetsky	SU
Major, József	Joseph Mayer	Hun
Major, Tamás	Elemer Mányai	Hun
Makar	V.P. Noiguine	SU
Makorjanc	Matije Čecić	Jug
Maksimov	Ersilkio Ambrogi	It
Maksimov, N.	A.A. Bogdanov	SU
Maksymowicz	Karol Savrycz	Pol
Malam	Arkadi Maslow	Ger
Malaquais, Jean	Vladimir Malacki	Fr
Malaurie, Jean	Gilbert Serret	Fr
Malecki	Alexander Rubinstein	Pol
Malem	Arkadi Tchémérinsky (Maslow)	Ger
Mali	Pajo Grigorić	Jug
Maline, Elena	A. Kollontai	SU
Malino	Rodion Malinovsky	SU
Malj	Jovan Mališić	Jug
Mallaun, Karl	Karl Zillich	Ger
Mallero	André Malraux	Fr
Mallet	André Rebière	Fr
Mal Peigné	Lev Sedov	SU
Malou	Paul Billat	Fr
Malter, Frieda	Inge Falter	Ger
Malwin	Ostap Dlulski	Pol
Maly	Adolf Zalberg	Pol
Mamachkine	Zhao Yenching	Chi
Mamaiévitch	Chen Saoyü	Chi
Mamader	José Praxedes de Andrade	Bra
Mammacari	Mario Brandini	It
Mammone, Gastone	Virgilio Verdaro	It
Mamou	Maurice Nadeau	Fr
Man	Theodor Maly	SU
Manada	Philippe Demaurizi	Fr
Manager	Boris Nicolaievsky	SU
Manavar	Musso	Ido
Manco, El	Eusebio Rodríguez Salas	Sp
Manco de la Pesquera, El	Basiliso Serrano Valero	Sp
Mandek	Emmanuel Mink	Bel
Mandelowicz	Leo Gordon	Cz
Mander	Henk Sneevliet	NL
Manev	Tomev	Bul
Manfred	Heirich Reichel	Ger
Manfred	Leo Roth	Ger
Mann	Avgust Cesarec	Jug
Mann	Franz Gloger	Ger
Mann	Theodor Maly	SU
Mann	Léon Purman	Pol
Mann, Karl	Otto Bauer	Oes
Mannheim, Richard	Gyula Alpari	Hun
Manno	Joaquín Masmano Pardo	Sp
Manny	Manuel Fernández Grandizo (Munis)	Sp
Manoel	João Francisco de Cambos	Bra
Manoel	José Zacarias Sá Carvalho	Bra
Manofer	J.A Fernández Ladreda	Sp
Manolito	Rodion Malinovsky	SU
Manolo	Manuel Adame Mesa	Sp
Manon	Theodor Maly	SU
Manou	D.Z. Manouilsky	SU
Mansuy, Pierre	Wilhelm Herzog	Ger
Manoukian, Armenak	Arven A.Davtian	SU
Mantaô	Livio Xavier	Bra
Mantey, Werner	Paul Frölich	Ger
Manu	Maurice Siegelmann	Fr
Manuel	Sixto Aguado	Sp
Manuel	Gaston Auguet	Fr
Mao Dun	Shen Yanghin	Chi
Map	Willem Aternalsteen	Bel
Mara	Maria Bernetich	It
Mara	Frieda Ginsburg	Oes
Marabuta	Henryk Muszkat	Pol
Marain, Charles	Ettore Quaglierini	It
Marat	Mahmoud Al Atrach	Pal
Marat	Charles Boschet	Fr
Marat	Magalães Díaz Trevino	Chil
Marbel, Conrad	Ernst Meyer	Ger
Marboczi	Matyas Rákosi	Hun
Marc	Marc Chyryk	SU
Marc	Albert Ouzoulias	Fr
Marc	Giancarlo Pajetta	It
Marc	Roger Pannequin	Fr
Marc	Gabriel Péri	Fr
Marc	Emile van Ceulen	Bel
Marc	Mordka Zborowski	Pol
Marc, N.	Neli Grunberg	US
Marc-Antoine	Schimmel Gold	Pol
Marceau	Marcel Beaufrère	Fr
Marceau	Georges Beaufils	Fr

Marceau	Pierre Pays	Fr
Marcel	Paul Balmigère	Fr
Marcel	Edouard Cormon	Fr
Marcel	Jules Humbert-Droz	Swi
Marcel	Desider Fried	Cz
Marcel	Joseph Kostecki-Kolosz	Pol
Marcel	Leo Kneller	Ger
Marcel	Mendl Langer	Pol
Marcel	Max Lantermino	Fr
Marcel	Max Laufer	Ger
Marcel	D.Z. Manouilsky	SU
Marcel	Franz Marek	Oes
Marcel	Adam Rayski (Rajgrodski)	Pol
Marcel	Jacques Sadoul	Fr
Marcel	Roger Toreilles	Fr
Marcel	Jean van Heijenoort	Fr
Marcel, Ernest	Sergéi Mikhaïlov	SU
Marcelino	Pedro Cruz Laborda	Sp
Marcelino	Etelvino Vega Martínez	Sp
Marchal	Lucien Schmitt	Fr
Marche	Laurent Marchesin	Fr
Marchesini	Nicolà Giovanni	It
Marchini, Maria	Caterina Picolato	It
Marcin	Franciszek Grzegorzewski	Pol
Marco	Mauro Scoccimaro	It
Marco	Pasquale Rainone	It
Marcos	Wenceslao Arambuja	Bra
Marcos	A.A. Sloutsky	SU
Marcoux	Neli Grunberg	Rum
Marcucci	Davide Maggioni	It
Marcus	Mordechai Haldey	Pal
Marcus	Tuure Lehen	Fin
Maréchal	Edgar Lalmand	Bel
Marek	Stanke Dimitrov	Bul
Marek	Alexander Fornalski	Pol
Marek	Albert Glineur	Bel
Marek	Alfred Lampe	Pol
Marek, Frantisek	Otto Friedman	Cz
Marek, Jan	Otto Friedman	Cz
Marengo	Castellacci	It
Marensko	Herbert Wehner	Ger
Maresciallo di Ferro	Luigi Longo	It
Marg	Marguerite Rosmer	Fr
Marga	Margarita Gallo	Arg
Margallo	Silvestre Gómez	Bra
Maria	Elena Filipovici	Rum
Maria	Choura Serstajn	Pol
Marian	Stanislaw Budzyński	Pol
Marian	Marceli Nowotko	Pol
Marianne	Magarete Keilson	Ger
Marianne	Rachel Perelman	Pol
Mariano	Ramiro López	Sp
Mariano	Jesús Monzón Reparaz	Sp
Mariano	Velio Spano	It
Marie	Mauno Heimo	Fin
Mariański	Stanislaw Budzyński	Pol
Mariański, Jakub	Jakub Dutlinger	Pol
Marin	Aleksandr A. Abramovitch	SU
Marin, Louis & Lucien	Otto Maschl	Oes
Marin, Marcel	Marcel Gibelin	Fr
Marin	D.Z. Manouilsky	SU
Marin	Paul Rüegg	SD
Marina	Anna Pauker	Ru
Marine, D.	Emelian Yaroslavsky	SU
Mariner, Roberto	Luis García Palacios	Sp
Maring	Henk Snevliet	NL
Marino	Vittorio Codovilla	Arg
Marini	Ré Leone	It
Marini	Giuseppe Dozza	It
Marinko, Miha	Ciril Stukelj	Jug
Matinović, Trisa	Trisa Kaćlerović	Jug
Maring	Henk Sneevliet	NL
Mariński	Jakub Detlinger	Pol
Mario	Lorenzo Della Lunga	It
Mario	Gino Govetti	It
Mario	Livio Maitan	It
Mario	Joaquín Maurín	Sp
Mario	Stojan Minev	Bul
Mario	Octave Rabaté	Fr
Mariotti	Mario Malatesta	It
Marius	Fernand Chaussenat	Fr
Marius	Lorenzo Della Lunga	It
Marius	Philip Dengel	Ger
Marius	David Freiman	?
Marius	Stojan Minev	Bul
Marious	Auguste Simon	Fr
Marius, R.	Emilio Palacio Iglesias	Sp
Marjan	Stevan Čvijić	Jug
Mark	Lev Sedov	SU
Mark	Mordka Zborowski	Pol
Markhard	Erwin Schaffner	Ger
Markine, N.	Lev Sedov	SU
Marko	Alexandr Ranković	Jug
Marko	A.A. Sloutsky	SU
Markos, György	Ferenc Huber	Hun
Markos (général)	Markos Vafiades	Gre
Markovic, Miloš	Milovan Djilas	Jug
Markovic, Miloš	Unger	Hun
Markowski	Alexandre Fornalski	Pol
Markowski	Alfred Lampe	Pol
Markus	Tuure Lehen	Fin
Markus	Meyer List	Arg
Marlen	George Spiro	US
Marlotov	Zheng Chaolin	Chi
Marlow	John Scott	GB
Marmorstein	Gyulà Alpari	Hun
Marleffe	Fernand Mélard	Bel
Marof, Tristan	Gustavo A. Navarro	Bol
Marok	Piotr Scislowski	Pol
Maros, Peter	Otto Bihaly	Hun
Marot	Mihaly Padanyi	Hun
Marques	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Marquet, Henri Franklin	Pierre-Laurent Darnar	Fr
Marquez	Valdivino di Oliveira	Bra
Marquis	Jean Braun	Fr
Marquis	Paul Rivière	Fr
Marquis, le	Léon Depollier	Fr
Marras	Marcel Asmus	Fr
Marsh, Max	Max Shachtman	US
Marshall	Nathan Gould	US
Marshall, Arnold	Szapiro	Pol

Marshall, James A.	Max Bedacht	US
Marshall, John	George E. Novack	US
Mart	Alfonso Leonetti	It
Marta	Siggi Bamatter	Swi
Marta	Mateo Blásquez Rodríguez	Sp
Marta	Virginia Gervasini	It
Marta	Hartmann	Swi
Marta	DZ Manouilsky	SU
Marteau	A.Z. Jurkinez	?
Martel	James P. Cannon	US
Martel	Victor Gagnaire	Fr
Martel, Jacques	Giulio Ceretti	It
Martell	James P. Cannon	US
Martell, Inès	Carmen Fortoul	Ven
Martet	Lucien Midol	Fr
Martha	Margarete Neumann	Ger
Martha	Siggi Bamatter	Swi
Marthe	Bronca Volikoff	SU
Martial	Auguste Lecœur	Fr
Martial	Louis Wallé	Fr
Martin	Joseph Ausländer	Ger
Martin	Wilhelm Bahnik	Ger
Martin	James P. Cannon	US
Martin	Max Dornbrow	US
Martin	Harrison George	US
Martin	Grigory Kagan	Pol
Martin	Albert Kuntz	Ger
Martin	Edgar Lalmand	Bel
Martin	Hyněk Lenorović	Cz
Martin	Alfonso Leonetti	It
Martin	Pierre Lorin	Fr
Martin	Erich Melcher	Ger
Martin	Joaquín Olaso Piera	Sp
Martin	Martyn Ozol	SU
Martin	Léon Pfeffer	Fr
Martin	Karl Schirdewan	Ger
Martin	Henk Sneevliet	NL
Martin	Joseph Vanzler	US
Martin	Edgar Woog	Swi
Martin, A.	Grigory Kagan	Pol
Martin, Alfred	Alfred Tilton	SU
Martin, André	Henry Jacoby	Ger
Martin, Ben	Benjamin Goldberg	US
Martin, Emmanuel	Joaquín Olaso	Sp
Martin, Erich	Erich Melcher	Ger
Martin, Gérard	Gérard Lachenal	Swi
Martin, Georges	Georges Lachenal	Swi
Martin H.	André Porcher	Fr
Martin J.P.	Alfonso Leonetti	It
Martin, J.P.	Mikhalis Raptis	Gre
Martin, Jacques	Giulio Ceretti	It
Martin, père	Manabendra Nath Roy	Ind
Martin, Roger	Otto Höft	Ger
Martin Beck, Jorge	Heinz Neumann	Ger
Martineau, Désiré	Paul Valière	Fr
Martinet	Auguste Lassus	Fr
Martinez	Julio Baccino	?
Martínez, Juan José	Julio Antonio Mella	Cub
Martínez, Miguel	Mikhail Koltsov	SU
Martínez, Léon	Juan Astigarrabia	Sp
Martini	Giuseppe Dozza	It
Martini, Martino	Alessandro Vaja	It
Martiniak, Michal	Yoné Geduldik	Pal
Martinović	Jovan Mališić	Jug
Martins	Honorio de Freitas Guimarães	Bra
Marrtins, Antônio	Leôncio Basbaum	Bra
Martins Juan	Victor Barron	US
Marton, István	Béla Kun	Hun
Martti, Nilsson	Toivo Lehto	Fin
Marty	Martin Abern	US
Martyn	O.Kh. Aussem	Pol
Martyn	Martins Ozol	Let
Martynov	Ji Dacai	Chi
Martynov	Samuel S. Piker	SU
Marx, Jenny	Polina Vinogradskaia	SU
Marylski	Izroel Gajst	Hun
März, Roland	Paul Merker	Ger
Masci	Antonio Gramsci	It
Masi	Michele Donato	It
Malenko	Fang Weixia	Chi
Marat	Mahmoud al Atrach	Pal
Marius	Philipp Dengel	Ger
Martin, James	Victor Barron	US
Maslow, Arkadi	Isaac Cereminsky	Ger
Masquez (Le)	Victor Serge	SU
Masse	Mauri Lehtonen	Ger
Massimi	Emilio Ambrogi ou Ambrogioli	It
Massimo	Giacinto M.Serrati	It
Massini, Anthony	George Breitman	US
Masson	Victor Fay	Fr
Masson, F.J.	Malcolm C.Bruce	Can
Massoud	Mahmoud Al-Atrach	Pal
Mastroyannis	Yannis Theodoratos	Gre
Maszynista	Jakob Furstenberg (Hanecki)	Pol
Matas, Santiago	Felix García Guerrero	Sp
Maté	Rose Mérot	Fr
Mateev	Ivan Stefanov	Bul
Matejczuk	Matys Cegielnicki	Pol
Mateo, Rodrigo	M. Yakouchine	SU
Materialiste	V.A. Ter-Vaganian	SU
Matern, J.	Johann de Graaf	Ger
Mates Bober Franc	El. Rosijansky	Fr
Mathieu	David Korner	Fr/Rum
Mathieu	Tadeusz Oppmann	Po
Mathieu, A.	David Korner	Fr
Macias	Sebastião Francisco	Bra
Matisse	Nikolaï Egipko	SU
Matos	Herminio Saccheta	Br
Mattei	Pierre Longhi	Fr
Mattei	Ezio Misuri	It
Mattern	Graaf	Ger
Matti	Johannes Mäkinen	Fin
Matteo	Ivan Regent	Jug
Matzner	Georg Scheuer	Oes
Maurel, Jean-Louis	Harald Hauser	Ger
Maurel, Yves	François Caparros	Fr
Maurice	Rudolf Engel	Ger
Maurice	Camille Lacazette	Fr
Maurice	Angelino Luchi	It

Maurice	Roman Piotrowski	Pol
Maurice	Octave Rabaté	Fr
Maurice	Werner Waldeyer	Ger
Mauricio	Sergio Chepiakov	Bra
Mauricio	Benjamin Péret	Fr
Mauricio, Leôncio	Leôncio Basbaum	Bra
Mauricius	Maurice Vandamme	Fr
Maurin	Michel Lequenne	Fr
Maurnade	Maurice Nadeau	Fr
Mauro	Domingo Brás	Bra
Mauser	Jesús Hernández Tomás	Sp
Mavrodidjev	Ivan Tsipukov	Bul
Max	Samuel Bot	Pol
Max	Roger Brazzani	Fr
Max	Robert Cruau	Fr
Max	Arthur Dallidet	Fr
Max	René Denys	Fr
Max	Karl Fraas	Swi
Max	Jakob Frank	Let
Max	Willi Gall	Ger
Max	Hans Glaubauf	Ger
Max	Fritz Heckert	Ger
Max	Arthur Hornig	Ger
Max	Otto Kettig	Ger
Max	Paul Kroll	Ger
Max	Hans Sturm	Ger
Max	Emile Le Carrer	Fr
Max	Arkadi Maslow	Ger
Max	Marceli Nowotko	Pol
Max	Paul Parisot	Fr
Max	Fritz Schubert	Ger
Max	Karol Sobelsohn (Radek)	SU
Max	Robert Marchadier	Fr
Max (cdt)	René Millereau	Fr
Maxime (cdt)	Julien Girault	Fr
Maxime	Sylvain Itkine	Fr
Maximo	Ersilio Ambrogi	It
Maximov	Ersilio Ambrogi	It
Maximov	Max Friedman	Pol
Maximovitch	D. Petrovsky	SU
Mayer, Fritz	Octavio Brandão	Bra
Mayer, Karl	Jean van Heijenoort	Fr
Mazine	V.O. Lichtenstadt	SU
Mazo	Charles Martinson	US
Mazut	Habid Ahmad Nisam	Ind
Mot	Ante Ciliga	Jug
Meacir	Eliecer Magalhães	Bra
Mecha	Perla Bacall	Arg
Mechanik	Franciszek Grezgorzewski	Pol
Mèche	Jean Meichler	Fr
Medina	Vittorio Codovilla	Arg
Mehring	Richard Mirring	Est
Mei Hing	Qu Qiubo	Chi
Mei Ran	Li Lisan	Chi
Mei Ying	Qu Qiubo	Chi
Mei Zhuang	Chen Boda	Chi
Meirowitz	Ruben Avramov	Bul
Mekas, Spiridon	Josip Broz	Jug
Melamed	Felix Morrow	US
Melamud	Felix Morrow	US
Melchior	Z. Sznajder	Jug
Melev	Lepoladsky	SU
Meliki	Jean Magendie	Fr
Melinho	Fuad Mito	Br
Mella, Julio Antonio	J.A. MacFarland	Cub
Melt, J.P.	Josef Frey	Oes
Melter, Luis	Juan Luis Velásquez	Per
Melvin, John	Melvin Lasky	US
Ménard	Marcel Cachin	Fr
Menchoj, A.G.	Lev S. Levin	SU
Mendez, Manuel	M.N. Roy	Ind
Mendez, Niquita	Nikola Kovaćević	Jug
Mendl Herschl	H.M. Sztokfisz	Pol
Mendez, Joan	Anita Brenner	US
Ménier, Paulette	Irene Wosikowski	Ger
Menin	Qu Qiubo	Chi
Mensoj	L S. Lewin	SU
Méphisto	Kolthek, Harmjr	NL
Mérat, Paul	Hermann Guchtnaerel	Bel
Mercier	François Chasseigne	Fr
Mercier	Jean Meichler	Fr
Meredith	Guy Jerram	Fr
Merelli	Mauro Scoccimaro	It
Merian, Alfred	Henri Robinson	Ger
Merian, David	Meyer Schapiro	US
Méric, Victor	Henri Coudon	Fr
Mérignac	Mathieu Puyo	Fr
Merin, Peter	Otto Bihaly	Hun
Merini	Ezio Biondini	It
Merker, Ferdinand	Anton Saefkow	Ger
Merlan	Florimond Bonte	Fr
Merlan, Alfred	Harry Robinson	Ger
Merritt	Murry Weiss	US
Mertens	Paul Baudisch	Ger
Mertens	Fritz Belleville	Ger
Mertens	Grete Wilde	Ger
Mertz	Fritz Belleville	Ger
Mesnil, Albert	Norbert Guterman	Fr
Mesnil, Jacques	Jean-Jacques Dwelshauver	Fr
Messer	Karl Ludwig	Ger
Messer	Walter Stoecker	Ger
Mester	Georgi Kirkov	Bul
Mestre, Michèle	Lucienne Abraham	Fr
Meszaros, Gabor	Gabor Kohn	Hun
Metalac	Josip Broz	Jug
Métallo	Angiolino Luchi	It
Méteniei	Charles Hainchelin	Fr
Methody	D.Z. Manouilsky	SU
Metzner	Inge Völker	Ger
Meunier	Emile Dutilleul	Fr
Meunier	Otto Schüssler	Ger
Meunier	Lev Sedov	SU
Meunier	Pietro Tresso	It
Meyer	Hans Bohla	Ger
Meyer	Jean Meichler	Fr
Meyer	Alfred Wagenknecht	Ger
Meyer, Paul	Julien Airoldi	Fr
Meyer, Peter	Josef Guttman	Cz
Meza, José	Heitor Ferreira Lima	Bra
Mezö, Imre	Jacques Mehrel	Hun
M.I.	M.I. Pevzner	SU
Mia	Ella Rumpf	Ger

Micca	Giuseppe Rimola	It
Micha	M.N. Okoudjava	SU
Micha	Mowsa Sapir	Bel
Michael	Max Shachtman	US
Michal	Michal Feldman	Hun
Michal	Mieczyslaw Broński	Pol
Michal	Hermann Löwy-Wolf	Oes
Michal	Mihaly Farkas	Hun
Michalczyk	Gustav Reicher	Pol
Michalec	Karel Fischer	Cz
Michalek	Adolf Warszawski (Warski)	Pol
Michaljak	Adolf Warszawski	Pol
Michalkowski	Adolf Warszawski	Pol
Michalska	Malgorzata Fornalska	Pol
Michard, Henri	Davide Marcucci	It
Michel	Michel Strangé	Fr
Michel	Léon Depollier	Fr
Michel	Benjamin Feingold	Bel
Michel	Gómez	?
Michel	Louis « Gronovski »	Pol
Michel	Richard Krebs	Ger
Michel	Ossip Piatnitsky	Bra
Michel	Mikhaïl Polevoi	SU
Michel	Marcel Rajman	Fr
Michel	Reschel ou Reschal Hillel	SU
Michel	Andrée Smesman, née Buntea Cripnici	Bel
Michel	Maurice Sellier	Fr
Michel	Eugène Thième	Fr
Michel (cdt)	Maurice Devillers	Fr
Michel, Paul	Moses Friedman	Fr
Michel, Rosa	Marie Wacziarg	Fr
Michel, Sophie	Louise Chef	Fr
Michele	Stojan Minev	Ru
Michèle	Camilla Ravera	It
Michelin	Claude Jaeger	Fr
Michka	Wilgelmina Slavoutskaia	Ger
Mieczyński	Mieczyslaw Broński	Pol
Mierc	Djouro Salai	Jug
Mitec	Bolezslaw Bierut	Pol
Mif, Pavel	Mikhail Firman ou Fortus	SU
Miguel	Reuben Levy (Abramov)	Bul
Miguel	José Vilar	Bra
Mihota, Anton	Supana	Cz
Mikado	Choura Friedman	Bel
Mikaelian Avetis	Sultan Zadé	Per
Mike	Grollman	Let
Mike	Mikhalis Raptis	Gre
Mikhail	Angaretis (Z. Aleksa)	Let
Mikhail	O.J. Piatnitsky	SU
Mikhailov	Liao Song	Chi
Mikhailov M.	Skriabine-Molotov	SU
Mikhailov M.A.	M.V. Frounzé	SU
Mikhailov Naoum M.	Xiao Changin	Chi
Mikhailov, Piotr	Sergéi Aleksandrovsky	SU
Milchaïlov, R.	Reuben Levy	Bul
Mikhailova	A. Kollontai	SU
Mikhailovitch	Boris Mikhailov	SU
Mikhailovitch, A.	Yakov Sverdlov	SU

Mikler, Adam	Lev Domb (Trepper)	Pol
Mikolaj	Jakob Furstenberg (Hanecki)	Pol
Mikolajek	Josef Ciszewski	Pol
Mikolas	Angaretis (Z.Aleksa)	Let
Mikolos	Nikolà Skrypnik	SU
Milani, Ettore	Alessandro Vaja	It
Milcek	Kamilo Horvatin	Jug
Milenković, Peter	Drago Petrović	Jug
Milenz	Theodor von Thiele	Ger
Milić, Milan	Sima Marković	Jug
Milionario	Honorio de Freitas Guimarães	Bra
Milković	V. Sakun	Jug
1000	Pavel Okun	SU
Mill	Pavel Okun	SU
Miller	John Becker	US
Miller	S. Ginsberg (Krivitsky)	SU
Miller	Nikola Kovačević	Jug
Miller	Hermann Rehbein	Ger
Miller	Xu Tsiansan	Chi
Miller, Arthur	Werner Schmidt	Ger
Miller, Frank	Yrjo Sirola	Fin
Miller, Stephan	Harry Gmïr	Swi
Milles, C.M.	Kh. G. Rakovsky	Rum/SU
Millo	Millovitch	Fr
Mills, M.	Emmanuel Trbovitch	US
Milner, Charles	Louis Rigaudias	Fr
Milosević	Davidochvili	Jug
Milton	Bob Koffin	US
Milton	Francis Waldron (Dennis)	US
Milton, Harry	Wolf Kupinsky	US
Mimmo	Emilio Sereni	It
Mimo	Stefano Gigliano	It
Minard, A.	Otto Maschl	Oes
Mineur	Martin Piker	US
Minkov	Konstantin Michev	Bul
Minor, Robert	Martin Piker	US
Minos	René Fromage	Fr
Minski	Jerzy Sochacki	Pol
Minz, Claus	Werner Calm	Ger
Mio	Milchailo Ivić	Jug
Miranda	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Miranda	Olga Scarabino	Arg
Mircescu, Petr	Kh. G. Rakovsky	Rum
Mirianine	V.I. Lénine	SU
Mirko	Miroslav Krjesl	Jug
Mirković, Radoslav	Drago Petrović	Jug
Miro	Ricardo Cocconi	It
Miro, W.	W. Mirojewski	US
Miro	Nenad Popović	Jug
Miron	Mendel Michrowski	Pol
Mironov	Rudolf Hercigonia	Jug
Mironov, S.	Kirov	SU
Mirov	Jakov Abramov	SU
Mirsky, Jaroslav	Kurt Konrad-Beer	Cz
Mirsky, M.	M.M. Frounzé	SU
Miserias	Athanassis Klaras (Velouchiotis)	Gre
Misinbard	Janis Lencmanis	Pol
Mitar	Rodoljub Čolaković	Jug
Mitchell	Mélis	Bel

Mitchmana	Vassil Tanev	Bul
Mitiouchine, A.	A.I. Elizarova	SU
Mitrović	Radomir Vuyović	Jug
Mittendorf, Karl	Hans Pfeiffer	Ger
Mittwoch	Willi Hinzen	Ger
M-kin	Lev Sedov	SU
Mladen	Radomir Vuyović	Jug
M.M.	Tem. sov	SU
Mo	Qu Qiubo	Chi
Mo Wenhua	Liu Shaoqi	Chi
Mochalska	Magorzata Fornalska	Pol
Modiagkottla	Albert Nzula	SAf
Mokhov	Xiao Zhenhan	Chi
Molinari	Raymond Molinier	Fr
Möller	Ivan Gevodonikov	Bul
Molodej	Neubau	Ger
Molodoï	Nik. A. Fokine	SU
Molotov	Zheng Hongqo	Chi
Monetkine, A M	Zhao Yifa	Chi
Moritz	Hubert von Ranke	Ger
Monique	Kira Soloviev	Bel
Mo Wenhua	Liu Shaoqi	Chi
Mocsar	Imre Koszerice	Hun
Mod, Aladar	Aladar Oszko	Hun
Modling	Franz Modlik	Oes
Modry	Jiří Sindelař	Cz
Moe	Moises Fishman	US
Moghrabi, Mahmoud al-	Mahmoud el Atrach	Pal
Mohra, Istar	Sandor Weiss	Bel
Moldoveanu	Marcel Pauker	Rum
Molin	Narciso Molins y Fabregas	Sp
Molinari	Raymond Molinier	Fr
Molinho	Fuad Melo	Bra
Molino	Giovanni Farina	It
Molitor	M.N. Raptis	Gre
Molnar, István	Sándor Weisz	Hun
Molotov	Aleksandr Helphand	Ger
Molotov	Viatcheslav Skriabine	SU
Molotov	Zheng Hon	Ch
Mon	Pierre Monatte	Fr
Mon, A.	M. Auerbuch	SAf
Moncho	Ramón Barros	Sp
Monier, Louis	Raymond Molinier	Fr
Monique	Guta Piuterflam	Pol
Monotov, I.R.	Arnaldo Silva	It
Monsieur, de	Anatole de Monzie	Fr
Montbars	Louis Follet	Fr
Monter	Edward Prochnik	Pol
Montes	Ricardo A. Martinez	Ven
Montelet, Lambert	Nicolas Piette	Bel
Monterdo, Jorge	Eudocio Ravines	Per
Montero, Jorge	David Engels	US
Montero, Jorge	Eudocio Ravines	Per
Montero, Juan	Rodríguez	Sp
Montfort, Justo	Joaquín Maurín	Sp
Montgat, J. de	Andreu Nin Pérez	Sp
Montes	Eliecer Magalhaes	Bra
Montgeau	Lucien Monjauvis	Fr
Monto	Francisco González Montoliu	Sp
Mooch	David Engels	US

Moore	John J. Ballam	GB
Moore, Herbert	Harry Wicks	US
Morales	Rodolfo Ghioldi	Arg
Morand	Paul Parisot	Fr
Morange, J.	Jean-Pierre Rault	Fr
Moreau, Alberto	Alexander Bittelman	US
Moreau, Gérard	Gerhardt, Leo	Ger
Moreau, Nicolas	Boris Lifshitz (Souvarine)	Fr
Moreland, Joe	Joe van Nordstrand	US
Morelli	Aureliano Santini	It
Morelli	Mauro Scoccimaro	It
Moreno	Pietro Celli	It
Moreno	Pedro Ernesto	Bra
Moreno	Sé Fereira	Bra
Moreno	Karel Hatch	Hun
Moreno	Stojan Minev	Bul
Moreno	Pacull	Chl
Moreno, José	Karel Hatch	Hun
Moreno, Nahuel	Hugo Bressano	Arg
Moritz	Fritz Krütner	Swi
Moritz	Hubert von Ranke	Ger
Morgan, Bill	William S.Farrell	US
Morgat	André Gailledrat	Fr
Morgenroth	Stephan Lackner	Ger
Morgie	Bernard Morgenstern	US
Morhange	Marcel Taillandier	Fr
Moritz	Fritz Krützner	Swi
Morkowski	Chou Tsixe	Chi
Mornard, Jacques	Ramón Mercader	Sp
Morny, Jean de	Raymond Molinier	Fr
Moro, Il	Carlo Codovilla	It
Morris	Earl Browder	US
Morris	Albert Goldman	US
Morris	George Weston	GB
Morris, Ernst	Edouard Mauricio	SP
Morris, George	Morris Yussem	US
Morris, George	Earl Browder	US
Morris, Marcel	Maurice Laporte	Fr
Morrison, M.	Albert Goldman	US
Morrow, Felix	Felix Mayrowitz	US
Morskey N.	Evgenii Kojevnikov	SU
Morso	Giovanni Germanetto	It
Mortier	Rodolphe Prager	Fr
Moscatelli	Mittieri	It
Moscow	Sam Wild	GB
Moscu, Ghita	Gheler Moscovici	Ru
Moséitch	A.M. Gertik	SU
Moser	Rudolf Pfleger	Pal
Moskovsky, Miron	M.M. Charov	SU
Moskvine, Mikhaïl A.	Meyer Aronovitch Trilisser	SU
Moskvitch	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Moskvine	Meyer Trilisser	SU
Moszkovitz	Davide Maggione	It
Mossetti, Pippo	Giuseppe Panizza	It
Most	Hermann Meyer	Ger
Most, Heinrich	Heinrich Meyer	Ger
Mostadt	Karel Marek	Cz
Mosti	Abraham Johannes Muste	SU
Motte, Marcel	Paul Rüegg	SU
Moucho	Francisco Rey Balvis	Sp

Mouclier	Henri Masi	Fr
Moug	Auguste Mougeot	Fr
Moukhomor	V.V. Vorovsky	SU
Moulin	Ferdinand Degrève	Bel
Moulin	Hans Freund	Ger
Moulin	David Grünblatt	Fr
Moulin	Narciso Molins y Fábregas	Sp
Mounadi, El	Ben Ali Boukort	Alg
Moundek	Emanuel Mink	Po
Moura	M.I. Zakravskaia	SU
Mourad	Mahmoud Al-Atrrach	Pal
Mourad	André Morel (Ferrat)	Fr
Mourre	René Maurier	Fr
Mousine	Jokael	Pal
Moussa	Ridwan al-Hilou	Pal
Moussia	Maria Mikhailovna Joffe	SU
Moussine	Tan Boling	Chi
Movitch	Rafail. A. Rein	SU
Moyes, Barney	Barney Moss	US
Mozia	Norka Milma	Pol
Mrat	Sergéi V.Mratchkovsky	SU
Mrkcić	Jovan Mališić	Jug
Mrowice, Pawel	Pawel Finder	Pol
Mu Shing	Wang Ming	Chi
Muet Jean le	Gustave Galopin	Fr
Muggi Adolfo	Luigi Guermandi	It
Mukherji	Ajit K.Roy	Ind
Müller	John Becker	US
Müller	L.G. Melnikov	SU
Müller	Herbert Wehner	Ger
Müller, A.	Karl Zillich	Ger
Müller, Fritz.	Fritz Krützner	Swi
Müller, Albert	Albert Schreiner	Ger
Müller, Albert	Georg Brückmann	Ger
Müller, Dora	Gustel Kollender	Ger
Müller Hugo	Adolf Fischer	Oes
Müller, Karl	Fritz Zillig	Ger
Müller, Karl Otto	Erich Töppe	Ger
Müller Kurt	Herbert Wehner	Ger
Müller, Lora	Ruth Fischer	Ger
Müller, Lore	Ruth Fischer	Ger
Müller, Silma	Brinda Bersing	Ger
Müller, Walter	Wilhelm Florin	Ger
Müller, Wilhelm	Wilhelm Florin	Ger
Müller, Willi	Karl Frank	Oes
Müllner, Viktor	Hans Zippe	Oes
Munis	Jaime Fernández Grandizo	Sp
Munkas	Lajos Dobos	Hun
Munkas, Otto, Leo	Laszlo Dobos	Hun
Muranowski	Bronislaw Berman	Pol
Murat	M.N. Raptis	Gre
Murat	Roger Lescure	Fr
Murata	Yoshio Shiga	Jap
Murl	Erich Wollenberg	Ger
Murry, D.	Murry Weiss	US
Mutteri	Hanna Malm	Fin
Mykhaylkenko	John Nosovitsky	Can
Myrtos	Oscar C.Rosensweig	Gre
Myszewski	Izrael Gajzt	Hun

N

N	N.V. Kroupskaia	SU
N	Man Nevelson	SU
N	Alois Neurath	Cz
N	Andreu Nin	Sp
N	Eleazar Solntsev	SU
N.M.	VI. Lénine	SU
Nabliodatel'	V.I. Lénine	SU
Nabortchik, Nikolaï	N.I. Gordon	SU
Náci	Ignac Perl	Hun
Nadab	Naoum Lishchinsky	Pal
Nadav	Naoum Lishchinsky	Pal
Nadejdina	Xiang Jingyu	Chi
Nadia	Geneviève d'Ermont	Bel
Nadir	Khaled Bagdash	Pal
Nadjali Mustafa	Sidq Sadi	Pal
Nagel	James P. Cannon	US
Nagel	Siegfried Kissin	Ger
Nagel	Gustav Mens	Ger
Nagy, Ica	Ilona Klein	Hun
Nagy, János	Mihaly Szalvai	Hun
Nagy Johann	Ferenc Huszti	Hun
Nagy, Mihaly	Gyulà Károlyi	Hun
Nahumi, Albert	Arié Weitz	Fr
Najdanov	Julius Volêk	Cz
Nakatov	Zheng Jianquan	Chi
Nakhodkine	Zhu Quingsan	Chi
Nakovanovic	Nikola Kovačević	Jug
Namo	N.M. Naoumov	SU
Namyetkine	Jiang Hualan Chi	Chi
Nan Kuan	Peng Shuzhi	Chi
Nancy	N.I. Sedova	SU
Nanni	Giovanni Latilla	It
Nante	Ferdi Gretschka	Cz
Naoumov G.	N.A. Rojkov	SU
Narassévitch	G.B. Kostenkov	Jug
Narayan	Soumyendra Nath Tagore	Ind
Nardin	Georges Beyer	Fr
Narod, Waleczny	Felek, Z.	Pol
Narov	A.M. Ginsburg	SU
Nassau-Vordevier	Anton Pannekoek	NL
Nata	N.I.Sedova	SU
Natacha	Serafina I. Gopner	SU
Natan	A. Abramovitch	Pal
Nathan	Paul Merker	Ger
Natino	Fortunato La Camara	It
Natsis	Ya. D. Drabkine	SU
Nauffacher, Werner	Werner Möller	Ger
Naurtikum	Filip Filipović	Jug
Nav	Pierre Naville	Fr
Navarro	Josep del Barrio	Sp
Navarro	O'Donnell	Sp
Navejdine M.	M.I. Ginzburg	SU
Navessky	A.K. Voronsky	SU
Navis, John	John Nosivitsky (Mikhailenko)	Can
Ned	André Calvès	Fr
Nedelek	Gustave Galopin	Fr
Nedler	Wang Xigeng	Chi
Nedo	Pietro Pajetta	It
Nedobitiy	Pavel Ladan	Cz

Nedulenaviustsitchy iskrovets	V.V. Vorovsky	SU	*Nhuong Tong*	Hoang Pham Tran	VN
Nekrassov NA	Qi Shugong	Chi	*Ni*	Nina V.Vorovskaia	SU
Neel Hsi	Liu Renjing	Chi	*N.I.*	Natalia Sedova	SU
Negra, La	Angelica Mendoza	Arg	*Niall, Sean*	Sherry Mangan	US
Negrete, Rosalio	Russell Blackwell	US	*Nic*	Boris Nicolaievsky	SU
Negri	Mauro Soccimaro	It	*Nicolini ou Niccolini*	N.M. Ljubarsky	SU
Negro	P.L. Girardot	Fr	*Nicholson*	Albert Glotzer	US
Negro P.	Pietro Secchia	It	*Nickel*	Hans Kippenberger	Ger
Nekvasil	Josef Vondraček	Pol	*Nickel, Georg*	Florian Schenk	Ger
Nel	Eduard Fimmen	NL	*Nico*	Honorio Freitas de Guimarães	Bra
Nelsey	Liu Renjing	Chi	*Nico*	José Stacchini	Bra
Nel Shih	Liu Renjing	Chi	*Nicol*	Boris Nicolaievsky	SU
Nel Sih	Liu Renjing	Chi	*Nicola*	Giuseppe di Vittorio	It
Neliberalnyi skeptik	V.I. Lénine	SU	*Nicolaević*	Kamilo Horvatin	Ju
Nello	CLR James	Tri	*Nicolas*	Jacques Conitz	Fr
Nelly	Henriette Gastaud	Fr	*Nicolas*	Pierre Joye	Bel
Nelsey	Liu Renjing	Chi	*Nicolas*	Janine Jugeau	Fr
Nelsie	Liu Renjing	Chi	*Nicolau*	José Stacchini	Bra
Nelson	Liu Renjing	Chi	*Nicole*	Madeleine Braun	Fr
Nelson, James	Jack Kavanagh	Can	*Nicoletti, Mario*	Giuseppe di Vittorio	It
Nelson, Roger B.	Jay Lovestone	US	*Nicolle*	Erwin Wolf	Cz
Neltsi	Liu Renjing	Chi	*Nicolo*	Umberto Rossi	It
Némar J.	W. Evard	Swi	*Niccolini, Carlo*	N.N. Liubarsky	It
Nemo	Joaquín Maurín	Sp	*Niebuhr, P*	Akos Hevesi	Hun
Nemrod	Arthur Dallidet	Fr	*Niedobytyj*	Pawel Ladan	Pol
Nemtchov	Wang Zofei	Chi	*Nielsen, Daniel*	Hugo Eberlein	Ger
Nemtsev	Wang Ruofei	Chi	*Niel Shih*	Liu Renjing	Ger
Neng Zhi	Li Lisan	Chi	*Niel Sih*	Liu Renjing	Chi
Neofit	Trotsky	SU	*Niessen*	Eugen Léviné	Ger
Nepravdelenets	V.I. Lénine	SU	*Niezlomny*	Tomasz Dombal	Pol
Ner L.	Regius Rubena	Ger	*Nigro*	Odila Silva Jardim	Bra
Nerad	Miroslav Novák	Cz	*Nik*	L.B. Krassine	SU
Neri	Clarenzo Menotti	It	*Nik*	N.N. Kroupskaia	SU
Nerns	Alec Massie	GB	*Nikita*	Nikola Kovačević	Jug
Nero	Arthur Ewert	Ger	*Nikitine*	V.E. Goriev	Sp
Nero	Stanislav Dobiński	Pol	*Nikititch*	L.B. Krassine	SU
Neruda	Stanislaw Bobiński	Pol	*Nikolaï*	L. Trotsky	SU
Neruda	Giovanni Torielli	It	*Nikolaï*	N.Z. Angaretis	Lit
Nery	Ramón Casanellas	Sp	*Nikolaï*	V.V. Schmidt	SU
Nerz	Walter Jesper	Ger	*Nikolaï*	Ernst Thälmann	Ger
Netchounov	Pu Dezhi	Chi	*Nikolaidis*	Petru Dimitros	Gre
Neuberg, Alfred	Tuure Lehen	Fin	*Nikolaiev G.*	Ismail Akhmedov	SU
Neuberg, Stefan	Georg Eliasberg	Ger	*Nikolaieva, Rosa*	Cai Chang	Chi
Neudel, Rudolf	Franz Honner	Oes	*Nikolajević, B.P.*	Kamilo Horvatin	Jug
Neuer	Karl Frank	Oes	*Nikolajević*	Milan Kalafatić	Jug
Neumann, Jozef	Michal Niederkirchner	Ger	*Nikole*	V.V. Lominadze	SU
Neumann, Karel	Bruno Köhler	Ger	*Nikolić*	Milan Gorkić	Jug
Neumann, Willy	Richard Neumann	Ger	*Nikolić Z.*	Nina Rović	Jug
Neumann, Willy	Herbert Wehner	Ger	*Nikolov N.P.*	Nikola Penev	Bul
Neur, Alik	Peter Stranko ou Snanko	Pol	*Nikolsky*	N.N. Lioubarsky	SU
Neusch, Lászlo	N. Csipö	Hun	*Nikolsky Lev*	Lev L. Feldbine	SU
Nevares	Joseph Kornfeder	US	*Nikonov*	Lu Yecan	Chi
Nevskai	Ye Yin	Chi	*Nilsson, Martti*	Toivo Lehto	Fin
Nevsky	F.I. Krivobokov	SU	*Ninci*	Nino Zocchi	It
Nevsky	Nevzorov	SU	*Nino*	Antonio Gramsci	It
Nevsky	Nakhamkes	SU	*Nino*	Giovanni Roveda	It
Nghia	Nguyên Thieu	VN	*Nisikawa*	Kobayashi Yonosuko	Jap
Ngo Si Quyet	Ngo Gia Tu	VN	*Nissamiu Nizam*	Nazim Hikmet	Tur
Nguyên Aï Hau	Tranh Dinh Minh	VN	*NK*	Nina Vorovskaia	SU
Nguyên Aï Quoc	Ho Chi Minh	VN	*N.M.*	Lev Sedov	SU
Nguyên Nghia	Nguyên Thieu	VN	*Nobile*	Gaspare Migliavacca	Ita

Noël	Gabriel León Trilla	Sp
Noël	Michel Muzard	Fr
Noël, Pierre	Gabriel León Trilla	Sp
Nogarède, Roger	Jean Baillet	Fr
Nogradi, Sandor	A.S. Grünbaum	Hun
Nohejlu, Papiček	Josef Guttman	Cz
Nokatov	Zeng Jiaqan	Chi
Noller	Eugen Nasper	Ger
Nomad	Aleksandr Helphand	Ger
Nomad	István Lendvai	Hun
Nora	Georges Vereeken	Bel
Norbert	D. Sinnreiche	Fr
Nordström, Hildur	Aino Kuusinen	Fin
Norman, Jan	Fritz Altwein	Ger
Normand	Maurice Jaquier	Fr
Noronha, Gentile	Heitor Fereira Lima	Bra
Norson	Mikhaylenko	US
Norte, Jorge	Oscar Waiss	Chil
Noskov	Milan Bošković	Jug
Notario	Manuel Crespo	Sp
Noulens, Hilaire	Paul Rüegg	Swi
Nourine	Hu Chonggu	Chi
Nourmine	A.K. Voronsky	SU
Novack, George Edward	Yassef Novograbelsky	US
Novak	Alfred Lampe	Pol
Novak	Pinchas Minc	Pol
Novak, Ján	Otto Friedman	Cz
Novitsky I.	V.S. Voitinsky	SU
Novoselov	V.P. Noguine	SU
Novotny, Anna	Ilona Duczyńska	Hun
Novy	A.V. Lounatcharsky	SU
Nowak	Alfred Lampe	Pol
Nowak	Nathan Szafranowicz	Pol
Nowák, František	Otto Friedman	Cz
Nowák, Wenzel	Bruno Koehler	Cz
Noy de Sucre (El-)	Salvador Seguí	Sp
N-tz	Semion Khotimsky	SU
Nuccio	Michel Lombardi	It
Nullo	Giancarlo Pajetta	It
Numa	Edgar Woog	Swi
Nuñez, Miguel	Roberto Valdès	Sp
Nuorteva, Santeri	Alexandre Nysberg	Fin
Nurse Malolm	George Padmore	Tri
Nuss, Olek	Herschl Orzech	Pol
Nussbaum	Jack Nawrey	Ger
Nüssenblatt	Jack Nawrey	Ger
Nuvola	Deborah Seidenfeld	Hun

O

O	Oreste Fabbri	It
O	Otto Schüssler	Ger
Oates N.	Edward L.Sard	US
Obar	Labud Kusovac	Jug
Obarova, Nina	Cristina Kusovac	Jug
Oberfritz	Hans Mahle	Ger
Obin, Jack	Pavel Okun	SU
Obin, Pauli	Pavel Okun	SU
Observator	Karl Radek	SU
Ocjo Rugul	Artur Tronje	Ger
Octavio	Torribio Cartujo	Sp
Octavio	Heinz Neumann	Ger
Oczko	Alfred Lampe	Pol
O'Daniel, Patrice	Sherry Mangan	US
Odena, Elena	Benita Martínez Lanuza	Sp
Oderi, Joni	Martti Malmberg	Fin
Odette	O. Janvier	Fr
Oehler, Hugo	Edward Oler	US
Oeuf dur	Gérard Rosenthal	Fr
Oflintiz, M.C.	Lucien Mangiavacca	Bra
Ogarev	Lu Yuan	Chi
Ogas	Narciso Molins y Fábregas	Sp
Oghen	Anton Uchmar	It
Oglobine	Zhang Zhongde	Chi
Ogniev	Freiedrich Feuerherd	Ger
Ognjanović	Rajko Jovanović	Jug
Ogun	LD. Trotsky	Bra/SU
Ok	M.N. Okoudjava	SU
Okano S.	Sanzo Nosaka	Jap
Okhounev	Zhu Haide	Chi
Oklopov	Lai Hentang	Chi
Okonom	Andor Berei	Hun
Olaso	Jules Humbert-Droz	Swi
Olbracht, Ivan	Kamil Zeman	Cz
Olbricht	Karl Müller	Ger
Olchansky	Swebodotiski, Iarosnevitch	SU
Olda	Oldriška Krejcová-Vanecková	Cz
Oldenigo	Ruggero Grieco	It
Oldner	Géza Goldhammer	Cz
Olek	Aleksandr Debski	Pol
Olek	Alexander Nuss	Pol
Oles	Aleksandr Debski	Pol
Olgica	D. Mitrović	Jug
Oliveira	Herminio Saccheta	Bra
Oliver H.R	Edward Oler	US
Olivetti	Segundo Tranquilli (Silone)	It
Olivier, Georges	Pinkus Finder	Swi
Olivier, Marcel	Marcel Goldenberg	Fr
Olivier, Pierre	Jürgen Kuczynski	Ger
Ollivier, Gaston	Boris Holban	Rum
Ollivier, Victor	Boris Holban	Rum
Olkhovsky V.V.	V.V. Bontch-Brouévitch	SU
Olsen, Alex	Werner Schmitt	Ger
Olsky	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Olszewski	Walter Solc	Pol
Olszewski	Wladyslaw Stein	Pol
OM	Trotsky	SU
Omura	Takahashi Sedaki	Jap
Oncle	Benoît Frachon	Fr
Oncle	Trotsky	SU
Oncle Janko	Mosa Pijade	Jug
Oneal	James T. Farrell	US
Onkel	Trotsky	SU
Onkel	Fritz Altwein	Ger
Onkel Bill	Wilhelm Maass	Ger
Onkel Jakob	Jakob Walcher	Ger
Onkel Janko	Mosa Pijade	Jug
Onkel Schappohr	Willy Dütter	Ger

Onken	Trotsky	SU
Ontiveros, Antonio	Antonio Gallo	Arg
Oosterbaan A.	Théo van Driesten	NL
Opr	Emil Oprecht	Swi
Opron	François Perrith	Pol
Orban, Antal	Oppenheimer	Hun
Ordeleanu	Nikolai Goldberger	Rum
Ordon	Tomasz Dabal	Pol
Oreg	Jenö Landler	Hun
Oreste	Ennio Gnudi	It
Oreste	Giordano Pratolongo	It
Orestis	Andreas Mountrihas	Gre
Orlando, Bruno	Guido Sergio	It
Orlando, José de los Ríos	Carlos Marighella	Br
Orlenov	V.V. Vorovsky	SU
Orlinsky, Lev Mikh.	Dong Yixiang	Chi
Orlicz, S.	Jakub Berman	Pol
Orlov	Béla Brainer	Hun
Orlov	Eduard S.Holzman	SU
Orlov	Fedor Rothstein	US
Orlov, Aleksandr	Lev M.Feldbine	SU
Orlov, Pavel	V.V. Vorovsky	SU
Orlovsky	V.V. Vorovsky	SU
Ormis, Ladislas	Ladislas Szanto	Hun
Ornatsky	G.V. Tchitchérine	SU
Oro	Domenico Marchiore	It
Oron	Hynêk Lenorović	Cz
Orow	Hynêk Lenorović	Cz
O'Rourke, Walter	Walter Ketley	US
Orso	Amadeo Bordiga	It
Ortega	Miguel López	Sp
Ortiz	Chavez	Bol
Ortiz	Alberto Sendic	Ur
Orto	Athos Lisa	It
Orzejowski	Iszrael Gajst	Pol
Oscar	Konrad Blenkle	Ger
Oscar	Ruggero Grieco	It
Oscar	Emil Glückauf	Ger
Oscar	Dimitar Lambrev	Bul
Oscar	Heinz Neumann	Ger
Oscar	Rossi	It
Oscar	Striga	?
Oscar C.	Oscar C.Rosenzweig	Gr
Osetrova	Meng Qingshu	Chi
O'Shea, Carl	Carlos Hudson	US
Osinska, Sofia	Sofia Ounschlicht	Pol
Oskar	Georgi Dimitrov	Bul
Oskar	Menachem Finkelstein	Pal
Oskar	Karl Hudomal	Jug
Oskar	O.L. Rybkine	SU
Oskar	Walter Stoecker	Ger
Ossinsky, N.	V.V. Obolensky	SU
Osram	Deibel	?
Ossipov, P.	V.I. Lénine	SU
Ossopian	Youri Agabékov	SU
Ossorio, Fernando	Magallães Díaz Trivino	Chl
Ost Walter	Walter Nelz	Swi
Osten	Ignati Rylski	Pol
Osterreicher G.E.	Guido Zamis	It
Ostravka, Ida	Josefa Jabůrková	Cz
Oswald	Georgi Dimitrov	Bul
Oswald	Mike Grollmann	Ger
Oswald, Lydia	Lydia Stahl	SU
Oswaldo	Mike Grollman	Let
Ot	Otto Schüssler	Ger
Otávio	Arnaldo Pedroso d'Horta	Bra
Otets	B.M. Eltsine	SU
Oto	Josip Broz	Jug
Otsch	Otto Schüssler	Ger
Otto	Josip Broz	Jug
Otto	Lev Domb (Trepper)	Pol
Otto	Abraham Heifetz (Gouralsky)	SU
Otto	Oskar Grollman	SU
Otto	Knorine	Ger
Otto	Heinz Neumann	Ger
Otto	Rudi Schwartz	Ger
Otto	Hans Seidel	Ger
Otto	Wilhelm Pieck	Ger
Ottwalt, Ernst	Ernst Nicolas	Ger
Ou & Ouf	N.I. Oufimtsev	SU
Oustimtchik	Paul Rüegg	SU
Overst	War van Overstraeten	Bel
Ovsiabikov	Jiang Yimou	Chi
Owczarski	Jakub Dutlinger	Pol
Owen	Sherry Mangan	US
Ozoline	Wang Qingpi	Chi

P

P	V.I. Lénine	SU
P.P.	V.I. Léninz	SU
Pablito	Aleksandr Rodimtsev	SU
Pablo	Jesús Carreras Olascoaga	Sp
Pablo	Gabriel León Trilla	Sp
Pablo, Juan de	Deszö Jasz	Hun
Pablo, Michel	M.N. Raptis	Gr
Paco	François Faure	Fr
Paco	Angel Geladas Gómez	Sp
Paco el Catalan	Pedro Sánz Pradas	Sp
Padi	Mas Prawirodidjo Alimin	Indo
Padi Alimin	Mas Alimin	Indo
Padilla	Manuel Fernández Grandizo	Sp
Padmore, George	Malcolm Nurse	Tri
Page J.	Tim Buck	Can
Pagu	Patricia Galvão	Bra
Pahia	Victor Blazek	Rum
Pai Shan	Li Lisan	Chi
Paine, Tom	Benjamin Gitlow	US
Paisano, El	Antonio López Ojeda	Sp
Pak	Pak Djishun	Co
Palacinos	Emilio Palacio Iglesias	Sp
Paley, Martin	Herman P. Levine	Mex
Palffy, György	Oesterreicher	Hun
Pálgi, Joel	Béla Pinter	Hun
Palm, Peter	Rudolf Frenkel	Ger
Palma	Marian Buczek	Pol
Palma, Juana	Perla Bacall	Arg
Palmi, Paolo	Palmiro Togliatti	It
Palmieri	Giuseppe Amendola	It

Palmiro	Antonio Tellado	Sp
Palos, Pablo	D.Bodar	Mex
Palotta	Giuseppe Vota	It
Palotti	Giuseppe Vota	It
Panglos	Solé Barbera	It
Pang Chunlie	Chen Duxiu	Chi
Panier	Albert Vassart	Fr
Panistra	Panaït Istrati	Rum
Pannunzio	Oreste Gazzotti	It
Panter, Otto	Rudolf Margies	Ger
Paoletti, Mario	Natale Premoli	It
Paolucci	Giuseppe Rimola	It
Papa	Trotsky	SU
Papić	Imre Palotas	Hun
Paquett, Joseph	Alfred Tilton	SU
Parabellum	Isaac Chemerinsky (Maslow)	Ger
Parabellum	Karl Sobelsohn (Radek)	SU
Parafuso	Vespasiano Meireles	Bra
Paragraph	Piotr Stoutchka	SU
Parceval, Jean	Roger Darves-Bornoz	Fr
Parenthon	Pierre Dormoy	Fr
Parij(anine), Maurice	Maurice Donzel	Fr
Parijanine	Trotsky	SU
Partisanen-Richard	Arthur Illner	Ger
Parell, Ernst	Wilhelm Reich	Oes
Parker, Albert	George Breitman	US
Parmentier	Roland Carcas	Fr
Parmentier	Joseph Parent	Fr
Parvus	Aleksandr Helphand	Ger
Pas	Mieczyslaw Broński	Pol
Pascal	José Bullejos	Sp
Pascal	Lydia Düby	Swi
Pascal	Pascal Forni	Fr
Pascal B.	José Bullejos	Sp
Pascu	Isaac Pecker	Rum
Pasionaria (La)	Dolorès Ibarruri Gómez	Sp
Pasquini	Segundo Tranquilli (Silone)	It
Pastora	Teresa Plá	Sp
Pastore	Carlo Rossi	It
Patrice	Sherry Mangan	US
Patrie	Pierre Georges (Fabien)	Fr
Patrick	Sherry Mangan	US
Patterson, Elisabeth	Aino Kuusinen	Fin
Paul	Siegfried Bamatter	Swi
Paul	Pawel Finder	Pol
Paul	L.Ya. Ginzberg (Estrine)	SU
Pau	Edek Kamiński	Pol
Paul	Gustav Könon	Ger
Paul	S. Ginzburg	SU
Paul	Robert Lejour	Bel
Paul	Arkadi Maslow	Ger
Paul	Siegfried Neumann	Ger
Paul	Pavel Okun	SU
Paul	Karl Rimm	Ger
Paul	Herminio Saccheta	Bra
Paul	Wolfgang Speiser	Oes
Paul	Manès Sperber	Ger
Paul	Pavel Stoukhovsky	SU
Paul	Paul Thalmann	Swi
Paul	Walter Ulbricht	Ger

Paul	Emil Wajda	Cz
Paul	Paul Walfis	Fr
Paul (colonel)	Jules Dumont	Fr
Paul D.	Tom Bell	Can
Paul E	Erika Wischniak	Ger
Paul L.	Paul Langner	Ger
Paul S.	Samuel Wischniak	Ger
Paul-Yves	Paul Nizan	Fr
Paulin, Paul	Paul Dressens	Bel
Paulito	I.P. Koniev	SU
Paulo	Herminio Saccheta	Br
Paulsen L.	Lilia Ya Ginzberg	SU
Paulson	V.M. Smirnov	SU
Paunov	I.I. Grebenarov	Bul
Pavel	Paulo Machado Carrion	Bra
Pavel	Nikola Kofardjiev	Bul
Pavel	Aleksandr Skoblevsky	SU
Pavel	Paul Thalmann	Swi
Pavel, Josef	Julius Fučik	Cz
Pavisic, Jozef	Petar Verin	Jug
Pavle	Ivan Korski	Jug
Pavlevic, Esteban	José de Paredes	Nic
Pavlov	A. Berzine	SU
Pavlov	Paul Feyerherd	Ger
Pavlov V.	Solomon I. Tseitlin	SU
Pavlovic, Ivan	Rodoljub Čolaković	Jug
Pavlovitch, Mikhaïl L.	Mikhaïl L. Veltman	SU
Pavlovna, Elisdaveta	Elena Stassova	SU
Pawlowski	Jan Paszta	Pol
Pawlowsky, Eugen	Jenö Varga	Hun
Pecas	Iossif Matlin	Mex
Pécsi, Antal	Fischer	Hun
Pedro	Francisco Bás Aguado	Sp
Pedro	Johann de Graaf	NL
Pedro	Emil Delaneer	Bel
Pedro	Pierre Frank	Fr
Pedro	Francisco García Migallón	Sp
Pedro	Harrison George	US
Pedro	Ernö Gerö	Hun
Pedro	Ladislav Höldös	Hun
Pedro	Aristides Lobo	Bra
Pedro	D.Z. Manouilsky	SU
Pedro	Joaquín Maurín	Sp
Pedro	Ilvo Mereiles	Bra
Pedro	Max Shachtman	US
Pedro, Raymondo	Julio Portocarrero	Per
Peer Gynt	Alfred Rosmer	Fr
Peeters	Robert Lejour	Bel
Pell, Mike	Michael Appelman	US
Pelicano	Jules Humbert-Droz	Swi
Pellicano	D.Z. Manouilsky	SU
Peñaloza, Juan Ramón	Aurelio Narvaja	Arg
Pépé	Andor Berei	Bel
Pepe	José Bullejos	Sp
Pepe	Josipa Horvat	Hun
Pepe	Josef Kutin	Pol
Pepe	Oscar Pérez Solis	Sp
Pépé le Moko	Andor Berei	Bel
Pepi	J.-.P. Gruen	Fr
Pepito	Francisco Corredor	Sp
Pepito	Antonio López	Sp

Peppe	Josef Guttman	Cz
Pepper	József Poganý	Hun
Peque, El	Tomás Planas	?
Peque, La	Asunción Rodríguez	?
Per	José Rebull Cabré	Sp
Péra J.	Louis Bercher	Fr
Peralta	Benjamin Péret	Fr
Péraud, Jacques	Edouard Cormon	Fr
Percy	Walter Pérez	?
Perdreaux	P. Emmanuelli	Fr
Perea, Oscar	Oscar Pérez Solis	Sp
Peregrinus	Leo Borochowicz	Ger
Pereira	Leôncio Basbaum	Bra
Peres, Louis	Celestino Alfonso	Sp
Pérez	Vittorio Codovilla	It
Pérez	Abraham Golod	SU
Pérez, Octavio	Heinz Neumann	Ger
Pérez Solves, Antonio	Herzog	Cz
Péri	Giovanni Bottaioli	It
Périclès	Pantelis Pouliopoulos	Gr
Périer	Jourdan	Fr
Périgueux	Max Lantermino	Fr
Perkon	Youri Gaven	SU
Perle, La	Henri Ducret	Fr
Pernot	Erwin H.Ackerknecht	Ger
Péro	Trotsky	SU
Péro R.	Rudolf Gottlieb	Rum
Péron, Jules	Edmond Yernaux	Bel
Perry	Earl Raab	US
Persolis, Oscar	Oscar Pérez Solis	Sp
Perthus, Maurice	Piet van't Hart	NL
Perugia	Armando Fedeli	It
Perugino	Vittorio Mascelli	It
Peruzzi	D.Z. Manouilsky	SU
Pesce, Hugo	Julio Portocarrero	Peru
Pesci	Mario Montagnana	It
Pescio, Alfeo	Vincenzo Moscatelli	It
Pesti, Barabás	Jozsef Gätzler	Hun
Pet	N.N. Perevertsev	SU
Peter	Walter Ehler	Ger
Peter	J.P. Gruen	Fr
Peter	Michael Hiele	Ger
Peter	Ivan Hartstein	Hun
Peter	Werner Hirsch	Ger
Pëter	Werner Horwitz	Swi
Peter	Fritz Rück	Ger
Peter	Shpak	?
Peter, György	György Pikler	Hun
Peterburgets	V.I. Lénine	SU
Peters	Felix Neumann	Ger
Petersen, Hans	Peter Blachstein	Ger
Petersen	Arne Münch	Dn
Petersen, M.	Sergéi Daline	SU
Petit, Jean	János Weisz	Hun
Petithenry	Charles Hainchelin	Fr
Petkov, P.E.	Petko Enev	Bul
Petit Radek	David Barozine	Fr
Petöfalvi, Lajos	L. Prokesch	Hun
Petoukov	Ma Yuansheng	Chi
Petrenko, D.& N.K.	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Petrescu, Gheorge M.	Ghempert	Rum
Petri	Gabriel Péri	Fr
Petrinos	Pantelis Pouliopoulos	Gre
Petrinos, P.	Nountas Yannakis	Gre
Petro	Sándor Sziklai	Hun
Petrola	Robert Petit	Fr
Petrov	V.M. Chorokhov	SU
Petrov	F.I. Ilin (Raskolnikov)	SU
Petrov	Ivan Krndelj	Jug
Petrov	Todor Kozlovski	Bul
Petrov	D.Z. Manouilsky	SU
Petrov	Vassil Kolarov	Bul
Petrov	Peng Shuzhi	Chi
Petrov	Raskolnikov	SU
Petrov	M.N. Roy	Ind
Petrov, Ivan	V.I Lénine	SU
Petrov, Ivan	Peng Shuzhi	Chi
Petrov, Sergéi	V.S. Voitinsky	SU
Petrov, Vassil	Vassil Kolarov	Bul
Petrova, Elisaveta F.	Inès Armand	SU
Petrović	Josip Broz	Jug
Petrović	Bohumir Jilek	Cz
Petrović	Kosta Novaković	Jug
Petrović	Vlatko Velebit	Jug
Petrović, Dusan	Milos Gligorijević	Jug
Petrovitch	Kirill Meretzkov	SU
Petrovitch	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Petrovna	Carmen Serrano	Ven
Petrovsky	Milan Gorkić	Jug
Petrovsky	Karl Pojel	Let
Petrovsky Boris N.	Kamilo Horvatin	Jug
Petrovsky S.	David Lipec	US
Petrulescu	Vitaly Holostenko	SU
Petrus	Pierre Tourette	Fr
Petya	István Toth	Hun
Petzović	Pavlo Pavlović	Jug
Peuck	André Isaïa	Fr
Pevtsov	Wu Jiyan	Chi
Peyrot, Gabriel	Jean Cremet	Fr
Pf, Pfm, Pfmf	Franz Pfemfert	Ger
Phanis	Vassilis Bartzotis	Gre
Phelan Terence	Sherry Mangan	US
Philadelphe	Antoine	Fr
Philibert	Jean Brossard	Fr
Philip	Don P.R. Gunawardene	Cey
Philip	Henk Sneevliet	NL
Philippe	Félix Cadras	Fr
Philippe	Georges Cueille	Fr
Philippe	Isaac Deutscher	Pol
Philippe	Louis Fournié	Fr
Phliippe	Zeew Gottesmann	Pol
Philippe	Claude Liogier	Fr
Philippe	Ottorino Perrone	It
Philipps	Philip Aronberg	US
Philipps	Henk Sneevliet	NL
Philipps J.W.	Philip J. Jaffe	US
Pia	Heinrich Buchbinder	Swi
Piasecki	Martin ou Nathan Zander	Pol
Piat	Youri Piatakov	SU
Piat	Yvan Craipeau	Fr
Piatnitsa	I.M. Tarchis (Piatnitsky)	SU
Piatnitsky	I.M. Tarchis	SU
Piazza	Aldo Lambrocchi	It
Picard	André Maizières	Fr

Picard	Marcel Prétigny	Bel
Picard	Hank van Duynen	Bel
Piccini	Gustavo Mersú	It
Piccino	Otello Ricceri	It
Pichon, Louis	Louis Rigaudias	Fr
Pierce G.	Stewart P. Smith	Can
Pierce, Tom	Benjamin Gitlow	US
Piéri	Fernando Borsacchi	It
Pierre	Apôllonio de Carvalho	Bra
Pierre	Giulio Ceretti	It
Pierre	Félix Dorremans	Bel
Pierre	Pinchas Feintuch	Pol
Pierre	Pierre Frank	Fr
Pierre	Ernö Gerö	Hun
Pierre	Roger Ginsburger	Fr
Pierre	Peter Maslowski	Ger
Pierre	Pierre Naville	Fr
Pierre	Nguyên Duc	VN
Pierre	N.N. Perevertsev	SU
Pierre	Pierre Rivière	Fr
Pierre	Pierre Woumermans	Bel
Pierre, André	Pierre H.E. Canonne	Fr
Pierre, André	Peter Maslovski	Ger
Pierre M.	Peter Maslowski	Ger
Pierre (cdt)	Roger Le Hyaric	Fr
Pierrette	Olga Bančić	Jug
Pierrot	Celestino Alfonso	Sp
Pierrot	Lazar Frideman	Pol
Pierrot	Pietro Guerini	It
Pierotti, Julien	Pietro Tresso	It
Piervi	Maurice Thorez	Fr
Pietrini	Mario Montagnana	It
Pieters	Edgar Lalmand	Bel
Pietro	Gustavo Comollo	It
Pigdola G.	Tchevtchenko	SU
Pijóan	Jules Humbert-Droz	Swi
Pik	Evgenii Kojevnikov	SU
Pilar	M.N. Raptis	Gre
Pilats	Janis Krumins	SU
Pilecjky, Jan	Julius Fučík	Cz
Piloto, El	José Castro Rey	Sp
Pin El Cariñoso	José Levin	Sp
Pinelli	Teresa Noce Longo	It
Ping shan	Tan Pingshabn	Chi
Pinguino	Matyas Rákosi	Hun
Pinié	Pinchas Feintuch	Pol
Pinocho	Emilio Alvarez Canosa	Sp
Pioche, Georges	Georges Pioch	Fr
Piolat	Camille Larribère	Fr
Piotr	Sung Fenchung	Chi
Piotrowicz	Aleksandr Debski	Pol
Piotrowski	Adolf Zalberg	Pol
Piper, Henri	Leo Grossvogel	Fr
Piperski	Ivan Miliutinović	Jug
Pippo-Papppa	Giuseppe Dozza	It
Piquemal	Clotaire Baroux	Fr
Pira	Juan Bautista Fuenmayor	Ven
Pirela, Juan	Juan Bautista Fuenmayor	Ven
Pisco	Guillermo Hernández Rodríguez	Col
Pitcairn, Frank	Claud Cockburn	GB
Pitigelli	Dino Segre	It
Pitt	A. Stern	Ger
Pitt	Psakkos Pittakis	Gre
Pius	Theo Pinkus	Swi
Pjasecki	Nathan Zander	Pol
Pjat	Youri G. Piatakov	SU
Pjatnitsky	Iossif A. Tarchis	SU
PJS	Peter Johannes Schmidt	NL
Plá, Nuria	Teresa Pamiès	Sp
Plamen	Draganov	Bul
Plapumaru	Georges Khristescu	Rum
Plastrik, Stanley	Stanley Plasternik	US
Platonov	Li Yueting	Chi
Platt	Friedrich Baumgarten	Ger
Plavner, Simon	Hillel Rosenberg	Pol
Pléton	Robert Cruau	Ger
Poldi	Miha Marinko	Jug
Polotnikov	Zhong Yacan	Chi
Po Ku	Ching Pangxien	Chi
Poderevsky	Victor Serge	SU
Podtisovsky	Vladimir Clementis	Cz
Pogorelov	Pu Gu	Chi
Pogorelov	Qing Banxian	Chi
Pogranitchik	B.M. Lapine	SU
Pohl	Alfred Klahr	Oes
Pohl, Käthe	Lydia Rabinovitch ép.Westermann	SU
Poika	Arvo Tuominen	Fin
Pokorny, Juraj	Záviš Kalandra	Cz
Polaco, El	Jacobo Belzicky	Ven
Poliakov	Aleksansdr Piker Martynov	SU
Polporcija	Wladyslaw Stein	Pol
Po Ku	Zhing Pangxizen	Chi
Pol	Pawel Wisnia	Pol
Poldi	Leopold Kascha	Oes
Poletiev	N.E. Bauman	SU
Polevoi	Deng Yisheng	Chi
Poliakov	Samuel S.Piker	SU
Poliakov J.	I.G. Piatakov	SU
Poliansky, Valerian	P.I. Lebedev	SU
Poline	Polinkowsky	Pol
Polo El	Julien Dapère	Fr
Polo F.	Luis Vallecillo	Sp
Polporcija	Wladyslaw Stein	Pol
Pomme, La	Léon Mauvais	Fr
Pompilio	Henri Lebrun	Fr
Pompilio	Poncela García, Anastasio	Sp
Pompilio	Fracesco Fasone	It
Popadić, Miloš	Nikola Popović	Jug
Popescu	Ivan Stefanov	Bul
Popescu	Marcel Pauker	Rum
Popović, Milan	Moša Pijade	Jug
Popova	E. Kasparova	SU
Popper	Josef Hindels	Oes
Pór, Jozsef	J.Bauer	Hun
Porebsky	Karl Radek	SU
Porev, Walter	Samuel Ginzburg	SU
Pormans, Jean	Jean Robert Durif	Fr
Porter, John	Leslie Morris	US
Potente	Aligi Barducci	It
Poption	Pierre Kossoul	Fr

Posadas	H.R. Cristalli	Arg
Posch, Emil	David Fabian	Rum
Posel, Pavel	Wolfgang Salus	Cz
Posner	Mieczyslaw Broński	Pol
Postscriptum	G.V. Tchitchérine	SU
Poulier	Marcel Gitton	Fr
Poupko	Semën G. Firine	SU
Pouly	Jules Joffé	Fr
Powers	Jay Lovestone (Liebstein)	US
Powers, George	Morris Poverski	US
Pozza, Gino	Ennio Gnudi	It
Prader, Jean	Edouard Labin	Fr
Prado	Ilvo Mereiles	Bra
Pralia, Iliana	Aleksandrina Codreanu (Rakovskaia)	Rum
Prairial, Claude	Maurice Naile	Fr
Praski E.	Jerzy Sochacki	Pol
Prater	Karl Sattler	Oes
Prau(x)	Alexis Bardin	Fr
Predrag	Blagoje Parović	Jug
Predrag	Lazar Stefanović	Jug
Prestita, Akim	V.M. Skriabine	SU
Preo	E.A. Préobrajensky	SU
Prêtre, Le	Joseph Galach	Pal
Prêtre	Theodor Maly	SU
Preuss, F.	Franz Jakubowski	Ger
Prezihov, Voranc	Lovro Kuhar	Jug
Prieur	Marcel Giroux (Gitton)	Fr
Primirenets	G. Zinoviev	SU
Primo	Ivo Anselmi	It
Primo	Giovanni Roveda	It
Primus	Otto Maschl	Oes
Prince	Rudolf Kirchenstein	Let
Pringle	Boleslaw Gebert	US
Priou	Jacques Doriot	Fr
Profan	V.V. Vorovsky	SU
Proletariev, Evgenii	Pu Shiqi	Chi
Prométhée	Amadeo Bordiga	It
Pronk D.T	A. S. De Leeuw	NL
Prosper (cdt)	Jean Le Maut	Fr
Proust, Dreifus	Carmo Giacomini	Bra
Prozanski	Alexander Olszewski	Pol
Pu Qinquan	Pu Dezhi	Chi
Pueblo, Juan	Enrique Sepúlveda Quesada	Chil
Puffer	Ossip Piatnitsky	SU
Pulvermacher S.	Franz Pfemfert	Ger
Punt	Michael Puntervold	SU
Pupko	Semion Grigorevitch Firine	SU
Puro, Henry	John Wiita	US
Putnik	Z. Sznajder	Jug
Py	Roland Abbiate	Mon

Q

Qin Bangxiang	Bo Gu	Chi
Qin Diquing	Bao Pu	Chi
Qin Fu	Qu Qiubo	Chi
Qin Qu	Qu Qiubo	Chi
Qing Tong	Chen Duxiu	Chi
Qiu Bo	Qu Qiubo	Chi
Qü Bo	Peng Shuzhi	Ch
Qu Fan	Qu Qiubo	Chi
Qu Song	Ho Chi Minh	Id
Qu Shuang	Qu Qiubo	Chi
Qu Tu	Chen Boda	Chi
Qu Weito	Qu Qiubo	Chi
Qu Zhang	Qu Qiubo	Chi
Qu Ziynan	Qu Qiubo	Chi
Quarrucci	Esteban Rey	Arg
Quebracho	Liborio Justo	Arg
Queiros	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Queiros, Antonio	Francisco Paulo de Oliveira	Por
Quenum, George	Kojo Tovalou Houénou	Dah
Quinet	Joaquín Maurín	Sp
Quiroga	Rodolfo Ghioldi	Arg
Quoc Anh	Trang Van Cung	VN
Qurban	Fazi en-Elahi	Ind

R

R.S.	V.I. Lénine	SU
Ra	Nguyên Van Linh	VN
R.A.	Raïssa Epstein, ép. Adler	Oes
Raabe	Georg Mohr	Ger
Raabe	Fritz Edecki	Ger
Rabasseire, Henry	Heinz Pächter	Ger
Rabaut, Jean	Adolphe Rabinovici	Fr
Rabbin	Hosanski	Pol
Rabcor, Pierre	André Raymond	Fr
Rabe	Georg Mohr	Ger
Rabytnyk	Matthew Popowich	US
Rackov, Nikolaï	Niklaus Krebs (Wolf)	Ger
Rácz, Laszlo	Lipot Katz	Hun
Rad	Karl Radek	SU
Radaev	Khristian G. Rakovsky	SU
Rade	Radomir Vuyović	Jug
Radek, Karl	Karl B. Sobelsohn	SU
Radi	Petar Iskrov	Bul
Radev	Kh. G. Rakovsky	Bul
Radić	Ljuba Radovanović	Jug
Radimov	Jindřich Bartos	Cz
Radimov	Čviatko Radnov	Bul
Radio, Hermès	Milciades, Peña	Arg
Rado	Imre Rethy	Hun
Radovoy	A.A. Bogdanov	SU
Rafaïl	R.B. Farbman	SU
Rafail	Ren Zhuoxan	Chi
Rafaïl	Ye Qing	Chi
Rafal	Stanislav Bobiński	Pol
Rafalovitch	Stanislaw Bobiński	Pol
Rähnich	Hans Kippenberger	Ger
Rähnisch	Ernö Gerö	Hun
Raievsky, Max	Sergéi Fichelev	SU
Rail	Edy Reiland	Lux
Raimón	Ramón Vila Capdevila	Sp
Raimondi Nino	Antonio Casati	It
Raimondi Nino	Agostino Casati	It

Raimondo	Quinto Battistata	It
Raisky, Adamù	Abraham Rajgrodski	Pol
Rajah	Stanley Plasternik	US
Rajic	Josip Čizinski	Jug
Rajk, Andras	Reich	Hun
Rak(o)	Khristian Rakovsky	SU
Rakosi, Zoltan	Béla Biro	Hun
Ralf	Kurt Krentz	Ger
Rall	Johann Schöffmann	Oes
Ram	Anthony Ramuglia	US
Ram, Chandu	Hans Raj Aggarwala	Ind
Ram, Claudio	Abraham Pimmstein Lamm	Chil
Ramalhao	Oswaldo Costa	Bra
Ramigeon	Ducamp, Louis	Fr
Ramírez, Arturo	Rudolf Brussilovsky	US
Ramírez, Jesús	Charles F. Phillips	US
Ramírez Gómez, Jesús	Charles F. Phillips	US
Ramón	V. Drozd	US
Ramon	Marcos Youbman	Arg
Ramón L.	Enrique Fernández Sendón	Sp
Ramon, Louis	Otto Maschl	Oes
Ramsay	Richard Sorge	Ger
Ramsay	Karl Radek	SU
Ramsey, David	Hyman Rosen	US
Ramsi	Khaled Bagdash	Syr
Ramus, Pierre	Rudolf Grössman	Oes
Rancunier	Heinz Epe	Ger
Rand	Fred Hurwitz	US
Randolph	William W.Weinstone	US
Ransky	V. Voitinsky	SU
Ranson, David	Abe Stein	US
Raoul	Claude Bernard	Fr
Raoul	Georges Guingouin	Fr
Raoul	Richard Lengyel	Hu
Raoul	Jen Roch	Bel
Raoul	Georges Vallet	Fr
Raphael	Alexander Bittelman	US
Raphaël	Raymond Dallidet	Fr
Raphaël, A.	Alphonse Dumay	Fr
Rapp	Gérard de Sède	Fr
Rás Makkonen	Thomas Griffith	GB
Raskolnikov	F.F. Iline	SU
Ratier	Louise Chef	Fr
Ratmir	T.G. Kozlovsky	SU
Raúl	Manuel Gimeno	Sp
Ravanel, Serge	Salomon Ascher	Fr
Ravasz	Balázs Konya	Hun
Ravasz, Karoly	C. Fuchs	Hun
Raveau, Joseph	Jules Raveau	Fr
Ray	Sol Greenberg	US
Ray	Raymond Molinier	Fr
Ray	Raymond Dallidet	Fr
Ray	Marcel Denoeux	Fr
Ray	Raymond Guyot	Fr
Ray	Josep Miret Muste	Sp
Ray, George	Raymond Spector	US
Rayarsky	Julian Marchlewski	Pol
Raymond	Victor Barron	US
Raymond	Boris Mikhailov	SU
Raymond	Vittorio Vidali	It
Raymondo, Pedro	Julio Portocarrero	Peru
Raza	Mohamed Shafik	Ind
Read, Alice	Catherine Harris	US
Rebak, Rudolf	Vilem Široký	Cz
Rebel	Chaza	Fr
Rebel, Jean	Jean van Heijenoort	Fr
Reck, Hebert	Willi Schmidt	Ger
Recoba, Victor	Alejandro Montoya	Fr
Red	David Drummond	US
Red, Larry	Octavio Fernández Vilchis	Mex
Redens	Mieczyslav Bernstein	Pol
Redlich	Otto Neustedtl	Cz
Reed	Bedrich Vaclávek	Cz
Reed, Evelyn	Evelyn Horowit	US
Reed, Mary	Mary Page	US
Régine	Marguerite Le Mout	Fr
Reglewski Franciszek	Eugen Sokolowski	Pol
Régnier	Marcel Hic	Fr
Régnier	Henri Ribière	Fr
Rehak, Rudolf	Vilem Široký	Cz
Reil	Edy Reiland	Lux
Rejbhuhn	Adolf Dieter	Ger
Reich	Hermann Dünow	Ger
Reichenberger Franz	Karel Kreibich	Cz
Reichmann	Jospeh Schlaffer	Ger
Reinhardt, Ernst	Alexander Abusch	Ger
Reinhold	Hermann Dünow	Ger
Reinhold, Ernst	Alexander Abusch	Ger
Reinze, Adolf	Toni Dobritshofer	Oes
Reis, Mario	Herminio Saccheta	Bra
Reiss, Elsa	Elsa Bernaut	Pol
Reiss, Ignaz	N.M..Poretski	Pol
Reissner, Werner	Wilhelm Zaisser	Ger
Reiter	Karl B.Stadtler	Pol
Rékai, Miklós	M.Riesdorfer	Hun
Remarque	Domingo Pereira Marques	Bra
Remedios	Remedio Varos, ép. Lissagaray	Sp
Remember	Raymond Molinier	Fr
Remenyi	Lajos Schneller	Hun
Remo	Carlo Lombardi	It
Rémont	Paul Hirzel	Fr
Rémy	Georges Chéron	Fr
Rémy (colonel)	François Vittori	Fr
Renan	Alain Le Dem	Fr
Renard	Florimond Bonte	Fr
Renard	Julio Carrasco	Sp
Renard	Xavier Relecom	Bel
Renard A.B.	Alfred Bernard	Fr
Renato	Vicente Arroyo	Sp
Renato	Ettore Borghi	It
Renato	José Bullejos	Sp
Renato	Vicente Arroyo	Sp
Renato	Nikola Kofardjiev	Bul
Renato	Gyulà Sachs	Hun
Renaud	Pierre Naville	Fr
Renaud, Henri	Henri Jacob	Fr
Renaud, Jacques	Yakov Kotcherets	SU
Renaud, Raymond	Renaud Bottelberghe	Bel
René	Bernard Freund	Cz

René	Enzo Godeas	It
René	Nguyên Van Linh	VN
René	Otto Niebergall	Ger
René	Pavel Stoukhovsky	SU
Renée	Edith Kramer	Oes
Renée	Simone Minguet	Fr
Renner	Franz Richter	Ger
Rentschke	Alexander Leński	Pol
Renner, Henry	Max Shachtman	US
Rescapé	Gerhardt Leo	Ger
Retzlaw, Karl	Karl Gröhl	Ger
Retzlaw, Lotte	Wilhelmine Lass	Ger
Revel, André	Gérard de Sède	Fr
Revo, Lucien	Otto Maschl	Oes
Rey	Mario Bavassano	It
Rey R.	Raymond Molinier	Fr
Rey, David	David Rebull Cabré	Sp
Reynaud, Jacques	Yakov Kotcherets	SU
Reynot	Pawel Finder	Pol
Riabkine, A.	V. Skriabine (Molotov)	SU
Riazanov	D.B. Goldendakh	SU
Ribas	José Antonio Mayobre	Bra
Ribas, Marc	Guy Barbier	Fr
Ribière, Henri	Pierre Pagès	Fr
Ribot	Rodolphe Prager	Fr
Ricard	Ricardo Bokgerrer	?
Ricardo	Mateo Fossa	Arg
Ricca	Vicenzo Bianco	Ir
Rice, Elinor	Elinor Rice Hays	US
Richard	Gerhardt Eisler	Ger
Richard	Gaston Chabanon	Fr
Richard	Richard Gyptner	Ger
Richard	Lovro Kuhar	Jug
Richard	D.Z. Manouilsky	SU
Richad	André Morel (Ferrat)	Fr
Richard	Wilhelm Pieck	Ger
Richard	Hans Wiatrek	Ger
Richardson	Henry Kennedy	Can
Richart Mme	Stella Mihlstein	Pol
Richoux	André Grillot	Fr
Richter	Lovro Kuhar	Fin
Richter(Rihter)	Ivan Krndelj	Jug
Richter	Josef Reinwein	Oes
Richter, Max	Hermann Schubert	Ger
Richter	Adolf Wajs	Cz
Richter, Hans	Lothar Hoffmann	Ger
Richter, Paul	Joseph Schlaffer	Ger
Richtofer, Otto	Rudolf Müller-Distali	Ger
Ricou	Claude Urman	Fr
Riedel	Rudolf Podubecky	Ger
Rielke	Vladislav Burian	Cz
Rienzi, Luigi	Angelo Tasca	It
Ries, Peter	Wilhelm Florin	Ger
Rigal, Louis	Louis Rigaudias	Fr
Rigon, Bruno	Bruno Tosi	It
Rihá, Jan	Felix Oliva	Cz
Rihá, Jan	Jan Šverma	Cz
Rihter	Sreten Zuyović	Jug
Riki Tiki Tavi	Larissa Reissner	SU
Rilke, Otto	Vladislav Burian	Oes
Rimbert, Pierre	Pietro Torielli	Fr
Rin L.A.	Larine	SU
Rinaldi	Mario Vincenti ?	It
Rindevoï	A.A. Bogdanov	SU
Ring, Thérèse	Ernaannemann	Ger
Ringer, Jozsef	Karikas Frygies	Hun
Ringelnatz	Hans Botticher	Ger
Rintel, Robert	Karl Volk	Ger
Rintintin	Fernando Borsacchi	It
Rinus, Leo	Larissa Reissner	SU
Rios, Fernando	Oscar Braun	Ger
Rioutine	Wang Zhibao	Chi
Riqui	Ricardo A. Martinez	Ven
Risal Claude	François Visqué	Fr
Rita	Ruth Fischer	Ger
Ritsch, Edith	Margarita Watzowá	Cz
Riuzo, Suda	Sadachika Nabeyame	Jap
Rivas, Luis	Octavio Fernández Vilchis	Mex
Rivera	Stanislas Pestkovski	SU
Rivière	Louis Godefroy	Fr
Rivière	Roger Linet	Fr
Rivoire	Albert Laffont	Fr
RL	Claude Bernard	Fr
Ro	Jean Rous	Fr
Robbie	John Quigley Robinson	GB
Robert	Willi Benkel	Ger
Robert	Paul Bertz	Ger
Robert	Gerhardt Eisler	Ger
Robert	Pawel Finder	Pol
Robert	Ottomar Geschke	Ger
Robert	Gropper	Ger
Robert	Heymann	Ger
Robert	Harold R. Isaacs	US
Robert	Labud Kosovac	Jug
Robert	Dimitar Lambrev	Bul
Robert	Morris Lewit	US
Robert	Enzo Lorenzi	It
Robert	Angelino Luchi	It
Robert	D.Z. Manouilsky	SU
Robert	I.M. Piatnitsky	Ger
Robert	Helmuth Panke	Bul
Robert	Lajos Prokesch	Hun
Robert	Robert Ranc	Fr
Robert	Artur Reddler	Pol
Robert	Anton Saefkow	Ger
Robert	Semekar	?
Robert	Rezsö Szánto	Hun
Robert	Arkadi Tchemerinsky	Ger
Robert	Trotsky	SU
Robert	Karl Volk	Ger
Robert L.	Jean Bernier	Fr
Robert, Otto	Otto Kühne	Ger
Roberto	José Barrón Carreño	Sp
Roberto	Guy Herclet	Fr
Roberto	Veniamine Lifshitz	Pol
Roberto	José Muñoz Lozano	Sp
Roberto	Andreu Nin Pérez	Sp
Roberts H.R.	Harold R. Isaacs	US
Roberts, Frank H.	Harold R. Isaacs	US
Robertson	Alfred Earle Birney	Can
Röbig, Victor	Alfred Kurella	Ger
Robinson	C. Frank Glass	GB/SAf/Chi

Robinson	Harold Robins	US
Robinson, Arthur	Charles van Gelderen	GB
Robles	Fernando Abril de Vivero	Per
Robles, Antonio	Manuel Alvarado	Mex
Robogo, Maté	Andor Gabor	Hun
Robts	Harold R. Isaacs	US
Roby, Aline	Ján Frankel	Cz
Roca	Casimiro Gómez	Sp
Roca	Paul Ruess	Ger
Rocha, José	Richard F. Phillips	Mex
Rochal S.	Emile Guikovaty	Fr
Rochard, J.M.	Maurice Laporte	Fr
Roche, Jacques	René Garmy	Fr
Roche, Jean	Antoine Richard	Fr
Rocher, Albert	Hans Heisel	Ger
Rock L.	Jigal Gluckstein	Pal
Rodas L.	Antonio Rodríguez	Sp
Rodes	Raiko Radovsky	Bul
Röder	Hans Berger	Ger
Röder	Fritz Heckert	Ger
Rodion	Robert Pagès	Fr
Rodionov	Roman Malinovsky	SU
Rodionov	Tsviatko Radoinov	Bul
Rodionovic	Mihajlo Pavlov	Jug
Rodney	Vincent R.Dunne	US
Rodriguez, Antonio	Francisco Paulo de Oliveira jr	Mex
Rodríguez, L.	Herminio Saccheta	Bra
Rodríguez, Mateo	M.Yakouchine	SU
Rodríguez Torrente	Veniero Spinelli	It
Rodon	Henri Favoriti	Fr
Roebuck C.M.	Andrew Rothstein	US
Roeko	Rodoljub Čolaković	Jug
Roffredo	Felice Goffredo	It
Roger	Max Gavensky	Fr
Roger	Carlo Pozzi	It
Roger	François Lafforgue	Fr
Roger	Daniel Sánchez Viscaino	Sp
Roger, Henri	Henri Kunstlinger	Fr
Roger, Marc	Roger Pannequin	Fr
Rogic	Jakob Jorga	Rum
Rogozine	Zen Quan	Chi
Rohan, Rochard	Edouard Urx	Ger
Rohde, Ernst	Max Köhler	Ger
Rohowski	Kurt Lang	Ger
Rohrer, Karl	Franz Marek	Oes
Roig Fatarella	Andreu Nin	Sp
Rojas	Hernán Laborde	Mex
Rojic	Jakob Žorga	Jug
Rojo	Valentin Campa	Mex
Rojo	Adolfo Bueso	Sp
Rol	Henri Tanguy	Fr
Roland	Nicola di Bartolomeo	It
Roland	Paul Baudisch	Oes
Roland	Roger Foirier	Fr
Roland	Paul Merker	Ger
Roland	Paul Renotte	Bel
Roland (cap.)	Jaume Puig	Sp
Rolando	Nicolà di Bartolomeo	It
Rolf	Wilhelm Florin	Ger
Rolf	Rudolf Singer	Ger
Rolito(s)	Ricardo A. Martinez	Ven
Rolland, Marius	Auguste Simon	Fr
Roller, Arnold	Siegfred Nacht	Oes
Rollin	Pinhas Feintuch	Pol
Romain	Jean Baillet	Fr
Roman	Josep Serradell	Sp
Roman	Ruvin Sobolevicius	Ger
Roman, Franz	Toma Pezer	Jug
Romanenko	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Romeo	Giuseppe Tombetti	It
Römer, Konstantin.	Karl Radek	SU
Römer, Olga	Anna Feix	Oes
Römerin	Anna Feix	Oes
Romero, Juan	Julio Varesko	Jug
Romić	Boris Kidrić	Jug
Romo	Quintin Vitori Pérez	Sp
Romolino	Luigi Amadesi	It
Romolo	Renato Pace	It
Roncoli	Mario Montagnana	It
Rondet	Marius Magnien	Fr
Roode, A. de	Abraham Menist	NL
Roos, Willy	Ahti Liedes	Fin
Roper, Gil	Charles C. Ruhle	Aus
Roque, Sergio	Sebastián Zapiráin Arrañaga	Sp
Roques	Voltaire Ponchel	Fr
Rork Walter	Walter Ketley	US
Ros	Alfred Rosmer	Fr
Rosa, Enrique	Henriquez Caetano de Souza	Por
Rosaenz	Manuel Rodriguez Cerillo	Mex
Rosas, Eusebio	Eladio Fernández	Mex
Rosch, Bernhard	Josef Weber	Ger
Rose, Fred	Alfred Rosenberg	Can
Rosell	Josep Fontana	Sp
Rosen	Giorgi Lambrev	Bul
Rosen	Raymond Rosenmark	Fr
Rosenko M.I.	Rodoljub Čolaković	Jug
Rosenthal, Alfred	Abraham Heifetz (ou Heifisz) (Gouralsky)	SU
Rosita	Erna Eiffler	Ger
Roskolenko, Harry	Harry Roskolenkier	US
Roslowski	Witold Tomorowicz	Pol
Rosmer, Alfred	Alfred Griot	Fr
Rosmer, Marguerite	Marguerite Thévenet, ép. Griot	Fr
Rosner	Ernst Bry	Fr
Rosner, Aladár	Göndör	Hun
Ross, Bernard	Bernard Wolfe	US
Ross, Harry	Harry Roskolenkier	US
Rossetti, Andrea	Vicenzo Baccalà	It
Rossetti, Antonio	Giuseppe Panizza	It
Rossi	Roland Abbiate	Mon
Rossi, Ruggero	Ruggero Grieco	It
Rossi, Amilcare	Angelo Tasca	It
Rossi, Carlo	Ottavio Pastore	It
Rossi, Dina	Cesare Alessandri	It
Rossi, Gualtierri	Ruggero Grieco	It
Rossignol	François Cuissard	Fr
Rosso, Il	Bruno Zecchini	It
Rostadt	Josef Krasny	Pol
Rostoff, Sergio	Stojan Minev	Bul

Roth, Heinz	Karl Heinz Hoffmann	Ger
Rothgänger, Hermann	Hans Rotter	Ger
Rotke, Lydia	Erna Müller	Ger
Rotor	Ulrich Roth	Cz
Rou Shi	Zhao Pingfu	Chi
Rouchon	Max Barel	Fr
Rougé Jeanne	Paule Fay	Pol
Roumy	V.A. Ter-Vaganian	SU
Rouquin (le Pëtit)	Jean Cremet	Fr
Roura	Rafael Font y Ferran	Sp
Roures	Francesc de Cabo	Sp
Routier	Orazio Marchi	It
Roux	Charles Martignat	Fr
Rouxinol	Benilde Dantas	Bra
Rovere, Libero	Francisco Cretara	It
Rowold	Richard Lehmann	Ger
Rowski, Stefan	Stefan Królikowski	Pol
Roy	Meng Quinqshu	Ch
Roy	Guo Shouhua	Ch
Roy, Evelyn	Evelyn Trent	Ind
Roy	Jorge Saldivia Gil	Ven
Roy, Manabendra Nath	Battacharya Narendra Nath	Ven
Royo (cdte)	Pascual Jimeno	Sp
Roston, John	John Wishart	Aus
Rozier	Mazaudier	Fr
Rozov	Christo Chalaczev	Bul
RR	Robert Ranc	Fr
Ruaux	Le Dréan	Fr
Rubinstein	Yakov Reich	SU
Rublevsky, Géza	Géza Ambrus	Hun
Ruck, Adèle	Gertrud Rüegg	SU
Ruda S.	Rudolf Slansky	Cz
Rudi	Josip Broz	Jug
Rudi	Rodoljub Čolaković	Jug
Rudi	Leo Roth	Ger
Rudi	Charlotte Stenbock-Fermor	Ger
Rudert, Max	Bernhard Menne	Ger
Rudolf	Rafaïl M. Khitarov	SU
Rudolf	Rudolf Lászlo	Hun
Rudolf	Vassili Zaroubin	SU
Rudolf	Roca	?
Rudolf	Paul Ruegg Rudnik	SU
Rudolf A.	Richard Lengyel	Hun
Rudolf P.	Alfred Klahr	Ger
Rudzienski A.	Louis Gotkowski	Pol
Rüegg, Gertrrud	Tatiana Moisseienko	SU
Rüegg, Paul	Jakob Rudnik	SU
Ruff, René	René Dorizzi	Aus
Rui	Issa Maluf	Bra
Ruiz, Maria	Tina Modotti	It
Ruiz, Maya	Amaya Ibarruri	Sp
Rülke	Vladislav Burian	Cz
Rulle	Briger Dahlstrom	Swe
Rumun	Brill	Pol
Run	Mao Zedong	Chi
Run	Sándor Sziklai	Hun
Rund	Hermann Krelaus	Ger
Run Zhi	Mao Zedong	Chi
Ruozhi	Mao Zedong	Chi
Rupiewcz Gusta	Gustaw Reicher	Pol
Ruppert, Neger	Stanislaw Mertens	Pol
Ruquet A.	Arthur Ramette	Fr
Ruskin R.	Rae Spiegel	US
Russell, Ann	Ann Kracik, ép. Draper	US
Russell, Sam	Samuel Lesser	GB
Rústico	Arthur Ewert	Ger
Rustico	Samuel Haifisz Heifetz	SU
Rústico, Juan	Hipólito Etchebéhère	Arg
Ruszkai, Jenö	Ranzenberger	Hun
Ruth	Margarita Watzowá	Cz
Rutsch	Rudolf Richter	Cz
Ruzicka	Milan Gorkić	Jug
Ruzicka Frantisek	Ladislas Novomeský	Cz
Ruzik	Milan Gorkić	Jug
Rwal	Gustav Reicher	Pol
Ryan Tim	Eugene Dennis	US
Ryng	Jerzy Heryng	Pol
Ryzal, Alfonso	Mohamed Tohir	Indo
Rysza	Maria Przedecka	Pol
Ryszard	Pawel Finder	Pol

S

S	V.I. Lénine	SU
S & P	Sermuks & Poznansky	SU
S.T.A.	V.I. Lénine	SU
Sà	Herminio Saccheta	Bra
Sà	Sá Viana	It
Sa Weng	Chen Duxiu	Chi
Sà, Oliveira	Herminio Sacchetta	Bra
Saavedra	Adolfo Zamora Padilla	Mex
Saalbach, Hans	Paul Böttcher	Ger
Sabina	N.N. Kroupskaia	SU
Saboia	Silo Meireles	Bra
Sabor	Isidore Springer	Bel
Sacarney, Christos, Thomas	Pavel Stoukhovsky	SU
Sacha	Alexandre Müller	Ger
Sacha	Rose Pastor Stokes	US
Sacho	Nikola Kofardjiev	Bul
Sachs	Giulio Aquila	It
Sachs	Alexander Schwab	Ger
Sachs, John	Joseph Kornfeder	US
Sachs, Julius	Gyula Szasz	Hun
Sachs, Kurt	Walter Fabian	Ger
Sacco	Julio Portocarrero	Peru
Sadek, Salim	Fouad Chimali	Syr
Sadi	Najdati Sedky	Pal
Safarov G.I.	G.I. Egorov	SU
Safir	I.G. Blumkine	SU
Safir	S.I. Kavtaradze	SU
Saïd Souliman	Samuel Kirson	Pal
Sagovec	Ivan Ferencak	Jug
Saint-Avold (col.)	Georges Lyvet	Fr
Saint-Preux	Gérard Doquin de Saint-Preux	Fr
Saitta	Fabrizio Maffi	It
Saitta	Giuseppe Vota	It
Sakov	Chen Weiming	SU
Salah	Ahmed Bellarbi	Alg

Salcki	Max Horwitz (Walecki)	Pol
Salerno	José Stacchini	Arg
Saline K.	Staline	SU
Salini, Pierre	Maurice Seigelmann	Fr
Salino	Nicola di Bartolomeo	It
Sallai, Imre	Hollander	Hun
Salter, Eugen	Henryk Jacobsen	Ger
Saltor	Jaume Saltor	Sp
Saltykov	Yang Shankun	Chi
Salvador	Amadeo López	Sp
Samariniotis	Andreas Tsinas	Gr
Samin	Raden Darsono	Ido
Samoilovitch	Aleksandr Piker-Martynov	SU
Sampierre	Isidore Forcas	Fr
Samter, Paul	Stojko Marinov	Bul
Samuely	D.Z. Manouilsky	SU
San Ai	Chen Duxiu	CHi
San Jin	Liu Shaoqi	Chi
San Weng	Chen Duxiu	Chi
Sanborn	Charles E. Ruthenberg	US
Sandaz	Hildebert Chaintreuil	Fr
Sandecki	Saul Amsterdam	Pol
Sanders	Peter Blachstein	Ger
Sandoz Gérard	Gustav Stern	Ger
Sandra	Albert Vassart	Fr
Sänger, Güstel	August Hayer	Ger
Santarayana, Kamred	Murray Gow Purdy	Ind
Santi	Hadj-Omar Mamsourov	SU
Santiago	Walter Stoecker	Ger
Santiago, Jorge	Luciano Galicia	Mex
Santiago, José	Augusto Reyes	Chil
Santi Devi	Evelyn Trent	Ind
Santini	Paolo Ravazzoli	It
Santo	Battistà Santhia	It
Santoli, Domenico	Guglielmo Bianchi	It
Sapfirov	Chou Tsinchun	Chi
Sapronov, Timotéi	Tifannov T.F.	SU
Saraceno, Guido	Alfonso Leonetti	It
Sarga, Lajos	Endre Ságvari	Hun
Sargev, Georgi	Konstantin Koulaguine	SU
Saris	Giorgios Siantos	Gre
Sarkjo, Werner	Erwin Kleditsch	Ger
Sarmati	Umberto Calasso	It
Sas, Gyula	Sándor Szerenyi	Hun
Sasha	Rose Pastor Stokes	US
Sator	Pietro Battará	It
Sauge	François Cuissard	Fr
Saulo	Paulo Feiva de Lacerda	Bra
Saunders, George	George Perle	US
Saunders, Grace	Grace H.Simons	US
Saunders, John	Arthur Burch	US
Saunders, Rae	Rae Spiegel	US
Savis	Reg Groves	Gr
Savell, Jean	Amleto Locatelli	It
Saxe, Nora	Nora Jexas	Bel
Sayous	Adalino Bibolotti	It
Sbolgi	Roger Brazzani	Fr
Scaraly	Weissemberg	Fr
Schaafsma, Dr Jan	Georgi Dimitrov	Bul
Schaafsma-Schmidt	Georgi Dimitrov	Bul
Schaar, Leo	Peter Simay	Hun
Schacht, Julius	Heinrich Fritz	Oes
Schäfer	Rops	Cz
Schake	Henri Mandel	Bel
Scheinman	R. Brown	?
Scheer, Charles	C.Williams	Rus
Schenk, Richard	Wilhelm Glaser	Ger
Schermuly, Aloïs	Fritz Reuter	Ger
Scherz	François Bernard	Fr
Schettini	Enzo Bettini	It
Scheuken, Heinrich	Gottfried Karrusseit	Ger
Schief	Heinrich Kurella	Ger
Schikzamano	Cheik Zaman	?
Schiller	Paul Bertz	Ger
Schilling	Karl Wiehn	Ger
Schindler	Philip Dengel	Ger
Schindler, Albert	Albert Schreiner	Ger
Schippa, Gennaro	Alfonso Leonetti	It
Schl	Willi Schlamm	Oes
Schlesinger	Rudolf Gerber	Ger
Schlosser	Franz Modlik	Oes
Schmidt	Henriette Carré	Fr
Schmidt	Philip Dengel	Ger
Schmidt	Otto Friedman	Cz
Schmidt	Abraham Heifetz (Gouralsky)	SU
Schmidt	Blagoje Parović	Jug
Schmidt, Andrezj	Piotr Kartin	Pol
Schmidt, Anton	Otto Jurievié	Jug
Schmidt V.	Blagoje Parović	Jug
Schmidt, Dr	Georgi Dimitrov	Bul
Schmidt, Franz	Plavnik	Oes
Schmidt, Josef	Alois Neurath	Cz
Schmidt, Rolf	Rudolf Singer	Ger
Schmidt W.	Ruvin Sobolevicius	Ger
Schmidt, Willy	Willy Schmuszkovitz	Ger
Schmiedchen	Jan Bultis	Let
Schmiedt, Ernst	Josef Frey	Oes
Schmitt, Kurt	Ernst Wollweber	Ger
Schmitz, Josef	Fritz Eichenwald	Hun
Schnap	Boris Bazarov	SU
Schnee	Helmut Schneweiss	Ger
Schneider	Gerhardt Eisler	Ger
Schneider, Hans	Heinrich Wiatrek	Ger
Schneider, Lisbeth	Maria Schöfer	Ger
Schobermeyer, Maksimilian	Wladyslaw Stein	Pol
Schoen	František Julius	Cz
Schoenau, Alex	Otto Grossmann	Oes
Schoenborn	Samuel Ginzburg-Krivitsky	SU
Scholze	Alois Neurath	Cz
Schoroch	Fritz Dogmatov	?
Schorsch	Georg Jungclas	Ger
Schorsch	Otto Kropp	Ger
Schorsch, Hugo	Karl Feuchter	Ger
Schreiber	Elizabeth Schmidt	Ger
Schreiber, Hans	Heinz Altmann	Ger
Schreiber, Otto	Georg Richter	Ger
Schrich, Joseph	Josef Srych	Cz
Schröder, Alfred	Wilhelm Knöchel	Ger
Schröder, Olaf	Mikhaïl Protasov	SU
Schuhmann, Rudolf	Rudolf Szczepanski	Ger

Schulz	Ernst Wollweber	Ger
Schulz, Bernhard	Wilhelm Koenen	Ger
Schulze	Wilhelm Schumacher	Ger
Schulze, Friedrich	Otto Bauer	Oes
Schuman, Oskar	Otto Braun	Ger
Schürmann, Heinz	Willi Benz	Ger
Schuster	Vilem Siroký	Cz
Schuster, Eugen	Jenö Varga	Hun
Schuster, Louis	Fritz Velhov	Ger
Shuzhi	Peng Shuzhi	Chi
Schwab	Arne Swabeck	US
Schwab, Jim	Jakob Walcher	Ger
Schwager, Olga	Maria Koszutka (Kostrzewa)	Pol
Schwalm, Hans	Jan Petersen	Dn
Schwarz	Georgi Dibrov Stoyev	Bul
Schwarz	Abram Dridzo (Lozovsky)	SU
Schwarz	Lothar Hoffmann	Ger
Schwarz	Liu Renjing	Chi
Schwarz	Gojko Samardjiev	Jug
Schwartz	Marthe Scholz	Swi
Schwarz	Raïssa Vladimirovna	Ger
Schwarz, Alex	Lev Sedov	SU
Schwarz, Dr	Fritz Burde	Ger
Schwarz, Hania	Hania Faltenberg	Ger
Schwarz, M.	Vaclav Vorovsky	SU
Schwarzer	Motel Faltenberg	Pol
Schwarzmann	Vilim Horvaj	Jug
Schwarzmann	Sreten Zuyović	Jug
Schwed	Lev Feldbine (Orlov)	SU
Schwein, das	Pierre Naville	Fr
Schweitzer	Isabelle Kolgen	Ger
Schweitzer	Johannes Schröter	Ger
Schweitzer, Fritz	Fritz Schulte	Ger
Schweitzer, Georg	Fritz Schulte	Ger
Schwerber	Paul Schwenk	Ger
Schwidwiskaia, Jazdwiga	Maria Drechsler	Ger
Schwung	Walter Hähnel	Ger
Scott	Carl B. Johnson (Jansons)	Can
Scott, Andrew	Jock Haston	GB
Scott, John	Inver Marlow	GB
Scotty	James Anderson	GB
Scritta	Antonio Vota	It
Seaman, Frank	Charles F. Phillips	US
Sebastian	Rune Ericsson	Sve
Sebastian, Frack	Henry Jacoby	Ger
Sébastien	Sebastían García Millán	Sp
Sebestyen	Béla Kun	Hun
Secrétaire accidentel	Enrique Fernández Sendón	Sp
Sedlacek	Georgi Tupikov	Bul
Seelis	Gustav Sobotka	Ger
Seemann, Johannes	Bernhard Reichenbach	Ger
Seeman	Charles Philipps	US
Sefir	I. Tomanić	Jug
Segalini	Gaetano Marcolini	It
Ségnaire, Julien	Paul Nothomb	Bel
Ségrav(e)	Max Gavensky	Pol
Seguin	Georges Schwartz	Fr
Sejk	Jokubović	Jug
Seiler M.	Hans Kippenberger	Ger
Seiler, Richard	Arthur Hoffmann	Ger
Sekel	Franz Szekely	Hu
Selina, Stéphane	Eva Carlier Neumann	Fr
Selman, Klaas	Karl Rimm	Ger
Selznick, Philip	Schachter	US
Sem	Henry Optat	Bel
Semić	Sima Marković	Jug
Semkhevuitch	Wen E	Chi/SU
Semkovsky S.You	S. You Bronstein	SU
Semper Idem	Werner Scholem	Ger
Senjko	Vladimir Copić	Jug
Sénine Adolphe	Abram Sobolevicius	Ger
Senko	Vladimir Copić	Jug
Sentot	Henk Sneevliet	NL
Sepo	Petko Miletić	Jug
Sepp	Jos Khentier	?
Seppasi Muhammad	Muhammad Ali	Ido
Ser	Sergéi Sedov	SU
Seredniakov	D.Z. Manouilsky	SU
Sérès	Jacques Duclos	Fr
Seress, Géza	Steiner	Hun
Serge	Luis Fernández	Sp
Serge	José García Acevedo	Sp
Serge	Robert Laffroy	Fr
Serge, Victor	Victor L.Kibaltchich	SU
Sergéiev	Viktor Taratouta	SU
Sergej	Arthur Hoffmann	Ger
Sergio	Giulio Ceretti	It
Sergio	Evaristo Luis Fernández	Sp
Serif, Franta	E. Kubašek	Cz
Sering, Paul	Richard Löwental	Ger
Serra	Angelo Tasca	It
Serrano	Hermán Laborde	Mex
Serre	Pierre Sémard	Fr
Servais	Léopold Vigneron	Fr
Servais, Claude	David Retchisky	Fr
Servet, Claude	David Retchisky	Fr
Ser Vit	S.V. Mratchkovsky	SU
Servoix	Pierre Naville	Fr
Sestra	A.I. Elizarova	SU
Sevek	Schapsel Kirchenbaum	Pol
Severianine	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Severianine	V.A Noskov	SU
Séverin	Lucien Schmitt	Fr
Seversky	M. Lévine	SU
Sévignac	Jorge Abelardo Ramos	Arg
Sewer	Salomon Ehrlich	Pol
Sewer	Eduard Prochník	Pol
Seygrave	Max Gavensky	Pol
Sha	Max Shachtman	US
Shacht	Max Shachtman	US
Shafik	Shafit Hüsnü Deymer	Tur
Shahid Medjid	Husnü Deymer	Tur
Shami	Jakob Trepper	Pol
Shan Min	Chen Duxiu	Chi
Shan Min Xin	Chen Duxiu	Chi
Shan Ren	Qu Qiubo	Chi
Shan Yang	Luo Yinong	Chi
Shang Jieshi	Yin Kuan	Chi
Shang Tao	Liu Shaoqi	Chi
Shao Ji	Liu Shaoqi	Chi

Shaolian	Liu Shaoqi	Chi
Shao Qi	Liu Shaoqi	Chi
Shao Shan	Zhou Enlai	Chi
Shao Xuan	Liu Shaoqi	Chi
Shaoyi	Wang Ming	Chi
Shaoyü	Wang Ming	Chi
Shao Zhonghui	Shao Lizi	Chi
Shapiro, Paul	Paul N. Siegel	US
Sharon, Art	Ray Sparrow	US
Sharpe	N.N. Kroupskaia	SU
Sharron, Mark	Mark Shapiro	US
Sheng T.E	Li Dazhao	Chi
Sheng S.C.	Li Dazhao	Chi
Sheng T.O.	Li Dazhao	Chi
Sheng	Li Dazhao	Chi
Sherman	Seymour Kahn	US
Sherman, Philip	Philip Selznick	US
Sherman, William	McKay	US
Shi	Chen Duxiu	Chi
Shi	Liu Shaoqi	Chi
Shi (Tzi) An	Chen Duxiu	Chi
Shi Da	Chen Boda	Chi
Shi Leh	Edgar Snow	US
Shi Qi	Liu Shaoqi	Chi
Shi Shaoyü	Wang Ming	Chi
Shi Ter	Qiu Qiubo	Chi
Shi Wei	Qu Qiubo	Chi
Shi Weito	Qu Qiubo	Chi
Shi Yan	Chen Duxiu	Chi
Shi Yi	Deng Zhongxia	Chi
Shiboruku, Kaizuka	Toshihiko Sakai	Jap
Shields, Bob	Bob Sheldon Harte	US
Shima	Sueyoshu Maniwa	Jap
Shimon	Yéhel Kossoi	Pal
Shirai	Sueyoshu Maniwa	Jap
Short	Jószef Poganý	Hun
Short	Morri Lewit	US
Shott, Willi	Willy Schmuszkovitz	Ger
Shouchang	Li Dazhao	Chi
Shou Shi	Lu Yuan	Chi
Shpati	Enver Hodxa	Alb
Shu Fulang	Shi Cuntong	Chi
Shu Gu	Liu Renjing	Chi
Shuang Lin	Qu Qiubo	Chi
Shuang Mo	Qu Qiubo	Chi
Shuang Shuan	Wang Fanxi	Chi
Shuo Fu	Yin Kuan	Chi
Shvarts, Mikhaïl	V.V. Vorovsky	SU
Si Fu	Henk Sneevliet	NL
Sikandar Sur	Shaukat Husmani	Ind
Si Ter	Qu Qiubo	Chi
Sibiriakov	D.V. Vilensky	SU
Sic	Jovan Mališić	Jug
Siciliano	Luigi Calligaris	It
Sid Ahmed	Ahmed Bellarbi	Alg
Sidorov S.P.	Pasquale Dionisi	It
Sieberner, Emil	Erwin H. Ackerknecht	Ger
Siegel Lambert	Artur London	Cz
Siegers, Hans	Paul Lindner	Ger
Siegfried	Friedl Fürnberg	Oes
Siegfried	Victor Serge (Kibaltchitch)	SU
Siekerski	Meier Szpigel	Pal
Siem	Luis Rastrollo	Sp
Siege	Siegbert Kahn	Ger
Siegel, Lambert	Artur London	Cz
Sierra Vicente	Viktor Soukoulov	SU
Siga	Sangaré Sabia	Bra
Siggi	Siegfried Bamatter	Swi
Siggi	Siegfried Neumann	Ger
Sik, Andre	A.A. Chnik	Hun
Sikador	Yasha Rizik	Pal
Sikandar Sur	Shaumat Usmani	Ind
Sil	Karoly Szilvassý	Hun
Silbertal	Boris Goldenberg	Hun
Siline R.	V.I. Lénine	SU
Silja	Pavel Pap	Jug
Silla	Bruno Tosin	It
Silm Eduard	Eduard Allas	Lit
Silone, Ignazio	Secundo Tranquilli	It
Sil-szy	Karoly Szilassý	Hun
Silva	Raúl Santander	Chi
Silva	José Bullejos	Sp
Silva, Maura Fonseca, ép.	Silvia Brandão	Bra
Silva, Mario	Heitor Ferreira Lima	Bra
Silverio	Cesare Massimi	It
Silvestri	Mauro Scoccimaro	It
Silvestrov	Xiang Xiong	Chi
Silvia	Camilla Ravera	It
Silviati	Antonio Roasio	It
Silvio	Siggi Bamatter	Swi
Silvio	Ruggero Grieco	It
Si Majin	Qu Qiubo	Chi
Sim	Aleksandra Simachko	SU
Sim	Stéphanie Krivets	Rum
Simbirskaia S.	A.I. Elizarova	SU
Simeão	Lauro Reginaldo da Rocha	Bra
Simek, František	Stanislaw Budin	Cz
Simić	Sima Marković	Jug
Simin	Semaoun	Ind
Simmons, William	Arne Swabeck	US
Simon	Todor Angelov	Bul
Simon	V.V. Lominadze	SU
Simon	Eugenio del Magre	It
Simon	Maurice Tréand	Fr
Simon	Jan Rutkowski	Pol
Simon	Bruno Weinberg	Ger
Simon, Dr	Henk Sneevliet	NL
Simone André	Otto Katz	Cz
Simonin	René Courdavault	Fr
Simonović	Miladin Radovanović	Jug
Simons	Henk Sneevliet	NL
Sims, John	Stewart O. Smith	Can
Simson	Semaoun	Ind
Sinani	G.B. Skalov	SU
Sinek, Olga	Olga Benario	Ger
Singer	Julius Metsch	Oes
Singh, Rup	Philip Guanawardene	Cey
Sipasi	Mahmoud Kushi	IN
Sisić	Moša Pijade	Jug
Sissy	Rachel Dübendorfer	Ger
Siu	Zhou Enlai	Chi

Siuan Bi Chen	Ho Chi Minh	VN
Six Hundred Twins	Emil Hansen & Clarence Hamel	US
Sizoff, Paul	Michel Collinet	Fr
Sk. N	G. Zinoviev	SU
Skajeda	Hauser	?
Skala	Louis C.Fraina	US
Skogie	Carl Skoglund	US
Skolsky	M.S. Aleksandrov	SU
Skopine	G.Zinoviev	SU
Skulski	Stanislaw Mertens	Jug
Slang	Fritz Hampel	Ger
Slaveho	Gantcho Gantchev	Bul
Slarzly Gilbert	Weissemberg	Fr
Slavić, Alex	Mihaly Szalvai	Hun
Slavine	Paul Berline	US
Slim	Phil Connelly	US
Sloan	George Breitman	US
Sloukhov	Dong Biwu	Chi
Sluzansky	Vladislav Kowalski	Pol
Smirnov	Glinsky	SU
Smil	I.T. Smilga	SU
Smit	Blagoje Parović	Jug
Smith	M.N. Raptis	Gre
Smith	Farrell Dobbs	US
Smith	Andrew Rothstein	GB
Smith	Mary Ruzinskas	US
Smith, Helena	Anna Kornblith	US
Smorti, Furio	Carlo Garaccioni	It
S-n	Johann Schöffmann	Oes
Snee	Henk Sneevliet	NL
Snef	Henk Sneevliet	NL
Snyder, Ralph	Louis C. Fraina	US
Soarès, Joao Alberto	Heitor F. Lima	Bra
Sobolev	Ruvin Sobolevicius	Ger
Sofia Mikhaïlovna	A.L. Sokolovskaia	SU
Sogenannte junge Mann, der	Lev Sedov	SU
Sobinov	Feng Hongquo	Chi
Sobinova	Feng Fufa	Chi
Sojkine	Tan Yuzhang	Chi
Sokol	Stanislaw Burzyński	Pol
Sokolik	Wilhelm Knorins	Ger
Sokolnikov	G.M. Brilliant	SU
Sokrates	Sokrat Gevorkian	SU
Soldberry	Bronstein	Pal
Šolce	Alois Neurath	Cz
Soline K.	Staline	SU
Solmatin	A. Vidac	Jug
Solovec A.F.	Chien Qi	Chi
Soloviev, Viktor	Mustafa Dedić	Jug
Solz	Alois Neurath	CZ
Sombo, Dezsö	Silberstein	Hun
Sombor	József Schweinitzer	Hun
Somet, Léon	Giuseppe Dozza	SU
Somkuti, János	Steibler	Hun
Sommer	Josip Čizinski	Jug
Sommer	Karl Molle	Ger
Sommer	Soloviev	SU
Sommer	Josef Winternitz	Ger
Sommer, Eugen	József Revai	Hun
Sommer, Gerde	Erna Eiffler	Ger
Somogyi, János	Steiner	Hun
Songyang	Qu Qiubo	Chi
Sonia	Ursula Hamburger	Ger
Sonia	Virginia Gervasini	It
Sonia	D. Petrovsky	US
Sonka	Hugo Sonnenschein	Cz
Sonnenburg A.	Willy Münzenberg	Ger
Sonntag	Ernst Schneller	Ger
Sonter	Richard Sorge	Ger
Soos, Karoly	Strobl	Hun
Sophie	Sophie Desplaces	Fr
Sophie	Hania Faltenberg	Pol
Sophie	Tatiana Moisseienko (Gertrud Ruëgg)	SU
Sopko	Evžen Klinger	Cz
Sopkop V.	Vladimir Clementis	Cz
Sorensen	Walter Ulbricht	Ger
Sormenti, Arturo	Vittorio Vidali	It
Sormenti, Ennea	Vittorio Vidali	It
Sorokine	Youri Gaven	SU
Sosn	L.S. Sosnovsky	SU
Sotir	Dmitri Maretsky	SU
Sotir	Dragutin Maručić	Jug
Sou Fan	Zhen Hosian	Chi
Soubbotine	D.A. Zagriour	SU
Soukhanov	Chen Yannian	Chi
Souline	Zhao Chinyuan	Chi
Soultanov	S.S. Raievsky	SU
Souny (cdt)	Philippe Giovanoni	Fr
Soupault	Sylvan Perronet	Fr
Soury	Naoum Lishinsky	Pal
Sousa, Julio	Heitor Ferreira Lima	Bra
Sousa-mongo	Heitor Ferreira da Silva	Bra
Sousa	Waldemar Zumbano	Bra
Souslov V.	Stefan Haeberling	Jug
Soutine	Zhao Shiyan	Chi
Souza	Waldemar Zumbano	Bra
Souvarine, Boris	Boris Lifchitz	SU
Souza, André	Elias Reinaldo da Silva	Bra
Souzo	Alfonso Leonetti	It
Souzy	Jean-Jacques Soudeille	Fr
Spada	Guido Zamis	Jug
Spada, Grigorio	Arturo Sepúlveda Quesada	Chil
Spaghetti, Hugo	Guevara	Arg
Spahic	Gojlo Vuković	Jug
Spanac	Zikica Jovanović	Jug
Spanier	Béla Kun	Hun
Spanner, Franz	Max Steinmüller	Ger
Spartacus	Claude Urman	Pol
Spartakus	Fritz Rück	Ger
Spartakus	Edwin Hörnle	Ger
Speckmann	Karl Wernicke	Ger
Spectator	Henri Buttman	Hun
Spectator	Kurt Landau	Oes
Spectator	Nahimson	?
Spence	G.K. Luhani	Ind
Spencer, Arthur	Heinz Schürer	Ger
Speros	M.N. Raptis	Gre
Sphiris	Pantelis Kavvazas	Gre
Spiegel, Lajos	Samuel Habermann	Hun
Spielhagen	Otto Katz	Cz

Spielmann	Andreas Piklović	Jug
Spi	Cyrille Spinetta	Fr
Spiner	Ivan Karaivanov	Bul
Spiridon	Ivan Bogdanov	Bul
Stareca	Ivan Bogdanov	Bul
Spis J.	Julian Brun	Pol
Spoulber, Nicolas	Neli Grunberg	Rum
Sprenger, Fritz	Fritz Escher	Swi
Springer	Marko Bardach	Pol
Spronk D.T.	A.S. De Leeuw	Rum
Spulber, Nicolas	Neli Grunberg	Rum
S-r	Johann Schöffmann	Oes
Stabil	Paul Laufer	Ger
Stach	Stanislaw Budzyński	Pol
Stachow	Rudolf Margies	Ger
Stafford, Heinrich	Bernhard Koenen	Ger
Stahl	Artur Goldstein	Ger
Stahl, Lydia	Lydia Tchkalov	SU
Stahlmann, Richard	Arthur Illner	Ger
Stamm	Franz Strang	Ger
Stanchev	Khristian G. Rakovsky	SU
Stanchova	Khristian G. Rakovsky	SU
Stancu	Ion Heigl	Rum
Stanic, Josko	Kosta Novaković	Jug
Stanislavljević Ivan	Ilvo Caruga	Pol
Stanislawski	Henryk Bittner	Pol
Stanislavsk	Václav Kwiatkowski	Pol
Stankiewicz, Feliks	Wladyslaw Stein	Pol
Stanko	Stevan Čvijić	Jug
Stanko	I. Kolombo	Jug
Stanko	Franko Vuilc	Jug
Stanley G.	Maurice Spector	Can
Stanoje	Sreten Zyuyović	Jug
Starczewska, Korab	Maria Koszutka (Kostrzewa)	Pol
Stareca	Ivan Bogdanov	Bul
Starewicz	Roman Matys	Pol
Starewicz	Antoni Lipski	Pol
Starichok	B.M. Eltsine	SU
Starik	Chen Duxiu	Chi
Starik	B.M. Eltsine	SU
Starik	V.I. Lénine	SU
Stark	Redens	Ger
Stark	Fritz Schulte	Ger
Stark, Fritz	Fritz Schulte	Ger
Stark, Otto	Heinrich Artuk	Ger
Starojil	V.V. Bontch-Brouévitch	SU
Stary	Marceli Nowotko	Pol
Stasiak, Viktor	Bronislav Berman	Pol
Stauer, Hans	Konon N. Berman-Iourine	Ger
Stavisky	László Kövess	Hun
Stavros	Mitsos Yotopoulos	Gre
Stech August	Franz Pfemfert	Ger
Steen, Walter	Rudolf Klement	Ger
Stefan	Karl Fischer	Oes
Stefan	Vilem Horvaj	Cz
Stefan	Stefan Szende	Ger
Stefan	Philipp Wallendorf	Ger
Stefan	Hans Wiatrek	Ger
Stefan, Wilhelm	Willi Schlamm	Oes
Stefanov, Khristo	Khristo Kabaktchiev	Bul
Stefanova	Mina Radovanović	Jug
Stefanović, Vladimir	Vlajko Begović	Jug
Stefanski	Alexander Danieljuk	Pol
Stefanski	Stefan Martens	Pol
Stefek	Stevan Čvijić	Jug
Steiert	Gustav Klinger	Ger
Steifer, Rudolf	Herbert Mackwitz	Ger
Steiger	Rudolf Klinger	Ger
Stein	Shlomé Ehrlich	Pol
Stein	Aladar Komjat	Hu
Stein	Karl Korsch	Ger
Stein	Fekete	Hun
Stein	Alexandre Orlov (Feldbine)	SU
Stein	Blagoje Parović	Jug
Stein	Kurt Siegmund	Ger
Stein M.	Johann Mäkinen	Fin
Stein, Alexander	Alexander Rubinstein	Ger
Stein, Dora	Anne Gläser	Ger
Stein, Gerda	Edith Schuman	Ger
Stein, Karl	Manfred Ackermann	Ger
Stein, Morris	Morris Lewit	US
Stein Nora	Irén Komjat	Hun
Stein Olga	Irén Komjat	Hun
Stein, Paul	Ladislaus Stern	Cz
Stein, Walter	Albert Hössler	Ger
Steinbauer	Johann Schöffmann	Oes
Steinberg, Ivan	Arthur Koestler	Hun
Steiner	Leopold Kascha	Oes
Steiner	Konrad(Koni) Mayer	Swi
Steiner, Alf	Georgi Dimitrov	Bul
Steinke, Otto	Georg Lück	Ger
Steklov	Guan Xiangyin	Chi
Steklov, Youri	O.M. Nakhamkes	SU
Stella	Esther Mihlstein	Pol
Stellio	Renato Mateo Pistone	It
Stenemann, Jakob	Marino Bodenman	Swi
Stenzel	Franz Margies	Ger
Stepán, Jirí	Julius Fučik	Cz
Stepanov	Stojan Minev	Bul
Stepanov NI	Andrzej Stecko	?
Stepanov I.	Boris Skvortsov	SU
Stepanov S.	Boris Skvortsov	SU
Stepanov S.	B.A. Breslav	SU
Stéphan	Nikolai V. Blinovsky	SU
Stephan	Walter Ulbricht	Ger
Stephan, Kurt	Josef Wrońsky	Pol
Stéphane	Nikolai Blinovsky	SU
Stéphane	Stefan Lamed	Pol
Stéphane	Harry Ratner	GB
Stepko	Niko Kiknadze	SU
Stepnoy	L.S. Sosnovsky	SU
Sterling Max	Mark Shapiro (Sharron)	US
Stern	Karl Fischer	Oes
Stern	Morris Lewit	US
Stern	Herbert Wehner	Ger
Stern	Maurice Thorez	Fr
Stern, George	H.R. Isaacs	US
Stern, Manfred	Emilio Kléber	Rum
Stern, Otto	Otto Braun	Ger
Steptitsley	Ivan Draganov	Bul
Steu	Rudolf Klement	Ger

Steuben, John	Rizak	US
Steuermann, Carl	Otto Rühle	Ger
Stevan	Ivan Krajacić	Jug
Stève	Isaac Bloushtein	Fr
Steven	Betty Dutoit, ép. Hamilton	GB
Stevens, David	David Weiss	US
Stevens, Mike	John Poulos	US
Stevens, Paul G.	Sam Gordon	US
Stevens, Stéphane	Louis Verheyen	Bel
Stevens, Steve	Josef Peter	US
Stewart	Charles Krumbein	U
Stibi, Georg	Theodor Kettner	Ger
Stich	Imanuel Mejsnař	Cz
Sticus	Alessandro Schiavi	It
Stiler, Bob	Robert Reiff	US
Stiller, Rosi	Luise Madrossek	Ger
Stinas	Spiros Priftis	Gr
Stirner, Alfredo	Edgar Woog	Mex/Swi
Stober	Mark Sharron	US
Stock	Pavel Stoukhovsky	SU
Stodola	Stanislaw Pestkowski	Pol
Stogov	Feliks Kon	Pol
Stoi, Hans	Samuel Hundert	Ger
Stojanović	Kosta Novaković	Jug
Stojcev	Georgi Tsankov	Bul
Stojkov	Sobi Dimitrov	Bul
Stokowski, Lucjan	Julian Brun	Pol
Stolarski	Alfred Bem	Pol
Stolbov	Liu Guangya	Chi
Stolić	Blagoje Nikolić	Bul
Stoll, Otto	Bruno Granz	Ger
Stolp	Arthur Golke	Ger
Stöltzer, Emil	Gustav Wrobel	Ger
Stone	Igor Moisseiev	US
Stone, Hank	Henry Malter	US
Stone, Harry	Martin Abern	US
Stone, Ria	Grace Lee	US
Stones	Elena Ounschlicht	SU
Stoop	Raymond Verdoodt	Bel
Stopczyk, Wladyslaw	Thadeus Cwik	Pol
Stopp, Kurt	Ernst Saermann	Ger
Storm, Henry	Herbert Solow	US
Stoszek	Félix Kon	Pol
Stoszynski	Félix Kon	Pol
Strachan, John	Jock Haston	GB
Strack, Anna	Anna Freud-Martin	Fr
Strakhov	Qu Qiubo	Chi
Strang	Herbert Solow	US
Stratelmann	Fritz Houtermans	Ger
Strepinař	Karel Vaněk	Cz
Strnad, Karel	Julius Fučik	Cz
Strom, Helga	Inkéri Lehtinen	Fin
Strong	Jósef Poganý	Hun
Struck	Feibelmann	Ger
Struck	Hermann Streit	Ger
Strunk, Franz	Hermann Streit	Ger
Struthahn, Arnold	Karl Radek	SU
Stryjel	Franciszek Jozwiak	Pol
Stuart J.B.	Sam Gordon	US
Studenski	Fritz Apelt	Ger
Studzynski	Willy Münzenberg	Ger

Stugov	Felix Kon	Pol
Sturm	Augustin Souchy	Gze
Sturm, Fritz	Richard Neumann	Oes
Sturm, Fritz	Samuel Sachs-Gladnev	SU
Sturm, Fritz	Sachs-Gladnev	SU
Sturm, Hertha	Dr Edith Schuman	Ger
Sturmberg	Otto Maschl	Oes
Stürmer, Karl	Willy Norkindt	Ger
Stürmer, Wáclaw	Marian Buczek	Pol
Sturmhahn	Samuel N. Sachs-Gladnev	SU
Stuttner, Dr	Hermann Dünow	Ger
Styk, Gustaw	Henryk Sternhell	Pol
Suárez	David Alfaro Siqueiros	Mex
Suárez, Ismail	Arturo Sepúlveda Quesada	Chil
Suárez, Julián	Otto Schüssler	Ger
Suárez Romero, Hector	Kotepa Delgado	Ven
Subkowiak, Stefan	Walter Ulbricht	Ger
Sučerić, Nada	Nadi Čvijić	Jug
Sukharev	Aleksandr Bogomolov	SU
Suliński, Josef	Josef Mazel	Pol
Sultan-Zadé ou Sultan-Zadeh	Avetis Mikhailian	Per
Sumano	Semaoun	Ind
Sumaré	José Zacarias Sá Carvalho	Bra
Sun Do	Henk Sneevliet	NL
Sung Manchao	Ho Chi Minh	VN
Sunt	Henry Simon	Fr
Suoxin	Qu Qiubo	Chi
Sur, Sikander	Shautat Usmani	Ind
Suresh	Indra Sen	Ind
Süsskind	Griffin	GB
Sustr Frantiszek	Josef Pavel	Cz
Suvarin, Grisa	Jindrich Spurny	Cz
Suzanne	Sophie Berlewi	?
Suzanne	Paulette Langery	Fr
Suzanne	Anna Razoumova	SU
Suzo	Alfonso Leonetti	It
Suzy, Marinette	Marie-Antoinette Magnien	Fr
Svabova	Marie Svermová	Cz
Sven	Georg Henke	Ger
Svenson	Herbert Wehner	Ger
Sventolavsky, Aleksandr	Otto Kh. Aussem	SU
Svoboda, Josef	Jaroslav Prochazka	Cz
Svoj	Yakov Blumkine	SU
Svoj	Tem-sov	SU
Swa	Arne Swabeck	US
Swann	Emile Guikovaty	Fr
Svar	Sreten Zuyović	Jug
Swift	József Poganý	Hun
Sylvain	Sigi Bamatter	Swi
Sylvain	Maurice Péronnet	Fr
Sylvain	Félix Rivière	Fr
Sylvain	Ladislas Mandel	Ru
Syroký	Olexa Borkaniuk	Cz
Syrový	Olexa Borkaniuk	Cz
Szabolcz, Ottó	Zoltan Kalmánchey	Hun
Szalai, Andras	Erwin Ländler	Hun
Szalvai, Jószef	Mihaly Szalvai	Hun

Szana Antoni	Georg Bergmann	Ger
Szanto Robert	M. Wallzer	Hun
Szaso	Nikolai Kofardjiev	Bul
Szatmari, Andras	Stark	Hun
Szaya, Jorge	Szaya Kinderman	Oes
Szebenyi, Béla, Jenö	Stadtler	Hun
Szekezrski	Meier Szpiegl	Pol
Szilagyi, Sándor	Sándor Szikra	Hun
Szil-ssy	Karoly Szilvassý	Hun
Szir	Dezsö Neinberger	Hun
Szkilniarz, Pawel	Wiktor Kuznicki	Pol
Szmidt	Pinkus Kartin	Pol
Szörenyi, Endre	Steiner	Hun
Szpak	Wincenty Dmowski	Pol
Szraga, Chil	Chilezk	Pol
Sztipa	Svetoslav Vukmanović	Jug
Szuster, Franta	Josef Pavel	Cz
Szyman	Szymak Krajewski	Pol

T

T	Trotsky	SU
T.Kh.	V.I. Lénine	SU
T.N.	Trotsky	SU
T.O.	Josip Broz	Jug
Ta	Qu Qiubo	Chi
Taber	Théo Bernard	Fr
Tadek	Tovié Aizan ou Ajzen	Pol
TAG	O.A. Tarchis (Piatnitsky)	
Tai Lei	Zhang Tailei	Chi
Tagegushi	Unzo Taguchi	Jap
Tai Shan	Wang Ming	Chi
Taïrov	Ter-Grigorian	SU
Takács	József Fazekas	Hun
Takegushi	Tagushi Onzo	Jap
Takekishi Kawakamé	Sadchika Nabeyama	Jap
Takhotsky	L.D. Trotsky	SU
Talès	Maurice Lacoste	Fr
Tamada	Konrad Knudsen	Nor
Tamandaré, Otavio	Arnaldo Pedrosa d'Horto	Bra
Tamás	József Fazekas	Hun
Tambay	Benjamin B.Bradley	Ind
Tampe	Adelino Deicola de Santos	Bra
Tampinha	Adelino Deicola dos Santos	Bra
Tan Pinsan	Tang Pingshan	Chi
Tanaka	Yamamoto Kenzo	Jap
Tang Lushi	Zheng Chaolin	Chi
Tanguy	Marcel Bleibtreu	Fr
Tani	Kondo Eizo	Jap
Tanine	E.M. Epstein	SU
Tanine	O.S.Tarkhanov	SU
Tanner	Harry Wicks	GB
Tao Bo	Peng Shuzhi	Chi
Tao Jiu	Ho Chi Minh	VN
Tapejara	Plinio Gomès de Melo	Bra
Tar	Arven A. Davtian	SU
Tarass	Les Sobolebvicius	Let
Taref	Alois Neurath	Cz
Tariq	Fouad Chimali	Syr
Tarkhanov, Oskar	Sergéi Razoumov	SU
Tarn, Thomas	Fritz Sternberg	Ger
Tarol, Raimundo	Raimundo Francisco de Lima	Bra
Tarov A.	Arven A. Davtian	SU
Tarquin L.	Andreu Nin Pérez	Sp
Tašek, Jaroslav	Ivan Chtcherev	Bul
Tasaku	Sadachika Nabeyama	Jap
Tatave	Octave Rabaté	Fr
Taube	O.S. Tarkhanov	SU
Taurus	Joaquín Maurín	Sp
Tavarès	Antônio Maciel Bonfim	Bra
Tavares, Julio	Carlos Lacerda	Bra
Taylor	Anna Kornblith	US
Tchapaiev	Petine	SU
Tchapaiev	Mihaly Szalvai	Hun
Tchapline	Huan Li	Chi
Tcheldounka	Olga S. Sosnovskaia	SU
Tchélintsev V.	C.V. Asmus	SU
Tcherniak	Gr. Mandalian	Arm
Tcherny	Isidore Schwarz	Pol
Tcherny	Jacques Tchernobelsky	Fr
Tchervonnyi Andréi	B.Z. Choumiatsky	SU
Tchoubassov, A.E.	Peters	SU
Tchoudnovsky	Kovačević Nikita	Jug
Tchoujoï A.	K.K. Youréniev	SU
Technician	Josef Ounschlicht	SU
Te Li	Zhang Guotao	Chi
Te Ren	Zhou Enlai	Chi
Ted	Sam Gordon	US
Teddy	Ernst Thälmann	Ger
Teddy	Theodor Maly	SU
Tedeschi, Paolo	Velio Spano	It
Tedeschi, Lucienne	Deborah Seidenfeld	Hun
Tedi	S. Prica	Jug
Tegeborski	Tamasz Dabal	Pol
Tegokowski	Tamasz Dabal	Pol
Teige, Oscar	Cvetan A.Kristanov	Bul
Teilei	Zhang Tailei	Chi
Teng	Deng Zhongxia	Chi
Tell, Walter	Walter Nelz	Swi
Tellini	Antonio Oberti	It
Temansi, Louis	Pierre Boussel	Fr
Temp	Svetozar Vukmanović	Jug
Temple Paul	Hal Draper	US
Temple, Ann	Ann Kracik, ép. Draper	US
Teng	Qu Qiubo	Chi
Tensov	Tem-zov	SU
Teodor	Julian Brun	Pol
Teódor	Iszrael Gajst	Pol
Tér	László Zsenei	Hun
Tereverdiev	Haidar Khan Amioglu	Per
Ter-Kasparjan S.	Sarkis Kasjan	US
Terlytsia, Marko	Peter Kravchuk	Can
Termini, Elio	Girolamo Li Causi	It
Ternet, Georges	Liebherr	Fr
Ternik	Joseph Winternitz	Ger
Terrier	Pierre Célor	Fr
Terrier	Renaud Jean	Fr
Terry	Sherry Mangan	US
Terreur	Jean van Heijenoort	Fr

Teruel	Pierre Mania	Fr
Ter V.	V.A. Ter-Vaganian	SU
Teschmann	August Hayer	Ger
Testu, Henri	Henri Molinier	Fr
Têtard	Roland Carcas	Fr
Textor, Karl	Otto Maschl	Oes
T.G.	Lev Trigoubov	SU
Thal, Robert	Marcel Goldenberg	Fr
Than Chinh	Ho Chi Minh	VN
Thantha, Mariano	Carlos Mendoza Mamani	Bol
Theo	Max Stingl	Ger
Théo	Henri Tanguy	Fr
Théo	Theo van Tijn	NL
Theu	Gaston Theuninck	Bel
Thibaud, Jean	Jean Cremet	Fr
Thibault	Armand Sevestre	Fr
Thollet, Bertrand	Tamás Pór	Hun
Thomas	Yvan Craipeau	Fr
Thomas	Vaughn O'Brien	US
Thomas	Pierre Sémard	Fr
Thomas, André	Ernst Melis	Ger
Thomas, Bernard	Boris Goldenberg	Ger
Thomas C.	Tom Kerry	US
Thomas J.	Ali Frölich	SU
Thomas, James	Yakov Reich	SU
Thonnard, Marcel	Rudolf Schönberg	Bel
Tian Guang	Xiao San	Chi
Tian Shi	Zhang Guotao	Chi
Thanta, Marianon	Carlos Mendoza Mamani	Bol
Thomé	Raimundo Reginaldo	Bra
Thorwald	Konrad Blenkle	Ger
Tictic	Umberto Terracini	It
Tiede	Ernst Schwarz	Ger
Tien	Mordka Zborowski	Pol
Tienov, E.	Mordka Zborowski	Pol
Tikhonov	Stefan Budzyński	Pol
Tilak, K.	Leslie Gunawardene	Cey
Tilden, Alfred	Alfred Tilton	SU
Tillet	Etienne Lantillon	Swi
Tilmann	Franz Pawelka	Oes
Tiltin	Paul Arman	SU
Timo	Josip Broz	Jug
Timochenko	Cecilio Martín Borja	Sp
Tomofeiev-Eropkine, B.B.	B.N. Pronsky	SU
Timonero, Carlos	Otto Rühle	Ger
Timour	Salih Hacioglu	Tur
Tip	Arkadi Maslow	Ger
Tischler	Wilhelm Florin	Ger
Tissot, Jules	Roger Jouberton	Fr
Titerman	Josip Broz	Jug
Titka	M.I. Zakrevskaia	SU
Tito	Josip Broz	Jug
Tito	Bruno Fortichiari	It
Tito	Marcelo Garosi	It
Titus	Hermann Schneller	Ger
Titus	Josip Broz	Jug
Tivel A.	A. Levit	SU
Tixton, Tomas	Konstantii Noskov	SU
Tmavy I.	Josef Guttman	Cz
T-n	V.I. Lénine	SU
Toboso, Irene	Irène Levi Rodríguez	Sp
Tochev, Georgi	Khristo Dvitchev	Bul
Todorov	Dimitar Gatchev	Bul
Todorov N.V.	Ilya Vassiliev	Bul
Tohir, Mohamed	Mohamed Dakhjoedin	Indo
Tolosa	Luis Bermejo	Sp
Tom	Čeněk Hřuska	Cz
Toman, Zdeněk	Zoltan Goldberger	Cz
Tománek, Josip	Josip Broz	Ju
Tomarček	Čeněk Hřuska	Cz
Tomarček	Juskiević	Cz
Tomas	Yakov Reich	SU
Tomas	Istvan Vagi	Hun
Tomás Fanfria, Enrique	Enrique Múgica Herzog	Sp
Tomaszewicz	Nikola Dwornikow	Pol
Tomek, Simon	Nathan Szafranowicz	Pol
Tomeš, František	František Třešnåk	Cz
Tomev	Ivan Manev	Bu
Tomsky M.E.	M.E. Efremov	SU
Tomsky V.	Victor Kopp	SU
Toni	Antal Schubert	Hun
Toots	Fajans	US
Topo	Mario de Leone	It
Topor	Jerzy Sochacki	Pol
Torej	Boris Vojnilović	Jug
Torelli, Aparicio	Barão de Itararé	Bra
Torino	Alfonso Leonetti	It
Torn	Čeněk Hřuska	Cz
Torre	Aldo Gorelli	It
Torres	Eduardo Sánchez Biezma	Sp
Torres Alarcón, Julio	Gabriel León Trilla	Sp
Tosca	Vittorio Pupilli	It
Tosca	Cristofano Salvini	It
Toscani, Sergio	Giulio Cerreti	It
Tosco	Giovanni Germanetto	It
Toshev, Giorgi	Khristo Boichev	Bul
Tot, Amerigo	Imre Toth	Hun
Toto	Antonio Cabassi	It
Toulavy, Mirko	Miroslav Krejzl	Cz
Toubine A.	V.M.Skriabine (Molotov)	SU
Touline K.	V.I. Lénine	SU
Toulouse, Jacques	Pham tu Nghia	VN
Toussa	Amadeo Robles	Sp
Tov. K	Staline	SU
TP	Sherry Mangan	US
Tradycjia	Stanislaw Budziński	Pol
Tran	Martin Tranmael	Nor
Tranquilli	Umberto Terracini	It
Trau	Palmiro Togliatti	It
Trautman	Christian Heuck	Ger
Travagli, Spartaco	Veniero Spinelli	It
Travine	Sergéi Goussev	SU
Tre	Carlo Mazzuchelli	It
Trenk	Wolf Kupinsky (Milton)	US
Trévoux	Henri Mathieu	Fr
Tridade, Joaquin	Leôncio Basbaum	Fr
Tristino	Umberto Massola	It
Troczewski	Wincent Dmowski	Pol
Trois Lettres		GPU
Trois Mousquetaires	Radek, Préobrajensky, Smilga	SU
Trotsky	Raymond Guyot	Fr
Trouban	Thiébault	Fr
Troyanov	Georgi Melamed	Geor

Tru	Gertrude Schröter	Ger
Trubnikov	Gitorski	Pol
Ts	Viktor B.Eltsine	SU
Tserpos	Janis Lencmanis	Let
Tsiklinskaia, Evgenia M.	Aleksandra Sokolovskaia	SU
Tsiu Tsiupo	Qu Qiubo	Chi
Tsui Vito	Qu Qiubo	Chi
Tsonev	Gavril Genov	Bul
T.T.	Tem-sov	SU
Tubi	Patrick Toohay	US
Tu Qingpu	Du Weizhi	Chi
Tuca	Dimitrije Tucović	Jug
Tullio	Aldo Lecci	It
Tullio	Mario Marini	It
Tulpan	Mordka Zborowski	Pol
Tumine	Lucas	Bra
Tupi	João Raimondi	Bra
Turc, le	Jean Meichler	Fr
Turgel	Richard Grosskopf	Ger
Turjanski	Roman ou Jaroma Kusma	Pol
Turner	Trotsky	SU
Turner, James	Jürgen Kuczynski	Ger
Turner, Larry	Lawrence Trainor	US
Tuti	Rigoletto Martini	It
Tuya, Carlos	Carlos Delgado	Sp
Tyszka	Leo Jogiches	Pol

U

Uchitel	M.N. Pokrovsky	SU
Udeano	Ludwig Brecher	Rum
Udo	Ernst Sxcilz	Ger
Ufim	N.I. Ufimtsev	SU
Ugo	Amerigo Clochietti	It
Ugo	Bruno Fortichiari	It
Ukraina	Pawel Iwanowicz	Pol
Ulbrisch, Grete	Ethel Arinskaia	SU
Uliatsev	T.O. Odnarev	SU
Ulmer	Philip Dengel	Ger
Ulrich, Walter	David Lajolo	It
Ulysse	Gyulá Alpari	Hun
Unhar	Béla Szanto	Hun
Umamuru	Umemaru	Jap
Ungar, F.L.	Lászlo F. Boross	Hun
Ungar, Henrik	Henrik Guttman	Hun
Unger	Milos Marković	Jug
Ungewitter	Fritz Sternberg	Ger
Unserki, Jacques	Jakob Insel	Pol
Urban K.	Stanislaw Budin	Cz
Upolnomochennyi Roki	Sergo Ordjonikidze	SU
Urbani	Umberto Terracini	It
Urner	John Schehr	Ger
Urrutia, Miguel	Santiago Carrillo	Sp
Ursu(s)	Pavel Antipovitch-Tkatchenko	SU
Urtedo	Manuel Urtado	Sp
Urvitch	Walter Ulbricht	Ger
Usick	Joseph Vanzler	US
Uzev	Miloš Marković	Jug

V

V.	N.V. Kroupskaia	SU
V.F	N.V. Kroupskaia	SU
Vaček	Václav Kopecký	Cz
Vajsman	Karl Hudomal	Cz
Vakhouyaninine	Chen Dingjaop	Chi
Valberg A.	Albert Mathiez	Fr
Valbonne	Francisque Jomard	Fr
Valentin	Georgi Lambrev	Bul
Valentin	A.K. Voronsky	SU
Valérie	Xavier Relecom	Bel
Valerio	Walter Audisio	It
Valéry	Naoum Eitingon	SU
Valeš, Oscar	Weltner	Cz
Valette	Henri Pouget	Fr
Valić	Lovro Kuhar	Fin
Valija	Henryk Walecki	Pol
Vallardi	Aldo Lampredi	It
Valle	Angelo Tasca	It
Vallée, Léon Jules	Pavel Stoukovsky	SU
Vallin, Henri	Ernest Mandel	Bel
Vallon, Roger	F.L. Girardot	Fr
Valois	Boris Simonov	SU
Valter, Alf.	S.S Morgulian Stoukhovskaia	SU
Valtin, Jan	Richard Krebs	Ger
Valy	V.P. Olberg	SU
Van Beethoven	Emmanuel Gurial	Fr
Van	Charles van Gelderen	GB
Van	Jean van Heijenoort	Fr
Van Amstel	Théo van Driesten	NL
Van Bever	Albert van Loo	Bel
Van Boxtel	Henk Sneevliet	NL
Van den Berg	Berysch	Bel
Vandercruyssen, Ferdinand	Paul Ruegg	SU
Van der Gracht	Jan Schriefer	NL
Van Gelderen W.	Willem Dolleman	NL
Van Loo	Anton Pannekoek	NL
Van Min	Wang Ming (Chen Saoyü)	Chi
Van Ov	Van Overstraeten	Bel
Van Riel, René	Sari Manuel	NL
Van Son Jh	Henk Sneevliet	NL
Vance, Thomas N.	Edward L. Sard	US
Vand	Vanda Novosel	Jug
Vandelli	Camillo Montanari	It
Vaneline	Vassile Kolarov	Bul
Vania	Youri P. Gaven	SU
Vanini, Lorenzo	Stojan Minev	Bul
Vanja	Josip Broz	Jug
Vanni	Giovanni Padovan	It
Vannier, Jean	Jean van Heijenoort	Fr
Vapereau, Claude	Kazimierz Cichowski	Pol
Var	Georges Vereeken	Bel
Varadi, Ernö	Veil	Hun
Vardine I.M.	I.M. Mgéladze	SU
Varenki	Georges Vereeken	Bel
Vargas y Braun, Luis	Bertram D.Wolfe	US
Varhelyi, József	József Vodnak	Hun
Vari	Varsenika D. Kasparova	SU

Varia	Varsenika Kasparova	SU
Varine	Boris Lifshitz (Souvarine)	Fr
Varlin	Eugene Zucker	US
Varlin, Catherine	Judith Heytin	Pol
Varvara	Elena Stassova	SU
Vas, Zoltán	Adolf Kocher	Hun
Vas, Zoltán	Zoltán Reiter	Hun
Vas, Zoltán	Z. Weinberger	Hun
Vašek	Václav Kopecký	Uhn
Vassia	Jan Berzine	SU
Vassilenko V. Gr.	M.V. Frounzé	SU
Vassilicki, Georg	Viktor Blazek	Rum
Vassiliev	Iossif V. Staline	SU
Vassiliev	Paul Lintour	Cz
Vassiliévitch	Jan Berzine	SU
Vassilkiv	Ossip Kryllik	Pol
Vasso	V.V. Lominadze	SU
Vaster	Josip Broz	Jug
Vauban	Charles Perrin	Fr
Vawerk	A. Parvus-Helphand	Ger
Vazny	Josip Broz	Jug
Vecchini	Egidio Gennari	It
Vedral	Jan Šverma	Cz
Vega	Alberto Masso	Sp
Vekega	Larissa M. Reissner	SU
Velarde	Fritz Bergel	Cz
Velasco, Luis	A. Ruzenski	Arg
Velásquez	Jaime Manuel Ballesteros	Sp
Velchik Ivan	Josip Broz	Jug
Velhow F.	Louis Schuster	Ger
Velimir	Terzić	Jug
Veljko	Milovan Djilas	Jug
Velouchiotis, Aris	Athanassis Klaras	Gre
Vendrell	Andrés Nin	Sp
Venel	Joseph Valent	Pol
Ventura	Jesús Hernández Tomás	Sp
Venturini	Nicolà di Bartolomeo	It
Ver	Georges Vereeken	Bel
Verbeeck	Xavier Relecom	Bel
Verblen	Albert Goldman	US
Verblin	Albert Goldman	US
Vercesi	Ottorino Perrone	It
Verchinine F.A.	Bilan Fulin	Chi
Vercingétorix	Georges Marrane	Fr
Verdi	Giovanni Tonetti	It
Verdi	Clarenzio	It
Verdi, Antonio	Ennio Gnudi	It
Verdi, Dino	Bruno Rossi	It
Verdić, Stevan	Ivan Krajacić	Jug
Verdier	Max Gavensky	Pol
Verfeuil, Marcel	David Grünblatt	Fr
Verfeuil, Raoul	Raoul Lamolinairie	Fr
Verhaecken	Georges Vereeken	Bel
Verheggen, Marc André	Wiktor Bardach	Pol
Veltman, Mikhaïl	Mikhaïl Pavlovitch	SU
Vern	Jan Frankel	Cz
Verine	Em. Yaroslavsky	SU
Verner	D.Stanislavljević	Jug
Verner M.	A.A. Bogdanov	SU
Vernie	Jan Frankel	Cz
Verny	Jan Frankel	Cz
Verny	Trotsky	SU
Vero	Otto Maschl	Oes
Veronika	Varsenika Kasparova	SU
Verri	Angelo Tasca	It
Verrier (cdt)	Jacques Méker	Fr
Verson	Charles van Droggenbroeck	Bel
Vertes, Jenö	Weinberger	Hun
Vertes, János	Weib	Hun
Vet	Yakov Kotcherets	SU
Veteran	Piotr Stoutchka	SU
Vetter	Yakov Kotcherets	SU
V.G.	Charles van Gelderen	GB
Via	Luigi Morelli	It
Vianello, Augusto	Giuseppe Jonna	It
Viatcheslav	N.A. Rojkov	SU
Viatitch	M.S. Aleksandrov	SU
Viator	Karl Radek	SU
Viaz	Boris N.Viaznikovtsev	SU
Vic Se	Victor Serge	SU
Vicente	Paulo Carrión	Bra
Victor, André	Emile Berenbaum	Fr
Victor	Georgi Dimitrov	Bul
Victor	Fernand Gambier	Fr
Victor	Marcel Hamon	Fr
Victor	Victor Joannès	Fr
Victor	François De Pyper	Bel
Victor	Mitsos Yotopoulos	Gre
Victor	Fred Zeller	Fr
Victor (cdt)	Miguel Arcas	Sp
Vidal	Viktor Daline	SU
Vidal	Elguer	Sp
Vidal	Kantor	Arg
Vidal	Trotsky	SU
Vidal, Claude-Alain	Alain Le Dem	Fr
Vidal E.	Vital Gayman	Fr
Vidal, Lucien	Vital Gayman	Fr
Vidal, Pierre	Ernst Fischer	Oes
Vidal, Robert	Kurt Hälker	Ger
Vidar	Vladimir Copić	Jug
Viegner	Albert Hössler	Ger
Vieira de Silva, Henrique	Honorio de Freitas Guimarães	Bra
Viejo, El	Enrique Valero	Sp
Viernich	Jan Frankel	Cz
Vierna	Jan Frankel	Cz
Vigna	Celeste Negarville	It
Vigo, Emiliano	Nicola di Bartolomeo	It
Viguié	André Teulery	Fr
Viktor	Seweryn Ajzner	Pol
Viktor	Josip Broz	Jug
Viktor	Georgi Dimitrov	Bul
Viktor	Josef Greifenberger	Lit
Viktor	Karl Krastyn	Pol
Viktor	Leo Roth	Ger
Viktor	Viktor Taratouta	SU
Viktorov V.	Josip Broz	Jug
Viktorovicz	Roman Zambrowski	Pol
Vikula	D.M. Sibiriakov-Vilensky	SU
Vil	Pierre Naville	Fr
Vilain N.	Pierre Naville	Fr
Vilar, Antônio	Luis Carlos Prestes	Bra

Vilaré	Jean Fréville	Fr
Vilensky	D.M. Sibiriakov	SU
Viliam	V.I. Lénine	SU
Vilianen	Toivo Antikainen	Fin
Villa, Francisco « Pancho »	Doroteo Arango	Mex
Villamil	Walter G. Marin	Ur
Villaud	Mário Pedrosa	Bra
Villacampa	Joaquín Arasánz	Sp
Villaret, de	Liba Lypska	Pol
Villianen	Toivo Antikainen	Fin
Villon, Pierre	Walter Ginsburger	Fr
Vilner M.	M.Rafès	SU
Vincent	André Bonnetot	Fr
Vincent	Henri Laurent	Bel
Vincent	Victor Michaut	Fr
Vincent (cap)	Robert Euvrard	Fr
Vincent, Ann	Jean van Heijenoort	Fr
Vincent, René	Jean Meichler	Fr
Vincente	Ruggero Grieco	It
Vineis	Pietro Secchia	It
Vinov	László Bórós	Hun
Vinter	L.B.Krassine	SU
Viola, Egidio	Vittoro Flecchia	It
Visconti	Pompeo Nale	It
Visnjic	Djura Čvijić	Jug
Visogorets	Vladmir E. Goriev	SU
Vissanov	I.M. Mgéladze	SU
Vit	Mitsos Yotopoulos	Gre
Vital	Vital Gayman	Fr
Vitelli	Donini Ambrogio	It
Vitine	Robert Endrup	Let
Vith	Mitsos Yotopoulos	Gre
Vitin(e)	An Fu	Chi
Vitte	Mitsos Yotopoulos	Gre
Vittorro	Vincenzo Bianco	It
Vivant, Le	Yakov G.Blumkine	SU
Vl V.	V.I. Lénine	SU
Vlada	Vladislas Burian	Cz
Vlada	Blagoje Parović	Jug
Vlada	Zivojin Pavlović	Jug
Vladeck	Georges Charenzey	US
Vladetic	Djuro Čvijić	Jug
Vladic, Antonio	Ivo Rukovina	Jug
Vladimirov	Veljko Tchervenkov	Bul
Vlajović	Z.Milojković	Jug
Vlassov	Veljko Vlahović	Jug
Vlatko	Vladimir Velebit	Jug
Vlk, Peter	Bedrich Václavek	Cz
Vltavsky, Bedrich	Bedrich Geminder	Cz
Vltavsky, Jiri	Bedrich Geminder	Cz
Vodvarska, Alice	Alice Čvijić	Jug
Vogel	Jenö Varga	Hun
Voght,Theodor	Ludwig Hacke	Ger
Voigt	Walter Ulbricht	Ger
Voinov, V.V.	A.V. Lounatcharsky	SU
Voisin	Paul Walfis	Fr
Vogt	Walter Ulbricht	Ger
Voitinsky, G M	Zarkhine	SU
Vojan, Karel	Julius Fučík	Cz
Vojvoda	Pejo Morganović	Jug
Voksin	Josif Kopinić	Jug
Volek, Julius	Julius Choraz	Cz
Volguine, Nikita	V.D. Bontch-Brouévitch	SU
Volguine, O.	A.I. Elizarova	SU
Voline	S.M. Belenky	SU
Voline	Boris Fradkine	SU
Volnes	Milan Vinković	Jug
Volodarsky M.M.	M.M. Goldstein	SU
Volodia	E.G. Kazakiévitch	SU
Volodia	Imre Nagy	Hun
Volpi	Guglielmo Jonna	It
Volsky	Stanislaw Pestkowski	SU
Volsky, Dr	Marian Kosser	Pol
Voltchok	V.A. Volkov	SU
Volter	N.N. Voronov	SU
Volynec	Matthew Popowich	Can
Volynec	Matthew Shatulsky	Can
Vondraček	Milos Nekvacil	Cz
Voradi	Lang	Hun
Voranc	Lovro Kuhar	Jug
Vorak	Miho Kurto	Jug
Vore L.	Désiré Revol	Fr
Voronine	V.P. Olberg	SU
V.O	War van Overstraeten	Bel
Vorovsky V.V.	Schwartz	Pol
Vosmerkine	Qiu Zhizheng	Chi
Vr	Ya. I. Vratchev	SU
Vragnarado	S.A. Dridzo	SU
Vrassanos	Antoni Ageloudis	Gre
Vrba, Josef	Edouard Urx	Cz
Vries, A.S. de	Alex de Leeuw	NL
Vucak	A. Smit	Jug
Vuković, Pavel	Rodoljub Colaković	Jug
Vuong Sou Nhi	Ho Chi Minh	VN

W

Wacek	Boleslaw Bierut	Pol
Wacek	Jerzy Bogucki	Pol
Waclaw	Wacek Komar	Pol
Waclawski	Abe Pflug	Pol
Wagner	Boleslaw Bierut	Pol
Wagner	Abraham Heyfetz (Gouralsky)	SU
Wagner, Joszef	Robert Korb	Cz
Wagner, Karl	Otto Braun	Ger
Wagner, Max	Wachenheimer, Max	Ger
Wagner, Niklaus	Bruderer	Swi
Wahls	Otto Börner	Ger
Waites	A.H. Thwistlewaites	Aus
Wal	Jakob Walcher	Ger
Wald, Jack	Rudolf Pfleger	Pal
Waldau	Wilhelm Firl	Ger
Waldemar	Wolf Bajlowicz	Pol
Waldo	Fulvio Abramo	Bra
Walecki Maksimilian	Max Horwitz	Pol
Walenia	Ferdinand Tkaczow	Pol
Walf	Paul Walfis	Fr
Walk	Charles R. Walker	US
Wall, Carl	Boris Mikhaïlov	SU
Wallace Arthur	Bertram D. Wolfe	US

Walker, Ben	Ben Rosenbloom	US
Wallis J.	Garden Wells	US
Wallner, Alfred	Albert Schreiner	Ger
Wally	Walter Topsell	GB
Walsh	Joe Friedman	US
Walsh, Paul Eugene	F.X. Waldron (Eugene Dennis)	US
Walt	Walter Ketley	US
Walter	Mieczyslav Bortenstein	Pol
Walter	Josip Broz	Jug
Walter	James P. Cannon	US
Walter	Jaan Frankel	Cz
Walter	Johann de Graaf	Ger
Walter	Samuel Ginzburg (Krivitsky)	SU
Walter	Wilhelm Knöchel	Ger
Walter	A. Kowalke	Pol
Walter	Amleto Locatelli	It
Walter	José Caetano Machado	Bra
Walter	Karol Swierczewski	Pol
Walter	Pietro Tresso	It
Walter	Walter Ulbricht	Ger
Walter	Willem Aternaalsteen	Bel
Walter	William Weiner	Ger
Walter	W. Weiss	Ger
Walter	Erich Wollenberg	Ger
Walter J.	Jean van Heijenoort	Fr
Walter, Francisesco	Aron Wizner	Pol
Walter Friedrich	Josip Broz	Jug
Walter, Richard	Johannes Graaf	Ger
Walton, James T.	James Newbold	GB
Wan Shi	Chen Duxiu	Chi
Wanderer aus dem Oesterreichischen Nichts	Kurt Landau	Oes
Wanelin	Kolarov	Bul
Wang Genshu	Shuangshan	Chi
Wang Huating	Wang Shuben	Chi
Wang Ming	Chen Saoyü	Chi
Chi Wang Mingyuan	Wang Fanxi	Chi
Wang Shan	Ho Chi Minh	VN
Wang Shiwei	Shu Han	Chi
Wang Shoucheng	Yu Xüsong	Chi
Wang Shouhua	He Songling	Chi
Wang Tanfu	Chen Duxiu	Chi
Wang Tong	Chen Boda	Chi
Wang Tzi	Chen Duxiu	Chi
Wang Wengyuan	Wang Fanxi	Chi
Wang Zhiling	Wang Zhuling	Chi
Wang Wenzu	Chen Boda	Chi
Ward	Earl R. Browder	US
Warde, William F.	George E. Novack	US
Warqui, Tomás	Oscar Barrientos	Bol
Warsku	Feng Qiang	Chi
Warski	Adolf Warszawski	Pol
Warszawa	Sergéi Alreksandrovsky	Pol
Wassilki	Adolf Warszawski	Pol
Wassilkiv	Osyp Krylik	Pol
Wasyk	Aleksandr Leński	Pol
Web	Sara Jacobs	US
Weber	Paul Böttcher	Ger
Weber	Edouard Prochník	Pol
Weber, Ernst	Wilhelm Eildermann	Ger
Weber, Fritz	Heinrich Wiatrek	Ger
Weber, Hans	Gallner	Ger
Weber, Heinrich	Otto Bauer	Oes
Weber, Hermann	Heinrich Wiatrek	Ger
Weber, Jack	Louis Jacobs	US
Weber, Mario	Candido Testa	It
Weber, Max	Emil Pietzuch	Ger
Weber, Sara	Sara Jacobs	US
Weberg, Henri	Babovitch	US
Webster, Ben	Arne Swabeck	US
Wecker, Alexander	Andrés Nin	Sp
Wedding, Alex	Margarete Weisskopf	Ger
Wedding, Peter	Fritz Rück	Ger
Wedler, Alex	Hans Kippenberger	Ger
Weg	Franz Wegener	Ger
Wegener, Georg	Arnold Metzger	Ger
Wegner H.	Herbert Wehner	Ger
Wehrli, Otto	Henri Robinson	Ger
Wei	Qu Qiubo	Chi
Wei	Li Lisan	Chi
Wei En	Zhou Enlai	Chi
Wei Heng	Liu Shaoqi	Chi
Wei Huang	Liu Shaoqi	Chi
Wei Mo	Qu Qiubo	Chi
Wei Ning	Qu Qiubo	Chi
Wei Qin	G. Voitinsky	SU
Wei Tingkang	G. Voitinsky	SU
Wei Yin	Qu Qiubo	Chi
Wei Zhen	Li Lisan	Chi
Weiberg	Peirach Kohn	Pol
Weiczen, Leo	Leo Valiani	It
Weinner	Jean Cremet	Fr
Weisbrod, Jószef	József Wienermann	Hun
Weiss	Oskar Seipold	Ger
Weissman	Karel Hudomal	Cz
Well, Roman	Ruvin Sobolevicius	Ger
Wellman, Robert	Ruvin Sobolevicius	Ger
Wen Yin	Qu Qiubo	Chi
Wen Yue	Wen E	Chi
Wender, Alexander	Hans Kippenberger	Ger
Wendler, Willi	Willi Budich	Ger
Wenner	Leo Zuckerman	Ger
Wenzel, Bernhard	Wilhelm Koenen	Ger
Werner	Fritz Belleville	Ger
Werner	Werner Scholem	Ger
Werner	Jaan Frankel	Cz
Werner	Wilhelm Zaisser	Ger
Werner, Paul	Paul Frölich	Ger
Werth, Clara	Ruth Fischer	Ger
Werychjko, Maria	Wera Kostrzewa	Pol
West, James	James Burnham	US
Westphal, Bernhard	Bernhard Menne	Ger
Wetter	Yakov Kotcherets	SU
Wheat	J. Liebstein (Lovestone)	US
White	Ben Cochran	US
White	George Lyman Paine	US
White, Paul	John Quincy Adams	US
Whitey	Harold E. Dahl	US
Wicek	Ignacy Borkowski	Pol
Widelin, Martin	Martin Monat	Ger
Widmer, Eugen	Fritz Krützner	Swi

Wieck W.	Josip Broz	Jug
Wiedeman	Ernst Fischer	Oes
Wieden, Peter	Ernst Fischer	Oes
Wielny	Wladyslaw Stein	Pol
Wiener	Max Strötzel	Ger
Wieser,Kurt	Jakob Hack	Ger
Wiesinger, Josef	Dusan Cekić	Jug
Wieslaw	Wladyslaw Gomulka	Pol
WiHa	Ivar Windfield Hansen	Dn
Wiktor	Severyn Ajzner	Pol
Wiktor	Bronislaw Berman	Pol
Wiktor	Wilhelm Koenen	Ger
Wiktor	Karl Krastyn	Pol
Wiktorowicz	Roman Zambrowski	Pol
Wilhelm	Pavel Mif (Fortus)	SU
Wilhelm, Heinz	Wilhelm Koenen	Ger
Wili	Vladimir Sahun	Pol
Wilkomirski	Michal Dobrzycki	Pol
Willi, Stefan	Willi Schlamm	Ger
William	Abraham Heifetz (Gouralsky)	SU
Williams	Boris Mikhailov	SU
Williams C.	Charles Scheer	US
Williams, Ernest	Myra Lesnik	US
Williams, Hans	Eugen Lahr	Ger
Williams, Oscar	Oscar Shoenfeld	US
Willo	Otto Kuusinen	Fin
Willy	Wilhelm Koenen	Ger
Willy	Lucian Iltis	Ger
Willy	Joseph Parent	Bel
Willy	Jean Roch	Bel
Wilny V.	Vsevolod Holoubnichy	SU
Wilson	Adelino Deicola dos Santos	Bra
Wilson John C.	Felix Morrow	US
Wilson, Ruby	Ruby Weil	US
Wimmer	Ignacy Poretski	Pol
Wind	Jean van Heijenoort	Fr
Winder	Paul Maass	Ger
Winderhorst, Erna	Thea Kippenberger	SU
Winestein	William Weinstone	US
Winkler	Kazimierz Cichowski	Pol
Winkler	Franciscek Fiedler	Cz
Winkler, Dr	Nicolas Pfaff	Ger
Winter	Jan Berzine	SU
Winter	Karl Brichmann	Ger
Winter	Vladimir Čopić	Jug
Winter	Hans David Freund	Ger
Winter	N.M Poretski	Pol
Winter	Fritz Schulte	Ger
Winter	Joseph Winternitz	Ger
Winter, Charles	Gustavu Mersú	It
Winter, Albert	Béla Szekely	Hu
Wisniewski, Stefan	Boleslaw Krzylaski	Pol
Wit	Henryk Walecki	Pol
Witkowski	Adam Landy	Pol
Witness	Antoine Keim (Ker)	Fr
Witold	Frantiszek Jozwiák	Pol
Witold	Zdsislaw Leder	Pol
Witte	Wilhelm Pieck	Ger
Wittig, Paul	Walter Trautsch	Ger
Wittman, Hug(o)	Ernst Buschman	US
Wlad	Wladyslaw Hibner	Pol
Wladek	Wladyslaw Hibner	Pol
Wladislaus	Lajos Dobos	Hun
Wlaidslaw	László Rudas	Hun
Wladislaw	Iakov Fenigstein	Pol
Wladyslawski, Witold	Feinstein (Leber)	Pol
Wlostoval, Wladyslaw	Witold Komorowicz	Pol
Wloszczszowski, Michal	Julian Brun	Pol
Wojciej Jan	Boleslaw Hibner	Pol
Wojtkiewicz	Miroslav Zdziarski	Pol
Wolf	Michel Feldman (Farkas)	Hun
Wolf	Henri Guilbeaux	Fr
Wolf	Ernst Gunther	Ger
Wolf	Hans Kippenberger	Ger
Wolf	Aleksandr Skoblevsky	SU
Wolf	Voja Vujović	Jug
Wolf, Erich	Heinrich Dollwetzel	Ger
Wolf, Felix	Nikolaï Krebs	SU
Wolf, Francesc	Joseph Boczov	Hun
Wolf, François	József Boczov	Hun
Wolf, Hans	Paul Frölich	Ger
Wolf, Robin	Wolf Kupinsky	US
Wolf, Walter	Walter Tygör	Ger
Wolfgang	Otto Braun	Ger
Wolinsky	Marian Buczek	Pol
Wood, Art	Arthur Burch	US
Woudstra	CRJ Poppe	NL
Wright	Soloviev	SU
Wright, John G	Joseph Vanzler	US
Wu	Zhou Enlai	Chi
Wu Fu	Wu Suzhong	Chi
Wu Hao	Zhou Enlai	Chi
Wu Jingru	Lin Jingzhen	Chi
Wu Jixian	Wu Jian	Chi
Wu Langfu	Ulanfu	Chi
Wu Ming	Chen Kupei	Chi
Wu Ming	Chi Wu	Chi
Wu Ring kang	Voitinsky	SU
Wu Tong	He Zishen	Chi
Wulf	Fritz Wolffheim	Ger
Wulfert	B. Pokhitonov	Bel
Wunderlich	Hermann Weber	Ger
Wysocki Jan	Pawel Finder	Pol

X

XXX	Henri Barbé	Fr
Xanti	Hadji-Omar Mamsourov	SU
Xavier	Abóboro	Bra
Xavier	Georges Fux	Bel
Xavier	Hilia Lacerda Maura	Bra
Xhepi	Sadik Premtaj	Alb
Xi Liu	Pu Deshi	Chi
Xi Zhao	Peng Shuzhi	Chi
Xiang Bo	Qu Qiubo	Chi
Xiang Ru	Qu Qiubo	Chi
Xian Sheng	Chen Duxiu	Chi
Xiang Delong	Xiang Ying	Chi
Xiang Ying	Han Delong	Chi

Xiao	Aimei	Chi
Xiao Shan	Xiao San	Chi
Xiao Zhipan	Xiao San	Chi
Xiao Zizhang	Xiao San	Chi
Xie Kang	Liu Shaoqi	Chi
Ximeno	José Bernete	Sp
Xiou Xioupo	Qu Qiubo	Chi
Xiou Vito	Qu Qiubo	Chi
XT	Henri Molinier	Fr
Xuan Xuan	Li Dazhao	Chi
Xue	Qu Qiubo	Chi
XYZ	Askendarian/Bertinskaia	SU
XYZ	Khotimsky/Sheinman	SU
XYZ	Solntsev/Stopalov/ Iakovine	SU

Y

Yablokov	V.P. Noguine	SU
Yaglov	A.S. Boubnov	SU
Yakovlev	Ya. A. Epshtein	SU
Yakovlev L.	L. Ya. Ginzberg (Estrine)	SU
Yakubi	Dorkman	Pal
Yalt Y.	Ben Herrman	US
Yan	V. Ianouchevsky	SU
Yan Ming	Li Dazhao	Chi
Yanine	Em. Iaroslavsky	SU
Yankov, Georgi	Mirko Stankov	Bul
Yanov	Dimo Ditchev	Bul
Yanovsky	Trotsky	SU
Yanovsky	Yuan Qingyun	Chi
Yarovsky B.R.	Wang Wenhui	Chi
Yasbine Vl.	Krivobokov (Nevsky)	SU
Yavki	Sen Katayama	Jap
Ye Bai	Lu Yuan	Chi
Ye Qing	Reng Zhuexan	Chi
Yi Ding	Wang Fanxi	Chi
Yi Jia	Qu Qiubo	Chi
Yi Losen	H.R. Isaacs	US
Yi Tian	Qu Qiubo	Chi
Yi Yin	Chen Qizang	Chi
Yi Zhengfeng	Qu Qiubo	Chi
Ying Ying	Li Dazhao	Chi
Yo	Victor Serge	Fr
Yosef	Ridwan al-Hilou	Pal
Yossel	Joseph Naider	Pol
You Ji	Chen Duxiu	Chi
Youkhnov	Ya Jiangxin	Chi
Youneiev	K.K. Iouréniev	SU
Young	Edward Oler	US
Young, Al	Alexander H.Buchman	US
Yourev	Xu Yunzyu	Chi
Yourovsky	Iossif Ounschlicht	SU
Youssouf	Ridwan al-Hilou	Pal
Ypsilon	Karl Volk	Ger
Yu	Yu Xüsong	Chi
Yu Song	Yu Xüsong	Chi
Yu Xüsong	Yu Shousong	Chi
Yun	Georg Jungclas	Ger
Yuan Quan	Li Dazhao	Chi
Yunger	Abrajam Simkovitz	Cub
Yvette	Rosina Bet	Fr
Yvain	Marcel Beaufrère	Fr
Yves	Jacques Duclos	Fr
Yvonne	Yvonne Carillon	Fr

Z

Z	Jacques Grinblat	Fr
Zabotine	Zeng Meng	Chi
Zach, Jan	Jan Šverma	Cz
Zack	Joseph Kornfeder	US
Zadek, Djavad	Djavad Djavavadze	Per
Zadvorny	Ante Ciliga	Jug
Zag	Semion V. Zagorsky	SU
Zagorac	Josip Broz	Jug
Zajner, Karl	Josip Broz	Jug
Zak	Ivan Krndelj	Jug
Zaiouts	Abraham Zojac	Pol
Zalacáin, Martín	José González Canet	Sp
Zalai, József	Mahnyik	Hun
Zalewski	Aleksandr E. Abramovitch	SU
Zalka, Maté	Béla Frank	Hun
Zambrano, Santos	Adriano Pierry	Chil
Zamek	Aloïs Hahn	Cz
Zamek	Ferenc Weicherz	Cz
Zamkov	Pin Synlian	Chi
Zamora	Hugo Pesce	Arg
Zamora	Julio Portocarrero	Peru
Zamtor	Stoiko Marinov	Bul
Zan	Ivan Krndelj	Jug
Zander, Ernst	Josef Weber	Ger
Zapata, Cuauhtémoc	Julio Antonio Mella	Cub
Zarego	Ettore Quaglierini	It
Zaremba, Jan	Vincenty Aniolowski	Pol
Zargojevtchina	Olga Benario	Ger
Zargovitch, Vilas	Olga Benario	Ger
Zarine B.	G. Zinoviev	SU
Zarkhine	Liu Siulin	Chi
Zarkhine	G.M. Voitinsky	SU
Zarko	Jovan Veselinov	Jug
Zarkovitch	Olga Benario	Ger
Zavadov	Liu Mengyi	Chi
Zbiniak, Jan	Franciszek Jozwiák	Pol
Zeta	Liu Mengyi	Chi
Zawadski Aleksandr	Aleksandr Avramovitch	SU
Zigmas Ivanovitch	Angaretis (Aleksas)	Pol
Zavier	Francisco Zendejas	Mex
Zdich, Imanuel	Imanuel Mejsnař	Cz
Zdzich	Antoni Lipski	Pol
Zedong	Mao Zedong	Chi
Zeeuw, Stien de	Christina Ana de Ruyter	NL
Zehner	Adolf Muk	Jug
Zekin, Dusan	Joseph Wiesinger	Oes
Zeljenov	Georgi Mikhaïlov	Bul
Zeljezar	Ivo Marić	Jug
Zelle	Walter Ulbricht	Ger
Zelma	Elena Stassova	SU
Zeman	Anton Grylewicz	Ger

Zeman, Josef	Antoniu Novotný	Cz
Zeman, Kamil	Ivan Olbracht	Cz
Zemaňek, Karel	Karel Konrad	Cz
Zemel	Yan A.Berzine	SU
Zettel	Jacoby Lew	Arg
Zhan Chung	Chen Duxiu	Chi
Zhan Chunmu	Zhang Tailei	Chi
Zhan Wentian	Lo Fu	Chi
Zhang Chiennian	Zhang Tailei	Chi
Zhang Ciban	Peng Shuzhi	Chi
Zhang Danweng	Zhang Danfu	Chi
Zhang Fenshang	Luo Han	Chi
Zhang Fu	Zhang Tailei	Chi
Zhang Fu	Zhang Shaoqing	Chi
Zhang Piao	Zhang Guotan	Chi
Zhang Shenfu	Zhang Songnian	Chi
Zhang Tailei	Zhang Cengkang	Chi
Zhang Teli	Zhang Guotao	Chi
Zhang Wei	Zhang Ta	Chi
Zhang Wenqing	Kang Sheng	Chi
Zhang Weitian	Lo Fu	Chi
Zhang Zinan	Chen Duxiu	Chi
Zhao	Li Dazhao	Chi
Zhao Lai	Zhou Enlai	Chi
Zhao Lu	Zhao Ji	Chi
Zhao Qi	Liu Shaoqi	Chi
Zhao Yü	Wang Ming	Chi
Zhao Yün	Kang Sheng	Chi
Zhao Zhiqi	Liu Shaoqi	Chi
Zhao Ziqi	Liu Shaoqi	Chi
Zhen Kuang	Zhou Enlai	Chi
Zhen Gang	Luo Yinong	Chi
Zheng Jiatsi	Jiang Chentong	Chi
Zhi Chun	Zhang Tailei	Chi
Zhi Fu	Qu Qiubo	Chi
Zhi Zhi Qi	Liu Shaoqi	Chi
Zhi Yan	Chen Duxiu	Chi
Zho Leou	Qu Qiubo	Chi
Zhongfu	Chen Duxiu	Chi
Zhong Huren	Luxun	Chi
Zhong Xia	Deng Zhongxi	Chi
Zhou Jin	Chen Boda	Chi
Zhou Shaoshan	Zhou Enlai	Chi
Zhou Xiunsheng	Liu Shaoqi	Chi
Zhou Yu	Zhou Enlai	Chi
Zhung Tu	Chen Duxiu	Chi
Zhung Yuan	Liu Renjing	Chi
Zhuoxuan	Ye Qing (Ren Zhuoxuan)	Chi
Zi Yun	Liu Renjing	Chi
Ziegler	Saul Amsterdam	Pol
Ziegler, Bernhard	Alfred Kurella	Ger
Zielonka	Pawlikowski	Pol
Zielony	Aron Wizner	Pol
Ziemelis	Jan Berzine	SU
Ziemliak	Stanislaw Budzyński	Pol
Zimine	L.B. Krassine	SU
Zimmermann P.	Karl Kaspar	Oes
Zin	Grigori E. Zinoviev	SU
Zivković	Sreten Zuyović	Jug
Zivotić M.	Sreten Zuyović	Jug
Z/K.	Zinoviev/Kamenev	SU
Zofia	Maria Przedecka	Pol
Zöller, Paul	Paul Richartz	Ger
Zolocáin	José Soriano	Sp
Zouev G.	G. Zinoviev	SU
Zug	Albert Hirsch	Oes
Zurcher	Mieczyslaw Broński	Pol
Zvanov	Yuan Fan	Chi
Zvanov A.	V.M. Skriabine (Molotov)	SU
Zvon	Leonid Safrys	Cz
Zweig	Adolf Muk	Jug
Zygmund	Mieczyslaw Broński	Pol

Index biographique

Il s'agit ici d'un index biographique, non d'un dictionnaire. Nous avons, chemin faisant, collecté des biographies soit dans les archives, soit dans les questionnaires (les *Fragebogen* des congrès), soit enfin dans les différents ouvrages. Mais nous n'avons pas fait de recherches biographiques proprement dites pour les préparer. Nous avons en revanche soigneusement veillé qu'à côté des « officiers » figurent les simples soldats et les sous-officiers de la guerre de classe.

Nous espérons rendre service à nos collègues chercheurs mais nous n'avons pas voulu faire le travail à leur place, d'où le caractère succinct des notes ci-dessous, le fait que les dates de naissance soient à considérer souvent à une année près : si un homme déclare avoir ou se voit attribuer trente ans, nous donnons comme année de sa naissance la date à laquelle cet âge lui est attribué, moins trente.

Quelques noms n'ont pas de référence dans le texte. Nous les avons jugés utiles pour que cet index puisse servir de deuxième entrée et aussi parce qu'ils permettent d'éviter certaines confusions en cas d'homonymie. Nous mentionnons aussi ceux qui ne figurent pas dans ce texte mais figurent dans la chronologie, avec une référence à l'année, en italique.

Il est impossible de citer tous les travaux qui nous ont fourni des références. Citons seulement le dictionnaire de Maitron, le dictionnaire biographique de Drachkovitch et Lazitch ainsi que les index de noms de personnes de tant d'ouvrages sérieux. Il y a eu aussi sans oublier l'aide précieuse, pour l'Amérique latine d'Horacio Tarcus, pour la Chine de Sacha Pantsov, et, en général, de Peter Huber, de Bernard Bayerlein et aussi de Noutsos Panagiotis, Aldo Agosti, John Archer, Olaf Kuuli, Raimondo Fontes, José Gotovitch, Jacques Simon, Benjamin Stora, Mathieu Denis.

A

ABBIATE, Roland, dit François Rossi, Roland Smith, Roux, Dr Benois (1905), Monégasque ayant vécu en Russie, il fait une carrière dans l'hôtellerie, avec un épisode aux États-Unis comme « bootlegger ». On ignore quand il est devenu un agent de l'URSS. Son restaurant de Belgrade « Le Petit Paris » semble avoir été une plaque tournante des agents soviétiques. Il est au centre de l'assassinat de Reiss et prépare en 1937 celui de Trotsky puis disparaît : 698.

ABD EL-AZIZ, Mohamed, dirigeant du PC égyptien, dénoncé au début des années 30 comme un ennemi du parti, d'abord « gauchiste » puis « espion », un « Azev égyptien ».

ABD EL-KADER (Abd al-Qadir) (1808-1883), émir de la région de Mascara, il dirige la résistance à la conquête française, se rend en 1847, est exilé en 1852 : 444

ABD EL-KRIM (Abd al-Karim), Mahomet Ben el-Chatabe (1885-1963), chef marocain de la région du Rif, émir en 1922, il bat les troupes espagnoles où se distingue Franco et résiste aux troupes françaises commandées par Pétain, puis, après sa reddition, est exilé à la Réunion en 1926 : la Comintern appelle à combattre « la guerre du Rif » : 245, 390-392.

ABDUR RABB BARQ, Mohammed (1875-1960), né dans une famille d'intellectuels d'Inde, d'abord fonctionnaire britannique, il devient révolutionnaire en 1893, émigre en 1908, combat pendant la guerre dans l'armée turque, puis rallie à Berlin le Comité révolutionnaire indien. Il est à Moscou en 1919 et rencontre Lénine. Il ne rejoint pas le CPI : 273.

ABERN, Martin né Abramovits, dit Henry Allen, Marty, Harry Stone (1898-1949), membre des JS, puis des IWW et du PS à Minneapolis, secrétaire du PS au Minnesota, membre du PC en 1919, de son CE en 1920, secrétaire de l'organisation de jeunes YWL (JC) puis adjoint de Cannon à l'ILD. Il est ensuite un des

dirigeants de la Jeunesse puis de la *Communist League* et du SWP jusqu'en 1940 : 520, 571.

ABÓBORA, Eduardo Ribeiro Xavier, dit (1900), marin portugais, il connaît Otávio Brandão et devient membre du PCB puis de sa direction en novembre 1935. Il participe à la condamnation d'Elsa Fernandes, est arrêté, s'évade de la prison de Rio et, par Bahia, réussit à quitter le pays et à atteindre Moscou en quatre mois. Il retourne ensuite au Brésil et participe aux luttes fractionnelles de la clandestinité : 673.

ABRAMO, Fulvio (1901-1993), Brésilien, journaliste très jeune, il sympathise avec la révolution russe, mais n'adhère pas au PC et fonde un groupe qui rejoint plus tard l'Opposition de gauche. Il joue un rôle important contre les intégralistes en 1934, fait plusieurs années de prison, fonde l'organisation trotskyste en Bolivie et milite ensuite jusqu'à sa mort : 648.

ABRAMOV, Aleksandr Lazarévitch (1895-1937), Russe, étudiant en Allemagne, chargé après le IIIe congrès par Piatnitsky de construire l'appareil de l'OMS en Europe centrale sous la couverture d'une fonction de diplomate à l'ambassade de Berlin. De 1930 à 1935 à l'OMS. Arrêté en 1937, accusé d'avoir assuré les liaisons du groupe Béla Kun avec Trotsky, il est fusillé (il est souvent appelé à tort Iakov Mirov-Abramov) : 329, 356, 614, 710-712, 715, 730.

ABRAMOVICZ, Lea (Alice) (1905-1971), Communiste allemande, au KPD en 1920, envoyée comme sténodactylo à l'appareil de la Comintern en 1922. Militante du parti russe en 1927, compagne de L. Magyar, elle travaille à l'appareil de la Comintern à Moscou, mais aussi à Berlin, avec Idelson, puis au WEB en 1927, émigre en France en 1934. Elle est exclue en 1935 pour avoir tenté de protéger Magyar en dissimulant ses liens avec les « conciliateurs », dont elle est. Elle était au moins en contact avec le 4e Bureau de l'Armée rouge, rencontra Berzine et Richard Sorge. Rappelée en URSS, elle obtempère, est deux fois condamnée à l'exil, libérée en 1955 et revient à Berlin où elle travaille aux archives du parti : 715.

ABRAMOVITCH Aleksandr Emelianovitch, dit Albert. A., Albrecht, Alexander, Vudro (1888-?), militant bolchevique dès 1908. Émigre en Suisse en 1911, rencontre Lénine, revient avec lui en Russie, est envoyé sur le front roumain. Il joue ensuite les émissaires de la Comintern, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en France, où son arrestation déchaîne le scandale dit « des chèques ». Libéré en 1921, il est affecté comme secrétaire d'ambassade à Reval, où il assure un point de passage pour les courriers. De 1925 à 1931 il travaille dans l'appareil de la Comintern. Il semble qu'il ait été arrêté dans les années 30 mais qu'il ait survécu à la grande purge : 90, 94, 195, 235, 253, 356.

ABRAMOVITCH, Rafail A. Rein, dit (1880-1963), dirigeant social-démocrate du Bund, hostile aux bolcheviks, il émigre après leur victoire. Son fils Mark disparaît à Barcelone pendant la guerre civile, vraisemblablement enlevé par les services soviétiques : 697.

ABRAMSON, dit Pavel Soubirov, dit la Comète de Manchester, ce membre de l'exécutif des soviets serait parti de Londres pour l'Amérique latine et aurait pris les premiers contacts des Russes en Amérique latine : 267.

ACHARYA Prativadi Mandayama (1898-19?), d'une riche famille indienne, il étudie au collège en Grande-Bretagne et commence son activité révolutionnaire en 1907. Elle le conduit à Berlin comme « nationaliste révolutionnaire » en 1914. En 1917, il se rend à la conférence de Stockholm, puis à Moscou. Parti à Kaboul, où il est du gouvernement en exil, il s'y déclare communiste et revient en 1919. Il s'oppose à Roy, participe à Tachkent à la fondation du PC d'Inde, dont il est président en 1920. Il vit ensuite à Berlin, secrétaire de la Ligue anti-impérialiste. Il rentre en Inde en 1935 : 273.

ACKERNECHT, Erwin, dit Bauer, Emma, Knall, Pernot (1906-1988), médecin allemand, dirigeant de l'Opposition de gauche allemande, puis secrétaire en 1933 de la Ligue communiste internationaliste, l'Opposition de gauche internationale. Il passe au SAP en 1934 à Paris, où il a émigré, et abandonne la politique peu avant 1939 pour l'histoire de la médecine, qu'il enseigna à Madison (États-Unis) puis Zurich : 582, 583, 588.

ACQUAVIVA, Mario (1900-1945), jeune ouvrier d'Asti, membre du PCd'I et secrétaire fédéral lors de son arrestation en 1926. Il est en 1943 un des dirigeants du Parti communiste intégraliste, emprisonné de 1943 à 1944, assassiné en 1945, très probablement par des hommes du PCI : 778.

ADAME Mesa Victor, dit Bencé, Roberto Fresno, Manolo (1901-?), né à Séville, ouvrier du port, membre de la CNT, condamné pour vol en 1924, il adhère au PC en 1927 et en est le secrétaire syndical en 1932. Exclu en même temps que Bullejos, il rejoint le PSOE et l'UGT, émigre au Mexique après la guerre civile : 561.

ADENAUER, Konrad (1876-1967), avocat catholique, maire de Cologne après la Première Guerre mondiale, il est chancelier en République fédérale de 1949 à 1963 : 294.

ADHIKARI Dr Gangadhar M. (1898-1981), il fait ses études dans les années 20 à l'université de Berlin et y connaît M.N.Roy. Il séjourne à Moscou, revient en Inde en 1928 porteur de l'information sur la nouvelle ligne. Il est emprisonné de 1928 à 1933 et continue à la tête du CPI : 478, 508.

ADLER, Alfred (1870-1937), psychiatre viennois, disciple puis adversaire de Freud. Marié à une communiste russe (ci-dessous). Leur fille **Valentina**, communiste (1898-1942), est morte au goulag : 461.

ADLER, Friedrich (1879-1960), fils du chef du Parti social-démocrate autrichien et leader de sa gauche, il abat en 1916 le Premier ministre qu'il rend responsable de la politique de guerre. Il ne rejoint pas les communistes mais, avec le parti social-démocrate autrichien, restaure la IIe Internationale, via la 2 1/2 : 64, 252, 253.

ADLER, Raïssa Epstein, ép. (1873-1962), Russe, elle avait été étudiante avec Trotsky. Communiste, elle épouse le psychiatre Viktor Adler et se fixe à Vienne. Elle rejoint Trotsky quand il lance l'Opposition de gauche, est exclue du PC autrichien mais renonce au commu-

nisme après son émigration aux États-Unis en 1938 : 461, 571.

AGUIRRE CERDA, Pedro (1879-1941), homme politique chilien, chef du Parti radical, ministre de l'Éducation nationale puis de l'Intérieur, il réussit à s'imposer contre Marmaduke Grove comme le candidat du Front populaire et est élu président de la République chilienne en octobre 1938 : 703.

AGUIRRE Gainsborg, dit Maximiliano Fernandez (1909-1938), fils d'un diplomate bolivien, il fait des études supérieures et vit dans plusieurs capitales sud-américaines. Responsable des relations avec les ouvriers à la Fédération étudiante de La Paz en 1929, il adhère au PC en 1930 à Cochabamba, est arrêté, puis expulsé au Chili. Là, il se lie à l'Opposition de gauche qui se constitue en 1933 comme *Izquierda comunista de Chile* (Gauche communiste du Chili) avec Hidalgo, organise pour elle les réfugiés. En octobre 1935 il est l'organisateur du POR bolivien dont le congrès constitutif se tient à Cordoba. Il meurt accidentellement en 1939 : 580.

AHMED, Muzaffar (1893-?), né en Inde d'une famille musulmane pauvre, il réussit à commencer des études supérieures. Communiste au début des années 20, il est deux fois lourdement condamné à des peines de prison et demeure un dirigeant du CPI, très connu au Bengale : 274, 509.

AIROLDI, Julien, dit Paul Meyer (1900-1974), métallo dans l'industrie de guerre jusqu'en 1920, syndiqué à la CGTU, pourchassé à Givors comme « espion » par le patronat, il travaille dans les produits chimiques jusqu'en 1933. Dans l'intervalle, il est membre du bureau régional de Lyon du PCF, suit de 32 à 34 les cours de l'École Lénine, entre au CC comme suppléant au congrès d'Arles et, en 1936, est délégué de la direction auprès de celle de Brigades internationales. De mars à septembre 1939, il est à Lyon. Arrêté, puis évadé, il reprend des fonctions à Lyon et aurait mené la bataille en 1958 contre l'intervention en Hongrie : 695.

AKSAMIT, Karel (1897-1944), mineur tchécoslovaque, membre de l'Association pour l'éducation physique prolétarienne, dirigeant des JC puis de la Sportintern, dont il est secrétaire de 1927 à 1933 à Berlin, puis Prague. Il anime en 1936 le Rassemblement pour un front de la démocratie, de la culture et du sport (le comité antiolympique). Arrêté en 1939, il s'évade deux fois, participe aux 2e et 3e CC clandestins et – sur le point d'être pris – se suicide en juin 1944 : 613.

ALEKSEIEV, Mikhaïl Vassilévitch (1857-1918), officier, devenu général après la guerre avec le Japon, chef d'état-major en 1914, chef de l'état-major général après sa victoire en Galicie, il combat avec Denikine chez les blancs. Il meurt d'une crise cardiaque : 52.

ALESSANDRI Palma, Arturo (1868-1950), homme politique chilien, chef du Parti libéral, président de la République de 1920 à 1925 et de 1932 à 1938 : 512, 647.

ALEXAKIS, Orion (?-1920), communiste russe d'origine grecque, il est désigné au IIe congrès de la Comintern comme son représentant officiel auprès du PC grec. Il part sur un bateau de pêche avec le délégué Ligdopoulos et tous deux sont assassinés par les marins qui avaient accepté de les prendre à leur bord pour leur permettre d'entrer clandestinement en Grèce à l'issue du IIe congrès : 184.

ALEXANDER, Eduard, dit E. Ludwig (1881-1945) [?], avocat et journaliste, responsable des questions de presse du KPD, écarté en 1929 comme « conciliateur » : 261, 329, 589, 712.

ALEXAS, Zigmas, *cf.* Angaretis.

ALFARO Siqueiros, David (1896-1974), peintre muraliste, membre du PC mexicain, exclu en 1929 comme « opportuniste », puis réintégré, il combat en Espagne puis organise à son retour une tentative – manquée – d'assassinat contre Trotsky. Il se réfugie ensuite au Chili avec la complicité de Pablo Neruda : 482, 499, 503, 504.

ALFONSO, *cf.* Dakhjoedin.

ALI, Muhammad (1893-1942), nationaliste indien, ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire installé à Kaboul, il devient un organisateur important du mouvement communiste, responsable à partir de 1922 du bureau européen des communistes indiens et plus tard clandestin au pays, journaliste, délégué au VIe congrès, il est arrêté dans l'affaire de la conspiration de Meerut qui dure de 1929 à 1933. Après avoir purgé sa peine, il émigre en France, et est fusillé par l'occupant pendant la guerre : 273.

ALIKHANOV, Gevork Sarkissovitch (1897-1938), né à Tiflis, au PC en 1917, premier secrétaire du PC d'Arménie puis, en 1931, au bureau du Moyen-Orient de la Comintern à Tachkent, à partir de 1936 secrétaire de la section des cadres, il dirige l'épuration à l'exécutif. Arrêté en mai 1937, il est exécuté en février 1938 (il est le père d'Elena Bonner, compagne d'Andréi Sakharov) : 669, 714.

ALILOUIEVA, Svetlana Iosifova (1926), fille de Staline et de Nadejda Alilouieva, elle a quitté l'URSS à cause de la tyrannie de son père qui régentait sa vie personnelle et détruisait ses ménages successifs, puis est revenue au bercail : 560.

ALIMIN, Mas Prawirodidjo, dit Didrja, Padi (1894-1964), né à Java de paysans pauvres, adopté par un fonctionnaire néerlandais, il a pu aller à l'école et adhère jeune à Sarekat Islam, à l'ISDV en 1918, il a d'abord surtout des activités syndicales. Il est déjà au PKI et membre de son CC, quand il séjourne en URSS et représente son parti au congrès de Canton des travailleurs des transports en 1924. Favorable à une révolte armée, il ne parvient pas à convaincre Tan Malakka, se rend à Moscou, avec Musso, apprend au retour, à Shanghaï, son déclenchement. Arrêté en 1927, il revient à Moscou, suit les cours de l'École Lénine en 1928, est délégué au 6e congrès. Semble avoir rejoint ensuite le GPU. Recherché par toutes les polices, il revient en URSS, y est en 1934, est envoyé au Yenan, jusqu'en 1943 ; après la guerre, devenu dirigeant du PKI, il est éliminé par Aïdit, exclu du BP en 1953, du CC en 1954 : 401, 509.

ALLAS, Eduard, nouveau nom d'Eduard Silm en 1924 (1894-1938), Estonien, membre du PC en 1921, en URSS en 1923, collaborateur d'Anvelt à l'exécutif de la Comintern, membre du bureau du secrétariat chargé des archives en 1932, secrétaire du bureau étranger du

CC du parti estonien de 1930 à 1937. Lui et sa femme **Alida**, secrétaire technique, sont exécutés en 1937 : 726.

ALLEN, James S., d'abord Sol Auerbach (1906-?), fils d'une famille d'émigrés juifs de Russie aux États-Unis, il fait des études de philosophie et voyage en URSS en 1927 dans une délégation. Membre du PC en 1928, il milite dans les JC, joue un rôle dans toutes les grandes affaires comme la grève de Harlan, la lutte contre les exécutions de Scottsboro, etc. Il est envoyé aux Philippines en 1938 par la Comintern et aide à la constitution du grand PC philippin. Après la guerre, il est l'un des accusateurs de Browder. Il appartenait sans doute aux services : 701.

ALLEN, José, dit Alejo Lens, d'une famille nord-américaine émigrée au Mexique au XIX[e] siècle, il est ingénieur électricien et entre au service de renseignements des États-Unis à la fin de 1918. Il s'engage alors dans le mouvement ouvrier, où il joue le rôle d'un informateur et d'un provocateur. Il devient pour un temps le premier secrétaire général du PC du Mexique, et fonde même un PC à Cuba avec des éléments anarchistes : 292.

ALLISON George, dit Donald Campbell, David (1895-1951), mineur de charbon en Écosse, il est membre dirigeant du CPGB et de l'exécutif de la Profintern, qui l'envoie en Inde en 1926. Il est chargé de développer la gauche dans le mouvement syndical et obtient d'importants résultats. Arrêté en janvier 1929 pour avoir utilisé de faux papiers, il est condamné à dix-huit mois d'une détention rigoureuse, et expulsé. Secrétaire du NMM de 1929 à 1931. Membre du CC 1929-1932, 1935-1938, 1943-1951 : 447.

ALPARI, Gyulá, né Marmorstein, dit Ami, Julius, Richard Mannheim (1882-1944), Hongrois, exclu à dix-huit ans d'une école juive pour propagande marxiste, social-démocrate en 1901, collaborateur de *Nepszava*, délégué au congrès de la II[e] Internationale à Stuttgart, membre du SPD allemand pendant deux ans, puis de groupes d'opposition socialistes, il renonce à la vie politique mais y revient après sa réforme militaire, adhère au PC hongrois en février 1919. Il est élu au « deuxième CC », devient commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères, chargé de la propagande. De 1919 à 1921, il est réfugié en Tchécoslovaquie, délégué au 3[e] congrès de la Comintern, en charge d'*Inprekorr* de 1921 à 1932. Dénoncé à Moscou notamment par Grete Wilde* comme lié à Radek*, puis, après son arrestation, par Béla Kun*, il est arrêté à Paris par la Gestapo en 1940 et meurt en déportation à Sachsenhausen : 240, 730.

ALPHONSE XIII (1886-1941), fils posthume d'Alphonse XII, roi d'Espagne de 1866 à 1931, il abdique à la suite d'une cinglante défaite de la droite aux élections municipales et meurt en exil : 245, 332.

ALTER, Wiktor (1890-1941), Polonais, un des principaux dirigeants du Bund de 1919 à 1939, avec Erlich*. Conseiller municipal de Varsovie pendant presque tout ce temps. Il est arrêté en 1939 avec Erlich au cours de négociations ou sous le prétexte de négociations, mais ils sont fusillés un peu plus d'un an plus tard : 719.

ALTONEN Aimo, (1906-?) Communiste finlandais, clandestin au pays, il s'y trouve en prison au moment de la Grande Purge, ce qui le sauve : 726.

ALVAREZ, Lino, militant communiste cubain, secrétaire de cellule du PC d'une centrale sucrière, leader des paysans du Realengo en 1933 : 629.

ALVAREZ Gómez, Santiago (1913-?), ce jeune ouvrier originaire de Galice, ancien dirigeant des JC, militant très jeune, se rend en URSS à moins de 20 ans. Il est à 23 ans l'un des proches collaborateurs de Lister*, commissaire politique de sa division. D'abord commissaire des milices galiciennes, il est commissaire des unités successivement commandées par Lister, ce qui lui vaut une réputation de brutalité. Réfugié à Moscou en 1939, il aurait, selon Pike, été envoyé par le NKVD pour une mission de meurtre à Mexico dirigée par Martinez Cartón*. Au début des années 40, il est avec Carrillo* au Mexique, retourne clandestinement en Espagne en 1945, est pris et condamné à mort. Gracié sous la pression de l'opinion occidentale, il est libéré au bout de dix ans et revient au Mexique, devenant membre du BP en 1964, plus tard secrétaire général du PC de Galice : 751.

ALVAREZ DEL VAYO, Julio (1891-1972), journaliste international, beau-frère d'Araquistáin*, député socialiste en 1931, ministre après 1936. Ce largocaballériste semble bien être passé secrètement au PCE après le VII[e] congrès ; il fut en tout cas son homme dans le gouvernement Largo Caballero. Journaliste après la guerre, il est un des principaux maoïstes espagnols : 641, 671.

AMENDOLA, Giorgio, fils d'un homme politique italien, théoricien du PC d'I : 513.

AMSTERDAM, *cf.* Henrykovski.

ANDRADE Rodríguez, Juan, dit Bolano, Jar, Andrés Hurtado, Dionisio Luna, Emilio Ruiz (1897-1981), brillant intellectuel, journaliste, membre des JS, fonde et dirige le premier PC d'Espagne. Exclu à la fin des années 20, il se rapproche de l'Opposition de gauche, dont il devient l'un des dirigeants. Il rejoint le POUM et se situe dans son aile gauche. Libéré en 1939 par ses gardiens de prison, il passe en France où il est condamné à la prison et libéré par des partisans : 113, 245, 246, 392, 520, 671, 681.

ANDRADE, Praxedes de, José, savetier, dirigeant communiste à Natal, membre et animateur du comité révolutionnaire, c'est le seul à s'échapper de la ville : 667.

ANDRÉ, Edgar (1894-1936), ouvrier, adhérent des Jeunes Gardes socialistes en Belgique, il retourne en Allemagne après guerre, rejoint le SPD et devient docker à Hambourg ; il passe au KPD en 1923 et devient le dirigeant d'une forte organisation de chômeurs et de groupes de combat redoutés des nazis, très lié à George Padmore*. Arrêté après l'incendie du Reichstag et accusé du meurtre de SA, il est condamné à mort le 10 juillet 1936, et exécuté à la hache le 4 novembre à Hambourg : 255.

ANDRÉI, *cf.* Radek.

ANDREWS, William (1870-1950), né en Grande-Bretagne, mineur en Afrique du Sud, président du *Labour Party*, il le quitte en 1915 pour fonder l'*International Socialist League* (ligue socialiste internationale) : il est paci-

fiste, premier secrétaire général du CPSA, membre du présidium de la Ligue anti-impérialiste, membre de l'exécutif en 1922. Lié à Bunting*, il est persécuté par la nouvelle direction lors de la troisième période, exclu avec lui en 1932. Réintégré en 1937, il est président du parti de 1938 à 1947 : 505.

ANDREYTCHINE, Giorgi, dit George (1894-1952), né en Macédoine, il milite en Bulgarie, devient socialiste au lycée. Après la guerre des Balkans, qu'il fait, il émigre aux États-Unis. Là, après un séjour à Ellis Island, il devient mineur de charbon et milite dans les IWW. Condamné à la prison, il profite d'une liberté provisoire pour s'évader. Il rencontre John Reed* et adhère à son parti, le CLPA. On le retrouve à Moscou en 1920. Au congrès de fondation de la Profintern, il est désigné pour s'occuper des Balkans et de la Grande-Bretagne. Membre de l'opposition de 1923, il est écarté de ses responsabilités, envoyé en Grande-Bretagne avec Rakovsky*. Il est exilé en 1928, libéré en 1945, et, revenu en Bulgarie, il travaille aux Affaires étrangères, ce qui lui permet d'assister en 1946 à la conférence de la Paix à Paris. Il est liquidé en 1952, en URSS selon certaines sources : 352.

ANDRIEU, Clovis (1876-1936), charpentier en fer, secrétaire des syndicats de Firminy, il est mobilisé à titre de sanction et l'action ouvrière oblige le gouvernement à rapporter la mesure. Il est arrêté à nouveau en mai 1918, libéré en février 1919 : 41.

ANGARETIS, Bevardis, Besimeni, Bradonia, Mikhaïl, Mikolas, ps. d'Alexas Zigmas, dit (1882-1940), fils de magistrat, il fait des études de vétérinaire. Arrêté en 1905 pour activité socialiste à Varsovie. Revenu chez lui, il est élu au CC du parti lituanien mais, après quatre ans de travaux forcés et une déportation en Sibérie, il ne reprend contact que beaucoup plus tard. Membre du CC et du gouvernement provisoire en 1919, il se réfugie à Moscou et, à partir de 1924, est membre de l'exécutif de la Comintern. Épurateur en 1936, chargé des communistes yougoslaves, arrêté comme « nationaliste lituanien » en 1939, il est exécuté en 1940 : 356, 721, 726.

ANGELOV, Todor, dit Bob, Simon (1900-1943), Bulgare d'origine paysanne, membre du PC clandestin depuis les années 20, il combat en Espagne où il est commandant dans les Brigades, et, évadé d'un camp français, réussit à se réfugier en Belgique. Secrétaire politique de la MOI à Bruxelles, il s'oppose avec succès à la ligne des attentats individuels contre des soldats allemands au nom de sa fidélité au Travail allemand, (TA) dont nous ignorons quant il s'en était occupé. Il est à partir de 1941 chef du 1er groupe mobile de Partisans, conduit de nombreuses opérations, est arrêté à un rendez-vous avec Bastien, torturé, condamné à mort et fusillé : 726.

ANGUIANO Mangado, Daniel (1882-1963), cheminot, il est en 1917 secrétaire du PSOE, passe au PCOE puis revient au PSOE où il appartient pendant la guerre civile à l'aile négriniste : 113, 198, 246.

ANSELME, Philippe d' (1864-1936), général français commandant les troupes d'occupation à Odessa en 1919, il dirige une sévère répression contre les travailleurs, qui soutiennent les bolcheviks, et contre ces derniers, qui appellent les soldats français à la fraternisation. Il dirige le retrait des troupes, 91, 97, 111.

ANTIKAINEN, Toivo dit Vilianen (1898-1941), ouvrier du Livre à Helsinki, au PSD en 1915, il est l'un des fondateurs des JC et du PC et, après la guerre civile finlandaise, il sert dans l'Armée rouge. Démobilisé, il est l'un des dirigeants du parti, membre du CC en 1923, du BP en 1925. Arrêté en Finlande en 1934, il est condamné d'abord à sept ans de prison, puis à perpétuité pour meurtre. Libéré en 1940, il revient à Moscou et suit les cours de l'Académie Frounze. Il est tué au front en octobre 1941 : 726.

ANTÓN Sánz, Francisco (1913-1975), employé des chemins de fer, communiste amant de la Pasionaria, commissaire inspecteur de l'armée du Centre et membre du BP. La Pasionaria exige sa venue en URSS à travers l'Allemagne et l'obtient grâce à Staline. Ils se séparent en 1953 et il meurt en exil à Paris : 751.

ANTONOV, Aleksandr Stanislasovitch (1889-1922), instituteur, membre du Parti socialiste révolutionnaire, organisateur et dirigeant du soulèvement paysan de la région de Tambov en 1921 : 210.

ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir Aleksandrovitch, dit Anton, Chtyk, Galsky (1884-1938), officier menchevique mutiné en 1905 à la tête de ses troupes, il est pendant la guerre le pilier du groupe de *Naché Slovo* autour de Trotsky*. Il joue un rôle important pendant l'insurrection puis comme commandant d'armée sur les fronts de la guerre civile. Responsable politique de l'Armée rouge, il est limogé pour sa participation à l'Opposition de gauche et exilé dans la diplomatie. Exclu en 1927, il capitule. Il est envoyé en 1936 comme consul général à Barcelone. Rappelé, il est torturé, condamné et fusillé après avoir fait des aveux fantasmagoriques : 450, 781.

ANVELT, Jan Ia (1884-1937), fils de paysans, instituteur, il est étudiant quand il rejoint le parti social-démocrate estonien en 1907, devenant rédacteur en chef de son journal. Il est avec les bolcheviks en 1917 et dirige le gouvernement estonien en 1918. Après la défaite, il est un des proches collaborateurs de Zinoviev* à la Comintern, et joue un rôle important dans la préparation de l'insurrection de Reval en 1924. En 1928, il remplace Pögelman* à la Comintern et est réélu à l'exécutif. Mais il perd ses fonctions en 1936 ; accusé de « déviation nationaliste estonienne », il est tué par le juge d'instruction Langfang* au cours d'un interrogatoire : 356, 470, 726.

APPEL Jan, dit Otto Hempel (1889-?), né dans un village, charpentier de marine, social-démocrate en 1908, radical de gauche, il dirige la grève à Hambourg en 1918, est solidaire de l'opposition au congrès de fondation du KPD, est envoyé aux 2e et 3e congrès de la Comintern par le KAPD. Arrêté à son retour pour le vol du bateau qui l'a conduit à Moscou, il est amnistié et émigre aux Pays-Bas : 146, 149.

ARAGON, Louis (1897-1982), poète français, d'abord dadaïste, puis surréaliste, il devient le chantre officiel du stalinisme en France : 461, 571, 736.

ARAHATA, Kanson (1887-19?), étudiant en 1920, il est considéré comme un des meilleurs marxistes du Japon. Cofondateur du parti, il est membre de son exécutif

en 1922, participe à Moscou à l'exécutif élargi de la Comintern de juin 1923 et s'oppose à la dissolution du PC japonais en 1924 ; membre du bureau du nouveau PC, plusieurs fois arrêté et emprisonné, il tente de se suicider en 1929 ; après sa dernière condamnation, il rejoint le Parti prolétarien puis le Parti socialiste, dont il est député : 284-286, 586.

Aranda, Mata, Antonio (1888-1979), considéré comme un des plus brillants officiers de sa génération, franc-maçon, il passe pour être de gauche. Colonel, il dupe les ouvriers asturiens en 1936, envoie leur colonne armée au secours de Madrid et réussit ainsi à conserver la garnison d'Oviedo : 390, 689.

Arani, Dr Taghi (1902-1939), étudiant en Allemagne dans les années 20, il devient un marxiste convaincu. Professeur d'économie, il constitue en 1936 à Téhéran un groupe communiste autour d'une revue marxiste non liée à la Comintern, appelée *Donya* (Le Monde). Il est dénoncé à la police iranienne, selon toute apparence par un agent soviétique infiltré : 729.

Araquistáin Quevedo, Luis (1886-1959), écrivain et journaliste connu, il est devenu socialiste. Ambassadeur en Allemagne de 1932 à 1933, fondateur de la revue *Leviatán*, il est l'un des proches conseillers de Largo Caballero*, qui fait de lui son ambassadeur à Paris. Il est l'un des premiers de ce groupe à se tourner contre les communistes : 639, 671, 677, 678.

Arbore-Ralli, Ekaterina (1875-1938), membre du PS roumain en 1893, liée à Rakovsky, émigrée en URSS en 1919, elle y travaille avant d'être liquidée en 1938 : 775.

Arc, Jeanne d', dite la Pucelle d'Orléans (1412-1431), fille d'une famille paysanne aisée, elle prend les armes pour « bouter l'Anglais hors de France » et fait couronner le Dauphin (Charles VII) à Reims. Capturée par les Anglais, jugée par un tribunal ecclésiastique qui la « livre au bras séculier », elle est brûlée vive le 30 mai 1431 et devient une héroïne nationale initialement monopolisée par la droite française, jusqu'au Front populaire, où le PC la revendique : 631, 664.

Arco-Valley, comte Anton (1897-1945), aristocrate allemand, membre du club de la société de Thulé lié aux nazis, il assassine à Munich en 1919 le chef du gouvernement bavarois, le socialiste indépendant et pacifiste Kurt Eisner* : 102, 103.

Aris, *cf.* Velouchiotis.

Aris (ou el-Aris) Mustapha, dit Hassan (1908-?), typographe, originaire de Tripoli (Syrie [?]), au PCSL en 1930, délégué au VIe congrès de la Comintern à Moscou, est arrêté et emprisonné de 1935 à 1937 ; à sa libération, il devient président du syndicat des imprimeurs. Arrêté en 1939, libéré en 1941. Après la guerre, il est membre de l'exécutif de la FSM de 1946 à 1957 : 512.

Arlandis Esparza, Hilario, dit Armengol, Arnau (1888-1939), ouvrier charpentier à Valence, d'abord anarchiste, il se tourne vers l'Internationale communiste, est délégué à Moscou par la CNT en 1920. Membre de la Fédération catalano-baléare puis du *Bloc obrer i camperol* de Maurín*, il anime l'Opposition ouvrière et revient au PCE en 1932. Il est tué dans un bombardement pendant la guerre : 113.

Armand, Elisaveta Fiodorovna, née Steffen, ép. d'Herbenville, ép., dite Inessa, Petrova, Elena Blonina (1875-1920), professeur de musique en Russie, mariée à un industriel français en 1901, elle adhère au POSDR en 1904, subit arrestations et déportations, émigre en 1909 et se lie à Lénine*. Déléguée des bolcheviks à Bruxelles, elle participe aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal et s'établit en Russie en 1917, où elle meurt du choléra : 111.

Arossev, Aleksandr Iakovlévitch (1890-1938), Russe, après des études supérieures de philosophie et de littérature à Liège, il devient militant clandestin, membre du CMR de Moscou en 1917, chef des troupes rouges de Moscou. Ambassadeur en Lituanie, puis en Tchécoslovaquie de 1929 à 1933, beau-frère du responsable trotskyste Harry Freund*, il est arrêté et fusillé en 1938 : 461.

Ar-Rahhal, Hussain, étudiant irakien en Allemagne, il a connaissance de la révolution russe et sympathise. A son retour, en 1924, il fonde un cercle marxiste et un bimensuel à Bagdad, qui est interdit pendant trois ans. Puis, il fonde avec son ami Youssouf Zeinal, enseignant de lycée, le club de la Solidarité, qui organise d'importantes manifestations. Arrêté en 1928, il décide d'abandonner la politique à sa sortie de prison : 272.

Artouzov, Artur Kristianovitch, ps. de Frauchi ou Fraucci (1891-1939), d'origine suisse italienne, il entre au parti en 1917, et en 1920 à la Tcheka. Chef du contre-espionnage sous Dzerjinsky*. Il quitte le « département extérieur » au début des années 30. Le 18 mars 1937, il intervient avec une brutale franchise à la réunion des hauts responsables du NKVD où Ejov* met en accusation Iagoda*. En 1939, il critique sévèrement la direction et rappelle les avertissements de Dzerjinsky. Arrêté, il écrit sur le mur de sa cellule : « C'est le devoir d'un honnête homme de tuer Staline*. » : 715.

Ascaso Budría, Francisco (1903-1936), boulanger, puis garçon de café, membre du groupe anarchiste *Los Solidarios*, lié à Durruti*, il est tué à l'assaut de la caserne d'Atarazañas, le 20 juillet 1936, à Barcelone : 685.

Ashley, Charles, dit Nanda Lal, Britannique, écrivain, militant des IWW, aux États-Unis, condamné à six ans de prison dans le procès de Chicago, il revient en Grande-Bretagne à sa libération en février 1922. Membre du CPGB, envoyé en Inde, il tente d'y rencontrer les communistes indiens en 1922 pour en amener au 4e congrès, mais, démasqué, ne peut toucher que Dange*. Arrêté en septembre 1922, il est renvoyé en septembre 1923 : 274.

Asimidis, dit Glafkos, ps. de Yannis Konstantinidis (1900-1944), étudiant, il entre au comité central en 1924 alors qu'il est dirigeant des JC, dont il a été l'un des fondateurs. Il suit les cours de la KUTV puis de l'École Lénine à Moscou de 1928 à 1931, devient à son retour membre du PC et du BP. En 1935, selon Stinas, 1933 selon Nountos, il s'oppose à la nouvelle ligne, dirige une « Opposition révolutionnaire », est exclu après avoir qualifié Zachariadès de « paranoïaque » et de « nervi ». Il renonce à combattre pour le « redressement » du KKE et devient avocat, défend

courageusement les résistants et les communistes devant les tribunaux allemands. Il est assassiné par l'OPLA en 1944 : 673, 769.

ATRACH, ou Latrache, Mahmoud al-, né Mahmoud al-Hajj Rabah, Mahmud al-Moghrabi, Marat, Mourad, Massoud, Abu Dawud, Salim Abbud (1903-?), né à Jérusalem de parents algériens, ouvrier du bâtiment, organisateur des ouvriers de Jaffa et Tel-Aviv en 1926-1927, séjourne chez Sandino, à l'Université des peuples d'Orient de Moscou en 1929-1930. Homme de l'arabisation, membre du CC, du BP, du secrétariat du PC palestinien, deux ans de prison. Il effectue ensuite des missions en Syrie, au Liban, en Italie, en Égypte puis de nouveau en Algérie après un passage en Espagne. Il est membre de l'exécutif en 1939. Kemal Souidi l'a rencontré en prison et a partagé sa cellule après le coup d'État de Boumaedienne : 445.

ATRACH, Sultân al- (1891-1982), d'une grande famille druze, il est par la généalogie loin des grands chefs, et seulement chef de village. Son courage et sa valeur militaire feront de lui le chef de la révolte des Druzes, au nom de la Syrie, contre le mandataire français en 1925, dans laquelle il recherche l'alliance de l'Internationale communiste, dont il rencontre l'émissaire. Il est chef du gouvernement révolutionnaire provisoire syrien : 392.

AUERBAKH, Leopold Leopoldovitch (1903-1939), critique littéraire : 727.

AUERBUKH, Chaïm, Wolf, dit Hajdar, Abousiam, Arabicus, Daniel, Pinchus Katz, « le Vieux » (1890-1941), combattant de 1905, chirurgien-dentiste, mobilisé en 1914, prisonnier de guerre en Allemagne, libéré en 1918, il rejoint alors *Poale Zion*, devient secrétaire de *Poale Zion* de gauche, qui devient le YKP, membre de la Comintern. Il est envoyé en Palestine, expulsé en 1921. De retour en 1922, il œuvre à l'unification en 1923 du KP de Palestine. A la suite du tournant de 1929, il est rappelé à Moscou et chargé de missions diverses à la Comintern. Sanctionné pour « un échec en Roumanie », il devient directeur de MTS, puis est arrêté et condamné à cinq ans pour « trotskysme et sionisme » en 1936. Il est exécuté à l'expiration de sa peine : 271, 727.

AUSSEM, Otto Khristianovitch, dit Gromov, Aleksandr Sventolavsky (1875-1937), fils d'enseignant, il milite en 1893, est déporté ; membre de l'organisation militaire bolchevique en 1905, il est condamné aux travaux forcés. Dans les années qui suivent 1917, il est partisan en Extrême-Orient puis rejoint l'Ukraine sous Rakovsky*. Il est consul général à Paris quand Rakovsky y est ambassadeur. Il l'accompagne en Ukraine à son retour. Il est arrêté et déporté en 1928, probablement exécuté : 271, 461.

AUSTERLITZ, Friedrich (1862-1931), d'une famille pauvre, employé, syndicaliste, il devient journaliste à l'*Arbeiter Zeitung*, rédacteur en chef à partir de 1895. D'abord belliciste, il devient pacifiste. On lui reproche d'avoir, par le ton d'indignation violente de son article sur l'acquittement d'un assassin d'ouvriers, provoqué la fureur populaire à Vienne en juillet 1927 : 629.

AVIGDOR, ps. de Yéhiel Kossoi (dit Hosni el-Arabi ?) (1892-1938), né en Ukraine, militant du Bund, il émigre en 1914 aux États-Unis, s'engage dans une Légion juive pro-Entente, quitte la Palestine en 1918 et vient en Russie. Mis à la disposition de la Comintern, responsable du Moyen-Orient, il milite brièvement en Égypte en 1921, puis dans les autres pays du Moyen-Orient. Il est arrêté en 1936 et fusillé en 1938. L'identification à el-Arabi est douteuse : Laqueur assure que celui-ci était professeur en Allemagne dans les années 30 : 271, 727.

AVRAMOV, Ruben, Ruben Levi, dit Miguel, Mikhaïlov (1900-198 ?), au PC bulgare en 1921, dirigeant des JC de Sofia en 1923, il quitte la Bulgarie après l'attentat de 1925, est condamné à mort. Après l'École Lénine, il travaille pour la Comintern et dirige l'École Lénine de Kouchnarenkovo. Après la guerre il est ministre de l'Éducation en Bulgarie puis a des responsabilités « scientifiques » et « culturelles » : 620, 623.

AZAÑA y Díaz, Manuel (1880-1940), avocat, leader républicain, chef du gouvernement après la chute de la monarchie puis après la victoire électorale des gauches, président de la République en 1936, il est mort en exil : 676, 677, 679-692.

B

BAARS, Asser Adolf, (1892-1944), ingénieur aux Indes néerlandaises, il travaille avec Sneevliet* à l'organisation du mouvement communiste en Indonésie, puis avec Rütgers* à son grand projet industriel en URSS, revient aux Pays-Bas en 1927. Déporté sous l'occupation, il meurt à Auschwitz : 287.

BABEUF, François Noël dit Gracchus (1760-1797), « socialiste utopique » français, considéré comme un communiste par le bolcheviks : 88.

BABOUCHKINE, *cf.* Chklovsky.

BACCALÀ, Vincenzo, dit Andrea Rossetti, (1893-1937), ancien combattant, blessé de guerre, un des fondateurs du Parti communiste d'Italie, secrétaire de la fédération de Rome en 1924, il est condamné à douze ans de prison par contumace. Il passe en France puis en URSS en 1931 et va animer l'Interclub d'Odessa. Accusé d'avoir critiqué Staline*, il est arrêté en juin 1937 et exécuté en novembre : 726.

BACHMANN, Otto (1887-?), maçon, il est dirigeant du syndicat du bâtiment à Chemnitz, membre du SPD, puis du KPD, du conseil des soldats de Chemnitz. A partir de 1922, membre de la centrale, il dirige son département syndical, à partir de 1923, le syndicat du bâtiment exclu par la DGB puis devient un des dirigeants de la RGO. Il est exclu du KPD avec Brandler* et l'accompagne dans la KPO. Il est mort en exil : 205.

BACHVAROV, Krum (1897-1937), membre du parti des *tesnjaki* en 1918, il représente la JC bulgare au congrès de la KIM et au 3e congrès en 1921. Après l'insurrection de septembre 1923, il séjourne quelque temps en Yougoslavie puis au pays comme clandestin, avant de suivre les cours d'une académie politique-militaire à Moscou en 1928. Affecté à l'Armée rouge comme

commissaire de brigade en 1936, il est arrêté et exécuté en 1937 en URSS : 721.

BADE, Prince Max de, (1867-1929), nommé chancelier du Reich en octobre 1918, il commence les négociations de paix avec les Alliés, persuade Guillaume II* d'abdiquer et fait appel à Ebert* pour le poste de chancelier du Reich : 60, 61.

BADINA, Louis (1898-?), quartier-maitre mécanicien de la flotte française, meneur d'une mutinerie de marins, en prison préventive à Galatsi, il s'évade, se rend en métropole et est condamné à quinze ans de détention. Il est amnistié en 1922. Exclu du PC, devenu anarchiste, il aurait péri à Marseille dans un règlement de compte : 92, 329, 336.

BADOGLIO, Pietro (1871-1956), général en 1919, chef d'état-major général, maréchal en 1926, vainqueur des guérillas de Libye, puis commandant en chef en Éthiopie, chef de l'armée italienne, il succède à Mussolini* à la tête du gouvernement avec l'appui du roi Victor-Emmanuel II * et l'ouvre aux communistes : 512, 779.

BADOWSKI, Kazimierz (1907-1990), né dans une famille de l'intelligentsia polonaise, il milite à la JC et aux Scouts libres, ce qui lui vaut ses premières arrestations à partir de 1924. Il adhère bientôt au parti qui l'envoie à Poznan, où il s'inscrit à l'université, crée des syndicats ouvriers, enseigne à l'Université ouvrière et organise les chômeurs. Il est membre du comité régional, à ce titre inculpé et, après une année de préventive, acquitté. Après une nouvelle et brève affectation (il est remplacé par Gomutka*), il est envoyé en Belgique, où il poursuit ses études, milite dans le parti belge et rencontre les militants de l'Opposition de gauche qu'il rejoint. Quand il revient, il est précédé d'un numéro de journal qui a été fait à Anvers. Il milite dès lors à Cracovie, où il enseigne dans l'Union des communistes internationalistes de Pologne. Un des rares trotskystes survivant à la guerre, il est emprisonné de 1946 à 1950 et, dès sa libération, il reprend des contacts. Il exerce une certaine influence sur les jeunes Kuron et Modzelewski, est condamné à trois ans de prison avec eux en 1966 : 581, 582.

BAI Chongxi (1893-1966), considéré par le PC comme un officier proche de lui, ce général de l'armée nationaliste, dont la division arrive la première devant Shanghai en février 1927, attend l'arme au pied la fin de l'insurrection, écrasée par l'armée des seigneurs de la guerre. C'est sa division qui est la première à entrer en action lors du coup d'État qui suit, en mai. Il est l'organisateur du massacre : 437.

BAJAKI, Ferenc (1883-1938), serrurier, dirigeant de la gauche du syndicat hongrois des métallos, il est commissaire du peuple en 1918, condamné à la prison à vie, mais il est échangé en 1922 ; il travaille au club ouvrier hongrois de Moscou. Arrêté, il est exécuté en 1937 : 721.

BAKDACH, Khaled, dit Nadir, Ramzi, (1912-?), né à Damas d'une famille de Kurdes musulmans, instituteur. Au PCS en 1930, à son CC en 1933, année où il va à Moscou suivre les cours de l'École Lénine, puis secrétaire du PCS, délégué au VIIe congrès en 1935. Il séjourne en France en 1936, est arrêté en 1939 comme « défaitiste », mais refait surface avec la guerre et son soutien des Alliés. Il est l'un des plus connus des dirigeants communistes arabes après la guerre : 512.

BAKER, né Blum, Rudy, dit Bertford, Bratford (1898- ?), fils d'ouvrier yougoslave émigré aux États-Unis et naturalisé. Au PC en 1919, il monte dans l'appareil, est responsable de Detroit en 1926-1927, membre de la fraction Foster*, puis rallié. Il entre au CC en 1930, occupe des fonctions au secrétariat syndical panpacifique de Shanghai, poste clé pour les hommes des services, et revient en 1938 pour prendre la direction du secteur illégal du PC américain. Après la guerre, il revient en Yougoslavie et se range du côté de Tito dans le conflit avec Staline : 700.

BAKOUNINE, Mikhaïl Aleksandrovitch (1814-1876), né dans une famille aristocratique, il a été le père de l'anarchisme après sa rupture avec Marx* et Engels* : 223.

BAKRI, Mazhar al- (1900-19?), fils d'une grande famille syrienne de Damas, il participe à la grande révolte de 1926-1927 et circule en Europe après la défaite, prenant part, après un séjour en Allemagne, au congrès de la Ligue anti-impérialiste à Bruxelles en 1927, qui fait de lui son secrétaire pour le Moyen-Orient, fonction qu'il exerce peu de temps : 392, 447.

BAKRI, Nasib al- (1888-197?), frère aîné du précédent et chef du clan Bakri, il est à la tête des grandes familles de Damas qui rallient le mouvement nationaliste, et négocie personnellement au Caire avec les émissaires soviétiques l'aide matérielle militaire de l'URSS : 392, 447.

BALABANOVA, Angelica (1877-1963), née en Ukraine, étudiante en Belgique, milite au PS italien et se lie à Mussolini*, alors à gauche ; elle représente le PSI à la IIe Internationale. Pendant la guerre, elle est zimmerwaldienne, membre du CSI. Elle se fixe à Stockholm et rejoint les bolcheviks en septembre 1917. Membre de la mission diplomatique russe à Berne, expulsée, elle participe au Ier congrès de la Comintern puis, avec Rakovsky, à la création de son bureau du Sud. Elle quitte l'URSS en 1922, est exclue du PC en 1924. Elle va militer à nouveau dans le PSI en exil : 29, 37, 48, 78, 83, 88, 90, 91, 160.

BALBO, Italo (1896-1940), aviateur italien, chef des *Chemises noires* fascistes, dirigeant de nombreux assauts contre les quartiers et les villes ouvrières (Parme), maréchal en 1933, il est tué dans un accident d'avion : 257.

BALBOÁ López, Benjamin (1901-1976), sous-officier de marine, radio au ministère, il donne l'alarme aux équipages et permet de sauver la flotte lors du soulèvement de 1936. Quelque temps secrétaire d'État. Il épouse Katia*, la veuve de Kurt Landau*, et émigre avec elle au Mexique : 685.

BALDWIN, Stanley (1867-1947), industriel et politicien conservateur, Premier ministre britannique de 1923 à 1924, de 1924 à 1928, période où se situe la grève générale, et de 1935 à 1937 : 407, 408, 414, 415, 418, 420.

BALIÑO, Carlos (1848 ou 1851-1926), de la génération des *libertadores*, (les libérateurs) lié à José Marti et l'un des premiers marxistes cubains, il crée en 1907

un petit Parti socialiste, rallie le PC à sa fondation, est élu à son CC et meurt peu après : 199, 382.

BALLOD, Robert, communiste letton travaillant à l'exécutif : 726.

BAMATTER, Siegfried dit Siggi, Paul, Paul H. Endler, Paul Handler, Silvio, Morss, Lubowski, Martha (1892-1966), garçon de café, il est pendant la guerre à la fois socialiste et « vieux communiste », et collabore avec le secrétariat de l'IJS de Münzenberg pour lequel il assure des liaisons avec Paris, Moscou, Berlin. Il participe aux 4e et 5e congrès, après quoi il entre dans l'appareil de la Comintern : membre du CE de la KIM, il est aussi collaborateur du département d'organisation et d'information. Il vit à Moscou avec Lydia Dübi*, qui travaille à l'OMS, dirige le PS suisse de 1929 à 1932, séjourne en Espagne puis revient à Moscou où il échappe à la répression et travaille aux liaisons internationales (ex OMS) et à la radio. Il meurt à Moscou.

BANERJI, Kamalesh, dit Ali, Mahmoud (1910-1967), né dans une riche famille du Bengale, dirigeant des étudiants nationalistes, gagné au marxisme par ses lectures, il est l'un des fondateurs en 1941 du *Bolshevik-Leninist Party of India*. Emprisonné de 1942 à 1945, il est envoyé au secrétariat de la IVe Internationale en 1947 à Paris : 787.

BANGU, Lauro Reginaldo da Rocha Arnaldo, dit (1909-?), originaire du Rio Grande del Norte, il fait partie de la direction restreinte à la veille de l'insurrection de 1935 et envoie à Moscou des appréciations optimistes sur le prochain soulèvement en masse. Il est à la tête de la fraction qui combat Saccheta, obtient le soutien de la direction et le fait exclure, mais est arrêté en 1939. Il est vivement critiqué dans le cours des années de guerre. Il a pris la responsabilité du meurtre d'Elsa Fernandes*, compagne de Miranda* : 668.

BARABÁŠ, Gustaw (1889-1937), ouvrier croate, prisonnier de guerre, converti au communisme, il s'engage dans l'Armée rouge, où il exerce très tôt d'importants commandements. Il est liquidé en même temps que les grands chefs de l'Armée rouge : 57, 721.

BARADA Ribeiro, Agildo de Gama (1905-1967), d'une famille aisée, il choisit le métier militaire, devient officier et partisan de Prestes ; rejoint le PCB en 1932. Capitaine, il est la cheville ouvrière du soulèvement de 1935 à Rio à la tête des soldats de la garnison, mais doit se rendre sous le bombardement des troupes loyales. Il sera sérieusement maltraité en prison. Il dirige une des fractions à la direction, celle des partisans de la coopération avec Vargas après guerre : 273, 667.

BARAÍBAR Y Espanduru, Carlos de (?-1971), journaliste et nationaliste basque, il se convertit au socialisme et devient un fidèle de Largo Caballero*, dont il est l'adjoint à la Guerre. Il fait alors l'expérience des pratiques du PCE, se dresse contre lui, dénonçant publiquement le « noyautage » : 641, 693.

BARAKATULLAH, Mohammad (1858-1927), indien, il s'exile en 1907, étudie à l'université de Tōkyō de 1909 à 1914, puis rejoint Berlin. Un des premiers communistes indiens, il essaie de concilier marxisme et islam et rêve d'une libération de l'Orient par l'Armée rouge : 273.

BARATA, Jr, Marin portugais mutiné en 1936 et envoyé au bagne : 691.

BARBÉ, Henri, dit Desurmont, Lacroix (1902-1966), métallo, aux JS en 1917, partisan de l'adhésion à la Comintern, il fait son service militaire puis prend des responsabilités dans le travail antimilitariste. A Moscou pour le Ve congrès en 1924, il est membre de la direction des JC, entre au CC du PC et devient secrétaire général des JC en 1926. Membre de l'exécutif de la KIM. Après plusieurs condamnations en France, il se rend à Moscou, où il entre à l'exécutif et au présidium de la Comintern. Contacté par Manouilsky*, installé avec le « groupe des jeunes », il est de fait le chef du PCF de 1929 à 1931 mais tombe quand l'exécutif dénonce « le groupe ». Contraint à l'autocritique, son prestige ruiné, il rejoint Doriot* en 1934, devient le secrétaire du « rayon de Saint-Denis », adjoint au maire, puis secrétaire général du PPF, il le suit puis rompt. Membre du RNP de Marcel Déat* pendant la guerre, il est condamné à la Libération et se spécialise dans l'anticommunisme : 481, 497, 606, 624, 636, 672.

BARBERET ou BARBEREY, Henri (1901-1919), lycéen français en Russie, membre du groupe communiste, affecté à Odessa pour la propagande en direction des soldats et marins français, il est massacré par des officiers français des services d'action : 58, 75, 292.

BARBERET ou BARBEREY, Rosalie, institutrice en Russie, mère du précédent, membre du groupe communiste de Russie, elle fait partie de l'expédition d'Odessa en direction des troupes françaises, dans laquelle son fils trouve la mort : 58, 92.

BARBOSA, Joaquim (1897-?), tailleur à domicile et organisateur syndical des ouvrières en vêtement, il apparaît pendant les grèves brésiliennes de 1917 et participe au congrès de fondation du PCB. Premier secrétaire de la fédération syndicale de Rio, il refuse de devenir permanent du parti. Il critique les pratiques disciplinaires et s'exprime avec sa cellule 4R d'une quarantaine de membres sur toutes ces questions, fondant l'Opposition syndicale qui se retrouve hors du parti : 579.

BARBUSSE, Henri (1873-1935), homme de lettres, auteur du roman *Le Feu* sur la guerre, pacifiste, adhère au PC en 1923. Dans les années 20, il devient la figure de proue de la Ligue contre l'impérialisme et des congrès internationaux contre le fascisme et pour la paix. Il dirige *Monde*. Après la vie de Jésus, il écrit celle de Staline : 111, 445, 542.

BARCELÓ Jover, Luis (1896-1939), cet officier, membre secret du PC, est officiellement républicain. Il commande une division pendant la guerre, jette le masque lors du « coup » de Casado*, est fusillé en 1939 par les républicains soulevés contre Negrín* : 680.

BARONTINI, Ilio, dit Dario, Fonti, Job (1890-1951), fils de cheminot, ouvrier mécanicien, au PSI en 1905, secrétaire avant la guerre de la section de Livourne, il est au congès de fondation du PCI. Plusieurs fois arrêté, il se réfugie en URSS en 1930, travaille en usine et se distingue dans la lutte contre les bordiguistes. Il est élève de l'Académie Frounze, a des responsabilités au Club international des marins, accomplit

plusieurs missions en Chine. De 1936 à 1938, il est un des dirigeants des Brigades internationales puis est envoyé en Éthiopie pour organiser la guérilla. Il joue un rôle important dans les FTP-MOI après sa sortie du camp de Gurs, est l'un des chefs des Partisans à partir de 1943, est après la guerre membre du CC du PCI, député puis sénateur, est tué dans un accident d'auto : 694.

BARRÉ, Henri (1888-1972), métallo, opposant communiste lié à Treint, il devient correcteur d'imprimerie, passe à la SFIO, est élu sénateur après guerre : 464, 559.

BARREIRO, Oliveira Alejandro, dit Alejandro García, (1884-1937), ouvrier *tabaquero* de Cuba, il est l'un des responsables du syndicat organisé par Julio Antonio Mella, dont il devient l'un des proches compagnons. Membre du CC du PC en 1925, il fait partie, avec Sandalio Junco, de la délégation cubaine au 4e congrès de la Profintern à Moscou. Les deux hommes se voient interdire l'entrée à Cuba au retour et s'installent au Mexique, où Mella est le secrétaire intérimaire du PC. Ils s'y lient tous les trois à un groupe d'opposition de gauche qu'anime Rosalio Negrete et préparent une expédition à Cuba. Barreiro est le plus proche collaborateur de Mella et se trouve à ses côtés lors de son assassinat. Il est expulsé du Mexique en janvier 1930 avec d'autres communistes étrangers : 382, 383, 500, 580.

BARRIO Navarro, José del, dit Rafols (1908-?), membre du Parti communiste catalan, non membre de la Comintern, et dirigeant des jeunesses communistes, il devient dirigeant du PSUC et chef de sa première colonne. Il est le chef de la 18e division. Il critique le pacte germano-soviétique et les exclusions qui suivent, et finit dans les rangs des « titistes » : 747.

BARRON, Victor Allan George, dit James Martin, Juan Martins, Raymond (1909-1935), né d'une liaison de jeunesse de Harrison George*, gagné par son père au communisme et envoyé par lui dans une école des services qui en fait un opérateur radio. Il travaille à San Francisco, puis aux Philippines, est envoyé au Brésil pour le soulèvement de 1935 et meurt sous la torture à Rio : 666, 668.

BARROS, Quintilino Clementino de (1899-?), sergent, membre du PCB, secrétaire à la Défense du gouvernement populaire révolutionnaire de Natal en 1935. Condamné à dix ans de prison : 667.

BARTH, Emil (1879-1941), métallo du cercle des Délégués révolutionnaires, commissaire du peuple dans le premier gouvernement Ebert*, il est un exemple de confusion et d'opportunisme radical en paroles : 47.

BARTOLOMEO, Nicola di, dit FOSCO, Emiliano Vigo, Roland, Rolando, Salino, Venturini (1901-1946), fils de métallo, il adhère aux JS en 1915, au PCI en 1921, est condamné à cinq ans de prison en 1922 pour travail antimilitariste. A sa sortie, il émigre en France, passe à la Fraction (bordiguiste) puis à l'opposition de gauche, la NOI. En Espagne en 1935, il collabore avec le POUM et fonde son propre groupe. Livré au gouvernement italien par le gouvernement français, il est déporté et joue un rôle important dans la reconstruction du mouvement ouvrier dans le Sud italien en 1944 : 580.

BARTZIOTAS, Vassilis, dit Phanis (1909-1994), membre de la direction et de l'entourage de Zachariades* particulièrement acharné dans la persécution des opposants de l'intérieur, responsable de lynchages jusqu'à l'intérieur du bagne d'Acronauplie où il est le principal dirigeant du PC grec. Sous l'Occupation, il va devenir dirigeant de l'ELAS à Athènes, et, à ce titre, à travers l'OPLA, la police stalinienne, il dirige le massacre des trotskystes et de tous les opposants, même virtuels. Procureur aux ordres de Zachariades, il sera purgé avec lui : 617, 768.

BARZILAY, *cf.* Berger.

BASBAUM, Leôncio, dit Machado, Antônio Machado, Antônio Martins, Leôncio Mauricio, Joaquín Tridade (1907-1969), étudiant en médecine, il adhère au PC du Brésil en mai 1926, crée un groupe de JC et devient leur secrétaire général en 1927, séjourne à Moscou à l'occasion du VIe congrès, devient membre du comité militaire national, chargé du travail antimilitariste. Éliminé de la direction au cours de la campagne contre les intellectuels appelée « prolétarisation », il est arrêté en avril 1931 et purge une dure peine de prison. Il est libéré en décembre 1932 et affecté à la constitution de comités contre la guerre. Peu après sa libération, il est mis en accusation et refuse de faire son autocritique. Il est exclu en 1935 en même temps que Grazini et Heitor Ferreira Lima : 611, 803.

BASCUÑÁN ZURITA, José R. (?-1935), communiste, organisateur de milices paysannes, noyé par les forces de l'ordre : 647.

BASTIEN, Jean (1901-1944), fils et neveu de députés socialistes, avocat, membre du POB, de l'équipe du Secours rouge international en 1930 et de l'Association juridique internationale qui défend les communistes persécutés, il quitte le POB pour le le PC en 1934, devient l'un des dirigeants du SRI et de l'Université ouvrière de Bruxelles. A la fin de 1936, il est en Espagne, dans la 14e brigade, puis à Albacete, où il siège au tribunal militaire et se fait une très mauvaise réputation. Sous l'Occupation, il est arrêté, mais pas livré à Franco* comme on le redoute. Libéré en mai 1941, il s'engage dans l'action armée et devient le commandant en chef adjoint des PA. Arrêté en janvier 1943, torturé, il est finalement transféré à Sachsenhausen, où il meurt, en novembre 1944 : 781.

BATET Mestre, Domingo (1872-1937), ancien conspirateur républicain, ce général espagnol devient chef de la maison militaire du président de la République. A la veille du soulèvement, il rend visite au général Mola* qui lui avait donné sa parole de soldat qu'il ne conspirait pas. Il est arrêté sur son ordre et fusillé au début de 1937 : 679.

BATISTA y Zaldivar, Fulgencio (1901-1973), d'abord simple soldat, sergent, organisateur des sous-officiers lors de la révolution d'août 1933, devenu colonel, il se rend maître de Cuba par un coup d'État en 1933. Président jusqu'en 1940, avec l'appui des communistes, puis de 1952 à 1968, où il est renversé par Fidel Castro : 629.

BAUER Gustav (1870-1944), syndicaliste et membre du SPD, chancelier du Reich de 1919 à 1920 : 128.

BAUER OTTO, dit Karl Mann, Friedrich Schulze, Henrich Weber (1881-1938), fils de riche famille juive, surdoué, il apparaît vite comme un des théoriciens marxistes les plus brillants de sa génération. Prisonnier de guerre en Russie de 1914 à 1917, il organise après son retour au gouvernement et dans le SPD la résistance aux communistes. Chef du parti, il théorise la « violence défensive ». Il meurt en exil : 64, 629, 641.

BAUM, Edda TANNENBAUM, dite, arrêtée en 1903, membre du parti russe en 1904, elle est membre du KPD quand elle est affectée à Berlin à un poste qui sert de couverture à son activité car elle est probablement du GPU à partir de mai 1924. Transférée à Moscou dans le même service, elle sert de courrier entre les « droitiers » allemands de Moscou et de Berlin, est jugée. Sa trace se perd après son « blâme sévère » : 556.

BAVASSANO, Mario, dit Giacomi, Jaco, Jules, Rey (1895-1964), ouvrier sellier à la Fiat à Turin, communiste, élève de l'Académie militaire Tolmatchev de Moscou en 1923-1924, interprète dans l'Armée rouge et spécialiste des valises à double fond. Clandestin en Italie en 1925, puis dirigeant des groupes communistes italiens en France, il suit « les trois » en 1930 et rejoint l'Opposition de gauche, qu'il quitte en 1933 : 580.

BEALS, Carleton (1893-1979), ancien *slacker* écrivain et journaliste américain, diplômé de l'université de Californie en 1916, il enseigne au Mexique, écrit plusieurs ouvrages sur l'Amérique latine, et notamment *Banana Gold* et un reportage célèbre sur Sandino. Membre de la commission d'enquête sur les procès de Moscou, il pose des questions qui cherchent visiblement à compromettre Trotsky et est contraint à la démission pour trahison de ses devoirs de commissaire ; Trotsky pense qu'il est un agent stalinien : ce n'est pas prouvé : 445.

BEAUFILS, Georges, dit Joseph, Marceau, colonel Drumont (1913- ?), il a rejoint jeune le PC. En 1933, il est probablement à l'OMS puisqu'un rapport de militants allemands en fuite rend compte de leur accueil par lui à Paris. Pendant la guerre, il est dans l'appareil du PC, proche d'A. Dallidet*, fondateur de l'OS, puis du Service B, selon Thierry Wolton, dirigeant des FTP sous le nom de colonel Drumont*. Il a fait un stage technique en URSS, appartient de toute évidence au 4e bureau de l'Armée rouge devenu GRU. Il est condamné pour espionnage à huit ans de détention criminelle en 1978 : 615.

BEBLER, Alec, communiste yougoslave, collaborateur de Tito : 695.

BECHSTEDT, Oscar, journaliste communiste d'Eisleben, et chef d'un groupe armé, il cherche à monter localement une provocation en mars 1921 : 218.

BECHSTEIN, Edwin, fabricant de pianos à Munich, un des premiers à financer Hitler : 528.

BECKER, Carl (1894-1942), typographe, aux JS en 1909, au SPD en 1912. Radical de gauche pendant la guerre, arrêté en 1917, dirigeant IKD, il rejoint le KPD, mais en est exclu à Heidelberg. Il ne rejoint pas le KAPD mais revient au KPD(S) en mars 1920. Plus tard lié aux *Versöhnler*, réfugié en France, livré aux nazis par Vichy et exécuté : 140, 142, 305.

BEDACHT, Max, dit Marshall (1883-1972), coiffeur, né en Allemagne, il devient journaliste à New York, membre de la direction du CLPA de John Reed qu'il remplace à l'exécutif en 1921. Il ne joue ensuite qu'un rôle subalterne dans les luttes fractionnelles : 259.

BEGOVIĆ, Vlajko, dit Vladimir Stefano (1905-1980), né en Bosnie, fils d'un pope serbe. Après des études supérieures, il rejoint le PCY en 1930 ; recherché, condamné à douze ans par contumace, il milite en France puis suit les cours de la KUNMZ en 1935 et semble avoir travaillé pour l'OMS. Interbrigadiste en Espagne, interné en France, évadé, commandant du FTP-MOI en zone sud, il rejoint en 1942 le mouvement partisan, devient général dans l'armée yougoslave : 695.

BEIKA, Davids Samuelevitch, dit Bernard (1885-1946), Letton, au parti en 1903, longtemps émigré aux États-Unis, communiste de gauche à son retour, membre de l'exécutif en 1920-1922, il travaille à la Comintern, séjourne en 1937-1938 en Espagne. Arrêté et condamné à son retour en URSS, il est mort en camp : 726.

BEIMLER Hans dit Hans Beier (1895-1936), serrurier, un des dirigeants du Conseil des ouvriers et soldats de Bavière en 1918, député au Landtag puis en 1932 au Reichstag, interné à Dachau en avril 1934, évadé. Il s'engage dès les premiers combats en Espagne. Ses amis ont jugé sa mort suspecte. Son amie Antonia Stern, venue enquêter en Espagne, a été arrêtée et dépouillée de toute sa documentation sur l'affaire. Il était, selon elle, en contact avec le groupe de Ruth Fischer* : 696.

BELENKY, Grigory Iakovlevitch (1885-1938), vieux bolchevik, ancien secrétaire du rayon de Krasnaia Presnïa, écarté comme membre de l'Opposition, capitule, est libéré et de nouveau arrêté, sauvagement torturé avant d'être exécuté : 452.

BELLARBI-SALAH, Ahmed, dit Abderrahman, Boualem (1885-1934), traminot à Alger, au PC en 1925, délégué au 6e congrès de la Comintern, il est membre du CC du PCF en 1929, suit les cours de l'Ecole Lénine. Dénoncé comme membre du « groupe » en 1931, il est exclu en 1934 : 272.

BELL, Tom, dit George, Frank Hope, (1882-1940), fils de maçon, lui-même fondeur, dirigeant du SLP d'Écosse et membre du Comité des shop stewards. Il cofonde le CPGB et fait partie de son CC et de son BP de 1920 à 1929 : 53, 498.

BELOBORODOV Aleksandr G., dit Aleksandr Egorytch, Igor (1991-1938), ouvrier électricien, bolchevik en 1907, organisateur dans l'Oural, commissaire du peuple à l'Intérieur de la RSFSR, jusqu'à sa révocation en 1927, où il donne asile à Trotsky* et avant sa déportation. Il capitule avec Smirnov*, est de nouveau arrêté, et exécuté en 1938 : 346.

BELOV, ps. de Giorgi Damianov Pavranov (1892-1956), devenu socialiste au lycée, il rejoint le parti tesnjak (étroit) bulgare en 1912 et milite aux jeunesses et dans les syndicats. Il est officier pendant la guerre, rejoint le PC bulgare dès 1919, commande une unité dans l'insurrection de septembre 1923, se réfugie en URSS où il entre à l'Académie Frounze dont il est diplômé

en 1929. Il milite ensuite dans la délégation du PC bulgare et à la Comintern. Il épure le parti de ses « sectaires » en 1936, va en Espagne sous le nom de général Belov et revient à Moscou où il est chargé des cadres. internationaux. Il retourne en Bulgarie après la guerre, qu'il a faite dans l'Armée rouge et occupe des postes importants : ministre de la Défense, président de l'Assemblée nationale : 611, 694.

BEN LEKHAL, Mohamed (1894-1936), d'une famille de notables, il adhère au PC à sa naissance, reçoit une formation à Moscou en 1922-1923, milite clandestinement dans la Ruhr en 1923. Condamné à cinq ans de prison, il est appelé le « héros de Mayence » pour son comportement devant les juges militaires. La police le recherche en Tunisie à l'époque de la guerre de Syrie. Il suit les cours de l'Université d'Orient. Il est très critique des « méthodes » du PC. En 1929 il donné pour membre du CC de l'ENA. Il revient à Alger en 1930, s'éloigne du PC en 1932 : 272, 288, 294, 302, 393.

BENADA, Ludovit (1899-?), Slovaque, ancien social-démocrate, au PCT en 1921, il est dans l'appareil jusqu'en 1931 où il part en URSS « exercer des fonctions importantes » jusqu'en 1938. A son retour, il dirige les syndicats rouges, puis en 1939 est membre du premier CC illégal. Arrêté, il passe quatre ans à Mauthausen. Après la guerre il est dans les sommets du PC slovaque, CCC, CC, BP : 778.

BENARIO, Olga, ép. Prestes, dite Ana Baum de Revido, Olga Bergner, Frieda Leuschner, Olga Sinek, Zargojevtchina, Vilas Zarkovitch (1908-1942), juive allemande, très belle, membre des JC, d'abord compagne d'Otto Braun*, elle est recrutée par le GRU, reçoit une formation technique très poussée (pilote d'avion, parachutiste, chiffre), a un enfant, probablement du secrétaire de la KIM de l'Académie Frounze, B.P. Nikitine, et devient la compagne du leader communiste brésilien Luis Carlos Prestes*. Arrêtée en 1935 au Brésil, elle est livrée en 1940 au gouvernement nazi et meurt à Ravensbrück en 1942 : 618, 668.

BENEŠ, Eduard (1884-1948), professeur d'université, disciple de Masaryk*, nationaliste tchèque, dirigeant du Parti socialiste national, ministre en 1921, il est président de la Tchécolovaquie en 1935, réélu en 1945 : 149, 151, 187.

BENEŠ František (1895-?), social-démocrate tchèque, un des dirigeants du mouvement des prisonniers de guerre en Russie dont il est l'organisateur à Petrograd : 57.

BENTZ, Irene, dite Rosa Hartman (1899-1937), employée, elle travaille à la délégation commerciale de l'URSS à Berlin, émigre en URSS en 1930, travaille à la Krestintern puis à partir de 1934 à la Comintern comme courrier de l'OMS. Arrêtée en août 1937, elle est exécutée en novembre : 724.

BÉRANGER, Daniel (1908-1978), jeune militant communiste français, ami de la fille de Caridad Mercader, il est infiltré dans les JS où il est la cheville ouvrière d'une opération visant à la fusion avec les JC, avec la venue clandestine à Paris des représentants des JC russes en 1934 et les contacts pris avec le responsable de l'aile gauche JS, Fred Zeller. Démasqué, il s'éloigne de la politique publique mais sert l'appareil sous la couverture d'une activité de petit industriel, sa maison étant l'étape entre l'Espagne et Moscou pendant la guerre d'Espagne puis la Seconde Guerre mondiale. Il hébergea notamment Ramon Mercader et Joseph Epstein, colonel Gilles : 616, 617, 671, 728.

BERCHER, Louis, dit Péra (1899-?), médecin sur un bateau faisant la liaison France-Turquie : 575.

BEREI, Andor, dit Janssens, Denis, Victor, Pépé, Luppe Kassuul, Clavel (1900-1979), à la suite de la révolution hongroise, où il a organisé les JC, il participe à la réorganisation clandestine, est condamné à onze ans de prison, mais échangé en 1922. Il fait des études à Moscou, notamment à l'École Lénine, et travaille au secrétariat latin, qui l'envoie à Bruxelles pour « effacer le pacte des Jeunesses », dit José Gotovitch, c'est-dire l'accord d'unité d'action avec les JS et les jeunes trotskystes. Il y reste comme instructeur permanent, avec un an d'interruption, de 1935 à 1946 – le fait est rare –, assurant l'installation en 1939 du Centre français avec Fried*. Il repart en 1946, devient secrétaire d'État aux Affaires étrangères, enseignant d'économie à partir de 1959 : 750, 784, 781.

BEREJKOV, Valentin, secrétaire d'ambassade à Berlin, interprètre de Staline* à partir de 1940 : 738, 764.

BERGER, Karl, *cf.* Šeremet, Shfik.

BERGER, Méta Schlichting, ép, (1863-1944), femme du dirigeant socialiste américain Victor Berger (1860-1929), elle-même championne de la « Old Guard » anticommuniste, elle se rallie au PC à l'époque du Front populaire – y adhérant en secret selon Gitlow – faisant son jeu et ne rompant avec le SPA qu'en 1939 : 615.

BERGER OU BARZILAY, ps. de Iossif Milhailovitch Zsilnik (1904-1978), né en Pologne, d'où sa famille émigre à Vienne en 1914, en Silésie en 1916, il émigre lui-même en Palestine en 1919, y adhère à l'organisation sioniste de gauche d'*Hachomer Hatzaïr* et rompt avec le sionisme. Dirigeant du KPP puis en 1923 du PKP réunifié et membre du secrétariat, il assiste aux 5e et 6e congrès ; secrétaire général de 1929 à 1931, est rappelé à Moscou en 1931 et affecté à Berlin comme secrétaire de la Ligue anti-impérialiste. En 1932, à Moscou, il est responsable de la section Moyen-Orient de la Comintern, et enseigne à l'Université des peuples d'Orient. Il est arrêté en février 1935 et passe plus de vingt ans en prison et au Goulag : 271.

BERGERY, Gaston (1892-1974), avocat et homme politique français, gendre de Krassine. Il sert Vichy pendant la guerre : 542.

BERGMANN, Jozsef, dit Barna (1906-1942), tapissier, membre du PC hongrois clandestin, il représente le PCH à la Comintern à partir de 1930. Arrêté en 1933, il disparaît dans le goulag des îles Solovietsky.

BERIA, Lavrentii Pavlovitch (1899-1953), étudiant puis ingénieur, il fait carrière d'apparatchik dans la Tcheka, est chef de l'OGPU en Transcaucasie. Secrétaire du parti sur place en 1931, membre du CC, il prend la place d'Ejov* à l'intérieur en 1938. Arrêté, tué ou jugé et exécuté en 1953 après la mort de Staline* : 803.

BERKMAN, Alexander (1870-1937), né en Pologne, émigré aux États-Unis, il est d'abord anarchiste, célèbre par un attentat contre le PDG Frick, pendant la grève

de la Homestead Steel, qui lui vaut quatorze ans de prison. Très lié à Emma Goldman,* il suit le même itinéraire. Il se suicide à Nice : 49.

BERNARD, Alfred (1900-1944), cheminot français, il adhère au PCF en 1922, devient très vite secrétaire régional à Tours, entre au CC et au BP en 1926, puis devient suppléant au secrétariat politique de la Comintern et membre du secrétariat du PCF. En août 1928, il critique au VIe congrès la ligne « classe contre classe » et perd toutes ses responsabilités. Il rejoint les trotskystes en 1930, Doriot en 1934, la SFIO en 1935, participe à la Résistance et meurt en prison sous l'Occupation : 464, 481, 496, 672.

BERNASCHEK, Richard (1888-1948), autrichien, ouvrier dans un chantier naval, membre du SPD en 1907, mobilisé pendant la guerre, prisonnier en Italie, puis vice-président du conseil ouvrier régional de Linz. Il travaille ensuite deux ans à Utrecht et est rappelé par ses camarades pour mettre sur pied le *Schützbund* en Haute-Autriche. Il suit des cours à l'université et devient secrétaire du parti dans cette province. Il est indirectement à l'origine de l'attaque contre les locaux et du combat défensif des *Schützbundler*. Arrêté, il s'évade, vit notamment en URSS. Il revient par Prague, milite clandestinement, est arrêté en 1944, envoyé à Mauthausen où il est fusillé : 630.

BERNERI, Camillo (1887-1937), professeur de philosophie à Florence, adversaire résolu du régime fasciste, émigré. Pendant la guerre d'Espagne, il dirige à Barcelone *Guerra di Classe* où il dénonce la politique du Front populaire et la collaboration gouvernementale des anarchistes. Il est assassiné au lendemain des journées de Mai. Le crime est généralement attribué aux staliniens, mais il n'est pas exclu que les services de Mussolini*, connaissant la haine que lui portait le PC, l'aient assassiné, espérant ne pas être soupçonnés : 698.

BERNETE, José, dit Ximeno (1912-?), berger andalou, devenu chef de guerre à la tête d'un détachement de cavalerie paysanne pendant la guerre civile : 686.

BERNSTEIN, Edouard, (1850-1932), proche d'Engels, il devient le chef de file du révisionnisme au tournant du siècle. Il passe à l'USPD pendant la guerre puis revient à la social-démocratie : 32.

BERTI, Giuseppe, dit Jacopo (1901-1979), Professeur d'histoire, leader des JS en Sicile en 1919. Au PC d'I en 1921, il est secrétaire national des JC et membre de la direction en 1922. Délégué au Ve congrès et au IVe de la KIM, il est élu à l'exécutif de cette dernière et la représente à Moscou jusqu'en 1927. Arrêté et interné, il quitte l'Italie en 1929, est coopté au secrétariat du PCI à Paris. Il est écarté par Togliatti* en 1940 du fait de ses hésitations sur le pacte. Aux États-Unis pendant la guerre, il revient en 1946, et est élu député : 746.

BERTZ, Paul, dit Albert, Glassbrenner, Helm Johann, Schiller (1886-1950), outilleur, syndiqué en 1903, au SPD en 1910, spartakiste pendant la guerre, il est au KPD dès sa fondation. Il travaille au département d'organisation, est délégué au 6e congrès de la Comintern. Il est pendant la guerre responsable de l'émigration jusqu'en 1943 mais après 1944 formule des réserves, notamment en 1945 sur la naissance du SED par unification « forcée ». Il se suicide, et est, après sa mort, dénoncé comme espion : 745.

BERZINE, Jan Antonovitch, dit Winter, Pavlov, Pavel Vassilievitch, Ziemelis (1881-1938), fils de paysans lettons, enseignant, il entre au Parti social-démocrate en 1902, participe à la révolution de 1905 et rencontre Lénine* en 1906. Il organise la fraction bolchevique dans le parti letton. Il émigre en 1908, représente son parti à la conférence de Zimmerwald, séjourne en 1917 aux États-Unis et à Moscou où il est élu membre du CC. Chef de la mission diplomatique de Berne jusqu'à son expulsion de Suisse en novembre 1919, il devient secrétaire de l'exécutif de la Comintern, en sera élu suppléant mais quitte ce travail pour la diplomatie, représentant l'URSS à Helsinki, Londres et Vienne. Staline* lui confie en 1929 la direction des archives. Il est arrêté en 1937 comme « nationaliste »et meurt en 1940 : 48, 90, 356.

BERZINE, Jan Karlovitch, ps. de Petris Kyuzis, dit général Grichine (1879-1938), Letton, officier de l'Armée rouge, chef du 4e bureau, le renseignement, il est quelque temps en Espagne comme conseiller militaire, est fusillé à son rappel : 329, 694, 714.

BERZINS, Reinholds Iossifovitch (1888-1939), ouvrier letton, bolchevik en 1905, arrêté et déporté, mobilisé en 1914, membre de plusieurs conseils militaires révolutionnaires successifs pendant la guerre civile. Il entre à la Tcheka et poursuit une carrière à l'OGPU : épuré en 1938, il est tué en 1939.

BESOUCHET, Alberto Bomilcar, jeune officier brésilien, membre du PCB, frère de militants trotskystes, il participe à l'insurrection de 1935, échappe à la police, puis combat en Espagne, où il est probablement assassiné par les hommes de Staline : 697, 728, 729.

BESSONOV, Sergéi Aleksandrovitch (1892-1941), ancien diplomate diplômé de l'IPR, et membre secret de l'Opposition de gauche. Témoin à charge au dernier procès de Moscou, il est exécuté avec Rakovsky et une centaine d'autres : 461.

BESTEIRO Fernández, Julián (1870-1940), professeur d'université, il est dans les années 30 le leader de l'aile droite du PSOE et président de l'UGT, d'où il est écarté en 1934. Il est du groupe qui essaie en 1939, à travers la Junte de Casado et avec l'appui britannique, de négocier avec Franco*, et meurt dans une prison franquiste : 638, 642.

BETTELHEIM, Ernö dit Ernö Bolyai, parfois Bolyani, (1889-1959), avocat, membre du PCH à sa fondation, il s'oppose à la fusion avec le Parti socialiste. Envoyé en mission par Béla Kun* pour organiser un soulèvement à Vienne en mai 1919, il essuie un sérieux échec. Ses attaques contre Kun lui valent d'être exclu du parti, mais il continue de vivre en URSS de 1927 à 1948, date à laquelle il revient en Hongrie : 108, 109.

BEVAN, Aneurin (1897-1950), Gallois du pays minier, président du comité d'action de Tredegar en 1926, il décide les policiers à laisser la rue aux ouvriers et se montre un des jeunes dirigeants les plus déterminés. Travailliste de gauche, il est plusieurs fois ministre : 416.

BEVIN, Ernest (1887-1951), organisateur du puissant syn-

dicat des transports britannique TGWU puis président du TUC, ministre à partir de 1940 : 152, 408, 413, 416, 420.

BEYER, Georges, dit Bernard, Nardin, (1905-1975), ingénieur chimiste, responsable du syndicat CGT de la chimie, permanent au BIT, il est commissaire technique de l'OS puis des FTP, ensuite responsable de la sécurité du CC, une sorte de chef de la police interne, comme l'étaient Latour*et Decaux* : 615, 777.

BEZERRA, Gregorio Lourenço, (1900-1983), ouvrier agricole, puis domestique, il s'enfuit en 1916 et devient carrier, puis s'engage pour six ans. Au PCB en 1930, il est responsable du travail « anti » pour un Etat. Sergent, il est l'un des principaux dirigeants de la révolte de 1935 à Recife. Il est condamné à une lourde peine de réclusion, échangé, arrêté de nouveau. Il rompt en 1980 avec le PCB : 667.

BIANCO, Vicenzo, dit colonel Krieger, Griegher (1898-19?), membre du PC en 1921, poursuivi, il se réfugie en URSS et y suit les cours d'une école politique et d'une académie militaire. Élu en 1931 suppléant du CC, il est envoyé en Italie, arrêté et condamné à onze ans de prison. Évadé, il reprend contact, est envoyé en Espagne dans les Brigades internationales où il est le colonel Krieger. Il retourne en URSS comme représentant du PCI à l'exécutif et, à ce titre, signe la résolution dissolvant la Comintern. De retour en Italie, il ne joue qu'un rôle très subalterne : 695.

BIELEWSKI, *cf.* Paszyn.

BIERMAN, Istvan (1891-1937), employé de banque, leader du conseil d'ouvriers et soldats de Budapest, il est arrêté en 1918 mais échangé ensuite. Il travaille dans l'appareil central puis dans l'appareil économique, devenant directeur du combinat de Dniepropetrovsk. Selon les uns, il est arrêté et exécuté en 1937, selon les autres, il est tué à cette date dans un accident d'auto : 720.

BIERUT, Boleslav, dit Bielak, Bozecki, Janowski, Mietek, Biakly, Tomasz, Wacek, Wagner (1892-1956), fils de paysans, il est imprimeur puis employé, est membre du PPS en 1912, du PKP dès sa fondation, du *Revkom* en 1921. Membre de l'appareil de la Comintern, il accomplit des missions clandestines en Europe centrale. Il est condamné à sept ans de prison en Tchécoslovaquie, réussit à rejoindre l'URSS à sa libération et est renvoyé en Pologne pour diriger le Parti ouvrier nouvellement fondé en 1942. Il est ensuite l'un des dirigeants de la Pologne populaire : 616, 776.

BIGOT, Marthe, dite Anne Cherreau (1878-1962), institutrice française, membre de la fédération de l'enseignement et du Parti socialiste, membre de la minorité de Zimmerwald, révoquée en 1921. Responsable de la section féminine du PC, elle signe l'appel à la publication de *Cours nouveau* de Trotsky, qu'elle défend sa vie durant. Elle est dans les fondateurs de *La Vérité*, mais l'abandonne et se consacre à *La Révolution prolétarienne* : 576.

BILLINGS, Warren (1892-1973). Voir Mooney, comme lui injustement condamné.

BILLOUX, François, dit G. Faudet, Laudier, Lemaire, (1903-1978), d'une famille paysanne révoltée, il adhère sous l'influence de son père aux JS de Roanne en 1917. Il devient rapidement un dirigeant des JC, assistant à Moscou au congrès de la KIM et surtout au Ve congrès de la Comintern en 1924. En 1925, il est membre du CC du PC et délégué des JC auprès de la KIM à Moscou. De 1928 à 1931, il est l'un des animateurs du groupe Barbé-Célor*, ce qui lui vaut de perdre toutes ses responsabilités, mais il remonte très vite avec la fédération des Bouches-du-Rhône où il est affecté à partir de 1934. A partir de 1936, il est souvent en Espagne où, selon Charles Tillon,* il est instructeur de la Comintern, jouant un rôle très important et prenant certaines des responsabilités, notamment dans la répression, qui ont été attribuées à André Marty*. Arrêté et condamné à cinq ans de prison au procès des députés communistes par Vichy, il est leur porte-parole. Il sort de prison et devient ministre du général de Gaulle* : 611, 694.

BIRKENHAUER, Erich, dit Belfort (1903-1941), enseignant, membre du parti en 1924, il devient un collaborateur de confiance de Thälmann*, est arrêté avec lui, sévèrement torturé par la police. Libéré, il rejoint Moscou, est arrêté en 1937 et meurt en prison : 724.

BIRNEY, Earle dit ROBERTSON (1904-1995), intellectuel canadien gagné à l'Opposition de gauche, puis à la IVe Internationale, il rompt en 1940 et devient un grand poète officiel : 579.

BIRO, Béla, Tchékiste hongrois : 616.

BISMARCK-SCHÖNHAUSEN, Otto von, (1815-1898), chef du gouvernement prussien, puis chancelier en Allemagne avec l'empereur Guillaume II*, il a réalisé l'unité allemande : 299.

BITSENKO, Aleksandra Aleksandrovna (1870-?), militante SR de gauche, membre de la délégation soviétique aux négociations de Brest-Litovsk en 1917-1918 : 43.

BITTELMAN, Alexander, dit Alberto Moreau, Oscher, (1890-1982), né en Russie, émigré, membre du CC du CPA en 1919. Il occupe de hautes responsabilités dans le PC et l'IC (bureau des Caraïbes), est relevé de ses fonctions par l'exécutif en 1929, envoyé deux ans en Chine, puis relégué à des fonctions subalternes. Après cinq ans de prison, il est exclu en 1960.

BITTNER, Henryk, dit Henrik BICZ, Czyz, Stanislawski, (1887-1937), membre du Parti communiste polonais, député au Sejm, il est arrêté et liquidé en URSS pendant la Grande Purge : 719.

BLACKWELL Russell, dit Rosalio NEGRETE (1904-1969), militant américain, organisateur des Pionniers (enfants communistes), membre de l'opposition de gauche, il est envoyé au Mexique, où il est un des dirigeants et en tout cas l'animateur des Jeunesses communistes. Il prend les premiers contacts avec des oppositionnels mexicains. Exclu du parti il est presque lynché par le comité central mexicain. Plus tard, il appartient au groupe d'Oehler* et, envoyé en Espagne par son groupe, il échappe de peu aux tueurs de Staline* grâce à une campagne internationale : 501, 502, 579, 580.

BLAGOIEV, Dimitar, dit Jelesov, (1859-1924), social-démocrate bulgare, leader de la fraction des *tesnjaki* (étroits) dont la rigidité et le sectarisme les entraînent dans la passivité, par exemple en juin 1923 : 53, 92, 333.

BLAGOIEVA, Stella (1887-1954), fille du précédent, mili-

tante communiste, restée trois ans aux mains de la police, vit pratiquement à Moscou le reste de sa vie, travaillant aux cadres, puis à l'*agit-prop* dans les services de la Comintern et, après la guerre, comme ambassadrice de Bulgarie : 730.

BLANC, Josep, Catalan du PSUC, agent des services soviétiques, il tente de regrouper des psucistes en France en 1939 : 747.

BLANCO Bermejo, Jesús (1918-1937), pionnier rouge, puis JC, exclu du collège pour son activité, il est en 1933 secrétaire du rayon sud des JC de Madrid, combat en octobre dans un « groupe d'action », est exclu en 1934 et rejoint la *Izquierda comunista*. En désaccord avec l'entrée dans le POUM, il s'incline. Organisateur de milices en 1936 à Madrid, rescapé de la cathédrale de Sigüenza, il est tué au front : 673.

BLÁZQUEZ DE PEDRO, José María (1875-1927), espagnol, écrivain et poète, anarcho-syndicaliste, émigré à Panama en 1914, est l'un des fondateurs et dirigeants de la Fédération ouvrière en 1921 du Groupe communiste en 1922. Expulsé et emprisonné à Cuba, il meurt tuberculeux : 199, 520.

BLINOVSKY, Nikolaï Vassilievitch, dit STÉPHANE (1880-?), envoyé en France par la Comintern en octobre 1924 pour la bolchevisation du PC, comme « instructeur » : 381.

BLÜCHER, Vassili Konstantinovitch, dit GALLEN, Galine (1889-1938), fils de paysans pauvres, ouvrier, il fait de la prison pour faits de grève. Sous-officier, démobilisé comme grand blessé, il adhère au parti en 1916, organise en 1918 des détachements locaux dans l'Oural, rassemblés en 1919 dans la 51e division. Il se révèle un chef militaire de grand talent. Conseiller militaire en Chine de 1924 à 1927, puis commandant en Extrême-Orient, fait maréchal en 1934, il préside le tribunal militaire qui juge ses compagnons d'armes en 1938, est exécuté la même année : 433.

BLUM, Léon, (1872-1950), intellectuel et haut fonctionnaire français, au parti de Jaurès* en 1902, chef de cabinet de Sembat* en 1914, théoricien de la SFIO après la scission de 1920, artisan du Cartel des gauches, président du Conseil au temps du Front populaire : 199, 681, 682, 705.

BLUMKINE, Iakov (1899-1929), SR et membre de la Tcheka, assassine en 1918, sur ordre de son parti, l'ambassadeur allemand von Mirbach*, pour provoquer la reprise de la guerre. Condamné à mort, mais gagné au bolchevisme dans sa cellule par Trotsky* qui obtient sa grâce, il devient un des meilleurs agents secrets de l'Armée rouge. Il effectue une mission en Afrique. Membre de l'opposition de gauche, il est fusillé en 1929 pour avoir rendu visite à Trotsky en Turquie et avoir porté un message de lui à ses amis : 267, 288, 606.

BOBIŃSKI, Stanislaw, dit Kreczyński, Koziol, Lelifa, Rafal Neruda, Rafalowics (1882-1937), après des études d'ingénieur en Autriche, membre du SPDiL, il revient en Pologne où il est arrêté et déporté en 1915. En 1919-1920, il est secrétaire du groupe polonais du PCR (b). De 1922 à 1925, il organise l'université de Sverdlovsk, où il a accompagné Béla Kun*, et de 1925 à 1927 dirige l'école de la section polonaise de la Comintern. Il travaille ensuite à l'Académie communiste, est arrêté et exécuté en 1937 : 719.

BODY, Marcel dit Jean Alexandre, Marcel Laurent, (1894-1984), ouvrier, membre de la mission militaire française en Russie, il est l'un des fondateurs du Groupe communiste français de Russie, se déplace en Ukraine où il participe à l'offensive de fraternisation en direction des soldats français. Devenu le compagnon de Kollontaï*, il l'accompagne dans sa mission diplomatique en Norvège puis revient en France, où il continue à militer quelque part entre communisme et anarchisme : 58, 91, 636, 672.

BOEV, Petko, dirigeant du PC bulgare après-guerre : 706.

BOGDANOV, ps. de Ivanov.

BOGUCKI, Jerzy dit Alexander, Szpak Wacek, (1884-1937), adhère au SPDiL en Pologne en 1904, puis vit aux États-Unis de 1910 à 1917. Il milite à son retour dans le PC biélorusse. Il est suppléant de l'exécutif en 1925 puis disparaît de la presse : de 1930 à 1937, il travaille dans les bureaux de la procurature générale d'URSS. Il est à son tour arrêté et liquidé : 719.

BÖHM, Joseph, ouvrier social-démocrate allemand, prisonnier de guerre en Russie, il est l'un des organisateurs des premiers groupes communistes allemands : 56.

BÖHM, Vilmos (1880-1949), dirigeant social-démocrate, il participe à la fusion des partis hongrois et dirige l'Armée rouge dans les dernières semaines de la République hongroise des Conseils : 108.

BOKANYI, Dezsö (1871-1940), d'abord ouvrier agricole, puis tailleur de pierre, militant syndical, il devient dirigeant du PSD hongrois. Il approuve l'unification de mars 1919 et fait partie du CC, devient commissaire du peuple au Travail, plus tard s'occupe de l'Armée rouge. Condamné, puis échangé en 1922, il travaille un peu à la Comintern puis au commissariat au Travail du gouvernement soviétique et meurt dans un hôpital de prison en 1940 : 108.

BOLEN, Václav (1887-1963), ouvrier agricole, il organise après la guerre la minorité révolutionnaire du syndicat des travailleurs de l'agriculture et des forêts dont il devient le secrétaire général en 1921. Il devient ensuite l'un des principaux dirigeant des syndicats dits rouges de Tchécoslovaquie, le MVS, est exclu du parti avec les Hais*. Il rejoint le Parti socialiste national de Beneš* dont il est député de 1946 à 1948 : 259, 557, 558.

BOLGARANOV, Boian (1896-1972), au PC bulgare en 1920, il reçoit deux ans de formation politico-militaire en URSS. Condamné à mort pour l'insurrection de septembre 1923, il passe sept ans en prison puis 1933 et 1934 à l'École Lénine à Moscou. Après diverses missions dont celle d'interbrigadiste en Espagne, il milite dans la clandestinité en Macédoine bulgare. Il perd ses positions après guerre après la brouille avec Tito* et les retrouve avec la déstalinisation : 695.

BOLOTNIKOV, Semion Ossipovitch (1894-1938), membre du parti en 1924. Membre de l'Opposition unifiée, il a fait partir du personnel technique au VIe congrès : 570, 592.

BOMBACCI, Nicola (1879-1945), enseignant, député socialiste, puis communiste, proche de Bordiga*, il se rap-

proche de Mussolini * et est exclu. Il est fusillé comme fasciste à la fin de la guerre : 167, 174, 206, 207.

BOND, marin anglais, un des meneurs de la mutinerie d'Invergordon dans la Flotte britannique en 1931 : 518.

BONHOMME, Léon (1891-1944), officier sorti du rang, officier d'ordonnance, véritable confident du maréchal Pétain*. Au Maroc en 1926, il l'est resté à Vichy et jusqu'à sa mort accidentelle, avec le grade de lieutenant-colonel : 389.

BONNET, Georges (1889-1973), député radical-socialiste, ministre des Affaires étrangères de Daladier*, il passe pour le champion de la capitulation devant les exigences d'Hitler*.

BOOTHBY, Robert (1900-?), après des études à Eton, puis Oxford, il est secrétaire parlementaire privé de Winston Churchill* de 1926 à 1929, puis député, pair à vie en 1958 : 424.

BORCHARDT, Julian (1868-1932), journaliste de la presse sociale-démocrate, député au Landtag prussien de 1908 à 1913, il dirige pendant la guerre le groupe internationaliste *Lichtstrahlen* auquel Lénine* s'intéresse. Il ne rejoint pas le KPD mais se consacre à des travaux scientifiques : 28.

BORDA FARIA, João (1913-1982), ouvrier portugais proche du PC, engagé en 1932 dans la marine, travaille à l'arsenal maritime puis sert sur l'*Albuquerque* et rejoint l'ORA. Âme de la révolte de 1936, condamné à vingt ans, il est envoyé à Tarrafal jusqu'en 1952. Deux fois arrêté après sa libération : 690.

BORDIGA, Amadeo, dit Orso (1899-1970), leader de la tendance « communiste abstentionniste » du PSI, il est le chef du PCI après le congrès de Livourne, membre de l'exécutif ; mais pendant qu'il est en prison, le parti lui échappe et il est battu au congrès de Lyon en janvier 1926.par le groupe Gramsci-Togliatti*. Arrêté au retour du VI[e] congrès, il est aussi, semble-t-il, exclu en secret du PCI pour « trotskysme » et « fractionnisme ». Il meurt sans avoir vraiment repris une activité depuis sa libération : 36, 67, 113, 143, 157, 167, 170, 172, 173, 186, 199, 206, 207, 237, 247, 257, 258, 386.

BORGHI, Armando (1882-1968), cet anarcho-syndicaliste italien et son groupe, l'USI, sont admis dans la Profintern. Blessé dans une agression des fascistes, il s'exile aux États-Unis en 1926 : 234.

BORILA, Petre, dit Borulov, (1905-1973), bessarabien, JC en 1920, PC roumain en 1924. Condamné pour insoumission, il va en URSS suivre les cours de l'Académie Frounze ; interbrigadiste en Espagne, il organise pendant la guerre des unités roumaines en URSS. Il occupe d'importantes fonctions en Roumanie après guerre : 695.

BORIS III de Bulgarie (1894-1943), Tsar de Bulgarie après l'abdication en 1918 de son père Ferdinand I[er], il préside entre les deux guerres aux destinées d'un des régimes les plus sanglants d'Europe : 309, 397, 748, 775.

BORODINE, Mikhaïl Markovitch Grusenberg, dit Brantwein, George Brown, Bao Luo Ding, Kirill, dit (1884-1951), bolchevik en 1903, il émigre à la suite d'une condamnation et va aux États-Unis. Revenu en Russie en 1918, il travaille aux affaires étrangères et la Comintern le renvoie aux États-Unis. Il passe également au Mexique, en Espagne et à Amsterdam. En 1921, il accomplit des missions de ce genre en Allemagne et en Grande-Bretagne. Envoyé en Chine en 1923 comme conseiller du Guomindang. En juillet 1927, il est apparemment mis à l'écart de toute activité à la Comintern : 95, 113, 117, 149, 199, 267, 273, 283, 400, 427, 431, 433, 435, 439, 479.

BOROWSKI, Jan, ps. de Ludwig Komorowski (1890-1937), militant communiste réfugié à Moscou, liquidé en 1937 : 719.

BORSIG, August, Paul, Ernst von, (1869-1933), fabricant de locomotives, il intervient au nom du patronat pour empêcher les exécutions sommaires de grévistes prévues par Kapp. Puis il contribue efficacement au financement d'Hitler : 131, 524.

BORTNOWSKI, dit Bronkowski, Bronislav (1894-1938), devenu socialiste au SDKPiL, en 1910, puis au PPS-gauche, enfin au KPP, il est en Russie en 1917 et participe à la révolution à Saratov. Blessé pendant la guerre civile, il entre à la Tcheka en 1918 et est pendant quelque temps secrétaire personnel de Dzerjinsky*. Membre du BP du PC polonais et de l'exécutif de la Comintern, il travaille dans les années 30 avec le 4[e] Bureau de l'Armée rouge. Il est réélu membre de l'exécutif et suppléant du présidium de la Comintern en 1935. Il est arrêté et exécuté en 1937 : 665, 718.

BOSE, Subhas Chandra (1897-1945), nationaliste indien, il se situe à la gauche de Gandhi, sur la ligne de l'indépendance, préside les syndicats de 1929 à 1931 ; il est le leader de la gauche à travers son *Forward Bloc*, président du Congrès national indien en 1940, il joue pendant la guerre la carte japonaise et meurt dans un accident d'avion : 273, 478, 508, 703, 742, 743.

BÖTTCHER, Paul, dit Paul Dübendorfer, Hans Saalbach (1891-1975), typographe, au SPD en 1908, secrétaire du parti en 1921, suppléant à l'exécutif de la Comintern en 1923. Ministre des Finances en Saxe conformément au plan d'insurrection, il se voit reprocher son inefficacité. Membre de la « droite » brandlérienne, il est exclu du KPD en 1928 et semble avoir travaillé ensuite pour un réseau de renseignements soviétique : 125, 202, 300, 305, 317, 321, 339, 520, 555, 556.

BOTWIN, Naftali, (1905-1925), né en Galicie, il vit d'emplois misérables, puis comme ouvrier cordonnier. Aux JC en 1923, au PC polonais en 1924, membre d'un groupe d'action, il abat dans la rue un agent provocateur. Fusillé : 470.

BOUBNOV, Andréi S., dit Iaglov, Kisanko, (1883-1940), membre du parti en 1903, il entre au CC en juillet 1917, signe en 1923 la déclaration des 46. Envoyé en Chine par la Comintern, il est rappelé à la demande de Jiang Jieshi* et à la suite d'un incident entre eux. Il rédige avec Raskolnikov* et Voitinsky* les thèses présentées en novembre 1926. De 1929 à 1937, il est commissaire à l'Instruction publique de la RSFSR. Il périt victime de la purge en 1940.

BOUCHER, quartier maître mécanicien de la marine militaire, porte-parole des manifestants à Toulon en 1917, traduit en conseil de guerre et acquitté : 111.

BOUDIONNY, Semion M., (1883-1963), sous-officier de carrière, il passe à l'Armée rouge et commande une célèbre division de cavalerie. Lié à Staline*, il est l'un des chefs incapables de l'armée russe de 1941, limogé mais pas fusillé : 96, 159, 178.

BOUËT, Louis (1880-1969), pionnier du syndicalisme enseignant, membre du PS puis du PC où il ne reste que deux mois au CD, malgré l'insistance de Trotsky. Il se consacre ensuite à *L'École émancipée* : 496.

BOUKHARINE, Nikolaï Ivanovitch, dit Dolgolevsky (1888-1938), fils d'instituteur, il a fait de brillantes études supérieures et rejoint le Parti bolchevique en 1906. Plusieurs fois arrêté, il émigre, rencontre Lénine*, puis séjourne en Suisse, en Suède et aux États-Unis. Il est membre du CC de 1917 à sa mort. En 1918, chef de file des « communistes de gauche ». Théoricien de la Nep en 1921, il s'allie à Staline* à partir de 1923, remplace Zinoviev* à la tête de la Comintern et dirige « la droite » jusqu'à sa capitulation en 1929. Il est condamné à mort et exécuté après le troisième procès de Moscou : 22, 23, 28, 30, 35, 44-47, 54, 55, 60, 64, 78, 79, 84, 88, 90, 101, 157, 163, 173, 174, 198, 202, 205, 212, 213, 228, 247, 252, 253, 260, 300, 310, 311, 322-325, 327, 329, 405, 420-422, 433, 440, 442, 456, 461, 470, 479, 480, 483, 488-490, 496, 499, 505, 506, 520, 551-554, 563, 566, 568, 592, 620, 622, 704, 710, 714, 730, 731.

BOUKORT, Ben Ali, dit El Ounadi (1904-1983), ouvrier, il émigre en 1925, rejoint le PCF, la CGTU, l'ENA. De 1932 à 1934, il est à Moscou à l'Université des peuples d'Orient. Secrétaire du PCA de 1936 à 1939, il dénonce publiquement en 1940 le pacte germano-soviétique et l'agression contre la Finlande, et aurait ensuite rejoint le MNA : 278, 749.

BOURZAKOV, Anastas, secrétaire de district du PC bulgare et officier de réserve, chargé par Stambolisky de constituer une force armée de militants et de sympathisants spontanément mobilisés à l'annonce du coup d'État de Tsankov* en juin 1923. Il accepte de les démobiliser sur ordre du secrétaire du parti, Loukanov*. Il est arrêté et condamné : 309, 310.

BÖWE Hans, patron d'une taverne « rouge » de Neukölln en 1930, son passage aux bruns, contre un fixe en consommation de bière, déclenche de terribles bagarres : 525, 526.

BOWITSKY, Paul, leader du KPD à Halle en 1920, il est « commissaire politique » des troupes rouges de cette cité ouvrière : 216.

BOYADJIAN, Hikazun, arménien, il devient communiste à Istanbul sous l'influence de Madoyan*, puis se réfugie comme lui au Liban, mais à Zahleh avec un groupe de spartakistes. En 1928, ils parviennent à recruter des ouvriers arabes qui forment un syndicat général de la ville et de sa région, ce qui vaut la prison à ses dirigeants. Il est membre du CC du PCSL : 393.

BOZDOGH, Emil, roumain de Transylvanie, prisonnier de guerre passé au communisme : 58.

BRACHT, Dr Franz, (1877-1933), homme politique allemand du centre, leader de son aile droite, ancien maire d'Essen, lié aux grands « charbonniers ». C'est à lui que von Papen* délègue ses pouvoirs exécutifs en Prusse après son coup d'Etat de 1932. Il est célèbre pour avoir réglementé les maillots de bain sur les plages. En août 1932, après plusieurs actes de terrorisme des nazis, il en rend responsables les communistes pour avoir « aggravé les tensions politiques au point qu'elles mènent à des actes de violence ». Le général von Schleicher* en fait son ministre de l'Intérieur. Il démissionne le 28 janvier 1933 et meurt en septembre de la même année : 540, 541.

BRACKE, Alexandre Desrousseaux dit, (1860-1955), ce grand helléniste était l'un des chefs de file de la tendance guesdiste du Parti socialiste, ancêtre de *La Bataille socialiste* : 253.

BRADLEY, Benjamin F., dit Tambay, ingénieur britannique membre du CPGB, il arrive en septembre 1927 en Inde et devient avec Spratt* le véritable dirigeant du CPI, partisan actif de l'alliance avec le Parti du Congrès : 665.

BRAMLEY, Fred (1874-1925), ébéniste, syndicaliste et membre de l'ILP, adversaire de la guerre, partisan du Comité anglo-russe, mais non communiste, devenu en 1923 secrétaire général du TUC, il meurt au cours d'une réunion en 1925 : 412, 413.

BRAND, Henryk, ps. de Henryk Gustav Lauer, dit O. Adalberg, (1890-1939), né dans une famille riche, il étudie en Occident, à Zurich et à la Sorbonne, et devient docteur en mathématiques. Il adhère au PSS en 1918, en 1919 au KPRP polonais à Varsovie, en mai 1920, il est au CC du parti polonais, en 1923 à l'exécutif, avec une réputation d'économiste, mais est dénoncé comme « droitier » en 1928. De 1931 à mai 1937, il a travaillé au Gosplan avec Piatakov*. Il a été arrêté en mai 1937, est mort en 1939 : 316, 376, 377, 718.

BRANDÃO, Laura da Fonseca e Silva (1891-1942), poétesse connue, elle rencontre Otávio Brandão en 1921 et l'épouse. Elle est populaire par ses poèmes en l'honneur des combats des travailleurs, qu'elle déclame dans les meetings avec une cape bleu et blanc ; ralliée au communisme avec Otávio Brandão, elle est séparée de son mari, déportée au Rio Grande do Sul après son arrestation en 1929 : 292.

BRANDÃO, Otávio (1896-?), poète, d'abord d'inspiration anarchiste, il tente la synthèse entre communisme et anarchisme. Il rejoint les communistes en 1922 : en désaccord avec la Comintern, il est convoqué à Moscou en 1932, s'associe à la campagne contre les « intellectuels », ne revient qu'en 1946, s'exile après plusieurs arrestations et ne joue plus de rôle après la fin des années 60 : 292.

BRANDLER, Heinrich, dit Heinz, Josef, Otto Ilgner (1881-1967), maçon en Suisse de 1908 à 1912, puis de retour en Saxe où il est le grand leader des ouvriers de Chemnitz. Il rejoint la Ligue Spartacus, est exclu du SPD, délégué à Zimmerwald, il ne peut franchir la frontière. Il est au KPD à sa fondation, et, au moment du putsch de Kapp*, il fait de la région de Chemnitz une forteresse ouvrière qu'il dirige. Condamné à la prison en 1921 comme président du parti, il est élu membre du présidium de la Comintern. Il participe en 1923 aux préparatifs d'insurrection et aux délibérations qui l'annulent. Il devient le bouc émissaire de cette défaite et est exclu en 1929. Il forme alors la KPO, proche du courant boukharinien. Il meurt en exil : 20, 121,

127, 128, 135, 205, 218, 223, 255, 260, 261, 273, 295, 298, 300, 301, 308, 309, 315, 323-329, 337, 339, 342-349, 352, 368, 369, 372, 378, 464, 519, 526, 551, 555-557, 560, 562-568, 600, 621.

BRÁS, Domingo, dit Jarbas, José, Mauro (1903-?), Né à Petropolis, ouvrier du textile, il maintient le PCB à Rio pendant les années 20 et devient responsable de l'*agit-prop* et de l'organe central du parti en 1930. Un des ouvriériste les plus acharnés du CC, il devient secrétaire général en 1932 et nomme Miranda conseiller du CC. Arrêté en août 1935, il est relâché, de nouveau arrêté en 1941, et condamné à seize ans de prison : 1932.

BRASS, Otto (1875-1950), tailleur de limes, président du conseil ouvrier de Remscheid, l'un des dirigeants de la gauche de l'USPD dans la Ruhr. Député, il est partisan de l'adhésion à la Comintern. Il est exclu après les affaires Paul Levi* et Reuter* et retourne à la social-démocratie. Il est condamné sous Hitler* à douze ans de travaux forcés et participe à la fondation du SED après guerre : 199, 203, 209, 222, 224.

BRATMAN, Stefan, dit Florian, Florianski, Brodowski (1880-1937), né à Varsovie, il émigre en Suisse à la suite d'une condamnation, y travaille comme ingénieur, s'occupant de la solidarité pour les émigrés. Membre de la mission diplomatique de Berne, il travaille ensuite à l'exécutif de la Comintern puis dans la diplomatie, en Allemagne sous le nom de Bratman-Brodowski et en Lettonie. Arrêté et exécuté en 1937 : 48, 718.

BRAUN, Justus, communiste occupant du *Vorwärts* en janvier 1919, arrêté et abattu : 356.

BRAUN, Otto (1872-1955), social-démocrate, il est premier ministre de Prusse de 1921 à 1932, et sa révocation par le chancelier von Papen* donne un avant-goût de l'arrivée des hitlériens au pouvoir et du désespoir des travailleurs. Il était en vacances au moment du coup d'État : 470, 531, 540.

BRAUN, Otto, dit Arthur Behrendt, Dr Gärtner, Karl Wagner, Li Teh, Albert List, Hua Fu, (1901-1974), membre du KPD et de son appareil secret, lié aux services soviétiques (4e bureau de l'Armée rouge), il est arrêté en Allemagne pour haute trahison en 1926, libéré en 1928, où il va dans une académie militaire en URSS. Envoyé en Chine en 1930, il est conseiller de Mao Zedong* et Zhu De* jusqu'en 1939 et fait la guerre dans l'Armée rouge : 477.

BREITSCHEID, Rudolf (1874-1944), grand orateur parlementaire membre de l'USPD puis, à son retour au SPD, de sa gauche, où il défend avec obstination l'unité d'action face aux nazis : 319, 532.

BRENDBERG, Martin, militant communiste travaillant sous couverture dans les syndicats norvégiens en Norvège occupée : 758.

BRESLOW, Israel, jeune communiste syndiqué à l'AFL, qui refuse d'adhérer au syndicat rouge, il est exclu et provoque une crise de direction dans la section canadienne : 561.

BRETON, Paul, instituteur français, l'un des meneurs d'une mutinerie de soldats près du front en 1917, condamné à mort et gracié : 35.

BRÉVIÉ, Jules (1880-1964), administrateur colonial en Afrique noire, il se fait une réputation de libéral par la dénonciation et la lutte contre le « travail forcé ». Il est gouverneur général de l'AOF en 1930. Sa réputation lui vaut d'être nommé gouverneur général de l'Indochine en janvier 1937 par le gouvernement de Front populaire. Jusqu'à son départ en août 1939, il comprend sa mission comme l'affirmation de l'identité coloniale de l'Indochine et de la présence française. Il est en 1942-1943 secrétaire d'État aux colonies à Vichy : 702.

BRIDGES, Harry, Alfred Renton Bryan, dit (1901-?), né en Australie d'une famille aisée, passionné de mer, il voyage de 16 à 21 ans, militant notamment dans les IWW. Il « débarque » à San Francisco en 1922, va travailler douze ans comme docker, s'éveille à la vie politique pendant la crise, lit et sympathise avec le PC mais ne le suit pas dans les syndicats rouges. En 1933, il commence à organiser ses camarades de travail dans *l'International Longshoremen's Association* et prend la tête de la grande grève victorieuse de 1934. Plus tard, dirigeant de l'ILWU, nommé directeur du CIO sur la côte Ouest par John L. Lewis, il se distingue pendant la guerre par son ardeur pour le *No Strike Pledge*, la renonciation à la grève. Persécuté par les macarthystes, il tient bon et nie jusqu'au bout son appartenance au PC : 644, 699.

BRINGOLF, Walther (1895-1981), leader du SPD suisse à Schaffhouse, il rejoint le KP suisse mais rompt, suivant la KPO en 1930, puis retourne à la social-démocratie : 156, 560, 565, 567.

BROCKWAY, Archibald Fenner (1888-1988), journaliste, socialiste chrétien, pacifiste, il devient le leader de l'ILP puis député du Labour En 1927, il est président de la Ligue contre l'impérialisme : 421.

BROÏDO, Grigory Isakovitch (1885-1956), d'abord menchevik, président du Soviet du Turkestan en 1917-1918, il rejoint le PC en 1918, vice-commissaire aux Nationalités de 1921 à 1923, puis recteur de la KUTV de 1923 à 1926, ensuite au Tadjikistan puis à l'Éducation, jusqu'en 1941 : 622.

BROMLEY, Fred (1876-1944), syndicaliste, dirigeant de Locomotive Engineers and Firemen Union, député du Labour, pro-PC, membre du Conseil général du TUC, préoccupé de quitter la grève de 1926 : 421.

BRONKOWSKI, *cf.* Bortnowski.

BRONSKI, Mieczyslaw, ps. de Warszawski, dit aussi M.J. Braun (1882-1937), étudiant à Munich, il adhère en 1902 au SDKPiL, journaliste à Varsovie, effectue deux ans de prison et se réfugie en Suisse. Lié à Lénine*, il représente les Polonais à Zimmerwald. Il revient à Moscou avec Lénine* et se voit attribuer plusieurs missions à l'étranger, mais ensuite il ne travaille plus pour la Comintern. Il disparaît pendant la Grande Purge : 30, 48, 94, 117, 356.

BROPHY, John A. (1883-1963), président de district du syndicat des mineurs, il rompt avec le PC en 1928, est exclu du syndicat par John L. Lewis qu'il combat depuis des années. Lewis fait appel à lui et il va être responsable national à l'organisation du CIO : 699.

BROUCKÈRE, Louis de (1870-1951), belge, d'origine bourgeoise, il se rallie au socialisme réformiste et devient

l'un des dirigeants du POB et de la IIe Internationale : 252.

BROWDER, Earl Russell, dit Joseph et F.J. Dixon, George Morris, Ward (1891-1973), né au Kansas, socialiste et syndicaliste, arrêté pour son opposition à la guerre puis pour un délit de presse. Membre de l'exécutif au Ve congrès, il effectue une mission de propagande pour la politique stalinienne en Chine avec Doriot* et Tom Mann* et travaille à Shanghai au SSPP. Ses liens avec le GPU sont évidents. Secrétaire du parti américain en 1930, il le reste jusqu'en 1945, devenant suppléant du présidium en 1935. Pendant la guerre, il est l'homme de la Comintern sur le Nouveau Continent, n'arrive pas à reconstituer un secrétariat autour de lui. Initiateur de la l'autodissolution du PC américain, dénoncé par Jacques Duclos*, il devient le bouc émissaire des échecs du communisme aux États-Unis : 356, 395, 439, 477, 506, 698, 728, 743, 752, 783, 803.

BROWDER, Irene, née Raïssa Borissovna Berkman, d'abord Louganovskaia (1895-?), bolchevique en 1917, commissaire dans la Justice, elle accomplit des missions pour la Comintern, fait des études en 1932-1933 à l'Institut des professeurs rouges, spécialisé sur l'Histoire occidentale puis un cours supérieur de l'École Lénine sur les États-Unis. Elle a épousé Browder* en 1926. Vraisemblablement membre du GPU depuis longtemps.

BROWDER, Marguerite, jeune sœur de Browder*, membre de l'OGPU. Il demande en 1938 qu'elle n'y reste pas pour éviter toute attaque fâcheuse au cas où on découvrirait son appartenance.

BROZ-TITO, Josip, dit Bradop, Buturac, Elvira, Georgijevitch, Hauser, Jaromir Havliček, Ivica, Jorczek, Klavko, Kolar, Konstanjek, Livijus, Spiridon Mekas, Metalac, Otto, Rudi, Stari, Timo, Titerman, Titus, Josip Tomanek, Vaster, Vazny, Ivan Velchik, Viktor, Viktorov, Walter, Fridrich Walter, W.Wieck, Zagorac (1892-1980), ouvrier croate, sous-officier pendant la guerre, il est prisonnier de guerre en Russie où il sert dans les gardes rouges, devient communiste en 1920, revient en Yougoslavie, devient métallo et adhère au PCY. Il devient rapidement un cadre régional, condamné en 1928 à cinq ans de prison, puis un cadre national à partir de 1934. En juillet 1935, il travaille au secrétariat de la Comintern pour les Balkans sous le nom de Walter et devient le dirigeant du parti du fait de l'exécution de tous les éventuels compétiteurs. Secrétaire général, il organise l'insurrection nationale en 1941, dirige les partisans, résiste à Staline* lors de leur conflit en 1950 et reste jusqu'à sa mort le maréchal Tito, chef de l'État yougoslave : 56, 695, 721-723, 732, 769, 771, 773-775.

BRÜCKMANN, Georg, dit Georg Brinkmann, Albert Müller, Kader-Müller (1903-1942), monteur jusqu'en 1928, puis secrétaire du KPD à Berlin dans les organisations de sport et le RFB. En URSS en 1931, travaille à la section des cadres. Il est arrêté en 1938 et condamné en 1941 à huit ans de camp : 730.

BRÜCKMAN, Hugo, éditeur à Munich, ami de Bechstein, finance les débuts du parti d'Hitler : 528.

BRÛLÉ, Michel (1915-1942), mineur au puits du Dahomey, à Montigny-en-Gohelle, membre des Jeunesses communistes, il organise en novembre 1940 une manifestation à l'enterrement de camarades tués dans un accident du travail, est arrêté pour un appel à la grève et libéré par la grève. Il déclenche la grève de mai 1941 puis passe dans la clandestinité : arrêté en octobre 1941, il est fusillé, ligoté, en avril 1942 : 762.

BRÜNING, Heinrich (1885-1970), un des leaders du parti catholique du Centre allemand dans la république de Weimar, chancelier de 1930 à 1932, il pratique une politique de rigueur et de déflation qui « désespère Wedding » : 523, 532, 540.

BRYAN, John, *cf.* Rothstein T.

BRYANT, Louise (1885-1936), journaliste américaine, veuve de John Reed*, elle épouse ensuite le diplomate William C. Bullitt*, conseiller du président américain : 183.

BUBER-NEUMANN Margarete, née Thüring, dite Else Brand, Else Henk, Martha (1901-1989), militante du KPD, compagne de Heinz Neumann*, déportée en URSS et livrée à la Gestapo par les Soviétiques. Sa version de l'itinéraire de son compagnon, très largement confirmée aujourd'hui par les documents, a été pendant des décennies contestée par les historiens de tout bord : 485, 537-539, 658, 660, 666.

BUBENIČEK, Alexandr (1899-1938), membre des JC et du PCT en 1921, membre du groupe de Karlin, élu au CC en 1929, secrétaire régional d'Ostrava puis, au printemps 1937, dans les Brigades internationales, il est responsable politique adjoint de la 129e quand il est tué au combat en mars 1938 : 491, 695.

BUBNIK, Josef (1897-1957), député communiste tchèque, secrétaire de la fédération de Prague, accusé de sabotage, se défend et, exclu, fonde un parti communiste indépendant puis rejoint la social-démocratie en 1925. Après la guerre, de 1945 à 1948, il est membre du Parti social-démocrate : 373, 378.

BUCH, Edith (1908-?), fille d'un diamantaire juif venu de Bialystock, naturalisée, docteur en droit, avocate, elle adhère au PCB, auquel elle collaborait déjà, en 1937, et entre en 1940 dans l'appareil international, devenant la secrétaire d'Andor Berei* à Bruxelles. Elle est plus tard juge du travail : 750.

BUCHRUCKER, Georg (1870-?), major, chef de la Reichswehr noire, il se mutine en 1923 : 304.

BUCK, Tim, dit J. Page (1891-1973), britannique émigré au Canada en 1910. pionnier du PC canadien. Membre du bureau politique en 1924, secrétaire général en 1929, en prison de 1931 à 1934, à l'exécutif de la Comintern en 1935, en Espagne en 1936 come interbrigadiste : 695.

BUCZEK, Marian, dit Jaroslav Kos, Macieij, Palma, Waclaw Stürmer, Wolkow, Wolinsky (1896-1939), ouvrier, combattant de la Légion polonaise, membre du PPS, chef de la milice populaire de Lublin en décembre 1919, il est condamné à seize ans de prison. Libéré, il rejoint le PC avec le PPS de gauche. De 1930 à 1932, il est à Moscou à l'Ecole Lénine, puis suit un cours de formation militaire dirigé par Karol Swierczewski*. Il est tué sur les barricades symboliquement dressées dans Varsovie en septembre 1939 : 750.

BUDENZ, Louis, Francis (1891-1972), membre *du Com-*

mittee for Progressive Labor Action du pasteur AJ.Muste*, il est le responsable de son journal *Labor Age*, participe à l'organisation de grèves « sauvages », celle de Toledo en 1934. Prostalinien, il entre néammoins avec l'*American Workers Party* de Muste dans le *Workers Party of the United States* (WPUS) qui résulte de la fusion avec les trotskystes, mais le quitte en avril 1935 pour rejoindre le PC au moment du VII[e] congrès. Il dirige le *Daily Worker* de 1935 à 1937 puis, de 1940 à 1945, est mêlé aux préparatifs de l'assassinat de Trotsky*. Il renie le communisme avec éclat lors de la période macCarthyste et retourne au catholicisme : 614, 615, 644, 671, 699, 730, 743.

BUDICH, Willi, dit Brandt, Dietrich, Gerbilski, Robert Langer, Willi Wendler (1890-1938), à Berlin, où il dirige la Ligue des soldats rouges, puis en Bavière, Budich devient un spécialiste des affaires militaires. Revenu en Allemagne, pris par la Gestapo qui en fait un infirme, il retourne en URSS où il est arrêté en 1936, est condamné et meurt en prison : 102, 103, 724.

BUDZYŃSKA, Regina (1887-1937), polonaise, milite au SDKPiL puis au PC polonais, dont elle est instructeur à Moscou. Recteur de la KUNMZ. Membre de l'Opposition unifiée avec son mari Voja Vujović, exclue en 1928, elle est membre du groupe des sans-chefs et déportée. Exécutée en 1937 : 176, 460, 620.

BUDZYŃSKI, Stanislaw, dit Tradicja, Stach, Ziemniak, Stabuński, Bednański, Mariański, Tikhonov, Leliwa, Marian (1894-1937), cordonnier, membre des JS en 1908, du SDKPiL en 1912, en prison en 1915 et 1916, il milite dans les rangs bolcheviques à Moscou. Membre du parti polonais, puis de son bureau politique, c'est lui qui présente le 5 mai 1920 le rapport concluant à l'existence en Pologne d'une situation révolutionnaire. Il vit à Moscou quand il est arrêté et exécuté : 719.

BUENO Bueno, Javier (1891-1939), socialiste de gauche, directeur du journal *Avance* à Oviedo, il est arrêté et abominablement torturé par la police après octobre 1934. A la fin de la guerre civile, fait prisonnier par les franquistes, il est exécuté au garrot : 646, 685.

BUHAY, Michael, (1890-1947), né à Londres, membre *du Socialist Party* quand il émigre au Canada, il fonde le Labour College à Montréal et adhère au PC à sa fondation. Il dirige un important syndicat de la confection, l'*Amalgamated Clothing Workers' Union*. Proche de l'opposition de droite, il quitte le PC puis y revient : 562.

BUJOR, Mihaly (1881-1964), avocat, socialiste roumain, officier de réserve, il milite avec Rakovsky* ; traduit en cour martiale en 1916, il est libéré de sa prison comme lui et un peu après lui, le 1[er] mai 1917, par les soldats russes. Il combat sur le front sud, est affecté au bureau du Sud en poste à Odessa après la fondation de la Comintern. Repris en Roumanie en 1920, il est condamné à vingt ans de prison mais libéré par une amnistie en 1934. Bien qu'ayant manifesté publiquement sa condamnation des procès de Moscou, il retourne en URSS : 92.

BULIAN, Otto (1886-1937), monteur de machines, au SPD puis au KPD en 1919. En 1923 dans l'*AM-Apparat* puis l'*Ordner Dienst* avec von Wiskow*. Condamné à deux ans et demi de prison en octobre 1925, en URSS à sa libération, il continue à travailler pour l'*AM-Apparat*. Arrêté en 1937 et exécuté : 329, 723, 730.

BULLEJOS SÁNCHEZ, José, dit Pascal, Pepe, Silva (1899-1974), postier, syndicaliste, secrétaire de l'UGT en Biscaye en 1920, un des premiers adhérents du PCE, son secrétaire d'organisation en 1923, secrétaire général de 1925 à 1932, il participe au XII[e] Plénum à Moscou. Deux mois plus tard, il est exclu. Il rejoint les JS. Il émigre au Mexique après la guerre d'Espagne : 491, 497, 513, 562, 614.

BULLITT, William Christian (1891-1967), diplomate américain, mari de Louise Bryant*, la veuve de John Reed*, il est assistant au département d'État en 1917-1918, ambassadeur en Russie (1933-1936), en France (1936-1941), itinérant (1941-1942) : 97, 397, 798.

BUNTING, Rebecca, née Notlowitz (1888-1970), née en Lituanie, infirmière à Varsovie, émigre en Afrique du Sud un peu avant la guerre, épouse Bunting ; dès lors elle partage son itinéraire politique, membre du CC, déléguée au VI[e] congrès ; exclue en même temps que lui, elle revient après sa mort, est honorée par le parti d'Afrique du Sud et celui de Grande-Bretagne où elle s'installe en 1964 : 520.

BUNTING, Sidney Percival (1873-1936), fils de pasteur méthodiste, engagé volontaire dans la guerre des Boers, il reste en Afrique du Sud et devient avocat. Membre du *Labour Party*, il rompt en 1915, rejoint l'*International Socialist League*, pacifiste, et tente de créer une organisation de type IWW, échoue et cofonde le CPSA dont il est l'un des dirigeants, membre de l'exécutif de la Comintern. Il combat le plan de « république noire, » s'incline par discipline mais devient la cible des hommes de la troisième période qui l'excluent avec l'appui de Moscou en février 1931 : 504, 520.

BURIAN, Edmund (1878-1935), né à Brno, social-démocrate en 1897, il est l'un des meilleurs journalistes du parti. Il est membre du CC du PC tchécoslovaque de 1920 à 1929 et de l'exécutif de la Comintern à partir de 1921. Accusé d'opportunisme, il est exclu en 1921 et revient à la social-démocratie : 240.

BURIAN, Vladimir, dit Vlada (1901-?), né à Brno, il est journaliste, social-démocrate puis communiste, condamné à dix ans de prison à la suite de la grève de décembre 1920, dans laquelle, il joue un rôle très important. Dirigeant du PCT, il est écarté en 1925, se réfugie en Autriche, puis en URSS où il rejoint l'Opposition de gauche. Il construit ensuite un groupe trotskyste à Brno et traduit en tchèque *La Révolution trahie* : 466, 578.

BYNG, Julian Hetworth George, premier baron (1862-1935), officier britannique, fils de lord, il guerroie contre les Boers, exerce un commandement en Inde, fait la guerre en France, puis est gouverneur du Canada et enfin chef de la police de Londres : 110.

C

CABANELLAS Y FERRER, Miguel (1872-1937), officier franc-maçon, considéré comme républicain, il se range du côté des généraux en 1936 après avoir abusé sur ses intentions les dirigeants ouvriers de Saragosse : 684.

CABEZÃO, Francisco Natividad de Lira, dit (1883-?), membre du PC brésilien dans les années 20 ; membre de l'entourage des dirigeants de l'insurrection de Rio en 1935, c'est lui qui étrangle Elsa, la compagne du secrétaire général Miranda, faussement accusée de servir la police : 691.

CABO GIORLÁ, Luis, basque d'origine, militant syndical efficace dans l'électricité, grand orateur, membre du comité régional de Madrid et du comité de liaison PSOE-PCE, il est accusé de la disparition des archives du PCE, se solidarise des adversaires catalans du pacte, est exclu et émigre au Chili. Il est du nombre des vétérans qui reviennent au PCE en 1956 : 747.

CACHIN, Marcel, dit Adrien, Lebreton, Le Breton, Ménard (1869-1958), professeur de philosophie, guesdiste, social-patriote pendant la guerre, il gagne Mussolini* à la cause alliée, puis il dirige le « centre » socialiste avec Frossard* et se rallie à la Comintern. Il est directeur de l'*Humanité* du PC et l'un des dirigeants du parti, d'une grande prudence à l'égard de la Comintern et du parti russe, où il cautionne l'action de Staline*. Il condamne les « attentats individuels » sous l'Occupation puis accepte d'être « mis à l'abri » dans la clandestinité par le PC : 152, 154, 157, 163, 167, 170, 173, 196, 252, 254, 255, 295, 306, 491, 497, 542, 675, 780.

CADRAS, Félix, dit Albert, Georges Dauvergne, Philippe (1906-1942), dessinateur en dentelles, cadre des JC auxquelles il adhère en 1923, au PC en 1927, il fut organisateur de chômeurs, séjourne à plusieurs reprises en URSS entre 1936 et 1939, et devient responsable de l'organisation et des cadres à la veille de la guerre, ce qui implique la confiance de la Comintern. Arrêté en février 1942, torturé par la Gestapo, il est fusillé en mai 1942 : 779.

CAI Hesen (1891-1931), d'une famille appauvrie, Cai Hesen fait des études où il connaît Mao Zedong*. Il part en 1919 pour la France comme étudiant-ouvrier et y organise le premier noyau communiste, tout en militant à la JS. A son retour de France, il s'inquiète avec Peng Shuzhi* du recul de l'influence du PC et de sa dissolution dans le Guomindang. Il combat néammoins Chen Duxiu*, mais en même temps Qu Qiubo* et Li Lisan*. Il est arrêté et fusillé en 1931 : 279, 433.

CALDERIO, *cf.* Roca.

CALLEN, Sylvia, ép. Franklin, puis Dowsee, dite Caldwell (1913-1996), sténo-dactylo à Chicago, membre des JC, recrutée par les « services » qui l'envoient à New York où elle réussit à se faire engager comme secrétaire par James P. Cannon* en 1938. Elle le restera jusqu'en 1947, le dirigeant trotskyste lui conservant sa confiance alors qu'elle est l'objet d'accusations précises depuis 1940. Elle aurait craqué lors de l'enquête du FBI, dénonçant Robert Soblen* : 699.

CALVERTON, Victor Francis, ps.de George Goetz (1900-1940), journaliste, directeur de *Modern Monthly* de 1923 à 1940, proche de Muste et de Trotsky : 565.

CALVO SOTELO, José (1893-1936), avocat, député puis ministre sous la monarchie, leader de la droite musclée du Bloc national, il est assassiné au lendemain du meurtre du lieutenant del Castillo*. Mais sa mort n'est pas la cause, seulement le prétexte invoqué du soulèvement : 678-680.

CAMBRONNE, Pierre (1770-1842), volontaire de 1792, officier de l'armée impériale, général commandant la Garde à Waterloo, immortalisé par sa réponse aux sommations du général anglais : 667.

CAMPA SALAZAR, Valentin (1904-1978), ouvrier à seize ans, il entre au PC mexicain en 1927, se distingue par son activité dans les grèves ; membre du comité central, il devient en 1937 le second d'Hernán Laborde*, s'oppose avec lui à l'intervention du parti dans l'assassinat de Trotsky* et est exclu en 1940. Il se distingue ensuite dans les grèves de cheminots. Réintégré lors de la déstalinisation, il est candidat à la présidence de la République mexicaine et publie ses *Mémoires* : 619, 620.

CAMPBELL, John R. (1896-1969), Écossais, blessé et décoré pendant la guerre, membre du CPGB à sa fondation et du BP en 1923. Mis à l'écart pendant la troisième période, il revient à l'exécutif comme suppléant et dirige le *Daily Worker* en 1935. Il combat le pacte en 1939, est sanctionné puis refait surface jusqu'à sa retraite en 1965 : 498, 662, 740.

CAMPIGLIA, François (1893-1972), communiste de la première heure, en Algérie en 1925-1926, puis secrétaire de la région Alpes : 611.

CAMUS, Albert (1913-1960), écrivain et journaliste, il rompt avec le PC après le pacte Laval-Staline, vient en France en 1938, participe à la Résistance et devient directeur du quotidien *Combat*, dont la manchette était « De la Résistance à la Révolution ».

CANELAS, Antônio Bernardo (1901-?), anarchiste, actif très jeune contre la guerre avec l'hebdomadaire *A Semana social* de Maceio et son célèbre titre « A Bas la Guerre impérialiste », il s'enfuit à Recife, où il publie un nouveau journal. Il évolue vers le bolchevisme au cours d'un voyage en Europe en 1919. Absent au congrès de fondation – il est de nouveau en Europe depuis septembre 1920 –, il est élu à la direction et délégué au IVe congrès de la Comintern. Il y fait scandale en exigeant la discussion en séance plénière des aspects concrets de la « question française » et en protestant dans *Bolchevik* contre Trotsky qui venait de proposer l'incompatibilité de l'appartenance aux partis communistes et à la franc-maçonnerie et en développant quelques aphorismes anarchistes. Du coup le PCB n'est admis que comme parti sympathisant et Canelas, qui a agi sans mandat, est désavoué et finalement exclu pour avoir publié son propre compte rendu de congrès sans consulter le parti : 263.

CANNON, James Patrick, dit Cook, Legrand, Jim Mac Gee, Martel, (1890-1974), né à Kansas City, il milite très jeune aux IWW puis au *Socialist Party*. Il est élu au CC du PC américain unifié en 1920 et devient avec Foster* le chef de l'une de ses fractions. Convaincu par les textes de Trotsky* qu'il lit au VIe congrès de

la Comintern, il construit ensuite la *Communist League of America*, l'opposition de gauche aux États-Unis, puis le Workers Party of the United States et, après un séjour en « fraction » dans le SPA, le *Socialist Workers Party* : 249, 259, 559, 579, 698, 699, 783.

CANO, María, militante ouvrière qui se révèle une oratrice de masse dans le cours de la campagne contre la peine de mort en Colombie. Elle prend du service dans le 2e congrès ouvrier en 1925, qui adhère à la Profintern et fait dans le pays en 1927 une tournée qui lui vaudra d'être considérée comme une incendiaire peu avant la grève des *bananeros* qu'elle est accusée d'avoir provoquée. Le PC, dont elle est membre, l'accuse de putschisme : 513.

CARBÓ, Eusebio C, anarcho-syndicaliste de la région de Valence, animateur du journal *La Guerra social*, il sympathise au début avec la révolution russe : 113.

CARRATALÀ, Cernuda, Ernesto, officier socialiste, assassiné en juillet 1936 par des conspirateurs franquistes, pour avoir distribué des armes aux ouvriers : 680.

CARRILLO, Azpeitia, Rafael (1903-?), ouvrier en chaussures, JC en 1920 au Mexique, il effectue son premier séjour à Moscou en 1920, fait partie de l'exécutif de la KIM et devient secrétaire général du parti à vingt ans. Il quitte son poste en 1928, démissionne du parti en 1940 et évolue vers la droite, adhérant au PRI : 503, 504.

CARRILLO, Solares, Santiago, dit Miguel Urrutia, Hipólito Lopez de Asis, Giscard (1915-?), fils d'un dirigeant syndicaliste socialiste il est d'abord apprenti typographe puis directeur du journal *Renovación* et secrétaire général de la JS, qu'il fait fusionner en 1936 avec la JC dans la JSU. Il adhère secrètement au PC en 1936 et devient l'un des principaux dirigeants de ce parti, insultant bassement son père en 1939. Il sera son secrétaire général en titre à partir de 1960. Inventeur de l'« eurocommunisme », il finit par quitter le PC : 639, 642-644, 676, 678, 692, 751.

CARRILLO Alonso Forjador, Wenceslao (1889-1963), vétéran du mouvement ouvrier et socialiste lié à Largo Caballero, cet ouvrier, député aux Cortes, devient secrétaire d'État à l'Intérieur. Il reste fidèle à Largo Caballero*et représente ses partisans dans la junte de Casado en 1939. Il émigre ensuite, couvert d'injures par son fils (voir ci-dessus) : 639, 641.

CARVALHO, Apolônio Pinto de Carvalho, dit Edmond (1914), fils d'officier brésilien, lui-même officier en garnison dans le Rio Grande do Sul, il participe au soulèvement de 1935, est arrêté et fait dix-neuf mois de prison au cours desquels il adhère au Parti communiste. Il part en Espagne en juin 1937, fait un séjour à Albacete – à partir de ce moment, il apparaît comme l'homme de Moscou parmi les Brésiliens d'Espagne –, puis combat comme artilleur sur plusieurs fronts, dans des unités espagnoles, commandant notamment la 35e brigade. Interné à Gurs, il s'en évade en décembre 1940, réussit en 1941 à se faire embaucher au consulat du Brésil à Marseille. Il est ensuite un des dirigeants des FTP-MOI en zone Sud, d'abord adjoint de Lubomir Ilic*, spécialiste des coups de main pour les évasions, chargé du TA (le travail allemand), et devient lieutenant-colonel de l'armée française. Lors de la constitution au Brésil du Parti des travailleurs de Lula, il reçoit la carte n° 2, tout de suite après Pedrosa : 728, 780.

CARVALHO, Manuel Esteves de, ouvrier communiste de Marinha Grande, atteint d'une tuberculose en phase finale il participe de son lit aux préparatifs de la grève des verreries. Libéré et à l'article de la mort, il est de nouveau arrêté dans sa chambre au lendemain de la mutinerie des marins.

CASANOVA, Laurent (1906-1972), fils de cheminot corse travaillant en Algérie, étudiant en droit à Paris, gagné au PC par sa future femme, dirigeant de l'Union fédérale des étudiants, il entre en 1933, à sa sortie du SM, dans le travail anti dont il est le dernier Technique en 1934-1935. Proche collaborateur de Maurice Thorez de 1936 à 1939, prisonnier de guerre, il s'évade en 1942, est affecté au comité militaire national des FTP. Après la guerre, il est membre du bureau politique et ministre, écarté de la direction pour ses désaccords à partir du rapport Khrouchtchev : 611.

CASARÈS QUIROGA, Santiago (1884-1950), avocat, proche d'Azaña*, il est chef du gouvernement espagnol lors du *pronunciamiento* de 1936 et jusqu'à l'heure passée, refuse de croire au soulèvement militaire et s'obstine à ne pas armer le peuple. Il est le père de l'actrice Maria Casarès : 677, 679, 680, 684.

CASCAJO Ruiz, Ciriaco, colonel d'artillerie commandant la place de Cordoue, conspirateur en liaison avec le général Queipo de Llano* dont la police républicain écoute les conversations téléphoniques, il commence le soulèvement de 1936 par un massacre : 679.

CASQUINHO, marin portugais condamné au bagne en 1936 : 491.

CASTILLO, Saenz de Tejada, José del (1901-1936), officier d'infanterie, socialiste et franc-maçon, il est arrêté en 1934, condamné et chassé de l'armée. Réintégré en 1936 comme garde d'assaut, instructeur des milices socialistes, il est assassiné : 645, 680.

CASTRO, Ruíz, Fidel (1926-?), *Lider maximo* de la révolution cubaine : 500.

CASTRO Delgado, Enrique (1907-1964), de famille ouvrière, membre du PC en 1925, CC du PCE en 1936, collaborateur de *Mundo obrero*, il crée le 5e régiment, occupe les plus hautes responsabilités dans le commissariat puis devient directeur de l'Institut de la réforme agraire. Il rompt avec le PC après guerre et retourne en Espagne en 1963.

CASTRO, Francisco Lyon de (1914-?), il travaille à quinze ans à l'Imprimerie nationale où il anime un cercle culturel de jeunes hostiles à la dictature de Salazar. Membre du PC, du Comité national de lutte en 1934, il doit s'enfuir et se cache à Madrid où il recrute Joaquim Pires Jorge. En 1935, passé en France il y vit quelques mois mais il est renvoyé par le parti et pris. Il retourne encore en prison et y est encore quand il rompt moralement avec le PCP pour la défense que fait ce dernier du pacte Hitler-Staline. Il va se tourner vers l'édition fondant en 1945 les fameuses éditions Europe-Amérique et devient un grand homme de culture de la démocratie portugaise.

CATELAS, Jean dit André, Henri Bénard, Laurent (1894-1941), cheminot, militant de la CGTU et du PC, élu

député en 1936, membre du CC en 1937, il assure pendant la guerre d'Espagne la liaison entre la direction et André Marty* au prix de plusieurs voyages par mois et est l'un des derniers « internationaux » à quitter l'Espagne. Un des rares cadres présents à Paris à l'été 1940, il participe, malgré ses réticences, aux négociations avec les occupants sur la légalisation de l'*Humanité,* ce qui lui vaut d'être accusé par Duclos* d'être membre d'un « groupe » Tréand*. Arrêté sur dénonciation d'un homme de l'appareil, il est guillotiné : 695, 755.

CATROUX, Georges (1877-1962), Saint-cyrien, il se forme dans les troupes coloniales et dégage peu à peu une personnalité de diplomate et de politique. Au lendemain de la guerre, colonel, il est en Syrie, où il préconise l'unification du pays. Il dirige ensuite le 2e Bureau au Maroc avant l'arrivée de Pétain*. Gouverneur général de l'Indochine, il rallie de Gaulle*, est condamné à mort par Vichy. Après guerre, grand chancelier de l'ordre de la Légion d'Honneur : 389.

CAUSSIDIÈRE, Marc (1808-1861), stéphanois, insurgé à Lyon en 1834, il participe à l'insurrection parisienne de février 1848 et s'installe à la préfecture de police à la tête de ses « Montagnards ». Ennemi n° 1 de la droite, il est ensuite révoqué, poursuivi et se réfugie à l'étranger : 71.

CAZORLÀ Maure, José (1905-1940), chauffeur puis employé, JS en 1932, responsable de Madrid et homme de confiance de Largo Caballero* en octobre 1934, il entre au PC en octobre 1936, Secrétaire à l'Ordre public de la junte de défense de Madrid, il est accusé de liens avec les *checas* et de rançonner des prisonniers. Il est exécuté par les franquistes : 695.

CÉLOR, Pierre, dit Grenet, Terrier (1902-1957), employé, membre des JC en 1920 et du PC en 1923, responsable du travail « anti » au Maroc pendant la guerre du Rif. Délégué au VIIe congrès de la Comintern, membre du « groupe » après 1928, du BP et du secrétariat du PCF, membre de l'exécutif et suppléant du présidium de la Comintern, il est très atteint par sa condamnation et résiste pendant un an à Moscou à une enquête terrible. Il rejoint Doriot* et suit le même itinéraire que Barbé* – adhérant au PPF en 1942 – sans être en bons termes avec lui : 497, 609, 624.

CERETTI, Giulio, dit Agostini, Pierre Allard, Toscani, Sergio, Jacques Martin, Lucien Flavien, M. Pierre (1903-1985), métallo, il est, très jeune, responsable des JC, émigre en 1924 et, sous le nom de Pierre Allard, est élu au CC du PCF. Il est également l'un des vrais patrons de la compagnie *France-Navigation* et sans doute l'un des agents les plus efficaces de la Comintern dans la politique française et les affaires espagnoles. Il passe la guerre en URSS et dirige les émissions à destination de l'Italie, où il s'installe définitivement après la guerre : 607, 616, 658, 751, 764, 778.

ČERNY, Jan (1912-1944), membre des JC et de l'association pour la culture physique prolétarienne, permanent des JC à dix-huit ans, secrétaire en Moravie 1929-1933. De 1933 à 1934, à l'Ecole Lénine à Moscou. Il a à Prague à son retour des activités « semi-légales ». Il organise le départ de volontaires en Espagne, est lui-même dans le bataillon Dimitrov puis à la section des cadres à Albacete ; il est ensuite en France, Belgique, clandestinement et rentre dans son pays en décembre 1940, via l'Allemagne. Il est membre du 2e CC illégal, chargé de la « préparation de l'insurrection ». Arrêté en juillet 1942, il est exécuté à Theresienstadt le 2 mai 1944 : 616, 695, 756, 777, 788.

CHABERA, un des responsables du PCT dans la région de Brno, solidaire de Bubnik en 1925, il se désolidarise de lui après une discussion à Moscou, mais rejoint ultérieurement l'opposition organisée à Brno par Vlada Burian, et en définitive retourne à la social-démocratie : 375.

CHABLINE, Nikolaï, Ivan Nedelkov dit, (1881-1925), militant bulgare, membre du bureau du Sud de la Comintern, délégué de son parti aux deux premiers congrès, il est brûlé vif dans une fournaise au cours de la répression après l'attentat de la cathédrale : 92, 173, 191, 400, 520.

CHAHBANDAR, Dr Abdur-Rahmane (1880-1940), médecin, leader du Parti du peuple syrien, un des chefs de la révolution de 1925 sur un programme d'indépendance et d'unité nationale et démocratique. Il se réfugie en Iran en 1926. Il est assassiné en 1940 : 392, 394.

CHAINTRON, Jean, dit BARTHEL, Jean-François (1906-1989), fils de famille ouvrière, il avait d'abord milité au SRI et en était devenu responsable national avant de militer clandestinement en Algérie. Fin 1936, il était dans les Brigades internationales, commissaire politique. Rapatrié et devenu en 1938 membre du CC. Pendant la guerre, il est membre du triangle de zone Sud, le premier communiste condamné à mort dans cette zone, gracié. A la Libération, il est préfet, puis chef de cabinet de Maurice Thorez*. Mais il n'est pas réélu au CC en avril 1950 avec 27 autres résistants. A partir de 1956, c'est un opposant ouvert, exclu en 1962 : 607, 609, 611.

CHAMBERLAIN, Austen (1863-1937), industriel et politicien conservateur, secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères de 1924 à 1929. Il est l'inspirateur de la politique antisoviétique des tories : 414, 415, 460, 520.

CHAMBERLAIN, Neville, (1869-1940), demi-frère du précédent, Premier ministre de 1937 à 1940, il signe les accords de Munich et déclare la guerre à l'Allemagne, puis cède la place à Winston Churchill* : 736, 740, 741, 743, 754.

CHARBIT, Fraïm, dit Ferdinand (1892-1985), ouvrier du Livre et journaliste, syndicaliste, proche de Monatte*, il collabore d'abord à *La Vérité* puis à *La Révolution prolétarienne* : 576.

CHAROUIA, Hoda, combattante de la révolution égyptienne et symbole de l'émancipation de la femme et de la nation : 271.

CHASSEIGNE, François, dit Mercier (1902-1977), surveillant, journaliste, JS, puis JC, délégué aux congrès de la Comintern, un des dirigeants les plus en vue de la Jeunesse communiste. Condamné à plusieurs reprises, il rompt avec le PC au début des années 30, est élu député. Pendant la guerre, il est partisan de la collaboration : 558, 661.

CHATOROV, Metodi, dit Charlot (1898-1944), macédo-

nien, membre du PC bulgare en 1920, il joue un rôle important dans les actions militaires, étudie en URSS. Chef d'un groupe d'action du PC bulgare en 1942, chargé des « exécutions » de dirigeants du gouvernement et des « fascistes », il est tué comme partisan : 775.

CHATOV, Vassili S. ou Vladimir, dit Bill (1887-1941 ou 1943), ouvrier anarchiste émigré aux États-Unis, il milite à New York dans les IWW. Revenu avec la révolution, il est en octobre 1919 membre du CMR de Saint-Pétersbourg, puis en juin 1919 un des chefs de la 7e armée rouge. Mort au Goulag : 90, 97.

CHATSKINE, Lazar Abramovitch, dit Ibrahimov V. Pavlov (1902-1938), il adhère à quinze ans au Parti bolchevique et dirige les JC à Moscou. A seize ans il est au CC des JC et de dix-sept à vingt ans leur premier secrétaire. Il devient secrétaire de la KIM et son dirigeant pour plusieurs années, à dix-huit ans, membre du présidium de la Comintern. En 1923, il est envoyé en Allemagne lors de la préparation de l'insurrection. Il fait ensuite partie du groupe d'opposition de Lominadze* et Sten* et perd en 1931 toutes ses responsabilités. Il est exclu en 1935 et meurt en 1938 après avoir été atrocement torturé : 235, 297, 324, 343, 344, 345, 536, 658, 727.

CHATTOPADHYAHYA, Virendranath (1880-1937), nationaliste indien, actif avant 1918 en Grande-Bretagne puis en France, en Allemagne ensuite, il adhère au KPD en 1927 et devient membre du secrétariat de la Ligue anti-impérialiste. Emigré en URSS en 1931, il y est arrêté et exécuté en 1937 : 273, 274, 448, 479, 509, 727.

CHEN Bilan (1902-1987), élève de l'EN du Hubei, elle adhère au PC en 1922, va étudier la sociologie et le russe à Changda, puis part pour trois ans en Russie, mais revient au bout d'un an et remplit des fonctions diverses et importantes. A la fin de 1925, elle se met en ménage avec Peng Shuzhi* et l'accompagne dès lors dans toutes les étapes de sa lutte politique en tant que membre de l'opposition de gauche puis « trotskyste » : 433.

CHEN Canxian (1900-1927), syndicaliste du Ganzhou, assassiné en 1925 : 438.

CHEN Duxiu, dit Chen Doshen, Chen Yiouji, Cheng Chong, Chong Fu, Chong Shan, Ji Yen, Jian Jiashang, Kan Yulou, Peng Chulie, Qing Tong, San Ai, San Wen, Shanmin, Shanmixin, Shi, Shi An, Shi Yan, Wan Shi, Wang Tanfu, Wang Tzi, Xian Cheng, You Ji (1879-1942), intellectuel né dans une famille mandarinale, créateur de la langue chinoise moderne pour tous, inspirateur du mouvement intellectuel et de l'agitation étudiante, convaincu par son ami Li Dazhao*, il est l'un des fondateurs du PC, dont il est secrétaire général jusqu'en 1928, appliquant à contrecœur une politique avec laquelle il n'est pas d'accord. Après sa rupture, il rejoint Trotsky * et milite jusqu'à son arrestation en 1932. Faute d'avoir pu trouver une base militaire, il ne reprend pas une véritable activité politique après sa libération et meurt dans un village : 275, 279, 285, 438, 440, 460, 475, 520, 571, 572, 578, 700.

CHEN Jiongming (1878-1933), seigneur de la guerre allié à Sun Zhongshan* de 1920 à 1922, chassé en 1923, il se replie dans l'Est et en est délogé en 1925 : 460.

CHEN Lifu (1900-?), fils adoptif de Jiang Jieshi*, il est l'un des plus féroces de ses policiers dans la chasse aux communistes : 477.

CHEN SHAOYÜ, *cf.* Wang Ming, Mamaiévitch.

CHEN Yannian (1897-1927), fils de Chen Duxiu* ; étudiant-ouvrier en France, puis responsable des communistes chinois dans ce pays. De retour, il remplit diverses fonctions, mais, reconnu à Shanghaï, il est fusillé : 438, 520.

CHEN Zhongxi (1908-1943), ouvrier de Hongkong, trotskyste en 1930, après avoir dirigé un soulèvement paysan, il dirige une unité de guérilla antijaponaise au Zhongshan pendant la guerre, est tué au combat en 1943 : 700.

CHIAPPE, Jean (1878-1940), haut fonctionnaire, directeur de la Sûreté générale, nommé préfet de police de Paris en 1927, il devient peu à peu un homme politique, celui de la droite musclée, protecteur des Ligues. Sa mise à l'écart par Édouard Daladier* sert de prétexte à l'émeute du 6 février 1934. Nommé par Pétain* en Syrie en 1940, il meurt dans la chute de son avion abattu par la RAF : 633, 634.

CHIARINI, Antonio, *cf.* Heller.

CHILANTI, Felice (1914-?), un des rédacteurs de *Scintilla*, organe du mouvement communiste (indépendant) d'Italie en 1943 : 778.

CHIMÂLÎ, Fu'ad, dit Tariq, Salim Sadek (1894-1939), né en Palestine, il suit l'école primaire, travaille et se syndique à seize ans. Il adhère à un syndicat affilié à l'ISR en 1921. En Égypte, il rencontre le communisme, est expulsé au Liban en 1923. A l'été 1924, il organise un syndicat des ouvriers du tabac à Bikfayya, puis devient, après une entrevue avec Berger*, le président du nouveau Parti du travail. Il est délégué au Ve congrès de l'IC et, pendant les années qui suivent, le chef officiel du PC de Syrie et du Liban, réalisant notamment le contact avec les chefs de la révolution syrienne de 1925. Arrêté au cours d'une réunion avec eux, il est inculpé d'incitation à rébellion, et d'incitation de militaires à la désobéissance. Après un séjour en prison puis en résidence surveillée et deux ans d'absence, il revient à la tête du parti comme secrétaire général, spécialisé dans les questions syndicales. Il est délégué au VIe congrès. Mais avec le tournant « classe contre classe », il est exclu en 1932 pour avoir accordé trop d'importance à la « légalité » : 392, 512.

CHKLOVSKY, Grigory Lvovitch, dit Babouchkine (1875-1937), membre du parti en 1898. Plusieurs fois arrêté et déporté, il s'évade en 1909 et se réfugie en Suisse, où il est lié à Zinoviev* et connaît Lénine*. En 1918 il revient en Suisse comme conseiller de la mission diplomatique à Berne ; en 1923, il est consul général à Hambourg. Affecté à Berlin, il assure la liaison entre Ruth Fischer* et Zinoviev*. Membre de l'Opposition unifiée, il est exclu en 1927 et n'a plus dès lors d'activités politiques, ce qui ne l'empêche pas d'être arrêté et exécuté : 48, 343, 356, 461.

CHLEPKO, Ede (1883-1937), tourneur, délégué ouvrier à l'usineTeudloff-Dietrich de Budapest, il est l'un des fondateurs du PC hongrois et membre de son CC ;

pendant la révolution, il est commissaire politique de la Garde rouge ; il émigre en Autriche, puis en URSS où il est exécuté en 1937 : 721.

CHLIAPNIKOV, Aleksandr Gavrilovitch, dit Bélénine (1887-1937), métallo, membre du parti en 1901, bolchevik en 1903, il est condamné à deux ans de prison après la révolution de 1905, émigre en Occident. Après 1914, il assure la liaison et le financement des activités en Russie, notamment par un voyage aux États-Unis. En février 1917, il est l'un des membres du bureau de Petersbourg du parti. Commissaire du peuple dans le premier gouvernement Lénine*, il fonde l'Opposition ouvrière. Membre de l'Opposition unifiée pendant un temps, il est finalement exclu en 1933 et arrêté : 21, 23, 27, 149, 210, 252, 448, 460.

CHOUMIATSKY, Boris Zakharovitch, dit Iambo, Ilya, Andréi Tchervony (1886-1943), cheminot, membre du parti en 1905, arrêté, il s'évade, séjourne notamment en Amérique latine. Arrêté de nouveau en 1913, libéré et mobilisé en 1915, il joue un rôle dans la révolution en Sibérie. En 1920-1921, il est l'un des piliers du secrétariat de la Comintern pour l'Extrême-Orient à Irkoutsk, en 1922 secrétaire à Moscou du congrès des organisations révolutionnaires et des peuples d'Extrême-Orient. De 1926 à 1928, il dirige la KUTV : 269.

CHURCHILL, Winston Spencer (1874-1965), aristocrate et politicien britannique, un des plus antisoviétiques et anticommunistes jusqu'en 1941 et à la coalition de guerre. Lors de la grève générale de 1926, il est le porte-parole de l'aile dure des tories. Chef du cabinet de guerre en Grande-Bretagne : 110, 145, 152, 408, 414, 417, 418, 424, 693, 740, 742, 743, 766, 767, 781, 796, 800.

CICHOWSKI, Kazimierz, dit Claude Vapereau, K. Lukaszewicz, J. Jasinski, Hrabia, Alabarski, Winkler (1887-1937), d'abord membre du SPDiL, en Russie en 1915, il adhère au parti polonais en 1921, devient membre de son CC en 1925 puis de son BP. Il travaille à la Comintern à partir de 1927, combat en Espagne dans les Brigades internationales de 1936 à 1937, il reçoit sur place l'ordre d'Ivanov de retourner en URSS, est arrêté et exécuté : 719.

CISZEWSKI, Josef, dit Belek, Dabrowski, Felek (1876-1938), étudiant en allemand, membre du PPS en 1904 puis du PPS-Lewica, déporté en 1922, rejoint le PCP à sa fondation, est membre de son CC jusqu'en 1925. Réfugié en URSS, il est exécuté : 719.

CITTERIO, Ugo (1900-?), ouvrier commis voyageur arrêté en 1931, il s'enfuit en URSS en 194. Il arrive en Espagne en octobre 1937, est lieutenant dans les tanks. Rapatrié en URSS par la France en 1939, il est arrêté et meurt au Goulag : 726.

CITRINE, Walter McLennan (1888-1983), syndicaliste britannique, secrétaire puis président du TUC, où il détient le record de la longévité syndicale : 413, 414, 416, 420.

CLANCY, John, maçon de Battersea, communiste de la première heure, secrétaire du comité d'action de Battersea pendant la grève de 1926, il rompt avec le CPGB lors de la politique de dénonciation du social-fascisme : 414.

CLARAVAL, Bernado, étudiant, membre du CC des JC du Mexique, converti au catholicisme : 502.

CLEMENCEAU, Georges (1841-1929), médecin, radical, il tente la médiation entre Versailles et la Commune. Réputé très à gauche, il s'intitule lui-même « le premier flic de France » quand il est ministre de l'Intérieur, recourant à la provocation et à la répression brutale. Il devient chef du gouvernement en 1917 et persécute défaitistes, pacifistes et révolutionnaires. Mais « le Père la Victoire » est mis à la retraite politique par les électeurs : 52, 53, 97, 102, 108.

CLEMENTIS, Vladimir, dit Peter Hron, Jan Krokavec, Podtisovsky, (1902-1952), intellectuel slovaque, avocat plaidant pour les militants ouvriers, membre du PCT en 1924. Député de 1935 à 1938, réfugié en France, il condamne le pacte germano-soviétique, s'engage dans la Légion étrangère, est exclu du PCT et passe le reste de la guerre en Angleterre. Réintégré au PCT en 1945, membre du CC du parti, secrétaire d'Etat puis ministre des Affaires étrangères, il est arrêté en 1951, exécuté en décembre 1952 : 747.

CLÉROY, Maurice (1905-?), employé de mairie à Saint-Denis, puis gérant de *l'Humanité* à partir de 1930, souvent condamné. Il est licencié et exclu en 1934 pour avoir condamné publiquement les méthodes utilisées par le PC contre Doriot : 672.

CLYNES, Joseph, Robert (1869-1949), ouvrier du coton, puis du gaz, et président du syndicat des municipaux. Député en 1906, ministre de l'Intérieur de MacDonald en 1929. Toujours à l'aile droite du *Labour Party*, qu'il ne quitte pas : 422.

COCCHI, Romano, dit Adami, Giorgio, Gremling, Ferrari, Gomez, Fernando (1893-1944), venu d'une organisation chrétienne, il rejoint le PC en 1934, devient spécialiste des questions paysannes à *l'Unità*, est condamné à cinq ans en 1925, s'enfuit en Yougoslavie puis en France, est expulsé de Suisse, prend position avec éclat contre le Pacte en 1939, est exclu, entre dans la Résistance, est arrêté et déporté, meurt à Buchenwald : 746.

CODEVILLA, Carlo, dit Il Moro (1900-1950), jeune communiste italien, contraint à l'exil par des poursuites après la mort, dans une rixe, de deux Chemises noires, il se réfugie à Moscou où il travaille pour la Comintern et pour le NKVD : il est connu pour son courage physique et sa redoutable habileté au maniement des armes. Il a été, selon Corneli, garde du corps de Gramsci, probablement à Vienne. Il est membre du « tribunal » qui condamne Vecchi et le rate. On le retrouve en Espagne puis au Mexique, où il accompagne Eitingon. D'URSS, il part aux États-Unis pendant la guerre et fait un long séjour en hôpital psychiatrique. Il rompt avec ses employeurs, est tué le jour de son embarquement pour l'Italie, ses bagages étant au même moment volés sur le bateau : 616.

CODOVILLA, Victorio, dit El Gordo, Louis, Luis, Marino, Medina, Pérez (1894-1970), Italien, membre du PS en 1911 poursuivi pour son activité anti-militariste, il émigre en 1914 en Argentine et rejoint en 1917 la gauche du Parti socialiste international, qui devient en 1920 le parti communiste d'Argentine, de 1921 à sa mort, membre de son CC et de son bureau politique.

En 1924 commence sa carrière dans l'appareil central de la Comintern. Il participe en 1929 à la première conférence latino-américaine des PC à Buenos Aires. Il est représentant de la Comintern dans divers pays, notamment en Espagne de 1932 à 1939. Il finit sa carrière comme secrétaire général puis président de son parti : 292, 491, 497, 501, 512, 620, 621, 656, 678, 695, 751.

COENEN, Félix (1875-1972), d'une famille ouvrière belge, membre de la direction du PCB, délégué au 3e congrès, directeur du *Drapeau rouge*, d'abord partisan de l'opposition, il revient retourné d'un séjour à Moscou en 1927, devient secrétaire national, est écarté de la direction dans les années 30. Actif sous l'Occupation il revient à la direction après la guerre : 426.

COHEN, Morris, Israel Picket Altman dit, (1910-1995), jeune communiste américain, volontaire dans les Brigades en Espagne, il est recruté pour les services par Orlov et devient l'un des espions du siècle : 694.

COHEN, Rose (1894-1937), communiste britannique d'origine polonaise d'une grande beauté. Collaboratrice technique à la Cominterm, traductrice, épouse de Petrovsky-Bennett, elle est fusillée comme espionne : 728.

COHN, Oskar (1869-1937), avocat, membre de l'USPD, il est un proche collaborateur et homme de confiance de l'ambassadeur soviétique Ioffe en 1917. Il émigre en Suisse après 1933 : 47.

COLAKOVIĆ, Rodoljub dit Mikhaïl Iv. Rosenko, Mitar, Ivan Pavlović, Roeko, Rudi, Pavel Vuković (1900-1983), né en Bosnie, fils de commerçant, membre du PCT, condamné à douze ans de prison pour avoir comploté l'assassinat d'un ministre. Libéré en 1932, à l'École Lénine de Moscou de 1933 à 1935. Exclu du Politburo en raison de l'affaire Kusovac et probablement de ses liens avec Zivojin Pavlović. Il occupe des fonctions mineures pendant et après la guerre jusqu'en 1969 : 695.

COLIN, Constant, dit Jean-Pierre (1903-1945), belge, manœuvre dans le textile, il rejoint le PC après les grèves de 1932, est élu au CC en 1935, devient secrétaire administratif et membre du BP en 1936. En 1940, il est secrétaire national à l'organisation. Arrêté le 10 avril 1943, torturé, devenu aveugle sous les coups, il meurt en déportation : 78.

COLLINET, Michel, dit Paul Sizoff (1904-1979), agrégé de mathématiques, membre des JC en 1925, il rejoint le groupe *La Vérité* en 1929, et passe par différents groupes d'opposition jusqu'à Doriot, avec qui il rompt en 1935. Il milite pendant ce temps à la CGTU. Au Parti socialiste en 1935, il est membre de la Gauche révolutionnaire, puis du PSOP et de sa CAP : 672.

COMORERA, Solé, Joan (1896-1940), un des fondateurs du PSUC, qui manifeste vers la fin de la guerre des velléités d'indépendance. Il exclut les opposants de 1939 mais est à son tour exclu en 1949 pour « titisme ». Il meurt en prison chez Franco : 747.

CONDÈS, Romero, Fernando (1906-1936), officier de la Garde civile, socialiste, membre de l'UMRA, emprisonné en 1934, il est réintégré en 1936 et commande le groupe qui assassine Calvo Sotelo. Il est tué au combat peu après : 645, 686.

CONNOLLY, James (1870-1916), fils d'émigrés irlandais en Ecosse très pauvres, il travaille à douze ans et devient socialiste très jeune. Il s'installe en Irlande en 1896 et y fonde le Parti républicain socialiste. Obligé par la misère d'émigrer aux États-Unis il milite aux IWW et au SLP où il rencontre Daniel DeLeon. Lors de la fondation en Irlande de la TGWU irlandaise, il est rappelé par ses camarades. En 1914, il dénonce « la guerre impérialiste » et, en accord avec l'IRA, prend l'initiative du soulèvement de Pâques 1916. Il est condamné à mort et fusillé : 81.

CONNOLLY, Roderic, dit Thomas DARRAGH (1901-1980), fils du précédent, combattant dans l'insurrection de Pâques en1916, délégué des IWW britanniques au 2e congrès de la Comintern, premier président du PC irlandais en 1921, président du *Labour Party* irlandais de 1971 à 1977 : 165.

CONTRERAS, Carlos, *cf.* Vidali.

CONTRERAS, Miguel (1899-1987), vendeur de journaux à neuf ans, ouvrier du bois, puis typographe. Ouvrier à Cordoba, il est syndiqué et membre des Jeunesses et du parti argentin à quatorze ans. Il passe ensuite au PSI puis au PC et dirige les JC d'Argentine en même temps, joue un rôle important dans la résistance ouvrière de Cordoba lors de la Semaine tragique de Buenos Aires. A partir de 1923, il est secrétaire de la Fédération ouvrière provinciale de Cordoba. Au IIIe congrès du parti il appartient à la minorité dite « verbaliste » et plus tard « chispiste ». Après avoir été délégué au IVe congrès de la Comintern, à la Profintern et à la KIM, il rompt avec les chispistes. Dès 1924, il est remplacé à la tête des syndicats de Cordoba, devient dirigeant national de l'Unión sindical argentina. Envoyé au Chili en 1926, expulsé en 1928, il dirige à Montevideo en 1928 la préparation du congrès qui va créer la Commission syndicale Latino-américaine, dont il est secrétaire général. En 1930, il est envoyé au Pérou, rencontre Mariategui et participe à la réorganisation du mouvement communiste. Arrêté dans une manifestation à Bogota et expulsé en 1930. Il va en URSS et prend part au Congrès de la Profintern. Il reparaît en 1936 comme secrétaire de la commission syndicale et membre du CC, secrétaire provincial du PC à Cordoba, il séjourne en Espagne en 1938 : 452.

CONTRERAS, Labarca, Elias, dit Borquez, Borchez, Hermann (1900-?), membre du PS chilien, puis du PC, il est un des principaux dirigeants laffertistes : 199.

COOK, Arthur (1883-1931), aîné de dix enfants, il devient mineur de charbon et syndicaliste révolutionnaire à partir de 1910. Il étudie comme boursier au *Central Labour College*. Permanent syndical en 1919, il est dirigeant des mineurs gallois. Secrétaire général du syndicat des mineurs en 1924, il est aussi l'un des fondateurs du NMM, vénéré par sa base et haï par les patrons et les tories. Il semble avoir été moralement atteint par les souffrances des mineurs au cours de la longue grève désespérée qu'il dirige en 1926. Il se signale ensuite par une participation à la gauche de l'ILP et meurt jeune, amputé à la suite d'un cancer généralisé : 452.

ČOPIĆ, Vladimir, dit Georg, Janda, Lang, Lovro, Sejnko,

P. Vidas, Winter (1891-1938), après des études secondaires, ce jeune Croate est mobilisé en 1914 dans l'armée austro-hongroise et fait prisonnier sur le front russe. Gagné au communisme, il est l'un des fondateurs de la section yougoslave du parti communiste russe en 1918. Revenu au pays, il est élu député à la Constituante, secrétaire d'organisation du PCY. Il fait ensuite deux ans de prison, participe au V[e] congrès, suit les cours de l'Ecole Lénine à Moscou puis est instructeur du parti tchécoslovaque. De 1935 à 1936, il est délégué de son parti auprès de la Comintern, puis y travaille au département des cadres. Il est lieutenant-colonel en Espagne. Revenu en URSS en 1938, il traduit le fameux *Abrégé* et est liquidé : 57, 116, 721.

CORDEIRO, Cristiano Coutinho, il est en 1920 le directeur d'une école de résistance des travailleurs à Recife, fonde en 1922 le groupe communiste de Recife, est délégué au congrès de fondation du PCB. Désigné pour l'École Lénine, il ne peut s'y rendre et est quelque temps secrétaire général du parti, avant de revenir à Recife. Arrêté en 1935, il parvient à se réfugier au Goias.

CORDONNNIER, soldat français mutiné en 1917 et fusillé : 35.

CORTES, Vargas, général colombien, il fait tirer à la mitrailleuse peut-être dans un accès éthylique, sur une foule désarmée, lors de la grève des ouvriers des bananeraies colombiennes de 1932. Il y a des centaines de victimes : 516.

COSTA, Miguel, Miguel Alberto Crispim da Costa Rodrigues, dit, officier brésilien, il découvre les revendications ouvrières en maintenant l'ordre contre les grévistes en 1917. Il condamne la révolte militaire de São Paulo en 1924, est le chef nominal de la colonne Prestes. Plus tard fondateur du Parti socialiste, puis de l'ANL, il prend ses distances à l'égard de Prestes dès avant l'insurrection de 1935 : 1922 (15)-1924 (16).

COSTA, ou Kosta, Stella, journaliste luxembourgeoise, membre du Parti socialiste en France, elle adhère au PC russe et milite à partir de 1919 au bureau du Sud de la Comintern à Kharkov : 92.

COULONDRE, Robert (1885-1959), ambassadeur à Moscou, puis Berlin. Un des plus fins observateurs de l'URSS stalinienne dans la période des grands procès : 691.

COUTHEILLAS, Louis (1907-1972), ouvrier du bois, JC en 1924, membre du CC en 1926, de l'exécutif de la KIM la même année. Il subit de nombreux mois de prison à l'armée. Accusé de participer au « groupe », il est écarté des responsabilités : 497, 672.

COUTINHO, Lamartine, lieutenant à Recife (Brésil) et membre de l'ANL. Dirigeant de l'insurrection de Recife, malgré lui : 667.

COUTINHO, Rodolfo (1903-1928), étudiant à Recife, il y anime au début des années vingt un cercle marxiste. Il fonde en 1919 le groupe communiste de Recife, est délégué au congrès de fondation du PC du Brésil, suppléant de la direction. Il va à Moscou en 1925, revient en 1927 proche de l'Opposition de gauche. Enseignant à Pedro II, Il se retrouve dans l'opposition de Barbosa, mais, gravement malade, se suicide : 579, 667.

CREMET, Jean, dit Alex, R.Dillen, le Petit Rouquin, Jean Thibaud, Weiner, puis appelé Peyrot, Gabriel (1902-1973), né dans une famille ouvrière de l'Ouest, militant syndical influent, il est mobilisé en 1914, blessé en 1915 et adhère au PCF à sa naissance. Dirigeant de sa fédération, puis interfédéral, il arrive en 1924 au CD et au BP, secrétaire général adjoint, appuyé par Staline. Il devient peu après membre de l'exécutif de la Comintern et semble promis à un bel avenir. Mais il a, à la demande des Soviétiques, et avec l'accord de la direction du PC, accepté de remplacer son camarade Tommasi et de prendre la tête d'un réseau d'espionnage. Démasqué, il s'enfuit, est condamé par contumace à cinq ans. Réfugié en URSS, il continue à travailler pour la Comintern et le 4[e] bureau notamment en Scandinavie, Tchécoslovaquie, Italie, Pologne et Chine. On l'a tenu longtemps pour disparu en mer au cours d'une mission dans ce dernier pays en 1930. On a appris en 1991 seulement par une enquête de Faligot et Kauffer qu'il avait vécu ensuite en Belgique et en France sous le nom de Gabriel Peyrot, travaillé pour l'Espagne en achetant et expédiant des armes en 1936, puis joué un rôle non négligeable dans la Résistance. A la fin de sa vie, il était plutôt proche des trotskystes : 386, 616, 620.

CREUZBURG, August, dit Burger, Krone, Otto (1892-1938), peintre en bâtiment, puis ouvrier des chemins de fer, il est membre du SPD en 1909, de l'USPD en 1917. Lors du putsch de Kapp, il est député au Landtag de Thuringe et président du conseil ouvrier de l'usine de wagons de Gotha, élu au commandement d'une unité de 4 000 ouvriers armés. Il est au VKPD en 1920. Secrétaire politique du district de Berlin puis secrétaire d'organisation du KPD de 1929 à 1932, il travaille dans l'illégalité, puis émigre et se retrouve à Moscou, collaborateur de la Profintern et lecteur aux éditions Engels. Il est condamné en février 1938 à vingt-cinq ans de prison et meurt en prison à Saratov : 131, 723.

CRIPPS, sir Stafford (1889-1952), fils d'un juriste aisé, brillant avocat, pacifiste chrétien, il adhère au *Labour Party* en 1929, anime sa gauche devenant président de la *Socialist League* en 1933. Il est exclu en 1939 pour avoir soutenu la perspective du front populaire. Nommé ambassadeur à Moscou en 1940, il est chargé en 1942 d'une mission en Inde par le gouvernement Churchill et échoue : 785, 786.

CRISPIEN, Artur (1875-1949), journaliste SPD, il est influent dans l'USPD, un de ses deux présidents en 1919, délégué au II[e] congrès de la Comintern pour discuter des conditions d'adhésion, à laquelle il s'oppose finalement. Revenu au SPD et à sa direction, il émigre en Suisse en 1933 : 132, 133, 145, 149, 150, 161, 166, 167, 169, 171, 172, 252, 340.

CRISTOFOL, Jean (1901-1957), ouvrier du textile, syndicaliste, il devient douanier à Marseille, adhère au PC en 1933 et devient un orateur et dirigeant populaire, député en 1936, un des organisateurs de l'aide concrète à l'Espagne. Arrêté en 1939, il ne revient qu'en 1944 et sera deux ans maire de Marseille : 695.

CSERNY, Jozsef (1892-1919), marin, devenu communiste en Russie, ce jeune Hongrois, très lié à Tibor Sza-

muely, commande en 1919 la troupe de choc appelée « Enfants de Lénine », instrument de la « Terreur rouge ». Il prend des otages. Condamné à mort et exécuté : 105.

ČULEN, Marek (1887-1957), voiturier, socialiste slovaque d'Amérique, délégué en Europe, il devient l'un des principaux dirigeants de la Gauche marxiste de Slovaquie, présidant le congrès de Lubochna en janvier 1921. Accusé de « nationalisme slovaque » en 1928, il est exclu. Dans les années suivantes il organise l'association des petits propriétaires travailleurs de Slovaquie, est persécuté par la police. En 1939, il se réfugie en URSS, organise le recrutement militaire. Il revient en Slovaquie, participe à l'insurrection nationale et devient membre du Conseil national. Il est député en 1945, chargé à partir de 1951 des questions agraires : 240.

CUNARD, Nancy, riche héritière britannique, intéressée par les problèmes coloniaux et liée à Padmore : 507.

CUNO, Wilhelm (1876-1933), homme d'affaires et politique. Chancelier du Reich en 1922-1923. Il est renversé en août 1923 par une vague de grèves : 292, 304, 308, 319, 323, 370.

CURRAN, Joe (1906-?), marin à seize ans, longtemps chômeur, organisateur en 1935, à la suite d'une grève sauvage, de la NMU, il est un des points d'appui du CPUS dans le CIO, réputé pour la brutalité bureaucratique du fonctionnement interne de son organisation. Vice-président du CIO, il évolue vers la droite sans changer de méthodes : 752.

CURZON, George, Nathaniel (1859-1925), conservateur, il passe des années aux Indes, dont il est vice-roi et gouverneur général, marquis **Curzon of Keddleston** en 1921, secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1921-1924), très opposé au « bolchevisme » : 300, 301.

CUSIN, Gaston (1903-1994), haut-fonctionnaire des douanes, responsable national du syndical CGT des douaniers, il joue un rôle important dans le transit clandestin des armes pour la république espagnole à partir des cabinets ministériels où Blum* le fait entrer à chaque nouveau gouvernement : 686.

CVIJIĆ Djuro, dit Bozić, Georg, Jaro, Kalino Jury, Kirsch, Klein, Kresić, Visnjić, Vladetić (1896-1938), croate, membre d'un mouvement nationaliste, condamné à trois ans de prison en 1912, libéré en 1914, il devient journaliste, adhère au PS croate en 1918, est le leader du PC croate en 1920, de 1920 à 1922 à Vienne au bureau étranger, puis à Zagreb, éditeur de *Borba*. Leader de la gauche sous le nom de Vladetić, nommé secrétaire en avril 1925 par le présidium, il ouvre en 1926 le 2e congrès à Vienne, devient secrétaire général en 1928 ; relevé par le présidium, il fait deux ans de prison en Croatie, revient à Vienne pour l'agence Tass, témoigne à Londres au contre-procès Dimitrov*, et, de 1934 à 1938, il travaille à l'Institut agraire de Moscou. Il est exécuté en 1938 : 722.

ČVIJIĆ, Stepan, dit Andréi, Kurz, Cela Cvetto, Livadić, Marjan, Stanko, Stefek (1905-1938), frère du précédent, étudiant en commerce, JC, il travaille à *Borba* en 1924, suit à Moscou les cours de l'Université Sverdlov et fait de nombreux séjours illégaux. Au cours d'une évasion en 1929, il tue deux policiers. Dirigeant de la KIM, il va à Vienne, Berlin, Paris, est secrétaire d'organisation de la KIM en 1934 ; dans les Brigades en 1935. Arrêté, il serait mort en prison d'angine de poitrine selon les Soviétiques : 722.

CZOBEL, Ernö (1886-1953), ancien professeur et journaliste à *Nepszava*, très connu dans la social-démocratie, il est choisi pour accompagner Ernö Bettelheim* à Vienne dans le projet de soulèvement de 1919 et vit ensuite en URSS, comme enseignant, travaillant sur Marx : 109.

D

DAHLEM, Franz, dit Franz, Florenz (?) (1892-1981), Alsacien, né en Lorraine, fils de cheminot. Apprenti, il se syndique en 1911, rejoint en 1913 le SPD et dirige les JS de Cologne. Militaire de 1914 à 1918, membre de l'USPD en 1917, il est au conseil d'ouvriers et de soldats de Cologne. Membre de la majorité de l'USPD, il rejoint le VKPD en 1920 et soutient Paul Levi* l'année suivante, sa révocation provoquant une grève avec occupation de ses collaborateurs au journal du parti contre la direction. Il choisit de rester au KPD. En octobre 1922, il est conseiller du PCF, en 1923 au secrétariat d'organisation et à *Inprekorr*. Député au Reichstag de 1928 à 1933, dirigeant de la RGO, il est membre successivement du groupe Neumann*-Remmele* puis du groupe Schulte*-Schubert* contre Pieck*-Ulbricht*. Il émigre en Tchécoslovaquie en 1933, est commissaire dans les Brigades internationales d'Espagne en 1936, proche de Münzenberg* en France en 1939, il condamne le pacte et s'adresse à Daladier* pour que les antifascistes puissent combattre Hitler, mais est interné, puis livré par Vichy à l'Allemagne hitlérienne. Il sort de Mauthausen en 1945, reprend place à la direction du KPD puis du SED, est relevé de toutes ses fonctions en 1953, réhabilité en 1956 : 539, 695, 745.

DAI Jitao (1891-1949) journaliste, secrétaire de Sun Zhongshan, membre du premier groupe communiste puis évolue à droite et devient le principal théoricien anticommuniste dans le GMD qu'il sert jusqu'à son suicide : 431, 438.

DAKHJOEDIN, ou Tohir Mohammed, dit Alfonso, Alfonso Ryzal (1902-?), indonésien, membre du PKI en 1924, il est délégué au VIe congrès de la Comintern et défend la position de Trotsky sur la Chine. Il est alors en contact avec le groupe hollandais de Sneevliet*. C'est Sneevliet qui donne la première identification et van Riel* la seconde : 570.

DAKOVIĆ, *cf.* Djaković.

DALADIER, Édouard (1884-1970), professeur d'histoire, député radical, souvent ministre de la Guerre qui jouit de la confiance des généraux, mais apparaît comme le leader de la gauche de son parti, il est le chef du gouvernement qui signe l'accord de Munich puis engage la France dans la guerre et la répression contre le PCF en 1939 après avoir été un des chefs de file du

Front populaire : 634, 652, 674, 675, 683, 736, 743, 745, 754.

DALINE, Sergéi, Alekséiévitch, dit M. Petersen (1902-1982), il adhère à quinze ans aux JC et à dix-neuf au parti. De 1921 à 1924 il a des responsabilités dans la KIM. Envoyé en Chine en mission par elle en 1922, il rencontre les dirigeants communistes chinois et Sun Zhongshan*. Il est membre du bureau d'Extrême-Orient de la Comintern en 1922, du CC des JC, lié à Radek*, et participe à l'Opposition unifiée. De 1924 à 1926, il sert dans l'Armée rouge, puis est chargé de cours à l'Université Sun Zhongshan, auteur de thèses sur le mode de production asiatique, il retourne en Chine en 1926-1927 et informe l'Opposition de gauche de la situation. Il est ensuite aux *Izvestia* en 1929-1930, correspondant de Tass en Scandinavie en 1929-1930, sous-directeur du service étranger de Tass à Moscou : 278, 456, 457.

DALINE, Viktor Moiseiévitch, dit Vidal (1900-1985), jeune historien russe, dirigeant des JC, puis élève de l'Institut des professeurs rouges, collaborateur de Béla Kun* à la Comintern, membre de l'opposition de gauche dont il dissimule les archives. Il séjourne à Paris, suit des cours et effectue des recherches. Il est l'auteur de travaux de qualité sur la Révolution française notamment Babeuf*, dont il est un grand spécialiste. Arrêté au moment des grandes purges, il passe un peu moins de vingt ans au Goulag, notamment à Magadan, et reprend ses recherches à sa libération : 75, 278.

DALLET, Roland (1900-1968), ouvrier d'usine, d'abord anarchiste, il devient communiste en 1920, entre au CD et reste au CC jusqu'en 1929. Il joue un rôle de moins en moins important et quitte le PCF sans bruit après la guerre : 465.

DALLIDET, Arthur, dit Emile, Forestier, Max, Nemrod (1906-1942), ajusteur-chaudronnier, au PCF en 1930, ouvrier, clandestin chez Renault, est envoyé à l'Ecole Lénine et devient adjoint de Tréand* aux cadres. Il réorganise le parti clandestin avec Pierre Villon*. Arrêté en février 1942, torturé et fusillé en mai, comme Cadras* : 615, 763, 779.

DAN, Fedor Illitch Gourvitch (1871-1947), médecin, un des pionniers de la social-démocratie russe, exilé en 1903 s'évade et devient menchevik liquidateur ; exilé en 1914, proche des « défensistes », il soutient la poursuite en 1917 de l'alliance avec les « Cadets ». Exilé, cette fois à l'étranger, par le gouvernement bolchevique en 1923, il milite au sein de l'émigration russe se rapprochant du stalinisme avec la perspective de la guerre : 252.

DANGE, Shripat Amrit (1899-?), étudiant, il devient en 1921 l'un des dirigeants des communistes indiens. Son activité politique et théorique était financée par un magnat de l'industrie. Il a passé au moins treize ans en prison : 274, 275, 509.

D'ANNUNZIO, Gabriele (1863-1938), écrivain, aviateur réputé pendant la guerre, nationaliste, dirige des expéditions pour la récupération des terres italiennes sur les voisins orientaux : 238.

DANICHEVSKI, Julius, dit German (1884-1939), vieux militant bolchevik letton, rallia les fusiliers lettons à la révolution. Orateur et journaliste. Arrêté en 1938 : 726.

DANOVSKI, *cf.* Ludwig Prentki, militant polonais vivant en Allemagne, il est acquis au groupe Leński* en 1923 : 376.

D'ARAGONA, Ludovico (1876-1961), dirigeant socialiste de la centrale syndicale italienne CGIL après la Première Guerre mondiale, un des dirigeants du PSI et, longtemps ministre, après la deuxième : 173, 185, 186.

DARFEL, Yeshaia, dit Alini, membre du PKP à Jérusalem, il collabore à *Inprekorr*, s'oppose à la politique de la « troisième période », est convoqué en URSS où il est liquidé comme « trotskyste » : 727.

DARNAR, Pierre-Laurent, Pierre Laurent, dit Henri-Franklin Marquet, dit (1901-1979), professeur d'histoire, dirigeant des JC, puis journaliste virulent à l'*Humanité*, il rompt avec le PC en 1940, à la suite du pacte : 736.

DARRAGH, Tom, *cf.* Roderick Connolly.

DARSONO, Raden, dit Samin (1897-1960), jeune aristocrate de Java, convaincu par le procès de Sneevliet* en 1917, condamné à un an de prison en 1918. Président du PKI en 1921, délégué au 3e congrès, il est exclu en 1930 pour « opportunisme » : 287, 403.

DAS, Chitta Ranjan (1870-1925), Bengali, chef du Parti du Congrès dans l'État, libéral humanitaire, quelque temps allié de Roy : 271.

DA SILVA, Colvin R. (1907-1989), né dans une riche famille de planteurs, il fait des études de droit, vit plusieurs années à Londres. Avocat des ouvriers du textile, il préside leur syndicat de 1932 à 1940, est l'un des fondateurs du LSSP, section de Ceylan de la IVe Internationale. Arrêté en 1940, évadé, il est l'un des fondateurs du *Bolshevik-Leninist Party of India* : 581.

DASZYŃSKI, Ignacy (1866-1936), député socialiste, partisan de Piłsudski*, il est chef du gouvernement en 1920, président de la Chambre des députés de 1928 à 1930 : 154.

DAUGE, Walter (1907-1944), ancien speaker de radio révoqué pour son activité anti-militariste, il est influencé par les trotskystes alors qu'il est le dirigeant des JGS du Borinage. Il devient le principal porte-parole de l'Action socialiste révolutionnaire qui donne naissance à un nouveau parti. Avec la guerre, puis l'Occupation, il renonce à toute activité et se compromet quelque peu pour survivre. Il est abattu par des hommes qui se réclament de la Résistance : 671, 683.

DÄUMIG, Ernst (1866-1922), social-démocrate allemand, ancien sous-officier dans la Légion étrangère, député au Reichstag, membre fondateur de l'USPD, coprésident du KPD avec Paul Levi*, il quitte ce parti en 1921 : 62, 63, 68, 69, 72, 124, 130, 133, 135, 159, 163, 186, 203, 206, 209, 224, 249.

DAUPHIN, Julien, caporal français, il est condamné à mort pour mutinerie en 1917 : 35.

DAVID, Fritz, ps. de Krougliansky (1892-1936), collaborateur de l'exécutif, à un moment sur les affaires allemandes, il semble avoir été un homme du NKVD. Un des accusés accusateurs au premier procès de Moscou, il est condamné à mort et exécuté : 704.

DAVIDSON, James A., sergent de *marines* américains qui

choisit de déserter pour ne pas faire une guerre injuste et rejoint les sandinistes au cours de la campagne américaine contre eux : 445.

DAVIDSON OF LAMBETH, Randall (1848-1930), aumônier de la reine, il devient archevêque de Canterbury en 1903 et se voit interdire la radio par les conservateurs durs pendant la grève générale de 1926 : 418.

DAVIES, Joseph Edward (1876-1958), avocat et diplomate, il est ambassadeur en Russie de 1936 à 1938, et à nouveau en mission à Moscou en 1943 : 783, 788, 798.

DAVTIAN, Iakov Khristoforovitch, dit JAN, Jean (1888-1938), agent de la police secrète soviétique, il mène une longue carrière de diplomate passant notamment par Paris, où il est chargé du contrôle de Rakovsky*. Il est finalement arrêté et exécuté : 111.

DAWES, Charles Gates (1865-1951), financier et homme politique américain, auteur du plan portant son nom pour l'échelonnement des réparations dues par l'Allemagne. Il fut aussi vice-président des États-Unis : 565.

DEBARGE, Charles dit Bistouille (1910-1942), mineur, il est l'un des dirigeants de la grève de 1941, puis passe dans la clandestinité et l'action armée. Il se bat alors pour « une France libre et communiste ». Il est abattu en septembre 1942 : 762.

DE BOECK, Henri (1904-1940), membre des JC et de leur direction, arrêté en 1932, après l'occupation de la Ruhr, pour « complot contre la sûreté de l'État ». De 1925 à 1927, à l'exécutif de la KIM à Moscou, au secrétariat pour les pays latins de la Comintern. D'abord proche de l'Opposition unifiée, il vient en 1927 soutenir Walecki* contre le CC belge qui partage le point de vue oppositionnel. Il parle pour le PC belge au XIII[e] plénum de l'exécutif. Convoqué à Moscou après l'affaire du pacte des Jeunesses, il obtient la permission d'aller combattre en Espagne comme interbrigadiste et y est, lors de son exclusion comme « désagrégateur ». De retour en Belgique en janvier 1938, « homme traqué » selon José Gotovitch, il est hospitalisé en avril 1940, meurt en juillet : 491.

DEBS, Eugene Victor (1855-1926), chauffeur de locomotive, secrétaire national et trésorier de leur Fraternité, il dirige en 1894 la fameuse grève Pullman, ce qui lui vaut six mois de prison ; il est ensuite l'un des fondateurs du *Social-democratic Party* et cinq fois le candidat des socialistes à la présidence des États-Unis. Condamné à dix ans de prison en 1918 en vertu de l'*Espionage Act*, il est gracié en 1921 : 81, 496.

DECAUX, Jules (1904-1970), ouvrier de l'étain, au PCF en 1929, il monte très vite dans l'appareil, occupe une fonction responsable aux cadres, est envoyé en 1938 à Moscou comme représentant du PCF. Mobilisé, prisonnier toute la guerre dans un stalag, il travaille de nouveau discrètement dans l'appareil à son retour : 751.

DECAUX, Len (1899-?), anglais, il fait ses études à Harrow puis Oxford, après la guerre. Membre de l'ILP en 1920, il approche du communisme. Au printemps, il émigre aux États-Unis et, travailleur itinérant, rejoint les IWW, travaille à leur journal, est élève du *Brookwood Labor College*. Il adhère au CPGB, voyage dans l'Europe entière, retourne aux États-Unis et dirige l'*Illinois Miner*, visite l'URSS. John L. Lewis lui confie la presse du CIO et il fonde et dirige *CIO News* : 699.

DECOUX, Jean (1884-1963), officier de marine, commandant un dragueur de mines dans la mer Noire après la guerre, amiral commandant la flotte française du Pacifique, il est nommé par le gouvernement de Vichy en 1940 gouverneur général d'Indochine qu'il gouverne avec une poigne de fer – notamment lors de la répression de l'insurrection de Cochinchine –jusqu'à l'arrivée des Japonais. Le monopole du paddy qu'il décrète pour complaire aux Japonais provoque une terrible famine. Il est acquitté par la Cour de justice, qui reconnaît ses mérites dans le « maintien de l'autorité française », est abattu par des « vengeurs » : 749, 787.

DEGEYTER, Pierre (1848-1932), cet ouvrier né en Belgique a toute sa vie disputé à son frère la paternité de la musique de *L'Internationale* que la Comintern et les PC lui ont en tout cas reconnue : 480.

DËGOTT, Vladimir, parfois translittéré en Diogotte, dit A. Joseph, (1889-1944), ouvrier relieur, il passe plusieurs années en France, connaît Lénine* et nombre de militants. En 1918, il est l'un des animateurs du travail de fraternisation à Odessa, puis il est envoyé en Italie et en France à la veille du II[e] congrès. Membre de l'opposition, professeur de marxisme, il est emprisonné, libéré et de nouveau emprisonné : 75, 90, 92, 94, 113, 152.

DEGOUTTE, Jean-Marie (1866-1937), général français. Après une carrière d'officier colonial chez les zouaves, il commande sur le front français une division marocaine puis devient commandant en chef des forces d'occupation dans la Ruhr en 1923 : 294.

DEGRELLE, Léon (1906-1996), militant d'Action catholique, il prend en 1935 la tête du mouvement rexiste (Rex), d'inspiration fasciste, qui connaît un réel développement en 1936. Ardent partisan de la collaboration, fondateur de la légion Wallonie pour combattre sur le front russe. Il s'exile en 1944 et meurt en exil : 687.

DEHARENG, Jean (1907-1942), né à Wandre en Belgique, ouvrier fondeur, en usine à treize ans, d'abord JGS, au PC en 1935, conseiller communal, il est entré dans l'illégalité en juin 1941. Il est abattu dans la rue en avril 1942 : 781.

DEHMEL, trésorier du district du KPD de Hambourg, il est accusé par Wittorf* de ses propres détournements, ce qui aggrave encore le scandale : 486, 487.

DELBROUCK, René (1903-1942), avocat, dirigeant des JGS à Liège, député de Liège en 1936, proche des trotskystes. Il lance en juin 1940 un appel contre De Man et organise clandestinement les socialistes en août 1940, ce qui lui vaut une dénonciation publique du PC. Arrêté en juin 1941 avec les trotskystes, déporté à Neuengamme, il y meurt en 1942 : 756.

DE LEEUW, Alexander Salomon, dit A.S. De Vries, D.T. Pronk (1899-1942), d'abord avocat du MOPR en Hollande, il arrive à la direction du PC néerlandais avec l'équipe stalinienne mais se heurte très vite à De Groot*. En 1935, il fait au VII[e] congrès des remarques montrant qu'il prend au sérieux la discussion sur les alliances en cas de guerre. En désaccord avec la poli-

tique appliquée après le pacte, il se déclare partisan d'une alliance avec les Occidentaux. Il est exclu. Plus tard il est arrêté par les occupants et liquidé à Auschwitz : 759.

DELIANU, Iulu, prisonnier de guerre en Russie, organisateur du groupe communiste du PCR (b) à Petrograd : 58.

DELMAS, André (1879-1979), instituteur, ayant des responsabilités nationales dans la Fédération des fonctionnaires et à la CGT, il devient secrétaire du SNI en 1932. Il joue un rôle important dans la genèse du Front populaire et la réunification syndicale mais reste fidèle au pacifisme de ses collègues qui s'isolent dans le mouvement syndical. Il est accusé à la Libération d'avoir été « collaborateur » : 682.

DEMAIO, Anthony, membre du PC américain, des Brigades internationales puis du SIM de ces unités, placé à un poste de bureaucrate syndical à son retour, c'est probablement un homme du NKVD : 699.

DEMETZ, général français, il a assuré la préparation de l'occupation de la Ruhr : 294.

DENG Yanda (1895-1931), fils de paysans pauvres, devenu officier, il abandonne son seigneur de la guerre pour le Guomindang et devient directeur adjoint de l'instruction militaire à l'École de cadets de Huangpu. A la veille de l'expédition du Nord, il est chef du département politique général de l'Armée nationale. Dans la crise du Guomindang, il préconise une « troisième force ». Il est livré par la police des concessions internationales aux Chemises bleues du GMD et exécuté : 432, 439.

DENG Zhongxia, dit Bi Mei, Chong Yuan, Chong Zi, Deng Chongjie, Deng Chongyuan, Deng Kang, Deng Longbo (1897-1933), fils de propriétaire, cet intellectuel est devenu responsable syndical. D'abord anarchiste, il adhère au PC et se consacre au secrétariat du Travail. Il est ensuite un des responsables centraux du syndicat général panchinois. De 1928 à 1930, il est à Moscou. Pris par la police française de la concession de Shanghai, il est livré à la police de Jiang Jieshi et fusillé : 477.

DENGEL, Philipp, dit Ulmer, Marius (1888-1948), enseignant du privé, au SPD en 1911. Mobilisé en 1913, il est sous-officier puis lieutenant. Il adhère à l'USPD puis au KPD, rallie pendant quelque temps le KAPD. Il revient au KPD et devient membre de la centrale et du Polburo. De 1928 à 1941 il travaille pour l'appareil central de la Comintern, s'occupant des pays scandinaves, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de l'Amérique latine. Il est victime d'une attaque le 21 juin 1941 et doit cesser toute activité : 487, 515.

DENIKINE, Anton Ivanovitch (1872-1947), chef d'état-major pendant la guerre avec le Japon, il exerce de hauts commandements dans la guerre mondiale, appuie la tentative de coup d'État du général Kornilov, est arrêté et s'évade. Il forme, toujours avec Kornilov*, l'armée des volontaires, qu'il commande seul en 1918, et lance avec l'appui des Alliés une guerre de reconquête qui échoue en partie à cause de la sauvagerie de ses troupes et des massacres auxquels elles se livrent ; il passe les commandes au général Wrangel* et s'en va : 52, 74, 107, 200.

DENNIS, Eugene, né Francis Eugene Waldron, dit aussi Milton, Tim Ryan, Paul Walsh (1905-1961), né à Seattle, il fait des études secondaires, entre au PC en 1926, permanent, puis envoyé à Moscou en 1930 pour l'École Lénine et une formation spéciale. Il séjourne ensuite clandestinement aux Philippines, en Afrique du Sud, à Shanghai au secrétariat du Pacifique. Revenu aux États-Unis, il dirige le parti dans le Wisconsin de 1938 à 1939, puis représente le CPUS à Moscou en 1938-1939. Membre du bureau politique en 1939, il combat ensuite Browder qu'il avait encensé. Dans la crise finale, il apparaît comme « centriste » et quitte la direction en 1959, sans avoir vu son fils, retenu à Moscou depuis des décennies : 192, 477, 480.

DENTZ, Henri (1871-1945), officier servant en Syrie, où il est chef du 2e Bureau et réprime les menées nationalistes. Général en métropole, c'est lui qui présente officiellement la capitulation de Paris à l'armée allemande. Haut-commissaire du gouvernement de Vichy en Syrie, il donne l'ordre à l'armée française de résister par les armes à l'attaque anglo-gaulliste, ce qui lui vaut d'être condamné à mort et, sa peine commuée, de mourir en prison : 389.

DENVIGNES, Joseph (1866-1941), général français, officier colonial (zouave), il est sous les ordres du général Degoutte dans la Ruhr : 301.

DEPOLLIER, Léon, dit Michel, Adrien Charvoz ou Charvet, le Marquis (1905-?), fils de Suzanne Girault, il travaille d'abord à l'ambassade à son arrivée en France, puis à *L'Humanité du Midi*, et exerce des responsabilités dans les syndicats CGTU des transports. Membre de la direction parisienne clandestine en 1939, interné, évadé, il est condamné à vingt ans de travaux forcés, arrêté de nouveau, la police le considérant comme le « responsable aux évasions » du PC. Il est déporté à Sachsenhausen, et revient en très mauvais état.

DE ROSA, Leccini, Fernando (1908-1936), officier de réserve italien, membre des JS, auteur d'un attentat manqué contre le prince héritier d'Italie, il se réfugie en Espagne, commande les milices socialistes en 1934 et est tué dans les premiers combats de 1936 : 645, 686.

DEUTSCHER, Isaac, dit Josef Bren, Krakowski, Philippe (1907-1967), journaliste, membre du Parti communiste polonais, de son opposition de Varsovie, puis de l'opposition de gauche, il adhère au PPS en 1935 en application de la tactique « entriste ». Il élève une protestation publique contre les procès de Moscou. Il est opposé à la proclamation de la IVe Internationale, position que défendront les Polonais à la conférence de Périgny. Il émigre en Grande-Bretagne en 1939, devient journaliste puis écrivain de langue anglaise, avec deux biographies célèbres, de Staline* et de Trotsky* : 429, 581.

DEWAR, Hugo (1908-1980), militant de l'ILP, du PC, rejoint l'Opposition de gauche en 1933 : 581.

DEYMER, Şefik Hüsnü , dit Degmer, Ferdi (1887-1959), après des études de médecine en France, où il est très proche de la gauche du Parti socialiste, il sert comme médecin militaire pendant la guerre en France. Officier de l'armée turque, membre du Parti communiste,

condamné à quinze ans de prison, gracié, il représente son parti à l'exécutif de la Comintern de 1922 à 1923, est membre du bureau d'Europe occidentale, puis dirige le parti en URSS : 270.

DEYMES, Robert, ingénieur chez Renault, membre de la mission militaire française en Russie, dessine de mémoire pour l'Armée rouge, à la demande de Trotsky* qui veut des chars, les plans des chars d'assaut Renault : 58.

DIAMANTSTEIN, Alfred, dit Danić, communiste croate, responsable du groupe croate en Hongrie, arrêté en 1918 à Zagreb avec des fonds, en train d'essayer de provoquer un soulèvement. On lui reprocha, semble-t-il, d'avoir été trop bavard avec la police et il fut accusé de provocation. L'accusation fut reprise en 1937 : 109.

DÍAZ, José Leon, salvadorien engagé dans les troupes de Sandino, commande une colonne : 445.

DÍAZ ALOR, José, militant PSOE et responsable UGT proche de Largo Caballero*, qui le nomme à la tête de la commission chargée en 1936 de surveiller le comportement politique des chefs militaires. Membre de la CE de l'UGT à la fin de la guerre : 642.

DÍAZ RAMÍREZ, Manuel (1888-1962), ouvrier du tabac à Veracruz, il milite dans les rangs des IWW dès 1908, puis des magonistes, adhère au PC mexicain en 1920 et devient secrétaire à l'extérieur. Il est secrétaire général du PCM de 1921 à 1924, délégué au III[e] congrès de la Comintern, puis à celui de la Profintern au VI[e] congrès, il est désavoué plus tard par le congrès du parti à cause de son approbation des positions de la Comintern. Il est mis à l'écart en 1929.

DÍAZ RAMOS, José (1894-1942), fils d'un boulanger sévillan, d'abord boulanger, syndicaliste à la CNT, il rejoint le PCE en 1927. En 1932, la Comintern décide de lui confier le poste de secrétaire général à la place de Bullejos*. Il est aussi membre de l'exécutif de la Comintern. Il laisse en fait les instructeurs de la Comintern diriger son parti à partir de 1936. Il quitte l'Espagne pour l'URSS en décembre 1938. Il est chargé du secrétariat latin de la Comintern. Lors de l'évacuation, il est envoyé à Tiflis. C'est là qu'il se serait suicidé en se jetant par la fenêtre, certains parlant de meurtre : 497, 502.

DÍAZ-TENDERO, Merchán, Eleuterio (1892-1945), sorti du rang, capitaine de réserve, il dirige l'UMRA. Devient aide de camp de Largo Caballero*, chargé du recrutement des officiers, et passe aux communistes. Lors de sa rupture, Largo Caballero l'envoie au front. Réfugié en France, il est déporté en Allemagne : 680, 693.

DICESCU-DIK, Ion (1883-1937), socialiste roumain, directeur de *Lupta*, rallié au communisme derrière Rakovsky, victime de la purge des années 30.

DIETRICH, Paul, dit Paul Fersberg (1889-1942), enseignant, SPD 1912, USPD 1918, KPD 1920, membre du comité central en 1924, secrétaire de Thälmann* de 1925 à 1927, député au Reichstag. Révoqué comme « conciliateur » en 1929. En URSS en 1936, arrêté en août 1937, mort en prison à Oufa : 730.

DIMITROV, Georgi, dit Helmuth, Baumann, Dimov, prof. Jahn, Alfons Kuth, Lehoz, Dr Rudolf, Oskar, Oswald, Viktor, Dr Hediger, Dr Jan Schaafsma, Viktor (1882-1949), fils d'ouvrier, ouvrier compositeur à douze ans, syndiqué en 1900 et au parti en 1903. Lors de la scission, il est chez les *tesnjaki*, membre du CC. Il est également secrétaire de la Fédération syndicale révolutionnaire bulgare. Député en 1913, emprisonné en 1918, il est réélu au CC du PC bulgare. Après l'insurrection de septembre 1923, il est réfugié en Yougoslavie et condamné à mort par contumace. Il se défend toujours d'avoir une responsabilité dans le terrible attentat à la cathédrale de Sofia. A Moscou, il monte dans l'appareil de la Comintern, où il est suppléant de l'exécutif à partir de 1926. En 1929, il est assigné au bureau de Berlin d'Europe occidentale de la Comintern et arrêté par la police aux ordres des nazis, qui l'accusent en mars 1933 d'avoir incendié le Reichstag. Il est acquitté après un procès à Leipzig et un comportement qui lui vaut un grand prestige. C'est à partir de là que commence sa carrière. Il est le spécialiste de la Comintern et aurait proposé à Staline* une nouvelle politique. Il est son secrétaire général à partir du VII[e] congrès. Il se fait concierge de la mort pendant les purges, convoquant à son bureau les gens désignés pour les remettre aux gens du NKVD. Après la guerre, revenu en Bulgarie, il est chef du gouvernement et secrétaire général, et meurt dans un hôpital de Moscou : 334, 335, 356, 400, 484, 548, 557, 613, 622, 623, 649-658, 663, 664, 667-670, 694, 708, 712, 716-719, 721, 724, 725, 727-734, 737-748, 755, 757, 761-765, 769, 771-774, 776, 783, 790-793, 795-798, 801.

DIMITROV, Stanke, dit, Kristo Botev, Marek (1889-1944), enseignant, licencié en droit, instructeur de la commission militaire et secrétaire du CC, il s'installe en URSS, où il enseigne, avec la terreur blanche de 1925. Il retourne clandestinement en Bulgarie, se tue en URSS dans un accident d'avion : 400.

DINGELSTEDT, Fedor Niklausevitch, dit Din (1890-1937), fils d'universitaire de Pétersbourg, au parti en 1910, organisateur à Cronstadt. Élève de l'IPR puis directeur de l'Institut des Forêts de Leningrad responsable de l'Opposition de gauche. Déporté, il dirige une grève de la faim à Solovki. Il est fusillé à Vorkouta avec sa femme Maria Mitrofanovna Sovietkina et son fils Igor Fedorovitch, âgé de dix-huit ans : 571.

DISSMANN, Robert (1878-1926), tourneur, il occupe très tôt des responsabilités dans le syndicat des métaux et le SPD puis l'USPD. Après la guerre, il devient président du syndicat des métaux mais reste avec l'aile droite de l'USPD et revient à la SPD : 124, 205.

DITTMANN, Wilhelm (1874-1954), menuisier, puis journaliste social-démocrate, député, il est condamné à la prison pour avoir rencontré, en tant que député USPD, les chefs des marins mutinés. Avec Crispien* à Moscou au II[e] congrès, il se prononce contre l'adhésion à la Comintern et retourne à la social-démocratie. Il s'exile en Suisse en 1933 : 161, 165, 169, 191.

DI VITTORIO, Giuseppe, dit Nicola, Mario Nicoletti (1892-1957), ouvrier agricole italien, il entre au PCI et est contraint d'émigrer. En exil, il devient membre du comité central. Il est commissaire politique en Espagne. Il a des hésitations au moment du pacte et envisage d'émigrer en Amérique. Arrêté en Italie en

1941, il ne sort qu'en 1943. Après la guerre, il a de hautes responsabilités syndicales : 695, 705.

DJAKOVIĆ, Djuro dit Ban, Georg Friedman, Bosnić (1886-1929), ouvrier croate né en Bosnie, condamné aux travaux forcés pendant la guerre, membre du CC du parti à sa fondation. Il suit les cours de l'École Lénine en 1927-1928 et est suppléant à l'exécutif. Choisi comme secrétaire du PCY par la Comintern en 1928, il est assassiné peu après son retour clandestin au pays en avril 1929 : 498.

DJILAS, Milovan, dit Djido, Djudi, Milos Marković, Veljko (1912-1995), Monténégrin, étudiant à Belgrade en 1929, il adhère au PCY en 1932 et est condamné peu après à trois ans de prison. Il entre au CC en 1938 et au BP en 1940. Grand chasseur de « trotskystes », est chef de partisans et dirige la mission à Moscou en 1944. Après la guerre, il est exclu du PCY en 1955 et condamné à une peine de prison : 724, 769, 770.

DJISHUN, Pak, souvent dit Pak Chinsun (1898-?), né en Corée, émigré jeune en Russie, bolchevik en 1917, délégué au 2e congrès et fondateur du PC coréen, pour lequel il milite notamment en Chine. Membre de l'exécutif de la Comintern il revient en 1922, ne conserve pas ses responsabilités et vit à Moscou : 199, 285, 287.

DJOROV, Stoian (1883-1950), Bulgare, il adhère au Parti bolchevique à Odessa en 1908. Condamné aux travaux forcés en 1911, il traverse la Sibérie pour revenir à Moscou, où il est membre de l'exécutif de la Fédération des groupes communistes étrangers Il est en 1919 à Odessa, à la tête d'un bureau à l'étranger de communistes bulgares : 58.

DOBBS, Farrell (1907-1983), quittant l'école à cause de la crise, il est finalement chauffeur de camion syndiqué au Local AFL 574 et adhère à la CLA trotskyste en 1934 à Minneapolis. Il est l'un des dirigeants des grèves de 1934, secrétaire trésorier du local, puis, de 1939 à 1940, *general organizer* de la Fraternité internationale des Teamsters. Dirigeant du SWP, son président, puis secrétaire national : 644.

DOBROGEANU-GHEREA, Alexandru, dit G. Alexe (1879-1937), fils de Constantin Dobrogeanu-Gherea (1855-1920), le fondateur du socialisme en Roumanie, il a fait des études d'ingénieur en Allemagne, milite au Parti socialiste à Ploesti, anime en 1920 son aile gauche pour l'adhésion à la Comintern. Condamné à dix ans de prison en 1925, il passe en Russie, est arrêté au retour, libéré après une campagne internationale. Il retourne en URSS, est arrêté en 1936, exécuté en 1938.

DOBROVOLNY, Filip (1880-1930), tisserand, il milite jeune et devient très vite journaliste dans la presse sociale-démocrate. Il est cofondateur de la Gauche marxiste puis du PCT, dirige *Rude Pravo*, entre au CC, est élu à l'exécutif de la Comintern au VIe congrès, puis à celui de la Krestintern. Il suit Jílek pendant quelque temps puis rompt avec lui. Il est sénateur quand il meurt.

DOBROVOLSKAÏA, Agnesa Davidovna (1895-1937), d'abord sténo en 1924 au département de la presse, collaboratrice technique en 1927 au secrétariat des pays de la Baltique, en 1937 membre du secrétariat de Moskvine*, arrêtée en mai 1937 et exécutée en septembre : 714.

DOLANSKÝ, Jaromir (1885-?), licencié en droit, président de la fédération étudiante, il passe par le parti de Masaryk* et le PSD, dont il est député, avant d'adhérer au PCT en 1922. Il entre au CC en 1929 derrière Gottwald*. Est, fin 1938, l'un des cinq membres du Politburo chargés d'organiser l'action clandestine. Arrêté en juin 1939, en essayant de rejoindre l'URSS, il est déporté en Allemagne. Après guerre, d'abord adjoint de Slanský*, puis vice-Premier ministre, il garde ses hautes responsabilités jusqu'au printemps de Prague en 1968 : 491.

DOLECKI, Jakov Henrikovitch Fenigstein, dit Wladyslaw (1888-1937), vieux militant du SDKPiL, membre du BSI, président du conseil des commissaires du peuple de Biélorussie, plus tard directeur à Moscou de l'agence Tass, arrêté, devenu fou et liquidé dans la purge, 719.

DOLLFUSS, Engelbert (1892-1937), leader de l'austro – ou catho-fascisme autrichien, chancelier et véritable dictateur en 1933, « protégé » de Mussolini*, il est assassiné par les nazis : 629, 630, 640.

DOMBAL, Tomasz Dabal, dit Chlopski, Tomasz, Lasowiak, Ordon, Niezlomny, Tegeborski, Debur (1890-1937), fils de paysans de Galicie, il étudie l'agronomie à Vienne et fait la guerre dans les légions de Piłsudski contre les Russes. Organisateur des paysans en Galicie, dirigeant d'une révolte armée, il est élu député et condamne la politique polonaise à l'égard de la Russie. Il rejoint alors le PC polonais. Condamné à six ans de prison en 1923, il est échangé, joue un rôle important dans la création de la Krestintern, dont il est secrétaire général, et dirige le Conseil paysan international. Il milite ensuite en Biélorussie, est arrêté et exécuté en 1937 : 116, 179, 387-389, 719.

DOMMANGET, Maurice (1888-1976), instituteur, principal dirigeant de la Fédération unitaire de l'enseignement, il quitte le PCF au début de la « troisième période » et rejoint le PUP. Il est quelque temps en contact avec Trotsky, puis il devient un historien de la Révolution et du mouvement ouvrier : 558.

DOMSKI, Henryk Stein, dit L. Domski, H. Kamienski (1883-1937), membre du SDKPiL en exil en 1904, lié à Lénine*entre 1908 et 1915, collabore même à la *Pravda*. Il est partisan de la création d'un PC polonais et prend part à sa fondation. En septembre 1924, c'est lui qui succède aux quatre W. Il est exclu deux fois, dont une fois pour sa participation à l'Opposition unifiée, finalement arrêté en novembre 1936 et exécuté en octobre 1937 : 116, 376, 378, 460, 472, 473, 718.

DONG Biwu (1886-1975), un des plus anciens des dirigeants et fondateur du PC, il n'a jamais participé à un conflit interne : 279.

DONG Yixiang, dit L.M. Orlinsky, étudiant à Shanghai puis à la KUTV, où il sympathise un temps avec les trotskystes, puis les combat. Reste comme instructeur. Revenu en URSS en 1931, il est accusé de « trotskysme » en 1937 par Wang Ming*, envoyé en URSS et liquidé en 1938 : 727.

DONOVAN, William H., dit Wild Bill (1883-1959), avocat puis chef de l'OSS, service secret américain à l'origine de la CIA, il recrute nombre de communistes en raison de leur expérience technique de la clandestinité et du

sabotage, notamment Irving Goff* et autres anciens des Brigades : 784.

DONTCHEV, Dimitar (1896-1931), officier bulgare mutiné à la tête de ses troupes en 1919, il se réfugie en Yougoslavie puis en Ukraine. Il suit ensuite les cours de l'académie Frounze : 92.

DORIOT, Jacques, dit Bougenie, Guy Doré, Jacques Dumond, Guilleau, Linard, Lochet, Priou (1898-1945), ouvrier, membre des JS, devenu antimilitariste, dirigeant des JC. Il travaille quelque temps à Moscou et est élu à l'exécutif de la KIM. En 1923, il est secrétaire général de la JC. A partir de 1933, Doriot s'oppose à la politique de refus du front unique et à Maurice Thorez*. Rejeté par Moscou, il rompt et, après un temps, s'oriente vers le fascisme avec la fondation du PPF. Volontaire dans la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, il est tué sous l'uniforme nazi : 193, 196, 336, 390, 439, 481, 491, 624, 633-637, 652, 657, 672, 711.

DORNBUSCH, Richard (1887-1938), journaliste autrichien. Prisonnier de guerre en Russie, un des dirigeants de la fédération, il est incorporé à l'appareil du PCR(b) puis de la Comintern. Il accompagne Béla Kun* dans son bref « exil » d'Ekaterinburg. Il est victime des purges.

DORRENBACH, Heinrich (1888-1919), lieutenant, chef de la Division de marine à Berlin. Les corps francs l'abattent pour « tentative de fuite » : 72-73, 119, 137, 218.

DOS PASSOS, John (1896-1970), romancier américain, sympathisant de la cause républicaine, il devient anticommuniste à la suite du meurtre de son ami José Robles* : 698.

DOSTAL, Jaroslav (1900-1959), membre des JS à seize ans, du PCT et des JC en 1921, membre du comité régional de Prague dans les années 20, il va à l'École Lénine en 1930, s'occupe des syndicats rouges, puis d'organisation dans l'appareil du PCT de 1933 à 1937. En 1937-1938, il est responsable à Kladno puis émigre en URSS ou il entre dans l'Armée rouge et organise des unités tchèques. En 1948, il est secrétaire du Front national : 777.

DOUKHONINE, Nikolaï Nikolaiévitch (1876-1917), après une carrière d'officier de renseignement, il est nommé chef d'état-major général par Kerensky* en septembre 1918. Il refuse de reconnaître le gouvernement de Lénine* et se proclame commandant en chef. Il périt lynché par une foule de soldats et de marins en fureur, au moment où Krylenko* et son escorte viennent l'arrêter : 42.

DOUMERGUE, Gaston (1863-1937), juge colonial, devenu député puis sénateur radical-socialiste, plusieurs fois ministre, notamment des Colonies, et chef du gouvernement, il est président de la République de 1924 à 1931. Après les émeutes de février 1934, « Gastounet » quitte sa retraite de Tournefeuille pour présider un gouvernement qui vise à réviser la Constitution dans un sens autoritaire, et repart en retraite en novembre de la même année : 675.

DOUTOV, Alekséi Illitch (1864-1921), colonel en 1914, cosaque, organise une armée dans le Sud, se proclame ataman et marche avec les Blancs. Battu, il se repose en Chine, est tué par l'un de ses soldats : 52.

DRAGOICHEVA, Tsolia (1900-1993), fille de paysan, institutrice, elle étudie à Sofia, adhère en 1919 au PC bulgare, participe en 1923 à l'insurrection et est sévèrement torturée après l'attentat de la cathédrale de Sofia en 1925. Elle est en prison de 1923 à 1924, de 1925 à 1932, de 1940 à 1945. Elle entre au bureau politique et au comité central et reste jusqu'à sa retraite un personnage du Parti communiste bulgare. Elle est ensuite membre du BP : 400, 748, 774.

DREITSER, Efim A. (1894-1936), officier, chargé de l'instruction militaire à l'Université des peuples d'Orient, organisateur de la garde rapprochée de Trotsky en 1927. Déporté et emprisonné. Plus tard une des victimes du premier procès de Moscou : 462.

DRENOVSKI, Dusan, dit I.I. Daskal (1901-1938), Serbe, membre du PCY, réfugié à Moscou, collaborateur de l'exécutif, arrêté en 1938 et vraisemblablement exécuté aussitôt.

DREYFUS, Alfred (1859-1935), officier français, soupçonné parce que juif, d'être un agent allemand. L'« affaire Dreyfus » divise la France en deux entre 1894 et 1906.

DU YUESHENG (1888-1951), homme d'affaires de Shanghai, directeur de plusieurs banques et l'un des dirigeants de la chambre de commerce, propriétaire d'importants journaux, « parrain » de la prostitution, de l'opium et de la drogue, chef de la Bande verte et allié de Jiang Jieshi* : 431.

DUA, Hershon, dit Admoni, Bogen, Daniel, Dawidowicz, Edgar, Meranski, Werner (1892-1948), né en Pologne, militant du *Poale Zion* depuis 1909, traqué, il se réfugie en Palestine en 1919 et y fonde le PKP en 1920. Revenu en Pologne en 1921, il s'occupe de l'organisation syndicale et politique des ouvriers juifs. Interbrigadiste, il échappe à la purge. On dit qu'il serait mort accidentellement en 1948 : 179.

DU BARRY, Jeanne Bécu, comtesse (1743-1793), favorite de Louis XV, comblée de somptueux cadeaux, elle fut guillotinée sous la Révolution : 607.

DÜBI, Lydia , dite Pascal (1901-1937), suisse, secrétaire au chômage, elle part en URSS avec son ami Siggi Bamatter* et d'autres JC. Elle y reçoit une formation spécialisée, puis travaille à la Comintern, notamment au service d'information. De 1932 à 1936, elle est en poste à Paris pour l'OMS. Elle est rappelée en 1937, accusée de liens avec les « conciliateurs », condamnée à mort et fusillée : 727.

DUBINSKY, David (1892-?), né en Pologne russe, apprenti boulanger, puis maître, il organise une grève qui lui vaut dix-huit mois de prison et l'exil, s'évade en route et gagne les États-Unis en 1911. Il devient rapidement l'un des dirigeants de l'*International Ladies Garment Labor Union* (ILGWU), son président en 1932 puis vice-président de l'AFL en 1935. Membre du CIO dans l'AFL, il ne le rejoint pas quand il se constitue en centrale. Membre du PS, il le quitte en 1936 et joue désormais la politique des démocrates. Il est longtemps considéré comme une « gauche » syndicale : 753.

DUCLOS, Jacques, dit Benito, Lauer, Léo, Léopold, Frédéric, Sérès, Yves (1896-1975), pâtissier, mobilisé en 1916, blessé et prisonnier de guerre à Verdun en 1917,

membre de l'ARAC, rejoint le PC peu après sa fondation. Élu au CC en 1926, membre du BP et du secrétariat, il poursuit une carrière à la Comintern, notamment près du PC espagnol, travaillant avec le bureau de Berlin, entrant à l'exécutif de la Comintern en 1935. Il passe en Belgique en 1939 puis revient en France, où il est clandestin jusqu'à la Libération et reprend sa place à la direction du PC : 354, 496, 497, 615, 658, 681, 682, 732, 754, 755.

DUCROUX, Joseph, dit Dupont, Serge Lefranc (1904-1980), ayant reçu une formation commerciale, notamment en langues, militant communiste travaillant à l'Agence Cook, et familier du travail antimilitariste, il est intégré à l'OMS, part en 1926 pour Shanghai, qu'il quitte en 1928, est affecté au travail de l'Inde pour le compte de la KIM, sillonne l'Extrême-Orient (Malaisie, Indochine) notamment à la recherche de Cremet, est emprisonné en 1931 à Singapour puis en 1932 à Saigon, puis Marseille. Il abandonne à son retour son activité d'agent de l'OMS, travaille aux ESI puis, après la guerre, dont il passa la plus grande partie en Stalag, dirige les Éditions sociales jusqu'en 1955, travaillant ensuite à la BCEN.

DUCZYNSKA, Ilona (ép. Polanyi), dite Anna Novotny (1897-1978), née d'une famille de noblesse polonaise et hongroise, ayant passé une partie de son enfance à Chicago, exclue du lycée à Vienne en 1914 pour son opposition affirmée à la guerre, elle va étudier mathématiques et physique à Zurich, où elle se lie aux révolutionnaires polonais et russes, rencontrant Lénine*et participant au mouvement zimmerwaldien. Elle revient en Autriche, se lie à Koritschoner* et organise le mouvement avec lui, puis passe en Hongrie où, disciple d'Ervin Szabo*, elle apporte ses informations sur le mouvement international et rejoint le cercle Galilée. Emprisonnée après les grèves de janvier 1918, condamnée à plusieurs années de prison, elle est libérée par la révolution. Membre du PC hongrois, elle travaille pendant la révolution au commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Elle va en mission en Suisse pour intéresser la presse à la cause révolutionnaire. Elle se lie à Paul Levi*, se rend à Moscou en avril 1920, et travaille dans l'appareil de la Comintern avec Radek*. Envoyée à Vienne peu après, la même année, elle soutient Levi dans sa critique de Moscou à propos de « l'action de mars », est exclue par Lukacs* du PCH comme « luxembourgiste ». Elle milite à partir de 1922 dans le PS autrichien où elle anime en 1927 l'aile gauche des Jeunesses, ce qui lui vaut d'être exclue. Elle reprend ses études, enseigne les mathématiques, se marie, revient avec le groupe *Funke* d'opposition au PC autrichien, pour militer dans la clandestinité, est contrainte d'émigrer en 1937, et est encore exclue, cette fois pour sa condamnation des procès de Moscou, passe en Grande-Bretagne où elle est pilote dans la RAF en 1940, et, après la guerre, s'étant vu refuser le visa aux États-Unis, elle émigre au Canada : 35, 44, 45, 64, 105, 158, 356, 630.

DUDA, Adolf, militant ouvrier social-démocrate autrichien, il est rallié au communisme alors qu'il est prisonnier de guerre en Russie, signe la convocation à la première conférence, mais rejoint à son retour le Parti social-démocrate, et est donc traité de renégat et de traître.

DUKESZ, Artur (1892-1919), étudiant à l'université de Budapest, il est secrétaire du cercle Galilée, puis, mobilisé, officier de l'armée austro-hongroise, prisonnier de guerre en Russie, il se rallie aux bolcheviks, est fusillé par Koltchak* : 58.

DUKHOVNE (ou Dujovne), Carlos, fils d'une famille juive de Russie émigrée en Argentine, membre du PSI puis du PC, il est envoyé à Moscou où il travaille au secrétariat d'Amérique latine de l'ISR puis à la KIM. Il joue un rôle important dans l'organisation du PC péruvien et la réorganisation du mouvement communiste en Colombie, puis au Chili au moment de la mutinerie des marins de la Flotte de Guerre. De retour à Buenos-Aires, il dirige les éditions du PCA, puis passe deux ans en prison de 1943 à 1945. Il quitte le PC sur la pointe des pieds et joue un rôle en Bolivie au temps de la première présidence MNR : 520.

DUMAS, Charles (1883-1955), député socialiste, chef de cabinet de Jules Guesde*, il tente de convaincre Rakovsky* de la justesse de la politique « de paix » des socialistes français. Rakovsky fait publier leur correspondance par *La Vie ouvrière* : 28.

DUMONT, Jules, dit colonel Paul, surnommé Kodak (1888-1943), sorti capitaine de la Première Guerre mondiale, apiculteur au Maroc, il devient communiste, et la Comintern l'envoie en 1935 comme conseiller militaire de Hailé Sélassié*. En Espagne, où son goût de la publicité le fait surnommer « colonel Kodak », il commande successivement les brigades *Commune de Paris* puis *La Marseillaise*. Lieutenant-colonel de réserve, il est pressenti pour être le gérant de *L'Humanité* sous l'Occupation. A l'automne 1941, il est un des fondateurs de l'OS et membre du CMN des FTP, responsable de la région Nord sous le nom de colonel Paul. Arrêté fin 1942, fusillé en juin 1943 : 777, 779.

DUMOULIN, Georges (1896-1961), ouvrier, quartier-maître sur le *Courbet*, chef des « mutins » qui protestent contre la guerre du Rif, condamné à quatre ans de prison : 391.

DUNNE, Vincent R. (1889-1979), fils et frère de militant (son frère Bill, de l'époque héroïque, est resté au PC), il milite, connaît la prison, devient marxiste en 1915, rejoint le PC américain en 1920 et l'Opposition de gauche en 1928, il joue un rôle dans la grève de Minneapolis et dans le SWP, ainsi que ses deux jeunes frères, Grant (1894-1941) et Miles (1896-1958) : 644.

DUNNE, William F. (1887-1953), l'aîné des frères Dunne et l'intellectuel de la famille, socialiste en 1910, puis leader du parti et du syndicat au Montana. Au CLP à sa fondation, membre de la direction nationale de 1922 à 1928, de l'exécutif de 1924 à 1925, il est au bureau d'organisation de la Comintern. Proche de Cannon dans le *caucus* de ce dernier avec W.Z. Foster, il refuse de rompre en 1928. Staline semble avoir compté sur lui et renoncé à cause de son goût pour l'alcool. Il est toujours là cependant dans les coups durs comme la grève de San Francisco en 1934. Il est exclu en 1946 en même temps que Harrison George : 644.

DUNOIS, Amédée Catonné, dit Amédune, Dauphin, Jean Leunois (1879-1944), anarchiste, puis anarcho-

syndicaliste, Catonné devenu Dunois est un militant et journaliste de grand talent, et, en tant que communiste, l'un des premiers Français à avoir perçu les signes de la bureaucratisation du parti et de la Comintern. Il est longtemps l'animateur de *L'Humanité* et quitte le PC en 1927. Il rejoint la SFIO en 1930 et, actif dans la Résistance, meurt en déportation à Bergen-Belsen : 196, 463, 559, 636, 672.

DUONG bach MAI, dit Bourov (1905-1964), d'une famille de riches propriétaires indochinois, il fait l'École supérieure de commerce, séjourne deux ans en France puis fait des études à la KUTV à Moscou. Il travaille ensuite à *La Lutte* de 1925 à 1927, prend la tête de la lutte contre les trotskystes, qu'il mène à son terme à la fin de la guerre. Probablement tchékiste : 701.

DURANTY, Walter (1884-1935), correspondant du *Times* de 1921 à 1935, on lui reproche souvent son indulgence et ses trop bonnes dispositions à l'égard de Staline* : 544.

DURRUTI, Domínguez, Buenaventura (1896-1936), mécanicien du groupe anarchiste *Los Solidarios*, auteur de nombreux attentats, il passe des années en prison et en exil. Il joue un rôle décisif dans les combats de rue de Barcelone en juillet 1936 et part à la tête d'une colonne qui reconquiert l'Aragon, mais échoue devant Saragosse. Tué devant Madrid : 685.

DUTILLEUL, Andrée, dite Mounnette (1910-1996), fille d'un vieux militant d'origine anar mariée à un Allemand du Secours rouge elle vit avec lui en URSS d'où elle part pour des missions internationales. Affectée aux Cadres, elle se lie à Arthur Dallidet, escorte Thorez en Belgique. Arrêtée, condamnée, déportée, elle est membre du CC après la guerre et cesse de l'être avec son refus de condamner Tito : 616.

DUTLINGER, *cf.* Marianski.

DUTT, Rajani Palme (1896-1974), fils d'un médecin indien et d'une Suédoise, né à Cambridge, il fait ses études à Oxford et adhère au CPGB en 1920. Il est membre du CC de 1923 à 1965, fait de nombreux séjours en URSS, est suppléant de l'exécutif à partir de 1935, rédacteur en chef du *Daily Worker* de 1936 à 1938 : 407, 665, 740, 781, 785.

DUTT, Salme Murrik, ép. Dutt (1888-1964), Estonienne ayant reçu une éducation russe et étudié à l'université de Moscou, elle assure avec sa sœur Hella l'accueil des visiteurs britanniques : travaillant avec Kuusinen*, elle est envoyée en 1920 pour faciliter les négociations d'unité, visite tout le pays et toutes les organisations. Elle revient illégalement en 1922 et épouse alors Palme Dutt *, qu'elle a connu en 1920.

DÜWELL, Bernard (1891-?), métallo de Zeitz, devenu journaliste social-démocrate. A l'USPD en 1917, il organise avec W. Koenen* les grèves de 1919 en Allemagne centrale. Élu député en 1919, il est de la gauche de l'USPD, rejoint le VKPD où il est solidaire de Levi*. Il rejoint le SPD et en 1932 le SAP : 203.

DÜWELL, Wilhelm (1866-1936), père du précédent, il était rédacteur au *Vorwärts* en 1905 et franchement de gauche : 125.

DVORAK, Zdênek (1897-1943), architecte de grand talent, il rejoint le PCT dans la clandestinité après Munich et fonde le comité révolutionnaire national de l'intelligentsia tchèque. Arrêté le 30 mars 1942, il meurt à Auschwitz : 774.

DVORKINE, dit Pedro Manulis, russe émigré au Brésil au début des années 30, il envoie des correspondances de ce pays au *Biulleten Oppositsii* : 462.

DYER, Reginald E.H. (1864-1927), ce général britannique, qui avait fait sa carrière dans l'armée des Indes, donna le 13 avril 1919 à Amritsar l'ordre de tirer sur des manifestants indiens, faisant dans cette fusillade 400 morts et des milliers de blessés : 272.

DZERJINSKI, Feliks Edmondovitch, dit Antek, Astronom, Leopold Belenky, Iakov Franek, Iatsek, Ivanovwski, Jan et Edund Jebrowski, Jan Krnjetkowski, Vladislaus Ptachninski, Roman Ratsochevski, Rybkine (1877-1926), révolutionnaire polonais, camarade de parti de Rosa Luxemburg*, ayant subi des années de déportation et de prison. C'est à cause de sa réputation d'intégrité que Lénine* lui confie la Tcheka. Il meurt d'une crise cardiaque après une violente attaque contre l'opposition au plénum du CC : 51, 66, 176, 376.

E

EASTMAN, Forrester, Max (1883-1969), écrivain, adversaire de la guerre, il sympathise avec la révolution russe et personnellement avec Trotsky*, qu'il soutient, aidant matériellement l'opposition. Le désaveu de Trotsky à propos de sa publication du *Testament de Lénine* semble l'avoir atteint. Il renie assez vite le communisme : 579.

EBENHOLZ, Artur, social-démocrate autrichien, un des premiers organisateurs des prisonniers de guerre germanophones dans la section allemande du PC russe : 55.

EBERLEIN, Hugo, dit Max Albert, Ersnt Schütte, Hugo Lichtenstein, Hugo Kunkel, Daniel, Nielsen (1887-1944), dessinateur industriel ; SPD 1906, spartakiste 1916, KPD 1918, délégué au 1er congrès de l'IC, membre de la centrale et suppléant du Polburo, membre de l'*apparat* de l'IC, appartient en 1928 au groupe des « conciliateurs » et perd ses responsabilités dans le KPD. Émigré, arrêté en France, huit mois de prison en 1934, réfugié en URSS en 1936, reçoit des responsabilités dans l'appareil de l'exécutif. Arrêté en juillet 1937, atrocement torturé, condamné à mort en juillet 1941, expédié en camp, exécuté parce que trop faible pour marcher : 70, 71, 78, 80, 82, 84, 88, 89, 246, 486-488, 723, 730.

EBERT, Friedrich (1871-1925), sellier, secrétaire du Parti social-démocrate allemand, il a véritablement su créer un appareil moderne. Chancelier du Reich en 1918, il tient tête à la révolution par une alliance inavouée avec le maréchal Hindenburg* et le corps des officiers. Il est ensuite jusqu'à sa mort président de la République allemande et symbole de la « trahison social-démocrate » : 12, 61-63, 132, 133, 321, 340, 341, 369, 470.

ECKERT, Paul (1883-?), métallo, membre des Délégués révolutionnaires, puis du KPD. Il rompt avec ce dernier en même temps que Paul Levi* et suit le même itinéraire : 69, 203, 224, 231.

EFIMOV, Gregory, officier ukrainien envoyé à Budapest par Rakovsky*, il est accusé de complot et passé par les armes par la police de Kun* : 93, 105.

EFRON, Segéi Ivanovitch (1893-1941), officier blanc émigré après la guerre civile, mari de la poétesse Maria Tsvietaieva, il entre au service du NKVD et, en 1936, commande le groupe de Paris chargé de la surveillance de L. Sedov puis d'Ignace Reiss. Il s'enfuit en URSS, est arrêté en 1938 et fusillé en 1941 : 618, 729.

EFTYCHIADIS, Kostas (?-1938), membre du groupe Zachariadès*, il entre au CC en 1925, est élu à la direction, et en 1927 combat avec acharnement Pouliopoulos* et l'opposition. Condamné en 1928 en Grèce, il s'évade de la prison de Syngrou en 1930 – une évasion âprement contestée – et se réfugie à Moscou, où il est liquidé pendant la Grande Purge : 527, 725.

EGELHOFER, Rudolf (1896-1919), fils d'ouvriers, mobilisé dans la marine, il est membre de la conspiration avec Reichpietsch en 1917, et condamné aux travaux forcés. Libéré par la révolution, chef de l'Armée rouge de Bavière, il est fusillé sans jugement : 103, 137.

EGOROV, Aleksandr Ilyitch (1883-1939), fils d'ouvrier, diplômé d'un collège d'infanterie, il finit la guerre comme lieutenant-colonel. SR de gauche. Il devient un des plus grands chefs de l'Armée rouge, maréchal en 1935, chef d'état-major général jusqu'en 1937 ; il est « mort en prison » : 178.

EHRHARDT, Hermann (1881-1971), capitaine, chef de corps franc ayant combattu en Silésie puis lors du putsch de Kapp, où il fait tirer sur la foule, en prison de 1922 à 1925, SS en 1934, complice de Canaris contre Hitler* : 103, 128, 131-132, 135, 300.

EHRLICH, Slomé, dit STEIN (1907-1943), fils d'un banquier de Katowice, il passe de nombreuses années en Palestine, où il adhère au PC ; devient permanent du PKP de 1925 à 1929. Venu étudier à Zurich, il lit Trotsky* et rencontre Nelz*, avec qui il constitue le premier noyau de l'opposition de gauche en Suisse en 1931. Revenu en Pologne après la faillite de son père, il contribue à l'évolution de la majorité de l'opposition de Varsovie vers l'opposition de gauche. Grand orateur, surtout en yiddisch, il continue le combat dans le ghetto de Varsovie où il publie *Die Roite Fôm* (Le Drapeau rouge) et trouve la mort : 581.

EICHHORN, Emil (1871-1925), fils d'artisan, ouvrier verrier, il entre au SPD en 1881 et dirige son bureau de presse de 1908 à 1917. En 1918, il travaille avec l'agence Rosta, et, le 9 novembre, occupe la préfecture de police, prenant les fonctions de préfet, ce qui va faire de lui très vite la bête noire de la réaction allemande. Il doit ensuite se cacher. Il est au KPD en 1920, partisan de Levi*, mais demeure au parti : 47, 62, 71, 72, 203, 577.

EIKHE, Robert Indrikovitch, dit Andréi (1897-1940), fils de paysan letton, charpentier, plusieurs fois exilé et emprisonné, il est membre du PSD letton. Après une déportation « à vie », il revient en Lettonie, entre au CC mais est arrêté par les Allemands à Riga Interné, il s'évade et occupe des responsabilités désormais dans le parti russe : en 1935, il est au CC et suppléant du BP. Arrêté, exécuté en février 1940 : 726.

EISENBERGER, Josef (1891-1937), homme des Cadres du KPD, il travaille pendant des années à la Comintern ; est notamment la cheville ouvrière de l'action contre Brandler et autres en 1925. Il est arrêté en 1937 : 724.

EISENHOWER, Dwight D., dit Ike (1890-1969), né au Texas, carrière d'officier. Il participe en 1932 à la répression des anciens combattants lors de la marche pour le bonus. Commandant en chef des forces alliées en 1944-1945 ; il est deux fois élu à la présidence en 1952 et en 1958.

EISLER, Gerhardt , dit E. Edwards, Hans Berger, Geisler, Gerhardt, Seiler (1897-1968), frère de Ruth Fischer*. Officier pendant la guerre, puis rédacteur à *Kommunismus*, secrétaire de Brandler* à la chancellerie saxonne en 1923. Il travaille quelque temps à l'ambassade de Berlin, est rappelé en 1925 avec l'affaire Brandler. Il est d'abord du centre puis en 1928 des « conciliateurs » qui essaient de chasser Thälmann*. La Comintern va l'employer trois ans en Chine puis à l'enseignement à l'École Lénine, enfin comme instructeur aux États-Unis de 1933 à 1936. Condamné par un tribunal américain, il s'échappe et rejoint la RDA, où il doit faire une autocritique : 64, 294, 298, 300, 730, 745.

EISLER, Hannes (Johannes) (1898-1952), frère du précédent et de Ruth Fischer*.

EISNER, Kurt (1867-1919), social-démocrate indépendant, pacifiste, préside la république des conseils de Bavière en 1918, il y renverse la monarchie. Il est assassiné par un officier d'extrême droite, le comte Arco-Valley* : 102, 103.

EITINGON, Naoum Iakovlevitch, dit Leonide, Leonov, général Kotov, Valéry (1899-1961), ce dirigeant du GPU, qui opère en Espagne sous les ordres de Soudoplatov*, recrute Mercader* et le contrôle dans l'opération *Canard,* le meurtre de Trotsky*. Il a été condamné après la chute de Beria* puis libéré : 694.

EJOV, Nikolaï Ivanovitch (1895-1940), métallo, au parti en 1917, il participe comme soldat à la révolution de 1917 et devient commissaire politique dans l'armée. Puis il passe dans l'appareil local, notamment à Semipalatinsk, dans l'appareil du CC en 1927, est nommé chef du département des cadres en 1930. Sa vraie carrière commence en 1934 avec la purge projetée par Staline*, dont il reçoit les directives. Pour qu'il puisse remplir son rôle d'exécutant, il est élu à la tête de la commission de contrôle, au CC et à l'exécutif de la Comintern. En 1937, il peut remplir celui d'exécuteur, devenant commissaire du peuple à l'Intérieur NKVD et assurant la direction de la féroce purge appelée *Ejovtchina.* Écarté en janvier 1939, il est exécuté le 1er avril 1940 : 659, 665, 670, 707-709, 716-719.

ELSNIC, Karel (1905-1941), ouvrier, puis journaliste, membre de l'Association pour la culture prolétarienne, au PCT en 1924, à l'Ecole Lénine en 1929, responsable des JC à Prague-région, puis secrétaire du parti dans la capitale, il est chargé de *Rude Pravo* clandestin et fusillé en septembre 1941 : 777.

ELTSINE, Boris Mikhaïlovitch (1879-1937), vieux bolchevik, membre du parti en 1899, organisateur dans l'Oural, il est membre du premier exécutif des soviets et signataire de la déclaration des 46 en 1923. Il est membre du Centre de l'Opposition de 1923 à 1927,

son dirigeant en 1928-1929. Il est alors emprisonné, déporté, puis fusillé pour son rôle dans la direction de la grève de la faim des prisonniers de Magadan : 571.

ENDERLE, August (1887-1959), mécanicien, syndiqué et au parti en 1905, permanent en 1910, opposant à la guerre, à l'USPD en 1917, il rejoint seul le KPD(S). Délégué au congrès de la Profintern, il informe Trotsky* de la situation allemande en 1923. Collaborateur de la commission syndicale, il est exclu avec Brandler* comme « droitier ». Il rejoint le SAP en 1922 : 322.

ENDRUP, Rudolf Iakovlevitch, dit Vitine (1878-1939), Letton, dirigeant syndical à Riga, président du Soviet des ouvriers et des soldats de Riga en 1918, il est commissaire du peuple de la république lettone. Il est à Moscou jusqu'en 1935 un des directeurs des éditions Prométhée. Il est arrêté en 1937, probablement liquidé en prison : 726.

ENEV, Petko (1889-1923), dirigeant des JC bulgares, chef militaire de l'insurrection de Sterna Gora, il est tué en prison après l'insurrection de 1923 : 334.

ENGELS, Friedrich (1820-1895), industriel et homme d'affaires, compagnon d'idées et ami de Karl Marx* : 84, 85, 351, 709.

ENVER BEY, puis Enver Pacha (1881-1922), officier de l'armée turque, un des leaders des Jeunes-Turcs, dirige le coup d'État de 1913 et devient ministre de la Guerre en 1914, pratiquement le maître du pays. Mais il s'enfuit après la défaite et cherche vainement à faire surface au congrès de Bakou. Il périt en Asie russe dans un combat obscur : 182.

EPSTEIN, Bella (?-1938), chargée de cours à l'Université Sun Zhongshan, membre de l'opposition de gauche, elle est révoquée après la manifestation de ses étudiants le 7 novembre, et va de déportation en isolateur jusqu'à son exécution à Vorkouta en 1938 : 461.

EPSTEIN, Josef, dit JURICA, Joseph André, Josef Andrzej, colonel Gilles (1911-1944), fils d'une riche famille de Varsovie, il penche à gauche très jeune, fait des études de droit et adhère au PC. Poursuivi, il passe en Tchécoslovaquie puis en France, finit ses études de droit puis combat en Espagne dans les Brigades internationales. Engagé dans la Légion étrangère en 1939, prisonnier et évadé en 1940, il renoue ses liens avec la Comintern et le PCF. Dirigeant de la MOI, il commande, sous le nom de colonel Gilles tous les FTP de la région parisienne. Arrêté, torturé, il ne révèle même pas son identité, est fusillé le 11 avril 1944 au Mont Valérien : 616.

EPSTEIN, Raïssa, *cf.* Adler : 462.

EPSTEIN, Schachno, 1889, né en Biélorussie, il refuse de devenir rabbin car il est socialiste. Arrêté en 1905, il échappe à la mort, est de nouveau arrêté deux fois et émigre en 1913 aux États-Unis, où il enseigne. Il collabore à la presse ouvrière juive jusqu'en 1928. Revenu en URSS en 1930, déçu, il va en Palestine puis en Espagne en 1936, et rend visite à Trotsky* en 1940. Dans l'intervalle, le pacte l'a définitivement éloigné de la Comintern. Gitlow (peu digne de foi) l'accuse d'avoir attiré Juliet Poyntz* dans le guet-apens qui lui coûta la vie : 753, 763.

EPPSTEIN, Eugen (1878-1943), fils de commerçants juifs, employé de commerce, au parti en 1897, il organise les spartakistes dans la Ruhr. Il est dans la gauche de Ruth Fischer*, passe à la *Leninbund* en 1933, se réfugie en France, est livré à la Gestapo et déporté à Majdanek, où il est assassiné : 298.

ERDE, *cf.* Retzlaw.

ERLICH, Henryk (1882-1941), entré dans le Bund en 1903, il en est l'un des principaux dirigeants en 1910. Il siège au soviet de Petrograd entre février et octobre 1917, demeure l'un des principaux dirigeants du Bund de l'entre-deux-guerres, est arrêté par les Soviétiques en 1939 et exécuté en décembre 1941 : 177, 719.

ERNST, Eugen (1864-1954), journaliste social-démocrate, membre du Conseil d'ouvriers et de soldats autoproclamé par les socialistes le 9 novembre, puis organisateur de la résistance armée : 71, 72.

ERNST, Josef (1883-19?), membre de l'USPD, il est, dans les années de la révolution, le chef du prolétariat de la région, de Hagen. Membre du conseil de soldats de Krefeld en 1918, délégué au Ier congrès des conseils à Berlin en décembre 1918, il devient ensuite responsable du syndicat des métaux à Hagen et commande en 1920 l'armée rouge de la Ruhr : 129.

ERNST, Karl (1904-1934), *obergruppenführer* des SA de Berlin, un des grands chefs de l'armée brune. Accusé d'avoir comploté avec Röhm *, il est fusillé par les SS sur ordre d'Hitler* dans la prison de Lichterfelde le 30 juin 1934 : 656.

ESCHERICH, Georg (1870-1941), très haut fonctionnaire allemand, conseiller des Eaux et Forêts et ancien capitaine, il est le fondateur de l'organisation nationaliste terroriste *Orgesch (Organisation Escherich)*, qui a nombre de meurtres politiques à son actif : 255.

ESCOBAR, général mexicain, se soulève avec ses troupes en mars 1929 et déchaîne la répression : 503.

ESCOY, José, dit Iousik, ce nom pourrait être celui d'un communiste brésilien spécialisé dans le meurtre qui vient en Espagne pour l'affaire Nin*. Mais il s'agit peut-être d'un pseudonyme. Des rumeurs circulent quant à son identité, dans les milieux « bien informés » : 697.

ESTRADA, Francisco (1902-1934), chef d'état-major de l'armée sandiniste, commandant en chef pendant l'absence de Sandino, assassiné en même temps que lui : 446.

ETCHEBÉHÈRE, Hipólito (1901-1936), né en Argentine de parents basques français. Membre du PC, exclu en 1925. Il vient en Europe en 1930, écrit sur la montée du nazisme, dans *Masses* et se lie au groupe *Que faire ?*. Il est en Espagne dès juillet 1936 et combat dans la colonne motorisée du POUM. Il est tué à Sigüenza en août.

EVANGELISTA, Cristano, dit Crisostomo (1888-1942), membre de l'Union démocratique ouvrière des Philippines, dirigeant respecté du syndicat des imprimeurs, il fonde en mai 1913 le Congrès ouvrier. D'abord nationaliste, il démissionne de ce parti pour former un Parti ouvrier. Après la conférence de la Profintern, en 1928, à laquelle il est délégué, il est invité à Moscou. En 1930, il fonde le PKP, dont il est secrétaire général. Il est président du parti unifié, et meurt sous la torture en décembre 1942 après avoir été l'un des organisa-

teurs du combat armé contre les Japonais : 446, 480, 508, 701, 759, 760, 788.

EWERT, Albert, Arthur, dit Harry Berger, Braun, Arthur Brown, Castro, Everhardt, Grey, Nero, Rustico (1890-1959), fils de paysan, sellier puis métallo, au SPD en 1908, il travaille au Canada de 1914 à 1919, en est expulsé et rejoint le KPD à son retour. Élu à la centrale et au Polburo en 1923, il travaille aussi pour la Comintern, avec une mission au Canada et la présidence de commissions « anglaise » et « américaine ». Conciliateur, il est écarté en 1928 et fait son autocritique. Il est affecté au secrétariat latino-américain, remplit une mission en Chine, puis participe au soulèvement de 1935 au Brésil. Arrêté et atrocement torturé, il est condamné à treize ans de prison. Mais il souffre de troubles psychiatriques graves et ne quitte plus les établissements psychiatriques, même après sa libération et son retour en Allemagne en 1947 : 298, 480, 481, 484, 485, 488, 489, 666-668.

EXNAR, Ladislav (1907-1945), fraiseur, il adhère aux JC pendant son service militaire, milite en usine ; en 1938, il est versé dans l'illégalité, est arrêté en 1940, libéré, en 1941 de nouveau arrêté, il s'évade ; en 1942 il organise un groupe de partisans. Arrêté en 1944, il meurt à Mauthausen : 777.

F

FABIAN, David, dit Butureanu, Butureanu, Emil Posch (1895-1937), dirigeant du PC roumain ayant passé des années en prison dans son pays, liquidé à Moscou : 725.

FABRE, Henri (1877-1969), journaliste communiste, éliminé du parti, dont il n'accepte pas la discipline pour son journal : 255.

FAHD, (la Panthère), Youssouf Salman Youssouf (1901-1949), Irakien, il travaille à seize ans comme comptable, puis électricien. En 1927, il rencontre Petros Vassili*, qui lui enseigne les fondements du marxisme. Il fonde des cellules communistes dans le Sud irakien en 1927 et 1928 puis se rend en Égypte et rencontre les dirigeants du PC palestinien. Se rend à Moscou en 1935 et repart de zéro à son retour. En mai 1946, condamné à mort, sa peine est commuée mais à la suite d'une manifestation il est exécuté le 14 février 1949 : 512.

FAIVILOVITCH, Leonid I. (1900-1936 ?), dirigeant des JC de Leningrad, exclu en 1928, réintégré en 1929, condamné à 6 ans en 1935 après l'affaire Kirov, il était inculpé dans l'affaire Zinoviev et a probablement été tué pendant l'enquête : 727.

FAJMANOVÁ, Josefá (1911-1943), Tchécoslovaque venue de l'Association de culture physique prolétarienne, elle est monitrice des scouts spartakistes. Elle a passé trois ans en URSS à partir de 1928, soit une année de plus que l'École Lénine, pour sa « formation ». Dès le début de l'Occupation, elle est collaboratrice du CC et devient membre du 3[e], chargée de la région praguoise ; arrêtée le 3 septembre 1943 par la Gestapo et torturée, elle réussit à se suicider : 616, 777.

FALCÓN, César (1892-1970), journaliste et écrivain péruvien, animateur de la Ligue anti-impérialiste, il vient en Espagne, où, étranger, il n'est pas censé être membre du PCE mais va diriger de fait *Mundo obrero* pendant la guerre civile : 445.

FALK, Erling (1887-1940), membre du DNA, ce communiste norvégien fonde la revue *Mot Dag*, critique de ce parti et de la Comintern : 561.

FANJUL, Gómez, Manuel (1880-1936), officier et juriste, général et député, il est sous-secrétaire d'État en 1935 et entre en conspiration dès janvier 1936, rejoignant le général Mola* en avril. Il se trouve accidentellement à la tête des rebelles de Madrid, est blessé, se replie dans la caserne de la Montaña avant de se rendre, d'être pris, jugé et fusillé : 685.

FARAUDO y Micheo, Carlos (1901-1936), officier du génie espagnol, instructeur des JS, il accepte de commander les milices socialistes et est immédiatement assassiné : 645, 680.

FAURE, Paul, dit Pax, Brotteaux (1878-1960), journaliste, membre du POF, puis du PS, il est leader des centristes et pacifistes pendant la guerre. Il anime ensuite les « reconstructeurs » et choisit la rupture avec Moscou. Il est ensuite secrétaire général de la SFIO jusqu'en 1941. Il fut exclu en 1944 : 197.

FARRÉ, Gasso, Joan (1902-1944), cheminot de Lérida, il y fonde le PCE puis le BOC et enfin le POUM. Emprisonné en France, il s'évade et est assassiné par les staliniens : 704.

FAUSSECAVE, Gaston (1895-1957), ouvrier typographe, membre du PC au congrès de Tours, puis opposant, membre du groupe Treint*, exclu du PC en 1927, il rejoint le PCI de Raymond Molinier, et cesse de militer avec la guerre : 464.

FELEO, Juan (1896-1946), Philippin, fils de petit propriétaire de Luzon, il va à l'école et se consacre très tôt à la défense des fermiers évincés. Il rejoint le Parti communiste, alors groupusculaire, en 1930, et entre au BP. Il est accusé de subversion pour avoir parlé en public du drapeau rouge et de la Russie, et condamné à une peine de prison qu'il purge entre 1933 et 1938. Il est ensuite le plus connu des leaders paysans, un des symboles du mouvement qui culmine dans les Huks, en tant que président de l'Union des paysans. Il est enlevé et assassiné en 1946 par des hommes de main du gouvernement Roxas, des propriétaires et des Nord-Américains : 701, 788.

FENG Yuxiang (1888-1948), général chinois, appelé le général chrétien, chasse Wu Peifu* de Pékin et entretient de bonnes relations avec l'URSS et le Guomindang, combat les Japonais : 433, 439-441.

FERDI, *cf.* Hüsnük.

FERDINAND I[er] de Bulgarie (1861-1948), prince de Saxe-Cobourg, petit-fils de Louis-Philippe I[er]*, tsar, abdique en 1918.

FERNANDES, Elsa, ps. d'Elvira Copello Coloni (1914-1936), compagne du dirigeant du PC brésilien Miranda*, soupçonnée à tort d'avoir livré à la police la planque de l'Allemand Ewert*, elle est étranglée par ses propres camarades, après un « jugement » sommaire : 668.

FERNÁNDEZ, Granell, Eugénio (1913), pianiste, membre

des JC, puis de la Izquierda Comunist du POUM, s'exile aux Caraïbes et devient un grand peintre : 673.

FERNÁNDEZ, Sánchez, Leonardo, étudiant en droit d'origine antillaise, lié à Mella, lui écrivit, de New York, quelques jours avant son assassinat, que deux tueurs avaient quitté La Havane pour le tuer : 702.

FERNÁNDEZ, Silvestre, Manuel (1871-1921), ce général espagnol, ami d'Alphonse XIII*, gouverneur de Melilla, célèbre par ses rodomontades sur la victoire proche, est écrasé en juillet 1921 à Anoual : il est tué avec 12 000 de ses soldats, face aux Rifains d'Abd el-Krim* : 245.

FERRARI, Eusebio (1919-1942), ouvrier électricien, fils d'émigrés italiens, vivant dans le nord de la France, JC, il s'engage dans la lutte armée avec l'OS au moment de la grève des mineurs de 1942 ; organisateur des Bataillons de la jeunesse, il est abattu en 1942 : 552, 763.

FERRAT, André, ps. d'André Morel, dit Marcel Bréval, Charnay, Coquelin, Didier, Lenoir, Mourad, Richard (1902-1988), il fait des études d'ingénieur interrompues par son activité politique. Il est très tôt dirigeant des JC, adhère au PC en 1922, est secrétaire général des JC en 1924. Il est condamné à trois ans de prison pour activité antimilitariste, entre au CC et au BP en 1929, est délégué à Moscou de 1930 à 1932, responsable politique de *L'Humanité* de 1932 à 1934, responsable « colonial » de 1934 à 1936. En désaccord avec la ligne de la Comintern dès 1932, il organise un groupe d'opposition qui publie la revue *Que faire ?* Il est écarté du BP en 1936, convoqué à Moscou, où il ne se rend pas. Il est exclu en juillet 1936 et rejoint plus tard la SFIO : 497, 544, 633, 634, 636, 672, 682.

FERRER, Guardia, Francisco (1859-1909), Espagnol, Catalan, républicain avancé, puis anarchiste, fondateur de l'École rationaliste. Fusillé comme inspirateur d'émeutes contre la guerre au Maroc : 401.

FEYERHERD, Friedrich, dit Fritz Keller (1897-1937), employé à l'ambassade soviétique de Berlin, puis courrier de l'OMS, arrêté et fusillé en 1937 : 730.

FEYERHERD, Paul, dit Pavlov (1905-1938), frère du précédent, il a le même itinéraire. Arrêté en URSS en 1937 et exécuté en 1938 : 730.

FICKS, Hans (1891-?), outilleur, membre du Conseil général des soldats en 1918-1919, membre du KPD, commandant de l'Armée rouge à Dinslaken en 1920 : 130.

FIEDLER, Reszö (1891-1937), ouvrier et syndicaliste de l'acier, membre du PC hongrois à sa fondation, vice-commissaire aux Affaires militaires en 1919, exilé en Union soviétique à partir de 1928, il est liquidé pendant les purges : 721.

FIELD, Frederick Vanderbilt, dit Lawrence Hearn (1905-?), né dans une famille de patriciens richissimes, descendant d'un compagnon de George Washington et du célèbre homme d'affaires Cornelius Vanderbilt, qui fut l'homme le plus riche des États-Unis au XIXe, il fait ses études à Harvard et travaille ensuite à l'officieux *Institute of Pacific Relations*, devenant un spécialiste de l'Extrême-Orient. D'abord converti pour peu de temps au Parti socialiste, il est fortement influencé par les communistes pendant les années 30 et passe pour un compagnon de route de confiance, assistant aux réunions de la direction et en contact étroit avec elle. Il est en 1940 le dirigeant de l'*American Peace Mobilisation*, est persécuté au temps du Macarthysme et finit par s'exiler au Mexique, où il devient archéologue. Dans une autobiographie publiée en 1983, il reconnaît sa pleine appartenance au PC américain dans une position évidemment particulière, mais nie avoir été appelé Frederick Spencer, contrairement à la déposition de Budenz : 614, 752.

FIELD, Noel Haviland (1904-1970), Américain, fonctionnaire du département d'État puis de la SDN, agent soviétique, probablement membre du GRU, opérant dans les organisations humanitaires à Marseille en 1940, puis en Suisse, où il travaille aussi avec Alan Dulles, étant donc au moins dès cette date agent double. Il est plus tard victime du procès Slanský*, amnistié, il revient en URSS, puis s'établit à Budapest où il meurt. Il est aujourd'hui réhabilité en URSS : 614, 615.

FIERAMENTI, Dario, volontaire italien pour la défense de la révolution hongroise en 1919 : 107.

FILATOV, Nikolaï Alekséiévitch, tailleur russe, au parti en 1911, commissaire de brigade pendant la guerre civile avec des responsables du parti à Moscou, membre du CC. C'est lui qui dénonce Piatnitsky et disparaît en prison : 709.

FILIMONOV, secrétaire de Moskvine-Trilisser à la Comintern : 669.

FILIPOVIĆ, Filip, dit BOSKOVIĆ, Bauer, Baum, Jelka Jelić, Karić, Ruzić (1878-1938), né en Serbie, il fait ses études secondaires à Belgrade, ses études supérieures de mathématiques à Petersbourg, où il enseigne. Il rejoint le parti en 1905, revient en Serbie en 1913 et devient un dirigeant du Parti social-démocrate serbe. Il est interné à Vienne en 1916 et, en 1918, rejoint les communistes hongrois. En 1920, il est secrétaire du parti, maire de Belgrade et député. Il est condamné à la prison et s'exile en 1924. Il représente le PCY à Moscou, est également un des responsables de la Krestintern. Il commence sa chute en 1932, est arrêté en 1938 et liquidé : 115, 389, 721.

FILIPOVICI, Elena, dite Maria Ciobanu, Lenutza (1903-1937), ouvrière roumaine, dirigeante des JC, condamnée à la prison en 1925, elle réussit à s'évader, se réfugie en URSS, où elle est élève de l'École Lénine de 1927 à 1930, travaille à la KIM puis à la Comintern. Elle représente le PCR à l'exécutif, est arrêtée et liquidée en 1937 : 725.

FILOV, Bogdan (1883-1945), archéologue et homme d'État bulgare, ministre en 1939, chef du gouvernement en 1940, fusillé en 1945 : 748.

FIMMEN, Eduard, dit Edo (1881-1942), Néerlandais, socialiste de gauche, dirigeant de l'Internationale des syndicats du transport, en 1919, social-démocrate de gauche lié à Münzenberg, il participe à ses initiatives pacifistes : 411, 413.

FINDER, Pawel, dit Brunon, Fred, Fryc, Tadeusz Karpiński, Mrowice, Pawel, Paul, Reynot, Robert, Ryszard, Jan Wysocki (1904-1944), en Palestine en 1920, il adhère au PC polonais à son retour, puis milite au PC autrichien de 1922 à 1924, émigre quelque temps en France, où il étudie la chimie, revient au

parti polonais en 1928. Lié aux soviétiques, envoyé de Bialystok à Moscou en 1941, il est à Moscou, membre du comité d'initiative pour un parti ouvrier, parachuté en Pologne au début de 1942, arrêté à l'automne 1943 par la Gestapo et exécuté en juillet 1944 : 776.

FINEBERG (parfois FEINBERG), Joseph, puis Iossif, né Jokline (1886-1957), né en Pologne russe, émigré en Grande-Bretagne avec ses parents à dix-huit mois. Membre du BSP de 1906 à 1918, de sa direction de 1914 à 1918, secrétaire de Litvinov après Octobre, il revient en Russie en juin 1918 et travaille aux Affaires étrangères et parmi les prisonniers et les soldats des troupes d'intervention. Il contribue à la préparation du Ier congrès de la Comintern pour laquelle il travaille jusqu'en 1931, puis, après un séjour à Pékin pour Tass, devient traducteur : 30, 81.

FIRINE, Semion Grigorievitch, dit Pupko (1898-1937), membre du parti en 1918, il combat dans les partisans puis devient commissaire de brigade dans l'Armée rouge. Affecté au 4e Bureau, il effectue des missions en Allemagne (1920), Bulgarie (1921), France (1922), est envoyé en Allemagne en août 1923 pour une mission d'organisation militaire et ensuite en Pologne. Adjoint direct de Berzine*, il est transféré à l'OGPU, au début des années 30, adjoint à la direction du Goulag, arrêté et liquidé en 1937 avec les hommes de Berzine* ; accusé d'avoir comploté pour libérer 3 millions de prisonniers et assassiner Staline* : 324, 329.

FISCHER, Ernst, dit Marek, Peter Wieden, Wiedeman, Pierre Vidal (1899-1972), d'une famille d'officiers autrichiens, membre d'un conseil de soldats en 1918, au SPD en 1920, il se situe rapidement à sa gauche. Il rejoint le PC en 1934, puis s'établit à Moscou où il devient un personnage de l'exécutif considéré comme un théoricien. En 1968, il lance contre l'intervention en Tchécoslovaquie la formule de *Panzerkommunismus*, est exclu en 1969 : 630, 631, 671.

FISCHER, Karl (1893-1940), serrurier, il entre au KPD en 1924, reçoit de l'avancement en 1927, mais se prononce contre la direction dans l'affaire Wittorf*. En 1933, il complote avec Remmele* et tente de soulever les ouvriers de Wedding contre la passivité de la direction communiste. Arrêté par la Gestapo en novembre 1933, condamné, il meurt à Sachsenhausen : 536, 545.

FISCHER, Louis (1896-1970), journaliste américain, correspondant en URSS pendant des années, marié à une Russe, très sympathisant du régime, il a été quelque temps intendant général des Brigades internationales : 52, 98, 111.

FISCHER, Richard (1855-1926), journaliste et imprimeur social-démocrate, il gère la grande imprimerie ouvrière qui publie le *Vorwärts* : 72, 73.

FISCHER, Ruth, née Gertrude Eisler, dite Dubois, Liane Bosshardt, Ruth Kämpfer, Lore Müller, Clara Werth (1895-1961), née Elfriede Eisler, étudiante à Vienne, elle cofonde le PC d'Autriche, mais quitte le pays pour Berlin et fait de Berlin un bastion de sa fraction de gauche. Liée à Maslow*, elle réussit à prendre la direction du KPD en 1924, mais la perd aussitôt face à l'équipe du centre patronnée par la Comintern avec son ancien disciple Ernst Thälmann*, qui devient président du parti. Maslow et elle sont proches de l'Opposition unifiée mais ils sont exclus très vite. En 1933 elle se réfugie à Paris ; Maslow et elle travaillent avec Trotsky* pendant plusieurs années : 35, 64, 94, 116, 126, 130, 205, 226, 246, 263, 295, 297-300, 307, 309, 311, 319, 321, 322, 325-329, 368-372, 378, 383, 398, 461, 465, 470, 471, 519, 550, 555, 574, 735, 744, 745.

FITZPATRICK, John G. (1871-1946), ouvrier, président de la *Chicago Federation of Labor* en 1901 et pour plus de quarante ans, initiateur du mouvement pour un *Labor Party*, il joue un rôle considérable dans la syndicalisation des ouvriers des abattoirs, du vêtement, et surtout dans la grève historique des travailleurs de l'acier en 1919. Il est apparemment écœuré par son expérience avec les communistes en 1923 : 117, 332, 395.

FLIEG, Leo, dit Adam, Adolf Jürgens, Alfons Laufen, Novak (1893-1939), employé de commerce, SPD en 1911, Spartakus puis KPD en 1918, secrétaire à l'organisation des jeunesses en 1922, membre de l'exécutif de l'Internationale des jeunesses de 1919 à 1922. A partir de 1922, secrétaire du bureau d'organisation de la centrale du KPD. Membre du comité central à partir de 1927, du Polburo en 1929, compromis dans l'affaire Neumann* en 1932, il dut son salut à ses responsabilités d'agent de liaison de l'OMS en Allemagne. Émigré en 1933, secrétaire du Polburo en émigration, rappelé en URSS en 1937, est arrêté aussitôt, condamné à mort en mars 1939 et exécuté : 235, 329, 536, 712.

FLORES MAGÓN, Enrique, homonyme du frère du fondateur de *Renovación* et leader des « unionistes » mexicains. Il appartient au PCM depuis le début et le représente à la fondation du PC de Cuba. Il est exclu en 1929, en même temps qu'Ursulo Gálvan : 383, 500.

FLORIN, Wilhelm, dit Bendler, Erdmann, Peter Ries, Walter et Wilhelm Müller, Rolf, Sokolik, Tischler (1874-1944), métallo allemand, SPD en 1908, USPD en 1918, VKPD en 1920. Député et membre du Reichstag en 1924. En 1931, il est suppléant du présidium et devient titulaire en 1933 ; il est réélu et porté au secrétariat en 1935, et conserve ces fonctions jusqu'à la dissolution de la Comintern : 471, 669, 708, 717, 735, 758.

FLUG, Abè, dit Abè Czarny (Abè le Noiraud), Waclawski (1896-1938), dirigeant du Bund et organisateur syndical très populaire à Varsovie, il est l'un des animateurs du Kombund et rejoint le PC polonais, qui le met à la tête de son bureau central juif de 1927 à 1929 et en fait un suppléant du CC. Il est envoyé à l'École Lénine et, à son retour, rejoint l'opposition de Varsovie en 1930, mais se sépare de ses camarades qui vont à l'Opposition de gauche en 1932 ; il est néammoins exclu : 179, 581, 719.

FOCARDI, Fosco, dit Raymond (1910-?), métallo, membre des JC, puis du PCF en 1935. Volontaire de 1936 à 1938 en Espagne, où il est commissaire politique dans la XIIe brigade. Il forme une des premières unités militaires, chargée notamment de « liquider » les « traîtres » (Gitton) et qui devient le groupe Valmy. Arrêté en 1942, condamné à mort, il est déporté à Mauthausen : 779.

FOCH, Ferdinand (1851-1929), polytechnicien, artilleur, directeur de l'École de guerre, commandant suprême

des armées alliées en 1917, maréchal de France en 1918, il pèse de tout son poids dans les négociations d'armistice et le traité de Versailles pour conclure une paix française et antirévolutionnaire. Il est ensuite la figure de proue du *Redressement français*, organisation nationaliste d'extrême droite : 107, 178, 300.

FOEGLIN, Edmond, dit Armand, Arsène, Armand Feuilland (1906-1972), aux JC en 1925, dirigeant de la 4[e] Entente (région parisienne). Au Parti en 1929, secrétaire général du syndicat CGT des marbriers de 1932 à 1934, responsable du travail illégal dans la CGTU de 1934 à 1936 puis membre de la commission des cadres du PCF où il est chargé de la lutte contre la « provocation » essentiellement les trotskystes, et l'établissement des « listes noires ». Il rencontre à ce sujet à Moscou Blagoieva* et Dimitrov*. Chargé à sa démobilisation en 1940 de trouver des « planques » il case Cadras*, Catelas* et Péri*, tous les trois arrêtés peu après. Il avoue avoir donné Gabriel Péri à la police et est pour cela dénoncé publiquement dans l'*Humanité* du 21 novembre 1941. Dénoncé comme « provocateur », il semble cependant avoir trouvé un terrain d'entente avec l'appareil et survit, travaillant dans une entreprise de peinture de Bobigny : 779-780.

FONTÁN, Cardoso, Demetrio (?-1936), officier d'asaltos, membre de l'UMRA, tué aux premiers combats.

FONTEYNE, Jean (1899-1974), avocat bruxellois, fondateur du CVIA et membre du PC en 1934. Il héberge Thorez* en 1939, organise l'installation de Fried, sert d'agent pour les opérations financières du PCF. Arrêté en juillet 1943, il est déporté à Buchenwald. Membre du CC, il s'éloigne du parti à cause de sympathies maoïstes, selon Gotovitch : 751.

FORD, James W. (1893-1957), né d'une famille de pauvres Noirs de l'Alabama, postier, puis métallo, il entre au *Workers Party* d'Amérique, le PC, en 1925, va à Moscou en 1928 et 1929, devient membre du conseil général de la Ligue contre l'impérialisme puis secrétaire du Comité syndical international des travailleurs nègres à Hambourg. Il est plusieurs fois candidat à la vice-présidence des États-Unis : 505, 752.

FORNAŁSKA, Małgorzata, dite Maria Jasinska, Mochałska, Jasia (1902-1944), au SDKPiL en 1918, rejoint le KPP. Arrêtée à de multiples reprises, elle suit les cours de l'École Lénine de Moscou. Compagne de Bierut*, elle est choisie pour le Groupe d'initiative. Arrêtée en même temps que Finder* en automne 1943 alors qu'elle est membre du CC polonais, elle est fusillée en juillet 1944 : 776.

FORTICHIARI, Bruno, dit Loris (1882-?), militant du PCd'I, proche de Bordiga*, réussit à maintenir un groupe communiste indépendant en Italie de l'Occupation à la Libération, puis demande et obtient sa réadmission au PCI en 1944 : 778.

FORTUL, Carmen, dite Caceres, communiste vénézuélienne, élève de l'École Lénine, 1928-1930.

FOSSA, Mateo, dit Irlan, Ricardo (1896-1973), ouvrier du bois argentin, membre du PS, puis du PSI puis du PCRA, il est en contact avec Mella par les rencontres syndicales. Délégué à un congrès syndical à Mexico, il rend visite à Trotsky et revient convaincu, rejoignant les trotskystes argentins à son retour en 1938 : 95, 380.

FOSTER, William Zebulon, dit Borden, Dorsay, Dorsey, Lansing (1881-1961), militant très actif dans sa jeunesse, dans toutes les professions comme membre de l'ASP, des IWW ; il voyage en France, où il se lie à Monatte* et *La Vie ouvrière*, et en Allemagne. Il est aussi le célèbre organisateur des travailleurs des abattoirs de Chicago et le réalisateur de la fusion des syndicats de l'acier. Après son adhésion au PC, il est le chef de l'une des trois fractions avec Cannon, membre du CC et du BP, de l'exécutif et du présidium de la Comintern. Puis il s'aligne totalement sur la politique stalinienne : 117, 249, 332, 559, 753, 784.

FOURNIAL, Georges (1905-1990), instituteur, il adhère au PCF en 1932, il est membre de la MOR et de la direction de l'ITE, ainsi que des Groupes de jeunes de l'enseignement. Il occupe aussi des responsabilités dans l'appareil de la Comintern pour l'Amérique latine ; Trotsky et ses camarades l'accusent de participer à la préparation de l'assassinat de l'exilé sous la couverture de réunions de l'ITE (il a en 1939 un congé de six mois où il est à Mexico). Après la guerre, qu'il passe dans un Stalag puis en prison, il est, selon la formulation du Maitron « permanent bénévole à temps plein – y compris les voyages et délégations – de la section du PCF où il est responsable du secteur Amérique latine et Caraïbes »... Il s'immortalise par sa défense inconditionnelle de l'intervention et de la répression des Russes en Hongrie en 1956, au cours du congrès de la FEN comme représentant de la tendance« Unité et Action » : 616.

FOURRIER, Jules (1906-1996), ouvrier du bâtiment, peintre, puis chômeur responsable CGTU, au PC en 1929, il est élu député en 1936 et effectue des missions en Espagne comme courrier de la Comintern. Il désavoue le pacte Hitler-Staline, fait la guerre de 1939-1940, vote les pleins pouvoirs à Pétain, puis entre dans la Résistance, est déporté à Buchenwald. Relevé de l'inéligibilité après la guerre, il milite dans la Nouvelle Gauche, le PSU et finalement la Ligue communiste : 695.

FRACHON, Benoît, dit Oncle, Cadet, Joseph, Laforge, Legros (1893-1975), fils de mineur, métallo, syndiqué à seize ans, mobilisé en 1917, délégué de son atelier après sa démobilisation. A la SFIO en 1919, puis au PC. Membre du CC, du bureau politique et du secrétariat, suppléant de l'exécutif de la Comintern en 1928, titulaire en 1935. Dirigeant de la CGTU puis de la CGT : 354, 497.

FRAINA, Louis Charles, dit Lewis Corey, Luis Carlos Fernandez, Joseph Charles Skala, Ralph Snyder (1894-1952), né en Italie, venu aux États-Unis à l'âge de deux ans, il travaille très tôt, rejoint le SLP à quinze ans, présente en 1917 au congrès de l'ASP une motion avec Trotsky*. Secrétaire international du PC, il est envoyé à Mexico par la Comintern et se retire sur la pointe des pieds. Il a été sous le nom de Corey un professeur et auteur connu : 30, 94, 95, 141, 156, 164, 199, 352.

FRANCE, Anatole Thibault, dit (1844-1924), écrivain français, considéré et se considérant comme un homme de gauche, il accueille avec sympathie la révolution russe : 111.

FRANCHET D'ESPEREY, Louis (1852-1946), Saint-cyrien et fantassin, il est d'abord un combattant colonial, en Algérie, en Tunisie, au Tonkin, en Chine, où il commande la garnison de Pékin, et au Maroc. Vainqueur des Bulgares, ce général catholique, traditionaliste et d'extrême droite est l'organisateur de l'offensive contre la révolution hongroise et la révolution russe. Maréchal de France, inspecteur général des troupes en AFN, on le retrouve en 1936 avec les comploteurs de droite qu'on a appelés « cagoulards », dont il est à la fois le protecteur et la caution : 34, 52, 74, 108.

FRANCISCO, Sebastião, dit Castro (1890-?), carriste dans les mines à six ans, puis peintre décorateur, il adhère au PCB en 1933. En 1934, il est permanent à São Paulo. Arrêté en 1935, il est torturé, s'évade et est repris presque aussitôt en mai 1940. Il ne sort qu'en 1942.

FRANCISCO, Enrique de (1897-1957), employé, fidèle de Largo Caballero, secrétaire du PSOE de 1932 à 1935 : 641.

FRANCO y Bahamonde, Francisco (1892-1975), officier espagnol, il se distingue d'abord dans la lutte contre les rebelles du Rif, où il commande, général de trente-trois ans, puis dans la répression contre la révolte des Asturies, au poste de ministre de la Guerre. Il envisage un *pronunciamiento* dès la victoire électorale du *Frente popular* en janvier 1936. Éloigné aux Canaries, il continue à conspirer avec Mola*, qui, lui, organise sur place. Après la mort accidentelle du général Sanjurjo*, aux premiers jours du soulèvement, il s'impose comme chef, *caudilllo*, et gouverne dictatorialement l'Espagne jusqu'à sa mort : 389, 697, 705, 732.

FRANK, Hans (1900-1946), volontaire en corps franc pour combattre la république des conseils de Bavière, important responsable du parti nazi et son juriste, il est le sinistre gouverneur général de Pologne en 1939, condamné et pendu à Nüremberg : 103.

FRANK, Karl (1893-?), étudiant autrichien, cofondateur du PC, membre du sous-bureau de Vienne de la Comintern, il rejoint l'Allemagne et le VKP, rompt avec le KPD pour rejoindre successivement la KPO, le SAP et finalement revient en 1933 au SPD : 64, 94, 117.

FRANK, Jakob, dit Esquire, Max Gräf, Lituanien de famille juif, communiste, affecté à la mission commerciale de Vienne en 1927, il se dit oppositionnel et se fait recommander par Raissa Adler auprès de Trotsky dont il est le secrétaire plusieurs mois en 1929. Revenu à Vienne, il milite en faveur de la réunification des deux groupes trotskystes, ce qui aboutit à un troisième groupe. Il rejoint ensuite le KPD et écrit contre les trotskystes : 461, 464, 535, 590.

FRANK, Pierre (1906-1984), ingénieur d'origine russe, membre du PC, lié à Raymond Molinier*, il rejoint l'Opposition de gauche en France en 1928. Plus tard dirigeant de la IVe Internationale et auteur d'une histoire de la IIIe : 389, 576, 582, 590.

FRANKEL, Jan (1906-?), dit François, Werner, Glenn, John Glenner, Honza, Werner Keller, José López, jeune communiste tchécoslovaque né d'une dynastie de rabbins viennois, lié dans sa jeunesse à Franz Kafka à Merano, membre des JC, envoyé par Raissa Adler*, il est secrétaire de Trotsky* à Prinkipo, Hönefoss et Mexico, et rompt avec le mouvement en 1940. Il meurt sans doute aux États-Unis à une date inconnue : 466, 575, 582, 589.

FRANKEN, Paul (1894-1944), journaliste au SPD en 1911, à l'USPD en 1916, au KPD en 1919. Partisan de Levi*, exclu en 1921, il réintègre le KPD en 1936 dans l'émigration. Il est arrêté en novembre 1937 et meurt en camp en 1944 : 218.

FREDERICA de Grèce, née Frederica de Brusnwick, belle-sœur du roi Georges II de Grèce*, épouse en 1938 du prince Paul, futur Paul Ier*, elle est la petite-fille de Guillaume II*, connue pour son tempérament absolutiste et son appartenance antérieure aux Jeunesses hitlériennes : 760.

FRENZEL, Max (1891-?), serrurier, il passe de l'USPD au KPD, il est le dirigeant très populaire des ouvriers de la Badische Anilin. Militant à la Sportintern. Il rejoint l'Opposition de gauche unifiée, « trotskyste ». Fréquemment arrêté après 1933 : 465.

FREUND, Bernard, dit René, Herbert Klein (1906-1938), employé de commerce tchèque, entré au PCT, envoyé par sa firme au Portugal en 1929, entreprend d'y reconstruire le PCP et obtient des résultats importants, notamment dans le domaine antimilitariste avec la construction de l'ORA. Convoqué à Moscou, il est arrêté et liquidé en 1938 : 727.

FREUND, Hans David, dit Moulin (1912-1937), étudiant allemand en Suisse, membre de l'opposition de gauche, en liaison avec le POI. Il disparaît en Espagne au lendemain des journées de Mai, où il a été en contact avec les Amis de Durruti : 696.

FREUND, Hermann, dit Harry (?-1944), membre du PCT dès sa fondation ; lié fin 1927 au groupe Michalec-Pollak*, il entre dans l'opposition de gauche et le groupe Friedman* en 1933. En 1939, il édite un *Rudé Pravo*. Il est tué par la Gestapo en 1944 : 461.

FREUND, dite Wilma Klein, Ewa Hidnicka, ép. (1901-1938), Slovaque, ayant vécu la révolution hongroise et rejoint le PC puis la social-démocratie autrichienne à Vienne, où elle reprend le contact avec le PC. Au Portugal en 1929 avec son mari Bernard, elle est à Moscou à partir de 1932, exécutée en 1938 : 727.

FREY, Josef (1882-1957), de famille bourgeoise, il fait des études de droit, est l'ami de Fritz Adler* et journaliste social-démocrate. Capitaine pendant la guerre, il est nommé chef de la Garde rouge de Vienne le 11 novembre 1918, est exclu du SPOe et adhère au KPOe. Il en est exclu en 1927. Fractionniste enragé, il ne reste que peu de temps dans l'Opposition de gauche : 450, 575, 577.

FRIED, Dezider ou Dezsö, Arminovitch, dit Kostolansky, colonel Blanco (1895-1936), il fait ses études à Budapest, devient employé et rejoint le PSD hongrois en 1913. Émigré en Australie, il revient par Vladivostok, rejoint le parti bolchevique et participe à la guerre civile. Délégué au congrès des ouvriers communistes de Sibérie il devient officier de l'Armée rouge, affecté à son 4e bureau et membre du bureau des communistes de Russie. Il prend le commandement d'une brigade internationale qui combat les légionnaires tchèques, puis les forces armées de la région du lac Baïkal...

Puis il dirige la région de Vladivostok du PCR (b) puis la section Extrême-Orient du VKP. De 1924 à 1928, il est l'un des adjoints de Piatnitsky à la Section d'organisation de l'exécutif. En 1928, il commande un bataillon de l'Armée rouge, suit des cours de l'Académie Frounze et exerce les fonctions de commissaire politique de bataillon, de régiment, de division et revient au 4e Bureau. Il est envoyé en Espagne en août 1936, chargé de l'instruction militaire à la base d'Albacete sous le nom de colonel Blanco*, et membre du conseil militaire des BI naissantes. Il trouve la mort au combat, devant Madrid, le 29 octobre 1936. Bien qu'il soit exagéré de dire qu'on l'a toujours confondu avec le suivant, la confusion entre eux a été fréquente : 695.

FRIED, Evžen, dit Clément, Bernard, Emil (1900-1943), né en Slovaquie, étudiant en chimie à Budapest, membre du groupe Galilée, il assure en 1919 les liaisons entre la république hongroise des conseils et les révolutionnaires slovaques. Membre du PCT en 1921, de son CC en 1923, il travaille à partir de 1924 à l'organisation de la Comintern. Revenu en Tchécoslovaquie en 1927, il dirige l'organisation à Reichenberg et apporte son soutien à Gottwald*, ce qui lui vaut d'entrer au politburo en 29. Mais il est condamné pour « déviation gauchiste » en 1930 par la Comintern et fait une autocritique. Il accomplit quelques missions jusqu'en 1931 où il est affecté à Paris comme conseiller du PCF. Replié à Bruxelles en 1939, il est abattu en 1943 sur le pas de sa porte par des inconnus, ce qui n'était pas la méthode allemande pour se débarrasser de ses adversaires à cette époque. Louis Aragon assura que Fried avait été tué par les hommes du NKVD, mais le biographe de Freud, Stéphane Courtois, sans nommer personne, ni réellement argumenter, parler à ce propos de « vieille baudruche », sans préciser de quoi ou de qui il s'agit (apparemment de la version d'Aragon), 37, 106, 615, 633, 658, 751, 753.

FRIEDLÄNDER, Paul (1893-1943), étudiant en médecine à Vienne, il épouse Ruth Fischer* en 1917. Il est ensuite un des dirigeants du PC autrichien, puis écarté des postes de direction. En 1939, il désavoue publiquement le Pacte et meurt en 1940 dans un camp allemand : 94.

FRIEDMAN, Marko (1892-1925), avocat, officier de réserve, membre du PC bulgare, condamné à mort et exécuté par pendaison pour l'attentat de la cathédrale de Sofia, il clame son innocence et ses convictions communistes jusqu'à la potence. Il nie l'accusation sans pour autant accuser le PCB : 400.

FRIEDMANN, Otto, dit František Marek, Ján Novák (1905-1979), étudiant en droit, un des fondateurs des JC de Tchécoslovaquie, membre du PCT, il suit en 1925 les cours de l'école de cadres de la JC, collabore de 1928 à 1930 à la presse centrale et en même temps rejoint le groupe Michalec-Pollak*. En 1930, il élabore son propre texte d'opposition, est exclu en 1931 et revendique le label d'opposition officielle que Trotsky* lui refuse bien qu'il publie alors *Delnicka Politika* et *Marxisticka Revue*. Il rompt avec le communisme et l'opposition vers 1934, émigre en Grande-Bretagne puis au Canada : 570.

FRIESLAND, *cf.* Reuter.

FRIMU, Joan C., ouvrier roumain, compagnon et ami de Rakovsky. Massacré par la police après une manifestation.

FRÖLICH, August (1877-1966), social-démocrate de Thuringe, il constitue en 1923 dans ce Land un gouvernement comprenant des communistes et baptisé « ouvrier », qui sera comme celui de Saxe chassé par la Reichswehr : 322.

FRÖLICH, Paul, dit Franz Karl et R. Wilhelm Fröhlig, P. Werner, W. Manntey, Hans Wolf (1884-1953), de famille ouvrière, il est journaliste socialiste, au SPD en 1902, élève de Rosa Luxemburg* à l'école du parti, dirigeant des « radicaux de gauche » de Brême ; élu au CC du KPD en cette qualité, il va prendre la tête des communistes bavarois et échappe de peu aux corps francs. Il est au CC et élu député en 1921 et 1924. En 1921, il défend la « théorie de l'offensive » lors de l'action de mars. En décembre 1928, il est exclu comme « droitier » et rallie la KPO en 1929, puis en 1932 le SAP. Emprisonné de mars à décembre 1933 au camp de Lichtenberg, il gagne la France puis, en 1940, les États-Unis, et revient dans son pays en 1950 : 20, 69, 103, 140, 214-217, 225, 297, 307, 339, 519, 551, 555, 556, 567.

FROMOND, Francine, dite Florence (1917-1944), fille d'ouvriers, aux JC (UJFF) en 1933, elle se rend en URSS en 1934 et y reçoit une « formation spécialisée ». De 1937 à 1939, elle est la secrétaire particulière de Ceretti* à *France-Navigation*, puis est affectée à l'appareil clandestin, auprès de Fried en Belgique. Elle gagne l'URSS en 1939, en passant par le Danemark, où elle retrouve Ceretti. En URSS, elle est envoyée à Oufa et travaille comme secrétaire d'André Marty*. En 1942, venant d'URSS, elle est parachutée en France avec Raymond Guyot* et travaille avec lui à la direction du PC en zone Sud. Arrêtée, elle est sauvagement torturée, puis condamnée à mort et fusillée : 751.

FROSSARD, Louis-Olivier (1889-1946), instituteur, membre de la SFIO en 1905, pacifiste pendant la guerre, leader du « centre », il adhère aux 21 conditions mais commence la résistance et s'en va à la fin de 1922. Plus tard il revient à la SFIO, est ministre de Pétain* : 152, 157, 167, 173, 200, 252-255, 558, 559.

FROUMKINA, Maria Iakovlevna, dite Esther, Malfa Lifshitz, G. ou L. German (1880-1938), membre du Bund en 1901, de sa direction à partir de 1905, rédactrice en chef de son journal *Der Weker* à partir de février 1917, elle participe au Kombund et adhère au Parti communiste à la fin de 1919, participe au 2e congrès de la Comintern. Elle dirige la « section juive » et elle est à la tête de l'École Lénine ; obligée de faire une sévère autocritique en 1931, elle est révoquée et arrêtée en 1936, liquidée en 1938 : 621.

FROUNZE, Mikhaïl Vassilievitch, dit Arseny, M.A. Mikhaïlov, M.M. Mirsky (1888-1925), né au Turkestan, il fait des études polytechniques à Moscou ; clandestin, il travaille comme métallo, connaît prison et déportation ; à partir de 1918, il est l'un des plus grands chefs de l'Armée rouge, membre du parti ukrainien, ami de Rakovsky*. Il est nommé commissaire à la Défense

en remplacement de Trotsky et meurt dans des conditions suspectes selon Rakovsky : 38, 98, 130, 200.

FUCHS, Edouard (1870-1947), docteur en droit et collectionneur d'œuvres d'art, spécialisé dans l'érotisme et la sexologie, au SPD en 1886, ami d'Aleksandra Kollontai*, spartakiste vers la fin de la guerre, il se rend à Moscou pour rencontrer Lénine* et discuter de la question de la fondation de la Comintern. Joue encore un grand rôle dans le financement et les liaisons avec le bureau de Berlin. Il quitte le KPD après l'exclusion des « droitiers » : 70-71, 76, 94.

FUČIK, Julius (1903-1943), entre au PCT comme étudiant en 1921, journaliste, rapporte un livre d'URSS. Il organise le 2e CC, est arrêté en avril 1942, écrit *Écrits sous la Potence*. Exécuté en septembre 1943 : 737.

FUKUMOTO, Fuzuo, dit Kuroki (1894-1943), fils de paysan aisé, professeur de droit et sciences politiques, envoyé compléter sa formation aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne. Il dévore les ouvrages marxistes, adhère au KPD, est rappelé, rejoint le groupe communiste, anime sa gauche et renonce en 1927, après avoir été impliqué dans les discussions, à poursuivre ses critiques contre la politique de la Comintern ; il est écarté du CC. Condamné à dix ans de prison en 1932, il quitte le PC pendant la guerre : 448, 504.

FUNK, Walther (1890-1960), journaliste d'économie, nazi, collecteur de fonds pour le NSDAP, chef du bureau de presse, puis ministre de l'Économie en 1938, ensuite président de la Reichsbank, il est condamné à la réclusion perpétuelle en 1946 comme « criminel de guerre » : 524.

FURLAN, Rudolf (1906-1938), militant slovène, ancien élève à Moscou de la KUNMZ, membre du PCY en 1924, arrêté et exécuté en URSS : 722.

FÜRST, Sandor (1903-1932), employé, membre du PCH en 1926, il fait deux ans de prison en 1929-1931, émigre en Russie, est renvoyé en Hongrie pour faire du travail clandestin ; pris, il est pendu : 457.

FURUSETH, A.A. Nilsen, dit Andrew (1854-1938), enfant norvégien débarqué aux États-Unis entre deux escales, secrétaire de la SUP en 1887 et président de l'*International Seamen's Association* en 1908, jusqu'à sa mort, il soutient les éléments de gauche qui se manifestent à partir de 1934, notamment pendant la grève de San Francisco : 645.

G

GABIEV, Saïd (1882-1963), communiste du Daghestan, délégué au congrès de Bakou, cet historien de la littérature avait été formé dans l'université russe : 181.

GAJST, Yizroel dit Léopold Laczycki, Mariusz, Marylski, Myszewski, Orzechowski, Sonin, Teodor, Waclaw (1888-1938), dirigeant des socialistes sionistes issus du *Poale Zion*, puis des « unifiés », il entre au KPP (Pologne) en 1919. Membre du bureau central juif du parti, il est ensuite membre du secrétariat national. A partir de 1932, il travaille à Moscou au Secours rouge international. Liquidé en 1938 : 177, 719.

GAKIS, Stavros, vieux cadre du PC grec, arrêté par Metaxas et interné au camp d'Acronauplie, il s'y oppose aux hommes de Zachariades dans la direction du parti. Il est presque lynché par d'autres détenus, membres du parti, sur décision de la direction. Sorti au début de l'occupation allemande, il reprend contact, est envoyé au maquis, il devient chef de l'ELAS dans le Pélion. Mais il est assassiné sur ordre de Bartzotas, libéré lui-même pour « raison de santé » : 769, 776.

GAL, Janos Galicz, dit général (1897-1937), hongrois, formé comme prisonnier de guerre par les écoles de l'Armée rouge, il commande en Espagne la XVe BI, puis la XVe division. Tué au combat : 695, 696.

GALLACHER, William (1881-1965), écossais, mécanicien, il travaille à douze ans sur les chantiers de la Clyde et préside pendant la guerre le comité des ouvriers de la Clyde, ce qui le conduit par deux fois en prison. Gagné au communisme, il rejoint le CPGB, est membre de son CC de 1922 à 1963, de son BP jusqu'en 1945 ; suppléant l'exécutif de la Comintern, montant jusqu'au présidium dont il est titulaire jusqu'en 1935, suppléant ensuite, toujours discipliné : 174, 740.

GALLARDO, José, membre du CC des JC du Mexique, cet artisan (fabricant de sombreros) est secrétaire syndical et proche de Mella et de Rosalio Negrete. Garde du corps de Mella, il n'assurait pas son service de protection lors de l'assassinat. En 1929, il est envoyé par le parti comme conseiller de Guadalupe Rodríguez et échappe de peu à la mort. Il est assassiné par un rival en amour : 502.

GALLO Antonio dit Antonio Ontiveros (1913-?), étudiant argentin gagné à l'Opposition de gauche par Andrés Nin en Espagne, il est le représentant de la deuxième vague des trotskystes argentins : 580.

GALM, Heinrich (1895-1984), ouvrier du cuir, membre de l'USPD, puis du KPD, et responsable syndical, il est révoqué de ses fonctions après l'affaire Wittorf et rejoint la KPO à sa fondation. Il est emprisonné sous Hitler : 557.

GALOPIN, Gustave, dit Galo, Jean le Muet, Laviel Nedelek (1902-1972), fils de métallo, il est au travail à treize ans et devient ajusteur. Membre des JC en 1922, il est leur secrétaire administratif national de 1925 à 1928, membre du CC du PC et permanent en décembre 1926, membre de l'exécutif de la KIM à partir de 1928, il est élu au bureau politique en 1929, à l'époque du « groupe », au secrétariat de la CGTU la même année. Il est condamné en juillet 1930 à deux ans de prison pour « provocation de militaires à la désobéissance », fait son autocritique de membre du groupe à sa sortie de prison. En janvier 1935, il quitte sa permanence à la fédération des métaux, reprend son métier d'ajusteur et s'explique en février 1936, dans une lettre de démission, sur ses désaccords politiques avec la ligne de front populaire. Pendant la période du Front populaire, il participe à l'activité du « Cercle syndicaliste Lutte de classes », puis rejoint le PSOP : 672.

GALVÁN, Úrsulo (18?-1930), charpentier, d'abord anarchiste, connu pour son intervention à Veracruz dans la grève du pétrole en 1918, puis lié aux IWW, il rejoint le PCM en 1920. Peu après il se rend au Michoacán et commence un travail avec les paysans,

devient président de la Ligue des communautés agraires, plus tard Ligue nationale paysanne (LNC) Il est élu au CN du PCM en 1923 et au bureau de la Krestintern dès sa formation, à laquelle il prend part à Moscou. Au retour, il est l'un des organisateurs de la lutte des milices paysannes contre le coup d'État militaire à Veracruz et reçoit le grade de lieutenant-colonel. Il est exclu en mai 1929 pour avoir accepté un « armistice » avec le gouvernement pendant la lutte contre un nouveau soulèvement militaire. Chassé de la LNC par une opération policière, il meurt d'une tumeur en 1930 : 387, 504.

GAMARNIK, Jan Borissovitch (1894-1937), étudiant à Kiev, il participe à l'activité illégale contre les divers occupants de l'Ukraine et devient chef militaire dans l'Armée rouge, membre de l'Opposition de gauche en 1923. Il la renie et devient chef de l'administration politique de l'armée. A la veille de son arrestation en 1937, dans l'affaire des généraux, dont Toukhatchevsky, il choisit de se suicider : 92.

GAMELIN, Maurice (1872-1958), officier français, membre de l'état-major du général Joffre. Il subit une sévère défaite devant les Druzes en 1925. Il est en 1939 le chef des armées française et britannique jusqu'à leur débâcle et à son remplacement par le général Weygand en mai : 394.

GANDHI, Mohandas, dit Mahatma (1869-1948), avocat, apôtre de la « non-violence » et de la « désobéissance civique », il devient le chef incontesté du mouvement nationaliste indien. Il est assassiné après une vie de combats, de campagnes, d'arrestations, de jeûnes, de prison : 274, 275, 479, 703, 742, 752, 786.

GANDORFER, Carl (1875-1932), leader paysan anarchisant, un des dirigeants de la révolution des conseils de Bavière : 102, 103.

GANEV, Dimitar (1898-1964), appelé au bureau politique bulgare en 1942, il fait partie ensuite de l'équipe Jivkov : 775.

GARAI, Karoly, dit Kürschner (1899-1938), employé par la Comintern à diverses missions à partir de 1920, dont plusieurs clandestines en Hongrie même. En Union soviétique en 1932, il travaille à l'exécutif de la Comintern, est arrêté et tué pendant la purge : 730.

GARBAI, Sandor (1879-1947), président avant la guerre du syndicat du bâtiment, membre de l'exécutif du PS hongrois, franc-maçon, chef du gouvernement en 1918, exilé ensuite en Tchécoslovaquie, puis en France, où il meurt : 100.

GARCÈS, Arroyo, Santiago (1916-?), jeune ouvrier, des JS il passe à l'aile stalinisante du PSOE, est mêlé à l'assassinat de Calvo Sotelo. Il devient directeur du SIM en 1938, et a été accusé de l'avoir colonisé au compte du PC : 617.

GARCÍA, Dolorès Echeverrieta, dite Martin, Charlotte Jeantet (?-1954), compagne de Joaquín Olaso, probablement l'un des hommes du NKVD en Espagne, inspecteur général de la Sécurité en Catalogne et agent du SIM en même temps que membre de la commission de contrôle et responsable des cadres, elle est embauchée, dès son arrivée à Paris en 1939, par le consulat général du Chili à Paris et devient secrétaire de Pablo Neruda, le consul, sous l'identité de Charlotte Jeantet, née Martin, vraisemblablement pour contrôler au compte du NKVD les départs de réfugiés pour le Chili. Arrêtée avec son mari, elle est déportée à Ravensbrück et meurt avec lui à Paris : 617.

GARCÍA Alvarez, Juan Pablo (1908-?), enseignant, puis avocat et sociologue, après des études de droit à Oviedo puis Madrid, il est membre de la direction nationale des JS et de la direction régionale du PSOE. Il fait partie du noyau des JS qui résiste à Carrillo et au PCE. Après la chute des Asturies, il préside le tribunal populaire pour haute trahison et défaitisme, puis émigre au Mexique, où il fait une belle carrière universitaire : 642.

GARCÍA LAVID, *cf.* Lacroix.

GARCÍA OLIVER, Juan (1901-1980), garçon de café, anarchiste de Barcelone du groupe *Los Solidarios*, « anarcho-bolchevique », vraie tête du comité central des milices en 1936, puis ministre de la Justice sous Largo Caballero, il meurt en émigration au Mexique, 685.

GARCÍA PALACIOS, Luis, dit Acosta, Roberto Mariner (1896-1947), condamné très jeune, alors qu'il est cheminot, pour son action antimilitariste, dirigeant des JS d'Oviedo, puis du syndicat des employés de banque, secrétaire de la Casa del Pueblo de Palencia, membre du PCE, il est secrétaire général des JC, seul à applaudir Trotsky à l'exécutif de 1927. Il est à l'Opposition de gauche en 1931 en même temps que dirigeant du syndicat des employés de banque UGT. Il entre au POUM, écrit à Trotsky en avril 1936 et quitte ses responsabilités peu après. Il est mort en exil en France : 466, 519.

GARCÍA VILLAREAL, Marcos, étudiant à La Havane, leader des étudiants communistes, il rallie en 1933 le Parti bolchevique-léniniste cubain : 628.

GARIBALDI, Giuseppe (1807-1882), patriote italien, il combattit pour l'unité italienne sur tous les fronts avec ses Chemises rouges : 663.

GARVEY, Marcus (1887-1940), nationaliste noir né à la Jamaïque. Partisan de l'attribution d'un territoire propre aux Noirs du continent américain, il est parfois défini comme un « sioniste noir ». Il a un énorme succès aux Etats-Unis et en est expulsé : 505.

GATCHEV, Dimitar, dit Dojats, Todorov (1897-1991), étudiant en Allemagne de 1921 à 1923, il entre au KPD : revenu en Bulgarie, il est responsable de l'appareil militaire illégal, est arrêté et torturé cruellement à la prison de Plovdiv, où il reste jusqu'en 1932. Il rejoint l'Opposition de gauche et doit souvent se battre. Après 1932, il entre en conflit avec Manov, dirige le journal *Osvobodjenie*. Arrêté puis libéré en 1945, il est de nouveau arrêté en juin 1945 et disparaît jusqu'à la libération de gens de l'appareil à qui il a beaucoup appris en prison tant sur le plan politique que sur le plan humain : 466, 580.

GAULLE, Charles de (1890-1970), saint-cyrien, prisonnier de guerre en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, dans la même forteresse que le jeune officier russe Toukhatchevsky, il est en 1920, avec le grade de capitaine, l'un des conseillers français de l'armée polonaise commandés par le général Weygand lors de l'offensive de Toukhatchevsky et de sa marche sur

Varsovie. Entre les deux guerres, membre de l'écurie Pétain, il se fait le théoricien de l'armée de métier et de l'arme blindée. Général de brigade à titre temporaire, il lance le 18 juin 1940, de Londres, un appel à continuer à lutter au côté de la Grande-Bretagne. Il réussit à se rallier la Résistance et à prendre le pouvoir dans l'Afrique du Nord occupée par les Alliés, revient avec les armées alliées et forme un gouvernement. Plus tard président de la République. Avant d'être un personnage historique, il était à la fois monarchiste, de droite et « antifasciste » puisqu'il voulait combattre et vaincre l'Allemagne hitlérienne : 178, 742, 761.

GAVROCHE, surnom d'un jeune garçon du peuple dans le roman de Victor Hugo, *Les Misérables*. Il est tué sur une barricade.

GAYMAN, Vital, dit Vital, commandant Vidal (1897-1985), après des années de guerre d'où il revient lieutenant de réserve, il reprend des études, milite aux JS puis au JC dont il est dirigeant. En 1923 il est membre du PS et journaliste à l'*Humanité*. Il est soupçonné de « trotskysme », vote contre la tactique « classe contre classe » en 1928, est écarté du CC en 1929. Fried le fait révoquer de ses fonctions de secrétaire de rédaction en 1932. En 1936, il remplit une mission d'exploration en Espagne et joue un rôle important au commandement de la base d'Albacete. Il désavoue le pacte Hitler-Staline. Résistant, il ne revient pas à la politique active : 196, 615.

GECHEV, Nikita, chef de la police politique bulgare en 1941. C'est lui qui démantèle le Parti communiste en l'infiltrant puis en retournant des militants arrêtés : 775.

GEDDES, sir Auckland (1899-1954), d'une famille de bâtisseurs de l'Empire britannique, il avait été ambassadeur et ministre et présidait en 1936 la compagnie du Rio Tinto. Il était un des plus ardents partisans du lobby de Franco, 689.

GEMINDER, Fritz (Bedrich), dit G. Friedrich, Otto Kramer, Bedrich Vltavsky (1901-1952), lycéen à Ostrava, il est membre d'un groupe sioniste, est étudiant à Berlin de 1919 à 1921, revient en Tchécoslovaquie et adhère au PCT, qui l'envoie en URSS, où il travaille dans l'appareil central de la Comintern, effectuant plusieurs missions à l'étranger. Membre de l'exécutif de la KIM, il réside à Moscou en 1934, travaillant dans l'agit-prop, puis, après Munich, comme responsable de la presse et de l'information. Il conserve ses fonctions en les cumulant avec celles de collaborateur du secrétariat de Dimitrov pendant la guerre, puis les garde après la dissolution, au titre du PCR(b). Secrétaire du comité central du PCT chargé des affaires internationales en 1945, il a été jugé et exécuté en même temps que Slanský : 616, 765.

GENEGARIU, Alexei, roumain de Transylvanie, membre du groupe communiste formé en Russie parmi les prisonniers de guerre : 58.

GENGIS KHAN, nom européen de Tamuji (1167-1227), Khan des Mongols, symbole de cruelle tyrannie : 493, 552.

GENOV, Gavriil, dit Gantcho (1892-1934), membre du CC du Parti communiste bulgare à sa naissance, du Comité révolutionnaire suprême de Bulgarie en septembre 1923, il passe à l'étranger avec les combattants qui survivent : 334.

GENNARI, Egidio, dit Maggi, Vecchini, Cornevalli (1876-1942), membre de la gauche du PSI, il en est secrétaire en 1918, cofonde le PCd'I à Livourne. Député, il est membre de l'exécutif de la Comintern. Il est écarté de la vie politique par une longue maladie et meurt en URSS : 233.

GENTCHEV, G.M., dit Gancho, Milchev, Slavcho (1906-1938), dirigeant des JC bulgares, il les représente à Moscou à partir de 1932 ; il est liquidé dans la Grande Purge avec les « sectaires » adversaires de Zinoviev : 725.

GEORGE, Harrison, dit Fisher, William Janequette, Pedro (1889-années 1960), ancien des IWW, il sympathise avec le PC, est accusé dans le grand procès des *« wobblies »* et passe les années 1918-1920 en prison. Il adhère au CPUS en 1919 et garde le secret sur cette adhésion jusqu'en 1926 ; probablement membre des « services », il est ensuite le dirigeant du secrétariat du Pacifique de la Profintern, notamment aux Philippines. Il engage dans l'OMS son fils Victor Barron, qui meurt aux mains de la police brésilienne. Il est exclu en 1946 : 668.

GEORGE V (1865-1936), roi d'Angleterre, fils d'Edouard VII, de la famille qui adopta le nom de Windsor, il monta sur le trône à la suite de l'abdication de son frère Edouard VIII, futur duc de Windsor, accusé d'avoir épousé une divorcée, mais, en secret, d'éprouver de la sympathie pour le régime nazi : 418.

GEORGES II (1890-1947), roi de Grèce de 1922 à 1924 et de 1935 à 1947. Réfugié en Égypte, puis en Grande-Bretagne pendant la guerre : 760, 766.

GEORGES, Joseph (1875-1951), fantassin, il sert d'abord en AFN, puis, grièvement blessé au début de la guerre, dans divers états-majors. Chef d'état-major de Pétain pendant la guerre du Rif, il est grièvement blessé dans l'attentat de 1934 qui coûte la vie à Marseille au roi Alexandre de Yougoslavie et au ministre Louis Barthou. Adjoint au généralissime Gamelin pendant la guerre de 1939-1940, il soutient d'abord Pétain puis rejoint le général Giraud en AFN en 1943 et fait partie du CFLN : 779.

GEORGES, Pierre, dit Fredo, colonel Fabien, Patrie (1919-1944), boulanger, puis ajusteur, membre des JC à quatorze ans, il s'engage dans les Brigades internationales, suit les cours de l'école d'officiers, est versé dans la brigade La Marseillaise, blessé. Revenu en août 1938, il milite à nouveau aux JC, est arrêté en décembre 1939, puis interné administratif ; il s'évade, milite à Marseille, puis réintègre la direction des JC et reçoit des missions spéciales, dont celle d'exécuter la première opération armée contre les forces d'occupation. Il réalise personnellement le premier attentat à Barbès le 21 août 1941. Arrêté, évadé du fort de Romainville, il constitue un régiment, appelé « colonne », rattaché à la division Patton, et dont il est colonel. Lui et ses collaborateurs sont tués par un colis piégé ou une mine, selon les versions : 779-780.

GEORGIEV, Kosta, général, chef de l'Alliance démocratique bulgare, tué par les communistes dans un attentat à l'été 1925 : 400.

GERÖ, Ernö Singer, dit Pierre, Pedro, Ernest, Grandval Edgar (1898-1980), sixième enfant d'un employé, il est étudiant en médecine quand éclate la révolution hongroise et a rapidement des responsabilités dans la JC. Emigré, il organise les JC en Autriche et Tchécoslovaquie, revient en Hongrie illégalement et « tient » dix mois. Dénoncé, il est condamné à quatorze ans de prison, mais « échangé » en novembre 1924. A Moscou, il reçoit une première formation spéciale dans la Comintern qui le recrute aussitôt. Il exécute ensuite des missions en France où il organise les communistes hongrois, puis revient à Moscou en 1929 et suit les cours de l'École Lénine*. Secrétaire de Manouilsky*, il remplit des missions en France, Belgique, Italie, Espagne. Il est particulièrement actif dans la préparation et la tenue du VII[e] congrès de la Comintern. Il est à Moscou en 1934-1935, proche collaborateur de Manouilsky* pendant la préparation du tournant. En 1936, il est envoyé à Barcelone comme « conseiller » du PSUC sous le nom de Pedro. Il participe à la préparation de l'assassinat de Nin* et travaille à celui de Trotsky*. Il quitte l'Espagne en novembre 1938, devient le représentant du PCH à l'exécutif. A son retour, c'est la purge à la Comintern : il en est l'un des organisateurs en tant que secrétaire personnel de Manouilsky. Toujours très actif pendant la guerre, il revient au pays en 1944 et y joue un rôle important. Secrétaire du parti en 1956, il fait tirer sur la foule en octobre, provoquant ainsi le soulèvement. Exclu, réfugié en URSS, il est autorisé à venir mourir, aveugle, à Budapest : 443, 496, 497, 614, 617-620, 694, 697, 765.

GERSH, George, dit aussi Gerisch, Grigori Moiseevitch (1895-1937), membre du parti américain, depuis 1928 adjoint et à partir de 1931 responsable du bureau du secrétariat de l'exécutif. Arrêté et exclu en juillet 1937, il est exécuté en septembre : 718.

GESCHKE, Ottomar, dit Eisbär, Gebhardt (1882-1957), serrurier dans les chemins de fer, membre des Délégués révolutionnaires de Berlin, membre de Spartakus et de l'USPD, il est élu au conseil d'ouvriers et soldats de Berlin. Il est avec Ruth Fischer puis Thälmann mais s'éloigne de ce dernier lors de l'affaire Wittorf ; probablement lié au groupe Neumann-Remmele, attaqué en tout cas en tant que tel en 1932. Emprisonné en 1934, il est libéré de Buchenwald en 1945 : 132, 319, 329, 470, 475.

GESSLER, Otto (1875-1955), homme politique allemand, du centre, il succède à Noske comme ministre de la Défense en 1920 et le reste jusqu'en 1928, associé au travail du général von Seeckt : 255, 337.

GEVORKIAN, Sokrat Avanassovitch (1903-1938), membre du PC à Bakou en 1920, élève de l'Ecole supérieure du parti de Nijni-Novgorod, professeur d'économie politique, un des jeunes leaders de l'opposition de gauche, il dirige la grève de la faim de Vorkouta en 1937 et est passé par les armes : 450, 571.

GEYER, Curt, dit Otto Klinger (1891-1967), fils de Friedrich Geyer* leader de l'USPD puis du VKPD en Saxe, membre du petit bureau de la Comintern, il est solidaire de Levi* et quitte le KPD en 1921 : 124, 134, 191, 203, 205.

GHIOLDI, Rodolfo, José dit Altobello ou Altobelli, Luciano Busteros, Indio, Morales, Quiroga (1897-1985), enseignant argentin, socialiste très jeune, il fait partie du groupe de gauche qui fonde en 1917 le Parti socialiste international et décide en 1920 son adhésion à la Comintern. Il va en URSS en 1921, voyage pour le compte de la Comintern, devient membre du Secrétariat sud-américain de la Comintern, de 1928 à 1934 secrétaire général du PC argentin. En 1934, il est à Moscou, d'où on l'envoie en 1935 au Brésil avec Prestes* pour l'insurrection de l'ANL, qui lui vaut quatre ans et demi de prison. Désigné pour le secrétariat américain en 1940, il ne peut prendre son poste. Il est resté jusqu'à sa mort membre de la direction du PC argentin : 499, 500, 666, 668.

GHIOLDI, Orestes, dit Eduardo, Ghitor, Morales, Rosso (1901-1982), enseignant argentin, fondateur du PSI, puis du PC, collaborateur du SSA. Secrétaire général du PC argentin et au CC du PC en 1934.

GIBARTI, Louis, ps. de Laszlo Dobos dit Kaminski, Wladislaus (1895-1967), un des agents les plus utiles et les plus discrets de la Comintern, il est notamment le deus ex machina des organisations de Münzenberg pour la paix et l'homme de leur contrôle par la Comintern : 447, 542, 614, 616.

GIESECKE, Gerhardt, allemand, capitaine de la police en retraite anticipée, un des animateurs du journal *Aufbruch*, il offre, selon Karl Retzlaw*, ses services au KPD qui les accepte et qui le désigne à la fin de 1932 pour remplacer Hans Kippenberger* à la tête du *M-Apparat*. Ayant pris le contrôle de ce secteur clé, il passe aux nazis en décembre 1932 et livre tout et tous : 531, 546.

GÍL ROBLES, José Maria (1898-1980), avocat espagnol, chef de l'*Acción popular*, il jouit de la confiance des évêques et du Vatican et veut arriver au pouvoir par la voie légale pour instaurer un État national corporatiste. A partir de 1933, il est le « chef » de la CEDA, première forme espagnole du catho-fascisme, et approche du pouvoir : 639, 640, 678, 679.

GIL RUIZ, Rodrigo, artilleur espagnol, socialiste lié à l'appareil : 680.

GILSE, Jan Hendrick van, membre du PCH et de son appareil, interbrigadiste, il organise sous l'occupation allemande des groupes armés, les Mil Groups, qui n'entreront en action que lors de l'attaque allemande contre l'URSS : 762.

GINDI, al, des frères qui dans le cours de la révolution égyptienne ont animé la république autonome : 271.

GINOLLIN, Denise, née Reydet (1907-1961), sténodactylo, responsable des JC, elle est en 1940 responsable aux cadres de la région parisienne et participe avec Tréand aux négociations sur la parution de *L'Humanité*. Elle est arrêtée par la police française et libérée sur ordre de la police allemande et passe un peu plus tard dans la clandestinité, condamnée à mort et déportée. Députée de 1945 à 1951 : 755.

GIOLITTI, Giovanni (1842-1928), chef du gouvernement italien lors des grandes grèves de 1920 : 186.

GIRAL, Pereira, José (1879-1962), professeur d'université et grand propriétaire, chef du gouvernemet républicain espagnol de juillet à septembre 1936 : 684.

GIRAUD, Henri (1879-1949), saint-cyrien, fantassin, blessé et fait prisonnier en 1914. Évadé, il retrouve le front, puis est affecté au Maroc à la demande de Lyautey, combat sur le terrain avant d'être chef du 2e bureau au temps de Pétain. A la veille de la guerre, les rumeurs le lient à la « Cagoule ». Prisonnier, il s'évade avec l'aide américaine et va être l'homme de la Maison Blanche contre de Gaulle* en AFN. Battu, il s'efface : 389.

GIRAULT, Suzanne, ép. Depollier, dite Clotilde, Olympia Cornier (1882-1973), née en Suisse. Institutrice privée en Russie avant guerre, elle rejoint le Parti bolchevique en 1917 et adhère au groupe communiste français. En 1920, elle sert d'interprète aux Rosmer*. Elle revient en France en 1922 pour être aussitôt cooptée au bureau politique. Dans le même temps, elle est suppléante de l'exécutif de la Comintern. Liée à Treint* dans l'Opposition, elle est exclue mais réintégrée avec le groupe « L'Unité léniniste » et reste désormais dans la ligne. Elle a été élue au Sénat à trois reprises : 58, 380, 575, 606.

GITLOW, Benjamin, dit James Hay, Tom Paine, G. Pierce (1891-1965), fils d'immigrants juifs, employé de bureau, membre du Parti socialiste en 1907, secrétaire du *Communist Labor Party* en 1919, emprisonné de 1919 à 1922. Membre du CC et du BP, secrétaire général en 1929, il est exclu à Moscou avec Lovestone*, et forme avec lui la CPO, qu'il quitte en 1933 pour le PS. Il devient ensuite un écrivain anticommuniste aux « révélations » souvent romancées : 520, 567, 604-606.

GITTON, Marcel, ps. de Giroux, dit Prieur, Poulier (1903-1941), ouvrier du bâtiment (monteur en cheminées), aux JS en 1919, animateur des JC, grand orateur, il effectue une ascension foudroyante dans le PC et la CGTU à son retour du service militaire, et en 1929 est à la fois invité permanent au BP et membre de la CE de la CGTU. Secrétaire confédéral de la CGTU en 1931, il entre au secrétariat du PC en 1932, bientôt chargé de l'organisation. Au début 1935, il s'occupe de la section des cadres. Dès cette époque circule une rumeur concernant son appartenance à la police, démentie énergiquement par la direction. Celle-ci cependant la reprend à son compte après le pacte germano-soviétique qu'il a pourtant bruyamment approuvé. Le 30 novembre, il fait une déclaration à la police, se désolidarisant de son parti. Après plusieurs mois de simples contacts avec Doriot*, il fonde le Parti ouvrier et paysan français, groupuscule réunissant quelques ex-députés, puis participe à une opération tendant à dissocier de la nouvelle politique de « terrorisme » des militants connus comme Marcel Cachin* et d'autres, emprisonnés. Il est abattu par le groupe spécialisé que commande Fosco Focardi* : 701.

GIVENS, Patrick T, anglais, membre de l'Intelligence Service, chef de la police des concessions internationales de Shanghai à la fin des années 20, il opère souvent en liaison directe avec Jiang Jieshi*, et est en tout cas la pièce maîtresse de la répression contre les communistes en Chine : 437.

GLAN, Betty Ivanovna, ép. Gorkić (1904-?), intellectuelle, originaire de Kiev, membre des JC en 1922, du parti en 1924, elle devient une dirigeante des JC, membre de la délégation russe à la KIM, où elle connaît et épouse Gorkić*. Elle a aussi des responsabilités à la Sportintern. En 1930, elle est instructeur de la Comintern auprès du CPGB. En 1937 elle est directrice du Parc de la culture Maxime Gorky de Moscou, quand elle est arrêtée, accusée d'être un agent de l'*Intelligence Service*. Après prison et camp, libérée, elle peine dur pour la réhabilitation de Gorkić : 721.

GLASS, C. Frank, dit Frank Graham, Graves, Li Furen, Lucifer, Ludovic (1901-1988), Britannique, il part en Afrique du Sud pour faire du journalisme et devient communiste ; expulsé, il se rend en Chine où il est journaliste et l'un des appuis matériels des trotskystes chinois. Il est mort aux États-Unis, après avoir milité des années durant dans le *Socialist Workers Party* : 573, 581.

GLAUBAUF Fritz, dit Diego (1901-1975), né en pays sudète, étudiant à Vienne, il est membre de l'appareil de la KIM puis rattaché au secrétariat latino-américain jusqu'en 1936 et travaille quelque temps à la section des cadres. Après un séjour en France en 1936-1937, il retourne à Moscou à l'agit-prop, s'occupe de la presse et de la radio de la Comintern pendant la guerre. Après la guerre, en Autriche, il dirige le quotidien du PC : 498.

GLAUBAUF, Hans, dit Franz Illing, Leo (1901-1942), frère jumeau du précédent, employé également dans l'appareil de la Comintern après 1924. Puis, à partir de 1928, en Allemagne, il dirige les Amis de l'URSS. Réfugié en Hollande, puis en France, arrêté à Paris par la Gestapo, condamné et exécuté en Allemagne en octobre 1942.

GLINOS, Dimitrios (1882-1943), vieux militant, membre du CC du PC grec en 1941, il prend les premiers contacts pour former en Grèce un « front national » : 765.

GODED Llopis, Manuel (1882-1936), officier « africain », chef d'état-major de Sanjurjo* pendant la guerre du Rif, il conspire contre la monarchie et devient le premier chef d'état-major de la République. Avec Sanjurjo en 1932, il devient chef de l'aviation en 1935, se rend trop tard de Majorque à Barcelone pour diriger le *Movimiento*, est pris, jugé et fusillé : 685.

GODEFROID, Fernand (1909-?), employé à Charleroi, Belge. Secrétaire national des JGS de 1930 à 1940, il repousse l'assaut de Dange : 671.

GODOY Urrutia, César (1901-?), membre du PC-Hidalgo puis de la *Izquierda* communiste chilienne, du PS enfin, il combat d'abord la politique de front populaire, puis une candidature radicale à la présidence. Il finit en adhérant au PC en 1944 et en reniant son passé : 703.

GOEBBELS, Joseph (1897-1945), chef du Parti nazi à Berlin, directeur de *Der Angriff*, chef de la propagande du parti en 1927, ministre de la Propagande en 1933. Démagogue brutal et cruel, mais efficace. Il se suicide en 1945 avec sa famille : 531, 545, 547, 798.

GOETHE, Johann Wolfgang von (1749-1832), écrivain, poète, penseur allemand qui est d'une certaine façon

le père des romantiques, il a aussi été le plus grand génie de l'Allemagne moderne : 554.

GOFF, Irving, acrobate de cirque, membre du PC américain, recruté par Orlov en Espagne où il sert dans les Brigades. Recruté pendant la guerre par l'OSS, qui l'envoie en Italie, où il s'intéresse beaucoup aux trotskystes qui ont commencé à reconstruire le travail syndical en Italie du Sud : 616, 694, 786.

GOGONOVKINE, professeur de russe en Chine avant la deuxième révolution. C'est lui qui permet le contact entre les envoyés de Moscou et les dirigeants du mouvement chinois, Chen Duxiu* et Li Dazhao* : 278.

GOLD, Harry Golodnotsky, dit (1912-1972), né à Berne, élevé à Philadelphie, chimiste. Membre du PC américain, devenu agent des services secrets soviétiques, il est condamné à trente ans au procès Rosenberg*, et libéré en 1965 : 744.

GOLDENBERG, Boris (1905-1980), passé du KDP au SAP, en relations plus tard avec Trotsky : 533.

GOLDENBERG Boris, dit Robert THAL (1897-1973), leader des JS en France, de ligue au 2e congrès à Moscou de 25 à 28 : 167, 174.

GOLDMAN, Emma (1869-1940), militante anarchiste des États-Unis, d'abord proche de la révolution russe, elle s'en détourne avec la répression de Cronstadt : 49.

GOLDSMITH, Alfredo, d'origine allemande, il est, dans les années 20 un dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire de Panama, proche de J.A. Mella : 199, 501.

GOLKE, Artur, dit Arthur Arden (1886-1939), ouvrier, au SPD en 1908, spartakiste en 1916. En 1925, membre du CC et trésorier du parti. Il travaille à partir de 1934 à la Comintern, est arrêté en 1937 et exécuté en 1939 : 486.

GOLOD Abraham, dit Abraham Gonzáles, envoyé de la KIM en Amérique latine, il est gagné au Mexique par Rosalio Negrete*, de l'Opposition de gauche, et va aux États-Unis où il milite dans ses rangs, puis la quitte avec Oehler* et Negrete : 467, 499, 501, 579.

GOLOUBENKO, Nikolaï Vassilievitch (1897-1937), ouvrier bolchevique de Kiev, organisateur de la lutte clandestine contre les occupants blancs à l'intérieur et français à Odessa, dirigeant de l'Opposition de gauche, conserve quelque temps, jusqu'à son arrestation en 1928, un poste aux syndicats, exécuté dans les années 30 : 92.

GOLZ, Rüdiger von der (1865-1946), général allemand, ancien aide de camp de l'empereur Guillaume II, il combat en Silésie puis prend à revers la Garde rouge finlandaise, assure la défaite de la révolution dans ce pays, participe au putsch de Kapp*. On le retrouve avec les nazis, mais il ne joue plus de rôle, du fait de son âge : 45, 74, 98, 128, 131.

GÓMEZ LORENZO, Rosendo (1902-1975), né aux Canaries, membre du CC des JC du Mexique, rédacteur en chef d'*El Machete*, il entre au CC du PCM en 1929, est déporté aux Iles. Expulsé il revient et milite au PCM sans en être officiellement. Il est un actif recruteur de volontaires pour l'Espagne à partir de 1936 et le PCM assure qu'il a été exclu de ses rangs pour vol. De nouveau expulsé du pays pour avoir agressé deux journaux en 1939, il revient et joue sa partition dans le chant de mort contre Trotsky : 504.

GOMUTKA, Ladislaw dit Wieslaw, Krosnienczyk, Ludwik, Feliks, Duniak (1905-1982), fils d'ouvrier, mécanicien, il est exclu du PPS en 1924 et rejoint le KP illégal en 1926, occupant notamment des responsabilités syndicales. En 1934-1936 il est à l'École Lénine de Moscou et, arrêté en Pologne à son retour, condamné à sept ans de prison. Il s'enfuit en URSS et, revenu en 1942, membre du parti russe, il rejoint le Parti ouvrier et en devient secrétaire général en novembre 1943 après l'arrestation de Finder*. Vice-président du gouvernement, il est arrêté en 1951 à l'initiative des « Moscovites », qui le rappellent en 1956. Dirigeant communiste populaire, il gaspille le capital de confiance amassé pendant le « printemps en Octobre » et doit démissionner en 1970 devant la révolte ouvrière : 776.

GÓMEZ, Manuel, *cf.* Philips.

GONÇALVES BENTO, Antonio, dit (1900-1942), membre du PC du Portugal, porté au secrétariat général en 1929. A Moscou pour le VIIe congrès, il est déporté à son retour.

GONZÁLEZ, Ernesto, sous-officier de la marine militaire chilienne ; organisateur d'une mutinerie contre la baisse des soldes en 1931 : 511.

GONZÁLEZ ALBERDI, Paulino, dit Bernard, Bernardo, Flores (1903-1988), d'origine espagnole, naturalisé argentin en 1914, il faut des études de sciences économiques et fonde le groupe étudiant *Renovación*. Il milite au PS, rejoint le PC en février 1923 et devient rapidement trésorier du PCA. Il participe à la conférence de Buenos-Aires en 1929, remplit auprès du SLA des fonctions d'instructeur qui relèvent du contrôle et de l'alignement des partis, exerçant son activité d'épurateur au Pérou, – où il traque les disciples de Mariategui – puis au Chili et enfin au Brésil. Il est élu au CC et suppléant du CE en 1936, se rend en URSS et exerce à son retour les fonctions de secrétaire général par intérim. Membre du secrétariat sud-américain de Montevideo, collaborateur de confiance de Gouralsky* qui l'envoie au Brésil comme instructeur en 1932 pour opérer le grand tournant décisif de la troisième période et éliminer les résistances, ce qu'il fait. De 1937 à 1939, il représente le PC Argentin à Moscou : 666.

GONZÁLEZ Gil de Santiesteban, Arturo (?-1936), officier retraité, ingénieur, membre du PC. Il instruit les milices communistes, est tué aux premiers combats : 586.

GONZÁLEZ PEÑA, Ramón (1888-1952), mineur asturien, secrétaire de la fédération UGT, chef du comité révolutionnaire en 1934, il est condamné à mort et gracié. Il soutient Prieto* contre Largo Caballero* et devient ministre de la Justice. Il meurt en exil.

GONZÁLEZ, Simon (1897), né au Honduras, engagé dans les rangs sandinistes et fait général par Sandino : 445.

GOONAWARDENA, Leslie, dit K. Tilak, fils d'une riche famille de Ceylan, fait des études de droit à Londres ; devient avocat et cofonde le LSSP, qui sera la section ceylanaise puis sri-lankaise de la IVe Internationale : 581.

GOPNER, Serafina I, dite Natacha (1880-1966), au parti en 1903, elle milite en Ukraine puis en exil à Paris, participe à la révolution de février à Ekaterinoslav.

Elle milite en Ukraine au secrétariat du PCU et au ministère de l'Éducation, est déléguée au congrès de fondation. Elle entre au secrétariat de la Comintern et dirige le département d'agit-prop.

GORELLI, Aldo, dit Torre (1899-1938), ouvrier de Novare, arrêté en URSS, où il était réfugié, après avoir essayé de s'engager dans les Brigades internationales. Arrêté et liquidé : 726.

GORIEV, Vladimir Efimovitch, dit Nikitine, Visogorets (1898-1937), officier soviétique, ancien conseiller en Chine, attaché militaire à Madrid, conseiller du général Miaja, universellement estimé. Contrairement aux affirmations répétées d'auteurs qui se copient les uns les autres, ce n'est pas le général Berzine*, bien qu'il ait été rappelé et exécuté à peu près en même temps que lui : 694.

GÖRING, Hermann (1893-1946), officier aviateur pendant la guerre dans l'escadrille Richthofen, il participe au putsch de Munich et s'exile en Italie de 1923 à 1927. Président du Reichstag en 1932, ministre dans le gouvernement Hitler* en 1933, président et ministre de l'Intérieur en Prusse, il joue un rôle capital dans la destruction du mouvement ouvrier et le massacre des communistes : c'est lui que Dimitrov* affronte à Leipzig dans le procès de l'incendie du Reichstag. Il est fait maréchal en 1938. Il se suicide en prison : 304, 547, 650, 656.

GORKIĆ, Milan, ps. de Josip Čizinski, dit Jaroslav Bernešek, Marija Bistricka, Bures, Burg, Bursch, Ernest, Heinest, Léo, Letić, Milan Nikolić, Orhideja, Nikola Petrović, Petrovsky, M. Rajić, Ruzica, Ruzić, Sommer (1904-1937), fils d'un fonctionnaire tchèque, né en Bosnie, à Sarajevo, il fait des études de commerce, adhère aux JC en Yougoslavie en 1919. De la conférence de Vienne en 1922, il va à Moscou et travaille quinze ans dans l'appareil central ; il est délégué au VIe congrès, de 1930 à 1932, il est secrétaire de la KIM et abandonne Boukharine* pour suivre Manouilsky* ; de 1932 à 1937, à Moscou et Vienne, il est secrétaire général du PC yougoslave. Arrêté en août, il est condamné et exécuté le 1er novembre 1937. Il a été réhabilité à Moscou comme à Belgrade : 499, 722, 770.

GORKIN, Julián García Gómez, dit (1901-1986), journaliste, membre du PCE. Il travaille à Moscou, appartient quelque temps à l'Opposition de gauche, puis rejoint Maurín. Il est secrétaire international du POUM, condamné au procès de ce parti, réussit à s'évader dans la débâcle et gagne le Mexique, où il est victime d'une grave agression de la part de membres du PCM : 551, 561, 681.

GORKY, Maksim Pechkov, dit (1868-1936), grand écrivain, il sympathise avec les bolcheviks, s'éloigne d'eux au début du régime soviétique, revient à l'époque stalinienne. On imputera son prétendu assassinat aux « droitiers » lors du troisième procès de Moscou : 22.

GORTER, Hermann (1864-1927), poète et théoricien, inspirateur du mouvement tribuniste et maître à penser des radicaux de gauche de Brême. Il s'oppose à l'interprétation de Lénine* sur le gauchisme : 28, 94, 95, 140-142.

GOTTWALD, Klement dit Graham, Klemo (1896-1953), menuisier, travaille à Vienne, soldat de 1915 à 1918, il rejoint le PC à sa fondation et est élu au CC en 1925. Il est le porte-parole de la gauche ouvrière, « le groupe de Karlin », promu par Staline*, et s'empare de la direction en 1929, devenant secrétaire général et membre du présidium de l'exécutif. Un instant critique de Staline en Allemagne en 1932-1933, il se soumet. Membre du secrétariat de la Comintern jusqu'à sa dissolution il meurt, alors qu'il est président de la république tchécoslovaque, d'un refroidissement contracté à l'enterrement de Staline : 490, 491, 543, 544, 547, 549, 551, 658, 665, 669, 708, 735, 747, 756, 765, 790, 795.

GOUBERMAN, Vladimir, secrétaire de Kaganovitch* dans les années 30, il a donné son témoignage sur la fin de Piatnitsky : 709.

GOULOOZE, Daniel, dit Bernard, Daan (1901-1965), ouvrier du bâtiment ou métallo, d'une famille ouvrière d'Amsterdam, il passe aux JC avec son groupe de JS. Entre au PCH en 1925. Délégué en URSS en 1926, agent de l'OMS, il a de sérieuses difficultés en 1929 où il perd son poste de secrétaire des JC. Revenu en 1930 après une sécère autocritique, il devient secrétaire à l'organisation, puis, après des stages à Moscou, responsable de l'appareil clandestin de l'OMS à Amsterdam, responsable des réseaux radios, il dispose des moyens de communication avec Moscou dès 1939, mais est arrêté en novembre 1943, et déporté : 751.

GOURALSKY, August ou Abraham ou Boris Heyfetz ou Haifisz, dit BENJAMIN, Arnold Fein, Félix, Lepetit, Kleine, Schmidt, Juan de Díos, Rústico, dit (1890-1960), il passe sa jeunesse à Riga, étudie à Kiev, milite dans le Bund jusqu'au début de 1919 où il rejoint les bolcheviks. Il gagne la confiance de Zinoviev*, est envoyé en France, en Allemagne en mars 1921, où il semble avoir inventé la théorie de la « provocation ». C'est lui qui constitue dans le KPD le « Centre » qui va éliminer les droitiers. En 1924-1925, il est représentant de la Comintern à Paris, mais il n'a plus la confiance de la direction après la chute de Zinoviev. Il est envoyé en Amérique latine, arrive à Buenos Aires en juin ou juillet 1930, met sur pied le Bureau sud-américain et « découvre » Prestes*. Il a été emprisonné pendant les purges, libéré puis arrêté à nouveau au temps des persécutions antijuives. Il est mort à Moscou : 212, 213, 216, 241, 297, 328, 348, 354, 368, 381, 383, 396, 446, 467, 499.

GOURAUD, Henri (1867-1946), officier colonial, manchot, commandant, pendant la Première Guerre mondiale l'expédition des Dardanelles, haut-commissaire en Syrie de 1919 à 1923. Il ne réussit pas à faire du protectorat syro-libanais le « Paradis à l'ombre des épées » dont il rêvait et cède la place au général Weygand : 392.

GOURGET, Pierre, David Barozine, dit (1904-?), tourneur sur bois, dirigeant de la fédération CGTU des ouvriers du bois, proche de Souvarine*, il revient par la suite au PC : 463, 576.

GOUSSEINOV, Mirza David Bagir Ogly (1873-1933), étudiant en affaires à Moscou, communiste en 1918, il rejoint en 1919 l'organisation social-démocrate azérie

Gumnet, contribue à l'établissement du régime soviétique en Azerbaïdjan, exerce de hautes fonctions dans le parti et le gouvernement jusqu'en 1933. Il est arrêté et exécuté en prison : 181.

GOUSSEV, Sergéi Ivanovitch, ps. de Iakov Davidovitch Drabkine, dit Travine I.S., P.Green, Kheriton, Lebedev (1874-1933), militant très jeune, il émigre en 1903 et joue un rôle important à l'étranger et au pays quand il n'est pas en prison ou en exil. En octobre 1917, il est secrétaire du CMR, direction de l'insurrection.Membre de l'appareil du parti, il devient vite un homme de Staline* qui l'utilise dans la Comintern. Il était suppléant du présidium à sa mort : 559.

GOUX, Placide, déserteur du 3e BA de l'armée française, il aurait servi chez les Rifains sous le nom d'Abd ul Ayachi Islami : 391.

GRAAF DE, Johann, dit Jonny, Franz Gruber, J. Matern, Richard Walter (1894-1938), marin allemand, condamné en 1917 à cinq ans de prison, libéré par la révolution, il commande un bataillon de marins rouges, puis est envoyé en URSS par le KPD pour une formation militaire. Il a un grade important dans le RFB en janvier 1933. Il est ensuite affecté à l'OMS et participe à l'aventure brésilienne de 1935. Il n'échappe à la police brésilienne que pour être liquidé par le NKVD : 666.

GRACÍA Villarubia, Anastasio de (1890-1981), originaire de Tolède, il est longtemps un des dirigeants du syndicat du bâtiment avant de devenir son président. Il est président de l'UGT en 1934 et plus tard ministre de Largo Caballero*. Il est mort en exil : 641, 642.

GRAHAM, K. *cf.* de Gottwald.

GRAMSCI, Antonio, dit Masci, Nino (1891-1937), fils d'un petit employé sarde, infirme et supérieurement intelligent, il est étudiant à l'université de Turin, rejoint les JS en 1913 et le PSI en 1914. Il travaille comme journaliste pour la presse socialiste et fonde le 1er mai 1919 l'hebdomadaire *L'Ordine nuovo*. Il est secrétaire de la section de Turin en 1917. Désigné comme représentant du parti à Moscou, il est absent d'Italie en 1922-1923 quand le fascisme arrive au pouvoir, mais il est membre de l'exécutif et suppléant du présidium de la Comintern. Il est au Ve congrès, qui consacre l'élimination de Bordiga* à son profit, et laisse Humbert-Droz* mener une politique faible de type « front populaire » après l'assassinat de Matteotti*. Arrêté en novembre 1928, il est condamné à vingt ans de prison et, très malade, transféré en clinique, où il meurt. Il semble qu'il avait été mis en quarantaine par les membres du PCd'I en prison à cause de ses désaccords : 36, 67, 94, 114, 153, 185, 195, 206, 247, 357, 358, 396, 397, 542, 562, 719.

GRANDEL, Jean (1891-1941), enseignant puis postier, membre du Parti communiste, dirigeant des postiers CGTU, il est élu maire de Gennevilliers en 1934. Il réorganise en 1937 à Albacete le service du courrier et des communications des Brigades internationales. Arrêté à Gennevilliers en novembre 1940, interné administratif, il est fusillé comme otage à Châteaubriant le 22 octobre 1941 : 778.

GRAU SAN-MARTÍN, Ramón (1887-1969), professeur de médecine à La Havane, il prend la défense de ses étudiants poursuivis par la police de Machado et gagne une grande popularité. Il est président du gouvernement provisoire en 1933, chassé par Batista, de nouveau président de Cuba de 1944 à 1948 : 628, 629, 647.

GRAUPE, Georg (1875-1959), ouvrier du textile, président de leur syndicat, député social-démocrate au Landtag de Prusse, ministre du travail dans le gouvernement Zeigner, il est l'homme de la gauche social démocrate sur lequel comptent en Saxe en octobre 1923 les communistes, qui le considérent comme des leurs. Il plie pourtant à la veille de l'action. Persécuté sous le nazisme : 342-344.

GRAZIADEI, Antonio (1873-1953), né dans une famille italienne conservatrice et aristocratique, il devient professeur d'économie, adhère au PS, où il est à droite. Pacifiste pendant la guerre, il se radicalise et se tourne vers le communisme. Il n'est jamais membre du CC, mais remplit des missions pour la Comintern, notamment en Espagne. Il est exclu en 1928 pour ses positions profascistes. Il fait son autocritique à la fin de la guerre et est réadmis au PCI : 163, 174, 206, 247.

GRAZINI, Mario, dit Antonio ou Daniel Gubinelli (1898-1958), fils de parents enseignants italiens émigrés au Brésil en 1890, il travaille à douze ans chez un joaillier, puis à quatorze ans, devient typographe. Il rejoint en 1913 un groupe qui n'est reconnu syndicat qu'après une dure grève en 1922. Membre du PC du Brésil, secrétaire général du syndicat en 1927, il dirige la grande grève qui précède l'année suivante la naissance de la FTG du Brésil, dont il devient le secrétaire. En 1929 il dirige une grève de solidarité de 100 000 ouvriers, participe du 18 au 26 mai à la création de la Confédération syndicale latino-américaine à Montevideo, où il reste jusqu'en 1930, conduit ensuite la délégation brésilienne au 5e congrès de la Profintern et reste à Moscou au secrétariat de la Profintern. Il revient en 1931, dirige une grève de 200 000 travailleurs, est arrêté et soumis à un régime terrible. Plus tard, il dirige un grand mouvement de solidarité avec les *bancarios* à São Paulo puis la grève de Niteroi, où il s'oppose aux directives de Moscou qui veulent lancer le mot d'ordre des soviets. Il est finalement exclu pour cela avec Basbaum et Ferreira Lima. Exclu, il retourne à son travail de typo à São-Paulo, jusqu'à sa mort : 704.

GRECO, Juan (1897-?), typographe, membre du PC, délégué à la Profintern et responsable du SSAL à Montevideo, proche de Penelón, éliminé en même temps que lui : 195.

GRECO, Rafael, métallo argentin, d'abord proche de Penelón, il a des responsabilités à la Profitern puis est l' un des dirigeants de la tendance chispiste, exclu du PCRA, cofondateur du PCO. Après la disparition de ce dernier, il abandonne le militantisme et devient un gros industriel de la métallurgie en Argentine, 195.

GREEN, Gilbert, né Gilbert Greenberg, dit (1903 ou 1906-?), dirigeant des JC aux États-Unis, puis du CPUS jusqu'à sa dissolution. Il représente ce dernier à la Krestintern.

GRENIER, Fernand (1901-1992), employé de mairie, chargé de reconquérir la municipalité de Saint-Denis

en 1935 contre Doriot*, il se fait arrêter en 1940 dans sa ville, où il était revenu sans précaution, s'évade en 1941 du camp de Châteaubriant, est envoyé à Londres, où il fait partie du conseil puis du gouvernement de Gaulle* : 755.

GRICHINE, *cf.* Berzine.

GRIECO, Ruggiero, dit Bracco, Mario Garlandi, Oldenico, Oscar, Rossi (1893-1955), étudiant en agronomie, il rejoint le PSI à dix-neuf ans, et entre en 1919 dans son secrétariat. Il est membre du premier exécutif du Parti communiste, passe une année en prison, est élu député et fait son premier séjour en URSS. En 1926 il doit quitter l'Italie sous le coup d'une condamnation à dix-sept ans de prison. En 1928 il remplace Tasca* comme représentant permanent du parti italien à l'exécutif de la Comintern. En 1935, il y est suppléant : 238, 663.

GRIGORIEV, Nikifor Aleksandrovitch (1878-1919), cet officier de l'armée du tsar rallié aux bolcheviks contribue à la prise d'Odessa puis se retourne contre l'Armée rouge en se proclamant ataman. Il est finalement tué par les hommes de Makhno*. Mais sa défection a joué un rôle militaire décisif : 92, 98, 107.

GRIGULÉVITCH, Iossif Romualdovitch, dit Max (?-1988), né en Lituanie, il travaille à Paris pour la Profintern (avec Edward Gierek) puis est envoyé à Montevideo en 1930. Il parcourt le continent sud-américain, fait un rapport sur la guerre du Chaco. Il participe aux opérations contre les trotskystes en Espagne, puis aux opérations contre Trotsky.

GRILLOT, André, dit Richoux (1906-?), métallo, aux JC en 1922, très actif contre la guerre du Rif, il fait son service militaire chez les sapeurs-pompiers, puis entre dans le travail anti, où il devient Technique, au temps de la direction par le groupe Barbé-Célor. Il ne joue plus dès lors qu'un rôle secondaire ; arrêté en 1939, il est déporté à Mauthausen : 611.

GRIMLUND, Otto, Bernhard (1893-1969), journaliste de la gauche sociale-démocrate suédoise, il rencontre Lénine* à Stockholm en avril 1917, représente son parti à la conférence de fondation et signe la motion Rakovsky* de création de la Comintern. Il rompt avec le communisme en 1924 : 79, 82, 88.

GRIMM, Robert (1881-1958), social-démocrate suisse, pacifiste, expulsé de Russie, refuse la scission : 29, 30, 153.

GRIVAS, Giorgios, colonel réactionnaire de l'armée grecque. Il crée l'organisation X, de faux résistants, pour éliminer les combattants de l'ELAS, et, sous cet angle, travaille efficacement sous les deux occupations successives de la Grèce : 768.

GROBART, Fabio, ps. d'Abraham ou Yungman Simkovits, ou encore Yunger Semjovich, dit « Zorro des Caraïbes » (1905-?), né en Pologne, membre du PC polonais et des services, membre de la Tcheka dès sa création, et, dit-on, lié à Dzerjinski ; établi comme commerçant à Cuba en 1922, et aussitôt désigné comme suppléant du CC ; il aurait, selon certains, mené la lutte contre Julio Antonio Mella*. Il est sans doute l'architecte de la brève alliance de 1933 avec le dictateur Machado* et le principal dirigeant en coulisse du parti cubain jusqu'en 1953, où il quitte le pays, peu après la mort de Staline*, ne reparaissant que lors du congrès du nouveau PC « castriste », dont il préside la première séance : 383, 502, 617, 628.

GROLLMAN, Mikhaïl C., dit Mike, Oswald, Oswaldo, (1888-1938), communiste letton, important responsable de l'OMS du temps de Boukharine*, responsable de l'Amérique latine à partir de 1929, éliminé en 1935 : 499, 503, 593, 730.

GROMULAT, Albert (1882-1950), fonctionnaire du KPD, il procède en 1933 à la fouille du bureau de Remmele* et y découvre une lettre de Neumann*. Il émigre ensuite, et aboutit au Mexique : 328.

GROOT, Paul De (1899-1986), né en Hollande, il adhère au PC belge à Anvers, où il est tailleur de diamants et adhère au PCH en 1926. Il est très vite remarqué par les gens de la Comintern et imposé à la direction lors du changement d'équipe dirigeante. Mais il est contesté à la direction. En 1934, après les émeutes de Jordaan, il revient de Moscou avec des propositions de front unique aux autres formations socialistes. Pris à contre-pied par le pacte Hitler-Staline, il propose une ligne « révolutionnaire » de lutte contre tous les impérialistes, les socialistes et les trotskystes. Après la grève de février 1941, il parvient à imposer la ligne de la Comintern et exclut De Leeuw*. Il n'obtient pas l'autorisation de rejoindre Moscou et demeure actif jusqu'en 1943, où il se cache. Très critiqué pour sa disparition pendant la guerre et la dissolution du PC, il réussit à se maintenir jusqu'aux années 70 : 638, 759.

GROPPER, Roberta, dite Paula Brenner (1897-?), ouvrière du tabac, à l'USPD en 1917, au KPD en 1919. En 1932, elle est secrétaire pour les femmes du district de Berlin-Brandebourg et députée. Compromise dans l'affaire Neumann*, elle émigre en 1934 en France, en mars 1935 à Moscou. Arrêtée en novembre 1937, libérée du goulag en 1947, elle revient en RDA : 531.

GROTHE, Hermann (1888-1927), ouvrier berlinois, proche de la gauche, il assura en 1923 la présidence du conseil national du mouvement des conseils d'usine : 307, 317, 320.

GROVE Vallejos, Marmaduke (1878-1954), officier aviateur, chef de file des militaires socialisants, directeur de l'École de l'air. Colonel, il dirige le *pronunciamiento* de 1932, s'empare du pouvoir avec l'appui de l'aviation et de la marine et est à la tête de la junte de la République socialiste de douze jours. Candidat à la présidence de la République en 1932, il obtient 60 000 voix. Il renonce à être candidat du PS en 1937 devant la double opposition des radicaux et des communistes : 511, 512, 703.

GROVES, Reg, dit Savis, David (1908.-1988), il entre au CPGB après la grève générale, en 1927, travaille quelque temps au *Daily Worker* puis rejoint « le groupe de Balham », noyau de l'opposition de gauche : 581.

GROZOS, Apostolos (1892-1981), manœuvre, puis responsable syndical, au PCG en 1908, il va à l'École Lénine en 1932, arrêté en 1936, il reste en prison jusqu'en 1943. Après guerre, il appartient à la fraction stalinienne.

GRUBER, ps. de Steinhardt et de Graaf.

GRUMBACH, Salomon, dit Homo (1884-1952), député

socialiste originaire d'Alsace, champion du social-chauvinisme dans *Le Populaire* sous la signature de Homo : 191, 306.

GRÜNSTEIN, Karl Ivanovitch (1888-1937), étudiant letton quand il rejoint le parti en 1903, il est plusieurs fois arrêté et déporté. Commissaire dans l'Armée rouge, il se lie à Trotsky. Il est après la guerre directeur de l'École de l'air et secrétaire de la Société des anciens forçats et prisonniers politiques. Il est sanctionné en 1927 et muté à Kiev, commissaire de l'École de guerre. Déporté en 1928, il capitule en 1932 mais reprend aussitôt l'activité avec I.N. Smirnov*. A nouveau arrêté, il disparaît dans les prisons : 571, 592.

GRYLEWICZ, Anton dit Zeman (1885-1971), métallo, membre des Délégués révolutionnaires, adjoint d'Eichhorn* à la préfecture de police, responsable de l'USPD à Berlin, il passe au VKPD, où il appartient à la gauche, et, comme secrétaire d'organisation du district de Berlin, participe aux préparatifs d'insurrection de 1923. Passé à la Leninbund, il la quitte avec sa minorité pour former l'Opposition unifiée. Il se réfugie en 1933 à Prague où les services secrets de Staline* tentent contre lui une provocation. Il émigre plus tard à Cuba : 72, 125, 203, 325, 329, 578, 592.

GRZEGORZEVSKI, Franciszek Grszeszczak, dit Mechanik (1881-1937), Polonais, mécanicien, il milite très jeune, délégué à Londres en 1903, élu au CC du PC polonais en 1918, de 1923 à 1927 au bureau politique. Il revient au CC en 1930. Au 7e congrès, il est élu membre de l'exécutif, il a des responsabilités au Secours rouge. Arrêté et exécuté en 1937 : 378, 719.

GRZESINSKI, Albert (1879-1947), métallo, responsable syndical, membre du Conseil ouvrier central en 1918 et 1919. Député, préfet de police de Berlin en 1925, ministre de l'Intérieur de 1926 à 1930, émigre en 1933 : 541.

GRZETIĆ, Ivo, ps. de Stefan Flaiszer, dit Heller, Leński (1896-1938), charpentier, croate, membre du PCY, conseiller municipal à Zagreb, il doit s'exiler et va représenter les communistes yougoslaves à Moscou. Il joue le double jeu en 1937 entre Gorkić*, le chef du parti visé, et Bradonia*, l'épurateur, mais est arrêté et exécuté, comme eux deux d'ailleurs : 722.

GRZNAR, Albin (1909-1944), ouvrier, il adhère jeune au PCT et milite aux JC. En 1939, il est chargé dans le PC slovaque d'organiser des partisans. Il constitue une brigade de partisans en montagne et meurt au combat en septembre 1944 : 777.

GU Chungzhan (1895-1935), ouvrier de Shanghai, membre de la Bande verte, surnommé « Beau Gosse ». Recruté au PC en 1924, il effectue un stage à Moscou en 1926, est chargé par Zhou Enlai* de la direction des services secrets du PC, qu'il contrôle pratiquement. Arrêté et « retourné » grâce à la Bande verte en avril 1931, il livre des centaines de communistes. Il devient plus tard chef du département terroriste du Guomindang et aurait été fusillé : 477.

GU Zhenghong, ouvrier de Shanghai dont le meurtre par un contremaître, le 25 mai 1925, est à l'origine du déclenchement du « Mouvement du 30 mai » : 429.

GUADALUPE, Rodríguez, José, Communiste mexicain et leader paysan, chef de formations armées, assassiné par les militaires en juin 1929 avec 14 autres militants : 504.

GUEDES, Manuel (1909-?), Portugais engagé dans la marine, il adhère au PCP en 1931, est l'un des fondateurs de l'ORA. Arrêté en 1933, il est condamné à 18 mois de prison, chassé de l'armée en janvier 1935, arrêté en avril, condamné à quatre ans. Il s'évade du tribunal militaire spécial et est envoyé en Espagne par le PCP : 689.

GUÉRIN, Daniel (1904-1988), né d'une famille bourgeoise, d'abord avant tout anticolonialiste, il rejoint en 1930 le groupe de *La Révolution prolétarienne*, puis la SFIO, qu'il quitte aussitôt pour y réadhérer en 1935 à travers la Gauche révolutionnaire. Il est un des leaders du PSOP et de sa minorité de gauche, correspond avec Trotsky*. Il milite pendant la guerre avec les trotskystes. Journaliste, écrivain, historien, militant socialiste révolutionnaire et antistalinien, devenu libertaire sur la fin de sa vie, il est aussi connu par sa défense des droits des homosexuels : 634, 635.

GUERRERO, Xavier (1898-?), peintre mexicain, un des dirigeants de PCM, amant de Tina Modotti qu'il quitte pour se rendre à l'École Lénine en 1927 et ne joue plus de rôle : 501, 618.

GUETTIER, Arsène, matelot mécanicien à bord du contre-torpilleur *Sabretache*, muté dans l'infanterie à la suite de sa participation à une mutinerie et de « voies de fait à un supérieur », il est versé au 58e régiment d'infanterie, qui refuse de marcher contre les Russes en février 1919. Arrêté et emprisonné à Galatzi : 109.

GUILBEAUX, Henri (1885-1938), journaliste et écrivain anarchisant, pacifiste en 1914, il s'établit en Suisse, fonde *Demain*, participe à Kienthal et soutient Lénine. Condamné à mort en France, expulsé de Suisse avec la mission russe, il est à Moscou pour le 1er congrès de la Comintern, et réussit à y apparaître comme une personnalité importante du communisme en France. On découvrira à son retour qu'il avait travaillé pour le 2e Bureau de l'armée française. Selon Drachkovitch et Lazitch, il aurait eu des sympathies pour les nazis : 58, 88, 1163.

GUILLAUME II, Wilhelm (1859-1941), empereur (Kaiser) d'Allemagne et roi de Prusse, symbole du pangermanisme, il s'enfuit en Hollande en novembre 1917 et abdique : 45, 47, 60, 61.

GUINGOUIN, Georges, dit RAOUL (1913), instituteur, membre du PC, révoqué en 1940, il réorganise le PC dans sa région et crée en 1941 les premières bases paysannes de l'organisation militaire, est appelé le « préfet du maquis » et commande les FTP avec le grade de lieutenant-colonel. Il entra dans un long conflit avec le PC, qui a songé à le liquider : 780.

GUINNEY, Roberto (1868-1933), né en Russie, au PC argentin en 1923, dirige la scission de 1927 et publie *La Verdad* : 579.

GUITERAS, Holmes, Antonio (1906-1935), né aux États-Unis, à Cuba en 1913, dirigeant étudiant à La Havane, membre du Directoire étudiant révolutionnaire, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement révolutionnaire de Grau San-Martin*. Fondateur et organisateur de *Joven Cuba*, organisateur de la grève insurrectionnelle

de mars 1935, tué par les soldats de Batista* en mai 1935 : 628, 647.

GUMEDE, Josiah, noir d'Afrique du Sud, proche des communistes, président en 1929 de l'ANC (African National Congress), prend part à la conférence de Bruxelles de la Ligue contre l'impérialisme : 447.

GÜNTHER, Ernst, capitaine de l'armée allemande, il se met au service de l'Armée rouge de Bavière : 328.

GUO Shaotang, ps d'Evgenii Kuo, dit Afanassy Gavrilovitch Krimov (1905-1987), né en Chine d'un couple sino-russe, représentant du PCC à Moscou et membre de l'appareil de la Comintern, travaillant aux cadres, il porte la responsabilité de la purge des trotskystes chinois, qu'il a personnellement interrogés. Contrairement à ce qui a été écrit, il a été arrêté en 1937 mais pas exécuté. Réhabilité en 1954, il a travaillé comme chercheur et donné son témoignage à A.V. Pantsov : 617, 727.

GUPTA, Nalini, il arrive à Moscou avec Chattopadhyahya* en 1921, est renvoyé par Roy* en Inde avec 200 livres sterling et la mission de former un parti communiste ; il en repart en mars 1922. Il est délégué au 4e congrès de la Comintern, puis arrêté dans l'affaire de la conspiration de Cawnpore. Libéré peu après, il disparaît de nos sources : 274.

GUTSCHKE, Joseph, prisonnier de guerre allemand en Russie, un des dirigeants de leur section communiste du PCR à Rostov-sur-le-Don, il rejoint le PC russe puis passe dans le *M Apparat* : 328.

GUTTMANN Josef, dit Jan Buchar, John Gordon, Bedřich Jahoda, Václav Kovar, Peter Meyer, Nohejlu Papiček, Peppe, Tmavý (1902-1958), secrétaire des Jeunesses socialistes tchèques, il propose avec Maria Svabová en octobre 1920 l'unification des Jeunesses des différentes nationalités sans attendre celle du parti. Membre du PCT dès sa fondation, ce brillant intellectuel fait une ascension rapide, et, en 1929, dans l'équipe Gottwald* où il est le penseur, membre du bureau politique et rédacteur en chef de *Rudé Pravo*. Il est très critique de la politique stalinienne en Allemagne et convainc un instant Gottwald de tenter de livrer bataille contre elle. Abandonné, il est exclu, forme son propre groupe, proteste contre les procès de Moscou et s'organise avec les trotskystes en 1937. Il émigre en 1938 en Grande-Bretagne, puis aux États-Unis : 239, 491, 542, 578, 672, 673, 711.

GUYOT, Raymond, dit Gérard Germain, Raymond, Trotsky (1903-1986), durement sanctionné comme soldat pour son agitation contre la guerre du Rif, ce jeune comptable monte très vite dans les JC, fait partie du groupe Barbé*-Célor*, qu'il abandonne au bon moment. Il est « technique » du « travail anti ». Ses liens avec la Comintern et son rôle ne sont pas encore éclairés : il fait partie du bureau occidental de Berlin, le WEB, dont il dirige la « section spéciale ». C'est en tout cas un personnage important, secrétaire général de la KIM, membre du présidium de la Comintern, un homme capable de remettre André Marty et le PCF dans la ligne en novembre 1936, puis en septembre 1939, à son retour de Moscou, comme on l'a dit. Il est le beau-frère d'Artur London. En 1940, il est en URSS et en 1942, venant de Moscou, il est parachuté en France par le SOE pour prendre en mains la direction du parti en zone Sud. Il est jusqu'à sa mort un personnage important dans le PCF : 391, 497, 611, 615, 616, 617, 664, 671, 692, 736, 740, 754.

GYLLING, Eduard (1881-1944), social-démocrate finlandais, ministre des Finances du gouvernement révolutionnaire, il rejoint Moscou après la défaite, cofonde le PC et travaille à la Comintern. En 1920, il milite avec le bureau de Stockholm de la Comintern. Lénine le fait nommer en 1920 président de la Commune de Carélie, dont il sera président du Conseil des commissaires du peuple. Éloigné en 1936, arrêté en juillet 1937, il meurt en déportation : 90, 96.

GYPTNER, Richard, dit Alarich, Magnus (1901-1972), docker à Hambourg, dirigeant des JC, secrétaire de l'exécutif de la KIM de 1922 à 1928, secrétaire de Dimitrov* au bureau de Berlin puis envoyé auprès du parti suisse, travaille à la Comintern à partir de 1935, puis fait en RDA une carrière de diplomate : 560.

H

HA huy Tap, dit Wang TAN (?-1941), instituteur membre d'un groupe nationaliste, il connaît les communistes et les rejoint après 1925. Menacé d'arrestation, il s'enfuit en 1928 en URSS, où il suit les cours de l'École Lénine. Elu au CC en 1936, il est le chef du parti clandestin ; arrêté le 1er mai 1938, il est fusillé en 1941 dans le cours de la répression sauvage déchaînée par l'amiral Decoux contre les communistes après le soulèvement manqué en Cochinchine en décembre 1940 : 749.

HAAPALAINEN, Eero (1880-1938), social-démocrate finlandais, il devient en 1918 chef de la Garde rouge et ministre de la Guerre. Réfugié en URSS, il participe à la fondation du Parti communiste et demeure en URSS, où il ne semble pas avoir occupé de position importante, ce qui ne l'empêche pas d'avoir été arrêté et liquidé avec les autres : 725.

HAASE, Hugo (1863-1919), chef du groupe parlementaire du SPD en août 1914, leader du « centre », dirigeant de l'USPD, membre du gouvernement de commissaires du peuple d'Ebert*, il vient de démissionner quand il est assassiné au début de 1919 par un tueur de droite : 56, 132, 549.

HADJ Ali, Abdelkader, dit Adjali, Ali Baba, El Djezaïri (1883-1957), grand blessé de guerre, petit commerçant, il rejoint la SFIO puis, par l'Union intercoloniale, le PC, où il est un des plus importants membres algériens, membre de la commission coloniale. Il est le premier président de l' ENA, délégué au congrès de Bruxelles de la Ligue anti-impérialiste. Hostile aux méthodes de la commission coloniale, puis à la politique de la « troisième période », il est exclu en 1931 ou 1932 : 447, 507.

HADZIVASSILIOU, Chryssa (1904-1950), venue de Turquie, elle adhère au PC grec en 1925, suit les cours de l'École Lénine à partir de 1928, connaît et épouse Petros Roussos*, dirigeant du parti. Arrêtée en 1936, elle s'évade en 1941 et combat dans les rangs des

andartes. Elle est écartée de la direction parce qu'elle refuse de condamner le général Markos*.

HAGEN, Louis (1855-1932), homme d'affaires allemand, banquier, pendant quelque temps partisan d'une république rhénane, lié aux autres grands capitalistes dans la lutte pour diminuer leur participation aux réparations : 291.

HAIDAR, Khan, Ali Oglu (1880-1921), d'abord nationaliste, puis fondateur du Parti socialiste, il rallie le mouvement communiste en 1920, devient président du parti, est tué au Ghilan peu après : 270.

HAIDAR, Khan, Amir, militant iranien, envoyé en Inde comme marin, il organise le PC dans les usines de Madras, réussit à envoyer un messager à Moscou, est arrêté en 1932, condamné à deux ans et demi, libéré en 1934, de nouveau arrêté en 1935. Cet enthousiaste énergique « n'a jamais eu les moyens de la politique qu'il voulait » : 479.

HAINCHELIN, Charles, dit Achelin (1901-1944), fils d'instituteur, enseignant, au PC en 1920, il met apparemment un frein à son activité militante après 1923 en invoquant son état de santé et se serait alors consacré surtout à des travaux de recherche et d'écriture et à la théorie militaire. Il semble pourtant qu'il était en rapports avec le 4e Bureau de l'Armée rouge, ce qu'il laissait parfois entendre et qui transparaît dans ses relations de 1943 avec Giovanni Sosso*, chef de maquis. Il est tué dans les rangs des FTP à la Libération : 615.

HAIS, Arno ou Arnost dit Bernard (1893-1971), fils de Josef Hais*, prisonnier de guerre en Russie gagné au communisme, un des premiers communistes tchécoslovaques, il suit son père au syndicat de la chimie, est avec lui au PCT et au MVS, où, en tant qu'« agent stipendié de Moscou », il est la bête noire de la presse et des syndicats social-démocrates. Il est membre du bureau exécutif de la Profintern, élu au 2e congrès en 1922 Il suit ensuite l'itinéraire de son père. Il est en outre accusé par les communistes d'avoir collaboré pendant la Deuxième Guerre mondiale : 57, 260, 520, 557, 558.

HAIS, Josef (1866-1943), ouvrier de la chimie, syndiqué en 1898, au Parti social-démocrate en 1896, rédateur en chef du journal du syndicat, il se situe à sa gauche et, avec son fils Arno*, devenu communiste en Russie, où il était prisonnier de guerre, adhère au PCT naissant. Après la scission syndicale de 1922, il se fait le champion du maintien de la division et d'une organisation centralisée du MVS, où il est accusé d'exercer une vraie dictature. Il engage contre le PCT la bataille pour « l'indépendance », est exclu en 1929 et retourne à la social-démocratie : 260, 520, 557, 558.

HAKAMADA, Satomi (1904-?), syndicaliste envoyé à la KUTV par le PC japonais, membre du PCR(b) en 1926, au retour au Japon, en prison de 1928 à 1932, puis de 1935 à 1945. Exclu en 1967 : 506.

HAKEN, Josef (1880-1949), fils d'ouvrier, instituteur, membre du Parti social-démocrate en 1906, député, membre de la Gauche marxiste, il est des fondateurs du PCT en 1921. Président du parti en 1925, il soutient Gottwald*, est élu sénateur. Suppléant de l'exécutif de la Comintern, il tombe malade en 1936 et abandonne toute activité : 375.

HAKEN, Vlastimil (1901-1941), membre du PCT en 1921, secrétaire des JC puis secrétaire du PCT dans diverses villes, il est trésorier du parti à partir de 1930, membre du CC du PCT, de son bureau politique à partir de 1936. Il est arrêté le 15 avril 1941 et fusillé.

HAKKI, Ismaïl (1901-1922), dirigeant du PC turc, assassiné en même temps que Subhi* : 57, 184.

HAMBURGER, Jenö (1883-1936), médecin, ancien anarcho-syndicaliste, il est avant la guerre l'organisateur de mouvements paysans, puis commissaire du peuple à l'Agriculture. Après la révolution, il devient sous-directeur de l'Institut de radiologie de Moscou et est exécuté par le NKVD avant son ami Kun* : 721.

HAMMERSTEIN-EQUORD, Helga von, militante communiste, fille du général et femme de Leo Roth* : 723.

HAMMERSTEIN-EQUORD, colonel général Kurt von (1878-1943), officier d'état-major, plus tard général, un des grands chefs de la Reichswehr, hostile aux nazis, beau-père du dirigeant communiste Leo Roth* : 533, 723.

HANANU, Ibrahim (1869-1935), ancien fonctionnaire ottoman, panarabe, nationaliste, organise un soulèvement armé en 1920, est le héros d'un procès retentissant où il est acquitté.

HANDLÍŘ, Jaroslav (1888-1942), mobilisé pendant la guerre, prisonnier de guerre en Russie, il y est gagné au bolchevisme et participe au congrès de fondation de la Comintern. Au pays, il est un des dirigeants des syndicats du bois et membre de la direction du PCT. Il se situe dans l'aile droite, est exclu en 1929 et retourne à la social-démocratie. Déporté, il est mort à Auschwitz : 57, 151.

HANECKI, (translittération en russe Ganetsky), Jakob Fürstenberg, dit Kuba, Henryk, Czeslaw, Franciszek, Mikolaj, Maszynista, Salcki, Borel, dit (1879-1937), né dans une très riche famille, il fait des études à l'étranger. Il se lie à Lénine à Cracovie et préside la commission d'enquête qui blanchit en 1914 Roman Malinovsky*. Il est dans le mouvement zimmerwaldien, s'installe à Stockholm en 1916 et y dirige le bureau étranger du Parti bolchevique. En dehors de ses fonctions officielles, il fait des affaires pour financer le mouvement international, après comme avant la fondation de la Comintern. De 1935 à 1937 il est directeur du musée de la Révolution. Il est arrêté et exécuté en 1937 : 37, 94, 718.

HANNINGTON, Walter (1895-1966), militant communiste britannique depuis 1920, mécanicien puis chômeur, organisateur des métallos et des chômeurs, membre du secrétariat du CPGB, une figure très populaire qui fut l'un des permanents du NMM : 411.

HANS ou Hansa (1851-1917), Croate, amiral de la flotte austro-hongroise, remplacé par Horthy : 40.

HANSEN, Arvid G. (1894-1966), membre du DNA, secrétaire de la Jeunesse socialiste, il défend l'adhésion à la Comintern et se trouve au PC norvégien en 1923. Il est zinoviéviste, puis se rallie. Il vit en URSS de 1931 à 1935 : 259, 260, 486.

HANUS, Ladislas (1890-1943), instituteur, membre du PCT en 1921, il est membre de l'appareil clandestin

du PC tchécoslovaque. Arrêté le 29 janvier 1943, il meurt à Mauthausen : 756.

HAPIOT, Julien (1913-1943), enfant de l'Assistance publique, JC, engagé en Espagne et gravement blessé. Organisateur de la lutte armée dans le Pas-de-Calais après mai 1941, secrétaire général des JC en 1943, arrêté à Paris, fusillé à Arras. Roger Pannequin* pense qu'il a été « *livré* » aux Allemands : 762, 763, 780.

HARDINGE, Arthur, Henry (1859-1933), diplomate d'une grande famille aristocratique, participe à la préparation de la lutte du gouvernement conservateur contre la grève générale de 1926 : 409.

HARDY, George (1884-1966), marin britannique, secrétaire des marins des IWW au Canada et aux États-Unis, brièvement secrétaire des IWW, il figure au grand procès des « *wobblies* », est condamné à un an de prison. Il rompt avec les IWW en 1921 et rejoint le PC. Il devient un des responsables du NMM, de la Profintern et de l'Internationale des marins, à ce titre actif dans la grève générale britannique de 1926. Il est de 1927 à 1930 à demeure en Chine en tant que responsable des syndicats pan-Pacifique. En 1936, il est envoyé comme « instructeur » au PC d'Afrique du Sud pour faire rentrer les syndicats, jugés sectaires, dans le rang : 411.

HARTLAUB, Paul, *cf.* Paul Levi.

HARTSTEIN, Paul, *cf.* Paul Levi.

HARTSTEIN, Ivan dit Peter, dirigeant des Jeunesses communistes hongroises dans la clandestinité, il passe à l'opposition de gauche dans les années 30 : 581.

HARUS, Jan (1892-1962), vitrier, social-démocrate en 1900, il est membre du PC tchécoslovaque en 1921, membre du CC et du bureau politique en 1924, député en 1925. Menacé d'arrestation, il se réfugie à Moscou, suit les cours de l'École Lénine, travaille au MOPR, échappe aux purges, travaille comme souffleur de verre et s'engage en 1941 dans l'Armée rouge. A la fin de la guerre il retrouve sa place au CC et est réélu député ; il préside la commission de contrôle du PCT de 1951 à sa mort.

HÁŠEK, Jaroslav (1883-1923), l'auteur célèbre du livre plus célèbre encore sur le brave soldat Chveik était prisonnier de guerre en Russie et a adhéré au Parti bolchevique en 1918, a commandé ensuite un bataillon tchèque contre la Légion tchèque et participé à la création du PCT : 57.

HASSAN, *cf.* Aris.

HASSANOV, Sherif Moulay, membre du Parti communiste, proche de Sultan-Galiev*, membre du présidium du comité exécutif des soviets de la République tatare, c'est probablement lui qui fait le voyage du Rif pour assurer Abd el-Krim* du soutien de la Comintern et des musulmans de l'URSS particulièrement : 390.

HATTA, Muhammad (1902-1980), fondateur du mouvement nationaliste indonésien, il est membre de la Ligue anti-impérialiste. Il sera président de la République indonésienne indépendante après la guerre : 443, 512.

HAUBRICH, Jozsef (1883-1938), soudeur tchécoslovaque de Hongrie, responsable social-démocrate avant la guerre, chef de la Garde rouge en 1919, un des éléments les plus vacillants de la coalition au pouvoir. Il est liquidé en URSS en 1937 : 720.

HAUSEN, Erich (1900-1973), électricien, il vient au KPD avec l'USPD, est condamné en 1923 à trois ans de prison et se fait le procureur dans l'affaire Wittorf* jusque devant l'exécutif à Moscou. Il est exclu en 1929 et rejoint la KPO : 557, 558.

HAYA DE LA TORRE, Victor Raúl (1895-1979), fondateur de l'APRA au Pérou et premier représentant du nationalisme latino-américain. Il est courtisé par la Comintern avant la troisième période et participe au congrès de fondation de la Comintern : 444, 447.

HAYWOOD, William, dit « Big Bill » (1869-1928), mineur, il fonde la *Western Federation of Miners* aux États-Unis, adhère au SPA en 1901 et participe à la fondation des IWW en 1905 à Chicago. Il s'immortalise par plusieurs grèves spectaculaires qu'il dirige avec brio. Arrêté pour son activité antimilitariste en 1917, il profite d'une liberté provisoire pour s'enfuir en 1920 et se réfugier en URSS où il meurt : 50, 234.

HE Jifeng (1897-1980), ce jeune général de l'armée nationaliste projeta en 1939, lors de la libération de Chen Duxiu*, de lui confier la responsabilité de l'éducation politique de sa division et fut relevé de ses fonctions par Jiang Jieshi*. Il devait plus tard se mutiner avec ses troupes contre le gouvernement du Guomindang et rejoindre l'Armée de marche de Mao* et des communistes : 700.

HE Long (1886-1969), hors la loi, après le meurtre d'un magistrat, il devient un bandit traditionnel puis commande les troupes d'un seigneur de la guerre local Il adhère au Guomindang en 1925 et sympathise avec le PC, qu'il ne rejoint que fin 1927. Il commande avec Ye Ting* le soulèvement de Nanchang et devient l'un des meilleurs chefs militaires chinois. Responsable de l'exécution de Wang Shiwei. Mort de mauvais traitements des Gardes rouges au temps de la Grande Révolution culturelle : 476, 612.

HE Mengxiong (1903-1931), un des premiers membres du PC chinois après des études à Beida et sous l'influence de Li Dazhao*. II organise les cheminots et a beaucoup de réserves sur l'adhésion au Guomindang. De 1923 à 1927, il dirige le parti à Shanghai, puis la « fraction ouvrière » qui se heurte à Li Lisan*. Il a derrière lui la majorité du comité provincial du Jiangqu. Avec l'avènement de Wang Ming*, He et ses camarades sont surpris en pleine réunion par la police des concessions qui les livre à Jiang Jieshi : il est fusillé avec ses camarades en février 1931 : 572, 573.

HE Songling dit Wang Shouhua (?-1927), étudiant devenu chef des syndicats de Shanghai, assassiné par les hommes de la Bande verte, peu après l'arrivée des troupes de Jiang Jieshi : enterré vivant : 436, 438.

HECKERT, Fritz, dit Herzog, Klaus, Röder (1884-1936), maçon, au KPD dès l'origine, dirigeant à Chemnitz et membre du comité central. En 1921 il défend la théorie de l'offensive, mais est convaincu par Lénine*. En 1923, il est ministre des Finances dans le gouvernement Zeigner* en Saxe. Sa dernière initiative a été de soutenir Neumann* et Remmele*, et il est ensuite un homme soumis qui présentera après la défaite un rapport affirmant que le KPD a eu une politique juste du

début à la fin. Il meurt avant l'épuration : 20, 205, 218, 230, 233, 315, 316, 319, 321, 339, 539, 548, 557, 558, 655.

HEIJENOORT, Jean van, dit Alex Barbon, Dan, Jean Franck, García Cestero, Jarvis Gerland, Marcel Letourneur, Daniel Logan, Marc Loris, Karl Mayer, Jean Rebel, Van, Vannier, Ann Vincent, Wind (1912-1986), étudiant en mathématiques, il devient secrétaire de Trotsky*, auprès de qui il reste sept ans. Secrétaire de la IV[e] Internationale pendant la guerre, il abandonne ensuite la politique pour revenir aux mathématiques et à la logique, dont il est un spécialiste mondial : 575, 582.

HEIMO (en russe Kheimo), Mauno, dit Marie, Hemod (1896 -1937), étudiant en droit finlandais, il a rejoint les communistes au moment de la révolution. Il était à l'ambassade soviétique de Berlin avec Ioffe* en 1919. Il aurait eu en 1923 des sympathies trotskystes. Appelé à Moscou en 1924 par Kuusinen*, membre de sa fraction, il n'a cessé ensuite d'appartenir à l'appareil central de la Comintern dont il fut secrétaire administratif (« secrétaire du secrétariat ») jusqu'à son arrestation et à sa liquidation De 1932 à 1936, il avait été adjoint au département d'organisation. Exclu de son parti en août 1937, dénoncé en septembre comme « membre d'une organisation antisoviétique », exécuté : 90, 96, 356, 399, 497, 605, 614, 694, 714, 725.

HEIN, Wilhelm (1889-1958), ouvrier mécanicien, ami de Thälmann et son compagnon de beuveries, il est suppléant puis titulaire du Polburo et député au Reichstag. Arrêté, puis libéré quelques jours après l'incendie du Reichstag, il ouvre quelques semaines plus tard à Wedding une taverne protégée par la Gestapo : 547.

HEINES, Edmund (1897-1934), cet ancien officier du corps franc de Rossbach* était *Obergruppenführer* des SA de Silésie, l'un des grands chefs de l'armée brune. Il a été fusillé sur l'ordre d'Hitler* dans la cour du Städelheim à Munich le 30 juin 1934 : 656.

HEINRICH, *cf.* Süsskind.

HELD, Walter, ps. de Heinz Epe (1910-1942), jeune intellectuel, chargé dans l'Opposition de gauche du travail dans le SAP. Condamné à mort par la Gestapo. Réfugié en Norvège, il est en contact avec Willy Brandt* et Trotsky*. Traversant l'URSS avec un visa américain, il est arrêté en 1942 par les Soviétiques, et exécuté après sa femme et son fils : 588, 789.

HELDER, Câmara, évêque brésilien partisan de la théologie de la libération, il était dans les années trente partisan de l'intégralisme, la forme brésilienne du fascisme.

HELLDORF, comte Wolf (1896-1944), officier, il commande une compagnie pendant la guerre à dix-huit ans et combat dans le corps franc Rossbach ; exilé après le putsch de Kapp, il adhère au Parti nazi en 1926, commande les SA de Berlin en 1928. Après la prise du pouvoir, il est *SA-Gruppenführer* et *SS.-Obergruppenführer*, député au Reichstag, chef de la police de Potsdam de 1933 à 1935, de Berlin à partir de 1935. Il morigène les policiers pour leur passivité contre les assassins de la « Nuit de cristal », participe au complot contre Hitler, est arrêté, torturé et exécuté en août 1944 : 1933.

HELLER, Cain ou Mordko, dit Gaetano Chiarini (1881-1943), collaborateur de la Comintern, il est en Italie en 1919 près du PSI puis du PCI, en 1922, rapporteur pour l'exécutif sur l'Italie. Il est en prison de 1926 à 1929, émigre en 1930, est membre du CC et du BP du PCI en 1931, emprisonné en Italie de 1932 à 1937, envoyé au *confino*, membre de la direction en 1943 : 90, 94, 114.

HELLRICH, Irma, *cf.* Petrova.

HÉNAFF, Eugène, dit Denis, Denys, Jules (1904-1966), ouvrier cimentier, permanent, il arrive au premier plan avec les grèves de 1936, l'année de son entrée au CC du PCF. Arrêté fin octobre 1939, évadé, il est pendant la guerre un des chefs des FTP.

HÉNAULT, Robespierre (1881-1963), cheminot, mutilé du travail, maire socialiste puis communiste de Saint-Pierre des Corps, en prison de juillet à décembre 1925 pour un discours contre la guerre du Maroc : 391.

HENDERSON, Arthur (1863-1935), ouvrier de l'acier, député en 1903, partisan de soutenir le gouvernement en guerre en 1914, ministre de 1915 à 1919, à nouveau en 1924, symbole du « social-chauvinisme » pour les communistes anglais : 145, 416.

HENNAUT, Adhémar (1899-1977), Belge, peintre en bâtiment, secrétaire de syndicat, il devient communiste en 1921, est exclu du syndicat en 1923. Il est quelque temps secrétaire général du PCB et rédacteur en chef de son journal, puis il rallie l'opposition de gauche et rompt avec Trotsky en même temps que Van Oversrtraeten* : 336, 462, 520, 578.

HENRYKOWSKI, ps. d'Amsterdam Szaul Samoilovitch, dit aussi Dunajewski, Ziegler (1898-1937), membre de *Poale Zion*, il rejoint le PC polonais en 1921. Il entre dans l'appareil de la Comintern et effectue nombre de missions à l'étranger, notamment conmme instructeur auprès du PC tchécoslovaque. Il est liquidé dans la Grande Purge : 179, 475, 712.

HENRIOT, Philippe (1889-1944), militant d'Action catholique, député de Bordeaux en 1932 et 1936, avocat des Ligues, siégeant à l'extrême droite, il se lance dans la collaboration et devient secrétaire d'Etat à l'Information du gouvernement Laval*, faisant des chroniques radiophoniques très violentes contre les Alliés et surtout les résistants. Il est abattu par un groupe de ces derniers : 638.

HENTIG, Hans von (1887-?), criminaliste d'une famille de militaires, nationaliste, il sert de conseiller et d'instructeur militaire aux centuries prolétariennes en 1923 en Thuringe : 307, 329.

HERAS, Maria de las, dite Africa, Patria, (appelée Sierras par Soudoplatov) 1909 ou 1910-1980, fille du général Manuel de las Heras, un des insurgés de Jaca, elle est membre des JC en Catalogne, emprisonnée après le soulèvement d'octobre 1934. Mariée à un officier puis compagne de García Lago, elle sert le GPU puis le NKVD, dont elle finira colonel. Radio-télégraphiste, elle opère en Norvège et au Mexique dans les opérations contre Trotsky – dont elle ne fut pas secrétaire, contrairement à ce qu'affirme Soudoplatov*. Radio du chef des partisans rattachés à l'état-major de l'Armée rouge en Ukraine, selon Pons Prades, elle finit la guerre couverte de décorations, puis sert pendant des

années dans un réseau du KGB en Amérique latine. Elle est morte à Moscou : 617.

HERCIGONIA, Rudolf (1893-1938), Croate, économe, membre du PCY, réfugié à Moscou, à la disposition du département des cadres, exclu, puis réintégré, accusé d'avoir été mêlé au meurtre de Kirov et de relations avec les trotskystes, il est arrêté et exécuté en 1938 : 722.

HERCLET, Emile (Auguste) (1898-1942), ouvrier du textile à Vienne, poursuivi pour son action contre la guerre, cet anarcho-syndicaliste se rapproche très vite du communisme. Un séjour à Moscou en 1923-1924 l'amène à entrer au Parti communiste alors qu'il avait été proche de l'opposition de 1923. Il est pendant plusieurs années membre de l'exécutif de la Profintern, effectue une mission en Extrême-Orient. Il abandonne toute activité dans les annés 30 : 48, 450, 466.

HERING, Walter dit Ferry, prisonnier de guerre en Russie, recruté par les services secrets soviétiques, il est envoyé en Allemagne en mars 1921 et démasqué comme provocateur d'extrême droite : 56.

HERNANDEZ RODRIGUES, Guillermo, dit Guillen (1898), dirigeant du Sindicato Central operaio de Colombie, délégué au congrès de la Profintern en 1927, élève de l'École Lénine de 1928 à 1930, dirigeant du PC colombien où il écarte de la direction, sous l'autorité de la Comintern, les responsables locaux des actions de type insurrectionnel du début des années 30. Il est écarté peu après : 497, 499.

HERNÁNDEZ, Tomás, Jesús, dit Mauser, Juan,Ventura (1901-1971), né dans une famille pauvre, il aurait été *pistolero* dans le Pays basque. Il entre au CC du PCE en 1931, passe deux années à l'École Lénine de Moscou et entre au bureau politique à son retour. Il est élu député en 1936, ministre de l'Instruction publique dans les gouvernements Largo Caballero* et Negrín* et commissaire général de l'armée du centre. Membre de l'exécutif de la Comintern à Moscou en 1940, il rompt au cours d'une mission au Mexique. Le PCE l'a accusé d'avoir été un « agent » : 496, 499, 617, 663, 691, 696.

HERNÁNDEZ, Zancajo, Carlos (1901-1979), ouvrier des transports de Madrid, président de leur syndicat UGT, membre de la CE de l'UGT et président de l'*agrupación* socialiste de Madrid puis de la FJS. Il reste fidèle à Largo Caballero* et meurt en exil : 641, 642, 676.

HERRIOT, Edouard (1872-1957), professeur de lettres, maire de Lyon et dirigeant du Parti radical et radical-socialiste, « ami de l'Union soviétique », président de la Chambre des députés, plusieurs fois ministre : 658, 674.

HERTZ, Paul (1888-1961), fils de famille aisée, il fait des études supérieures de sciences politiques, il adhère au SPD en 1905, devient en 1914 rédacteur à la *Leipziger Volkszeitung*. Il est mobilisé de 1914 à1918, adhère à l'USPD pendant la guerre, travaille à *Freiheit*, puis revient au SPD, où il est plutôt à gauche ; député de 1930 à 1933, il essaye de construire une tendance « socialiste révolutionnaire » dans le parti en exil : 319, 694.

HERYNG, *cf.* Ryng.

HERZEN ou HERZER, *cf.* Remmele.

HERZOG, Jakob, dit Joggi (1892-1931), charpentier, dirigeant des JS suisses en 1914, il participe en 1915 à la conférence internationale des JS. Exclu du PS en octobre 1918, il fonde le groupe *Forderung* des « vieux communistes », collabore avec *Kommunismus* et les autres organes gauchistes dans et autour de l'Internationale ; l'unification se fait en 1922. Il meurt accidentellement : 174.

HERZOG, Wilhelm (1884-1960), journaliste allemand *free-lance*, notamment rédacteur de la revue *Forum* : 125, 149, 470.

HESS, Rudolf (1894-1987), membre du club de Thule à Munich en 1919, nazi en 1921, proche collaborateur d'Hitler*, troisième personnage du Parti nazi, parachuté en Ecosse en pleine guerre, condamné au procès de Nuremberg, il a fini sa vie en prison : 103.

HESSE, Max (1895-1964), métallo, militant syndicaliste, membre des Délégués révolutionnaires, il passe plusieurs mois en prison pour désertion. Partisan de la Gauche berlinoise, il est à Moscou pour les préparatifs de l'insurrection de 1923. Il y retourne dans l'Orgburo de la Comintern jusqu'en 1926, où il est amnistié en Allemagne. Pour son activité oppositionnelle, il est exclu en 1929. Arrêté en 1933, il passe de longs mois en camp de concentration : 325.

HEUSSLER, André, dit Marcel Lemoine (1909-1942), jeune ouvrier parisien, élève de l'École Lénine en 1934-1936, commissaire politique en Espagne, poussé par André Marty* qui voit en lui un cadre d'une valeur exceptionnelle, il a de grandes responsabilités en Espagne après une grave blessure, puis devient membre suppléant du CC. Sous l'occupation, il est, selon la police, abattu par un groupe spécial du PC, sur des accusations contestables : l'affaire n'est pas éclaircie : 695, 780.

HEVESI, Gyulà (1890-1970), ingénieur chimiste, leader des « technocrates révolutionnaires ». Pendant la révolution, il est commissaire du peuple à la Production sociale, de 1920 à 1945, membre de la direction de la Profintern, directeur d'entreprises industrielles en URSS. Il revient en Hongrie après guerre : 651.

HEYDEBRECK, Peter von (?-1934), officier pendant la guerre, gravement blessé (amputé d'un bras) en Argonne, ce jeune capitaine fonde en décembre 1918 le corps franc des *Wehrwölfe* qui se rend célèbre dans les combats pour la Haute-Silésie aux côtés de Rossbach*, puis sa participation au putsch de Kapp*. Cet aristocrate adhère au Parti nazi en 1924, rejoint les SA, dont il devient sans doute l'un des meilleurs cadres, il est *Gruppenführer* des SA de Poméranie, en somme général dans l'armée brune. En venant rejoindre Röhm*, qui a convoqué l'état-major SA, il est arrêté en descendant du train dans la gare de Munich, sur ordre d'Hitler*, et passé par les armes, un des premiers de la « Nuit des longs couteaux » : 295, 656.

HEYDRICH, Reinhard (1904-1942), fils d'un grand musicien, officier de marine démissionnaire pour une aventure féminine, il entre dans les SS en 1932. Protégé de Himmler*, il monte rapidement, jouant un rôle dirigeant dans la Nuit des longs couteaux. En 1936, il est chef de la Sipo et du SD, *Obergruppenführer* SS en 1941. Nommé protecteur de la Bohême-Moravie le 27

septembre 1941, il déchaîne la terreur dans ce pays et est victime d'un attentat d'hommes de Londres le 27 mai 1942. Sa mort déchaîne des représailles massives, massacres aveugles – la « heydrichiade ». Musicien d'une grande sensibilité, policier d'une intelligence redoutable, il était aussi d'une invraisemblable cruauté, parfaitement indifférent aux souffrances qu'il infligeait : 777.

HIBNER, Wladyslaw, dit Jan Wojciech, Wlad, Wladek (1893-1925), ouvrier polonais, membre du PPS-Gauche puis du Parti communiste en 1918, il est secrétaire du conseil ouvrier du bassin de la Dabrowa dans la période révolutionnaire en décembre 1918. Il est condamné à quatre ans de travaux forcés. Peu après sa libération, accusé d'avoir assassiné un provocateur policier, il est condamné à mort et fusillé : 66.

HIBNEROWNA, Bronislawa (1888-1937), sœur du précédent fusillé, épouse de Purman, qui s'est suicidé, elle-même est fusillée.

HICKS, George (1879-1954), maçon, secrétaire général du syndicat du bâtiment en 1919. Membre dirigeant de la gauche travailliste et des trade-unions. Après 1926, il se dit partisan de la « paix industrielle ». Il a été député du *Labour Party* de 1931 à 1950 : 416.

HIDALGO DE CISNEROS y López de Montenegro, Ignacio (1894-1966), officier d'aviation, ancien attaché militaire à Rome, il est le mari de Constancia de la Mora* après une longue lutte pour l'institutionalisation du divorce. Adhérent au PC, il commande l'aviation républicaine. C'est dans sa maison d'Alcalá de Henares qu'Andrés Nin* a été séquestré et torturé. Il se rallie au PS, devient ambassadeur puis ministre. A la fin de la guerre civile, il se réfugie au Mexique, puis revient en Europe. Il meurt à Bucarest : 697.

HIDALGO Plaza, Manuel (1882-1967), artisan menuisier, membre du PS chilien en 1912, il passe au PC et est élu sénateur. Il dirige une des deux fractions du PC qui devient Gauche communiste chilienne et adhère à l'Opposition de gauche. Il rejoint le PS et devient ministre : 500, 580, 582.

HIKMET, Nazim, dit Borzetsky, Nizam (1902-1963), fils de famille aristocratique turque, élève de l'École navale, exclu en 1919, devient enseignant et publie ses premiers poèmes. En 1921, il part à Moscou étudier à la KUTV, participe en 1923 à l'exécutif de la KIM et entre à la direction du parti turc en URSS. Au tournant des années 30, il entre en conflit avec la direction du parti, qui l'exclut comme renégat, petit-bourgeois, espion « trotskyste ». En 1937, il est condamné à vingt-huit ans de prison, mais est libéré au bout de treize. Il passe en URSS le reste de sa vie, continuant à écrire : 292.

HILFERDING, Rudolf (1877-1941), social-démocrate autrichien, devenu allemand, auteur d'un livre sur *Le Capital financier*, il rejoint l'USPD en 1917 mais revient à la social-démocratie à la fin de la guerre, devient ministre des finances de Stresemann* en 1923. Réfugié en France en 1933, il est livré à Hitler* par Vichy en 1940 et sérieusement brutalisé par les gens de la Gestapo à Paris puis liquidé : 64, 132, 150, 321.

HILL, Joe, Joe Emmanuel Hägglund, dit (1879-1915), né en Suède, il émigre en 1902 aux États-Unis, dirige un local de l'IWW en Californie, participe à la révolution mexicaine puis écrit des chants, parole et musique, pour les grévistes des chemins de fer. Ses chansons sont très populaires. Aussi est-il arrêté en juin 1914 sous l'accusation mensongère de meurtre. Il est condamné à mort et exécuté : 49.

HILLER, Alfred, dirigeant des JC allemandes en 1932, il fait partie du groupe Neumann-Remmele* et est renvoyé à la base et en usine : 539.

HILLMAN, Sidney, né Simcha (1887-1946), né en Lituanie, il abandonne à quinze ans ses études de rabbin pour travailler, milite et fait huit mois de prison, émigre aux États-Unis en 1907, rejoint l'*United Garment Workers Union* et dirige une grève victorieuse en 1914, ce qui lui permet d'être, contre son ancienne organisation, le leader de l'*Amalgamated Clothing Workers of America* (ACWA). Un des fondateurs du CIO, il est aussi un proche collaborateur de Franklin Roosevelt* pendant la guerre : 753.

HIMMELHANS, député social-démocrate tchèque, propriétaire formel des locaux du parti, qu'il conserve ainsi pour la droite minoritaire contre la Gauche marxiste, majoritaire, en 1920 : 193.

HINDENBURG, Oskar von (1883-1960), fils et aide de camp du maréchal. Il semble qu'il ait appuyé Hitler qui le faisait chanter : 546.

HINDENBURG, Paul von Beneckendorff und von (1847-1934), d'une famille de junkers prussiens, il a de beaux états de service dans la guerre contre la France en 1870. Retraité en 1911, il reprend du service et remporte de grandes victoires à l'Est, ce qui lui vaut de devenir commandant en chef en 1916. Il conclut en novembre 1918 un pacte avec Ebert* pour la lutte contre la révolution. Président de la République de 1925 à sa mort, c'est lui qui appelle Hitler* au pouvoir en 1933 : 60, 61, 470, 538, 540, 548.

HIPPE, Oskar (900-1990), ouvrier, membre du KPD à sa fondation, de l'opposition de gauche en 1926 après des années de prison. Condamné aux travaux forcés pour haute trahison en 1934, libéré à la veille de la guerre, réarrêté par le NKVD, il est en prison de 1948 à 1956 : 588.

HIRSCH, Werner (1899-1941), journaliste et écrivain, communiste en 1919, il devient en 1926 secrétaire de Thälmann*, arrêté en même temps que lui et torturé. Libéré de camp en 1934, il rejoint l'URSS ; arrêté en 1937, il meurt au goulag en 1941 : 192, 723, 730.

HITLER, Adolf (1889-1945), chef du Parti national-socialiste, condamné à une peine de forteresse après le putsch de Munich en 1923, auteur de *Mein Kampf*, devient chancelier du Reich, appelé *Führer* (le Chef), le 30 janvier 1933. Il se suicide en 1945 lors de l'entrée des Russes dans Berlin : 103, 304, 340, 360, 417, 508, 523, 524, 530-533, 538, 540, 543, 546, 548, 567, 571, 586, 615, 627, 633, 636, 640, 647, 649, 650, 656, 657, 687, 696, 697, 710, 716, 724, 732, 735, 741, 750, 756-763, 771, 772, 789, 791, 798.

HOCHI Minh, Nguyen That Tan Nguyen Aïoc (1890-1969), vietnamien, il devient communiste à Paris et fonde le PC d'Indochine. Président de la République du Vietman jusqu'à sa mort : 480, 702, 787.

HOERNLE, Edwin (1883-1952), ancien étudiant en théo-

logie, il rejoint le SPD en 1910, travaille dans sa presse, est en 1918 membre du conseil d'ouvriers et soldats de Stuttgart, rejoint le KPD à sa naissance. Il séjourne à Moscou comme membre du présidium en 1932-1933 ; finalement réfugié il travaille à Moscou à partir de 1933 pour l'Institut agraire international, 297, 323, 324.

HOFFMANN, Adolf (1858-1930), graveur de bijoux, puis ouvrier du textile et de la métallurgie, il devient journaliste socialiste en 1880. Son activité pétulante de député lui vaut le surnom de « Hoffmann-les-Dix Commandements » et une grande popularité à Berlin. Il est à l'USPD et dans sa gauche, au KPD, puis il suit Paul Levi* et quitte : 190, 209, 224, 233.

HOFFMANN, Johannes (1867-1930), enseignant, député en 1908 au Landtag de Bavière, chef du gouvernement après l'assassinat d'Eisner*. Il abandonne la politique après cette expérience : 102.

HOFFMANN, Karl-Heinz, dit Arthur, Heinz Roth (1910-1985), fils d'ouvrier agricole, mécanicien, membre des JC en 1926, du KPD en 1930, en Russie en 1933, en Espagne en 1936. Élève de l'École Lénine de Kouchnarenkovo. Après la guerre, après avoir été proche collaborateur d'Ulbricht*, il est un des grands chefs de la police, puis ministre de la Défense, et entre au politburo en 1973 : 695.

HOFFMAN, Max von (1869-1927), major général, commandant en chef en 1918 sur le front de l'Est, délégué à Brest-Litovsk, où il cherche à provoquer la reprise de la guerre pour contraindre les Russes à des concessions encore plus lourdes. Certains spécialistes le considèrent comme le cerveau de Hindenburg* et Ludendorff*.

HÖGLUND, Zett (1884-1956), professeur et membre du PS suédois, dirigeant des jeunesses, il évolue vers la gauche. Après plusieurs condamnations, il fonde en 1917 le Parti social-démocrate de gauche. Il est depuis longtemps en liaison avec les bolcheviks, qui utilisent ses services. Pourtant, en désaccord, il finit par rompre, et son parti avec lui, en 1923 : 22, 30, 79, 116.

HÖLZ, Max (1889-1933), au KPD en 1919, il en est exclu en 1920 pour les méthodes de terreur qu'il a employées pour organiser la lutte contre le putsch de Kapp*. En mars 1921, il organise des unités de guérillas en Saxe, est condamné aux travaux forcés à perpétuité, célébré comme un « héros prolétarien », réadmis au KPD. Libéré en 1928, il va s'installer en URSS. Il se noie dans la Volga : accident ou crime ? : 130, 216-218.

HOLZMAN, Edouard Solomonovitch, dit Orlov (1884-1936), communiste polonais, collaborateur d'I.N. Smirnov*, il est venu informer Sedov* et Trotsky* en 1932 de l'activité de ce groupe et de la naissance du bloc des oppositions. Il est l'un des condamnés du premier procès de Moscou.

HONEL, Maurice (1903-1977), artisan encadreur, dirigeant du Mouvement des enfants, en liaison très tôt, de même que son frère aîné, garagiste, avec les services, il participe avec lui à l'enlèvement en 1930 du général blanc Koutiepov*. Élu député en 1936, c'est lui qui obtient la rupture dans le groupe La Lutte au Vietnam entre staliniens et trotskystes. Il adresse également à Thorez* une lettre où il se fait – mais pourquoi ? – l'écho du mécontentement ouvrier en 1938. En 1939, il se solidarise avec les députés qui condamnent le pacte Hitler-Staline*, vraisemblablement pour pouvoir surveiller de près leur activité. Il est arrêté par la Gestapo en mai 1943, et déporté ; la direction du PCF le tient tout de même à l'écart : 194, 615, 673, 701, 702.

HORNER, Arthur, Lewis (1894-1968), leader syndical des mineurs britanniques, membre du CPGB. D'abord prêcheur baptiste, il se syndique en 1919, rejoint le CPGB en 1920 et entre au BP en 1923. Il est devenu secrétaire général de la NUM, le syndicat des mineurs, en 1946. Il n'est pas toujours un membre discipliné du CPGB et soutient Pollitt* contre le pacte, au moins au début : 411, 498.

HÖRSING, Friedrich Otto (1874-1937), chef de la police, social-démocrate, c'est lui qui, en lançant ses troupes contre les cités ouvrières d'Allemagne centrale, a fait, le premier, office de « provocateur » en 1921 : 215-217, 220, 232.

HORTHY de Nagybanya, Miklós (1858-1957), d'une famille de grands propriétaires et militaires hongrois, amiral de la flotte austro-hongroise, il réprime la mutinerie des marins en 1918, puis devient en 1919 commandant en chef, en 1920 régent de Hongrie, et impose au pays une sévère terreur blanche. Il tombe avec les défaites hitlériennes : 40, 106, 581.

HORVAJ, Vilim, dit Milan Belić, Stepan Schwarzman, Stefan (1901-1938), dirigeant des JC de Yougoslavie, évadé de prison, il travaille à Moscou à la KIM, puis aux éditions en langue étrangère ; il est arrêté à la fin de 1938 et exécuté : 722.

HORVATIN, Kamilo, dit Debeljko, Hagen, Heller, Milček, Boris N. Petrovsky (1896-1938), Croate de famille bourgeoise, nationaliste révolutionnaire impliqué en 1912 dans une affaire de « terrorisme ». Journaliste et leader des communistes de Zagreb en 1920. Il émigre en 1929, d'abord à Vienne, où il travaille pour Tass, puis à Moscou, au compte de la KIM et enfin à l'Institut agraire. Il est délégué du PCY à l'exécutif et édite la revue du PCY. Il est arrêté et exécuté en 1938 comme « trotskyste » : 722.

HOSNI EL-ARABI, Mahmoud, *cf.* Kossoï ?

HRUŠKA, Čenek, dit Tom, Tomarček, (1889-1969), ouvrier social-démocrate, devenu communiste comme prisonnier de guerre en Russie, où il combat dans les rangs de l'Armée rouge. Il est l'un des organisateurs de la grève générale de décembre 1920, membre de la direction du PCT à Prague. Il est au bureau politique en 1924, député de 1925 à 1933, où il est déchu après une condamnation. Réfugié en URSS, il siège à l'exécutif, et pendant plusieurs années il représente le PCT à la Comintern. En 1943 il est dans l'armée tchèque en URSS, responsable politique d'une brigade. Il revient en 1945 et retrouve sa place au CC : 57.

HU Hanmin (1879-1936), une des grandes fortunes de la bourgeoisie cantonaise, il soutient Sun ZhongShan*, qui fait de lui en 1911 le gouverneur militaire de Canton puis l'un de ses conseillers ; il combat en sous-main l'entrée des communistes dans le Guomindang, va à Moscou en 1925, où il se rend à la Krestintern,

qui l'a élu à son conseil, et prend la parole à l'exécutif de la Comintern. Cependant, compromis dans l'assassinat de Liao Zhongqai,* il doit s'exiler ; il est ensuite et jusqu'en 1931 le chef du gouvernement de Nanjing, à l'extrême droite du Guomindang, un des trois qui tiennent le parti, avec Jiang Jieshi* et Wang Jingwei* : 283, 389, 431.

HUANG Jirong dit « le Grêlé », chef des inspecteurs de la concession française de Shanghai, il est de façon notoire l'un des chefs de la Bande verte : 431, 435, 437, 438.

HUANG, Liangshang, Chinois du GMD délégué à Moscou en 1921.

HUEBER, Charles (1883-1983), socialiste, rejoint le PC au congrès de Tours. Il fonde le CPO puis le PC d'Alsace-Lorraine. Il demeure maire de Strasbourg sous l'occupation : 561.

HÚLA, Bretislav (1894-1974), mobilisé et fait prisonnier sur le front russe, il est gagné au communisme et appartient au groupe dirigé par Muna. De retour au pays il est rédacteur en chef du journal de Kladno, *Svoboda*. En 1925, il est exclu et dénoncé comme opportuniste et droitier : 57, 187-189, 241.

HUMBERT-DROZ, Jules, dit Jean-Christophe, Charpentier, Luis, Marcel, Pablo, Pijoan (1891-1971), pasteur protestant, pacifiste et internationaliste pendant la guerre, il rejoint le communisme en éditant *Le Phare* puis occupe d'importantes fonctions dans la Comintern de 1920 à 1935, où il est « l'œil de Moscou », notamment en Amérique latine. Il est plutôt lié aux droitiers, marche quelque temps avec les conciliateurs, mais rompt avec eux et finalement soutient les procès de Moscou pour ne rompre qu'au moment du procès Boukharine : 106, 156, 160, 161, 174, 195, 246, 255, 292, 381, 411-446, 481, 488, 489, 496, 499, 558, 567-615, 659, 711.

HURWITZ, Zender, Jacobo, communiste péruvien, délégué au 4e congrès mondial de la Profintern, réfugié à Cuba partisan de J.A. Mella.

HUSSEIN, Ghulam, Indien, professeur, émigré quelque temps à Kaboul, il devient le leader du groupe communiste de Lahore en 1922 et publie un journal communiste en urdu. Arrêté en mai 1923, il est l'un des premiers inculpés dans l'affaire de la conspiration de Cawnpore, mais, brisé, accepte de témoigner à charge contre ses camarades. Il est libéré : 274.

HUSSEINI, Hadj Amine al-, (né en 1893, 1895 ou 1897), de la grande famille Husseini, officier, il est condamné puis gracié après les émeutes de 1920. Grand mufti de Jérusalem en 1921 et président du Conseil suprême musulman, il est le principal dirigeant nationaliste après les émeutes de 1929. Président du Haut Comité arabe en 1936, il s'enfuit en Irak en 1937 pour échapper à la répression, est aux côtés de Rachid Ali Keilani puis se réfugie en Italie et en Allemagne nazie, où il cherche à mobiliser les musulmans dans le soutien à l'Axe. Après la guerre, réfugié en Égypte, il tente sans succès d'établir à Gaza un gouvernement palestinien : 393, 510.

HUSSEINI, Djamal al-, (1892 ou 1894 -?), membre de la grande tribu des Husseini palestiniens, il est également secrétaire du comité exécutif du Congrès national palestinien, et à ce titre signe la lettre annonçant le refus du mandat britannique en 1922. Plus tard, il est l'un des lieutenants du grand mufti Hadj Amine al-Husseini*, membre du Parti arabe palestinien et, du Haut Comité arabe. Réfugié en Irak, il participe à la révolte de Rachid Ali Keilani, pris par les Britanniques et exilé. Entré au service des Saoudiens après la défaite de 1948, il abandonne la vie politique : 393, 447.

HUSSEINI, Hamdi, militant nationaliste de Gaza, journaliste, il est membre du Congrès national palestinien et chef de l'aile la plus avancée, actif dans la Ligue anti-impérialiste, favorable à une alliance avec les communistes. Il fait le voyage de Moscou. Il refuse cependant la subordination qu'ils exigent. Un des fondateurs de l'Istiqlal, dont il anime la gauche, révolutionnaire : 393, 509.

HUSZTI, Ferenc, dit Grosz (1893-1938), avocat hongrois, membre du PCH en 1921, émigré en URSS en 1923, il est le véritable dirigeant du parti de 1931 à 1936, tente vainement de défendre Béla Kun*, est arrêté à son tour et exécuté : 665.

HÜTTEN, Ulrich von (1488-1523), chevalier humaniste, aventurier et savant, lié à Érasme et à Luther : 37.

HUYNK VAN Phuong (1906-1945), fils de riche famille, études de droit en France, membre du groupe trotskyste indochinois, expulsé en 1930 ; avocat à Saigon, il milite au groupe *La Lutte*. Il est assassiné par le Viêt-minh en 1945 : 581.

HUYSMANS, Camille (1871-1968), socialiste belge, secrétaire du BSI dès avant la Première Guerre mondiale, 18, 193, 252.

I

IAGODA, Henryk Grigorevitch (1891-1938), bolchevik en 1907, entre dans le TcheKa en 1919. Placé à sa tête par Staline. Accusé de complot et de meurtres, il est condamné et exécuté au troisième procès. Il n'est pas réhabilité : 728, 731.

IAKOVINE, Grigory Iakovlévitch (1895 ?-1938), professeur d'histoire à Leningrad, dirigeant du Centre de l'Opposition de gauche en 1928-1930, mari de l'historienne Pankratova*. Dirigeant de la grève de la faim de Vorkouta, pour laquelle il fut le premier fusillé : 450, 571.

IANKOV, Kosta (1888-1915), militant socialiste « étroit » en 1908, officier pendant la guerre, lieutenant-colonel, membre du CC clandestin en 1924 et chef de l'organisation militaire du PC bulgare, il est tué en résistant les armes à la main à son arrestation après l'attentat de la cathédrale de Sofia en 1925 : 460.

IAROSLAVSKY, Emelian (1878-1944), homme à tout faire de Staline : 620.

IBAÑEZ, Jesús, dit GRÉGOIRE, Hanjes, ouvrier du bâtiment de Mieres, il prend position au congrès de la CNT de la Comédie en 1920 et est l'un des délégués de la centrale anarcho-syndicaliste à Moscou. Il se prononce pour la Comintern. Il anime la tendance communiste-syndicaliste, soutient Bullejos*, puis passe au second plan. Il est à l'origine du premier regroupement por-

tugais vers le communisme et de la naissance du PCP : 113.

IBARRA, Félix (1912), jeune ouvrier, neveu d'un ami personnel de Mella, lui-même oppositionnel à seize ans, il a fait des années de prison et d'exil, et est l'un des premiers à avoir envisagé l'assassinat de Mella par les staliniens : 501.

IBÁRRURI GÓMEZ, Dolorès, dite la Pasionaria (1895-1989), fille et femme de mineur, elle commence à monter dans le parti en 1929. Elle est au CC et au BP, députée en 1936, membre du présidium de la Comintern, une des idoles fabriquées par la propagande, lançant des mots d'ordre célèbres. Après la mort de José Díaz*, elle lui succède en exil comme secrétaire générale du PCE : 497, 661, 669, 765, 790, 796.

IBERLUCEA, Enrique del Valle (1877-1921), avocat, militant socialiste dès son jeune âge, il représente dans le parti avant guerre la tendance marxiste, et pendant la guerre, la tendance centriste pacifiste, et s'oppose à ce titre à l'adhésion du Parti socialiste à la Comintern. Mais il évolue, et, avec ses camarades, rejoint finalement les premiers communistes, ralliés autour de Penelón : 92, 199.

ICHIKAWA, Shoichi, dit Hosoi, Kyuro Yazu, Jinnosuke Nomura, Huochi Abe, Elichi Umemaru (1892-1945), journaliste, au PC japonais en 1923, il fait sept mois de prison et reprend la lutte avec le journal du parti et à sa tête. En 1928, il est au VI[e] congrès, mais est arrêté après son retour, en avril 1929. Il meurt en prison en 1945 : 506.

ICHTCHENKO, Aleksandr Gavrilovitch (1895-1937), au parti en 1917, dirigeant du syndicat de marins, membre du CE de la Profintern. Membre de l'opposition de gauche. Il capitule en déportation : 451.

IDELSON, Boris Iossifovitch, dit Louis (1895-1937 ?), né en Courlande, il entre en 1921 dans l'appareil de l'exécutif de la Comintern, où il travaille de 1921 à 1929 ; il est chef du secrétariat, puis l'un des collaborateurs proches de Boukharine* à la Comintern ; écarté de 1929 à 1931, revenu à un poste modeste en 1935, épuré ensuite ; 593, 730.

IGLESIAS, Pablo (1850-1925), ouvrier du Livre, fondateur du Parti socialiste en Espagne, premier député socialiste, président de l'UGT en 1910 : 113.

ILIC, Ljubomir, dit Louis. Serbe des FTP-MOI.

ILINSKAÏA, Elisaveta, militante SR, auteur de Mémoires et de témoignages sur les prisons des Solovietski et sur les isolateurs de Verkhnéouralsk et Souzdal : 592.

ILLNER Arthur, dit Richard Stahlmann, Kalle (1896-1974), membre du PC allemand et de ses services spéciaux, dirigeant du *M.Apparat*, conseiller de l'insurrection de Canton, appelé Richard le Partisan en Espagne, il est après la guerre ministre de la Sécurité d'État en RDA : 328, 616, 694.

ILTIS, Lucian, Wilhelm, dit Willy, Boulanger (1903-?), né à Mannheim. Membre du KPD, cadre à partir de 1926, stage à Moscou : école d'officiers et École Lénine, 1929-1931. Il dirige le travail d'infiltration dans la police et dans les organisations social-démocrates. Il est affecté ensuite au KPOe, et, en 1934, est envoyé en France. Il obtient, en tant que fils d'Alsacien, la nationalité française. Il devient alors journaliste à l'*Humanité* d'Alsace-Lorraine, puis son rédacteur en chef jusqu'en 1939. Arrêté par la Gestapo en 1940, il est transféré en Allemagne et chargé de réaliser une infiltration profonde dans le PCF. Il accepte, trouve le contact, réussit à devenir chef du 4[e] Bureau de l'Interrégion FTP lyonnaise et « donne » nombre de militants clandestins, dont les membres du comité de la zone Sud. L'affaire n'est pas ébruitée. Mais il est retrouvé en 1946 dans l'armée française et inculpé. Il plaide qu'il était allemand au moment des faits et recouvre la liberté. On se servira de cette affaire contre Marty* et Tillon* en imputant à Beyer*, tenu pour proche d'eux, la responsabilité de l'avoir introduit dans l'appareil FTP. Il a joui d'une bonne retraite en RDA : 618, 780.

INKPIN, Albert (1884-1984), secrétaire adjoint du BSP de 1907 à 1913, secrétaire du BSP de 1913 à 1920, il est secrétaire général du CPGB de 1920 à 1929, où il cède la place à Harry Pollitt. Ce personnage falot, administrateur plus que politique, demeure cependant dans les organismes dirigeants : 498.

IOANIDIS, Iannis (1901-?), coiffeur, au PC Grec en 1923, au CC en 1926, en 1928 il va en URSS se soigner et étudier à la KUTV. A son retour, il est député et membre du BP. Arrêté et déporté par Metaxas*, il est libéré en 1942 par un commando d'*andartes*. Il est dès lors le lieutenant de Siantos*. Il est éliminé des postes dirigeants par Zachariadès* en 1953.

IOFFE, Adolf Abramovitch, dit V. Krimsky, Viktor, Vladimir Petrovitch, Pavel Ivanovitch (1883-1927), vieux militant, ami de Trotsky* depuis l'émigration à Vienne, diplomate, notamment ambassadeur à Berlin et en Chine. Gravement malade, il se suicide en 1927, donnant à son geste le sens d'une protestation politique contre Staline* : 43, 45, 56, 60, 262, 282, 283, 292, 390, 433, 520.

IONOV, Ilya (1887-1936), beau-frère de Zinoviev, membre de l'exécutif des soviets, directeur-fondateur de la Librairie d'État *(Gosizdat)* : 191.

IOUDENITCH, Nikolaï Nikolaiévitch (1862-1933), général, il dirige l'attaque des blancs contre Petrograd en 1919 avec l'appui des Britanniques : 98.

ISAACS, Harold R. dit I LOSEN, Frank H. Roberts (1910-1986), journaliste en Chine, compagnon de route du PC, il devient trotskyste après son expérience chinoise, au cours de laquelle il écrit, avec l'aide de Liu Renjing*, son livre *La Tragédie de la révolution hongroise* : 282, 573.

ISKROV, Petar, dit Radi (1891-1938), journaliste, au PC bulgare en 1914, au CC en 1920, adversaire de Dimitrov* dans le parti bulgare, affecté à Berlin en 1929, puis rappelé en URSS, où il est membre du BP bulgare, chef du département des Balkans au CE de la Comintern. Il est liquidé dans les purges : 650, 724.

IVANOV, Anton, dit Bogdanov, Jean, Luka, Spiridon, Stareca (1884-1942), *Tesnjak* bulgare et secrétaire des métallos, secrétaire du parti à Sofia en 1918, député en 1919, il est élu au CC et dirigeant de l'insurrection de septembre 1923. Il fait plusieurs années de prison. En 1938, en Espagne et à Paris, il s'occupe de l'épuration du PC polonais dans le « groupe parisien ». Revenu en Bulgarie en décembre 1940, il est membre

du bureau politique, mais la police l'arrête en avril 1942 et l'exécute : 334, 614, 616, 717, 754-756.

IVIĆ, Mikhaïlo, dit Mio (1898-1941), fondateur des JC yougoslaves, il rallie Kharkov en 1919. Revenu au pays, membre de la direction, il dirige en prison la « fraction Ivić* » et entre en conflit avec Petko Miletić*, ce qui lui vaut d'être exclu. Il fait quand même partie du premier groupe de communistes fusillés après l'entrée des Allemands en Yougoslavie : 92, 113.

IYENGAR, K.R. Srinivasa, avec Chandra Bose et Jawaharlal Nehru, il est à la fin des années 20 l'un des trois chefs de file de la gauche du Congrès indien, dont il avait été le président en 1926-1927. A l'été 1928, il séjourne à Moscou et rencontre Staline. Il participe à son retour à la fondation de la Ligue pour l'indépendance de l'Inde : 478.

J

JABIRI, Ihsan al-, (1882-19?), aristocrate, partisan du panarabisme, maire d'Alep et personnage de légende pour les nationalistes syriens, il apporte dès le début de l'insurrection de 1926 son appui militaire aux Druzes : 392.

JABŮRKOVÁ, Jožka (1896-1942), militante de l'éducation physique, dirigeante de la Sportintern en 1929, puis écrivain pour enfants, elle suit l'École Lénine en 1933-1935. Elle est ensuite secrétaire des élus communistes à la mairie de Prague ; arrêtée en 1938, emprisonnée à Pancrac puis déportée à Ravensbrück, où elle trouve la mort le 31 juillet 1942 : 613, 616.

JACKSON, Andrew (1776-1845), avocat puis général, héros national de la guerre indienne, président démocrate des États-Unis, élu en 1828 et 1832 : 698.

JACQUEMOTTE, Joseph (1883-1936), membre du PS en 1906, secrétaire des syndicats de Bruxelles en 1910, puis membre du bureau du parti, il participe en septembre 1921 à la fondation du PC belge dont il est député jusqu'à sa mort ; plusieurs fois membre de l'exécutif : 496.

JAKOV, Anatoli Petrovitch, au Parti en 1911, professeur à Kazan, puis archiviste à l'Université Sun Zhongshan, membre de l'Opposition de gauche, exclu et déporté en 1928 : 462.

JAKOV, Mikhaïl Petrovitch (?-1936), frère du précédent. Bolchevik en 1911, enseignant très populaire de l'Université Sun Zhongshan, membre de l'Opposition de gauche exclu et déporté en 1928, exécuté en 1934 : 462.

JAMES, Cyril, Lionel, Robert, dit Johnson (1901-1989), né à Trinidad, ami d'enfance de M. Nurse (Padmore)*, vient en Grande-Bretagne comme journaliste spécialiste de cricket, s'engage dans le mouvement révolutionnaire et anticolonialiste ; trotskyste, avec interruption, jusqu'en 1950 et d'une certaine façon l'ancêtre du mouvement des Noirs : 507.

JANCSIK, Ferenc (1882-1938), métallo, membre du groupe communiste hongrois de Russie, commandant de la Garde rouge de Budapest ; réfugié à Moscou, il est arrêté et exécuté : 720.

JANIN, Maurice (1862-?), général français, diplômé de l'École de guerre en 1892, chef en 1917 de la mission militaire franco-tchécoslovaque en Russie, il commande en février 1918 la Légion tchèque, qu'il essaie d'utiliser pour abattre les bolcheviks. Violemment hostile à Koltchak* il contribue à l'accélération de sa débâcle : 98.

JANOUSEK, Antonin (1877-1941), militant tchèque en liaison avec le Parti social-démocrate de gauche slovaque, puis avec l'insurrection. Il se réfugie en URSS et y meurt : 108.

JANSEN, Jan Proost, dit (1890-1943), artiste néerlandais (graveur), proche collaborateur de Wijnkoop*. Fusillé par les occupants en 1943 : 181.

JANSONS, Karlis, *alias* Karl Jensen, Charles Johnson, dit Jamagata, Jamazaki, Charles Edward Scott (1882-1938), métallo letton émigré aux États-Unis et fixé à Roxbury (Massachusetts), membre du SPA, dirigeant de sa fédération lettonne puis du CPUS. Chargé au II[e] congrès de composer « l'Agence américaine » avec Fraina* et Katayama,* il organise au Canada et aux États-Unis le *Workers Party* qui sert de couverture légale au PC. De 1923 à 1925, il est le délégué américain à l'exécutif de la Profintern, envoyé au Japon en 1925-1926 par Boukharine pour tenter la renaissance d'un PC japonais réunifié. A partir de 1930, il est secrétaire du bureau du Pacifique de la Profintern à Vladivostok, surprend en conseillant en 1936 aux communistes japonais la plus grande tolérance et sympathie vis-à-vis du sentiment religieux traditionnel. Il périt pendant les purges, en 1938 : 99, 249, 726, 728.

JAROSS, Béla, prisonnier de guerre hongrois en Russie, il commande en 1919 un régiment de l'Armée rouge : 58.

JAURÈS, Jean (1865-1914), le grand socialiste réformiste français, orateur et écrivain, député, champion de la lutte pour la paix, a été assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale : 17, 159.

JAVADZADÉ, militant persan du PC : 271.

JDANOV, Andréi (1896-1948), de famille bourgeoise, il a fait des études supérieures de littérature et d'histoire. Bolchevique en 1916, commissaire politique pendant la guerre civile, il commence une carrière d'*apparatchik*, lié à Staline* dès 1923. Il remplace Kirov* à Leningrad et devient l'un des tout premiers personnages du parti. Ses collaborateurs sont massacrés après sa mort de maladie (c'est un alcoolique) : 708, 737.

JEFFERSON, Thomas (1743-1826), avocat, rédacteur de la Déclaration d'indépendance des États-Unis, troisième président, de 1801 à 1809 : 698.

JELLICOE, John Rusworth (1859-1935), amiral britannique, commandant en chef de la flotte britannique dans la bataille du Jutland en 1916, il participe aux préparatifs gouvernementaux contre la grève générale britannique de 1926 : 409.

JENSEN, ou ÖSTERREICH-JENSEN, Ruth, dite Ruth GERHARDT, compagne de Reich, selon Valtin, en tout cas sa secrétaire, très importante, à Berlin, elle réussit à fuir en 1933 à Prague, puis Paris. Elle est capturée par

la Gestapo dans un hôpital belge, transférée et exécutée à Plötzensee : 94.

JENSEN, Richard (1894-1974), ouvrier danois des ports, dirigeant du syndicat national et de l'Internationale des marins et dockers, il joue un rôle dans la Comintern et ses communications à partir de 1930 ainsi que celles de ses agents et de ceux du 4e Bureau ou de l'OGPU-NKVD. Il a été exclu en 1940 du PC danois et a assuré en 1946, sans convaincre, que l'auteur du livre *Sans patrie ni frontières*, pseudonyme Valtin, Richard Krebs*, était agent de la Gestapo : 612, 614.

JÉRÔME, Jean, ps. de Michel Feintuch, dit Leblanc, (1906-?), né en Galicie, ayant vécu en Hongrie, où il dirige un syndicat d'employés de commerce juifs et adhère au PC à dix-sept ou dix-huit ans, puis en Belgique et en France, où il milite à la CGTU et au PCF, s'occupant particulièrement de la MOE. En 1936, il est chargé d'achats d'armes et de ravitaillement pour l'Espagne, puis s'occupe des questions financières à France-Navigation, compagnie de la Comintern. En 1940, il organise un appareil-bis dans la région parisienne, puis prend en charge les contacts pour la constitution du Front national. Il passe pour un personnage puissant et demeure mystérieux, objet d'âpres controverses : 616.

JERRAM, Guy, dit Meredith (1896-1951), correcteur d'imprimerie, un des fondateurs de l'ARAC, il rejoint le PC à sa fondation, devient secrétaire général de l'ARAC, puis secrétaire régional du PCF, membre de l'exécutif de la Comintern, du CC du PCF de 1929 à 1935. Il est accusé de complicité avec Doriot* et exclu en 1935. Il rejoint la SFIO en 1944 : 542, 636.

JEZIERSKA, Romana Wolf, ép., membre du PC polonais, rappelée de l'étranger pour le représenter à l'exécutif, arrêtée peu après son arrivée et exécutée.

JIANG Jieshi (ancienne graphie française de Tchiang Kaïchek) (1887-1975), attaché à Sun Zhongshan en 1913, cet aventurier, ancien agent de change, devient chef militaire et politique avec le soutien des communistes et de l'URSS, s'en débarrasse par un massacre financé par les milieux d'affaires et gouverne la Chine de 1927 à 1949, avant de se réfugier à Formose (Taiwan) : 283, 431-435, 436-441, 456, 475, 587, 614, 700.

JIANG Qing (1914-1991), actrice d'une exceptionnelle beauté, maîtresse de Kang Sheng, elle le quitte pour Mao Zedong à l'époque de Yenan et acquiert une grande influence sur lui notamment dans la Révolution culturelle. Inspiratrice de la « bande des Quatre », condamnée à mort, elle est grâciée : 477, 478.

JIANG Zhaonan, manufacturier de tabac, il finance Jiang* et son « coup » : 435.

JÍLEK, Bohuslav, dit PETROVIC (1892-1963), responsable dans le PS avant la guerre, il évolue vers la gauche et, lors du congrès de fondation du PCT, devient membre du CC et secrétaire du parti. Il est accusé en 1922 de déviation gauchiste et exclu mais le congrès de la Comintern casse la décision et le rétablit dans le parti. Il redevient secrétaire général en 1925, est élu au VIe congrès de la Comintern à l'exécutif et au présidium mais est exclu en juin 1929 comme « droitier ». Il émigre aux États-Unis : 260, 375, 490, 491, 520, 557, 558.

JIRÓN RUANO, Manuel (?-1929), officier guatémaltèque, diplômé de l'École militaire de Potsdam, il s'engage dans l'armée sandiniste, est fait prisonnier et fusillé : 445.

JOFFRE, Joseph (1852-1931), polytechnicien. Général, commandant en chef au début de la guerre puis écarté au profit de Foch. Patron de Gamelin : 393.

JOGICHES, Leo, dit Tyszka, Otto Engelmann, Grosovski, Johannes Kraft, Krumbügel (1867-1919), né en Pologne, militant en 1888, il émigre en Suisse en 1890 et fonde avec Rosa Luxemburg* le SPDiL. Ils collaborent toute leur vie, même après la fin de leur liaison en 1907. Revenu en Pologne lors de la révolution, il est condamné en février 1907 à huit ans de travaux forcés, s'évade et réapparaît au congrès de Londres. En 1910, il s'installe à Berlin. C'est lui le véritable organisateur de la Ligue Spartakus. Arrêté alors qu'il enquête sur l'assassinat de Rosa, il est assassiné en prison : 19, 33, 66, 67, 68, 73, 74, 89, 119, 120, 137, 218, 243, 350.

JOLLES, Jan, dit Alonso, Cazón, Macario, Emilio, Eoles, Guilherme (1906-?), né en Allemagne dans une famille d'universitaires, il parcourt le monde à l'aventure, trouve les communistes, adhère aux JC en Hollande, au PC en Argentine en 1924, est expulsé de ce pays en 1930 et, à cette occasion, se lie à Gouralsky*, qui l'envoie de nouveau en Argentine où il est coopté au C C. Arrêté, il est expulsé directement en Allemagne en mai 1933, arrive avec beaucoup de difficulté à Moscou, se fait reconnaître et entre en contact avec Sinani*, qui dirige le bureau latino-américain et l'envoie au Brésil comme instructeur du parti brésilien. Mort en Équateur : 666.

JORGE, Joaquín Pires, marin portugais, musicien dans la fanfare des Équipages de la Flotte communiste, remarqué par Castro de Lyon en janvier 1984, il est envoyé à Moscou par le PC portugais.

JOSHI, Puran Chand (1907-?), indien, il adhère alors qu'il est étudiant, en prison de 1929 à 1935, secrétaire général du CPI en 1935, jusqu'en 1948. Cible d'attaques de « gauche », il est exclu en 1948, réintégré en 1951 : 702.

JOUHAUX, Léon (1879-1954), d'abord anarcho-syndicaliste, élu secrétaire général de la CGT en 1909, il se rallie à l'union sacrée en 1914, organise la scission pour empêcher les communistes de s'en emparer. Il soutient le Front populaire et se rapproche des communistes en 1939, rompt de nouveau en 1947. Déporté, il reprend ses fonctions à son retour mais, devant l'emprise communiste, se rallie aux partisans de la scission syndicale et devient en 1948 le président de la CGT-FO : 632.

JOUKOV, Grigori Konstantinovitch (1896-1974), d'origine rurale, sous-officier pendant la Première Guerre mondiale, il s'engage dans l'Armée rouge en 1918, sert dans la cavalerie et devient chef d'escadron. Après trois ans (1928-1931) à l'Académie Frounze, il fait, semble-t-il, un bref séjour en Espagne puis commande les troupes en Extrême-Orient. Général en 1940, son rôle pendant la guerre lui vaut d'être fait maréchal de l'Union soviétique. Suspecté d'ambitions politiques par Staline,* puis Khrouchtchev* : 694.

JOVANOVIĆ, Rajko, dit Ognajović, N° 2, Ilić, Jadranski (1898-1942), gagné au communisme en France où il étudie le droit, il va être le leader de la gauche du PCY. Il combat dans les rangs des partisans pendant la guerre mais sans retrouver les responsabilités dont il a été privé au détour des années 30. Tué au combat : 770.

JOVANOVIĆ, Zikica, ancien de la guerre d'Espagne, il donne le signal du soulèvement en abattant deux gendarmes au cours d'une fête : 770.

JOYE, Pierre, dit Nicolas, Devos (1909-1984), Belge, fils d'avocat, docteur en droit et sciences économiques, marin en 1933, année de son entrée au PC. Il est secrétaire de Bérei dès son arrivée, élu au CC en 1939. Chef des Partisans sous l'occupation, il est l'un des « quatre » qui ont « parlé » et s'étonne de la légèreté de la sanction. Il continue à avoir des responsabilités dans le parti et sa presse : 781.

JOYNSON-HICKS, sir William, dit Jix (1885-1932), un des chefs de l'aile dure des conservateurs, député en 1908, ministre de l'intérieur de 1924 à 1929, il eut à faire face à la grève générale britannique de 1926 : 408, 414.

JUIN, Alphonse (1888-1967), Saint-cyrien, fantassin, il fait le gros de sa carrière au Maroc, où il est auprès de Lyautey. Blessé sur le front français, il combat pendant trois ans contre les Rifains. Général en 1939, libéré à la demande de Pétain, collaborateur personnel de Weygand puis Darlan, il remplit une mission auprès de Göring. Il sert Pétain loyalement et doit être neutralisé lors du débarquement allié. Il se rallie ensuite à Giraud, commande le corps expéditionnaire en Italie, puis devient en 1944 chef d'état-major général. Résident général au Maroc après la guerre, nommé maréchal de France en 1952 : 389.

JUNCO Jovellanos Camellón, Sandalio, dit Braceras, Saturnino Hernández, Juárez (1894-1942), ouvrier boulanger, puis *tabaquero*, fondateur d'une centrale syndicale à Cuba, gagné aux idées de l'opposition de gauche par Andrés Nin* dans un congrès de la Profintern, il est un des dirigeants de l'ANERC après avoir été refoulé de Cuba, fonde le *Partido bolchevique-leninista* de Cuba. Il rallie *Joven Cuba*, mouvement nationaliste, est assassiné au cours d'une réunion publique : 382, 383, 467, 482, 500, 579, 580, 628.

JUNG, Franz (1883-1963), il interrompt ses études supérieures de droit, se lie à la bohème munichoise autour d'Erich Mühsam*, est attiré par l'expressionnisme et la critique sociale ; il déserte, se lie au groupe d'*Aktion*, et, après la guerre, au KAPD dont il commande un groupe de combat en 1921. Condamné à une longue peine de prison il se réfugie en URSS et dans l'écriture, vit aux États-Unis de 1939 à 1945 : 149.

JUNG, Richard, ouvrier de l'usine Zella Mehlis, concepteur et commandant d'une colonne blindée dont les véhicules étaient construits par ses camarades de travail : 131, 146.

JUNKELSON, Haich ou Isaï, officier ukrainien envoyé par Rakovsky* à Budapest ; soupçonné de comploter, il est passé par les armes par la police de Kun* : 93, 105.

JUSKIÉVIĆ, dit Tomarćek, ouvrier métallurgiste de Bratislava, il est exclu du PC dont il était un important dirigeant, rallie l'opposition de gauche : 578.

JUSTUS, Vladimir Bogdanovitch, bolchevik russe prisonnier de guerre, il aide à la formation militante technique des jeunes révolutionnaires hongrois en 1918 : 44.

K

KABAKTCHIEV, Khristo, dit Christo Stefanov (1978-1940), né en Roumanie, fils d'instituteur, gagné au socialisme en Bulgarie et à Genève où il étudie. En 1905, lors de la scission, il reste avec les *tesnjaki*, dont il est l'un des dirigeants. En 1920, il est à Halle et Livourne, devient secrétaire du PC bulgare. Il fait trois ans de prison après l'insurrection de 1923. Il ne retrouve jamais son rôle d'avant cette défaite. Il est arrêté en 1937, libéré en 1938 : 206, 241, 310, 333, 356, 622, 724.

KAFERZADEH, militant du PC de Perse : 199.

KAGAN, Grigory, dit Georges, dit Lucien Constant, Gilbert, A. Konarski, Pierre Lenoir, Lipski, A. Martin, Gustav Mûller (1906-1944), juif polonais devenu communiste au lycée, il vient faire des études en France en 1928 mais en est expulsé à cause de son activité politique. Il va alors à Bruxelles puis Moscou où il entre dans l'appareil central de la Comintern. Il revient en France en 1931 dans le groupe autour de Fried*, chargé de l'*agit-prop*. Il est avec André Ferrat* l'un des organisateurs du groupe opposant qui publie *Que Faire ?*. Il se réfugie aux États-Unis en 1940 : 497, 633, 673.

KAGANOVITCH, Lazar Moiseiévitch (1893-1991), cordonnier, bolchevique en 1913. Lié à Staline* depuis l'époque de Tsaritsyne, il est l'un de ses principaux lieutenants, secrétaire du parti à Moscou et en Ukraine où il a laissé des traces de sang : 539, 651, 659, 709.

KAHLE, Hans, dit Colonel Hans, Hans Jorge (1899-1947), officier pendant la Première Guerre mondiale ; prisonnier de guerre, il fait ensuite une école supérieure de commerce et du journalisme. Communiste, il s'engage en Espagne, où il a le grade de colonel dans les Brigades internationales. Réfugié à l'île de Man puis au Canada en 1939, il est après guerre le chef de la police de Mecklembourg-Poméranie : 328, 695.

KAHR, Gustav, chevalier von (1862-1934), nommé haut-commissaire du Reich en Bavière en 1923, il démissionne après le putsch d'Hitler*, qu'il avait protégé : 337.

KALANDRA, Záviš dit František Kohoutek, Juraj Pokorny (1902-1950), étudiant en histoire et philosophie, au PCT en 1923, membre du groupe surréaliste tchécoslovaque, poète et historien des guerres hussites, il est journaliste à *Rude Pravo* en 1928. Membre de la fraction Guttmann* en 1933, il rompt publiquement avec le PCT sur la guerre d'Espagne et les procès de Moscou. Déporté à Mauthausen, il milite au PSD et au

club Jack London au retour. Arrêté en 1949, il est condamné à mort et pendu : 578, 672, 673.

KALEDINE, Alekséi Maksimovitch (1861-1918), général russe, il conduit les Cosaques du Don contre le pouvoir bolchevique et se suicide après sa défaite : 52.

KALININE, Mikhaïl Ivanovitch (1875-1946), ouvrier à tête de moujik, il succède à Sverdlov* comme président de l'exécutif des soviets – chef de l'État – proche des droitiers, et il semble que Staline* n'ait pas cherché à le menacer : 159, 235, 285, 797.

KALJUNEN, Heikki (?-1937), chef de gardes rouges pendant la révolution, surnommé « la Terreur de Carélie », ce grand mythomane sert ensuite dans l'Armée rouge, assure qu'il s'est trouvé isolé en Sibérie orientale du gros de l'Armée rouge par les troupes blanches de Koltchak*, mais réussit à reformer une armée et à les prendre à revers. A partir de 1924, il dirige une usine qui produit des équipements et notamment des skis pour l'Armée rouge, et, dit-on, des portefeuilles personnalisés pour les dirigrants. Il est arrêté et exécuté en 1937 : 726.

KAMBAKSCH, Abdusamad, agent iranien des services soviétiques, accusé d'avoir « donné » le groupe d'Arani : 729.

KAMENEV, ps. de Lev Borissovitch Rosenfeld, dit Gradov (1883-1936), fils d'ingénieur, plusieurs fois arrêté et déporté ; proche de Lénine*, très lié à Zinoviev*. Il fait partie de la coalition contre Trotsky* puis de la troïka avec Zinoviev contre Staline*. Il ne s'occupe jamais de la Comintern. Condamné et fusillé après le premier procès de Moscou : 22, 43, 48, 53, 175, 225, 232, 298, 347, 352, 361, 442, 468, 493, 552, 574, 592, 665, 696.

KAMERZIN, Raymond, dit Jean Karl (1916-1938), cuisinier suisse, membre du PC en 1934, élève de l'École Lénine, il est en Espagne dans les Brigades internationales, soupçonné d'avoir partie liée avec un groupe anticommuniste. Il disparaît en 1938 en Espagne sans laisser de trace : 696.

KAMINSKY, Grigory Naoumovitch (1895-1939), vieux bolchevik ayant fait des études supérieures, il s'occupe de la Santé, commissaire du peuple en RSFSR puis URSS, et tente vainement de protéger Rakovsky*. Il vote contre Staline* au fameux plénum de juin 1937, avec Piatnitsky* et Kroupskaia*. Fusillé : 710.

KANATCHIKOV, Semion Ivanovitch (1879-1940), fils de paysan, modeleur, il fait des années de prison et d'exil. Zinoviéviste, il est mis à l'écart dans la diplomatie puis l' édition. Fusillé : 461.

KANDELAKI, David Vladimirovitch (1895-1938), proche collaborateur de Staline* chargé des questions délicates de politique étrangère, il est surtout connu pour sa mission en Allemagne en 1936, où il explora les possibilités d'un accord éventuel. Il est fusillé un an avant l'accord Hitler-Staline.

KANG SHENG, dit Gai Sheng, Kang Hsin, Kang Sin, Jang Wing (1899 ou 1901-1975), fils de propriétaires fonciers du Shandong, étudiant à Shanghai, il adhère au PCC en 1924 et travaille dans l'organisation du parti. Il passe ensuite dans les services secrets, prenant en main le département d'organisation en 1931. Ce grand personnage du parti n'est apparu au grand jour qu'en 1934 : 508, 589.

KANTOR, Abè Szachna, dit Abé le Grisonnant, Bialy Abé, Stefan Michalowski, Natan (1896-1938), ouvrier du textile, organisateur du syndicat à Varsovie, il milite dans le Kombund, dont il est l'un des dirigeants, et entre au PC polonais en 1921. Il est membre du Bureau central juif. Il est envoyé à l'École Lénine en 1930. Resté à Moscou, il est liquidé : 175.

KAPLANSKY, Kalmen, militant canadien de la CPO : 574.

KAPP, Wolfgang (1858-1922), haut fonctionnaire prussien, directeur au ministère de l'Agriculture, lié au milieu Junker, il accepte d'être le civil qui conduira le gouvernement mis en place par le putsch du général von Lüttwitz*, qu'on appellera donc « le putsch de Kapp » : 128-132, 135, 141, 143, 163, 172, 205, 216, 225, 232, 249, 252, 260, 263, 298, 309, 319, 344.

KARAKHANE, Lev Mikhaïlovitch Karakhanian, dit (1889-1937), vieux bolchevik arménien, ancien des « interrayons », il travaille pour la Comintern puis dans la diplomatie ; fusillé : 43, 356, 532.

KARDELJ, Edward, dit Bevc, Birk, Kristov, Levc (1910-1979), communiste slovène formé à Moscou, membre du BP du PCY en 1937, chef de l'insurrection en Slovénie, plus tard ministre des Affaires étrangères et principal lieutenant de Tito* : 722, 769, 771.

KARIKAS, Frygies, dit Jozsef Ringer (1891-1938), outilleur hongrois, militant syndicaliste en France avant guerre, prisonnier de guerre sur le front russe, il adhère au groupe communiste de Russie. Il est commissaire de division pendant la révolution. Après la défaite, il vit en URSS, en Autriche, en France, il fait trois ans de prison au pays. Arrêté peu après son retour en URSS et exécuté : 721.

KAROLSKI, Andréi, ps. d'Abram Weizsblum (1896-1952), membre du SPKPil en 1916, cofondateur du PC polonais, orateur très populaire, organisateur des travailleurs juifs, membre du comité militaire révolutionnaire de Varsovie en 1920, il représente son parti à Berlin de 1925 à 1927, travaille en 1931 à l'exécutif comme rapporteur de Knorine* dans le secrétariat d'Europe centrale, représente la Comintern en Suisse en 1934-1935, est arrêté en 1937 mais aurait survécu dans des conditions que nous ignorons : 177, 714, 719, 730.

KAROLYI, née Andrassy, Catherine (1900-?), née dans l'aristocratie hongroise, épouse d'un aristocrate, elle sympathise avec le communisme et sert les campagnes de Münzenberg*, notamment en collectant en Allemagne des documents puis en recueillant des souscriptions dans son milieu pour le *Livre brun* sur l'incendie du Reichstag : 105, 650.

KAROLYI, Mihaly (1875-1955), comte, démocrate ; chef du gouvernement provisoire en 1918, il fait appel à Béla Kun* devant l'intransigeance des Alliés : 65, 99, 105, 107.

KARSKI, *cf.* Marchlewski.

KARTIN, Pinkus, communiste polonais, rappelé d'Espagne pour veiller à l'épuration de son parti en 1937 : 717.

KARTVELICHVILI, Lavrentii I, dit Lavrentiev (1891-1938), Géorgien, il fait ses études à Kiev et y entre au Parti bolchevique ; il exerce des commandements dans

l'Armée rouge sous Rakovsky* et Frounze*. Il entre dans l'appareil et, secrétaire régional en Transcaucasie, il est accusé d'avoir protégé et aidé le groupe Lominadze-Sten-Chatskine*. Arrêté, il est mort en prison : 92.

KARUSSEIT, Gottfried, *alias* Heinrich Scheuken, dit der Alte (1869-?), ouvrier métallurgiste, agent de renseignements de la Reichswehr ayant servi le général Maercker et Gustav Noske, il est chef d'une unité de l'« armée rouge » de la Ruhr en 1920, défenseur des positions les plus « gauchistes », important dans l'opposition à l'accord de Bielefeld : 130.

KASCHER, Léa ou Léonie (1893-?), née à Varsovie, étudiante à Zurich, elle est membre des « vieux communistes », qu'elle représente au congrès de fondation de la Comintern. Elle est deux fois expulsée de Suisse en 1919 et 1921 et sa trace se perd : 80, 81.

KASPAROVA, Varsenika Djavadovna, dite Vari, Varia, Veronika (1875-1941), militante tatare, organisatrice de l'union des commissaires politiques de l'Armée rouge et proche de Trotsky*. Plus tard, membre de l'Opposition de gauche après avoir appartenu au groupe tampon. Elle est exécutée en même temps que Rakovsky*, près d'Orel : 571.

KASUGA, Shojiro (1903-1976), étudiant renvoyé pour son activité politique, il travaille dans l'imprimerie en 1923 et organise un syndicat des imprimeurs. Exclu avec d'autres, devenu électricien, il milite alors au Conseil des syndicats ouvriers du Japon. A partir de 1925, il fait une année d'études à la KUTV à Moscou, puis milite clandestinement. En 1929, il est condamné à dix ans de prison, est de nouveau arrêté à sa libération et condamné à perpétuité. Il sort de prison en octobre 1945 : 506.

KASSAK, Lajos, écrivain hongrois, critique sévèrement Béla Kun au pouvoir : 105.

KATACHEV, dirigeant communiste de Plevna, en Bulgarie, il y commande l'insurrection en 1923 et est tué en prison : 334.

KATAYAMA, Sen, dit Yavki (1860-1933), vétéran du socialisme japonais au pays et aux États-Unis, il s'installe en URSS en 1921 et devient un pèlerin de la Comintern dans l'Asie entière, séjourne quelque temps au Mexique à la tête de l'agence d'Amérique du Nord : 30, 94, 199, 271, 285, 298, 391, 470.

KATRANDJIEV, Iordan (1894-?), membre du PC bulgare, coopté au BP en 1942, il est transféré après guerre à la commission de contrôle : 775.

KATTNER, Alfred (?-1933), collaborateur « technique » de Thälmann, chargé de sa protection et en réalité agent de la police, il le livre après l'arrivée des nazis au pouvoir et est abattu par les groupes spéciaux du Parti communiste : 547.

KATZ, Ivan (1889-1956), fils de commerçants, il est à la SDPD, passe à l'USPD fin 1919 et se retrouve au VKPD, dans la gauche, élu au Landtag puis au Reichstag, membre en 1924 de la centrale, du Polburo et jusqu'en 1925 du présidium de la Comintern. Il rompt en 1926 et fonde une « nouvelle Ligue Spartakus ». Arrêté sous Hitler, il sort de Ravensbrück en 1945. On le retrouve dans un parti « titiste » allemand : 373.

KATZ, Otto, dit André SIMONE (1895-1952), né en pays sudète, il s'établit à Berlin, travaille dans l'édition, adhère au KPD et devient un proche collaborateur de Münzenberg d'abord dans ce domaine, puis dans le SOI. Entré dans son cercle, il est peut-être chargé de le contrôler. On le trouve dans le monde entier à cette époque, en URSS mais aussi aux États-Unis, actif contre le régime nazi, dirigeant à Paris l'agence Espagne. Il est au Mexique pendant la guerre, revient en Europe, s'établissant en 1947 en Tchécoslovaquie. Jugé avec Slansky, il est condamné à mort et exécuté. Il appartenait probablement aux services, mais Stephen Koch lui fait beaucoup d'honneur en faisant de lui le « Grand Infiltrateur » : 447, 542.

KAUTSKY, Karl (1854-1938), né en Autriche, Karl Kautsky fut le « pape » de la social-démocratie allemande, le successeur de Marx et Engels. Il passe pendant la guerre à l'USPD mais revient au SPD. Il s'exile en 1933 et meurt à temps en Autriche : 19, 32, 33, 101, 145, 149, 150, 159-168, 172, 609.

KAVANAGH, Jack, dit James Nelson (1882-1964), né à Liverpool, il émigre au Canada, où il est président de la *British Columbia Federation of Labour* et joue un grand rôle à la conférence de Calgary en mars 1919. Il se tourne alors vers le PC, puis s'en va en Australie en 1925, y est exclu du PC en 1931 et organise l'opposition de gauche et le mouvement trotskyste : 96.

KAVTARADZE, Sergéi Ivanovitch, dit Kirillsky, Safir (1885-1971), communiste géorgien, membre de l'opposition de gauche, il est le seul à avoir été libéré sans conditions et à avoir repris des fonctions officielles, ce qui jette des soupçons sur lui.

KAZAMA, Jokishi (1902-1968), fils de paysan pauvre, membre du syndicat de la métallurgie, il participe à la création du Conseil des syndicats ouvriers japonais et se rend en URSS, où il étudie une année à la KUTV, où il reste comme interprète et traducteur. pour le département d'Orient de la Comintern et à Moscou, puis à Vladivostok. Il est renvoyé au Japon en 1930 comme dirigeant, imposé par Moscou, du deuxième PC japonais. Arrêté en 1932, il renonce au communisme en 1933 et n'est frappé que d'une lourde peine de prison : 506.

KELEN, Joszef (1892-1941), frère d'Otto Korvin*, membre du cercle Galilée à Budapest, ingénieur, commissaire à la production sociale. Conseiller de la mission commerciale soviétique en Allemagne de 1920 à 1929, puis directeur de centrale, ami personnel d'Ordjonikidze* : 721.

KELLNER, Sándor (1887-1919), militant du syndicat des typographes. Prisonnier en Russie, il commande la garde rouge de Saratov, est membre du Comité du congrès des rrisonniers de guerre, membre fondateur du PCH. Capturé et tué par une unité « blanche » : 54.

KEMAL, Pacha, Mustafa Kemal, dit Atatürk (1881-1938), général de l'armée turque, fondateur du Parti nationaliste, vainqueur de la guerre contre la Grèce, il dépose le sultan en 1923 et devient, avec le titre d'Atatürk, le premier président de la République turque, réalisant d'importantes réformes dans un but de modernisation : 159, 457, 458.

KEMPIN, *cf.* Utzelman.

KENYATTA, Jomo, Ka Mauwa Gengi, dit Johnston Kamau

(1893-1978), Kenyan, il fonde en 1922 l'association des Kikuyus pour recouvrer les terres volées par les colonisateurs. Il milite ultérieurement avec Padmore*, dans la LAI, puis avec CLR James*. Il est chef de l'Etat kenyan dans le début de son indépendance : 507.

KERENSKY, Aleksandr Fedorovitch (1881-1970), avocat, membre du Gouvernement provisoire de Russie en février 1917, et son chef en juillet, chassé par la révolution d'Octobre, il vit en exil jusqu'à sa mort : 36, 52, 136, 159, 310, 396, 629.

KESKÜLA, Alexandre, dit Kivi, Stein, (1882-?), Bolchevik d'Estonie de 1905 à 1907, il vit en Suisse et en Suède pendant la guerre et aide les bolcheviks tout en renseignant les Allemands sur eux. Il semble s'être agi en fait d'un nationaliste estonien qui épaula les services allemands pour obtenir leur appui pour son mouvement : 22.

KEYNES, John Maynard (1883-1946), économiste britannique, membre de la conférence de la paix, il a laissé une œuvre théorique importante : 163.

KHAÏRALLAH, Chadly, dit Chadly ben Mustafa (1898-1972), d'une grande famille de notables de Tunis, fils d'un fondateur du Destour, il fait des études secondaires et, membre du Destour, est condamné pour un article sur le bombardement de Damas par l'aviation française. En 1926 il est à Paris et se lie au PC. Il est délégué au I[er] congrès de la Ligue anti-impérialiste à Bruxelles, où il prend la parole au nom de l'ENA et du Destour, est élu suppléant à l'exécutif de la Ligue, et, peu après, président de l'ENA. Expulsé de France en 1927, il est pendant plusieurs années l'un des dirigeants du Destour. Il s'exile en 1935 et abandonne l'activité politique peu après son retour : 393, 447.

KHAITAS, Andronikos (1894-1935 ou 1937), dirigeant du PC grec, il appartient à la fraction stalinienne qui exclut l'Opposition de gauche, puis se divise. Il est écarté de la direction, arrêté par la police, s'évade, parvient à Moscou et devient professeur d'université à Kouibychev. Arrêté en 1935 et liquidé : 498, 725.

KHALED ben Kacimi ben Abdelkrim el-Djezaïri, dit émir KHALED (1875-1930), petit-fils d'Abd el-Krim, officier dans l'armée française, leader des Jeunes Algériens, vainement courtisé par les communistes qui espèrent faire de lui un leader nationaliste sous leur contrôle. Il est en pourparlers avec les nationalistes syriens en1926 : 443.

KHARINE, Salomon, dit Joseph (1892-1937), membre de la mission commerciale soviétique à Paris, correspondant de l'Opposition de gauche russe à Paris, il la trahit en négociant ses documents avec le GPU. Exécuté pendant la purge de la fin des années 30. Son cadavre a été retrouvé à Boutovo : 462, 469, 575, 590.

KHARRAT, Hassan al- (1862-1925), jardinier, puis veilleur de nuit, militant nationaliste très influent à Damas, choisi comme chef de l'insurrection à Damas, qu'il prépare en quadrillant la ville par des comités clandestins, avant de soulever les quartiers populaires à la tête de groupes de partisans. Il est tué au combat : 393.

KHEREIRO, Ahmed, lieutenant d'Abd el-Krim, il continue le combat à la capitulation de ce dernier et meurt au combat : 392.

KILBØM, Karl (1885-1961), métallo, internationaliste pendant la guerre, il cofonde le Parti social-démocrate de gauche qui devient PC suédois en 1921. Il est élu à l'exécutif puis au présidium en 1928, mais est exclu avec ses amis en octobre 1929. Fait unique, ils conservent le contrôle de leur parti : 519, 551, 560.

KIM IL-SUNG, dit Him Jong Su (1912-1994), organisateur de la guérilla contre l'occupant japonais et probablement en liaison avec le 4[e] Bureau de l'Armée rouge, il fonde le Parti du travail et devient maréchal et chef de l'État coréen : 788.

KINDERMAN, Szaja, dit Jorge, communiste hongrois, il fait partie des tortionnaires des *checas* de Barcelone : 694.

KINGISEPP, Viktor (1888-1922), après des études à Pétersbourg, il sympathise avec les bolcheviks, joue un rôle important à Riga en 1917 ; il est membre de la Tcheka à Moscou, mais rejoint Reval quand le PC estonien s'organise à part. Il est membre du CC et du BP, est arrêté au cours d'un passage de la frontière vers Moscou et exécuté : 94, 95, 399, 520.

KIPPENBERGER, Hans, dit Ernst Wolf, Alex, Heini, Adam, Franz, Seiler, Nickel, Rähnisch, Alex Wedler (1898-1937), fils d'éditeur, employé de banque, officier de réserve. Il participe à la préparation militaire de l'Octobre 1923 puis suit en URSS les cours d'une académie militaire. A partir de 1926, il dirige le *M. Apparat*, entre au CC en 1929, est député au Reichstag en 1930. Remplacé à la tête du *M. Apparat*, il voit ce dernier, infiltré à la tête, s'effondrer en quelques jours. Réfugié à Prague, puis Moscou, il est accusé d'être un espion et exécuté : 328, 546, 723, 730.

KIRCHENSTEIN, Avgust Martynovitch (1872-1963), microbiologiste et chirurgien vétérinaire de stature internationale, travaillant avec les laboratoires de Suisse et l'Institut Pasteur, placé à la tête du gouvernement de la Lettonie lors de l'occupation du pays en 1940, président du présidium du Soviet suprême de Lettonie de 1940 à 1952, membre du soviet des nationalités de 1941 à 1954. Vaksberg assure qu'il est le frère du suivant, mais ils ne portent pas le même patronyme.

KIRCHENSTEIN, Rudolf Iossipovitch, dit PRINCE (1890 ?-1938), étudiant letton en Russie, il devient bolchevique en 1907, joue un rôle important en octobre, se lie à Jan Berzine et devient un des meilleurs agents du 4[e] Bureau, agent de liaison du fameux Lev Manevitch, décoré de l'ordre du Drapeau rouge en 1931, liquidé en 1938 : 726.

KIRDORF, Emil (1847-1938), magnat allemand du charbon, un des premiers soutiens d'Hitler : 524.

KIROV, Sergéi Mironovitch Kostrikov, dit (1888-1934), apparatchik, il succède à Zinoviev à la tête du parti de Leningrad en 1926. Son assassinat en décembre 1934 sert de prétexte à la terreur : 567, 623, 649, 658, 659, 727, 730.

KIRSANOVA, Klavdia Ivanovna (1888-1947), membre du parti en 1904, docteur en médecine, épouse d'Iaroslavsky ; secrétaire du parti à Omsk de 1920 à 1922, à partir de 1922 recteur de l'Académie communiste Sverdlov, puis directrice de l'École Lénine, révoquée et arrêtée. Elle est de nouveau active en 1941 : 620, 730.

KISS, Karoly (1903-1983), militant de la génération post-révolutionnaire à la tête du PC hongrois, coupé de tout contact international pendant plusieurs années à partir de 1936, il apparaît au grand jour en 1945 : 720.

KITAURA, Sentaro (1901-?), imprimeur à Tōkyō, d'abord anarchiste, élève de la KUTV de 1921 à 1924, il rejoint à son retour le groupe communiste, s'occupe de la jeunesse ; il est arrêté en 1928 et interné : 448, 506.

KLAVKI, ps. de Katayama.

KLÉBER, Emilio, Manfred Stern, dit aussi Fred, Georg (1895-1952), officier dans l'armée austro-hongroise, il rejoint les communistes russes alors qu'il est prisonnier de guerre, et entre dans l'Armée rouge. Il est en mission en Allemagne en 1921 et 1923 et responsable militaire de l'antenne de Shanghai à la fin des années 20. Il commande en Espagne la XI[e] brigade internationale sous le nom de général Kleber et jouit d'une grande popularité. Condamné à une lourde peine, il sort vivant du goulag : 55, 214, 695, 728.

KLEINE, *cf.* Gouralsky.

KLEMENT, Adolf, dit Rudolf, dit Cami, Camille, Camomille, Frédéric, Ludovic, Walter Steen (1910-1938), étudiant allemand, membre de l'opposition de gauche, secrétaire de Trotsky* en Turquie, puis secrétaire administratif du mouvement pour la IV[e] Internationale à Paris, assassiné en 1938 par les hommes de Staline* : 575, 725.

KLEMS, Sliman, dit El-Hadj Allemane, Allemand, engagé dans la Légion étrangère française en 1912, sergent, déserte en 1920 au Maroc, se met au service d'Abd el-Krim en 1923 et forme ses canonniers. Il se convertit à l'islam. Condamné à mort par un conseil de guerre français, il est fusillé : 391, 756.

KLIMA, Emanuel (1902-1941), membre des JC puis du PC tchécoslovaque en 1923, il devient un des dirigeants des JC puis un important responsable de l'appareil, spécialisé dans les questions d'illégalité. Il prépare le passage du parti tchécoslovaque dans la clandestinité, est lui-même membre du premier CC clandestin, est arrêté et tué par la Gestapo : 748, 756.

KLINGER, Gustav, dit Steiert, Steiger, Stein (1876-1937 ?), prisonnier de guerre gagné au bolchevisme en 1917, il est envoyé dans le territoire autonome de la Volga et participe à deux congrès de la Comintern, étant même élu à l'exécutif. Il travaille de 1921 à 1924 au secrétariat de Staline aux Nationalités, puis au comité exécutif panrusse de 1925 à 1931. Il semble qu'il ait été arrêté et liquidé : 56, 90.

KLIVAŘ, Jaroslav, dit Petr Černy (1906-1940), dirigeant des JC de Tchécoslovaquie, à Moscou dans les années 20, secrétaire du syndicat rouge du bâtiment, délégué au VI[e] congrès de la Comintern, dans les Brigades internationales en Espagne, membre de la première direction clandestine, arrêté en avril 1939, il passe onze mois à la prison de Pancrac, est exécuté à Mauthausen : 695, 756, 777.

KNIEF, Johann (1880-1919), enseignant de Brême, lié à Radek*, chef de file des « radicaux de gauche » de Brême, source de l'information de Lénine* sur l'Allemagne en 1918, il meurt prématurément : 32, 37, 68, 69, 137.

KNIEWSKI, Wladisław (1902-1925), ouvrier communiste polonais, membre des Jeunesses communistes en 1920, condamné à deux ans de prison en 1922 pour activité subversive, il est condamné à mort et exécuté pour avoir tué un agent provocateur : 472.

KNÖCHEL, Hans, responsable du KRD clandestin à l'ouest : 759.

KNÖCHEL, Wilhem, dit Wilhelm Erasmus, Alfred Schroeder, Erhardt Forgbert (1889-1944), tourneur, puis mineur, permanent à la Profintern, élève de l'École Lénine en 1932-1934, dirigeant du KPD dans la clandestinité à Hambourg, il entre au CC en 1939, est chargé de constituer aux Pays-Bas une nouvelle direction pour le travail en Allemagne. A la suite d'arrestations, il se rend à Berlin en 1942 et tombe à son tour. Condamné et exécuté. Il semble qu'il ait été hostile à la ligne du « pacte » et proche des positions de Bertz* : 759.

KNODT, Hans, dit Ander, Horn, Kossart (1900-?), journaliste, rédacteur en chef de *Die Rote Fahne* de 1932 à 1934. A Moscou en 1934, il travaille au département des organisations de masse de la Comintern. Il est arrêté en 1937, condamné en avril 1941 : 730.

KNORINE, Wilhelm Knoring ou Knoring, dit Sokolik, dit (1890-1939), enseignant letton, membre du parti de Biélorussie puis de l'appareil central à Moscou. Vers la fin des années 20, il est membre de l'exécutif, chef du département d'Europe centrale, remplacé par Dimitrov* en 1934. Arrêté en juin 1937 et férocement torturé. Exécuté en 1939 : 470, 474, 539, 540, 544, 651, 653-655, 661-666, 709, 714, 726, 730, 731.

KOBETSKY, Mikhaïl Veniaminovitch (1881-1937), membre du SPDiL depuis 1903, il milite en Russie puis au Danemark, où il est organisateur des liaisons, puis, de 1929 à 1924 dans l'appareil de la Comintern. Il est ensuite diplomate et occupe divers postes d'ambassadeur jusqu'à son arrestation et son exécution : 90, 356, 398, 714.

KÖBLÖS, Elek, dit Baltazar, Balthario (1872-1937), communiste hongrois de Roumanie, militant syndicaliste, il devient secrétaire général du PC roumain en 1924, doit émigrer en 1927 passe les années 30 en Russie puis à Vienne, est écarté en 1929 et épuré en 1937 : 725.

KOCSIS, Janos (1899-1938), ouvrier agricole, actif pendant la révolution, membre du secrétariat en exil, arrêté et condamné en Hongrie ; réfugié en URSS en 1930, il périt dans les purges : 720.

KOENEN, Bernhard, dit Heinrich Stafford (1889-1964), mécanicien, au SPD en 1907, il voyage pour se perfectionner, travaille même en Égypte. Mobilisé puis affecté aux usines de la Leuna, il adhère à l'USPD, passe avec sa gauche au VKPD, occupe des fonctions relativement importantes dans l'appareil. Emigré en URSS en 1933, il est arrêté en 1937 et libéré en 1939, coopté au CC en 1942. Ambassadeur de RDA et dignitaire du SED après la guerre : 125, 203, 316.

KOENEN, Wilhelm, dit Arnold Dreyer, Wilhelm Kopp, Fritz Kraus, Lammers, Bernard Schulz, Wenzel, Heinz Wilhelm, Willy (1886-1963), employé de librairie à Halle, il est au SPD en 1907, à l'USPD en 1917, au VKPD en 1920, membre du CC du SED jusqu'en

1963, il a toujours été dans la majorité stalinienne : 125, 132, 134, 168, 203, 222, 230, 261, 318, 372.

KOEV, Konstantin, lieutenant-général en retraite de l'armée bulgare, il est condamné à mort et exécuté à Sofia en 1925 pour l'attentat de la cathédrale : il avait caché Kosta Iankov*, qui était le fils d'un de ses compagnons d'armes : 400.

KOFARDJIEV, Nikola, dit Pavel, Szaso, Sacho (1904-1931), jeune communiste combattant en 1923, il adhère au PC bulgare et devient un des dirigeants des JC, membre de l'exécutif de la KIM. C'est l'un des plus actifs de l'aile dite des « jeunes », qui combattent Dimitrov* et la tradition des *tesnjaki*. Revenu clandestinement à Sofia en 1931, il est abattu par la police. Condamné après coup par la Comintern de Dimitrov comme « sectaire gauchiste » : 725.

KOHER, Minna Jourevna, membre du parti estonien, collaboratrice de l'exécutif de la Comintern, secrétaire de Manouilsky de 1931 à 1935, chargée des devises, victime de l'épuration : 726.

KÖHLER, Bruno (1900-?), responsable du PCT chez les Allemands des Sudètes, membre du CC en 1929 dans l'équipe Gottwald*, membre du bureau politique en 1931, de 1933 à 1935 représentant du PCT à l'exécutif de la Comintern, il est en 1935 membre de l'exécutif, de 1938 à 1940 responsable du PCT en France, de 1940 à 1945 à Moscou, il est ensuite secrétaire de la section des cadres du PCT. Il est exclu du PC en mai 1968 : 491.

KOHN, Rudolf (1885-1942), d'abord membre puis dirigeant de *Poale Zion*, il en conduit la fraction de gauche au PCT ; membre du PC tchécoslovaque, il est élu en 1922 secrétaire du bureau syndical de ce parti, avec accès à toutes les réunions de responsables du MVS, et bataille pendant les années 20 contre l'indépendance des syndicats et contre la politique de pérennisation de la scission. Il est envoyé à Berlin en 1929, puis se réfugie en URSS, où il meurt : 482.

KOHOUT, František (1907-?), ouvrier du Livre à Prague, communiste et oppositionnel, il rend visite à Trotsky à Prinkipo et milite encore après la guerre : 575, 578.

KOIDÉ, Joe, et Nisi, ps. de Nokumichi Ukai (1903-1976), militant communiste japonais, il passe trois années à Moscou de 1930 à 1933 et, à sa sortie, est affecté au secrétariat syndical pan-Pacifique, où il reste plusieurs années. Émigré aux États-Unis, il donne toutes les informtions en sa possession : 507.

KOIFFMAN, Luis (1900-1978), né à Odessa, il vient en Argentine à quatre ans avec ses parents. Militant de la tendance internationaliste des Jeunesses socialistes, il est l'un des dirigeants de leur aile gauche lors de la scission. Membre du PSI, il est délégué au congrès de fondation du PC argentin. Dirigeant important des JC et de ce parti, il est le fondateur en Argentine de la Ligue anti-impérialiste, puis le dirigeant du groupe des adversaires de la politique de la troisième période, appelés « frontistes » à cause de leur attachement au front unique. Il est exclu du PC en 1931 et rejoint l'opposition trotskyste ; est dirigeant du PORS en 1942 Il avait dirigé en 1936 la revue *Visión*, puis fondé l'*Agrupación de propaganda marxista* en vue d'un regroupement. Il meurt en exil à Montevideo : 580.

KOLAROV, Vassil, dit Borsanyi, Franek, Vassil Petrov, Waneline (1877-1950), fils d'un fabricant de chaussures, il fait des études de droit à Genève, rejoint le Parti social-démocrate bulgare en 1987 et les « étroits » *(tesnjaki)* en 1903 ; il est membre du CC en 1905, zimmerwaldien, mais pas de gauche, secrétaire du CC du Parti communiste bulgare à sa création. Pendant plusieurs années, il est l'un des plus importants personnages de la Comintern, oblige le parti à son autocritique et à une insurrection improvisée en septembre 1923. Il revient alors à l'appareil de la Comintern, membre de l'exécutif et du présidium et en 1928-1929 chef du secrétariat des Balkans. Après guerre, il a présidé l'assemblée populaire bulgare, puis succédé à Dimitrov : 156, 252, 310, 333, 334, 356, 391, 395, 656, 725, 793, 795, 796.

KOLLONTAÏ, Aleksandra Mikhaïlovna Demontovitch, ép., dite Elena Maline, Mikhaïlova (1872-1952), fille de général, au parti en 1899, connue surtout pour sa défense de l'amour libre. Menchevique jusqu'en 1915, elle est ensuite bolchevique, sert notamment en Ukraine pendant la guerre civile. Après avoir hésité à cause de sa sympathie pour l'opposition, elle, la fondatrice de l'Opposition ouvrière, reste muette devant Staline*, qui en fait une ambassadrice et pense pourtant à la liquider : 30, 91, 210, 284.

KOLMAN, Arnost (1892-1976), mathématicien et philosophe, prisonnier de guerre en Russie en 1915, gagné au communisme, délégué à Stockholm, combattant de l'Armée rouge, il dirige la section du matérialisme dialectique de l'Académie des sciences en URSS. Titulaire de la double nationalité, il revient en Tchécoslovaquie en 1945 et dénonce avec éclat l'intervention soviétique de 1968 : 57.

KOLOZOV, Giorgios (?-1937 ou 1938), dirigeant des JC, membre du groupe stalinien de Zachariadès*, réfugié à Moscou et exécuté vraisemblablement en même temps que Khaitas* : 725.

KOLTCHAK, Anton Vassilievitch (1874-1920), officier de marine, devenu amiral sous le tsar, il conduit avec l'aide alliée une forte armée qui marche sur Moscou pendant la guerre civile, mais il est battu, capturé au cours de sa retraite et passé par les armes. Reconnu par les Alliés comme « commandant suprême », il avait représenté la Russie à la conférence de la paix : 52, 58, 98, 200.

KOLTSOV, Mikhaïl Efimovitch Fridland (1898-1940), journaliste, ancien élève de Sosnovsky*, rallié à Staline*. Envoyé de la *Pravda* en Espagne, où il apparaît sous le nom de Miguel Martínez, il y joue un rôle non négligeable. Arrêté le 12 décembre 1938, il est exécuté : 1940.

KOMJAT, Aladar, dit Alfred, Dr Fuchs, Aladar Kovacs, Stein (1891-1937), écrivain, poète, journaliste, membre du PCH à sa fondation. Longtemps collaborateur d'*Inprekorr*, dont il a écrit l'histoire, il a dirigé son transfert en Suisse sous le titre de *Rundschau*. Mort à Paris : 65.

KON, Feliks Iakovlevitch, dit Boleslawski ; Feliks, Drozdov, Jankowski, Stogov, Stozyński (1864-1941), de 1882 à 1884, il est membre du parti *Prolétariat*, ce qui lui vaut les travaux forcés. Il est ensuite au PPS

puis au PPS de gauche. De 1906 à 1917, il vit en Occident, puis il revient en Russie, participe à la fondation du PC polonais puis est affecté en Ukraine en 1920, au bureau du Sud de la Comintern. La même année, il est membre du *Revkom*. Il travaille ensuite pour la Comintern et survit à la purge de ses compatriotes : 92, 176.

KŌNDŌ, Eizo, dit Tani (1883-1965), après des études supérieures d'agronomie et deux séjours prolongés aux États-Unis, où il connaît Katayama*, il devient socialiste puis repart au Japon pour y implanter le communisme. Membre du CC, il fuit le Japon en 1923. En décembre 1931, il annonce son ralliement au national-socialisme : 284-286.

KONDYLIS, Giorgios (1879-1936), général républicain, il renverse la dictature de Pangalos, devient monarchiste et fait décider le vote sur le rappel du roi en 1936 : 394.

KON SIN, ps. de KANG SHENG.

KONIEV, Ivan Stepanovitch, dit Paulito (1897-1973), fils de paysans russes, il fréquente l'école primaire, adhère au parti en 1918, devient commissaire politique, suit les cours de l'Académie Frounze en 1926. Il est colonel quand il est envoyé en Espagne comme conseiller pour les tankistes. Il commande sur plusieurs fronts pendant la guerre, est nommé maréchal en 1944 : 694.

KÖNIG, Artur (1884-?), au SPD en 1904, il déserte en 1918 et rejoint les spartakistes, entre au KPD en 1918. Il représente la gauche au CC en 1923, participe aux discussions sur la préparation de l'insurrection d'octobre à la Comintern. Ensuite, député, puis permanent de second plan : 470.

KONSTANTINOV, Andréi Andréievitch, dit Kostia (1901-1943), au parti en 1917, il sert dans l'Armée rouge ; il est licencié de la *Pravda* fin 1924 parce que oppositionnel. Il demeure opposant clandestin, arrêté seulement en 1932 dans l'affaire Smirnov* et condamné à trois ans. Maria Ioffe* décrit sa personnalité de héros tranquille au camp de Vorkouta : 574, 592.

KOPECKÝ, Václav, dit Vácek (1897-1961), Tchèque, étudiant en droit, il adhère très tôt au PCT et rejoint le groupe Gottwald*, avec qui il monte dans l'appareil à partir de 1929. En 1935, il représente le PCT à Moscou. Il est après la guerre un ministre influent : 491.

KOPLENIG, Johann (1891-1968), fils de journaliers, cordonnier, membre des JS, il est prisonnier de guerre en Russie et adhère à l'organisation communiste de langue allemande en janvier 1918, sert dans l'Armée rouge et ne revient qu'en 1920. Quatre ans plus tard, il est secrétaire à l'organisation du parti autrichien. Émigré en février 1934, il fait partie du présidium de la Comintern et dirige le CC du parti, dont il reste un des principaux dirigeants après la guerre : 55, 765.

KOPP, Jiří (1907-1992), fils d'un patron de presse tchécoslovaque de la région des Sudètes, ami de Kafka*, gagné au communisme, puis à l'opposition de gauche par Lenorović*, spécialisé dans les fabrications pour la clandestinité, membre du groupe *Jískra*, il s'évade d'un camp en 1939, devient banquier et industriel en Amérique du Sud : 466, 575.

KORITSCHONER, Franz (1891-1942), fils de banquier, neveu d'Hilferding*, il fait des études de droit, se lie à Boukharine* et connaît par lui Lénine et Radek*. Il appartient à la gauche de Zimmerwald. Après la guerre, il est l'un des principaux dirigeants du PC autrichien, chef de file de la droite. A Moscou, Boukharine lui confie un petit travail à la Profintern. Arrêté en 1937, envoyé au Goulag, il est livré en 1941 à la Gestapo et transféré à Auschwitz, où il est fusillé à son arrivée : 35, 64, 65, 109, 727.

KORNFEDER, Joseph, dit James Hartfield, Nevares, Zack, Joseph Cass (1893-1963), membre du PS américain en 1916, sympathisant des IWW. Au PC en 1919, à l'École Lénine en 1927. Il remplit ensuite un certain nombre de missions pour la Comintern, notamment en Amérique du Sud, lors de la fameuse grève des bananeraies de Colombie, puis la fondation au pays du PC vénézuélien. Exclu en 1934, il flirte avec les trotskystes puis devient « témoin » professionnel devant les « commissions ». Il aurait travaillé pour le NKVD avant d'être « retourné » : 516, 622.

KORNILOV, Lavr G. (1870-1918), nommé commandant en chef par le Gouvernement provisoire, le général tente de marcher sur Petrograd, est mis en déroute par l'action ouvrière. Réfugié dans le Caucase, il reprend le combat avec les Cosaques, est tué au combat : 135, 310, 629.

KOROLENKO, Vladimir Galaktionovitch (1853-1921), écrivain d'inspiration populiste et démocratique, ami de Rakovsky*, il meurt en Ukraine pendant la guerre civile : 135.

KOROTKOV, Aleksandr, dit Long (?-1962), agent du NKVD, il joue le rôle principal dans les assassinats d'Agabekov et de Rudolf Klement. Il opère en France, en Allemagne, puis, revenu à Moscou, est chargé du Département des clandestins. Il est mort en 1962 d'une crise cardiaque en jouant au tennis : 729.

KORVIN, Otto (1894-1919), employé de banque, membre d'un groupe antimilitariste en 1917, il dirige un groupe socialiste révolutionnaire, est membre du CC du PC hongrois, chef du département politique du commissariat à l'Intérieur pendant la révolution, il est accusé de nombreuses exécutions sommaires, arrêté en août et pendu en décembre 1919 : 44, 65, 105, 106, 137.

KOSSAREV, Alexandr Vassiliévitch (1903-1939), ouvrier d'usine à onze ans, il entre aux Komsomols (JC) en 1921, est porté au secrétariat général par Staline en 1929. Il échoue dans l'opération menée en France en direction de Fred Zeller mais réussit en Espagne avec Santiago Carrillo. Il est arrêté en 1938, envoyé au Goulag et, libéré après la mort de Staline, revient à Moscou en 1954 peu avant de mourir. Il est arrêté en 1936 et fusillé en 1938 : 671.

KOSSOI, Yéhel, dit Avigdor, Kessle, Shimon, Hosni el Arabi (?) (1895-1937 ou 1892-1958), né en Ukraine, membre du Bund, il émigre aux États-Unis en 1914, s'engage dans le Bataillon hébreu, quitte la Palestine en 1918. Il participe peut-être à la fondation du PC d'Égypte et aurait milité alors sous le nom de Hosni el Arabi (?). Il se marie avec Charlotte, fille de Joseph Rosenthal. Mis à la disposition de la Comintern, responsable du Moyen-Orient, il quitte l'Égypte en 1921. Délégué au 6[e] congrès, il va « arabiser » le parti liba-

nais. Il est exclu en 1936, arrêté en 1937 et meurt en route pour le camp. L'identification à el Arabi est douteuse : Laqueur assure que ce dernier était professeur en Allemagne dans les années trente : 271, 727.

KOSTA, Stella, journaliste membre du parti socialiste et mariée à un Luxembourgeois : 92.

KOSTÁLEK, Josef (1905-1944), ouvrier tailleur tchèque, au PC officiellement en 1939, il commence à organiser des groupes partisans en Bohême du Sud. Il est chef de la commission partisans du PCT, se suicide pour n'être pas pris en 1944 : 777.

KOSTANIAN, Gliraj (1895-1938), arménien, communiste en 1916, proche de Lominadze*, il occupe d'importantes fonctions à la Profintern, est l'unique délégué du PC d'Arménie au VIe congrès de la Comintern. Il semble avoir été engagé dans le bloc des oppositions. Les enquêteurs du NKVD en 1938 cherchent des « témoignages » contre lui et en trouvent. Il est exécuté : 592, 655, 730.

KOSTOV, Traitcho, dit Grigorov (1897-1949), fils d'ouvrier, étudiant en droit, aux JC en 1919, au PC bulgare en 1920, il est condamné à huit ans de prison en 1924, libéré et amnistié en 1928. Il est jusqu'en 1931 à l'École Lénine de Moscou, puis émigre en Suède et en 1933 à Moscou, où il travaille au secrétariat des Balkans de la Comintern. Il revient en Bulgarie en 1935, passe dans la clandestinité en 1940, est arrêté en 1942, pas exécuté, et libéré en 1944 par le gouvernement démocratique. Personnage important de la Bulgarie d'après guerre, il est arrêté en avril 1949 comme espion, agent, condamné à mort et exécuté après une tentative de nier les aveux extorqués : 774, 775.

KOSTRZEWA, Wera, Marianne Koszutka, dite Olga Schwager, Korab Starczewska, Wera Weryjkho (1876-1938), militante très jeune, elle joue un rôle actif dans le PPS et est au CC du PPS gauche. Elle est élue au CC du PC polonais naissant et fait partie de la direction des quatre W, deux fois révoquée par Staline*. En URSS à partir de 1930, elle est arrêtée et exécutée en prison en 1939 : 242, 352, 375, 562, 718.

KOSUTIĆ, August, dirigeant du Parti national paysan croate de Maček*, il accompagne Radić* dans son séjour à Moscou : 388.

KOTCHEREC, Iakov, dit le Français, Jacques Reynaud, militant russe de l'opposition de gauche, traducteur du français, en liaison avec Sedov* jusqu'à sa dernière arrestation connue, en 1934 : 462, 571.

KOTELNIKOV, Fedor Semionovitch (1893-?), membre du PC russe en 1919, dans les années 30 il dirige l'organisation du parti pour le personnel de la Comintern. Sa trace se perd en 1939.

KOULIK, G.I., dit Kupper (1890-1950), officier d'artillerie, lié à Staline* devant Tsaritsyne. Conseiller militaire en Espagne auprès du général Pozas, il est très impopulaire pour sa brutalité et son autoritarisme : 694.

KOUTIEPOV, Aleksandr Ivanovitch (1882-1930), militaire de carrière pendant la guerre civile, Wrangel fait de lui le commandant d'armes de la Crimée. Il passe en Turquie, puis en France. Il est le chef de la principale organisation des Russes Blancs avec des liens en URSS. Il est enlevé à Paris en 1930, transporté à la Lubianka à Moscou, où il meurt sous la torture : 615.

KOUYATÉ, Garan, dit Doralrie (1892-1942), Soudanais, Bambara, animateur du Comité de défense de la race nègre, communiste, il rompt avec la Comintern dans les années 30 ; lié à Senghor puis Padmore, il est fusillé par les nazis : 507, 672.

KOUYBICHEV, Valentin Vladmirovich (1888-1935), étudiant en droit, puis élève-officier bolchevit en 1916. Il s'occupe après la guerre civile de la politique économique : 332.

KOUZNETSOV, Nikolaï Grigoriévitch, dit Kolia (1902-1974), officier de marine, conseiller auprès de la flotte espagnole pendant la guerre civile, il devient plus tard amiral : 694.

KOVAČEVIĆ, Nikola, dit Hafner, Tchoudnovsky, Nikita, dit (1894-?), prisonnier de guerre croate en Russie, engagé dans l'Armée rouge. Plus tard il travaille dans l'appareil de la Comintern, séjourne en Espagne comme interbrigadiste, est interné en France, d'où il s'évade en 1943. Il passe par l'URSS avant de revenir en Yougoslavie, et fait encore six ans de prison sous Tito* : 695.

KOVAČEVIĆ, Nikola, dit Nakovanović, Klein, Miller (1890-1964), né au Montenegro, instituteur, au PCY en 1920, il entre dans l'appareil, va au VIe congrès, reste à Moscou, étudiant à la KUNMZ et représentant du parti à l'exécutif. Député du soviet de Moscou. Entre 1930 et 1933, il va en mission à Shanghai. En 1934, il rencontre les communistes des colonies yougoslaves d'émigrés, au cours d'un voyage au Canada et aux États-Unis. Après guerre, cadre important, il n'est pas des dirigeants : 695.

KOVANDA, Vaclav (1892-1955), communiste exclu comme droitier, président de mutuelle ouvrière, il revient en 1925 à la social-démocratie : 558.

KRAHOM, Ben, « Ben le Rouge », un docker, a sans doute été l'un des premiers communistes de l'Asie du Sud-Est : 479.

KRAJEWSKI, Anton, né Wlasdyslaw Stein, dit A. Dąbrowski, Dombrowski, Félix, Junosza, Bronislaw Kaminski, Polporcja, Maksimiljan Schobermeyer, Feliks Stankiewicz, Vladimir Stein, Wierny, dit (1886-1937), militant dès 1904, participe à la révolution de 1905, bolchevique en 1905, il se réfugie en Suisse et prend part à la conférence de Kienthal, milite au PC polonais dès sa fondation, participe quelque temps à la droite du PC polonais. Il est envoyé comme représentant commercial en Uruguay et, dans les années 20, rend des services aux gens de l'appareil international, inquiétant tous les services secrets occidentaux. En 1930 à Moscou, d'abord chargé de l'édition des œuvres de Marx, il dirige à la Comintern le « département spécial » puis la section des cadres. Il disparaît à l'été 1936, est condamné en 1937 : 375, 718, 730.

KRASNOV, Piotr Nikolaiévitch (1869-1947), un des généraux blancs battus par l'Armée rouge. Il essaiera encore la reconquête dans les fourgons de la Reichswehr : 52.

KRASNY, Josef Rotstadt, dit (1877-1932), militant polonais proche de Radek*, il participe à Octobre, puis est envoyé à Vienne par la Comintern à son bureau puis

à l'ambassade qui lui sert de couverture dans son travail avec F. Eisler et Frank.. Rappelé à Moscou en 1924, il se consacre à des travaux historiques : 143.

KRAUS, Werner (1898-1964), secrétaire du district de Poméranie et député au Reichstag, en réalité homme de confiance des nazis dans le KPD, retrouve début 1933 son grade de *Sturmführer* SA et organise avec la police le démantèlement des restes de l'appareil clandestin dans les organisations de masse (défense, syndicats, sport) : 547.

KREBS, Richard dit Adolf Heller, Rolf Gutmund, Jan, Ing. Berg, Jan Valtin (1905-?), élevé aux États-Unis, spartakiste en 1918, marin, il travaille avec le WEB à la construction d'une Internationale des gens de mer ; arrêté et torturé, il fait mine de passer à la Gestapo, puis s'évade. Auteur d'une autobiographie romancée, *Sans Patrie ni frontières* ; mort aux États-Unis.

KREIBICH, Karel ou Karl, dit F. Luzicky, G. Hoffmann, Franz Reichenberger (1883-1966), caissier, puis permanent du Parti social-démocrate autrichien, journaliste, un des rares hommes d'Europe centrale à être d'accord avec Lénine* en 1914, il fait la guerre comme officier et organise la gauche du parti en pays sudète. Dirigeant du PC tchèque dès sa naissance, il est écarté des responsabilités à partir du milieu des années 20 ; en Grande-Bretagne pendant la guerre, il devient ambassadeur à Moscou ensuite, rappelé à cause du procès Slansky* : 151, 188, 242, 260, 372, 373, 375, 388, 490, 496, 730.

KREJCI, Ján (1903-1941), communiste tchécoslovaque tué par l'occupant.

KREPS, Mikhaïl Evseevitch (1895-1937), Ukrainien, mécanicien doué pour les langues, il fait la guerre de 14-18 dans l'armée autrichienne, est fait prisonnier de guerre. Au PC russe en 1919, il travaille à la Comintern à partir de 1921, comme traducteur, y dirige le département de la presse puis celui des éditions : 714, 730.

KRESTINSKY, Nikolaï Nikolaiévitch, dit Kostia (1883-1938), membre du parti en 1903, bolchevique, déporté en 1914-1917, membre du CC et secrétaire du parti en 1921, puis ambassadeur à Berlin, vice-ministre des Affaires étrangères en 1931. *Oppositsionner* repenti, il est exécuté après une résistance acharnée au dernier procès de Moscou : 461.

KRISHNA MENON, Vengalil Krishnan (1907-?), juriste, il vit à Londres de 1924 à 1942, membre de la Ligue contre l'impérialisme et de la Ligue pour l'indépendance de l'Inde, il appartient aussi au *Labour Party* jusqu'en 1941. Longtemps proche des communistes, représentant de Nehru* auprès de la gauche anglaise non communiste, il est ministre de 1957 à 1962 et fait longtemps figure de successeur de Nehru : 785.

KRISTIANSEN, Henry (1902-1942), jeune militant du PC norvégien, il choisit la minorité en 1923 lors de la scission et devient rédacteur en chef du journal du parti. Désigné comme secrétaire général en 1931, il retourne au journal en 1934. Arrêté en 1941 par les autorités allemandes, il meurt en camp : 498.

KRIVITSKY, Walter G., Shmuel Ginsburg, dit Walter Porev (1899-1941), agent de renseignements soviétiques, lié à Reiss*, il fait défection en 1938 et meurt dans des circonstances suspectes aux États-Unis : 610.

KROL, Samouil Iakovlevitch, dit Krolik (1894-1937), vieux-bolchevique, dirigeant du syndicat de l'alimentation, surnommé « le grand Krolik ». Membre de l'Opposition de gauche, il est l'organisateur de la grève de Magadan, condamné à mort et fusillé : 450.

KRÓLIKOWSKI, Stefan, dit P. Glinski, Bartolomesz, Bartozs, Baroszewicz (1881-1938), fils d'ouvrier, il dirige le PPS varsovien pendant la révolution de 1905, puis va de prison en déportation. Membre du PPS gauche et de son CC, il est déporté en 1915, revient en 1917 à Petrograd puis en 1918 à Varsovie pour la création du PC polonais. Il est député au Sejm. Il préside en 1920 le Comité militaire révolutionnaire de Varsovie. Il est ensuite à Berlin, condamné en 1929 pour activité fractionnelle, travaille en URSS, est arrêté en 1937 et fusillé en 1938 : 177, 719.

KROPOTKINE, Piotr Alekseiévitch (1842-1921), prince, géographe et révolutionnaire russe, anarchiste, il revient en Russie en 1917 : 579.

KROUMINS, Janis, dit Pilats (1894-1938), fils de journalier, social-démocrate à dix-huit ans, devient membre du CC du parti letton, joue un rôle décisif dans sa transformation en PC et son adhésion à la Comintern. En 1931, à Moscou, où il s'est réfugié, il devient le chef du bureau étranger de son parti qu'il représente à l'exécutif, où il est suppléant. Arrêté en 1939 comme « nationaliste letton » et fusillé : 725.

KROUPSKAÏA, Nadejda N. (1869-1939), veuve de Lénine, membre de la nouvelle opposition puis de l'opposition unifiée jusqu'au début 1927. Elle a voté contre l'exécution de Boukharine et autres accusés : 454, 456.

KRÜGER, Lena, militante des JC de Berlin, investie dans les activités sportives ; elle devient la compagne de de Graaf et gagne avec lui la Tchécoslovaquie. Elle le suit à Moscou puis au Brésil, où elle sert de chauffeur à Prestes et semble avoir échappé aux poursuites : 667.

KRUMBEIN, Charles, dit Isadore Dreiser, Stewart (1897-1947), ouvrier, membre du *Communist Labor Party* en 1919, il semble avoir travaillé en Chine vers la fin des années 20. Il est condamné pour détention d'un faux passeport et fait cinq mois de prison en 1930. Quand il revient de Moscou aux États-Unis, il est inculpé une deuxième fois pour la même affaire. C'est en 1936 qu'il est promu au bureau politique en même temps que trésorier national, fonction qu'il occupe jusqu'à sa mort.

KRUPP, von Bohle und von Halbach, Gustav (1870-1950), chef des entreprises Krupp, qu'il a conquises par son mariage avec une fille de la famille : 171, 291, 298.

KRUYT, Jan J. (1877-1943), dirigeant d'un mouvement chrétien et pacifiste néerlandais, il est élu député et se lie au député communiste, rejoint ce parti en 1921 et en est député. Il quitte son pays pour aller enseigner les langues scandinaves à l'université de Moscou et est intégré aux services. Parachuté par les Britanniques en 1942, il est dénoncé, arrêté et fusillé l'année suivante : 163.

KRYLENKO, Nikolaï Vassilievitch, dit Abram (1885-1938), membre du parti en 1904, il s'engage sous une fausse identité et devient enseigne ; commandant en

chef des armées au début du régime bolchevique, commissaire du peuple à la Justice de 1920 à 1938, liquidé sans procès : 42, 43-1938.

KRYMOV, Afanassi, *cf.* Kuo.

KUKORELLI, Ludovit (1914-1944), pilote dans l'aviation tchécoslovaque, puis slovaque, pris en tentant de passer en URSS, il crée en mai 1943 un groupe de combat en Slovaquie orientale destiné à devenir la brigade Tchapaiev. Il est tué au combat en 1944 : 777.

KUN, Béla, dit Spanier, Karl Hermann, Balazs Koloszvary, Borah, Aron Colten, Grosz, Hartmann, Karl Hermann, Istvan Marton, Max Richter, Sebestyen (1885-1937), journaliste social-démocrate, il organise les groupes de communistes étrangers en Russie parmi les prisonniers de guerre, dont il est. Revenu en Hongrie il fonde le PCH, bientôt appelé au pouvoir, qui fusionne avec le PSDH. Il est retenu à Vienne presque une année après la défaite, prend des responsabilités politiques dans l'armée, notamment en Crimée. Envoyé en Allemagne en mars 1921, il y commet pas mal de ce que Lénine *appelle des « kuneries ». Il joue un rôle important dans la Comintern. Se rangeant derrière Staline*, il semble avoir manifesté pourtant une certaine tolérance – par exemple à l'égard de son collaborateur Viktor Daline*, membre de l'opposition de gauche –, rencontrant Zinoviev* après sa première exclusion. En 1932, il « conspire » contre Staline* et sa politique allemande, persévère contre celle de front populaire, ce qui lui vaut d'être arrêté, torturé et exécuté en 1938 : 54, 55, 64-66, 93, 99-101, 104-110, 121, 122, 136, 137, 143, 144, 161, 181, 205, 206, 212-218, 221-225, 227, 229-233, 239-242, 244, 247, 335, 354, 356, 395, 399, 401, 433, 488, 489, 544, 592, 593, 653-658, 661-666,707, 714, 718-720, 729, 731.

KUNFI, Zsygmund (1879-1927), chef du Parti social-démocrate avant la révolution, il accepte la fusion, puis s'oppose vivement aux aspects « gauchistes » de la politique de Béla Kun* : 65, 100, 108.

KÜNSTLER, Franz (1888-1942), ajusteur, il travaille en Italie et en Autriche. A la fin de la guerre, il est à l'USPD, est élu député de Potsdam et le reste jusqu'en 1933. Il est le candidat de la gauche social-démocrate à la direction du parti à Berlin en 1923, mais se retourne. Il dirige le SPD à Berlin jusqu'en 1933. Arrêté par les nazis, il meurt au camp d' Oranienburg : 340.

KUNTZ, Albert, dit Albert (1896-1945), il apprend à travailler le cuivre, fait la guerre et est grièvement blessé à Verdun. Il est membre du KPD, exerce différentes responsabilités dans l'appareil, jusqu'à sa révocation de responsable à l'organisation du district de Berlin-Brandebourg à cause de son appartenance au groupe Neumann*. Il risque sa tête un moment, parce que accusé d'un meurtre de policiers commis par Mielke*. Déporté, il meurt à Dora : 539.

KUO, Evgenii, nom du Sino-Russe Guo Shaotang, dit Afanassy Krimov, représentant à Moscou du PC chinois, épuré en 1938. Voir ce nom.

KUPERMANN, Moisché (1899-1937 ?), juif polonais émigré en Palestine en 1920, membre du PCP en 1924, responsable de sa sécurité jusqu'en 1929, où il est envoyé en URSS ; exécuté pendant les purges : 271, 727.

KUPERMANN, Moshé, dit Emek, venu de Pologne à vingt ans, sioniste et membre de la compagnie Borokhov qui construisait des routes, il est gagné au PKP et devient le responsable de sa sécurité, chef de ses *Boyivka*. Il est expulsé en 1928. Il regagne l'URSS vers 1932 et périt pendant les grandes purges : 727.

KURELLA, Alfred, dit Alfred Bernard, Ziegler (1895-1975), un des fondateurs de la JC en Allemagne, il la représente à Moscou en 1923-1924, et de 1932 à 1934, est en France comme journaliste à *Monde* et secrétaire du Comité international contre la guerre et le fascisme. Il travaille dans l'appareil de la Comintern : 235, 730.

KURELLA, Heinrich, dit Gottfried Schief (1905-1937), journaliste, il travailla à *Inprekorr* à Berlin puis *Rundschau* à Bâle. Il émigra en URSS avec sa compagne la comtesse Charlotte von Stenbock Fermor*, également communiste. Suspect d'appartenir au groupe de Heinz Neumann*, il fut arrêté en juillet et fusillé en octobre 1937 : 623.

KUROEDOV, Piotr Sergéiévitch (1894-1932), ancien collaborateur de Kollontaï* en Norvège, resté pour soigner sa tuberculose, il sert d'intermédiaire et d'informateur à Trotsky* : 462.

KUSOVAC, Labud, dit Obar, Oborov, Robert (1900-1960), né au Monténégro, il s'engage en communisme au temps de ses études en Yougoslavie puis à Vienne. Arrêté en 1927, acquitté en 1928, va à Moscou dans la représentation yougoslave à la Comintern. Il dirige jusqu'en 1938 le bureau du PCY à Paris et travaille avec Zivojin Pavlović* ; ce qui lui vaut, ainsi que sa compagne Christina, d'être exclus du PCY en raison de leurs « liaisons trotskystes ». Arrêtés en 1948, tous deux sont condamnés à deux ans en prison. Il en fait six : 789.

KÜTCHIK, ou Kücek Khan, Mirza, Mollah et chef d'un parti national-révolutionnaire, Jagali (Forêt) vieux leader constitutionnaliste, il avait réussi à s'imposer au lendemain de la guerre dans la province du Gilan, puis il s'allie aux Soviétiques. Il est pendu après la reconquête par les troupes de Téhéran : 270.

KUTSCHI, *cf.* Kurt Müller.

KUUSINEN, Aïno Turtianen, ép., dite Brigitte, Elisabeth Patterson, Elisabeth Hansson, Hildur Nordström (1886-1970), femme d'Otto Kuusinen*, elle travaille au département de la presse de la Comintern de 1924 à 1933, passe au 4e Bureau de l'Armée rouge, est déportée de 1938 à 1945 à Vorkouta et réussit en 1965 à rejoindre les Etats-Unis en passant par la Finlande : 650, 665.

KUUSINEN, Otto Wilhelm, dit Alfons, Jansen, Kuku, (1881-1964), fils de tailleur, professeur de philosophie, député en 1907 au Parlement finlandais, commissaire du peuple à l'Éducation nationale dans le gouvernement soviétique de 1918. Il est en août un des fondateurs du PC finlandais en Russie. Il est désormais un des principaux personnages de la Comintern, un de ses trois secrétaires en 1921, secrétaire général en décembre. En 1928, année de grande lessive, il est réélu à l'exécutif au présidium et au secrétariat politique, et conserve ses fonctions jusqu'à la dissolution

de la Comintern, dont il est l'un des signataires : 82, 310, 323, 325, 356, 388, 470, 474, 493, 494, 498, 543, 592, 603, 669, 704, 708, 712, 717, 724, 725, 735, 737, 795.

L

LAAKSOVIRTA, Eino (1885-1935), avocat, député social-démocrate à la Diète finlandaise, beau-frère de Kuusinen*, établi en URSS en 1918. Auteur d'un remarquable ouvrage sur l'appui des ruraux au mouvement fasciste de Lapua. Il est l'un des hommes clés du procès Manner*, accusé d'appartenir à la police secrète finlandaise du fait des visites de sa femme, restée au pays. Il est condamné à mort et fusillé en 1935 : 725.

LABORDE, Hernán, dit González, Rojas, Serrano (1896-1955), cheminot mexicain, membre du PCM, dirigeant du syndicat des cheminots, il fait des mois de prison à la suite des grèves de 1926 et 1927. Il devient secrétaire général du PCM en 1929 et se montre très docile à Moscou jusqu'au moment où, de façon inattendue, il résiste à l'implication du parti dans l'assassinat de Trotsky*. Il est exclu au congrès extraordinaire de 1940 et réhabilité depuis : 504, 619, 620.

LABOURBE, Marie, dite Jeanne (1877-1919), institutrice française en Russie, membre du Groupe communiste français, enlevée par la police à Odessa, où elle faisait de la propagande dans les troupes françaises, et massacrée, probablement par des hommes des services d'action : 58, 75, 92, 137.

LACAZE, Lucien (1860-1955), officier de marine, amiral commandant la base de Toulon, il est aux prises avec des manifestations de marins après la guerre : 112.

LACERDA, Fernando Paiva de, dit (1890-1957), médecin, catholique conservateur, il est gagné au communisme dévot du même type par son frère Paulo et sa femme Ericina, dite Cina Borgez, fille d'un homme du caoutchouc membre du PC brésilien. Il entre au CC en 1929, va à Moscou au VI[e] congrès en 1928, est élu au présidium, se distingue par son ouvriérisme et sa dénonciation des intellectuels – il propose de leur retirer le droit de vote. D'abord maître de fait de l'appareil avec Grazini et Basbaum, il est au présidium de l'exécutif et devient secrétaire général en 1931. Il est critique du « prestisme ». En avril 1932, il est remplacé par José Caetano Machado au secrétariat général et éliminé du BP. En 1934, sa femme Cina l'abandonne avec 3 de ses 4 enfants pour suivre l'Américain Browder. Il est gravement malade, souffrant d'une artériosclérose d'origine syphilitique et reste à Moscou jusqu'en 1956, titulaire de responsabilités qu'il n'exerce plus (ne pas le confondre avec son neveu Carlos et ses frères Paulo et Mauricio) : 446.

LACERDA, Paulo Paiva de, dit Saulo (1893-?), ouvrier du Livre, membre du PC du Brésil en 1923, de son exécutif, il est arrêté et tombe gravement malade en prison. Secrétaire général du PCB par intérim en 1930, il est de nouveau malade et bientôt se révèle la maladie mentale qui va le tenir écarté de toute activité : 647.

LACHÉVITCH, Mikhaïl Mikhaïlovitch (1884-1928), membre du parti en 1901. Militant ouvrier, puis chef militaire. Il est l'un des premiers exclus, à la constitution de l'opposition unifiée pour « activité fractionnelle » : 456.

LACROIX, Henri, ps. de Francisco García Lavid, dit Juan José (1901-1939), ouvrier du bâtiment, membre du PCE, il séjourne quelque temps à Moscou où il rencontre l'Opposition de gauche. Reparti en Occident, il travaille à Diferdange, puis, expulsé, à Liège, et devient secrétaire des groupes hispanophones de Belgique et du Luxembourg, crée l'opposition espagnole sur place, puis revient en Espagne et y entre très vite en conflit avec Nin*. Il offre alors ses services au PCE, puis rallie le PSOE, fait la guerre comme commissaire dans une division socialiste, est pendu près de la frontière française par des hommes de la division Lister*, lors de la retraite catalane : 466, 578.

LAFFERTE, Elias Gavino (1886-1961), ouvrier du salpêtre, membre du POS avant guerre, trésorier de la FOCh en 1923. Sénateur de 1931 à 1953. Il est dans le PC chilien le chef de la fraction stalinienne organisée par Codovilla et ses hommes du bureau d'Amérique latine : 500, 510, 511.

LA FAYETTE, Marie Joseph Gilbert Motier (1757-1834), marquis de. Noble français, prit part à la Fête de soldats français, à la guerre d'Indépendance des États-Unis. Pendant et après la révolution française ce fut un médiocre politique : 743.

LAFOLLETTE, Robert Marion (1855-1925), sénateur progressiste, candidat à la présidence des États-Unis en 1924 : 395, 396.

LA GUMA, James A. (1884-1961), noir d'Afrique du Sud, membre du CPSA, leader en 1928-1929 du courant « nationaliste noir » pour une république noire, puis fondateur en 1937 de la Ligue pour la libération nationale : 447, 520, 604.

LAHAUT, Julien (1884-1950), ancien métallo, dirigeant du PC belge, il jouit à partir de 1940 en Belgique occupée d'une étonnante liberté de langage et de mouvement. Arrêté après l'agression allemande contre l'URSS, il est déporté en Allemagne. Il est assassiné en 1950 : 756.

LAÍN, Entralgo, José, dit Luc (1910-?), militant étudiant des JS, avocat, il entre très jeune à la direction. Il commande les milices en 1934, se réfugie à Moscou où il assiste au VII[e] congrès. Rival de Carrillo*, il est peu à peu marginalisé, après avoir été directeur de l'école de commissaires politiques, puis journaliste. Il est après la guerre civile instituteur en URSS, puis revient en Espagne sous Franco*, sans se renier selon sa famille et seulement pour mourir, semble-t-il : 641-643, 645, 664, 671, 693.

LAMBREV, Giorgi, dit G.L. Aleksov, Rosen, Valentin (1889-1937), membre du PC bulgare en 1919, des JC de 1921 à 1922, il émigre en 1925, est appelé en 1934 dans l'appareil de l'exécutif de la Comintern. En 1935 il est envoyé à Irkoutsk où il est arrêté et exécuté ainsi que son frère Dimitar (1894-1938) qui était délégué du MOPR : 725.

LAMONEDA, Fernández, Ramón (1893-1971), ouvrier imprimeur espagnol, aux JS en 1910, au PSOE en

1912, dès 1918 il propose de rompre avec les républicains et fonde le PCOE. Très rapidement déçu, il revient au PSOE dont il est secrétaire général : 245.

LAMPE, Alfred, dit Marek, Nowak, Alfred, Alsky, Fredek, Janczyszyn, Jarecki, Andrzej, Markowski, Oczko, Karol (1900-1943), brillant intellectuel polonais, venu du *Poale Zion* au Parti communiste en 1921, membre du CC et du BP avec l'avènement de la direction imposée après la deuxième révocation des 4 W. Il est condamné à quinze ans de prison à Dantzig en 1937 et, pendant sa détention, est accusé par la direction du parti d'être un agent provocateur. A sa sortie, en 1940, il rejoint l'URSS, il est blanchi, rédige le programme de l'Union des patriotes, participe à « l'initiative pour un parti ouvrier », mais, tuberculeux, meurt peu après : 475, 719.

LAMPE, Maurice (1900-1979), ouvrier, marin mutiné en 1919, puis responsable de Paris-ville du PC, il arrive à Albacete en juin 1937 et y succède à François Billoux*. Il a été déporté pendant la guerre et n'est jamais revenu au premier plan : 611.

LAMPREDI, Aldo, dit Guido, Vallardi, Roberto (1899-1973), membre des JS et du PSI en 1920, il est condamné en 1927 à dix ans et demi de prison, amnistié en 1932, il va à Paris, puis en Espagne dans les Brigades internationales, où il collabore avec Luigi Longo*. Par la suite, membre du NKVD, il devient secrétaire de la section des cadres du PCI. C'est lui qui, selon le témoignage de Massimo Cabrera, secrétaire de Togliatti, donne l'ordre d'exécuter Mussolini* : 726.

ŁANCUCKI, Stanislaw, cheminot autodidacte de Galicie, député au Sejm de la gauche du PPS, il est indigné de la politique de son parti à l'été de 1920 et rejoint le Parti communiste polonais à la fin de la même année. Le gouvernement essaie alors de lui faire un procès pour « haute trahison » mais échoue, faute de preuves : 179, 719.

LANDAU, Kurt, dit Agricola, Wolf Bertram, Spectator (1903-1937), ancien dompteur de fauves, communiste autrichien, membre de l'opposition de gauche à Vienne puis Berlin, il rompt avec Trotsky* et rejoint à Paris le groupe de Ferrat* autour de *Que faire ?* Il est enlevé et assassiné en Espagne par les services d'Orlov* : 577, 582, 591, 696.

LANDAUER, Gustav (1870-1919), anarchiste allemand, membre du gouvernement de la République des conseils de Bavière, abattu par les corps francs sans jugement : 102, 103.

LANDERO, Hipólito (?-1929), paysan, dirigeant syndical et communiste, organisateur de guérilla en 1929, exécuté par l'armée en juillet 1929 : 604.

LANDLER, Jenö, dit Oreg (1875-1928), juriste, commissaire à l'Intérieur dans le gouvernement révolutionnaire hongrois, membre du CC, commandant en chef, émigré à Vienne, il dirige la fraction du PC hostile à Kun* : 65, 101.

LANFRANCO, Leo, dit Carlo (1905-1944), ouvrier italien, membre du PCI en 1926, au *confino* en 1934, dirigeant des communistes de Fiat Mirafiori en 1943. Tué dans le combat partisan : 778.

LANGER, Mendel, dit Marcel (1903-1943), né en Pologne, mécanicien à Haïffa en Palestine, émigré en France en 1929. Communiste, capitaine dans les Brigades internationales. Créateur et chef du groupe FTP-MOI de Toulouse. Guillotiné : 780.

LANGERON, Roger (1882-1966), préfet de police nommé par le Front populaire, il a encore le temps d'arrêter en cette qualité nombre d'élus et militants communistes ordinaires en vertu des lois de Vichy et de l'État français : 756.

LANGFANG, Aleksandr Ivanovitch (1907-1990 ?), ancien membre des JC, lieutenant-général du NKVD, chargé comme juge d'instruction de l'enquête sur les membres de la Comintern, tue Anvelt* au cours d'un interrogatoire en le rouant de coups. Il est condamné à la prison sous Khrouchtchev*, libéré en 1972 : 709, 726.

LANGNER, Paul, dit Kupfer (1896-1935), ouvrier agricole puis mineur, il entre au SPD en 1914, à l'USPD en 1917, au VKPD en 1920. Après avoir dirigé plusieurs journaux de province, il est chargé du bureau de presse du CC en 1929. Très critique de Thälmann,* il est sanctionné comme partisan du groupe Neumann-Remmele* en 1932, émigre en 1933 en URSS et meurt en 1935 : 539.

LANGUMIER, Adrien (1902-1990), serrurier, venu au PC par les JC, permanent à Dijon, poursuivi après la grève des cheminots de 1920, cadre régional de la CGTU, puis affecté à Paris, instructeur de la Profintern. Député en 1936. Condamné avec les autres députés et interné en AFN, il rejoint les FFL : 635.

LANSBURY, George (1859-1940), employé, puis ouvrier permanent à la Social Democratie Federation en 1889, puis petit entrepreneur. Député, il est leader du *Labour Party* aux Communes de 1931 à 1935 : 452.

LAPIŃSKI, Stanislaw, ps. de Pawel Levinson, dit (1879-1937), économiste et publiciste, membre du PPS puis du PPS gauche. Internationaliste, il est à Zimmerwald et à Kienthal. Il a ensuite un bureau d'études économiques à Berlin qui sert de lieu de rencontre aux communistes internationaux. Dans les dernières années de sa vie, il travaille sans emploi particulier. Arrêté et liquidé en 1937 : 214, 718.

LARGO CABALLERO, Francisco (1869-1946), dirigeant du PSOE et de l'UGT, leader de l'aile gauche depuis 1933, chef du gouvernement espagnol en 1936-1937. En résidence surveillée le reste de la guerre civile, il se réfugie en France, est livré aux nazis et déporté.

LARKIN, Jim, fils du dirigeant ouvrier irlandais James Larkin, membre du PC élève de l'École Lénine en 1927 : 622.

LA ROCQUE, François, « Casimir » de (1885-1946), fils d'officier, entré à Saint-Cyr à vingt ans, il sert au Maroc, est grièvement blessé sur le front français, appartient à l'état-major de Foch*, puis retourne au Maroc servant au 2e Bureau pendant la guerre du Rif. Il se fait placer dans le cadre de réserve en 1928. Il va devenir au tournant des années 30 le chef des Croix-de-Feu puis des Volontaires nationaux, organisation d'anciens combattants devenue une des ligues appelées « fascistes » par ses adversaires, « des lions dirigés par un âne », dit Charles Maurras. Il observe une prudence nette lors de l'émeute du 6 février 1934. Bête noire de la gauche, il apparaît cependant, comme

singulièrement modéré et les autres formations de droite accusent « Casimir » – surnom que lui a donné l'AF – de toucher des fonds secrets. Il se rallie à Vichy ; mais n'a pas la confiance de Pétain*, est affaibli par les dissidences gaullistes. Son rôle ne cesse de décliner. Il est arrêté en mars 1943, placé en « internement d'honneur » en Allemagne et meurt peu après sa libération.

LARSEN, Axel, dit Lauersen (1897-1972), fondeur, au PC du Danemark en 1921, il assiste la même année au congrès de la KIM et est élu à son exécutif. Il est élève de l'École Lénine. Il a la lourde tâche de suppléer à ce qu'avait été les années précédentes l'action du PC norvégien pour l'OMS. Il sympathise un moment avec l'Opposition unifiée puis se rallie à Staline*. En 1932, il est imposé à la tête du parti danois. Déporté de 1942 à 1945, il occupe à son retour des fonctions diverses mais est finalement exclu en 1958 comme « titiste » : 730.

LASZLO, Jenö (1878-1919), avocat, chef du service juridique du Parti social-démocrate hongrois, membre fondateur du PCH, conseiller juridique de Kun*. Commissaire politique au tribunal révolutionnaire de Budapest. Exécuté fin 1919 : 65.

LATTRE DE TASSIGNY, Jean de (1889-1952), Saint-Cyrien, cavalier, il est quatre fois blessé sur le front français, passe dans l'infanterie et reçoit un coup de sabre d'un Rifain. Après l'École de guerre, membre de l'écurie Weygand, qui le charge des rapports avec l'URSS ; il devient général en 1939, opère une résistance symbolique devant Montpellier en 1942. Arrêté et condamné, il s'évade et rejoint l'AFN, où il devient général d'armée, commandant l'armée qui débarque dans le midi en 1944. Commandant en chef en Indochine, il est maréchal de France à titre posthume : 389.

LAUFENBERG, Heinrich (1872-1932), journaliste, adversaire de la guerre, puis jeune champion du national-bolchévisme : 139, 143, 145, 146, 148.

LAURE, Auguste (1881-1957), officier sorti de Saint-Cyr, tôt lié à Pétain, son chef de cabinet de 1926 à 1934. Général, prisonnier, libéré à la demande de Pétain et secrétaire général de l'Etat près de lui. Arrêté en 1943, mis à la retraite d'office en 1946 : 389.

LAVAL, Pierre (1883-1945), avocat et homme politique français devenu président du Conseil, ancien socialiste ayant évolué à droite et dans l'affairisme. Il signe un traité avec Staline* en 1935, installe le régime de Vichy dont il est en 1940 le premier chef de gouvernement sous Pétain*. Revenu au pouvoir en 1942, il pratique une politique de collaboration et il est fusillé à la Libération : 633, 634, 636, 662, 675.

LAZZARI, Costantino (1857-1927), un des fondateurs du PSI, secrétaire général de 1912 à 1919. Centriste et pacifiste, il reste avec Serrati lors de la scission. Il veut rejoindre le PCI mais n'en a pas le temps. Arrêté, il est libéré mais meurt : 67, 78, 248.

LÊ HÔNG PHONG, né Lê Huy Doan, dit Chayen, Litvinov (1902-1940), d'abord nationaliste. Communiste vietnamien, il est en URSS en 1923 et va suivre pendant trois ans les cours de la KUTV puis en Chine ceux de l'académie militaire de Huangpu. Il fait partie du groupe d'Ho Chi Minh*, est délégué au VIIe congrès qui le désigne comme suppléant à l'exécutif. Organisateur du congrès de 1936, membre de la direction du PC indochinois à son retour au pays, il est arrêté et exécuté en décembre 1940, au lendemain de l'insurrection de Cochinchine.

LEADBETTER, Arthur, militaire britannique trotskyste, en Libye pendant la guerre : 783.

LEBEDEVA, Varia Platonovna, responsable du secrétariat latin de la Comintern : 765.

LEBRUN, Maurice, ps. de Maurice Serre (1900-1979), métallo, membre du SOI, puis secrétaire de rédaction à *L'Humanité*, il dénonce les méthodes employées contre Doriot. Il le rejoint ensuite. Après guerre, il dirige le journal poujadiste : 672.

LECLERC, Philippe de Hauteclocque, dit (1902-1947), saint-cyrien, cavalier, il combat trois ans au Maroc contre les Rifains, devient instructeur à Saint-Cyr, puis fait l'École de guerre. Deux fois prisonnier en 1940, il s'évade deux fois et rejoint de Gaulle à Londres. C'est en Afrique qu'il devient colonel, puis général Leclerc, entré dans Paris en 1944 à la tête de la 2e DB. Il reçoit la capitulation japonaise, puis est commandant en chef en Indochine. Il vient d'être nommé haut commissaire en AFN quand il est tué dans un accident d'avion. Maréchal de France à titre posthume : 389.

LECŒUR, Auguste, dit Gervais, Martial (1911-?), mineur, puis métallo, il adhère au PC à seize ans, mais, jusqu'en 1935, milite avant tout sur le plan syndical. Il est commissaire politique dans les Brigades internationales en Espagne, l'un des organisateurs de la grève des mineurs de 1941. Il est appelé en 1942 à la direction clandestine, secrétaire à l'organisation, et semble un instant promis à un grand avenir à la tête du parti, mais est l'objet d'un « procès » en 1954 et quitte le PC : 695, 762.

LEDEBOUR, Georg (1850-1947), instituteur, acteur, journaliste, parlementaire célèbre par ses interruptions. Centriste pendant la guerre, un des leaders de la gauche USPD, très antispartakiste, inspirateur du cercle des Délégués révolutionnaires. La droite l'accuse de haute trahison et les communistes de putschisme pour son comportement en janvier 1918. Il maintient quelque temps l'USPD : 32, 68, 69, 71, 72-73, 145, 150, 168.

LEDER, Zdislaw, ps. de Wladyslaw Feinstein, dit Witold, Wladyslawski, W. Lada, W. Kuratov (1880-1937), étudiant polonais à Petersbourg, militant du SDKPiL, souvent déporté, souvent en exil à l'étranger. Il évolue à partir de 1911 vers Lénine* via Radek*. Il adhère au PC polonais à sa formation et va travailler à l'agit-prop à la Comintern. Arrêté et « mort » en 1937 : 719.

LEEMANS, Joseph (1901-1976), ouvrier ajusteur, puis agent technique, il entre au PC en 1921, au CC et au BP de 1929 à 1931, fait un cycle court de l'École Lénine en 1931 et subit plusieurs condamnations dans son pays. En 1936-1937, il combat en Espagne. En 1937, il est responsable des cadres jusqu'en 1943. Arrêté, il conclut le « compromis », est déporté. Au retour, sanctionné, il revient à la base, puis est repris au CC : 781.

LEFEBVRE, Raymond (1891-1920), avocat, journaliste, après deux ans de guerre il en est adversaire résolu,

adhère à la SFIO, fonde l'ARAC, rejoint le Comité de la IIIe Internationale. Il participe au IIe congrès de la Comintern et disparaît au retour avec ses compagnons dans l'océan Arctique. Il était alors considéré comme l'un des futurs grands dirigeants de l'Internationale : 29, 35, 112, 152, 156, 167, 183, 184, 187, 196, 351.

LEFÈVRE, caporal (1897-1917), jeune enseignant, condamné à mort et fusillé après les mutineries sur le front français : 35.

LEGIEN, Carl (1861-1920), chef des syndicats allemands, ultraréformiste, il appelle à la grève générale contre le putsch de Kapp et propose en vain un « gouvernement ouvrier » : 124, 129, 132, 133, 260, 319.

LEHÉN, Waldemar Tuure, dit L. Alfred, Alois, Krastine, Alfred Langer, Markus (1893-1976), étudiant finlandais commandant dans la Garde rouge, pendant un temps gendre de Kuusinen (marié à sa fille Hertta), il fait des études à l'Académie militaire en URSS et devient un spécialiste qualifié, responsable des questions et de la formation militaires dans la Comintern. Il remplit une mission en Espagne au début de la guerre civile. En 1939 il est ministre dans le gouvernement de Térijoki. Il revient en Finlande en 1946 : 319, 614, 694-395.

LEHTINEN, Inkéri, dite Helga Strom (1908-?), étudiante finlandaise devenue communiste, élève de l'École Lénine, mariée en URSS à un membre du parti, Martti Nilsson*, elle contracte un autre mariage à Stockholm au cours d'une mission pour le compte de la Comintern. Elle est accusée de dilapidation des fonds de sa mission, arrêtée puis blanchie. Elle représente les JC finlandaise à l'exécutif de la KIM, est ministre dans le gouvernement de Terijoki, signe en 1943 la résolution de dissolution et retourne en Finlande en 1946 : 726.

LEHTOSAARI, Yukka, Finlandais et communiste, juriste. Il est président du PC et son délégué à l'exécutif, arrêté en 1938 au jour anniversaire de la révolution finlandaise, il est exécuté : 725.

LEIDNER, Karl (1887-?), peintre décorateur, militant « syndicaliste » de la Ruhr, il revendique le titre de commandant en chef de l'Armée rouge dans la région de Mülheim en 1921 : 130.

LEIT, Sonia (1915-?), fille d'un émigré russe, cofondateur du PC belge, infirmière, membre du PC en 1931, collaboratrice volontaire, elle est l'une des auxiliaires les plus précieuses de Fried* à Bruxelles à partir de 1939 : 751.

LEITE, major Carlos da Costa, dit Costa (1894-?), officier d'artillerie, ami de Prestes, depuis l'École militaire, arrêté en 1924, évadé en 1925 pour soulever la garnison de Rio, il devient son principal collaborateur. Un des officiers prévus pour diriger le soulèvement de 1935, arrêté préventivement, il combat ensuite en Espagne avec le grade de commandant, instruisant des artilleurs, puis placé à la tête d'une unité importante pendant la bataille de l'Èbre. Emprisonné à son retour, il a en prison un long conflit avec Agildo Barada. Membre de la direction du parti à sa libération en 1945.

LEITE, Hilcar (1912-?), ouvrier du Livre, il rejoint l'opposition syndicale brésilienne en 1928, dirige le syndicat du Livre à Rio et est membre de l'Opposition de gauche en 1938 : 579.

LEIVA, Juan, enseignant du groupe Hidalgo au Mexique, fusillé pour son soutien aux paysans soulevés : 647.

LEMCK, Alfred, un des dirigeants du district de Halle en 1921 : 216, 218.

LENCMANIS, Janis, en russe Lentsman, dit Kensis, Misinbard, Krums, Tserpos, Grike, Grikis, Boris (1881-1939), fils de journalier, militant en 1897, premier exil en 1903, pionnier du Parti social-démocrate, lié à Lénine* ; chef du bureau letton de la Comintern après 1931. Arrêté et mort en prison en 1939 : 726.

LÉNINE, Vladmimir Ilytch Oulianov dit (1870-1924), social-démocrate russe, chef de la fraction bolchevique, dirigeant du parti qui devient en 1918 le Parti bolchevique, décide la convocation de la conférence qui devient le Ier congrès de la Comintern. Il joue un rôle important à ses trois premiers congrès : 10, 15, 20-31, 33-38, 42, 44, 45, 51, 56, 57, 61, 64, 66, 70, 71, 74-79, 81, 82, 84, 88-91, 93, 94, 100-108, 111-113, 119, 120, 121, 126, 135, 136, 138-141, 144, 146, 149, 151, 170, 171, 174, 178, 184, 191, 200, 265, 266, 268, 271, 276-278, 292, 298, 299, 309, 323, 326, 327, 348, 349, 356, 359-361, 368, 372, 377, 389, 401, 424, 453, 458, 459, 463, 477, 478, 181, 484, 496, 505, 530, 552, 582, 583, 587, 588, 597-600, 602, 620, 623, 627, 630, 655, 661-663, 676, 704, 709, 714, 718, 727, 738, 739, 750, 754, 762, 777, 790, 791, 797, 799.

LENOROVIĆ, Hynĕk, dit ORON, Orow (1897-1942), pionnier du communisme en pays slovaque. Gravement malade, il se lie au sanatorium de Merano à Kafka* et Milena*et aux jeunes Frankel* et Kopp*. Il est l'un des organisateurs de l'Opposition de gauche dans le PCT. Il se voit interdire toute activité au début des années 30, en raison de sa santé mais est tout de même arrêté par la Gestapo et meurt en déportation : 108, 466, 578, 581.

LEŃSKI, Julian Leszcziński, dit G. Iouline, Kalina, Laskowski, André Dubois (1889-1938), fils d'ouvrier, socialiste à seize ans, université à Cracovie ; Varsovie, il rencontre Lénine* en 1913. Emprisonné et transféré en exil avec Dzerjinski*, il est libéré en 1916, participe à l'insurrection d'Octobre et est chargé des questions polonaises au commissariat aux Nationalités. Il enseigne à la KUNMZ pendant deux ans, puis accomplit nombre de missions à l'étranger. Il séjourne à Berlin et Paris, où il est membre du CC, puis, à partir de 1925, est élu au CC et au Polburo, secrétaire général de 1929 à 1937. Membre de l'exécutif et du présidium, il a probablement eu partie liée avec Béla Kun* contre la nouvelle politique. C'est en 1938 qu'il est liquidé : 376-378, 475, 484, 543, 592, 593, 654, 662, 664, 713, 717, 718, 730.

LEÓN TRILLA, Gabriel, dit Noël, Juan Pablo, Espartaco, Julio Torres Alarcón (1900-1946), fils d'officier, enseignant, licencié ès lettres et philosophie de Valladolid. Étudiant socialiste, il est au premier PCE, émigre en France en 1921, lié à Souvarine, il sympathise avec l'opposition de gauche en 1923, mais rompt avec elle. Dirigeant du PCE avec Bullejos*, il fait son autocritique après son exclusion et est réintégré. Il dirige le PCE en Espagne de 1943 à 1946, est poignardé dans

la rue à Madrid ; c'est une exécution décidée par la direction : 113, 450, 466, 496, 561.

LEONETTI, Alfonso, dit Martin J.P, Feroci, Akros, Ferri, Souzo, Guido Saraceno, Torino (1895-1984), compagnon de Gramsci* à *L'Ordine nuovo*, dirigeant du parti italien après le congrès de Livourne et surtout la défaite de Bordiga, sévèrement blessé par les Chemises noires, il émigre en France et y fait partie du groupe des « trois » exclus du bureau politique du parti et qui rejoint Trotsky* et l'Opposition de gauche. Il est membre du secrétariat international de la LCI jusqu'en 1936, commence une retraite en direction du stalinisme et est réadmis après la guerre dans le PCI : 114, 514-519, 543, 580, 581.

LEONHARD, Wolfgang (1921-1996), fils de Suzanne Leonhard, mariée en secondes noces avec le vieux bolchevik Bronski. Elle vit en Suède, revient en URSS en 1936, est arrêtée et déportée. Wolfgang, lui, est élevé dans une maison d'enfants. Déporté en 1941, il est envoyé à l'École de la Comintern (ex-Lénine), puis détaché auprès d'Ulbricht pour organiser la première administration communiste en Allemagne occupée. Il rejoint Tito, appartient à un Parti ouvrier indépendant, titiste en Allemagne, s'exile en Yougoslavie puis en Allemagne de l'Ouest et enfin en Grande-Bretagne : 623, 765.

LEOW, Willi (1887-1937), menuisier, au SPD en 1904, il organise pendant la guerre le groupe Spartakus dans l'USPD. Arrêté en avril 1918, libéré par la révolution, il est l'un des dirigeants de la Ligue des combattants du Front rouge (RFB). Il est très vite promu membre du Polburo, avec l'affaire Wittorf*. En URSS en 1934, il est liquidé : 487, 723.

LEPETIT, Jules, ps. de Bertho, Louis, dit Legrand (1889-1920), ouvrier terrassier, puis chauffeur, anarchiste et syndicaliste, il disparaît avec Marcel Vergeat * et Raymond Lefebvre* au retour du II[e] congrès de la Comintern : 156, 183, 184.

LEPOLADSKY, dit Melev, agent du GPU en mission dans la représentation commerciale soviétique de Berlin, il réussit à s'infiltrer dans l'opposition de gauche allemande et intoxique Pierre Frank* pour convaincre Trotsky* que Kurt Landau* et ses camarades volent la correspondance venue pour lui d'URSS : 462, 591.

LEQUIS, général Arnold von, il commande la région militaire de Berlin, mais voit les troupes qui devaient l'aider à rétablir l'ordre fondre en quelques heures au contact de la foule en décembre 1918. Il quitte l'armée après le putsch de Kapp* : 63.

LESCHCHINSKI, Nahoum, dit Nadav (1903-1939), né en Russie, venu en Palestine au début des années 20, au PC en 1924, membre du secrétariat, idéologue du parti, rappelé en URSS en 1930 exclu en 1936, mort en route pour le camp : 271, 719, 727.

LESOIL, Léon, dit ARTHUR, Lamette (1892-1942), conducteur de travaux, il s'engage en 1914, est envoyé en Russie et devient communiste en 1918. Il est expulsé des États-Unis pour une conférence qu'il y a donnée à son retour en Russie. En 1921, il adhère au PCB, en est permanent en 1927, exclu en 1928 ; il dirige au sein du comité de grève la grève des mineurs de Charleroi en 1932. Partisan de l'entrisme, il est très déprimé à la veille de la guerre. Arrêté lors de l'attaque allemande, il meurt à Neuengamme le 3 mai 1942 : 462, 519, 578, 683.

LE TROQUER, André (1884-1963), avocat socialiste de dirigeants communistes français inculpés, il est, à la fin de sa carrière politique, président de l'Assemblée nationale : 196.

LETTOW-VORBECK, Paul von (1870-1944), officier colonial, ancien responsable des troupes en Afrique, volontaire pour participer au rétablissement de l'ordre en Allemagne après 1918 : 139.

LEUENROTH, Edgard (188-1968), fils d'un pharmacien allemand émigré au Brésil, il quitte l'école à dix ans, devient typographe à quatorze. Il milite dans un cercle socialiste en 1903. Converti à l'anarchisme en 1904, il en sera la grande figure brésilienne, respecté de tous, le pôle de résistance dans ce courant à l'influence bolchevique et l'un des dirigeants du mouvement ouvrier dans les années de sa tumultueuse naissance en 1917-1918 : 267.

LEUZE, Ferdinand, radio de marine appartenant à un réseau révolutionnaire à Sébastopol, il assure du *Jean Bart* la liaison les groupes de marins révolutionnaires sur les différents bateaux : 111.

LEVI, Paul, dit Paul Hartstein, Paul Hartlaub, Caïus (1883-1930), avocat social-démocrate, amant puis ami de Rosa Luxemburg*. Il lui succède à la tête du KPD, élimine brutalement les « gauchistes », puis s'oppose à la Comintern lors de l'action de mars 1921. Il est exclu pour indiscipline et retourne au SPD, se prononce pour un « gouvernement ouvrier » en 1923. Il se suicide dans un accès de fièvre en se jetant par la fenêtre : 15, 20, 23, 30, 33, 64, 72-74, 94, 119-126, 131, 136-143, 146-149, 172, 175, 190, 192, 200, 203-209, 212, 213, 216, 222-228, 230-232, 239-242, 246, 251, 315, 340, 352, 356, 374.

LÉVINÉ, Eugen (1881-1919), juif de Pétersbourg, il fréquente une école allemande. Il devient social-démocrate à Berlin où il est étudiant, retourne en Russie en 1905, manque deux évasions et revient par le Turkestan. Mobilisé en 1915, il rejoint Spartakus et l'USPD. En novembre 1918, il dirige le conseil ouvrier de Neukölln, collabore à l'agence Rosta. Il est arrêté à la frontière en cherchant à aller au congrès de fondation de la Comintern en Russie. Il est envoyé en Bavière et, pris, il est condamné à mort et fusillé : 47, 75, 78, 102, 103, 121, 122.

LÉVINÉ-MEYER, Rosa Broïdo, ép. (1890-1979), fille de rabbin, née dans un ghetto en Russie, elle va travailler en Allemagne comme gouvernante et rencontre Léviné*, qu'elle épouse en 1915. Toujours militante du KPD, elle se remarie en 1922 avec Ernst Meyer*, dont elle est veuve en 1930. Elle émigre en Occident en mai 1933 : 471, 547.

LEWIEN, Max, dit Wiessen (1885-1937), fils d'un commerçant de Moscou, il étudie en Allemagne. En Russie en 1905, il est SR puis bolchevique en Suisse. Il se fait naturaliser allemand et revient à la politique en 1918, où il est dirigeant spartakiste à Munich. Chef de département scientifique à l'université de Moscou, il est arrêté en 1936 et liquidé en 1937 : 102, 103, 724.

LEWIS, John Llewellyn (1880-1969), mineur, président de l'UMW en 1920, il dirige son syndicat de façon traditionnelle jusqu'en 1935, où il fonde le CIO et entreprend de généraliser le syndicalisme d'industrie. Président du CIO il est longtemps « allié » de Roosevelt*, puis son adversaire acharné pendant la guerre : 699, 743, 753, 784.

LI Baozhang, général commandant la garnison de Shanghai en 1927, il dirige l'épouvantable répression contre la grève de février : 435, 436.

LI Da (1892-1966), sociologue, devenu marxiste au Japon, il est un des premiers communistes chinois. Il se consacre ensuite surtout à l'enseignement. Il périt des mains des gardes rouges : 279, 283.

LI Dazhao, dit Li Shouzhang, Chang, Fa Shen, Ji Chang, Ji Ming, Jiang Ying, Li Qinhua, Li Shaoshang, Li Zhao, Li Zhizhao, Sheng, Xuan Xuan, Yan Ming (1882-1927), bibliothécaire en chef et professeur de l'université de Pékin, il est avec Chen Duxiu un des deux chefs historiques du PCC. Absorbé par le Guomindang, il est convaincu par Peng Shuzhi de la nécessité de réagir, mais, arrêté par la police du seigneur de la guerre Zhang Zuolin, il est étranglé un an après dans sa cellule : 276-279, 425-429, 438, 439, 475, 520.

LI Hanjun (1890-1927), ancien secrétaire de Sun Zhongshan*, c'est un des premiers marxistes chinois, qui se tient sur des positions académiques. Pris en 1927 par les gens du Guomindang, il est fusillé : 279.

LI, Jishen (1886-1959), général commandant les troupes de Canton, il écrase l'insurrection de 1927 et se livre à une répression sauvage. Il se retrouve en fin de carrière chez Mao Zedong : 435, 749.

LI Juijui, dirigeant des JC de la région de Pékin, membre au début des années 30 du groupe d'opposition appelé « conciliateur » : 572, 573.

LI Lisan, dit Bo San, Bo Shan, Bo Sheng, Li Cheng, Li Longzhi, Mei Ran, Neng Zhi, Pai Shan, Wei, Wei Zhen (1896-1968), fils de propriétaire appauvri, il fait des études secondaires et connaît Mao Zedong à l'école normale de Changsha. Étudiant ouvrier en France, il est expulsé et travaille à son retour au secrétariat du Travail, animant le club ouvrier d'Anyuan. Il est alors très opposé à la collaboration avec le Guomindang. En 1925, à Shanghai, il est le principal dirigeant du mouvement ouvrier. Après une période où il apaise les grèves à Wuhan, il devient un des « insurgés communistes », est promu par la Comintern à la tête du parti en 1928.Mais les échecs de la ligne ultragauchiste provoquent son élimination en décembre 1930. Il vit des années dans l'obscurité. Maltraité par les gardes rouges pendant la Révolution culturelle, il meurt peu après : 430, 476, 477.

LI Qihan, dit Li Sen (1900-1927), étudiant, actif dans le Mouvement du 4 mai et le premier noyau communiste, il infiltre la Bande verte pour y trouver des contacts et devient l'un des organisateurs du mouvement ouvrier au secrétariat du Travail. Il milite ensuite à Canton, où il est arrêté après le coup de Jiang et fusillé : 281.

LI Weihan, dit Luo Mai (1887-1994), fils d'une famille lettrée appauvrie, élève de l'École normale, étudiant-ouvrier en France, il est secrétaire du parti au Hunan de 1923 à 1927. Plus tard partisan de Qu Qiubo puis de Li Lisan, il rallie Mao Zedong lors de la Longue Marche : 429, 572.

LIAO Chengzhi ou Liao Zhangcheng, dit Leo Chang (1908-1983), fils de Liao Zhongqai*, réfugié au Japon après l'assassinat de son père, il travaille ensuite pour la Comintern dans les « marins rouges » et la préparation de la mutinerie du *Zeven Provinciën*. Chez Mao* en 1934, il appartient à la direction des services secrets. Il a d'importantes responsabilités après la victoire. Il a été assassiné par les Gardes rouges : 518.

LIAO Zhongqai (1878-1925), fils d'un homme d'affaires de San Francisco, il rencontre Sun Zhongshan* au Japon en 1905 et devient son lieutenant. Il est ministre des Finances du gouvernement de Canton et artisan de l'alliance avec les communistes, chef de l'aile gauche du Guomindang. Il est assassiné après la mort de Sun par des hommes liés à la droite de son parti : 283, 427.

LICHTENSTADT, Vladimir Ossipovitch, dit Mazine (1882-1919), né dans une famille bourgeoise, devenu terroriste avec la révolution de 1905 dans le groupe « maximaliste », il est condamné à mort, gracié et purge dix années à la forteresse de Schlüsselbourg. Il rejoint les bolcheviks à sa libération en 1917 et travaille à la Comintern. Il est tué au front lors de l'offensive d'Ioudenitch : 90, 137.

LICHTSCHLAG, Otto (1886-?), officier, il est capitaine à la fin de la guerre et constitue un des corps francs les plus efficaces, arme redoutable dans la guerre civile, connu pour sa brutalité. Son unité, surprise en déplacement, est écrasée par les milices ouvrières de la Ruhr en 1920 : 129.

LIEBKNECHT, Karl (1871-1919), fils de Wilhelm Liebknecht, fondateur du SPD allemand et ami d'Engels*, il est avocat et appartient à l'aile antimilitariste et révolutionnaire du parti. En 1907, élu président de l'Internationale ouvrière de la jeunesse, il est inculpé de haute trahison et condamné à dix-huit mois de prison. Il est élu député au Reichstag en 1912 En août 1914, il est hostile au vote des crédits de guerre mais s'incline devant la discipline de parti. Convaincu de son erreur par des ouvriers du Wurtemberg, il est l'un des premiers organisateurs de Spartakus et devient un symbole international de la lutte contre la guerre, puis participe à la fondation du KPD. Orateur de masse, il se laisse entraîner pendant les journées de janvier à un certain gauchisme. Arrêté par les corps francs de Noske*, il est assassiné : 19-21, 23-25, 28-30, 32-34, 36, 37, 60, 62, 68, 71-75, 80, 84, 86, 87, 100, 117, 120, 128, 137, 142, 146, 147, 218, 253, 297, 307, 308, 350, 367, 480, 548, 549, 578, 661.

LIEBKNECHT, Theodor (1870-1948), frère du précédent, avocat, il passe quelque temps à l'USPD et défend à Moscou les accusés du procès des SR. Il appartient ensuite à différents groupes d'opposition, puis rejoint le KPD. Il travaille en émigration pour l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam : 253.

LIEBKNECHT, Wilhelm (1826-1900), père des deux précédents, élève d'Engels, il a été avec August Bebel l'un des pères fondateurs de la social-démocratie allemande : 19.

LIGDOPOULOS, Démosthénès (1888-1920), étudiant en maths à Athènes, leader des jeunesses socialistes en 1916, un des fondateurs du Parti communiste grec, il devient rédacteur en chef d'*Ergatikos Agonas*. Il représente le SEK à la conférence de Sofia, en Italie, en Autriche et au II[e] congrès. Il est mort assassiné lors de son retour en barque du II[e] congrès de la Comintern : 116, 184, 198.

LIMA, Heitor Ferreira, brésilien, dirigeant du syndicat des ouvriers tailleurs, il est envoyé en 1927 à l'École Lénine et revient en 1930 pour prendre le poste de secrétaire général du PCB. Vite critiqué, il est écarté pour son opposition à la politique de la « troisième période » après avoir refusé de créer un soviet au nom des grévistes de Niteroi : 613, 704.

LIN Yunan (1900-1931), dirigeant ouvrier du PCC et secrétaire de la Fédération nationale du travail, arrêté et exécuté en même temps que He Mengxiong : 572.

LIN Xianqiang (?-1923), mécanicien de chemin de fer, organisateur du syndicat, il est décapité devant la gare par les militaires pour avoir refusé d'annuler l'ordre de grève donné par son syndicat : 281.

LINCOLN, Abraham (1809-1865), ouvrier forestier, puis avocat, chef du Parti républicain, treizième président des États-Unis, il fait victorieusement face à la guerre de Sécession, abolit l'esclavage en 1862 et est assassiné : 698.

LINDAU, Rudolf (1888-1977), ouvrier des transports, au SPD en 1907, il est un des dirigeants des radicaux de gauche de Hambourg qui, restent au KPD en 1918. Il travaille ensuite au département d'organisation du CC et passe de la gauche au centre. Il est en émigration à Moscou. Historien, il a de nombreuses polémiques contre les historiens officiels et il est limogé en 1950 : 485, 486.

LIOUBARSKY, Nikolaï Nikolaïévitch, dit Carlo Nicolini, Niccolini, Nikolsky, dit Larsky (1887-1938), né à Odessa, au parti en 1907, il vit à l'étranger, en Suisse et en Italie (à Capri chez Gorky) à partir de 1908, revient en Russie en 1917, et est l'un des principaux dirigeants des soviets de Vladivostok. A partir de 1918, il reçoit des affectations à l'étranger, à Berne dans la mission diplomatique puis en Italie auprès du PSI où il joue les éminences grises et entre en grand conflit avec Serrati, enfin en Tchécoslovaquie, avant de passer aux Affaires étrangères : 48, 90, 94, 113, 155, 156.

LISSAGARAY, Prosper Olivier, communiste argentin, venu du PS au PC en 1921 : 199.

LIST, Nahman, dit Georges, membre du PKP, il joue un rôle dans les négociations avec les Syriens révoltés, puis est nommé en 1928 à la tête du « comité anticolonialiste » de Beyrouth, qui sert de couverture au PC, ce qui lui a peut-être sauvé la vie lors des grandes purges : 271, 393.

LISTER, Forján, Enrique, dit Henrique, général Lissytine, Lobo (1907-1995), ouvrier carrier de Galice, ayant passé des années à Cuba, communiste en Espagne, il se réfugie à Moscou, où il suit les cours d'une école militaire. En 1936 il est un des fondateurs du 5[e] régiment. Il élimine les comités anarchistes et les collectivités en Aragon. C'est un chef brutal, un stalinien fanatique. Il devient général en Union soviétique. Il dirige brièvement une scission du PCE contre Santiago Carrillo : 496.

LITHOXOPOULOS, secrétaire des JC de la région de Thessalonique, pilier de la fraction kutviste-hadjiste, adversaire acharné des trotskystes, homme de confiance de la direction de la Comintern. Il passe à la Sûreté au début du régime de Metaxas et devient un anticommuniste acharné : 688.

LITTLE, Frank (1879-1917), fils d'un quaker et d'une Indienne cherokee, militant de la *Western Federation of Miners* en 1900, des IWW en 1906 ; il lutte pour la liberté de parole, organise les ouviers agricoles mexicains et japonais. Membre de la direction IWW en 1914, organisateur des travailleurs agricoles, il vient à Butte (Montana) avec une jambe cassée pour aider les grévistes, est enlevé et assassiné par six *vigilantes* : 49.

LITVINOV, Maksim, Maksim Wallach, dit Harrison, dit (1876-1951), membre du parti depuis 1898, partisan de Lénine, représente les bolcheviks à Londres où il vit avant la guerre ; revenu à Moscou après la révolution, il sert dans la diplomatie. Il est commissaire aux Affaires étrangères de 1930 à 1939 : 30, 75, 81.

LIU Hua (1889-1925), fils de fermiers pauvres, correcteur d'imprimerie, il étudie aussi à l'université, où il devient communiste en 1923. Remarquable agitateur, il est en février 1925 l'un des organisateurs de la grande grève dans les cotonnades de Shanghai. Il est passé par les armes en décembre : 279, 428, 430, 438, 520.

LIU Renjing, dit Charles, Lensky, Liu Ershi, Liu Jingren, Liu Jingyuan, Liu Jingyun, Liu Losan, Liu Renjun, Liu Renyu, Liu Yangchu, Liu Yangqi, Liu Yuyu, Liurze, Nelsey, Neel Hsi, Zi Dun (1899-1987), dirigeant étudiant du Mouvement du 4 mai à Pékin, il est du premier noyau communiste, délégué au congrès de fondation, dirigeant des Jeunesses jusqu'en 1925. Réfugié à Moscou en 1927, il devient trotskyste, il rencontre Trotsky sur le chemin de son retour en Chine et participe aux luttes fractionnelles dans le PC puis la Ligue communiste, où il est l'adversaire juré de Chen Duxiu. Il est libéré de prison en 1937 au prix d'un reniement. Il rejoint le Guomindang puis le PCC : 571.

LIU Shaoqi, dit Bi Qi, Hua Yun, Jiu Xiong, Kai Feng, Lao Dai, Liu Guangming, Liu Ren, Liu Shan, Liu Zuohuang, Liu Wen, Liu Xi, Liu Xiangzhang, Liu Zhiqi, Mo Wenhua, San Jin, Shang Tao, Shao Ji, Shaolian, Shao Qi, Shi Qi, Wei Heng, Wei Huang, Wie Kang (1898-1974), fils de maître d'école du Hunan, il est élève de l'EN de Changsha et étudie ensuite un an à la KUNMZ où il se lie avec Peng Shuzhi. A son retour, il milite au secrétariat du Travail, organise les mineurs d'Anyuan et les syndicats en général. Clandestin à partir de juillet 1927, il reparaît au temps de la Longue Marche, puis repart en Chine du Nord au temps du Mouvement du 9 décembre contre Jiang et les Japonais. Après la guerre, il est le deuxième personnage du PCC et président de la République en 1959. Il est écarté de toutes ses responsabilités au

temps de la Révolution culturelle et exclu : 279, 430, 612, 727, 732.

LIU Yin, dit Li Mamai, un des dirigeants du mouvement étudiant de Wuhan en 1925-1927. Étudiant à Moscou, il milite un temps avec l'opposition puis abandonne la politique

LLOYD, George, David (1863-1945), libéral gallois, Premier ministre de 1916 à 1922 : 97, 110, 145, 419.

LOBO, da Silveiro, Aristides, dit Antônio, Berardo, Fernando, José Hernandez, Pedro (1905-1968), journaliste, organisateur des JC et du PC brésilien à Rio de Janeiro, responsable à São Paulo en 1926, emprisonné en 1927 ; il fonde avec Luis Carlos Prestes la Ligue d'action révolutionnaire en 1930, ce qui lui vaut l'accusation de « trotskysme ». Il rejoint la Ligue communiste en 1933 et la quitte en 1934 : 579.

LOCATELLI, Amleto, dit Bruno, Adolphe Hala, Savel (1900-1936), syndicaliste italien. Communiste et membre de l'OMS, envoyé au Brésil en novembre 1935, il gagne l'Argentine après l'échec du soulèvement, va combattre en Espagne où il est tué au combat : 673.

LOEBER, William Cornelius (1891-?), cheminot britannique, syndiqué en 1912, un des animateurs du NMM et de la Profintern en Grande-Bretagne, secrétaire du NUR. Il quitte le PC en 1940 : 411.

LOJEWSKI, Max von (?-1919), militant spartakiste, président du conseil de soldats de Spandau, délibérément assassiné par les corps francs : 72, 73.

LOMINADZE, Vissarion V., dit BESSO, G., Nikole, Vasso (1897-1934), Géorgien, dirigeant des JC, favori de Staline, il est chargé de mission en Chine pour préparer avec Neumann l'insurrection de Canton. Il forme à la fin des années 30 un groupe d'opposition avec le noyau de direction des JC, est blâmé et rétrogradé, affecté à Magnitogorsk. Convoqué par l'OGPU en 1934, après la mort de Kirov, il se suicide : 442, 475, 476, 497, 536, 592, 593, 658, 659, 713, 730.

LONDON, Artur, dit Gérard, Gerhardt Baum, Gerhardt Elberfeld, Lambert Siegel (1915-1987), né en Tchécoslovaquie, membre des JC très jeune, il est à l'École Lénine de Moscou en 1934, puis, de 1935 à 1937, dans l'appareil de la KIM, à partir de mars 1937 en Espagne, où il travaille dans l'appareil de sécurité à Valence et Barcelone, membre du « groupe d'enquête soviétique », chef de section au SIM, puis membre de la section des cadres du PSUC, organisateur de sa « section internationale » à Albacete. Revenu en France en 1939, d'abord membre du bureau parisien du PCT, puis membre de la direction de la MOI, fin 1941, responsable du « travail allemand », arrêté en août 1942, déporté notammment à Mauthausen. A son retour, il se marie avec Lise Ricol mais ne peut vivre en France ; à la fin de 1948, il retourne en Tchécoslovaquie et en février 1949 devient vice-ministre des Affaires étrangères. Arrêté en 1951, condamné à la prison dans le procès Slansky, il est finalement libéré puis réhabilité et écrit *L'Aveu*. En 1995, il est au centre de la polémique provoquée par Karel Bartošek et attaqué violemment par Stéphane Courtois : 618.

LONDON, Élisabeth, dite Lise RICOL, ép. LONDON (1916), née d'une famille d'ouvriers catalans immigrés, membre des JC en 1931, quelque temps secrétaire de Waldeck Rochet*, elle est envoyée à Moscou comme secrétaire à la Comintern, connaît Artur London* à l'École Lénine et devient sa compagne en 1935. En 1936, de juin à octobre, elle est secrétaire de Giulio Ceretti*, puis dans les mêmes fonctions à Albacete près d'André Marty* avec des responsabilités spéciales, secrétaire de Georges Soria, membre du staff de Constancia de la Mora. Revenue en 1938, elle est détachée auprès des JSU, puis « instructeur » du PC dans les JC, et entre dans l'histoire pour sa prise de parole rue Daguerre le 1er août 1942. Arrêtée, déportée à Ravensbrück, puis Buchenwald, elle se marie avec Artur London à son retour en 1945 et devient secrétaire nationale de l'Union des femmes françaises, membre de la commission centrale de contrôle du PCF. Après un premier temps où elle réclame le châtiment de son mari arrêté en 1951 et condamné au procès Slanský*, elle comprend que ses aveux lui ont été extorqués et devient son meilleur défenseur : 616.

LONGO, Luigi, dit GALLO, Costa, Fabio, Luigi Gatti, Gigi, Italo, Maresciallo di Fierro (1900-1980), d'une famille de petits paysans, il commence des études mais est mobilisé et devient officier de réserve. Au PSI puis au PCI et à son CC, il devient dirigeant des JC. Il entre au bureau politique en 1929, représente son parti à Moscou à partir de 1933. En Espagne, il est commissaire politique de la XIIe BI, puis inspecteur général. Interné en France, il est livré à Mussolini*, exilé à l'île de Ventotene, est libéré en 1943 et devient chef de la brigade Garibaldi, commandant adjoint du Corps des volontaires de la liberté. Il est pour peu de temps après la guerre le successeur de Togliatti* à la tête du Parti communiste : 697, 705, 746.

LONGUET, Jean (1876-1936), avocat, petit-fils de Karl Marx*, appelé « le quart de Juif allemand » par certains éléments de droite, il est le leader des centristes de la SFIO pendant et immédiatement après la guerre mondiale : 156, 191, 196, 197.

López Arencibia, Alfredo, typographe, secrétaire de la Fédération ouvrière de La Havane, enlevé et assassiné le 20 juillet 1926. Son cadavre est jeté à la mer : 383.

LÓPEZ, Caceres, Luis (?-1931), membre du PC chilien, fraction Hidalgo, secrétaire général du Comité unique de la construction, il est assassiné par des membres de la fraction laffertiste : 511.

LÓPEZ, Pablo (?-1939), ouvrier charpentier, membre du PC chilien, il se range derrière Hidalgo, devient en 1932 l'animateur du Comité unique de la construction. Il rédige en 1933 la thèse syndicale de la *Izquierda comunista* chilienne. Entré au PS avec ses camarades, il est élu à son CC en décembre 1938 et organise sa gauche ; il est assassiné.

LORE, Ludwig (1875-1942), social-démocrate allemand émigré aux États-Unis en 1903, il y est secrétaire de la fédération de langue allemande du SPA et publie le *New York Volskzeitung*. Il est un des dirigeants de l'aile gauche, personnellement lié à Trotsky. Il rejoint tardivement le PC unifié et en est exclu comme « trotskyste » : 579.

LOREDO, Aparicio, José (1898-1946), avocat communiste, fonde le groupe d'opposition « bolchéviks de

Nalon » puis rejoint le Goulag communiste trotskyste. Secrétaire d'ambassade à Mexico de 1937 à 1940.

LORIOT, Fernand (1870-1932), instituteur syndicaliste et socialiste français, il est l'un des organisateurs de la lutte contre la guerre en France, rencontre Lénine en Suisse, participe aux différents comités et se retrouve à la tête du Parti communiste français. Il en repart très vite, revenant au syndicalisme révolutionnaire : 29, 111, 156, 196, 462, 464, 519.

LOSOVSKY, Salomon Abramovitch Dridzo, dit Aleksandr (1878-1952), social-démocrate en 1901, plusieurs fois arrêté pendant la révolution, il émigre en Suisse en 1908, puis en France, où il milite à la CGT et à la SFIO et collabore à *Naché Slovo*. Il est exclu du parti en Russie en 1918, réintégré en 1919. Il se rend en septembre 1920 au congrès de Halle de l'USPD, est secrétaire général de la Profintern de 1921 à 1937 ; de 1927 à 1935, il est également membre du présidium de la Comintern. De 1936 à 1946, il est vice-ministre des Affaires étrangères, puis arrêté et condamné dans un procès contre les intellectuels juifs et exécuté : 190, 191, 234, 396, 409, 412, 482, 489, 491, 494, 535, 557, 622, 653-655, 665.

LOTELAWALA, Ranchoddas Bhavan, dit M.N. Jain, moulinier à Bombay, attiré par les idées démocratiques, il finance S.A. Dange* et un Institut pour l'étude du marxisme en Inde : 274.

LOUKANOV, Karlo (1897-1982), fils d'un dirigeant (*cf.* ci-dessous) bulgare, il adhère au parti dès sa fondation, doit s'enfuir après l'insurrection de 1923, et à partir de 1926 travaille à Moscou dans l'appareil de la Comintern. Il combat en Espagne comme interbrigadiste. Jusqu'en 1962 il occupe des postes ministériels.

LOUKANOV, Todor (1894-1946), avocat, membre de la direction et député du parti *tesnjak*. Critiqué pour son opportunisme après l'insurrection de 1923, à laquelle il était opposé, il est exclu : 310, 333, 334, 695.

LOUKOV, Khristo (1887-1942), général, chef de la Légion fasciste bulgare pendant la Deuxième Guerre mondiale, abattu par les communistes : 777.

LOUNATCHARSKY, Anatoli Vassilievitch (1875-1933), écrivain et théoricien qui tenta de concilier religion et socialisme, membre du parti depuis 1917, commissaire du peuple aux Lumières. Il meurt en rejoignant, sans se presser, son poste d'ambassadeur en Espagne : 101, 285.

LOUZON, Robert (1882-1976), ingénieur, militant syndicaliste révolutionnaire, puis communiste, spécialiste des questions économiques et coloniales, collaborateur de *La Vie ouvrière*, puis de *L'Humanité*, il revient après son départ du PC à la suite de Monatte à *La Révolution prolétarienne* : 576, 683.

LOVESTONE, Jay, né Jakob Liebstein, dit Robin Birch, Duncan, Langley, Powers, Roger B. Nelson, Wheat (1898-1990), né en Lituanie, émigré à neuf ans aux États-Unis. Socialiste très jeune, il anime le club socialiste de City College en 1917, est élu au CC du parti communiste à vingt et un ans. Réélu au congrès d'unité, secrétaire national en 1923, bientôt engagé dans les luttes fractionnelles. Il semble l'avoir emporté en 1927, mais la Comintern l'élimine de la direction en 1929 et il devient le chef de la CPO. Il semble bien qu'il ait continué d'entretenir des rapports secrets avec le GPU dans l'espoir d'un retour mais, à la veille de la guerre, et plus tard, au sein de l'AFL, il a été un anticommuniste acharné : 505, 506, 519, 559, 561, 562, 565, 566.

LOZERAY, Henri, dit Gardon (1898-1952), ouvrier typographe, aux JS en 1914, membre puis dirigeant des JC, spécialiste de la lutte anticolonialiste, souvent condamné. Ouvrier typographe, membre puis dirigeant des JC, il s'engage dans l'affaire du « groupe » sous la poussée de Manouilsky. Quand « le groupe » est dénoncé, il fait son autocritique et retourne à l'atelier pour cinq ans. Élu député en 1936, il mène à partir de 1939 le combat de ses camarades : 193, 297, 497.

LOWENSTEIN, Kurt von, porte-parole des patrons des mines allemandes : 524.

LOZERAY, Robert (1901-?), frère du précédent, militant des JC, envoyé par Doriot pour organiser la fraternisation dans la Ruhr, il est arrêté et condamné à dix ans de prison en 1924, libéré en 1926 par une amnistie : 302.

LUCIANI, Georges, dit Pierre Berland (1903-1981), professeur et probablement agent du IIe Bureau français, correspondant de presse du *Temps* et du *Petit Parisien* à Moscou : 682.

LUDENDORFF, Erich (1865-1937), quartier-maître général de l'armée en 1914, proche collaborateur de Hindenburg, s'enfuit en Suède en 1918 et revient en Bavière en 1919, mêlé à toutes les entreprises d'extrême droite, nationaliste, antisémite, longtemps proche d'Hitler : 60, 128, 224, 255, 304.

LUHANI, Gulam Ambia Khan, ancien nationaliste, il va de Berlin à Moscou en 1920 avec Chattopadhyahya et travaille avec M.N. Roy les fameuses « thèses supplémentaires » pour le IIe congrès de la Comintern. Il revient à Berlin au lendemain du IIIe congrès, en 1922, puis s'installe à Paris en 1925, travaillant avec Evelyn Roy en direction de l'Inde. Il assiste au VIe congrès, y critique la présentation par Kuusinen des positions de la commission coloniale. Il fait son autocritique au Xe plénum et y dénonce Roy : 727.

LUKÁCS, Georgy, dit Blum (1885-1972), philosophe hongrois, commisaire du peuple, associé en exil à la tendance la plus sectaire du PCH : 144.

LUKACS, général, *cf.* Maté Zalka.

LUDWIG, *cf.* Alexander.

LUDWIG, Karl, journaliste communiste, dirige à Berlin un groupe de l'Opposition de gauche : 589.

LUNDEEN, Ernest (1878-1940), avocat républicain, membre de la chambre des représentants pour le Minnesota de 1910 à 1918, il est ensuite l'un des dirigeants du *Farmer Labor Party*, est élu au Congrès en 1932 et réélu au titre d'une coalition FLP-Parti démocrate, il se distingue par son opposition à la guerre et à la répression. Réélu en 1934, il est l'auteur du projet d'assurance-chômage qui aurait été rédigé en réalité par Browder ; il est élu sénateur en 1936. Benjamin Gitlow, qui dénonce facilement, dit qu'il était membre « hors cadre » du PC, ce que déclara aussi Isaac Amter lors de sa comparution devant la commission d'enquête. Il meurt dans un accident d'avion en juillet

1939, échappant ainsi à l'épreuve de vérité du pacte Hitler-Staline : 672.

LUO Yinong, dit Boukharov, Jing Zhai, Li Hanjia, Lin Zigu, Shan Yang (1901-1928), étudiant du Mouvement du 4 mai, il suit les cours de l'école de langues étrangères, est envoyé à Moscou à la KUTV et adhère au PCC. Il joue un rôle actif à Shanghai et Canton, et s'oppose à l'ordre de Moscou d'enterrer les armes en 1927. Arrêté par la police des concessions à Shanghai, il est livré et fusillé : 436.

LUO Zhanglong (1901-?), né dans le Hunan, il est l'un des organisateurs des premiers syndicats chinois, vivement opposé à la ligne de Li Lisan, et mène contre lui le combat politique avec He Mengxiong. Exclu du PCC en 1931, il sympathise avec les trotskystes mais fait finalement sa paix avec le PCC : 572.

LÜTTERBECK, Walter, haut fonctionnaire prussien de Düsseldorf, il invoque en 1923 la solidarité des classes dirigeantes contre la révolution : 301.

LÜTTWITZ, baron Walter von (1859-1942), général allemand, véritable auteur du putsch dit « de Kapp » contre le traité de Versailles et la « démocratie » allemande : 128, 132.

LUXEMBURG, Rosa (1871-1919), militante de la social-démocratie polonaise, fondatrice du SPDKiL, elle étudie en Suisse, puis s'établit en Allemagne où elle devient la théoricienne et le chef de file de la gauche. Animatrice, dès 1914, du groupe des adversaires de la guerre, condamnée à plusieurs années de prison, elle cofonde le KPD et est assassinée au cours des journées de janvier 1919 : 19, 20, 21, 24, 25, 28, 30, 32-34, 37, 45, 62, 63, 66-75, 78, 80, 82, 84, 86, 87, 100, 117, 120, 121, 126, 127, 137, 141, 144-146, 148, 176, 193, 203, 204, 225, 242, 253, 307, 308, 350-352, 367, 422, 480, 519, 548, 564, 661, 665, 718.

LUXEMBURG, ouvrier boulanger communiste et juif de Pologne, accusé en 1930 du meurtre d'un fasciste dans une bagarre et exécuté et renié par le PCP qui le traite de provocateur : 512, 551, 714.

M

MACARTHUR, Douglas (1880-1964), né dans l'Arkansas. Officier, il commande en 1917 la division Arc-en-ciel, puis dirige la répression contre les marcheurs pour le *bonus*, alors qu'il est chef d'état-major (1930-1936). Il commande les troupes alliées pour l'Asie du Sud-Est, est ensuite « proconsul » au Japon de 1945 à 1961. Il préconise l'emploi de la bombe atomique contre les Chinois pendant la guerre de Corée : 518.

MACDONALD, Jack (1888-1941), né en Écosse, venu au Canada en 1912, membre de l'ILP, il en est le vice-président en Ontario en 1921 et construit le premier noyau communiste, devenant secrétaire du PC du Canada de 1922 à 1929. D'abord sympathisant de l'opposition de droite, il rallie plus tard l'opposition de gauche : 561, 579.

MACDONALD, James Ramsay (1866-1937), leader du *Labour Party* et premier chef de gouvernement socialiste en Grande-Bretagne en 1924. Lors de son retour au pouvoir, il choisit contre son parti le programme des conservateurs et dirige un gouvernement « d'union nationale » de 1931 à 1935 : 252, 253, 411, 422, 518, 561.

MACHADO, Eduardo (1902-?), né dans une famille riche de Caracas, exilé pour son opposition politique à la dictature de Gómez, il devient communiste en France puis suit à Moscou les cours de l'Ecole Lénine. Il revient au Venezuela en 1941 et prend part à toutes les luttes fractionnelles, y compris contre son frère Gustavo : 445.

MACHADO, Gustavo (1898-1983), frère aîné du précédent, il s'exile, devient communiste à Cuba en 1925, va à Moscou à l'Ecole Lénine, combat les *marines* américains au Nicaragua. Réfugié au Mexique en 1927, il dirige le comité « Bas les pattes devant le Nicaragua » et participe aux attaques contre Mella dans le PCM. En 1929, il fonde et dirige le Parti révolutionnaire vénézuélien, futur PC. Arrêté, il s'échappe et ne reviendra au pays qu'en 1936 ; de nouveau arrêté, puis libéré, il s'exile jusqu'en 1941. Il défend âprement la majorité et son autorité à la tête du parti contre des fractions, dont celle de son frère Eduardo. A plusieurs reprises arrêté et exilé : 445.

MACHADO, Caetano, José (1899-?), ouvrier boulanger, un peu instruit à Recife dans son âge adulte par Cordeiro*, il est promu lors de la « prolétarisation » ; ouvriériste enragé, il se vante de « haïr les intellectuels » ; il insiste sur la nécessité de la guérilla paysanne, est promu secrétaire général pour peu de temps en 1932 sous la pression de Gonzalès Alberdi. Arrêté peu après, il s'évade. Il fait des rapports grossièrement optimistes et exagérés en 1934 à Moscou et démontre son irresponsabilité en déclenchant prématurément l'insurrection à Recife en 1935 et en disparaissant aussitôt : 446, 667.

MACHADO y Morales, Gerardo (1871-1939), chef militaire cubain contre l'Espagne puis politicien libéral, président de Cuba de 1925 à 1933 où il est surnommé par Julio Antonio Mella « le Mussolini des tropiques ». Il est renversé par la colère populaire. Il s'exile aux États-Unis : 382, 383, 502, 628, 629, 667.

MACLEAN, John (1879-1922), instituteur écossais, organisateur de la résistance ouvrière à l'union sacrée et à la remise en question des droits des travailleurs. Plusieurs fois condamné à de sévères peines de prison qui compromettent définitivement sa santé. Il est très hostile aux communistes britanniques qui ne veulent pas accepter la création d'un PC écossais absolument nécessaire selon lui. Il meurt prématurément : 23, 26, 30, 46, 48, 81, 115, 137, 164, 198, 242.

MCLOUGHLIN, Sean (1900-?), « L'enfant commandant » lors de l'insurrection de Dublin en 1916, après la blessure de James Connolly, condamné à mort et gracié à cause de son âge, il quitte l'IRA pour le *Socialist Party* d'Irlande, rencontre John Maclean, rejoint le PC en 1921 et en devient le secrétaire. Il est aussi ignoré des historiens qu'il fut boycotté par le CPGB : 198.

MACMANUS, Arthur (1889-1927), fils d'ouvrier, métallo, d'abord au SLP. Pacifiste pendant la guerre, il est élu en 1917 président du comité des délégués des comités ouvriers, évolue vers le communisme. Journaliste au

Socialist du SLP, cofondateur du CPGB, président du parti jusqu'en 1922, membre du BP jusqu'à sa mort ; de 1922 à 1926, membre de l'exécutif et du présidium de la Comintern. Enterré au Kremlin : 53, 498.

MADDALENA, Max (1895-1943), ajusteur, il est en 1913 au SPD, soldat, puis membre de l'USPD, du VKPD, il occupe des responsabilités dans le parti puis à la RGO, est envoyé à Moscou pour cette dernière à la suite d'une condamnation. Il y reste de 1931 à 1934, notamment près de Dimitrov. Il est arrêté au cours d'une mission clandestine en Allemagne et meurt en prison : 652, 655.

MADOYAN, Artine (1904-?), arménien, il devient socialiste à Istanbul où il fait ses études et se lie à de futurs communistes arméniens. Il rejoint sa famille à Beyrouth en 1922, fréquente l'organisation des étudiants sociaux-démocrates et fonde la « Jeunesse Spartakus », tournée vers la IIIe Internationale. De ce jour, il est un des dirigeants du jeune PC, menacé lors de son arrestation pour ses contacts avec les révoltés druzes, passant le cap des années 30 sans dommage : 393, 512.

MAECHA, *cf.* Mahecha.

MAERCKER, Ludwig (1865-1924), général, un des premiers chefs de corps francs avec sa division de chasseurs, il opère une tournée contre les foyers révolutionnaires en 1919 en Allemagne : 71, 119.

MAFFI, Fabrizio, dit Berbi (1868-1955), médecin et professeur, membre du Parti socialiste en 1888, député du PSI, il reste avec Serrati à Livourne et rejoint le PCI avec les Terzinternationalistes en 1922. Malade, il cesse toute activité politique : 248.

MAGGIONI, Davide, dit A. Marcuco, Marcucci, Henri Michard (1903-1938), typographe responsable des JC, de la fédération en 1918, au PC en 1923, en URSS, au PCR (b) en 1928, il suit en 1927-1929 les cours de l'Ecole Lénine, au secrétariat latino-américain au titre des Jeunesses au début des années 30, instructeur pour le secrétariat de Montevideo en Amérique latine. Il se suicide à cause de la liaison de sa femme Lebedeva avec Togliatti.

MAGID, Moussia Semenovna (1895-1938), elle fait des études de travaux publics, rejoint les bolcheviks en septembre 1917, milite en Ukraine sous Denikine. Membre de l'Opposition de gauche en 1923, de son centre en 1928, évadée de déportation, enfermée en isolateur alors qu'elle est tuberculeuse, elle est morte ou a été exécutée à Vorkouta, 450, 561.

MAGNIEN, Marius, dit Félix, Rondet (1903-1962), ouvrier du bâtiment, dirigeant des JC, élève de l'Ecole Lénine en 1927-1929, au CC et à *l'Humanité* en 1929, membre de l'AM-Apparat en France, désigné parfois comme « l'œil de Moscou » dans *l'Humanité.*

MAGYAR, Ludwig, ps. de Lajos Milgorf dit Ma Dyari, Madyar (1891-1937), né d'une famille de commerçants ruinés, travaille comme journaliste à Vienne, puis Budapest. Adhère au PC hongrois pendant la révolution, est condamné en 1920 à dix-huit ans de prison mais « échangé » contre des Russes en 1922. Adhère au PCR(b) et travaille à l'agence Tass. Puis à Shanghai au consulat général, à partir de 1928, « expert »reconnu en affaires chinoises, adjoint de Kuusinen, un des responsables du département d'Extrême-Orient. Envoyé en Allemagne en 1933, il séjourne en France avant de rejoindre l'URSS, où il est arrêté à cause de ses liens avec les « conciliateurs » en décembre et dénonce le « complot » dont il faisait partie avec Béla Kun et autres à la tête de la Comintern. En 1937, soumis à de terribles interrogatoires, il « avoue » notamment avoir assuré la liaison avec Trotsky, est condamné et exécuté : 592, 593, 623, 658, 665, 712, 713, 720, 730.

MAHECHA, Raúl, Eduardo, indien « de race pure », assure-t-il fièrement, ouvrier du pétrole, d'abord anarcho-syndicaliste, il fonde en 1923 la *Unión Obrera* de Barrancabermeja, qui engage le combat contre la *Tropical Oil Cy.* Organisateur de la grève d'octobre 1924, emprisonné, il est élu 2e vice-président du 3e congrès ouvrier en novembre 1926, organise au début 1928 la tournée de María Cano et, communiste, il est le dirigeant, pour le compte du PSR colombien, de la grève des *bananeiros* que ce meneur d'hommes à la politique offensive ne peut empêcher d'aller au désastre à travers une répression sauvage : 516.

MAHMUDOV, Nambev, communiste tatar qui aurait pris contact pour le Comintern avec Abd el-Krim : 390.

MAJORSKY, enseignant et journaliste, assure le cours d'histoire du PCUS à l'École Lénine : 628.

MAKHOVSKY, Ento, membre du CC du PC bulgare, tué en prison en 1923 : 334.

MÄKINEN, Kaarlo Johannes, plutôt Hannes, dit Ericsson, Hanne, Matti ou W. Stein (1901-1938), jeune combattant de la révolution en 1918, cofondateur du PC finlandais et membre de son CC, qu'il représente à l'exécutif à partir de 1935 ; proche de Kuusinen, il est liquidé en 1938 en même temps que sa femme Martha Moritz, quand ce dernier était menacé : 726.

MALAKA ou MALAKKA, *cf.* Tan Malaka.

MALATESTA, Erico (1853-1932), anarchiste italien, il sympathise beaucoup avec la révolution russe à ses débuts. Son propre fils, **Mario Malatesta** (1895-1966), ancien secrétaire des syndicats de Trieste, devient communiste par le biais des *terzini* : 778.

MALCHOW, Hans, dit Franz Lorenz (1904-1942), communiste allemand travaillant à la Comintern, arrêté en 1938, condamné en 1939, mort en camp : 730.

MALECKI, Alexander Rubinstein, dit Gsiadz, dit, (1879-1937), militant polonais du RSDPiL, il travaille aux affaires étrangères de Russie après 1917, puis pour la Comintern dans l'*agit-prop.* Vice-recteur de la KUNMZ au début 1930, il enseigne à diverses universités et est conseiller à la bibliothèque Lénine : 622, 720.

MALENKOV, Georgi Maksimilianovitch (1919-1988), membre du secrétariat personnel de Staline et son collaborateur chargé de la répression contre les vieux bolcheviks, il est son successeur immédiat, écarté par Khrouchtchev. Il a fini tranquillement sa vie dans la religion, en qualité de bedeau : 603, 661, 723, 793.

MALINOV, Alexander (1867-1938), homme politique bulgare, chef du gouvernement en 1918 : 53.

MALINOVSKSY, Rodion Iakovlivitch, dit Malino (1898-1967), devenu bolchevique au cours des mutineries de

soldats russes en France. Il entre dans l'armée rouge en 1919, est diplômé en 1930 de l'académie Frounze. Il exerce un commandement en Espagne.

MALINOVSKY, Roman Vaclavovitch (1876-1918), ouvrier russe, membre du Parti bolchevique et député à la Douma, il jouit de la confiance de Lénine. En réalité, c'est un agent de l'Okhrana. Après la révolution, démasqué par les archives de la police, il retourne de son plein gré en Russie, est jugé et fusillé : 22, 694.

MALIŠIĆ, Jovan, dit SIĆ, Hristić, Malj, Martinović (1902-1938), gagné au communisme en Russie, cet intellectuel monténégrin est secrétaire général du PCY de 1929 à 1930 sur une ligne politique terroriste et quasi insurrectionnelle, et est révoqué par l'exécutif. Il travaille ensuite en URSS, est « mis à la disposition » du département des cadres de la Comintern, va en Espagne et, à son retour, est arrêté et exécuté en URSS pendant les purges : 497-499, 721.

MALIUTA, Vladimir Ivanovitch (1885-1938), ouvrier à Moscou, membre du parti en 1916, il jouit d'une grande autorité morale dans l'Opposition de gauche à laquelle il appartient depuis 1923. Exclu en 1927, il est dans le Grand Nord en 1930. Il est exécuté pendant la Grande Purge : 458.

MALLEN, Rafael, jeune émigré d'origine latino-américaine étudiant à Detroit, lié aux socialistes aux États-Unis, il accompagne Borodine au Mexique : 117.

MALM, Hanna (1887-1936), d'une famille misérable, n'ayant jamais fréquenté l'école, vivant de façon précaire, elle se lance avec ardeur dans la révolution en combattant au front puis dans la clandestinité. Femme de Kullervo Manner, elle participe à la révolution finlandaise, puis, réfugiée à Moscou, participe aux 3e et 4e congrès de la Comintern, et entre dans l'appareil. Elle appartient avec son mari à la fraction anti-Kuusinen. Elle est condamnée aux travaux forcés en 1935 et sa dernière lettre date de 1936 : 726.

MALRAUX, André (1901-1976), Romancier français, à partir de 1935 plutôt compagnon de route du PC. Forme pour l'Espagne l'escadrille internationale *España* : 764, 781.

MALZAHN, Heinrich (1884-1957), métallo, membre du KPD en décembre 1918, en désaccord avec la politique de mars 1921, il la critique au IIIe congrès de la Comintern puis rejoint Friesland dans sa critique publique et est exclu du KPD : 203, 217, 224-229.

MANAGAN, Jacinto, agitateur paysan d'Indonésie, un des fondateurs et dirigeants, avec Juan Feleo, de l'organisation paysanne KMPT et « star » de la Krestintern, il est lourdement condamné en 1930. Gracié en 1933, probablement à la suite d'un « compromis », il est dénoncé par ses anciens camarades : 446.

MANDALIAN, Thadeu G., cet Arménien était l'un des hommes de la Comintern venu en Chine en même temps que Borodine. Il couvrait le secteur de Shanghai : 440.

MANDEL, Moritz (1883-1938), social-démocrate hongrois, au commissariat du peuple à l'Économie pendant la république des conseils, communiste, réfugié en Suisse, continue à militer au PC puis fonde la KPO : 560.

MANEV, Ivan, dit Tomev (1887-1925), collaborateur de Marko Fridman, il préfère se suicider en 1925 que de tomber aux mains des tortionnaires qui pourchassent les auteurs de l'attentat à la bombe de la cathédrale de Sofia : 400.

MANGADA ROSENHORN, Julio (1877-1946), officier d'infanterie républicain, ayant la réputation d'être farfelu – « végétarien, espérantiste et spiritiste », écrit Azaña il dénonce les préparatifs du *golpe* et n'est pas pris au sérieux : 679.

MANIADAKIS, Konstantinos (1893-1972), cet ancien officier du génie est nommé ministre de l'Intérieur du gouvernement du général Metaxas en 1936. Il concentre ses efforts, après les arrestations en masse de membres du PC grec, sur la décomposition et la corruption de l'appareil dirigeant, généralise la technique des « déclarations de repentir » et réussit à retourner un nombre non négligeable de dirigeants de l'équipe Zachariadès. Il réussit même à mettre sur pied une « direction temporaire » formée d'hommes devenus ses agents et à abuser ainsi nombre de militants, emprisonnés ou non : 748.

MANN, Tom (1856-1941), mineur, puis mécanicien, il dirige le syndicat des dockers britanniques de 1890 à 1893, milite en Australie de 1901 à 1910, et fait six mois de prison à son retour en Grande-Bretagne. Secrétaire général du syndicat des *Engineers*, membre du CPGB, il est membre du premier bureau de la Profintern et préside la conférence de fondation du NMM. Il soutient Pollitt au début de son opposition en 1939 : 234, 410, 411, 439, 748.

MANNER, Kullervo Achilles (1880-1936), il fait des études supérieures, rejoint le Parti social-démocrate finlandais en 1905, est élu député en 1910, membre de l'exécutif en 1911 et président du parti en 1917. Président du Parlement en 1916, il s'oppose au Gouvernement provisoire en le convoquant en 1917. Chef du gouvernement révolutionnaire de Finlande en 1918, il se réfugie en Russie après la défaite et préside en 1918 le congrès de fondation du PC dont il est secrétaire général jusqu'en 1929. Il est également membre de l'exécutif de la Comintern. Il est condamné à dix ans de prison en 1935 et disparaît au Goulag avec sa femme Hanna Malm : 726.

MANNERHEIM, Carl Gustav Emil (1867-1951), ancien officier de l'armée du tsar, chef de la Garde blanche pendant la guerre civile finlandaise. Plus tard, maréchal et chef de l'État : 41, 45.

MANOLEAS, Emmanouel, dirigeant des communistes du Pirée et très populaire pour avoir dirigé les marches des ouvriers du port sur Athènes, il est député en 1936. Arrêté après le coup de Metaxas, il accepte de servir la Sûreté, et devient un des membres de la Direction provisoire créée par la police au début de la guerre : 688, 748.

MANOUCHIAN, Missak, dit Georges (1906-1944). Arménien émigré en France en 1925, tourneur, journaliste et poète. Communiste, chef FTP-MOL de la région parisienne, il est trahi par un de ses camarades, arrêté et fusillé avec le groupe dit de *L'affiche rouge* : 780.

MANOUILSKY, Dimitri Zakharovitch, dit Beruzzi, Bezrabotny, Stefan Dolicki, Foma, Ivanov, Pellicano, Pedro, Petrov, Robert, Samuely, (1883-1959), fils de pope,

social-démocrate en 1903, plusieurs fois arrêté et déporté, il émigre en 1907 et milite notamment avec Trotsky dans *Golos* et *Naché Slovo* à Paris. Revenu en Russie, il rejoint l'organisation interrayons puis le Parti bolchevique avec Trotsky. Au début de 1919, il est envoyé en mission en France, et, à son retour, affecté en Ukraine. Il revient à Moscou en 1922, est affecté à la Comintern, envoyé au congrès du PCF en octobre et à celui du KPD en avril 1924 et en 1925. A partir du VI[e] congrès il est l'un des principaux dirigeants de la Comintern et le porte-parole principal du PCUS dans sa direction. Il finit sa carrière de façon obscure comme ministre des affaires étrangères d'Ukraine : 111, 373-375, 443, 470, 471, 474, 488, 489, 493, 494, 497-499, 539, 544, 560, 579, 619, 633, 637, 651, 652, 655-659, 661, 663, 665, 666, 694, 708, 719, 729, 732, 734, 737, 744, 754, 764, 765, 790, 792, 796, 798.

MANOV, Stepan, dit Najdenov, communiste bulgare, avocat, oppositionnel qui se réclame d'abord de Rakovsky, il capitule devant la direction stalinienne du parti : 580.

MANSERVIGI, Lino (1897-1937), ouvrier communiste de Lancia à Ferrare puis Fiat à Turin. Poursuivi pour avoir organisé la défense armée de l'usine pendant l'occupation de septembre 1920. Réfugié en URSS où il travaille à l'usine Amo de Moscou, il est arrêté et disparaît : 726.

MAO Zedong, dit RUN, Run Zhi, Ruozhi, (1893-1976), bibliothécaire adjoint à Pékin, il connaît Li Dazhao et Chen Duxiu, entre au PC dès sa fondation, devient suppléant à l'exécutif du Guomindang, dirige le département « paysan » du PCC. Il est ensuite l'un des principaux dirigeants du PC et de ses forces armées dans les montagnes, dirigeant de la Longue Marche. Le reste est connu : 279, 427-429, 475-477, 617, 666, 700, 732, 789.

MARAVAL, Paul (1916-1943), cheminot, interbrigadiste en Espagne, arrêté pour son action militaire JC, condamné aux travaux forcés, convaincu par les trotskystes, transféré après son évasion dans un autre maquis, condamné et exécuté, son corps aurait été coulé dans le ciment d'un barrage.

MARCHAND, René, (1888-1950), fils de magistrat, journaliste, neveu du directeur du *Figaro*, conservateur et monarchiste, il s'engage dans l'armée russe en 1914 et évolue à partir de 1917 jusqu'à adhérer au groupe communiste français de Moscou. Anticommuniste systématique à partir de son retour en 1928, il se rallie à Staline en ses dernières années : 58.

MARCHLEWSKI, Julian, dit Karski, Johannes Kämpfer, Rayarski (1866-1925), né d'une famille de petits nobles polonais, militant socialiste dès 1885, étudie à Zurich puis vit en Allemagne où il est l'un des éléments « de gauche ». En prison pendant la guerre, il est ensuite diplomate à Vienne puis Varsovie, organise la lutte en 1919 dans la Ruhr. Représentant de son parti à Moscou en 1920, il préside le gouvernement provisoire de Bialystok, puis, va en mission en Chine, de nouveau diplomate et recteur de la KUNMZ. Malade, il va se soigner en Italie en 1923 et y meurt : 45, 66, 76, 78, 154, 176, 177, 189.

MARCOS, Victoriano, employé de banque, un des chefs des milices socialistes en 1934, émigré, revenu à l'été 1936, il sert dans les milices : 352, 620, 645.

MARCU, Valeriu, (1899-1942), fils d'une riche famille roumaine, il se rend en Suisse en 1916 avec une mission de Rakovsky auprès de Lénine qui le renvoie à son tour comme courrier de confiance à Berlin et Moscou. Il se lie à cette époque à Münzenberg et Paul Levi. Il occupe des responsabilités dans le début de la Comintern, notamment à la KIM, mais rompt avec l'exclusion de Paul Levi et se consacre à l'écriture : 29, 30, 117.

MARČULIĆ, Slobodan, monténégrin, membre du PC yougoslave, puis de l'opposition de gauche, il est assassiné à Belgrade à la veille de l'insurrection en 1941 : 770.

MARGIES, Rudolf, dit Walter Krieger, Fritz Frommelt, Otto Panter, Stachow, 1884-1937, menuisier, SPD en 1904, KPD en 1920. Condamné à quinze ans dans l'affaire de la « tcheka », amnistié en 1930, émigre à Moscou, est arrêté en 1937 et liquidé ? : 328, 723

MARGOULIAN, Sofia, épouse de l'agent de l'OMS Stoukhovsky, elle l'accompagne dans l'aventure brésilienne de 1935 : 667.

MARIANSKI, Jakub, *alias* Jakub Dutlinger, dit Czubel, Dudek, Kazimierz, Kuba, Owczarski, (1885-1937), lycéen à Varsovie étudiant à l'université de Liège, il milite au PPS puis au PPS de gauche par lequel il vient au PC. Dans l'appareil, spécialisé dans les questions syndicales, il appartient à la direction de la Profintern et effectue de nombreuses missions. En 1930, il est mis à la disposition du BLA de Montevideo comme instructeur et va jouer un rôle important auprès du PC chilien sous le nom de Marianski. Rappelé en URSS, arrêté en 1937, il est exécuté : 498.

MARIÁTEGUI, José Carlos (1895-1930), intellectuel péruvien, il a une bourse d'études en Italie de 1918 à 1923 et semble avoir été influencé par Gramsci*. A son retour au Pérou, il attaque l'APRA et la critique très vite de l'intérieur, avant de rompre avec elle en 1926. Il fonde alors la revue *Amauta* qui paraît de 1926 à 1930 et, en 1928, fonde le PC péruvien. Il est en contact avec l'Opposition de gauche par Pierre Naville* et très réservé à l'égard des staliniens d'Amérique latine, s'abstenant notamment d'aller à la conférence de Buenos Aires. Il est l'auteur de *Sept Essais sur la réalité péruvienne* et tente d'adapter l'outil d'analyse marxiste à la réalité péruvienne. Il meurt prématurément, décrié par le PC et la Comintern comme « intellectuel petit-bourgeois » : 292, 467, 499.

MARIGHELLA, Carlos, dit Orlando dos Rios (1911-1969), fils d'un Italien et d'une Noire. Au PCB en 1934, il est sévèrement torturé en 1936 et 1939, et passe six ans au bagne des îles. Dirigeant du PCB, il démissionne en 1966 et fonde l'ALN pour la guérilla urbaine, dans laquelle il trouve la mort.

MARING, ps. de Sneevliet.

MARION, Paul (1891-1954), enseignant, il adhère au PC en 1922, est affecté à la propagande. Il suit les cours de l'École Lénine de 1927 à 1929. Il est exclu en août de la même année et glisse très vite à droite, rejoignant Marcel Déat*, Jacques Doriot*. Sous l'occupation il

est secrétaire d'État à l'Information dans le gouvernement Laval* : 465.

MARKOV, Emil (1905-1943), membre des JC en 1923, du PC bulgare en 1927, il est en prison de 1925 à 1929. Interné en 1941, puis évadé, il devient le chef de la commission militaire du PC bulgare en 1942. Pris et exécuté : 775.

MARKOVIĆ, Sima, dit BOZIĆ, Semić, V. Bunić, Milan Milić (1888-1939), docteur en mathématiques, il adhère au Parti social-démocrate, où il dirige l'aile des partisans de l'action directe. Professeur à Belgrade, à l'université, il est révoqué en 1920, et est le principal dirigeant du PCY, devenu secrétaire général au 2e congrès en 1920. Membre de l'exécutif de la Comintern, il polémique en 1925 contre Staline* sur la question nationale. Au IVe congrès, à Dresde, en octobre 1928, critiqué par les hommes de la Comintern, Manouilsky* et Togliatti*, il est relevé de ses fonctions puis exclu. Revenu à Moscou en 1934, il travaille à l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences jusqu'à son arrestation en juin 1938 ; il est condamné à dix ans comme « agent impérialiste » et probablement rapidement liquidé : 116, 198, 721, 722.

MARKUS, Alexander (1913-1945), professeur de lycée, arrêté en 1939, puis libéré, il est un des fondateurs du Conseil national slovaque et organise en 1942 le premier groupe de partisans dans les Carpathes, est arrêté en 1942, tué dans un bombardement : 777.

MÁRMOL, Miguel (1905-?), ouvrier cordonnier, organisateur syndical, un des fondateurs de la JC et du PC d'El Salvador, délégué en 1930 au congrès de la Profintern. Il participe aux préparatifs et à l'insurrection de 1932, est condamné à mort et fusillé, mais survit et s'échappe. A nouveau emprisonné de 1934 à 1936, il milite dans d'autres pays latino-américains, participant à la fondation du Parti guatémaltèque du travail, il revient à El Salvador en 1950 et continue d'être un des dirigeants de son parti : 617.

MAROUN, Antun (?-1925), né dans une famille arabe de Syrie, il devient avocat et en même temps membre du PC égyptien. Il est secrétaire général de la CGT égyptienne affiliée à la Profintern. Il est arrêté en 1924 et condamné en septembre à trois ans de travaux forcés. Il fait la grève de la faim pour protester contre sa condamnation et en meurt : 271.

MAROUZÉ, Gorges (1892-?) ouvrier mineur, militant des JC, secrétaire régional du SRI, volontaire en Espagne et affecté à la commission des cadres d'Albacete, plus tard FTP, il présente un profil classique d'homme des « services » : 610.

MARQUEZ DE AZEVEDO, Corifeu, journaliste commununiste brésilien, exclu du PCB en même temps que Grazini et Lima : 704.

MARSCHALL, Marcel Marchal, appelé Marshall par l'état civil. D'abord métallo, permanent de la fédération de la Seine des JC puis employé syndical et dirigeant du PC à Saint-Denis, il suit Doriot au PPF, est maire de St-Denis de 1937 à 1944. Condamné à mort à la Libération, gracié en amnistié en 1951 : 672.

MARTEAUX, Albert, dit Frédéric (1886-1949), médecin, député de Bruxelles de 1921 à 1929, il se manifeste comme sympathisant ouvert du PC après son voyage en URSS en 1933. Il livre alors bataille au jeune trotskyste Dauge* pour le contrôle de l'*Action socialiste* et perd. Il entre officiellement au PCB en 1939. Il gagne l'Angleterre en 1942, est ministre de la Santé mais vite en retrait pendant la Guerre froide : 671.

MARTEL, Charles (1889-1975), membre du PS et de la CGT en 1912, résolument anti-guerre, mobilisé, blessé puis emprisonné comme suspect d'agitation. Membre de l'ARAC, dirigeant départemental, il est l'un des premiers secrétaires du PC à Grenoble. En 1925, secrétaire de rédaction de *La Voix paysanne*, il va à Paris se consacrer à la fondation de la Confédération générale des Paysans travailleurs ; de 1930 à 1931, il est à Moscou travaillant au département des pays latins de la Krestintern. Il abandonne toute activité à son retour, est exclu du PCF en 1934. Il rejoint les trotskystes à la Libération : 603.

MARTÍ, Augustín Farabundo (1893-1932), étudiant au Salvador, il devient marxiste en 1917, enthousiasmé par la Révolution russe. Expulsé en 1920, il séjourne un peu partout en Amérique centrale, revient à deux reprises, est libéré après des manifestations étudiantes. Il est membre du Bureau des Caraïbes et responsable du Secours rouge pour l'Amérique latine. En 1928 il travaille avec la Ligue contre l'Impérialisme à New York, rejoint Sandino*, devient colonel dans son armée et lui sert de secrétaire. Il passe deux ans avec lui. Revenu au Salvador, il est deux fois arrêté et expulsé, revient deux fois. Représentant du Secours rouge, il prépare l'insurrection de janvier contre la dictature militaire avec le PC. Arrêté le 19 janvier 1932, il est exécuté le 1er février : 617.

MARTÍ, José (1853-1895), écrivain et poète, héros de l'indépendance cubaine, est considéré à Cuba comme « le Père de la Patrie » : 382.

MARTIN DES PALLIÈRES, Jeanne (1897-1961), fille d'officier, épouse de Raymond Molinier, puis compagne de Lev Sedov, elle milite toute sa vie dans les organisations de son mari (PC, LCI, PCI, POI, PCI) : 575.

MARTINET, Marcel (1887-1944), élève de l'ENS, il abandonne la carrière enseignante pour un travail de bureau et la poésie, tout en collaborant avec *La Vie ouvrière*, dont il est membre du noyau. Gravement malade (diabétique), il ne peut guère militer et est réformé pendant la guerre. Il fonde *La Plèbe*, fait partie du petit noyau de la *VO* puis est directeur littéraire de *L'Humanité*. Sa santé l'oblige à s'arrêter en 1923. Il reste lié à Monatte* et Rosmer* et attaché à Trotsky : il ouvre la campagne pour sa défense dans les procès de Moscou en 1936 à la demande de L. Sedov : 111.

MARTÍNEZ, Alfredo, dirigeant des Jeunesses libertaires catalanes, il constitue avec la JCI, la jeunesse du POUM, le Front révolutionnaire de la jeunesse. Il est assassiné en mai 1937.

MARTÍNEZ, Ismail, secrétaire des syndicats ouvriers et paysans de Tampico et Tamaulipas, délégué au 4e congrès de la Profintern en 1928, partisan de Mella : 501

MARTÍNEZ, José Maria, ouvrier anarcho-syndicaliste, partisan de l'Alliance ouvrière, il y rallie la CNT des Asturies et est tué au combat : 646

MARTÍNEZ, Juan, José, *cf.* J.A. Mella.

MARTÍNEZ, Ricardo A., dit Montes, Enrique, Riqui, Rolito ou Rolitos (1899-1985), vénézuélien, d'abord militant syndicaliste, dans un syndicat affilié à l'Internationale d'Amsterdam, il rejoint les JC et le Parti révolutionnaire, puis le Groupe communiste vénézuélien, devient responsable des Jeunesses communistes pour l'Amérique latine, membre des services, itinérant dans l'Amérique latine. Longtemps en résidence à New York, où il est membre du PC américain, délégué au VI[e] congrès de la Comintern, il aurait participé à la préparation de l'assassinat de Trotsky* : 501-503, 617, 620.

MARTÍNEZ ANIDO, Severiano (1862-1938), général, chef de la police en Catalogne pendant les années 20, il fait assassiner des dizaines de dirigeants ouvriers. On le retrouve dix ans plus tard aux côtés du général Franco* : 234, 332.

MARTÍNEZ BARRIO, Diego (1882-1962), homme politique, républicain et franc-maçon, président des Cortes en 1936. Nommé à la tête du gouvernement, il tente de conclure un compromis avec les officiers insurgés et échoue. Il meurt en exil à Paris : 198, 676, 684, 686.

MARTÍNEZ CARTÓN, Pedro, député communiste de Badajoz, organisateur des milices d'Estrémadure, il devient commandant de milices, un des trois premiers à être nommé lieutenant-colonel, commande une brigade puis une division. Il est membre du CC et du BP du PCE, tente en vain de s'opposer à Casado* en 1939, est l'un des premiers à rejoindre Moscou avec la Pasionaria* et Lister*. C'est alors que, selon Pike, il rejoint le NKVD et, après un stage technique, est envoyé au Mexique avec Santiago Alvarez* pour y préparer une série de liquidations, de Trotsky* à Gorkin*. Pendant la guerre, il serait affecté au bataillon NKVD : 617.

MARTÍNEZ DE LA TORRE, Ricardo (1904-1968), péruvien, fidèle de Mariategui*, membre du PSP, puis du PC, secrétaire de la rédaction d'*Amauta*. Il est exclu en 1931 et reste jusqu'au bout fidèle à la mémoire de Maríategui : 621, 622.

MARTÍNEZ VICENTE, Santiago (1889-1936), officier républicain, admirateur de Trotsky*. Arrêté par les conspirateurs, il s'évade de la caserne de la Montaña et prend part à son attaque. Il est tué dans les premiers combats : 686.

MARTÍNEZ, Villena, Rubén (1899-1934), poète, chef de file des intellectuels dans la lutte contre Machado, il adhère au PC cubain orgnise la campagne pour Mella mais doit aller longuement se soigner pour sa tuberculose en URSS. Il revient peu avant le début de la révolution de 1933, anime le comité central de grève, s'oppose aux représentants de Moscou. Il meurt peu après : 383, 503, 628.

MARTINS, ps. d'Honorio de Freitas Guimaraes (1904-?), fils d'un riche avocat brésilien, il fait ses études à Eton, rêve de trouver des diamants et débarque à Rio pour les chercher, à vingt-deux ans. Il se marie avec une très riche héritière, Maria de Figuereido, et devient sous le surnom de « Millionnaire » l'homme de liaison de Prestes. Homme de confiance de Miranda, il échappe aux arrestations, critique la politique de la Comintern comme « droitière » et est arrêté, mis en quarantaine par les détenus communistes : 728.

MARTOV, ps. d'Iouli O. Cederbaum (1873-1923), social-démocrate, cofondateur de l'*Iskra* avec Lénine*, puis dirigeant, contre lui, de la fraction menchevique. Il meurt en exil : 191.

MARTY, André, dit A. Berrey (1886-1956), officier-mécanicien, anarchisant et franc-maçon, il est le héros de la révolte de la mer Noire sur le contre-torpilleur *Protêt,* ce qui lui vaut une condamnation à vingt ans de travaux forcés. Il est élu député de Seine-et-Oise en 1924 et sa carrière le fait alterner entre Paris et Moscou, le PCF et la Comintern. Il va en mission en Espagne en 1936, revient avec un rapport hésitant que la Comintern fera corriger par Raymond Guyot*. Inspecteur des Brigades internationales, il s'identifie à leurs combattants. Depuis longtemps en conflit avec Maurice Thorez*, il est exclu après la guerre et traité de « policier » dans un « procès de Moscou à Paris » avec Charles Tillon* : 111, 336, 497, 549, 607, 610, 633, 663-665, 669, 692, 694, 735-737, 744, 745, 754, 765, 777, 780, 796.

MARTYNOV, Aleksandr Piker, dit (1865-1935), vétéran de la social-démocratie et de son aile droite, les « économistes », contre qui Lénine* polémique dans *Que faire ?*, il milite dans les rangs mencheviques jusqu'en 1917 et demande son admission chez les bolcheviks en 1923. Il est totalement dévoué à Staline* : 372, 494, 572.

MARX, Karl (1818-1883), écrivain socialiste, auteur du *Capital* et l'un des fondateurs de la I[re] Internationale : 80, 84, 85, 121, 136, 182, 191, 223, 264, 276, 286, 292, 351, 425, 588, 661, 676, 709, 791, 795, 799.

MARX, Lothar (1911-19?), agent allemand du NKVD chargé par Orlov de s'infiltrer chez les trotskystes espagnols, il témoigne à charge à leur procès : 694.

MARX, Dr Wilhelm (1863-1946), politicien allemand du centre, député au Reichstag et plusieurs fois ministre et chancelier, candidat à la présidence de la République contre Hindenburg : 471.

MARZET, Lucien (1900-1979), casquetier, secrétaire de syndicat CGTU, pilier de *La Révolution prolétarienne*, il est quelque temps secrétaire de Trotsky en Turquie : 576.

MASARYK, Thomas Garrigue (1850-1937), professeur, théoricien et fondateur de la nation tchécoslovaque, président de la République tchécoslovaque de 1918 à 1936, avec, dès le début, une posture fortement anticommuniste : 151, 187, 193, 372.

MASCHL, Otto, dit Lucien Laurat, L. Revo, (1898-1973), social-démocrate, il rejoint le Parti communiste à Vienne et écrit dans la presse. En 1921, il est à Berlin à un poste de liaison internationale, puis il travaille comme traducteur à la Comintern et professeur à la KUTV. Il rompt en 1927 et adhère à la SFIO : 65, 559.

MASLOW, Arkadi, Isaak Efimovitch Tchemerinsky, dit aussi Malem, Robert (1891-1941), né en Allemagne de parents russes. Étudiant à Berlin, il rejoint le KPD à sa fondation et devient le leader de la gauche avec Ruth Fischer. Il est très vite écarté de la direction puis exclu. En 1933, il émigre à Paris, puis à Cuba, où il est tué dans un accident : 204, 205, 226, 246, 247, 290, 311, 325, 327, 372, 465, 471, 519, 574.

MASLOWSKI, Peter (1893-?), étudiant en économie, USPD

puis KPD, journaliste, tendance de gauche, il subit plusieurs condamnations, est élu au Reichstag. Il quitte le KPD après l'exclusion de Münzenberg et se rapproche des trotskystes. Au SPD après la guerre : 298.

MASSIE, Alec, dit Burns, Nerns (1904-1947), écossais, dirigeant des JC et de la KIM, il fait notamment partie du bureau d'Extrême-Orient au début des années 30, puis, très malade, doit renoncer à son activité. Il meurt prématurément : 616.

MASSOLA, Umberto, dit Carlo, Francesco, Lodi, Tistino (1904-1978), aux JS en 1920, aux JC en 1921, il fait un an de prison en 1927, émigre en France, où il est au CC des JC, puis Moscou comme élève de l'École Lénine, membre du centre de Paris enfin. Il entre en Italie en 1941 via la Yougoslavie et se bat dans les rangs des partisans, fait partie de la direction du PCI après la guerre : 778.

MATAR, Ahmed Hassan, Matari selon certains documents. Soudanais, journaliste devenu communiste en Égypte, réfugié en Suisse, il semble avoir séjourné dans le Rif. Ensuite, il parcourt l'Europe et l'Amérique du Sud en tenant des meetings pour la défense de la République rifaine d'Abd el-Krim, en mission pour ce dernier comme représentant de la « Croix-Rouge rifaine ». L'un des onze Arabes présents au congrès de Bruxelles contre l'impérialisme et l'un des grands orateurs de la Ligue, il disparaît de nos documents au début des années 30 : 393, 450.

MATHESSIS, Damianos, officier de l'armée grecque puis membre de la direction du PC où il est généralement considéré comme un homme du 4e Bureau de l'Armée rouge (il assure la sécurité des envoyés de Moscou), il fait partie du « vieux CC » et fait encore l'objet de lourdes accusations sans preuves : 617, 748.

MATTEOTTI, Giacomo (1885-1924), député socialiste, il dénonce Mussolini à la tribune du Parlement. Quelques jours plus tard, le 10 juin 1924, il est assassiné par des Chemises noires au service du dictateur : 355, 396, 663.

MATUZOVIĆ, Ivan (1886-1938), bosniaque ou Croate de Hongrie, prisonnier de guerre et membre du groupe communiste yougoslave, il combat avec les communistes hongrois à la tête d'un bataillon international puis commande une unité de l'Armée rouge. Il est arrêté et fusillé en 1938 : 57, 107, 108.

MAUNG, Thei Pei, chef de partisans coréen, lié aux Britanniques et aux Chinois : 788.

MAURA y Montañer, Antonio (1853-1925), homme politique espagnol, monarchiste, catholique et conservateur. Premier ministre à cinq reprises après 1903 : 697.

MAURÍN, Julia, Joaquín, dit Juan Antonio, Kim, Justo Montfort, Mario, Nemo, Pedro Quinet, Taurus (1897-1973), né en Aragon, il est instituteur à Lérida. D'abord syndicaliste révolutionnaire, secrétaire régional de la CNT, il adhère au PC espagnol en 1921, en est exclu, après une longue période de prison, en 1931 et dirige le Bloc ouvrier et paysan qui sera le noyau du POUM en 1935. Capturé par les franquistes au début de la guerre civile, il passe pour mort : 112, 198, 234, 245, 450, 466, 496, 519, 551, 561, 566, 567, 576, 578, 671, 681.

MAUVAIS, Léon, dit la Pomme, (1902-1980), tourneur, il milite à la CGTU en 1923 et adhère au PCF en 1925, entrant au CC en 1927. Membre de l'exécutif de la Profintern à Moscou au début des années 30, il revient en France, où il est généralement chargé des questions de sécurité et devient membre de la commission des cadres. Responsable de la zone Sud sous l'Occupation, il est ensuite secrétaire à l'organisation et c'est lui qui présente l'accusation contre Marty et Tillon : 755.

MAVRAK, Anton, dit Glaser, Kerber, Karl Iakovlević, (1899-1938), juriste croate devenu secrétaire d'organisation puis secrétaire général du PCY en 1931-1932, il disparaît pendant les purges alors qu'il travaillait en Union soviétique comme ouvrier agricole : 722.

MAXIMOS, Seraphim (1896-1961), Grec né en Turquie, il suit l'école secondaire, il est en 1918 membre d'un groupe communiste, puis, en liaison avec la Comintern, fonde en 1920 l'Union internationale des travailleurs qui rejoint bientôt le PC turc. Au moment de la répression de 1923, il est expulsé en Grèce et, sur décision de son organisation, travaille comme ouvrier des tabacs et devient secrétaire de son syndicat à Karvalla. Membre du CC en 1923, réélu en 1924, il tient tête à Manouilsky au Ve congrès ; exilé en 1926, il dirige la fraction dite « du centre », rejoint le groupe *Spartakos* de Pouliopoulos et est exclu du parti en 1929 comme « représentant de l'opposition unifiée ». Il abandonne l'activité politique et meurt à Vienne, exilé volontaire : 248, 394, 395, 497, 529.

MAYENBURG, Ruth von, (1907), née d'une grande famille aristocratique de Bohême, elle va se marier avec un homme de son milieu quand elle rencontre à vingt-trois ans le jeune socialiste Ernst Fischer, qu'elle épouse et dont elle partage ensuite la vie, notamment à l'hôtel Lux de Moscou pendant sept ans après trois ans de travail clandestin en Allemagne au compte du 4e Bureau, au cours desquels elle se lie d'amitié avec le général von Hammerstein : 603.

MAZINE, *cf.* Lichtenstadt.

MDIVANI, Polikarp G., dit BOUDOU, Botchka, Botchkarev, (1877-1937), dirigeant du PC géorgien, il s'oppose à la russification stalinienne, rallie l'opposition de gauche, tente un compromis avec Moscou qui lui permet un retour, mais est arrêté, condamné à mort et exécuté après un procès en 1937 : 461.

MEERITS, Johannes, nom nouveau de LOORING Leo (1903-1952), membre du KP estonien en 1903, son représentant, il vit en URSS de 1925 à 1933, puis au Danemark et en Suède, et dirige le travail illégal en Estonie de l'étranger, convoqué en URSS en 1938 après l'arrestation et l'exécution des dirigeants estoniens vivant en URSS, il refuse de partir et s'installe en Suède. Condamné à mort au Danemark en 1943, il est extradé en URSS, condamné à mort à Moscou et fusillé en 1952 : 726.

MEHRING, Franz, dit Franciscus (1846-1919), historien et critique allemand de grande réputation, ce démocrate est gagné au marxisme et à sa gauche. Membre du groupe Spartakus, puis du KPD, il meurt peu après l'assassinat de Rosa Luxemburg : 19, 33, 137, 142, 350.

MEINBERG Adolf, (1893-1955), fils de mineur, mis à l'école commerciale par des parents qui ne veulent pas

pour lui de la mine, il est exclu du SPD et rejoint l'USPD en 1917. Il est en prison quand éclate le putsch de Kapp, et sa libération est le premier objectif des travailleurs en mars 1920, où il est un des chefs de la résistance armée à Dortmund. Il fait plus de deux ans de prison, est exclu du KPD peu après sa libération, en décembre 1922. Sous le régime nazi, arrêté par les SS, il fait un an de prison et jouit ensuite d'une liberté précaire : 129.

MEIRELES, Silo Soarez Furtado de (1900-?), officier, membre du PCB en 1932, il a séjourné avec Luis Carlos Prestes en URSS, pris part au VI[e] congrès et aux réunions qui ont suivi, et il est chargé des liaisons du commandement de l'insurrection en 1935 (il a trois frères, Francisco, Antônio et Ilvo) : 667.

MELCHER, Erich (1892-1944), outilleur, au SPD en 1910, soldat puis ouvrier à Daimler Stuttgart, il rejoint en 1917 Spartakus et l'USPD. Dirigeant du syndicat des métaux à Stuttgart et cofondateur du KPD, il séjourne à Moscou, travaille à la « Lettre ouverte » puis travaille à la centrale, et dirige en 1923 le département « sécurité » dans la préparation de l'insurrection. Il est exclu comme droitier en 1928, emprisonné sous Hitler, déporté à Buchenwald où il est traité par les communistes en « ennemi du parti » et meurt en « transport » : 204, 329.

MELCHOR Fernández, Federico (1915-1985), étudiant, il adhère aux JS en 1932 et entre à la direction en 1934. Il devient journaliste, directeur de la propagande sous Negrín : 42, 43.

MELLA, Julio Antonio, ps. de Nicanor MacFarland, dit Kim, Juan José Martinez, Juan López, Cuahtémoc Zapata (1903-1929), organisateur de la résistance étudiante à la dictature à Cuba ainsi que des *tabaqueros*, puis dirigeant du PC cubain, il doit s'exiler à la suite d'une accusation de terrorisme et d'une grève de la faim, assiste à Moscou au VI[e] congrès, puis s'installe au Mexique, où il sera quelque temps secrétaire général intérimaire du PCM. Il a pris contact au congrès de l'ISR avec Andrés Nin et travaille avec un groupe d'oppositionnels de gauche dont Rosalio Negrete est le leader et qui comprend de nouveaux émigrés. Il prépare en même temps une expédition militaire contre le régime cubain de Machado. Il est assassiné au Mexique, où il s'était réfugié. Récemment exclu du PCC, il donne le bras dans la rue à Tina Modotti, la compagne de Vidali, quand il est abattu par un tueur au service de Machado, avec peut-être une implication stalinienne : 382, 383, 466, 467, 482, 499-503, 509, 519, 520, 579, 580, 618, 727.

MELNIKOV, Boris N., dit Boris N. Müller, dit (1893-1938), spécialiste du renseignement militaire, ayant travaillé en Chine, et à Kharbine comme consul général, il succède à Abramov en 1935 à la tête de l'OMS, est arrêté en 1937, exécuté en 1938. Selon Arkadi Vaksberg, il connaissait tant de secrets qu'il fut gardé en vie longtemps après son arrestation et exécuté seulement après avoir tout dit sur les hommes qu'il avait placés et contrôlés. Selon Panteleiev, il fut le principal témoin accusateur contre Piatnitsky, récitant des accusations dictées et apprises par cœur : 614, 666, 710, 714, 727.

MELO, Plinio Gomès de Melo, dit Tapejara (1900-1990), journaliste, membre du PC du Brésil, il assiste en mai 1930 à la réunion du bureau latino-américain de Montevideo, et il est exclu peu après. Il rejoint l'opposition de gauche en 1931, quitte en 1943 : 500, 579.

MELTER, *cf.* MILTER.

MENDEL, *cf.* SZTOKFIS : 3.

MENDOZA, Angelica, dite la Negra (1889-1960), enseignante, responsable du syndicat enseignant dans la province de Cordoba, militante du PS, puis du PSI, enfin du PC argentin, extrêmement populaire pour son dévouement et sa droiture, sa défense inlassable des travailleurs et des pauvres, elle fait partie du groupe chispiste, puis, liée à Héctor Raurich, quitte le groupe pour militer dans les rangs trotskystes. Elle devient professeur à l'université de Buenos Aires sans perdre son *aura* militante : 199, 499, 580.

MENDOZA, Bañados, Humberto, dit Jorge LEVIN (1912-1972), ingénieur agronome chilien, membre du PC et de la direction de Santiago, proche de Manuel Hidalgo, il est secrétaire général de la *Izquierda comunista*. Entré avec ses camarades dans le Parti socialiste, il s'éloigne d'eux et rejoint la droite de ce parti. Il sera ministre et diplomate : 673.

MENDOZA, Mamani, Carlos, dit Marianon THANTHA (1898-?), étudiant en droit, fils d'un célèbre avocat bolivien, il adhère au POS à sa fondation en 1919 sous l'influence chilienne, et, avec Adolfo Suazo et l'appui du BSA, fonde en 1928 le PC bolivien clandestin. Très attaqué dans la troisième période par le bureau sud-américain, il est actif pendant la répression contre la guerre du Chaco, puis abandonne l'activité politique : 500.

MENGHI, Colombo, volontaire italien pour combattre aux côtés des révolutionnaires hongrois en 1919 : 107.

MENIS, Boris Iakovlevitch, au parti en 1920. Travaille dans l'exécutif de la Comintern, liquidé en 1937 : 714.

MENOUER, Abdel Aziz, dit Ali, Aziz, Ben Ahmed, Harbi ou Ali Hamanou (1893-?), il fait des études commerciales, puis, avec Ben Lekhal, à Moscou à la KUTV en 1922-1923. Réfugié à Paris, il devient le principal responsable colonial du PCF. Homme d'appareil, très peu public, il est élu au CC du PCF en 1926 et a été accusé d'avoir des liens avec Treint et Suzanne Girault. En 1930, il est membre du CD de l'ENA. Il aurait également travaillé dans l'Internationale des marins : 271.

MERCADER DEL RÍO HERNÁNDEZ, Caridad (1893-1975), membre du PCE infiltrée dans la SFIO à Paris, elle devient la compagne du dirigeant NKVD Eitingon et soutient son fils, assassin de Trotsky, sans jamais revenir en URSS cependant : 617, 685.

MERCADER DEL RÍO, Monserrat, fille de la précédente : 616.

MERCADER DEL RÍO, Ramón, dit Frank Jacson, Mornard (1913-1979), fils de la précédente, recruté par sa mère et l'amant de celle-ci, Eitingon, préparé spécialement en URSS pour assassiner Trotsky. Il sort de prison après vingt ans et revient en URSS *via* la Tchécoslovaquie. Il passe à Cuba les dernières années de sa vie : 616, 699.

MERCIER, Ernest (1878-1955), industriel, magnat de

l'électricité, peut-être homme de paille des Rothschild. Il fonde en 1925 le *Redressement français*, patronné par le maréchal Foch, et dirige nombre de sociétés importantes. Il passe pour avoir subventionné successivement les Croix-de-Feu puis le Front populaire *via* les radicaux : 674.

MERETSKOV, Kirill, dit Petrovitch (1897-1961), général de division venu organiser en Espagne les brigades mixtes de l'Armée populaire. Il commande ensuite en Finlande, ce qui lui vaut une disgrâce passagère : 694.

MERGES, August (1870-1933), ouvrier tailleur, dirigeant du mouvement des conseils ouvriers au Brunswick, passe au KAPD. Tué par les SS : 149.

MERINO GRACÍA, Ramón, enseignant, membre de la EDS secrétaire général du PCE en 1922. Franquiste pendant la guerre civile : 198.

MERKER, Paul, dit Martin Fuchs (1894-1969), dirigeant du syndicat des travailleurs de l'hôtellerie en 1918 et membre de l'USPD puis du KPD en 1922, élu au CC et au BP en 1927. Il est responsable du travail syndical et pousse à la création systématique de syndicats rouges, ce qui lui vaut quand même une condamnation comme « ultragauchiste » en 1930, où il est écarté des responsabilités : 483, 529, 530, 536.

MERRING ou MIRRING, Richard A., dit Mehring (1898-1937), Letton communiste depuis 1920, travaillant dans l'appareil de la Comintern, lié au groupe Béla Kun, exclu et exécuté : 712, 726, 730.

MERTENS, Stanislaus, dit Neger Ruppert, Stefan Kuligowski, Stefan Skulski, Jan Stefanski (1892-1938), ouvrier, au SDKPiL depuis 1909, il entre au Parti bolchevique en 1917 et combat dans l'Armée rouge. Il devient tchékiste. Versé au parti polonais, membre du comité central et, de 1930 à 1932, de l'exécutif de la Comintern, il est le responsable de la lutte contre le trotskysme dans son parti. Il est liquidé en URSS lors de la Grande Purge : 378, 379, 719.

MESEBERG, Karl (1899-1919), marin mutiné, organisateur d'une garde rouge à Halle, tué par les corps francs : 119.

MESNIL, Jacques, Jean-Jacques Dwelshauwers dit (1872-1940), écrivain communiste français, d'abord anarchiste, puis socialiste : 208.

MESSALI HADJ, Ahmed Mesli, dit (1898-1974), algérien, ouvrier en France, adhère au PCF et devient secrétaire général de l'Étoile nord-africaine, plus tard dirigeant du PPA et du MTLD, père du nationalisme algérien, dirigeant du MNA, 393, 443, 447, 505, 507.

MESZAROS, Gabor Cohn, dit (1896-1920), jeune ouvrier hongrois, délégué au congrès de la Comintern avec Rudas, il n'a pu y parvenir ; il est tué en 1920 : 78.

METAXAS, Ioannis (1871-1941), fils d'un petit employé grec, protégé du prince héritier, il est déjà général quand il se lance dans la politique : chef de l'Union royaliste, membre du gouvernement, il dirige un coup d'État en 1936 et déchaîne la terreur contre le mouvement ouvrier. Son armée est défaite par la Wehrmacht en 1941 : 687, 688, 748.

MEYER, Ernst, dit Bergmann (1887-1930), docteur en économie et philosophie, il adhère au SPD en 1908 et collabore au *Vorwärts*. Il est l'un des fondateurs de la Ligue Spartakus, en liaison avec Lénine en 1917. Il est membre de la centrale et du bureau politique du KPD, et en 1920 de l'exécutif et du présidium de la Comintern. Dans la crise qui suit, il est le chef de file des « conciliateurs », est relevé de toutes ses fonctions. Il meurt tuberculeux : 47, 60, 73, 89, 166, 167, 172, 372, 520, 557.

MEYER, Gustl, officier bavarois rallié à la révolution. Entré dans l'Armée rouge. Fusillé dans les purges : 328.

MEYER, Heinrich, dit Heino, Konrad Marbel, Heinrich Most (1904-1938), journaliste puis responsable de l'agit-prop du KPD en 1932, proche de Thälmann. Arrêté en 1933, libéré en 1934, émigre en URSS et travaille au secrétariat de la Comintern. Là, il est arrêté et liquidé : 724, 730.

M'HAMED ALI (1894-1928), il existe bien des légendes sur ce jeune Tunisien d'origine très modeste qui se lie en août 1927 en Tunisie aux dockers en grève et a l'idée de constituer un syndicat tunisien. Fondateur de la CGTT, il meurt accidentellement peu après.

MIAGKOVA, Tatiana Ivanovna (1897-1938), économiste à Kharkov, mariée à Mikhaïl Poloz ; membre de l'opposition de gauche, déportée en 1928 à Astrakhan, elle collabore avec Rakovsky, est exilée trois ans au Kazakhstan, puis condamnée à cinq ans d'isolement en 1933, peine doublée en 1936. Elle est condamnée à mort en octobre 1937 à Magadan, exécutée en novembre : 447, 451, 571.

MIAJA MENANT, José (1878-1958), général, membre de l'UME, il fait partie d'un gouvernement de conciliation après le soulèvement, puis de la junte déléguée de Valence, commande une unité attentiste en Andalousie. Commandant des forces de Madrid lors de l'attaque franquiste, il est transformé en héros par la propagande du PC, auquel il a adhéré. Il le trahit cependant et soutient en 1939 le putsch du colonel Casado, et revient en Espagne sous Franco : 693, 730.

MICHAÏLIDIS, Yannis (?-1944), ouvrier du tabac, puis mécanicien, membre du parti dès l'origine, envoyé à la KUTV pendant les années 20, il est un des fidèles de Zachariadès, membre du CC et du BP, grand chasseur d'opposants. Arrêté, il reçoit de Zachariadès instruction de faire une « déclaration de repentir » pour être libéré et réorganiser le parti. De nouveau arrêté, emprisonné à Corfou, il fait une déclaration de repentir à l'instigation de Zachariadès, mais accepte de se mettre au service de la Sûreté et devient l'un des principaux cadres de la « Direction temporaire » manipulée par la police. Abattu en 1944 : 688, 748.

MICHALEC, Karel Fischer, dit (1901-?), militant social-démocrate, dirigeant des Jeunesses socialistes, il rejoint JC et PC en 1921 et reste dirigeant des JC tchèques jusqu'en 1926. Passé à l'opposition de gauche, proche des zinoviévistes, il ne les suit pas dans la capitulation. Disparu des documents avec la guerre, il reparaît en 1968, à Prague, fidèle à ses idées : 465, 578.

MICHAUD, général français battu par les Druses en 1926 : 392, 724.

MICHEL, Rosa, Marie Warczag, dite (1901-1989), dirigeante des JC et du Mouvement pour l'enfance, passée à l'appareil de la Comintern, elle travaille plusieurs

années au WEB de Berlin, où elle vit avec Walter Ulbricht, est également en mission en Espagne. Elle est membre de l'exécutif de l'IC pendant la guerre en URSS : 198, 297, 616, 694.

MICHELS, Charles (1903-1941), ouvrier en chaussures, au PC en 1926, il devient dirigeant du Syndicat des cuirs et peaux de la CGTU puis de la CGT, est élu député communiste en 1936. Il n'est pas encore passé dans la clandestinité en 1941 quand il est arrêté. Il est fusillé comme otage : 778.

MICHROWSKI, Mendel, dit Miron, (1893-1938), membre de *Poale Zion*, il rejoint le PC polonais en 1921, milite à Łódź puis dans le PC de Biélorussie occidentale. Membre du comité militaire révolutionnaire de Biélorussie occidentale chargé de préparer un soulèvement, il est arrêté. A sa sortie de prison, il va en URSS, où il est liquidé dans les purges : 719.

MICKIEWICZ-KAPUSKAS, Vikenti Semionovitch (1880-1935), membre du PC lituanien et de l'exécutif de la Comintern. Mort de maladie et accusé de « trotskysme » après sa mort : 179, 726.

MIELKE, Erich, dit Paul Bach, Fritz Leistner (1907-?), lycéen, à Berlin, il a quatorze ans quand il adhère aux JC. Il va collaborer à *Die Rote Fahne* et au service d'ordre. Il est accusé d'avoir délibérément tué deux policiers au cours de bagarres sur la Bülowplatz le 9 août 1931. Il va en URSS où il suit les cours de l'Académie Frounze, commande en Espagne un détachement du GPU et a été accusé par certains d'avoir assassiné Münzenberg en France en 1940. Il fait la guerre dans l'Armée rouge, puis devient un des grands policiers de RDA, ministre de la sécurité d'État en 1957, connu pour son sadisme et sa cruauté dans les interrogatoires. Il devient général d'armée et membre du CC du SED : 694, 726.

MIF, Pavel, ps. de Mikhaïl Aleksandrovitch Firman, dit Fortus, dit, (1901-1938), né en Ukraine, membre du parti en 1912, étudiant à l'université Sverdlov de 1921 à 1922, il devient spécialiste de la Chine pour la Comintern, succède à Radek à la tête de l'université Sun Zhongshan et devient adjoint au chef du département d'Extrême-Orient. Il est alors conseiller spécial de Staline sur la Chine. Son rôle en Chine fut catastrophique. Accusé de tendances « trotskystes » en 1935, il disparaît de nos sources en 1936 et meurt probablement dans une prison soviétique : 477, 714, 730.

MIGLIORETTI, Emile (1894-1937), ouvrier du textile à Vienne, il est, avec Richetta et Herclet, un des dirigeants de la grève de 1918, qui le conduit en prison. Il devient alors marchand forain, revenant quand même deux fois à Vienne pour aider des grèves de solidarité : 48.

MIHAILOVIĆ, Draža (1893-1946), colonel de l'armée royale, un des instigateurs du coup d'État militaire contre le pacte avec l'Allemagne, il part avec ses troupes dans les montagnes serbes et constitue ce qu'on appelle les tchetniks. Plus tard, le roi Pierre II fait de lui le ministre de la Guerre du gouvernement en exil. Les intrigues de Mihailovic incitent les Alliés occidentaux à l'abandonner. Il est pris par les partisans, jugé et fusillé : 721, 770.

MIKKHAÏLOV, *cf.* Avramov.

MIKOLAJCZYK, Stanislaw (1901-1966), dirigeant du Parti paysan en Pologne, il émigre à Londres en 1939, fait partie du gouvernement en exil du général Sikorski, à qui il succède en 1943. Il démissionne en 1944, revient après la fin de la guerre et tente la collaboration avec les communistes, puis s'exile à nouveau : 802.

MIKOYAN, Anastas Ivanovitch (1895-1978), bolchevik en 1915. Il sert Staline et ses successeurs : 96.

MILETIC, Petko, dit Sepo (1898-1939), monténégrin, fils de paysan, charpentier en Hongrie, se joint à la révolution, adhère au PCY et participe en 1924 à l'insurrection du Monténégro : deux ans de prison. Il étudie à Moscou de 1927 à 1929, puis à Vienne. Membre du CC et du BP, « instructeur » et secrétaire en Serbie. Arrêté à la frontière et condamné en 1932 à sept ans de prison, il s'illustre par une grève de la faim à Mitrovica qui fait de lui un héros. Mais il entre en conflit avec Tito et lui tient tête. A sa libération, il se rend à Moscou et présente un rapport critique de Tito qui lui vaut l'arrestation immédiate ; il disparaît, et les communistes yougoslaves le traitent de « policier » : 106, 723.

MILIOUKOV, Pavel Nikolaiévitch (1859-1943), historien, chef du Parti cadet, partisan de la guerre, il est ministre de la Défense dans le Gouvernement provisoire et lance une offensive meurtrière qui accélère le cours de la révolution. Après Octobre, il émigre : 136.

MILIJOUŠ, Šima, dit Ilya Georgevitch, Kuburić (1894-19?), étudiant nationaliste serbe né en Bosnie avant la guerre, devenu socialiste, puis communiste en 1919, député de Zagreb en 1920, membre de l'exécutif et secrétaire à l'organisation en 1923. A partir de 1925 à Moscou, d'abord comme représentant du PCY puis à l'École Lénine. Arrêté en 1938, il est mort au goulag : 722.

MILIOUTINE, Vladimir Pavlovitch (1884-1938), membre du parti en 1903, bolchevique, il est membre du CC au 8e congrès, représentant de la Comintern en Bulgarie, spécialiste des questions paysannes. Arrêté et « mort en prison » : 335.

MILKIC, Ilya (1882-1968), serbe, membre de la direction des syndicats et du PSD serbe avant guerre, il émigre en France, puis en Suisse, où il travaille à la mission diplomatique russe de Berne et part en URSS avec ses membres. Il représente le groupe yougoslave de Moscou à la fondation de la Comintern, puis dirige le bureau viennois de la fédération des Balkans. Il abandonne toute activité politique et retourne à Belgrade en 1926 : 48, 57, 79, 92, 113, 115.

MILL, *cf.* Ohkun.

MILTER, Filip, estonien, chef du bureau de la documentation de l'OMS à la Comintern, chargé des faux papiers, passeports, visas, etc. Exclu, arrêté et fusillé en 1937 : 714.

MINC, Isaak, Isaakovitch, historien russe, disciple et collaborateur d'Yaroslavsky, en disgrâce avec lui, il fait une modeste carrière académique après de brillants débuts : 622.

MINC, Pinchus, dit Pawel, Alex, Alexander (1895-1962), de famille aisée, comptable, militant du Bund en 1915, il fonde le Kombund. De 1921 à 1932, il est membre

du CC du PC polonais, ainsi qu'à son bureau central juif. Il rejoint l'opposition de gauche en 1932. Arrêté la même année, il émigre à Prague en 1935, à Paris en 1936, où il rejoint de nouveau le Bund en 1938, puis s'active dans la Résistance française. Émigré en Argentine, il y écrit ses Mémoires (*Histoire d'une illusion*) et meurt en Amérique latine : 179, 581.

MINCHEV, Georgi (?-1942), membre de la Commission militaire révolutionnaire du PC bulgare, arrêté par la police en 1942, torturé, condamné à mort et exécuté : 775.

MINCHEV, Vladimir (1891-1923), dirigeant des JC et un des chefs de l'organisation militaire en 1923, il est tué au combat : 775.

MINEV, Stepan, dit Chavaroche, Iren, Lorenzo Vanini, Carlo Magno, Moreno, Lebedev, Marius, Stepanov, Rostov, Michele, Sergei (1889-1959), membre des *tesnyaki* bulgares, il va faire des études de médecine en Suisse et y rencontre des bolcheviks. En 1915 il prend part à la conférence des jeunesses à Berne, puis milite au sein de la gauche de Zimmerwald. Il travaille pour les bolcheviks en Suisse puis en France et participe au II[e] congrès dans la délégation française. Il est une sorte de commis voyageur de la révolution, chef du département des pays latins. Selon Victor Serge, il est membre de la commission internationale de l'opposition unifiée, qu'il renie. De 1927 à 1929, il est dans le secrétariat personnel de Staline. Il est envoyé en Espagne et devient en 1938 le collaborateur le plus proche de Dimitrov. Malade, il doit peu après 1943 abandonner toute activité : 154, 156, 467, 614, 694, 730, 765.

MINGRINO, Giuseppe (1898-1958), secrétaire de la bourse du travail de Pise et député socialiste, il adhère aux *Arditi del popolo* en 1921 et en devient le principal dirigeant. Il abandonne brusquement toute activité : 238.

MINK, George, dit Al Gottlieb, né en Russie, chauffeur de taxi et proche de la pègre à Philadelphie, il devient président de la *Marine Workers' Industrial Union*, pénétrée par le GPU, est mêlé à des affaires d'enlèvement notamment à Hambourg. Il est ensuite à Moscou pour la Profintern, condamné à la prison pour viol à Copenhague. La suite de sa vie est obscure. On a longtemps cru suivre sa trace derrière Trotsky, mais il semble que c'était une erreur : 518.

MINKOV, Ivan (1893-1925), officier du génie dans l'armée bulgare, adhère après la guerre au PCB ; membre de son organisation militaire, il est tué en résistant à la police au lendemain de l'attentat de la cathédrale de Sofia : 400.

MIRANDA, ps. d'Antônio Maciel Bonfim, dit Adalberto Andrade Fernandes (1902-1945), agent de la police de Vargas selon Chilcote, d'abord fidèle de L.C. Prestes et membre de la direction de la Ligue d'action révolutionnaire prestiste, il rejoint le PC et en devient rapidement le secrétaire général par des rapports qui « confirment » toujours l'orientation de l'exécutif, il se rend à Moscou pour les préparatifs du soulèvement en même temps que se tient le VII[e] congrès de la Comintern. Il est membre du *Revco* avec Prestes et Costa. Ses camarades étranglent sa compagne Elvira Copello Coloni, dite Elsa Fernandes, pour la dénonciation d'Ewert, dont il est peut-être l'auteur. Il est condamné à quatre ans et quatre mois, puis, pour ce meurtre et un autre, à quarante ans. Il renie le PC en prison. Libéré par amnistie, tuberculeux, privé d'un rein, épuisé, il va à Bahia puis dans l'Alagoas, et y meurt : 668.

MIRBACH-HARFF, comte Wilhelm von (1871-1918), ambassadeur allemand nommé après le traité de Brest-Litovsk, il est assassiné par Blumkine dans une tentative SR de rallumer la guerre : 52, 90, 267.

MIRET MUSTE, Josep (1906-1944), militant et dirigeant du PSUC, membre de son CC. Conseiller à la Generalitat, réfugié et d'abord arrêté en France, libéré, il prend une position antiallemande et se déclare pour « le combat et la révolution ». Chef des FTP-MOI, dénoncé, il est torturé et déporté, meurt à Florisdorf, commando de travail de Mauthausen : blessé dans un bombardement allié, il est achevé par les SS : 747, 765.

MIROCHEVSKY, Mendl, dit Juan, Losovsky, Lovsky (1894-1938), polonais ou Biélorusse, affecté à la Comintern, spécialiste des questions « théoriques ». Liquidé dans la Grande Purge : 499.

MISBACH, Hadji (?-1926), profondément croyant, il s'engage par la désobéissance civile dans le mouvement nationaliste islamiste d'Indonésie, rejoignant Sarekat Islam à ses débuts vers 1911. Puis il devient l'animateur d'une organisation de défense des ouvriers et paysans sous son égide à Surakarta. Il se dit communiste et musulman, est arrêté en 1919. Libéré peu après, il se range du côté des partisans du Sarekat Islam « rouge », plus tard Rakjat Islam. Arrêté et exilé en 1924, il meurt en exil en 1926 : 286.

MISIANO, Francesco (1884-1936), membre du PSI et dirigeant du syndicat des cheminots. Il émigre en Suisse, puis en Allemagne, où, avec Münzenberg, il jette les bases de la KIM ; il y est arrêté en 1919 et condamné à dix mois de prison. Élu député en son absence, il est la cible des députés fascistes, part pour Berlin, où il travaille de nouveau avec Münzenberg, puis Moscou, où il s'occupe du Secours ouvrier international. Sa mort lui a probablement évité la répression : 58, 72, 73, 206, 237, 727.

MODESTO Juan Guilloto, León (1906-1969), menuisier, soldat au Maroc, entré au PC, il reçoit une formation militaire en URSS. Dirigeant des milices (MAIC) puis du 4[e] régiment, chef de l'armée de l'Ebre, général en 1939 et ensuite dans l'Armée rouge : 496.

MODIGLIANI, Giuseppe Emanuele (1872-1947), frère du peintre, député socialiste, il appartient à l'aile droite du PSI, soutient l'enquête de Trotsky sur les procès de Moscou : 154, 171.

MODOTTI, Tina, Adelaïda Luigia, dite Maria Ruíz (1896-1942), italienne ayant vécu aux États-Unis. Modèle nu, puis photographe, liée successivement notamment à Edward Weston, Xavier Guerrero, Diego Rivera, Julio Antonio Mella, elle est accusée d'avoir dissimulé la vérité lors de l'assassinat de ce dernier. Elle partage ensuite la vie de Vidali, entre au service du 4[e] Bureau, à Moscou, va avec Vidali en Espagne, où elle a des responsabilités à l'état-major des Brigades internatio-

nales. Elle meurt au Mexique après avoir passé la soirée avec lui : 499, 610, 617, 618, 694, 697, 727.

MOELLER VAN DEN BROECK, Arthur (1876-1925), écrivain allemand qui influence toute une génération par son nationalisme : 306.

MOHAMMED, Shafir Saddiqi, camarade de combat de Muhammad Ali, chef de son cabinet ministériel à Kaboul, ce nationaliste entre en communisme quand il est délégué en 1920 au IIe congrès de la Comintern. Il est secrétaire du groupe à Tachkent : 273.

MOISSEIEV, Mark Moisseiévitch, secrétaire administratif du bureau du Sud de la Comintern à Kharkov : 92.

MOLA VIDAL, Emilio (1887-1937), officier « africaniste », jeune général à quarante ans, organisateur de l'insurrection à partir de la Navarre en 1936 et rival de Franco, il trouve la mort dans un accident d'avion : 389, 677-679, 684.

MOLARES, José Lago, dit Brito, G. Gonçalvez (1900-?), garçon de café espagnol, il travaille à Rio au début des années 20 et rejoint le PCB. Membre de la direction, il est délégué au congrès de la Profintern en 1928 et assiste au VIe congrès de la Comintern. Expulsé du Brésil en 1929, il séjourne en Espagne, puis en Uruguay, à Montevideo, et revient au Brésil dans les derniers mois de 1935, coopté au secrétariat du PCB. Il s'oppose à l'assassinat d'Elsa, ce qui lui vaut d'être écarté du secrétariat, puis il se cache dans le Nordeste en mars 1936. Lors de son arrestation, en juillet 1936, il est présenté comme un agent de la Comintern, successeur d'Ewert, le centre d'un nouveau complot, etc.

MOLINIER, Henri, dit Marc Laurent, Testu (1898-1944), ingénieur, il a suivi l'itinéraire politique de son cadet et s'est occupé pour Trotsky des questions matérielles : 464.

MOLINIER, Raymond, dit Jean de Brémond, Jeanselme, Jules, Lambert, Louis Lamill, Linier, Molinari, Louis Monier, Jean de Morny, Ray, R. Rey, Remember (1904-1994), communiste français d'opposition, il se rallie à Trotsky, dont il est l'homme de confiance jusqu'en 1935. Il fonde le PCI et, après bien des aventures, passe la Deuxième Guerre mondiale en Amérique du Sud : 464, 571, 576, 590.

MÖLLER, Gustav (1884-?), socialiste suédois, partisan de Branting, il avait effectué un voyage en Russie au compte de Chliapnikov. Secrétaire du parti en 1916, il a été ministre plus tard : 22.

MÖLLER, Heinz (1897-1941), communiste allemand, proche collaborateur de Brandler depuis 1919, ami de Radek. Il est impliqué dans l'affaire des droitiers en 1925, envoyé en Chine au compte de la Comintern ensuite. Il rejoint la KPO en 1929 et reste en Chine sans mandat politique, comme journaliste et écrivain. Il meurt au combat contre les Japonais : 556.

MÖLLER, Werner, dit Nauffacher (1888-1919), militant allemand, journaliste et écrivain, social-démocrate puis communiste à tendances gauchistes, il fut l'instigateur de la deuxième occupation du journal social-démocrate *Vorwärts* à Berlin et fut abattu sur place par les corps francs venus « libérer » le local : 73.

MOLOJEC, Boleslaw, dit Marc, Edward (?-1942), communiste polonais, il est arrêté, en 1937 mais sauvé par une intervention de Dimitrov et son recrutement par le NKVD. Il fait partie en 1938 à Paris du « groupe parisien » qui épure le parti polonais hors d'URSS sous le contrôle de Bogdanov. En 1941, il est appelé en URSS et fait partie du comité d'inititiative pour un parti ouvrier. Parachuté pour ce dernier en Pologne, il abat son camarade, le secrétaire général Nowotko, pour des raisons encore inconnues, et est à son tour abattu par d'autres membres du parti : 616, 717.

MOLOTOV, Viatcheslav M. Skriabine, dit Mikhaïlov (1890-1986), vieux bolchevik, lié à Staline, dont il fut le principal lieutenant, surnommé « Cul-de-bois » par ses adversaires, il est membre du Politburo, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil des commissaires du peuple. C'est lui qui assume la direction de la Comintern entre Boukharine et Dimitrov, qu'il supervise : 341, 344, 349, 353, 378, 489, 492-494, 531, 586, 601, 651, 704, 719, 735, 737, 748, 792, 795, 796.

MONATTE, Pierre (1881-1960), anarchiste devenu syndicaliste révolutionnaire, ami de Trotsky et de Rosmer, animateur de *La Vie ouvrière*, il adhère au PC et en est exclu en 1924. Il retourne ensuite au syndicalisme révolutionnaire : 29, 111, 154, 162, 254, 307, 352, 378, 389, 463, 464, 576.

MONJAUVIS, Lucien, dit Montgeau (1904-1986), fil d'ouvrier, ajusteur-outilleur chez Panhard. Lors de son service militaire, il est condamné en 1924 à six mois de prison pour avoir protesté contre l'envoi de soldats au Maroc. Retourné à l'usine il est permanent des syndicats des métaux de la région parisienne. Résistant, il est préfet à la Libération : 391, 611.

MONMOUSSEAU Gaston, dit Jean Brécot, Brévard, Guilleminault (1883-1960), cheminot syndicaliste révolutionnaire, secrétaire général de la CGTU en 1922, il ne rejoint qu'en 1925 un PC déjà « bolchevisé ». Il applique tout le reste de sa vie la ligne stalinienne : 152, 639, 651.

MONNEREAU, Louis, dit Garnier, Lavisse, Michel (1893), communiste, élève de l'École Lénine, envoyé comme instructeur en Loire inférieure. Impliqué dans une affaire d'espionnage il est condamné aux travaux forcés. On le retrouve à Moscou avec sa compagne Suzanne Tilge, travaillant aux Cadres, puis délégué au VIIe Congrés, au secrétariat de Manonilsky ensuite : 619.

MONTAGNANA, Mario, dit Pietrini, Roncoli (1897-1960), membre des JS en 1913, collaborateur de *L'Ordine nuovo*, il est condamné à dix-huit mois de prison après les manifestations de Turin en 1917. Il en sort « ordinoviste ». Il rejoint le PCI à sa fondation. Il émigre en France en 1924, représente son parti à Moscou en 1933-1934, revient en France, membre du centre et du secrétariat du parti en 1932, délégué à Moscou en 1934-1935. Écarté de la direction en 1939, il réussit à s'enfuir au Mexique et revient après la guerre : 746.

MOONEY, Tom (1882-1942), militant syndical, il est accusé d'avoir fait exploser une bombe qui fit 9 morts et 40 blessés à San Francisco en 1919. Malgré ses protestations d'innocence et celle de Bilings, il est condamné à mort. Sa peine commuée en prison perpétuelle, il ne sera libéré qu'en 1939 : 49, 613.

MOPTY Émilienne, ouvrière communiste d'Harnes, orga-

nisatrice de la manifestation de femmes d'Hénin-Liétard le 29 mai 1941, condamnée à mort par un tribunal allemand et décapitée à la hache : 762.

MORA y Maura, Constancia de la (1906-1950), petite-fille du conservateur Antonio Maura, elle s'éprend de Hidalgo de Cisneros que les lois sur le divorce lui interdisent longtemps d'épouser. Elle devient communiste, adhère au PC. Chef de la censure à Madrid sous la junte de défense, elle censure même les textes de Marx et de Lénine. C'est dans sa villa que Nin a été assassiné : 697.

MORACZEWSKI, Jedrzej (1870-1944), socialiste modéré, il forme à Varsovie en novembre 1918 un gouvernement soutenu par Piłsudski, qui rétablit l'ordre, envoyant notamment l'armée dans le bassin minier de la Dabrowa pour détruire l'autorité des conseils. Il cède peu après la place à un gouvernement plus à droite.

MORENA, Roberto (1902-?), charpentier de Rio, il joue un rôle important dans les grèves à partir de 1917 et devient troisième secrétaire de la FSRR. Membre du PCB et de sa direction, il est en URSS en 1932 pour la Profintern. Il est membre du comité de grève de São Paulo la même année et durement traité ; déporté ensuite. On le retrouve ensuite à Montevideo en 1934, et il occupe des responsabilités dans le Rio Grande do Sul en 1935, avant de s'enfuir dans le Nordeste. Arrêté en juillet 1936, présenté comme le « complice » de Molares, « le grand agent de la Comintern », il est finalement libéré, se consacre à l'envoi en Espagne de militaires volontaires, sert comme commissaire politique du bataillon Garibaldi puis comme haut fonctionnaire à Alicante. Revenu au Brésil, à partir de la mi-1943, il se retire de toute activité politique, reprend son métier de charpentier et a une activité syndicale : 668.

MORENO Martín, Maximo (1896-1936), fils de paysans pauvres, lieutenant, condamné à la prison perpétuelle en 1934, réintégré dans les asaltos en 1936, mêlé à l'assassinat de Calvo Sotelo. Son avion tombé dans les lignes ennemies, il se suicide pour n'être pas capturé : 645, 680.

MORGARI, Oddino (1860-1929), membre du PSI, député, il est rédacteur en chef d'*Avanti !* en 1908. Il tente de reprendre les liaisons internationales et participe aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal ; après 1917, il se détourne de la révolution russe et émigre à Paris, où il se range à la droite du PS : 113.

MORIARTY, William, dit Cuthbert (?-1936), né en Angleterre, venu jeune au Canada, il est l'un des animateurs des groupes socialistes de ce pays qui se dirigent vers le communisme, puis l'organisateur et administrateur du parti canadien : 561.

MORITZ, Martha (1904-1938), employée, au KPD en 1921, exclue en 1929 comme brandlérienne. Réadmise en 1931. Mariée à Mäkinen, elle travaille pour le bureau du PC finlandais à l'étranger. Émigre en URSS en 1933, arrêtée en 1937, fusillée en 1938 : 714, 726, 727.

MOROZOV, Ivan A., dernier chef du 1er département de l'exécutif de la Comintern (communications, presse, liaisons internationales) : 940.

MOSCU, Ghitza, dit A. Badulescu (1890-1938), né en Roumanie, secrétaire du syndicat des employés de commerce et agitateur antimilitariste, il se réfugie en URSS au printemps 1921. Il représente le parti roumain à l'exécutif en 1927 ; affecté ensuite en Moldavie, accusé de « nationalisme bourgeois », il disparaît dans les purges : 725.

MOSKVINE, *cf.* Trilisser.

MOSOLYGO, Antal (1891-1927), délégué d'une des plus grosse usines de Budapest, il ne joue qu'un rôle secondaire dans la révolution. Arrêté néanmoins, il est échangé avec l'URSS. Mort de maladie : 65.

MOUGEOT, Auguste (1878-1961), ouvrier communiste de Longwy, lié aux Rosmer et à Lev Sedov, il assure l'entrée en France de Clara Zetkin et son intervention au congrès du PCF, plus tard, membre de l'opposition de gauche : 196.

MOUKLEVITCH, Romuald Adamovitch (1890-1938), ouvrier mécanicien polonais, membre du soviet de Cronstadt, devenu l'un des plus grands chefs de l'Armée rouge, fusillé dans le procès des généraux : 130, 708.

MOURALOV, Nikolaï Ivanovitch (1877-1937), agronome, vétéran du parti, condamné à mort en 1905, chef de l'insurrection à Moscou en 1917, proche de Trotsky pendant la guerre civile, commandant de la garnison de Moscou dans les années 20, il est exclu et déporté, exécuté à l'issue du deuxième procès de Moscou : 346.

MOURER, Jean-Pierre, (Hans Peter) (1897-1947), militant CGTU et PC en Alsace, conseiller municipal de Strasbourg en 1929, exclu du PC, il passe à l'opposition de droite qui l'exclut en 1934. Il sera finalement allié des nazis, fusillé pour cela : 568.

MOURRE, René Maurier, dit, (1901-1942), métallo déjà important en 1931 dans la hiérarchie des permanents, devenu en 1936 secrétaire administratif du CC du PCF, homme clé de l'appareil, il assure en 1939 la liaison entre Thorez et la direction en France, le PC et le « centre » de Bruxelles, est condamné à une peine de prison pour une diffusion de tracts dont il est peu probable qu'il y ait été mêlé, est ensuite fusillé comme otage : 695, 750.

MRATCHKOVSKY, Sergéi Vitalievitch (1888-1936), né en prison de parents détenus politiques, vieux bolchevik, il joue un rôle important dans la révolution et l'Armée rouge. Organisateur de l'opposition de gauche, il la quitte et est en 1929 l'un des dirigeants du groupe Smirnov. Il est condamné à mort et exécuté à l'issue du premier procès de Moscou : 450, 455, 592.

MU Chong, chef de partisans en Malaisie lié aux services secrets britanniques : 788.

MÜNICHREITER, Karl (1891-1934), cordonnier, il adhère au *Schützbund* à Vienne en 1923. Lors des combats de février 1934, il est blessé et hospitalisé. Les *Heimwehren* gouvernementaux vont le chercher à l'hôpital pour le pendre : 631.

MÚGICA, Francisco José (1884-1954), un des chefs de la révolution mexicaine, membre du PCM dans ses débuts, plus tard ministre de Cárdenas, qu'il avait eu sous ses ordres, il voue à Trotsky une grande admiration et obtient l'asile pour lui dans son pays : 117, 291.

MÜHSAM, Erich (1878-1934), anarchiste allemand, il joue

un rôle important dans la révolution des conseils de Bavière et devient un des auteurs anarchistes les plus connus en Allemagne, comme ennemi des nazis, appelant à la grève générale contre eux en février 1934. Il a été assassiné au camp d'Oranienburg : 103.

MUK, Adolf, dit Jelka, Levi, Lowy, Manojlo, Peten, Zehner (Coner), Zweig (Cvajg) (1893-1943), il occupe des responsabilités régionales dans l'appareil du PCY, est coopté au CC en 1934 puis envoyé en Espagne. Exclu à la suite d'une « provocation », comme on dit aujourd'hui, il meurt en Italie : 695.

MUKHERJEE, Hirendra Nath (1907-?), indien, il étudie à Oxford et Londres, devient professeur d'histoire à Andhra puis Calcutta, membre du PC Pendant la guerre il est un ardent « antifasciste », l'homme de proue du CPI chez les intellectuels. Il est député en 1952 : 727, 785.

MUKHERJI, Abani Nath, dit Dr Shaheer (1891-1937), nationaliste indien, il étudie en Europe et adhère au SPD en 1912. Emprisonné à Singapour, il s'évade en 1917, et, par l'Indonésie, gagne en 1920 Rotterdam puis Moscou *via* le bureau de Berlin. Communiste indien de la première heure, délégué à titre consultatif au 2e congrès de la Comintern, il prend part au congrès de Bakou, fait partie du groupe Roy à Tachkent, puis rejoint Roy à Berlin et travaille avec lui à son livre sur l'Inde, rompt avec lui et devient son ennemi juré. Il n'est pas impliqué dans l'affaire de Cawnpore, les Britanniques préférant le laisser revenir à Moscou poursuivre son combat contre Roy. Il va vivre ensuite à Moscou, arrêté et exécuté pendant les purges : 273.

MUKHTAR, Omar al-, Libyen du djebel, un des dirigeants de la guérilla libyenne dans les années 20 : 394.

MÜLLER, général Alfred (1866-1925), chargé par von Seeckt en 1923 de liquider le « gouvernement ouvrier » saxon et les « centuries prolétariennes » : 337, 340, 342.

MÜLLER, August, dit Dudo (1885-1920), cheminot allemand, chef de guerre en 1920 contre la Reichswehr dans la Ruhr : 130, 135.

MÜLLER, B.N. *cf.* Melnikov

MÜLLER, Hermann (1876-1931), social-démocrate allemand, un des porte-parole des social-démocrates dans le conseil central des ouvriers et soldats de Berlin, plus tard député et chancelier du Reich en 1920 et en 1928-1930 : 62, 193.

MÜLLER, Kurt, dit Kutschi, dit Gottlieb (1903-1990), ajusteur, il entre aux Jeunesses communistes, devient membre de leur direction à Berlin, comme permanent, puis, en 1928, entre à la Centrale du KPD, devient en 1929 le président des Jeunesses (KJVD). De 1930 à 1932, il est au comité exécutif de la KIM, et suppléant du présidium de la Comintern. Avec la découverte du groupe Neumann-Remmele dont il était l'une des têtes, il est renvoyé à la production et travaille deux ans à Gorki. Il revient en 1934 en Allemagne pour un travail illégal, est arrêté et condamné, ne sortant de Sachsenhausen qu'en 1945. Il rejoint en Occident le KPD, dont il est le n° 2, est l'un des deux élus au Bundestag, épure le KPD des « titistes », mais, convoqué à Berlin-Est en 1950, il est kidnappé par la Stasi, torturé par Mielke et condamné à vingt-cinq ans de goulag comme « agent social-démocrate démasqué ». Libéré en 1955 comme prisonnier de guerre, il s'installe en Allemagne fédérale, travaille à la Fondation Ebert à Bonn et adhère au SPD. Il meurt en Suisse près de Lugano : 539.

MÜLLER, Richard, surnommé LeichenMüller (Müller-le-Cadavre) (1890-?), tourneur social-démocrate, il organise parmi ses camarades hommes de confiance du SPD le réseau des Délégués révolutionnaires qui contrôle pratiquement toutes les grandes usines berlinoises, organise et dirige les grèves, prépare l'insurrection de Novembre. En 1918, il préside l'exécutif du conseil des ouvriers et soldats de Berlin et ne se révèle pas à la hauteur de sa tâche. Son surnom est dû à une déclaration malheureuse : « Ils devront passer sur mon cadavre. » Or « ils » étaient passés : 62, 68, 72, 124, 203.

MÜLLER, Sacha, communiste allemand de Berlin, de père allemand et de mère russe, un des premiers traducteurs de Trotsky en allemand, membre de l'opposition de gauche, parti avec Landau, il fut arrêté et brisé par la Gestapo : 464.

MUNA, Alois (1886-1943), ouvrier tailleur, prisonnier de guerre en Russie, il organise et dirige le groupe des communistes tchécoslovaques en Russie et édite un journal en tchèque à Kiev, *Svoboda*. Revenu au pays dans la forteresse ouvrière de Kladno, il est l'un des premiers dirigeants du PCT, vite étiqueté « droitier » et exclu en 1929 : 57, 149, 187, 193, 241, 373, 520, 556-558, 569.

MÜNCH, Arne, dit PEDERSEN (1904-1940), ami du dirigeant du PC danois Larsen et représentant de ce parti à Moscou. Arrêté, il meurt en prison, tuberculeux dit-on : 727.

MUNIS, Manuel Fernández Grandizo, dit (1912-1989), hispano-mexicain, membre de l'Opposition de gauche espagnole et un des dirigeants espagnols des trotskystes en 1936. Il était prévu pour un « procès de Moscou en Espagne ».

MÜNNICH, Ferenc, dit Otto Flatter (1886-1967), fils de vétérinaire, licencié en droit, officier dans l'armée austro-hongroise, il rejoint les bolcheviks et sert dans l'Armée rouge. A son retour en Hongrie, il est commissaire politique dans la Garde rouge, chef d'état-major et commandant des unités slovaques. Il entre ensuite dans l'appareil de la Comintern, est en mission en mars 1921 en Allemagne et s'installe en Russie en 1922. En Espagne, il commande la XIe brigade internationale, puis fait la guerre dans l'Armée rouge. Il occupe les plus hautes fonctions en Hongrie après la guerre : 55, 214, 695.

MUNRO Ferguson, Ronald Craufurd, plus tard Vicomte Novar (1860-1934), administrateur britannique, né en Écosse, député de 1884 à 1914, gouverneur général d'Australie de 1914 à 1920, secrétaire pour l'Écosse de 1922 à 1924 : 110.

MÜNZENBERG, Willi, dit Herfurt, A. Sonnenburg, Studzinsky (1887-1940), cordonnier, militant des JS, émigre à Zurich en 1910 et convoque la conférence socialiste internationale des jeunes à Berne en 1916, qui l'élit secrétaire. Membre de la direction du PS suisse, il soutient la gauche de Zimmerwald. Expulsé de

Suisse, il se retrouve en prison en Allemagne, mais invité au congrès de fondation de la Comintern. Il est secrétaire de la KIM jusqu'en1921. Il s'occupe du Secours ouvrier international puis de construire « l'empire Münzenberg », journaux, cinéma, éditions dont les campagnes se révèlent souvent décisives. Opposant sans oser l'affirmer, il a flirté avec Neumann-Remmele et plus tard avec les opposants de la Comintern. Rappelé à Moscou, il refuse d'obtempérer. Il condamne le pacte germano-soviétique et offre ses services au gouvernement français. Interné en France, il est assassiné à proximité du camp où il se trouvait : 20, 30, 59, 94, 120, 167, 352, 394, 443, 480, 509, 529, 537, 539, 541, 542, 610, 613, 650, 666, 668, 730, 745.

MURPHY, John Thomas (1888-1966), ouvrier écossais, membre du SLP, il est l'un des dirigeants du mouvement des *shop stewards* puis du CPGB, chargé d'implanter la Profintern. Il rompt avec le communisme en 1932 : 156, 174, 402, 407, 411.

MURRIK, Salme, épouse Dutt (1888-1964), née en Estonie, étudiante à l'université de Moscou, membre du Parti bolchevique, puis du PC finlandais, elle est envoyée en 1919, avec sa sœur Hella, pour organiser en Finlande une étape sur la route clandestine d'Occident en Russie soviétique, puis, sur recommandation de Lénine se rend en Grande-Bretagne afin de contribuer à l'unification des rangs des communistes anglais, en 1920. Elle y rencontre Rajani Palme Dutt, qu'elle épouse en 1922 alors qu'elle était en Angleterre illégalement, et semble avoir réellement dirigé le PC britannique dans cette difficile période par son activité au sein de la commission anglaise. Elle semble avoir continué à jouer un rôle discret.

MUSSO, Manawar, dit Merxplas (1898 ou 1901-1948), enseignant, bon organisateur et écrivain. D'abord militant de Sarekat Islam, arrêté, il rejoint le PKI à sa libération, en 1923. Dirigeant du PK d'Indonésie, il s'enfuit en URSS en 1926 pour tenter de gagner l'exécutif de la Comintern au projet d'insurrection et revient trop tard. En 1927, il est à l'École Lénine, y passe deux ans. Au VI[e] congrès, il est élu à l'exécutif et au présidium de la Comintern. Il passe ensuite le plus clair de sa vie à Moscou. Tué alors qu'il tentait le retour : 401, 509.

MUSSOLINI, Benito (1883-1945), ancien socialiste, leader de la gauche du PSI avant la guerre, il devient partisan de l'entrée de l'Italie en guerre, fondateur des *fasci* et du Parti fasciste. Chef du gouvernement après la Marche sur Rome en 1922, le *Duce* est renversé en 1943 par le Grand Conseil fasciste, enlevé de sa prison par les SS, qui l'installent à la tête de la république de Salo ; il est massacré par des partisans à la fin de la guerre : 17, 171, 194, 238, 257, 258, 295, 304, 305, 310, 332, 355, 396, 397, 460, 608, 638, 640, 696, 705, 707, 772, 778, 779.

MUSTE, Abraham Johannes, dit A.J. (1885-1967), pasteur protestant, il se fait connaître par son soutien aux grévistes de Paterson, puis, directeur pédagogique du *Brookwood Labor College*, il dirige successivement le *Committee for Progressive Labor Action*, l'*American Workers Party* et le WPUS, né de la fusion avec les trotskystes. Il quitte le mouvement et revient à la religion en 1936. Il sera plus tard l'un des dirigeants moraux de la lutte contre la guerre du Vietnam aux États-Unis : 567, 644, 671.

MYERS, Eddy (Edmund), Charles, Wolf, général de brigade britannique au QG opérationnel du Caire, il est parachuté en Grèce en octobre 1942 avec une douzaine d'hommes pour une mission au titre du SOE et y reste comme chef de la mission militaire britannique jusqu'en 1943, où il est limogé à cause de la complaisance dont il est injustement accusé à l'égard de l'ELAM-ELAS : 768.

N

NABEYAMA, Sadakashi (1901-?), tout jeune ouvrier japonais socialisant, il est condamné à la prison pour une manifestation antimilitariste (l'affaire « du drapeau rouge de Kyōto »). Il milite illégalement et crée le syndicat des travailleurs de l'électricité, rejoint le PCJ puis le groupe pour sa reconstruction. Arrêté en 1929, condamné en 1930 aux travaux forcés à perpétuité, il abjure et est libéré en 1940 : 586, 506.

NAFI, Mustafa, communiste égyptien, partisan d'une guerre sainte de l'Armée rouge pour libérer les peuples du Moyen-Orient : 272.

NAMBOODIRIPAD, Elamkulam, Mana Sankaram (1909-?), né d'une famille riche de brahmanes, engagé dans le mouvement de désobéissance en 1932 et gagné au marxisme en prison. Dirigeant du Parti socialiste du Congrès dans le Kerala et député, il se rallie au PC et fait du Kerala le bastion du CPI. Il est le premier Premier ministre communiste en Inde au Kerala en 1957 : 702.

NARAYAN, Jaya Prakash (1902-1979), fils de paysan aisé, il abandonne le collège pour la désobéissance. Il séjourne aux États-Unis de 1922 à 1929, accumule une bonne expérience et subit l'influence du PC. Il revient en Inde en 1929, fonde en 1934 le Parti socialiste du Congrès. Arrêté en 1941, il s'évade, est repris et s'évade à nouveau, repris après la révolte d'août 1942. Profondément déçu, il rompt avec le marxisme en 1952, fonde en 1974 l'association « Citoyens pour la démocratie » : 702, 787.

NARBOUTABEKOV (?-1938), nationaliste réformiste du Turkestan d'origine musulmane, il participe au congrès de Bakou, qu'il copréside, et collabore avec le régime soviétique. Arrêté et exécuté en 1938 : 181, 182.

NARIMANOV, Nariman Kerbemay Adjaf-ogly (1871-1925), médecin, enseignant, écrivain, bolchevik actif pendant la révolution de 1905 à Bakou. Arrêté à Tiflis, déporté quatre ans, il est en 1917 le président du groupe bolchevique *Gummet*, et, en 1920, l'un des principaux protagonistes du congrès de Bakou : 181.

NARWICZ, Léon, Polonais interbrigadiste, agent des services, il va à Barcelone pour contrer les trostkystes, est tué en 1938 par un groupe d'action du POUM : 694.

NASREDDINE, Ali (Naser er-din, Ali), journaliste nationa-

liste syrien, il sert d'intermédiaire entre le PCSL de Chimali* et les révoltés druzes de Sultan el-Atrache*, est arrêté au cours d'un entretien avec les dirigeants communistes libanais et quelque temps emprisonné : 393.

NAVARRO, Gustavo A., dit Tristan Marof, Vicente Flores (1898-?), né à Sucre en Bolivie, il se fait connaître très tôt par ses dons littéraires et un exil forcé au Chili et en Argentine, il participe en 1920 au « coup d'État » républicain, devient consul en Europe et se lie aux milieux littéraires de gauche, popularisant les aspirations des ouvriers et paysans boliviens. A la fin des années 20, il est au Mexique et participe avec Mella et ses amis aux préparatifs d'une expédition contre Machado à Cuba. Il participe à la fondation du POR en 1934, rompt en 1936 et évolue vers le nationalisme. Il est secrétaire privé d'un président de la République bolivienne membre du MNR : 500, 501, 576.

NAVILLE, Pierre, dit A. Arnaud, Servoix, Villain (1906-1994), fils de grande famille, d'abord surréaliste puis dirigeant des Étudiants communistes, il rend visite à Trotsky* à Moscou en novembre 1927. Il est ensuite un des dirigeants de l'opposition de gauche et des partis qui la continuent. Il reprend après la guerre une activité dans les groupes socialistes indépendants : 88, 464, 467, 576, 591, 599.

NEGRETE, Rosalio, *cf.* Russell Blackwell.

NEGRÍN López, Juan (1889-1956), professeur de médecine marié à une Russe, socialiste de droite, installé par les communistes en 1937 à la tête du gouvernement de la République espagnole, il les couvre jusqu'en 1939 : 693, 696.

NEHRU, Jawaharlal (1889-1964), fils d'un dirigeant nationaliste, il a fait plus de cinq ans de prison pour ses activités et est devenu l'un des principaux dirigeants du mouvement. Premier ministre de l'Inde de 1947 à 1964 : 447, 477, 508, 560, 742, 752, 786.

NEJAT, Ethem (1887-1921), enseignant ayant séjourné en France et aux États-Unis, en contact à Berlin en 1919 avec le groupe spartakiste turc, il est le premier secrétaire général du PCT, tué en même temps que Subhi : 199, 270.

NELKEN Mansberger de Paul, Margarita (1889-1976), écrivain et critique d'art, député aux Cortes, membre du PSOE, largocaballeriste, elle rejoint le PC dans le cours de la guerre civile, et s'exile au Mexique : 617, 671.

NEMEC, Antonín (1856-1926), dirigeant de la social-démocratie tchèque, il organise la résistance à la majorité communiste du parti en Bohême : 187-189, 193.

NENKOV, Temelko (1877-1925), membre du parti des *tesnjaki* en 1906, secrétaire du syndicat des mineurs de 1912 à 1924, un des fondateurs du PC bulgare, il est assassiné dans la sauvage répression qui suit l'attentat à la cathédrale en 1925 : 400.

NENNI, Pietro (1891-1981), membre du PSI, il remplace Serrati à la tête de l'*Avanti* ! en 1921, émigre en France en 1926. Il est secrétaire général du PSI, membre du PS unifié en 1930, ainsi que de l'exécutif de l'IOS. Il est en Espagne commissaire général des Brigades internationales et le grand dirigeant du PSI après la guerre : 396, 707.

NEQUETE, Abilio de, nouveau nom de Abou NAKT (1888-?), Syrien né au Liban, émigré au Brésil en 1902 par suite des persécutions turques contre les Arabes, il se fixe à Rio, puis devient coiffeur et barbier à Porto Alegre. Il est parmi les grévistes de la génération de 1917 au Brésil l'un des rares à se rattacher au marxisme. Il fonde l'*União maximalista*. Le bureau de Montevideo le coopte et le charge du travail politique au Brésil. C'est lui qui convoque le I[er] congrès du PCB, dont il va être le premier secrétaire général. Arrêté en 1922 par la police et maltraité, il quitte Rio, revient à Porto Alegre et s'y s'éloigne du mouvement : 190.

NERMAN, Ture (1886-1957), socialiste de gauche suédois, proche de Höglund, il collabore avec lui dans l'aide pratique aux bolcheviks, participe à la conférence de Zimmerwald et rejoint le PCS. Il rompt avec la Comintern en même temps que la majorité de son parti : 30.

NERUDA, Pablo, Neftali Ricardo Reyes Basualto, dit (1904-1973), poète et diplomate chilien, prix Nobel de littérature. Les plus graves accusations de complicité ou de service avec le NKVD pèsent sur lui pour la période 1939-1940. A Paris, où il était consul général en 1939, il prit comme secrétaire particulière une communiste espagnole dont le mari (*cf.* Olaso) était un homme de Gerö. Il permit aussi à Siqueiros de quitter le Mexique et de se réfugier au Chili après son attentat manqué contre Trotsky, ce qui lui valut d'être sanctionné par le gouvernement chilien de front populaire : 617.

NETTELBECK, Walter, dit Jan Bur, Georg, Alfred Link, Jäger (1901-1975), boulanger, peintre en bâtiment, photographe pour la presse Münzenberg, il a adhéré très jeune au KPD, rejoint l'Opposition de gauche au début de 1933 et en prend la direction à l'été. Il émigre en 1935 et rompt avec l'Opposition de gauche en 1938. Repris par la Gestapo sous l'Occupation, il survit : 588.

NETHEM LE CIRCASSIEN, chef de partisans turcs, l'Armée verte, il est un météore chez les communistes : 199.

NEUBAUER, Theodor, dit Krüger, Lorenz (1890-1945), ancien officier, député communiste en Thuringe, ministre du gouvernement Frölich en 1923 : 328, 329, 339.

NEUMANN, Heinz, dit Bieler, Costa, Paul Dietrich, Erwin, Enrique Fischer, Giovanni, Otto Jäger, Jorge Martin Beck, Octavio, Octavio Pérez, Otto (1902-1937), il fait des études de langues et de philologie à Berlin, entre très jeune au KPD, où il éblouit les dirigeants par ses dons intellectuels, jouissant notamment des faveurs de Staline. Après une ascension avec Ruth Fischer et Maslow, il se range derrière Thälmann, dont il semble longtemps le mentor, mais constitue en 1932 un groupe pour le combattre, ce qui lui vaut de perdre ses responsabilités, d'être dénoncé et forcé de s'humilier et finalement exécuté à Moscou : 247, 298, 336, 340, 384, 442, 470, 471, 475, 476, 488, 489, 526, 527, 530-533, 535, 536, 538-540, 545, 548, 549, 593, 594, 654, 656-661, 665, 666, 711-713, 721, 723, 730.

NEUMANN, Paul (1888-?), métallo, des Délégués révolutionnaires, il entre au KPD mais, avec Malzahn, soutient Levi contre la politique aventuriste de l'action de mars, et finit par rompre : 203, 224-229.

NEUMANN, Siegfried, dit Siggi, Paul, Brandenburg (1907-1960), enseignant, au KPD en 1926, « conciliateur », est l'un des animateurs de l'opposition de Berlin autour de 1933, volontaire en Espagne en 1936.

NEURATH, Alois, dit Jaroslav et Václav Cerny, Josef Schmidt, Scholze, Taref (1886-1952), né à Vienne dans une famille allemande, il milite dans la région des Sudètes. Il a joué un rôle important dans les premières années de la Comintern. Zinovieviste, il s'est rallié en 1929 à l'opposition de droite, rejoignant finalement en 1932 l'opposition de gauche : 239, 260, 299, 373, 467, 577, 578, 587.

NGUYÊN AÏ QUOC, (dans ses dernières années Hô Chi Minh), de son vrai nom Nguyên Ton Tang, dit aussi Ly Thuy, Vuong Son Nhi, Thau Chin, Sung Manchao, Chayen, Hu Guang, Linov, Tao Jiu, Than Chinh, Vuong Sou Nhi, Wang Shaer, Wang Shan (1890-1969), fils de fonctionnaire révoqué, parcourt le monde, adhère au PC en France à sa fondation, séjourne à Moscou où il étudie à la KUTV, est délégué au IV[e] congrès de la Comintern. En Chine de 1924 à 1927, il est interprète et collaborateur de Borodine. Reparti en Europe, il participe en 1928 au congrès de la Ligue anti-impérialiste. Délégué au VII[e] congrès de la Comintern, il fonde le PC indochinois. Il fonde le Viêt-minh en 1941, est emprisonné un an par les Chinois et prend la tête du mouvement national en 1945 : 447.

NGUYÊN THI MINHKHAI (1910-1940), ancienne dirigeante du mouvement lycéen vietnamien, responsable du Tan Viêt, parti nationaliste révolutionnaire, elle travaille en 1930, déjà communiste, au bureau de la Comintern en Chine, est déléguée au VII[e] congrès de la Comintern. Au moment de l'insurrection, elle était secrétaire du comité de Saigon-Cholon. Compagne de Lê Hong Phong, arrêtée le 1[er] mai 1938, elle est fusillée à la suite des événements de décembre 1940. On lui prête aujourd'hui au Vietnam une liaison avec Ho Chi Minh : 748.

NGUYÊN VAN CU (1912-1941), d'une famille de lettrés, nationaliste, puis communiste, il était secrétaire général du PC indochinois en 1936.

NGUYEN VAN LINH (1910-1951), trotzkyste vietnamien : 542.

NGUYÊN VAN TAO dit An (1908-1970), il émigre en 1926 en France et arrête ses études pour militer au PCF. Il est membre de la commission coloniale, participe à la manifestation à l'Elysée qui lui vaut l'expulsion de France.. Il participe au front de *La Lutte*, puis à la rupture et à la lutte contre les trotskystes ; ministre de l'Intérieur après la guerre : 701.

NICCOLINI, Carlo, *cf.* Heller

NICOLAS II (1868-1918), Nikolaï Romanov, tsar de toutes les Russies, ne brillait pas par son intelligence. Contraint à l'abdication dès février 1917, il a été exécuté sur ordre des bolcheviks, avec toute sa famille.

NIELSON, Marie-Sophie (1875-1951), dirigeante du SPD danois de 1916 à 1918, elle est à l'origine de la fondation du PC danois en 1919. En 1928, elle proteste contre la répression qui s'abat sur l'opposition de gauche, est exclue. Réadmise en 1936, elle est exclue au moment des procès de Moscou : 771.

NIEN, pêcheur cambodgien diffuse des tracts communistes : 679.

NIKBIN, Hassan, dit Hassanzadeh, Hassanov, Kerim-Aga Farsi (1879-?), syndicaliste iranien, délégué consultatif au 2[e] congrès de la Comintern, dirigeant du PC iranien en septembre 1921.

NIKOLAÏ, *cf.* Schmidt

NIKOLAÏEVA, Klavdia Ivanovna (1893-1944), fille d'ouvrier, relieuse, membre du parti en 1909, arrêtée et déportée, spécialiste du travail chez les femmes, membre de l'opposition de Leningrad puis de l'Opposition unifiée, s'en retire au début de 1927 : 450.

NIN Caules, Miguel, militant argentin envoyé de Montevideo comme instructeur en 1932 pendant la guerre du Chaco pour épauler le PC bolivien clandestin, il est arrêté en même temps que le groupe dit « défaitiste » en 1932, mais acquitté faute de preuves et libéré en 1934 : 499.

NIN Pérez, Andreu (Andrés Nin), dit Andréi, Vendrell, Roig Fatarella, L.Tarquin, Roberto, Alexander Wecker (1892-1937), enseignant et journaliste, secrétaire national de la CNT et adhérent au PCE. Resté à Moscou à la Profintern, dont il est secrétaire, membre du soviet de Moscou et marié à une Russe, il est à l'opposition de 1923, qu'il abandonne pendant quelque temps, revenant finalement à l'Opposition unifiée, ce qui lui vaut d'être exclu du parti russe. Expulsé en 1931, revenu en Espagne, il transforme l'Opposition de gauche existante en *Izquierda comunista*, qui est en 1935 une des composantes du nouveau parti né d'un regroupement, le POUM. Secrétaire de ce dernier en 1936, et son leader du fait de la disparition de Maurín, il condamne les procès de Moscou et propose de donner asile à Trotsky en Catalogne. Mais son entrée au gouvernement catalan comme conseiller à la Justice provoque sa rupture avec Trotsky. Au moment des journées de Mai, il tente d'apaiser le conflit et retient les plus ardents au combat de ses jeunesses. A la suite de la « découverte » d'un faux commandé par Orlov, il est arrêté, enlevé en prison par des hommes d'Orlov et torturé près d'Alcalá de Henares dans une villa qui appartient à Hidalgo de Cisneros et Constancia de la Mora. Il est finalement assassiné par cinq hommes. Parmi eux, deux Espagnols, le Russe Orlov, le Hongrois Gerö et un Brésilien sur lequel il semble que le cercle se resserre. Le crime a longtemps été nié par les partisans de Staline, et seule l'ouverture des archives d'Orlov à Moscou a mis un point final à cette affaire : 113, 198, 234, 247, 322, 355, 395, 415, 450, 464, 466, 467, 482, 482, 500, 519, 561, 578, 580, 581, 592, 671, 681, 691, 692, 694, 697, 728.

NIOURINE, Nikolaï, ce social-démocrate russe lié à Lénine* en Suisse a été l'un des fondateurs du groupe communiste franco-britannique de Moscou : 57.

NIU Yangjian, il est le *boss* du Guomindang à Shanghai : 436.

NIVELLE, Robert Georges (1856-1924), général français, il ordonne une offensive si meurtrière qu'elle a été l'occasion des grandes mutineries de 1917 : 35.

NIZAN, Paul, dit Paul-Yves (1905-1940), romancier, collaborateur de la presse du PCF dont il était membre,

il démissionne du PC pour protester contre le pacte germano-soviétique et l'approbation de son parti. Il est traité de « policier » et tué au front peu après : 750.

NOGRADI, Sandor, né Alexandr Grünbaum, Alex Kellermann, Walter Deuter (1894-1971), né en Hongrie, serrurier, membre du parti en 1918. Il adhère au PCH et, après la révolution, se réfugie en Tchécoslovaquie. Élève de l'École Lénine de 1926 à 1928, il effectue des missions en Allemagne et en France et, jusqu'en 1935, travaille au département d'Europe centrale à l'exécutif de la Comintern. En 1932, après un bref séjour en Suisse, il prend le contrôle des cadres, en 1936 il travaille au département de la presse. Il a échappé à la purge. En 1941, il est parachuté en Slovaquie et combat avec les partisans. Il fait une très belle carrière dans la Hongrie populaire.

NOKUMICHI, *cf.* Koide

NOHA, František (1896-1918), ouvrier tourneur de Plzeň, ancien prisonnier de guerre en Russie et admirateur des bolcheviks, versé à son retour dans le 7e régiment de chasseurs de Rumburg, en Bohême, il occupe la ville le 21 mai 1918 à la tête de ses camarades mutinés pour exiger, avant d'aller au front, la solde des prisonniers de guerre, puis marche sur Prague pour entraîner les soldats tchèques. Cernés par l'armée autrichienne, ils doivent se rendre. Il est fusillé avec neuf autres « meneurs », qualifiés d'« éléments bolcheviques », le 25 mai 1918 : 41, 137.

NORO, Eitaro (1900-1934), étudiant en sciences politiques et économiques, actif dans le mouvement, il travaille en 1924 à l'IRS et connaît Nosaka ; arrêté, emprisonné de 1925 à 1927, il adhère au PC en 1929, membre du CC en 1933, arrêté et tué dans un poste de police en 1934 : 502.

NOSAKA, Sanzo (1892-1992), fils d'un industriel failli ; études poussées en économie, journaliste, il va visiter l'Europe, étudie à la LSE et adhère au BSP, puis au CPGB ; il parcourt l'Europe jusqu'à Moscou où il prend part au congrès des peuples d'Extrême-Orient. Revenu au Japon, il travaille en fraction dans la centrale Sodomei et sa presse ; arrêté en 1923, huit mois ; arrêté, emprisonné de 1928 à 1930, va en URSS en 1931 parler des Thèses, aux États-Unis en 1934 pour améliorer les communications et relations, il participe au VIIe congrès, revient à Moscou en 1937. Il est à Yenan de 1940 à 1944 ; après la guerre, premier secrétaire puis président du PCJ : 448.

NOŠEK, Václav (1892-1955), ouvrier mineur, militaire jusqu'en 1917, agitateur, milite à Kladno, rejoint la Gauche marxiste, fait neuf mois de prison après la grève générale de 1920, puis milite activement dans les syndicats rouges. Lié à Gottwald, il entre au CC en 1929 avec le groupe de Karlin. Il passe la guerre en Grande-Bretagne, est ministre de l'Intérieur lors du « coup de Prague » : 491.

NOSKE, Gustav (1868-1946), ancien bûcheron, social-démocrate de droite, il accepte en décembre 1918 le ministère de la Guerre car il pense que quelqu'un doit jouer les bourreaux. Ce sera lui. Les corps francs qu'il protège massacrent à deux reprises les travailleurs berlinois, tuant Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Sa grande carrière se termine avec le putsch de Kapp, car ses « protégés », les chefs militaires, l'ont « trahi » : 71, 119, 127, 132-135, 309, 340, 344, 352, 367, 415.

NOSIVITSKY, Jacob, ps. de Mykhaylkenko, dit Dr James Anderson, John Navis, James Norson, agent infiltré dans le PC américain, chargé par lui d'accompagner Fraina en Europe. Également utilisé par Scotland Yard, avec l'accord américain. Il a été démasqué à Amsterdam : 141.

NOTHOMB, Paul, dit Paul Bernier, Julien Segnaire (1913-?), fils de banquier, officier dans l'armée belge, membre clandestin du PCB en 1932, il doit quitter l'armée en 1935. Après une année aux États-Unis, il va en Espagne combattre aux côtés de Malraux qui en fera Attignies dans *L'Espoir*. Il est ensuite secrétaire du SRI dans son pays, arrêté, puis évadé, chef d'état-major des PA, arrêté en 1943, il parle, s'évade, est réhabilité, devient professeur en France : 781.

NOVAKOVIĆ, Kosta, dit Dragacevać, Piotr Petrović, Stanić, Stojanović (1886-1938), serbe, étudiant en droit, au Parti social-démocrate en 1907. Gagné au communisme à Paris en 1917, membre du CC du PCY à sa fondation. Après de nombreuses arrestations, il est à Berlin pendant plusieurs années pour la Fédération balkanique, puis rappelé à Moscou, où il siège au MOPR. A l'automne 1932 il est exclu pour « fractionnisme ». Il reprend son métier d'imprimeur, est arrêté, jugé et exécuté à Moscou en novembre 1938 : 722.

NOVIKOV, Dmitri Grigorievitch, ouvrier de Moscou, bolchevique en 1917, partisan à l'arrière de Koltchak. A la fin de la guerre civile, il reprend sa place à l'usine Trekhgorny. Exclu en 1928, il est licencié en 1929 et ses camarades de travail manifestent leur sympathie ; il disparaît de nos documents : 450, 451.

NOWOTKO, Marceli, dit Max, Stary, Marian (1893-1942), appelé en URSS en 1941 pour faire partie du comité d'initiative du Parti ouvrier polonais, dont il sera secrétaire général, il est parachuté en Pologne et assassiné par un autre membre du secrétariat, Molojec*, qui l'aurait accusé de travailler avec la Gestapo. L'affaire n'a jamais été éclaircie : 616, 776.

NUÑEZ DE PRADO y Susbielas, Miguel (1882-1936), officier de cavalerie espagnol, longtemps gentilhomme de la Chambre du roi, il participe à des conspirations républicaines et, plus tard, membre de l'UMRA, devient général inspecteur de l'aviation. Au moment de l'insurrection, il se rend à Saragosse pour prendre la place du général Cabanellas* : arrêté par ce dernier, il est transféré à Pampelune et fusillé sur ordre du général Mola* : 679.

NURI, Suleiman, électricien en Turquie, prisonnier de guerre en Russie, gagné au communisme, délégué au 3e congrès de la Comintern, il revient en Turquie avec Subhi * et trouve la mort : 57.

NZULA, Albert, Thomas, dit Conan Doyle, Modiagkotla, Tom Jackson (1905-1934), enseignant, d'abord syndicaliste, il adhère au CPSA en 1928 en plein débat sur la « République indigène indépendante » ; secrétaire national adjoint en 1929, il est appelé à Moscou en 1931 par l'intermédiaire de Wolton, il entre à l'École Lénine et travaille à la Profintern. Il est l'homme choisi à Moscou pour être le dirigeant noir du CPSA

mais il meurt d'une pneumonie à Moscou en janvier 1934 : 521.

O

OEHLER, Hugo, Edward Oler, dit (1903-1983), ouvrier américain, agitateur itinérant et organisateur de grèves, il rejoint l'opposition de gauche mais rompt avec elle sur la question du « tournant français » : 579.

OELSSNER, Alfred (1879-1962), journaliste puis étudiant en économie à Moscou. Émigré en 1933, il est renvoyé de l'École Lénine et va travailler en usine. En 1941 il dirige les émissions en allemand de Radio-Moscou. Après une montée fulgurante, il chute brutalement en 1958 et, grâce à une autocritique, se réfugie dans le domaine des sciences : 216.

OESTERREICHER, Sandor, ouvrier de Budapest, leader de la grève de 1918 : 44, 65.

OGALTSEV, dit ANTON, ouvrier au parc des tramways de Moscou, responsable de l'opposition de gauche clandestine, il apprend par Kamenev la conversation qu'il a eue avec Boukharine sur Staline en 1928 et la fait connaître à Trotsky. Arrêté en 1929.

OITICICA e Rodrigues Leite, José (1882-1957), fils d'un sénateur riche, lui-même professeur, il devient anarchiste par ses lectures, se lie en 1913 au mouvement ouvrier et devient un orateur populaire. Il est très actif pendant les grèves de 1917 et préside le comité insurrectionnel. Mais il prend position contre le bolchevisme.

OKHOTNIKOV, Iakov Ivanovitch (1897-1937), paysan bessarabien devenu officier aviateur de l'Armée rouge, responsable de la commission militaire de l'opposition de gauche, arrêté en secret bien avant les autres généraux et fusillé pour « complot » : 455.

OKHUN, Pavel, dit Jack OBIN, Paul Aubin, Mill (1905-1938), communiste palestinien d'origine ukrainienne, il entre dans le « groupe juif » et est utilisé à Paris pour traduire les documents en russe et du russe par les dirigeants de l'opposition de gauche. En fait, il est manipulé par Moscou et rompt au début des années 30 pour retourner au pays : 582, 590.

OKOUDJAVA, Mikhaïl Stepanovitch (1893-1937), dirigeant communiste géorgien, secrétaire du PC de Géorgie, membre de l'opposition de gauche ; fusillé avec les autres anciens adversaires géorgiens de Staline après un procès à huis clos : 265.

OLASO Piera, Joaquin, dit Martin, Emmanuel (1901-1954), membre de la FCCB et du BOC, dirigeant du syndicat des *Artes Graficas* de la CNT à Barcelone, il rejoint le PCE en 1931. Inspecteur général de l'ordre public en Catalogne en 1936 et agent du SIM, responsable de la section des cadres du PSUC et de sa commission de contrôle, proche collaborateur de Gerö*, il prend en France, peu après son arrivée en 1939, la tête de groupes d'action chargés de la liquidation de trotskystes et poumistes, tandis que sa femme **Dolorès Garcia Echevarieta** * devient secrétaire particulière de Pablo Neruda*. Lui-même devient dirigeant des FTP-MOI, arrêté en décembre 1942 et soupçonné par certains d'avoir donné sous la torture Josep Miret Muste*. Déporté à Mauthausen, où il est mis en quarantaine par ses camarades, il est exclu du PSUC à son retour et retrouvé mort dans son appartement, avec sa femme, en 1954, d'une asphyxie au gaz : 617, 620, 747.

OLBRACHT, Ivan, ps. de Kamil Zeman (1882-1952), écrivain, journaliste social-démocrate, il est un des premiers à visiter la Russie, il est admis au Parti bolchevique en 1919, entre au PCT, est l'un de ses journalistes les plus connus, le quitte au moment des procès de Moscou. Sous l'occupation, il revient travailler dans la clandestinité avec Jan Žika : 150, 151, 239, 672.

OLIVEIRA JUNIOR, Francisco de, dit Pavel, Keiros, Oscar Pereira, Pavel Queiros, Ravel, Pedro Soares, et finalement Antonio Rodriguez (1908-1993), militant des jeunesses communistes, un de leurs dirigeants, puis du PCP, plusieurs fois emprisonné, il quitte le Portugal au début de 1934 après les événements de Marinha Grande et se rend à Moscou. Il travaille sous les ordres de Manouilsky à la section romane, participe au VII[e] congrès de la Comintern, est rappelé au Portugal. Il sera plus tard affecté au parti mexicain, jouant un rôle important dans le domaine de la culture. Souvent confondu avec Bento Gonzáles.

OLSEN, Jeanette (1873-1959), norvégienne, au DNA en 1900, secrétaire du syndicat des pêcheurs, internationaliste pendant la guerre, elle reste dans le parti affilié à la Comintern en 1918 et au PC quand la majorité rompt en 1923. Elle quitte le parti communiste avec Scheflo en 1928, cofonde un groupe trotskyste en 1936 : 673.

ONG Viet, chinois qui dirige une école militaire-politique dans les montagnes des Philippines : 781.

OO Kiav, étudiant birman, il expédie d'Europe à ses amis des matériaux communistes : 480.

ORDJONIKIDZE, Grigori Konstantinovitch, dit SERGO (1888-1937), vieux bolchevik géorgien lié à Staline, soutient la politique d'alliance avec Kutchik Khan – avec qui il a milité – en Iran. Devenu critique dans les années 30, il s'est suicidé ou a été assassiné en 1937 : 181, 265, 270, 444, 691.

ORDOÑEZ PEÑA, Francisco, étudiant en droit, membre de la direction des JS en 1934, spécialisé dans le renseignement et probablement membre des services soviétiques, il a été sous-directeur du SIM : 617, 646.

ORLOV, Aleksandr, Lev L. Feldbine, dit Schwed, Liova, Nikolsky, dit (1895-1973), membre du NKVD et son chef en Espagne, il fait défection quand il comprend en 1938 qu'il va être arrêté mais ne livre aux Américains, qui l'accueillent, rien de « vrai », ni secrets soviétiques ni la clé des meurtres dont il est auteur ou organisateur, notamment celui d'Andrés Nin : 615, 617, 694, 697, 784.

OROVČANAC, Nikola (1903-1938), membre du PCY en 1925, il est envoyé à la KUNMZ à Moscou en 1925, puis à l'École Lénine en 1933. Peu après sa sortie, il est exclu du parti. Arrêté et liquidé en URSS en 1938 : 722.

OSINSKA et OSINSKAIA, ps. de Sofia Stanislavna Ounschlicht, dite Kaminskaia, Stones, membre du parti en

Russie en 1905, puis organisatrice du PC polonais en 1919-1920, elle travaille au « secrétariat intermédiaire » de Berlin du PC polonais et prend position contre les 4 W en 1924. Elle appartient à l'Opposition unifiée, un instant membre des « sans-chefs », capitule avec Vuyović en décembre 1929 : 376, 460.

OSINKY, Valerian Valerianovitch (1887-1938), bolchevik en 1907, études d'économie et ????. Il fut membre de plusieurs oppositions jusqu'au bout. Arrêté et liquidé en 1938 : 78.

OSMOLOVSKY, officier du NKVD chargé de l'interrogatoire de Kun Béla : 708.

OSOHA, Ján (1901-1945), slovaque, membre du PCT en 1921, organisateur des petits paysans, ayant travaillé des années dans un kolkhoze russe, il se manifeste en mai 1941 par une prise de position en faveur d'une « Slovaquie soviétique », c'est-à-dire rattachée à l'URSS. Il est arrêté en 1945 et meurt dans le bombardement d'un train qui le menait à Mauthausen.

OSTERLOH, Hermann (1886-1961), fils d'ouvrier, ajusteur, membre du SPD en 1908, prisonnier de guerre en Russie, il rejoint les bolcheviks après octobre et revient en Allemagne avec Radek, mais est refoulé. Il revient en 1919 et devient responsable des questions agraire. Exclu comme droitier, il revient au SPD en 1930. Les nazis le condamnent à huit ans : 56.

OSUGI, Sakae (1885-1923), fils d'officier, chrétien puis anarchiste, organisateur du syndicat des transports, il devient socialiste anarchisant puis fait un front avec les communistes. Au lendemain du grand tremblement de terre, il est arrêté puis étranglé dans sa cellule par un officier de police, 284, 287.

ÖSZTERREICH, Sándor, délégué des ouvriers d'une grande usine de Budapest-Scepel lors des grèves de janvier 1918, il se tient sur la réserve pendant la révolution en 1919 : 65.

OUDEGEEST, Jan (1870-1951), ouvrier des transports, il est devenu l'un des dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam : 413.

OUFIMTSEV, Nikolaï Ivanovitch (1888-1938), membre du parti en 1906, commissaire politique dans l'Armée rouge puis diplomate, exclu en 1928, réintégré en 1930, arrêté en 1933 et exécuté en 1938 : 461.

OUNSCHLICHT, Iossif Stanislavovitch, dit Iourovsky, Technician (1879-1937), né en Pologne, il compte des années de lutte, arrestations, prison, déportation. En 1917 il est membre du CMR de Petrograd, puis du Collège de la Tchéka, du GPU, du NKVD, mentor du parti polonais. Il est exécuté sans procès : 66, 79, 324, 398, 413, 714.

OURITSKY, Moisséi, Salomonovitch, dit Boretsky (1873-1918), ancien menchevik, déporté puis réfugié à Paris après la révolution de 1905, il devient proche de Trotsky pendant la guerre, travaille avec les bolcheviks en Scandinavie. Il revient en Russie en 1917, rejoint le Parti bolchevique, entre à la Tcheka qu'il commande à Pétrograd et est assassiné par des SR : 51.

OUZOULIAS, Albert, dit Marc, colonel André (1915-1995), postier puis manœuvre, il adhère au PC en 1933 et devient permanent des JC en 1935. Prisonnier de guerre, deux fois évadé, il reprend le contact avec le PC en août 1942, forme les Bataillons de la jeunesse. Il est commissaire de l'OS puis des FTP : 777.

OVEN, Burghardt von, général allemand, il opère contre la république des conseils de Bavière, puis participe au putsch de Kapp, après quoi il quitte l'armée : 103

OVERSTRAETEN, War (Edouard) Van (1891-1981), peintre, membre des JGS, il rejoint le PC à sa fondation. En 1921 il est secrétaire national du parti belge et membre de l'exécutif de la Comintern. Élu député en 1927, il rallie la majorité au CC du PC belge pour soutenir Trotsky contre Staline, est exclu en 1928 et s'éloigne du communisme : 143, 156, 462, 519, 578.

OVSIANKO, Abraham, membre de l'OMS.

OWEN, Jack, journaliste économiste britannique du CPGB : 781.

P

PAASCHE, Hans (1881-1920), fils d'un député national-libéral, officier de marine, révolté par la politique coloniale, devenu pacifiste. Arrêté en 1917 sur son bateau, libéré par les marins mutinés. Animateur de l'aile radicale des conseils de soldats au comité exécutif de Berlin, condamné à mort par les gens des corps francs, assassiné par les kappistes : 132.

PABST, Waldemar (1881-1970), capitaine d'un régiment de la Garde. C'est lui qui arrête Rosa Luxemburg, Liebknecht et Pieck et porte la responsabilité de l'assassinat des deux premiers. Il participe au putsch de Kapp. Condamné puis amnistié, il rallie les nazis tout en complotant avec Canaris, s'exile en 1943, revient en Allemagne en 1955 et se consacre au trafic d'armes : 128.

PACELLI, Eugenio, plus tard Pie XII (1876-1958), prêtre italien, nonce à Munich, puis Berlin, plus tard secrétaire d'État puis pape. Il requiert impitoyablement contre les révolutionnaires bavarois et a été un soutien important du régime franquiste. Son attitude à l'égard du nazisme est très critiquée : 103.

PADMORE, George, Malcolm Nurse, dit (1903-1959), né à Trinidad, il part faire des études de droit aux États-Unis, adhère en 1927 au PC et prend le nom de Padmore pour militer. Il assiste aux congrès de la Ligue puis se voit refuser le retour aux États-Unis après une visite en URSS. Il se fixe à Hambourg, où il dirige l'« Internationale nègre », le Comité international des travailleurs nègres affilié à la Profintern. Il rompt avec la Comintern en 1934, protestant contre l'abandon de la lutte anti-impérialiste, et va devenir le champion du panafricanisme : 505, 507, 520, 672.

PAINLEVÉ, Paul (1863-1933), politicien français, président du Conseil lors des mutineries de 1917 : 35.

PAL, Gour, révolutionnaire indien, membre du Revolutionary Communist Party dont il s'est fait l'historien : 787.

PALMER, Alexander Mitchell (1872-1936), Attorney General des États-Unis de 1919 à 1921, cet avocat, élu en 1909 à la Chambre des représentants, a lancé une sévère répression contre les révolutionnaires en

organisant en particulier le fameux raid Palmer, avec des centaines d'arrestations : 117.

PANGALOS, Theodoros (1878-1952), Général, il prend le pouvoir par un coup d'État militaire en 1929, est renversé par un coup d'État l'année suivante : 394.

PANKHURST, Sylvia (1882-1960), fille de l'animatrice des suffragettes britanniques, à l'ILP à seize ans, elle lutte dans le mouvement ouvrier pour les droits des femmes. Elle fonde en 1914 le journal *Workers' Dreadnought*, et, internationaliste, soutient la révolution russe. Au 2e congrès de la Comintern, elle soutient contre Lénine les thèses gauchistes. Elle est exclue du Parti communiste dès 1921, s'établit en Éthiopie en 1956 : 115, 117, 138, 139, 145, 153-155.

PANKRATOVA, Ana Mikhaïlovna, dite Nioura Palitch (1897-1957), fille d'ouvriers, clandestine à Odessa en 1919-1920, au parti en 1919, devient professeur d'histoire en 1926, alors qu'elle est à l'Institut des professeurs rouges. Elle est l'épouse du trotskyste Grigory Ia. Iakovine, qui est arrêté et avec lequel elle refuse longtemps de divorcer malgré les ordres. Elle se distingue au temps du « dégel » par la vigueur de sa critique de Staline : 75.

PANNEKOEK, Anton, dit P. Aartsz, Harper, Horner, Van Loo (1873-1960), astronome de renommée mondiale, communiste de gauche influent à Brême et dans le parti hollandais, un des zimmerwaldiens de gauche les plus importants, plus tard mentor du KAPD : 28, 29, 94, 95, 140-142, 161, 163.

PANNEQUIN, Roger, dit Marc Roger (1920-?), fils de militant socialiste, lui-même membre des JS en 1938 à l'École normale, il est prisonnier de guerre évadé en 1940 et rencontre Julien Hapiot, qui l'introduit aux JC clandestines, et commence par assurer la protection armée des grévistes en mai 1941. Il entre au PC en octobre 1941, est plusieurs fois arrêté, lourdement condamné, et s'évade. Après la fin de la guerre, il est permanent jusqu'en 1953, en même temps que membre du CC et de la section de contrôle, député. Il est éliminé avec le lot de calomnies habituelles lancées par Lecœur, lui-même éliminé peu après : 761, 780.

PAPAYANNIS, Iannis, vétéran du PC grec, garçon de café, responsable en Macédoine, cadre syndical à Thessalonique et membre de son CC, il est l'un des rares qui soit en liberté en 1939 et fait partie du « Vieux CC ». Il assure quelque temps la liaison avec la Comintern mais rejette son orientation. Calomnié, il est mis en quarantaine à Acronauplie : 748.

PANTEV, Atanas, colonel bulgare, actif dans la répression comme président du tribunal militaire, abattu en 1943 : 775.

PAPEN, Franz von (1879-1969), diplomate conservateur, il forme le « cabinet des barons », dépose le gouvernement social-démocrate prussien et ouvre la voie à Hitler, qui le prend quelque temps comme ministre : 540, 543, 546, 657.

PAPP, Lajos (1906-1973), membre du PC hongrois en 1928, longtemps responsable du PC clandestin, puis de son appareil extérieur à Prague puis à Paris : 720.

PAQUET, Alfons (1881-1944), écrivain et journaliste allemand, auteur de poèmes, récits, contes, drames et comptes rendus de voyages, dont celui qu'il avait fait en URSS et au cours duquel il avait connu Radek : 117.

PAREDES, José de, dit Esteban Pavlevic, officier dans l'armée de Sandino il est envoyé en 1928 assurer les contacts au Mexique et il accompagne son chef dans sa visite. Mais, en 1929, il est soupçonné par les autorités mexicaines d'avoir participé à un « complot » avec les communistes, arrêté, jugé et acquitté faute de preuves. Il rompt avec Sandino en 1932 : 445.

PARODI, Giovanni (1889-1962), métallo de Fiat-Centro, dirigeant de la grève de 1920 et des travailleurs turinois en 1920, d'abord « abstentionniste », puis rallié à Gramsci, poursuivi pour « association de malfaiteurs », émigre en URSS en 1921 et suit les cours d'une académie militaire de 1923 à 1926. Revenu, arrêté, condamné à vingt et un ans et six mois de prison en 1927 ; libéré pour raison de santé en 1937, il passe en France, est interné aux Milles en 1939, soupçonné de vacillations à propos du pacte, évadé en 1941, devient chef de partisans en Ligurie puis, à partir de 1943, membre du comité fédéral de Milan. Après la guerre, il est secrétaire général de la FIOM et membre du CD de la CGIL : 186.

PAROVIĆ, Blagoje, dit Andrić, Rudolf Schmidt, Steiner (1904-1937), fils de paysan d'Herzégovine, ressemeleur. Au parti en 1924, trois ans d'études à partir de 1929 à l'École Lénine, puis missions de l'OMS notamment en Allemagne. Il fait partie de la direction imposée en 1932, est écarté du BP en 1936 et part en Espagne comme interbrigadiste, trouvant la mort au combat : 695.

PASCAL, Pierre (1890-1983), Français, agrégé de lettres, membre de la mission militaire, ce catholique pratiquant devient en même temps bolchevique et milite au sein du Groupe communiste français de Moscou : 57, 155, 184, 463.

PAŠIĆ, Nikola (1845-1926), homme politique serbe surnommé « le vieux renard des Balkans », vieux conspirateur contre la monarchie, il soutient l'accession au trône de la dynastie Karageorgevitch. Chef du gouvernement de Serbie, puis de Yougoslavie, avec des interruptions mineures, de 1906 à 1926 : 388.

PASZYN, Jan, dit Bielewski Roman, Bialkowski, Buchwald, Czarnadi, Fabian, Ignacy, Pawel Gajewski, Harszt, Kalino Jury, Stanislaw Kaminski (1892-1937), métallo, d'abord membre du KPD de1919 à 1923, il rejoint le parti polonais, devient membre et secrétaire du CC en 1925, condamné en 1929 à sept ans de prison, il représente son parti auprès de l'exécutif de la Comintern et informe Moskvine en 1937 de la liquidation des cadres dont il est pour un temps très bref l'unique survivant : 616, 716, 719.

PATEL, Vallabhai Javerbhai (1877-1950), avocat indien d'Ahmedahad. Il rejoint Gandhi il incarne la droite du Parti du congrès : 542.

PATTON, George S. (1885-1945), né en Californie, il participe en 1932 à la répression contre les anciens combattants qui réclament le *bonus*. Remarquable général de chars, il conduit des offensives foudroyantes en Europe. Il est sanctionné pour avoir frappé un soldat. Il meurt accidentellement : 518.

PAUKER, Anna Rabinovici, épouse, dite Camille, Marina

(1893-1960), né en Moldavie, fille d'un rabbin, elle étudie à l'université et rejoint le PS roumain en 1915. Convaincue par Octobre, elle rejoint le PC roumain à sa fondation en 1921, et elle entre au CC au 2e congrès en 1922. Elle est arrêtée en 1924 et se retrouve à Moscou dans l'appareil central de la Comintern. Elle travaille en France, où elle a un enfant de Fried, revient à Moscou puis en Roumanie, où elle est condamnée à dix ans, échangée en 1940 ; membre du CEI et chargée de la propagande parmi les prisonniers de guerre roumains. Secrétaire du parti, ministre des Affaires étrangères, elle est limogée en 1952 : 622.

PAUKER, Marcel, dit Chomenkovic, Popescu, Louximin, Stefan S. Marin (1901-1937), juif roumain, docteur en droit. Un des premiers partisans du communisme en Roumanie, proche de Khristian Rakovsky, mari d'Anna Rabinovici, relevé de toutes ses fonctions en 1930, arrêté en 1936 et exécuté en 1937 : 497, 616, 725, 765.

PAUL, Karageorgević (1893-1976), cousin du roi Alexandre Ier de Yougoslavie, il assura la régence après l'assassinat de ce dernier pendant la minorité du roi Pierre II. Il signe le Pacte tripartite, est renversé par un coup d'État militaire.

PAUL, Leslie, jeune travailleur de Lewisham, chargé de la propagande dans le Conseil d'action de Lewisham, auteur de *Angry Young Man*, paru en 1951 : 420.

PAUL Nelken, Santiago de, fils de Margarita Nelken, entré dans un service soviétique, officier dans l'Armée rouge, tué au combat en janvier 1944 sur le front russe : 617.

PAUL-LOUIS, Paul Lévi, dit (1871-1948), journaliste, membre du PS puis du PC, quitte ce dernier avec Frossard et devient secrétaire général du Parti socialiste-communiste puis du Parti d'unité prolétarienne : 558.

PAVEL, Josef (1908-1970), tchécoslovaque, membre des JC en 1929, du PC en 1932. Il suit les cours de l'École Lénine de 1935 à 1937. De 1937 à 1939, il est interbrigadiste en Espagne, commandant de bataillon puis de brigade. Interné en Afrique du Nord, il s'engage en 1943 dans l'armée tchécoslovaque d'Occident. Il est le chef des Milices patriotiques lors du « coup de Prague » en 1948, ministre de l'Intérieur adjoint. Arrêté en 1951, il est condamné, mais réhabilité en 1955 et devient ministre de l'Intérieur du « printemps de Prague » : 695.

PAVLOV, Dimitri G, dit Pablo (1897-1941), officier spécialiste des chars d'assaut, il combattit devant Madrid, puis fut fusillé au début de la guerre mondiale pour avoir battu en retraite : 694.

PAVLOV, Ivan, dit Entcho (1905-1941), ancien dirigeant des JC bulgares, devenu dirigeant du parti bulgare, secrétaire général, écarté en 1934 après le coup d'État arrêté et liquidé comme les autres adversaires de Dimitov : 725.

PAVLOV, Pavel Andréiévitch (1892-1924), fils de général, il étudie dans des écoles de cadets, est exclu de l'Institut polytechnique en 1914 pour activité révolutionnaire. Il devient capitaine, actif dans les conseils de soldats en 1917, et adhère au PC en 1919. Il fait la guerre civile en Asie centrale et réprime la révolte paysanne de Tambov sous Antonov. Nommé conseiller militaire en Chine, il se noie accidentellement au bout de trois mois de séjour : 283, 433.

PAVLOV, Todor (1896), vétéran bulgare, le « théoricien » du parti, il est durement touché par la répression après 1923 : 747.

PAVLOVIĆ, Zivojin, dit Vlada (1898-1941), engagé volontaire en 1914 alors qu'il est encore lycéen, il adhère aux JC en 1919 à Uzice, puis, de 1920 à 1923, fait des études de droit à Belgrade, travaille ensuite comme journaliste dans la presse du PC. Entre 1924 et 1926, il est à Moscou, puis correspondant de la *Pravda* de Belgrade à Skopie. Après le coup d'État royal en 1929, il émigre par Istanbul à Paris, où il occupe dans l'émigration une place importante, secrétaire du parti dans l'émigration, rédacteur en chef du *Proleter*, administrateur de la librairie *Horizonti*, secrétaire de Milan Gorkić, auquel il est lié. Marié à une Française, il vit à Versailles et a beaucoup de contacts. Il est révoqué de toutes ses fonctions après l'arrestation de Gorkić et exclu. Il retourne en 1940 à Belgrade et y publie son *Bilan du Thermidor soviétique*. Traité d'ennemi du parti et de provocateur par Djilas dans *Kommunist*, il est arrêté, torturé et exécuté par les partisans en novembre 1941 dans la ville « libérée » d'Uziče : 789.

PAVLOVITCH, Mikhaïl, ps. de Mikhaïl Lazarevitch Veltman, dit (1871-1927), Menchevik, plusieurs fois emprisonné, puis collaborateur de *Naché Slovo*, il rejoint les bolcheviks et se met à leur disposition comme orientaliste : 92, 269, 273.

PAZ, Magdeleine Legendre, ép. Marx, puis ép. (1889-1973), intellectuelle française, communiste, puis oppositionnelle : 559, 575.

PAZ, Maurice (1896-1985), avocat, membre du PC, dans l'opposition dès 1923, il rejoint Trotsky puis se brouille avec lui et revient à la SFIO, où il est lié à Paul Faure : 464, 520, 559, 575, 576.

PEANO, Esteban, dit Grassi (1898-?), dirigeant des ouvriers des *frigorificos* à partir de 1924, il est un personnage clé du PC argentin et, comme instructeur du bureau latino-américain près du comité régional de São Paulo, il reçoit en 1934 mission de contrôler la direction du PC de São Paulo où il coiffe tout. C'est lui qui impose de décommander le soulèvement de 1935 dans cette ville, faute de forces suffisantes : 499.

PEDRO, Carmen de, pseudonyme, selon Jules Fourrier, d'une camarade qu'il connaissait depuis la France ; d'origine hongroise, militante des JC, appartenant au « milieu des plus hauts dirigeants internationaux », officiellement exclue en 1933, dans un but de protection, membre de la JSU et du PCE, secrétaire de Togliatti et du comité central du PCE pendant la guerre civile, cette toute jeune femme est désignée par Francisco Antón pour prendre la tête du PCE après la victoire de Franco, dans la « délégation de France ». C'est sous son autorité qu'est désignée la délégation en Espagne que dirige son compagnon Jesús Monzón. En 1943, elle va en Suisse pour reprendre contact avec Moscou par radio. Après la guerre, elle est soumise à Moscou à des interrogatoires pour ce qu'on a appelé « le procès du Lux », où on cherchait à lui faire avouer une complicité avec Noël Field. Elle est exclue, plus

tard réhabilitée. Elle ne doit pas être confondue avec **Maria la Gorda**, compagne de Pedro Martínez Cartón : 617, 751, 763.

PEDROSA, Mário, dit Aparicio, N. Camboa, Gamboa, Georges, Gonzaga, Lebrun (1905-1981), critique d'art brésilien, membre du PC, découvre en Allemagne la réalité de la politique de la Comintern face à Hitler et rejoint l'opposition de gauche : 467, 579, 848.

PELIKAN, Jiří.

PELUSO, Edmundo, dit Assanti (1882-1942), né à Naples, vit en Espagne, au Portugal, en Allemagne. Pendant la guerre il milite avec Spartakus ; il participe à la république des conseils de Bavière. Il est membre du PCI à sa naissance, le représente à l'exécutif de la Comintern. Condamné à dix ans de prison en Italie, il se réfugie à Moscou, où il travaille à l'Institut Marx-Engels, est arrêté et déporté : 104, 725.

PEÑA VILABOA, José, ouvrier communiste cubain, proposé comme secrétaire par Mella* au congrès de fondation du PC cubain, finalement désigné comme secrétaire syndical. Il devient secrétaire du parti quelques mois plus tard, en septembre 1925, après l'expulsion du pays de José Miguel Pérez*, qui est le deuxième secrétaire de ce parti, après l'expulsion du premier comme étranger : 199, 383.

PENELÓN, José Fernando (1892-1962), typographe, syndiqué à 16 ans, puis membre du PS. Pendant la guerre, il adopte une position internationaliste proche de celle des bolcheviks et sa motion l'emporte sur celle des réformistes à un congrès extraordinaire, en juin 1917. Il organise d'abord la minorité puis le Parti socialiste international qui devient finalement le Parti communiste de la République Argentine. Il se rend à Moscou au IIIe congrès, élu à l'exécutif, devient le responsable du Secrétariat Sud-américain. Il s'oppose à la politique de la troisième période, et son élimination est décidée par l'exécutif, ratifiée par un congrès du parti. Il fonde alors le PCRA, refuse toute affiliation internationale nouvelle et demeure jusqu'aux années soixante conseiller municipal à Buenos Aires : 191, 292, 499, 501, 573.

PENEV, Nikola (1879-1955), communiste bulgare, dirigeant du syndicat des cheminots, arrêté au début de l'insurrection de 1923 : 334.

PENG PAÏ (1896-1929), fils d'un propriétaire foncier, étudiant, il organise des unions paysannes dans le Guangdong en 1920-1921, organise avec elles la résistance aux collecteurs des propriétaires fonciers et revendique la baisse des fermage. Il adhère au PC et, sur sa ligne gauchiste en 1927, il organise les soviets de Hailufeng qui, isolés, sont écrasés par l'armée. Il est arrêté et exécuté à Shanghai. Son action réelle a été minimisée en Chine populaire pour ne pas concurrencer le prestige de l'action menée à la même époque par Mao Zedong : 476.

PENG SHUZHI, dit Nan Kuan, Petrov, Qü Bo, Tao Bo, Xi Shao (1895-1983), fils de paysan, membre de la LJS, est l'un des premiers à aller étudier à Moscou à la KUTV, où il est secrétaire du groupe chinois de Moscou. A son retour il devient le proche collaborateur de Chen Duxiu et le convainc que le PCC s'est mis en remorque du Guomindang. Il est accusé après la défaite de 1927 des erreurs de la direction et exclu quand, avec Chen, il proclame que Trotsky a eu raison. Arrêté en 1932, libéré en 1937, il réussit à gagner l'Europe : 276, 279, 283, 285, 286, 325, 427-429, 433, 435, 346-438, 442, 456, 459, 463, 475, 519, 620, 700.

PENICHET, Antonio, ouvrier cubain, l'un des fondateurs de la CNOC, proche de J.A. Mella, délégué au IVe congrès de la Profintern, se voit refuser, ainsi qu'Alejandro Barreiro, l'entrée à Cuba et rejoint Mella au Mexique : 383, 504.

PEPPER, John *cf.* Pogány

PEREIRA, Astrojildo, dit Axel Pavel, Gildo (1880-1965), pourvu d'une instruction secondaire qui en a fait un petit fonctionnaire, il prend part au 2e congrès ouvrier en 1913 ; il est alors anarchiste. Membre du comité insurrectionnel en 1918, il est le principal porte-drapeau des anars brésiliens mais, à partir de 1921, se rapproche des communistes et participe à la fondation du groupe communiste de Rio. Secrétaire général du PCB après Nequete, il est retenu à Moscou comme représentant du parti à la Comintern et est ensuite victime de la « prolétarisation », véritable chasse aux intellectuels lancée dans le PCB par les hommes de Moscou. En 1932, il quitte le parti. Il n'y revient qu'à titre purement décoratif : 199, 267, 446, 463, 504.

PEREVERTSEV, N.N., dit Pierre, haut fonctionnaire à Genève pour les chemins de fer, il a été un important agent de l'opposition de gauche à l'étranger : 461, 579.

PÉREZ Martin, Leoncio, valencien, un des dirigeants des JS, il reste sur la ligne Largo Caballero et vote contre l'entrée du PSOE dans le bloc des gauches, puis constitue un noyau de résistance dans la JSU et le parti.

PÉREZ, José Miguel (1896-1936), canarien, résidant à La Havane, professeur de collège, enseignant à l'École rationaliste de La Havane, élu secrétaire général au congrès de fondation du PC cubain, est expulsé du pays au mois de septembre en qualité d'étranger, bien qu'il réside à Cuba depuis plus de cinq ans, soit marié à une Cubaine et père d'enfants cubains : 382, 642.

PÉRI, Gabriel, dit Petri (1902-1941), jeune socialiste, au PC en 1920, au comité directeur en 1924, rédacteur à *L'Humanité*, condamné pour son activité antimilitariste dans la Ruhr. Son arrestation sous l'Occupation est entourée de circonstances suspectes. Arrêté par la Gestapo, il est exécuté : 199, 297, 391, 392, 479, 779.

PÉRICAT, Raymond (1873-1958), ouvrier du bâtiment, secrétaire de la fédération CGT du bâtiment de 1908 à 1912, il a eu une attitude contradictoire en août 1914 du jour au lendemain, puis s'engage dans l'opposition à la guerre, secrétaire du CAI du CDS, puis membre du CRRI. En 1919 il lance *L'Internationale* et appelle à la constitution d'un PC qui dure de juin à décembre. Minoritaire dans la CGT, il la quitte pour fonder la CTM, puis, déçu, revient. Il adhère à la CGTU à sa fondation. Il est mort membre du PCF : 111.

PERIS Caruana, Alejandro (?-1940), étudiant en droit à Valence, il est secrétaire des JS du Levante puis s'installe à Jaen comme avocat ; partisan de la gauche du PSOE, il organise et commande les milices de Jaen, est exécuté par les franquistes : 686.

PESCARIU, Hilarion, journaliste deTransylvanie, mobilisé

dans l'armée austro-hongroise, prisonnier de guerre en Russie, il devient communiste et retourne en Roumanie, où il est arrêté et meurt en prison : 58, 81.

PESTAÑA Nuñez, Angel (1886-1938), horloger anarchiste espagnol, délégué par la CNT à Moscou en 1920, il en revient hostile à l'adhésion à la Comintern. Animateur de l'opposition des « trente » à l'influence de la FAI dans la CNT, il fonde en 1933 le Parti syndicaliste, dont il est député en 1936, à Cadix : 49, 113, 156, 161, 199.

PESTKOWSKI, Stanislaw, dit Andrzej, Filip, Stodola, Diego Banderas (1882-1937), fils de grand propriétaire, il devient socialiste à l'université de Łódź. Il est à Londres de 1914 à 1917, rejoint Pétrograd à la veille d'Octobre et devient adjoint de Staline au commissariat aux Nationalités. Quelque temps ambassadeur à Mexico, il s'occupe ensuite de relations culturelles aux affaires étrangères et disparaît dans les purges : 499.

PESTUKA, Jan (1906-1941), membre responsable des JC, au parti tchécoslovaque en 1926, puis permanent à Brno, Ostrava, Prague. Responsable des Cadres. Arrêté en 1940, exécuté en 1941 sur ordre d'Heydrich : 777.

PÉTAIN, Philippe (1856-1951), Colonel en retraite, il reprend du service en 1914, commande à Verdun, fait face aux mutineries dans l'armée française, réprime victorieusement l'insurrection rifaine d'Abd-el Krim. Maréchal de France, il est le vrai patron de l'Armée française, ministre de la Guerre en 1934. Il demande l'armistice en 1940 et établit le régime de Vichy où il est « Chef de l'État », célébrant la « Révolution nationale » sous la devise « Travail, Famille, Patrie » Il est condamné à mort mais pas exécuté en raison de son âge : 35, 105, 389, 642, 765.

PETERS, Jakov Khristoforovitch (1886-1838), fils de paysans lettons, bolchevik en 1904, il est en exil à Londres de 1909 à 1917. Un des premiers dirigeants de la Tcheka, il est liquidé en 1938 : 79, 269, 700, 705.

PETINE, Karl Gustav, dit Fatine (1887-?), fils de parents, d'origine lettone ou autrichienne, bolchevique en 1918 et actif dans la région de la Volga, il arrive en URSS avec Gruber. Sa trace se perd ensuite : 79, 269, 700, 705.

PETIT, Marie-Louise Janniot, ép. (1894-1984), préceptrice en Pologne, puis en Russie, elle connaît Robert Petit après la révolution d'Octobre et partage dès lors sa vie. Elle reste au PC jusqu'à sa mort : 58.

PETIT, Robert (1893-1951), membre de la mission militaire française, il rencontre sa compagne Marie-Louise et adhère avec elle au Groupe communiste français. Il fait ensuite partie de la rédaction d'*Inprekorr*, qu'il suit dans ses déplacements. Après un temps d'hésitation, il se prononce contre les oppositions, sert en France de relais aux gens de la Comintern. Il est mort en Hongrie : 58.

PETKOV, Petko, bulgare, agent de l'OMS, frappé lors de la Grande Purge : 725.

PETROFF, Irma Hellrich, ép., en russe Petrova (1891-?), Allemande, elle est responsable en 1918 des groupes étrangers du PC de Russie et se marie avec Petrov, échangé avec la Grande-Bretagne. Plus tard, elle retourne en Allemagne en l'emmenant : 53, 261, 525, 526, 541, 546.

PETROFF, Peter, en russe Petrov, Piotr (1884-1937), mari de la précédente, ce Russe, déporté et évadé après la révolution de 1905, établi à Glasgow puis Londres, a passé des années en Grande-Bretagne ; il est lié à Maclean et Litvinov, a été interné en 1917 en Grande-Bretagne puis « déporté » en Russie, où il est sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Le couple quitte la Russie en 1925 et l'Allemagne en 1933 : 26, 30, 43, 53, 182, 525, 526, 541, 546.

PETROVSKY-BENNETT, ps. de David Lipec, dit Goldfarb, Humboldt (1886-1937.), militant du Bund, proche des mencheviks, il émigre aux États-Unis et ne rallie les bolcheviks qu'après Octobre. Il fait la guerre civile, entre ensuite dans l'appareil de la Comintern où il s'occupe sous le nom d'A.J.Bennett des problèmes des pays anglophones. Il est également chargé de la France pendant une période. Il est arrêté et liquidé avec sa femme, la Britannique Rosa Cohen : 487, 728.

PFEMFERT, Franz (1879-1954), écrivain expressionniste, membre du KPD puis de différents groupes gauchistes, lié personnellement à Trotsky malgré leurs désaccords politiques : 140.

PHAM VAN CHANH (1906-1945), bachelier, il va en France en 1925 ; membre du PAI, il rejoint le groupe trotskyste, est expulsé en 1930, condamné en 1933 : 581.

PHAN DANG LUU (1902-1941), d'une famille de lettrés, tout jeune, il est le secrétaire du nationaliste Phan boi Chau. Puis il rejoint le PC, suit les cours de la KUTV, de l'académie militaire de Huangpu de l'École Lénine. C'est lui que la Comintern charge de convoquer en 1936 le congrès de Shanghai ; devient membre du comité central. Il est arrêté à la veille de l'insurrection, torturé et fusillé en 1941 : 749.

PHILIPPS, Richard Francis, dit Frank Seaman, Jesús Ramírez, Manuel Gómez, Rosovsky, Julio Gómez Rosovsky, Charlie, Manuel Díaz de la Peña, José Rocha, Charles Shipman (1895-1985), étudiant américain, il anime la Ligue étudiante contre la guerre à l'université Columbia, s'exile au Mexique comme *slacker*, et se lie à M.N. Roy. Ils entrent ensemble au PS, fondent le PC et partent en Espagne, où Philipps contribue à la fondation du PCOE par la scission des jeunes du PSOE. Il se rend à Moscou au 2e congrès, revient à New York comme responsable de la Profintern au bureau latino-américain et la représente au Nicaragua au temps de Sandino. Membre de la fraction Cannon, il la dénonce à la direction. Il est ensuite secrétaire à Chicago de la Ligue contre l'impérialisme. Délégué au VIe congrès, il est élu à l'exécutif. Il est exclu en 1932. Il est mort à Moscou en 1985 : 113, 445.

PIATAKOV, Iouri Leonidovitch, dit Kievsky, Arvid (1890-1937), fils d'industriel, d'abord anarchiste, il s'oppose à Lénine sur la question nationale pendant la guerre. D'abord chef du gouvernement ukrainien, il devient un spécialiste de l'économie après la guerre civile ; membre de l'opposition de gauche, il la renie en 1928. Il est condamné à mort et exécuté à suite du deuxième procès de Moscou : 370, 371, 454, 467, 489, 497, 716.

PIATNITSKAIA, Ioulia, née Sokolova (1900-1940), étu-

diante, elle entra dans les services de contre-espionnage de l'Armée rouge et réussit une infiltration chez Koltchak. Femme de Piatnitsky, elle fut arrêtée deux ans après son exécution, en 1939, et mourut en 1940 : 709.

PIATNITSKY, Igor Ossipovitch (1921-1989), fils d'O.Piatnitsky, ancien déporté, il enquêta sur l'affaire de son père et la mort de sa mère et révéla la vérité : 715.

PIATNITSKY, Ossip Aronovitch Tarchis, dit Piatnitsa, Freitag, Albert, dit (1882-1939), tailleur, membre du parti en 1898, bolchevique en 1903, transporteur de l'*Iskra*, déporté en Sibérie de 1914 à 1917, secrétaire du parti à Moscou en 1917, il entre en 1921 à l'exécutif de la Comintern où il s'occupe de l'OMS et des finances, collaborant étroitement avec le département extérieur du GPU et le 4e bureau de l'armée. Il est membre du secrétariat politique de l'exécutif de la Comintern en 1927, du CC du parti en 1934. Il est emprisonné, dénoncé comme espion et exécuté pour avoir voté contre Staline au CC, dans l'affaire de Boukharine : 321, 356, 470, 478, 497, 529, 543, 544, 547, 550, 556, 586, 597, 650, 651, 655, 657, 659, 661, 665, 666, 708-715, 823, 730.

PICELLI, Guido (1892-1937), horloger membre des jeunesses socialistes, officier pendant la guerre, il organise en 1919 une Ligue prolétarienne des invalides et orphelins de guerre. Il fait un an de prison et crée une Garde rouge autonome. Élu député socialiste en 1921, il participe à l'organisation des *Arditi del popolo*. En 1922, à la tête de quelques centaines de combattants, il assure la défense du quartier ouvrier d'Oltra Torrente, de Parme, contre 15 000 *squadristi* fascistes commandés par Italo Balbo, qui se retirent au bout de cinq jours avec de lourdes pertes. Déchu de son mandat de député, exilé au « confino » de 1926 à 1932, il va à Paris puis à Moscou où il travaille à l'usine de roulements à billes. Il obtient en 1936 la permission d'aller combattre en Espagne. Il est alors amèrement déçu et le dit. Il prend le 28 décembre 1936 le commandement du bataillon Garibaldi de la XIIe Brigade internationale. Il est tué au combat le 5 janvier 1937, dans des conditions aussitôt dénoncées comme suspectes par ses proches : 234, 238, 257, 696.

PIECK, Wilhelm, dit FRIEDRICH (1883-1960), menuisier, au SPD en 1895, il rejoint les spartakistes pendant la guerre, puis le KPD à sa naissance, est dirigeant du KPD avec Thälmann, membre, en 1931, du présidium et du Politsecrétariat de la Comintern. Il émigre en URSS en 1933, est après la guerre dirigeant du SED et président de la RDA : 60, 68, 72, 73, 132, 133, 135, 136, 297, 321, 368, 371, 489, 620, 650, 655, 656, 661, 662, 665, 669, 708, 732, 735, 765, 793, 796, 798, 799.

PIERRE II, Karageorgević de Yougoslavie (1923-1970), fils du roi Alexandre, placé sous l'autorité d'un oncle régent Paul, renversé par un coup d'État, il émigre à Londres et ne pourra revenir au pays après guerre : 802.

PIJADE, Moša, dit Oncle Janko, Milan Popović, Sisić (1890-1957), artiste peintre, un des fondateurs du PCY, rédacteur en chef du *Kommunist*, il est arrêté en 1925 et condamné à vingt ans de travaux forcés. En prison de 1925 à 1938, il traduit *Le Capital* en serbo-croate. Libéré en 1938, il est de nouveau arrêté en 1939 et s'évade. Il est membre du CC en 1941, l'un des organisateurs du soulèvement du Monténégro en 1941, puis président de l'AVNOJ. Condamné à de longues années de prison et connu dans le parti pour son long conflit avec Petko Miletić, il fait partie du commandement des partisans, après l'avoir été au Monténégro. Il est rapporteur du projet de programme au congrès de 1948. Il essaie de théoriser le divorce entre Moscou et Belgrade dans les années 50 : 773.

PIKEL, Richard Vitoldovitch (1896-1936 ou 1937), membre des « interrayons », du parti en 1917, commissaire politique pendant la guerre puis chef du secrétariat de Zinoviev à l'Internationale communiste, arrêté comme « trotskyste contre-révolutionnaire » en 1936 et exécuté en prison : 356.

PIŁSUDSKI, Jozef (1867-1935), socialiste et cofondateur du PPS, il devient nationaliste et collabore avec les Centraux dans l'espoir d'une restauration de la Pologne. Président de la République de 1918 à 1922, il est dictateur après le coup d'État de1928, prend en 1931 le titre de Premier ministre, ce qui ne change rien : 153, 159, 177, 389, 472-474, 708, 715, 716, 745.

PIMENTA, João Jorge da Costa, dit Jorge (1886-1971), boulanger, mulâtre, grand orateur, il vient travailler dans le Livre à Rio en 1904. Anarchiste en 1903, organisateur du IIe congrès ouvrier, éditeur en 1917 de *Na Barricada*, il joue un rôle dans les grèves de 1917, fait partie du conseil insurrectionnel de 1918 à Rio et se réfugie à São Paulo, mais est arrêté. En 1920, il dirige le syndicat du Livre et fonde *A Vanguarda* ; favorable à la révolution russe, est l'un des neuf délégués au congrès de fondation du PCB en mars 1922. Hostile à la politique de la troisième période, il est exclu pour sa participation à l'opposition syndicale de Barbosa et rejoint l'Opposition de gauche. Il est arrêté en 1935 et va passer des années à la prison de Maria Zélia : 199.

PIOCH, Georges, ps. de G. Pioche (1873-1953), poète et journaliste, d'abord anarchiste, il adhère au Parti socialiste en 1915. Il est secrétaire fédéral de la Seine en 1919, et secrétaire fédéral de la Seine du PC de 1920 à 1922. Il est exclu en janvier 1923 et rejoint l'Union socialiste-communiste, puis la SFIO en 1931 et collabore à *L'Œuvre* de Marcel Déat jusqu'en 1942.

PIVERT, Marceau, dit Charlotte (1895-1958), professeur, ancien combattant, gazé. A partir de la fin des années vingt, il arrive avec Jean Zyromski le Bataille socialiste, scissionne en 1935 pour fonder la Gauche révolutionnaire de la SFIO, ce qui l'éloigne de Trotsky dont il s'était rapproché en 1934. Exclu avec la Fédération de la Seine, dont il était secrétaire, il fonde le PSOP. Pendant la guerre, il est au Mexique. A son retour, il milite à nouveau à la SFIO : 634, 671, 686.

PLASTIRAS, Nikolaos (1883-1953), jeune colonel, il participe au renversement du roi Constantin et fait partie du Comité révolutionnaire, qu'il quitte en 1924. Il dirige de l'étranger plusieurs tentatives de soulèvements contre le général Metaxas et repousse en 1941 l'invitation allemande à revenir en Grèce : 767.

PLATON, Charles (1886-1944), officier de marine, commandant de sous-marin pendant la Première Guerre

mondiale, amiral, secrétaire d'État aux Colonies dans le gouvernement de Pierre Laval et Pétain à Vichy en 1940, il tente vainement d'atténuer la férocité de la répression de l'amiral Decoux en Indochine. Secrétaire d'État à la Présidence en 1944, il est fusillé par les maquisards : 749.

PLATTEN, Fritz (1983-1942), dirigeant de la gauche du PS suisse, organisateur du retour de Lénine en Russie, membre du premier bureau de l'Internationale, il est arrêté lors de la Grande Purge et meurt au goulag : 26, 30, 33, 79, 81, 82, 89, 727.

PLATTEN, Olga Svenvitskaia, d'origine russe, première épouse de Fritz Platten : 48.

PLÄTTNER, Karl (1893-1933), militant syndical et politique, il est condamné à la prison pendant la guerre, et devient un des dirigeants du conseil des ouvriers et soldats de Dresde. Il participe aux combats armés de 1919-1920 et rejoint le KAPD, joue un rôle dirigeant dans les combats de mars 1921. Il purge une longue peine de prison et est abattu en franchissant en 1933 la frontière de la Tchécoslovaquie : 217.

PLEKHANOV, Georgi (1856-1918), il a introduit le marxisme en Russie dans une longue polémique contre les populistes. Fondateur du groupe *Émancipation du travail*, maître de Lénine, il a passé quarante ans en exil, surtout à Genève. Défensiste en 1914, il critique la révolution russe : 21, 284.

PODUBECKY, Rudolf (1896-1940), employé, journaliste, responsable des communications extérieures de l'Armée rouge en Bavière en 1919. Trois ans de prison. Émigre en URSS, il devient agent de liaison de l'OMS ; arrêté en 1937, il est condamné en 1939 : 328, 723.

POGÁNY (parfois Pogányi), Joszef, dit John Pepper, Lang, Strong, Swift (1886-1937), enseignant de lycée et journaliste, social-démocrate, correspondant de guerre, il est en 1918 président du conseil des soldats de Budapest, se rallie au parti unifié, occupe divers postes gouvernementaux. Il se réfugie à Moscou, où il travaille dans l'appareil de la Comintern, en Allemagne en mars 1921, puis aux États-Unis, et devient membre de l'exécutif à son retour. Mais il est limogé en 1929 et perd ses fonctions à la Comintern. Il est arrêté et exécuté en 1937 : 65, 201, 212, 216, 241, 257, 328, 395, 396, 444, 474, 714, 720.

PÖGELMAN, Hans (1875-1938), Estonien, actif dans les révolutions de 1905 et 1917, il est un des fondateurs du PC estonien en 1919, et fait partie de l'éphémère gouvernement soviétique du pays en 1919-1920 ; Il est délégué au I[er] congrès, suppléant de l'exécutif en 1922, titulaire en 1924. Pendant les purges, il est accusé de « nationalisme » et fusillé : 726.

POINCARÉ, Raymond (1860-1934), homme politique français, Lorrain, président du Conseil en 1912-1913, il mène une politique extérieure qui lui vaut le surnom de « Poincaré-la-Guerre ». Président de la République de 1913 à 1920, il redevient chef du gouvernement à la tête du Bloc national en 1922 et décide en 1923 l'occupation de la Ruhr. Il a ensuite dirigé le gouvernement qui a opéré la « stabilisation » du franc, de 1926 à 1929 : 156, 293-294, 297, 336.

POJEL, Karl, *alias* Karl Pojela, dit Adolf, Petrovski (1985-1926), étudiant lithuanien, il adhère en 1918, exerce des fonctions soviétiques locales. Passé dans la clandestinité, il assiste à plusieurs réunions de l'exécutif à Moscou. Il est fusillé dans son pays en décembre 1922.

POKHITONOV, Boris, dit Wulfert (1893-1963), fils du peintre et d'une femme belge nommée Wulfert. Il milite au Parti bolchevique en 1918, fait partie du « collège étranger », se lie aux Français, est envoyé en mission en France, où il reste. Plus tard, il servira aussi de courrier à Rosmer pour l'Opposition de gauche : 92.

POLANO, Luigi, dit Nicola Bariletti (1897-?), dirigeant des JS, ardent partisan de la III[e], il devient secrétaire de la JC italienne et dirigeant de la KIM. En 1925, il va en URSS de 1926 à 1928 travaille dans les chantiers navals d'Odessa. Puis membre de la direction de la KIM, il travaille au Secours rouge et passe pour un informateur du NKVD. Il revient en Italie en 1945 : 78, 167, 174, 607.

POLLACK, Artur, professeur pragois, organisateur d'un groupe d'étudiants proches de l'opposition de gauche : 578.

POLLACZEK, Laszlo (1894-1979), médecin, un des fondateurs du PC hongrois, puis médecin au Kremlin et œil du NKVD à la Comintern et au Kremlin. Arrêté en 1937, il effectue quinze années de Goulag et revient dans son pays en 1959. Jusqu'à une période récente, on l'a cru fusillé en 1939 : 715, 730.

POLLITT, Harry, dit Eva (1890-1960), travaillant à quinze ans dans une fonderie, il rejoint l'ILP puis le BSP. Très actif dans l'agitation d'après guerre, il adhère au CPGB et participe à la fondation de la Profintern. Il est également l'un des principaux protagonistes du NMM. Suppléant du présidium, il est imposé en 1929 comme secrétaire général du CPGB et semble avoir un peu flirté avec les adversaires à Moscou du tournant de 1934-1935. Limogé pour son attitude à l'égard du pacte en 1939, il reprend sa place en 1941, devenant président en 1956 : 411, 413, 418, 498, 505, 662, 664, 703, 712, 730, 732, 736, 739-742, 781.

POLO, Marco (1254?-1324?), voyageur vénitien en Asie et notamment en Chine, qui a laissé un récit intitulé *Le Livre de Marco Polo* : 267.

PONOMAREV, Boris (1905-?), étudiant devenu apparatchik, diplômé de l'Institut des professeurs rouges en 1932, y travaille jusqu'en 1936 puis, de 1936 à 1943, est l'un des proches collaborateurs de Dimitrov à la Comintern. Il occupe ensuite des postes responsables pour les relations avec les partis communistes. Ce n'est qu'en 1986, sous Gorbatchev, qu'il quitte le secrétariat du bureau politique et perd toute responsabilité. Il vivait encore en 1994.

POPOV, Blagoï (1902-1968), membre du PC bulgare, il est condamné à quinze ans de prison pour l'insurrection de 1923, libéré par une amnistie en 1925, suit les cours de l'École Lénine de la Comintern. Il travaille au secrétariat des Balkans de l'exécutif de la KIM, entre au bureau politique du PC bulgare. En 1932, condamné à douze ans par un tribunal bulgare, il est affecté à Berlin au bureau d'Europe occidentale et accusé, avec Popov et Dimitrov, au procès de Leipzig. Après sa libération, devenu gendre de Kuusinen, il est

suppléant du présidium. Arrêté en 1937, il passe seize ans en prison et en exil, est libéré en 1954 : 474, 650, 725.

POPOV, Grigory, lieutenant-colonel soviétique parachuté depuis l'Italie à la tête d'une mission militaire en juin 1943, il va s'employer à obtenir plus de souplesse des partisans grecs : 796.

POPOV, Nikolaï, dit Lovicky (1891-1938), fils d'instituteur, exilé après 1905, il dirige les mencheviks de Kharkov en 1917 et rejoint les bolcheviks en 1919. Il est délégué ukrainien aux V[e] et VI[e] congrès de la Comintern puis suppléant polonais à l'exécutif. De 1933 à 1937, il est secrétaire du PC ukrainien et est liquidé pendant la purge : 724.

POPOVIĆ, Nikola, dit Miloš Popadić (1898-1944), étudiant en France de 1919 à 1923, membre des JC, il est l'un des premiers communistes yougoslaves. Opposant de gauche par sa propre évolution, il prend contact en 1937 avec le secrétariat international du Mouvement pour la IV[e] Internationale et crée un groupe qui compte des membres à Zagreb, Belgrade, en France et en Suisse. Arrêté à la fin de la guerre, condamné à mort et fusillé par les partisans comme « espion et policier », ce dont même Djilas admet qu'il n'y avait pas de preuve ! En réalité, il est liquidé comme « trotskyste » : 770.

PORETSKI, Nathan Markovitch, dit Ludwig, Ignacy Reiss, Bohrman, Wimmer, Winter (1899-1937), communiste polonais, engagé dans l'Armée rouge, entré dans le GRU, il organise les premiers envois d'armes en Espagne puis dénonce les procès de Moscou et rallie la IV[e] Internationale. Il est assassiné par des tueurs dont Sergéi Efron, mari de la poétesse Tsvetaïeva : 329.

PORTES GIL, Emilio (1891-1958), homme politique mexicain, ministre de l'Intérieur de 1924 à 1928, ensuite président de la République, il interdit le PC et tente d'imposer l'autorité du PRN comme parti « officiel » de l'État : 504.

PORTELA, Fernández, Luis (1901-1983), ouvrier typographe espagnol, il est l'un des fondateurs du PC, qu'il quitte ; rejoint le Bloc, puis le POUM. Il inspire l'aile droite de ce dernier, auquel il est fidèle toute sa vie : 113, 246, 519, 561.

PORTOCARRERO, Julio, dit Raymondo, Sacco, Zamora (1895-1989), homme de confiance de Mariategui, il se rend à Moscou en tant que responsable syndical en 1924. Membre du bureau sud-américain de Montevideo en 1927, il est solidaire de Mariategui en 1928, exclu en 1942.

POSKREBYTCHEV, Aleksandr Nikolaiévitch (1891-1966), fils d'ouvrier, il adhère au parti en 1917 et commence une carrière d'apparatchik après la guerre civile ; il entre dans les services du CC en 1922 et devient chef du secrétariat personnel de Staline en 1928, son principal collaborateur ou agent d'exécution, et lui survit sans avoir été sérieusement inquiété : 603.

POSPELOV, Piotr Nikolaiévitch (1898-1979), venu de l'*agit-prop*, il est rédacteur en chef de la *Pravda* de 1940 à 1949. Plus tard, il est secrétaire du CC puis membre du Politburo : 798.

POULIOPOULOS, Pantelis, dit Petrinos, Périclès (1898-1943), étudiant en droit, mobilisé de 1919 à 1922, et clandestinement membre du PCG, il est l'un des fondateurs et dirigeants de l'organisation antimilitariste dans l'armée grecque au cours de la guerre contre la Turquie. Démobilisé, il devient avocat et adhère au PC grec en 1922, faisant figure de leader dans la lutte contre « les opportunistes », délégué au VI[e] congrès. Secrétaire général en 1927, il rejoint l'opposition unifiée, est exclu et forme l'organisation *Spartakos*, qui se réclame de Trotsky et de l'opposition de gauche. Arrêté par Metaxas et interné dans un bagne insulaire, il est fusillé par un peloton d'exécution spécial, le peloton ordinaire ayant refusé de tirer après l'avoir entendu : 248, 394, 395, 462, 464, 497, 520.

POULMARC'H, Charles (1910-1941), cheminot, membre des JC, il séjourne trois mois en URSS, entre au CC des JC en 1936, dirigeant du syndicat CGT des produits chimiques, membre de la CA de la CGT. Il est arrêté chez lui en octobre 1940, fusillé comme otage en 1941 à Châteaubriant : 779

POYNTZ, Juliet Stuart (1886-1937), avocate, issue d'une famille d'émigrés irlandais catholiques, elle étudie à Oxford et à la *London School of Economics*. Membre du SP en 1909, elle rejoint le CPUS en 1921, est liée à Lore, milite comme secrétaire de l'*International Labor Defense* et jusqu'en 1934 à la TUUL. Elle est déléguée au V[e] congrès de la Comintern. Elle semble avoir appartenu à un service secret. Elle disparaît en 1937 en plein centre de New York après avoir exprimé des désaccords et probablement sa volonté de rompre : 699, 728.

PREMOLI, Natale, dit Clerici, Mario Paoletti (1906-1938 ?), militant des JC et du PCI, il émigre en 1927 en Suisse puis en URSS, en 1929, où il étudie à la KUNMZ. Après un séjour en Suisse, il travaille en 1935 à l'usine Kaganovitch de Moscou. Engagé en Espagne en 1936, blessé à la fin de l'année, il revient en URSS où il est arrêté et disparaît en novembre 1937.

PRENTKI, Ludwik, dit Abramski, Danovski, Polonais travaillant à Berlin, prend parti contre les 4W en 1923-1924 : 376.

PREOBRAJENSKY, Evgenii Aleksandrovitch (1886-1937), vieux bolchevik, secrétaire du parti en 1919, plus tard critique de la politique économique stalinienne et membre important de l'opposition de gauche, qu'il renie en 1928. Il fait plus tard partie du groupe d'I.N. Smirnov et est exécuté sans procès : 346, 347, 461, 592.

PRESCHE, Willy (1888-1937), communiste de Hambourg, complice de Thälmann dans l'affaire Wittorf : 486.

PRESSMAN, Lee (1906-?), diplômé de Harvard en droit, avocat dans un groupe important, il plaide pour de grandes sociétés, mais en 1936, il devient conseiller juridique du CIO, et le reste jusqu'en 1948. Sous la pression du mcCarthysme, il admet avoir adhéré en secret au PC. Il retourne à sa clientèle : 699.

PRESTES, Luis Carlos dit Almeida, Fernandes, Garoto, José Vilar (1898-1990), officier de l'armée brésilienne, il commande une longue chevauchée qui lui vaut le surnom de « Chevalier de l'Espérance », hésite entre trotskystes et staliniens et choisit finalement ces derniers, préparant avec eux l'insurrection manquée

de 1935 qui lui vaut des années de prison : 444, 446, 613, 666.

PRÉVOT, Pierre, dit Armand (1908-?), chef de travaux à l'université de Liège, ce savant belge est président du CVIA en Belgique et membre du PCB. Sous l'occupation il est responsable de la sécurité-logements, est arrêté, sort par un subterfuge, écrit Gotovitch et passe dans la clandestinité. Arrêté, il parle, est jugé après la guerre et blanchi : 672, 681.

PRICE, Morgan Philips (1885-1973), fils d'un grand propriétaire député libéral, il étudie à Cambridge et va en Russie en 1914 comme correspondant du *Manchester Guardian*. Il soutient le gouvernement mais n'entre pas au CPGB, et il est est député travailliste de 1929 à 1931 : 57.

PRIETO y Tuero, Indalecio (1883-1962), *self-made-man* espagnol devenu patron de presse et socialiste modéré, il anime la résistance à la monarchie finissante, participe à l'insurrection de 1934 puis prend la tête de la lutte contre Largo Caballero. Allié aux communistes contre lui, il est à son tour éliminé par eux. Il est mort en exil : 638, 644, 684.

PRIGOJINE, Abram Grigorievitch (1896-1937), membre du parti en 1918, élève de l'Institut des professeurs rouges. Il enseigne à partir de 1925 à l'Université communiste de Sibérie puis à l'université Sun Zhongshan, est révoqué en juin 1927 ; il enseigne ensuite à Leningrad, est exclu et déporté en 1928. Il est accusé de terrorisme et arrêté en 1936, exécuté en 1937 : 462.

PRIMO DE RIVERA y Orbaneja, Miguel (1870-1830), aristocrate espagnol et militaire de carrière, il sert à Cuba et aux Philippines avant de devenir gouverneur militaire à Barcelone en 1922. Il reçoit l'appui du roi et de ses collègues généraux pour rétablir l'ordre et opère un *pronunciamiento* en 1923. Les mêmes le renvoient en 1930 : 332, 496, 561, 638-639.

PRIMO DE RIVERA y Saenz de Heredia, marquis d'Estrella, Juan Antonio (1903-1936), fils du général, avocat et grand d'Espagne, d'abord monarchiste, il fonde en 1933 le mouvement phalangiste, qui devient, peu après, la *Falange Española*, forme espagnole du fascisme, à l'initiative de nombreuses violences. Aux mains des miliciens au moment du soulèvement, il est condamné à mort et exécuté : 678.

PRITT, Dennis Nowell (1887-1973), avocat, conseiller de la Couronne en 1927 ; député du Labour en 1934, il fut la caution du CPGB et de Staline pour le premier procès de Moscou, dont il garantit la validité juridique : 781.

PRÓCHNÍAK (souvent Prochniak ou Prochnik), Edward, dit Falinski, Monter, Sewer, Weber (1888-1937), électro-monteur, plusieurs fois arrêté et déporté avant 1907, il est secrétaire du parti à Łódź en 1910 puis élève en France de l'école de Longjumeau. Condamné à cinq ans à son retour en Pologne, il sort en 1917 et rejoint les bolcheviks. Il joue un rôle important dans le parti polonais puis dans le gouvernement de 1920. Il est pendant de longues années membre du présidium de la Comintern. Arrêté et liquidé pendant les purges : 116, 176, 375, 562, 718.

PROVOST, Pierre, dit Jacques Julien (1895-1986), serrurier, il adhère aux JC et devient membre de leur comité exécutif juqu'en 1923, et dirige le Mouvement des Enfants avec Honel et Rosa Michel. Délégué au IV[e] congrès de la KIM à Moscou puis au congrès d'Essen. Il entre dans le réseau Cremet, ce qui lui vaut deux ans de prison (il a été réhabilité en 1946). Sous l'occupation, arrêté par la Gestapo en 1943, il est déporté à Buchenwald en 1944 : 606, 607, 672.

PUGH, Arthur (1870-1955), Gallois, ouvrier sidérurgiste en 1894, secrétaire national du syndicat en 1909, il préside à la fusion avec le syndicat des travailleurs du fer et devient secrétaire général. Membre du conseil général de 1921 à 1929, assez gauchiste en paroles ; passif en 1926. Député de 1923 à 1929 : 411-413, 416, 421, 452, 460, 592.

PUKKA, Vaïnö (1895-1935), jeune communiste finlandais venu en Russie, diplômé de l'Institut des Professeurs rouges, enseignant, d'abord, proche puis adversaire de Kuusinen, il est déporté dans les années 20. Peu après son retour en 1933, il se voit reprocher la fait qu'il a gardé et fait renouveler régulièrement son passeport finlandais. Accusé d'appartenir à la police secrète finlandaise, il est jugé et exécuté à la suite du procès Manner : 726.

PURCELL, Albert, Arthur (1872-1935), il fait une brillante carrière de syndicaliste, appartient au PC de 1920 à 1922. Il est membre du conseil général de 1921 à 1927, avec une énorme réputation de gauche au PC. En fait, il laisse les mains libres à la direction avant et pendant 1926. Il est député du Labour de 1923 à 1929 : 411, 413, 416, 421, 452.

PURMAN, Léon, dit Andrès, Cervantès, Kazik, Kazimierz, Bruno, Léon, Mann (1892-1933), militant du PC polonais vivant à Moscou, il est appelé à la direction en 1926, maintenu en 1929, mais se suicide en 1933. Il était marié à Hibnerova et beau-frère de Hibner fusillé à Varsovie : 375, 475, 489, 519.

Q

QAWUQJI, Fawzi al (1887-?), officier et haut fonctionnaire ottoman, militaire dans l'armée de Faysal, puis capitaine dans la Légion syrienne, commandant d'une unité formée de Syriens et de Tcherkesses qu'il soulève en 1920. Il est l'un des premiers chefs militaires à prendre les armes en 1926 et également en 1936 lors du début du combat armé des Palestiniens devenant en 1937 « commandant général de la révolte arabe en Palestine ». Lié au Mufti de Jerusalem Hadj Amine Husseini*, il est avec lui en exil à Bagdad, à Berlin pendant la guerre, au Caire après guerre : 392.

QUEIPODELLANO y Serra, Gonzálo (1871-1951), Général, réputé franc-maçon, il commande le soulèvement en Andalousie et se rend célèbre par ses outrances radiophoniques, comme l'appel aux soldats à violer les femmes des « rouges » : 389, 679, 694.

QUELCH Harry (1886-1954), fils de Harry Quelch, socialiste de la Vieille Garde, membre de la gauche du BSP, il se tourne vers Moscou et rejoint le CPGB ; il participa au Congrès de Bakon : 186.

QUISLING, Vidkun (1887-1945), officier nationaliste,

admirateur des nazis, il dirige le gouvernement qui les soutient en Norvège quand ils l'occupent. Son nom propre devient un nom commun désignant un gouvernement fantoche installé par l'occupant étranger : 758.

QU QIUBO, dit Chen Xiaofeng, Chen Yuan, Di Kang, Di Mei, Dong Long, Fa, Kang, Fan Yi, Fan Yijia, Jing Hua, Mei Hing, Mening, Lido, Lin Fu, Qin Qu, Qu Fan, Qu Qiubai, Qu Shuang, Qu Weito, Qu Zhang, Qu Ziynan, Shan Ren, Shiwei, Si Ter, Shuang Lin, Shuang Mo, Si Majin, Song Yang, Strakhov Suosin, Teng, Tsiu Tsiupo, Tsiu Vito, Wei, Wei Mo, Wei Ning, Wen Yin, Wen Yin, Xiang Bo, Xiang Ru, Xue, Yi Jia, Yi Tian, Yi Zhengfeng (1899-1935), d'une grande famille ruinée, il doit interrompre ses études, mais a la chance de trouver un emploi de correspondant à Moscou d'un grand journal de Pékin. Il écrit bien et est un remarquable interprète. Adversaire de Peng Shuzhi et Chen Duxiu à qui il succède brièvement, il est condamné à Moscou comme « gauchiste » et renvoyé en Chine. Chargé de tenir l'arrière pendant la Longue Marche, il est pris par les gens du Guomindang et fusillé : 278, 428, 429, 475, 489.

QUIÑONES GONZÁLEZ, Heriberto, dit LABORDA, Yefin (1907-1942), boulanger communiste de la région de Valence, tuberculeux, chef de guerilla, prisonnier en 1939 libéré pour raison de santé, il essaie de s'imposer comme chef du parti à l'intérieur. Dénoncé comme agent franquiste par la direction Carillo, arrêté, torturé et exécuté à moitié mort en octobre 1942.

R

RABATÉ, Octave, dit Austine, Delval, Eduardo, Mario, Maurice, Edwin Mayer (1899-1964), de famille paysanne, il est ouvrier, ajusteur, syndicaliste, et adhére au PCF à sa fondation. Il est aussi très tôt en relation avec les services spéciaux et soupçonné à plusieurs reprises dans des affaires d'espionnage. La Profintern lui assigne des missions à l'étranger, Amérique latine, Colombie notamment, et Espagne. Arrêté en 1934 aux Asturies et expulsé, il participe à la Résistance, est déporté à Mauthausen et y devient membre de la direction de l'organisation communiste nationale et internationale du camp : 483, 496, 516, 616.

RABINOVITCH, (?-1929), jeune militant de l'opposition de gauche, entré de son initiative dans le GPU pour servir la cause, il informe les responsables de Moscou de la fraction de l'exécution de Blumkine, et est fusillé à son tour : 606.

RABINOVITS, Jozsef (1884-1940), ouvrier bijoutier à Budapest, secrétaire du syndicat des mécaniciens de précision, il devient communiste dans les camps de prisonniers de guerre et l'un des animateurs du groupe hongrois, secrétaire du parti et chargé des groupes de jeunes. Pendant la révolution, il est secrétaire du parti et vice-commissaire du peuple à l'Intérieur, échangé en 1922. En URSS, il s'occupe du SRI, des syndicats et de la radio en langue hongroise. Il est arrêté en 1938 : 54, 720.

RACAMOND, Julien, dit Damoranc, Larquet (1885-1966), ouvrier agricole, puis boulanger, il recommence en 1919 l'activité syndicale, participe à la création de la CGTU (il a combattu contre l'adjectif « rouge »), il adhère au PC en 1925. Il n'y est jamais *persona grata*, est écarté du bureau politique en 1929, continue à formuler prudemment des critiques. Il est l'intermédiaire entre le PC et Daladier pour l'appel au front populaire. La rumeur lui attribuant une « déclaration » sous l'Occupation, il accepte d'être « enlevé » par le PC et mis à l'abri. Il quitte les responsabilités en 1953 : 674, 675.

RADBRUCH, Gustav (1878-1949), professeur de droit, social-démocrate, ministre de la Justice dans le gouvernement Stresemann en 1923 : 321.

RADEK, Karl, Karol Sobelsohn dit Paul Bremer, B. Carlson, Alfred J. Chile, Max, Observator, Parabellum, Porebsky, Ramsay, Konstantin Romer, Arnold Struthahn, Viator, dit, (1885-1939), né en Galicie autrichienne, social-démocrate très jeune, il émigre en Pologne en Allemagne, puis en Suisse. Zimmerwaldien de gauche, il rejoint le parti bolchevique, est l'un des premiers dirigeants de la Comintern quand il est libéré de sa prison berlinoise où il avait été jeté en 1919. Il appartient à l'Opposition de gauche jusqu'en 1928, puis devient une plume de Staline. Il est autoaccusateur au deuxième procès de Moscou, n'est pas condamné à mort et meurt en prison, assassiné, dit-on, par des codétenus : 20, 28, 30, 33, 35, 37, 43, 54, 55 56, 61 71 73, 80, 82, 90, 94, 117, 120, 125, 146, 149, 151, 166, 174, 176, 181, 186, 189, 207, 208, 212, 213, 215, 222, 227, 232, 246, 247, 252, 253, 260, 262, 263, 282, 285, 289, 299, 367, 369, 371, 375, 401, 424, 442, 454, 457, 473, 519, 556, 570, 585, 606, 620, 630, 691, 714, 716, 800.

RADIĆ, Antun (1868-1919), fondateur et idéologue du Parti paysan croate, frère aîné de Stjepan Radić : 388.

RADIĆ, Stjepan (1871-1928), fondateur et dirigeant du Parti paysan croate qui fait rêver à la Comintern d'une véritable Internationale paysanne. Il est assassiné au Parlement de Belgrade par un collègue député le 20 juin 1928 : 388, 395, 587.

RADOINOV, Tsviatko, dit Rodionov ou Radionov (1895-1942), ancien élève de l'Académie Frounze, spécialiste militaire du PC bulgare, combattant en Espagne puis parachuté en Bulgarie en 1942, il prend la tête de la commission militaire. Pris, il est jugé et exécuté : 775.

RADOMIRSKI, Slavtcho (1913-?), JC en 1932, membre du PC bulgare en 1933, il est l'un des chefs du groupe spécial de terreur du PC bulgare en 1942 : 775.

RADOVANOVIĆ, Liouba, dit Lalić, Radić (1866-1960), communiste yougoslave, il exprima franchement son désaccord avec les accusations lancées à la fin des années 30 contre les exclus et fut luï-même mis à l'écart. Exclu en 1937, il fut arrêté en 1944 par les titistes : 723.

RAFÈS, Moiséi, dit Doline, R.Goline, M. Vilner (1883-1942), membre du Bund à Gomel et Kiev, de son CC de 1912 à 1919, il se rallie aux bolcheviks en 1919 avec le Kombund, devient commissaire politique dans l'Armée rouge ; à la fin de la guerre il travaille dans l'appareil de la Comintern, dirige la section agit-prop

du secrétariat. Il représente quelque temps la Comintern en Chine après le départ de Zinoviev puis est écarté de toute fonction : 714.

RAINONE, Pasquale, dit Marco, cheminot membre du PCd'I, licencié en 1924, réussit à travailler chez Fiat et fait encore deux ans de prison. Pendant la guerre il est l'un des animateurs du PCI autour du journal *Stella Rossa* : 775.

RAJK, László, ps. de Reich, dit Firtos (1909-1949), fils de famille juive aisée, il fait des études et devient professeur de littérature tout en militant illégalement au PCH. Il est condamné à la prison en 1932, émigre en France en 1935, puis combat dans les Brigades internationales. A son retour, il travaille en usine en Allemagne pour revenir en Hongrie où il organise le parti illégal. Arrêté et déporté en 1942, il devient secrétaire général, ministre de l'Intérieur puis ministre des Affaires étrangères avant d'être arrêté et de faire des aveux en procès public en 1949. Il est exécuté en 1956 : 695.

RAKHIA, Eino Abramovitch (1886-1936), membre du POSDR en 1903, lié à Lénine, chef de la Garde rouge dans la révolution finlandaise, co-fondateur du Parti communiste, membre de son comité central, très lié personnellement à Zinoviev, exclu en 1928 comme « zinoviéviste », il meurt en prison : 725.

RAKHIA, Jukka Abramovitch (1887-1920), Métallo, militant un peu en Finlande et beaucoup à Petrograd depuis 1905, il organise la Garde rouge en Finlande puis est l'un des fondateurs du PC finlandais. Le 13 août 1920 il est abattu au cours d'une fusillade déclenchée par un groupe de tchékistes et de soldats rouges appartenant à « l'opposition de Petrograd » du PC finlandais : 84, 137.

RÁKOSI, Matyas, dit Pinguino, Giacomo, Jacques, Raoul, Peter Grosz, Marboczi (1892-1971), fils d'un boutiquier de village, il fait des études de commerce, adhère au parti social-démocrate en 1910, est secrétaire du cercle Galilée en 1911-1912. Il va ensuite travailler comme employé à Hambourg puis à Londres. Mobilisé comme lieutenant d'infanterie, il est fait prisonnier par les Russes et interné dans un camp à Tchita. Il s'évade et rejoint en 1918 le groupe hongrois du PCR, qui l'envoie au printemps en Hongrie comme agitateur. Pendant la révolution, il est commissaire du peuple au commerce, puis commissaire de division et commandant de la Garde rouge. Il participe au 2e congrès de la Comintern et travaille pour elle, accomplissant notamment des missions en France, Italie – où il s'attire l'hostilité de Gramsci par ses menaces grossières contre Bordiga – et Allemagne (en 1923). Arrêté en Hongrie où il est retourné clandestinement, il est condamné en 1925 à huit ans et demi de prison, peine portée à quinze ans en 1935. Il est échangé en 1940 et travaille de nouveau à la Comintern. Après la guerre, il est le tout puissant dictateur stalinien de la Hongrie, mais, depuis 1956, vit en exil en Asie centrale et meurt dans l'obscurité : 161, 166, 167, 206, 209, 230, 241, 242, 341, 344, 349, 354, 356, 359, 793, 796.

RAKOVSKY, Khristian Georgévitch ou Racovski Cristian, dit Cassius, Dragomir, Ghelengiceanu, Dionisy Gregoriev, Kh. G. Insarov, Kristev, Kristiou, Miles, Milles, Petr Mircescu, Marin Negri, Radex, Radik, Rako, Voïnov (1873-1941), révolutionnaire international né en Bulgarie et internationaliste, ami de Trotsky, protecteur des marins du *Potemkine* et chef socialiste roumain, membre du BSI et organisateur de la conférence de Zimmerwald. Chef du gouvernement ukrainien pendant la guerre civile. Exilé dans la diplomatie par Staline pour ses attaques sur la question nationale, contre la bureaucratie et en défense de Lénine, il revient en URSS en 1927, est déporté, se « repent » en 1934, est condamné à une lourde peine de prison. Il se ressaisit en prison, est condamné à mort et exécuté, bâillonné, en septembre 1941 : 23, 24, 26, 30, 34, 37, 45, 47, 56, 61, 71, 73, 76, 79, 82, 84, 88, 93, 96, 135, 153, 169, 170, 184, 248, 249, 265, 268, 284, 289, 299, 309, 323, 347, 352, 411, 412, 461, 465, 468, 517, 519, 570, 580, 602, 704, 714, 725.

RAM, Chamdu, ps. de Hans Raj Aggarwala (1906-1932), étudiant indien vivant à Londres, il est communiste, puis rejoint les communistes d'opposition au début des années 30 : 580.

RAMADAN, Muhammad Hâfiz, dirigeant nationaliste égyptien, à la gauche du Wafd : 393, 454.

RAMETTE, Arthur, dit Dupuis, Léo (1897-1988), ce colosse de famille ouvrière, mécanicien ajusteur, rejoint le PC au congrès de Tours et monte dans l'appareil, où il est un solide partisan du « classe contre classe », ce qui lui vaut plusieurs condamnations. C'est en 1932 qu'il entre au CC et à la Chambre des députés, où il se distingue en giflant Philippe Henriot*, député de droite qui fut plus tard milicien et secrétaire d'État de Pétain* à l'Information. Chargé en 1939 de la liaison entre la direction du parti et Maurice Thorez* mobilisé, il passe avec ce dernier en Belgique et part avec lui en URSS d'où il revint en 1944, ayant assuré d'Oufa les émissions radiophoniques à destination de la France : 754.

RAMÍREZ, Jesús, *cf.* Philipps.

RAMÍREZ, Gómez, Ramón (1913-1973), instituteur, secrétaire de la Fédération des enseignants, durement attaqué par Largo Caballero pour sa défense des grévistes de la FNTT en 1935.

RAMISON, dit aussi Ivan Soubirov, envoyé de Londres par la Comintern et surnommé aussi « la comète de Manchester », il a fait un voyage ultra-rapide en Amérique du Sud en 1921 et a été adressé à Astrojildo Pereira par l'anarchiste Leuenroth : 267.

RANC, Robert (1905-1984), correcteur d'imprimerie, membre du PC puis de l'Opposition de gauche et du groupe de *La Révolution prolétarienne*, il est quelque temps secrétaire de Trotsky en Turquie. Il fut directeur de l'École Estienne à Paris à la Libération.

RANKE, Hubert von, dit Moritz Bressler (1902-1978), fils d'une grande famille, haut responsable d'une compagnie aérienne, il est recruté par le *M.Apparat* du KPD et continue à travailler pour lui, d'abord en Allemagne sous Hitler, puis en émigration à Paris. En Espagne, il est membre du bureau étranger du PSUC et chef du département « allemand » à la police catalane. Il est convaincu du sens politique réel de son activité au cours d'un interrogatoire, qu'il mène dans une *Checa,* du Suisse Paul Thalmann dont il arrange alors l'éva-

sion. Lui-même rompt et disparaît. Il se distingue ensuite dans la Résistance française.

RANKOVIĆ, Alexander, dit Gruja, Léko, Marko (1909-1982), Serbe, il est ouvrier tailleur, a dix-neuf ans, et la responsabilité des JC quand il est arrêté et sévèrement torturé. Il est condamné à six ans de travaux forcés est libéré en 1935, entre au CC en 1937. A sa nouvelle arrestation en 1941,Tito le libère par assaut de la prison. Au QG de Tito il est secrétaire du CC à l'organisation. Après la guerre, chef de la police politique, ministre de l'Intérieur, vice-président du gouvernement, il fait partie du groupe dirigeant jusqu'à son limogeage.

RAPPOPORT, Charles (1865-1941), communiste français d'origine russe, il finit par rompre à Moscou après le procès de Boukharine.

RAŠ, František (1888-1948), né en Moravie, quartier-maître mécanicien dans la flotte de guerre ancrée à Cattaro, chef d'une batterie côtière, il est élu commandant du *Saint-Georg*, porte-parole des mutins en 1918. Exécuté le 10 février 1918 : 40.

RASIKAS, Rafail Stepanovitch (1897-1938), Lituanien, membre des PSD de Lettonie puis de Lithuanie, bolchevik en 1917. Arrêté et liquidé en 1938.

RASKOLNIKOV, Fedor Fedorovitch Iline, dit PETROV (1892-1939, il fait ses études à l'Université technique de Petersbourg, entre au parti en 1910. Journaliste, mobilisé dans la Marine,il devient, officier, secrétaire du comité du parti de Cronstadt. Commissaire général de la Flotte de guerre en 1917, il commande l'expédition dans la Caspienne qui aboutit au débarquement d'Enzeli en Perse. Il abandonne très tôt l'Opposition et entre dans l'Ostburo s'occupant quelque temps de la Chine, notamment au 5e congrès de la Comintern, est suppléant de son exécutif, puis il devient diplomate. Il refuse d'obtempérer en 1938 à l'ordre de rappel de Staline : 270, 291.

RATHENAU, Walter (1867-1922), industriel et homme d'affaires, président de l'AEG, haï par l'extrême droite comme Juif et à cause de la part qu'il a prise aux négociations de Versailles. Il est assassiné par des tueurs d'extrême-droite, ce qui provoque une crise très sérieuse dans le pays : 253.

RAURICH, Héctor (1903-1983), jeune communiste argentin, membre du parti de José Penelón, brillant intellectuel, il s'organise dans une opposition « de gauche » à ce dernier, autour du journal *La Chispa*. qui va former le PCO, qu'il quitte pour aller étudier en Espagne. Gagné en Espagne par Andrés Nin, compagnon d'Angelica Mendoza, il est l'un des premiers à rallier l'Opposition de gauche argentine, puis, pendant des années, est l'inspirateur d'une des branches du trotskysme argentin : 199, 580.

RAVAZZOLI, Paolo, dit Lino, Santini (1894-1940), militant communiste italien et militant syndical, membre de la direction du PCI, où il est l'un des « trois », il rompt en 1930 et passe à l'Opposition de gauche. Il rejoint plus tard le PSI : 511, 519, 580.

RAVERA, Camilla, dite Silvia, Micheli, Silvia Vincenti (1899-?), institutrice, membre du groupe de l'*Ordine nuovo*, cadre du PCd'I, déléguée au 4e congrès de la Comintern, membre du CC au retour, déléguée au Vie membre du secrétariat à son retour, puis du « Centre interne » avec Tresso et Leonetti. Elle est arrêtée dans une opération suicide « troisième période » décidée à Moscou en août 1928, est en prison puis au *confino* de Ventitone, où elle est exclue du parti pendant la guerre, avec Terracini. Réintégrée après la guerre elle n'est plus que l'ombre de la grande militante qu'elle avait été : 746.

RAVINES, Eudocio, dit Jorge Monterdo (1897-1979), enseignant, d'abord militant de l'APRA, entré dans le mouvement par la Ligue anti-impérialiste, il passe du parti péruvien à l'appareil central de la Comintern à partir de 1930 ; il joue un rôle important en Espagne. Exclu du PC chilien en 1945, il écrit en 1955 *La Gran Estafa*, qui le situe au premier rang des anticommunistes de guerre froide.

REBIÈRE, Pierre, dit Émile Régnier, André Mallet, le Curé (1909-1942), employé de restaurant, puis forgeron chez Renault, animateur de comités de chômeurs ; membre du PC en 1934, il est commissaire politique du bataillon *Commune de Paris* dans la XIe brigade internationale en Espagne, élu en1937 suppléant du CC du PCF. Il forme des groupes de l'OS, devient membre du CMN des FTP comme « lieutenant-colonel ». Arrêté en décembre 1941, torturé, il est fusillé en octobre 1942 : 695, 779.

RECABARREN, Luis Emilio (1876-1924), typographe à quatorze ans, il appartient très jeune au parti démocrate chilien qui rassemble les éléments de gauche et mène une activité qui en fait le porte-drapeau des travailleurs chiliens, dirigeant d'*El Trabajo* ; en 1908, élu député, il est invalidé pour refus de prêter serment « devant Dieu » et fait huit mois de prison. Exclu du Parti démocrate, il fonde en 1912 le Parti ouvrier socialiste du Chili, combat la politique de guerre et émigre en 1916 en Argentine, où il se lie à la gauche du PS, au PSI et à Penelón qu'il aide à créer un nouveau PS en Uruguay. Après son retour au pays, il préside le congrès de la FOCH qui se prononce pour l'abolition du capitalisme en décembre 1919. Élu député en 1921, il convainc le POS de se transformer en Parti communiste, est délégué au IVe congrès de la Comintern. Il se suicide au cours d'une dépression en décembre 1924. Il sera l'objet post-mortem d'une campagne le traitant d'opportuniste petit-bourgeois, etc. : 292, 500.

RECIO, Ramírez, Rogelio, militant communiste, fondateur du PC à la centrale sucrière et président du soviet de Mabay en 1933 : 629.

REDLER, Artur, journaliste polonais. Membre de l'opposition et du Bund : 581.

REED, John, dit Jim Gormley (1887-1920), né dans une riche famille américaine, il étudie à Harvard et devient journaliste, collabore à *The Masses*, fait des reportages sur la révolution mexicaine, puis va en Europe comme corresondant de guerre et rapporte de Russie, où il est resté six mois, une foi de communiste et le livre *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*. Aux États-Unis, il rejoint le SPA et son aile gauche. Au moment de la scission, il se retrouve à la tête du *Communist Labor Party of America*. En octobre 1919, il est coopté à l'exécutif de la Comintern, fonction confirmée au

II[e] congrès où il joue un rôle important. Il participe aussi au congrès de Bakou et meurt peu après, du typhus : 50, 117, 156, 164, 181, 183, 351.

REICH, *cf.* Thomas.

REICHER, Gustaw, dit Rwal, Stefan, Baum, Josef, Stephan Krüger, Gust Michalczyk, Rewel, Gust Rupiewicz (1900-1938), lithographe, au SKPDiL en 1916, puis au KPP, expert de l'illégalité, il fait un total de trois ans de prison, est envoyé en Espagne dans les Brigades internationales, il revient en URSS sur l'ordre d'Ivanov et Molojec, représentant la Comintern, et y est arrêté et exécuté : 717, 718.

REICHPIETSCH, Max (1894-1917), jeune marin, membre de l'USPD, il profite des « commissions de cambuse » pour organiser les marins de la flotte allemande et préparer un mouvement pour la paix, et prend contact avec les dirigeants de l'USPD. Il est condamné à mort et fusillé : 36, 137.

REIMANN, Gunter (1904-?), journaliste, chargé des questions économiques à *Die Rote Fahne*, devenu expert économique aux États-Unis, il vient de donner un témoignage sur les entretiens qu'il eut en 1932 à Moscou avec des dirigeants de la Comintern : 593, 710, 714, 731.

REIMANN, Paul ou Pavel, dit G. Hoffmann (1902-1976), historien, étudiant à Leipzig, membre de la direction de la Kostufra, au KPD en 1921, au KSC en 1923 à Prague, membre de la fraction Gottwald, de l'exécutif de la Comintern en 1929, du présidium de 1929 à 1935, écarté des responsabilités à partir de 1935, clandestin, puis émigré pendant la guerre, proteste en 1968 contre l'intervention soviétique dans son pays. La date de 1974 est parfois donnée pour sa mort : 57, 560.

REIN, Marc, fils du dirigeant menchevique russe Abramovitch, correspondant d'un journal social-démocrate suédois en Espagne, membre du groupe *Neu Beginnen*, il est arrêté et disparaît : 697.

REINHARD, Ernst, ps. d'Alexander Abusch (1902-1982), il fait des études commerciales et adhère au KPD en 1919. A la suite de poursuites pour « haute trahison », il milite désormais sous le nom de Reinhard. Après avoir milité activement pour la gauche, il rejoint la fraction Thälmann fin 1926 et entre à *Die Rote Fahne* à Berlin. Il en est renvoyé comme membre du groupe Neumann-Remmele. Il émigre en 1933, revient en RDA en 1946 et sera même ministre de la Culture : 539.

REINSTEIN, Boris, dit Davidson (1866-1947), fils de commerçant, pharmacien, poursuivi pour son activité politique, il émigre à Paris où il est arrêté, puis aux États-Unis, devient important dans le SLP. Délégué à Stockholm, il revient en Russie en 1917 et rejoint les bolcheviks en avril 1918. Il signe le manifeste convoquant la conférence qui deviendra le I[er] congrès, participe aux débats de l'exécutif, qui l'envoie aux États-Unis avec Pepper et Walecki en 1923. Il cesse de travailler pour la Comintern vers 1929 : 76, 79, 81, 259.

REISBERG, Arnold, dit Bruno Braun (1904-1980), né dans la partie polonaise de l'Autriche-Hongrie, il va à Vienne en 1914, fait ensuite des études d'histoire couronnées par un doctorat en 1928. Il entre aux JC en 1923, en devient un cadre, puis passe au KPö. Il collabore à sa presse, est plusieurs fois arrêté. En 1934 il va à Bâle à la rédaction de *Rundschau* puis à Moscou où il enseigne à l'École Lénine. Attaqué en mars 1937, exclu de l'école en mars, du parti en avril, il est arrêté fin avril et fait vingt ans de Goulag. A sa libération, il s'installe en RDA, dont il est un des bons historiens sur les années 20, Lénine et le front unique : 623.

REISS, Ignacy, Nathan Markovitch Poretski, dit Ludwig, Bang, Bohrman, St. Brandt, Wimmer, dit (1899-1937), communiste polonais entré dans l'Armée rouge puis au GRU, il joue un rôle important dans l'envoi des premières armes en Espagne, puis, après le deuxième procès de Moscou, décide de rompre et de rejoindre la IV[e] Internationale. Il est assassiné par des tueurs dont Efron, le mari de Tsivitaieva : 614, 729.

REISSNER, Larissa Mikhaïlovna (1895-1926), fille d'un professeur socialiste, elle vit sa jeunesse en Allemagne et en France, ne vient en Russie qu'en 1910. Elle rejoint les bolcheviks après Octobre. Elle est commissaire politique dans l'Armée rouge, la V[e] armée et la flotte. Mariée à Raskolnikov, elle le quitte pour Radek, qu'elle accompagne en Allemagne en 1923, où elle est son agent de liaison avec la centrale allemande et assiste à l'insurrection de Hambourg. Elle meurt à Moscou en novembre 1926. Elle a laissé le souvenir d'une femme de grande intelligence dont la beauté, admirée de tous, a soulevé bien des passions : 270, 329, 336, 343, 456.

RELECOM, Xavier, dit Renard, Valérie, Verbecq (1988-1977), né à Anvers, il fait de petits métiers puis devient expert-comptable. Membre du POB de 1919 à 1928, en réalité membre secret du PC au sein du POB et de la JGS. Exclu en 1928, il va au PCB, où il est élu presque aussitôt au CC et au BP, en même temps que secrétaire général du SRI. En 1936, il remplace Jacquemotte au secrétariat général et à l'exécutif de la Comintern. Déporté à Ravensbrück en 1943 après la conclusion du « compromis », il est sanctionné et remis à la base, revient au CC de 1948 à 1954, ensuite prochinois avec Jacques Grippa : 781.

REMMELE, Helmuth (1910-1938), outilleur, fils d'Hermann et Anna Remmele, au KJVD (JC) en 1924, plus tard membre de la direction, au KPD en 1928, il est engagé dans l'affaire Neumann avec son père. Il est envoyé en février 1934 en URSS, travaille en usine à Magnitogorsk. Arrêté le 19 septembre 1937, condamné à mort en janvier 1938 : 539, 594, 713.

REMMELE, Hermann, dit Freimuth, Herzen, Werner Luchholdt (1886-1939), métallo, il entre au SPD très jeune, rejoint l'USPD et, à la tête de sa gauche, le VKPD en 1920, devenant son secrétaire. Il est régulièrement réélu aux organismes de direction et député au Reichstag, président du parti pendant quelques mois en 1924, élu à l'exécutif de la Comintern et à son présidium de 1926 à 1931. Membre du groupe de Neumann opposé à la politique de la Comintern, il tente de provoquer un mouvement contre sa politique, dans le parti et chez les travailleurs allemands. Il est exclu de toute responsabilité, arrêté en 1937 et exécuté en 1939, ayant, dit-on, perdu la raison à la suite des traitements subis : 125, 203, 307, 372, 395, 423, 487-488, 530, 532, 535-

540, 544-545, 548, 549, 560, 593, 594, 631, 711, 713, 723.

RENAUD, Jean, Jean Renaud, dit Renaud, dit (1887-1961), d'abord paysan et libertaire, il est grièvement blessé à la guerre et devient socialiste, puis communiste, député en 1920. Il est toute sa vie un militant discipliné mais critique : heurts avec Trotsky au IVe congrès, critique de la ligne « classe contre classe » ; il s'engage d'abord en 1934 aux côtés de Doriot, mais, sans se renier, rompt avec lui quand il refuse de se rendre à Moscou. On le retrouve en opposition au pacte, pendant la guerre, où il est tenu ou se tient à l'écart, finissant sa vie dans le parti mais loin de lui : 481, 606, 634, 635.

RENAUDEL, Pierre (1871-1935), vétérinaire, collaborateur de Jaurès à *L'Humanité*, social-patriote en 1914 et au congrès de Tours, il anime plus tard les « néosocialistes » : 164.

RENOULT, Daniel (1880-1958), correcteur d'imprimerie, membre du PS puis du PC, il est à plusieurs reprises délégué aux grands congrès étrangers, dont celui de Halle de l'USPD. Il ne joue pas de rôle dirigeant mais jusqu'à la fin de sa vie, après son internement pendant la guerre, un rôle militant actif : 196.

REPOSSI, Luigi (1882-1957), communiste italien proche de Bordiga, membre du CC du PCd'I en 1921 et de l'exécutif de la Profintern, arrêté et envoyé au *confino* en 1926, exclu du parti en 1929, il sort de camp en 1941 et forme pendant la guerre avec Fortichiari un groupe nettement à gauche du parti de Togliatti, se voit refuser sa réintégration et adhère au PSI : 778.

RESTREPO, Federico, Colombien, il s'engage chez les sandinistes et y commande le bataillon *Colombia*, formé de ses compatriotes : 445.

RETZLAW, Karl, Karl Gröhl (jusqu'en 1953), dit Karl Erde, Karl Friedberg, Siegfried Retzlaw (1896-1979), membre de la Ligue Spartakus, chef de la police de la république des conseils de Bavière, puis responsable au *M.Apparat*, lié à l'opposition de gauche, il a travaillé pour Sedov et Trotsky, assurant une liaison en URSS : 102, 103, 213, 317, 465, 546.

REUTER, Ernst, dit Friesland (1889-1953), après de sérieuses études d'économie et philosophie, il adhère au SPD en 1912 et milite dans le mouvement pacifiste. Prisonnier de guerre, il apprend le russe et se rallie au communisme, ce qui l'amène à lancer le mouvement d'organisation de groupes communistes étrangers parmi les prisonniers. Lénine le remarque et le nomme commissaire de la région autonome des Allemands de la Volga. De retour en Allemagne avec Radek sous le nom de Friesland, il occupe d'importantes fonctions, condamne la ligne de Paul Levi, qu'il imite peu après et dont il suit l'itinéraire de retour au SPD. Il en est député en 1932, passe en Hollande en 1933, enseigne longtemps à Ankara et devient maire de Berlin-Ouest après guerre : 56, 128, 205, 222, 226, 246.

REVAI, Jozsef, dit Kemeny, Eugen Sommer (1898-1959), journaliste, membre du PC hongrois à sa fondation, il appartient ensuite au groupe Rákosi et se fait un dénonciateur actif de communistes hongrois : 720.

REVENTLOW, Ernst zu (1869-1943), écrivain et journaliste pangermaniste, partisan notamment, pendant la guerre, de la guerre maritime totale : 139, 306, 307.

REVERE, Paul (1735-1818), graveur de Boston, prend part à la *Tea Party*, annonce la marche des troupes britanniques en 1775, puis chef militaire. Héros de l'indépendance américaine : 698.

REVUELTAS, José, dit Rodríguez (1914-1976), romancier mexicain, membre du groupe mexicain de l'Opposition de gauche dans sa jeunesse, devenu ensuite un bon militant du PC et stalinien, déstalinisé et revenu à ses premières amours dans ses dernières années : 501, 579.

REY, David, Rebull Cabré, dit David (1890-1959), pionnier du PCE, dirigeant de la FCB, du BOC et du POUM : 671.

REYNAUD, René Apercé, dit (1892-1932), ouvrier menuisier, il vient de l'anarchisme au communisme par l'ARAC. Il est le gérant du *Bulletin communiste*, mis à l'écart à la fin des années vingt.

REYNIER, Élie (1875-1953), professeur d'Histoire, syndicaliste, au PC de 1921 à 1923, puis combattant des Droits de l'Homme : 20.

RIBAR, Ivo, dit Lola, Ilya, Fischer (1916-1943), fils d'un homme politique du centre gauche, étudiant gagné au communisme très jeune, il devient l'un des dirigeants du PC yougoslave pendant la guerre et trouve la mort dans un accident d'avion : 770.

RIBAS, Pedro Geoffroy, écrivain et poète colombien d'inspiration anarchiste : 517.

RIBBENTROP, Joachim von (1893-1946), ancien VRP, membre du Parti nazi, ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Hitler. Pendu à Nuremberg : 736.

RIBOLDI, Ezio (1878-1965), avocat lombard, député socialiste de Campanie, partisan de la IIIe Internationale, les *terzini* de Serrati, il rejoint le PCd'I en 1926. Arrêté en 1928, il est condamné à dix-sept ans de prison : 246, 248.

RICHETTA, Claudius (1881-1935), ouvrier des textiles de Vienne en France, organisateur des grèves pendant la guerre, il passe de l'anarcho-syndicalisme au communisme et devient un dirigeant de la CGTU et de la Profintern : 48.

RICHTER, Max, *cf.* Kun, Hermann Schubert.

RIDLEY, Francis A. (1897-1994), militant de l'ILP proche des trotskystes de l'opposition de gauche : 581.

RIEDEL, Daniel, dit Ivan (1884-1933), Bolchevik en 1903, organisateur en 1919 de la section de propagande internationale, particulièrement actif à Odessa, il est envoyé ensuite en Italie avec Dëgott et Sokolovskaia et s'installe à Turin, où il collabore à *L'Ordine nuovo,* au débat sur la création de soviets et les conseils de fabrique, et commence à Turin l'organisation d'une « section militaire ». Il travaille ensuite pour la presse de la Comintern, puis comme diplomate. De 1928 à 1930, il est consul général de l'URSS à Genève. Il revient en URSS pour raisons de santé et meurt peu après : 90, 92, 94, 156.

RIES, Joseph (1909-1933), militant du KPD à Hambourg, lié à Thälmann, il signe, pour couvrir Wittorf, une déclaration qui fait exploser la crise : 486.

RIOS, Urrutia, Fernando de los (1879-1949), professeur de droit espagnol, hostile à l'adhésion du PSOE à la

Comintern. Pendant la guerre civile, il est ambassadeur à Washington après avoir traité la question des armes avec la France : 198, 245.

RIMOLA, Giuseppe, dit Mikka, Mikko (1905-1938), jeune enseignant napolitain représentant de la JCI à l'exécutif de la KIM, membre de son secrétariat en 1932, du présidium en 1933, marié à Moscou à Ormella Labriola, il est arrêté et exécuté peu après : 726.

RIOUTINE, Martemian Nikititch (1890-1937), Apparatchik à Moscou après la révolution, fer de lance de la lutte contre les trotskystes, il fonde au tournant des années 30 une ligue marxiste-léniniste qui cherche à additionner arguments et hommes des oppositions de droite et de gauche. Découvert en 1932 et arrêté, il est enfermé à l'isolateur de Souzdal, exécuté le 10 janvier 1937 : 456, 554, 555, 710, 713.

RIVERA, Diego (1890-1957), grand peintre de *murales,* membre du PC, sympathisant de l'opposition de droite, puis de l'opposition de gauche, accueille Trotsky au Mexique, puis se brouille avec lui et retourne au PC : 445, 562, 617.

RIZA, Khan Pahlavi (1877-1944), capitaine dans la « brigade cosaque » de l'armée perse, il s'oppose victorieusement aux Soviétiques. Chef de l'armée, chef du gouvernement, il dépose le shah et se fait couronner en 1924 : 270, 444.

RJÄSTAS, Otto Iourevitch (1890-1938), fils de paysan, ouvrier d'usine en 1907 à Tallinn, il adhère au POSDR en 1912 et travaille dans un journal à Narva. Arrêté et exilé à Ekaterinoslav puis Kharkov, en 1915 à Tsaritsyne. En février 1917, il y est membre du premier exécutif des soviets mais, en mai, retourne à Tallinn, prépare l'insurrection d'Octobre en Estonie et fait partie en 1919-1920 de la Commune ouvrière d'Estonie. A partir de 1920, il est membre du CC du PC estonien, et reste clandestin au pays jusqu'en 1924. En 1925, il est affecté à Moscou, où il est d'abord secrétaire de la section estonienne du PC russe. A partir de 1920, il est secrétaire de la section « Estonie » de la Comintern. En 1936, il est envoyé à Leningrad comme rédacteur du journal *Edasi.* Il est arrêté et exécuté en 1938 : 726.

ROASIO, Antonio, dit Pablo Paolo, Pietro, Silvati (1902-1986), aux JC en 1921, dirigeant des JC, il émigre en France, puis URSS va se battre en Espagne où il est commissaire politique du bataillon Garibaldi ; membre de la direction nommée par la Comintern en 1940, il tente de rentrer au pays puis est envoyé au *confino,* s'évade, revient en janvier 1943, dirige l'insurrection en Toscane puis dirige le parti à Turin : 786.

ROBINS, Raymond (1875-1954), responsable américain venu en Russie en 1917-1918 avec la mission de la Croix-Rouge, il fut représentant officieux du gouvernement de son pays : 50.

ROBINSON, Donald L. *alias* A.A. Rubens, *alias* Adolph Charles Rudewitz, *alias* Ewald etc., agent soviétique non identifié présenté comme un touriste par Ruth Maria Boerger, sa femme, américaine, membre du PC, elle-même démasquée et naturalisée ensuite soviétique : l'épisode, à partir de décembre 1937, avait sans doute un lien avec la préparation d'un « procès de Moscou à New York », par la suite abandonnée : 699.

ROBINSON, né Robinsohn, Henri, dit Albert Gottlieb Bucher, Alfred Doyen, Giacomo, Harry, M. Jacques, Léon, Harry Merian, Albert Wehrli (1897-1943), membre de la Ligue Spartakus, puis du KPD, il entre à l'OMS dans la préparation de 1923 et travaille au service de renseignements de la Comintern puis au 4e Bureau. Bien qu'en désaccord avec la politique de Staline* depuis les procès de Moscou, il continue son travail pendant la guerre, est arrêté après Trepper en 1942 et torturé. On pense qu'il a été exécuté à la fin de 1943.

ROBLES, Pazos, José, professeur à l'université Johns Hopkins, colonel de réserve, ami de Dos Passos*, il est en touriste en Espagne au début de la guerre civile et devient secrétaire du général Goriev* en Espagne. Il est arrêté par les hommes d'Orlov* et assassiné : 698.

ROCA, Blas, Francisco Calderio, dit (1910-1987), cordonnier, secrétaire général du PC cubain en 1934, délégué au VIIe congrès et suppléant à l'exécutif. Il dénonce Batista* en 1936 et le suit en 1938, comme la Comintern. De 1953 à 1958, il vit en exil. A son retour, il rejoint avec son parti le nouveau parti unifié de Fidel Castro : 497.

ROCHET, Waldeck (1905-1983), maraîcher, aux JC à dix-huit ans, au PC à dix-neuf, il monte à la fois dans la CGPT et dans le parti, secrétaire régional, comité central. Il succède à Maurice Thorez* au secrétariat général en 1962, abandonne toute activité du fait d'une grave maladie en 1969 : 681.

RODRÍGUEZ DE LEÓN, Antonio, gouverneur civil républicain de Cordoue, dont la « timidité » politique est allée jusqu'à confisquer les armes pour les remettre aux militaires : 681.

RODRÍGUEZ, Manuel (1906-?), membre des pionniers qu'influence Russell Blackwell (Rosalio Negrete) il le suit dans la formation d'un groupe d'opposition qui apparaît en 1928, avec J.A. Mella : 501.

RODRÍGUEZ, Melchor (1883-1972), ancien torero, anarchiste, « délégué aux prisons », il lutte contre les *checas* et leurs collaborateurs et dénonce leurs crimes et méfaits dans la presse, notamment le chantage à la libération et au paiement de lourdes amendes : 695.

RODRÍGUEZ, Danilevskaia, Elena, fille d'un officier espagnol et d'une aristocrate russe, elle fait des études à Grenade et devient professeur de langues. En 1936, elle propose ses services comme traductrice à l'ambassade et est recrutée pour le NKVD, collaboratrice d'Eitingon. Elle le sert pendant la guerre dans diverses opérations terroristes, enseigne après la guerre à l'école du NKD : 615, 617.

RODRÍGUEZ, Danilevskaia, Julia, sœur de la précédente, elle fait des études à Grenade et, très jeune encore, membre du NKVD, est placée en Espagne sous les ordres directs d'Aleksandr Orlov*. Pendant la guerre, elle a habité Moscou avec son mari Georges Soria et a effectué une mission à Téhéran au moment de la conférence interalliée. Elle s'établit en 1948 à Paris avec lui : 615, 617.

RÖHM, Ernst (1887-1934), officier et aventurier militaire. Sorti de la guerre avec le grade de capitaine, il organise les SA, l'armée brune d'Hitler, et, chef d'état-major, commande à plus d'un million d'hommes, entrant évi-

demment en conflit avec les chefs de la Reichswehr. Il semble avoir songé à un coup d'État, mais Hitler prévient son initiative pendant la Nuit des longs couteaux, où Röhm est assassiné avec ses principaux lieutenants : 304, 656, 736.

ROJO, Lluch Vicente (1894-1966), officier de carrière, catholique ami de Franco, il sert la République comme chef d'état major : 693.

ROLAND, Alfred, garçon coiffeur berlinois ayant la réputation d'être acquis à la police, joua un rôle provocateur dans l'affaire de l'occupation du *Vorwärts* en 1919 : 72.

ROLAND-HOLST, Henriëtte (1869-1952), poète et écrivain politique, membre de la gauche sociale-démocrate depuis 1898, cofondatrice en 1908 de *De Tribune* et du parti social-démocrate de gauche, liée à Rosa Luxemburg. Militante du PC hollandais ; elle est aussi membre du bureau d'Amsterdam de la Comintern. Elle quitte le parti en 1927 : 28, 95.

ROLLAND, Romain (1866-1944), écrivain, pacifiste, réfugié en Suisse pendant la guerre, il garde ses distances vis-à-vis de la révolution russe pour se rapprocher ensuite du stalinisme : 56, 445.

ROLLAND, Simon, dit Marius (1902-?), membre des JC. Technique du travail « anti » en 1923 lors de l'occupation de la Ruhr. Plus tard, membre du CC des JC, promu à l'*agit-prop* par « le groupe », il est blâmé et va suivre Doriot. Secrétaire de la section de Saint-Denis du PPF sous l'Occupation, il se distingue par sa violence et son antisémitisme. Son procès à la Libération fera apparaître, selon J.-P. Brunet, qu'il était un agent de l'Abwehr : 611, 672.

ROMAINS, Jules (Adolphe Farigoule) (1885-1972), écrivain français : 672.

RÖMER, Josef (Beppo) (1892-1944), ancien combattant pendant la Grande Guerre, chef de corps franc, il se rapproche du KPD, qu'il épaule en 1923 et auquel il adhère en 1932. Arrêté par les nazis en 1942, il est exécuté en 1944 : 307, 329.

ROOSEVELT, Franklin Delano (1882-1945), avocat, démocrate, président des États-Unis de 1933 à 1945, grand chef de guerre des Alliés avec Churchill et Staline : 732, 743, 744, 752-754, 783, 788, 789, 798.

ROSAL DÍAZ, Amaro del (1904-?), employé de banque espagnol, dirigeant des JS et du syndicat UGT des employés de banque, membre de l'exécutif des deux organisations, chef des milices ouvrières de Madrid en 1934, journaliste à *Claridad*, il rejoint l'aile prostalinienne des largocaballéristes : 641, 642, 646, 691.

ROSENBERG, Alfred (1893-1946), Balte naturalisé allemand, il est dans le parti nazi le théoricien du racisme. Ministre des territoires occupés de l'Est en 1941, il ordonne de vrais massacres en vue de la « germanisation ». Il est pendu comme criminel de guerre : 103.

ROSE, *cf.* Skoblevsky.

ROSENBERG, Arthur (1889-1945), fils de commerçant, il fait des études supérieures d'histoire et se spécialise en histoire romaine, qu'il enseigne à l'université de Berlin Il commence à s'intéresser à la politique à la fin de la guerre, adhère à l'USPD et, avec sa gauche, rejoint le VKPD. Membre de la gauche de Ruth Fischer, il est élu à l'exécutif et au présidium de la Comintern en 1924 et député au Reichstag. Membre de l'« ultragauche » avec Scholem et Katz, il oscille et quitte le KPD en 1927. Il émigre en 1933 en Grande-Bretagne puis aux États-Unis, où il enseigne : 227, 471.

ROSENBERG, Moiséi, dit Marcel (1896-1937), diplomate soviétique, notamment à Berlin en 1918 avec Ioffe, et à Genève à la SDN, à Paris avant d'être ambassadeur en Espagne en août 1936. Il est rappelé en 1937 et fusillé : 691.

ROSENBLIETT, Philipp, chirurgien-dentiste à New York, probablement membre des services soviétiques et intermédiaire dans un réseau d'espionnage, il était le beau-frère du dirigeant trotskyste James P. Cannon. Il aurait rompu avec les « services » juste avant la guerre : 699.

ROSENCWEIG, Oscar, dit MYRTOS, de nationalité britannique, membre de l'organisation archiomarxiste grecque, il est pendant quelque temps envoyé par elle comme secrétaire de Trotsky à Prinkipo : 581.

ROSENTHAL, Gérard, dit Francis Gérard, Giai Phong (1903-1992), étudiant en médecine, surréaliste, ami de Naville, devient avocat et militant de l'opposition de gauche, proche collaborateur de Trotsky : 464, 575, 576, 636, 672.

ROSENTHAL, Joseph, juif égyptien, il a été l'un des premiers communistes d'Égypte mais, rappelé en URSS en 1921, exclu en 1922, il n'y revient pas. Sa fille Charlotte a fait dix-huit ans de goulag : 270.

ROSINI, Goffredo (1899-1937), professeur de philosophie, membre du PCI, cadre important au temps de l'affaire Matteotti*. Il est en prison avec Gramsci *. Libéré, il gagne le Brésil et propose à l'opposition brésilienne le journal *O Homem Livre* sur le mot d'ordre du front unique antifasciste. Déporté en Italie en 1935, il s'évade pendant l'escale en Espagne et combat en 1936 sur le front d'Aragon. Disparaît, probablement enlevé par les hommes d'Orlov* : 648.

ROSMER, Alfred Griot, dit Henry (1877-1964), correcteur d'imprimerie, d'abord anarcho-syndicaliste, il rejoint le groupe de *La Vie ouvrière*, syndicaliste révolutionnaire, qui est à partir de 1914 le noyau syndicaliste d'opposition à la guerre autour de Pierre Monatte*. Il se lie d'amitié avec Trotsky*. Il séjourne dix-sept mois à Moscou en 1920, entre au « petit bureau » de la Comintern, participe aux II[e] et III[e] congrès, à celui de Bakou et à la fondation de la Profintern. Membre du CD et du BP du parti français en 1924, il est exclu avec Monatte pour son opposition à la « bolchevisation ». De 1929 à 1931, il est l'organisateur de l'opposition de gauche, mais, vivement opposé à Raymond Molinier*, il rompt avec Trotsky. Il reprend des relations avec lui au moment des procès de Moscou, conduit son petit-fils à Coyoacán où il séjourne : 29, 149, 150, 155, 158, 159, 162, 174, 181, 183, 234, 252-254, 307, 352, 374, 378-383, 450, 463, 464, 483, 513, 575-577, 580, 582, 590, 591, 618, 648.

ROSMER, Marguerite Thévenet, ép. (1879-1962), assistante sociale, compagne du précédent, elle forme avec lui un « militant à deux têtes » caractéristique de leur époque : 380, 464.

ROSSBACH, Gerhardt (1893-1967), capitaine, forme à la

fin de la guerre un corps franc qui compte Heines* dans ses rangs et qui combat la révolution sous toutes ses formes. On le retrouve au putsch de Kapp.* Hitler* l'enferma dans un camp de concentration à la suite d'un conflit dû à ce que Rossbach le trouvait « trop à gauche » : 136, 232, 303.

ROSSI, Bruno (1891-1937), venu des JS au PCI en 1921, émigré en URSS, à Odessa en 1932, il est arrêté et fusillé : 726.

ROSZA, Ferenc (1906-1942), il rejoint en 1924 le PC hongrois clandestin dont il devient l'un des dirigeants, coupé de tout lien avec l'extérieur à partir de 1936. Il va à Paris et réussit à reprendre contact en 1939. Il entre en liaison avec les social-démocrates dans la clandestinité mais est arrêté et exécuté en juin 1942 : 720.

ROTH, Leo, dit Albert, Alfred, Manfred, Rudi, Viktor, Ernst Hess (1911-1937), employé, il entre aux JC en 1926, au KPD en 1929, épouse la fille du général von Hammerstein*. Secrétaire de Kippenberger*, il suit les cours de l'École Lénine à Moscou, travaille dans l'appareil antimilitariste du KPD de 1933 à 1935. A Moscou en 1934, arrêté en novembre 1936, fusillé en 1937 : 723-730.

ROTHKEGEL, Rudolf (1889-1964), mouleur, membre du SPD, prisonnier de guerre en Russie, il est l'un des dirigeants du conseil central des ouvriers et soldats révolutionnaires allemands élu à Moscou en 1918, entre au parti russe en 1919 et y travaille pour le Secours ouvrier jusqu'en 1923. Il va travailler ensuite surtout pour le *M.Apparat*. Il est en prison puis en camp de concentration de 1933 à 1945, s'évade de Flossenburg et revient très diminué physiquement : 56.

ROTHSTEIN, Andrew, dit C.M. Roebuck (1898-?), fils de Fedor Rothstein*, il milite en Angleterre sous le nom de C.M. Roebuck. Il demeure dirigeant du parti jusqu'en 1929, où il perd toute haute responsabilité mais demeure au parti et fidèle de Staline : 115.

ROTHSTEIN, Fedor Andréiévitch, dit John Bryan, Smith (1871-1953), père du précédent. Né en Russie, émigré en 1890, socialiste, se rallie aux bolcheviks en 1917 et représente secrètement la Comintern en Grande-Bretagne. Expulsé en 1920, il est ambassadeur à Téhéran puis travaille au commissariat du peuple aux affaires étrangères, et, en 1930, est transféré à l'Institut d'économie et de politique mondiale. Il est l'ennemi juré de John Maclean*, qui l'a accusé avec constance d'avoir été un agent du gouvernement britannique pendant la guerre : 152, 198, 498.

ROTHZIEGEL, Leo (1892-1919), typographe, anarcho-syndicaliste, déserteur en 1916, il s'évade de la prison militaire. Clandestin, il se rapproche alors de Koritschoner* et d'Égon Erwin Kisch*, est arrêté pour un manifeste retentissant et devient président de la Fédération des socialistes révolutionnaires « Internationale », composante du jeune PC autrichien En avril 1919 il emmène en Hongrie un contingent de volontaires pour défendre la révolution menacée, est reçu par Béla Kun* et tué au combat peu après : 60, 64, 65, 107, 117, 137.

ROTSTADT, Jozef (1877-1932), communiste polonais lié à Radek. Chargé du Bureau de Vienne en 1919-1920 : 143.

ROUCEK, Jaroslav (1874-1948), responsable du PCT à Brno, député communiste de 1920 à 1925, il prend le parti de Bubnik* dans le procès qui lui est fait, est exclu et retourne au PSD : 374, 375.

ROUDZOUTAK, Jan Ernestovitch, dit Libih (1887-1938), ouvrier agricole puis travailleur de l'acier en Lettonie, au parti en 1904, condamné en 1907 à dix ans qu'il purge à Riga, puis à Moscou à la Boutyrka. Il travaille ensuite dans les syndicats et au Turkestan, monte dans l'appareil, secrétaire du CC, commissaire du peuple, etc. Il est arrêté en 1937, exécuté en 1938 : 327, 726.

ROUFFIANGES, Marcel (1904-1981), fils de cheminot, militant JC, chargé par le PC en 1923 de l'organisation du travail anti parmi les soldats français des troupes d'occupation en Allemagne. Il est condamné à trois ans de prison : 302.

ROUGET DE LISLE, Claude Joseph (1760-1836), officier et compositeur, il a créé *Le Chant de Guerre pour l'Armée du Rhin*, devenu en 1792 *La Marseillaise*, depuis hymne national en France : 648.

ROUGIER, Pierre (1907-?), dessinateur industriel, secrétaire de cellule, il fait de l'agitation au SM et à son retour est versé dans le travail anti dont il sera le Technique au temps du « groupe ». Il disparaît ensuite de nos sources : 611.

ROUSSET, David (1912-?), étudiant socialiste, il rejoint les trotskystes français. En 1936, il prend contact avec les nationalistes marocains pour une négociation en vue de la proclamation de l'indépendance du Maroc espagnol par Madrid. Dirigeant du POI, déporté, auteur d'un grand livre sur les camps de concentration : 683.

ROUSSOS, Petros, dit N. Petrov, Spyros (1906-?), il a fait des études universitaires et fait partie du comité central des JC en 1929. Il suit les cours de l'Ecole Lénine à Moscou, puis revient en Grèce en 1935. Membre du CC, il dirige *Rizopastis*. Arrêté en 1936 par le gouvernement Metaxas*, il est déporté jusqu'en 1941, où il s'évade, rejoint le CC et reprend la publication, désormais clandestine, de *Rizopastis*. Après la guerre, il est impliqué dans les luttes fractionnelles et disparaît de la direction en exil en 1961 : 765.

ROUX, Edmond, Rudolf (1903-1996), étudiant à Londres, membre du CPGB, il entre à sa commission coloniale. Venu en Afrique du Sud, il est dirigeant des JC puis, en 1925, membre du CC du CPSA. Il défend de son mieux Bunting* et est écarté avec lui, après avoir été dans un secrétariat bicéphale bicolore avec le Noir Nzula* : 521.

ROVIO, Gustaa (1887-1938), tourneur, bolchevique en 1905 en Russie, il s'établit en Finlande en 1910 et devient secrétaire général de la Jeunesse social-démocrate. C'est chez lui que Lénine* se cache en juillet 1917. Pendant la révolution, il commande la milice d'Helsinki. Réfugié en URSS, il y est notamment directeur de la KUTV à Leningrad. Devenu secrétaire du comité régional de Carélie en 1929, il est accusé en 1935 de « déviation nationaliste », rappelé à Moscou, arrêté en 1937, fusillé en 1938 : 725.

ROY, Evelyn Trent, ép., dite Helen Allan, Santi Devi,

Américaine devenue à Stanford l'épouse de M.N. Roy* en 1915, elle semble avoir été son inspiratrice pendant ses années à la Comintern Elle le quitte en 1925 : 273.

ROY, Manabendra Nath, ps. de Battacharya Narendra Nath, dit Robert Allan, Martin, Dr Mahmoud, Dr Banerji (1887-1954), né dans une famille bourgeoise, il fait des études de mathématiques. Nationaliste, il va en Allemagne chercher de l'aide en 1915, puis en 1916 aux États-Unis, en 1917 au Mexique, où il rencontre Borodine* et cofonde le PC. En URSS, il participe en 1920 au II[e] congrès de la Comintern, rédigeant les « thèses supplémentaires sur la question nationale », travaille à Tachkent au bureau d'Extrême-Orient et accomplit une mission en Chine en 1927. Il est exclu comme droitier ; va en Inde et passe huit années en prison. Libéré en 1936, il rejoint le parti du congrès : 116, 164, 198, 267, 269, 270, 273-275, 402, 439, 450, 471, 477, 478, 551, 560, 563, 568, 604.

ROZIER, Edmond, ouvrier mécanicien, membre de la mission militaire française, il travaille avec Deymes* pour le compte de l'Armée rouge pour des modèles de chars d'assaut : 58.

ROZINE, Fritsis Adamovitch, ps. d'Ahsis (1870-1919), étudiant, il est arrêté en 1897, placé en résidence surveillée et réussit à émigrer en Grande-Bretagne, où il représente les social-démocrates lettons. Revenu en 1907, élu membre du CC du POSDR, il est condamné à quatre ans de bagne et à l'exil à vie, s'évade en 1913 et rejoint les États-Unis. Revenu en 1917, il est le chef du gouvernement soviétique letton, membre de l'exécutif panrusse des soviets : 76.

ROZVANY, Euges (1878-1938), médecin de Transylvanie, communiste réfugié en URSS, victime de la Grande Purge : 725.

RUANO, Francisco, dirigeant de JS d'Espagne, désavoué par le PSOE pour sa position « extravagante » de solidarité avec Abd el-Krim : 245.

RUBINER, Frida Ichak, dite Friedjung, Frieda Band et Banks, née Schack, Frida Lang (1879-1952), étudiante en philosophie en Suisse, mariée à un professeur allemand, elle est des premiers fidèles de Lénine, participe à la révolution bavaroise, est condamnée à la prison, s'exile en Autriche. Elle sympathise avec l'Opposition de gauche en 1923, et, en 1927, revient en Allemagne, où elle enseigne à l'École du parti. Émigrée en URSS en 1933, elle travaille dans un institut de recherches et notamment pour le comité central russe. Elle a su conserver l'estime de tous dans cette période difficile : 710.

RUDAS, Laszlo, dit Vladislaw (1885-1950), brillant intellectuel, journaliste, un des deux délégués du PCH qui ne sont pas parvenus au congrès de la Comintern, il est plus tard professeur à l'Institut des professeurs rouges et chef du département d'histoire à l'École Lénine internationale. Il revient en Hongrie en 1945 : 78, 622.

RUDNYÁNSZKÝ, Endre (1885-1943), avocat à Budapest, officier de cavalerie prisonnier de guerre, se marie à la sœur de Boukharine* ; il est l'un des dirigeants des communistes hongrois en Russie et le successeur de Béla Kun* à la tête de la Fédération des groupes communistes étrangers. Il participe à la fondation de la Comintern puis est nommé ambassadeur de la Hongrie révolutionnaire à Moscou. Il est au II[e] congrès, qui l'élit à l'exécutif et au présidium, et au III[e] congrès. Chargé d'une mission à Vienne en 1921, il rompt avec le PCH et s'enfuit en Roumanie, avec des fonds importants. Il revient cinq ans plus tard, est sévèrement condamné, effectue quinze années de prison et reste en URSS à sa libération : 54, 76, 79, 81, 82, 84, 90, 107, 108, 241.

RÜEGG, Gertrude, ps. de Tatiana Moisseienko, dite Henrietta, Sophie, Herbert, Koti, Adèle Rück (1891-1964), d'une famille de haute noblesse, elle fait des études supérieures de mathématiques, adhère au parti en 1918 et travaille ensuite avec l'OMS, effectuant des missions en Turquie, Autriche et Italie, où elle travaille à l'ambassade de l'URSS. C'est à Rome qu'elle s'éprend de Rudnik* ; ils ont un enfant, Dimitri. Ils sont rappelés à Moscou ; la suite se trouve dans la notice suivante. C'est elle qui, selon Brigitte Studer, était la responsable de l'OMS dans le bureau de la Comintern de Shanghai en 1930 : 521.

RÜEGG, Paul, ps. de Jakob Rudnik, dit Albrecht, Xavier Alois Beur, Germain Beuret, Rudolf Bergmann, Donat Boulanger, Edward Briggs, Sam Herssens, Alfred Julien, Luft, Marin, Marcel Motte, Oustimtchik, Hilaire Noulens, Ferdinand Vandercruyssen (1896-1962), né à Kiev, commandant en 1917 du « régiment de Finlande », membre du parti en 1919, il entre à la Tcheka puis à l'OMS, est en mission en France pour la constitution de l'appareil clandestin du PC, en est expulsé en 1924 ; affecté ensuite à Vienne, il connaît à Rome sa future compagne, est rappelé à Moscou et envoyé avec elle à Shanghai pour y être l'antenne de l'OMS en 1930. Leur arrestation déclenche une campagne mondiale de solidarité pour « Paul et Gertrude Rüegg ». Ils sont cependant condamnés à mort en 1932, leur peine commuée en détention perpétuelle. Mis en liberté sous caution en 1937 après le bombardement de leur prison, ils réussissent à revenir en URSS, où ils retrouvent leur fils. Tous deux meurent à Moscou, où ce dernier vivait en 1996, aimable hôte pour les visiteurs français dans les archives, après avoir été interprète près de la direction du PCF : 521.

RÜHLE, Otto (1874-1943), député social-démocrate, il vote en décembre 1914 avec Liebknecht contre les crédits de guerre. Il est après guerre, après un bref séjour au KAPD, l'inspirateur d'un courant spontanéiste. Réfugié au Mexique après 1933 : 140, 149, 198.

RUIZ Ibárruri, Rubén (1919-1943), fils de la Pasionaria*, réfugié en URSS après la guerre civile d'Espagne, officier dans un régiment de Gardes de l'Armée rouge, gravement blessé en 1942, tué en 1943.

RUSCH, Oskar (1884-?), métallo, il est délégué révolutionnaire en 1917, passe en 1920 de l'USPD au VKPD, qu'il quitte en 1922 : 124, 132, 133.

RUSSELL, Sam, pseudonyme de Samuel Lesser, fils d'émigrés juifs polonais en Angleterre, il adhère aux JC en 1936, s'engage dans les Brigades internationales, est blessé, adhère au PC et devient collaborateur du *Daily Worker* : 751.

RUST, William (1903-1949), employé, un des fondateurs des JC (YCL) britanniques, il est membre du CPGB en 1923, de son BP en 1925 ; longtemps un des dirigeants de la KIM, il dirige le *Daily Worker* en 1930-1932 et 1939-1949, combat en Espagne dans les Brigades et se révèle ardent partisan de la politique de la Comintern en 1939 : 498, 740.

RÜTGERS, Sebald Justinus (1879-1961), ingénieur, il travaille longtemps en Indonésie, puis aux États-Unis où il devient socialiste de gauche. Il assiste au congrès de fondation de la Comintern, est chargé de former le bureau d'Amsterdam et la conférence de février 1920. De 1921 à 1926, il est absorbé par l'organisation d'une « colonie industrielle autonome » au Kouzbass, quitte l'URSS en 1938 et meurt en Hollande : 30, 79, 95, 284.

RUTHENBERG, Charles E., dit David DAMON, Sanborn (1882-1927), socialiste en 1909, il est internationaliste pendant la guerre, devient secrétaire national du CPA en septembre 1919, fait dix-huit mois de prison, est élu suppléant de l'exécutif de la Comintern en 1922, titulaire en 1924 et secrétaire général du parti. Il est renouvelé mais meurt en 1927 des suites d'une opération : 259, 559.

RWAL, *cf.* Reicher

RYBALKINE, Iouri, historien soviétique de l'intervention russe en Espagne : 689.

RYKOV, Alekséi Ivanovitch, dit VLASSOV, Sergéiev (1881-1938), vieux bolchevik, membre du politburo, successeur de Lénine* à la tête du gouvernement, il est l'un des trois leaders de la droite, écarté des responsabilités en 1929, jugé, condamné et exécuté lors du troisième procès de Moscou : 301, 464, 551, 553.

RYLSKI-LIOUBINETSKY, Ignati Antonovitch, dit Osten, dit Jan Antonovitch (1893-1937), Polonais, collaborateur d'Abramov*, membre du bureau d'Extrême-Orient de 1931 à 1932, éliminé du centre en 1935, exclu du parti en 1937 et liquidé la même année : 720.

RYNG, Jerzy, dit J. Hagis, Hering (1886-1938), il participe à la révolution de 1905 en Pologne, émigre et devient ingénieur chez Fiat à Turin, adhère au PSI et connaît Gramsci*. Il rejoint le PC en Pologne, est arrêté à plusieurs reprises. Réfugié à Moscou, il est arrêté et exécuté : 148.

RYSKOULOV, Gurar Ryskoulovitch (1894-1943), fils de paysan, professeur d'horticulture, dirigeant soviétique au Turkestan, il joue un rôle important au congrès de Bakou, travaille au commissariat aux Nationalités. Il est arrêté en 1937, « mort en prison » en 1943 : 181.

S

SABATIER, André (1901-1925), militant communiste de Puteaux-Suresnes, il est abattu par un cadre de l'usine où il travaillait, le 12 octobre 1925 alors qu'il se mettait en grève. 150 000 personnes ont assisté à ses funérailles : 301.

SABOROWSKI, Elisaveta, dite SABO (et non Szabo) (?-1939), allemande, épouse d'Arthur Ewert, avec lui au Brésil en 1935, torturée et violée par la police brésilienne, livrée aux autorités allemandes et morte à Ravensbrück : 668.

SACASA, Juan Bautista (1874-1946), politicien libéral du Nicaragua, élu président en 1932, il tente la négociation avec Sandino, qui est assassiné à la sortie du palais présidentiel. Il est contraint à l'exil en 1936 : 445.

SACCHETA, Herminio, dit Leonidas, Aurelio Accioli, Borba, Paulo, Matos, Oliveira, Mario Reis, L. Rodriguez, Sa, (1909-1982), fils d'ouvrier immigré italien, journaliste. Il est en 1934 secrétaire régional du PCB à São Paulo et membre du comité central. Il participe à la manifestation unitaire contre les Chemises vertes, puis entre en désaccord avec la direction sur la question de la « bourgeoisie nationale progressiste », est exclu après une dure bataille politique et entraîne plusieurs centaines de membres du PC, qui forment avec lui le Parti socialiste révolutionnaire, partie prenante de la fondation de la IVe Internationale : 648, 668, 673.

SACCO, Nicola (1891-1927), ouvrier anarchiste italien condamné à mort pour meurtre en 1921 aux États-Unis et exécuté en 1927 malgré une campagne mondiale aujourd'hui réhabilité : 613.

SACERDOTE, Gustavo, dit Genosse (1867-1948), étudiant en lettres, gagné au socialisme en Allemagne, correspondant d'*Avanti* à Berlin, directeur de maison d'édition socialiste à Zurich : 155.

SADI, Mustafa, dit BOB, dit Nadjati Sidqi, ouvrier palestinien, élève de l'École Lénine de 1927 à 1929, il est le premier Arabe dirigeant du PKP, secrétaire général de 1930 à 1931. Il est écarté du parti après 1945 : 512.

SADOUL, Jacques, dit Marcel (1881-1956), avocat, membre du Parti socialiste, capitaine dans la mission militaire à Moscou, se rallie au bolchevisme après sa victoire, cofonde le groupe communiste français, collabore avec Rakovsky en Ukraine et dans le bureau du Sud de la Comintern. Condamné à mort par contumace en France en 1919, il se rend en 1924 et est acquitté. Toujours très proche de l'ambassade russe par la suite. C'est aux Russes qu'il se plaint de n'être pas présenté comme député par le PC : 43, 57, 58, 81, 92, 184.

SAEFKOW, Anton, dit Ferdinand Merker, Kurt (1903-1944) ajusteur, il est membre des JC en 1920, de leur direction nationale en 1923, du KPD en 1924, dont il devient courrier. Il est soupçonné d'appartenir au groupe Neumann-Remmele ; arrêté et lourdement condamné en 1933, il reprend le travail clandestin pendant la guerre, est arrêté en juillet 1944 et exécuté : 539.

Safarov, Georgi Ivanovitch, G.I. Egorov, dit (1891-1942), étudiant à Petersbourg, il devient bolchevique en 1908, émigre à deux reprises, en Suisse, travaille comme jar dini er dans le Midi, puis à St-Nazaire aux Chantiers de l'Atlantique,puis en Suisse d'où il fait le voyage de retour avec Lénine en mars 1917. Il exerce d'importants fonctions pour la Comintern au Bureau d'Extrême-Orient de Tachkent où il entre en conflit avec Tomsky sur la défense des nationaux. Il est avec Zinoviev le principal orateur au congrès des peuples et organisations révolutionnaires de l'Extrême-Orient à Moscou au début de 1922, préside la « commission

nègre » participe aux congrès de la Comintern et à leurs commissions coloniales. En 1924, il réintègre le parti et l'appareil de Leningrad et joue un rôle important das les oppositions. Exclu en 1927, il anime les « sans-chefs » qui capitulent en 1928 et est réaffecté à la Comintern, au département d'Extrême-Orient. Il règle la question de la Palestine et s'occupe de la Chine. Proche du Bloc des oppositions en 1932, il témoigne à son sujet au procès Zinoviev en janvier 1935. Il est arrêté et exilé en 1934, particulièrement maltraité et humilié en camp : 268, 269, 285, 286, 289,, 290, 382, 461-465, 505, 510, 536, 547, 574, 592, 661, 669, 765, 790.

SAFONOVA, Aleksandra Nikolaievna (1907-?), ingénieur, compagne d'I.N. Smirnov et animatrice de son groupe, brisée par les enquêteurs du GPU, elle témoigne à charge contre les accusés du premier Procès de Moscou : 592.

SAÏDOUN, Yahia, dit Bensaïd, Gustave (1902-?), né dans le Sud algérien, il émigre à Paris en 1925, adhère au PC, devient membre de la commission coloniale et de sa sous-commission nord-africaine et participe à la création de l'ENA, est membre de la commission exécutive Délégué au VIe congrès de la Comintern en 1928, il reste à Moscou jusqu'en 1931, suivant notamment les cours de l'École Lénine. En conflit avec Ferrat, puis avec la politique du PC, il se retire. Il serait mort dans la misère.

SAINT-JUST, Louis Antoine de (1769-1794), conventionnel, principal collaborateur de Robespierre. Jeune et beau, surnommé « l'Archange de la Terreur » : 105.

SAINT-PRIX, Jean de Soubeyran de, dit Jean Louis (1896-1919), descendant de Conventionnel, petit-fils du Président de la République Émile Loubet, ce brillant philosophe est d'abord pacifiste, rollandiste, puis se rallie avec enthousiasme au bolchevisme. Animateur des étudiants socialistes révolutionnaires de France, journaliste et polémiste de talent, il meurt de la grippe espagnole : 195.

SAKAI, Toshihiko, dit Kosen, Shiboruku Kaizuka (1871-1933), fils de samouraï, il devient journaliste, adhère au PSJ en 1906 et subit plusieurs condamnations à la prison, participe à la fondation du PCJ, connaît de nouveau la prison et fonde un « parti national populaire ouvriers-paysans » : 284-286.

SAKARELOS, Dimitrios (1900-1943), grec, instituteur rural, membre du PC, condamné pour le meurtre d'un ouvrier archiomarxiste de l'Opposition de gauche, il s'évade en 1934 de la prison d'Egine, passe deux ans à Moscou, à l'École Lénine, puis est envoyé dans les Brigades internationales d'Espagne et est ensuite affecté au Bureau occidental à Paris. Il revient en URSS en 1939. Homme de confiance et probablement membre du NKVD, il est envoyé en Grèce en 1943, mais est tué accidentellement à l'atterrissage en Yougoslavie.

SAKLATVALA, Shapurji Dorabji (1874-1936), d'une famille de riches commerçants, liée à la compagnie Tata, d'abord libéral, il devient socialiste en Grande-Bretagne, s'inscrit au CPGB en 1920 et est élu député en 1922. Il ne peut plus entrer en Inde après un voyage en Inde en 1929 : 447.

SALAZAR, Antonio de Oliveira (1889-1970), professeur d'économie, catholique, il dirige le Portugal d'une main de fer après 1932, en alliance avec la Grande-Bretagne mais aussi Mussolini et Franco. Il quitte le pouvoir pour raison de santé : 627, 689, 705.

SALGADO, Plinio (1901-?), journaliste, puis romancier, fondateur de l'Action intégraliste et chef des Chemises vertes, le mouvement fasciste brésilien des annés 30. Il essuie une cruelle défaite à São Paulo : 647-648.

SALIH, Hacioglu (1880-1938), turc, diplômé d'une école vétérinaire, il entre dans l'armée ; commandant en 1920, il prend ses premiers contacts avec des communistes. Il est lié à l'Armée verte et fonde le Parti communiste du peuple. Arrêté et condamné à quinze ans de travaux forcés, puis gracié en 1921. Deux fois arrêté et condamné, il représente aussi son parti à Moscou, où il est arrêté et liquidé : 270, 727.

SALLAI, Imre (1897-1932), employé, il entre au PCH pendant la révolution ; réfugié à Moscou, il travaille à l'Institut Marx-Engels. Revenu clandestinement au pays, il est pris et pendu : 546.

SALUS, Wolfgang Vaclav, dit KRIEGER, Pavel Posel (1908-1953), fils d'un médecin poète surréaliste, militant des JC converti à Moscou par l'Opposition de gauche, secrétaire volontaire de Trotsky à Prinkipo, animateur du groupe *Jiskra*, il est déporté par les Allemands et assassiné en 1953 par le KGB sur ordre de Staline. Ce meurtre n'a été découvert que récemment : 468, 575, 578, 729.

SAMMAN, Mustafa Wasfi, âl (1887-?), ancien officier de l'armée ottomane, devenu nationaliste syrien, chef d'un société secrète, il devient en 1926 le dirigeant du Comité révolutionnaire national provisoire de la Gupta : 394.

SAMPAIX, Lucien (1899-1941), ajusteur-mécanicien puis journaliste à *L'Humanité*, il est condamné aux travaux forcés à perpétuité en août 1941 et fusillé comme otage : 779.

SAMPURNANAND, militant indien actif et influent du Parti du Congrès dans les Provinces-Unies, il est influencé par les écrits de M.N. Roy, et, nationaliste révolutionnaire, il avance vers le communisme. Il est arrêté lors de l'affaire de la « conspiration de Cawnpore » : 274.

SAMSONOV, russe, membre de la « Commission Moskvine » : 669.

SAMUEL, Herbert (1870-1963), dirigeant libéral britannique, plusieurs fois ministre, chargé par le gouvernement conservateur du rapport sur la situation dans l'industrie minière avant la grève générale : 413, 414, 419, 420.

SAMUELY, *cf.* Manouilsky.

SÁNCHEZ, Barroso, José, sergent du régiment de Garellano, en garnison à Bilbao où règne une vive agitation contre la guerre du Rif, et beaucoup de tumulte au moment du désastre d'Anoual. en 1921. Son régiment est envoyé à Malaga pour y embarquer pour le Maroc et il semble qu'il ait été le meneur d'une mutinerie et du refus des hommes de rejoindre le théâtre des opérations. Il est condamné, mais gracié, et sa trace se perd : 245.

SÁNCHEZ ROMÁN, y Galliffá, Felipe (1893-1956), professeur de droit, Il rédige le programme électoral des

gauches mais ne rejoint pas leur coalition. Il tente vainement la médiation en juillet 1936 : 676, 677.

SANDINO, Augusto César (1893-1934), ancien officier, organisateur de la guérilla au Nicaragua, vedette de la Ligue anti-impérialiste, puis rejeté comme nationaliste petit-bourgeois, il fait sa paix avec le gouvernement, il est assassiné sur ordre de Somoza : 500, 509, 519, 617.

SANJURJO, Sacanell, José (1872-1936), chef de la Garde civile sous la monarchie espagnole, auteur d'une tentative manquée de *pronunciamiento* en 1932, âme du *Movimiento* en 1936, il se tue accidentellement au premier jour : 496, 678, 684.

SANO, Manabu, dit Sano Gaku, Shin Katajima, Mikio Takaoka, Gakujin (1892-1953) ; professeur d'université, il adhère au PCJ en 1922 à sa fondation. De 1923 à 1925 il le représente à Moscou, où il revient en 1928 pour discuter de la refondation. De nouveau arrêté en 1929, il est condamné au procès de 1932-1933 aux travaux forcés à perpétuité et convainc ses camarades d'abjurer leurs idées communistes. Il passe quinze ans en prison et, à sa sortie, il se fait le propagandiste d'un socialisme respectueux de l'empereur : 286.

SANTOS, Pedro Abad (1875-1943), fils d'une famille de riches Philippins, il a eu une formation universitaire, est devenu avocat défenseur des paysans. Condamné à mort après l'échec du soulèvement nationaliste du général Hizon dans les années 1890, il a sa peine commuée et, après vingt-cinq ans de prison, reprend son activité, entrant au Parti socialiste en 1930, puis allant à la fusion avec les communistes, devenant vice-président du nouveau parti. Il est l'inspirateur des Huks et le maître à penser de leur chef Luis Taruc. Arrêté en décembre 1942 par l'armée japonaise, il meurt en prison presque aussitôt : 760, 788.

SAPRONOV, Timoféi V. (1887-1939), peintre en bâtiment, au parti en 1911, il s'oppose à Rakovsky en Ukraine d'un point de vue gauchiste en 1920, puis fonde la tendance « déciste » (centralisme démocratique), qui entre en 1926 dans l'opposition unifiée. Exclu puis réintégré en 1927, de nouveau exclu en 1932, tué en prison : 246.

SARAPHIS, Stefanos, officier de carrière, choisi en 1943 par les agents britanniques en Grèce pour contrebalancer l'influence de l'ELAS, il est enlevé par Aris Velouchiotis et ses *andartes*, se rallie à eux et devient leur chef militaire : 768.

SARRAIL, Maurice (1856-1929), général, franc-maçon, tenu à l'écart par les chefs militaires à cause de son anticléricalisme. Le gouvernement du Cartel des Gauches le nomme Haut-Commissaire en Syrie. Sous l'œil goguenard de la presse de droite, il va multiplier les erreurs et les provocations à l'égard des populations, qu'il indispose par son autoritarisme, jusqu'à la catastrophique décision, qu'il prend personnellement, de bombarder Damas. Paris se décide alors à le rappeler et à le remplacer par un civil : 394.

SARRAUT, Albert (1872-1962), avocat, radical-socialiste et franc-maçon, député en 1909, puis sénateur, plusieurs fois ministre notamment des colonies, chef du gouvernement français en 1933 et 1936, auteur de la phrase « Le Communisme, voilà l'ennemi », en 1929. Il est arrêté par l'occupant en 1943 et « déporté d'honneur » : 676, 682.

SAUERLAND, Kurt (1905-1938), écrivain, rédacteur en chef de *Rote Aufbau*, il émigre à Paris puis à Moscou en 1934, où il travaille comme rapporteur aux éditions de la Comintern. Arrêté en 1937, fusillé en 1938 : 724, 730.

SAVINKOV, Boris Viktorovitch (1879-1925), fameux terroriste sr, organisateur de l'assassinat du grand duc Serge, il devient vice-ministre de la Guerre dans le gouvernement Kerensky* et combat les armes à la main le pouvoir des bolcheviks. Ceux-ci l'attirent dans un piège en Russie et le condamnent à mort. Il semble qu'il se soit suicidé en prison : 51, 52.

SCHACHT, Ernest (1904-1942), Suisse, aviateur dans l'Armée rouge, il combat en Espagne, est arrêté au retour avec toute sa famille et meurt : 727.

SCHACHT, Horace Greely Hjalmar (1877-1970), financier allemand, président de la Reichsbank de 1920 à 1930, puis de 1933 à 1939, rallié très tôt à Hitler*. Il est acquitté au procès des criminels de guerre : 524.

SCHAIN, Clara, communiste roumaine réfugiée à Moscou et liquidée : 725.

SCHEFLO, Olav (1883-1959), dirigeant du DNA avant la guerre, partisan de l'adhésion à l'IC, il quitta cette dernière en même temps que son parti. En 1935 il joue un rôle important pour l'accueil de Trotsky en Norvège : 260.

SCHEHR, John (1896-1934), fils d'ouvrier, ajusteur à Altona, il va du SPD à l'USPD et au KPD. Il travaille sur le port jusqu'en 1925, monte ensuite dans l'appareil à l'initiative de Thälmann*, dont il est le complice direct dans l'affaire Wittorf*. En 1932, après les sanctions contre Neumann* et Remmele*, il est appelé au Polburo et au secrétariat, pratiquement comme suppléant de Thälmann. La Comintern lui confie la succession de Thälmann, mais il est arrêté en novembre 1933 et fusillé en représailles de l'exécution de Kattner*, responsable de l'arrestation de Thälmann : 486, 487, 539.

SCHEIDEMANN, Philip (1865-1939), ouvrier imprimeur, député social-démocrate, lié à Ebert*, il lui succède à la chancellerie, démissionne quand le Reichstag décide de ratifier le traité de Versailles : 60, 62, 121, 132, 136, 164, 188.

SCHERINGER, Richard (1904-?), officier nationaliste, d'abord nazi, il rejoint le KPD alors qu'il est en prison et voit en lui l'instrument de la libération de l'Allemagne : 530.

SCHILDBACH, Gertrud née Neugebauer (1903-194?), née à Strasbourg, membre du KPD de 1920 à 1933, collaboratrice occasionnelle de N.M. Poretski*, Ludwig. Elle vit en Italie. Elle l'attire dans le piège où il est assassiné en 1938 près de Lausanne. Réfugiée en URSS, elle est arrêtée et condamné en novembre 1939 à cinq années d'exil et meurt en camp : 729.

SCHLAGETER, Albert Leo (1894-1923), jeune officier, membre d'un corps franc, fusillé par les troupes françaises d'occupation de la Ruhr pour avoir fait sauter un pont. Ce sont sa mort et un discours de Radek* sur le « Pèlerin du Néant » qui l'ont rendu célèbre : 296, 306, 307, 336

SCHLAMM, Willi, dit Wilhelm Stefan (1904-1978), dirigeant des JC en Autriche, rédacteur en chef du quotidien communiste de Vienne, *Die Rote Fahne*, il passe à l'opposition de gauche pour très peu de temps. Après avoir accueilli Trotsky* dans les colonnes de *Die Neue Weltbühne*, éliminé de cet hebdomadaire, il émigre aux États-Unis et évolue vers la droite : 519, 561.

SCHLEICHER, Kurt von (1881-1934), officier d'état-major pendant la guerre, responsable des questions politiques, il joue un rôle important en 1918-1919, où, major, il est conseiller politique de Hindenburg*. Devenu général, il essaie d'empêcher la venue au pouvoir des nazis par un gouvernement qui aurait l'appui de la Reichswehr et d'une fraction nazie. Il échoue. Hitler* le fait assassiner pendant la Nuit des longs couteaux : 533, 545, 656.

SCHMIDT, Petrus, Johannes, dit Thomson, journaliste socialiste, organise en 1932 la scission et fonde l'OSP. Après fusion avec le RSP il est président du RSAP, et abandonne en 1936 : 638.

SCHMIDT, Robert (1864-1937), ouvrier (fabricant de claviers), responsable syndical, anciennement ministre de l'Economie, il est vice-chancelier dans le gouvernement Stresemann* en 1923 : 321, 341.

SCHMIDT, Vassili Vladimirovitch, dit Nikolaï (1886-1940), métallo, au parti en 1905, secrétaire des métallos de Vyborg en 1912, secrétaire du comité de Pétersbourg pendant la guerre, plusieurs fois arrêté puis dirigeant syndical. Il est envoyé en Allemagne pour l'insurrection d'octobre 1923. Il est écarté des postes responsables en 1933, exclu et arrêté en 1937 : 324, 328.

SCHNEIDER, Josef (1882-1939), journaliste, 1905 au SPD, 1917 à l'USPD, décembre 1920 au KPD. Un des chefs de la lutte armée en mars 1921, condamné à mort, il émigre en URSS et travaille à Moscou. Arrêté, il est mort au camp de Magadan : 217.

SCHNELLER, Ernst (1890-1944), fils de cheminot, enseignant, il est capitaine à la fin de la guerre, adhère au SPD en 1920, organise la résistance aux kappistes et adhère au KPD. Chef des centuries prolétariennes en 1923, député au Reichstag en 1924, il est mis à l'écart après l'affaire Wittorf*. Arrêté en 1933, il est fusillé par les SS en 1944 : 317, 328, 486, 487.

SCHNEPPENHORST, Ernst (1881-1945), social-démocrate bavarois, chef du gouvernement au nom duquel les corps francs rétablissent l'ordre à Munich en 1919 : 102.

SCHNEEWEISS, Helmut (1903-?), membre du KPD, exclu, il organise la résistance commune des partis ouvriers à Oranienburg et rejoignant l'opposition de gauche : 588.

SCHOLEM, Werner, dit K.M., K.Mar, Semper idem (1895-1940), fils d'un patron d'imprimerie, frère de Gershon Scholem, il fait des études secondaires, commence des études supérieures d'histoire et droit. Il est en 1912 membre des JS et en 1913 du SPD. Membre de l'USPD, il fait de la prison en 1917, à la gauche de son parti il se retrouve avec elle dans le VKPD. Il est le plus jeune député au Landtag en 1921, combat en mars 1921, est arrêté et condamné en septembre et fait quelques mois de prison. Il est membre de la gauche berlinoise, secrétaire à l'organisation du district de Berlin, et monte avec elle, membre du CC et du Polburo en 1924, député au Reichstag puis animateur de l'« ultragauche » qui préconise l'indépendance à l'égard de Moscou. Il est exclu du CC en 1925, organise en 1926 la signature de la lettre dite des 700, est exclu du parti. Il cofonde la *Leninbund*, puis collabore avec l'opposition de gauche. Il reprend ses études de droit. Arrêté en mars 1933, persécuté par les nazis comme juif et communiste, il est assassiné en 1940 à Buchenwald : 465, 533, 539, 574, 583, 588, 593.

SCHOLZE, Paul (1886-?), métallo, délégué révolutionnaire en 1917 et en janvier 1918, membre de l'USPD, il est arrêté, mais libéré par la révolution de Novembre. Il devient président des Délégués révolutionnaires. Membre et président du comité révolutionnaire de janvier 1919, avec Ledebour* et Liebknecht*, membre du comité révolutionnaire de Berlin en janvier 1919, il échappe à la traque des corps francs et rejoint le KPD en 1920. Réfugié à Moscou, actif dans le Secours ouvrier international, arrêté en décembre 1936, déporté en 1938, il meurt au goulag : 72, 203.

SCHÖNHAAR, Eugen, dit Eugen, Ewald, Rackwitz (1898-1934), ouvrier, était membre du groupe Neumann-Remmele* en 1932 et responsable des imprimeries de l'appareil clandestin. Il est fusillé par la police des nazis en représailles de l'exécution de Kattner*, l'agent nazi infiltré qui avait permis d'arrêter Thälmann.*.

SCHÖNAICH, Karl von, officier général allemand devenu pacifiste : 542.

SCHREINER, Albert, dit Michael Anders, Baumann, Albert Müller, Alfred Wallner (1892-1979), ajusteur-mécanicien, membre du SPD, spartakiste pendant la guerre, il joue un rôle important à Stuttgart en 1918. Dans l'appareil militaire en 1923, il suit les cours d'une académie militaire en URSS en 1924. Il est l'un des dirigeants du RFB, est exclu du KPD en 1929 et rejoint la KPO ; il revient au KPD en 1932. Il est chef d'état-major de la XIII[e] brigade internationale. Il vit en RDA après la guerre, historien souvent en conflit avec la ligne : 328.

SCHROEDER, Karl (1885-1950), fils d'enseignant, docteur en philosophie, il entre au SPD en 1913, puis à la Ligue Spartakus, où il est lié à Rosa Luxemburg* et Liebknecht*. En 1920, il est l'un des initiateurs du KAPD, dont il prépare le programme avec Gorter*, et construit l'AAUD. Il fait un voyage illégal à Moscou où il fait admettre le KAPD, comme parti « sympathisant » dans la Comintern en novembre 1920. Il retourne au SPD dès 1924 : 142, 546.

SCHROEDER, Kurt von (1889-1965), banquier qui finance Hitler et lui sert d'intermédiaire avec von Papen en janvier 1933. Condamné à trois mois de prison en 1947 : 524.

SCHUBERT, Hermann, dit Max Richter (1886-1938), d'abord mineur, ensuite tourneur, au SPD en 1907, à l'USPD en 1917, au KPD en 1920. Avant 1923 il suit les cours de l'école Lénine à Moscou, organise en 1923 les préparatifs du soulèvement d'Octobre en Thuringe, est arrêté en 1924, libéré par une manifestation qui prend la prison d'assaut. Il est assez long-

temps illégal, faisant une carrière d'*apparatchik* derrière Thälmann*, entre au Polburo en 1932. Il pense lui succéder mais se heurte à Ulbricht* et John Schehr.* Il a quelque temps la majorité au Polburo contre Ulbricht mais la perd à Moscou et il n'est pas réélu en 1935 au CC. Il est arrêté en URSS en 1937 et porté mort en 1938 : 656, 661, 724, 730.

SCHÜLLER, Richard, dit Joan, Lucien, Max (1901-1957), fils d'avocat, dirigeant des lycéens socialistes à Vienne, fondateur et secrétaire des JC d'Autriche en 1918. Membre de l'exécutif de la KIM, il lâche Münzenberg*. Responsable de son bureau du Sud-Est, il est le deuxième dans la hiérarchie, jusqu'en 1928, après Chatskine*. Revenu à Vienne en 1928, il y dirige *Die Rote Fahne*. Il émigre après 1934, à Prague, puis en URSS en 1935, et en revient en 1946 : 94, 235, 711.

SCHULTE, Fritz, dit FRITZ et Georg Schweitzer, Fiedler, Georg, Fritz Stark, Winter (1890-1943), ouvrier dans les produits chimiques, il entre à l'USPD en 1918, au VKPD en 1920. Droitier en 1923, il passe de l'autre côté en 1924, combat les « conciliateurs » et est élu au CC et au Polburo en 1929. En 1932, il prend la tête de la RGO. Il défend avec Schubert* une ligne dure, est arrêté en 1937. Mort officiellement en 1943 : 656, 661, 724.

SCHÜRER, Hans, étudiant en histoire, membre de l'opposition de gauche allemande, il rend visite à Trotsky en Turquie : 575.

SCHÜSSLER, Otto, dit Meunier, Oscar Fischer (1905-1984), emballeur de livres, saxon, membre du KPD, il rejoint l'opposition de gauche et part à Prinkipo comme secrétaire de Trotsky*. En France, puis au Mexique, il continue à travailler pour lui : 575.

SCHÜTZ, Max (1894-?), ajusteur, il entre au SPD en 1911, au KPD en 1919, alors qu'il est cheminot. En 1924 comme représentant de la gauche, il entre au CC et au Polburo, est élu au Reichstag, devient responsable du KPD au travail dans les syndicats. En 1926, il se joint aux 700, rejoint la *Leninbund* en 1928 : 470.

SCHWAB, Alexander, dit Sachs (1887-1943), imprimeur, spartakiste, puis membre du KPD, il rejoint le KAPD à sa fondation, est délégué à Moscou au III[e] congrès de la Comintern, fait son rapport au congrès du KAPD et quitte, rejoignant le SPD.

SCHWAB, Sepp (1897-?), bavarois, membre du KPD à sa fondation arrêté après la chute de la république des conseils de Munich. En 1927, il est chef du département de la presse au CC du KPD, de 1930 à 1936 à Moscou chargé des affaires allemandes au secrétariat de la Comintern et réalise en 1933 un voyage clandestin en Allemagne. De 1938 à 1945, il travaille à la radio, puis devient ambassadeur en 1954 et vice-ministre des Affaires étrangères en 1956 : 654.

SCHWEIDE, Isaac (1890-?), né en Argentine de famille russe, polyglotte, membre de la FGS en Italie avant 1914, secrétaire général en juillet 1915, il est expulsé en septembre en Suisse, se lie aux bolcheviks et à Misiano*. Arrêté et expulsé, il se rend à Berlin et accompagne Morgari* à Moscou comme secrétaire. A son retour par Vienne et la Hongrie, il organise un réseau clandestin : 67, 94, 106.

SCHWENK, Paul, dit Paul Scherber (1880-1960), ajusteur, SPD 1905, USPD 1917, KPD 1920, journaliste, député au Landtag de Prusse, émigré à Paris, en contact amical avec l'opposition de gauche. Parti en URSS en mai 1934, arrêté en 1937, libéré en 1941, revenu à Berlin en 1946 : 550.

SCOTT, Charles Edward, *cf.* Jansons, Karlis.

SEDKY, Ismaïl, militant du Wafd, organisateur de la grève de 1919, il devient le président de l'union des industriels égyptiens puis Premier ministre en 1930, et entreprend la destruction de toutes les conquêtes révolutionnaires, de la Constitution aux droits de l'homme : 512.

SEDLAČEK, Anton (1901-1944), slovaque, membre du PCT en 1923 à Zilina, il organise des groupes partisans dans la région en 1941-1942. Fusillé en 1944 alors qu'il était commissaire d'une brigade : 777.

SEDOV, Lev Lvovitch, dit Alex, Dix, Durand, Gil, Schwartz, N.Markine (1906-1938), fils de Trotsky, membre des JC, responsable de l'Opposition de gauche chez les JC. Il accompagne son père en déportation à Alma Ata, puis en Turquie lors de son expulsion, s'établit en Allemagne en 1931, en France en 1933. Mort probablement assassiné par les hommes de Soudoplatov*, malgré les acrobaties verbales de ce dernier : 450, 465, 554, 571, 579, 582, 583, 588, 590, 711.

SEECKT, Hans von (1866-1936), officier monarchiste, chef de la Reichswehr de 1920 à 1926, pose les bases de la réorganisation de l'armée allemande : 128, 135, 255, 295, 369.

SEGAL, Lex, économiste russe enseignant à l'École Lénine : 622.

SEGUÍ, Rubinat, Salvador (1887-1923), dit El Noy de Sucre, ouvrier peintre, anarchiste du groupe *El Fills de Puta*, organisateur du *sindicato unico* en 1907, il combat dans l'insurrection de Barcelone en 1909. En 1915, il est secrétaire de la fédération CNT du bâtiment de Barcelone et dirige la grève d'août. Il est arrêté en 1917 comme un des organisateurs de la grève générale révolutionnaire. Secrétaire de la CRT catalane, il systématise la formation de syndicats d'industrie. Devenu la bête noire des anars, il est écarté de la direction et, selon Andrés Nin*, se rapproche du communisme, quand il est abattu par un *pistolero* des patrons : 49, 112, 332.

SEIDEL, Josef, employé de banque, communiste, membre du gouvernement des conseils de Munich en 1919, pris et par les corps francs lors de leur entrée dans la capitale bavaroise, condamné et exécuté : 103.

SEIPEL, Ignaz (1876-1932), prêtre catholique, évêque, protonotaire apostolique, chef du Parti chrétien-social que nous appelons familièrement « catho-fasciste », ministre en 1918 dans le gouvernement impérial ; chancelier d'Autriche de 1922 à 1924, de 1926 à 1929, il laisse sa place à Engelbert Dollfuss* : 629.

SEIPOLD, Oskar (1889-1966), né à Łódź de parents allemands, mécanicien, il fait la guerre dans l'armée russe, reste après guerre et se fait naturaliser allemand. Il est condamné en 1923 à cinq ans de prison pour son activité, et fait deux ans. En 1930, il rallie l'opposition de gauche ; il remplace Ernst Meyer* au Landtag à sa

mort et y prononce au moins un discours rédigé par Trotsky*. Après 1933, il réussit à se cacher en Pologne sans être identifié : 577, 588.

SELLIER, Louis (1885-1978), postier, il est membre de la SFIO en 1909, se retrouve au PC après Tours en 1920, est élu en 1922 au présidium de la Comintern. Il est ensuite secrétaire général et membre du bureau politique, mais est remplacé peu après par Sémard*, et exclu en 1929 : 481, 558.

SEKANINA, Ivan (1900-1940), leader de la gauche des JS, des étudiants de Kostufra, il est membre du Parti socialiste ouvrier qui rejoint le PCT en 1925. Docteur en droit, avocat, il défend les militants communistes devant tous les tribunaux de l'Europe centrale et balkanique, joue un rôle important dans la campagne pour Dimitrov*. Il condamne publiquement les procès de Moscou. Il est arrêté le lendemain du jour de l'entrée des troupes allemandes et meurt assassiné à Sachsenhausen : 679.

SEMAOUN, dit Sumano, Simson (1898-1971), Indonésien, ayant une instruction secondaire, cheminot, syndiqué et membre de Sarekat Islam, il adhère à l'ISDV en 1916, devient dirigeant de la confédération syndicale en 1919, il est élu président du PKI à sa naissance le 23 mai 1920. Il est en Russie entre octobre 1921 et mai 1922, y encontre Lénine ; revenu favorable à la poursuite du « noyautage » de Sarekat Islam, il est arrêté en 1923, prend part au V[e] congrès de la Comintern en 1925. Représentant du PKI en Hollande, il est élu à l'exécutif de la Comintern et en 1926 à son présidium, combat le projet d'insurrection armée, puis disparaît des organismes dirigeants. Après la guerre, il collabore avec le gouvernement de Soekarno : 287, 443.

SÉMARD, Pierre, dit Lux, Thomas (1887-1942), cheminot, d'abord anarcho-syndicaliste, il adhère au PS et se syndique en 1916. En 1922 il est un des dirigeants de la CGTU et membre du PC. Secrétaire général du PC en 1924, il est vice-président de la Comintern et reste jusqu'en 1928 à son exécutif et à son présidium. Il est arrêté en octobre 1939 et fusillé en 1942 par les occupants : 375, 381, 391, 484.

SEMERJEEV, Petar, ancien membre du CC du PC bulgare réfugié en Israel, il fait des révélations sur le rôle de Dimitrov* en 1923 et 1925.

SENGHOR, Lamine (1889-1927), boy, employé de maison, mobilisé en 1915 dans un régiment de tirailleurs sénégalais, blessé, gazé, décoré, au Sénégal de 1919 à 1922, il revient à Paris et devient employé des postes, adhère en 1924 à l'Union intercoloniale et au PCF ; il est l'organisateur des « Nègres » à travers le Comité de défense de la race nègre (1926), membre du bureau de la LAI, mort jeune, tuberculeux : 287, 447, 508, 520.

ŠEREMET, Akif, dit BERGER, Karl Ivanovitch (1899-1938), enseignant de Bosnie, membre du PCY, émigré en URSS, travaille, à la disposition des cadres de la Comintern, jusqu'à son arrestation : 722.

SERGE, Victor, ps. de Victor Lvovitch Kibaltchitch dit R. Albert, Aleksei Berlowski, Georges Garine, Gottlieb, Victor Klein, le Masque, Poderevski, Ralph, Siegfried, V. Stern (1890-1947), écrivain francophone d'origine russe, citoyen belge, d'abord anarchiste et lié à la bande à Bonnot, il devient bolchevique en Russie et collabore à la Comintern, notamment dans *Inprekorr*, son bulletin de presse. Il est exclu pour ses activités oppositionnelles, mais, libéré, regagne l'Occident où il fait beaucoup pour faire connaître la répression et la vérité sur les grands procès : 90, 183, 184, 187, 198, 200, 230, 235, 255, 388, 465, 467, 618.

SERRA, Pamiès, Miquel (1902-1968), d'abord membre de l'Union socialiste de Catalogne, indépendantiste, il adhère au PSUC et devient conseiller à la Généralité. Réfugié en URSS en 1939, il critique le pacte puis la politique stalinienne, et préconise la séparation totale du PSUC et du PCE. Exclu, il s'éloigne définitivement : 747.

SERRANO PONCELA, Segundo (1912-1976), licencié en droit et lettres, journaliste, dirigeant des JS puis des JSU. Il s'éloigne de la JSU et de la politique pour se consacrer à la littérature. Il se fixe aux États-Unis, où il est professeur d'université et romancier : 641-643, 678.

SERRANO SUÑER, Ramón (1901-?), avocat, beau-frère de Franco, d'abord collaborateur de Gil Robles*, il entraîne vers le fascisme les Jeunesses d'action populaire. Arrêté lors du *pronunciamiento*, il est échangé et devient un grand personnage du régime franquiste, son versant « occidental » : 578.

SERRATI, Giacinto Menotti, dit Gavroche, Massimo (1874-1926), leader de l'aile « maximaliste » du PSI, internationaliste pendant la guerre, il résiste à l'application des 21 conditions, subit la scission du PCI à Livourne et n'est finalement admis dans le PCI qu'en 1924, où il est de nouveau au CC : 36, 48, 67, 113, 156, 159, 165, 170, 173, 186, 188, 206, 209, 229, 235, 241, 255, 258, 352.

SERRET, Gilbert, dit Jean Malaurie (1902-1943), instituteur, il participa au congrès de la Fédération de l'enseignement avec Élie Reynier*, son professeur, à sa sortie de l'EN de Privas. Membre du SNI, il est un des dirigeants de la Fédération unitaire de l'enseignement, secrétaire de la Fédération unitaire de 1930 à 1932, membre de la CA départementale de la CGTU. Il rencontre Trostky* à Noyarey en 1934. C'est lui qui prononce au nom de la minorité révolutionnaire, au congrès de la CGT à Nantes, un réquisitoire contre la politique de front populaire. Déplacé d'office par Vichy, il meurt dans des conditions suspectes, assassiné selon les siens : 496, 672.

SERVAIS, Claude, ps. de David Retchisky, dit Bergeret, M. Chavannes, Marcel Fabre, Hauteroche, Jérôme, Servet (?-1944), membre des JC en 1925, secrétaire régional de la RP en 1926, élève de l'École Lénine, secrétaire à l'*agit-prop* du PC en 1930, blâmé pour son appartenance au « groupe », il est affecté à Moscou, où il travaille au secrétariat latin de la Comintern, puis est exclu pour un motif que nous ignorons. Il repart en France et doit se tenir à l'écart du PC. Il travaille en usine sous le nom de Marcel Fabre. Étranger, il ne peut s'engager dans l'armée française, sauf la Légion étrangère, et renonce. Réintégré dans le PC clandestin en octobre 1940, il est chef de secteur FTP dans la RP dès leur création. Il est interrégional FTP

dans l'Yonne, puis à Bordeaux. Il est tué en 1944 : 615, 619.

ŠEŠAN, Arthur, enseigne de vaisseau croate, membre et animateur du Comité révolutionnaire yougoslave de Šibenik qui compte sur l'appui italien : 40.

SESÉ, Artaso, Eurique Durain (1897-1937), ouvrier catalan, membre du PCE, il suit Maurín au BOC, puis rejoint le PSUC et son CC. Secrétaire général de l'UGT catalane, réservé vis-à-vis de la politique stalinienne, il devient membre du Conseil de la généralité est tué dans une fusillade en s'y rendant à la fin des journées de mai : 510.

SEVERING, Carl (1875-1952), ajusteur qui rêvait de devenir musicien, il travaille en Suisse pendant quelque temps puis devient le plus jeune élu du Reichstag, social-démocrate, en 1907. En 1919, il est commissaire pour la Rhénanie-Westphalie et Otto Braun* le prend comme ministre de l'Intérieur de Prusse de 1920 à 1928. Il est ministre de l'Intérieur du Reich en 1928. Il est déposé en Prusse par décret de von Papen*, en 1932 : 216, 300, 309, 317, 340, 531, 540, 541.

SHACHTMAN, Max, dit Marsh, Henry Renner, Trent (1903-1972), né en Pologne, émigré très jeune, il adhère aux JC aux États-Unis et en devient le secrétaire général, puis il est adjoint de Cannon* à *l'International Labor Defence*. Les deux hommes passent ensemble à l'Opposition de gauche et continuent de militer, frères ennemis dans la même organisation se réclamant de Trotsky*, jusqu'en 1940, point de départ du retour de Shachtman* vers la social-démocratie : 579, 698.

SHAFIK, Muhammad, dit Raza (1898-?), indien, membre du groupe de Tachkent en 1920, observateur au 2e congrès de la Comintern, premier secrétaire général du PC indien formé en exil à Tachkent en novembre 1920, il demeure un dirigeant important, après la prison au procès de Meerut, quitte la politique en 1932 : 273.

SHEHU, Mehmet (1913-1981), études secondaires et début d'études d'officier en Italie. Combat dans les Brigades internationales en Espagne, est interné en France, retourne en Italie et rejoint l'Albanie, où il est en 1943 suppléant du CC du PC et chef de la première brigade de partisans. Chef du gouvernement en 1954, il se suicide en 1981.

SHI Yang (1889-1925), avocat chinois à la personnalité exceptionnelle. Membre du PCC en 1921, Il est avant tout le conseiller juridique et en partie le dirigeant de syndicats nouveaux dans le Hubei, les coolies, les *rickshaws*, finalement les cheminots. Wu Peifu,* le seigneur de la guerre, le fait arrêter à son bureau et fusiller sans jugement : 281.

SHIGA, Yoshio, dit Shozo Murata (1901-?), élève du secondaire, il participe en 1918 aux émeutes du riz ; en 1922, il organise à Tōkyō des cercles d'études en sciences sociales, et en 1923 adhère au PCJ. En 1925 il est de la poignée de cadres qui s'occupent de la « reconstruction du parti ». Arrêté en 1928, il fait vingt-huit ans de prison au cours desquels il est inébranlable. Libéré en 1945, il reprend son activité : 286, 506.

SIANTOS, Giorgios, dit Evmaios, Geros, Samarinotis, Saris (1888-1947), ouvrier du tabac à treize ans, il est de 1911 à 1920 dans l'armée grecque et devient sous-officier. Au PC en 1920, au CC en 1927, il est à l'École Lénine de Moscou de 1931 à 1933, devient secrétaire général du parti. Interné par Metaxas* en 1936, évadé, de nouveau arrêté, il s'évade en septembre 1941 et redevient secrétaire général, gardant ses fonctions jusqu'au retour de Zachariadès*. Mort brutalement dans des circonstances suspectes et qualifié *post mortem* de « traître » et d'« agent de l'ennemi de classe », exclu à titre posthume en 1953 : 748, 765, 768.

SIBURU, David A., dirigeant des JC d'Argentine, il rompit en opposition à la troisième période et rejoint les trotskystes : 678.

SIEMENS, Karl Friedrich von (1872-1941), héritier de la dynastie des industriels allemands, il contribue au financement du Parti nazi : 218.

SIEVERS, Max (1887-1944), employé de commerce, soldat en 1914, il entre à l'USPD en 1917, au KPD en 1921, et, lié à Levi*, devient secrétaire de la centrale du KPD. Exclu en 1921, il suit le même itinéraire, émigre en France, où il est pris par l'occupant et pendu : 223.

SIKORSKI, Wladyslaw (1881-1943), ce militaire, considéré comme un adversaire du régime polonais des « colonels », général lors de la chute de la Pologne, se trouve à Paris, où il prend la tête d'un gouvernement en exil. Il négocie sa reconnaissance par les Alliés. Après un bon début avec la formation en URSS d'une armée polonaise (Anders) avec des prisonniers de guerre, il prend position sur l'affaire de Katyn, ce qui provoqua la rupture entre l'URSS et son gouvernement. Il meurt dans un accident d'avion : 798.

SILLEN, Hugo (1892-?), membre du PSD de gauche de Suède en 1917 et dirigeant des jeunesses, membre du bureau politique lors de la crise de 1924 et de la rupture de Höglund*, il devient le chef de la fraction prosoviétique et demeure à la tête du parti jusqu'en 1944. Son épouse, **Signe**, était agent du 4e bureau : 561.

SILONE, Ignazio, Secondo Tranquilli, dit Pasquini (1900-1978), membre du PCI, beau-frère de Tresso*, exclu avec la droite, réfugié en Suisse, il devient un grand romancier : 519, 569.

SILOV, journaliste sans parti, diffuse la nouvelle de l'arrestation et de l'exécution de Blumkine*, ce qui lui vaut d'être fusillé en même temps que son informateur : 606.

SIMACHKO, Aleksandra N., compagne d'Oufimtsev*, partage sa vie professionnelle et militante : 461.

ŠIMOVIĆ, Dušan (1882-1962), Général de l'armée yougoslave, ce militaire est nommé par ses pairs chef du gouvernement après le coup d'État militaire de 1941 contre le pacte avec l'Allemagne : 761.

SINANI, ps de Georgi Vassiliévitch Skalov (1896-1936), jeune officier tsariste rallié aux bolcheviks. Actif dans la révolution à Samara. D'abord recteur de l'Institut d'Extrême-Orient, proche de Zinoviev* et lié à Gouralsky*, il est pendant plusieurs années conseiller militaire en Chine – chef de la mission du Kaifeng – puis adjoint de Borodine*, et participe à la discussion scientifique sur le « mode de production asiatique ». Il est affecté au début des années 30 à l'exécutif de la Comintern, responsable du secrétariat latino-

américain, et, à ce titre, membre de la *troïka* qui prépara l'insurrection de l'ANL au Brésil. Arrêté et fusillé en 1936 : 499, 629, 666.

SINGARAVELU, Chettiar (1860-1946), ancien nationaliste, il fonde un groupe communiste à Madras, puis s'engage dans le Parti du Congrès, dont il devient dirigeant, tout en se considérant toujours comme communiste et en cherchant à regrouper les communistes dans ce parti : 274.

SINGH, Bragash, communiste indien, mari de Svetlana Staline, partisan de M.N. Roy, lié à Nehru, persécuté par son beau-père : 560.

SINKO, Ervin (1898-1967), écrivain, chrétien tolstoien, membre du PC hongrois en 1918, il émigre en URSS, se fixe en Yougoslavie en 1937 : 665.

SIQUEIROS, *cf.* Alfaro Siqueiros.

SIROKY, Viliam, dit Dhli, Dlogi, Rudolf Rekák, Karl Schuster (1902-1971), il travaille à quatorze ans comme cheminot, rejoint le PCT en 1921, monte dans l'appareil, est délégué au VIe congrès et entre au CC derrière Gottwald* en 1929. Élu député, il est aussi membre de l'exécutif et représentant du PCT à l'exécutif. Il revient en Slovaquie pendant la guerre et occupe après celle-ci de hautes fonctions jusqu'au printemps de Prague.

SIROLA, Yrjö Einas, dit Frank Miller (1876-1936), étudiant, il rejoint le Parti social-démocrate en 1903, devient son secrétaire général en 1905, est élu député socialiste. Pendant la révolution, il est commissaire du peuple aux affaires étrangères. Il travaille longtemps pour la Comintern notamment avec le CPUSA, puis, en 1935 est replié sur la Carélie. Il meurt de mort naturelle : 30, 76, 80, 90, 399.

SIROTINSKY, ce collaborateur de l'OGPU a joué un rôle dans le déclenchement de l'enquête sur Bertha Zimmermann : 401.

SISSON, Edgar Grant (1875-1948), ancien journaliste, il est envoyé en Russie soviétique pour une mission d'information et en rapporte une masse de documents accablants pour le régime bolchevique qui se révèlent des faux destinés à présenter Lénine* et ses compagnons comme des agents allemands : 50.

SISSON, Roberto Faller, lieutenant de vaisseau, issu d'une riche famille, membre fondateur de l'ANL, proche de Luis Carlos Prestes et chargé des relations avec le PCB en 1935 : 668.

SITOROV, Boris, membre du CC du PC bulgare, assassiné en prison en 1923 : 334.

SKALÁK, Josef (1874-1948), marxiste de gauche de Bohême, un des fondateurs du PCT, membre de son CC de 1921 à 1929, il le quitte avec les « droitiers », dirige quelque temps l'opposition à Brno : 188, 557.

SKOBLEVSKY, Aleksandr, probablement Rose, dit également Hellmuth Wolf, Goldman, Goriev, Krylov, Pikel, W. R. (1890-?), Letton, officier de l'Armée rouge, a commandé les forces révolutionnaires en Allemagne en 1923. Condamné au procès dit « de la Tcheka », il a été échangé contre un agent allemand et est revenu en URSS : 214.

SKOGLUND, Carl (1884-1961), né Andersen en Suède, socialiste placé sur la « liste noire », il émigre en 1911 aux États-Unis et fait tous les métiers. Il est en 1914 secrétaire de la fédération scandinave du PS, délégué au congrès du PC en 1919. Membre de l'Opposition de gauche, c'est lui qui constitue le noyau ouvrier trotskyste de Minneapolis, y anime les grèves de 1934 et le développement du SWP : 629.

SKOROPADSKY, Pavel (1873-1945), ancien aide de camp du tsar, général pendant la guerre, il se proclame ataman d'Ukraine en 1917 et doit s'enfuir en 1918 après avoir imposé la terreur au pays.Il revient avec les troupes hitlériennes, est pris et pendu : 47.

SKULSKI, *cf.* Mertens, Stanislaw.

SLANSKÝ, Rudolf (1901-1952), membre du PCT dès sa fondation, de la direction en 1928, secrétaire général du PCT en 1951, emprisonné, condamné et exécuté en 1952 : 490, 496.

SLEPKOV, Aleksandr Nikolaiévitch (1899-1937), né dans une famille bourgeoise, il rejoint le PC en 1918. Brillante intelligence, il est diplômé en histoire et économie de l'Institut des professeurs rouges et devient un des jeunes disciples de Boukharine*. Il semble avoir été déçu par la capitulation de ce dernier. Il se pend en prison après avoir exprimé, selon certains témoignages, ses regrets d'avoir combattu Trotsky* : 569.

SLIVKINE, militant de la Comintern, spécialisé dans la fabrication des faux et l'achat de complicités, affecté au bureau du Sud de la Comintern à Kharkov : 94.

SLOUTSKY, A.G., historien, agressé par Staline* dans une lettre à *Proletarskaia Revoliutsia* pour un article sur la social-démocratie d'avant la guerre : 609.

SMEDLEY, Agnès (1894-1950), née au Colorado, compagne du nationaliste indien Lajpat Rai*, puis épouse en Allemagne du communiste chinois Wu Shaoquo, elle se rend à Moscou avec Virendranath Chattopadhyahya*, sert d'agent de liaison au réseau Sorge* sous le nom de Mme Petroikos. A Yenan, où elle est la maîtresse de Mao Zedong*, elle doit s'en aller à cause du scandale. Elle est généralement considérée comme appartenant aux services : 273, 477, 617.

ŠMERAL, Bohumir (1880-1941), leader de la social-démocratie tchèque, social-patriote pendant la guerre, puis du Groupe marxiste tchèque, enfin du PCT, il est écarté de la direction à partir de 1926 et continue à remplir des fonctions pour la Comintern jusqu'en 1935, avec de nombreuses missions à l'étranger : 151, 153, 159, 188, 241, 242, 252, 260, 370, 372, 375, 470, 489, 490, 496, 510, 732.

SMILGA, Ivar Tenissovitch, dit Evgenii, Kareno (1892-1938), fils de paysan, étudiant en économie, il devient membre du parti dans les années avant la guerre. Il est au CC – dont il est le benjamin – le « complice » de Lénine* dans la préparation de l'insurrection. Il participe à la révolution et à la guerre en Finlande. Il.est commissaire politique pendant la guerre civile, puis dans l'appareil économique. Membre de l'Opposition unifiée, il capitule en 1928 mais reprend une activité avec I.N. Smirnov*. Il est arrêté et exécuté sans procès : 153, 176.

SMIRNOV, Alexandre Petrovitch, dit Foma, Tsvetkov (1877-1938), fils de paysan au parti en 1896, alors qu'ouvrier il militait déjà. Plusieurs fois emprisonné et exilé, commissaire du peuple à l'agriculture en 1923, secrétaire général de la Krestintern de 1923 à

1928, membre du CC du parti du 13e congrès à son arrestation en 1934. Exécuté en prison.

SMIRNOV, Ivan Nikititch, dit KOLOKOVTSEV (1881-1936), mécanicien de précision, vieux bolchevique de 1903, il est surnommé « la conscience du parti » devant Sviajsk et « le Lénine de Sibérie ». Membre de l'Opposition de gauche, il en est quelque temps le secrétaire. Il capitule en 1929 mais crée rapidement un groupe qui a une réelle activité d'opposition, prend contact avec Sedov et organise le « bloc des oppositions ». Arrêté et emprisonné à Souzdal, il a des discussions, de sa fenêtre, avec ses codétenus, donne des explications, exhorte au courage ; il est condamné à mort et exécuté à l'issue du premier procès de Moscou, où il « avoue » : 346, 353, 536, 543, 571, 592, 731.

SMIRNOV, Vladimir M., dit Paulson (1876-1952), étudiant bolchevique, très tôt spécialisé dans le transport du matériel politique entre Heksinki et la Russie. Il fait de la Finlande « la base rouge » de la révolution russe en 1905. Il se retire ensuite de l'activité politique, devient professeur d'université à Helsinki, épouse la fille de l'écrivain suédois Strindberg ; nommé consul général en Suède après 1917, il joue un rôle important dans le bureau de Stockholm de la Comintern : 96.

SMIRNOVA, Olga Ivanovna (1907-1936), fille du précédent, ingénieur, elle est arrêtée en 1929 pour son activité illégale à Moscou, déportée, et travaille avec Rakovsky*, rédigeant avec lui l'appel de l'opposition de 1930. Libérée, elle reprend du service dans le groupe de son père, fournissant des matériaux au *Biulleten Oppoiitsii*, est arrêtée à nouveau en 1932, puis en avril 1936 afin de faire plier son père, fusillée fin 1936 : 450, 543, 571, 592, 713.

SMITH, Stewart Osborne, dit Clark Pierce (1908-?), fils du pasteur A.E. Smith dirigeant du PC canadien, il entre aux jeunesses en 1923, en devient secrétaire en 1924. Il est envoyé à l'Ecole Lénine en 1926. A son retour en 1928, il mène le combat contre M. Spector rallié à Trotsky. Clandestin de 1940 à 1942, il quitte le PC en 1957 : 622, 623.

SMOLIANSKY, Grigori (1890-1937), ancien SR, au parti en 1919, responsable du département des syndicats à l'exécutif en 1929, il travaille en 1932 avec Knorine au département d'Europe centrale, est quelque temps suppléant de Togliatti* au secrétariat, exclu, puis arrêté en 1937 : 593, 666, 710, 714, 728.

SMOUTCHKIÉVITCH, Iakov Vladimirovitch, dit Douglas (1902-1941), engagé dans l'Armée rouge et membre du PC en 1918, il combat en Espagne de 1936 à 1939. Arrêté en juin 1941, évacué à Koibychev et exécuté : 694.

SMUTS, Jan Christiaan (1870-1950), leader boer pendant la guerre des Boers, il devient général britannique, représentant de l'Union sud-africaine dans le cabinet de guerre et à la conférence de la paix. C'est à ce titre qu'il intervient en Hongrie : 107, 108.

SNEEVLIET, Hendrikus (Henk) Maring, Andersen, Angel, H.Bos, Lao Reh, Le Wensong, Ma Lin, Martin, Philip, Phillips, Sentot, Si Fu, Sun Do, Van Boxtel, (1883-1942) cheminot, néerlandais, militant syndicaliste, membre du SPD en 1902, il est affecté à Java et fonde en 1913 l'Union socialdémocrate, qui s'implante dans l'organisation nationaliste Sarekat Islam et sympathise avec la révolution russe. Ses amis fondent le PKI en 1920. Il devient ensuite l'expert de la Comintern en Chine sous le nom de Maring, membre de l'exécutif, et vit en Chine presque trois ans, puis prend la tête du bureau de Vladivostok Il rencontre Sun Zhongshan* et a l'idée de faire entrer les communistes dans le Guomindang. Il l'impose plus ou moins aux Chinois au nom d'une Comintern qui n'a pas encore là-dessus d'idées bien arrêtées. Plus tard, revenu aux Pays-Bas, il dirige le NAS, syndicat « indépendant », et se rapproche de Trotsky*, fonde le RSP qui s'élargit en RSAP et rejoint le Mouvement pour la IVe Internationale avec lequel il rompt en 1938. Passé dans la clandestinité sous l'occupation allemande, il est arrêté, condamné et fusillé en juin 1942 : 159, 279, 287, 289, 426, 433, 467, 520, 575, 582, 638.

SNOWDEN, Philip (1864-1937), socialiste en 1893, pilier de l'aile droite du *Labour Party*, il suit MacDonald* dans son entreprise d'union nationale en 1931 : 145.

SOBOL : 575.

SOBOLEVICIUS, Abram, dit A. SENINE, Jack Soble (1903-?), agent du GPU formé pour l'infiltration dans l'Opposition de gauche, il joue un rôle important dans la section française, et n'est démasqué qu'après la guerre : 582, 589, 590.

SOBOLEVICIUS, Ruvin, dit Roman WELL, Sobolev, Robert Soblen (1900-1962), frère du précédent, il devient le dirigeant de la section allemande et membre du secrétariat international de l'Opposition de gauche. Démasqué, comme lui, après la guerre, il se suicide : 582, 589, 590.

SOCHACKI, Jerzy, dit Jerzy BRATKOWSKI, Jerzy Bruzda, Jerzy Czeszejko, Grzegorz, Johann Feder, Juljan Konrad (1892-1933), de famille bourgeoise, il fait des études de droit en Russie, entre au PPS, dont il est secrétaire général en 1919, puis au PC en 1921, membre du CC, du secrétariat en 1922. Il fut élu député communiste en 1924. Représentant du parti à la Comintern à partir de 1928, il est arrêté en août 1933 pour espionnage, condamné, et aurait réussi à se suicider en prison, selon certains. Fusillé selon d'autres. Réhabilité sous Gomulka* : 176, 715.

SOKOLNIKOV, Grigory Iakovlevitch Brilliant dit, (1886-1938), fils de médecin, bolchevique en 1905, arrêté et déporté, il s'évade et va étudier en France. Il est avec les « conciliateurs », puis *Naché Slovo*, mais reste membre du CC de 1919 à 1927. Il joue un rôle dans la Comintern comme chef du bureau d'Asie centrale, avec Safarov* et Roy*. Il est exécuté à l'issue du deuxième procès de Moscou : 143, 269.

SOLF, Wilhelm (1862-1936), secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement Ebert* : 60.

SOLLMAN, Wilhelm (1881-1961), journaliste social-démocrate favorable à un rapprochement avec les chrétiens, devient ministre de l'intérieur dans le gouvernement Stresemann en 1923. Dirigeant de la droite, il se fixe aux États-Unis après avoir émigré : 321, 341.

SOLNTSEV, Elzéar B. (1900-1936), diplômé de l'Institut des professeurs rouges, c'est un des jeunes dirigeants les plus doués de l'Opposition de gauche, qu'il aide à bâtir hors d'Union soviétique. Il joue un rôle important

dans ses débats internes à l'isolateur de Verkhneouralsk, puis, isolé, meurt d'une grève de la faim entreprise pour protester contre une nouvelle condamnation par le GPU : 461, 574, 575.

SOMOZA, Anastasio (1896-1956), chef de la Garde nationale financée par le gouvernement des États-Unis pour remplacer ses marines contre les guerilleros de Sandino. Il assassine ce dernier dans un guet-apens : 445.

SOPHOULIS, Themistokles (1860-1949), proche collaborateur du républicain radical Venizelos*, chef du gouvernement grec en 1924, il fonde le Parti libéral en 1925 et conclut en 1936 avec le Front populaire un accord de gouvernement qu'il se refuse à appliquer. Interné par les Allemands en 1944, il est de nouveau chef du gouvernement grec en 1945-1946 puis de 1947 à 1949 : 687.

SORGE, Richard, dit Ika, Ramsay, Sonter (1895-1944), membre du KPD, puis de son service d'ordre alors qu'il est étudiant, puis enseignant d'université, il passe à l'OMS puis au 4e Bureau de l'Armée rouge. Il effectue des missions en Grande-Bretagne et en Scandinavie puis en Chine et, à partir de 1930, sous une couverture journalistique, il monte au Japon le réseau qui lui permet de prévenir l'URSS de l'attaque imminente d'Hitler*, ce que Staline* refuse de croire. Il est arrêté en 1941 et exécuté en 1944 : 620.

SORIA, Georges (1914-1991), de famille bourgeoise, après des études de droit, il rejoint le PCF en 1936 et est envoyé comme correspondant en Espagne, chargé d'accréditer les thèses du NKVD. Il est en URSS pendant la guerre, ensuite à Paris où il édite des livres d'histoire bien illustrés. Les papiers d'Orlov* le désignent comme un de ses agents. Il a passé la guerre à Moscou avec sa femme, Julia Rodríguez Danilevskaia, colonel du NKVD, et a édité des ouvrages avec de riches illustrations sur la guerre civile espagnole : 615, 620, 694, 697.

SORKINE, Grigory Zakharovitch (1899-1967), membre du parti russe en 1918, fonctionnaire du NKVD, probablement instrument du contrôle du service secret sur la Comintern, il est placé en 1935 au département d'organisation de la Comintern.

SOSNOVSKY, Lev Semionovitch, dit Alekséi, Stepnoï (1886-1937), vieux-bolchevique, un des journalistes les plus populaires du parti pour sa dénonciation des mœurs bureaucratiques. Il est membre de l'opposition de gauche, déporté, puis sévèrement traité en isolateur. Il capitule en 1934, ce qui ne l'empêche pas d'être fusillé : 346, 571.

SOSSO, Giovanni, dit Jean Auber, Blache, colonel Guillemot (1906-1955), peintre en bâtiment, Italien vivant en France et très probablement très tôt agent des services soviétiques, sous le couvert des Amis de l'URSS, il joue un rôle important dans l'organisation des FTP et l'opération qui aboutit à l'assassinat de l'ancien dirigeant du PCI Pietro Tresso* dans la Haute-Loire en 1943. L'année d'après, Sosso, après avoir liquidé leur organisation MOI à Toulouse, apparaît comme l'un des principaux dirigeants des FTP. Il est après guerre correspondant de *L'Humanité* à Varsovie : 610, 615, 728, 750.

SOUDOPLATOV, Pavel, P. : 729.

SOUKHAREV, Konstantin, membre de l'appareil central, travaillant aux cadres, où il participe dans les années 30 à la libération des collaboratrices suisses, il est ensuite chargé des affaires économiques de la Comintern, et de la commission créée pour leur liquidation en 1943 : 798.

SOUVARINE, Boris Lifchitz, dit Varine, dit (1895-1984), né à Kiev, éduqué à Paris, cet ouvrier bijoutier qui a un énorme talent journalistique, anime le Comité de la IIIe Internationale, qui succède au Comité pour la reprise des relations internationales. Animateur de la gauche du parti socialiste puis du parti communiste, il est membre de l'exécutif, de son présidium et de son petit bureau. La défense qu'il fait de Trotsky* amène sa chute rapide en 1924. Il continue à éditer le *Bulletin communiste* mais ne s'organise pas avec Trotsky. Il devient l'un des meilleurs commentateurs sur les affaires de la Comintern, mais ne joue plus aucun rôle militant : 111, 152, 196, 233, 247, 322, 350, 352, 380, 381, 383, 450, 463, 519, 559, 571, 576, 718.

SPAAK, Paul Henri (1899-1972), prisonnier de guerre, il s'évade par la Hollande en 1915. Docteur en droit en 1921, il devient avocat. En 1922, il est répétiteur à l'École supérieure ouvrière de Henri de Man*, dont il est aussi le chef de cabinet. Il fait une visite en URSS en 1931, rencontre Trotsky* en 1933 et apparaît en 1934 comme le chef de file de la tendance de gauche du POB, l'Action socialiste. Mais il entre en 1937 dans un cabinet d'union nationale : 671.

SPECTOR, Maurice, dit G. STANLEY (1898-1968), né à Nikolaiev, il devient étudiant à Toronto et s'intéresse à la révolution russe après octobre 1917. Il rejoint l'UCP et devient président du parti « légal », le *Workers Party of Canada*, en 1922. En Allemagne en 1923, il revient très critique de la politique de la Comintern. Il se refuse à lancer dans le parti une campagne antitrotskyste et, avec Cannon*, est gagné aux idées de Trotsky* au cours du VIe congrès de la Comintern. Il est exclu et milite avec Cannon jusqu'en 1940 : 466, 519, 520, 579.

SPIEGELGLASS, Mikhaïl (1896-1938), adjoint de Sloutsky au département étranger du NKVD. Il semble avoir monté l'opération contre Reiss*. Il est fusillé en 1938 : 694.

SPRATT, Philip, dit Desmond (1902-?), gagné au communisme quand il est étudiant à Cambridge, il est envoyé aux Indes en 1926 après un bref *briefing* par Petrovsky-Bennett* pour remplacer Allison*, expulser un parti ouvrier et paysan, prendre des positions dans le Parti du Congrès. Il déploie une énorme activité et remporte de grands succès d'organisation et de recrutement, à Bombay puis au Bengale. Il va jouer un rôle important dans l'organisation du CPI à partir de 1926, est condamné à douze ans de prison, emprisonné de 1929 à 1934, il rompt ensuite avec le communisme dans un livre célèbre, *Blowing up India* : 447.

SPRINGHALL, David Frank, dit Gibbons, Frank Muller (1901-1953), marin, révolutionnaire, en contact avec Sylvia Pankhurst,* dirigeant des JC, deen 1923, membre du CC de 1932 à 1943, puis secrétaire d'organisation du CPGB, il se rend en Espagne, où il ne semble

pas avoir combattu du fait d'une blessure à l'entraînement, il est condamné en 1943 dans une affaire d'espionnage en faveur de l'URSS et exclu du parti dont il avait redressé la ligne à son retour de Moscou en 1939. A sa libération, en 1948, il vit en Chine, puis en URSS, et meurt à Moscou : 616, 694, 740, 742, 763.

SRDIĆ, Danilo (1896-1938), Serbe, prisonnier de guerre, engagé dans l'Armée rouge, il reste en Russie et devient commandant du IIIe corps de cavalerie et général de l'Armée rouge. Fusillé en 1938 : 57, 722.

STACCHINI, José, dit Salerno (1911-?), en 1933, sous la direction de Saccheta, il joue un rôle important dans la grève des postes. Secrétaire des JC de São Paulo, arrêté après novembre 1935, il est enfermé dans un véritable cage en prison, puis envoyé à Maria Zélia ; à sa libération, il est exclu du parti et envoyé par Saccheta au Parana. Membre du PSR, journaliste au *Jornal de São Paulo*, il va s'éloigner de la politique.

STAIMER, Richard, dit G. Hoffmann (1907-1982), carreleur, membre du KPD, il suit une école militaire en URSS. Gendre de Pieck*, il devient ministre en RDA : 616, 694.

STALINE, Iossif Vissarionovitch Djougachvili, dit Koba, dit, (1879-1953), Géorgien, commissaire aux Nationalités, devenu secrétaire général du parti en 1922, réorganise l'appareil et s'empare de tout le pouvoir. Il est le vrai patron invisible de la Comintern à partir de 1927 où il oblige les Allemands à rétablir Thälmann à son poste jusqu'en 1943 où il décide sa dissolution : 10, 76, 78, 178, 184, 211, 260, 264, 265, 270, 286, 291, 309, 311, 322, 323, 326, 327, 339, 341, 342, 345, 349, 352, 353, 355, 359, 360, 361, 374, 377, 379, 387, 398, 422, 423, 433, 434, 439, 443, 456, 457, 460, 462, 464, 466, 468, 469, 471, 473, 474, 478, 480, 481, 485, 487, 490, 493, 496, 498, 502, 505, 512, 522, 527, 530, 531, 538, 539, 543, 544, 547, 548, 551, 554, 559, 560, 562, 564, 567, 569, 572, 585, 586, 589, 592, 601, 603, 604, 607, 609, 620, 623, 633, 636, 649, 665, 668, 672, 690, 696, 697, 704, 707, 721, 724, 726, 728, 729, 742, 752, 767, 762, 766, 767, 773, 777, 780, 781, 788, 793, 795, 783.

STALINE, Svetlana Alilouiev, *cf.* Alilouieva.

STAMBOLISKY, Alexandar Stoimenov (1879-1923), instituteur bulgare, chef du Parti paysan, hostile à la guerre, il passe trois ans en prison. En 1920, il prend le pouvoir appuyé sur les paysans. Il est massacré après la victoire d'une insurrection fascisante en juin 1923 : 53, 117, 317, 328, 333, 335, 387.

STANGE, Emil (1882-1964), juriste et membre du DNA, il représente sa gauche au congrès de fondation de la Comintern avec laquelle il rompt en 1928 : 78, 79, 81.

STARKEY, Jackson, Eric (1910-1941), cheminot, révoqué après la grève de 1926 et chômeur jusqu'en 1929. Aux JC en 1926, il va à Moscou la même année et devient plus tard secrétaire national adjoint des jeunesses et organisateur de chômeurs, souvent arrêté et parfois condamné. En 1935, il organise le groupe d'opposition « de Hyde Park » et rejoint les trotskystes en mars 1936 ; il devient secrétaire général du *Marxist Group* en 1936. Mobilisé dans la marine, il meurt dans le torpillage de son navire dans l'océan Indien : 673.

STASSOVA, Elena Dmitrievna, *alias* Lydia Konstantinovna Lipitskaia, ép. Ernst, dite Absolut, Fritzmann, Guscza, Hertha, Bertha Kiplintskaia, Elisaveta Pavlovna, Katia, Zelma (1873-1966), née dans une famille de juristes, étudiante à Saint-Pétersbourg, elle rejoint le parti en 1898. On la trouve ensuite en Suisse, à Tiflis, à Prague, et elle est secrétaire du CC de 1917 à 1920. En mai 1921, elle représente la Comintern auprès du KPD et dirige en réalité le département d'organisation tout en travaillant officiellement pour le Secours ouvrier sous l'identité acquise par mariage de Lydia Ernst. Elle vit en Allemagne et fait de fréquents voyages à Moscou : 94, 181.

STASZEWSKI, (en russe Stachevsky), Artur (1890-1937), affecté au poste de conseiller commercial, il est un fonctionnaire important du gouvernement soviétique en Espagne et proteste contre l'ingérence et les méthodes du NKVD. Il est rappelé à Moscou et liquidé.

STAUSS, Georg von, banquier allemand, il finance Hitler.

STAVISKY, Alexandre (1889-1934), financier véreux dont l'affaire d'escroquerie sert de prétexte en 1934 à l'agitation de l'extrême droite : 633.

STEFANOV, Ivan (1899-1980), membre du PC bulgare en 1919, du KPD de 1920 à 1925, du PCF de 1925 à 1927, membre de la mission commerciale à Paris, proche de l'Opposition de gauche, plus tard accusé dans le procès Kostov.

STEFANSKI, Eduard, ps. d'Aleksandr Danielouk, dit Grigorescu (1897-1937), communiste polonais, membre du CC du parti polonais de 1919 à 1929, puis placé par décision de Béla Kun* à la tête du parti roumain, alors qu'il ne sait pas un mot de roumain. Il est liquidé dans la purge : 608.

STEHLIK, Josef, communiste slovaque, un des dirigeants de la république slovaque de 1918.fondée par l'Armée rouge de Béla Kun* : 108.

STEINBDRÜCK, Otto (1892-1937), officier d'état-major de l'armée austro-hongroise, prisonnier de guerre, gagné au communisme, il exerce un commandement dans l'armée hongroise, puis rejoint l'Armée rouge comme commandant de corps, et sert dans ses services secrets, chef de département au 4e Bureau. Il est « prêté » aux Allemands lors des préparatifs de 1923. Arrêté en avril 1937, il est fusillé en août : 55, 214, 328, 723, 727.

STEINHARDT, Karl, dit Gruber (1875-1963), marin et ouvrier du Livre autrichien, condamné à mort pour haute trahison, il se lie avec Ruth Fischer* et son groupe et est délégué par eux au congrès de fondation de la Comintern. Il est arrêté à son retour en Roumanie. Au IIe congrès il est élu au présidium, participe au congrès de Bakou. Il ne joue plus de rôle avant les années 50 : 60, 65, 79, 82, 84, 88.

STEKLOV, Iouri, Nakhamkes, dit, (1873-1941), Bolchevik en 1903, il s'éloigne et se présente en 1917, après des années de bagne et de déportation, comme « révolutionnaire indépendant », partisan de la réunification entre bolcheviks et mencheviks. Rallié aux bolcheviks en 1917, il est directeur des *Izvestia* et président de l'exécutif des soviets, historien et militant, liquidé après les procès : 218.

STEN, Jan Ernestovitch (1899-1937), philosophe, dirigeant des JC, puis du groupe oppositionnel de Lomi-

nadze* et Chatskine*, il est « démasqué » en 1930. Adhérent en 1932 au bloc des oppositions, il est fusillé : 536, 592, 614, 658.

STEPANOV, *cf.* Miner.

STERN, Grigory M., dit Grigorovitch (1900-1941), Général soviétique, chef des conseillers militaires en Espagne après Berzine*. Fusillé : 694.

STERN, Manfred, dit Georg, Fred, Martin, Emilio Kléber (1896-1954), officier dans l'armée austro-hongroise, passé à l'Armée rouge et utilisé par la Comintern en Allemagne en 1921 et 1923 et surtout en Espagne où il se taille une grande popularité en même temps qu'il combat la politique des « opportunistes ». Rappelé en URSS et déporté, on a longtemps cru qu'il avait été exécuté : 329.

STERN, Viktor, plus tard Otto Heller (1885-1958), étudiant en droit, il rejoint le Parti social-démocrate autrichien (1905-1919), puis l'USPD, de 1919 à 1920, et le KPD, où il milite de 1920 à octobre 1923. Revenu en Tchécoslovaquie, il est membre du CC et du Polburo, patron du parti à Reichenberg (Liberec). Il perd ses responsabilités avec l'avènement de Gottwald* qu'il soutient, est envoyé en URSS enseigner à l'École Lénine et survit. Après guerre, il est devenu un « vétéran » du SED : 373, 465.

STETSKY, Alekséi Ivanovitch, dit GEORG (1896-1938), employé, membre du parti depuis 1911, commissaire politique puis commandant de brigade. Il est envoyé en Allemagne en 1923. Proche de Boukharine*, il n'échappe pas à son sort en le reniant. Il meurt ou est exécuté en prison.

STINAS, Agis, Spiros Priftis, dit, et Agis, Diros, Korfiatis, Filippou (1900-1987), militant à dix-huit ans, officiellement au PC en 1920, arrêté à Thessalonique en 1921, poursuivi pour « haute trahison », libéré en juillet, déserteur, se rend, est démobilisé en 1923, il connaît prison et exil, combat l'opposition de gauche, exclue en 1927. Il est exclu à son tour en 1931 pour fractionnisme et fonde « l'opposition du PCG ». Arrêté en 1937, il subit à la prison d'Egine la terreur stalinienne dans la prison métaxiste. Il est « libéré » en 1940 et envoyé au camp d'Acronauplie, au même régime. Il s'évade en 1943, reconstitue son groupe et participe à l'unification trotskyste en juillet 1946, rompt en 1948 et rallie le groupe Socialisme ou barbarie de Cornelius Castoriadis : 335, 498, 514, 687, 689.

STINNES, Hugo (1870-1924), magnat de l'industrie allemande dont la fortune est devenue gigantesque avec la guerre et la crise inflationniste, il finance l'extrême droite : 171, 252.

STOECKER, Walter, dit Messer, Santiago (1891-1959), fils d'ingénieur, il fait des études d'histoire et d'économie, devient journaliste SPD puis USPD. Leader de l'aile gauche de ce dernier, il est délégué à Moscou au IIe congrès. En 1924 il est au « centre » constitué dans le KPD à l'initiative de la Comintern. Pendant l'affaire Wittorf*, il vote contre Thälmann*, il est arrêté en 1933, envoyé en camp et meurt du typhus à Buchenwald : 124, 125, 134, 172, 174, 190, 208, 209, 214, 218, 539.

STOMONIAKOV, Konstantin Spiridonovitch (1882-1941), Bulgare, il partage sa vie entre la Bulgarie et l'URSS où il se fixe finalement aux Affaires étrangères. Arrêté et « mort en prison » : 726.

STONAVSKY, Gustav, marin tchèque de la flotte austro-hongroise, organisateur en 1912 d'une grève de la faim contre la guerre des Balkans et l'un des dirigeants de la mutinerie de Cattaro : 40.

STOPALOV, Grigory Mikhaïlovitch (1900-1938), lycéen, puis étudiant, bolchevik en 1917, il milite sous la domination de Denikine*, à Kharkov. A la fin de la guerre civile, il entre à l'Institut des professeurs rouges. Secrétaire de Trotsky. En 1927, il part organiser l'opposition de gauche dans le Caucase, est arrêté, détenu à Verkhneouralsk, où il est dirigeant de la tendance du centre. Peu après, il tente une « capitulation tactique » et échoue. De nouveau arrêté, en déportation en 1937 et fusillé en 1938 : 571.

STOUKHOVSKAIA, Sofia Semionovna Morgulian, dite Alphonsine Valter (1900-1938), fille de propriétaire terrien, étudiante en droit à Kharkov, elle connaît et épouse Stoukhovsky. Elle entre en 1933 au 4e Bureau et reçoit une formation spéciale avec Olga Benario*. Elle est à Rio pour la préparation de l'insurrection de 1935 avec son mari, s'échappe, est arrêtée à Moscou.

STOUKHOVSKY, Pavel Vladimirovitch, dit Eça, René, Sacarney, Stock, Léon-Jules Vallée (1890-1938), fils d'un militant menchevique établi à Genève en 1891, il vit une partie de son enfance en Grande-Bretagne, milite dans un groupe anarcho-syndicaliste, gagne la Russie par l'Allemagne en 1917. Il apprend le russe, sert dans l'Armée rouge, est gravement blessé, milite au bureau du Sud de la Comintern, puis au secrétariat de la Profintern pour la France. En 1924, il entre au GPU, sert dans des postes diplomatiques à Tirana, Moukden, Paris, entre à l'OMS en 1934, est envoyé au Brésil, où il est responsable des relations extérieures de l'insurrection et échappe à la répression. Arrêté à Moscou en 1938 et liquidé : 667.

STOUTCHKA, Piotr, dit Paragraph, Veteran (1865-1932), fils d'un riche fermier letton, études supérieures de droit. Après des années d'exil, il choisit les bolcheviks, organise le PC letton en 1904 et milite avec Lénine*. Après 1917, il est commissaire du peuple à la Justice, puis chef du gouvernement letton en 1918. Outre ses responsabilités en URSS et dans le parti letton, il représente ce dernier à l'exécutif de la Comintern, dont il est jusqu'à sa mort.

STRAKHOV, *cf.* Qu Qiubo.

STRANGE, Michel, étudiant en médecine à Paris et membre des services. Il est l'organisateur de l'assassinat de Reiss : 728.

STRASSER, Gregor (1892-1934), nazi en 1925, il représente l'aile « socialiste » du parti nazi et lance Goebbels dans le grand bain Il rompt avec Hitler* en 1930 et s'exile en 1933 après l'échec de l'entreprise de von Schleicher*, qui compte sur lui. Il est assassiné en prison pendant la Nuit des longs couteaux : 656.

STRASSER, Josef (1870-1935), social-démocrate appartenant à la gauche du parti autrichien, ce journaliste remarquable – Lénine* l'appelait « plume d'or » – quitte le parti en janvier 1918, rejoint les « radicaux de gauche » puis le KPOe. Partisan de Levi* en 1921, il rejoint ensuite l'Opposition de gauche, pour peu de

temps, et se réfugie dans les mathématiques. Il meurt dans la misère.

STRESEMANN, Gustav (1870-1929), industriel saxon, homme politique habile, forme un gouvernement en août 1923 pour négocier avec les Alliés et mettre fin à la crise par l'apport de capitaux étrangers : 321, 323, 340, 342, 344.

STRINGOS, Leonidas (1900-1983), né à Chypre, au PC Grec en 1925, à la KUTV en 1932 et 1933, puis secrétaire régional en Thessalie et député. Arrêté en 1936, évadé, de nouveau arrêté et évadé. Il se range après guerre parmi les staliniens : 687.

STRÖBL, ou Ströbel, militant social-démocrate indépendant puis communiste de Munich, chargé de la commission spéciale contre la contre-révolution pendant la deuxième république des conseils de Bavière.

STRÖM, Otto Friedrick (1880-1948), secrétaire du parti, il fonde le Parti suédois socialiste internationaliste qui devient PC suédois. En 1919-1920, il est chef du bureau de Stockholm qui assure la liaison entre Moscou et le monde. Solidaire de Höglund*, il démissionne du PC et revient à la social-démocratie en 1926 : 22, 30, 94, 96, 113.

STROMFELD, Aurel (1878-1927), officier de carrière hongrois, général qui se met au service des communistes-socialistes par patriotisme devant les visées des voisins soutenus par les Alliés, il commande en chef l'armée de la République hongroise des conseils : 108.

STRUTHAHN, Arnold, *cf.* Radek.

STUCKE, Friedrich (1895-1937), membre du KPD et professeur d'allemand à l'Institut des professeurs rouges de Moscou. Arrêté en avril et exécuté en octobre 1937.

STÜLPNAGEL, Joachim von (1880-1968), Lieutenant-colonel en 1920, ce membre d'une grande famille d'aristocrates militaires qui possède aussi le journal *Börsenzeitung* est un des proches du général von Seeckt* en tant que chef de service au ministère de la Reichswehr : 295.

STÜLPNAGEL, Karl Heinrich von (1886-1944), de la même grande famille que le précédent, il est le chef militaire placé à la tête de la Prusse par von Papen* lors de son coup d'État. Pendant la guerre, chef des troupes d'occupation en France, il conspire, est arrêté et assassiné par la Gestapo : 540.

ŠTURC, Václav (1858-1936), ouvrier agricole près de Kladno, devenu journaliste, il préside le PCT à sa naissance. Exclu, il est réintégré sur intervention de la Comintern mais de nouveau exclu par la direction Gottwald* : 260.

STÜRGKH, Karl, comte von (1859-1916), chef du gouvernement de guerre austro-hongrois, assassiné par Friedrich Adler* en un geste de protestation contre la guerre : 64.

SU CHAOZHENG, dit Li Kuang (1885-1929), marin pendant vingt ans, il rejoint le PCC en 1924 et devient président du syndicat des marins et du comité de grève de Canton-Hongkong. En mai 1927 il est membre du CC et devient ministre du Travail dans le gouvernement de Wuhan. En 1928, après l'écrasement de la Commune de Canton, qu'il aurait dû présider, il se rend à Moscou, devient membre de l'exécutif et meurt, au retour, d'une appendicite.

SUANG Langhui, ouvrier, membre du comité syndical de Shanghai en 1926 : 430.

SUBHI, Mustapha (1886-1921), fils de fonctionnaire, il fait des études en Turquie et à Paris, enseigne l'économie politique et s'intéresse au marxisme. Il se réfugie en Russie tsariste avant février 1917 et est traité en prisonnier de guerre, ce qui lui permet d'organiser un groupe communiste turc parmi les prisonniers. Il séjourne ensuite en Crimée puis au Turkestan, participe au congrès de Bakou. A son retour en Turquie, il est assassiné avec ses quatorze compagnons : 57, 184, 199, 270.

SÜLT, (ou Sylt), Wilhelm (?-1921), ouvrier communiste à la centrale électrique de Berlin, il a une grande autorité sur ses camarades, comme le prouve la grève de 1920 contre les kappistes, puis la grève de l'automne de la même année. Arrêté en mars 1921, il est abattu pour « tentative de fuite » : 218, 220.

SULTANZADÉH, Ahmed, ps. d'Avetis Mikhaelian (1888-1938), né en Perse, il est membre du PSD russe, puis du Parti bolchevique en 1912. Après la prise d'Enzeli en 1920, il organise le PC persan et participe aux activités de l'ICt. Accusé de déviation en 1928, il est exclu en 1932, est arrêté et tué en 1938 : 181, 270, 444, 727.

SULZBACHNER, Fritz, dit Bach. Communiste suisse, gendre de Rühle, au Mexique, haut fonctionnaire lié à Trotsky en exil : 564.

SUN Chuefang, seigneur de la guerre, subordonné de Zhang Suolin*, allié de Jiang Jieshi* dans la répression en 1927 et d'abord à Shanghai. Assassiné.

SUNDARAYYA, Perchalapalli (1913-?), né dans une famille de paysans riches de l'Andhra, il quitte le collège sans diplôme. D'abord gandhiste et organisateur de la désobéissance civile dans les villages, il rejoint le CPI en 1932, tout en restant au Parti du Congrès. Il conduit au CPI son organisation de l'Andhra du Parti socialiste du Congrès, est élu au CC en 1934 et au BP en 1955 : 702.

SUN Zhongshan (Sun Yat-sen) (1866-1925), père du nationalisme chinois, fondateur et dirigeant du Guomindang, président de la République du Sud de 1921 à 1922, il revient en 1923. Allié à l'URSS, il utilise la Comintern : 279-283, 291, 355, 426, 427, 430-434, 456, 460.

SÜSSKIND, Kurt, dit Kurt HEINRICH (1895-1937), journaliste, rédacteur en chef de *Die Rote Fahne* de 1927 à 1929, limogé comme « conciliateur ». Émigre en 1933 à Prague puis Moscou, travaille à l'exécutif de la Comintern. Accusé d'avoir reconstitué le réseau international des « conciliateurs », exclu et arrêté en août 1936, condamné à mort le 3 octobre 1937 : 712, 730.

SUZUKI, Bunji (1885-1946), un des premiers organisateurs de syndicats au Japon, élu socialiste à la Chambre, il est le modèle du réformisme japonais : 289.

SVABOVÁ, *cf.* Svermová.

SVERDLOV, Iakov M. (1885-1919), il milite à quinze ans et est souvent arrêté, déporté ou emprisonné. Il est président de l'exécutif des soviets en 1917 et pratiquement secrétaire du parti quand il meurt : 65.

ŠVERMA, Ján, dit A. Duval, Hendrich, Jan Riha, Vedral, Jan Zach (1901-1944), étudiant en droit, leader des

jeunesses communistes, journaliste à *Rudé Pravo*, il est envoyé à l'École Lénine de Moscou, de 1926 à 1928, est élu en 1929 au CC du parti, en 1930 au bureau de la Profintern. Il manifeste ouvertement son opposition à la ligne de la Comintern en Allemagne, avec Guttmann, puis capitule. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est d'abord en France, puis en Grande-Bretagne, il va en URSS, est très actif, mais, tuberculeux, il meurt au cours de l'insurrection dans les montagnes slovaques où on l'a parachuté : 375, 496, 543, 793.

ŠVERMOVÁ, Maria Švabová (Schwab) ép., (1902-?), dirigeante des JC slovaques en 1920, fait avec Guttmann la proposition d'unifier les JC avant le parti. Membre du PCT dès l'origine, élève de l'École Lénine en 1926-1928, épouse de Jan Sverma*, membre du présidium et du CC du PCT lors de l'accession de Gottwald* en 1929. Elle est condamnée en 1951 à une longue peine de prison, libérée en 1956, elle est réhabilitée en 1963 : 239.

SVINHUVFUD, Pehr Ewind (1861-1944), député finlandais, exilé en Sibérie par le gouvernement du tsar, chef du gouvernement en 1917-1918, il cautionne l'écrasement, par les Allemands de von der Golz* et la Garde blanche, de la Commune finlandaise. Président de Finlande de 1931 à 1937 : 41.

SWABECK, Arne, dit Lansing, Schwab, William Simmons, Ben Webster (1890-1986), ouvrier danois, émigré aux États-Unis membre du SP puis du CPUS à Chicago, lié à Fitzpatrick*, un des initiateurs du *Labor Party* du Michigan. Il rejoint l'opposition de gauche en 1929, séjourne en Allemagne à l'époque de la montée nazie et rend visite à Trotsky en Turquie. Il est maoïste à la fin de sa vie : 332, 395, 520, 579.

SWALES, Lon (Alonzo) Beaumont (1870-?), secrétaire du syndicat *Amalgamated Engineering Union*, géant et grand orateur, président du TUC d'août 1924 à septembre 1925, un des leaders de la gauche syndicale, dénoncé plus tard comme traître par le CPGB : 411, 413.

SWIERCZEWSKI, Karol, dit Général Walter (1897-1947), Polonais, officier dans l'Armée rouge, général en Espagne dans les Brigades internationales, puis commandant de troupes NKVD contre des partisans, tué dans une embuscade : 695.

SYNĚK, Otto (1900-1941), membre du PCT, employé de banque, dirigeant des JC en 1929-1930, élève de l'École Lénine en 1931-1932, membre du secrétariat du CC en 1933-35, secrétaire régional de Plzeň, il est arrêté pour la deuxième fois le 10 février 1941 et fusillé le 29 septembre : il était depuis 1939 l'un des dirigeants du parti dans le premier CC illégal : 756, 777.

SYNĚK, Viktor (1903-1942), frère du précédent, employé, membre du PCT en URSS 1930 à 1933, avec une expérience syndicale, pour épauler son frère dans la direction clandestine du parti tchèque, il est arrêté par les nazis, qui le torturent avant de le tuer. Sa veuve se suicide en 1950 : 756, 777.

SYRTSOV, Sergéi Ivanovitch (1893-1937), étudiant, il rejoint le parti en 1913, déporté pendant la guerre il fait une carrière d'apparatchik et, en 1929, alors qu'il est président du Conseil des commissaires du peuple de RSFSR, constitue un groupe d'opposition avec Lominadze*. Il fait son autocritique, mais est arrêté et liquidé en 1937.

SZALVAÏ, Mihaly, dit Janos Nagy, Alex Slavic, Tchapaïev (1899-1955), Hongrois, prisonnier de guerre devenu officier dans l'Armée rouge, il commande les bataillons Rakosi puis Dimitrov dans les Brigades internationales d'Espagne.

SZAMUELY, Tibor (1890-1919), fils de commerçants, journaliste, prisonnier de guerre en Russie, il devient l'un des dirigeants du groupe communiste hongrois et le commissaire politique du Bataillon internationaliste de Moscou en 1918. Après une mission en Europe, il rejoint la Hongrie où il est en charge de la répression contre-révolutionnaire. Il va à Moscou en avion en mai 1919 et rencontre Lénine*. Lors de la débâcle, il est arrêté à la frontière, est tué ou se suicide, selon les versions : 48, 54, 55, 56, 74, 93, 99, 100, 105, 106, 108, 137.

SZÁNTO, Béla, dit Robert (1881-1951), journaliste socialiste avant guerre, animateur des conseils de soldats en 1918, secrétaire du parti communiste, puis commissaire du peuple à la Guerre. Il s'exile à Moscou et travaille dans l'appareil central de la Comintern, survit aux purges staliniennes dont il est l'un des moteurs parmi les émigrés hongrois, auteur de multiples dénonciations : 65, 356.

SZÁNTO, Zoltán (1893-1977), un des fondateurs du PC hongrois, il passe huit ans en prison en Hongrie puis milite, à sa libération, clandestinement. Il est utilisé par l'appareil au moment de l'éclatement du parti à la fin des années 30. Il est avec Imre Nagy* en 1956 et interné en Roumanie : 720.

SZÉKELY, Béla, dit Abert Winter (1889-1938), membre du Parti social-démocrate en 1906, puis du PCH en 1918, d'abord réfugié en Autriche, il vit en URSS de 1925 à 1933, puis y revient en 1935, est arrêté et exécuté : 720.

SZILVASSY, Karoly (1902-?), membre du groupe hongrois du PCF à Paris, il passe à l'opposition de gauche et organise l'opposition de gauche hongroise à l'étranger avant de disparaître de nos sources : 581.

SZTOKFISZ, Hershl Mendl, dit Belman, Karl, Katz, Hersh Mendel, Viktor (1890-1968), tanneur, membre du Bund en 1911, organisateur de grèves, élu à la direction du Bund en 1912, après sa condamnation à un an de prison. Il émigre à Paris, où il se lie au groupe qui édite *Naché Slovo* et aux anarchistes. Revenu en Russie en février 1917, il s'engage dans un régiment probolcheviks et combat à Moscou en octobre. A Varsovie en janvier 1919, il adhère au PC, est membre du comité militaire révolutionnaire qui prépare l'insurrection dans la capitale en 1920, est condamné à mort sous une fausse identité. Arrêté et évadé, il est une deuxième fois arrêté en Pologne où il a été renvoyé de Moscou après bien des péripéties : condamné à cinq ans, il est libéré par erreur, repart pour Moscou, où, à partir de 1928, il est à l'École Lénine. Il participe à la collectivisation forcée, puis est renvoyé à Varsovie, où il s'occupe du bureau central juif et à partir de 1930 anime l'opposition de Varsovie, dont il va

conduire la majorité à l'Opposition de gauche. Dans cette dernière, il combat « l'entrisme », puis la proclamation de la IVe Internationale. Réfugié à Grenoble pendant la guerre, il devient sioniste et meurt en Israël. Il a passé au total quatorze années en prison ou au bagne : 176-179, 514, 520, 581, 718.

ŠIŠKA, František (1901-1945), tourneur aux usines Waldes à Prague, où il est l'organisateur du parti et du syndicat, homme de masses. Il fait partie du 4e CC illégal est exécuté en mai 1945, une des dernière victimes de l'occupation : 757.

T

TA Thu Thau (1906-1945), fils de charpentier, bachelier, en France en 1925, il dirige le PAI puis passe au groupe trotskyste et est expulsé de France en 1930. Il anime le groupe *La Lutte.* De 1940 à 1944 il est au célèbre bagne de Poulo Condor. Il est assassiné après avoir été arrêté sur l'ordre du Viêt minh à la fin de 1945 : 447, 479, 520, 581, 701.

TA Uyen (1898-1941), employé du cadastre, nationaliste, responsable en 1927 au PC et responsable de la Cochinchine en 1940. Membre du CC du PC indochinois, enfermé au bagne de PouloCondor, il s'évade, mais est arrêté avant la date fixée pour l'insurrection de 1940, porteur d'un projet d'« exécutions » d'officiers français par quoi le soulèvement devait commencer. Il meurt sous la torture en décembre 1940 : 749.

TAGORE, Shaoumyendranath, dit Narayan (1901-1974), petit-neveu du grand poète indien, il adhère au PC à sa sortie du collège. Dirigeant du parti ouvrier et paysan du Bengale en 1927, il va à Moscou au VIe congrès. A son retour, il s'est éloigné du PC et l'attaque violemment pour sa politique à partir du VIIe congrès. Il fonde le *Revolutionary Communist Party* en 1935, mais passe presque toute la guerre en prison : 478, 787.

TAGÜENA, Lacorte, Manuel (1913-1971), étudiant en mathématiques espagnol, devenu JC puis chef des milices socialistes, il rejoint le PCE, est lieutenant-colonel dans l'armée populaire et devient général en URSS : 645, 646, 678.

TAK CHOEN, pêcheur du delta du Mékong, il diffuse des tractes dans les villages : 479.

TAKASE, Kyoshi (1901-?), exclu de l'université, entré au PC japonais dès sa fondation, il participe au congrès des peuples d'Extrême-Orient, puis au 4e congrès de la Comintern. Après sa première arrestation, en 1924, il abandonne son activité de communiste : 285.

TAN MALAKA, Sutan Ibrahim gelar Datoek, dit Jep, dit Jorge Fuentes (1897-1949), fils de chef de village, il étudie à Sumatra puis aux Pays-Bas, se familiarise avec les idées marxistes, revient à Sumatra en 1919, puis s'établit à Java, où il se lie avec Semaoun, qui va fonder le PKI. Expulsé en 1922, il retourne en Hollande, passe une année à Moscou où il travaille à la Comintern. Il est membre du bureau d'Extrême-Orient de la Comintern à Shanghaï, mais, tuberculeux, il s'installe aux Philippines en 1925. Il est en désaccord avec les décisions d'insurrection de 1926. Il est arrêté en 1932 après une mission en Chine et quitte le PKI peu après : 287, 401, 480.

TAN PINGSHAN, dit Cheng Zhai (1887-1956), fils de docker, étudiant à Pékin, il y prend ses premiers contacts puis dirige le groupe communiste de Canton avant la fondation du parti. Responsable du travail dans le Guomindang, il est membre de l'exécutif de ce dernier, puis responsable du bureau d'organisation et au comité permanent. En même temps il est au bureau politique du PCC et au présidium de la Comintern, travaille en liaison étroite avec Borodine. Il est ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de Wuhan et freine le mouvement paysan, puis, malgré son soutien des insurrections, il est exclu du parti et consacre alors tous ses efforts à la création d'un « troisième parti » : 283, 427, 439.

TANAKA, Seigen, dit Kiyoharu (1906-?), milite chez les paysans-étudiant, il adhère au JPC en 1927, dirige une grève de dockers, arrêté en octobre 1928, il s'évade et devient clandestin ; il fonde un comité régional provisoire à Tōkyō, en fait un comité central dont il se fait président et se distingue par des actions armées et violentes de petits commandos ; arrêté en 1930, en prison jusqu'en 1941, ensuite homme d'affaires et anticommuniste : 514.

TANEV, Vassil Hadjitanev, dit (1897-1941), membre du Parti communiste bulgare, il se réfugie en 1923 en Yougoslavie puis en URSS où il travaille pour la Comintern. Après une période de formation, il retourne en Bulgarie et, de là, est envoyé en 1932 à Berlin au bureau d'Europe occidentale, et est arrêté en 1933 avec Dimitrov* et Popov*. Il est arrêté pendant la purge et exilé à Kolyma. En 1941, il en est tiré pour être parachuté en mission en Bulgarie ; il est tué l'année suivante : 650, 724.

TANGER, Jens, dirigeant syndical norvégien dans la construction, ancien communiste, il protège les communistes clandestins qui utilisent une couverture syndicale sous l'Occupation, comme Martin Brendberg : 758.

TANGUY, Henri, dit Rol (1980-?), postier, puis métallo, dirigeant des JC et du syndicat des métaux, il part en Espagne en février 1937, capitaine, il est commissaire politique de brigade. Chef FTP chef des FFI dans la région parisienne en 1944, lieutenant-colonel, il reste dans l'armée jusqu'à sa retraite en 1962, membre du CC du PCF : 706.

TANNER, Jack (1889-1965), métallo (tourneur), il est pendant la guerre le leader *des Shop Stewards' and Workers' Committees.* Il est délégué au 2e congrès de la Comintern, adhère au CPGB en 1921, mène ensuite de front son activité dans les syndicats ainsi que le NMM : 174, 411.

TAPSELL, Walter, dit Wally (1905-1938), fils d'ouvrier élevé à Battersea, milite aux JC à dix-huit ans. Membre de l'exécutif national et *National Organiser* des JC (YCL), puis administrateur du *Daily Worker* et membre du CC du CPGB. Il est dans les Brigades internationles en février 1937, incorporé à la XVe, puis, à la suite d'un conflit avec le général Gal, qui lui vaut d'être arrêté, il quitte l'Espagne Revenu, il a

été officiellement tué à Teruel. Il circule des rumeurs sinistres concernant sa mort : 696.

TARDIEU, André (1876-1945), d'abord journaliste, notamment au *Figaro*, il entre en politique en se faisant élire député en 1912. Il passe pour affairiste, en éclipse dans les années 30, il est encore l'un des animateurs du clan « révisionniste » pour une Constitution autoritaire : 634.

TARKHANOV, Oscar Sergéiévitch, ps. de Sergéi Petrovitch Razumov, dit Oskar Erdberg, Karrio, O.Tanine, O. Taube, Yan Ciulai (1901-1938), Tatar de Crimée, au parti et aux JC en 1917, combattant clandestin à Odessa de 1917 à 1919, en Crimée de 1919 à 1921, il est secrétaire du CC des JC, membre de l'exécutif de la KIM, accomplit des missions en 1923 en Allemagne, puis en Chine, en 1926-1927 dans le corps des conseillers militaires et en Espagne comme correspondant de presse Dans l'intervalle, il a appartenu à l'Opposition unifiée, négocié pour l'entrée des « sans-chefs », dont il est, dans le bloc des oppositions. Il est arrêté en 1937 et exécuté en prison : 536, 592.

TARUC, Luis (1914-?), fils de fermier, il peut faire des études secondaires et un an de collège grâce à un aîné tailleur. Revenu au village en 1934, il se consacre à la défense des paysans, devient membre du PS, et suit Pedro Abad Santos* au PKF après la fusion. Il est le grand chef, *El Supremo,* des Huks aux Philippines. Après l'échec du soulèvement contre la confiscation de son succès électoral, il quitte le parti en 1954 : 701, 760, 787.

TASCA, Angelo, dit Louis Serra, Valle, Rienzi, André Leroux, Amilcare Rossi, Verri (1892-1960), fils de cheminot, un des fondateurs des JS italiennes à Turin où il obtient un doctorat. Mobilisé de 1916 à 1919, il collabore ensuite à *L'Ordine nuovo*, fait partie de l'aile gauche et du PC à sa fondation à Livourne. Il va fréquemment à Moscou et s'y fixe en 1928 comme membre de l'exécutif, du présidium et du secrétariat de la Comintern sous le nom de Serra, mais entre en conflit, quitte l'URSS et est exclu. Réfugié à Paris, il adhère à la SFIO et collabore au *Populaire* : 114, 152, 185, 236, 484, 489, 496, 519, 551, 562.

TAUBMAN, Aleksandr, dit Semionov, Galopin, agent du KNVD assassine R. Klement avec qui il s'était lié, dirige les terroristes en Palestine : 729.

TAUTENBERGER, Hermann (1895-1937), ingénieur, officier dans l'Armée rouge de Bavière, après deux arrestations et des années de prison, il gagne l'URSS en 1925. Il est lié à Wollenberg* depuis 1919 ; arrêté en 1936, il est fusillé en 1937 : 724.

TCHÉMODANOV, V. T. (?-1939), Russe, membre du parti en 1924. Membre du secrétariat des Komamol en 1934 secrétaire de la KIML en 1934. Liquidé en même temps que Kossarev : 671.

TCHÉRÉPANOV, Aleksandr Ivanovitch (1895-1984), officier de carrière entré dans l'Armée rouge en 1918, conseiller militaire en Chine de 1923 à 1927 et de 1938 à 1939. Retraité en 1955 : 427.

TCHERNINE, Ilya, Russe, collaborateur de la Comintern, responsable de la presse pour la section de propagande et organisations de masse en 1935, il est exclu en 1937.

TCHERNOBELSKY, Jean, dit Jean-Jacques (1909-?), jeune communiste de France membre du groupe Treint,* il rejoint ensuite le groupe de *La Vérité* : 576.

TCHERNOMORDIK, Moisei Borissovitch (1898-1937), au parti en 1917, apparaît dans l'appareil central en mars 1935 comme adjoint de Krajewski* au département des cadres, qu'il dirige pendant quelque temps, à partir d'août 1936. Arrêté en 1937, il dénonce beaucoup de monde. Il est exécuté en septembre de la même année : 710, 714, 730.

TCHERVENKOV, Vljko, dit Vladimirov (1900-1980), fils de sous-officier, membre du PC bulgare en 1919, avec des responsabilités dans les JC, il passe dans la clandestinité en 1923 et, en 1925, se réfugie en URSS avec sa femme, sœur de Dimitrov*, est condamné à mort par contumace. Il suit les cours de l'École Lénine puis entre dans l'appareil central de la Comintern, agit-prop et École Lénine, qu'il dirige à partir de 1936. Il est membre du BP du PCB et se cache chez son puissant beau-frère pendant l'épuration. Pendant la guerre, il dirige la radio qui s'adresse à la Bulgarie. Appelé à de hautes fonctions à la fin de la guerre, il est peu à peu écarté pendant la période de déstalinisation : 616, 620, 623, 724.

TCHITCHERINE, Georgi Vassilievitch (1872-1936), fils de diplomate, il fait des études d'histoire et d'archivistique, émigre pour échapper à la police en 1904, adhère au parti en 1905, côté mencheviks, mais, en exil à Londres, évolue vers les bolcheviks. Il est vice-commissaire aux Affaires étrangères de 1921 à 1930 : 70, 74, 78.

TEIXEIRA, Joaquim de Sousa, dit Joaquim Vilarinho, marin portugais condamné après le mouvement de 1936 et envoyé à Tarrafal. Evadé d'un hôpital portugais, il travaille dans le nord ne retrouvant son nom qu'après la révolution des œillets.

TEMSAMANI, Abdeslam et Mohammed, deux frères, lieutenants d'Abd el Krim, qui continuent la lutte après sa capitulation et trouvent la mort en 1926 : 392.

TEODOROVITCH, Ivan (1876-1938), membre du parti en 1895, il est arrêté à plusieurs reprises et exilé. Commissaire du peuple, il démissionne à cause du refus de son parti d'envisager un gouvernement de coalition. Il est secrétaire général de la Krestintern et commissaire du peuple à l'Agriculture, écarté comme droitier et mort dans la purge : 387

TEPER, Eliahu, dit A. Shami (?-1938), ancien SR d'Odessa, membre du PC palestinien, il fut envoyé au Liban, intégré dans la direction du parti, actif dans le soutien de la révolte druze et l'un des fondateurs du premier PC de la Syrie et du Liban, arrêté par les Français qui l'appelaient « Élie le Russe ». Il fut appelé en URSS au début des années 30, fut quelque temps représentant de la Comintern en Extrême-Orient puis directeur de l'Université Narimanov à Leningrad. Il est arrêté à la fin de 1937, puis liquidé : 271, 393, 727.

TEREBASSÝ, ou Terebessy, Karoly, militant hongrois de Bratislava, lié à Hynĕk Lenorović*, membre de l'opposition de gauche tchécoslovaque : 592.

TEREKHOV, Dmitri Pavlovitch, Procureur militaire adjoint, chargé de 1953 à 1971 des dossiers de réhabilitation : 710.

TERRACINI, Umberto, dit Tranquilli, Tictic, Urbani (1895-1983), né à Gênes, étudiant en droit, socialiste anti-guerre, mobilisé après une condamnation, il rejoint *L'Ordine nuovo,* devient un des dirigeants du PCI, est élu au présidium de la Comintern malgré ses critiques du front unique. Arrêté en Italie en 1926, il est condamné à vingt-deux ans et neuf mois de prison, mais libéré et envoyé au *confino* en 1937. Ses positions de 1939 lui valent d'être exclu du parti qui le réintégre à la Libération et lui rend des responsabilités, faisant de lui un sénateur : 104, 114, 232, 233, 248, 251, 258, 543, 746.

TER-VAGANIAN, Vagarchak Arutinovitch (1893-1936), Bolchevik en 1917, un des espoirs de la jeune génération il édite « Sous la bannière du marxisme », ancien de l'opposition unifiée, il joue un rôle important dans la naissance du Bloc des oppositions et est l'un des derniers futurs accusés du 1[er] procès de Moscou à s'incliner : 592.

TEÚRBE TOLÓN, Rogelio, étudiant en droit, lié à Mella, émigre avec lui au Mexique, milite à l'ANERC, et se trouve proche de Mella au moment où il est assassiné : 500, 502.

THAKIN, Than Thu (1911-1968), communiste birman, organisateur des premières guérillas antijaponaises en Birmanie : 480.

THALHEIMER, August (1884-1948), docteur en philosophie après des études à Berlin, Strasbourg et Oxford, il collabore à la presse du SPD, se lie à Radek*. Blessé et réformé au début de la guerre, il rejoint Liebknecht et Luxemburg*, devient un des leaders du groupe Spartakus. Il est à la direction du parti dès sa fondation, très gauchiste en 1921, droitier ensuite, conseiller politique de Brandler* en 1923, retenu à Moscou avec lui et finalement exclu en 1929. Il fonde alors avec Brandler la KPO, meurt en exil à Cuba : 20, 94, 126, 145, 208, 209, 216, 218, 225, 227, 229, 230, 255, 261, 299, 342, 348, 349, 368, 369, 551, 555, 557, 560.

THÄLMANN, Ernst, surnommé Teddy (1986-1944), docker de Hambourg, membre du SPD en 1904, puis de l'USPD en 1917. Il est membre de la gauche berlinoise, mais, en 1924, passe au centre créé à l'initiative de la Comintern et devient le président du KPD, soutenu par Staline* lors de l'affaire Wittorf*, simple pion dans les mains de Moscou. Il est arrêté par les nazis en 1934 et exécuté à Buchenwald en août 1944 : 203, 217, 300, 323, 325, 368, 372, 387, 441, 471, 472, 474, 480, 481, 484, 489, 491, 496, 528, 531, 533, 535, 540, 541, 545, 547, 548, 554, 567, 574, 593, 594, 656, 666, 712, 713, 723, 724, 801.

THALMANN, Paul, dit Pavel, Buntari, Franz Heller, Laroche (1901-1980), un des fondateurs des JC en Suisse ; ancien élève d'une université communiste puis de l'École Lénine de Moscou : membre de l'opposition de droite avec Bringolf* mais partisan d'un nouveau parti, il est lié d'assez loin aux trotskystes. Parti en Espagne accompagner sa femme Clara*, qui nage aux Spartakiades, ils sont pris dans le mouvement, s'engagent dans les milices, aident le POUM. Il est arrêté à Barcelone, emprisonné en *checa*, finalement libéré. Il jouera ensuite un rôle sous l'Occupation en France, tentant notamment en vain de faire évader le trotskyste allemand Widelin*, tombé aux mains de la Gestapo. Il est mort jardinier à Nice.

THARAUD, Ernest, dit Jérôme (1874-1953) et Jean (1877-1952), deux écrivains en vogue, dont le plus jeune avait enseigné à Budapest, ou écrit des pages déshonorantes de haine et d'antisémitisme sur la Hongrie de Béla Kun : 105.

THOMAS, Albert (1878-1932), avocat socialiste, ministre d'union nationale, était venu en Russie appeler les Russes à rester dans la guerre. Son collègue socialiste Georges Sadoul*, membre de la mission militaire française, avant de rallier le bolchevisme, l'informe sur la situation politique : 91, 162.

THOMAS, Iakov, Reich, dit James Gordon, dit le Gros (1886-1956), né en Galicie, il émigre en Suisse à l'époque de la guerre, soutient les bolcheviks et travaille comme rédacteur en chef du bulletin de la mission diplomatique de Berne. Il est expulsé et quitte la Suisse en janvier 1919. Il participe à Moscou aux préparatifs du congrès de fondation de la Comintern, puis, en automne, sous le pseudonyme de Thomas*, il est envoyé à Berlin créer et diriger le secrétariat d'Europe occidentale (WES) jusqu'en 1925. Il rompt avec le KPD en même temps que les droitiers, puis rejoint le SAP où il anime l'aile protrotskyste. Il émigre en Tchécoslovaquie en 1933, à New York en 1938 : 48, 90, 93, 94, 95, 117, 212, 213, 225, 228, 551, 565.

THOMAS, James, Henry (1874-1947), cheminot, dirigeant de leur syndicat NUR, ardent social-chauvin et briseur de grèves pendant la guerre. Il est à l'extrême droite du mouvement ouvrier, exécré des communistes : 408, 414, 416.

THOMPSON, Fred, dirigeant du syndicat des dockers de Londres en 1920, à l'origine de la décision syndicale de refuser de charger les armes pour les bateaux à destination de la Pologne, cet ancien membre du TUC joue ensuite un rôle important à l'Internationale des Gens de mer et à la tête du PC, où il est clandestin. Dénoncé pour malversations et à la suite d'un pugilat avec George Hardy*, il est écarté au début des années 30 : 152.

THONET, Joseph, dit Delvosal, Toussaint (1883-1976), un des fondateurs du PCB, son représentant à Moscou, il en est rappelé en 1929 pour être un éphémère secrétaire général. Il sert en Espagne dans les Brigades internationales. Député permanent de Liège, il fonde un journal clandestin en 1940. Sous l'Occupation, il est responsable national des cadres, à la Libération, président de la commission centrale de contrôle : 496.

THOREZ, Maurice, dit Chalier, Germinal, Ivanov, Piervi, Stern, Auguste, Jean (1900-1964), né en 1900 dans une famille de mineurs, il adhère à la SFIO en 1919, au PC après son service militaire, et devient secrétaire fédéral du Pas-de-Calais. D'abord soutien de Souvarine* dans la campagne de défense de Trotsky*, il tourne après un séjour à Moscou où Staline* le remarque. Il entre à la direction du PC qu'il ne quitte plus, malgré la crise de 1933 au moment de l'affaire Doriot* et celle de 1939 où il déserte sur ordre de la Comintern pour « prendre son poste à la tête du parti », c'est-à-dire s'installer en URSS : 381, 391, 494, 496, 497,

547, 570, 632, 634, 637, 652, 657, 658, 661, 664, 673, 675, 682, 705, 736, 750, 754, 790, 793, 796.

THYSSEN, Fritz (1873-1951), magnat de l'industrie de la Ruhr, il rejoint le Parti nazi en 1923 et le finance. Il est le vrai patron de la Ruhr après 1933. En désaccord avec Hitler* en 1936, il s'enfuit en Suisse et écrit un livre intitulé *J'ai payé Hitler...* : 295, 297, 540.

TILGE, Suzanne (1987-1970), militante du PC, élève en 1924 de l'école centrale de Bobigny du PC, elle est secrétaire-adjointe de l'importante fédération du Nord en 1926. Nous ignorons quand elle devint secrétaire à la Comintern où elle travailla pendant les années 30. Son compagnon, Louis Monnereau*, condamné en 1930 pour espionnage, vint lui rendre visite à l'occasion du VIIe congrès, dans la délégation française, sous le nom de Michel Garnier : 619.

TILLON, Charles, dit Allais, Henri de B. (1897-1993), ouvrier, marin mutiné dans la mer Noire, condamné au bagne, il devient ensuite un dirigeant du PC et de la CGTU, membre du CC en 1936, et dirige en 1939 une opération de sauvetage d'Espagne. Chef de l'OS et membre du secrétariat sous l'Occupation, il commande les FTP. Ministre après la guerre, il est exclu dans l'affaire Marty*-Tillon, tient tête à ses accusateurs et contre-attaque à partir de 1968 : 111, 607, 694, 755, 761, 779, 780.

TIMBAUD, Jean-Pierre (1904-1941), mouleur, aux JC en 1922, puis au PC, il était avant tout un militant syndical, permanent des métaux. Il semble avoir eu des difficultés après la grève Citroën de mars 1933. Il fut arrêté en décembre 1941 et fusillé comme otage ; il aurait crié avant de mourir : « Vive le Parti communiste allemand. » : 779.

TIOMKINE, Aron, compagnon de cellule de Piatnitsky*, il a donné un témoignage sur les séances de torture qui lui ont été infligées : 710.

TIRARD, Paul (1879-1945), ce fils d'un ancien Premier ministre s'était consacré aux réparations et à la défense, dans les négociations à leur sujet, des intérêts des grands groupes industriels français : 297.

TITO, *cf.* Broz-Tito.

TITTEL, Hans (1894-?), tailleur de pierres, membre du SPD en 1912, exclu à Stuttgart après la déclaration de guerre, il participe à la conférence de Berne et fait huit mois de prison avant d'aller au front. Il est membre du KPD à sa fondation, adversaire décidé de la gauche berlinoise. Il est arrêté après octobre 1923 pour son rôle en Thuringe. Il est exclu en 1928, travaille à la KPO, émigre en Tchécoslovaquie puis en France, où il est interné au camp du Vernet : 258.

TIVEL, Aleksandr Iourevich Levit, dit, (1899-1937), né dans une riche famille de Bakou, d'abord anarchiste, journaliste, il se rend à Tachkent avec l'espoir de participer à la révolution indienne. Il y rencontre M.N. Roy* qui le prend comme secrétaire-interprète. Selon Persitz, il est responsable de l'Orgburo du bureau de Tachkent de l'IC. Revenu à Moscou en 1921, il devient secrétaire de Zinoviev et joue pendant des années un rôle important dans la Comintern, une sorte de secrétaire général. Arrêté en juillet 1936, condamné et exécuté en juin 1937 : 356, 714.

TOBIN, Daniel (1875-1955), né en Irlande, émigré avec ses parents en 1890, conducteur de locomotive puis de camion, président général du syndicat des Teamsters, l'IBT, de 1907 à 1955, trésorier de l'AFL de 1917 à 1928, un des *tsars* syndicaux du Parti démocrate, aux prises avec les trotskystes dans son propre syndicat : 790.

TOGLIATTI, Palmiro, dit Alfredo, Mario Correnti, Ercole Ercoli, Paolo Palmi, Trau (1893-1964), il fait des études de droit et adhère au PSI en 1914. Mobilisé, il est réformé. En 1918, il collabore à l'*Avanti* !, en 1919 à *L'Ordine nuovo*, rejoint le PCI à Livourne en 1921, en est l'un des dirigeants en 1924. Revenu en 1925, il fait quatre mois de prison et émigre. Depuis 1924, il est membre de l'exécutif et du présidium de la Comintern. Il se distingue alors par ses attaques contre Bordiga*, puis abandonne Boukharine* et se rallie à Staline* à la fin des années 20. En 1935, il est responsable à la Comintern du département d'Europe centrale et joue un rôle important comme représentant de la Comintern en Espagne. Il revient en Italie en 1944 et devient peu après ministre du gouvernement royal du maréchal Badoglio* : 104, 185, 258, 470, 481, 484, 485, 489, 492, 494, 499, 502, 513, 553, 562, 570, 580, 655, 656, 658, 661, 665, 669, 694, 708, 711, 717, 720, 728, 732, 744, 746, 765, 795, 758, 802.

TOKUDA, Kyushii (1894-1953), instituteur puis avocat, il est convaincu par Zhang Tailei* d'aller au congrès des organisations et peuples révolutionnaires d'Extrême-Orient en janvier 1922 et devient à son retour l'un des dirigeants du PC, effectuant plusieurs voyages auprès de la Comintern. Persécuté par la police japonaise, il se réfugie en Chine en 1947 : 285, 286, 448.

TOLLER, Ernst (1893-1939), écrivain anarchiste, devenu ardent pacifiste avec la guerre, il est membre de l'USPD et chef d'une armée rouge bavaroise pendant la révolution allemande. Il se rend en Espagne pendant la guerre civile et, semble-t-il, désespéré, se pend au début de la Deuxième Guerre mondiale : 103.

TOMAN, Karl (1887-1944), militant syndical autrichien, il est un des prisonniers de guerre gagnés au communisme en Russie, et le président de leur comité révolutionnaire. Cofondateur du PC autrichien, il est profondément engagé dans les luttes fractionnelles et retenu à Moscou en 1930. Il semble qu'il ait collaboré avec l'occupant nazi. Il a été fusillé par l'occupant soviétique : 55, 65, 109.

TOMAS, Taengua, Pascual, responsable des métallos de la CGT, lié à Largo Caballero*, il est membre de l'exécutif de l'UGT à partir de 1933 : 641, 642.

TOMMASI, Joseph, dit Alexandre, Tom, Toto (1886-1926), ancien coureur cycliste, ébéniste, puis mécanicien. Secrétaire de la fédération voiture-aviation et de la fédération CGT des sysndicats de la Seine en 1919, membre du comité central du PC, du bureau politique et même secrétaire général à titre temporaire pendant quelque temps, sympathisant avec l'Opposition russe, il organise à la demande de Stepanov* un réseau de renseignements, et, serré de près par la police, se réfugie en 1924 à Moscou, où il meurt en 1926, toujours oppositionnel, entretenant d'excellents rapports avec Trotsky* : 450, 620.

TOMP, Jan, (1897-1924), journalier agricole puis métallo,

il commence à militer au syndicat en 1920 et devient communiste. Il est député en 1922. En novembre 1924 il est accusé de « participation au congrès de la Comintern, complot communiste, préparation de la dictature révolutionnaire du prolétariat », etc. Il répond au président qu'il n'a pas à se justifier devant « une canaille bourgeoise ». Il est aussitôt condamné à mort pour outrage au conseil de guerre et fusillé la nuit suivante : 398.

TOMSKY, Mikhaïl Pavlovitch Efremov dit (1880-1936), ouvrier imprimeur, au parti en 1904, arrêté en 1906, exilé en 1907, réarrêté de 1906 à 1907 et de 1907 à 1916, il reprend en 1917 des responsabilités syndicales chez les métallos et devient président des syndicats russes. Il joue un rôle capital non seulement à travers la Profintern mais comme chef de file des « droitiers » avec Boukhharine* et Rykov*. Malgré plusieurs autocritiques, il est menacé d'arrestation et se suicide en novembre 1936 : 269, 409, 412, 551, 553.

TON, Duc Thang (1888-1980), organisateur d'une mutinerie dans la flotte française en 1919 et condamné pour avoir hissé le drapeau rouge sur un bateau de guerre, il est envoyé au bagne de Poulo Condor. Après sa libération, en 1930, il est accusé dans « l'affaire de la rue Barbier » d'avoir fait assassiner un jeune homme qui a séduit une jeune militante. Il est condamné à vingt ans de bagne. Il succède à Hô Chi Minh* comme président de la République vietnamienne : 105, 111, 288, 608.

TOOHEY, Patrick, dit Michael, Tubi (1901-?), mineur de charbon, américain de naissance et d'ascendance irlandaise, secrétaire des JC, membre du CPUS, où il est atypique ; il n'aura jamais vraiment la confiance de ses camarades.

TORGLER, Ernst, dans un Conseil en 1918, adhère à l'USPD et élu député et à partir de 1929, président du groupe parlementaire communiste au Reichstag, arrêté pour l'incendie du Reichstag, il ne suit pas au procès les consignes du parti mais est acquitté comme les autres. Il rejoint le SPD en 1949 : 650.

TORRES, Giraldo, Ignacio (1898-?), ouvrier *bananero,* président du 2e congrès ouvrier, en 1925, qui adhère à la Profintern, organisateur et leader de grèves en 1926, chef de la première milice ouvrière colombienne, il participe à la fondation, dans le IIIe congrès, du Parti socialiste révolutionnaire de Colombie. Il se retrouve membre du PC et accusé de « putschisme » pour son rôle dans la grève des *bananeros*. Plus tard, après avoir été élève de l'École Lénine, il remplace Guillermo Hernandez Rodriguez au secrétariat général du PCC : 514.

TOST, Otto, métallo, mobilisé dans la marine, membre de l'USPD et des Délégués révolutionnaires, il est l'organisateur de la Division de marine du peuple. Plus tard, président du syndicat des métaux de Berlin et secrétaire de l'union berlinoise des syndicats, il se prononce contre la Comintern et revient au SPD : 124.

TOUKHATCHEVSKY, Mikhaïl N., dit DUO (1893-1937), noble, capitaine de la Garde, prisonnier enfermé à la forteresse d'Ingolstadt après trois tentatives d'évasion, il s'évade en 1917, devient l'un des plus jeunes et plus talentueux chefs de l'Armée rouge. Il est fusillé en 1937 après un procès sommaire, avec les autres chefs de l'Armée rouge, ainsi décapitée : 52, 158, 178, 212, 213, 711, 731.

TRANMAEL, Martin (1879-1967), ouvrier agricole, il travaille six ans aux États-Unis où il est marqué par les IWW. Adversaire de la guerre, chef de la gauche, il est élu secrétaire du parti ouvrier norvégien (DNA) et fait décider en 1919 l'adhésion à la Comintern, qu'il quitte en 1923, fusionnant ultérieurement avec le Parti social-démocrate et arrivant au gouvernement en 1935 : 79, 116, 259, 260.

TRÉAND, Maurice, dit Gabriel, Georges, Grégoire, Leblanc, Legros, Simon (1900-1949), garçon de café puis gérant de restaurant, élève de l'Ecole Lénine en 1930, il est responsable des cadres et joue un rôle important pendant la guerre d'Espagne en assurant la sécurité de la circulation des hommes. Mêlé aux pourparlers avec Otto Abetz pour la parution de *L'Humanité* sous l'occupation allemande, et bien que l'initiative vînt de la direction, accusé par Jacques Duclos* d'avoir constitué « un groupe », il est mis à l'écart de façon définitive en 1940 : 616, 695.

TREINT, Albert, dit Bertreint (1889-1971), instituteur, devenu capitaine à la guerre où il a été grièvement blessé, il évolue vers le communisme à travers le Comité de la IIIe Internationale. Dans le parti, il est l'homme de la bolchevisation, haï des pionniers, puis, fidèle à Zinoviev*, est à son tour exclu. Il appartient quelque temps à l'opposition trotskyste puis revient à la SFIO : 380, 381, 383, 559, 575, 470, 481, 463, 465.

TREPPER, Leopold, dit Leo, Adam Mickler, Otto (1904-1982), né en Tresca, Galicie, militant en Pologne, Palestine, France, chef de l'Orchestre rouge.

TRESCA, Carlo (1879-1943), anarchiste italien émigré aux États-Unis où il participe aux luttes des IWW et la dénonciation à la hiérarchie catholique. Il s'en prend aux communistes avec l'assassinat de Juliet Stuart Poyntz. Il a été assassiné : mafiosi ? staliniens ? agents occidentaux ? agents de Mussolini ? on ne sait : 616.

TRESSO, Pietro, dit Blasco, Lanzi, Julien Pierotti (1893-1943), tailleur, militant très jeune, réformé pour tuberculose après trois ans au front. Membre du PSI puis du PCI, fraction Bordiga*, il rejoint ensuite Gramsci* et dirige le parti clandestin. En 1930, il fait partie des « trois » exclus pour leur critique de la politique dite « classe contre classe ». Il rejoint alors l'opposition de gauche et milite à partir de1936 dans le POI. Arrêté à Marseille en 1942, il se trouve avec des prisonniers de la prison du Puy libérés par une attaque des FTP et assassiné à l'initiative d'un agent soviétique d'origine italienne qui commande le maquis « libérateur » : 514, 519, 580, 615, 636, 672, 728.

TRILISSER, Meer Abramovitch, dit Mikhaïl Abramovitch, dit Moskvin (1883-1941), membre du parti en 1901, un des premiers tchékistes, il exerce de hautes responsabilités dans l'OGPU, notamment chef du département extérieur de 1925 à 1930. Selon Vaksberg, il serait compromis dans l'attentat de Sofia de 1925. Élu, avec Staline* et Molotov*, au titre du parti russe, il est en 1935 l'homme du GPU ou du GRU dans le présidium de la Comintern, qu'il contrôle. Un des dirigeants de la purge en 1937, il est arrêté à son tour en

novembre 1938 et condamné à mort en février 1940. Ses papiers ne sont pas dans les archives de la Comintern : 356, 400, 401, 596, 597, 604, 665, 669, 670, 692, 708, 715, 717.

TRILLA, *cf.* Leon Trilla.

TROELSTRA, Peter Jelles (1860-1930), leader social-démocrate hollandais résolument réformiste, à l'exception d'une poussée révolutionnaire au moment de la révolution russe et de la fin de la guerre : 10, 15, 19, 64.

TROTSKY, Lev Davidovitch Bronstein dit, (1879-1940), révolutionnaire russe, il est président du soviet de Saint-Pétersbourg lors de la première révolution et très connu en exil, où il habite la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche, la France, les États-Unis. Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, puis à la Guerre, il est le créateur de l'Armée rouge, le bras droit de Lénine*. Plus tard, il s'oppose à Staline* et à la dictature bureaucratique, se livre à une critique serrée de la politique de la Comintern. Exilé à l'intérieur puis expulsé du pays, il organise des groupes oppositionnels puis la IV[e] Internationale. Il est assassiné au Mexique en 1940 par un agent de Staline : 15, 22, 31, 37, 42, 44, 46, 47, 51, 54, 58, 76, 78, 79, 81, 85, 90, 95, 98, 151, 175, 176, 202, 211, 212, 231, 233, 235, 239, 244, 247, 249, 250, 254, 259, 266, 267, 273, 284, 285, 288, 291, 300, 310, 322, 328, 345, 349, 351, 355, 358, 360, 361, 367, 370, 372, 380, 381, 397, 398, 412, 423, 433, 440, 442, 443, 449, 453, 457, 460, 465, 469, 474, 481, 506, 519, 523, 529, 542, 549, 554, 558, 561, 567, 572, 575, 576, 578, 579, 580, 582, 580, 582, 586, 588, 589, 591, 592, 615, 617, 619, 620, 630, 632, 636, 665, 673, 683, 686, 691, 692, 696, 697, 700, 701, 703, 712, 714, 718, 723, 728, 730, 742, 799, 801.

TSANKOV, Alexandr (1879-1959), chef du gouvernement bulgare, de 1923, où il prend le pouvoir par un coup d'État militaire et se maintient par une terreur blanche féroce, jusqu'en 1926 : 309, 310, 333, 335, 400, 401.

TSETLINE, Efim Viktorovitch (1898-1937), au parti en 1918, il travaille au CC des JC et de la KIM jusqu'en 1923, où il est envoyé en mission illégale en Allemagne et condamné à un an et demi de prison. Membre de l'exécutif de la Comintern en 1924, il est secrétaire de Boukharine* dans la Comintern de 1926 à 1929. Il est épuré et condamné à une peine de prison en 1933, fusillé en 1937.

TSERETELLI, Iraklii Georgiévitch (1882-1959), Menchevik géorgien, opposé à la révolution d'octobre, représente en exil les mencheviks géorgiens au BSI de la II[e] Internationale : 252.

TSIOUROUPA, Aleksandr Dmitriévitch (1870-1928), études d'agronomie, militant en 1890, première arrestation en 1893, entrée au parti en 1898, il joue un rôle dans l'organisation de l'*Iskra* où il connaît Lénine*, il est commissaire du peuple à des postes divers après la révolution : 323, 462.

TUOMINEN, Arvo, dit Karl Ek, Kuriek, Poika (1894-1981), fils de charpentier finlandais, il a vécu à Tempere, où les marins apportent la révolution en 1917 ; il entre au journal social-démocrate *Kansan Lehti*, dont il est rédacteur en chef en 1918. Après la chute du régime rouge, il fonde le Parti socialiste ouvrier et devient rédacteur en chef de son quotidien *Suomen Työmies*. En 1933, il est à l'École Lénine, en 1935 secrétaire général du parti, suppléant du présidium de la Comintern. En novembre 1939, il est rappelé de Stockholm pour prendre la tête du gouvernement qui doit accompagner l'armée russe. Il refuse, s'établit en Finlande et redevient rédacteur en chef de *Kansan Lehti* : 665, 715.

TURATI, Filippo (1857-1932), il est l'un des principaux dirigeants du PSI, l'incarnation de son « réformisme ». Il est exclu en 1922 et émigre en France en 1926 : 114, 115, 143, 166, 167, 171, 172, 195, 207, 209, 257.

TURCIOS, Froylan (1975-1943), poète et romancier du Honduras, directeur de la revue *Ariel*, joua le rôle de correspondant et de représentant de Sandino à l'extérieur, ce qui permit à ce dernier d'échapper à l'étreinte des représentants de la Comintern et de préserver sur le terrain « diplomatique » une certaine indépendance : 445.

TYRIMOS, Mikhalis, député et responsable de l'organisation du parti à Athènes, membre du bureau politique, homme de confiance de Zachariadès*, il applique la ligne stalinienne avec une particulière férocité – mise en quarantaine et passage à tabac systématique – durant sa détention à la prison d'Égine, puis il se rallie à la Sûreté et devient membre de la « 'Direction temporaire » qu'elle manipule. Avec l'Occupation, il fait partie des « Bataillons de sécurité » au service de l'occupant : 688, 748.

TZIMAS, Andreas (1909-1972), Slavo-macédonien, avocat, il doit probablement à sa condition « nationale » d'avoir été promu à la direction du KKE. Déporté dans l'île de Glavdos en 1930, il se lie à Klaras, le futur Aris*. Sous l'Occupation, il se fait le champion de la Montagne. Arrêté en 1936, il est libéré en 1941, intègre le bureau politique. En 1943, il sera promu *Politikos* à côté du *Kapetanios* Velouhiotis* et du chef militaire Saraphis*. Partisan de Markos*, il s'enfuit en Yougoslavie, est interné dans un hôpital psychiatrique, de nouveau interné en Hongrie, libéré finalement en 1956, il vit et meurt en URSS : 765.

TZOULATIS (ou TZOULATI) Fragkiskos (1897-1943), étudiant, dirigeant des JS avec Ligdopoulos*, il participe à la fondation du SEK, le PC grec, où il se situe à gauche avec la revue *Kommunismos*. Fondateur en 1923 de la revue *Archives du marxisme*, il quitte le PC et fonde l'organisation, archiomarxiste. Il disparaît de nos sources au cours des années 20, remplacé par Yotopoulos* : 116, 248, 580.

U

UGARTE, Eduardo, fils d'avocat, enseignant à Madrid, membre des JS et des ES, essaie de s'engager dans l'Armée rouge en 1919 et ne parvient qu'à Stettin. En contact avec l'opposition du KPD, il revient en Espagne et milite à la FJS puis au PCE : 246.

ULBRICHT, Walter, dit Lothar, Stephan, Stephan Subkowiak, Sorensen, Urvitch, Vogt, Walter, Zelle (1893-1973), charpentier, au SPD en 1912, à Spartakus pen-

dant la guerre, il entre dans l'appareil du KPD dès sa fondation. De 1924 à 1927, il travaille au département d'organisation de la Comintern, gagnant le surnom de Zelle (cellule), il est ensuite réélu à la direction. Il émigre en octobre 1933, vit en Occident avant de s'établir à Moscou en 1938, après avoir joué un rôle important au QG des Brigades internationales à Albacete. Il a succédé à Pieck* à la tête de l'État : 314, 481, 484, 485, 489, 528, 530, 531, 539, 554, 557, 560, 658, 663, 666, 694, 695, 732, 735, 765, 801.

UMANZOR, Juan Pablo (1903-1934), Général de l'armée sandiniste, commandant de colonne, assassiné en même temps que lui : 446.

UNGER, Otto, dit Otto Bork (1893-1938), libraire, SPD en 1912, au KPD en 1919, travaille aux éditions et représente les JC à Moscou. Révoqué en 1928 comme « conciliateur », emprisonné en 1933, en URSS en 1934, travaille aux éditions de la Comintern. Arrêté en 1937, fusillé en 1938.

URBAHNS, Hugo (1890-1947), instituteur social-démocrate, USPD en 1917, KPD en 1920, membre de la gauche, secrétaire à Hambourg. Héros du soulèvement de Hambourg, condamné à une peine légère, il est exclu du parti pour ses positions « gauchistes » et dirige la *Leninbund* qui se sépare de Trotsky* aussi. Il meurt en émigration en Suède : 217, 343, 461, 465, 486, 488, 519, 574, 577, 582.

URIBE, Vicente (1902-1961), promu par les instructeurs au bureau politique du PC espagnol, il est ministre de l'Agriculture du gouvernement Largo Caballero* et défend comme il peut la propriété rurale : 691, 696.

URX, Eduard (1902-1942), philosophe et critique d'art, au PC en 1924, directeur de la *Pravda* slovaque, il séjourne à Moscou de 1931 à 1933, vraisemblablement à l'École Lénine, et travaille à la Comintern. Revenu en 1938, il fait partie de la direction clandestine en Tchécoslovaquie (premier CC illégal), est pris et exécuté à Mauthausen.

USMANI, Shaukat, Fouad, dit Sikandar SUR (1900-1943), pélerin enlevé par des rebelles, libéré par l'Armée rouge, conduit à Tachkent, y rencontre M.N. Roy. D'abord membre d'un petit groupe nationaliste terroriste, il est étudiant à la KUTV en 1921 et adhère au PC indien en exil, repart en Inde en 1922, s'en prend aux partis ouvriers et paysans. Considéré comme proche des dirigeants du Parti du Congrès, il est emprisonné de 1923 à 1927, prend part en 1928 au VI[e] congrès de la Comintern où il est « poussé », selon son expression, à l'exécutif, et défend la ligne ; arrêté dans l'affaire de la conspiration de Meerut en 1929, il est condamné à dix ans de prison en janvier 1933 : 274, 275.

UTZELMAN, Peter, dit KEMPIN (1894-?), menuisier, dans les jeunesses ouvrières, puis le SPD en 1912, marin en 1915, il prend part en novembre 1918 au soulèvement des marins à Kiel et sert dans la *Volksmarine-Division*. Il passe du KPD au KAPD, dirige les ouvriers armés de la Leuna à Halle en mars 1921 sous le nom de Kempin. Condamné à la prison à perpétuité pour haute trahison, il est amnistié deux ans après et revient au SPD, organisant clandestinement les combattants rouges. Il est exclu du SPD en 1932, condamné à quatre ans et demi de prison en 1936 : 217.

V

VACCARELLA, Thémistocle, dit Bianco (1887-1944), artisan chapelier, théoricien et organisateur du PCI de *Stella Rossa*, il appelle à la lutte armée et critique le PCI au nom de l'URSS. Traité d'agent hitlérien, assassiné en juin 1944 probablement par les staliniens : 778.

VADILLO, Evelio, Mexicain, membre des JC au temps de Mella, il devient avec Campa l'un des dirigeants de la CSUM. Arrêté en 1930, il est déporté aux îles Maria. Plus tard membre du CC, il est un enragé antitrotskyste, organisateur de violences physiques contre les oppositionnels. Parti en URSS vers la fin des années 30, il y disparaît. Certains assurent pourtant qu'il fut libéré et revint au Mexique où il fut empoisonné... : 727.

VÁGO, Béla (1889-1939), journaliste et responsable social-démocrate de Debrecen, cofondateur du parti communiste, commissaire du peuple à l'Intérieur et chef d'armée pendant la révolution, il se réfugie en URSS après 1933, est arrêté et liquidé en 1939 : 101, 720.

VAILLANT-COUTURIER, Paul, Couturier, dit (1892-1937), études d'histoire et de droit, il est venu à la révolution par haine de la guerre. Il a été membre de la direction du PC français jusqu'à sa mort. Député de Paris, très populaire, directeur de *L'Humanité* de 1926 à 1929 ? et fit à la suite de cette disgrâce une retraite d'une année suivie d'un grand voyage en URSS de même durée. Il reprend la tête de *L'Humanité* en juillet 1935, fait campagne pour la défense des procès de Moscou et lance le mot d'ordre « des canons, des avions pour l'Espagne ». Victor Serge* le voit à ce moment-là comme un homme usé et cynique. Il meurt d'un infarctus : 152, 184, 196.

VAKMANN, Rudolf (1894-1937), Estonien, électromonteur, membre du PS en 1913, secrétaire du comité du parti de Revel en 1917. Délégué au 2[e] congrès, membre du CC de 1920 à 1930, il vit en URSS depuis 1921, est fusillé pendant les purges : 726.

VALIÈRE, Paul, dit Désiré Martineau (1902-1962), né en Argentine, polyglotte il revient en France encore jeune et devient mouleur-fondeur chez Panhard. Il se syndique à la CGTU et adhère au PC après son service militaire, devient permanent du parti, Il est de la grande époque de l'action antimilitariste des JC, rencontre en Algérie des émissaires du Rif. Il est arrêté en 1925 en Grande-Bretagne et fait six mois de prison pour usage d'un faux passeport, fourni par l'OMS. Secrétaire en 1933 de l'union régionale unitaire, secrétaire en 1934 de la région bretonne du PC, il dénonce l'attitude de son parti à l'égard du pacte Laval-Staline, est exclu en mai 1935. En août, il organise le combat des ouvriers brestois sur les barricades. Violemment dénoncé par le PC, il rejoint Ferrat et *Que faire ?*, est interné pendant la guerre, refuse de rejoindre ses anciens amis devenus collaborateurs comme Barbé.

Gravement malade, il se suicide en se jetant du haut de la tour Eiffel : 390, 672.

VAN DEN BOOM, Georges, dit Leclercq (1895-1978), linotypiste, membre des JGS et du POB, exclu, il est au PC belge en 1921, déjà au contact avec les gens de la Comintern à Anvers (OMS ?) De 1933 à 1935, il est en URSS, travaillant pour la Comintern ; au retour, au BP puis au secrétariat. En 1940, il négocie pour la légalisation du journal. Arrêté à Liège en 1942, il fait partie des « quatre » qui acceptent le compromis en 1943 ; déporté à Ravensbruck, il est mis à l'écart à partir des années 50 : 781.

VANDERBILT, Cornelius, dit LE Commodore (1794-1868), millionnaire richissime d'une fortune bâtie sur les transports : 614.

VAN DER LUBBE, Marinus (1909-1934), communiste des conseils néerlandais, accusé au procès de l'incendie du Reichstag, où il semble avoir été drogué, il est condamné à mort et exécuté : 655.

VANDERVELDE, Émile (1866-1938), avocat socialiste belge, ministre pendant la guerre, président de l'Internationale socialiste : 196, 252, 253.

VANĚK, Milos (1897-1967), membre du PCT à sa fondation, il travaille à la Comintern de 1922 à 1924, est exclu en 1925 et revient à la social-démocratie.

VALENTINOV, Grigory Borissovitch (1896-1938), membre du parti en 1915, rédacteur en chef du quotidien des syndicats *Troud*. Exclu en 1927 comme oppositionnel de gauche, déporté en 1928. C'est à lui que Rakovsky adresse une lettre fameuse. Sort incertain : 570.

VAN RAVESTEYN, Willem Van (1876-1970), journaliste, cofonde *Tribune* et le PCH. Exclu en 1926, il quitte la politique : 95.

VAN RIEL, Richard, pseudonyme en Hollande de l'émigré hongrois Manuel Sari. Il fonde la CPO des Pays Bas : 562.

VANZETTI, Bartolomeo (1888-1927), anarchiste italien, condamné en 1921 pour meurtre et exécuté en 1927 comme Sacco malgré une campagne mondiale : 613.

VARELA, Iglesias, José Enrique (1891-1951), africaniste, couvert de décorations, carliste, il prend comme colonel un long congé pendant lequel il assure l'instruction militaire des *requetes*. Il est général et rebelle en 1936 : 389, 679.

VARGA, Jenö, dit Eugen Pawlowski (1879-1964), professeur d'économie et social-démocrate hongrois, il rallie en 1918 le Parti communiste, est commissaire aux Finances puis président du conseil économique. Il émigre en URSS et travaille pendant des années pour la Comintern et le parti russe en tant qu'expert. C'est lui qui a annoncé la réhabilitation de Béla Kun : 231, 345, 383, 655.

VARONA, Enrique, organisateur des cheminots de Camagüey et des travailleurs des centrales sucrières à Cuba, dirigeant syndical, arrêté avec plusieurs autres militants au début de 1925 sous l'inculpation de préparation d'un attentat terroriste. Libéré après un non-lieu, il est tué le 20 septembre 1925, au moment où il revient à son domicile de Moron. Ses camarades accusent la police : 383.

VARTANIAN, Amo, dit Amanjak (1902-1937), Arménien, dirigeant des Jeunesses communistes d'URSS, membre de l'exécutif de la KIM, très lié à Lominadze* et Heinz Neumann*, membre du « groupe Lominadze-Sten », il est en 1935 secrétaire du parti dans une usine d'aviation de Gorki ; c'est lui qui informe Neumann du suicide de Lominadze ; il disparaît pendant les purges : 592, 659.

VASCONCELLOS, José (1881-1959), avocat mexicain, chef de file du mouvement réformateur et « révolutionnaire » des jeunes intellectuels, puis avocat, recteur de l'UNAM, secrétaire de l'Éducation nationale de 1921 à 1924 dans un gouvernement révolutionnaire, il fait figure de chef de file de la gauche, échoue à la présidentielle de 1929. Écrivain prolixe, il émigre aux États-Unis et évolue très vite à droite : 445, 447.

VASSART, Albert, dit Sandra Panier (1898-1958), Métallo, syndicaliste révolutionnaire, il rejoint le PC en 1921. Secrétaire des métaux CGTU et membre du CC du PC en 1926, du bureau politique en 1929. Il est l'ami de Cremet*. Secrétaire du parti en 1932, il a des réserves sur la politique de la Comintern, des contacts avec Doriot*, est envoyé à Moscou pour y représenter le parti d'avril 1934 à avril 1935. En 1939, il désapprouve le pacte mais est tout de même condamné à cinq ans de prison. Il est libéré en septembre 1941, et, après la Libération, devient un anticommuniste militant : 297, 610, 611, 619, 622, 633, 636, 637, 750.

VASSILI, Petros, assyrien d'Iraq dont le père avait été banni au Kurdistan irakien. Élevé à Tiflis, il parlait le russe, le géorgien, l'arménien, le persan, le turc et l'arabe. Ouvrier tailleur, il fut un vrai révolutionnaire professionnel, traversa le pays, entretint des contacts avec un professeur de Bakou et des membres de la mission commerciale soviétique en Perse. C'est lui qui donna sa formation politique à Fahd* : 512.

VASSILIEV, Boris Afanassevitch (1889-1937), au parti en 1904, en France de 1911 à 1917, revenu en Russie, secrétaire d'organisation dans l'Oural. En 1925, il entre dans l'appareil de la Comintern, dont il dirige jusqu'au VII[e] congrès en 1935 le département d'organisation, s'occupant en même temps de formation militaire technique : 666, 714, 730.

VASSILIEV, Ilya, dit Bojko (1902-1937), dirigeant du groupe Iskrov* dans les JC puis dans le parti bulgare. Éliminé avec les autres membres du groupe en 1937 : 725.

VAZQUEZ, sergent sous-officier de l'armée espagnole au moment de l'insurrection des Asturies, il choisit de rallier les mineurs. Arrêté et condamné à mort, il est fusillé devant son régiment, pour l'exemple : 645.

VECCHI, Eros, fils de l'italien Tullio Vecchi, syndicaliste révolutionnaire rallié au fascisme, Eros Vecchi, collaborateur de la Comintern, du 4[e] Bureau tombé aux mains de la police fasciste, trahit. Enlevé des membres de son parti chargés de l'assassiner et détenu à Sartrouville, il réussit à s'enfuir. Dans *Faux Passeports*, Charles Plisnier s'est inspiré de lui pour le personnage d'Alessandro Cassini : 513, 608.

VEDAK, Nedim (Dr Tör), dirigeant du PC turc.

VEGA, Martínez, Etelvino, dit Marcelino (1906-1939) dirigeant des JC intronisé à la tête du PCE avec Leon Trilla* et Bullejos*, il est révoqué et exclu en 1932. Réintégré en 1936 au PC, devenu lieutenant-colonel

de l'armée populaire, il est fusillé en 1939 par les franquistes : 496.

VELOUCHIOTIS, Aris, ps. d'Athanassas Klaras, dit Miserias (1905-1945), fils d'avocat, il fait des études d'agronomie, rencontre des communistes, est révolté par le service militaire. Dirigeant des JC en 1923, il est plusieurs fois arrêté et déporté. De retour à Athènes, de nouveau des emprisonnements. En 1936, il est arrêté et s'évade quelques mois plus tard ; repris, il est condamné à quatre ans de prison. Il capitule en 1939 pour être libéré et reprend le combat avec le PCG. Il va devenir à partir de 1941 le plus célèbre des *kapetanios*, un des chefs de l'EAM, redouté par son parti comme révolutionnaire. Renié par le parti après sa condamnation des accords de Varkitsa en 1945, il est tué par les chasseurs de communistes : 514, 767, 768, 777.

VELTHEIM, Erkki (1898-?), Finlandais, arrêté lors d'une mission pour la Comintern à Londres en 1920, avec de l'argent pour les communistes britanniques, une lettre à Sylvia Pankhurst* de Lénine* et Zinoviev* et des documents sur le travail clandestin dans l'armée et la marine, semble avoir été envoyé par Kuusinen*. Expulsé à l'issue de son procès, il repartit accompagné de Gilbertson, la secrétaire de Pankhurst. Il avait été dénoncé par Nosivitsky* : 95.

VENEGONI, Carlo (1900-19?), et Mauro (1903-?), militants syndicalistes et communistes persécutés sous le fascisme et organisateurs d'un groupe ouvrier communiste indépendant clandestin autour de *Il Lavoratore* : 778.

VEREEKEN, Georges (1898-1988), membre du PC, responsable bruxellois des chauffeurs de taxi, il est membre du CC du PCB et passe à l'opposition de gauche, où il sera extrêmement remuant et critique : 578.

VERGEAT, Marcel (1891-1920), tourneur mécanicien, militant d'action directe, il se solidarise pendant la guerre avec les résolutions de Zimmerwald et de Kienthal, milite au syndicat des métaux, au Comité de défense syndicaliste puis au Comité de la III[e] Internationale. Il se rend au 2[e] congrès de la Comintern avec Lepetit* et Raymond Lefebvre* et disparaît avec eux au retour, au large de Mourmansk selon toutes probabilités : 156, 184.

VICENTE, Fernando, marin communiste, portugais, mutin envoyé au bagne : 691.

VIDALI, Vittorio, dit Eneas ou Arturo Sormenti, José ou José Díaz Contreras, Carlos Contreras, Comandante Carlos, Charles Duval, Raymond (1901-1990), comptable, membre du parti social-démocrate autrichien, puis du PSI, militant du PCd'I, il émigre aux États-Unis en 1922, puis au Mexique, milite au PCM. Il rencontre Tina Modotti avant la mort de Mella, dont elle est la compagne, se met en ménage avec elle quelques mois après et gagne Moscou. Il est délégué au VI[e] congrès (où il indique « russe » comme nationalité sur sa fiche), devient suppléant du présidium de la Comintern. Il retourne en Russie en 1930, va en Espagne en 1936, puis au Mexique, toujours avec Tina Modotti et accompagné d'une rumeur sur ses crimes. Il est mort à Trieste : 593, 616, 617, 620, 694, 705, 728.

VIDARTE, y Franco Romero, Juan Simeón (1902-1976), Député, vice-président du PSOE de Madrid, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, il est, en tant que secrétaire du parti, totalement et sans restrictions fidèle à Prieto* : 641.

VILAR, César, dit Pérez (1900-?), dirigeant du comité de grève et responsable de la fraction communiste dans la CNOC, c'est lui qui, en 1933, donne l'ordre aux militants communistes d'œuvrer pour mettre fin à la grève sur demande de Machado. Il est exclu en 1938 : 503, 628.

VILENSKI-SIBIRIAKOV, Vladimir Dmitrievitch, dit Vikula (1888-1942), ouvrier de Moscou, menchevique, devenu bolchevique en 1917, il est spécialiste de l'Orient soviétique. Membre de l'opposition de gauche, il est exclu en 1928, capitule en 1928, réintégré. Plus tard exclu de nouveau et exécuté.

VILLA, Pancho, ps. de Doroteo Arango (1877-1923), voleur de bétail et « bandit » mexicain, il organise ses hommes dans une lutte de guérilla dès 1910, s'allie à Zapata et entre avec lui dans Mexico. Une incursion en territoire américain sert de prétexte à l'intervention au Mexique des troupes nord-américaines du général Pershing en 1916. Il est assassiné : 291.

VILLON, Pierre, dit Antoine, Cantais, Philippe, Walter ps. de Roger Ginsburger (1901-1981), fils de rabbin, architecte, animateur de l'AEAR, il serait membre secret de l'appareil depuis 1929, selon l'hypothèse de Robrieux, adhère officiellement au PC en 1932 et deux ans plus tard abandonne sa profession pour devenir « instructeur » de l'Internationale des marins et dockers à Amsterdam, est affecté au secrétariat administratif du PC en 1935, puis à la section de propagande. Il reconstitue en 1940 l'appareil clandestin, est arrêté, s'évade et représente le Front national au COMAC. Membre du CNR et député, il a intenté un procès – qu'il a gagné – à Jan Valtin (Richard Krebs)* et à ses éditeurs, qui le présentaient comme un agent de l'OMS : 763.

VIRTANEN, Niilo, dit Johann Louis KORSELL (1889-1937), étudiant de l'université d'Helsinki et membre du Parti social-démocrate, il participe au soulèvement de 1917 et se réfugie en Russie. D'abord journaliste à Petrozavodsk. Membre du PC finlandais en 1922 et de son bureau à l'extérieur à Moscou, il entre dans l'appareil de la Comintern, d'abord au secrétariat près de Kuusinen, puis au secrétariat des pays scandinaves et au Canada. Il travaille pour l'OMS puis le GRU. En mission en Allemagne après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, il travaille un an et demi, est arrêté le 20 décembre 1933. Condamné à six mois de prison, il est expulsé en Finlande le 24 décembre 1934. Il est libéré comme citoyen soviétique le 22 janvier 1935. Arrivé en URSS au cœur de l'épuration de son parti, il est soupçonné d'être un agent et dénoncé. Arrêté dans sa chambre du Lux le 7 août 1937 et probablement condamné et exécuté tout de suite : 725, 730.

VIVÈS, José, ex agent soviétique retourné : 502.

VIVÓ, Jorge A., dit Bueno, R. Marin, Jesús Valdès Gómez, Granda Pablo (1906-?), étudiant en droit cubain, lié à Mella avec qui il s'exile au Mexique, poursuivant ses études et militant à l'ANERC. Revenu

à Cuba, il est secrétaire général du PCC et, en 1933, il s'oppose à la pression de Grobart pour un arrêt de la grève, conformément aux propositions de Machado, et démissionne de son poste. Il est exclu l'année suivante et, réfugié au Mexique, se consacre à des travaux historiques sur le parti : 383, 503, 628.

VLAHOVIĆ, Veljko, dit Vlassov (1914-1975), communiste yougoslave, volontaire dans les Brigades internationales en Espagne où il est amputé des deux jambes. Pendant la guerre, il est représentant du PCY à la Comintern à Moscou, puis ambassadeur. Il soutient sans failles Tito* contre Staline : 765, 795.

Vô nguyên Giap (1912-?), étudiant, puis enseignant, militant du PC, il fait trois ans de prison, se réfugie en Chine de 1939 à 1944 et est ensuite l'organisateur des partisans, plus tard chef de l'armée puis du gouvernement vietnamien. C'est lui le vainqueur de Diên Biên Phu : 787.

Vô van Tan (1894-1941), de famille paysanne, tireur de pousse-pousse, d'abord nationaliste, il dirige une insurrection paysanne en 1930, puis l'organisation communiste de Saigon-Cholon en 1931, et enfin le comité de Cochinchine. Membre de l'exécutif du CC, il est exécuté : 749.

VODIČKA, Ján (1893-1961), recruté en Russie dans la Légion tchèque alors qu'il est prisonnier, il refuse de combattre l'Armée rouge et est condamné à cinq ans pour insubordination. Revenu en 1920, il adhère à la Gauche marxiste, puis au PCT, et organise une Union des anciens combattants de la Légion tchèque et de l'Armée rouge, puis l'Union des athées prolétariens. Il est membre du CC du PCT en 1936, déporté à Sachsenhausen de 1939 à 1945 : 58.

VODIČKA, Stanko (1895-1918), cheminot et télégraphiste, le seul sous-officier à se mutiner avec les Chasseurs de Rumburg. Fusillé avec Noha* et huit autres le 25 mai 1918 : 41.

VOITINSKY, Grigory, ps. de Grigory Zarkhine dit Wei Qin, Wu Tingkang dit, (1893-1953), émigré jeune au Canada, il revient et fait la guerre civile dans l'Orient soviétique. Il travaille pour la Comintern, dont il est le premier émissaire en Chine en 1920. Il revient en 1927, puis est écarté des responsabilités internationales : 268, 285, 291, 441.

VOLEK, Julius Choraz dit, Najdenov (1888-1928), fils de paysan pauvre, instituteur rural, prisonnier de guerre, il devient bolchevique et s'engage dans l'Armée rouge. Il revient au pays en 1920, et, délégué au VIe congrès de la Comintern, y meurt d'une embolie : 57.

VOLK, Karl, dit Robert, Karl Chemnitz, Rintel (1896-1961), né en Galicie, étudiant à Prague, membre de *Poale Zion*, puis du PCT, secrétaire d'ambassade à Pékin, puis membre du bureau de presse de la Comintern à Vienne, il est ensuite le leader clandestin des « conciliateurs » et réussit à se réfugier aux États-Unis, où il écrit le fameux livre signé Jan Valtin : 593, 659, 711, 713.

VOLODARSKY, Moïse Goldstein, dit, (1891-1918), émigré aux États-Unis, militant socialiste, grand orateur, il est très populaire à Petrograd en 1917 et l'un des premiers bolcheviks assassinés par la campagne terroriste des SR de gauche : 30.

VOORHIS, auteur de la loi qui interdit aux Américains l'affiliation à une organisation internationale.

VOROBIEV, Vladimir Aleksandrovitch (1896-1937), Bolchevique en 1914, journaliste à *Bednota* en 1918, chargé en 1927 de l'impression clandestine du bulletin de l'Opposition. Exclu, il ne reparaît pas : 450.

VOROCHILOV, Klement Efremovitch (1881-1969), métallo, bolchevik en 1903, président du soviet de Louganske en 1917 il fait ensuite une carrière militaire, se liant pendant la guerre civile à Staline au sein du « groupe de Tsaritsyne ». Il est son homme dans l'armée, celui qui cautionne pendant les années trente le massacre des jeunes chefs de l'Armée rouge. Son incapacité lui vaut seulement d'être remplacé après les premiers désastres : 796.

VORONOV, Nikolaï Nikolaievitch, dit Volter (1888-1968), Colonel d'artillerie, il est conseiller en Espagne en 1936-1938. Plus tard général : 694.

VORONSKY, Aleksandr Konstantinovitch, dit Anissimov, Navesky, Nourmine, Valentin (1884-1943), écrivain et critique, membre du parti en 1904 ; directeur de *Krasnaia Nov*. Dirigeant de l'Opposition de gauche et membre de son centre clandestin en 1928-1929. Il capitule, est arrêté et meurt au goulag : 571, 593, 599.

VOROVSKAIA, Nina Vaclavovna (1908-1931), très jeune, après l'assassinat de son père Václav Vorovsky*, elle milita dans les JC puis pour l'Opposition de gauche parmi eux, avec L. Sedov* qu'elle quitta pour T.Kozlowsky*. Très douée pour le dessin, véritable artiste, elle est de santé fragile et autorisée en 1929 à aller se soigner en Allemagne où elle est la plaque tournante des relations de l'Opposition russe avec l'étranger, jusqu'à ce que, après un pneumothorax, elle soit rappelée à Moscou, où elle meurt : 571.

VOROVSKY, Václav Vaclavovitch, dit Adamovitch, Borovsky, Favine, Féliks, Moukhomor, Orlovsky, Orlenov, M. Schwarz, Joséphine, Félix Alexandrovitch (1871-1923), révolutionnaire professionnel polonais, devenu diplomate après la révolution, ami de Rakovsky* et de Trotsky*. Il est assassiné à Lausanne par un tueur blanc : 37, 66, 78, 88, 90, 238, 300, 301.

VUILLEMIN, Virgile (1898-1981), fils de menuisier, engagé dans la marine, matelot mécanicien sur le *France*, il est l'un des dirigeants de la mutinerie des marins, dont il est le délégué. Il fait grosse impression sur le conseil de guerre par son intelligence, sa culture et son éloquence, est condamné à cinq ans. Libéré après un an, il eut des liens avec un groupe anarchiste individualiste et les anciens de la mer Noire. Résistant, il adhère au PCF, qu'il quitta lors de l'exclusion d'André Marty* : 111.

VUKIČEVIĆ, Lazar, Croate, prisonnier en Russie, rallié aux Soviets, il sert dans l'Armée rouge : 57.

VUJOVIĆ, Grgur, dit Glisić, Kandić, Mitrović, Klar (1901-1937), Serbe, il occupe diverses responsabilités avant d'être le représentant du PCY auprès de la Comintern en 1932 et de disparaître en 1935, pour être arrêté et exécuté peu après : 721.

VUJOVIĆ, Radomir, dit Franz Dmitriévitch Licht, Mitrović, Mladen (1895-1938), frère du précédent,

leader de la JC et de la KIM, secrétaire d'organisation du PCY, emprisonné de 1927 à 1932, il travaille à Moscou dans l'appareil à partir de 1933, est arrêté en 1938, condamné à cinq ans, mais meurt . 721.

VUJOVIĆ, Voja (Vojislav), dit Grgor, Wolf (1895-1938), frère des précédents, dirigeant de la JS française puis de la KIM, il est agent de liaison international rattaché au bureau de Berlin. En Russie il appartient aux zinoviévistes puis au « groupe des sans-chefs », est déporté. Il travaille après sa libération au secrétariat des Balkans de la Comintern. Probablement membre du bloc des oppositions, il est arrêté en septembre 1936 et exécuté en prison. Il est le père de l'acteur français Michel Auclair : 156, 252, 457, 519, 722.

VUKICEVIĆ, Lazar, yougoslave prisonnier de guerre en Russie, devenu communiste : 57, 195, 457.

VUK, Ivan, Slovène, prisonnier de guerre dans un camp près de Kiev, il est l'un des dirigeants de l'organisation communiste yougoslave fondée en Russie en 1918. Il est actif jusqu'en 1943, où il quitte le parti, se tournant vers la littérature : 57.

VYCHINSKY, Andréi Januarevitch (1883-1954), juriste, devient juge du Tsar, fait condamner ou condamne des militants ouvriers. Avec la révolution il rejoint d'abord les mencheviks puis se rallie au pouvoir. Pendant plusieurs années, recteur de l'Université de Moscou il s'efforce d'y extirper l'influence des trotilcystes. Devenu ensuite procureur général de l'URSS, il requiert la peine de mort contre les compagnons de Lénine qu'il appelle « chiens enragés » et « vipères lubriques ». Plus tard, ministre des affaires étrangères, il arrive dans les capitales des pays occupés pour annoncer l'annexion ou la réduction à une situation coloniale : 719.

W

WACZIARG, *cf.* Rosa Michel.

WALCHER, Jakob, dit Jim, Schwab (1887-1970), Métallo, à Spartakus pendant la guerre, puis dirigeant du KPD et de la Profintern. « Droitier », éliminé en 1929, il rejoint le SAP, dont il prend la tête en 1933. Après un bout d'essai avec Trotsky, il revient au stalinisme : 20, 128, 132, 133, 136, 216, 322, 323, 368, 519, 551, 555, 556, 565, 567, 568.

WALECKI, Maximilian ou Max Horwitz, dit Brooks, Michelson, Orwicz, Salcki, Szwarc, Valija, Walczak (1877-1938), mathématicien et physicien formé en Belgique, il retourne en Pologne, milite au PPS et entre en conflit avec Piłsudski. Déporté, il s'évade, arrive en Suisse et participe au congrès d'Amsterdam. Après la révolution de 1905, où il joue un rôle important en Pologne, il s'établit en Suisse de nouveau, participe à Zimmerwald, est expulsé en 1918. Dirigeant du PC polonais, il travaille beaucoup pour la Comintern avec des missions en France, en Italie, aux États-Unis. Leader de la JC et de la KIM, puis de 1928 à 1935 sous-directeur du bureau des Balkans à la Comintern. Il est arrêté en juin 1937, exécuté en 1938 : 247, 259, 356, 375, 378, 562, 714, 718, 719.

WALLACH, Albert (1913-1938), engagé volontaire dans les Brigades internationales, il est coulé avec le bateau qui le transportait et doit être hospitalisé plusieurs mois. Incorporé, il semble avoir ensuite voulu quitter les Brigades internationales pour rejoindre une unité de la CNT-FAI. Il est accusé d'espionnage à cause des contacts qu'il prend avec un consul américain pour assurer sa protection : arrêté par le SIM des BI, il semble bien avoir été liquidé comme « espion américain » : 696.

WALLENIUS, Allan (1890-1942), né en Finlande ; émigre après la révolution en Suède puis à Moscou. où il est longtemps bibliothécaire à la Comintern. Il est délégué au 3[e] congrès de la Comintern et élu à l'exécutif. En mai 1925, il est envoyé aux États-Unis et devient membre du CC du PC (WPA). Après un séjour comme instructeur en Scandinavie, il revient à Moscou où il dirige le département finlandais de la KUNMZ. Il est mort en URSS en 1942, peut-être victime à retardement de la purge : 96.

WALLISCH, Koloman (1889-1934), ouvrier maçon en Hongrie, il joue un rôle dans la révolution en 1928 à Szegedin, où il préside un tribunal révolutionnaire, et sa tête est mise à prix. Il fuit en Yougoslavie puis s'établit en Autriche. Toujours poursuivi par la haine de la droite, il devient responsable du *Schützbund* et du parti, participe par discipline aux combats de février 1934, qu'il juge trop tardifs. Il est capturé et pendu : 631.

WALTER, Albert (1885-?), marin, quartier-maître sur un cuirassé, il est aux États-Unis pendant la guerre, interné en 1917, et devient le président du comité des marins internés. Membre de l'USPD à son rerour, il rejoint le PC après Halle et entraîne le syndicat qu'il préside, le *Deutsche Schiffahrtbund*, à la Profintern. Responsable du « bureau des ports » de cette dernière, il est un homme clé dans l'installation du réseau des services à travers les organisations et les clubs de marins du monde entier. Interné par les nazis, il se compromet avec eux : 593, 613, 695.

WALZ, lieutenant, dit Lindner, officier en charge de l'insurrection que son arrestation déclenche. Il avait lu et bien parlé.

WANDEL, Paul, dit Klassner (1905-?), mécanicien, membre des JS, il passe au KPD en 1923. Il est à l'École Lénine de 1933 à 1935, travaille ensuite dans l'appareil de la Comintern, pour le secrétariat des Balkans, sous Pieck. Il enseigne à l'école internationale de 1923 à 1943. Ministre de l'Éducation en RDA.

WANG Changyao : 700.

WANG Fanxi, ps de Wang Wengyuan, dit Wang Mingyuan,Yi Ding (1904-?), envoyé en URSS, il adhère à l'opposition de gauche et revient en Chine en 1929, collabore avec Zhou Enlai* et Liu Shaoqi*. Exclu en 1930, il fait cinq ans de prison entre 1932 et 1937, réussit à se réfugier en Grande-Bretagne, où il écrit ses Mémoires : 462, 620, 623, 701, 727.

WANG Jingwei (1883-1944), avocat, il tente en 1910 d'assassiner le prince régent, est condamné à la prison à perpétuité. Libéré par la révolution de 1911, il est le leader de la « gauche » opposée à Jiang Jieshi*et le président du gouvernement installé à Wuhan en 1927.

Il se réconcilie avec Jiang contre les communistes. En 1938, il accepte des mains des Japonais la direction du gouvernement chinois dans la zone qu'ils occupent : 430, 432, 439, 441.

WANG MING, ps. de Chen Shaoyu, dit Feng Kang, Golobiev, Shaoyi, Tai Shan, Van Min, dit, (1904-1974), fils de paysans, il adhère au PCC en 1925, est envoyé à l'Université Sun Zhongshan de Moscou, où il se lie à Pavel Mif*, alors conseiller de Staline* pour la Chine. Il est le chef de file des fameux « 28 bolcheviks » envoyés en 1930, contrôle le parti en 1931 mais est écarté à partir de la Longue Marche. Il se réfugie en URSS. Il continue à persécuter activement les opposants chinois. En 1935, il remplace Sinani à la tête du travail latino-américain et préside à l'insurrection de novembre au Brésil. Il meurt à Moscou : 477, 572, 653, 669, 727, 789.

WANG Ruofei (1896-1946), de famille aisée, étudiant-ouvrier en France après le Mouvement du 4 mai, il va à Moscou à l'université d'Orient avec Peng Shuzhi*. Protégé de Chen Duxiu*, il est secrétaire du CC du PCC à son retour, éliminé en 1927. Il fait six ans de prison, se tue dans un accident d'avion : 572.

WANG Shanyang, Troskyste, chef d'une guérilla anti japonaise, commandant environ 3000 partisans, lui-même trotskyste, tué au combat : 700.

WANG Shiwei, Shu Han, dit, (1906-1947), entré au PC chinois en 1926, membre de l'Institut central de recherche en chinois. Traducteur de Trotsky*, en relations avec Chen Duxiu* jusqu'en 1936, puis avec Wang Fanxi*, il écrit en 1942 à Yenan ses *Lilas sauvages* dans lesquels il s'en prend à la répression de la littérature et de l'art, à l'absence de démocratie, à la naissance d'une couche de privilégiés. Il tient bon face à la persécution animée par Wang Ming qui l'accuse d'être « membre d'une fraction trotskyste, espion de la Comintern, chef d'une bande antiparti », est exécuté en prison sous la responsabilité de He Long* : 789.

WANG, Shouhua, *cf.* He Songling.

WĄRSKI, Adolf Warszawski, dit Michalek, dit, (1868-1937), pionnier du mouvement socialiste et syndical en Pologne, internationaliste pendant la guerre, présent à Zimmerwald et Kienthal, fondateur du PC polonais, il est deux fois écarté de sa direction par une décision de la Comintern ; réfugié en URSS, il est retiré, mais arrêté en août 1937 et exécuté : 242, 352, 375, 377, 378, 472, 474, 562, 719.

WARSZAWSKI, Tobias (1916-1934), jeune communiste brésilien abattu par ses camarades pour des soupçons injustifiés : 606.

WASFI, al-Samman, Mustafa (1887-?), officier ottoman devenu nationaliste syrien, membre d'une société secrète, il dirige en 1926 le comité révolutionnaire provisoire de la Ghuta en Syrie.

WASHINGTON, George (1732-1799), planteur, chef militaire et politique des insurgés, est premier président des États-Unis (1789-1797). Le « Père fondateur » des États-Unis : 698.

WASSILIEWSKA, Wanda (1905-?), écrivain d'origine polonaise elle lance en URSS un Comité de patriotes polonais qui ouvre la voie à un parti nouveau et un gouvernement polonais aux ordres de Moscou : 776.

WATANABE, Masonosuke, dit Asano, MasateruYamana (1899-1928), ouvrier d'usine, il adhère au PCJ en 1919, devient membre de l'exécutif et responsable de la commission ouvrière. Dirigeant reconnu des ouvriers japonais il est convoqué à Moscou en 1927 et participe à la commission japonaise de la Comintern. Il se suicide à Taiwan au cours d'un combat avec la police au retour d'une conférence à Shanghai. sur la reconstruction du parti : 506.

WATKINS, Nat, mineur de charbon de Galles du Sud, communiste, à Moscou en 1920, organisateur national du NMM et de la Profintern chez les mineurs. Il semble s'être retiré en 1929 : 411.

WATTER, baron Oskar von (1861-1939), Général allemand commandant à Münster, il semble avoir en 1920 pressé les putschistes de combattre le gouvernement, puis il a reculé et s'est montré très dur dans la répression des ouvriers antikappistes. Il démissionne peu après : 129.

WEBB, Beatrice Potter ép. (1958-1943), écrivain socialiste, femme de Sidney Webb : 53.

WEBB, Sidney (1859-1947), fondateur de la Société fabienne, il est l'incarnation même du réformisme socialiste britannique, avec un faible pour Staline* : 53.

WEBER, Johann, dit Hans, Heinz (1895-1986), membre du KPD, représentant de l'Opposition de Wedding, quartier prolétarien de la capitale, il est en contact avec Rakovsky* en 1927 : 464.

WEGMANN, Paul (1889-1945), Métallo. Délégué révolutionnaire, il va de l'USPD de gauche au VKPD, dont il est l'un des organisateurs syndicaux. Solidaire de Paul Levi*, il le suit à l'USPD puis au SPD : 69.

WEHNER, Herbert, dit Kurt Funk, K. Friedmann, Friedemann, Johann Karsten, Kurt Müller, Svenso, Wegner H. (1906-1990), fils de cordonnier, membre du KPD en 1927 ; appelé à Berlin en 1932 pour succéder à Flieg comme secrétaire technique, en 1933 il est dans l'illégalité, est arrêté en 1935, passe en Tchécoslovaquie à sa libération puis en URSS. A partir de 1935, il est l'un des dirigeants du KPD en émigration homme d'Ulbricht et Staline. Envoyé en Suède en 1941, il est arrêté et condamné à la prison. Renié par Moscou, il commence à sa libération une brillante carrière qui fait de lui l'éminence grise du SPD d'après-guerre : 539, 548, 666.

WEIDTKAMPF, Hermann (1888-?), marin rouge, combattant de 1919, il devient ajusteur dans la Ruhr et commande l'Armée rouge à Oberhausen : 130.

WEIL, Ruby, « Miss Y », ancienne membre de l'AWP de Muste*, passée avec Louis Budenz* au stalinisme, elle reçoit de ce dernier en 1938 les instructions pour mettre en contact Mercader*, le futur assassin de Trotsky*, avec Sylvia Ageloff*, qui devait lui ouvrir l'accès de la maison de sa victime : 699.

WEINSTONE, William Wolf, né Winestein, dit Randolph (1898-1985), né en Lituanie, émigré aux États-Unis encore enfant, il milite déjà au collège et rejoint très tôt le CPUS. Il est longtemps l'organisateur du distict de New York, connu pour sa versatilité dans les luttes de tendances. Il passa deux années à Moscou et fut

l'un des dirigeants du Secours ouvrier, « contrôlant » Münzenberg*.

WELLES, Sumner (1892-1961), diplomate américain spécialisé dans les questions d'Amérique latine, sous-secrétaire d'État de 1933 à 1944, il tente de sauver les meubles à Cuba lors de la chute de Machado en trouvant une solution de remplacement : 628.

WELS, Otto (1873-1939), tapissier, fils de cabaretier socialiste, il milite très jeune au syndicat et au SPD. Il entre au *Vorstand* (la direction) en 1913 et évolue vite vers la droite : « majoritaire » pendant la guerre, il organise en 1918 à Berlin la résistance aux spartakistes et la lutte contre la révolution en tant que commandant militaire de la place. En 1921, il est le seul des grands dirigeants sociaux-démocrates à avoir préconisé et organisé la résistance aux kappistes. Il est de ceux qui préconisent l'inaction en 1933, prononçant cependant un courageux discours au Reichstag. Puis il émigre et dirige la SOPADE, direction de l'exil, jusqu'à sa mort : 62, 73, 128, 252, 253, 319, 321.

WERTHEIM, Hilde, militante social-démocrate puis communiste autrichienne, femme de Johannes Wertheim* : 64, 65.

WERTHEIM, Johannes (1888-?), membre du groupe des « radicaux de gauche » constitué au cours de l'année 1917 en Autriche, il est désigné le 19 mai comme l'un des trois membres du directoire insurrectionnel. Après la décision d'annuler l'insurrection, il est arrêté et libéré peu après. Il disparaît de nos sources : 64, 65, 109.

WESTERMANN, Hans (1890-1935), dirigeant des marins de Hambourg pendant la révolution, il est un responsable extrêmement populaire parmi les travailleurs pour son dévouement et sa chaleur humaine. Il est exclu de la direction sous Ruth Fischer *. Il a une grande autorité sur ceux qu'on appelle les « conciliateurs » ; il travaille illégalement après 1933, est dénoncé par la direction du KPD, puis tué par les nazis au camp de Fuhlsbüttel.

WETZELL, Georg, officier de carrière, il était en 1914 chef du service des opérations du général von Seeckt* et en 1920 chef d'état-major du général von Oven*, qui retourna plusieurs fois sa veste pendant le putsch. C'est le lieutenant-colonel Wetzell qui présenta aux généraux kappistes l'ultimatum de von Seeckt pour mettre fin à leur rebellion. Il allait occuper ensuite le bureau des troupes (*Truppenamt)*, une des responsabilités les plus lourdes : 132.

WEYGAND, Maxime, Max, dit de Nimal, puis, (1867-1965), né à Bruxelles de père et mère inconnus, il est entré à Saint-Cyr à titre étranger (on le dit fils adultérin de l'impératrice Charlotte et d'un officier mexicain), naturalisé après trois ans. Il est chef d'état-major de Foch* et général en 1916. En 1920, il organise la défense de l'armée polonaise devant Varsovie, fait une brève apparition comme haut-commissaire en Syrie et, au début des années 30, envoie son collaborateur, le colonel de Lattre de Tassigny*, tâter le terrain pour l'alliance russe. Commandant l'armée française en 1940, il ne peut empêcher le désastre et insiste à l'armistice pour des raisons de sécurité intérieure (« Thorez à l'Elysée » !). Commandant en chef en Afrique du Nord, il démissionne en novembre 1941. Il est ensuite « déporté d'honneur » en Allemagne, revient en 1945 et meurt en résidence surveillée : 153, 178.

WHEELER, Burton Kendall (1882-1975), avocat de Butte (Montana), second de Robert LaFollette* dans sa campagne présidentielle de 1924. Il est sénateur du Montana de 1923 à 1947, représentant les isolationnistes « durs » : 752.

WIARCZAG, *cf.* Rosa Michel.

WICKS, Harry, dit Chalcroft, Herbert Moore, Tanner (1905-1989), apprenti cheminot, il adhère au CPGB en 1921, fonde les JC localement, est élu à leur exécutif national en 1926, employé après la grève à laver les wagons de bestiaux, et envoyé pour deux ans à l'École Lénine, où il connaît l'opposition de gauche. En août 1930, il rejoint son noyau britannique, le groupe de Balham, puis la *Marxist League* en 1933 et ne cesse d'être actif jusqu'à sa mort : 410, 415, 453, 581, 609, 622, 623.

WICKS, Harry (1889-1957), du PS américain au PC représentant de CPUS à la Profintern puis aux Philippines, exclu comme « espion » rejoint Lovestone et collabore avec le FBI.

WIESER, Fritz, dit Siglass (1890-1953), études en Allemagne et en Suisse, docteur en philosophie, il évolue vers le communisme pendant la guerre et devient ensuite un des leaders du PCS en Suisse allemande. Membre de l'exécutif de la Comintern et président du parti en 1928, il démissionne et abandonne toute activité au début des années 30 : 560.

WIIK, Karl (1883-1946), socialiste finlandais, il a beaucoup de contacts avec des Scandinaves et des Russes. Il est personnellement lié à Chliapnikov*, qu'il aide beaucoup, et à Kollontai*. Il aide Lénine* à se cacher en Finlande en 1917 et à communiquer avec le reste du monde : 30.

WIJNKOOP, David (1976-1941), fils de rabbin, études de philosophie, social-démocrate très jeune, il est un des fondateurs de *De Tribune* en 1907 et son rédacteur en chef. Il est l'un des organisateurs de la scission du Parti ouvrier social-démocrate et de la naissance du arti social-démocrate, internationaliste pendant la guerre, et membre de la gauche de Zimmerwald ; leader du KPN, il participe à plusieurs congrès de la Comintern, est exclu en 1926, réintégré en 1930 et réélu au CC en 1935 : 64, 94, 162, 164, 179, 562.

WILDE, Grete, dite Erna MERTENS (1904-1943), sténo, au KPD en 1921, membre de 1922 à 1925 de la fraction Fischer-Maslow*, dirigeante des JC, de 1927 à 1930, elle étudie à l'École internationale Lénine de Moscou. Arrêtée en 1932 dans une mission en Turquie, libérée en 1934, elle travaille avec Brückmann* aux cadres. Arrêtée en octobre 1938, condamnée à huit ans, elle est morte à Karaganda : 715.

WILLARD, Marcel (1889-1956), avocat communiste des causes nationales et internationales. Sa femme Germaine Franjux*, née en 1888, s'occupait aussi de la défense des grandes causes et des femmes. Ils sont les parents de l'historien Claude Willard* : 618.

WILLEMS, Marc, dit Jean Girard (1908-1968), ouvrier métallurgiste au PCB en 1924, devient un des diri-

geants des JC et participe aux exécutifs de la KIM, où il est élu en 1928 ; secrétaire national des JC en 1928, il entre plus tard au BP et au CC du parti. Mais, accusé d'avoir signé avec les Jeunesses socialistes un accord étendu aux jeunes trotskystes, il est convoqué en URSS et envoyé en usine. Arrêté en 1937, il purge dix années d'exil en Sibérie. Réhabilité et admis au parti en 1956, il s'est marié et reste en URSS jusqu'à sa mort : 496.

WILSON, Thomas Woodrow (1856-1924), Président démocrate des États-Unis, responsable de l'entrée en guerre et de de la fixation des conditions d'une « paix démocratique » avec ses fameux « Quatorze Points », « parrain » de la SDN : 50, 75, 179.

WINCOTT, Len (1910-?), marin britannique de la flotte de guerre à Invergordon, membre du CPGB et d'un réseau spécial, il est l'un des dirigeants de la mutinerie d'Invergordon en 1931. Il s'enfuit pour échapper à la répression, se réfugie en URSS où il prend la nationalité soviétique, est arrêté à l'époque des purges et disparaît au goulag. Une campagne est menée sur son sort en 1950. Au temps de la déstalinisation, le *Daily Worker* publie une lettre dans laquelle il dit qu'il va bien et que le passé est passé : 518.

WINTERNITZ, Johann, dit Lenz, Kraus, Sommer, Ternik (1896-1952), fils de professeur, élevé à Prague, d'abord membre du PCT, docteur en philosophie en 1920, il passe en Allemagne et devient un des théoriciens de la gauche, secrétaire du KPD et responsable du département propagande. A partir de 1925, il se tient à l'écart, remonte dans l'appareil après l'affaire Wittorf. Émigré en Occident, il est une autorité académique en RDA jusqu'à son retour en Grande-Bretagne : 299.

WINTRINGHAM, Tom R., dit Gracchus (1898-1949), engagé volontaire en 1916, il est actif dans une mutinerie en 1918. Après une éducation à Fresham School et Bailliol College d'Oxford, gagné au communisme en 1919 par A. Rothstein*, il entre au CPGB en 1919, se rend en Russie en 1920, devient en 1921 rédacteur en chef adjoint du *Workers Weekly*. Journaliste au *Daily Worker* en 1936. Il commande le bataillon britannique en Espagne, est blessé au front. Accusé d'une liaison avec la « trotskyste » Kitty Bowler, hostile au pacte et à la politique de la Comintern, il quitte le parti et fonde avec d'autres anciens d'Espagne l'école d'Osterley pour la formation militaire des Home Guards. Il quitte le parti en 1939 : 742.

WINZER, Otto, dit Lorenz (1902-1975), typo, aux JC en 1920, au KPD en 1925, dans l'appareil central, clandestin jusqu'au début de 1935, il rejoint l'URSS où il travaille à la Comintern. Après sa dissolution, il est responsable du travail auprès des prisonniers de guerre. Dans la RDA, chef du secrétariat de Pieck*, membre du CC, il est ministre des Affaires étrangères de 1965 à 1975 : 719.

WISKOW, Walter von, dit Hermann, capitaine entré dans l'armée rouge de Bavière, lié d'amitié avec Retzlaw*. Passe au *M.Apparat*. Dirige en 1923 l'*Ordner-Dienst*, sympathise avec l'Opposition de gauche : 328, 329.

WITKOWSKI, ps. de Landy Adam (1891-1937), militant socialiste avant guerre, il devient un des communistes les plus connus, membre de l'exécutif de la Profintern, mais toute mention de son nom disparaît après 1933 : 578.

WITOS, Wincenty (1874-1945), politicien conservateur, chef du gouvernement polonais, renversé par le coup de Pilsudski* en 1926 : 472, 473.

WITTORF, John Friedrich (1895-?), ancien docker de Hambourg, secrétaire de district, compagnon de beuveries de Thälmann*, joueur et coureur de jupons, il prend de l'argent dans la caisse du parti. Thälmann, en le couvrant, déclenche « l'affaire Wittorf » : 485, 489, 496, 556.

WIZNER, Aron, dit Walter Francisco, Zielony (1882-1937), Polonais, il accomplit des missions pour la Comintern notamment en Italie, puis est chargé de la liaison avec la Comintern à partir de 1931 dans le cabinet de Molotov*. Il est fusillé en 1937.

WLOCH, Wilhelm (1897-1939), maçon, entre au KPD en 1924 et à partir de 1932 travaille pour le département technico-administratif de l'exécutif ; après une mission en Chine, il s'établit à Moscou. Arrêté en 1934, il meurt en route pour le goulag : 723.

WOHLGEMUTH, Karl, ouvrier de Marl, chef d'une des trois « direction centrale » de l'Armée rouge de la Ruhr : 130.

WOJEWODZSKI, Silvester, ancien officier de renseignements, membre du parti indépendant paysan, il est proche du Parti communiste polonais, et est utilisé dans les années 30 pour une provocation du NKVD contre le parti polonais : 716.

WOLF, Erwin, dit Nicolle Braun, Kiff (1902-1937), fils d'un industriel du pays des Sudètes, étudiant en Allemagne, rejoint le KPD puis l'Opposition de gauche. Il émigre en France, devient secrétaire de Trotsky* en Norvège puis secrétaire du Mouvement pour la IVe Internationale. Au cours d'un séjour à Barcelone, il est enlevé par les hommes d'Orlov*et assassiné. On ignore encore s'il a été transporté en URSS.

WOLF, Felix, Nikolas Rakov, *alias* Krebs, dit Inkov (1890-?), fils d'un ouvrier allemand travaillant en Russie, cheminot, il est l'un des organisateurs des communistes du groupe allemand des prisonniers de guerre en 1918 et revient en Allemagne avec Radek*. Il joue un rôle encore en 1921, passe ensuite dans la diplomatie. Mis à l'écart comme oppositionnel, il disparaît : 56, 94, 235, 556, 715.

WOLF, Helmut, *cf.* Skoblevsky.

WOLF, Michal, ps. de Löwy, Wolf, dit aussi Farkas Mihaly (1904-1965), né en Hongrie, il milite dans ce pays et en Tchécoslovaquie puis entre dans l'appareil central de la KIM. Il accomplit diverses missions, dont une en Espagne. Il est secrétaire général de la KIM pendant la guerre. Général, policier en chef et tortionnaire dans la Hongrie d'après guerre, il est exclu en 1953, arrêté, et condamné en avril 1957 à seize ans de prison pour « violations de la légalité socialiste » et rapidement libéré : 192, 616, 796.

WOLFE, Bertram D., dit Albright, Arthur Wallace (1896-1977), sorti du collège en 1916, il se marie avec Ella en 1917 et entre au SP, puis de 1919 à 1929 est l'un des dirigeants du PC mexicain, puis du CPUS, chargé de l'*agit-prop* de 1925 à 1928, puis membre de l'exé-

cutif en 1928-1929. Il appartient à l'organisation de Lovestone* jusqu'en 1940 : 505, 551, 562.

WOLFF, Milton (1914-?), Nord-Américain, membre des JC aux États-Unis, puis du PCE, interbrigadiste, dernier commandant du bataillon Lincoln, puis animateur de l'association des anciens combattants, en contact avec le FBI pour le recrutement par ce dernier d'agents opérationnels en Europe : 784.

WOLFF, Otto (1881-1940), industriel de la Ruhr, il est à la tête d'un grand *konzern* : 291.

WOLFFHEIM, Fritz (1888-1943), ancien IWW, animateur avec Laufenberg* du courant national-bolchevique dans le KPD, puis le KAPD, il évolue à droite et se lie à des éléments dissidents du nazisme. Mort en camp nazi : 125, 139, 140, 143, 146, 148, 308.

WOLFSON, Lipa A. (?-1937), étudiant à l'Institut polytechnique de Kiev, exclu comme *oppositsionner* au début de 1928. Déporté, il organise en liaison avec la colonie de Biisk les relations de Rakovsky* avec l'ext érieur. Arrêté et inculpé en 1933 au titre du « centre Rakovsky-Wolfson », il n'est condamné qu'à trois mois de prison au lendemain de la capitulation de Rakovsky. Avec l'arrestation de ce dernier, il est condamné à mort et exécuté : 571.

WOLLENBERG, Erich, dit O. Berg, Murl, Egon Hardt, Eugen, Martin Hart, Erich, Walter (1892-1973), étudiant en médecine, engagé volontaire en 1914, lieutenant en 1917. Il entre à l'USPD en octobre 1918, participe à la révolution de novembre, rejoint les conseils de Bavière et commande un groupe de leur armée à Dachau, adhère au KPD et est condamné à deux ans de prison. Après une activité de journaliste, il passe dans la clandestinité en 1923, comme membre du *M-Apparat*, chargé de l'insurrection dans le Sud-Ouest. En avril 1924, il entre dans une école militaire de l'Armée rouge, commande un bataillon, puis un régiment. En 1929, il est professeur à l'École Lénine de Moscou, puis revient en Allemagne diriger le Roterkämpferbund, ce qui lui vaut d'être qualifié par Goebbels* d'« organisateur de la mort ». Revenu à Moscou en décembre 1932, il est lié à tous les critiques de la politique de Staline, est exclu en avril 1933, réussit à joindre Prague où il forme un groupe d'opposition en liaison avec Trotsky. Arrêté à Casablanca en 1941, il est libéré par les Alliés en 1943 : 103, 203, 328, 398, 526, 612, 622, 723, 730.

WOLLWEBER, Ernst, dit Anderson, Köller, Kurt Schmitt, Schulz (1913-1967), entré dans la marine en 1913 comme mousse, il joue un rôle dans la mutinerie des marins de Kiel en 1918. Il travaille dans différents cadres pour la Comintern et sans doute les services soviétiques. En 1933 il dirige le bureau de la Comintern à Copenhague, est arrêté et condamné à la prison en 1940 à Stockholm mais récupéré comme « citoyen soviétique ». Après la guerre, ministre de la Sécurité d'État, il est accusé d'activités fractionnelles dirigées contre Ulbricht*, exclu du CC en 1958 : 613, 614, 616.

WOLTON, Douglas G. (1889-1987) et Molly Selikawitz, née en 1906. Il est né en Grande-Bretagne, est venu en 1921 en Afrique du Sud et a adhéré en 1925 au CP SA. Au début de 1928, récents immigrants, lui et sa femme Molly, des Blancs, sont au premier rang des partisans du mot d'ordre de « république noire ». A la 6e conférence du CPSA il est élu au secrétariat et, avec sa femme, envoie un « rapport de minorité » à Moscou. Il affirme que seul le pouvoir des travailleurs peut imposer l'unité entre travailleurs noirs et blancs. Il est candidat aux élections de 1929 près du Cap. Il part pour l'URSS à la mi-1929 suivre les cours de l'École Lénine, revient en novembre 1930 et mène l'offensive finale contre « la droite », dont il dirige l'exclusion. En septembre 1933, après avoir purgé deux peines de quelques mois de prison, les Wolton quittent l'Afrique du Sud sans l'autorisation du CPSA et retournent en Angleterre, laissant le parti exsangue. D G.Wolton ne prend pas d'activité politique après ses exploits de la « troisième période » : 505.

WOMPE, Peter (1891-1925), technicien des chemins de fer en Russie, menchevique en 1911, il rejoint les bolcheviks en 1917, devient l'adjoint de Piatnitsky* à la Comintern pour les relations internationales et membre de son Orgburo jusqu'à sa mort. Il joue un rôle important lors des préparatifs d'octobre 1923 : 356.

WOOG, Edgar, dit Martin Numa, Stirner (1902-1978), étudiant en affaires, membre des JS en 1917, du PSDS en 1919, il part en 1920 avec sa famille pour Mexico, où il sera Stirner, représentant de l'Amérique latine à l'exécutif. De 1924 à 1927, il reste à Moscou, entreprend différentes tournées, travaille notamment au WEB à Berlin. En 1928, il est au Mexique, mène la lutte contre Mella et inspire des aventures. Il revient en Suisse après une expulsion d'Espagne en 1931. Il est condamné à un an de prison en 1937 pour avoir recruté des volontaires pour l'Espagne : 500, 503.

WRANGEL, Piotr N. (1878-1928), officier de l'armée tsariste, il rassemble dans le Sud les débris de l'armée de Denikine et, avec l'aide du gouvernement français, tente la reconquête. Son armée écrasée en Crimée, il prend la fuite et se réfugie en Occident : 192, 334, 586.

WROBLEWSKI, Waclaw (ps.), membre du comité central polonais, exécuté en 1937 : 719.

WRONSKY, Alexander Granas, dit, (1884-1937), il entre au SKPDiL en 1905, est déporté jusqu'en 1912, s'évade et rencontre Lénine à Cracovie. En 1915, il est à Copenhague, en 1917 il rejoint Lénine en Russie, participe à la guerre civile, puis retourne comme clandestin en Pologne. Il revient en URSS en 1921, est fusillé en 1937.

WU Peifu (1878-1939), seigneur de la guerre de Pékin pendant plusieurs années, allié privilégié de l'URSS jusqu'à la découverte de Sun Zhongshan : 429, 433.

WU Zhihui (1864-1953), enseignant, il participe au renouveau intellectuel, avec Chen Duxiu ; il est plutôt anarchiste, un des organisateurs du système travail-études en France. Il joue un rôle progressiste au début des années 20, mais adhère au Guomindang et rejoint son aile droite. Jiang Jieshi le nomme maire de Shanghai en 1927 : 435, 438.

WURMSER, André, dit Claude Lecomte, Grégoire Vincent (1899-1984), écrivain et journaliste, membre secret du PCF de 1929 à 1942, il se présentait comme un com-

pagnon de route chez les intellectuels, notamment au CVIA. Après la guerre, dans *l'Humanité*, il se révèle un poliniste cynique s'acharnant sur les victimes des procès : 615.

X

XAVIER, Livio Barreto, dit ABOBORA, L. Lyon, Mantão (1900-1988), journaliste, entré en 1926 au PC du Brésil, il est très vite proche de l'opposition de gauche, cofondateur en 1930 du Groupe communiste Lénine, qui devient en 1931 la Ligue communiste du Brésil. Il abandonne l'activité militante en 1935 : 579.

XU Chaoren, un des deux ministres communistes du gouvernement de Wuhan en 1927 : 439.

XU Zhongzhi, un des dirigeants de la droite du Guomindang, chef de l'armée avant Jiang Jieshi : 431.

XUE Yue (1896-?), Général de l'armée de Jiang Jieshi, il propose à plusieurs reprises aux communistes l'aide de sa division pour les protéger du coup qui se prépare ; ils refusent et il s'éloigne d'eux. Il fait partie des généraux qui attaquent la Longue Marche. Puis il combat les Japonais et rejoint les communistes.

Y

YAGÜE, Blanco, Juan (1991-1952), Africaniste, lieutenant-colonel pendant la guerre du Rif, phalangiste et ami de J.A. Primo de Rivera*, un des hommes de liaison entre l'armée en Espagne et au Maroc en 1936. Pendant la guerre civile, le phalangiste devient général.

YAMAKAWA, Hitoshi (1880-1958), étudiant, membre du PS japonais en 1906, partisan de l'action directe, il est condamné à la prison à plusieurs reprises, participe à la fondation du PCJ, fonde après 1923 le Parti populaire, partisan du front unique. Plus tard leader de la gauche du PS : 448.

YANG Mingzhai (1882-1938), il passe sa jeunesse en Russie tsariste, vient en Chine en 1920, avec Voitinsky*. comme interprète, et y dirige la petite école des langues étrangères, traduisant les documents russes et aidant à la sélection des cadres. Il est très opposé à l'entrée dans le Guomindang. Il est liquidé dans les purges staliniennes : 268.

YANG Yutin, représentant de Zhang Zuolin* à Wuhan, il se rallie à Jiang Jieshi* : 435.

YANG Zhihua (1900-1973), épouse de Qu Qiubo*, organisatrice des ouvrières du textile et du Mouvement du 30 mai, elle travaille ensuite clandestinement pour le syndicat général. En prison chez Jiang Jieshi* de 1941 à 1946, elle est arrêtée en1966 sur l'initiative de Kang Sheng* et meurt en prison : 430.

YAZBEK, Yûsuf Ibrâhîm, dit Ach Chabah al-Baki (1901-?), interprète et aspirant à devenir écrivain, il est l'un des premiers communistes libanais, romantique. Il accueille Chimâlî * venu d'Égypte, puis, son article sur la mort d'Anatole France* ayant été remarqué par les communistes palestiniens, il reçoit la visite de Berger *,du PKP. Arrêté du fait de ses contacts avec les Druzes révoltés, il part en France volontairement et ne reprend pas au retour sa place dans le combat militant, restant toutefois un journaliste sympathisant : 393.

YE Ting (1897-1946), officier de carrière dans les troupes de Chen Jiongming*, le seigneur de la guerre qui soutient Sun Zhongshan, il adhère au Guomindang et est envoyé deux ans dans une académie militaire de Moscou. Il devient communiste, participe au soulèvement de Nanchang, arrive trop tard à Canton, et, après un voyage en URSS, semble se tenir à l'écart de la politique. Il reprend du service, passe des années en prison chez Jiang Jieshi* et vient d'être réadmis au PCC, à sa libération, quand son avion s'écrase : 433, 476, 612.

YERNAUX, Gaston, dit Jules PÉRON (1906-1943), technicien radio, membre des JC, il a sans doute travaillé des annés pour l'OMS ; un des dirigeants de l'action partisane belge en 1942, il est arrêté en avril 1943 et meurt le lendemain : 615, 781.

YI Kuan, dit Shang JIESHI (1900-1967), étudiant-ouvrier en France, dirigeant du PCC dans l'Anhui, membre de l'opposition de gauche. Arrêté en 1932, il a pratiquement passé le reste de sa vie en prison, sous Jiang et sous Mao* : 571.

YOSHIKAWA, Morikuni (1885-1939), condamné en 1906, dirigeant du PC à sa naissance, ne rejoint pas le parti après 1923 : 284.

YOSHIWARA, Gentaro ou Yoshihara Taro, ce Japonais venant directement des États-Unis, où il militait aux IWW, au congrès de Bakou est par ailleurs inconnu.

YOTOPOULOS, Mitsos, dit Dmitri, Stavros (1901-1965), militant du PC grec devenu l'un des dirigeants de l'archiomarxisme en 1926, membre du secrétariat international de l'opposition de gauche, il rompt avec Trotsky* en 1933. Interné par Metaxas*, il s'enfuit, évite de peu l'assassinat en Espagne : 582.

YOUSSOUF, Ibrahim (1894-?), Égyptien vivant en Allemagne au début des années trente, il y représentait à l'extérieur le Parti national-radical égyptien et participa aux travaux de la Ligue anti-impérialiste : 393, 447.

YU Qiaqing (ou Yaqing) (1867-1951), banquier de Shanghai, président d'une importante compagnie de navigation et de la Chambre de commerce générale de Chine, président de la chambre de commerce du grand port, il finance et soutient Jiang Jieshi* puis son coup d'état de 1927 et la répression antiouvrière. Un des dirigeants de la Bande verte : 431, 435, 438.

YU Xiusong (1899-1938), secrétaire de la Jeunesse socialiste de Pékin, lié à Chen Duxiu* au début des années 20, il est étudiant à la KUTV puis à l'École Lénine, responsable des étudiants chinois à Moscou après Peng* et avant Wang Ming*. Revenu en Chine au début des années 30, il est dénoncé par Wang Ming* comme « trotskyste », exilé, arrêté au Xinjiang en 1937, envoyé en URSS et exécuté en 1938 : 727.

Z

ZABALZA, Elorga, Ricardo (1898-1940), instituteur, dirigeant de la FNTT dans la grève de 1935, membre de la Gauche largocaballériste, il est gouverneur de Valence en 1937 et fusillé par les franquistes : 641, 643.

ZACHARIADÈS, Nikolaos, dit Dimitriu, Nikolau (1903-1973), fils de petit-bourgeois grec de Turquie, il va un an au lycée, travaille comme docker en 1919, puis marin, enfin chimiste, rejoint les JC en 1921 et le parti en 1923. Il passe deux ans à la KUTV pour étudier, revient pour prendre la tête de la JC à Athènes, poste qu'il échange en 1927 pour des responsabilités dans l'appareil du parti. De 1927 à 1929, il est à l'Ecole Lénine, délégué au VI[e] congrès de la Comintern, où il se déclare chimiste ; en 1931 il entre au bureau politique ; en 1934, il travaille au bureau des Balkans de la Comintern et représente le parti à Moscou. Il est élu secrétaire général en 1935. Arrêté en 1936, en prison à Corfou, déporté, il ne revient au pays qu'en 1945 et épure sévèrement le parti. Il admire Staline*, qu'il s'efforce d'imiter. Il est éliminé au temps de Khrouchtchev et meurt en URSS : 498, 686, 689, 748, 766, 802.

ZACHARIASSEN, Axel, étudiant norvégien envoyé à Sylvia Pankhurst* avec de l'argent par le bureau de Stockholm en 1919, il se fait prendre et nie avec habileté. Il est expulsé de Grande-Bretagne : 96.

ZACK, *cf.* Kornfeder.

ZADGORSKY, Petŭr, chapelain de la cathédrale de Sofia, exécuté pour l'attentat à la bombe de 1925, il aurait aidé les terroristes à dissimuler la bombe dans le bâtiment : 400.

ZAGHLOUL, Pacha, Saad (1860-1927), avocat égyptien, il participe à la révolution d'Arabi Pacha en 1882, est ministre en 1907, devient leader du Wafd, le parti nationaliste, est banni de 1921 à 1924, chef du gouvernement en 1927. D'abord traité en ennemi puis soutenu par les communistes, il est en passe de devenir leur bête noire quand il meurt : 271, 443.

ZAGORSKY, Vladimir Mikhaïlovitch Loubotsky, dit, (1883-1919), membre du parti en 1903, il fait ses premières armes avec Sverdlov*, joue un rôle important pour les bolcheviks dans la préparation de l'insurrection de Moscou en 1906, émigre et anime le Centre bolchevique en Allemagne à Leipzig. Interné pendant la guerre, il est conseiller d'ambassade à Berlin en 1918. Il est tué en septembre 1919 dans un attentat terroriste à la bombe à Moscou : 45.

ZAISSER, Wilhelm, dit Werner Reissner, général Gómez (1893-1958), enseignant devenu officier pendant la guerre, mutiné en 1918. Il entre au KPD en 1920, joue un rôle dans la préparation de l'insurrection en 1923 et va en URSS en 1924 suivre les cours d'une académie militaire. En Espagne, il est le général Gómez de la XIII[e] BI. Il échappe aux purges staliniennes mais est limogé en 1953 et exclu du SED en RDA comme « antiparti » : 328, 695.

ZALBERG, Adolf, dit Adolf, Alfred, Maly, Pietrowski (1887-1938), membre du SDKPiL, militant syndicaliste, il se réfugie en URSS en 1921 et devient diplomate. Il est liquidé dans la purge.

ZALIK, Alter, Roumain, libéré en même temps que Rakovsky,* il travaille au bureau du Sud de la Comintern puis est envoyé pour organiser le travail de fraternisation à Odessa sous l'occupation française : 92.

ZALKA, Maté, dit Kemeny, Pal Lukács (1896-1937), écrivain hongrois, prisonnier de guerre en Russie, ayant servi dans l'Armée rouge contre Koltchak*, il commande en Espagne une brigade internationale et y est tué : 55.

ZALKIND, Ivan A. (1885-1928), médecin, membre du parti en 1903, il participe à la révolution de 1905, émigre à Paris de 1908 à 1917, se marie à une Française et se lie avec Trotsky*, qui l'appelle au commissariat aux Affaires étrangères dès novembre 1917. C'est lui qui organise l'implantation de la mission soviétique à Berne et accompagne Kamenev* en Grande-Bretagne. Il travaille ensuite au commissariat. Il meurt de mort naturelle : 47, 48, 53.

ZALKIND, Suzanne, Française, femme du précédent : 48.

ZAM, Herbert (1903-?), membre du CPUS, délégué au VI[e] congrès, opposant de droite, exclu, à la CPO puis membre du SPA ; il est quelque temps avec la tendance *Militant* : 567.

ZAMANSKY, pseudonyme d'un émissaire soviétique en Égypte, non identifié : 271.

ZAMIATINE, Nikolaï, Russe, connaisseur des questions de presse et de l'Occident, il est affecté à la mission diplomatique de Berne, et chargé de publier avec Reich* les *Russischen Nachrichten* : 48.

ZAPATA, Emiliano (1877-1919), petit fermier mexicain, président du conseil municipal de son village, il soulève les paysans mexicains avec le « plan d'Ayala », qui comprend un partage des terres, s'empare du sud du pays et entre même dans la capitale. Devenu le chef et le symbole du soulèvement des paysans et de la révolution mexicaine, il est assassiné : 511, 512.

ZAPATA, Diaz, Emilio (1896-?), peintre en bâtiment chilien, membre du PC puis du PC Hidalgo*, du Comité unique de la construction, organisateur de syndicats paysans. Unique député de la Gauche communiste, entre au PS, est élu au CC, exclu en 1940, passe au PST : 291, 628.

ZÁPOTOCKÝ, Antonin (1884-1957), tailleur de pierres, il adhère au Parti social-démocrate en 1902, en devient secrétaire régional à Kladno en 1907. Il est l'un des leaders ouvriers de la Gauche marxiste tchèque, devient membre du CC et secrétaire du parti de 1922 à 1925. De 1929 à 1939, il est secrétaire général des syndicats « rouges » MVS et régulièrement élu à l'exécutif de la Comintern. Arrêté en 1939 par la Gestapo, il sort en 1945 du camp de Sachsenhausen et succède à Gottwald* à sa mort : 151, 188, 193, 241, 260, 373, 465, 470, 490, 558, 732.

ZAWADSKI, Edward, dit JASNY, polonais chargé de la liquidation de ses compatriotes à l'étranger, liquidé en fin de parcours : 716.

ZAY, Jean (1904-1944), député radical de gauche, ministre de l'Éducation nationale dans le premier gouvernement Léon Blum*. Assassiné par la Milice : 675.

ZBOROWSKI, Mordka, dit Mark, Etienne, Tulpan (1908-

1990), né dans l'Empire russe, ayant vécu en Pologne, il tenta sa chance en Occident, revint en Pologne où il adhéra au PC, puis en France où il entra au service du GPU en 1934, à Grenoble, et fut « planté » par lui dans l'organisation trotskyste, comme collaborateur de confiance de L. Sedov* qu'il épia pendant des années, guidant le bras de ses assassins, procurant à ses chefs d'utiles informations. Il représenta la « section russe » à la conférence de fondation de la IVe Internationale en septembre 1938, émigra aux États-Unis à l'été 1941, fut dénoncé en 1955 et condamné à cinq ans de prison : 728.

ZEIGNER, Erich (1886-1949), juge, social-démocrate de gauche, il ouvre son gouvernement du Land de Saxe aux communistes en 1923 et est déposé par la Reichswehr. Haut Magistrat en RDA après guerre : 322, 337, 339, 342, 344, 370.

ZEINAL, Youssouf, professeur de lycée à Bagdad, un des premiers Irakiens à se réclamer du communisme : 272.

ZELLER, Fred (1912), étudiant aux Beaux Arts à Paris, dirigeant des JS de la Seine, tendance socialiste révolutionnaire, il livre les négociations secrètes avec les Russes. En 1935, il fait bloc avec les trotskystes sur la question de l'armée, est exclu, rend visite à Trotsky en Norvège et devient dirigeant du Poi. Grand Maître du Grand Orient après guerre : 671.

ZERVAS, Napoléon, officier de l'armée grecque, chef de maquis anticommunistes : 767.

ZETKIN, Clara Eisner, ép. Gundel, ép, (1857-1933), militante sociale-démocrate, organisatrice des femmes socialistes, liée à Rosa Luxemburg*. Elle rejoint le KPD un peu après sa formation, y appartient avec constance à l'aile droite, soutenant Paul Levi* et essayant d'empêcher les exclusions des « droitiers » : 565.

ZETKIN, Kostia (1887-?), fils de Clara et un temps compagnon de Rosa : 25, 196, 197.

ZHANG Guotao, dit Te Li, Tian Shi, Zhang Piao (1897-1979), étudiant recruté par Li Dazhao* et Chen Duxiu*, il forme le groupe communiste de Pékin et préside le premier congrès du PCC. Il est hostile à l'entrée dans le Guomindang et se consacre au secrétariat du travail. Il est exclu du CC par la direction de Qu Qiubo*, s'oppose à Mao* en 1935 et fait défection en 1938 : 20, 37, 69, 117, 137, 141, 153, 196, 197, 204, 208, 209, 213, 222, 224, 227, 232, 241, 246, 248, 250, 252, 261, 281, 283, 305, 306, 322, 324, 352, 368, 372, 387, 429, 470, 476, 489, 492, 556, 557, 560.

ZHANG Jingjiang, banquier millionnaire de Shanghaï, marchand de chinoiseries et de caillé de soja, lié à Jiang Jieshi* dès 1911, il est l'un des organisateurs de son coup en 1927, membre du Guomindang, un des inspirateurs de sa droite : 431.

ZHANG Sanjie, commande à 3000 partisans avec son mari Wang Shangyan*, tous deux trotskystes : 700.

ZHANG Suolin (1873-1928), ancien chef de brigands en Mandchourie, entré dans l'armée en 1905, devenu général et gouverneur de province, il s'empare de Pékin où il fait etrangler Li Dazhao*. Tué dans le train de Moukden par une bombe. Son fils lui succède : 435, 438, 460.

ZHANG Tailei, ps. de Zhang Cengkang, dit Chun, Chun Mu, Chun Nian, Da Lei, Da Mei, Lei, Lei Yin, Tai Lei (1898-1927), fils de petits commerçants, il émerge dans le Mouvement du 4 mai 1919 à Tientsin et fonde à Shanghaï les JS qui deviendront JC. Il est envoyé à Moscou à ce titre en décembre 1920 et rencontre Maring* dont il est alors l'interprète. Il fonde le Bureau d'Irkoutsk, participe au congrès des Travailleurs d'Extrême-Orient en 1922, défend l'entrée dans le Guomindang, puis devient l'interprète de Borodine* tout en dirigeant les JC. Il est l'un des organisateurs de l'insurrection de Canton dont il prend officiellement la direction, est pris et exécuté : 278, 283, 285, 438, 519.

ZHENG Chaolin, dit Lin Chaozhen, Marlotov, Tang Lushi, écrivain et traducteur. Au PC en 1922 à Paris. Journaliste à *Xiangdao*. Membre de l'opposition de gauche, il a passé sept années en prison sous Jiang Jieshi et vingt sous Mao*.

ZHOU, Dawen, étudiant à Shanghai, proche de Chen Duxiu*, membre de la commission de sélection des étudiants pour la KUTV. Étudie à la KUTV puis y enseigne, revient en 1931. Il est accusé de « trotskysme » par Wang Ming*, convoqué à Moscou en 1937 et liquidé en 1938 : 727.

ZHOU De (1886-1976), né dans une famille pauvre, officier de carrière, il devient une sorte de seigneur de la guerre mais rejoint le Guomindang, qui l'envoie à Berlin. Là il est gagné au communisme par Zhou Enlai*. A partir de Nanchang il est commandant militaire des troupes « rouges », et membre de la direction du PCC : 476, 477, 480, 732.

ZHOU Enlai, dit Chen Kuang, Du Bisheng, Hu Fu, Kuan, Kuan Sheng, Shao Shan, Siu, Te Ren, Wei Hen, Wu, Wu Hao, Moskvine (1898-1976), d'une famille de mandarins, il va à l'université et, profondément engagé dans le mouvement du 4 mai 1919, est condamné à six mois de prison. Ouvrier étudiant à Paris, il devient communiste. Il séjourne ensuite à Berlin. Revenu en Chine, il est chef du département politique de l'académie militaire de Huangpu, commissaire de division, un des organisateurs de la grève de Shanghai de 1927. Membre du bureau politique, il dirige l'opération de Nanchang, séjourne à Moscou à plusieurs reprises, participe à la Longue Marche. Il a été membre de l'exécutif et suppléant du présidium de la Comintern. Un des hommes forts de la République chinoise après la victoire des troupes de Mao Zedong* : 283, 427, 436, 476, 617, 732.

ZHU Jingtang, jeune mineur d'Anyuan, élu au CC du PCC en 1925 : 429.

ŽIKA, Jan (1902-1942), cordonnier, dirigeant d'organisation de sport puis, à partir de 1924, des JC, dirigeant de deux grèves célèbres à Bat'a et Janecek-Walter, grande usine d'armements. Il fréquente à Moscou en 1930 une « école ouvrière » (?), dirige ensuite le syndicat du cuir. Organise (avec Olbracht*) le premier CC illégal, rescapé de la rafle qui s'abat sur lui, il fonde le deuxième, mais, encerclé lors de la « heydrichiade », il saute par la fenêtre et se tue : 756, 777.

ZIMMERMANN, Bertha (1902-1937), née en Suisse, elle est venue en URSS en 1924, a travaillé comme sténodactylo. Mariée plusieurs années avec Fritz Platten*,

c'est sur sa recommandation qu'elle est entrée au centre comme sténo-dactylo au bureau d'information puis à l'OMS, où elle a pris d'autres responsabilités, dont celle du département du courrier. Arrêtée et exécutée en 1937 : 727.

ZINOVIEV, Grigori E., Radomylsky, dit Gregor, Gricha, Skopine, Zarine (1882-1936), membre du parti en 1901, il étudie à l'université de Berne de 1902 à 1905, revient en Russie et participe à la révolution, entre au CC en 1907, émigre et devient le lieutenant de Lénine dans l'émigration, considéré comme son âme damnée. Opposé à l'insurrection en octobre 1917, il demeure cependant à la direction du parti, dirige d'une main de fer le parti à Leningrad et, à partir de 1919, préside la Comintern. Il s'allie en 1923 à Staline et Kamenev contre Staline, puis en 1926, avec Kamenev, à Trotsky contre Trotsky. Il est président de la Comintern, de 1919 à 1926, réalisateur de sa « bolchevisation » et le premier à la soumettre aux nécesssités de la lutte pour le pouvoir à Moscou. Deux fois exclu, malgré des autocritiques, il est finalement condamné à mort en 1936 et exécuté à l'issue du premier procès de Moscou : 21, 78 80, 82 83 88, 90, 94, 101, 120, 146, 151, 153, 159, 161, 162, 164, 166, 168, 170, 173, 174, 193, 196, 198, 203, 214, 225, 233, 235, 240, 242, 251, 260, 263, 272, 275, 285, 288, 291, 300, 305, 306, 319, 310, 334, 337, 341, 343, 346, 349, 352, 356, 361, 367, 372, 376, 378, 380, 384, 387, 391, 400, 402, 405, 412, 442, 450, 457, 459, 463, 465, 466, 472, 473, 484, 485, 493, 506, 519, 528, 530, 558, 573, 574, 593, 602, 652, 654, 659, 704, 714, 725, 726, 730.

ZÖRGIEBEL, Karl (1878-1961), adjoint de Grzesinski* à la préfecture de police de Berlin, il noie dans le sang la manifestation communiste du 3 mai 1929 : 21.

ZUYOVIĆ, Sreten, dit Crni, Zivotić (1900-1976), Serbe, il fait la guerre dans son pays puis sur le front français. Employé de banque, il entre au PCY en 1921, devient secrétaire de son syndicat. Après une peine de prison, il rejoint l'URSS en 1930, suit les cours de l'École Lénine et vit à Moscou jusqu'en 1935, où, membre du CC, il s'installe à Vienne. Il est sévèrement blâmé après le rappel de Gorkić* et renvoyé au pays dans la clandestinité. En 1941, il est commandant en chef des partisans en Serbie. En 1948, il s'oppose à Tito*, et après deux ans de prison sans jugement, renie Staline* en 1950 : 769.

ZYROMSKI, Jean (1890-1975), vieux guesdiste, animateur de *La Bataille socialiste* dans la SFIO, il s'oriente franchement vers le PC à partir de 1935 et se sépare de Marceau Pivert*, qui fonde alors la Gauche révolutionnaire. Le PC, après la guerre, en fait un sénateur : 634, 671.

Table des matières

Avertissement 7
Présentation 9

PREMIÈRE PARTIE

La montée
1917-1923

CHAPITRE PREMIER
Quand ils ont vu détruit l'ouvrage de leur vie... 17
Le drame des socialistes, 17. - L'Internationale pour temps de paix, 17. - Comment rebâtir ?, 18. - Militants et groupes allemands, 19. - D'août 1914 aux premiers mouvements de masse, 20. - Les Russes, 21. - Deux hommes à part, 23. - Des divergences de taille, 24. - Perspectives de Lénine, 24. - Perspectives de Rosa Luxemburg, 25. - Les autres acteurs, 25. - Contacts internationaux, 27. - L'intervention de Rakovsky, 28. - Zimmerwald, 29. - Nouveaux points d'appui, 29. - Le tournant de 1917, 31. - Scission en Allemagne : la naissance de l'USPD, 31. - L'adhésion des spartakistes à l'USPD, 32. - La révolution russe, 33. - Une montée révolutionnaire : grèves ouvrières, 34. - Les « poilus » se révoltent, 35. - Les marins allemands contre la guerre, 36. - L'Europe secouée, 36. - La révolution russe, avant la nouvelle Internationale, 37.

CHAPITRE II
De la guerre à la révolution nationale (1918) 39
Premières mutineries dans l'armée de terre, 39. - La « mutinerie » de Cattaro, 40. - Un peu partout, des secousses, 41. - La crise austro-hongroise s'aggrave, 41. - Le problème de la paix, 42. - Négociations d'armistice, 42. - Les négociations de paix, 44. - Tempête ouvrière sur l'Europe, 44. - La paix et ses

lendemains, 45. - Crise au sommet du Parti bolchevique, 46. - Des diplomates très spéciaux, 47. - L'agitation révolutionnaire continue, 48. - Les Etats-Unis dans la guerre, 49. - La forteresse assiégée, 50. - De la guerre à la guerre, 51. - La mutinerie de Radomir, 52. - Les groupes communistes en Russie, 53. - Le groupe communiste hongrois, 54. - Les communistes allemands, 55. - Autres groupes communistes, 56. - Vers l'Internationale, 58.

CHAPITRE III
Un tournant incertain et sanglant 59
Novembre rouge, 59. - La révolution de novembre, 60. - Dualité de pouvoirs, 61. - Conseils ouvriers et partis communistes, 63. - Naissance du parti en Pologne, 67. - Premiers pas en Italie, 67. - La clé : la fondation du parti allemand, 67. - Le problème de l'Internationale posé, 70. - La semaine sanglante, 71. - Le passage du relais, 74. - L'internationalisme combattant, 75

CHAPITRE IV
L'Acte fondateur 76
La lettre d'invitation, 76. - Des délégués peu représentatifs, 78. - Les débats : rapports, 79. - Le problème de l'Internationale, 81. - Les documents programmatiques, 84. - Le Manifeste *de l'Internationale communiste, 86. - Conditions et portée de la fondation, 87. - La direction au jour le jour, 90. - Le bureau du Sud, 91. - Le bureau de Berlin, 93. - Le bureau d'Amsterdam, 95. - Stockholm ?, 95. - Marée montante, 96.*

CHAPITRE V
L'âge ingrat 97
Les grandes offensives des Blancs, 98. - Hongrie : de la prison au pouvoir, 99. - Une révolution pacifique ?, 100. - La république des conseils de Bavière, 102. - Les cent quarante-trois jours de la Commune hongroise, 104. - La révolution hongroise et la révolution mondiale, 106. - La révolution hongroise déborde de ses frontières, 108. - La révolte des soldats de l'Entente, 110. - Les civils bougent aussi, 111. - Une tour de Babel politique ?, 115.

CHAPITRE VI
L'épicentre allemand 118
Le KPD(S) après janvier, 118. - Paul Levi, 119. - Levi devant le parti, 120. - Dissensions entre Levi et Radek, 121. - La gauche du parti indépendant, 123. - La scission voulue du KPD(S), 125. - Une escarmouche avec Lénine, 126. - Le putsch de Kapp, 127. - Le pouvoir ouvrier insurrectionnel, 128. - L'Armée rouge de la Ruhr, 130. - La grève générale, 131. - Le problème du gouvernement ouvrier, 132. - Des débats publics, 133. - Une occasion perdue, 135. - Débat interrompu dans l'Internationale, 135. - Lénine donne le coup d'arrêt, 136. - Nouveau départ, 137.

CHAPITRE VII
Gauchisme récurrent et opportunisme rampant 138
Sylvia Pankhurst, 138. - Les Hambourgeois, 139. - Les communistes de gauche,

140. - La conférence d'Amsterdam, 140. - Le bilan d'Amsterdam, 141. - La fondation du KAPD, 142. - Riposte aux gauchistes, 143. - Nouvelle intervention de Lénine, 144. - Le KAPD et la Comintern, 146. - Les Indépendants face à Moscou, 149. - Déceptions et espoirs, 150. - Un conflit mûrit en Italie, 153. - Zinoviev annonce la couleur, 153. - Les socialistes en voyage, 155. - La noria des visiteurs, 156.

CHAPITRE VIII
Le congrès des grandes espérances 158
L'Armée rouge vers Berlin ?, 158. - Report de l'ouverture, 159. - Un vrai congrès, 160. - Les grands débats : le parti, 161. - Un violent incident, 163. - Le débat sur la question nationale et coloniale, 164. - Les conditions d'admission : première approche, 165. - Les conditions d'admission : les ténors, 167. - Deux grands débats de principe, 173. - Le manifeste, 175. - Une déception, 175. - Vers le pouvoir à Varsovie ?, 176. - Les causes de l'échec, 177. - Le succès des communistes polonais, 178.

CHAPITRE IX
Le pain blanc des illusions 180
Premières déceptions, 180. - Le congrès de Bakou, 181. - De jeunes morts, 183. - D'autres morts sur le chemin du retour, 184. - Les grandes grèves d'Italie, 185. - Des brèches révélatrices, 186. - Début de la scission en Tchécoslovaquie, 187. - Bataille pour un congrès, 187. - Bataille pour un immeuble, 188. - La Gauche marxiste maîtresse du congrès, 188. - Bataille pour l'USPD, 189. - La bataille de l'exécutif, 190. - Le congrès de Halle, 191. - Naissance d'un grand parti communiste, 192. - La scission en Tchécoslovaquie, 192. - Grève générale à l'appel de la Gauche marxiste, 193. - Premières attaques fascistes en Italie, 194. - De Berne à Tours, 195. - Les autres partis, 197. - La fin de la guerre civile, 200.

CHAPITRE X
Le pain noir ou l'infantilisme bureaucratique 201
L'état de la Russie au début de 1921, 201. - L'atout allemand, 202. - La position originale de Paul Levi, 203. - La « lettre ouverte », 204. - Le congrès de Livourne, 206. - Levi et le KPD sur la scission, 207. - Scission du PC d'Italie, 207. - La crise, 208. - Nouveau rebond, 208. - L'aggravation de la crise russe, 209. - Cronstadt : la répression, 211. - Le contexte international de la situation allemande, 211. - La mission de Béla Kun : à Moscou, 212. - Béla Kun à Berlin, 213. - L'action de mars (Märzaktion), *215. - L'intervention de Max Hölz, 216. - Le KPD appelle à la grève générale, 217. - Mars en avril à Moscou, 218.*

CHAPITRE XI
La peau de chagrin 220
Répression et ruptures, 220. - L'appel à Lénine, 221. - Heurts dans l'appareil, 222. - Le débat en public, 223. - confrontation : quel est le crime ?, 225. - Délire verbal sur l'offensive, 226. - Prudence de l'exécutif, 227. - La question dans le parti russe, 228. - Le compromis de Lénine, 229. - Un accueil plutôt

frais, 230. - Le déroulement du congrès, 231. - La guérilla gauchiste, 232. - Lénine se fâche, 232. - Le congrès de la Profintern, 234. - Le congrès de la KIM, 235. - Terreur et violence fasciste, 236. - Cécité face au fascisme ?, 237. - L'affaire des Arditi des popolo, *238. - L'aboutissement avec Šmeral, 239. - La question tchécoslovaque au IIIe congrès, 241. - De mauvais présages, 241. - Une autre conception, 242.*

CHAPITRE XII
La fin de l'époque Lénine 244
Les lendemains du IIIe congrès mondial, 244. - L'Espagne, 245. - La confusion sur l'Allemagne, 246. - Crise larvée en France, 247. - Le sectarisme du PC d'I, 247. - La lutte contre la guerre et le PC grec, 248. - Aux Etats-Unis, la fin du « gauchisme » ?, 249. - Le grand tournant, 249. - L'unité pour la victoire, 250. - Le « front unique ouvrier », 250. - Débat dans la Comintern, 251. - La conférence des trois Internationales, 252. - La crise française, 254. - L'application du Front unique en Allemagne, 254. - L'assassinat de Rathenau, 255. - Face à la montée du fascisme, 256. - Des réalisations locales de front unique, 257. - La victoire fasciste, 258. - La résistance aux Etats-Unis, 259. - Le départ du DNA, 259. - Une crise qui rebondit sans cesse, 260. - Nouveau congrès, nouveau programme ?, 261. - « Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier », 261. - Nouvelle stratégie ou ruse de guerre ?, 263. - Le IVe congrès, 263. - L'Internationale sans Lénine, 264. - L'offensive de la bureaucratie, 266.

CHAPITRE XIII
Orient, Amérique latine 267
L'intérêt de Lénine, 268. - Le « colonialisme » soviétique, 268. - Des organismes spécialisés, 269. - Les premiers partis communistes d'Orient, 269. - Les communistes indiens, 272. - L'apparition de M.N. Roy, 273. - Roy et le Parti du Congrès, 274. - Les débuts du communisme chinois : en Chine, 275. - Les premiers contacts, 277. - Fondation du Parti communiste chinois, 279. - Mission de Maring, 279. - Les travailleurs se soulèvent, 281. - Maring et le Guomindang, 282. - La collaboration sino-russe, 283. - La naissance d'un parti au Japon, 284. - Le congrès des peuples d'Orient, 285. - Débuts du PC japonais, 286. - Autres partis d'Orient, 287. - Autres pays et continents touchés, 28. - Bilan d'un démarrage, 288. - Une énorme contradiction, 289. - La Comintern et l'Amérique latine, 291. - Changement d'objectif, 292.

CHAPITRE XIV
La crise de la Ruhr 293
La question des réparations, 293. - L'occupation de la Ruhr, 294. - Les communistes dans la crise, 296. - Les communistes allemands en crise, 298. - La médiation de l'exécutif, 298. - Vers une crise mondiale ?, 300. - Une grève inopportune ?, 301. - Une crise sans précédent, 302. - La montée de l'extrême droite, 303. - La Comintern face aux nationalistes, 305. - L'affaire de la journée antifasciste, 307. - L'exécutif conseille de reculer, 309.

CHAPITRE XV
Vers le pouvoir ? 313

Le Parti communiste « de masse », 313. - Conséquences politiques de la crise, 315. - A bas Cuno !, 318. - La grève qui renverse le gouvernement, 318. - Stresemann au gouvernement, 321. - On tourne à Moscou, 322. - Les préparatifs politiques, 324. - Les divergences au sommet, 326. - Les préparatifs militaires, 328. - Le scénario de l'insurrection, 330.

CHAPITRE XVI
Le grand fiasco 331
Etats-Unis : la farce, 331. - Dictature militaire en Espagne, 332. - Le désastre bulgare, 333. - La grève générale grecque, 335. - Allemagne : les espérances, 336. - Allemagne : le plan s'applique, 337. - Les social-démocrates de gauche, 339. - L'échec du plan, 342. - Témoignage sur Hambourg, 343. - La révolution couve toujours en Europe, 346. - Mêlée générale en URSS, 346. - La troïka entre en guerre, 347. - Défaite et mise au pas, 348.

CHAPITRE XVII
Cinq ans après 350
Crise ou malaise ?, 350. - Des pertes sévères, 350. - Des dirigeants perdus, 351. - Les nouveaux dirigeants, 352. - Le problème de la direction formelle, 353. - La force des bureaucrates staliniens, 354. - Le tournant obscur, 355. - La centralisation internationale, 355. - Tout était-il encore possible ?, 357. - Comment faire une autre révolution ?, 358. - L'unité ouvrière, le pouvoir et la révolution, 359. - La Comintern dans l'impasse ?, 360. - Le « socialisme dans un seul pays », 360.

DEUXIÈME PARTIE

La chute
(1924-1943)

CHAPITRE XVIII
La bolchevisation 367
La mise au pas des partis, 367. - La mise au pas du KPD, 367. - Début de la discussion, 368. - Zinoviev a peur de Trotsky, 369. - L'exécutif de janvier 1924 et la conférence russe, 370. - La « désméralisation » du PC tchécoslovaque, 372. - De l'activation à la répression interne, 373. - Staline rend le verdict, 374. - La résistance des communistes polonais, 375. - La campagne contre la direction polonaise, 376. - Le Ve congrès règle la question polonaise, 378. - Le parti français devant la crise, 379. - Les gens de l'exécutif devant la crise, 380. - Le « social-fascisme » apparaît, 381. - Un nouveau parti : le PC cubain, 382. - La « bolchevisation », 383. - La nouvelle structure, 384.

CHAPITRE XIX
Zigzags et hésitation 386
La Comintern n'avance ni tout droit ni seule, 386. - Les bêtises de droite : la Krestintern, 387. - L'affaire Radić, 388. - La Krestintern et le grand propriétaire chinois, 389. - La guerre du Rif, 389. - La révolution syrienne, 392. - Les

communistes soutiennent Druzes et Syriens, 392. - Les oscillations du parti grec, 394. - Les bêtises de droite : le rêve « ouvrier et paysan », 395. - L'exaltation de LaFollette, 395. - Impuissance en Italie : l'affaire Matteotti, 396. - L'aventurisme : l'insurrection de Reval, 398. - La folie terroriste : la bombe de la cathédrale de Sofia, 399. - Une répression au couteau, 401. - L'insurrection de Java, un parti divisé, 401. - Un exécutif oscillant, 402. - Une insurrection désastreuse, 402. - Centralisation internationale, 403. - L'abandon de la politique du front unique, 405.

CHAPITRE XX
Le rêve syndical 406
Le manisfeste de la Comintern, 406. - Un affrontement de classes, 407. - La préhistoire de la grève générale, 408. - Le gouvernement se prépare contre la grève générale, 408. - Le National Minority Movement, 409. - Diplomatie syndicale internationale, 412. - Vers un affrontement en ordre dispersé ?, 413. - La grève, 415. - Les briseurs de grève, 417. - Violences et répression, 417. - La bataille de l'information, 418. - La capitulation, 419. - La peur des dirigeants syndicaux, 419. - La longue agonie des mineurs, 420. - La Comintern excommunie, 421. - Boukharine théorise, 422. - Le sens d'une politique, 423.

CHAPITRE XXI
Le rêve nationaliste 425
Une lutte mondiale, 425. - Le parti chinois et le Guomindang, 426. - Peng Shuzi et le congrès du réveil, 428. - Le mouvement du 30 mai : la révolution en Chine, 429. - La résistance contre-révolutionnaire : Jiang Jieshi, 431. - Le « petit coup d'Etat » du 20 mars 1926, 432. - Soutien à Jiang Jieshi, 433. - L'expédition du Nord, 434. - L'importance de **Shangai**, 435. - **Shangaï** : première insurrection, 436. - **Shangai** : deuxième insurrection, 437. - Le mauvais coup, 437. - La gauche après la droite, 439. - Un aveuglement obstiné et volontaire, 440. - L'alibi de Canton, 442. - Les partis ouvriers et paysans, 443. - En Amérique latine, 444. - L'épopée de Sandino, 445. - les velléités brésiliennes, 446. - « Partis ouvriers et paysans » dans le reste du monde, 446. - La ligue anti-impérialiste, 447. - Vains efforts de reconstruction au Japon, 448. - Un tournant mondial, 449.

CHAPITRE XXII
L'Opposition unifiée internationale de 1923 à 1928 450
L'Opposition russe, 450. - Trotsky et la crise britannique, 451. - Boukharine contre Trotsky, 453. - L'Opposition et le Comité anglo-russe, 454. - Organisation et débuts de l'Opposition unifiée en URSS, 455. - Reprise d'activité sur la Chine, 456. - Zinoviev sur la révolution chinoise, 457. - Trotsky, à son tour, 460. - L'Opposition internationale : des Soviétiques, 460. - L'opposition internationale : des pionniers, 462. - Des conditions particulières, 466. - Changement qualitatif, 467.

CHAPITRE XXIII
La stalinisation de l'Internationale 469
L'élimination de Zinoviev, 460. - Crise dans la gauche allemande, 470.

- Fischer-Maslow éliminés, 471. - Règlement de compte de la « droite » polonaise, 472. - Le coup d'Etat de mai 1926, 473. - Le début des aventures chinoises, 475. - La « nouvelle vague révolutionnaire » en Chine, 476. - La Longue Marche, 478. - La disparition des communistes indiens, 478. - En Asie du Sud-Est, 479. - « Classe contre classe », 480. - Les syndicats rouges, 481. - Le déroulement du VI[e] congrès, 483. - De l'« affaire » Wittorf à Thälmann, 485. - L'affaire Thälmann, 486. - Staline tranche à la Comintern, 487. - La stalinisation du PC tchécoslovaque, 490. - Le Cadre est posé, 491.

CHAPITRE XXIV
La « troisième période » 492
Peur et mensonge, 492. - Les postulats « théoriques » de la direction, 492. -Le X[e] plénum, 493. - Auto-critiques et exclusions, 494. - Les directions des partis « renouvelées », 495. - Nouvelles directions en Europe, 496. - Nouvelles directions sur les autres continents, 499. - Nouvelles directions asiatiques, 506. - Liquidations des secteurs entiers, 507. - Extrême-Orient du Sud, 508. - La ligue anti-impérialiste, 509. - Un tournant en Palestine, 510. - Le « cas » chilien, 510. - Des positions nouvelles fragiles : au Moyen-Orient, 512. - Une politique suicidaire, 513. - Communistes contre travailleurs ?, 514. - Des aventures sanglantes, 515. - La grève des bananeros, 516. - L'insurrection salvadorienne, 517. - La Marche du Bonus aux Etats-Unis, 518. - Les mutineries dans les flottes, 518. - Un mouvement privé de sa substance, 519. - Les raisons de la stalinisation de la Comintern, 520.

CHAPITRE XXV
Ils ont livré la citadelle 522
Un champ de ruines, 522. - Le parti national-socialiste, 523. - La lutte « militaire », 525. - Le KPD et les socialistes, 527. - Le refus du front unique, 529. - Le front brun-rouge, 530. - Les zigzags et les « nuances », 532. - Le KPD stalinisé, 533. - Une opposition dans l'appareil ?, 535. - Le « groupe » démasqué, 538. - Le KPD dans la confusion, 540. - Amsterdam-Pleyel, contre le fascisme et la guerre ?, 541. - Le XII[e] plénum, 543. - La dernière ligne droite, 544. - Les manisfestations de Berlin en janvier, 545. - Hitler au pouvoir ?, 546. - L'infaillibilité de Staline, 547. - Dénonciation de boucs émissaires, 548. - Y a-t-il encore une Internationale communiste ?, 549. - La Comintern au service de la bureaucatie russe, 550.

CHAPITRE XXVI
L'opposition communiste de droite 551
Les origines de l'opposition de droite, 551. - Le drapeau : Boukharine, 552. - Les disciples russes : Rioutine, 554. - La droite allemande : les « brandlériens », 555. - L'exclusion de la droite en Tchécoslovaquie, 557. - La droite française et la SFIO, 558. - Les Lovestonistes, 559. - Autres organisations et groupes, 560. - Programme de l'opposition internationale, 562. - La position de M.N. Roy, 563. - Essor et déclin de l'opposition de droite, 564.

CHAPITRE XXVII
L'Opposition de gauche internationale 570

Les succès de l'Opposition, 570. - Représailles staliniennes, 570. - Naissance de l'Opposition en Chine, 571. - Deux coups durs, 573. - Emiettement, 573. - Une situation confuse, 574. - Un nouvel axe, 575. - Trotsky propose des critères, 576. - Contacts en Europe, 577. - Les nouvelles sections, 578. - La reconstruction, 582. - Bagage théorique, 582. - Bataille sur l'Allemagne, 583. - Premières analyses, 583. - Il sera bientôt trop tard, 584. - Le « national-communisme », 585. - Bureaucratie stalinienne et politique allemande, 586. - Le combat de l'Opposition, 588. - Pourquoi l'opposition n'a pas atteint son but, 589. - L'opposition hors d'URSS marginalisée, 589. - La pénétration du GPU, 590. - Le découragement, 591. - Vers un élargissement de l'Opposition ?, 591. - Les éléments d'un regroupement, 593.

TROISIÈME PARTIE

De l'activité politique
à l'activité policière

CHAPITRE XXVIII

La Comintern stalinienne 599

Un adjectif nouveau, 599. - Le parti nouveau, 599. - Une idéologie : le léninisme, 600. - La pyramide bureaucratique, 601. - La « polices des polices », 602. - Le contrôle de la Comintern, 603. - Vivre dans un parti communiste, 604. - Le PCF des années 30, 606. - La terreur hors d'URSS aussi, 608. - Les bases du totalitarisme stalinien, 609. - La Comintern et l'« argent de Moscou », 610. - Le travail antimilitariste, 610. - Les « organisations de masse », 612. - Militants communistes et « services » soviétiques, 614. - Qui « en » était ?, 615. - Les « espions » qui venaient du froid, 618. - Le contrôle du GPU sur les partis, 619. - La formation des cadres : les universités communistes, 620. - L'Ecole internationale Lénine, 621. - Réactions des opposants, 623. - Le régime de l'avenir, 624.

CHAPITRE XXIX

La montée ouvrière de 1933-1934 626

L'éveil des « masses », 626. - La Comintern et la poussée des « masses », 627. - La révolution cubaine, 628. - Gouvernement révolutionnaire à Cuba, 628. - La crise autrichienne, 629. - Le premier combat, 631. - Bilan d'une résistance, 631. - Crise dans le PC français ?, 632. - Crise politique en France, 633. - Les trois journées de février, 634. - Le lendemain de l'émeute : du 6 au 12 février, 634. - Doriot et l'opposition unitaire, 636. - Doriot rompt avec Moscou, 637. - Le tournant, 637. - La radicalisation espagnole, 638. - Une campagne électorale très gauchiste, 639. - L'état-major « léniniste » du PSOE, 641. - La conquête de l'appareil, 641. - « La magnifique Jeunesse socialiste » (Trotsky), 642. - L'éveil de la classe ouvrière américaine, 644. - Les socialistes espagnols préparent l'insurrection, 645. - L'Octobre d'Espagne, 646. - Effervescence en Amérique latine, 647. - Alliance ouvrière au Brésil, 647. - Défaite sans combat ou combat sans victoire ?, 648.

CHAPITRE XXX
Autour du VIIe congrès de la Comintern 649
L'apparition de Dimitrov, 649. - La promotion de Dimitrov, 651. - Y a-t-il eu bataille politique à la Comintern ?, 652. - Dimitrov rénovateur ?, 653. - Des allusions feutrées, 654. - La préparation du congrès, 655. - L'agonie du vieux KPD, 656. - Vers une réforme des structures, 657. - Vers le Front populaire, 657. - La vague de répression en URSS, 658. - Le début du VIIe congrès, 660. - Le rapport de Dimitrov, 662. - Les autres rapports, 663. - Les « nuances » du congrès, 664. - L'élection de la direction, 665. - Lendemains de congrès, 665. - L'insurrection brésilienne, 666. - Encore une réorganisation, 668. - Portée d'un congrès, 670. - Reclassements politiques, 670. - Pas d'autres issues ?, 673.

CHAPITRE XXXI
Front populaire : image et réalités 674
La naissance du Front populaire, 673. - Espagne, lendemains de défaite, 675. - Reclassements au sein du parti socialiste espagnol, 676. - Victoire électorale des gauches espagnoles, 677. - Le Frente popular *au pouvoir, 678. - L'armement du prolétariat ?, 680. - La France à son tour, 681. - La vague de grèves de juin 1936 en France, 681. - Les Belges à leur tour, 683. - Du coup d'Etat militaire à la révolution en Espagne, 683. - Révolution du côté républicain, 685. - La question des milices, 686. - Le désastre en Grèce, 686. - L'Union soviétique s'abstient en Espagne, 689. - La mutinerie des marins portugais, 690. - Staline a peur de la révolution, 691. - La restauration de l'Etat en Espagne, 692. - L'Etat stalinien dans l'Etat républicain, 693. - Meurtres en série, 696. - Le Front populaire aux Etats-Unis, 698. - L'américanisation du PC, 698. - Meurtres et kidnappings, 699. - Le « front uni » en Chine, 700. - L'unité organique aux Philippines, 701. - Le Front populaire en Indochine, 701. - La politique de « front anti-impérialiste » en Inde, 702. - Le Front populaire au Chili, 703. - Les fossoyeurs de l'espoir, 704. - L'« utopie » toujours renaissante ?, 704.*

CHAPITRE XXXII
Massacre à la tronçonneuse 707
Une purge longtemps inaperçue, 707. - La chute de Béla Kun, 708. - L'affaire Piatnitsky, 709. - Le « complot » des gens de la Comintern, 710. - Méthode d'analyse, 711. - Pour un regroupement des opposants, 712. - L'ampleur du massacre, 714. - Diversité des « cas » des partis, 715. - Le cas du PC polonais, 715. - Répression contre les communistes polonais, 716. - Les victimes, 718. - Les Hongrois, 720. - Les Yougoslaves, 721. - Le parti allemand, 723. - La légende bulgare, 724. - Les autres partis, 725. - Les assassins en liberté, 728. - Les interrogatoires par le NKVD, 729. - Un effroyable bilan, 731.

CHAPITRE XXXIII
Etrange interlude 734
Une surprise qui s'éclaire, 734. - Le pacte germano-russe, 735. - Coup de tonnerre, 735. - A bas la guerre impérialiste !, 736. - La résistance de Harry Pollitt, 739. - Les communistes et la guerre en Inde, 742. - Les Yankees et le pacte, 743. - La maison des fous en 1940, 744. - Autres « maisons », 745. - Le

pacte et les communistes, 749. - Mise en place de l'appareil clandestin, 751. - L'action de la Comintern de 1939 à 1941, 752. - Le CPUS et la société américaine, 753. - Une ligne qui se défait peu à peu, 754. - Jacques Duclos et la légalité, 755. - La clandestinité tranparente de Belgique, 756. - Le « légalisme » communiste en Tchécoslovaquie, 756. - Le début d'un tournant, 757. - En Norvège, 757. - Aux Pays-Bas, 758. - Guérilla aux Philippines ?, 759. - Guérilla en Grèce ?, 760. - En Yougoslavie, 760. - En France, 761. - L'inévitable conflit, 762

CHAPITRE XXXIV
La « Grande guerre patriotique » 764
La dernière « réorganisation », 764. - La « mécanique » de l'Histoire, 765. - Grèce : « erreur » au départ, 765. - Développement des luttes de masses en Grèce, 766. - La lutte armée en Grèce, 767. - L'insurrection yougoslave, pas la révolution, 769. - Se débarrasser d'abord des trotskystes, 770. - Dérive à gauche, 770. - Conflit avec la Comintern : le prélude, 771. - La Comintern accuse, 772. - La question de l'aide matérielle, 773. - Les Bulgares vers le soulèvement ?, 774. - Tournant tactique, 775. - Difficile situation en Pologne, 776. - La tragédie de la Tchécoslovaquie, 777. - L'Italie proche du soulèvement, 777. - Le PCI dans la course, 778. - Le PCI dans la course, 778. - Début de la crise révolutionnaire ?, 778. - Le retard français, 779. - Le cas de la Belgique, 781. - Les nouveaux scabs *anglais, 782. - Remous dans l'armée britannique, 783. - Interventionnistes, briseurs de grève et pourvoyeurs de prisons, 783. - L'Inde et la guerre, 75. - « Quit India ! » La révolte du peuple, 786. - Guérilla patriotique au Viêt-nam, 787. - Guérilla paysanne aux Philippines, 787. - La politique dans la guerre, 788.*

CHAPITRE XXXV
L'arrêt de mort. La dissolution de la Comintern 790
Un organisme décadent, 790. - Staline et l'idée de la dissolution, 791. - Préparation de la dissolution, 792. - La réunion du présidium du 13 mai, 793. - La réunion du présidium du 17 mai, 794. - La réunion du présidium du 19 ami, 795. - L'adoption définitive et la diffusion, 796. - Les raisons de la dissolution à cette date, 798. - Bilan de la dissolution : des remarques suggestives, 799. - Pourquoi la haine de Staline ?, 801.

QUE RESTE-T-IL ? (air connu de la jeunesse de l'auteur) 804

Sources et bibliographie 809

Chronologie 843

Abréviations et sigles 879

Répertoire des pseudonymes 883

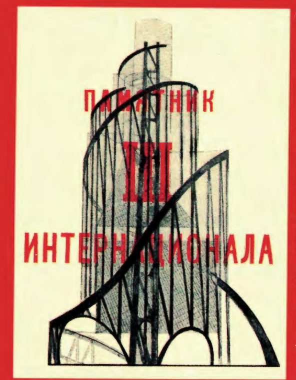
Index biographique 957

Achevé d'imprimer en septembre 1997
sur presse Cameron,
par **Bussière Camedan Imprimeries**
à Saint-Amand-Montrond (Cher)
pour le compte de la librairie Arthème Fayard
75, rue des Saints-Pères – 75006 Paris

35-65-0114-01/5

Dépôt légal : octobre 1997.
N° d'Édition : 2331. N° d'Impression : 4/910.
Imprimé en France

ISBN 2-213-02659-9



Créée en 1919 pour assurer la relève de ses deux devancières, la IIIe Internationale, communiste (Komintern ou Comintern selon les divers acronymes adoptés par les langues occidentales), se voulut à la fois un parti mondial et un appareil international capable de coordonner les luttes à l'échelle de la planète : le succès des bolcheviks en Russie, fragile, n'avait pas suffi à lancer la révolution dans tous les pays ; écrasée en Hongrie et plusieurs fois battue en Allemagne, celle-ci y avorta en 1923.

Quand elle fut dissoute par Staline en 1943, l'Internationale n'était plus qu'un organisme policier au service de l'État soviétique, épuré et domestiqué comme il se devait. Ayant dès 1923 imposé à ses sections des aventures ou des alliances paralysantes, disposant de leurs directions à son gré, traquant les esprits indépendants, elle n'avait conduit aucun de ses partis au pouvoir. Comme le parti en Russie, elle avait fait l'objet de purges massives et avait perdu des dizaines, sinon des centaines de milliers de militants. Pourtant, la fleur du mouvement révolutionnaire (ouvriers, soldats, femmes, étudiants, intellectuels...) lui avait longtemps consacré son dévouement, son ardeur, parfois sa vie.

Des vingt-quatre années – les unes lumineuses, les autres calamiteuses voire sanglantes – d'une organisation qui aura tant fait peur aux régimes bourgeois, Pierre Broué, biographe de Trotsky, fait un récit dépouillé des poncifs de toute sorte attachés à la IIIe Internationale. Avec minutie et chaleur, cet infatigable découvreur d'archives fait revivre une foule de combattants obscurs et oubliés (quand ce n'est pas ostracisés) et, de l'Indonésie au Chili, évoque de multiples épisodes passés aux pertes et profits par l'Histoire ou par les historiens – pas tous staliniens. Il donne là une somme – à la fois épopée et instrument de travail – d'une densité et d'une richesse d'information exceptionnelles.

Né en 1926, docteur ès lettres, Pierre Broué a été professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Spécialiste du mouvement communiste, il est notamment l'auteur de La Révolution et la guerre d'Espagne *(en collaboration avec Émile Témime, 1961),* La Révolution allemande *(1971), d'une monumentale biographie de Trotsky (Fayard, 1988), de* Staline et la Révolution. Le cas espagnol *(Fayard, 1993) et de* Rakovsky ou la Révolution dans tous les pays *(Fayard, 1996).*